ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS248/R
WT/DS249/R
WT/DS251/R
WT/DS252/R
WT/DS253/R
WT/DS254/R
WT/DS258/R
WT/DS259/R
11 juillet 2003
(03-3480)

Original: anglais

ÉTATS-UNIS – MESURES DE SAUVEGARDE DÉFINITIVES À L'IMPORTATION DE CERTAINS PRODUITS EN ACIER

Rapports du Groupe spécial

Les rapports du Groupe spécial *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de certains produits en acier* sont distribués à tous les Membres conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Ils sont mis en distribution non restreinte le 11 juillet 2003, en application des Procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC (WT/L/452). Il est rappelé aux Membres que, conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, seules les parties au différend pourront faire appel du rapport d'un groupe spécial. L'appel sera limité aux questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et aux interprétations du droit données par celui-ci. Il n'y aura pas de communication *ex parte* avec le Groupe spécial ou l'Organe d'appel en ce qui concerne les questions que l'un ou l'autre examine.

Note du Secrétariat:

Les présents rapports seront adoptés par l'Organe de règlement des différends (ORD) dans les 60 jours suivant la date de leur distribution, à moins qu'une partie au différend ne décide de faire appel ou que l'ORD ne décide par consensus de ne pas les adopter. S'ils font l'objet d'un appel formé devant l'Organe d'appel, ils ne seront pas examinés par l'ORD, en vue de leur adoption, avant l'achèvement de la procédure d'appel. Des renseignements sur la situation à cet égard peuvent être obtenus auprès du Secrétariat de l'OMC.

Dans les différends WT/DS248, WT/DS249, WT/DS251, WT/DS252, WT/DS253, WT/DS254, WT/DS258 et WT/DS259, comme cela est expliqué au paragraphe 10.725 des constatations du Groupe spécial, celui-ci a décidé de remettre ses rapports sous la forme d'un document unique constituant huit rapports du Groupe spécial, chacun des rapports concernant chacun des huit plaignants dans le présent différend. Ce document comprend une page de couverture commune, une partie descriptive commune et un ensemble commun de constatations se rapportant aux allégations des plaignants que le Groupe spécial a décidé d'examiner. Il contient aussi des conclusions et recommandations qui, contrairement à la partie descriptive et aux constatations, ont été individualisées pour chacun des plaignants. En particulier, dans les conclusions et recommandations, des cotes différentes ont été utilisées pour chacun des plaignants (WT/DS248 pour les Communautés européennes, WT/DS249 pour le Japon, WT/DS251 pour la Corée, WT/DS252 pour la Chine, WT/DS253 pour la Suisse, WT/DS254 pour la Norvège, WT/DS258 pour la Nouvelle-Zélande et WT/DS259 pour le Brésil). En outre, une pagination séparée a été utilisée dans les conclusions et recommandations pour chacun des plaignants. Par exemple, les pages des conclusions et recommandations pour la plainte des Communautés européennes sont numérotées de A-1 à A-5, pour celle du Japon de B-1 à B-4, pour celle de la Corée de C-1 à C-4, pour celle de la Chine de D-1 à D-5, pour celle de la Suisse de E-1 à E-5, pour celle de la Norvège de F-1 à F-5, pour celle de la Nouvelle-Zélande de G-1 à G-5 et pour celle du Brésil de H-1 à H-4.

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 1
A. CONTEXTE FACTUEL 1
1. Ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes par l'USITC 1
2. Détermination de l'existence d'un dommage par l'USITC 2
3. Recommandation de l'USITC concernant les mesures correctives 5
4. Demande de renseignements complémentaires 7
5. Actions du Comité de la politique commerciale (TPSC) 8
6. Proclamation présidentielle 8
7. Exclusions de pays 11
8. Exclusions de produits 11

II. ASPECTS PROCÉDURAUX DE L'OMC 13
A. CONSULTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:3 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES 13
B. CONSULTATIONS DANS LE CADRE DE LA PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS 13
C. UN SEUL GROUPE SPÉCIAL CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 9:1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD 14

III. ALLÉGATIONS FORMULÉES PAR LES PARTIES 20
A. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 20
B. JAPON 21
C. CORÉE 22
D. CHINE 24
E. SUISSE 25
F. NORVÈGE 26
G. NOUVELLE-ZÉLANDE 27
H. BRÉSIL 28

IV. CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS DEMANDÉES PAR LES PLAIGNANTS 30
A. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 30
B. JAPON 31
C. CORÉE 32
D. CHINE 34
E. SUISSE 35
F. NORVÈGE 36
G. NOUVELLE-ZÉLANDE 38
H. BRÉSIL 39

V. RÉUNION D'ORGANISATION – DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES 40

VI. PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL 42

VII. ARGUMENT DES PARTIES 45
A. SITUATION DE L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE DES ÉTATS-UNIS 46
1. Évaluation par les plaignants de l'industrie sidérurgique nationale des États-Unis 46
a) Principales caractéristiques de l'industrie sidérurgique des États-Unis 46
b) Historique de l'industrie sidérurgique des États-Unis 47
c) Évolution de l'industrie sidérurgique des États-Unis 48
d) Compétitivité relative des aciéries intégrées et des mini-aciéries 51
e) Incidence de la concurrence entre les mini-aciéries et les aciéries intégrées 54
f) Conclusions 57
2. Évaluation par les États-Unis de leur industrie sidérurgique nationale 58

B. CADRE JURIDIQUE ET ANALYTIQUE 60
1. Critère d'interprétation 60
2. Critère d'examen 64
3. Charge de la preuve 66
4. Méthodologies 68
5. Devoir d'expliquer – obligations de fond et obligations de forme 74
6. Économie jurisprudentielle 82
C. ÉVOLUTION IMPRÉVUE DES CIRCONSTANCES 83
1. Introduction 83
2. Les prescriptions de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 et de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes 84
a) Introduction 84
b) Critère juridique 85
c) Que signifie "évolution imprévue des circonstances"? 86
i) Les crises russe et asiatique 87
ii) La vigueur de l'économie des États-Unis et l'appréciation du dollar EU 88
iii) Événements macro-économiques 90
d) "par suite de l'évolution imprévue des circonstances" 91
i) Lien logique avec l'accroissement des importations et les conditions de nature à causer ou menacer de causer un dommage grave 91
ii) Lien logique avec la concession 95
e) Le moment de l'évolution imprévue des circonstances 98
f) Démonstration concernant l'"évolution imprévue des circonstances" 102
i) Rapport de l'autorité compétente 102
ii) La nécessité d'une explication motivée et adéquate 105
iii) Possibilité pour les parties intéressées de présenter leurs vues à l'USITC 115
iv) Le moment de l'explication de l'"évolution imprévue des circonstances" 116
D. "UN PRODUIT" 118
1. Ordre d'identification du produit importé et de la branche de production nationale 118
2. Définition/identification du "produit importé" 121
a) Spécificité du produit importé 121
b) Objectif de l'identification spécifique des produits importés 126
c) Regroupement 127
d) Paramètres entrant en ligne de compte pour identification du produit importé 130
i) Similarité 130
ii) Lignes tarifaires 131
iii) Consensus concernant les paramètres? 134
3. Méthode utilisée par l'USITC pour déterminer le "produit importé" 135
a) Identification du produit importé 135
b) Regroupement 136
4. Argumentation spécifique aux mesures 140
a) Les CPLPAC 140
i) Regroupement 140
ii) Marché et prix des CPLPAC 142
iii) Mesure corrective différente pour les brames 144
b) Produits étamés ou chromés 145
c) ABJT 146
E. DÉFINITION DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE DE PRODUITS SIMILAIRES OU DIRECTEMENT CONCURRENTS PAR RAPPORT AU PRODUIT IMPORTÉ 147
1. Introduction 147
2. Définition/identification du "produit similaire" 147
a) Indications pour établir une définition 147
b) Pertinence de la définition du produit similaire au titre d'autres Accords de l'OMC et de la jurisprudence existante du GATT/de l'OMC 149
i) Propriétés physiques, utilisations finales, perception des consommateurs et classification tarifaire 151

ii) Procédés de production 155
iii) Concurrence 163
c) Pertinence des définitions du produit similaire utilisées dans les contextes des enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs 167
3. Comparaison du produit importé et du produit national similaire 168
4. Produits "directement concurrents" 171
5. Définition des producteurs nationaux 172
6. Charge de la preuve 172
7. Argumentation relative aux mesures 174
a) CPLPAC 174
i) Généralités 174
ii) Critères du produit similaire 177
Généralités 177
Propriétés physiques 181
Utilisation finale 184
Perception des consommateurs 189
Classification tarifaire 190
Procédés de production 193
Circuits de commercialisation 198
Concurrence 198
iii) Pertinence en l'espèce des autres définitions du produit similaire 200
iv) Définitions du produit similaire utilisées dans les contextes des enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs 202
v) Pertinence des définitions du produit similaire dans de précédentes enquêtes en matière de sauvegardes 205
vi) Mesure corrective distincte pour les brames 206
b) Produits étamés ou chromés 207
i) Généralités 207
ii) Critères du produit similaire 209
Propriétés physiques 209
Utilisation finale 211
Perception des consommateurs 212
Classification tarifaire 212
Procédés de production 212
iii) Définition des producteurs nationaux 213
c) Tubes et tuyaux soudés 217
i) Généralités 217
ii) Critères du produit similaire 219
Généralités 219
Propriétés physiques 220
Utilisation finale 222
Perception des consommateurs 225
Classification tarifaire 225
Procédés de production 228
Circuits de commercialisation 230
Autres facteurs 231
iii) Définitions proposées par les plaignants 231
iv) Pertinence des définitions du produit similaire utilisées dans les contextes des enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs 232
d) ABJT 233
F. ACCROISSEMENT DES IMPORTATIONS 235
1. Introduction 235
2. Le critère juridique 236
a) Accroissement récent 236
b) Évaluation des tendances 239
c) Rythme d'accroissement et accroissement en volume 245

d) Accroissement "brutal" et "important" 245
3. Prescription concernant une explication motivée et adéquate *250*
4. Arguments spécifiques à la cause *250*
a) Prise en considération des données de 2001 250
i) Données pour l'ensemble de l'année 2001 250
ii) Données relatives à la période intermédiaire de 2001 252
b) Période visée par l'enquête 255
c) Méthode d'analyse de l'accroissement des importations 256
i) Analyse quantitative requise? 256
ii) Analyse des points extrêmes 257
d) Prise en considération de la baisse des importations 258
e) Agrégation des produits 259
5. Argumentation spécifique aux mesures *259*
a) CPLPAC 259
i) Agrégation 259
ii) "Accroissement des importations" au sens de l'Accord sur les sauvegardes? 261
iii) Méthode d'analyse de l'USITC 263
iv) Prise en considération des données de 2001 266
v) Prise en considération de la baisse des importations 267
b) Produits étamés ou chromés 267
i) "Accroissement des importations" au sens de l'Accord sur les sauvegardes? 267
ii) Méthode d'analyse de l'USITC 269
iii) Prescription concernant une explication motivée et adéquate 270
iv) Pertinence de la définition du produit similaire 271
c) Barres laminées à chaud 272
i) "Accroissement des importations" au sens de l'Accord sur les sauvegardes? 272
ii) Prise en considération des données de 2001 273
iii) Méthode d'analyse de l'USITC 274
d) Barres parachevées à froid 274
i) "Accroissement des importations" au sens de l'Accord sur les sauvegardes? 274
ii) Prescription concernant une explication motivée et adéquate 275
e) Barres d'armature 276
i) "Accroissement des importations" au sens de l'Accord sur les sauvegardes? 276
ii) Méthode d'analyse de l'USITC 277
f) Tubes soudés 277
i) "Accroissement des importations" au sens de l'Accord sur les sauvegardes? 277
ii) Méthode d'analyse de l'USITC 279
g) ABJT 279
h) Barres en aciers inoxydables 279
i) Fils en aciers inoxydables 280
i) "Accroissement des importations" au sens de l'Accord sur les sauvegardes? 280
ii) Méthode d'analyse de l'USITC et prescription concernant une explication motivée et adéquate 281
j) Fil machine en aciers inoxydables 282
G. DOMMAGE GRAVE OU MENACE DE DOMMAGE GRAVE 284
1. Obligations des autorités compétentes au titre de l'Accord sur les sauvegardes en ce qui concerne l'établissement des déterminations de l'existence d'un dommage *284*
2. "Dégradation générale notable" *284*
a) CPLPAC 284
b) Barres d'armature 292
c) Tubes soudés 292
3. Obligation d'évaluer tous les facteurs pertinents *293*
4. Obligation de fournir des explications motivées et adéquates *297*
a) Autres explications des données 297
i) CPLPAC 298
ii) Barres laminées à chaud 301

iii) Barres parachevées à froid 305
iv) Barres d'armature 307
v) Tubes soudés 309
vi) Fils en aciers inoxydables 315
vii) Autres produits 319
b) Représentativité des données 320
i) Production destinée à la consommation interne 320
ii) Renseignements confidentiels 331
iii) Données récentes 339
iv) Analyse des tendances 340
c) Agrégation des données 340
i) CPLPAC 340
ii) Produits étamés ou chromés 341
d) Processus décisionnels dans le contexte des déterminations de l'USITC établissant l'existence d'un dommage 342
H. LIEN DE CAUSALITÉ 343
1. Définition et établissement d'un "lien de causalité" *343*
2. Corrélation *344*
a) CPLPAC 352
i) Coïncidence temporelle 352
ii) Pertinence des effets des importations en termes de volume et de prix 361
iii) Accroissement des importations et résultats de la branche de production 373
iv) Pertinence de l'analyse du produit similaire pour les CLPAC 376
b) Produits étamés ou chromés 377
i) Coïncidence temporelle 377
ii) Pertinence des prix des importations et des produits nationaux 380
c) Barres laminées à chaud 382
d) Barres parachevées à froid 383
e) Barres d'armature 385
f) ABJT 387
g) Barres en acier inoxydable 388
h) Fils en acier inoxydable 390
i) Fil machine en acier inoxydable 392
3. Non-imputation *395*
a) Définition et portée 395
i) Obligation de "dissocier" et de "distinguer" 396
ii) Détermination de la nature et de l'importance des facteurs de dommage 396
iii) Contribution 398
iv) Quantification 400
v) Compatibilité du critère du lien de causalité appliqué par l'USITC avec la jurisprudence de l'OMC 413
vi) Traitement des importations en provenance des zones de libre-échange 431
vii) Devoir de fournir une explication motivée et adéquate dans le contexte de l'analyse du lien de causalité 437
b) Argumentation par mesure 438
i) CPLPAC 438
Facteurs considérés par l'USITC 438
Analyses économiques soumises à l'USITC 479
Défaut de présentation d'une explication motivée et adéquate 482
Pertinence de l'analyse du produit similaire en ce qui concerne les CPLPAC 484
ii) Produits étamés ou chromés 486
Élaboration des décisions 486
Facteurs considérés par l'USITC 489
Facteurs non considérés par l'USITC 494
Pertinence de l'analyse du "produit similaire" 496

Défaut de présentation d'une explication motivée et adéquate 497
iii) Barres laminées à chaud 499
Facteurs considérés par l'USITC 499
Facteurs non considérés par l'USITC 504
Défaut de présentation d'une explication motivée et adéquate 505
iv) Barres parachevées à froid 506
Facteurs considérés par l'USITC 506
Facteurs non considérés par l'USITC 508
v) Barres d'armature 510
Facteurs considérés par l'USITC 510
Facteurs non considérés par l'USITC 513
Défaut de présentation d'une explication motivée et adéquate 515
vi) Produits tubulaires soudés 516
Facteurs considérés par l'USITC 516
Facteurs non considérés par l'USITC 523
Pertinence de l'analyse du produit similaire en ce qui concerne les produits tubulaires soudés 525
Défaut de présentation d'une explication motivée et adéquate 525
vii) ABJT 526
Facteurs considérés par l'USITC 526
Facteurs non considérés par l'USITC 528
Défaut de présentation d'une explication motivée et adéquate 529
viii) Barres en aciers inoxydables 531
Facteurs considérés par l'USITC 531
Défaut de présentation d'une explication motivée et adéquate 540
ix) Fils en aciers inoxydables 540
Prise de décisions 540
Facteurs considérés par l'USITC 542
Défaut de présentation d'une explication motivée et adéquate 545
x) Fil machine en aciers inoxydables 547
Facteurs considérés par l'USITC 547
Défaut de présentation d'une explication motivée et adéquate 550
4. Effet des violations d'autres dispositions de l'Accord sur les sauvegardes 551
I. ARTICLE 5 552
1. Prescriptions de l'article 5:1 552
a) Généralités 552
b) Mesure dans laquelle sont appliquées les mesures de sauvegarde et leur niveau 554
i) " ... dans la mesure nécessaire ..." 554
ii) "… prévenir le dommage grave imputé à "un accroissement des importations"" 557
c) "Faciliter l'ajustement" 561
d) Point de référence temporel de l'analyse 578
e) Justification de la mesure 579
i) Moment de la justification 579
ii) La mesure présidentielle diffère de la mesure recommandée par l'autorité compétente 586
iii) Lien avec l'obligation de non-imputation et les déterminations faites au titre de l'article 4:2 b) 592
f) Quantification 595
g) Exclusion de produits 601
h) Mesures correctives différentes pour les brames et les CPLPAC 603
2. Démonstration/justification par les États-Unis des mesures imposées dans la cause en l'espèce 606
a) Généralités 606
b) Analyse numérique 608

c) Modèle économique 611
d) Recommandations de l'USITC par rapport aux justifications des États-Unis dans la cause en l'espèce 611
e) Justifications concernant chacune des mesures de sauvegarde 612
i) Droits de douane applicables aux CPLPAC et contingent tarifaire à l'importation de brames 613
ii) Droits de douane applicables aux produits étamés ou chromés 618
iii) Droits de douane applicables aux barres laminées à chaud 625
iv) Droits de douane applicables aux barres parachevées à froid 627
v) Droits de douane applicables aux barres d'armature 629
vi) Droits de douane applicables aux tubes soudés 631
vii) Droits de douane applicables aux ABJT 636
viii) Droits de douane applicables aux barres en acier inoxydables 638
ix) Droits de douane applicables au fil machine en aciers inoxydables 641
x) Droits de douane applicables aux fils en aciers inoxydables 644
3. Critiques générales de l'analyse numérique et du modèle économique 648
4. Critiques formulées relativement à des produits spécifiques 658
5. Choix d'une période de base d'un an 667
6. Utilisation d'une VUM 669
7. Ajustements pour tenir compte des importations en provenance des pays de l'ALENA 671
8. Réduction du niveau des mesures sur une période de trois ans 676
9. Différence entre les modèles économiques à utiliser pour la non-imputation (article 4:2 b)) et pour l'évaluation de la mesure à appliquer (article 5:1) 677
10. Conclusions 678
J. ARTICLE 7 678
K. PARALLÉLISME 679
1. Fondement et caractéristiques de l'obligation de parallélisme 679
2. Portée de l'obligation de parallélisme 681
a) Exclusion des importations provenant des zones de libre-échange 681
i) Exclusion des importations en provenance des pays membres de l'ALENA 682
ii) Exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie 683
iii) Existence d'une règle de minimis? 686
b) Exclusion des pays en développement 689
c) Exclusions de produits 690
3. Constatations requises 699
a) Analyse générale 699
b) Constatations établies en l'espèce par l'USITC 703
i) Importations provenant de zones de libre-échange 703
ii) Démonstration requise concernant les importations non exclues 708
4. Allégations par produit 718
a) CPLPAC 718
b) Produits étamés ou chromés 724
c) Barres laminées à chaud 727
d) Barres laminées à froid 732
e) Barres d'armature 734
f) Tubes et tuyaux soudés 735
g) ABJT 739
h) Barres en aciers inoxydables 742
i) Fils en aciers inoxydables 744
j) Fil machine en aciers inoxydables 748
L. ARTICLE 5:2 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES ET ARTICLE XIII DU GATT DE 1994 750
1. Base pour déterminer le niveau global du contingent 750
2. Répartition des parts de contingents tarifaires et "intérêt substantiel" 750
3. Période pour déterminer l'"intérêt substantiel" 754

M. ARTICLE 9:1 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES (TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ) 755
1. Désignation des pays en développement aux fins de l'article 9:1 ..... *755*
2. Qualification de la Chine en tant que pays en développement *760*
3. Qualification de la Chine en vertu du critère de minimis *763*
4. Relation entre les articles 9:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes *763*
5. Période utilisée pour la désignation des pays en développement *765*
6. Conclusion *767*
N. ARTICLE I:1 DU GATT DE 1994 ET ARTICLE 2:2 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES (NON-DISCRIMINATION) 768
1. Exclusion des importations en provenance de zones de libre-échange *768*
a) Principe NPF 768
b) Application de l'article XXIV du GATT de 1994 769
2. Exclusion des avantages découlant de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes *777*
O. PRISE DE DÉCISIONS 777
1. Articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes *777*
a) Produits étamés ou chromés 778
b) Produits en aciers inoxydables 780
2. Article X:3 a) du GATT de 1994 ..... *782*
a) Déterminations du produit similaire 782
i) Comparaison avec les déterminations faites dans d'autres enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs 782
ii) Comparaison avec d'autres déterminations faites dans la même affaire 786
b) Traitement des voix positives 789
i) Généralités 789
ii) Produits étamés ou chromés 794
iii) Fils en aciers inoxydables 795
c) Exclusion des importations en provenance de pays membres de l'ALENA 796
d) Explication/publication 798
e) Portée des obligations imposées par l'article X:3 a) du GATT de 1994 800
3. Articles 3:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes *804*
a) Traitement des voix positives 804
b) Traitement des importations en provenance de pays membres de l'ALENA 814

VIII. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 815
A. CANADA 815
B. CUBA 815
C. TAIPEI CHINOIS 816
D. MEXIQUE 819
E. THAÏLANDE 820
F. TURQUIE 823
G. VENEZUELA 824

IX. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 826
A. PARTIE DESCRIPTIVE 827
B. CONSTATATIONS ET CONCLUSIONS DU GROUPE SPÉCIAL 827
1. Modifications typographiques et rédactionnelles *827*
2. Graphiques établis par le Groupe spécial et données servant de base aux graphiques *828*
3. Mode de présentation des faits et des arguments des parties *828*
4. Clarifications de certains aspects des constatations intérimaires *828*
5. Évaluation par le Groupe spécial des arguments des parties et des faits *831*
6. Omissions *833*
7. Traitement confidentiel des données *834*
8. Demande de rapports distincts par un groupe spécial *836*
9. Publication des rapports intérimaires confidentiels *837*

X. CONSTATATIONS 837
A. INTRODUCTION 837
1. Mandat du Groupe spécial – établissement d'un seul groupe spécial 837
2. Allégations 838
3. Les mesures en cause 838
B. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU PRÉSENT DIFFÉREND 840
1. Interprétation de l'Accord sur les mesures de sauvegarde et de l'article XIX du GATT de 1994 840
2. Les deux questions fondamentales dans le cadre de l'Accord sur les sauvegardes: le droit (conditionnel) de prendre une mesure de sauvegarde et l'application d'une mesure choisie 842
3. L'Accord sur les sauvegardes porte sur la "détermination" 843
4. Critère d'examen 844
5. Charge de la preuve 846
6. Données de l'USITC 847
C. ALLÉGATIONS RELATIVES À L'ÉVOLUTION IMPRÉVUE DES CIRCONSTANCES 847
1. Allégations et arguments des parties 847
2. Dispositions pertinentes de l'OMC 848
3. Analyse par le Groupe spécial 848
a) Application cumulative de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes 848
b) Critères d'examen 849
c) Qu'est-ce qui peut consister une évolution imprévue des circonstances? 849
d) Démonstration d'une "évolution imprévue des circonstances" en fait: quand, où et comment démontrer une évolution imprévue des circonstances 851
i) Allégations et arguments des parties 851
ii) Analyse par le Groupe spécial 851
"Forme de la démonstration d'une évolution imprévue des circonstances en rapport avec la décision d'appliquer des mesures de sauvegarde 851
Date de la démonstration d'évolution imprévue des circonstances: avant l'application de la mesure 852
Conclusion 853
e) Déroulement de l'enquête – Obligation de consulter les parties intéressées 854
i) Allégations et arguments des parties 854
ii) Analyse par le Groupe spécial 854
f) Explication motivée et adéquate du fait que l'évolution imprévue des irconstances a entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave 856
i) Évolution imprévue des circonstances 857
Allégations et arguments des parties 857
Analyse par le Groupe spécial 857
ii) "par suite de l'évolution imprévue des circonstances et des concessions tarifaires" 865
Allégations et arguments des parties 865
Analyse par le Groupe spécial 865
4. Conclusion 883
D. ALLÉGATIONS RELATIVES À L'ACCROISSEMENT DES IMPORTATIONS 884
1. Allégations et arguments des parties 884
2. Dispositions pertinentes de l'OMC 885
3. Analyse par le Groupe spécial 885
a) Prescriptions de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes 885
b) Données pour l'ensemble de l'année 2001 889
c) La période récente dans l'enquête en question 890
d) Critère d'examen 891
4. Analyse mesure par mesure 891
a) CPLPAC 891

i) Constatations de l'USITC 891
ii) Allégations et arguments des parties 893
iii) Analyse par le Groupe spécial 893
Importations en termes absolus 893
Importations en termes relatifs 894
Conclusion 894
b) Produits étamés ou chromés 895
i) Constatations de l'USITC 895
ii) Allégations et arguments des parties 897
iii) Analyse par le Groupe spécial 897
c) Barres laminées à chaud 900
i) Constatations de l'USITC 900
ii) Allégations et arguments des parties 902
iii) Analyse par le Groupe spécial 902
Importations en termes absolus 902
Importations en termes relatifs 903
Conclusion 903
d) Barres parachevées à froid 903
i) Constatations de l'USITC 903
ii) Allégations et arguments des parties 905
iii) Analyse par le Groupe spécial 906
Importations en termes relatifs 906
Importations en termes absolus 907
Conclusion 907
e) Barres d'armature 907
i) Constatations de l'USITC 907
ii) Allégations et arguments des parties 909
iii) Analyse par le Groupe spécial 909
Importations en termes absolus 909
Importations en termes relatifs 910
Conclusion 910
f) Tubes soudés 910
i) Constatations de l'USITC 910
ii) Allégations et arguments des parties 912
iii) Analyse par le Groupe spécial 912
Importations en termes absolus 912
Importations en termes relatifs 914
Conclusion 914
g) ABJT 915
i) Constatations de l'USITC 915
ii) Allégations et arguments des parties 916
iii) Analyse par le Groupe spécial 916
Importations en termes relatifs 916
Importations en termes absolus 918
Conclusion 918
h) Barres en aciers inoxydables 918
i) Constatations de l'USITC 918
ii) Allégations et arguments des parties 920
iii) Analyse par le Groupe spécial 920
Importations en termes relatifs 920
Importations en termes absolus 921
Conclusion 921
i) Fils en aciers inoxydables 921
i) Constatations de l'USITC 921
ii) Allégations et arguments des parties 923
iii) Analyse par le Groupe spécial 923

j) Fil machine en aciers inoxydables 924
i) Constatations de l'USITC 924
ii) Allégations et arguments des parties 926
iii) Analyse par le Groupe spécial 926
Importations en termes absolus 926
Importations en termes relatifs 927
Conclusion 929
E. ALLÉGATIONS RELATIVES AU LIEN DE CAUSALITÉ 929
1. Allégations et arguments des parties 929
2. Dispositions pertinentes de l'OMC 930
3. Critère d'examen 930
4. Analyse par le Groupe spécial 932
a) Critère pour l'évaluation du "lien de causalité" 932
b) Démonstration de l'existence d'un lien de causalité 934
i) Coïncidence 935
ii) Conditions de concurrence 939
iii) Non-imputation 943
iv) Quantification 946
v) Déroulement de l'évaluation 948
vi) Importations en provenance de zones de libre-échange – "autres facteurs"? 949
5. Analyse mesure par mesure 950
a) CPLPAC 952
i) Coïncidence et conditions de concurrence 952
Constatations de l'USITC 952
Allégations et arguments des parties 961
Analyse par le Groupe spécial 961
ii) Non-imputation 969
Constatations de l'USITC 969
Facteurs considérés par l'USITC 973
Conclusion 980
iii) Pertinence de la définition des produits pour les CPLPAC 980
Allégations et arguments des parties 980
Analyse par le Groupe spécial 980
iv) Conclusion générale concernant la détermination par l'USITC de l'existence d'un lien de causalité 982
b) Produits étamés ou chromés 982
c) Barres laminées à chaud 983
i) Coïncidence et conditions de concurrence 983
Constatations de l'USITC 983
Allégations et arguments des parties 987
Analyse par le Groupe spécial 987
ii) Non-imputation 989
Constatations de l'USITC 989
Facteurs considérés par l'USITC 992
Conclusions 995
iii) Conclusion générale concernant la détermination par l'USITC de l'existence d'un lien de causalité 996
d) Barres parachevées à froid 996
i) Coïncidence et conditions de concurrence 996
Constatations de l'USITC 996
Allégations et arguments des parties 1000
Analyse par le Groupe spécial 1000
ii) Non-imputation 1005
Constatations de l'USITC 1005
Facteurs considérés par l'USITC 1006
Conclusions 1008

iii) Conclusion générale concernant la détermination par l'USITC de l'existence d'un lien de causalité 1008
e) Barres d'armature 1009
i) Coïncidence et conditions de concurrence 1009
Constatations de l'USITC 1009
Allégations et arguments des parties 1014
Analyse par le Groupe spécial 1014
ii) Non-imputation 1017
Constatations de l'USITC 1017
Facteurs considérés par l'USITC 1017
Conclusions 1019
iii) Conclusion générale concernant la détermination par l'USITC de l'existence d'un lien de causalité 1019
f) Tubes soudés 1019
i) Non-imputation 1020
Constatations de l'USITC 1020
Facteurs considérés par l'USITC 1022
Conclusions 1024
ii) Conclusion générale concernant la détermination par l'USITC de l'existence d'un lien de causalité 1025
g) ABJT 1025
i) Coïncidence et conditions de concurrence 1025
Constatations de l'USITC 1025
Allégations et arguments des parties 1030
Analyse par le Groupe spécial 1030
Conclusions 1035
ii) Non-imputation 1038
Constatations de l'USITC 1038
Facteurs considérés par l'USITC 1039
Conclusions 1042
iii) Conclusion générale concernant la détermination par l'USITC de l'existence d'un lien de causalité 1042
h) Barres en aciers inoxydables 1042
i) Coïncidence et conditions de concurrence 1043
Constatations de l'USITC 1043
Allégations et arguments des parties 1048
Analyse par le Groupe spécial 1048
ii) Non-imputation 1053
Constatations de l'USITC 1053
Facteurs considérés par l'USITC 1055
Conclusions 1058
iii) Conclusion générale concernant la détermination par l'USITC de l'existence d'un lien de causalité 1058
i) Fils en aciers inoxydables 1059
j) Fil machine en aciers inoxydables 1059
i) Coïncidence et conditions de concurrence 1059
Constatations de l'USITC 1059
Allégations et arguments des parties 1065
Analyse par le Groupe spécial 1065
Conclusions 1067
ii) Non-imputation 1067
Constatations de l'USITC 1067
Facteurs considérés par l'USITC 1069
iii) Conclusion générale concernant la détermination par l'USITC de l'existence d'un lien de causalité 1070

F. ALLÉGATIONS RELATIVES AU PARALLÉLISME 1070
1. Allégations et arguments des parties 1070
2. Dispositions pertinentes de l'OMC 1070
3. Analyse par le Groupe spécial 1071
4. Analyse mesure par mesure 1073
a) CPLPAC 1073
i) Constatations de l'USITC 1073
ii) Allégations et arguments des parties 1074
iii) Analyse par le Groupe spécial 1075
iv) Conclusion 1077
b) Produits étamés ou chromés 1077
i) Allégations et arguments des parties 1077
ii) Analyse par le Groupe spécial 1078
Constatations différentes 1078
Constatations de la commissaire Miller et de l'USITC 1079
Évaluation par le Groupe spécial 1080
c) Barres laminées à chaud 1081
i) Constatations de l'USITC 1081
ii) Allégations et arguments des parties 1083
iii) Analyse par le Groupe spécial 1083
d) Barres parachevées à froid 1086
i) Constatations de l'USITC 1086
ii) Allégations et arguments des parties 1088
iii) Analyse par le Groupe spécial 1088
e) Barres d'armature 1090
i) Constatations de l'USITC 1090
ii) Allégations et arguments des parties 1091
iii) Analyse par le Groupe spécial 1091
f) Tubes soudés 1093
i) Constatations de l'USITC 1093
ii) Allégations et arguments des parties 1094
iii) Analyse par le Groupe spécial 1094
g) ABJT 1096
i) Constatations de l'USITC 1096
ii) Allégations et arguments des parties 1097
iii) Analyse par le Groupe spécial 1097
h) Barres en aciers inoxydables 1099
i) Constatations de l'USITC 1099
ii) Allégations et arguments des parties 1102
iii) Analyse par le Groupe spécial 1102
i) Fils en aciers inoxydables 1104
i) Allégations et arguments des parties 1104
ii) Analyse par le Groupe spécial 1105
Constatations différentes 1105
Constatations du commissaire Koplan et de l'USITC 1106
Évaluation par le Groupe spécial 1107
j) Fil machine en aciers inoxydables 1108
i) Constatations de l'USITC 1108
ii) Allégations et arguments des parties 1108
iii) Analyse par le Groupe spécial 1109
G. CONSTATATIONS ADDITIONNELLES 1110
1. Économie jurisprudentielle 1110
2. Demande d'établissement de rapports distincts du Groupe spécial présentée par les États-Unis 1114

XI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (WT/DS248) A-1

XI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS DU JAPON (WT/DS249) B-1

XI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS DE LA CORÉE (WT/DS251) C-1

XI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS DE LA CHINE (WT/DS252) D-1

XI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS DE LA SUISSE (WT/DS253) E-1

XI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS DE LA NORVÈGE (WT/DS254) F-1

XI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE (WT/DS258) G-1

XI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS DU BRÉSIL (WT/DS259) H-1

ABRÉVIATIONS EMPLOYÉES POUR DÉSIGNER LES AFFAIRES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ÉVOQUÉES DANS LE RAPPORT

TITRE ABRÉGÉ	TITRE COMPLET
Ajustements fiscaux à la frontière	Rapport du Groupe de travail sur les ajustements fiscaux à la frontière, adopté le 2 décembre 1970, IBDD, S18/110.
Argentine – Chaussures (CE)	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures*, WT/DS121/R, adopté le 12 janvier 2000, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS121/AB/R, DSR 2000:II, 575.
Argentine – Chaussures (CE)	Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures*, WT/DS121/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, DSR 2000:I, 515.
Argentine – Chaussures, textiles et vêtements	Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles*, WT/DS56/AB/R et Corr.1, adopté le 22 avril 1998, DSR 1998:III, 1003.
Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil*, WT/DS241/R, adopté le 19 mai 2003.
Argentine – Peaux et cuirs	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis*, WT/DS155/R et Corr.1, adopté le 16 février 2001.
Australie – Saumons	Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Mesures visant les importations de saumons*, WT/DS18/AB/R, adopté le 6 novembre 1998, DSR 1998:VIII, 3327.
Brésil – Aéronefs	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Programme de financement des exportations pour les aéronefs*, WT/DS46/AB/R, adopté le 20 août 1999, DSR 1999:VIII, 3327.
Canada – Périodiques	Rapport du Groupe spécial *Canada – Certaines mesures concernant les périodiques*, WT/DS31/R et Corr.1, adopté le 20 juillet 1997, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS31/AB/R, DSR 1997:I, 481.
CE – Amiante	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant*, WT/DS135/AB/R, adopté le 5 avril 2001.
CE – Bananes III	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, DSR 1997:II, 591.
CE – Bananes III (États-Unis)	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes – Plainte déposée par les États-Unis*, WT/DS27/R/USA, adopté le 25 septembre 1997, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS27/AB/R, DSR 1997:II, 943.
CE – Hormones	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998, DSR 1998:I, 135.
CE – Sardines	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines*, WT/DS231/AB/R, adopté le 23 octobre 2002.
CE – Volailles	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles*, WT/DS69/AB/R, adopté le 23 juillet 1998, DSR 1998:V, 2031.

TITRE ABRÉGÉ	TITRE COMPLET
Chili – Système de fourchettes de prix	Rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles*, WT/DS207/R, 3 mai 2002, adopté le 23 octobre 2002, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS207AB/R.
Corée – Boissons alcooliques	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS75/AB/R, WT/DS84/AB/R, adopté le 17 février 1999, DSR 1999:I, 3.
Corée – Marchés publics	Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant les marchés publics*, WT/DS163/R, adopté le 19 juin 2000, DSR 2000:VIII, 3541.
Corée – Produits laitiers	Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/R et Corr.1, adopté le 12 janvier 2000, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS98/AB/R, DSR 2000:I, 49.
Corée – Produits laitiers	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, DSR 2000:I, 3.
Égypte – Barres d'armature en acier	Rapport du Groupe spécial *Égypte – Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de la Turquie*, WT/DS211/R, adopté le 1er octobre 2002.
États-Unis – Acier au carbone	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/R et Corr.1, adopté le 19 décembre 2002, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS213/AB/R et Corr.1.
États-Unis – Acier au carbone	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R et Corr.1, adopté le 19 décembre 2002.
États-Unis – Acier inoxydable	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping visant les tôles d'acier inoxydable en rouleaux et les feuilles et bandes d'acier inoxydable en provenance de Corée*, WT/DS179/R, adopté le 1er février 2001.
États-Unis – Acier laminé à chaud	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS184/AB/R.
États-Unis – Acier laminé à chaud	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001.
États-Unis – Article 129 c) 1), URAA	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Article 129 c) 1) de la Loi sur les Accords du Cycle d'Uruguay*, WT/DS221/R, adopté le 30 août 2002.
États-Unis – Chapeaux en feutre de poil	Rapport concernant le retrait d'une concession tarifaire effectué par les États-Unis d'Amérique en application de l'article XIX de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, GATT/CP/106, adopté le 22 octobre 1951.
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997, DSR 1997:I, 323.
États-Unis – Crevettes	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/AB/R, adopté le 6 novembre 1998, DSR 1998:VII, 2755.

TITRE ABRÉGÉ	TITRE COMPLET
États-Unis – Essence	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/R, adopté le 20 mai 1996, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS2/AB/R, DSR 1996:I, 29.
États-Unis – Essence	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996, DSR 1996:I, 3.
États-Unis – Fils de coton	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan*, WT/DS192/R, adopté le 5 novembre 2001, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS192/AB/R.
États-Unis – Fils de coton	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan*, WT/DS192/AB/R, adopté le 5 novembre 2001.
États-Unis – FSC	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/R, adopté le 20 mars 2000, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS108/AB/R, DSR 2000:IV, 1677.
États-Unis – FSC	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000, DSR 2000:IV, 1619.
États-Unis – Gluten de froment	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes*, WT/DS166/R, adopté le 19 janvier 2001, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS166/AB/R.
États-Unis – Gluten de froment	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes*, WT/DS166/AB/R, adopté le 19 janvier 2001.
États-Unis – Loi de 1916	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi antidumping de 1916*, WT/DS136/AB/R, WT/DS162/AB/R, adopté le 26 septembre 2000, DSR 2000:X, 4793.
États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*, WT/DS217/AB/R, WT/DS234/AB/R, adopté le 27 janvier 2003.
États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS212/AB/R, adopté le 8 janvier 2003.
États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée*, WT/DS202/R, adopté le 8 mars 2002, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS202/AB/R.
États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de Corée*, WT/DS202/AB/R, adopté le 8 mars 2002.
États-Unis – Vêtements de dessous	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles en provenance du Costa Rica*, WT/DS24/R, adopté le 25 février 1997, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS24/AB/R, DSR 1997:I, 31.

TITRE ABRÉGÉ	TITRE COMPLET
États-Unis – Vêtements de dessous	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles*, WT/DS24/AB/R, adopté le 25 février 1997, DSR 1997:I, 11.
États-Unis – Viande d'agneau	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*, WT/DS177/R, WT/DS178/R, adopté le 16 mai 2001, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS177/AB/R, WT/DS178/AB/R.
États-Unis – Viande d'agneau	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis –Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*, WT/DS177/AB/R, WT/DS178/AB/R, adopté le 16 mai 2001.
Inde – Brevets (États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998, DSR 1998:I, 9.
Japon – Boissons alcooliques I	Rapport du Groupe spécial *Japon – Droits de douane, fiscalité et pratiques en matière d'étiquetage concernant les vins et les boissons alcooliques importés*, adopté le 10 novembre 1987, IBDD, S34/92.
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport du Groupe spécial *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/R, WT/DS10/R, WT/DS11/R, adopté le 1er novembre 1996, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, DSR:1996:I, 125.
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996, DSR 1996:I, 97.
Japon – Produits agricoles II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Mesures visant les produits agricoles*, WT/DS76/AB/R, adopté le 19 mars 1999, DSR 1999:I, 315.
Thaïlande – Poutres en H	Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001.
Turquie – Textiles	Rapport de l'Organe d'appel *Turquie – Restrictions à l'importation de produits textiles et de vêtements*, WT/DS34/AB/R, adopté le 19 novembre 1999, DSR 1999:VI, 2345.

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ABJT	Accessoires, brides et joints de tige
Accord ADP	Accord antidumping
Accord SMC	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
AMGO	Aciers dits "magnétiques" à grains orientés
CPLPAC	Certains produits laminés plats en acier au carbone
CPV	Coût des produits vendus
Frais ACG	Frais d'administration et de commercialisation et frais de caractère général
GATT de 1947	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1947
GATT de 1994	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
Mémorandum d'accord	Mémorandum d'accord sur le règlement des différends
NPF	Nation la plus favorisée
OCTG	Matériels tubulaires pour puits de pétrole
ORD	Organe de règlement des différends
RC	Rapport confidentiel
RP	Rapport publié
SH	Système harmonisé
TCGD	Tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre
TPSC	Comité de la politique commerciale
USITC	Commission du commerce international des États-Unis
USTR	Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales
VUM	Valeur unitaire moyenne
ZLE	Zones de libre-échange

I. INTRODUCTION

A. CONTEXTE FACTUEL

1. Ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes par l'USITC

1.1 Le 22 juin 2001, le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales (USTR) a demandé l'ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes au titre de l'article 201 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur pour déterminer si certains produits en acier étaient importés aux États-Unis en quantités tellement accrues qu'ils constituaient ou menaçaient de constituer une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents par rapport aux produits importés.[1]

1.2 Quatre grands groupes de produits étaient visés par cette demande:

a) certains produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés;

b) certains produits longs en acier au carbone ou en aciers alliés;

c) certains tubes et tuyaux en acier au carbone ou en aciers alliés;

d) produits en aciers inoxydables ou en aciers à outils alliés.[2]

1.3 Un certain nombre de produits étaient exclus de la demande. Parmi ceux-ci figuraient le fil machine et les tubes et tuyaux de canalisation (visés par une mesure de protection existante prise au titre de l'article 201 ou spécifiquement exclus de la protection prévue à l'article 201), certains OCTG, certains produits en aciers inoxydables, certains demi-produits en acier, certains produits laminés plats en acier au carbone ou en aciers alliés et certains produits laminés plats étamés ou chromés.[3]

1.4 La Commission du commerce international des États-Unis (USITC) a ouvert son enquête le 28 juin 2001. Un avis au public concernant cette enquête a été publié le 3 juillet 2001.[4] Cet avis prévoyait des auditions sur l'existence d'un dommage commençant le 17 septembre 2001 et des auditions sur la mesure corrective commençant le 5 novembre 2001 et autorisait la présentation de mémoires avant et après audition par les parties intéressées.

1.5 Les États-Unis ont notifié au Comité des sauvegardes l'ouverture de l'enquête en matière de sauvegardes le 4 juillet 2001 et cette notification a été distribuée aux Membres de l'OMC le 9 juillet 2001.[5]

---

[1] Demande d'ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes au titre de l'article 201 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur adressée à l'USITC par l'USTR, pièce n° 1 des coplaignants.

[2] *Ibid*., Annexe I.

[3] *Ibid*., Annexe II.

[4] USITC, Institution and Scheduling of Investigation, Investigation No. TA-201-73, Federal Register, volume 66, 3 juillet 2001, page 35267, pièce n° 2 des coplaignants.

[5] Notification, au titre de l'article 12:1 a) de l'Accord sur les sauvegardes, de l'ouverture d'une enquête et des raisons de cette action (document G/SG/N/6/USA/10 du 9 juillet 2001), pièce n° 3 des coplaignants.

2. Détermination de l'existence d'un dommage par l'USITC

1.6 Les mémoires avant audition sur l'existence d'un dommage ont été présentés avant le 10 septembre 2001 et les auditions ont eu lieu du 17 septembre 2001 au 5 octobre 2001. La présentation de mémoires après audition a été autorisée du 27 septembre 2001 au 9 octobre 2001 pour les différents produits en acier visés par l'enquête.

1.7 Pour ce qui est de la collecte des données, l'USITC a divisé les quatre grands groupes de produits en 33 catégories de produits[6]:

a) sept catégories de produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés[7] englobant: i) les brames; ii) les tôles; iii) les produits en acier laminés à chaud; iv) les produits en acier laminés à froid; v) les produits en acier revêtus; vi) les AMGO; vii) les produits étamés ou chromés;

b) dix catégories de produits longs en acier au carbone ou en aciers alliés[8] comprenant: i) les billettes; ii) les barres laminées à chaud; iii) les barres parachevées à froid; iv) les barres d'armature; v) les rails; vi) les profilés de charpente lourds; vii) les éléments manufacturés; viii) les fils; ix) les pointes, agrafes et toiles métalliques tissées; x) les câbles, cordages et cordes;

c) cinq catégories de tubes et tuyaux en acier au carbone ou en aciers alliés[9] ainsi répartis: i) les tubes soudés; ii) les tubes sans soudure; iii) les OCTG soudés; iv) les OCTG sans soudure; v) les accessoires, brides et joints de tige;

d) onze catégories de produits en aciers inoxydables ou en aciers à outils alliés[10] ainsi répartis: i) les brames; ii) les tôles; iii) les barres; iv) le fil machine; v) les fils; vi) les toiles métalliques; vii) les produits tubulaires non soudés; viii) les produits tubulaires soudés; ix) les accessoires et brides; x) les aciers à outils; xi) les câbles.

1.8 À partir des 33 catégories de produits pour lesquelles des données avaient été recueillies, l'USITC a défini 27 branches de production nationales distinctes, à savoir:

a) trois branches de production nationales de produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés: i) certains produits laminés plats en acier au carbone (incluant les brames, les tôles, les produits laminés à chaud, les produits laminés à froid et les produits revêtus); ii) les AMGO; iii) les produits étamés ou chromés[11];

---

[6] USITC, Certain Steel Products, Inv., No. TA-201-73, USITC Pub. 3479 (Déc. 2001): volume I - Determinations and Views of the Commissioners (ci-après dénommé "rapport de l'USITC, volume I"), pièce n° 6 des coplaignants, page 32, note de bas de page 40 et page 36, note de bas de page 62.

[7] Rapport de l'USITC, volume I, Appendice A, pages 9 et 10, Descriptions and Harmonized Tariff Schedules (HTS) subheadings.

[8] Rapport de l'USITC, volume I, Appendice A, pages 11 à 13, Descriptions and Harmonized Tariff Schedules (HTS) subheadings.

[9] Rapport de l'USITC, volume I, Appendice A, pages 13 et 14, Descriptions and Harmonized Tariff Schedules (HTS) subheadings.

[10] Rapport de l'USITC, volume I, Appendice A, pages 14 à 16, Descriptions and Harmonized Tariff Schedules (HTS) subheadings.

[11] Rapport de l'USITC, volume I, page 36.

b) dix branches de production nationales de produits longs en acier au carbone ou en aciers alliés comprenant: i) les billettes; ii) les barres laminées à chaud; iii) les barres parachevées à froid; iv) les barres d'armature; v) les rails; vi) les profilés de charpente lourds; vii) les éléments manufacturés; viii) les fils; ix) les pointes, agrafes et toiles métalliques tissées; x) les câbles, cordages et cordes (y compris les câbles en aciers inoxydables)[12];

c) quatre branches de production nationales de tubes et tuyaux en acier au carbone ou en aciers alliés ainsi répartis: i) les tubes soudés; ii) les tubes sans soudure; iii) les OCTG soudés et sans soudure; iv) les accessoires, brides et joints de tige.[13]

d) dix branches de production nationales de produits en aciers inoxydables ainsi répartis: i) les demi-produits (brames, blooms, billettes et lingots); ii) les tôles; iii) les barres; iv) le fil machine; v) les fils; vi) les toiles métalliques; vii) les produits tubulaires sans soudure; viii) les produits tubulaires soudés; ix) les accessoires et brides; x) les aciers à outils.[14]

1.9 Le 22 octobre 2001, l'USITC s'est prononcée sur la question de l'existence d'un dommage et a fait des déterminations négatives à l'égard des 15 catégories de produits suivantes (à partir des 33 catégories de produits qui avaient fait l'objet de son enquête):

a) pour les billettes en acier au carbone ou en aciers alliés, les importations n'avaient pas augmenté[15];

b) pour 13 catégories de produits comprenant i) les AMGO en acier au carbone ou en aciers alliés[16]; ii) les rails[17]; iii) les profilés de charpente lourds[18]; iv) les éléments manufacturés[19]; v) les fils[20]; vi) les pointes, agrafes et toiles métalliques tissées[21]; vii) les câbles, cordages et cordes (y compris les câbles en aciers inoxydables)[22]; viii) les tubes sans soudure[23]; ix) les OCTG (sans soudure et soudés)[24]; x) les brames en aciers inoxydables[25]; xi) les tôles[26]; xii) les toiles métalliques[27]; xiii) les produits tubulaires sans soudure[28]; et xiv) les produits tubulaires soudés[29], il y avait absence de dommage.

[12] Rapport de l'USITC, volume I, page 79.
[13] Rapport de l'USITC, volume I, page 147.
[14] Rapport de l'USITC, volume I, page 190.
[15] Rapport de l'USITC, volume I, page 117.
[16] Rapport de l'USITC, volume I, page 67.
[17] Rapport de l'USITC, volume I, page 118.
[18] Rapport de l'USITC, volume I, page 122.
[19] Rapport de l'USITC, volume I, page 127.
[20] Rapport de l'USITC, volume I, page 132.
[21] Rapport de l'USITC, volume I, page 142.
[22] Rapport de l'USITC, volume I, page 136.
[23] Rapport de l'USITC, volume I, page 186.
[24] Rapport de l'USITC, volume I, page 181.
[25] Rapport de l'USITC, volume I, page 224.
[26] Rapport de l'USITC, volume I, page 228.
[27] Rapport de l'USITC, volume I, page 239.
[28] Rapport de l'USITC, volume I, page 242.
[29] Rapport de l'USITC, volume I, page 246.

1.10 Les États-Unis ont notifié au Comité des sauvegardes ces déterminations négatives le 26 octobre 2001 et cette notification a été distribuée aux Membres de l'OMC le 1er novembre 2001.[30]

1.11 L'USITC a fait des déterminations positives de l'existence d'un dommage à l'égard des huit catégories de produits suivantes:

a) pour sept catégories de produits comprenant 1) certains produits laminés plats en acier au carbone[31], 2) les barres laminées à chaud en acier au carbone ou en aciers alliés[32], 3) les barres parachevées à froid en acier au carbone ou en aciers alliés[33], 4) les barres d'armature en acier au carbone ou en aciers alliés[34], 5) les accessoires, brides et joints de tige en acier au carbone ou en aciers alliés[35], 6) les barres en aciers inoxydables[36] et 7) le fil machine en aciers inoxydables[37], les importations constituaient une cause substantielle de dommage grave;

b) pour les tubes soudés en acier au carbone ou en aciers alliés, les importations constituaient une cause substantielle de menace de dommage grave.[38]

1.12 L'USITC a rendu des déterminations avec partage égal des voix à l'égard des quatre catégories de produits suivantes[39]:

a) pour les produits en acier au carbone ou en aciers alliés étamés ou chromés, trois commissaires ont constaté que les importations ne constituaient pas une cause substantielle de dommage[40], tandis que trois commissaires ont constaté le contraire[41];

b) pour les fils en aciers inoxydables, trois commissaires ont constaté l'absence de dommage[42], deux commissaires ont constaté que les importations constituaient une cause substantielle de menace de dommage grave[43] et un commissaire a constaté que les importations constituaient une cause substantielle de dommage grave[44];

---

[30] Renseignements à notifier au Comité lorsqu'une enquête en matière de sauvegardes est close sans qu'une mesure de sauvegarde soit imposée (document G/SG/N/9/USA/4 du 1er novembre 2001), pièce n° 4 des coplaignants.

[31] Rapport de l'USITC, volume I, page 55.

[32] Rapport de l'USITC, volume I, page 95.

[33] Rapport de l'USITC, volume I, page 104.

[34] Rapport de l'USITC, volume I, page 111.

[35] Rapport de l'USITC, volume I, page 174.

[36] Rapport de l'USITC, volume I, page 208.

[37] Rapport de l'USITC, volume I, page 217.

[38] Rapport de l'USITC, volume I, page 158.

[39] Selon le droit des États-Unis, lorsqu'il y a partage égal des voix à l'USITC, la détermination positive et la détermination négative sont transmises au Président et celui-ci peut considérer l'une ou l'autre détermination comme étant la détermination de l'USITC.

[40] Rapport de l'USITC, volume I, page 74.

[41] Rapport de l'USITC, volume I, opinion dissidente du commissaire Devaney, exprimée à la page 36, note de bas de page 64, à la page 48, note de bas de page 63, et à la page 55, note de bas de page 224; opinion séparée de la commissaire Bragg sur l'existence d'un dommage, page 295; opinion séparée et dissidente de la commissaire Miller sur l'existence d'un dommage s'agissant des produits étamés ou chromés, page 307.

[42] Rapport de l'USITC, volume I, page 235.

[43] Rapport de l'USITC, volume I, opinion séparée du président Koplan sur l'existence d'un dommage, pages 255 et 258, et opinion séparée de la commissaire Bragg sur l'existence d'un dommage, page 302.

[44] Rapport de l'USITC, volume I, opinion séparée du commissaire Devaney sur l'existence d'un dommage, pages 342 et 345.

c) pour les accessoires et brides en aciers inoxydables, trois commissaires ont constaté l'absence de dommage[45], mais trois commissaires ont constaté que les importations constituaient une cause substantielle de dommage grave[46];

d) pour les aciers à outils en aciers inoxydables, trois commissaires ont constaté l'absence de dommage[47], deux commissaires ont constaté que les importations constituaient une cause substantielle de dommage grave[48] et un commissaire a constaté que les importations constituaient une cause substantielle de menace de dommage grave.[49]

1.13 Les États-Unis ont notifié au Comité des sauvegardes ces déterminations positives et avec partage égal des voix le 26 octobre 2001 et cette notification a été distribuée le 1er novembre 2001.[50]

3. Recommandation de l'USITC concernant les mesures correctives

1.14 Le 26 octobre 2001, le Comité de la politique commerciale (TPSC) a demandé au public de présenter des observations sur d'éventuelles mesures de sauvegarde à appliquer aux importations de certains produits en acier, y compris la possibilité de demander l'exclusion de certains produits.[51]

1.15 Les mémoires avant audition portant sur les mesures correctives ont été présentés pour le 29 octobre 2001 et les auditions à ce sujet ont eu lieu du 6 au 9 novembre 2001. La présentation de mémoires après audition a été autorisée du 13 au 15 novembre 2001 pour les différents produits en acier visés par l'enquête.

1.16 Le 19 décembre 2001, l'USITC a transmis ses recommandations concernant les mesures correctives, ainsi que ses déterminations de l'existence d'un dommage, dans le rapport qu'elle a adressé au Président des États-Unis.

1.17 S'agissant des huit produits pour lesquels des déterminations positives de l'existence d'un dommage avaient été faites, l'USITC a recommandé un programme de droits de douane et de contingents tarifaires d'une durée de quatre ans[52]:

---

[45] Rapport de l'USITC, volume I, page 250.

[46] Rapport de l'USITC, volume I, opinion séparée du président Koplan sur l'existence d'un dommage, pages 255 et 266; opinion séparée de la commissaire Bragg sur l'existence d'un dommage, page 303; opinion séparée du commissaire Devaney sur l'existence d'un dommage, pages 347 et 350.

[47] Rapport de l'USITC, volume I, page 231.

[48] Rapport de l'USITC, volume I, opinion séparée de la commissaire Bragg sur l'existence d'un dommage, page 301; opinion séparée du commissaire Devaney sur l'existence d'un dommage, pages 336 et 340.

[49] Rapport de l'USITC, volume I, opinion séparée du président Koplan sur l'existence d'un dommage, pages 255 et 262.

[50] Notification, au titre de l'article 12:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes, de constatations de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations (document G/SG/N/8/USA/8 du 1er novembre 2001), pièce n° 5 des coplaignants.

[51] Public Comments on Potential Action Under Section 203 of the Trade Act of 1974 With Regard to Imports of Certain Steel, Federal Register, volume 66, n° 208, 26 octobre 2001, page 54312.

[52] Rapport de l'USITC, volume I, pages 2 et 3.

a) un droit additionnel de 20 pour cent *ad valorem*, devant être ramené à 17 pour cent la deuxième année, à 14 pour cent la troisième année et à 11 pour cent la quatrième année pour i) certains produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés (à l'exclusion des brames); ii) les barres laminées à chaud en acier au carbone ou en aciers alliés; iii) les barres parachevées à froid en acier au carbone ou en aciers alliés; et iv) le fil machine en aciers inoxydables;

b) un droit additionnel de 15 pour cent *ad valorem*, devant être ramené à 12 pour cent la deuxième année, à 9 pour cent la troisième année et à 6 pour cent la quatrième année pour v) les barres en aciers inoxydables;

c) un droit additionnel de 13 pour cent *ad valorem*, devant être ramené à 10 pour cent la deuxième année, à 7 pour cent la troisième année et à 4 pour cent la quatrième année pour vi) les accessoires, brides et joints de tige en acier au carbone ou en aciers alliés;

d) un droit additionnel de 10 pour cent *ad valorem*, devant être ramené à 8 pour cent la deuxième année, à 6 pour cent la troisième année et à 4 pour cent la quatrième année pour vii) les barres d'armature en acier au carbone ou en aciers alliés;

e) un contingent tarifaire assorti d'un droit additionnel de 20 pour cent *ad valorem* pour les importations dépassant les importations de 2000 des États-Unis devant être ramené à 17 pour cent la deuxième année, à 14 pour cent la troisième année et à 11 pour cent la quatrième année pour viii) les tubes soudés en acier au carbone ou en aciers alliés;

f) un contingent tarifaire assorti d'un droit additionnel de 20 pour cent *ad valorem* pour les importations dépassant 7 millions de tonnes courtes, devant être ramené à 17 pour cent pour les importations dépassant 7,5 millions de tonnes courtes la deuxième année, à 14 pour cent pour les importations dépassant 8 millions de tonnes courtes la deuxième année et à 11 pour cent pour les importations dépassant 8,5 millions de tonnes courtes la deuxième année pour ix) les brames.

1.18 En outre, l'USITC a recommandé que la mesure corrective visant certains produits laminés plats en acier au carbone (y compris les brames) s'applique au Mexique mais pas au Canada, que la mesure corrective visant les barres laminées à chaud et les barres parachevées à froid en acier au carbone ou en aciers alliés et les barres en aciers inoxydables s'applique au Canada mais pas au Mexique, que la mesure corrective visant les barres d'armature en acier au carbone ou en aciers alliés et le fil machine en aciers inoxydables ne s'applique ni au Canada ni au Mexique, et que la mesure corrective visant les accessoires, brides et joints de tige en acier au carbone ou en aciers alliés s'applique au Canada et au Mexique. L'USITC a recommandé que la mesure corrective visant les tubes soudés en acier au carbone ou en aciers alliés ne s'applique pas au Mexique, mais les voix étaient partagées à égalité en ce qui concerne son application au Canada.[53]

1.19 L'USITC a en outre recommandé qu'aucune mesure corrective ne s'applique à Israël, aux bénéficiaires de la Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes et de la Loi relative aux préférences commerciales en faveur des pays andins, ou à la Jordanie.[54]

[53] Rapport de l'USITC, volume I, page 3.
[54] Rapport de l'USITC, volume I, page 3.

1.20 L'USITC a finalement recommandé que la mesure corrective visant les tubes soudés en acier au carbone ou en aciers alliés ne s'applique pas à certains produits de grand diamètre, étant donné que les principaux producteurs de ces produits ne s'étaient pas opposés à une telle exclusion.[55]

1.21 Dans leurs opinions dissidentes sur les mesures correctives, certains commissaires ont proposé des taux de droits additionnels plus élevés (jusqu'à 40 pour cent)[56] ou un programme de contingentement d'une durée de trois ans, ainsi qu'un autre traitement en ce qui concerne les importations en provenance du Canada et du Mexique.[57]

4. Demande de renseignements complémentaires

1.22 Après la remise du rapport de l'USITC, les États-Unis ont présenté au Comité des sauvegardes une notification supplémentaire concernant les déterminations de l'USITC relatives à l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé à la branche de production nationale de certains produits en acier.[58] Dans cette notification, les recommandations de l'USITC étaient appelées des "mesures projetées".

1.23 Le 3 janvier 2002, l'USTR a demandé à l'USITC un complément d'information sur: i) l'évolution imprévue des circonstances; ii) l'analyse économique des mesures correctives envisagées; et iii) le dommage imputable aux importations de toutes provenances autres que le Canada et le Mexique pour les produits pour lesquels l'USITC recommandait l'application des mesures correctives au Canada et/ou au Mexique.[59]

1.24 Cette demande de renseignements additionnels a été notifiée au Comité des sauvegardes le 15 janvier 2002 et la notification a été distribuée aux Membres de l'OMC le 15 janvier 2002.[60]

1.25 L'USITC a communiqué un complément d'information sur l'analyse économique des mesures correctives envisagées le 9 janvier 2002[61] et sur l'évolution imprévue des circonstances et le dommage imputable aux importations de toutes provenances autres que le Canada et/ou le Mexique le 4 février 2002.[62]

1.26 Le 14 mars 2002, les États-Unis ont informé le Comité des sauvegardes que des copies des versions publiques des renseignements complémentaires communiqués par l'USITC pouvaient être

---

[55] Rapport de l'USITC, volume I, pages 3, 378 et 379.

[56] Rapport de l'USITC, volume I, pages 3 et 4.

[57] Rapport de l'USITC, volume I, page 5.

[58] Notification, au titre de l'article 12:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes, de constatations de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations (document G/SG/N/8/USA/8/Suppl.1 du 7 janvier 2002), pièce n° 8 des coplaignants.

[59] Lettre adressée par M. R. B. Zoellick à M. S. Koplan, 3 janvier 2002 (Demande de renseignements complémentaires de l'USTR), pièce n° 7 des coplaignants.

[60] Notification, au titre de l'article 12:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes, de la constatation de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations (document G/SG/N/8/USA/8/Suppl.2 du 15 janvier 2002), pièce n° 9 des coplaignants.

[61] Complément d'information sur l'analyse économique des mesures correctives envisagées présenté par l'USITC le 9 janvier 2002, pièce n° 10 des coplaignants (ci-après dénommé premier rapport complémentaire).

[62] Complément d'information sur l'évolution imprévue des circonstances et la détermination "positive" de l'existence d'un dommage s'agissant des importations de toutes provenances autres que le Canada et/ou le Mexique présenté par l'USITC le 4 février 2002, pièce n° 11 des coplaignants (ci-après dénommé deuxième rapport complémentaire).

consultées au Secrétariat de l'OMC et cette notification supplémentaire a été distribuée le 18 mars 2002.[63]

5. Actions du Comité de la politique commerciale (TPSC)

1.27 Outre les renseignements demandés à l'USITC, l'USTR a mené sa propre enquête indépendante par l'entremise du TPSC, Comité multi-institutions.

1.28 Le 26 octobre 2001, avant que l'enquête de l'USITC ne soit terminée, le TPSC a demandé au public de présenter des observations sur d'éventuelles mesures de sauvegarde à appliquer aux importations de certains produits en acier, y compris des propositions écrites de producteurs nationaux sur des mesures d'ajustement, des demandes d'exclusion de certains produits et les mesures (éventuelles) que le Président devrait prendre pour donner suite aux constatations positives de l'existence d'un dommage et aux constatations sur les mesures correctives faites par l'USITC.[64] Des observations écrites en réponse à ces communications pouvaient également être présentées.

1.29 De plus, pendant le mois de janvier 2002, le TPSC a tenu une série de réunions avec différentes parties. Ces réunions ont été organisées de manière informelle, au moyen de l'envoi de courriels, et se sont déroulées de manière informelle. Contrairement aux auditions de l'USITC, les parties adverses n'étaient pas présentes et il n'y a pas eu de procès-verbal formel. Les parties ont plutôt rencontré individuellement des membres du TPSC représentant 15 institutions fédérales pour résumer leurs positions et répondre à des questions.

6. Proclamation présidentielle

1.30 En vertu de la Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, intitulée "Proclamation visant à faciliter un ajustement positif à la concurrence des importations de certains produits en acier", complétée par un Mémorandum à l'intention du Secrétaire au Trésor, du Secrétaire au commerce et de l'USTR, le Président des États-Unis a imposé des mesures de sauvegarde définitives aux importations de certains produits en acier.[65]

1.31 Les États-Unis ont notifié au Comité des sauvegardes ces mesures de sauvegarde définitives et la Proclamation n° 7529 le 12 mars 2002 et ces notifications ont été distribuées aux Membres de l'OMC les 14 et 15 mars 2002.[66]

---

[63] Notification, au titre de l'article 12:1 c) et de l'article 9, note de bas de page 2, de l'Accord sur les sauvegardes, de la décision d'appliquer une mesure de sauvegarde (document G/SG/10/USA/6/Suppl.2 et G/SG/11/USA/5/Suppl.2 du 18 mars 2002), pièce n° 12 des coplaignants.

[64] Trade Policy Staff Committee: Public Comments on Potential Action Under Section 203 of the Trade Act of 1974 With Regard to Imports of Certain Steel, 66 Fed. Reg. 54312, 54323 (26 octobre 2001) (pièce n° 59 des coplaignants).

[65] Proclamation No. 7529 of 5 March 2002, "To Facilitate Positive Adjustment to Competition from Imports of Certain Steel Products", Federal Register, volume 67, n° 45, 7 mars 2002, page 10553; Mémorandum du 5 mars 2002 à l'intention du Secrétaire au Trésor, du Secrétaire au commerce et de l'USTR intitulé "Action Under Section 203 of the Trade Act of 1974 Concerning Certain Steel Products by the President of the United States of America", Federal Register, volume 67, n° 45, 7 mars 2002, page 10593, pièce n° 13 des coplaignants.

[66] Notifications, au titre de l'article 12:1 c) et de l'article 9, note de bas de page 2, de l'Accord sur les sauvegardes, de la décision d'appliquer une mesure de sauvegarde (G/SG/10/USA/6 et G/SG/11/USA/5, 14 mars 2002, et G/SG/10/USA/6/Suppl.1 et G/SG/11/USA/5/Suppl.1, 15 mars 2002), pièce n° 14 des coplaignants. Deux corrigenda ont été notifiés le 18 mars 2002 (G/SG/N/10/USA/6/Corr.1 et

1.32 Les produits visés par ces mesures de sauvegarde définitives comprennent non seulement les produits au sujet desquels l'USITC a établi des déterminations positives, mais aussi deux des quatre produits au sujet desquels elle a fait des déterminations avec partage égal des voix.

1.33 Le 26 mars 2002, les États-Unis ont adressé au Comité des sauvegardes une notification supplémentaire, au titre de l'article 12:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes, de constatations de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations de produits en acier au carbone ou en aciers alliés étamés ou chromés et de fils en aciers inoxydables. Dans cette même notification, les États-Unis fournissaient des renseignements supplémentaires à notifier lorsqu'une enquête en matière de sauvegardes est close sans qu'une mesure soit imposée, en ce qui concerne les aciers à outils en aciers inoxydables et les brides et accessoires en aciers inoxydables.[67]

1.34 Dans la Proclamation n° 7529, onze mesures de sauvegarde distinctes applicables à 15 produits en acier sont énumérées. Ces mesures sont les suivantes:

a) un droit de 30 pour cent est imposé aux importations de "certains produits plats en acier[68] autres que les brames", à savoir i) les tôles[69]; ii) les produits en acier laminés à chaud[70]; iii) les produits en acier laminés à froid[71]; iv) les produits en acier revêtus[72];

b) un contingent tarifaire est applicable au cinquième produit du groupe de produits "certains produits plats en acier", à savoir les brames.[73] Le droit hors contingent (applicable au-delà de 5,4 millions de tonnes courtes) est de 30 pour cent;

c) un droit de 30 pour cent est imposé aux importations de produits étamés ou chromés[74];

G/SG/N/11/USA/5/Corr.1, 20 mars 2002 et G/SG/N/10/USA/6/Corr.2 et G/SG/N/11/USA/5/Corr.2, 25 mars 2002 (en anglais seulement)), pièce n° 15 des coplaignants.

[67] Notification, au titre de l'article 12:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes, de constatations de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations et Renseignements à notifier au Comité lorsqu'une enquête en matière de sauvegardes est close sans qu'une mesure soit imposée (G/SG/N/8/USA/8/Suppl.3 et G/SG/N/9/USA/4/Suppl.1, 28 mars 2002), pièce n° 16 des coplaignants.

[68] Cette catégorie comprend les brames, les tôles et les produits en acier laminés à chaud, laminés à froid et revêtus et est appelée dans le présent rapport "certains produits laminés plats en acier au carbone" (CPLPAC).

[69] Telles qu'elles sont définies dans le texte introductif des sous-positions 9903.72.50 à 9903.72.60 dans l'annexe de la Proclamation.

[70] Tels qu'ils sont définis dans le texte introductif des sous-positions 9903.72.62 à 9903.72.77 dans l'annexe de la Proclamation.

[71] Tels qu'ils sont définis dans le texte introductif des sous-positions 9903.72.80 à 9903.72.98 dans l'annexe de la Proclamation.

[72] Tels qu'ils sont définis dans le texte introductif des sous-positions 9903.72.99 à 9903.73.14 dans l'annexe de la Proclamation.

[73] Tels qu'ils sont définies dans le texte introductif des sous-positions 9903.72.30 à 9903.72.48 dans l'annexe de la Proclamation.

[74] Tels qu'ils sont définis dans le texte introductif des sous-positions 9903.73.15 à 9903.73.27 dans l'annexe de la Proclamation.

d) un droit de 30 pour cent est imposé aux importations de barres laminées à chaud[75];

e) un droit de 30 pour cent est imposé aux importations de barres parachevées à froid[76];

f) un droit de 15 pour cent est imposé aux importations de barres d'armature[77];

g) un droit de 15 pour cent est imposé aux importations de certains produits tubulaires[78];

h) un droit de 13 pour cent est imposé aux importations d'accessoires et de brides en acier au carbone ou en aciers alliés[79];

i) un droit de 15 pour cent est imposé aux importations de barres en aciers inoxydables[80];

j) un droit de 8 pour cent est imposé aux importations de fils en aciers inoxydables[81];

k) un droit de 15 pour cent est imposé aux importations de fil machine en aciers inoxydables.[82]

1.35 Les mesures de sauvegarde ont pris effet le 20 mars 2002 à 0h.01, heure de la côte atlantique des États-Unis.[83] Toutefois, le Président des États-Unis a donné pour instruction au Secrétaire au Trésor de prévoir par règlement la date à laquelle les droits de douane estimés devraient être déposés.

1.36 Par conséquent, le 20 mars 2002, le Service des douanes des États-Unis a publié un avis[84] indiquant que le dépôt des droits estimés frappant les importations serait reporté au 19 avril 2002. Cela n'avait pas d'incidence sur la perception des droits à compter de l'entrée en vigueur de la Proclamation n° 7529. Cet avis a été notifié au Comité des sauvegardes le 26 mars 2002 et cette notification a été distribuée le 27 mars 2002[85] (pièce n° 17 des coplaignants).

---

[75] Telles qu'elles sont définies dans le texte introductif des sous-positions 9903.73.28 à 9903.73.38 dans l'annexe de la Proclamation.

[76] Telles qu'elles sont définies dans le texte introductif des sous-positions 9903.73.39 à 9903.73.44 dans l'annexe de la Proclamation.

[77] Telles qu'elles sont définies dans le texte introductif des sous-positions 9903.73.45 à 9903.73.50 dans l'annexe de la Proclamation.

[78] Tels qu'ils sont définis dans le texte introductif des sous-positions 9903.73.51 à 9903.73.62 dans l'annexe de la Proclamation.

[79] Tels qu'ils sont définis dans le texte introductif des sous-positions 9903.73.66 à 9903.73.72 dans l'annexe de la Proclamation.

[80] Telles qu'elles sont définies dans le texte introductif des sous-positions 9903.73.74 à 9903.73.81 dans l'annexe de la Proclamation.

[81] Tels qu'ils sont définis dans le texte introductif des sous-positions 9903.73.91 à 9903.73.96 dans l'annexe de la Proclamation.

[82] Tels qu'ils sont définis dans le texte introductif des sous-positions 9903.73.83 à 9903.73.89 dans l'annexe de la Proclamation.

[83] Clause 8) de la Proclamation.

[84] Notice on payment of duties on certain steel products, Federal Register, volume 67, n° 54, 20 mars 2002, page 12860.

[85] Notifications, au titre de l'article 12:1 c) et de l'article 9, note de bas de page 2, de l'Accord sur les sauvegardes, de la décision d'appliquer une mesure de sauvegarde (G/SG/10/USA/6/Suppl.3 et G/SG/11/USA/5/Suppl.3, 27 mars 2002), pièce n° 17 des coplaignants. Cette notification contenait également des rectifications d'ordre technique apportées à l'annexe de la Proclamation n° 7529.

7. Exclusions de pays

1.37 Sur la base du rapport complémentaire du 4 février 2002 de l'USITC, le Président des États-Unis a décidé d'exclure les importations en provenance du Canada et du Mexique de l'application de toutes les mesures de sauvegarde.[86] Les importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ont également été exclues.[87]

1.38 Les importations en provenance de pays en développement Membres de l'OMC, dont la part des importations totales ne dépasserait pas 3 pour cent individuellement et 9 pour cent collectivement, ont été exemptées des mesures de sauvegarde. Sur cette base, les importations suivantes n'ont pas été exclues du champ d'application des mesures de sauvegarde[88]:

a) les brames et certains produits plats en acier en provenance du Brésil;

b) les accessoires et brides en acier au carbone ou en aciers alliés en provenance de l'Inde, de la Roumanie et de la Thaïlande;

c) les barres d'armature en acier au carbone ou en aciers alliés en provenance de la Moldova, de la Turquie et du Venezuela;

d) certains produits tubulaires en provenance de la Thaïlande.

8. Exclusions de produits

1.39 Outre les exclusions mentionnées dans la demande d'ouverture d'une enquête en matière de sauvegardes datée du 22 juin 2002 et dont il a été tenu compte dans le champ d'application des mesures de sauvegarde définitives[89], la Proclamation n° 7529 prévoyait d'autres exclusions de produits.[90] Ces exclusions supplémentaires concernaient non seulement certains produits tubulaires de grand diamètre, auxquels l'USITC avait recommandé de ne pas appliquer de mesure de sauvegarde[91], mais aussi de nombreux autres produits.[92]

1.40 Le Président des États-Unis a en outre donné pour instruction à l'USTR de déterminer si certains produits devraient être exclus et, dans l'affirmative, dans les 120 jours suivant la date de la Proclamation (au plus tard le 3 juillet 2002), de publier un avis au Federal Register pour les exclure de l'application des mesures de sauvegarde.[93]

---

[86] Proclamation, paragraphe 8.
[87] Proclamation, paragraphe 11.
[88] Proclamation, paragraphe 12 et Annexe de la Proclamation, paragraphe 11 d).
[89] Annexe de la Proclamation, paragraphe 11 b) i) à ix).
[90] Annexe de la Proclamation, pages 10558 à 10592 du Federal Register, paragraphe 11 b), pièce n°13 des coplaignants.
[91] Annexe de la Proclamation, paragraphe 11 b) xlviiii) A) à G) reprenant le rapport de l'USITC, volume I, pages 378 et 379, note de bas de page 123.
[92] Annexe de la Proclamation, paragraphe 11 b) x) à xlviii) et xlix).
[93] Annexe de la Proclamation, paragraphe 11 c) et Mémorandum, Federal Register, volume 67, n° 45, 7 mars 2002, page 10596.

1.41 Dans ce contexte, le 5 avril 2002, l'USTR a décidé d'exclure certains produits de l'application des mesures de sauvegarde.[94] Cette décision a été notifiée au Comité des sauvegardes le 11 avril 2002 et cette notification a été distribuée aux Membres de l'OMC le 12 avril 2002.[95]

1.42 Le 18 avril 2002, l'USTR a précisé les procédures à appliquer pour examiner plus avant les autres demandes d'exclusion.[96] Les auteurs des demandes et les opposants ont été invités à remplir des questionnaires normalisés pour le 23 avril 2002 et le 13 mai 2002 respectivement. La présentation de nouvelles demandes d'exclusion a été autorisée jusqu'au 20 mai 2002.

1.43 Le 21 mai 2002, l'USTR a indiqué que ces mêmes procédures s'appliqueraient aux nouvelles demandes d'exclusion présentées au plus tard le 20 mai 2002.[97] Le 3 juin 2002, l'USTR a aussi expliqué que ces mêmes procédures s'appliqueraient au processus de réexamen annuel dans le cadre duquel de nouvelles demandes d'exclusion seraient acceptées dans l'avenir.[98]

1.44 Sur cette base, l'USTR a publié la liste des demandes d'exclusion présentées avant le 5 mars 2002, le 23 avril 2002 et une première liste de 150 nouvelles demandes d'exclusion le 5 juin 2002, une deuxième liste de 134 nouvelles demandes d'exclusion le 14 juin 2002, une troisième liste de 135 nouvelles demandes d'exclusion le 19 juin 2002 et une quatrième liste de nouvelles demandes d'exclusion le 27 juin 2002.

1.45 L'USTR a également publié une première liste d'exclusions concernant 61 produits le 7 juin 2002, une deuxième liste d'exclusions concernant 47 produits le 17 juin 2002 et une troisième liste d'exclusions concernant 116 produits le 24 juin 2002.

1.46 À la date limite du 3 juillet 2002 prévue dans la Proclamation n° 7519 pour l'examen des demandes d'exclusion en attente, le Président a émis une nouvelle proclamation[99], qui prorogeait ce délai jusqu'au 31 août 2002. Les trois listes d'exclusions de produits précédemment communiquées étaient annexées à cette proclamation.

---

[94] Exclusion of Particular Products From Actions Under Section 203 of the Trade Act of 1974 With Regard to Certain Steel Products; and Conforming Changes to the Harmonized Tariff Schedule of the United States, Federal Register, volume 67, n° 65, 5 avril 2002, page 16484.

[95] Notifications, au titre de l'article 12:1 c) et de l'article 9, note de bas de page 2, de l'Accord sur les sauvegardes, de la décision d'appliquer une mesure de sauvegarde (G/SG/10/USA/6/Suppl.4 et G/SG/11/USA/5/Suppl.4, 12 avril 2002), pièce n° 18 des coplaignants.

[96] Procedures for Further Consideration of Requests for Exclusions of Particular products from Actions With Regard to Certain Steel products Under Section 203 of the Trade Act of 1974, as Established in the Presidential Proclamation 7529 of 5 March 2002, Federal Register, volume 67, n° 75, 18 avril 2002, page 19307, pièce n° 19 des coplaignants.

[97] Procedures for Consideration of New Resquests for Exclusions of Particular Products from Actions With Regard to Certain Steel products Under Section 203 of the Trade Act of 1974, as Established in the Presidential Proclamation 7529 of 5 March 2002, Federal Register, volume 67, n° 98, 21 mai 2002, page 35842, pièce n° 20 des coplaignants.

[98] New Requests for Exclusions of Particular products from Actions With Regard to Certain Steel products Under Sectionn 203 of the Trade Act of 1974, as Established in the Presidential Proclamation 7529 of 5 March 2002; Information Collection and Procedures for Consideration, Federal Register, volume 67, n° 106, 3 juin 2002, page 38301, pièce n° 21 des coplaignants.

[99] Proclamation n° 7576 du 3 juillet 2002, To Provide for the Efficient and Fair Administration of Safeguard Measures on Imports of Certain Steel Products, Federal Register, volume 67, n° 130, 8 juillet 2002, page 45285.

1.47 Le 8 juillet, l'USTR a publié une cinquième liste de 82 nouvelles demandes d'exclusion. Il a également rendu publique une quatrième liste d'exclusions comprenant 23 produits le 11 juillet 2002 et une cinquième liste d'exclusions concernant 14 produits le 19 juillet 2002. Les plus récentes exclusions de produits ont été accordées le 22 août 2002.[100]

II. ASPECTS PROCÉDURAUX DE L'OMC

A. CONSULTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:3 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES

2.1 Dans leur notification, au titre de l'article 12:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes, de constatations de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par un accroissement des importations datée du 28 décembre 2001, les États-Unis ont offert de tenir des consultations avec les Membres de l'OMC ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateurs d'un ou de plusieurs des produits visés par l'enquête.[101]

2.2 Le Brésil, les Communautés européennes, la Corée et la Nouvelle-Zélande ont demandé des consultations avec les États-Unis au titre de l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes, mais chacun s'est réservé le droit de demander de nouvelles consultations une fois les mesures effectives imposées.

2.3 Dans la Proclamation n° 7529, le Président des États-Unis donnait pour instruction à l'USTR de mener, avant la date d'application effective des mesures de sauvegarde définitives, des consultations au titre de l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes avec tout Membre de l'OMC ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateur d'un produit assujetti aux mesures de sauvegarde.[102] La Corée a demandé des consultations le 27 février 2002. Ces consultations ont eu lieu à Washington D.C. le 15 mars 2002. Le 6 mars 2002, le Japon a demandé des consultations. Ces consultations ont eu lieu à Washington D.C. le 14 mars 2002. Le 7 mars, la Nouvelle-Zélande et les Communautés européennes ont demandé des consultations et le Brésil a présenté sa demande le 11 mars 2002. Ces trois séries de consultations ont eu lieu à Genève le 19 mars 2002. Par la suite, les 12, 18 et 26 mars 2002, la Norvège, la Chine et la Suisse respectivement ont également demandé des consultations avec les États-Unis. Les consultations avec la Norvège et la Chine ont eu lieu les 25 et 22 mars 2002 respectivement, à Washington D.C., et les consultations avec la Suisse ont eu lieu à Genève le 12 avril 2002.

B. CONSULTATIONS DANS LE CADRE DE LA PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

2.4 Le 7 mars 2002, les Communautés européennes ont engagé les procédures prévues à l'article 4 du Mémorandum d'accord, à l'article XXII:1 du GATT de 1994 et à l'article 14 de l'Accord sur les sauvegardes en demandant aux États-Unis d'engager des consultations dans le cadre de la procédure de règlement des différends.[103] Des demandes similaires ont été présentées par le Japon[104] et la Corée[105] le 20 mars 2002. La Chine[106], la Suisse[107] et la Norvège[108] ont également demandé des

[100] Fact sheet: Exclusion of products from safeguard on steel products, 22 août 2002, pièce n° 91 des coplaignants; List of additional products to be excluded from the Section 201 safeguards measures, as established in Presidential Proclamation 7529 of 5 March 2002, 22 août 2002, pièce n° 92 des coplaignants.

[101] G/SG/N/8/USA/8/Suppl.1, 7 janvier 2002.

[102] Mémorandum, Federal Register, volume 67, n° 45, 7 mars 2002, page 10596 (pièce n° 13 des coplaignants).

[103] Voir le document WT/DS248/1.

[104] WT/DS249/1.

[105] WT/DS251/1.

[106] WT/DS252/1.

[107] WT/DS253/1.

consultations avec les États-Unis le 26 mars et les 3 et 4 avril 2002 respectivement. Les consultations ont eu lieu à Genève les 11 et 12 avril 2002 conjointement avec les Communautés européennes, le Japon, la Corée, la Chine, la Suisse et la Norvège.

2.5 La Nouvelle-Zélande[109] et le Brésil[110] ont par la suite demandé des consultations dans le cadre de la procédure de règlement des différends avec les États-Unis les 14 et 21 mai 2002 respectivement. Ces consultations ont eu lieu à Genève le 13 juin 2002.

C. UN SEUL GROUPE SPÉCIAL CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 9:1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

2.6 Étant donné qu'aucune des consultations menées dans le cadre de la procédure de règlement des différends n'a permis de régler le différend, les parties ont ensuite demandé séparément l'établissement de groupes spéciaux chargés d'examiner les questions soulevées pendant les consultations.

2.7 Conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, l'ORD a établi des groupes spéciaux multiples pour examiner les questions similaires soulevées par les plaignants:

a) Les Communautés européennes ont été les premières à présenter une demande d'établissement d'un groupe spécial.[111] Le premier groupe spécial chargé d'examiner cette demande a été établi le 3 juin 2002.

b) Le Japon et la Corée ont demandé l'établissement d'un groupe spécial.[112] Les États-Unis se sont opposés à ces demandes à la réunion extraordinaire que l'ORD a tenue le 3 juin 2002. Toutefois, un seul groupe spécial a été établi conformément à l'article 9:1 du Mémorandum d'accord à la réunion extraordinaire que l'ORD a tenue le 14 juin 2002 pour examiner les demandes présentées par le Japon, la Corée et, précédemment, par les Communautés européennes.

c) La Chine, la Suisse et la Norvège ont demandé l'établissement d'un groupe spécial le 27 mai et le 3 juin 2002.[113] Les États-Unis se sont opposés à la première demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Chine à la réunion extraordinaire que l'ORD a tenue le 7 juin 2002 et ont fait de même pour les premières demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par la Suisse et la Norvège à la réunion extraordinaire que l'ORD a tenue le 14 juin 2002. Les demandes présentées par la Chine, la Suisse et la Norvège ont été acceptées à la réunion extraordinaire que l'ORD a tenue le 24 juin 2002. Conformément à l'article 9:1 du Mémorandum d'accord, ces demandes ont été renvoyées au groupe spécial unique déjà établi pour examiner les demandes présentées par les Communautés européennes, le Japon et la Corée.

2.8 Un accord procédural a été conclu le 27 juin 2002 entre, d'une part, les Communautés européennes, le Japon, la Corée, la Chine, la Suisse, la Norvège et la Nouvelle-Zélande et, d'autre

---

[108] WT/DS254/1.
[109] WT/DS258/1.
[110] WT/DS259/1.
[111] WT/DS248/12.
[112] WT/DS249/6 et WT/DS251/7 respectivement.
[113] WT/DS252/5, WT/DS253/5 et WT/DS254/5 respectivement.

part, les États-Unis.[114] Conformément à cet accord procédural, les États-Unis ont accepté l'abrégement du délai de 60 jours applicable aux consultations conformément à l'article 4:7 du Mémorandum d'accord et l'établissement d'un groupe spécial pour donner suite à la première demande présentée par la Nouvelle-Zélande, ainsi que l'établissement d'un seul groupe spécial au titre de l'article 9:1 du Mémorandum d'accord pour tous les plaignants concernés. En contrepartie, les plaignants ont accepté de ne pas demander au Directeur général de désigner les membres du Groupe spécial avant le 15 juillet 2002 et sont convenus de délais plus longs pour la présentation des communications.

2.9 Ainsi qu'il a été indiqué plus haut, la Nouvelle-Zélande et le Brésil avaient également demandé des consultations dans le cadre de la procédure de règlement des différends avec les États-Unis les 14 et 21 mai 2002 respectivement. Ces consultations ont eu lieu à Genève le 13 juin 2002.

2.10 La Nouvelle-Zélande a demandé l'établissement d'un groupe spécial le 28 juin 2002.[115] Les États-Unis ont accepté cette première demande d'établissement d'un groupe spécial à la réunion extraordinaire que l'ORD a tenue le 8 juillet 2002. Conformément à l'article 9:1 du Mémorandum d'accord, cette demande a également été renvoyée au groupe spécial unique déjà établi pour examiner les demandes présentées par les Communautés européennes, le Japon, la Corée, la Chine, la Suisse et la Norvège.

2.11 Le 18 juillet 2002, un accord procédural a également été conclu entre le Brésil et les États-Unis.[116] En vertu de cet accord, les États-Unis ont accepté l'abrègement du délai de 60 jours applicable aux consultations et l'établissement d'un groupe spécial pour donner suite à la première demande présentée par le Brésil.[117] Le Brésil et les États-Unis ont également consenti, en conformité avec l'article 9:1 du Mémorandum d'accord, au renvoi de leur différend au groupe spécial qui avait déjà été établi pour examiner les demandes des Communautés européennes, du Japon, de la Corée, de la Chine, de la Suisse, de la Norvège et de la Nouvelle-Zélande.

2.12 En vertu des deux accords entre les parties dont il a été question plus haut et en conformité avec l'article 9:1 du Mémorandum d'accord, l'ORD est convenu que tous ces différends seraient examinés par un seul groupe spécial, dont le mandat serait d'examiner toutes les demandes d'établissement d'un groupe spécial mentionnées plus haut.[118]

2.13 Ce Groupe spécial unique a été établi et doté du mandat type suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les Communautés européennes, le Japon, la Corée, la Chine, la Suisse, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et le Brésil dans les documents WT/DS248/12, WT/DS249/6, WT/DS251/7, WT/DS252/5, WT/DS253/5, WT/DS254/5, WT/DS258/9 et WT/DS259/10, la question portée devant l'ORD par les Communautés européennes, le Japon, la Corée, la Chine, la Suisse, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et le Brésil dans ces documents; faire des constatations propres à

---

[114] WT/DS248/13, WT/DS249/7, WT/DS251/8, WT/DS252/6, WT/DS253/6, WT/DS254/6, WT/DS258/10.

[115] WT/DS258/9.

[116] WT/DS259/9.

[117] WT/DS259/10.

[118] WT/DS248, WT/DS249, WT/DS251, WT/DS252, WT/DS253, WT/DS254, WT/DS258 et WT/DS259.

> aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."[119]

2.14 Le Directeur général a été prié de déterminer la composition de ce Groupe spécial unique conformément aux paragraphes 7 et 10 de l'article 8 du Mémorandum d'accord le 15 juillet 2002. Le 25 juillet, le Directeur général a désigné les personnes suivantes en tant que membres du Groupe spécial:

Président:	M. Stephan Jóhannesson
Membres:	M. Mohan Kumar Mme Margaret Liang

2.15 Le Canada, le Taipei chinois, Cuba, la Malaisie, le Mexique, la Thaïlande, la Turquie et le Venezuela se sont réservé le droit de participer à la procédure du Groupe spécial en tant que tierces parties. Dans une lettre datée du 23 octobre 2002, la Malaisie a informé le Groupe spécial de sa décision de se retirer en tant que tierce partie de la procédure du Groupe spécial.

2.16 Le 29 juillet 2002, le Groupe spécial a rencontré les parties pour sa réunion d'organisation. Le 31 juillet 2002, il a écrit aux parties pour leur communiquer certaines décisions organisationnelles préliminaires et leur indiquer les règles de procédure que suivrait le Groupe spécial.

2.17 Les 29, 30 et 31 octobre 2002, le Groupe spécial a tenu sa première réunion de fond avec les parties. Il a envoyé des questions aux parties le 31 octobre 2002 et les parties ont fait parvenir leurs réponses à ses questions le 12 novembre 2002. Les 10, 11 et 12 décembre 2002, le Groupe spécial a tenu sa deuxième réunion de fond avec les parties. Il a envoyé des questions aux parties le 13 décembre 2002. Il a prorogé jusqu'au 6 janvier 2003 le délai ménagé pour répondre à ses questions qui devait prendre fin le 21 décembre 2002. Les États-Unis ont demandé la permission de présenter d'autres observations sur certaines réponses des plaignants. Le 16 janvier 2003, le Groupe spécial a autorisé toutes les parties à présenter d'autres observations sur certaines questions du Groupe spécial.

2.18 Le 28 janvier 2003, les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de présenter des rapports distincts conformément à l'article 9:1 du Mémorandum d'accord. Le 30 janvier 2003, les plaignants se sont opposés à cette demande. Il s'est ensuivi une série de communications entre les parties. Le 3 février 2003, le Groupe spécial a écrit aux parties pour leur faire savoir qu'il communiquerait sa décision sur la demande des États-Unis avec le rapport intérimaire mais que, en tout état de cause, s'il acceptait la demande des États-Unis, tous ces rapports distincts auraient la même partie descriptive. Cette lettre est ainsi libellée:

> "Le 28 janvier 2003, le Groupe spécial a reçu une demande des États-Unis au titre de l'article 9:1 du Mémorandum d'accord tendant à ce que le Groupe spécial remette huit rapports distincts au lieu d'un rapport global. Cette demande a été présentée par les États-Unis compte tenu du fait qu'à la réunion précédente de l'ORD (tenue le 27 janvier 2003), certains plaignants avaient exprimé l'opinion selon laquelle "en cas de pluralité de plaintes pour lesquelles un seul rapport de groupe spécial était remis, les parties prises isolément ne pouvaient pas demander l'adoption du rapport uniquement à l'égard du groupe spécial demandé par un plaignant pris isolément". Les États-Unis affirmaient dans cette lettre qu'ils ne comprenaient pas le fondement

[119] WT/DS248/15, WT/DS249/9, WT/DS251/10, WT/DS252/8, WT/DS253/8, WT/DS254/8, WT/DS258/12 et WT/DS259/11.

de cette approche du "tout ou rien" étant donné, par exemple, qu'elle compromettrait le droit d'une partie défenderesse de chercher le règlement d'une ou de plusieurs plaintes prises isolément sans l'adoption d'un rapport (ou sans un appel). Les États-Unis faisaient observer dans cette lettre qu'ils étaient conscients de la somme de travail requise pour rédiger des rapports distincts, mais que, dans l'affaire *CE – Bananes III*, le Groupe spécial avait rédigé un rapport-cadre et remis des rapports distincts identiques pour chaque coplaignant, après avoir retranché les paragraphes inapplicables quand cela était nécessaire.

Le 30 janvier, les plaignants ont écrit au Groupe spécial pour lui faire savoir qu'ils s'opposaient à la demande des États-Unis pour un certain nombre de raisons, notamment parce que la demande n'avait pas été présentée en temps voulu, qu'accéder à cette demande entraînerait des retards supplémentaires, que si les plaignants avaient su que des rapports multiples seraient remis, ils auraient présenté leurs arguments différemment, et que la demande des États-Unis allait à l'encontre des arrangements procéduraux négociés par toutes les parties (WT/DS248/13, WT/DS249/7, WT/DS251/8, WT/DS252/6, WT/DS253/6, WT/DS254/6, WT/DS258/10 et WT/DS259/9) et des procédures de travail du Groupe spécial.

Le 31 janvier en fin de matinée, le Secrétariat, au nom du Groupe spécial, a envoyé à toutes les parties un fax les informant que le Groupe spécial examinait la demande présentée par les États-Unis le 28 janvier et la lettre d'opposition des plaignants datée du 30 janvier et que, avant la fermeture des bureaux le lundi 3 février, la réponse du Groupe spécial serait communiquée aux parties, y compris la date de remise de la partie descriptive dans les différends WT/DS248, WT/DS249, WT/DS251, WT/DS252, WT/DS253, WT/DS254, WT/DS258 et WT/DS259.

Le 31 janvier en fin d'après-midi, les États-Unis ont répondu à la lettre des plaignants datée du 30 janvier. Selon les États-Unis, les plaignants semblaient confondre le fait qu'un groupe spécial unique avait été établi pour examiner les demandes d'établissement de groupes spéciaux distincts et la question de savoir si ce groupe spécial unique devait remettre un rapport unique. De l'avis des États-Unis, le fait que ce différend était examiné dans le cadre d'une procédure unique ne signifiait nullement que cette procédure unique aboutirait à un rapport unique. Les États-Unis insistaient sur le fait qu'ils n'avaient jamais renoncé à leurs droits au titre de l'article 9:2 du Mémorandum d'accord et que les procédures de travail du Groupe spécial n'excluaient pas la possibilité de remettre des rapports multiples. Ils affirmaient que, jusque-là, ils avaient considéré que même s'ils pouvaient demander des rapports distincts, leurs droits étaient suffisamment protégés avec un rapport unique. Cette situation avait changé à la dernière réunion de l'ORD lorsqu'ils avaient pris conscience de l'interprétation que les plaignants donnaient de l'article 9 du Mémorandum d'accord, laquelle, selon les États-Unis, menaçait leurs droits en matière de règlement des différends. Selon les États-Unis, la demande du 28 janvier avait bel et bien été présentée en temps voulu. S'agissant de l'allégation des plaignants selon laquelle ceux-ci auraient structuré leurs arguments différemment si les États-Unis avaient présenté leur demande plus tôt, les États-Unis répondaient que, tout au long de la procédure, les différents plaignants avaient conservé leur autonomie en formulant des allégations différentes, des arguments différents, des réponses différentes aux questions, etc. Les États-Unis ajoutaient que les plaignants n'avaient pas indiqué en quoi ils auraient agi différemment s'ils avaient su à l'avance qu'il y aurait un rapport unique. Ils ont fait observer pour l'essentiel qu'en tout état de cause,

les plaignants ne pouvaient pas avoir plus de droits dans le cadre d'un rapport unique que dans le cadre de rapports multiples, étant donné qu'ils ne pouvaient pas avoir plus de droits dans le cadre d'une procédure unique que dans le cadre de procédures distinctes. Selon les États-Unis, la seule différence entre un rapport unique et des rapports distincts était que cette dernière approche montrerait de façon parfaitement claire que chaque plaignant avait des droits uniquement en ce qui concerne les allégations qu'il avait formulées. Enfin, les États-Unis rappelaient que le Groupe spécial pouvait reprendre, par exemple, le modèle suivi dans l'affaire *CE – Bananes III*, dans laquelle le Groupe spécial avait rédigé un rapport-cadre et remis un rapport distinct concernant chaque plaignant dont avaient été retranchées les constatations qui ne se rapportaient pas à ce plaignant; une telle approche dans le présent différend devrait réduire au minimum la charge de travail du Secrétariat et ne devrait pas retarder la remise des rapports.

Le 31 janvier en début de soirée, le Japon, la Suisse et, par la suite, les Communautés européennes ont demandé au Groupe spécial de ne tenir aucun compte de la deuxième lettre des États-Unis datée du 31 janvier et de statuer sur la demande des États-Unis uniquement sur la base de la lettre des États-Unis datée du 28 janvier 2003 et de la lettre des plaignants datée du 30 janvier. Ces plaignants émettaient une vive objection quant au moment et à la manière choisis par les États-Unis pour présenter leur lettre datée du 31 janvier au Groupe spécial, alléguant, entre autres choses, que, quand ils avaient agi ainsi, les États-Unis savaient parfaitement que dans les capitales de certains plaignants, les activités avaient déjà été interrompues pour le week-end. Le Japon faisait valoir que les États-Unis cherchaient simplement à retarder la décision du Groupe spécial et que, ce faisant, ils ne tenaient aucun compte de la régularité de la procédure et de la loyauté. Selon les Communautés européennes, le texte du Mémorandum d'accord, le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Amendement Byrd* ou la lettre des plaignants répondaient à tous les arguments que les États-Unis avaient formulés. Les Communautés européennes ont dit qu'elles ne considéraient pas que la remise d'un rapport unique plutôt que de rapports multiples diminuait ou accroissait les droits de l'une quelconque des parties. Elles ne considéraient pas non plus que des rapports multiples étaient nécessaires pour que cela soit clair. Enfin, elles faisaient observer que tous les plaignants avaient un intérêt dans les plaintes des autres plaignants, comme l'attestait le fait qu'ils étaient tous des tierces parties dans les affaires soulevées par chacun des autres.

Par la suite, dans la soirée du 31 janvier (juste avant la réception de la communication des Communautés européennes mentionnée dans le paragraphe précédent), les États-Unis ont répondu que dans leurs communications, le Japon et la Suisse semblaient supposer que les plaignants avaient le droit de répondre aux arguments que les États-Unis avaient formulés mais que les États-Unis ne devraient pas avoir le droit de répondre aux arguments que les plaignants avaient formulés.

Dans sa réponse, le Japon a rappelé que les États-Unis essayaient seulement de prolonger le débat, d'accabler le Groupe spécial et le Secrétariat de nouvelles communications et de retarder le règlement de cet important différend. Le Japon demandait pourquoi les États-Unis avaient attendu une journée complète, jusqu'à la soirée du vendredi 31 janvier 2003, pour recommencer l'échange de communications. Enfin, le Japon a rappelé que le Groupe spécial devrait rendre une décision en s'appuyant uniquement sur la lettre des plaignants datée du 30 janvier 2003 et sur la première lettre des États-Unis datée du 28 janvier 2003.

* * * * *

Le Groupe spécial est parfaitement conscient des obligations en matière de délais qui sont prévues dans le Mémorandum d'accord, y compris celles qui sont mentionnées aux articles 12:8 et 20, ainsi que de l'importance d'agir promptement dans le présent différend (comme dans tous les différends).

Le Groupe spécial est également parfaitement conscient des dispositions de l'article 9 du Mémorandum d'accord, y compris l'obligation qu'il a de faire en sorte que les droits dont toutes les parties auraient joui si des groupes spéciaux distincts avaient été établis soient pris en considération.

Le Groupe spécial rappelle également que l'établissement d'un groupe spécial unique avait été accepté par les parties. En outre, la coordination des exposés oraux des plaignants aux deux réunions de fond (ainsi que les réponses des parties aux questions du Groupe spécial) avait été préconisée par le Groupe spécial et acceptée par toutes les parties. Le Groupe spécial fait observer à cet égard que les États-Unis, dans leur lettre datée du 31 janvier, ont reconnu qu'une procédure de groupe spécial unique pouvait être avantageuse pour toutes les parties, réduire les retards et garantir le respect des droits des Membres de l'OMC dans le cadre de la procédure de règlement des différends.

Le Groupe spécial a décidé qu'il examinerait et évaluerait la demande présentée par les États-Unis pendant qu'il procéderait à l'analyse juridique des allégations des plaignants. Il formulera une conclusion sur cette demande des États-Unis, y compris la question de savoir si des rapports distincts peuvent être remis lorsqu'un groupe spécial unique a été établi et lorsque des différends multiples sont examinés dans le cadre d'une procédure de groupe spécial unique et la question de savoir s'il est nécessaire de répondre à cette question pour le règlement du présent différend. Il communiquera aux parties sa décision sur ces questions lorsqu'il remettra son rapport intérimaire.

Le Groupe spécial fait toutefois observer que, comme indiqué à l'article 15 du Mémorandum d'accord, un rapport de groupe spécial contiendra une partie descriptive qui inclura une description des allégations et arguments factuels et juridiques des parties au différend. Le Groupe spécial estime que la partie descriptive de tout rapport de groupe spécial devrait rendre compte de façon objective de la procédure de groupe spécial pertinente. Par conséquent, étant donné i) les circonstances entourant la procédure de groupe spécial unique suivie pour les différends WT/DS248, WT/DS249, WT/DS251, WT/DS252, WT/DS253, WT/DS254, WT/DS258 et WT/DS259; ii) le moment choisi par les États-Unis pour présenter leur demande, c'est-à-dire quelques jours avant la remise de la partie descriptive; iii) le fait que le Groupe spécial examine une série de mesures de sauvegarde mises en place pour trois années seulement; iv) la nécessité de garantir la régularité de la procédure, le Groupe spécial est d'avis, en tout état de cause, de remettre une partie descriptive unique. Si le Groupe spécial parvenait à la conclusion que des rapports multiples doivent être remis, tous ces rapports auraient la même partie descriptive.

Les parties remarqueront lorsqu'elles recevront le projet de partie descriptive du rapport du Groupe spécial cette semaine que le Groupe spécial a tenté de faire en sorte que les allégations et les arguments collectifs et individuels des plaignants, de

même que les moyens de défense pertinents des États-Unis, soient correctement exposés. Ainsi qu'il est prévu à l'article 15:1 du Mémorandum d'accord, toutes les parties seront invitées à présenter des observations et à proposer des modifications à ce projet de partie descriptive pour faire en sorte qu'il rende compte de façon objective de toutes les allégations et de tous les arguments juridiques et factuels de toutes les parties.

Le projet de partie descriptive dans les différends WT/DS248, WT/DS249, WT/DS251, WT/DS252, WT/DS253, WT/DS254, WT/DS258 et WT/DS259 sera donc remis le jeudi 6 février 2003 et, conformément à l'article 15 du Mémorandum d'accord, toutes les parties seront invitées à présenter des observations sur ce projet de partie descriptive avant 17 heures le mercredi 19 février 2003.

Enfin, le Groupe spécial tient à donner aux parties l'assurance que, quelle que soit sa décision finale sur l'opportunité de remettre des rapports distincts, ses travaux ne seront pas retardés indûment. Le Groupe spécial déploie tous les efforts possibles pour procéder aussi promptement que possible à l'examen des allégations des plaignants, compte tenu du fait que les parties ont présenté plus de 3 500 pages de communications, d'exposés oraux et de réponses aux questions ainsi que plus de 3 000 pages de pièces à l'appui des nombreuses allégations faites au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes, lesquelles soulèvent toutes des questions de fait et de droit complexes et délicates."

2.19 Le 6 février 2003, le Groupe spécial a remis son projet de partie descriptive, conformément à l'article 15:1 du Mémorandum d'accord. Le 19 février 2003, il a reçu des observations des parties sur le projet de partie descriptive. Le 26 mars 2003, il a remis son rapport intérimaire aux parties. Les 9 et 16 avril 2003, il a reçu les observations des parties. Le 2 mai 2003, il a remis ses rapports finals aux parties.

III. ALLÉGATIONS FORMULÉES PAR LES PARTIES[120]

A. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

3.1 Les Communautés européennes allèguent ce qui suit:

a) la condition préalable que constitue l'"évolution imprévue des circonstances", énoncée à l'article XIX:1 du GATT de 1994, n'était pas remplie;

b) il n'y avait pas d'accroissement des importations, comme l'exige l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes, pour beaucoup de produits importés qui faisaient l'objet de l'enquête;

c) pour certains produits, il y avait une définition incorrecte des branches de production nationales pertinentes de produits similaires ou directement concurrents par rapport à ceux qui étaient prétendument importés en quantités accrues, comme l'exigent les

[120] Les allégations exposées dans la présente section sont celles qui figurent dans les demandes respectives d'établissement d'un groupe spécial des parties et se trouvent successivement dans les documents WT/DS248/12, WT/DS249/6, WT/DS251/7, WT/DS252/5, WT/DS253/5, WT/DS254/5, WT/DS258/9 et WT/DS259/10.

articles 2:1 et 4:2 a) lus conjointement avec l'article 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes;

d) il n'y avait pas de dommage grave ni de menace de dommage grave subi par les branches de production nationales pertinentes, comme l'exigent les articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes;

e) l'accroissement des importations qui a pu se produire n'a pas causé le dommage grave ni la menace de dommage grave qu'ont pu subir les branches de production nationales pertinentes, comme l'exigent les articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, en particulier parce que les branches de production nationales pertinentes ne subissaient pas de dommage et parce que le dommage ou la menace de dommage causé par d'autres facteurs a été imputé aux importations;

f) les mesures de sauvegarde des États-Unis ne sont pas appliquées que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave, comme l'exige l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes;

g) il y a une absence de parallélisme entre les produits pour lesquels un accroissement des importations au sens de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes a été constaté ou allégué et les produits pour lesquels les mesures de protection ont été imposées, ce qui est contraire au principe inhérent aux articles 2:1, 4:2 et 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes;

h) ni le rapport de l'enquête ni les autres documents pertinents n'exposaient de façon adéquate les constatations et les conclusions motivées sur tous les points de fait et de droit pertinents, y compris la justification des mesures effectivement imposées et en ce qui concerne tous les autres éléments mentionnés ci-dessus, comme l'exige l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes; ils ne contenaient pas non plus l'analyse et la justification exigées à l'article 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes.

B. JAPON

3.2 Le Japon allège ce qui suit:

a) les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec les articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes et avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 parce que, entre autres choses, elles ont été imposées en l'absence de l'accroissement requis des importations en volume;

b) les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec les articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes et avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 parce que, entre autres choses, elles ont été imposées alors que le gouvernement des États-Unis n'avait pas démontré l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave, ni ne s'était assuré que le dommage grave causé par des facteurs autres que l'accroissement des importations n'avait pas été imputé à cet accroissement;

c) les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec les articles 2:1 et 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes et avec les articles X:3 et XIX:1 du GATT de 1994 parce que le gouvernement des États-Unis n'a pas défini comme il convenait les branches de

production nationales de produits similaires ou directement concurrents par rapport aux produits importés faisant l'objet de l'enquête;

d) les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec les articles 2:1, 3:1, 4:2 a), b) et c) de l'Accord sur les sauvegardes et avec les articles X:3 et XIX:1 du GATT de 1994 parce que, entre autres choses, le Président a imposé des mesures de sauvegarde sur les produits étamés ou chromés en tant que produit similaire distinct, sans faire une détermination uniforme, impartiale et raisonnable établissant que l'accroissement des importations de produits étamés ou chromés avait causé, ou menacé de causer, un dommage grave à la branche de production nationale du produit similaire ou directement concurrent, et sans publier de rapport exposant les constatations et les conclusions motivées;

e) les mesures visant les produits étamés ou chromés et les produits tréfilés en aciers inoxydables sont contraires aux articles 3:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article X:3 du GATT de 1994 parce que la façon dont le Président a traité le partage égal des voix au sein de l'USITC quant à l'existence du dommage pour ces produits ainsi que pour d'autres produits n'a pas été uniforme, impartiale et raisonnable, et que le Président n'a pas publié de rapport exposant les constatations et les conclusions motivées à l'appui d'un tel traitement;

f) les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec l'article 2:1 et 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes et avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 car il n'y a pas de parallélisme entre les sources des importations visées par l'enquête en matière de sauvegardes et les sources des importations visées par les mesures de sauvegarde;

g) les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec les articles 3:1 et 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes et avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 parce que, entre autres choses, les mesures imposées étaient plus restrictives que celles qui avaient été recommandées par l'USITC, et qu'il n'y avait pas d'enquête ni de rapport publié exposant les constatations et les conclusions motivées indiquant en quoi elles n'étaient pas plus restrictives que nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage grave;

h) les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec l'article I:1 du GATT de 1994 et avec l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes parce que, entre autres choses, elles exemptent les importations en provenance des Membres de l'OMC qui sont des partenaires des États-Unis dans le cadre d'accords de libre-échange, à savoir le Canada, le Mexique, la Jordanie et Israël, établissant ainsi une discrimination entre les produits originaires du Japon et les produits originaires de ces Membres de l'OMC.

C. CORÉE

3.3 La Corée allègue ce qui suit:

a) les États-Unis ne se sont pas conformés aux dispositions des articles 2:1 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes et de l'article XIX du GATT de 1994 pour ce qui est de la détermination des branches de production nationales de produits similaires ou directement concurrents;

b) les États-Unis n'ont pas non plus satisfait aux obligations énoncées aux articles 2, 3 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX du GATT de 1994 pour ce qui est de l'enquête, des constatations et de la décision concernant l'accroissement des importations, le dommage grave, la menace de dommage grave et le lien de causalité. Les États-Unis ont en outre violé l'article X:3 a) pour ce qui est des produits étamés ou chromés;

c) les États-Unis ont agi d'une manière contraire à l'article XIX:1 du GATT de 1994 pour ce qui est de l'obligation de démontrer que l'"évolution imprévue des circonstances" a entraîné l'accroissement des importations. À cet égard, non seulement les États-Unis n'ont pas effectué des analyses distinctes pour chaque produit considéré, mais encore les explications données n'étaient pas suffisantes pour qu'il soit satisfait à l'obligation en question;

d) les États-Unis ont violé l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes et les articles I^{er}, XIII et XIX du GATT de 1994 en n'appliquant pas les mesures de sauvegarde à toutes les importations quelle qu'en soit la provenance et sur une base NPF;

e) la violation par les États-Unis de l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes et des articles I^{er} et XIX du GATT de 1994 a été aggravée du fait de la violation de l'article X:3 du GATT de 1994 et de l'article 3 de l'Accord sur les sauvegardes. Pour exempter les importations en provenance du Canada et du Mexique, le Président des États-Unis a infirmé les constatations faites par l'USITC conformément à l'article 311 a) de la Loi sur la mise en œuvre de l'ALENA sans donner des explications suffisantes, voire sans donner d'explication du tout;

f) les États-Unis ont violé l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes pris conjointement avec les articles 2:2 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes en ne satisfaisant pas à l'obligation de parallélisme entre l'enquête et les mesures;

g) les États-Unis ont commis des violations au regard de l'article 3 de l'Accord sur les sauvegardes, pris conjointement avec les articles 2, 4 et 5 de l'Accord sur les sauvegardes, parce qu'ils n'ont pas ménagé une possibilité de participation suffisante aux parties intéressées, n'ont pas procédé à une enquête adéquate, n'ont pas communiqué les renseignements essentiels sur lesquels ils se sont fondés et n'ont pas exposé dans le rapport publié les constatations et les conclusions motivées sur tous les points de fait et de droit pertinents, y compris la justification de la mesure effectivement imposée et la justification de l'exclusion du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie;

h) les mesures de sauvegarde allaient au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement, et sont donc contraires à l'article 5 de l'Accord sur les sauvegardes. Les mesures n'étaient pas limitées au dommage grave causé par un accroissement des importations;

i) les mesures de sauvegarde sont aussi contraires à l'article 7:1 de l'Accord sur les sauvegardes parce que leur durée dépasse la période nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave;

j) les États-Unis ont en outre violé diverses dispositions de procédure de l'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes en ne ménageant pas des "possibilités adéquates" de

consultation au sujet de l'application des mesures de sauvegarde, en ne communiquant pas les renseignements pertinents et en ne présentant pas les notifications voulues;

k) les États-Unis ont agi d'une manière contraire à l'article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes parce qu'un niveau de concessions substantiellement équivalent entre les Membres exportateurs et les États-Unis n'a pas été maintenu;

l) les États-Unis ont violé l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes en n'excluant pas les pays en développement d'une manière non discriminatoire, entre autres choses.

D. CHINE

3.4 La Chine allègue ce qui suit:

a) les États-Unis ont violé l'article XIX:1 du GATT de 1994, puisque la condition préalable que constitue l'"évolution imprévue des circonstances" n'était pas remplie;

b) les États-Unis ont violé l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes, puisqu'il n'y avait pas d'accroissement des importations pour beaucoup de produits importés faisant l'objet de l'enquête;

c) les États-Unis ont violé les articles 2:1, 4:2 a) et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, puisque, pour certains produits, il y avait une définition incorrecte du "produit considéré" pour déterminer s'il y avait accroissement des importations et que certaines des mesures des États-Unis ne s'appliquent pas à "un produit";

d) les États-Unis ont violé les articles 2:1 et 4:2 a) lus conjointement avec l'article 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes, puisque, pour certains produits, il y avait une définition incorrecte des branches de production nationales pertinentes de produits similaires ou directement concurrents par rapport à ceux qui étaient prétendument importés en quantités accrues;

e) les États-Unis ont violé les articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, puisqu'il n'y avait pas de dommage grave ni de menace de dommage grave subi par les branches de production nationales pertinentes;

f) les États-Unis ont violé les articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, puisque l'accroissement des importations qui a pu se produire ne causait pas le dommage grave ni la menace de dommage grave qu'ont pu subir les branches de production nationales pertinentes, en particulier parce que les branches de production nationales pertinentes ne subissaient pas de dommage et parce que le dommage ou la menace de dommage causé par d'autres facteurs était imputé aux importations;

g) les États-Unis ont violé l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes, puisque les mesures de sauvegarde des États-Unis ne sont pas appliquées que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave;

h) les États-Unis ont violé les articles 2:1, 4:2 et 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes, puisqu'il y a une absence de parallélisme entre les produits pour lesquels un

accroissement des importations a été constaté ou allégué et les produits pour lesquels les mesures de protection ont été imposées;

i) les États-Unis ont violé l'article 5:2 de l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIII du GATT de 1994, puisque la détermination et la répartition du contingent tarifaire pour les brames étaient incorrectes et/ou discriminatoires;

j) les États-Unis ont violé l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes, puisque les importations de certains produits en acier en provenance de la Chine, en tant que pays en développement, n'étaient pas exclues du champ d'application des mesures de sauvegarde;

k) les États-Unis ont violé l'article I:1 du GATT de 1994 et l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes, puisque les mesures des États-Unis établissent une discrimination entre les produits originaires de Chine et les produits originaires d'autres pays;

l) les États-Unis ont violé l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, puisque ni le rapport de l'enquête ni les autres documents pertinents n'exposaient de façon adéquate les constatations et les conclusions motivées sur tous les points de fait et de droit pertinents, y compris la justification des mesures effectivement imposées et de tous les autres éléments mentionnés ci-dessus; et l'article 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes, puisque les documents susmentionnés ne contenaient pas non plus l'analyse et la justification exigées;

m) les États-Unis ont violé l'article 12:1, 12:2 et 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes, puisqu'ils n'ont pas présenté de notification immédiate, avec tous les renseignements pertinents, ni ménagé des possibilités adéquates de consultation préalable à la Chine, qui avait un intérêt substantiel en tant qu'exportateur des produits considérés;

n) les États-Unis ont violé l'article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes, puisqu'ils ne se sont pas efforcés, conformément à l'article 12:3, de maintenir un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent entre eux et la Chine;

o) les États-Unis ont violé l'article II du GATT de 1994, puisque les mesures consistent à retirer ou à modifier des concessions des États-Unis sans justification au titre de l'article XIX du GATT de 1994, de l'Accord sur les sauvegardes ni d'aucune autre disposition de l'Accord sur l'OMC.

E. SUISSE

3.5 La Suisse allègue ce qui suit:

a) la condition préalable que constitue l'"évolution imprévue des circonstances", énoncée à l'article XIX:1 du GATT de 1994, n'était pas remplie;

b) les mesures de sauvegarde étaient imposées en l'absence de l'accroissement requis du volume des importations pour de nombreux produits importés visés par l'enquête et sont donc incompatibles avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes;

c) la détermination concernant les branches de production nationales pertinentes produisant les produits similaires ou directement concurrents par rapport à ceux qui

sont prétendument importés en quantités accrues, comme le prescrivent les articles 2:1 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes, est incorrecte;

d) les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec l'article 2:1 pris conjointement avec les articles 2:2 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, puisque l'obligation de parallélisme entre la portée de l'enquête sur le dommage résultant des produits importés et la portée des mesures de sauvegarde n'est pas remplie;

e) les États-Unis n'ont pas démontré, comme le prescrivent les articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave, ni fait en sorte que le dommage grave causé par des facteurs autres que l'accroissement des importations ne soit pas imputé à l'accroissement des importations;

f) les mesures de sauvegarde vont au-delà de ce qui est nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement, et constituent donc une violation de l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Les mesures de sauvegarde n'étaient pas limitées au dommage grave causé par l'accroissement des importations;

g) les États-Unis violaient l'article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes parce qu'ils ne maintenaient pas un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent entre le Membre exportateur et eux;

h) ni le rapport de l'enquête ni les autres documents pertinents n'exposaient de façon adéquate les constatations et les conclusions motivées sur tous les points de fait et de droit pertinents, y compris la justification des mesures effectivement imposées et en ce qui concerne tous les autres éléments mentionnés ci-dessus, comme l'exige l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes; ils ne contenaient pas non plus l'analyse et la justification exigées à l'article 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes.

F. NORVÈGE

3.6 La Norvège allègue ce qui suit:

a) les États-Unis contreviennent à l'article XIX:1 du GATT de 1994 parce que, entre autres choses, ils n'ont pas démontré, avant l'application des mesures, que l'accroissement des importations et les conditions d'importation des produits visés par les mesures susmentionnées résultaient de l'"évolution imprévue des circonstances";

b) les États-Unis n'ont pas non plus satisfait aux obligations énoncées aux articles 2, 3 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX du GATT de 1994 pour ce qui est de l'enquête, des constatations et de la décision concernant l'accroissement des importations, le dommage grave, la menace de dommage grave et le lien de causalité. Pour ce qui est des produits étamés ou chromés, les États-Unis ont en outre violé l'article X:3 a) puisque la mesure n'est pas fondée sur une application uniforme, impartiale et raisonnable des lois et règlements pertinents des États-Unis;

c) les États-Unis ne se sont pas conformés aux dispositions des articles 2:1 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes et de l'article XIX du GATT de 1994 pour ce qui est de la détermination des branches de production nationales de produits similaires ou directement concurrents;

d) il y a une absence de parallélisme entre les produits pour lesquels une augmentation des importations au sens de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes a été constatée et alléguée et les produits sur lesquels les mesures de protection ont été imposées, ce qui est contraire au principe inhérent aux articles 2:1, 4:2 et 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Les mesures prises par les États-Unis violent donc les articles précités;

e) les mesures de sauvegarde allaient au-delà de ce qui était nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement, et sont donc contraires aux articles 5:1 et 7:1 de l'Accord sur les sauvegardes;

f) les États-Unis ont commis des violations au regard de l'article 3 de l'Accord sur les sauvegardes, pris conjointement avec les articles 2, 4 et 5 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que ni le rapport d'enquête de l'USITC ni les autres documents pertinents n'exposaient de façon adéquate les constatations et les conclusions motivées sur tous les points de fait et de droit pertinents, y compris la justification des mesures effectivement imposées et de tous les autres éléments mentionnés ci-dessus, ni fourni l'analyse et la justification requises;

g) les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec l'article I:1 du GATT de 1994 et avec l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes du fait que les critères de non-application n'ont pas été correctement appliqués.

G. NOUVELLE-ZÉLANDE

3.7 La Nouvelle-Zélande allègue ce qui suit:

a) les États-Unis n'ont pas démontré l'existence d'une "évolution imprévue des circonstances", comme le prévoyait l'article XIX:1 du GATT de 1994;

b) les États-Unis n'ont pas respecté la prescription de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes selon laquelle il doit y avoir un accroissement des importations avant qu'une mesure de sauvegarde ne soit imposée;

c) les États-Unis n'ont pas défini correctement la branche de production nationale produisant les produits similaires ou directement concurrents comme l'exigeaient les articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes;

d) les États-Unis n'ont pas démontré l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave subi par les branches de production nationales pertinentes, comme l'exigeaient les articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes;

e) les États-Unis n'ont pas démontré l'existence du lien de causalité requis entre l'accroissement allégué des importations et le dommage grave ou la menace de dommage grave allégué, comme l'exigeaient les articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes. Par ailleurs, les États-Unis ont attribué aux importations un dommage causé par d'autres facteurs, ce qui est contraire à l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes;

f) les États-Unis n'ont pas appliqué leurs mesures de sauvegarde uniquement dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave, comme l'exigeait l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes;

g) les États-Unis ont mis en place des mesures correctives pour une période dépassant la période nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave allégué et faciliter l'ajustement, ce qui est contraire aux prescriptions de l'article 7 de l'Accord sur les sauvegardes;

h) les États-Unis n'ont pas respecté la prescription de parallélisme entre les produits pour lesquels un accroissement des importations au sens de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes a été constaté ou allégué, et les produits pour lesquels les mesures de protection ont été imposées, ce qui est contraire aux principes inhérents aux articles 2:1, 2:2, 4:2 et 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes;

i) les États-Unis n'ont pas appliqué leurs mesures de sauvegarde aux produits importés quelle qu'en soit la provenance, comme l'exigeait l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes;

j) les États-Unis n'ont pas exposé de manière adéquate leurs constatations et conclusions motivées sur tous les points de fait et de droit pertinents, y compris la justification des mesures effectivement imposées et en ce qui concerne tous les autres éléments mentionnés ci-dessus, comme l'exigeait l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes; ils n'ont pas non plus fourni l'analyse et la justification exigées à l'article 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes;

k) les États-Unis n'ont pas satisfait à leurs obligations au titre de l'article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes au sujet du maintien d'un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent à celui qui existe en vertu du GATT de 1994;

l) les États-Unis n'ont pas appliqué de manière uniforme, impartiale et raisonnable, leurs lois, règlements et décisions judiciaires et administratives en rapport avec la sauvegarde concernant l'acier et ont donc agi d'une manière contraire à l'article X:3 a) du GATT de 1994.

H. BRÉSIL

3.8 Le Brésil allègue ce qui suit:

a) les États-Unis ont violé les articles 2:1 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes et l'article X:3 du GATT de 1994 parce que, entre autres choses, les déterminations et les mesures qui en ont résulté n'étaient pas fondées sur des déterminations correctes concernant les "produits similaires ou directement concurrents" ou les producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents par rapport aux produits importés;

b) les États-Unis ont violé les articles 2:1 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIX:1 du GATT de 1994 parce que, entre autres choses, les déterminations de l'existence d'un dommage n'étaient pas fondées sur une détermination correcte de l'existence d'un dommage grave causé à la branche de production nationale;

c) les États-Unis ont violé les articles 2:1 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIX:1 du GATT de 1994 parce que, entre autres choses, les déterminations étaient déficientes en ce qui concerne la prescription selon laquelle il doit y avoir des importations "en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et à des conditions telles qu'[elles] cause[nt] ou menace[nt] de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents";

d) les États-Unis ont violé les articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIX:1 du GATT de 1994 parce que, entre autres choses, la détermination n'a pas établi le lien de causalité nécessaire entre l'accroissement des importations et le dommage et n'a pas fait en sorte que le dommage résultant d'autres facteurs ne soit pas imputé aux importations;

e) les États-Unis ont violé l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes parce que, entre autres choses, il n'a pas été établi que l'accroissement des importations et les conditions d'importation résultaient de l'"évolution imprévue des circonstances" et de l'effet des obligations contractées au titre du GATT de 1994;

f) les États-Unis ont violé l'article I:1 du GATT de 1994 et l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes parce que, entre autres choses, les mesures établissent une discrimination fondée sur la provenance;

g) les États-Unis ont violé l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes, lu conjointement avec l'article 2:2, et l'article 4:2 b) de ce même accord parce que, entre autres choses, la détermination n'a pas respecté l'obligation de parallélisme entre la portée de l'enquête sur le dommage et la portée des mesures de sauvegarde;

h) les États-Unis ont violé l'article 3 de l'Accord sur les sauvegardes et l'article X:3 du GATT de 1994 parce que, entre autres choses, il n'a pas été ménagé de possibilité de participation suffisante aux parties intéressées et il n'a pas été procédé à une enquête adéquate, y compris du fait d'un recours abusif aux restrictions en matière de confidentialité pour empêcher la divulgation de renseignements, et que les constatations et les conclusions motivées sur tous les points de fait et de droit pertinents, y compris la justification de l'exclusion du Canada et du Mexique, les mesures effectivement imposées par le Président et le traitement accordé aux produits étamés ou chromés n'ont pas été exposés dans le rapport publié;

i) les États-Unis ont violé l'article 5 de l'Accord sur les sauvegardes parce que, entre autres choses, les mesures accordaient réparation au-delà de ce qui était nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement;

j) les mesures des États-Unis sont également incompatibles avec l'article XVI de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC parce que les États-Unis n'ont pas assuré la conformité de leurs lois, réglementations et procédures administratives avec les obligations énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes et dans le GATT de 1994.

IV. CONCLUSIONS, RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS DEMANDÉES PAR LES PLAIGNANTS

A. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

4.1 Les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de constater ce qui suit:

a) Les États-Unis, d'une manière incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes, ont groupé de nombreux produits différents aux fins de déterminer s'il y avait un accroissement des importations à des conditions telles que cet accroissement causait un dommage et, d'une manière incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 a) lus conjointement avec l'article 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes, n'ont pas identifié les branches de production nationales de produits similaires ou directement concurrents par rapport à ceux qui étaient prétendument importés en quantités accrues.

b) Les États-Unis ont, d'une manière incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes, imposé leurs mesures de sauvegarde en l'absence d'un accroissement brutal, soudain, récent et important des importations.

c) Les États-Unis, d'une manière incompatible avec les articles 2:1, 3:1, 4:2 a) et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes, n'ont pas donné d'explication adéquate et motivée de l'existence d'un dommage grave, et n'ont pas examiné la situation financière de la branche de production nationale dans son ensemble, comme l'exige l'article 4:2 a) lu conjointement avec les articles 4:1 a) et 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes.

d) Les États-Unis, d'une manière incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, n'ont pas établi l'existence d'un lien de causalité entre tout accroissement des importations et tout dommage grave étant donné qu'ils ont simplement examiné si les autres causes de dommage ne constituaient pas, pour la branche de production nationale, une source de dommage égal ou supérieur au dommage prétendument causé par l'accroissement des importations et n'ont pas démontré que le dommage causé par d'autres facteurs n'était pas imputé à l'accroissement des importations et en particulier que le dommage causé par les importations en provenance de pays qui avaient été exclus des mesures de sauvegarde (à savoir le Canada, le Mexique, Israël et la Jordanie) n'avait pas été imputé à l'accroissement des importations d'autres provenances, ou n'ont pas expliqué d'une manière claire et non équivoque comment ils l'avaient fait.

e) Les États-Unis, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes, n'ont pas veillé à ce que leurs mesures de sauvegarde ne soient appliquées que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave causé par un accroissement des importations.

f) Les États-Unis, d'une manière incompatible avec le principe inhérent aux articles 2:1, 4:2 et 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes, n'ont pas assuré de parallélisme entre les produits pour lesquels un accroissement des importations au sens de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes a été allégué et les produits à l'égard desquels les mesures de sauvegarde ont été imposées.

g) Ni le rapport de l'enquête ni les autres documents pertinents n'exposaient de façon adéquate les constatations et les conclusions motivées sur tous les points de fait et de droit pertinents, y compris la justification des mesures effectivement imposées et de tous les autres éléments mentionnés ci-dessus, comme l'exige l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes; ils ne contenaient pas non plus l'analyse et la justification exigées à l'article 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes.

4.2 Les Communautés européennes considèrent que les violations susmentionnées du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes ont annulé et compromis les avantages résultant pour elles de l'Accord sur l'OMC et demandent donc au Groupe spécial de recommander que les États-Unis rendent leurs mesures de sauvegarde conformes aux dispositions susmentionnées en les abrogeant.

B. JAPON

4.3 Le Japon demande au Groupe spécial:

a) de constater que les mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis à l'égard de certains produits en acier sont incompatibles avec l'Accord sur les sauvegardes et le GATT de 1994, y compris:

i) la prescription imposant de définir la branche de production nationale comme étant constituée des producteurs d'un produit similaire ou directement concurrent par rapport au produit importé, en particulier pour ce qui est des différents produits laminés plats, telle qu'elle est énoncée aux articles 2:1 et 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX:1 du GATT de 1994, et de prendre une telle décision d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable, comme l'exige l'article X:3 a) du GATT de 1994;

ii) la prescription imposant de constater qu'un accroissement des importations de produits étamés ou chromés et de produits tréfilés en aciers inoxydables a causé un dommage grave aux branches de production de ces produits spécifiques, ou d'identifier un rapport publié étayant de telles décisions, comme l'exigent les articles 2:1, 3:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes, et de prendre une telle décision d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable, comme l'exige l'article X:3 a) du GATT de 1994;

iii) la prescription voulant que les mesures soient imposées seulement s'il existe un accroissement des importations, telle qu'elle est énoncée aux articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX:1 du GATT de 1994;

iv) la prescription voulant qu'un accroissement des importations cause un dommage grave à une branche de production nationale d'un produit similaire ou directement concurrent et que ce dommage ne soit pas faussement imputé aux importations, telle qu'elle est énoncée aux articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX:1 du GATT de 1994;

v) la prescription voulant qu'il y ait un parallélisme entre les sources des importations visées par une détermination positive de l'existence d'un dommage et les sources à l'égard desquelles les mesures sont imposées, telle

qu'elle est énoncée à l'article 2:1 et 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX:1 du GATT de 1994;

vi) la prescription voulant que la mesure ne soit appliquée *que dans la mesure nécessaire*, comme l'exigent les articles 3:1 et 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIX:1 du GATT de 1994; et

vii) la prescription voulant que les mesures soient imposées à l'égard des importations *quelle qu'en soit la provenance*, telle qu'elle est énoncée à l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article I:1 du GATT de 1994.

b) de constater, conformément à l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, que du fait de la violation des dispositions précitées, les États-Unis ont annulé ou compromis les avantages résultant pour le Japon de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994;

c) de recommander que l'ORD demande au gouvernement des États-Unis de rendre les mesures de sauvegarde qu'il a prises à l'égard de certains produits en acier conformes à l'Accord sur l'OMC; et

d) de suggérer à l'ORD que, pour se mettre en conformité, les États-Unis abolissent la mesure.

C. CORÉE

4.4 La Corée considère que les États-Unis manquent à leurs obligations au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes à différents égards, à savoir:

a) Les États-Unis ne se sont pas conformés aux dispositions des articles 2:1 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes et de l'article XIX du GATT de 1994 pour ce qui est de la détermination des branches de production nationales de produits similaires ou directement concurrents.

b) Les États-Unis n'ont pas non plus satisfait aux obligations énoncées aux articles 2, 3 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX du GATT de 1994 pour ce qui est de l'enquête, des constatations et de la décision concernant l'accroissement des importations, le dommage grave, la menace de dommage grave et le lien de causalité. Les États-Unis ont en outre violé l'article X:3 a) pour ce qui est des produits étamés ou chromés.

c) Les États-Unis ont agi d'une manière contraire à l'article XIX:1 du GATT de 1994 pour ce qui est de l'obligation de démontrer que l'"évolution imprévue des circonstances" a entraîné l'accroissement des importations. À cet égard, non seulement les États-Unis n'ont pas effectué des analyses distinctes pour chaque produit considéré, mais encore les explications données n'étaient pas suffisantes pour qu'il soit satisfait à l'obligation en question.

d) Les États-Unis ont violé l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes et les articles I^{er}, XIII et XIX du GATT de 1994 en n'appliquant pas les mesures de sauvegarde à toutes les importations quelle qu'en soit la provenance et sur une base NPF.

e) La violation par les États-Unis de l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes et des articles I[er] et XIX du GATT de 1994 a été aggravée du fait de la violation de l'article X:3 du GATT de 1994 et de l'article 3 de l'Accord sur les sauvegardes. Pour exempter les importations en provenance du Canada et du Mexique, le Président des États-Unis a infirmé les constatations faites par l'USITC conformément à l'article 311 a) de la Loi sur la mise en œuvre de l'ALENA sans donner des explications suffisantes, voire sans donner d'explication du tout.

f) Les États-Unis ont violé l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes pris conjointement avec les articles 2:2 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes en ne satisfaisant pas à l'obligation de parallélisme entre l'enquête et les mesures.

g) Les États-Unis ont commis des violations au regard de l'article 3 de l'Accord sur les sauvegardes, pris conjointement avec les articles 2, 4 et 5 de l'Accord sur les sauvegardes, parce qu'ils n'ont pas ménagé une possibilité de participation suffisante aux parties intéressées, n'ont pas procédé à une enquête adéquate, n'ont pas communiqué les renseignements essentiels sur lesquels ils se sont fondés et n'ont pas exposé dans le rapport publié les constatations et les conclusions motivées sur tous les points de fait et de droit pertinents, y compris la justification de la mesure effectivement imposée et la justification de l'exclusion du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie.

h) Les mesures de sauvegarde allaient au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement, et sont donc contraires à l'article 5 de l'Accord sur les sauvegardes. Les mesures n'étaient pas limitées au dommage grave causé par un accroissement des importations.

i) Les mesures de sauvegarde sont aussi contraires à l'article 7:1 de l'Accord sur les sauvegardes parce que leur durée dépasse la période nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave.

j) Les États-Unis ont en outre violé diverses dispositions de procédure de l'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes en ne ménageant pas des "possibilités adéquates" de consultation au sujet de l'application des mesures de sauvegarde, en ne communiquant pas les renseignements pertinents et en ne présentant pas les notifications voulues.

k) Les États-Unis ont agi d'une manière contraire à l'article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes parce qu'un niveau de concessions substantiellement équivalent entre les Membres exportateurs et les États-Unis n'a pas été maintenu.

l) Les États-Unis ont violé l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes en n'excluant pas les pays en développement d'une manière non discriminatoire, entre autres choses.

4.5 En conséquence, la Corée demande que le Groupe spécial examine les mesures des États-Unis concernant les importations de certains produits en acier et constate que ces mesures sont incompatibles avec les dispositions de l'Accord sur l'OMC susmentionnées.

D. CHINE

4.6 La Chine demande au Groupe spécial:

a) de constater que les mesures de sauvegarde des États-Unis visant certains produits en acier, imposées par la Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002 intitulée "Faciliter un ajustement positif à la concurrence des importations de certains produits en acier" et expliquée dans un Mémorandum du 5 mars 2002 intitulé "Action du Président des États-Unis d'Amérique au titre de l'article 203 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur au sujet de certains produits en acier" (publié dans le Federal Register, volume 67, n° 45, du 7 mars 2002), sont incompatibles avec:

i) l'article XIX:1 du GATT de 1994, puisque la condition préalable que constitue l'"évolution imprévue des circonstances" n'était pas remplie;

ii) les articles 2:1, 4:2 a) et 4:2 b) lus conjointement avec l'article 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes, puisque, pour certains produits, il y avait une définition incorrecte du "produit importé considéré" et des branches de production nationales pertinentes de produits similaires ou directement concurrents par rapport à ceux qui étaient prétendument importés en quantités accrues;

iii) l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes, puisqu'il n'y avait pas d'accroissement des importations pour beaucoup de produits importés faisant l'objet de l'enquête;

iv) les articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, puisque, pour certains produits, l'USITC n'a pas donné d'explication adéquate et motivée à l'appui de ses constatations relatives à l'existence d'un dommage;

v) les articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, puisque l'accroissement des importations qui a pu se produire ne causait pas le dommage grave ni la menace de dommage grave qu'ont pu subir les branches de production nationales pertinentes, en particulier parce que les branches de production nationales pertinentes ne subissaient pas de dommage et parce que le dommage ou la menace de dommage causé par d'autres facteurs était imputé aux importations;

vi) l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes, puisque les mesures de sauvegarde ne sont pas appliquées que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave;

vii) les articles 2:1, 4:2 et 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes, puisqu'il y a une absence de parallélisme entre les produits pour lesquels un accroissement des importations a été constaté ou allégué et les produits pour lesquels les mesures de protection ont été imposées;

viii) l'article 5:2 de l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIII du GATT de 1994, puisque la détermination et la répartition du contingent tarifaire pour les brames étaient incorrectes et/ou discriminatoires;

ix) l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes, puisque les importations de certains produits en acier en provenance de la Chine, en tant que pays en développement, n'étaient pas exclues du champ d'application des mesures de sauvegarde;

x) l'article I:1 du GATT de 1994, puisque les mesures des États-Unis établissent une distinction entre les produits originaires de Chine et les produits originaires d'autres pays.

b) de constater, conformément à l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, que du fait de la violation des dispositions précitées, les États-Unis ont annulé ou compromis les avantages résultant pour la Chine de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994;

c) de recommander que l'ORD demande aux États-Unis de rendre les mesures de sauvegarde qu'ils ont prises à l'égard de certains produits en acier conformes à l'Accord sur l'OMC; et

d) de suggérer à l'ORD que, pour se mettre en conformité, les États-Unis abolissent la mesure.

E. SUISSE

4.7 La Suisse demande au Groupe spécial:

a) de constater que les mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis à l'égard de certains produits en acier sont incompatibles avec l'Accord sur les sauvegardes et le GATT de 1994, y compris ce qui suit:

i) la condition préalable que constitue l'"évolution imprévue des circonstances", énoncée à l'article XIX:1 du GATT de 1994, n'était pas remplie;

ii) la prescription imposant de définir la branche de production nationale comme étant constituée des producteurs d'un produit similaire ou directement concurrent par rapport au produit importé, en particulier pour ce qui est des produits tubulaires soudés (autres que les OCTG), telle qu'elle est énoncée aux articles 2:1 et 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX:1 du GATT de 1994;

iii) la prescription imposant de constater qu'un accroissement des importations de produits tubulaires soudés (autres que les OCTG) a causé un dommage grave aux branches de production de ces produits spécifiques, comme l'exigent les articles 2:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes;

iv) la prescription voulant qu'un accroissement des importations cause un dommage grave à une branche de production nationale d'un produit similaire ou directement concurrent et que ce dommage ne soit pas faussement imputé aux importations, telle qu'elle est énoncée aux articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX:1 du GATT de 1994;

v) la prescription voulant qu'il y ait un parallélisme entre les sources des importations visées par une détermination positive de l'existence d'un dommage et les sources à l'égard desquelles les mesures sont imposées, telle qu'elle est énoncée à l'article 2:1 et 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX:1 du GATT de 1994;

vi) la prescription voulant que la mesure ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire, comme l'exigent l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIX:1 du GATT de 1994; et

b) de constater, conformément à l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, que du fait de la violation des dispositions précitées, les États-Unis ont annulé ou compromis les avantages résultant pour la Suisse de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994;

c) de recommander que l'ORD demande au gouvernement des États-Unis de rendre les mesures de sauvegarde qu'il a prises à l'égard de certains produits en acier conformes à l'Accord sur l'OMC; et

d) de suggérer à l'ORD que, pour se mettre en conformité, les États-Unis abolissent rapidement la mesure.

F. NORVÈGE

4.8 La Norvège demande au Groupe spécial de constater ce qui suit:

a) En ne démontrant pas l'existence d'une "évolution imprévue des circonstances", les États-Unis ont violé l'article XIX:1 du GATT de 1994.

b) De plus, l'absence de justification et de démonstration, dans le rapport des autorités compétentes, d'une "évolution imprévue des circonstances" entraîne également une violation de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

c) Étant donné que l'USITC n'a tenu compte de la question de l'évolution imprévue des circonstances que tardivement en février 2002, les tierces parties ne se sont pas vu ménager la possibilité de "présenter des éléments de preuve et leurs vues" sur la question de l'évolution imprévue des circonstances. Les États-Unis ont donc commis une violation distincte de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

d) En n'identifiant pas chaque produit spécifique qui était importé, en n'identifiant pas correctement le "produit similaire" et en ne définissant pas convenablement la branche de production nationale de ce produit similaire, les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les obligations qui résultent pour eux des articles 2:1 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes et de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994.

e) Tous les tableaux informatifs se rapportant à la branche de production nationale du produit similaire, y compris leurs titres ayant été exclus, il n'y a aucun moyen de vérifier comment les déterminations ont été faites en ce qui concerne la branche de production nationale, de sorte qu'il est impossible d'enquêter sur une faute possible des États-Unis. Pour cette raison, il s'agit également d'une violation de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

f) Les États-Unis ont manqué à leurs obligations au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes en prenant des mesures de sauvegarde à l'égard des produits étamés ou chromés sans dûment déterminer l'existence d'un accroissement brutal, soudain, récent et important.

g) Les États-Unis ont également manqué à leurs obligations au titre de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes parce que l'USITC n'a pas fourni d'explications adéquates et motivées de la façon dont les données de fait dont elle disposait appuyaient la détermination de l'existence d'un accroissement récent, soudain, brutal et important des importations.

h) Les États-Unis n'ont pas démonté d'une manière motivée et adéquate l'existence d'un lien de causalité entre le dommage grave allégué et l'accroissement des importations. Ils ont donc agi d'une manière incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, ainsi qu'avec les articles 3:1 et 4:2 c), puisqu'il n'existe ni rapports publiés exposant de manière adéquate les constatations et les conclusions motivées sur tous les points de fait pertinents, ni justification du caractère pertinent des facteurs examinés.

i) Les constatations et les conclusions du Président sur les produits étamés ou chromés, en particulier en ce qui concerne le traitement du "partage égal des voix" allégué, n'étant pas étayées par le rapport de l'USITC ni aucun autre rapport publié, elles violent également les articles 3:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes.

j) Les États-Unis ont enfreint le principe du parallélisme inhérent aux articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes en n'établissant pas explicitement que les seules importations en provenance de pays autres qu'Israël, la Jordanie, le Canada et le Mexique remplissaient les conditions énoncées aux articles 2:1 et 4 pour l'imposition d'une mesure de sauvegarde.

k) Les mesures des États-Unis vont au-delà de la "mesure nécessaire" pour prévenir ou réparer un dommage grave, comme l'exige l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes, et violent aussi les articles 3:1 et 7:1 dudit accord.

l) En n'utilisant pas les données disponibles les plus récentes sur les importations au moment où la mesure de sauvegarde a pris effet pour déterminer les pays en développement qui devraient être exclus des mesures, les États-Unis ont violé l'article 9:1 de l'Accord sur les mesures de sauvegarde et donc aussi l'article I:1 du GATT de 1994.

4.9 La Norvège estime que le Groupe spécial devrait constater que les États-Unis ont violé leurs engagements dans le cadre de l'OMC s'agissant de tous les points mentionnés ci-dessus et, par conséquent, conclure que les mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis à l'égard de certains produits en acier sont incompatibles avec l'Accord sur les sauvegardes et le GATT de 1994.

4.10 Par conséquent, le Groupe spécial devrait suggérer à l'ORD de demander aux États-Unis de rendre leur mesure conforme aux obligations qui résultent pour eux de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994.

4.11 Par ailleurs, la Norvège suggère que le Groupe spécial exerce le pouvoir qui lui est conféré par l'article 19:1 du Mémorandum d'accord et suggère la façon appropriée dont les États-Unis peuvent satisfaire à leurs obligations. En l'espèce, étant donné les violations flagrantes commises à toutes les étapes de l'enquête en matière de sauvegardes, la Norvège estime que le Groupe spécial devrait suggérer le retrait immédiat de la mesure.

G. NOUVELLE-ZÉLANDE

4.12 La Nouvelle-Zélande demande au Groupe spécial de constater ce qui suit:

a) Les États-Unis n'ont pas démontré l'existence d'une "évolution imprévue des circonstances", comme l'exige l'article XIX:1 a) du GATT de 1994.

b) Les États-Unis n'ont pas défini la "branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents" en conformité avec les dispositions des articles 2:1 et 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes.

c) Les États-Unis n'ont pas respecté la prescription de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes selon laquelle il doit y avoir un accroissement des importations avant qu'une mesure de sauvegarde ne soit imposée.

d) Les États-Unis n'ont pas démontré l'existence d'un "dommage grave" subi par la branche de production nationale, comme l'exigent les articles 2:1 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes.

e) Les États-Unis n'ont pas démontré l'existence du lien de causalité entre l'accroissement allégué des importations et le dommage grave ou la menace de dommage grave allégué, comme l'exigent les articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes. Par ailleurs, les États-Unis ont imputé aux importations un dommage causé par d'autres facteurs, ce qui est contraire à l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.

f) Les États-Unis n'ont pas assuré de parallélisme entre les produits pour lesquels un accroissement des importations au sens de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes a été constaté ou allégué et les produits à l'égard desquels les mesures de sauvegarde ont été imposées, ce qui est contraire aux principes inhérents aux articles 2:1, 2:2, 4:2 et 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

g) Les États-Unis n'ont pas appliqué leurs mesures de sauvegarde que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave, comme l'exige l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

h) Les États-Unis n'ont pas fourni de constatations ni de conclusions motivées sur tous les points de fait et de droit pertinents, comme l'exige l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

4.13 Par conséquent, la Nouvelle-Zélande demande au Groupe spécial de recommander à l'ORD que les États-Unis rendent leur traitement des importations de produits en acier conforme à leurs obligations au titre de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994.

H. BRÉSIL

4.14 Le Brésil demande au Groupe spécial de constater ce qui suit:

a) La détermination d'un seul produit laminé plat en acier au carbone "similaire" et d'une seule branche de production nationale de ce produit "similaire" est contraire aux obligations qui résultent pour les États-Unis des articles 2:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes.

b) L'imposition de mesures de sauvegarde par les États-Unis à l'égard des produits laminés plats en acier au carbone était incompatible avec la prescription voulant qu'un accroissement des importations soit une condition préalable à l'imposition de telles mesures, conformément aux articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX:1 a) du GATT de 1994.

c) Les États-Unis n'ont pas établi l'existence du lien de causalité requis entre les importations et le dommage subi par la branche de production nationale du pays importateur, comme l'exige l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.

d) Les États-Unis n'ont encore une fois pas fait de distinction entre le dommage causé par les importations et le dommage causé par d'autres facteurs, comme l'exige l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, et n'ont pas tenu compte des constatations spécifiques faites sur cette question dans le cadre de trois procédures antérieures de groupe spécial et de l'Organe d'appel.

e) Les États-Unis n'ont encore une fois pas respecté la prescription en matière de parallélisme prévue aux articles 2:1 et 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes et n'ont pas tenu compte des constatations antérieures spécifiques faites par des groupes spéciaux et l'Organe d'appel sur cette question.

f) Les mesures des États-Unis, même si elles étaient justifiées, étaient plus restrictives qu'il n'était nécessaire pour remédier au dommage causé par l'accroissement des importations, ce qui était contraire aux prescriptions figurant aux articles 3:1 et 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

g) Les États-Unis ont imposé des mesures de sauvegarde à l'égard des produits étamés ou chromés sans constatation de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité, comme l'exige l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes.

h) L'imposition de mesures de sauvegarde à l'égard des produits étamés ou chromés était également incompatible avec les prescriptions relatives à l'accroissement des importations figurant aux articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX:1 a) du GATT de 1994, et avec la prescription imposant d'établir l'existence d'un lien de causalité entre les importations et le dommage, prévue à l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, et de faire une distinction entre le dommage causé par les importations et le dommage causé par d'autres facteurs.

4.15 Le Brésil demande en outre au Groupe spécial de recommander:

a) Que les États-Unis rendent leurs lois et leurs pratiques concernant l'accroissement des importations et le lien de causalité conformes aux constatations du présent groupe spécial, de précédents groupes spéciaux et de l'Organe d'appel.

b) Que les États-Unis abolissent immédiatement les mesures de sauvegarde applicables aux produits laminés plats en acier au carbone et aux produits étamés ou chromés.

c) Que les États-Unis rendent immédiatement leurs lois et leurs pratiques concernant le traitement accordé aux pays de l'ALENA conformes aux prescriptions en matière de parallélisme jugées applicables par le présent groupe spécial, de précédents groupes spéciaux et l'Organe d'appel.

d) Que le Groupe spécial précise à l'ORD la mesure dans laquelle les incompatibilités entre les actions des États-Unis et les obligations de ceux-ci dans le cadre de l'OMC sont des incompatibilités qui ont été traitées dans un ou plusieurs rapports antérieurs de groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel, et qu'il précise à l'ORD la mesure dans laquelle les actions des États-Unis étaient de façon flagrante et évidente incompatibles avec les obligations contractées par les États-Unis compte tenu du texte des accords pertinents et des constatations antérieures de l'Organe d'appel.

V. RÉUNION D'ORGANISATION – DEMANDE DE DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES

5.1 Le 29 juillet 2002, conformément à l'article 12:3 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial a rencontré les parties pour établir le calendrier des travaux et examiner d'autres questions d'organisation relatives à ses travaux.

5.2 Au cours de cette réunion, les parties ont soulevé une série d'objections et fait des observations sur le projet de calendrier qui avait été proposé et sur les règles de procédure que le Groupe spécial avait envoyées aux parties avant la réunion.

5.3 Le 31 juillet 2002, le Groupe spécial a envoyé à toutes les parties une lettre contenant une série de décisions préliminaires sur des questions d'organisation qui sont exposées ci-après:

> "Après la réunion d'organisation que le Groupe spécial a tenue avec les parties le 29 juillet 2002 et après un examen attentif des arguments présentés par les parties au sujet de différents aspects du calendrier et des procédures de travail proposés, nous souhaitons informer les parties de ce qui suit:
>
> Calendrier
>
> Le Groupe spécial fait observer tout d'abord que la présente affaire imposera sans doute une lourde charge aux parties compte tenu des obligations qui leur sont imposées de présenter des communications comme il est indiqué dans le calendrier des travaux, dont on trouvera une copie ci-joint. Ainsi qu'il est indiqué à la fin du calendrier, le Groupe spécial tient à préciser que ce calendrier pourra être modifié au cours de ses travaux. Il tient aussi à assurer aux parties qu'il mettra tout en œuvre, dans des limites raisonnables, pour tenir compte de leurs préoccupations et de leurs demandes en ce qui concerne les délais fixés dans le calendrier. Certaines des

demandes qui ont été faites par les parties à cet égard sont déjà prises en compte dans le calendrier ci-joint.

Procédures de travail

En ce qui concerne la demande des États-Unis voulant que des versions non confidentielles des communications écrites soient établies dans un délai de 14 jours après le dépôt des communications écrites, le Groupe spécial fait observer que l'article 18:2 du Mémorandum d'accord, sur lequel est fondé le paragraphe 3 des Procédures de travail, n'impose aucun délai en ce qui concerne la production de résumés non confidentiels. Il rappelle que, bien que la production d'un résumé non confidentiel soit obligatoire si un Membre de l'OMC le demande, il est également d'usage à l'OMC que les groupes spéciaux laissent aux parties le soin de s'entendre sur la date de production de ces résumés, pour autant qu'un délai doive s'appliquer. Par conséquent, le Groupe spécial prie instamment les parties de s'entendre le plus rapidement possible sur les délais de production de ces résumés non confidentiels afin de faire en sorte que les renseignements appropriés se rapportant au présent différend soient communiqués au public.

En ce qui concerne la prescription énoncée au paragraphe 5 des Procédures de travail qui impose de présenter des résumés analytiques, compte tenu de discussions avec les parties, le Groupe spécial a décidé d'autoriser les États-Unis à présenter des résumés analytiques ne dépassant pas 30 pages. Les 15 premières pages devraient porter sur les allégations communes formulées par les plaignants. Dans les 15 dernières pages, les États-Unis pourraient traiter des allégations spécifiques formulées individuellement par un ou plusieurs plaignants, mais qui ne sont pas communes à tous les plaignants.

Les États-Unis ont également demandé que l'expression "communications présentées à titre de réfutation" employée au paragraphe 11 des Procédures de travail soit remplacée par le terme "réfutations". À l'appui de cette proposition, les États-Unis font valoir que le terme "communication" s'entend habituellement des communications écrites. Par conséquent, la mention des "communications présentées à titre de réfutation" au paragraphe 11 limiterait l'application de la restriction formulée dans ce paragraphe aux réfutations qui ont été faites par écrit et ne viserait pas les réfutations faites oralement. Les plaignants font valoir en réponse que la modification proposée permettrait, par exemple, de présenter oralement de nouveaux arguments et éléments de preuve à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial.

Nous rappelons les observations faites par l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*[121] sur ce que les parties peuvent faire valoir et présenter en vue de la deuxième réunion de fond et pendant celle-ci:

> Il est vrai [que les Procédures de travail] "n'interdisent pas" la présentation d'éléments de preuve additionnels après la première réunion de fond d'un groupe spécial avec les parties. Mais il est vrai aussi qu'elles prévoient deux étapes distinctes dans une procédure de groupe spécial. … D'après les Procédures de travail figurant à l'Appendice 3, la partie plaignante devrait, pendant la première étape,

[121] WT/DS56/AB/R, paragraphe 79.

> exposer ses principaux arguments, y compris donner une description détaillée des faits de la cause, preuves à l'appui. La deuxième étape est conçue d'une manière générale pour permettre à chaque partie de "réfuter" les arguments et les éléments de preuve présentés par les autres parties.

Nous avons donc rédigé le paragraphe 11 de manière à garantir la régularité de la procédure et à faire en sorte que de nouveaux éléments de preuve ne soient pas présentés tardivement au cours de la procédure du Groupe spécial, tout en faisant en sorte que toutes les parties et le Groupe spécial soient pleinement informés de tous les éléments de preuve pertinents.

En ce qui concerne le moment auquel les communications doivent être déposées auprès du Greffier pour le règlement des différends de l'OMC, comme le prévoit le paragraphe 17 b) des Procédures de travail, le Groupe spécial a décidé d'exiger des parties qu'elles déposent leurs communications écrites auprès du Greffier avant 17h.30 aux dates limites fixées par le Groupe spécial, sauf si la date limite tombe un vendredi, auquel cas les communications devraient être déposées avant 17 heures. Dans les cas exceptionnels où il ne serait pas possible de respecter ces délais, les parties peuvent convenir d'un autre arrangement avec la secrétaire du Groupe spécial (Mme Dariel De Sousa).

Le Groupe spécial mènera donc ses travaux conformément aux procédures de travail et au calendrier ci-joints. Enfin, il tient à rappeler aux parties que la présente communication, qui fait partie de la procédure du Groupe spécial, est confidentielle."

VI. PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

6.1 Les procédures de travail adoptées par le Groupe spécial pour le règlement des présents différends sont exposées ci-après:

> "1. Pour mener ses travaux, le Groupe spécial suivra les dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord. En outre, les procédures de travail ci-après seront d'application.
>
> 2. Le Groupe spécial se réunira en séance privée. Les parties au différend, et les tierces parties intéressées, n'assisteront aux réunions que lorsque le Groupe spécial les y invitera.
>
> 3. Les délibérations du Groupe spécial et les documents qui lui auront été soumis resteront confidentiels. Aucune disposition du Mémorandum d'accord n'empêchera une partie à un différend de communiquer au public ses propres positions. Les Membres traiteront comme confidentiels les renseignements qui auront été communiqués par un autre Membre au Groupe spécial et que ce Membre aura désignés comme tels. Dans les cas où une partie à un différend communiquera au Groupe spécial une version confidentielle de ses communications écrites, elle fournira aussi, si un Membre le demande, un résumé non confidentiel des renseignements contenus dans ses communications qui peuvent être rendus publics.

4. Avant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, les parties au différend feront remettre au Groupe spécial des communications écrites dans lesquelles elles présenteront les faits de la cause et leurs arguments respectifs. Les tierces parties pourront faire remettre au Groupe spécial des communications écrites après la présentation des premières communications écrites des parties.

5. Dans les sept jours suivant la date de dépôt d'une communication, chacune des parties et des tierces parties sera invitée à remettre au Groupe spécial un résumé analytique de sa communication. Ces résumés analytiques serviront exclusivement à aider le Groupe spécial à rédiger avec concision la section de son rapport aux Membres consacrée aux éléments factuels et aux arguments. Ils ne serviront en aucune façon à remplacer les communications des parties dans l'examen de l'affaire par le Groupe spécial. Le résumé analytique à fournir par chaque partie ne devrait pas dépasser 15 pages et résumera le contenu des communications écrites. Pour ce qui est de résumés analytiques à fournir par les États-Unis, ils pourront comporter 15 pages supplémentaires afin de traiter des questions soulevées dans les communications d'une ou de plusieurs des autres parties qui sont spécifiques à ces parties et qui ne sont pas communes aux autres parties. Le résumé à fournir par chaque tierce partie résumera ses communications écrites, selon qu'ils conviendra, et ne devrait pas dépasser 5 pages.

6. À sa première réunion de fond avec les parties, le Groupe spécial demandera aux parties plaignantes de présenter leurs dossiers, puis, pendant la même séance, les États-Unis seront invités à exposer leurs vues. Les parties se verront ensuite ménager la possibilité de faire des déclarations finales. Les parties plaignantes présenteront leurs déclarations les premières.

7. Toutes les tierces parties qui auront informé l'Organe de règlement des différends de leur intérêt dans l'affaire seront invitées par écrit à présenter leurs vues au cours d'une séance de la première réunion de fond du Groupe spécial réservée à cette fin. Toutes ces tierces parties pourront être présentes pendant toute cette séance.

8. Les réfutations formelles seront présentées lors d'une deuxième réunion de fond du Groupe spécial. Les États-Unis auront le droit de prendre la parole avant les parties plaignantes. Les parties présenteront des réfutations écrites et des résumés analytiques au Groupe spécial avant cette réunion.

9. Le Groupe spécial pourra à tout moment poser des questions aux parties et aux tierces parties, et leur demander de donner des explications, soit lors d'une réunion, soit par écrit. Les réponses aux questions seront communiquées par écrit au plus tard à la date ou aux dates fixées par le Groupe spécial. Les réponses aux questions posées après la première réunion seront communiquées par écrit, à une date que déterminera le Groupe spécial.

10. Une partie présentera une demande de décision préliminaire au plus tard au moment où elle présentera sa première communication au Groupe spécial. Si les parties plaignantes demandent une telle décision, les États-Unis présenteront leur réponse à la demande dans leur première communication. Si les États-Unis demandent une telle décision, les parties plaignantes présenteront leurs réponses à la demande avant la première réunion de fond du Groupe spécial, à un moment qui sera

déterminé par le Groupe spécial compte tenu de cette demande. Des exceptions à cette procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables.

11. Les parties présenteront tous les éléments de preuve factuels au Groupe spécial au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve nécessaires aux fins des communications présentées à titre de réfutation ou des réponses aux questions, ou encore sur exposé de raisons valables. Dans tous les cas, l'autre partie ou les autres parties se verront accorder un délai pour faire des observations, selon qu'il conviendra.

12. Les parties au différend ont le droit de déterminer la composition de leurs propres délégations. Les parties seront responsables de tous les membres de leur délégation et veilleront à ce que tous les membres de la délégation se conforment aux règles du Mémorandum d'accord et aux procédures de travail du Groupe spécial, particulièrement en ce qui concerne la confidentialité des travaux.

13. Les parties au différend, ainsi que toute tierce partie invitée à exposer ses vues, mettront à la disposition du Groupe spécial et des parties au différend une version écrite de leurs déclarations orales, de préférence à la fin de la réunion, et en tout état de cause pas plus tard que le lendemain de la réunion. Les parties et les tierces parties sont encouragées à fournir au Groupe spécial et aux autres participants à la réunion une version écrite provisoire de leurs déclarations orales au moment où la déclaration orale est présentée.

14. Afin de garantir une totale transparence, les parties seront présentes lors des exposés, réfutations et déclarations. De plus, les communications écrites de chaque partie, y compris les réponses aux questions posées par le Groupe spécial, seront mises à la disposition de l'autre partie ou des autres parties.

15. Pour faciliter la tenue du dossier du différend et pour assurer la plus grande clarté possible des communications, en particulier des références aux pièces présentées par les parties, celles-ci numéroteront leurs pièces par ordre chronologique tout au long du différend. Par exemple, les pièces présentées par les États-Unis pourraient être numérotées pièce n° 1 des États-Unis, pièce n° 2 des États-Unis et ainsi de suite. Si la dernière pièce se rapportant à la première communication était numérotée pièce n° 5 des États-Unis, la première pièce relative à la communication suivante serait donc numérotée pièce n° 6 des États-Unis.

16. Après la remise du rapport intérimaire, les parties auront une semaine pour demander par écrit le réexamen d'aspects précis du rapport intérimaire, à moins que le Groupe spécial n'en décide autrement à la deuxième réunion de fond avec les parties, et/ou pour demander la tenue d'une nouvelle réunion avec le Groupe spécial. Le droit de demander la tenue d'une telle réunion doit être exercé à ce moment au plus tard. Après la réception de toutes demandes écrites de réexamen, si aucune nouvelle réunion avec le Groupe spécial n'est demandée, les parties auront la possibilité, dans un délai de deux semaines, de présenter des observations écrites sur les demandes écrites de réexamen de l'autre partie. Ces observations viseront uniquement à répondre à la demande écrite de réexamen de l'autre partie ou des autres parties.

17. Les procédures suivantes s'appliqueront pour la signification des documents:

a) Chaque partie signifiera ses communications directement à l'autre partie. De plus, chaque partie signifiera sa première communication écrite aux tierces parties. Chaque tierce partie signifiera ses communications aux parties et aux autres tierces parties. Les parties et les tierces parties confirmeront, au moment de la présentation d'une communication au Groupe spécial, que des copies ont été signifiées ainsi qu'il est prescrit.

b) Les parties et les tierces parties feront parvenir leurs communications écrites au Greffier pour le règlement des différends avant 17h.30 aux dates limites fixées par le Groupe spécial et avant 17 heures si la date limite tombe un vendredi. S'il est impossible, en raison de circonstances exceptionnelles, de remettre des communications au Greffier aux moments prescrits, les parties devraient convenir d'autres dispositions avec la secrétaire du Groupe spécial, Mme Dariel De Sousa. Les parties et les tierces parties remettront au Groupe spécial dix copies papier de leurs communications écrites. Toutes ces copies devront être déposées auprès du Greffier pour le règlement des différends, M. Ferdinand Ferranco (bureau 3154).

c) Dix copies de toutes les communications (orales et écrites), des pièces et autres documents se rapportant au présent différend devront être remises au Groupe spécial par l'intermédiaire du Secrétariat de l'OMC lorsque les originaux seront déposés auprès du Secrétariat.

d) Au moment où elle remettront les copies papier de leurs communications, les parties et les tierces parties fourniront également au Groupe spécial une copie électronique des communications sur une disquette ou en tant que pièce jointe d'un courriel, dans un format compatible avec les logiciels du Secrétariat (envoi par courriel au Greffier pour le règlement des différends à l'adresse DSregistry@wto.org avec copie à la secrétaire du Groupe spécial, Dariel De Sousa, à l'adresse dariel.desousa@wto.org)."

VII. ARGUMENT DES PARTIES

7.1 Les sections suivantes résument les arguments présentés par les Communautés européennes, le Japon, la Corée, la Chine, la Suisse, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Brésil et les États-Unis. Ces parties ont toutes présenté leurs arguments de différentes façons. Afin d'éviter la répétition et de faciliter le travail du Groupe spécial, les plaignants, aux première et deuxième réunions de fond, se sont partagé l'exposé oral des différends aspects de la cause en l'espèce. Par conséquent, certains arguments sont attribués aux plaignants en général, tandis que le détail des arguments propres à chacun d'eux est exposé dans leurs communications et leurs réponses aux questions. En outre, l'énumération des plaignants auxquels d'autres arguments sont attribués n'est pas forcément exhaustive.

A. SITUATION DE L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE DES ÉTATS-UNIS

1. Évaluation par les plaignants de l'industrie sidérurgique nationale des États-Unis

a) Principales caractéristiques de l'industrie sidérurgique des États-Unis

7.2 Le Brésil fait valoir que l'industrie sidérurgique des États-Unis se caractérise par des contradictions et des contrastes au chapitre de la performance et des perspectives. Le Brésil fait observer qu'en l'an 2000, il y avait aux États-Unis 78 producteurs d'acier dotés d'une capacité de production d'acier brut, de même qu'un nombre moins élevé d'entreprises de transformation de l'acier n'ayant aucune capacité de production d'acier brut qui leur soit propre.[122] Le Japon, la Nouvelle-Zélande et le Brésil font observer que, cette année-là, l'industrie des États-Unis a produit 112 millions de tonnes d'acier brut, soit le volume le plus élevé de l'industrie au cours des dix années précédentes et une hausse de 27 pour cent par rapport à 1991.[123] Le Japon et le Brésil font en outre observer qu'un fléchissement de 9 pour cent de la capacité entre 1991 et 1994 a été complètement effacé par la mise en service entre 1994 et 2000 d'une nouvelle capacité de production de plus de 20 millions de tonnes, qui représentait une augmentation de plus de 18 pour cent.[124] Le Japon et la Nouvelle-Zélande font observer que cette augmentation a fait des États-Unis le troisième pays producteur d'acier en importance au monde.[125] Le Brésil ajoute que les importations de CPLPAC, incluant les brames, les produits laminés à chaud et à froid et les produits revêtus, secteur dans lequel la capacité de l'industrie américaine avait fait l'objet des investissements les plus considérables, ont atteint un sommet en 1998 puis chuté en 1999 et 2000.[126]

7.3 Le Brésil fait valoir que, malgré tout, la performance de l'industrie sidérurgique des États-Unis a connu un recul, même avec le retrait des importations[127], laissant apparaître une industrie faible, fragmentée et aux prises avec une importante capacité inefficace et/ou vétuste bien supérieure à la demande. Fait plus important encore, un examen plus attentif des données de l'industrie montre une industrie divisée en deux segments primaires et près de la fin d'un virage majeur au chapitre des techniques de production et de l'emprise sur le marché. La meilleure façon de définir ces deux segments de l'industrie, qui sont le segment intégré et le segment des mini-aciéries, consiste à le faire en fonction de leurs processus de production et de leurs intrants.[128] Les plaignants expliquent que les aciéries intégrées – qui étaient au nombre de 13 en l'an 2000 – procèdent à la fusion du minerai de fer dans un haut fourneau chauffé avec du coke pour produire du fer fondu qui est ensuite versé dans un four Martin ou un convertisseur à oxygène. Le métal chaud est transformé en acier lorsque de l'oxygène est soufflé dans le bain métallique. Les mini-aciéries – qui étaient au nombre de 65 en l'an 2000 – produisent de l'acier fondu en faisant fondre de la ferraille ou des substituts de ferraille (par exemple, du fer de réduction directe, du fer briqueté à chaud et du carbure de fer) dans un four électrique à arc, sautant ainsi l'étape initiale de la fusion.[129]

---

[122] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 57.

[123] Première communication écrite du Japon, paragraphe 54; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.17; première communication écrite du Brésil, paragraphe 57.

[124] Première communication écrite du Japon, paragraphe 54; première communication écrite du Brésil, paragraphe 57.

[125] Première communication écrite du Japon, paragraphe 54; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.17, citant le rapport de l'USITC, volume II, OVERVIEW, page 25.

[126] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 57.

[127] Rapport de l'USITC, volume II, OVERVIEW, page 25 (pièce n° 6 des coplaignants), FLAT, pages 16 à 21 (pièce n° 6 des coplaignants).

[128] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 58 et 59.

[129] Rapport de l'USITC, volume II, OVERVIEW, pages 7 et 8, 9 et 10 (pièce n° 6 des coplaignants).

b) Historique de l'industrie sidérurgique des États-Unis

7.4 Selon les Communautés européennes, pour bien comprendre la situation actuelle des aciéries intégrées des États-Unis, il faut revenir à la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale.[130]

7.5 Les Communautés européennes font observer que l'industrie sidérurgique des États-Unis était l'une des rares industries sidérurgiques de taille restées intactes après la Seconde Guerre mondiale, sinon la seule. Pendant le boom de la construction de l'après-guerre, la demande d'acier a monté en flèche et l'industrie a augmenté sa capacité de production. Au lieu de se tourner vers la technologie des convertisseurs à oxygène, l'industrie sidérurgique des États-Unis s'est contentée de développer ses fours Martin relativement moins efficaces, qui fonctionnaient depuis la fin du XIX^{e} siècle. Entre le milieu et la fin des années 50, les relations de travail dans le secteur sidérurgique se sont détériorées. Pendant cette période, les syndicats de métallurgistes menaçaient de faire la grève si d'importantes augmentations de salaire n'étaient pas consenties. En 1959, il y a finalement eu une grève de 116 jours pendant laquelle toutes les aciéries des États-Unis ont cessé leurs activités, et qui a donné lieu à des augmentations de salaire plus élevées que l'inflation pendant toutes les années 60.[131]

7.6 Les Communautés européennes font observer que les années 60 ont également été caractérisées par la réapparition d'autres pays en tant que grands exportateurs. Des sociétés japonaises et européennes, dotées de la plus récente technologie des convertisseurs à oxygène, ont commencé à exporter vers les États-Unis, profitant de leur technologie de pointe pour offrir de meilleurs prix.[132]

7.7 Selon les Communautés européennes, la réponse des aciéries intégrées des États-Unis a été immédiate et bien organisée: la protection contre les importations. Menaçant d'imposer des restrictions quantitatives, le gouvernement des États-Unis a négocié des accords d'autolimitation avec les grands exportateurs vers le marché des États-Unis.[133] Ces accords ont pris effet en 1969 et sont restés en vigueur jusqu'en 1974.[134] La Corée fait en outre observer que les États-Unis ont de tout temps protégé leur marché au moyen d'un éventail de mécanismes, dont une multitude d'ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs visant divers produits en acier en provenance de nombreux pays.[135] Les Communautés européennes font observer qu'une tendance était née. Au lieu d'innover et d'être concurrentielle (ce qui était plus difficile à cause de relations de travail tendues), l'industrie sidérurgique des États-Unis a cherché à se protéger contre les importations.[136]

7.8 La Corée fait valoir qu'en l'an 2000, 138 ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs ou accords de suspension étaient en vigueur à l'encontre de différents produits en acier provenant de différents pays.[137] Les produits finis en acier visés par des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs, par des mesures de sauvegarde ou par des

[130] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 33.
[131] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 33.
[132] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 34.
[133] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 35.
[134] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 35.
[135] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 9.
[136] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 35.
[137] Rapport de l'USITC, volume II, tableau OVERVIEW-1, OVERVIEW, pages 3 à 6 (pièce n° 6 des coplaignants).

enquêtes en cours aux États-Unis en l'an 2000 représentaient 39 pour cent de toutes les importations de produits finis en acier en provenance de tous les pays.[138]

c) Évolution de l'industrie sidérurgique des États-Unis

7.9 Selon les Communautés européennes, dans les années 70 et 80, les aciéries intégrées pouvaient trouver rassurant le fait de savoir que la technologie confinait les mini-aciéries au segment du marché constitué des produits bas de gamme.[139] Les premières mini-aciéries ont commencé à fabriquer les types de produits longs les moins perfectionnés (comme les barres d'armature) dans les années 60. Dans les années 70, les mini-aciéries ont diversifié leur production en se tournant vers des produits longs plus perfectionnés (le fil machine et les profilés de charpente) et en sont venues à dominer le marché des produits longs dans les années 90. Les Communautés européennes font observer que l'USITC avait constaté que la part des mini-aciéries dans la production d'acier brut des États-Unis avait augmenté considérablement pendant les années 90.[140] [141]

7.10 Par ailleurs, les Communautés européennes font observer que grâce aux avancées technologiques, les mini-aciéries peuvent maintenant fabriquer des produits laminés à froid, des tôles et des produits revêtus de qualité supérieure, en concurrence directe avec les aciéries intégrées.[142] En 1998, les mini-aciéries nationales avaient une capacité de production totale de 49 millions de tonnes, incluant une capacité de 2 millions de tonnes de produits en acier laminés à froid, une nouvelle capacité de 17 millions de tonnes de produits en acier laminés à chaud et une nouvelle capacité de 4 millions de tonnes de tôles.[143] Cette capacité est entrée en service juste au moment où le prix de la ferraille (la principale matière première pour les mini-aciéries) chutait de 40 pour cent après la crise financière asiatique.[144] [145]

7.11 Dans le même ordre d'idées, le Brésil fait observer qu'au cours de la dernière décennie, l'industrie des États-Unis a été témoin de fortes augmentations de plus de 50 pour cent du volume d'acier brut produit par les mini-aciéries. Entre-temps, le volume d'acier brut produit par les aciéries intégrées est demeuré relativement constant sur la même période.[146] Le Brésil fait valoir que, selon les données rapportées par l'USITC, les mini-aciéries étaient intervenues pour 47 pour cent de toute la production d'acier brut en l'an 2000, comparativement à 38,4 pour cent en 1991. Les augmentations de la production d'acier brut des États-Unis étaient proportionnelles aux accroissements de la part des mini-aciéries des États-Unis dans cette production. Le Japon et le Brésil se réfèrent aux figures suivantes[147]:

---

[138] Mémoire-cadre conjoint avant audition des sociétés interrogées, Enquête n° TA-201-73 (11 septembre 2001) ("Mémoire-cadre conjoint des sociétés interrogées"), pièce n° 3 (pièce n° 50 des coplaignants).

[139] Tornell, "Rational Atrophy: the United States steel industry", page 14, pièce n° 61 des coplaignants.

[140] Rapport de l'USITC, volume II, OVERVIEW, page 26, figure OVERVIEW-9. Les données exactes n'ont pas été communiquées, de sorte que les chiffres utilisés sont des estimations fondées sur le tableau de l'USITC.

[141] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 37.

[142] Rapport de l'USITC, volume I, page 50.

[143] Barringer, "Paying the Price for Big Steel", page 252, pièce n° 61 des coplaignants.

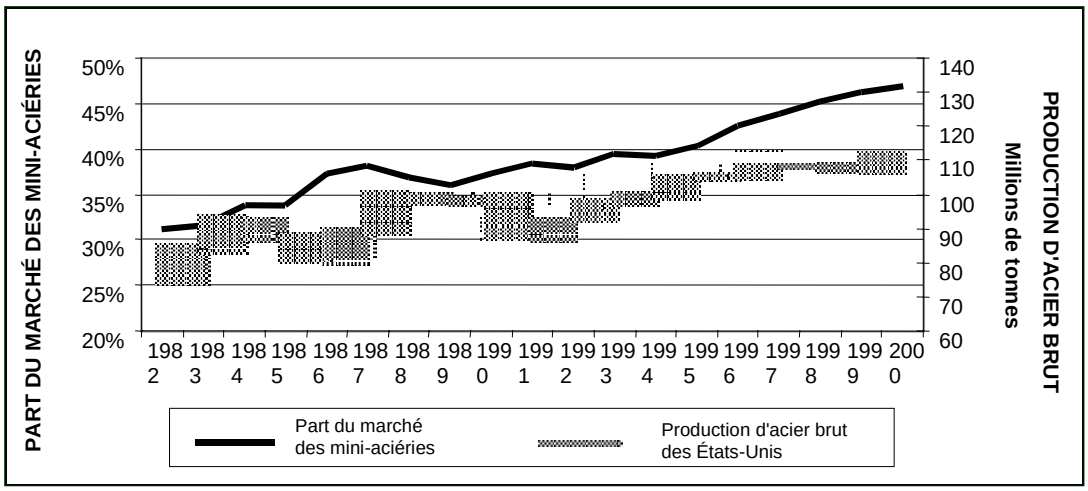
[144] Barringer, "Paying the Price for Big Steel", page 6, pièce n° 61 des coplaignants.

[145] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 38.

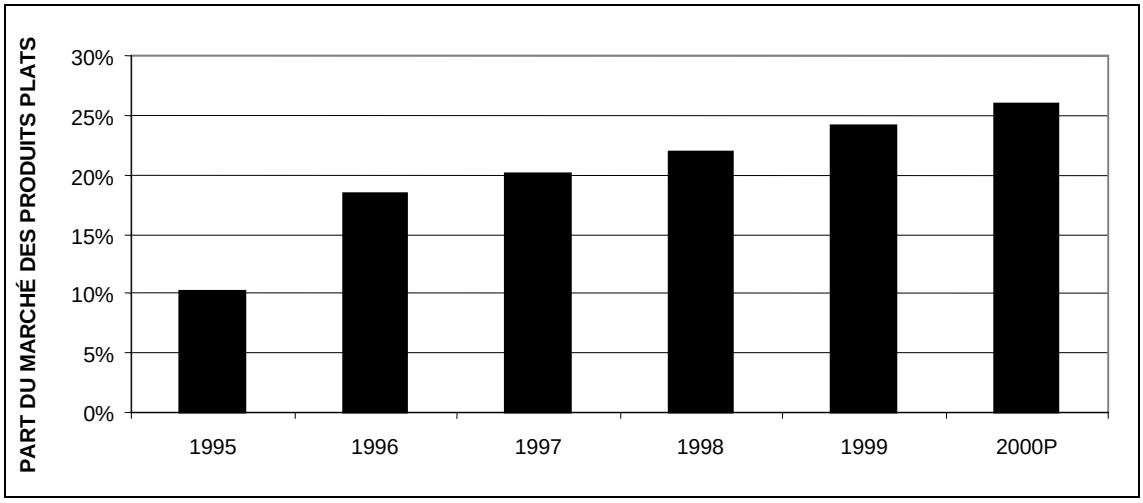
[146] Rapport de l'USITC, volume II, OVERVIEW, page 20 (pièce n° 6 des coplaignants).

[147] Première communication écrite du Japon, paragraphe 59; première communication écrite du Brésil, paragraphe 60.

Graphique 1: Part des mini-aciéries des États-Unis dans la production d'acier brut des États-Unis[148]



Graphique 2: Part des mini-aciéries des États-Unis dans la production de produits plats des États-Unis[149]



[148] Rapport de l'USITC, volume II, OVERVIEW, pages 25 et 26, figure OVERVIEW-9, citant AISI, "Annual Statistical Report", 2000 (pièce n° 6 des coplaignants). Le graphique de l'USITC indiquait la production entre 1991 et 2000. Des données additionnelles tirées de l'édition de 1990 de l'"Annual Statistical Report" sont présentées dans ce graphique (pièce n° 62 des coplaignants).

[149] Donald F. Barnett, "Double Ought-Naught", exposé présenté au World Steel Dynamics/American Metal Market Steel Survival Strategies XV, 19 au 21 juin 2000, tableau 3, cité dans le mémoire conjoint avant audition des sociétés interrogées: Groupe de produits G01, brames, 11 septembre 2001, page 18, figure 1 (pièce n° 51 des coplaignants).

7.12 Le Japon et le Brésil font observer que, selon l'USITC, cet essor des mini-aciéries était le résultat de "lourds investissements dans des usines à fours électriques à arc entièrement nouvelles et dans des augmentations de la capacité des usines existantes".[150] Selon le dossier de l'USITC, aucun investissement comparable n'avait été effectué par les aciéries intégrées. Le dossier montre plutôt une industrie intégrée surtout en train de fermer sa capacité de production d'acier brut étant donné des coûts de maintenance et des coûts environnementaux en hausse, et la concurrence exercée par les mini-aciéries, tout en tirant le plus d'acier possible d'aciéries de moins en moins nombreuses.[151] [152]

7.13 Le Japon et le Brésil font en outre valoir que bien avant l'engagement de la procédure en matière de sauvegardes par les États-Unis, l'expansion constante de la capacité des mini-aciéries des États-Unis avait donné à ces dernières une mainmise complète sur la production nationale de produits longs. Les produits longs étant effectivement éliminés de leur gamme de produits, les aciéries intégrées se sont tournées vers la seule gamme de produits restante à l'égard de laquelle elles bénéficiaient d'un avantage par rapport aux mini-aciéries qui leur faisaient concurrence - les CPLPAC. Le Japon et le Brésil font observer que l'avantage conféré par les CPLPAC a toutefois été de courte durée. Vers la fin des années 80, la technologie des fours électriques à arc associée à la production de brames minces par moulage a permis aux mini-aciéries de pénétrer le dernier pilier du segment des aciéries intégrées.[153] [154]

7.14 Le Japon et le Brésil ajoutent qu'avec l'adoption de la production de brames minces par moulage, les mini-aciéries des États-Unis allaient bientôt fabriquer des produits plats laminés à chaud. Cette production allait par la suite s'étendre à des produits à plus grande valeur ajoutée, dont les tôles laminées à froid et les tôles revêtues, et ce aux dépens des aciéries intégrées. En fait, la période couverte par l'enquête de l'USITC a mis en évidence la période d'expansion la plus prolifique des mini-aciéries. À titre d'exemple, le Japon et le Brésil font observer que Nucor a installé la première mini-aciérie produisant des brames minces capable de fabriquer des produits plats en 1989, avec une capacité initiale d'à peine 1 million de tonnes.[155] D'autres aciéries allaient emboîter le pas, de sorte que la part des mini-aciéries dans la production de produits plats des États-Unis est passée d'à peine 10 pour cent en 1995 à 26 pour cent en 2000.[156] [157]

---

[150] Rapport de l'USITC, volume II, OVERVIEW, page 20 (pièce n° 6 des coplaignants).

[151] Par exemple, Mémoire conjoint avant audition des sociétés interrogées: Groupe de produits G01, brames en acier, 11 septembre 2001, pages 31 à 41, 60 à 65 et pièces n° 3, 5 et 6 (pièce n° 51 des coplaignants).

[152] Première communication écrite du Japon, paragraphe 60; première communication écrite du Brésil, paragraphe 61.

[153] Rapport de l'USITC, volume II, OVERVIEW, page 20 (pièce n° 6 des coplaignants).

[154] Première communication écrite du Japon, paragraphe 57; première communication écrite du Brésil, paragraphe 62.

[155] Charles Yost, "Thin-Slab Casting/Flat Rolling: New Technology To Benefit United States Steel Industry", Industry Trade and Technology Review, publication de l'USITC n° 3004 (octobre 1996), page 27 (pièce n° 66 des coplaignants), cité dans le mémoire-cadre conjoint avant audition des sociétés interrogées, 11 septembre 2001, page 57. Ce rapport de l'USITC présentait une analyse détaillée de la production de brames minces par moulage en 1996, qui comprenait le lancement commercial de cette technologie par Nucor en 1990, son adoption par d'autres et les effets sur la concurrence de la technologie des brames minces.

[156] Donald F. Barnett, "Double Ought-Naught", exposé présenté au World Steel Dynamics/American Metal Market Steel Survival Strategies XV, 19 au 21 juin 2000, tableau 3, cité dans le mémoire conjoint avant audition des sociétés interrogées: Groupe de produits G01, brames, 11 septembre 2001, page 18, figure 1 (pièce n° 51 des coplaignants).

[157] Première communication écrite du Japon, paragraphe 58; première communication écrite du Brésil, paragraphe 63.

d) Compétitivité relative des aciéries intégrées et des mini-aciéries

7.15 Selon les Communautés européennes et la Nouvelle-Zélande, le rapport de l'USITC ne fait pas ressortir le fait que les différences au chapitre des intrants et des méthodes de production ont eu une incidence majeure sur la compétitivité des mini-aciéries par rapport aux aciéries intégrées. La Nouvelle-Zélande fait observer qu'en 1998, les mini-aciéries avaient bénéficié d'un avantage au niveau des coûts de 18,4 pour cent par rapport aux entreprises intégrées produisant des tôles en acier. En l'an 2000, cet avantage au niveau des coûts était passé à 21,8 pour cent.[158] Par conséquent, les mini-aciéries ont été en mesure de vendre moins cher que les aciéries intégrées sur le marché et ont augmenté leur part de marché.[159]

7.16 Le Japon et le Brésil ajoutent que même si les sociétés interrogées avaient laborieusement rassemblé des informations sur ce changement fondamental et cette expansion de la production des mini-aciéries et en exposaient les raisons dans leurs communications, ces communications avaient été en grande partie ignorées par l'USITC. Le Japon et le Brésil soulignent également que dans un article portant sur la prolifération des mini-aciéries produisant des brames minces publié déjà en 1996, l'USITC signalait des constatations faites par des experts selon lesquelles les aciéries intégrées devraient cesser de produire entre 3 et 6 millions de tonnes à cause des coûts d'exploitation en hausse de ces usines.[160] Le Japon et le Brésil font observer qu'en termes simples, les mini-aciéries ont bénéficié et continuent de bénéficier d'avantages importants au niveau des coûts par rapport aux aciéries intégrées pour une foule de raisons.[161] [162] [163]

7.17 Les Communautés européennes et la Nouvelle-Zélande font observer qu'il existe un certain nombre de différences dans les facteurs de production qui permettent aux mini-aciéries de produire de l'acier à moindre coût. Premièrement, le prix de la ferraille est souvent plus bas que celui du minerai de fer et du charbon. En 1998, une diminution du prix intérieur de la ferraille due à un fléchissement des exportations des États-Unis avait entraîné une chute de 40 pour cent des coûts de la ferraille des mini-aciéries.[164] [165]

7.18 Les Communautés européennes et la Nouvelle-Zélande font également valoir que puisque les mini-aciéries sautent l'étape de la fusion du minerai de fer dans un haut fourneau, elles sont moins utilisatrices de main-d'œuvre que les aciéries intégrées. En moyenne, les mini-aciéries utilisent 0,44 heure pour produire 1 tonne d'acier, alors que les aciéries intégrées utilisent 2,86 heures pour

---

[158] Crandall, page 2 (pièce n° 61 des coplaignants).

[159] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 39; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.20.

[160] Charles Yost, "Thin-Slab Casting/Flat Rolling: New Technology To Benefit United States Steel Industry", Industry Trade and Technology Review, publication de l'USITC n° 3004 (octobre 1996), page 31, note 16 (pièce n° 66 des coplaignants).

[161] Mémoire conjoint avant audition des sociétés interrogées: Groupe de produits G01, brames en acier, 11 septembre 2001, pages 31 à 41 (pièce n° 51 des coplaignants). De fait, des dirigeants de Nucor Steel, la plus importante petite aciérie productrice de CPLPAC, ont dit dans leur témoignage qu'il était de leur devoir envers les actionnaires d'exploiter cet avantage. Transcription d'audition (dommage), page 1014 (pièce n° 58 des coplaignants).

[162] Mémoire conjoint avant audition des sociétés interrogées: Groupe de produits G01, brames, 11 septembre 2001, pages 31 à 38 (pièce n° 51 des coplaignants).

[163] Première communication écrite du Japon, paragraphe 62; première communication écrite du Brésil, paragraphe 65.

[164] Barringer et Pierce, Résumé analytique, page 6 (pièce n° 61 des coplaignants).

[165] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 40; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.21.

chaque tonne.[166] La première mini-aciérie productrice de brames minces de Nucor qui produisait des produits plats avait une productivité du travail qui était de quatre fois supérieure à celle des aciéries intégrées les plus productives.[167] [168]

7.19 Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande fait observer qu'en sautant l'étape de la fusion dans un haut fourneau, les mini-aciéries consomment également moins d'énergie. Il s'ensuit que la rentabilité des mini-aciéries est moins touchée par les hausses du prix de l'énergie.[169]

7.20 Selon les Communautés européennes et la Nouvelle-Zélande, les mini-aciéries sont souvent plus petites que les aciéries intégrées, ce qui leur permet de bénéficier d'économies d'échelle. Les convertisseurs à oxygène utilisés par les aciéries intégrées doivent produire annuellement 3 millions de tonnes d'acier pour être rentables, tandis que les mini-aciéries peuvent être rentables avec une production annuelle inférieure à 1 million de tonnes.[170] Par conséquent, au cours des périodes de contraction de la demande, les mini-aciéries ont de meilleures chances de demeurer rentables. Leur taille plus modeste leur permet de s'installer plus près de leurs marchés et de leurs sources d'approvisionnement en ferraille, ce qui diminue les frais de transport tant des intrants que des produits.[171] En revanche, les aciéries intégrées s'installent habituellement près de leurs sources d'approvisionnement en minerai de fer et en charbon, ou près d'un port en eau profonde.[172]

7.21 La Nouvelle-Zélande fait en outre observer que les mini-aciéries peuvent être construites à meilleur coût et plus rapidement que les aciéries intégrées. Elles requièrent moins de capitaux que les nouvelles installations intégrées et peuvent être terminée en l'espace d'au plus deux ans.[173] En fait, la construction d'une aciérie intégrée productrice de produits laminés à chaud coûte entre 4 et 5 milliards de dollars EU, comparativement à un coût de 400 à 500 millions de dollars EU pour une petite aciérie.[174] Il n'est donc pas étonnant qu'aucune nouvelle aciérie intégrée n'ait été construite aux États-Unis depuis la fin des années 70.[175]

7.22 Selon la Nouvelle-Zélande, les coûts de la main-d'œuvre ont également eu une incidence sur la compétitivité relative des mini-aciéries et des aciéries intégrées. Pendant l'après-guerre, les aciéries intégrées ont subi les conséquences de relations de travail difficiles, accompagnées de menaces de grève tous les ans. Pendant de nombreuses années, les salaires ont été négociés entre la United Steelworkers of America et les grandes aciéries intégrées pour l'ensemble de l'industrie. Cette situation se reflète dans la prime ajoutée à la rémunération des métallurgistes, qui était calculée en fonction de la moyenne dans le secteur manufacturier. Entre 1997 et 2001 seulement, la rémunération totale a augmenté de 9 pour cent, passant de 34,78 dollars EU à 37,91 dollars EU l'heure.[176] Par comparaison, la moyenne dans le secteur manufacturier était de 24,30 dollars EU l'heure.[177] Par contre, les mini-aciéries ont généralement des contrats séparés comportant des salaires moins

[166] Barringer et Pierce, page 256 (pièce n° 61 des coplaignants).
[167] Tornell, page 14 (pièce n° 61 des coplaignants).
[168] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 41; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.22.
[169] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.22.
[170] Tornell, page 14 (pièce n° 61 des coplaignants).
[171] Tornell, page 14 (pièce n° 61 des coplaignants).
[172] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 42; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.23.
[173] Crandall, page 11 (pièce n° 61 des coplaignants).
[174] Barringer et Pierce, page 255 (pièce n° 61 des coplaignants).
[175] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.24.
[176] Hufbauer et Goodrich, page 1 (pièce n° 61 des coplaignants).
[177] Hufbauer et Goodrich, page 1 (pièce n° 61 des coplaignants).

élevés.[178] [179] Le Japon et le Brésil conviennent que les coûts de la main-d'œuvre et la productivité étaient plus élevés pour les aciéries, les principales mini-aciéries des États-Unis ayant besoin de 0,33 heure-homme seulement pour produire 1 tonne d'acier contre 4,1 heures-homme, voire plus, dans certaines aciéries intégrées. Il a également été constaté que de nombreuses aciéries intégrées des États-Unis faisaient fonctionner de petits hauts fourneaux inefficaces, incapables de réaliser des économies d'échelle dans l'environnement concurrentiel actuel. Les coûts de maintenance et de réparation supportés par les aciéries intégrées sont de très loin supérieurs à ceux des mini-aciéries. Enfin, les mini-aciéries ont bénéficié de coûts d'entrée sur le marché beaucoup plus bas, soit l'équivalent d'à peine 200 dollars EU la tonne annuelle de capacité de production entièrement nouvelle, comparativement à 1 000 dollars EU la tonne annuelle pour les aciéries intégrées selon les propres constatations de l'USITC.[180] [181]

7.23 Selon la Nouvelle-Zélande, les aciéries intégrées doivent également supporter des "charges héritées du passé". Dans le passé, les règles comptables permettaient aux aciéries intégrées d'accorder de généreuses prestations de retraite et de maladie sans avoir à retrancher les coûts futurs des bénéfices actuels. En contrepartie de ces avantages, les syndicats acceptaient de plus petites augmentations de la rémunération horaire. Toutefois, les métallurgistes à la retraite sont peu à peu devenus plus nombreux que les employés. En 2001, il était estimé que les charges héritées du passé variaient entre 30 dollars EU et 65 dollars EU la tonne d'acier produit par les aciéries intégrées et totalisaient entre 1,7 milliard de dollars EU et 3,6 milliards de dollars EU dans l'ensemble de l'industrie.[182] [183]

7.24 Toutefois, le Japon et le Brésil font observer que les aciéries intégrées ne se sont pas toutes résignées à ces lourds handicaps concurrentiels. À l'ouverture de la période couverte par l'enquête menée par l'USITC, certaines aciéries intégrées avaient déjà pris ou étaient en train de prendre de difficiles décisions de restructuration afin de livrer une concurrence plus efficace. Il en est résulté l'adoption de nouveaux modèles de gestion visant à abaisser les coûts de production et/ou à quitter des marchés dominés par de mini-aciéries.[184]

7.25 Le Japon et le Brésil postulent également qu'en dernière analyse, pour un certain nombre d'aciéries intégrées, la seule véritable solution à long terme réside dans un regroupement menant à une rationalisation de la capacité. Les dirigeants de l'industrie ont maintes fois fait état de la nécessité d'un tel regroupement au stade des mesures correctives de l'enquête menée par l'USITC. Pourtant, cette approche présente également des difficultés pour l'industrie. Le Brésil rappelle que les lourdes charges héritées du passé, en particulier les prestations pour soins de santé et les prestations d'assurance postérieures à l'emploi, ont un effet dissuasif sur d'éventuelles fusions et acquisitions.

---

[178] Hall, Christopher, "Steel Phoenix: The Fall and Rise of the United States Steel Industry" (New York, 1997), page 46 (pièce n° 61 des coplaignants).

[179] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 43; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.25.

[180] Mémoire conjoint avant audition des sociétés interrogées: Groupe de produits G01, brames, 11 septembre 2001, pages 31 à 38 (pièce n° 51 des coplaignants).

[181] Première communication écrite du Japon, paragraphe 63; première communication écrite du Brésil, paragraphe 66.

[182] Hufbauer, Gary Clyde et Goodrich, Ben, "Steel: Big Problems, Better Solutions" (International Economics Policy Briefs No. 01-9, juillet 2001, page 12 (http://www.iie.com/policy_briefs/news01-9.htm) (pièce n° 61 des coplaignants).

[183] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 44; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.26.

[184] Première communication écrite du Japon, paragraphe 64; première communication écrite du Brésil, paragraphe 67.

L'USITC elle-même a relevé les dettes considérables et l'incertitude qui étaient en jeu.[185] Aucune entreprise sensée ne voudrait fusionner avec une aciérie intégrée aux prises avec de telles dettes, ni en faire l'acquisition, si, pour ce faire, il fallait prendre en charge ce passif.[186]

e) Incidence de la concurrence entre les mini-aciéries et les aciéries intégrées

7.26 La Nouvelle-Zélande fait valoir que puisque la qualité des produits fabriqués par les mini-aciéries modernes est maintenant semblable à celle des produits fabriqués par les aciéries intégrées, les décisions d'achat sont souvent plus en plus dominées par les prix.[187] Les mini-aciéries sont beaucoup plus en mesure que les aciéries intégrées d'offrir des prix compétitifs et de demeurer rentables et, par conséquent, ont pu augmenter leur part de marché.[188]

7.27 La Nouvelle-Zélande fait observer que, dans les faits, les mini-aciéries ont entièrement évincé les aciéries intégrées des marchés pour les produits en acier de qualité inférieure comme les barres d'armature, le fil machine et les poutres en H. Entre 1970 et 1989, la demande d'acier aux États-Unis a chuté de 22 pour cent, mais les mini-aciéries ont fait passer leur part de la production sidérurgique de 15 pour cent en 1970 à 37 pour cent en 1989.[189] La production à grande échelle de produits en acier de qualité supérieure par les mini-aciéries s'est amorcée pendant la période couverte par l'enquête.[190] En 1998, les mini-aciéries nationales avaient une capacité de production totale de 49 millions de tonnes, incluant une capacité de 2 millions de tonnes de produits en acier laminés à froid, une nouvelle capacité de 17 millions de tonnes de produits en acier laminés à chaud et une nouvelle capacité de 4 millions de tonnes de tôles.[191] La part des mini-aciéries dans la production nationale d'acier brut a atteint 47,5 pour cent en 2001 et continue d'augmenter.[192] [193]

7.28 Selon le Japon, la Nouvelle-Zélande et le Brésil, au début de la période couverte par l'enquête menée par l'USITC en 1996, l'industrie sidérurgique des États-Unis s'exposait à une confrontation inévitable entre la nouvelle capacité des mini-aciéries et la capacité plus ancienne et moins efficace des aciéries intégrées. Face à la concurrence exercée par des mini-aciéries à faible coût en plein essor, les aciéries intégrées ont conservé leur habitude de longue date de sacrifier la rentabilité à la taille et au tonnage.[194] Il en est résulté une forte augmentation nette de la capacité globale bien supérieure à la capacité du marché d'absorber l'excédent.[195] À cet égard, le Japon et le Brésil se réfèrent au tableau suivant[196]:

---

[185] Rapport de l'USITC, volume II, OVERVIEW, pages 34 et 35 (pièce n° 6 des coplaignants).

[186] Première communication écrite du Japon, paragraphe 67; première communication écrite du Brésil, paragraphe 70.

[187] Rapport de l'USITC, volume II, tableau FLAT-64, page 56.

[188] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.27.

[189] Tornell, page 4 (pièce n° 61 des coplaignants).

[190] Rapport de l'USITC, volume I, page 50 (pièce n° 61 des coplaignants).

[191] Barringer et Pierce, page 252 (pièce n° 61 des coplaignants).

[192] Site Web de la Steel Manufacturers Association: http://www.steelnet.org (pièce n° 61 des coplaignants).

[193] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.28.

[194] Mémoire avant audition sur les mesures correctives des sociétés japonaises interrogées; Questions d'ordre général (produits laminés plats), 29 octobre 2001, pages 16 à 19 (citant différents spécialistes de l'industrie sur le phénomène de la capacité) (pièce n° 56 des coplaignants).

[195] Première communication écrite du Japon, paragraphe 68; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.29; première communication écrite du Brésil, paragraphe 71.

[196] Première communication écrite du Japon, paragraphe 68; première communication écrite du Brésil, paragraphe 71.

Tableau 1: Ampleur de la capacité excédentaire

Produit	Variation de la capacité nationale 1996-2000	Variation de la consommation apparente 1996-2000	Capacité additionnelle dépassant l'accroissement de la demande
Brames plates	8 141 789	3 075 527	5 066 262
Tôles plates	3 160 108	-699 713	3 859 821
Produits plats laminés à chaud	9 759 734	6 591 707	3 168 027
Produits plats laminés à froid	5 626 340	3 584 555	2 041 785
Produits plats revêtus	5 549 240	3 229 450	2 319 790

7.29 Le Japon et le Brésil soutiennent que même l'USITC est disposée à reconnaître l'existence d'une "incitation substantielle à maximiser l'utilisation des éléments d'actif servant à fabriquer de l'acier, qui peut influer sur le comportement du producteur en matière d'établissement des prix".[197] Pourtant, les difficultés inhérentes aux tendances en matière de capacité et de demande dans l'industrie pendant la période couverte par l'enquête n'ont pas surgi immédiatement, en dépit de niveaux d'importation en hausse. La montée en flèche de la consommation aux États-Unis, des prix plus élevés et un taux élevé d'utilisation de la capacité pendant la période allant de 1996 jusqu'à la fin du premier semestre de 1998 ont servi de régulateur à court terme. À mesure que la demande se stabilisait vers la fin de 1998 et en 1999, toutefois, la capacité nationale a continué d'augmenter et les disparités entre les nouvelles mini-aciéries et les anciennes aciéries intégrées sont devenues de plus en plus apparentes et perturbatrices pour le marché. Le résultat était prévisible. Les sociétés intégrées marginales essayant de conserver une capacité inefficiente se sont battues de manière plus agressive et plus désespérée pour leurs ventes, limant les prix pour conserver leur volume et dégager une marge brute d'autofinancement.[198]

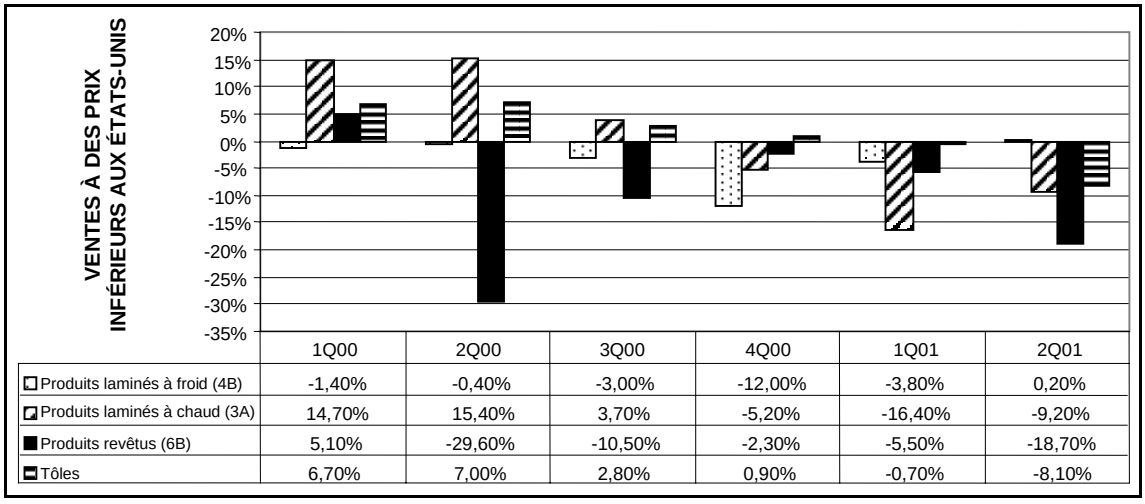
7.30 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, au milieu de l'an 2000, la lutte à long terme pour une part de marché que se livraient les mini-aciéries et les aciéries intégrées a été temporairement éclipsée par un fléchissement important de la demande d'acier aux États-Unis. Cette situation s'est répercutée sur les deux types de producteurs. Le fléchissement de la demande d'acier reflétait le ralentissement général de l'économie des États-Unis à ce moment-là. Comme l'économie américaine entrait dans une période de récession en 2001, la production d'importants secteurs utilisateurs d'acier comme les secteurs de l'automobile et des produits métalliques ouvrés a ralenti. Cette évolution négative de la demande a entraîné une baisse de 15 pour cent de la consommation apparente de certains produits plats en acier pendant les six premiers mois de 2001 par rapport à la même période en l'an 2000.[199] Du fait de la diminution de la demande, le prix intérieur des CPLPAC a chuté de 13 pour cent.[200] [201]

7.31 Le Brésil soutient en outre que même si l'USITC constatait encore que les importations, et non une capacité nationale accrue, avaient fait chuter les prix[202], les données n'étayent absolument pas cette évaluation. À titre d'exemple, comme le montre le graphique 3 ci-dessous, les données concernant l'établissement des prix par produit pour le plus fort tonnage de tôles, de produits laminés

[197] Rapport de l'USITC, volume I, page 63 (pièce n° 6 des coplaignants).
[198] Première communication écrite du Japon, paragraphe 69; première communication écrite du Brésil, paragraphe 72.
[199] Rapport de l'USITC, volume II, tableau FLAT-51, page 54 et 56.
[200] Rapport de l'USITC, volume I, page 61.
[201] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.30.
[202] Rapport de l'USITC, volume I, pages 63 et 64 (pièce n° 6 des coplaignants).

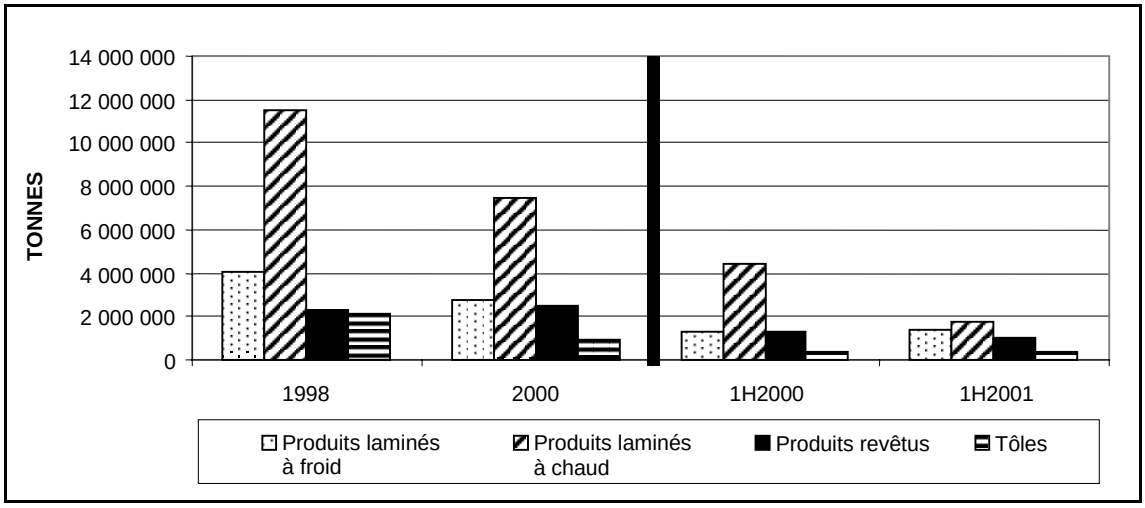
à chaud, de produits laminés à froid et de produits revêtus indiquent toutes que les produits de l'industrie nationale avaient été vendus moins cher que les importations dans la plupart des cas à la fin de l'an 2000 et pendant les deux premiers trimestres de 2001. Les données de l'USITC montrent en apparence une industrie sensible à des baisses plutôt qu'à des hausses des importations. La vente à des prix inférieurs dans le pays a atteint son apogée lorsque les importations étaient à leur plus bas niveau. Le Brésil fait observer que ce qui est absent de cette équation, c'est la présence de l'énorme surcapacité des États-Unis et son incidence sur le marché.[203]

Graphique 3: Ventes à des prix inférieurs par la branche de production des États-Unis[204]



	1Q00	2Q00	3Q00	4Q00	1Q01	2Q01
Produits laminés à froid (4B)	-1,40%	-0,40%	-3,00%	-12,00%	-3,80%	0,20%
Produits laminés à chaud (3A)	14,70%	15,40%	3,70%	-5,20%	-16,40%	-9,20%
Produits revêtus (6B)	5,10%	-29,60%	-10,50%	-2,30%	-5,50%	-18,70%
Tôles	6,70%	7,00%	2,80%	0,90%	-0,70%	-8,10%

Graphique 4: Importations de produits plats par les États-Unis[205]



[203] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 74.

[204] Rapport de l'USITC, volume II, FLAT, pages 64 à 68, fixation des prix non-ALENA (pièce n° 6 des coplaignants).

[205] *Ibid.*, FLAT, pages 9 à 11, 13 (pièce n° 6 des coplaignants) et ANNEXE A.

7.32 La Nouvelle-Zélande fait observer qu'à la fin de l'an 2000, l'effondrement des prix de la branche de production nationale a été aggravé du fait qu'une partie importante des aciéries intégrées a finalement déclaré faillite. Quelque 11 millions de tonnes de capacité de production additionnelle de CPLPAC ont été mises au bénéfice du chapitre 11.[206] Libérées du poids de leur dette, ces aciéries se sont engagées plus avant dans la bataille des prix menée contre les mini-aciéries, à la recherche d'une marge brute d'autofinancement. La Nouvelle-Zélande fait une fois de plus observer que, sans aucune diminution de la capacité de production nationale en vue, la vente à des prix inférieurs a augmenté et les prix ont chuté.[207]

7.33 La Nouvelle-Zélande fait valoir que l'industrie nationale n'allait connaître aucun répit définitif avant la suppression du principal obstacle qui retardait le redressement de l'industrie, à savoir une capacité nationale de production d'acier brut inefficace. En décembre 2001, LTV Steel a finalement cessé toutes ses activités après avoir fonctionné pendant une année complète sous le régime du chapitre 11. La fermeture de la capacité de 8 millions de tonnes de LTV a fait réagir le marché sur-le-champ. En 2002, les prix des produits en acier laminés à froid, par exemple, sont passés de 310 dollars EU la tonne en janvier à 320 dollars EU en février et à 370 dollars EU en mars.[208] [209] [210]

f) Conclusions

7.34 Les Communautés européennes et la Nouvelle-Zélande arrivent à la conclusion que la situation de l'industrie sidérurgique des États-Unis reflète le passage de cette industrie à des techniques de production modernes et plus efficaces. Elles font observer qu'en raison des économies réalisées sur les intrants, les coûts de l'énergie, le coût en main-d'œuvre et les frais de transport, les nouvelles mini-aciéries performantes sont en mesure de vendre moins cher que les aciéries intégrées tout en fournissant un produit de qualité égale. L'augmentation de la croissance de la capacité sur le marché américain est peut-être le facteur le plus important qui ressort, et devance de loin l'accroissement des importations. La capacité excédentaire aggrave l'abaissement des prix causé par la concurrence à l'intérieur de la branche de production et le recul de la demande découlant de la récession que les États-Unis ont connue en 2001.[211]

7.35 Le Japon et le Brésil arrivent également à la conclusion que la branche de production des États-Unis est en transition. Une partie de l'industrie, soit les mini-aciéries à faible coût, augmente rapidement sa capacité et s'accapare une part du marché. Face à cette concurrence, certaines aciéries intégrées ont réussi à adopter des modèles qui leur permettent de demeurer concurrentielles, notamment de concentrer leurs ressources dans des produits à plus grande valeur ajoutée que les mini-aciéries sont incapables de produire. D'autres aciéries intégrées, toutefois, ont conservé leur capacité et tenté de faire concurrence aux mini-aciéries, souvent en raison des lourdes charges héritées du passé associées à la fermeture d'installations. Cette situation a attisé la concurrence à l'intérieur de la branche de production et exercé une pression à la baisse sur les prix.[212]

---

[206] Rapport de l'USITC, volume II, OVERVIEW, pages 40 et 41.

[207] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.31.

[208] Purchasing Magazine, "Transaction Pricing Service", premier trimestre de 2002 (produits en acier laminés à froid) (pièce n° 65 des coplaignants).

[209] Jennifer Scott Cimperman, Rivals See Steel Sector Better Off Minus LTV, The Plain Dealer (15 février 2002) (pièce n° 64 des coplaignants).

[210] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.32.

[211] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 75; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 2.36.

[212] Première communication écrite du Japon, paragraphe 73; première communication écrite du Brésil, paragraphe 77.

2. Évaluation par les États-Unis de leur industrie sidérurgique nationale

7.36 Devant l'évaluation faite par les plaignants de l'industrie sidérurgique des États-Unis, les États-Unis font observer qu'à la fin de 2001, leur industrie sidérurgique était dans une situation critique à cause des niveaux sans précédent d'importations à bas prix depuis 1998.[213]

7.37 Les États-Unis font observer que, de décembre 1997 à octobre 2001, 25 aciéries aux États-Unis avaient demandé une protection au titre du chapitre 11 de la Loi sur la faillite des États-Unis. Ces entreprises représentaient 30 pour cent de la capacité de fabrication d'acier brut des États-Unis.[214] Ces faillites ont accéléré les pertes d'emplois dans la branche de production et les effectifs employés dans ce secteur ont atteint leurs plus bas niveaux depuis des décennies.[215]

7.38 Les États-Unis font valoir que même les aciéries qui avaient évité la faillite ont vu leurs bénéfices et d'autres indicateurs de rendement financier chuter à mesure que des importations à bas prix leur faisaient perdre une part de marché. Les coûts unitaires des aciéries intégrées et des mini-aciéries augmentaient à mesure que le volume global de production et l'utilisation des capacités chutaient. Le rendement global de l'industrie nationale se détériorait au point de ne plus permettre à l'industrie de s'acquitter de ses obligations financières existantes ou de faire les investissements requis pour concurrencer les importations.[216]

7.39 Selon les États-Unis, avant la crise asiatique, la branche de production américaine s'était relativement bien tirée d'affaire et avait amorcé un processus permanent de restructuration. Au cours des dix années qui ont précédé 1998, elle avait investi des milliards de dollars dans la modernisation des installations existantes et la construction d'une nouvelle capacité performante, tout en fermant de manière définitive les installations non performantes. Compte tenu de ces investissements, en l'an 2000, plus de 97 pour cent de l'acier produit aux États-Unis était fabriqué au moyen de la méthode de coulée continue, comparativement à 76 pour cent en 1991. La productivité de la main-d'œuvre a augmenté et la population employée dans l'industrie sidérurgique a chuté de 18,5 pour cent entre 1989 et 1999.[217] Dans l'ensemble, les investissements et les efforts de restructuration faits pendant ces années ont accru la compétitivité des sociétés américaines en améliorant la qualité et la productivité et en abaissant les coûts.[218] [219]

7.40 Les États-Unis font observer que l'ampleur de la crise peut être constatée en examinant le dossier de l'enquête dont la branche de production de CPLPAC a fait l'objet. En 1996 et 1997, la branche de production nationale de CPLPAC avait réalisé des bénéfices d'exploitation raisonnables et fait d'importants investissements en capital sur un marché national en plein essor. Toutefois, les prix intérieurs ont commencé à chuter de façon marquée au début de 1998 et se situaient à des niveaux beaucoup plus bas en 1999 et 2000 que précédemment pendant la période couverte par l'enquête menée par l'USITC. Parallèlement, les taux d'utilisation de la capacité nationale avaient également chuté de manière appréciable. Par conséquent, les bénéfices de la branche de production se sont transformés en pertes d'exploitation annuelles considérables.[220] [221]

---

[213] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 16.
[214] Rapport de l'USITC, OVERVIEW, page 11 et OVERVIEW, page 25.
[215] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 17.
[216] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 18.
[217] Rapport de l'USITC, OVERVIEW, page 29.
[218] Rapport de l'USITC, OVERVIEW, page 20.
[219] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 19.
[220] Rapport de l'USITC, pages C-2 à C-7.
[221] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 20.

7.41 Les États-Unis font valoir que le dommage subi par les entreprises nationales était indiscutablement grave. En ce qui concerne la branche de production de CPLPAC, par exemple, l'utilisation des capacités a chuté de 10 points de pourcentage pendant la période couverte par l'enquête[222]; la VUM des expéditions commerciales a reculé de près de 100 dollars EU la tonne courte[223]; les revenus d'exploitation ont chuté de 6,1 pour cent en 1997, d'où une perte d'exploitation de 11,5 pour cent à la fin du premier semestre de 2001[224]; et les dépenses en capital ont chuté de 35 pour cent de 1996 à 2000.[225] Des géants du secteur comme Bethlehem Steel Corporation ont déclaré faillite, et LTV Corporation, qui était l'une des plus grandes aciéries aux États-Unis, a été forcée de se retirer des affaires purement et simplement. De même, en ce qui concerne la branche de production nationale de barres laminées à chaud, les ventes commerciales nettes ont diminué de 1,1 million de tonnes courtes pendant la période couverte par l'enquête[226]; les valeurs des ventes unitaires moyennes ont diminué de 60 dollars EU la tonne courte[227]; les revenus d'exploitation sont passés de 213,4 millions de dollars EU en 1997 à une perte de 89,0 millions de dollars EU pendant le premier semestre de 2001[228]; et trois installations fabriquant des barres laminées à chaud ont été complètement fermées. Des exemples similaires pourraient être donnés pour chaque branche de production à l'égard de laquelle l'USITC a fait des déterminations positives.[229]

7.42 Les États-Unis soutiennent en outre que le fait le plus extraordinaire au sujet de ces événements est peut-être que ceux-ci se sont produits à un moment où la demande était généralement très forte. L'USITC a constaté, par exemple, que "quel que soit le moyen de mesure utilisé, la période visée par l'enquête a été marquée par une croissance importante de la demande de certains produits laminés plats en acier au carbone aux États-Unis".[230] Dans le même ordre d'idées, "il ressort du dossier que la demande [de barres laminées à chaud] était forte pendant la période examinée, la consommation apparente de barres laminées à chaud aux États-Unis ayant augmenté pendant chaque année complète sauf une pendant cette période".[231] Pour donner un autre exemple, l'USITC a constaté que la consommation apparente de barres d'armature aux États-Unis avait augmenté de 48,1 pour cent de 1996 à 2000.[232] Par conséquent, au lieu de subir un dommage sans précédent, les sidérurgistes nationaux auraient généralement dû obtenir un bon rendement pendant la période pertinente.[233]

7.43 Les États-Unis affirment que le fait qu'il n'en a pas été ainsi est clairement imputable aux importations. En ce qui concerne les CPLPAC, par exemple, les importations ont augmenté de 37,5 pour cent de 1996 à 1998, et sont demeurées à des niveaux historiquement élevés en 1999 et 2000[234]; la VUM de ces importations était systématiquement inférieure de 60 dollars EU la tonne courte à 110 dollars EU la tonne courte à celle du produit national similaire[235]; et les prix des importations ont atteint des niveaux extraordinairement bas après 1998, c'est-à-dire pendant la période

[222] Acier, Enquête n° TA-201-73, publication de l'USITC n° 3479, page 51 (décembre 2001) ("rapport de l'USITC").
[223] Rapport de l'USITC, page 53.
[224] Rapport de l'USITC, page 53.
[225] Rapport de l'USITC, page 54.
[226] Rapport de l'USITC, page 93.
[227] Rapport de l'USITC, page 93.
[228] Rapport de l'USITC, page 94.
[229] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 11.
[230] Rapport de l'USITC, page 56.
[231] Rapport de l'USITC, page 95.
[232] Rapport de l'USITC, page 112.
[233] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 12.
[234] Rapport de l'USITC, page 50.
[235] Rapport de l'USITC, page 61.

précise durant laquelle la branche de production nationale a subi un dommage grave. En général, les années 1998 à 2000 ont été caractérisées par les niveaux d'importation d'acier les plus élevés de tous temps - des importations qui, pour de nombreux produits, étaient vendues à des prix qui étaient littéralement insoutenables et dont il a été démontré qu'ils étaient ruineux pour les entreprises nationales.[236]

B. CADRE JURIDIQUE ET ANALYTIQUE

1. Critère d'interprétation

7.44 Les Communautés européennes, la Corée, la Chine, la Suisse et la Norvège rappellent que selon l'Organe d'appel, "en interprétant les conditions préalables régissant l'adoption de telles mesures [de sauvegarde], il faut prendre en considération leur caractère exceptionnel".[237] L'Organe d'appel a précisé qu'il ne pouvait être recouru à des mesures de sauvegarde que "dans une situation d'urgence exceptionnelle".[238] [239]

7.45 Les États-Unis considèrent que l'approche interprétative d'un groupe spécial pour évaluer des allégations par rapport à l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX du GATT de 1994 est la même que dans un différend soulevé par rapport aux autres accords visés. Selon les États-Unis, l'article 3:2 du Mémorandum d'accord exige du Groupe spécial qu'il interprète l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIX "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". Dans ce cadre, la "règle fondamentale d'interprétation des traités" stipule "qu'un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but".[240] Comme l'a reconnu l'Organe d'appel, ces critères s'appliquent même si une disposition est qualifiée d'"exception"[241]:

> "[L]e simple fait de qualifier une disposition conventionnelle d'"exception" ne justifie pas en soi une interprétation "plus stricte" ou "plus étroite" de cette disposition que ne le justifierait l'examen du sens ordinaire du libellé du traité considéré dans le contexte et à la lumière de l'objet et du but de ce dernier ou, autrement dit, en appliquant les règles normales d'interprétation des traités."[242]

7.46 Or, selon les États-Unis, les plaignants proposent qu'un critère spécial d'interprétation soit appliqué s'agissant des dispositions de l'Accord sur les sauvegardes, à savoir qu'"en interprétant les conditions préalables régissant l'adoption de telles mesures [de sauvegarde], il faut prendre en considération leur caractère exceptionnel".[243] Selon les États-Unis, dans certains cas, ils considèrent que ce critère impose une interprétation "stricte" ou "étroite" des termes de l'Accord sur les

---

[236] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 13.

[237] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 81. *Voir* aussi le rapport de l'Organe d'appel *Argentine - Chaussures (CE)*, paragraphe 94.

[238] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 82.

[239] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 197 et 198; première communication écrite de la Corée, paragraphe 27; première communication écrite de la Chine, paragraphes 148 et 149; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 183 et 184; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 188.

[240] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 244.

[241] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 44 à 47.

[242] Rapport de l'Organe d'appel *CE - Hormones*, paragraphe 104.

[243] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 86, citant *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 81.

sauvegardes.[244] Pour étayer leur approche interprétative de l'Accord, les plaignants citent la déclaration suivante de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*:

> "[I]l est essentiel de tenir compte du fait qu'une mesure de sauvegarde est une mesure commerciale corrective "loyale". L'application d'une mesure de sauvegarde n'est pas subordonnée à des mesures commerciales "déloyales" comme c'est le cas des mesures antidumping ou compensatoires. Ainsi, les restrictions à l'importation qui sont imposées à des produits de Membres exportateurs quand une mesure de sauvegarde est prise doivent être considérées, comme nous l'avons dit, comme exceptionnelles. Et, en interprétant les conditions préalables régissant l'adoption de telles mesures, il faut prendre en considération leur caractère exceptionnel."[245]

7.47 Les États-Unis estiment que, d'emblée, la lecture que font les plaignants de ce passage impute au rapport *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation* précisément l'approche de l'interprétation des traités que l'Organe d'appel a condamnée dans l'affaire *CE - Hormones* - en fondant la rigueur de l'interprétation d'un accord visé sur le point de savoir s'il s'agit d'une mesure "exceptionnelle". Le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation* ne dit nulle part qu'il contredit l'approche valablement énoncée dans l'affaire *CE - Hormones* et il ne devrait pas être considéré qu'il s'écarte de cette approche. En fait, en utilisant les classifications de l'Organe d'appel, un droit de douane serait un exemple de mesure qui s'applique aux échanges "loyaux", mais il n'y a jamais eu la moindre indication suivant laquelle un droit de douane devrait être considéré comme une mesure "exceptionnelle" imposant une approche interprétative différente s'agissant des dispositions relatives aux droits de douane. Les États-Unis font observer qu'en outre l'interprétation des plaignants repose sur une disposition prise hors contexte. Les plaignants omettent de mentionner qu'après avoir fait les déclarations qu'ils ont citées, l'Organe d'appel a reconnu qu'il y avait des considérations qui s'équilibraient s'agissant de l'interprétation de l'Accord sur les sauvegardes:

> "Cependant, une partie de la raison d'être de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'*Accord sur les sauvegardes* est, sans conteste, de donner à un Membre de l'OMC la possibilité, alors que les échanges sont libéralisés, de recourir à une mesure corrective effective dans une situation d'urgence exceptionnelle qui, de l'avis de ce Membre, rend nécessaire la protection temporaire d'une branche de production nationale.
>
> Il y a, par conséquent, une opposition naturelle entre, d'une part, le fait de définir l'étendue appropriée et légitime du droit d'appliquer des mesures de sauvegarde et, d'autre part, celui de faire en sorte que les mesures de sauvegarde ne soient pas appliquées à l'égard d'"échanges loyaux" au-delà de ce qui est nécessaire pour offrir une protection exceptionnelle et temporaire. ... L'équilibre établi par les Membres de l'OMC pour s'accommoder de cette opposition naturelle en ce qui concerne les mesures de sauvegarde se retrouve dans les dispositions de l'*Accord sur les sauvegardes*."[246]

7.48 Ainsi, selon les États-Unis, l'Organe d'appel a reconnu que le "caractère exceptionnel" de la mesure corrective n'était pas la considération unique, ni même primordiale, dans le cadre de l'Accord sur les sauvegardes. L'objet et le but de l'Accord sont d'offrir une mesure corrective effective à une

---

[244] Première communication écrite du Japon, paragraphe 84; première communication écrite de la Chine, paragraphe 47; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 47.

[245] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 81.

[246] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 82 et 83.

branche de production nationale se trouvant dans la situation décrite dans l'Accord.[247] Les États-Unis estiment que dans la mesure où le "caractère exceptionnel" de la mesure corrective est pertinent, le critère de forme et de fond des accords prend déjà en compte toutes les préoccupations. Les États-Unis font observer que, par conséquent, les plaignants ont tort et que le Groupe spécial n'a pas besoin de prendre spécialement en considération le "caractère exceptionnel" d'une mesure de sauvegarde, puisque le texte de l'Accord sur les sauvegardes lui-même couvre ce point.[248]

7.49 Les Communautés européennes rejettent la déclaration des États-Unis selon laquelle "le Groupe spécial n'a pas besoin de prendre spécialement en considération le "caractère exceptionnel de la mesure de sauvegarde"".[249] Cette déclaration contredit directement la déclaration de l'Organe d'appel suivant laquelle: "en interprétant les conditions préalables régissant l'adoption de telles mesures [de sauvegarde], il faut prendre en considération leur caractère exceptionnel."[250] Le fait qu'il puisse sembler être imposé aux États-Unis une charge très lourde pour justifier leurs mesures de sauvegarde ne justifie pas une approche indulgente de la part du Groupe spécial. Les États-Unis ont choisi d'appliquer des mesures de sauvegarde générales à un vaste éventail de produits complexes dans des circonstances où les problèmes des branches de production nationales des États-Unis ne semblent nullement dus à un accroissement des importations. Il n'est guère surprenant que la tâche de justifier ces mesures apparaisse excessivement difficile.[251]

7.50 La Corée répond que la position des États-Unis dans le cas d'espèce, y compris les déterminations de l'USITC, repose fondamentalement sur une interprétation erronée de l'objet et du but de l'Accord sur les sauvegardes. Les mesures de sauvegarde sont des mesures exceptionnelles et temporaires qui sont applicables dans des situations d'urgence à des importations faisant l'objet d'un commerce loyal. L'Accord sur les sauvegardes vise expressément à rétablir un contrôle multilatéral sur les sauvegardes. En conséquence, le but de l'Accord sur les sauvegardes est de fournir le cadre dans lequel des mesures de sauvegarde peuvent être appliquées si des circonstances exceptionnelles sont démontrées. La Corée estime que l'Accord n'avait certainement pas pour objet de donner le champ libre aux initiatives protectionnistes. Les dispositions fondamentales de l'Accord sur les sauvegardes contiennent des formules qui mettent en lumière le caractère exceptionnel des mesures de sauvegarde, telles que "que si" (article 2:1) "qu'à la suite" (article 3:1), "n'interviendra pas à moins que" (article 4:2 b)) et "que dans la mesure nécessaire" (article 5:1). Dans l'affaire *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, l'Organe d'appel a largement cité l'analyse qu'il avait faite antérieurement dans l'affaire *Argentine - Chaussures (CE)* concernant le "caractère exceptionnel" des mesures de sauvegarde, soulignant qu'"en interprétant les conditions régissant l'adoption de telles mesures, il faut prendre en considération leur caractère exceptionnel".[252] C'est seulement après avoir réaffirmé le

---

[247] L'Organe d'appel a reconnu que tel était l'objectif de l'Accord sur les sauvegardes depuis ses tout premiers rapports. Par exemple, dans le rapport *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 94, il a constaté ce qui suit:

> L'objet et le but de l'article XIX sont, très simplement, d'autoriser un Membre à réaménager temporairement l'équilibre dans le niveau de concessions entre lui et d'autres Membres exportateurs quand il est confronté à des circonstances "inattendues" et donc "imprévues" qui ont conduit à ce que le produit soit "importé" en "quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrents."

[248] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 48 à 52.
[249] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 52.
[250] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*.
[251] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 35 à 37.
[252] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 81, citant le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussure (CE)*, paragraphe 94.

caractère exceptionnel des mesures de sauvegarde que l'Organe d'appel reconnaît que si, en fait, une telle situation d'urgence existe, l'Accord sur les sauvegardes donne aux Membres la possibilité de recourir à des mesures correctives effectives pour protéger les branches de production nationales. Selon la Corée, la citation sélective de la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*[253] confirme ainsi que les États-Unis n'ont pas saisi l'"opposition naturelle" qui guide le raisonnement de l'Organe d'appel dans la multitude de constatations dirigées contre les États-Unis dans les enquêtes en matière de sauvegardes. Les États-Unis citent les termes de l'Organe d'appel, "la raison d'être de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes ..." dans l'affaire *États-Unis - Tubes et tuyauterie de canalisation*, alors que la formule exacte de l'Organe d'appel était "une partie de la raison d'être de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes ..." La Corée considère que les États-Unis semblent avoir délibérément omis les mots "une partie de" pour affirmer à tort que l'objet entier et unique de l'Accord sur les sauvegardes est de protéger la branche de production nationale. En réalité, en citant l'Organe d'appel hors contexte, les États-Unis ne tiennent pas compte de l'"opposition naturelle" entre "le fait de définir l'étendue appropriée et légitime du droit d'appliquer des mesures de sauvegarde et ... celui de faire en sorte que les mesures de sauvegarde ne soient pas appliquées à l'égard d'"échanges loyaux" au-delà de ce qui est nécessaire pour offrir une protection exceptionnelle et temporaire".[254] Les moyens permettant de définir "l'étendue légitime" des mesures de sauvegarde et les moyens permettant que "les mesures ne soient pas appliquées à l'égard d'"échanges loyaux" au-delà de ce qui est nécessaire"[255] sont les mêmes: le respect strict des dispositions de l'Accord sur les sauvegardes, y compris des dispositions qui exigent une constatation concernant le produit similaire, l'accroissement des importations, le dommage grave et le lien de causalité. Il est clair qu'une définition trop large de l'un quelconque des termes de l'Accord sur les sauvegardes conduirait directement à compromettre l'équilibre calculé de l'Accord. La Corée dit que les États-Unis tentent d'interpréter les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes d'une manière compatible avec leur législation. La Corée fait valoir que cela est à l'opposé de l'analyse correcte. Le raisonnement de l'USITC concernant le produit similaire n'a rien à faire avec une telle interprétation de l'objet de l'Accord sur les sauvegardes.[256]

7.51 Les États-Unis répondent que les plaignants ont avancé des interprétations de l'Accord sur les sauvegardes et de l'article XIX du GATT de 1994 qui rendraient effectivement ces accords inapplicables. L'un et l'autre font partie, suivant les États-Unis, de l'équilibre de concessions soigneusement négocié qui a abouti à l'Accord sur l'OMC. Les interprétations avancées par les plaignants bouleverseraient cet équilibre. Elles saperaient la confiance des Membres dans le système de l'OMC fondé sur des règles et pourraient, en conséquence, dissuader les Membres d'assumer de nouveaux engagements ou d'octroyer de nouvelles concessions. Les États-Unis considèrent que le Groupe spécial devrait rejeter la thèse des plaignants qui équivaut à nier l'existence de l'Accord sur les sauvegardes, et à la place interpréter le texte comme le prévoit le Mémorandum d'accord, en donnant aux termes leur sens ordinaire, dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord.[257]

7.52 Les États-Unis estiment que depuis l'entrée en vigueur du GATT en 1947, la possibilité de recourir à des mesures de sauvegarde (prévue par l'article XIX) a été considérée comme une composante critique du système commercial international fondé sur des règles. L'une des justifications primordiales de l'inclusion d'une disposition relative aux sauvegardes était la conviction

[253] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 83.
[254] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 83.
[255] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 83.
[256] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 1 à 9.
[257] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 1 et 2.

que l'existence d'une "soupape de sécurité" faciliterait les concessions commerciales.[258] L'historique de la négociation de l'Accord sur les sauvegardes montre que celui-ci ne visait pas à modifier cet objectif. Selon les États-Unis, les négociateurs voulaient plutôt stopper la prolifération des prétendues "mesures de zone grise" et encourager les Membres de l'OMC à appliquer à la place des procédures ouvertes, transparentes et établies lorsqu'ils envisageaient une protection temporaire contre des importations. Les États-Unis font valoir que l'Accord sur les sauvegardes reflète ainsi un compromis soigneusement équilibré – un compromis auquel les parties se sont fiées quand l'OMC a été établie et quand elles en sont devenues Membres. Les États-Unis estiment que l'Accord sur les sauvegardes doit être interprété et appliqué sur la base du sens ordinaire de ses termes, dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord, à savoir permettre des mesures de sauvegarde temporaires dans des circonstances appropriées, et encourager le recours à ce mécanisme plutôt qu'aux mesures non transparentes qui avaient proliféré auparavant.[259]

2. Critère d'examen

7.53 Les Communautés européennes, la Norvège et la Suisse font observer[260] que, en vertu de l'Accord sur les sauvegardes, les autorités nationales sont tenues de démontrer, au moment où elles imposent des mesures de sauvegarde, et moyennant une explication motivée et adéquate (c'est-à-dire dans leur rapport ou équivalent), que les conditions juridiques pour l'adoption de ces mesures sont remplies. Elles font observer que les autorités nationales sont tenues d'évaluer tous les faits en leur possession ou qu'elles auraient dû obtenir conformément au régime de l'OMC en matière de sauvegardes.[261] Il y a un parallélisme entre cette obligation au sens large des autorités nationales et l'examen auquel les groupes spéciaux sont tenus de procéder pour les mesures de sauvegarde. L'Organe d'appel a estimé qu'un groupe spécial qui examinait des mesures de sauvegarde devait vérifier si les autorités nationales "avaient considéré tous les faits pertinents et avaient expliqué de manière adéquate en quoi les faits étayaient les déterminations ayant été formulées".[262] [263]

7.54 En ce qui concerne la méthode d'analyse correcte que le Groupe spécial devrait suivre, le Japon et la Nouvelle-Zélande rappellent que l'Accord sur les sauvegardes est muet quant au critère d'examen approprié. Toutefois, le critère énoncé à l'article 11 du Mémorandum d'accord s'applique toujours. L'article 11 dispose qu'"un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions".[264]

7.55 Les Communautés européennes, le Japon, la Suisse, la Norvège et la Nouvelle-Zélande rappellent que, bien qu'il ne soit pas attendu des groupes spéciaux qu'ils effectuent un examen *de novo* des éléments de preuve ni qu'ils substituent leurs propres conclusions à celles des autorités compétentes, l'Organe d'appel a souligné que les groupes spéciaux ne pouvaient pas simplement *accepter* les conclusions desdites autorités:

---

[258] K. Dam, *The GATT: Law and International Economic Organization* 99 (1970) (pièce n° 87 des États-Unis).

[259] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 3 à 9.

[260] Les points de droit soulevés dans la présente section sont également traités par les parties dans plusieurs des sections se rapportant à des allégations spécifiques.

[261] Rapport du Groupe spécial *Corée – Produits laitiers*, paragraphes 7.30 et 7.31, 7.54.

[262] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 121.

[263] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 109 et 110; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 95 et 96; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 97 et 98.

[264] Première communication écrite du Japon, paragraphe 75; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.3.

> "[U]n groupe spécial n'est en mesure de se prononcer sur la question de savoir si l'explication donnée par les autorités compétentes pour leur détermination est motivée et adéquate que s'il examine cette explication en profondeur, de manière critique, à la lumière des faits dont il dispose. Les groupes spéciaux doivent donc examiner la question de savoir si l'explication fournie par les autorités compétentes tient pleinement compte de la nature et, notamment, de la complexité des données et si elle tient compte d'autres interprétations plausibles de ces données. En particulier, un groupe spécial doit constater qu'une explication n'est pas motivée ou qu'elle n'est pas adéquate si une autre explication des faits est plausible et que l'explication donnée par les autorités compétentes ne lui semble pas adéquate au vu de cette autre explication."[265] [266]

7.56 Le Japon se dit convaincu que le Groupe spécial procédera à toutes les enquêtes et évaluations appropriées pour s'acquitter de son obligation de procéder à une "évaluation objective des faits" au sens de l'article 11 du Mémorandum d'accord. Selon le Japon, ce faisant, le Groupe spécial découvrira de multiples manquements aux obligations énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes et dans le GATT de 1994.[267] La Nouvelle-Zélande soutient qu'il incombe au Groupe spécial d'examiner ces données et ce raisonnement ainsi que les explications avancées par l'USITC. Elle estime que cet examen montrera clairement que les États-Unis ont manqué à leurs obligations dans le cadre du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes.[268] La Chine déclare qu'elle souscrit pleinement aux arguments exposés par d'autres coplaignants en ce qui concerne les aspects essentiels que les groupes spéciaux sont tenus d'analyser quand ils examinent une mesure de sauvegarde.[269]

7.57 À la lumière de ce qui précède, les Communautés européennes, la Norvège et la Suisse considèrent que le présent Groupe spécial peut constater que les déterminations des États-Unis qui lui sont soumises sont incompatibles avec l'Accord sur les sauvegardes (et que les mesures des États-Unis sont dépourvues de fondement juridique)[270] pour les motifs fondamentaux suivants:

a) Elles reposent sur une méthode qui n'est pas conforme aux critères énoncés dans l'Accord sur les sauvegardes.

b) Les faits invoqués pour étayer les conclusions ne satisfont pas, compte tenu de la complexité des données, aux critères de fond de l'Accord sur les sauvegardes; ou bien, les autorités compétentes ne fournissent pas d'explication motivée et adéquate de la façon dont ces faits satisfaisaient à ces critères de fond. Cette dernière insuffisance tient ou bien à ce que le dossier de l'USITC ne fournit pas tous les renseignements nécessaires pour montrer que les conditions pour imposer les mesures de sauvegarde étaient remplies, ou bien à ce que les faits inclus dans le rapport de l'USITC ne justifient tout simplement pas les conclusions tirées par l'USITC.

---

[265] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 106. Cela a été confirmé tout dernièrement dans le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphes 72 à 74.

[266] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 111; première communication écrite du Japon, paragraphe 76; première communication écrite de la Suisse; paragraphe 99; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 97; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.4.

[267] Première communication écrite du Japon, paragraphe 77.

[268] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.5.

[269] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 81.

[270] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 73.

7.58 Les États-Unis font valoir qu'il n'y a pas d'approche interprétative spéciale applicable aux allégations soulevées dans le cadre de l'Accord sur les sauvegardes. Comme dans tout autre différend, conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord le Groupe spécial doit "procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions ..." Les États-Unis considèrent que le critère d'examen à appliquer dans les affaires de sauvegardes est bien établi. Dans les affaires *Corée – Produits laitiers* et *Argentine – Chaussures (CE)*, les groupes spéciaux ont spécifiquement rejeté l'idée que les groupes spéciaux peuvent procéder à un examen *de novo* de la détermination établie par l'autorité nationale chargée de l'enquête.[271] Au lieu de cela, le Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)* a fait valoir ce qui suit[272]:

> "[N]otre examen se limitera à une évaluation objective, conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, de la question de savoir si l'autorité nationale a examiné tous les faits pertinents, y compris chaque facteur, énumérés à l'article 4:2 a) de la question de savoir si le rapport publié sur l'enquête donne une indication suffisante de la façon dont les faits étayent la détermination rendue et, en conséquence, de la question de savoir si la détermination rendue est compatible avec les obligations de l'Argentine au titre de l'Accord sur les sauvegardes."[273]

7.59 Les États-Unis soutiennent que l'argumentation des plaignants témoigne d'un défaut de compréhension du critère d'examen. En grande partie, leur argumentation présente simplement une autre vue des faits, et elle ne montre pas que les constatations de l'USITC ou la décision des États-Unis d'appliquer une mesure de sauvegarde étaient de quelconque manière incompatible avec l'Accord sur les sauvegardes ou avec l'article XIX. Les États-Unis estiment que cette argumentation cherche à mauvais escient à amener le Groupe spécial à donner sa propre interprétation *de novo* du dossier.[274]

3. Charge de la preuve

7.60 La Nouvelle-Zélande estime que la règle fondamentale en matière de charge de la preuve est qu'"il appartient à la partie qui affirme un fait, que ce soit le demandeur ou le défendeur, d'en apporter la preuve".[275] Ainsi, comme l'a souligné le Groupe spécial *Corée - Produits laitiers*, "il incombe à la partie demanderesse d'établir des éléments *prima facie* à l'appui d'une allégation de violation de l'Accord sur les sauvegardes et il incombe ensuite à la partie défenderesse de réfuter cette argumentation".[276] La Nouvelle-Zélande considère par conséquent qu'en adoptant des mesures de sauvegarde visant certains produits plats laminés en acier au carbone, les États-Unis ont manqué à leurs obligations en vertu du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes.[277]

7.61 Les États-Unis soutiennent qu'ils se sont pleinement acquittés de leurs obligations en vertu de l'Accord sur l'OMC en appliquant les mesures de sauvegarde visant l'acier. Les États-Unis considèrent que conformément à l'Accord sur l'OMC, c'est aux plaignants qu'incombe la charge de démontrer qu'il y a incompatibilité. S'ils ne s'acquittent pas de cette charge pour une mesure de sauvegarde particulière, il ne sera pas permis de constater que la mesure en question est incompatible

---

[271] *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 7.30; *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.117.
[272] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 44.
[273] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.124.
[274] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 44 à 47.
[275] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 15.
[276] Rapport du Groupe spécial *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 7.24.
[277] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.1 et 4.2.

avec l'Accord sur l'OMC.[278] Suivant les États-Unis, aucun des plaignants ne s'est acquitté de la charge qui lui incombait d'établir des éléments *prima facie* à l'appui des allégations figurant dans sa demande de groupe spécial. Ils s'en tiennent chacun, en grande mesure, à des assertions infondées avancées sans éléments de preuve ni justification juridique qui les étayent. Dans l'affaire *États-Unis - Chemises et blouses de laine*, l'Organe d'appel a noté qu'"une partie alléguant qu'il y a une violation d'une disposition de l'Accord sur l'OMC par un autre Membre doit soutenir et prouver son allégation".[279] Considérant la même question dans le contexte d'une mesure de sauvegarde, le Groupe spécial *Corée - Produits laitiers* a constaté qu'"[e]n droit, c'est aux Communautés européennes, en tant que partie plaignante, que la charge de la preuve incombe, et cette charge ne se déplace pas pendant les travaux du groupe spécial".[280] Le Groupe spécial *Corée - Produits laitiers* a également noté qu'il incombait aux Communautés européennes, en tant que partie plaignante, de montrer *prima facie* qu'il y avait violation de l'Accord sur les sauvegardes.[281] Ce groupe spécial a conclu encore que, dès lors que les Communautés européennes avaient établi des éléments *prima facie* à l'appui de leur argumentation, il incombait à la Corée (la partie défenderesse dans ce différend) de présenter ses propres éléments de preuve et arguments montrant qu'elle s'était conformée aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes quand elle avait établi sa détermination.[282] Le Groupe spécial *Corée - Produits laitiers* a ensuite conclu ceci: "[à] la fin de ce processus, c'est au Groupe spécial qu'il appartient de peser et d'apprécier les éléments de preuve et les arguments présentés par les deux parties afin d'arriver à des conclusions quant au bien-fondé des allégations des Communautés européennes".[283] [284]

7.62 Dans leur réponse, les plaignants déclarent qu'ils ne contestent pas qu'il leur incombe de montrer *prima facie* que les mesures de sauvegarde des États-Unis sont incompatibles avec les critères de l'Accord sur les sauvegardes. Toutefois, selon eux, la véritable question est la suivante: quelles sont les prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes et que faut-il montrer pour établir qu'elles n'ont pas été respectées?[285] Suivant les Communautés européennes, pour examiner ce que signifie démontrer *prima facie* le bien-fondé d'une argumentation, il est nécessaire de tenir compte du fait que les arguments des plaignants peuvent être répartis en plusieurs catégories impliquant différents types de preuve ou de démonstration: premièrement, il y a des arguments méthodologiques – à savoir que les États-Unis n'ont pas suivi une approche compatible avec l'Accord sur les sauvegardes et qu'ils ne pouvaient donc pas arriver à des conclusions valables; deuxièmement, un certain nombre de constatations sont erronées; et troisièmement, un certain nombre de constatations ne sont pas étayées par une explication motivée et adéquate.[286]

7.63 En ce qui concerne la première catégorie, les Communautés européennes rappellent que les plaignants ne contestent pas les méthodes utilisées par l'USITC en soi, mais font simplement observer que les méthodes d'analyse et de raisonnement utilisées par l'USITC pour arriver à ses diverses

---

[278] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Fils de coton*, paragraphe 7.23, "Nous considérons par conséquent que c'est au Pakistan, la partie plaignante, qu'incombe la charge d'établir *prima facie* que la mesure de sauvegarde transitoire en question est contraire à l'article 6."

[279] *États-Unis - Chemises et blouses de laine*, paragraphe IV.

[280] Rapport du Groupe spécial *Corée - Produits laitiers*, paragraphe 7.24.

[281] Rapport du Groupe spécial *Corée - Produits laitiers*, paragraphe 7.24. Comme l'a noté l'Organe d'appel, un commencement de preuve "en l'absence de réfutation effective par la partie défenderesse, fait obligation au Groupe spécial, en droit, de statuer en faveur de la partie plaignante fournissant le commencement de preuve". *CE - Hormones*, paragraphe 104.

[282] Rapport du Groupe spécial *Corée - Produits laitiers*, paragraphe 7.24.

[283] Rapport du Groupe spécial *Corée - Produits laitiers*, paragraphe 7.24.

[284] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 41 à 43.

[285] Première déclaration orale "Scope and Standard of Review" des Communautés européennes au nom des plaignants, paragraphe 1.

[286] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 29.

constatations et déterminations bien souvent ne sont pas aptes à assurer que les conditions de l'Accord sur les sauvegardes sont remplies. En conséquence, les constatations et déterminations correspondantes sont viciées, ou à tout le moins non étayées par une explication motivée et adéquate. Dans ces cas-là, il n'est pas nécessaire d'examiner quel serait le résultat d'une enquête avec une méthode correcte. Cela exigerait de donner une "interprétation *de novo* du dossier". En ce qui concerne la deuxième catégorie de cas, pour les Communautés européennes il est clair qu'il doit être établi par une démonstration factuelle *prima facie* que la constatation est incorrecte. Cette démonstration peut être fondée sur les éléments de preuve dans le rapport de l'USITC et sur d'autres documents qui font partie du dossier ou de ses suppléments, ou sur les renseignements que l'USITC aurait dû obtenir mais qu'elle n'a pas obtenus.[287] La troisième catégorie d'arguments, comme la première, exige simplement une démonstration logique selon laquelle les déterminations ne remplissent pas la condition relative à une explication motivée et adéquate. Selon les Communautés européennes, cela peut inclure le fait d'invoquer une autre explication que l'USITC n'a pas prise en considération ou qu'elle a rejetée à tort. Un autre moyen de démontrer que l'USITC n'a pas fourni une explication motivée et adéquate consiste à faire observer que le rapport ne contient pas les renseignements nécessaires pour étayer les constatations que l'USITC alléguait faire. À cet égard, les Communautés européennes font également observer que les États-Unis ont cherché dans un certain nombre de cas à réfuter les arguments des plaignants en invoquant des renseignements qui n'étaient pas inclus dans le rapport. Les Communautés européennes considèrent que, puisque l'obligation consistait à fournir une explication motivée et adéquate dans le rapport, la présentation par les États-Unis de nouveaux éléments de preuve ne peut pas être acceptée, mais qu'elle sert simplement, en fait, à démontrer que les éléments de preuve ont été omis à tort dans le rapport.[288]

4. Méthodologies

7.64 Les plaignants font observer que des insuffisances méthodologiques générales sont apparentes dans de nombreuses parties du rapport de l'USITC pour l'ensemble des catégories de produits. Les Communautés européennes, la Norvège et la Suisse déclarent qu'elles se limitent à ces insuffisances méthodologiques, tout en faisant remarquer certaines des erreurs les plus flagrantes dans les déterminations individuelles concernant certains des produits.[289]

7.65 Les États-Unis font observer que les plaignants n'ont pas démontré que l'une quelconque des méthodes de l'USITC était incompatible avec l'Accord sur les sauvegardes. Pour arriver à ses déterminations concernant le dommage grave et la menace de dommage grave, l'USITC a appliqué un certain nombre de méthodes éprouvées pour organiser et analyser les renseignements en sa possession. L'analyse par l'USITC de chacun des produits similaires visés par l'enquête a été neutre et impartiale, et elle n'a pas été choisie de manière à parvenir à un résultat particulier. Dans le cadre de ces méthodes, l'USITC a fait des constatations de fait et des déterminations qui étaient conformes à la fois aux prescriptions du droit interne et aux obligations des États-Unis en vertu de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994. Le Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* a reconnu que l'examen de la compatibilité avec les règles de l'OMC des méthodes utilisées pour établir une détermination concernant le dommage grave est différent de l'examen des questions factuelles.[290] Dans ce différend, le Groupe spécial a évalué les deux types de questions pour confirmer les

[287] Rapport du Groupe spécial *Corée – Produits laitiers*, paragraphes 7.30, 7.31 et 7.54.
[288] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 30 à 33.
[289] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 112 et 113; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 98 et 99; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 100.
[290] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.192.

conclusions de l'USITC concernant l'accroissement des importations. En ce qui concerne les méthodes, le Groupe spécial a procédé à:

> "[U]ne évaluation objective ... de la question de savoir si la méthode retenue est impartiale et objective, de telle sorte que son application permet d'expliquer de façon suffisante, motivée et raisonnable la manière dont les faits versés au dossier dont l'[US]ITC disposait étayaient la détermination rendue en ce qui concerne l'accroissement des importations."[291]

7.66 Les États-Unis font observer que, significativement, le Groupe spécial s'est demandé si la méthode permettait des résultats compatibles avec les termes de l'Accord sur les sauvegardes, et non pas si elle prescrivait ou produisait invariablement de tels résultats. Le Groupe spécial a confirmé ensuite la pratique de l'USITC consistant à prendre en considération cinq années complètes de données et deux périodes intermédiaires comparables parce que:

> "[P]remièrement, l'Accord ne contient aucune règle spécifique concernant la durée de la période visée par l'enquête; deuxièmement, la période retenue par l'[US]ITC lui *permet* de se concentrer sur les importations récentes; et troisièmement, cette période est suffisamment longue pour *permettre* de tirer des conclusions concernant l'existence d'un accroissement des importations."[292]

7.67 Le Groupe spécial a dit ensuite qu'il allait "examiner [l]es constatations [de l'USITC] concernant l'accroissement des importations en termes absolus et relatifs *à la lumière de cette méthode*".[293] Les États-Unis estiment que cette approche signifie qu'une méthode est une étape du processus d'analyse par l'autorité compétente. Une méthode homogène peut aider les autorités compétentes à organiser ou à analyser les faits de la cause et à assurer que les résultats soient neutres et impartiaux. Mais l'application d'une méthode n'est qu'un moyen de se conformer aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes ou du droit interne, et elle n'est pas exigée par l'Accord. Un Membre est donc libre d'utiliser des méthodes dans le cadre de son analyse, ou bien d'essayer de trouver des méthodes qui assureront ladite conformité dans tous les cas.[294]

7.68 En réponse à l'affirmation des États-Unis suivant laquelle les plaignants n'ont pas démontré que l'une quelconque des méthodes de l'USITC était incompatible avec l'Accord sur les sauvegardes, la Chine apporte la clarification suivante: au lieu d'alléguer que l'USITC a appliqué une méthode qui est incompatible avec l'Accord sur les sauvegardes, la Chine allègue que, pour arriver à leurs différentes constatations, les autorités des États-Unis ont appliqué des méthodes qui ne pouvaient pas conduire à des déterminations compatibles avec l'Accord sur les sauvegardes ni avec d'autres dispositions de l'Accord sur l'OMC. En conséquence, l'application de ces méthodes a conduit à des déterminations qui étaient nécessairement viciées et qui ne pouvaient pas satisfaire aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes.[295]

7.69 Les États-Unis font observer enfin que les plaignants contestent plusieurs des méthodes employées par l'USITC au motif qu'elles ne sont pas "en conformité avec" les critères de l'Accord sur

---

[291] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.194.

[292] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.201 (pas d'italique dans l'original).

[293] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.205 (italique dans l'original).

[294] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 53 à 56.

[295] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 4 et 5.

les sauvegardes ou de l'article XIX du GATT de 1994.[296] Les États-Unis considèrent que ce ne sont pas les méthodes, en tant que telles, qui doivent être en conformité avec les obligations dans le cadre de l'OMC. La question pertinente aux fins de l'Accord sur les sauvegardes est celle de savoir si les autorités compétentes ont mené une enquête et fait une détermination conformes aux obligations d'un Membre dans le cadre de l'OMC. Les méthodes sont un outil qui peut servir à l'enquête mais, suivant les États-Unis, les plaignants n'ont fait état d'aucune référence dans l'Accord sur les sauvegardes à des méthodes ni à des obligations qui s'appliquent spécifiquement aux méthodes. À cet égard, de précédents groupes spéciaux et l'Organe d'appel lorsqu'ils ont considéré des mesures de sauvegarde des États-Unis ont systématiquement reconnu que les constatations de l'USITC pouvaient être en conformité avec les obligations dans le cadre de l'Accord même si la méthode, prise isolément, n'incorporait pas tous les critères pertinents.[297] Les États-Unis ajoutent que le Groupe spécial devrait écarter l'argumentation des plaignants qui voudrait que certaines pratiques et méthodes de l'USITC soient, en règle générale, incompatibles avec les règles de l'OMC. Les États-Unis font observer que les plaignants n'ont pas contesté ces pratiques – et que d'ailleurs ils ne le pouvaient pas.[298]

7.70 Les plaignants conviennent avec les États-Unis qu'il n'y a pas de critère d'examen spécial pour les mesures de sauvegarde en ce sens que l'article 11 du Mémorandum d'accord s'applique.[299] Mais nonobstant cette déclaration, les États-Unis défendent bel et bien un critère d'examen spécial. Ils le font d'abord en se référant indûment à l'expression émotionnelle "*de novo*". Pour les plaignants, il est clair que le Groupe spécial ne devrait pas tenter de mener une enquête *de novo* – c'est-à-dire qu'il ne devrait pas chercher à déterminer si l'application de mesures de sauvegarde dans l'intérêt de l'industrie sidérurgique des États-Unis était justifiée, comme s'il était lui-même l'autorité chargée de l'enquête. Au lieu de cela, le Groupe spécial devrait seulement examiner si les États-Unis ont correctement appliqué l'Accord sur les sauvegardes quand ils ont imposé ces mesures. L'obligation fondamentale qui incombait aux États-Unis en vertu de l'Accord sur les sauvegardes était de mener une enquête appropriée et de justifier et expliquer pleinement ce qu'ils avaient fait. À cet égard, l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes stipule que "les autorités compétentes publieront un rapport exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles seront arrivées sur tous les points de fait et de droit pertinents". L'Organe d'appel a précisé que les autorités nationales ont l'obligation de démontrer, au moment où elles prennent une mesure de sauvegarde, à travers une explication motivée et adéquate, que les conditions juridiques pour l'adoption de la mesure en question sont remplies. L'Organe d'appel a estimé qu'un groupe spécial qui examinait une mesure de sauvegarde devait vérifier si les autorités nationales avaient considéré tous les faits pertinents et avaient fourni une explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient les déterminations formulées.[300] Il s'agit là d'une obligation fondamentale, et la question de savoir si elle a été respectée ou non doit être déterminée par un groupe spécial en appliquant le critère d'examen énoncé à l'article 11 du Mémorandum d'accord – à savoir une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause. Or, les États-Unis emploient abusivement l'expression "*de novo*" quand ils déclarent que des groupes spéciaux ne peuvent pas examiner des déterminations "*de novo*"[301] et qu'ils ne doivent pas "donner leur propre interprétation *de novo* du dossier".[302] C'est à une *enquête de novo* que le Groupe spécial ne devait pas procéder. Mais le Groupe spécial

[296] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 112 et 464; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 98 et 99; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 100.
[297] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 57.
[298] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 18.
[299] *Voir*, sur ce point, la discussion dans la section VII.B.2 plus haut.
[300] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 121.
[301] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 44.
[302] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 45.

manquerait à son obligation en vertu de l'article 11 du Mémorandum d'accord s'il n'examinait pas (*de novo* ou autrement) si les États-Unis s'étaient conformés à l'Accord sur les sauvegardes et, en particulier, si l'autorité compétente avait effectué toutes les analyses nécessaires, si elle avait exposé les "conclusions motivées auxquelles elle [ ] [était] arrivée [ ] sur tous les points de fait et de droit pertinents" et si elle avait ainsi fourni une explication motivée et adéquate de la façon dont les faits de l'enquête étayaient ses déterminations. Puisque le Groupe spécial n'est pas censé mener une enquête *de novo*, il peut seulement examiner, sur la base du rapport d'enquête dont il dispose, sur quoi les États-Unis ont enquêté et comment ils sont arrivés à leurs conclusions (ou "déterminations" comme elles sont appelées). C'est-à-dire qu'il doit examiner si l'autorité compétente a posé les bonnes questions et si elle a effectué une analyse appropriée. Selon les plaignants, c'est ce qu'ils entendent quand ils déclarent que le Groupe spécial devrait examiner si les "méthodes" utilisées par les États-Unis étaient correctes.[303]

7.71 Les plaignants considèrent aussi qu'en faisant valoir que la méthode utilisée n'importe pas, et qu'il est nécessaire de prouver que la conclusion d'une enquête en matière de sauvegardes est incorrecte, les États-Unis demandent en fait au Groupe spécial d'examiner quel serait le résultat de l'enquête avec une méthode et une analyse correctes. Cela exigerait du Groupe spécial qu'il mène une enquête *de novo*, c'est-à-dire précisément ce que les plaignants conviennent que le Groupe spécial ne devrait pas faire. Tout ce que le Groupe spécial peut faire est d'examiner si l'autorité chargée de l'enquête a examiné tous les faits et a fourni une explication motivée et adéquate de ses déterminations (et si cette explication a un sens). Si le rapport explique qu'une méthode viciée a été appliquée - c'est-à-dire une méthode qui n'assure pas que les conditions de l'Accord sur les sauvegardes sont remplies – alors il ne peut pas y avoir d'explication motivée et adéquate. Une méthode non conforme à l'Accord sur les sauvegardes (par exemple dans le cadre de laquelle certains seulement des facteurs relatifs au dommage seraient considérés) dérogera donc à l'Accord sur les sauvegardes. De même, dès lors qu'une méthode incompatible est appliquée, la mesure en cause sera incompatible avec l'Accord sur les sauvegardes. Les plaignants estiment que s'il est déterminé qu'une méthode correcte a été appliquée, le Groupe spécial cependant doit encore passer à l'étape suivante – en examinant si les faits étayent véritablement les déterminations établies.[304]

7.72 Les plaignants estiment, par conséquent, qu'il n'est pas demandé au Groupe spécial d'examiner l'exactitude des données figurant dans le rapport de l'USITC. Les points essentiels soulevés dans la présente procédure sont les suivants: i) le rapport de l'USITC n'est pas complet, c'est-à-dire qu'il ne contient pas tous les renseignements nécessaires pour montrer que les conditions pour imposer les mesures de sauvegarde étaient remplies; et ii) les faits inclus dans le rapport de l'USITC ne justifient pas les conclusions tirées par l'USITC.[305]

7.73 Les États-Unis rappellent que les plaignants ont contesté dans le présent différend l'application de la législation des États-Unis en matière de sauvegardes à dix produits en acier spécifiques. Il n'a pas été allégué que l'un quelconque des aspects de la législation ou de la pratique des États-Unis en matière de sauvegardes était à première vue incompatible avec les obligations dans le cadre de l'OMC. Comme l'application de la législation des États-Unis en matière de sauvegardes a pris la forme de dix mesures de sauvegarde distinctes, chacune de ces mesures, par conséquent, doit être considérée séparément par le Groupe spécial pour déterminer si chacune a été appliquée en

[303] Première déclaration orale "Scope and Standard of Review" des Communautés européennes au nom des plaignants, paragraphes 3 à 10.

[304] Première déclaration orale "Scope and Standard of Review" des Communautés européennes au nom des plaignants, paragraphes 13 à 16.

[305] Première déclaration orale "Standard and Scope of Review" des Communautés européennes au nom des plaignants, paragraphe 27.

conformité avec les règles de l'OMC. C'est donc aux plaignants qu'incombe la charge d'établir *prima facie* que chacune de ces dix mesures est incompatible avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC. Il faut pour cela expliquer comment, compte tenu de l'ensemble unique de faits propre à chacun des dix produits, les mesures de sauvegarde des États-Unis étaient en fait incompatibles avec les obligations des États-Unis dans le cadre de l'OMC. Les plaignants ne peuvent pas se contenter de contester les méthodes générales utilisées par l'USITC pour enquêter sur l'incidence de l'accroissement des importations sur chacune des dix branches de production nationales définies. L'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes exige une détermination fondée sur les faits pour chacune des conditions à remplir pour imposer une mesure de sauvegarde. Les méthodes fournissent un cadre pour analyser les faits dans une affaire donnée. Elles ne sauraient se substituer à cette analyse, et elles ne peuvent pas en elles-mêmes garantir le respect des obligations dans le cadre de l'OMC. Ainsi, indépendamment des méthodes générales utilisées, les plaignants doivent démontrer séparément pour chaque mesure en quoi les faits cités par l'USITC concernant le produit et la branche de production en question ne remplissent pas les conditions énoncées à l'article 2:1.[306]

7.74 En outre, les États-Unis estiment que, dans la mesure où le Groupe spécial juge utile d'examiner les méthodes particulières utilisées par l'USITC dans chacune des dix enquêtes en matière de sauvegardes en cause, la question appropriée consiste à savoir si une méthode permet des résultats compatibles avec les termes de l'Accord sur les sauvegardes. Ce point ressort clairement de l'approche retenue par le Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*[307] et il est en contradiction directe avec la position prise par les Communautés européennes suivant laquelle la question critique était de savoir si les méthodes utilisées par l'USITC "assurent que les conditions énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes et dans le GATT sont remplies".[308] Ainsi, le Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* a reconnu que, tant qu'une méthode permet une analyse des faits compatible avec les termes de l'Accord sur les sauvegardes, cette méthode est admissible. Indépendamment de la conclusion concernant la méthode, un groupe spécial doit ensuite examiner si le plaignant a démontré que les constatations factuelles résultant de l'application de la méthode étaient incompatibles avec les obligations énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes. Selon l'approche des Communautés européennes, une méthode qui permettait aux autorités compétentes de se conformer aux règles de l'OMC, mais qui pouvait aussi être appliquée d'une manière qui n'était pas en conformité, constituerait un manquement en soi. Ainsi, même si une détermination concernant le dommage était pleinement conforme à l'Accord sur les sauvegardes, elle devrait être rejetée par un groupe spécial tout simplement parce qu'elle reposait sur des méthodes qui, dans un cas hypothétique, pourraient produire un résultat contraire à l'Accord. Alors que les Communautés européennes contestaient les déterminations de l'USITC et les mesures de sauvegarde en résultant, leur argumentation concernant la méthode exigerait donc du Groupe spécial qu'il ne tienne pas compte de ce qu'ont effectivement fait l'USITC et le gouvernement des États-Unis. En outre, le critère des Communautés européennes assujettirait les "méthodes" à un critère plus strict s'agissant de la compatibilité par rapport aux règles de l'OMC que la législation dans le cadre de laquelle ces méthodes sont appliquées. Aux termes du Mémorandum d'accord, une législation en tant que telle ne peut être jugée incompatible avec les règles de l'OMC que si elle habilite un Membre à prendre des mesures incompatibles avec ces règles. En revanche, une législation qui accorde à un Membre le pouvoir discrétionnaire soit de se conformer soit de ne pas se conformer aux règles de l'OMC n'est pas en tant que telle incompatible avec les règles de l'OMC.[309] Le résultat serait absurde, puisque des

[306] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 14 à 16.
[307] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.194.
[308] Première déclaration orale "Scope and Standard of Review" des Communautés européennes au nom des plaignants, paragraphe 12.
[309] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 1916*, paragraphe 88; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Article 129 c) 1), URAA*, paragraphes 6.22 à 6.33.

Membres pourraient contester les méthodes discrétionnaires découlant d'une législation discrétionnaire en tant que telles, alors qu'ils ne pourraient pas contester au même titre la législation en question. Il incombe par conséquent au Groupe spécial d'évaluer séparément chaque ensemble unique de faits propre à chacune des dix mesures de sauvegarde en question. Par exemple, même si le Groupe spécial devait déterminer qu'une méthode utilisée par l'USITC pourrait permettre d'arriver à une conclusion incompatible avec une disposition de l'Accord sur les sauvegardes, il resterait encore au Groupe spécial à établir si chacune des déterminations de l'USITC pour chacun des dix produits qui reposait sur cette méthode était effectivement incompatible avec l'Accord sur les sauvegardes. Faute de ce strict minimum, il y aurait une injustice fondamentale par rapport aux Membre qui cherchaient à faire valoir leurs droits en vertu de l'article XIX.[310]

7.75 Selon les États-Unis, les plaignants ne traitent que rarement les faits propres à chacune des dix mesures de sauvegarde en cause, et au lieu de cela ils allèguent que diverses méthodes utilisées par l'USITC sont incompatibles avec l'Accord sur les sauvegardes. Un examen des arguments présentés démontre que les plaignants ne se sont pas acquittés de la charge qui leur incombait d'établir que les méthodes appliquées par l'USITC ne permettaient pas une analyse motivée, et encore moins qu'elles aboutissaient effectivement à des déterminations factuelles incompatibles avec l'Accord sur les sauvegardes.[311]

7.76 Les plaignants répondent que l'Organe d'appel a confirmé récemment dans son rapport sur l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE* que des méthodologies – ou méthodes comme il préfère les appeler – pouvaient être considérées en soi ou "en tant que telles" incompatibles avec les obligations dans le cadre de l'OMC.[312] Toutefois, les plaignants n'ont pas choisi en l'espèce de demander des constatations concernant la législation ou la pratique générale des États-Unis en matière de sauvegardes. Toutes les parties conviennent que le présent différend porte sur dix mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis sur divers groupes de produits en acier. Le fait que les plaignants n'attaquent pas les méthodes de l'USITC en soi signifie qu'ils attaquent simplement les méthodes d'analyse effectivement utilisées en l'espèce – et pas nécessairement les méthodes que l'USITC utilise habituellement. Les États-Unis voudraient que le Groupe spécial confirme qu'ils peuvent appliquer toute méthode d'analyse à leur convenance dans une enquête en matière de sauvegardes et qu'il incombe aux plaignants de "démontrer séparément pour chaque mesure en quoi les faits cités par l'USITC concernant le produit et la branche de production en question ne remplissent pas les conditions énoncées à l'article 2:1".[313] Cela exigerait du Groupe spécial lui-même qu'il applique l'Accord sur les sauvegardes aux divers faits disséminés dans le rapport de l'USITC pour établir si des mesures de sauvegarde seraient justifiées ou non pour chacun des produits (ou plutôt groupes de produits) qui y ont été assujettis par les États-Unis. En d'autres termes, les États-Unis demandent au Groupe spécial de procéder à un examen *de novo*. Cela n'est pas la tâche du Groupe spécial qui doit au contraire, s'il a été utilisé des méthodes d'analyse qui n'assurent pas que les conditions énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes et dans le GATT sont remplies, déclarer que les mesures de sauvegarde en résultant sont incompatibles avec ces accords. Les plaignants ne souscrivent pas à l'idée que "la question appropriée consiste à savoir si une méthode permet des résultats compatibles avec les termes de l'Accord sur les sauvegardes"[314], ce qui signifie qu'un groupe spécial doit accepter l'utilisation d'une méthode qui peut – par accident – permettre d'arriver à une constatation identique à celle qui résulterait d'une application correcte de l'Accord sur

[310] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 17 à 23.
[311] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 24.
[312] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, paragraphes 86 et 162.
[313] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 16.
[314] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 17.

les sauvegardes. Les Membres de l'OMC ne peuvent imposer des mesures de sauvegarde que si toutes les conditions énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes et dans le GATT de 1994 sont remplies et il incombe aux autorités compétentes de mener une enquête appropriée pour s'assurer – et démontrer – que ces conditions sont remplies. Une enquête ne pourra être appropriée que si l'autorité compétente considère les bonnes questions et examine les conditions correctes. Un groupe spécial qui examine une mesure de sauvegarde doit juger si les déterminations sont correctes en examinant l'explication fournie dans le rapport. Si cela révèle que l'autorité compétente a mal compris les conditions d'application des mesures de sauvegarde ou qu'elle n'a pas considéré les bonnes questions, il sera impossible pour le groupe spécial d'être sûr que les conditions sont remplies. C'est ce que signifient les plaignants quand ils disent que la méthode n'assure pas une conclusion correcte. Dans ce cas de figure, selon les plaignants, un groupe spécial doit constater qu'il y a violation. D'ailleurs, le fait même qu'il ne soit pas possible d'être sûr que le résultat est conforme signifie qu'il n'y a pas d'explication motivée et adéquate. La justification que les États-Unis recherchent dans une analogie avec la distinction entre mesures discrétionnaires et impératives – la théorie qui veut qu'une mesure discrétionnaire d'un Membre de l'OMC ne puisse pas être considérée incompatible en soi avec l'Accord sur l'OMC si elle permet aussi d'agir de manière compatible avec les obligations dans le cadre de l'OMC – est malavisée.[315] Les plaignants ne formulent pas d'allégations en soi visant la législation ou la pratique générale des États-Unis en matière de sauvegardes. Il n'est pas clair en réalité que l'USITC soit tenue d'appliquer les méthodes contestées dans tous les cas. Cependant, les méthodes ont été appliquées en l'occurrence, et par conséquent soit les conclusions tirées sont insuffisantes pour satisfaire aux conditions de l'Accord sur les sauvegardes, soit l'application de ces méthodes signifie qu'il n'y a pas d'explication motivée et adéquate de la façon dont les conditions de l'Accord sur les sauvegardes sont remplies.[316]

5. Devoir d'expliquer – obligations de fond et obligations de forme

7.77 Les États-Unis considèrent que l'article 3:1, troisième phrase, et l'article 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes exigent un rapport sur l'enquête des autorités compétentes, et qu'ils n'imposent pas un "devoir indéfini et illimité" d'expliquer. L'article 3:1, troisième phrase, et l'article 4:2 c) décrivent l'obligation qui incombe aux autorités compétentes de publier un rapport sur l'enquête. Ensemble, ils exigent des autorités compétentes qu'elles présentent "les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles seront arrivées sur tous les points de fait et de droit pertinents", en même temps qu'"une analyse détaillée de l'affaire faisant l'objet de l'enquête ainsi qu'une justification du caractère pertinent des facteurs examinés". Ces prescriptions sont centrées sur les autorités compétentes et sur leur enquête. Les autorités compétentes doivent publier leurs constatations et conclusions motivées – et non pas celles auxquelles le Groupe spécial ou l'un des plaignants aurait pu arriver. Les États-Unis font observer que les autorités compétentes doivent démontrer le caractère pertinent des facteurs examinés – et non pas des facteurs que le Groupe spécial ou les plaignants auraient examinés – et que cette analyse doit figurer dans le rapport. Si le rapport, comme c'est le cas pour le rapport de l'USITC, contient des exposés narratifs et des tableaux de données séparés, les uns et les autres doivent être considérés pour évaluer si le rapport est conforme aux obligations.[317]

7.78 Les États-Unis notent que plusieurs des plaignants font valoir que l'omission d'un fait, d'une citation ou d'un argument rend le rapport de l'USITC incompatible avec l'article 3:1 ou l'article 4:2 c).[318] Or, les articles 3:1 et 4:2 c) n'imposent pas en matière d'enquête ou d'explication un

[315] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 21.
[316] Deuxième déclaration orale "Scope and Standard of Review" des Communautés européennes au nom des plaignants, paragraphes 4 à 14.
[317] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 58 à 62.
[318] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 256.

devoir de perfection dont aucune autorité compétente ne pourrait s'acquitter. Les États-Unis font valoir que, par exemple, si une erreur ou une omission ne met pas en doute une conclusion particulière, cette conclusion est encore "motivée" et, ainsi, conforme à l'article 3:1. De même, si les autorités compétentes sont muettes sur un point de fait ou de droit particulier qui n'est pas pertinent, elles se seront quand même conformées à l'article 3:1. Les États-Unis notent, à cet égard, que selon l'Organe d'appel l'article 3:1 impose une "explication motivée et *adéquate*".[319] L'Organe d'appel est arrivé à une conclusion similaire dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, où il a rappelé sa description de l'analyse correcte du lien de causalité dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* et déclaré:

> "[C]es trois étapes décrivent simplement un processus logique devant permettre de respecter les obligations relatives au lien de causalité qui sont énoncées à l'article 4.2 b). Ces étapes ne sont pas des "critères" juridiques prescrits par le texte de *l'Accord sur les sauvegardes*; il n'est pas non plus impératif que chaque étape fasse l'objet d'une constatation distincte ou d'une conclusion motivée de la part des autorités compétentes."[320]

7.79 Les États-Unis font observer que, dans leurs communications sur les allégations juridiques spécifiques, plusieurs des plaignants font valoir que l'USITC n'a pas considéré d'autres explications des faits.[321] Ils appellent l'attention sur la déclaration suivante de l'Organe d'appel:

> "[E]n particulier, un groupe spécial doit constater qu'une explication n'est pas motivée ou qu'elle n'est pas adéquate si une *autre explication* des faits est plausible et que l'explication donnée par les autorités compétentes ne lui semble pas adéquate au vu de cette autre explication."[322]

Or, suivant les États-Unis, ils ont négligé le fait que cette considération vaut uniquement s'il existe une autre explication qui est "plausible" et que l'explication donnée par les autorités compétentes est inadéquate à la lumière de cette autre explication. C'est aux plaignants, en tant que partie établissant par voie d'affirmation une allégation, qu'incombe la charge de démontrer que leurs autres explications particulières à la fois sont "plausibles" et démontrent que l'explication de l'USITC est inadéquate.[323] [324]

7.80 Les plaignants ne souscrivent pas à la thèse des États-Unis suivant laquelle il ne peut pas être imposé à ces derniers une obligation "indéfinie et illimitée" d'expliquer, ni exigé d'eux qu'ils examinent toutes les "explications plausibles". Les plaignants estiment que les États-Unis ont choisi d'ouvrir une enquête en matière de sauvegardes sur un éventail énorme de produits industriels complexes. La difficulté de l'entreprise dans laquelle ils se sont engagés ne peut pas excuser un manquement à l'Accord sur les sauvegardes. Ils font valoir que pour montrer que les États-Unis n'ont pas considéré toutes les autres explications plausibles, il appartient aux plaignants de prouver que ces autres explications plausibles existent.[325] Les plaignants affirment que c'est ce qu'ils ont fait. Ils soutiennent que si l'USITC n'y a peut-être pas pensé, et qu'elle ne les a pas considérées, cela

---

[319] Rapport de l'Organe d'appel *Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 216 (pas d'italique dans l'original).
[320] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 178.
[321] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 256.
[322] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 106.
[323] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 19.
[324] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 58 à 62.
[325] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 62.

n'empêche pas de constater que les mesures de sauvegarde des États-Unis sont incompatibles avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC.[326]

7.81 Les plaignants soutiennent également que les États-Unis étaient tenus de publier un rapport présentant leurs déterminations et leur explication motivée et adéquate. Ils ne peuvent donc pas tenter maintenant d'invoquer des renseignements qui ne se trouvent pas dans le rapport de l'USITC pour justifier leur mesure. Ils font valoir que c'est pourtant ce que les États-Unis cherchent à faire en bien des occasions. Les plaignants font observer que si les États-Unis ont besoin d'invoquer des renseignements qui ne se trouvent pas dans le rapport de l'USITC, cela prouve sûrement que le rapport de l'USITC ne contenait pas une explication motivée et adéquate. Selon eux, le fait que certains de ces renseignements pouvaient être confidentiels n'excusait pas l'absence d'explication motivée et adéquate. Les plaignants notent que l'Organe d'appel a estimé que l'autorité compétente ne se conformait pas aux critères de fond des articles 2:1 et 4:2 a) si elle ne donnait pas une explication motivée et adéquate de ses constatations. L'article 3:1 oblige l'autorité compétente à publier un rapport. L'explication motivée et adéquate doit, par conséquent, être publique. Les plaignants soutiennent qu'il était possible de donner cette explication en indexant les données ou en utilisant un autre mode de présentation non confidentiel, et que les États-Unis ont tort d'alléguer qu'ils n'avaient pas besoin de procéder ainsi.[327] [328]

7.82 Les plaignants font observer en outre que pour l'Organe d'appel il était clair que les autorités compétentes devaient effectivement évaluer tous les faits en leur possession ou qu'elles auraient dû obtenir conformément à l'Accord sur les sauvegardes.[329] En effet, l'Organe d'appel a déclaré que de même que les autorités compétentes "sont elles-mêmes tenues, dans certaines circonstances, d'aller au-delà des arguments des parties intéressées pour établir leurs propres déterminations, nous estimons que les groupes spéciaux n'ont pas à se limiter eux non plus aux arguments présentés par les parties intéressées aux autorités compétentes lorsqu'ils examinent ces déterminations".[330] Les plaignants considèrent que la seule limite est celle des éléments de preuve qui n'existaient pas lorsque les autorités nationales ont pris leur décision.[331] [332]

7.83 Suivant les États-Unis, les plaignants confondent les obligations de fond et les obligations de forme imposées par l'Accord sur les sauvegardes en concluant à mauvais escient qu'un manquement à l'obligation d'expliquer une détermination de manière adéquate est suffisant pour établir *prima facie* une incompatibilité par rapport à une obligation de fond. Par exemple, en réponse à une question posée par les États-Unis, plusieurs plaignants soutiennent que le fait de ne pas expliquer de manière adéquate une détermination concernant le produit similaire établirait *prima facie* qu'il y a une incompatibilité avec l'article 2:1.[333] Cet argument repose sur une interprétation fondamentalement erronée de la charge qui est imposée aux plaignants en vertu du Mémorandum d'accord. L'article 2:1 est une disposition de fond. Il énonce les conditions de fond qui doivent être remplies avant l'imposition d'une mesure de sauvegarde: importations en quantités tellement accrues et à des

[326] Première déclaration orale "Scope and Standard of Review" des Communautés européennes au nom des plaignants, paragraphes 17 et 18.
[327] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1325.
[328] Première déclaration orale "Scope and Standard of Review" des Communautés européennes au nom des plaignants, paragraphes 20 à 22.
[329] Groupe spécial *Corée – Produits laitiers*, paragraphes 7.30, 7.31 et 7.54.
[330] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 114.
[331] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphe 77.
[332] Première déclaration orale "Scope and Standard of Review" des Communautés européennes au nom des plaignants, paragraphes 20 à 22.
[333] Réponse écrite des Communautés européennes, de la Corée et de la Norvège à la question n° 1 posée par les États-Unis à la première réunion de fond.

conditions telles qu'elles causent ou menacent de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents. L'article 2:1 n'impose pas l'obligation d'expliquer pourquoi un produit est jugé similaire à un autre. L'obligation d'expliquer les déterminations des autorités compétentes, y compris l'obligation d'expliquer la détermination concernant le produit similaire, est énoncée séparément à l'article 3:1. Si le fait de montrer *prima facie* que les autorités compétentes n'ont pas expliqué de manière adéquate tel ou tel aspect d'une détermination en matière de sauvegardes peut étayer une allégation d'incompatibilité avec l'article 3:1, cela n'étayerait pas une allégation distincte d'incompatibilité avec l'article 2:1. Une violation de forme n'établit pas automatiquement une violation de fond. Chaque allégation doit être prouvée séparément selon les cas d'espèce. Ainsi, dans la mesure où les plaignants avancent *prima facie* un manquement à l'obligation d'expliquer une détermination pour étayer leur allégation d'une violation de fond par rapport à l'article 2:1, il ne peut pas être considéré que les plaignants se sont acquittés de la charge qui leur incombe de démontrer la violation de fond qui est alléguée.[334]

7.84 Selon les plaignants, l'Organe d'appel a indiqué clairement que l'autorité compétente doit donner des explications motivées et adéquates de toutes ses constatations et déterminations. Il est évident pour les plaignants que ces constatations doivent avoir un sens – et ne doivent pas être contraires à l'intuition.[335] Les États-Unis ont tort quand ils soutiennent qu'on ne peut pas se fonder sur l'absence d'explication motivée et adéquate pour montrer même *prima facie* qu'il y a une violation de l'article 2:1.[336] L'Organe d'appel a expliqué ceci dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*:

> "[L']application par un groupe spécial du critère d'examen approprié de la détermination établie par les autorités compétentes comprend deux aspects. Premièrement, un groupe spécial doit examiner si les autorités compétentes ont, à titre de question *formelle*, évalué *tous les facteurs pertinents* et, deuxièmement, un groupe spécial doit examiner si ces autorités ont, à titre de question *de fond*, donné une *explication motivée et adéquate* de la façon dont les faits étayent leur détermination."[337]

7.85 Même si l'Organe d'appel se référait à l'article 4:2 quand il a fait cette remarque, les plaignants considèrent que le même principe vaut s'agissant des conditions prévues à l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes, article qui énonce les conditions fondamentales pour l'application de mesures de sauvegarde. Les prescriptions de l'article 2:1, comme celles concernant la définition du produit importé et l'accroissement des importations, sont des conditions préalables pour l'application des prescriptions de l'article 4:2, de sorte que les premières doivent, en conséquence, contenir aussi la prescription de fond relative à une explication motivée et adéquate. Cette conclusion est étayée par le fait que l'Organe d'appel a confirmé dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* qu'il existait aussi une obligation de démontrer dans le rapport des autorités compétentes l'existence d'une évolution imprévue des circonstances.[338] De même qu'un manquement à l'obligation d'établir l'existence d'une évolution imprévue des circonstances dans le rapport "romprait le "lien logique"" entre ces circonstances et les autres conditions, de même un manquement à l'obligation de définir correctement les produits importés dans le rapport romprait le "lien logique" avec les autres prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes.[339] Ce résultat est également dicté par l'objet et le but de l'Accord sur les

---

[334] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 33 à 35.

[335] Deuxième déclaration orale "Scope and Standard of Review" des Communautés européennes au nom des plaignants, paragraphe 2.

[336] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 33 à 35.

[337] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 141.

[338] *Ibid.*, paragraphe 75.

[339] *Ibid.*, paragraphe 72.

sauvegardes, qui sont essentiellement de "clarifier et de renforcer les disciplines du GATT de 1994, et en particulier celles de l'article XIX ["]Mesures d'urgence concernant l'importation de produits particuliers["], [et] de rétablir un contrôle multilatéral sur les sauvegardes". Un contrôle multilatéral sur les mesures de sauvegarde ne peut pas être assuré si l'on suit l'approche des États-Unis qui consiste à "faire confiance à l'autorité compétente". Un groupe spécial ne peut pas procéder à une enquête *de novo*; tout ce qu'il peut faire est d'examiner si la mesure est justifiée – c'est-à-dire si elle est pleinement et adéquatement motivée. S'il n'y a pas d'obligation de donner une explication motivée et adéquate pour chaque constatation, il n'y a pas de base qui permette à un groupe spécial de faire une telle constatation. L'obligation de donner une explication motivée et adéquate est donc un principe fondamental de l'Accord sur les sauvegardes dans son ensemble. S'il n'y est pas donné effet dans le rapport de l'autorité compétente, il doit y être donné effet d'une autre manière.[340]

7.86 Les Communautés européennes ajoutent que les autorités compétentes ont à la fois l'obligation de forme de publier un rapport et l'obligation de fond de donner une explication motivée et adéquate dans le rapport démontrant que les conditions pour l'imposition d'une mesure de sauvegarde sont remplies. Il ne suffit pas pour s'acquitter de l'obligation de fond de démontrer que ces conditions sont remplies devant un groupe spécial chargé du règlement d'un différend.[341] Les raisons en sont que premièrement, l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes dispose qu'"[u]n Membre ne pourra appliquer une mesure de sauvegarde à l'égard d'un produit que si ce Membre a déterminé, *conformément aux dispositions énoncées ci-après* ...". Les "dispositions énoncées ci-après" incluent bien entendu l'article 3:1, ce qui fait du respect de cette disposition une obligation de fond. Deuxièmement, la notion de "détermination" implique nécessairement qu'il y ait un examen complet de tous les faits et arguments et une explication motivée et adéquate de la façon dont toutes les conditions requises pour imposer la mesure ont été remplies.[342]

7.87 Le Japon considère que si une explication motivée et adéquate fait défaut, il en résulterait une violation à la fois de l'article 3:1 (de forme) et de l'article 2:1 (de fond). Donner une telle explication fait partie de l'obligation à laquelle un Membre doit satisfaire pour acquérir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde. L'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes dispose qu'"[u]n Membre ne pourra appliquer une mesure de sauvegarde que si ce Membre a déterminé, *conformément aux dispositions énoncées ci-après*" (pas d'italique dans l'original), et les "dispositions énoncées ci-après" incluent l'article 3:1. Une simple lecture du texte de l'Accord n'étayerait donc pas l'argument des États-Unis. L'Organe d'appel fait sien ce point de vue. Au paragraphe 236 de son rapport *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, l'Organe d'appel a déclaré: "[l]e respect des dispositions des articles 3:1, 4:2 b) et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes devrait avoir pour effet accessoire de fournir une justification suffisante pour une mesure et, comme nous l'expliquerons, devrait aussi fournir un point de repère au regard duquel la portée admissible de la mesure devrait être déterminée". L'Organe d'appel a également suggéré dans le contexte de la question du parallélisme que pour se conformer aux dispositions de fond de l'Accord il fallait notamment donner "une explication motivée et adéquate qui établissait explicitement" que les importations "répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde, telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes".[343] [344]

---

[340] Deuxième déclaration orale "Scope and Standard of Review" des Communautés européennes au nom des plaignants, paragraphes 20 à 26.

[341] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 141.

[342] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 1 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[343] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 188.

[344] Réponse écrite du Japon à la question n° 1 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

7.88 La Corée n'est pas d'accord avec la distinction artificielle que font les États-Unis quand ils nient la relation entre un manquement à l'obligation d'expliquer de manière adéquate une détermination et une violation de fond. Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, le fait que les trois conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde énoncées à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes (et à l'article XIX:1 a) du GATT de 1994) ont été remplies doit être publié dans le rapport des autorités compétentes comme exigé par l'article 3:1.[345] Un manquement à cette obligation conduirait à une violation de l'article 3:1. Dans la même décision, l'Organe d'appel a considéré que le manquement par l'USITC à l'obligation d'examiner et d'expliquer de manière adéquate la façon dont les faits étayaient sa détermination concernant les tendances des prix dans son analyse de la menace de dommage constituait une violation de fond de l'article 4:2 a).[346] La Corée n'est pas d'accord non plus avec la thèse des États-Unis suivant laquelle les plaignants "confondent" les obligations de fond et les obligations de forme en fondant leur argumentation uniquement sur le manquement à l'obligation d'expliquer la décision.[347] Le fait que les États-Unis n'aient pas expliqué de manière adéquate leur raisonnement découle et est indépendant des autres erreurs de fond commises par eux (par exemple, regrouper des produits laminés plats et des produits tubulaires disparates en produits similaires uniques; ne pas analyser correctement la prescription relative à l'accroissement des importations; ne pas distinguer d'autres causes de dommage et imputer aux importations le dommage causé par ces autres facteurs; et ne pas appliquer la mesure que dans la mesure nécessaire).[348]

7.89 Selon la Norvège, le fait de ne pas expliquer de manière adéquate une détermination est normalement un signe clair de manquement à l'obligation de fond des autres articles pertinents. En tant que tel, le fait de ne pas donner une explication adéquate au sens de l'article 3:1 confirme qu'il peut être établi *prima facie* qu'il y a une violation de l'autre obligation de fond. Si l'on y ajoute le fait qu'ils n'ont pas expliqué la détermination de manière adéquate, force est de considérer que les États-Unis n'ont pas réfuté ce qui a été établi *prima facie* par les plaignants.[349] Les États-Unis semblent considérer qu'ils peuvent faire reconnaître le bien-fondé de leurs mesures, bien qu'ils aient dérogé à l'article 3:1, s'ils parviennent à convaincre le Groupe spécial que les prescriptions des articles 2:1, 4 et 5 sont néanmoins respectées. Cela n'est pas le cas. La publication d'un rapport conformément à l'article 3:1 est une condition *sine qua non* pour imposer des mesures de sauvegarde. Donner les explications en question fait partie des obligations auxquelles un Membre doit satisfaire pour acquérir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde.

7.90 La Nouvelle-Zélande ne souscrit pas non plus à l'argumentation des États-Unis. L'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes contient l'obligation de fond voulant qu'une mesure de sauvegarde ne puisse être appliquée que si un Membre a "déterminé, conformément aux dispositions énoncées ci-après" dans l'Accord, que les conditions justifiant une mesure de sauvegarde ont été remplies. L'Organe d'appel a déclaré dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* qu'aux fins de l'examen d'une allégation au titre de l'article 4:2, par exemple, un groupe spécial doit examiner si l'autorité

[345] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 72 et 76.

[346] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 141; *voir* aussi le paragraphe 103 et les paragraphes 60 et 61.

[347] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 33 et note de bas de page 41.

[348] Réponse écrite de la Corée à la question n° 1 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[349] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 1 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

compétente a, "à titre de question *de fond*, donné une *explication motivée et adéquate* de la façon dont les fait étayent [ses] déterminations".[350]

7.91 Suivant le Brésil, la seule raison de la prescription de l'article 3:1 voulant que les autorités compétentes exposent leurs "constatations et conclusions motivées" est de permettre aux Membres et, dans le cadre du règlement de différends, aux groupes spéciaux et à l'Organe d'appel d'évaluer si le Membre qui impose les mesures de sauvegarde s'est acquitté de ses obligations de fond. Comme indiqué par l'Organe d'appel dans le rapport *Argentine – Chaussures (CE)*, le but d'un groupe spécial est de déterminer si "les autorités ... [ont] étudié tous les facteurs pertinents et [ont] fourni une explication motivée de la façon dont les faits étayaient leur détermination".[351] Les autorités, en effet, doivent fournir une justification de la mesure sous la forme d'"une explication motivée et adéquate". L'absence d'explication motivée et adéquate sous la forme de constatations et de conclusions motivées constitue une violation de l'article 3:1. Toutefois, l'imposition de mesures de sauvegarde sans expliquer de manière adéquate la façon dont les faits étayaient les déterminations en conformité avec les prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes constitue une violation de fond parce que les autorités compétentes ont imposé les mesures de sauvegarde sans justifier de manière adéquate la décision. La violation de fond peut tenir à l'absence totale d'une justification, à une justification inadéquate, ou à une justification non étayée par des éléments de preuve objectifs.[352]

7.92 Les États-Unis répondent que le texte de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes ne suggère en aucune manière l'interprétation des plaignants. En outre, le critère de l'Organe d'appel qu'ils invoquent était fondé sur des termes spécifiques de l'article 4:2 a) qui n'apparaissent pas dans l'article 2:1. En conséquence, les plaignants affirment à tort que l'absence des "constatations et conclusions motivées" exigées en vertu de l'article 3:1 établirait aussi une incompatibilité *prima facie* avec l'obligation de fond voulant que le produit en question soit importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause un dommage grave. L'article 2 est intitulé "Conditions". Son premier paragraphe stipule que la mesure doit être prise "conformément aux dispositions énoncées ci-après". Sont énoncées ensuite les prescriptions de fond pour l'application d'une mesure de sauvegarde, tandis que son second paragraphe prévoit que ces mesures seront appliquées quelle que soit la provenance des produits importés. Aucune de ces dispositions de fond n'oblige un Membre à expliquer comment les faits de la cause satisfont à ces obligations. La référence aux "dispositions énoncées ci-après" réitère simplement l'obligation de se conformer à ces dispositions. Elle ne signifie pas que leur non-respect constitue d'une certaine façon une dérogation aux autres éléments de l'article 2:1. Suivant les Communautés européennes, l'obligation "de fond" de l'article 4:2 en matière d'explication, que celles-ci cherchent à inclure dans l'article 2:1, découle de la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* citée par les Communautés européennes.[353] Or, les Communautés européennes ont omis de mentionner dans leur citation que la déclaration de l'Organe d'appel débutait ainsi: "[n]ous avons déjà dit que, aux fins de l'examen d'une allégation au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, l'application par un groupe spécial du critère d'examen approprié ...". Cela souligne que le raisonnement de l'Organe d'appel s'applique à l'examen par un groupe spécial de la question de la conformité avec l'article 4:2. Rien dans ce passage ne suggère qu'il s'applique à d'autres dispositions de l'Accord. Deuxièmement, le texte de l'article 4:2 démontre que l'obligation d'expliquer découle de l'alinéa c), qui exige des autorités

[350] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 1 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 141 (italique dans l'original). Voir aussi le paragraphe 103.

[351] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 121.

[352] Réponse écrite du Brésil à la question n° 1 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[353] *Voir* le paragraphe 7.84 plus haut.

compétentes qu'elles publient "une analyse détaillée de l'affaire faisant l'objet de l'enquête ainsi qu'une justification du caractère pertinent des facteurs examinés". Le terme "facteurs" renvoie clairement aux "*facteurs* pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de cette branche" au titre de l'article 4:2 a). Ainsi, la conclusion de l'Organe d'appel concernant les prescriptions en matière d'explication "au titre de l'article 4:2" dans l'ensemble reflète les prescriptions explicites de l'alinéa c). Elle ne donne pas à entendre que les obligations de fond au titre de l'alinéa a) créent d'une certaine façon une obligation d'explication autonome. En fait, donner une interprétation des articles 2:1 ou 4:2 a) qui impose en elle-même une telle obligation rendrait les articles 3:1 et 4:2 c) redondants, ce qui irait directement à l'encontre du principe de l'interprétation des traités dit de l'effet utile.[354] Les termes de l'Accord sur les sauvegardes eux-mêmes établissent comment les Membres parviennent aux objectifs énoncés dans le préambule. Dans la dernière phrase de l'article 3:1 et dans l'article 4:2 c), ces termes imposent aux autorités compétentes l'obligation de présenter un rapport exposant leurs constatations et conclusions motivées sur tous les points de fait et de droit pertinents, en même temps qu'une analyse détaillée de l'affaire. Ces dispositions délimitent les obligations qui incombent à un Membre d'expliquer sa détermination concernant le dommage grave – il n'est pas nécessaire d'imputer une telle obligation à d'autres dispositions de l'Accord.[355]

7.93 Les États-Unis soulignent qu'ils n'ont jamais contesté que les autorités compétentes avaient l'obligation de donner une explication motivée et adéquate de leurs constatations. Elles ont effectivement cette obligation, et si elles ne s'en acquittent pas, il sera considéré qu'il y a manquement par un Membre à l'article 3:1 ou à l'article 4:2 c). Toutefois, cette absence d'explication ne conduit pas automatiquement à la conclusion que la mesure qui en a résulté est en elle-même incompatible avec d'autres dispositions de l'Accord sur les sauvegardes, y compris les obligations de fond au titre de l'article 2:1. En fait, une explication plus solide pourrait très bien démontrer la compatibilité de la mesure avec les règles de l'OMC.[356] Le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE* démontre le caractère fallacieux de l'argument des Communautés européennes voulant qu'une méthode soit incompatible avec les accords visés si elle n'est "pas apte à assurer que les conditions de l'Accord sur les sauvegardes sont remplies".[357] L'Organe d'appel a examiné la méthode de la "même personne" pour déterminer si elle "*ne permet pas* à l'autorité chargée de l'enquête de satisfaire à toutes les conditions préalables énoncées dans l'*Accord SMC*".[358] La question était donc de savoir non pas si la méthode en tant que telle garantissait la conformité avec les règles de l'OMC, mais plutôt si le cadre de cette méthode permettait un résultat compatible avec l'Accord. Dans le présent différend, les États-Unis ont montré que les méthodes utilisées par l'USITC n'entraient pas, en tant que telles, dans le mandat du Groupe spécial. En outre, au cas où le Groupe spécial déciderait d'examiner les méthodes "en tant que telles", les États-Unis ont montré que chacune des "méthodes contestées" définies par les plaignants – les analyses de l'USITC concernant le produit similaire, l'accroissement des importations et le lien de

[354] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 88, note de bas de page 76.

[355] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 1 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[356] Les déclarations faites par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* étayent ce point de vue. L'Organe d'appel a déclaré qu'"une allégation formulée au titre de l'article 4:2 a) ne pourrait pas porter à la fois sur les deux aspects de l'examen envisagé ici, mais seulement sur l'un de ces aspects. Par exemple, il pourrait être allégué que l'explication donnée par les autorités compétentes n'est pas raisonnée, ou n'est pas adéquate, bien que celles-ci aient évalué tous les facteurs pertinents." Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 103, note de bas de page 61. Ainsi, l'Organe d'appel a reconnu qu'un Membre pourrait s'acquitter d'une obligation particulière même s'il ne donnait pas une explication motivée et adéquate de sa *façon* de le faire.

[357] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 30.

[358] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE*, paragraphe 147 (pas d'italique dans l'original).

causalité[359] – facilitait en général, et à tout le moins autorisait, des constatations compatibles avec l'article XIX et l'Accord sur les sauvegardes. Les déterminations et les vues à l'appui des commissaires démontrent que c'est ce qui a été fait pour chacun des dix produits en acier importés.[360]

6. Économie jurisprudentielle

7.94 La Corée estime que le Groupe spécial devrait traiter tous les points pour lesquels il est demandé un réexamen afin d'assurer un règlement complet du différend. Comme le stipule l'article 3:3 du Mémorandum d'accord, le règlement rapide des différends est indispensable au bon fonctionnement de l'OMC et à l'existence d'un juste équilibre entre les droits et les obligations des Membres. Pour un règlement rapide du présent différend, il est indispensable que le Groupe spécial fasse une constatation pour toutes les allégations formulées par la Corée et les autres coplaignants dans la présente procédure. La Corée fait observer qu'exercer le principe d'économie jurisprudentielle sans rigueur ne conduirait pas au règlement du différend, mais à sa prolongation. L'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, a traité toutes les allégations relatives à la menace de dommage grave bien qu'il ait constaté une erreur dans la détermination des États-Unis concernant le produit similaire.[361] De même, dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, le Groupe spécial a traité les allégations contestant la mesure de sauvegarde bien qu'il ait été constaté que l'enquête sur l'existence d'un dommage grave n'était pas conforme à l'Accord sur les sauvegardes.[362] La Corée estime que, en particulier, il est important pour le Groupe spécial de faire des constatations concernant à la fois l'enquête menée par l'USITC et la mesure de sauvegarde imposée par le Président des États-Unis. Comme l'a estimé l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, il y a deux questions séparées et distinctes dans une affaire de sauvegardes: "*premièrement*, y a-t-il un droit d'appliquer une mesure de sauvegarde? Et, *deuxièmement*, si c'est le cas, ce droit a-t-il été exercé ... dans les limites fixées par le traité?"[363] La Corée note que ces deux éléments sont contestés dans le présent appel devant le Groupe spécial.[364]

7.95 Le Japon fait observer qu'aucune des allégations qu'il a formulées dans la présente affaire ne dépend d'autres allégations. Elles sont toutes autonomes. Toutefois, si le Groupe spécial convient avec le Japon que le regroupement par les États-Unis des brames, tôles, produits laminés à chaud, produits laminés à froid et produits résistant à la corrosion en un seul produit similaire est incompatible avec les obligations dans le cadre de l'OMC, alors il s'ensuit nécessairement aussi que chacun des autres éléments de la décision des États-Unis d'assujettir à des mesures de sauvegarde ces produits laminés plats est également incompatible avec les obligations dans le cadre de l'OMC. Cela étant dit, le Japon encourage le Groupe spécial à examiner chacune des autres allégations qui ont été faites en l'espèce, afin d'empêcher les États-Unis de répéter dans l'avenir les mêmes erreurs méthodologiques que celles qu'ils ont commises en l'espèce (dont beaucoup ont déjà définies comme étant problématiques par l'Organe d'appel dans des causes antérieures).[365]

---

[359] Deuxième déclaration orale "Scope and Standard of Review" des Communautés européennes au nom des plaignants, paragraphe 15.

[360] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 1 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[361] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 121.

[362] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 7.15 et 8.1.

[363] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 84 (italique dans l'original).

[364] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 16 à 18.

[365] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 3.

C. ÉVOLUTION IMPRÉVUE DES CIRCONSTANCES

1. Introduction

7.96 Les Communautés européennes, la Chine, la Suisse, la Norvège et la Nouvelle-Zélande allèguent que le rapport de l'USITC a été publié sans que la question de l'évolution imprévue des circonstances ait été examinée.[366] Elles estiment que le deuxième rapport complémentaire de l'USITC, s'il se révèle acceptable, ne présentait pas un raisonnement adéquat pour plusieurs raisons. Elles allèguent que dans la démonstration faite par les États-Unis pour étayer leurs mesures de sauvegarde, il n'y a pas de démonstration adéquate d'une "évolution imprévue des circonstances". Plus spécifiquement, la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'USITC n'a pas effectivement démontré l'existence d'une évolution imprévue des circonstances; l'évolution des circonstances qu'elle a invoquée n'a pas entraîné un accroissement des importations aux États-Unis, ou bien elle est sans rapport avec la concession tarifaire pertinente; il n'a pas été présenté de conclusions motivées; et il n'a pas été donné aux tierces parties la possibilité de présenter des éléments de preuve et leurs vues sur la question de l'évolution imprévue des circonstances.[367] Pour toutes ces raisons, il est allégué que les États-Unis n'ont observé ni les dispositions de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes ni celles de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994.

7.97 En réponse, les États-Unis allèguent que conformément à leurs obligations dans le cadre de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, l'USITC a défini l'évolution imprévue des circonstances par suite de laquelle dix produits en acier ont été importés en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'ils causent ou menacent de causer un dommage grave aux branches de production nationales produisant des produits similaires.[368] La démonstration de l'USITC concernant l'évolution imprévue des circonstances montrait la relation séquentielle qu'impliquait l'article XIX entre les concessions commerciales, l'évolution imprévue des circonstances, et les importations en quantités telles et à des conditions telles qu'elles causent un dommage grave. Les conditions qui causaient un dommage étaient un résultat de l'évolution imprévue des circonstances.[369]

7.98 Pour les États-Unis, chacun des événements cités par l'USITC est un cas d'évolution imprévue des circonstances au sens de l'article XIX. Les crises financières qui ont frappé l'Asie du Sud-Est étaient imprévues par les économistes jusqu'à leur déclenchement. Les crises financières qui ont touché les républiques de l'ex-Union soviétique étaient elles aussi imprévues. Suivant les États-Unis, ces crises ont eu un effet imprévu, radical et durable sur le niveau des exportations en provenance de ces pays.[370] La vigueur soutenue du marché des États-Unis à un moment où la plupart des autres marchés se contractaient, ainsi que l'appréciation constante du dollar EU, étaient aussi des cas d'évolution imprévue des circonstances qui ont rendu le marché des États-Unis spécialement attrayant pour les importations détournées d'autres marchés par suite des crises financières en Asie du Sud-Est et dans les républiques de l'ex-Union soviétique.[371] Les États-Unis estiment que chacun de ces cas

[366] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 122 et 123; première communication écrite de la Chine, paragraphe 86; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 110 et 111; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.11; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 109 et 110.
[367] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.29.
[368] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 925.
[369] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 71.
[370] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 72.
[371] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 972 à 976.

d'évolution des circonstances était imprévu, tout comme l'était la survenue simultanée ou la confluence de tels événements.[372]

2. Les prescriptions de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 et de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes

a) Introduction

7.99 Les plaignants font valoir que les mesures de sauvegarde constituent des "mesures d'urgence" et qu'elles ne doivent être imposées qu'en cas d'accroissement allégué des importations par suite d'une évolution imprévue des circonstances.[373] Ils soutiennent que les mesures de sauvegarde doivent être justifiées par une "évolution imprévue des circonstances" et que cette évolution des circonstances doit effectivement être démontrée[374] avant que la mesure de sauvegarde ne soit appliquée.[375] Sinon, les tierces parties n'auraient pas la possibilité de présenter des éléments de preuve et leurs vues, comme l'exigeait l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[376] Ils font valoir aussi que l'existence d'une évolution imprévue des circonstances doit être démontrée dans le même rapport des autorités compétentes.[377] En outre, l'évolution imprévue des circonstances doit avoir "conduit à" ce que ou fait que "par suite" un produit soit importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause, ou menace de causer, un dommage grave aux producteurs nationaux.[378] Les autorités compétentes, en l'occurrence l'USITC, ont l'obligation de démontrer moyennant une explication motivée et adéquate que ces conditions juridiques pour l'adoption de telles mesures sont remplies. Les Communautés européennes, la Norvège et la Nouvelle-Zélande ajoutent que la prescription relative à l'"évolution imprévue des circonstances" est couplée avec une autre condition, à savoir que les importations soient aussi dues à "l'effet des engagements ... qu'une partie contractante a assumés en vertu du présent Accord".[379]

7.100 Selon les États-Unis, les prescriptions de l'article XIX sont différentes des prescriptions des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes. Cela a été reconnu par l'Organe d'appel, qui a décrit l'évolution imprévue des circonstances comme une "*circonstance* [] dont l'existence doit effectivement être démontrée", par opposition aux "*conditions* indépendantes pour l'application d'une mesure de sauvegarde". Suivant les États-Unis, l'expression "évolution imprévue des circonstances" recouvre tout changement qui est inattendu. Les quantités importées ou les conditions doivent faire

---

[372] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 72.

[373] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 116; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 105; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 104; première communication écrite de la Chine, paragraphe 83; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.6.

[374] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 106; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphes 72 à 74.

[375] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 72.

[376] La Suisse ne formule pas une allégation en vertu de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

[377] Première déclaration orale de la Suisse au nom des plaignants, paragraphe 6; voir aussi les réponses écrites des Communautés européennes, de la Chine et de la Suisse à la question n° 15 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond et la deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 21.

[378] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 120 et 176 à 178; première communication écrite de la Chine, paragraphes 84 et 123 à 125; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 108 et 164 à 166; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.29; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 106 à 108 et 163.

[379] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 121; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 109; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.22.

"suite [à]" une évolution imprévue des circonstances, mais elles n'ont pas besoin d'être causées par cette évolution des circonstances. De plus, l'article XIX indique qu'il doit y avoir une relation séquentielle, à savoir les concessions commerciales suivies par l'évolution imprévue des circonstances puis par le dommage grave, mais il n'exige pas que l'évolution imprévue des circonstances coïncide avec les importations, ni qu'elle précède immédiatement les importations.[380] Enfin, les États-Unis estiment que ni l'Accord sur les sauvegardes ni l'article XIX n'exigent que l'évolution imprévue des circonstances soit limitée, ni même directement liée, aux produits particuliers ou produits visés par l'enquête.[381]

b) Critère juridique

7.101 Pour tous les plaignants, le critère juridique utilisé pour déterminer ce qui constitue une évolution imprévue des circonstances est, du moins en partie, subjectif. De l'avis des Communautés européennes et de la Chine, ce critère est sans doute relativement subjectif dans le sens qu'il n'est pas nécessaire de prouver que l'évolution imprévue des circonstances était impossible à prédire. Toutefois, les attentes des États sont les attentes de ceux qui les gouvernent et leurs opinions et leurs actions sont du domaine public. Le caractère inattendu d'une évolution des circonstances est donc quelque chose qui peut être démontré.[382] La Norvège convient que le critère n'est pas entièrement objectif, car il dépend des particularités du cas d'espèce. La Norvège ajoute, toutefois, que ce ne sont pas les convictions subjectives des négociateurs de la concession qui importent, mais plutôt le fait que la situation présente certaines caractéristiques généralement acceptées qui permettraient à un "bon père de famille de la considérer comme inattendue". Par conséquent, le caractère inattendu d'une évolution des circonstances est quelque chose qui peut être démontré.[383] La Nouvelle-Zélande mentionne l'affaire *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil*, où il a été dit que l'évolution imprévue des circonstances devait s'interpréter comme signifiant "une évolution postérieure à la négociation [de la concession tarifaire pertinente] et dont il ne serait pas raisonnable de prétendre que les négociateurs du pays qui a octroyé la concession auraient pu et auraient dû la prévoir à l'époque".[384] De l'avis de la Nouvelle-Zélande, il peut être considéré que le critère comporte un élément subjectif. En même temps, pour assurer que la condition n'est pas privée d'utilité, celle-ci doit pouvoir faire l'objet d'une démonstration sur une base objective. Cela oblige l'autorité chargée de l'enquête à expliquer (par le moyen d'une conclusion motivée et adéquate) pourquoi une évolution particulière des circonstances était "imprévue". Il ne suffirait donc pas d'affirmer qu'une évolution des circonstances était "imprévue" pour satisfaire au critère.[385] Enfin, la Suisse fait valoir qu'il n'y a pas de critères objectifs de ce qui est imprévu, et que cela dépend du cas d'espèce.[386]

7.102 Les États-Unis font valoir que l'Organe d'appel a considéré que le terme "imprévu" était synonyme d'"inattendu" plutôt que d'"imprévisible".[387] Le Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau* a jugé importante la distinction que l'Organe d'appel a faite entre les termes *imprévu* et

[380] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 925, 926, 932 et 935.
[381] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 70.
[382] Réponse écrite des Communautés européennes et de la Chine à la question n° 13 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[383] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 13 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[384] *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil*, paragraphe 9.
[385] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 13 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[386] Réponse écrite de la Suisse à la question n° 13 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[387] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 927, citant le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 84.

imprévisible. Pour ce groupe spécial, le premier comporte un critère moins rigoureux que le second. L'accent doit être mis sur ce qui était réellement "prévu" plutôt que sur ce qui était théoriquement "prévisible".[388] Pour les États-Unis, l'expression "évolution imprévue des circonstances" recouvre tout changement que les négociateurs de la Partie Contractante n'avaient pas prévu quand ils ont assumé des engagements ou fait des concessions tarifaires pour le produit visé par la mesure.[389]

c) Que signifie "évolution imprévue des circonstances"?

7.103 Selon les Communautés européennes, la Chine, la Suisse et la Norvège, l'explication de l'USITC repose sur l'enchaînement de circonstances suivant. Les crises asiatique et russe ont entraîné une réduction de la consommation de certains produits en acier dans certains pays à certains moments; aux États-Unis, l'économie et la consommation d'acier sont restées robustes, ou bien ont progressé; le dollar EU s'est apprécié par rapport à certaines autres monnaies; ainsi, alors que des dépréciations des monnaies et des contractions économiques désorganisaient d'autres marchés, la part des importations d'acier vers le marché des États-Unis aurait augmenté d'après ce qui est allégué. Les plaignants soutiennent qu'aucun de ces événements ne constituait une évolution imprévue des circonstances, pas plus que quelconque combinaison d'entre eux.[390]

7.104 Les États-Unis font valoir que chacun des événements cités par l'USITC est une évolution imprévue des circonstances au sens de l'article XIX. Selon les États-Unis, l'USITC a établi que l'évolution imprévue des circonstances ne consistait pas uniquement dans la poursuite de la croissance de la demande de produits en acier sur le marché des États-Unis, mais plutôt dans la poursuite de la croissance sur ce marché alors que d'autres marchés se contractaient ou stagnaient, rendant le marché des États-Unis spécialement attrayant pour les produits en acier détournés d'autres marchés.[391] L'USITC a établi que c'étaient la confluence et la persistance inusuelle de ces événements, telles la poursuite de la croissance économique aux États-Unis alors que d'autres économies stagnaient ou se contractaient, et l'appréciation constante et générale de la monnaie, qui rendaient cette évolution des circonstances imprévue.[392] Les États-Unis estiment que les crises financières qui ont frappé l'Asie du Sud-Est ainsi que la gravité et la durée des crises financières dans les républiques de l'ex-Union soviétique étaient imprévues et qu'elles ont eu des effets imprévus, radicaux et durables sur le niveau des exportations d'acier en provenance de ces pays. La vigueur soutenue du marché des États-Unis à un moment où la plupart des autres marchés se contractaient ainsi que l'appréciation constante du dollar EU étaient aussi des cas d'évolution imprévue des circonstances qui ont rendu le marché des États-Unis spécialement attrayant pour les importations détournées d'autres marchés par suite des crises financières en Asie du Sud-Est et dans les républiques de l'ex-Union soviétique. Chacun de ces cas d'évolution des circonstances était imprévu, tout comme l'était la simultanéité de tels événements.[393]

---

[388] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 13 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond, citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 7.22.

[389] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 926.

[390] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 142; deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphes 26 à 37; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 130; première communication écrite de la Chine, paragraphe 88, citant le deuxième rapport complémentaire de l'USITC, Appendice I, pages 3 à 4 (pièce n° 11 des coplaignants).

[391] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 971, citant le deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 3.

[392] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 972 et 976, citant le deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 1; rapport de l'USITC, tableau OVERVIEW-16.

[393] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 72.

i) Les crises russe et asiatique

7.105 Les plaignants font valoir que l'évolution des circonstances invoquée par les États-Unis n'était pas "imprévue" parce qu'elle n'était pas inattendue.[394] Une évolution imprévue des circonstances qui entraîne un accroissement des importations en provenance d'un non-Membre de l'OMC ne peut pas satisfaire aux prescriptions de l'article XIX. Quand une évolution imprévue des circonstances implique un pays non Membre de l'OMC, l'accroissement des importations en provenance de ce pays qui peut s'ensuivre ne peut pas être considéré comme étant le résultat d'une concession tarifaire ou d'un autre engagement dans le cadre de l'OMC.[395] Les États-Unis étaient libres de restreindre les exportations vers les États-Unis de produits en acier en provenance de la plupart des républiques de l'ex-Union soviétique qui produisaient de l'acier, et les États-Unis ont effectivement pris des mesures non réglementées par l'Accord sur l'OMC pour faire face aux problèmes causés par la crise russe.[396]

7.106 De l'avis des Communautés européennes et de la Norvège, l'évolution imprévue des circonstances doit être couplée avec les effets dus aux engagements qu'une partie contractante a assumés en vertu du GATT de 1994. Cela découle du texte de l'article XIX:1 a), qui dispose qu'un produit doit être importé en quantités accrues "par suite de l'évolution imprévue des circonstances et par l'effet des engagements, y compris les concessions tarifaires, qu'une partie contractante a assumés en vertu du présent Accord".[397] La Nouvelle-Zélande ajoute que le concept d'"évolution imprévue des circonstances" est vidé de tout sens s'il est considéré isolément des concessions tarifaires pertinentes qui, en l'absence de mesure de sauvegarde, permettraient à des importations accrues d'être admises aux taux consolidés.[398]

7.107 Les plaignants conviennent que si la crise russe avait entraîné un accroissement des importations aux États-Unis en provenance d'autres Membres de l'OMC, il y aurait alors effectivement des "concessions tarifaires pertinentes" à prendre en considération. Toutefois, l'USITC n'a pas procédé sur cette base, et elle n'a pas fait de telle démonstration.[399] L'USITC fait valoir seulement que la diminution de la consommation dans l'ex-Union soviétique a conduit à un accroissement des importations aux États-Unis en provenance des républiques de l'ex-Union soviétique, soit une prémisse qui est dénuée de pertinence dans le cadre de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994.[400]

7.108 Les États-Unis font valoir, au contraire, que la crise russe est pertinente en raison à la fois de l'accroissement des importations directes en provenance de Russie et du détournement vers le marché des États-Unis d'expéditions de pays tiers.[401] Suivant les États-Unis, la démonstration de l'USITC concernant l'évolution imprévue des circonstances faisait apparaître la relation séquentielle entre les concessions commerciales, l'évolution imprévue des circonstances et les importations. À leur avis, il n'est pas exigé que la constatation de l'existence d'une "évolution imprévue des circonstances" soit

---

[394] Première déclaration orale de la Suisse, effectuée au nom de tous les plaignants, paragraphe 15.

[395] Réponses écrites des Communautés européennes, de la Chine, de la Suisse, de la Nouvelle-Zélande et de la Norvège à la question n° 8 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[396] Première déclaration orale de la Suisse au nom des plaignants, paragraphe 18; réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 8 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[397] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 144; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 132.

[398] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.22.

[399] Réponses écrites des Communautés européennes, de la Chine, de la Suisse, de la Nouvelle-Zélande et de la Norvège à la question n° 6 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[400] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.24.

[401] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 6 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

"couplée avec" l'effet des engagements, y compris les concessions tarifaires, assumés en vertu du GATT de 1994.[402] Les groupes spéciaux de l'OMC et l'Organe d'appel ont interprété l'expression "évolution imprévue des circonstances" sans faire référence à la clause de "l'effet des engagements".[403] En outre, l'article XIX:1 a) n'exige pas qu'une évolution imprévue des circonstances ait son origine dans l'économie d'un Membre de l'OMC, et dans les faits l'USITC ne s'est pas limitée à un accroissement des importations en provenance de non-Membres de l'OMC.[404]

7.109 Enfin, les Communautés européennes font valoir que même si les crises asiatique et russe avaient eu un effet sur les importations de certains des produits en question, celui-ci s'était produit entre 1997 et 1999. Cela ressort premièrement, de la période sur laquelle portent les données mentionnées dans le deuxième rapport complémentaire de l'USITC et deuxièmement, des pics d'importations auxquels l'USITC se réfère comme à des "importations accrues", qui datent également de cette période. Ainsi, même si les crises asiatique et russe ont effectivement causé les pics d'importations autour de 1998 ou qu'elles y ont contribué, les effets de cette évolution imprévue des circonstances qui est alléguée avaient disparu au moment où il a été procédé à l'enquête en matière de sauvegardes. Le rapport de l'USITC ne tente nulle part de démontrer que l'évolution imprévue des circonstances de 1996 et 1997 qui était alléguée continuait à produire un effet en 2001 ni même qu'elle pouvait être présumée continuer à produire un effet durant la période d'application des mesures de sauvegarde. Au contraire, les données relatives à l'accroissement des importations font apparaître des pics marqués en 1997 et jusqu'en 1998 puis un retour à la normale, et elles démontrent que l'évolution imprévue des circonstances qui était alléguée n'a eu aucun effet pertinent sur les importations durant la période visée par l'enquête.[405]

7.110 Pour les États-Unis, il n'est pas nécessaire que l'évolution imprévue des circonstances continue à avoir un effet jusqu'à une date récente. Ils ajoutent que durant le cours de l'enquête visant l'acier, les producteurs et les exportateurs de divers plaignants ont admis cela, déclarant qu'"[i]l peut y avoir un décalage dans le temps raisonnable entre l'évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des importations conduisant à un dommage grave ... le temps qu'il faut aux participants au marché pour réagir à certaines forces peut être beaucoup plus long. Au-delà des simples forces de l'offre et de la demande en jeu, divers cycles économiques peuvent influencer les décisions économiques et soit exacerber soit tempérer l'évolution des flux commerciaux".[406] De fait, aucune disposition n'exige que l'évolution imprévue des circonstances soit "récente". Du moment qu'elle a été postérieure à la concession tarifaire pertinente et qu'elle a entraîné un accroissement des importations, cela est suffisant pour satisfaire aux prescriptions de l'article XIX.[407]

ii) La vigueur de l'économie des États-Unis et l'appréciation du dollar EU

7.111 Les Communautés européennes, la Chine, la Suisse et la Norvège estiment que la "robustesse" du marché des États-Unis ne peut pas être considérée comme une "évolution imprévue des circonstances" par les États-Unis, parce que la politique économique des États-Unis était

[402] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 70.

[403] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 946, citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 7.4 à 7.45; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 7.293 à 7.300; rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 91; rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 84.

[404] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 941 et 942.

[405] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 72 à 74.

[406] Joint Respondents' Posthearing Brief: Flat-Rolled Products, Oct. 1, 2001, volume II, page 23 (pièce n° 74 des États-Unis).

[407] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 14 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

probablement menée avec cet objectif.[408] Pour les Communautés européennes, l'argument des États-Unis voulant qu'une évolution économique favorable, conformément à leur politique, soit "imprévue" est absurde.[409] Les plaignants font valoir que, en outre, la croissance de l'économie des États-Unis a débuté en 1990, bien avant le Cycle d'Uruguay, et qu'elle devait donc avoir été prévue.[410] En ce qui concerne plus fondamentalement l'appréciation du dollar EU, une modification de la valeur d'une monnaie telle que le dollar EU ne peut pas être qualifiée d'évolution imprévue des circonstances.[411]

7.112 Suivant les Communautés européennes, la Chine et la Norvège, l'évolution des circonstances en matière de taux de change est prévisible pour deux raisons principales. Premièrement, il est prévisible que le taux de change entre deux monnaies qui ne sont pas fixes variera au cours du temps. Deuxièmement, il est prévisible que le taux de change d'une monnaie d'un pays où l'économie est robuste et l'inflation est faible (comme les États-Unis dans les années 90) augmentera au cours du temps par rapport à la monnaie d'un pays où l'économie est faible et le taux d'inflation est élevé (comme la Russie).[412] Selon elles, la valeur du dollar par rapport aux autres monnaies a régulièrement varié dans des proportions importantes depuis l'effondrement du système de taux de change fixes de Bretton Woods en 1971. Ces variations ne peuvent plus être considérées comme étant "imprévues", et on doit au contraire considérer qu'il faut tout à fait s'attendre à ce que le dollar ne reste pas stable vis-à-vis des autres monnaies.[413]

7.113 Les États-Unis répondent que la robustesse du dollar EU était une évolution des circonstances qui s'est combinée avec les autres cas d'évolution des circonstances, à savoir les crises monétaires en Asie et dans l'ex-Union soviétique et la poursuite de la croissance de la demande d'acier enregistrée sur le marché des États-Unis alors que sur d'autres marchés la demande était en recul, pour produire l'accroissement du volume des importations.[414] À leur avis, rien dans l'article XIX n'empêche la vigueur soutenue d'un marché ou l'appréciation constante d'une monnaie alors que d'autres marchés se contractaient ou stagnaient et que d'autres monnaies se dépréciaient de constituer une évolution imprévue des circonstances. Durant la période visée par l'enquête il y a eu une appréciation constante et générale du dollar EU par rapport à pratiquement toutes les autres grandes devises.[415] Selon les États-Unis, le fait que les taux de change varient au cours du temps pouvait être décrit comme étant prévisible, mais il n'était pas nécessairement prévu. Il est peu probable que des cas particuliers d'évolution des circonstances en matière de taux de change, tels qu'une variation exceptionnellement rapide ou forte des taux, aient été prévus au moment d'une concession particulière. Ils font valoir que les plaignants n'ont présenté aucun élément de preuve indiquant que les bouleversements monétaires

[408] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 150; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 136; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 138; première communication écrite de la Chine, paragraphe 100.

[409] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 150.

[410] Première déclaration orale de la Suisse, effectuée au nom de tous les plaignants, paragraphe 19.

[411] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 152; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 138; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 140; première communication écrite de la Chine, paragraphe 101.

[412] Réponses écrites des Communautés européennes, de la Chine et de la Norvège à la question n° 10 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[413] Première déclaration orale de la Suisse, effectuée au nom de tous les plaignants, paragraphe 19.

[414] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 18 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[415] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 972 et 973, citant le deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 1; rapport de l'USITC, tableau OVERWIEW-16.

antérieurs aux poussées des importations étaient en fait prévus par quiconque, et encore moins que ces événements aient été prévus par un négociateur des États-Unis pendant le Cycle d'Uruguay.[416]

7.114 Dans leur contre-réponse, les Communautés européennes, la Norvège et la Suisse contestent la notion que des cas aussi favorables d'évolution des circonstances puissent être qualifiés d'évolution imprévue des circonstances quand cette expression est considérée dans son contexte de l'article XIX. Une évolution imprévue des circonstances au sens de l'article XIX s'entend d'une évolution des circonstances défavorable ou de secousses pour le système qui sont susceptibles d'avoir des conséquences défavorables. Elles font observer que ce n'est pas le cas de la "robustesse" de l'économie des États-Unis ni de la force du dollar EU.[417]

7.115 Les États-Unis répondent que dans l'affaire *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil*, l'évolution imprévue des circonstances était le fait que la mode avait changé en faveur d'un chapeau de type différent. On peut supposer que ce changement de mode était défavorable pour les branches de production de chapeaux moins à la mode, mais ce changement ne pouvait probablement pas être décrit comme étant "défavorable" dans un sens plus large. L'affaire *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil* étaye la conclusion suivant laquelle une évolution imprévue des circonstances peut être une évolution des circonstances qui pourrait être décrite comme étant neutre ou même positive d'une façon générale, mais qui entraîne un changement dans la structure des échanges qui se révèle dommageable pour une branche de production particulière.[418]

iii) Événements macro-économiques

7.116 Les Communautés européennes, la Chine, la Suisse et la Norvège font également valoir que comme les crises russe et asiatique étaient des événements macro-économiques, il n'est pas évident qu'elles aient spécifiquement affecté les produits en acier assujettis aux mesures de sauvegarde. Ces événements pouvaient tout aussi bien constituer des cas d'évolution imprévue des circonstances justifiant des mesures de sauvegarde dans pratiquement tout secteur de l'économie de tout Membre de l'OMC.[419] Les Communautés européennes, la Chine, la Suisse, la Norvège et la Nouvelle-Zélande n'excluent pas qu'un événement macro-économique puisse entrer en ligne de compte en tant qu'évolution imprévue des circonstances, mais elles font observer que cela ne dispense en aucune manière l'autorité chargée de l'enquête de la nécessité de démontrer que les événements en question ont entraîné un accroissement des importations.[420] Toutefois, selon les Communautés européennes, la Chine et la Norvège, les fluctuations du cycle économique (qui sont souvent qualifiées de crises) ne peuvent pas être considérées comme étant inattendues, même si le moment précis où elles surviennent dans un pays donné ne peut pas être prédit.[421] Selon la Suisse et la Nouvelle-Zélande, la question de

[416] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 10 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[417] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 56; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 40; deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 31.

[418] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 106.

[419] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 147; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 133; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 135; première communication écrite de la Chine, paragraphe 99.

[420] Réponses écrites des Communautés européennes, de la Chine, de la Suisse, de la Nouvelle-Zélande et de la Norvège à la question n° 4 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[421] Réponses écrites de la Norvège, des Communautés européennes et de la Chine à la question n° 9 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

savoir si une crise était prévue ou non ne peut être déterminée qu'au cas par cas.[422] Selon la Chine, des événements macro-économiques ne peuvent constituer une évolution imprévue des circonstances que lorsqu'il est démontré qu'ils sont en relation directe avec l'importation en quantités accrues de produits dans le pays concerné.[423]

7.117 Les États-Unis considèrent qu'un événement macro-économique, comme tout autre événement, peut constituer une évolution imprévue des circonstances, à laquelle il peut être justifié de réagir par l'imposition de mesures de sauvegarde.[424] Le critère pertinent en vertu de l'article XIX n'est pas ce qui est prévisible mais ce qui est imprévu, et si une catégorie d'événements peut être prévisible, une crise particulière pouvait être imprévue au sens de l'article XIX.[425]

d) "par suite de l'évolution imprévue des circonstances"

i) Lien logique avec l'accroissement des importations et les conditions de nature à causer ou menacer de causer un dommage grave

7.118 Les Communautés européennes, la Chine, la Suisse et la Norvège conviennent qu'il doit y avoir un "lien de causalité" entre l'"évolution" imprévue des "circonstances" et l'accroissement des importations dont il est allégué qu'il cause ou menace de causer un dommage. Pour elles, les termes "par suite" expriment clairement cette condition.[426] Elles font observer que selon ce qu'a estimé l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, "l'existence d'une évolution imprévue des circonstances est une condition préalable dont l'existence doit être démontrée ... pour qu'une mesure de sauvegarde puisse être appliquée".[427]

7.119 La Nouvelle-Zélande rappelle que dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, l'Organe d'appel a déclaré que la formule "par suite de" dans l'article XIX:1 a) soulignait la nécessité d'un "lien logique" entre une telle évolution des circonstances et les importations accrues auxquelles un Membre cherche à faire face à travers une mesure de sauvegarde. Elle ajoute qu'il est important de ne pas priver d'utilité la clause de l'"évolution imprévue des circonstances" en se limitant à exiger de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle indique l'"évolution imprévue des circonstances" présumée sans rien tenter pour faire le lien entre cette évolution et les circonstances de l'accroissement des importations qui, selon elle, justifiait une mesure de sauvegarde. L'expression "évolution imprévue des circonstances" est effectivement privée de tout sens si elle est considérée isolément de la question de l'"accroissement des importations" en résultant.[428] Selon la Nouvelle-Zélande, pour démontrer l'existence d'une "évolution imprévue des circonstances", l'autorité chargée de l'enquête doit expliquer comment cette évolution des circonstances est liée à l'"accroissement des importations" invoqué par elle pour imposer une mesure de sauvegarde.[429]

---

[422] Réponses écrites de la Suisse et de la Nouvelle-Zélande à la question n° 9 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[423] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 19.

[424] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 939.

[425] Réponse écrite des États-Unis aux questions n° 9 et 10 posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[426] Voir les réponses écrites des Communautés européennes, de la Chine et de la Norvège à la question n° 2 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[427] Première déclaration orale de la Suisse au nom des plaignants, paragraphe 13; deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 20.

[428] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 2 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[429] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 3 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

7.120 Suivant la Norvège, si l'Organe d'appel s'est référé à un "lien logique" plutôt qu'à un lien de causalité direct, c'est parce qu'il n'est pas toujours possible d'établir une corrélation directe entre l'ampleur de l'"évolution imprévue des circonstances" et l'accroissement exact des importations ou le degré de gravité des autres conditions.[430] La Norvège considère qu'il doit y avoir un lien logique entre l'évolution imprévue des circonstances et les trois conditions à remplir pour l'imposition d'une mesure de sauvegarde.[431]

7.121 Pour les Communautés européennes et la Chine, il peut être considéré que les prescriptions régissant l'imposition de mesures de sauvegarde se situent dans une "suite logique". Cette suite logique débute par une concession tarifaire (ou l'acceptation d'un autre engagement dans le cadre de l'OMC). La première étape cruciale est la survenue d'une évolution imprévue des circonstances. Cette évolution imprévue des circonstances doit entraîner les "importations tellement accrues" et "à des conditions telles" visées à l'article XIX du GATT de 1994 et à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Cet accroissement des importations doit, à son tour, causer un dommage grave au sens de l'article 4:1 a) de l'Accord sur les sauvegardes – ce qui implique aussi un enchaînement de facteurs qui passe d'abord par un accroissement des importations et une perte de part de marché puis par des effets au niveau des ventes, de la production et enfin du chômage. Elles concluent qu'à bon droit il doit y avoir un lien entre l'évolution imprévue des circonstances et le dommage grave, mais qu'il s'agit davantage d'un lien indirect en plusieurs étapes que d'un lien direct de cause à effet.[432]

7.122 Selon les Communautés européennes et la Chine, il devrait y avoir une suite logique entre les événements inattendus dont il est allégué qu'ils constituent l'"évolution imprévue des circonstances", leurs effets sur l'accroissement des importations et les conditions dans lesquelles cet accroissement s'est produit pour chacun des produits spécifiques visés par l'enquête en matière de sauvegardes. Il serait possible que plusieurs éléments distincts puissent être invoqués comme constituant l'"évolution imprévue des circonstances" (par exemple la crise asiatique, la crise dans l'ex-Union soviétique, la robustesse de l'économie des États-Unis et la force de la monnaie des États-Unis). Dans ces circonstances, il ne serait pas spécifiquement exigé d'établir un lien entre les divers éléments dont il est allégué qu'ils constituent l'"évolution imprévue des circonstances". Elles font observer qu'il serait toutefois exigé d'établir un lien logique pour démontrer que chacun de ces divers éléments a entraîné un accroissement des importations s'agissant de chacun des produits spécifiques visés par l'enquête.[433] À titre d'exemple, la Chine fait valoir que si une crise financière constituant une évolution imprévue des circonstances survient, elle autorisera seulement l'imposition de mesures de sauvegarde sur certains produits A, B et C si cette évolution des circonstances, séparément et indépendamment, entraîne un accroissement des importations du produit A, du produit B et du produit C.[434] La Suisse et la Norvège interprètent la prescription comme exigeant une détermination suivant laquelle chaque cas

[430] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 2 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[431] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 3 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[432] Réponses écrites des Communautés européennes et de la Chine à la question n° 3 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[433] Réponses écrites des Communautés européennes et de la Chine à la question n° 143 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[434] Réponse écrite de la Chine à la question n° 2 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

individuel d'évolution des circonstances a entraîné un accroissement des importations s'agissant de chaque produit spécifique.[435]

7.123 Les États-Unis répondent que si plus d'un seul cas d'évolution imprévue des circonstances a causé un accroissement des importations, l'article XIX exige non pas qu'il existe un lien entre les divers cas d'évolution imprévue des circonstances, mais seulement que "par suite de" chaque cas d'évolution imprévue des circonstances il y ait un accroissement des importations à des conditions telles qu'il cause un dommage à la branche de production nationale.[436]

7.124 Quant à la signification de l'expression "as a result of" (par suite de), les États-Unis font valoir que le sens ordinaire de "result" est "effect, consequence, issue, or outcome of some action, process, or design" (effet, conséquence, issue ou aboutissement d'une action, d'un processus ou d'une intention).[437] Ainsi, l'emploi de l'expression "par suite de" indique qu'une chose est "l'effet, la conséquence, l'issue ou l'aboutissement" d'une autre chose. Dans le cas de l'article XIX:1, ces termes indiquent que l'importation d'un produit en quantités telles et à des conditions telles qu'elle cause un dommage grave doit être l'effet, la conséquence, l'issue ou l'aboutissement de l'évolution imprévue des circonstances. Le fait de montrer qu'un produit est importé en quantités telles et à des conditions telles qu'il cause un dommage grave par suite de l'évolution imprévue des circonstances établit en soi un lien logique entre la première et la deuxième clause de l'article XIX:1 a). Autrement dit, l'expression "par suite de" décrit le lien entre d'une part l'évolution imprévue des circonstances et d'autre part les importations en quantités telles et à des conditions telles qu'elles causent un dommage grave. Il n'y a pas besoin d'autre démonstration ou explication.[438]

7.125 Pour les États-Unis, cette approche correspond mieux au texte de l'article XIX:1 et aux rapports de l'Organe d'appel que l'autre thèse qui voudrait que l'expression "par suite de" indique la nécessité d'un "lien de causalité" entre l'évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des importations. L'article XIX:1 exige qu'un produit soit importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il "cause" un dommage grave, mais que ces conditions existent "par suite de" l'évolution imprévue des circonstances. L'utilisation de termes différents pour ces relations indique que l'intention des rédacteurs du GATT de 1994 était que les relations soient différentes. Or, selon l'interprétation qu'en donnent les Communautés européennes, elles seraient traitées de la même manière – "lien de causalité" est l'expression utilisée à l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes pour décrire la relation entre l'accroissement des importations et le dommage grave.[439]

7.126 En outre, les États-Unis font valoir que l'Organe d'appel a reconnu que la première et la deuxième clause de l'article XIX:1 avaient des significations différentes. Il a considéré que la clause "par suite de l'évolution imprévue des circonstances" décrivait une "circonstance" dont l'existence devait être "démontrée". En revanche, il a considéré que la clause voulant qu'il soit établi qu'un produit était importé en quantités telles et à des conditions telles qu'il cause un dommage grave "énon[çait] les trois conditions régissant l'application de mesures de sauvegarde".[440] La thèse des

---

[435] Réponse écrite de la Suisse à la question n° 143 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponses écrites de la Norvège et de la Suisse à la question n° 2 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[436] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 143 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[437] The New Shorter Oxford English Dictionary, page 2570.

[438] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 2 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[439] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 2 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[440] *Argentine – Chaussures* (CE), paragraphe 92.

Communautés européennes voulant qu'il existe un "lien de causalité" entre l'évolution imprévue des circonstances et les importations en quantités telles et à des conditions telles qu'elles causent un dommage grave ne tient pas compte des différences que l'Organe d'appel a notées dans le texte.[441]

7.127 Les États-Unis considèrent qu'en l'espèce, le "lien logique" entre l'évolution imprévue des circonstances définie par l'USITC et les importations accrues causant un dommage est clair. L'USITC a déterminé que, après le déclenchement des crises financières asiatique et russe, des volumes exceptionnellement importants de la production d'acier étrangère se sont trouvés détournés, et que le marché des États-Unis – sur lequel la demande restait forte – est devenu la destination d'une grande partie de la production étrangère détournée.[442]

7.128 Les États-Unis suggèrent de suivre l'interprétation ci-dessous donnée par le Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*:

> "L'expression se rapportant à "l'évolution imprévue des circonstances" à l'article XIX:1 est grammaticalement liée à la fois à l'expression "en quantités tellement accrues" et à l'expression "à des conditions telles". Plutôt que de dire qu'elle implique un lien de causalité en deux étapes, nous considérons que cette structure signifie que, si "l'évolution imprévue des circonstances" est distincte des accroissements des importations en soi, elle peut suffire pour montrer l'existence de cette "circonstance factuelle", à savoir "l'évolution imprévue des circonstances" par suite de laquelle les importations accrues ont été effectuées "à des conditions telles" et dans une mesure telle qu'elles ont causé un dommage grave ou une menace de dommage grave."[443]

7.129 Selon cette analyse, "en quantités tellement accrues" et "à des conditions telles" sont des conditions indépendantes, qui l'une ou l'autre ou bien l'une et l'autre peuvent faire suite à une évolution imprévue des circonstances. Ainsi, l'autorité compétente pourrait se conformer à l'article XIX si elle démontrait que l'évolution imprévue des circonstances a entraîné les conditions dommageables plutôt que l'accroissement des importations en soi.[444]

7.130 Dans sa contre-réponse, la Nouvelle-Zélande fait valoir que bien que les États-Unis aient finalement accepté avec réticence l'existence d'une prescription relative à l'"évolution imprévue des circonstances", ils cherchent à l'interpréter d'une manière qui la vide de tout sens.[445] Les États-Unis simplifient à l'excès les prescriptions de l'article XIX:1 a) quand ils soutiennent que tout "événement inattendu" peut être considéré comme une "évolution imprévue des circonstances". Entre autres choses, cet article exige que l'évolution imprévue des circonstances, en combinaison avec la concession tarifaire négociée, entraîne un accroissement des importations du produit concerné.[446] Les États-Unis soutiennent peut-être à juste titre que les termes "cause" ou "lien de causalité" en relation avec l'accroissement des importations ne figurent pas explicitement dans la première phrase de l'article XIX:1 a), mais en tentant d'assimiler l'expression "par suite" à "une relation séquentielle" ils

---

[441] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 2 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[442] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 2 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[443] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 933, citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 7.16.

[444] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 933.

[445] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.2.

[446] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.6.

tentent tout simplement de nier le lien logique nécessaire qui existe entre l'évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des importations.[447] Enfin, la Nouvelle-Zélande relève que l'USTR a lui-même considéré que l'expression "par suite" avait une teneur fondamentale, puisque quand il a demandé d'autres renseignements à l'USITC il a prié celle-ci de définir l'"évolution imprévue des circonstances ayant fait que les produits en acier visés pertinents ont été importés aux États-Unis en quantités tellement accrues qu'ils constituaient ou menaçaient de constituer une cause substantielle de dommage grave".[448]

7.131 La Norvège et la Suisse font valoir que les États-Unis ont mal interprété la décision du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, car ce Groupe spécial n'a pas en l'espèce rejeté le lien fondamental entre l'évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des importations. Selon elles, le Groupe spécial a simplement rejeté l'argument voulant qu'une démonstration de l'"évolution imprévue des circonstances" exige aussi que l'accroissement des importations ait causé un dommage grave.[449] Le lien logique qui existe entre l'évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des importations est un lien étroit, comme l'indiquait l'emploi des termes "est importé" au présent. Les États-Unis interprètent donc de manière erronée l'article XIX:1 a) quand ils déclarent qu'il n'est pas exigé que l'évolution imprévue des circonstances précède immédiatement les importations ou qu'elle soit récente.[450]

7.132 La Chine a de même du mal à comprendre comment les États-Unis peuvent soutenir que les quantités importées ou les conditions doivent faire "suite [à]" une évolution imprévue des circonstances, mais qu'elles n'ont pas besoin d'être causées par cette évolution des circonstances. Suivant la Chine, l'expression "par suite" fait référence aussi à la notion de causalité. La distinction grammaticale que les États-Unis tentent de faire est totalement artificielle et elle n'est pas étayée par quoi que ce soit dans le libellé de l'article XIX ni dans la jurisprudence.[451]

7.133 Les États-Unis font valoir que les plaignants continuent à se méprendre sur la position des États-Unis quant au degré de relation qui doit exister entre l'évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des importations. Suivant les États-Unis, le grief des plaignants vise plutôt les rédacteurs de l'article XIX, qui ont choisi l'expression "par suite de", avant d'employer ensuite le terme "cause" pour décrire la relation entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Dans ce contexte, ces différents termes doivent avoir des significations différentes, et la thèse des États-Unis est que le degré de relation entre l'évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des importations doit nécessairement être quelque chose de différent, et quelque chose de moindre, par rapport au "lien de causalité" qu'implique le terme "cause".[452]

ii) Lien logique avec la concession

7.134 Les Communautés européennes, la Suisse et la Norvège font valoir que la prescription relative à l'"évolution imprévue des circonstances" est couplée avec une autre condition, à savoir que les importations soient également dues à "l'effet des engagements qu'une partie contractante a assumés en vertu du présent Accord". Cela découle du libellé de l'article XIX:1 a), qui dispose qu'il doit y avoir un accroissement des importations "par suite de l'évolution imprévue des circonstances et par

[447] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.8.
[448] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.9.
[449] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 28; deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 20.
[450] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphes 30 et 33.
[451] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 11 à 17.
[452] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 107.

l'effet des engagements, y compris les concessions tarifaires, qu'une partie contractante a assumés en vertu du présent Accord ...".[453] Elles font valoir, par conséquent, que l'évolution imprévue des circonstances et les concessions tarifaires pertinentes doivent entraîner un accroissement des importations.[454]

7.135 De même, la Nouvelle-Zélande fait valoir qu'il doit y avoir une relation entre l'accroissement des importations résultant de l'évolution imprévue des circonstances et les concessions tarifaires pertinentes. La Nouvelle-Zélande se réfère à l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, dans laquelle l'Organe d'appel a déclaré que le membre de phrase "par suite de l'évolution imprévue des circonstances et par l'effet des engagements qu'un Membre a assumés" est grammaticalement lié au syntagme verbal "est importé".[455] Ainsi, selon la Nouvelle-Zélande, l'argument des États-Unis voulant que par suite de la crise russe il y ait eu un accroissement des importations en provenance de Russie admises aux États-Unis est dénué de pertinence. Les États-Unis n'ont pas d'engagements tarifaires ou autres dans le cadre du GATT qui les obligeaient à admettre les importations en provenance de Russie.[456] Elle appelle également l'attention sur la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, reconnaissant que l'objet spécifique de la mesure de sauvegarde était d'accorder une protection temporaire dans une situation où par l'effet combiné d'une concession tarifaire et d'une évolution des circonstances qui n'était pas prévue quand ladite concession a été accordée il est causé ou il est menacé de causer un dommage grave à la branche de production nationale du Membre importateur. Comme l'Organe d'appel l'a fait valoir dans cette décision, "l'objet et le but de l'article XIX sont d'autoriser un Membre à réaménager temporairement l'équilibre dans le niveau de concessions entre lui et d'autres Membres exportateurs".[457] La Nouvelle-Zélande conclut que si un Membre recourt à une mesure corrective conçue pour faire face aux effets inattendus d'une concession tarifaire, alors qu'il n'y a pas de concession tarifaire, il abuse de ladite mesure. Accepter qu'un Membre puisse agir ainsi compromet l'équilibre délicat de droits et d'engagements qu'exprime l'article XIX.[458]

7.136 Selon les États-Unis, il n'est pas exigé que la constatation de l'existence d'une "évolution imprévue des circonstances" soit "couplée avec" l'effet des engagements, y compris les concessions tarifaires, assumés dans le cadre du GATT de 1994.[459] Ils font observer que les groupes spéciaux de l'OMC et l'Organe d'appel ont interprété l'expression "évolution imprévue des circonstances" sans

[453] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 144; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 132; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 130.

[454] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 3 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 42; la Chine fait valoir qu'il doit exister un lien logique entre l'évolution imprévue des circonstances et la concession tarifaire pertinente, voir la deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 23.

[455] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 92.

[456] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 3 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[457] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.19, citant le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphes 86 et 87.

[458] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.19.

[459] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 70.

faire référence à la clause de "l'effet des engagements".[460] L'article XIX:1 a) n'exige pas qu'une évolution imprévue des circonstances ait son origine dans l'économie d'un Membre de l'OMC.[461]

7.137 Les États-Unis font valoir encore qu'il n'y a pas de lien entre la prise en considération de l'évolution imprévue des circonstances et "l'effet des engagements, y compris les concessions tarifaires, qu'une partie contractante a assumés en vertu du présent Accord".[462] Ils allèguent que le lien logique exigé par l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)* ne se situe pas entre les concessions tarifaires et l'évolution imprévue des circonstances, mais entre l'évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des importations. En conséquence, dès lors qu'un Membre a montré qu'il y avait des importations en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'elles causaient un dommage grave par "suite de" l'évolution imprévue des circonstances, l'article XIX:1 a) n'exige pas une constatation distincte de l'existence d'un "lien logique" entre ces importations et la concession tarifaire définie pour le produit.[463] L'USITC a défini une concession tarifaire particulière dans le cadre de son examen de l'évolution imprévue des circonstances et elle a défini l'accroissement des importations attendu au moment de la concession.[464]

7.138 Pour la Nouvelle-Zélande, la thèse des États-Unis voulant que l'article XIX du GATT de 1994 n'exige pas que les importations résultant d'une évolution imprévue des circonstances soient liées à des concessions tarifaires est surprenante compte tenu de la déclaration suivante des États-Unis eux-mêmes: "La logique de bon sens sous-tendant [l'article XIX du GATT] était que, en l'absence d'une telle disposition, les négociateurs commerciaux pourraient refuser d'accorder des concessions commerciales réciproques." La logique est que les négociateurs seront préparés à accorder des concessions commerciales s'ils savent qu'en cas d'imprévu, les concessions pourront être temporairement retirées. Ce qu'ils ont à l'esprit dans une telle relation réciproque est la possibilité que par suite d'imprévu il y ait un accroissement des importations en provenance des pays auxquels de telles concessions ont été accordées, et non en provenance d'un non-Membre de l'OMC avec lequel ils sont libres de traiter comme ils le souhaitent. Bref, ce n'était pas à la Russie que pensaient les négociateurs de l'OMC quand ils ont envisagé une mesure de protection temporaire contre les poussées des importations; ils pensaient plutôt aux autres Membres de l'OMC auxquels des concessions tarifaires étaient accordées.[465]

7.139 Les États-Unis répondent qu'il existe une interprétation plus convaincante pour régler la question de savoir si l'article XIX vise seulement les importations en provenance des Membres de l'OMC. À leur avis, l'article XIX ne limite certainement pas explicitement les "quantités accrues" importées aux importations en provenance des pays Membres uniquement. Aux termes de l'article XIX:1 a), il doit y avoir eu un accroissement des importations "par suite de l'évolution imprévue des circonstances et par l'effet des engagements ... assumés en vertu du présent Accord". Lorsqu'il a examiné le membre de phrase "par l'effet des engagements, y compris les concessions tarifaires, qu'un Membre a assumés en vertu du présent Accord", l'Organe d'appel a établi qu'"elle signifie simplement qu'il doit être démontré, en fait, que le Membre importateur a assumé des

[460] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 946, citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 7.4 à 7.45; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 7.293 à 7.300; rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 91; rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 84.

[461] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 941.

[462] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 177; réponse écrite des États-Unis à la question n° 3 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[463] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 3 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[464] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, pages 1 et 2.

[465] Deuxième déclaration orale de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 6.

engagements en vertu du GATT de 1994, y compris des concessions tarifaires".[466] L'Organe d'appel a ajouté que les formules "évolution des circonstances" et "engagements assumés" décrivent "certaines *circonstances* dont l'existence doit effectivement être démontrée". En décrivant l'"évolution des circonstances" et les "concessions tarifaires" comme des "circonstances", au pluriel, et non pas comme une seule "circonstance", l'Organe d'appel précise qu'il s'agit d'événements distincts, indépendants. Les États-Unis font observer que bien que cette disposition ait été longuement examinée, l'Organe d'appel n'a jamais indiqué qu'il fallait quelconque lien particulier entre l'évolution imprévue des circonstances et les concessions tarifaires. L'Organe d'appel n'a pas non plus indiqué que chaque circonstance devait avoir un effet égal, voire quelconque effet, sur toutes les importations. L'Organe d'appel a donc considéré qu'aux termes de l'article XIX:1 a) il fallait effectivement démontrer l'existence à la fois d'une évolution imprévue des circonstances et d'une concession commerciale. Les États-Unis font valoir que l'USITC a démontré l'existence à la fois d'une évolution imprévue des circonstances et de concessions tarifaires; rien de plus n'est requis.[467]

e) Le moment de l'évolution imprévue des circonstances

7.140 Les plaignants soutiennent que le moment pertinent pour juger si un événement était imprévu est celui où la concession a été accordée.[468] Les concessions tarifaires en cause dans le présent différend sont celles figurant dans le tarif douanier des États-Unis dans le cadre du Cycle d'Uruguay. Par conséquent, seuls les cas d'évolution des circonstances postérieurs à la conclusion du Cycle d'Uruguay peuvent être qualifiés de cas d'évolution imprévue des circonstances.[469] Pour les plaignants, l'évolution imprévue des circonstances doit normalement s'être produite dans son entier après que la concession, au sens de l'article XIX du GATT de 1994, a été faite.[470] Si l'évolution imprévue des circonstances a débuté avant la concession, elle ne peut pas être considérée comme imprévue. Selon eux, il y aura normalement un lien temporel étroit entre l'évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des importations. L'existence d'un lien de causalité différé comme celui qui est allégué exigerait une explication spécifique.[471]

7.141 Pour les Communautés européennes, la Chine, la Suisse et la Norvège, compte tenu de cette prescription concernant l'existence d'un lien temporel étroit, la période visée par l'enquête doit inclure à la fois le moment de l'évolution imprévue des circonstances et celui de l'accroissement des importations en résultant etc., pour démontrer l'existence du lien de causalité.[472] Elles estiment que l'analyse présentée dans les rapports de l'USITC fait référence au passé en général, et qu'elle ignore totalement le lien temporel qui doit exister entre l'"évolution imprévue des circonstances" et l'accroissement des importations. L'USITC n'a pas examiné si cette "évolution imprévue des circonstances", qui se rapporte à des événements remontant jusqu'à 1989-1991 (la dislocation de l'Union soviétique) mais aussi à des événements de 1997 (le déclenchement de la crise asiatique), avait entraîné un accroissement ultérieur des importations de produits spécifiques au cours de la

[466] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 91.
[467] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 175 à 177.
[468] *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil*, paragraphe 8.
[469] Réponses écrites des Communautés européennes, de la Chine, de la Suisse, de la Nouvelle-Zélande et de la Norvège à la question n° 5 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[470] Réponses écrites des Communautés européennes, de la Chine, de la Suisse, de la Nouvelle-Zélande et de la Norvège à la question n° 11 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[471] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 133, première communication écrite de la Norvège, paragraphe 121; première communication écrite de la Chine, paragraphe 90.
[472] Réponses écrites des Communautés européennes, de la Chine, de la Suisse, de la Nouvelle-Zélande et de la Norvège à la question n° 12 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

période visée par l'enquête (1996-2000) ni si elle aurait cet effet au cours des trois années suivantes lorsque les mesures des États-Unis seraient en vigueur.[473]

7.142 Pour les États-Unis une évolution imprévue des circonstances doit être "postérieure" à la "concession tarifaire pertinente" ou autre engagement, vraisemblablement, qu'un Membre a assumé en vertu du GATT de 1994. Ils font valoir qu'un Membre peut conclure qu'un engagement ou une concession qui est issu du Tokyo Round, ou antérieur, est "pertinent" pour l'analyse conformément à l'Accord sur les sauvegardes. Dans les enquêtes *Acier*, l'USITC a établi que les concessions tarifaires des États-Unis dans le cadre du Cycle d'Uruguay étaient les concessions pertinentes pour son analyse de l'évolution imprévue des circonstances, et les cas d'évolution des circonstances définis par l'USITC étaient tous postérieurs à la conclusion du Cycle d'Uruguay. Les États-Unis font valoir que les crises en Asie du Sud-Est et dans l'ex-Union soviétique étaient peut-être prévisibles dans un sens général et hypothétique, mais que le moment, l'ampleur et l'effet durable sur les échanges mondiaux d'acier n'ont pas été prévus par les États-Unis bien longtemps après la conclusion du Cycle d'Uruguay.[474] [475]

7.143 Les plaignants contestent la thèse des États-Unis suivant laquelle l'"évolution imprévue des circonstances" peut se produire avant que la concession ait été faite du moment que ses effets n'ont été connus qu'après.[476] Pour la Norvège, s'il s'agit d'effets "à long terme" seulement, ils ne présenteront en tout cas ni l'ampleur ni le caractère d'urgence ni le lien de causalité exigés par l'Accord. Les Communautés européennes, la Chine, la Norvège et la Nouvelle-Zélande ajoutent que l'exigence fondamentale est que les importations accrues (ou tout au moins les conditions auxquelles elles surviennent) résultent de l'évolution imprévue des circonstances. Cela implique qu'il y ait normalement un lien temporel étroit entre l'évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des importations. L'absence d'un tel lien temporel étroit pourrait susciter des interrogations quant au point de savoir si l'"accroissement des importations" résultait de l'"évolution imprévue des circonstances" et il devrait être fourni une explication adéquate à ce sujet.[477]

7.144 La Nouvelle-Zélande fait valoir que la crise russe n'était pas imprévue puisqu'elle a commencé en 1991, à une date antérieure aux consolidations pour les produits en acier en 1995. Elle fait valoir que l'USITC admet cela et que les négociateurs des États-Unis étaient pleinement conscients, quand ils sont convenus des concessions tarifaires pour l'acier, des conséquences économiques de la crise russe. Les faits montrent que le recul de la consommation et l'accroissement des exportations dans le cas des pays de l'ex-Union soviétique n'étaient pas nouveaux. Ils ne sont pas survenus après la conclusion du Cycle d'Uruguay, mais ils remontaient à 1991.[478]

7.145 Les États-Unis répondent que l'article XIX indique qu'il devrait y avoir une relation séquentielle avec des concessions commerciales, puis une évolution imprévue des circonstances et

---

[473] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 135; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 121; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 123; première communication écrite de la Chine, paragraphe 93.

[474] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 926 à 931.

[475] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 5 du Groupe spécial posée à la première réunion de fond.

[476] Réponses écrites des Communautés européennes, de la Chine, de la Suisse, de la Nouvelle-Zélande et de la Norvège à la question n° 12 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[477] Réponse écrite des Communautés européennes, de la Chine, de la Nouvelle-Zélande et de la Norvège à la question n° 12 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[478] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.25 à 4.27, citant les tableaux du rapport de l'USITC, volume II, OVERVIEW-4 et OVERVIEW-5, et deuxième rapport complémentaire de l'USITC, Appendice I, page 3 (pièce n° 11 des coplaignants).

puis un dommage grave, mais qu'il n'exige pas que l'évolution imprévue des circonstances coïncide avec les importations, ni qu'elle précède immédiatement les importations.[479]

7.146 Pour les États-Unis, l'article XIX implique une séquence, avec un engagement ou une concession tarifaire, puis une évolution imprévue des circonstances, puis des importations en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'elles causent un dommage grave.[480] Selon les États-Unis, le sens ordinaire de "development" (évolution des circonstances) est "a result of developing; a change in a course of action or events or in conditions ... an addition, an elaboration" (le résultat du fait d'évoluer; une modification de ligne d'action ou d'événements ou de conditions ... une adjonction, un développement).[481] Ainsi, une évolution des circonstances doit s'interpréter comme signifiant une modification d'une certaine nature, qui est "imprévue" si les négociateurs d'un Membre ne s'attendaient pas à ce qu'elle intervienne au moment où ils ont décidé l'engagement ou la concession en question.[482] Comme le rapport *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil* indique que l'"évolution des circonstances" doit être postérieure à l'engagement ou à la concession, les États-Unis concluent que la modification en question devait intervenir après ce moment-là. Le Groupe de travail *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil* est arrivé à une conclusion semblable, constatant que l'"évolution imprévue des circonstances" devait être postérieure à la concession tarifaire pertinente (ou autre engagement vraisemblablement). Les États-Unis se réfèrent à la déclaration de l'Organe d'appel suivant laquelle une évolution imprévue des circonstances est une évolution qui était "inattendue"[483] et au Groupe de travail *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil*: "L'expression "évolution des circonstances" doit s'interpréter comme signifiant une évolution postérieure à la négociation de la concession tarifaire pertinente [et] dont il ne serait pas raisonnable de prétendre que les négociateurs du pays qui a octroyé la concession auraient pu et auraient dû la prévoir à l'époque où la concession a été négociée."[484]

7.147 Pour les États-Unis, le rapport *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil* fournit un bon exemple de la façon dont cette analyse fonctionne. Le Groupe de travail *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil* a établi que les styles de chapeaux changeaient continuellement, et que la probabilité de changement était entièrement prévisible. Mais il a établi que les négociateurs n'avaient pas prévu le degré d'un changement particulier ni son effet sur la situation de la concurrence à laquelle la branche de production nationale était confrontée, et que cela représentait une évolution imprévue des circonstances. Ainsi, l'existence d'une condition particulière au moment d'un engagement ou d'une concession tarifaire (l'évolution constante des styles de chapeaux) n'empêche pas qu'une modification de cette condition (un changement important et durable de style) soit considérée comme une évolution imprévue des circonstances.[485]

7.148 En conséquence, pour les États-Unis, la période de référence pour examiner l'évolution imprévue des circonstances pouvait être toute période postérieure à la concession tarifaire pertinente. En outre, l'article XIX implique que l'évolution imprévue des circonstances précède l'accroissement des importations. Ainsi, le moment où survenait le dommage causé par l'accroissement des

---

[479] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 934.
[480] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 934.
[481] The New Shorter Oxford English Dictionary, page 634.
[482] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 91.
[483] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 84; rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 91.
[484] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 923, citant le rapport *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil*, paragraphe 9.
[485] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 11 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

importations pouvait être postérieur à la période où l'évolution imprévue des circonstances s'était produite. Cela ne signifie pas nécessairement que la période visée par l'enquête devrait être plus longue pour un examen concernant l'évolution imprévue des circonstances que pour un examen concernant le dommage, puisque la période considérée dans le cadre de l'enquête concernant l'existence d'un dommage grave doit être "suffisamment longue pour que des conclusions appropriées puissent être tirées".[486] Par conséquent, toute période de référence utilisée aux fins de la détermination de l'existence d'un accroissement des importations et d'un dommage grave devrait inclure une certaine période de temps antérieure au début de la poussée des importations afin que l'accroissement des importations et les effets de cet accroissement puissent être déterminés.[487]

7.149 Selon les États-Unis, durant l'enquête concernant l'acier, les producteurs et les exportateurs de divers plaignants ont admis qu'"[i]l peut y avoir un décalage dans le temps raisonnable entre l'évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des importations conduisant à un dommage grave ... [L]e temps qu'il faut aux participants au marché pour réagir à certaines forces peut être beaucoup plus long. Au-delà des simples forces de l'offre et de la demande en jeu, divers cycles économiques peuvent influencer les décisions économiques et soit exacerber soit tempérer l'évolution des flux commerciaux."[488] Les États-Unis font valoir qu'il n'est pas exigé que l'évolution imprévue des circonstances soit "récente". Du moment qu'elle a précédé la concession tarifaire pertinente et qu'elle a entraîné un accroissement des importations, cela est suffisant pour satisfaire aux prescriptions de l'article XIX.[489]

7.150 En l'espèce, les États-Unis allèguent que tous les cas d'évolution imprévue des circonstances étaient postérieurs au Cycle d'Uruguay: la crise financière dans l'Est de l'Asie a débuté au milieu de 1997[490], et les bouleversements financiers et les fluctuations monétaires spécifiques cités par l'USITC ont débuté en 1997, également après les négociations du Cycle d'Uruguay.[491] Ainsi, même s'il est vrai que l'Union soviétique s'est effondrée en 1989, avec les désordres en résultant dans les États successeurs, ce ne sont pas les cas d'évolution des circonstances que l'USITC a considérés comme étant imprévus. L'évolution des circonstances en question tenait plutôt au fait que la situation de ces pays a changé après 1996 par rapport à la situation qui prévalait au moment des négociations du Cycle d'Uruguay.[492]

7.151 Les États-Unis citent des éléments de preuve présentés par l'USITC indiquant que les cas d'évolution des circonstances que celle-ci a définis étaient effectivement imprévus. Dans sa démonstration, l'USITC a cité des éléments de preuve concernant les attentes des négociateurs du Cycle d'Uruguay quant aux effets probables de ce cycle sur les importations de produits en acier.[493] L'USITC a également cité des éléments de preuve indiquant que les crises monétaires ont surpris même les spécialistes de la prévision, qui ont pris la question en considération beaucoup plus

---

[486] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.200.

[487] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 12 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[488] Joint Respondents' Posthearing Brief: Flat-Rolled Products, 1er octobre 2001, volume II, page 23 (pièce n° 74 des États-Unis).

[489] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 14 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[490] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 961.

[491] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 968.

[492] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 11 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[493] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 2 et note 5.

tardivement, et qui disposaient de renseignements plus récents.[494] L'USITC a donc établi que l'évolution des circonstances était imprévue.[495] [496]

7.152 Les États-Unis ne sont pas d'accord avec la thèse des plaignants qui voudrait que l'évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des importations doivent se produire à des moments très rapprochés dans le temps, et que l'évolution imprévue des circonstances se poursuive de préférence encore au moment où le dommage est causé. Ils font référence au texte même de l'article XIX, conformément auquel ils font valoir que l'expression "par suite de" implique certainement que l'évolution imprévue des circonstances ait été antérieure à l'accroissement des importations, mais qu'elle n'implique rien quant à la durée de l'évolution imprévue des circonstances.[497]

f) Démonstration concernant l'"évolution imprévue des circonstances"

i) Rapport de l'autorité compétente

7.153 Les Communautés européennes, la Chine, la Suisse, la Norvège et la Nouvelle-Zélande font valoir que l'Organe d'appel a indiqué clairement dans l'affaire *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation* que l'évolution imprévue des circonstances devait être démontrée par les autorités compétentes (dans leur rapport) avant que des mesures de sauvegarde ne soient appliquées. En outre, selon les Communautés européennes, la Chine, la Suisse et la Norvège, la démonstration concernant l'évolution imprévue des circonstances devait figurer dans le même rapport des autorités compétentes, comme stipulé par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Viande d'agneau*.[498] La Suisse note à ce propos que ce rapport est celui où les autorités compétentes déterminaient qu'une mesure de sauvegarde devait être recommandée. L'USITC a formulé ses recommandations dans le rapport de décembre 2001. Le deuxième rapport complémentaire a été publié le 4 février 2002, après que l'USITC ait recommandé l'adoption des mesures de sauvegarde.[499]

7.154 La Norvège fait valoir qu'il faut entendre par "détermination" aux fins des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes les conclusions publiées des enquêtes qui ont été menées, aux termes desquelles l'autorité compétente d'un État Membre établit qu'il existe certains faits et qu'il a été rempli certaines conditions (prescriptions juridiques) qui justifient l'imposition de la mesure spécifique choisie conformément à l'article 5. La Norvège fait observer qu'en l'espèce l'USITC n'a pas fait certaines déterminations dans son rapport initial, et qu'elle a publié par la suite deux rapports complémentaires. De l'avis de la Norvège, l'article 3:1 exige "un rapport", et non pas de "multiples rapports" à différents intervalles. Selon la Norvège, apparemment les déterminations de l'USITC en relation avec l'article 2, l'article 4 et l'"évolution imprévue des circonstances" ont pu être faites à des moments différents, ou pas du tout.[500]

---

[494] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 2, notes 6 à 8.
[495] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 170.
[496] Pour la position des plaignants sur ce point, voir les paragraphes 7.177 à 7.179.
[497] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 108.
[498] Première déclaration orale de la Suisse au nom des plaignants, paragraphe 6; voir aussi la deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 21, et les réponses écrites des Communautés européennes, de la Chine et de la Suisse à la question n° 15 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond, citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Viande d'agneau*, paragraphe 72.
[499] Réponse écrite de la Suisse à la question n° 15 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[500] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 15 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

7.155 De même, les Communautés européennes, la Chine, la Norvège, la Suisse et la Nouvelle-Zélande estiment que la question de l'"évolution imprévue des circonstances" n'est pas traitée dans le rapport de l'USITC proprement dit. La seule mention à ce sujet figure dans une note de bas de page dans le rapport distinct d'un commissaire expliquant que, même si cela était exigé dans le droit de l'OMC, cela n'était pas exigé par la législation des États-Unis.[501] Bien que les plaignants admettent que les crises asiatique et russe fassent l'objet de certaines discussions dans le rapport de l'USITC, il n'est fait aucune relation avec la prescription relative à l'évolution imprévue des circonstances.[502]

7.156 Les États-Unis répondent que les plaignants ont tort du point de vue du droit. Selon eux, la seule prescription temporelle de l'article XIX est que les constatations concernant l'évolution imprévue des circonstances doivent précéder l'application de la mesure de sauvegarde. Ils citent l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Viande d'agneau* pour étayer leur thèse suivant laquelle l'article XIX ne renferme aucune indication explicite sur le point de savoir "à quel moment, à quel endroit et de quelle manière" l'existence d'une évolution imprévue des circonstances doit être démontrée. Selon l'Organe d'appel, il contenait au lieu de cela une prescription implicite, à savoir que la démonstration devait être faite "avant que la mesure de sauvegarde ne soit appliquée".[503]

7.157 Suivant les États-Unis, les plaignants ont également tort du point de vue des faits. La détermination, ou conclusion juridique, quant au point de savoir si les produits étaient importés en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'ils causaient un dommage grave a été rendue le 22 octobre 2001.[504] Le rapport de l'USITC montre que l'évolution imprévue des circonstances considérée dans le deuxième rapport complémentaire de l'USITC a influencé les déterminations de celle-ci concernant le dommage. Avant d'arriver à ses déterminations concernant le dommage, l'USITC a spécifiquement recherché des renseignements et enquêté sur les conditions qu'elle a définies ensuite comme étant une évolution imprévue des circonstances, et elle a inclus des renseignements sur ces conditions dans son rapport et dans ses vues concernant le dommage.[505]

7.158 Les États-Unis répondent aussi que l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes énonce certaines obligations de fond et de forme concernant la teneur du rapport et sa publication, mais qu'il ne prévoit pas de restrictions concernant le mode de présentation du rapport qui contient la constatation concernant l'évolution imprévue des circonstances. La décision de publier les éléments du rapport au titre de l'article 3:1 en même temps, ou de façon étalée dans le temps, est laissée à l'appréciation de chaque Membre.[506] Les États-Unis font valoir que les plaignants n'ont pas présenté de raison permettant de conclure que la présentation du rapport des autorités compétentes par étapes est incompatible avec l'Accord sur les sauvegardes.[507] Bien que l'article 3:1 exige que le rapport ait une certaine teneur et qu'il soit publié dans les moindres délais, il n'impose pas un mode de présentation particulier. Selon les États-Unis, le Groupe spécial *Chili - Système de fourchettes de*

---

[501] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 122 et 123; première communication écrite de la Chine, paragraphe 86; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 24 à 28; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 110 et 111; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.11; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 109 et 110.

[502] Première déclaration orale de la Suisse au nom des plaignants, paragraphe 9.

[503] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 949 à 953.

[504] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 15 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[505] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 953 à 955.

[506] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 952.

[507] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 15 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

prix[508] a déjà admis qu'un document en plusieurs étapes pouvait constituer le rapport des autorités compétentes aux fins de l'article 3:1. Ainsi, il est laissé à l'appréciation des Membres de décider de publier le rapport d'un seul tenant, ou par éléments.[509] Les États-Unis soutiennent que leur deuxième rapport complémentaire est considéré à juste titre comme faisant partie du rapport exigé en vertu de l'article 3:1.

7.159 Suivant les Communautés européennes, la Suisse et la Norvège, la décision dans l'affaire *Chili - Système de fourchettes de prix* n'est pas pertinente, car en l'occurrence la partie plaignante n'avait pas soulevé d'argument quant au point de savoir si différents procès-verbaux constituaient le "même" rapport. En outre, dans ce cas d'espèce, il était tenté de démontrer l'existence d'une évolution imprévue des circonstances dans les procès-verbaux contenant la recommandation de prendre des mesures de sauvegarde définitives. La Suisse ajoute que la situation dans l'affaire *Chili - Système de fourchettes de prix* est différente de celle de la présente affaire, où la recommandation de prendre des mesures de sauvegarde définitives a été faite un mois et demi avant la présentation du deuxième rapport complémentaire, qui contenait la justification en relation avec la prescription relative à l'évolution imprévue des circonstances.[510] Pour la Chine, l'utilisation d'un document en plusieurs parties ne pose pas de question en soi. Par contre, il importe de s'interroger sur l'incompatibilité entre l'idée voulant que la question de l'évolution imprévue des circonstances ait été, selon ce qui est allégué, discutée longuement durant la réunion administrative et le fait qu'elle n'est pas commentée dans le rapport de l'USITC, et qu'il a fallu attendre une explication complémentaire dans un rapport ultérieur.[511]

7.160 Les Communautés européennes et la Suisse relèvent également le fait que les États-Unis ont cité le 22 octobre 2001 comme étant la date de la détermination pour faire valoir que le deuxième rapport complémentaire ne fait pas partie des déterminations de l'USITC puisqu'il n'a été publié qu'en février 2002. Deuxièmement, les termes du deuxième rapport complémentaire indiquent aussi clairement que l'USITC n'a pas réexaminé ses déterminations antérieures et qu'elle n'a même pas prétendu les confirmer.[512] Les Communautés européennes font observer que les États-Unis utilisent le terme "constatation" pour décrire les conclusions tirées dans le deuxième rapport complémentaire. Suivant les Communautés européennes, il y a une différence importante entre les termes "détermination" et "constatation". Le terme "détermination" renvoie à une décision qui est plus définitive et complète qu'une "constatation" (qui peut ne représenter qu'une étape sur la voie d'une détermination). Le terme "détermination" s'entend du règlement définitif de la question portée devant l'instance chargée de statuer et du raisonnement suivi pour arriver à cette conclusion. Par conséquent, l'instance chargée de statuer qui doit prendre en compte tous les renseignements pertinents et examiner si un certain nombre de circonstances et de conditions sont réunies avant de faire une détermination doit ainsi procéder avant que la détermination ne soit faite. Suivant les Communautés européennes, cela démontre l'existence d'un vice rédhibitoire dans la thèse des États-Unis. L'idée qu'une "constatation" concernant l'évolution imprévue des circonstances puisse être postérieure à la

[508] Groupe spécial *Chili - Système de fourchettes de prix*, paragraphe 7.131.

[509] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 15 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[510] Deuxième déclaration orale de la Suisse, paragraphes 5 à 9; réponses écrites de la Suisse, de la Norvège et des Communautés européennes à la question n° 5 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[511] Réponse écrite de la Chine à la question n° 5 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[512] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphes 8 à 12; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 40 à 44.

détermination suivant laquelle les conditions pour l'application des mesures de sauvegarde sont réunies rompt le lien logique qui selon l'Organe d'appel doit exister.[513]

7.161 Les États-Unis répondent que les plaignants semblent très perturbés que les États-Unis aient présenté la démonstration concernant l'évolution imprévue des circonstances faite par l'USITC comme une "constatation". De l'avis des États-Unis, les plaignants devraient s'en prendre à l'Organe d'appel, et non pas aux États-Unis ou à l'USITC, puisque c'est l'Organe d'appel qui a expressément établi que les autorités compétentes devaient présenter des "constatations" ou des "conclusions motivées" concernant l'évolution imprévue des circonstances.[514] Les États-Unis font valoir que les Communautés européennes continuent à employer une terminologie erronée. Dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel a dit que l'autorité compétente devait présenter des "constatations" ou des "conclusions motivées" concernant l'existence d'une évolution imprévue des circonstances. Une distinction entre l'évolution imprévue des circonstances, c'est-à-dire des circonstances à démontrer, et l'accroissement des importations, le dommage et le lien de causalité, c'est-à-dire des conditions, a été faite par l'Organe d'appel.[515] Il n'est donc pas exigé une "détermination" concernant l'existence d'une relation entre l'accroissement des importations et l'évolution imprévue des circonstances ou les concessions tarifaires. Les États-Unis estiment que l'USITC a fait les constatations requises concernant l'évolution imprévue des circonstances et les concessions tarifaires dans son deuxième rapport complémentaire.[516]

7.162 Les États-Unis répètent leur allégation suivant laquelle les plaignants ne tiennent pas compte des constatations dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, où le Groupe spécial a accepté un document en plusieurs parties (procès-verbaux de séances individuelles de la Commission chilienne de la concurrence) comme étant le rapport des autorités compétentes aux fins de l'article 3:1.[517]

ii) La nécessité d'une explication motivée et adéquate

Caractère suffisant et représentativité des données

7.163 Les Communautés européennes, la Suisse et la Norvège soutiennent que les données auxquelles s'en remet l'USITC se rapportent à des modifications de la consommation des produits en acier globalement dans certains pays et sur certaines périodes et qu'elles sont dépourvues de représentativité et d'objectivité. Elles estiment que l'USITC formule un certain nombre d'hypothèses dénuées de fondement, à savoir par exemple que la production d'acier n'a pas diminué au même rythme que la consommation et que, par conséquent, il y a eu un accroissement des exportations.[518] Ainsi, la consommation apparente dans les pays de l'ex-Union soviétique a augmenté en 1999 et en 2000. En 1995, la diminution de la consommation résultant de la dissolution de l'Union soviétique

[513] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 45 à 47.

[514] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 105, citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 76.

[515] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 72; rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 91.

[516] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 6 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[517] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 169, citant le rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 7.131.

[518] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 154 et 155; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 140 et 141; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 142 et 143.

n'était pas seulement prévue; elle s'était produite.[519] Si les États-Unis avaient démontré que la "crise russe" a conduit à un accroissement des importations aux États-Unis en provenance d'autres Membres de l'OMC, la crise russe pourrait être pertinente, mais l'USITC n'a pas apporté de telle démonstration.

7.164 Suivant les Communautés européennes et la Norvège, la période de référence s'agissant de l'accroissement des importations (1996-2000) est entièrement indépendante de la période visée par l'enquête s'agissant de l'évolution imprévue des circonstances alléguée ultérieurement. L'USITC n'a pas examiné si l'"évolution imprévue des circonstances" alléguée, qui se rapporte à des événements remontant jusqu'à 1991 (la dislocation de l'Union soviétique) avait entraîné un accroissement ultérieur des importations de produits spécifiques au cours de la période visée par l'enquête (1996-2000) ni si elle aurait cet effet au cours des trois années suivantes quand les mesures des États-Unis seraient en vigueur.[520]

7.165 La Chine compare les déclarations des États-Unis avec les statistiques officielles disponibles sur le site Web de l'USITC, qui montrent que les républiques de l'ex-Union soviétique pertinentes représentent seulement 20 pour cent des importations totales des produits en acier visés aux États-Unis. À son avis, ce pourcentage ne peut pas être considéré comme représentatif pour avoir un raisonnement motivé qui explique l'accroissement des importations allégué.[521] Tous les plaignants relèvent aussi que les exportations des républiques de l'ex-Union soviétique étaient en plus forte hausse avant le Cycle d'Uruguay (625,7 pour cent) qu'après (28,7 pour cent).[522] Tous les plaignants mentionnent la conclusion suivant laquelle les exportations accrues des républiques de l'ex-Union soviétique entre 1996 et 1999 étaient destinées à des pays autres que les États-Unis.[523]

7.166 Les plaignants font également valoir que l'USITC n'a pas fourni de données indiquant si les exportations des pays affectés par la crise asiatique ont augmenté, et encore moins si ces exportations sont allées vers les États-Unis. L'USITC semble supposer un accroissement des exportations vers les États-Unis à partir d'une diminution de la consommation d'acier dans ces pays. Or, le rapport de l'USITC fait apparaître une tendance à la hausse de la consommation de produits finis en acier à partir de 1999. Ainsi, même sur la base des hypothèses des États-Unis, la crise asiatique ne peut pas être considérée comme une évolution imprévue des circonstances qui conduit maintenant à un accroissement des importations aux États-Unis.[524] La Nouvelle-Zélande fait également observer qu'on constate sur le site Web d'International Iron and Steel qu'en 1999 le mouvement de baisse de la consommation d'acier en Indonésie, en Corée, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande s'était

[519] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 157 à 162; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 144 à 148; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 146 à 150; première communication écrite de la Chine, paragraphes 111 à 113.

[520] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 132 et 135; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphes 120 et 123.

[521] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 102 à 106.

[522] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 163; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 149; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 151; première communication écrite de la Chine, paragraphe 114; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.28.

[523] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 167; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 154; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 156; première communication écrite de la Chine, paragraphe 117.

[524] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 169 à 172; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 156 à 159; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 158 à 161; première communication écrite de la Chine, paragraphes 119 à 122; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.14 et 4.15.

inversé.[525] En outre, selon les statistiques disponibles sur le propre site Web de l'USITC, les importations d'acier aux États-Unis en provenance des républiques de l'ex-Union soviétique n'ont augmenté que de 4,5 pour cent, et non pas dans la proportion de près de 22 pour cent alléguée par les États-Unis, durant la période de 1996 à 1999. Par conséquent, si la baisse de la consommation a conduit à un accroissement des exportations d'acier des républiques de l'ex-Union soviétique, 95,5 pour cent de ces exportations ont dû aller ailleurs qu'aux États-Unis.[526]

7.167 Suivant les États-Unis, l'USITC fondait son analyse sur des données relatives aux importations qui étayaient solidement sa constatation suivant laquelle les crises financières en Asie ont désorganisé le marché mondial de l'acier. Les importations de produits en acier en provenance de chacun des pays asiatiques les plus gravement affectés par les dépréciations monétaires de 1997 et de 1998 ont connu une poussée après le déclenchement des crises monétaires et se sont maintenues à des niveaux élevés par la suite. Les données démontrent également que les crises ont déplacé la production d'acier ailleurs, comme l'attestait l'accroissement sans précédent des importations en provenance de zones hors de l'Asie du Sud-Est.[527]

7.168 Les États-Unis répondent que les plaignants n'ont présenté aucun élément de preuve indiquant que les bouleversements monétaires antérieurs aux poussées des importations aient été, en fait, prévus par quiconque, et encore moins que ces événements aient été prévus par un négociateur des États-Unis durant le Cycle d'Uruguay. Selon les renseignements cités par l'USITC, ces crises ont été, en fait, imprévues non seulement par les négociateurs, mais même par les spécialistes de la prévision économique jusqu'au moment où elles sont survenues, et la gravité de ces crises n'a même pas été pleinement mesurée après que les événements sont survenus. Selon les prévisions économiques établies jusqu'en octobre 1997, il était encore attendu des "tendances à une croissance robuste dans la plupart des régions en développement", y compris dans la plupart de l'Asie ainsi qu'en Russie et dans les autres républiques de l'ex-Union soviétique.[528]

7.169 Les États-Unis estiment que selon les données économiques pour cette période, il y avait peu de raison d'attendre une contraction économique importante tant en Asie du Sud-Est que dans les républiques de l'ex-Union soviétique. Avant le déclenchement des crises monétaires en question, les économies d'Asie du Sud-Est avaient connu une période de croissance soutenue[529] et d'inflation modérée et elles avaient des politiques macro-économiques relativement rigoureuses.[530] La plupart des républiques de l'ex-Union soviétique étaient parvenues à des taux de croissance positifs en 1996 et en 1997.[531] Cependant, à la fin de 1997, les marchés dans ces pays avaient été profondément déstabilisés, la croissance s'était brutalement contractée, les prévisions de croissance étaient revues à la baisse et la production d'acier se trouvait déplacée vers d'autres marchés, notamment celui des États-Unis.[532]

---

[525] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.18.

[526] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.11.

[527] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 963.

[528] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 10 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond, citant Minimill Coalition (Long Products) Prehearing Brief, Exhibit 19 (World Economic Outlook, octobre 1997, page 1) (pièce n° 74 des États-Unis).

[529] Minimill Coalition (Long Products) Prehearing Brief, Exhibit 19 (World Economic Outlook, octobre 1996, page 26) (pièce n° 74 des États-Unis).

[530] Minimill Coalition (Long Products) Prehearing Brief, Exhibit 19 (World Economic Outlook, décembre 1997, page 3) (pièce n° 74 des États-Unis).

[531] Minimill Coalition (Long Products) Prehearing Brief, Exhibit 19 (World Economic Outlook, octobre 1997, page 27), pièce n° 15 des États-Unis.

[532] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 10 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

7.170 Les États-Unis font valoir que l'USITC a cité comme évolution imprévue des circonstances non pas la dissolution de l'Union soviétique, mais bien les difficultés rencontrées par les républiques de l'ex-Union soviétique après cette dissolution. L'enquête de l'USITC a fourni des éléments de preuve abondants indiquant que les bouleversements financiers dans les républiques de l'ex-Union soviétique depuis 1996 ont modifié la structure des exportations et de la consommation dans la région. Bien que le recul de la consommation intérieure apparente de produits en acier et l'accroissement des exportations aient débuté peu après la dissolution de l'Union soviétique, l'ampleur du déséquilibre entre ces tendances s'est accentuée après 1996. En 1996, le rapport entre la consommation intérieure apparente d'acier et les exportations de ces pays était de 1,37, ce qui signifie que pour chaque tonne d'acier consommée, ces pays exportaient 1,37 tonne d'acier. En 1998, ce rapport est passé à 1,57 et en 1999 il est resté élevé, à 1,54. La dépendance de la région vis-à-vis des exportations a notablement augmenté.[533] Les importations sur le marché des États-Unis de produits laminés plats en provenance de Russie sont passées de 3,2 millions de tonnes courtes en 1997 à 5,1 millions de tonnes courtes en 1998; celles provenant du Kazakhstan, de 22 588 tonnes courtes en 1997 à 149 265 tonnes courtes en 1998; celles provenant de Lituanie de 1 560 tonnes courtes en 1997 à 62 930 tonnes courtes en 1998.[534] Les importations d'acier sur le marché des États-Unis en provenance des dix républiques de l'ex-Union soviétique ont crû de 67,3 pour cent entre 1997 et 1998 seulement. Les importations d'acier en provenance de Russie ont été limitées ultérieurement par un accord, mais les importations en provenance des neuf autres républiques de l'ex-Union soviétique sont restées élevées. Les importations d'acier sur le marché des États-Unis en provenance de ces neuf pays en 2000 étaient en hausse de 145,4 pour cent par rapport à celles de 1996.[535]

7.171 Les États-Unis ne pensent pas que les seules données fournies par l'USITC pour établir le lien entre les crises asiatique et russe et l'accroissement des importations aient été les baisses de la consommation dans ces régions. À leur avis, l'USITC a cité des données relatives à la consommation pour les pays les plus gravement affectés en Asie du Sud-Est, ainsi que des données relatives à la production et à la consommation pour les républiques de l'ex-Union soviétique. Ailleurs dans son rapport, l'USITC a cité des tableaux qui montraient les importations par pays et par produit pour l'ensemble de la période visée par l'enquête.[536] Toutes ces données étayent l'analyse de l'USITC. Les États-Unis allèguent que les plaignants contestent les conclusions tirées par l'USITC de ces données, mais ils n'ont pas présenté de données indiquant que leurs autres explications – par exemple, la production aurait diminué, les importations aux États-Unis n'auraient pas augmenté – sont effectivement plausibles. Étant donné qu'ils n'ont pas pu présenter une autre explication plausible, les plaignants n'ont pas montré *prima facie* que la démonstration concernant l'évolution imprévue des circonstances faite par l'USITC était incompatible avec l'Accord sur les sauvegardes.[537]

---

[533] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 968, citant le rapport de l'USITC, OVERVIEW-19, tableaux OVERVIEW-4 et OVERVIEW-5.

[534] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 969, citant les tableaux de l'USITC Dataweb (pièce n° 49 des États-Unis).

[535] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 972, citant les tableaux de l'USITC Dataweb (pièce n° 49 des États-Unis) et INV-Y-180 (pièce n° 40 des États-Unis).

[536] Rapport de l'USITC, pages 65 et 66 (CPLPAC), 99 et 100 (barres laminées à chaud), 107 et 108 (barres parachevées à froid), 115 et 116 (barres d'armature), 168 à 170 (certains tubes soudés), 178 à 180 (ABJT), 213 et 214 (barres en aciers inoxydables), 222 et 223 (fil machine en aciers inoxydables), 259 et 260 (fils en aciers inoxydables, commissaire Koplan), 303 à 305 (produits plats en acier au carbone et fils et câbles de fils en aciers inoxydables, commissaire Bragg), 309 et 310 (produits étamés ou chromés, commissaire Miller), 347 (fils et câbles de fils en aciers inoxydables, commissaire Delaney).

[537] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 7 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 106.

7.172 En ce qui concerne l'allégation de la Nouvelle-Zélande suivant laquelle la contraction de la consommation d'acier était symptomatique des bouleversements dans les branches de production d'acier respectives en Asie du Sud-Est et dans les républiques de l'ex-Union soviétique par suite des crises monétaires qui ont affecté ces économies, selon les États-Unis, ces modifications importantes de la consommation dénotaient à la fois une pression accrue pour exporter la production nationale qui ne pouvait pas être absorbée par le marché intérieur et une consommation d'importations sacrifiées; ces importations sacrifiées se sont également trouvées détournées vers le marché mondial de l'acier.[538] Se référant aux données utilisées par l'USITC dans son deuxième rapport complémentaire, les États-Unis font valoir que, d'après les chiffres, les bouleversements qu'ont connus ces économies étaient graves. Bien que la consommation ait un peu repris après la contraction brutale enregistrée en 1998, elle est restée bien inférieure aux niveaux de 1995-1997.[539]

7.173 Les États-Unis notent que les plaignants ont contesté cette interprétation, en faisant valoir que les baisses marquées de la consommation pouvaient avoir été causées par des bouleversements de la production, ne laissant pas de production d'acier excédentaire et non consommée à exporter vers d'autres marchés. Toutefois, les plaignants ne font référence à aucun élément de preuve dans le dossier indiquant que de tels bouleversements se soient produits. En outre, l'argument des plaignants ne tient pas compte du fait que les importations dans ces pays ont aussi été affectées par la contraction brutale de la consommation. Même si la production dans les pays affectés avait décliné, ne laissant pas d'excédent à exporter – et il n'y a aucun élément de preuve dans le dossier qui indique que cela se soit produit – des importations qui sinon auraient été consommées dans ces pays auraient encore été déplacées vers le marché mondial.[540] Les importations de produits en acier en provenance d'Indonésie, de Corée, de Malaisie, des Philippines et de la Thaïlande ont bondi de 113,5 pour cent entre 1997 et 1998 seulement, et en 2000 elles étaient encore supérieures de 132,8 pour cent à celles de 1996.[541]

7.174 les États-Unis font valoir qu'il y a eu une discordance croissante entre la production et la consommation dans les républiques de l'ex-Union soviétique. Les marchés intérieurs des républiques de l'ex-Union soviétique étaient incapables d'absorber des parts importantes de la production locale. En 1994, la production d'acier était approximativement 2,28 fois supérieure à la consommation; ce rapport a atteint un pic en 1998, avec une production d'acier 2,58 fois supérieure à la consommation. Cela indique que ces branches de production étaient en butte à une pression constante, et de plus en plus forte, pour trouver des marchés d'exportation pour cette production excédentaire. Cette pression pour trouver d'autres marchés d'exportation a été exacerbée par les crises financières en Asie qui ont débuté en 1997, dans la mesure où l'Asie avait été un important marché d'exportation pour l'acier produit dans l'ex-Union soviétique. En outre, les crises monétaires en Asie ont eu des retombées et ont fait peser des pressions accrues sur les monnaies des républiques de l'ex-Union soviétique, freinant également la croissance de ces pays.[542]

---

[538] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 16 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[539] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 16 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond, citant le rapport de l'USITC, volume II, OVERVIEW-7.

[540] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 16 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[541] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 962.

[542] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 16 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond, citant Minimill Coalition (Long Products) Prehearing Brief, Exhibit 9 (World Economic Outlook, décembre 1997, pages 20 et 30) (pièce n° 74 des États-Unis).

7.175 Dans sa contre-réponse, la Nouvelle-Zélande fait valoir que les plaignants ne sont pas tenus de démontrer que la relation qui, selon l'hypothèse des États-Unis, existerait entre les crises économiques asiatique et russe et l'accroissement prétendu des importations d'acier, n'existe pas en réalité. Il n'incombe pas non plus aux avocats de l'USTR d'essayer de prouver que les hypothèses étaient correctes *a posteriori*. Il incombait par contre à l'USITC de démontrer que cette relation existait, or celle-ci n'a fourni aucun élément de preuve à cet effet.[543] La Norvège convient que la théorie du déplacement avancée par les États-Unis n'est nulle part étayée dans le rapport de l'USITC. Même si les États-Unis présentent certains chiffres sur leurs importations en provenance des pays de l'ex-Union soviétique, ils n'en fournissent aucun sur un déplacement et des détournements par l'intermédiaire de Membres de l'OMC.[544]

7.176 Les Communautés européennes contestent aussi l'utilisation par les États-Unis de données complémentaires qui ne figurent pas dans le dossier pour compenser les insuffisances de l'analyse de l'USITC. Non seulement cela est inacceptable, mais le fait de devoir s'en remettre à des données externes démontre en plus l'insuffisance de l'explication fournie par l'USITC.[545]

L'explication de l'USITC

7.177 Les Communautés européennes et la Suisse font valoir que l'analyse de l'USITC est fondée sur des faits disséminés et incomplets et qu'elle débouche sur des suggestions et des spéculations vagues. Une évolution imprévue des circonstances "primaire" ainsi que de graves bouleversements monétaires dans l'ex-Union soviétique et en Asie sont supposés avoir conduit à d'importantes augmentations des exportations, ou réductions des importations, d'acier dans ces pays, ce qui a gonflé par voie de conséquence les quantités d'acier sur le marché mondial et causé l'accroissement allégué des importations aux États-Unis. L'effet allégué est pour le moins indirect. Ces effets indirects plus complexes appelleraient une explication plus fournie. Or l'explication de l'USITC est superficielle à l'extrême. La plupart des "éléments de preuve" relatifs à l'accroissement allégués des exportations de ces pays viennent de données concernant le recul de la consommation de produits en acier sur ces marchés. Or, un recul de la consommation ne signifie pas qu'il y ait eu un accroissement des exportations. La Suisse et les Communautés européennes font observer que, de même que la production nationale des branches de production consommatrices d'acier a été bouleversée, la production des producteurs d'acier pouvait elle aussi avoir été bouleversée[546], et les Communautés européennes notent que nulle part dans le deuxième rapport complémentaire de l'USITC ces autres scénarios ne sont considérés.[547]

7.178 Les Communautés européennes et la Suisse font également valoir que la confluence complexe d'événements dont il est allégué qu'elle a entraîné un accroissement des importations de produits en acier particuliers n'était pas évidente. Or, il n'y avait pas la moindre explication à ce sujet dans le rapport de l'USITC et l'explication dans le deuxième rapport complémentaire concernant cette évolution imprévue des circonstances qui était alléguée ne constitue pas une explication motivée et adéquate.[548] Les Communautés européennes ajoutent que l'USITC n'a rien dit quant au point de savoir si cette évolution des circonstances était effectivement une "évolution imprévue des

[543] Deuxième déclaration orale de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 5.
[544] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 44.
[545] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 80 et 81.
[546] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphes 23 à 25; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 67 et 68.
[547] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 69.
[548] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 36; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 59.

circonstances", comme en attestait la façon dont elle avait rejeté la responsabilité sur l'USTR. L'USITC a déclaré expressément qu'examiner dans quelle mesure les décisions des groupes spéciaux de l'OMC ont donné à entendre que la formule "évolution imprévue des circonstances" renvoyait aux attentes des négociateurs des concessions tarifaires pertinentes "sort à bien des égards du domaine de compétence de la Commission, puisque les négociations commerciales multilatérales ne relèvent pas de son mandat, mais relèvent de la compétence de l'USTR et des organismes compétents de l'exécutif". Or, ni l'USTR ni d'autres organismes n'ont fait de détermination non plus.[549]

7.179 Suivant les Communautés européennes, les explications de l'USITC sont beaucoup trop vagues pour être considérées comme des explications motivées et adéquates. Par exemple, l'explication de l'USITC concernant l'effet de la crise financière russe ne fait qu'un seul paragraphe dans la lettre de l'USITC. Il est fait référence dans les notes de bas de page à un compte rendu de moins d'une page et demie figurant dans le rapport de l'USITC, qui a trait non pas à la crise financière en 1996, mais aux bouleversements résultant de la dissolution de l'ex-Union soviétique en 1991. Ne sont mentionnées dans le rapport de l'USITC ni la crise financière ni les "difficultés" en Russie ou dans l'ex-Union soviétique auxquelles il est fait référence dans le deuxième rapport complémentaire de l'USITC. Les tableaux du rapport de l'USITC révèlent des perturbations graves entre 1991 et 1994 (période qui selon ce qui nous est dit n'a pas été prise en compte par l'USITC), mais sans rien de notable entre 1996 et 1999.[550] Les renseignements concernant la crise financière asiatique ne sont pas beaucoup plus détaillés ni précis. Il y a moins d'une page à ce sujet dans le rapport de l'USITC, et les données se réfèrent à la consommation d'acier dans cinq pays en 1998.[551]

7.180 Les États-Unis ne pensent pas, à la différence des plaignants, que l'USITC n'a pas établi de lien entre l'évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des importations en résultant. L'USITC a pris note de l'existence de branches de production orientées vers l'exportation, de crises monétaires et d'une contraction de la consommation dans les pays confrontés à des crises monétaires, ainsi que de la désorganisation des marchés mondiaux de l'acier résultant de ces contractions.[552] L'USITC a encore pris note du le caractère anticyclique du marché des États-Unis quand ces crises financières se sont produites, avec une demande aux États-Unis qui restait forte alors que d'autres marchés se contractaient ou stagnaient, et de l'appréciation persistante du dollar EU, ce qui a rendu le marché des États-Unis particulièrement attrayant pour les importations détournées.[553] Les États-Unis estiment que les plaignants n'ont pas encore relevé dans le dossier de l'enquête quelconque élément de preuve qui contredise l'interprétation des événements donnée par l'USITC, et encore moins qui démontre que l'interprétation de l'USITC n'était pas raisonnable.[554]

7.181 Suivant les États-Unis, à un certain point les plaignants ne peuvent pas se contenter d'alléguer simplement que la démonstration de l'USITC concernant l'évolution imprévue des circonstances est non motivée ou inadéquate; les plaignants doivent montrer d'une certaine façon que la démonstration est non motivée ou inadéquate. Les États-Unis estiment que l'USITC a défini un certain nombre de cas d'évolution des circonstances, montré que ces évènements étaient imprévus, et démontré que ces événements ont entraîné des importations en quantités accrues. La démonstration de l'USITC était à

[549] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 60 et 61.
[550] Voir le tableau OVERVIEW 4 à la page OVERVIEW 19 du volume II du rapport de l'USITC.
[551] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 70 et 71, citant la figure OVERVIEW 7 à la page OVERVIEW 18 du volume II du rapport de l'USITC.
[552] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, pages 2 et 3.
[553] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, pages 3 et 4.
[554] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 171.

la fois motivée et adéquate. Les plaignants n'ont présenté ni éléments de preuve ni argumentation susceptibles de contredire l'analyse de l'USITC.[555]

7.182 Les plaignants font également valoir que même si les États-Unis ont assujetti à onze mesures de sauvegarde différentes un grand nombre de produits, l'explication de l'USITC concernant l'évolution imprévue des circonstances se rapporte à la production d'acier en général et qu'elle repose sur des statistiques sélectionnées pour certains produits sélectionnés uniquement dans certains pays sélectionnés sur des périodes dissemblables. À leur avis, une explication correcte concernant l'évolution imprévue des circonstances aurait reposé sur un examen, et aurait abouti à des déterminations, concernant l'évolution imprévue des circonstances ayant conduit à un accroissement des importations pour chaque produit, conformément à l'article XIX:1 a) du GATT de 1994, où il est fait référence à "un produit". Selon les plaignants, aucun lien n'a été établi entre l'évolution imprévue des circonstances et chacun des produits visés par les mesures de sauvegarde.[556] La Nouvelle-Zélande ajoute que l'analyse de l'USITC en ce qui concerne l'ex-Union soviétique repose uniquement sur des données relatives à la production d'"acier brut"[557], et que l'USITC n'explique pas la relation entre l'"acier brut" et les diverses catégories de produits considérées dans le cadre de son enquête. De même, les données relatives à la crise financière asiatique utilisées par l'USITC se rapportent à la consommation de "produits finis en acier" uniquement et elles ne peuvent donc pas être invoquées pour justifier l'imposition de mesures de sauvegarde sur des produits bruts ou semi-finis.[558]

7.183 Selon les plaignants, il n'est pas expliqué en quoi la crise asiatique a spécifiquement affecté les produits en acier visés par les mesures de sauvegarde plus que tout autre produit. Pour les Communautés européennes, l'expression "importations tellement accrues" ainsi que la prescription générale voulant que les mesures de sauvegarde soient des mesures d'urgence impliquent qu'il doit y avoir une raison spéciale ou extraordinaire expliquant pourquoi l'évolution imprévue des circonstances a une incidence sur le secteur ou le produit considéré. Les Communautés européennes, la Chine et la Norvège ajoutent que les effets de l'évolution imprévue des circonstances doivent être suffisamment spécifiques pour faire apparaître un lien de causalité (parfois dit lien logique) suffisant avec l'accroissement des importations.[559] Pour la Nouvelle-Zélande, il faut montrer l'existence d'un "lien logique" ou rapport entre l'"évolution imprévue des circonstances" et les importations accrues des produits auxquels la mesure de sauvegarde s'appliquait. Ce niveau de spécificité est celui exigé pour la clause de l'évolution imprévue des circonstances.[560] Pour les Communautés européennes, la Chine, la Suisse, la Norvège et la Nouvelle-Zélande, un effet spécifique sur le produit (ou secteur) concerné doit être démontré et ne peut pas simplement être présumé. La robustesse de l'économie des États-Unis, par exemple, aura des effets sur de nombreux secteurs de l'économie et causera même un accroissement des importations de nombreux produits.[561] Or les États-Unis n'ont rien fait pour tenter de lier l'"évolution imprévue des circonstances" supposée et les importations accrues des produits spécifiques auxquels la mesure s'appliquait.

---

[555] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 178.

[556] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 136 à 139; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 122 à 125; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 124 à 127; première communication écrite de la Chine, paragraphes 94 à 96; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.20.

[557] Rapport de l'USITC, volume II, tableau OVERVIEW-3.

[558] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.21.

[559] Réponses écrites des Communautés européennes, de la Chine et de la Norvège à la question n° 7 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[560] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 7 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[561] Réponses écrites des Communautés européennes, de la Chine, de la Suisse et de la Norvège à la question n° 4 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

7.184 Les États-Unis reprochent aux plaignants d'invoquer le caractère urgent d'une mesure de sauvegarde sans définir la relation entre ce caractère urgent et le lien qui doit exister entre l'évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des importations. Ils ne sont pas d'accord avec l'affirmation péremptoire des Communautés européennes suivant laquelle "il doit y avoir une raison spéciale ou extraordinaire expliquant pourquoi l'évolution imprévue des circonstances a une incidence sur le secteur ou le produit considéré". Selon les États-Unis, rien dans l'article XIX, dans l'Accord sur les sauvegardes ou dans un rapport de l'Organe d'appel ou d'un groupe spécial où ces textes sont examinés n'indique que le lien entre l'évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des importations doit être "spécial ou extraordinaire". Ni le terme "spécial" ni le terme "extraordinaire" n'apparaissent dans le texte de l'article XIX ou de l'article 2. Il est donc clair que ni l'article XIX ni l'Accord sur les sauvegardes n'exigent la preuve de l'existence d'une relation "spéciale" ou "extraordinaire" entre une évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des importations en résultant.[562]

7.185 En ce qui concerne l'allégation suivant laquelle cette évolution imprévue des circonstances devait être liée spécifiquement à la branche de production d'acier ou aux produits en acier, les États-Unis font valoir que l'article XIX:1 a) n'énonce qu'une seule prescription, à savoir qu'il y ait des importations en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'elles causent un dommage grave "par suite de" l'accroissement des importations. Le texte n'impose aucun degré de spécificité. Ainsi, dès lors qu'un produit est importé en quantités accrues ou à des conditions résultant d'une évolution imprévue des circonstances, il est sans intérêt de savoir si cette évolution des circonstances a eu d'autres effets.[563] L'article XIX n'oblige pas les autorités compétentes à relier chaque cas d'évolution imprévue des circonstances, comme une crise économique massive, à chaque accroissement spécifique des importations d'un produit ou d'une catégorie. En l'espèce, il n'était pas nécessaire d'établir les effets de chaque perturbation sur chaque produit en acier individuel.[564]

7.186 Pour les États-Unis, une évolution imprévue des circonstances ne doit pas forcément être une évolution des circonstances qui affecte un seul secteur économique. Ils font valoir que rien dans l'article XIX n'exige qu'une évolution imprévue des circonstances affecte uniquement ou principalement un seul secteur. Suivant les États-Unis, une règle voulant qu'une évolution imprévue des circonstances qui affecterait plusieurs secteurs économiques puisse ne pas être suffisante pour satisfaire au critère de l'article XIX signifierait que les Membres disposeraient d'une plus grande flexibilité pour réagir aux perturbations économiques d'ampleur restreinte, mais qu'ils auraient une autorité limitée ou nulle pour réagir aux événements économiques de réellement grande ampleur, tels que la crise financière asiatique. Cela ne peut pas être le cas.[565]

7.187 Les États-Unis admettent que, dans la réalité, l'évolution imprévue des circonstances définie par l'USITC a bien entraîné l'importation sur le marché des États-Unis d'une grande diversité de produits en acier en quantités accrues et à des conditions de nature à causer un dommage grave aux branches de production nationales pertinentes. Toutefois, rien dans l'article XIX n'exige que l'évolution imprévue des circonstances entraîne seulement un accroissement des importations d'un produit particulier. Selon ce raisonnement, le changement de mode cité dans l'affaire *États-Unis - Chapeaux en feutre de poil* aurait pu ne pas être un événement imprévu, puisque la demande accrue

[562] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 173.
[563] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 7 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[564] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 938.
[565] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 7 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

pour un style de chapeau particulier aurait pu avoir aussi accru la demande pour un style particulier de gants ou pour une teinte particulière de rouge à lèvres.[566]

7.188 En ce qui concerne l'argument des plaignants relatif à l'acier brut et à l'acier fini, selon les États-Unis les plaignants ne nient pas que tous les produits semi-finis et finis en acier sont d'abord des produits en acier brut, et ils ne prétendent pas non plus que les produits finis en acier sont fabriqués à partir d'autre chose que de l'acier. Suivant les États-Unis, leurs plaintes ne prennent pas en compte non plus la constatation de l'USITC selon laquelle les importations de pratiquement tous les produits en acier ont augmenté par suite de cette évolution imprévue des circonstances, même si les accroissements pour certains produits n'ont pas été jugés dommageables. En outre, les plaignants ne tiennent pas compte non plus de la section du rapport de l'USITC dans laquelle il est fait une distinction concernant les effets de cette évolution imprévue des circonstances sur les importations de certains produits.[567]

7.189 Dans sa contre-réponse, la Norvège fait valoir que les États-Unis n'ont pas justifié la détermination suivant laquelle l'évolution imprévue des circonstances a effectivement conduit à des accroissements des importations de chacun des produits visés par l'enquête. Les chiffres ne sont pas ventilés dans les rapports de l'USITC (même pour chacun des dix groupements de produits visés par les mesures), et il n'est indiqué nulle part tant dans les rapports que dans les communications des États-Unis que par exemple la "crise russe" a conduit à un accroissement des importations de "produits étamés ou chromés". La Norvège estime qu'en fait les pays de l'ex-Union soviétique n'ont que des exportations minimes de "produits étamés ou chromés" vers les États-Unis – soit directement soit indirectement – car leurs exportations se situent dans la partie brute de la gamme de produits.[568]

7.190 Les Communautés européennes font valoir que l'article XIX du GATT de 1994 exige que par suite d'une évolution imprévue des circonstances il y ait eu un accroissement des importations du produit sur lequel une mesure de sauvegarde doit être imposée et que cela s'applique à chacune des dix (voir onze) mesures de sauvegarde. Pour chaque mesure de sauvegarde il faut par conséquent démontrer que les conditions de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes sont remplies pour le produit (ou même le groupe de produits) visé par la mesure pertinente. Les Communautés européennes estiment que, clairement, le fait de justifier qu'il y a une évolution imprévue des circonstances conduisant à un accroissement des importations d'un produit ne signifie pas que la condition est remplie pour tous les produits.[569]

7.191 Les États-Unis ne sont pas d'accord avec l'affirmation des plaignants selon laquelle l'autorité compétente doit démontrer l'existence d'un effet spécifique de l'évolution imprévue des circonstances sur des branches de production spécifiques, prescription qui selon ce qui est allégué découle de la formule "importations tellement accrues". Suivant les États-Unis, cette formule n'apparaît ni à l'article XIX ni à l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes, de sorte qu'il est difficile de discerner comment l'expression pouvait être utilisée pour justifier une obligation qui n'est énoncée ni dans l'article XIX ni dans l'Accord sur les sauvegardes.[570] Concrètement, les États-Unis font observer que l'USITC a établi que l'évolution imprévue des circonstances citée n'a pas affecté les niveaux des importations de tous les produits en acier de façon uniforme. L'USITC a spécifiquement noté qu'il y a eu une poussée des importations de certains produits plus tardivement pendant la période visée par

[566] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 7 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[567] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 111.
[568] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 35.
[569] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 50 et 51.
[570] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 172.

l'enquête et elle a établi que les bouleversements sur les marchés asiatiques et les marchés des républiques de l'ex-Union soviétique pourraient avoir été moins déterminants dans l'accroissement des importations de produits en aciers inoxydables et en acier à outils.[571]

iii) Possibilité pour les parties intéressées de présenter leurs vues à l'USITC

7.192 Étant donné que la question de l'évolution imprévue des circonstances est traitée dans un deuxième rapport ou rapport additionnel, les Communautés européennes, la Chine, la Norvège et la Nouvelle-Zélande font valoir qu'il aurait fallu consulter les parties intéressées à ce sujet et qu'il aurait fallu leur donner la possibilité de formuler leurs commentaires à ce sujet. Ces parties intéressées incluent les importateurs, les exportateurs et les producteurs.[572] Comme cela n'a pas été le cas, il n'a pas été ménagé aux tierces parties la possibilité de présenter leurs vues sur la question de l'évolution imprévue des circonstances.[573] Suivant les Communautés européennes, la Chine et la Norvège, l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes prévoit une obligation générale d'autoriser les parties intéressées à exprimer leurs vues et à faire des commentaires sur les vues et les éléments de preuve présentés par les autres parties sur tous les points de droit et de fait pertinents.[574]

7.193 Selon les États-Unis, le rapport de l'USITC lui-même montre que les conditions imprévues dont l'existence est démontrée dans le deuxième rapport complémentaire de l'USITC ont éclairé les déterminations de celle-ci concernant le dommage. L'USITC a spécifiquement recherché des renseignements sur l'évolution imprévue des circonstances au cours de son enquête, en incluant des questions spécifiques dans ses divers questionnaires et en demandant directement aux parties de traiter la question dans des communications écrites.[575] L'USITC a enquêté sur les conditions, et les parties ont traité celles-ci dans des mémoires et dans des témoignages aux auditions de l'USITC. Dans la section intitulée Overview du rapport de l'USITC, chacune des conditions était traitée.[576] La tourmente sur les marchés financiers a été spécifiquement notée comme étant une condition affectant la concurrence sur le marché intérieur.[577] Par conséquent, l'allégation qui voudrait que les tierces

[571] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 174, citant le deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4, note 24.

[572] Réponses écrites des Communautés européennes, de la Chine et de la Norvège à la question n° 1 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond et première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 178.

[573] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 178; première communication écrite de la Chine, paragraphe 125; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.30; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 166.

[574] Réponses écrites des Communautés européennes, de la Chine et de la Norvège à la question n° 1 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[575] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 1 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond, citant le questionnaire pour les acheteurs, question n° I-6 (pièce n° 43 des États-Unis); le questionnaire pour les importateurs, question n° I-6 (pièce n° 42 des États-Unis); et le questionnaire pour les producteurs nationaux, question n° I-7 (pièce n° 41 des États-Unis). Procès-verbal, pages 326 et 327 (président Koplan) (pièce n° 44 des États-Unis); 343 (commissaire Hillman) (pièce n° 45 des États-Unis); 1445 (vice-présidente Okun) (pièce n° 46 des États-Unis); et 2626 (vice-présidente Okun) (pièce n° 47 des États-Unis).

[576] Rapport de l'USITC, pages OVERVIEW-17-18 (crise financière asiatique), OVERVIEW-18-19 (pays de l'ex-Union soviétique), OVERVIEW-57-60 (taux de change), OVERVIEW-25-27 (marché de l'acier aux États-Unis). La croissance soutenue de la demande a été traitée dans les sections individuelles relatives à la production.

[577] Rapport de l'USITC, pages 56 à 58. La question du degré de substituabilité modéré à élevé, qui a facilité l'afflux sur le marché des États-Unis des importations d'acier en provenance d'autres marchés, a été également traitée dans les sections individuelles relatives à la production. Rapport de l'USITC, page 58 (CPLPAC), 308 (produits étamés ou chromés), 96 (barres laminées à chaud), 105 (barres parachevées à froid),

parties n'aient pas eu la possibilité de présenter des éléments de preuve et leurs vues sur la question de l'évolution imprévue des circonstances, en violation de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, est manifestement incorrecte.[578] L'USITC a publié un avis indiquant l'ouverture de son enquête sur l'acier et elle a demandé au public des observations et des suggestions concernant la teneur de ses questionnaires. L'USITC a accepté des communications écrites avant audition sans limitation du nombre de pages, et plusieurs de ces communications écrites initiales portaient sur l'évolution imprévue des circonstances. Le rapport avant audition des services de l'USITC contenait des renseignements sur la crise économique asiatique, la poursuite des difficultés d'après la dissolution dans les républiques de l'ex-Union soviétique et l'appréciation du dollar EU. L'USITC a tenu une série d'auditions publiques au cours desquelles différents commissaires ont directement demandé aux parties des observations sur l'évolution imprévue des circonstances.[579]

7.194 Les Communautés européennes contestent l'affirmation des États-Unis suivant laquelle ceux-ci ont ménagé aux parties intéressées une possibilité adéquate de commenter l'évolution imprévue des circonstances, conformément à l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Suivant les Communautés européennes, la référence faite par les États-Unis aux questionnaires et aux rapports des services que les parties intéressées ont pu commenter n'était pas suffisante pour étayer cette allégation, puisque les États-Unis ne pouvaient faire état que d'un seul rapport des services de l'USITC ce qui, à l'examen, ne pouvait pas être considéré comme ayant ménagé aux parties intéressées la possibilité de répondre.[580]

7.195 Suivant les États-Unis, les Communautés européennes ont tort de croire apparemment que l'article 3:1 oblige l'autorité compétente à énumérer explicitement les points à l'examen et à demander aux parties intéressées de présenter leurs vues sur chaque point. Il n'y a pas de fondement à cette allégation dans le texte de l'Accord sur les sauvegardes. Suivant les États-Unis, en fait, l'Organe d'appel a établi que l'obligation de l'autorité compétente se limitait à ménager aux parties intéressées "la possibilité" de présenter des éléments de preuve et de commenter les éléments de preuve présentés par d'autres.[581] Les États-Unis répètent que l'USITC est allée bien au-delà de cette prescription en ménageant aux parties de multiples possibilités de présenter des éléments de preuve, des arguments et des commentaires, ainsi qu'en sollicitant activement la contribution des parties. Ils font valoir aussi que la thèse des CE qui voudrait que l'autorité compétente ait la responsabilité de fournir un projet de ses propres vues pour que les parties intéressées le commentent implique une obligation qui ne peut être extrapolée ni de l'article XIX ni de l'Accord sur les sauvegardes.[582]

iv) Le moment de l'explication de l'"évolution imprévue des circonstances"

7.196 Les plaignants font aussi valoir que comme l'évolution imprévue des circonstances doit être effectivement démontrée avant qu'une mesure de sauvegarde ne soit imposée, le rapport publié par les autorités compétentes doit contenir une "constatation" ou "conclusion motivée" concernant l'"évolution imprévue des circonstances". Le rapport de l'USITC ne considérait pas la question de l'"évolution imprévue des circonstances". Au lieu de cela, le 9 février 2002, l'USITC a présenté un deuxième rapport complémentaire, établi après que l'USTR lui eut demandé de définir l'évolution

---

112 (barres d'armature), 158 (certains tubes soudés), 171 (ABJT), 210 (barres en aciers inoxydables), 219 (fil machine en aciers inoxydables).

[578] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 954.

[579] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 1 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[580] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 82 à 87.

[581] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 54.

[582] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 168.

imprévue des circonstances pour chaque détermination positive.[583] Pour les Communautés européennes, la Chine, la Suisse et la Norvège, l'USITC a donné une explication *a posteriori* et sans relation avec l'accroissement des importations au cours de la période visée par l'enquête. Selon elles, l'explication de l'USITC concernant l'évolution imprévue des circonstances est postérieure aux constatations concernant l'accroissement des importations et le dommage grave, et dissociée de celles-ci, contrairement aux prescriptions de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994.[584]

7.197 Les États-Unis font valoir, au contraire, que la publication du rapport complémentaire de l'USITC après que celle-ci eut achevé son examen de toutes les importations ne fait pas du rapport complémentaire une "analyse *a posteriori*". L'USITC a fourni la réponse avant la décision d'appliquer les mesures de sauvegarde, en conformité avec la prescription de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes voulant qu'une mesure ne soit appliquée "que si ce Membre a déterminé" que les importations en quantités accrues d'un produit causent un dommage grave.[585] Les États-Unis estiment que la "détermination" aux fins des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes est la conclusion juridique des autorités compétentes quant au point de savoir si un produit est importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause un dommage grave. La détermination des États-Unis en ce sens a été faite le 22 octobre 2001.[586]

7.198 Dans sa contre-réponse, la Chine fait observer que la publication de plusieurs rapports de façon étalée dans le temps suscite certaines préoccupations, dès lors que le rapport initial sert de base pour la détermination concernant le dommage grave et qu'un rapport complémentaire fournit des renseignements additionnels pertinents notamment sur la question de l'évolution imprévue des circonstances. La Chine demande si les renseignements additionnels pouvaient être pris en compte par l'USITC dans son rapport en vue de la détermination concernant le dommage. Dans l'affirmative, comment cela est-il compatible avec le fait qu'il n'y avait pas de commentaires sur la question de l'évolution imprévue des circonstances dans le rapport de l'USITC et qu'il a fallu attendre la demande spécifique de l'USTR concernant la définition de l'évolution imprévue des circonstances pour recevoir des explications de l'USITC? De l'avis de la Chine, le rapport complémentaire ne pouvait pas remédier aux insuffisances constatées dans le rapport de l'USITC.[587]

7.199 Les États-Unis répondent en faisant observer que les plaignants n'ont pas tenté d'expliquer pourquoi le mode de présentation et la structure du rapport ne sont pas le genre de détails internes qui sont spécifiquement laissés à l'appréciation de l'autorité compétente.[588] En outre, les plaignants ne tiennent pas compte du fait que l'USITC a spécifiquement qualifié l'évolution des circonstances d'imprévue, cité des éléments de preuve concernant les attentes des négociateurs quand le Cycle d'Uruguay a été engagé, et ajouté à cela les attentes des spécialistes de la prévision pour démontrer à quel point ces événements étaient imprévus alors même qu'ils se produisaient.[589]

---

[583] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 124 et 125, citant le deuxième rapport complémentaire de l'USITC, Appendice I, pages 1 à 4, pièce n° 7 des coplaignants; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 110 à 112.

[584] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 131; première communication écrite de la Chine, paragraphe 91; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 118; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 119.

[585] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 951.

[586] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 15 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[587] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 31.

[588] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 169, citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 158.

[589] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 110.

D. "UN PRODUIT"

1. Ordre d'identification du produit importé et de la branche de production nationale

7.200 Les Communautés européennes et la Chine allèguent que l'approche de l'USITC consistant à fonder ses déterminations sur des groupements de produits arbitraires et évolutifs sans avoir d'abord identifié les produits importés spécifiques est fondamentalement incorrecte et incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[590] Les États-Unis font valoir pour leur défense qu'aucune prescription dans l'Accord sur les sauvegardes ne prévoit qu'il faille commencer par identifier un produit importé spécifique.[591]

7.201 Les Communautés européennes, la Corée, la Chine, la Suisse et la Norvège font valoir que la première obligation dans le cadre d'une enquête en matière de sauvegardes au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes est d'identifier un produit importé spécifique. Cet exercice est préalable à la définition de "la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents".[592] La Nouvelle-Zélande fait valoir que le processus de détermination de la "branche de production nationale" visée doit être centré, dans un premier temps, sur le produit dont il est allégué qu'il est importé en quantités accrues. Cela exige, pour commencer, une définition dudit produit importé.[593]

7.202 La Corée fait valoir que, en l'absence d'une telle analyse, ce serait la branche de production nationale requérante qui déterminerait le champ du produit similaire, ce qui, clairement, est diamétralement opposé aux prescriptions juridiques de l'Accord sur les sauvegardes.[594] De même, la Norvège fait observer que si le produit importé n'est pas dûment défini, il ne peut y avoir de "produit similaire", ni, par conséquent, de définition de la branche de production nationale. Commencer par définir la branche de production nationale revient à "prendre les choses à l'envers" et n'est manifestement pas admissible au regard de l'Accord sur les sauvegardes.[595]

7.203 Pour le Japon, en revanche, l'ordre dans lequel le produit importé et le produit similaire sont définis importe peu, du moment que le champ du produit similaire national, puis de la branche de production nationale, est dûment défini. Le Japon et le Brésil font observer que le débat concernant l'ordre relègue au second plan la véritable question qui est de savoir comment il convient de diviser les produits - similaires et importés - afin de s'assurer qu'il y a une relation de "similarité" biunivoque entre les produits importés et les produits nationaux lorsque l'on définit la branche de production nationale. De l'avis du Japon, les indications sur la manière de répartir les produits existent dans le contexte du produit similaire, pour lequel on dispose d'une jurisprudence considérable.[596]

7.204 Les États-Unis soutiennent que, bien que l'USITC commence par l'ensemble des importations identifiées dans la demande, il est seulement tenu de définir ou d'identifier le ou les produits similaires

---

[590] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 181; première communication écrite de la Chine, paragraphe 171.

[591] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 97 et 101.

[592] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 179 et 185; réponse écrite de la Chine à la question n° 35 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; première communication écrite de la Corée, paragraphe 19; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 168 et 176; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 164 et 171.

[593] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.32.

[594] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 22.

[595] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 52.

[596] Réponse écrite du Japon à la question n° 17 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond; réponse écrite du Brésil à la question n° 23 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

nationaux ou directement concurrents par rapport à l'article ou aux articles importé(s) mentionné(s) dans la requête ou demande. Il n'est pas tenu d'examiner si, et comment, il faut subdiviser (ou réunir) le ou les article(s) importé(s) identifié(s) dans la demande, en sous-regroupements pertinents, préalablement à l'identification des produits similaires nationaux.[597]

7.205 Les États-Unis font observer que les arguments des plaignants semblent être fondés sur l'idée que l'on procède aux définitions du produit similaire avant de réunir des éléments de preuve. L'USITC, cependant, ne définit pas par avance le produit similaire. Dans la présente affaire, l'USITC a comme il convient commencé son analyse du produit similaire en examinant les importations visées par l'enquête, lesquelles importations comprenaient un éventail de produits en acier et, après avoir pris en considération les facteurs appropriés dans ce contexte ainsi que les données de fait de l'enquête, elle a élaboré ses définitions du produit similaire. Contrairement aux allégations des plaignants, l'USITC n'était pas obligée de partir d'une quelconque définition préexistante des produits similaires identifiés dans d'autres enquêtes, en vertu d'autres normes réglementaires et fondées sur les dossiers spécifiques des affaires dans le cadre desquelles ces produits ont été définis.[598]

7.206 Les États-Unis répondent aussi qu'il serait acceptable, au regard de l'Accord sur les sauvegardes, que les autorités compétentes identifient dans un premier temps les branches de production nationales (produit national) qui ont subi un dommage, puis, dans un deuxième temps, les produits importés spécifiques considérés comme ayant causé le dommage. L'article 4:2 a) indique ce que les autorités compétentes doivent faire avant d'établir une détermination; il ne prescrit pas qu'elles exécutent ces tâches dans un ordre particulier. Les États-Unis font observer que, en tout état de cause, l'USITC n'a pas identifié la branche de production nationale en premier. Elle a d'abord examiné la marchandise visée par l'enquête, identifié les produits en acier identiques fabriqués dans le pays, divisé l'acier national en produits similaires distincts et divisé les importations selon les mêmes catégories.[599] Après avoir défini le/les produits similaires nationaux, l'USITC a identifié les importations en cause (autrement dit, "ce produit" ou "le produit importé spécifié") qui correspondaient ou concordaient avec les définitions de chacun des produits similaires, afin d'analyser, pour chaque catégorie, s'il existait un accroissement des importations, un dommage grave et un lien de causalité.[600]

7.207 En réponse, les Communautés européennes font observer que l'approche des États-Unis ne peut être conciliée avec le texte de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes qui fait une distinction explicite entre "un produit" ou "ce produit", d'une part, et les "produits similaires ou directement concurrents" de la branche de production nationale, d'autre part. Le terme "produit" importé fait référence à chacune des conditions énoncées à l'article 2:1 ("un produit" ou "ce produit"). En l'occurrence, la différence entre ces deux notions est corroborée par l'article 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes qui donne la définition de l'expression "branche de production nationale" et précise que cette définition n'est pertinente qu'"aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage". L'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes suppose ensuite qu'un "accroissement des importations" a été déterminé pour pouvoir analyser si celui-ci a causé ou menace de causer un dommage grave et l'article 4:2 b) contient l'expression "produit considéré". Enfin,

[597] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 95.
[598] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 105.
[599] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 23 posée par le Groupe spécial, à la première réunion de fond.
[600] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 145 posée par le Groupe spécial, à la première réunion de fond.

l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes fait référence à "un produit importé" auquel une mesure pourra être appliquée.[601]

7.208 La Corée fait observer que l'absence de prescription spécifique quant à la manière dont l'analyse du produit importé doit être faite n'est pas déterminante. Le libellé de l'Accord sur les sauvegardes indique très clairement que c'est "ce produit importé" ou, dans le cas de l'article XIX du GATT de 1994, que c'est/ce sont "un ou des produit(s) particulier(s)" qu'il faut identifier.[602] L'article 2:2 fait référence à "un produit importé" auquel une mesure peut être appliquée. L'Accord indique clairement que s'il n'y a pas de limitation quant au champ des produits qui sont visés par une enquête, chacun de "ce[s] produit[s]" doit être défini et analysé dans le cadre de l'enquête, faute de quoi il n'y aurait aucune base pour appliquer une mesure audit produit.[603]

7.209 Les États-Unis répliquent qu'il semble y avoir un certain consensus selon lequel l'ordre d'analyse observé dans la méthode générale de l'USITC (à savoir si on définit d'abord le produit similaire national ou les importations spécifiques) n'est pas la question, mais qu'il s'agit plutôt de savoir si dans cette enquête certaines définitions de produits étaient trop larges.[604] Le fait que l'USITC centre son analyse sur le produit national plutôt que sur le produit importé, pour déterminer s'il y a un seul ou de multiples produits similaires, est pleinement compatible avec l'objet et le but de l'Accord sur les sauvegardes. L'Accord sur les sauvegardes prévoit une analyse de la situation de la branche de production nationale (c'est-à-dire un examen de la question de savoir si les producteurs nationaux du produit similaire subissent un dommage grave) afin de la protéger, si nécessaire, quoique temporairement, contre un accroissement des importations. Compte tenu du but de l'Accord, le fait d'examiner les produits fabriqués dans le pays pour s'assurer de la composition et du champ des produits similaires pertinents est tout à fait raisonnable. Après tout, font valoir les États-Unis, si l'objectif est d'identifier précisément le produit similaire national afin de pouvoir définir la branche de production nationale pertinente pour "s'assurer que seuls les producteurs nationaux subissant un dommage grave se voient accorder un répit temporaire pour faciliter l'ajustement"[605], la logique veut que l'analyse commence par un examen des produits nationaux, et non des importations en cause. L'analyse en matière de sauvegardes porte avant tout sur la situation de la branche de production nationale et sur sa réaction aux stimuli. La nature du producteur et des branches de production exportateurs ne serait logiquement pas utile à cette analyse prescrite.[606]

7.210 Les États-Unis font en outre observer que toute analyse du produit similaire doit être fondée sur un dossier contenant les éléments de preuve. Le fait de subdiviser les importations en divers groupements, avant d'avoir recueilli le moindre élément de preuve dans le cadre de l'enquête, comme le préconisent certains plaignants, mettrait en cause le fondement même de toute constatation qui en découlerait. En revanche, l'USITC n'a pas établi par avance de définitions des produits similaires, mais commence plutôt par rassembler des éléments de preuve et c'est seulement ensuite qu'elle procède à une analyse à l'aide des facteurs appropriés à son enquête et fait une détermination concernant les produits similaires à partir des données de fait de l'affaire en cause. Cette approche garantit que, comme pour d'autres questions pertinentes de droit et de fait, l'examen des définitions des produits similaires est compatible avec l'article 3:1.[607]

---

[601] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 113.
[602] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 21.
[603] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 22.
[604] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 44.
[605] Réponse des Communautés européennes à la question n° 51 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[606] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 47.
[607] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 49.

7.211 D'après les États-Unis, le fait de prescrire à une autorité compétente de délimiter les divisions pertinentes du produit similaire sur la base uniquement des produits importés désignés dans une requête ou demande d'enquête suscite un certain nombre de préoccupations, dont le fait qu'une telle obligation n'est pas justifiée par l'Accord sur les sauvegardes n'est pas la moindre. Le fait d'imposer une telle prescription pourrait aussi paralyser l'autorité compétente d'une façon qui se révélerait préjudiciable à son enquête et, par conséquent, risquerait aussi de nuire aux conclusions auxquelles ladite autorité parviendra finalement. Le caractère très mondial d'une procédure en matière de sauvegardes signifie qu'une enquête porte souvent sur des produits provenant de nombreux pays et que les produits originaires de chacun de ces pays peuvent varier considérablement. Par conséquent, le fait, pour l'autorité compétente, de centrer son examen sur les produits importés, et non pas sur les produits nationaux, est bien moins susceptible de lui permettre de dégager des renseignements qui seront utiles pour définir le ou les produit(s) similaire(s) nationaux et la ou les branche(s) de production nationale(s) pertinente(s).[608]

2. Définition/identification du "produit importé"

a) Spécificité du produit importé

7.212 Les Communautés européennes, la Suisse, la Norvège et le Brésil rappellent que l'Organe d'appel a indiqué clairement dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* "[qu']une mesure de sauvegarde [ne peut être appliquée] qu'à un "produit" particulier, à savoir le produit importé", et qu'il est important d'avoir correctement défini un "produit particulier" pour s'assurer qu'une mesure de sauvegarde ne peut être appliquée que "si ce produit particulier ("ce produit") a les effets indiqués sur la "branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents". Les conditions énoncées à l'article 2:1 ont donc trait à plusieurs égards importants à des produits particuliers".[609] [610]

7.213 D'après les Communautés européennes, la Suisse et la Norvège, cette notion de "produit particulier" est différente et plus étroite que le concept de produits "similaires ou directement concurrents" qui se rapporte aux produits nationaux par opposition aux produits importés.[611] Cette prescription apparaissait déjà à l'article XIX du GATT de 1947, intitulé "[m]esures d'urgence concernant l'importation de produits particuliers".[612] La prescription concernant la spécificité suppose que chaque produit soit identifié et traité séparément, en ce qui concerne l'accroissement des importations et l'existence d'un lien de causalité.[613] Cela empêche les autorités chargées de l'enquête de regrouper deux produits importés ou plus, aux fins de l'analyse relative à l'accroissement des importations et au lien de causalité, de même que lorsqu'elles imposent des mesures de sauvegarde, alors qu'elles ne peuvent établir un accroissement des importations et un effet dommageable que pour l'un d'entre eux.[614]

---

[608] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 50.

[609] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 86.

[610] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 87; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 170; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 175.

[611] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 185; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 171.

[612] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 186; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 171 et 172.

[613] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 186 et 188.

[614] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 186; réponse écrite de la Chine à la question n° 35 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; première

7.214 D'après les États-Unis, les plaignants n'étayent pas leur allégation selon laquelle "la notion de "produit particulier" qui se rapporte aux importations est différente et plus étroite que le concept de "produit similaire ou directement concurrent" qui se rapporte aux produits nationaux par opposition aux produits importés".[615] En outre, leur justification pour définir d'abord les "produits particuliers importés" est de prescrire que les autorités examinent si ces importations ont augmenté, à titre de "filtre", avant de procéder à l'analyse concernant le produit similaire. La méthode proposée par les plaignants n'est pas justifiée par l'Accord. Qui plus est, il est paradoxal que les plaignants, qui ont allégué à tort que les définitions de l'USITC concernant le produit similaire étaient établies dans le but d'atteindre un résultat donné, indiquent en fait que l'USITC aurait dû procéder à un essai axé sur les résultats avant de définir le produit national similaire.[616]

7.215 Les Communautés européennes font aussi valoir que l'Accord sur les sauvegardes prévoit clairement que les enquêtes en matière de sauvegardes portent sur un seul produit identifié – "un produit", non inclus dans un groupe de produits distincts ou de sous-produits sélectionnés.[617] Si on lit l'Accord sur les sauvegardes à la lumière de son objet et de son but, qui est de garantir qu'un dommage grave ne soit pas attribué à tort à un produit importé, celui-ci interdit d'utiliser une définition du produit importé qui soit si "large" qu'elle se traduise par l'attribution à tort du dommage à un produit qui n'est pas importé en quantités accrues.[618]

7.216 Les États-Unis soutiennent que l'Accord sur les sauvegardes n'établit aucun paramètre pour définir "ce produit".[619] La prescription alléguée par les plaignants de subdiviser ou d'identifier des produits importés distincts avant de définir le produit similaire national n'est pas étayée par l'Accord. Les plaignants insistent sur le fait que ces prescriptions et définitions étroites sont étayées en se fondant sur une lecture interprétative de l'Accord sur les sauvegardes qui n'est pas permise par le texte ou le but dudit accord.[620] La définition du dictionnaire indique que le sens du terme "produit" est très souple et dépend du contexte dans lequel il est utilisé. Ce terme peut s'appliquer à un article particulier vendu, à un groupement d'articles ou à une catégorie d'articles. Dans presque tous les cas où des articles peuvent être désignés par le terme "produit", il est possible de distinguer à la fois un "produit" plus large, dont le produit susmentionné est une sous-catégorie et une sous-catégorie de ce produit qui peut elle-même être désignée par le terme "produit".[621] [622]

7.217 Les États-Unis font en outre observer que l'utilisation que font les plaignants des constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, lorsqu'ils allèguent que l'USITC était tenue de définir des "produits importés spécifiques", est déplacée. L'Organe d'appel a rejeté

---

communication écrite de la Norvège, paragraphes 176 et 177; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 171 et 172.

[615] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 184 et 185.

[616] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 100 et 101.

[617] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 19 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 90.

[618] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 138 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[619] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 19 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[620] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 96.

[621] Par exemple, selon le contexte, chacun des éléments ci-après pourrait être considéré comme un "produit": un stylo à bille bleu rétractable, jetable; les stylos à bille bleus jetables, en général; les stylos à bille jetables, en général; les stylos à bille, en général; les stylos jetables, en général; ou les stylos, en général.

[622] Réponse écrite des États-Unis aux questions n° 19 et 21 posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

l'application d'une mesure de sauvegarde à un article importé, à savoir la viande d'agneau, à cause des effets préjudiciables que ledit article importé avait sur les producteurs nationaux d'un produit national totalement différent, à savoir les agneaux vivants, qui n'avait pas été défini comme étant un produit similaire.[623] Cette assertion a trait au processus visant à définir une branche de production nationale constituée de producteurs de produits similaires ou directement concurrents et il n'y est pas question du découpage des importations en cause en catégories préalablement à la définition des produits similaires nationaux comme allégué par les plaignants.[624] Qui plus est, dans le paragraphe suivant, l'Organe d'appel dit explicitement que "la première étape [...] consiste à définir les produits qui sont "similaires ou directement concurrents" par rapport au produit importé", autrement dit, la première étape consiste à définir le produit similaire d'origine nationale.[625] [626]

7.218 Les Communautés européennes et la Chine répondent que l'on peut déduire du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* que les importations doivent être identifiées avant le produit similaire national.[627] D'après les Communautés européennes, on peut également déduire de l'article 2:1 de l'*Accord sur les sauvegardes* explicité dans le du rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau* que le groupe d'articles fabriqués dans le pays ne peut englober des produits qui ne sont même pas similaires ou directement concurrents entre eux.[628] Les États-Unis semblent suggérer que, si l'on avait défini le produit importé comme étant la viande d'agneau et les agneaux vivants, la détermination concernant le produit similaire et la branche de production nationale serait différente – le produit similaire et importé aurait été la viande d'agneau et l'agneau vivant, car l'agneau vivant est un intrant de la viande d'agneau. Toutefois, la démarche adoptée par les États-Unis rompt ce que l'Organe d'appel a appelé l'enchaînement logique énoncé à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[629] Le Brésil fait valoir que le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* a indiqué clairement qu'un produit importé ne peut être similaire relativement à plus d'un seul produit national. Pour chaque produit importé, il y a un seul produit similaire national.[630]

7.219 Les États-Unis rejettent l'argument selon lequel l'article XIX et les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes exigent que les autorités compétentes analysent les conditions énoncées à l'article 2:1 dans un ordre particulier.[631] S'il est vrai que certaines parties de l'analyse suivent un ordre logique, aucun ordre d'analyse spécifique n'est imposé par l'Accord sur les sauvegardes. Si les conditions énoncées à l'article 2:1 sont remplies, peu importe que les autorités compétentes aient d'abord constaté l'existence d'un accroissement des importations ou d'un dommage grave. La seule chose qui est exigée est que chacune des conditions nécessaires pour imposer une mesure de sauvegarde soit remplie. Les États-Unis reconnaissent que l'article XIX et l'Accord sur les sauvegardes reposent sur l'idée qu'il y a un ordre logique dans l'évolution d'un accroissement des importations qui serait conforme aux prescriptions de l'article XIX, à savoir une obligation ou concession tarifaire, suivie d'une évolution imprévue, puis d'un accroissement des importations et, enfin, d'un dommage grave. Toutefois, cela n'impose pas aux autorités compétentes l'obligation de suivre cet ordre chronologique pour structurer leur analyse. Il y a assurément des étapes initiales

[623] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 86.
[624] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 86.
[625] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 87, 92 et 94, note de bas de page 55.
[626] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 97.
[627] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 45.
[628] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 134 à 137.
[629] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 139 et 140.
[630] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 10.
[631] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 36 à 39.

logiques dans cette analyse. Il faut identifier le produit similaire d'origine nationale avant de déterminer si la branche de production nationale du produit similaire a subi un dommage grave, et définir à la fois le produit similaire national et le produit importé avant de déterminer si les importations se sont accrues par rapport à la production nationale. En revanche, il n'y a pas de prescription dans l'Accord sur les sauvegardes voulant qu'il faille définir le produit importé avant le produit similaire national, ou établir qu'il y a eu une évolution imprévue avant de déterminer s'il y a eu un accroissement des importations. Du moment que les autorités compétentes ont fait toutes les constatations requises, l'ordre dans lequel ces constatations ont été faites a peu d'importance. Le fait de ne pas suivre l'ordre préconisé par les Communautés européennes et la Suisse pour les constatations ne montre pas *prima facie* qu'il y a une violation de l'Accord sur les sauvegardes.[632]

7.220 D'après les plaignants, il est vrai que l'ordre dans lequel sont établies les constatations n'importe pas toujours. Certaines constatations ne peuvent cependant pas être faites correctement en l'absence d'autres constatations nécessaires. Ainsi, par exemple, un produit ne peut pas être jugé similaire à quelque chose qui n'a pas encore été défini. Lesdits plaignants soutiennent que les États-Unis admettent avoir fait cette analyse dans l'ordre inverse et, donc, incorrectement.[633]

7.221 La Corée fait observer que dans le cadre de la définition adoptée par les États-Unis dans cette affaire, si le produit importé est constitué de CPLPAC, les CPLPAC sont le produit similaire national qui comprend les brames, l'acier laminé à chaud, l'acier laminé à froid, l'acier traité contre la corrosion et les tôles. Supposons, pour les besoins de l'argumentation, que les CPLPAC soient un produit similaire distinct, si la branche de production avait choisi, contrairement à ce qu'elle a fait, de limiter sa requête en matière de sauvegardes aux seules importations de brames, la question serait de savoir si le produit similaire national serait toujours les CPLPAC ou les brames. D'après l'analyse que font les États-Unis de l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* et d'après leur approche fondée sur la concordance[634], si les brames constituent le seul produit importé, le produit similaire ne comprendra que les brames. Par contre, la Corée soutient que si les États-Unis ont raison de dire que les brames constituent simplement une partie d'un produit similaire plus large, le fait qu'une requête qui est déposée vise les brames seules ne modifie pas le produit similaire. En d'autres termes, le produit similaire pour les seules importations de brames serait toujours les CPLPAC. Chaque produit importé doit être "similaire" à chaque produit national. Un simple chevauchement des produits importés (à savoir, les brames, l'acier laminé à chaud, l'acier laminé à froid, etc.) et des produits similaires (à savoir les brames, l'acier laminé à chaud, l'acier laminé à froid, etc.) ne suffit pas pour constater qu'il y a un seul produit similaire. La Corée fait valoir que c'est là son point de désaccord essentiel par rapport à la position des États-Unis.[635]

7.222 Les Communautés européennes réitèrent que conformément à l'article 2:1, la détermination selon laquelle "un produit" remplit certaines conditions ne peut être faite sans que "ce produit" ait été identifié. En conséquence, bien que les Membres de l'OMC ne soient pas obligés de réglementer la portée des recours ou des demandes avant d'engager une enquête en matière de sauvegardes, ils doivent veiller à ce que leurs autorités compétentes identifient le produit importé en cause aux fins de la détermination. Les Communautés européennes font observer que les États-Unis ne l'ont pas fait.[636]

---

[632] Réponse écrite de la Suisse à la question n° 23 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[633] Deuxième déclaration orale "Étendue et norme d'examen" prononcée par les Communautés européennes au nom des plaignants, paragraphe 28.

[634] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 25 à 33.

[635] Réponse écrite de la Corée à la question n° 9 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[636] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 99.

7.223 Le Brésil estime que la position des États-Unis sur la question de savoir si les enquêtes et les mesures s'appliquent à un seul produit importé ou si de multiples produits peuvent être regroupés dans une seule enquête concernant les importations est confuse et prête à confusion. D'une part, les États-Unis semblent laisser entendre que de multiples produits importés peuvent être groupés dans une seule enquête du moment que la branche de production nationale est définie comme comprenant les producteurs de produits similaires coextensifs aux multiples produits importés.[637] D'autre part, les États-Unis soulignent que "l'USITC identifie les importations en cause (ou le produit importé spécifique) qui correspondent ou concordent avec chacune des définitions de leurs produits similaires, afin de procéder à chacune de ses analyses sur la question de savoir si un accroissement des importations dudit produit a causé un dommage grave aux producteurs nationaux du produit similaire".[638] Par conséquent, les États-Unis semblent concéder que les autorités ne peuvent pas grouper de multiplies produits importés et enquêter sur la question de savoir si les importations de ces multiples produits se sont accrues et ont causé un dommage grave à une branche de production nationale constituée des producteurs des multiples produits similaires, qui ont été pareillement groupés. D'après le Brésil, il doit y avoir des enquêtes et des déterminations distinctes pour chaque produit importé pris individuellement et chaque produit similaire national correspondant.[639] Puisqu'un produit importé doit correspondre à un produit national similaire au produit importé, les critères de définition du produit similaire utilisés pour définir les produits nationaux doivent également être appliqués aux produits importés.[640]

7.224 Selon la Nouvelle-Zélande, la position des États-Unis est qu'ils doivent considérer les importations comme elles leur sont présentées dans la requête. Cela ne tient, bien entendu, pas compte du fait que l'USITC a effectivement regroupé les produits importés suivant un modèle autre que celui qui figurait dans la requête. Cependant, c'est là aussi une interprétation erronée de la nature de l'obligation au titre de l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes et du besoin d'un certain degré de spécificité en ce qui concerne le produit importé pour qu'une détermination cohérente concernant le produit "similaire" puisse être faite.[641] Le terme utilisé est "produit" et non "produits", de sorte que cela implique dès le départ que le produit soit spécifique. Cette conclusion est étayée à la fois par le contexte et par l'objet et le but de l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes. Si une mesure de sauvegarde ne peut être appliquée que dans le cas où la branche de production nationale subissant un dommage grave produit un produit "similaire ou directement concurrent", de même, le produit importé auquel la mesure de sauvegarde est appliquée doit être "similaire ou directement concurrent" par rapport au produit national. Seuls de tels produits sont concurrents et seul un dommage causé par un accroissement d'importations concurrentes pourrait faire l'objet d'une mesure de sauvegarde.[642] Bien que les États-Unis cherchent à nier l'existence d'une prescription exigeant de démontrer une similarité entre des produits groupés, l'USITC a en fait essayé de montrer un certain degré de similarité entre ces produits.[643] Les Communautés européennes font également valoir que l'Accord sur les sauvegardes n'autorise pas les déterminations (et la collecte de données) fondées sur des "types" ou "catégories" de produits au lieu d'un produit importé spécifique. Si l'Accord sur les sauvegardes permettait, comme le font valoir les États-Unis, les déterminations fondées sur des "types de produits" (entre lesquels l'USITC ne voit pas de "lignes de démarcation nettes") sans distinction

[637] Voir, à cet égard, les arguments développés par les États-Unis au paragraphe 7.232.
[638] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 19 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[639] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 6 à 8.
[640] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 9.
[641] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.49.
[642] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.50 et 3.51.
[643] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.55.

par rapport aux produits importés spécifiques qui ne sont même pas similaires ou directement concurrents, l'Accord sur les sauvegardes autoriserait aussi une détermination concernant les T-shirts et les téléviseurs. En conclusion, des produits différents peuvent être visés par une seule procédure d'enquête, dès lors que l'enquête en question permet de recueillir des données et apporte des éléments de preuve concernant "ce produit" et la "branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents", de sorte que l'autorité chargée de l'enquête puisse faire une détermination appropriée.[644]

b) Objectif de l'identification spécifique des produits importés

7.225 Le Japon et la Corée considèrent que les produits importés ne doivent pas nécessairement être plus étroits que les produits similaires.[645] La délimitation du produit importé devrait plutôt constituer une base raisonnable pour une analyse/comparaison utile du produit similaire (ou directement concurrent, s'il y a lieu) avec le produit similaire national. De l'avis du Brésil[646], le regroupement de produits, que ce soit du côté des importations ou de celui des produits nationaux, doit également permettre de faire une analyse de la dynamique de la concurrence sur le marché, de sorte que l'on puisse déterminer si les importations sont effectivement la cause du dommage prétendument subi par la branche de production. Si l'on donne une définition trop large de ces produits en groupant des produits qui ne sont pas similaires entre eux, le rapport de concurrence biunivoque entre les importations et les produits nationaux ne peut être établi, ce qui donnerait lieu à une violation de l'Accord sur les sauvegardes. Le Brésil fait observer qu'il est difficile de voir comment des déterminations de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité pourraient être faites d'une manière appropriée eu égard à de multiples produits importés et à de multiples branches de production nationales produisant des produits similaires aux produits importés.[647]

7.226 Le Japon fait en outre observer que s'il est avéré que les produits importés et les produits nationaux ont le rapport de concurrence approprié, la démarcation établie pour les produits importés est éventuellement réduite pour satisfaire aux critères du "produit similaire", à savoir les propriétés physiques, l'utilisation finale, la perception du consommateur et la position tarifaire. De cette façon, la question du "produit similaire" est étroitement liée à l'argument concernant l'expression "un produit".[648]

7.227 La Norvège fait valoir que le produit doit être suffisamment défini pour permettre une évaluation adéquate de toutes les conditions énoncées à l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes pour tout produit. Les quatre critères élaborés par l'Organe d'appel pour établir la similarité (caractéristiques physiques, utilisations finales, préférences des consommateurs, classification douanière) peuvent servir de point de départ pour définir le produit importé, mais ils doivent être appliqués encore plus étroitement que pour déterminer en quoi consiste le "produit similaire". Le groupage de produits différents n'est pas autorisé, car cela porterait atteinte aux critères énoncés à l'article 2:1. La Norvège fait également observer que le concept de "similarité" est sans intérêt à cet égard, car c'est le deuxième critère pour identifier la branche de production nationale et non le critère

[644] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 10 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[645] Réponse écrite du Japon à la question n° 33 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite de la Corée à la question n° 33 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[646] Réponse écrite du Brésil à la question n° 138 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[647] Réponse écrite du Brésil à la question n° 137 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[648] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 8.

pour préciser le produit importé.[649] Même si deux produits distincts donnés sont "similaires", il n'est pas acceptable de les grouper dans le but de définir un produit importé distinct.[650]

7.228 La Corée fait également observer qu'il est logique que le produit doive être suffisamment défini pour permettre l'évaluation requise en ce qui concerne les conditions énoncées à l'article 2:2 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. "Ce" produit et le produit "similaire" sont à l'évidence intrinsèquement liés dans l'Accord sur les sauvegardes. D'après la Corée, l'analyse des conditions énoncées à l'article 2:1 et à l'article 4:2 doit révéler la relation exacte existant entre chaque produit, importé et similaire, afin que l'analyse de l'existence d'un dommage grave et d'un lien de causalité soit utile et conforme à l'Accord sur les sauvegardes. Si chaque produit importé ou similaire est distinct des autres produits visés par l'enquête, une analyse qui ne tient pas compte de cette distinction ne peut être jugée suffisante.[651] [652]

7.229 La Suisse ajoute qu'outre le fait qu'ils ne satisfont pas à l'exigence d'être "un produit", les groupes de produits différents (importés) ne peuvent pas non plus être comparés à un produit "similaire ou directement concurrent", car chaque produit ne peut être "similaire ou directement concurrent", que par rapport à un autre produit. Si chacun de ces différents produits est importé en quantités tellement accrues qu'il cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale, une enquête est nécessaire pour chacun de ces différents produits.[653]

c) Regroupement

7.230 La Chine affirme que l'USITC n'est pas autorisée à regrouper des produits nationaux similaires et à utiliser ensuite ces regroupements comme produits importés aux fins des déterminations concernant l'accroissement des importations. Ce faisant, l'USITC se sert des "effets de groupage" pour englober des produits pour lesquels les prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes ne sont pas respectées.[654]

7.231 Le Brésil fait valoir que le regroupement de produits implique, entre autres, que le produit importé peut comprendre des produits qui ne sont ni similaires, ni directement concurrents les uns par rapport aux autres et que les effets de ces importations peuvent être mesurés sur des branches de production nationales de produits qui ne sont ni similaires, ni directement concurrents. Dans ces circonstances, on voit mal comment les États-Unis pourraient "s'assurer que la branche de production nationale est la branche de production appropriée eu égard au produit importé" ou éviter l'application de mesures de sauvegarde fondées sur les "effets préjudiciables qu'un produit importé a sur les producteurs nationaux de produits qui ne sont "ni des produits similaires, ni des produits directement concurrents" par rapport aux produits importés".[655]

7.232 Les États-Unis soutiennent que, en l'espèce, les définitions des produits similaires utilisées par l'USITC sont coextensives aux importations en cause. Dans la présente affaire, les définitions des

---

[649] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 22 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 176.

[650] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 32 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[651] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 90 (les produits utilisés comme intrants et les produits finals doivent être "similaires").

[652] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 23.

[653] Réponse écrite de la Suisse à la question n° 12 posée par Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[654] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 40.

[655] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 42.

produits similaires et de la branche de production nationale correspondent exactement aux importations visées par l'enquête. L'USITC n'a pas défini les "produits similaires" nationaux dans le but d'englober des types de produits en acier plus nombreux ou autres que les articles importés identifiés comme faisant l'objet de l'enquête. En outre, l'USITC n'a pris en considération que les effets des importations en cause (qui correspondaient à chaque définition de produit similaire national) sur la branche de production nationale constituée des producteurs du produit similaire national correspondant. L'approche de l'USITC est manifestement compatible avec l'Accord sur les sauvegardes et les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*.[656] Les États-Unis font également observer que les plaignants ne reconnaissent pas qu'il existe dans presque chaque produit similaire défini et dans le produit importé correspondant, un éventail de produits dont les dimensions, les qualités et les stades de transformation sont différents. Si l'on retrouve dans les produits situés le long de ce continuum des facteurs semblables ou similaires, il se peut que les articles pris individuellement à chaque bout du continuum ne soient pas aussi semblables.[657]

7.233 De l'avis de la Corée, l'argument des États-Unis selon lequel l'USITC vérifie simplement que le produit importé concorde avec le produit similaire[658] n'est rien d'autre qu'une justification *a posteriori* dont le Groupe spécial ne devrait pas tenir compte. La Corée estime que le dossier de l'USITC contredit cependant même cette nouvelle définition du produit similaire: l'USITC admet d'emblée que le produit importé et le produit similaire n'ont pas besoin d'être coextensifs.[659] Les États-Unis semblent se servir de leur définition *a posteriori* du produit similaire ("concordance"), comme d'un prétexte pour nier la pertinence de l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*[660] (le produit importé n'incluait pas les agneaux) et pour faire valoir que les précédents de l'USITC dans le domaine de l'antidumping et des droits compensateurs sont de nature différente.[661] [662]

7.234 Le Japon estime que même lorsque deux produits sont "coextensifs", cette "coextension" seule ne garantit pas la relation prescrite, dans la mesure où celle-ci exige en outre que les produits au sein d'un regroupement soient similaires aux autres produits de ce regroupement, afin de garantir la relation de similarité entre les produits importés et les produits similaires nationaux dans leur totalité.[663] Le groupage de produits qui ne sont pas similaires, comme l'ont fait les États-Unis pour le regroupement des CPLPAC, est absurde car cela conduit à comparer des importations avec des produits nationaux non similaires et à permettre à une branche de production qui n'est pas la bonne de profiter de la mesure de protection imposée.[664] Ces comparaisons sont contraires à l'article 2:1, qui prescrit de constater que l'accroissement des importations cause ou menace de causer un dommage grave "à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents". D'après le Japon, en se fondant sur l'excuse de la "coextension", les États-Unis ont relégué au second plan la véritable dynamique de la concurrence entre les produits importés et les produits nationaux en groupant des produits non similaires pour en faire un seul "produit similaire". Ce groupage devrait également être rejeté, en particulier à la lumière des mises en garde spécifiques de l'Organe d'appel

[656] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 65 et 98.
[657] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 86.
[658] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 65; première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 16.
[659] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 26 et 27.
[660] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 98.
[661] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 105 et 106.
[662] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 32.
[663] Réponse écrite du Japon à la question n° 9 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[664] Le Japon ne pense pas qu'il importe de savoir quand le produit importé est défini, pour autant qu'il soit défini correctement, conformément au regroupement approprié de produits similaires.

dans les affaires *États-Unis – Viande d'agneau* et *États-Unis – Fils de coton* contre l'application de mesures qui bénéficieraient à une branche de production qui n'est pas la bonne dans les affaires de sauvegarde.[665] [666]

7.235 Le Brésil fait en outre observer que l'idée selon laquelle les autorités compétentes pourraient regrouper plusieurs produits similaires nationaux qui ne sont ni directement concurrents, ni similaires entre eux, du moment qu'ils sont coextensifs aux produits importés, laisserait la question des produits similaires largement indéterminée. Cela signifierait que le seul paramètre à prendre en considération dans la définition du produit national similaire ou directement concurrent par rapport au produit importé est le fait que les produits nationaux doivent être coextensifs aux produits importés. Par conséquent, l'interprétation que les États-Unis souhaitent faire valoir auprès du Groupe spécial pourrait conduire à des résultats absurdes tels que le fait de mener une enquête qui porterait à la fois sur les importations de chemises en coton et de téléviseurs, avec pour seule contrainte de définir les branches de production nationales comme celles qui produisent des chemises en coton et des téléviseurs.[667]

7.236 La Chine convient qu'une seule détermination relative à un accroissement des importations et à un dommage grave tant en ce qui concerne les chemises en coton que les téléviseurs serait absurde. Si plusieurs produits peuvent faire l'objet d'une seule enquête, les produits importés spécifiques qui feront l'objet des déterminations prescrites à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes devraient toujours être identifiés. Ce qui serait absurde serait d'avoir une seule détermination visant des produits qui ne sont pas "spécifiques", puisque cela ne satisferait pas à la prescription de l'Accord sur les sauvegardes voulant qu'il faille commencer par identifier un produit importé spécifique; ce qui serait le cas si une seule détermination visait à la fois les chemises en coton et les téléviseurs.[668]

7.237 De l'avis du Brésil, il doit y avoir des enquêtes et déterminations distinctes concernant l'accroissement des importations, l'existence d'un dommage grave et d'un lien de causalité pour chacun des produits importés et la branche de production nationale du produit similaire national correspondant. Les autorités compétentes ne peuvent amalgamer ou grouper de multiples produits importés et les multiples produits similaires correspondants dans les mêmes enquêtes et déterminations.[669] Le Brésil fait aussi observer que l'Organe d'appel mentionne dans les deux affaires *États-Unis – Viande d'agneau* et *États-Unis – Fils de coton* "le produit importé" et non les "produits importés", ce qui suppose qu'un seul produit importé peut être identifié. À un seul produit importé identifiable doit correspondre un seul produit similaire identifiable et non de multiples produits similaires.[670]

7.238 Le Brésil[671] et la Nouvelle-Zélande conviennent que le terme utilisé est "produit" et non le pluriel "produits", de sorte que cela suppose dès le départ la spécificité du produit. On voit mal comment on pourrait y lire la possibilité d'inclure dans une seule enquête de multiples produits

---

[665] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 86; rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Fils de coton*, paragraphe 95.

[666] Réponse écrite du Japon à la question n° 10 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[667] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 43.

[668] Réponse écrite de la Chine à la question n° 12 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[669] Réponse écrite du Brésil à la question n° 10 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[670] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 44.

[671] Réponse écrite du Brésil à la question n° 19 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

importés correspondant à de multiples produits similaires ou directement concurrents fabriqués dans le pays. Lorsqu'il y a groupage de produits différents dans une catégorie de produits importés, le critère permettant de déterminer s'il s'agit d'un "produit" approprié aux fins de l'Accord sur les sauvegardes doit être la similarité. Cela signifie que si les produits entrant dans cette catégorie de produits importés ne sont pas "similaires" entre eux, c'est qu'il n'y a pas eu une identification correcte du produit importé. Seuls les produits similaires sont concurrents et puisque la "similarité" est la base pour déterminer le produit national et le produit auquel une mesure de sauvegarde peut être appliquée, la similarité doit être le critère pour déterminer si la marchandise importée est un "produit" ou un ensemble de produits distincts.[672] La Norvège convient que l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes suppose qu'une enquête est orientée vers "un" (unique) produit et que le regroupement de produits n'est pas autorisé.[673] Pour deux produits différents, il devrait y avoir deux enquêtes – qui peuvent bien sûr être menées en parallèle.[674]

d) Paramètres entrant en ligne de compte pour identification du produit importé

i) Similarité

7.239 La Nouvelle-Zélande fait observer que puisque la "similarité" est la base pour déterminer le produit national et le produit auquel une mesure de sauvegarde peut être appliquée, la similarité doit être le critère pour déterminer si la marchandise importée est un "produit" ou un ensemble de produits distincts ou différents. Par conséquent, lorsqu'il y a groupage de produits différents dans une catégorie de produits importés, le critère pour déterminer s'il s'agit d'un "produit" approprié aux fins de l'Accord sur les sauvegardes doit être la similarité.[675] La Norvège convient qu'il sera utile d'appliquer les quatre critères de "similarité" pour commencer, mais fait valoir qu'il faut que ces critères soient appliqués encore plus étroitement que pour déterminer ce qui constitue le "produit similaire".[676]

7.240 En revanche, les Communautés européennes font valoir que la question de la "similarité" des produits importés entre eux n'est pas pertinente. L'emploi du terme "produit similaire" à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes ne sert qu'à définir la branche de production nationale, une étape qui intervient après qu'il a été établi qu'il y a un accroissement des importations. Cependant, on peut affirmer sans risque que le groupage de produits importés qui ne sont même pas "similaires" entre eux ne satisfait absolument pas à la prescription concernant l'accroissement des importations de produits spécifiques.[677] Les Communautés européennes ajoutent que l'Organe d'appel a indiqué clairement dans l'affaire *États-Unis – Fils de coton*[678] qu'il doit y avoir une concordance entre "ce produit" et les produits nationaux pour établir qu'ils sont similaires ou directement concurrents. Or, on ne peut procéder à une étude de concordance si les produits importés (et nationaux) peuvent être "groupés" de telle façon que les éléments du groupe de produits importés ne sont même pas similaires ou directement concurrents par rapport à tous les éléments du groupe de produits nationaux.[679] La Chine fait en outre valoir qu'il n'est pas admissible de justifier une mesure de sauvegarde appliquée à un

[672] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 19 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[673] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 179.
[674] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 10 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[675] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.52.
[676] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 55.
[677] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 21 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[678] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphes 97 et 98.
[679] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 129 à 131.

produit importé spécifique sur la base d'une constatation d'un "accroissement des importations" d'un produit spécifique différent, même s'il est "similaire ou directement concurrent".[680]

ii) Lignes tarifaires

7.241 Les Communautés européennes et la Suisse estiment qu'il convient de se fonder principalement sur les positions tarifaires pour identifier le produit importé spécifique. D'après elles, la classification tarifaire est une manière conventionnelle et généralement admise de classer et d'identifier les produits. L'article XIX du GATT de 1994 établit un lien clair entre les produits importés et les concessions tarifaires correspondantes, lesquelles sont accordées pour des produits particuliers seuls.[681]

7.242 De l'avis des États-Unis, en général, chaque ligne tarifaire ne correspond pas à un produit distinct ou spécifique. Le processus visant à définir le produit similaire national et le produit importé spécifique correspondant repose sur les données de fait de chaque affaire, en particulier, et le traitement douanier n'est qu'un critère parmi d'autres.[682] En outre, les allégations selon lesquelles les classifications tarifaires devraient définir des produits spécifiques soulèvent la question du degré approprié de classification tarifaire (à quatre chiffres, à six chiffres, à huit chiffres ou à dix chiffres), degré de classification qui n'est pas toujours harmonisé d'un pays à l'autre.[683] [684]

7.243 En réponse, les Communautés européennes font remarquer que le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH) offre une nomenclature internationale des produits à six chiffres. Le SH est communément utilisé par les Membres de l'OMC pour négocier des listes et des concessions et est également mentionné dans les dispositions analogues de l'Accord sur les textiles et les vêtements. Il devrait par conséquent servir de référence pour la définition d'un "produit".[685]

7.244 Les États-Unis répondent que, comme bon nombre des plaignants, ils sont d'avis que si l'examen du traitement douanier/de la classification tarifaire peut constituer un élément pertinent dans une analyse visant à déterminer s'il existe des lignes de démarcation nettes entre les produits, compte tenu des données de fait d'une affaire déterminée, ce n'est qu'un critère parmi d'autres et il n'est pas déterminant à lui-seul.[686] Dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II*, l'Organe d'appel, bien qu'interprétant un autre accord, avec un objet et un but différents, est parvenu à la même conclusion et a estimé que les classifications tarifaires des produits pouvaient être pertinentes parmi un ensemble de

---

[680] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 158.

[681] Réponse écrite des Communautés européennes aux questions n° 19 et 20 posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[682] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 86 à 89.

[683] En outre, un certain nombre de différends antérieurs en matière de sauvegardes portaient sur des produits similaires uniques s'étendant sur de multiples positions tarifaires. *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*; *Corée – Produits laitiers*, notification au titre de l'article 12:1 c) (document G/SG/N/10/KOR/), datée du 27 janvier 1997; *Argentine – Chaussures (CE)*, notification au titre de l'article 12:1 c) et de l'article 9 (document G/SG/N/10/ARG/1/Suppl.3 et G/SG/N/11/ARG/1/Suppl.3), datée du 17 mai 1999.

[684] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 20 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[685] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 123 et 124.

[686] Réponse écrite du Brésil à la question n° 20 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponses écrites du Japon aux questions n° 20 et 31 posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponses écrites de la Corée aux questions n° 20 et 31 posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 20 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond. Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 86 à 89.

facteurs servant à déterminer ce que sont les "produits similaires", mais pas en tant que facteur premier ou décisif.[687] En outre, les États-Unis soutiennent qu'il est clair que l'identification par ligne tarifaire n'a pas été le facteur décisif dans d'autres procédures de sauvegarde, qui portaient sur des produits similaires uniques s'étendant sur de multiples positions tarifaires.[688] [689] En fait, dans le cadre des mesures de sauvegarde qu'elles ont appliquées récemment à l'acier, les Communautés européennes ont également inclus de nombreuses positions tarifaires dans chacun de leurs produits importés, pris isolément, qui correspondent à leurs divers produits similaires ou directement concurrents.[690] D'après les États-Unis, le fait que les Communautés européennes se fondent sur les concessions tarifaires pour utiliser les lignes tarifaires pour l'identification des produits ne rend pas non plus compte du fait que les concessions tarifaires peuvent comprendre un large éventail de produits. Dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II*, l'Organe d'appel, interprétant un autre accord, a attiré l'attention sur le fait que si des consolidations tarifaires précises "peuvent […] fournir des indications importantes lorsqu'il s'agit d'identifier des "produits similaires" [...] ces appréciations doivent être faites au cas par cas [...] [puisque] les consolidations tarifaires qui portent sur un large éventail de produits ne sont pas un critère valable pour apprécier ou confirmer la "similarité" de produits".[691] [692] Les États-Unis font aussi valoir que la justification avancée par les Communautés européennes pour définir les produits importés par ligne tarifaire est d'abord destinée à exiger des autorités qu'elles examinent si ces importations ont augmenté, ce qui servirait de "filtre", avant de procéder à l'analyse du produit similaire. Cette méthode n'est pas prescrite par l'Accord sur les sauvegardes et n'est apparemment pas non plus suivie par les Communautés européennes dans leurs propres procédures de sauvegarde.[693] La proposition des Communautés européennes semblerait consister à mettre la charrue avant les bœufs en ce sens qu'elle porte principalement sur la question de savoir quelles importations augmentent, sans tenir compte de la question de savoir si une branche de production subit un dommage grave et avant que la composition de la branche de production nationale pertinente ait été définie. D'après les États-Unis, les Communautés européennes examineraient l'accroissement des importations par ligne tarifaire, sans se préoccuper de savoir si les lignes tarifaires devraient être regroupées, comme la plupart des parties pensent qu'il convient de faire. L'approche proposée par les Communautés européennes se traduirait par un examen approfondi des importations pour déterminer quelles importations affichent un accroissement en termes de volume, qui ne serait qu'alors suivi d'une enquête visant à déterminer le produit similaire national correspondant à une ou

---

[687] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, pages 24 et 25; rapport du Groupe spécial, *Japon – Boissons alcooliques I*, paragraphe 5.6.

[688] *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*; *Corée – Produits laitiers*, notification au titre de l'article 12:1 c) (document G/SG/N/10/KOR/), datée du 27 janvier 1997; *Argentine – Chaussures (CE)*, notification au titre de l'article 12:1 c) et de l'article 9 (document G/SG/N/10/ARG/1/Suppl.3 et G/SG/N/11/ARG/1/Suppl.3), datée du 17 mai 1999.

[689] Les allégations selon lesquelles les classifications tarifaires devraient définir des produits spécifiques soulèvent la question du degré approprié de classification tarifaire (à quatre chiffres, à six chiffres, à huit chiffres ou à dix chiffres), degré de classification qui n'est pas toujours harmonisé d'un pays à l'autre.

[690] *Communautés européennes* – Règlement (CE) n° 1694/2002 de la Commission, du 27 septembre 2002, *Instituant des mesures de sauvegarde définitives à l'encontre des importations de certains produits sidérurgiques*, paragraphes 10 à 15 (pièce n° 84 des États-Unis). (Par exemple, les Communautés européennes ont défini les rouleaux laminés à chaud comme un seul "produit concerné", ou importé, comprenant de nombreuses (onze) classifications tarifaires et ont constaté qu'il correspondait à un seul produit similaire ou directement concurrent. Les Communautés européennes ont fait des constatations similaires au sujet d'autres produits, dans le cadre de la présente procédure.)

[691] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 26.

[692] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 54 à 56.

[693] *Voir Communautés européennes* – Règlement (CE) n° 1694/2002 de la Commission, du 27 septembre 2002, *Instituant des mesures de sauvegarde définitives à l'encontre des importations de certains produits sidérurgiques* (pièce n° 85 des États-Unis).

plusieurs lignes tarifaires d'importation, puis à déterminer s'il y a quelque part une branche de production subissant un dommage par suite de cet accroissement des importations. En conséquence, le fait d'examiner l'accroissement des importations par ligne tarifaire, comme le proposent les Communautés européennes, avant de définir le produit similaire national, empêche tout examen de l'accroissement des importations par rapport à la production nationale, puisque la branche de production n'a pas encore été définie, ce que prescrit l'Accord sur les sauvegardes.[694]

7.245 Les Communautés européennes réitèrent que les classifications tarifaires comportant jusqu'à six chiffres constituent un bon point de départ pour déterminer ce qu'est un produit.[695] Les classifications douanières acceptées au niveau international sont pertinentes pour déterminer le "produit similaire national" et rendre compte des "propriétés physiques" des produits. Dans ce contexte, il est d'autant plus difficile de comprendre pourquoi les États-Unis continuent à défendre leur position insoutenable selon laquelle le terme "produit" figurant à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes est si souple qu'il permet à une autorité compétente de grouper une gamme de produits différents pris séparément. D'après les Communautés européennes, bien que le terme "produit" puisse varier selon les dispositions juridiques, lorsqu'il s'agit de mesures de sauvegarde suspendant des concessions tarifaires, comme en l'espèce, les concessions tarifaires constituent un cadre important. Si les États-Unis conviennent que les classifications tarifaires sont pertinentes, l'USITC ne les a pas examinées dans le cadre de la présente détermination. D'après les Communautés européennes, cependant, le fond du problème est que le terme "produit" ne dépend pas de la branche de production, mais au contraire, comme l'a précisé l'Organe d'appel, que la définition de la branche de production nationale intervient après la définition des produits importés et des produits similaires ou directement concurrents nationaux.[696] [697]

7.246 Le Japon, la Corée, la Norvège et le Brésil font valoir que les lignes tarifaires sont utiles mais pas déterminantes, étant donné qu'il y a parfois un chevauchement, surtout pour ce qui est des perceptions des consommateurs et des utilisations finales, s'agissant de produits relevant de lignes tarifaires différentes.[698] D'autres considérations, telles que l'utilisation finale, les perceptions des consommateurs et les propriétés physiques, peuvent être (et sont en l'occurrence) plus importantes que les distinctions faites dans les classifications tarifaires.[699] La Nouvelle-Zélande fait observer que la pratique de l'USITC elle-même confirme qu'en réalité la classification tarifaire constitue une aide importante pour différencier les produits.[700] La Norvège fait valoir que la classification à six chiffres qui est harmonisée au niveau international devrait être considérée comme le cadre de la définition de la notion de produit spécifique convenue au niveau international. Si on ne peut normalement se

[694] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 57.

[695] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 19 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 119 à 127.

[696] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 87.

[697] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 9 posée le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[698] Réponse écrite du Japon aux questions n° 20 et 31 posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite de la Corée à la question n° 20 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[699] Réponse écrite du Japon à la question n° 31 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Brésil à la question n° 19 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite de la Norvège à la question n° 22 posée le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[700] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 20 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

trouver dans une situation où un produit distinct ou spécifique est réparti sur plusieurs lignes tarifaires, il peut arriver que plusieurs produits figurent dans la même ligne tarifaire.[701]

iii) Consensus concernant les paramètres?

7.247 Les États-Unis affirment que les plaignants ont suggéré des définitions diverses des "importations en cause" (lignes tarifaires, demandes d'exclusion de produits, définitions prédéterminées qui ne sont pas acceptées universellement) sans proposer de critères clairs, autres que les critères concernant les produits similaires, pour examiner véritablement les éléments de preuve recueillis et les données de fait de l'affaire, pour faire une telle constatation. Les arguments des plaignants eux-mêmes, en conséquence, montrent qu'il n'y a pas de consensus de cet ordre sur les définitions des produits en acier. Les critères concernant les produits similaires (à savoir, les propriétés physiques, les utilisations, les goûts des consommateurs et les classifications tarifaires) suggérés par les plaignants ne comprennent pas de paramètre du marché ou de critères de concurrence.[702]

7.248 Les États-Unis répondent que les arguments variés et incompatibles des plaignants eu égard aux définitions appropriées des produits similaires démontrent qu'il n'y a pas de définitions universelles des produits en acier.[703] En outre, les États-Unis font observer que les plaignants insistent auprès du Groupe spécial pour qu'il identifie une prescription en matière d'analyse pour toutes les affaires, mais personne ne soutient que de telles définitions prétendument universelles existent et devraient prévaloir dans tous les différends. Les États-Unis rejettent également la proposition selon laquelle il n'est pas nécessaire que les plaignants se mettent d'accord sur la définition appropriée, mais qu'au lieu de cela il suffit de montrer que "ce que les États-Unis ont fait était trop large".[704] Cela soulève la question de savoir comment les plaignants savent que les définitions de l'USITC étaient trop larges s'ils ne peuvent parvenir à un consensus sur une autre définition.[705]

7.249 Les Communautés européennes répondent que les États-Unis avaient des divergences dans les arguments des plaignants là où il n'y en a pas.[706] Les Communautés européennes et la Suisse font également valoir que l'allégation concernant l'absence de définitions universelles de produits n'est pas fondée. Une définition de produits acceptée au niveau international figure dans le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (le "SH"), mis au point par l'Organisation

---

[701] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphes 60 et 61.

[702] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 103; réponse écrite des États-Unis à la question n° 141 posée le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[703] Les propositions des plaignants concernant les définitions appropriées des produits similaires vont des définitions de produits utilisées dans le cadre de mesures commerciales correctives, relevant d'autres textes juridiques, aux classifications tarifaires (612 classifications au total), en passant par les descriptions de produits contenues dans les demandes d'exclusions de produits.

[704] Première déclaration orale du Japon (produit similaire), paragraphe 23. Le Japon a déclaré ce qui suit dans la partie pertinente:

> "Avant tout, il convient de remarquer qu'aucun des plaignants ne compte donner à entendre qu'il n'y a qu'une seule définition possible du "produit similaire" pour les produits en cause dans cette affaire [...]. Le Groupe spécial n'a pas besoin de se prononcer sur la question de savoir lequel des découpages présentés dans les communications des plaignants est le plus approprié; il est simplement nécessaire qu'il constate que ce que les États-Unis ont fait était trop large, ce qui, à l'évidence, est le cas."

[705] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 52 et 53.

[706] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 92.

mondiale des douanes (OMD) et régi par la "*Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises*".[707] Il contient une nomenclature internationale des produits à six chiffres. Toutes les parties contractantes, y compris les États-Unis, s'engagent à ce que "[leurs] nomenclatures tarifaire et statistiques soient conformes au [SH]".[708] Le SH est communément utilisé par les Membres de l'OMC pour négocier leurs listes de concessions et les mesures de sauvegarde constituent une soupape de sécurité contre les effets imprévus de telles concessions tarifaires.[709] La Norvège ajoute que les définitions de produits prévues par le SH constituent une base acceptée au niveau international pour déterminer ce qu'est un produit importé spécifique. La classification à six chiffres qui est harmonisée au niveau international devrait par conséquent être considérée comme le cadre de la définition de la notion de produit spécifique convenue au niveau international.[710]

7.250 La Chine estime aussi qu'elle ne fait pas valoir qu'il devrait y avoir des définitions universellement acceptées des produits en acier, bien qu'il soit possible qu'une telle classification existe. Au lieu de cela, la Chine conteste la méthode utilisée par l'autorité compétente pour définir les catégories de produits qui font l'objet de l'enquête.[711]

3. Méthode utilisée par l'USITC pour déterminer le "produit importé"

7.251 Les Communautés européennes, la Chine, la Suisse et la Norvège font observer que les mesures de sauvegarde adoptées par les États-Unis sont déjà fondamentalement viciées à cause de la manière arbitraire et injustifiée dont l'USITC s'est estimée habilitée à regrouper des produits aux fins de l'enquête et de la détermination[712], ce qui est contraire à l'Accord sur les sauvegardes.

a) Identification du produit importé

7.252 Les Communautés européennes, la Chine[713] et la Norvège relèvent que l'USITC a complètement omis la première étape qui est fondamentale et consiste à identifier le "produit importé spécifique". Au lieu de faire sa propre détermination de ce produit, l'USITC a aveuglément accepté la description arbitraire "[du] ou [des] produit(s) importé(s) compris dans l'enquête qui [était] exposée dans la demande ou requête".[714] L'USITC s'est explicitement refusée à identifier les produits importés spécifiques sur lesquels elle enquêtait lorsqu'elle a affirmé dans sa méthode générale que "[l]a Commission n'a pas l'obligation d'examiner, dans un premier temps, si et comment il faut subdiviser le ou les article(s) importé(s)".[715] La Corée et la Norvège font également valoir que, dans la présente

---

[707] *Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises*, Bruxelles, 14 juin 1983.

[708] *Ibid*., article 3.1 a).

[709] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 120; deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 40; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 59.

[710] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 60.

[711] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 38.

[712] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 206; première communication écrite de la Chine, paragraphe 154; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 202; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 192.

[713] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 33.

[714] Rapport de l'USITC, volume I, page 31. (pièce n° 6 des coplaignants)

[715] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 145 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 204.

enquête, l'USITC a manqué à son obligation de procéder à une analyse du produit importé et a utilisé comme "référence" les quatre catégories générales de produits proposées par le Président.[716]

b) Regroupement

7.253 Les Communautés européennes et la Suisse rappellent que la demande du Président regroupait "une large gamme de produits en acier dans quatre catégories générales: 1) les CPLPAC, 2) certains produits longs en acier au carbone ou en aciers alliés, 3) certains tuyaux et tubes en acier au carbone ou en aciers alliés, et 4) certains produits en aciers inoxydables ou en aciers à outils alliés". L'USITC a ensuite établi "33 catégories de produits" pour la collecte des données.[717] Là encore, un certain nombre de produits ont été regroupés et chaque produit importé spécifique n'a pas été examiné séparément dans le but de montrer l'existence d'un accroissement des importations et d'un lien de causalité.[718]

7.254 Le Brésil fait observer que l'on a pris pour référence une branche de production nationale de l'acier définie au sens large et fabriquant aussi bien des brames en acier au carbone et des produits plats laminés à chaud, que des produits longs, des produits en aciers inoxydables et des produits tubulaires. En effet, tout le secteur sidérurgique de l'économie des États-Unis a été jugé en crise et ledit secteur a convaincu le Président que cette situation était à mettre sur le compte des importations. Par conséquent, on n'a pas pris pour référence des produits et des établissements nationaux fabriquant ces produits isolément, mais la totalité du secteur sidérurgique fabriquant quasiment tout l'éventail des produits en acier. Si le Président a fourni à l'USITC une liste exhaustive des produits fondée sur les catégories tarifaires harmonisées et sur diverses descriptions de produits, ce qu'il a réellement été demandé à l'USITC de faire était de calculer dans quelle mesure les importations causaient un dommage au secteur sidérurgique et d'étudier ce que l'on pouvait faire à ce sujet. Ainsi, ce ne sont pas des produits pris isolément qui ont servi de référence, mais tout un secteur de l'économie des États-Unis, et la question de savoir comment protéger tout ce secteur de la concurrence des importations.[719] [720]

7.255 De même, les Communautés européennes font valoir que ce n'est pas un produit pris isolément qui a servi de référence, mais l'industrie sidérurgique nationale définie au sens large, et fabriquant des produits désignés par 612 positions tarifaires. La demande présentée par l'USTR, le 22 juin 2001, était fondée sur l'idée que la totalité du secteur sidérurgique fabriquant quasiment tout l'éventail des produits en acier était en crise.[721] Cette demande faisait suite à une pression intense exercée par le Sénat en vue d'imposer des mesures de sauvegarde destinées à protéger l'industrie sidérurgique nationale en invoquant des aspects de "sécurité nationale".[722] Les Communautés

[716] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 22; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 204.

[717] Rapport de l'USITC, volume I, page 32.

[718] Première communication écrite de la Suisse, paragraphes 195 et 196.

[719] Le Brésil fait observer que la demande présentée par l'administration Bush à l'USITC, de mener une enquête en matière de sauvegardes, même si cette enquête visait "certains" produits en acier, avait clairement pour but de faire enquêter l'USITC sur "l'effet des importations sur l'industrie sidérurgique des États-Unis" et non simplement sur certains éléments de cette branche de production. Lettre adressée par l'Ambassadeur Robert Zoellick à M. Stephen Koplan, Président de l'USITC, le 22 juin 2001 (pièce commune n° 1 des coplaignants à la première communication écrite du Brésil).

[720] Réponse écrite du Brésil à la question n° 17 posée le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[721] Demande présentée par l'USTR à l'USITC d'engager une enquête en matière de sauvegardes au titre de l'article 201 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur, pièce n° 1 des coplaignants, paragraphes 1 à 3.

[722] Communiqué de presse présenté par le Sénateur Rockefeller le 22 mai 2001, pouvant être consulté à l'adresse suivante: http://www.senate.gov/~rockefeller/2001/pr052201.html (consultation du 5 janvier 2003),

européennes font observer que, compte tenu de l'hypothèse de départ – à savoir que la totalité du secteur sidérurgique subissait un dommage causé par des importations non spécifiées – l'approche de l'USITC, comme elle l'admet elle-même, consistait à protéger un ensemble d'installations de production aussi large que possible.[723] D'après les Communautés européennes, cette approche inverse, consistant à identifier d'abord une branche de production nationale qui subirait un dommage et à grouper ensuite une large gamme de "certains produits en acier importés", est contraire à l'Accord sur les sauvegardes. Les États-Unis se sont engagés au titre de l'Accord sur les sauvegardes à faire une détermination en matière de sauvegardes, dans les cas où la définition de la branche de production nationale dépend de l'identification correcte de "ces" produits importés et des produits similaires ou directement concurrents (et non l'inverse). Cela a également été précisé par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*.[724] Les Communautés européennes précisent également qu'il est concevable qu'une demande (ou requête de la branche de production) vise une large gamme de produits, voire toute une branche de production. Cependant, cette demande n'exempte pas l'autorité compétente de s'acquitter de sa responsabilité d'identifier les produits importés spécifiques, à partir de quoi elle peut faire ses déterminations.[725]

7.256 Les États-Unis soulignent qu'en définissant le produit similaire national, l'USITC a commencé par l'article (ou les articles) importé qui avait déjà été identifié dans la demande ou requête d'enquête ("importations en cause") et examiné les éléments de preuve afin de délimiter le ou les produit(s) nationaux qui sont similaires au(x) produit(s) importé(s) en cause.[726] Cette demande ou requête identifie l'ensemble des importations faisant l'objet de l'enquête. Deuxièmement, l'USITC a étudié la question de savoir s'il y avait des produits nationaux qui sont similaires aux importations en cause. Troisièmement, l'USITC a appliqué ses facteurs établis de longue date aux produits nationaux correspondant aux importations en cause pour examiner s'il y avait des lignes de démarcation nettes entre les produits nationaux, afin de définir les produits similaires.[727] L'USITC prend traditionnellement en considération des facteurs comme les propriétés physiques du produit, son traitement douanier, son procédé de fabrication (à savoir où et comment il est fabriqué), ses utilisations et les circuits de commercialisation via lesquels le produit est vendu, et tout autre facteur pertinent.[728]

7.257 Les États-Unis expliquent plus particulièrement que l'USITC commence par l'ensemble des importations faisant l'objet de l'enquête, telles que désignées dans la demande ou requête. Après avoir déterminé quels produits nationaux sont similaires ou directement concurrents par rapport aux importations en cause, l'USITC se penche sur la question de savoir si les produits nationaux correspondant aux importations en cause consistent en un seul produit similaire national ou s'il y a des lignes de démarcation nettes entre les produits, de sorte qu'ils constituent de multiples produits similaires nationaux. L'USITC applique ses critères concernant les produits similaires, y compris les procédés de production ou de fabrication, dans son analyse de la question de savoir s'il y a des lignes de démarcation nettes de sorte qu'il y a de multiples produits similaires ou s'il n'y a pas de lignes nettes et qu'il convient de définir un seul produit similaire.[729]

---

pièce n° 110 des coplaignants. Résolution du Comité des finances du Sénat des États-Unis, transmise à l'USITC par lettre du 26 juillet 2001, paragraphes 2, 3 et 7, pièce n° 111 des coplaignants.

[723] Rapport de l'USITC, volume I, page 30.

[724] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 87.

[725] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 17 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[726] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 95.

[727] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 83 à 93.

[728] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 19 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond, paragraphes 46 à 50.

[729] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 18 et 28 à 31.

7.258 La Chine répond que l'USITC a fait plus que définir ou identifier le ou les produits nationaux similaires ou directement concurrents par rapport à l'article ou aux articles importés figurant dans la requête ou demande. L'USITC a regroupé ces produits et a utilisé ces regroupements comme catégories de produits importés. En conséquence, d'après la Chine, pour ces catégories, aucune des étapes requises par l'Accord sur les sauvegardes n'a été respectée.[730] De l'avis de la Chine, l'autorité chargée de l'enquête n'était pas autorisée à passer des produits identifiés comme faisant l'objet de l'enquête (qui auraient en fin de compte pu être considérés comme suffisamment "spécifiques") à des catégories de produits plus larges sans autre justification, et en particulier lorsque ces produits n'étaient pas "similaires". Dans ce contexte, il est clair que le groupe de produits sur lequel porte l'enquête ne peut être considéré comme un "produit spécifique". La Chine est d'avis que, ce faisant, l'USITC remodèle dans une large mesure l'éventail des produits importés identifiés comme faisant l'objet de l'enquête. Dans ces conditions, l'enquête n'a plus été menée sur des produits spécifiques, mais sur un groupement de produits qui sont sans rapport puisqu'ils ne sont même pas "similaires".[731] L'USITC a procédé à une analyse de "similarité" entre ces produits nationaux et en a fait des groupes. Aussi l'USITC n'a-t-elle pas procédé à une analyse de l'accroissement des importations sur certains de ces produits alors qu'au final, ils font l'objet de mesures de sauvegarde. Cette méthode est contraire à l'Accord sur les sauvegardes.[732]

7.259 Les Communautés européennes, la Chine, la Suisse et la Norvège font valoir que les "catégories" de produits créées par les autorités des États-Unis aux fins de l'enquête en matière de sauvegardes et de l'imposition de mesures ne sont pas justifiées par des définitions qui permettent de les considérer comme des produits spécifiques.[733] Dans les cas où l'USITC a étudié les arguments faisant valoir que ses regroupements de produits étaient incorrects[734], elle les a rejetés pour des raisons qui n'étaient pas liées à la spécificité des produits mais, plutôt, aux procédés de production, à l'intégration verticale et à la concordance d'intérêts économiques. Cependant, le simple fait que l'USITC elle-même a eu besoin de se baser sur 33 catégories de produits différentes aux fins de la collecte de données démontre la nature artificielle des catégories de produits plus larges créées aux fins de la détermination.[735] Les Communautés européennes font aussi valoir que l'USITC a confirmé que le produit importé devait être identifié aux fins de la détermination parce qu'elle a recueilli des informations sur la base de 33 groupes de produits.[736] De cette façon, une absence d'accroissement des importations pour un produit spécifique pouvait être masquée, et l'était effectivement, par son association avec d'autres produits.[737]

7.260 La Suisse soutient que l'Accord sur les sauvegardes et l'Organe d'appel exigent qu'une mesure de sauvegarde soit appliquée à un produit spécifique ("ce produit"). En conséquence, chaque produit spécifique doit être déterminé au début de l'enquête. L'USITC ayant manqué à cette obligation, elle n'a pas observé cette première prescription de l'Accord sur les sauvegardes.[738] Les Communautés

[730] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 50.
[731] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 55 et 56.
[732] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 57.
[733] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 162.
[734] Rapport de l'USITC, volume I, paragraphe 37, dans lequel la Commission s'est penchée sur la question de savoir s'il fallait "analyser certains produits laminés plats en acier au carbone individuellement ou comme un tout".
[735] Première communication écrite de la Suisse, paragraphes 197 et 198.
[736] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 100.
[737] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 164 et 169; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 216; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 205 à 210.
[738] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 49.

européennes font valoir que les définitions arbitraires et artificielles des produits utilisées par l'USITC dans la présente affaire entachent tout le fondement du rapport de l'USITC.[739] La Suisse estime en outre que, ayant manqué à leur obligation de déterminer chaque produit spécifique pertinent importé, les États-Unis ne peuvent déterminer la branche de production nationale du produit similaire ou directement concurrent, ce qui constitue une violation de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[740]

7.261 Les États-Unis relèvent que s'il y a de multiples produits similaires nationaux correspondant aux importations en cause, l'USITC identifie les importations en cause (ou le produit importé spécifique) qui correspondent ou concordent avec les définitions qu'elle a faites de chacun des produits similaires, pour mener chacune de ses analyses de l'accroissement des importations et de l'existence d'un dommage grave et d'un lien de causalité.[741] L'USITC a défini 27 produits similaires distincts qui correspondaient à toutes les importations en cause. Dix des définitions en question correspondaient aux importations en cause pour lesquelles des mesures correctives étaient imposées et sont soumises à l'examen du Groupe spécial.[742]

7.262 Les Communautés européennes répondent que les États-Unis donnent deux réponses contradictoires à la question de savoir en quoi consistent les "produits importés" ou les "importations en cause". Dans un premier temps, les États-Unis reconnaissent avec franchise que l'USITC n'a pas identifié le produit importé spécifique visé et nie l'existence d'une telle obligation juridique. Les États-Unis essaient ensuite de faire admettre la définition de la branche de production nationale donnée par l'USITC comme étant l'identification du produit importé spécifique.[743] Les Communautés européennes font également remarquer que le terme "concordance" est inexact dans ce contexte. Ce que l'USITC a fait pour identifier les produits importés est, en fait, un "clonage" de la définition de la branche de production nationale à laquelle elle a ensuite collé l'étiquette "produit importé". L'approche des États-Unis consiste à mettre la charrue avant les bœufs, ce qui est contraire au continuum logique prévu par l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[744] D'après les Communautés européennes, les États-Unis eux-mêmes reconnaissent qu'en "clonant" les groupes de produits similaires nationaux et en les appelant "produit importé", ils n'avaient pas établi que tous les éléments du groupe de produits nationaux étaient similaires à tous les éléments du groupe de produits importés.[745] En particulier, les Communautés européennes affirment que les États-Unis ont admis que, par exemple, les brames importées et les produits nationaux en acier traité contre la corrosion (autrement dit) revêtus sont tous deux des éléments d'un seul produit similaire, à savoir les CPLPAC.[746] Les États-Unis ont en outre concédé que "les articles pris isolément à chaque bout du continuum peuvent être moins semblables entre eux que ceux qui sont au milieu du continuum".[747] [748]

[739] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 218 et 259.
[740] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 199.
[741] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 21 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond, paragraphe 40.
[742] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 114.
[743] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 92.
[744] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 106.
[745] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 1 posée par le Japon, paragraphe 19.
[746] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 1 posée par le Japon, paragraphe 19.
[747] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 1 posée par le Japon, paragraphe 19.
[748] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 132.

4. Argumentation spécifique aux mesures

a) Les CPLPAC

i) Regroupement

7.263 Le Brésil fait observer que les États-Unis ont enquêté sur la question de savoir si les importations de CPLPAC avaient augmenté et causaient un dommage grave à la branche de production nationale des CPLPAC. D'après le Brésil, les déterminations des États-Unis concernant l'accroissement des importations, l'existence d'un dommage grave et l'existence d'un lien réel et substantiel de causalité entre le dommage grave et l'accroissement des importations étaient fondées sur un seul CPLPAC importé et sur une seule branche de production nationale de CPLPAC.[749] Cependant, les CPLPAC constituent de multiples produits importés produits par des branches de production américaines de multiples produits similaires distincts et distinguables.[750] Les Communautés européennes et la Chine font valoir qu'en rassemblant artificiellement les brames, les tôles, les produits laminés à chaud, les produits laminés à froid et les produits revêtus sous la dénomination CPLPAC, l'USITC a essayé de masquer une diminution considérable des importations de tôles sur toute la période visée par l'enquête.[751]

7.264 Le Japon fait valoir que, dans le cas des CPLPAC, les États-Unis ont en substance décidé que les brames étaient similaires aux produits en acier traités contre la corrosion et ont ainsi fait un regroupement inapproprié et trop large.[752] D'après le Japon, les États-Unis n'ont à l'évidence pas satisfait à la prescription concernant le produit similaire lorsqu'ils ont associé, entre autres, les brames et les produits en acier traités contre la corrosion. Le Japon fait valoir que ces produits ne sont tout simplement pas similaires entre eux; et qu'ils ne sont pas non plus similaires aux tôles, aux produits en acier laminés à chaud et laminés à froid auxquels ils ont été associés. Les perceptions des consommateurs, par exemple, montrent une ligne de démarcation nette entre les produits laminés à chaud, les produits laminés à froid et les produits revêtus, mieux qu'entre les lignes tarifaires dans lesquelles figurent chacun de ces trois produits. Cela est démontré par les documents publiés par la branche de production dans lesquels figurent les prix de ces produits ventilés.[753] Aussi, le Japon fait-il valoir, l'USITC elle-même a collecté des données en se fondant sur ces descriptions.[754] [755]

7.265 Le Japon ajoute que la remarque globale des plaignants au sujet du regroupement des CPLPAC par l'USITC est que ce regroupement ne représente pas un ensemble de produits logiquement comparables entre eux. L'incidence des importations sur la branche de production nationale des CPLPAC ne peut pas être évaluée car les divers éléments qui constituent ces importations ne sont pas similaires entre eux et ne sont pas en concurrence les uns avec les autres. Le fait de les regrouper conduit à ce que l'Organe d'appel a dit, dans l'affaire *États-Unis – Viande*

---

[749] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 11.

[750] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 12.

[751] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 169; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 216.

[752] Réponse écrite du Japon à la question n° 33 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[753] *PURCHASING MAGAZINE* (10 octobre 2002) page 9; *METAL BULLETIN* (7 Octobre 2002) (*METAL BULLETIN'S* appraisal of prices for US steel); *et* American Iron and Steel Institute, Shipments of Steel Mill Products (Carbon) (août 2002); Nucor Pricing Sheets (21 octobre 1999) (pièce n° 1 du Japon).

[754] Rapport de l'USITC; *voir aussi* les questionnaires remis par l'USITC dans la présente affaire; ils peuvent être consultés à l'adresse suivante: *http://info.usitc.gov* (extrait figurant dans la pièce n° 2 du Japon).

[755] Réponse écrite du Japon à la question n° 20 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

d'agneau, qu'il ne fallait pas faire – à savoir, imposer une mesure de sauvegarde qui ait pour effet de protéger une branche de production ne fabriquant pas des produits similaires ou directement concurrents.[756]

7.266 La Corée fait observer que les importations de CPLPAC, par exemple, ne sont pas un produit particulier mais plutôt plusieurs produits. Ils n'ont en commun qu'une similarité physique élémentaire, due à des points communs dans le procédé de production – ils sont laminés plats, en acier et souvent produits dans des installations intégrées. En traitant toutes les importations de CPLPAC comme un seul produit similaire, l'USITC a déterminé que tous les CPLPAC nationaux étaient semblables en termes de propriétés physiques, d'utilisations, de procédés de production et de circuits de commercialisation au motif que chaque "type" (autrement dit, produit similaire) de CPLPAC nationaux coïncidait partiellement avec le même "type" de produit importé. Ce type de raisonnement circulaire a pour effet d'élargir le produit similaire simplement pour qu'il cadre avec le champ des importations identifiées dans la demande, qu'elles soient ou non "similaires", d'une façon incompatible avec l'Accord sur les sauvegardes.[757]

7.267 Le Brésil estime également que lorsque les États-Unis ont regroupé, entre autres, les brames avec les produits en acier traités contre la corrosion, ils ont complètement fait abstraction de toute idée d'une ligne de démarcation fondée sur les propriétés physiques, les utilisations finales, les perceptions des consommateurs ou la position tarifaire. Il semble en effet que les États-Unis aient ignoré les critères qu'ils avaient eux-mêmes définis. Si l'on se fonde sur les perceptions des consommateurs, par exemple, il existe une ligne de démarcation nette au moins entre les produits plats, laminés à chaud, laminés à froid et revêtus, mieux qu'entre les lignes tarifaires dans lesquelles figurent chacun de ces trois produits. Par exemple, les prix ventilés selon ces produits figurent dans les documents publiés par la branche de production.[758] Aussi le Brésil fait-il valoir que l'USITC elle-même a collecté des données en se fondant sur ces descriptions.[759] Si les listes tarifaires ont tendance à regrouper ces produits (bien que ce soit avec de multiples lignes tarifaires), une subdivision de la branche de production, à des fins commerciales, semblerait être un critère plus convaincant.[760] L'incidence des importations sur la branche de production nationale des CPLPAC ne peut être évaluée car les divers produits qui constituent ces importations ne sont pas similaires entre eux et ne sont pas en concurrence directe les uns avec les autres. Par exemple, les brames sont importées exclusivement par les aciéries américaines produisant des CPLPAC laminés finis en aval. On peut supposer que ces importations profitent à ces usines et ont un effet totalement différent sur la branche de production nationale, par rapport, par exemple, aux importations de produits plats laminés à chaud.[761]

---

[756] Réponse écrite du Japon à la question n° 137 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[757] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 23 et 24.

[758] Cours des transactions publié dans le Purchasing Magazine (pièce n° 65 des coplaignants); ou statistiques des États-Unis concernant les importations d'acier, regroupées par catégories de produits (un exemple de ces données figure à l'adresse suivante: http://www.census.gov/foreign-trade/Press-Release/2002pr/09/steel/steel1cp.pdf). (Le Brésil fait observer que les regroupements des statistiques américaines sont les mêmes que ceux utilisés par l'Institut américain du fer et de l'acier (American Iron and Steel Institute) pour suivre l'évolution des importations et des expéditions nationales.)

[759] *Certain Steel Products*, Inv. No. TA-201-73, USITC Pub. 3479 (décembre 2001) (ci-après dénommé *"rapport de l'USITC"*), questionnaire pour les acheteurs, page 3 (*ce document peut être consulté à l'adresse suivante: http://info.usitc.gov/OINV/INVEST/OINVINVEST.NSF/0a915ada53e192cd8525661a0073de7d/f26c82f49f2bd14685256a84004ee7d1/$FILE/Purchaser-carbon+flat.PDF*).

[760] Réponse écrite du Brésil aux questions n° 19 et 20 posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[761] Réponse écrite du Brésil à la question n° 137 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

7.268 Les Communautés européennes disent que le rapport de l'USITC ne fournit pas de données sur l'agrégation artificielle du produit CPLPAC. Il n'y a pas de tableaux concernant l'accroissement des importations, la capacité, la production et les résultats financiers de la branche de production nationale pour ce groupement de produits, mais uniquement des tableaux concernant les produits pris isolément (et un tableau concernant les sept produits du groupement plus large des CPLPAC).[762] La Nouvelle-Zélande ajoute que plusieurs produits importés disparates ont été regroupés et dénommés "le produit importé" CPLPAC, malgré le fait que l'USITC avait elle-même déterminé qu'il devait y avoir cinq produits distincts aux fins de la compilation et de l'analyse de certaines données.[763]

7.269 Les États-Unis soutiennent que, contrairement aux allégations des Communautés européennes[764], l'USITC a manifestement examiné les données concernant la branche de production nationale définie comme constituée des producteurs de CPLPAC. L'USITC s'est reportée à plusieurs reprises à des tableaux, tels que le tableau FLAT-ALT-7, dans l'avis qu'elle a formulé dans son rapport. Bon nombre de ces tableaux n'ont pas été incorporés dans le rapport publié par l'USITC, mais ont été rendus publics ultérieurement, bien qu'il ressorte clairement des renvois figurant dans le rapport de l'USITC qu'ils ont été pris en considération.[765]

ii) Marché et prix des CPLPAC

7.270 La Nouvelle-Zélande fait observer que l'USITC a identifié les importations en cause comme étant celles qui correspondaient aux produits nationaux, eux-mêmes identifiés par rapport aux branches de production qui les produisaient.[766] Au lieu de déterminer la branche de production nationale par rapport aux producteurs du produit "similaire" au produit importé, l'USITC a déterminé le produit importé par rapport à ce qu'elle estimait être les produits de la branche de production nationale des États-Unis.[767] La gamme de produits divers inclus dans les CPLPAC sert à souligner que les paramètres du marché n'ont pas été utilisés pour faire une distinction entre les différents produits. Il en résulte que les CPLPAC ne représentent pas "un seul marché authentique".[768]

7.271 Le Brésil fait valoir qu'il n'y a pas de marché des CPLPAC. En revanche, il y a manifestement des marchés distincts pour les brames, les tôles et les produits en acier laminés à chaud, laminés à froid et traités contre la corrosion. Ce sont les catégories communément utilisées dans la branche de production.[769] La branche de production elle-même ne reconnaît pas l'existence d'une catégorie CPLPAC. S'il y a parfois des discussions au sujet des "feuilles" ou des "produits plats", ces produits ne comprennent jamais les brames. En outre, la branche de production fait une distinction entre les tôles, les produits en acier laminés à chaud, les produits laminés à froid et les produits traités contre la corrosion à des fins de tarification, les prix de tous ces produits découlant d'un prix de base applicable pour chacun des produits plats finis pris isolément (par exemple, une liste des prix distincte sur laquelle figurent un prix de base et des suppléments distincts applicables à

[762] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 215.
[763] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 19 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[764] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 215.
[765] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 141.
[766] Réponse écrite des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial aux parties, le 12 novembre 2002, paragraphe 267.
[767] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.31.
[768] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 141 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[769] Réponse écrite du Brésil à la question n° 141 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

chacun des ces quatre produits).[770] Enfin, les organismes commerciaux de cette branche utilisent généralement des catégories distinctes pour les produits laminés à chaud, laminés à froid, traités contre la corrosion et les tôles dans leurs rapports concernant la production, les expéditions et les importations, ce qui indique que la branche de production elle-même reconnaît une démarcation nette entre ces produits.[771] Le Brésil pense que le fait que la branche de production elle-même reconnaît des catégories distinctes d'un produit montre *prima facie* que les CPLPAC ne constituent ni un produit, ni un produit similaire.[772]

7.272 Le Japon et la Corée relèvent que le prix des CPLPAC est quelque chose qui n'existe pas.[773] Au lieu de cela, il y a des prix distincts pour chacun des produits distincts de la catégorie des CPLPAC faisant l'objet de l'enquête. De fait, l'USITC l'a reconnu puisqu'elle n'a pas demandé de données concernant les prix des CPLPAC, mais ceux des produits laminés à chaud, des produits laminés à froid, etc. Les États-Unis n'ont jamais fait valoir que les produits en acier laminés à chaud "[étaient] en concurrence" avec les produits en acier traités contre la corrosion.[774]

7.273 Les États-Unis affirment que l'USITC a utilisé les facteurs dont elle se sert traditionnellement pour déterminer qu'il n'y avait pas de ligne de démarcation nette entre les types de CPLPAC et pour les définir comme un seul produit similaire correspondant à un seul produit importé. L'USITC a constaté que les CPLPAC, à divers stades de la transformation, avaient certaines propriétés physiques élémentaires en commun, étaient liés entre eux, avaient des utilisations finales communes, étaient généralement distribués via les mêmes circuits de commercialisation et étaient pour l'essentiel fabriqués selon les mêmes procédés de production (au moins aux stades initiaux).[775] Un fait important pour l'USITC au moment de définir ce produit similaire était qu'à un stade du processus, les CPLPAC étaient généralement le produit de charge du stade de transformation suivant.[776] [777] En déterminant qu'il n'y avait pas de ligne de démarcation nette entre les brames et les autres CPLPAC, l'USITC a reconnu que les brames étaient destinées à la production des produits en acier au stade de transformation suivant, à savoir les produits en acier laminés à chaud.[778] En outre, les brames ont des propriétés métallurgiques en commun avec les CPLPAC.[779]

---

[770] Liste des prix de Nucor jointe en annexe aux réponses écrites du Brésil aux questions posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[771] Shipments of Steel Mill Products – Carbon, American Iron and Steel Institute Statistical Release 10C, constituant la pièce n° 1 du Japon figurant dans les réponses écrites du Japon aux questions posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond; statistiques des États-Unis concernant les importations d'acier, regroupées par catégories de produits (un exemple de ces données figure à l'adresse suivante: http://www.census.gov/foreign-trade/Press-Release/2002pr/09/steel/steel1cp.pdf) (permettant de suivre l'évolution de catégories pratiquement identiques à celles figurant dans le document American Iron and Steel Institute Statistical Release).

[772] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 12.

[773] Réponse écrite du Japon à la question n° 138 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[774] Réponse écrite de la Corée à la question n° 141 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[775] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 116 à 142; rapport de l'USITC, pages 36 à 45.

[776] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 119 à 121, 127 et 140; rapport de l'USITC, pages 37 à 42.

[777] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 26 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[778] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 119 à 121; rapport de l'USITC, pages 37 à 40.

[779] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 29 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

7.274 D'après le Japon, il importe peu que les procédés de production soient les mêmes "au moins aux stades initiaux", comme le font valoir les États-Unis. Comme le révèle la comparaison entre les agneaux vivants et la viande d'agneau, des procédés ultérieurs peuvent donner naissance à des produits distinguables en termes de caractéristiques physiques, d'utilisation finale et/ou de perceptions des consommateurs.[780]

iii) Mesure corrective différente pour les brames

7.275 De l'avis des Communautés européennes, l'application d'une mesure corrective différente aux brames confirme qu'il n'y a pas de "produit" tel que les CPLPAC, comprenant les brames. La possibilité d'appliquer distinctement les deux mesures correctives prévues dans la Proclamation n° 7529 (une pour les brames et une autre pour le reste des CPLPAC) repose sur le fait que les autorités compétentes peuvent identifier et distinguer les "brames" des autres produits en acier regroupés sous la dénomination CPLPAC.[781] La Norvège admet qu'il est toujours possible de réduire un produit à un autre sous-produit (par exemple dans le cas des stylos rouges par opposition aux stylos bleus), mais affirme que l'application d'une mesure corrective différente indique clairement que le "produit" (les CPLPAC) n'était pas suffisamment défini.[782]

7.276 D'après le Japon, si des produits sont similaires entre eux, la dynamique de concurrence qu'il y a entre eux devrait, par définition, être la même, ce qui exigerait la même mesure corrective en réaction à un seul niveau de dommage. Le fait que le Président s'est senti obligé d'appliquer un contingent tarifaire aux brames et un droit élevé aux autres produits relevant du regroupement des CPLPAC démontre qu'il y a des dynamiques de concurrence différentes en jeu entre les brames et les produits plats finis.[783] La Corée fait aussi valoir que le "produit" satisfaisant aux conditions de l'article 2:1 et 2:2 est le même "produit" qui peut être visé par une mesure. La décision d'appliquer une mesure corrective différente pour les brames revient à reconnaître que les conditions de concurrence, y compris l'offre et la demande, pour les brames sont différentes des conditions de concurrence pour les autres produits traités par l'USITC comme constituant le même produit similaire. Il s'agit apparemment d'une reconnaissance *de facto* par les États-Unis du fait que les brames sont en réalité un produit similaire différent des autres CPLPAC, parce qu'elles répondent à des conditions de demande très différentes.[784]

7.277 De même, la Norvège fait valoir qu'il ne peut y avoir diverses mesures qui visent le même produit. L'application d'une mesure corrective différente est encore une indication supplémentaire du fait que les brames (qui peuvent d'ailleurs constituer un produit distinct ou beaucoup plus) sont distinctes des autres produits relevant d'un groupement ou groupe. Le fait que les États-Unis puissent facilement identifier les "brames" comme quelque chose de différent des autres produits dudit groupe et, par conséquent, imposer une mesure corrective différente en est la preuve.[785]

---

[780] Réponse écrite du Japon à la question n° 13 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[781] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 22 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[782] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 22 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[783] Réponse écrite du Japon à la question n° 22 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[784] Réponse écrite de la Corée à la question n° 22 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[785] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 22 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

7.278 Le Brésil se demande également pourquoi il est nécessaire d'avoir une mesure corrective différente pour une sous-catégorie des produits relevant de la catégorie des produits similaires s'ils sont tous en concurrence les uns avec les autres. On peut supposer que si les brames sont en concurrence directe avec les tôles, les CPLPAC laminés à chaud, laminés à froid et traités contre la corrosion, la mesure corrective nécessaire pour éliminer le dommage causé par les importations de brames n'est pas différente de celle qui est nécessaire pour éliminer le dommage causé par les importations de ces produits d'aval. Le fait qu'une mesure corrective différente soit nécessaire pour les brames démontre que les produits relevant du regroupement ne sont pas similaires entre eux, ne sont pas directement en concurrence les uns par rapport aux autres et ne devraient pas être regroupés. Il y a des dynamiques de concurrence différentes en jeu pour les brames et les produits plats finis, ce qui signifie qu'ils ne peuvent faire partie du même produit similaire.[786]

7.279 La Nouvelle-Zélande fait observer que l'USITC a traité les brames comme inséparables des CPLPAC pour toutes les déterminations, sauf pour la mesure corrective. Ainsi, il a été constaté que l'accroissement des importations de CPLPAC avait causé un dommage grave à la branche de production nationale du produit similaire concurrent, à savoir les CPLPAC. Logiquement, la même mesure corrective devrait dès lors s'appliquer à l'ensemble du produit importé.[787]

7.280 Eu égard à la mesure corrective appliquée aux brames, les États-Unis affirment que l'Accord sur les sauvegardes permet l'application d'une mesure de sauvegarde à des niveaux différents à des articles différents visés par ladite mesure et même la non-application intégrale de cette mesure à certains articles.[788]

b) Produits étamés ou chromés

7.281 La Norvège considère qu'il y a six grandes catégories de produits étamés ou chromés, ainsi que des sous-catégories spécifiées et des utilisations finales très spécifiques. À cet égard, la Norvège se réfère à l'explication figurant dans le rapport de l'USITC au sujet des produits étamés ou chromés.[789] La Norvège fait remarquer que l'épaisseur et les surfaces varient aussi énormément en fonction de l'utilisation finale du produit.[790] La Norvège ajoute que l'on peut facilement faire des distinctions entre les différents produits et que l'on peut trouver des exemples des différents produits compris dans ce groupement de produits dans les exclusions ultérieures faites par l'USTR, lesquelles ont exclu dix produits étamés ou chromés différents des mesures de sauvegarde le 22 août 2002.[791] [792]

---

[786] Réponse écrite du Brésil à la question n° 22 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[787] Réponse de la Nouvelle-Zélande à la question n° 22 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[788] Réponse écrite des États-Unis aux questions n° 22 à 29 posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[789] Rapport de l'USITC, volume II, page FLAT-4.

[790] Première communication écrite de la Norvège, note de bas de page 216; réponse de la Norvège à la question n° 34 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[791] USTR: "Liste des produits additionnels devant être exclus des mesures de sauvegarde au titre de l'article 201, telle qu'établie dans la Proclamation présidentielle n° 7529, du 5 mars 2002", datée du 22 août 2002. (Cette liste peut être consultée sur le site Internet de l'USTR, à l'adresse suivante: www.ustr.gov) (pièce n° 92 des coplaignants). Cette liste montre que dix produits étamés ou chromés différents, avec des spécifications particulières, sont exclus.

[792] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 34 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

7.282 Le Brésil pense que l'USITC avait une base lui permettant de conclure que les produits étamés ou chromés constituent un seul produit importé et que la branche de production nationale du produit similaire est la branche de production de tous les produits étamés ou chromés.[793]

7.283 Les États-Unis soutiennent que les produits étamés ou chromés consistent en une grande variété de produits laminés plats en acier au carbone ou en aciers alliés, plaqués ou étamés ou revêtus d'oxydes de chrome ou de chrome et oxydes de chrome.[794] Certains plaignants accepteraient de définir les produits étamés ou chromés comme un seul produit similaire et d'autres, comme la Norvège, semblent suggérer que les produits étamés ou chromés auraient dû être définis d'une façon beaucoup plus étroite comme de nombreux produits similaires visés par certaines demandes d'exclusion de produits.[795] [796] Les produits étamés ou chromés sont faits d'acier laminé à froid revêtu d'étain ou de chrome ou d'oxydes de chrome. Le produit similaire, "produit étamé ou chromé", consiste en un continuum de produits étamés ou revêtus de chrome qui, conformément à la plupart des définitions de "produits similaires", comprend un éventail de dimensions, de revêtements, de qualités, etc. variables. Quatre commissaires ont constaté que les produits étamés du continuum avaient en commun des propriétés ou caractéristiques physiques, des utilisations, des procédés de fabrication et des circuits de commercialisation semblables.[797] [798]

c) ABJT

7.284 Les Communautés européennes font en outre valoir que l'absence de définitions précises des produits importés visés entache toutes les constatations de l'USITC concernant l'accroissement des importations, l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité, comme l'illustre l'exemple des "accessoires en acier au carbone ou en aciers alliés". L'USITC elle-même a reconnu que cette catégorie "[renfermait] une gamme de *produits*", ou divers "*produits* de raccordement de tuyauterie".[799] L'inflation artificielle de ce groupement de produits a fondamentalement dénaturé l'analyse concernant l'accroissement des importations et le lien de causalité et a conduit à l'application de mesures de sauvegarde à un large "assortiment de produits" bien que l'USITC n'ait établi un effet de sous-cotation du prix que pour un produit très spécifique qui représente environ 1 pour cent de l'ensemble des importations, à savoir: "les accessoires de tuyauterie à souder bout à bout en acier au carbone, d'un diamètre nominal de 6 pouces, coude de 90 degrés, grand rayon, poids standard, norme ASTM A-234, nuance WPB ou spécification équivalente".[800] Les Communautés européennes font en outre valoir que le groupement de produits désignés comme "accessoires en acier au carbone ou en aciers alliés" n'est même pas similaire ou directement concurrent (les arguments pertinents sont résumés à la section E.7 d)). Les Communautés européennes font remarquer que les États-Unis n'ont pas répondu à l'allégation spécifique selon laquelle les produits groupés sous la dénomination "ABJT" n'étaient même pas similaires entre eux. Par conséquent, il devrait être constaté que toutes les déterminations fondées sur ce produit importé sont incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

---

[793] Réponse écrite du Brésil à la question n° 34 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[794] Rapport de l'USITC, page FLAT-4.

[795] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 223.

[796] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 104.

[797] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 143 et 144; rapport de l'USITC, pages 48 et 49.

[798] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 27 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[799] Rapport de l'USITC, volume I, pages 175 et 179.

[800] Rapport de l'USITC, volume II, page TUBULAR-59, tableau TUBULAR-61.

E. DÉFINITION DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE DE PRODUITS SIMILAIRES OU DIRECTEMENT CONCURRENTS PAR RAPPORT AU PRODUIT IMPORTÉ

1. Introduction

7.285 Les Communautés européennes, le Japon, la Norvège et les autres plaignants allèguent que les États-Unis ont agi de manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 2:1 et 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes lorsqu'ils ont défini la "branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents". Le Japon ajoute que les États-Unis ont en outre agi en violation des articles X:3 a) et XIX:1 du GATT de 1994.[801] Comme moyen de défense, les États-Unis soutiennent que les plaignants n'ont établi aucune base permettant au Groupe spécial de conclure que l'une quelconque des déterminations du produit similaire faites par l'USITC est incompatible avec les articles 2:1 et 4:1 de l'Accord sur les sauvegardes ou avec les articles X:3 a) et XIX:1 du GATT de 1994.[802]

7.286 Les États-Unis soutiennent que l'approche de l'USITC concernant la définition du produit similaire est compatible avec les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes.[803] L'USITC a défini 27 produits similaires distincts qui correspondent aux importations visées. Dix de ces définitions correspondent à des importations visées à l'égard desquelles des mesures correctives commerciales ont été imposées et sont soumises à l'examen du présent groupe spécial.[804] L'USITC a examiné les éléments de preuve versés au dossier à la lumière de facteurs établis de longue date et elle a cherché à déterminer s'il existait des lignes de démarcation nettes entre les divers types de produits en acier nationaux correspondant aux produits en acier importés visés par l'enquête en question. La méthode utilisée par l'USITC était impartiale et objective. Les définitions du produit similaire établies par l'USITC étaient adéquates et motivées, et des explications raisonnables ont été fournies, conformément aux obligations incombant aux États-Unis au titre de l'Accord sur les sauvegardes.[805] Les déterminations des produits similaires faites par l'USITC étaient pleinement justifiées au regard des faits particuliers concernant chacun des produits en question, et les explications fournies par l'USITC sur son analyse étaient adéquates et raisonnables pour chaque détermination du produit similaire.[806]

2. Définition/identification du "produit similaire"

a) Indications pour établir une définition

7.287 Les Communautés européennes, le Japon, la Corée, la Chine, la Suisse et la Norvège estiment que le critère appliqué par l'Organe d'appel, selon lequel "en interprétant les conditions préalables régissant l'adoption de mesures [de sauvegarde], il faut prendre en considération leur caractère exceptionnel", devrait servir d'indication pour l'interprétation du concept de "produit similaire". Le but d'une détermination en matière de sauvegardes n'est pas, ainsi que le laisse entendre l'USITC, de fournir à une branche de production affectée la plus grande protection possible. L'Organe d'appel a clairement indiqué que ce n'était que dans "une situation d'urgence exceptionnelle" qu'il pouvait être

[801] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 222; première communication écrite du Japon, paragraphes 78 à 82; et première communication écrite de la Norvège, paragraphe 213. Pour les examens détaillés de la violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994, voir, *infra* section VII.O.2.

[802] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 63.

[803] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 96.

[804] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 64 et 114.

[805] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 115.

[806] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 30.

recouru à des mesures de sauvegarde. Ce but exige que la branche de production nationale soit définie avec suffisamment de précision pour que puisse être effectuée une analyse significative de toutes les conditions imposées par l'Accord sur les sauvegardes.[807]

7.288 Selon les Communautés européennes, le Japon, la Suisse, la Nouvelle-Zélande et le Brésil, il en découle notamment qu'il ne suffit pas qu'un seul produit national inclus dans un groupe de produits nationaux soit similaire ou directement concurrent par rapport à un produit importé, peu importe qu'il ait été défini au sens large ou au sens étroit. Les autorités compétentes doivent établir que toutes les composantes du groupe de produits nationaux sont similaires ou directement concurrentes par rapport à tous les produits importés particuliers ou à toutes les composantes du groupe de produits importés. Le Japon fait valoir qu'en l'absence de concurrence entre le produit importé et le produit national, il n'est pas fondé de constater l'existence d'un produit similaire.[808] La Nouvelle-Zélande ajoute que cela signifie qu'il y aura similarité entre chacun des produits à l'intérieur de chaque groupe de produits, et elle insiste sur le fait qu'une autorité compétente ne peut regrouper plusieurs produits importés non similaires, puis grouper les mêmes produits nationaux non similaires et alléguer qu'elle a satisfait au critère du "produit similaire" énoncé à l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes.[809]

7.289 Le Brésil fait valoir que dans son analyse des produits CPLPAC, l'USITC a en l'espèce seulement cherché à analyser les produits "similaires" et qu'elle ne s'est pas intéressée aux produits "directement concurrents". Dans d'autres contextes et au titre d'autres accords, l'Organe d'appel avait constaté que si une branche de production était définie en fonction des produits "similaires" qu'elle produisait, la définition devait être plus étroite que si la branche de production était définie en fonction du concept plus large des produits "directement concurrents".[810]

7.290 Les États-Unis font valoir que ni la justification selon laquelle les sauvegardes sont une exception à d'autres obligations ni les assertions faites dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* n'exigent que les produits similaires soient définis au sens étroit ainsi que le soutiennent les plaignants.[811] Premièrement, dans la mesure où l'Accord sur les sauvegardes constitue une exception, cet aspect est déjà couvert dans le texte dudit accord. Les Membres ne sont ni tenus de modifier l'équilibre des droits et obligations reproduit dans l'Accord ni autorisés à le faire en ajoutant une règle d'interprétation non énoncée du libellé négocié. En outre, les États-Unis estiment que ces arguments ne tiennent pas compte des faits de l'enquête en question, qui sont très différents de ceux de l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*. En l'espèce, les définitions du produit similaire et de la branche de production nationale correspondent exactement aux importations visées par l'enquête. Par conséquent, les effets des importations sur des producteurs nationaux de marchandises qui ne sont pas

---

[807] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 197 et 198; première communication écrite du Japon, paragraphes 95 et 96; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 27; première communication écrite de la Corée, paragraphe 27; première communication écrite de la Chine, paragraphes 148 et 149; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 183 et 184; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 188.

[808] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 200; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 186; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.48; première communication écrite du Brésil, paragraphes 88 et 89; première communication écrite du Japon, paragraphes 78 et 79.

[809] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.28 et 3.21.

[810] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphe 91; rapport de l'Organe d'appel, *Japon – Boissons alcooliques II*, page 21; et *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 88, note de bas de page 50 (où ce principe est implicitement reconnu).

[811] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 197 à 199; première communication écrite de la Corée, paragraphes 27 et 28; première communication écrite du Japon, paragraphes 88 et 95.

définies comme des produits similaires ne sont pas en cause. Il semble que les arguments des plaignants concernent davantage l'éventail de produits visés par l'enquête que l'approche du produit similaire utilisée par l'USITC.[812]

b) Pertinence de la définition du produit similaire au titre d'autres Accords de l'OMC et de la jurisprudence existante du GATT/de l'OMC

7.291 La Norvège fait valoir qu'à la lumière du caractère exceptionnel des mesures, et du fait qu'à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes, la notion de "similaire" est associée à l'expression "ou directement concurrents", la "similarité" au titre de l'Accord sur les sauvegardes doit être interprétée dans un sens au moins aussi étroit qu'au titre de l'article III:2 du GATT de 1994.[813] [814] La Nouvelle-Zélande fait aussi observer que dans l'Accord sur les sauvegardes, l'expression "produit similaire" est juxtaposée à l'expression "directement concurrent" et qu'elle doit donc être interprétée dans son sens étroit, de façon à ne pas empiéter sur des situations qu'il serait plus approprié de considérer comme concernant des produits "directement concurrents".[815]

7.292 La Corée, le Japon et le Brésil font valoir qu'ainsi que l'a constaté le Groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, il n'y a aucune raison de donner à l'expression "produit similaire" figurant dans l'Accord sur les sauvegardes une interprétation différente de sa définition dans les accords régissant les mesures antidumping ou compensatoires.[816] [817] La Corée et la Nouvelle-Zélande estiment aussi que les accords antidumping et SMC sont utiles pour interpréter l'expression "produit similaire" figurant dans l'Accord sur les sauvegardes parce que "les définitions que les trois Accords donnent de la branche de production d'un produit *similaire* sont pour l'essentiel identiques".[818] [819]

7.293 Les États-Unis font observer que les thèses avancées par les plaignants à l'appui de l'emploi de définitions appropriées du produit similaire vont des définitions de produits utilisées dans le cadre de l'application de mesures correctives commerciales en vertu d'autres législations aux classifications tarifaires (612 classifications en tout), en passant par des désignations de produits figurant dans des demandes d'exclusion de produits. Loin de parvenir à un accord universel, certains plaignants proposent même des définitions différentes du même article pour des fins différentes, en se fondant sur la question en litige et le résultat qu'ils recherchent.[820]

7.294 Les États-Unis font valoir que le présent différend donne pour la première fois à un groupe spécial l'occasion d'examiner de manière exhaustive l'interprétation et l'application de l'expression "produits similaires" dans le contexte de l'Accord sur les sauvegardes. L'Organe d'appel a constaté

---

[812] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 99.

[813] Assertions de l'Organe d'appel au sujet des deux concepts énoncés à l'article III:2 du GATT dans son rapport *Japon – Boissons alcooliques II*, pages 20 à 24.

[814] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 188.

[815] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.38 et 4.41.

[816] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 7.75 ("Un autre élément du contexte pertinent pour interpréter la définition de la "branche de production nationale" figurant à l'article 4:1 c) de l'Accord SG sont les dispositions parallèles des Accords de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires et sur les mesures antidumping".)

[817] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 88 et 89; deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 35; première communication écrite du Japon, paragraphes 89 à 94.

[818] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 7.75 (italique dans l'original).

[819] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 30; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.42 et 4.43.

[820] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 103.

que l'expression "produits similaires" "doit être interprétée à la lumière du contexte, ainsi que de l'objet et du but, de la disposition en question, et à la lumière de l'objet et du but de l'accord visé dans lequel figure cette disposition".[821] L'expression "produits similaires ou directement concurrents", ou plus précisément l'expression "produits similaires", n'est pas définie dans l'Accord sur les sauvegardes ni dans le GATT de 1994, et elle n'a pas non plus été en cause dans les procédures de règlement des différends portant sur l'Accord sur les sauvegardes. Chaque fois que l'expression "produits similaires" a été examinée dans le cadre d'autres procédures de règlement des différends du GATT ou de l'OMC, elle l'a été dans le contexte des dispositions du GATT de 1994, ou d'autres accords visés dont les fins étaient distinctes et différentes de celles de l'Accord sur les sauvegardes. Ainsi que l'a dit l'Organe d'appel, l'interprétation de l'expression "produits similaires" dans un contexte ne peut pas être automatiquement transposée à d'autres dispositions ou accords où cette même expression est employée.[822] Par exemple, il est clair que l'interprétation de l'expression "produits similaires" dans le contexte des dispositions d'autres accords visés (par exemple, l'article III du GATT de 1994), dont le but est d'éviter le protectionnisme et de protéger l'égalité du rapport de concurrence entre les produits, ne sera pas nécessairement identique, et peut-être pas particulièrement pertinente, à celle de l'Accord sur les sauvegardes qui a le but opposé, à savoir permettre de protéger de façon temporaire une branche de production nationale dans certaines circonstances. Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial devrait reconnaître la distinction claire qui existe entre ces buts et rejeter, conformément aux constatations de l'Organe d'appel, les thèses des plaignants qui veulent transposer automatiquement des interprétations données dans un autre contexte à l'Accord sur les sauvegardes.[823]

7.295 Les États-Unis font aussi observer qu'en ce qui concerne le contexte de l'Accord sur les sauvegardes, il n'a pas été établi dans d'autres procédures de règlement des différends du GATT de 1947 ou de l'OMC quels étaient les facteurs qu'il était approprié d'examiner pour déterminer si un produit national était similaire à un produit importé. Bien que des "critères généraux, ou ensembles de caractéristiques pouvant être communes, servent de cadre à l'analyse de la "similarité" de produits particuliers … [i]l convient de se rappeler que ces critères ne sont que des outils permettant de répertorier et d'examiner les éléments de preuve pertinents".[824] En outre, il est clair que l'analyse du produit similaire national au titre de l'Accord sur les sauvegardes devrait impliquer ""inévitablement un élément de jugement personnel, discrétionnaire" … [et] être effectuée au cas par cas".[825] Ainsi que l'a dit l'Organe d'appel, "l'adoption d'un cadre particulier pour faciliter l'examen des éléments de preuve n'élimine pas le devoir ni la nécessité d'examiner, dans chaque cas, *tous* les éléments de preuve pertinents".[826] [827]

7.296 Selon les Communautés européennes, l'Accord sur les sauvegardes renferme des critères permettant de déterminer les "produits similaires ou directement concurrents". Interprétant la disposition analogue dans l'affaire *États-Unis – Fils de coton*, l'Organe d'appel a établi une distinction entre les concepts de produits similaires et de produits directement concurrents aux fins de l'application de mesures de sauvegarde et il a confirmé que le rapport entre des produits similaires était plus étroit qu'entre des produits "directement concurrents".[828] Concernant les critères à utiliser pour déterminer la similarité, les Communautés européennes font observer que dans les affaires *Japon*

[821] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 88.
[822] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, note de bas de page 60, page 38.
[823] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 63 à 82.
[824] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 102.
[825] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 101; *voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, pages 22 et 23.
[826] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 102.
[827] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 65, 83 et 88.
[828] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphes 97 et 98.

– *Boissons alcooliques II* et *CE – Amiante*, l'Organe d'appel a confirmé que quelle que soit la ou les dispositions où était employé le terme "similaire", "chacun" des quatre critères définis dans le rapport sur les ajustements fiscaux à la frontière "devrai[en]t être examiné[s]" en tant que cadre[829] et que *tous* les éléments de preuve devraient être considérés. Le fait que l'article III:2 du GATT de 1994 et l'Accord sur les sauvegardes aient des buts différents n'est pas pertinent. Ce qui l'est, c'est que le but du concept de produit similaire est le même dans les deux dispositions, à savoir déterminer si un produit importé concurrence un produit fabriqué dans le pays. Les buts différents des obligations correspondantes peuvent justifier que l'on étire l'accordéon, mais l'accordéon et son clavier sont toujours les mêmes. Selon les Communautés européennes, les États-Unis eux-mêmes sont d'accord pour dire que les critères ci-après sont pertinents pour déterminer la similarité dans une enquête en matière de sauvegardes: "propriétés physiques du produit, son traitement douanier, son procédé de fabrication, ses utilisations". Le seul point de divergence entre les États-Unis et les Communautés européennes à ce sujet concerne la pertinence de la "chaîne continue de production entre un intrant et un produit final".[830] Le Japon ajoute que le principal critère appliqué par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* est que l'Accord existe pour empêcher les Membres d'abuser de leur droit de protéger des branches de production nationales.[831]

7.297 La Corée non plus n'est pas d'avis que le but et l'objet de l'Accord sur les sauvegardes sont de protéger des branches de production nationales. Un tel raisonnement appellerait aussi la question fondamentale suivante: "Quelles sont les branches de production nationales qui peuvent être protégées?" L'Accord sur les sauvegardes indique clairement que l'imposition d'une mesure de sauvegarde ne peut se justifier que dans le cas des branches de production nationales du produit similaire.[832] [833] Dans le texte introductif de l'Accord sur les sauvegardes, il est dit qu'il a notamment pour but et objet "la nécessité d'accroître plutôt que de limiter la concurrence". L'intégralité du contexte de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes consiste à prévoir uniquement des exceptions très limitées à l'accroissement de la concurrence des importations provoquée par des concessions accordées dans le cadre de l'OMC.[834]

i) Propriétés physiques, utilisations finales, perception des consommateurs et classification tarifaire

7.298 Les Communautés européennes, la Chine, la Suisse, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et le Brésil font observer qu'un examen de la similarité doit au moins englober l'examen des quatre critères définis dans le rapport sur les ajustements fiscaux à la frontière: i) les propriétés physiques des produits; ii) la mesure dans laquelle les produits peuvent avoir les mêmes utilisations finales ou des utilisations finales semblables; iii) la mesure dans laquelle les consommateurs perçoivent et considèrent les produits comme d'autres moyens de remplir des fonctions particulières pour satisfaire à un désir ou à une demande spécifique; et iv) la classification internationale des produits à des fins tarifaires.[835] La Nouvelle-Zélande ajoute que la portée restreinte de l'expression "produit similaire"

---

[829] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 23; rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 109.

[830] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 244 à 249.

[831] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 27.

[832] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 94; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphe 95.

[833] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 37.

[834] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 41.

[835] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 202; première communication écrite de la Chine, paragraphe 150; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 188; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 188; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.45; première communication écrite du Brésil, paragraphe 94.

dans l'Accord sur les sauvegardes exige qu'il y ait une forte similitude pour toutes ces caractéristiques.[836]

7.299 Le Japon affirme que dans le contexte de l'article III du GATT (par exemple dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II*) l'Organe d'appel a estimé que les facteurs les plus pertinents étaient les propriétés physiques des produits, leurs utilisations finales, les préférences des consommateurs et les classifications tarifaires. Le but de ces facteurs est clair: ils permettent de déterminer si les produits se font concurrence. Ce n'est que si les produits se font concurrence qu'il y a lieu de les regrouper. Sinon, l'analyse à effectuer dans le cadre de l'enquête sur l'existence d'un dommage ainsi que le choix de la mesure corrective appropriée n'ont aucun sens.[837]

7.300 Les Communautés européennes font valoir que le but du critère "des produits similaires ou directement concurrents" énoncé à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes est de définir la branche de production nationale de manière suffisamment précise pour s'assurer que seuls les producteurs nationaux subissant un dommage grave se voient accorder un répit temporaire pour faciliter l'ajustement.[838] Le Brésil, le Japon et la Suisse estiment qu'il n'est pas permis d'appliquer une mesure de sauvegarde à moins que la concurrence des importations ne cause un dommage grave. L'analyse des quatre facteurs développée dans le contexte de l'article III, qui vise à déterminer le degré de concurrence, est donc également applicable dans le contexte des sauvegardes.[839] La Norvège fait valoir que la définition des paramètres du "produit similaire ou du produit directement concurrent" vise un but semblable au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes et au titre de l'article III:2 du GATT de 1994: le critère du produit similaire ou directement concurrent est un outil pour analyser le rapport de concurrence entre des produits importés et des produits fabriqués dans le pays.[840,841]

7.301 La Chine convient que l'interprétation de l'expression "produits similaires" qui est donnée dans le contexte d'un seul accord particulier ne peut pas être automatiquement transposée au contexte d'autres accords.[842] Elle affirme toutefois que cela peut parfois être le cas et qu'en tout état de cause, de telles interprétations fournissent d'utiles indications.[843] La Chine réaffirme donc que les facteurs mentionnés par le Groupe de travail sur les *Ajustements fiscaux à la frontière*, et utilisés par la suite par l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II*, sont pertinents dans le présent cas d'espèce.[844] Les critères proposés par le Groupe de travail sur les *Ajustements fiscaux à la frontière* étaient destinés à être utilisés pour toutes les différentes affaires soulevées dans le cadre du GATT. Il est clair que ces facteurs peuvent être transposés pour évaluer la "similarité" dans le contexte de l'Accord sur les sauvegardes.[845]

7.302 Les États-Unis font observer que toutes les parties conviennent du caractère raisonnable des critères suivants: propriétés/caractéristiques physiques, utilisations et traitement douanier/classification tarifaire. Bon nombre de parties conviennent qu'il peut s'avérer approprié

---

[836] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.44.
[837] Première communication écrite du Japon, paragraphes 98 à 101.
[838] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 51 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[839] Réponse écrite du Japon, de la Suisse et du Brésil à la question n° 51 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[840] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 51 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[841] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 244 à 249.
[842] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 64.
[843] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 61 et 62.
[844] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 67.
[845] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 69.

d'examiner les procédés de fabrication. Si plusieurs plaignants soutiennent que les goûts des consommateurs sont aussi un critère approprié, aucune partie n'a fait objection à l'examen des circuits de commercialisation par l'USITC. Les critères du produit similaire habituellement considérés par l'USITC sont compatibles avec les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes, mais les groupes spéciaux et l'Organe d'appel n'en ont pas traité directement dans leurs rapports pour que l'on puisse avoir des indications sur la question des critères appropriés à examiner aux fins de l'analyse du concept de produit similaire. De plus, le fait de s'appuyer sur le sens "ordinaire" ou "courant" du terme "similaire" que donne le dictionnaire "laisse[ ] la place à de nombreuses questions d'interprétation".[846] Interprétant l'article III du GATT dans l'affaire *CE – Amiante*, l'Organe d'appel a relevé que la définition du terme "similaire" donnée par le dictionnaire ne résolvait pas les trois questions d'interprétation suivantes: i) quelles caractéristiques ou qualités sont importantes; ii) dans quelle proportion ou mesure des produits doivent avoir des qualités ou des caractéristiques communes; et iii) selon quel point de vue la "similarité" devrait être appréciée.[847] [848]

7.303 Selon les États-Unis, lorsqu'il a traité du terme "similaire", conformément à l'article III du GATT, l'Organe d'appel a reconnu dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II*, et affirmé plus récemment dans le différend *CE – Amiante*, que le but et le contexte de l'accord visé étaient importants pour interpréter l'expression "produits similaires"[849] et qu'une telle interprétation dans un contexte ne pouvait pas être transposée automatiquement à d'autres dispositions ou accords où était employée cette même expression.[850] Conformément aux constatations de l'Organe d'appel, le présent Groupe spécial devrait reconnaître la distinction nette qui existe entre des accords ayant des buts différents et réfuter les thèses des plaignants qui veulent automatiquement transposer des critères établis pour un autre contexte, tel que l'article III, à l'Accord sur les sauvegardes.[851]

7.304 Les États-Unis soutiennent en outre que le but de l'Accord sur les sauvegardes est de permettre de protéger de façon temporaire une branche de production nationale dans certaines circonstances.[852] Ils réitèrent que dans une enquête en matière de sauvegardes, l'analyse est axée sur la situation de la branche de production nationale et non, comme c'est le cas au titre de l'article III, sur la question de savoir si les importations sont traitées d'une manière différente des produits nationaux sur le marché intérieur, c'est-à-dire le point de savoir si le traitement national leur est accordé.[853] Si

---

[846] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 92.

[847] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 92.

[848] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 58 à 61.

[849] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 88.

[850] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, note de bas de page 60, page 38, dans laquelle est cité le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II*, page 22. Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 93.

[851] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 62.

[852] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 82; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 7.76 (les objectifs de l'Accord qui sont de "créer un mécanisme permettant de protéger efficacement et de façon temporaire contre les importations une branche de production pour laquelle il existe un dommage grave ...").

[853] Dans les procédures de règlement des différends, il a essentiellement été question de l'expression "produits similaires" en rapport avec des allégations selon lesquelles le traitement national n'avait pas été accordé en ce qui concernait 1) des taxes intérieures conformément à l'article III:2 du GATT de 1994, et 2) des lois et des règlements conformément à l'article III:4 du GATT de 1994. Dans l'affaire *CE – Amiante*, paragraphe 97, l'Organe d'appel avait indiqué au sujet du but de l'article III du GATT de 1994 que:

> L'*objectif* fondamental *de l'article III est d'éviter le protectionnisme* lorsque des taxes et des mesures de réglementation intérieures sont appliquées. Plus précisément, l'objet de l'article III "est de veiller à ce que les mesures intérieures *ne soient pas appliquées aux produits importés ou nationaux de manière à protéger la production nationale*". [L']article III ne vise pas à

l'article III a pour but de protéger le rapport de concurrence entre les importations et les produits nationaux, et d'éviter de protéger la production nationale[854], l'Accord sur les sauvegardes a pour but de protéger temporairement, au besoin, la branche de production nationale. Les critères du produit similaire habituellement considérés par l'USITC mettent l'accent sur des facteurs objectifs plutôt que subjectifs. Par ailleurs, puisque dans une enquête en matière de sauvegardes, l'analyse est axée sur la situation de la branche de production nationale plutôt que sur le consommateur ou que sur le rapport entre les produits importés et les produits nationaux sur le marché, il faudrait considérer la "similarité" du point de vue du produit national plutôt que du consommateur, conformément au but de l'Accord sur les sauvegardes.[855] De fait, dans l'affaire *CE – Amiante*, l'Organe d'appel a signalé qu'il pouvait s'avérer important d'examiner "*selon quel point de vue* la "similarité" devrait être appréciée. Par exemple, les consommateurs finals peuvent avoir un avis très différent de celui des inventeurs ou des producteurs sur la "similarité" de deux produits".[856]

7.305 Les États-Unis font observer qu'en tout état de cause, les facteurs relatifs aux produits similaires considérés par l'USITC dans une enquête en matière de sauvegardes comprennent les trois critères sur lesquels s'entendent toutes les parties (propriétés physiques, utilisations et traitement douanier), et qu'ils s'attachent aussi à d'autres facteurs objectifs tels que les circuits de commercialisation et le procédé de fabrication des produits.[857,858] Il ne s'agit pas de critères obligatoires et ils n'empêchent pas les États-Unis de considérer, au besoin, d'autres facteurs pour établir leurs constatations.[859] Il n'y a pas de facteur unique qui soit déterminant et le poids attribué à chaque facteur (et aux autres facteurs pertinents) dépendra des faits de la cause considérée.[860] L'USITC a habituellement cherché à déterminer s'il existait des lignes de démarcation nettes entre les produits possibles et elle n'a pas tenu compte des variations mineures.[861]

7.306 Les Communautés européennes maintiennent leur allégation selon laquelle les États-Unis n'ont pas considéré systématiquement chacun des critères habituels et tous les éléments de preuve pertinents. Selon les Communautés européennes et la Suisse, l'USITC n'a jamais examiné les

---

> protéger les anticipations concernant un volume d'échanges donné, mais plutôt les anticipations relatives à l'égalité du rapport compétitif entre les produits importés et les produits nationaux … (pas d'italique dans l'original)

[854] Plus précisément, dans l'affaire *CE – Amiante*, paragraphe 99, l'Organe d'appel a déclaré:

> ... une détermination relative au concept de "similarité" énoncé à l'article III:4 est essentiellement une détermination sur la nature et l'importance d'un rapport de concurrence entre et parmi les produits.

[855] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 82 (le but de l'Accord sur les sauvegardes est de permettre à un Membre de l'OMC de "recourir à une mesure corrective effective dans une situation d'urgence exceptionnelle qui … rend nécessaire la protection temporaire d'une branche de production nationale").

[856] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 62 à 64.

[857] Rapport du Groupe spécial *Japon – Boissons alcooliques I*, paragraphe 5.7 (le Groupe spécial était d'avis que la "similitude" des produits devait être examinée en tenant compte de critères objectifs (tels que la composition et les processus de fabrication des produits)).

[858] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 83 à 93.

[859] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 102 (les critères généraux ne constituent pas "... une liste de critères énoncée dans un accord ni ... une liste définitive qui déterminera la qualification juridique des produits").

[860] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 65.

[861] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 84.

classifications tarifaires.[862] Les Communautés européennes et la Suisse font valoir que les États-Unis ne peuvent pas alléguer pour se défendre que les classifications sont trop nombreuses au niveau des positions à dix chiffres et qu'il n'y a pas d'accord universel quant à savoir ce qui constitue des produits en acier particuliers en général.[863] Les chapitres 72 et 73 du SH assurent l'harmonisation des classifications tarifaires des produits en acier au niveau des positions à six chiffres.[864] Le Japon estime qu'en fait les États-Unis ne définissent pas la vraie ligne de démarcation entre les produits, mais qu'ils l'établissent plutôt entre les producteurs.[865]

7.307 Les États-Unis répondent que si l'examen du traitement douanier peut être un facteur pertinent dans une telle analyse compte tenu des faits de la cause considérée, il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'un facteur parmi plusieurs autres.[866] L'USITC a constaté que l'examen du traitement douanier aux fins de la définition du produit similaire n'était pas un "facteur utile" étant donné le nombre élevé de catégories de classification (612) applicables à l'enquête en question. Le fait est qu'en l'espèce les nombreuses classifications tarifaires ne permettaient pas d'établir des distinctions nettes entre les produits. Par exemple, chacune des 33 catégories pour lesquelles des données sont recueillies renferme de 2 à 65 classifications tarifaires.[867]

ii) Procédés de production

7.308 Tous les plaignants rappellent que dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* l'Organe d'appel a estimé qu'il avait été constaté que le degré d'intégration des processus de production des produits considérés n'était pas pertinent aux fins de la détermination de la "branche de production nationale". "L'accent", a déclaré l'Organe d'appel, "doit donc être mis sur la définition des *produits* [nationaux] et sur leur rapport de "similarité ou de concurrence directe" [avec les produits importés], et non sur les *processus* au moyen desquels ces produits sont produits".[868,869] La Chine ajoute qu'il ressort clairement de cette assertion que les procédés de production ne sont pas un élément du rapport de similarité ou de concurrence directe entre les produits.[870]

7.309 Les États-Unis soutiennent que malgré les interprétations erronées des plaignants, la procédure de règlement des différends dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* fournit peu d'indications sur la question de la définition du produit similaire.[871] La question soulevée dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* portait plutôt sur la définition de la branche de production

---

[862] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphes 42 et 43; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 263.

[863] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 58; première communication écrite des États-Unis, paragraphes 65 et 103.

[864] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 263.

[865] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 20.

[866] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 20 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[867] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 86.

[868] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 94. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphe 86.

[869] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 191 à 193; première communication écrite du Japon, paragraphes 103 et 104; première communication écrite de la Corée, paragraphe 32; première communication écrite de la Chine, paragraphe 140; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 179; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 197; première communication écrite du Brésil, paragraphe 96; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.35.

[870] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 71.

[871] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 88.

nationale, l'USITC ayant alors déjà défini le produit similaire. Dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, les constatations indiquaient quels producteurs pouvaient être considérés être des membres de la branche de production nationale d'un seul produit national similaire et non comment était défini le produit similaire, ainsi que l'avaient allégué les plaignants.[872] Les États-Unis font en outre valoir que, contrairement aux interprétations erronées des plaignants, l'Organe d'appel a reconnu qu'il pouvait s'avérer approprié d'examiner le processus de production d'un produit pour définir des produits similaires, en particulier lorsque se pose la question de savoir si deux articles sont des produits distincts.[873]

7.310 La Nouvelle-Zélande répond que ce sont les États-Unis qui déforment la question soulevée dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*. C'était le produit importé qui avait été défini dans ladite affaire, et la question consistait à déterminer si la branche de production nationale englobait les producteurs d'un produit qui n'était pas "similaire" au produit importé. L'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* est donc directement pertinente au présent cas d'espèce.[874] Le Japon est d'avis que les États-Unis établissent une distinction sans faire de différence. Ainsi que le précise l'article 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes, le champ du produit similaire (ou, s'il y a lieu, du produit directement concurrent) définit le champ de la branche de production nationale. En fin de compte, l'examen consiste à définir le produit "similaire" et la branche de production nationale de manière que ces définitions fassent apparaître des interactions concurrentielles significatives et importantes. Si l'on pousse jusqu'au bout la logique de la théorie des États-Unis, une autorité compétente serait autorisée à combiner n'importe quel nombre de produits, quel que soit leur degré de similarité. De fait, si c'était le cas, le Japon ne voit pas pourquoi les États-Unis n'auraient pas tout simplement mené une enquête et imposé une mesure à l'encontre des importations de tous les "produits en aciers". Le Japon fait valoir que l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* montre clairement qu'un certain contrôle doit être exercé sur la portée des définitions du produit similaire. L'Organe d'appel a précisé qu'il était globalement important de veiller à ce que le lien entre les importations et les produits nationaux correspondants – qu'ils soient similaires ou directement concurrents – soit suffisamment étroit pour faire en sorte qu'une mesure ne soit pas imposée pour protéger des branches de production qui ne fabriquent pas des produits similaires ou directement concurrents. Le fait est que les définitions du produit similaire et, par conséquent, de la branche de production ne peuvent être larges au point où il serait accordé une protection à des producteurs de produits auxquels les importations ne font pas concurrence.[875]

7.311 La Corée réfute aussi la thèse des États-Unis et insiste sur le fait que dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel a examiné pour la première fois dans le contexte de l'Accord sur les sauvegardes la question des produits similaires, en même temps que celles des produits importés et de la branche de production nationale. L'Organe d'appel a précisé que le lien entre les importations et les produits nationaux correspondants devait être suffisamment étroit pour faire en sorte qu'une mesure ne soit pas imposée pour protéger des branches de production qui ne fabriquent pas des produits similaires ou directement concurrents.[876] Les définitions du produit similaire et de la branche de production nationale sont manifestement des concepts interreliés et interdépendants – l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes mentionne la branche de production nationale de produits *similaires ou directement concurrents* alors que l'article 4:1 c), qui était en cause dans le différend *États-Unis - Viande d'agneau*, définit la *branche de production nationale* comme étant constituée des "producteurs des produits *similaires ou directement concurrents* …" (pas d'italique dans l'original).

[872] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 84, 90 et 95.
[873] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 70 et 91.
[874] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.41.
[875] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 10 à 13.
[876] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 86.

Dans sa décision dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel s'est attaché à l'interprétation de l'expression "produit similaire" pour déterminer le champ de la branche de production nationale.[877] Il a en outre déclaré, "… [c]e n'est que lorsque ces produits auront été définis qu'il sera possible de définir les "producteurs" de ces produits".[878] Que le produit similaire ait été défini à mauvais escient par référence au procédé de production de la branche de production (comme en l'espèce) ou que la branche de production nationale du produit similaire ait été définie à mauvais escient par référence au processus de production (comme dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*), le résultat est le même: "À notre avis, il y aurait une nette dérogation au texte de l'article 2:1 si une mesure de sauvegarde pouvait être appliquée en raison des effets préjudiciables qu'un produit importé a sur les producteurs nationaux de produits qui ne sont pas "des produits similaires ou directement concurrents" par rapport au produit importé."[879] La définition du produit similaire retenue par les États-Unis en l'espèce constituerait la même "dérogation" indue.[880]

7.312 La Chine exprime aussi son désaccord et souligne que l'assertion tirée de l'affaire *États-Unis - Viande d'agneau* confirme que la définition de la branche de production nationale, au moyen d'une évaluation du rapport de similarité ou de concurrence directe, exige d'abord que soit défini le produit importé particulier. On ne saurait d'aucune façon redéfinir le produit importé après avoir défini la branche de production nationale des produits similaires ou directement concurrents. La Chine estime que les États-Unis invoquent de façon abusive cette assertion et cherchent ainsi à semer la confusion.[881]

7.313 De l'avis des Communautés européennes, du Japon, de la Chine, de la Suisse, de la Norvège et du Brésil, dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel a aussi apporté des précisions sur les critères qui ne pouvaient pas servir à établir la similarité entre le produit national et le produit importé. Il s'agit, premièrement, de l'existence d'une "chaîne continue de production du produit brut au produit transformé" et, deuxièmement, de l'existence d'une "concordance substantielle d'intérêts économiques" entre les producteurs des deux produits.[882] [883] Le Japon ajoute que ces assertions de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* ne pourraient pas être plus pertinentes à une affaire qu'au présent cas d'espèce où une autorité a associé des produits qui servaient de produits de charge les uns aux autres, mais qui avaient en fait d'autres utilisations sur le marché, pour en faire un seul produit similaire.[884]

7.314 Les États-Unis insistent sur le fait que, contrairement à ce qu'affirment les plaignants, la méthode utilisée par l'USITC pour analyser le produit similaire ne contrevient pas aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes car elle recourt à des facteurs différents de ceux proposés par les plaignants. Premièrement, l'Accord sur les sauvegardes ne prescrit pas quels sont les facteurs qu'il faut examiner dans l'analyse du produit similaire effectuée au titre dudit accord. Deuxièmement, aucune décision rendue par l'Organe d'appel ou un groupe spécial ne fournit d'indications en matière d'interprétation quant aux critères à utiliser pour la détermination du produit similaire aux fins de

[877] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 87.
[878] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 87.
[879] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 86.
[880] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 13 à 17.
[881] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 65.
[882] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 77 et 95.
[883] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 201; première communication écrite du Japon, paragraphes 103 et 104; première communication écrite de la Chine, paragraphe 204; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 229; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 194 et 195; première communication écrite du Brésil, paragraphe 96.
[884] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 13.

l'Accord sur les sauvegardes.[885] Les États-Unis insistent sur le fait qu'il n'était pas question dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* de la méthode utilisée par l'USITC pour la détermination du produit similaire. Cette affaire concernait plutôt la définition de la branche de production nationale. En fait, les deux facteurs en cause dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* qui sont à maintes reprises cités par les plaignants – à savoir la "chaîne continue de production" et la "concordance substantielle d'intérêts économiques" – sont ceux utilisés par l'USITC pour déterminer quels sont les membres appropriés de la branche de production nationale *après* avoir défini le produit similaire. Ils ne sont nullement cités par l'USITC dans ses constatations concernant le produit similaire relatives aux produits CPLPAC ou à n'importe lequel des autres produits similaires. Les plaignants cherchent à laisser entendre que ces critères ont été appliqués dans les déterminations en cause en l'espèce[886], mais ils présentent de façon fondamentalement erronée l'analyse à laquelle a effectivement procédé l'USITC.[887] [888]

7.315 Selon les États-Unis, l'un des facteurs considérés par l'USITC pour définir les produits similaires est le procédé de fabrication du produit (c'est-à-dire où et comment est fabriqué le produit). Dans le contexte de l'Accord sur les sauvegardes dont le but est de permettre d'appliquer des mesures pour protéger la branche de production nationale, quoique de façon temporaire et dans certaines circonstances, l'examen du procédé de fabrication d'un produit est un facteur approprié et objectif. Dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel a reconnu qu'il pouvait s'avérer approprié d'examiner le processus de production d'un produit pour définir des produits similaires, en particulier lorsque la question se pose de savoir si deux articles sont des produits distincts, tel que mentionné dans la note de bas de page 55.[889] [890] Les plaignants ont à tort instamment demandé que soient appliquées les constatations de l'Organe d'appel concernant la définition d'une branche de production nationale dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* à la définition du produit similaire, et ils ont passé sous silence le fait que l'Organe d'appel avait explicitement reconnu que l'examen des processus de production pouvait être un facteur pertinent pour définir des produits similaires.[891] L'Organe d'appel avait aussi reconnu que, lorsqu'il était question de produits se trouvant à divers stades de production, le point de savoir si ces produits constituaient des formes différentes d'un seul produit similaire ou s'ils étaient devenus des produits différents constituait un facteur pertinent pour établir la définition du produit similaire (par opposition à la définition de la branche de production nationale).[892] Les États-Unis estiment que bien que la plupart des plaignants conviennent que l'examen des procédés de fabrication, c'est-à-dire comment est fabriqué un produit, est un critère

[885] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 27.

[886] Première déclaration orale du Japon (produit similaire), paragraphe 13 ("une chaîne continue de production entre les produits – une particularité sur laquelle les États-Unis se sont fortement appuyés en l'espèce").

[887] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.124.

[888] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 26 à 29.

[889] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 94, note de bas de page 55; rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques I*, paragraphe 5.7 (le Groupe spécial a jugé qu'il était important d'apprécier, le plus possible, la "similitude" [similarité], sur la base de critères objectifs, y compris, en particulier, la composition et les processus de fabrication du produit, en plus des habitudes de consommation).

[890] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 66.

[891] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 94, note de bas de page 55; rapport du Groupe spécial *Japon – Boissons alcooliques I*, paragraphe 5.7.

[892] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 90, 92 et 94; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 7.95 et 7.96.

approprié pour les fins d'une enquête en matière de sauvegardes, ils s'inscrivent en faux contre le fait que l'USITC a en outre examiné à quel stade du processus de fabrication était réalisé le produit.[893]

7.316 D'après la Nouvelle-Zélande, les États-Unis se fourvoient lorsqu'ils s'appuient sur la note de bas de page 55 du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*. L'interprétation avancée par les États-Unis ferait en sorte que la note de bas de page viendrait contredire le sens courant du corps du rapport. Une lecture de la note de bas de page 55 montre clairement qu'elle traite de la question des "produits distincts". Contrairement à ce que donnent à entendre les États-Unis, elle ne porte pas sur la question des "produits similaires".[894] De la même manière, la Corée fait aussi valoir que la note de bas de page 55 du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* n'ajoute rien à son argument. L'Organe d'appel affirmait simplement que le processus de production pouvait être utile pour déterminer si les produits qui en étaient issus étaient des produits distincts (par exemple, le processus de production pourrait conférer certaines caractéristiques physiques ou permettre d'adapter le produit à certaines utilisations finales, mais il n'est pas une caractéristique des produits "similaires"). L'examen doit encore déterminer le produit similaire fabriqué dans le pays qui doit être analysé en relation avec le produit importé. C'était pour cette raison qu'une évaluation du processus de production pourrait fournir des indications sur la question de savoir si les produits sont "similaires", mais non pour déterminer s'ils le sont vraiment. La détermination du produit similaire doit toujours être fondée sur le produit qui est produit – et non sur la nature même du processus de production.[895] [896]

7.317 Dans le même ordre d'idées, les Communautés européennes, la Chine et le Japon considèrent que les États-Unis interprètent cette note de bas de page de manière erronée lorsqu'ils assimilent l'expression "processus de production" employée dans la note de bas de page avec le critère que l'Organe d'appel a proscrit dans son rapport sur l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* pour établir la similarité entre des produits qui ne sont pas par ailleurs similaires, à savoir: "une chaîne continue de production entre un produit utilisé comme intrant et un produit final".[897] L'expression "processus de production" désigne la manière dont est fabriqué un produit. Dans la note de bas de page mentionnée ci-dessus, l'Organe d'appel a précisé que le processus de production pouvait être utile pour mieux distinguer deux produits qui avaient les mêmes caractéristiques physiques, classifications douanières et utilisations.[898] Les Communautés européennes considèrent que, dans la plupart des cas, le processus de production n'apporte rien à la détermination du produit similaire établie sur la base des propriétés physiques, des classifications douanières et des utilisations finales. Par conséquent, le procédé de production peut être utilisé pour mieux distinguer des produits, mais il ne peut jamais servir de critère pour grouper des produits qui ne sont pas par ailleurs similaires sur la base des critères définis dans le *rapport sur les ajustements fiscaux à la frontière*.[899]

---

[893] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 67, dans lequel il est, par exemple, fait mention des réponses écrites du Brésil, de la Corée, du Japon et de la Norvège aux questions n° 69 et 150 posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[894] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 9 posée par le Groupe spécial à sa deuxième réunion de fond.

[895] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 94.

[896] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 17.

[897] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 251 à 255, dans lequel est cité le paragraphe 90 du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*.

[898] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 15; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 74 et 75; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 251 à 255.

[899] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 251 à 255.

7.318 Le Japon ajoute que même si le processus de production est pertinent, le fait que les États-Unis se fondent sur ce passage ne tient pas compte, en tout état de cause, d'une distinction importante établie dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* – à savoir la distinction entre: i) une analyse des processus de production eux-mêmes pour établir dans quelle mesure ils créent des produits qui peuvent être définis séparément; et ii) l'intégration verticale de ces processus.[900] Dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel a spécifiquement déclaré qu'il avait "des réserves sur l'utilité d'examiner le degré d'intégration des processus de production des produits en question".[901] En estimant dans la note de bas de page 55 que les processus de production pouvaient être utiles pour déterminer si deux articles étaient des produits distincts, l'Organe d'appel ne préconisait pas une analyse de l'intégration verticale. Somme toute, l'intégration verticale ne veut pas dire que les processus de production sont quelque peu estompés; elle veut tout simplement dire qu'ils relèvent du même groupe de sociétés, et qu'ils sont peut-être exécutés dans les mêmes locaux généraux. Cela est particulièrement pertinent dans le cas des produits laminés plats en acier. Malgré l'intégration verticale d'une partie (et non de la totalité) de la production de CPLPAC, chaque produit distinct que l'USITC décide de grouper est produit sur des machines différentes, qui sont situées dans des bâtiments différents. L'intégration renseigne donc très peu sur les processus eux-mêmes et sur la mesure dans laquelle ces *processus* créent des produits distincts.[902]

7.319 Le Brésil fait aussi valoir que les États-Unis confondent la question de la pertinence du point de savoir si un produit sert d'intrant à un autre produit et celle de la pertinence des processus de production pour faire une détermination selon laquelle les produits sont similaires les uns aux autres. Ils confondent aussi la question de la concordance d'intérêts économiques et de la communauté des installations avec la capacité de définir séparément les processus de production des produits en cause lorsqu'il existe un très haut degré d'intégration de ces processus. Tout au plus, l'Organe d'appel a indiqué, dans la note de bas de page 55 du paragraphe 94, qu'il ne jugeait pas que la question de la transformation et de l'intégration verticale était aussi pertinente que l'avait dit le Groupe spécial pour définir les produits. Comme tel, il semblerait que le rapport du Groupe spécial établisse les limites extrêmes de la pertinence de la transformation et de l'intégration verticale pour définir les produits.[903] L'examen pertinent ne consiste pas à déterminer si les brames sont utilisées comme intrants dans la fabrication de produits d'aval, mais plutôt à déterminer ce qu'il advient des brames au cours de la transformation en aval – par exemple lors du laminage à chaud, du laminage à froid et de la galvanisation – et si les changements qui leur sont apportés au cours de la transformation créent un produit différent.[904] L'Organe d'appel a simplement reconnu, conformément aux assertions faites dans le rapport du Groupe spécial qu'il examinait, qu'il pouvait y avoir des situations où il serait peut-être pertinent d'examiner les processus de production des produits pour déterminer si deux articles étaient des produits distincts. Cependant, le libellé sur lequel se fondent les États-Unis ne change d'aucune façon les constatations claires de l'Organe d'appel, selon lesquelles le point de savoir si un produit sert d'intrant à un produit d'aval n'est pas pertinent pour l'analyse du produit similaire et que l'intégration verticale n'est pas non plus pertinente pour une telle analyse.[905] Lue dans son contexte, la préoccupation de l'Organe d'appel, telle qu'exprimée dans la note de bas de page 55, n'est rien d'autre qu'une assertion pleine de bon sens. Le fait est qu'un processus de production peut ou ne peut pas créer un produit similaire distinct; le point de savoir si un produit distinct est créé dépendra de ce qu'il advient du produit au cours d'un stade de transformation particulier. Par conséquent, on ne peut pas supposer qu'un produit plus élaboré est soit similaire soit non similaire à ce même produit avant sa

[900] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 15.
[901] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 94.
[902] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 16.
[903] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 33.
[904] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 35.
[905] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 39.

transformation, mais plutôt que cela dépendra du point de savoir si et dans quelle mesure la transformation change le produit lui-même. Cela ne nuance aucunement toutefois la déclaration de l'Organe d'appel dans la même affaire selon laquelle il n'est pas pertinent aux fins de la détermination de la similarité des produits de savoir s'il existe une chaîne continue de production entre un intrant et un produit final.[906]

7.320 Les Communautés européennes font valoir que les États-Unis n'étaient pas habilités à grouper les produits nationaux (ou importés) sur la seule base de l'existence d'une "chaîne continue de production entre un "produit utilisé comme intrant" et un "produit final"". C'était ce qu'avait déclaré sans ambiguïté l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*[907] et cette assertion relève en fait du bon sens: une livre de farine n'est pas similaire à un gâteau, même si à l'origine la farine et le gâteau sont tous deux faits à partir de céréales broyées. De la même manière, un rouleau de linge de coton brut n'est pas un tee-shirt, même s'ils sont tous deux issus de l'étape initiale du purgeage et du tissage.[908] Selon la Chine, le fait que deux produits correspondent à deux étapes différentes d'une chaîne continue de production ne peut pas être considéré comme signifiant que ces deux produits ont le même procédé de production. Il ne peut donc pas s'agir d'un critère pertinent pour apprécier la "similarité".[909]

7.321 D'après la Nouvelle-Zélande, l'approche de l'USITC a pour conséquence qu'une autorité compétente à laquelle une branche de production nationale fortement intégrée demande d'examiner les importations de billes de pin, de bois de construction ouvré, de pin traité et de meubles en pin pourrait conclure qu'une "branche de production nationale" en déclin qui fabrique ce groupe de produits subissait un dommage grave à cause d'un accroissement des importations, même si les seules importations qui ont augmenté étaient celles des billes de pin. De la même manière, une autorité compétente pourrait grouper de la glace, du beurre, du yaourt, du fromage et du lait en poudre écrémé importés pour en faire un seul "produit importé", et conclure qu'un accroissement des importations causait un dommage grave à l'ensemble de cette "branche de production nationale", même si la partie de cette "branche de production nationale" produisant la glace ne subissait aucun dommage du tout. Par conséquent, le fait de grouper des produits, ainsi que l'a fait l'USITC dans la présente affaire, affaiblit la réserve énoncée dans l'Accord sur les sauvegardes, selon laquelle seule la branche de production nationale d'un produit qui est "similaire" au produit importé est admise à bénéficier d'une mesure de sauvegarde.[910]

7.322 Les États-Unis répondent que la position des plaignants repose sur l'assertion erronée selon laquelle l'USITC "a groupé" des produits déjà définis au lieu de définir des lignes de démarcation nettes à l'aide de son analyse établie de longue date. L'USITC commence par l'ensemble des importations faisant l'objet de l'enquête, telles que définies dans la demande ou la requête. Après avoir déterminé quels produits nationaux sont similaires ou directement concurrents par rapport aux importations visées, l'USITC examine si les produits nationaux correspondant aux importations visées consistent en un seul produit national similaire ou s'il existe des lignes de démarcation nettes entre les produits permettant de conclure à l'existence de multiples produits nationaux similaires. L'USITC applique ses critères du produit similaire, dont celui des processus de production ou de fabrication, dans son analyse de la question de savoir s'il existe des lignes de démarcation nettes permettant de conclure à l'existence de multiples produits similaires ou, s'il n'existe pas de lignes de démarcation

[906] Réponse écrite du Brésil à la question n° 19 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[907] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 90.
[908] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 256 et 257.
[909] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 76.
[910] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.24 à 3.26.

nettes, que la définition d'un seul produit similaire est appropriée. La position des plaignants, selon laquelle il pourrait être admissible d'utiliser les processus de production pour *séparer* les articles et les répartir en produits différents, mais non pour déterminer que les articles constituent en fait un seul produit, est illogique. Il est certain que les plaignants ne veulent pas donner à entendre qu'il s'agit en fait de démarches différentes nécessitant l'application de critères différents. S'il est approprié d'utiliser les processus de production pour déterminer l'existence de lignes de démarcation nettes, il doit être approprié de les utiliser pour déterminer qu'il n'existe pas de lignes de démarcation nettes et que les articles constituent un seul produit. L'Organe d'appel a établi une claire distinction entre une analyse de la "branche de production nationale" et une analyse visant à déterminer si deux articles sont des "produits distincts", et il a constaté que les processus de production "peuvent être utiles" dans ce dernier cas. Dans un examen visant à déterminer si des articles sont des "produits distincts" – auquel l'USITC a procédé dans le cas des brames, des tôles, des produits en acier laminés à chaud, des produits en acier laminés à froid et des produits en acier revêtus – une conclusion possible est qu'ils ne le sont pas et qu'ils constituent en fait un seul produit.[911] Il est particulièrement pertinent de considérer les procédés de production ou de fabrication, à savoir comment est fabriqué le produit et où il est fabriqué, lorsque l'examen porte sur un produit se trouvant à des stades de transformation différents. L'interrelation des procédés de fabrication d'un produit se trouvant à des stades de transformation différents peut être utile pour constater l'existence de lignes de démarcation nettes entre les stades de transformation. Par exemple, comme les CPLPAC ayant subi une transformation antérieure, tels que les brames ou les produits en acier laminés à chaud, sont le produit de charge de produits en acier plus élaborés, tels que les produits en acier laminés à froid ou les produits en acier revêtus, tous ces produits en acier, c'est-à-dire les brames, les produits en acier laminés à chaud, les produits en acier laminés à froid et les produits en acier revêtus, sont produits à l'aide essentiellement des mêmes procédés de production aux étapes initiales de la fabrication.[912] Tous les CPLPAC sont produits à partir de brames, la majorité d'entre eux subissant une autre transformation pour en faire des produits en acier laminés à chaud sur des laminoirs à bandes à chaud ou des laminoirs Steckel.[913] Des quantités substantielles des produits en acier ayant subi une transformation antérieure sont consommées sur le marché captif des producteurs de produits plus élaborés.[914] Cela a généralement pour effet d'estomper les distinctions entre les produits jusqu'aux derniers stades de leur transformation.[915]

7.323 Selon les Communautés européennes, la Chine et la Suisse, l'USITC n'a pas en l'espèce établi la "similarité" sur la base des caractéristiques physiques, des utilisations finales, des goûts et

---

[911] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 18 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[912] Dans son analyse, l'USITC a examiné en détail les cinq stades de la transformation de certains produits laminés plats en acier au carbone. Les procédés de fabrication des produits en acier au carbone comportent trois stades distincts qui incluent: 1) la fusion ou le raffinage de l'acier brut; 2) le moulage de l'acier en fusion pour lui donner une forme semi-finie, telle que les brames; et 3) l'exécution de diverses opérations de finissage, telles que le laminage à chaud, le laminage à froid et/ou le revêtement. Rapport de l'USITC, OVERVIEW, page 7.

[913] Rapport de l'USITC, pages 40 et 41.

[914] La quasi-totalité des brames produites aux États-Unis est utilisée pour la consommation interne par leurs producteurs nationaux qui les transforment en produits en acier laminés à chaud (feuilles, bandes ou tôles), et des proportions importantes des produits en acier laminés à chaud ou à froid sont aussi transférées à l'interne. En 2000, 99,4 pour cent des expéditions totales de brames des États-Unis produites par des producteurs nationaux ont été transférés à l'interne, comme cela a été le cas pour 66 pour cent des expéditions totales de produits en acier laminés à chaud des États-Unis produites par des producteurs nationaux, et pour 58,7 pour cent des expéditions totales de produits en acier laminés à froid des États-Unis produites par des producteurs nationaux. Rapport de l'USITC, FLAT, pages 1 et 3, notes de bas de page 4 et 5.

[915] Deuxième communication des États-Unis, paragraphes 68 et 69.

habitudes des consommateurs, et de la classification tarifaire. L'USITC "a essentiellement axé [son] analyse dans le cadre de l'enquête en question sur la mesure dans laquelle les produits en question sont produits dans des installations de production communes et à l'aide de procédés de production semblables"[916], même si dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel a proscrit ce critère pour les fins de la détermination du produit similaire.[917] Par suite de ces vices, toutes les définitions de la branche de production nationale de l'USITC sont incompatibles avec les articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes.[918]

7.324 De la même manière, le Brésil fait observer que les États-Unis ont défini une branche de production nationale sur la base de l'existence d'une chaîne continue de production (c'est-à-dire que chaque produit de la chaîne peut servir d'intrant au produit fabriqué au stade suivant) et de la concordance d'intérêts économiques (c'est-à-dire le fait de l'intégration verticale), et qu'ils ont ensuite défini les produits importés sur la base de l'ensemble des produits de cette branche de production déjà définie, parce qu'ils étaient en grande partie produits par les mêmes fabricants.[919]

7.325 La Corée estime qu'en s'attachant essentiellement au processus de production pour déterminer le produit similaire[920], l'analyse de l'USITC a permis de substituer l'autodéfinition d'une branche de production à une analyse et définition de la "branche de production du produit similaire". L'Accord sur les sauvegardes prescrit que la branche de production nationale doit être définie par le produit similaire qu'elle produit – et non le contraire.[921] [922]

iii) Concurrence

7.326 Le Japon estime que le rapport de "similarité ou de concurrence directe" qui doit exister entre le produit importé et le produit de la branche de production nationale, ainsi que le prescrivent l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIX:1 du GATT de 1994, devrait être fondé sur l'existence d'une concurrence entre le produit importé et le produit national pour justifier l'imposition d'une mesure de sauvegarde. Cette prescription existe, peu importe si les produits nationaux sont réputés être "similaires" ou "directement concurrents" par rapport au produit importé.[923] De façon plus générale, on ne peut constater l'existence d'aucun lien de causalité entre un accroissement des importations et une baisse des ventes des produits nationaux si ces produits ne se font pas concurrence pour des utilisations finales semblables. À titre d'exemple, le Japon pose l'hypothèse que les ventes de brames semi-finies fabriquées dans le pays diminuent au cours de la même période, et que les ventes de tous les (autres) produits CPLPAC, nationaux ou étrangers, restent inchangées. Sachant que tous les produits CPLPAC ainsi que les brames semi-finies sont choisis pour définir les importations visées et leurs "produits similaires" pour la branche de production nationale, on peut constater l'existence d'un certain lien de causalité entre l'accroissement des importations d'une certaine partie des importations

[916] Rapport de l'USITC, volume I, page 191. Voir aussi page 30.
[917] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 95 et 77.
[918] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 233 et 234; première communication écrite de la Chine, paragraphe 181; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 205 et 206.
[919] Réponse écrite du Brésil à la question n° 23 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[920] Rapport de l'USITC, volume I, pages 38 et 39 (laminés plats), 154 et 155 (soudés, autres) (pièce n° 6 des coplaignants); réponse écrite des États-Unis à la question n° 69 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponses écrites des États-Unis aux questions posées par les autres parties (15 novembre 2002), paragraphes 19 et 20.
[921] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 94.
[922] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 18.
[923] Première communication écrite du Japon, paragraphe 79.

visées (c'est-à-dire des brames semi-finies), et une diminution des ventes de cette partie des "produits similaires" fabriqués dans le pays (c'est-à-dire, là encore, des brames semi-finies). Cette constatation ne peut toutefois pas justifier l'imposition de mesures de sauvegarde à l'égard des importations de brames semi-finies ainsi que de tous les produits CPLPAC. Des mesures de sauvegarde pourraient être justifiées à l'égard des importations de brames semi-finies, mais les producteurs nationaux de tous les produits laminés plats en acier seraient protégés contre la concurrence des importations sans justification.[924]

7.327 La Corée fait valoir que la concurrence et l'analyse de la concurrence sont fondamentales dans une enquête appropriée en matière de sauvegardes.[925] Elle estime que la "concurrence" a été utilisée par l'Organe d'appel pour analyser le produit similaire au titre de l'Accord sur les textiles et les vêtements ("ATV") dans l'affaire *États-Unis – Fils de coton*. Le Japon, la Corée et la Nouvelle-Zélande rappellent que l'Organe d'appel s'est spécifiquement appuyé sur ses constatations antérieures dans le contexte de l'article III du GATT de 1994 lorsqu'il a indiqué que le terme "similaire" était un sous-ensemble de l'expression "directement concurrents".[926] [927] Le Japon ajoute que l'Organe d'appel a rejeté l'argument présenté par les États-Unis dans cette affaire, selon lequel le Groupe spécial s'était à tort appuyé sur l'affaire *Corée – Boissons alcooliques*, en utilisant le même argument relatif à "une disposition différente et un accord différent" qu'il épouse en l'espèce.[928] [929] Étant donné que l'article 6 de l'ATV a essentiellement le même but que l'Accord sur les sauvegardes, il est clair que le champ de la branche de production nationale doit être plus étroit au titre de l'Accord sur les sauvegardes lorsqu'une autorité s'appuie uniquement sur l'expression "produit similaire", ainsi que l'a fait l'USITC dans le présent cas d'espèce. Le Brésil, le Japon et la Nouvelle-Zélande font ressortir que, ce qui est plus important, c'est que dans l'affaire *États-Unis – Fils de coton*, l'Organe d'appel a clairement établi l'importance du rapport de concurrence entre le produit importé et le produit national pour déterminer s'ils étaient l'un et l'autre similaires ou directement concurrents lorsqu'il a déclaré que: "[l]es produits similaires ont, nécessairement, le degré de rapport de concurrence le plus élevé sur le marché".[930] [931] La Nouvelle-Zélande estime qu'il est tout à fait absurde d'exclure tout examen des rapports de concurrence d'une détermination de la similarité. La concurrence est donc au cœur d'une détermination de la similarité au titre de l'Accord sur les sauvegardes, et la jurisprudence établie par l'Organe d'appel sur le sens de l'expression "produit similaire" au titre de l'article III du GATT est directement pertinente.[932]

7.328 Le Japon fait aussi observer qu'en ce qui concerne l'existence de précédents qui aideraient à déterminer le traitement approprié de l'expression "produit similaire" au titre de l'Accord sur les sauvegardes, il existe une jurisprudence pertinente dans les affaires *États-Unis– Viande d'agneau* et *États-Unis – Fils de coton*, et que la jurisprudence relative aux délimitations du produit similaire au titre de l'article III du GATT de 1994 est aussi pertinente. Le but central de l'analyse des produits "similaires ou directement concurrents" est de définir de manière appropriée la branche de production nationale dont les résultats seraient menacés par la concurrence des produits importés visés par l'enquête. Il doit exister un tel rapport de concurrence entre le produit de la branche de production

[924] Première communication écrite du Japon, paragraphe 81.
[925] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 41.
[926] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphes 95 à 97, note de bas de page 68.
[927] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 35; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.35.
[928] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphes 21, et 92 à 94.
[929] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 23.
[930] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphe 97.
[931] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 18 et 19; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.35; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 41 et 42.
[932] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.35.

nationale et les importations, indépendamment du fait que le produit national soit réputé être ou non "similaire" ou "directement concurrent" par rapport au produit importé. En l'absence de ce rapport de concurrence étroit – qui doit exister en vertu des deux critères de la "similarité" et de la "concurrence directe" – cela n'a aucun sens de rendre les importations responsables de tout problème que pourrait connaître la branche de production nationale.[933] L'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* montre bien l'importance cruciale de la dynamique de la concurrence qui doit exister entre le produit importé et le produit national, y compris entre des produits qui existent le long d'un continuum de procédés de production. Peu importe que les produits soient produits à l'aide de processus qui se trouvent être verticalement intégrés, s'ils ne se font pas concurrence sur le marché, leur combinaison à l'intérieur d'un regroupement unique rend nulle et non avenue toute constatation que ferait une autorité compétente concernant l'accroissement des importations, le dommage grave ou le lien de causalité. Une autorité ne pourrait pas non plus, en conséquence, concevoir une mesure corrective appropriée ainsi que le prescrit l'article 5:1. Une définition inappropriée de la branche de production nationale fait donc qu'il est impossible de garantir que la mauvaise branche de production n'est pas protégée.[934]

7.329 Les États-Unis répondent que la substituabilité n'est pas l'un des facteurs habituellement examinés par l'USITC dans son analyse du point de savoir s'il existe des lignes de démarcation nettes entre les produits nationaux afin de définir le ou les produits similaires.[935] La substituabilité n'a pas non plus été l'un des critères proposés pour l'analyse des produits similaires dans le contexte des procédures de règlement des différends concernant d'autres accords visés.[936] Dans les références qu'ils font à l'affaire *États-Unis – Fils de coton* et qu'ils jugent pertinentes à la définition du produit similaire, les plaignants ne reconnaissent pas l'assertion de l'Organe d'appel selon laquelle "[il n'y a pas] désaccord sur le fait que les fils importés du Pakistan et les fils produits par les producteurs des États-Unis ... sont des produits similaires. ... Il n'est donc pas nécessaire que nous examinions le sens de l'expression "*produits similaires*" aux fins du présent appel".[937] La question en cause dans l'affaire *États-Unis – Fils de coton* était de savoir si l'on pouvait déterminer que les produits importés et nationaux dont il avait été déterminé qu'ils étaient similaires n'étaient pas directement concurrents.[938] Il existe manifestement un rapport de concurrence entre les produits importés et les produits nationaux. Les plaignants n'ont pas contesté, et les parties à l'enquête correspondante non plus, que les produits importés et les produits nationaux sont généralement composés des mêmes types de produits en acier, qu'ils sont interchangeables et qu'ils se font donc concurrence. Par ailleurs, il existe, au sein même de tout produit similaire défini et du produit importé particulier correspondant, un éventail ou un continuum de biens dont les dimensions, la qualité ou les stades de transformation sont différents. Si l'on retrouve dans les biens situés le long du continuum des facteurs identiques ou semblables, il se peut que les articles pris individuellement à chaque extrémité du continuum ne soient

[933] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 5 et 6.

[934] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 14.

[935] L'USITC a considéré que la substituabilité entre les produits était un facteur qu'elle examinerait si elle établissait sa ou ses définitions sur la base d'une analyse des produits directement concurrents.

[936] *Ajustements fiscaux à la frontière*, paragraphe 18; qui est cité en partie dans le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 21.

[937] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphe 89.

[938] La terminologie employée dans la disposition de l'*Accord sur les textiles et les vêtements* ("ATV") relative aux sauvegardes est différente, à savoir "produits similaires *et/ou* directement concurrents" plutôt que "produits similaires *ou* directement concurrents" comme dans le libellé de l'Accord sur les sauvegardes. Se fondant sur cette terminologie différente et sur les constatations de l'enquête correspondante, dans l'affaire *États-Unis – Fils de coton*, l'Organe d'appel a rejeté une constatation selon laquelle un produit pouvait faire partie de la définition d'un produit similaire, mais être défini ensuite comme n'étant pas directement concurrent et non inclus par conséquent dans la définition de la branche de production nationale. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphe 105.

pas aussi semblables ou substituables.[939] Chaque définition de produit similaire doit être fondée sur les faits de la cause considérée et, ainsi que l'a déclaré l'Organe d'appel, "l'adoption d'un cadre particulier pour faciliter l'examen des éléments de preuve n'élimine pas le devoir ni la nécessité d'examiner, dans chaque cas, *tous* les éléments de preuve pertinents".[940] Les États-Unis font valoir que la méthode utilisée par l'USITC était impartiale et objective. Ni l'article 2 ni aucune autre disposition de l'Accord sur les sauvegardes n'énoncent les facteurs que doit examiner l'autorité compétente ou l'ordre dans lequel elle doit le faire pour définir le produit importé qui est similaire ou directement concurrent par rapport au produit national.[941]

7.330 Le Brésil fait en outre valoir que l'USITC a souligné que son mandat allait au-delà de la définition au sens étroit des catégories de produits et des installations produisant ces produits lorsqu'elle parlait du "dommage grave causé aux ressources productives utilisées dans les divisions ou les usines où est produit l'article en question".[942] Par conséquent, l'USITC considérait que son mandat au titre de l'article 201 consistait non seulement à assurer une protection contre les effets des produits importés particuliers sur la branche de production des États-Unis qui produisait ces produits, mais également à protéger de façon plus globale les "divisions" et les "usines" dans lesquelles le produit importé (et d'autres produits) était produit. Cette approche de l'USITC renforçait les problèmes posés par le caractère de la requête et débouchait en définitive sur des définitions de la branche de production qui étaient fondées sur les installations (c'est-à-dire qui prenaient en compte l'intégration verticale et les chaînes continues de production) plutôt que sur le produit.[943] À l'intérieur de la catégorie des CPLPAC, les produits étamés ou chromés et les produits traités contre la corrosion utilisent tous deux un substrat laminé à froid.[944] Les produits étamés ou chromés sont revêtus d'étain ou de chrome; les produits traités contre la corrosion sont revêtus de zinc ou d'alliages de zinc et d'aluminium.[945] Ils ont pourtant été traités comme des produits similaires distincts, tous les commissaires ayant considéré que les produits traités contre la corrosion faisaient partie de la catégorie plus vaste des produits CPLPAC, et quatre commissaires ayant jugé que les produits étamés ou chromés étaient leur propre produit similaire distinct. Cela aurait plutôt plus de bon sens de considérer les produits étamés ou chromés et les produits traités contre la corrosion comme un seul produit similaire étant donné leurs caractéristiques physiques, leur emplacement le long de la chaîne de production, et leur traitement parfois commun dans le SH. L'USITC a toutefois sauté à l'étrange conclusion que les brames et les tôles étaient effectivement plus comparables aux produits en acier traité contre la corrosion que les produits étamés ou chromés. Sa logique a donné lieu à d'autres résultats bizarres et illogismes semblables à l'exemple des produits étamés ou chromés.[946] [947]

---

[939] En outre, les biens relevant d'une même ligne tarifaire consistent en une série d'articles ainsi que l'ont très clairement montré les demandes présentées par certains plaignants qui voulaient que les produits similaires soient définis de manière plus restreinte que par ligne tarifaire.

[940] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 102.

[941] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 71 à 73.

[942] Rapport de l'USITC, page 30.

[943] Réponse écrite du Brésil à la question n° 17 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[944] Rapport de l'USITC, volume II, FLAT, page 2 (pièce n° 6 des coplaignants).

[945] *Ibid.*

[946] Par exemple, malgré sa détermination selon laquelle les brames en acier au carbone ou en aciers alliés sont "similaires" aux produits plats finis en acier au carbone ou en aciers alliés, l'USITC a choisi de traiter les brames en aciers inoxydables et les produits plats finis en aciers inoxydables comme des produits distincts. Rapport de l'USITC, volume I, pages 193 et 194 (pièce n° 6 des coplaignants). De la même manière, l'USITC a traité les produits longs semi-finis – billettes – comme un produit similaire distinct, qui était distinct des produits longs finis. *Ibid*., pages 82 et 83.

[947] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 113 et 114.

7.331 En particulier, les États-Unis soulignent que dans leurs arguments selon lesquels l'USITC aurait dû définir les divers produits similaires à l'aide des mêmes facteurs et en obtenant les mêmes résultats que dans des enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs concernant des produits en acier, les plaignants ne reconnaissent pas que ces définitions (telles qu'elles sont établies dans une enquête en matière de sauvegardes) dépendent des importations visées par cette enquête particulière. Contrairement aux allégations des plaignants, l'USITC n'avait aucune obligation ni raison d'expliquer pourquoi ses définitions du produit similaire dans le contexte de la mesure de sauvegarde immédiate, qui étaient fondées sur un type différent d'enquête en matière de mesures correctives commerciales, dont le champ des importations visées était très différent et dont le dossier était différent, n'étaient pas les mêmes que dans les diverses décisions rendues dans le cadre d'autres types d'enquêtes en matière de mesures correctives commerciales qui se fondaient sur des importations visées différentes et sur des faits fondamentaux différents.[948]

c) Pertinence des définitions du produit similaire utilisées dans les contextes des enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs

7.332 La Corée, le Japon, la Nouvelle-Zélande et le Brésil font observer qu'en l'espèce l'USITC a sensiblement dérogé aux facteurs habituels concernant le produit similaire qu'elle avait utilisés dans le contexte des enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs pour définir des produits similaires, en déclarant que le concept de branche de production nationale pouvait être défini dans un sens plus large que dans les affaires en matière de droits antidumping et compensateurs.[949] À la lumière du but déclaré de l'article 201, l'USITC a étendu son examen des produits similaires faisant "tant des installations et procédés de production que des marchés de ces produits … [une] … préoccupation fondamentale pour définir le champ de la branche de production nationale".[950] Le résultat obtenu était non seulement incompatible avec la pratique passée de l'USITC, mais il était également erroné et incompatible avec les constatations de l'USITC concernant d'autres produits visés simultanément par l'enquête dans la présente affaire.[951]

7.333 Les États-Unis soulignent que dans leurs arguments selon lesquels l'USITC aurait dû définir les divers produits similaires à l'aide des mêmes facteurs et en obtenant les mêmes résultats que dans des enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs concernant des produits en acier, les plaignants ne reconnaissent pas que ces définitions (telles qu'établies dans une enquête en matière de sauvegardes) dépendent des importations visées par cette enquête particulière. Contrairement aux allégations des plaignants, l'USITC n'avait aucune obligation ni raison d'expliquer pourquoi ses définitions du produit similaire dans le contexte de la mesure de sauvegarde immédiate, qui étaient fondées sur un type différent d'enquête en matière de mesures correctives commerciales, dont le champ des importations visées était très différent et dont le dossier était différent, n'étaient pas les mêmes que dans les diverses décisions rendues dans le cadre d'autres types d'enquêtes en matière de mesures correctives commerciales qui se fondaient sur des importations visées différentes et sur des faits fondamentaux différents.[952]

[948] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 106.
[949] Rapport de l'USITC, volume I, page 30 (notes de bas de page omises) (pièce n° 6 des coplaignants).
[950] Rapport de l'USITC, volume I, pages 30 et 31 (pièce n° 6 des coplaignants).
[951] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 34 à 36; première communication écrite du Japon, paragraphes 129 à 148; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.68 à 4.70; première communication écrite du Brésil, paragraphes 99 et 115.
[952] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 106.

3. Comparaison du produit importé et du produit national similaire

7.334 La Chine, les Communautés européennes, la Norvège et la Suisse affirment que les États-Unis ont non seulement agi d'une manière incompatible avec la première étape de la définition appropriée du produit similaire ou directement concurrent, mais qu'ils ont aussi agi de manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 2:1 et 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes à la deuxième étape de la définition, c'est-à-dire la définition de la "branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents".[953]

7.335 De l'avis des Communautés européennes, de la Chine et de la Suisse, l'USITC ne compare pas le produit importé et le produit national pour établir s'ils sont similaires ou directement concurrents. L'USITC s'est plutôt appliquée à expliquer en long et en large pourquoi son groupe de produits fabriqués dans le pays constituait un seul produit national similaire.[954] Par exemple, l'USITC a examiné s'il fallait analyser séparément ou globalement des types particuliers de CPLPAC aux fins de la définition de la branche de production nationale.[955] Elle a refusé de définir des produits particuliers en invoquant: i) des propriétés physiques telles que la base métallurgique commune de ces produits[956]; ii) l'existence d'une "seule base de production commune"[957]; et iii) l'utilisation finale commune de tous les produits dans l'industrie de l'automobile et de la construction.[958] [959]

7.336 Les Communautés européennes affirment que les plaignants ont fourni des éléments qui justifient *prima facie* leur allégation selon laquelle l'USITC a seulement justifié le groupage de certains producteurs nationaux en faisant valoir que leurs produits sont similaires entre eux, mais qu'elle n'a pas procédé à la comparaison essentielle entre les produits importés et les produits nationaux.[960] Le Japon estime que la comparaison des produits importés et des produits nationaux est en fait l'étape essentielle de l'analyse visant à s'assurer que le champ du produit national similaire est approprié. Les États-Unis ne l'ont pas fait. En conséquence, ils ont aussi incidemment omis de justifier le groupage des produits nationaux. Leur seule justification à cet égard est l'intégration de certains processus de production, qui, ainsi que nous le savons, n'est pas pertinente à la question de savoir si les produits sont ou non distincts. Il s'ensuit que les produits nationaux sont tout simplement aussi distincts les uns par rapport aux autres qu'ils le sont lorsqu'ils sont comparés "au-delà des frontières".[961]

7.337 Les États-Unis répondent que l'USITC a constaté que les éléments de preuve montraient que les produits en acier nationaux et importés étaient essentiellement composés des mêmes types de produits en acier, et que les produits en acier importés concurrençaient donc les produits en acier nationaux correspondants. Les Communautés européennes ne soutiennent pas que les faits n'étayent

---

[953] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 222; première communication écrite de la Chine, paragraphe 172; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 200; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 213.

[954] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 224 et 225; première communication écrite de la Chine, paragraphes 174 et 175; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 202 et 203.

[955] Rapport de l'USITC, volume I, page 37.

[956] Rapport de l'USITC, volume I, pages 37 et 38.

[957] Rapport de l'USITC, volume I, pages 30, 31 et 37.

[958] Rapport de l'USITC, volume I, pages 43 et 44.

[959] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 231; première communication écrite de la Chine, paragraphe 179.

[960] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 239.

[961] Réponse écrite du Japon à la question n° 18 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

pas la constatation selon laquelle les produits en acier nationaux et importés sont généralement constitués des mêmes types de produits en acier. Les parties, y compris les experts de l'industrie sidérurgique représentant à la fois les producteurs et importateurs nationaux et étrangers, n'ont pas contesté ces constatations dans le cadre de la procédure correspondante. Bien que les constatations de fait de l'USITC ne soient aucunement contestées, les Communautés européennes cherchent à déformer l'approche de l'USITC. Cette dernière examine s'il existe des produits nationaux qui sont similaires aux importations visées. Dans son analyse, elle envisage si les importations visées et les produits nationaux ont généralement des propriétés physiques, des utilisations, des procédés de production et des circuits de commercialisation qui sont semblables. La comparaison montre si les CPLPAC nationaux et importés sont semblables et s'ils sont interchangeables, et en tant que tels, s'ils se font concurrence. Par exemple, dans son analyse des CPLPAC, l'USITC a constaté que les éléments de preuve montraient que les CPLPAC importés étaient essentiellement constitués du même éventail de produits en acier au carbone que les CPLPAC nationaux.[962] L'USITC a constaté que les CPLPAC importés et nationaux avaient les mêmes attributs physiques de base et qu'ils étaient généralement interchangeables, qu'ils avaient des utilisations semblables et les mêmes compositions métallurgiques, épaisseurs, largeurs et montants de transformation, qu'ils n'étaient généralement pas issus de procédés de production sensiblement différents, et que leurs circuits de commercialisation se chevauchaient. Le produit national similaire, les CPLPAC, est similaire aux CPLPAC importés utilisés dans l'analyse du dommage à laquelle a procédé l'USITC et il a le même champ que ces CPLPAC importés. Dans son rapport, l'USITC a procédé à cette comparaison entre les produits importés et les produits nationaux pour faire sa détermination du produit similaire.[963]

7.338 Les Communautés européennes et la Suisse estiment qu'en ce qui concerne cinq produits, à savoir les barres laminées à chaud, les barres parachevées à froid, les barres d'armature, les tubes et tuyaux soudés, ainsi que les accessoires en acier au carbone ou en aciers alliés, l'USITC n'a établi aucune constatation selon laquelle les produits importés et nationaux sont similaires.[964] [965]

7.339 En réponse à une question connexe des Communautés européennes[966], les États-Unis renvoient aux passages du rapport de l'USITC renfermant des constatations selon lesquelles les produits nationaux et importés sont similaires pour chacun des produits.[967] Selon les États-Unis, les plaignants n'ont pas contesté, et les parties à la procédure correspondante non plus, que les produits

[962] Les plaignants ne contestent pas les constatations de l'USITC concernant cette comparaison ni que les éléments de preuve montraient que les CPLPAC nationaux et importés étaient essentiellement constitués du même éventail de produits en acier au carbone. Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 223 à 233.

[963] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 18 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[964] Rapport de l'USITC, volume I, pages 81 à 83, et 147 à 157.

[965] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 226; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 204.

[966] Question n° 4 posée par les Communautés européennes aux États-Unis à la première réunion de fond.

[967] Rapport de l'USITC, page 79 pour les barres laminées à chaud, les barres parachevées à froid et les barres d'armature; pages 147 et 158 pour certains tubes et tuyaux soudés; pages 147 et 175 pour les accessoires en acier au carbone ou en aciers alliés; pages 36 et 37 pour certains produits laminés plats en acier au carbone; page 49 pour les produits étamés ou chromés; page 190 pour les barres en aciers inoxydables, les fils machines en aciers inoxydables et les fils en aciers inoxydables.

importés et nationaux étaient généralement constitués des mêmes types de produits en acier et qu'ils étaient similaires.[968]

7.340 Les Communautés européennes répondent que pour les "produits" CPLPAC[969], les produits étamés ou chromés, les barres en aciers inoxydables, les fils machines en aciers inoxydables et les fils en aciers inoxydables[970], l'USITC a formulé certaines assertions superficielles, par exemple, que "les CPLPAC nationaux sont similaires aux CPLPAC importés", parce qu'en "termes de propriétés physiques, les CPLPAC importés et nationaux ont les mêmes attributs physiques de base et ils sont généralement interchangeables". Ces assertions ne représentent certainement pas une analyse suffisante, en particulier parce qu'il n'y a aucune comparaison des caractéristiques physiques, des utilisations finales communes, des perceptions des consommateurs et des classifications tarifaires.[971]

7.341 En particulier, les Communautés européennes et la Chine estiment que l'USITC n'a pas établi que toutes les composantes du groupe de produits nationaux sont similaires ou directement concurrentes par rapport aux composantes des groupes d'articles importés. Par exemple, bien que l'USITC ait explicitement reconnu l'existence de différents types de CPLPAC, elle n'a ni montré que les brames fabriquées dans le pays, par exemple, sont similaires aux feuilles laminées à froid importées, ni que les produits en acier laminés à chaud fabriqués dans le pays sont similaires aux produits en acier revêtus. De la même manière, elle n'a pas montré que les brides importées sont similaires aux accessoires fabriqués dans le pays, même si elle a explicitement reconnu l'hétérogénéité des ABJT, et le fait que cette "catégorie renferme une gamme de *produits*".[972] Dans son rapport, l'USITC compare plutôt à tort les produits nationaux avec chacun des regroupements de produits entre eux.[973]

7.342 La Norvège ajoute que la méthode employée par l'USITC – selon laquelle chaque article fabriqué dans le pays est en principe "similaire" à au moins un des nombreux différents produits importés du même groupe – lui aurait aussi permis de considérer l'"acier" comme un seul produit particulier, et tous les produits en acier fabriqués dans le pays comme le "produit similaire", et d'appliquer par la suite un droit sur les fils en aciers inoxydables en raison du prétendu dommage causé aux producteurs de brames. Cette méthode offre aussi de grandes possibilités de "gonflement croisé" des accroissements des importations d'un produit pour leur imputer le prétendu dommage causé aux producteurs d'un produit qui est "similaire" à un produit importé ne faisant pas l'objet d'un accroissement, ce qui va clairement à l'encontre des assertions explicites de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*.[974] [975]

7.343 Les États-Unis soutiennent que les plaignants ne contestent pas les constatations de l'USITC concernant la comparaison ni le fait que les éléments de preuve montraient que les CPLPAC nationaux et importés étaient essentiellement constitués du même éventail de produits en acier au carbone.[976]

---

[968] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 4 que leur ont posée les Communautés européennes à la première réunion de fond.

[969] Rapport de l'USITC, volume I, page 36.

[970] Rapport de l'USITC, volume I, pages 49, 196, 198 et 201.

[971] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 227 et 228.

[972] Rapport de l'USITC, volume I, pages 175 et 179.

[973] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 229 et 230, et 261; première communication écrite de la Chine, paragraphes 177 à 179.

[974] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 86.

[975] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphes 66 à 68.

[976] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 118, note de bas de page 142.

7.344 En réponse, les Communautés européennes insistent sur le fait qu'elles contestent la détermination du produit similaire faite par les États-Unis sur la base d'une comparaison entachée de vices (ou de l'absence de comparaison) entre des groupes de brames, de tôles, de feuilles laminées à chaud, de feuilles laminées à froid et de feuilles revêtues importées et nationales dont il est allégué qu'elles sont similaires. Pour tous les produits, sauf les CPLPAC et les produits étamés ou chromés, le rapport de l'USITC renferme l'assertion tautologique, si tant est qu'elle le soit, selon laquelle "il existe dix branches de production nationale d'articles similaires et correspondant aux articles importés semblables visés par l'enquête au sein de la catégorie des produits longs".[977] Ce n'est que pour les produits CPLPAC et les produits étamés ou chromés, que l'USITC a au moins jugé bon d'ajouter quelques lignes de plus, mais ainsi que l'ont démontré les plaignants, cela n'était pas suffisant pour établir la similarité car seuls des "types" ou "éventails" de produits sont comparés sur la base d'un critère de "l'absence de ligne de démarcation nette" n'ayant aucun fondement dans l'Accord sur les sauvegardes.[978]

4. Produits "directement concurrents"

7.345 En réponse à une question posée par le Groupe spécial, les États-Unis estiment que si, malgré leur analyse des produits similaires, le Groupe spécial constate que leurs constatations sont compatibles avec une analyse des produits directement concurrents, il ne peut pas juger que les constatations de l'USITC sont incompatibles avec les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes.[979]

7.346 Les Communautés européennes répondent que les États-Unis ne peuvent pas sauver leur définition incorrecte de la branche de production nationale en s'appuyant sur une détermination des "produits directement concurrents" qui était en quelque sorte implicitement contenue dans leur détermination des produits similaires.[980] On ne peut pas dire qu'une autorité compétente qui établit seulement une constatation concernant des "produits similaires" fournit une explication motivée et adéquate de sa détermination des "produits similaires" si le pays concerné fait valoir par la suite que les produits de la branche de production nationale sont "directement concurrents" même s'ils ne sont pas similaires. Le Groupe spécial ne peut pas faire une enquête *de novo* et examiner si l'autorité compétente aurait pu considérer les produits "directement concurrents". Le Groupe spécial est donc limité à examiner les déterminations effectivement faites dans le rapport.[981] Le Japon, la Corée, la Chine, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et le Brésil partagent l'avis des Communautés européennes. La Corée et la Norvège ajoutent que l'USITC n'a pas effectué, et n'aurait pas pu effectuer, une analyse *de facto* des produits "directement concurrents", parce qu'elle a explicitement déclaré qu'elle n'en ferait pas. L'USITC a déclaré ce qui suit: "Comme nous avons défini les producteurs nationaux d'un

[977] Rapport de l'USITC, page 79 pour les barres laminées à chaud, les barres laminées à froid et les barres d'armature. Il en est de même pour les déterminations concernant les tubes et tuyaux soudés, pages 147 et 157, et les accessoires, pages 147 et 175. Les Communautés européennes font valoir que pour les barres, les fils machines et les fils en aciers inoxydables les États-Unis font un coupé-collé du même libellé dénué de sens dans leur renvoi au rapport de l'USITC, page 190.

[978] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 146 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond (pour les produits plats); les Communautés européennes se reportent à la communication de la Norvège pour les produits étamés ou chromés; réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 9 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[979] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 65 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[980] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 65 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond. Voir aussi la réponse des États-Unis à la question n° 67 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[981] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 21 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

article qui est similaire à l'article importé, nous ne sommes pas tenus de pousser plus loin l'examen d'une branche de production d'articles qui sont directement concurrents mais non similaires par rapport à l'article importé, et nous ne le faisons pas en l'espèce."[982] [983]

7.347 Les États-Unis répondent que, contrairement à certaines allégations, ils n'ont pas changé de position pour demander instamment au Groupe spécial d'envisager leurs constatations sur la base d'une analyse des produits directement concurrents. L'USITC a effectué son analyse et établi ses constatations sur la base d'une analyse des produits similaires et elle n'a pas, *de facto*, procédé à une analyse des produits directement concurrents. Par ailleurs, l'USITC a utilisé une analyse des produits similaires dans le cadre de l'enquête en question, conformément aux obligations incombant aux États-Unis au titre de l'Accord sur les sauvegardes. Cependant, si le Groupe spécial constate que l'analyse de l'USITC – qui, d'après les États-Unis, définit un "produit similaire" au titre tant de l'Accord sur les sauvegardes que de leur droit national – relève effectivement du domaine des "produits directement concurrents" pour les fins de l'Accord sur les sauvegardes, le fait qu'elle soit qualifiée d'analyse "des produits similaires" n'affecterait pas sa compatibilité avec les règles de l'OMC.[984]

5. Définition des producteurs nationaux

7.348 Les Communautés européennes et la Norvège soutiennent que pour certains groupes de produits au moins, l'USITC n'a pas fourni une explication de la manière dont elle avait déterminé les producteurs des produits qu'elle avait regroupés, contrairement à l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Par exemple, en ce qui concerne le groupe des CPLPAC, l'USITC a seulement indiqué que "*** pour cent de la production totale de certains produits laminés plats en acier au carbone [étaient] fabriqués par des producteurs de quatre au moins des cinq types de certains produits laminés plats en acier au carbone", mais elle a sans justification rendu confidentielles les données relatives aux producteurs nationaux.[985] Il n'est pas possible, sur cette base, d'évaluer l'exactitude de la détermination des producteurs sur le plan quantitatif.[986]

6. Charge de la preuve

7.349 Les États-Unis soutiennent que les plaignants ne se sont pas acquittés de la charge de la preuve qui leur incombe pour ce qui est de fournir des éléments qui justifient *prima facie* que la mesure appliquée par les États-Unis est incompatible avec l'Accord sur les sauvegardes à cause de la manière dont ont été définis les produits similaires.[987]

7.350 Selon les États-Unis, les plaignants n'ont pas spécifiquement contesté six des dix déterminations des produits similaires faites par l'USITC pour établir les dix mesures de sauvegarde en cause. Le fait que les plaignants n'ont pas spécifiquement contesté la majorité des déterminations des produits similaires faites par l'USITC semble en soi indiquer que la méthode de l'USITC n'est pas

[982] Rapport de l'USITC, volume I, page 45, note de bas de page 139 (produits laminés plats) (pièce n° 6 des coplaignants); rapport de l'USITC, volume I, page 147, note de bas de page 893 (tubes et tuyaux) (pièce n° 6 des coplaignants).

[983] Réponses écrites du Japon, de la Corée, de la Chine, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande et du Brésil à la question n° 21 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[984] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 21 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[985] Rapport de l'USITC, volume I, pages 39 et 50.

[986] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 256; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 233 et 234.

[987] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 73.

incompatible avec les prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes. De fait, les facteurs relatifs aux produits similaires considérés par l'USITC sont pleinement compatibles avec les obligations incombant aux États-Unis au titre de l'Accord sur les sauvegardes. En conséquence, la seule base sur laquelle le Groupe spécial peut examiner si les plaignants se sont acquittés de la charge de la preuve leur incombant en ce qui concerne les produits similaires consiste à examiner si les constatations de fait particulières établies par l'USITC relativement à chacune des constatations concernant le produit similaire qui ont été contestées ne peuvent pas étayer une constatation concernant la "similarité" conforme au sens ordinaire de l'Accord sur les sauvegardes, dans son contexte et à la lumière du but et de l'objet de l'Accord. À cet égard, les États-Unis rappellent que le Groupe spécial ne doit pas s'engager dans un examen *de novo*, mais effectuer plutôt un examen qui se limite à une évaluation objective, conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, de la question de savoir si l'autorité nationale a examiné tous les faits pertinents, y compris chaque facteur énuméré à l'article 4:2 a), de la question de savoir si le rapport publié sur l'enquête donne une explication suffisante de la façon dont les faits étayent la détermination rendue et, en conséquence, de la question de savoir si la détermination rendue est compatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord sur les sauvegardes.[988] [989]

7.351 Les Communautés européennes estiment que les États-Unis affirment à tort que seules quatre des dix "déterminations du produit similaire" ont été spécifiquement contestées et que cela donne à entendre que les six autres sont valables.[990] Les méthodes utilisées étaient inappropriées et toutes les déterminations étaient donc non fondées. Par exemple, les "importations visées" ont été choisies sur la base de critères inconnus (concernant apparemment la question de savoir s'il y avait des "problèmes d'importation potentiels")[991], et elles ont ensuite été réparties en groupes, qui ont grossi ou diminué au fil de la procédure et en fonction du commissaire concerné. En particulier, les groupes de produits sont trop vastes et comportent des failles.[992] L'USITC n'a procédé pour aucun des groupes de produits à la comparaison essentielle entre les produits importés et les produits nationaux (voir la section E.3 ci-dessus).

7.352 La Corée affirme que s'il avait été fourni des éléments qui justifient *prima facie* que la détermination faite par les États-Unis concernant la définition des produits similaires est contraire aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes, ce serait aux États-Unis que reviendrait l'obligation de démontrer que leur détermination du produit similaire est conforme aux prescriptions de l'Accord, qu'ils soient ou non d'accord avec les formulations des produits similaires des plaignants.[993]

---

[988] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.124.

[989] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 26 à 29.

[990] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 28.

[991] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 2 posée par les Communautés européennes à la première réunion de fond, paragraphe 5.

[992] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, "Champ et critère d'examen", présentée au nom des plaignants, paragraphe 18.

[993] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 64; la Norvège a présenté un argument similaire au sujet de la définition des producteurs nationaux du "produit similaire" dans sa deuxième communication écrite, paragraphes 70 et 71.

7. Argumentation relative aux mesures

a) CPLPAC

i) Généralités

7.353 Les Communautés européennes et la Chine allèguent que la définition de la branche de production nationale établie par l'USITC dans le cas des CPLPAC est incompatible avec les articles 2:1 et 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes.[994] Le Japon et le Brésil estiment que parce que l'USITC n'a pas constaté que chacun des cinq produits CPLPAC était "similaire" aux importations visées par l'enquête, et qu'elle n'a même pas cherché à établir s'ils étaient "directement concurrents" par rapport aux importations visées par l'enquête, le fait qu'elle ait déterminé de combiner tous les produits CPLPAC pour en faire un seul produit similaire et sa décision en découlant de définir la branche de production nationale sur la base de tels produits sont incompatibles avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et les articles 2:1 et 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes.[995]

7.354 Les États-Unis affirment que l'USITC a constaté que les CPLPAC nationaux sont similaires aux CPLPAC importés correspondants visés par l'enquête et qu'elle a défini les CPLPAC comme un seul produit similaire. L'USITC a examiné les faits à l'aide de facteurs établis de longue date et elle a cherché à déterminer s'il existait des lignes de démarcation nettes entre les divers types de CPLPAC nationaux correspondant aux CPLPAC importés visés par l'enquête. La méthode employée par l'USITC était impartiale et objective, et elle se fondait sur des données analysées à l'aide d'une méthode et de facteurs établis de longue date et transparents. La définition de certains CPLPAC par l'USITC, à savoir qu'il s'agit d'un seul produit similaire, est compatible avec les articles 2:1 et 4:1 de l'Accord sur les sauvegardes et le Groupe spécial ne devrait pas s'en préoccuper.[996]

7.355 La Nouvelle-Zélande estime que l'USITC a divisé la catégorie des CPLPAC mentionnée dans la requête en trois catégories, à savoir les CPLPAC, les AMGO et les produits étamés ou chromés. Ce faisant, elle a effectivement divisé aussi le "produit" importé en trois catégories de produits distinctes. Elle l'a fait en partant du principe qu'il y avait des branches de production nationales distinctes de ces produits.[997] En agrégeant un éventail de produits différents dans la catégorie des CPLPAC, alors que le degré de similarité requis entre ces produits et les produits importés ne pouvait pas être démontré, les États-Unis ont défini à tort la "branche de production nationale de produits similaires". L'approche du "groupage" employée par l'USITC en l'espèce a rendu impossible l'application de la règle déterminante du "produit similaire", qui est essentielle pour définir la branche de production nationale pertinente de la manière envisagée dans l'Accord sur les sauvegardes.[998] En fait, les États-Unis déterminent le "produit similaire" par référence à la "branche de production nationale", au lieu de déterminer la "branche de production nationale" par référence à sa production d'un "produit similaire". Ils ont accepté comme "produit" importé un éventail de CPLPAC différents et reconnaissables et ils ont ensuite défini leur "branche de production nationale" par référence aux producteurs de ce large éventail de produits distincts, nonobstant le fait que les produits de cet éventail n'étaient pas similaires les uns aux autres. Ce qui a eu pour résultat que chacun des produits inclus dans la catégorie des

[994] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 236; première communication écrite de la Chine, paragraphe 182.
[995] Première communication écrite du Japon, paragraphe 124; première communication écrite du Brésil, paragraphe 112.
[996] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 142.
[997] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.30.
[998] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.21.

produits nationaux était de la même manière non similaire à tous les produits de la catégorie des produits importés.[999]

7.356 La Nouvelle-Zélande fait en outre valoir que même si la catégorie des CPLPAC fabriqués dans le pays peut être la même que la catégorie des CPLPAC importés, chacun des produits de cette catégorie est très différent. Les CPLPAC ne constituent pas un seul produit identifiable – il s'agit d'une catégorie de produits qui comprend quatre produits finis distincts, à savoir les tôles plates en acier finies, les produits en acier laminés à chaud, les produits en acier laminés à froid et les produits en acier revêtus, ainsi que les brames semi-finies. Au lieu de s'attacher aux différences ou aux similitudes entre ces produits, l'USITC s'est concentrée sur les caractéristiques communes de la branche de production de l'éventail de produits CPLPAC. En fait, l'USITC a fait exactement ce que, dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel a dit qu'il ne faudrait pas faire – elle s'est attachée aux producteurs plutôt qu'aux produits. Bien que la jurisprudence indique que le concept de "produit similaire" dans l'Accord sur les sauvegardes doit être interprété au sens étroit, l'USITC fait valoir que la politique appropriée consiste à fournir la plus grande protection possible à la branche de production pertinente.[1000] [1001] La Nouvelle-Zélande ajoute qu'en l'espèce, il a été imputé aux importations de brames, qui sont un demi-produit utilisé comme intrant, une partie de la responsabilité pour le dommage grave qui aurait été causé aux producteurs d'un produit final superfini, les produits en acier revêtus. Cela est particulièrement contradictoire car pendant la période couverte par l'enquête, ce n'était qu'à partir de 1998-1999[1002] qu'il y avait eu un accroissement des importations de brames, soit pendant une période qui coïncidait avec celle où les produits en acier revêtus avaient enregistré des bénéfices.[1003] Cela montre qu'il ne peut pas y avoir de lien de causalité entre l'accroissement des importations d'un produit et le dommage grave causé à une branche de production de produits qui sont non similaires aux produits importés, mais l'approche du groupage occulte complètement ce fait. L'USITC ne démontre pas la seule question qui serait pertinente, à savoir si l'accroissement des importations de brames a causé un dommage grave aux producteurs nationaux du produit similaire – les brames – parce que cela aussi est occulté par l'approche du groupage.[1004]

7.357 De l'avis des États-Unis, l'USITC a constaté que les CPLPAC nationaux sont similaires aux CPLPAC importés correspondants qui sont visés par l'enquête et elle a défini les CPLPAC comme un seul produit similaire. L'Accord sur les sauvegardes ne renferme aucune définition de "produit similaire" ni ne traite des facteurs à examiner pour déterminer s'il y a lieu de définir des produits similaires distincts et des branches de production nationales correspondantes. La méthode de l'USITC et sa définition des CPLPAC qu'elle considère être un seul produit similaire étaient adéquates et motivées, et des explications raisonnables ont été fournies. L'USITC a débuté son analyse par l'éventail des produits en acier qui étaient pour l'essentiel regroupés dans la catégorie de certains produits laminés plats en acier au carbone, et qui avaient tous été définis comme des importations visés par l'enquête dans la demande du Président (ainsi que dans la demande de la Commission des finances du Sénat). Après avoir examiné les éléments de preuve et effectué son analyse au sujet des produits CPLPAC nationaux correspondants, l'USITC a constaté l'existence de lignes de démarcation nettes permettant de définir dans cette catégorie trois produits similaires distincts.[1005] Lors de la

[999] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.49 et 4.50.
[1000] Rapport de l'USITC, volume I, page 30.
[1001] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.53, 4.54 et 4.58.
[1002] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.92, figures 12 et 13.
[1003] Rapport de l'USITC, volume I, page 53.
[1004] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.23.
[1005] Quatre commissaires ont constaté l'existence de lignes de démarcation nettes permettant de définir trois produits similaires distincts et deux commissaires ont déterminé que cette catégorie constituait un seul produit similaire. Les commissaires Okun, Hillman, Miller et Koplan ont défini les trois produits similaires distincts suivants: 1) certains produits laminés plats en acier au carbone ("CPLPAC"); 2) les aciers dits

comparaison des produits en acier nationaux avec les produits en acier importés, les éléments de preuve ont montré que les CPLPAC importés étaient essentiellement constitués du même éventail de produits en acier au carbone que les CPLPAC nationaux.[1006] [1007]

7.358 Le Japon insiste sur le fait que personne au monde, aussi bien aujourd'hui qu'en 1993, ne pense que les CPLPAC constituent un seul produit. Les divers produits CPLPAC ne représentent pas un véritable marché unique. Ils sont chacun distincts de par leurs propriétés physiques, leurs utilisations, les perceptions des consommateurs, leurs classifications tarifaires générales, et même leurs procédés de production. Le Japon estime que même la branche de production des États-Unis détaille ses informations sur la commercialisation et les prix de la manière proposée par le Japon. Les tôles sont vendues et commercialisées séparément des produits laminés à chaud, qui sont distincts des produits laminés à froid, lesquels sont encore distincts des produits en acier traité contre la corrosion.[1008]

7.359 Les États-Unis insistent sur le fait que l'USITC a appliqué ses facteurs habituels pour déterminer l'absence de ligne de démarcation nette entre les types de CPLPAC et qu'elle a défini ces produits en acier pour qu'ils constituent un seul produit similaire. L'USITC a constaté qu'à divers stades de transformation, les CPLPAC avaient en commun certaines propriétés physiques de base, qu'ils étaient interreliés, qu'ils avaient des utilisations communes, qu'ils étaient généralement distribués par les mêmes circuits de commercialisation, et qu'ils étaient essentiellement fabriqués à l'aide des mêmes procédés de production (à tout le moins aux premiers stades). L'USITC a aussi reconnu qu'il existait certaines différences dans les propriétés physiques et les utilisations finales.[1009] Puisque sous une forme antérieure de transformation les CPLPAC sont le produit de charge des CPLPAC plus élaborés, tous ces produits en acier sont produits à l'aide des mêmes procédés de production aux premiers stades, les produits d'aval passant simplement à travers d'autres stades de transformation. Tous les CPLPAC sont produits à partir de brames, la majorité de ces produits en acier subissant une autre transformation pour devenir des produits en acier laminés à chaud sur des laminoirs à bandes à chaud ou des laminoirs Steckel. Des quantités substantielles des produits en acier ayant subi une transformation antérieure sont transférées à l'interne pour produire d'autres produits en acier plus élaborés. L'USITC a constaté que cela avait généralement pour effet d'estomper les distinctions entre les produits jusqu'aux derniers stades de leur transformation puisque les produits en acier issus des premiers stades de transformation étaient composés des produits de charge du stade de transformation suivant.[1010] Dans le cadre de son examen du procédé de fabrication (c'est-à-dire où et comment est fabriqué le produit), l'USITC a également reconnu qu'il existait une communauté importante des installations de production et de l'intégration verticale de la branche de production. L'USITC a reconnu que l'interrelation existant entre les procédés de production et l'intégration des producteurs montrait que le marché de chaque type de CPLPAC n'était pas isolé, mais qu'il était directement affecté par le marché de tout l'éventail de produits CPLPAC.[1011]

"magnétiques" à grains orientés ("AMGO"); et 3) les produits étamés ou chromés. Les commissaires Bragg et Devaney ont défini un seul produit similaire, les produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés (dont les brames, les feuilles et bandes laminées à chaud, les tôles coupées à longueur, les feuilles et bandes laminées à froid, les aciers dits "magnétiques" à grains orientés traités contre la corrosion, et les produits étamés ou chromés).

[1006] Rapport de l'USITC, pages 36 et 37.
[1007] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 116 à 118.
[1008] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 36.
[1009] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 77 et 78.
[1010] Rapport de l'USITC, pages 38 et 39.
[1011] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 79 à 82.

ii) Critères du produit similaire

Généralités

7.360 La Chine fait valoir que, contrairement au critère de la similarité de l'OMC et contrairement à sa propre méthode déclarée, l'USITC n'a pas établi la "similarité" des cinq produits d'aval distincts (brames, tôles, produits en acier laminés à chaud, produits en acier laminés à froid et produits en acier revêtus) sur la base de leurs caractéristiques physiques, de leurs utilisations finales, des goûts et habitudes des consommateurs, et de leur classification tarifaire. L'USITC s'est essentiellement appuyée sur les caractéristiques communes de la chaîne de production et des utilisateurs finals de ces cinq types de produits plats en acier – les deux critères qui avaient déjà été rejetés par l'Organe d'appel.[1012]

7.361 De la même manière, le Japon fait valoir que la détermination faite par l'USITC d'associer les cinq produits pour en faire un seul produit "CPLPAC" similaire est incompatible avec les articles 2:1 et 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes, et l'article XIX:1 du GATT de 1994. Il existe de grandes différences entre les importations visées et les produits nationaux pour ce qui est des facteurs définis par l'Organe d'appel pour faire une détermination concernant les "produits similaires": les propriétés physiques des produits, leurs utilisations finales, les perceptions des consommateurs et leur classification tarifaire. Il ressort clairement des propres constatations de l'USITC que les brames semi-finies produites par les producteurs nationaux ne sont pas un produit similaire à l'un quelconque des produits en acier traité contre la corrosion, des produits laminés à froid, des produits laminés à chaud ou des tôles qui sont importés, à cause des différences frappantes entre les propriétés et les utilisations finales des produits. Les produits en acier traité contre la corrosion qui sont fabriqués dans le pays ne sont pas des "produits similaires" à l'un quelconque des produits importés que sont les brames semi-finies, les tôles, les produits laminés à chaud ou les produits laminés à froid. Les produits laminés à froid fabriqués dans le pays ne sont pas des produits similaires à l'un quelconque des produits laminés plats en acier, exception faite de ceux qui sont à laminés à froid. Il en est de même pour les tôles et les produits laminés à chaud. En résumé, les importations et les produits nationaux relevant de la même catégorie – brames semi-finies, tôles, produits laminés à chaud, produits laminés à froid ou produits en acier traité contre la corrosion – sont peut-être des "produits similaires" les uns aux autres, mais les importations et les produits nationaux qui relèvent de catégories différentes ne sont certainement pas "similaires" les uns aux autres.[1013]

7.362 Le Brésil fait valoir qu'en étendant son examen des produits similaires pour traiter "tant des installations et procédés de production que des marchés de ces produits"[1014], l'USITC a déterminé que les brames semi-finies et les autres grands produits finis laminés plats en acier au carbone ou en aciers alliés – tôles, produits laminés à chaud, produits laminés à froid, et feuilles en acier traité contre la corrosion – constituaient un seul produit similaire. Alors que l'USITC avait constaté dans des affaires précédentes que chacun de ces produits était un produit similaire distinct, ces mêmes produits constituaient maintenant en quelque sorte un seul produit similaire.[1015] En fait, si on applique les propres facteurs habituels de l'USITC relatifs aux produits similaires – y compris la plupart de ceux déjà définis par l'Organe d'appel comme étant appropriés pour séparer des produits – aux renseignements figurant dans son propre rapport, on ne peut que conclure que les divers produits de la catégorie des CPLPAC sont distincts les uns des autres. Dans son rapport, l'USITC admet, sans

[1012] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 181.
[1013] Première communication écrite du Japon, paragraphe 117.
[1014] Rapport de l'USITC, volume I, pages 30 et 31 (pièce n° 6 des coplaignants).
[1015] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 99 et 115.

analyse poussée, l'existence de nombreuse distinctions, et en l'espèce les producteurs étrangers ont présenté encore plus de renseignements permettant de tirer la même conclusion.[1016]

7.363 Les États-Unis affirment que bon nombre des allégations spécifiques formulées par les plaignants au sujet de la définition de produits similaires de l'USITC concernant les CPLPAC sont fondées sur des interprétations erronées des facteurs que l'USITC était ou "tenue ou non autorisée" à examiner pour établir ses définitions du produit similaire. Les plaignants ne peuvent voir aucune disposition de l'Accord sur les sauvegardes qui traite des facteurs pouvant ou ne pouvant pas être examinés pour déterminer les produits similaires. Ils affirment plutôt que l'USITC était tenue d'utiliser les quatre facteurs proposés par le Groupe de travail sur les *Ajustements fiscaux à la frontière*. Ces facteurs, qu'il avait été proposé d'utiliser pour les ajustements fiscaux à la frontière, visaient un but différent, et l'Organe d'appel avait reconnu qu'"[a]ucune approche unique pour exercer un jugement ne sera appropriée pour tous les cas".[1017] Par conséquent, l'USITC n'était pas tenue d'examiner les quatre facteurs établis par le Groupe de travail ainsi que le demandent instamment les plaignants.[1018] Les États-Unis font observer que les facteurs relatifs aux produits similaires retenus par l'USITC dans une enquête en matière de sauvegardes comprennent les trois critères sur lesquels s'entendent toutes les parties (propriétés physiques, utilisations et traitement douanier), et qu'ils mettent aussi l'accent sur d'autres facteurs objectifs tels que les circuits de commercialisation et les procédés de fabrication des produits.[1019]

7.364 La Nouvelle-Zélande et le Brésil relèvent que trois des six facteurs sur lesquels s'est appuyée l'USITC pour étayer le regroupement des CPLPAC se rapportaient à la question de l'intégration verticale et de la communauté des installations liées à l'intégration verticale. Il s'agit en fait des mêmes facteurs que ceux de la chaîne continue de production et de la concordance d'intérêts économiques en cause dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*. Le Japon souscrit à cet argument. L'Organe d'appel n'aurait pas pu être plus clair lorsqu'il a déclaré que le fait qu'un produit sert d'intrant à un autre produit, même si ledit intrant n'a pas d'autre utilisation, n'est tout simplement pas pertinent pour déterminer si les produits sont similaires les uns aux autres. De la même manière, l'Organe d'appel a été clair lorsqu'il a déclaré qu'une concordance d'intérêts économiques entre les producteurs de produits d'amont et d'aval n'est pas non plus pertinente pour déterminer si des produits sont similaires les uns aux autres. Autrement dit, l'intégration verticale et la communauté des installations ne sont pas pertinentes à la détermination du produit similaire.[1020] Selon le Brésil, l'examen des propriétés physiques se rapporte aux propriétés physiques résultant d'un stade de transformation antérieur à la production des brames, à savoir la fabrication des aciers, et non aux propriétés physiques conférées par suite de la production de produits d'aval. Enfin, les applications pour utilisation finale sont définies au sens très large, même s'il est admis que les divers produits ne sont généralement pas substituables aux différents produits constituant les CPLPAC. Il n'est bien entendu aucunement fait mention du fait que les brames ne sont pas du tout vendues aux industries de l'automobile et de la construction (ni, en fait, à aucune industrie autre que celle de la sidérurgie), et il

[1016] Joint Respondents' Prehearing Framework Brief (11 septembre 2001) (déposé par le cabinet juridique Willkie Farr & Gallagher), pages 17 à 24 (pièce n° 50 des coplaignants); Joint Respondents' Prehearing Brief on Slab (11 septembre 2001) (déposé par le cabinet juridique Willkie Farr & Gallagher), pages 3 à 10 (pièce n° 51 des coplaignants).

[1017] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 101.

[1018] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 124.

[1019] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 65.

[1020] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.42 et 3.43; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 29 et 30; première communication écrite du Japon, paragraphes 121 et 122.

n'est pas du tout question de divers autres facteurs habituellement utilisés par les États-Unis dans leurs analyses (par exemple les circuits de distribution/de commercialisation).[1021]

7.365 Les États-Unis répondent que dans le cadre de son examen du procédé de fabrication dans la présente affaire en particulier (c'est-à-dire comment et où est fabriqué le produit), l'USITC a reconnu que l'interdépendance des CPLPAC à différents stades de transformation créait une consommation captive substantielle, qui s'accompagnait d'une communauté des installations de production et de l'intégration verticale. Cette interrelation entre les procédés de production et l'intégration des producteurs montrait que les distinctions entre les marchés de chaque type de CPLPAC étaient floues, que tous les types de CPLPAC étaient directement affectés par les marchés de tout l'éventail de produits CPLPAC, étant donné que chaque type de CPLPAC était le produit de charge du stade de transformation suivant des produits en acier de la catégorie générale. Le fait d'examiner les procédés de fabrication des produits en acier se trouvant à divers stades de transformation, en particulier le fait que ces produits sont des produits de charge, revient à effectuer une analyse "axée sur les produits" et non une analyse "axée sur les producteurs", ainsi que l'allèguent les plaignants.[1022] Dans leurs arguments, les plaignants ne reconnaissent pas qu'au sein de presque chacun des produits similaires définis, et du produit importé correspondant, il existe un éventail de biens de dimensions, de qualités ou de stades de transformation différents. Si l'on retrouve dans les biens situés le long du continuum des facteurs semblables ou similaires, il se peut que les articles pris individuellement à chaque extrémité du continuum ne soient pas aussi semblables.[1023]

7.366 La Corée estime que l'analyse des États-Unis était inadéquate, ainsi que le montre le tableau suivant[1024]:

Caractéristiques distinctives utilisées pour définir le "produit similaire"
Produits laminés plats

	Propriétés physiques*	Traitement douanier*	Procédé de fabrication*	Utilisations*	Circuits de commercialisation*
Brames	De forme semi-finie, habituellement de 4 pouces. Les brames sont de section rectangulaire et leur largeur équivaut au moins à deux fois leur épaisseur. Faible ténacité et soufflures importantes.	Trois positions distinctes du TDH: 7207.12, 7207.20 et 7224.90	Moulage en continu de l'acier en fusion. Aucun laminage.	Elles sont toutes transformées en produits en acier ou en tôles laminés à chaud. Aucune utilisation indépendante.	99,6 pour cent sont vendus à des utilisateurs finals, et 0,4 pour cent à des distributeurs.

[1021] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 16.
[1022] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 70.
[1023] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 86.
[1024] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 68.

	Propriétés physiques*	Traitement douanier*	Procédé de fabrication*	Utilisations*	Circuits de commercialisation*
Tôles	Fabriquées à partir de brames, elles sont plus épaisses et solides que les autres produits plats. Leur épaisseur varie habituellement entre 3/16 de pouce et plus de 1 pied. Elles sont très épaisses et leur résistance est forte.	Dix positions distinctes du TDH: **7208.40**, 7208.51, 7208.52, 7208.90, **7210.90**, 7211.13, **7211.14**, 7225.40, **7225.50**, **7226.91**	Laminage à chaud sur des laminoirs Steckel ou des laminoirs réversibles.	Conçues pour utilisations dans l'industrie lourde, telles que raccords, parties de machines (par exemple corps de la machine ou son châssis), tours de transmission et lampadaires, bâtiments, machines automobiles, tels que grues et bulldozers, wagons de chemin de fer, citernes, navires de haute mer, et tôles de varangue, ou une forme leur est donnée pour la fabrication de tubes et tuyaux, et de plate-formes et tours de forage pétroliers.	45,2 pour cent sont vendus à des utilisateurs finals, et 54,8 pour cent à des distributeurs.
Produits laminés à chaud	Ils ont plus de 2 mm d'épaisseur. Il s'agit de produits faits des feuilles en acier les moins raffinées. Ils sont plus minces et moins résistants que les tôles, mais plus lourds et moins lisses que les produits laminés à froid. Ils sont de moins bonne qualité que les produits laminés à froid et les produits revêtus.	Seize positions distinctes du TDH: 7208.10, 7208.25, 7208.26, 7208.27, 7208.36, 7208.37, 7208.38, 7208.39, **7208.40**, 7208.53, 7208.54, **7211.14**, 7211.19, 7225.30, 7225.40 et **7226.91**	Laminage à chaud sur des laminoirs à bandes à chaud ou des laminoirs Steckel.	Destinés à être laminés à froid/galvanisés/revêtus; une forme leur est donnée ou ils sont soudés pour fabriquer des tubes et tuyaux; coupés à longueur pour en faire des feuilles; les feuilles laminées à chaud sont vendues pour utilisation dans des applications où le fini de surface et la faiblesse de la résistance ne sont pas essentiels, telles que les parties structurelles ou internes des automobiles ou des appareils électroménagers.	60 pour cent sont vendus à des utilisateurs finals, et 40 pour cent à des distributeurs.
Produits laminés à froid	Ils sont de 25 à 90 pour cent moins épais que les produits laminés à chaud et peuvent avoir une épaisseur de moins de 2 mm. Ils possèdent des propriétés mécaniques ou une texture de surface spéciales. De faible épaisseur, d'une surface lisse et d'un ratio résistance-poids élevé, ils sont produits par le procédé du laminage à froid.	Seize positions distinctes du TDH: 7209.15, 7209.16, 7209.17, 7209.18, 7209.25, 7209.26, 7209.27, 7209.28, 7209.90, 7211.23, 7211.29, 7211.90, 7225.19, **7225.50**, 7226.19 et 7226.92	Après laminage à chaud sur des laminoirs à bandes et une autre transformation, finissage sur un laminoir de réduction à froid.	Ils servent de produit de charge pour les produits en acier résistant à la corrosion, les produits étamés et les AMGO. Les feuilles laminées à froid sont vendues pour utilisation dans des applications où le fini de surface et la faiblesse de la résistance sont des facteurs importants (panneaux pour équipement électrique et appareils ménagers, ustensiles, outils tranchants, coutellerie, composantes de ceintures de sécurité). Également vendus pour être utilisés dans les parties non visibles des carrosserie des automobiles, telles que les composantes des arbres de transmission.	71,3 pour cent sont vendus à des utilisateurs finals, et 28,7 pour cent à des distributeurs.

	Propriétés physiques*	Traitement douanier*	Procédé de fabrication*	Utilisations*	Circuits de commercialisation*
Produits revêtus	Ils possèdent un revêtement métallique ou non métallique; ils sont revêtus ou plaqués de métaux et d'alliages pour résister à la corrosion et améliorer leur aspect esthétique.	Dix-neuf positions distinctes du SH: 7210.20, 7210.30, 7210.41, 7210.49, 7210.61, 7210.69, 7210.70, **7210.90**, 7212.20, 7212.30, 7212.40, 7212.50, 7212.60, 7225.91, 7225.92, 7225.99, 7226.93, 7226.94 et 7226.99	Électrogalvanisation ou galvanisation par immersion à chaud. Il existe sept procédés différents d'application des revêtements.	Utilisés surtout dans des applications nécessitant une protection contre les intempéries et d'autres agents de corrosion (pièces automobiles telles que les silencieux et les couvercles de coffre; utilisations dans la construction, par exemple, pour les toitures et bardages; poubelles, réservoirs de stockage et produits du bâtiment; réservoirs à essence, contenants pour produits chimiques, filtres à huile, châssis de téléviseurs, matériel de voirie, bâtiments agricoles et équipements).	64,3 pour cent sont vendus à des utilisateurs finals, et 35,7 pour cent à des distributeurs.

* Défini par l'ITC comme un facteur distinctif qu'elle prend en compte pour déterminer en quoi consiste le "produit similaire". Détermination de l'ITC, Opinions de la Commission sur le dommage, volume I, page 30 (pièce n° 6 des coplaignants).

Notes: Les classifications du TDH qui figurent en caractères gras correspondent aux cinq seules classifications qui sont communes aux 55 classifications distinctes du TDH.

Brames: ITC, page 39, et FLAT, page 1 (caractéristiques physiques), FLAT, page 1 (traitement douanier), page 40 (procédés de fabrication), page 40, et OVERVIEW, page 13 (utilisations finales) et page 44 (circuits de commercialisation). Aussi, première communication du Japon, page 41 (caractéristiques physiques et utilisations finales).

Tôles: ITC, page 39, et FLAT, page 1 (caractéristiques physiques), FLAT, page 1 (traitement douanier), pages 40 et 41 (procédés de fabrication), FLAT, page 1 (utilisations finales) et page 44 (circuits de commercialisation). Aussi, première communication du Japon, page 40 (caractéristiques physiques).

Produits laminés à chaud: ITC, page 44 (caractéristiques physiques), FLAT, page 2 (traitement douanier), page 40 (procédés de fabrication), page 38 et, FLAT, page 2 (utilisations finales) et page 44 (circuits de commercialisation). Aussi, première communication du Japon, page 39 (caractéristiques physiques et utilisations finales), page 40 (procédés de fabrication) et pièce n° 55 des coplaignants (pièce n° 2) (caractéristiques physiques et utilisations finales).

Produits laminés à froid: ITC, pages 41 et 44 (caractéristiques physiques), FLAT, page 3 (traitement douanier), page 41, OVERVIEW, page 13, et FLAT, page 2 (procédés de fabrication et utilisations finales) et page 44 (circuits de commercialisation). Aussi, première communication du Japon, page 39 (caractéristiques physiques et utilisations finales) et pièce n° 55 des coplaignants (pièce n° 2) (utilisations finales).

Produits revêtus: ITC, page 42, et FLAT, page 3 (caractéristiques physiques et procédés de fabrication), FLAT, page 3 (utilisations finales) et page 44 (circuits de commercialisation). Aussi, première communication du Japon, page 37 (caractéristiques physiques) et page 39 (caractéristiques physiques et utilisations finales), et pièce n° 55 des coplaignants (pièce n° 2) (procédés de fabrication).

Source: Les renvois à l'ITC figurent tous à la pièce n° 6 des coplaignants.

Propriétés physiques

7.367 Les Communautés européennes et la Chine estiment que la constatation de l'USITC selon laquelle les cinq produits CPLPAC ont tous en commun "certaines propriétés physiques de base et sont dans une certaine mesure interreliés"[1025] est irrecevable. Elle repose uniquement sur le lieu commun d'"une base métallurgique commune".[1026] La combinaison chimique de base du carbone et du fer n'est toutefois pas suffisante pour démontrer que ces produits ont les mêmes propriétés physiques et qu'ils peuvent donc être considérés comme un seul produit particulier; on peut aussi

[1025] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 275; rapport de l'USITC, volume I, page 37.

[1026] Rapport de l'USITC, volume I, pages 37 et 38.

retrouver exactement le même mélange chimique dans d'autres catégories de produits en acier qui ont été classés comme des produits distincts (par exemple les produits longs en acier au carbone ou en aciers alliés ou les produits en aciers inoxydables).[1027] Afin d'établir l'existence de propriétés physiques communes, l'USITC aurait dû, conformément à sa propre méthode déclarée et à la définition générale des propriétés physiques au titre du droit de l'OMC[1028], considérer les dimensions, la forme, et la texture des cinq produits plats. L'USITC a elle-même reconnu l'existence de différences significatives dans l'"épaisseur" (les brames ont une épaisseur de 4 pouces, alors que pour les produits en acier laminés à froid elle est ramenée à moins de 2 mm) et d'autres qualités (résistance à la corrosion et texture de la surface).[1029] [1030]

7.368 La Nouvelle-Zélande ajoute qu'une comparaison appropriée des propriétés physiques ne peut pas s'arrêter à la conclusion que les CPLPAC ont une "base métallurgique commune", constatation que les États-Unis relèvent simplement au lieu de chercher à la défendre.[1031] Le fait que la glace et le fromage aient en commun certaines caractéristiques de composition, ce qui veut dire qu'ils ont plus de choses en commun qu'une banane, ne signifie pas qu'ils sont "similaires". Ni que les billes de pin, les planches de bois, les piquets de clôture et les meubles sont tous "similaires" parce qu'ils proviennent des arbres.[1032]

7.369 Les Communautés européennes et la Chine font valoir que le simple fait de généraliser en disant que les cinq produits CPLPAC ont en commun certaines caractéristiques chimiques qui sont aussi communes à d'autres catégories de produits en acier définies par l'USITC ne constitue certainement pas une explication motivée et adéquate des renseignements contradictoires figurant dans son propre rapport.[1033]

7.370 Le Japon et le Brésil insistent sur le fait que les produits ont chacun des propriétés physiques différentes. L'USITC a constaté, par exemple, que les produits en acier laminés à froid diffèrent des produits en acier laminés à chaud en ce qui concerne leur épaisseur, leurs propriétés mécaniques et la texture de leur surface, alors que les produits en acier revêtus diffèrent des produits en acier laminés à froid pour ce qui est de leur revêtement de zinc ou d'autres matériaux.[1034] Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande souligne aussi que chacun des produits distincts possède des propriétés très différentes pour ce qui est de sa forme, de son épaisseur, de son degré de finissage et de ses performances physiques[1035], et que ces différences physiques sont fondamentales. Les brames sont manifestement plus épaisses et moins raffinées que les produits en acier laminés à chaud.[1036] Selon les Communautés européennes et la Chine, l'USITC concède aussi explicitement dans son rapport

---

[1027] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 237; première communication écrite de la Chine, paragraphe 184.

[1028] Le rapport de l'USITC, volume I, page 29, mentionne "l'apparence, la qualité et la texture". Dans l'affaire *CE – Amiante*, paragraphe 92, l'Organe d'appel a considéré que "la composition, la taille, la forme, la texture et éventuellement le goût et l'odeur" étaient des propriétés physiques pertinentes.

[1029] Des descriptions détaillées à ce sujet figurent dans le rapport de l'USITC, volume I, pages 38 à 42.

[1030] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 238 et 239; première communication écrite de la Chine, paragraphes 185 et 186.

[1031] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 119.

[1032] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.46.

[1033] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 241; première communication écrite de la Chine, paragraphe 193.

[1034] Première communication écrite du Japon, paragraphe 117; première communication écrite du Brésil, paragraphe 106.

[1035] L'USITC fait ressortir certaines différences de ce genre dans son rapport, volume I, "Appendice A", pages 9 et 10.

[1036] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.59 et 4.60.

l'existence d'un manque d'interchangeabilité entre les cinq produits lorsqu'elle est d'avis que le "caractère vertical du lien entre les produits CPLPAC se trouvant à différents stades de transformation limite l'interchangeabilité des produits".[1037] Autrement dit, soutiennent ces parties, l'USITC admet qu'une partie des producteurs qu'elle voulait regrouper à l'intérieur d'une seule et même branche de production nationale ne produisent pas de produits qui sont interchangeables avec les produits importés.[1038] La Chine estime que l'opération de revêtement a pour effet de faire des produits en acier laminés à froid un produit différent qui ne peut pas répondre à la définition d'un "produit similaire". En fait, cette opération est susceptible d'altérer les "*propriétés*" physiques du produit brut (les produits en acier laminés à froid), en raison de l'ajout d'une nouvelle substance (métallique ou non métallique). Le fait que le produit revêtu devienne résistant à la corrosion témoigne, en particulier, de ses nouvelles "propriétés".[1039]

7.371 De l'avis des États-Unis, l'USITC a constaté que les produits CPLPAC importés et nationaux avaient en commun les mêmes attributs physiques de base et qu'ils étaient généralement interchangeables, qu'ils avaient des utilisations semblables et les mêmes compositions métallurgiques, épaisseurs, largeurs et montants de transformation, qu'ils ne faisaient généralement pas appel à des procédés de production sensiblement différents, et que leurs circuits de commercialisation se chevauchaient. L'USITC a constaté que l'article national, les CPLPAC, était similaire aux CPLPAC importés. Elle a ensuite appliqué ses facteurs établis de longue date[1040] pour examiner s'il fallait analyser séparément ou globalement des types particuliers de CPLPAC.[1041] L'USITC a constaté qu'à des stades de transformation différents, les CPLPAC avaient en commun certaines propriétés physiques de base et qu'ils étaient dans une certaine mesure interreliés.[1042] Plus précisément, l'USITC a constaté que ces produits en acier avaient une base métallurgique commune, et que leurs propriétés souhaitées et leurs caractéristiques essentielles étaient incorporées à l'acier avant le stade de la coulée ou du semi-finissage.[1043] Le mélange métallurgique dépend des besoins de l'utilisation finale, que celle-ci se situe aux mêmes stades de transformation ou à des stades différents. Par conséquent, la composition chimique de ces produits en acier est essentiellement déterminée au stade de la fusion, certaines réductions de la teneur en carbone étant possibles après l'opération de recuit à l'hydrogène.[1044]

[1037] Rapport de l'USITC, volume I, page 44.

[1038] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 240; première communication écrite de la Chine, paragraphe 187.

[1039] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 192.

[1040] Pour déterminer en quoi consiste le produit similaire dans une enquête en matière de sauvegardes, l'USITC a habituellement pris en compte des facteurs tels que les propriétés physiques du produit, son traitement douanier, son procédé de fabrication (c'est-à-dire où et comment le produit est fabriqué), ses utilisations et les circuits de commercialisation par lesquels le produit est vendu. Il ne s'agit pas de critères prévus par la loi et ils n'empêchent pas l'USITC d'examiner d'autres facteurs pour faire sa détermination. Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 102 (les critères généraux ne sont pas constitués "d'une liste de critères énoncée dans un accord ni d'une liste définitive qui déterminera la qualification juridique des produits"). Il n'y a pas de facteur unique qui soit déterminant et le poids attribué à chaque facteur (et aux autres facteurs pertinents) dépendra des faits de la cause considérée. La décision concernant l'article similaire ou directement concurrent est une détermination factuelle. L'USITC a généralement cherché à déterminer s'il existait des lignes de démarcation nettes entre les produits possibles et elle n'a pas tenu compte des variations mineures. Rapport de l'USITC, page 30.

[1041] Rapport de l'USITC, pages 36 à 45.

[1042] Rapport de l'USITC, pages 37 et 38.

[1043] L'USITC a constaté que tous les CPLPAC (certains produits laminés plats en acier au carbone) étaient à l'origine faits de matières premières qui renfermaient du carbone et du fer.

[1044] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 78 et 79.

7.372 Les États-Unis soulignent que sa détermination montre clairement que l'USITC n'a pas négligé les éléments de preuve attestant des différences dans les propriétés physiques et les utilisations finales, et qu'elle en a en fait généralement reconnu l'existence dans son analyse. Ce sont plutôt les plaignants qui ne font aucun cas des éléments de preuve montrant l'interrelation des CPLPAC à différents stades de transformation. Même s'ils ne le contestent pas, les plaignants ne reconnaissent pas le fait qu'à un stade de transformation les CPLPAC sont généralement le produit de charge du stade suivant, ce qui a généralement pour effet d'estomper les distinctions entre les produits jusqu'aux derniers stades de leur transformation, puisqu'aux stades antérieurs ils sont simplement le produit de charge du stade suivant. Cette interrelation entre les CPLPAC se trouvant à des stades de transformation différents est "axée sur les produits" au lieu d'être "axée sur les producteurs" et il s'est manifestement agi d'un facteur important dans l'analyse et la constatation de l'USITC.[1045] [1046]

7.373 Les Communautés européennes estiment que les États-Unis ne réfutent nulle part l'argument des Communautés européennes concernant les différences entre les longueurs, les largeurs et les autres qualités des cinq différents produits CPLPAC[1047], mais qu'ils insistent simplement sur le fait qu'ils ont la "même base métallurgique commune". Cette analyse ne prend pas en compte les différences physiques importantes qui existent entre les cinq produits CPLPAC[1048] et elle est aussi incompatible avec l'examen des mêmes critères dans le cas des produits en aciers inoxydables, où l'USITC a constaté que la seule composition métallurgique n'était pas un élément suffisant pour définir une seule branche de production des produits en aciers inoxydables.[1049] [1050]

Utilisation finale

7.374 Le Brésil estime qu'en faisant de grossières généralisations, l'USITC a constaté que "les principales applications pour utilisation finale des expéditions commerciales de CPLPAC sont dans les industries de l'automobile et de la construction".[1051] [1052] Le Japon et le Brésil estiment qu'en fait les produits diffèrent pour ce qui est de leurs utilisations finales. Par exemple, l'USITC a constaté que si les produits en acier laminés à chaud et les produits en acier revêtus sont tous deux utilisés pour des applications dans l'industrie automobile, ils sont presque toujours utilisés pour des applications différentes.[1053] Le chevauchement en cause n'est pas de nature à pouvoir équivaloir à la "similarité" des produits au titre de l'Accord sur les sauvegardes. Par exemple, l'USITC a constaté que les produits en acier laminés à chaud et les produits en acier traité contre la corrosion faisaient l'objet d'une demande semblable dans l'industrie de l'automobile, mais qu'ils n'avaient pas la même utilisation finale. Cette constatation indique que les produits ne sont pas substituables, mais tout au plus complémentaires. Il est donc possible qu'ils ne soient même pas directement concurrents, et encore moins "similaires" les uns aux autres.[1054]

[1045] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphe 86.
[1046] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 127.
[1047] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 275.
[1048] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 238 et 239.
[1049] Rapport de l'USITC, volume I, pages 190 à 205.
[1050] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 275.
[1051] Rapport de l'USITC, page 43.
[1052] Première communication écrite du Japon, paragraphes 119 et 120; première communication écrite du Brésil, paragraphes 100, 102, 104, 105 et 109.
[1053] Première communication écrite du Japon, paragraphe 117; première communication écrite du Brésil, paragraphe 106.
[1054] Première communication écrite du Japon, paragraphe 120; première communication écrite du Brésil, paragraphe 104.

7.375 Selon les Communautés européennes, l'USITC n'a pas montré que les cinq produits avaient des utilisations finales communes. Dans sa constatation selon laquelle "tous les types sont utilisés dans la production d'automobiles, quoique dans des applications différentes" et "pour des applications pour utilisation finale dans l'industrie de la construction", l'USITC admet que les utilisations finales, c'est-à-dire les applications de chaque produit, sont très différentes. Certains produits (par exemple les produits en acier revêtus laminés à froid) sont utilisés pour fabriquer certaines parties de voitures. D'autres produits (par exemple les brames) sont purement utilisés comme intrants dans la production de produits en acier d'aval.

7.376 Les Communautés européennes, la Corée, la Chine et la Nouvelle-Zélande estiment qu'au lieu de montrer les utilisations finales communes (par exemple les parties des carrosseries pour automobiles), dans son rapport, l'USITC se fonde sur les utilisateurs finals ultimes communs des divers produits en question (par exemple l'industrie automobile). Il ne s'agit pas de l'un des critères reconnus par l'Organe d'appel pour établir la similarité. Par ailleurs, le fait de mettre l'accent sur les utilisateurs finals produit certains résultats absurdes car n'importe quel éventail d'intrants diversifiés utilisés par des branches de production particulières pourrait être greffé sur une seule catégorie de produits. Selon l'approche de l'USITC, le cuir et les pare-brise des automobiles seraient aussi des produits similaires aux CPLPAC et ils auraient dû être analysés ensemble.[1055] Les Communautés européennes font aussi valoir que l'USITC n'applique pas systématiquement son critère des utilisateurs finals communs: si cela avait été le cas, certains produits tubulaires également qui sont utilisés dans l'industrie automobile (tubes de précision destinés à transmettre des forces) auraient dû faire partie de la catégorie des produits CPLPAC ou *vice versa*, parce qu'ils ont les mêmes utilisateurs finals.[1056]

7.377 La Corée estime en outre que les renseignements versés au dossier par l'USITC confirment que l'analyse correcte – "utilisation finale" – montre que chacun des cinq produits CPLPAC avait des utilisations différentes et qu'il constituait donc un produit similaire distinct.[1057] Les brames sont destinées à la consommation interne en vue de la fabrication de produits d'aval, tels que les feuilles, les bandes et les tôles; les tôles sont utilisées pour les raccords, les parties de machines (par exemple le corps de la machine ou son châssis), les tours de transmission et les lampadaires, les bâtiments, les machines automobiles, telles que les grues et bulldozers, les wagons de chemin de fer, les navires de haute mer, et les tôles de varangue, ou une forme leur est donnée pour la fabrication de tubes et tuyaux, et de plate-formes et tours de forage pétroliers; les produits en acier laminés à chaud sont destinés à la consommation interne en vue de la fabrication de produits en acier laminés à froid et/ou galvanisés ou d'autres produits en acier revêtus, auxquels une forme est donnée et qui sont soudés pour en faire des tubes et tuyaux, ou qui sont coupés à longueur pour en faire des feuilles distinctes; ils servent aussi à la fabrication des parties structurelles des automobiles et des appareils électroménagers; les produits en acier laminés à froid sont destinés à la consommation interne en vue de la fabrication de produits en acier revêtus ou de produits étamés, et ils servent aussi à la fabrication de panneaux pour l'équipement électrique et les appareils électroménagers, les parties des carosseries des automobiles, où le fini de surface et le ratio résistance-poids sont importants mais où la résistance à la corrosion ne l'est pas, les composantes des transmission et des ceintures de sécurité des automobiles, les ustensiles, les outils tranchants et la coutellerie. Les produits en acier revêtus sont utilisés pour les parties des automobiles, les poubelles, les réservoirs de stockage, les produits du

[1055] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 243; première communication écrite de la Corée, paragraphe 54; première communication écrite de la Chine, paragraphes 194 et 195; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.61.

[1056] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 243.

[1057] Rapport de l'USITC, volume II, FLAT, pages 51 à 53 (pièce n° 6 des coplaignants). Voir aussi *Respondents' Joint Framework Brief*, page 22 (pièce n° 50 des coplaignants).

bâtiment, les réservoirs d'essence, les contenants pour produits chimiques, les filtres à huile, les châssis de téléviseurs, le matériel de voirie, les bâtiments agricoles et les équipements (glissières de sécurité, ponts de passerelle, panneaux indicateurs), qui doivent résister à la corrosion.[1058]

7.378 Les États-Unis estiment que l'USITC a reconnu que l'interrelation existant entre les procédés de production et l'intégration des producteurs montrait que le marché de chaque type de CPLPAC n'était pas isolé, mais qu'il était directement affecté par les marchés de tout l'éventail de types de CPLPAC. Les principales applications pour utilisation finale des expéditions commerciales de CPLPAC se trouvent dans les industries de l'automobile et de la construction. L'USITC a donc constaté que tous les types de CPLPAC étaient sensiblement affectés par la demande collective de ces deux marchés.[1059] Elle a également constaté que les principales applications pour utilisation finale des expéditions commerciales de CPLPAC se trouvaient dans les industries de l'automobile et de la construction.[1060] L'USITC a constaté que tous les types de CPLPAC étaient sensiblement affectés par la demande collective de ces deux marchés.[1061] Elle a aussi constaté qu'en raison du caractère vertical du lien entre les CPLPAC se trouvant à différents stades de transformation, il pouvait y avoir des différences d'utilisation entre les stades de transformation des CPLPAC.[1062] Cela étant, l'USITC a constaté que les éléments de preuve montraient que, dans certaines situations, il pouvait y avoir en matière d'utilisation une certaine substitution entre des produits se trouvant à des stades de transformation différents, par exemple que les produits en acier revêtus pouvaient être adaptés en vue de leur utilisation dans des applications qui faisaient habituellement appel à des produits en acier laminés à froid et vice versa, et que les produits en acier laminés à chaud étaient dans une mesure limitée interchangeables avec les produits en acier laminés à froid.[1063] [1064] Les États-Unis estiment également que les plaignants n'ont pas reconnu qu'au sein de presque chacun des produits similaires définis, et du produit importé correspondant, il existe un éventail de biens de dimensions, de qualités ou de stades de transformation différents. Si l'on retrouve dans les biens situés le long du continuum

---

[1058] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 54 et 57; source: Joint Respondents' Posthearing Brief, Flat-Rolled Steel, Enquête n° TA-201-73, pièce n° 2: "Application of Like Product Factors to Flat-Rolled Products", pages 11 et 12 (pièce n° 55 des coplaignants); voir aussi le rapport de l'USITC, volume II, FLAT, pages 1 à 4 (pièce n° 6 des coplaignants).

[1059] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 122.

[1060] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 122; rapport de l'USITC, pages 43 et 44.

[1061] L'USITC a reconnu que même si les produits en acier laminés à chaud peuvent ne pas être utilisés à la place d'une feuille en acier revêtue pour fabriquer une aile d'automobile, ou y être substitués, tous les CPLPAC (certains produits laminés plats en acier au carbone) sont directement affectés par la demande d'automobiles, puisque tous leurs types sont utilisés dans la production d'automobiles, quoique dans des applications différentes. L'USITC a aussi constaté que, de la même manière, mais dans une moindre mesure, tous les types de ces produits en acier sont utilisés dans des applications pour utilisation finale dans l'industrie de la construction. Par conséquent, tous les types de CPLPAC sont sensiblement affectés par la demande collective de ces deux marchés. Rapport de l'USITC, pages 43 et 44.

[1062] Rapport de l'USITC, page 44.

[1063] Rapport de l'USITC, page 44. Plus précisément, plusieurs sociétés des États-Unis produisent des produits en acier laminés à chaud dont les épaisseurs (c'est-à-dire la légèreté) sont généralement plus caractéristiques de celles des feuilles en acier laminées à froid et qui font plus concurrence à ces dernières. Bien que l'on ait habituellement considéré que les produits en acier laminés à chaud et les produits en acier laminés à froid commençaient à faire double emploi à partir d'une épaisseur de 2 mm et moins, les améliorations apportées au procédé du laminage à chaud ont permis aux aciéries de produire des aciers laminés à froid d'une épaisseur inférieure à 2 mm. En outre, si les produits en acier laminés à froid servent généralement de produits de charge pour la fabrication de produits en acier revêtus, les feuilles en acier laminées à froid revêtues sont un produit-créneau en expansion. USITC Pub. 3446, page I-8, et notes de bas de page 18 et 19.

[1064] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 83 et 84.

des facteurs semblables ou similaires, il se peut que les articles pris individuellement à chaque extrémité du continuum ne soient pas aussi semblables.[1065]

7.379 En outre, de l'avis des États-Unis, et contrairement aux affirmations des plaignants, l'USITC n'était pas tenue d'examiner si chacun des types de CPLPAC était substituable les uns aux autres.[1066] Les plaignants ne reconnaissent pas qu'il a été constaté que la substituabilité ou le rapport de concurrence était pertinent dans le contexte de l'article III du GATT de 1994, ainsi qu'en a discuté l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Amiante*.[1067] La protection du rapport de concurrence entre les importations et les produits nationaux est l'un des buts de l'article III. Ce n'est toutefois pas le but de l'Accord sur les sauvegardes, qui vise à permettre de protéger une branche de production nationale dans certaines circonstances.[1068] Par conséquent, le rapport de concurrence ou la substituabilité entre les produits nationaux et les produits importés n'est pas un facteur qu'il faut nécessairement considérer pour définir le produit similaire dans le contexte du but de l'Accord sur les sauvegardes.[1069] Pour examiner les utilisations des types de CPLPAC, l'USITC a reconnu que la similitude ou l'interchangeabilité des utilisations était limitée dans le cas des CPLPAC, ainsi qu'il faudrait s'y attendre pour des produits de charge ou des intrants.[1070] Les tentatives faites par les plaignants pour assimiler cette reconnaissance concernant les utilisations des produits de charge à un examen du facteur de substituabilité par l'USITC sont déplacées.[1071]

7.380 La Chine répond en réaffirmant que, conformément à la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, ce fait n'est pas pertinent pour évaluer la similarité. De plus, la Chine considère que cet élément met plutôt en évidence le fait que les différents produits compris dans la catégorie des CPLPAC ne peuvent pas avoir des utilisations finales communes.[1072] Les États-Unis reconnaissent uniquement que les divers produits CPLPAC n'ont pas d'utilisations finales communes, lorsqu'ils qualifient les marchés et les branches de production en général d'applications pour utilisation finale. En particulier, le fait que tous les types de CPLPAC pourraient être sensiblement affectés par la demande collective des industries de l'automobile et de la construction ne démontre d'aucune façon que tous les types de CPLPAC peuvent être utilisés pour les mêmes buts et applications dans ces industries. Là encore, le marché sur lequel un produit est finalement vendu ne peut pas être considéré comme l'"utilisation finale" dudit produit.[1073]

[1065] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 72 et 86.

[1066] Première communication écrite du Japon, paragraphes 79 et 101; première communication écrite de la Corée, paragraphes 38 et 39, et 58 et 59; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 240.

[1067] Plus précisément, dans l'affaire *CE – Amiante*, paragraphe 99, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit:

> ... une détermination relative au concept de "similarité" énoncé à l'article III:4 est essentiellement une détermination sur la nature et l'importance d'un rapport de concurrence entre et parmi les produits. Cela dit, nous sommes conscients qu'il y a une échelle des niveaux de "compétitivité" ou de "substituabilité" des produits sur le marché ...

[1068] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 82.

[1069] En outre, dans l'enquête en question, l'USITC a établi sa définition sur la base des analyses du produit similaire et non des analyses du produit directement concurrent. Par conséquent, si l'examen de la substituabilité peut s'avérer pertinent pour les fins de l'analyse du produit directement concurrent, il n'est pas pertinent pour l'analyse du produit similaire et il ne devrait pas être transposé à une telle analyse.

[1070] Rapport de l'USITC, page 44.

[1071] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 136.

[1072] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 77.

[1073] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 78.

7.381 La Corée et la Chine estiment également que la substituabilité est pertinente pour évaluer la "similarité" puisque des produits similaires sont nécessairement aussi directement concurrents et, par conséquent, substituables. Contrairement à ce qu'affirment les États-Unis, la substituabilité est un facteur qu'il faut nécessairement considérer pour définir le produit similaire dans le contexte du but de l'Accord sur les sauvegardes, puisque si les produits importés et nationaux n'étaient pas substituables, ils ne pourraient d'aucune façon être considérés comme "similaires".[1074]

7.382 Les États-Unis répondent qu'il existe manifestement un rapport de concurrence entre les produits importés et les produits nationaux. Les plaignants n'ont pas contesté, et les parties à l'enquête correspondante non plus, que les produits importés et les produits nationaux sont généralement composés des mêmes types de produits en acier, qu'ils sont interchangeables et qu'ils se font donc concurrence.[1075]

7.383 Les Communautés européennes estiment que les États-Unis ne répondent pas à l'argument des plaignants selon lequel il n'y a pas d'utilisation finale semblable. Dans leur réfutation de ce point, les États-Unis ne font que répéter la même erreur, qui consiste à assimiler les utilisations finales et les utilisateurs finals, mais ils ne répondent à aucun des arguments contestant la validité de l'argument relatif à la concordance substantielle d'intérêts économiques. Qui plus est, les États-Unis se sont exclusivement attachés au "marché commercial".[1076] Cependant, les Communautés européennes estiment que l'USITC a elle-même admis que la principale utilisation finale des produits d'amont est de servir de produit de charge aux produits d'aval, sans passer par le marché commercial. Comment l'USITC pourrait-elle alors conclure que les produits en acier revêtus vendus à l'industrie de l'automobile ont la même utilisation finale que les brames, dont 99,4 pour cent de la production aux États-Unis sont transférés à l'interne? Deuxièmement, les industries de l'automobile et de la construction qui ont été identifiées comme les principaux utilisateurs finals des CPLPAC représentent seulement 20 et 11 pour cent respectivement des expéditions des États-Unis.[1077]

7.384 Le Japon estime que l'argument des États-Unis selon lequel ces produits ont des utilisations finales communes n'est pas crédible. Certes, ces produits peuvent être vendus aux mêmes industries, mais le fait de donner à entendre que les produits en acier ont des applications communes parce qu'ils sont utilisés dans une branche de production particulière revient à suggérer que les aciers, les matières plastiques et le verre devraient constituer un seul produit similaire parce qu'ils sont tous vendus à l'industrie de l'automobile. L'utilisation finale n'équivaut pas à l'utilisateur final. Le fait est que personne n'utiliserait de brames pour fabriquer une voiture; et que les produits en acier laminés à chaud ne seraient pas non plus utilisés pour fabriquer la même partie d'une voiture que des produits en acier traité contre la corrosion. Il s'agit tout simplement de produits différents, qui sont utilisés pour des buts différents. Par ailleurs, ils ont chacun un prix de base, ainsi que l'indiquent les barèmes de prix des sociétés et les brochures commerciales. Il n'existe pas de prix pour les "CPLPAC" (ainsi que les a définis l'USITC). Cela montre non seulement que la branche de production et les clients reconnaissent les distinctions, mais également que toute analyse de ce regroupement de produits effectuée par l'USITC est dénuée de sens parce qu'il n'y a pas pour les "CPLPAC" de prix qui puisse être utilisé pour déterminer les effets des prix sur l'analyse du lien de causalité; chaque produit individuel doit plutôt être analysé et ensuite être en quelque sorte combiné avec les autres produits

[1074] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 80; deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 39 et 40, où il est fait référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphes 91 d) et 97.

[1075] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 72.

[1076] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 122.

[1077] Rapport de l'USITC, volume I, page 43, note de bas de page 127.

individuels.[1078] Une telle analyse fausse la véritable dynamique de la concurrence du marché.[1079] La constatation selon laquelle la plupart des produits CPLPAC finis sont vendus sur les marchés de l'automobile et de la construction est analogue à la constatation antérieure de l'existence d'une "concordance d'intérêts économiques" entre les producteurs d'agneaux vivants et les producteurs de viande d'agneau.[1080]

Perception des consommateurs

7.385 Selon la Chine et les Communautés européennes, si les "consommateurs" sont réputés être les fabricants d'automobiles et les sites de construction qui utilisent des produits finis, alors les cinq produits différents regroupés dans la catégorie des "CPLPAC" ne peuvent pas être considérés comme étant substituables. Ainsi que l'a reconnu elle-même l'USITC, "les produits en acier laminés à chaud ne peuvent pas être substitués à une feuille en acier revêtue pour fabriquer une aile d'automobile"[1081] et une brame ne peut pas non plus être substituée à une feuille en acier revêtue pour fabriquer une aile d'automobile.[1082]

7.386 Le Brésil, le Japon et la Nouvelle-Zélande font valoir que si l'USITC avait examiné le facteur jugé important par l'Organe d'appel, à savoir les goûts et habitudes des consommateurs[1083], elle aurait constaté l'existence de quatre caractéristiques distinctives additionnelles, à savoir: les achats de brames sont réservés aux producteurs de produits laminés d'aval[1084]; les consommateurs considèrent que les produits en acier laminés à chaud sont idéaux pour les applications où la solidité est plus importante que l'apparence – par exemple, pour la fabrication des parties structurelles des automobiles[1085]; les consommateurs considèrent que les produits en acier laminés à froid sont idéaux pour les applications où l'apparence et la minceur l'emportent sur la solidité, et où le contact avec des éléments corrosifs n'est pas un problème[1086]; les consommateurs considèrent que les produits en acier galvanisé sont idéaux pour les applications où le produit est apparent et où la résistance à la corrosion est importante.[1087] [1088] La Nouvelle-Zélande ajoute que le fait même que les importations des produits constituant la catégorie des CPLPAC évoluent de manière différente montre que les besoins et les préférences des consommateurs diffèrent d'un produit à l'autre.[1089]

[1078] Rapport de l'USITC, volume I, pages 61 et 62.
[1079] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 37.
[1080] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 40.
[1081] Rapport de l'USITC, volume I, page 43.
[1082] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 245; première communication écrite de la Chine, paragraphe 197.
[1083] Dans l'affaire *CE – Amiante*, l'Organe d'appel a reconnu que le facteur additionnel des "goûts et habitudes des consommateurs" était l'un des quatre critères généraux pour analyser la "similarité" de deux produits, les autres critères étant ceux des caractéristiques physiques, des utilisations finales et de la classification tarifaire. Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 101.
[1084] Rapport de l'USITC, volume II, FLAT, page 1 (pièce n° 6 des coplaignants).
[1085] *Ibid*., FLAT, page 2.
[1086] *Ibid*.
[1087] *Ibid*., FLAT, page 3.
[1088] Première communication écrite du Japon, paragraphe 118; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.64; première communication écrite du Brésil, paragraphe 107.
[1089] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.65.

7.387 Les États-Unis indiquent que même si le Groupe de travail sur les *Ajustements fiscaux à la frontière* a donné à entendre que les goûts et habitudes des consommateurs pouvaient être un critère à considérer pour constater l'existence de produits similaires aux fins des ajustements fiscaux à la frontière, il ne s'agit pas, contrairement aux arguments des plaignants, d'un facteur à examiner obligatoirement dans une enquête en matière de sauvegardes. Dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques*, le Groupe spécial a reconnu que les habitudes des consommateurs variaient selon l'époque et il n'a pas pris en compte les points de vue des consommateurs pour examiner si la vodka était "similaire" au shochu et par conséquent pour déterminer si le produit similaire devrait être constitué de la vodka et du shochu.[1090] Il semble que l'examen des goûts et habitudes des consommateurs soit contraire au but d'une enquête en matière de sauvegardes.[1091] Comme le but de l'Accord sur les sauvegardes est de permettre de protéger une branche de production nationale dans certaines circonstances[1092], il est partial et déplacé de s'attacher aux points de vue subjectifs des consommateurs sur le produit ou le marché plutôt qu'à celui des producteurs ou aux deux. Dans son analyse habituelle des produits similaires, l'USITC a préféré s'attacher à des facteurs objectifs, tels que les propriétés physiques, les utilisations finales, les circuits de commercialisation et les procédés de fabrication des produits.[1093]

7.388 La Nouvelle-Zélande répond que les perceptions des consommateurs doivent être un élément essentiel pour évaluer le "degré de rapport de concurrence le plus élevé" dont l'Organe d'appel a souligné l'importance cruciale dans l'affaire *États-Unis – Fils de coton*. Elles peuvent et devraient être complétées par d'autres facteurs, mais on ne saurait passer sous silence la façon dont se comportent les acheteurs sur un marché.[1094]

Classification tarifaire

7.389 Les Communautés européennes, le Japon, la Corée, la Chine et le Brésil estiment que même si l'USITC n'a de manière inadmissible pas tenu compte du traitement douanier des divers produits en raison "du nombre élevé de catégories de classification"[10951096], ce fait ne peut justifier qu'il n'en ait pas du tout été tenu compte aux fins de la détermination du produit similaire. Il donne au contraire à entendre que les produits concernés ne se ressemblent pas. Chaque produit CPLPAC est classé sous un numéro distinct du SH, mais l'USITC n'en a expressément pas tenu compte.[1097] Dans l'affaire *CE –*

[1090] Rapport du Groupe spécial *Japon – Boissons alcooliques I*, paragraphe 5.7 (le Groupe spécial était "d'avis que la "similitude" des produits devait être examinée en tenant compte non seulement de critères objectifs (tels que la composition et les processus de fabrication des produits), mais aussi du point de vue plus subjectif des consommateurs (comme la consommation et l'utilisation par les consommateurs)" mais il a aussi reconnu que "les habitudes des consommateurs varient selon l'époque" et que "les habitudes traditionnelles des consommateurs japonais à l'égard du shochu ne sont nullement une raison de ne pas considérer la vodka comme un produit "similaire"").

[1091] Dans l'affaire *CE – Amiante*, l'Organe d'appel a indiqué qu'il pouvait être important d'examiner "*selon quel point de vue* la "similarité" devrait être appréciée. Par exemple, les consommateurs finals peuvent avoir un avis très différent de celui des inventeurs ou des producteurs sur la "similarité" de deux produits". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 92.

[1092] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 82; rapport de l'USITC, page 9.

[1093] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 137.

[1094] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.39.

[1095] Rapport de l'USITC, volume I, page 37, note de bas de page 71.

[1096] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 102; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 246.

[1097] Première communication écrite du Japon, paragraphe 117; première communication écrite du Brésil, paragraphe 106.

Amiante, l'Organe d'appel a relevé que le "classement tarifaire correspond clairement aux propriétés physiques d'un produit" et il a fourni des indications importantes pour la détermination du produit similaire qu'il convient de considérer.[1098] Le fait qu'autant de classifications du SH aient été regroupées en un seul produit importé et en un seul produit similaire est simplement une indication de plus que l'USITC n'a pas fait sa détermination de la manière appropriée. En fait, contrairement à l'affirmation de l'USITC, les classifications des CPLPAC au niveau des positions à quatre chiffres du Système harmonisé des États-Unis (compte tenu de la largeur et de l'épaisseur du produit) présentent effectivement une ventilation des divers produits similaires: demi-produits (dont les brames), produits laminés à chaud, produits laminés à froid, produits traités contre la corrosion et tôles. En outre, seules cinq des 55 classifications distinctes au niveau des positions à six chiffres (international) du Système harmonisé des États-Unis sont communes à deux des produits CPLPAC. Les Communautés européennes ajoutent qu'un examen plus attentif des 55 classifications que l'USITC désigne sous le nom de CPLPAC montre que même les classifications du Système harmonisé des États-Unis établissent une distinction au niveau des positions à quatre chiffres (compte tenu de la largeur et de l'épaisseur du produit) entre les "demi-produits", dont les brames, les produits laminés à chaud, les produits laminés à froid, les produits traités contre la corrosion et les tôles.[1099] Il s'agit d'une délimitation prononcée, et elle témoigne des distinctions fondamentales existant entre les produits qui sont reconnues au niveau international aux fins de la classification des importations.[1100] [1101]

7.390 Les États-Unis relèvent qu'en l'espèce les nombreuses classifications tarifaires n'établissent pas de distinctions nettes entre les produits. Par exemple, chacune des 33 catégories pour lesquelles des données sont recueillies comprend individuellement de deux à 65 classifications. Les États-Unis relèvent aussi que les faits n'étayent pas les allégations des plaignants selon lesquelles un examen des classifications tarifaires au niveau des positions à quatre chiffres aurait permis d'établir des distinctions nettes entre les produits. Par exemple, il existe au niveau des positions à quatre chiffres neuf classifications tarifaires distinctes qui couvrent le produit similaire que l'USITC a défini comme étant les CPLPAC. Des neuf classifications au niveau des positions à quatre chiffres, deux classifications (les n° 7225 et 7226) s'appliquent à des produits en acier se trouvant à quatre (produits en acier laminés à chaud, tôles coupées à longueur, produits en acier laminés à froid et produits en acier revêtus) des cinq stades de transformation définis comme étant des CPLPAC; une classification (le n° 7211) s'applique à des produits en acier se trouvant à trois stades de transformation des CPLPAC; deux classifications (les n° 7208 et 7210) s'appliquent à des produits en acier se trouvant à deux stades de transformation des CPLPAC; et quatre classifications (les n° 7207, 7209, 7212 et 7224) s'appliquent à des produits se trouvant à un stade de transformation des CPLPAC. Ainsi, au lieu d'établir une distinction nette entre les catégories de produits, les classifications tarifaires à ce niveau montrent qu'il existe une interrelation entre les propriétés physiques des produits en acier se trouvant à divers stades de transformation, ce qui a amené l'USITC à définir ces types de produits en acier comme étant collectivement des CPLPAC.[1102]

[1098] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphes 102, 109 et 124.

[1099] Annexe I de la Proclamation présidentielle, pages 25 et suivantes.

[1100] "Chapter 72 Flat-Rolled HTS Descriptions at the Four and Six-Digit Level" (pièce n° 83 des coplaignants).

[1101] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 246 à 248; première communication écrite de la Corée, paragraphes 51 et 52; première communication écrite de la Chine, paragraphes 198 à 200.

[1102] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 86 et 89.

7.391 Par ailleurs, de l'avis de la Nouvelle-Zélande, les différences entre les diverses utilisations auxquelles sont destinés les produits CPLPAC apparaissent en plus dans les classifications tarifaires différentes dont relèvent chacun de ces produits.[1103] Le rôle que jouent les classifications tarifaires dans les déterminations des produits similaires a été largement accepté dans la jurisprudence. Les classifications tarifaires témoignent du consensus qui existe au niveau international quant au degré de similarité et de différence entre les produits. Il est évident qu'il n'appartient pas à une autorité compétente de faire simplement abstraction de la classification tarifaire.[1104] Plusieurs des cinq produits CPLPAC n'ont même pas en commun la même classification tarifaire au niveau des positions à quatre chiffres, et encore moins à celui des positions à huit ou dix chiffres.[1105] Cela renforce simplement l'absence de similarité entre ces produits.[1106]

7.392 Les Communautés européennes maintiennent que le SH établit une nette distinction entre les différents produits sur la base des différents stades de transformation auxquels ils se trouvent, ainsi que le montrent les paragraphes pertinents du chapitre 72 du SH figurant à la pièce n° 105 des coplaignants. Les États-Unis ont tort lorsqu'ils affirment que la distinction entre des produits qui se trouvent à un stade de transformation différent n'apparaît pas au niveau des positions à quatre chiffres. Ainsi que l'indique la position tarifaire n° 72.07-72.09, même au niveau des positions à quatre chiffres, il existe une distinction entre les brames (semi-finies), les produits en acier laminés à chaud, les produits en acier laminés à froid et les produits en acier revêtus.[1107] Les différences sont encore plus nettes lorsque l'on considère les classifications tarifaires convenues au niveau international au niveau des positions à six chiffres.[1108] [1109]

7.393 Selon la Corée, les numéros tarifaires ont aidé pendant plus de 20 ans l'USITC à classer les produits en acier "similaires" dans ses enquêtes passées en matière de droits antidumping et compensateurs. Tant dans sa détermination que dans le rapport de ses services, l'USITC répartit les sept produits CPLPAC entre des catégories de produits "similaires" qu'elle avait auparavant utilisées dans ses diverses enquêtes en matière de droit antidumping et compensateurs: brames, tôles (coupées à longueur et plaquées), produits laminés à chaud, produits laminés à froid, aciers au silicium à grains orientés et produits étamés ou chromés.[1110] [1111]

[1103] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.66.

[1104] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 86 et 87.

[1105] Rapport de l'USITC, volume I, pages 9 et 10.

[1106] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.48.

[1107] Par exemple, les produits qui relèvent de la position tarifaire n° 72.07 et qui sont désignés comme étant des demi-produits en fer ou en aciers non alliés (brames) sont clairement distingués des produits relevant de la position n° 72.08, qui sont désignés comme étant des produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, *laminés à chaud*, *non* plaqués ni r*evêtus*.

[1108] Au niveau des positions à six chiffres, les produits sont définis plus en détail et se distinguent mieux les uns des autres. Par exemple, les produits qui relèvent de la position tarifaire n° 72.11, et qui au niveau des positions à quatre chiffres sont désignés comme étant des "[p]roduits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, non plaqués ni revêtus", sont définis plus en détail au niveau des positions à six chiffres selon qu'ils sont simplement laminés à chaud (positions n° 721113, 721114, 721119) ou simplement laminés à froid (positions n° 721123, 721129, 721190).

[1109] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 272 à 274.

[1110] Rapport de l'USITC, volume I: "*Appendix A*", pages 9 et 10, et volume II, FLAT, pages 1 à 4 (pièce n°6 des coplaignants).

[1111] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 53.

Procédés de production

7.394 Les Communautés européennes et la Chine indiquent que l'argument déterminant invoqué par l'USITC pour regrouper les cinq produits différents dans une seule et même catégorie était l'intégration verticale de la branche de production et les procédés de production communs.[1112] Dans sa détermination en matière de sauvegardes, l'USITC était de nouveau tenue, en vertu de sa propre méthode déclarée, d'utiliser comme critère de détermination d'un produit similaire "son procédé de fabrication (c'est-à-dire où et comment est fabriqué le produit)".[1113] L'USITC a porté une "attention particulière" à la question de savoir s'il existait "des procédés et des installations de production en commun", laquelle "est une préoccupation fondamentale pour définir le champ de la branche de production nationale au titre de l'article 201".[1114] Par ailleurs, l'USITC a jugé qu'elle était tenue "de définir l'expression "similaires ou directement concurrents" d'une manière qui rende compte des réalités du marché et qui en même temps permette de réaliser le but fondamental de l'article 201, à savoir la protection des ressources productives des producteurs nationaux".[1115] Par conséquent, la méthode générale de l'USITC requiert l'agrégation artificielle des produits d'aval en obligeant l'USITC à "porter une attention particulière" à une base de production intégrée commune.[1116]

7.395 Selon les Communautés européennes, le Japon, la Chine et le Brésil, il avait toutefois déjà été constaté dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* que ce critère était contraire à l'Accord sur les sauvegardes, soit bien avant que l'USITC n'ouvre l'enquête en matière de sauvegardes concernant les produits en acier. Le Japon et le Brésil font aussi valoir que l'USITC a constaté que la "grande majorité" des CPLPAC devait être produite par des "entreprises engagées dans plusieurs stades de transformation".[1117] En conséquence, ces plaignants soutiennent que l'analyse du produit similaire de l'USITC concernant les produits CPLPAC n'est pas plus compatible avec l'Accord sur les sauvegardes que son analyse fautive dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*. Ainsi que l'a affirmé l'Organe d'appel dans ce différend: "[d]ès lors qu'un produit utilisé comme intrant et qu'un produit final ne sont pas "similaires" ou "directement concurrents", il est sans intérêt, au regard de l'*Accord sur les sauvegardes*, qu'il y ait une chaîne continue de production entre un produit utilisé comme intrant et un produit final … ou qu'il y ait une concordance substantielle d'intérêts économiques entre les producteurs de ces produits".[1118] L'accent doit plutôt être mis sur "la définition des produits et sur leur rapport de "similarité ou de concurrence directe", et non sur les processus au moyen desquels ces produits sont produits".[1119] Le caractère "en cascade" des procédés de production des divers produits CPLPAC n'est pas pertinent à la question des produits "similaires" au titre de l'Accord, ainsi que l'a interprété l'Organe d'appel. Les plaignants font valoir que le caractère des facteurs à examiner pour déterminer le champ des produits "similaires" – à savoir les propriétés physiques, l'utilisation finale, les goûts et habitudes des consommateurs, et le traitement douanier – indique aussi que le chevauchement dans la production, c'est-à-dire l'élément qui a alimenté l'analyse de l'USITC[1120], n'est

[1112] Rapport de l'USITC, volume I, pages 30, 31 et 37.
[1113] Rapport de l'USITC, volume I, page 30.
[1114] Rapport de l'USITC, volume I, pages 30 et 151.
[1115] Rapport de l'USITC, volume I, page 31.
[1116] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 249 à 251; première communication écrite de la Chine, paragraphes 201 à 203.
[1117] Rapport de l'USITC, volume I, pages 37 à 39.
[1118] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 90. Voir aussi le paragraphe 94.
[1119] *Ibid*., paragraphes 92 et 93.
[1120] Rapport de l'USITC, volume I, pages 36 à 45 (pièce n° 6 des coplaignants). Ces plaignants font valoir que cela ressort clairement du fait que l'USITC s'appuie sur l'assertion selon laquelle la détermination du produit similaire devrait être alimentée par le "but fondamental de l'article 201, à savoir la protection des ressources productives des producteurs nationaux". Rapport de l'USITC, volume I, page 31 (pièce n° 6 des

pas pertinent. Ce qui importe, c'est le rapport entre les produits, qui permet d'établir si les produits sont "similaires" les uns par rapport aux autres et si, en conséquence, il est censé les amalgamer.[1121] Le Japon considère que la constatation de l'USITC selon laquelle un pourcentage élevé des producteurs nationaux de CPLPAC sont verticalement intégrés et produisent quatre des cinq produits en acier laminés plats est analogue à sa constatation antérieure de l'existence d'une "chaîne continue de production" des agneaux vivants à la viande d'agneau.[1122]

7.396 Le Japon et le Brésil insistent aussi sur le fait que les produits font l'objet de procédés de production différents. L'USITC a constaté, par exemple, que pour les produits en acier laminés à chaud et les produits en acier laminés à froid, les procédés de production sont différents du fait que les seconds sont encore réduits de 25 à 90 pour cent, et qu'ils sont souvent recuits et coulés en continu. Les produits en acier revêtus diffèrent des produits en acier laminés à froid du fait qu'ils ont été traités sur une ligne d'électrogalvanisation ou de galvanisation par immersion à chaud.[1123]

7.397 Le Japon estime que même l'USITC admet que les procédés de fabrication des divers produits CPLPAC sont distincts et qu'il en résulte des produits distincts.[1124] Le moulage par coulée des brames est un procédé en soi, qui est entièrement distinct du laminage à chaud et sur laminoirs Steckel des tôles. Ces laminoirs sont eux-mêmes distincts des laminoirs à froid, ainsi que des machines à revêtir à l'aide desquelles sont fabriqués les produits en acier traité contre la corrosion. Chaque procédé permet en fait de fabriquer un produit qui peut soit servir de produit de charge du stade suivant, soit être vendu en tant que produit fini pour fins d'utilisation finale (à l'exception des brames, qui peuvent uniquement servir à fabriquer des produits laminés plats en acier finis). On peut retrouver les procédés de fabrication de ces produits dans les mêmes locaux généraux et ils peuvent appartenir à la même entreprise, mais cela ne fait pas des produits qui en résultent des produits "similaires" les uns aux autres. Dans les installations distinctes où sont produites les brames, on fabrique des produits distincts des produits en acier laminés à chaud, des produits en acier laminés à froid et des produits en acier traité contre la corrosion qui servent à des fins entièrement différentes.[1125]

7.398 Les Communautés européennes et la Chine font enfin valoir qu'en substance l'USITC a défini le "produit similaire" par référence à la "branche de production nationale". Cela est contraire à la prescription des articles 2:1 et 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes, qui dispose que la "branche de production nationale" doit être définie par référence aux producteurs du "produit similaire": la définition des produits qui sont "similaires ou directement concurrents par rapport au produit importé" est la *première* étape prescrite dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* pour définir la branche de production nationale et non le contraire. Il ne s'agit pas d'une approche axée sur le produit, ainsi que le prescrit l'Organe d'appel. Il s'agit plutôt d'une approche qui vise à accorder la plus grande protection possible à la branche de production nationale. Les États-Unis ne peuvent pas remplacer arbitrairement le critère dont l'Organe d'appel a reconnu le bien-fondé. Ils doivent appliquer un tel

---

coplaignants) (dans lequel est citée l'affaire *Carbon and Certain Alloy Steel Products*, Enquête n° TA-201-51, Publication de l'USITC n° 1553, Washington, D.C. (juillet 1984), pages 12 et 13).

[1121] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 252; première communication écrite du Japon, paragraphes 121 et 122; première communication écrite de la Chine, paragraphe 204; première communication écrite du Brésil, paragraphes 100, 102, 105, 109 et 111.

[1122] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 40.

[1123] Première communication écrite du Japon, paragraphe 117, note de bas de page 183; première communication écrite du Brésil, paragraphe 106.

[1124] Rapport de l'USITC, pages 40 et 41.

[1125] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 41.

critère de manière à veiller à ce que le préjudice causé par un produit importé ne soit pas de façon injustifiée imputé à un autre produit importé.[1126]

7.399 Les États-Unis insistent sur le fait que les CPLPAC comprennent les produits en acier qui se trouvent à n'importe lequel des cinq stades de transformation suivants: brames, produits en acier laminés à chaud (feuilles/bandes/tôles en rouleaux), tôles coupées à longueur, produits en acier laminés à froid et produits en acier revêtus.[1127] L'un des facteurs importants de l'analyse de l'USITC, que les plaignants passent sous silence dans leurs arguments, était le fait qu'à un stade de transformation les CPLPAC sont généralement le produit de charge du stade de transformation suivant. Par exemple, les brames sont le produit de charge des produits en acier laminés à chaud (feuilles, bandes et tôles); les produits en acier laminés à chaud sont le produit de charge des produits en acier laminés à froid et des tôles coupées à longueur; et les produits en acier laminés à froid sont le produit de charge des produits en acier revêtus. L'USITC a reconnu que l'interrelation entre les produits est plus importante aux premiers stades de transformation.[1128] Puisque les CPLPAC ayant subi une transformation antérieure sont le produit de charge d'autres produits en acier plus élaborés, ces produits en acier sont produits à l'aide essentiellement des mêmes procédés de production, du moins au cours des premiers stades de transformation, les produits d'aval passant simplement par les derniers stades de transformation. Dans son analyse, l'USITC a examiné en détail les cinq stades de la transformation des CPLPAC. Les procédés de fabrication des produits en acier au carbone comportent trois stades distincts qui incluent: 1) la fusion ou le raffinage de l'acier brut; 2) le moulage de l'acier en fusion pour lui donner une forme semi-finie, telle que les brames; et 3) l'exécution de diverses opérations de finissage, dont le laminage à chaud, le laminage à froid et/ou le revêtement.[1129] Tous les CPLPAC sont produits à partir de brames, la majorité d'entre eux subissant une autre transformation pour en faire des produits en acier laminés à chaud sur des laminoirs à bandes à chaud ou des laminoirs Steckel.[1130] Des quantités substantielles des produits en

[1126] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 253; première communication écrite de la Chine, paragraphe 205.

[1127] Rapport de l'USITC, page 38.

[1128] Par exemple, les brames servent exclusivement à la production des produits en acier du stade de transformation suivant, soit les produits en acier laminés à chaud, qu'il s'agisse de feuilles, de bandes ou de tôles. La majorité des produits en acier laminés à chaud sont ensuite transformés en produits en acier laminés à froid. Le reste des produits en acier laminés à chaud est réparti en parts à peu près égales pour être transformé en tôles coupées à longueur ou en tubes et tuyaux, ou pour être utilisé dans la fabrication des parties structurelles des automobiles et des appareils électroménagers. La majorité des produits en acier laminés à froid sont aussi utilisés comme produit de charge des produits en acier revêtus, tandis que de plus petites quantités sont transformées en produits étamés ou chromés ou en AMGO.

[1129] Rapport de l'USITC, OVERVIEW, page 7.

[1130] Par ailleurs, les éléments de preuve montrent que les progrès de la technologie ont estompé les anciennes différences que créaient les procédés de fabrication des feuilles/bandes et des tôles par laminage à chaud. Les laminoirs Steckel permettent d'obtenir des produits de moindre épaisseur que les laminoirs réversibles traditionnels, ce qui offre au producteur la possibilité de passer de la production de feuilles à celle de tôles et vice versa. Les laminoirs Steckel permettent aussi aux producteurs d'acier d'enrouler les tôles finies sur un laminoir à bandes à chaud. En outre, l'ajout de laminoirs de finissage aux lignes de coupe à longueur a permis de rendre les produits laminés à chaud de forte épaisseur interchangeables avec les tôles produites en discontinu. En l'absence des laminoirs de finissage, les rouleaux coupés à longueur tendent à reprendre leur forme et à se courber après le premier aplatissement. Bien que les tôles en rouleaux ne puissent être produites que dans des épaisseurs maximales de 3/4 de pouce et ne puissent donc être substituées qu'aux tôles coupées à longueur d'une épaisseur maximale de 3/4 de pouce, cette partie du marché des tôles coupées à longueur est importante. Des éléments de preuve montrent que certains laminoirs peuvent produire des tôles en rouleaux dont l'épaisseur peut atteindre 1 pouce. Par conséquent, la part du marché des tôles coupées à longueur qui peut être approvisionnée en tôles coupées à partir de rouleaux, et qui l'est effectivement, est substantielle. Rapport de l'USITC, pages 40 et 41.

acier ayant subi une transformation antérieure sont transférées à l'interne en vue de la production de produits en acier plus élaborés.[1131] Cela a généralement pour effet d'estomper les distinctions entre les produits jusqu'aux derniers stades de leur transformation puisqu'aux premiers stades de transformation ils sont simplement le produit de charge du stade suivant. Dans le cadre de son examen du procédé de fabrication (c'est-à-dire où et comment est fabriqué le produit), l'USITC a également reconnu qu'il existait une communauté des installations de production et une intégration verticale importante de la branche de production.[1132]

7.400 Les États-Unis relèvent que les plaignants contestent l'examen par l'USITC des procédés de production pour déterminer le "produit similaire" en invoquant le fait que "dans l'affaire *États-Unis - Viande d'agneau*, l'Organe d'appel avait proscrit ce critère pour les fins de la détermination du produit similaire".[1133] Cependant, les États-Unis maintiennent que, contrairement aux affirmations des plaignants, dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, confronté à la question de savoir si deux articles sont des produits distincts, l'Organe d'appel avait reconnu qu'"il peut être utile d'examiner les processus de production de ces produits".[1134]

7.401 Les Communautés européennes soutiennent que les États-Unis ont reconnu la similitude et l'interchangeabilité limitées et qu'ils ont cherché à la défendre sur la base de l'"important facteur" de la relation de "produit de charge", ajoutant qu'il y avait un manque de similitude "ainsi qu'il faudrait s'y attendre pour des produits de charge".[1135] Cependant, cela revient seulement à admettre la raison pleine de bon sens pour laquelle l'Organe d'appel a clairement proscrit l'utilisation d'une relation de produit de charge entre des produits comme critère de détermination de la similarité, s'il ne peut pas par ailleurs être constaté que les produits sont similaires. Si l'USITC avait considéré le procédé de production, c'est-à-dire comment est fabriqué un produit, et non l'existence d'une relation de produit de charge qui est dénuée de pertinence, cela aurait seulement confirmé la constatation selon laquelle les cinq produits sont tous différents. Les Communautés européennes allèguent que les États-Unis ont eux-mêmes décrit les procédés de production de ces quatre produits, admettant de ce fait qu'ils sont différents.[1136] Il est évident que les procédés de production diffèrent considérablement et, en conséquence, la texture et l'épaisseur des produits en acier laminés à chaud et des produits en acier laminés à froid ne sont pas similaires. De même, les caractéristiques particulières des produits en acier revêtus sont attribuables aux procédés de production particuliers de la galvanisation par

[1131] La quasi-totalité des brames produites aux États-Unis est utilisée pour la consommation interne par leurs producteurs nationaux qui les transforment en produits en acier laminés à chaud (feuilles, bandes ou tôles), et des proportions importantes des produits en acier laminés à chaud ou à froid sont aussi transférées à l'interne. En 2000, 99,4 pour cent des expéditions totales de brames des États-Unis produites par des producteurs nationaux ont été transférés à l'interne, comme cela a été le cas pour 66 pour cent des expéditions totales de produits en acier laminés à chaud des États-Unis produites par des producteurs nationaux, et pour 58,7 pour cent des expéditions totales de produits en acier laminés à froid des États-Unis produites par des producteurs nationaux. Rapport de l'USITC, FLAT, pages 1 et 3, notes de bas de page 4 et 5.

[1132] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 121 et 122.

[1133] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 233; *voir aussi* la première communication écrite de la Corée, paragraphes 32 et 35; la première communication écrite du Japon, paragraphe 103; la première communication écrite de la Chine, paragraphe 141; la première communication écrite du Brésil, paragraphe 96; la première communication écrite de la Suisse, paragraphe 179; la première communication écrite de la Norvège, paragraphe 197.

[1134] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 94, note de bas de page 55.

[1135] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 136 et 140.

[1136] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 121.

immersion à chaud ou à d'autres méthodes de revêtement des feuilles laminées à froid pour les rendre résistantes à la corrosion ou leur conférer d'autres qualités particulières.[1137]

7.402 Les États-Unis soulignent que, contrairement aux allégations des plaignants[1138], la définition des CPLPAC retenue par l'USITC, à savoir qu'il s'agit d'un seul produit similaire, n'était pas uniquement fondée sur l'intégration verticale des producteurs nationaux de CPLPAC. Il ressort clairement de sa détermination que l'USITC a examiné les facteurs qu'elle utilisait habituellement pour évaluer les produits similaires dans les enquêtes en matière de sauvegardes, et qu'elle a fondé sa décision sur tous les éléments de preuve dont elle avait connaissance. Même s'ils ne le contestent pas, les plaignants ne reconnaissent pas le fait qu'à un stade de transformation, les CPLPAC constituent généralement le produit de charge du stade suivant, ce qui a généralement pour effet d'estomper les distinctions entre les produits jusqu'aux derniers stades de leur transformation, puisqu'aux stades antérieurs ils sont simplement le produit de charge du stade suivant. Cette interrelation entre des types de CPLPAC se trouvant à des stades de transformation différents était un facteur important dans l'analyse et la constatation de l'USITC et elle est "axée sur les produits". Le fait que l'USITC a reconnu que des quantités substantielles des produits en acier ayant subi une transformation antérieure sont transférées à l'interne en vue de la production de produits en acier plus élaborés et que ces importants transferts internes de produits de charge montrent bien que les producteurs nationaux sont très fortement intégrés ne va pas à l'encontre de toute l'analyse du produit similaire effectuée par l'USITC.[1139] Il s'agit de faits qui concernent l'interrelation des CPLPAC et leur procédé de fabrication. Contrairement aux assertions des plaignants, l'USITC a dûment examiné dans son analyse les autres facteurs pertinents[1140] y compris l'intégration verticale des producteurs nationaux de CPLPAC.[1141] [1142]

[1137] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 277 à 279.

[1138] Première communication écrite du Japon, paragraphes 121 et 122; première communication écrite du Brésil, paragraphes 103 à 105; première communication écrite de la Corée, paragraphes 45 à 47 et 60; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 249 à 254; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.54 et 4.55; première communication écrite de la Chine, paragraphes 201 à 206; première communication écrite du Brésil, paragraphes 103 à 105 et 109.

[1139] Les éléments de preuve montrent qu'en 2000 94,7 pour cent des expéditions de produits en acier laminés à froid des États-Unis et 84,8 pour cent de leurs expéditions de produits en acier revêtus ont été le fait des producteurs nationaux de produits en acier laminés à chaud. INV-Y-207, tableau X-1 (US-27). Inversement, en 2000, 89,1 pour cent des expéditions de produits en acier laminés à chaud des États-Unis ont été le fait des producteurs nationaux de produits en acier laminés à froid/produits en acier revêtus. INV-Y-207, tableau X-2 (US-27).

[1140] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 25 ("Pour appliquer les critères définis dans le rapport sur les *ajustements fiscaux à la frontière* aux faits d'un cas particulier, et pour prendre en compte les autres critères qui peuvent aussi être à retenir dans certains cas, les groupes spéciaux ne peuvent qu'agir au mieux de leur jugement pour déterminer si, en fait, des produits sont "similaires".")

[1141] Tel que discuté ci-dessus, et contrairement aux inexactitudes rapportées par les plaignants, il n'est pas dit dans le rapport sur l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* qu'il est interdit d'examiner les processus de production et l'intégration verticale dans le cadre de l'analyse du produit similaire. Les plaignants passent sous silence le fait que l'Organe d'appel a explicitement reconnu que l'examen des processus de production pouvait être un facteur pertinent pour définir les produits similaires. Plus précisément, dans l'affaire *États-Unis - Viande d'agneau*, l'Organe d'appel a ajouté l'assertion ci-après dans une note de bas de page:

Nous pouvons néanmoins concevoir que la question se pose dans certains cas de savoir si deux articles sont des *produits distincts*. En pareil cas, il peut être utile d'examiner les processus de production de ces produits.

Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 94, note de bas de page 55; rapport du Groupe spécial *Japon – Boissons alcooliques I*, paragraphe 5.7 (Le Groupe spécial a jugé qu'il était

7.403 Les Communautés européennes relèvent que même si l'USITC avait systématiquement tracé des lignes de démarcation entre les produits sur la base d'une relation de produit de charge, une telle approche serait incompatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes, ainsi que l'a précisé l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*. Les Communautés européennes font observer que ce n'est pas en la répétant qu'on corrige une erreur.[1143]

Circuits de commercialisation

7.404 Le Brésil fait valoir que l'USITC a constaté qu'il y avait chevauchement entre les produits au niveau des circuits de commercialisation du fait que les produits étaient généralement utilisés pour la consommation interne ou vendus à des utilisateurs finals, quoique ni les tôles ni les produits en acier traité contre la corrosion ne sont dans la plupart des cas utilisés pour la consommation interne.[1144] [1145]

7.405 Les États-Unis conviennent que l'USITC a aussi examiné les circuits de commercialisation et les utilisations des CPLPAC. La majorité des CPLPAC, et plus particulièrement les produits utilisés comme produits de charge – brames, produits en acier laminés à chaud et produits en acier laminés à froid –, sont transférés à l'interne. Par conséquent, lorsque les CPLPAC entrent sur le marché commercial, le principal circuit de commercialisation s'adresse directement aux utilisateurs finals.[1146]

7.406 La Chine estime que les circuits de commercialisation ne sont pas un critère pertinent.[1147]

Concurrence

7.407 Selon le Japon, l'USITC n'a absolument fait aucun cas du principe le plus fondamental selon lequel il faut que la concurrence existe entre des produits dont il est constaté qu'ils sont similaires. Le choix d'une catégorie de produits CPLPAC excessivement vaste – tant pour les importations que pour la branche de production nationale – a fait perdre toute signification à l'analyse de l'USITC parce qu'il a dissimulé la véritable dynamique de la concurrence sur le marché. Supposons, par exemple, que les importations de brames semi-finies s'accroissent brutalement et que les ventes de produits en acier traité contre la corrosion qui sont fabriqués dans le pays diminuent en même temps. Cet accroissement des importations ne peut pas "causer … un dommage aux producteurs nationaux … des" produits en acier traité contre la corrosion parce qu'il n'y aurait pas de relation de concurrence entre ces produits étant donné les grandes différences qui existent entre les propriétés et les utilisations finales des produits.[1148]

---

important d'évaluer le plus possible la "similarité" sur la base de critères objectifs, y compris, en particulier, la composition et les processus de fabrication du produit, en plus des habitudes de consommation.).

[1142] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 138 et 140.

[1143] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 11 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, dans laquelle est cité le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 90.

[1144] Rapport de l'USITC, page 44.

[1145] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 102.

[1146] En 2000, les circuits de commercialisation de certains produits laminés plats en acier au carbone, à l'exception des tôles coupées à longueur, acheminaient de 60 à 99,6 pour cent de ces produits à des utilisateurs finals. Rapport de l'USITC, tableaux FLAT, pages 12 à 15, et FLAT, page 17. La répartition était encore plus égale dans le cas des circuits de commercialisation des tôles coupées à longueur dont 45,2 pour cent étaient destinés à des utilisateurs finals, et 54,8 pour cent à des distributeurs. *Ibid*., tableau FLAT, page 13.

[1147] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 78.

[1148] Première communication écrite du Japon, paragraphe 80.

7.408 De la même manière, la Corée fait valoir que, lus dans leur ensemble, les articles 2:1 et 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes étayent la conclusion selon laquelle un élément essentiel de l'analyse du produit similaire devrait se rapporter à la question de savoir si les produits se font concurrence sur le marché, parce que ce point permettra de déterminer le caractère essentiel de l'incidence des importations sur la branche de production nationale et d'établir si elles causent ou non un dommage grave. Cet élément essentiel de l'"effet concurrentiel" devrait avoir guidé l'analyse du produit similaire effectuée par l'USITC. Somme toute, plus l'effet concurrentiel est atténué, moins il est susceptible d'exister un lien de causalité entre l'accroissement des importations du produit concerné et le dommage grave. Dans le présent cas d'espèce, les importations de rouleaux laminés à chaud n'ont pas un effet concurrentiel comparable à celui des importations de produits en acier laminés à froid sur la production et la rentabilité des produits en acier laminés à froid, etc. La raison en est que les deux produits ont des caractéristiques physiques différentes et des utilisations finales différentes et qu'ils ne se font donc pas concurrence sur le marché des utilisations finales. L'effet est encore plus atténué entre les importations de brames et les produits galvanisés – c'est-à-dire qu'on ne saurait fabriquer une voiture ou tout autre produit fini à l'aide de brames. De fait, le chevauchement concurrentiel effectif des produits CPLPAC est marginal.[1149] La Nouvelle-Zélande indique que l'USITC a reconnu que les brames "sont destinées à la production des produits en acier du stade de transformation suivant, à savoir les produits en acier laminés à chaud".[1150] Les brames ne peuvent donc servir à aucune des utilisations auxquelles peuvent être affectés les autres produits en acier – elles constituent exclusivement un intrant.[1151] L'analyse de l'USITC est donc bien loin d'établir le seuil du "degré de concurrence le plus élevé" pour la "similarité" dont il était question dans l'affaire *États-Unis – Fils de coton*.[1152]

7.409 Les États-Unis répondent que la substituabilité n'est pas l'un des facteurs habituellement examinés par l'USITC dans le cadre de son analyse de la question de savoir s'il existe des lignes de démarcation nettes entre les produits nationaux afin de définir le(s) produit(s) similaire(s). Ils ajoutent qu'il existe manifestement un rapport de concurrence entre les produits importés et les produits nationaux. Les plaignants n'ont pas contesté, et les parties à l'enquête correspondante non plus, que les produits importés et les produits nationaux sont généralement composés des mêmes types de produits en acier, qu'ils sont interchangeables et qu'ils se font donc concurrence. Par ailleurs, il existe, au sein même de tout produit similaire défini et du produit importé particulier correspondant, un éventail ou un continuum de biens dont les dimensions, la qualité ou les stades de transformation sont différents. Si l'on retrouve dans les biens situés le long du continuum des facteurs identiques ou semblables, il se peut que les articles pris individuellement à chaque extrémités du continuum ne soient pas aussi semblables ou substituables. Par exemple, une jupe de taille 36 est similaire à une jupe de taille 44, mais les deux jupes sont-elles substituables? Ou une barre d'armature n° 3 est-elle substituable à une barre d'armature n° 18? Ou les veaux sont-ils substituables à des bovins qui ont atteint d'autres stades de développement (par exemple animaux d'un an ou veaux d'embauche, bovins d'engraissement ou bovins engraissés prêts pour l'abattage)?[1153]

[1149] Rapport de l'USITC, volume II, FLAT, page 53 (pièce n° 6 des coplaignants); *Respondents' Joint Framework Brief*, pages 22 à 24 (pièce n° 50 des coplaignants).
[1150] Rapport de l'USITC, volume I, page 38.
[1151] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.62.
[1152] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.47.
[1153] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 71 et 72.

iii) Pertinence en l'espèce des autres définitions du produit similaire

7.410 Le Brésil fait valoir que chacun des critères utilisés par l'USITC pour distinguer les billettes des produits longs d'aval peut aussi être utilisé pour distinguer les brames des produits plats d'aval.[1154] La seule distinction avancée par l'USITC était que chacun des produits longs (c'est-à-dire les barres laminées à chaud, les barres d'armature et les profilés de charpente lourds) produits à partir de billettes est fabriqué à un stade de la billette (c'est-à-dire qu'il y a un seul stade de laminage pour chacun des produits) alors que pour les brames il existe de multiples stades de production additionnels (à savoir le laminage à chaud, le laminage à froid, la galvanisation), chacun des produits subséquents étant aussi l'intrant d'un produit d'aval jusqu'au stade de la galvanisation. Par conséquent, selon les États-Unis, alors que les produits plats laminés à chaud (tôles et feuilles) sont issus d'un seul stade de laminage où les brames servent d'intrants, les produits plats laminés à chaud sont similaires aux brames parce que certains produits laminés à chaud peuvent aussi servir d'intrants à un stade de laminage subséquent, le laminage à froid. Cependant, encore selon les États-Unis, les barres laminées à chaud, qui, comme les produits plats laminés à chaud, sont issues d'un seul stade de laminage où les billettes servent d'intrants, ne sont pas similaires aux billettes parce que les barres laminées à chaud ne servent pas d'intrants à un stade de laminage subséquent. Cela aboutit logiquement au résultat anormal voulant que les produits CPLPAC qui sont à un, deux et trois stades de transformation du demi-produit sont considérés être "similaires" au demi-produit, alors que les produits longs qui sont seulement à un stade de transformation du demi-produit ne sont pas considérés être "similaires" à celui-ci. On ne comprend pas non plus pourquoi le laminage à chaud d'une billette crée un produit similaire différent alors que ce n'est pas le cas pour le laminage à chaud d'une brame. On pourrait aussi se demander pourquoi les billettes ne font pas partie d'une catégorie de produits similaires qui comprendrait les fils machines (issus du laminage à chaud des billettes), les fils (issus de l'étirage à froid des fils machines) et les fils galvanisés (issus de l'application d'un revêtement métallique pour empêcher la corrosion). Les relations sont en l'occurrence pratiquement identiques à celles qui existent entre les produits CPLPAC du fait que chaque produit est le produit de charge du produit suivant et à cause de la similitude de la transformation subséquente. En fin de compte, la seule distinction que les États-Unis peuvent trouver pour justifier le traitement différent des produits CPLPAC et des produits longs en acier au carbone est la seule distinction que l'Organe d'appel a spécifiquement considérée comme étant non pertinente pour déterminer si des produits sont similaires les uns aux autres, à savoir si la fabrication de chaque produit fait partie d'une chaîne continue de production. Par ailleurs, même si cette approche était acceptable, elle ne justifie pas que soit établie une distinction entre le traitement des CPLPAC et celui des produits laminés plats en aciers inoxydables, alors que la relation intrant/extrant entre les produits d'aval est identique. Enfin, cette approche est aussi d'une validité limitée pour ce qui est de distinguer les billettes des produits longs finis en ce sens qu'elle ne peut s'appliquer au regroupement de produits constitué des billettes-fils machines-fils-fils galvanisés, qui, des billettes au fil galvanisé, ont la même relation intrant-produit final que les CPLPAC, dont la fabrication va des brames aux feuilles galvanisées.[1155]

7.411 Le Brésil relève en outre que le degré d'intégration de la production de produits plats en aciers inoxydables (brames, tôles, produits laminés à chaud et à froid) et de produits longs en acier au carbone (billettes, barres laminées à chaud, barres d'armature, profilés de charpente lourds et fils machines) est comparable à celui de la production des CPLPAC. La seule différence est que presque tous les aciers inoxydables et la très grande majorité des produits longs en acier au carbone sont produits à partir d'aciers fabriqués dans des fours électriques, alors que la majorité des produits CPLPAC sont produits à partir d'aciers fabriqués dans des hauts fourneaux et des convertisseurs à

[1154] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 15 à 20.

[1155] Réponse écrite du Brésil à la question n° 11 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

oxygène. Cette distinction à propos de la méthode de fabrication de l'acier brut n'est toutefois pas pertinente au degré d'intégration verticale. La plupart des producteurs de produits plats en aciers inoxydables et de produits longs en acier au carbone sont, à l'instar de la plupart des producteurs de CPLPAC, verticalement intégrés depuis la production de l'acier brut jusqu'au laminage du produit fini.[1156] L'ensemble de la branche de production des CPLPAC est moins intégrée verticalement que la brache de production des produits en aciers inoxydables ou que la branche de production des produits longs. Au moins deux producteurs d'un éventail complet de produits CPLPAC finis ne produisent aucune brame, mais répondent à la totalité de leurs besoins en brames en s'adressant à des sources presque exclusivement étrangères.[1157] Le Brésil n'a pas connaissance de l'existence de producteurs de tôles et feuilles en aciers inoxydables ou de barres laminées à chaud, de barres d'armatures et de profilés de charpente lourds qui ne produisent pas aussi l'intrant demi-fini. En outre, comme les importations de brames en acier au carbone ont pu atteindre 7,4 millions de tonnes pendant la période couverte par l'enquête (comparativement au faible niveau des importations de billettes et de brames en aciers inoxydables par rapport à la production nationale)[1158], il est évident qu'il existe une proportion substantielle de la production totale de CPLPAC qui n'est pas verticalement intégrée. Cela dit, il n'y a pas de distinction significative entre le degré d'intégration verticale des producteurs de CPLPAC, de billettes et de produits longs finis en acier au carbone, et des producteurs de produits plats en aciers inoxydables, dont les brames en aciers inoxydables.[1159]

7.412 Les États-Unis insistent sur le fait que les définitions sont fondées sur l'application du critère du produit similaire aux faits particuliers en cause. Si les faits diffèrent, il en sera de même des définitions. Par conséquent, ce qui, selon le Brésil, constitue des incohérences quant au point où sont tracées les lignes de démarcation reflète des différences dans les faits fondamentaux.[1160] Il existe une différence essentielle entre le lien des brames en acier au carbone avec les CPLPAC et le lien des billettes en acier au carbone avec les produits longs en acier au carbone. À différents stades de transformation, les CPLPAC ont un lien séquentiel, ou une relation de produit de charge, qui diffère du lien horizontal entre les produits longs en acier au carbone. Par exemple, 100 pour cent des brames en acier au carbone sont ensuite transformés soit en tôles soit en produits en acier laminés à chaud. Le lien séquentiel se poursuit avec d'autres types de CPLPAC; la majorité des produits en acier laminés à chaud est ensuite transformée en produits en acier laminés à froid et la majorité des produits en acier laminés à froid est ensuite transformée en produits en acier revêtus. Par conséquent, les brames en acier au carbone servent exclusivement à la fabrication de produits en acier laminés à chaud alors que les billettes en acier au carbone ne servent pas exclusivement à la fabrication d'un seul type de produit long. Les billettes en acier au carbone servent plutôt à produire cinq produits très différents – barres laminées à chaud, barres d'armature, profilés de charpente lourds, rails et fils machines. En outre, aucun de ces cinq produits longs en acier au carbone produits à partir des billettes en acier au carbone n'est par la suite transformé en l'un des cinq autres produits longs en acier au carbone.[1161] Par conséquent, les billettes en acier au carbone ne servent pas exclusivement à la

[1156] Le Brésil relève que pour établir des distinctions en matière de similarité entre les fils et les divers produits tréfilés (catégories des câbles/cordages/cordes et des pointes/agrafes/toiles métalliques), l'USITC a effectivement pris en compte le degré limité d'intégration verticale des producteurs des produits d'amont (fils) et d'aval (divers produits tréfilés). *Views of the Commission* – Rapport de l'USITC, volume I, pages 86 et 87.

[1157] Pièce commune n° 52 des coplaignants provenant de la première communication écrite du Brésil, pages 61 et 62.

[1158] Annexes communes A et B provenant de la première communication écrite du Brésil.

[1159] Réponse écrite du Brésil à la question n° 12 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[1160] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 11 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[1161] Les barres laminées à chaud peuvent être transformées en barres parachevées à froid, et les fils machines peuvent être transformés en fils et en pointes. Ces produits d'aval sont toutefois distincts les uns des

fabrication d'un seul type de produit long en acier au carbone comme c'est le cas pour les brames en acier au carbone; le lien horizontal se poursuit aussi entre les produits longs très différents. Il existe d'autres distinctions également dans les caractéristiques physiques et les procédés de fabrication. Par exemple, les brames en acier au carbone sont généralement fabriquées à partir de la fonte produite par les hauts fourneaux et non de la ferraille, alors que près de 100 pour cent des billettes en acier au carbone sont fabriquées à partir de ferraille et de substituts de ferraille. Par conséquent, la pureté des brames est moins variable, alors que celle des billettes l'est davantage. Toutes les brames en acier au carbone sont raffinées et sont soumises à des essais métallurgiques poussés. Par contre, la qualité/pureté des billettes en acier au carbone est très variable, selon le type de produit long en acier au carbone qu'elles serviront à produire. Les billettes en acier au carbone sont généralement bien moins raffinées, mais pour certaines utilisations elles sont soumises à des essais plus poussés. Par exemple, les billettes utilisées dans la fabrication des barres d'armature sont soumises à des essais métallurgiques limités, alors que celles servant à la fabrication de certaines sortes de barres spécialisées peuvent faire l'objet d'essais métallurgiques poussés. Il en résulte des différences au niveau de la complexité des procédés de fabrication. Bon nombre de producteurs de billettes en acier au carbone aux États-Unis produisent d'autres produits longs en acier au carbone. Toutefois, en raison du lien horizontal existant entre les produits longs en acier au carbone, les billettes peuvent servir à fabriquer des barres laminées à chaud, des barres d'armature, des profilés de charpente lourds, des rails et des fils machines, mais aucun de ces cinq produits n'est utilisé pour fabriquer l'un des cinq autres produits. Par conséquent, leur processus de production n'est pas intégré de la même manière que pour la production des CPLPAC.[1162]

iv) Définitions du produit similaire utilisées dans les contextes des enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs

7.413 La Corée rappelle que l'USITC n'a jamais déterminé dans une enquête en matière de droits antidumping ou compensateurs que deux produits CPLPAC ou plus devraient être traités comme un seul produit similaire, et qu'elle n'a pas non plus constaté que des produits CPLPAC différents étaient interchangeables avec d'autres CPLPAC sur le plan commercial. L'USITC aurait au moins dû expliquer pourquoi les analyses poussées qui justifiaient ses déterminations du produit similaire concernant les produits plats dans des affaires passées visant l'imposition de mesures correctives commerciales ne s'appliquaient pas au présent cas d'espèce.[1163] Il est édifiant que l'USITC soit parvenue à la conclusion opposée au sujet du produit similaire dans l'enquête en matière de droits antidumping/compensateurs de 1992 sur les *Produits CPLPAC*[1164] en se fondant précisément sur le fait qu'ils (les produits laminés à chaud, les produits laminés à froid, les produits traités contre la corrosion et les tôles) "diffèrent dans leurs caractéristiques physiques et leurs utilisations" et que "les propriétés physiques différentes de chaque produit similaire exigent des utilisations finales particulières".[1165] [1166]

---

autres et des autres produits fabriqués à partir des billettes (c'est-à-dire que les barres d'armature ne servent pas à la production de barres laminées à chaud).

[1162] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 12 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[1163] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 38 à 40.

[1164] *1992 Certain Flat-Rolled Products*, Publication de l'USITC n° 2549, pages 9 à 17 (pièce n ° 32 des coplaignants). (L'USITC a établi pour ses fins l'existence de quatre catégories de produits laminés plats et y a inclus les enquêtes n ° 573-579, 581-592, 594-597, 599-609, 612-619. *Voir ibid.*, page 3.)

[1165] *1992 Certain Flat-Rolled Products*, Publication de l'USITC n° 2549, pages 12 à 15 (pièce n ° 32 des coplaignants).

[1166] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 50.

7.414 La Nouvelle-Zélande et le Brésil font aussi valoir que l'agrégation des brames, des tôles, des produits en acier laminés à chaud, des produits en acier laminés à froid et des produits en acier revêtus pour en faire un seul groupe de "produits similaires" déroge aussi à la façon même dont l'USITC traite ces produits pour les fins de ses enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs. À plusieurs reprises depuis 1992, l'USITC a systématiquement traité les produits en acier distincts constituant la catégorie des CPLPAC comme des produits similaires distincts. Le Japon souscrit à cet argument. Dans chaque cas, l'USITC avait reconnu l'existence de différences fondamentales entre les produits pour ce qui était de leurs propriétés physiques, de leurs utilisations et de leur interchangeabilité. Dans le présent cas d'espèce, elle semble agréger ou désagréger les produits à son gré. Par exemple, alors que l'USITC a considéré ensemble les demi-produits en acier au carbone (brames) et les produits plats en acier au carbone finis dans la même catégorie de produits similaires, elle a décidé de considérer les demi-produits longs (billettes) et les demi-produits en aciers inoxydables comme étant distincts des produits finis.[1167]

7.415 D'après les États-Unis, les arguments des plaignants selon lesquels l'USITC aurait dû définir le produit similaire comme elle l'avait fait dans le cadre de certaines enquêtes antérieures en matière de droits antidumping et compensateurs ne reconnaissent pas que les définitions établies dans ces affaires, tout comme dans les enquêtes en matière de sauvegardes, dépendent des importations visées par l'enquête particulière; c'est pourquoi les définitions ont varié.[1168] Le point de départ de l'analyse du produit similaire de l'USITC est les importations visées telles qu'elles sont définies dans le cadre de l'enquête. Dans le présent cas d'espèce, l'USITC a commencé par les importations visées qui comprenaient un éventail de certains produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés et elle a cherché à l'aide de critères bien établis à déterminer s'il existait des lignes de démarcation nettes entre les produits en acier nationaux qui correspondaient à ces importations visées. Par ailleurs, contrairement aux allégations des plaignants, l'USITC n'était pas tenue de commencer par les définitions du produit similaire qu'elle avait obtenues dans le cadre d'enquêtes antérieures en matière de droits antidumping et compensateurs, et qui auraient pu être des définitions appropriées dans des contextes différents fondés sur des lois et dossiers particuliers, puis de procéder à une série de comparaisons. Le point de départ des enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs est généralement plus restreint en ce qui concerne le champ des importations visées, de sorte que l'analyse consiste fréquemment à déterminer si la définition du produit national similaire doit être plus large que celle des importations visées, ce qui signifie qu'elle part du plus petit et cherche à déterminer s'il faut élargir la définition au lieu de partir du plus grand et de chercher à déterminer s'il faut la restreindre. Les plaignants ne reconnaissent pas non plus que les enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs ont un but différent de celui d'une enquête en matière de sauvegardes.[1169]

7.416 Le Japon répond qu'on pourrait faire valoir que les enquêtes en matière de sauvegardes permettent de retenir une définition plus large de la branche de production que les enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs, étant donné que l'Accord sur les sauvegardes renferme à la fois les termes "similaires" et "directement concurrents" alors que l'Accord antidumping et l'Accord sur les subventions ne contiennent que le terme "similaires". Toutefois, dans le présent cas d'espèce, l'USITC ne s'est fondée que sur le terme "similaire" et le concept de "similaire" est interprété dans un

[1167] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.68 à 4.70; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 12; première communication écrite du Japon, paragraphes 131 à 136.

[1168] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 128, dans laquelle est citée la première communication écrite du Japon, paragraphes 125 à 148; première communication écrite de la Corée, paragraphes 34 à 44.

[1169] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 128 à 130.

sens encore plus étroit lorsqu'il est juxtaposé à l'expression "directement concurrent". L'USITC aurait plutôt dû décider de l'interpréter dans un sens plus étroit. En outre, compte tenu de la discussion précédente qui montre que des mesures de sauvegardes peuvent être appliquées seulement dans les circonstances les plus exceptionnelles, le Japon conteste la thèse voulant que la définition du produit similaire puisse être plus large dans le contexte des sauvegardes que dans celui des droits antidumping et compensateurs.[1170]

7.417 Selon la Corée, l'hypothèse formulée par l'USITC dans son examen de la pertinence juridique des déterminations du produit similaire dans les enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs est que le but fondamental de l'article 201 est de protéger les branches de production nationales. Par conséquent, l'USITC est d'avis qu'elle jouit d'une plus grande latitude pour définir le produit similaire dans un sens plus large qu'au titre de n'importe quelle disposition en matière de droits antidumping et compensateurs. Le but et l'objet de l'article 201 tels qu'énoncés par l'USITC ne sont pas compatibles avec le but et l'objet de l'Accord sur les sauvegardes. Le but de l'Accord sur les sauvegardes, qu'il convient d'opposer au but d'une disposition législative nationale correspondante (en l'occurrence, l'article 201), n'est pas de protéger la branche de production nationale, mais de fournir un cadre à l'intérieur duquel puisse être appliquée une mesure de sauvegarde. Il s'ensuit que les décisions de l'USITC concernant les produits similaires sont sérieusement compromises.[1171] [1172] La Corée fait aussi valoir que l'USITC s'est en fait considérablement et explicitement fondée sur ses constatations de fait formulées dans des décisions antérieures en matière de droits antidumping et compensateurs concernant les produits et les procédés de production, mais qu'elle est parvenue à des conclusions diamétralement opposées en se fondant sur les mêmes constatations de fait.[1173] La méthode de l'analyse du produit similaire est en fait sensiblement semblable aussi. Dans les deux cas, l'USITC cherche à établir l'existence de "lignes de démarcation nettes entre les produits similaires possibles" et à appliquer des facteurs semblables aux faits de chaque cas d'espèce. Cependant, le résultat des déterminations du produit similaire dans le cadre de l'enquête en question sur les produits en acier menée au titre de l'article 201 était manifestement différent de ceux des autres enquêtes: dans les enquêtes antidumping ouvertes en 1992 et qui se sont poursuivies jusqu'aux récentes déterminations faites en 2002 dans le cas des produits en acier laminés à froid en provenance de l'Argentine, de la Belgique, du Brésil, de la Chine, de la France, de l'Allemagne, de la Corée, des Pays-Bas, de la Nouvelle-Zélande, de la Russie, de l'Afrique du Sud, de l'Espagne, de Taiwan, de la Turquie et du Venezuela[1174], l'USITC a toujours déterminé qu'il existait des "lignes de démarcation nettes" entre les produits en acier laminés à chaud, les produits en acier laminés à froid, les produits en acier traité contre la corrosion et les tôles.[1175] La Corée conclut que les plaignants ont établi qu'il existait des incohérences significatives entre les approches adoptées par les États-Unis dans le contexte des enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs et dans celui du présent examen concernant les sauvegardes. En fait, les précédents cohérents créés au cours des dix dernières années ont été spécifiquement portés à l'attention de l'USITC. Celle-ci en a rejeté la pertinence pour des motifs qui ne sont pas compatibles avec l'Accord sur les sauvegardes. Les États-Unis n'ont pas non

[1170] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 38.

[1171] Rapport de l'USITC, volume I, notes de bas de page 69, 73 à 76, 80 à 82, 84 et 85, 95 à 102, 104, 109 à 117, 125, 127, 129 à 131, 947 et 949 à 952 (pièce n° 6 des coplaignants).

[1172] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 51 et 52.

[1173] *Voir*, par exemple, le rapport de l'USITC, notes de bas de page 69, 73 à 76, 80 à 82, 84 et 85, 95 à 102, 104, 109 à 117, 125, 127, 129 à 131, 947 et 949 à 952 (pièce n° 6 des coplaignants).

[1174] *Certain Cold-Rolled Steel Products from Argentina, Belgium, Brazil, China, France, Germany, Korea, the Netherlands, New Zealand, Russia, South Africa, Spain, Taiwan, Turkey, and Venezuela*, enquêtes n° 701-TA-423-425 (finale) et 731-TA-964, 966-970, 973-978, 980 et 982-983 (finales), publication de l'USITC n° 3551 (novembre 2002).

[1175] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 54 à 57.

plus présenté au Groupe spécial de fondement juridique permettant de conclure à la non-pertinence de ces constatations.[1176] Par conséquent, ces déterminations fournissent des éléments de preuve significatifs du produit similaire approprié dans le présent cas d'espèce.[1177]

v) Pertinence des définitions du produit similaire dans de précédentes enquêtes en matière de sauvegardes

7.418 Les États-Unis font valoir que les plaignants se fondent sur des définitions du produit similaire établies dans le cadre de certaines enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs, mais qu'ils passent sous silence le différend similaire *Produits en acier - 1984*, qui portait sur des produits plats en acier au carbone se trouvant à divers stades de transformation similaires à ceux visés par l'enquête en question.[1178] L'USITC y définissait les produits similaires d'une manière semblable à de nombreux égards à celle de la présente affaire mais qui était différente de celles arrêtées dans des décisions rendues à la même époque dans des enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs. Plus précisément, dans l'affaire *Produits en acier - 1984*, l'USITC a défini neuf produits similaires qui constituaient chacun une catégorie distincte de produits étroitement apparentés, qui étaient similaires ou directement concurrents par rapport aux articles importés. Trois de ces catégories concernaient des produits plats en acier au carbone: les demi-produits, qui comprenaient les brames ainsi que les lingots, les blooms, les billettes et les largets; les tôles; et les feuilles et bandes, qui comprenaient les produits en acier laminés à chaud, les produits en acier laminés à froid et les produits en acier revêtus (chacun de ces produits ayant été défini comme un produit similaire national distinct dans des enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs).[1179]

7.419 Dans le présent cas d'espèce, l'USITC a reconnu que depuis l'affaire *Produits en acier – 1984*, il y avait eu un certain nombre de changements technologiques dans l'industrie de la sidérurgie. L'avènement du procédé de la coulée continue pour la production des brames en remplacement du procédé de la coulée en lingotière avait permis de rendre les demi-produits (brames, lingots, blooms et billettes) et les procédés moins semblables, et d'assurer une plus grande continuité des procédés de production des brames et des produits laminés à chaud.[1180] Par ailleurs, les éléments de preuve ont montré que la distinction entre la production d'un demi-produit et d'un produit laminé à chaud s'est estompée davantage par suite du recours accru aux fours à arcs électriques qui permettent de produire

[1176] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 85 à 90. La distinction établie entre les sauvegardes et les droits antidumping est simplement l'argument des États-Unis selon lequel les buts des accords sont différents, de sorte que le "produit similaire" doit être interprété différemment. *Voir* la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 108; le rapport de l'USITC, volume I, pages 30 et 31 (pièce n° 6 des coplaignants).

[1177] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 60.

[1178] L'enquête 1984 Steel portait sur des produits plats en acier au carbone tels que les brames, les produits en acier laminés à chaud, les tôles, ainsi que les billettes/blooms, les fils machines, les fils, les produits de type ferroviaire, les barres, les profilés de charpente, et les tubes et tuyaux. Publication de l'USITC n° 1553, page 10 (US-24).

[1179] Publication de l'USITC n° 1553, pages 10 et 15 à 23 (US-24).

[1180] Rapport de l'USITC, OVERVIEW, pages 8 et 9. En cherchant à établir une distinction entre les brames et les CPLPAC se trouvant à d'autres stades de transformation, les plaignants ne reconnaissent pas que les produits en acier laminés à chaud et les produits en acier laminés à froid sont aussi essentiellement des produits de charge ou des "produits demi-finis" ni le fait que les progrès de la technologie ont permis de rendre les "produits demi-finis", tels que les brames, les billettes, les lingots et les blooms, moins semblables qu'à l'époque de l'affaire Produits en acier - 1984. Première communication écrite du Japon, paragraphes 81 et 114; première communication écrite du Brésil, paragraphe 81; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.60 à 4.62.

des "brames minces" que l'on transforme immédiatement après en produits laminés à chaud. L'USITC a aussi reconnu dans l'enquête en question qu'en définissant des produits similaires distincts pour les tôles et les feuilles/bandes, elle s'était en partie attachée, dans l'affaire *Produits en acier – 1984*, sur les différences dans la production. Cependant, dans l'enquête en question, les éléments de preuve montrent que la production de tôles, qui est semblable à la production de feuilles/bandes, était devenue plus continue, car les mêmes laminoirs à bandes à chaud ou laminoirs Steckel ou des laminoirs semblables sont souvent utilisés pour fabriquer les deux produits. Par conséquent, l'USITC a constaté que les procédés et l'équipement de production des tôles et des feuilles/bandes étaient devenus semblables et que la production de brames était moins distincte, la transformation étant caractérisée par une plus grande continuité jusqu'au stade suivant du laminage à chaud qu'à l'époque de l'affaire *Produits en acier – 1984*. Contrairement aux thèses des plaignants selon lesquelles l'USITC aurait dû appliquer certaines définitions du produit similaire provenant d'enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs, il est clair que si de quelconques autres définitions avaient dû être prises en compte, il se serait agi de celles établies pour une enquête en matière de sauvegardes qui aurait été ouverte au titre des mêmes dispositions et qui aurait aussi porté sur une variété de produits semblable à celle de l'enquête.[1181]

7.420 La Corée répond que les États-Unis ont un raisonnement circulaire. Ainsi que l'admettent les États-Unis, la définition du produit similaire utilisée par l'USITC dans le cadre des enquêtes ouvertes au titre de l'article 201 est régie par le but de l'article 201 – qui, selon l'USITC, est de protéger les ressources productives nationales.[1182] Comme ce "but" figure dans la Loi de 1974 sur le commerce extérieur, toute "indication" devant provenir de la décision de 1984 de l'USITC en matière de sauvegardes au sujet de l'existence de "lignes de démarcation nettes " serait circulaire. L'objet et le but de l'Accord sur les sauvegardes, comparativement à la Loi de 1974 sur le commerce extérieur, ne fournissent aucun fondement pour "déplacer" la ligne de démarcation nette entre des produits similaires qui a été établie pendant dix ans dans le cadre d'enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs pour définir le produit "similaire".[1183]

vi) Mesure corrective distincte pour les brames

7.421 La Nouvelle-Zélande fait valoir que même si l'USITC et le Président ont regroupé les brames avec un éventail d'autres produits en acier, une recommandation visant l'application d'une mesure corrective distincte et une détermination portant imposition d'une mesure corrective distincte ont été faites pour les brames: imposition d'un contingent tarifaire au lieu d'un droit de douane. Cette approche plutôt novatrice qui consiste à différencier les mesures correctives appliquées à ce qui est supposé être des produits "similaires" revient à reconnaître implicitement que ces produits ne sont pas "similaires".[1184] De la même manière, selon la Chine et les Communautés européennes, une dernière démonstration du caractère pernicieux de l'approche des États-Unis est le fait que le rapport de l'USITC (et la Proclamation présidentielle) détermine l'application d'une mesure corrective distincte pour les brames, qui sont l'un des produits agrégés dans la catégorie des produits CPLPAC. L'application d'une mesure corrective différente ne peut être qu'une reconnaissance du fait que ce produit est physiquement différent des autres produits de la catégorie et qu'il est confronté à des conditions de concurrence considérablement différentes.[1185]

[1181] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 131 à 135.
[1182] Rapport de l'USITC, volume I, pages 30 et 31 (pièce n° 6 des coplaignants).
[1183] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 46.
[1184] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.70.
[1185] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 255; première communication écrite de la Chine, paragraphe 207.

b) Produits étamés ou chromés

i) Généralités

7.422 La Norvège fait valoir que les États-Unis n'ont pas correctement défini les produits nationaux qui sont "similaires ou directement concurrents" par rapport au produit importé particulier. Le Japon conteste aussi la détermination du produit similaire étant donné que l'USITC n'est pas convenue d'une définition, ce qui signifie que les États-Unis n'ont pas mis en corrélation la détermination de l'existence d'un dommage, la définition du produit similaire et la mesure de sauvegarde.[1186]

7.423 Les États-Unis insistent sur le fait que l'USITC a examiné les faits à l'aide de facteurs établis de longue date et qu'elle a cherché à déterminer s'il existait des lignes de démarcation nettes entre les divers types de certains produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés qui correspondaient aux importations visées par l'enquête en question. La méthode utilisée par l'USITC est impartiale et objective. Les définitions du produit similaire concernant les produits étamés ou chromés établies par l'USITC sont compatibles avec les articles 2:1 et 4:1 de l'Accord sur les sauvegardes et elles devraient être confirmées par le Groupe spécial.[1187]

7.424 Les États-Unis rappellent que l'USITC a débuté son analyse avec l'éventail de produits en acier regroupés pour l'essentiel dans la catégorie de certains produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés, qui ont tous été définis comme étant des importations visées par l'enquête en question dans la demande du Président (ainsi que dans la demande de la Commission des finances du Sénat). L'USITC a ensuite appliqué ses facteurs établis de longue date pour déterminer s'il fallait analyser séparément ou globalement des types particuliers de CPLPAC. Après l'examen des éléments de preuve et l'analyse de certains produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés nationaux correspondants, quatre commissaires ont subdivisé cette catégorie en trois produits similaires distincts, dont l'un a été défini comme étant des produits étamés ou chromés, et deux commissaires ont déterminé que les produits en acier figurant dans cette catégorie, dont les produits étamés ou chromés, devraient être définis comme un seul produit similaire.[1188] [1189]

7.425 Selon les États-Unis, les produits étamés ou chromés sont des produits en acier laminés à froid qui ont été revêtus d'étain ou de chrome ou oxydes de chrome.[1190] Pour définir les produits étamés ou chromés comme un produit similaire distinct, la commissaire Miller a constaté que le produit de charge laminé à froid utilisé dans la fabrication des produits étamés ou chromés subissait généralement une transformation plus poussée que nécessaire pour produire d'autres produits finis, bien qu'elle ait reconnu que les produits étamés ou chromés avaient les mêmes procédés de fabrication

[1186] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 216; première communication écrite du Japon, paragraphes 153 à 157.

[1187] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 153.

[1188] Quatre commissaires ont constaté l'existence de lignes de démarcation nettes permettant de définir trois produits similaires distincts à l'intérieur de cette catégorie et deux commissaires ont déterminé que cette catégorie au complet constituait un seul produit similaire. Les commissaires Okun, Hillman, Miller et Koplan ont défini les trois produits similaires distincts suivants: 1) certains produits laminés plats en acier au carbone ("CPLPAC"); 2) les aciers dits "magnétiques" à grains orientés ("AMGO"); et 3) les produits étamés ou chromés. Les commissaires Bragg et Devaney ont défini un seul produit similaire, à savoir les produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés (dont les brames, les feuilles et bandes laminées à chaud, les tôles coupées à longueur, les feuilles et bandes laminées à froid, les aciers dits "magnétiques" à grains orientés traités contre la corrosion, et les produits étamés ou chromés).

[1189] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 143.

[1190] Rapport de l'USITC, FLAT, page 4.

que les CPLPAC et les AMGO.[1191] La commissaire Miller a aussi constaté que les produits étamés ou chromés étaient dans leur très grande majorité vendus directement à des utilisateurs finals et presque exclusivement aux termes de contrats à long terme[1192], et qu'ils servaient à la production de contenants, et de matériels d'emballage et d'expédition.[1193] Elle a constaté que les produits étamés ou chromés nationaux et importés avaient les mêmes attributs physiques, qu'ils étaient généralement interchangeables, et qu'ils étaient essentiellement vendus à des utilisateurs finals aux termes de contrats pour les mêmes utilisations.[1194] Pour définir les produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés, dont les produits étamés, comme un seul produit similaire, la commissaire Bragg a constaté que ces produits plats en acier au carbone avaient en commun certaines propriétés physiques de base, qu'ils possédaient une base métallurgique commune, et qu'ils empruntaient des circuits de distribution semblables.[1195] Elle a reconnu qu'il existait un chevauchement limité des utilisations finales, mais a constaté l'existence de transferts de production entre ces produits. Pour définir comme un seul produit similaire tous les produits plats, dont les produits étamés ou chromés, le commissaire Devaney a constaté que le procédé de fabrication des produits plats en acier était continu. Concernant les produits en acier devant être étamés ou chromés, il a indiqué qu'ils étaient dès le début de la production destinés à cette fin et qu'ils utilisaient des produits en acier laminés à froid comme produit de charge.[1196]

7.426 La Norvège fait valoir qu'on peut déduire de la jurisprudence établie dans le cadre de l'OMC pour d'autres affaires que les États-Unis auraient au moins dû considérer les éléments suivants: i) les propriétés physiques des produits; ii) la mesure dans laquelle les produits peuvent avoir les mêmes utilisations finales ou des utilisations finales semblables; iii) la mesure dans laquelle les consommateurs perçoivent et considèrent les produits comme d'autres moyens de remplir des fonctions particulières pour satisfaire à un désir ou à une demande spécifique; et iv) la classification internationale des produits à des fins tarifaires.[1197]

7.427 Les États-Unis soutiennent que les allégations de la Norvège au sujet des définitions du produit similaire concernant les produits étamés ou chromés établies par l'USITC sont fondées sur une interprétation erronée des facteurs que l'USITC était ou "tenue ou non autorisée" à examiner pour rendre ses décisions concernant le produit similaire.[1198] La Norvège ne reconnaît pas que les facteurs avancés par le Groupe de travail sur les *Ajustements fiscaux à la frontière*, qui concernaient les ajustements fiscaux, visaient un but différent, et qu'"[a]ucune approche unique pour exercer un jugement ne sera appropriée pour tous les cas".[1199] Par conséquent, l'USITC n'était pas tenue d'examiner les quatre facteurs établis par le Groupe de travail ainsi que le recommande instamment la Norvège.[1200]

[1191] Rapport de l'USITC, pages 48 et 49.
[1192] Rapport de l'USITC, page 48; rapport de l'USITC, tableau FLAT-18.
[1193] Rapport de l'USITC, tableau OVERVIEW-2 et, FLAT, page 4.
[1194] Rapport de l'USITC, page 49.
[1195] Rapport de l'USITC, pages 272 et 273.
[1196] Rapport de l'USITC, page 36, note de bas de page 65, page 38, note de bas de page 83, page 43, note de bas de page 126, et page 45, notes de bas de page 137 et 139.
[1197] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 101.
[1198] Première communication écrite de la Norvège, paragraphes 222 à 232.
[1199] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 101.
[1200] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 146.

ii) Critères du produit similaire

Propriétés physiques

7.428 La Norvège estime que la majorité des commissaires ont défini la branche de production nationale comme étant constituée de "tous les producteurs de produits étamés ou chromés"[1201], et qu'ils n'ont donc pas établi de distinctions entre les divers produits inclus dans ce groupe. Les deux autres commissaires ont recouru à des regroupements encore plus larges qui étaient liés à toutes sortes de produits plats. De l'avis de la Norvège, un produit plat qui n'est pas revêtu d'"étain" ne peut pas être "similaire" à un autre produit qui en est revêtu. La première condition minimale est donc que les produits soient revêtus. De même, les épaisseurs et les surfaces varient grandement en fonction de l'utilisation finale du produit.[1202] C'est ce qu'illustrent bien les exclusions spécifiques prévues dans la

[1201] Rapport de l'USITC, volume 1, note de bas de page 367 (pièce n° 6 des coplaignants).

[1202] Les produits étamés ou chromés sont fabriqués dans des usines d'étamage et répondent essentiellement à la désignation de six catégories différentes de produits qui comportent des subdivisions:

1. Tôles en étain revêtues par voie électrolytique – Produits en acier recuits en paquets, laminés à froid, simple réduction, revêtus d'étain.

1a. Tôles en étain revêtues par voie électrolytique – Produits en acier recuits en continu, laminés à froid, simple réduction, revêtus d'étain.

2. Tôles en étain revêtues par voie électrolytique – Produits en acier recuits en paquets, laminés à froid, double réduction, revêtus d'étain.

2a. Tôles en étain obtenues par voie électrolytique – Produits en acier recuits en continu, laminés à froid, double réduction, revêtus d'étain.

3. Produits en acier chromés-chromatés (TFS) – Produits en acier recuits en paquets, laminés à froid, simple réduction, revêtus de chrome.

3a. Produits en acier chromés-chromatés (TFS) – Produits en acier recuits en continu, laminés à froid, simple réduction, revêtus de chrome.

4. Produits en acier chromés-chromatés (TFS) – Produits en acier recuits en paquets, laminés à froid, double réduction, revêtus de chrome.

4a. Produits en acier chromés-chromatés (TFS) – Produits en acier recuits en continu, laminés à froid, double réduction, revêtus de chrome.

5. Produits en acier à revêtement polymère – Produits en acier recuits en paquets, laminés à froid, simple réduction, revêtus de chrome et à revêtement de surface polymère.

5a. Produits en acier à revêtement polymère – Produits en acier recuits en continu, laminés à froid, simple réduction, revêtus de chrome et à revêtement de surface polymère.

5b. Produits en acier à revêtement polymère – Produits en acier recuits en paquets, laminés à froid, double réduction, revêtus de chrome et à revêtement de surface polymère.

5c. Produits en acier à revêtement polymère – Produits en acier recuits en continu, laminés à froid, double réduction, revêtus de chrome et à revêtement de surface polymère.

6. Tôle noire – Produits en acier recuits en paquets, laminés à froid, simple réduction, écrouis et sans revêtement.

L'épaisseur des produits étamés ou chromés se situe dans les fourchettes suivantes:

Tôles en étain:	0,10 mm-0,375 mm.
Tôles en étain laminées plates:	0,375 mm-0,90 mm.

La dureté des produits étamés ou chromés se situe dans les fourchettes suivantes:

Recuits en paquets:	T 1 – T 2 – T 3 – T 4.
Recuits en continu:	T 3 – T 4 – T 5 – T 6 – T 7.

Dimensions des produits étamés ou chromés:

Tôle:	Largeur du laminage, min. 600 mm – max. 1100 mm. y)
	Longueur de coupe, min. 485 mm – max. 1180 mm.

demande initiale de l'USTR[1203], où cinq catégories de produits étamés ou chromés sont exclues de la demande à cause de leur revêtement (chrome), épaisseur, largeur, longueur et composition chimique.[1204] On peut trouver d'autres exemples des différents produits inclus dans ce groupe de produits dans les dernières exclusions prévues par l'USTR, où dix produits étamés ou chromés différents ont été exclus le 22 août 2002 du champ des mesures prises par les États-Unis.[1205] S'il fallait considérer les produits plats dans leur ensemble, ainsi l'ont fait deux commissaires, on constaterait qu'il existe des différences frappantes entre, par exemple, les brames et les produits étamés ou chromés, pour ce qui est de leur épaisseur, forme et degré de finissage.[1206]

7.429 De l'avis des États-Unis, la Norvège conteste ainsi non seulement la définition d'un seul produit similaire pour les produits plats en acier au carbone, mais également la définition des produits étamés ou chromés comme produit similaire distinct. D'une part, la Norvège indique que les produits étamés ou chromés pourraient être définis comme constituant six à 13 catégories différentes de produits similaires et, d'autre part, elle mentionne les différentes exclusions de produits demandées et accordées pour en inférer que chacun de ces produits aurait dû être défini comme un produit similaire distinct. Par conséquent, pour la Norvège, la question va bien au-delà du point de savoir si le produit plat est revêtu d'"étain". Par ailleurs, contrairement aux allégations de la Norvège, la mesure dans laquelle les produits doivent être distincts pour être exclus ne justifie pas que soit constatée l'existence de douzaines de produits similaires. Dans le cadre de son analyse du produit similaire, l'USITC cherche à déterminer s'il existe des lignes de démarcation nettes, ce qui est bien éloigné des lignes ténues ou microscopiques que préconise la Norvège. La Norvège allègue qu'il existe des produits différents à l'intérieur du groupe des produits étamés ou chromés, mais on ne sait pas très bien à quel niveau de détail elle aurait voulu que l'USITC examine les utilisations du produit. La Norvège semble aussi faire abstraction du fait que l'USITC n'est pas habilitée à exclure des importations parmi celles que la demande ou la requête définit comme étant visées par l'enquête.[1207]

Rouleaux: Largeur, min. 600 mm – max. 1180 mm.
Produits refendus: Largeur, min. 25 mm – max. 510 mm.

Structure de surface différente.
Brillante, Light Stone, Stone, mate ou argent

Utilisation finale des produits étamés ou chromés:
Conditionnement des produits alimentaires
Emballage de produits techniques (peintures, laques, huiles, etc.)
Boîtes à bière et à boissons
Générateurs d'aérosol
Boîtes hermétiques (bocaux pour confitures, etc.)
Applications autres que pour l'emballage (plateaux, filtres à huile, articles d'usage courant, etc.)

[1203] Pièce n° 1 des coplaignants.
[1204] United States Trade Representative's (USTR) request to the United States International Trade Commission (ITC) to initiate a safeguard investigation under Section 201 of the Trade Act of 1974, Annexe II (pièce n° 1 des coplaignants).
[1205] USTR, " List of additional products to be excluded from the Section 201 safeguards measures, as established in Presidential Proclamation 7529 of March 5, 2002", 22 août 2002, que l'on peut consulter sur le site Web de l'USTR (pièce n° 92 des coplaignants). Cette liste montre que dix produits étamés ou chromés différents ayant des spécifications données sont exclus du champ des mesures.
[1206] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 223.
[1207] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 148.

Utilisation finale

7.430 La Norvège fait valoir que les grandes utilisations finales des tôles en étain sont la fabrication de boîtes soudées. Il existe toutefois des différences considérables entre les utilisations finales compte tenu de l'épaisseur des tôles étamées ou chromées. Les filtres à huile pour voitures et les boîtes à boissons gazeuses requièrent des épaisseurs différentes. Le type de production à laquelle se livre l'acheteur nécessitera donc des types différents de produits étamés ou chromés. Les produits revêtus de chrome sont aussi inclus dans cette catégorie, telle qu'elle est définie par l'USITC et le Président. L'USITC explique, à la note de bas de page 403 de son rapport, que les produits revêtus de chrome ont une utilisation différente des produits revêtus d'étain, en raison des différences que présentent leurs surfaces. Les tôles en étain serviront à la fabrication des boîtes mêmes, à cause de leur surface plus brillante (et elles se prêtent ainsi mieux à être peintes) alors que les tôles revêtues de chrome sont employées pour la fabrication des fonds des boîtes. L'USITC, dans son examen de la branche de production nationale produisant des produits étamés ou chromés, n'établit pas de distinction entre les différents produits du groupe. Son bref examen repose sur une hypothèse voulant que toutes les importations constituent un seul article qui est "similaire" aux produits fabriqués dans le pays. Les utilisations finales ne sont mentionnées qu'au passage, lorsqu'il est indiqué que "[l]es produits étamés ou chromés sont presque exclusivement utilisés dans la production de contenants, tels que les boîtes à bière, et de matériels d'emballage et d'expédition. Ils ne se prêtent pas à d'autres utilisations finales".[1208] La Norvège relève qu'il ressort toutefois clairement de cette assertion que les produits étamés ou chromés ne sont pas interchangeables avec d'autres produits plats. Elle indique aussi que la procédure d'approbation de la demande d'exclusion par l'USTR, telle que prescrite dans la Proclamation présidentielle, précise que l'USTR examinera entre autres si le produit est actuellement fabriqué aux États-Unis, si une substitution est possible et si les prescriptions en matière de qualification affectent la capacité du demandeur d'utiliser des produits nationaux.[1209] Compte tenu des exclusions accordées *a posteriori* il semblerait que la détermination originale d'un seul produit similaire soit erronée.[1210]

7.431 Pour appliquer les facteurs habituels relatifs aux produits similaires à la catégorie générale des produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés, quatre commissaires ont constaté l'existence d'une ligne de démarcation nette entre les CPLPAC et les produits étamés ou chromés.[1211] Ils ont en particulier constaté que le produit de charge laminé à froid subissait une transformation plus poussée que nécessaire pour fabriquer des CPLPAC. En outre, les produits étamés ou chromés sont notamment utilisés pour la production de contenants et de matériels d'emballage et d'expédition. En revanche, les CPLPAC sont essentiellement utilisés dans la production des industries de l'automobile et de la construction. Les produits étamés ou chromés sont dans leur très grande majorité vendus directement à des utilisateurs finals aux termes presque exclusivement de contrats à long terme, alors que la majorité des CPLPAC sont transférés à l'interne pour être utilisés aux derniers stades de leur transformation.[1212]

[1208] Rapport de l'USITC, volume I, pages 48 et 49. La citation est tirée de la page 48 et les notes de bas de page figurant dans la version originale ont été omises (pièce n° 6 des coplaignants).

[1209] "Procedures for Further Consideration of Requests for Exclusions of Particular products from Actions With Regard to Certain Steel products Under Section 203 of the Trade Act of 1974, as Established in the Presidential Proclamation 7529 of March 5, 2002", Federal Register/volume 67, n° 75/18 avril 2002, page 19307 (pièce n° 19 des coplaignants).

[1210] Première communication écrite de la Norvège, paragraphes 224 à 228.

[1211] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 143 et 144; rapport de l'USITC, pages 48 et 49.

[1212] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 27 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

Perception des consommateurs

7.432 La Norvège estime que les consommateurs de produits étamés ou chromés, qui en l'espèce désignent les utilisateurs finals des produits importés et des produits nationaux similaires, devraient percevoir que les tôles d'épaisseurs différentes et de revêtements différents ont des utilisations différentes. Ce n'est pas une question que l'USITC examine dans son rapport.[1213]

Classification tarifaire

7.433 La Norvège estime qu'aux États-Unis les produits étamés ou chromés visés par la mesure étaient (avant l'imposition des droits additionnels) divisés en quatre grandes catégories douanières (n° 7210.11.0000; 7210.12.0000; 7210.50.0000; et 7212.10.0000).[1214] Cela montre qu'il pourrait y avoir plusieurs produits "similaires" différents. L'USITC n'examine pas dans son rapport la question des classifications douanières différentes des produits étamés ou chromés. La seule mention qui en est faite au passage figure à la note de bas de page 176[1215] où il est indiqué que l'USITC n'a pas jugé que dans l'enquête en question l'examen du traitement douanier était un facteur utile pour les produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés. De l'avis de la Norvège, les États-Unis n'ont pas défini les produits nationaux qui sont "similaires ou directement concurrents" par rapport au(x) produit(s) importé(s) particulier(s), car ils n'ont pas effectué de comparaisons – à tout le moins – par rapport aux critères reconnus dans la jurisprudence établie dans le cadre de l'OMC pour établir la similarité. Les constatations des États-Unis sont donc loin de répondre à la prescription de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes selon laquelle les autorités compétentes doivent déterminer que les articles nationaux, dont ils veulent regrouper les producteurs à l'intérieur d'une seule branche de production nationale, sont soit un "seul et même produit similaire" soit un ou plusieurs produits directement concurrents par rapport à des importations particulières.[1216]

7.434 En réponse, les États-Unis rappellent qu'ainsi que l'a indiqué l'Organe d'appel, "l'adoption d'un cadre particulier pour faciliter l'examen des éléments de preuve n'élimine pas le devoir ni la nécessité d'examiner, dans chaque cas, *tous* les éléments de preuve pertinents".[1217] Les classifications tarifaires sont interreliées avec le critère des propriétés/caractéristiques physiques que l'USITC a manifestement examiné et dont elle a constaté qu'il constituait un facteur important dans ses définitions des produits similaires. L'USITC a usé de son jugement discrétionnaire pour déterminer quels facteurs étaient utiles et lesquels ne l'étaient pas dans son examen des faits particuliers de l'enquête en question. Bien que la Norvège semble alléguer que l'USITC aurait dû définir ses produits similaires en se servant des classifications tarifaires, les éléments de preuve ne concordent pas avec les thèses de la Norvège qui est d'avis qu'il existe de six à 13 produits similaires ou davantage. Il y a quatre classifications tarifaires au niveau des positions à dix chiffres et deux au niveau des positions à quatre chiffres qui couvrent les produits étamés ou chromés.[1218]

Procédés de production

7.435 La Norvège estime que parce que le Congrès voulait que l'article 201 assure la "protection des ressources productives des producteurs nationaux", au lieu de remédier aux pratiques commerciales déloyales, l'USITC a procédé à un examen "tant des installations et procédés de production que des

[1213] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 229.
[1214] Rapport de l'USITC, volume I, page 10 (pièce n° 6 des coplaignants).
[1215] Rapport de l'USITC, volume I, page 49 (pièce n° 6 des coplaignants)
[1216] Première communication écrite de la Norvège, paragraphes 230 à 232.
[1217] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 102.
[1218] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 149.

marchés de ces produits" pour faire sa détermination des produits similaires dans le contexte des sauvegardes, en plus de considérer les facteurs relatifs aux produits similaires.[1219] Selon la Norvège, cet examen va manifestement au-delà de l'examen des facteurs permis par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* car il ne faudrait pas inclure les autres produits fabriqués dans les mêmes installations pour définir la branche de production nationale du produit similaire. Les six commissaires ont utilisé des regroupements différents lorsqu'ils se sont penchés sur les produits étamés ou chromés. Un seul des commissaires ayant considéré que les "produits étamés ou chromés" constituaient une seule "catégorie de produits similaires" a voté en faveur de la mesure. Les deux autres commissaires qui ont voté en faveur de l'imposition d'une mesure de sauvegarde ont utilisé des catégories de produits plus vastes.[1220] Lorsqu'il a déterminé que des mesures devraient s'appliquer à une catégorie qu'il a appelée "produits étamés ou chromés", le Président s'est fondé sur les opinions de trois commissaires qui examinaient une branche de production: i) des produits étamés ou chromés; ii) des produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés; et iii) tous les produits plats, respectivement.[1221]

7.436 Les États-Unis estiment que, contrairement aux affirmations de la Norvège, dans l'affaire *États Unis – Viande d'agneau*, confronté à la question de savoir si deux articles sont des produits distincts, l'Organe d'appel a reconnu qu'"il peut être utile d'examiner les processus de production de ces produits".[1222]

iii) Définition des producteurs nationaux

7.437 La Norvège fait aussi valoir que les États-Unis n'ont pas défini de manière appropriée la branche de production nationale du produit similaire et qu'ils ont donc agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 2:1 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes et de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994.[1223] Dans son rapport, l'USITC n'explique pas qui sont les producteurs du produit similaire. Les tableaux sont supprimés du rapport.[1224] Pendant les consultations, la Norvège a demandé que lui soient communiqués les renseignements du tableau FLAT-1, mais elle ne les a pas reçus. Elle n'est donc pas en mesure de savoir s'il existe en fait aux États-Unis des producteurs nationaux de l'un quelconque des produits étamés ou chromés particuliers et elle n'est pas non plus en mesure de savoir s'il existe en fait une branche de production à laquelle un dommage a été causé par les importations ni de déterminer quels sont les ratios pertinents des importations à la production nationale. Cette absence de renseignements sur la branche de production nationale pertinente (sociétés et production) contrevient clairement à l'article 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes. Lorsque tous les tableaux informatifs concernant la branche de production nationale du produit similaire sont exclus, il n'y a aucun moyen de savoir comment sont faites les déterminations, de sorte qu'il est impossible de déterminer si les États-Unis ont pu commettre une faute. En tant que tel, le fait d'exclure ces tableaux contrevient aussi à l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, et ces renseignements ne peuvent pas être considérés comme étant des renseignements confidentiels au titre de l'article 3:2. Il y a aussi le fait de ne pas s'être assuré que seuls les producteurs des articles nationaux qui sont "similaires ou directement concurrents" par

[1219] Rapport de l'USITC, pages 30 et 31.

[1220] La commissaire Bragg a utilisé une catégorie des "produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés" (rapport de l'USITC, page 272) et le commissaire Devaney, une catégorie de "tous les produits plats"; voir le rapport de l'USITC, volume I, page 36, note de bas de page 65 (pièce n° 6 des coplaignants).

[1221] Première communication écrite de la Norvège, paragraphes 216, et 219 à 221.

[1222] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 94, note de bas de page 55.

[1223] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 238.

[1224] Voir le rapport de l'USITC, page I-72 et l'astérisque figurant à la place du tableau FLAT-1 dans le volume II.

rapport aux produits importés particuliers sont regroupés ensemble pour former une seule branche de production nationale aux fins de l'enquête et de la détermination. En ce qui concerne les produits étamés ou chromés, la Norvège se reporte au rapport de l'USITC, volume 1, page 72, où il est indiqué qu'un nombre indéterminé de producteurs de produits étamés ou chromés produisent aussi une variété d'autres types de CPLPAC, dont des brames, ainsi que des produits finals laminés à chaud (brames). Aucun élément de preuve n'indique que les résultats d'exploitation de ces secteurs des entreprises ont été mis de côté lorsqu'il a été question de regrouper les "produits étamés ou chromés". Il existe donc une forte présomption que dans le cas aussi des produits étamés ou chromés, les producteurs et les installations de production de produits qui ne sont pas "similaires" ont été inclus dans la "branche de production nationale", contrairement à la prescription de l'Accord sur les sauvegardes.[1225]

7.438 Les États-Unis répondent que les affirmations de la Norvège selon lesquelles "tous les tableaux informatifs concernant la branche de production nationale du produit similaire [ont été] exclus"[1226] par l'USITC sont erronées et tout à fait fallacieuses. En substance, l'allégation de la Norvège est que du fait que l'USITC n'a pas rendu publiques les réponses confidentielles des producteurs individuels de produits étamés ou chromés, il faut supposer que l'USITC n'a pas limité son analyse à ces seuls producteurs. Cette allégation n'est pertinente que pour la détermination de la commissaire Miller, puisque dans chacune de leurs définitions du produit similaire et de la branche de production nationale correspondante, les commissaires Bragg et Devaney ont examiné les données concernant les produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés et non celles particulières aux produits étamés ou chromés. Cette plainte tourne autour d'un seul tableau (le tableau FLAT-1) du rapport de l'USITC, qui dresse la liste de chacun des producteurs nationaux ayant répondu aux questionnaires de l'USITC et qui fournit leurs données de production pour chaque type de produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés qu'ils produisent. Les données fournies par chaque firme dans les réponses aux questionnaires de l'USITC et l'identité des firmes ayant répondu aux questionnaires sont considérées être des renseignements commerciaux confidentiels et elles ne sont pas rendues publiques. Les données fournies par chaque firme sont plutôt généralement rendues publiques sous forme agrégée ainsi qu'elles l'ont été en l'espèce. La Norvège passe sous silence le fait que les données individuelles sur la production de produits étamés ou chromés ont été combinées et rendu publiques sous forme agrégée dans le tableau FLAT-18.[1227] Contrairement aux allégations de la Norvège, le fait que l'USITC n'ait pas rendu publique l'identité de ceux qui ont répondu aux questionnaires ni les données fournies par chaque producteur ne constitue par une "forte présomption" que des produits autres que des produits étamés ou chromés ont été inclus dans l'analyse de la branche de production nationale de l'USITC.[1228] La Norvège ne démontre pas ce que la publication des données de chaque firme apporterait de plus si ce n'est de savoir si l'USITC peut simplement additionner correctement des chiffres. Le Groupe spécial ne doit pas uniquement se fonder sur les seules représentations adressées à l'USITC au sujet de l'agrégation exacte des données appropriées sur la production de produits étamés ou chromés. Les parties à l'enquête correspondante en matière de sauvegardes, y compris leurs conseils juridiques qui ont eu accès au tableau contesté ainsi qu'à tous les autres renseignements commerciaux confidentiels en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative, n'ont pas contesté l'agrégation des données sur les produits étamés ou chromés effectuée par l'USITC.[1229] [1230]

[1225] Première communication écrite de la Norvège, paragraphes 233 à 237.

[1226] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 239.

[1227] Rapport de l'USITC, tableaux FLAT-10, FLAT-18, FLAT-26, FLAT-46, FLAT-57, FLAT-58, FLAT-59, FLAT-63, FLAT-75, FLAT-76, FLAT-78, FLAT-79, FLAT-80 et FLAT-C-8.

[1228] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 237.

[1229] Aux termes du droit des États-Unis, les renseignements commerciaux confidentiels sont divulgués aux conseils juridiques des parties au titre d'une ordonnance conservatoire administrative.

7.439 La Norvège répond que, dans son rapport, l'USITC indique qu'un nombre indéterminé de producteurs de produits étamés ou chromés produisent aussi une variété d'autres types de CPLPAC, dont des brames, ainsi que des produits finals laminés à chaud (brames).[1231] Une telle intégration revêt une importance cruciale du fait que les États-Unis ne séparent pas les coûts et résultats d'exploitation des produits étamés ou chromés de ceux des CPLPAC à cause des "analyses des produits similaires" divergentes concernées.[1232] Aucun élément de preuve n'indique que les résultats d'exploitation de ces secteurs des entreprises ont été séparés pour établir quelles firmes sont les "producteurs du produit similaire".[1233] Lorsque cela n'est pas fait, l'évaluation du dommage causé à la branche de production des produits étamés ou chromés est inexacte, car le dommage allégué peut être causé à d'autres secteurs d'activité de ces firmes. C'est ce qui s'est produit dans le cas au moins des analyses effectuées par les commissaires Bragg et Devaney. La Norvège ne peut toujours pas comprendre pourquoi les noms des producteurs de produits étamés ou chromés (ainsi que l'USITC définit la branche de production) sont confidentiels (et les États-Unis n'ont fourni aucune explication le justifiant), et elle considère en fait que cela représente en soi une infraction à l'article 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes. La Norvège relève aussi que ce que pourraient ou ne pourraient pas savoir les conseils juridiques des entreprises individuelles[1234] est sans rapport avec les obligations qu'ont les États-Unis au titre de l'Accord sur les sauvegardes envers les autres États Membres de publier un rapport qui expose dans le détail tous les points de droit et de fait pertinents.[1235]

7.440 Le Brésil ajoute que trois des principaux producteurs de produits étamés ou chromés - Bethlehem Steel, Weirton Steel et US Steel – sont des aciéries pleinement intégrées qui produisent un éventail complet de produits CPLPAC, dont des brames.[1236] Le quatrième producteur, Ohio Coatings, est une entreprise en coparticipation et, en fait, le secteur des produits étamés ou chromés de Wheeling-Pittsburgh Steel, une société verticalement intégrée qui produit un éventail complet de produits CPLPAC et qui possède 50 pour cent d'Ohio Coatings.[1237] Le cinquième producteur, US Steel-Posco, est une entreprise en coparticipation de la Steel Corporation des États-Unis et de Posco de Corée, qui sont toutes deux des producteurs verticalement intégrés d'un éventail complet de produits CPLPAC. Cependant, US Steel-Posco n'est pas verticalement intégrée. Elle ne possède aucune capacité de production d'acier brut, ne fabrique pas de brames et n'a pas de laminoir à bandes à chaud. Elle achète plutôt des produits CPLPAC nationaux et importés et les transforme dans ses secteurs du laminage à froid, de la galvanisation et de l'étamage.[1238] [1239]

7.441 Les États-Unis répondent qu'en fait un certain nombre de producteurs de produits étamés ou chromés produisent aussi des types de CPLPAC. Ils s'inscrivent toutefois en faux contre les affirmations de la Norvège selon lesquelles les données de production d'autres types de produits en acier ont été incluses dans celles concernant les produits étamés ou chromés. Les affirmations de la Norvège sont erronées. En substance, l'allégation de la Norvège est que, du fait que l'USITC n'a pas rendu publiques les réponses confidentielles des producteurs individuels de produits étamés ou

---

[1230] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 150 à 154.
[1231] Rapport de l'USITC, volume I, page 72.
[1232] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 20 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[1233] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 236.
[1234] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 154.
[1235] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphes 73 à 75.
[1236] *Voir Iron and Steel Works of the World* (14th Edition), Metal Bulletin Books Ltd. (2001), pages 647 et 648, 714 et 715, et 717 et 718.
[1237] *Ibid*., page 693.
[1238] *Ibid*., page 716.
[1239] Réponse écrite du Brésil à la question n° 20 posée par le Groupe spécial à sa deuxième réunion de fond.

chromés, il faut supposer que l'USITC n'a pas limité son analyse à ces seuls producteurs. La Norvège ne reconnaît pas que cette question n'est pertinente que pour la détermination de la commissaire Miller parce que les commissaires Bragg et Devaney n'ont pas défini les produits étamés ou chromés comme étant un produit similaire distinct. Par conséquent, si les commissaires Bragg et Devaney n'ont pas séparé les données concernant les produits étamés ou chromés, c'est parce qu'ils n'ont pas constaté que les produits étamés ou chromés constituaient un produit similaire/branche de production nationale distinct. Ils ont défini les produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés, dont les produits étamés ou chromés, comme un seul produit national similaire et ils ont, de manière appropriée, examiné les données concernant les produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés et non celles particulières aux produits étamés ou chromés. L'allégation de la Norvège tourne autour d'un seul tableau (le tableau FLAT-1) du rapport de l'USITC, qui dresse la liste de chacun des producteurs nationaux ayant répondu aux questionnaires de l'USITC et qui fournit leurs données de production pour chaque type de produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés qu'ils produisent. Les données fournies par chaque firme dans les réponses aux questionnaires de l'USITC et l'identité des firmes ayant répondu aux questionnaires sont considérées être des renseignements commerciaux confidentiels et elles ne sont pas rendues publiques. Les données fournies par chaque firme sont plutôt généralement rendues publiques sous forme agrégée ainsi qu'elles l'ont été en l'espèce. Les États-Unis font observer qu'ils ne sont pas le seul pays à ne pas révéler les noms des sociétés qui répondent à des questionnaires. La Norvège passe sous silence le fait que les données individuelles sur la production de produits étamés ou chromés ont été combinées et rendues publiques sous forme agrégée dans plusieurs tableaux, dont le tableau FLAT-26, qui renferme des données financières et des résultats d'exploitation.[1240] Contrairement aux allégations de la Norvège, le fait que l'USITC n'ait pas rendu publique l'identité de ceux qui ont répondu aux questionnaires ni les données fournies par chaque producteur ne constitue par une "forte présomption" que des produits autres que des produits étamés ou chromés ont été inclus dans l'analyse de la branche de production nationale de l'USITC, et l'on ne saurait non plus en induire une quelconque autre présomption, forte ou autre.[1241] Les États-Unis estiment que le plaignant ne démontre pas ce que la publication des données de chaque firme apporterait de plus si ce n'est de savoir si l'USITC peut correctement faire le compte des renseignements individuels des sociétés. Dans le questionnaire de l'USITC, il était clairement demandé aux producteurs nationaux de fournir des données séparées pour les produits étamés ou chromés. Chaque producteur national était tenu de certifier la véracité de ses réponses aux questionnaires. Le Groupe spécial ne doit pas uniquement se fonder sur les seules représentations adressées à l'USITC au sujet de l'agrégation exacte des données appropriées sur la production de produits étamés ou chromés. Les parties à l'enquête correspondante en matière de sauvegardes ont eu accès à toutes les données des sociétés individuelles; cela incluait les conseils juridiques des parties qui ont eu accès au tableau contesté ainsi qu'à tous les autres renseignements commerciaux confidentiels en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative.[1242] Aucun d'entre eux n'a contesté l'agrégation des données des sociétés individuelles concernant les produits étamés ou chromés effectuée par l'USITC. L'USITC a confiance que les données sur les produits étamés ou chromés fournies dans le rapport de l'USITC ne renfermaient pas de données sur d'autres types de produits en acier.[1243]

[1240] Rapport de l'USITC, tableaux FLAT-10, FLAT-18, FLAT-26, FLAT-46, FLAT-57, FLAT-58, FLAT-59, FLAT-63, FLAT-75, FLAT-76, FLAT-78, FLAT-79, FLAT-80 et FLAT-C-8.

[1241] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 237.

[1242] Aux termes du droit des États-Unis, les renseignements commerciaux confidentiels sont divulgués aux représentants des parties, habituellement des conseils juridiques et des économistes-conseils de l'extérieur, au titre d'une ordonnance conservatoire administrative.

[1243] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 20 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

c) Tubes et tuyaux soudés

i) Généralités

7.442 La Corée et la Suisse font valoir que pour la catégorie des tubes et tuyaux soudés, l'USITC reconnaît que "les tubes et tuyaux soudés englobent un éventail de produits, dont des produits de base et des produits spécialisés"[1244], mais elle n'a analysé ni les divers types de produits tubulaires soudés ni les différentes utilisations finales des produits lorsque "les diverses formes de tubes et tuyaux soudés sont fabriquées selon le même procédé, en grande partie par les mêmes firmes, dans les mêmes installations et avec le même équipement et sont utilisées pour les mêmes fins, à savoir pour acheminer de la vapeur, de l'eau, du pétrole, du gaz et d'autres liquides".[1245] Elle a refusé de définir des produits particuliers en invoquant: i) les propriétés et caractéristiques physiques communes de ces produits; ii) leur utilisation finale commune; iii) leur classement tarifaire; et d) les perceptions des consommateurs.[1246]

7.443 Les États-Unis insistent sur le fait que l'USITC a examiné les faits présents dans l'enquête en question à l'aide de facteurs établis de longue date et qu'elle a cherché à déterminer s'il existait des lignes de démarcation nettes entre les divers types de certains tubes et tuyaux en acier au carbone ou en aciers alliés visés par l'enquête. La méthode utilisée par l'USITC est impartiale et objective. Les définitions de certains tubes et tuyaux soudés, que l'USITC considère comme un seul produit similaire, sont compatibles avec les articles 2:1 et 4:1 de l'Accord sur les sauvegardes et elles devraient être confirmées par le Groupe spécial.[1247] L'USITC a commencé son analyse par l'éventail de produits en acier regroupés pour l'essentiel dans la catégorie de certains tubes et tuyaux en acier au carbone ou en aciers alliés, qui ont tous été définis comme des importations visées par l'enquête en question dans la demande du Président (ainsi que dans la demande de la Commission des finances du Sénat). Après avoir examiné les éléments de preuve et effectué son analyse au sujet de certains tubes et tuyaux en acier au carbone ou en aciers alliés nationaux, l'USITC a constaté l'existence de lignes de démarcation nettes permettant de distinguer quatre produits similaires distincts.[1248] Elle a constaté que certains tubes et tuyaux soudés nationaux étaient similaires à certains tubes et tuyaux soudés importés correspondants.[1249] L'USITC a appliqué ses facteurs établis de longue date pour déterminer s'il existait des lignes de démarcation nettes entre des types particuliers de tubes et tuyaux soudés.[1250]

[1244] Rapport de l'USITC, volume I, page 383.

[1245] Rapport de l'USITC, volume I, pages 154 et 155 (pas de guillemets dans l'original) (pièce n° 6 des coplaignants).

[1246] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 61; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 207 et 208.

[1247] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 171.

[1248] Quatre commissaires ont constaté l'existence de lignes de démarcation nettes et défini quatre produits similaires distincts à l'intérieur de la catégorie de certains tubes et tuyaux en acier au carbone ou en aciers alliés, et deux commissaires ont divisé cette même catégorie en trois produits similaires distincts. Les commissaires Okun, Hillman, Miller et Koplan ont défini les quatre produits similaires distincts suivants: 1) tubes et tuyaux soudés, autres que les OCTG ("certains tubes et tuyaux soudés"); 2) tubes et tuyaux sans soudure, autres que les OCTG; 3) OCTG, soudés et sans soudure; et 4) accessoires, brides et joints de tige. Les commissaires Bragg et Devaney ont défini les trois produits similaires distincts suivants: 1) produits tubulaires soudés en acier au carbone ou en aciers alliés (y compris les produits tubulaires soudés autres que les OCTG et les OCTG soudés); 2) produits tubulaires sans soudure en acier au carbone ou en aciers alliés (y compris les produits tubulaires sans soudure autres que les OCTG et les OCTG sans soudure); et 3) accessoires, brides et joints de tige en acier au carbone ou en aciers alliés.

[1249] Rapport de l'USITC, page 147, note de bas de page 893. Cette question n'a pas été contestée dans le cadre de la procédure correspondante.

[1250] Rapport de l'USITC, pages 147 à 157.

Elle a constaté que certains tubes et tuyaux soudés comprenaient des produits tubulaires qui comportaient un joint soudé longitudinal ou en spirale sur toute la longueur du produit. Les tubes et tuyaux soudés sont utilisés pour acheminer de l'eau, des produits pétrochimiques, des produits pétroliers, du gaz naturel et d'autres substances dans les systèmes de canalisation industriels. La présence d'un joint soudé rend généralement certains tubes et tuyaux soudés légèrement moins fiables et durables que les produits tubulaires sans soudure. C'est pourquoi ils servent à transporter des liquides à une pression égale ou à peu près égale à la pression atmosphérique plutôt qu'à une pression très élevée.[1251] Les divers types de tubes et tuyaux soudés visés par l'enquête en question comprennent les tubes et tuyaux standard, et les tubes et tuyaux utilisés essentiellement à des fins de mécanique, de canalisation, de pression et de charpente.[1252] Les tubes et tuyaux soudés sont généralement produits dans des installations de soudage par résistance électrique. L'USITC a constaté que les diverses formes de tubes et tuyaux soudés sont fabriquées selon le même procédé, en grande partie par les mêmes firmes, dans les mêmes installations et avec le même équipement et sont utilisées pour les mêmes fins, à savoir pour acheminer de la vapeur, de l'eau, du pétrole, du gaz et d'autres liquides à une pression égale ou à peu près égale à la pression atmosphérique.[1253]

7.444 Les Communautés européennes estiment que les États-Unis n'ont pas dûment répondu aux arguments spécifiques concernant les raisons pour lesquelles les produits regroupés dans la catégorie de certains produits tubulaires n'étaient pas similaires à cause de leurs propriétés physiques et de leurs fonctions différentes. Aux pages 147 et 148 de son rapport, l'USITC n'a fait qu'affirmer qu'"il existe quatre branches de production nationales de produits similaires aux articles importés correspondants visés par l'enquête à l'intérieur de la catégorie des produits tubulaires". Dans l'autre référence, qui figure à la page 158, après avoir examiné si la branche de production nationale des ABJT (*sic*) devrait être définie comme une branche de production distincte, l'USITC reprend simplement sa conclusion précédente, à savoir qu'"il existe quatre branches de production nationales des produits similaires aux articles importés correspondants visés par l'enquête à l'intérieur de la catégorie des produits tubulaires", encore qu'elle le fasse en l'étendant curieusement à la notion plus large de produits "directement concurrents" sans fournir aucune analyse à l'appui entre les pages 147 et 157. Cela ne constitue pas non plus une analyse suffisante du produit similaire ou directement concurrent, parce qu'elle n'est pas fondée sur un examen bien argumenté de tous les critères pertinents exposés précédemment. Plus précisément, ainsi que le montre le chapitre 73 du SH, qui est reproduit à la pièce n° 105 des coplaignants, les classifications tarifaires convenues au niveau international au niveau des positions à quatre et six chiffres établissent une séparation entre les tubes et tuyaux soudés sur la base tant de leurs dimensions que de leurs fonctions.[1254] Cet argument et tous ceux formulés par la Corée et la Suisse à cet égard, et auxquels souscrivent les Communautés européennes, confirment également que les produits groupés en tant que tubes et tuyaux soudés ne sont pas "similaires ou directement concurrents".[1255]

7.445 Les États-Unis estiment qu'il ne faudrait attacher aucune importance à la référence à l'expression "directement concurrents" en ce qui concerne l'examen par l'USITC des produits tubulaires soudés. L'USITC a clairement établi une constatation pour chacun des quatre produits tubulaires sur la base d'une analyse du produit similaire et non sur la base d'une analyse du produit

[1251] Rapport de l'USITC, TUBULAR, page 2.

[1252] Certains tubes et tuyaux soudés utilisés dans le transport du pétrole et du gaz sont produits selon les normes de l'American Petroleum Institute (API), alors que de nombreuses autres formes de certains tubes et tuyaux soudés sont produites selon les normes de l'American Society for Testing and Materials (ASTM) et de l'American Water Works Association (AWWA).

[1253] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 156 et 157.

[1254] Paragraphes 73.05 et 73.06.

[1255] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 283 à 285.

directement concurrent.[1256] Par ailleurs, la phrase en question comporte une note de bas de page dans laquelle l'USITC indique explicitement qu'elle n'a pas établi de constatations sur la base d'une analyse du produit directement concurrent.[1257] Il apparaît clairement dans son examen, dans la section sur ses constatations et dans la note de bas de page susmentionnée, que les constatations de l'USITC pour chacun de ces quatre produits similaires sont établies sur la base d'une analyse du produit similaire et non du produit directement concurrent. La phrase récapitulative qui mentionne "l[es] branche[s] de production nationale[s] … de[s] [l']article[s] similaire[s] ou directement concurrent[s] par rapport a[ux] … [l']article[s] importé[s]"[1258] reprend simplement le libellé de la Loi des États-Unis.[1259] Les États-Unis considèrent que malgré l'inclusion par inadvertance de l'expression "directement concurrents", il est clair que les constatations de l'USITC ont été établies sur la base d'une analyse du produit similaire.[1260]

7.446 Les Communautés européennes, le Japon, la Corée et la Norvège estiment également qu'il ne faudrait attacher aucune importance à la référence mentionnée. Les Communautés européennes relèvent qu'il a été précisé que l'affirmation de la page 157 du rapport de l'USITC, selon laquelle les tubes et tuyaux soudés, et les accessoires et brides importés et nationaux sont "directement concurrents", était une "erreur matérielle".[1261]

7.447 Les États-Unis estiment que les plaignants qui ont contesté la définition du produit similaire concernant certains tubes et tuyaux soudés ne s'entendent pas sur ce qu'aurait dû être la définition; la Corée semble proposer qu'il y ait deux produits similaires si l'on se fonde sur les dimensions des produits et la Suisse, qu'il en existe trois si l'on se fonde sur les fonctions des produits.[1262] [1263]

ii) Critères du produit similaire

Généralités

7.448 La Corée estime que l'USITC a réfuté les arguments selon lesquels les TCGD (de 16 pouces ou plus) devraient être traités comme un produit similaire distinct.[1264] Dans son analyse, l'USITC ne s'est pas penchée sur les caractéristiques essentielles des TCGD en les opposant à celles d'autres tubes et tuyaux soudés ni sur leurs applications différentes (utilisations finales). Tout comme dans le cas des CPLPAC, pour faire sa détermination du produit similaire, l'USITC s'est attachée aux installations de production communes des États-Unis et au "continuum" de la production des producteurs des États-Unis, tout en rejetant le bien-fondé de la classification douanière ainsi que de la détermination du produit similaire établie dans les enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs ouvertes parallèlement sur les TCGD originaires du Japon et sur les tubes et tuyaux circulaires soudés

[1256] Rapport de l'USITC, page 147.
[1257] Rapport de l'USITC, page 147, note de bas de page 893.
[1258] Rapport de l'USITC, page 157.
[1259] Voir la Loi de 1974 sur le commerce extérieur, § 202 c) 4), 19 U.S.C., § 2252 c) 4).
[1260] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 22 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[1261] Réponses écrites des Communautés européennes, du Japon, de la Corée et de la Norvège à la question n° 22 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[1262] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 41 à 44; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 209 à 225. *Voir* à ce sujet la section VII.E.7.c).
[1263] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 104.
[1264] Il aurait été possible de faire valoir que d'autres produits de la catégorie des tubes et tuyaux soudés définie par l'USITC étaient aussi des produits similaires distincts, mais leur quantité était beaucoup plus petite que celle des TCGD et ils semblaient, en grande partie, répondre à une structure de la demande similaire à celle de la composante la plus importante, les tubes et tuyaux standard.

en aciers non alliés originaires de Chine. Dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel avait rejeté cette approche du "continuum" de production[1265] où, comme dans le présent cas d'espèce, les produits sont fondamentalement différents.[1266] [1267]

7.449 La Suisse affirme que si l'USITC avait effectivement utilisé sa méthode habituelle et appliqué, à tout le moins, les critères de l'utilisation finale, de la classification douanière et des propriétés physiques, elle serait parvenue à la conclusion que la catégorie des produits tubulaires soudés, ainsi qu'elle avait été définie, ne pouvait pas servir de base à la définition des produits similaires ou directement concurrents parce qu'elle groupait trop de produits différents.[1268]

Propriétés physiques

7.450 Les États-Unis font valoir que l'USITC a examiné les arguments selon lesquels elle devrait constater que les tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre (tubes et tuyaux d'un diamètre extérieur de 16 pouces ou plus) étaient un produit similaire distinct des autres tubes et tuyaux soudés.[1269] Les éléments de preuve montraient que si les tubes et tuyaux de canalisation soudés de grand diamètre sont généralement fabriqués à l'aide de machines destinées à la fabrication de plus gros tubes et tuyaux, ces machines peuvent aussi produire d'autres types de tubes et tuyaux de grand diamètre, tels que des tubes et tuyaux pour l'adduction d'eau, les canalisations et les charpentes.[1270] Une partie substantielle des tubes et tuyaux de canalisation soudés de grand diamètre sont fabriqués à l'aide du procédé du soudage par résistance électrique[1271], qui est le procédé utilisé pour fabriquer presque tous les types de certains tubes et tuyaux soudés.[1272] Par ailleurs, bon nombre des firmes qui produisent des tubes et tuyaux de canalisation soudés de grand diamètre produisent aussi d'autres tubes et tuyaux soudés dont le diamètre extérieur est inférieur à 16 pouces. Les tubes et tuyaux soudés de grand et petit diamètres ont aussi des caractéristiques physiques communes, en particulier un joint soudé qui affecte leurs utilisations comparativement à d'autres produits tubulaires, tels que les tubes et tuyaux sans soudure. Se fondant sur ces éléments de preuve, l'USITC a constaté que les tubes et tuyaux soudés de grand et petit diamètres faisaient partie d'un continuum de production de certains tubes et tuyaux soudés et n'a vu aucune raison de définir les tubes et tuyaux de canalisation de grand

[1265] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 90.

[1266] Par ailleurs, les renseignements versés au dossier n'étayent même pas la conclusion selon laquelle il y avait un chevauchement dans la production. Selon l'USITC, "[d]es sept firmes qui ont déclaré avoir la capacité de produire des tubes et tuyaux de canalisation soudés de grand diamètre en 2000, [seulement] trois d'entre elles ont aussi indiqué qu'elles produisaient des tubes et tuyaux soudés de plus petites dimensions en 1998". Rapport de l'USITC, volume I, page 155, note de bas de page 952 (pièce n° 6 des coplaignants).

[1267] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 61 à 63.

[1268] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 55.

[1269] Prehearing Brief of European Steel Tube Association (12 septembre 2001), pages 3 à 6 (pièce n° 30 des États-Unis).

[1270] Rapport de l'USITC, page 154, dans lequel est cité un passage de l'affaire *Certain Welded Large Diameter Line Pipe From Japan and Mexico*, Publication n° 3400 de l'USITC, pages I-5 et 6 (mars 2001) (pièce n° 29 des États-Unis).

[1271] En 2000, 45,6 pour cent des tubes et tuyaux de canalisation soudés de grand diamètre fabriqués dans le pays étaient produits à l'aide du procédé du soudage par résistance électrique alors que 54,4 pour cent l'étaient à l'aide du procédé du soudage à l'arc sous flux en poudre. *Certain Welded Large Diameter Line Pipe From Japan and Mexico*, Publication n° 3400 de l'USITC, tableau 1-2, page I-14 (mars 2001) (pièce n° 29 des États-Unis). Les tubes et tuyaux fabriqués à l'aide du procédé du soudage par résistance électrique ont normalement un diamètre extérieur qui peut varier entre 2 3/8 de pouces et 24 pouces. *Ibid.*, page I-5.

[1272] *Certain Pipe and Tube from Argentina, Brazil, Canada, India, Korea, Mexico, Singapore, Taiwan, Thailand, Turkey, and Venezuela*, enquêtes n° 701-TA-253 (réexamen) et 731-TA-132, 252, 271, 273, 276, 277, 296, 409, 410, 532-534, 536 et 537 (réexamen), Publication n° 3316 de l'USITC, page CIRC-I-19 (juillet 2000) (pièce n° 31 des États-Unis).

diamètre séparément d'autres certains tubes et tuyaux soudés.[1273] Les caractéristiques physiques du joint soudé ont été un facteur important dans la constatation de l'USITC selon laquelle il existait une ligne de démarcation nette entre certains tubes et tuyaux soudés et d'autres produits tubulaires. Tous les tubes et tuyaux soudés, de grands et de petits diamètres, ont pour caractéristique physique commune la présence d'un joint soudé longitudinal ou en spirale sur toute la longueur du produit qui affecte les utilisations du tube ou tuyau comparativement à d'autres produits tubulaires tels que les tubes et tuyaux sans soudure. La présence d'un joint soudé rend généralement certains tubes et tuyaux soudés légèrement moins fiables et durables que les produits tubulaires sans soudure. L'USITC a constaté que les tubes et tuyaux soudés d'un diamètre allant de petit à grand avaient des similitudes pour ce qui était de leurs caractéristiques physiques, de leurs utilisations, de leurs circuits de commercialisation et de leurs procédés de production, de sorte qu'ils faisaient partie d'un continuum de production de certains tubes et tuyaux soudés, tel que mentionné ci-dessus, et elle n'a constaté l'existence d'aucune ligne de démarcation nette permettant de définir des produits similaires distincts le long de ce continuum.[1274]

7.451 La Suisse estime que l'USITC a jugé que tous les tubes et tuyaux appartenaient à la même catégorie. Or, les tubes et tuyaux sont faits de compositions chimiques d'aciers très différentes et subtiles, qui varient en fonction du but dans lequel est utilisé le produit. La différence est due à la diversité des éléments d'alliage (aluminium, bore, etc.) ajoutés à l'acier. Il existe des normes reconnues qui indiquent la tolérance des divers composants chimiques pouvant entrer dans la composition des aciers. Ces diverses nuances dans la composition ont des conséquences précises, en l'occurrence sur la résistance, l'élongation, la capacité de trempage et l'étirage à froid des aciers. Autrement dit, les compositions très différentes et subtiles des aciers sont des facteurs déterminants pour caractériser leur qualité, et par conséquent la qualité des produits qui en sont fabriqués.[1275]

7.452 La Corée rejette l'argument des États-Unis selon lequel les tubes et tuyaux soudés autres que les OCTG comportent une "ligne de soudure" et que c'est pour cette raison qu'ils ont été traités comme un seul produit similaire. La Corée estime qu'il s'agit au mieux d'une analyse superficielle.[1276] Les deux autres produits de la catégorie des tubes et tuyaux, à savoir les OCTG et les accessoires de tuyauterie, comportent eux aussi une ligne de soudure, mais l'USITC les a traités dans la même enquête comme des produits similaires distincts. Les États-Unis mentionnent qu'il s'agit d'un facteur déterminant mais ils n'indiquent pas pour quelle raison il est dépourvu de signification dans le cas des OCTG "soudés" qui ont été regroupés avec les OCTG sans soudure pour former un seul produit similaire.[1277] [1278]

7.453 La Suisse rappelle que, dans son rapport, l'USITC mentionne seulement que les différences physiques commencent avec la composition chimique des aciers avec lesquels sont fabriquées les billettes ou les bandes laminées à chaud, et qu'elles continuent avec les opérations du formage et du finissage. L'USITC indique aussi que les tubes et tuyaux sans soudure sont plus fiables, et que les tubes et tuyaux utilisés dans des applications OCTG doivent répondre à des normes plus élevées que les tubes et tuyaux utilisés dans les canalisations, lesquels doivent à leur tour satisfaire à des normes

[1273] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 90.
[1274] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 91.
[1275] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 209.
[1276] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 157; réponse écrite des États-Unis à la question n° 148 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[1277] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 148 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite des États-Unis à la question n° 1 d) posée par la Corée à la première réunion de fond.
[1278] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 75 et 76.

plus élevées que les tubes et tuyaux dits standard.[1279] La Suisse estime que cette analyse est trop vague et qu'elle ne rend pas compte de l'importance que, d'après les États-Unis, l'USITC aurait accordée à ce facteur. La Suisse fait observer que l'USITC n'a pas analysé les propriétés communes et les propriétés physiques des produits qu'elle a comparés de façon suffisamment détaillée et qu'elle ne pouvait donc tirer aucune conclusion à cet égard.[1280]

Utilisation finale

7.454 La Corée estime que l'USITC a elle-même indiqué dans la section liminaire où est décrite la détermination du produit similaire qu'il y avait des motifs de distinguer les cinq produits similaires de la catégorie des produits tubulaires comme suit: "La plupart des tubes et tuyaux sont fabriqués selon des normes qui tiennent compte de l'utilisation projetée, ce qui affecte leurs propriétés physiques ... Les tubes et tuyaux utilisés dans des applications OCTG doivent répondre à des normes plus élevées que les tubes et tuyaux utilisés dans les canalisations, lesquels doivent à leur tour satisfaire à des normes plus élevées que les tubes et tuyaux dits standard."[1281] Pourtant, l'USITC n'est pas parvenue à la conclusion évidente que ces distinctions majeures dans l'utilisation finale auraient dû permettre de définir un produit similaire distinct pour les TCGD également.[1282] [1283]

7.455 La Corée précise que les TCGD sont essentiellement utilisés pour acheminer du pétrole et du gaz de sorte que la demande pour les TCGD suit les fluctuations des cours du pétrole et du gaz et le niveau d'activité du secteur de l'énergie de façon plus générale (par exemple les investissements dans de grands projets de construction d'oléoducs ou de gazoducs).[1284] En revanche, les autres produits de la catégorie des tubes et tuyaux soudés autres que les OCTG (les tubes et tuyaux standard en sont la principale composante) ont tendance à suivre l'évolution des conditions économiques générales.[1285] En conséquence, l'évolution de la demande pour les tubes et tuyaux de canalisation dépend du niveau d'activité dans le secteur de l'énergie alors que la demande pour les autres produits tubulaires tend à suivre les conditions générales de l'économie.[1286] L'USITC a en fait reconnu l'"accroissement récent de la demande de tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre" et les prévisions de "croissance … en raison de l'augmentation de la demande d'installation d'oléoducs et de gazoducs" dans le contexte de son analyse de la menace de dommage mais elle ne s'est absolument pas penchée sur ces conditions de la demande et sur ces applications distinctes dans son analyse du produit similaire.[1287] En fait, la demande pour les tubes et tuyaux standard fléchissait à la fin de la période visée par

[1279] Rapport de l'USITC, volume I, page 151.
[1280] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphes 62 et 63.
[1281] Rapport de l'USITC, volume I, page 151 (pièce n° 6 des coplaignants).
[1282] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 71 et 72, et 84.
[1283] Rapport de l'USITC, volume I, page 149 (note de bas de page omise; pas de guillemets dans l'original) (pièce n° 6 des coplaignants).
[1284] *Joint Respondents' Prehearing Brief for Welded Other*, page 33 (pièce n° 78 des coplaignants); *Joint Respondents' Posthearing Brief for Welded Other*, pièce n° 1 – pages 24 et 25, 29 et 30, 35 à 37, et 40 à 45 (pièce n° 79 des coplaignants).
[1285] Rapport de l'USITC, volume II, TUBULAR, page 43 (pièce n° 6 des coplaignants).
[1286] Rapport de l'USITC, volume II, TUBULAR, page 43 (pièce n° 6 des coplaignants) ("La demande pour les produits tubulaires dépendra à la fois des conditions économiques générales, de l'augmentation de la production et de la construction stimulant la demande pour les produits sans soudure et soudés, et des conditions en vigueur dans l'industrie quelque peu anticyclique du pétrole et du gaz, où la hausse des prix de l'énergie stimule les travaux de forage, ainsi que les activités d'extraction et de raffinage (et par conséquent la demande pour les OCTG et pour les tubes et tuyaux de canalisation)".)
[1287] Rapport de l'USITC, volume I, page 166 (pièce n° 6 des coplaignants).

l'enquête alors qu'elle augmentait pour les tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre.[1288] Dans sa recommandation concernant une mesure corrective distincte, la commissaire Okun a spécifiquement fait mention de "la nature diversifiée de la demande … en particulier l'évolution divergente de la demande pour les projets de construction d'oléoducs et de gazoducs et pour d'autres applications".[1289] Par conséquent, l'USITC n'ignorait pas l'existence de ces distinctions importantes entre les TCGD et les autres tubes et tuyaux soudés. Elle n'a tout simplement pas tenu compte de ces différences pour les fins de son analyse du produit similaire.[1290]

7.456 La Suisse fait aussi valoir que, contrairement à ce qu'a affirmé l'USITC, les produits tubulaires soudés (autres que les OCTG) peuvent être divisés en trois grandes catégories: les "tubes et tuyaux" dont l'objet est d'acheminer des liquides (par exemple le pétrole transporté par oléoducs); les tubes mécaniques qui sont utilisés à des fins mécaniques (par exemple les échafaudages); et les tubes de précision qui sont destinés à transmettre des forces et qui sont utilisés par l'industrie de l'automobile (par exemple arbres à cames assemblés, amortisseurs, etc.). En outre, les tubes de précision relevant de la catégorie des produits tubulaires soudés (autres que les OCTG) sont destinés à transmettre des forces et sont utilisés par l'industrie de l'automobile. Ils ont une utilisation finale différente des autres produits relevant des catégories susmentionnées, car ils n'ont pas pour but d'acheminer de la vapeur, de l'eau, du pétrole, du gaz et d'autres liquides. Ils sont de grande qualité à cause de leurs propriétés chimiques et de la minutie avec laquelle ils sont fabriqués. La constance de cette qualité est déterminante pour des raisons de sécurité.[1291] La Suisse ajoute que certains des tubes sont en fait utilisés pour acheminer des liquides (par exemple le pétrole transporté par oléoducs), tandis que d'autres sont des tubes de précision destinés à transmettre des forces et utilisés par le secteur de l'automobile (par exemple arbres à cames utilisés dans les moteurs à combustion interne pour actionner des valves à des intervalles précis). Bien que des liquides hydrauliques passent aussi à travers des tubes de précision, il s'agit simplement d'un mécanisme servant à transmettre des forces et non de l'utilisation finale de ces tubes, celle-ci consistant, par exemple, à faire fonctionner une voiture. Par contre, l'utilisation finale des tubes et tuyaux destinés à acheminer de l'eau, du pétrole ou du gaz est bien l'acheminement de ces liquides aux consommateurs par exemple.[1292]

7.457 De l'avis des États-Unis, la Suisse semble affirmer que l'USITC aurait dû diviser certains tubes et tuyaux soudés en trois produits similaires distincts au moins sur la base essentiellement de leur fonction ou utilisation – tubes et tuyaux servant à acheminer des liquides, tubes mécaniques servant à des fins mécaniques et tubes de précision destinés à transmettre des forces et utilisés par l'industrie de l'automobile.[1293] Toutefois, elle semble aussi faire valoir que les produits similaires distincts auraient dû être définis en fonction de leur classification tarifaire (40 produits similaires)[1294], de leurs propriétés physiques différentes, telles que leur composition chimique différente[1295], de leur

[1288] Rapport de l'USITC, volume I, page 166 (pièce n° 6 des coplaignants) (où il est indiqué que l'ITC reconnaît la hausse de la demande pour les tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre et les prévisions de croissance soutenue, mais relève que la demande générale pour la catégorie s'est stabilisée lorsque l'on considère ensemble les tubes et tuyaux standard, et les tubes et tuyaux de canalisation).

[1289] Rapport de l'USITC, volume I, "View of Vice Chairman Deanna Tanner Okun on Remedy", page 482 (pièce n° 6 des coplaignants).

[1290] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 66 à 68.

[1291] Première communication écrite de la Suisse, paragraphes 210 à 219.

[1292] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 56.

[1293] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 210.

[1294] Première communication écrite de la Suisse, paragraphes 220 à 223.

[1295] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 209.

utilisation particulière dans l'industrie de l'automobile, en particulier dans le cas des tubes de précision (8)[1296], et des perceptions des consommateurs (8).[1297] [1298]

7.458 La Suisse affirme que l'USITC a considéré que tous les produits tubulaires soudés (autres que les OCTG) sont utilisés pour acheminer de l'eau, des produits pétrochimiques, des produits pétroliers, du gaz naturel et d'autres substances dans des systèmes de canalisation industriels. En réalité, toutefois, l'USITC a regroupé aussi dans cette catégorie des produits qui sont utilisés comme tubes de précision pour transmettre des forces – par exemple dans les voitures – c'est-à-dire des produits très différents de ceux qu'elle a mentionnés. Si des produits aussi différents sont groupés, il devient impossible d'appliquer le critère de la similarité.[1299]

7.459 Les États-Unis insistent sur le fait que l'USITC a constaté que certains tubes et tuyaux soudés comprenaient des produits tubulaires qui comportaient un joint soudé longitudinal ou en spirale sur toute la longueur du produit. Certains tubes et tuyaux soudés sont utilisés pour acheminer de l'eau, des produits pétrochimiques, des produits pétroliers, du gaz naturel et d'autres substances dans les systèmes de canalisation industriels. La présence d'un joint soudé rend généralement certains tubes et tuyaux soudés légèrement moins fiables et durables que les produits tubulaires sans soudure. C'est pourquoi ils servent à transporter des liquides à une pression égale ou à peu près égale à la pression atmosphérique plutôt qu'à une pression très élevée.[1300] Les divers types de tubes et tuyaux soudés visés par l'enquête en question comprennent les tubes standard, et les tubes et tuyaux utilisés essentiellement à des fins mécaniques, de canalisation, de pression et de charpente.[1301] Certains tubes et tuyaux soudés sont généralement produits dans des installations de soudage par résistance électrique. L'USITC a constaté que les diverses formes de tubes et tuyaux soudés sont fabriquées selon le même procédé, en grande partie par les mêmes firmes, dans les mêmes installations et avec le même équipement et sont utilisées pour les mêmes fins, à savoir pour acheminer de la vapeur, de l'eau, du pétrole, du gaz et d'autres liquides à une pression égale ou à peu près égale à la pression atmosphérique.[1302]

7.460 La Corée relève que c'est leur utilisation finale qui déterminait que la demande pour les TCGD était plus similaire à celle des OCTG (demande de pétrole et de gaz) qu'à celle des autres tubes et tuyaux soudés (évolution générale de l'économie). Les renseignements versés au dossier par l'USITC confirment que la demande pour les TCGD était fondée sur le fait qu'ils avaient une utilisation distincte, à savoir l'acheminement du pétrole et du gaz, et que leur demande évoluait de façon distincte.[1303] [1304] La Corée estime que les États-Unis ne démentent pas que les TCGD ne font

---

[1296] Première communication écrite de la Suisse, paragraphes 211 à 219. Par exemple, la Suisse examine huit types de tubes de précision utilisés dans l'industrie de l'automobile qui, ainsi qu'elle semble vouloir le dire, auraient dû être définis comme des produits similaires distincts. Sur la base des descriptions de la Suisse, il est évident que bon nombre de ces tubes de précision contiennent des liquides hydrauliques; le transport de liquides a toutefois été utilisé comme facteur pour alléguer qu'il était possible de considérer les "tubes et tuyaux" comme un produit similaire distinct.

[1297] Première communication écrite de la Suisse, paragraphes 224 et 225.

[1298] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 169.

[1299] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 53.

[1300] Rapport de l'USITC, TUBULAR, page 2.

[1301] Certains tubes et tuyaux soudés utilisés pour le transport du pétrole et du gaz sont produits selon les normes de l'American Petroleum Institute (API), alors que de nombreuses autres formes de certains tubes et tuyaux soudés sont produites selon les normes de l'American Society for Testing and Materials (ASTM) et de l'American Water Works Association (AWWA).

[1302] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 89.

[1303] Rapport de l'USITC, volume I, page 166 (pièce n° 6 des coplaignants). *Certain Welded Large Diameter Line Pipe From Japan*, Publication n° 3464 de l'USITC, pages 14 et 15 (pièce n° 8 de la Corée).

pas concurrence à d'autres tubes et tuyaux soudés en raison de leurs spécifications et utilisations différentes.[1305] En fait, l'un des facteurs critiques ayant permis de constater que les OCTG soudés et sans soudure constituaient un seul produit similaire était le fait que tous deux "se faisaient concurrence l'un à l'autre" et étaient "souvent utilisés l'un pour l'autre".[1306] Pourtant, il n'a pas été tenu compte de ce facteur dans le cas des TCGD. Les États-Unis cherchent à éluder la question de la concurrence en indiquant que les caractéristiques physiques – "le joint soudé" – est un facteur important. Tel que mentionné, les OCTG soudés ont aussi un joint soudé, de sorte que la Corée ne voit pas pourquoi cette caractéristique ne pourrait pas être considérée comme une "ligne de démarcation nette".[1307]

Perception des consommateurs

7.461 La Suisse estime que du fait que les tubes de précision destinés à transmettre des forces et utilisés par l'industrie de l'automobile ont des utilisations finales très différentes, ils seraient aux yeux des consommateurs différents des tubes utilisés pour acheminer de la vapeur, de l'eau, du pétrole, du gaz et d'autres liquides.[1308]

Classification tarifaire

7.462 La Corée fait valoir que l'USITC n'a jamais analysé si les classifications du SH pouvaient fournir un point de départ utile pour déterminer si les TCGD devraient être considérés comme un produit similaire distinct. En fait, les catégories 7305.11 à 7305.19 du Tarif douanier harmonisé (TDH) ne s'appliquent qu'aux TCGD.[1309] Cette distinction entre les classifications des tubes et tuyaux de canalisation et des autres tubes et tuyaux soudés dans le SH confirme l'existence d'une différence importante entre les produits eux-mêmes et aurait dû être examinée par l'USITC. Cette dernière n'a pas tenu compte d'autres éléments de preuve importants figurant au dossier ni du précédent qu'elle avait elle-même établi qui montraient l'existence de différences importantes dans les produits.[1310] L'USITC a reconnu que les tubes et tuyaux utilisés dans des applications pour tubes et tuyaux de canalisation devaient satisfaire à des normes plus élevées que les "tubes et tuyaux dits standard"[1311] et que les caractéristiques physiques distinctes de chaque produit témoignaient de leur utilisation distincte.[1312] [1313] La Corée ajoute que la distinction existant dans les classifications tarifaires témoigne

---

[1304] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 85 et 86.

[1305] Réponses des États-Unis aux questions posées par les autres parties, paragraphe 44.

[1306] Rapport de l'USITC, volume I, page 152 (pièce n° 6 des coplaignants).

[1307] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 87 et 88.

[1308] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 224.

[1309] Les tubes et tuyaux de canalisation de petit diamètre ont été exclus de l'affaire puisque des mesures de sauvegarde s'appliquaient déjà à ce produit (pièce n° 1 des coplaignants, Annexe II).

[1310] Joint Respondents' Prehearing Brief for Welded Other, pages 9 et 10 (pièce n° 78 des coplaignants); Joint Respondents' Posthearing Brief for Welded Other, pièce n° 1 – pages 29 et 30 (pièce n° 79 des coplaignants) (où il est donné à entendre dans la réponse aux questions posées par l'USITC que les données auraient dû être recueillies séparément sur au moins deux produits similaires de la catégorie 20); rapport de l'USITC, volume II, TUBULAR, page 43 (pièce n° 6 des coplaignants) (où il est indiqué que "[c]ertains importateurs de produits soudés pour les sociétés ayant répondu divisent le marché des produits soudés en deux segments, l'un pour les tubes et tuyaux de canalisation soudés de grand diamètre (qui, selon leurs estimations, représentent de 20 à 30 pour cent du marché des produits soudés des États-Unis) et l'autre pour les autres produits soudés, généralement des tubes et tuyaux standard").

[1311] Rapport de l'USITC, volume I, page 151 (pièce n° 6 des coplaignants) (l'USITC a invoqué ce même facteur pour justifier le fait qu'elle traitait les OCTG comme un produit similaire distinct des autres produits tubulaires).

[1312] Les tubes et tuyaux standard sont des tubes et tuyaux "ordinairement utilisés pour acheminer à basse pression de l'air, de la vapeur, des gaz, de l'eau, de l'huile et d'autres liquides employés dans des

du fait que les tubes et tuyaux *de canalisation* de grand diamètre, qui sont visés par l'enquête en question (les importations de tubes et tuyaux de canalisation de petit diamètre font l'objet d'une affaire de sauvegarde distincte et ne sont donc pas visés par l'enquête en question), sont produits selon des spécifications entièrement différentes.[1314] [1315]

7.463 De la même manière, la Suisse fait valoir que l'USITC rejette également l'utilisation des classifications tarifaires des produits tubulaires au motif qu'elles ne sont pas "utiles" en raison du nombre élevé de catégories du TDH. En ce qui concerne les tubes et tuyaux, l'USITC a à juste titre relevé que "les tubes et tuyaux soudés (autres que les OCTG) visés par l'enquête en question comprennent les tubes et tuyaux standard, et les tubes et tuyaux utilisés essentiellement à des fins de mécanique, de canalisation, de pression et de charpente".[1316] Ainsi que l'ont précisé davantage les sociétés interrogées qui s'opposaient à l'application d'une mesure de protection contre les importations, la catégorie des tubes et tuyaux soudés définie par l'USITC comprenait les tubes et tuyaux standard soudés de section circulaire[1317], les TCGD, les tubes et tuyaux de structure, les tubes et tuyaux de sections carrée et rectangulaire, et les tubes et tuyaux pour pilotis.[1318] La catégorie en question englobait aussi les tubes pour usages mécaniques et les tubes pour chauffage central, qui représentaient un faible pourcentage des importations.[1319] Les TCGD, le deuxième principal produit d'importation de la catégorie 20 de l'USITC, après les tubes et tuyaux soudés de section circulaire, ont représenté 30 pour cent environ des importations mondiales de produits de la catégorie 20 au cours de la période intermédiaire de 2001 et sont aisément définis.[1320] Les produits TCGD ont été facilement dissociés du reste de la catégorie des produits soudés sur la base de l'enquête antidumping ouverte parallèlement par l'USITC sur cette branche de production.[1321] La liste des numéros du TDH dont

---

applications mécaniques. Ils sont essentiellement utilisés dans des machines, des bâtiments, des systèmes d'arrosage, des systèmes d'irrigation et des puits artésiens *plutôt que dans des systèmes de canalisation* ou systèmes de distribution de services publics. Ils peuvent aussi transporter des liquides à des températures élevées mais ne se prêtent pas à des applications thermiques. Ils sont habituellement produits dans des diamètres et des épaisseurs de paroi standard qui répondent aux spécifications ... de l'ASTM". Rapport de l'USITC, volume I, page 149, note de bas de page 912 (pièce n° 6 des coplaignants) (où est citée la définition de tubes et tuyaux standard de l'American Iron and Steel Institute (AISI)) (pas de guillemets dans l'original). "L'AISI définit les tubes et tuyaux de canalisation comme étant des tubes et tuyaux "used for the transportation of gas, oil, or water generally in a pipeline or utility distribution system. It is produced to API ... and AWWA (American Water Works Association) specifications" (utilisés pour transporter du gaz, du pétrole ou de l'eau généralement dans un système de canalisation ou de distribution de services publics. Ils sont produits selon les spécifications de l'API ... et de l'AWWA(American Water Works Association))". Rapport de l'USITC, volume I, page 149, note de bas de page 912 (pièce n° 6 des coplaignants).

[1313] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 64 à 66.

[1314] Rapport de l'USITC, volume I, page 149 (note de bas de page omise; pas d'italique dans l'original) (pièce n° 6 des coplaignants).

[1315] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 84.

[1316] Rapport de l'USITC, volume I, page 149.

[1317] Aucune des classifications tarifaires du groupe des tubes et tuyaux soudés ne comprenait de tubes et tuyaux de canalisation soudés d'un diamètre extérieur ne dépassant pas 406,7 millimètres (16 pouces), lesquels étaient visés par la mesure de protection prise au titre de l'article 201 concernant les tubes et tuyaux de canalisation.

[1318] Joint Respondents' Prehearing Brief in Opposition to Import Relief for Welded Tubular Products Other than OCTG (Category 20) (11 septembre 2001), page 9.

[1319] Joint Respondents' Prehearing Brief in Opposition to Import Relief for Welded Tubular Products Other than OCTG (Category 20) (11 septembre 2001), page 9.

[1320] Joint Respondents' Prehearing Brief in Opposition to Import Relief for Welded Tubular Products Other than OCTG (Category 20) (11 septembre 2001), page 10.

[1321] Certain Welded Large Diameter Line Pipe from Japan, Enquête n° 731-TA-919 (finale), Publication n° 3464 (novembre 2001).

relevaient les produits visés par l'enquête ouverte au titre de l'article 201, ainsi que les statistiques d'importation correspondantes des TCGD, a été versée au dossier au début de l'enquête par les sociétés ayant répondu conjointement qui s'opposaient à l'application d'une mesure de protection.[1322] Ces chiffres ont été à la base de diverses analyses distinctes des forces du marché extrêmement différentes qui affectaient l'industrie des tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre. Pourtant, l'USITC a rejeté l'utilisation de la classification douanière au motif qu'elle n'était pas pertinente à la dissociation des TCGD des autres tubes et tuyaux soudés de section circulaire. La Suisse estime que l'absence de toute analyse de la classification tarifaire va à l'encontre des indications fournies dans l'affaire *CE – Amiante*, où l'Organe d'appel avait précisé que les classifications tarifaires donnaient des indications importantes pour la détermination du produit similaire dont il fallait tenir compte. L'existence de nombreuses classifications tarifaires différentes ne peut justifier qu'elles ne soient pas du tout prises en considération pour les fins de la détermination du produit similaire. Cela semble au contraire indiquer que les produits concernés ne sont pas similaires.[1323]

7.464 Les États-Unis estiment que la Corée et la Suisse affirment à tort que les définitions du produit similaire de l'USITC auraient dû être principalement fondées sur les classifications tarifaires. Elles mettent l'accent sur les produits qui les intéressent en faisant valoir que les classifications tarifaires auraient dû permettre à l'USITC de dissocier ces types de certains tubes et tuyaux soudés. Selon leur approche, l'USITC aurait sans doute dû définir des produits similaires distincts pour chacune des 40 classifications au niveau des positions à dix chiffres, malgré les similitudes des caractéristiques physiques, des utilisations, des circuits de commercialisation et des procédés de production du continuum de certains tubes et tuyaux soudés.[1324] Ainsi que l'a dit l'Organe d'appel, "l'adoption d'un cadre particulier pour faciliter l'examen des éléments de preuve n'élimine pas le devoir ni la nécessité d'examiner, dans chaque cas, *tous* les éléments de preuve pertinents".[1325] Malgré les affirmations des plaignants, l'USITC a manifestement examiné tous les éléments de preuve pertinents pour définir le produit similaire approprié. Les classifications tarifaires sont interreliées avec le critère des propriétés/caractéristiques physiques que l'USITC a sans conteste examiné et dont elle a constaté qu'il constituait un facteur important dans ses définitions des produits similaires. En particulier, les caractéristiques physiques du joint soudé ont été un facteur important dans la définition de certains tubes et tuyaux soudés que l'USITC a considéré être un seul produit similaire. L'USITC a usé de son jugement discrétionnaire pour déterminer quels facteurs étaient les plus pertinents dans son examen des faits particulier de l'enquête en question. Elle a manifestement constaté que le facteur des caractéristiques physiques était utile, mais étant donné le nombre élevé de classifications tarifaires, elle a constaté que ces classifications n'étaient pas utiles parce qu'elles ne permettaient pas d'établir l'existence d'une ligne de démarcation nette entre les produits.[1326]

7.465 La Suisse répond que l'on ne peut toutefois pas invoquer le fait qu'une méthode est incommode pour ne pas s'en servir. Si les États-Unis décident d'ouvrir une enquête sur un très grand nombre de produits en acier, le fait que l'enquête prenne une très grande envergure en raison du nombre élevé de produits différents concernés ne peut justifier de ne pas utiliser une certaine méthode. Cela est d'autant plus vrai que le critère de la classification tarifaire non seulement est utilisé par l'USITC mais il constitue aussi un critère fondamental qui doit être utilisé selon l'Organe

[1322] Joint Respondents' Prehearing Brief in Opposition to Import Relief for Welded Tubular Products Other than OCTG (Category 20) (11 septembre 2001), pièce n° 78 des coplaignants.

[1323] Première communication écrite de la Suisse, paragraphes 220 à 223.

[1324] Les deux classifications tarifaires au niveau des positions à quatre chiffres - les n° 7305 et 7306 - de certains tubes et tuyaux soudés s'appliquent aussi aux tubes et tuyaux sans soudure et ne permettent donc pas d'établir l'existence d'une ligne de démarcation nette.

[1325] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 102.

[1326] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 167 et 168.

d'appel. L'affirmation selon laquelle les classifications tarifaires n'étaient pas utiles parce qu'elles ne permettaient pas d'établir l'existence de lignes de démarcation nettes entre les produits[1327] est erronée car les classifications douanières permettent d'établir l'existence de plusieurs lignes de démarcation, par exemple entre les produits utilisés dans les oléoducs et les gazoducs et d'autres produits. Une telle classification douanière confirme la conclusion obtenue quand on utilise le critère de l'utilisation finale, à savoir que les produits utilisés pour acheminer du pétrole ou du gaz sont différents des autres produits tubulaires. Les classifications tarifaires du SH qui figurent au chapitre 73 différencient les tubes et tuyaux soudés au niveau des positions à quatre chiffres et encore plus à celui des positions à six chiffres.[1328] [1329] Il est donc clair que ce produit (les tubes et tuyaux soudés) ne constitue pas un produit unique, mais qu'il est défini aussi par ses dimensions et/ou son utilisation, et les États-Unis auraient donc dû suivre au moins les distinctions claires établies par le SH.

7.466 Les Communautés européennes relèvent qu'en alléguant que les positions à dix chiffres renferment trop d'articles différents, les États-Unis n'ont pas réfuté l'argument de la Suisse et de la Corée selon lequel il aurait fallu essentiellement se fonder sur les classifications tarifaires pour établir des distinctions entre les nombreux produits différents qui ont été groupés.[1330] Ainsi que l'indique le chapitre 73 du SH[1331], les classifications douanières au niveau des positions à quatre et six chiffres qui sont reconnues au niveau international séparent les tubes et tuyaux soudés sur la base tant de leurs dimensions que de leur fonction.[1332] Cela confirme en outre que les produits groupés en tant que tubes et tuyaux soudés ne sont pas "similaires ou directement concurrents".[1333]

Procédés de production

7.467 La Suisse estime que l'USITC a utilisé l'intégration verticale de la branche de production et les procédés de production communs pour agréger les cinq produits différents dans une seule catégorie. Plus particulièrement, la Suisse affirme que l'USITC a porté une "attention particulière" à la question de savoir s'il existait "des procédés et des installations de production en commun", laquelle "est une préoccupation fondamentale pour définir le champ de la branche de production nationale au titre de l'article 201".[1334] Par ailleurs, l'USITC a jugé qu'elle était tenue "de définir l'expression similaires ou directement concurrents d'une manière qui rende compte des réalités du marché et qui en même temps permette de réaliser le but fondamental de l'article 201, à savoir la protection des ressources productives des producteurs nationaux".[1335] La Suisse insiste sur le fait que les États-Unis n'ont pas tenu compte des indications données dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* et qu'ils se sont de nouveau fondés sur "les installations productives" plutôt que sur "le produit" lui-même.[1336] Selon la Suisse, il n'est tout simplement pas pertinent, au titre de l'Accord sur les sauvegardes, qu'il existe une chaîne continue de production entre l'intrant et le produit final … les producteurs de ces produits, s'il ne peut pas être établi par ailleurs que ces intrants sont des produits similaires.[1337]

[1327] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 168.
[1328] Pièce n° 105 a des coplaignants.
[1329] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphes 58 à 60.
[1330] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 167.
[1331] Pièce n° 105 des coplaignants.
[1332] Les Communautés européennes font référence aux paragraphes 73.05 et 73.06.
[1333] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 283 à 285.
[1334] Rapport de l'USITC, volume I, pages 30 et 151.
[1335] Rapport de l'USITC, volume I, page 31.
[1336] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphes 66 à 69.
[1337] Première communication écrite de la Suisse, paragraphes 226 à 233.

7.468 La Suisse affirme que l'USITC indique qu'elle établit habituellement la "similarité" sur la base des cinq caractéristiques suivantes: les propriétés physiques du produit, son traitement douanier, son procédé de fabrication, ses utilisations et les circuits de commercialisation par l'intermédiaire desquels le produit est vendu.[1338] Toutefois, dans le présent cas d'espèce, l'USITC a utilisé une méthode différente car elle "a essentiellement axé [son] analyse dans le cadre de l'enquête en question sur la mesure dans laquelle les produits en question sont produits dans des installations de production communes et à l'aide de procédés de production semblables".[1339] [1340] L'USITC a porté une "attention particulière" à la question de savoir s'il existait "des procédés et des installations de production en commun", laquelle "est une préoccupation fondamentale pour définir le champ de la branche de production nationale au titre de l'article 201".[1341] Par ailleurs, l'USITC a jugé qu'elle était tenue "de définir l'expression similaires ou directement concurrents d'une manière qui rende compte des réalités du marché et qui en même temps permette de réaliser le but fondamental de l'article 201, à savoir la protection des ressources productives des producteurs nationaux".[1342] La Suisse insiste sur le fait que les États-Unis n'ont pas tenu compte des indications données dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* et qu'ils se sont de nouveau fondés sur "les installations productives" plutôt que sur "le produit" lui-même.[1343] La Corée fait en outre valoir que les États-Unis n'ont pas reconnu que les OCTG sont aussi fabriqués par les mêmes producteurs qui fabriquent les tubes et tuyaux standard[1344], mais il ne s'agit pas plus de tubes et tuyaux standard "similaires" que les tubes et tuyaux de canalisation. Dans leurs réponses aux questions, les États-Unis n'indiquent pas non plus comment les installations de production communes étaient un facteur important pour considérer les tubes et tuyaux soudés, autres, mais non les OCTG comme un seul produit similaire alors que tous les autres tubes et tuyaux soudés étaient fabriqués dans les mêmes installations de production.[1345] [1346]

7.469 De l'avis des États-Unis, les plaignants ont tort de contester le fait que l'USITC a examiné les procédés de production dans sa détermination du "produit similaire" en se fondant sur le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*. Contrairement aux affirmations des plaignants, dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, confronté à la question de savoir si deux articles sont des produits distincts, l'Organe d'appel a reconnu qu'"il peut être utile d'examiner les processus de production de ces produits".[1347]

7.470 Les États-Unis estiment que les allégations spécifiques formulées par la Corée et la Suisse au sujet de la définition du produit similaire de l'USITC concernant certains tubes et tuyaux soudés sont fondées sur une interprétation erronée des facteurs que l'USITC était ou "tenue ou non autorisée" à examiner pour établir ses définitions du produit similaire.[1348] Les plaignants ne peuvent repérer aucune disposition de l'Accord sur les sauvegardes qui traite des facteurs pouvant ou ne pouvant pas être examinés pour déterminer les produits similaires. Ils affirment plutôt que l'USITC était tenue

[1338] Rapport de l'USITC, volume I, page 30.
[1339] Rapport de l'USITC, volume I, page 151.
[1340] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphes 54 et 65.
[1341] Rapport de l'USITC, volume I, pages 30 et 151.
[1342] Rapport de l'USITC, volume I, page 31.
[1343] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphes 66 à 69.
[1344] Réponse écrite de la Corée à la question n° 148 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond, où il est indiqué que cinq à huit producteurs de tubes et tuyaux "soudés, autres" fabriquent aussi des OCTG soudés, alors que seulement trois des sept producteurs de TCGD fabriquent des tubes et tuyaux "soudés, autres"; réponses écrites des États-Unis aux questions posées par les autres parties, paragraphe 47, où ils font référence aux "*nombreux*" *producteurs de* TCGD qui produisent aussi d'autres tubes et tuyaux soudés.
[1345] Réponses écrites des États-Unis aux questions posées par les autres parties, paragraphe 44.
[1346] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 75 et 76.
[1347] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 94, note de bas de page 55.
[1348] Première communication écrite de la Suisse, paragraphes 207 à 233.

d'utiliser les quatre facteurs proposés par le Groupe de travail sur les *Ajustements fiscaux à la frontière*. Ces facteurs, qu'il avait été proposé d'utiliser pour les ajustements fiscaux à la frontière, visaient un but différent, et l'Organe d'appel avait reconnu qu'"[a]ucune approche unique pour exercer un jugement ne sera appropriée pour tous les cas".[1349] Par conséquent, l'USITC n'était pas tenue d'examiner ces quatre facteurs.[1350]

7.471 La Corée répète que les OCTG soudés sont simplement comme tous les autres tubes et tuyaux soudés de la catégorie des autres tubes et tuyaux soudés, à savoir qu'ils comportent une ligne de soudure et sont produits par les mêmes producteurs. Les États-Unis ne le démentent pas. Il s'agit d'une question très importante car les considérations principales et primordiales qui ont amené l'USITC à traiter les TCGD comme un seul et produit similaire avec les tubes et tuyaux autres que les OCTG sont l'existence d'installations de production communes et d'une "ligne de soudure".[1351] Par conséquent, il est évident que ces caractéristiques ne créent pas une "ligne de démarcation nette" entre les OCTG, les TCGD ou les autres tubes et tuyaux soudés. Les États-Unis disent plutôt que l'USITC s'est fondée sur les "opérations de finissage" externes qui sont parfois effectuées après la production des OCTG pour distinguer ces derniers. Il est toutefois évident que l'opinion de l'USITC est que l'aspect déterminant de cette distinction est les attributs physiques conférés par cette transformation additionnelle et non le simple procédé (distinct) en soi.[1352] [1353]

Circuits de commercialisation

7.472 La Suisse souligne que ce facteur est utilisé par l'USITC, bien qu'il ne soit pas employé dans l'approche traditionnelle de l'OMC concernant les produits similaires. L'USITC semble toutefois ne pas appliquer ce facteur même si elle reconnaît que le circuit de distribution des divers tubes et tuyaux tend à se spécialiser selon le marché desservi. Certains distributeurs se spécialisent dans certaines formes de tubes et tuyaux, et d'autres dans certains produits vendus essentiellement à l'industrie de la construction pour utilisation dans les systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation, et d'autres systèmes de canalisations permettant l'acheminement de l'eau, de la vapeur, du pétrole, du gaz et des produits chimiques dans les structures commerciales et résidentielles, y compris dans les bâtiments de grande élévation.[1354] Dans le cas des tubes et tuyaux soudés autres que les OCTG, l'USITC a indiqué que même si les tubes et tuyaux de grand diamètre étaient plus susceptibles que les tubes et tuyaux de petit diamètre d'être vendus directement à des utilisateurs finals, il existait un chevauchement important des circuits de distribution de tous les tubes et tuyaux soudés. Dans son rapport, l'USITC a dit que les tubes spécialisés qui exigeaient un traitement thermique ou des essais plus poussés sont souvent vendus directement à des utilisateurs finals.[1355] Si les circuits de commercialisation devaient être inclus dans la méthode utilisée pour déterminer la similarité, l'application appropriée de ce critère dans le présent cas d'espèce aurait permis d'étayer ce qui avait jusqu'à présent été montré, à savoir que de nombreux produits différents étaient inconsidérément groupés et par conséquent qu'aucune analyse appropriée de la similarité ne pouvait être faite.[1356]

[1349] Rapport de l'Organe d'appel *CE - Amiante*, paragraphe 101.
[1350] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 159.
[1351] Rapport de l'USITC, volume I, pages 154 et 155.
[1352] Il convient aussi de relever que la distinction que font les États-Unis entre les "installations de production" et les "opérations de finissage" est une fausse distinction. Les OCTG sont produits avant de subir les opérations de finissage. Rapport de l'USITC, volume I, page 148.
[1353] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 82 et 83.
[1354] Rapport de l'USITC, volume I, page 150.
[1355] Rapport de l'USITC, volume II, TUBULAR, page 39.
[1356] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 64.

Autres facteurs

7.473 La Corée fait valoir que le regroupement par l'USITC des tubes et tuyaux de grand diamètre et des tubes et tuyaux standard contredit directement sa constatation selon laquelle les OCTG devraient constituer un produit similaire distinct du reste de la catégorie des produits tubulaires. L'USITC a spécifiquement déclaré que l'un des facteurs sur lesquels elle s'appuyait pour déterminer que les OCTG étaient un produit similaire distinct était le fait que "les produits OCTG et les autres produits tubulaires sont vendus sur des marchés différents et [que] *la demande est régie par différents facteurs économiques*".[1357] En particulier, l'USITC a indiqué que "[l]a demande pour les OCTG est essentiellement régie par le niveau des activités d'exploration pétrolière et gazière, alors que la demande pour les autres produits est essentiellement régie par le niveau global d'activité de l'économie générale, et les deux demandes ne coïncident pas nécessairement et peuvent en fait évoluer en sens inverse".[1358] Comme leur demande est de la même manière régie par le niveau d'activité dans le secteur du pétrole et du gaz, et non par le niveau d'activité de l'économie générale, les TCGD auraient dû aussi être traités comme un produit similaire distinct dans l'analyse du dommage et de la mesure corrective faite par l'USITC. Les différences dans les applications et les facteurs de la demande entre les TCGD et les autres tubes et tuyaux soudés auraient dû, à tout le moins, être examinées par l'USITC pour déterminer si les TCGD auraient dû être dissociés des autres produits tubulaires en acier au carbone.[1359]

iii) Définitions proposées par les plaignants

7.474 Les États-Unis indiquent que la Corée et la Suisse contestent toutes deux la définition de certains tubes et tuyaux soudés de l'USITC qui les considère comme un seul produit similaire, mais que chaque plaignant avance des propositions différentes sur ce qu'auraient dû être les définitions appropriées. La Corée affirme que ce seul et même produit similaire aurait dû être divisé en deux produits similaires au moins, sur la base essentiellement du diamètre du produit, et la Suisse affirme qu'il aurait dû être divisé en trois produits similaires au moins, sur la base essentiellement de la fonction du produit.[1360]

7.475 La Suisse répond qu'elle a fait valoir que les tubes de précision étaient à tort regroupés dans la même catégorie de produits que les tubes et tuyaux soudés de grand diamètre utilisés pour acheminer de la vapeur, de l'eau, du pétrole, du gaz et d'autres liquides. En présentant cet argument, la Suisse n'a absolument pas proposé que la catégorie des tubes et tuyaux/produits tubulaires soudés soit subdivisée en trois catégories. Elle a mentionné les trois tubes différents à titre d'exemples, pour illustrer que les produits groupés dans la catégorie des produits tubulaires soudés étaient différents et pour montrer que les États-Unis regroupaient des produits qui étaient tellement différents qu'ils n'auraient pas dû être regroupés. La Suisse est d'avis qu'il ne lui appartient pas de proposer en quoi devrait consister la catégorie appropriée et que le Groupe spécial n'a pas à décider quelle ventilation des catégories présentées dans les communications des plaignants est la plus appropriée.[1361]

7.476 La Corée insiste sur le fait qu'elle ne préconise pas une division des produits similaires fondée sur le diamètre dans le cas des tubes et tuyaux soudés, ainsi que l'affirment à tort les États-Unis.[1362] Il s'agit d'une qualification commode mais inexacte de l'argument de la Corée concernant le caractère

[1357] Rapport de l'USITC, volume I, page 154 (pas d'italique dans l'original).
[1358] Rapport de l'USITC, volume I, page 154 (pièce n° 6 des coplaignants).
[1359] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 69 et 70.
[1360] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 158.
[1361] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphes 46 et 47.
[1362] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 104.

similaire des tubes et tuyaux soudés. La Corée soutient que les TCGD auraient dû être considérés comme un produit similaire distinct des autres tubes et tuyaux soudés. La base de cette distinction ne repose pas sur les dimensions du tube ou tuyau, mais plutôt sur les caractéristiques physiques distinctes et les utilisations finales distinctes des deux produits.[1363]

iv) Pertinence des définitions du produit similaire utilisées dans les contextes des enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs

7.477 Les États-Unis estiment que dans leurs arguments[1364] les plaignants ne reconnaissent pas que les définitions du produit similaire dans les enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs, tout comme dans les enquêtes en matière de sauvegardes, dépendent des importations faisant l'objet de l'enquête concernée et que c'est pour cette raison que les définitions ont varié.[1365] Le point de départ de l'analyse du produit similaire de l'USITC est les importations telles que définies dans l'enquête par la demande du Président. Dans le présent cas d'espèce, l'USITC a commencé par les importations visées qui comprenaient un éventail de tubes et tuyaux soudés et elle a cherché à l'aide de critères bien établis à déterminer s'il existait des lignes de démarcation nettes entre les tubes et tuyaux et produits tubulaires en acier nationaux qui correspondaient à ces importations visées. Le point de départ des enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs est généralement plus restreint en ce qui concerne la portée des importations visées, de sorte que l'analyse consiste fréquemment à déterminer si la définition du produit national similaire doit être plus large que celle des importations visées, ce qui signifie qu'elle part du plus petit et cherche à déterminer s'il faut élargir la définition au lieu de partir du plus grand et de chercher à déterminer s'il faut la restreindre. Les plaignants ne reconnaissent pas non plus, tel que mentionné ci-dessus, que les enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs ont un but différent de celui d'une enquête en matière de sauvegardes.[1366] L'USITC a examiné et rejeté l'argument selon lequel il lui aurait fallu définir au moins deux produits similaires – certains tubes et tuyaux soudés de grand diamètre (de 16 pouces ou plus) (les "TCGD") et les autres tubes et tuyaux soudés – pour établir sa définition du produit similaire dans l'enquête en question en matière de sauvegardes. Dans aucune de ces enquêtes antidumping l'USITC n'avait été saisie de la question du champ des importations visées qui engloberaient ces deux types de certains tubes et tuyaux soudés comme cela était le cas dans l'enquête en question en matière de sauvegardes, et elle n'avait donc pas décidé de les considérer comme des produits similaires distincts dans une seule enquête. L'USITC avait plutôt défini des produits similaires nationaux distincts dans deux enquêtes différentes; chaque définition du produit similaire avait la même portée que le champ étroit des importations visées par l'enquête.[1367] Dans aucune de ces affaires antidumping l'USITC n'a examiné s'il était approprié d'élargir la définition du produit

[1363] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 69.
[1364] *Voir* les paragraphes 7.448 et 7.463 ci-dessus.
[1365] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 41 à 44.
[1366] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 161 et 162.
[1367] Contrairement aux allégations de la Corée, l'"ITC n'a pas considéré les TCGD comme un produit similaire aux tubes et tuyaux standard" dans l'affaire *Certain Welded Non-Alloy Steel Pipe from China* parce qu'ils n'entraient pas dans le champ de cette enquête antidumping; la question de savoir si les TCGD devaient être inclus dans le produit similaire national n'a non plus été soulevée par aucune partie à cette enquête ni n'a été examinée par l'USITC. *Circular Welded Non-Alloy Steel Pipe from China, Indonesia, Malaysia, Romania, and South Africa*, enquête n° 731-TA-943-947 (préliminaire), Publication n° 3439 de l'USITC, pages 3 à 5 (juillet 2001) (pièce n° 28 des États-Unis); *Circular Welded Non-Alloy Steel Pipe from China*, enquête n° 731-TA-943 (finale), Publication n° 3523 de l'USITC, pages 3 à 5 (juillet 2002) (pièce n° 80 des coplaignants); *voir* aussi *Certain Welded Large Diameter Line Pipe From Japan and Mexico*, enquête n° 731-TA-919-920 (préliminaire), Publication n° 3400 de l'USITC, pages I-5 et 6 (mars 2001) (pièce n° 29 des États-Unis); *Certain Welded Large Diameter Line Pipe From Japan*, enquête n° 731-TA-919 (finale), Publication n° 3464 de l'USITC (novembre 2001) (pièce n° 81 des coplaignants).

similaire pour y inclure d'autres types de certains tubes et tuyaux soudés qui ne correspondaient pas aux importations visées. Dans l'enquête en question, elle a considéré les arguments selon lesquels elle devrait constater que les tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre (tubes et tuyaux de canalisation dont le diamètre extérieur est de 16 pouces ou plus) étaient un produit similaire distinct des autres tubes et tuyaux soudés.[1368] Les éléments de preuve montraient que si les tubes et tuyaux de canalisation soudés de grand diamètre sont généralement fabriqués à l'aide de machines destinées à la fabrication de plus gros tubes et tuyaux, ces machines peuvent aussi produire d'autres types de tubes et tuyaux de grand diamètre, tels que des tubes et tuyaux pour l'adduction d'eau, les canalisations et les charpentes.[1369] Une partie substantielle des tubes et tuyaux de canalisation soudés de grand diamètre est fabriquée à l'aide du procédé du soudage par résistance électrique[1370], qui est le procédé utilisé pour fabriquer presque tous les types de certains tubes et tuyaux soudés.[1371] Par ailleurs, bon nombre des firmes qui produisent des tubes et tuyaux de canalisation soudés de grand diamètre produisent aussi d'autres tubes et tuyaux soudés dont le diamètre extérieur est inférieur à 16 pouces. Les tubes et tuyaux soudés de grand et petit diamètres ont aussi en commun des caractéristiques physiques communes, en particulier un joint soudé qui affecte leurs utilisations comparativement à d'autres produits tubulaires, tels que les tubes et tuyaux sans soudure. Se fondant sur ces éléments de preuve, l'USITC a constaté que les tubes et tuyaux soudés de grand et petit diamètres faisaient partie d'un continuum de production de certains tubes et tuyaux soudés et n'a vu aucune raison de définir les tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre séparément d'autres certains tubes et tuyaux soudés.[1372]

d) ABJT

7.478 De l'avis des Communautés européennes, l'USITC n'a pas montré que les brides importées étaient similaires aux accessoires fabriqués dans le pays, même si elle a explicitement reconnu l'hétérogénéité des accessoires, brides et joints de tige, et que cette "catégorie renferme une gamme de *produits*".[1373]

7.479 Les États-Unis estiment que ni les Communautés européennes ni aucun autre plaignant ne présentent au Groupe spécial d'autres arguments sur cette définition de produit similaire.[1374]

[1368] Prehearing Brief of European Steel Tube Association (12 septembre 2001), pages 3 à 6 (pièce n° 30 des États-Unis).

[1369] Rapport de l'USITC, page 154, dans lequel est cité un passage de l'affaire *Certain Welded Large Diameter Line Pipe From Japan and Mexico*, Publication n° 3400 de l'USITC, pages I-5 et 6 (mars 2001) (pièce n° 29 des États-Unis).

[1370] En 2000, 45,6 pour cent des tubes et tuyaux de canalisation soudés de grand diamètre fabriqués dans le pays étaient produits à l'aide du procédé du soudage par résistance électrique alors que 54,4 pour cent l'étaient à l'aide du procédé du soudage à l'arc sous flux en poudre. *Certain Welded Large Diameter Line Pipe From Japan and Mexico*, Publication n° 3400 de l'USITC, tableau 1-2, page I-14 (mars 2001) (pièce n° 29 des États-Unis). Les tubes et tuyaux fabriqués à l'aide du procédé du soudage par résistance électrique sont normalement produits avec un diamètre extérieur qui peut varier entre 2 3/8 de pouces et 24 pouces. *Ibid*., page I-5.

[1371] *Certain Pipe and Tube from Argentina, Brazil, Canada, India, Korea, Mexico, Singapore, Taiwan, Thailand, Turkey, and Venezuela*, enquêtes n° 701-TA-253 (réexamen) et 731-TA-132, 252, 271, 273, 276, 277, 296, 409, 410, 532 à 534, 536 et 537 (réexamen), Publication n° 3316 de l'USITC, page CIRC-I-19 (juillet 2000) (pièce n° 31 des États-Unis).

[1372] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 163 à 166.

[1373] Rapport de l'USITC, volume I, pages 175 et 179.

[1374] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 114, note de bas de page 139.

7.480 Les Communautés européennes estiment en outre que l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation fondamentale au titre du droit de l'OMC ni de la tâche qu'elle s'est elle-même fixée, à savoir: comparer les produits nationaux aux produits importés et déterminer s'ils sont similaires conformément aux articles 2:1 et 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes. L'USITC ne cherche plutôt qu'à expliquer pour quelles raisons elle groupe des produits nationaux différents pour former un groupe qui "consiste en environ un tiers de brides, un tiers d'accessoires de tuyauterie à souder bout à bout et un tiers d'autres produits".[1375] Elle n'établit toutefois pas que tous les éléments qu'elle groupe sont similaires aux produits importés. Même dans sa tentative dénuée de pertinence où elle cherche à justifier le groupage d'un groupe hétérogène de produits nationaux, l'USITC a mal appliqué ses propres critères. Premièrement, l'USITC n'a même pas considéré les classifications et concessions tarifaires. Or, les accessoires et brides font l'objet d'un traitement douanier différent, même au niveau des positions à six chiffres, et sont soumis à des concessions différentes. Deuxièmement, les classifications différentes rendent compte des propriétés physiques différentes bien connues des accessoires et des brides, qui n'ont pas non plus été mentionnées par l'USITC. Ainsi que l'illustrent les deux photographies jointes à titre de pièce n° 104 des coplaignants, les accessoires sont faits de tubes et tuyaux qui sont coupés et auxquels une forme est donnée.[1376] Ils n'ont pas de trous comme les brides. Ces trous sont nécessaires pour démonter les brides. Ce qui débouche sur le troisième point, à savoir les *utilisations* différentes des deux produits. L'USITC s'est essentiellement fondée sur un certain argument de l'"utilisation commune" en alléguant que "les accessoires, les brides et les joints de tige sont tous utilisés pour joindre ou fermer des tubes". Or cette affirmation de caractère général ne tient pas compte des différentes utilisations finales des accessoires et des brides. L'USITC reconnaît elle-même que les brides sont utilisées pour raccorder des tubes et tuyaux de façon non permanente, et qu'elles sont conçues pour faciliter le démontage de parties de tubes et tuyaux.[1377] Par contre, les accessoires de tuyauterie à souder bout à bout sont utilisés pour créer un raccord permanent.[1378] En raison de leurs propriétés techniques différentes (les brides ont des trous, mais non les accessoires), les accessoires et les brides ne sont même pas substituables. Enfin, si l'USITC était habilitée à examiner les procédés de production communs (mais ce n'est pas le cas), même les procédés de production des brides et des accessoires ne font que confirmer les distinctions existant entre ces produits. L'USITC a elle-même dû reconnaître que les brides sont produites par forgeage de billettes en acier au carbone. Par contre, les accessoires sont fabriqués à partir de tubes et tuyaux qui sont coupés et auxquels une forme est donnée.[1379] L'affirmation de l'USITC selon laquelle ces procédés sont semblables parce qu'ils englobent habituellement "un traitement thermique, un usinage, un biseautage et un lessivage"[1380] soulève le point de savoir pourquoi elle n'a pas alors inclus les couteaux et les fourchettes dans sa gamme de produits.[1381]

7.481 Les Communautés européennes estiment que les États-Unis ne cherchent pas à réfuter les allégations spécifiques des Communautés européennes selon lesquelles il n'était pas justifié de grouper les ABJT.[1382] La détermination de l'USITC est la conclusion tirée avant le raisonnement (et non étayée par le raisonnement subséquent) selon lequel "il existe quatre branches de production nationales de produits similaires aux articles importés correspondants visés par l'enquête à l'intérieur

[1375] Rapport de l'USITC, volume I, pages 156 et 157.
[1376] Rapport de l'USITC, volume I, page 148.
[1377] Rapport de l'USITC, volume I, page 150.
[1378] Rapport de l'USITC, volume I, page 150.
[1379] Rapport de l'USITC, volume I, page 148.
[1380] Rapport de l'USITC, volume I, page 157.
[1381] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 146 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[1382] Première communication des États-Unis, paragraphe 114, où il n'est pas répondu aux allégations spécifiques formulées dans la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 218 et 230 et dans la réponse des Communautés européennes à la question n° 146 posée par le Groupe spécial.

de la catégorie des produits tubulaires … (accessoires, brides et joints de tige)".[1383] La deuxième référence fournie par l'USITC, où il est dit que "les acheteurs d'accessoires et de brides ont indiqué que les accessoires et les brides importés et fabriqués dans le pays, de la même qualité et répondant aux mêmes spécifications, étaient utilisés dans les mêmes applications"[1384], contredit alors cette affirmation, ce qui confirme ce que l'USITC a reconnu ailleurs, à savoir qu'il s'agit d'une gamme de produits hétérogènes.[1385] Les États-Unis concèdent également qu'il existe même des marchés distincts pour les accessoires et les brides.[1386] [1387]

7.482 Les Communautés européennes font observer que les États-Unis n'ont pas répondu à l'allégation spécifique selon laquelle les produits groupés dans la catégorie des "ABJT" n'étaient même pas "similaires" les uns aux autres. Par conséquent, il devrait être constaté que toutes les déterminations fondées sur un tel produit importé, les "ABJT", et la branche de production nationale des "ABJT" sont incompatibles avec l'Accord sur les sauvegardes.[1388]

F. ACCROISSEMENT DES IMPORTATIONS

1. Introduction

7.483 Le Brésil et le Japon font valoir que les États-Unis n'ont pas rempli la condition minimale relative à un accroissement des importations énoncée aux articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX a) du GATT de 1994.[1389] De même, la Chine et la Suisse estiment que la condition relative à un accroissement des importations n'a pas été remplie.[1390] La Corée affirme que l'analyse faite par l'USITC de l'accroissement des importations de produits laminés plats et de produits étamés ou chromés n'était pas compatible avec les articles 2, 3 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes ni avec l'article XIX du GATT de 1994.[1391] La Nouvelle-Zélande allègue que les États-Unis ne se sont pas conformés à la prescription de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes selon laquelle il doit y avoir un accroissement des importations avant qu'une mesure de sauvegarde soit imposée.[1392]

7.484 Les Communautés européennes estiment que les États-Unis n'ont pas démontré que les produits en acier visés par leurs mesures de sauvegarde "(sont) importé(s) … en quantités tellement accrues", comme l'exige l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes. L'USITC a appliqué une méthode qui ne tient manifestement aucun compte des conditions énoncées à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes, telles qu'elles ont été précisées par l'Organe d'appel. L'USITC a commis essentiellement trois erreurs méthodologiques qui rendent toutes ses conclusions concernant l'existence d'un accroissement des importations pour chaque produit pris individuellement erronées et

---

[1383] Rapport de l'USITC, volume I, page 147.
[1384] Rapport de l'USITC, volume I, page 175.
[1385] Voir les références dans la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 218 et 230.
[1386] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 149 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[1387] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 286.
[1388] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 286; réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 22 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[1389] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 117; première communication écrite du Japon, paragraphe 175.
[1390] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 210; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 244; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 250; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 81.
[1391] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 71.
[1392] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.93.

incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Ainsi, l'USITC i) ne tient pas compte des tendances baissières intermédiaires, en particulier au point extrême stratégique de l'enquête, comme l'indiquent les plus récentes données disponibles pour 2001, ii) en général, ne calcule ni ne prend en considération les tendances des importations sur l'ensemble de la période visée par l'enquête, et iii) vise uniquement à constater l'existence d'un "simple accroissement" sans considérer ni établir au moyen d'une explication motivée et adéquate qu'un tel accroissement était suffisamment récent, soudain, brutal et important. Les Communautés européennes estiment donc que les États-Unis n'ont pas démontré que les produits en acier visés par leurs mesures de sauvegarde "[sont] importé[s] … en quantités tellement accrues … qu'il[s] cause[nt] ou menace[nt] de causer un dommage grave" à leur branche de production nationale, comme l'exige l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[1393]

7.485 De l'avis du Japon, la faiblesse la plus évidente des mesures de sauvegarde des États-Unis réside peut-être dans l'imposition de ces mesures même si les volumes des importations de produits en acier étaient en baisse. Les importations de tous les produits laminés plats en acier qui ont été considérés (qu'ils soient agrégés ou séparés, et incluant les produits étamés ou chromés) ont diminué depuis 1998 ou 1999, selon le produit, à la fois dans l'absolu et en tant que pourcentage de la production nationale. Ces baisses sont encore plus marquées dans le cas des importations d'acier en provenance de pays réellement visés par les mesures de sauvegarde. Comme le gouvernement des États-Unis n'a pas démontré un accroissement "récent", "soudain", "brutal" et "important" du volume des importations de ces produits, les mesures de sauvegarde applicables aux produits laminés plats - regroupés ou séparés - sont incompatibles avec les articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes et avec l'article XIX:1 a) du GATT de 1994. C'est également valable pour les autres produits visés par la mesure de protection.[1394]

7.486 Dans leur réponse, les États-Unis affirment que la prescription relative à un "accroissement des importations" énoncée dans l'Accord sur les sauvegardes a été respectée.

2. Le critère juridique

a) Accroissement récent

7.487 Les Communautés européennes estiment qu'une mesure de sauvegarde peut seulement être prise s'il y a une poussée exceptionnelle des importations ("en quantités tellement accrues et à des conditions telles"). En outre, une mesure de sauvegarde peut seulement être prise si ce produit continue "[d'être] importé" en quantités tellement accrues.[1395]

7.488 Les Communautés européennes, le Japon, la Corée, la Suisse et la Norvège soulignent que, ainsi que l'Organe d'appel l'a précisé dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*[1396], l'utilisation du temps présent ("est importé") à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes veut dire que les autorités compétentes doivent montrer un accroissement brutal et important des importations qui s'est poursuivi jusque dans le passé très récent.[1397] Pour interpréter cette prescription, les groupes spéciaux de l'OMC

[1393] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 282 à 290; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 142 à 147.

[1394] Première communication écrite du Japon, paragraphe 176.

[1395] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 143.

[1396] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 130.

[1397] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 271; première communication écrite du Japon, paragraphes 184 et 185; première communication écrite de la Corée, paragraphe 71; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 256; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 87; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 238.

ont retenu une période variant entre la dernière et les trois dernières années.[1398] La Norvège et la Suisse ajoutent qu'en permettant à un Membre de l'OMC de prendre une décision sur l'opportunité d'adopter des mesures de sauvegarde sans tenir compte des données disponibles provenant du passé le plus récent, il serait fait abstraction du caractère exceptionnel des mesures de sauvegarde, qui doit entrer en ligne de compte pour "interpréter les conditions préalables à la prise de telles mesures".[1399] De même, le Brésil et le Japon font valoir que l'utilisation du temps présent à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes – "ce produit *est importé*" (pas d'italique dans l'original) – montre que l'accroissement du volume des importations doit s'inscrire dans le présent, c'est-à-dire pendant le déroulement de l'enquête en matière de sauvegardes, et non dans le passé.[1400]

7.489 Les États-Unis font valoir que l'Accord sur les sauvegardes ne précise pas quelle devrait être la durée de la période visée par une enquête en matière de sauvegardes, ni la question de savoir si ou comment cette période devrait être subdivisée aux fins d'analyse.[1401]

7.490 En ce qui concerne la question de la mesure dans laquelle l'accroissement des importations doit être "récent", les États-Unis font valoir que la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle la période visée par l'enquête doit correspondre au passé récent doit être lue à la lumière d'autres constatations. Dans son rapport, l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau* précisait que, pour effectuer l'évaluation prévue à l'article 4:2 a), les autorités compétentes ne peuvent pas s'appuyer exclusivement sur les données relatives au passé le plus récent, mais doivent évaluer ces données dans le contexte des données se rapportant à l'ensemble de la période visée par l'enquête.[1402] L'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* portait sur la détermination de l'existence d'une menace de dommage grave, qui, par définition, est axée sur l'avenir, et il a été jugé qu'une période de 21 mois comme durée de la période visée par l'enquête était trop courte. On peut donc supposer que l'Organe d'appel accepterait une période beaucoup plus longue comme période visée par l'enquête aux fins de la détermination de l'existence d'un dommage grave. Les États-Unis estiment que les plaignants tentent également de minimiser l'importance du rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*[1403], dans lequel il est indiqué qu'il n'est pas nécessaire de constater que les importations sont encore croissantes pendant la période précédant immédiatement la détermination des autorités compétentes, ou jusque tout à la fin de la période visée par l'enquête.[1404] Si l'Accord sur les sauvegardes empêchait l'application d'une mesure de sauvegarde chaque fois que les importations diminuent, si légèrement que ce soit, après un accroissement, il faudrait que les Membres engagent une procédure en matière de sauvegardes tout de suite après avoir relevé un accroissement des importations. Cette probabilité créerait un obstacle majeur à l'adoption d'une position d'attente pour voir si la branche de production nationale peut s'adapter à la situation par elle-même.[1405]

[1398] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphes 8.160 et 8162; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 8.32 et 8.33; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.204.

[1399] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 256; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 246.

[1400] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 121; première communication écrite du Japon, paragraphe 180.

[1401] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 174.

[1402] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 137.

[1403] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.207.

[1404] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 182 à 190.

[1405] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 40 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond, paragraphe 82.

7.491 Dans sa réponse, la Chine fait observer que les États-Unis tentent de créer une confusion entre, d'une part, la prescription imposant d'accorder une attention particulière aux importations les plus récentes et, d'autre part, la prescription imposant de tenir compte des tendances des importations au lieu de faire une comparaison des points extrêmes.[1406] Le Japon, la Corée, la Chine, la Nouvelle-Zélande et le Brésil soutiennent qu'il est inapproprié de se fonder sur l'affaire *États-Unis - Viande d'agneau*. Dans cette affaire, l'Organe d'appel n'examinait pas l'accroissement des importations, mais la période appropriée pour évaluer la situation de la branche de production nationale en ce qui concerne la menace de dommage grave.[1407] [1408]

7.492 Les États-Unis répondent que les plaignants font une distinction artificielle. Les données concernant les importations font partie des données globales que doivent évaluer les autorités compétentes. Si la question de l'élément temporel de l'évaluation des données n'englobait pas les données concernant les importations, l'Organe d'appel n'aurait pas fait référence, dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, à l'analyse de l'accroissement des importations faite dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*.[1409] [1410]

7.493 Les Communautés européennes, le Japon, la Corée, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et le Brésil font en outre valoir que dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, le Groupe spécial était aux prises avec une baisse légère et de courte durée du niveau des importations dans l'absolu tout à la fin de la période visée par l'enquête; ces importations étaient demeurées à des niveaux élevés et avaient continué de s'accroître en termes relatifs.[1411,1412] Par conséquent, l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* n'affaiblit d'aucune façon l'interprétation donnée par l'Organe d'appel du moment de l'accroissement des importations – c'est-à-dire que l'accroissement doit être récent. Bien au contraire, l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* appuie l'affirmation selon laquelle une baisse modeste et de courte durée des importations à la fin de la période visée par l'enquête, qui s'est amorcée au cours du dernier semestre de la période de cinq ans et demi, n'empêche pas de constater que les importations "demeurent" en "quantités tellement accrues" si une telle constatation repose sur une analyse explicite des tendances baissières intermédiaires et est étayée par une explication motivée et adéquate.[1413] Cela ne veut pas dire, comme les États-Unis le suggèrent, que n'importe quel accroissement des importations qui se produit à n'importe quel moment pendant la période visée par l'enquête, aussi éloigné qu'il soit dans le temps et même s'il est suivi d'une baisse importante et continue, satisfait à la prescription relative à un accroissement des importations.[1414] L'accroissement des importations remontait à 30 mois complets lorsque les États-Unis ont ouvert leur enquête en matière de sauvegardes, enquête dont on ne peut tout de même

---

[1406] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 92.

[1407] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 137 et 138.

[1408] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 84; première communication écrite de la Corée, paragraphe 96; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 96; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.63; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 172.

[1409] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 138, note de bas de page 88.

[1410] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 104.

[1411] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 7.210 et 7.213.

[1412] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 245; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 88.

[1413] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 175 à 180; première communication écrite de la Corée, paragraphe 104; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.64.

[1414] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 85; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 48 à 50.

pas dire qu'elle était "immédiatement postérieure à la constatation d'un accroissement des importations".[1415]

b) Évaluation des tendances

7.494 Les Communautés européennes, le Japon, la Corée et la Chine signalent en outre que l'Organe d'appel a également précisé qu'il faut évaluer les tendances des importations sur l'ensemble de la période visée par l'enquête, au lieu de simplement comparer les points extrêmes. Lorsque les importations ont diminué "de manière continue et significative", un produit n'est plus "importé en quantités tellement accrues", et le but de la mesure de sauvegarde qui est de faire face à une situation d'urgence n'est pas atteint.[1416] [1417] La Norvège et la Suisse font observer en résumé qu'un accroissement des importations devrait s'observer à la fois dans une "comparaison des points extrêmes et dans une analyse des tendances intermédiaires au cours de la période".[1418] [1419]

7.495 Selon les États-Unis, les plaignants donnent également une interprétation erronée de la constatation faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)* concernant les tendances des importations au cours de la période visée par l'enquête. L'Organe d'appel a examiné les tendances afin de montrer que la prise en considération des seuls points extrêmes était insuffisante, et qu'un examen des périodes intermédiaires devait être fait. L'Organe d'appel n'a pas indiqué qu'une comparaison des points extrêmes de la période visée par une enquête est complètement dénuée de pertinence ou inadmissible. Les États-Unis font également observer que l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes prescrit une évaluation du "rythme d'accroissement des importations … et (de) leur accroissement en volume" et, partant, les tendances ne l'emportent pas sur le volume des importations. Par ailleurs, l'Organe d'appel n'a pas dit que les tendances doivent faire apparaître un accroissement constant des importations ou un accroissement qui se poursuit pendant toute la période visée par l'enquête.[1420]

7.496 Le Japon répond qu'il doit y avoir un examen des tendances des importations en termes relatifs au cours de la période visée par l'enquête du point de vue de leur nature, de leur importance et de leur ampleur par rapport aux importations récentes. L'Organe d'appel a fait une observation semblable dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* au sujet du dommage grave – à savoir que l'importance réelle des tendances à court terme observées à un moment donné pendant la période visée par l'enquête "ne peut se dessiner que lorsque ces tendances à court terme sont évaluées à la lumière des tendances à long terme dégagées par les données relatives à toute la période visée par l'enquête".[1421] Le Japon et la Nouvelle-Zélande font observer qu'il s'agit d'examiner les tendances dans leur contexte, en les comparant aux tendances à long terme. Une telle analyse est indépendante de la question du lien de causalité, qui se rapporte à l'"effet" de l'accroissement.[1422]

[1415] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 60.

[1416] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.162, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 129.

[1417] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 272 à 274; première communication écrite du Japon, paragraphe 186; première communication écrite de la Corée, paragraphe 72; première communication écrite de la Chine, paragraphes 88 et 89.

[1418] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphes 8.157.

[1419] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 246; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 89; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 239.

[1420] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 178 à 180.

[1421] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 138.

[1422] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 91; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.61 et 3.62.

7.497 En ce qui concerne l'importance relative des tendances et des importations récentes, les Communautés européennes font valoir que les importations les plus récentes s'inscrivent dans une tendance globale. Toutefois, comme l'Organe d'appel l'a précisé, les tendances des importations les plus récentes devraient être l'élément central des déterminations en matière de sauvegardes portant sur la prescription relative à un accroissement des importations énoncée à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Les tendances générales sur une plus longue période sont particulièrement importantes pour déterminer si le premier élément de l'analyse de l'accroissement des importations, c'est-à-dire "en quantités tellement accrues", est présent. Selon la jurisprudence du GATT et de l'OMC, "les importations du produit en question doivent s'être accrues dans des proportions anormales"[1423] ou, comme l'Organe d'appel l'a dit, il faut un accroissement des importations "imprévu" ou "inattendu", ou encore "soudain, brutal et important".[1424] Comme les Communautés européennes l'ont fait valoir, pour faire cette démonstration, les autorités compétentes sont obligées: i) d'identifier le rythme d'accroissement des importations et leur accroissement en volume sur une plus longue période; et ii) de comparer l'évolution récente des circonstances avec l'évolution antérieure des importations et de montrer qu'il y a eu un accroissement anormal. L'USITC n'a pas tenu compte de ces éléments essentiels, mais s'est contentée de "n'importe quel accroissement" des importations. Les Communautés européennes font observer que cette possibilité avait déjà été explicitement exclue par l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*.[1425] Les importations récentes sont déterminantes pour prouver qu'un produit continue d'"(être) importé" en quantités tellement accrues. Le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* n'a pas contredit l'obligation non équivoque précisée par l'Organe d'appel de tenir compte de toute tendance intermédiaire et en particulier des points extrêmes stratégiques d'une enquête. L'USITC n'a même pas fait ce qui était exigé par le Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, c'est-à-dire indiquer pour tous les produits, au moyen d'une explication motivée et adéquate, les importations qui sont au moins demeurées à des niveaux récemment, brutalement et soudainement accrus. Les États-Unis ont plutôt invoqué un passage du rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)* qui rejetterait l'argument des Communautés européennes selon lequel seule une "très forte tendance à la hausse des importations à la fin de la période visée par l'enquête peut satisfaire à cette prescription" et qui précise qu'il pourrait y avoir une "baisse temporaire", qui n'infirmerait pas pour autant la constatation d'un accroissement des importations.[1426] Selon les Communautés européennes, la première référence est dénuée de pertinence parce que les États-Unis (loin d'avoir démontré que les importations avaient continué de s'accroître pendant la période intermédiaire de 2001) n'ont même pas démontré que les importations étaient restées à des niveaux brutalement accrus même si les données les plus récentes concernant la période intermédiaire de 2001 confirmaient une baisse régulière et importante. Même si des baisses temporaires et négligeables n'empêchent pas nécessairement de constater qu'un produit est importé à des niveaux accrus, l'existence d'une tendance baissière pendant plus de six mois exige une explication de la raison pour laquelle cette tendance est simplement considérée comme temporaire et négligeable. L'USITC ne l'a fait pour aucun des produits. C'est particulièrement frappant compte tenu du fait que pour bon nombre de ces produits, des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs étaient en vigueur, ce qui rendait ces tendances prévisibles.[1427] [1428]

[1423] *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil*, paragraphe 4.

[1424] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 131.

[1425] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 131.

[1426] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 37, renvoyant au rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.165.

[1427] Rapport de l'USITC, volume II, tableau OVERVIEW-3.

[1428] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 14 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

7.498 Le Japon fait observer que la prescription relative à un accroissement des importations comporte à la fois un élément temporel et un élément comparatif. Selon l'interprétation donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, l'élément temporel exige que l'accroissement des importations soit "soudain et récent".[1429] L'élément comparatif exige une comparaison "entre les tendances des importations récentes … et les tendances des importations sur l'ensemble de la période visée par l'enquête".[1430] C'est la raison pour laquelle l'Organe d'appel a mis l'accent sur le fait que les autorités doivent examiner les importations récentes et les importations sur l'ensemble de la période visée par l'enquête.[1431] La Chine fait observer que, d'une part, seul l'examen des tendances permet de faire des déterminations sur la question de savoir si l'évolution des importations satisfait aux prescriptions de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes et de l'article XIX du GATT de 1994. À cet égard, la prescription imposant de tenir compte des tendances est de nature méthodologique. D'autre part, parmi les différentes tendances, une attention spécifique devrait être accordée à celles qui sont les plus récentes afin de déterminer si elles indiquaient un accroissement des importations qui était récent. À cet égard, la prescription imposant de tenir compte des importations récentes est plutôt de nature qualitative.[1432] La Norvège affirme que la tendance confirmant qu'il y a effectivement un accroissement récent, soudain, brutal et important des importations, de l'ampleur prescrite par l'Accord sur les sauvegardes, doit se maintenir jusque dans le passé très récent. Lorsque la tendance dans le passé récent est une baisse des importations, la condition pour qu'une mesure de sauvegarde soit imposée n'existe plus. Pour cette raison, une tendance confirmative dans le passé très récent revêt une très grande importance.[1433] La Nouvelle-Zélande fait observer que les tendances comme les importations récentes ont été jugées importantes dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, qui confirmait également qu'une simple comparaison des points extrêmes ne sera pas suffisante.[1434] Dans la cause en l'espèce, la prescription relative à un accroissement "récent" des importations n'a pas été satisfaite parce qu'au cours de la période la plus récente (la période intermédiaire de 2001), les importations avaient effectivement diminué de 40 pour cent. De plus, il s'agissait simplement d'une accélération de la tendance baissière des importations depuis 1998.[1435]

7.499 La Corée fait valoir qu'il faut s'attacher avant tout aux importations récentes. Dans son rapport, l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)* a dit qu'"il [fallait] que les autorités compétentes examinent les importations récentes et pas simplement les tendances des importations".[1436] Il a en outre indiqué qu'"elle [la période visée par l'enquête] devrait *être constituée* par le passé récent".[1437] Les tendances présentent de l'intérêt pour la relation entre l'accroissement des importations, d'une part, et le lien de causalité, d'autre part, conformément à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. Les États-Unis s'autorisent du rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)* pour affirmer que le Groupe spécial a rejeté l'argument des CE selon lequel les importations devaient s'être "accrues brutalement" à la fin de la période. Toutefois, les États-Unis se réfèrent à l'analyse d'un accroissement des importations faite par le Groupe spécial dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, à propos de laquelle l'Organe d'appel a spécifiquement fait observer que

[1429] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 130.
[1430] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 82.
[1431] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 130.
[1432] Réponse écrite de la Chine à la question n° 14 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[1433] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 14 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[1434] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 129.
[1435] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 14 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[1436] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 130.
[1437] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, note de bas de page 130.

"l'interprétation [de l'accroissement des importations] qu'il [le Groupe spécial] [avait] donnée de cette condition [était] quelque peu simpliste".[1438] [1439]

7.500 La Corée fait également observer que les États-Unis s'appuient beaucoup sur l'analyse de la prescription relative à un accroissement des importations qui a été faite dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*.[1440] La Corée est fondamentalement en désaccord avec l'analyse du Groupe spécial dans cette affaire. La Corée estime qu'il est important de rappeler que le Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* interprétait une modification fondamentale de la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine Chaussures (CE)*. Le Groupe spécial dans cette affaire a conclu qu'il fallait examiner le fait que l'Organe d'appel s'était fondé sur l'expression "est importé" à la lumière du reste de la phrase, où il était fait référence aux importations "accrues" (par opposition à "croissantes") (c'est-à-dire "en quantités tellement accrues"). De l'avis du Groupe spécial, cette affirmation "étay[ait]" une interprétation voulant que les importations puissent s'être accrues dans un passé récent plutôt que dans le "présent" aussi longtemps qu'elles demeuraient à des niveaux élevés. Tout d'abord, la Corée ne convient pas que le membre de phrase "est importé" peut vouloir dire autre chose qu'un accroissement dans le présent. Après tout, l'Organe d'appel a spécifiquement constaté qu'"il [fallait] que les autorités compétentes examinent les importations récentes et pas simplement les *tendances* … pendant n'importe quelle … période [de plusieurs] années". (pas d'italique dans l'original) La décision de l'Organe d'appel selon laquelle cet accroissement devait également être soudain, brutal et important renforce cette interprétation puisque ces termes s'accordent avec le caractère urgent des mesures de sauvegarde. De plus, la Corée ne considère pas que l'emploi de l'*adjectif* "accrues", qui modifie clairement le terme "importations" et indique une plus grande quantité, modifie d'une façon ou d'une autre le temps présent de "est importé". Enfin, une telle interprétation n'explique pas à quoi l'adjectif "accrues" se rapporte (par rapport à quelle période?) contrairement à la décision de l'Organe d'appel qui précise que l'accroissement doit être récent (c'est-à-dire le "temps présent") et non dans le passé. Il est également significatif que, dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, le Groupe spécial affirme que le caractère temporaire de la baisse était un facteur dans son analyse des importations dans cette affaire étant donné qu'"une modification temporaire de l'évolution des importations n'est pas nécessairement suffisante pour inverser une tendance globale".[1441] Dans le cas présent des produits laminés plats, toutefois, il y avait des éléments de preuve solides indiquant que ces baisses des importations n'étaient pas temporaires parce qu'elles étaient directement le résultat des marges de droits antidumping et de droits compensateurs dont les niveaux étaient élevés pour les produits laminés à chaud.[1442] En fait, la baisse pendant six mois des importations de tubes et tuyaux de canalisation au cours de la période intermédiaire contraste avec la baisse pendant deux ans et demi des importations de produits laminés plats dans la cause en l'espèce. Il convient de faire une dernière observation au sujet du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*. Ce groupe spécial a invoqué l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau* comme autorité. Cependant, l'Organe d'appel examinait dans cette affaire une question distincte concernant l'importance relative des données ayant trait à la menace pour la branche de production nationale pendant la période. L'Organe d'appel a conclu à bon droit dans cette affaire qu'en raison du caractère exceptionnel de la mesure de sauvegarde, les États-Unis avaient dû prendre en considération des données se rapportant à

[1438] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 130.

[1439] Réponse écrite de la Corée à la question n° 14 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[1440] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 92.

[1441] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, note de bas de page 182 (relative au paragraphe 7.210).

[1442] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 81 et 89 à 93; deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 120.

n'importe quel moment de la période qui mettaient en cause le point de savoir si ces données prouvaient effectivement l'existence d'une menace de dommage grave.[1443] La Corée estime que cette constatation n'est pas du tout incompatible avec la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Chaussures (CE)*, selon laquelle la condition relative à un "accroissement des importations" doit être dans le "présent". La Corée fait valoir que la tactique des États-Unis consiste à tenter de diminuer l'importance de l'affaire *Argentine - Chaussures (CE)*, mais cette décision est compatible avec chacune des décisions ultérieures de l'Organe d'appel portant sur l'Accord sur les sauvegardes, dont l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*. Dans chaque affaire, l'Organe d'appel a interprété strictement la disposition de l'Accord sur les sauvegardes, compte tenu du caractère exceptionnel de ces mesures. Il est fondamental qu'il y ait un accroissement des importations et que cet accroissement se situe dans le présent, sans quoi la mesure de sauvegarde n'est plus justifiée.[1444] [1445]

7.501 Enfin, en ce qui concerne les tendances et les importations récentes, de l'avis de la Corée, les États-Unis laissent entendre que, pour les plaignants, l'existence d'une prescription indépendante relative à un accroissement des importations exclut la prise en considération de la relation entre l'accroissement des importations et le lien de causalité et le dommage grave. La Corée fait valoir qu'en fait, ce n'est pas le cas et que les plaignants n'ont pas formulé une telle allégation. L'Accord sur les sauvegardes exige à la fois une analyse quantitative et qualitative distincte de l'accroissement des importations et, si les importations se sont accrues, une analyse de la relation entre l'accroissement des importations et le lien de causalité et le dommage grave. Les États-Unis affirment qu'il n'est pas possible ni raisonnable d'analyser l'accroissement des importations de façon indépendante du lien de causalité.[1446] La Corée fait valoir que cette affirmation est contredite par le libellé de l'article 2:1 et par la jurisprudence de l'Organe d'appel. En fait, une analyse de "récent", "soudain" et "assez important" explique le contexte, l'importance et la nature de l'accroissement. Dans l'affaire *Argentine - Chaussures (CE)*, l'Organe d'appel a constaté l'*absence* d'un accroissement des importations et s'est demandé pourquoi le groupe spécial avait pris la peine d'analyser le lien de causalité.[1447]

7.502 Le Brésil n'affirme pas catégoriquement que les tendances sont plus importantes que les importations récentes dans une analyse de l'accroissement des importations, ou l'inverse. Le Brésil fait valoir que les tendances sont manifestement importantes parce que l'article 2:1 précise que les importations doivent être croissantes pour que des mesures de sauvegarde soient imposées, et que la question de savoir si des importations sont croissantes est subordonnée à la tendance des importations. Les tendances sont également importantes parce qu'elles fournissent un contexte pour déterminer si l'accroissement des importations est soudain, brutal et important. Il est difficile, par exemple, de voir comment un accroissement uniforme et graduel des importations pendant une période de 66 mois visée par une enquête pourrait être soudain ou brutal, bien qu'il puisse être important. Par conséquent, l'accroissement doit être considéré dans le contexte des tendances observées pendant la période visée par l'enquête. D'autre part, des importations récentes sont nécessairement importantes compte tenu du fait que l'article 2:1 parle de l'accroissement des importations au temps présent – "est importé". Évidemment, les importations récentes doivent aussi être examinées dans un contexte plus large. Ainsi, dans l'affaire *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, une baisse de courte durée du niveau des importations dans l'absolu à la fin de la période visée par l'enquête était sans importance

[1443] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 136 à 138.
[1444] Réponse écrite de la Corée à la question n° 14 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[1445] Réponse écrite de la Corée à la question n° 14 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[1446] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 38.
[1447] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine - Chaussures (CE)*, paragraphe 145.

dans le contexte plus large parce que les importations étaient demeurées à des niveaux élevés, et même pendant la période la plus récente, elles avaient continué de s'accroître par rapport à la production nationale.[1448] L'importance de la période la plus récente semblerait également être subordonnée à la durée de cette période (trois mois, six mois, un an) et à la question de savoir si la tendance s'était maintenue ou inversée pendant cette période et, dans l'affirmative, jusqu'à quel point cet élément était déterminant. En d'autres termes, la mesure dans laquelle la période la plus récente est importante peut dépendre des faits particuliers de la période en question et du contexte.[1449]

7.503 Les États-Unis font observer que l'accent mis par les plaignants sur l'importance des données récentes au point d'exclure l'analyse des tendances est déplacé et fait abstraction d'un nombre important d'analyses de l'Organe d'appel et de groupes spéciaux indiquant que les tendances aussi bien que les importations récentes doivent être prises en considération. Selon les États-Unis, dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, l'Organe d'appel a constaté qu"'il [fallait] que les autorités compétentes examinent les importations récentes et pas simplement les tendances des importations pendant les cinq dernières années".[1450] Dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel a cité un passage de l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, mais a ensuite constaté que "bien que les données concernant le passé le plus récent aient une importance particulière, les autorités compétentes ne devraient pas les examiner séparément des données relatives à l'ensemble de la période visée par l'enquête. … [L]orsqu'elles procèdent à leur évaluation au titre de l'article 4:2 a), les autorités compétentes ne peuvent pas se fonder exclusivement sur les données concernant le passé le plus récent, mais doivent évaluer ces données en tenant compte des données relatives à toute la période visée par l'enquête".[1451] Enfin, le Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* a constaté que "les mêmes considérations s'appliquent, selon nous, quand il s'agit de savoir quelle est la partie de la période visée par l'enquête qui est la plus pertinente pour une détermination d'un accroissement des importations".[1452] Dans ces rapports, l'Organe d'appel comme le Groupe spécial sanctionnent l'idée que les autorités compétentes doivent tenir compte aussi bien des tendances pendant toute la période visée par l'enquête que des importations récentes. Le Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* a ensuite rejeté l'allégation de la Corée selon laquelle la constatation d'un accroissement des importations de l'USITC était incompatible avec l'article 2:1.[1453] L'USITC a appliqué exactement la même analyse dans ses déterminations concernant les produits en acier et dans sa détermination concernant les tubes et tuyaux de canalisation, c'est-à-dire la prise en considération des tendances et des importations récentes dans son analyse.[1454] [1455]

[1448] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 49 et 50.

[1449] Réponse écrite du Brésil à la question n° 14 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[1450] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 130.

[1451] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 138.

[1452] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.208.

[1453] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.214.

[1454] Contrairement à ce qu'a affirmé la Corée à la deuxième réunion du Groupe spécial, le Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* a spécifiquement souscrit à la constatation de l'USITC selon laquelle les importations en question s'étaient accrues *dans l'absolu* malgré une récente diminution du volume des importations. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.210.

[1455] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 14 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

c) Rythme d'accroissement et accroissement en volume

7.504 Le Brésil et le Japon allèguent que les autorités compétentes sont tenues, conformément à l'article 4:2 a), d'évaluer "le rythme d'accroissement des importations … et leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs". Pour que cette disposition ait un sens, il faut nécessairement que les importations aient un rythme d'accroissement positif – c'est-à-dire qu'il y ait une accélération.[1456] Si le rythme auquel les importations se sont accrues a faibli, en termes absolus ou relatifs, il ne peut pas y avoir de dommage grave au sens de l'article 4:2 a).[1457]

7.505 Les États-Unis contestent l'affirmation du Japon et du Brésil selon laquelle les importations doivent s'accroître à une allure accélérée.[1458] La définition du dictionnaire que donne le Japon du terme "rate" (rythme), à savoir "speed of movement, change, etc.; rapidity with which something takes place" (vitesse d'un mouvement, d'un changement, etc.; rapidité avec laquelle une chose se produit), n'exige pas forcément une accélération de l'accroissement en volume des importations.[1459] Le "rythme" d'un accroissement des importations peut être indiqué en observant que les importations se sont accrues d'un certain pourcentage d'une année à l'autre.[1460] Les États-Unis font observer que, surtout, l'article 4:2 a) n'exige pas un rythme d'accroissement qui s'accélère.[1461]

d) Accroissement "brutal" et "important"

7.506 Les Communautés européennes font valoir que l'Organe d'appel a précisé qu'aux prescriptions qualitatives susmentionnées concernant un "accroissement des importations" s'ajoute un critère quantitatif: l'accroissement doit être "brutal" et "important". Selon les Communautés européennes, le Japon et la Norvège, cette prescription tire son origine de l'expression "en quantités tellement accrues" dans laquelle le terme "tellement" vient préciser qu'un simple accroissement ne suffit pas.[1462] L'Accord sur les sauvegardes ne précise pas quel rythme d'accroissement particulier est suffisant pour satisfaire à la prescription d'un accroissement brutal et important, mais il exige des autorités compétentes qu'elles évaluent correctement les tendances des importations sur une plus longue période. Sur la base d'une évaluation appropriée de ces tendances, les groupes spéciaux peuvent évaluer si des poussées des importations sont suffisamment brutales et importantes.[1463] La Chine ajoute que la norme de l'OMC est beaucoup plus élevée que la simple démonstration de l'existence d'importations en quantités accrues demandée par les États-Unis.[1464]

[1456] *New Shorter Oxford English Dictionary*, page 2481 (1993) (définit le terme "rate" (rythme) comme signifiant "speed of movement, change, etc.; rapidity with which something takes place" (vitesse d'un mouvement, d'un changement, etc.; rapidité avec laquelle une chose se produit)).

[1457] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 123; première communication écrite du Japon, paragraphe 182.

[1458] Première communication écrite du Japon, paragraphe 182.

[1459] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 181.

[1460] Le terme "rate" (rythme) est défini comme signifiant "a fixed relation (as of quantity, amount, or degree) between two things" (rapport fixe (du point de vue de la quantité, du volume ou de l'ampleur) entre deux choses). *Webster's Third New International Dictionary*, page 1884.

[1461] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 218.

[1462] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 37 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Japon à la question n° 37 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 83.

[1463] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 275 à 277.

[1464] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 223.

7.507 La Chine et la Suisse rappellent que les mesures de sauvegarde sont des mesures à caractère exceptionnel. Ces "mesures d'urgence" excluent toute constatation d'un accroissement des importations lorsque s'est produit, sur une plus longue période, pareil accroissement stable et graduel des importations auquel la branche de production nationale aurait pu s'ajuster.[1465] La Nouvelle-Zélande et la Norvège ajoutent qu'un "accroissement stable" pourrait très bien être la conséquence naturelle et prévisible de concessions tarifaires.[1466]

7.508 Le Brésil et le Japon ajoutent que l'accroissement des importations en volume doit être "tel" - c'est-à-dire suffisant - qu'il cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale du produit similaire ou directement concurrent. Il ne serait donc pas suffisant de constater un accroissement minime des importations même en présence d'un lien de causalité entre les importations et le dommage causé à la branche de production (par exemple une incidence liée aux prix sans aucune incidence concomitante liée au volume). Il faut plutôt que l'accroissement lui-même soit suffisamment prononcé pour causer le dommage.[1467]

7.509 La Nouvelle-Zélande affirme qu'un Membre cherchant à imposer des mesures de sauvegarde fait donc face à un seuil élevé au moment de faire des déterminations concernant un accroissement des importations. Les autorités compétentes doivent analyser la tendance des importations sur l'ensemble de la période visée par l'enquête pour établir l'existence d'un accroissement brutal et soudain. Elles doivent également examiner la direction des importations les plus récentes – tout accroissement brutal et soudain doit s'être produit dans un "passé très récent". Enfin, elles doivent tenir compte de l'importance de tout accroissement – en termes à la fois quantitatifs et qualitatifs.[1468]

7.510 La Chine et le Japon signalent également que le Groupe spécial doit évaluer si l'USITC a explicitement démontré que les accroissements des importations ont été assez récents, assez soudains, assez brutaux et assez importants, tant quantitativement que qualitativement, pour causer ou menacer de causer un "dommage grave".[1469]

7.511 Selon les États-Unis, l'Accord sur les sauvegardes ne fixe pas de critères absolus s'agissant de savoir à quel point un accroissement des importations doit être récent, soudain, brutal ou important. De fait, l'Accord sur les sauvegardes ne renferme aucun de ces termes descriptifs. L'emploi de ces termes par l'Organe d'appel peut uniquement avoir été destiné à exposer d'une manière abrégée la prescription selon laquelle il doit en définitive être constaté que l'accroissement des importations est suffisant pour causer ou menacer de causer un dommage grave à la branche de production nationale concernée.[1470]

7.512 La Nouvelle-Zélande fait observer que les États-Unis semblent résolus à détourner l'attention des références faites par l'Organe d'appel aux termes "récent", "soudain", "brutal" et "important". Ces références semblent disparaître dans l'argumentation des États-Unis, pour être remplacées par l'accent mis sur le fait qu'il doit simplement y avoir "assez" d'importations sans aucun des adjectifs employés

[1465] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 216; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 249.

[1466] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 42 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite de la Norvège à la question n° 42 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1467] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 122; première communication écrite du Japon, paragraphe 181.

[1468] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.76.

[1469] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 220; première communication écrite du Japon, paragraphe 185.

[1470] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 216.

par l'Organe d'appel pour décrire ce sur quoi repose vraiment le critère. Les États-Unis n'expliquent pas vraiment comment l'USITC aurait raisonnablement pu arriver à la détermination de l'existence d'un accroissement des importations. Il ressort clairement de la rapidité avec laquelle les États-Unis font suivre l'affirmation selon laquelle il n'existe pas de critère absolu[1471] pour déterminer un accroissement des importations de l'affirmation selon laquelle "un accroissement des niveaux des importations en termes absolus ou relatifs à lui seul" peut suffire[1472] que les États-Unis continuent d'être attachés à l'idée que "n'importe quel accroissement" satisfait au critère.[1473]

7.513 Les États-Unis font valoir que les plaignants donnent une interprétation erronée ou ne tiennent aucun compte des rapports de l'Organe d'appel ou des groupes spéciaux qui traitent de la prescription relative à un "accroissement des importations" de l'Accord sur les sauvegardes. Les plaignants interprètent erronément le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)* lorsqu'ils font valoir qu'un accroissement des importations doit être récent, soudain, brutal et important, selon un critère absolu. Il est clair qu'il n'existe pas de tels critères absolus pour déterminer à quel point l'accroissement des importations doit être récent, soudain, brutal et important. Comme l'Organe d'appel l'a dit, ce n'est pas une "question mathématique ou technique".[1474] L'Organe d'appel a été très clair – les importations doivent être assez récentes, assez soudaines, assez brutales et *assez* importantes pour causer ou menacer de causer un dommage grave. Ce sont des questions auxquelles il est répondu à mesure que les autorités compétentes progressent dans leur analyse (c'est-à-dire dans l'examen du dommage grave ou de la menace de dommage grave et du lien de causalité). Ces analyses n'ont pas besoin de faire partie de l'évaluation de la question liminaire de savoir si les importations se sont accrues dans l'absolu ou par rapport à la production nationale.[1475] Les États-Unis font observer que l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes (que l'Organe d'appel interprétait lorsqu'il a dit "assez récent, assez soudain, assez brutal et assez important") contient l'entière responsabilité en matière d'enquête des autorités compétentes au titre de l'Accord sur les sauvegardes. Les États-Unis ajoutent que le fait que les rédacteurs de l'Accord sur les sauvegardes n'entendaient pas imposer un critère spécifique d'"accroissement des importations" est renforcé par une comparaison avec l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture, dans lequel les rédacteurs ont prévu des critères numériques spécifiques pour mesurer l'accroissement des importations et établir des mesures spécifiques pour chaque niveau des importations.[1476]

7.514 Les Communautés européennes et le Japon répondent qu'ils n'ont pas fait valoir qu'une analyse quantitative est une simple question mathématique ou technique selon un critère numérique absolu. Une telle question devrait plutôt être réglée au cas par cas, en procédant à une analyse attentive des tendances des importations au cours de la période la plus récente et en comparant ces tendances avec les tendances observées antérieurement pendant la période visée par l'enquête.[1477] Le Japon ajoute que les autorités compétentes ne doivent pas déclarer qu'il existe un accroissement des importations, par exemple, simplement parce que les importations se sont accrues d'une manière négligeable pendant la période visée par l'enquête. Il y a des décisions quantitatives et qualitatives à prendre au sujet de l'existence, par opposition à l'effet, d'un accroissement des importations.[1478] La Nouvelle-Zélande ajoute qu'une "question mathématique ou technique" est en fait l'élément central de

[1471] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 216.
[1472] *Ibid.*, paragraphe 217.
[1473] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.70.
[1474] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 131.
[1475] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 177.
[1476] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 96.
[1477] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 149; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 90.
[1478] Première communication écrite du Japon, paragraphe 90.

la démarche des États-Unis en ce qui concerne l'"accroissement des importations". Derrière la position des États-Unis selon laquelle "il n'y a pas de quantité minimale par rapport à laquelle les importations doivent s'être accrues; un simple accroissement est suffisant", il y a l'idée que "n'importe quel accroissement" peut suffire.[1479]

7.515 Le Japon et le Brésil répondent que les prescriptions qualitatives et quantitatives ayant trait à un accroissement des importations devraient être considérées dans le contexte de la finalité des mesures de sauvegarde – c'est-à-dire une "mesure d'urgence" ("emergency action") concernant un produit. Le terme "emergency" est défini comme "a situation, especially of danger or conflict, that arises unexpectedly and requires urgent action; a condition requiring immediate treatment" (situation, plus particulièrement de danger ou de conflit, qui survient de manière inattendue et requiert une action urgente; situation exigeant un traitement immédiat)[1480], ce qui suggère quelque chose qui s'est produit rapidement ou soudainement.[1481] Comme l'accroissement des importations est censé causer un dommage grave, cela semblerait impliquer quelque chose de plus qu'un accroissement négligeable ou minime. Bien que cet aspect se rapporte en définitive à la question du lien de causalité, la Corée et le Brésil font valoir que celui-ci demeure une question liminaire distincte de la question du lien de causalité; il se rapporte à l'importance de l'accroissement plutôt qu'à son effet.[1482] En revanche, les États-Unis tentent d'amalgamer la prescription relative à un "accroissement des importations" avec le "critère du lien de causalité", qui est distinct.[1483] Selon la Nouvelle-Zélande, les États-Unis affirment dans les faits que la prescription relative à un accroissement des importations fait simplement partie de l'analyse du lien de causalité prescrite par l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. Toutefois, il n'y a rien dans le droit qui appuie cette affirmation.[1484]

7.516 Les États-Unis répondent qu'au contraire, ils reconnaissent que l'Accord sur les sauvegardes contient une prescription distincte concernant un "accroissement des importations". Toutefois, contrairement aux plaignants, les États-Unis ne donnent pas à cette prescription plus d'importance que ne le justifie le texte de l'Accord sur les sauvegardes. Cette prescription distincte concernant un "accroissement des importations" est respectée, tout d'abord, par un accroissement des importations, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale. Toutefois, cela ne veut pas dire qu'en définitive "n'importe quel accroissement fera l'affaire". À mesure que les autorités compétentes prennent en considération les autres conditions nécessaires pour imposer une mesure de sauvegarde, elles déterminent, ainsi que l'a ordonné l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, si l'accroissement des importations était assez récent, assez soudain, assez brutal et assez important pour causer ou menacer de causer un dommage grave.[1485] Les États-Unis font observer que pour chacun des produits auxquels les États-Unis ont appliqué une mesure de sauvegarde, l'USITC a constaté que la branche de production nationale concernée avait subi un dommage grave ou une menace de dommage grave, et a constaté l'existence du lien de causalité requis entre l'accroissement des importations et ce dommage ou cette menace de dommage. Cette analyse, prise dans son ensemble, démontrait que les accroissements des importations étaient "assez récent[s], assez soudain[s], assez

[1479] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.67.
[1480] The New Shorter Oxford English Dictionary (1993), page 806.
[1481] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 87.
[1482] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 91; première communication écrite du Brésil, paragraphes 52 et 53.
[1483] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 90.
[1484] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.60 et 3.61.
[1485] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 93.

bruta[ux] et assez important[s]"[1486] pour causer un dommage grave ou une menace de dommage grave.[1487]

7.517 Les États-Unis font en outre valoir que les plaignants cherchent à étayer leur point de vue selon lequel la prescription relative à un accroissement des importations englobe des conditions temporelles, quantitatives et qualitatives qui sont indépendantes de l'analyse du lien de causalité en soulignant le fait que l'Organe d'appel a examiné la question de l'accroissement des importations en tant que "question indépendante" dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*.[1488] Le fait que l'Organe d'appel a structuré son rapport *Argentine – Chaussures (CE)* d'une certaine façon (c'est-à-dire avec les sous-titres "Importations accrues", "Dommage grave" et "Lien de causalité", figurant tous sous le titre "Interprétation et application des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes") ne porte pas atteinte au fait que l'Organe d'appel interprétait l'article 2:1, qui englobe l'entière responsabilité en matière d'enquête des autorités compétentes au titre de l'Accord sur les sauvegardes.[1489]

7.518 La Corée fait valoir que la raison pour laquelle une mesure d'urgence est permise au titre de l'Accord sur les sauvegardes réside dans le fait que l'accroissement imprévu et soudain des importations se poursuit – c'est-à-dire qu'il est encore nécessaire de prendre une mesure d'urgence.[1490] La Corée fait aussi valoir que des importations massives ayant une présence importante sur le marché, si elles ne s'accroissent pas soudainement ni brutalement, en termes absolus ou relatifs, ne peuvent pas servir de fondement à la conclusion qu'il existe une situation d'"urgence" attribuable aux importations. Il n'y a rien d'exceptionnel au sujet des niveaux des importations en soi.[1491]

7.519 Les Communautés européennes font valoir que l'expression "en quantités telles" lue dans le contexte des expressions "par suite de l'évolution imprévue des circonstances" et "mesures d'urgence" exige un accroissement exceptionnel et inattendu des volumes des importations, qui doit être établi en comparant les volumes des importations récentes avec ceux des importations effectuées antérieurement pendant la période visée par l'enquête.[1492] La Chine fait valoir que les États-Unis tentent de créer une confusion entre la prescription voulant qu'un produit soit importé en quantités accrues, d'une part, et la prescription voulant que l'accroissement des importations cause ou menace de causer un dommage grave, d'autre part. Selon les Communautés européennes, la Chine et la Norvège, l'Organe d'appel a précisé, dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, que trois conditions distinctes doivent être réunies pour que des mesures de sauvegarde s'appliquent[1493], d'où le fait que la prescription relative à un accroissement des importations devrait faire l'objet d'une analyse et d'une détermination distinctes.[1494] Les Communautés européennes ajoutent que l'analyse de la question de savoir s'il existe un lien substantiel et véritable entre l'accroissement des importations et le dommage grave est qualitativement quelque peu différente de la question de prouver une évolution anormale des importations.[1495]

[1486] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 131.

[1487] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 94.

[1488] Réponse écrite du Japon à la question n° 36 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1489] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 97.

[1490] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 93.

[1491] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 110.

[1492] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 156; réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 4 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[1493] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 92.

[1494] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 157 à 160; première communication écrite de la Chine, paragraphes 83 à 85; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphes 81 et 82.

[1495] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 160.

7.520 Le Japon ajoute qu'une comparaison est nécessaire, pas tant pour déterminer l'effet de l'accroissement des importations d'un point de vue causal que pour déterminer l'existence d'un accroissement des importations à la lumière des tendances des importations en termes relatifs. La comparaison est faite entre les tendances des importations récentes, qui sont l'élément central de l'enquête sur l'accroissement des importations, et les tendances des importations sur l'ensemble de la période visée par l'enquête. Cette comparaison sert de critère pour déterminer s'il existe une situation d'urgence et, partant, si des mesures d'urgence sont requises.[1496]

7.521 Les Communautés européennes et la Suisse font par ailleurs valoir que plus un accroissement des importations devient graduel et régulier ou par ailleurs "normal" et prévisible, plus la charge est lourde pour un Membre de l'OMC désireux de prendre une mesure de sauvegarde pour ce qui est d'analyser les volumes des importations et d'expliquer à ses partenaires commerciaux pourquoi il considère que leurs exportations se sont accrues davantage que prévu.[1497]

3. Prescription concernant une explication motivée et adéquate

7.522 La Corée ajoute qu'à tout le moins, les articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes exigeaient de l'USITC qu'elle explique sa conclusion selon laquelle les importations s'étaient accrues et qu'elle la concilie avec le fait que les importations étaient en baisse.[1498]

4. Arguments spécifiques à la cause

a) Prise en considération des données de 2001

i) Données pour l'ensemble de l'année 2001

7.523 Les Communautés européennes, la Chine[1499], la Norvège[1500] et la Suisse[1501] font par ailleurs valoir que l'USITC a ignoré les tendances des importations dans le passé le plus récent, c'est-à-dire en 2001. Les données relatives aux importations pour toute l'année 2001 étaient disponibles lorsque l'USITC a actualisé son rapport et mis un point final à sa détermination en février 2002, mais il n'y a pas d'explication de la raison pour laquelle l'USITC a actualisé ces renseignements sur l'évolution cruciale des circonstances, c'est-à-dire des importations en baisse, dans le "passé très récent". Ces données sont pertinentes pour déterminer si un produit "est [toujours] importé …".[1502] De toute façon, selon les Communautés européennes et le Japon[1503], les données portant sur toute l'année 2001 étaient à la disposition du Président lorsqu'il a pris la décision d'imposer les mesures de sauvegarde.[1504] Ces données devaient être prises en considération même si elles n'avaient pas été mises à la disposition de

[1496] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 82.
[1497] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 166; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 76.
[1498] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 73.
[1499] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 231.
[1500] Première communication écrite de la Norvège, paragraphes 255 et 256.
[1501] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 247.
[1502] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 38 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite de la Norvège à la question n° 38 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[1503] Réponse écrite du Japon à la question n° 38 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[1504] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 284 à 286.

l'USITC[1505] et, selon le Brésil, les Communautés européennes et la Nouvelle-Zélande[1506], elles confirmaient les baisses déjà observées au cours de la période intermédiaire de 2001[1507], et montraient qu'il ne s'agissait pas d'un phénomène temporaire.[1508]

7.524 Selon les États-Unis, des éléments juridiques et pratiques fondamentaux devraient amener le Groupe spécial à rejeter les tentatives des plaignants pour élargir la période visée par l'enquête de manière à englober les données de toute l'année 2001 qui ne figurent pas dans le dossier de l'enquête entreprise par l'USITC au début de juillet 2001. Les États-Unis font valoir, premièrement, que dans la mesure où les plaignants laissent entendre que l'USITC aurait dû se fonder sur les données portant sur toute l'année 2001 sans ménager aux parties intéressées la possibilité de présenter des observations sur ces données mises à jour, la position de ces derniers va directement à l'encontre des dispositions de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[1509]

7.525 Les États-Unis signalent que si l'USITC avait mis à jour les données portant sur les importations afin d'inclure les chiffres se rapportant à toute l'année 2001, elle aurait également dû mettre à jour toutes les données versées au dossier, incluant les données relatives au dommage et au lien de causalité, parce que les importations accrues doivent être examinées dans le contexte de leur incidence sur la branche de production nationale. Quand cela aurait pu être fait, les données portant sur toute l'année 2001 auraient cessé d'être les plus actuelles. Par conséquent, l'utilisation des données portant sur toute l'année 2001 proposée par les plaignants aurait nécessité un processus sans fin de mise à jour des données qui empêcherait de prendre une décision définitive dans une enquête en matière de sauvegardes. Les États-Unis font valoir qu'il est évident que les autorités compétentes doivent être autorisées à fixer la fin de la période visée par une enquête à un moment qui leur permettra de recueillir, de compiler et d'analyser non seulement des données concernant les importations, mais aussi des renseignements concernant la situation de la branche de production nationale et l'environnement économique global. Il est également clair qu'en fixant la fin de la période visée par l'enquête au 30 juin 2001, l'USITC recueillait les renseignements les plus récents qu'elle pouvait.[1510]

7.526 Les États-Unis ajoutent que les plaignants commettent également une erreur en laissant entendre que même si l'USITC ne le pouvait pas, le Président aurait dû tenir compte des données portant sur toute l'année 2001. Une telle façon de faire romprait le lien entre l'enquête menée par les autorités compétentes d'un Membre et la décision d'un Membre de prendre une mesure de sauvegarde. Cela serait incompatible avec le principe fondamental de l'Accord sur les sauvegardes voulant qu'une mesure ne soit prise qu'après la conduite d'une enquête adéquate par les autorités compétentes d'un Membre.[1511]

[1505] Réponse écrite du Japon à la question n° 39 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1506] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 38 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1507] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 39 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1508] Réponse écrite du Brésil à la question n° 38 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1509] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 202 à 204.

[1510] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 205 et 206.

[1511] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 207.

ii) Données relatives à la période intermédiaire de 2001

7.527 La Nouvelle-Zélande ne voit pas la nécessité de se fonder sur les données portant sur toute l'année 2001 pour défendre sa position. Les données annualisées de 2001 relatives au volume des importations reposant sur les données portant sur la période intermédiaire de 2001[1512] qui figuraient dans le rapport de l'USITC auraient dû révéler à l'USITC vers le milieu de 2001 la tendance baissière brutale des volumes des importations et de la part de marché.[1513] Il s'est avéré que ces tendances annualisées correspondaient presque exactement aux données portant sur toute l'année 2001 qui étaient disponibles au moment où l'USITC préparait ses deux rapports complémentaires.[1514] [1515]

7.528 De même, les Communautés européennes font observer que les États-Unis reconnaissent que les données portant sur toute l'année 2001 étaient à la disposition de l'USITC lorsque celle-ci a examiné pour la première fois la question de savoir si des importations ne s'inscrivant pas dans le cadre d'accords de libre-échange s'étaient accrues, c'est-à-dire en février 2002. Toutefois, les États-Unis nient que le deuxième rapport complémentaire était une "détermination" au sens de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes et font observer que la détermination de l'USITC aux fins de l'examen par le Groupe spécial était constituée des déterminations figurant aux pages 1, 17 et 18 du rapport initial de l'USITC remis le 22 octobre.[1516] Les Communautés européennes font observer que même si le Groupe spécial convenait avec les États-Unis que les données portant sur toute l'année 2001 n'étaient pas disponibles lorsque l'USITC a fait sa "détermination", l'utilisation des données portant sur "toute l'année 2001" n'est pas "essentielle" à la cause des plaignants. Les Communautés européennes fondent leur position sur le fait que les plus récentes données disponibles sur les importations, qu'il s'agisse de la période intermédiaire de 2001 ou de toute l'année 2001, n'ont pas été dûment prises en considération. Après que les États-Unis eurent "précisé" que seul le rapport de l'USITC du mois d'octobre 2001 constituait la détermination pertinente, les graphiques illustrant les tendances des importations fournis par les plaignants dans l'annexe A commune jointe à la première communication écrite ont été révisés de manière à ne refléter strictement que les données annualisées portant sur la période intermédiaire de 2001 qui étaient à la disposition de l'USITC au moment du rapport initial en octobre 2001. Les Communautés européennes expliquent qu'annualiser les données portant sur la période intermédiaire de 2001 ne veut pas dire les "doubler".[1517] Les Communautés européennes ont annualisé les données portant sur la période intermédiaire de 2001 selon la formule suivante: données annualisées portant sur la période intermédiaire de 2001 = (période intermédiaire de 2001/période intermédiaire de 2000) x toute l'année 2000. Les Communautés européennes estiment que cette approche garde entièrement intacte l'hypothèse de l'USITC concernant les fluctuations saisonnières et compare essentiellement les données portant sur la période intermédiaire de 2001 avec les données portant sur la période intermédiaire de 2000, comme l'USITC l'avait fait

[1512] Données relatives à la période intermédiaire de 2001 divisées par les données relatives au premier semestre de la période intermédiaire de 2000 multipliées par les données relatives à toute l'année 2000.

[1513] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, figures 2 et 3 (page 50).

[1514] Comparer la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, figure 2 (page 50), avec la première communication écrite des Communautés européennes, figure 5 (paragraphe 299).

[1515] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.71.

[1516] Les Communautés européennes sont en désaccord avec les États-Unis et font observer qu'étant donné que le rapport d'octobre 2001 de l'USITC analysait uniquement les importations de toutes provenances, la détermination contrevient au principe du parallélisme. Voir la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 40 à 51 et 186.

[1517] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 41; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 188; réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 16 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

pendant l'enquête, tout en permettant d'incorporer la tendance qui en résulte dans un graphique annuel et, partant, de déceler une tendance globale.[1518]

7.529 Le Brésil fait observer que les points de données portant sur l'année 2001 peuvent être représentés de différentes façons. Comme les États-Unis avaient en main des données pour toute l'année 2001 alors qu'ils étaient encore en train d'examiner à la fois l'opportunité d'imposer des mesures de sauvegarde et l'opportunité d'obtenir des renseignements complémentaires auprès de l'USITC, il serait possible de se fonder sur les données effectives portant sur l'année 2001. Subsidiairement, il serait possible de construire un substitut pour les données portant sur toute l'année 2001 de différences façons, y compris établir les données du deuxième semestre de 2001 à partir des données effectives du premier semestre de 2001 ajustées sur la base du rapport entre les données du premier et du deuxième semestre de 2000. Le Brésil estime que ce qui est important, ce n'est pas la manière dont cela est fait, mais la raison pour laquelle cela est fait. Comme les niveaux des importations en 1996, 1997, 1998 et 1999 sont établis uniquement à partir des niveaux annuels, pour mesurer l'ampleur des importations en 2001, il est nécessaire de convertir ces importations en l'équivalent d'une année complète afin de mettre les niveaux des importations pendant la période intermédiaire de 2001 dans le contexte approprié.[1519]

7.530 Selon les États-Unis, des données portant sur une période intermédiaire étaient à la disposition de l'USITC pendant l'enquête et des données portant sur une période intermédiaire ont été utilisées par l'USITC. Les États-Unis font observer qu'aucun plaignant n'a été en mesure de montrer que des autorités compétentes sont tenues de faire plus que ce que l'USITC a fait en recueillant ou en utilisant les données les plus récentes et les plus complètes qui étaient disponibles lorsque la détermination a été faite. Les données portant sur la période intermédiaire de 2001 devraient être comparées aux données portant sur la période intermédiaire de 2000, tandis que les données portant sur une période intermédiaire devraient être dissociées des données portant sur une année complète. En ce qui concerne l'argument des Communautés européennes selon lequel l'"annualisation" des données portant sur une période intermédiaire préserverait le rapport de proportionnalité entre les données portant sur la période intermédiaire de 2000 et les données portant sur la période intermédiaire de 2001, tout en permettant de mettre ces données sur le même graphique que les données annuelles, la représentation graphique indiquerait que les données "annualisées" de 2001 étaient comparables aux données portant sur les années complètes 1996, 1997, 1998, 1999 et 2000. Les États-Unis font observer que ce n'est absolument pas le cas.[1520]

7.531 Bien que l'USITC ait recueilli des données pour le premier semestre de 2001 (la période intermédiaire de 2001), de l'avis des Communautés européennes et de la Suisse, elle ne les a pas dûment prises en considération.[1521] Chaque fois que les données portant sur la période intermédiaire de 2001 indiquaient une baisse, l'importance était accordée à l'évolution des circonstances de 1996 à 2000. Cette démarche générale ne pouvait pas, en soi, démontrer que les importations "[étaient] importées" en quantités accrues.[1522]

[1518] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 16 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[1519] Réponse écrite du Brésil à la question n° 16 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[1520] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 16 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[1521] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 16 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[1522] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 280 et 287; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 247.

7.532 Les États-Unis font valoir que le reproche des plaignants selon lequel l'USITC n'a pas accordé assez d'importance aux données relatives aux importations portant sur la période intermédiaire de 2001 lorsque celles-ci indiquaient une diminution des importations est sans fondement. En s'intéressant exclusivement aux données relatives aux importations concernant la période intermédiaire de 2001 on ferait abstraction des données annuelles se rapportant aux années antérieures, et les tendances examinées doivent porter sur toute la période visée par l'enquête.[1523]

7.533 Les Communautés européennes font en outre observer que la démarche de l'USITC n'analyse pas explicitement les tendances baissières intermédiaires observables dans les données de 2001 et ne donne pas une explication motivée et adéquate de la raison pour laquelle une telle évolution des circonstances autoriserait encore à déterminer que les importations demeurent en "quantités tellement accrues". Au lieu de cela, l'USITC n'a rien fait de plus que décrire les données portant sur la période intermédiaire de 2001 ou dire que malgré la baisse observée dans les données portant sur la période intermédiaire, le critère statutaire était encore respecté.[1524]

7.534 La Chine soutient qu'il n'était pas possible pour l'USITC de tenir compte de la toute dernière partie de la période visée par l'enquête au moment de déterminer les tendances des importations parce que le volume des importations sur une période d'un semestre ne peut pas être comparé au volume des importations sur une période d'une année complète. Il serait également faux de présumer qu'une tendance des importations peut être déterminée pour la toute dernière partie de la période visée par l'enquête en comparant la période intermédiaire de 2001 avec la période intermédiaire de 2000. La Chine estime que cette comparaison peut simplement indiquer si le volume des importations pendant le premier semestre de 2001 était plus ou moins important que le volume des importations 12 mois auparavant, mais pas ce qui s'était produit entre les deux périodes ni la mesure dans laquelle les importations avaient fluctué au cours des 18 derniers mois, ce qui serait nécessaire pour déterminer une tendance. Par conséquent, l'USITC n'a pas accordé aux importations les plus récentes l'importance qu'elles méritaient.[1525] La Chine fait observer qu'elle ne donne pas à entendre que les États-Unis auraient dû faire abstraction des données de 2001. Au contraire, les données de 2001 constituent les données les plus récentes et la Chine est d'avis que l'USITC aurait dû accorder l'attention voulue aux tendances les plus récentes qui, pour la plupart des produits, comme les CPLPAC, montrent une nette tendance baissière. Toutefois, la Chine est d'avis que les États-Unis auraient dû tenir compte des données portant sur toute l'année 2001, étant donné que les déterminations finales ont été faites après la fin de 2001 à un moment où les données pour toute l'année 2001 étaient disponibles. Ce faisant, les États-Unis auraient permis l'analyse de la tendance globale et la vérification de l'hypothèse de l'USITC au sujet des fluctuations saisonnières, qui est utilisée pour justifier la comparaison entre les données portant sur la période intermédiaire de 2000 et les données portant sur la période intermédiaire de 2001.[1526]

7.535 Les Communautés européennes font en outre valoir que les données de 2001 (année complète ou période intermédiaire) constituent les données les plus récentes et sont déterminantes pour déterminer si les produits "sont importés" en quantités accrues. Les Communautés européennes considèrent que l'USITC n'a pas accordé l'importance voulue aux données portant sur la période

[1523] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 196.

[1524] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 182; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 169 à 182.

[1525] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 227 à 231.

[1526] Réponse écrite de la Chine à la question n° 15 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

intermédiaire de 2001.[1527] Le Brésil estime que les données portant sur la période intermédiaire de 2001 sont extrêmement importantes pour deux raisons. Premièrement, elles confirment que la tendance baissière des importations de CPLPAC qui s'était amorcée en 1999 s'est poursuivie et, à vrai dire, s'est accélérée, vers la fin de la période visée par l'enquête. Deuxièmement, elles confirment que les importations de CPLPAC à la fin de la période visée par l'enquête avaient atteint le niveau le plus bas de toute la période visée par l'enquête. Étant donné que la période intermédiaire de 2001 était la plus récente période visée par l'enquête de l'USITC, le Brésil ne voit aucune raison de ne pas tenir compte des niveaux des importations pendant cette période. Par ailleurs, étant donné que cette période englobait six mois complets et que les baisses pendant cette période étaient consécutives à des diminutions des importations au cours de la période semestrielle immédiatement précédente, la diminution brutale des importations de CPLPAC au cours de la période intermédiaire ne peut pas être considérée comme temporaire ni comme une aberration.[1528] La Corée fait observer que le fait que l'année 2001 est une période "intermédiaire" n'empêche pas de faire une comparaison directe entre les importations et la production – les pourcentages sont directement comparables. De surcroît, le fait que cette période s'étend sur six mois n'empêche pas de faire une analyse significative des données relatives aux importations en soi. Dans le cas des produits laminés plats, les données portant sur la période intermédiaire sont particulièrement révélatrices.

b) Période visée par l'enquête

7.536 Les Communautés européennes et la Norvège[1529] font valoir que le choix de l'année 1996 comme année de base a apparemment servi à masquer des diminutions importantes et régulières des importations pour huit des dix groupes de produits après le sommet atteint en 1998 ou par la suite. À de très rares exceptions près, l'USITC ne se fonde pas sur les tendances au cours des années comprises entre 1996 et 2001.[1530,1531] La Nouvelle-Zélande fait valoir que l'USITC n'a manifestement tenu aucun compte des tendances sur l'ensemble de la période visée par l'enquête.[1532] La Chine ajoute que la démarche de l'USITC, compatible avec sa tradition, qui consiste à examiner les tendances des importations au cours de la plus récente période de cinq ans et demi a empêché l'USITC de prendre pleinement en considération les importations les plus récentes.[1533]

7.537 Les États-Unis font valoir que l'affirmation des plaignants selon laquelle l'USITC a choisi 1996 comme année de base pour arriver à un résultat particulier est sans fondement. L'USITC a adopté sa pratique établie dans les enquêtes en matière de sauvegardes consistant à utiliser pour l'enquête une période de cinq ans complétée par toute période intermédiaire possible.[1534] Les États-Unis rejettent en outre l'affirmation de la Chine selon laquelle la période visée par l'enquête de l'USITC a empêché l'USITC de "prendre pleinement en considération les importations les plus

[1527] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 284 et 287; réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 15 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[1528] Réponse écrite du Brésil à la question n° 15 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[1529] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 254.

[1530] Les deux seules exceptions sont les constatations portant sur certains produits tubulaires et sur certains accessoires et brides en acier au carbone, les seuls produits pour lesquels les données de 2001 ne révélaient aucune diminution manifeste des importations et qui étayaient donc la conclusion préétablie. Rapport de l'USITC, volume I, pages 157 et 171.

[1531] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 280 et 283.

[1532] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.78.

[1533] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 224 et 226.

[1534] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 194.

récentes".[1535] La période visée par l'enquête doit être suffisamment longue pour que des conclusions appropriées puissent être tirées au sujet de la situation de la branche de production nationale.[1536]

7.538 La Chine répond que la méthode consistant à mener une enquête sur une période de cinq ans et demi ne permet pas de tirer des conclusions significatives en ce qui concerne l'évaluation de l'accroissement des importations.[1537]

7.539 Les États-Unis contestent le point de vue selon lequel la pratique de l'USITC consistant à examiner les importations sur une période de cinq ans empêche l'USITC de prendre en considération les tendances pendant cette période, y compris les tendances récentes des importations, comme l'a ordonné l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*.[1538] Tout d'abord, le Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* a déjà confirmé l'utilisation par l'USITC d'une période de cinq ans parce que cette période permet de faire une analyse des tendances récentes des importations, en conformité avec les décisions de l'Organe d'appel.[1539] Ensuite, le dossier montre que pour chacune des dix mesures en cause dans la présente procédure, l'USITC a en fait examiné les tendances au cours d'une période de cinq ans, y compris les tendances récentes des importations.[1540]

7.540 Les plaignants répondent que les États-Unis les ont mal compris. Les plaignants contestent le fait de ne pas avoir dûment tenu compte des tendances intermédiaires et le fait de ne pas avoir montré que lorsque, exceptionnellement, les importations s'étaient accrues, cela était exceptionnel et inattendu.[1541]

c) Méthode d'analyse de l'accroissement des importations

i) Analyse quantitative requise?

7.541 Les Communautés européennes allèguent que les États-Unis n'avaient pas le droit de se contenter de la constatation d'un "simple accroissement" des importations, par opposition à la constatation d'une poussée soudaine, brutale et importante ou par ailleurs exceptionnelle des importations. L'absence complète d'analyse quantitative affecte particulièrement les deux cas exceptionnels dans lesquels les importations s'étaient accrues (produits tubulaires et accessoires et brides). L'USITC aurait dû expliquer pourquoi il aurait fallu considérer que les importations s'étaient accrues assez brutalement et de manière assez importante, plutôt que de façon purement graduelle, de manière à causer ou menacer de causer un dommage grave à la branche de production nationale.[1542] La Nouvelle-Zélande fait valoir que l'USITC n'a visiblement pas accordé d'importance à la mesure dans laquelle l'accroissement des importations avait été "assez récent, assez soudain, assez brutal ou assez important tant quantitativement que qualitativement" pour justifier une détermination positive.[1543] La Norvège et la Suède signalent également une faiblesse dans la méthode de l'USITC concernant les constatations relatives à tous les produits, qui est attribuable à l'absence d'analyse

[1535] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 226.
[1536] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 195.
[1537] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 100.
[1538] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*.
[1539] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.201.
[1540] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 25.
[1541] Deuxième déclaration orale des Communautés européennes, "Scope and Standard of Review", faite au nom des plaignants, paragraphe 16.
[1542] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 288 et 289.
[1543] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.78.

quantitative. L'USITC n'a démontré nulle part qu'un accroissement allégué des importations était brutal et substantiel.[1544]

7.542 Les États-Unis font valoir que le point de vue des plaignants selon lequel l'USITC n'a pas procédé à une "analyse quantitative" adéquate des données concernant les importations est sans fondement. Les autorités compétentes ne sont pas tenues d'analyser les données concernant les importations selon toutes les permutations possibles lorsque les données se passent de commentaire. L'USITC a décrit les données relatives aux importations d'une manière claire et simple et, partant, a agi en conformité avec l'Accord sur les sauvegardes. Les États-Unis font observer que les plaignants étayent erronément leurs arguments en se concentrant uniquement sur la section du rapport de l'USITC intitulée "Accroissement des importations" pour chaque produit. Cette section doit toutefois être lue conjointement avec les sections "Dommage grave" et "Cause substantielle", pour évaluer la détermination de l'USITC selon laquelle un produit "est importé … en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents".[1545]

7.543 Dans sa contre-réponse, la Corée fait observer que l'USITC n'a pas du tout fait d'analyse quantitative et qualitative montrant que la poussée des importations était de *nature* à causer un dommage grave ou une menace de dommage grave.[1546] Pour les contre-réponses des Communautés européennes, voir les sections F.2 b) et d).

ii) Analyse des points extrêmes

7.544 Les Communautés européennes, la Norvège[1547] et la Suisse[1548] soutiennent que l'USITC a employé une méthode erronée pour évaluer l'accroissement des importations, ce qui a rendu toutes les constatations sur l'accroissement des importations incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes. La méthode employée par l'USITC dans la cause en l'espèce visait uniquement à constater un "simple accroissement" des importations à un moment donné pendant la période visée par l'enquête sans examiner si cet accroissement était suffisamment récent, soudain, brutal et important.[1549] La Corée fait valoir que fondamentalement cela transforme la prescription relative à un accroissement des importations en une simple prescription en matière d'"importations".[1550] Les Communautés européennes, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et la Suisse font valoir que l'USITC n'a pas mis l'accent sur le passé le plus récent ni constaté un accroissement soudain et récent, mais a plutôt fait reposer ses déterminations sur une comparaison des points extrêmes s'agissant des données relatives aux importations portant sur les années 1996 et 2000.[1551] [1552]

[1544] Première communication écrite de la Norvège, paragraphes 252 et 259; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 249.

[1545] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 198 et 199.

[1546] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 106.

[1547] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 250.

[1548] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 250.

[1549] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 143.

[1550] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 98.

[1551] Rapport de l'USITC, volume I, pages 49, 71, 91, 101, 109, 157, 171, 205, 213 et 234.

[1552] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 280, 282 et 283; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.78; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 252 à 254; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 243 et 245.

7.545 Les États-Unis allèguent que pour chacun des dix produits en acier à l'égard desquels ils ont pris une mesure de sauvegarde, le rapport de l'USITC comporte une explication motivée, adéquate et raisonnable de la façon dont les faits versés au dossier étayent la détermination de l'USITC selon laquelle il y avait des importations en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'elles causaient ou menaçaient de causer un dommage grave à la branche de production nationale.[1553]

7.546 Selon les États-Unis, les allégations des plaignants selon lesquelles les États-Unis ont commis des erreurs méthodologiques sont sans fondement. Premièrement, l'USITC n'a pas procédé à une simple analyse des points extrêmes comparant les données relatives aux importations en 1996 avec les données relatives aux importations en 2000, et elle n'a pas omis de tenir compte des mouvements ou des tendances intermédiaires des importations sur l'ensemble de la période visée par l'enquête. L'USITC a examiné les tendances des importations sur l'ensemble de la période visée par l'enquête pour chaque produit, en indiquant souvent les importations en termes absolus et relatifs pour chaque année de la période visée par l'enquête et pour les périodes intermédiaires.[1554]

7.547 Les Communautés européennes répondent que les États-Unis comprennent à tort leur allégation comme contestant l'analyse des points extrêmes et non le fait que l'USITC n'a pas tenu systématiquement compte des tendances des importations. Les États-Unis n'ont pas indiqué où l'USITC avait systématiquement calculé et comparé le rythme et le volume de l'évolution annuelle des circonstances conformément aux articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes tels qu'ils ont été interprétés par l'Organe d'appel. Une telle analyse est le fondement d'un examen adéquat des tendances intermédiaires aux points extrêmes stratégiques de la période visée par l'enquête et de la question de savoir si les volumes des importations sont anormaux.[1555]

d) Prise en considération de la baisse des importations

7.548 La Norvège ajoute que la période visée par l'enquête dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)* allait de 1991 à 1995, et que l'Organe d'appel a rejeté l'analyse présentée par l'Argentine, étant donné que la baisse régulière et importante des importations amorcée en 1994 n'avait pas été prise en considération de manière adéquate dans cette affaire.[1556] La Norvège estime que la situation était la même que dans la cause en l'espèce, avec des accroissements pour la plupart des regroupements de produits de 1996 à 1998, et des baisses régulières et importantes en 1999, 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001.[1557] La Corée ajoute que l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)* a précisé qu'un accroissement des importations à un moment donné pendant la période visée par l'enquête ne peut pas justifier une mesure de sauvegarde s'il s'est produit une baisse régulière et importante par la suite.[1558] [1559]

[1553] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 221, 232, 246, 255, 266, 276, 288, 302 et 317.

[1554] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 193.

[1555] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 272 à 274 et 289; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 190 à 192.

[1556] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 129.

[1557] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 93.

[1558] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphes 128 et 129.

[1559] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 101.

e) Agrégation des produits

7.549 Les Communautés européennes et la Norvège contestent les constatations d'un accroissement des importations de l'USITC parce que les mesures de sauvegarde appliquées par les États-Unis sont fondées sur des données ayant trait à des catégories de produits plus vastes que celles auxquelles les mesures de sauvegarde s'appliquent.[1560]

5. Argumentation spécifique aux mesures

a) CPLPAC

7.550 Les Communautés européennes considèrent que les États-Unis ont manqué à leurs obligations au titre des articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes en imposant des mesures de sauvegarde à l'égard des tôles, des produits en acier laminés à chaud, des produits en acier laminés à froid, des produits en acier revêtus et des brames malgré une baisse récente, brutale et importante des importations, que ce soit en tant que groupe unique, pour "Certains produits laminés plats en acier au carbone", ou pour chaque produit pris séparément.[1561]

7.551 Les États-Unis font valoir dans leur réponse que le rapport de l'USITC comporte une explication motivée, adéquate et raisonnable de la façon dont les faits versés au dossier étayent la détermination par l'USITC de l'existence d'importations de CPLPAC en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'elles causaient ou menaçaient de causer un dommage grave à la branche de production nationale.[1562]

i) Agrégation

7.552 Les Communautés européennes font valoir que les États-Unis n'ont pas expliqué pourquoi les éléments de preuve sur lesquels repose la détermination de l'existence d'un accroissement des importations ont été présentés sur la base du "produit importé" intitulé "Produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés" tel qu'il a été identifié par le Président Bush[1563], même si les données ont été recueillies pour sept sous-groupes différents. Est également contradictoire le fait que l'analyse et les constatations concernant l'accroissement des importations contenues dans le rapport de l'USITC reposaient sur un produit CPLPAC, tandis que la détermination de l'existence d'un accroissement des importations, en revanche, reposait sur cinq regroupements de produits différents.[1564] [1565] Le Brésil, la Chine, les Communautés européennes et la Nouvelle-Zélande font valoir qu'indépendamment de la façon dont l'USITC agrège les cinq différents produits plats, elle n'a en aucun cas démontré un accroissement récent, soudain, brutal et important des importations des cinq produits que sont les tôles, les produits en acier laminés à chaud, les produits en acier laminés à froid, les produits en acier revêtus et les brames, que ce soit en tant que groupe unique, pour "Certains produits laminés plats en acier au carbone", ou pour chaque produit pris séparément.[1566]

[1560] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 290; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 260.

[1561] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 293.

[1562] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 221.

[1563] Rapport de l'USITC, volume II, tableau FLAT-3.

[1564] Rapport de l'USITC, volume I, page 1.

[1565] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 196.

[1566] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 245 et 246; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 293; première communication écrite du Brésil, paragraphe 133; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.69.

7.553 De même, la Corée fait valoir que l'analyse de l'accroissement des importations faite par l'USITC est viciée parce qu'elle ne repose pas sur le produit similaire approprié pour les cinq produits laminés plats. L'USITC aurait dû analyser les importations 1) de brames, 2) de produits en acier laminés à chaud, 3) de produits en acier laminés à froid, 4) de produits en acier revêtus, et 5) de tôles en tant que produits similaires individuels. Toutefois, même si les produits "laminés plats" sont analysés en tant que produit similaire unique, les importations de produits en acier laminés plats ne se sont pas accrues soudainement, brutalement ou récemment.[1567] Selon la Corée, l'analyse erronée du produit similaire faite par l'USITC a masqué le fait que les produits laminés à froid, les produits revêtus et les tôles – même dans le cadre d'une analyse des points extrêmes – ne montraient aucun accroissement des importations en termes absolus ou relatifs au sens de l'Accord sur les sauvegardes. L'accroissement entier dans la comparaison des points extrêmes pour certains produits laminés plats était attribuable à un accroissement modéré, sur une période de cinq ans, des produits laminés à chaud et des brames, mais les importations de ces deux produits avaient chuté de manière importante au cours de la période précédant la décision de l'USITC.[1568] La Nouvelle-Zélande fait valoir que les produits appartenant à la catégorie de certains produits laminés plats en acier au carbone n'étaient pas, ni séparément ni de façon agrégée, importés dans les quantités accrues prévues par l'Accord sur les sauvegardes en tant que condition pour appliquer une mesure de sauvegarde. La détermination de l'USITC dans cette affaire est visiblement viciée.[1569] La Chine souscrit aux arguments présentés par d'autres plaignants au sujet du produit inclus dans la catégorie de certains produits plats en acier, pris séparément.[1570]

7.554 De plus, les Communautés européennes soulignent qu'il n'appartient pas aux plaignants ni au Groupe spécial d'analyser l'accroissement des importations séparément en ce qui concerne les groupes de produits individuels à l'égard desquels les deux mesures de sauvegarde s'appliquant à "Certains produits plats en acier" sont imposées. Quoi qu'il en soit, selon les Communautés européennes, le Brésil et la Nouvelle-Zélande, il peut être démontré que même dans le cadre d'un examen séparé, rien ne permet de conclure que les importations de ces produits se sont accrues récemment, soudainement, brutalement et de manière importante. Bien au contraire, en termes absolus et relatifs, elles ont diminué brutalement.[1571]

7.555 La Nouvelle-Zélande souligne que les volumes totaux des importations de tôles ont diminué de 52 pour cent entre 1996 et 2001 et que le ratio importations-production nationale a chuté de 20 pour cent pendant la même période. Les importations de produits en acier laminés à froid se sont légèrement accrues en termes absolus pendant la période visée par l'enquête, mais il y a eu une tendance baissière importante et soutenue depuis 1998. Les quantités des importations par rapport à la production nationale sont demeurées presque constantes entre 1996 et 2000, mais ont diminué d'environ 30 pour cent entre 1998 et 2000. Les importations de produits en acier revêtus ont baissé de façon régulière et importante depuis 1999, et les données de 2001 révèlent une baisse globale des importations en termes absolus et relatifs depuis 1996. Les tendances des importations de brames montrent qu'en dépit d'un accroissement des importations en 1999 et en 2000, les importations en 2001 ont diminué de 25 pour cent comparativement à celles des deux années précédentes et de 10 pour cent comparativement à 1996.[1572]

[1567] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 74.
[1568] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 88 et 89.
[1569] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.77.
[1570] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 250.
[1571] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 305 à 308; première communication écrite du Brésil, paragraphes 134 et 135; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.87.
[1572] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.88 à 4.92.

7.556 Le Brésil ajoute que sur la base des données portant sur toute l'année 2001, chacun des produits laminés plats pris individuellement a également continué de baisser.[1573] Les produits laminés à froid étaient la seule exception, en raison d'une enquête antidumping menée en 2000 qui avait fait baisser les importations artificiellement.[1574]

7.557 Les États-Unis répondent que les plaignants font valoir des arguments sur les données concernant les importations qui se rapportent à des produits à l'égard desquels une détermination distincte de l'existence d'un dommage n'a pas été faite.[1575] Étant donné les déterminations concernant le produit similaire faites par l'USITC, celle-ci n'était pas tenue de faire des déterminations distinctes de l'existence d'un accroissement des importations pour les brames ou les produits en acier résistant à la corrosion, et les tendances pour ces produits ne se rapportent pas à la question de savoir si l'analyse par l'USITC de l'accroissement des importations de certains produits laminés plats en acier au carbone était compatible avec l'article 2:1.[1576]

7.558 La Corée allègue également que l'enquête menée par l'USITC sur l'accroissement des importations de produits laminés plats est loin de constituer l'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits fondamentaux étayent sa détermination, comme l'exigent les articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes. L'USITC avait l'obligation d'expliquer sa conclusion selon laquelle les importations s'étaient accrues compte tenu des données qui contredisent directement cette conclusion.[1577]

ii) "Accroissement des importations" au sens de l'Accord sur les sauvegardes?

7.559 Le Japon et la Nouvelle-Zélande font valoir que l'USITC a admis, mais ignoré, le fait que le volume des importations avait diminué de 40 pour cent entre le premier semestre de 2000 et le premier semestre de 2001.[1578,1579] La Chine, les Communautés européennes et la Corée[1580] signalent que, lorsque le Président des États-Unis a pris sa décision, les données portant sur toute l'année 2001 étaient disponibles et confirmaient que les importations avaient même diminué à des niveaux inférieurs à ceux de 1996.[1581] Comme l'accroissement le plus important s'est produit en 1998, c'est-à-dire trois ans avant l'imposition des mesures de sauvegarde, et a été immédiatement suivi d'une baisse importante, la Chine et la Corée sont d'avis que l'accroissement des importations n'était certainement pas assez récent. De plus, il n'était pas assez brutal ni assez important.[1582]

[1573] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 139 à 143.

[1574] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 144.

[1575] Réponse écrite du Brésil à la question n° 41 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1576] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 107.

[1577] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 87.

[1578] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 49 et 50.

[1579] Première communication écrite du Japon, paragraphe 190; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.83.

[1580] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 82.

[1581] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 241; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 298.

[1582] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 247; première communication écrite de la Corée, paragraphes 77 et 78.

7.560 La Corée fait valoir que les importations de produits laminés plats ont diminué d'environ 18 pour cent entre 1998 et 1999. Les importations sont ensuite demeurées aux niveaux de 1999 en 2000, ce qui montre un accroissement statistiquement négligeable (0,3 pour cent). Les importations ont ensuite commencé à diminuer pour atteindre leur plus bas niveau au cours de la période pendant les six premiers mois de 2001. La Corée fait observer que selon le point de vue des plaignants, un accroissement statistiquement négligeable des importations en 2000 n'est pas un "accroissement" aux fins de l'Accord sur les sauvegardes lorsqu'on l'analyse tant quantitativement que qualitativement. Ces importations avaient été précédées d'une baisse marquée et suivie d'une baisse plus marquée.[1583]

7.561 Les États-Unis affirment que l'USITC a constaté que les importations de CPLPAC s'étaient accrues en termes tant absolus que relatifs. L'USITC a axé son analyse sur la poussée des importations de CPLPAC en 1998, sur les effets de cette poussée (qui ont continué de se faire sentir pendant le restant de la période visée par l'enquête) et sur la continuation des importations à des niveaux élevés en 1999 et 2000. En termes absolus, les importations sont passées de 18,4 millions de tonnes courtes en 1996 à 20,9 millions de tonnes courtes en 2000. En 1998, il y a eu un accroissement rapide et spectaculaire, puisque les importations sont montées à 25,3 millions de tonnes courtes, soit une hausse de 37,5 pour cent par rapport aux niveaux de 1996. Bien que le volume des importations ait baissé en 1999 et 2000, il est demeuré considérablement plus élevé pendant ces années qu'au début de la période visée par l'enquête.[1584] Sur une base relative, les importations sont passées de l'équivalent de 10 pour cent de la production nationale en 1996 à 10,5 pour cent en 2000.[1585] [1586]

7.562 Les Communautés européennes font en outre valoir que la constatation relative aux importations en termes relatifs est aussi erronée que la détermination ayant trait aux importations effectives.[1587] Les Communautés européennes, la Chine et la Corée font valoir qu'outre le fait qu'il n'a pas été tenu compte de la baisse régulière et importante depuis 1998, une hausse de 0,5 pour cent du ratio sur une période de cinq ans n'est tout simplement pas, également de l'avis de la Corée et de la Chine[1588], assez brutale et importante pour causer ou menacer de causer un dommage grave.[1589] Selon le Brésil, cette hausse est dérisoire, au mieux.[1590] La Chine affirme que l'accroissement en termes relatifs en 1998 a été rapidement neutralisé l'année suivante, lorsque les importations sont revenues à la normale. Depuis, les importations en termes relatifs sont demeurées à des niveaux qui étaient très proches de ceux de 1996 et 1997.[1591]

7.563 En ce qui concerne l'ampleur de l'accroissement des importations en termes relatifs, les États-Unis soulignent qu'un accroissement des niveaux des importations en termes absolus ou relatifs, pris isolément, peut être conforme à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[1592]

[1583] Réponse écrite de la Corée à la question n° 14 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[1584] Rapport de l'USITC, pages 49 et 50.

[1585] Rapport de l'USITC, page 50.

[1586] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 208 à 210.

[1587] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 300 à 302.

[1588] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 84 et 85; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 107.

[1589] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 107; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 300 à 302; première communication écrite de la Corée, paragraphes 84 et 85.

[1590] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 132.

[1591] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 242 et 248.

[1592] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 217.

7.564 Dans sa contre-réponse, la Corée fait valoir que pour que les termes employés dans l'affaire *Argentine - Chaussures (CE)* signifient quelque chose (par exemple combien est "assez?")[1593], les accroissements en termes absolus et relatifs doivent être mis dans leur contexte. Cependant, l'USITC ne l'a pas fait.[1594] En fait, les importations exprimées en pourcentage de la production ont diminué pendant les deux dernières années et demie de la période visée par l'enquête et les importations par rapport à la production à la fin de la période sont les plus basses de toute la période.[1595]

iii) Méthode d'analyse de l'USITC

Tendances

7.565 Les Communautés européennes rappellent la constatation de l'USITC selon laquelle les importations sont passées "de 18,4 millions de tonnes courtes en 1996 à 20,9 millions de tonnes courtes en 2000, soit une hausse de 13,7 pour cent".[1596] L'USITC a également reconnu que "le volume des importations avait baissé en 1999 et 2000" par rapport au sommet atteint en 1998[1597], et que cette baisse s'était poursuivie, étant donné que les importations "étaient tombées de 11,5 millions de tonnes courtes pendant la période intermédiaire de 2000 à 6,9 millions de tonnes courtes pendant la période intermédiaire de 2001".[1598] Les Communautés européennes, la Corée et le Japon soutiennent que l'USITC n'a tenu aucun compte de la méthode générale d'évaluation des tendances, qui avait été suggérée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, et que la situation des produits plats en acier ressemblait beaucoup à celle qui avait déjà été exclue dans cette affaire en tant qu'accroissement soudain et récent des importations.[1599] La Chine ajoute que si l'USITC estimait que la tendance baissière des importations ne l'empêchait pas de constater un accroissement des importations conformément à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes, il fallait qu'elle donne une explication motivée et adéquate pour étayer cette constatation, et elle ne l'a pas fait en affirmant simplement que les importations étaient toujours "considérablement" plus élevées en 1999 et en 2000 qu'en 1996.[1600]

7.566 Les États-Unis rejettent également l'affirmation selon laquelle les tendances des importations dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)* étaient les mêmes que celles des CPLPAC dans la cause en l'espèce. Dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, il y avait eu une baisse régulière des importations pendant deux ans, qui faisait suite à un accroissement survenu plus tôt pendant la période visée par l'enquête.[1601] Par conséquent, il était possible de déceler une tendance baissière. En

[1593] Première communication écrite des États Unis, paragraphe 216.
[1594] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 118.
[1595] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 119.
[1596] Rapport de l'USITC, volume I, page 49.
[1597] Rapport de l'USITC, volume I, page 50.
[1598] Rapport de l'USITC, volume I, page 49.
[1599] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 294 à 297; première communication écrite de la Corée, paragraphe 80; première communication écrite du Japon, paragraphes 195 et 196.
[1600] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 244.
[1601] Les données dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)* étaient les suivantes:

	1991	1992	1993	1994	1995
Importations totales (millions de paires)	8,86	16,63	21,78	19,84	15,07
Importations relatives	12%	22%	33%	28%	25%

Source: Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphes 8.151 et 8.273.

l'espèce, par contre, il y a eu un accroissement des importations pendant trois ans, avec une poussée spectaculaire en 1998, suivi d'une baisse des importations de 1998 à 1999, mais il y a ensuite eu une stabilisation et même un léger accroissement en 2000, ce qui n'est pas une tendance baissière manifeste.[1602] Les États-Unis font valoir que les niveaux des importations en 1999 et 2000 sont demeurés bien supérieurs à ce qu'ils étaient avant la poussée et, en fait, ont légèrement augmenté entre 1999 et 2000. Selon les États-Unis, c'est loin de constituer une baisse régulière; cette situation correspond plutôt à la définition de "est importé en quantités tellement accrues" selon l'interprétation qui a été donnée de ce membre de phrase dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*.[1603] [1604]

7.567 Les Communautés européennes, le Japon, la Corée et le Brésil répondent que rien ne permet de conclure que les importations avaient simplement diminué temporairement et récemment, et étaient demeurées à des niveaux brutalement accrus, ce qui était le fondement de la constatation d'un accroissement des importations sanctionnée par le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*. Les données montrent une baisse pendant une période prolongée de 30 mois, qui s'est terminée avec des importations à leur plus bas niveau pendant toute la période de cinq ans et demi visée par l'enquête de l'USITC.[1605] Bien qu'on puisse débattre des nuances apportées dans les affaires *Argentine – Chaussures (CE)*, *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* et *États-Unis - Viande d'agneau*, en fait il n'y a pas de nuances dans les données relatives aux importations. L'unique accroissement des importations était déjà un lointain souvenir lorsque l'USITC a ouvert son enquête.[1606] Le Brésil ajoute que les États-Unis ont déterminé que les CPLPAC étaient importés aux États-Unis en quantités accrues en dépit du fait que les importations étaient non seulement à leur plus bas niveau pendant toute la période visée par l'enquête, mais aussi à des niveaux considérablement inférieurs au sommet atteint en 1998, et avaient brutalement diminué au cours des trois derniers semestres. En termes simples, les faits n'appuient pas une détermination de l'existence d'un accroissement des importations de CPLPAC.[1607]

7.568 Le Japon ajoute en outre que la tendance baissière au cours de la période la plus récente est encore plus prononcée pour les importations de produits laminés plats en acier effectivement visés par la mesure de sauvegarde – c'est-à-dire sans les pays membres de la zone de libre-échange et les pays en développement qui ont finalement été exclus du champ de la mesure. Le Japon fait valoir que lorsqu'on supprime les pays en développement exclus de l'analyse des tendances des importations, la mesure dans laquelle la décision de l'USITC concernant l'accroissement des importations était vraiment injustifiable devient encore plus claire. Les importations de produits laminés plats en acier sont demeurées constantes, s'élevant à environ 13,5 millions de tonnes par année, sauf en 1998, avant de diminuer brutalement en 2001. Même dans le cadre de la comparaison incorrecte faite par l'USITC pour les années 1996 à 2000, les importations de produits laminés plats en acier effectivement visées par la mesure de sauvegarde se sont légèrement accrues de 253 884 tonnes, ou 1,9 pour cent, pour les produits laminés plats combinés, et ont diminué en tant que part de la production des États-Unis. Il en est de même pour les produits laminés à chaud, les produits laminés à froid et les tôles. Les importations de brames et de produits en acier résistant à la corrosion ont atteint un sommet en 1999,

---

[1602] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 215.

[1603] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.207.

[1604] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 105.

[1605] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 97; première communication écrite de la Corée, paragraphe 114; première communication écrite du Brésil, paragraphes 54 et 55; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 200.

[1606] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 58.

[1607] Réponse écrite du Brésil à la question n° 14 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

avant de baisser légèrement en 2000 (les importations de produits en acier résistant à la rouille sont passées de 1,43 million de tonnes à 1,37 million de tonnes) puis de diminuer brutalement en 2001. Des diminutions évidentes entre le début et la fin de la période ont été masquées (comme pour les tôles) par le choix de la définition trop générale du produit similaire "plat". Par ailleurs, les diminutions sont encore plus évidentes lorsque les pays exclus sont supprimés de l'analyse. En l'absence des importations en provenance du Canada et du Mexique – deux pays qui avaient expédié des volumes considérablement élevés de produits plats chaque année entre 1996 et 2000, mais qui ont été exclus du champ de la mesure corrective (en violation du principe du parallélisme, comme il sera indiqué ci-après) – et des importations en provenance des pays en développement – dont les expéditions sont passées de presque zéro à des chiffres importants plus tard pendant la période visée par l'enquête –, les accroissements les plus perceptibles n'existent plus. De fait, bien que les importations effectivement frappées par la mesure de sauvegarde ne montrent aucune tendance à un accroissement apte à satisfaire à la prescription énoncée dans l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX:1 du GATT de 1994, l'accroissement en volume, en termes absolus, des importations de produits laminés plats en provenance des pays en développement exclus de 1996 à 2000 correspondait à huit fois l'accroissement des importations en provenance des pays visés par la mesure corrective, mais les pays en développement ne sont pas frappés par cette mesure parce que les États-Unis les ont exclus au titre de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[1608]

Analyse des points extrêmes

7.569 Le Brésil[1609], la Chine[1610], les Communautés européennes, le Japon[1611], la Corée[1612] et la Nouvelle-Zélande[1613] affirment que l'USITC a comparé les points extrêmes, à savoir 1996 et 2000, et a constaté un accroissement des importations en dépit du fait qu'elle avait reconnu que les tendances au cours de la période la plus récente allant de 1998 jusqu'au premier semestre de 2001 indiquaient une baisse régulière et continue des importations. Les Communautés européennes, le Japon, la Corée et la Nouvelle-Zélande estiment que même une analyse des points extrêmes pour 1996-2000 ne donne qu'une très modeste hausse de 13,7 pour cent sur une période de cinq ans, ce qui n'est pas un accroissement "brutal", "soudain" ou "important".[1614] Par ailleurs, l'accroissement en termes absolus de 2,66 millions de tonnes entre 1996 et 2000 était entièrement représenté par l'accroissement des importations de rouleaux laminés à chaud – 2,84 millions de tonnes – qui avaient fait l'objet d'enquêtes en matière de droits antidumping et de droits compensateurs en 1998 et 2000.[1615] [1616] La Corée ajoute que l'USITC n'a pas noté comme il se doit que les rouleaux laminés à chaud intervenaient pour la majeure partie de l'accroissement en volume en 1998 et que le modeste "accroissement" entre les deux points extrêmes était uniquement attribuable aux importations de rouleaux laminés à chaud et de brames. En fait, si les importations de rouleaux laminés à chaud et de brames sont dissociées des importations totales de produits laminés plats, les importations totales

[1608] Première communication écrite du Japon, paragraphes 205 et 206.
[1609] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 129 et 132.
[1610] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 243 et 244.
[1611] Première communication écrite du Japon, paragraphes 190 et 195.
[1612] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 76 et 78.
[1613] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.81 et 4.84.
[1614] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 199; première communication écrite du Japon, paragraphe 195; première communication écrite de la Corée, paragraphe 76; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.85 et 4.86.
[1615] *Respondents' Joint Prehearing Brief on Hot-Rolled Steel*, Inv. No. TA-201-73 (11 septembre 2001) ("*Respondents' Joint Prehearing Brief on Hot-Rolled*"), pièce n° 4 (pièce n° 52 des coplaignants) (les importations de produits laminés à chaud "considérées" sont passées de 1,75 million de tonnes en 1996 à 4,59 millions de tonnes en 2000).
[1616] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 76.

s'élevaient à 6,8 millions de tonnes courtes en 1996, à 6,9 millions de tonnes courtes en 1999 et à 6,1 millions de tonnes courtes en 2000.[1617] Le Japon ajoute que cet accroissement ne pouvait pas être "important" alors qu'il représentait un accroissement des importations d'à peine 0,5 pour cent en tant que part de la production, surtout que 38 pour cent de l'accroissement était constitué de brames importées par la branche de production nationale elle-même.[1618]

7.570 En réponse à l'argument du Japon selon lequel l'accroissement des importations de CPLPAC n'était pas important parce que 38 pour cent de ces importations étaient constituées de brames, dont la plupart avaient été importées par la branche de production nationale, les États-Unis soulignent que cet argument repose sur une simple comparaison des points extrêmes. L'argument du Japon repose également sur l'hypothèse erronée selon laquelle les importations faites par la branche de production nationale ne devraient pas être "comptées".[1619] Les États-Unis font en outre valoir qu'il est manifestement faux d'affirmer que l'USITC s'est fondée uniquement sur une analyse des points extrêmes, en comparant les niveaux des importations en 1996 avec ceux des importations en 2000. Elle ne s'est pas fondée exclusivement sur de telles observations pour évaluer l'accroissement des importations. L'USITC a très clairement pris en considération les années intermédiaires, en mettant l'accent sur la poussée des importations en 1998 et sur la poursuite des importations à des niveaux élevés en 1999 et 2000.[1620]

iv) Prise en considération des données de 2001

7.571 Les Communautés européennes, le Brésil, la Chine[1621] et la Nouvelle-Zélande font valoir que l'USITC n'a tenu aucun compte de la plus récente période de six mois, c'est-à-dire le premier semestre de 2001, au cours de son enquête. Si le premier semestre de 2001 est utilisé comme point extrême, les importations de produits laminés plats, en termes absolus et relatifs, sont sensiblement inférieures aux niveaux de 1996.[1622] Le Brésil et la Chine[1623] affirment que les données portant sur toute l'année 2001 confirment que la baisse brutale des importations de produits laminés plats s'est poursuivie au cours du second semestre de 2001. Exprimées en pourcentage de la production nationale, les importations en 2001 ont été moins élevées qu'à n'importe quel moment pendant la période allant de 1996 à 2001, soit plus de 2 points de pourcentage au-dessous des niveaux de 2000 et près de 2 points de pourcentage au-dessous des niveaux de 1996. Il convient de noter que les importations en 2001 correspondaient à 10,5 millions de tonnes de moins que les niveaux records de 1998 et à 3,5 millions de tonnes de moins que les niveaux de 1996.[1624] La Nouvelle-Zélande souligne que les États-Unis ont eux-mêmes reconnu l'importance des données portant sur la période intermédiaire de 2001, en expliquant que l'USITC recueille des données concernant la période intermédiaire "afin d'avoir à sa disposition des renseignements sur la période la plus courante possible".[1625] Le problème c'est que même si l'USITC a recueilli les plus récentes données disponibles, elle n'a tenu aucun compte de leur importance. Entre autres choses, ces données indiquaient que les importations de CPLPAC avaient diminué de 40 pour cent et que la demande avait baissé de 14,9 pour cent. Si l'USITC avait accordé l'attention voulue à ces données, elle aurait dû relever que la constatation d'un accroissement des

[1617] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 117.
[1618] Première communication écrite du Japon, paragraphe 195.
[1619] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 219.
[1620] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 214.
[1621] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 240, 241 et 246.
[1622] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 132; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.84.
[1623] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 238 et 239.
[1624] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 137 et 138.
[1625] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 197; réponse écrite des États-Unis à la question n° 50 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond, paragraphe 95.

importations ne pouvait pas être faite et que l'accroissement des importations ne pouvait pas être la cause du dommage grave allégué subi par la branche de production nationale.[1626]

v) Prise en considération de la baisse des importations

7.572 La Corée affirme que l'analyse de l'USITC ne tenait pas compte de la raison pour laquelle les importations avaient diminué – l'existence d'ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs. Dans la cause en l'espèce, l'USITC était parfaitement au courant de la raison pour laquelle les importations avaient baissé et de la raison pour laquelle cette tendance se poursuivrait dans un avenir prévisible.[1627]

7.573 Les États-Unis rejettent l'affirmation de la Corée selon laquelle l'USITC n'a tenu aucun compte de la raison de la baisse des importations de CPLPAC après 1998, à savoir des enquêtes en matière de droits antidumping et de droits compensateurs, et affirment que l'USITC a examiné ce point dans son analyse du lien de causalité.[1628]

b) Produits étamés ou chromés

i) "Accroissement des importations" au sens de l'Accord sur les sauvegardes?

7.574 Le Brésil et, sur la base des données concernant les importations qui présentaient un intérêt pour les quatre commissaires qui ont examiné les produits étamés ou chromés séparément, la Chine, le Japon et la Norvège affirment que l'accroissement brutal, récent, soudain et important requis n'était pas présent, et que la constatation positive de l'existence d'un dommage dans le cas des produits étamés ou chromés était injustifiée.[1629]

7.575 Les États-Unis insistent sur le fait que le rapport de l'USITC comporte une explication motivée, adéquate et raisonnable de la façon dont les faits versés au dossier étayent les déterminations de trois commissaires de l'USITC au sujet de l'accroissement des importations de produits étamés ou chromés, ou, dans le cas des commissaires Bragg et Devaney, des produits étamés ou chromés en tant que partie d'un produit similaire englobant certains produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés.[1630]

7.576 La Norvège répond qu'en ce qui concerne les commissaires Bragg et Devaney, d'après les chiffres présentés par les États-Unis, il y a eu un accroissement entre 1996 et 1998, année où les importations ont atteint un sommet, mais par la suite une baisse brutale en 1999 qui s'est poursuivie en 2000 – et une nouvelle diminution brutale pendant la période intermédiaire de 2001. La Norvège fait observer qu'il s'agit clairement d'une "baisse régulière et importante" dans le "passé récent" et que toute l'année 2001 s'est terminée à un niveau encore plus bas que celui de 1996.[1631]

[1626] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 15 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[1627] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 81.

[1628] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 209 à 220.

[1629] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 257; première communication écrite de la Chine, paragraphe 289; première communication écrite du Japon, paragraphes 209 et 210; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 263, 272 et 273.

[1630] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 232.

[1631] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 94.

7.577 Les Communautés européennes et la Norvège rappellent que l'USITC a fait une constatation d'un accroissement des importations en ce qui concerne les produits étamés ou chromés bien qu'elle ait explicitement reconnu qu'après un "niveau record de 698 543 tonnes courtes" en 1999, les importations "étaient passées à 580 196 tonnes courtes en 2000" et avaient encore "baissé de 11,1 pour cent" pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à la période intermédiaire de 2000.[1632] L'USITC a également reconnu que le ratio importations-production nationale était passé de "20,1 pour cent pendant la période où le volume des importations avait atteint un sommet en 1999" à "17,4 pour cent en 2000".[1633] L'USITC a fini par révéler que les données officielles concernant les importations utilisées dans son analyse "surestimaient les importations faisant l'objet de la présente enquête" en raison d'exclusions de produits antérieures.[1634] [1635]

7.578 La Chine et les Communautés européennes font valoir que le seul accroissement des importations pendant la période de réexamen avait été une poussée en 1999, qui n'est pas assez récente pour justifier une mesure de sauvegarde.[1636] En outre, la Chine et la Norvège signalent que, par la suite, des mesures antidumping avaient entraîné une réduction substantielle des importations de produits étamés ou chromés[1637], dont l'USITC n'avait absolument pas tenu compte.[1638] Les États-Unis ne peuvent en aucun cas affirmer que les produits étamés ou chromés ont continué d'être importés en quantités accrues jusque dans le passé très récent. Au contraire, depuis 1999, les importations effectives de produits étamés ou chromés ont brutalement baissé - de plus de 20 pour cent.[1639]

7.579 Selon les Communautés européennes, lorsque le Président des États-Unis a pris la décision d'imposer des mesures de sauvegarde, les données portant sur toute l'année 2001 étaient disponibles et confirmaient que les importations de produits étamés ou chromés avaient même reculé pratiquement aux niveaux antérieurs à 1998.[1640] Les Communautés européennes font valoir que, de même, le ratio importations-production nationale avait connu une baisse régulière et continue en 1999, en 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001.[1641] Le Brésil et le Japon confirment cette observation pour les importations en provenance de pays visés par la mesure, en particulier les pays qui ne sont pas parties à l'ALENA, qui sont les importations qui comptent étant donné la prescription concernant le parallélisme entre le dommage et la mesure corrective.[1642] La Chine, les Communautés européennes et la Norvège affirment qu'une telle situation, c'est-à-dire une baisse importante et régulière des importations après un sommet à mi-période aussi bien en chiffres effectifs que par rapport à la production nationale, avait déjà été exclue dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*.[1643]

[1632] Rapport de l'USITC, volume I, page 71.
[1633] Rapport de l'USITC, volume I, page 72.
[1634] Rapport de l'USITC, volume I, page 71, note de bas de page 370.
[1635] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 359; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 265.
[1636] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 293.
[1637] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 288; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 267.
[1638] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 97.
[1639] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 360.
[1640] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 361.
[1641] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 363.
[1642] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 257; première communication écrite du Japon, paragraphe 209.
[1643] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 363; première communication écrite de la Chine, paragraphe 287; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 268.

7.580 Les Communautés européennes et la Corée font également valoir qu'il n'y a pas eu non plus d'accroissement des importations de produits étamés ou chromés en termes relatifs. Le ratio importations-production nationale a atteint un sommet de 20,1 pour cent en 1999, qui mettait en évidence la décision commerciale de Weirton.[1644] Toutefois, il ne peut s'agir que d'un événement temporaire, qui découle principalement des propres décisions commerciales de la branche de production nationale des États-Unis. Par rapport à la production, les importations sont brutalement revenues dans la fourchette de 17 pour cent en 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001.[1645] Encore une fois, cela ne satisfait pas à la prescription relative à un accroissement "quantitatif".[1646]

7.581 En réponse à l'allégation selon laquelle l'USITC n'a pas montré que l'accroissement des importations qui s'était produit était brutal, récent, soudain et important, les États-Unis réaffirment que les plaignants appliquent un critère inapproprié parce que l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes porte sur la question de savoir s'il y avait des importations "en quantités tellement accrues … et à des conditions telles qu'[elles] caus[aient] ou mena[çaient] de causer un dommage grave", et non sur la question de savoir si les importations étaient brutales, récentes, soudaines et importantes dans l'abstrait.[1647]

ii) Méthode d'analyse de l'USITC

7.582 La Chine, la Corée et la Norvège affirment que la comparaison des points extrêmes faite par l'USITC et une comparaison entre la première année de la période visée par l'enquête et le niveau record de 1999 indiquent un accroissement des importations, mais qu'une telle analyse ne tient pas compte des tendances des importations.[1648]

7.583 Les États-Unis affirment que l'argument selon lequel l'USITC s'est fondée uniquement sur une analyse des points extrêmes, en comparant les niveaux des importations en 1996 avec ceux des importations en 2000, est sans fondement. Les commissaires Bragg et Miller ont analysé les niveaux des importations pendant la période visée par l'enquête et pendant les périodes intermédiaires, et ont très clairement mis l'accent sur les accroissements des importations qui se sont produits pendant la période visée par l'enquête.[1649] [1650]

7.584 La Corée et la Chine font valoir que les États-Unis ne devraient pas pouvoir se fonder sur l'analyse des commissaires Bragg et Devaney, étant donné que leur analyse de l'accroissement des importations ne reposait pas sur les produits étamés ou chromés, mais sur "certains produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés incluant les produits étamés ou chromés". Le groupage des produits étamés ou chromés avec d'autres produits dans un groupe étendu de produits ("Certains produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés") a empêché ces commissaires de faire une analyse utile en ce qui concerne les produits étamés ou chromés pris isolément.[1651] Toutefois, la Chine fait également observer que l'analyse des tendances des importations de produits étamés ou

[1644] Rapport de l'USITC, volume I, page 72 (pièce n° 6 des coplaignants).

[1645] *Steel*, Inv. No. TA-201-73, publication de l'USITC n° 3479 (décembre 2001), *volume II: Information Obtained in the Investigation (Carbon and Alloy Steel Flat, Long and Tubular Products*) (rapport de l'USITC, volume II), tableau FLAT-10, page FLAT-14 (pièce n° 6 des coplaignants).

[1646] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 129.

[1647] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 228.

[1648] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 288 et 290; première communication écrite de la Corée, paragraphes 95 et 98; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 268.

[1649] Rapport de l'USITC, pages 71 et 72 (commissaire Miller); et page 279 (commissaire Bragg).

[1650] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 229.

[1651] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 122 et 123; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 126.

chromés "en tant que partie d'un produit similaire englobant certains produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés" montre également une nette tendance baissière de 1999 à 2001.[1652] [1653]

iii) Prescription concernant une explication motivée et adéquate

7.585 La Chine, les Communautés européennes, la Corée et la Norvège font également valoir que la poussée temporaire des importations en 1999 a été favorisée par une décision commerciale temporaire de la branche de production nationale des États-Unis, plus particulièrement la décision de Weirton de fermer un haut fourneau et d'utiliser des brames importées.[1654] Les Communautés européennes font valoir que si un niveau record ponctuel des importations est attribuable à une décision commerciale exceptionnelle, il faudrait que les autorités compétentes expliquent comment elles peuvent s'appuyer là-dessus même si cette condition n'est plus présente.[1655] Le Brésil et la Corée ajoutent qu'il y a lieu de tenir compte du fait que la branche de production même ayant demandé une mesure de protection contre les importations est à l'origine de cet accroissement et en a profité dans une large mesure.[1656] Il serait paradoxal qu'un producteur décide d'accroître les importations puis change d'avis et utilise cet accroissement comme motif pour introduire une procédure en matière de sauvegardes.[1657]

7.586 En ce qui concerne l'argument des plaignants selon lequel la poussée des importations de produits étamés ou chromés en 1999 s'est produite en partie à cause de la fermeture d'un haut fourneau par Weirton, les États-Unis rejettent l'idée que les importations faites par la branche de production nationale ne devraient pas être "comptées" comme des importations accrues.[1658] L'Accord sur les sauvegardes ne traite pas les importations qui sont attribuables aux producteurs nationaux différemment des autres importations. De plus, une procédure en matière de sauvegardes suppose des décisions concernant des branches de production entières, et non des producteurs pris individuellement; et les branches de production ne prennent pas de telles décisions commerciales.[1659]

7.587 Dans sa réponse, la Norvège insiste sur le fait que si des produits sont importés pour remplacer un déficit de la production nationale, il s'agit d'un facteur qualitatif qui se rapporte directement à la question du lien de causalité également. Faire abstraction de ces éléments importants en ce qui concerne l'accroissement des importations rend toute l'analyse de l'accroissement des importations faite par les États-Unis incompatible avec l'article 2:1.[1660] La Corée ajoute qu'en raison des changements dans les importations et des faits à l'origine de ces changements qui sont en cause, les autorités compétentes avaient l'obligation particulièrement pressante de faire une évaluation, tant quantitative que qualitative, de la nature de l'accroissement des importations. L'USITC n'a pas fait une telle évaluation.[1661] La Chine fait observer que l'accroissement des importations a cessé en 2000,

---

[1652] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 223.

[1653] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 127.

[1654] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 364; première communication écrite de la Chine, paragraphe 292; première communication écrite de la Corée, paragraphe 96; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 269 et 271.

[1655] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 43 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1656] Réponse écrite de la Corée à la question n° 43 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1657] Réponse écrite du Brésil à la question n° 43 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1658] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 230.

[1659] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 43 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond, paragraphe 89.

[1660] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 97.

[1661] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 128.

c'est-à-dire 18 mois avant que la mesure soit prise. Un accroissement des importations remontant à 18 mois et suivi d'une baisse de ces importations ne peut pas être considéré comme "assez récent" et "assez soudain".[1662]

7.588 Les États-Unis répondent que les plaignants ne précisent pas la raison de leur conviction qu'un accroissement remontant à 18 mois est "négligeable". À vrai dire, il n'existe aucun fondement semblable. Ni l'article XIX ni l'Accord sur les sauvegardes ne précisent une période au-delà de laquelle un accroissement des importations est "négligeable". L'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)* n'a certainement pas tenté de tracer une limite au-delà de laquelle un accroissement des importations serait en soi négligeable.[1663]

7.589 Compte tenu des tendances intermédiaires et d'autres explications subsidiaires, les Communautés européennes et la Norvège affirment que l'USITC n'a pas donné une explication motivée et adéquate de la raison pour laquelle elle pouvait considérer que les importations s'étaient poursuivies à des niveaux brutalement et récemment accrus dans le passé le plus récent.[1664]

7.590 Selon les États-Unis, l'affirmation selon laquelle l'USITC n'a pas accordé une importance adéquate à la baisse des importations depuis 1999 est dénuée de pertinence dans la mesure où elle repose sur les opinions des commissaires de l'USITC qui ont fait des déterminations négatives. Parmi les déterminations positives, seule la détermination de la commissaire Miller reposait sur les données concernant les importations citées par les plaignants, c'est-à-dire les données concernant les importations de produits étamés ou chromés seulement. Celle-ci a reconnu qu'après une poussée en 1999, les importations en volume avaient baissé entre 1999 et 2000, et entre les périodes intermédiaires, et elle a expliqué pourquoi ces baisses n'étaient pas déterminantes dans son analyse du lien de causalité.[1665] [1666]

7.591 La Norvège répond que les chiffres de la commissaire Miller (qui sont également trompeurs car ils comprennent des accroissements des importations de produits exclus[1667]) indiquent un accroissement entre 1996 et 1999, année où les importations ont atteint un sommet, puis une baisse brutale en 2000 et d'autres baisses pendant la période intermédiaire de 2001. La Norvège fait observer qu'il s'agit également ici clairement d'une "baisse régulière et importante" dans le "passé récent".[1668]

iv) Pertinence de la définition du produit similaire

7.592 La Corée et la Norvège font valoir que les États-Unis ne peuvent pas considérer en bloc les constatations d'un accroissement des importations concernant des regroupements de produits similaires distincts - les produits laminés plats et les produits étamés ou chromés - pour étayer la constatation d'un accroissement des importations du produit similaire plus restreint - les produits étamés ou chromés. La prescription relative au produit similaire est essentielle à la constatation d'un

[1662] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 125.
[1663] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 99.
[1664] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 365; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 273.
[1665] Les Communautés européennes allèguent que le ratio importations-production nationale a baissé pendant la période intermédiaire de 2001. Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 362. En fait, les niveaux des importations en termes relatifs étaient plus élevés pendant la période intermédiaire de 2001 (17,7 pour cent) que pendant la période intermédiaire de 2000 (ils se situaient à 17,1 pour cent). Rapport de l'USITC, page 72, note de bas de page 373.
[1666] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 231.
[1667] Voir le rapport de l'USITC, volume I, note de bas de page 370 (pièce n° 6 des coplaignants).
[1668] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 94.

accroissement des importations. Une solution de panachage semblable à celle qu'ont retenue les États-Unis suggère qu'une combinaison quelconque de constatations juridiques, même si ces constatations sont incompatibles, est insuffisante et contrevient clairement aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes.[1669] L'Organe d'appel a précisé dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* que des décisions juridiquement compatibles en ce qui concerne les prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes (dommage grave et menace de dommage grave) sont permises.[1670] Par contre, des décisions juridiquement incompatibles fondées sur différentes définitions des produits importés ne le sont pas.[1671]

c) Barres laminées à chaud

i) "Accroissement des importations" au sens de l'Accord sur les sauvegardes?

7.593 La Chine et les Communautés européennes soutiennent que l'USITC n'a pas déterminé que l'accroissement des importations était assez récent, assez brutal et assez important, ni justifié ce fait.[1672] De l'avis de la Chine, l'USITC a également examiné la mauvaise question lorsqu'elle a affirmé que les importations révélaient un accroissement spectaculaire et rapide en 2000, étant donné que l'expression "rapide et spectaculaire" est beaucoup moins explicite que "assez récent, soudain, brutal et important"[1673], et n'était pas la formulation choisie par l'Organe d'appel[1674], dont le mandat est de préciser les dispositions de l'Accord sur l'OMC.

7.594 Les États-Unis insistent sur le fait que le rapport de l'USITC comporte une explication motivée, adéquate et raisonnable de la façon dont les faits versés au dossier étayent la détermination de l'existence d'un accroissement des importations de l'USITC. Cette dernière a relevé que les importations étaient plus nombreuses, en termes absolus et par rapport à la production des États-Unis, en 2000 qu'au cours de n'importe quelle année antérieure comprise dans la période examinée et avaient connu un accroissement rapide et spectaculaire à partir de 1999. Malgré la baisse des importations dans la comparaison des périodes intermédiaires, le ratio importations-production des États-Unis pendant la période intermédiaire de 2001 était supérieur à celui des trois premières années de la période examinée, et était seulement trois dixièmes de point de pourcentage sous le niveau de 1999.[1675] [1676]

7.595 En réponse à l'affirmation de la Chine et des Communautés européennes selon laquelle il n'y a pas de faits ni d'explications justifiant la détermination selon laquelle les barres laminées à chaud ont été importées en quantités qui s'étaient accrues récemment, brutalement et de manière importante, les États-Unis font remarquer que, premièrement, les données concernant les importations que l'USITC a analysées sur une base annuelle montrent des accroissements substantiels. Comme le Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* l'a expliqué, il n'est pas nécessaire de constater que les importations sont encore croissantes jusque tout à la fin de la période visée par l'enquête.[1677]

[1669] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 123; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 94.

[1670] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 168 à 170.

[1671] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 124.

[1672] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 315 et 316; première communication écrite de la Chine, paragraphe 255.

[1673] Réponse écrite de la Chine à la question n° 45 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1674] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 255.

[1675] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 255.

[1676] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 235 et 246.

[1677] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.204.

Deuxièmement, la considération appropriée au titre de l'Accord sur les sauvegardes n'est pas de savoir si les importations se sont accrues "récemment, brutalement et de manière importante" dans l'abstrait. L'USITC a satisfait au critère énoncé à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes lorsqu'elle a d'abord mis l'accent sur l'accroissement des importations, puis constaté l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité.[1678]

7.596 Les Communautés européennes répondent que les États-Unis ne peuvent pas s'appuyer sur la décision rendue par le Groupe spécial *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation* dans leur défense. Le Groupe spécial dans cette affaire a simplement confirmé la constatation d'un accroissement des importations étant donné l'existence d'une constatation explicite selon laquelle les importations *étaient demeurées* à des niveaux accrus que l'USITC n'avait pas démontrés.[1679]

7.597 La Chine fait en outre valoir que l'accroissement des importations de barres laminées à chaud n'était pas récent parce que l'accroissement le plus brutal, en termes absolus et relatifs, s'était produit en 1998, et que l'USITC n'avait pas non plus reconnu une baisse des importations qui s'était amorcée en 2000 et s'était poursuivie jusqu'à la fin de la période visée par l'enquête.[1680]

7.598 En ce qui concerne l'argument de la Chine concernant une baisse des importations qui "s'était amorcée en 2000 et s'était poursuivie jusqu'à la fin de la période visée par l'enquête", les États-Unis rejettent cette tentative de morcellement de la période visée par l'enquête pour parvenir au résultat souhaité. Les États-Unis font en outre valoir que l'Accord sur les sauvegardes ne précise pas la façon dont la période visée par l'enquête devrait être répartie.[1681] En ce qui concerne l'argument selon lequel l'accroissement des importations n'était pas récent, la Chine surestime le fait que les importations étaient à leur niveau le plus élevé (en termes absolus et relatifs) en 2000 et le fait que des accroissements importants avaient été observés dans la dernière comparaison d'une année à l'autre de 1999 à 2000.[1682]

7.599 La Chine répond qu'un accroissement brutal qui s'est produit en 1998 ne peut plus être considéré comme "récent" et que les importations subséquentes ne peuvent pas être qualifiées de "brutales".[1683]

ii) Prise en considération des données de 2001

7.600 Les Communautés européennes affirment que l'USITC a reconnu mais ignoré l'existence d'une baisse brutale dans l'absolu et par rapport à la branche de production nationale pendant le premier semestre de 2001, c'est-à-dire la partie la plus récente et la plus déterminante de la période visée par l'enquête.[1684] Lorsque le Président a imposé les mesures de sauvegarde, les données disponibles concernant toute l'année 2001 révélaient une baisse de 32 pour cent des importations par rapport à l'année 2000.[1685] Même si la différence de 2,6 pour cent entre 1999 et 2000 pouvait être considérée comme un accroissement récent, elle n'était certainement pas brutale ni importante, mais faisait partie d'un accroissement léger et graduel, à des échelons variant entre 1,1 et 2,6 pour cent, qui

[1678] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 239 à 241.
[1679] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 203.
[1680] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 258 à 262.
[1681] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 244.
[1682] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 245.
[1683] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 114.
[1684] Rapport de l'USITC, volume I, page 92.
[1685] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 311 et 312.

a ensuite été neutralisé pendant la période intermédiaire de 2001 lorsque le ratio est retombé à 24,6 pour cent.[1686]

7.601 Les États-Unis rejettent l'argument des Communautés européennes fondé sur les données concernant toute l'année 2001 parce que ces données n'ont pas été prises en considération et ne devaient pas l'être.[1687]

iii) Méthode d'analyse de l'USITC

7.602 La Chine fait valoir que l'USITC n'a pas évalué le rythme d'accroissement des importations et leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs, ni tenu compte des tendances, et qu'il ne suffisait pas que l'USITC mentionne simplement les données concernant les importations pour chacune des années de la période visée par l'enquête.[1688]

7.603 Les États-Unis sont en désaccord avec la Chine sur la question de savoir s'il ne suffisait pas que l'USITC "mentionne simplement les données concernant les importations pour chacune des années de la période visée par l'enquête". L'USITC a noté les moments où les importations s'étaient accrues et les moments où elles avaient diminué. Les États-Unis font observer que l'Accord sur les sauvegardes n'exige pas des autorités compétentes qu'elles qualifient les données de certaines façons. De plus, cet accord n'exige pas des autorités compétentes qu'elles reprennent une terminologie spécifique qui ne figure pas dans l'Accord.[1689] Étant donné que, au titre de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, un rapport sur le règlement des différends ne peut pas accroître les obligations d'un Membre au titre de l'accord visé, l'utilisation par l'Organe d'appel d'un membre de phrase particulier ne peut pas contraindre les autorités compétentes à utiliser le même membre de phrase.[1690]

d) Barres parachevées à froid

i) "Accroissement des importations" au sens de l'Accord sur les sauvegardes?

7.604 Les Communautés européennes font observer que la récente poussée alléguée des importations était une microévolution des circonstances sur une période d'un an qui a été immédiatement neutralisée par une baisse en 2001. Lorsque le Président des États-Unis a pris sa décision, les données concernant toute l'année 2001 étaient disponibles et démontraient que la tendance baissière, qui avait déjà été signalée par les données concernant la période intermédiaire de 2001, s'était avérée être une baisse régulière et importante des importations à des niveaux encore plus bas que ceux de 1998.[1691]

7.605 Les États-Unis rejettent la qualification par les Communautés européennes des données concernant les niveaux des importations en termes absolus de "microévolution des circonstances sur une période d'un an qui a été immédiatement neutralisée par une baisse en 2001". Premièrement, les données concernant toute l'année 2001 n'ont pas été prises en considération et ne devaient pas l'être pour les raisons exposées plus haut par les États-Unis. Deuxièmement, il n'est tout simplement pas

[1686] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 315.
[1687] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 239 à 241.
[1688] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 253, 254 et 256.
[1689] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 242.
[1690] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 45 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond, paragraphe 91.
[1691] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 319 et 320.

exact d'appeler un accroissement de 33,6 pour cent des importations en l'espace d'un an, qui suit immédiatement des accroissements survenus pendant deux des trois années précédentes, "une microévolution des circonstances".[1692]

7.606 En ce qui concerne les importations en termes relatifs, les Communautés européennes considèrent qu'il n'y a pas de raison pour laquelle un accroissement d'à peine 6 pour cent du ratio importations-production nationale pouvait être considéré comme une poussée soudaine, brutale et importante des importations pouvant causer un dommage à une branche de production nationale, en particulier, étant donné que les importations effectives indiquaient déjà une baisse manifeste.[1693]

7.607 En ce qui concerne les niveaux des importations en termes relatifs, les États-Unis insistent sur le fait que l'accroissement de 6,7 points de pourcentage des niveaux des importations en termes relatifs de 1999 à 2000 (de 17,0 pour cent à 23,7 pour cent) était, en fait, très important. Les États-Unis estiment que la tentative des Communautés européennes de faire peu de cas de cet accroissement en attirant l'attention sur une baisse des niveaux des importations en termes absolus n'est pas convaincante, étant donné qu'un accroissement des niveaux des importations en termes absolus ou relatifs à lui seul peut satisfaire aux dispositions de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[1694]

7.608 Les Communautés européennes répondent que les États-Unis ont effectivement reconnu que les niveaux des importations en termes absolus n'étaient pas suffisants et qu'ils se fondent entièrement sur l'évolution des importations en termes relatifs. Par conséquent, les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de constater que les importations ne se sont pas accrues en chiffres effectifs.[1695] Pour ce qui est des importations en termes relatifs, les États-Unis n'ont pas expliqué pourquoi l'accroissement d'à peine 6 pour cent des importations en termes relatifs en 2000 (après un repli d'un an en 1999) conjugué à la contre-tendance des importations effectives en 2001 pouvait encore justifier une constatation d'importations de barres parachevées à froid en quantités extraordinairement accrues; et les Communautés européennes demandent également au Groupe spécial de rejeter la constatation d'un accroissement des importations en termes relatifs pour ce produit.[1696]

ii) Prescription concernant une explication motivée et adéquate

7.609 Les Communautés européennes affirment que les faits et les explications présentés par les autorités des États-Unis ne justifient pas la détermination selon laquelle les barres parachevées à froid ont été importées en quantités qui se sont accrues récemment, brutalement et de manière importante.[1697]

7.610 Les États-Unis font valoir que le rapport de l'USITC comporte une explication motivée, adéquate et raisonnable de la façon dont les faits versés au dossier étayent la détermination de l'existence d'un accroissement des importations de barres parachevées à froid de l'USITC.

[1692] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 252.
[1693] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 321.
[1694] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 254.
[1695] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 207.
[1696] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 208.
[1697] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 322.

e) Barres d'armature

i) "Accroissement des importations" au sens de l'Accord sur les sauvegardes?

7.611 La Chine et les Communautés européennes font valoir que les faits et les explications présentés par l'USITC ne justifient pas la détermination selon laquelle les barres d'armature "[*sont*] importées" en quantités qui se sont accrues récemment, brutalement et de manière importante.[1698]

7.612 Les États-Unis insistent sur le fait que le rapport de l'USITC comporte une explication motivée, adéquate et raisonnable de la façon dont les faits versés au dossier étayaient la détermination de l'USITC en ce qui concerne l'accroissement des importations. L'USITC a analysé la poussée des importations en 1999 et le maintien des importations à des niveaux élevés en 2000 dans le contexte de leur capacité de causer un dommage grave. L'argument de la Chine selon lequel l'USITC n'a pas déterminé si l'accroissement des importations de barres d'armature était "assez récent, assez soudain, assez brutal et assez important" repose sur un critère incorrect.

7.613 Les États-Unis soulignent en outre que l'USITC a reconnu que les importations avaient baissé entre 1999 et 2000, et entre les périodes intermédiaires, et a expliqué pourquoi ces baisses n'étaient pas déterminantes pour son analyse. Les autorités compétentes ne sont pas tenues de présenter une analyse complexe des tendances.[1699]

7.614 Dans sa réponse, la Chine insiste sur le fait qu'au titre de l'Accord sur les sauvegardes, tel qu'il a été interprété par l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, les données concernant les importations doivent être qualifiées d'une certaine façon, c'est-à-dire comme étant "assez soudaines, assez brutales, assez récentes et assez importantes".[1700]

7.615 La Chine et les Communautés européennes font valoir que l'USITC n'a pas tenu compte de la baisse des importations de barres d'armature en 2000 et 2001.[1701] Prendre une mesure de sauvegarde malgré une baisse importante des importations équivaudrait à invoquer la légitime défense en tirant sur un agresseur qui est déjà en train de s'enfuir, c'est-à-dire lorsque le danger n'est plus imminent.[1702]

7.616 En ce qui concerne les affirmations des Communautés européennes, les États-Unis rappellent que les données concernant toute l'année 2001 n'ont pas été prises en considération et ne devaient pas l'être. En outre, l'USITC a observé que, malgré des baisses de 1999 à 2000, et entre la période intermédiaire de 2000 et la période intermédiaire de 2001, les importations en 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001 se situaient malgré tout à des niveaux qui étaient sensiblement plus élevés qu'au cours des années précédentes de la période visée par l'enquête avant 1999.[1703]

7.617 Les Communautés européennes indiquent dans leur contre-réponse que les données annualisées pour la période intermédiaire de 2001 montrent que les importations effectives et les importations en termes relatifs ont diminué de manière importante pendant la première partie de 2001. Les États-Unis ne peuvent pas se fonder sur la décision rendue dans l'affaire *États-Unis – Tubes et*

[1698] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 268; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 328.

[1699] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 265.

[1700] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 116.

[1701] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 271; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 323 à 328.

[1702] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 327.

[1703] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 262.

tuyaux de canalisation vu l'absence de faits et d'une explication motivée et adéquate du fait que les importations "sont demeurées" à des niveaux accrus.[1704]

ii) Méthode d'analyse de l'USITC

7.618 La Chine fait valoir que l'USITC n'a pas satisfait à la prescription voulant qu'elle tienne compte du rythme d'accroissement des importations et de leur accroissement en volume en termes absolus et relatifs et des tendances en mentionnant simplement les données concernant les importations pour chacune des années de la période visée par l'enquête.[1705]

7.619 Les Communautés européennes font en outre valoir que l'observation selon laquelle les importations étaient plus élevées en 2000 qu'en 1996 est dénuée de pertinence parce qu'elle repose simplement sur une comparaison des points extrêmes. Les Communautés européennes font valoir que les niveaux des importations récentes dans l'absolu sont dénués de pertinence si la tendance la plus récente montre une baisse des importations.[1706]

7.620 Les États-Unis font également valoir que l'analyse de l'USITC n'était certainement pas fondée sur une simple comparaison des points extrêmes. À cet égard, les Communautés européennes négligent le fait que l'USITC a également: i) comparé les niveaux des importations en 2000 avec ceux de 1998 (et constaté que les importations en 2000 étaient plus élevées dans une proportion de 35,8 pour cent); ii) comparé les niveaux des importations pendant la période intermédiaire de 2001 avec ceux de 1996 et 1997 (et constaté que les importations pendant le premier semestre de 2001 dépassaient les niveaux des années complètes 1996 et 1997); et iii) comparé le ratio des importations en termes relatifs pendant la période intermédiaire de 2001 avec celui de 1996, 1997 et 1998 (et constaté qu'il était plus élevé que pour l'une ou l'autre de ces années antérieures).[1707]

7.621 Enfin, selon les États-Unis, il n'est pas vrai que les niveaux des importations récentes en termes absolus sont dénués de pertinence si les tendances les plus récentes montrent une baisse des importations, comme les Communautés européennes le font valoir. L'article 4:2 a) ne met pas l'accent sur les tendances à l'exclusion du volume des importations et il n'est pas nécessaire que les importations s'accroissent jusque tout à la fin de la période visée par l'enquête.[1708]

f) Tubes soudés

i) "Accroissement des importations" au sens de l'Accord sur les sauvegardes?

7.622 Les Communautés européennes font valoir que même si les importations n'ont pas baissé dans le passé le plus récent, l'USITC n'a pas montré que les accroissements des importations de tubes soudés étaient "soudains, brutaux et importants". La considération de l'USITC voulant que l'accroissement de "24,2 pour cent" en volume "soit le plus fort accroissement annuel en pourcentage pendant la période examinée" et que les importations "se soient poursuivies à un niveau très élevé pendant la période intermédiaire de 2001"[1709] de même que la référence à un accroissement marqué du

[1704] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 210 et 211.
[1705] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 266 et 267.
[1706] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 327.
[1707] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 263.
[1708] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 264.
[1709] Rapport de l'USITC, volume I, page 157.

ratio importations-production nationale à la fin de la période examinée[1710] ne sont pas suffisantes, comme le font valoir les Communautés européennes.[1711]

7.623 Les Communautés européennes et la Suisse font valoir qu'en raison de l'accroissement régulier des importations de tubes soudés pendant toute la période visée par l'enquête, l'accroissement n'était pas "soudain, brutal et important". Une mesure de sauvegarde ne peut pas être utilisée pour protéger la branche de production contre un accroissement des importations qui est graduel et auquel il est donc possible de s'ajuster.[1712]

7.624 Selon la Suisse, même si le Groupe spécial constate que l'accroissement de 24,2 pour cent des importations en 2000 était assez récent et assez brutal, les États-Unis n'ont pas donné une explication adéquate et raisonnable de la façon dont les faits exposés dans le rapport étayent leurs constatations ni démontré la pertinence des facteurs examinés.[1713] Les Communautés européennes ajoutent qu'en l'absence d'une telle explication, à laquelle il ne peut pas être remédié dans le cadre de la procédure de règlement du différend, le Groupe spécial ne peut pas et ne devrait pas déterminer si l'accroissement existant est suffisant pour satisfaire au critère de l'OMC.[1714]

7.625 La Suisse admet que les importations de produits tubulaires soudés se sont accrues pendant la période visée par l'enquête. Toutefois, il doit y avoir une poussée exceptionnelle et anormale des importations, comme il est indiqué dans la première décision concernant une mesure de sauvegarde rendue par le GATT dans l'affaire *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil*. Un accroissement graduel des importations est le but même de la libéralisation des échanges entre les Membres de l'OMC. Un accroissement graduel ne peut donc pas être assez substantiel pour déclencher une mesure d'urgence comme l'imposition d'une mesure de sauvegarde.[1715] Les États-Unis omettent de dire qu'en 1999, les importations ont baissé de 6,4 pour cent, que l'accroissement de près de 25 pour cent en 2000 repose sur une comparaison avec les chiffres de 1999, c'est-à-dire postérieure à une baisse, et non sur une comparaison avec les chiffres de 1998, année où l'accroissement aurait été moins important, car après une baisse, un accroissement au niveau précédent donne automatiquement un pourcentage d'accroissement plus élevé. Le pourcentage d'accroissement plus élevé en 2000 est attribuable à un effet statistique. Une autre évolution intéressante des circonstances tient au fait que, de 1996 à 1998, les importations se sont accrues de près de 44 pour cent comparativement à un accroissement de 16 pour cent seulement pendant la période allant de 1998 à 2000. Toutefois, les États-Unis n'ont pris aucune mesure de sauvegarde au moment où les importations étaient plus importantes, c'est-à-dire de 1996 à 1998.

7.626 Les États-Unis allèguent que le rapport de l'USITC comporte une explication motivée, adéquate et raisonnable de la façon dont les faits versés au dossier étayent la détermination de l'existence d'un accroissement des importations de tubes soudés faite par l'USITC. Les Communautés européennes dénaturent le critère prévu à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes lorsqu'elles font valoir que l'USITC n'a pas montré que les accroissements des importations de tubes soudés étaient "soudains et brutaux". Pour les mêmes raisons, les États-Unis rejettent l'argument de la Suisse selon lequel comme les importations de tubes soudés se sont accrues régulièrement pendant toute la période visée par l'enquête, l'accroissement n'était pas "soudain, brutal et important". Les États-Unis insistent

[1710] Rapport de l'USITC, volume I, page 158.
[1711] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 332.
[1712] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 335; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 253 et 254.
[1713] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 256;
[1714] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 337.
[1715] Première communication de la Suisse, paragraphe 71.

également sur le fait que les données concernant les importations, et leur lien avec la menace de dommage grave causé à la branche de production nationale, sont décrits dans le rapport de l'USITC en termes clairs et simples.[1716]

7.627 Les Communautés européennes répondent que les États-Unis n'indiquent pas à quel endroit dans son rapport l'USITC a présenté une analyse quantitative de l'évolution des importations montrant l'existence d'un changement anormal et inattendu des niveaux des importations par opposition à la persistance parfaitement prévue d'une hausse des importations qui était graduelle et à laquelle il était possible de s'ajuster.[1717]

ii) Méthode d'analyse de l'USITC

7.628 Les Communautés européennes font observer que l'USITC n'a pas indiqué non plus les accroissements annuels en pourcentage ni évalué *toutes* les tendances des importations effectives et en termes relatifs en comparant les accroissements et les baisses pendant la période visée par l'enquête.[1718]

g) ABJT

7.629 Les Communautés européennes font valoir que le rapport de l'USITC ne comporte pas une explication motivée et adéquate, fondée sur une évaluation complète des tendances des importations pendant toute la période d'examen pour chacun des produits spécifiques regroupés dans cette grande catégorie, de la raison pour laquelle l'évolution régulière des circonstances décrite par l'USITC satisfait au critère très élevé et exigeant des poussées des importations qui sont assez brutales et importantes pour causer un dommage grave ou une menace de dommage grave pour chacun des produits spécifiques qu'elle a regroupés dans sa gamme de produits hétérogènes.[1719]

7.630 Les États-Unis soutiennent que, en faisant valoir que l'accroissement des importations était régulier, plutôt que brutal et important, les Communautés européennes appliquent une fois de plus le mauvais critère. L'Accord sur les sauvegardes exige une évaluation de la question de savoir s'il y avait des importations "en quantités tellement accrues … et à des conditions telles qu'[elles] caus[aient] ou mena[çaient] de causer un dommage grave", et l'USITC a satisfait à ce critère en mettant d'abord l'accent sur l'accroissement des importations, puis en constatant l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité.[1720]

7.631 Pour les contre-réponses des Communautés européennes, voir la section F.4 c) i).

h) Barres en aciers inoxydables

7.632 Les Communautés européennes affirment qu'elles ne relèvent aucune explication motivée de la façon dont les faits peuvent étayer la constatation d'une poussée récente, soudaine, brutale et importante. Les Communautés européennes contestent la constatation d'un accroissement des importations de l'USITC parce que ce qui pourrait au premier abord apparaître comme une tendance haussière entre 1999 et 2000 était un phénomène purement temporaire, c'est-à-dire des importations à

[1716] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 276, 272, 273 et 274.
[1717] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 214.
[1718] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 334.
[1719] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 344.
[1720] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 282; réponse écrite des États-Unis à la question n° 42 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond, paragraphe 85.

un niveau record pendant un an qui sont immédiatement revenues à des niveaux normaux en 2001. L'USITC elle-même a reconnu que les importations en termes absolus avaient baissé pendant le premier semestre de 2001. Lorsque le Président des États-Unis a pris sa décision, les données concernant toute l'année 2001 confirmaient la chute importante et durable des importations.[1721]

7.633 Les États-Unis insistent sur le fait que le rapport de l'USITC comporte une explication motivée, adéquate et raisonnable de la façon dont les faits versés au dossier étayent la détermination de l'existence d'un accroissement des importations de barres en aciers inoxydables de l'USITC. Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial ne devrait pas être induit en erreur par la qualification par les Communautés européennes de la hausse des importations en 2000 de "simple phénomène éphémère". En ce qui concerne la baisse des importations en 2001 à laquelle les Communautés européennes font référence, les États-Unis rappellent que les données concernant toute l'année 2001 n'ont pas été prises en considération et ne devaient pas l'être. Selon les États-Unis, il ressort aisément des données que l'accroissement des importations en 2000 a été brutal et substantiel.[1722]

7.634 Les Communautés européennes répondent que même sur la base des données concernant la période intermédiaire de 2001, la baisse brutale des importations effectives qui neutralisait l'accroissement antérieur devait avoir été évidente pour l'USITC et nécessitait une explication particulièrement convaincante de la raison pour laquelle les importations étaient demeurées en quantités accrues.[1723]

i) Fils en aciers inoxydables

i) "Accroissement des importations" au sens de l'Accord sur les sauvegardes?

7.635 La Chine et les Communautés européennes soutiennent que l'USITC n'a pas déterminé si l'accroissement des importations en termes absolus et relatifs était assez récent, assez soudain, assez brutal et assez important, et n'a pas évalué correctement le rythme d'accroissement des importations du produit et leur accroissement en volume, ni pris correctement en considération les tendances des importations.[1724]

7.636 En réponse à l'affirmation selon laquelle l'USITC n'a pas déterminé si l'accroissement des importations était assez récent, assez soudain, assez brutal et assez important, les États-Unis rappellent qu'il n'y a pas de critères absolus pour déterminer à quel point un accroissement des importations doit être récent, soudain, brutal et important.[1725]

7.637 Les Communautés européennes font également valoir que l'accroissement observé pendant la période 1999-2000 était simplement le pendant d'une baisse brutale des importations en 1999.[1726] Également en termes relatifs, l'accroissement des importations en 2000 était une "évolution temporaire des circonstances" qui n'a pas débouché sur des niveaux anormaux des importations. De plus, il n'y a pas d'explication motivée et adéquate de la façon dont ces faits appuient la conclusion

[1721] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 348, 349 et 351.
[1722] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 287 et 288.
[1723] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 220.
[1724] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 302 et 303; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 372.
[1725] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 316.
[1726] Rapport de l'USITC, volume I, page 235.

selon laquelle la "microévolution des circonstances" entre 1999 et 2000 était un accroissement anormal, soudain et brutal des importations qui menaçait de causer un dommage grave.[1727]

7.638 Selon les États-Unis, la qualification par les Communautés européennes de l'accroissement des importations en 2000 d'"évolution éphémère des circonstances" n'est pas corroborée par les faits et ne tient aucun compte du fait que deux des commissaires de l'USITC qui ont fait des déterminations positives ont constaté l'existence d'une menace de dommage grave. Ce faisant, ils ont mis l'accent non seulement sur l'accroissement des importations en 2000, mais en particulier sur les circonstances pendant la période intermédiaire de 2001.[1728] Le Président Koplan a noté l'accroissement rapide des niveaux des importations en termes relatifs pendant la période intermédiaire de 2001.[1729] La commissaire Bragg a noté l'accroissement des niveaux des importations en termes absolus en 2000 et le fait que ces niveaux n'avaient baissé que légèrement entre la période intermédiaire de 2000 et la période intermédiaire de 2001.[1730] Le commissaire Devaney a noté que le volume des importations s'était accru en 2000, et était demeuré régulier entre les périodes intermédiaires.[1731]

7.639 Les Communautés européennes répondent que les références aux passages tirés de l'analyse du lien de causalité sont dénuées de pertinence et ne contiennent pas l'analyse quantitative requise de l'accroissement des importations. On ne trouve nulle part dans l'analyse du Président Koplan (qui a été le seul à examiner les fils en aciers inoxydables en tant que produit distinct) une explication de la raison pour laquelle les niveaux des importations en termes relatifs peuvent être considérés comme anormaux, et l'Accord sur les sauvegardes ne permet pas de prendre des mesures de sauvegarde à l'encontre d'une menace d'importations, mais le permet seulement après que les importations se sont accrues effectivement ou en termes relatifs.[1732]

ii) Méthode d'analyse de l'USITC et prescription concernant une explication motivée et adéquate

7.640 La Chine fait valoir que l'USITC n'a pas tenu compte du rythme d'accroissement des importations et de leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs, ni des tendances.[1733] La Chine affirme également que la tendance haussière des importations a été très progressive et, partant, que l'USITC a eu tort de tenir compte de l'accroissement de 1999 à 2000 séparément du reste de la période visée par l'enquête. De toute façon, l'USITC n'a pas donné une explication motivée et adéquate au sujet des tendances des importations.[1734]

7.641 Les États-Unis insistent sur le fait que le rapport de l'USITC comporte une explication motivée, adéquate et raisonnable de la façon dont les faits versés au dossier appuient la détermination par l'USITC de l'existence d'un accroissement des importations de fils en aciers inoxydables.[1735] L'affirmation de la Chine voulant que l'analyse des tendances des importations de l'USITC comporte des lacunes parce que la tendance des importations était "progressive", et voulant que l'USITC n'ait

[1727] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 369 à 371; réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 44 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1728] Comme l'Organe d'appel l'a reconnu dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 137, en raison de l'analyse axée sur le futur qu'implique une détermination de l'existence d'une menace, il était spécialement important de mettre l'accent sur des données plus récentes.

[1729] Rapport de l'USITC, pages 256 à 259.

[1730] Rapport de l'USITC, page 280.

[1731] Rapport de l'USICT, page 343.

[1732] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 230 à 233.

[1733] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 299.

[1734] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 301.

[1735] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 317.

pas expliqué les tendances des importations, est sans fondement. Les commissaires de l'USITC qui ont fait des déterminations positives ont décrit les données concernant les importations de manière détaillée et simple. Ils ont relevé les accroissements des importations, surtout pendant les périodes intermédiaires.[1736] Les arguments de la Chine concernant l'accroissement des importations reposent uniquement sur les données prises en considération par le Président Koplan, qui a défini le produit similaire comme étant les fils en aciers inoxydables, mais ne portent pas sur l'analyse de l'accroissement des importations effectuée par les deux autres commissaires qui ont fait des déterminations positives fondées sur des catégories de produits plus vastes.

7.642 La Chine répond qu'il était approprié de se fonder uniquement sur les données prises en considération par le Président Koplan[1737], étant donné que les données en question se rapportaient aux fils en aciers inoxydables en tant que tels. Les analyses faites par les commissaires Bragg et Devaney ne pouvaient pas constituer une base utile pour l'évaluation des tendances des importations de fils en aciers inoxydables étant donné qu'elles mettaient l'accent sur un autre produit, en l'occurrence les "produits tréfilés en aciers inoxydables, incluant les câbles de fils en aciers inoxydables".[1738]

j) Fil machine en aciers inoxydables

7.643 La Chine allègue que l'USITC n'a pas déterminé si l'accroissement des importations était assez récent, assez soudain, assez brutal et assez important. Selon la Chine, en effet, l'USITC n'a pas examiné la bonne question lorsqu'elle a dit que les importations avaient connu un accroissement spectaculaire et rapide en 2000, étant donné que l'expression "rapide et spectaculaire" n'était pas la formulation choisie par l'Organe d'appel. De toute façon, il y a un manque d'explication.[1739]

7.644 La Chine fait également valoir que l'USITC n'a pas tenu compte du rythme d'accroissement des importations et de leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs, ni des tendances.[1740] La Chine et les Communautés européennes font par ailleurs valoir que l'USITC n'a pas tenu compte des tendances des importations pendant la période visée par l'enquête. Selon la Chine et les Communautés européennes, ces tendances montrent que les importations de fil machine en aciers inoxydables s'étaient accrues à deux reprises pendant la période visée par l'enquête (de 29,4 pour cent en 1997 et de 25 pour cent en 2000), et que chaque poussée a été suivie d'une baisse au cours de l'année suivante. Comme ces accroissements avaient été immédiatement neutralisés l'année suivante, les importations ne pouvaient pas être considérées comme importantes.[1741] Les Communautés européennes ajoutent que la baisse des niveaux des importations effectives était déjà perceptible pendant le premier semestre de 2001 et avait été reconnue par l'USITC comme une baisse de 31,3 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et la période intermédiaire de 2001, et qu'il n'y a pas d'explication motivée et adéquate de la façon dont cet autre niveau sans précédent pendant une année justifie une mesure de sauvegarde; de plus, il n'y a pas d'explication au sujet de l'accroissement des importations en termes relatifs, étant donné que le rapport de l'USITC contient seulement des astérisques.[1742]

[1736] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 315.
[1737] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 314.
[1738] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 128.
[1739] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 278.
[1740] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 275.
[1741] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 281; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 353.
[1742] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 355 à 357; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 219 à 221.

7.645 Les États-Unis soutiennent que le rapport de l'USITC comporte une explication motivée, adéquate et raisonnable de la façon dont les faits versés au dossier étayent la détermination par l'USITC de l'existence d'un accroissement des importations de fil machine en aciers inoxydables. Les affirmations de la Chine et des Communautés européennes reposent sur l'utilisation des données concernant toute l'année 2001, qui n'ont pas été prises en considération et ne devaient pas l'être. Considérées dans le cadre de la période visée par l'enquête menée par l'USITC, les importations montrent une nette tendance haussière au cours des deux dernières années complètes, le plus fort accroissement – plus de 25 pour cent sur une base absolue – s'était produit en 2000. Par ailleurs, même si les importations enregistraient une série de poussées et de replis successifs, cela pourrait causer un dommage grave à la branche de production nationale, pouvant justifier une mesure de sauvegarde.[1743]

7.646 La Chine signale que la baisse des importations qui s'est produite en 2001 était un signe manifeste indiquant aux États-Unis qu'il fallait examiner les données complètes de 2001, afin de déterminer si cette nouvelle tendance était ou non représentative. Compte tenu du fait que les accroissements constatés en 1997 et 2000 avaient disparu l'année d'après, il était encore plus nécessaire d'examiner les données concernant toute l'année 2001.[1744]

7.647 En réponse à l'argument de la Chine selon lequel l'USITC n'a pas évalué le rythme d'accroissement des importations ni leur accroissement en volume, les États-Unis signalent que l'USITC a noté l'accroissement en volume des importations de la première année complète à la dernière année complète de la période visée par l'enquête, et a noté les tendances au cours de la période visée par l'enquête (une certaine fluctuation avec un accroissement brutal à la fin). L'Accord sur les sauvegardes n'exige pas des autorités compétentes qu'elles décrivent les données de certaines façons.[1745]

7.648 Les États-Unis font en outre valoir que la Chine donne une interprétation erronée de ce qu'on entend par "récent" lorsqu'elle fait valoir que l'USITC n'a pas tenu compte de la période la plus récente, c'est-à-dire la période intermédiaire de 2001. Comme le Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* l'a reconnu, il n'est pas nécessaire que les importations s'accroissent jusque tout à la fin de la période visée par l'enquête. L'Accord sur les sauvegardes n'exige pas non plus qu'il soit déterminé que l'accroissement des importations était "assez récent, assez soudain, assez brutal et assez important".

7.649 La Chine affirme enfin que les importations sont passées de 45 647 tonnes courtes au cours du premier semestre de 2000 à 36 697 tonnes courtes pendant le second semestre de 2000, et finalement à 31 365 tonnes courtes au cours du premier semestre de 2001. La Chine fait valoir que cette récente baisse forte et durable n'a pas du tout été prise en considération.[1746]

7.650 En ce qui concerne l'argument de la Chine concernant une baisse des importations qui s'était amorcée en 2000 et s'était poursuivie jusqu'à la fin de la période visée par l'enquête, les États-Unis rejettent cette tentative de morcellement de la période visée par l'enquête pour parvenir au résultat souhaité. De plus, l'Accord sur les sauvegardes ne précise pas comment la période visée par l'enquête devrait être répartie. En l'absence d'éléments de preuve indiquant une manipulation ou un parti pris, la méthode des autorités chargées de l'enquête devrait être laissée intacte.[1747]

[1743] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 295, 296 et 300.
[1744] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 119 et 121.
[1745] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 297.
[1746] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 283.
[1747] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 301.

G. DOMMAGE GRAVE OU MENACE DE DOMMAGE GRAVE

1. Obligations des autorités compétentes au titre de l'Accord sur les sauvegardes en ce qui concerne l'établissement des déterminations de l'existence d'un dommage

7.651 Se fondant sur la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Viande d'agneau*, la Chine affirme que, pour déterminer si la branche de production nationale a subi un dommage grave constituant une "dégradation générale notable" de sa situation dans la branche de production, les autorités compétentes doivent évaluer tous les facteurs pertinents et procéder à une évaluation sur le fond de l'"influence", de l'"incidence", de l'"effet" ou des "répercussions" que les facteurs pertinents ont sur la situation de la branche de production nationale.[1748] La Chine et les Communautés européennes se fondent également sur cette décision pour faire valoir que l'explication fournie par les autorités compétentes doit tenir pleinement compte de la nature et, spécialement, des complexités des données, et répondre à d'autres interprétations plausibles de ces données.[1749]

7.652 Les Communautés européennes font valoir qu'il découle des articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes qu'une autorité compétente a une obligation de justifier sa décision d'imposer des mesures de sauvegarde. C'est-à-dire, pour reprendre les termes de l'Organe d'appel, qu'elle doit fournir une "explication motivée et adéquate" de sa détermination établissant que les conditions préalables nécessaires pour l'application de mesures de sauvegarde ont été remplies.[1750]

7.653 Les Communautés européennes font valoir qu'il découle en outre des articles 3:1 et 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes qu'une autorité compétente doit publier un rapport exposant ses constatations factuelles et fournissant une justification des conclusions qui ont conduit à l'imposition de mesures de sauvegarde. Les Communautés européennes font valoir que c'est également là une conséquence logique du processus d'enquête interne décrit à l'article 3, qui a pour but de donner aux parties intéressées la possibilité de porter toute préoccupation à la connaissance de l'autorité compétente. Les Communautés européennes font valoir qu'une autorité compétente doit également justifier sa décision à la lumière des observations qui lui ont été présentées au cours de son enquête.[1751] De l'avis des Communautés européennes, le rapport de l'autorité compétente doit exposer les faits pertinents sur la base desquels un Membre impose une mesure de sauvegarde. Au demeurant, le rapport publié ne peut pas laisser le lecteur réduit à des conjectures quant à la façon dont l'autorité compétente a fait face aux complexités découlant du processus d'examen des données.[1752]

2. "Dégradation générale notable"

a) CPLPAC

7.654 En ce qui concerne la détermination de l'USITC sur le point de savoir s'il y a eu une "dégradation générale notable" de la situation de la branche de production nationale produisant des CPLPAC, la Nouvelle-Zélande fait valoir que, bien que l'USITC se soit référée à certains facteurs pour étayer ses constatations, elle n'a pas jaugé ces facteurs avec une quelconque objectivité. La Nouvelle-Zélande se demande comment, alors que la part de la branche de production nationale dans la consommation intérieure totale était restée stable (et avait enregistré un accroissement important,

[1748] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 305 à 307.
[1749] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 305 à 307; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 381.
[1750] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 380.
[1751] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 382.
[1752] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 383.

atteignant 93,1 pour cent d'après les chiffres intermédiaires de 2001 alors qu'elle était de 91 pour cent en 1996), que la part de la production nationale dans le total des expéditions commerciales avait été stable (et était passée de 76 pour cent en 1996 à 81,5 pour cent dans la période intermédiaire de 2001), que les ventes sur le marché intérieur affichaient une hausse de 10,9 pour cent, que la production nationale s'était accrue de 8,4 pour cent et que la productivité avait accusé une "hausse brutale "de 13,2 pour cent, une constatation de l'existence d'un "dommage grave" pouvait être pourtant possible.[1753] La Nouvelle-Zélande affirme que l'USITC a choisi d'ignorer ces facteurs, insistant en revanche sur le fait que l'utilisation de la capacité était tombée de 91,0 pour cent à 85,1 pour cent, sur le fait que le revenu d'exploitation avait chuté de 4,3 pour cent des ventes à –1,4 pour cent des ventes et sur le fait que le nombre de salariés avait diminué de 4,4 pour cent et le nombre d'heures ouvrées de 3,5 pour cent. La Nouvelle-Zélande fait valoir que l'USITC n'a pas expliqué pourquoi ces trois facteurs négatifs auraient dû l'emporter sur les cinq facteurs positifs.[1754]

7.655 En outre, la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'USITC n'a pas accordé un poids approprié au nombre important de facteurs indiquant des accroissements plutôt que des reculs dans la situation de la branche de production nationale, et qu'elle a accordé un poids disproportionné aux facteurs qui indiquaient des reculs. La Nouvelle-Zélande affirme que l'USITC a fréquemment rejeté les facteurs qui n'appuyaient pas une conclusion prédéterminée quant à l'existence d'un "dommage grave" et que l'USITC n'a montré nulle part comment les facteurs sur lesquels elle se fondait démontraient de manière adéquate l'existence du "très haut" degré de "dégradation générale notable" de la situation de la branche de production.[1755] De même, la Chine note que l'USITC a fait référence, dans son rapport, aux problèmes financiers de la branche de production. Cependant, la Chine fait valoir que l'USITC n'a à aucun moment expliqué comment l'importance de ce facteur l'emportait sur les autres facteurs positifs et amenait à conclure qu'il y avait une dégradation générale de la situation de la branche de production.[1756]

7.656 En réponse, les États-Unis affirment que l'USITC a reconnu que les facteurs examinés, qui étaient pertinents au regard de la situation de la branche de production, n'étaient pas tous en baisse. Les États-Unis font valoir qu'il n'est pas nécessaire, pour aboutir à une constatation de l'existence d'un dommage grave, qu'il y ait une baisse pour chacun des facteurs mentionnés à l'article 4:2 a). Les États-Unis notent que l'USITC a néanmoins expressément constaté que des améliorations de certains facteurs "ne compensent pas les baisses importantes affichées par d'autres indices de la situation de la branche de production quand il s'agit de savoir si la branche de production subit un dommage grave". À cet égard, les États-Unis font référence aux reculs, dont ils affirment qu'ils n'ont été contestés par aucune des parties, y compris à la sous-utilisation importante de la capacité de production, à la détérioration brutale des résultats financiers et au chômage important.[1757]

7.657 Les États-Unis affirment également que l'USITC a expressément examiné et reconnu les accroissements de la capacité, de la production et de la productivité[1758] et analysé les conséquences de ces accroissements. L'USITC a satisfait à ses obligations au titre des articles 2:1 et 4:2 a) en concluant que ces accroissements isolés n'allaient pas à l'encontre de sa constatation de l'existence d'un dommage grave, compte tenu de tous les facteurs pertinents qui influaient sur la situation de la branche de production.[1759]

[1753] Première communication écrite de la Nouvelle Zélande, paragraphe 4.101.
[1754] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.102.
[1755] Première communication écrite de la Nouvelle Zélande, paragraphe 4.103.
[1756] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 315.
[1757] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 338.
[1758] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 339 et 349.
[1759] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 349.

7.658 En particulier, les États-Unis font valoir que le rapport de l'USITC avançait plusieurs raisons pour lesquelles les accroissements de la production et de la capacité étaient compatibles avec une constatation de l'existence d'un dommage grave. Premièrement, selon les États-Unis, l'USITC a expliqué que les accroissements survenus de 1996 à 2000 avaient eu lieu à un moment où la consommation intérieure apparente de CPLPAC progressait. Les États-Unis affirment que l'on s'attendrait normalement à des accroissements de la production et de la capacité dans un marché en expansion. Cependant, selon les États-Unis, l'accroissement de la production observé de 1996 à 2000 n'a été que marginalement supérieur à l'accroissement de la consommation apparente de CPLPAC aux États-Unis au cours de la même période.[1760] Deuxièmement, l'USITC a souligné que la capacité accrue n'était pas utilisée. Au contraire, l'utilisation de la capacité dans la branche de production nationale avait constamment reculé de 1996 à 2000 et avait enregistré une chute brutale entre la période intermédiaire de 2000 et la période intermédiaire de 2001. Les États-Unis affirment que l'USITC a souligné que les baisses de l'utilisation de la capacité étaient évidentes pour chacune des catégories particulières de produits de la branche de production, ainsi que pour l'ensemble de la branche de production.[1761] En tout état de cause, les États-Unis font valoir que l'article 4:2 a) ne mentionne pas expressément les changements relatifs à la capacité comme un facteur qu'une autorité chargée de l'enquête doit prendre en considération pour évaluer s'il existe un dommage grave. L'article 4:2 a) se réfère en revanche aux changements concernant l'"utilisation de la capacité".[1762] Troisièmement, selon les États-Unis, la situation générale de la branche de production n'était pas une situation d'expansion soutenue. Les États-Unis affirment que, comme il a été constaté par l'USITC, dix producteurs de CPLPAC des États-Unis ont déposé leur bilan au cours de la période visée par son enquête et que plusieurs ont fermé et cessé complètement la production.[1763] Les États-Unis font valoir que, compte tenu de ce qui précède, l'USITC a expliqué d'une manière approfondie pourquoi les tendances positives concernant la capacité et la production ne l'emportaient pas sur les autres tendances négatives qui avaient trait à la sous-utilisation des ressources productives de la branche de production.[1764]

7.659 Selon les États-Unis, l'USITC a également reconnu que la productivité, dans la branche de production des CPLPAC, avait progressé de 1996 à 2000. Les États-Unis affirment que l'USITC a pris en considération l'effet de cet accroissement sur les niveaux de l'emploi dans la branche de production et a conclu que l'accroissement de la productivité "avait peut-être compensé dans une certaine mesure les baisses de l'emploi".[1765] Les États-Unis font valoir qu'il est donc clair que l'USITC a tenu compte de l'accroissement de la productivité mais a conclu qu'il ne compensait pas ou n'expliquait pas entièrement les baisses de l'emploi. Selon les États-Unis, il n'y a pas de corrélation entre les tendances annuelles de la productivité et les tendances de l'emploi. Dans la branche de production des CPLPAC, la productivité a progressé au cours de chaque année complète de la période visée par l'enquête. Cette période comprend des années où l'emploi a été relativement stable ainsi que des années où il a reculé.[1766] Les États-Unis font valoir que la productivité accrue ne pourrait au demeurant expliquer que la baisse de l'emploi dans une installation particulière où la production s'était poursuivie sans interruption. Elle ne pouvait pas expliquer les baisses de l'emploi imputables à la cessation des opérations dans les installations de production. Selon les États-Unis, la baisse de l'emploi dans la branche de production des CPLPAC a eu lieu à un moment où plusieurs installations

[1760] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 340 et 341.
[1761] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 342.
[1762] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 344.
[1763] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 343.
[1764] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 344.
[1765] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 345.
[1766] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 346.

de production ont entièrement fermé. Il y a donc eu des pertes d'emplois dans des installations où la productivité était essentiellement tombée à zéro.[1767] Les États-Unis font également valoir que les accroissements de la productivité, dont on s'attendrait généralement qu'ils se traduisent par des résultats financiers améliorés, ne reflétaient pas la productivité, étant donné que les résultats financiers de la branche de production des CPLPAC ont fortement reculé après 1997 et que la branche de production a enregistré des pertes d'exploitation générales en 1999, en 2000 et dans la période intermédiaire de 2001.[1768]

7.660 Dans sa contre-réponse, la Nouvelle-Zélande affirme qu'une simple assertion non motivée selon laquelle les améliorations intervenues pour la série d'indicateurs de résultats décrits en détail par l'USITC elle-même "ne compensent pas les baisses importantes affichées par d'autres indices"[1769], n'aura jamais aucune chance de satisfaire à ces prescriptions.[1770]

7.661 La Nouvelle-Zélande fait ensuite valoir que les États-Unis n'apportent aucun élément pour étayer les principaux arguments qu'ils avancent. La Nouvelle-Zélande demande pourquoi le fait que les accroissements de la production, de 8,4 pour cent, intervenus de 1996 à 2000 "ont eu lieu à un moment où la consommation apparente de certains produits plats en acier était en augmentation" est nécessairement "compatible avec une constatation de l'existence d'un dommage grave". Selon la Nouvelle-Zélande, un accroissement de la production est en soi un indicateur même positif, qu'il faut jauger et pondérer par rapport à d'autres facteurs, positifs et négatifs, quand arrive le moment d'établir une détermination générale de l'existence d'un dommage grave. Il en va d'ailleurs de même d'un accroissement de la consommation, qui est un signe fort d'un marché en bonne santé. La Nouvelle-Zélande affirme que, qui plus est, il n'y a dans l'article 4:2 a) aucune base logique ou juridique – et les États-Unis n'en proposent aucune – permettant d'ignorer un indicateur positif de la situation d'une branche de production pour la seule raison que cet indicateur est (ou n'est pas) corrélé avec les mouvements d'un autre des facteurs énumérés.[1771]

7.662 En ce qui concerne les raisons avancées par les États-Unis pour expliquer pourquoi l'accroissement de la capacité de la branche de production n'est pas pertinent et ne doit pas être pris en considération en tant que facteur positif[1772], la Nouvelle-Zélande estime qu'aucune n'est crédible. Selon la Nouvelle-Zélande, le seul fait que ce facteur ne soit pas inclus dans la liste de l'article 4:2 a) n'est nullement concluant, étant donné que le texte exige une évaluation de tous les facteurs pertinents, "en particulier" des facteurs énumérés ensuite (donc une évaluation qui n'est pas limitée à ces facteurs). Des accroissements de la capacité pourraient bien être le signe d'une branche d'activité en bonne santé et doivent donc être analysés et jaugés par rapport aux autres facteurs pour parvenir à une évaluation globale de l'existence d'un dommage grave. À cet égard, l'argument des États-Unis, selon lequel, certains producteurs ayant déposé leur bilan, le tableau d'ensemble offert par la branche de production n'est pas une image d'expansion, est démenti par les propres chiffres de l'USITC, qui indiquent une augmentation de la capacité de 15,9 pour cent.[1773] Les accroissements de la capacité ne devraient pas non plus être ignorés pour la seule raison qu'ils sont ou ne sont pas corrélés avec les

[1767] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 347.
[1768] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 348.
[1769] Rapport de l'USITC, volume I, page 55, cité dans la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 338.
[1770] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.74.
[1771] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.78.
[1772] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 342 à 344.
[1773] Rapport de l'USITC, volume I, page 54.

mouvements d'autres facteurs tels que l'utilisation de la capacité.[1774] Ils devraient donc être considérés, en soi, comme un facteur positif potentiel.[1775]

7.663 En ce qui concerne l'accroissement brutal de la productivité – de 13,2 pour cent –, la Nouvelle-Zélande fait observer que les États-Unis considèrent que cet accroissement peut apparemment être ignoré parce que "les tendances annuelles de la productivité ne sont pas corrélées avec les tendances de l'emploi"[1776] et que l'accroissement "ne peut pas expliquer les résultats financiers de la branche de production de certains produits plats en acier". Selon la Nouvelle-Zélande, rien dans l'article 4:2 a) ne suggère qu'un accroissement de la productivité doit être corrélé avec les tendances de l'emploi[1777] ou avec un certain type de résultat financier avant de pouvoir être jaugé et pondéré par rapport à toute la gamme des facteurs négatifs et positifs pour procéder à une évaluation globale de l'existence d'un dommage grave.[1778]

7.664 Dans le contexte de leurs arguments concernant le lien de causalité, les États-Unis font valoir que l'Accord sur les sauvegardes "n'exige pas que l'accent soit mis sur un ou deux critères choisis mais sur la totalité des critères pertinents qui influent sur la situation de la branche de production".[1779] La Nouvelle-Zélande fait valoir dans sa réponse que les États-Unis omettent ensuite de tirer les conclusions évidentes, à savoir: que l'analyse de l'USITC quant à l'existence d'un dommage grave ne satisfait pas aux prescriptions pertinentes de l'Accord sur les sauvegardes telles qu'elles sont interprétées par l'Organe d'appel. Selon la Nouvelle-Zélande, les communications des États-Unis constituent dans une large mesure une simple répétition des constatations et des "arguments" de l'USITC et n'avancent aucune défense crédible expliquant pourquoi ce qu'a fait l'USITC pourrait en réalité satisfaire aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes et aux décisions pertinentes de l'Organe d'appel dans ce domaine.[1780]

7.665 En ce qui concerne la conclusion de l'USITC selon laquelle il y a eu une "sous-utilisation importante" des installations de production de la branche de production nationale, la Nouvelle-Zélande affirme que l'USITC a accordé beaucoup de poids à la baisse observée entre 1996 et 2000, mais fait valoir que la baisse de l'utilisation de la capacité – de 6 pour cent – a été minime par rapport aux augmentations beaucoup plus fortes de la capacité, de la production et de la productivité qui ont eu lieu pendant la même période. En particulier, la Nouvelle-Zélande fait valoir que, pendant cette période, la capacité s'est accrue de 15,9 pour cent et la production de 8,2 pour cent, et que la productivité a accusé "une augmentation brutale" de 13,2 pour cent.[1781] La Nouvelle-Zélande fait valoir que l'USITC a simplement choisi d'écarter ces facteurs sans donner d'explication adéquate ou motivée, se contentant d'observer que "malgré des accroissements de la capacité et de la production, il y a eu une sous-utilisation importante des installations de production de la branche de production nationale pendant cette période, étant donné les nombreuses faillites et la fermeture de certaines installations, ainsi que la baisse de l'utilisation de la capacité". En formulant cette affirmation, la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'USITC a également omis d'expliquer que les faillites mentionnées ne correspondaient pas nécessairement à une sous-utilisation des installations de production; l'USITC

[1774] Comme le prétendent les États-Unis; première communication écrite des États-Unis, paragraphe 342.
[1775] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.79.
[1776] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 346 à 348.
[1777] En fait, les chiffres de la période 1996-2000 jettent également le doute sur l'affirmation factuelle des États-Unis - à une augmentation de la productivité de 13,2 pour cent correspond pendant cette période un recul du nombre de salariés de 4,4 pour cent et du nombre d'heures ouvrées de 3,5 pour cent.
[1778] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.80.
[1779] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 450.
[1780] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.76.
[1781] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.104.

a elle-même admis que seules "certaines" sociétés en faillite "avaient entièrement cessé leurs opérations".[1782] En ce qui concerne la question de la sous-utilisation de la capacité, voir au paragraphe 7.658 les arguments avancés par les États-Unis.

7.666 La Nouvelle-Zélande fait également valoir que la constatation de l'USITC selon laquelle il y a eu "un chômage ou un sous-emploi important dans la branche de production nationale" se fondait sur une réduction du nombre de salariés et du nombre d'heures ouvrées observée au cours de la période visée par l'enquête. Selon la Nouvelle-Zélande, l'USITC n'a pas tenu compte du rôle de l'accroissement de la productivité dans la réduction des besoins de main-d'œuvre; et elle n'a pas non plus tenu compte de l'influence de la technologie la plus récente, à plus faible intensité de main-d'œuvre, sur cet indicateur. La Nouvelle-Zélande affirme que cette omission est particulièrement remarquable étant donné que l'USITC reconnaît que la période visée par l'enquête a vu "la première production à grande échelle de produits en acier laminés à froid et revêtus provenant de mini-aciéries". La Nouvelle-Zélande fait valoir que le fait que le nombre de salariés et d'heures ouvrées a diminué ne devrait pas être considéré comme une indication de l'existence d'un dommage étant donné les avantages dont les mini-aciéries bénéficient en termes de main-d'œuvre.[1783] En ce qui concerne la question de la productivité, voir au paragraphe 7.659 les arguments avancés par les États-Unis.

7.667 La Nouvelle-Zélande fait également valoir que l'USITC n'a pas examiné dans quelle mesure les effets négatifs qui affectaient selon elle la branche de production nationale différaient selon qu'il s'agissait de producteurs intégrés et de mini-aciéries efficientes plus modernes, ce qui était nécessaire pour parvenir à une évaluation exacte de l'existence d'une dégradation "générale" notable. Selon la Nouvelle-Zélande, si les premiers utilisaient une technologie de production de plus en plus obsolète, les secondes avaient tiré parti de technologies modernes et avaient accru leur part de marché au cours de la période visée par l'enquête. L'analyse n'a donc pas tenu compte du fait que pendant la période visée par l'enquête l'industrie de l'acier était un secteur en transition aux États-Unis – passant par un processus de changement structurel – les mini-aciéries modernes évinçant les installations intégrées obsolètes ou leur prenant une part de marché.[1784] La Nouvelle-Zélande fait valoir que l'USITC n'a pas dûment examiné dans quelle mesure les résultats différaient selon qu'il s'agissait d'aciéries intégrées ou de mini-aciéries.[1785]

7.668 En réponse, les États-Unis font valoir qu'en vertu tant de l'article 2:1 que de l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, une autorité chargée de l'enquête doit déterminer si "une branche de production nationale" subit un dommage grave ou une menace de dommage grave. Selon les États-Unis, rien dans ces dispositions n'oblige une autorité chargée de l'enquête à déterminer en outre que chaque segment distinct pouvant exister dans une branche de production particulière subit un dommage grave. Dès lors qu'il avait été déterminé que la branche de production nationale pertinente était la branche produisant des CPLPAC, les États-Unis affirment que l'obligation de l'USITC consistait à évaluer l'existence d'un dommage grave à l'échelle de la branche de production. C'était précisément ce qu'elle avait fait.[1786] Les États-Unis estiment qu'un examen de la branche de production des CPLPAC n'aurait pas pu se limiter aux seules mini-aciéries puisque la branche de production comprenait à la fois des mini-aciéries et les producteurs intégrés qui étaient des producteurs beaucoup plus importants. Ils ajoutent que l'obligation d'évaluer l'ensemble de la branche

[1782] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.105.
[1783] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.106.
[1784] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.107.
[1785] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 70 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[1786] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 351.

de production ne signifie cependant pas qu'une autorité chargée de l'enquête soit tenue d'obtenir des renseignements sur chaque producteur, ou sur 100 pour cent de la production de la branche. Dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, le Groupe spécial a fait observer que l'expression "l'ensemble" et l'expression "production majeure" figurant à l'article 4:1 c) étaient grammaticalement liées et avaient trait à "la représentativité des données relatives à la situation de la branche de production". Les États-Unis estiment que l'USITC a recueilli et utilisé les données les plus complètes possibles sur chacune des dix branches de production nationales au sujet desquelles elle a établi une constatation positive de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave. L'USITC a recueilli au moyen de questionnaires des données provenant de producteurs des États-Unis représentant une claire majorité de la production dans chacune de ces branches de production.[1787] À cet égard, les États-Unis notent que sur la base des données concernant la production de CPLPAC en provenance des mini-aciéries[1788] et des données concernant la production totale de CPLPAC[1789], les mini-aciéries comptaient en 2000 pour moins de 15 pour cent dans la production totale de CPLPAC aux États-Unis.[1790]

7.669 À cet égard, les États-Unis font valoir que les mini-aciéries faisaient partie intégrante de la branche de production nationale des CPLPAC, et que l'USITC a constaté à la fois que l'ensemble de la branche de production des CPLPAC subissait un dommage grave et que les mini-aciéries, aussi bien que les producteurs intégrés, avaient subi les effets défavorables de l'accroissement des importations. L'USITC a reconnu que les mini-aciéries avaient des avantages en termes de coûts par rapport aux producteurs intégrés et avaient un certain effet sur le niveau des prix. Elle a cependant conclu que c'étaient des importations, et non des mini-aciéries, que provenait la pression sur les prix qui poussait typiquement les prix à la baisse.[1791] Les États-Unis font valoir que de nombreuses manifestations de dommage grave causé à la branche de production des CPLPAC s'appliquaient également aux mini-aciéries. Les prix pratiqués par les mini-aciéries ont baissé et la rentabilité de ces producteurs a diminué au cours de la période visée par l'enquête.[1792]

7.670 Les États-Unis ajoutent qu'une analyse sectorielle des CPLPAC eût-elle été exigée, l'USITC a de toute façon procédé à une telle analyse. En particulier, les États-Unis font valoir que l'analyse de l'USITC a été conduite sur la base des catégories de produits pertinentes (c'est-à-dire les brames, les tôles, les produits laminés à chaud, les produits laminés à froid et les produits galvanisés) au sujet desquelles les producteurs et les importateurs ont été invités à fournir des données. Selon les États-Unis, l'USITC a constaté que ses conclusions concernant les baisses de l'utilisation de la capacité et le recul des résultats financiers étaient applicables à chaque catégorie de produit ainsi qu'à l'ensemble de la branche de production.[1793] Les États-Unis estiment également que de toute façon l'impact des mini-aciéries, si tant est qu'il soit pertinent, concerne le problème du lien de causalité plutôt que le point de savoir si l'ensemble du secteur des CPLPAC, dans lequel les mini-aciéries sont responsables d'une part de la production bien inférieure à celle des producteurs intégrés, a subi un dommage grave.[1794]

[1787] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 70 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1788] Première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 668.

[1789] Pièce n° 33 des États-Unis.

[1790] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 76 a) posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1791] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 76 c) posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1792] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 76 b) posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1793] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 352.

[1794] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 353.

7.671 Dans sa contre-réponse, la Nouvelle-Zélande fait observer que l'USITC met l'accent, d'une manière déséquilibrée et peu objective, sur les secteurs de la branche de production qui obtiennent des résultats médiocres, tout en paraissant ignorer que la branche était déjà engagée dans un processus de transition vers l'efficience et la viabilité à long terme, comme l'attestent les résultats de plus en plus robustes des mini-aciéries.[1795] Il n'y a aucune mention de ce fait dans l'analyse de l'USITC sur l'existence d'un dommage grave. Selon la Nouvelle-Zélande, les États-Unis considèrent à tort cette observation comme une allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle l'USITC était tenue de procéder à des évaluations sectorielles distinctes de l'existence d'un dommage, alors que l'Accord sur les sauvegardes exige une analyse portant sur l'ensemble de la branche de production. En fait, la Nouvelle-Zélande dit le contraire – que l'USITC devait examiner de manière adéquate la situation de *tous* les secteurs, et pas seulement du secteur qui était défaillant, afin de procéder à l'analyse de la branche de production dans son intégralité, analyse dont les États-Unis reconnaissent qu'elle était exigée.[1796]

7.672 Pour conclure, la Nouvelle-Zélande fait observer que les États-Unis n'ont pas réfuté l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel l'USITC a agi d'une manière sélective et disproportionnée en accordant du poids à certains facteurs et pas à d'autres. Les États-Unis ne sont pas non plus parvenus à démontrer que la situation de tous les secteurs de la branche de production nationale avait été examinée d'une manière adéquate ou qu'il avait été satisfait au critère du seuil élevé de "dommage grave". En conséquence, les États-Unis n'ont pas démontré l'existence du "dommage grave" subi par la branche de production nationale, comme l'exigent les articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes. Il s'ensuit également que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de leur détermination de l'existence d'un "dommage grave", comme l'exige l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[1797]

7.673 Les États-Unis estiment qu'étant donné qu'une constatation de l'existence d'un dommage grave doit porter sur une branche de production dans son intégralité, une autorité n'est pas tenue de conduire une analyse qui se concentrerait sur un segment seulement d'une branche de production nationale considéré isolément. Pour cette raison, les États-Unis estiment que le Groupe spécial doit rejeter l'allégation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle l'USITC a accordé une attention insuffisante aux mini-aciéries quand elle a déterminé que la branche de production des CPLPAC subissait un dommage grave.[1798] Les États-Unis affirment que les mini-aciéries comptaient pour moins de 15 pour cent dans la production totale de CPLPAC aux États-Unis en 2000.[1799] L'USITC a agi d'une manière appropriée, et d'une manière compatible avec les obligations assumées par les États-Unis en vertu de l'Accord, en fondant sa constatation de l'existence d'un dommage grave causé à la branche de production des CPLPAC sur des données portant sur la branche de production dans son intégralité, et non sur les 15 pour cent seulement de la branche représentés par la production des mini-aciéries.[1800]

[1795] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 2.27 à 2.32. Les États-Unis notent que la part des mini-aciéries dans la production totale de CPLPAC aux États-Unis était d'un tiers; première communication écrite des États-Unis, paragraphe 353, note de bas de page 381.

[1796] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.81.

[1797] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.82.

[1798] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 70 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1799] Réponse des États-Unis à la question n° 76 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1800] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 114.

b) Barres d'armature

7.674 La Chine fait valoir que la plupart des facteurs relatifs à l'existence d'un dommage étant positifs dans le cas des barres d'armature, l'USITC avait l'obligation d'expliquer comment les facteurs négatifs l'emportaient sur les facteurs positifs et pourquoi la situation générale de la branche de production s'était néanmoins sévèrement dégradée. La Chine affirme qu'il n'était pas suffisant de se borner à dire que les facteurs positifs traduisaient de fortes augmentations de la consommation apparente aux États-Unis.[1801]

7.675 En réponse, les États-Unis font valoir que l'USITC a fait exactement ce que la Chine suggère qu'elle aurait dû faire. En particulier, les États-Unis soutiennent que l'USITC a expliqué comment les facteurs négatifs l'emportaient sur les facteurs positifs et pourquoi il avait été néanmoins estimé que la situation générale de la branche de production s'était sévèrement dégradée. L'USITC a reconnu que "plusieurs indicateurs relatifs à la branche de production des barres d'armature, tels que la capacité, la production et l'emploi, avaient progressé au cours de la période à l'examen". Elle a cependant constaté que ces accroissements traduisaient de fortes progressions de la consommation apparente aux États-Unis.[1802] Les États-Unis affirment, cependant, que les expéditions des producteurs des États-Unis n'ont pas augmenté en proportion de la consommation apparente, nonobstant les accroissements de la capacité de production de la branche de production nationale. Les États-Unis font valoir qu'en conséquence, comme l'USITC l'a souligné, la branche de production nationale avait perdu une part de marché substantielle au cours de la période visée par l'enquête. De l'avis des États-Unis, le fait de se fonder sur cette considération était de toute évidence compatible avec l'article 4:2 a), qui mentionne expressément "le rythme d'accroissement des importations du produit considéré et leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs" comme facteur pertinent pour l'évaluation de l'existence d'un dommage grave.[1803]

7.676 La Chine ne partage pas l'idée que l'USITC a fourni des explications suffisantes montrant comment les facteurs négatifs l'emportaient sur les facteurs positifs. La Chine réaffirme qu'il n'était pas admissible d'ignorer tous les facteurs positifs en disant simplement qu'ils traduisaient de fortes augmentations de la consommation apparente aux États-Unis. Selon la Chine, la réponse des États-Unis n'apporte aucune justification supplémentaire, mais se contente plutôt de reprendre ce qui se trouvait déjà dans le rapport de l'USITC.[1804]

c) Tubes soudés

7.677 La Suisse fait valoir que les tendances de plusieurs indicateurs mentionnés par l'USITC n'attestent pas l'existence d'une menace de dommage qui était suffisamment grave pour satisfaire aux critères de l'Accord sur les sauvegardes. La Suisse note à cet égard que l'USITC mentionne que "les années 1996 à 1998 ont été une période pendant laquelle la branche de production nationale produisant des produits tubulaires soudés s'est généralement bien portée". La Suisse fait valoir qu'au demeurant certains des indicateurs examinés par l'USITC étaient positifs: le nombre de salariés ainsi que les salaires horaires étaient plus élevés en 2000 qu'en 1996; les mêmes remarques peuvent être faites à propos des expéditions en volume du revenu d'exploitation et des dépenses d'équipement aux États-Unis.[1805] La Suisse note également que l'USITC a mentionné que deux entreprises des États-Unis avaient fermé au cours de la période à l'examen. La Suisse fait valoir, cependant, que

[1801] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 335.
[1802] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 370.
[1803] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 371.
[1804] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 150.
[1805] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 272.

l'USITC n'a pas montré pourquoi ce fait était pertinent, étant donné que l'importance de ces faillites n'était pas clairement expliquée dans le rapport de l'USITC. Au demeurant, selon la Suisse, les faillites des entreprises non compétitives étaient, en principe, considérées comme un phénomène normal dans une économie de marché et ne devaient pas nécessairement être la conséquence d'un dommage grave infligé à telle ou telle branche de production.[1806] En ce qui concerne la pertinence des faillites, voir au paragraphe 7.681 les arguments avancés par les États-Unis.

7.678 En réponse à la critique formulée par la Suisse au sujet de la détermination de l'USITC, au motif que certains indicateurs, tels que l'emploi et le volume des expéditions aux États-Unis, étaient plus élevés en 2000 qu'en 1996, et que le revenu d'exploitation de la branche de production des produits tubulaires soudés restait positif, les États-Unis soutiennent que cette critique ne tient pas compte du fait que la détermination de l'USITC reposait sur l'existence d'une menace de dommage grave plutôt que sur un dommage grave. L'USITC a reconnu que la situation de la branche de production n'était pas au niveau du dommage grave.[1807] Cependant, de l'avis des États-Unis, l'USITC a constaté que la situation de la branche se dégraderait de façon imminente jusqu'au niveau du dommage grave. Ce faisant, l'USITC a mis particulièrement l'accent sur les baisses survenues depuis 1998 pour de nombreux facteurs, en particulier la production, les expéditions, l'utilisation de la capacité, les résultats financiers et l'emploi. Les États-Unis estiment que cela est pleinement compatible avec la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle, aux fins de l'Accord sur les sauvegardes, "les données relatives au passé le plus récent fourniront aux autorités compétentes une base essentielle, et généralement, la plus fiable, pour une détermination de l'existence d'un dommage grave".[1808] Les États-Unis notent que l'Organe d'appel a également donné pour instruction que "les autorités compétentes ne peuvent pas se fonder exclusivement sur les données du passé le plus récent mais doivent évaluer ces données en tenant compte des données relatives à toute la période visée par l'enquête". Les États-Unis soutiennent que, conformément à cette instruction, l'USITC ne s'est pas fondée seulement sur le fait que d'importants indicateurs des résultats de la branche avaient affiché un recul pendant la dernière partie de la période visée par l'enquête. Elle a au contraire souligné que plusieurs de ces indicateurs étaient en 2000 à leur plus bas niveau d'année pleine enregistré au cours de la période visée par l'enquête (c'est-à-dire en ce qui concerne les utilisations de la capacité, la part de marché, le revenu d'exploitation), ou n'étaient que marginalement supérieurs aux plus bas niveaux de la période (par exemple, en ce qui concerne la production, l'emploi). L'USITC a donc pleinement expliqué pourquoi les baisses qu'elle avait observées au cours des dernières parties de la période visée par l'enquête démontraient l'existence d'une menace imminente de dommage grave.[1809]

3. Obligation d'évaluer tous les facteurs pertinents

7.679 La Nouvelle-Zélande fait valoir qu'en raison du poids disproportionné que l'USITC a accordé à certains facteurs dans l'établissement de sa détermination de l'existence d'un dommage grave et parce qu'elle n'a pas accordé à d'autres facteurs un poids approprié, l'USITC n'a pas évalué tous les facteurs pertinents.[1810]

7.680 Les États-Unis affirment que l'USITC a évalué chacun des facteurs énumérés à l'article 4:2 a).[1811] Les États-Unis font valoir que si les facteurs expressément mentionnés à l'article 4:2 a) sont "de nature objective et quantifiable", les facteurs ne sont pas tous quantifiables de

[1806] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 273.
[1807] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 383.
[1808] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 384.
[1809] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 385.
[1810] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.108.
[1811] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 322.

la même manière. Par exemple, les importations, les ventes et la production seront mesurées en unités de produit, l'emploi sera mesuré en nombre de salariés, les profits et les pertes seront mesurés en unités monétaires, et l'utilisation de la capacité et la productivité sont des ratios.[1812] Les États-Unis font valoir qu'en conséquence, dans la conduite de l'enquête prévue à l'article 4:2 a), une autorité compétente ne peut pas définir une "mesure" unique du dommage et qu'il n'y a aucune prescription l'obligeant à le faire. Selon les États-Unis, l'évaluation doit être fondée sur l'ensemble des facteurs. Au demeurant, l'autorité peut constater l'existence d'un dommage grave, même si, considérés isolément, les facteurs qu'elle examine en ce qui concerne la situation de la branche de production ne font pas tous apparaître un recul. Les États-Unis soutiennent, au contraire, que "c'est l'ensemble des tendances, et leur interaction, qui doit entrer en ligne de compte dans une détermination de l'existence d'un dommage grave" et que le "tableau d'ensemble", tel qu'il ressortait des facteurs à l'œuvre dans la branche de production, devait démontrer l'existence d'une dégradation générale notable.[1813]

7.681 Les États-Unis font valoir que dans la conduite de son analyse de l'existence d'un dommage grave, une autorité peut examiner des facteurs qui ne sont pas expressément mentionnés à l'article 4:2 a). Plus particulièrement, les États-Unis font valoir qu'une autorité peut et devrait examiner des "facteurs [supplémentaires] de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de la branche de production", dont elle a conclu qu'ils étaient pertinents. Pour plusieurs branches de production, l'USITC a évalué des facteurs supplémentaires qu'elle jugeait pertinents, y compris les faillites qui avaient été déclarées par les producteurs. Les États-Unis font valoir que bien que plusieurs plaignants aient contesté la pertinence de ce facteur, son importance n'en est pas moins évidente. Selon les États-Unis, il est fréquent que des entreprises qui déposent leur bilan mais restent en activité restructurent leurs opérations dans le cadre du processus de faillite. Les faillites peuvent donc être l'indication de baisses des capacités de production et des niveaux d'emploi. En outre, les États-Unis soutiennent que quand une société n'a pas d'actifs liquides suffisants pour payer ses créanciers et doit en conséquence s'adresser aux tribunaux américains des faillites aux fins de protection, de restructuration, ou même de liquidation, cette situation a d'évidentes implications pour la viabilité de ce producteur face à la concurrence. En général, selon les États-Unis, une société ne déposera pas son bilan si ses opérations ne se sont pas notablement dégradées. De même, la viabilité d'une branche de production tout entière peut être compromise lorsque plusieurs producteurs de cette branche déposent leur bilan.[1814] Les États-Unis contestent également l'assertion de la Chine selon laquelle la constatation de l'USITC établissant que des producteurs de barres laminées à chaud ont fait faillite "n'est pas étayée par toutes les données pertinentes et suffisantes". Ils font observer à cet égard que les faillites d'entreprises des États-Unis sont de notoriété publique. Ils notent également que le rapport public de l'USITC nommait quatre producteurs de barres laminées à chaud qui avaient déposé leur bilan et indiquait que trois de ces quatre producteurs avaient fermé la totalité ou une partie de leurs opérations de production en 2001. Les États-Unis affirment que l'exactitude de ces données ne peut pas être contestée.[1815]

7.682 La Chine se réfère à la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*. La Chine dit que dans cette affaire l'Organe d'appel a déclaré que:

[1812] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 323.
[1813] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 323.
[1814] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 325.
[1815] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 359.

> "[…] Conformément à l'article 4:2 a), les autorités compétentes doivent, sur le plan formel, évaluer "tous les facteurs pertinents". Toutefois, cette évaluation n'est pas une simple question de forme, et la liste des facteurs pertinents qui doivent être évalués n'est pas une simple "liste de pointage". Conformément à l'article 4:2 a), les autorités compétentes doivent procéder à une évaluation sur le fond [de] l'"influence", ou [de] l'"incidence" ou [de] l'"effet" "ou des "répercussions" que les facteurs pertinents ont sur la "situation … de la branche de production nationale". (non souligné dans l'original)[1816]

7.683 La Chine affirme que ce que les États-Unis semblent dire, c'est qu'une autorité compétente n'a pas l'obligation de procéder à une évaluation distincte de l'existence d'un dommage pour tous les facteurs pertinents. Selon la Chine, cela n'est pas vrai. Au demeurant, la Chine n'est pas d'accord avec les États-Unis pour estimer que cette évaluation "doit reposer sur l'ensemble des facteurs". Il est vrai que l'Organe d'appel a dit que les autorités compétentes doivent rendre une détermination à la lumière de l'ensemble des éléments de preuve.[1817] Cependant, selon la Chine, cette exigence ne concerne que la détermination finale de l'existence d'un dommage et n'empêche pas l'autorité compétente de procéder, avant cette détermination finale, à une évaluation de l'existence d'un dommage à partir de tous les facteurs pertinents.[1818]

7.684 À l'appui de cet argument, les Communautés européennes notent que dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, l'Organe d'appel a dit que:

> "L'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes exige qu'il soit démontré que les autorités compétentes ont évalué, au minimum, chacun des facteurs énumérés audit article ainsi que tous les autres facteurs pertinents en ce qui concerne la situation de la branche de production visée."[1819]

7.685 Les Communautés européennes font observer que cela indique clairement qu'il doit y avoir une évaluation de chaque facteur énuméré à l'article 4:2 a). Les Communautés européennes estiment que l'autorité compétente a donc une obligation de déterminer si, sur la base d'une évaluation de ces facteurs et de tout autre facteur pertinent, la branche de production nationale a subi une "dégradation générale notable" au sens de l'article 4:1 a). Les Communautés européennes se réfèrent à l'extrait suivant du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Argentine - Chaussures (CE)*:

> "À notre avis, c'est uniquement lorsque la *situation générale* de la branche de production nationale est évaluée, à la lumière de tous les facteurs pertinents qui influent sur cette situation, que l'on peut déterminer s'il y a "une dégradation générale notable" de ladite situation. Bien que l'article 4:2 a) exige techniquement que certains facteurs énumérés soient évalués, et que tous les autres facteurs pertinents le soient, cette disposition ne précise pas ce qu'une telle évaluation doit démontrer. […] [O]utre qu'il doit procéder à un examen technique pour établir si les autorités compétentes dans un cas particulier ont évalué tous les facteurs énumérés et tous autres facteurs pertinents, un groupe spécial doit, et c'est essentiel selon nous, tenir compte de la définition du "dommage grave" contenue à l'article 4:1 a) de l'*Accord*

[1816] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 133.
[1817] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 144.
[1818] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 134.
[1819] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 136.

> *sur les sauvegardes* dans son examen de toute détermination de l'existence d'un "dommage grave".[1820] [1821]

7.686 La Nouvelle-Zélande se réfère également à la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* dans laquelle, comme le dit la Nouvelle-Zélande, l'Organe d'appel a à maintes reprises souligné qu'une autorité compétente doit évaluer, lorsqu'elle examine l'existence d'un dommage grave, "*tous les facteurs pertinents*" de "nature objective et quantifiable" et leur "influence" sur la branche de production nationale. Cela nécessite une évaluation distincte de chaque facteur.[1822]

7.687 La Nouvelle-Zélande fait également valoir que le Groupe spécial a l'obligation d'examiner si l'autorité compétente a, "sur le plan formel", évalué tous les facteurs pertinents et, deuxièmement, si elle a "quant au fond, fourni une explication motivée et adéquate montrant comment les faits appuient ses déterminations". L'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, a constaté que l'USITC n'avait pas satisfait à cette deuxième prescription, bien qu'il ait souligné qu'il ne rendait pas une détermination factuelle sur le point de savoir s'il existait ou non une menace de dommage grave. La Nouvelle-Zélande fait observer que l'affaire en l'espèce est très semblable. L'USITC avait, sur le plan formel, identifié une série de facteurs positifs et négatifs mais n'avait pas, quant au fond, fourni une explication motivée et adéquate montrant comment les faits appuyaient ses déterminations de l'existence d'un dommage grave. Par exemple, elle n'avait pas examiné et pesé ces facteurs simultanément. En conséquence, qu'un dommage grave ait ou non effectivement existé, l'USITC - pour paraphraser la constatation faite dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* - "a agi de manière incompatible avec l'article 4:2 a) et l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes".[1823]

7.688 La Chine fait observer que les États-Unis semblent considérer que l'autorité compétente qui mène une enquête devrait avoir un pouvoir discrétionnaire de décider quels autres facteurs sont pertinents pour sa détermination de l'existence d'un dommage et que son évaluation devrait se limiter uniquement à ces autres facteurs.[1824] La Chine estime qu'une telle interprétation ne satisfait pas aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes, telles qu'elles ont été clarifiées par l'Organe d'appel. Les États-Unis se réfèrent au rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* pour affirmer qu'"une autorité peut et devrait examiner les "facteurs [supplémentaires] de nature objective et quantifiable qui influent sur la branche de production" dont elle a conclu qu'ils étaient pertinents". Selon la Chine, une telle interprétation limiterait les obligations de l'autorité compétente d'une manière qui irait bien au-delà des prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes telles qu'elles ont été clarifiées par l'Organe d'appel.[1825] De l'avis de la Chine, il est clair que la première obligation de l'autorité compétente est plutôt d'évaluer tous les facteurs pertinents et qu'en conséquence "les autorités compétentes doivent ajouter des étapes à l'enquête, lorsque les circonstances l'exigent, afin de s'acquitter de leur obligation d'évaluer tous les facteurs pertinents".[1826]

[1820] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 139.

[1821] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 23 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[1822] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 23 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[1823] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 23 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 161.

[1824] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 325; mentionné dans la deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 135.

[1825] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 325; mentionné dans la deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 136.

[1826] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 55, cité dans la deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 137.

7.689 À cet égard, et en ce qui concerne le facteur relatif aux faillites, la Chine affirme que les États-Unis pourraient ne pas fournir, dans leur communication écrite, d'explication concernant la pertinence de ce facteur. C'était plutôt l'USITC qui aurait dû fournir dans son rapport une explication adéquate et motivée montrant pourquoi il était pertinent d'analyser ce facteur dans sa détermination de l'existence d'un dommage et dans quelle mesure il était admissible pour démontrer l'existence d'un dommage grave. Selon la Chine, le fait que les États-Unis aient besoin de fournir des renseignements de cette nature dans leur communication écrite démontre clairement que l'USITC ne l'a pas fait.[1827]

4. Obligation de fournir des explications motivées et adéquates

7.690 Au sujet de l'interprétation de l'USITC concernant les données de l'enquête relatives à l'existence d'un dommage pour les dix producteurs visés par les mesures de sauvegarde, la Chine fait valoir que l'USITC n'a pas fourni d'explications motivées et adéquates.[1828] De même, les Communautés européennes font valoir que les États-Unis ont manqué à leurs obligations au titre des articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes parce qu'ils n'ont pas fourni d'explications motivées et adéquates de leur détermination établissant qu'il existait un dommage grave ou une menace de dommage grave. Les Communautés européennes affirment en outre qu'ils ont également violé les articles 3:1 et 4:2 c).[1829]

7.691 En réponse, les États-Unis soutiennent que l'USITC a expliqué assez en détail pourquoi il y avait une dégradation générale notable de la situation de chaque branche de production dont elle a conclu qu'elle subissait un dommage grave. Selon les États-Unis, ces branches de production ont uniformément annoncé des résultats financiers médiocres. De nombreuses entreprises, et souvent la branche de production tout entière, avaient des opérations qui n'étaient pas rentables. Dans plusieurs branches de production, des producteurs avaient fait faillite. Pour la plupart des branches de production pertinentes, il y avait eu aussi des baisses de la capacité et de la production, accompagnées de fermetures d'installations de production. Beaucoup avaient également enregistré des reculs en ce qui concerne l'utilisation de la capacité et l'emploi.[1830] Les États-Unis font en outre valoir qu'aussi bien pour les tubes soudés que pour les fils en aciers inoxydables (les deux branches de production pour lesquelles a été constatée l'existence d'une menace de dommage grave), l'USITC a fourni une explication détaillée, fondée sur les faits, montrant pourquoi une dégradation générale notable de la situation de la branche de production était manifestement imminente.[1831]

7.692 La Chine ne pense pas que l'USITC ait suffisamment expliqué, d'une manière motivée et adéquate, "pourquoi il y avait une dégradation générale notable de la situation de chaque branche de production dont l'USITC a conclu qu'elle subissait un dommage grave".[1832]

a) Autres explications des données

7.693 Sur la base de la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, la Chine fait valoir que le Groupe spécial devrait déterminer si les explications fournies dans le rapport de l'USITC tenaient pleinement compte de la nature et, spécialement, des complexités des données et répondaient aux interprétations de la Chine quant à ces données. En d'autres termes, si les explications fournies par l'USITC ne réfutent pas l'interprétation de la Chine, ou si les contradictions

[1827] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 138.
[1828] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 308.
[1829] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 429.
[1830] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 335.
[1831] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 337.
[1832] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 139.

entre les faits et les conclusions de l'USITC ne sont pas pleinement résolues, la Chine affirme que le Groupe spécial doit constater que les explications ne sont pas motivées et adéquates.[1833]

7.694 En réponse, les États-Unis font observer que la Chine n'a communiqué à l'USITC aucune interprétation des données au cours de l'enquête menée par cette dernière et que l'article 3:1 se borne à donner pour instruction aux autorités de publier "[des] constatations et [des] conclusions motivées auxquelles elles seront arrivées sur tous les points de fait et de droit pertinents"; il n'impose pas aux autorités d'obligation supplémentaire de répondre directement à tous les arguments soulevés par les parties à l'enquête. Les États-Unis indiquent que le rapport de l'USITC comporte néanmoins un raisonnement suffisant pour répondre aux critiques de la Chine.[1834]

i) CPLPAC

7.695 La Chine fait valoir que la détermination établissant que la branche de production nationale des CPLPAC subissait un dommage grave ne satisfaisait pas aux prescriptions des articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[1835]

7.696 La Chine se réfère[1836] à la déclaration figurant dans le rapport de l'USITC selon laquelle "Étant donné l'importante sous-utilisation des installations de production, la détérioration brutale des résultats financiers de la branche de production nationale, et le chômage ou le sous-emploi important dans la branche de production nationale, nous constatons que la branche de production nationale produisant des CPLPAC subit un dommage grave". En ce qui concerne l'emploi, la Chine fait valoir que, contrairement à la conclusion à laquelle est parvenue l'USITC, bien que l'emploi ait diminué, cela n'indique pas nécessairement que la branche de production a subi un dommage. En fait, la productivité a augmenté de 13,2 pour cent entre 1996 et 2000 et la consommation ne s'est accrue que de 7,8 pour cent. La Chine fait en outre valoir que la branche de production étant un secteur à forte intensité de capital plutôt que de main-d'œuvre, il se peut que le chômage soit principalement imputable à une plus forte productivité.[1837]

7.697 La Chine note que l'USITC a également mentionné dans son rapport une baisse de l'utilisation de la capacité en ce qui concerne les CPLPAC. La Chine fait valoir que le fait que l'accroissement de la productivité a été bien supérieure à la demande intérieure a sans doute eu aussi une certaine incidence sur l'utilisation de la capacité. La Chine fait valoir qu'en conséquence bien que l'utilisation de la capacité ait reculé, cela ne signifie pas que la branche de production se trouvait dans une situation plus difficile, compte tenu plus spécialement du fait que la branche de production nationale avait acquis une plus large part de marché sur le marché des États-Unis.[1838]

7.698 La Chine note également que l'USITC a fait référence dans son rapport aux problèmes financiers que connaissait la branche de production nationale. Toutefois, la Chine fait valoir que l'USITC n'a à aucun moment expliqué comment l'importance de ce facteur l'emportait sur les autres facteurs positifs et amenait à conclure qu'il y avait une dégradation générale de la situation de la branche de production.[1839]

[1833] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 309.
[1834] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 363.
[1835] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 317.
[1836] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 312.
[1837] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 313.
[1838] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 314.
[1839] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 315.

7.699 La Chine fait valoir que l'USITC n'a pas fourni d'explication motivée et adéquate de sa détermination, étant donné que le rapport de l'USITC ne traitait pas des questions mentionnées par la Chine, et n'expliquait pas non plus pourquoi la branche de production avait subi un dommage grave, malgré l'existence des facteurs positifs dont il avait été fait état par la Chine.[1840]

7.700 En réponse, les États-Unis affirment que l'USITC a reconnu que les facteurs qu'elle avait examinés, qui étaient pertinents au regard de la situation de la branche de production, n'étaient pas tous en baisse. Les États-Unis font valoir qu'il n'est pas nécessaire qu'il y ait une baisse pour chaque facteur visé à l'article 4:2 a) pour aboutir à une constatation de l'existence d'un dommage grave. Les États-Unis notent que l'USITC a expressément constaté, cependant, que les améliorations observées pour certains facteurs "ne compensent pas les baisses importantes affichées par d'autres indices de la situation de la branche de production pour ce qui est de savoir si la branche de production subit un dommage grave". À cet égard, les États-Unis font référence à des baisses dont ils affirment qu'elles n'ont été contestées par aucune partie, y compris à l'importante sous-utilisation de la capacité de production, à la détérioration brutale des résultats financiers et au chômage important.[1841]

7.701 Les États-Unis affirment également que l'USITC a spécifiquement analysé et reconnu les accroissements de la capacité, de la production et de la productivité[1842] et examiné les conséquences de ces accroissements. L'USITC, affirment-ils, a satisfait à ses obligations au titre des articles 2:1 et 4:2 a) en concluant que ces accroissements isolés n'allaient pas à l'encontre de sa constatation de l'existence d'un dommage grave, à la lumière de tous les facteurs pertinents qui influent sur la situation de la branche de production.[1843]

7.702 En particulier, les États-Unis font valoir que le rapport de l'USITC a avancé plusieurs raisons pour lesquelles les accroissements de la production et de la capacité étaient compatibles avec une constatation de l'existence d'un dommage grave. Premièrement, selon les États-Unis, l'USITC a expliqué que les accroissements observés de 1996 à 2000 avaient eu lieu à un moment où la consommation intérieure apparente de CPLPAC progressait. Les États-Unis affirment que l'on s'attendrait normalement à un accroissement de la production et de la capacité dans un marché en expansion. Cependant, selon les États-Unis, l'accroissement de la production observé de 1996 à 2000 n'a été que marginalement supérieur à l'accroissement de la consommation apparente de CPLPAC aux États-Unis pendant la même période.[1844] Deuxièmement, l'USITC a souligné que la capacité supplémentaire n'était pas utilisée. Au contraire, l'utilisation de la capacité dans la branche de production nationale avait constamment baissé de 1996 à 2000 et avait accusé une chute brutale entre la période intermédiaire de 2000 et la période intermédiaire de 2001. Les États-Unis affirment que l'USITC a souligné que les baisses de l'utilisation de la capacité apparaissaient clairement pour chaque catégorie particulière de produits de la branche de production, ainsi que pour l'ensemble de la branche de production.[1845] En tout état de cause, les États-Unis font valoir que l'article 4:2 a) ne mentionne pas expressément les changements relatifs à la capacité en tant que facteur qu'une autorité chargée de l'enquête doit prendre en considération pour évaluer s'il existe un dommage grave. En revanche, il fait référence aux changements relatifs à "l'utilisation de la capacité".[1846] Troisièmement, selon les États-Unis, le tableau d'ensemble de la situation de la branche de production n'offrait pas l'image d'une expansion soutenue. Les États-Unis affirment que, comme l'a constaté l'USITC, dix

[1840] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 316.
[1841] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 338.
[1842] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 339 et 349.
[1843] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 349.
[1844] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 340 et 341.
[1845] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 342.
[1846] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 344.

producteurs de CPLPAC des États-Unis ont fait faillite au cours de la période visée par l'enquête et que plusieurs ont fermé et entièrement arrêté la production.[1847] Les États-Unis font valoir que, compte tenu de ce qui précède, l'USITC a expliqué de manière approfondie pourquoi les tendances positives concernant la capacité et la production ne l'emportaient pas sur d'autres tendances négatives concernant la sous-utilisation des ressources productives de la branche de production.[1848]

7.703 Selon les États-Unis, l'USITC a également reconnu que la productivité de la branche des CPLPAC s'était accrue de 1996 à 2000. Les États-Unis affirment que l'USITC a examiné l'incidence de cet accroissement sur les niveaux de l'emploi dans la branche de production et conclu que l'accroissement de la productivité "avait peut-être compensé dans une certaine mesure les baisses de l'emploi".[1849] Les États-Unis font valoir qu'il est donc clair que l'USITC a tenu compte de l'accroissement de la productivité mais a conclu que cet accroissement ne compensait pas ou n'expliquait pas entièrement les reculs de l'emploi. Selon les États-Unis, les tendances annuelles de la productivité ne sont pas corrélées avec les tendances de l'emploi. Dans la branche de production des CPLPAC, la productivité a progressé au cours de chaque année complète de la période visée par l'enquête. Cette période comprenait des années où l'emploi avait été relativement stable, ainsi que des années où il avait reculé.[1850] Les États-Unis font valoir qu'au demeurant l'accroissement de la productivité ne pouvait expliquer la baisse de l'emploi que dans une installation de production particulière où la production se poursuivait sans interruption. Il ne pouvait pas expliquer les baisses de l'emploi imputables à la cessation des opérations dans des installations de production. Selon les États-Unis, la baisse de l'emploi dans la branche de production des CPLPAC a eu lieu à un moment où plusieurs installations de production ont entièrement fermé. Il y a donc eu des pertes d'emplois dans les installations où la productivité était essentiellement tombée à zéro.[1851] Les États-Unis font également valoir que les accroissements de la productivité, dont on aurait généralement attendu qu'ils se traduisent par une amélioration des résultats financiers, ne reflétaient pas la productivité étant donné que les résultats financiers de la branche des CPLPAC ont brutalement reculé après 1997, et que la branche de production a enregistré des pertes d'exploitation générales en 1999, en 2000 et dans la période intermédiaire de 2001.[1852]

7.704 Malgré les explications avancées par les États-Unis, la Chine fait observer qu'elle continue de penser que l'USITC n'a pas fourni d'explications adéquates et motivées de sa détermination. En fait, la Chine ne pense pas que l'USITC ait fourni d'explication suffisante montrant comment les facteurs négatifs l'emportaient sur les autres facteurs positifs. De l'avis de la Chine, une simple déclaration selon laquelle "les améliorations de ces indices ne compensent pas les baisses importantes affichées par d'autres indices" est une explication insuffisante.[1853] En outre, la Chine note que les explications fournies par les États-Unis, qui sont dans une large mesure une répétition du rapport de l'USITC pour ce qui est de la capacité, de la production et de la productivité, reposent en grande partie sur des comparaisons entre points extrêmes entre 1996 et 2000. Selon la Chine, le recours à une telle comparaison entre points extrêmes est insuffisant pour réfuter l'allégation de la Chine selon laquelle l'USITC n'a pas dûment examiné ces trois facteurs.[1854]

[1847] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 343.
[1848] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 344.
[1849] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 345.
[1850] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 346.
[1851] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 347.
[1852] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 348.
[1853] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 141.
[1854] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 142.

7.705 La Chine fait valoir que l'USITC n'a pas fourni d'explication motivée et adéquate de sa détermination, étant donné que le rapport de l'USITC ne traitait pas des questions mentionnées par la Chine et n'expliquait pas non plus pourquoi la branche de production avait subi un dommage grave, malgré l'existence des facteurs positifs dont il avait été fait état par la Chine.[1855]

ii) Barres laminées à chaud

7.706 La Chine fait valoir que la détermination établissant que la branche de production nationale des barres laminées à chaud subissait un dommage grave ne satisfaisait pas aux prescriptions des articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[1856] La Chine estime que l'USITC n'a pas tenu pleinement compte de la nature et de la complexité des données. La Chine fait valoir qu'au demeurant le rapport de l'USITC ne comporte pas de réponse aux interprétations des données mises en avant par la Chine. Sur cette base, la Chine fait valoir que l'USITC n'a pas fourni d'explication motivée et adéquate de sa détermination.[1857]

7.707 En réponse, les États-Unis font valoir qu'il n'y a pas de base pour l'affirmation de la Chine selon laquelle l'USITC n'a pas pleinement tenu compte de la nature et de la complexité des données. Les États-Unis estiment qu'au contraire le rapport de l'USITC expliquait pleinement à la fois la nature des données utilisées par l'USITC dans son analyse du dommage grave causé à la branche de production des barres laminées à chaud et pourquoi ces données étayaient sa conclusion de l'existence d'un dommage grave. Cette conclusion satisfait aux obligations énoncées aux articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes.[1858]

7.708 Plus particulièrement, les États-Unis font valoir que pour déterminer que la branche de production des barres laminées à chaud subissait un dommage grave, l'USITC a mentionné une large gamme de données indiquant que la branche de production se trouvait dans une situation notablement dégradée. Elle a rappelé la baisse de la production, des expéditions et de la capacité que la branche de production avait connue depuis 1998; le dépôt de bilan et la cessation de la production de trois producteurs des États-Unis au début de 2001; la sous-utilisation des installations de production; le recul brutal des résultats financiers de la branche de production depuis 1998 et ses pertes d'exploitation générales en 2000 et dans la période intermédiaire de 2001; la baisse de l'emploi dans la dernière partie de la période visée par l'enquête, et la baisse des dépenses d'équipement et des dépenses de recherche-développement pendant toute la période visée par l'enquête.[1859] Les États-Unis affirment que la Chine, ignorant ces baisses généralisées et les arguments utilisés par l'USITC à l'appui de sa conclusion de l'existence d'un dommage grave, choisit au contraire de formuler un certain nombre de critiques disparates au sujet de l'analyse de l'USITC. Les États-Unis font valoir que les critiques de la Chine, outre qu'elles sont incorrectes au regard des faits, ne démontrent pas que les États-Unis ne se sont pas conformés à leurs obligations au titre des articles 2:1 et 4:2 a).[1860]

7.709 La Chine se réfère à la déclaration figurant dans le rapport de l'USITC selon laquelle: "Compte tenu des médiocres résultats financiers de la branche de production des barres laminées à chaud, des baisses de la production et des expéditions, et des nombreuses faillites et fermetures d'usines qui ont eu lieu dans la dernière partie de la période à l'examen, avec pour conséquence le chômage dû à ces fermetures, nous concluons que la branche de production subit un dommage

[1855] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 316.
[1856] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 326.
[1857] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 325.
[1858] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 363.
[1859] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 354.
[1860] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 355.

grave".[1861] La Chine fait valoir que la déclaration de l'USITC, dans la mesure où elle concerne "les baisses de la production et des expéditions" n'est pas corroborée par les faits de l'enquête. De l'avis de la Chine, la production et les expéditions ont plutôt augmenté entre 1996 et 2000. La Chine reconnaît que les deux facteurs étaient en baisse vers la fin de la période visée par l'enquête. Cependant, la Chine fait valoir que l'USITC n'a pas expliqué pourquoi ces baisses étaient l'indication d'un dommage grave et n'étaient pas seulement une réaction normale à l'accroissement brutal observé pour ces facteurs au début de la période visée par l'enquête. La Chine fait valoir qu'en tout état de cause l'USITC n'a pas fourni de justification montrant pourquoi seules les dernières années de la période visée par l'enquête étaient jugées pertinentes pour l'examen de ces facteurs. De plus, la Chine affirme que l'USITC n'a pas réussi à démontrer que si ces facteurs ont reculé entre les périodes intermédiaires de 2000 et 2001, c'est parce que la branche de production a subi un dommage plutôt qu'à la suite d'une baisse de la consommation.[1862]

7.710 En réponse, les États-Unis font valoir que le fait que tant la production que les expéditions de la branche de production des barres laminées à chaud étaient plus élevées en 2000 qu'elles ne l'étaient en 1996 ne peut être déterminant. D'après les États-Unis, l'article 4:2 ne permet pas à une autorité compétente de se fonder exclusivement sur une comparaison entre points extrêmes pour évaluer l'existence d'un dommage grave.[1863] Les États-Unis affirment que l'USITC ne s'est pas limitée à une analyse entre points extrêmes. Elle a également examiné les tendances à l'œuvre au cours de la période visée par l'enquête. Les États-Unis soutiennent que cet examen a démontré que la production, les expéditions, les volumes des ventes et les revenus avaient accusé un recul généralisé pendant la dernière partie de la période visée par l'enquête. Au demeurant, les expéditions et le volume des ventes ont baissé, et la production ne s'est accrue que dans des proportions minimes entre 1999 et 2000, alors que la consommation apparente de barres laminées à chaud augmentait aux États-Unis. En conséquence, de l'avis des États-Unis, ce n'était pas là une situation où le taux d'accroissement se serait simplement ralenti au cours de la période visée par l'enquête, comme la Chine semble le supposer. Selon les États-Unis, l'examen approfondi auquel a procédé l'USITC et l'explication qu'elle a donnée des tendances observées au cours de la période sur laquelle portait son enquête montrent bien que les baisses des indicateurs relatifs à la production n'étaient pas uniquement fonction des changements intervenus dans la consommation apparente aux États-Unis.[1864] Les États-Unis disent aussi que les baisses de la production, des expéditions et des ventes observées au cours de la dernière partie de la période visée par l'enquête étaient importantes parce que, premièrement, elles reposaient sur les plus récentes données disponibles et démontraient clairement la dégradation en cours de la situation de la branche de production nationale et, deuxièmement, parce qu'elles coïncidaient avec d'autres tendances négatives sur lesquelles s'était fondée l'USITC – à savoir, la détérioration des résultats financiers de la branche de production.[1865]

7.711 La Chine rejette l'affirmation des États-Unis selon laquelle la Chine a tenté de se fonder sur une comparaison entre points extrêmes pour l'analyse de la production et des expéditions. Dans sa communication, la Chine disait que: "La production et les expéditions ont plutôt progressé entre 1996 et 2000." Loin de se fonder sur une comparaison entre points extrêmes, la Chine a souligné que la tendance générale pour l'ensemble de la période visée par l'enquête était plutôt orientée à la hausse, quand bien même de légers reculs pouvaient être observés.[1866]

[1861] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 318.
[1862] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 319.
[1863] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 356.
[1864] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 357.
[1865] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 358.
[1866] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 143.

7.712 La Chine dit aussi que les "nombreuses faillites et fermetures d'entreprises" requièrent une attention particulière. Contrairement aux vues exprimées par l'USITC, la Chine ne pense pas que ce critère devrait servir de base pour déterminer l'existence d'un dommage grave, étant donné qu'il n'est pas étayé par toutes les données pertinentes et suffisantes.[1867] À cet égard, la Chine affirme que tout ce qui était connu au sujet de la branche de production des barres laminées à chaud, c'était qu'il y avait 32 entreprises nationales qui avaient répondu au questionnaire et qui représentaient de 70 à 78 pour cent de la production nationale. Il n'a été fourni aucun renseignement sur le nombre total d'entreprises ni sur la taille des différentes entreprises.[1868] La Chine note également que l'USITC a dit que les trois entreprises qui avaient déposé leur bilan en 2001 n'avaient pas répondu au questionnaire.[1869] La Chine affirme que le seul renseignement disponible était que ces trois entreprises avaient une capacité d'environ 1,5 million de tonnes. Cependant, selon la Chine, il n'y avait aucun renseignement sur la période au cours de laquelle cette capacité avait été atteinte, ni sur la productivité ou d'autres critères. De surcroît, il n'y avait aucun renseignement concernant la santé de ces entreprises pendant et avant la période visée par l'enquête. La Chine fait valoir, en outre, qu'il n'y avait aucun renseignement indiquant pourquoi ce facteur devrait être pris en considération.[1870]

7.713 À propos de la référence qui est faite aux faillites dans la détermination de l'USITC concluant à l'existence d'un dommage grave, les États-Unis font valoir que, dans la conduite de son analyse de l'existence d'un dommage grave, une autorité peut examiner des facteurs qui ne sont pas expressément mentionnés à l'article 4:2 a). Plus particulièrement, les États-Unis font valoir qu'une autorité peut et devrait examiner des "facteurs [supplémentaires] de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de la branche de production" dont elle a conclu qu'ils sont pertinents. Pour plusieurs branches de production, l'USITC a évalué les facteurs supplémentaires qu'elle jugeait pertinents, y compris les faillites déclarées par les producteurs. Les États-Unis font valoir que quand bien même plusieurs plaignants ont contesté la pertinence de ce facteur, son importance est claire. Selon les États-Unis, les entreprises qui déposent leur bilan mais restent en activité restructurent souvent leurs opérations dans le cadre du processus de faillite. Les faillites peuvent donc être l'indication de contractions dans les installations de production et les niveaux d'emploi. De plus, les États-Unis font valoir que le fait de manquer d'actifs liquides suffisants pour payer ses créanciers, et par conséquent de devoir s'adresser aux tribunaux américains des faillites aux fins de protection, de restructuration, voire de liquidation, a d'évidentes répercussions sur la viabilité d'un producteur en termes de compétitivité. En règle générale, selon les États-Unis, une société ne dépose pas son bilan si ses opérations n'ont pas subi une dégradation notable. De même, la viabilité d'une branche de production tout entière peut être mise en question quand plusieurs producteurs de cette branche déposent leur bilan.[1871] Les États-Unis contestent également l'affirmation de la Chine selon laquelle la constatation de l'USITC établissant que des producteurs de barres laminées à chaud avaient fait faillite "n'est pas étayée par toutes les données pertinentes et suffisantes". Ils soulignent, à cet égard, le fait que les faillites d'entreprises des États-Unis sont de notoriété publique. Ils notent également que le rapport public de l'USITC identifiait quatre producteurs de barres laminées à chaud et indiquait que trois de ces quatre producteurs avaient fermé une partie ou la totalité de leurs opérations de production en 2001. Les États-Unis affirment que l'exactitude de ces données ne peut pas être contestée.[1872]

[1867] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 320.
[1868] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 321.
[1869] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 320.
[1870] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 321.
[1871] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 325.
[1872] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 359.

7.714 En ce qui concerne les faillites, la Chine ne conteste pas l'exactitude des données mais voudrait plutôt souligner que, faute de réponses au questionnaire, il n'y a pas d'explication suffisante quant à la manière dont ce critère pourrait être utilisé pour évaluer si la branche de production a subi un dommage grave et si ce dommage pouvait être imputé à des importations accrues.[1873] La Chine réaffirme que, certains producteurs n'ayant pas répondu au questionnaire, les renseignements communiqués à l'autorité compétente ne donnent peut-être pas une image complète et ne sont peut-être pas vraiment représentatifs de la situation de la branche de production. L'autorité doit donc se montrer particulièrement prudente quand elle utilise ces renseignements. En l'espèce, la nécessité d'une explication motivée et adéquate est d'une importance particulière.[1874]

7.715 La Chine note que, selon l'USITC, les données tirées du questionnaire faisaient apparaître une baisse de l'emploi. Cependant, la Chine pense qu'il n'y a pas eu de baisse de cette nature, et que les changements observés concernant l'emploi étaient plutôt fonction de cycles au cours de la période visée par l'enquête.[1875] La Chine note, à cet égard, que si l'USITC a dit que "l'absence de réponses au questionnaire de la part de certains producteurs qui ont fermé leurs installations signifie que les données du questionnaire ne rendent pas pleinement compte des baisses de l'emploi qui ont eu lieu à la fin de la période à l'examen", elle poursuivait en disant qu'à la suite de la fermeture des trois entreprises qui n'ont pas répondu au questionnaire, 1 000 salariés avaient perdu leur emploi.[1876] La Chine fait valoir que si les réponses au questionnaire ne rendaient pas pleinement compte de la situation de la branche de production en ce qui concerne le chômage, ces renseignements n'étaient pas représentatifs de la branche de production et la conclusion de l'USITC au sujet de ce critère ne pouvait pas être motivée et adéquate.[1877]

7.716 La Chine fait également valoir que le traitement dont le facteur relatif à l'emploi a fait l'objet de la part de l'USITC n'était pas objectif. À cet égard, la Chine fait observer que l'USITC a tenu compte du chômage dans les trois entreprises qui avaient déposé leur bilan, bien que ces entreprises n'aient pas répondu au questionnaire. Toutefois, l'USITC n'a pas tenu compte de l'emploi dans les entreprises restantes qui n'étaient pas en faillite et qui n'avaient pas non plus répondu au questionnaire. La Chine fait valoir que l'examen du facteur relatif à l'emploi n'était pas objectif, motivé ni adéquat, ce qui a empêché l'USITC de rendre une détermination objective de la situation générale de la branche de production.[1878]

7.717 En réponse, les États-Unis notent que, comme il était dit dans le rapport de l'USITC, étant donné que les producteurs de barres laminées à chaud qui avaient déposé leur bilan n'avaient pas répondu au questionnaire, l'USITC s'était référée aux données publiées concernant ces entreprises dans son analyse de l'évolution des capacités et de l'emploi dans la branche de production des barres laminées à chaud.[1879] Les États-Unis affirment également que la Chine ne cite aucune disposition de l'Accord sur les sauvegardes pour justifier son apparente conviction que l'USITC ne pouvait utiliser, dans son analyse de l'existence d'un dommage grave, que les seuls renseignements provenant des réponses qu'elle avait reçues à la suite du questionnaire. Les États-Unis estiment qu'au contraire l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes fait obligation aux autorités chargées de l'enquête de prévoir "des auditions publiques ou autres moyens appropriés par lesquels les importateurs, les exportateurs et les autres parties intéressées pourraient présenter des éléments de preuve et leurs

[1873] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 144.
[1874] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 145.
[1875] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 322.
[1876] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 323.
[1877] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 324.
[1878] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 324.
[1879] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 360.

vues", mais qu'il ne pourrait sans doute pas obliger les autorités chargées de l'enquête à permettre aux parties intéressées de présenter des éléments de preuve pertinents au regard de l'enquête si lesdites autorités ne pouvaient pas examiner ces éléments de preuve une fois qu'ils avaient été soumis.[1880] Les États-Unis notent que les parties intéressées qui appuyaient l'imposition de mesures de sauvegarde sur les barres laminées à chaud ont présenté des renseignements concernant certains producteurs de barres laminées à chaud qui n'avaient pas répondu au questionnaire de l'USITC, y compris des renseignements sur la capacité de certaines entreprises qui avaient cessé leurs opérations et sur le nombre de salariés touchés par chaque fermeture. Les États-Unis font valoir que les parties qui étaient opposées à l'imposition de mesures de sauvegarde avaient la possibilité de contester l'exactitude ou la fiabilité de ces données. Selon les États-Unis, aucune ne l'a fait devant l'USITC et la Chine ne le fait pas devant le Groupe spécial. De l'avis des États-Unis, l'USITC a constaté que les données étaient fiables et probantes. Elle a donc agi d'une manière pleinement compatible avec l'Accord sur les sauvegardes en se fondant sur la totalité des données de son dossier concernant la branche de production des barres laminées à chaud.[1881]

7.718 En ce qui concerne l'emploi, la Chine considère que, puisque l'USITC a reconnu que les données du questionnaire ne rendaient pas pleinement compte des baisses de l'emploi, ces données n'étaient pas suffisamment fiables pour que l'USITC puisse en tirer des conclusions. Puisque les données recueillies par l'USITC au moyen des questionnaires étaient de toute évidence incomplètes, elle aurait dû examiner très soigneusement ces données et une explication adéquate et motivée devenait encore plus nécessaire pour montrer comment elles étayaient la conclusion de l'USITC selon laquelle la branche de production subissait un dommage grave.[1882] La Chine fait également observer que l'USITC aurait dû traiter la question du chômage pour les entreprises restantes qui n'étaient pas en faillite. Selon la Chine, il n'y a pas d'éléments de preuve indiquant que les États-Unis l'ont fait. Sur cette base, la Chine considère que l'USITC n'a pas pleinement tenu compte de la nature et de la complexité des données.[1883]

iii) Barres parachevées à froid

7.719 La Chine fait valoir que la détermination de l'USITC établissant que la branche de production nationale des barres parachevées à froid subissait un dommage grave ne satisfait pas aux prescriptions des articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[1884] La Chine estime que l'USITC n'a pas pleinement tenu compte de la nature et de la complexité des données. La Chine fait valoir, au demeurant, que le rapport de l'USITC ne contient pas de réponse aux interprétations des données qui ont été mises en avant par la Chine. Sur cette base, la Chine fait valoir que l'USITC n'a pas fourni d'explication motivée et adéquate de sa détermination.[1885]

7.720 En réponse, les États-Unis notent que dans la constatation établissant que la branche de production des barres parachevées à froid a subi un dommage grave, l'USITC a identifié les médiocres résultats de la branche de production (tels que les baisses du revenu d'exploitation, l'existence de pertes d'exploitation et les baisses des recettes des ventes) et la perte de parts de marché comme étant particulièrement pertinents. Les États-Unis soutiennent que l'USITC a également mentionné les baisses de la capacité de la branche de production, ainsi que des baisses des expéditions et de la production, observées au cours des trois dernières années complètes de la période visée par son

[1880] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 361.
[1881] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 362.
[1882] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 146.
[1883] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 147.
[1884] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 331.
[1885] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 330.

enquête, ainsi que les faibles niveaux d'utilisation de la capacité de la branche de production.[1886] Les États-Unis font valoir que l'USITC a examiné d'une manière objective tous les facteurs pertinents et fourni une explication motivée de sa conclusion selon laquelle la branche de production des barres parachevées à froid subissait un dommage grave. Les États-Unis ont donc satisfait à leurs obligations au titre des articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes.[1887]

7.721 La Chine note qu'il est dit dans la section finale du rapport de l'USITC traitant du dommage subi par la branche de production des barres parachevées à froid, que: "Les résultats financiers médiocres sont l'indicateur le plus pertinent de la situation de la branche de production. La situation financière de la branche de production s'est améliorée en 1997 et 1998 par rapport au niveau de 1996, mais son résultat d'exploitation a accusé une chute brutale en 1999 et est resté médiocre en 2000. Aussi bien en 1999 qu'en 2000, la branche de production n'a été que marginalement rentable, un nombre croissant d'entreprises affichant des pertes d'exploitation. Les résultats financiers de la branche de production ont continué de se détériorer dans la période intermédiaire de 2001, où la branche a enregistré une perte d'exploitation. Bien que les expéditions et la production de la branche de production des barres parachevées à froid aient été plus élevées en 2000 qu'en 1996, ces indicateurs ont reculé pendant les trois dernières années de la période à l'examen et il y a eu pendant toute la période une importante capacité inutilisée. Au vu de ces considérations, nous concluons que la branche de production des barres parachevées à froid subit un dommage grave.".[1888] La Chine fait valoir que cette déclaration ne présente pas un tableau exact de la situation de la branche de production. En ce qui concerne la production, les expéditions aux États-Unis, la capacité et l'utilisation de la capacité, il y a eu d'importants accroissements entre 1996 et 1998. La Chine fait valoir que même si la production et les autres facteurs ont ensuite reculé au cours de la période visée par l'enquête, les niveaux enregistrés en 2000 étaient en conséquence notablement supérieurs aux niveaux de 1996. La Chine affirme également qu'il y a eu un important accroissement de la consommation aux États-Unis entre 1996 et 2000. La Chine fait valoir qu'en conséquence une interprétation solide des données devrait être que la situation de la branche de production était positive.[1889]

7.722 Selon la Chine, l'USITC ne pouvait pas ignorer les facteurs positifs qu'elle a elle-même reconnus en déclarant simplement que les résultats financiers étaient l'indicateur le plus pertinent de la situation de la branche de production. En tout état de cause, de l'avis de la Chine, cela est insuffisant pour expliquer comment les facteurs négatifs l'emportent sur les facteurs positifs. Assurément, il n'y a rien dans l'Accord sur les sauvegardes qui permettrait à l'USITC de considérer qu'un indicateur est plus important que les autres. De surcroît, l'USITC n'a pas donné d'explication montrant pourquoi la détérioration des résultats financiers de la branche de production devait être considérée comme l'"indicateur le plus pertinent de la situation de la branche de production".[1890]

7.723 En réponse, les États-Unis notent que l'USITC a expressément reconnu que certains facteurs liés à la production avaient progressé de 1996 à 2000 pour les barres parachevées à froid. Les États-Unis soutiennent en outre que l'analyse de l'existence d'un dommage grave n'est pas simplement un problème de comparaison entre des points extrêmes.[1891]

[1886] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 364.
[1887] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 368.
[1888] Publication n° 3479 de l'USITC, volume I, page 104, cité dans la première communication écrite de la Chine, paragraphe 327.
[1889] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 328.
[1890] Publication n° 3479 de l'USITC, volume I, page 104, cité dans la deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 148.
[1891] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 365.

7.724 La Chine ne partage pas non plus l'interprétation de l'USITC selon laquelle l'accent devrait être mis sur la période la plus récente, étant donné l'accroissement brutal observé pour la plupart des facteurs au début de la période visée par l'enquête. Plus particulièrement, la Chine fait valoir que le recul récent des facteurs devrait être évalué en tenant compte de l'accroissement inhabituel qui avait eu lieu juste avant cette période. De l'avis de la Chine, le recul récent de certains facteurs démontre seulement que les facteurs étaient en train de se stabiliser et qu'en conséquence la branche de production ne subissait pas de dommage grave.[1892]

7.725 En réponse, les États-Unis font valoir que la Chine n'a pas expliqué ce qu'il y avait d'"inhabituel" dans les accroissements des expéditions et de la production dont l'USITC a reconnu qu'ils avaient eu lieu entre 1996 et 1998. De l'avis des États-Unis, ces accroissements faisaient simplement suite à des augmentations de la consommation intérieure. La consommation apparente a également progressé de 1999 à 2000, pourtant les expéditions et la production de la branche de production nationale ont reculé pendant cette période. Les États-Unis font valoir que l'USITC a conclu d'une manière appropriée que, quand bien même la branche de production des barres parachevées à froid était parvenue à accroître sa production aux États-Unis pour tenir compte des changements intervenus dans la consommation apparente au début de la période visée par l'enquête, elle n'a pas été en mesure de le faire à la fin de la période.[1893] Les États-Unis font également valoir que, contrairement à un argument avancé par la Chine, la situation financière de la branche de production des barres parachevées à froid n'était pas "en train de se stabiliser" à la fin de la période visée par l'enquête. Les indicateurs financiers ont au contraire brutalement reculé au début de 1998. Les États-Unis affirment que la détérioration des résultats financiers de la branche de production, qui étaient d'après l'explication de l'USITC "l'indicateur le plus pertinent de la situation de la branche de production", a été simplement ignorée par la Chine.[1894]

7.726 En ce qui concerne le mot "inhabituel", la Chine dit qu'il a été employé par la Chine pour souligner la contradiction évidente entre la conclusion de l'USITC selon laquelle la branche de production a subi un dommage grave et les tendances de toute évidence positives affichées par certains facteurs. Cependant, le but de la phrase citée par les États-Unis était d'indiquer clairement que la Chine ne partage pas l'interprétation de l'USITC selon laquelle une importance considérable devrait être accordée à la période la plus récente. La situation de la branche de production nationale aurait dû être évaluée au vu des tendances observées sur l'ensemble de la période visée par l'enquête, qui sont de toute évidence positives pour un certain nombre d'indicateurs.[1895]

iv) Barres d'armature

7.727 La Chine fait valoir que pour les barres d'armature l'USITC n'a pas établi de détermination de l'existence d'un dommage, qui soit compatible avec les prescriptions des articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes.[1896] La Chine estime que l'USITC n'a pas pleinement tenu compte de la nature et de la complexité des données et qu'en conséquence l'USITC n'a pas fourni d'explication motivée et adéquate de sa détermination.[1897]

[1892] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 329.
[1893] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 366.
[1894] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 367.
[1895] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 149.
[1896] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 337.
[1897] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 336.

7.728 En réponse, les États-Unis font valoir que l'USITC a examiné d'une manière objective toutes les données pertinentes et fourni une base motivée dans sa constatation établissant que la branche de production des barres d'armature subissait un dommage grave. Selon les États-Unis, cette constatation est compatible avec les articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes.[1898] Plus particulièrement, les États-Unis notent que dans la constatation établissant que la branche de production des barres d'armature subissait un dommage grave, l'USITC a mis l'accent sur les médiocres résultats enregistrés par la branche de production dans la dernière partie de la période visée par l'enquête. Les États-Unis se réfèrent en particulier à la détérioration de la situation financière de la branche de production observée entre 1999 et 2000: au fait que les dépenses d'équipement de la branche de production nationale ont baissé au cours de chaque année de la période visée par l'enquête; qu'en 2000 les dépenses étaient inférieures de plus de la moitié à leur niveau de 1996; et que la part de marché de la branche de production nationale était considérablement plus faible en 2000 qu'elle ne l'était en 1996.[1899]

7.729 La Chine note que l'USITC a dit dans son rapport que: "Bien que plusieurs indicateurs relatifs à la branche de production des barres d'armature, tels que la capacité, la production et l'emploi, aient progressé au cours de la période à l'examen, ces accroissements font suite à de fortes hausses de la consommation apparente aux États-Unis. Nonobstant ces accroissements, cependant, la branche de production des barres d'armature a enregistré des résultats financiers médiocres dans la dernière partie de la période à l'examen. La situation financière de la branche de production s'est brutalement détériorée entre 1999, où elle avait enregistré une marge d'exploitation positive de 5,0 pour cent, et 2000, où elle avait enregistré une marge d'exploitation négative de 1,6 pour cent. De plus, la part de marché de la branche de production nationale a régressé pendant la période à l'examen et ses dépenses d'équipement ont considérablement diminué. Nous concluons en conséquence que la branche de production des barres d'armature subit un dommage grave.".[1900] La Chine estime que cette déclaration ne présente pas un tableau exact de la situation de la branche de production.[1901] En particulier, la Chine fait valoir que si la part du marché intérieur absorbé par les importations était plus élevée en 2000 qu'elle ne l'était en 1996, elle restait faible. De surcroît, les ventes et l'utilisation de la capacité de la branche de production nationale ont augmenté. La Chine fait en outre valoir que les pertes subies par la branche de production ont eu lieu vers la fin de la période visée par l'enquête. La Chine fait observer que des pertes ont également eu lieu au début de la période visée par l'enquête, ce qui n'a pas empêché la branche de production de réaliser des bénéfices importants pendant trois années de suite. La Chine considère donc que les pertes subies par la branche de production vers la fin de la période visée par l'enquête faisaient simplement partie d'un cycle. La Chine fait valoir que l'USITC n'a apporté aucune preuve du contraire.[1902]

7.730 En réponse, les États-Unis font valoir que le dossier n'offrait pas l'image d'une branche de production affectée de fluctuations cycliques. Il offrait plutôt l'image d'une branche de production dont le produit avait fait l'objet d'accroissements continus et soutenus de la demande tout au long de la période visée par l'enquête. Selon les États-Unis, le fait que les producteurs de barres d'armature n'aient pas pu opérer de manière rentable pendant une période de demande record était une claire indication de l'existence d'un dommage grave.[1903] Les États-Unis notent que la consommation apparente de barres d'armature aux États-Unis s'est accrue de 48,1 pour cent de 1996 à 2000 et qu'elle

[1898] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 373.
[1899] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 369.
[1900] Publication n° 3479 de l'USITC, volume I, page 111, cité dans la première communication écrite de la Chine, paragraphe 332.
[1901] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 333.
[1902] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 334.
[1903] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 372.

était également en hausse de 2,0 pour cent dans la période intermédiaire de 2001 par rapport à la période intermédiaire de 2000. Dans ces conditions de concurrence, le fait que la branche de production des barres d'armature aux États-Unis ait développé sa capacité et l'emploi et ait pu accroître sa production pendant la période visée par l'enquête n'est pas surprenant. Les États-Unis estiment que, comme l'USITC l'a fait observer, la branche de production des barres d'armature n'a pas pu bénéficier de l'accroissement de la demande. Sa part du marché des États-Unis a fortement baissé (de 10 points de pourcentage) de 1996 à 2000. Par ailleurs, nonobstant les progrès enregistrés pour des facteurs tels que la production et l'emploi, sa situation financière s'est brutalement détériorée. La branche de production a enregistré une perte d'exploitation en 2000 et n'a été que marginalement rentable pendant la période intermédiaire de 2001. L'USITC a également noté que les dépenses d'équipement de la branche avaient reculé pendant la période visée par l'enquête. L'USITC a correctement évalué aussi bien les améliorations que les reculs enregistrés par la branche de production pour chacun des facteurs énumérés à l'article 4:2 a), et a pleinement expliqué pourquoi l'ensemble des facteurs étayaient sa conclusion de l'existence d'un dommage grave.[1904]

7.731 La Chine fait observer que son allégation selon laquelle les pertes subies par la branche de production vers la fin de la période visée par l'enquête faisaient simplement partie d'un cycle illustrait l'absence d'explication adéquate, de la part de l'USITC, au sujet des pertes subies par la branche de production pendant seulement une partie spécifique de la période visée par l'enquête.[1905]

7.732 Les États-Unis font observer, en réponse, que l'USITC a expliqué qu'il était hautement pertinent que la branche de production nationale des barres d'armature ait enregistré des résultats financiers accusant une détérioration brutale dans la dernière partie de la période visée par l'enquête, nonobstant les accroissements de sa production. Il n'y avait dans le dossier aucun élément de preuve permettant de constater que les résultats financiers de la branche de production nationale étaient un reflet d'un cycle économique. Le dossier n'offrait pas l'image d'une branche de production affectée de fluctuations cycliques – il offrait l'image d'une branche de production dont le produit avait bénéficié d'accroissements continus et soutenus de la demande tout au long de la période visée par l'enquête. L'incapacité des producteurs de barres d'armature d'opérer de manière rentable pendant une période de demande record était une claire indication de l'existence d'un dommage grave.[1906]

7.733 La Chine note que les États-Unis, dans leur réponse, disent que "l'USITC a en outre expliqué qu'il était hautement pertinent que la branche de production nationale des barres d'armature ait enregistré des résultats financiers accusant une détérioration brutale dans la dernière partie de la période visée par l'enquête, nonobstant les accroissements de sa production". Cependant, il n'y a aucune explication montrant pourquoi cela serait "hautement pertinent".[1907]

v) Tubes soudés

7.734 La Suisse fait valoir que l'USITC n'a pas démontré pour les produits tubulaires soudés (autres que les matériels tubulaires pour puits de pétrole) qu'il y avait une menace de "dommage grave", au sens d'une "dégradation générale notable de la situation" de la branche de production, comme l'exige l'article 4:1 a) de l'Accord sur les sauvegardes.[1908] En particulier, la Suisse fait valoir que si la catégorisation des produits tubulaires soudés avait été effectuée correctement, l'USITC aurait constaté

[1904] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 79 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[1905] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 334.
[1906] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 372.
[1907] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 152.
[1908] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 259.

que pour les tubes de précision il n'y avait récemment encore aux États-Unis qu'une seule entreprise, parmi les producteurs de tubes, qui affirmait être en mesure de produire des produits semblables, mais pas de même qualité. En conséquence, la Suisse fait valoir qu'elle ne comprend pas comment la branche de production des États-Unis dans ce secteur pourrait être confrontée à un dommage grave.[1909]

7.735 À titre de réponse générale, les États-Unis font valoir que la Suisse, en demandant l'établissement d'un groupe spécial, n'avait pas inclus dans sa demande une allégation selon laquelle les constatations des États-Unis quant à l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave étaient incompatibles avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. Les États-Unis estiment, en conséquence, que cette allégation n'entre pas dans le cadre du mandat du Groupe spécial et qu'il n'y a donc aucune base permettant au Groupe spécial de l'examiner. Ils poursuivent en disant, cependant, que si le Groupe spécial décide de traiter de cette question, il devrait constater que la Suisse ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait.[1910]

7.736 Dans sa réponse, la Suisse fait observer qu'elle n'a pas expressément mentionné, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la prescription relative à l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave. Toutefois, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, elle a invoqué les articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, qui se réfèrent expressément à l'accroissement des importations, à l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave et au lien de causalité. La Suisse a, en outre, fait expressément référence à l'accroissement des importations et au lien de causalité. L'argument du lien de causalité (entre l'accroissement des importations et l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave) couvre intrinsèquement l'élément relatif au dommage grave ou à la menace de dommage grave, car aucun argument ne peut être formulé concernant le lien de causalité si l'argument relatif au dommage ou à la menace de dommage est exclu.[1911]

7.737 La Chine fait observer que l'USITC n'a pas rendu, concernant certains produits tubulaires, de détermination de l'existence d'une menace de dommage grave, qui soit compatible avec les prescriptions des articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes.[1912]

7.738 En réponse, les États-Unis notent que la détermination de l'USITC concernant les tubes soudés était fondée sur l'existence d'une menace de dommage grave. Si l'USITC a constaté que la branche de production produisant des tubes soudés ne subissait pas de dommage grave, elle a qualifié sa situation générale de "faible". Elle a conclu qu'un dommage grave paraissait imminent, compte tenu du fait que la production avait baissé depuis 1998 malgré une consommation apparente généralement stable aux États-Unis; du fait que l'utilisation de la capacité avait accusé une chuté brutale en 1999 et en 2000; du fait que la part de marché des producteurs des États-Unis avait brutalement chuté en 2000 et avait encore reculé dans la période intermédiaire de 2001; du fait qu'en 2000 le revenu d'exploitation des producteurs nationaux était à son plus bas niveau enregistré au cours d'une année complète; et du fait que l'emploi dans la branche de production avait chuté en 1999 et en 2000 et était proche en 2000 de son plus bas niveau de la période visée par l'enquête. Les salaires affichaient des tendances analogues. Les niveaux d'emploi de la période intermédiaire de 2001 étaient supérieurs à ceux de 2000, mais les salaires et le nombre d'heures ouvrées ne l'étaient pas.[1913]

[1909] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 268.
[1910] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 382.
[1911] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 78.
[1912] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 343.
[1913] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 374.

7.739 La Suisse ne conteste pas que la branche de production des États-Unis avait connu des difficultés. Elle fait toutefois observer que l'USITC n'a pas démontré, pour les produits tubulaires soudés (autres que les matériels tubulaires pour puits de pétrole), l'existence d'une menace de "dommage grave" au sens d'une menace de "dégradation générale notable de la situation" de la branche de production, ainsi qu'il est prescrit à l'article 4:1 a) de l'Accord sur les sauvegardes.[1914] À cet égard, la Suisse fait observer que l'USITC a constaté que la branche de production nationale des tubes soudés se trouvait confrontée à une menace de dommage grave. L'USITC est arrivée à cette conclusion après avoir accordé une importance particulière aux facteurs suivants, en baisse depuis 1998: production, expéditions, utilisation de la capacité, résultats financiers et emploi. Cependant, l'USITC a elle-même reconnu que "pendant la période visée par l'enquête, la capacité nationale de production de tubes soudés s'était accrue et était à son plus haut niveau en 2000. Selon la Suisse, l'accroissement de la capacité aux États-Unis a suivi en grande partie l'accroissement de la consommation apparente de tubes soudés. La baisse récente de la production nationale, associée à l'accroissement de la capacité de production nationale, s'est traduite par une baisse importante de l'utilisation de la capacité qui a débuté en 1999 et s'est poursuivie tout au long de 2000 et de la période intermédiaire de 2001".[1915]

7.740 La Chine fait valoir que l'USITC n'a pas expliqué, d'une manière motivée et adéquate, pourquoi il y avait une menace de dommage grave pour la branche de production de certains produits tubulaires, étant donné que le marché des tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre était entré dans une phase d'expansion et continuerait de se développer dans l'avenir immédiat.[1916] La Chine affirme, à cet égard, que l'USITC a accepté les projections faisant état d'une poursuite de l'expansion en raison de la demande croissante de systèmes de transport par canalisation. Selon la Chine, l'USITC a dit aussi que la production intérieure avait augmenté entre 1996 et 1998 parallèlement à l'accroissement des niveaux de la consommation apparente globale aux États-Unis. La Chine fait valoir que, selon l'USITC, étant donné que les niveaux croissants de la consommation se sont traduits par une hausse de la production, on pourrait penser que l'augmentation de la demande de tubes et tuyaux de canalisation se traduise par un accroissement de la production, qui améliorerait la situation de la branche de production.[1917]

7.741 En réponse, les États-Unis font valoir que l'USITC a reconnu dans son rapport qu'il y avait eu récemment un accroissement de la demande de tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre et qu'une poursuite de la croissance dans ce segment du marché était probable.[1918] Les États-Unis notent que l'USITC a avancé deux raisons pour expliquer que ce fait n'allait pas à l'encontre de sa conclusion quant à l'existence d'une menace de dommage grave. Elle a tout d'abord fait observer que les tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre ne comptaient que pour 20 à 30 pour cent dans l'ensemble de la branche de production des tubes soudés.[1919] Contrairement à l'affirmation de la Chine, l'USITC était fondée à conclure que cet élément n'aurait pas dû être déterminant. À l'appui de cet argument, les États-Unis affirment que l'USITC a analysé l'existence d'un dommage grave en prenant pour base l'ensemble de la branche de production. En procédant à une analyse portant sur 100 pour cent de la branche de production, l'USITC n'était pas tenue de conclure qu'un accroissement de la demande dans 20 pour cent de la branche de production l'emportait sur les 80 pour cents restants qui se trouvaient

[1914] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 80.
[1915] Rapport de l'USITC, volume I, page 160, cité dans la deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 81.
[1916] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 338.
[1917] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 339.
[1918] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 376.
[1919] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 377.

confrontés à des conditions de concurrence différentes.[1920] Deuxièmement, l'USITC n'a pas constaté que l'accroissement de la demande de tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre était déterminant. Comme l'a noté l'USITC, la demande de ce produit avait déjà amorcé sa progression. En conséquence, le point de savoir si l'accroissement de la demande de tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre avait des répercussions sur la demande dans l'ensemble de la branche de production nationale devrait ressortir des données recueillies au cours de l'enquête de l'USITC.[1921] Or, la demande globale de tubes soudés n'avait pas progressé d'une manière appréciable dans la dernière partie de la période visée par l'enquête. Au contraire, comme l'USITC l'a fait observer, elle était restée généralement stable depuis 1998.[1922] Les États-Unis font valoir que, bien que les accroissements de la demande de tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre observés à la fin de la période visée par l'enquête aient été suffisants pour stabiliser la demande globale dont les tubes soudés faisaient l'objet aux États-Unis, ils n'avaient pas été suffisants pour empêcher la baisse des expéditions, de la production et de l'utilisation de la capacité au cours de cette période. Bien que l'USITC ait conclu que les conditions de la demande pour l'avenir immédiat seraient les mêmes que celles qui prévalaient dans la dernière partie de la période visée par l'enquête, elle était néanmoins fondée à constater que les tendances défavorables des facteurs relatifs à la production qu'elle avait observées pendant cette période pour l'ensemble de la branche de production des tubes soudés, se poursuivraient.[1923]

7.742 La Chine note que l'USITC, en dépit de ce qui précède, a expliqué que les tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre ne représentaient qu'une partie de la branche de production et que la demande globale de produits tubulaires soudés restait "relativement" constante malgré l'accroissement récent de la demande. Sur cette base, l'USITC a estimé que la menace de dommage grave persistait.[1924] De l'avis de la Chine, cette explication était loin d'être suffisante. Premièrement, la Chine fait valoir qu'il était normal que la demande globale n'ait que légèrement progressé dans la période intermédiaire de 2001, étant donné que la demande commençait seulement à se redresser à ce moment-là. Par ailleurs, la Chine fait valoir que pour arriver à la conclusion qu'un dommage grave était cependant imminent, l'USITC devait déterminer l'impact de cet accroissement de la demande dans le proche avenir et déterminer ensuite si le dommage grave pouvait on non être évité.[1925] La Chine fait valoir que le fait que de 20 à 30 pour cent de l'ensemble de la catégorie du produit en question seraient affectés par l'accroissement de la demande était un facteur très important qui devait être pris en considération. La Chine fait valoir que l'USITC ne l'a pas examiné d'assez près et n'a pas donné d'explications motivées et adéquates montrant pourquoi le dommage était cependant imminent.[1926]

7.743 Malgré les arguments des États-Unis, la Chine note que l'USITC n'a pas évalué dans quelle mesure la demande de tubes et tuyaux de canalisation, dont l'USITC a reconnu qu'elle devrait continuer de progresser à l'avenir, pouvait avoir un impact sur la demande de toute la catégorie des produits soudés. En fait, cette évaluation aurait confirmé la tendance, soulignée dans la réponse des États-Unis, indiquant que la consommation de produits soudés était en augmentation depuis 1999.[1927]

[1920] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 378.
[1921] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 379.
[1922] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 380.
[1923] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 381.
[1924] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 340.
[1925] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 341.
[1926] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 342.
[1927] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 153.

En conséquence, la Chine affirme que l'USITC n'a pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant pourquoi un dommage était cependant imminent.[1928]

7.744 La Suisse note que l'USITC, dans son rapport, a dit que: "Vu que la tendance à la baisse de la plupart des facteurs de résultats de la branche de production s'est amorcée en 1999 et s'est poursuivie tout au long de 2000 et en 2001, en particulier la baisse de la production de la branche de production, de l'utilisation de la capacité, des expéditions, du nombre de salariés et de la rentabilité en 2000, nous constatons que la branche de production nationale approche d'une situation de dommage grave.".[1929] La Suisse fait valoir que plutôt que l'existence d'une menace de dommage grave, le problème c'est que la branche de production nationale pertinente des États-Unis ne s'est en fait pas adaptée au processus mondial d'ajustement de l'industrie de l'acier.[1930]

7.745 En réponse, les États-Unis font valoir que la Suisse n'explique pas pourquoi une analyse plus générale du processus mondial d'ajustement de l'industrie de l'acier est requis en vertu de l'article 4:2 a). Selon les États-Unis, il est clair que ce thème n'a trait à aucun des facteurs expressément énumérés à l'article 4:2 a) ni ne présente aucune analogie avec aucun des facteurs énumérés à l'article 4:2 a). Les États-Unis soutiennent que l'accent est mis dans cette disposition sur les facteurs objectifs, empiriques, "qui influent sur la situation" de la branche de production nationale pertinente. Ces facteurs décrivent ou indiquent la situation de la branche de production, à la différence de considérations non quantifiables qui peuvent avoir une incidence sur la branche de production nationale. Les États-Unis estiment qu'en revanche une analyse des incidences de la situation mondiale de la concurrence semblerait plus appropriée pour l'évaluation, prescrite à l'article 4:2 b), du lien de causalité entre l'accroissement des importations et l'existence d'un dommage grave. Les États-Unis font valoir que l'examen par l'USITC de tous les facteurs expressément mentionnés à l'article 4:2 a), ainsi que de plusieurs autres facteurs empiriques pertinents pour l'évaluation de la situation de la branche de production nationale des tubes soudés, satisfait pleinement aux prescriptions de cette disposition.[1931]

7.746 Concernant la question de l'adaptation de la branche de production nationale des États-Unis au processus mondial d'ajustement, la Suisse, sur la base des facteurs relatifs au dommage examinés par l'USITC, est d'avis que la branche de production des tubes soudés des États-Unis a augmenté sa capacité au point que, dès 1996, la capacité dépassait de 855 809 tonnes la consommation apparente des États-Unis.[1932] Reconnaissant que l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes ne prescrit pas d'analyse du processus mondial d'ajustement de l'industrie de l'acier, la Suisse ne prétend pas que les États-Unis auraient dû procéder à une telle analyse. La Suisse fait observer qu'elle a déduit des chiffres cités dans le rapport de l'USITC et de l'évolution mondiale de l'industrie de l'acier, que la branche de production des États-Unis ne s'était sans doute pas adaptée à la situation mondiale de l'industrie de l'acier, alors qu'elle souffrait d'une surcapacité chronique de production, comme en souffrait, par exemple, l'industrie suisse de l'acier.[1933]

[1928] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 154.

[1929] Rapport de l'USITC, volume I, page 162, cité dans la première communication écrite de la Suisse, paragraphe 267.

[1930] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 269.

[1931] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 388.

[1932] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 85.

[1933] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 86.

7.747 En ce qui concerne l'indicateur relatif à la capacité, la Suisse note qu'aux États-Unis la capacité de production nationale s'est fortement et constamment accrue (+22 pour cent) entre 1996 et 2000, mais que la demande intérieure a progressé dans une moindre mesure (+19 pour cent). Par comparaison, la capacité étrangère n'a que légèrement progressé (+3 pour cent) pendant la même période. La Suisse dit que pendant la période visée par l'enquête la part de la branche de production des États-Unis dans la capacité mondiale est passée de 25 pour cent à près de 29 pour cent. L'accroissement de leur capacité étant supérieure à l'accroissement de la demande aux États-Unis, les entreprises des États-Unis devaient gagner une part de marché aux États-Unis, ou produire pour les stocks ou ne pas utiliser leur capacité.[1934] La Suisse fait en outre valoir que la branche de production des États-Unis ayant accru sa capacité de production entre 1996 et 2000 (+22 pour cent) plus que la demande ne progressait aux États-Unis (+19 pour cent), les entreprises des États-Unis devaient gagner une part de marché aux États-Unis, ou produire pour les stocks, ou ne pas utiliser leur capacité. La Suisse estime que le recul des facteurs examinés par l'USITC ne devrait pas être une surprise, puisque la capacité de la branche de production des tubes soudés était trop forte aux États-Unis et s'était encore accrue alors que la situation de la branche de production commençait à se détériorer aux États-Unis. L'argument avancé par les États-Unis, selon lequel la baisse de l'utilisation de la capacité est une indication du fait que la branche de production se trouvait confrontée à une menace de dommage grave, n'est pas valable, nonobstant l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les entreprises ne peuvent pas simplement supposer qu'elles peuvent accroître la capacité comme bon leur semble et la transformer en possibilités de production accrues.[1935]

7.748 La Suisse note également que la valeur unitaire des importations a continuellement diminué (-9 pour cent) entre 1996 et 2000. La Suisse suggère que cela pourrait s'expliquer par le fait qu'à l'étranger les investissements ont été en grande partie réalisés avec pour objectif de réduire les coûts de production. Cependant, selon la Suisse, la valeur moyenne des ventes s'est accrue de 3 pour cent aux États-Unis entre 1996 (606 dollars EU) et 1998 (622 dollars EU), avant d'amorcer une baisse. La Suisse suggère que cela était peut-être dû soit à des politiques des prix inappropriées de la part des entreprises soit à une politique d'investissement erronée, ou à d'autres raisons.[1936]

7.749 La Suisse note également que le rapport de l'USITC indique que les expéditions des producteurs des États-Unis ont augmenté tout au long de 1999, mais ont ensuite chuté de 9,1 pour cent en 2000 et sont restées stables (à des niveaux légèrement inférieurs) au premier semestre de 2001. D'après les chiffres du rapport de l'USITC, les expéditions des producteurs des États-Unis se sont légèrement accrues dans la période intermédiaire de 2001 par rapport à la période intermédiaire de 2000.[1937] Donc, selon la Suisse, si la situation s'est stabilisée, ou a même semblé s'améliorer récemment, la menace de dommage grave n'est pas réellement démontrée.[1938]

7.750 Enfin, la Suisse fait observer que c'est utiliser une période de temps trop courte que se fonder sur un recul d'une année seulement pour conclure que la branche de production des États-Unis est en situation de menace de dommage grave. L'existence d'une menace pourrait être démontrée pratiquement à volonté. En l'espèce, il est plus important de tenir compte d'une période plus longue, parce que certains indicateurs font également apparaître une progression à court terme. Si l'on prend, par exemple, l'emploi, les États-Unis affirment qu'un dommage grave paraissait imminent parce que l'emploi dans la branche de production a chuté en 1999 et en 2000 et était proche de son plus bas

[1934] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 270.
[1935] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 82.
[1936] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 271.
[1937] Rapport de l'USITC, volume II, TUBULAR-15.
[1938] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 83.

niveau de la période visée par l'enquête en 2000.[1939] En réalité, le nombre de salariés a été relativement stable et n'a que légèrement varié au cours de la période visée par l'enquête, sauf en 1999 où il s'est accru de 7 pour cent.[1940] Il a même progressé dans la période intermédiaire de 2001 (1,2 pour cent) par rapport à la période intermédiaire de 2000. Des branches de production qui estiment qu'elles sont confrontées à une menace de dommage grave ne recruteraient pas de main-d'œuvre supplémentaire. De plus, le nombre d'ouvriers de production était plus élevé à la fin de la période visée par l'enquête (6 736 en 2000) qu'au début (6 539 en 1996).[1941]

vi) Fils en aciers inoxydables

7.751 La Chine fait valoir que la détermination établissant que la branche de production nationale des fils en aciers inoxydables subissait un dommage grave ou une menace de dommage grave ne satisfait pas aux prescriptions des articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[1942] La Chine pense que l'USITC n'a pas pleinement tenu compte de la nature ni de la complexité des données. La Chine fait valoir, par ailleurs, que le rapport de l'USITC n'apporte pas de réponse aux interprétations mises en avant par la Chine au sujet des données. Sur cette base, la Chine fait valoir que l'USITC n'a pas fourni d'explication motivée et adéquate de sa détermination.[1943]

7.752 En réponse, les États-Unis font valoir que chacun des commissaires ayant émis un vote positif a fourni une longue analyse des facteurs énumérés à l'article 4:2 a), et expliqué comment ces facteurs étayaient leurs conclusions positives.[1944]

7.753 La Chine fait valoir que l'examen des facteurs pertinents relatifs au dommage pour les fils en aciers inoxydables démontre qu'il n'y avait pas de dégradation générale de la situation de la branche de production.[1945]

7.754 En réponse, les États-Unis notent que le Président Koplan a rendu une détermination positive de l'existence d'une menace de dommage grave en se fondant sur une branche de production nationale des fils en aciers inoxydables. Le Président Koplan a souligné les baisses généralisées observées pour de nombreux indicateurs de la branche de production entre la période intermédiaire de 2000 et la période intermédiaire de 2001, y compris pour les expéditions, la production, la part de marché, la productivité, l'emploi, les salaires et les résultats financiers. Les États-Unis font observer que plusieurs des autres facteurs se trouvaient déjà à des niveaux déprimés ou bien au-dessous des valeurs les plus élevées de la période avant de reculer dans la période intermédiaire de 2001, par exemple le revenu d'exploitation, qui a rapidement baissé entre la période intermédiaire de 2000 et la période intermédiaire de 2001, les indices de l'emploi et les dépenses d'équipement. Les États-Unis notent que la commissaire Bragg a fondé sa détermination sur une branche de production nationale produisant à la fois des fils en aciers inoxydables et des câbles de fils en aciers inoxydables. Elle a également cité les baisses généralisées des résultats de la branche de production entre la période intermédiaire de 2000 et la période intermédiaire de 2001. Le commissaire Devaney a également constaté que la branche de production nationale pertinente produisait à la fois des fils en aciers inoxydables et des câbles de fils en aciers inoxydables. Il a constaté que cette branche de production

[1939] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 374.
[1940] Rapport de l'USITC, volume II, TUBULAR-15.
[1941] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 84.
[1942] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 349.
[1943] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 347.
[1944] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 391.
[1945] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 344.

subissait un dommage grave, citant la rentabilité inadéquate et les baisses de la part de marché, de l'emploi et des dépenses d'équipement.[1946]

7.755 La Chine fait valoir qu'il n'y avait pas de menace de dommage grave en ce qui concerne le marché des fils en aciers inoxydables. À l'appui de cette opinion, la Chine fait valoir que les légères baisses de l'emploi et des dépenses de R&D et d'équipement n'étaient pas assez importantes pour contrebalancer la situation générale positive de la branche de production. Au demeurant, selon la Chine, il n'y avait pas de signes indiquant que les conditions de concurrence changeraient dans l'avenir immédiat pour justifier la conclusion que la situation de la branche de production se dégraderait, compte tenu plus spécialement du fait que la part de marché absorbée par les importations avait baissé pendant les cinq premières années complètes de la période visée par l'enquête. La Chine fait également valoir que, quand bien même les importations seraient systématiquement facturées à des prix inférieurs à ceux des produits nationaux, il n'existait pas de corrélation manifeste entre les mouvements des prix et les importations vendues à des prix inférieurs. Puisque les importations n'avaient pas causé de dommage à la branche de production dans le passé, et puisque la situation de la branche de production s'était améliorée au cours de la période visée par l'enquête, la Chine estime que la seule conclusion solide à laquelle on pouvait parvenir était qu'il n'y avait pas de menace de dommage grave.[1947]

7.756 De même, les Communautés européennes font valoir que la constatation de l'USITC établissant l'existence d'une menace de dommage grave pour les fils en aciers inoxydables était fondée sur l'idée que les importations continueraient de s'accroître et que la menace de dommage grave déboucherait sur un dommage grave. Cependant, selon les Communautés européennes, si les données dont l'USITC était saisie pour la période intermédiaire de 2001 indiquaient un modeste accroissement des importations par rapport à la période intermédiaire de 2000, les données disponibles avant que le Président des États-Unis n'eût décidé d'imposer des mesures de sauvegarde montraient que les importations pour l'année complète 2001 avaient légèrement diminué par rapport à l'année complète 2000. Les Communautés européennes affirment que cela suggérait que la tendance à l'accroissement observée dans la période intermédiaire de 2001, sur laquelle l'USITC a fondé sa détermination, ne s'est pas poursuivie au second semestre de 2001. Selon les Communautés européennes, étant donné ce changement de tendance, l'autorité compétente, qui aurait dû avoir connaissance de ces données, avait une obligation de motiver sa décision d'imposer des mesures de sauvegarde fondées sur l'existence d'une menace de dommage grave. Les Communautés européennes affirment que le Président des États-Unis n'a rien fait de tel et qu'en conséquence les mesures imposées concernant les fils en aciers inoxydables n'étaient pas expliquées d'une manière adéquate et étaient incompatibles avec les articles 2:1 et 4:2.[1948]

7.757 En réponse, les États-Unis affirment que l'argument de la Chine selon lequel les déterminations positives de l'existence d'une menace n'étaient pas justifiées à la lumière des "légères" baisses des indicateurs observées dans la dernière partie de la période visée par l'enquête et compte tenu de la situation "générale positive" de la branche de production, caractérise de façon inexacte et ne prend pas en considération ou méconnaît les constatations faites par les commissaires Koplan et Bragg. Ces commissaires n'ont ni l'un ni l'autre constaté que la situation présente de la branche de production était une situation générale positive. Selon les États-Unis, le Président Koplan a insisté sur les faibles marges d'exploitation de la branche de production. La commissaire Bragg a qualifié les résultats de la branche de production de "peu robustes". Les deux commissaires ont noté les baisses importantes survenues entre les périodes intermédiaires en ce qui concerne la production, l'utilisation

[1946] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 390.
[1947] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 345.
[1948] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 420.

de la capacité, la part de marché et l'emploi.[1949] Les commissaires Koplan et Bragg ont donc procédé tous deux à une évaluation des baisses affichées par les indicateurs de la branche de production au cours de la période intermédiaire de 2001 dans le contexte des résultats généralement peu brillants de la branche de production pour l'ensemble de la période visée par l'enquête. Les États-Unis font valoir qu'en conséquence aussi bien leurs analyses que leurs explications de l'existence d'une menace de dommage grave pour les branches de production nationales produisant des fils en aciers inoxydables sont conformes aux prescriptions des articles 2:1 et 4:2 a).[1950]

7.758 La Chine fait également valoir que trois commissaires de l'USITC ont exprimé l'opinion, dans le rapport de l'USITC, qu'il n'y avait pas de dommage grave ni de menace de dommage grave en ce qui concerne les fils en aciers inoxydables. De l'avis de la Chine, leurs conclusions étaient également étayées par des explications concernant les faits de l'enquête. La Chine fait valoir qu'en conséquence les autres commissaires avaient une obligation d'étayer leurs déterminations positives par des explications réfutant les interprétations et les conclusions des trois commissaires qui avaient émis un vote négatif. La Chine estime que l'absence d'une telle réfutation conduisait à des contradictions. De surcroît, de l'avis de la Chine, il n'y avait pas d'indication claire montrant pourquoi un dommage grave ou une menace de dommage grave étaient néanmoins présents. En conséquence, la Chine fait valoir qu'il est clair qu'il n'y a pas d'explication motivée et adéquate de la part de l'USITC.[1951]

7.759 En réponse à une question du Groupe spécial sur le point de savoir si, en cas de partage égal des voix dans une autorité nationale compétente comme l'USITC, il existe une obligation juridique de réfuter les arguments des déterminations négatives, les Communautés européennes et la Norvège ont répondu par l'affirmative en faisant valoir que les déterminations négatives ou dissidentes constituent, ou tout au moins contiennent, d'autres explications plausibles et que la détermination qui l'emporte doit donc en tenir compte et expliquer pourquoi elles ne sont pas adoptées ou suivies dans la détermination qui l'emporte.[1952] La Corée fait valoir que puisque le concept de partage égal des voix n'existe pas dans le contexte de l'Accord sur les sauvegardes, la question est de savoir s'il a été satisfait aux conditions requises pour l'adoption d'une mesure de sauvegarde. Une constatation établissant qu'il a été satisfait à ces conditions et une constatation établissant, dans la même détermination, qu'il n'y a pas été satisfait, sont inconciliables et, en conséquence, il n'a pas été satisfait aux conditions requises pour l'imposition d'une mesure de sauvegarde.[1953] Le Japon, d'autre part, fait valoir que dès lors qu'il existe une détermination positive légitime (en d'autres termes, une majorité de commissaires émettant un vote positif ou négatif sur la base du même produit similaire), il n'y a pas d'obligation juridique de réfuter les arguments des commissaires ayant une opinion dissidente par rapport au vote majoritaire; et peu importe qu'un commissaire dissident publie une opinion dissidente séparée.[1954]

[1949] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 392.

[1950] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 393.

[1951] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 346.

[1952] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 131 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite de la Norvège à la question n° 131 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1953] Réponse écrite de la Corée à la question n° 131 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1954] Réponse écrite du Japon à la question n° 131 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

7.760 Les États-Unis répondent par la négative. Ils estiment qu'il n'y a dans l'Accord sur les sauvegardes aucune prescription obligeant les membres de l'USITC émettant un vote positif à réfuter les arguments soulevés par d'autres membres de l'USITC qui ont émis un vote négatif. Dès lors que la détermination officielle de l'USITC comporte les constatations, les conclusions motivées, l'analyse détaillée de l'affaire à l'examen et la démonstration de la pertinence des facteurs examinés, comme l'exigent les articles 3 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes, cette détermination est suffisante. Les États-Unis font valoir que cette conclusion ne change pas selon qu'un membre rend ou non publics des votes séparés ou dissidents. Une détermination est valable en tant que telle, indépendamment du point de savoir si certains décideurs désapprouvent cette détermination. Une conclusion contraire conduirait à des résultats absurdes. Elle signifierait en effet qu'une détermination pourrait être compatible avec l'Accord sur les sauvegardes lorsque les vues des décideurs dissidents ou concordants ne sont pas rendues publiques, mais qu'une détermination identique serait incompatible lorsque ces vues sont rendues publiques. Une telle règle inciterait les Membres à éviter de rendre publics des votes séparés ou dissidents, ce qui entraverait un examen approfondi des questions.[1955]

7.761 Pour la Chine, il reste clair que le fait que la décision du Président des États-Unis selon laquelle les déterminations des commissaires qui ont voté de façon positive devraient être la détermination de l'USITC n'est pas suffisant pour résoudre les contradictions entre les vues des différents commissaires. En particulier, la Chine trouve surprenant que les États-Unis semblent considérer les trois commissaires, membres de l'USITC, quand bien même ils ont rendu des constatations négatives quant à l'existence d'un dommage grave, comme "des personnes ou des entités qui peuvent participer à l'enquête, mais qui ne font pas partie de l'autorité qui a établi la détermination de l'existence d'un dommage grave".[1956]

7.762 De surcroît, selon la Chine, même pour les commissaires qui ont émis un vote positif, il est clair que, étant donné les nombreuses tendances positives de certains facteurs, leur détermination révèle une absence d'explication adéquate et motivée. Par exemple, le fait que le Président Koplan se soit fondé principalement sur des données intermédiaires constitue manifestement une justification insuffisante des constatations.[1957] En tout état de cause, la Chine considère que, en ce qui concerne l'analyse de l'accroissement des importations, l'analyse fournie par les commissaires Bragg et Devaney n'est pas pertinente puisqu'elle avait pour base une branche de production qui produisait non pas des fils en aciers inoxydables, mais des "produits tréfilés en aciers d'inoxydables", c'est-à-dire des fils en aciers inoxydables et des câbles de fils en aciers inoxydables. En conséquence, ces analyses ne peuvent pas fournir d'indications utiles, dans la mesure où est seule concernée la situation de la branche de production des fils en aciers inoxydables, et ne peuvent pas non plus être comparées avec les résultats de l'analyse fournie par le Président Koplan. Il est clair qu'il n'y a pas d'explication adéquate et motivée quant à la façon dont les analyses de ces deux commissaires peuvent étayer les déterminations finales concernant la situation de la branche de production des fils en aciers inoxydables.[1958] Selon la Chine, cela est encore plus évident compte tenu du fait que les trois commissaires qui ont émis un vote positif n'étaient pas d'accord quant à la situation de ces différentes branches de production nationales. En fait, le Président Koplan a constaté qu'une branche de production nationale produisant des fils en aciers inoxydables était menacée d'un dommage grave.[1959] Tandis que la commissaire Bragg a constaté qu'une branche de production nationale produisant à la

[1955] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 131 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1956] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 391, note de bas de page 431, cité dans la deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 155.

[1957] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 156.

[1958] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 157.

[1959] Publication n° 3479 de l'USITC, volume I, page 255.

fois des fils en aciers inoxydables et des câbles de fils en aciers inoxydables était menacée d'un dommage grave.[1960] Dans le même temps, le commissaire Devaney a constaté que la même branche de production des fils en aciers inoxydables et des câbles de fils en aciers inoxydables avait subi un dommage grave.[1961]

7.763 La Chine fait valoir qu'en conséquence la décision du Président des États-Unis elle-même ne fournit pas d'explication suffisante au sujet de la détermination finale de l'USITC. En fait, on ne voit pas clairement si la détermination finale de l'USITC était que la branche de production subissait un dommage grave (opinion du commissaire Devaney), ou que ce dommage grave n'existait qu'à l'état de menace (opinion des commissaires Koplan et Bragg). Cela révèle d'évidentes contradictions dans l'évaluation aussi bien de la branche de production nationale que des indicateurs relatifs au dommage, ce qui, en soi, démontre suffisamment l'absence d'explication adéquate et motivée à l'appui de la mesure prise par les États-Unis en ce qui concerne les fils en aciers inoxydables.[1962] La Chine dit qu'elle n'a pas l'intention de contester le droit des Membres de l'OMC d'établir leurs propres processus décisionnels pour l'établissement de déterminations concernant l'application de mesures de sauvegarde. La Chine fait simplement valoir que cela ne dispense pas les États-Unis de satisfaire à l'obligation de fournir une "explication adéquate et motivée", en particulier, de prendre dûment en considération, ou d'une manière adéquate, les vues, même minoritaires, qui ont été exprimées dans le rapport de l'USITC.[1963]

vii) Autres produits

7.764 Les États-Unis notent qu'aucun des plaignants n'a contesté en quoi que ce soit les déterminations de l'USITC concluant à l'existence d'un dommage grave causé aux branches de production produisant des produits étamés ou chromés, des accessoires et des brides en aciers au carbone et aciers alliés, des barres en aciers inoxydables ou du fil machine en aciers inoxydables. Les États-Unis font valoir qu'en conséquence les plaignants ne se sont pas acquittés de la charge de la preuve qui leur incombait d'établir *prima facie* l'existence d'une violation de l'article 4:2 a) en ce qui concerne les constatations relatives à ces branches de production.[1964]

7.765 En réponse, la Chine rejette l'affirmation des États-Unis selon laquelle "aucun plaignant n'a contesté en quoi que ce soit les déterminations de l'USITC concluant à l'existence d'un dommage grave causé aux branches de production produisant des produits étamés ou chromés, des accessoires et des brides en aciers au carbone et aciers alliés, des barres en aciers inoxydables, ou du fil machine en aciers inoxydables". Dans sa deuxième communication écrite, la Chine dit qu'elle a en fait contesté les déterminations de l'USITC concernant l'existence d'un dommage grave pour tous les dix produits dans les termes suivants: "La Chine estime que pour tous les dix produits visés par les mesures de sauvegarde, l'USITC n'a pas fourni d'explications motivées et adéquates.".[1965] De plus, pour six des dix produits, la Chine a présenté d'autres interprétations possibles des faits.[1966]

[1960] Publication n° 3479 de l'USITC, volume I, page 288.

[1961] Publication n° 3479 de l'USITC, volume I, page 344, cité dans la deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 158.

[1962] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 159.

[1963] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 160.

[1964] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 336.

[1965] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 308.

[1966] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 130.

7.766 Les Communautés européennes affirment que la suggestion des États-Unis selon laquelle, pour quatre groupes de produits, les plaignants n'ont pas contesté la détermination de l'USITC concluant à l'existence d'un dommage grave est inexacte. Si les Communautés européennes n'ont pas engagé de discussion sur les aspects spécifiques d'une détermination particulière concernant un groupe quelconque de produits, elles ont contesté la méthode appliquée dans chacune de ces déterminations. Non seulement l'USITC a employé une méthode qui ne répond pas aux critères de l'Accord sur les sauvegardes, mais elle a aussi manqué à l'obligation de présenter une explication motivée et adéquate de certaines constatations pour lesquelles elle a fourni des données insuffisantes ou n'a pas fourni de données du tout.[1967]

7.767 La Norvège fait également observer qu'elle a contesté la détermination de l'USITC concluant à l'existence d'un dommage grave causé à la branche de production des produits étamés ou chromés, dans les termes suivants:

> "Pour les produits étamés ou chromés, l'USITC prétend que la branche de production nationale subit un dommage grave. Bien que la Norvège n'entende pas contester devant ce Groupe spécial que l'industrie de l'acier en général ait connu des difficultés aux États-Unis, les États-Unis n'ont pas démontré, en ce qui concerne notamment les producteurs de produits étamés ou chromés, l'existence d'un "dommage grave" au sens d'une "dégradation générale notable de la situation" de la branche de production, qui peut être imputée aux importations."[1968]

7.768 La Norvège dit qu'elle ne s'est pas étendue davantage sur cette question puisqu'il était on ne peut plus évident qu'aucun lien de causalité d'aucune sorte n'existait entre un dommage qu'aurait pu subir la branche de production des États-Unis et les importations.[1969]

b) Représentativité des données

i) Production destinée à la consommation interne

7.769 Les Communautés européennes font valoir qu'en analysant les résultats financiers sur la seule base des expéditions commerciales, c'est-à-dire de la production qui n'était pas destinée à une consommation interne ultérieure, l'USITC n'a pas examiné l'ensemble de la branche de production et n'est donc pas parvenue à une détermination objective et motivée de l'existence d'un dommage grave.[1970] Les Communautés européennes font valoir que cela infirme à la fois la constatation de l'USITC relative à l'existence d'un dommage et la constatation de l'existence du lien de causalité, étant donné que le lien de causalité est établi en corrélant et en comparant les tendances entre les indicateurs de dommage et l'accroissement des importations.[1971] Les Communautés européennes font en outre valoir que cet examen sélectif ne permet pas à l'autorité compétente d'établir l'existence d'un dommage grave. En limitant de la sorte son examen, l'autorité compétente ne détermine pas l'existence d'un "dommage grave" ainsi que l'exigent les articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes et ne fournit donc pas d'explication motivée et adéquate de ses constatations.[1972]

[1967] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 290.

[1968] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 100, renvoyant au paragraphe 278 de la première communication écrite de la Norvège.

[1969] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 101.

[1970] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 378.

[1971] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 378 et 379.

[1972] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 71 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

7.770 En réponse, les États-Unis font valoir que les données recueillies par l'USITC étaient destinées à fournir, et ont effectivement fourni, des renseignements portant sur la branche de production dans son intégralité.[1973] L'USITC a donc satisfait à l'obligation découlant des articles 4:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes de procéder à une analyse de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave en se fondant sur des renseignements portant sur chacune des branches de production nationale en question.[1974] Les États-Unis estiment que l'USITC n'a pas restreint la portée de son examen de l'existence d'un dommage.[1975]

7.771 Les États-Unis notent à cet égard qu'il y a une importante distinction entre les transferts destinés à la consommation interne, d'une part, et les transactions sur le marché commercial ou le marché de gros, de l'autre. Sur le marché commercial, un producteur vend un produit à un acheteur dans une transaction de libre concurrence. En revanche, les transferts internes d'un producteur individuel ne sont pas le résultat de transactions de ce type et ne devraient donc pas être considérés comme des "ventes". Les États-Unis estiment que, le produit faisant l'objet d'un transfert interne n'étant pas vendu, l'USITC n'aurait pas pu produire des données objectives et cohérentes relatives à ces transferts qui auraient pu être utilisées dans une analyse financière. En conséquence, l'analyse financière à laquelle avait procédé l'USITC reposait sur le seul type de données objectives disponibles dans le dossier pour l'ensemble de la branche de production, à savoir les données portant sur les ventes commerciales. Les États-Unis notent en outre que le manque de fiabilité des données sur la valeur des transferts posait un problème particulier pour la branche de production nationale des CPLPAC. La prise en compte de données relatives aux transferts internes aurait abouti à un double ou à un triple comptage de la même unité de production. En effet, tous les transferts internes de produits en acier laminés à chaud sont finalement enregistrés comme produits en acier laminés à froid ou résistant à la corrosion lorsqu'ils sont vendus sous leur forme transformée finale. Par conséquent, le fait d'inclure dans l'analyse financière des CPLPAC des données portant à la fois sur les transferts internes de produits en acier laminés à chaud et sur les ventes commerciales de produits en acier laminés à froid ou revêtus aurait abouti à compter deux fois la même tonne d'acier. Les États-Unis estiment qu'en utilisant la valeur des ventes commerciales, l'USITC a pu éviter les problèmes liés au double comptage des produits. Les États-Unis font observer qu'en revanche l'USITC était en mesure de produire, et avait en fait produit, des informations quantitatives objectives sur les transferts internes. Elle a utilisé ces données et les a prises pour base dans son rapport pour calculer le volume de la production, le total des expéditions et la consommation apparente aux États-Unis.[1976]

7.772 Les Communautés européennes font observer que l'affirmation selon laquelle l'USITC ne pouvait pas "produire des données objectives et cohérentes" n'est pas un moyen de défense suffisant. Premièrement, il n'y a pas d'examen de l'ensemble de la branche de production – comme l'exige clairement l'Accord sur les sauvegardes. Il ne peut guère y avoir de doute quant au fait que l'USITC est en mesure de produire des données de ce type, au moins pour toutes les activités productives de la branche de production – c'est exactement ce qu'elle a fait dans la détermination qui a conduit au différend *États-Unis – Produits en acier laminés à chaud*.[1977] Les Communautés européennes se

[1973] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 334; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 109.

[1974] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 334.

[1975] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 1090.

[1976] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 73 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[1977] Le Groupe spécial *États-Unis – Produits en acier laminés à chaud* citait le rapport de l'USITC qui disait:

demandent pourquoi cette opération est possible pour une branche de production où 60 pour cent de la production est destinée à la consommation interne, mais ne l'est pas pour des branches de production où la consommation interne absorbe une bien moindre part de la production. Deuxièmement, même si l'USITC n'était pas en mesure de recueillir les données qu'elle estimait nécessaires, l'Organe d'appel a clairement prescrit qu'il devait être fourni une explication montrant pourquoi la production destinée à la consommation interne n'a pas été examinée.[1978] L'USITC n'a jamais fourni une telle explication.[1979] Les Communautés européennes font observer qu'en conséquence les États-Unis, en n'examinant pas les résultats relatifs à la production destinée à la consommation interne, ont manqué à l'obligation à la fois de conduire un examen des résultats de l'ensemble de la branche de production et d'examiner de manière équivalente d'autres parties de la branche, alors qu'ils n'en ont examiné qu'une seule partie. En conséquence, toutes les déterminations de l'existence d'un dommage établies par l'USITC devaient être considérées comme étant incompatibles avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[1980]

7.773 Les Communautés européennes font en outre valoir que l'article 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes se réfère à "l'ensemble des producteurs" et aux producteurs d'une proportion majeure de "la production nationale totale" en tant qu'objet de l'examen de l'existence d'un dommage grave. Les Communautés européennes font valoir qu'une autorité compétente, lorsqu'elle examine l'existence d'un dommage grave, ne peut pas faire de distinction *per se* entre les producteurs selon la destination de leur production. Autrement dit, une autorité compétente ne peut pas définir la "branche de production nationale" comme étant constituée des seuls producteurs qui vendent leurs produits sur le marché "ouvert" ou "de gros" à la différence de ceux qui produisent des produits destinés à la consommation interne d'un transformateur intégré en aval, ou des produits faisant l'objet d'une consommation captive. À cet égard, les Communautés européennes rappellent la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Fil de coton*. Les Communautés européennes affirment que, face à une décision des États-Unis d'exclure de la définition de la "branche de production nationale" les producteurs de fil de coton qui produisaient pour des transformateurs intégrés en amont, l'Organe d'appel a en l'espèce constaté que, à l'article 6:2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, "on ne peut pas donner un sens différent ou restreint au terme "production"… suivant ce qu'un producteur

---

> "De 1997 à 1998, comme la consommation apparente a notablement augmenté, le revenu d'exploitation a baissé de plus de 50 pour cent. S'agissant des ventes sur le marché de gros, le rapport du revenu d'exploitation aux ventes nettes a baissé, tombant de 5,9 pour cent en 1997 à 0,6 pour cent en 1998, et globalement, ce rapport a diminué, tombant de 5,5 pour cent en 1997 à 2,6 pour cent en 1998."
>
> Rapport de l'USITC, cité dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Produits en acier laminés à chaud*, paragraphe 7.209.

[1978] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Produits en acier laminés à chaud*, paragraphe 204, où l'Organe d'appel a déclaré:

> "À notre avis, [un examen objectif] signifie que, lorsque les autorités chargées de l'enquête entreprennent l'examen d'une partie d'une branche de production nationale, elles devraient, en principe, examiner, de la même manière, toutes les autres parties qui composent cette branche, et examiner aussi la branche de production dans son ensemble. Ou alors, les autorités chargées de l'enquête devraient donner une explication satisfaisante indiquant pourquoi il n'est pas nécessaire d'examiner directement ou spécifiquement les autres parties de la branche de production nationale."

[1979] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 299.
[1980] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 300.

national choisit de faire de son produit".[1981] Les Communautés européennes font valoir qu'il n'est certes pas allégué que l'USITC a défini la branche de production nationale de manière à exclure les producteurs qui produisent uniquement pour la consommation interne, mais l'USITC a néanmoins, dans son examen des profits et pertes, omis d'examiner la pertinence possible de la production de la branche de production destinée à la consommation interne et, ce faisant, a restreint la portée de son examen de l'existence d'un dommage.[1982]

7.774 Les Communautés européennes font également référence à la décision de l'Organe d'appel rendue dans le contexte d'une détermination de l'existence d'un dommage aux fins d'une enquête antidumping. Selon les Communautés européennes, dans l'affaire *États-Unis – Produits en acier laminés à chaud*, l'Organe d'appel a constaté que la définition de la "branche de production nationale", et l'utilisation de l'expression à l'article 3 de l'Accord antidumping, indiquaient qu'une autorité chargée de l'enquête n'était pas habilitée à examiner uniquement "une partie, un secteur ou un segment de la branche de production nationale".[1983] Les Communautés européennes affirment également que l'Organe d'appel a constaté dans cette affaire que les autorités chargées de l'enquête ne sont pas habilitées à conduire leurs enquêtes d'une telle manière qu'il devient plus probable que ces autorités, à la suite de la procédure d'établissement ou d'évaluation des faits, déterminent que la branche de production nationale a subi un dommage.[1984] Les Communautés européennes affirment que dans l'affaire *États-Unis – Produits en acier laminés à chaud*, l'Organe d'appel a constaté que lorsque les ventes sur le marché ouvert sont soumises à un examen spécifique, il ne suffit pas que les ventes captives soient incluses dans l'examen global, elles doivent être désagrégées et une analyse distincte doit être effectuée.[1985] Les Communautés européennes affirment que le même raisonnement s'applique à une enquête sur les sauvegardes.[1986]

7.775 En réponse, les États-Unis affirment qu'ils ne contestent pas l'argument général selon lequel l'article 4:1 a), 4:1 c) et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes exige que la constatation d'une autorité établissant l'existence d'un dommage grave porte sur la branche de production nationale dans sa totalité. Ils reconnaissent également la jurisprudence qui établit qu'une autorité chargée de l'enquête ne peut pas examiner les facteurs mentionnés à l'article 4:2 a) pour un segment seulement de la branche de production sans expliquer en quoi le facteur est important pour l'ensemble de la branche de production.[1987] Les États-Unis font valoir que l'analyse de l'USITC mettait l'accent sur chaque branche de production dans son ensemble conformément à la législation des États-Unis et à la jurisprudence susmentionnée. À une seule exception près, l'USITC n'a procédé à une analyse par segment pour aucune des branches de production nationale qu'elle a examinées. S'agissant de cette exception, les États-Unis soutiennent que l'USITC a utilisé son analyse des divers segments pour étayer ses conclusions concernant l'existence d'un dommage grave causé à l'ensemble de la branche de production.[1988]

7.776 Au sujet de la référence des Communautés européennes à la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Produits en acier laminés à chaud*, les États-Unis font valoir que, dans cette affaire, l'Organe d'appel a examiné la compatibilité avec l'Accord antidumping d'une disposition de la

---

[1981] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 391.
[1982] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 71 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[1983] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 397.
[1984] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 398.
[1985] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 401.
[1986] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 399.
[1987] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 327.
[1988] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 328.

législation des États-Unis sur les droits antidumping et les droits compensateurs qui donne pour instruction à l'USITC de se concentrer essentiellement, dans certaines circonstances, sur les ventes destinées au marché de gros.[1989] Les États-Unis font valoir que cette disposition particulière de la législation des États-Unis n'est pas applicable aux enquêtes sur les sauvegardes et, en l'espèce, n'a jamais été invoquée par l'USITC. Les États-Unis affirment que les parties du rapport de l'USITC qui traitaient de l'existence d'un dommage grave ne se référaient pas aux segments du "marché de gros" ou de la "consommation captive" mais avaient plutôt été établies en prenant pour base la branche de production dans sa totalité.[1990]

7.777 Les Communautés européennes affirment que les États-Unis se contentent d'alléguer que, parce qu'il n'était pas possible de produire des données cohérentes pour la production interne, ils ont satisfait à leurs obligations au titre de l'Accord sur les sauvegardes. Les États-Unis se défendent juridiquement en faisant valoir que le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Produits en acier laminés à chaud*, qui concernait une situation identique dans le contexte antidumping, ne portait pas à la fois sur une disposition de la législation des États-Unis réglementant la production captive et sur son application, mais seulement sur la disposition législative.[1991] Toutefois, les Communautés européennes affirment que l'examen le plus succinct du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Produits en acier laminés à chaud* montre que l'Organe d'appel a estimé que l'absence d'analyse des résultats financiers liés à la consommation interne alors qu'il avait été procédé à une analyse des ventes commerciales invalidait la détermination de l'USITC quelle que soit la disposition législative en question. Cela montre à la fois que le moyen de défense juridique invoqué par les États-Unis ne tient pas compte d'une manière satisfaisante de l'aspect fondamental de la décision de l'Organe d'appel, et que l'explication des États-Unis selon laquelle ils ne pouvaient pas produire des données cohérentes sur la consommation interne est tout à fait inadéquate.[1992]

7.778 Les Communautés européennes disent que pour mieux comprendre la portée des constatations de l'Organe d'appel, il y a intérêt à examiner la nature de l'enquête dont l'Organe d'appel était invité à connaître. L'Organe d'appel a exposé la situation dans les termes suivants:

> "[N]ous observons que le rapport de l'USITC contient des données concernant, premièrement, le marché de gros, et deuxièmement, l'ensemble du marché. [...] En particulier, dans son examen de la part de marché et de chacun des indicateurs des résultats financiers, l'USITC a mentionné des données relatives au marché de gros et à l'ensemble du marché. Toutefois, si le rapport de l'USITC comprend de fréquentes références aux données relatives au marché de gros, il ne contient ni ne décrit de données relatives au marché captif, ni ne fait référence à de telles données. [...] Selon les États-Unis, l'examen des données relatives au marché captif est inclus dans l'examen du marché intérieur dans son ensemble, même si le marché de gros fait l'objet d'un examen distinct et exprès.
>
> Il est vrai [...] que les données *agrégées* relatives à la branche de production dans son ensemble incluent des données relatives à chaque partie de la branche de production. Toutefois, en l'absence d'une analyse plus poussée visant à *désagréger* ces données, les données relatives au marché captif restent inconnues. De plus, même si les données *agrégées* relatives à la branche de production dans son ensemble incluent des données relatives à chaque partie de la branche de production, il n'en reste pas moins

[1989] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 329.
[1990] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 330.
[1991] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 294.
[1992] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 295.

> que le rapport de l'USITC ne présente aucune *analyse* de l'importance des données relatives au marché captif. Ainsi, l'USITC ne donne pas d'explication de la situation de la partie de la branche de production nationale qui est protégée de la concurrence directe des importations, ni d'explication de l'importance de cette protection pour la branche de production nationale dans son ensemble. [...] Pourtant, dans l'examen présenté pour le marché de gros, il y *a* une explication de la situation médiocre de la partie de la branche de production nationale qui n'est *pas* protégée des effets des importations.
>
> Comme nous l'avons déjà indiqué, en l'absence d'une explication satisfaisante, l'article 3:1 de l'*Accord antidumping* n'autorise pas les autorités chargées de l'enquête à procéder à un examen sélectif d'une partie d'une branche de production nationale. En fait, lorsqu'une partie d'une branche de production fait l'objet d'un examen distinct, les autres parties devraient aussi être examinées de la même manière. En l'espèce, nous constatons que l'USITC a examiné le marché de gros, sans examiner aussi le marché captif de la même manière ou d'une manière comparable, et qu'elle n'a donné aucune explication satisfaisante indiquant pourquoi elle ne l'avait pas fait."[1993] (notes de bas de page omises, italique dans l'original)[1994]

7.779 Les Communautés européennes font observer que l'Organe d'appel a en d'autres termes constaté qu'un examen des résultats financiers qui était divisé en un examen des résultats pour le marché de gros (c'est-à-dire pour les ventes commerciales) et un examen des résultats pour l'ensemble de la production, était incompatible avec l'Accord antidumping parce qu'une importance comparable n'était pas accordée aux résultats obtenus pour la consommation captive ou parce qu'il n'y avait pas d'explication raisonnable indiquant pourquoi cela n'était pas nécessaire. En l'espèce, et cela n'est pas contesté, l'USITC n'a analysé les résultats financiers de la branche de production que pour les ventes commerciales, et non pour toutes les activités productives ni spécifiquement pour la consommation interne.[1995] Selon les Communautés européennes, les États-Unis tentent de nier que l'affaire *États-Unis – Produits en acier laminés à chaud* est pertinente. Les Communautés européennes estiment qu'elle est, de toute évidence, pertinente – elle établit un principe que les États-Unis n'ont pas respecté. En fait, les États-Unis ont agi à deux égards d'une manière incompatible avec leurs obligations – ils n'ont pas examiné toutes les activités de la branche de production, et en examinant seulement une partie ils ont manqué à l'obligation d'examiner de la même façon toutes les parties ou d'expliquer pourquoi cela n'était pas nécessaire.[1996]

7.780 Les Communautés européennes font valoir que lorsque les activités captives sont exclues de l'analyse, une autorité compétente n'aura pas procédé à une évaluation objective et n'aura pas non plus fourni d'explication motivée et adéquate de ses conclusions. Au demeurant, une analyse aussi incomplète fera douter de l'objectivité et de la représentativité de l'enquête menée par l'autorité compétente en application de l'article 4:2.[1997] Les Communautés européennes font valoir que cela enlève à son tour toute base pour conclure qu'il existe un dommage grave subi par la branche de production nationale.[1998] Elle disent que cela est confirmé par l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, qui contient une liste non limitative d'indicateurs relatifs au dommage qu'une autorité

[1993] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Produits en acier laminés à chaud*, paragraphes 212 à 214.

[1994] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 296.

[1995] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 297.

[1996] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 298.

[1997] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 402.

[1998] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 392.

chargée de l'enquête doit examiner.[1999] Elles font valoir que la portée de cette disposition n'est pas limitée par la référence qui est faite à l'utilisation des produits en question. En conséquence, selon les Communautés européennes, une autorité compétente doit examiner la situation de toutes les activités productives de la branche de production nationale. Une autorité compétente ne peut pas simplement examiner "les profits et pertes" enregistrés au titre de la production qui ne fait pas l'objet d'une consommation interne et conclure qu'il y a des éléments de preuve suffisants d'une dégradation générale notable de la situation d'une branche de production nationale.[2000] À cet égard, les Communautés européennes font observer qu'un producteur intégré peut renoncer à des bénéfices sur des produits intermédiaires d'amont afin de maximiser ses profits sur les ventes de produits finis et hautement spécialisés de plus grande valeur obtenus en aval et peut se contenter de vendre la production excédentaire du produit intermédiaire. En conséquence, une analyse du point de savoir s'il y a eu des pertes sur les ventes du produit intermédiaire d'amont ne donnera qu'une image incomplète de la situation d'une telle branche de production.[2001]

7.781 Les Communautés européennes font en outre valoir que l'examen de l'USITC n'est pas objectif, parce qu'il ne prend pas en considération tous les domaines d'activité, y compris ceux dans lesquels la branche de production nationale obtient peut-être de bons résultats. Le "dommage grave" est défini à l'article 4:1 a) comme constituant une "dégradation générale notable de la situation d'une branche de production nationale". L'article 4:2 a) exige une évaluation de "tous les facteurs pertinents" "qui influent sur la situation" de la branche de production. Les résultats obtenus par une branche de production pour la production destinée à la consommation interne sont sans doute un facteur qui peut influer sur cette branche de production et qui doit donc être évalué et ne peut pas être ignoré. Les Communautés européennes font valoir qu'en conséquence les États-Unis n'ont pas évalué tous les facteurs pertinents et n'ont donc pas dûment examiné l'existence d'un dommage grave. L'absence totale de tout renseignement sur la manière dont a été traitée la production destinée à la consommation interne soulève aussi de sérieuses questions sur la façon dont les coûts ont été répartis entre la production destinée aux ventes commerciales et la production destinée à la consommation interne. Si une part disproportionnée des coûts a été imputée aux ventes commerciales, la rentabilité de ces ventes en serait évidemment diminuée. Puisque les États-Unis admettent qu'ils n'ont pas assuré un traitement cohérent des transferts internes (et donc que les profits et pertes n'ont pas été transférés artificiellement entre les produits), ils n'ont pas conduit une enquête appropriée.[2002] Les Communautés européennes font valoir que cette lacune méthodologique s'applique à la totalité des produits concernés. Pour chaque produit, une partie au moins de la production fait l'objet d'une consommation interne et les résultats financiers afférents à ces produits n'ont donc pas été analysés. En conséquence, les constatations ne sont pas toutes fondées sur une évaluation de la situation de l'ensemble de la branche de production nationale.[2003]

7.782 En réponse, les États-Unis affirment que les renseignements concernant le résultat d'exploitation et les marges bénéficiaires inclus dans le rapport de l'USITC avaient pour but de présenter les résultats de chaque branche de production dans son ensemble, pas seulement d'un segment particulier de cette branche de production.[2004] Les États-Unis reconnaissent que les données relatives au revenu d'exploitation qui figuraient dans le rapport de l'USITC reposaient sur la valeur

[1999] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 393.
[2000] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 394.
[2001] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 395.
[2002] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 423 à 452; réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 71 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[2003] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 424.
[2004] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 331.

des ventes commerciales. Toutefois, les États-Unis expliquent qu'il y avait plusieurs raisons qui ont conduit l'USITC à utiliser ce mode de mesure. Premièrement, c'est principalement au moyen des questionnaires qu'elle a envoyés que l'USITC a obtenu des données sur les résultats financiers. Selon les États-Unis, en demandant que les producteurs, pour la communication de renseignements d'ordre financier, limitent ces renseignements aux recettes effectivement encaissées pour les ventes commerciales, et aux coûts afférents à ces ventes, l'USITC s'est donné l'assurance que les données financières qu'elle recevrait seraient calculées sur une base qui était à la fois cohérente entre les différents producteurs pour chaque produit particulier sur lequel elle recueillait des données et cohérente pour un producteur particulier pour toute la gamme des produits qu'il produisait. En conséquence, selon les États-Unis, l'USITC a fait en sorte que les données financières qu'elle recevait soient "objectives" et compatibles avec les principes comptables généralement acceptés aux États-Unis.[2005] En revanche, la présentation de données financières basées sur de nombreux systèmes différents pour le calcul des valeurs de transfert applicables aux transferts internes de produits aurait pu compromettre sérieusement l'objectivité des données communiquées.[2006] Les États-Unis font valoir que, par ailleurs, si l'USITC avait donné pour instruction aux producteurs de déterminer les valeurs à appliquer aux transferts internes de produits, cela aurait sans doute obligé les producteurs à calculer la valeur des transferts à partir des valeurs des ventes commerciales. Il n'y aurait donc pas eu de différence, ou qu'une différence minime, entre les valeurs de transfert ainsi construites et les valeurs communiquées pour les ventes commerciales, en particulier dans le cas des nombreuses branches de production nationales où les transferts internes constituaient un très petit pourcentage de la production totale.[2007]

7.783 Les Communautés européennes font observer qu'il est inévitable, si rien d'autre n'est analysé que les ventes commerciales, que des questions se posent quant à la façon dont les coûts sont répartis entre la production destinée à la consommation interne et la production destinée aux ventes commerciales. Une analyse incorrecte des coûts affaiblirait à la fois l'analyse de l'existence d'un dommage grave et l'analyse du lien de causalité. Cette question a déjà retenu l'attention du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*.[2008] Dans ce différend, de même que dans le présent différend, trois produits, dont l'un était le gluten de froment, étaient obtenus à partir de la même matière première sur la même ligne de production. En l'espèce, assurément, le produit est en fait le même (du fil machine en aciers inoxydables destiné à la consommation interne est identique à du fil machine en aciers inoxydables destiné à des ventes commerciales), seule l'utilisation immédiate est différente – vente commerciale ou consommation interne. Dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, les Communautés européennes avaient exprimé des préoccupations quant à la méthode employée pour imputer les profits aux différents produits. L'Organe d'appel a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'USITC avait fourni une explication motivée et adéquate des méthodes d'imputation appliquées pour répartir les profits entre les trois produits différents, attendu que le Groupe spécial s'était fondé sur des déclarations faites par les États-Unis qui ne figuraient pas dans le rapport de l'USITC.[2009] [2010]

[2005] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 332; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 110.

[2006] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 332.

[2007] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 333.

[2008] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 8.57 à 8.66 et, infirmant les conclusions du Groupe spécial, rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 156 à 163.

[2009] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 163.

[2010] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 301.

7.784 Les Communautés européennes disent qu'en l'espèce les Communautés européennes ont demandé aux États-Unis de préciser où dans son rapport l'USITC avait expliqué comment elle avait procédé pour assurer que l'imputation des coûts aux ventes commerciales soit cohérente et objective. Dans leur réponse à cette question, les États-Unis, se référant à la page 7 de la partie du rapport de l'USITC intitulée OVERVIEW, ont expliqué que les services de l'USITC avaient vérifié les données communiquées par les producteurs des États-Unis en les comparant avec les états financiers vérifiés.[2011] L'USITC, après avoir décrit comment elle avait distribué les questionnaires, a expliqué à la page 7 de son OVERVIEW:

> "Un examen attentif des données communiquées par les sociétés interrogées a été effectué par les services de la Commission. Certaines procédures analytiques de base ont été effectuées sur les données des questionnaires de toute provenance, y compris des producteurs des États-Unis, des producteurs étrangers, des acheteurs des États-Unis et des importateurs des États-Unis. Les valeurs unitaires communiquées par chaque firme pour les principaux postes, tels que les expéditions, les prix, la valeur des ventes et les coûts ont été minutieusement examinées et comparées avec les données de sources publiques et avec les valeurs unitaires agrégées pour toutes les firmes. Il a été tenu compte des observations présentées par toutes les parties à l'enquête au sujet des divergences et les problèmes matériels posés par les données communiquées ont été résolus.
>
> Les sociétés de production des États-Unis ont fait l'objet de procédures et d'examens supplémentaires. Les données communiquées par ces sociétés concernant les ventes, le revenu d'exploitation et la capacité ont été, dans la mesure la plus complète possible, rapprochées des états financiers de chaque firme, et les valeurs communiquées pour les ventes ont été comparées aux valeurs communiquées pour les ventes commerciales. Une vérification de portée limitée a en outre été effectuée sur l'un des plus grands producteurs d'acier des États-Unis, Nucor Corp., vérification au cours de laquelle les données de son questionnaire ont été rapprochées de ses documents comptables officiels."[2012]

7.785 Selon les Communautés européennes, à première vue, le rapport de l'USITC n'explique pas comment l'USITC a assuré l'imputation correcte des coûts. En fait, le dernier paragraphe, qui a trait aux producteurs nationaux, ne contient aucune référence aux coûts. Il n'y a aucune explication sur la manière dont l'USITC a assuré une imputation des coûts qui soit cohérente entre les différentes sociétés. Rapprocher les données et des comptes financiers annuels établis pour l'ensemble d'une société à partir du revenu généré sur la totalité des produits vendus par cette société, c'est accepter telles quelles certaines imputations du revenu d'exploitation et par conséquent des coûts, qui peuvent être effectuées sur une base différente par différentes sociétés. Au demeurant, selon les Communautés européennes, il n'y a aucune explication d'aucune sorte sur la manière dont l'USITC a vérifié l'exactitude de l'une quelconque des données de la période intermédiaire de 2001, puisque les données de cette période ne peuvent évidemment pas être vérifiées avec les comptes annuels audités. Il n'est pas non plus possible de déterminer comment l'USITC a vérifié l'exactitude des données de la période intermédiaire de 2000, car il n'est pas fourni d'explication quant à la manière dont les sociétés interrogées ont procédé à l'imputation des données de l'année 2000.[2013]

[2011] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 5 des Communautés européennes, paragraphes 11 et 12.

[2012] Rapport de l'USITC, volume III, OVERVIEW-7, cité dans la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 302.

[2013] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 303.

7.786 Les Communautés européennes notent que, dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, l'USITC a expressément examiné la question de l'imputation des profits. L'USITC a conclu:

> "À partir d'un examen attentif des méthodes de répartition utilisées par les producteurs nationaux de gluten de froment pour répondre au questionnaire de la Commission, nous estimons que ces imputations sont appropriées."[2014]

7.787 Selon les Communautés européennes, l'Organe d'appel a conclu que cette déclaration ne constituait pas une explication motivée et suffisante du traitement dont l'imputation des profits avait fait l'objet de la part de l'USITC. L'Organe d'appel a constaté que la détermination du Groupe spécial selon laquelle la déclaration précitée constituait une explication motivée et suffisante fondée sur les renseignements fournis au cours des travaux du Groupe spécial était incompatible avec la norme d'examen que le Groupe spécial était tenu d'appliquer, et a, par conséquent, infirmé les constatations du Groupe spécial.[2015]

7.788 Les Communautés européennes affirment qu'en l'espèce l'USITC n'a même pas examiné les méthodes d'imputation utilisées, n'a pas expliqué si les méthodes d'imputation étaient à son avis cohérentes entre les différents producteurs et n'a même pas allégué que les imputations étaient "appropriées". Se fondant sur l'examen d'une question analogue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, les Communautés européennes demandent que le Groupe spécial constate que l'USITC n'a pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant comment elle s'était assurée que les coûts étaient répartis de manière appropriée entre la production destinée aux ventes commerciales et à la consommation interne.[2016]

7.789 En réponse, les États-Unis font observer que dans la mesure où il y a "des questions sérieuses quant à la manière dont les coûts ont été répartis entre la production destinée aux ventes commerciales et la production destinée aux transferts internes", comme les Communautés européennes l'affirment[2017], ils y ont pleinement répondu et ont apaisé toutes les préoccupations que pouvait susciter la méthode d'imputation des coûts appliquée par l'USITC. Les États-Unis réaffirment que les services comptables de l'USITC ont rapproché les données financières communiquées par les producteurs des États-Unis dans leur réponse au questionnaire et les états financiers vérifiés de ces producteurs afin de s'assurer que les données relatives aux coûts mentionnées dans son rapport étaient imputées aux ventes commerciales d'une manière compatible avec les principes comptables généralement acceptés aux États-Unis. De fait, étant donné que les états financiers vérifiés contiennent des renseignements sur les ventes commerciales seulement, et n'englobent pas les transferts internes, l'USITC n'aurait pas pu procéder à une procédure de rapprochement analogue si elle avait tenté d'utiliser les données relatives aux transferts internes aux fins de son analyse financière.[2018] Les États-Unis estiment que, par sa nature même, la procédure de rapprochement garantissait que les données financières sur lesquelles se fondait l'USITC étaient objectives. En revanche, une analyse financière fondée sur les données relatives aux transferts internes, comme le

---

[2014] Rapport de l'USITC sur les importations de gluten de froment, cité dans le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 157, cité dans la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 303.

[2015] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 162 et 163, cité dans la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 305.

[2016] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 306.

[2017] Réponses écrites des Communautés européennes aux questions n° 71 et 151 posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2018] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 112.

préconisent les Communautés européennes, aurait soulevé de nombreuses difficultés liées au double comptage des produits, plus particulièrement pour les produits similaires aux CPLPAC.[2019]

7.790 Les Communautés européennes disent qu'elles ne sont pas en mesure d'évaluer l'incidence, dans ce cas particulier, du fait qu'il n'a pas été tenu compte de la consommation interne. Elles estiment que ce n'est pas aux Communautés européennes, qui n'ont pas accès aux mêmes renseignements dont les autorités des États-Unis disposaient, ou auraient dû disposer, d'établir quelle aurait été en l'espèce la différence si la consommation captive avait été dûment examinée. Toutefois, les Communautés européennes considèrent qu'elles ont établi *prima facie* que la méthode utilisée par les États-Unis ne permet pas d'évaluer l'existence d'un dommage grave d'une manière compatible avec l'Accord sur les sauvegardes. Elles ne sont pas en mesure d'appliquer la méthode correcte, et par conséquent de déterminer ce qu'un examen approprié aurait changé à la détermination de l'existence d'un dommage grave. Inutile de le dire, étant donné que l'USITC a négligé d'examiner les profits et pertes sur la consommation interne pour tous les groupes de produits, l'effet de cette exclusion pourrait bien être important pour les groupes de produits dont la consommation interne absorbe une proportion substantielle.[2020] En tout cas, les États-Unis étaient tenus d'expliquer pourquoi ils n'avaient pas examiné cette production, même lorsque seule une petite proportion de la production était destinée à la consommation interne, et pourquoi un examen limité aux seules ventes sur le marché ouvert permettait néanmoins, à leur avis, d'avoir une base fiable pour rendre une détermination, compatible avec les règles de l'OMC, de l'existence d'un dommage grave. Une telle conclusion doit être démontrée par les autorités compétentes dans leur rapport et non *a posteriori* devant le Groupe spécial.

7.791 Les États-Unis font observer que les Communautés européennes n'ont pas établi qu'il existe une manière objective de mesurer les "résultats" financiers de ce qui n'est pas une transaction commerciale de libre concurrence, mais simplement un transfert interne effectué par un producteur unique. Les États-Unis font en outre valoir que les Communautés européennes n'ont pas réfuté les déclarations faites par les États-Unis au sujet de l'absence de données objectives sur les résultats financiers en ce qui concerne les transferts internes.[2021]

7.792 Les Communautés européennes concluent qu'il est clair que l'USITC, en n'examinant pas les résultats pour la production destinée à la consommation interne, a manqué à la fois à l'obligation d'assurer un examen des résultats de l'ensemble de la branche de production et, lorsqu'elle n'a examiné qu'un segment, d'examiner d'autres segments d'une manière équivalente. Les Communautés européennes estiment, en conséquence, que les constatations de l'USITC ne sont pas motivées et adéquates et ne devraient pas être confirmées. De plus, l'USITC n'a pas expliqué, d'une manière motivée et adéquate, comment elle s'était assurée que la répartition des coûts entre la production destinée aux ventes commerciales et la production destinée à la consommation interne avait été vérifiée et sa cohérence garantie entre les divers producteurs interrogés qui avaient répondu. En raison de ces deux lacunes, la détermination de l'USITC concluant à l'existence d'un dommage est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 a), 3:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes.[2022]

[2019] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 113.

[2020] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 424, figure 30 et annexe commune B – tableaux 1 à 15.

[2021] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 111.

[2022] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 307.

ii) Renseignements confidentiels

7.793 Les Communautés européennes font valoir que, malgré les nombreuses injonctions de l'Organe d'appel, l'USITC n'a pas fourni d'explication motivée et adéquate quant au fondement de ses constatations parce qu'elle n'a pas communiqué d'importants éléments de données.[2023] Plus particulièrement, les Communautés européennes font valoir que les constatations faites dans le rapport de l'USITC ne donnent pas d'explication motivée et adéquate de la détermination, parce qu'elles ont continué de traiter comme confidentiels, ou n'ont pas fourni, des pans importants d'informations qui étaient nécessaires pour évaluer d'une manière appropriée si les constatations de l'USITC concluant à l'existence d'un dommage grave étaient correctes, et que la détermination de l'existence d'un lien de causalité en était également affectée.[2024] Les Communautés européennes font valoir que cette lacune est particulièrement pertinente en ce qui concerne les groupes de produits des CPLPAC, le fil machine en aciers inoxydables, les fils en aciers inoxydables et les barres en aciers inoxydables.[2025] Les Communautés européennes font valoir que cela infirme à la fois la constatation de l'USITC concluant à l'existence d'un dommage et la constatation de l'existence du lien de causalité, étant donné que l'existence du lien de causalité est établie en corrélant et en comparant les tendances entre les indicateurs de l'existence d'un dommage et l'accroissement des importations.[2026]

7.794 En ce qui concerne les CPLPAC, les Communautés européennes font valoir que les tableaux d'ensemble présentés pour les produits plats, c'est-à-dire les tableaux dans lesquels l'USITC a regroupé les brames, les tôles, les produits en acier laminés à froid, laminés à chaud, revêtus, les aciers "magnétiques" à grains orientés et les produits étamés ou chromés ont été considérés comme confidentiels par l'USITC.[2027] Pour le fil machine en aciers inoxydables, l'USITC n'a communiqué aucune donnée concernant "le commerce et l'emploi" (c'est-à-dire la capacité, la production, les expéditions, les stocks et l'emploi), "les indicateurs financiers" (c'est-à-dire les résultats des opérations) et les comparaisons de prix. De même, pour les barres en aciers inoxydables et les fils en aciers inoxydables, aucune donnée n'a été fournie sur les résultats financiers de la branche de production. Les Communautés européennes font valoir qu'aucune de ces déterminations n'est donc compatible avec les articles 4:2 a) et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.[2028] Les Communautés européennes font également valoir qu'il n'a pas été fourni de données ou qu'il n'a été fourni que des données partielles en ce qui concerne les sous-cotations ou les ventes à des prix inférieurs pour les brames; les produits revêtus; les barres parachevées à froid; certains produits tubulaires; les accessoires et les brides en aciers au carbone et aciers alliés; les barres en aciers inoxydables et le fil machine en aciers inoxydables.[2029]

7.795 Selon les États-Unis, se bornant à formuler une allégation d'ordre général selon laquelle les États-Unis ont agi de manière incompatible avec leurs obligations en ne publiant pas les données confidentielles, les Communautés européennes ne demandent pas communication des tableaux, ni dans leur forme confidentielle ni sous forme de données indexées. Les Communautés européennes n'affirment pas non plus que l'un quelconque des renseignements supprimés soit nécessaire ou approprié pour l'évaluation de ces allégations par le Groupe spécial, et ne demandent pas au Groupe spécial d'invoquer l'article 13:1 du Mémorandum d'accord.[2030] Les États-Unis notent que les

[2023] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 378.
[2024] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 407 et 408.
[2025] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 409.
[2026] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 378 et 379.
[2027] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 413.
[2028] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 416.
[2029] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 417.
[2030] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1330.

Communautés européennes en particulier allèguent que l'USITC a violé l'article 3:1 en ne publiant pas certaines "données agrégées" concernant les producteurs nationaux d'acier laminé plat.[2031] À cet égard, les États-Unis font observer que dans son rapport, l'USITC a publié des données concernant les "résultats des opérations des producteurs des États-Unis", et "pour les producteurs des États-Unis la capacité, la production, les expéditions, les stocks et l'emploi" pour chacun des produits laminés plats (c'est-à-dire, les brames, les tôles, les produits en acier laminés à chaud, les produits en acier laminés à froid, les produits en acier revêtus et les produits étamés ou chromés), à l'exception des AMGO. La raison pour laquelle il n'a pas été publié de données pour les AMGO était que, vu qu'il n'y a que deux producteurs nationaux, la publication des données aurait révélé des renseignements confidentiels spécifiques pour la société concernée. L'USITC ne pouvait pas publier de données agrégées sur les produits laminés plats car le fait de publier ces données permettrait aux lecteurs d'obtenir des renseignements sur les AMGO par simple soustraction des données portant sur chacun des autres produits plats.[2032]

7.796 Les États-Unis font valoir que l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle l'USITC aurait dû, au strict minimum, publier des "données agrégées" pour préserver la confidentialité tout en se conformant aux prescriptions de l'article 3:1 en ce qui concerne la publication, a été rejetée par le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*.[2033] Les États-Unis font observer que le Groupe spécial, dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, a conclu que, eu égard à:

> "[L]"importance fondamentale qu'il y a à préserver le caractère confidentiel des renseignements commerciaux sensibles afin d'assurer l'efficacité des enquêtes nationales en matière de sauvegardes, à la latitude que l'article 3:2 de l'AS laisse implicitement aux autorités chargées de l'enquête pour déterminer si, sur un exposé des "raisons", des renseignements doivent ou non être traités comme "confidentiels", et à l'interdiction expresse et impérative qui leur est faite dans cette disposition de divulguer ces renseignements sans l'autorisation de la partie qui les a fournis, nous ne pouvons pas estimer que les États-Unis ont enfreint leurs obligations au titre des articles 2:1 et 4 de l'AS, ni en particulier au titre de l'article 4:2 c), en ne divulguant pas, dans le rapport publié de la Commission, des renseignements considérés, en vertu de la politique de cette dernière, comme des renseignements "qui [sont] de nature confidentielle ou qui [sont] fournis à titre confidentiel", y compris des données agrégées."[2034]

7.797 Les États-Unis continuent en disant que tout récemment, le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, a confirmé que les prescriptions de l'article 3:1 en matière de publication devaient être interprétées d'une manière qui ne limite pas les prescriptions de l'article 3:2 relatives à la confidentialité. En particulier, le Groupe spécial a dit que:

> "S'agissant de l'allégation de la Corée selon laquelle le fait de ne pas inclure les renseignements confidentiels pertinents dans une détermination publiée constitue une violation des articles 3:1 et 4:2 c), nous notons que le Groupe spécial *États-Unis – Gluten de froment* a constaté ce qui suit: l'obligation, énoncée à l'article 4:2 c), de publier une "analyse détaillée de l'affaire faisant l'objet de l'enquête" et une "justification du caractère pertinent des facteurs examinés" ne pouvait pas donner lieu

[2031] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1331.
[2032] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1332.
[2033] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1336.
[2034] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1337.

> à la publication de "renseignements qui seront de nature confidentielle ou qui seront fournis à titre confidentiel" au sens de l'article 3:2."[2035]

7.798 Selon les États-Unis, il n'y a aucune raison qui ferait que le Groupe spécial ne devrait pas s'inspirer de la constatation rendue par le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* au sujet de l'allégation formulée par les Communautés européennes au titre de l'article 4:2 c). De même, et étant donné que l'article 4:2 c) fait expressément référence à l'article 3, les États-Unis notent qu'ils ne voient pas comment la prescription de l'article 3:1 (dernière phrase) concernant l'obligation des autorités de "publier un rapport exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles seront arrivées sur tous les points de fait et de droit pertinents" pourrait impliquer la publication "de renseignements [qui sont] de nature confidentielle ou […] fournis à titre confidentiel" au sens de l'article 3:2. Les États-Unis font observer qu'ils encouragent en conséquence le Groupe de travail à rejeter l'allégation des Communautés européennes selon laquelle le fait de ne pas inclure des renseignements confidentiels pertinents dans une détermination publiée constitue en soi une violation des articles 3:1 et 4:2 c). De l'avis des États-Unis, il n'y avait donc, pour les États-Unis, aucune obligation de publier des renseignements confidentiels, même sous une forme "agrégée".[2036]

7.799 Les Communautés européennes font observer que l'article 11 du Mémorandum d'accord donne pour instruction aux groupes spéciaux, notamment, de procéder à une évaluation objective des faits. Les Communautés européennes se fondent également sur la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, dans laquelle, selon les Communautés européennes, l'Organe d'appel a constaté que le Groupe spécial avait manqué à l'obligation qui lui incombait en vertu de l'article 11 lorsque, pour évaluer la solidité de l'analyse de l'USITC, il s'était fondé sur des explications qui avaient été fournies par les États-Unis au cours des débats et qui n'étaient pas présentes dans le rapport de l'USITC. Sur la base de cette décision, les Communautés européennes font valoir qu'un Membre qui applique une mesure de sauvegarde doit inclure dans le rapport qu'il est tenu de fournir toutes les données et toutes les explications suffisantes pour justifier la mesure. Selon les Communautés européennes, cela n'oblige pas un Membre à divulguer des données qui sont confidentielles et dont la publication serait préjudiciable pour les entreprises. Toutefois, selon les Communautés européennes, cette disposition exige que le Membre fournisse des données agrégées dans lesquelles les données relatives aux différentes entreprises ne sont pas identifiables, ou qu'elles fournissent des données indexées illustrant les tendances qui ressortent des données. Les Communautés européennes font observer que cette prescription constitue, à certains égards, l'obligation concomitante de celle imposée aux entreprises, à l'article 3:2, de fournir un résumé non confidentiel des données.[2037]

7.800 Les Communautés européennes font valoir que les données peuvent faire légitimement l'objet d'un traitement confidentiel lorsqu'une entreprise seulement a fourni à une autorité compétente les données qui ont été utilisées pour justifier une mesure de sauvegarde. À cet égard, les Communautés européennes notent que l'article 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes définit la "branche de production nationale" comme étant constituée de "l'ensemble des producteurs", ou de "ceux dont les productions additionnées de produits similaires ou directement concurrents constituent une proportion majeure de la production nationale totale …". Les Communautés européennes font observer qu'étant donné qu'il doit être démontré qu'un dommage grave a été, au strict minimum, causé à une "proportion majeure" de la production, on est obligatoirement amené à douter que les données

[2035] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1338.
[2036] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1340.
[2037] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 384.

puissent être considérées comme la preuve qu'une "proportion majeure" de la branche de production nationale a subi un dommage grave dès lors qu'un producteur seulement a fourni des données.[2038]

7.801 Les Communautés européennes font valoir que, s'il est entendu que l'USITC était tenue à certaines obligations de confidentialité en vertu de la législation nationale, cela ne dispense pas les États-Unis des obligations qu'ils ont contractées en vertu des règles de l'OMC de fournir une explication adéquate et motivée de leurs constatations factuelles et des conclusions juridiques qu'ils en ont déduites. De l'avis des Communautés européennes, lorsque deux sociétés ou davantage ont fourni des données, les données agrégées auraient été suffisantes pour garantir que des renseignements confidentiels spécifiques à une société n'entrent pas dans le domaine public. Les Communautés européennes font en outre valoir que les données eussent-elles été fournies par une seule société, ces données auraient pu être indexées d'une manière qui aurait été suffisante pour démontrer, d'une manière motivée et adéquate, que la mesure de sauvegarde était justifiable.[2039]

7.802 Les États-Unis notent que les Communautés européennes sont en l'espèce le seul plaignant qui formule une allégation concernant les renseignements confidentiels. Les États-Unis affirment que tous les autres plaignants ont donc estimé que le rapport public de l'USITC était soit adéquat à cet égard soit, au minimum, que ce n'était pas là un sujet qu'ils devaient aborder dans le cadre du présent différend.[2040]

7.803 Les États-Unis notent que les Communautés européennes reconnaissent que les États-Unis ont certaines obligations de confidentialité en vertu de la législation nationale et qu'elles ne demandent pas aux États-Unis de violer ces obligations ou de fournir les versions confidentielles des tableaux de données pertinents. Les États-Unis notent qu'en fait les protections prévues pour les renseignements confidentiels dans le cadre de la législation des États-Unis sont compatibles avec les protections analogues accordées par l'article 3:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[2041] Les États-Unis notent également que les Communautés européennes affirment que les États-Unis "auraient pu" joindre ces renseignements à leur rapport sous une forme indexée, mais aujourd'hui elles ne semblent pas chercher davantage à obtenir des renseignements sous une forme indexée. Les Communautés européennes disent qu'il est trop tard pour que les États-Unis "remédient aux insuffisances de leur rapport en fournissant maintenant les renseignements".[2042] En réponse, les États-Unis font valoir que les États-Unis "auraient-ils pu" établir un résumé non confidentiel des données confidentielles, il ne s'ensuit pas qu'ils aient eu une obligation de le faire. L'Accord sur les sauvegardes n'oblige pas un Membre à publier des renseignements indexés ou d'autres résumés publics en tant que parties de son rapport et les Communautés européennes ne citent pas de disposition de l'Accord ni de constatations d'un groupe spécial ou d'un organe d'appel pour étayer leur affirmation qu'il en est ainsi. En vertu de l'article 3:1 de l'Accord, il suffit que "les autorités compétentes publient un rapport exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles seront arrivées sur tous les points de fait et de droit pertinents".[2043]

7.804 Les États-Unis notent que l'USITC a publié deux versions de son rapport, une version confidentielle et une version publique. La version confidentielle a été envoyée au Président des États-Unis et aux personnes autorisées en vertu de l'ordonnance conservatoire administrative de l'USITC (y compris aux avocats représentant la plupart des principaux producteurs d'acier de l'UE).

[2038] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 387.
[2039] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 418.
[2040] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1323.
[2041] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1324.
[2042] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1325.
[2043] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1326.

Une version caviardée a été mise à la disposition du public. Rien dans les articles 3:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes n'oblige les autorités compétentes à publier, dans un rapport public, les renseignements confidentiels qui appuient leurs constatations et conclusions. En fait, le paragraphe 2 de l'article 3, c'est-à-dire le deuxième paragraphe de l'article même qui impose aux autorités compétentes l'obligation de publier un rapport, reconnaît que les autorités compétentes auront probablement reçu des renseignements confidentiels au cours de leur enquête, et dit sans ambiguïté aucune que "ces renseignements ne seront pas divulgués sans l'autorisation de la partie qui les aura fournis".[2044]

7.805 Les États-Unis affirment également que ce n'est pas seulement la législation nationale qui empêche la Commission de divulguer des renseignements confidentiels. L'article 3:2 de l'Accord sur les sauvegardes lui-même exige que cette confidentialité soit préservée. Les États-Unis rappellent que dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* le Groupe spécial a constaté que:

> "L'article 3:2 de l'Accord fait obligation aux autorités nationales chargées de l'enquête de ne pas divulguer – y compris dans leur rapport publié exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles sont arrivées sur tous les points de fait et de droit pertinents et justifiant le caractère pertinent des facteurs examinés – des renseignements qui sont "de nature confidentielle ou qui [sont] fournis à titre confidentiel" sans l'autorisation de la partie qui les a fournis."[2045]

7.806 Selon les États-Unis, étant donné que le libellé même de l'article 4:2 c) fait expressément référence aux dispositions de l'article 3, et étant donné le libellé spécifique et impératif de l'article 3:2 concernant le traitement prescrit pour les renseignements qui sont de nature confidentielle ou sont fournis à titre confidentiel, la prescription de l'article 4:2 c) concernant l'obligation de publier une "analyse détaillée de l'affaire faisant l'objet de l'enquête" ainsi qu'une "justification du caractère pertinent des facteurs examinés" ne peut impliquer l'obligation de publier des renseignements "de nature confidentielle" ou "fournis à titre confidentiel" au sens de l'article 3:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[2046]

7.807 Les Communautés européennes font observer dans leur contre-réponse que l'USITC, en tant qu'autorité chargée de l'enquête, était tenue de traiter certains des renseignements qu'elle recevait comme des renseignements confidentiels. Cela signifiait que ces données ne pouvaient pas être divulguées dans son rapport public. Les Communautés européennes ne contestent pas que les États-Unis peuvent refuser de fournir des données spécifiques lorsqu'un traitement confidentiel est justifié. Toutefois, le fait que les États-Unis peuvent s'abstenir de publier certaines données ne les dispense pas de leur obligation de fournir une explication motivée et adéquate. Sans une telle explication motivée et adéquate, le Groupe spécial ne peut pas procéder à une évaluation objective de l'affaire dont il est saisi et ne peut pas garantir, avec les Membres intéressés de l'OMC, qu'il a été satisfait aux conditions nécessaires pour l'application de mesures de sauvegarde.[2047]

7.808 Les Communautés européennes font en outre valoir qu'une large part de l'argumentation des États-Unis sur cette question était qu'ils n'étaient pas tenus de divulguer des données confidentielles.[2048] Selon les Communautés européennes, le problème n'est pas là. Les Communautés

---

[2044] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1327.

[2045] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 8.19, cité dans la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1334.

[2046] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1335.

[2047] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 308.

[2048] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1322 à 1340.

européennes ont fait valoir que l'USITC avait une obligation de fournir une explication motivée et adéquate, et que cela pouvait être fait en fournissant, par exemple, des données indexées ou des données agrégées. Les États-Unis ont rejeté cet argument, en faisant valoir que:

> "Les États-Unis "auraient-ils pu" établir un résumé non confidentiel des données confidentielles, il ne s'ensuit pas qu'ils aient eu une obligation de le faire."[2049]

7.809 Ce faisant, selon les Communautés européennes[2050], les États-Unis semblaient nier l'obligation de fournir une explication motivée et adéquate de leurs conclusions. Toutefois, en réponse à une question du Groupe spécial sur le lien entre la possibilité de protéger des renseignements confidentiels et l'obligation de fournir une explication motivée et adéquate, les États-Unis ont estimé:

> "Lorsqu'une enquête comporte des quantités importantes de renseignements confidentiels, il y a pour l'autorité plusieurs moyens lui permettant de satisfaire à la fois à son obligation, découlant de l'article 3:1, de fournir des constatations et des conclusions motivées, et à son obligation, découlant de l'article 3:2, de ne pas divulguer de renseignements confidentiels."[2051]

7.810 Les Communautés européennes disent qu'elles ne formuleraient pas tout à fait dans les mêmes termes la législation applicable, mais qu'elles se félicitent du fait que les États-Unis reconnaissent que le droit affirmé de ne pas divulguer de renseignements confidentiels coexiste avec l'obligation de fournir une explication motivée et adéquate pour satisfaire au critère du "dommage grave" au sens de l'article 4 de l'Accord sur les sauvegardes. La question est alors de savoir ce qui est requis d'une autorité chargée de l'enquête à la lumière de l'obligation de fournir une explication motivée et adéquate en ce qui concerne les données remplissant les conditions voulues pour faire l'objet d'un traitement confidentiel.[2052]

7.811 Les Communautés européennes notent que, pour tenter de régler le présent différend, elles ont demandé aux États-Unis de fournir les renseignements qui avaient été écartés de la version publique du rapport de l'USITC. Les Communautés européennes disent que les États-Unis n'ont jamais répondu à cette demande. Elles font en outre valoir que les États-Unis ne peuvent pas tenter de remédier aux insuffisances de leur rapport en fournissant maintenant les renseignements qui, pour satisfaire aux articles 2:1, 4:2 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, auraient dû figurer dans le rapport.[2053]

7.812 En réponse, les États-Unis affirment qu'après avoir rencontré les représentants des Communautés européennes, l'USTR a demandé à l'USITC, à titre informel, de revoir la version publique de son rapport afin de déterminer si certaines des données qui avaient été supprimées dans les tableaux avaient été désignées à tort comme confidentielles et devraient être divulguées. L'USITC a constaté qu'aucune de ces données n'avait été désignée à tort comme confidentielle. Les États-Unis n'avaient donc rien à signaler. Les États-Unis font observer que le Groupe spécial devrait savoir que le rapport de l'USITC contenait près de 400 tableaux dont un pourcentage écrasant était disponible dans leur intégralité dans la version publique du rapport de l'USITC. Selon les États-Unis, l'objection

---

[2049] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 309.
[2050] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 310.
[2051] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 77 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[2052] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 311.
[2053] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 419.

des Communautés européennes porte sur la suppression de données dans 14 seulement de ces tableaux.[2054]

7.813 En réponse à une question posée par le Groupe spécial, les États-Unis font valoir qu'ils ne pensent pas qu'il y ait une contradiction entre l'obligation énoncée à l'article 3:1 de fournir une explication motivée et adéquate et l'obligation énoncée à l'article 3:2 de protéger les renseignements confidentiels. L'obligation d'une autorité de protéger les renseignements confidentiels en vertu de l'article 3:2 n'est soumise à aucune condition d'aucune sorte. La première phrase de l'article 3:2 dit que les renseignements confidentiels "seront, sur exposé des raisons, traités comme tels par les autorités compétentes". L'article 3:2 ne dit pas que l'autorité doit publier ces renseignements s'ils sont d'une importance particulièrement cruciale pour sa décision, ou si leur divulgation aiderait à comprendre les raisons de ses constatations et de ses conclusions. Au contraire, l'obligation de l'autorité de ne pas divulguer de renseignements confidentiels est absolue. Les États-Unis font valoir que, par conséquent, les constatations et les conclusions motivées qu'une autorité fournit en vertu de l'article 3:1 doivent être des constatations et des conclusions qui ne divulguent pas de renseignements confidentiels. En fait, étant donné que le respect de la confidentialité est une obligation, un groupe spécial ne peut pas faire des déductions défavorables à l'encontre d'un Membre parce que les autorités compétentes de ce Membre ne divulguent pas de renseignements confidentiels. Au contraire, le Groupe spécial doit apprécier l'adéquation de l'explication de l'autorité à partir des renseignements que l'autorité pourrait divulguer de manière appropriée.[2055]

7.814 Les États-Unis font également valoir que lorsqu'une enquête comporte des quantités importantes de renseignements confidentiels, il y a pour l'autorité plusieurs moyens lui permettant de satisfaire à la fois à son obligation découlant de l'article 3:1 de fournir des constatations et des conclusions motivées et à son obligation découlant de l'article 3:2 de ne pas divulguer de renseignements confidentiels. L'un de ces moyens consiste à fournir une analyse descriptive non confidentielle des renseignements confidentiels. Les États-Unis font observer que c'est ce mode d'approche que l'USITC a adopté à plusieurs reprises dans son rapport. Par exemple, dans l'analyse de la baisse des prix des barres parachevées à froid, l'USITC a dû supprimer certains chiffres quantifiant les baisses de prix qui figurent à la page 105 de son rapport. À la place, elle a qualifié les baisses de "spectaculaires". La nature de son analyse est donc clairement discernable. Même pour le fil machine en aciers inoxydables, pour lequel pratiquement toutes les données concernant la branche de production nationale étaient confidentielles, l'USITC a pu néanmoins examiner les tendances des données relatives à la branche de production en termes généraux, mais descriptifs, qui permettent au Groupe spécial de discerner les raisons des conclusions de l'USITC. De cette manière, l'USITC a fourni des constatations et des conclusions qui ne divulguent pas de renseignements confidentiels.[2056]

7.815 En réponse, les Communautés européennes disent que la question n'est pas de savoir si la tendance est "discernable" du fait de l'utilisation du mot "spectaculaire". La question est de savoir si, pour reprendre les termes de l'Organe d'appel, une autorité compétente a fourni une "explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient sa détermination".[2057] L'utilisation du mot "spectaculaire" ne dit rien quant au point de savoir si les faits étayent la détermination selon laquelle la baisse des prix était "spectaculaire". Les Communautés européennes disent qu'elles ne suggèrent pas que les États-Unis divulguent des renseignements qui sont confidentiels. L'indexation des

[2054] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1329.
[2055] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 77 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[2056] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 77 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[2057] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 103.

mouvements de prix serait un moyen de permettre à un groupe spécial de déterminer si une baisse des prix était en fait "spectaculaire". Assurément, la citation du texte de la constatation pour laquelle les États-Unis jugent suffisante l'utilisation du mot "spectaculaire" montre bien que la notion d'"analyse descriptive non confidentielle" de renseignements confidentiels ne permet pas à une autorité compétente de fournir une explication motivée et adéquate de ses constatations:

> "[L]es valeurs unitaires moyennes des importations ont évolué à la baisse entre 1996 et 1998, et le recul s'est accéléré en 1999. […] Une autre preuve de la très forte baisse des prix à l'importation en 1999 est constituée par les données concernant le C12L14 d'un pouce de diamètre, qui est la barre parachevée à froid pour laquelle la Commission a obtenu des données importantes relatives aux prix des produits importés. Entre le quatrième trimestre de 1998 et le premier trimestre de 1999, les prix à l'importation de ce produit ont baissé de *** pour cent. Ils ont de nouveau fléchi de *** pour cent entre les premier et deuxième trimestres de 1999, soit la plus forte baisse trimestrielle à ce moment de la période considérée."[2058]

7.816 Selon les Communautés européennes, il n'y a aucune indication montrant comment les faits étayent la détermination de l'USITC selon laquelle la baisse des prix des importations a été "spectaculaire". Si les données relatives aux prix des importations avaient été indexées, l'autorité chargée de l'enquête, sans fournir de chiffres spécifiques, aurait pu montrer que la baisse des prix était d'une ampleur suffisante pour être qualifiée de "spectaculaire". "Une analyse descriptive non confidentielle" n'est donc pas suffisante pour fournir une explication motivée et adéquate montrant comment les faits étayent la détermination.[2059]

7.817 Au sujet de l'allégation selon laquelle il n'a pas été fourni de données d'aucune sorte (autres que les données relatives aux importations) pour le fil machine en aciers inoxydables, ni de données financières pour les barres en aciers inoxydables et le fil machine en aciers inoxydables, les Communautés européennes notent que pour tous ces trois produits, les Communautés européennes ont fait valoir, et l'USITC a reconnu, que les mouvements des coûts (imputables essentiellement au nickel), en plus des coûts de l'énergie, ont eu un impact substantiel sur les résultats de la branche de production. Les Communautés européennes notent qu'en ce qui concerne les barres en aciers inoxydables, l'USITC a constaté que:

> "Si la valeur unitaire moyenne des ventes commerciales nettes de la branche de production a progressé en 2000 et en 2001, le coût des produits vendus supporté par la branche de production a augmenté, passant de *** pour cent de ses recettes nettes des ventes à *** pour cent de la valeur de ses ventes commerciales nettes en 1999, à *** pour cent de ses ventes commerciales nettes en 2000, et à *** pour cent pendant la période intermédiaire de 2001. Du fait de la baisse des marges entre le coût des produits vendus supporté par la branche de production et la valeur de ses ventes nettes, le revenu d'exploitation de la branche de production a décliné, passant d'un bénéfice de *** pour cent en 1998 à une perte de *** pour cent en 1999, ne s'est redressé que légèrement avec un bénéfice minime de *** pour cent en 2000 et est

[2058] Rapport de l'USITC, volume I, pages 105 et 106, mentionné dans la réponse écrite des États-Unis à la question n° 77 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond, et cité dans la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 313.

[2059] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 313.

> retombé ensuite, accusant une perte de *** pour cent pendant la période intermédiaire de 2001."[2060]

7.818 Selon les Communautés européennes, des hausses des coûts peuvent être dans certaines circonstances une autre cause possible du dommage. Leur analyse peut donc être d'une importance cruciale. Toutefois, étant donné que les coûts relatifs à ces produits n'ont pas été communiqués sous forme de données indexées, il n'y a aucun moyen de déterminer si les faits constatés par l'USITC étayaient sa détermination. Le même problème a été traité de la même manière pour le fil machine en aciers inoxydables[2061] et pour les fils en aciers inoxydables.[2062] Les Communautés européennes font observer que l'utilisation peut-être la plus frappante qui est faite des suppressions a trait aux arguments des parties intéressées selon lesquels certains problèmes qui affectent l'un des très rares producteurs nationaux avaient une incidence sur la situation générale de la branche de production nationale. Pour le fil machine et les barres en aciers inoxydables, l'USITC a noté:

> "En outre, nous avons aussi examiné l'argument de sociétés interrogées selon lequel la situation de la branche de production pendant la période avait gravement pâti des résultats médiocres du producteur national AL Tech/Empire. Cependant, ***."[2063]

7.819 Les Communautés européennes affirment qu'en conséquence, dès lors qu'il est admis qu'un Membre doit fournir une explication motivée et adéquate quand bien même certaines données ne peuvent pas être divulguées pour des raisons de confidentialité, il ne peut y avoir aucun doute que la présentation d'une "analyse descriptive non confidentielle" est à elle seule insuffisante pour fournir une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent une détermination de l'existence d'un dommage grave et d'un lien de causalité. Selon les Communautés européennes, les États-Unis ont prouvé qu'ils étaient parfaitement capables de fournir des données dans un autre format qui protégeait la confidentialité des données sous-jacentes, et qu'ils étaient potentiellement en mesure de fournir une explication motivée et adéquate dans leur analyse de la proportionnalité de la mesure concernant le fil machine en aciers inoxydables.[2064] En conséquence, pour le fil machine en aciers inoxydables, les barres en aciers inoxydables et les fils en aciers inoxydables, les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les articles 2:1, 4:2 a), 3:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes.[2065]

iii) Données récentes

7.820 Les Communautés européennes font valoir qu'un Membre, avant de prendre une mesure, doit tenir compte de tous les renseignements qu'il a à sa disposition. Elles affirment que c'est là un élément essentiel de la fourniture d'une explication adéquate et motivée, plus spécialement en ce qui concerne les déterminations de l'existence d'une menace de dommage grave, qui dépendent d'extrapolations des tendances. Les Communautés européennes font valoir que si des données récentes qui sont disponibles avant que l'autorité compétente ne décide d'imposer des mesures de sauvegarde jetaient le doute sur une détermination concluant à l'existence d'une menace de dommage

---

[2060] Rapport de l'USITC, volume I, pages 211 et 212 (notes de bas de page omises), cité dans la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 315.

[2061] Rapport de l'USITC, volume I, pages 220 et 221.

[2062] Rapport de l'USITC, volume I, page 259.

[2063] Rapport de l'USITC, volume I, page 221, et pour les barres en aciers inoxydables page 212, où l'USITC déclare, "Nous notons, toutefois, que ***", cité dans la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 316.

[2064] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1160 et 1161.

[2065] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 317.

grave, l'autorité compétente doit justifier sa détermination de l'existence d'une menace de dommage grave à la lumière de ces faits nouveaux récents. Selon les Communautés européennes, ne pas le faire signifie que la détermination n'est pas motivée et adéquate et, de surcroît, qu'une conclusion de l'autorité compétente établissant qu'une mesure est justifiée serait incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[2066]

iv) Analyse des tendances

7.821 Les Communautés européennes affirment que l'USITC a fondé un certain nombre de ses déterminations (concernant, par exemple, l'utilisation de la capacité, les valeurs unitaires moyennes, le coût des matières premières et la productivité) sur une comparaison entre points extrêmes (par exemple, 1996 par rapport à 2000). Ce faisant, elle n'a pas fourni de données qui auraient indiqué les tendances des indicateurs de dommage au cours de la période visée par l'enquête et qui auraient donc permis une analyse correcte du lien de causalité. Les Communautés européennes font valoir que l'absence de données indiquant les tendances montre que l'analyse, aussi bien du dommage que du lien de causalité, n'a pas été suffisamment argumentée ni expliquée par l'USITC.[2067]

c) Agrégation des données

i) CPLPAC

7.822 Les Communautés européennes font valoir qu'en ce qui concerne les CPLPAC, le rapport de l'USITC n'a pas fourni d'explication motivée et adéquate de la détermination. En particulier, les Communautés européennes font valoir que quand bien même il existait des ensembles de données distincts pour chacun des produits que l'USITC amalgame dans le groupe unique des CPLPAC (c'est-à-dire, pour les brames, la tôle et les produits laminés à chaud, à froid et revêtus), il n'y avait pas de tableau contenant des données pour les cinq produits ainsi regroupés par l'USITC. Les constatations de l'existence d'un dommage pour le groupe unique de produits constitué par les CPLPAC reposaient donc sur des données agrégées à partir de données portant sur chacun des cinq produits. Les Communautés européennes font valoir qu'il n'y a aucun moyen de déterminer comment les données relatives aux CPLPAC en tant que groupe ont été calculées et, par conséquent, si les conclusions auxquelles est arrivée l'USITC sont justifiées.[2068]

7.823 En outre, les Communautés européennes font valoir que l'agrégation pose d'importants problèmes de double comptage qui, disent-elles, doivent être pris en compte pour éviter que les données agrégées deviennent peu fiables.[2069] Les Communautés européennes font observer que le double comptage résulte, entre autres choses, du fait que la capacité de production de certains produits a aussi servi à produire d'autres produits, et qu'une proportion substantielle de produits a été consommée dans la production de produits d'aval. Les Communautés européennes affirment que l'USITC avait donc connaissance de ces problèmes quand elle a conduit son enquête. Cependant, elle n'a jamais fourni, dans le rapport de l'USITC (ni ailleurs), de tableau montrant et expliquant comment elle avait ajusté les données pour tenir compte de ce double comptage.[2070]

[2066] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 388.
[2067] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 412.
[2068] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 410.
[2069] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 411.
[2070] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 72 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

7.824 Les Communautés européennes font observer que les États-Unis ne peuvent pas, en même temps, prétendre se fonder sur un groupe agrégé de CPLPAC et ne pas fournir de données correctes pour ce groupe artificiel qu'ils ont eux-mêmes créé. Selon les Communautés européennes, sans une telle démonstration, la détermination n'est ni motivée ni expliquée d'une manière adéquate.[2071] Les Communautés européennes notent à cet égard que les tableaux d'ensemble relatifs à ces produits sont considérés comme confidentiels par l'USITC.[2072] Les Communautés européennes disent qu'en tout état de cause ces tableaux n'auraient pas donné une image tout à fait exacte du groupe des CPLPAC parce qu'ils comprenaient également des données sur les AMGO et les produits étamés ou chromés.[2073]

7.825 En réponse, les États-Unis font observer que, dans la conduite de son enquête, l'USITC a reconnu que la consommation interne de certains types de CPLPAC destinée à la production d'autres de ces produits similaires d'aval pourrait poser des problèmes de double comptage si les données concernant certains facteurs relatifs au dommage (tels que la production et la capacité) étaient simplement agrégés pour les cinq types de CPLPAC. L'USITC a demandé l'avis des parties à l'enquête sur la façon dont ces problèmes de double comptage pourraient être réduits au minimum.[2074] En rendant ses déterminations, l'USITC s'est généralement fondée sur des données combinées pour les cinq types de CPLPAC. Cependant, pour tenir compte du problème de double comptage, elle a aussi examiné les données relatives aux différents types de CPLPAC et envisagé un éventail de différents moyens pour mesurer ces facteurs, conformément aux arguments avancés par les représentants des producteurs nationaux et étrangers. Elle a constaté que, dans la plupart des cas, ces données distinctes faisaient apparaître des tendances qui étaient analogues à celles qui ressortaient des données agrégées pour l'ensemble de la branche de production.[2075] [2076]

ii) Produits étamés ou chromés

7.826 La Norvège fait observer qu'un nombre non spécifié de producteurs de produits étamés ou chromés produisent également une gamme d'autres types de CPLPAC, y compris des brames et des produits laminés à chaud ("brames"). Il n'y a pas d'éléments de preuve indiquant que les résultats d'exploitation correspondant à ces segments des entreprises ont été considérés séparément pour déterminer quelles entreprises sont les "producteurs du produit similaire".[2077] La Norvège estime que lorsque cela n'a pas été fait, il en résulte une évaluation incorrecte de l'existence d'un dommage causé à la branche de production des produits étamés ou chromés, étant donné que le dommage allégué peut être causé à d'autres parties des opérations de ces entreprises.[2078]

7.827 En réponse, les États-Unis font observer que la Norvège se trompe. Son argument semble supposer que, dès lors qu'un producteur des États-Unis aurait produit plusieurs types différents d'acier, il communiquerait ses données à l'USITC sur la base de tous les produits qu'il a produits. En fait, les instructions figurant dans le questionnaire de l'USITC faisaient obligation à chaque producteur national de communiquer toutes les données, y compris les données financières, séparément pour

---

[2071] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 411.
[2072] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 413.
[2073] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 413.
[2074] Rapport de l'USITC, FLAT-15 n. 11, FLAT-30 note de bas de page 13, et FLAT-44 note de bas de page 14.
[2075] Rapport de l'USITC, page 51 note de bas de page 193, et page 56 note de bas de page 232.
[2076] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 24 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[2077] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 236.
[2078] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 73.

chacune des 33 catégories d'acier.[2079] Étant donné que les produits étamés ou chromés étaient une catégorie distincte aux fins de la collecte des données, un producteur qui produisait à la fois des produits étamés ou chromés et d'autres types d'acier visés par l'enquête aurait communiqué ses données pour les produits étamés ou chromés séparément des données relatives à d'autres catégories. De surcroît, les services de l'USITC ont examiné toutes les réponses des producteurs nationaux au questionnaire afin de vérifier si elles faisaient apparaître des divergences entre les données communiquées sur les différents facteurs, y compris les expéditions, les ventes et la capacité.[2080] [2081]

d) Processus décisionnels dans le contexte des déterminations de l'USITC établissant l'existence d'un dommage

7.828 La Chine fait valoir qu'en raison de la situation résultant du partage égal des voix en ce qui concerne les fils en aciers inoxydables, l'enquête sur ce produit n'était pas achevée avant que le Président des États-Unis n'eût décidé, dans sa proclamation, en faveur de quelle détermination il se prononçait. La Chine note qu'à l'article 4 de la Proclamation présidentielle, le Président a décidé de "considérer la détermination des groupes de commissaires ayant voté de façon positive" en ce qui concerne les fils en aciers inoxydables. La Chine affirme, cependant, que les commissaires qui ont émis un vote positif ne s'étaient pas entendus sur une détermination unique et commune et que le Président des États-Unis n'a pas dit précisément sur la base de quelles opinions il avait décidé de voter en faveur d'une mesure de sauvegarde. La Chine fait valoir qu'en conséquence la décision du Président des États-Unis n'était pas étayée par des explications claires indiquant pourquoi il constatait que la branche de production des fils en aciers inoxydables subissait un dommage grave ou une menace de dommage grave. À la lumière de ce qui précède, la Chine estime qu'il est très difficile de déterminer si les facteurs relatifs à l'existence d'un dommage ont été dûment examinés et si des explications suffisantes et solides ont été fournies aux fins de la détermination présidentielle.[2082]

7.829 En réponse à une question posée par le Groupe spécial, les États-Unis notent que le Président de la Commission, M. Koplan, a constaté l'existence d'une menace de dommage grave en se fondant sur un produit similaire aux fils en aciers inoxydables, que la commissaire Bragg a constaté l'existence d'une menace de dommage grave en se fondant sur un produit similaire aux "produits tréfilés en aciers inoxydables" (comprenant à la fois les fils en aciers inoxydables et le fil machine en aciers inoxydables), que le commissaire Devaney a constaté l'existence d'un dommage grave en se fondant sur un produit similaire aux produits tréfilés en aciers inoxydables, et que les trois autres commissaires de l'USITC ont établi des déterminations négatives pour les fils en aciers inoxydables. Les États-Unis font valoir que, s'agissant de déterminer si un accroissement des importations cause un dommage grave à une branche de production nationale, la "détermination des autorités compétentes" est une question relevant du droit interne du Membre. Il y a dans le droit des États-Unis une pratique bien établie selon laquelle, lorsque les commissaires de l'USITC ne sont pas d'accord sur la définition du produit similaire, la détermination de l'USITC repose sur la combinaison des déterminations des différents commissaires. Les États-Unis font observer qu'en l'espèce les six commissaires ont rendu trois déterminations individuelles positives et trois déterminations individuelles négatives au sujet des fils en aciers inoxydables. Selon le droit des États-Unis, le Président des États-Unis peut considérer comme une détermination positive la détermination de l'USITC ayant fait l'objet d'un partage égal des voix. Une combinaison des décisions est acceptable pour autant que chaque décideur ait examiné les

[2079] Pièce n° 22 des États-Unis (instructions relatives au questionnaire); première communication écrite des États-Unis, paragraphe 319.
[2080] Rapport de l'USITC, OVERVIEW-7.
[2081] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 25 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[2082] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 348.

marchandises en question et constaté que l'accroissement des importations causait un dommage grave ou une menace de dommage grave.[2083]

7.830 Les États-Unis notent qu'il y a aussi la question distincte de savoir si les autorités compétentes, conformément à l'article 3:1, ont présenté "les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles sont arrivées sur tous les points de fait et de droit pertinents" pour établir leur détermination. Les autorités font observer que le droit des États-Unis établit une distinction entre la détermination, qui est la conclusion de l'USITC, et l'explication de la détermination. Quand une autorité comme l'USITC est constituée de membres multiples et que ces membres n'émettent pas une opinion collective à l'appui de leur détermination, le Groupe spécial devrait se référer à l'opinion de chaque membre individuel de l'autorité dont le vote était nécessaire pour que l'autorité puisse rendre sa détermination. Les États-Unis font valoir qu'il est satisfait à la prescription de l'article 3:1 dès lors que chaque membre a fourni des constatations et des conclusions motivées qui étayent la conclusion finale à laquelle il est arrivé au sujet des marchandises en question.[2084]

H. LIEN DE CAUSALITÉ

1. Définition et établissement d'un "lien de causalité"

7.831 La Norvège, le Brésil et d'autres plaignants font valoir que les articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes signifient que les Membres doivent démontrer l'existence d'un "lien de causalité" explicite entre l'accroissement des importations et tout dommage grave subi par la branche de production nationale.[2085]

7.832 La Chine et la Nouvelle-Zélande font observer que, compte tenu de la jurisprudence de l'Organe d'appel, la tâche d'une autorité compétente, lorsqu'elle détermine s'il existe un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave, "implique un rapport réel et substantiel de cause à effet".[2086] Pour ce faire, l'autorité compétente doit établir la coïncidence entre l'accroissement des importations et le dommage grave; elle ne doit pas imputer à l'accroissement des importations un dommage causé par d'autres facteurs et doit établir la non-imputation explicitement et expressément au moyen d'une explication motivée, claire, sans ambiguïté et directe.[2087] La Suisse et la Norvège estiment que la détermination de l'existence d'un rapport réel et substantiel de cause à effet comporte généralement deux éléments: premièrement, il y a habituellement une coïncidence des tendances entre le dommage grave et l'accroissement des importations et, deuxièmement, il faut montrer, à la lumière de la coïncidence (ou de l'absence de coïncidence) entre les tendances, que l'accroissement des importations provoque un dommage grave.[2088]

[2083] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 78 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2084] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 78 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2085] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 285; première communication écrite du Brésil, paragraphe 147.

[2086] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 352; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.111.

[2087] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.111; première communication écrite de la Chine, paragraphe 352.

[2088] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 292; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 293.

7.833 La Nouvelle-Zélande ajoute que les alinéas a) et b) de l'article 4:2 soulignent, ensemble, l'importance de veiller à ce que les autorités compétentes justifient leur détermination selon laquelle l'accroissement des importations cause ou menace de causer un dommage grave au moyen d'un examen adéquat et objectif de tous les facteurs pertinents influant sur la branche de production. De l'avis de la Nouvelle-Zélande, c'est la seule façon de démontrer l'existence du "lien de causalité" requis, tel qu'il est mentionné spécifiquement à l'article 4:2 b).[2089]

7.834 Les États-Unis font remarquer que l'Organe d'appel a décrit à plusieurs reprises les prescriptions élémentaires applicables à une analyse du lien de causalité au titre de l'Accord sur les sauvegardes.[2090] En règle générale, l'Organe d'appel a indiqué que l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes contenait "deux prescriptions juridiques distinctes" auxquelles il fallait satisfaire pour qu'une procédure en matière de sauvegardes soit conforme à l'Accord. Premièrement, comme indiqué dans la première phrase de l'article 4:2 b), l'autorité doit démontrer "l'existence du lien de causalité entre l'accroissement des importations du produit considéré et le dommage grave ou la menace de dommage grave". Deuxièmement, comme énoncé à la deuxième phrase de l'article 4:2 b), l'autorité compétente doit veiller à ce que "[le dommage causé par] des facteurs autres qu'un accroissement des importations [...] ne [soit] pas imputé à un accroissement des importations".[2091]

2. Corrélation

7.835 Les Communautés européennes, le Japon, la Corée, la Suisse, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et le Brésil font valoir que dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, l'Organe d'appel a indiqué que s'il y avait un lien de causalité, un accroissement des importations "devrait normalement coïncider" avec une baisse des facteurs pertinents relatifs au dommage.[2092] La Nouvelle-Zélande fait en outre valoir qu'une coïncidence entre l'accroissement des importations et les facteurs relatifs au dommage est une indication initiale importante de l'existence d'un lien de causalité[2093], et qu'une autorité compétente devrait démontrer ladite coïncidence.[2094] D'après les Communautés européennes et le Brésil, les données de faits doivent démontrer, au minimum, une corrélation temporelle entre l'accroissement des importations et la baisse des résultats de la branche de production.[2095]

[2089] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.110.

[2090] Les États-Unis citent les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 200 à 222; *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 162 à 188; *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 60 à 92; *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphes 140 à 147.

[2091] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 401.

[2092] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Japon à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 113; première communication écrite de la Corée, paragraphe 103; réponse écrite de la Suisse à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 283; réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 63; réponse écrite du Brésil à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2093] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.113.

[2094] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.112.

[2095] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 438; première communication écrite du Brésil, paragraphe 149.

7.836 La Nouvelle-Zélande fait remarquer que l'Organe d'appel n'a pas énoncé de paramètres mathématiques abstraits quant au degré de coïncidence requis.[2096] De même, les Communautés européennes et la Norvège font valoir qu'il n'y a pas de formule mathématique qui détermine le délai applicable pour établir l'existence d'un lien de causalité.[2097] De la même manière, le Japon et le Brésil font valoir qu'il est impossible d'avancer une norme précise.[2098] Néanmoins, les Communautés européennes, la Suisse et la Norvège font valoir que le degré de coïncidence entre l'accroissement des importations et le dommage grave subi doit être important.[2099]

7.837 Le Japon, la Suisse et le Brésil font observer que le terme "coïncider" suppose une corrélation très étroite entre l'accroissement des importations et le dommage, sur une courte période. Effectivement, l'Oxford English Dictionary donne la définition ci-après du terme "coincide" (coïncider): "[o]ccupy the same portion of space … [o]ccur at or during the same time" (occuper la même partie de l'espace [...] se produire au même moment ou pendant le même laps de temps.[2100] La Corée fait valoir que la pertinence de la coïncidence temporelle entre l'accroissement des importations et la concrétisation du dommage tient au fait qu'il devrait logiquement y avoir un lien étroit.[2101]

7.838 Les Communautés européennes et le Brésil font valoir qu'en l'absence d'une telle corrélation, on ne peut dire de l'accroissement des importations qu'il a "causé" le dommage grave.[2102] Plus particulièrement, le Brésil fait observer qu'en l'absence d'une corrélation entre l'accroissement des importations et le dommage grave, il ne peut y avoir de lien de causalité et qu'aucune mesure ne peut être appliquée.[2103] De même, la Norvège fait valoir que s'il n'y a pas de corrélation entre l'accroissement des importations et le dommage grave subi, il est extrêmement douteux qu'il existe un lien de causalité.[2104]

7.839 Les Communautés européennes, le Japon et le Brésil font valoir que s'il n'y a pas de coïncidence, il est toujours possible qu'il y ait un lien de causalité, mais qu'une autorité compétente devra fournir une "analyse très convaincante" de ce lien de causalité.[2105] La Suisse et la Norvège font

---

[2096] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2097] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite de la Norvège à la question n° 86 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2098] Réponse écrite du Japon à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Brésil à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2099] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 451; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 293; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 294.

[2100] Réponse écrite du Japon à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 113; réponse écrite de la Suisse à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 63; réponse écrite du Brésil à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2101] Réponse écrite de la Corée à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2102] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 438; première communication écrite du Brésil, paragraphe 149.

[2103] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 62.

[2104] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 283.

[2105] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 450 et 453; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 114; réponse écrite du Brésil à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Japon à la question n° 81 posée par le Groupe

également observer qu'en l'absence de coïncidence, une "analyse convaincante" est nécessaire, qui établisse l'existence d'un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave qui aurait été subi, à la lumière de la coïncidence des tendances et de la manière dont ce dommage est généré par l'accroissement des importations.[2106] Le Japon et le Brésil disent qu'au minimum il doit exister un certain degré de corrélation démontrable, pertinente et "très convaincante" entre l'accroissement des importations et le dommage grave.[2107]

7.840 Les États-Unis font valoir que l'Organe d'appel a toujours dit que l'"objectif premier" d'un Membre, lorsqu'il mène une enquête en matière de sauvegardes, était de "déterminer s'il y [avait] "un rapport réel et substantiel de cause à effet" entre l'accroissement des importations et le dommage grave ou la menace de dommage grave". En conséquence, les États-Unis affirment que, lorsqu'il a interprété la première phrase de l'article 4:2 a) et 4:2 b) de l'Accord, l'Organe d'appel a dit que l'élément d'appréciation "essentiel" dans une analyse du lien de causalité était la vérification de l'existence d'un "rapport entre l'évolution des importations (volume et part de marché) et l'évolution des facteurs relatifs au dommage". Les États-Unis ajoutent que l'Organe d'appel a indiqué que, même en l'absence d'une "coïncidence entre un accroissement des importations et une baisse des facteurs pertinents relatifs au dommage", il n'est pas interdit à une autorité compétente de constater l'existence du lien de causalité requis entre l'accroissement des importations et le dommage grave; au contraire, l'autorité compétente peut toujours constater l'existence du lien de causalité nécessaire pour justifier une action en matière de sauvegardes si elle fournit une "analyse convaincante des raisons pour lesquelles un lien de causalité existe quand même".[2108]

7.841 Les États-Unis ajoutent qu'en ce qui concerne les dix produits en acier pour lesquels le Président a imposé une mesure corrective de sauvegarde, l'USITC a examiné tous les éléments de preuve versés au dossier et conclu qu'il y avait une corrélation manifeste entre les tendances des importations pour ce qui est du volume et des prix et la détérioration de la situation générale de la branche de production. En outre, pour chaque produit, l'USITC a également procédé à un examen détaillé et bien argumenté des nombreux éléments de preuve versés au dossier qui montrent qu'il y avait une corrélation réelle et substantielle entre l'accroissement des importations et le dommage grave.[2109]

7.842 Les États-Unis font valoir que bien que les plaignants reconnaissent à juste titre que l'Organe d'appel a indiqué qu'il devrait "normalement" y avoir un "lien entre l'évolution des importations (volume et part de marché) et l'évolution des facteurs relatifs au dommage", leurs arguments à cet égard portent en général presque exclusivement sur une analyse de la corrélation entre les tendances des importations et celles de la branche de production au cours de la même année civile. Cette approche ne tient pas compte du fait que la pleine incidence d'un accroissement du volume des importations ou d'une baisse du prix des importations sur une année civile donnée peut ne pas se révéler intégralement dans la situation de la branche de production avant l'année civile suivante, voire avant deux ans.[2110] Les États-Unis font aussi valoir que, dans de nombreux cas, les plaignants se

---

spécial à la première réunion de fond. À cet égard, il est fait référence à l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 144.

[2106] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 294; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 296.

[2107] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 114; réponse écrite du Japon à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Brésil à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2108] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 402 et 403.

[2109] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 425; deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 63.

[2110] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 446.

concentrent à tort uniquement sur des corrélations année par année entre les variations du volume des importations et les variations des indices relatifs au dommage subi par la branche de production sans reconnaître que les variations de la situation d'une branche de production peuvent découler d'une concurrence des importations fondée à la fois sur le volume et sur les prix.[2111] Les États-Unis font valoir que le type d'analyse préconisé par les plaignants – à savoir, un examen portant uniquement sur les corrélations entre les tendances du volume des importations et du niveau de rentabilité de la branche de production – indiquerait une évaluation imprécise et dont on pourrait démontrer qu'elle est incomplète, de la question de savoir si l'accroissement des importations et l'évolution de leurs prix avaient causé un dommage grave à la branche de production nationale.[2112]

7.843 La Corée fait valoir qu'un décalage ou une absence de lien entre l'accroissement des importations et le dommage grave montre la forte probabilité que l'incidence identifiée soit causée par d'autres facteurs extérieurs et non par l'accroissement des importations. En outre, en pareil cas, les autorités compétentes devraient fournir une explication sur la question de savoir pourquoi et comment elles constatent quand même l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave, malgré l'absence de coïncidence.[2113] De même, le Japon et le Brésil concèdent qu'il serait peut-être possible de constater une corrélation entre l'accroissement des importations et un dommage dans les cas où l'effet est décalé. Cependant, ils font valoir qu'il reviendrait à l'"analyse convaincante" d'expliquer pourquoi il existe un tel décalage et comment il fonctionne. À cet égard, ils affirment que l'existence d'un décalage entre la cause et l'effet est spécifique à la branche de production et au marché.[2114] Les Communautés européennes, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande et le Brésil font valoir que plus l'apparition du dommage grave est différée par rapport à l'accroissement des importations (autrement dit, plus l'intervalle est important), plus il est probable que le dommage constaté soit dû à des facteurs autres que l'accroissement des importations.[2115] Les autorités ont, par conséquent, plus de mal à établir par des éléments de preuve convaincants que le rapport existe néanmoins dans de telles circonstances.[2116]

7.844 En réponse, les États-Unis font valoir que ces plaignants semblent partager leur avis selon lequel les importations peuvent avoir une incidence directe, bien que différée, sur certains indices de la situation d'une branche de production. En réponse aux questions posées par le Groupe spécial, les États-Unis font remarquer que les plaignants ont concédé que l'Accord sur les sauvegardes ne prescrivait pas que l'accroissement des importations ait une incidence directe et immédiate sur tous les indices de la situation d'une branche de production dans l'année au cours de laquelle se produit une poussée des importations. Comme cela a été reconnu par les Communautés européennes, dans le cadre de l'Accord sur les sauvegardes, "il n'y a pas de formule mathématique qui détermine le délai

[2111] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 448.
[2112] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 449.
[2113] Réponse écrite de la Corée à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 135; réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[2114] Réponse écrite du Japon à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Brésil à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[2115] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Japon à la question n° 86 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite de la Corée à la question n° 86 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 140; réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 86 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Brésil à la question n° 86 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[2116] Réponse écrite de la Corée à la question n° 86 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite de la Norvège à la question n° 86 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

applicable pour établir l'existence d'un lien de causalité" entre les importations et la détérioration de la situation de la branche de production pendant la période visée par l'enquête. De même, le Japon convient qu'il n'y a "pas de critère qui permet de déterminer quand l'effet de l'accroissement des importations sur la branche de production nationale doit se concrétiser". En d'autres termes, comme plusieurs autres plaignants, le Japon et les Communautés européennes reconnaissent clairement que la nature de la "corrélation" temporelle entre l'accroissement des importations et l'évolution de la situation d'une branche de production dépend des facteurs de résultats examinés et de la manière dont les importations jouent sur ces facteurs.[2117]

7.845 En conséquence, les États-Unis font valoir que les plaignants se trompent lorsqu'ils font valoir qu'une autorité compétente doit fournir une analyse du lien de causalité "plus convaincante" s'il y a un décalage temporel entre l'accroissement des importations et la détérioration de certains facteurs de résultats de la branche de production. D'après les États-Unis, il n'est tout simplement pas vrai qu'un décalage temporel entre l'accroissement des importations et la détérioration des facteurs de résultats d'une branche de production indique une absence de "corrélation" ou de coïncidence entre l'accroissement des importations et la détérioration des résultats. Les cycles économiques naturels ou d'autres facteurs extérieurs peuvent faire que les importations ont une incidence directe mais différée sur un ou plusieurs indices de résultats d'une branche de production.[2118]

7.846 Les États-Unis font valoir qu'un accroissement des importations peut avoir une incidence immédiate et directe sur de nombreux facteurs de résultats d'une branche de production, tels que la part de marché, le niveau de production ou le niveau des expéditions.[2119] Malgré cela, un accroissement des importations peut également avoir une incidence directe mais différée sur certains facteurs de résultats d'une branche de production, tels que le niveau de l'emploi, le niveau des investissements, ou les dépenses consacrées à la recherche-développement. Par exemple, une société touchée par une poussée substantielle des importations au cours d'une année ne fera pas nécessairement faillite immédiatement.[2120] Au contraire, la plupart des sociétés prendront toutes les mesures possibles pour éviter le dépôt de bilan parce que celui-ci aura une incidence négative substantielle sur leur réputation commerciale et sur leur accès aux capitaux. En conséquence, les sociétés peuvent retarder le dépôt de bilan pendant un certain nombre d'années, même après que leurs activités ont subi un préjudice grave causé par un phénomène de grande ampleur tel qu'une poussée soudaine et considérable des importations.[2121] Les États-Unis font observer que de même, une société peut ne pas réduire immédiatement ses effectifs à la première poussée des importations sur un marché. En revanche, ladite société peut raisonnablement se donner un certain temps pour évaluer si l'accroissement des importations a apparemment provoqué une baisse de ses expéditions ou du niveau de ses prix sur une longue période, ce qui pourrait indiquer qu'une compression durable des effectifs est nécessaire pour réduire les coûts.[2122] Il est effectivement possible qu'un accroissement des importations ait une incidence à la fois immédiate et différée sur l'un des facteurs de résultats de la branche de production.[2123]

7.847 En réponse à cet argument en particulier, le Japon fait valoir que les États-Unis avancent l'argument simpliste selon lequel les faillites et les compressions des effectifs sont des réactions aux

[2117] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 117 et 118.
[2118] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 125.
[2119] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 119.
[2120] Première communication écrite du Japon, paragraphe 237.
[2121] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 120.
[2122] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 121.
[2123] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 122; voir également la réponse écrite des États-Unis à la question n° 28 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

phénomènes régis par les lois du marché différées par définition. Le Japon fait valoir, cependant, que cet argument est hors de propos. La question est de savoir ce qui a causé les faillites et les compressions d'effectifs. La réponse est: une baisse des recettes et bénéfices des ventes, elle-même causée par une baisse des prix, comme l'a fait valoir la branche de production nationale et comme l'a constaté l'USITC.[2124] L'USITC a considéré cela comme un élément de preuve du dommage subi par la branche de production, mais a manqué à son obligation de corréler la baisse des prix intérieurs avec l'accroissement des importations qui, en fait, avait cessé en 1998. La question qu'il aurait alors fallu poser est la suivante: qu'est-ce qui a amené les prix intérieurs à baisser? Comme cela a été avancé, les effets sur les prix sont beaucoup plus immédiats que les faillites et les compressions d'effectifs, pour autant qu'il n'y a pas d'excédent des stocks. Comme il n'y avait pas d'excédent des stocks en l'occurrence, l'absence de corrélation entre l'accroissement des importations et la baisse des prix intérieurs montre qu'un facteur autre que l'accroissement des importations, vieux de deux ans, influait sur la branche de production. Dans le cadre de la procédure devant l'USITC, les sociétés interrogées ont démontré les effets d'autres causes, qui avaient une corrélation manifeste avec les résultats de la branche de production, mais l'USITC a ignoré ces effets avérés.[2125]

7.848 Les États-Unis font remarquer que dans le contexte de l'antidumping, un rapport de groupe spécial adopté a spécifiquement constaté qu'il n'était pas nécessaire qu'il y ait un lien temporel immédiat entre les tendances des importations et la détérioration de la situation d'une branche de production pour établir l'existence d'un lien de causalité entre les importations et cette détérioration.[2126] Dans l'affaire *Égypte – Barres d'armatures en acier*, le Groupe spécial a rejeté l'affirmation de la Turquie selon laquelle il doit y avoir un lien temporel strict entre les importations faisant l'objet d'un dumping et tout dommage subi par la branche de production, et a fait remarquer que cet argument:

> "... repos[ait] sur l'hypothèse [...] artificielle selon laquelle le marché réagit instantanément et absorbe les importations au moment même où celles-ci entrent sur le territoire du pays importateur. Pareille hypothèse suppose implicitement qu'il existe une "information parfaite" sur le marché (c'est-à-dire que tous les intervenants sur le marché soient instantanément au courant de tous les signaux du marché)".[2127]

7.849 En d'autres termes, d'après les États-Unis, le Groupe spécial a conclu qu'il n'était pas nécessaire d'escompter qu'une autorité compétente constate qu'il existe un lien de causalité direct et immédiat entre les importations et les tendances à la détérioration de la situation d'une branche de production, comme les plaignants l'ont toujours instamment demandé.

7.850 En conséquence, estiment les États-Unis, les plaignants se trompent lorsqu'ils font valoir qu'une autorité compétente doit fournir une analyse du lien de causalité "plus convaincante" s'il y a un décalage temporel entre l'accroissement des importations et la détérioration de certains facteurs de résultats de la branche de production. Il n'est tout simplement pas vrai - comme les plaignants le supposent - qu'un décalage temporel entre l'accroissement des importations et la détérioration des facteurs de résultats d'une branche de production indique une absence de "corrélation" ou de coïncidence entre l'accroissement des importations et la détérioration des résultats. Les cycles économiques naturels ou autres facteurs extérieurs peuvent faire que les importations ont une

---

[2124] Rapport de l'USITC, pages 62 et 63.

[2125] Réponse écrite du Japon à la question n° 28 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[2126] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 123.

[2127] Rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.129.

incidence directe mais différée sur un ou plusieurs indices de résultats d'une branche de production.[2128]

7.851 Compte tenu de ce qui précède, les États-Unis font observer que le Groupe spécial n'a pas besoin d'appliquer à l'analyse de l'USITC une norme plus élevée en matière d'examen approfondi simplement parce qu'il y a un décalage temporel entre l'accroissement des importations et la détérioration de certains des facteurs de résultats d'une branche de production. En revanche, le seul examen que devrait faire le Groupe spécial devrait porter sur la question de savoir si l'explication du lien de causalité entre les importations et la détérioration de la situation de la branche de production donnée par l'USITC est "raisonnée", "adéquate" et "claire", conformément à ce qui a été établi dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*.[2129]

7.852 Le Japon et le Brésil font également valoir que dans le cas de l'industrie sidérurgique, il y a également des marchés au comptant actifs. En d'autres termes, ils font observer que les ventes sont faites "au comptant" plutôt que sur une base contractuelle. Ils font valoir que cela est surtout vrai pour les CPLPAC. Par conséquent, si les importations elles-mêmes ont un effet sur les prix intérieurs, cet effet se verra rapidement dans les variations de prix sur les marchés au comptant de la branche de production nationale. Pour la même raison, les effets sur les volumes peuvent également se voir rapidement. Le Japon et le Brésil font valoir que si les stocks sont un élément important, en l'espèce, le niveau des stocks ne donne pas à penser qu'il y ait des effets résiduels prolongés. Le niveau des stocks correspondait approximativement à un mois, voire moins. En conséquence, d'après les Communautés européennes, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande et le Brésil, l'argument des États-Unis selon lequel les importations de 1998 pouvaient avoir des effets résiduels défavorables à la fin de 1999 est extrêmement hypothétique et n'a assurément pas été prouvé par l'USITC.[2130] Le Brésil fait valoir que les données sur lesquelles les États-Unis se fondent et les arguments qu'ils avancent, qu'ils concernent les volumes ou les prix, ne vont pas dans le sens de la théorie des "effets résiduels", et certainement pas d'une façon "convaincante". Le Brésil fait observer que c'est ce qui ressort d'un rapide examen des renseignements relatifs aux volumes et aux prix présentés à l'USITC et des suppositions simplistes de l'USITC qui ne sont jamais justifiées.[2131]

7.853 Les États-Unis font observer que s'il y a un volume substantiel de ventes au comptant sur le marché des CPLPAC, ledit marché est caractérisé par un volume de ventes plus substantiel. Les États-Unis font observer que, plus concrètement, sur les 233 acheteurs qui ont dit faire tous leurs achats, ou presque, au comptant ou sur une base contractuelle, 128 (soit 54 pour cent) ont dit faire tous leurs achats, ou presque, sur une base contractuelle. En outre, pour 73 acheteurs qui ont dit faire une quantité substantielle d'achats, à la fois sur une base contractuelle et au comptant, plus du double ont dit faire la plus grande partie de leurs achats sur une base contractuelle.[2132] En d'autres termes, on

[2128] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 124.

[2129] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 125.

[2130] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 28 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond; réponse écrite du Japon à la question n° 86 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond en se référant au Rapport de l'USITC, volume II, tableau FLAT-49; réponse écrite du Japon à la question n° 28 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond; réponse écrite de la Corée à la question n° 28 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond; réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 28 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond; réponse écrite du Brésil à la question n° 86 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Brésil à la question n° 28 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[2131] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 12; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 69; réponse écrite du Brésil à la question n° 27 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[2132] Rapport de l'USITC, volume II, page FLAT-61.

ne peut décrire le marché des produits en acier au carbone laminés plats comme étant simplement un marché au comptant; en effet, la majorité des décisions d'achat sur ce marché se font sur une base contractuelle. En outre, compte tenu de l'importance des ventes contractuelles sur ce marché, le Brésil a tort d'insinuer que les prix au comptant sont le principal élément qui détermine le niveau des prix sur le marché. Il est manifeste que la fixation des prix contractuels a également joué un rôle important dans la fixation des prix du marché.[2133]

7.854 Le Brésil fait en outre observer que les États-Unis comprennent et mesurent apparemment à quel point il est nécessaire de constater un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave causé à la branche de production nationale avant qu'une mesure puisse être imposée.[2134] Cependant, d'après le Brésil, les États-Unis ne se sont à aucun moment acquittés de la charge qui leur incombait de montrer comment l'USITC avait effectivement démontré l'existence d'un lien de causalité dans la présente affaire, et leur tentative de réaménagement de l'"analyse" de l'USITC ne suffit pas non plus. Le Brésil fait observer que l'accroissement des importations n'a pas "coïncidé" avec une détérioration des facteurs pertinents relatifs au dommage subi par la branche de production nationale et que l'USITC n'a pas fourni une "analyse très convaincante" des raisons pour lesquelles il existait quand même un lien de causalité (autrement dit, une certaine corrélation entre l'accroissement des importations et le dommage grave).[2135]

7.855 En outre, le Japon, la Suisse et le Brésil font valoir qu'en droit, un éventuel délai est limité, compte tenu de la prescription minimale énoncée à l'article 2:1 et à l'article XIX du GATT de 1947, voulant que l'accroissement des importations soit récent.[2136] Le Japon, la Corée et le Brésil font valoir qu'un décalage de deux ans, qui, soutiennent-ils, existait en l'espèce, ne respecte pas cette obligation.[2137] La Corée, la Norvège et le Brésil font observer qu'il n'y a pas eu d'analyse convaincante pour étayer l'hypothèse d'un effet de décalage et que, au contraire, les données de fait appuient la conclusion opposée. De même, la Norvège fait valoir que l'effet de décalage qui a été avancé par les États-Unis n'est pas justifié – produit par produit – par l'"analyse convaincante des raisons pour lesquelles il existe quand même un lien de causalité" requise par l'Organe d'appel.[2138] Le Brésil fait en outre observer que les autorités des États-Unis ont fourni ce qui, tout au plus, n'est qu'une explication possible en théorie et que ladite explication ne tient pas compte d'autres éléments de preuve cruciaux.[2139] De même, la Corée fait valoir que les États-Unis n'ont pas démontré par quel "instrument" ou moyen l'accroissement des importations très antérieur a entraîné un dommage grave qui s'est produit bien plus tard et que l'USITC n'a assurément pas apporté la preuve de l'existence de

[2133] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 27 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[2134] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 62.

[2135] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 62.

[2136] Réponse écrite du Japon à la question n° 86 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite de la Suisse à la question n° 86 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Brésil à la question n° 86 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2137] Réponse écrite du Japon à la question n° 86 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 115; deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 141; réponse écrite du Brésil à la question n° 86 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2138] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 141; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 134; réponse écrite du Brésil à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2139] Réponse écrite du Brésil à la question n° 86 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

ce lien de causalité.[2140] La Corée ajoute que l'"analyse convaincante" requise doit figurer dans le Rapport même de l'USITC et ne peut être présentée par les États-Unis au moyen de justifications *a posteriori*.[2141]

7.856 Les États-Unis font également valoir que les plaignants présentent systématiquement des arguments concernant le lien de causalité fondés avant tout sur des comparaisons entre les tendances des importations et un nombre limité de facteurs de résultats de la branche de production retenus d'une manière sélective. Ils estiment que ces arguments sont viciés parce que l'Accord sur les sauvegardes prescrit de se concentrer non pas sur un ou deux critères donnés, mais sur tous les critères pertinents ayant une influence sur l'état de la branche de production. Les États-Unis font observer que, en fait, les défauts de ces arguments deviennent d'autant plus évidents quand on reconnaît que les plaignants modifient systématiquement les indices utilisés dans leurs arguments concernant l'existence d'un lien de causalité, d'un produit à l'autre. Par exemple, les États-Unis font observer que si les Communautés européennes fondent leur argument concernant l'existence d'un "lien de causalité" en ce qui concerne les CPLPAC sur une analyse de facteurs relatifs au dommage tels que la capacité, la production, le prix de la ferraille et le taux de rentabilité de la branche de production, en revanche, elles fondent leur argument relatif à l'existence d'un "lien de causalité" en ce qui concerne les produits étamés ou chromés presque exclusivement sur une comparaison de la VUM des importations et des marchandises nationales. Les États-Unis font observer qu'au regard de l'Accord sur les sauvegardes c'est la totalité des tendances de la branche de production, et leur interaction, qui doit être prise en considération lorsqu'une autorité compétente procède à l'analyse qui lui incombe dans le cadre d'une procédure en matière de sauvegardes.[2142]

7.857 En contre-réponse, le Brésil fait valoir que s'agissant de toutes les plaintes des États-Unis quant au fait que la partie plaignante utilise un délai trop restreint ou des "données déterminées" trompeuses pour réfuter l'existence d'un lien de causalité, le Brésil et les autres parties ont simplement démonté la propre analyse de l'USITC. Le Brésil et la Corée font observer qu'ils ont en fait examiné toute la période visée par l'enquête pour élaborer leurs arguments. C'est l'USITC qui s'est concentrée sur des données sélectives et une période étroite. Le Brésil fait valoir, en outre, que, bien qu'ils aient évoqué la nécessité d'un examen plus large de la branche de production et des importations, pour la défense du rapport de l'USITC, les États-Unis se sont concentrés sur le même petit nombre de facteurs que le rapport de l'USITC, à savoir: le volume des importations, le prix des importations et les bénéfices de la branche de production nationale.[2143] De même, la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'USITC elle-même s'est intéressée principalement à l'effet de l'accroissement du volume des importations sur les prix intérieurs, à l'exclusion d'autres facteurs. En conséquence, c'est cette analyse que la Nouvelle-Zélande a contestée.[2144]

a) CPLPAC

i) Coïncidence temporelle

7.858 D'après le Brésil, la constatation par l'USITC de l'existence d'un "lien de causalité" était incompatible avec les données de fait et, par conséquent, contraire aux dispositions de la première

[2140] Réponse écrite de la Corée à la question n° 86 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2141] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 142.

[2142] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 450.

[2143] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 68; deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 133.

[2144] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.100.

phrase de l'article 4:2 b). Le Brésil fait valoir que les tendances des importations et les résultats de la branche de production ne présentent pas la corrélation requise par l'article 4:2.[2145]

7.859 Le Brésil et le Japon font valoir que si l'USITC allègue que l'accroissement des importations et la détérioration des résultats de la branche de production nationale des CPLPAC se sont produits en même temps, les faits montrent que tout dommage subi par la branche de production nationale s'est produit seulement après que les importations avaient commencé à diminuer.[2146] Plus particulièrement, le Brésil et le Japon font valoir que l'affirmation cruciale de l'USITC, selon laquelle, en 1998, une poussée des importations a causé un dommage à la branche de production nationale, n'est pas corroborée par ses propres données. D'après le Japon, la Corée et le Brésil, les éléments de preuve montrent que lorsque les importations étaient en augmentation, au début de la période considérée, la branche de production des États-Unis n'a pas subi de dommage; à un stade ultérieur de ladite période, auquel la branche de production des États-Unis est censée avoir subi un dommage, les importations étaient en régression.[2147] Le Japon et le Brésil font valoir que, par conséquent, il y avait une absence complète de corrélation temporelle entre l'accroissement des importations et le dommage causé à la branche de production nationale. D'après la jurisprudence de l'Organe d'appel, cela ne satisfait pas à la condition minimale pour établir l'existence d'un lien de causalité.[2148]

7.860 Les Communautés européennes, la Corée et la Nouvelle-Zélande font valoir que le rapport de l'USITC ne démontre d'aucune manière plausible une coïncidence des tendances de l'accroissement des importations et du dommage grave[2149] et que cela remet en cause la question de savoir s'il y avait un rapport substantiel entre le dommage grave et les importations.[2150] Les Communautés européennes affirment qu'en l'absence d'une coïncidence des tendances, l'Organe d'appel a requis des éléments de preuve "très convaincants" pour démontrer l'existence d'un lien de causalité. Les Communautés européennes et la Nouvelle-Zélande font valoir que l'USITC n'a pas fourni de tels éléments de preuve convaincants.[2151] De l'avis de la Corée, une analyse en bonne et due forme des tendances aurait révélé que les importations avaient diminué pendant plus de deux ans et demi et que cette diminution s'était accélérée au cours des 18 derniers mois.[2152]

7.861 La Nouvelle-Zélande fait valoir que contrairement à la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, qui a reconnu que les tendances des facteurs relatifs au dommage et des importations importent autant que les niveaux absolus et que c'est la relation entre l'évolution des importations (volume et part de marché) et l'évolution des facteurs relatifs au dommage qui est essentielle dans une analyse et une détermination du lien de causalité, l'USITC n'a fait aucune comparaison sérieuse entre le facteur relatif au dommage grave allégué, à savoir l'incapacité de la production nationale de dégager un niveau de bénéfices raisonnable, et les tendances

[2145] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 174.

[2146] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 161; première communication écrite du Japon, paragraphe 231.

[2147] Première communication écrite du Japon, paragraphe 232; première communication écrite de la Corée, paragraphes 105 à 108; première communication écrite du Brésil, paragraphe 162.

[2148] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 161; première communication écrite du Japon, paragraphe 231.

[2149] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 471; première communication écrite de la Corée, paragraphe 104; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.123; réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 81 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2150] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 104.

[2151] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 471; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.123.

[2152] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 105.

des importations, que ce soit en termes de volume ou de part de marché. D'après la Nouvelle-Zélande, une comparaison en bonne et due forme de ces facteurs avec la marge d'exploitation de la branche de production nationale ne montre pas de relation entre eux. De fait, d'après la Nouvelle-Zélande, ce que prouvent ces facteurs est à l'opposé des suppositions de l'USITC.[2153]

7.862 La Nouvelle-Zélande affirme à cet égard qu'il n'y a pas de relation entre le volume des importations et un dommage quelconque résultant de baisses des marges d'exploitation de la branche de production nationale. La Nouvelle-Zélande fait observer qu'une augmentation de 5 pour cent du volume des importations de CPLPAC, de 1996 à 1997, a coïncidé avec une augmentation de près de 2 pour cent de ladite marge en 1997, qu'une augmentation des importations de 31 pour cent entre 1997 et 1998 a coïncidé avec une marge d'exploitation de 4 pour cent en 1998 et qu'une chute des importations de 18 pour cent entre 1998 et 1999, importations qui sont ensuite restées au niveau de 1999 tout au long de l'année 2000, a coïncidé avec une baisse, et non une amélioration, de la marge d'exploitation pour 1999 et 2000.[2154] D'après la Nouvelle-Zélande, les chiffres intermédiaires (du premier semestre) pour 2000 et 2001 auraient dû indiquer à l'USITC une tendance montrant la même absence de coïncidence à la fin de la période visée par l'enquête – une baisse de 40 pour cent des importations entre la période intermédiaire de 2000 et la période intermédiaire de 2001 a coïncidé avec une baisse de la marge d'exploitation à -11,5 pour cent pour le premier semestre de 2001. La même tendance indiquait que le total du volume final des importations pour 2001 serait de plus de 30 pour cent inférieur au total pour 1996, période à laquelle la branche de production nationale jouissait d'une marge d'exploitation de 4,3 pour cent.[2155] D'après la Nouvelle-Zélande, une analyse de chacun des produits de la catégorie des CPLPAC pris isolément donnerait essentiellement le même résultat. Ainsi, d'après la Nouvelle-Zélande, l'allégation de l'USITC selon laquelle les accroissements des importations étaient liés à des baisses des marges d'exploitation de la branche de production nationale ne peut tout simplement être soutenue.[2156]

7.863 De même, le Brésil fait valoir que les importations de CPLPAC sont passées de 10,0 pour cent de la production en 1996 à seulement 13,2 pour cent de la production en 1998, avant de régresser à 10,5 pour cent de la production en 2000, et de baisser plus encore pendant la période intermédiaire de 2001. On observe la même tendance lorsqu'on mesure les importations soit en pourcentage du marché ouvert, soit en pourcentage de la consommation intérieure apparente. En outre, l'USITC elle-même a qualifié le revenu d'exploitation pour 1996, qui était de 4,3 pour cent, de "bénéfices d'exploitation raisonnables". Le revenu d'exploitation en 1998 était quasiment identique, se situant à 4,0 pour cent. Dans ces circonstances, il serait difficile de conclure que les résultats de 1998 constituaient d'une manière ou d'une autre des bénéfices d'exploitation déraisonnables et *a fortiori* qu'il y avait un dommage grave. Se félicitant probablement de cette remarque, le Brésil fait observer que l'USITC a cherché à maximiser sa théorie de la "baisse brutale" en se concentrant sur le revenu d'exploitation pour 1997, qui était légèrement meilleur que pour 1996 ou 1998 et constituait un résultat record pour la branche de production.[2157] D'autres indices de résultats de la branche de production peuvent également être utilisés pour faire cette remarque. En outre, les tendances des importations et des résultats de la branche de production pour les divers CPLPAC – produits laminés à chaud, tôles, produits laminés à froid et produits traités contre la corrosion – ont toutes le même rapport élémentaire.[2158]

[2153] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.125.
[2154] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.126.
[2155] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.127.
[2156] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.128.
[2157] Rapport de l'USITC, volume I, page 62.
[2158] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 65.

7.864 La Nouvelle-Zélande ajoute que l'analyse que fait l'USITC de l'évolution de la part de marché des importations dans la consommation intérieure est limitée et fallacieusement sélective, en ce sens qu'elle met en évidence certains accroissements périodiques au lieu de la tendance globale à la baisse de la part de marché des importations. Par ailleurs, elle n'examine pas une éventuelle coïncidence entre l'évolution de la part de marché des importations et les facteurs relatifs au dommage allégué.[2159]

7.865 Les États-Unis font valoir que l'USITC a établi qu'il y avait une corrélation manifeste entre les tendances des importations et la détérioration de la situation de la branche de production. Les États-Unis font remarquer que l'USITC a explicitement tenu compte des facteurs qui ont joué sur la compétitivité des marchandises nationales et importées sur le marché des États-Unis, des tendances du volume et de la part de marché des importations au cours de la période concernée, des effets des importations sur les prix et des corrélations entre ces tendances et les variations des divers indices de la situation de la branche de production.[2160] Après avoir procédé à cet examen, l'USITC a constaté à juste titre qu'il y avait une corrélation manifeste entre l'accroissement des importations à bas prix et la détérioration substantielle de la situation de la branche de production au cours de cette période. En particulier, après avoir remarqué que le niveau du volume des importations était demeuré globalement stable en 1996 et 1997[2161], l'USITC a constaté qu'un "accroissement spectaculaire du volume des importations en 1998 – soit au milieu de la période considérée – coïncidait avec une détérioration brutale des résultats et de la situation de la branche de production nationale, qui s'était produite malgré une demande croissante aux États-Unis". En outre, l'USITC a fait remarquer que cette poussée des importations en 1998 avait pénétré sur le marché à des prix qui étaient "généralement beaucoup plus bas" que pendant les deux premières années de la période considérée et que les prix des importations étaient très inférieurs à ceux des marchandises nationales, ce qui s'est traduit par des baisses des prix intérieurs.[2162]

7.866 Les États-Unis font valoir que, comme l'USITC l'a fait remarquer à juste titre dans son analyse, le dossier a montré qu'il y avait une corrélation directe entre les variations des courbes des volumes et des prix des importations en 1998, 1999 et 2000 et les baisses des marges d'exploitation de la branche de production pendant les années en question.[2163] D'après les États-Unis, la poussée du volume des importations en 1998 a effectivement eu une incidence manifeste et négative sur la situation générale de la branche de production. En 1998, lorsque le volume des importations a augmenté de 31,3 pour cent et que la valeur des ventes de produits importés a baissé de 8,4 pour cent, la part de l'ensemble du marché détenue par la branche de production a chuté de 2,5 points de pourcentage, sa part du marché commercial a chuté de plus de 5 points, la valeur nette cumulée de ses ventes a baissé de 3,0 pour cent (malgré un accroissement de 0,5 pour cent du volume global net de ses ventes), les prix de vente unitaires moyens ont chuté de 3,1 pour cent, ses bénéfices bruts cumulés ont chuté de 19,8 pour cent, les niveaux cumulés de ses revenus d'exploitation ont accusé une baisse de 36,9 pour cent et ses marges d'exploitation ont chuté de 2,1 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Ces baisses, font valoir les États-Unis, se sont produites sur un marché sur lequel la demande avait augmenté de 3,2 pour cent.[2164] Les États-Unis font valoir, en outre, qu'il y avait une corrélation distincte entre les tendances des volumes et des prix des importations et la détérioration continue de la situation de la branche de production observée en 1999 et 2000. À cet égard, si le

[2159] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.129.
[2160] Rapport de l'USITC, pages 60 à 62.
[2161] Rapport de l'USITC, pages 59 et 60.
[2162] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 459 à 463.
[2163] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 449 et 461 à 464.
[2164] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 470; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 126.

volume des importations a "quelque peu fléchi" en 1999 et en 2000, par rapport au niveau de la poussée de 1998, le volume des importations de ces deux années est resté considérablement supérieur aux niveaux de 1996 et 1997. En effet, en 2000, le volume des importations était de 13,7 pour cent supérieur à celui de 1996. En outre, ces quantités élevées d'importations ont continué d'être vendues à des prix considérablement inférieurs aux prix intérieurs et, de fait, inférieurs aux niveaux de 1996 et 1997. En conséquence de cette vente prolongée et substantielle à des prix inférieurs, les importations ont fait baisser les prix intérieurs et en ont empêché les hausses, à la fois en 1999 et en 2000, et ont causé des baisses prolongées des valeurs unitaires nettes des ventes de la branche de production, de ses bénéfices bruts de son revenu et de ses marges d'exploitation.[2165] Les États-Unis font observer que le dossier de l'USITC corroborait ces constatations. Le dossier a montré, et l'USITC l'a constaté à juste titre, qu'il y avait une coïncidence directe entre la poussée des importations à bas prix et la détérioration de la situation de la branche de production en 1998.[2166]

7.867 En contre-réponse, les Communautés européennes font observer que l'argument avancé par les États-Unis, selon lequel il suffit de montrer l'existence d'"une corrélation directe entre les variations des courbes des volumes et des prix des importations en 1998, 1999 et 2000 et les baisses des marges d'exploitation de la branche de production pendant les années en question", implique que les États-Unis ne peuvent pas établir l'existence d'un accroissement des importations pour ces années et doivent par conséquent se fonder sur l'évolution des prix.[2167] Les Communautés européennes font observer qu'il apparaît clairement dans l'Accord sur les sauvegardes qu'une autorité compétente est tenue d'établir l'existence d'un lien de causalité réel entre l'accroissement des importations et le dommage grave.[2168] D'après les Communautés européennes, le niveau des prix peut être l'un des mécanismes par lesquels ledit accroissement des importations engendre ou cause le dommage. Toutefois, ce niveau de prix doit être lié à l'accroissement des importations qui satisfait aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes. Le niveau des prix existant deux ans après que les importations ont atteint leur maximum ne peut être considéré comme lié au niveau maximum des importations.[2169]

7.868 La Nouvelle-Zélande fait en outre valoir que l'argument des États-Unis selon lequel la coïncidence requise peut être établie entre l'accroissement des importations depuis 1997-1998 et le dommage peut facilement être rejeté. L'Accord sur les sauvegardes exige qu'il y ait une coïncidence entre l'accroissement des importations et le dommage grave, et non entre l'accroissement des importations et une détérioration de la situation de la branche de production. Il n'y avait pas d'élément de preuve d'un dommage en 1998, sinon que les marges d'exploitation ont accusé une légère baisse tout en se maintenant à un niveau encore sain de 4 pour cent.[2170] Enfin, la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'argument selon lequel les effets dommageables de cet accroissement des importations (c'est-à-dire entre 1997 et 1998) perduraient en 1999 et quelques années plus tard (si l'on reconnaît que c'est un fondement valable pour constater l'existence d'un lien de causalité au titre de l'Accord sur les sauvegardes) viderait de son sens la prescription concernant la coïncidence temporelle. Cette coïncidence n'existait pas, de sorte que l'USITC était obligée de fournir une "analyse très

[2165] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 271; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 127.

[2166] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 462.

[2167] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 370.

[2168] À l'article 2:1 il est question d'importations "en quantités tellement accrues" qu'elles "caus[ent] ou menac[ent] de causer un dommage grave", à l'article 4:2 a) il est question d'un "accroissement des importations" qui a "causé ou menac[é] de causer un dommage grave", et à l'article 4:2 b) de "l'existence [d'un] lien de causalité entre l'accroissement des importations du produit considéré et le dommage grave ou la menace de dommage grave".

[2169] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 371.

[2170] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.98.

convaincante" des raisons pour lesquelles il existait quand même un lien de causalité. Elle ne pouvait fournir, et n'a de fait fourni, aucun élément de preuve d'aucune sorte, ni en ce qui concerne les effets à retardement persistants sur les prix, ni en ce qui concerne le dommage allégué que cela est censé avoir provoqué.[2171]

7.869 Les États-Unis illustrent leurs arguments concernant les effets décalés au paragraphe 7.840 en indiquant qu'un certain nombre de sociétés productrices de CPLPAC ont fait faillite en 2000 et 2001[2172], bien que les importations aient connu pour la première fois une poussée sur le marché en 1998.[2173] De même, les États-Unis font valoir que la branche de production des CPLPAC n'a pas immédiatement réduit la taille de ses effectifs en 1998, période à laquelle les importations de CPLPAC ont enregistré pour la première fois une poussée sur le marché des États-Unis, bien que cette poussée ait causé à ladite branche de production des pertes de part de marché substantielles, ainsi qu'une réduction des prix et des bénéfices.[2174] Au contraire, la branche de production a pour la première fois réduit substantiellement la taille de ses effectifs en 1999, lorsqu'il est devenu clair que les importations se maintiendraient à un niveau élevé et continueraient à provoquer une baisse des prix sur le marché.[2175] [2176]

7.870 Le Brésil fait remarquer[2177] que l'USITC a indiqué ce qui suit:

> "[a]près les poussées initiales des importations en 1998, comme on l'a fait observer, le volume des importations a quelque peu fléchi, mais s'est maintenu au-dessus des niveaux constatés en 1996-1997. L'une des manières dont le volume massif des importations a continué de faire sentir ces effets après 1998 est l'accroissement des stocks. Les stocks détenus par les importateurs en fin de période ont substantiellement augmenté en 1998, de même que les stocks détenus par les centres de services."[2178]

7.871 Compte tenu de ce qui précède, la Corée fait valoir que l'analyse de l'USITC selon laquelle l'accroissement des importations en 1998 avait des effets résiduels repose sur la constatation, notamment, que les importateurs se trouvaient en possession de stocks accrus.[2179] La Corée fait valoir que les données citées en ce qui concerne les stocks ne corroborent pas la conclusion de l'USITC. Le niveau des stocks a évolué rapidement. À titre d'exemple, la Corée fait observer que le rapport de l'USITC montre un niveau des stocks de tous les CPLPAC détenus par les importateurs en fin d'année s'échelonnant entre 7 et 15 pour cent des expéditions totales entre 1996 et 2000[2180] - entre 0,6 et 1,2 mois de stock pour la période en question. (Pour de nombreux CPLPAC pris isolément, le niveau des stocks n'a jamais dépassé un mois.) Ainsi, d'après la Corée, en moins de trois mois, les effets du volume des importations du trimestre précédent ou touchant à sa fin se seraient dissipés. La Corée

---

[2171] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.99.
[2172] Rapport de l'USITC, tableau OVERVIEW-11.
[2173] INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7 (pièce n° 33 des États-Unis).
[2174] INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7 (pièce n° 33 des États-Unis).
[2175] La branche de production a réduit ses effectifs de 4,2 pour cent (soit un total d'environ 4 500 personnes) en 1999. INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7 (pièce n° 33 des États-Unis). La branche de production a maintenu ses effectifs quasiment à ce niveau en 2000. *Ibid.*
[2176] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 121.
[2177] Réponse écrite du Brésil à la question n° 28 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[2178] Views of the Commission – Rapport de l'USITC, volume I, page 60.
[2179] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 142.
[2180] Rapport de l'USITC, volume II, tableau FLAT-49, page FLAT-43 (pièce n° 6 des coplaignants).

fait observer que, puisque le volume des importations a baissé après 1998[2181], ledit volume ne pouvait avoir d'effets résiduels à la fin de 1999, et moins encore en 2000 ou 2001, comme le laissent entendre les États-Unis.[2182]

7.872 De même, le Brésil fait remarquer qu'en 1999, avec des expéditions de CPLPAC en trafic intérieur globalement stables par rapport à 1998, pour quasiment toutes les catégories de produits les usines ont augmenté leurs expéditions aux distributeurs, à la fois dans l'absolu et par rapport aux expéditions totales, ce qui indique que les distributeurs n'avaient pas d'excédent de stocks en raison de la poussée des importations de 1998 et ne liquidaient pas ces stocks au lieu d'acheter aux usines américaines. En outre, les usines elles-mêmes n'avaient pas de niveaux de stocks anormaux en raison de l'effet de la poussée des importations de 1998 sur le marché. Proportionnellement aux expéditions, les stocks des usines de produits laminés à chaud et laminés à froid à la fin de 1999 étaient en deçà des niveaux de 1997, les stocks de brames étaient presque identiques aux niveaux antérieurs à la poussée, à la fois dans l'absolu et par rapport aux expéditions, les importations de tôles avaient augmenté d'un demi-point par rapport aux expéditions (du fait d'une baisse de la consommation) et les stocks de CPLPAC revêtus (traités contre la corrosion) avaient légèrement augmenté par rapport aux expéditions, avant tout parce que la branche de production avait accru sa production de plus de 3,3 millions de tonnes, alors que les expéditions n'avaient augmenté que de 3,1 millions de tonnes. En bref, d'après le Brésil, il n'y a pas d'élément de preuve provenant des distributeurs, établissant que la poussée des importations de CPLPAC de 1998 avait créé un problème de stocks, ni pour les usines, ni pour les clients qui auraient été les plus touchés par des niveaux de stocks élevés et la diminution des achats qui en aurait résulté. Dans le cadre de l'examen des stocks, l'USITC n'a pas non plus fait remarquer que les stocks des producteurs nationaux de CPLPAC en fin de période avaient en fait baissé entre 1998 et 1999 et étaient passés de 10,5 millions de tonnes à 9,8 millions de tonnes.[2183] [2184]

7.873 Le Brésil fait aussi remarquer que les données concernant les stocks des importateurs apparaissant dans le rapport de l'USITC n'étayent pas la constatation selon laquelle la poussée des importations de CPLPAC de 1998 a créé une augmentation des stocks au niveau des importateurs, qui a pesé sur le marché en 1999, 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001. Premièrement, le niveau des stocks de CPLPAC des importateurs à la fin de 1998 était seulement passé de 27 jours à 32 jours d'expéditions. À la fin de 1999, le niveau des stocks de CPLPAC finis détenus par les importateurs n'était que légèrement au-dessus du niveau de 1997 et comparable au niveau de 1997 par rapport aux expéditions. Le seul problème résiduel apparent en matière de stock était un accroissement important des stocks de brames détenus par les importateurs.[2185] Le Brésil fait observer que les seuls renseignements sur les stocks figurant dans le rapport de l'USITC ou dans le document exposant les avis de la Commission sur le dommage lié à un effet résiduel de la poussée des importations de 1998 n'étayent pas la conclusion selon laquelle la poussée des importations de 1998 s'est traduite par des niveaux de stocks qui ont continué à avoir un effet négatif sur le marché en 1999 et par la suite. S'il est possible que les États-Unis essayent, en réponse à cette question, de corriger l'absence de données de fait et de raisonnement à l'appui de l'allégation de l'USITC, rien dans le dossier ne justifie cette allégation. Il y a une pénurie d'informations en ce qui concerne le niveau des

[2181] *Ibid.*, la plus grosse partie, dans l'absolu, des stocks de CPLPAC détenus par les importateurs se compose de brames et les stocks de brames ont connu la croissance la plus importante après 1998, lorsque les stocks des autres produits plats ont diminué ou se sont stabilisés. Les "importateurs" de brames sont des producteurs nationaux d'autres produits laminés plats.

[2182] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 143.

[2183] Première communication écrite du Brésil, annexe commune B.

[2184] Réponse écrite du Brésil à la question n° 28 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[2185] Rapport de l'USITC, volume II, tableau FLAT-49.

stocks des distributeurs et, comme cela a été indiqué plus haut, ce qui existe ne soutient pas la théorie de l'USITC. Cela est vrai également pour les stocks des producteurs. En ce qui concerne les stocks des importateurs, on voit mal comment un accroissement de cinq jours du niveau de ces stocks en cumulé pouvait continuer à avoir des effets en 1999, 2000 et 2001. En outre, étant donné que le niveau des stocks de CPLPAC finis était revenu au niveau de 1997 à la fin de 1999, le seul effet résiduel possible en matière de stocks pouvait provenir des stocks de brames restés à un niveau élevé. Cependant, les États-Unis n'ont expliqué nulle part comment les brames importées et utilisées exclusivement au profit des producteurs de CPLPAC des États-Unis pouvaient causer un dommage aux importateurs de brames, et moins encore comment l'accroissement des stocks de brames pouvait avoir un effet négatif sur les producteurs de CPLPAC en général. Ainsi, pour admettre la théorie de l'USITC concernant les effets résiduels, le Groupe spécial devrait accepter qu'une augmentation des stocks d'à peine cinq jours ait fait sentir ses effets sur tout le marché pendant 30 mois et causé un dommage grave, ou que les stocks de brames importées utilisés par la branche de production même qui allègue avoir subi un dommage aient fait sentir leurs effets sur tout le marché pendant 30 mois et causé un dommage grave.[2186]

7.874 Les États-Unis font valoir que le dossier a clairement montré qu'il y avait, en fait, un accroissement substantiel du niveau des stocks des importateurs au cours de la période considérée. Les stocks de CPLPAC des importateurs sont passés de 788 000 tonnes en 1997 à 1 322 000 tonnes en 1998, soit une augmentation de près de 67,7 pour cent pour cette seule année. De même, en 1999, les stocks des importateurs ont encore augmenté de 8,5 pour cent (pour atteindre 1 434 000 tonnes) par rapport à 1998, puis de 19,2 pour cent supplémentaires en 2000 (pour atteindre 1 709 000 tonnes). Le niveau des stocks a également augmenté entre la période intermédiaire de 2000 et la période intermédiaire de 2001. En outre, la proportion des stocks des importateurs par rapport à leurs expéditions a aussi fortement augmenté pendant cette période. Entre 1997 et la période intermédiaire de 2001, la proportion des stocks de CPLPAC des importateurs par rapport à leurs expéditions est passée de 7,3 pour cent à 17,5 pour cent, faisant plus que doubler pendant cette période.[2187] En effet, cette proportion s'est accrue d'année en année pendant cette période, passant de 7,3 pour cent en 1997 à 8,6 pour cent en 1998, 11,0 pour cent en 1999, 15,1 pour cent en 2000 et 17,5 pour cent en 2001. En d'autres termes, font valoir les États-Unis, le niveau des stocks des importateurs a considérablement augmenté, à la fois dans l'absolu et en valeur relative, entre 1998 et 2001, ce qui a exercé une pression substantielle sur les importateurs pour qu'ils abaissent leurs prix afin d'éliminer les stocks en question.[2188]

7.875 Les États-Unis font aussi remarquer que l'USITC n'a pas considéré les stocks des importateurs comme un aspect essentiel de son analyse du lien de causalité. Bien que l'USITC ait clairement fait remarquer que l'accroissement des stocks au cours des trois dernières années de la période considérée était un élément indiquant que les importations avaient des effets négatifs substantiels sur le marché au cours de la deuxième moitié de la période visée par l'enquête, l'USITC n'a pas considéré cette donnée de fait comme le seul aspect, ni même l'aspect le plus essentiel, de son analyse du lien de causalité pour les CPLPAC. Deuxièmement, hormis le fait qu'il n'a tenu absolument aucun compte

[2186] Réponse écrite du Brésil à la question n° 29 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[2187] Rapport de l'USITC, volume II, tableau FLAT-49 (page FLAT-43). Pour plus de commodité, les États-Unis se fondent sur les pourcentages concernant les stocks des importateurs pour tous les produits en acier au carbone laminés plats au cours de ces périodes, qui comprennent de petits volumes d'AMGO et de produits étamés ou chromés. Comme on peut le voir, ces pourcentages ne varieraient que très peu si les stocks de produits étamés ou chromés et d'AMGO étaient exclus.

[2188] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 71 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

des données des centres de services relatives aux stocks citées par l'USITC, le Brésil a également procédé à une série de calculs pour étayer ses arguments, qui constituent une manipulation importante des données relatives aux stocks. Par exemple, le Brésil a retiré les données concernant les stocks de brames de ses calculs – ce qui est totalement injustifié étant donné que les brames faisaient partie intégrante des CPLPAC et de la branche de production de ces produits. Lorsque ces nombres sont inclus, le nombre de jours de stocks détenus par les importateurs *fait plus que doubler* de 1997 à 2000, passant de 27 à 55 jours de stocks. Autrement dit, le Brésil a réduit le nombre de jours de stocks détenus par les importateurs en retirant la partie des données qui contribuait le plus directement à l'accroissement des stocks des importateurs au cours de cette période, aboutissant ainsi à un calcul qui réduirait forcément et manifestement le nombre de jours de stocks. Troisièmement, les arguments du Brésil ne font référence qu'aux données concernant les stocks des importateurs provenant du rapport de l'USITC. Les États-Unis font valoir que le Brésil ne tient absolument aucun compte du fait que l'USITC s'est également fondée sur l'accroissement substantiel des stocks de CPLPAC dans les centres de services, dans le cadre de son examen du lien de causalité. À cet égard, l'USITC a reconnu à juste titre que les stocks détenus dans les centres de services avaient connu un accroissement constant et important tout au long de la période considérée et étaient passés de 2,7 mois d'approvisionnement disponible en 1996 à 3,0 mois en 1997, puis 3,2 mois en 1998 et 1999, 3,7 mois en 2000 et 3,8 mois pour la période intermédiaire de 2001. Dans l'absolu, ces stocks ont augmenté de 50 pour cent sur la période visée par l'enquête, comme le montre le tableau ci-après.[2189]

Stocks de CPLPAC des centres de services (en tonnes nettes)

1996	1997	1998	1999	2000
2,6 millions	3,0 millions	3,3 millions	3,4 millions	3,9 millions

7.876 Le Brésil et le Japon font valoir que les problèmes que rencontre l'USITC concernant la chronologie des événements se retrouvent dans son analyse des faillites. D'après le Brésil et le Japon, les données montrent que les problèmes auxquels la branche de production nationale de l'acier a été confrontée se sont manifestés bien plus tard, alors que les importations étaient déjà en baisse, et non en 1998. En particulier, d'après le Brésil et le Japon, une analyse du lien de causalité exige de déterminer quand les sociétés considérées ont déposé leur bilan. Le Japon et le Brésil affirment que huit des dix producteurs de CPLPAC ont déposé leur bilan après 1998. La plupart l'ont fait en 2000 et 2001, y compris les plus importants d'entre eux. Si l'on se fonde sur le tonnage, les entreprises qui ont déposé leur bilan en 2000 et 2001 représentaient près de 83 pour cent du tonnage total de l'ensemble des usines de CPLPAC ayant fait faillite au cours de cette période.[2190]

7.877 Les États-Unis font valoir, à titre de réponse, que l'on ne s'attendrait pas à ce que les sociétés commençant à éprouver des difficultés financières à la suite, par exemple, d'une perte de part de marché et d'une baisse des prix dues à la concurrence exercée par les importations cherchent immédiatement à bénéficier de la protection prévue en cas de faillite la première année où ces difficultés sont apparues. Au contraire, compte tenu des conséquences négatives associées à la faillite (par exemple l'impossibilité d'obtenir du crédit, l'imposition de taux d'intérêt plus élevés, la réticence des fournisseurs à fournir les matières premières et l'impossibilité d'attirer d'autres formes de capital), la plupart des sociétés passent plusieurs années à lutter pour retrouver leur place par rapport à la

[2189] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 71 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[2190] Première communication écrite du Japon, paragraphe 237; première communication écrite du Brésil, paragraphe 168; voir aussi le paragraphe 7.847 dans lequel est exposée la réponse écrite du Japon à la question n° 28 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

concurrence avant d'engager éventuellement la procédure de dépôt de bilan. De fait, en raison du décalage entre la baisse initiale des résultats financiers et la mise en faillite d'une société, le fait que huit sociétés sur dix ont déposé le bilan en 2000 et 2001, plutôt qu'en 1998, montre qu'il y avait, effectivement, une corrélation probable entre la poussée des importations à bas prix qui s'est produite en 1998 et par la suite, et ces faillites.[2191]

7.878 Illustrant au paragraphe 7.846 leur argument selon lequel l'accroissement des importations peut avoir une incidence à la fois immédiate et différée sur l'un des facteurs de résultats de la branche de production, les États-Unis estiment que, comme l'USITC l'a fait remarquer dans son rapport, la poussée massive des importations de CPLPAC en 1998 a directement causé des baisses importantes du prix des marchandises nationales et importées cette même année, avec une VUM qui a chuté de 8,4 pour cent pour les importations et de 3,2 pour cent pour les ventes commerciales intérieures.[2192] Si cette poussée a eu une incidence manifeste et directe sur les prix en 1998, elle a également eu un effet négatif à retardement sur le niveau de fixation des prix intérieurs en 1999 et 2000, en ce sens que le volume élevé des importations à bas prix a pu continuer à faire baisser les prix par rapport à leur niveau déjà déprimé de 1998. À cet égard, la poussée des importations en 1998 a permis à des volumes élevés d'importations en 1999 et 2000 de faire baisser les prix plus encore que ce n'aurait été le cas en l'absence de cette poussée.[2193]

ii) Pertinence des effets des importations en termes de volume et de prix

7.879 La Nouvelle-Zélande relève que l'allégation selon laquelle un volume accru d'importations est entré sur le marché "à des prix qui étaient inférieurs aux prix intérieurs, les déprimait et en empêchait la hausse" est un élément essentiel de la constatation par l'USITC de l'existence d'un lien de causalité. Cela aurait causé un dommage grave.[2194] Le Brésil fait en outre observer que l'USITC a en partie utilisé la vente à des prix inférieurs comme variable de substitution pour l'affirmation selon laquelle les importations avaient fait baisser les prix sur le marché des États-Unis.[2195] D'après la Nouvelle-Zélande, l'USITC a conclu qu'à la suite de la chute des prix intérieurs à partir de 1998 les bénéfices de la branche de production s'étaient transformés en pertes en 1999, en 2000 et pendant les six premiers mois de 2001.[2196] Cependant, elle affirme que le lien de causalité n'existe tout simplement pas. De même, les Communautés européennes font observer qu'un examen des données donne à penser que cette affirmation est à peine croyable.[2197]

7.880 D'après la Nouvelle-Zélande, pour établir que les importations ont orienté les prix intérieurs à la baisse, il serait nécessaire de montrer que les importations ont tiré les prix intérieurs vers le bas et que les produits nationaux ont perdu des parts de marché. Cependant, elle fait observer qu'aucun de ces deux phénomènes ne s'est produit. En fait, ce que montrent les données, c'est que, pendant la période en question, il y a eu une augmentation de la part de marché des produits nationaux, la baisse des prix des produits nationaux ayant été plus brutale que celle des importations.[2198] La Nouvelle-Zélande fait valoir qu'une étude attentive de la relation entre l'évolution de la part de marché, des marges d'exploitation et des prix - dont il n'y a pas la moindre trace dans la brève analyse

[2191] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 447.
[2192] INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7 (pièce n° 33 des États-Unis) et rapport de l'USITC, page 61.
[2193] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 122.
[2194] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.132.
[2195] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 72.
[2196] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.132.
[2197] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 472.
[2198] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.133; voir également la première communication écrite du Brésil, paragraphes 74, 210 et 211.

de l'USITC - révèle qu'à compter de la période intermédiaire de 2000-2001, les prix intérieurs des CPLPAC ont baissé plus brutalement que les prix des importations, à la fois en pourcentage et dans l'absolu. La Nouvelle-Zélande fait valoir que la même tendance se vérifie pour l'ensemble de la période visée par l'enquête.[2199]

7.881 En réponse, les États-Unis font valoir que l'argument susmentionné est fondé sur une lecture erronée du dossier. Pendant la période visée par l'enquête, les importations de CPLPAC se vendaient à des prix substantiellement inférieurs aux marchandises nationales, dans la grande majorité des cas où des comparaisons de prix sont possibles, même pendant les 18 derniers mois de la période visée par l'enquête. Plus concrètement, les versions publiques des comparaisons trimestrielles des prix de l'USITC pour les brames, les tôles, les produits laminés à chaud et un produit laminé à froid montrent toutes que les importations se vendaient à des prix substantiellement inférieurs par rapport aux marchandises nationales, dans la grande majorité des comparaisons de prix jusqu'en 2000 inclus. En outre, pour un des deux produits laminés à froid faisant l'objet d'une comparaison, les importations se sont systématiquement vendues à un prix inférieur à celui du produit national tout au long du premier trimestre de 2001. Pour ces produits, le produit national s'est vendu à un prix inférieur à celui des importations dans la majorité des cas pendant la période intermédiaire de 2001, mais uniquement après que les marchandises nationales eurent suivi la baisse des prix des importations tout au long des trois années précédentes.[2200] Les États-Unis reconnaissent que, pour ce qui est de la comparaison des prix du produit laminé à froid restant, la branche de production a vendu à un prix inférieur à celui des importations en 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001, les écarts étant généralement faibles. Cependant, les États-Unis font valoir que le dossier montre également que les importations de ce produit laminé à froid se sont néanmoins constamment vendues à un prix substantiellement inférieur à celui de la branche de production nationale, en 1998 et 1999, période à laquelle la branche de production a connu une baisse substantielle de sa rentabilité.[2201]

7.882 En outre, les États-Unis font valoir qu'il y avait une corrélation manifeste entre la vente constante des importations à un prix inférieur et la baisse des prix et de la rentabilité de la branche de production nationale.[2202] Ils font valoir que le dossier a établi que: 1) l'élasticité de la substitution entre les importations et les marchandises nationales était modérée à élevée; 2) les importations se sont systématiquement vendues à des prix inférieurs à ceux des marchandises nationales tout au long de la période visée par l'enquête; 3) les prix des importations ont chuté d'une manière substantielle lors de la poussée des importations en 1998, sous l'effet de la crise asiatique et de l'accélération de la détérioration des finances des ex-républiques soviétiques et ont globalement continué à baisser pendant tout le reste de la période; 4) même s'il y a eu une appréciation des prix des produits importés et nationaux en 2000, les importations ont continué à se vendre à un prix substantiellement inférieur à celui des marchandises nationales, d'après la plupart des comparaisons de prix réalisées en 2000; 5) les baisses des prix intérieurs sont intervenues à la suite des baisses des prix des importations au cours de la période; et 6) le degré modéré à élevé de substituabilité entre les importations et les marchandises nationales montrait que la baisse des prix intérieurs était due, dans une large mesure, à la vente agressive des importations à un prix inférieur. En conséquence, les recettes et la rentabilité de la branche de production ont baissé d'une manière substantielle de 1998 à 2000.[2203]

[2199] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.134.
[2200] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 475.
[2201] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 476.
[2202] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 472 et 475; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.133.
[2203] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 472.

7.883 En ce qui concerne l'argument selon lequel les prix intérieurs chutaient plus vite que les prix des importations au cours de la deuxième moitié de la période, les États-Unis font valoir que cet argument ne tient pas compte des conditions de concurrence sur le marché. D'après les États-Unis, il ne devrait pas être surprenant que les prix intérieurs aient chuté plus rapidement que les prix des importations, à une période où les producteurs nationaux essayaient de conserver leur part de marché en éliminant la sous-cotation substantielle des prix opérée pour les importations tout au long de la période visée par l'enquête. En pareille situation, font valoir les États-Unis, les producteurs nationaux seront forcés de réduire leurs prix à un rythme plus soutenu que dans le cas des importations pour éviter une perte additionnelle de parts de marché. Étant donné que les prix intérieurs étaient systématiquement plus élevés que ceux des importations tout au long de la période, une telle baisse n'indique pas que c'étaient les producteurs nationaux qui tiraient les prix vers le bas.[2204]

7.884 En ce qui concerne l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel les constatations de l'USITC concernant l'empêchement des hausses de prix et la dépression des prix sont viciées, parce que "pour établir que les importations ont orienté les prix intérieurs à la baisse, il serait nécessaire de montrer que les importations ont tiré les prix intérieurs vers le bas et que le produit national a perdu des parts de marché", les États-Unis font valoir qu'il ne tient pas compte de la réalité économique élémentaire. S'il est vrai que l'association des baisses des prix des importations et des produits nationaux et d'une perte d'une part du marché intérieur peut être une bonne indication du fait que les importations ont empêché les hausses des prix intérieurs ou les ont déprimés, il n'est pas vrai que l'empêchement des hausses de prix ou leur dépression s'accompagneront nécessairement de pertes de parts de marché. Au contraire, d'après les États-Unis, un empêchement des hausses des prix ou une dépression des prix importants peuvent se produire sans qu'il y ait de pertes de parts de marché si les producteurs nationaux choisissent de livrer une concurrence serrée en matière de prix avec les importations, au lieu de perdre des parts de marché. Dans ces circonstances, les producteurs nationaux peuvent conserver une part de marché relativement stable face à une concurrence agressive des importations au niveau des prix, mais connaître une baisse importante des prix et de la rentabilité. De fait, c'est exactement ce qui s'est produit sur le marché des CPLPAC en 1999 et 2000, après que les producteurs nationaux ont réalisé qu'ils avaient perdu une part de marché substantielle en 1998 du fait d'un afflux massif d'importations à des prix inférieurs. En abaissant ses prix en réaction aux baisses des prix des importations, la branche de production a pu limiter sa perte de parts de marché.[2205]

7.885 En contre-réponse, la Nouvelle-Zélande fait valoir que ce que révèlent les données pertinentes, c'est que les producteurs nationaux ont arraché leur part de marché aux importations en même temps que les prix intérieurs accusaient une baisse plus nette que les prix des importations.[2206] Dans leur tentative de réfutation, les États-Unis font commodément abstraction des données de fait. Par exemple, à la période intermédiaire de 2001 – période la plus récente – les producteurs nationaux avaient accru leur part de marché de 2,9 pour cent par rapport à la période intermédiaire de 2000[2207] - une période au cours de laquelle les prix intérieurs avaient chuté de 13 pour cent contre 4 pour cent pour les importations. En d'autres termes, à la période intermédiaire de 2001, les importations détenaient simplement 6,9 pour cent du marché, contre 9,3 pour cent en 1997 et 11,8 pour cent en 1998 – période pour laquelle personne n'allègue qu'il existait un dommage grave. De même, cette progression de 2,9 pour cent de la part de marché des produits nationaux entre la période

[2204] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 477.
[2205] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 479.
[2206] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.132 à 4.136.
[2207] Les États-Unis ne peuvent raisonnablement pas minimiser l'importance d'une baisse d'une telle ampleur de la part de marché des importations alors qu'ils ne cessent de souligner l'importance de l'augmentation de 2,5 pour cent de cette part de marché de 1997 à 1998.

intermédiaire de 2000 et la période intermédiaire de 2001 a coïncidé avec une baisse brutale (de 14,9 pour cent) de la demande intérieure et une chute brusque (de 40 pour cent) des importations. D'après la Nouvelle-Zélande, tous ces éléments indiquent une pression exercée sur les prix par les producteurs nationaux et non les importations.[2208]

7.886 Même en supposant que les prix des importations aient été inférieurs à ceux de l'acier fabriqué dans le pays, les Communautés européennes estiment que des importations à bas prix n'auraient pu faire baisser les prix que si les importations jouaient un rôle dans la fixation des prix sur le marché des États-Unis. Cependant, hormis un accroissement qui leur a fait atteindre 11,8 pour cent en 1998, les importations ne détenaient pas, pendant la période visée par l'enquête, plus de 10 pour cent du marché. Leur part de marché en 1999 et 2000, période où la branche de production nationale aurait subi un dommage grave, était très proche de celle de 1996 et 1997 (9,04 pour cent, 9,32 pour cent, 9,57 pour cent et 9,54 pour cent). Pourtant, d'après les Communautés européennes, rien ne donne à penser que les importations avaient un effet important sur les prix intérieurs en 1996 et 1997. Les Communautés européennes font en outre valoir que l'USITC n'explique pas comment la fixation des prix pour 10 pour cent des produits constituant le marché intérieur américain des CPLPAC aurait pu avoir plus qu'un effet marginal sur la fixation des prix sur le marché en général.[2209]

7.887 En réponse, les États-Unis font valoir que sur un marché relativement sensible aux prix, comme le marché des CPLPAC, même un volume relativement faible de marchandises à bas prix peut avoir une incidence spectaculaire sur la fixation des prix sur l'ensemble du marché. En conséquence, le fait que les importations ne détenaient pas une part prépondérante du marché pendant la période visée par l'enquête n'indique pas, en soi, qu'elles ne pouvaient pas avoir un effet important sur les prix intérieurs.[2210] Les États-Unis font valoir que les plaignants semblent reconnaître qu'un volume relativement faible de marchandises peut avoir un effet important sur les prix sur le marché des CPLPAC puisqu'ils font valoir que les mini-aciéries nationales étaient les premières responsables des baisses de prix sur ce marché.[2211] Les États-Unis font valoir que, si l'on se fonde sur un examen année par année, les mini-aciéries ont expédié un volume de CPLPAC sur le marché commercial beaucoup plus faible que celui que représentaient les importations.[2212]

7.888 Les États-Unis font également valoir qu'un faible volume d'importations pourrait avoir une incidence substantielle sur les prix d'un marché si ces importations peuvent être substituées aux marchandises nationales, si elles entrent sur le marché en quantités croissantes, si elles commencent à se vendre à des prix inférieurs aux marchandises nationales pour gagner des parts de marché et si elles maintiennent des marges inférieures par rapport aux prix intérieurs alors que ces derniers baissent pour faire face à la concurrence des importations au niveau des prix. On a observé une conjoncture semblable sur la marché intérieur des CPLPAC entre 1998 et 2001, ce qui a donné lieu à des baisses de prix sur ledit marché pendant les années en question. Toutefois, le volume des importations de chacun des dix produits visés par les mesures de sauvegarde concernant l'acier, y compris les importations de CPLPAC, ne peut être qualifié de "relativement bas".[2213]

[2208] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.104.

[2209] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 472.

[2210] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 473.

[2211] Les États-Unis se réfèrent, à cet égard, à la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 473 à 475.

[2212] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 474.

[2213] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 43 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

7.889 La Corée dit qu'elle ne partage pas l'idée que les importations peuvent faire baisser les prix par la vente à des prix inférieurs en soi. D'après la Corée, on a tort de présumer que la vente à des prix inférieurs, à elle seule, démontre que les importations ont fait baisser les prix intérieurs. Premièrement, la vente à des prix inférieurs n'est qu'une mesure de prix relatifs et ne démontre rien, en soi, en ce qui concerne d'éventuels effets sur d'autres prix. Deuxièmement, l'évolution des prix du marché est dictée par les sociétés exerçant une influence déterminante dans ce domaine. Par conséquent, la question de savoir comment les importations font baisser les prix ne dépend pas uniquement de niveaux de prix relatifs. La Corée affirme qu'il convient également de noter que l'USITC se fonde uniquement sur les prix des produits laminés à chaud et laminés à froid pour montrer que les importations ont fait baisser les prix. Cependant, le personnel de l'USITC a constaté en particulier que le modèle économique montrait que les importations de produits laminés à froid n'avaient aucun effet sur les prix intérieurs des produits laminés à froid. En outre, l'USITC n'établit pas que ces prix sont aussi représentatifs des tendances concernant les brames, les tôles ou les produits en acier traités contre la corrosion.[2214] De même, le Japon et le Brésil font valoir que la méthode des États-Unis accorde beaucoup trop d'importance aux seules ventes à des prix inférieurs. Ils font valoir que le fait de vendre à des prix inférieurs ou supérieurs est à lui seul d'une pertinence limitée.[2215]

7.890 En réponse, les États-Unis font valoir qu'ils ne pensent pas comme les plaignants que l'USITC accorde trop d'importance à l'existence de la vente à des prix inférieurs lorsqu'elle évalue si les importations ont eu une incidence sur les prix intérieurs pendant la période visée par l'enquête. D'après les États-Unis, à l'instar de la loi de l'offre et de la demande, il y a un principe économique élémentaire qui veut que les acheteurs sont plus susceptibles de changer de fournisseurs en fonction du prix, si les produits proposés par ces fournisseurs ont des caractéristiques semblables et sont vendus dans des conditions semblables.[2216] Autrement dit, en termes économiques, lorsque l'élasticité de substitution entre deux produits est raisonnablement élevée, un acheteur est susceptible de prendre sa décision d'achat en fonction du fournisseur qui propose le prix le plus bas.[2217] Les États-Unis estiment que, par conséquent, lorsqu'il y a une élasticité de substitution modérée à élevée entre les importations et le produit national (ce qui est le cas sur le marché des CPLPAC), la vente des importations à des prix inférieurs indique nettement que les acheteurs sont susceptibles de déplacer leurs achats de la production nationale vers les importations et que les déplacements de volumes sont dus à la concurrence des importations à bas prix. Ou, si les importations et les marchandises nationales sont raisonnablement interchangeables l'existence de ventes des prix inférieurs indique clairement que les baisses des prix sur le marché sont la conséquence de la concurrence des importations au niveau des prix. Compte tenu de ces principes économiques élémentaires, les États-Unis pensent que l'USITC accorde l'importance qui convient à la vente à des prix inférieurs dans son analyse.[2218]

7.891 La Corée fait également observer que l'USITC n'a pas expliqué ni justifié sa conclusion selon laquelle les importations ont entraîné des baisses de prix.[2219] À cet égard, la Corée fait valoir[2220] qu'un examen des éléments de preuve de l'USITC cités à ce sujet, ne confirme pas les conclusions de l'USITC selon lesquelles les importations ont entraîné des baisses de prix. Premièrement, l'USITC se

[2214] Réponse écrite de la Corée à la question n° 84 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2215] Réponse écrite du Japon à la question n° 84 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Brésil à la question n° 84 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2216] Par exemple, rapport de l'USITC, page FLAT-60, note de bas de page 42.

[2217] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 142.

[2218] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 143.

[2219] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 148.

[2220] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 147.

réfère à des comparaisons de données concernant la VUM entre les prix des importations et les prix intérieurs.[2221] Ces données ne tiennent pas compte des volumes, ni pour les importations, ni pour les ventes intérieures. Il n'y a pas non plus d'analyse quant à la manière dont les données concernant la VUM permettent d'établir que les prix des importations ont tiré les prix intérieurs vers le bas. En d'autres termes, l'USITC ne décrit pas selon quel procédé les prix inférieurs des importations ont tiré les prix intérieurs vers le bas. Enfin, l'USITC reconnaît les limites des données relatives à la VUM et dit ne pas leur accorder une "importance indue" parce que les VUM peuvent être modifiées par la gamme de produits.[2222] Deuxièmement, l'USITC se fonde sur les données relatives à la fixation des prix des produits en acier laminés à chaud et laminés à froid uniquement (les autres produits plats) ne sont pas mentionnés. Les données non confidentielles figurant sur les graphiques mentionnés montrent les prix et les volumes intérieurs, mais il n'y a aucune donnée concernant les importations.[2223] Cela ne permet par conséquent pas de voir quelle est la relation entre les prix des importations et les prix intérieurs sur un trimestre donné, ni comment ces données permettent d'établir que les importations de produits laminés à chaud ou laminés à froid "ont tiré vers le bas" les prix des produits laminés à chaud ou laminés à froid. L'USITC n'explique pas non plus comment les prix des produits laminés à chaud et laminés à froid faisant l'objet de ces comparaisons se sont répercutés sur les prix des produits nationaux "laminés plats". Troisièmement, en ce qui concerne les prix des produits laminés à froid, l'USITC parle de "fléchissements" des prix des importations[2224] (les périodes considérées ne sont pas mentionnées) et de volumes de vente historiques[2225] (la période considérée n'est pas mentionnée) et affirment qu'ils ont été "suivis de" réductions nettes des prix intérieurs[2226] (encore une fois, aucune période n'est mentionnée). Les données concernant les importations sont traitées comme confidentielles, de sorte qu'elles ne sont pas disponibles pour déterminer les périodes pertinentes en question. Autrement dit, l'USITC se fonde sur ses propres affirmations en ce qui concerne la relation entre les prix des importations et les prix intérieurs, mains ne donne aucun élément de preuve d'un rapport effectif de cause à effet entre les prix des importations et les prix intérieurs. En outre, les mémorandums économiques fournis à l'USITC tant par les requérants que par les sociétés interrogées ont démontré que les importations de produits laminés à froid n'avaient pas d'effet important sur les prix intérieurs des produits laminés à froid.[2227]

7.892 Pour la réponse des États-Unis aux arguments résumés au paragraphe 7.891, voir plus haut les paragraphes 7.881 à 7.890.

7.893 La Corée fait également valoir qu'en ce qui concerne les CPLPAC, il y avait une autre explication aux baisses de prix que l'USITC n'a pas dûment examinée.[2228] Après tout, les importations de CPLPAC ont baissé à la fois dans l'absolu et par rapport à la production nationale entre 1998 et

[2221] Rapport de l'USITC, volume I, page 61 (pièce n°6 des coplaignants).
[2222] Rapport de l'USITC, volume I, page 61, note de bas de page 279 (pièce n°6 des coplaignants).
[2223] Rapport de l'USITC, volume I, pages 61 et 62 (pièce n°6 des coplaignants), renvoyant à INV-Y-212, tableaux FLAT-ALT-69-71 (pièce n° 9 de la Corée, "K-9"). Si les comparaisons de prix pour les produits mentionnés apparaissent dans le Rapport du personnel, ces données n'apparaissaient que pour les produits nationaux et les importations provenant de pays hors ALENA. (Rapport de l'USITC, volume II, tableaux FLAT-68-71, pages FLAT-65-68 (pièce n° 6 des coplaignants).) Mais l'USITC n'a pas procédé à l'analyse du lien de causalité en se fondant uniquement sur les importations provenant de pays hors ALENA (Rapport de l'USITC, volume I, pages 59-66 (pièce n°6 des coplaignants)), de sorte que ces données ne peuvent étayer les conclusions de l'USITC en ce qui concerne les "importations".
[2224] Rapport de l'USITC, volume I, page 62 (pièce n°6 des coplaignants).
[2225] Rapport de l'USITC, volume I, page 62 (pièce n°6 des coplaignants).
[2226] Rapport de l'USITC, volume I, page 62 (pièce n°6 des coplaignants).
[2227] Assessment of Econometric Submissions on Flat-Rolled Steel, EC-Y-042 – Réponse à la demande de renseignements additionnels de l'USTR (22 octobre 2001), page 1 (pièce n° 10 des coplaignants).
[2228] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 157 à 184.

2001, tandis que la capacité accrue des mini-aciéries leur a valu de gagner une part substantielle du marché, aux dépens des producteurs intégrés, d'une part, et des importations, d'autre part. Cet élément de preuve donne à penser que le niveau des prix sur le marché a baissé en conséquence de la fixation des prix par les mini-aciéries à mesure que celles-ci voyaient leur capacité et leurs expéditions augmenter, cependant qu'elles tiraient partie de leur avantage croissant en matière de coûts par rapport aux producteurs intégrés.[2229] Les "effets sur les prix" qui se sont répercutés sur les producteurs nationaux étaient les effets sur les prix causés par l'accroissement de la capacité et des expéditions – c'est-à-dire des volumes – des mini-aciéries.[2230] [2231]

7.894 De même, la Nouvelle-Zélande fait observer qu'en l'espèce, le prix des importations n'a pas joué un rôle critique ou important dans la baisse des indicateurs des résultats de la branche de production. "D'autres facteurs" propres au marché intérieur étaient en cause. Comme l'USITC l'a reconnu, la concurrence exercée par les mini-aciéries au sein de la branche de production, la capacité intérieure extrêmement accrue et la baisse de la demande ont toutes contribué à faire baisser les prix intérieurs. Cependant, l'USITC n'a pas tiré la conclusion évidente qu'il n'y avait, par conséquent, pas de rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave causé à la branche de production nationale.[2232]

7.895 Le Japon et le Brésil font observer que, chose remarquable compte tenu de l'importance accordée par l'USITC aux prix comme indicateur de l'état de santé de la branche de production[2233], celle-ci a fait abstraction de la somme considérable de données relatives aux prix qui lui avaient été communiquées, qui démontraient les liens entre les prix intérieurs et les prix des importations. Le Brésil estime en outre que, sur un marché de l'acier où les ventes au comptant constituent une part consistante de l'ensemble des expéditions et où l'on peut facilement obtenir des données exhaustives qui rendent compte des prix au comptant, l'USITC n'a pas recherché ce qui était évident. En dépit du fait qu'elle disposait des cours mensuels des transactions au comptant concernant les tôles, les produits laminés à chaud, les produits laminés à froid et les produits en acier revêtus et qu'elle a même inséré ces données dans son rapport, sous forme de graphiques[2234], l'USITC n'a pas jugé utile de les comparer avec les valeurs unitaires des importations. D'après le Brésil, en réalité, la comparaison de ces données permet de réfuter les arguments de l'USITC et des États-Unis en ce qui concerne les prix. Si l'on se fonde sur ces données plus exhaustives, il apparaît que c'était les prix intérieurs, et non les prix des importations, qui menaient le marché.[2235] [2236] Au lieu de cela, d'après le Japon et le Brésil, l'USITC s'est concentrée sur des séries de prix trimestrielles et des évaluations simplistes concernant les ventes à des prix inférieurs, qui n'ont pas toutes révélé que les importations étaient vendues à des prix inférieurs. Il s'agit dans les deux cas de facteurs de causalité peu convaincants, en particulier à la lumière des données mensuelles détaillées et manifestement fiables concernant les prix qui étaient

[2229] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 169 à 176.

[2230] Examen par la Corée de la définition d'un "marché" dans sa réponse écrite à la question n° 141 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond avec les parties et examen de l'effet sur les prix figurant dans la deuxième communication écrite de la Corée.

[2231] Réponse écrite de la Corée à la question n° 29 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[2232] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 29 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[2233] Rapport de l'USITC, page 62.

[2234] Rapport de l'USITC, volume II, OVERVIEW-58.

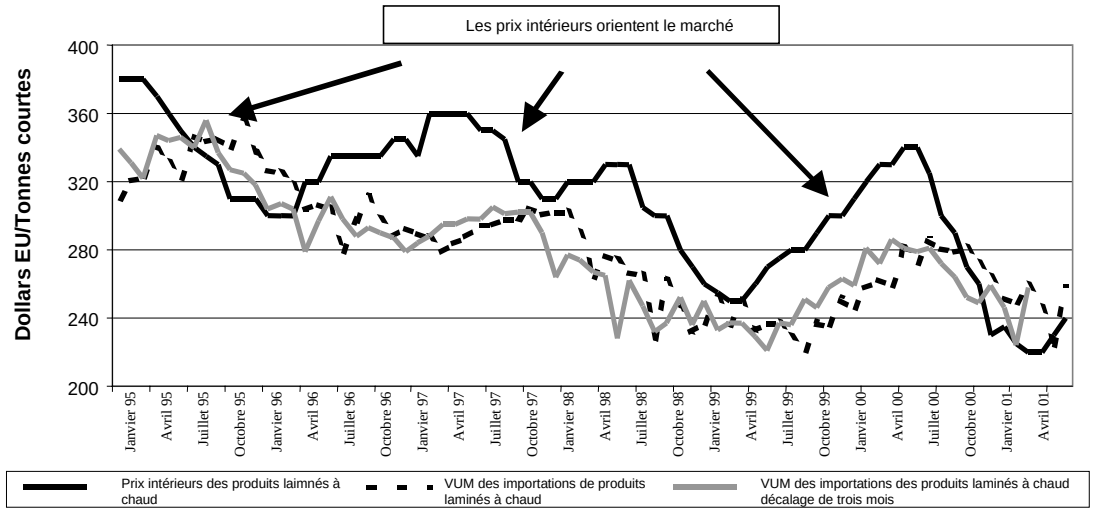
[2235] Cette comparaison figure dans la réponse écrite du Japon à la question n° 84 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2236] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 73.

disponibles, qui ont montré comment les prix relatifs variaient dans le temps et si c'étaient les prix intérieurs ou ceux des importations qui dictaient cette tendance.[2237]

7.896 Le Japon se fonde sur les graphiques ci-après pour faire valoir qu'il existe des éléments de preuve manifestes montrant que les prix des importations étaient dictés par les prix intérieurs. Si l'on intègre un décalage de trois mois pour la fixation des prix des importations, afin de tenir compte du délai d'expédition, les hausses et les baisses des prix intérieurs ont tendance à commencer avant une variation similaire des prix des importations. Le Japon fait observer que ces données ont été corroborées et ont été portées à la connaissance de l'USITC.[2238] Le Japon fait valoir que, néanmoins, l'USITC a ignoré en grande partie ces données, leur préférant son approche "traditionnelle" et par trop simpliste.[2239]

Produits en acier laminés à chaud: prix intérieur et VUM des importations

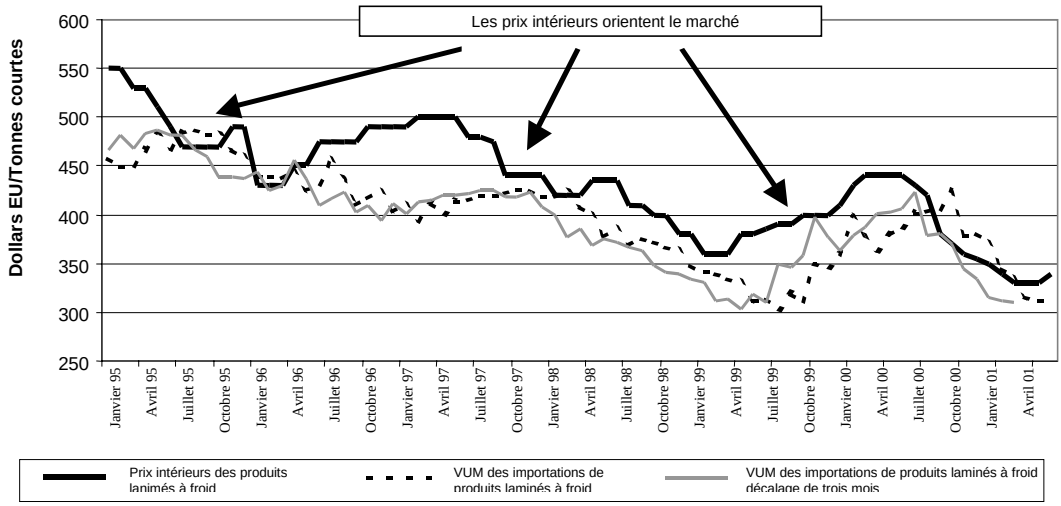


[2237] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 121; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 72.

[2238] Pièces n° 52 et 53 des coplaignants.

[2239] Réponse écrite du Japon à la question n° 84 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

Produit en acier laminés à froid: prix intérieur et VUM des importations



7.897 En réponse, les États-Unis estiment que le Japon essaie à tort de minimiser l'importance de la vente constante des importations à un prix inférieur sur le marché des CPLPAC en affirmant que les producteurs nationaux exerçaient une influence déterminante sur les prix sur le marché des CPLPAC.[2240] Cependant, un examen des graphiques utilisés par le Japon pour étayer cet argument montre que ledit argument n'a en fait aucun fondement.[2241] Ces graphiques montrent clairement que les producteurs nationaux ont essayé à trois reprises au cours de la période visée par l'enquête de provoquer une augmentation du prix des produits en acier laminés à froid et laminés à chaud, mais que les prix intérieurs se sont effondrés à chaque fois du fait de la vente constante des importations à un prix inférieur, tout au long de la période visée par l'enquête.[2242] En somme, les graphiques sur lesquels se fonde le Japon montrent en réalité que c'est la vente des importations à un prix inférieur, et non pas l'influence déterminante sur les prix prétendument exercée par les sociétés nationales qui a provoqué les baisses de prix considérables sur le marché des CPLPAC pendant la période visée par l'enquête.[2243]

7.898 Le Japon et le Brésil font valoir que la plus grande faille de l'analyse des prix faite par l'USITC est le fait que les marges de vente à un prix inférieur étaient à peu près les mêmes en 1997 qu'en 1999 et en 2000.[2244] En réponse, les États-Unis affirment que le Brésil semble laisser entendre que cela indique que les importations se maintenaient simplement à un niveau de prix approprié inférieur à celui de la production nationale sur le marché. Les États-Unis estiment que ce que le Brésil ne reconnaît pas, c'est que deux faits nouveaux très importants se sont produits sur le marché en 1998, qui ont spectaculairement modifié les conditions de concurrence sur le marché et ont provoqué une dépression des prix intérieurs des CPLPAC. Premièrement, il y a eu, pendant l'année en question, une poussée soudaine et massive des importations, à la suite de la crise financière

[2240] Réponse écrite du Japon à la question n° 84 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2241] Réponse écrite du Japon à la question n° 84 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2242] Réponse écrite du Japon à la question n° 84 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2243] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 144.

[2244] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 134; première communication écrite du Brésil, paragraphe 211.

asiatique et de la détérioration ininterrompue du marché de l'acier dans l'ex-Union soviétique. Deuxièmement, à la suite de cette poussée, les prix des importations ont brusquement baissé pendant l'année en question et ont continué de baisser pour rester à des niveaux bas jusqu'à la fin juin 2001. S'il est peut-être vrai, comme l'affirme le Brésil, que les importations ont conservé une marge substantielle et constante de vente à un prix inférieur au cours des quatre dernières années de la période considérée, le dossier a également permis d'établir que l'accroissement important du volume des importations dont le prix était de plus en plus bas en 1998 avait exercé une pression substantielle à la baisse sur les prix au cours des trois dernières années et demie de la période visée par l'enquête.[2245]

7.899 En ce qui concerne les effets des importations en termes de volume, le Brésil fait observer que les États-Unis reproduisent l'"analyse" de l'USITC, qui est d'abord centrée sur l'année d'accroissement, à savoir 1998, puis allègue que le volume des importations en 1999 et 2000, "s'est maintenu à un niveau considérablement plus élevé" qu'en 1996 et 1997.[2246] D'après le Brésil, cette assertion est fallacieuse. En ce qui concerne les CPLPAC, les importations étaient plus élevées en 1999 et 2000 qu'en 1996 et 1997. L'augmentation, en valeur absolue, entre ces deux périodes a été de 11 pour cent.[2247] Cependant, si l'on considère le volume des importations par rapport à la production nationale, sur la période 1996-1997, les importations de CPLPAC représentaient en moyenne 10,1 pour cent de la production nationale. Sur la période 1999-2000, elles représentent 10,6 pour cent de la production nationale.[2248] Le Brésil fait observer que le fait de qualifier cet accroissement de 0,5 pour cent de "considérablement plus élevé" est spécieux. En effet, une fois fait le découpage des divers CPLPAC, la majorité des produits ne laissent apparaître aucun accroissement par rapport à la production nationale.[2249]

7.900 Le Brésil soutient que lorsque les importations se maintiennent à un niveau stable sur l'ensemble du marché, il ne rime à rien de se fonder sur les volumes pour imputer à l'accroissement des importations le dommage subi par la branche de production. Pourtant, le Brésil fait observer que c'est apparemment l'analyse de l'USITC – une simple supposition selon laquelle si les importations augmentent, elles doivent être une cause de dommage grave pour la branche de production nationale. D'après le Brésil, si l'USITC s'intéressait toutefois véritablement aux effets des volumes, ceux-ci peuvent être observés sur le marché de l'acier relativement facilement, en utilisant des données plus appropriées. Par exemple, si l'on tient compte de la théorie des effets résiduels, il n'y a pas eu d'augmentation substantielle du niveau des stocks qui aurait pu absorber l'accroissement du volume des importations en 1998 et en retarder les effets sur le marché jusqu'en 1999 et 2000. Un examen des stocks des importateurs pour chacun des différents CPLPAC témoigne de niveaux qui correspondaient à environ un mois voire moins, tout au long de la période visée par l'enquête. L'USITC a fait état pour les CPLPAC, de niveau des stock en fin d'année oscillant entre 7 et 15 pour cent des expéditions totales, soit entre 0,6 et 1,2 mois de stock.[2250] Pour de nombreux produits pris isolément, le niveau des stocks n'a jamais dépassé un mois.[2251] Cela signifie que l'accroissement des importations en 1998 ne pouvait pas avoir d'effets résiduels en termes de volume en 1999, et moins encore en 2000 ou en 2001.[2252]

[2245] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 478.
[2246] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 463.
[2247] D'après une comparaison entre un tonnage cumulé des importations de CPLPAC de 37,7 millions de tonnes pour 1996 et 1997, contre un tonnage cumulé des importations de CPLPAC de 41,7 millions de tonnes pour 1999 et 2000. Voir également la première communication écrite du Brésil, annexe commune A.
[2248] Rapport de l'USITC, volume II, FLAT 8-11, 13, 16-19, 21; voir également l'annexe commune A.
[2249] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 70.
[2250] Rapport de l'USITC, volume II, tableau FLAT-49.
[2251] *Ibid.*
[2252] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 71.

7.901 Pour un exposé de la réponse des États-Unis aux arguments résumés aux paragraphes 7.896 à 7.900, voir les paragraphes 7.874 et 7.875.

7.902 À l'instar du Brésil, la Corée fait valoir qu'il est évident que l'Accord sur les sauvegardes vise le dommage grave causé par un accroissement du volume des importations. Le volume des importations doit connaître un accroissement et doit être la cause du dommage grave. Cependant, l'USITC n'a pas invoqué un accroissement du volume des importations après 1998 comme étant la cause de la baisse des prix intérieurs. Au contraire, l'USITC a reconnu que le volume des importations était en baisse. L'USITC désigne l'écart des prix lui-même et les tendances des prix des importations comme étant la cause du dommage grave subi par la branche de production et conclut ce qui suit[2253]: "Si le volume des importations était inférieur en 1999 et 2000, les prix de ces importations continuaient à baisser."[2254] Par conséquent, les États-Unis ont manqué à leur obligation de démontrer que l'accroissement du volume des importations a provoqué une baisse des prix intérieurs.[2255]

7.903 En réponse, les États-Unis font observer que la théorie économique élémentaire concernant la fixation des prix indique que les prix peuvent baisser du fait d'un certain nombre de conditions de marché différentes, même en l'absence de ventes à des prix inférieurs.[2256] Par exemple, il est un principe élémentaire de la théorie économique qui veut que les prix peuvent subir l'influence des variations de l'offre et de la demande.[2257] À cet égard, les prix peuvent être tirés vers le bas lorsqu'il y a un accroissement de l'offre du produit sur le marché quand la demande est stable. De même, les prix peuvent être tirés vers le bas sur un marché où l'offre est stable, si la demande baisse. En substance, la théorie économique élémentaire soutient que, lorsque l'offre d'un produit dépasse la demande (une situation dans laquelle l'offre de produits importés augmente substantiellement sur un marché dont la croissance est lente), il est probable que les prix soient influencés par cette évolution de l'offre.[2258]

7.904 D'après les États-Unis, le dossier a montré qu'un accroissement de l'offre des produits importés avait une incidence substantielle sur la fixation des prix sur le marché des CPLPAC. Entre 1996 et 2000, le marché des CPLPAC a affiché une croissance modérée mais stable de la demande, d'année en année.[2259] Au niveau global, la production de la branche de production nationale a également progressé à un rythme modéré et constant entre 1996 et 2000.[2260] En conséquence, si l'on s'en tient à la théorie économique élémentaire, si les importations avaient augmenté à un rythme semblable, constant mais modéré, les prix du marché auraient dû rester relativement stables au cours de cette période. Les États-Unis font observer que, de fait, c'est ce qui s'est produit sur le marché des CPLPAC entre 1996 et 1997, période à laquelle la production nationale et les importations ont progressé au même rythme que la demande, ce qui a permis au prix des produits nationaux et importés de rester à peu près stable.[2261] D'après les États-Unis, pourtant, en 1998, la stabilité de cette équation

[2253] L'USITC s'est également fondée sur l'accroissement du niveau des stocks dont il est question plus bas.

[2254] Rapport de l'USITC, volume I, page 62 (pièce n° 6 des coplaignants).

[2255] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 146.

[2256] Voir par exemple les réponses écrites des Communautés européennes, du Japon et de la Nouvelle-Zélande à la question n° 84 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2257] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 84 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2258] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 138.

[2259] INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7 (pièce n° 33 des États-Unis).

[2260] INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7 (pièce n° 33 des États-Unis).

[2261] INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7 (pièce n° 33 des États-Unis). Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 140.

de l'offre et de la demande a été rompue par une poussée massive des importations sur le marché des CPLPAC. Pendant l'année en question, si la production nationale s'est accrue à un rythme légèrement inférieur à celui de la demande sur le marché des États-Unis (qui a elle-même augmenté de 3,2 pour cent), le volume des importations a connu un accroissement exceptionnel de 31,3 pour cent, lequel dépassait la croissance de la demande, en 1998, de 28,1 points.[2262] Il va sans dire que cette poussée des importations s'est accompagnée d'une baisse du prix des CPLPAC, avec une baisse de la valeur unitaire moyenne des importations de 8,4 pour cent pour cette seule année.[2263] Parallèlement, la VUM des ventes commerciales intérieures a chuté de 3,1 pour cent[2264], bien que la demande ait augmenté pendant l'année en question. En substance, en 1998, l'accroissement massif de l'offre de produits importés a provoqué une dépression nette et grave des prix sur le marché, une conjoncture qui correspond une fois encore à la théorie économique élémentaire en matière de prix.[2265]

7.905 D'après le Japon, le problème est que les États-Unis ne semblent pas saisir que les divers facteurs ne peuvent être analysés un par un, mais doivent être considérés ensemble afin de comprendre comment ils interagissent. Cela est particulièrement vrai dans la présente affaire. Sur le marché américain de l'acier, de 1999 à 2001, plusieurs facteurs ont convergé: la demande stagnait ou chutait; l'offre intérieure augmentait du fait des accroissements spectaculaires de la capacité intérieure; et l'offre extérieure était stable ou en baisse. Lorsque les entreprises nationales s'approprient de plus en plus un marché en déclin, il ne rime à rien, sur le plan économique, de mettre hors de cause la capacité intérieure croissante et d'incriminer les importations stables ou en baisse. Pourtant, c'est précisément ce que l'USITC a fait en l'espèce.[2266]

7.906 Le Japon fait observer que, en effet, une analyse appropriée tiendrait compte de la capacité par rapport à la demande, en particulier à la lumière des ordonnances ou enquêtes en matière de droits antidumping et de droits compensateurs déjà existantes, qui influaient sur la dynamique de concurrence du marché des CPLPAC. L'USITC a en bonne partie ignoré le rôle des ordonnances et des enquêtes en matière de droits antidumping et de droits compensateurs visant les importations de produits en acier laminés à chaud et laminés à froid pendant cette période essentielle et n'a, par conséquent, pas compris le rôle de la capacité intérieure en expansion.[2267] D'après le Japon, compte tenu de ces forces économiques, il n'est pas du tout surprenant que les prix intérieurs aient généralement dicté les prix des importations. L'allégation des États-Unis à l'effet contraire est erronée[2268] et repose sur une analyse par trop simpliste de la VUM trimestrielle, au lieu des prix mensuels.[2269]

7.907 De même, les Communautés européennes rappellent qu'une autorité compétente est tenue de démontrer, sur la base d'éléments de preuve objectifs, l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave. D'après les Communautés européennes, il ne

---

[2262] INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7 (pièce n° 33 des États-Unis).

[2263] INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7 (pièce n° 33 des États-Unis).

[2264] Rapport de l'USITC, page 61. Bien que ces chiffres soient déduits de valeurs annuelles cumulées, les graphiques concernant la fixation des prix par produit montrent des baisses semblables. Rapport de l'USITC, tableaux FLAT-66-FLAT-71 et FLAT-73-74.

[2265] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 141.

[2266] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 135.

[2267] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 136.

[2268] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 494. En l'espèce, comme on l'a déjà noté dans cette communication, le Japon fait observer que l'USITC pouvait obtenir sans difficulté des données mensuelles pour mieux comprendre la dynamique de fixation des prix, mais au lieu de cela, elle a ignoré ces données, auxquelles elle a préféré des données beaucoup plus sommaires concernant la valeur unitaire moyenne trimestrielle, qu'elle utilise dans d'autres cas. Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 137.

[2269] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 137 et 217.

suffit pas de constater l'existence d'un lien entre des importations à bas prix et un dommage grave. Il ne suffit pas non plus de constater l'existence d'un lien de causalité entre un accroissement des importations sur une période de cinq ans et un dommage grave. Une autorité compétente doit démontrer l'existence d'un lien de causalité entre un accroissement des importations qui a été suffisamment brutal, suffisamment soudain, suffisamment récent et suffisamment substantiel et un dommage grave. Le prix est souvent pertinent pour expliquer comment l'accroissement du volume des importations a causé un dommage grave. Les Communautés européennes font en outre observer que l'évolution des prix est certes probablement le facteur le plus essentiel lorsqu'il s'agit de déterminer l'effet de l'accroissement des importations sur la branche de production nationale. En effet, les résultats financiers constituent l'un des indicateurs les plus importants de l'existence d'un dommage et ceux-ci dépendent de la relation entre le prix et les coûts de production. Une analyse de l'évolution des prix est par conséquent toujours importante, voire cruciale. Après avoir examiné les évolutions des prix, il est primordial de déterminer quelle en est la cause.[2270]

7.908 Les Communautés européennes font en outre observer que toutes choses étant égales par ailleurs, si les importations sont vendues à un prix supérieur à celui des produits nationaux, il est peu probable que ces importations soient responsables de quelque dommage grave. Même si les prix des importations sont inférieurs à ceux des produits nationaux, il faut également montrer que les importations exercent une influence déterminante sur les prix – ainsi, dans le cas où les importations représentent, par exemple, 10 pour cent du marché, il faut se demander si les importations sont en mesure de déterminer les prix. À savoir, les importations ont-elles obligé les prix intérieurs à baisser, ce qui se serait traduit par des résultats financiers médiocres pour la branche de production nationale? L'USITC a globalement manqué à son obligation de démontrer, sur la base d'éléments de preuve objectifs, par une analyse de la vente à des prix inférieurs et de la dynamique du marché, l'existence d'un lien de causalité.[2271]

7.909 La Suisse fait valoir qu'en incriminant les niveaux des prix des importations atteints en 1998 et par la suite, les États-Unis oublient que les quantités accrues des importations représentent l'élément principal à prendre en considération dans une enquête en matière de sauvegardes. La fixation des prix est pertinente pour l'analyse globale mais elle ne peut être substituée aux quantités accrues des importations. S'il n'y a pas d'accroissement des importations, il ne peut y avoir de corrélation parce que l'Accord sur les sauvegardes et même la Loi des États-Unis relative aux sauvegardes sont des instruments qui reposent sur les volumes. L'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes vise explicitement la quantité d'importations, il ne mentionne nulle part la question du prix.[2272]

iii) Accroissement des importations et résultats de la branche de production

7.910 Le Japon et le Brésil font valoir, en ce qui concerne les CPLPAC, qu'il n'y a pas eu d'"accroissement spectaculaire" des importations en 1998.[2273] Ils affirment que si les importations se sont quelque peu accrues en 1998, elles ont chuté en 1999 et en 2000. Au moment pour lequel le

[2270] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 29 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[2271] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 29 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[2272] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 97.

[2273] Première communication écrite du Japon, paragraphe 233; première communication écrite du Brésil, paragraphe 163.

dommage grave est allégué, les importations connaissaient une baisse et non un accroissement.[2274] Le Japon ajoute qu'en 1999 et en 2000, toutefois, les importations étaient de plus en plus exclues du marché des États-Unis du fait des procédures en matière de droits antidumping et compensateurs.[2275] D'après le Brésil, les mêmes tendances se sont manifestées en ce qui concerne le niveau des importations et de la part des importations par rapport à la production, pour tel ou tel produit de la catégorie des CPLPAC.[2276] Le Brésil fait en outre valoir que lorsque la branche de production nationale a commencé à éprouver des difficultés en 1999 et en 2000, il n'y avait pas d'accroissement des importations à incriminer.[2277]

7.911 Le Japon et le Brésil font également valoir que la "baisse brutale" relevée par l'USITC en ce qui concerne les résultats de la branche de production nationale en 1998, au moment où les importations ont atteint leur maximum, est aussi une erreur. D'après eux, que l'on considère un seul produit similaire agrégé comme c'est le cas dans l'analyse de l'USITC, ou des produits similaires pris isolément, les résultats de la branche de production nationale en 1998 étaient stables et ne témoignaient pas d'un dommage grave.[2278] Ils font remarquer à cet égard que les bénéfices d'exploitation de 1996, décrits par l'USITC comme des "bénéfices d'exploitation raisonnables", se situaient pratiquement au même niveau en 1998. Le Japon et le Brésil supposent que l'USITC a cherché à maximiser sa théorie de la "baisse brutale" en se concentrant sur le revenu d'exploitation de 1997, qui était légèrement meilleur que ceux de 1996 ou de 1998 et constituait un résultat record pour la branche de production.[2279] Ils font également valoir que d'autres indices de la bonne santé de la branche de production, tels que l'amélioration de la production et l'accroissement de la capacité, prouvent que l'USITC s'est empressée à tort de constater l'existence d'un lien de causalité et d'un dommage grave sur la base des tendances de 1998.[2280] Le Japon et le Brésil font valoir que les mêmes failles dans la logique de l'USITC sont démontrées en ce qui concerne les CPLPAC pris isolément. En particulier, ils font valoir que les résultats de 1998 étaient souvent meilleurs que ceux de 1996.[2281]

7.912 De même, la Chine fait valoir qu'étant donné que la part de marché de la branche de production nationale s'élevait à 91 pour cent en 1996 et à 93,1 pour cent pour la période intermédiaire de 2001, que les ventes nettes s'étaient accrues de 10,9 pour cent et que les expéditions intérieures s'étaient accrues de 7,2 pour cent entre 1996 et 2000, on peut se demander si les importations avaient réellement causé un dommage.[2282] La Chine fait valoir que l'on s'attendrait normalement à ce qu'un accroissement des importations cause un dommage en ébranlant la position de la branche de production nationale sur le marché, ce qui se traduit par une diminution des ventes et des recettes pour la branche de production nationale. De l'avis de la Chine, il est par conséquent difficile de confirmer toute coïncidence entre les importations et les mauvais résultats de la branche de production nationale.[2283]

[2274] Première communication écrite du Japon, paragraphe 240; première communication écrite du Brésil, paragraphe 169.
[2275] Première communication écrite du Japon, paragraphes 239 et 242.
[2276] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 170 et 171.
[2277] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 172.
[2278] Première communication écrite du Japon, paragraphe 234; première communication écrite du Brésil, paragraphe 164.
[2279] Première communication écrite du Japon, paragraphe 235; première communication écrite du Brésil, paragraphe 165.
[2280] Première communication écrite du Japon, paragraphe 236; première communication écrite du Brésil, paragraphe 166.
[2281] Première communication écrite du Japon, paragraphe 238; première communication écrite du Brésil, paragraphe 167.
[2282] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 378.
[2283] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 379.

7.913 Le Japon fait valoir que la seule année pendant laquelle les importations ont connu un accroissement concret de leur part de marché était 1998 et que, même à ce moment-là, cet accroissement n'était que de 3,0 points.[2284] Il n'y a tout simplement pas eu d'"afflux prolongé du volume des importations" qui ait pu causer un dommage grave.[2285] Le volume des importations était à un niveau stable, habituel dans le passé.[2286] D'après le Japon, les États-Unis mettent en avant le fait que 1998 a été une année plus mauvaise que 1997.[2287] Étant donné que 1997 était une année record, il est évident que les chiffres de 1998 allaient être inférieurs à ceux de 1997. Compte tenu de l'insistance des États-Unis pour que le Japon considère l'ensemble de la période dans son contexte (ce que fait le Japon), l'USITC aurait dû, mais elle ne l'a pas fait, étudier les résultats de 1998 par rapport à ceux de 1996 – qui constituaient la meilleure mesure de la période "pré-accroissement". Le Japon fait observer qu'en outre le critère n'est pas de savoir si certains indices ont baissé en 1998, mais plutôt de savoir si sur l'ensemble de la période, les accroissements des importations sont corrélés avec les baisses des résultats de la branche de production. La comparaison de toute année par rapport à une autre est incomplète. Sur l'ensemble de la période, l'absence de lien devient fort apparente. En 1999 et en 2000, le niveau des importations n'était pas substantiellement supérieur à ceux des années précédentes. Là encore, l'argument des États-Unis ne porte pas sur le volume des importations et la part de marché absorbée par les importations, mais repose carrément sur leurs conclusions viciées en ce qui concerne le niveau des prix des importations.[2288]

7.914 De même, la Nouvelle-Zélande fait valoir que les États-Unis ne mentionnent pas de variations de la part de marché des importations tout au long de cette période et que la seule fois où il est question de 2001 – quand, selon les États-Unis, les importations de quelques années auparavant continuaient de causer un "empêchement des hausses de prix"[2289] – on a omis fort à propos toute mention de la brusque chute du volume des importations à ce moment-là. D'après la Nouvelle-Zélande, celui-ci avait baissé de 40 pour cent par rapport au niveau de la période intermédiaire de 2000 et de plus de 30 pour cent par rapport au niveau de 1996, année où la branche de production avait néanmoins joui d'une marge d'exploitation de 4,3 pour cent.[2290] [2291]

7.915 Les États-Unis font remarquer qu'il y avait une coïncidence temporelle démontrable entre les accroissements des importations de CPLPAC et une éventuelle détérioration de la situation de la branche de production. Le dossier a clairement montré que la poussée des importations de 1998 avait eu une incidence directe et négative sur la part de marché, les prix et la rentabilité de la branche de production des CPLPAC pendant l'année en question. Plus précisément, lorsque le volume des importations s'est accru de 31,3 pour cent et que la valeur unitaire des ventes des importations a diminué de 8,4 pour cent en 1998, la part de l'ensemble du marché détenue par la branche de production a chuté de 2,5 points, la valeur agrégée nette de ses ventes a diminué de 3,0 pour cent (malgré une augmentation de la quantité nette de ses ventes de 0,5 pour cent dans l'ensemble), le prix unitaire moyen de ses ventes a chuté de 3,2 pour cent, la valeur agrégée de ses bénéfices bruts cumulés a chuté de 19,8 pour cent, le niveau de ses revenus d'exploitation agrégés a diminué de 36,9 pour cent et ses marges d'exploitation ont chuté de 2,1 points. Ces baisses se sont produites sur un marché où la demande a augmenté de 3,2 pour cent. Compte tenu de ces tendances, il est difficile

[2284] Rapport de l'USITC, volume II, tableaux FLAT 8-11 et 13, et Annexe commune A des plaignants.
[2285] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 464.
[2286] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 119.
[2287] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 464.
[2288] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 120.
[2289] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 464.
[2290] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.127.
[2291] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.97.

de comprendre comment les plaignants pourraient à présent faire valoir qu'il n'y a pas eu de détérioration de la situation générale de la branche de production, directement corrélée avec la poussée de 1998.[2292]

7.916 Les États-Unis font également valoir que le dossier a montré qu'il y avait aussi une corrélation manifeste entre les tendances concernant le volume et les prix des importations et la détérioration ininterrompue de la situation de la branche de production en 1999 et en 2000. Bien que le volume des importations ait "quelque peu fléchi" en 1999 et en 2000, par rapport au niveau atteint lors de la poussée de 1998, pour ces deux années, il est resté plus élevé qu'en 1996 et 1997, avec un niveau des importations de 13,7 pour cent plus élevé en 2000 qu'en 1996. Ces importations en quantités élevées en 1999 et en 2000 ont continué de se vendre à des prix substantiellement inférieurs aux prix intérieurs et, à vrai dire, inférieurs à ceux de 1996 et 1997. Du fait de cette vente prolongée et substantielle à des prix inférieurs, les importations ont déprimé les prix intérieurs et en ont empêché les hausses, à la fois en 1999 et en 2000, et ont causé des baisses prolongées de la valeur unitaire nette des ventes de la branche de production, de ses bénéfices bruts, de son revenu d'exploitation et de ses marges d'exploitation.[2293]

7.917 En outre, les États-Unis affirment que l'assertion selon laquelle le dossier a montré que les importations n'ont pas causé de dommage à la branche de production entre 1996 et 2000, au motif que les ventes commerciales nettes de la branche de production, ses expéditions intérieures et son niveau de production ont tous progressé pendant cette période, est viciée à deux égards. Les États-Unis font observer, premièrement, qu'il se peut que les ventes de la branche de production, ses expéditions et son niveau de production aient effectivement augmenté pendant la période comprise entre 1996 et 2000, mais que le dossier montre que ces accroissements ont essentiellement suivi la progression de la demande de CPLPAC pendant la période allant de 1996 à 2000. Plus important encore, le dossier montre que la branche de production n'a pu maintenir le niveau de sa production, de ses expéditions et de ses ventes, entre 1999 et 2000, qu'en réduisant spectaculairement ses prix en réaction aux baisses exceptionnelles des prix des importations qui ont commencé en 1998 et se sont ensuite poursuivies. Du fait de cette stratégie en matière de concurrence, le niveau des prix et le niveau du revenu d'exploitation de la branche de production ont brusquement baissé pendant la période allant de 1996 à 2000. En conséquence, la branche de production a été confrontée au dilemme suivant: conserver sa part de marché moyennant des prix et des marges plus bas, ou sacrifier les ventes, réduire la production et fermer des installations.[2294]

iv) Pertinence de l'analyse du produit similaire pour les CPLPAC

7.918 La Corée fait remarquer que l'USITC semble conclure qu'il y avait une coïncidence des tendances entre les résultats de la branche de production, l'accroissement des importations et la baisse des prix pour chaque type de CPLPAC, ainsi que pour les CPLPAC en général. Cependant, de l'avis de la Corée, l'analyse des tendances des importations, des prix et des résultats de la branche de production pour chacun des CPLPAC ne confirme pas cette conclusion.[2295] D'après la Corée, dans la dernière partie de la période visée par l'enquête, les importations de chacun de ces produits ont baissé.[2296] En outre, la Corée fait observer que les États-Unis n'ont pas pu montrer l'existence d'un rapport "réel et substantiel" de cause à effet entre les importations et le dommage parce qu'ils ont

[2292] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 126.
[2293] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 127.
[2294] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 109.
[2295] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 109.
[2296] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 115.

examiné une "branche de production" qui était en fait composée de diverses branches de production dans le cas des CPLPAC et des tubes et tuyaux soudés.[2297]

7.919 Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial ne peut pas constater que l'analyse que fait l'USITC du lien de causalité est viciée uniquement parce que celle qu'elle fait du produit similaire et de la branche de production est viciée.[2298] Premièrement[2299], l'Organe d'appel a indiqué qu'un groupe spécial chargé d'examiner une affaire devrait supposer que les constatations faites par une autorité au sujet du produit similaire et de la branche de production sont correctes lorsqu'il examine les constatations qu'elle a faites au sujet de l'existence d'un lien de causalité.[2300] Dans son rapport concernant l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel a précisé qu'il examinerait les divers aspects de la décision de l'USITC en matière de sauvegardes (à savoir l'accroissement des importations, le dommage, le lien de causalité) comme si les décisions de cette autorité sur des questions préalables étaient correctes. Plus précisément, l'Organe d'appel a fait remarquer ce qui suit:

> "[N]onobstant les constatations que nous avons déjà formulées dans le présent appel [qui invalident par exemple la définition de l'USITC concernant la branche de production], dans notre examen nous devons *supposer* ce qui suit: premièrement, la définition de la branche de production nationale donnée par l'ITC est correcte, et deuxièmement, l'ITC a constaté à juste titre qu'il y avait menace de dommage grave pour la branche de production nationale. Sur cette base, nous devons examiner si l'ITC a dûment établi, conformément à l'Accord sur les sauvegardes, l'existence du lien de causalité […] entre l'accroissement des importations et la menace de dommage grave." [2301]

7.920 Les États-Unis font observer que, par conséquent, même si le Groupe spécial devait conclure que la définition de l'USITC concernant le produit similaire et la branche de production était viciée, il lui faudrait encore examiner la question de savoir si l'analyse de l'USITC concernant l'existence d'un lien de causalité était correcte au regard de l'Accord; il ne pourrait déclarer cette analyse viciée, au motif qu'il a été constaté que l'analyse de l'USITC concernant le produit similaire était viciée.

b) Produits étamés ou chromés

i) Coïncidence temporelle

7.921 Le Japon et le Brésil font valoir que le seul vote positif qui a constaté que les produits étamés ou chromés étaient un produit similaire distinct est contraire aux règles énoncées à l'article 4:2 b). Plus particulièrement, par ce vote, la commissaire Miller, a manqué à son obligation d'identifier un lien de causalité suffisant entre l'accroissement des importations et le dommage grave. En mettant en avant le modeste accroissement des pertes d'exploitation en 1999, alors que la part de marché des importations avait progressé de près de 4,9 points, la commissaire Miller a ignoré le fait que ces pertes d'exploitation avaient perduré en 2000, alors même que la part de marché des importations avait

[2297] Les États-Unis, par exemple, admettent que l'accroissement de la demande de TCGD "a stabilisé" la demande américaine de tubes et de tuyaux soudés en général (première communication écrite des États-Unis, paragraphe 381). Cependant, si ces tendances de la demande, qui étaient certes distinctes pour les TCGD, du fait d'utilisations finales différentes, avaient été prises en considération pour les TCGD seulement, le résultat aurait pu être très différent s'agissant de leur effet sur la branche de production du produit "similaire". Voir également le rapport de l'USITC, volume I, page 166 (pièce n° 6 des coplaignants).

[2298] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 152.

[2299] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 153.

[2300] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 172.

[2301] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 172.

accusé une baisse de 2,2 points. En outre, d'après le Japon et le Brésil, elle a ignoré le fait que les pertes d'exploitation avaient augmenté en 2001, alors même que la part de marché des importations était restée stable. De l'avis du Japon et du Brésil, considérées dans l'ensemble, ces tendances n'établissent pas de corrélation temporelle entre l'accroissement des importations et la situation de la branche de production qui aurait subi un dommage et, par conséquent, n'établissent pas l'existence d'un lien de causalité.[2302]

7.922 La Norvège fait valoir que même si le Président a fondé sa détermination sur les constatations des commissaires Miller, Bragg et Devaney, et pas seulement sur celle de la commissaire Miller[2303], comme l'ont fait valoir les États-Unis, les commissaires Bragg et Devaney n'ont pas fait la moindre analyse convaincante en ce qui concerne les produits étamés ou chromés en tant que produit distinct; cette question n'a tout simplement pas été traitée.[2304] La Norvège fait observer qu'avec les tendances différentes des accroissements pour ce qui est des produits étamés ou chromés en tant que produit distinct, d'une part, et en tant qu'élément des groupes de produits des CPLPAC, d'autre part, cela ne peut en aucune façon satisfaire à la prescription concernant une "analyse convaincante des raisons pour lesquelles il existe quand même un lien de causalité" en 1999 ou ultérieurement en l'occurrence.[2305]

7.923 En réponse, les États-Unis font valoir que le dossier a montré une corrélation directe entre les variations du volume des importations et les variations des marges d'exploitation de la branche de production entre 1998 et 2000. Par exemple, en 1998, lorsque la part de marché des importations a augmenté de 2,8 points, la marge d'exploitation de la branche de production a diminué de 2,4 points. De même, en 1999, lorsque le volume des importations a fait une poussée spectaculaire (avec une croissance de 45 pour cent dans l'absolu et de 4,9 points pour ce qui est de la part de marché), le pourcentage des pertes d'exploitation de la branche de production a presque doublé, passant de -3,7 pour cent en 1998 à -6,9 pour cent en 1999. En 2000, cependant, alors que le volume des importations et la part de marché avaient quelque peu fléchi entre 1999 et 2000 (avec une baisse de la part de marché absorbée par les importations à un niveau de 15,5 pour cent, ce qui restait élevé), l'amélioration relativement réduite du volume des importations a quelque peu atténué la pression exercée par les importations sur le niveau du revenu d'exploitation de la branche de production, ce qui a permis aux marges d'exploitation de la branche de production d'augmenter légèrement pour atteindre -6,1 pour cent par rapport à un niveau de -6,9 pour cent en 1999.[2306]

7.924 La Corée et la Chine font remarquer que trois des commissaires de l'USITC ont constaté ce qui suit: "la branche de production nationale a subi un dommage grave préalablement à la poussée des importations en 1999 et continue de subir ce dommage alors que les importations ont diminué".[2307] La Corée et la Chine font valoir, sur la base des conclusions de ces trois commissaires de l'USITC, que puisqu'il n'y avait pas de coïncidence entre les importations et le dommage, il y avait de sérieux doutes quant à l'existence d'un lien de causalité.[2308]

[2302] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 260; première communication écrite du Japon, paragraphe 295.

[2303] Voir le paragraphe 7.1228 et suivants, pour des informations détaillées sur ce débat.

[2304] C'est la raison pour laquelle leurs analyses ne sont pas examinées en détail par la Norvège, tout simplement parce qu'elles ne sont pas pertinentes, contrairement à l'argument avancé par les États-Unis dans leur première communication écrite, au paragraphe 541.

[2305] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 137.

[2306] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 546.

[2307] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 117; deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 152; première communication écrite de la Chine, paragraphe 525.

[2308] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 117; première communication écrite de la Chine, paragraphe 525.

7.925 La Corée fait observer qu'en fin de compte, les États-Unis ne peuvent mettre en avant que l'avis d'un seul commissaire qui a déterminé qu'il y avait une coïncidence entre les tendances des importations et la dégradation considérable de la branche de production des États-Unis. D'après la Corée, cette évaluation d'un seul commissaire n'est pas étayée par les éléments de preuve.[2309] La Chine fait remarquer que dans son opinion séparée, la commissaire Miller a également reconnu que "la branche de production n'a pas été rentable avant et tout au long de la période considérée". Pourtant, elle a dit que les importations "[étaient] une cause substantielle de dommage grave" parce que la branche de production "[avait] subi une récession grave en 1999 alors que les importations faisaient une poussée". Cependant, la Chine pense que, si l'accroissement des importations peut partiellement expliquer la situation de 1999, la commissaire Miller a manqué à son obligation d'expliquer pour quelles raisons il existait un lien de causalité avant 1999. En effet, d'après la Chine, la branche de production avait déjà subi un dommage en 1996 et 1997, quand des pertes d'exploitation ont été enregistrées. Ainsi, de l'avis de la Chine, une analyse très convaincante des raisons pour lesquelles il existe quand même un lien de causalité n'a pas été fournie bien que tel eût dû être le cas, puisqu'il n'y avait pas de coïncidence temporelle entre le dommage et l'accroissement des importations.[2310]

7.926 En réponse, les États-Unis font valoir que la commissaire Miller a mené un examen approfondi et objectif des tendances des importations et des facteurs relatifs au dommage de la branche de production et a raisonnablement conclu qu'il y avait une corrélation manifeste entre l'accroissement du volume des importations et la détérioration de la situation générale de la branche de production. En particulier, font valoir les États-Unis, elle a raisonnablement constaté que, si le volume des importations a augmenté en général, les importations ont fait une poussée en 1999 quand elles se sont accrues de 45,0 pour cent par rapport à l'année précédente. Elle a aussi constaté à juste titre que les importations avaient affiché leur plus grande progression en termes de part de marché en 1999, ladite part de marché ayant progressé de 4,9 points, passant ainsi de 12,8 pour cent en 1998 à 17,7 pour cent en 1999. Elle a également constaté que, si la branche de production n'avait pas été rentable avant 1999, son revenu d'exploitation avait subi un grave recul en 1999, lorsque les importations avaient fait une poussée sur le marché. En 1999, la marge d'exploitation de la branche de production a diminué de 3,2 points par rapport à 1998, passant ainsi à -6,9 pour cent. La commissaire Miller a en outre constaté que la croissance des importations, et en particulier la poussée de 1999, avait exercé une pression à la baisse sur les prix des marchandises nationales, avec la baisse que les prix des importations avaient accusée tout au long de la période, mais à un rythme plus soutenu que les prix intérieurs. Les prix intérieurs ont baissé tout au long de cette période et ont atteint leur niveau le plus bas en 1999, lors de la poussée des importations.[2311]

7.927 Les États-Unis ajoutent que la commissaire Miller a raisonnablement constaté qu'il y avait une concurrence intense par les prix entre les importations et les marchandises nationales dans les négociations de contrats, pendant la période visée par l'enquête. Ces données de fait indiquaient que les tendances à la baisse de la branche de production en 1999 étaient dues directement à la poussée des importations pendant l'année en question. Si le volume des importations a quelque peu fléchi en 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001, il a continué à exercer une pression substantielle au niveau des prix sur le marché à cause de la concurrence intense par les prix dans les négociations annuelles de contrats. En conséquence, la situation de la branche de production a continué à se détériorer pendant la dernière année et demie de la période considérée, sa marge d'exploitation qui s'était maintenue à -6,1 pour cent en 2000 et passant à -7,4 pour cent pendant la période intermédiaire

[2309] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 153.
[2310] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 526.
[2311] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 544.

de 2001. En somme, la commissaire Miller a établi qu'il y avait une corrélation réelle et substantielle entre les tendances des importations et la détérioration de la situation de la branche de production pendant la dernière moitié de la période visée par l'enquête.[2312]

7.928 En réponse aux arguments de la Chine, les États-Unis font valoir que, comme l'a dit l'Organe d'appel, l'élément qu'il convient de prendre en considération dans une procédure en matière de sauvegardes est la question de savoir si les importations ont joué un rôle réel et substantiel dans une dégradation générale notable de la situation de la branche de production pendant la période visée par l'enquête. Il n'est pas exigé d'une autorité compétente qu'elle évalue si les problèmes rencontrés par une branche de production ont d'abord été causés par les importations ou si cette branche de production était affaiblie avant qu'il y ait accroissement du volume des importations pendant la période considérée. En effet, le fait qu'une branche de production est déjà affaiblie ne signifie pas que les importations ne peuvent entrer sur le marché à raison de volumes tels qu'elles causent un dommage grave à la branche de production déjà affaiblie. Au contraire, c'est précisément dans cette situation, c'est-à-dire lorsqu'une branche de production est vulnérable face à la concurrence des importations parce qu'elle est dans une mauvaise situation pour d'autres raisons, que les mesures correctives de sauvegarde sont tout spécialement appropriées.[2313]

7.929 En contre-réponse, la Chine fait observer que son argument selon lequel la branche de production était en situation de dommage avant l'accroissement des importations souligne l'absence de coïncidence entre les importations et les résultats négatifs de la branche de production. La Chine fait valoir que l'absence de corrélation est plus évidente lorsque l'on considère la baisse des importations vers la fin de la période visée par l'enquête et fait remarquer que la branche de production ne se relève pas du dommage malgré l'absence de cause "substantielle" de dommage. La Chine fait observer qu'il est par conséquent clair qu'il doit y avoir d'autres facteurs responsables du dommage subi par la branche de production nationale.[2314]

ii) Pertinence des prix des importations et des produits nationaux

7.930 Les Communautés européennes et la Norvège font valoir que l'analyse de la commissaire Miller est fondée sur l'existence d'une concurrence sévère par les prix entre les importations et les produits nationaux. Cependant, d'après les Communautés européennes et la Norvège, les données de l'USITC ne montrent pas que les importations se vendaient à un prix inférieur par rapport aux produits nationaux. Au contraire, elles démontrent que les prix des importations étaient constamment au-dessus de ceux des produits nationaux.[2315] La Norvège fait valoir qu'il n'y a pas d'élément de preuve d'une vente à des prix inférieurs, ce qui serait nécessaire pour montrer que l'accroissement des importations a orienté les prix à la baisse.[2316] Les Communautés européennes font remarquer que la commissaire Miller dit que les données concernant la fixation des prix montrent "une certaine dose de vente à des prix inférieurs" pour les importations, d'après les données spécifiques réunies par l'USITC. S'il y a une certaine dose de vente à des prix inférieurs, il n'y en a pas en 1999, période à laquelle la branche de production nationale aurait souffert.[2317]

[2312] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 545.
[2313] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 552.
[2314] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 276.
[2315] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 483; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 333 et 335.
[2316] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 334.
[2317] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 482.

7.931 En réponse, les États-Unis font valoir que les plaignants pensent à tort qu'une pression à la baisse ne peut être exercée sur les prix qu'au moyen de la vente à des prix inférieurs. Les États-Unis estiment qu'en fait la dépression des prix peut se produire lorsqu'un producteur qui vend son produit à un prix supérieur sur un marché opte pour une réduction importante de ses prix sur ce marché afin d'accroître sa part de marché. Dans ces circonstances, dans la mesure où des prix supérieurs représentent une prime payée par les clients pour la marchandise du producteur, la décision du producteur de vendre son produit à un prix plus bas se traduira par une pression à la baisse sur les produits substituables sur ce marché. En conséquence, il peut être vrai que les importations de produits en acier étamés ou chromés ne se vendaient pas systématiquement à un prix inférieur aux produits étamés ou chromés fabriqués dans le pays pendant la période considérée, mais cette absence de vente à des prix inférieurs n'empêche pas de constater que les importations de produits étamés ou chromés à un prix plus élevé ont causé une dépression des prix sur le marché en 1999, 2000 et 2001, dans la mesure où ils étaient vendus à des prix de plus en plus bas.[2318]

7.932 Les États-Unis font observer que le dossier établit que la poussée des importations sur le marché en 1999 a, en fait, précisément eu cette incidence à la baisse sur les prix intérieurs. Les prix unitaires annuels moyens des produits en acier étamés et chromés nationaux et importés sont restés relativement stables tout au long de la période allant de 1996 à 1998. En particulier, la VUM nette des ventes commerciales intérieures des produits en acier étamés ou chromés a oscillé entre 610 dollars EU et 616 dollars EU par tonne pendant cette période, alors que la VUM nette des produits en acier étamés ou chromés importés a oscillé entre 657 dollars EU et 669 dollars EU par tonne.[2319] Lorsque les importations de produits en acier étamés ou chromés ont fait une poussée en 1999, toutefois, la VUM des marchandises nationales et des marchandises importées a substantiellement diminué par rapport au niveau de 1996 et 1998, avec une chute de la VUM des importations de 73 dollars EU, ainsi ramenée à 596 dollars EU en 1999 et une chute de la VUM des marchandises nationales, de 26 dollars EU, ainsi ramenée à 584 dollars EU en 1999. En 2000, même si les importations ont quelque peu fléchi tout en se maintenant à un niveau élevé, la VUM des importations et celle du produit national sont restées à des niveaux déprimés. Enfin, pendant la période intermédiaire de 2001, la VUM des importations et celle des marchandises nationales ont quelque peu augmenté (après l'imposition des droits antidumping sur les marchandises japonaises), mais se sont maintenues à des niveaux qui étaient substantiellement inférieurs aux niveaux des prix observés en 1998, avant la poussée des importations. Cependant, tout au long de cette période, à mesure que les prix des importations baissaient, les prix intérieurs ont fait de même et ont causé une détérioration substantielle du niveau des pertes d'exploitation de la branche de production.[2320]

7.933 En contre-réponse, les Communautés européennes font remarquer qu'il n'y a rien dans le rapport de l'USITC qui explique comment un dommage grave a été causé à la branche de production nationale par l'accroissement des importations qui ne se vendaient pas à des prix inférieurs par rapport au produit national. Puisque l'explication motivée et adéquate doit figurer dans le rapport de l'USITC et que les États-Unis n'ont invoqué aucune explication de ce type, il faut conclure que le rapport de l'USITC ne fournit pas cette explication motivée et adéquate comme l'exige l'Accord sur les sauvegardes.[2321]

[2318] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 547.

[2319] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 548.

[2320] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 549; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 139.

[2321] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 384.

c) Barres laminées à chaud

7.934 Les Communautés européennes et la Chine font valoir qu'il n'y a pas de coïncidence claire de tendances entre l'accroissement des importations des barres laminées à chaud et l'aggravation de la situation de la branche de production nationale.[2322] Les Communautés européennes font observer que les importations de ce produit ont augmenté en 1997 et en 1998. Cependant, la branche de production nationale a réalisé des bénéfices confortables au cours de ces deux années. En 1999, lorsque les importations ont chuté, les bénéfices de la branche de production nationale ont également commencé à diminuer. D'après les Communautés européennes, une telle variation n'est pas compatible avec le fait que les importations soient la cause de la baisse des bénéfices. Les Communautés européennes font remarquer que si les importations se sont accrues entre 1999 et 2000, cet accroissement était substantiellement inférieur à l'accroissement qui s'était produit entre 1997 et 1998. En outre, le prix intérieur a fait une chute vertigineuse en 1999 et est resté stable lorsque les importations ont fait une remontée en 2000. Enfin, d'après les Communautés européennes, les producteurs des États-Unis ont accusé des pertes d'exploitation plus importantes sur les six mois de la période intermédiaire de 2001 que pour toute année complète examinée, alors que les importations faisaient une chute vertigineuse. Les Communautés européennes font observer qu'il n'y a, par conséquent, pas de coïncidence claire des tendances entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Comme cela a déjà été signalé, l'absence de coïncidence exige une explication "très convaincante".[2323]

7.935 Compte tenu de l'absence de coïncidence, la Chine fait également valoir qu'"une analyse très convaincante des raisons pour lesquelles il existe quand même un lien de causalité" devient nécessaire. La Chine pense que l'USITC a manqué à son obligation de fournir une telle analyse.[2324] À cet égard, elle relève que, dans son rapport, l'USITC a expliqué longuement la "stratégie" à laquelle les producteurs nationaux ont eu recours, pour faire concurrence aux importations. La Chine estime que cette explication n'est pas convaincante. Par exemple, l'USITC dit qu'en 1996, 1997 et 1998, la branche de production des États-Unis a maintenu ses prix et a par conséquent perdu des parts de marché par rapport aux importations, étant donné que les importations se vendaient à des prix inférieurs à ceux de la production nationale. La Chine fait valoir que si tel était le cas, cela signifierait que le prix était un facteur très important pour les clients. La Chine se demande par conséquent ce qui explique qu'en 1999, lorsque les prix de la production nationale étaient inférieurs aux prix des importations, les producteurs nationaux n'ont pas récupéré de parts de marché, mais ont au contraire continué à en perdre. De l'avis de la Chine, la vérité est que la fixation des prix n'est pas un facteur aussi important, après tout, et que si les importations ont gagné des parts de marché pendant la période visée par l'enquête, indépendamment des prix des produits nationaux, les importations ne peuvent avoir joué le rôle que l'USITC leur attribue. La Chine conclut que l'explication du lien de causalité fournie par l'USITC est fausse, partiale et non convaincante.[2325]

7.936 En réponse, les États-Unis font observer que les deux plaignants qui mettent en doute la constatation de l'existence d'un lien de causalité faite par l'USITC ne répondent pas à l'analyse et aux constatations de l'USITC. Les arguments de ces plaignants se limitent à constater que certains niveaux des importations n'ont pas produit certains niveaux de revenu d'exploitation de la branche de production nationale. Cependant, l'établissement de la corrélation entre les importations et les résultats de la branche de production nationale ne se résume pas à dire que le niveau "X" des importations doit produire le revenu d'exploitation "Y". Au contraire, les importations influent sur les

[2322] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 492; première communication écrite de la Chine, paragraphe 405.
[2323] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 493.
[2324] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 405.
[2325] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 406.

résultats financiers de la branche de production nationale par les effets qu'elles produisent sur des facteurs tels que la production et les prix; ce qui est reconnu dans l'analyse de l'USITC. Au lieu des comparaisons simplistes proposées par la Chine et les Communautés européennes, l'USITC a fourni une explication plus élaborée, et par conséquent plus complète, de la corrélation existant entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Elle a expliqué comment les importations et les mesures prises par la branche de production nationale pour faire face aux importations ont influé sur les facteurs – nommément, les recettes des ventes et les prix – qui ont eu une influence cruciale sur le niveau du revenu d'exploitation.[2326]

7.937 En ce qui concerne l'argument selon lequel les données n'indiquent pas de corrélation entre la vente des importations à des prix inférieurs par rapport au produit fabriqué dans le pays et la part de marché de la branche de production nationale, les États-Unis estiment que c'est faux. Comme l'USITC l'a constaté, les importations en cause ont réalisé leurs plus grandes progressions en termes de part de marché pendant les portions de la période visée par l'enquête où il y avait une vente généralisée des importations à des prix inférieurs.[2327] En conséquence, les États-Unis estiment que les arguments de la Chine et des Communautés européennes ne discréditent pas la conclusion de l'USITC selon laquelle il existait un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave subi par la branche de production nationale des barres laminées à chaud.[2328]

7.938 En contre-réponse, les Communautés européennes font valoir que les États-Unis ne sont pas autorisés à fournir une explication *a posteriori*. Cette explication aurait dû figurer dans le rapport de l'USITC, ce qui n'est pas le cas. Par conséquent, l'USITC a manqué à son obligation de fournir une explication motivée et adéquate de l'établissement qu'elle prétend avoir fait de l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel.[2329]

d) Barres parachevées à froid

7.939 Les Communautés européennes font observer qu'il est manifestement évident qu'une comparaison des tendances des importations avec les résultats financiers, décrite par l'USITC comme l'"indicateur le [plus] pertinent de la situation de la branche de production", montre qu'il n'y a pas de corrélation des tendances qui indiquerait l'existence d'un lien de causalité. D'après les Communautés européennes, il y a une corrélation négative. Les bénéfices ont augmenté lorsque les importations ont augmenté et ont diminué lorsque les importations ont diminué.[2330] Les Communautés européennes font remarquer qu'en 2000, lorsque les importations étaient à leur niveau le plus élevé, la branche de production nationale a amélioré ses résultats (le revenu d'exploitation a progressé de façon importante), alors qu'en 1999, lorsque les importations étaient à leur niveau le plus bas depuis 1996, les résultats de la branche de production nationale ont été les plus mauvais de toute la période visée par l'enquête. 1997 a également vu un accroissement des importations. Les Communautés européennes réitèrent qu'en l'absence de coïncidence des tendances, un Membre imposant une mesure de sauvegarde doit fournir une explication très convaincante de l'existence d'un lien de causalité.[2331] De l'avis des Communautés européennes, il n'y a, là encore, pas d'explication très convaincante qui permette d'établir l'existence d'un lien de causalité. Une comparaison des tendances de la demande et

[2326] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 575.
[2327] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 576.
[2328] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 577.
[2329] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 392.
[2330] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 507.
[2331] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 507.

des résultats financiers de la branche de production donne à penser qu'il existe un lien plus étroit entre la demande et les bénéfices, qu'entre les importations et les bénéfices.[2332]

7.940 En réponse, les États-Unis font observer que l'argument selon lequel le dossier n'indique pas que les accroissements du volume des importations coïncidaient, sur le plan temporel, avec la détérioration des résultats financiers de la branche de production ne tient pas compte de l'explication que l'USITC a fournie au sujet de la prépondérance des contrats chez les producteurs de barres parachevées à froid, explication qui a démontré pourquoi les effets de la fixation agressive des prix par les importations ne se sont pas manifestés immédiatement sur le marché. En outre, les États-Unis font observer que l'analyse des Communautés européennes repose sur une approche mécanique année par année. À l'inverse, un examen des deux dernières années complètes de la période visée par l'enquête démontre que lorsque le volume des importations s'est fortement accru, les résultats financiers nationaux ont fortement baissé – ce qui constitue exactement le type de corrélation temporelle qui fait défaut d'après les Communautés européennes.[2333]

7.941 En contre-réponse, les Communautés européennes font observer que les États-Unis se servent de la constatation de l'USITC selon laquelle 40 pour cent du marché des barres parachevées à froid reposaient sur des contrats à six mois, voire à un an, pour expliquer le décalage temporel entre l'accroissement des importations en 1998 et les résultats médiocres de la branche de production en 1999. Cependant, les Communautés européennes font remarquer que lorsqu'ils ont fait valoir que l'évolution des résultats financiers en 1999 et 2000 (les résultats financiers se sont améliorés lorsque la demande et les importations se sont accrues) était due aux variations de la demande et que l'USITC aurait dû veiller à la non-imputation des effets dommageables des variations de la demande, les États-Unis ont mis en avant la constatation de l'USITC selon laquelle les résultats médiocres de 1999 étaient "… dans une large mesure imputables aux baisses de la demande pendant l'année en question … ".[2334] Ainsi, l'USITC n'a pas considéré, comme le font valoir les États-Unis, que les résultats médiocres de 1999 étaient causés par les importations. L'USITC a considéré que les résultats de 1999 étaient dus aux baisses de la demande. Elle n'a par conséquent pas insisté sur l'effet de décalage temporel.[2335] Par conséquent, d'après les Communautés européennes, les États-Unis ne peuvent inventer, *a posteriori*, le facteur de décalage temporel. Cela signifie qu'il n'y a pas d'explication motivée et adéquate et, en tout état de cause, pas d'analyse très convaincante, de la manière, lorsque les résultats financiers se sont améliorés en même temps que l'accroissement des importations, dont l'accroissement des importations pouvait causer un dommage grave.[2336]

7.942 En ce qui concerne l'argument selon lequel "une comparaison des tendances de la demande et des résultats financiers de la branche de production donne à penser qu'il existe un lien plus étroit entre la demande et les bénéfices qu'entre les importations et les bénéfices", les États-Unis font observer que c'est faux. Par exemple, bien que la demande ait augmenté entre 1997 et 1998, les bénéfices ont baissé. La baisse énorme, de 82,3 pour cent, des bénéfices entre 1998 et 1999 ne suit pas la trajectoire

[2332] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 508.
[2333] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 590.
[2334] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 596. Rapport de l'USITC, volume I, page 107.
[2335] Les Communautés européennes relèvent que l'expression citée par les États-Unis en ce qui concerne les achats à long terme ne confirme pas la conclusion des États-Unis selon laquelle elle expliquerait le décalage temporel entre l'accroissement des importations et les résultats financiers médiocres. Les phrases précédant cette expression indiquent: "[l]e marché n'a pas réagi immédiatement aux réductions de prix par les importations. En effet, ni le volume absolu des importations, ni leur part de marché n'ont augmenté en 1999. L'absence de réaction immédiate par le marché pourrait témoigner de l'ampleur des ventes contractuelles […]". Rapport de l'USITC, volume I, page 106 (première communication écrite des États-Unis, paragraphe 586).
[2336] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 396.

de la baisse de loin plus modeste, de 3,6 pour cent, de la demande entre ces deux années. De la même façon, entre 1998 et 2000, lorsque la demande a baissé de seulement 1,7 pour cent, le revenu d'exploitation a chuté d'une manière très substantielle, de 58,5 pour cent. Les comparaisons simplistes et incorrectes, année par année, de divers indicateurs faites par les Communautés européennes, qui ne tiennent pas compte des conditions de concurrence indiquant pourquoi certains effets des importations peuvent être décalés, ne démontrent en aucune manière que l'analyse beaucoup plus détaillée et complète de l'USITC était défectueuse et manquait d'objectivité.[2337]

e) Barres d'armature

7.943 La Chine fait valoir qu'il y a une absence de coïncidence entre l'accroissement des importations de barres d'armature et la baisse des facteurs pertinents relatifs au dommage.[2338] En effet, d'après la Chine, les importations ont surtout augmenté en 1997, 1998 et 1999 et pourtant, pendant ces trois années, la branche de production a dégagé un revenu d'exploitation positif.[2339] La Chine fait valoir qu'en outre, en 1996, avant la poussée des importations, la branche de production a accusé une perte d'exploitation de 76 000 dollars EU et que, en 2000, alors que les importations avaient diminué de 162 779 tonnes courtes, la branche de production a accusé une perte d'exploitation de 24 869 000 dollars EU. De même, les prix n'ont commencé à chuter qu'au dernier trimestre de 1998 pour ne s'arrêter qu'au milieu de l'année 1999. Cela signifie que les prix n'ont chuté que pendant neuf mois, sur une période d'accroissement des importations qui a duré trois ans.[2340] La Chine fait valoir que non seulement la branche de production a enregistré des bénéfices très importants alors que les importations s'accroissaient et que les prix chutaient, mais elle a accusé des pertes avant même que les importations ne commencent à s'accroître. Compte tenu de la situation difficile dans laquelle se trouvait la branche de production avant la baisse des prix, et étant donné qu'elle a enregistré ses meilleurs résultats financiers de la période visée par l'enquête alors que les importations s'accroissaient, il n'y a manifestement pas de coïncidence entre l'accroissement des importations et la baisse alléguée des facteurs pertinents relatifs au dommage.[2341]

7.944 Les Communautés européennes et la Chine font en outre valoir qu'étant donné l'absence de coïncidence entre les variations des importations et les facteurs relatifs au dommage, l'USITC avait l'obligation de fournir une analyse convaincante des raisons pour lesquelles il existe quand même un lien de causalité. Étant donné que l'USITC n'a pas évalué correctement la complexité et les rôles de tous les facteurs pertinents, la Chine pense qu'une telle analyse n'a pas été fournie.[2342] D'après la Chine, il n'y a pas d'"'analyse très convaincante" dans le rapport de l'USITC. La Chine fait observer que ce manquement ne peut être compensé par l'interprétation détaillée et souvent spéculative que donnent les États-Unis dans leurs communications.[2343]

7.945 D'après les Communautés européennes, les États-Unis développent un argument selon lequel la branche de production nationale aurait abaissé ses prix pour récupérer des parts de marché. Même si c'était vrai (et ce n'est pas ce qui apparaît dans le revenu d'exploitation de 1998 ou 1999, premières

[2337] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 591.
[2338] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 433.
[2339] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 434.
[2340] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 240.
[2341] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 435.
[2342] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 518; première communication écrite de la Chine, paragraphe 436.
[2343] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 244.

années où les importations se sont accrues), il n'en est pas question dans le rapport de l'USITC.[2344] Les Communautés européennes font également valoir que si l'USITC relève une baisse des prix en 1999 et en 2000, les pertes d'exploitation ne sont apparues qu'en 2000.[2345] La Chine fait également observer qu'elle ne partage pas la conclusion de l'USITC selon laquelle la branche de production a subi un dommage parce que les importations ont orienté les prix à la baisse. D'après l'USITC, cette baisse a empêché la branche de production, d'une part de bénéficier des réductions de coûts pendant certaines portions de la période visée par l'enquête et, d'autre part, de se remettre des hausses de coûts pendant les autres portions de la période.[2346]

7.946 Les États-Unis répondent que, comme l'USITC l'a expliqué, une fois que les importations ont fait leur poussée en 1998, la perte de part de marché pour la branche de production nationale a été immédiate. La branche de production nationale a ensuite réduit ses prix pour essayer de minimiser les pertes ultérieures de part de marché. En conséquence, la détérioration des résultats financiers de la branche de production a été plus progressive que celle de sa part de marché. Un examen de la branche de production portant sur les deux dernières années complètes de la période visée par l'enquête – 1998 à 2000 – démontre que les importations se sont accrues de 35,8 pour cent et que le revenu d'exploitation de la branche de production nationale s'est détérioré, passant d'un bénéfice d'exploitation de 88,2 millions de dollars EU à une perte d'exploitation de 24,7 millions de dollars EU. D'après les États-Unis, c'est précisément le type de corrélation temporelle qui est censé faire défaut.[2347]

7.947 La Chine fait valoir que les États-Unis n'ont pas réfuté l'argument de la Chine selon lequel il n'y a pas de coïncidence des tendances entre l'accroissement des importations et la détérioration de la branche de production nationale.[2348] La Chine fait valoir qu'une coïncidence des tendances devrait être constatée sur la base des variations des facteurs relatifs au dommage pendant toute la période visée par l'enquête. La Chine soutient que les États-Unis ont choisi une portion courte de la période visée par l'enquête. La Chine fait observer que ce choix arbitraire d'une portion de la période plus large visée par l'enquête ne peut servir de base raisonnablement acceptable pour l'examen de la corrélation des tendances.[2349]

7.948 Également en contre-réponse, les Communautés européennes font valoir que ni l'USITC ni les États-Unis n'expliquent d'une façon satisfaisante comment il se peut qu'après que les importations se sont accrues chaque année de 1996 à 1999, gagnant chaque année une plus grande part de marché, et que le revenu d'exploitation de la branche de production a également augmenté chaque année pendant cette période, en 2000, lorsque les importations ont commencé à diminuer et que la part de marché de la branche de production nationale sa commencé à augmenter, la branche de production nationale s'effondre jusqu'à accuser des pertes substantielles.[2350]

[2344] Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 603, qui ne fait nullement référence à la section descriptive du rapport de l'USITC. Voir le rapport de l'USITC, volume I, page 114, dans lequel l'USITC analyse les résultats de la branche de production pour 2000, sans laisser entendre que la branche de production a abaissé ses prix pour obtenir des parts de marché.

[2345] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 518.

[2346] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 432 et 433.

[2347] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 603.

[2348] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 238.

[2349] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 239.

[2350] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 404.

7.949 En l'absence de corrélation directe, l'Organe d'appel a exigé une "analyse très convaincante". D'après les Communautés européennes, il n'y a pas de telle analyse dans le rapport de l'USITC. Les États-Unis développent un argument selon lequel la branche de production nationale aurait abaissé ses prix pour récupérer des parts de marché. Même si c'était vrai (et ce n'est pas ce qui apparaît dans le revenu d'exploitation de 1998 ou 1999, premières années où les importations se sont accrues), il n'en est pas question dans le rapport de l'USITC.[2351]

7.950 La Chine fait observer que puisque l'argumentation des États-Unis est sans fondement et que les données montrent clairement que la coïncidence entre les variations des importations et celles des facteurs relatifs au dommage était absente, l'USITC avait l'obligation de fournir une analyse convaincante des raisons pour lesquelles il existe quand même un lien de causalité.[2352] Cependant, d'après la Chine, il n'y a pas d'"analyse très convaincante" dans le rapport de l'USITC. La Chine fait observer que ce manquement ne peut être compensé par l'interprétation détaillée et souvent spéculative que donnent les États-Unis dans leurs communications.[2353]

f) ABJT

7.951 Les Communautés européennes font valoir que les États-Unis n'ont pas fait une détermination adéquate et motivée de l'existence d'un lien de causalité.[2354] En particulier, les Communautés européennes font valoir que si le groupement de produits se caractérise par un degré élevé d'hétérogénéité, la plupart des produits sont fabriqués conformément à des normes spécifiques et que dès lors que cette conformité est réalisée, le prix est le principal élément de concurrence. Les constatations de l'USITC en ce qui concerne la concurrence par les prix sont, par conséquent, essentielles. Ces constatations font, pourtant, cruellement défaut.[2355]

7.952 En réponse, les États-Unis font observer que l'USITC ne s'est pas exclusivement fondée sur les données concernant la fixation des prix dans ses conclusions sur le lien de causalité, comme les Communautés européennes l'allèguent à tort. Au contraire, l'USITC a expliqué que des facteurs de résultats de la branche de production nationale très variés s'étaient dégradés pendant que la pénétration des importations augmentait. Les constatations de l'USITC concernant les nombreuses baisses des résultats de la branche de production des ABJT étaient fondées sur des données tirées de questionnaires portant sur la totalité de la branche de production, dont aucun plaignant ne soutient qu'elles n'étaient pas représentatives.[2356]

7.953 Les États-Unis font en outre valoir que les éléments de preuve versés au dossier ont montré qu'il y avait une corrélation manifeste et directe entre la croissance des importations d'ABJT et la détérioration de la situation générale de la branche de production des ABJT pendant la période visée par l'enquête. Au cours des trois dernières années conmplètes de cette période, soit de 1998 à 2000, les importations se sont accrues, dans l'absolu, de 28,4 pour cent et leur part de marché a augmenté de 11,1 points, pour atteindre 45,6 pour cent.[2357] Pendant cette période, la branche de production a connu

---

[2351] Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 603, qui ne fait nullement référence à la section descriptive du rapport de l'USITC. Voir le rapport de l'USITC, volume I, page 114, dans lequel l'USITC analyse les résultats de la branche de production pour 2000, sans laisser entendre que la branche de production a abaissé ses prix pour obtenir des parts de marché.

[2352] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 242 et 243.

[2353] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 244.

[2354] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 552.

[2355] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 542.

[2356] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 649.

[2357] Rapport de l'USITC, tableau TUBULAR-C-6.

des baisses substantielles et constantes du niveau de ses expéditions sur le marché américain, de la valeur de ses ventes commerciales, de l'emploi et de sa rentabilité. Par exemple, en 1998 – milieu de la période visée par l'enquête – le volume des importations a augmenté, dans l'absolu, de 11,2 pour cent, par rapport à 1997, le rapport entre les importations et la production nationale a augmenté de 7,6 points et la part de marché des importations a augmenté de 2,6 points.[2358] Cette même année, la situation de la branche de production s'est détériorée. Il y avait une corrélation semblable entre l'accroissement des importations et la détérioration de la situation de la branche de production en 1999. Cette année-là, le rapport entre le volume des importations et la production nationale s'est encore accru de 7,7 points par rapport à 1998 et la part du marché global des ABJT détenue par les importations s'est encore accrue de 2,2 points par rapport à 1998.[2359] Parallèlement, la situation de la branche de production s'est encore détériorée. Enfin, en 2000 – dernière année complète de cette période – le volume des importations a augmenté de 15,3 pour cent supplémentaires dans l'absolu par rapport à 1999, et de 6,7 points par rapport à la production nationale et la part du marché global des ABJT absorbée par les importations a encore augmenté de 4,0 points par rapport à 1999.[2360] Cette année-là, la situation de la branche de production s'est encore détériorée.[2361]

g) Barres en acier inoxydable

7.954 Les Communautés européennes font valoir qu'il n'y a pas de coïncidence des tendances entre l'accroissement des importations et le dommage grave.[2362] En particulier, les Communautés européennes affirment que l'USITC a manifestement considéré que c'était l'accroissement des importations en 2000 qui répondait au critère concernant l'accroissement des importations prescrit par l'Accord sur les sauvegardes. Cependant, d'après les Communautés européennes, l'USITC elle-même a admis que jusqu'en 2000, le niveau des importations avait fluctué. Un coup d'œil rapide sur les données permet de voir que les importations ont diminué par rapport au niveau de 1997, en 1998 et en 1999. Pourtant, d'après les Communautés européennes, c'est précisément pendant cette période où les importations ont diminué que la branche de production nationale a enregistré ses plus mauvais résultats.[2363] Plus précisément, les importations ont baissé de 1997 à 1999, quand la branche de production nationale a apparemment enregistré ses plus mauvais résultats, puis sont remontées en 2000, année où la branche de production nationale est redevenue rentable, avant de décliner pendant la période intermédiaire de 2001, quand la branche de production nationale a une fois de plus accusé des pertes.[2364] Les Communautés européennes font valoir qu'étant donné qu'il n'y a par conséquent pas de coïncidence des tendances entre l'accroissement des importations et le dommage grave qu'aurait subi la branche de production nationale, l'autorité compétente doit présenter des

[2358] Rapport de l'USITC, tableaux TUBULAR-8 (page TUBULAR-10), TUBULAR-45 (page TUBULAR-38) et tableau TUBULAR-C-6. Le rapport entre les importations d'ABJT et la production nationale est passé de 47,7 pour cent en 1997 à 55,3 pour cent en 1998 et la part de marché des importations est passée de 32,9 pour cent en 1997 à 35,5 pour cent en 1998.

[2359] Rapport de l'USITC, tableaux TUBULAR-8 (page TUBULAR-10), TUBULAR-45 (page TUBULAR-38) et tableau TUBULAR-C-6. Le rapport entre les importations d'ABJT et la production nationale est passé de 55,3 pour cent en 1998 à 63,0 pour cent en 1999 et la part de marché des importations est passée de 35,5 pour cent en 1998 à 37,7 pour cent en 1999.

[2360] Rapport de l'USITC, tableaux TUBULAR-8 (page TUBULAR-10), TUBULAR-45 (page TUBULAR-38) et tableau TUBULAR-C-6. Le rapport entre les importations d'ABJT et la production nationale est passé de 63,0 pour cent en 1999 à 69,7 pour cent en 2000 et la part de marché des importations est passée de 37,7 pour cent en 1999 à 41,7 pour cent en 2000.

[2361] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 39 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[2362] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 562.

[2363] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 564.

[2364] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 564.

arguments très convaincants pour montrer que l'accroissement des importations est en fait responsable du dommage grave allégué. D'après les Communautés européennes, l'USITC n'a pas présenté de telles données.[2365] En outre, les Communautés européennes font valoir que l'USITC a manqué à son obligation de fournir une explication motivée et adéquate de l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave subi par la branche de production nationale.[2366]

7.955 En réponse, les États-Unis soutiennent que l'argument des Communautés européennes repose sur une lecture erronée du dossier. Comme on peut le voir dans la décision de l'USITC, il est vrai que la quantité des importations, dans l'absolu, "a quelque peu fluctué (accusant une légère baisse en 1998 et 1999)", comme l'affirment les Communautés européennes. Cependant, le dossier a également montré que la consommation apparente de barres en acier inoxydable des États-Unis avait fluctué pendant cette période, bien que de façon plus importante que les importations. En conséquence, s'il se peut que la quantité des importations ait "quelque peu" fluctué, dans l'absolu, entre 1997 et 1999, la part de marché des importations a constamment et substantiellement augmenté tout au long de la période visée par l'enquête, de même que le rapport entre les importations et la production nationale. En outre, le dossier a montré qu'alors que les importations gagnaient les parts de marché en question, elles continuaient à se vendre à des prix nettement inférieurs à ceux pratiqués par les producteurs nationaux, tout au long de la période considérée. Compte tenu des éléments de preuve non contestés versés au dossier, les États-Unis font observer qu'il ne devrait pas être surprenant que l'USITC ait constaté que les accroissements substantiels de la part de marché des importations, qui se sont accompagnés d'une vente à des prix substantiellement inférieurs, ont eu un effet de plus en plus dommageable sur la branche de production, pendant la période visée par l'enquête. En substance, les États-Unis font valoir qu'en se concentrant sur des fluctuations minimes des quantités des importations, dans l'absolu, à un moment donné de la période visée par l'enquête, les Communautés européennes espèrent simplement détourner l'attention du Groupe spécial du bilan plus complet, à savoir que la part de marché des importations a substantiellement augmenté pendant la période visée par l'enquête, du fait de la vente à des prix inférieurs et que, pendant cette période, la part de marché de la branche de production, sa production, ses expéditions et son niveau de rentabilité ont fait une chute libre.[2367]

7.956 Les États-Unis font valoir qu'en outre l'argument des Communautés européennes est une interprétation erronée des constatations de l'USITC. L'USITC n'a pas constaté, comme l'affirment les Communautés européennes, que seules les importations avaient causé un dommage à la branche de production en 2000. S'il est vrai que l'USITC a reconnu que les importations avaient fait une poussée en 2000 qui les avait amenées à leur niveau le plus élevé de la période visée par l'enquête et qu'elles avaient causé une détérioration substantielle de la situation de la branche de production cette année-là, l'USITC a aussi explicitement constaté que les importations avaient vu leur part de marché augmenter tout au long de cette période et qu'elles avaient, par l'accroissement de leur volume et la vente à des prix inférieurs, eu une incidence importante et négative sur la situation de la branche de production au cours des années qui ont précédé 2000.[2368]

7.957 Les États-Unis font aussi valoir que les Communautés européennes accordent beaucoup d'importance au fait que la branche de production a réussi à revenir à des marges d'exploitation bénéficiaires en 2000, en dépit du fait que les importations ont fait leur plus importante poussée sur le marché cette année-là. Leur argument est doublement vicié. Premièrement, même abstraction faite du niveau de rentabilité de la branche de production, la part de marché de la branche de production a

[2365] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 567.
[2366] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 562.
[2367] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 667.
[2368] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 668.

atteint son niveau le plus bas de la période visée par l'enquête lors de cette poussée des importations. En conséquence, même si l'on ne tient pas compte de la baisse du niveau de rentabilité de la branche de production, les importations ont eu une incidence négative importante sur la situation de la branche de production pendant l'année en question.[2369] Les États-Unis font observer qu'en outre l'argument des Communautés européennes ne tient pas compte du fait que la marge d'exploitation de la branche de production était substantiellement inférieure en 2000 à celles de 1996, 1997 et 1998, qui sont les trois premières années de la période visée par l'enquête. Bien que les chiffres exacts soient confidentiels, l'USITC a explicitement dit que les marges d'exploitation de la branche de production avaient baissé "de manière constante et importante" tout au long de la période visée par l'enquête, relevant que les marges d'exploitation avaient chuté en 1997 et en 1998, puis avaient diminué jusqu'à devenir négatives en 1999. Bien que les marges de la branche de production soient redevenues positives en 2000, l'USITC a explicitement fait remarquer que cet accroissement n'était que "léger" et qu'il avait été suivi d'une baisse qui avait donné lieu à la marge la plus basse de la période considérée pour la période intermédiaire de 2001. Bien que les données exactes soient confidentielles, le niveau du revenu d'exploitation de la branche de production est resté substantiellement inférieur à ceux de 1996, 1997 et 1998. En conséquence, le dossier indique clairement qu'il n'y a pas eu d'amélioration substantielle de la situation de dommage dans laquelle se trouvait la branche de production en 2000, comme le laissent entendre les Communautés européennes; au contraire, le dossier montre que la situation de la branche de production est demeurée médiocre face à la concurrence des importations.[2370]

7.958 En contre-réponse, les Communautés européennes réitèrent que la constatation relative à l'accroissement des importations prescrite par l'Accord sur les sauvegardes ne pouvait éventuellement être faite que pour 2000. Cependant, il a été déterminé qu'il existait un dommage sur la totalité de la période et celui-ci n'a pas été lié à l'accroissement des importations en 2000. D'après les Communautés européennes, les États-Unis ne font rien d'autre qu'alléguer qu'ils étaient fondés à constater que le dommage subi avant l'accroissement des importations était causé par les importations, parce que celles-ci avaient augmenté leur part de marché.[2371] Cependant, ce n'est que si les importations se sont accrues, et non si elles ont augmenté leur part de marché, que les conditions d'application d'une mesure de sauvegarde peuvent être remplies. Les Communautés européennes font observer que l'USITC n'était pas chargée de constater l'existence d'un lien de causalité entre les variations de la part de marché et le dommage grave, mais entre l'accroissement des importations et le dommage grave. À la lumière de ce qui précède, les Communautés européennes font observer que les États-Unis n'ont pas montré qu'il y avait une corrélation entre les tendances des importations et le dommage grave et n'ont pas fourni une analyse convaincante en l'absence d'une telle corrélation.[2372]

h) Fils en acier inoxydable

7.959 Les Communautés européennes font valoir que le commissaire Koplan n'a pas examiné la corrélation des tendances, même si trois autres commissaires avaient constaté que malgré la vente constante à des prix inférieurs il n'y avait pas de corrélation entre les prix des importations et ceux des produits nationaux. Les Communautés européennes font remarquer[2373] que les conclusions du Président Koplan sont directement contredites par l'avis de la majorité. La conclusion ci-après est particulièrement pertinente au regard de la conclusion du commissaire Koplan selon laquelle l'accroissement des importations est la cause d'une menace de dommage grave:

[2369] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 669.
[2370] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 670.
[2371] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 667.
[2372] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 422.
[2373] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 580.

> "[N]ous constatons que les importations de fils en acier inoxydable n'ont pas eu d'incidence négative manifeste sur le prix des fils en acier inoxydable de fabrication nationale pendant la période visée par l'enquête. Bien que le dossier indique que les importations se sont constamment vendues à un prix inférieur à celui des produits tréfilés de fabrication nationale, il indique également que les variations de prix des fils en acier inoxydable de fabrication nationale n'étaient pas clairement corrélées avec l'existence ou l'importance de la vente des fils en acier inoxydable importés à des prix inférieurs."[2374]

7.960 Pour pouvoir fournir une explication motivée et adéquate des constatations du Président Koplan, il faudrait qu'il y ait une réfutation claire de cette constatation. D'après les Communautés européennes, il n'y en a pas et cela remet par conséquent en question le fondement de la constatation de l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et une menace de dommage grave. Pour cette raison, les Communautés européennes font observer que les mesures de sauvegarde imposées sur cette base sont injustifiées et par conséquent incompatibles avec les articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, ainsi qu'avec les articles 3:1 et 4:2 c).

7.961 En réponse, les États-Unis font observer que le commissaire Koplan a établi qu'il y avait un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et la menace de dommage grave pour la branche de production nationale. Son analyse a permis d'établir l'existence d'un lien direct entre l'accroissement du volume des importations pendant la période intermédiaire de 2001 et la détérioration importante de la situation générale de la branche de production de fils en acier inoxydable pendant cette période intermédiaire. Il a aussi raisonnablement constaté que ces tendances indiquaient l'imminence d'une menace de dommage grave de la part des importations. Enfin, il a procédé à un examen approfondi et objectif des effets d'autres facteurs et a veillé à ne pas imputer les effets négatifs de ces autres facteurs aux importations dans son analyse.[2375]

7.962 Les États-Unis font également valoir que les constatations faites par le commissaire Koplan de l'existence d'une corrélation entre les tendances des importations et la détérioration de la situation de la branche de production ne sont pas "directement contredites" par la constatation des commissaires Miller, Hillman et Okun, selon laquelle les importations de fils en acier inoxydable n'avaient pas eu d'incidence négative manifeste sur les prix intérieurs pendant la période considérée. Les États-Unis font remarquer que l'Accord sur les sauvegardes ne prescrit pas que les six décideurs parviennent à la même conclusion ou que chacun des commissaires réfute les constatations de ses confrères dont les conclusions sont différentes, mais prescrit que la détermination, comme l'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, satisfasse aux obligations énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes. Le fait que les commissaires Miller, Hillman, et Okun étaient en désaccord avec le commissaire Koplan ne rend pas pour autant son analyse déraisonnable, pas plus que le fait qu'il était en désaccord avec eux ne rend leur analyse déraisonnable.[2376]

7.963 Les États-Unis font également valoir que l'analyse du commissaire Koplan concernant la fixation des prix n'est pas incompatible avec les constatations des commissaires Miller, Hillman et Okun concernant la fixation des prix. À l'instar de ces trois commissaires, le commissaire Koplan a spécifiquement constaté que les importations s'étaient constamment vendues à un prix inférieur par rapport aux fils en acier inoxydable de fabrication nationale pendant la période allant de 1996 à 2000, mais que cette vente constante à des prix inférieurs n'avait pas eu d'incidence négative sur la fixation

[2374] Rapport de l'USITC, volume I, page 238 (notes de bas de page omises).
[2375] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 721.
[2376] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 732.

des prix intérieurs parce que la "branche de production nationale avait aligné les prix du produit [tréfilé] de fabrication nationale sur ses coûts" pendant cette période de cinq ans. Cependant, contrairement aux trois autres commissaires, le commissaire Koplan a centré son analyse sur les données relatives à la fixation des prix des importations et du produit national pendant la période intermédiaire de 2001 et a remarqué que la fixation des prix des importations à un niveau inférieur avait commencé à empêcher la branche de production nationale d'aligner ses prix sur ses coûts. En particulier, il a constaté que, conjugué à la baisse de la demande, l'accroissement du volume des importations et de leur part de marché avait causé une chute du prix des produits tréfilés de fabrication nationale pendant une période où les coûts étaient en augmentation et avaient directement entraîné une baisse du niveau du revenu d'exploitation de la branche de production pendant la période intermédiaire de 2001. En conséquence, comme il l'a raisonnablement constaté, l'accroissement des importations et leur vente concomitante à des prix inférieurs avaient causé la détérioration substantielle de la situation de la branche de production dans les derniers mois de la période visée par l'enquête, montrant ainsi que les importations menaçaient la branche de production d'un dommage grave imminent. En d'autres termes, les constatations du commissaire Koplan en ce qui concerne la concurrence par les prix sur le marché pendant les cinq premières années de la période considérée étaient, en fait, compatibles avec les constatations des trois autres commissaires. Cependant, le commissaire Koplan a simplement plus insisté que les autres commissaires sur les effets des importations sur les prix pendant les six derniers mois de la période, ce qui constitue un choix raisonnable compte tenu de sa constatation selon laquelle les importations menaçaient de causer un dommage grave à la branche de production de fils en acier inoxydable.[2377]

7.964 Les États-Unis allèguent que la constatation des trois autres commissaires ne visait pas la période intermédiaire de 2001, alors que le commissaire Koplan s'est concentré sur la période intermédiaire de 2001. Cependant, les Communautés européennes font observer que la constatation citée par les Communautés européennes dans leur première communication écrite avait un caractère général et ne se limitait pas à une période dont la période intermédiaire de 2001 était exclue. En outre, le commissaire Koplan n'a pas du tout examiné la vente à des prix inférieurs dans le cadre de son examen de l'évolution de la période intermédiaire de 2001 et n'a par conséquent pas expliqué d'une façon motivée et adéquate comment il y avait une corrélation entre la fixation des prix des importations et la fixation des prix intérieurs suffisante pour établir l'existence d'un lien de causalité.[2378]

i) Fil machine en acier inoxydable

7.965 Les Communautés européennes font valoir que, d'une manière générale, les renseignements ayant fait l'objet d'un traitement confidentiel, il est pratiquement impossible de déterminer si l'USITC a fourni une explication motivée et adéquate de l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel. Les Communautés européennes font valoir que la coïncidence des tendances ne peut être supposée. Les Communautés européennes font observer que les importations étaient relativement proches du niveau de 1996 en 1999. En 1996, la branche de production nationale a réalisé des bénéfices. Cependant, en 1999 la marge d'exploitation "a diminué de manière spectaculaire". D'après les Communautés européennes, les marges d'exploitation ont atteint leur niveau le plus mauvais pendant la période intermédiaire de 2001, période à laquelle les importations avaient beaucoup diminué et étaient revenues, d'après des extrapolations, au niveau de 1996. Les Communautés européennes font valoir que cela ne semble pas indiquer une coïncidence des tendances. Par conséquent, les Communautés européennes font observer que l'USITC n'a pas fourni une explication motivée et

[2377] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 733.
[2378] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 434.

adéquate de sa détermination de l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave.[2379]

7.966 D'après les Communautés européennes, en imposant des mesures de sauvegarde, les États-Unis ont par conséquent agi d'une manière incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, ainsi qu'avec les articles 3:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes.

7.967 Les États-Unis font valoir que l'USITC a établi qu'il y avait une corrélation manifeste entre les volumes croissants d'importations à bas prix sur le marché et la détérioration substantielle de la situation de la branche de production tout au long de la période visée par l'enquête. Plus précisément, la branche de production a vu sa part de marché, ses marges d'exploitation, son revenu d'exploitation, sa production, les recettes provenant de ses ventes et ses expéditions accuser des baisses substantielles pendant la période visée par l'enquête, et en particulier en 1999 et en 2000, alors que le volume et la part de marché des importations augmentaient considérablement par rapport à 1998 et que les importations continuaient de se vendre à des prix inférieurs à ceux de la branche de production nationale et tiraient les prix intérieurs vers le bas. La plus forte détérioration de la situation de la branche de production pendant cette période s'est produite en 2000, lors du plus grand accroissement des importations. Compte tenu de la corrélation très claire existant entre les tendances du volume et des prix des importations et la détérioration de la branche de production pendant les années en question, les États-Unis affirment que l'USITC a constaté à juste titre qu'il y avait une corrélation réelle et substantielle entre les accroissements du volume des importations et le dommage grave subi par la branche de production nationale pendant la période visée par l'enquête.[2380]

7.968 En réponse, les États-Unis font valoir que, malgré la corrélation manifeste existant entre les tendances du volume et des prix des importations et la détérioration de la situation de la branche de production, les Communautés européennes soutiennent néanmoins que le dossier n'a pas permis d'établir l'existence d'un lien de causalité substantiel entre les variations du volume des importations et la détérioration de la situation de la branche de production de fil machine en acier inoxydable. Les États-Unis font observer que si l'on peut probablement excuser les Communautés européennes d'avoir fondé leurs arguments sur des données qui ont été supprimées de l'avis parce qu'elles étaient confidentielles, il est néanmoins manifeste, d'après les données disponibles et au vu de l'avis, que leur argument est erroné du point de vue factuel.[2381]

7.969 Les États-Unis font observer que l'argument concernant la relation entre le niveau des bénéfices et celui des importations en 1999 est vicié parce que les importations n'étaient pas "relativement proches" de leurs niveaux de 1996 en 1999, comme les Communautés européennes le laissent entendre. Au contraire, le volume et la part de marché des importations étaient l'un et l'autre substantiellement plus élevés en 1999 qu'en 1996, avec un volume absolu des importations supérieur de 8,9 pour cent par rapport à 1996 et une part de marché substantiellement plus élevée en 1999 qu'en 1996. En outre, comme l'USITC l'a clairement expliqué dans son analyse (même après le caviardage des données confidentielles), les produits importés se sont vendus à des prix inférieurs à ceux des marchandises nationales pendant chaque partie de la période visée par l'enquête, y compris en 1999, ce qui a eu pour effet d'empêcher les hausses des prix intérieurs et de déprimer ces prix pendant les deux dernières années et demie de la période visée par l'enquête, empêchant ainsi la branche de production de maintenir ses prix à un niveau qui lui aurait permis de compenser ses coûts du nickel pendant cette période, y compris en 1999. En d'autres termes, l'USITC a constaté à juste titre qu'en 1999 les marges d'exploitation de la branche de production avaient chuté en corrélation

[2379] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 574.
[2380] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 699.
[2381] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 700.

directe avec l'accroissement substantiel du volume des importations et de la part de marché absorbée par les importations qui s'était produit pendant l'année en question, et comme conséquence directe de la vente prolongée des importations à des prix inférieurs tout au long de la période considérée.[2382] En effet, l'USITC a spécifiquement relevé que le "dossier montr[ait] une corrélation manifeste et directe entre les variations du volume des importations et la situation générale de la branche de production", constatant en particulier que le niveau du revenu d'exploitation de la branche de production avait baissé en 1999, en même temps que le volume des importations augmentait. Compte tenu de cette assertion directe sur le sujet, il est clair non seulement que l'USITC a examiné la question soulevée à présent par les Communautés européennes, mais l'a carrément rejetée parce qu'elle n'était pas compatible avec les éléments de preuve versés au dossier.[2383]

7.970 Les États-Unis font valoir que, de même, l'argument des Communautés européennes selon lequel le volume des importations est revenu à son niveau de 1996 pendant la période intermédiaire de 2001 est fallacieux. Le dossier a montré que la baisse du volume des importations dans l'absolu pendant la période intermédiaire de 2001 était liée à la baisse de la demande pendant la période intermédiaire de 2001 et n'avait eu qu'une incidence limitée sur l'importante part de marché absorbée par les importations ou sur leur vente prolongée à des prix inférieurs par rapport aux fils machine en acier inoxydable de fabrication nationale. Plus précisément, s'il est vrai que le volume des importations, dans l'absolu, a fait une chute substantielle pendant la période intermédiaire de 2001, par rapport à la période comparable de 2000, la baisse du volume des importations pendant ces deux périodes était globalement semblable à la baisse de la demande pendant les périodes intermédiaires de 2000 et de 2001, ce qui s'était traduit par une réduction minime de la part de marché absorbée par les importations pendant les périodes intermédiaires de 2000 et de 2001. En outre, comme l'USITC l'a fait remarquer, les importations se sont également vendues à un prix inférieur à celui des marchandises nationales pendant la période intermédiaire de 2001, empêchant plus encore les hausses de prix et déprimant plus encore les prix des États-Unis pendant cette période. Ainsi, les importations ont pu conserver leur part de marché substantiellement accrue, même face à une demande en baisse. Là encore, le rapport a montré, comme l'USITC l'a constaté, qu'il y avait une corrélation manifeste entre les volumes et les prix des importations pendant la période intermédiaire de 2001, d'une part, et les baisses de rentabilité de la branche de production au cours de l'année en question d'autre part. Les arguments des Communautés européennes soutenant le contraire sont simplement faux et apparaissent comme tels au vu du libellé de l'avis de l'USITC, même avec le caviardage de certaines données confidentielles.[2384]

7.971 En contre-réponse, les Communautés européennes font observer[2385] que la réponse des États-Unis à l'argument des Communautés européennes selon lequel il n'y avait pas de corrélation des tendances est peu convaincante. D'après les Communautés européennes, les importations se sont développées comme indiqué ci-après, à partir de 1996.

Tableau 2: Fil machine en acier inoxydable – Volume des importations (1996-2001)

	1996	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**2000 I**	**2001 I**
Importations (volume)	60 503	78 264	61 439	65 882	82 344	45 647	31 365

[2382] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 701.
[2383] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 702.
[2384] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 703.
[2385] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 429.

7.972 Les Communautés européennes font valoir que les pertes étaient apparemment "spectaculaires" en 1999, année où les importations ne se sont pas particulièrement accrues et après une année où elles avaient fait une chute substantielle. Les Communautés européennes estiment que tout ce que les États-Unis peuvent faire, c'est alléguer que le niveau des importations en 1999 pourrait être considéré comme un accroissement des importations et que la déclaration de l'USITC selon laquelle "le dossier montre une corrélation manifeste et directe entre les variations du volume des importations et la situation générale de la branche de production" était suffisante pour rejeter les arguments des Communautés européennes.[2386] D'après les Communautés européennes, une telle affirmation n'explique en rien comment les faits sous-jacents, qui donnent manifestement à penser qu'il n'y a pas de corrélation, peuvent être considérés comme une "corrélation manifeste et directe". Il n'y a, par conséquent, pas d'explication motivée et adéquate de l'existence d'une corrélation. Le Groupe spécial devrait constater que les constatations de l'USITC sont insuffisantes.[2387]

3. Non-imputation

a) Définition et portée

7.973 Les Communautés européennes, la Suisse, la Nouvelle-Zélande, le Japon et le Brésil font observer que la simple existence d'une coïncidence entre l'accroissement des importations et la dégradation des résultats de la branche de production ne suffit pas pour établir l'existence d'un lien de causalité.[2388] Le Brésil fait valoir que si une corrélation entre les importations et le dommage grave est pertinente et nécessaire, elle n'est pas, en soi, un élément de preuve suffisant pour imposer des mesures de sauvegarde.[2389]

7.974 Selon le Brésil, la deuxième phrase de l'article 4:2 b) prend en compte le fait que d'autres facteurs peuvent causer la dégradation des résultats de la branche de production nationale. Par conséquent, les autorités doivent procéder à l'étape supplémentaire qui consiste à examiner les autres causes possibles, et le dommage résultant de ces autres causes "ne sera pas imputé" aux importations.[2390] De même, les Communautés européennes, la Suisse et la Norvège font valoir que pour qu'il existe un lien de causalité, il doit être démontré que l'accroissement des importations est responsable du dommage grave. En d'autres termes, une fois l'effet des autres causes écarté en tant que facteur, un tel accroissement des importations doit être de nature à transmettre un dommage grave à la branche de production nationale. Selon les Communautés européennes, cela exige en général qu'il soit démontré que les conditions de la concurrence sont telles que l'accroissement des importations est responsable du dommage subi.[2391]

[2386] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 701 et 702.

[2387] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 430.

[2388] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 452; première communication écrite du Japon, paragraphe 217; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 294; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.113; première communication écrite du Brésil, paragraphe 151.

[2389] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 151.

[2390] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 151.

[2391] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 452; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 294; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 295.

i) Obligation de "dissocier" et de "distinguer"

7.975 Les plaignants s'appuient sur la jurisprudence de l'Organe d'appel pour faire valoir qu'en vue de se conformer à l'obligation de non-imputation, une autorité doit "dissocier" et "distinguer" les effets dommageables des facteurs autres que l'accroissement des importations afin de s'assurer qu'ils ne sont pas imputés aux importations.[2392] Ils ont fait valoir, en outre, qu'une explication motivée et adéquate devait être fournie, établissant explicitement comment cela avait été effectué.[2393]

7.976 À cet égard, les Communautés européennes, la Suisse et la Norvège font valoir qu'une autorité compétente doit permettre la démonstration, sur le fond, de ce qui suit: i) les effets dommageables des facteurs dont on considère qu'ils causent un dommage ont été distingués les uns des autres; ii) ces effets dommageables ont été imputés aux facteurs qui les causent; et iii) l'autorité compétente a déterminé, après avoir imputé le dommage à tous les facteurs de causalité en présence, si l'accroissement des importations était une cause de dommage grave "réelle et substantielle".[2394] De même, selon le Brésil et le Japon, le cadre analytique établi par les affaires susmentionnées exige, premièrement, que les autorités identifient les effets dommageables des facteurs connus autres que l'accroissement des importations et, deuxièmement, que les autorités expliquent de façon satisfaisante les effets dommageables de ces autres facteurs, par opposition aux effets dommageables de l'accroissement des importations.[2395] Se fondant sur la jurisprudence de l'Organe d'appel[2396], la Chine fait valoir, entre autres choses, que la première étape de l'examen du lien de causalité doit consister à établir une distinction entre les effets dommageables pour la branche de production nationale dus à l'accroissement des importations et les effets dommageables dus à d'autres facteurs. Ensuite, pour la deuxième étape, les autorités doivent imputer à l'accroissement des importations, d'une part, et, par implication, aux autres facteurs pertinents, d'autre part, le "dommage" causé par tous ces facteurs différents. Toute conclusion fondée exclusivement sur l'évaluation d'un seul des facteurs de causalité – l'accroissement des importations – repose sur une assise incertaine, parce qu'elle part de l'hypothèse que les autres facteurs de causalité ne causent pas le dommage qui a été attribué à l'accroissement des importations.

ii) Détermination de la nature et de l'importance des facteurs de dommage

7.977 Les Communautés européennes font observer que l'Organe d'appel s'est référé, dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, à la nécessité d'expliquer de manière satisfaisante "la nature et l'importance" des facteurs de dommage autres que l'accroissement des importations. Les Communautés européennes estiment que l'Organe d'appel n'a pas expliqué de manière plus approfondie ce qu'il entendait par cette expression. Une interprétation pourrait être que, pour garantir la non-imputation et ainsi, l'existence d'un lien de causalité, une autorité compétente doit, au moins de manière approximative, évaluer les effets des autres facteurs sur la branche de production nationale et, ce faisant, s'assurer qu'un tel dommage n'est pas imputé à l'accroissement des importations, de sorte qu'une détermination finale de l'existence d'un lien de causalité, sur la base d'éléments de preuve objectifs, puisse être établie. Cela peut être une opération relativement simple lorsqu'il est déterminé

[2392] Voir, par exemple, la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 442; première communication écrite du Brésil, paragraphe 153.

[2393] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 75.

[2394] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 442; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 284; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 108.

[2395] Première communication écrite du Brésil, paragraphes 154 et 155; première communication écrite du Japon, paragraphes 218 à 227.

[2396] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 352.

qu'un seul autre facteur cause en même temps un dommage. L'analyse deviendra inévitablement plus complexe et nécessitera des outils plus élaborés si deux autres facteurs ou plus causent un dommage.[2397] Pour un examen plus détaillé du sens de l'expression la "nature et l'importance", voir les paragraphes 7.989 et suivants.

7.978 Les États-Unis font observer que, au titre de la seconde phrase de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, une autorité compétente doit aussi faire en sorte que "le dommage causé par des facteurs autres que l'accroissement des importations ne … [soit] pas … imputé à un accroissement des importations".[2398] Les États-Unis ajoutent que, si l'Organe d'appel a expliqué cette prescription de différentes manières dans ses rapports antérieurs en matière de sauvegardes[2399], c'est dans le rapport établi dans le cadre de l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* qu'il a fait sa déclaration la plus claire concernant les prescriptions de cette disposition.[2400] Dans ce rapport, l'Organe d'appel a réitéré ses précédentes déclarations selon lesquelles la seconde phrase de l'article 4:2 b) prescrit ce qui suit:

> "Dans une situation où plusieurs facteurs causent un dommage "en même temps", une détermination finale concernant les effets dommageables dus à un accroissement des importations ne peut être établie que si les effets dommageables dus à tous les différents facteurs causals sont distingués et dissociés … Le libellé de l'article 4:2 b) concernant la non-imputation … exige [donc] que les autorités compétentes évaluent dûment les effets dommageables des autres facteurs, de manière que ces effets puissent être différenciés des effets dommageables de l'accroissement des importations."[2401]

7.979 Les États-Unis notent également que, compte tenu de ce qui précède, l'Organe d'appel a déclaré que les autorités compétentes devraient "déterminer la nature et l'importance des effets dommageables des facteurs connus autres que l'accroissement des importations," et "expliquer de façon satisfaisante" en quoi elles ont distingué les effets de ces facteurs des effets de l'accroissement des importations.[2402] En conséquence:

> "[P]our remplir la prescription énoncée à l'article 4:2 b), dernière phrase, les autorités compétentes doivent établir explicitement, en fournissant une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par des facteurs autres qu'un accroissement des importations n'est pas imputé à un accroissement des importations. Cette explication doit être claire et non équivoque. Elle ne doit pas être simplement insinuée ou sous-entendue. Il doit s'agir d'une explication directe formulée en termes exprès."[2403]

[2397] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 31 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[2398] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 208.

[2399] *Voir, par exemple*, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 70.

[2400] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 200 à 217.

[2401] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 404.

[2402] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 213. L'absence de fondement textuel en ce qui concerne une prescription de constatation "explicite" est examinée à la section F.

[2403] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 217.

iii) Contribution

7.980 Les États-Unis se fondent sur les affaires *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* et *États-Unis – Gluten de froment* pour faire valoir que l'Organe d'appel a régulièrement estimé qu'il n'est pas nécessaire que les importations soient la "seule cause du dommage grave" au titre de l'article 4:2 b). Au contraire, l'Organe d'appel a déclaré que la prescription relative à l'existence d'un lien de causalité "réel et substantiel" énoncée dans l'Accord sur les sauvegardes est remplie dès lors que les importations "contribue[nt] à "entraîner", "produire" ou "induire" le dommage grave" subi par une branche de production. En d'autres termes, "… la prescription relative à l'existence d'un lien de causalité énoncée à l'article 4:2 b) peut être remplie lorsque le dommage grave [subi par une branche de production] est causé par l'interaction d'un accroissement des importations et d'autres facteurs". Ainsi, il est admissible au titre de l'Accord sur les sauvegardes qu'une autorité compétente conclue que l'accroissement des importations cause un dommage grave à une branche de production même si d'autres facteurs causent également un dommage, pour autant que les importations elles-mêmes contribuent de manière substantielle à entraîner un dommage grave.[2404] Par conséquent, il est clair que l'Organe d'appel n'a pas critiqué le critère de la "cause substantielle" énoncé dans la législation des États-Unis, dans la mesure où celui-ci permet à l'USITC de formuler une constatation positive de l'existence d'un lien causalité si l'accroissement des importations a contribué de manière "importante" au dommage grave, plutôt qu'il n'exige que cet accroissement soit la "seule" cause du dommage grave.[2405]

7.981 La Corée et la Nouvelle-Zélande conviennent que l'accroissement des importations n'a pas à lui seul à causer un dommage grave, mais il doit y avoir entre les deux un "rapport réel et substantiel".[2406] Si l'Accord sur les sauvegardes n'exige pas qu'il soit démontré que l'accroissement des importations a à lui seul causé le dommage grave, il oblige bel et bien les États-Unis à ne pas imputer aux importations le dommage causé par d'autres facteurs. Si cette obligation est remplie, il doit alors exister un rapport réel et substantiel entre l'accroissement des importations et le dommage grave.[2407] La Nouvelle-Zélande ajoute que, si l'Organe d'appel a dit qu'il n'était pas nécessaire que l'accroissement des importations soit le seul et unique facteur causant le dommage grave[2408], il n'a pas dit que l'accroissement des importations pouvait n'être qu'une cause parmi beaucoup d'autres. L'article 4:2 b) parle "du" lien de causalité, pas d'"un" lien de causalité, et l'Organe d'appel a affirmé à plusieurs reprises la prescription relative à l'existence d'un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave.[2409] [2410]

7.982 Le Japon et le Brésil admettent qu'il se peut qu'un léger accroissement des importations ne fasse qu'aggraver une situation dans laquelle une branche de production nationale est déjà en train de faire face à un dommage grave. Certes, l'accroissement des importations n'a pas aidé la branche de production, mais la branche de production nationale aurait subi un dommage grave avec ou sans cet accroissement. Ils estiment qu'en pareil cas, une fois l'effet des autres facteurs dissocié et distingué, le

[2404] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 407, 434 et 441.

[2405] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 434 et 441.

[2406] Réponse écrite de la Corée à la question n° 87 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 87 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2407] Réponse écrite de la Corée à la question n° 87 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2408] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 67.

[2409] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 69 confirmé dans *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 168, 177 et 179 et dans *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 211.

[2410] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.92.

lien entre les importations et le dommage grave est vérifié et le dommage grave ne peut être mis sur le compte des importations. Cependant, le Japon et le Brésil font valoir que les États-Unis semblent préconiser un critère de la cause concourante et pensent apparemment que, dès lors que les importations ont une incidence, si négligeable soit-elle, et que la branche de production subit un dommage grave, les importations peuvent être tenues pour responsables. Le Japon et le Brésil estiment que c'est incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 4:2 b) de ne pas imputer aux importations un dommage causé par d'autres facteurs. L'article 4:2 b) ne permet pas d'attribuer aux importations la responsabilité d'un dommage causé par d'autres facteurs. Une autorité compétente doit encore constater l'existence d'un lien de causalité "réel et substantiel" entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Selon le Brésil, c'est là certainement plus qu'un critère de la cause concourante.[2411]

7.983 En réponse, les États-Unis font observer qu'ils ne pensent pas que l'on puisse considérer que les importations contribuent de manière "réelle et substantielle" à un dommage grave si elles n'ont qu'une incidence "négligeable" sur la branche de production.[2412] La législation des États-Unis elle-même exige que les importations soient une cause "importante", c'est-à-dire "substantielle", du dommage grave subi par la branche de production nationale.[2413] Par conséquent, dans la mesure où les importations contribueraient seulement de manière "négligeable" au dommage grave – c'est-à-dire "faiblement" ou de manière "insignifiante"[2414] –, la législation des États-Unis ne permettrait pas à l'USITC de constater qu'elles sont une cause "importante" de dommage.[2415]

7.984 Les États-Unis font valoir qu'en exigeant que l'USITC constate que l'accroissement des importations est une cause de dommage "importante" et une cause aussi importante que toute autre cause, la législation des États-Unis garantit que l'USITC constatera qu'il existe un lien de causalité "réel et substantiel" entre les importations et le dommage grave avant de rendre une constatation positive en matière de sauvegardes, comme l'a indiqué l'Organe d'appel. À cet égard, les États-Unis font observer que les définitions courantes des dictionnaires pour les mots "substantial" (substantiel) et "important" (important) montrent que ces mots ont essentiellement le même sens lorsqu'ils sont utilisés pour définir le degré d'importance qui doit être donné à un facteur particulier dans une décision ou analyse. Les États-Unis affirment que, compte tenu du sens ordinaire de ces deux mots, il est clair qu'en exigeant que les importations soient une cause "importante" de dommage grave, la législation des États-Unis prévoit que l'USITC évaluera s'il existe au moins un lien de causalité "réel et substantiel" entre les importations et le dommage grave dans une procédure en matière de sauvegardes, comme le prescrit l'Accord sur les sauvegardes.[2416] Les États-Unis ajoutent que, puisque l'Organe d'appel a constaté que l'Accord exige que l'accroissement des importations "contribue" à "entraîner" ou "produire" le dommage grave d'une manière "réelle et substantielle", ce qui indique qu'il peut être constaté que les importations ont le lien requis avec le dommage grave même quand

---

[2411] Réponse écrite du Japon à la question n° 87 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Brésil à la question n° 87 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2412] Réponses écrites du Japon et du Brésil à la question n° 87 du Groupe spécial.

[2413] Article 19 U.S.C. § 2252 b) 1) B).

[2414] À cet égard, le terme "negligible" (négligeable) est défini dans le *New Shorter Oxford English Dictionary* comme "[a]ble to be neglected or disregarded; unworthy of notice or regard; so small and insignificant as to be ignorable" (pouvant être négligé ou écarté; non digne d'intérêt ou de considération; petit et insignifiant au point de pouvoir être ignoré). The *New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993 Edition, page 1900 (pièce n° 86 des États-Unis). Cette définition contraste à l'évidence avec celle donnée dans le même dictionnaire pour le mot "important" (important): "doté d'une grande importance, ayant un poids ou des conséquences considérables, imposant, capital ..." *Ibid.*, page 1324; première communication écrite des États-Unis, paragraphe 442.

[2415] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 147.

[2416] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 442.

elles ne sont pas la cause la plus importante de ce dommage, l'Accord sur les sauvegardes permettrait donc à une autorité compétente de constater que les importations causent le niveau de dommage grave requis même quand elles ne sont pas la cause la plus importante de ce dommage. Les États-Unis font valoir qu'il est donc clair qu'à cet égard la législation des États-Unis énonce un critère de causalité plus rigoureux que l'Accord sur les sauvegardes.[2417]

7.985 Les États-Unis font également valoir que l'obligation d'effectuer une évaluation détaillée de la nature et de l'importance du dommage dû à la fois aux importations et aux facteurs autres que les importations ne s'applique pas à un facteur si celui-ci ne contribue pas au dommage grave. Par conséquent, dans la mesure où l'USITC constate qu'un facteur ne contribuait pas de manière significative au dommage grave, la seule et unique question à examiner est la question de savoir si la conclusion de l'USITC à cet égard était motivée et étayée par le dossier, et non de savoir si l'USITC a procédé à l'analyse aux fins de la non-imputation décrite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*.[2418]

7.986 En contre-réponse, la Corée fait valoir que les États-Unis semblent se méprendre sur l'obligation de non-imputation. L'Organe d'appel a dit clairement que tous les facteurs causant un dommage devaient être examinés, puisque le seul moyen permettant d'établir l'existence d'un lien de causalité entre les importations et le dommage grave était de mesurer ce lien de causalité indépendamment des autres facteurs.[2419] À défaut, l'existence du lien de causalité entre le dommage grave et les importations est simplement supposée, non démontrée.[2420]

iv) Quantification

7.987 Les Communautés européennes et le Brésil laissent entendre que l'article 3:5 de l'Accord antidumping impose une obligation identique à celle énoncée dans l'Accord sur les sauvegardes de ne pas attribuer aux importations la responsabilité d'un dommage relevant d'autres causes avant d'imposer des droits antidumping, et que cet article comporte une obligation de quantification.[2421] Se fondant sur la décision de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud* qui a interprété cet article, les Communautés européennes et le Brésil font valoir que l'analyse de l'USITC ne remplit pas les critères énoncés dans l'Accord sur les sauvegardes parce qu'elle repose exclusivement sur une comparaison relative entre les causes de dommage grave prises séparément et l'accroissement des importations. Elle ne comporte donc pas une dissociation et une distinction des effets dommageables d'autres facteurs. Elle ne comporte pas non plus l'imputation du dommage grave subi par la branche de production nationale aux diverses causes de dommage prises séparément, permettant ainsi de déterminer s'il y a un rapport "réel et substantiel" entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Les Communautés européennes, le Brésil et le Japon font valoir que, bien que la tâche de non-imputation puisse être difficile, c'est le prix payé pour justifier l'application de mesures correctives commerciales, et un prix consenti par les Membres de l'OMC.[2422]

[2417] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 443.

[2418] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 408.

[2419] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 211 (confirmé par le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 179, note de bas de page 38).

[2420] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 154.

[2421] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 445; première communication écrite du Brésil, paragraphes 156 et 157.

[2422] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 445; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 150. Le Japon se réfère au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Acier laminé à chaud*, paragraphe 228; première communication écrite du Brésil, paragraphe 157.

7.988 Les États-Unis font valoir que ni l'Organe d'appel ni les groupes spéciaux antérieurs n'ont exigé qu'une autorité compétente "quantifie" le montant précis du dommage imputé aux importations ou à d'autres facteurs de dommage dans le cadre de son analyse aux fins de la non-imputation au titre de l'article 4:2 b). Au contraire, les groupes spéciaux *États-Unis – Viande d'agneau* et *États-Unis - Gluten de froment* ont tous deux indiqué expressément qu'un "Membre n'[était] pas nécessairement tenu de quantifier, séparément, l'étendue précise du "dommage" causé par chaque autre facteur [de dommage] possible". En fait, dans ses examens les plus récents de la question de l'imputation, l'Organe d'appel a expliqué que l'Accord sur les sauvegardes exigeait seulement une "explication motivée et adéquate", non une évaluation "quantitative", des effets imputables aux importations et à d'autres facteurs. Ainsi, l'Accord permet à l'évidence une évaluation qualitative, plutôt que quantitative, de la "nature et l'importance" du dommage causé à la fois par les importations et les autres facteurs dans son analyse du lien de causalité.[2423]

7.989 En contre-réponse, un certain nombre de plaignants font observer qu'en fait la quantification est exigée. La Chine se réfère[2424] à la citation ci-après du rapport établi par l'Organe d'appel dans le récent différend *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*:

> "Comme nous l'avons établi dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud* en ce qui concerne la prescription similaire figurant à l'article 3.5 de l'Accord antidumping, nous sommes également d'avis que, en ce qui concerne l'article 4:2 b), dernière phrase, les autorités compétentes sont tenues de déterminer la nature et l'importance des effets dommageables des facteurs connus autres que l'accroissement des importations, ainsi que d'expliquer de façon satisfaisante la nature et l'importance des effets dommageables de ces autres facteurs par opposition aux effets dommageables de l'accroissement des importations."[2425]

7.990 La Chine fait également observer que le New Shorter Oxford Dictionary définit les termes "nature" (nature) et "extent" (importance) comme suit[2426]: "Nature: qualité inhérente ou essentielle, constitution d'une chose, ou élément de caractère individuel, disposition etc.; genre, sorte, classe". "Importance: quantité d'espace occupé par un objet, grandeur, dimension, montant."[2427] La Chine estime que si on prend le sens littéral de ces termes, le mot "nature" désigne manifestement la "qualité" d'un facteur, et le mot "importance" – synonyme de grandeur, montant – signifie alors "quantité" d'un facteur.[2428] Par conséquent, de l'avis de la Chine, si l'Organe d'appel exige la détermination de la nature et de l'importance des "autres" facteurs connus, il veut dire à la fois la qualité et la quantité des effets dommageables des "autres" facteurs. Pour autant, la Chine ne considère pas que l'évaluation de la mesure dans laquelle les "autres facteurs" causent un dommage exige nécessairement un examen mathématique. En revanche, l'importance de l'accroissement des importations dans la cause du dommage par rapport à celle des autres facteurs doit être examinée, de sorte qu'il puisse être assuré qu'il n'y a pas d'erreur manifeste d'appréciation. Selon la Chine, cela n'a pas été fait par les États-Unis.[2429] En conséquence, et dans cette mesure, la Chine conteste l'affirmation des États-Unis selon laquelle les rapports antérieurs de l'Organe d'appel n'exigeaient pas

---

[2423] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 410 et 435.

[2424] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 174; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 120.

[2425] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 215. (non souligné dans l'original)

[2426] *The New Shorter Oxford English Dictionary*.

[2427] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 175.

[2428] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 176.

[2429] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 177.

des autorités compétentes qu'elles "quantifient" les effets réels des facteurs sur la situation générale de la branche de production, et selon laquelle l'Accord sur les sauvegardes suggère une évaluation qualitative plutôt que quantitative des effets causant un dommage à la branche de production nationale.[2430]

7.991 En réponse, les États-Unis font observer qu'ils contestent l'interprétation de la Chine. L'obligation fondamentale énoncée à l'article 4:2 b) à l'égard d'autres facteurs causant un dommage est une obligation négative, à savoir ne pas imputer à l'accroissement des importations un dommage causé par de tels facteurs. L'analyse de ces autres facteurs de causalité n'est donc requise que dans la mesure nécessaire pour établir que le dommage qu'ils causent n'a pas été imputé à l'accroissement des importations. L'Accord sur les sauvegardes ne prescrit pas de forme particulière d'analyse et, si les autorités compétentes peuvent se conformer à l'article 4:2 b) sans évaluer à la fois la qualité et la quantité des effets dommageables imputables à d'autres facteurs, cette analyse serait suffisante.[2431]

7.992 Les États-Unis relèvent également que la Chine utilise un dictionnaire pour définir des termes figurant dans un rapport de l'Organe d'appel, plutôt qu'une disposition de l'Accord sur les sauvegardes.[2432] Les constatations et les conclusions qui figurent dans ces rapports, cependant, ne sont pas des dispositions conventionnelles ni ne créent d'obligations au titre des accords visés, et elles ne devraient pas être interprétées comme si tel était le cas. La Chine fait erreur en essayant d'appliquer aux rapports de l'Organe d'appel une analyse qui semble correspondre aux règles coutumières du droit international relatives à l'interprétation des traités. En outre, les États-Unis font observer que la définition donnée par le dictionnaire pour le terme "extent" (importance) utilisé par la Chine dans son examen n'indique pas que ce terme signifie "quantité", comme l'affirme la Chine. Au lieu de cela, la définition donnée par le dictionnaire qui a été citée par la Chine indique que le mot "importance" signifie "[t]he amount of space over which a thing extends, size, dimensions, amount" (quantité d'espace occupé par un objet, grandeur, dimension, montant).[2433] Cette définition indique simplement que l'"importance" peut désigner le montant ("amount") global ou la grandeur ("size") globale d'un facteur; elle n'indique pas que le montant ou la grandeur d'un facteur doive être quantifié spécifiquement. Pour autant que les autorités compétentes examinent suffisamment les données relatives à l'"importance" d'un autre facteur pour établir qu'elles n'ont pas indûment imputé à l'accroissement des importations le dommage lié à ce facteur, elles en auront correctement examiné l'"importance", autrement dit la mesure dans laquelle ce facteur a causé un dommage à la branche de production. Sur la base de ce qui précède, les États-Unis estiment qu'il n'est pas vrai, comme l'affirme la Chine, que l'Organe d'appel a, en employant ce terme dans ses rapports antérieurs, donné à entendre qu'une autorité compétente devait "quantifier" précisément les effets des facteurs autres que les importations dans son analyse du lien de causalité.[2434]

7.993 Les Communautés européennes font également valoir qu'une autorité compétente est tenue de "quantifier" les facteurs. Spécifiquement, l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes se réfère aux "facteurs de nature […] quantifiable". Une autorité compétente ne peut évaluer un dommage grave, par exemple, sans quantifier les niveaux de profits, ou l'utilisation de la capacité. Une évaluation du lien de causalité doit inévitablement comporter une évaluation de telles évolutions, de manière

[2430] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 178.

[2431] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 31 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[2432] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 173 à 179.

[2433] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 175 (citant *The New Shorter Oxford English Dictionary*).

[2434] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 31 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

concomitante, sur une base qualitative et quantitative.[2435] Toutefois, les Communautés européennes croient comprendre que les États-Unis font valoir qu'ils ne sont pas soumis à l'obligation d'accepter des analyses économétriques qui leur permettraient de quantifier "quelle quantité" de dommage est due à l'accroissement des importations. Les Communautés européennes sont un peu étonnées que les États-Unis, alors qu'ils adoptent une mesure de sauvegarde de l'envergure de la présente mesure de sauvegarde concernant l'acier (avec un effet sur la vie de nombreux travailleurs et consommateurs aux États-Unis et dans le monde entier), ne veuillent pas employer et tirer parti de tous les moyens à leur disposition qui pourraient permettre une détermination plus exacte.[2436] [2437]

7.994 La Suisse se réfère[2438] à la décision de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment* où il est dit ce qui suit:

> "L'article 4:2 a) énonce les facteurs que les autorités compétentes "*évalueront*" pour "déterminer si un accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave à une branche de production nationale ...". En vertu de cette disposition, les autorités compétentes doivent évaluer "tous les facteurs pertinents ... qui *influent* sur la situation de [la] branche". Pour évaluer la pertinence d'un facteur particulier, les autorités compétentes doivent donc évaluer l'"influence", ou l'"incidence" ou l'"effet" que ce facteur a sur la situation générale de la branche de production nationale, compte tenu de tous les autres facteurs pertinents."[2439]

7.995 La Suisse fait valoir que même si l'Organe d'appel n'a pas exigé une quantification du montant précis, il a exigé que les autorités compétentes évaluent tous les facteurs pertinents. La Suisse fait également valoir qu'une évaluation implique une certaine quantification.[2440]

7.996 La Nouvelle-Zélande fait observer qu'elle n'a jamais défendu une quelconque forme de critère de la "pure quantification", mais relève toutefois que les États-Unis, judicieusement, ne cherchent pas à nier que la quantification doit jouer, au minimum, un rôle majeur dans toute analyse aux fins de la non-imputation. Cela étant, le problème est que l'USITC est loin d'avoir rempli les critères minimaux que l'Organe d'appel a établis dans une série d'affaires. En bref, l'approche des États-Unis manque radicalement à l'obligation de s'assurer de la "non-imputation".[2441]

[2435] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 356.

[2436] Dans ce contexte, les Communautés européennes font observer que ni le Groupe spécial, ni l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* n'ont éprouvé la nécessité d'examiner la question de la quantification pour constater que l'analyse du lien de causalité faite par l'USITC était incompatible avec l'Accord sur les sauvegardes. L'Organe d'appel a bien indiqué, cependant (paragraphe 215) que l'autorité compétente serait tenue de:

> "[D]éterminer la nature et l'importance des effets dommageables des facteurs connus autres que l'accroissement des importations, ainsi que d'expliquer de façon satisfaisante la nature et l'importance des effets dommageables de ces autres facteurs par opposition aux effets dommageables de l'accroissement des importations."

[2437] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 357.

[2438] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 92.

[2439] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 71. (italique dans l'original)

[2440] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 92.

[2441] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.109.

7.997 Les États-Unis font valoir qu'il y a une solide raison pour ne pas exiger d'une autorité compétente qu'elle "quantifie" les effets des importations et des autres facteurs sur la branche de production dans une analyse en matière de sauvegardes.[2442] En particulier, les États-Unis font valoir que, compte tenu du nombre significatif de facteurs influant sur la branche de production et de facteurs liés aux importations qui doivent être examinés au titre de l'Accord sur les sauvegardes et de la législation des États-Unis, il est clair que, pour "quantifier" les effets des importations et des autres facteurs, une autorité compétente aurait besoin d'élaborer un modèle économique afin de traiter - autrement dit, "quantifier" - les effets des importations et des autres facteurs par rapport à tous les facteurs dont l'examen est requis au titre desdits textes.[2443] Les États-Unis font observer que l'USITC ne sait pas s'il existe un modèle économique et une structure analytique particuliers quantifiant exactement et effectivement les effets des importations et des autres facteurs sur tous les indices de la branche de production qui doivent être analysés au titre de l'Accord sur les sauvegardes ou de la législation des États-Unis. En outre, les États-Unis font valoir qu'à ce jour, aucun représentant de quelque partie que ce soit n'a proposé un tel modèle à l'USITC pendant ses procédures en matière de sauvegardes, ni même pendant une procédure de groupe spécial de l'OMC. En d'autres termes, personne n'a encore présenté à l'USITC un modèle économique unique qui traiterait adéquatement et précisément, de manière cohérente, tous les différents facteurs influant sur la branche de production qui doivent être évalués au titre de l'Accord sur les sauvegardes et de la législation des États-Unis.[2444]

7.998 Les États-Unis font valoir que, de surcroît, la conclusion selon laquelle une autorité compétente doit quantifier les effets des importations et des autres facteurs par rapport à un ou deux critères sélectionnés relatifs à la situation de la branche de production seulement ne serait pas compatible avec la prescription de l'article 4:2 a) voulant que l'autorité compétente évalue les effets des importations par rapport à tous les facteurs pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les niveaux de l'emploi, de la productivité ou de la rentabilité. En réalité, selon les États-Unis, choisir un critère (tels les bénéfices, les recettes ou la production) comme "variable de substitution" pour le dommage général subi par une branche de production met tout simplement le poids sur ce facteur particulier à l'exclusion d'autres indices importants de la situation de la branche de production (tels l'emploi, l'utilisation de la capacité ou les investissements en équipement). L'Accord sur les sauvegardes ne permet pas une analyse aussi restrictive. Compte tenu de ce qui précède, les États-Unis affirment qu'il est clair que le Groupe spécial ne devrait pas constater que l'USITC est tenue de "quantifier" les effets des importations sur la branche de production parce que cela ne ferait apparaître qu'une mesure imprécise du niveau général du dommage subi par une branche de production.[2445]

7.999 Le Brésil estime que la position des États-Unis selon laquelle analyse qualitative et analyse quantitative sont en réalité des opérations qui s'excluent mutuellement et selon laquelle l'une n'a jamais besoin d'éclairer l'autre porte préjudice aux constatations formulées par l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Gluten de froment*, *États-Unis – Viande d'agneau* et *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* au sujet de la non-imputation. La Suisse s'accorde avec le Brésil pour dire que la présente affaire démontre parfaitement pourquoi une analyse "qualitative", à elle seule, ne peut pas toujours justifier une constatation de l'existence d'un lien de causalité au titre de l'article 4:2 b), vu les nombreux résultats paradoxaux qui sont manifestes dans les constatations "qualitatives" de l'USITC.[2446] Le Brésil fait également valoir que les États-Unis veulent éviter tout examen sérieux des

[2442] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 411.
[2443] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 413.
[2444] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 415.
[2445] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 416.
[2446] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 81; deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 94.

éléments de preuve économétriques dans la présente affaire, ce qui n'est pas surprenant, puisque ces éléments de preuve sapent radicalement les conclusions simplistes auxquelles est arrivée l'USITC.[2447] En fait, les États-Unis soutiennent que si l'on ne peut pas examiner simultanément chaque facteur de causalité et chaque indicateur de dommage, les analyses quantitatives sont incapables de satisfaire à l'obligation de non-imputation.[2448] Selon le Brésil, l'argument suppose réglée une question que les États-Unis cherchent à occulter, à savoir pourquoi il faudrait discréditer les analyses économétriques si elles peuvent aider à éclairer l'évaluation qualitative de certains au moins de ces facteurs de causalité.[2449]

7.1000 S'agissant de l'argument avancé par les États-Unis selon lequel les opérations de quantification ne sont pas valables à moins qu'une telle approche ne quantifie les effets des importations et de tous les autres facteurs imaginables par rapport à chacun des indices de dommage, le Brésil estime qu'il s'agit d'une tentative claire visant à réduire l'obligation de quantification à un exercice absurde. Certains indices de dommage se prêtent plus volontiers aux méthodes économétriques (par exemple les prix, les ventes) tandis que d'autres (par exemple l'emploi) peut-être ne pourront être pleinement évalués que conjointement avec un large ensemble d'éléments de preuve descriptifs ou d'une autre nature.[2450] Selon le Brésil, l'interprétation correcte de l'approche économétrique est que l'on doit intégrer toutes les variables pertinentes essentielles.[2451] Le Brésil estime qu'une régression statistique fiable doit utiliser les descriptions qualitatives de la branche de production et du produit afin d'inclure tous les facteurs explicatifs importants. Qu'il puisse y avoir d'autres facteurs relativement dépourvus d'importance qui ne sont pas inclus dans l'analyse de régression ne la rend pas nulle, mais constitue simplement la reconnaissance du fait que, qualitativement et intuitivement, sur la base des éléments de preuve, ces facteurs avaient un effet marginal, pour autant qu'ils aient eu un effet, sur les résultats de la branche de production.[2452]

7.1001 De la même manière, le Japon et la Suisse font observer qu'il n'est pas nécessaire que les études économétriques examinent simultanément tous les indices de dommage (par exemple prix, profits, utilisation de la capacité, etc.) pour contribuer valablement à l'analyse. En fait, il est tout à fait indiqué d'utiliser différentes approches pour faire la lumière sur différents facteurs. Si un modèle économétrique permet de mieux comprendre les facteurs qui influent sur les niveaux des prix intérieurs, par exemple, en ce cas il est parfaitement acceptable et approprié d'isoler le facteur prix et d'effectuer une analyse de régression sur les variables qui influent sur les prix. Nul n'a prétendu qu'un tel modèle remplaçait d'autres modes d'analyse pour les autres facteurs. Cependant, il serait erroné d'écarter des données qui évaluent plus exactement des indices de dommage particuliers pour la branche de production.[2453]

[2447] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 411, 413, 415 et 416; réponse écrite des États-Unis à la question n° 88 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[2448] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 413 et 416.
[2449] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 82.
[2450] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 91.
[2451] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 93.
[2452] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 94.
[2453] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 156; deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 94.

7.1002 Les États-Unis font observer qu'ils n'ont pas dit qu'il était "matériellement" ou "théoriquement" impossible d'élaborer un modèle économique quantifiant les effets des importations de manière approximative. Ils notent en revanche que les opérations de modélisation auraient des limites importantes du point de vue de l'Accord sur les sauvegardes. Le développement et l'utilisation d'une série de modèles connexes présenterait le défaut d'utiliser des données différentes pour générer les différents modèles, ce qui limiterait la mesure dans laquelle les modèles correspondent au même ensemble d'hypothèses factuelles. De la même manière, un modèle centré sur un ou deux facteurs spécifiques ne tiendrait pas compte, par définition, de tous les facteurs requis au titre de l'Accord sur les sauvegardes. Par conséquent, alors qu'un tel modèle pourrait traduire exactement l'incidence des importations sur des indices de dommage particuliers, il ne traduirait qu'imparfaitement les rapports économiques complexes des facteurs dont l'examen est requis au titre de l'Accord sur les sauvegardes. L'utilisation de modèles économiques, avec les imprécisions qui leur sont inhérentes, ne permet pas une évaluation plus précise, exacte ou "quantitative" des effets dommageables des importations que l'analyse effectuée par l'USITC.[2454]

7.1003 Le Japon et le Brésil font valoir que les autorités chargées de la concurrence aux États-Unis ont entrepris de quantifier les effets économiques des divers facteurs depuis quelque temps déjà, en utilisant les outils mis au point par les économistes et les statisticiens au fil de nombreuses décennies. Les modèles économétriques sont conçus spécifiquement pour remplir deux objectifs importants: i) différencier les rôles relatifs de facteurs différents; et ii) quantifier l'importance relative de chaque facteur. Le Brésil estime qu'en l'espèce, l'opération est moins complexe que dans d'autres cadres. L'argument formulé par les États-Unis, celui invoqué par l'USITC à la fois pendant son enquête et maintenant devant le Groupe spécial, est avant tout fondé sur les prix. Selon les États-Unis, l'effet du volume des importations sur la fixation des prix est une source majeure de dommage. Donc, la question pertinente en l'espèce pour les États-Unis concerne le rôle de l'accroissement des importations et la mesure dans laquelle il a influé sur les niveaux des prix intérieurs. Le Japon et le Brésil font valoir que tous les modèles économétriques présentés aux autorités des États-Unis s'attachaient à expliquer les niveaux des prix intérieurs. Les modèles évaluaient la mesure dans laquelle les prix à l'importation et les quantités importées avaient un effet discernable sur les niveaux des prix intérieurs. Ils mesuraient également d'autres facteurs qui pouvaient affecter les prix intérieurs, et indiquaient l'importance relative de chaque facteur en maintenant tous les autres facteurs constants. Ces modèles établissaient que les baisses et les hausses des prix intérieurs, et non les baisses et les hausses des prix des importations, étaient le facteur dominant qui expliquait les niveaux des prix intérieurs.[2455] Le Brésil note que le modèle de la branche de production nationale comme celui des producteurs étrangers concordaient sur le fait que, pour deux des trois produits modélisés - les produits en acier laminés à chaud, les produits en acier laminés à froid et les CPLPAC traités contre la corrosion -, il n'existait pas d'éléments statistiques convaincants prouvant que les importations avaient un effet majeur sur les prix.[2456]

[2454] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 88 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2455] Réponse écrite du Japon à la question n° 85 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 83 et 84; réponse écrite du Brésil à la question n° 85 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2456] Réponse écrite du Brésil à la question n° 26 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

7.1004 Le Brésil relève également que nulle part dans le rapport de l'USITC ou dans l'avis de la Commission concernant le dommage ne figure un quelconque examen de ce qui suit: brames - question de savoir si et comment les importations de brames auraient pu avoir ou ont eu effectivement un effet sur les prix, compte tenu de l'absence de marché pour les brames produites dans le pays et de ventes commerciales notables de brames de fabrication nationale; tôles – comment, compte tenu de la baisse de plus de 50 pour cent des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA entre 1996 et 2000 (de 1,8 million à 0,8 million de tonnes)[2457] et de l'augmentation de 3 millions de tonnes de la capacité intérieure pendant la même période[2458], les importations de tôles ont pu avoir une incidence défavorable sur les prix des tôles de fabrication nationale dans une quelconque période récente; et produits en acier laminés à chaud – comment, compte tenu du fait que pendant la période intermédiaire de 2001, le volume des importations représentait à peu près le huitième du volume observé en 1998, les importations de produits en acier laminés à chaud auraient pu avoir un effet défavorable sur les prix.[2459] [2460]

7.1005 En réponse, les États-Unis font observer qu'ils contestent l'affirmation du Brésil selon laquelle les éléments de preuve versés au dossier dans l'enquête visant l'acier, y compris les modèles présentés par les producteurs étrangers et la branche de production nationale, établissaient que les importations étaient un facteur mineur ou insignifiant, pour ce qui est d'expliquer les niveaux des prix intérieurs pour les CPLPAC. Les États-Unis réaffirment que le dossier a clairement établi que les importations de CPLPAC avaient une incidence importante et défavorable sur la fixation des prix intérieurs pendant la période visée par l'enquête, et le Brésil n'a pas présenté d'éléments *prima facie* fondés sur les faits à l'appui du contraire. Deuxièmement, le modèle économique présenté par les producteurs étrangers présentait d'importantes faiblesses méthodologiques qui rendaient ses résultats peu concluants d'un point de vue économique, ce qui veut dire qu'il n'a pas "établi" que les importations étaient un élément mineur dans la détermination des niveaux des prix intérieurs comme le soutient le Brésil. Troisièmement, les modèles présentés pendant l'enquête n'alléguaient pas tous que les importations n'avaient qu'un effet minime ou insignifiant sur la fixation des prix intérieurs, comme le Brésil l'a répété régulièrement, à tort, dans cette procédure. Au contraire, le modèle présenté par la branche de production nationale alléguait que les importations étaient le facteur déterminant le plus important de l'établissement des prix sur le marché.[2461]

7.1006 Le Japon et le Brésil ne font pas valoir que l'Accord sur les sauvegardes exige des modèles économétriques dans tous les cas. Ils font observer en revanche que, lorsque les données sont facilement accessibles et, en particulier, quand une grande partie des données est fournie par la branche de production elle-même, il est incompatible avec les règles de l'OMC qu'une autorité compétente écarte des modèles fondés sur ces données et ne les utilise pas dans son évaluation ni sa prise de décisions.[2462] Le Brésil fait valoir que les modèles économiques peuvent servir à évaluer et affiner les conclusions qualitatives et à mesurer l'importance relative de divers facteurs par rapport au problème principal de la branche de production nationale: le prix. En particulier lorsqu'une

[2457] Première communication écrite du Brésil, annexe commune A.
[2458] Première communication écrite du Brésil, annexe commune B.
[2459] Rapport de l'USITC, volume II, tableau FLAT-6.
[2460] Réponse écrite du Brésil à la question n° 38 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[2461] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 38 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[2462] Réponse écrite du Japon à la question n° 85 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 83 et 84; réponse écrite du Brésil à la question n° 85 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

conclusion qualitative paraît être faiblement étayée (autrement dit, elle est paradoxale), on s'attendrait à ce qu'une analyse quantitative justifie cette conclusion.[2463]

7.1007 Les Communautés européennes font valoir que, puisqu'il incombe au Membre qui impose des mesures de sauvegarde la charge de démontrer l'existence d'un lien de causalité sur la base d'éléments de preuve objectifs, on devrait s'attendre à ce que l'analyse du lien de causalité doive devenir plus élaborée à mesure que croît la complexité de la situation factuelle à examiner. Selon la complexité de la situation factuelle, les Communautés européennes estiment qu'il peut se faire que seules des études économétriques, prises conjointement avec une analyse quantitative et qualitative des faits, permettent à une autorité compétente d'établir, sur la base d'éléments de preuve objectifs, l'existence d'un lien de causalité. Le fait qu'une autorité compétente reste passive face à des études économétriques tendant à prouver qu'il n'y a pas de lien de causalité doit signifier qu'elle n'a pas démontré, sur la base d'éléments de preuve objectifs, l'existence d'un lien de causalité.[2464] [2465]

7.1008 Les Communautés européennes notent que l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment* a indiqué un moyen d'analyser une situation factuelle sans recourir à la modélisation économétrique pour évaluer la quantification des effets dommageables. En analysant l'effet des accroissements de la capacité, il est parti de deux hypothèses. Dans l'une, la capacité était maintenue constante et dans l'autre, les importations étaient maintenues constantes. Ce faisant, l'Organe d'appel a pu isoler l'effet des accroissements de la capacité.[2466] Dans cette enquête comme dans nombre de déterminations présentées au présent Groupe spécial, la hausse des coûts des intrants était reconnue comme une autre cause. En pareil cas, il est possible de maintenir les coûts constants et d'analyser la rentabilité de la branche de production nationale si les coûts des intrants n'avaient pas augmenté. Si l'on intégrait un nouvel ajustement des coûts fixes pour tenir compte de la hausse des coûts résultant de la surcapacité, on pourrait commencer à isoler les effets dommageables d'autres facteurs et s'assurer que ces effets ne sont pas imputés à l'accroissement des importations. Les Communautés européennes estiment que le tableau ci-après fournit un exemple d'une telle analyse pour un accroissement des coûts de fabrication, et montre clairement les insuffisances de l'enquête de l'USITC.[2467]

[2463] Réponse écrite du Brésil à la question n° 85 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2464] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 55.

[2465] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 33 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[2466] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 81 à 91.

[2467] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 33 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

Tableau 3: Barres parachevées à froid - Valeur unitaire des ventes commerciales et des coûts (1998-2001)[2468]

	1998 (Chiffres réels)	**1999 (Chiffres réels)**	**1999 (Chiffres constants)**	**2000 (Chiffres réels)**	**2000 (Chiffres constants)**	**2001 (Chiffres réels)**	**2001 (Chiffres constants)**
Ventes commerciales nettes	711	667	667	668	668	671	671
Matières premières	480	347	347	368	368	364	364
Coûts directs de main-d'œuvre	45	51	51	54	54	58	58
Autres coûts de fabrication	98	212	***98***	184	***98***	203	***98***
CPV total	623	609	**496**	605	**520**	625	**520**
Bénéfice brut	88	57	**171**	63	**148**	47	**151**
Frais ACG	44	49	**49**	44	**44**	48	**48**
Revenu d'exploitation (pertes)	44	8	**122**	19	**104**	(1)	**103**

7.1009 Les Communautés européennes font valoir que si la production avait aussi diminué avec un recul de la demande, on peut déterminer si la diminution de la production est due à une diminution des ventes résultant de l'accroissement des importations ou du recul de la demande en maintenant constante la part de marché et, ensuite, en déterminant la mesure dans laquelle la production a diminué au-delà de ce qu'elle aurait fait si sa part de marché était constante.[2469]

7.1010 Dans le tableau suivant, le Brésil présente les déclarations faites par les États-Unis pour expliquer pourquoi il ne faudrait pas utiliser de méthodes économétriques. Le Brésil indique qu'il souscrit à ces affirmations, puisqu'il s'agit de leçons de base enseignées dans les cours d'introduction aux statistiques et à l'économétrie. Il fait observer que, pour autant, elles n'impliquent pas que la quantification est impossible ou peu fiable et elles ne justifient pas non plus la décision de l'USITC d'écarter les éléments de preuve présentés en l'espèce. Dans la deuxième colonne, le Brésil estime que le tableau rend compte de ce qui a été effectivement fait en l'espèce avec le recours à des outils économétriques pour traiter les points qui préoccupent les États-Unis.

[2468] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 33 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond. Le tableau est basé sur le rapport de l'USITC, volume II, page LONG-34, tableau LONG-28. Dans les colonnes "Chiffres constants", les données de la rubrique "Autres coûts de fabrication" ont été maintenues en valeur constante. Les chiffres maintenus en valeur constante sont en italique, ceux qui changent par suite de la simulation sont en caractères gras.

[2469] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 33 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

Déclarations des États-Unis indiquant les raisons pour lesquelles l'approche économétrique de la quantification est peu fiable	*Pertinence par rapport aux éléments de preuve présentés en l'espèce*
Les analyses de régression nécessitent "un grand nombre d'observations"[2470] et les "économètres essayent d'obtenir au moins 30 points de données".[2471]	Aucune – Les études des sociétés étrangères interrogées contenaient 65 points de données[2472];
Les modèles doivent traiter le fait que certains facteurs de causalité peuvent dépendre d'autres variables[2473] (par exemple les cours de l'acier laminé à chaud peuvent influer sur ceux de l'acier laminé à froid, mais on doit tenir compte du fait que les cours de l'acier laminé à chaud dépendent des cours de la ferraille).	Aucune – Les études des sociétés étrangères interrogées ont traité le fait que certains facteurs dépendent d'autres facteurs en "intégrant" une série de modèles[2474];
Les analyses de régression doivent traiter les questions statistiques comme la corrélation sérielle et la stationnarité.[2475]	Aucune – Les études des sociétés étrangères interrogées ont traité la stationnarité et la corrélation sérielle au moyen de la méthode des différences premières et des ajustements AR1.[2476]

7.1011 Le Japon et le Brésil soutiennent que, étant donné que les modèles des sociétés étrangères interrogées utilisaient des techniques statistiques qui rendaient compte de toutes les préoccupations indiquées par les États-Unis, la conclusion des États-Unis selon laquelle "… compte tenu de ces limites, un modèle de régression ne constituerait pas un moyen plus utile de satisfaire aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes que tout autre modèle économique" est dénuée de

[2470] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 88 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2471] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 88 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2472] Première communication écrite du Brésil, pièces communes n° 52, 53 et 54 des coplaignants.

[2473] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 88 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2474] Première communication écrite du Brésil, pièces communes n° 52, 53 et 54 des coplaignants. Voir les pages 227 à 229 dans Orley Ashenfelter, Phillip B. Levine, David J. Zimmerman, *Statistics and Econometrics: Methods and Applications* (New York, John Wiley and Sons, Inc.), 2003, pour un examen de la base statistique concernant l'"intégration" des variables endogènes. En termes techniques, on dit que l'on utilise les variables endogènes "ajustées" ou "prédites". *Voir également* le chapitre 15 dans Jeffrey M. Wooldridge, *Introductory Econometrics* (Stamford: Southwestern College Publishing) 2000; les pages 366 à 369 dans G.S. Maddala, *Introduction to Econometrics*, 2nd edition (New York: Macmillan Publishing), 1992.

[2475] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 88 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2476] Première communication écrite du Brésil, pièces communes n° 52, 53 et 54 des coplaignants. On trouvera un examen de ces techniques dans de nombreux manuels universitaires de premier cycle et dans presque tous les ouvrages d'introduction destinés aux étudiants diplômés. Voir W.H. Greene, *Econometric Analysis, 4th edition*, Prentice Hall, 2000; E.R. Berndt, *The Practice of Econometrics*, Addison-Wesley, 1991; W.E. Griffiths, R.C. Hill and G.G. Judge, *Learning and Practicing Econometrics*, John Wiley & Sons, 1993; Peter Kennedy, *A Guide to Econometrics, 4th edition*, MIT Press, 1998.

fondement.[2477] Le Japon et le Brésil font observer que le modèle traitait les préoccupations exprimées par les États-Unis, ce qui rendait ses résultats fiables.[2478]

7.1012 Les États-Unis répondent en faisant observer que le modèle des sociétés étrangères interrogées ne traitait pas les questions associées aux modèles de régression linéaire qui étaient exposées dans les réponses écrites des États-Unis à la première série de questions du Groupe spécial. Le Groupe spécial sait que dans leur réponse à la question n° 88 de la première série de questions écrites qu'il a posées aux parties, les États-Unis ont noté que les modèles de régression linéaire avaient des limites qui leur étaient inhérentes et qui compliqueraient leur utilisation dans une procédure en matière de sauvegardes, y compris le fait que les modèles de régression linéaire comportant des variables multiples ne peuvent estimer les effets probables des différentes variables indépendantes d'une équation que dans la mesure où ces effets sont exclusivement imputables à la variable indépendante considérée, c'est-à-dire dans la mesure où les effets d'autres variables indépendantes ne varient pas simultanément. Selon les États-Unis, le Brésil semble mal comprendre ce problème. Il confond la deuxième limite exposée par les États-Unis – limite inhérente aux modèles de régression linéaire à variables multiples qui ne peut être spécifiquement traitée – avec la question de l'"endogénéité," limite qu'un modèle de régression linéaire correctement conçu *peut* traiter. L'"endogénéité" est un terme utilisé pour décrire le fait que certaines variables indépendantes utilisées dans une régression linéaire peuvent dépendre d'autres variables indépendantes de l'équation. Comme le Brésil semble le reconnaître, un modèle de régression linéaire peut être conçu comme il convient pour résoudre le problème de l'endogénéité. Cependant, l'endogénéité ne traite pas la deuxième limite décrite par les États-Unis dans leur réponse à la question n° 88. Comme le montrait cette réponse, les modèles de régression comportant des variables multiples ne peuvent estimer les effets de ces différentes variables que dans la mesure où ces effets sont exclusivement imputables à la variable indépendante considérée. Une analyse de régression à variables multiples n'inclurait pas dans cette estimation les effets imputables à une telle variable, dans la mesure où ils varient en même temps que les effets d'autres variables indépendantes et ne peuvent en être différenciés. Ces mouvements simultanés peuvent se produire, *que les variables indépendantes soient liées ou non*. Donc, dans une situation où divers facteurs se combinent pour aggraver (ou atténuer) le dommage subi par la branche de production, un modèle de régression à variables multiples sous-estimerait (ou surestimerait) les effets dommageables des importations, parce qu'il ne fournirait pas une estimation des effets communs aux importations et à d'autres facteurs relatifs au dommage. De surcroît, cette limite des modèles de régression linéaire est une limite inhérente à tout modèle de régression linéaire à variables multiples et on ne peut tout simplement pas la traiter en élaborant le modèle de façon particulière. Le modèle présenté par les producteurs étrangers ne traite tout simplement pas ce problème.[2479]

7.1013 Les États-Unis font valoir qu'aucun plaignant n'a en réalité fourni au Groupe spécial une description technique de modèle économique quantifiant le niveau général du dommage causé par les importations.[2480] En outre, les plaignants n'ont pas fourni d'explication technique sur la manière dont une autorité compétente peut effectuer une telle quantification. En revanche, ils ont affirmé sans ambages qu'économistes et statisticiens élaborent des modèles et des techniques pour répondre aux

[2477] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 158 et 159; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 86.

[2478] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 158 et 159; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 90.

[2479] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 38 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[2480] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 130.

questions de cette sorte "depuis plus de 100 ans".[2481] Après avoir relevé que les producteurs d'acier étrangers avaient fourni à l'USITC un modèle économétrique qui quantifiait les effets des importations dans l'enquête en matière de sauvegardes concernant l'acier, ils soutiennent que l'USITC était tenue au titre de l'Accord sur les sauvegardes d'utiliser ce modèle ou d'élaborer sa propre analyse économétrique pour le réfuter.[2482] [2483]

7.1014 En tout état de cause, les États-Unis font valoir que les plaignants se méprennent lorsqu'ils laissent entendre que l'USITC n'a pas effectué une analyse quantitative des effets des importations sur la branche de production.[2484] L'USITC a effectué à l'évidence une évaluation quantitative de la manière dont les importations et les autres facteurs ont influé sur la situation de la branche de production pendant la période visée par l'enquête. Selon les États-Unis, l'USITC a réuni une masse extraordinaire de données quantitatives concernant les prix et le volume des importations, les prix des marchandises nationales, les opérations commerciales et financières de la branche de production nationale, l'effet des importations et des autres facteurs sur les opérations de la branche de production, et les conditions de concurrence sur chacun des marchés en question. Après avoir réuni ces données, l'USITC a examiné en détail la façon dont les importations influaient sur chacun des indices du dommage causé à la branche de production et a examiné la mesure dans laquelle d'autres facteurs avaient un effet défavorable sur ces données. Selon les États-Unis, il est clair que cette analyse était à la fois détaillée et fondée principalement sur des données quantitatives.[2485]

7.1015 Enfin, les États-Unis font observer qu'il n'est pas vrai qu'ils soient "désireux" d'éviter l'utilisation de modèles économiques dans les enquêtes en matière de sauvegardes. Ils notent à cet égard qu'ils ont élaboré et utilisé de tels modèles dans leurs enquêtes antidumping et leurs enquêtes en matière de sauvegardes. Les États-Unis estiment, en revanche, qu'il est important d'écarter l'idée que le recours à la modélisation économique confère plus d'exactitude ou de certitude scientifique à l'évaluation du montant du dommage causé par les importations ou d'autres facteurs relatifs au dommage que celles qui sont fournies par l'analyse de l'USITC examinée. Les modèles économiques sont sujets à un éventail d'erreurs important en raison des variations de la fiabilité, de la cohérence, ou de la quantité de données statistiques qu'ils utilisent. En outre, nombre de modèles économiques sont fondés sur des données quantitatives (comme l'élasticité de l'offre ou l'élasticité de substitution) qui ne sont, en substance, que les évaluations numériques de jugements qualitatifs portés sur la situation de la concurrence sur le marché. En résumé, des modèles économiques ne produiront en général que des estimations quantitatives des effets probables des importations sur des indicateurs particuliers relatifs à la situation d'une branche de production.[2486] Les États-Unis font remarquer que les modèles économiques ne constituent pas une méthode plus précise, pour évaluer un dommage, que l'examen des solides données quantitatives concernant le marché auquel l'USITC procède actuellement lorsqu'elle effectue son analyse du lien de causalité.[2487]

7.1016 Le Japon et le Brésil font également valoir qu'il est possible de quantifier les effets de facteurs différents, puisque les États-Unis ont entrepris une telle opération de quantification au regard de

[2481] Réponse écrite du Japon à la question n° 85 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Brésil à la question n° 85 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[2482] Réponse écrite du Japon à la question n° 85 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Brésil à la question n° 85 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[2483] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 131.
[2484] Première déclaration orale du Brésil, paragraphe 34.
[2485] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 135.
[2486] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 136.
[2487] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 137.

l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[2488] La Corée fait valoir que si l'on peut déterminer le niveau de protection qui est nécessaire pour réparer le dommage causé par les importations à elles seules, on peut sûrement déterminer le niveau de dommage qui a été causé par les importations à elles seules. La Corée estime également qu'il est assez remarquable que les États-Unis aient su développer une analyse économique *a posteriori* pour tenter de justifier leur mesure corrective, mais ne puissent pas effectuer une analyse économique pour identifier le dommage causé par divers facteurs. Cela est particulièrement problématique puisque, selon l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, la portée admissible de la mesure devrait se trouver dans l'analyse de l'accroissement des importations, du lien de causalité, et du dommage grave.[2489]

7.1017 Les États-Unis font valoir que contrairement au type de quantification envisagé par certains plaignants, les opérations numériques figurant dans la première communication écrite des États-Unis en ce qui concerne l'article 5:1 ne prétendaient pas mesurer le dommage globalement, ni même l'effet réel des importations par rapport à un ou plusieurs facteurs particuliers. Les États-Unis étaient conscients que les calculs refléteraient les hypothèses qualitatives ou les données qualitatives sous-jacentes et, de ce fait, estimeraient au mieux l'ampleur des effets plutôt que leurs valeurs effectives. Cependant, dans ces limites, ces calculs viennent utilement confirmer la conclusion qualitative à laquelle sont arrivés les États-Unis, selon laquelle les mesures de sauvegarde concernant l'acier n'étaient pas appliquées au-delà de la mesure nécessaire pour empêcher ou réparer le dommage imputable aux importations. Les États-Unis estiment que seule une évaluation qualitative des effets des importations et des autres facteurs du type de celle qui a été utilisée par l'USITC fournirait le niveau de certitude nécessaire.[2490]

v) Compatibilité du critère du lien de causalité appliqué par l'USITC avec la jurisprudence de l'OMC

7.1018 Le Japon et le Brésil font observer qu'en l'espèce, l'USITC a appliqué le critère de la "cause substantielle" prescrit par la législation des États-Unis, qui définit la "cause substantielle" comme "une cause importante et une cause qui ne l'est pas moins que toute autre cause". Ils affirment que l'analyse limitée et étroite du lien de causalité effectuée en l'espèce par l'USITC suivant laquelle l'USITC a constaté que l'accroissement des importations devait être à la fois une cause importante de dommage grave ou de menace de dommage grave et une cause qui était égale ou supérieure à toute autre cause est fondamentalement identique aux analyses du lien de causalité qu'elle a faites dans les affaires *États-Unis – Gluten de froment*, *États-Unis – Viande d'agneau* et *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*.[2491] Les Communautés européennes, le Japon, la Chine, la Suisse, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et le Brésil font valoir que, dans chacune de ces affaires, l'Organe d'appel a jugé cette analyse du lien de causalité insuffisante pour remplir l'obligation de non-imputation énoncée à l'article 4:2 b).[2492]

[2488] Réponse écrite du Japon à la question n° 88 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Brésil à la question n° 88 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2489] Réponse écrite de la Corée à la question n° 88 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 156; voir également la deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 159; première déclaration orale de la Norvège présentée au nom des plaignants paragraphes 18 à 20.

[2490] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 88 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2491] Première communication écrite du Japon, paragraphe 249; première communication écrite du Brésil, paragraphe 176.

[2492] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 435 et 457; première communication écrite du Japon, paragraphe 249; deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 105; première communication écrite de la Chine, paragraphe 425; première communication écrite de la Suisse,

7.1019 Le Japon fait valoir que, comme l'atteste une jurisprudence de l'OMC de plus en plus abondante, le simple respect de la législation des États-Unis ne garantit absolument pas le respect des obligations internationales contractées par les États-Unis au titre de l'Accord sur l'OMC.[2493] Les Communautés européennes, la Suisse et la Norvège font observer que, bien que dans le présent différend elles ne contestent pas la législation sur laquelle se fondent les États-Unis pour appliquer des mesures de sauvegarde, mais plutôt l'application qui en est faite dans cette enquête particulière en matière de sauvegardes, elles ne peuvent que signaler que cette application poursuit la pratique critiquée par l'Organe d'appel.[2494] La Suisse ajoute qu'il ne peut guère y avoir de doute sur le fait que, s'il a été constaté dans des différends successifs portés devant l'OMC que les États-Unis ne s'étaient pas dûment assurés que le dommage causé par d'autres facteurs n'était pas imputé à un accroissement des importations, c'est parce que l'USITC applique des critères qui ne répondent pas à ceux de l'Accord sur les sauvegardes.[2495]

7.1020 Les Communautés européennes, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et le Brésil affirment que dans chaque cas, l'Organe d'appel a été d'avis que l'analyse violait l'obligation de non-imputation parce que l'USITC n'avait pas à la fois "dissocié" et "distingué" les effets dommageables causés par des facteurs autres que les importations.[2496] Le Brésil estime que le rapport établi par l'USITC en l'espèce ne se distingue en rien des trois rapports antérieurs de l'USITC. Le schéma général est le même. L'USITC a utilisé son critère de la "cause substantielle" comme elle l'a fait dans les trois affaires précédentes, en définissant des facteurs autres que l'accroissement des importations comme causes du dommage et en "examinant" ensuite leur importance causale relative par rapport à l'accroissement des importations pour déterminer si l'accroissement des importations était important et non moins important que chacune de ces causes. Comme l'a indiqué l'Organe d'appel, un tel examen ne suffit pas. Selon le Brésil, l'article 4:2 b) exige quelque chose de plus pour établir l'existence d'un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave.[2497] [2498]

7.1021 Le Japon et la Norvège font valoir que bien qu'un examen de l'importance causale relative des différents facteurs de causalité puisse satisfaire aux prescriptions de la législation des États-Unis, un tel examen ne satisfait pas, pour cette raison, aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes. Le Japon affirme qu'un examen du point de savoir si les États-Unis ont respecté le libellé relatif à la non-imputation figurant dans la seconde phrase de l'article 4:2 b) ne peut être effectué qu'à la lumière de l'explication donnée par l'USITC quant à ses conclusions concernant l'importance causale relative de l'accroissement des importations, distinguée des effets dommageables des autres facteurs de

---

paragraphe 278; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 301; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.120; première communication écrite du Brésil, paragraphe 176.

[2493] Première communication écrite du Japon, paragraphe 248.

[2494] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 454; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 297; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 298.

[2495] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 297.

[2496] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 435 et 457; première communication écrite du Japon, paragraphe 249; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 115; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.110; première communication écrite du Brésil, paragraphe 177.

[2497] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 184.

[2498] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 76.

causalité.[2499] La Norvège fait valoir que, puisque la méthode utilisée pour analyser le lien de causalité est elle-même erronée, il n'est pas surprenant que l'explication donnée par l'USITC concernant ses conclusions soit erronée aussi.[2500] La Norvège fait valoir également que les États-Unis n'essaient pas d'expliquer dans leur première communication écrite comment ils ont évalué l'importance relative des divers facteurs dont ils admettent qu'ils ont contribué au dommage grave allégué pour s'assurer que l'accroissement des importations ne se voyait pas imputer le dommage causé par d'autres facteurs.[2501] La Chine fait valoir aussi que l'USITC n'a pas expliqué de manière adéquate, comme le prescrit l'article 4:2 b), que le dommage causé à la branche de production nationale par d'autres facteurs n'a pas été imputé à l'accroissement des importations et, en conséquence, elle n'a pas pu établir l'existence du lien de causalité, comme le prescrit l'article 4:2 b), entre l'accroissement des importations et le dommage grave.[2502]

7.1022 Le Japon, la Corée, la Norvège et le Brésil font valoir qu'en l'espèce l'USITC n'a pas essayé de "dissocier" ou de "distinguer" rigoureusement le dommage grave causé par des facteurs autres que les importations ni d'évaluer la mesure dans laquelle ces facteurs causaient un dommage à la branche de production nationale.[2503] En fait, selon le Japon et le Brésil, l'USITC a simplement supposé que les importations étaient une "cause substantielle" de dommage grave, une cause non moins importante que toute autre cause.[2504] À titre d'illustration, la Nouvelle-Zélande fait valoir qu'il n'est tout simplement pas suffisant d'en venir à quelque conclusion vague et indéterminée selon laquelle l'accroissement de la capacité intérieure "aurait probablement un certain effet sur les prix"[2505] sans poursuivre ensuite l'analyse.[2506] La Corée et le Brésil estiment qu'une "simple affirmation" utilisée pour étayer une constatation de l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel "n'*établit* pas *explicitement*, au moyen d'une *explication motivée et adéquate*, que le dommage causé par des facteurs autres que l'accroissement des importations n'a pas été imputé à un accroissement des importations".[2507] [2508]

7.1023 Les Communautés européennes, la Suisse et la Norvège font valoir que l'analyse de l'USITC ne remplit pas non plus les critères énoncés dans l'Accord sur les sauvegardes parce qu'elle est exclusivement fondée sur une comparaison relative entre les causes de dommage grave prises séparément et l'accroissement des importations. Elle ne comporte donc pas une dissociation et une distinction des effets dommageables d'autres facteurs. Elle ne comporte pas non plus l'imputation du dommage grave subi par la branche de production nationale aux diverses causes de dommage prises séparément qui permettrait une détermination sur le point de savoir s'il y a un rapport "réel et

---

[2499] Première communication écrite du Japon, paragraphe 250; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 115. La Norvège se réfère à cet égard au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 184.

[2500] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 115.

[2501] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 119.

[2502] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 190.

[2503] Première communication écrite du Japon, paragraphe 249; première communication écrite de la Corée, paragraphe 121; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 288; première communication écrite du Brésil, paragraphe 160.

[2504] Première communication écrite du Japon, paragraphe 247; première communication écrite du Brésil, paragraphe 175.

[2505] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 494.

[2506] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.124.

[2507] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 220. (italique dans l'original)

[2508] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 119; première communication écrite du Brésil, paragraphe 177; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 77.

substantiel" entre l'accroissement des importations et le dommage grave.[2509] Les Communautés européennes font également valoir que cette comparaison relative ne permet pas à l'USITC d'"établir explicitement, en fournissant une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par des facteurs autres qu'un accroissement des importations n'est pas imputé à un accroissement des importations".[2510] [2511]

7.1024 De même, le Brésil fait valoir que constater que l'accroissement des importations est important et non moins important qu'une autre cause n'est pas la même chose que de constater l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel.[2512] La Nouvelle-Zélande fait valoir que, selon l'approche de l'USITC qui prescrit une simple comparaison entre l'effet causal des importations et celui des autres facteurs, pour autant qu'aucun facteur unique ne soit plus important que l'accroissement des importations, le critère de la cause substantielle est rempli, même si, collectivement, les autres facteurs peuvent avoir une importance beaucoup plus grande que l'accroissement des importations. La Nouvelle-Zélande estime que cela n'exige pas une évaluation générale du point de savoir s'il y a un rapport réel et substantiel entre l'accroissement des importations (par opposition aux autres facteurs) et le dommage grave. En bref, le critère de l'USITC permet de conclure que le lien de causalité existe même en l'absence de preuve de ce rapport réel et substantiel.[2513] Conformément à la décision de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, la simple évaluation d'un "lien de causalité relatif", en elle-même, ne permet pas de s'acquitter de l'obligation d'évaluer "la nature et l'importance" des "effets dommageables" causés par un facteur autre que les importations, distingué et dissocié de l'accroissement des importations.[2514]

7.1025 Plus particulièrement, la Corée fait valoir que les États-Unis n'ont toujours pas expliqué la méthode selon laquelle ils ont "différencié" les effets dommageables des autres facteurs des effets dommageables des importations[2515] et qu'ils n'ont pas expliqué comment ils ont distingué les effets de ces autres facteurs de ceux des importations. Se contenter de commenter l'importance d'un autre facteur par rapport aux importations soit en comparant ("pas moins que toute autre cause") soit en mesurant ("mineur") n'est pas suffisant parce que cela ne permet pas d'examiner séparément ou de différencier les effets de chaque facteur d'une manière directe et non équivoque.[2516]

7.1026 La Chine fait observer que, ainsi qu'il a été décidé dans le différend *États-Unis – Viande d'agneau*, un examen de l'importance causale relative des différents facteurs ne satisfait pas aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes. Cela étant, selon la Chine, l'autorité chargée de l'enquête peut néanmoins se conformer à l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes en établissant explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par d'autres facteurs n'a pas été imputé à l'accroissement des importations.[2517] La Chine fait valoir que pour ce faire, dans les cas où l'autorité chargée de l'enquête estime qu'un facteur allégué ne cause pas de

---

[2509] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 457; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 278; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 299.

[2510] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 217.

[2511] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 336.

[2512] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 177; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 77.

[2513] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.122.

[2514] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.124.

[2515] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 211 (confirmant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 179, note de bas de page 38).

[2516] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 155.

[2517] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 425.

dommage, elle doit l'indiquer explicitement, clairement et sans équivoque et en expliquer les raisons. L'explication doit être motivée et adéquate. Procéder autrement ne permettrait pas d'assurer que les facteurs allégués ont été examinés assez attentivement pour établir qu'ils ne contribuent pas au dommage et, par conséquent, rien ne garantirait que le dommage causé par d'autres facteurs n'a pas été indûment imputé à l'accroissement des importations. En revanche, si l'autorité chargée de l'enquête estime qu'un facteur allégué cause un dommage, elle doit évaluer ce dommage et ne pas l'imputer à l'accroissement des importations.[2518] Pourtant, de l'avis de la Chine et de la Norvège, lorsque l'USITC a privilégié la méthode fondée sur la cause substantielle, elle n'a pas satisfait aux prescriptions énoncées à l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes puisque ses conclusions concernant l'effet des importations par rapport à d'autres facteurs n'étaient pas claires, sans équivoque ni directes et, de plus, elles n'établissaient pas que d'autres facteurs ne causaient pas le dommage et que le dommage causé par les autres facteurs n'était pas imputé à l'accroissement des importations. En outre, les explications données par l'USITC à l'appui de ses conclusions n'étaient pas claires, directes, sans équivoque. De plus, selon la Chine, elles n'étaient pas motivées et adéquates.[2519]

7.1027 En réponse, les États-Unis font observer qu'à ce jour, l'Organe d'appel a publié quatre rapports décrivant les principes généraux applicables à l'analyse du lien de causalité dans une procédure en matière de sauvegardes. Toutefois, l'Organe d'appel a spécifiquement reconnu que les critères qu'il a indiqués dans ces rapports "laissent sans réponse de nombreuses questions méthodologiques en rapport avec l'obligation de non-imputation énoncée dans la seconde phrase de l'article 4:2 b)". Par conséquent, selon les États-Unis, il est clair que l'Organe d'appel a laissé à la discrétion de l'autorité compétente le soin d'élaborer les méthodes analytiques appropriées nécessaires pour satisfaire aux prescriptions de l'article 4:2 b).[2520]

7.1028 Les États-Unis font valoir également que, comme on peut le voir en examinant le libellé explicite de ses trois rapports antérieurs (*États-Unis – Viande d'agneau*, *États-Unis – Gluten de froment* et *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*), l'Organe d'appel n'a jamais dit, comme le soutiennent les plaignants, que la méthode utilisée par l'USITC pour établir l'existence d'un lien de causalité était incompatible avec les prescriptions fondamentales de l'article 4:2 b). Au lieu de cela, lors des trois occasions où il a abordé son analyse du lien de causalité, l'Organe d'appel a critiqué l'USITC non pour son choix d'une analyse particulière du lien de causalité ni pour avoir appliqué le critère de la "cause substantielle" énoncé dans la législation mais parce que, selon lui, l'USITC n'avait pas réalisé une explication "motivée et adéquate" de la nature et de l'importance du dommage causé par des facteurs autres que les importations dans ces cas précis. Les États-Unis estiment que, dans ces rapports, l'Organe d'appel a simplement constaté que l'USITC aurait dû traiter de manière plus approfondie son analyse du lien de causalité entre les importations et le dommage.[2521]

7.1029 Les États-Unis font valoir que, de fait, l'Organe d'appel a bel et bien approuvé l'approche analytique générale suivie par l'USITC en ce qui concerne plusieurs aspects significatifs. Par exemple, dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel a explicitement relevé qu'en "examinant l'importance causale relative des différents facteurs causals, comme l'exige la législation des États-Unis, l'USITC entamait manifestement le type de "processus destiné à dissocier, et à identifier, les effets des différents facteurs, y compris l'accroissement des importations" qui a été prescrit par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*. Bien qu'il ait poursuivi en disant qu'il était, néanmoins, tenu d'examiner en détail le raisonnement suivi par l'USITC pour évaluer

[2518] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 426.
[2519] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 374, 464, 480, 497 et 520; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 329.
[2520] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 417 et 436.
[2521] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 431, 432 et 437.

si celui-ci respectait les indications analytiques exposées dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, les États-Unis font valoir qu'il est clair, d'après cette assertion, que l'Organe d'appel ne considère pas que le critère de la "cause substantielle" énoncé dans la législation et appliqué par l'USITC est intrinsèquement incompatible avec l'Accord sur les sauvegardes.[2522]

7.1030 En contre-réponse, la Nouvelle-Zélande reconnaît que l'Organe d'appel a fait observer que l'Accord sur les sauvegardes accordait à une autorité compétente le pouvoir discrétionnaire qui convient pour élaborer sa propre méthode. Toutefois, les États-Unis, lorsqu'ils se saisissent de ce point, feignent d'ignorer le fait que l'Organe d'appel a, malgré tout, constaté ensuite que l'USITC violait l'Accord sur les sauvegardes en ne permettant pas d'assurer une non-imputation correcte. Autrement dit, une autorité compétente a le pouvoir discrétionnaire d'élaborer et d'appliquer une méthode appropriée – pour autant que cette méthode produise un résultat qui respecte l'Accord sur les sauvegardes.[2523] [2524]

7.1031 De la même manière, les Communautés européennes conviennent que l'Accord sur les sauvegardes ne proscrit pas expressément certaines méthodes. En revanche, selon les Communautés européennes, il prescrit bel et bien certaines fonctions dont toute méthode doit s'acquitter de manière satisfaisante (par exemple garantir la non-imputation). Les Communautés européennes indiquent que leur allégation à l'encontre des États-Unis n'est pas qu'il est prescrit d'appliquer telle ou telle méthode. En réalité, l'allégation est que la méthode appliquée par les États-Unis ne permet pas de mener à bien de façon satisfaisante l'analyse aux fins de la non-imputation prescrite par l'Accord sur les sauvegardes.[2525] Les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de constater que du fait qu'elles n'ont pas "établi […] explicitement, en fournissant une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par des facteurs autres qu'un accroissement des importations n'[était] pas imputé à un accroissement des importations", les États-Unis n'ont pas établi l'existence d'un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Étant donné que l'USITC a appliqué la même méthode dans chacune de ses déterminations, les Communautés européennes estiment que les erreurs méthodologiques qui ont été identifiées vicient nécessairement chacune des différentes déterminations.[2526]

7.1032 Également en contre-réponse, les Communautés européennes font aussi valoir qu'il est clair que si les groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont constaté que l'USITC n'avait pas fourni une explication motivée et adéquate, la raison de ces constatations est que la méthode de comparaison relative utilisée par l'USITC ne lui permettait pas d'établir dûment que les effets dommageables d'autres facteurs n'étaient pas imputés à l'accroissement des importations.[2527] Les Communautés européennes indiquent[2528] qu'elles ne peuvent reprocher aux États-Unis de se référer à ce qui doit être la seule observation vaguement positive formulée par l'Organe d'appel au sujet de leur pratique concernant le lien de causalité. Pour autant, pour pouvoir dire que l'assertion figurant dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* "approuvait" la méthode utilisée par l'USITC pour établir l'existence d'un lien de causalité, les États-Unis doivent citer de manière très sélective les propos effectifs de l'Organe d'appel. Les Communautés européennes font observer qu'elles ne voient rien dans le rapport de l'USITC qui indique comment l'USITC s'est conformée à l'obligation énoncée dans la seconde phrase de l'article 4:2 b). Selon les Communautés européennes, le rapport de l'USITC, à première

[2522] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 433.
[2523] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 181.
[2524] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.111.
[2525] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 320.
[2526] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 355.
[2527] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 347.
[2528] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 348.

vue, n'explique pas le processus par lequel l'USITC a dissocié les effets dommageables des différents facteurs de causalité; le rapport de l'USITC n'explique pas non plus comment l'USITC s'est assurée que les effets dommageables des autres facteurs de causalité n'étaient pas inclus dans l'évaluation du dommage attribué à l'accroissement des importations. L'USITC a seulement conclu que quatre des six "autres facteurs" constituaient chacun, relativement, une cause moins importante de dommage que l'accroissement des importations.[2529]

7.1033 Les Communautés européennes font également valoir[2530] que les États-Unis donnent une interprétation large aux termes utilisés par l'Organe d'appel en arguant que l'Organe d'appel "a approuvé" en réalité "l'approche analytique générale" suivie par l'USITC. L'approche analytique générale suivie par l'USITC, qui est basée sur une comparaison relative, ne permet pas à l'USITC d'établir une explication motivée et adéquate de la façon dont elle a dissocié et distingué les effets dommageables d'autres facteurs des effets dommageables de l'accroissement des importations. En réalité, l'Organe d'appel a cité en l'approuvant la constatation du Groupe spécial selon laquelle:

> "… l'application par l'ITC du critère de la "cause substantielle" au cours de l'enquête sur la viande d'agneau, telle qu'indiquée dans le rapport de l'ITC, n'a pas permis de s'assurer que la menace de dommage grave causée par d'autres facteurs n'avait pas été imputée à l'accroissement des importations".[2531]

7.1034 Les Communautés européennes[2532] font observer que trois groupes spéciaux ont jugé que l'application de la méthode de comparaison relative était incompatible avec les règles de l'OMC. Si l'Organe d'appel n'a pas suivi deux des groupes spéciaux sur certains aspects spécifiques de leur raisonnement en ce qui concerne le lien de causalité, il n'a pas infirmé leurs conclusions finales selon lesquelles l'USITC n'avait pas établi l'existence d'un lien de causalité.[2533] Les Communautés

---

[2529] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 184 et 185. Notes de bas de page omises, italique dans l'original; le soulignement indique le texte cité par les États-Unis dans la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 433.

[2530] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 349.

[2531] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 187.

[2532] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 351.

[2533] Dans son rapport, paragraphe 8.154, le Groupe spécial *États-Unis – Gluten de froment* a constaté ce qui suit:

> "… l'examen par la Commission de la question de savoir si l'accroissement des importations était "une cause qui est importante et ne l'est pas moins qu'aucune autre cause" de dommage grave et la conclusion à laquelle elle aboutit, selon laquelle l'accroissement des importations est "une cause importante de dommage grave et une cause qui est plus grande qu'aucune autre cause" ne sont pas compatibles avec l'article 4:2 b) de l'AS car ils ne permettent pas d'assurer que le dommage causé par d'autres facteurs ne soit pas imputé aux importations".

Dans son rapport, paragraphe 7.277, le Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau* a conclu ce qui suit:

> "… les déterminations de l'ITC concernant quatre des six "autres facteurs" examinés ne constituent pas des déterminations établissant que ces facteurs n'ont pas contribué d'une manière notable à la menace de dommage grave. En réalité, l'ITC a constaté que ces quatre facteurs étaient des causes "moins importantes" de la menace de dommage grave que l'accroissement des importations, ce qui, à notre avis, signifie qu'ils contribuaient d'une manière plus qu'insignifiante à cette menace. Par conséquent, nous concluons que l'application par l'ITC du critère de la "cause substantielle" au cours de l'enquête sur la viande d'agneau, telle qu'indiquée dans le rapport de l'ITC, n'a pas permis de s'assurer que la

européennes relèvent que, dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, le Groupe spécial, qui bénéficiait des éclaircissements fournis par les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment* et *États-Unis – Viande d'agneau*, a constaté ce qui suit:

> "[Les constatations susmentionnées de l'ITC] permettent d'établir que la méthode qu'elle a employée pour analyser le dommage causé par le ralentissement dans le secteur du pétrole et du gaz a pour objectif (conformément au texte législatif applicable des États-Unis) de déterminer si ce facteur est une cause de dommage plus importante que l'accroissement des importations. Nous ne sommes pas convaincus qu'une telle détermination suffise à satisfaire aux prescriptions de l'article 4:2 b), qui impose de ne pas imputer à l'accroissement des importations le dommage causé par d'autres facteurs. En fait, l'ITC reconnaît que le ralentissement dans le secteur du pétrole et du gaz avait des effets dommageables sur la branche de production nationale des tubes et tuyaux de canalisation. Cependant, cette analyse ne fait pas apparaître comment l'ITC a dissocié, si toutefois elle l'a fait, les effets dommageables du ralentissement dans le secteur du pétrole et du gaz et les effets dommageables de l'accroissement des importations. L'analyse de l'ITC ne fournit aucun renseignement sur la nature et la portée du dommage causé par le ralentissement dans le secteur du pétrole et du gaz. Au contraire, les États-Unis sont en fait partis de l'hypothèse, comme dans l'affaire *États-Unis - Viande d'agneau*, que le ralentissement dans ce secteur n'avait pas causé le dommage imputé à l'accroissement des importations. Comme l'Organe d'appel l'a constaté dans l'affaire *États-Unis - Viande d'agneau*, une telle hypothèse est incompatible avec l'article 4:2 b). L'ITC est partie en fait de la même hypothèse en ce qui concerne les autres causes de dommage susmentionnées car son analyse de ces facteurs s'est également limitée à déterminer si le dommage causé par le facteur considéré n'était pas une cause de dommage grave plus importante que l'accroissement des importations."[2534]

7.1035 Les Communautés européennes font valoir[2535] que l'Organe d'appel a confirmé cette analyse, exprimée dans la conclusion du Groupe spécial, selon laquelle l'USITC "n'avait pas expliqué de manière adéquate" comment elle s'était assurée que le dommage causé à la branche de production nationale par des facteurs autres que l'accroissement des importations n'était pas imputé à cet accroissement.[2536] L'Organe d'appel a cité précisément les constatations formulées par l'USITC dans l'enquête sur l'affaire *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, selon lesquelles:

> "Les sociétés interrogées ont également fait valoir que nous ne pouvions pas imputer aux importations le dommage causé par ces facteurs. Nous ne l'avons pas fait. Comme la loi l'exige, après avoir évalué toutes les causes de dommage possibles, nous avons déterminé que les importations étaient une cause importante du dommage grave et non moins importante que toute autre cause."[2537]

---

menace de dommage grave causée par d'autres facteurs n'avait pas été imputée à l'accroissement des importations".

[2534] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.288.

[2535] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 352.

[2536] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.290; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 222.

[2537] Page I-30 du rapport de l'USITC dans l'enquête visant les tubes et tuyaux de canalisation, citée par l'Organe d'appel dans son rapport *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 218.

7.1036 Les Communautés européennes font observer[2538] que cela n'"établi[ssait pas] explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par des facteurs autres que l'accroissement des importations n'a[vait] pas été imputé à un accroissement des importations".[2539] Dans son analyse, l'Organe d'appel examinait l'affirmation formulée par l'USITC selon laquelle le dommage causé par d'autres facteurs n'avait pas été imputé à l'accroissement des importations. Les Communautés européennes font observer qu'en l'espèce, l'USITC n'affirme même pas, dans ses déterminations concernant les groupes de produits, qu'elle n'a pas imputé aux importations le dommage causé par d'autres facteurs. Elle indique simplement, en les prenant séparément, que d'autres causes ne sont pas une cause aussi importante que l'accroissement des importations. Prise conjointement avec l'assertion susmentionnée formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, cette constatation de l'Organe d'appel indique clairement que la comparaison relative effectuée par l'USITC ne lui permet pas de fournir l'explication motivée et adéquate de la dissociation, de la distinction, et de la non-imputation dont l'Organe d'appel a estimé qu'elle était requise par l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.

7.1037 Les États-Unis signalent que le critère de la "cause substantielle" énoncé dans la législation des États-Unis n'exige pas simplement que l'USITC effectue une "comparaison relative" du dommage causé par les importations et les facteurs autres, comme l'ont affirmé les plaignants. Au contraire, la législation des États-Unis prescrit que l'USITC doit formuler deux constatations distinctes lorsqu'elle analyse la nature et l'importance du dommage causé par les importations et d'autres facteurs. En premier lieu, l'USITC doit déterminer que l'accroissement des importations est en lui-même et à lui seul une cause "importante" de dommage grave pour la branche de production nationale. En second lieu, elle doit aussi déterminer que les importations sont une cause de dommage "importante" ou "plus importante" que tout autre facteur. En conséquence, il est clair qu'il ne suffit pas, au titre de la législation des États-Unis, que l'USITC constate simplement que les importations causent plus de dommage que d'autres facteurs. Au contraire, la législation des États-Unis prescrit spécifiquement que l'USITC doit constater également que les importations sont une cause de dommage grave "importante".[2540] Les États-Unis estiment que, compte tenu de ces prescriptions, il est clair aussi que le critère de la "cause substantielle", en fait, impose bel et bien à l'USITC l'obligation d'identifier la nature et l'importance des différents facteurs qui causent le dommage à la branche de production, y compris l'accroissement des importations. La législation exige d'abord que l'USITC identifie la nature et l'importance du dommage causé par les importations en évaluant si l'accroissement des importations est une cause "importante" de dommage grave. Elle prescrit également que l'USITC doit "examiner les facteurs autres que les importations" qui causent un dommage et comparer l'"importance" de ce dommage à celui qui est dû aux importations.[2541]

7.1038 En contre-réponse, les Communautés européennes font valoir que deux conclusions peuvent être tirées des observations formulées par les États-Unis dans leurs communications et dans le rapport de l'USITC: l'USITC détermine l'existence d'un lien de causalité "substantiel" entre l'accroissement des importations et le dommage grave et après cela, elle détermine si, pris séparément, les autres facteurs causent un dommage qui est "égal ou supérieur à" celui qui est causé par l'accroissement des importations.[2542] Selon les Communautés européennes, cela n'est pas compatible avec l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes lorsqu'on en examine le sens ordinaire, considéré à la lumière de son

[2538] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 352.
[2539] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 220. (italique dans l'original)
[2540] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 439.
[2541] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 440.
[2542] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 326.

objet et de son but.[2543] Plus particulièrement, les Communautés européennes estiment qu'une telle approche rend l'analyse aux fins de la non-imputation inopérante et est à l'évidence incompatible avec l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. Il est incorrect de déterminer qu'il existe un lien de causalité avant d'effectuer l'analyse aux fins de la non-imputation. En outre, l'analyse aux fins de la non-imputation requiert de dissocier et de distinguer les effets dommageables de tous les autres facteurs, d'une part, et de l'accroissement des importations, d'autre part.[2544]

7.1039 Les Communautés européennes estiment[2545] que l'Organe d'appel considère à l'évidence que la détermination de l'existence d'un lien de causalité ne peut être établie de manière concluante qu'après que l'opération de non-imputation a été effectuée. Le Japon, la Corée, la Chine, la Norvège et la Nouvelle-Zélande partagent cet avis.[2546] Selon les Communautés européennes, le Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* a reconnu que la méthode des États-Unis échouait à cet égard:

> "Nous notons en outre que l'ITC détermine immédiatement s'il existe un lien entre l'accroissement des importations et le dommage grave, sans essayer d'abord d'isoler le dommage causé par d'autres facteurs […] Nous ne considérons pas qu'une telle analyse permette à une autorité chargée de l'enquête de déterminer s'il existe "un rapport réel et substantiel de cause à effet" entre le dommage grave et l'accroissement des importations."[2547]

7.1040 Compte tenu de ce qui précède, les Communautés européennes font valoir que l'USITC a donc délibérément ignoré les instructions claires de l'Organe d'appel et l'analyse faite par le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis -Tubes et tuyaux de canalisation.*[2548] [2549]

7.1041 En particulier, les Communautés européennes font valoir que dans les exemples ci-après, l'USITC détermine qu'il existe un lien de causalité avant de prétendre examiner les effets dommageables d'autres facteurs:

[2543] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 328 à 331.

[2544] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 327 et 328.

[2545] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 332; les Communautés européennes se réfèrent en outre aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 69, et *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 179.

[2546] Réponse écrite du Japon à la question n° 41 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond; réponse écrite de la Corée à la question n° 41 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond; première communication écrite de la Chine, paragraphe 352; réponse écrite de la Chine à la question n° 41 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond; réponse écrite de la Norvège à la question n° 34 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond; réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 34 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[2547] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.289.

[2548] "Un interprète n'est pas libre d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité." Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 23.

[2549] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 333.

Barres laminées à chaud

"Nous concluons en conséquence que l'accroissement des importations a été une cause importante de dommage grave subi par la branche de production nationale de barres laminées à chaud".[2550]

Barres laminées à froid

"Du fait que les importations ont réussi à accroître leur part du marché aux États-Unis en 2000, la production et les expéditions de la branche de production nationale ont diminué par rapport aux niveaux de 1999, malgré l'augmentation de la consommation apparente aux États-Unis."[2551]

Certains produits tubulaires

"Nous constatons que les importations ont eu un effet négatif sur la branche de production nationale pendant la période que nous avons examinée, en particulier au cours des dernières années de la période."[2552]

"Nous constatons également que l'accroissement des importations va probablement causer un dommage grave à la branche de production nationale dans un avenir immédiat."[2553]

Accessoires en acier au carbone ou en aciers alliés (ABJT)

"Nous constatons que les importations sont une cause substantielle de dommage grave."[2554]

Barres en aciers inoxydables

"En résumé, nous constatons que l'accroissement du volume des importations de barres en aciers inoxydables pendant la période a été une cause substantielle de la détérioration de la situation commerciale et financière de la branche de production pendant la période."[2555]

Fil machine en aciers inoxydables

"En résumé, nous constatons que l'accroissement du volume des importations de fil machine en aciers inoxydables importées pendant la période visée par l'enquête a été une cause importante de la détérioration de la situation commerciale et financière de la branche de production pendant cette période."[2556]

[2550] Rapport de l'USITC, volume I, page 97.
[2551] Rapport de l'USITC, volume I, page 106.
[2552] Rapport de l'USITC, volume I, page 163.
[2553] Rapport de l'USITC, volume I, page 164.
[2554] Rapport de l'USITC, volume I, page 177.
[2555] Rapport de l'USITC, volume I, page 212.
[2556] Rapport de l'USITC, volume I, page 221.

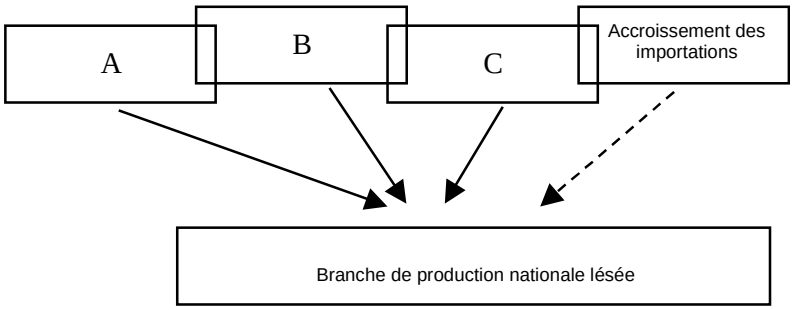
Produits étamés ou chromés

> "Je constate également que l'accroissement des importations est une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale en ce sens qu'il est une cause qui est importante et ne l'est pas moins que toute autre cause."[2557]

7.1042 Selon les Communautés européennes, un Membre ne pourrait pas déterminer qu'il existe un lien de causalité s'il ne peut pas déterminer que les importations auraient pu causer le dommage qui a été observé (ce qui exige une corrélation temporelle). Il ne pourrait pas non plus déterminer qu'un lien de causalité existe s'il s'est contenté de comparer les effets dommageables qu'il suppose dus à l'accroissement des importations avec un seul et unique autre facteur, car il peut arriver que le dommage observé soit dû à un autre facteur.[2558] De même, la Norvège fait valoir que l'examen fait par l'USITC des causes relatives prises séparément ne permet pas de déterminer si l'effet agrégé des autres facteurs de causalité est tel qu'il existe un "lien de causalité réel et substantiel" entre les importations et le dommage.[2559]

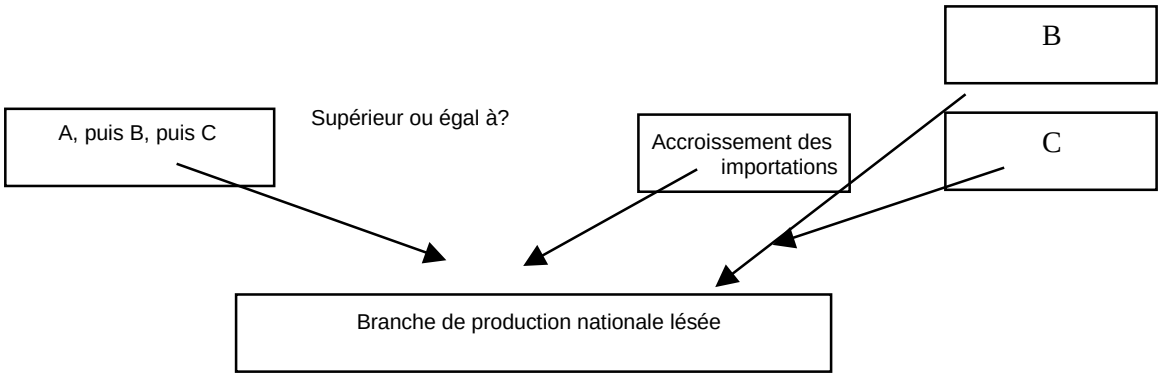
7.1043 Les Communautés européennes font valoir que c'est seulement en déterminant si tous les autres facteurs causent ou ne causent pas la totalité du dommage observé qu'un Membre peut s'assurer de manière appropriée qu'il n'a pas imputé à l'accroissement des importations le dommage causé par d'autres facteurs et, ainsi, s'assurer de l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel entre l'accroissement des importations et le dommage grave.[2560] Les Communautés européennes indiquent que cette approche, et celle suivie par l'USITC, peuvent être illustrées à l'aide des schémas ci-après (où A, B et C représentent d'autres causes de dommage)[2561]:

Situation générale



[2557] Rapport de l'USITC, volume I, page 308.
[2558] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 338.
[2559] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 115.
[2560] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 337.
[2561] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 338.

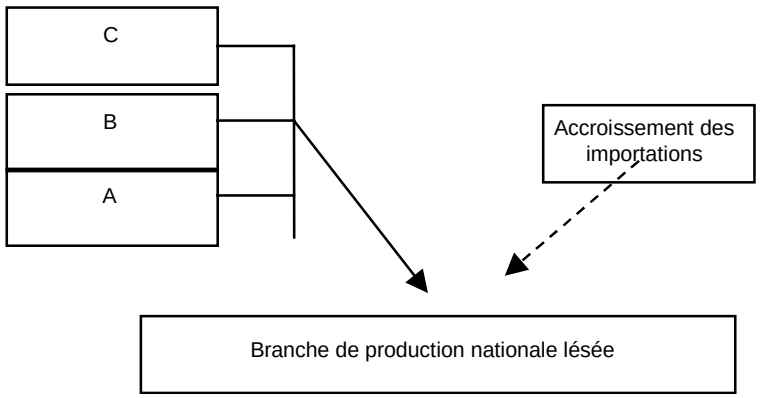
Examen effectué par l'USITC



7.1044 Selon les Communautés européennes, les effets dommageables de A sont comparés à ceux de l'accroissement des importations, tandis que les effets dommageables de B et C sont ignorés (les effets dommageables de l'accroissement des importations étant tenus pour établis). Puis les effets dommageables de B sont comparés à ceux de l'accroissement des importations tandis que les effets dommageables de A et C sont ignorés. Enfin, les effets dommageables de C sont comparés à ceux de l'accroissement des importations tandis que ceux de A et B sont ignorés.[2562]

7.1045 À titre d'exemple, la Nouvelle-Zélande prend le cas d'une détermination faite par l'USITC selon laquelle cinq facteurs causent un dommage grave à la branche de production nationale, dont l'un seulement est l'accroissement des importations. Une analyse correcte des données pertinentes indique que trois de ces causes, y compris l'accroissement des importations, sont particulièrement importantes et à peu près équivalentes quant à l'effet causal. Pourtant, selon la Nouvelle-Zélande, l'USITC alléguerait que l'accroissement des importations, en contribuant à moins d'un tiers du dommage grave, a répondu au critère du "rapport réel et substantiel de cause à effet" visé par l'Accord sur les sauvegardes.[2563]

Analyse prescrite par l'Accord sur les sauvegardes



[2562] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 339.
[2563] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.89.

7.1046 Les Communautés européennes notent que dans leur schéma final (ci-dessus), les effets combinés de A, B et C sont évalués ensemble et, de cette manière, il est possible de déterminer si, une fois isolés les effets de ces autres facteurs, le rapport hypothétique de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave est, en fait, réel et substantiel.[2564]

7.1047 Les Communautés européennes estiment qu'il est très clair qu'il s'agit de l'analyse prescrite par l'Accord sur les sauvegardes. Cela découle d'une interprétation de l'article 4:2 b), lequel se réfère à la situation où "lorsque des facteurs autres qu'un accroissement des importations causent un dommage [...] ce dommage ne sera pas imputé à un accroissement des importations". L'expression "ce dommage" fait à l'évidence référence au dommage causé par "des facteurs autres qu'un accroissement des importations". Un examen de l'objet de l'article 4:2 b) donne à entendre que tous les facteurs doivent être examinés collectivement, faute de quoi il n'est pas possible de déterminer avec certitude l'existence d'un rapport réel et substantiel de cause à effet.[2565] Selon les Communautés européennes[2566], cela a également été établi par l'Organe d'appel. Dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, l'Organe d'appel, après avoir prescrit que les effets dommageables de l'accroissement des importations devaient être distingués de ceux d'autres facteurs, a estimé ce qui suit:

> "Les autorités compétentes peuvent ensuite […] imputer à l'accroissement des importations, d'une part, et, par déduction, à d'autres facteurs pertinents, d'autre part, le "dommage" causé par tous ces facteurs différents, y compris l'accroissement des importations."[2567]

7.1048 Les Communautés européennes et la Norvège font valoir[2568] qu'en analysant les effets dommageables de chacun des autres facteurs pris séparément par rapport aux effets dommageables de l'accroissement des importations, l'USITC agit de manière incompatible avec l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. Les Communautés européennes et la Norvège se réfèrent à la décision du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*. Il y est indiqué ce qui suit:

> "[L'USITC] prend […] chacun des autres facteurs, un par un, et examine son importance causale relative s'agissant du dommage grave dont elle a auparavant déterminé l'existence (c'est-à-dire le dommage causé par l'accroissement des importations et tous les autres facteurs). Nous notons cependant que le dommage grave soumis à l'examen demeure "vicié" par les effets dommageables des autres facteurs restants. Les États-Unis n'évaluent donc pas l'importance causale relative des effets dommageables de l'autre facteur en cause par rapport aux effets dommageables de l'accroissement des importations. En fait, ils évaluent les effets dommageables de l'autre facteur en cause par rapport aux effets dommageables de l'accroissement des importations et des autres facteurs restants. Nous ne considérons pas qu'une telle analyse permette à une autorité chargée de l'enquête de déterminer s'il existe "un rapport réel et substantiel de cause à effet" entre le dommage grave et l'accroissement des importations."[2569]

[2564] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 340.
[2565] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 341.
[2566] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 342.
[2567] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 69.
[2568] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 343; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 118.
[2569] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.289. (non souligné dans l'original)

7.1049 En réponse, les États-unis font valoir que l'USITC ne constate absolument pas qu'il existe un lien de causalité réel et substantiel entre les importations et le dommage grave avant de s'assurer que des facteurs autres que les importations ne sont pas imputés aux importations. Au contraire, l'USITC examine d'abord s'il existe une corrélation des tendances entre l'accroissement des importations et la dégradation de la situation générale de la branche de production nationale et, ensuite, elle isole et distingue les effets des importations et ceux d'autres facteurs avant de conclure sur le point de savoir s'il existe un lien de causalité "réel et substantiel" entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Autrement dit, l'USITC procède à ces deux étapes de l'analyse avant de conclure finalement que les importations ont causé un dommage grave à la branche de production nationale.[2570]

7.1050 Les États-Unis font valoir que les Communautés européennes semblent également se méprendre sur les indications de l'Organe d'appel concernant l'analyse correcte du lien de causalité dans une procédure en matière de sauvegardes. Premièrement, les Communautés européennes oublient que l'Organe d'appel a indiqué que la question "essentielle" dans l'analyse du lien de causalité effectuée par une autorité compétente est d'évaluer s'il existe un "lien entre l'évolution des importations (volume et part de marché) et l'évolution des facteurs relatifs au dommage".[2571] De fait, l'USITC examine s'il y a une telle corrélation dans la première étape de son analyse, car l'existence d'une corrélation entre les tendances des importations et l'évolution des facteurs influant sur les résultats de la branche de production constitue généralement une forte indication de l'existence d'un lien de causalité entre les importations et le dommage grave. Deuxièmement, l'argument des Communautés européennes semble aussi reposer sur une interprétation erronée de l'examen fait par l'Organe d'appel des principes qui devraient guider une autorité compétente pour appliquer l'obligation de non-imputation. Si l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment* a dit dans son rapport que "[l]'article 4:2 b) présuppose … que *la première étape* de l'examen du lien de causalité par les autorités compétentes consiste à établir une distinction entre les effets dommageables pour la branche de production nationale dus à l'accroissement des importations et les effets dommageables dus à d'autres facteurs", il n'a pas dit que cette "première étape" imposait à l'autorité compétente l'obligation d'identifier la nature et l'importance des facteurs autres que les importations *avant* de déterminer s'il y avait une corrélation entre l'accroissement des importations et la dégradation de la situation de la branche de production. Au contraire, l'Organe d'appel a expressément indiqué que les étapes analytiques satisfaisant à l'obligation de non-imputation exposées dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* "décrivent simplement un processus logique devant permettre de respecter les obligations relatives au lien de causalité qui sont énoncées à l'article 4:2 b)" et ne sont pas en réalité "des "critères" juridiques prescrits par le texte de l'Accord sur les sauvegardes".[2572] En outre, l'Organe d'appel a spécifiquement indiqué qu'il n'est pas "impératif que chaque étape fasse l'objet d'une constatation distincte ou d'une conclusion motivée de la part des autorités compétentes".[2573] Autrement dit, l'Organe d'appel n'a pas dit que les autorités compétentes devaient d'abord isoler et distinguer les effets des facteurs autres que les importations avant d'évaluer s'il existe une corrélation entre les tendances des importations et la dégradation de la situation de la branche de production. En fait, l'ordre particulier des étapes de l'analyse n'est pas important, pour autant que l'analyse dans son ensemble respecte les obligations de l'Accord sur les sauvegardes, conformément aux rapports adoptés par l'Organe d'appel.[2574]

[2570] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 41 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[2571] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 144.

[2572] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 178.

[2573] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 178.

[2574] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 41 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

7.1051 La Chine formule un argument similaire à celui avancé ci-dessus par les Communautés européennes. Elle se réfère[2575] à la constatation établie par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, selon laquelle:

> "La prescription relative à l'existence d'un lien de causalité énoncée à l'article 4:2 b) peut être remplie lorsque le dommage grave est causé par l'interaction d'un accroissement des importations et d'autres facteurs."[2576]

7.1052 La Chine estime que le terme "interaction" a été choisi de manière appropriée puisqu'il y a plusieurs facteurs, outre l'accroissement des importations, qui contribuent simultanément à la situation de la branche de production nationale. L'interaction de tous les différents facteurs influe sur l'évolution positive ou négative de la branche de production nationale. La Chine estime qu'il serait donc trompeur d'établir une comparaison entre l'accroissement des importations et chacun des facteurs seulement, au lieu d'analyser les "importations dommageables" et le dommage causé par l'interaction d'autres facteurs.[2577]

7.1053 La Chine se réfère également[2578] à la constatation ci-après formulée par l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*:

> "En vertu de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, il est essentiel que les autorités compétentes examinent si des facteurs autres que l'accroissement des importations causent simultanément un dommage. Si les autorités compétentes ne procèdent pas à cet examen, elles ne peuvent pas s'assurer que le dommage causé par d'autres facteurs n'est pas "imputé" à l'accroissement des importations."[2579]

7.1054 La Chine estime que, par conséquent, les autorités chargées de l'enquête doivent distinguer les effets de l'accroissement des importations des effets de tous les autres facteurs pertinents qui sont en interaction, lorsqu'elles déterminent s'il existe un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave.[2580]

7.1055 La Chine note que l'USITC détermine pour l'essentiel si les importations sont une cause de dommage aussi importante ou plus importante que tout autre facteur. Selon la Chine, l'USITC prend, en fait, chaque facteur du groupe des "autres facteurs" et en compare séparément l'importance, en les prenant un par un, avec celle des effets des importations. Les États-Unis ont fondé leur détermination sur une simple comparaison entre l'accroissement des importations et chacun des facteurs pris séparément. Une telle analyse leur a permis d'identifier artificiellement l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel entre les importations et le dommage, sans tenir compte du fait que l'effet agrégé des autres facteurs constituait une cause de dommage plus grande que l'accroissement des importations.[2581]

[2575] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 181.

[2576] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 209. (non souligné dans l'original)

[2577] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 182.

[2578] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 182.

[2579] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 91. (non souligné dans l'original)

[2580] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 183.

[2581] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 184 et 185; réponse de la Chine à la question n° 32 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

7.1056 La Chine fait valoir, tout d'abord, que l'examen facteur par facteur ne reflète pas complètement l'interaction des facteurs et, par conséquent, ne fait pas apparaître et ne distingue pas l'effet agrégé des autres causes du dommage subi par la branche de production nationale.[2582] Pareillement, la Norvège fait valoir que l'USITC considère les importations comme un facteur qui doit être mesuré non par rapport au poids collectif des autres facteurs causant le dommage, mais seulement par rapport aux autres facteurs pris un par un.[2583] [2584] La Norvège fait observer que, chaque fois qu'il existe au moins deux autres facteurs, les États-Unis se trompent nécessairement. Elle fait valoir que même s'il y a un seul autre facteur, cet autre facteur sera malgré tout écarté, pour peu qu'il constitue "une cause égale mais non supérieure aux importations". Cela est expliqué clairement par la commissaire Miller dans le rapport de l'USITC, où elle dit ce qui suit: "Je constate donc que l'accroissement des importations est une cause substantielle de dommage grave en ce sens qu'il s'agit d'une cause qui est importante et ne l'est pas moins que toute autre cause …"[2585] [2586]

7.1057 Le Brésil estime qu'il faudrait analyser l'interaction des divers facteurs sur les résultats de la branche de production nationale du pays importateur.[2587] De même, les Communautés européennes font observer qu'il est nécessaire d'évaluer les effets cumulés des autres facteurs pour déterminer s'il existe un lien de causalité.[2588] Le Japon indique que la dissociation et la distinction des causes devraient comporter un examen de l'interaction des facteurs, puisque le dommage causé par l'interaction des autres facteurs pris collectivement d'une part, et le dommage causé par l'accroissement des importations d'autre part, doivent être distingués.[2589] Il serait extrêmement artificiel d'examiner uniquement chaque facteur séparément s'il était constaté que l'interaction de divers facteurs affectait la branche de production. Il se peut que les effets conjugués de plusieurs facteurs soient supérieurs à ceux de tout facteur pris séparément. Par exemple, une baisse de la demande du marché concomitante à un accroissement de la capacité des mini-aciéries produirait un effet bien plus profond sur les ventes et les bénéfices du secteur intégré que l'un ou l'autre de ces facteurs pris séparément.[2590]

7.1058 La Chine fait valoir, en second lieu, que l'examen facteur par facteur se borne à une comparaison de l'importance causale de chacun des facteurs. Ce n'est pas une distinction entre les effets se renforçant mutuellement d'autres facteurs pertinents causant le dommage et le facteur importation.[2591] La Chine fait observer que, par conséquent, en ne distinguant pas le dommage causé par l'interaction des autres facteurs pris collectivement d'une part des effets dommageables de l'accroissement des importations d'autre part, l'USITC ne disposait pas d'une base correcte pour déterminer l'existence d'un "lien de causalité réel et substantiel" entre les importations et le dommage grave subi par la branche de production nationale, et elle n'aurait pas pu aboutir à la conclusion que les importations contribuaient "de manière substantielle"[2592] au dommage grave.[2593] La Chine fait

[2582] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 186.
[2583] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 423.
[2584] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 116.
[2585] Rapport de l'USITC, volume I, page 308 (pièce n° 6 des coplaignants).
[2586] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 117.
[2587] Réponse écrite du Brésil à la question n° 32 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[2588] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 32 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[2589] Réponse écrite du Japon à la question n° 32 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[2590] Réponse écrite de la Corée à la question n° 32 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[2591] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 187.
[2592] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 407.

valoir que cette approche ne permet donc pas de s'assurer que le dommage grave dû à des facteurs autres que l'accroissement des importations qui causent un dommage à la branche de production nationale en même temps – simultanément – n'est pas imputé aux importations, comme le prescrit l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.[2594]

7.1059 En réponse, les États-Unis font valoir qu'une autorité compétente n'est pas tenue d'évaluer si les importations sont une cause de dommage grave plus importante que tous les autres facteurs possibles avant d'imposer une mesure de sauvegarde. L'Accord sur les sauvegardes ne contient tout simplement pas de prescription voulant qu'une autorité compétente constate que les effets dommageables des importations sont supérieurs aux effets cumulés de tous les autres facteurs de dommage. En réalité, l'Accord ne contient aucune disposition imposant à une autorité compétente d'évaluer l'importance des effets dommageables de l'accroissement des importations par rapport à un quelconque facteur, qu'il soit pris séparément ou collectivement. Au contraire, pour autant qu'il existe un rapport de causalité "réel et substantiel" entre l'accroissement des importations et une dégradation générale notable de la situation de la branche de production, et pour autant que l'autorité compétente n'impute pas aux importations les effets des autres facteurs qui causent le dommage, il est satisfait aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes. En fait, même l'Organe d'appel a interprété l'Accord comme imposant à une autorité compétente l'obligation de "dissocier et de distinguer" les uns des autres les effets dommageables des différents facteurs causant le dommage lorsqu'ils effectuent leur analyse du dommage. Bien qu'il puisse être "difficile" d'établir cette dissociation et cette distinction des différents facteurs relatifs au dommage, l'Organe d'appel a indiqué que cela devait être fait.[2595]

7.1060 Les États-Unis soutiennent également que, dans sa détermination concernant l'acier, l'USITC a fait tout son possible pour identifier la nature et la portée du dommage causé et par les importations et par différents autres facteurs, pour évaluer l'importance du dommage, le cas échéant, que chacun de ces différents facteurs a causé à la branche de production, et pour s'assurer qu'elle n'avait pas imputé aux importations les effets des facteurs autres que les importations lorsqu'elle a analysé le lien de causalité. En réalité, même le Japon semble reconnaître que les États-Unis ont effectivement bien "isolé" les effets dommageables de chacun des facteurs en évaluant l'importance de chaque facteur par rapport à l'accroissement des importations. Les efforts de l'USITC à cet égard sont pleinement conformes aux principes énoncés par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* et dans d'autres affaires, selon lesquels les autorités compétentes doivent "dissocier" et "distinguer" les effets de l'accroissement des importations et ceux de chacun des autres facteurs relatifs au dommage dans les enquêtes en matière de sauvegardes.[2596]

7.1061 En réponse, les États-Unis font observer qu'une explication "motivée et adéquate" des effets dommageables des importations et des facteurs autres que les importations tiendra compte comme il se doit de la manière dont l'interaction des divers facteurs (importations et autres facteurs) a causé un dommage à une branche de production. Les États-Unis estiment également que l'analyse par l'USITC des effets dommageables des importations et des facteurs autres que les importations pour tous les produits en acier visés par les mesures correctives a identifié de manière appropriée la nature et l'importance du dommage imputable à tous les facteurs autres que les importations, et a donc permis de s'assurer de manière adéquate que le dommage causé par d'autres facteurs n'était pas imputé aux importations.[2597]

[2593] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 188.
[2594] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 189.
[2595] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 533.
[2596] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 534.
[2597] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 32 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

vi) Traitement des importations en provenance des zones de libre-échange

7.1062 Les Communautés européennes, le Japon, la Chine, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et le Brésil font valoir que dans les différends *États-Unis – Gluten de froment* et *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, l'Organe d'appel a été d'avis qu'en excluant les pays membres de l'ALENA du champ d'une mesure de sauvegarde, les États-Unis devaient fournir une "explication motivée et adéquate qui établissait explicitement que les importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA "répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde, telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes"".[2598]

7.1063 Selon les Communautés européennes, la Chine et la Norvège, puisque les importations exclues peuvent causer un dommage, l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel entre les importations non exclues et le dommage grave peut être déterminée seulement si le dommage causé par les importations exclues n'est pas imputé aux importations non exclues.[2599] Elles font valoir que cela exige deux étapes. D'abord, il faut déterminer si les importations exclues causent un dommage. S'il est constaté que ces importations exclues causent un dommage, alors ce dommage ne doit pas être imputé aux importations non exclues. Les Communautés européennes font valoir que, quel que soit le moment auquel est prise la décision d'exclure certaines importations du champ d'une mesure ou quelle que soit la manière dont elle est prise, une détermination doit être établie, montrant que les conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde sont remplies en ce qui concerne les importations non exclues.[2600]

7.1064 Le Japon, la Corée, la Chine, la Norvège et le Brésil font valoir que l'accroissement des importations de provenances qui sont par la suite exclues du champ de la mesure de sauvegarde doit être traité comme un "autre" facteur dans l'analyse du lien de causalité/aux fins de la non-imputation. La Norvège estime que cela exige que ces provenances soient exclues "d'avance", et pas même examinées en ce qui concerne l'"accroissement des importations".[2601] Plus spécifiquement, le Japon et le Brésil font valoir que les importations constituent un facteur de causalité au regard de la question du dommage grave, parce qu'elles font concurrence au produit national similaire. L'analyse du lien de causalité prescrite par l'Accord sur les sauvegardes serait affaiblie si une autorité compétente pouvait priver de signification une part de ces importations simplement en excluant certaines provenances du champ d'une mesure. La Corée estime qu'au titre de l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes, les importations qui ne sont pas visées par une mesure de sauvegarde ne peuvent pas être invoquées lorsqu'il s'agit de remplir les conditions énoncées à l'article 2:2 et précisées à l'article 4:2 dudit accord. Le Brésil fait observer qu'il ne suffit pas que l'autorité compétente dissocie et distingue tous les autres facteurs de causalité, à l'exception des importations visées et des importations exclues. Si l'autorité

[2598] Par exemple, première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 488 et suivants; réponse écrite du Japon à la question n° 82 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 191 à 193; réponse écrite de la Norvège à la question n° 82 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 82 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 102; réponse écrite du Brésil à la question n° 82 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2599] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 82 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 195 et 196; réponse écrite de la Norvège à la question n° 82 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2600] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 82 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite de la Norvège à la question n° 82 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2601] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 182.

compétente ne dissocie pas et ne distingue pas l'effet des importations de provenances qui sont exclues du champ de la mesure, elle cautionne potentiellement une mesure à l'encontre des importations visées pour lesquelles il peut ne pas exister un lien de causalité réel et substantiel avec le dommage grave.[2602] De plus, la Chine fait valoir que si une certaine part des importations n'est pas visée par une mesure de sauvegarde, ces importations doivent alors logiquement constituer d'"autres facteurs"; elles n'entrent pas dans une quelconque "troisième" catégorie, ni dans un "trou noir" du lien de causalité.[2603]

7.1065 Les Communautés européennes font valoir que le parallélisme exige que toutes les conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde doivent exister en ce qui concerne les importations auxquelles la mesure est appliquée. Si une autorité chargée de l'enquête ne détermine pas si les importations exclues du champ de la mesure causent un dommage grave (par opposition au fait de "contribuer de manière importante" au dommage grave), et ne s'assure pas ensuite que le dommage causé par ces importations exclues n'est pas imputé aux importations non exclues, l'analyse du lien de causalité est automatiquement viciée.[2604] De la même manière, la Nouvelle-Zélande et le Brésil font valoir qu'en l'absence d'explication motivée et adéquate d'une exclusion établissant explicitement que les importations visées remplissaient les conditions requises pour l'application d'une mesure de sauvegarde, une violation de l'obligation de parallélisme produit bel et bien comme conséquence une analyse du lien de causalité incompatible avec les règles de l'OMC.[2605] La Corée fait valoir que si le principe de parallélisme est violé, la mesure n'est pas limitée à la mesure nécessaire pour réparer le dommage grave causé par l'accroissement des importations visées par la mesure. Pour la même raison, l'analyse du lien de causalité en pareil cas est incompatible avec la prescription énoncée dans l'Accord sur les sauvegardes, parce que le dommage grave causé par des provenances exclues du champ de la mesure n'a pas été traité en tant qu'"autre facteur" et a été imputé aux importations visées par la mesure.[2606] À l'inverse, le Japon estime qu'une violation de l'obligation de parallélisme ne se traduit pas automatiquement par une analyse du lien de causalité incompatible avec les règles de l'OMC. L'Organe d'appel a indiqué que le principe de parallélisme imposait que "les importations incluses dans la détermination établie au titre des articles 2:1 et 4:2 devraient correspondre aux importations incluses dans le champ d'application de la mesure, au titre de l'article 2:2". En fournissant une explication motivée et adéquate de l'exclusion qui établit explicitement que les importations visées remplissaient les conditions requises pour l'application d'une mesure de sauvegarde, l'autorité compétente peut effectivement remédier à la violation du principe de parallélisme.[2607]

7.1066 En réponse, les États-Unis font valoir, d'une manière générale, que si l'Organe d'appel a dit que les États-Unis devaient effectuer en parallèle une analyse du lien de causalité en ce qui concerne

---

[2602] Réponse écrite du Japon à la question n° 82 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite de la Corée à la question n° 82 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 197 et 198; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 103; réponse écrite du Brésil à la question n° 82 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2603] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 198.

[2604] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 83 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2605] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 83 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Brésil à la question n° 83 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2606] Réponse écrite de la Corée à la question n° 83 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2607] Réponse écrite du Japon à la question n° 83 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

le dommage causé par les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA lorsqu'ils excluent le Canada et le Mexique du champ d'application d'une mesure de sauvegarde, il n'a pas dit que les États-Unis devaient effectuer une analyse séparée aux fins de la non-imputation en ce qui concerne ces importations, que ce soit dans son analyse initiale du lien de causalité visant toutes les importations ou dans l'analyse du lien de causalité effectuée dans le cadre de l'analyse requise aux fins du "parallélisme" qui a été examinée dans les affaires *États-Unis – Gluten de froment* et *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*.[2608]

7.1067 Les États-Unis font valoir pour commencer que rien, dans le libellé des dispositions de l'Accord sur les sauvegardes ou des constatations de l'Organe d'appel, n'indique que l'USITC doive considérer les importations en provenance du Canada et du Mexique comme étant un autre facteur causant un dommage lorsqu'elle procède à son évaluation initiale du point de savoir si les importations ont causé un dommage grave à la branche de production. À ce stade de son analyse – c'est-à-dire avant d'examiner si le Mexique et le Canada devraient être exclus du champ de la mesure corrective – l'USITC est tenue au titre de la législation des États-Unis et de l'Accord sur les sauvegardes d'évaluer si les importations de toutes provenances ont constitué une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale. À cet égard, les États-Unis notent que la législation interne et l'Accord sur les sauvegardes imposent tous deux à l'USITC l'obligation d'effectuer son analyse générale du lien de causalité en incluant dans son analyse "les importations" – c'est-à-dire toutes les importations du produit visé, et non pas simplement celles qui sont incluses par la suite dans la mesure. En outre, selon les États-Unis, l'Organe d'appel n'a pas dit dans ses constatations antérieures qu'il y avait une quelconque raison pour qu'une autorité compétente exclue une catégorie d'importations de son analyse initiale du dommage. Par conséquent, selon les termes de la législation et de l'Accord, il n'y a tout simplement rien qui justifie que l'USITC traite ces produits, dans son analyse initiale du dommage, comme s'ils étaient autre chose que des importations.[2609]

7.1068 Les États-Unis font remarquer que la deuxième phrase de l'article 4:2 b) de l'Accord – qui est la disposition de l'Accord imposant à une autorité compétente l'obligation de ne pas imputer aux importations les effets d'autres facteurs – dit précisément que "lorsque <u>des facteurs autres qu'un accroissement des importations</u> causent un dommage à la branche de production nationale en même temps, ce dommage ne sera pas imputé à un accroissement des importations".[2610] L'Accord sur les sauvegardes indique donc qu'une analyse aux fins de la non-imputation est exigée uniquement pour les facteurs "autres que les <u>importations</u>" qui peuvent causer un dommage à la branche de production nationale, même quand certaines importations sont exclues du champ de la mesure corrective.[2611]

7.1069 Les États-Unis font valoir que, de même, rien ne justifie que l'USITC doive être tenue de traiter ces importations comme une cause de dommage "autre que des importations" dans le contexte de son analyse du lien de causalité aux fins du "parallélisme". Les États-Unis affirment que l'Organe d'appel a estimé dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* que l'Accord sur les sauvegardes imposait aux États-Unis l'obligation d'effectuer une deuxième analyse du lien de causalité excluant les importations en provenance du Canada et du Mexique de son évaluation du lien de causalité entre les importations et la situation de la branche de production, quand les États-Unis estiment que les importations en provenance du Canada et du Mexique devraient être exclues du champ de la mesure de sauvegarde au titre de l'exclusion prévue par l'ALENA. Cependant, l'obligation d'exclure ces importations de leur "analyse aux fins du parallélisme" exige en fait que les États-Unis traitent ces importations comme une "autre" cause de dommage et distinguent les effets du prix et du volume des

[2608] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 452.
[2609] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 453.
[2610] Accord sur les sauvegardes, article 4:2 b).
[2611] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 150.

importations en provenance de pays membres de l'ALENA de ceux des importations en provenance de pays non membres.[2612]

7.1070 En contre-réponse, la Norvège fait observer[2613] qu'en décrivant la règle juridique applicable au titre de l'Accord sur les sauvegardes, les États-Unis conviennent qu'ils ont commis une erreur et qu'ils sont tenus finalement d'effectuer une analyse aux fins de la non-imputation traitant ces importations comme un "autre" facteur causant un dommage. Selon les termes des États-Unis:

> "[L]'Organe d'appel a estimé que l'Accord sur les sauvegardes imposait aux États-Unis l'obligation d'effectuer une deuxième analyse du lien de causalité excluant les importations en provenance du Canada et du Mexique de son évaluation du lien de causalité entre les importations et la situation de la branche de production, quand les États-Unis estiment que les importations en provenance du Canada et du Mexique devraient être exclues du champ de la mesure de sauvegarde au titre de l'exclusion prévue par l'ALENA.[2614] Cependant, l'obligation d'exclure ces importations de leur "analyse aux fins du parallélisme" exige en fait que les États-Unis traitent ces importations comme une "autre" cause de dommage et distinguent les effets du prix et du volume des importations en provenance de pays membres de l'ALENA de ceux des importations en provenance de pays non membres."[2615]

7.1071 La Chine fait valoir que, puisque les importations exclues en provenance de pays membres de l'ALENA doivent être considérées comme un "autre facteur" au sens de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, les États-Unis ont tort de dire que rien dans l'Accord sur les sauvegardes, tel qu'il a été interprété par les rapports de l'Organe d'appel, n'exige des États-Unis qu'ils procèdent à une analyse aux fins de la non-imputation pour les importations en provenance de pays membres de l'ALENA.[2616] Les Communautés européennes font valoir[2617] que, indéniablement, l'Organe d'appel n'a pas dit, à proprement parler, qu'une autorité compétente devait effectuer une analyse aux fins de la non-imputation pour les importations exclues. En revanche, l'Organe d'appel a dit que pour satisfaire à l'obligation de parallélisme:

> "[L]es États-Unis auraient dû démontrer, conformément à la décision que nous avons rendue dans l'affaire *États-Unis - Gluten de froment*, que l'USITC avait fourni une *explication motivée et adéquate* qui *établissait explicitement* que les importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA "répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde, telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'*Accord sur les sauvegardes*"."[2618]

7.1072 Selon les Communautés européennes, à l'évidence, afin de s'assurer que des importations non visées par des ALE remplissent les conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde, un Membre doit prouver que tous les éléments d'une détermination justifiant l'imposition d'une mesure de sauvegarde sont présents en ce qui concerne les importations non exclues.[2619] Les Communautés

---

[2612] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 454.
[2613] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 126.
[2614] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 96; *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 179 et suivants.
[2615] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 454. (non souligné dans l'original)
[2616] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 198 et 199.
[2617] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 362.
[2618] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 188. (italique dans l'original)
[2619] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 363.

européennes estiment que ce qui précède est confirmé lorsque l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes est lu à la lumière des constatations formulées par l'Organe d'appel concernant le parallélisme. L'article 4:2 b) dispose que "lorsque des facteurs autres qu'un accroissement des importations causent un dommage à la branche de production nationale en même temps, ce dommage ne sera pas imputé à un accroissement des importations". L'expression "accroissement des importations" utilisée dans cette phrase doit s'entendre des importations non exclues, car une autorité compétente doit constater un rapport réel et substantiel de cause à effet entre les importations non exclues susmentionnées et le dommage grave. Par conséquent, les "facteurs autres qu'un accroissement des importations" doivent s'entendre de tous les facteurs autres que les importations (par exemple l'accroissement de la capacité, le fléchissement de la demande, etc.) et, si un Membre décide d'exclure certaines importations, également de ces importations exclues.[2620]

7.1073 Les plaignants font valoir que l'USITC n'a pas procédé à une évaluation spécifique des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. En fait, elle a évalué les importations en provenance de pays membres de l'ALENA, pour conclure que l'exclusion de ces importations ne modifierait pas ses constatations de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité au regard des importations totales.[2621] En tout état de cause, selon la Chine et le Brésil, cette constatation ne répond pas à l'obligation d'expliquer en quoi les faits étayent une constatation selon laquelle les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, à elles seules, ont causé un dommage grave ou une menace de dommage grave. En tant que telle, elle ne correspond pas à une bonne analyse aux fins de la non-imputation des importations en provenance de pays membres de l'ALENA. L'analyse des importations en provenance de pays n'appartenant pas à l'ALENA effectuée par l'USITC ne remplissait donc pas le critère énoncé par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, lequel exige une "explication motivée et adéquate qui établi[ ]t explicitement" que ces importations, à elles seules, ont causé un dommage grave à la branche de production nationale.[2622]

7.1074 Les États-Unis estiment que, nonobstant l'absence de prescription explicite dans l'Accord sur les sauvegardes, l'USITC a pourtant bel et bien, en réalité, isolé correctement les effets des importations en provenance des pays membres de l'ALENA et ceux des importations en provenance des pays non membres dans son analyse aux fins du parallélisme.[2623] Les États-Unis font observer que l'USITC a examiné de façon appropriée la nature et l'importance des effets dommageables des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA et a distingué les effets de ces importations de ceux des importations en provenance des pays membres de l'ALENA. En fait, l'USITC a constaté que les importations en provenance du Canada et/ou du Mexique ne constituaient

[2620] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 364.

[2621] Voir, par exemple, la réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 82 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; la réponse écrite de la Norvège à la question n° 82 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; la deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 105. Comme il est indiqué dans la première communication écrite du Brésil, l'USITC a effectivement constaté dans plusieurs affaires que les importations en provenance de pays membres de l'ALENA contribuaient de manière importante au dommage grave causé à la branche de production nationale! Par exemple, dans son analyse relative aux CPLPAC, l'USITC a estimé que les importations en provenance de pays membres de l'ALENA représentaient une part substantielle des importations totales et que les importations en provenance du Mexique contribuaient de manière importante au dommage grave causé par les importations. Rapport de l'USITC, volume I, page 66. De même, dans son analyse concernant les barres laminées à chaud et les barres parachevées à froid, l'USITC a estimé que les importations provenant du Canada représentaient une part substantielle des importations totales et contribuaient de manière importante au dommage grave causé par les importations. *Ibid*., pages 100 et 107.

[2622] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 204 et 205; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 105.

[2623] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 151.

pas une part substantielle des importations et, pour un certain nombre de produits visés par les mesures correctives décrétées par le Président, ne contribuaient pas de manière importante au dommage. Pour ces produits, les États-Unis estiment qu'il est clair que l'USITC a conclu que les importations en provenance du Canada et du Mexique ne constituaient pas une cause de dommage importante pour la branche de production nationale. De surcroît, pour les produits dont elle estimait bel et bien que les importations en provenance du Mexique et du Canada contribueraient de manière importante au dommage, l'USITC a malgré tout effectué une analyse qui isolait les effets des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA et ceux des importations en provenance des pays membres de l'ALENA et a conclu que les premières constituaient quand même une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production en question. Cela étant, l'USITC a procédé à l'évidence à une analyse visant à déterminer la nature et l'importance du dommage causé par les importations en provenance des pays membres de l'ALENA comme des pays non membres, et à distinguer les uns des autres les effets des deux groupes d'importations.[2624]

7.1075 En contre-réponse, les Communautés européennes et la Chine notent que, contre toute attente, d'un côté, les États-Unis disent qu'il n'y a pas d'obligation voulant que les importations en provenance des pays membres de l'ALENA fassent l'objet d'une analyse aux fins de la non-imputation et, d'un autre côté, ils font valoir qu'ils ont procédé à l'analyse aux fins de la non-imputation prescrite au titre de l'article 4:2 b) lorsqu'ils ont différencié les importations en provenance du Canada et du Mexique des autres importations chaque fois qu'elles étaient exclues du champ de la mesure de sauvegarde, et lorsqu'ils ont dissocié et distingué les effets des importations en provenance des pays membres de l'ALENA et ceux des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA.[2625]

7.1076 Les Communautés européennes notent que l'USITC a procédé à une analyse en trois étapes en ce qui concerne les importations en provenance de pays membres de l'ALENA qui étaient exclues du champ de la mesure, conformément à la législation des États-Unis. Elle a déterminé, premièrement, si les importations en provenance de pays membres de l'ALENA, prises individuellement, représentaient une part substantielle des importations totales et, deuxièmement, si les importations qui représentaient une part substantielle contribuaient de manière importante au dommage grave ou à la menace de dommage grave (autrement dit, si elles constituaient une cause importante mais pas nécessairement la cause la plus importante).[2626] À la demande de l'USTR, l'USITC a communiqué des renseignements additionnels concernant les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA dans le deuxième rapport complémentaire. Dans le deuxième rapport complémentaire, l'USITC "a analysé" le point de savoir si le fait d'exclure les importations en provenance du Canada et du Mexique amènerait à la conclusion que les importations non exclues constituaient quand même une "cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale". Cela a été fait uniquement à l'égard des produits pour lesquels il était satisfait aux première et deuxième étapes prévues par la Loi sur la mise en œuvre de l'ALENA. Il n'a été fourni aucun renseignement additionnel ni aucune analyse additionnelle concernant Israël et la Jordanie.[2627]

7.1077 Les Communautés européennes font valoir que l'analyse prescrite au titre de l'article 4:2 b) consiste, premièrement, à établir si l'autre facteur (en l'espèce, les importations exclues) constitue une cause de dommage pour la branche de production nationale et, deuxièmement, à s'assurer que les effets dommageables de tels autres facteurs ne sont pas imputés à l'accroissement des importations

[2624] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 455.
[2625] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 361; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 200.
[2626] Ces prescriptions de la Loi sur la mise en œuvre de l'ALENA sont expliquées plus en détail dans le rapport de l'USITC, volume I, pages 34 et 35.
[2627] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 366.

non exclues. Selon les Communautés européennes, aucune des étapes de l'analyse effectuée par l'USITC à l'égard des importations en provenance des pays membres de l'ALENA ne suit l'analyse prescrite au titre de l'article 4:2 b). La question de savoir si le Canada ou le Mexique comptaient au nombre des cinq premiers fournisseurs et, dans l'affirmative, si les importations provenant de ces pays contribuaient "de manière importante" au dommage grave est sans pertinence pour la question simple de savoir si ces importations causaient effectivement un dommage. L'analyse des importations en provenance des pays membres de l'ALENA effectuée par l'USITC ne fournit pas une explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayent une constatation selon laquelle il existait un rapport de causalité réel et substantiel entre les importations non exclues et le dommage grave. En réalité, l'Organe d'appel a considéré dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* que la simple conclusion de l'USITC selon laquelle "[L'USITC] ser[ait] parvenu[e] au même résultat si [elle] av[ait] exclu de [son] analyse les importations en provenance du Canada et du Mexique", associée à une analyse des importations *exclues*, ne constituait pas une "explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étay[ai]ent la détermination" selon laquelle les importations *non exclues* répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde.[2628] Les Communautés européennes font valoir que les États-Unis, en procédant à une telle analyse, n'ont pas établi si les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël ou de la Jordanie causaient un dommage, n'ont pas dissocié et distingué les effets dommageables de telles importations, et ne se sont pas assurés que les effets dommageables des importations exclues, ainsi que les effets d'autres causes de dommage que les importations, n'avaient pas été imputés aux importations non exclues.[2629]

vii) Devoir de fournir une explication motivée et adéquate dans le contexte de l'analyse du lien de causalité

7.1078 La Chine fait valoir qu'il doit être établi explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par des facteurs autres que l'accroissement des importations n'a pas été imputé à l'accroissement des importations. Cette explication doit être claire et non équivoque.[2630] La Chine allègue que l'USITC n'a pas fourni une explication claire et non équivoque selon laquelle le dommage causé à la branche de production nationale par les autres facteurs n'était pas imputé aux importations. La Chine estime que, en fait, la conclusion figurant dans le rapport de l'USITC selon laquelle l'accroissement des importations d'un produit particulier était une cause importante et une cause non moins importante que toute autre cause de dommage grave pour la branche de production nationale ne constituait qu'une comparaison relative de l'effet de l'accroissement des importations par rapport aux effets d'autres facteurs. La Chine fait valoir également qu'une interprétation large des constatations formulées par les commissaires dans les communications des États-Unis ne peut suppléer l'absence, dans le rapport de l'USITC, d'une explication explicite, motivée et adéquate en ce qui concerne la "non-imputation" et d'une évaluation appropriée des effets dommageables d'autres facteurs en ce qui concerne les CPLPAC[2631], les produits étamés ou chromés[2632], les barres laminées à chaud[2633], les barres parachevées à froid[2634], les barres d'armature[2635], les tubes et tuyaux soudés[2636],

[2628] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 195.
[2629] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 367.
[2630] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 352.
[2631] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 225 et 226.
[2632] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 285 et 287.
[2633] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 231.
[2634] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 236.
[2635] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 244.
[2636] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 249 et 251.

les ABJT[2637], les barres en aciers inoxydables[2638], les produits tréfilés en aciers inoxydables[2639] et les câbles de fils en aciers inoxydables.[2640]

7.1079 Les Communautés européennes s'appuient également sur la jurisprudence de l'Organe d'appel pour faire valoir que la dernière phrase de l'article 4:2 b) oblige une autorité compétente, lorsqu'elle dissocie et distingue les effets dommageables de l'accroissement des importations et les effets dommageables d'autres facteurs, à identifier la nature et l'importance des effets dommageables des facteurs connus autres que l'accroissement des importations, ainsi qu'à expliquer de manière satisfaisante la nature et l'importance des effets dommageables de ces autres facteurs, distingués des effets dommageables de l'accroissement des importations. Les Communautés européennes font valoir que cette explication doit être claire et non équivoque. Elle ne doit pas être simplement insinuée ou sous-entendue. Il doit s'agir d'une explication directe formulée en termes exprès. De l'avis des Communautés européennes, ce n'est qu'après avoir fait cette analyse que les autorités compétentes peuvent déterminer l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel.[2641]

7.1080 En réponse, les États-unis font valoir que, pour chacun des produits en acier visés par une mesure corrective, l'USITC a établi explicitement, dans une déclaration clairement motivée et détaillée, qu'elle n'avait pas imputé à l'accroissement des importations le dommage causé par d'autres facteurs que ces importations. Conformément aux conclusions de l'Organe d'appel, l'USITC a identifié et distingué comme il se doit les effets des importations et ceux d'autres facteurs lorsqu'elle a effectué son analyse du lien de causalité. Ce faisant, elle s'est assurée qu'elle n'avait pas imputé aux importations les effets dommageables de ces autres facteurs en constatant qu'il existait un lien de causalité "réel et substantiel" entre l'accroissement des importations et le dommage grave subi par la branche de production. En outre, ses conclusions concernant la nature et l'importance du dommage imputable à ces causes sont étayées par les nombreux éléments de preuve versés au dossier.[2642]

b) Argumentation par mesure

i) CPLPAC

Facteurs considérés par l'USITC

Fléchissement de la demande intérieure

7.1081 La Nouvelle-Zélande et d'autres plaignants font valoir que c'est le fléchissement de la demande qui a été une cause importante du dommage allégué pour la branche de production nationale, et non les importations.[2643]

7.1082 La Chine fait observer[2644] que l'USITC, lorsqu'elle a examiné le fléchissement de la demande sur le marché des États-Unis, a constaté ce qui suit:

[2637] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 254 et 260.
[2638] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 262 et 264.
[2639] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 292.
[2640] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 266, 268 et 270.
[2641] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 444.
[2642] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 426.
[2643] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.144.
[2644] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 207.

> "Nous constatons donc que la branche de production nationale a déjà subi un dommage du fait de l'accroissement des importations au moment où la demande a commencé à fléchir et que le fléchissement de la demande, sans être la cause du dommage constaté ici, a contribué à la dégradation persistante de la situation de la branche de production à la fin de la période."[2645]

7.1083 Le Brésil relève que l'USITC est arrivée à la conclusion que la demande n'avait pas d'importance.[2646] De même, le Japon et la Nouvelle-Zélande estiment que l'USITC a tout simplement écarté le fléchissement de la demande comme étant un phénomène limité, survenu à la fin de la période.[2647] La Nouvelle-Zélande se demande pourquoi ces données ne devraient pas être prises en considération. Elle fait observer que l'USITC a aussi rejeté la pertinence d'un fléchissement de la demande parce que "[l]e dommage était apparu bien avant la dernière partie de 2000, moment où la demande a commencé de fléchir et le dommage est apparu pour la première fois en 1998, moment où la demande progressait (et où il y a eu poussée des importations)". Selon la Nouvelle-Zélande, si cet argument peut étayer la thèse que le fléchissement de la demande n'a pas été la seule cause de dommage pendant toute la période et pour tous les CPLPAC, il ne montre pas que le fléchissement n'a à aucun moment été une cause. La Nouvelle-Zélande estime en outre qu'il n'y a pas eu de dommage grave en 1998.[2648]

7.1084 La Nouvelle-Zélande et la Chine font valoir que, si elle a écarté le fléchissement de la demande parce que la branche de production avait subi un dommage avant que la demande commence à fléchir, l'USITC a reconnu que le fléchissement de la demande avait contribué au dommage. Au demeurant, la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'examen des données disponibles montre que l'analyse du fléchissement de la demande faite par l'USITC est simpliste, superficielle et erronée.[2649]

7.1085 La Chine fait valoir que le rapport de l'USITC ne démontre pas que la baisse de la demande n'a pas été imputée au dommage causé par l'accroissement des importations. Selon la Chine, ce rapport se résume à une description de l'évolution de la demande, et relève que la demande a été plus élevée en 1999 qu'en 1996 et qu'elle est tombée à la fin de 2000.[2650]

7.1086 Le Japon et le Brésil font valoir que l'USITC n'a pas dissocié et distingué le dommage pour la branche de production nationale imputé au fléchissement de la demande du dommage total subi par la branche de production nationale.[2651] Le Japon estime que les éléments de preuve sont à la fois concluants et mesurables et montrent que le fléchissement de la demande intérieure est une cause de dommage pour la branche de production nationale plus importante que les importations. De l'avis du Japon, si l'USITC avait dissocié et distingué ces deux causes, elle n'aurait pas pu arriver à la conclusion que l'accroissement des importations causait un dommage grave.[2652]

7.1087 Le Brésil fait valoir que les éléments de preuve montrent qu'il existait une forte corrélation entre les marges d'exploitation et la demande – qui fléchissent quand la demande fléchit – et qu'il

---

[2645] Rapport de l'USITC, page 63.
[2646] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 182.
[2647] Première communication écrite du Japon, paragraphe 256; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.142.
[2648] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.142.
[2649] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.145.
[2650] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 209.
[2651] Première communication écrite du Japon, paragraphe 256; première communication écrite du Brésil, paragraphe 180.
[2652] Première communication écrite du Japon, paragraphe 255.

n'existait absolument aucune corrélation avec les niveaux d'importation.[2653] D'après le Japon et le Brésil, même lorsque les importations fléchissaient, et même lorsque les entreprises nationales s'emparaient d'une part de plus en plus grande du marché, les résultats de la branche de production se détérioraient.[2654] Le Brésil estime que la conclusion qui s'impose est que la demande totale fléchissait trop rapidement.[2655] Le Japon et le Brésil estiment que le même schéma de base des données agrégées s'applique à tous les produits finis CPLPAC pris individuellement.[2656] De même, la Chine et la Nouvelle-Zélande estiment que les États-Unis ont fait abstraction de la corrélation entre le fléchissement de la demande et la contraction des résultats d'exploitation et n'ont pas cherché à distinguer les effets de ce facteur du dommage causé par les importations.[2657]

7.1088 En outre, selon le Japon et le Brésil, l'USITC a fait abstraction du fait qu'au moment où la demande de CPLPAC a fléchi, les importations ont fléchi encore plus fortement, ce qui semblerait indiquer qu'au moins quelques acheteurs d'acier de production nationale ont acheté moins d'acier, et ne se sont pas tournés vers les importations, ce qui a eu des effets négatifs sur les résultats financiers de la branche de production.[2658] Selon le Japon et le Brésil, si l'USITC avait dûment distingué ce facteur, elle se serait rendu compte de cet élément fondamental. Le Japon et le Brésil soutiennent qu'à l'inverse l'USITC a interprété de manière erronée les liens entre les modifications de la demande, l'évolution des importations et l'évolution des résultats d'exploitation de la branche de production nationale, et prétendu que la demande était simplement un événement survenu en fin de période qui n'avait aucune incidence sur la question du dommage.[2659]

7.1089 Selon la Corée, l'USITC a établi que la demande avait fléchi dans des proportions importantes à la fin de la période et que le fléchissement de la demande "avait contribué à la poursuite de la dégradation de la situation de la branche de production à la fin de la période".[2660] La Corée fait valoir par ailleurs que de nouvelles capacités (à faible coût) très importantes étaient entrées en service peu de temps auparavant. La Corée allègue que, par suite de l'augmentation de la capacité des États-Unis, la branche de production avait baissé ses prix pour maintenir les volumes sur un marché qui se rétrécissait.[2661] Elle allègue encore que les importations avaient aussi baissé dans des proportions importantes pendant cette période si bien que la part de marché de la branche de production nationale était passée de 90,2 pour cent à 93,1 pour cent au cours de la période de 18 mois.[2662] La Corée estime que, comme le fléchissement de la demande a manifestement eu des incidences sur les résultats de la branche de production, l'USITC aurait dû identifier ces effets et les isoler.[2663]

[2653] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 180.
[2654] Première communication écrite du Japon, paragraphe 258; première communication écrite du Brésil, paragraphe 182.
[2655] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 182.
[2656] Première communication écrite du Japon, paragraphe 259; première communication écrite du Brésil, paragraphe 183.
[2657] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 209; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.144.
[2658] Première communication écrite du Japon, paragraphe 256; première communication écrite du Brésil, paragraphe 180.
[2659] Première communication écrite du Japon, paragraphe 257; première communication écrite du Brésil, paragraphe 180.
[2660] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 134.
[2661] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 132.
[2662] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 133.
[2663] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 134.

7.1090 La Chine et la Nouvelle-Zélande font valoir également que l'USITC a, à tort, écarté entièrement ce facteur en tant que cause de dommage et qu'elle a, du même coup, omis de prendre en compte la nature et l'importance dudit dommage, par rapport au dommage imputé aux importations. L'USITC a ainsi procédé à un rapide examen d'ensemble consacré, de manière restrictive et exclusive, à une partie de la période visée par l'enquête, et elle n'a pas analysé les données disponibles de manière complète et appropriée.[2664]

7.1091 Le Brésil demande en quoi la manière dont l'USITC a traité le fléchissement de la demande, jugée erronée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux*, diffère de l'"analyse" du fléchissement de la demande donnée par la même USITC dans la présente affaire. Le Brésil fait valoir que l'USITC part, dans la présente affaire, de l'hypothèse qu'un dommage grave était déjà causé par les importations, et note que "la branche de production nationale a montré les signes de dommage ... bien avant la dernière partie de 2000, lorsque la demande a commencé à faiblir" et que "la période marquée par l'accroissement de la demande était aussi celle pendant laquelle il y a eu poussée des importations".[2665] L'USITC conclut ensuite:

> "Nous constatons donc que la branche de production nationale a déjà subi un dommage du fait de l'accroissement des importations quand la demande a commencé à fléchir et que le fléchissement de la demande, sans être la cause du dommage constaté ici, a contribué à la dégradation persistante de la situation de la branche de production à la fin de la période. En fait, les pertes qu'elle a subies en 1999 et 2000 en raison des importations l'ont laissée trop affaiblie pour faire face au ralentissement de la demande."

7.1092 Le Brésil fait valoir que la seule différence qu'il puisse voir est que l'USITC était pour le moins prête à admettre, dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux*, que la contraction de la demande était un facteur de causalité, mais pas aussi important que l'accroissement des importations.[2666] Le Brésil soutient que, dans la présente affaire, l'USITC adopte une approche originale qui consiste à introduire dans l'analyse une hypothèse concernant l'accroissement des importations avant même d'examiner la baisse de la demande, de façon à faire de la baisse de la demande un faux problème. Or, le fait que la baisse de la demande a effectivement joué un rôle eu égard au dommage, que ce soit en l'aggravant ou en y contribuant, est implicite dans l'analyse de l'USITC. Le problème c'est que l'analyse de l'USITC ne permet pas vraiment de le dire.[2667]

7.1093 Les États-Unis répondent que la prétention des plaignants selon laquelle l'USITC s'est abstenue à tort de prendre en considération le fléchissement de la demande en tant que source importante de dommage pour la branche de production est erronée du point de vue des faits. D'après les États-Unis, les renseignements versés au dossier montraient clairement que les fluctuations du niveau des revenus d'exploitation de la branche de production ne correspondaient pas à celles de la demande. Si les marges d'exploitation de la branche de production ont effectivement augmenté entre 1996 et 1997 alors même que l'on enregistrait un accroissement de la demande, ses marges d'exploitation ont baissé et en 1998, et en 1999, et en 2000, même si la demande a augmenté au cours de chacune de ces années. Les États-Unis soutiennent qu'en fait la seule différence entre 1997 et les trois années qui ont suivi est simple: au cours de ces années-là le volume des importations sur les

---

[2664] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 359; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.143.

[2665] Rapport de l'USITC, volume I, page 63.

[2666] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Tubes et tuyaux*, paragraphe 207 (citant *Circular Welded Carbon Quality Line Pipe*, Inv. No. TA-201-70, USITC Pub. 3261 (décembre 1999) page I-28).

[2667] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 79.

marchés a été sensiblement supérieur à celui de 1997, et le niveau des prix de ces importations a été sensiblement inférieur à celui de 1997.[2668]

7.1094 En contre-réponse, le Japon fait valoir[2669] que l'analyse des États-Unis repose sur des données incorrectes. Le Japon estime que les chiffres utilisés par les États-Unis et l'USITC résultent de la somme des expéditions de chaque catégorie de CPLPAC et ne tiennent pas compte du fait que dans ces calculs des tonnes d'acier sont comptées deux et trois fois à mesure qu'elles franchissent les divers stades de production – stratagème qui ne manque pas de sel, étant donné que c'est à cause de l'intégration verticale des aciéries que ces produits ont été regroupés en un seul produit similaire. Un calcul plus approprié de la consommation intérieure apparente – fondé sur la somme des importations de produit similaire CPLPAC fini distinct et des expéditions commerciales en trafic intérieur de ces produits – montre que la demande a clairement fléchi dès 1999:

Tableau 4: Variations de la consommation intérieure apparente: 1996-2000[2670]

Année	Consommation intérieure apparente	Variations
1996	75,8	–
1997	78,1	+2,3
1998	84,1	+6,0
1999	82,4	-1,7
2000	83,1	+0,7

7.1095 Selon le Japon, après avoir enregistré un fort accroissement en 1997 et 1998, la demande a notablement baissé en 1999 et est restée faible en 2000 – période au cours de laquelle les bénéfices d'exploitation de la branche de production nationale ont commencé de baisser.[2671]

7.1096 Le Japon fait valoir[2672] qu'en fait de très fortes variations de la demande se sont produites en 2000, comme en témoigne le tableau ci-après:

[2668] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 487.

[2669] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 128.

[2670] Somme de toutes les expéditions commerciales en trafic intérieur indiquées dans le rapport de l'USITC, volume II, tableaux FLAT-12, 13, 14, 15 et 17 et suivants, et des importations totales indiquées dans les tableaux FLAT-3, 4, 5, 6, 7 et 9 (pièce n° 6 des coplaignants). La somme des cinq produits laminés plats est présentée à l'annexe B de la première communication du Japon. Les produits étamés ou chromés et les AMGO ne sont pas compris dans cette analyse. On notera que ces chiffres diffèrent de ceux qui figurent dans la première communication écrite du Japon (paragraphe 257), d'où les exportations n'avaient pas été exclues. La branche de production des États-Unis n'a pas exporté de quantités importantes à des conditions commerciales et la différence est donc négligeable.

[2671] Selon le Japon, l'USITC fait une autre erreur: ne considérer que la demande globale de CPLPAC, c'est faire abstraction d'une différence capitale entre l'évolution des CPLPAC finis et des CPLPAC semi-finis. L'accroissement des importations de produits semi-finis en acier à la fin de la période occulte la contraction de la demande de produits finis en acier.

[2672] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 129.

Tableau 5: Variations de la consommation intérieure apparente: périodes intermédiaires 2000-2001[2673]

Année	Consommation intérieure apparente	Variations
1er semestre 2000	45,0	
2ème semestre 2000	38,1	-6,9
1er semestre 2001	36,7	-1,4

7.1097 Selon le Japon, l'analyse de l'USITC est aussi trop statique. Les États-Unis affirment que la demande en 2000 a été plus importante qu'en 1996.[2674] Cette affirmation est peut-être vraie, mais elle est en grande partie hors de propos. Sur la plupart des marchés, la demande augmente avec le temps. Ce qu'il faut pour comprendre la dynamique de la concurrence, ce n'est pas une comparaison mécanique des chiffres entre 2000 et 1996, mais une analyse des tendances enregistrées d'une année sur l'autre au cours de la période globale couverte par l'enquête et, si l'on dispose des données pertinentes, des tendances enregistrées sur une année. Le Japon estime qu'il est ridicule de la part des États-Unis de tenter de faire fi de l'effondrement de la demande intervenu au deuxième semestre de 2000 et du rôle de cet effondrement eu égard aux prix et à la situation de la branche de production nationale.[2675]

7.1098 D'après le Japon, les États-Unis tentent d'écarter la corrélation entre la baisse de la demande et la baisse des résultats d'exploitation.[2676] Si l'on considère l'évolution de la consommation intérieure apparente et des importations entre 1999 et 2001, l'importance relative des deux facteurs saute aux yeux. Entre 1999 et 2001, alors que les importations étaient en repli et que la branche de production nationale s'accaparait une part de plus en plus importante du marché, les résultats d'exploitation ont baissé. Il y a donc une corrélation entre la baisse des résultats d'exploitation de la branche de production nationale et la baisse de la demande, et pas l'élévation des niveaux d'importation. Quoi qu'il en soit, absolument rien n'a été fait pour dissocier et distinguer les effets de la demande des importations.[2677]

7.1099 Les États-Unis relèvent en réponse que, dans son analyse, l'USITC a expressément reconnu que la demande de CPLPAC avait sensiblement fléchi au cours des trois derniers trimestres de la période visée par l'enquête. Elle a relevé expressément que ce fléchissement de la demande ne s'était produit qu'à une date très avancée de la période, et qu'elle avait commencé au quatrième trimestre de 2000 et s'était maintenue pendant les deux premiers trimestres de 2001. L'USITC a néanmoins relevé à juste titre que la demande avait augmenté régulièrement au cours de chacune des cinq années qui ont précédé la période intermédiaire de 2001, et que la branche de production subissait un dommage grave du fait des importations depuis 1998 au moins, même si la demande a encore progressé cette année-là. En outre, l'USITC a constaté qu'en raison de la concurrence des importations la situation de la branche de production avait continué de se dégrader en 1999 et 2000, même si la demande a continué de progresser au cours de ces années-là. En conséquence, l'USITC a conclu à bon droit que les baisses de la demande enregistrées pendant la période intermédiaire de 2001 avaient seulement exacerbé le degré de gravité du dommage subi par la branche de production

[2673] Rapport de l'USITC, volume II, tableaux FLAT-12, 13, 14, 15 et 17 et suivants, importations totales indiquées dans les tableaux FLAT-3, 4, 5, 6, 7 et 9 (pièce n° 6 des coplaignants). Voir aussi première communication écrite du Japon, annexe B.

[2674] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 485.

[2675] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 130.

[2676] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 487.

[2677] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 131.

au cours de cette période et qu'elles n'avaient pas été la cause du dommage au cours des périodes précédentes. Il est donc clair que l'USITC a omis à bon droit de tenir compte de ces baisses de la demande en tant que cause importante de dommage au cours de la période.[2678]

7.1100 En contre-réponse, la Nouvelle-Zélande demande comment un facteur peut "exacerber" le dommage – ou "contribuer" au dommage, pour reprendre les termes de l'USITC – sans en être une cause.[2679] La Nouvelle-Zélande estime également que les données recueillies par l'USITC elle-même montrent qu'il y a une très grande coïncidence, en 2000-2001, entre le fléchissement de la demande, qui est de 14,9 pour cent, et la dégradation des marges d'exploitation qui tombent de -1,4 pour cent à -11,5 pour cent. Pendant la même période, le volume des importations en termes absolus a fléchi de 40 pour cent (et de plus de 30 pour cent par rapport à 1996) et la part de marché des importations de 2,9 pour cent.[2680] Selon la Nouvelle-Zélande, les États-Unis ne rejettent pas ces chiffres parce qu'ils ne peuvent pas le faire.[2681] La Nouvelle-Zélande estime en outre qu'il n'y a pas eu dommage grave en 1998, contrairement aux allégations réitérées de l'USITC et des États-Unis – là comme ailleurs l'USITC a ignoré ses propres chiffres, qui montraient que la branche de production nationale produisant certains produits plats en acier avait retrouvé une saine marge de bénéfices de 4 pour cent en 1998.[2682]

Accroissements de la capacité intérieure

7.1101 La Nouvelle-Zélande note que l'USITC a reconnu que l'accroissement de la capacité intérieure expliquait "pour une part notable" la baisse du taux d'utilisation de la capacité nationale pendant la période visée par l'enquête[2683], dont elle avait constaté auparavant que c'était un indicateur de dommage grave, et qu'elle a considéré qu'une réduction de la capacité était nécessaire pour améliorer la situation de la branche de production.[2684] Elle a aussi pris note des arguments des sociétés interrogées selon lesquels la présence d'une capacité nouvelle, alliée au fait que la branche de production n'avait pas mis hors service les capacités plus anciennes et moins efficaces, avait fait peser une énorme pression sur la branche de production nationale, contrainte de réduire les coûts afin d'obtenir les ventes qui absorberaient la nouvelle capacité, et a reconnu qu'"il y a une très forte incitation à maximiser l'utilisation des actifs de production sidérurgique". L'USITC a conclu que "l'accroissement de la capacité", "tout en jouant probablement un rôle dans les baisses des prix qui ont contribué à causer un dommage, n'était pas une cause importante de dommage grave pour la branche de production nationale qui soit égal ou supérieur au dommage causé par l'accroissement des importations".[2685] [2686]

7.1102 Les Communautés européennes, le Japon, la Corée, la Chine et le Brésil font valoir que l'USITC a reconnu que les accroissements de la capacité intérieure avaient causé un dommage.[2687] Le Japon, la Corée et le Brésil font valoir qu'en revanche l'USITC n'a rien fait pour tenter d'établir dans

[2678] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 485.
[2679] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.118.
[2680] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.119.
[2681] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.120.
[2682] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.121.
[2683] Rapport de l'USITC, volume I, page 63.
[2684] *Ibid.*, paragraphe 358, note de bas de page 22.
[2685] Rapport de l'USITC, volume I, page 64.
[2686] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.122 et 3.123.
[2687] Première communication écrite du Japon, paragraphe 262; première communication écrite de la Corée, paragraphe 125; première communication écrite de la Chine, paragraphes 359 et 361; première communication écrite du Brésil, paragraphe 186; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 468.

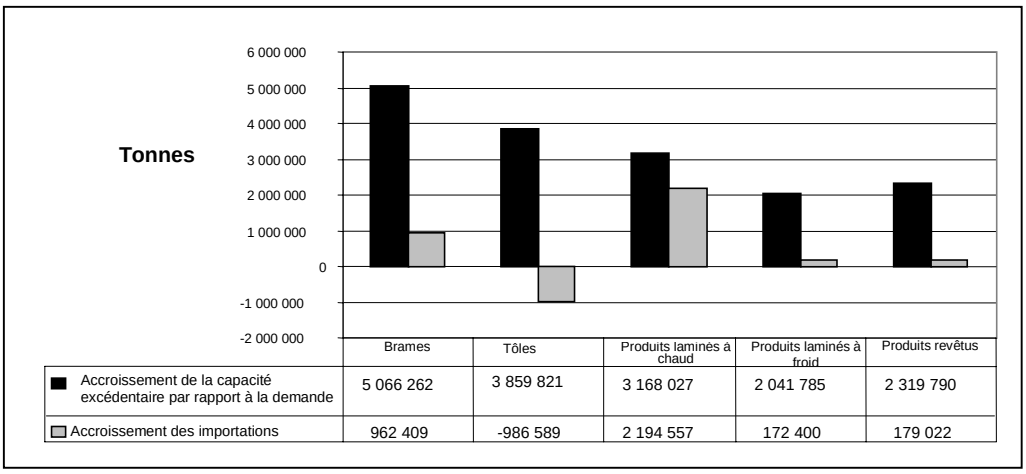
quelles proportions le dommage devait être imputé aux accroissements de la capacité.[2688] En particulier, la Nouvelle-Zélande soutient que l'USITC n'a pas tenté sérieusement d'évaluer la nature et l'importance du dommage dont elle a reconnu qu'il avait été causé par l'accroissement de la capacité.[2689]

7.1103 La Chine réaffirme que l'Accord sur les sauvegardes, tel qu'il a été interprété par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux*, exige que l'autorité chargée de l'enquête détermine la nature et l'importance des effets dommageables des autres facteurs.[2690] La Chine estime[2691] que pour déterminer l'importance d'un effet, il faut en évaluer l'ampleur, le montant et le volume. La Chine fait valoir que l'USITC a évalué les effets sur le plan qualitatif en comparant l'"importance" de ces facteurs, mais s'est abstenue de fournir cette évaluation "quantitative":

> "En constatant que les accroissements de la capacité avaient un certain effet sur les prix intérieurs, mais que les importations avaient un effet beaucoup plus substantiel, l'USITC a rendu une constatation qualitative concernant le niveau général du dommage qui devait être imputé à chaque facteur."

7.1104 Selon la Chine, l'USITC n'ayant pas évalué l'augmentation des capacités de manière adéquate n'était pas en mesure d'établir que les effets de ce facteur ne devaient pas être imputés aux importations.[2692]

7.1105 De l'avis de la Chine, l'incidence de l'accroissement de la capacité sur la situation de la branche de production nationale a été sous-estimée. À cet égard, la Chine renvoie au graphique ci-après qui contient une comparaison des accroissements nets de la capacité par rapport à la demande et aux importations entre 1996 et 2000.[2693]



	Brames	Tôles	Produits laminés à chaud	Produits laminés à froid	Produits revêtus
Accroissement de la capacité excédentaire par rapport à la demande	5 066 262	3 859 821	3 168 027	2 041 785	2 319 790
Accroissement des importations	962 409	-986 589	2 194 557	172 400	179 022

[2688] Première communication écrite du Japon, paragraphe 262; première communication écrite de la Corée, paragraphe 125; première communication écrite du Brésil, paragraphe 186.

[2689] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.155; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.123.

[2690] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 210 et 211.

[2691] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 212.

[2692] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 213.

[2693] Première déclaration orale du Brésil, annexe-diagramme 3, cité dans la deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 214; première communication écrite du Brésil, diagramme 22; première communication écrite du Japon, paragraphe 266.

7.1106 Compte tenu des considérations qui précèdent, la Chine fait valoir qu'en ce qui concerne la prétendue influence négative des importations sur la dynamique des prix, étant donné l'accroissement de la capacité et la part de marché dominante des sociétés nationales, il est clair que les sociétés en question allaient fixer les prix du marché et que les importations réagiraient à ces prix.[2694]

7.1107 Le Japon et le Brésil font valoir que si l'USITC avait procédé à une analyse plus minutieuse, elle aurait constaté que les accroissements de la capacité nationale avaient incité la branche de production nationale à baisser les prix.[2695] Le Japon et le Brésil avancent que la part de l'ensemble du marché des CPLPAC détenue par la branche de production nationale est passée de 70 pour cent en 1998 à 75 pour cent en 1999 et 2000, puis à 81,5 pour cent en 2001. Cette augmentation de la part de la branche de production nationale a été le résultat d'une politique des prix agressive de la part de la branche de production nationale. En 2000 et 2001, période où le revenu d'exploitation de la branche de production a baissé dans des proportions importantes, l'existence d'une capacité intérieure alliée au fléchissement de la demande a amené les entreprises nationales à se faire une âpre concurrence pour dégager une marge brute d'autofinancement, alors que la capacité à utiliser ne cessait d'augmenter.[2696] La Nouvelle-Zélande fait valoir que les importations ont perdu une part de marché substantielle après 1998 et ce d'une manière particulièrement brutale pendant la période qui a précédé immédiatement l'enquête de l'USITC. Pendant la même période, les prix intérieurs ont baissé plus fortement que les prix à l'importation et, dans certains cas, la marge de sous-cotation par rapport aux prix à l'importation a été substantielle.[2697] Le Japon soutient que, paradoxalement, moins il y avait d'importations d'acier sur le marché, plus les prix intérieurs fléchissaient. La seule explication de ce phénomène est que la concurrence entre les aciéries nationales, avivée par l'accroissement de la capacité excédentaire, conduisait à des baisses des prix. De l'avis du Japon, on voit difficilement comment la baisse de volumes d'importations aurait pu, plutôt que l'accroissement de la capacité et des expéditions intérieures, provoquer d'une manière ou d'une autre des baisses des prix et des résultats d'exploitation.[2698]

7.1108 La Corée fait valoir que les producteurs des États-Unis ont accaparé la quasi-totalité de l'accroissement de la consommation, conservé une part de marché de plus de 90 pour cent et se sont quand même trouvés à la tête d'une surcapacité importante. La Corée ajoute que ce n'est pas un hasard si les prix intérieurs ont baissé et que la branche de production a accusé des pertes. En 2000, année de la période où la production a atteint son niveau maximum, la branche de production disposait d'une capacité excédentaire de 34 millions de tonnes puisqu'elle produisait 199,9 millions de tonnes de CPLPAC avec une capacité de 234,6 millions de tonnes. La Corée estime que ces chiffres sont stupéfiants et permettent de replacer dans une juste perspective l'accroissement des importations de CPLPAC de 2,5 millions de tonnes enregistré sur toute la période.[2699]

7.1109 Les États-Unis font valoir en réponse que les renseignements versés au dossier montrent que c'est l'accroissement des importations, et non l'accroissement de la capacité intérieure, qui a été la cause principale des baisses des prix survenues dans la deuxième partie de la période visée par l'enquête. Dans son analyse de la question, l'USITC a examiné la nature et l'impact de ces accroissements de la capacité sur le comportement en matière de prix intérieurs, relevant que la

[2694] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 215.
[2695] Première communication écrite du Japon, paragraphe 263; première communication écrite du Brésil, paragraphe 187.
[2696] Première communication écrite du Japon, paragraphe 264; première communication écrite du Brésil, paragraphe 187.
[2697] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.152.
[2698] Première communication écrite du Japon, paragraphe 265.
[2699] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 126.

branche de production avait ajouté à sa capacité pendant la période visée par l'enquête, et elle a conclu que cette capacité additionnelle avait dépassé l'accroissement de la demande pendant la même période. Si elle a constaté que ces accroissements de la capacité étaient justifiés dans l'ensemble car il y avait eu des accroissements constants de la demande, elle a aussi reconnu que cet accroissement de la capacité avait été pour la branche de production "une très forte incitation à maximiser l'utilisation des actifs" qui pouvait "influencer le comportement des producteurs en matière de prix".[2700]

7.1110 Les États-Unis font valoir que l'USITC a néanmoins examiné aussi les nombreuses données versées au dossier concernant la fixation des prix pour analyser la nature et la portée des effets sur les prix tant des importations que de cet accroissement de la capacité. Les données versées au dossier concernant la fixation des prix – données relatives à la comparaison des prix et données relatives aux valeurs unitaires moyennes – montraient que les importations étaient toujours vendues à des prix inférieurs à ceux de la branche de production nationale (y compris les mini-aciéries) d'un bout à l'autre de la période visée par l'enquête[2701], que l'importante poussée des importations à moindres prix qui s'était produite en 1998 avait entraîné une chute importante des prix cette année-là, et que les importations avaient continué de faire baisser les prix ou de les empêcher de monter puisqu'elles s'étaient toujours vendues à des prix inférieurs tout au long de 1999 et de 2000. En outre, même si le plus gros de cette capacité additionnelle était imputable aux mini-aciéries et que cette capacité additionnelle à moindre coût avait un certain effet sur les prix, l'USITC a aussi constaté à juste titre que les importations de produits laminés à chaud s'étaient toujours vendues à des prix inférieurs à ceux des produits des mini-aciéries pendant la période allant de 1998 à 2000. Les États-Unis affirment que l'USITC a donc constaté à juste titre que c'était l'accroissement des importations et non l'accroissement de la capacité qui était la cause principale des baisses des prix intervenues pendant la période allant de 1998 à 2000.[2702]

7.1111 Les États-Unis font valoir en réponse que les plaignants ne tiennent pas compte du fait que les renseignements versés au dossier montraient clairement, comme l'USITC l'a constaté, que c'étaient les importations qui avaient fait baisser les prix et les avaient maintenus à des niveaux inférieurs pendant la période allant de 1998 à la fin de 2000, et non la branche de production nationale. De plus, même si la branche de production avait réussi à regagner une partie de la part de marché qu'elle avait perdue en 1999 et en 2000 en se réglant sur les prix à l'importation en baisse au cours de ces années-là, les renseignements versés au dossier ne montraient pas qu'elle avait profité de l'accroissement de sa capacité pour ravir aux importations la part de marché qu'elles détenaient au début de la période. En d'autres termes, en suivant la tendance à la baisse des prix à l'importation en 1998, 1999 et 2000, la branche de production a seulement pu récupérer une partie des parts de marché qu'elle avait perdues mais n'a pas pu accroître sa part de marché de façon à dépasser le niveau de 1996.[2703]

7.1112 En contre-réponse, la Nouvelle-Zélande fait valoir que les États-Unis oublient que c'est l'accroissement des importations, et pas simplement leur moindre coût, qui doit causer un dommage grave. La Nouvelle-Zélande estime que, comme cela a été établi, à partir de 1999 les importations ont fortement décru. Elle estime que les États-Unis font abstraction des données à partir de 2001, année où les importations ont été en recul de plus de 30 pour cent par rapport aux chiffres de 1996, et la capacité intérieure en augmentation de 15,1 pour cent par rapport aux chiffres de 1996, cependant que la consommation était en baisse de 8,3 pour cent par rapport aux chiffres de 1996.[2704]

[2700] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 491.
[2701] Rapport de l'USITC, pages 63 et 64 et tableaux FLAT-66 à FLAT-71.
[2702] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 492 et 493.
[2703] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 499.
[2704] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.126.

7.1113 Le Japon, la Nouvelle-Zélande et le Brésil font valoir par ailleurs que l'USITC a refusé d'analyser le fait que l'accroissement de la capacité intérieure excédentaire faisait paraître dérisoires les accroissements modestes des importations.[2705] Le Brésil fait observer que l'USITC a reconnu qu'"il est vrai, comme les sociétés interrogées l'allèguent, que l'accroissement de la capacité a dépassé celui de la consommation intérieure". Malgré cela, selon le Brésil, l'USITC n'a jamais établi de corrélation entre cette capacité excédentaire et les variations des niveaux d'importation ou le rétrécissement du marché, comme si le fait que les aciéries nationales baissent leurs prix et s'efforcent de maintenir les volumes sur un marché qui se rétrécit était quelque chose que l'on ne pouvait raisonnablement pas envisager.[2706] Le Japon et la Nouvelle-Zélande font valoir que, pour les cinq produits CPLPAC, la capacité excédentaire a dépassé les variations modestes des importations pendant toute la période. Pour quatre des cinq produits, la capacité excédentaire fait paraître dérisoires les variations modestes des importations.[2707] Face à une telle capacité excédentaire qui tente de s'emparer d'un marché total qui se rétrécit, le Japon estime qu'il n'y a rien d'étonnant à ce que les aciéries nationales baissent leurs prix et tentent de maintenir les volumes. De l'avis du Japon, il n'est pas logique d'imputer la faute à des importations d'un niveau modeste et en baisse.[2708]

7.1114 En réponse, les États-Unis soutiennent que l'argument des plaignants repose sur une comparaison entre "des pommes" et "des oranges", c'est-à-dire entre des facteurs dont les caractéristiques en ce qui concerne l'effet sur les prix sont différentes. Plus précisément, au lieu de comparer l'accroissement de la capacité de la branche de production nationale pendant la période considérée et celui de la capacité de la branche de production étrangère, les plaignants se sont contentés de comparer l'accroissement de la capacité de la branche de production et l'accroissement des importations. Sur le plan théorique, la distinction est importante car les expéditions réelles de marchandises, qu'il s'agisse de marchandises nationales ou importées, ont un effet plus direct sur le comportement en matière de prix sur le marché que l'accroissement de la capacité étant donné que les expéditions reflètent les prix effectifs et la concurrence au niveau des ventes sur le marché. Les États-Unis soutiennent qu'en gros si l'existence d'une capacité peut avoir une incidence sur le comportement en matière de prix sur un marché donné, en revanche les effets sur les prix effectifs de l'accroissement de la capacité ne se font sentir de manière directe et substantielle sur le marché que lorsque ladite capacité sert à produire et à expédier des marchandises.[2709]

7.1115 Les États-Unis font valoir que les plaignants auraient donc dû comparer l'accroissement de la capacité de la branche de production nationale et l'accroissement de la capacité de la branche de production étrangère pendant la période visée par l'enquête. Ils auraient constaté que l'accroissement de la capacité de la branche de production étrangère pendant la période visée par l'enquête avait été sensiblement plus important que l'accroissement de la capacité de la branche de production nationale pendant la même période.[2710] Plus précisément, la capacité de production des producteurs étrangers a augmenté de 44 millions de tonnes pendant la période allant de 1996 à 2000, et la capacité de production de la branche de production nationale de 32,2 millions de tonnes. En d'autres termes, au cours d'une période pendant laquelle la demande sur les marchés d'Asie et d'autres régions se ressentait fortement de la crise financière qui secouait l'Asie et de la dégradation persistante des marchés de l'acier en ex-Union soviétique, le niveau global de la capacité des producteurs d'acier

[2705] Première communication écrite du Japon, paragraphe 266; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.153; première communication écrite du Brésil, paragraphe 189.
[2706] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 190.
[2707] Première communication écrite du Japon, paragraphe 267; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.154.
[2708] Première communication écrite du Japon, paragraphe 267.
[2709] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 496.
[2710] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 497.

étrangers a augmenté dans des proportions supérieures de 37 pour cent à l'accroissement de la capacité de la branche de production nationale. Les États-Unis font valoir en outre que si les plaignants avaient aussi comparé l'accroissement des expéditions à l'importation au cours de cette période et l'accroissement des expéditions de la branche de production entre 1996 et 1998, ils auraient constaté que l'accroissement des importations pendant cette période avait été supérieur de 2,6 millions de tonnes, soit 60 pour cent, à l'accroissement des expéditions intérieures pendant la même période. Étant donné l'augmentation substantielle des volumes d'importations enregistrée en 1998 et la réduction importante du niveau des prix de ces transactions, il n'y avait pas à s'étonner, là encore, que l'USITC ait constaté que l'accroissement des importations à moindres prix avait eu une incidence plus substantielle sur le niveau des prix sur le marché que l'accroissement de la capacité intérieure et des expéditions intérieures.[2711]

7.1116 Selon le Japon, en théorie économique il est erroné de prétendre que la capacité n'a d'importance que quand elle donne lieu à des expéditions effectives.[2712,2713] Le Japon soutient que l'on doit examiner la capacité par rapport aux obstacles à la pénétration sur le marché auxquels elle se heurte. La capacité intérieure ne se heurte à aucun obstacle; les expéditions intérieures peuvent pénétrer aisément sur le marché. La capacité d'importation présente en elle-même des inconvénients qui tiennent aux délais d'exécution et à l'incertitude. Le Japon fait valoir qu'en l'espèce l'incertitude a augmenté dans des proportions considérables à cause des nombreuses enquêtes en matière antidumping et en matière de droits compensateurs qui ont évincé les importations.[2714]

7.1117 Selon le Japon, les États-Unis tentent de mettre l'accent sur le rôle de la capacité des producteurs étrangers.[2715] Le Japon estime que cet argument est absolument fallacieux puisqu'une si petite part de la capacité des producteurs étrangers est écoulée sur le marché des États-Unis. Les États-Unis font valoir que le chiffre de 44 millions de tonnes, qui représente la nouvelle capacité étrangère, est plus important que le chiffre de 32,2 millions de tonnes qui représente la capacité intérieure. Cependant, pendant la période de cinq ans visée par l'enquête, la quasi-totalité de la capacité des États-Unis était destinée au marché de ce pays[2716], comme en témoignent les statistiques des exportations de l'USITC, alors que moins de 4 pour cent de la capacité étrangère était écoulée sur ce même marché.[2717] Le Japon estime que, quelle que soit la manière dont elle peut être raisonnablement mesurée, la capacité intérieure avait beaucoup plus d'importance que la capacité étrangère, mais l'USITC n'a même pas tenté d'en isoler les effets.[2718]

7.1118 Le Japon soutient que les États-Unis tentent aussi de détourner l'attention de la capacité intérieure en mettant l'accent sur les niveaux des expéditions.[2719] Hypocritement, cet argument ne porte que sur 1998, ce qui est absolument fallacieux. En 1999 et en 2000 – années pendant lesquelles les résultats de la branche de production nationale se sont détériorés – les expéditions à l'importation ont été en baisse mais les expéditions intérieures ont augmenté, de même que la capacité intérieure.

[2711] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 498.

[2712] Voir Mémoire après audition des sociétés ayant répondu conjointement concernant les produits laminés plats en acier (1er octobre 2001) (présenté par le cabinet juridique Willkie Farr & Gallagher) (en réponse à la question de la commissaire Hillman qui avait demandé comment la capacité, par opposition aux expéditions réelles, peut avoir des incidences sur les prix), page 93, (pièce n° 55 des coplaignants).

[2713] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 139.

[2714] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 140.

[2715] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 497.

[2716] Rapport de l'USITC, volume II, tableaux FLAT-16 à 21.

[2717] *Ibid*, tableaux FLAT-30, 33, 36, 39 et 43.

[2718] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 141.

[2719] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 498.

En 1999 et 2000, la part de marché absorbée par les importations a été stable, oscillant au cours de ces deux années autour de 10,5 pour cent, niveau correspondant à ceux de 1996 et de 1997.

Tableau 6: Variations des importations et des expéditions intérieures, résultats d'exploitation de la branche de production nationale: 1997-2000[2720]

Année	Variations des expéditions à l'importation par rapport à l'année précédente	Variations des expéditions intérieures par rapport à l'année précédente	Résultats d'exploitation pour l'année considérée
1997	902	1 619	6,1
1998	6 031	-111	4,0
1999	-4 488	3 119	-0,7
2000	77	1 190	-1,4

7.1119 Le Japon précise qu'en 1999 et 2000, alors que les résultats d'exploitation de la branche d'expédition nationale étaient en baisse, les importations connaissaient un repli et les expéditions intérieures augmentaient. En 1999 et en 2000, l'accroissement des expéditions intérieures faisait paraître dérisoires les variations des niveaux d'importation. Le Japon estime qu'il est faux d'imputer la faute à la baisse des importations et de faire abstraction de l'accroissement de la capacité intérieure, qui a entretenu l'accroissement des expéditions intérieures. L'impact de l'accroissement de la capacité intérieure aurait dû à tout le moins être dissocié et distingué des importations pour vérifier la validité des théories de l'USITC et faire en sorte que l'effet de cet accroissement ne soit pas imputé à tort aux importations.[2721]

7.1120 La Nouvelle-Zélande fait valoir aussi que les États-Unis ne tentent pas de contester l'observation de fait selon laquelle la capacité intérieure excédentaire (c'est-à-dire la mesure dans laquelle la capacité était supérieure à la demande, et pas seulement l'"accroissement de la capacité") a été six fois supérieure à l'accroissement modeste des importations pendant la période allant de 1996 à 2000.[2722] Les États-Unis ne reconnaissent pas les conséquences de ce fait, c'est-à-dire l'effet relatif sur les prix de l'accroissement de la capacité nationale par opposition aux importations. Ils avancent au contraire l'argument peu convaincant que la comparaison qu'il y a lieu de faire concerne l'accroissement de la capacité des producteurs étrangers (et non les importations réelles) et l'accroissement de la capacité intérieure.[2723] [2724] Selon la Nouvelle-Zélande, cet argument ne peut qu'être faux pour deux raisons. La première est que l'article 4:2 b) prévoit qu'il faut démontrer l'existence du lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave pour la branche de production nationale, en le distinguant et en le dissociant des autres facteurs qui causent un dommage à ladite branche de production (comme un accroissement considérable de la capacité intérieure excédentaire). La seconde est que la mention d'un simple accroissement de la capacité des producteurs étrangers est aussi dénuée d'intérêt sur le plan économique si l'on n'examine pas dans quelle mesure ledit accroissement dépasse la demande et influe sur le niveau des importations sur le marché des États-Unis.[2725]

[2720] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 142, citant le rapport de l'USITC, volume II, tableaux FLAT-12 à 17 et FLAT-20 à 25, et première communication écrite du Japon, annexe B.
[2721] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 142.
[2722] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.127.
[2723] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 496.
[2724] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.127.
[2725] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.128.

7.1121 Le Japon et le Brésil relèvent par ailleurs que l'USITC a aussi signalé les faibles taux d'utilisation de la capacité comme preuve du dommage causé par les importations. Le Brésil et le Japon renvoient à cet égard à la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, dans laquelle l'Organe d'appel a expressément analysé la nécessité d'examiner soigneusement l'accroissement de la capacité et les baisses d'utilisation de la capacité. Or, selon le Japon et le Brésil, l'USITC n'a pas procédé à l'analyse indiquée dans le rapport sur l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, y compris examiné le taux d'utilisation de la capacité, si la capacité était restée stable pendant la période au lieu d'augmenter. Le Japon et le Brésil estiment que si l'USITC avait procédé à cette analyse elle n'aurait peut-être pas tiré cette conclusion hâtive.[2726]

7.1122 En réponse, les États-Unis objectent que l'USITC a bel et bien examiné si l'accroissement de la capacité avait provoqué une diminution de l'utilisation de la capacité de la branche de production nationale. L'USITC a reconnu que la capacité de production de la branche de production avait augmenté de 15,9 pour cent entre 1996 et 2000, et que ce taux était supérieur à celui de l'accroissement de la demande enregistré pendant la même période, puisque la consommation avait augmenté de 7,8 pour cent. Elle a aussi reconnu à juste titre que le niveau de production de la branche de production, bien qu'en hausse, n'avait pas suivi l'accroissement du niveau de la capacité de la branche de production. En outre, après avoir examiné les liens entre ces deux tendances, l'USITC a constaté à juste titre que les importations n'étaient pas une cause importante de la baisse des taux d'utilisation de la capacité de la branche de production. Elle a constaté qu'au contraire cette réduction de l'utilisation de la capacité était due "pour une part notable" à l'accroissement de la capacité de la branche de production pendant ladite période.[2727] Les États-Unis soutiennent également que, comme l'USITC n'a pas imputé de baisse des taux d'utilisation de la capacité de la branche de production aux importations, la position de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* ne s'applique pas à l'analyse des CPLPAC faite par l'USITC. Comme l'Organe d'appel l'a relevé dans l'affaire *Gluten de froment*, l'USITC avait constaté expressément que les baisses des taux d'utilisation de la capacité de la branche de production nationale étaient la conséquence directe de l'accroissement des importations.[2728] Dans la présente affaire, elle a constaté le contraire.[2729]

7.1123 Le Japon et le Brésil soutiennent qu'en 1996, avant toute poussée prétendue des importations, les taux d'utilisation de la branche de production nationale oscillaient entre 80 et 90 pour cent. L'USITC a constaté qu'avec de tels taux d'exploitation la branche de production nationale réalisait des bénéfices d'exploitation raisonnables.[2730] Le Japon et le Brésil font valoir que s'il n'y avait pas eu d'accroissement massif de nouvelles capacités nationales, la branche de production aurait pu fonctionner à plein rendement et de manière plus rentable en 2000. Selon le Japon et le Brésil, l'USITC n'a même pas envisagé cette analyse.[2731]

7.1124 En réponse, les États-Unis soutiennent que cet argument est hors de propos pour deux raisons importantes. D'abord, il ne tient pas compte du fait, reconnu par l'USITC, que l'on peut prévoir qu'une branche de production développe sa capacité face à une augmentation constante de la demande sur un marché, ce qui s'est produit sur le marché des CPLPAC de 1996 à la fin de 2000. Ensuite et surtout, il

---

[2726] Première communication écrite du Japon, paragraphe 267; première communication écrite du Brésil, paragraphe 191.

[2727] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 489 et 490.

[2728] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 82 à 84.

[2729] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 490, note de bas de page 619.

[2730] Première communication écrite du Japon, paragraphe 268; première communication écrite du Brésil, paragraphe 191.

[2731] Première communication écrite du Japon, paragraphe 268; première communication écrite du Brésil, paragraphe 192.

ne tient pas compte du fait que, même si la branche de production n'avait pas augmenté sa capacité, les importations auraient continué d'affluer sur le marché en 1998 à des prix peu élevés et de faire baisser les prix pendant tout le reste de la période. Par conséquent, même sans ces accroissements de la capacité nationale, les renseignements versés au dossier montrent que les importations auraient quand même provoqué les baisses de prix substantielles enregistrées sur le marché de 1998 à la fin de 2000. À cet égard, il ressort du dossier, par exemple, que la valeur unitaire moyenne des importations a été en baisse de 10,1 pour cent pendant cette période, la totalité de cette baisse correspondant à la contraction des prix en 1998, 1999 et 2000.[2732]

7.1125 La Corée relève que les États-Unis disent que l'USITC "a distingué et dissocié les baisses de prix imputables aux importations des baisses de prix imputables aux accroissements de la capacité".[2733] Comme les États-Unis l'admettent expressément, en fait l'USITC ne s'est pas attachée à dissocier les effets imputables à chaque facteur et a simplement constaté que ces accroissements de la capacité étaient substantiels et que par conséquent "ils auraient probablement" "un certain" effet sur les prix et que les importations étaient "beaucoup plus importantes" que l'accroissement de la capacité.[2734]

7.1126 La Corée et la Nouvelle-Zélande soutiennent que l'USITC n'a pas établi expressément, dans une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par ce facteur n'était pas imputé à l'accroissement des importations.[2735] En particulier, la Corée allègue que l'USITC n'a expliqué à aucun moment comment elle avait déterminé que c'étaient les importations, et non la capacité intérieure excédentaire, qui avaient fait baisser les prix. Comme la branche de production des États-Unis souffrait d'une faible utilisation de la capacité et que le prix relatif des importations a continué de monter dans la dernière partie de la période visée par l'enquête, il était "plausible" que la branche de production nationale ferait baisser les prix pour accroître sa part de marché. Indépendamment de tous ces faits, la Corée soutient que l'USITC n'a pas donné d'explication motivée et adéquate de sa déclaration catégorique selon laquelle c'étaient les importations, et non la capacité nationale excédentaire, qui avaient fait baisser les prix.[2736] La Chine fait valoir de même que, si l'USITC a conclu en disant que ce facteur avait probablement joué un rôle dans les baisses de prix qui avaient contribué à causer le dommage, elle n'a pas expliqué comment ni à quel moment. De plus, selon la Chine, l'USITC n'a pas expliqué dans quelle mesure ce facteur avait joué un rôle eu égard à la situation générale de la branche de production.[2737]

7.1127 La Corée estime qu'un examen plus précis des délais, des effets exacts et de la manière dont les prix ont été affectés est un outil d'analyse additionnel évident qui aurait pu être utilisé.[2738] La Corée estime que cette approche analytique aurait fait apparaître ce que l'USITC a ignoré. L'effet évident des accroissements de la capacité sur les résultats des producteurs est l'encouragement de la production et l'augmentation des ventes afin de maximiser une utilisation efficace de la capacité. Dans une branche de production à forte intensité de capitaux comme l'industrie de l'acier, le taux d'utilisation de la capacité est primordial. Il va de soi qu'une capacité excédentaire amènerait les

[2732] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 500.
[2733] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 494.
[2734] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 494.
[2735] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 128; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.146 et 4.155.
[2736] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 128.
[2737] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 367.
[2738] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 164.

producteurs à baisser leurs prix pour vendre la production additionnelle afin de maintenir une utilisation efficace.[2739]

7.1128 Le Brésil demande en quoi les conjectures de l'USITC concernant la capacité infirmées par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*[2740] diffèrent de l'"analyse" de l'USITC concernant la capacité dans la présente affaire. Devant les accroissements substantiels de la capacité intérieure excédentaire par rapport à la demande, l'USITC a reconnu qu'"il y a une très forte incitation à maximiser l'utilisation des actifs de production sidérurgique qui peut influencer le comportement du producteur en matière de prix".[2741,2742] Le Brésil affirme que, malgré cela, l'USITC se contente de la déclaration non étayée ci-après:

> "[S]i l'accroissement de la capacité intérieure était en fait la source du dommage causé à la branche de production nationale, nous nous serions attendus à ce que celle-ci fasse baisser les prix, et prenne aux importations leur part de marché. En conséquence, nous constatons que l'accroissement de la capacité de production, tout en jouant probablement un rôle dans les baisses des prix qui ont contribué à causer le dommage, n'était pas une cause importante de dommage grave pour la branche de production nationale qui soit égal ou supérieur au dommage causé par l'accroissement des importations."[2743]

7.1129 Le Brésil se demande si l'USITC dissocie et distingue véritablement les causes dans cette déclaration; où se trouve l'explication motivée et adéquate étayant cette conclusion; et où se trouve l'analyse réelle faite par l'USITC des effets dommageables de l'accroissement de la capacité excédentaire pour la branche de production. Les importations étant une cause de dommage plus importante que l'accroissement de la capacité, le Brésil se demande en outre si l'USITC a effectivement constaté qu'il existait un lien de causalité réel et substantiel entre l'accroissement des importations et le dommage grave.[2744]

Concurrence intrasectorielle

7.1130 La Nouvelle-Zélande fait observer que la production, bon marché et en augmentation rapide des mini-aciéries, dont les États-Unis admettent qu'elle représentait un tiers de la production totale de CPLPAC du pays[2745] et qu'elle était "pertinente" eu égard à la question du lien de causalité[2746], a été un facteur décisif de la baisse des prix intérieurs et des marges d'exploitation.[2747 2748]

7.1131 Les Communautés européennes et la Nouvelle-Zélande font observer par ailleurs[2749] que l'USITC a reconnu l'effet dommageable de la concurrence à l'intérieur de la branche de production - "on s'attendrait à ce que l'adjonction d'un volume accru de capacité à moindre coût ait un effet sur les prix, et nous avons constaté que tel a été le cas" - mais qu'ensuite, après avoir relevé, sans donner

---

[2739] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 165.
[2740] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 90 à 92.
[2741] Rapport de l'USITC, volume I, page 63.
[2742] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 77.
[2743] Rapport de l'USITC, volume 1, page 64.
[2744] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 77.
[2745] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 353, note de bas de page 381.
[2746] *Ibid.*, paragraphe 353.
[2747] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.158.
[2748] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.136.
[2749] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.135; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 468.

d'explication, que "ce sont les importations et non les mini-aciéries qui ont le plus souvent fait baisser les prix", l'USITC a repris son refrain:

> "[N]ous constatons que les mini-aciéries n'ont pas été principalement responsables des baisses des prix intérieurs ni une cause importante du dommage grave pour la branche de production nationale ... égal ou supérieur au dommage causé par l'accroissement des importations."[2750]

7.1132 La Chine et la Nouvelle-Zélande font valoir qu'en disant que la concurrence à l'intérieur de la branche de production n'était pas "principalement" responsable du dommage grave pour la branche de production, l'USITC a reconnu que les mini-aciéries étaient tout de même responsables, même si c'était dans de moindres proportions.[2751]

7.1133 Le Japon allègue qu'eu égard à la concurrence intersectorielle, il est manifeste que la décision de l'USITC ne répond pas à la prescription relative à la non-imputation contenue à l'article 4:2 b). Il fait valoir en particulier que les éléments de preuve sont à la fois concluants et mesurables et qu'ils montrent que la concurrence entre chaque segment de la branche de production est une cause plus importante du dommage causé à la branche de production nationale que les importations. De l'avis du Japon, si l'USITC avait dissocié et distingué ces autres causes, elle n'aurait pas pu conclure que l'accroissement des importations causait un dommage grave.[2752] De même, la Nouvelle-Zélande fait valoir que, si l'USITC a reconnu que la concurrence des mini-aciéries avait un effet dommageable sur la branche de production nationale, elle n'a pas expliqué quels étaient ces effets, en les distinguant et en les dissociant du dommage grave causé par l'accroissement des importations.[2753]

7.1134 Le Japon et le Brésil font valoir que le développement considérable de la capacité et des expéditions de certains segments de la branche de production nationale avait suscité une concurrence pernicieuse entre les producteurs nationaux.[2754] L'apparition de mini-aciéries dotées de structures de coûts considérablement plus faibles a anéanti les aciéries intégrées moins efficientes.[2755] Le Japon et la Corée font valoir que les mini-aciéries, étant dotées d'une structure de coûts extrêmement compétitive, pouvaient pratiquer des prix inférieurs tout en réalisant des bénéfices d'exploitation attractifs. Les aciéries intégrées en perte de vitesse qui utilisaient la technologie traditionnelle des hauts-fourneaux ont décidé de vendre des produits en acier de la catégorie des CPLPAC pour dégager des marges brutes d'autofinancement, sans tenir compte du prix. Le Japon soutient que les sociétés intégrées, qui étaient largement en concurrence avec les mini-aciéries sur le marché dans le segment des produits de base, n'avaient guère d'autre choix que de concurrencer les mini-aciéries, qui avaient des coûts beaucoup plus faibles.[2756]

7.1135 Face à des éléments de preuve considérables sur ce point, le Japon et le Brésil font valoir que l'USITC n'a pas cherché à dissocier et à distinguer cette autre cause.[2757] Le Japon, la Corée et le

---

[2750] Rapport de l'USITC, volume I, page 65.
[2751] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 359 et 363.
[2752] Première communication écrite du Japon, paragraphe 255.
[2753] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.136.
[2754] Première communication écrite du Japon, paragraphe 269; première communication écrite du Brésil, paragraphe 192.
[2755] Première communication écrite du Japon, paragraphe 270; première communication écrite du Brésil, paragraphe 193.
[2756] Première communication écrite du Japon, paragraphe 270; première communication écrite de la Corée, paragraphe 136.
[2757] Première communication écrite du Japon, paragraphe 269; première communication écrite du Brésil, paragraphe 192.

Brésil font valoir que l'USITC a reconnu l'avantage compétitif des mini-aciéries mais n'a pas tenu pleinement compte de ses effets pour le reste de la branche de production parce que les mini-aciéries n'étaient pas "principalement" responsables du dommage. Plus précisément, le Japon et le Brésil déclarent que l'USITC a relevé que les mini-aciéries "bénéficiaient très souvent d'avantages sur le plan des coûts par rapport aux producteurs intégrés" et qu'"on s'attendrait à ce que l'adjonction d'un volume accru de capacité à faible coût ait un effet sur les prix, et nous constatons que tel a été le cas". L'USITC a ensuite écarté ce facteur en se livrant à un examen rapide et vicié des prix des produits laminés à chaud; les prix à l'importation étaient de toute évidence inférieurs aux prix des mini-aciéries. Cette tentative visant à faire abstraction du rôle de la concurrence à l'intérieur de la branche de production est une erreur à divers égards.[2758]

7.1136 Le Japon, la Corée et le Brésil considèrent que si l'USITC avait dûment examiné ce facteur, elle aurait constaté que les mini-aciéries avaient des structures de coûts faibles qui leur permettaient de pratiquer des prix inférieurs à ceux des autres producteurs nationaux tout en restant rentables.[2759] La Corée fait aussi valoir que si l'USITC a reconnu que les mini-aciéries possédant un avantage au niveau des coûts par rapport aux producteurs intégrés, elle a écarté l'importance de ce fait en observant qu'il y a eu un avantage au niveau des coûts tout au long de la période, c'est-à-dire avant et après l'apparition du dommage.[2760]

7.1137 La Nouvelle-Zélande fait valoir qu'en aucun point de son rapport l'USITC ne sépare les données relatives à la production et aux prix des mini-aciéries et celles des producteurs intégrés pour pouvoir évaluer les effets de la production des mini-aciéries sur la branche de production dans son ensemble. Elle ne prend pas non plus en compte le désavantage compétitif évident dont souffraient les aciéries intégrées dont les charges héritées du passé et d'autres coûts étaient beaucoup plus élevés que ceux des mini-aciéries.[2761]

7.1138 Les États-Unis relèvent en réponse que l'USITC a analysé de manière approfondie la nature et l'importance de la concurrence des mini-aciéries pour les prix intérieurs des CPLPAC. Elle a en particulier reconnu à bon droit que les données versées au dossier montraient que les mini-aciéries "bénéficiaient très souvent d'avantages sur le plan des coûts par rapport aux producteurs intégrés" et noté que ces avantages étaient dus au fait que les coûts des matières premières des mini-aciéries étaient plus faibles et que la gamme de produits de chaque catégorie de producteurs était différente. En raison de ces avantages sur le plan des coûts, l'USITC a constaté que l'on pouvait raisonnablement s'attendre à ce que l'adjonction d'un volume accru de capacité à faible coût aurait un effet indirect sur les prix. À partir de son analyse du dossier, elle a donc conclu que l'adjonction de cette capacité à faible coût avait eu un certain effet sur les prix intérieurs pendant la période visée par l'enquête.[2762]

7.1139 De plus, les États-Unis affirment que l'USITC ne s'est pas contentée de poser l'hypothèse que les décisions en matière de prix des exploitants des mini-aciéries n'étaient pas la cause des baisses de prix substantielles dont le marché des CPLPAC avait été victime entre 1998 et la période intermédiaire de 2001. L'USITC a examiné de manière appropriée les amples éléments de preuve versés au dossier disponibles concernant la nature de la concurrence au niveau des prix entre les

[2758] Première communication écrite du Japon, paragraphe 271; première communication écrite de la Corée, paragraphe 135; première communication écrite du Brésil, paragraphe 194.
[2759] Première communication écrite du Japon, paragraphe 271; première communication écrite de la Corée, paragraphe 135; première communication écrite du Brésil, paragraphe 193.
[2760] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 136.
[2761] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.160.
[2762] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 507.

mini-aciéries, les importations et les producteurs intégrés.[2763] Comme elle l'a indiqué dans son analyse des effets des mini-aciéries en matière de concurrence, les données montraient que, même si les aciéries avaient des coûts inférieurs à ceux des producteurs intégrés, c'était les importations et pas les aciéries qui influençaient de manière déterminante les prix du marché et qui les ont fait baisser tout au long de la période visée par l'enquête.[2764] En fait, comme l'USITC l'a fait ressortir dans son analyse, les données relatives à la comparaison des prix montraient que les importations s'étaient toujours vendues à des prix inférieurs à ceux des producteurs des mini-aciéries tout au long de la période visée par l'enquête en ce qui concerne les produits laminés à chaud, qui ont représenté la majorité des expéditions des mini-aciéries pendant ladite période.[2765] Par ailleurs, les renseignements versés au dossier montraient que les importations s'étaient toujours vendues à des prix inférieurs à ceux des mini-aciéries en ce qui concerne également les tôles et les produits laminés à froid pendant la même période.[2766] Forte de ces éléments de preuve versés au dossier, l'USITC a dûment conclu que ce n'étaient pas les mini-aciéries "à faible coût", mais les importations, qui faisaient baisser les prix aussi systématiquement sur le marché des CPLPAC pendant la période allant de 1998 à 2001.[2767] En conséquence, même si l'USITC a conclu avec raison que les mini-aciéries avaient joué un rôle dans les baisses des prix sur le marché, elle a aussi constaté à juste titre que c'était l'accroissement des importations, et non les opérations des mini-aciéries, qui était la principale cause des baisses des prix qui s'étaient produites pendant la période allant de 1998 à 2000.[2768]

7.1140 De plus, les États-Unis avancent que s'il est vrai que l'USITC a reconnu dans son analyse que les "producteurs des mini-aciéries étaient peut-être mieux à même de résister à la concurrence des importations à faible prix que les autres producteurs nationaux" en raison des avantages sur le plan

[2763] Nous faisons observer à cet égard que, pendant l'enquête, l'USITC a établi un certain nombre de graphiques spécifiques présentant une ventilation séparée des opérations financières et des opérations de production des mini-aciéries et des producteurs intégrés, et une série de graphiques présentant une comparaison des prix trimestriels qui font apparaître un tableau de ventes à des prix inférieurs/à des prix supérieurs entre les mini-aciéries, les importations et les producteurs intégrés. Voir par exemple INV-Y-215, pages 3 à 11 (pièce n° 38 des États-Unis); voir aussi Minimill Trade Data (pièce n° 60 des États-Unis). Si une partie de ces documents sont confidentiels et ne peuvent pas être divulgués, l'USITC a en fait traité ces données et les a examinées, comme le montre la pièce n° 38 des États-Unis. L'affirmation de la Nouvelle-Zélande selon laquelle l'USITC n'a pas séparé les données concernant ces producteurs dans son rapport est donc hautement erronée. Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.160.

[2764] Rapport de l'USITC, page 65.

[2765] À cet égard, nous faisons observer qu'il était tout à fait raisonnable que la Commission s'appuie sur les données relatives à la comparaison des prix concernant deux produits laminés à chaud pour déterminer si les importations s'étaient toujours vendues à des prix inférieurs à ceux des produits des mini-aciéries. À cet égard, les renseignements versés au dossier montraient que les produits en acier laminés à chaud constituaient la grande majorité des expéditions commerciales des producteurs des mini-aciéries. Comparer le tableau FLAT-1 (Minimill Trade Data for Carbon Flat-rolled Steel) et le tableau G03-1 (Minimill Hot-rolled Steel Trade Data) (pièce des États-Unis n° 60). L'affirmation du Brésil selon laquelle l'USITC s'est indûment appuyée sur ces données pour son analyse est donc tout simplement infondée. Première communication écrite du Brésil, paragraphe 197.

[2766] Comme on l'a déjà dit, bien que les comparaisons des prix trimestriels soient confidentielles, les renseignements versés au dossier montrent que les importations se sont vendues à des prix inférieurs à ceux des mini-aciéries en ce qui concerne les tôles, les produits en acier laminés à chaud et les produits en acier laminés à froid, dans la grande majorité des comparaisons de prix possibles pendant la période considérée, et que les importations se sont vendues à des prix inférieurs à ceux des mini-aciéries dans 64 pour cent des comparaisons possibles (70 sur 110), avec des marges pouvant aller jusqu'à 30,6 pour cent. *Ibid*. Les importations se sont vendues à des prix inférieurs à ceux des mini-aciéries dans 76 pour cent des comparaisons possibles (50 sur 66) en ce qui concerne les tôles et les produits laminés à chaud. *Ibid*.

[2767] Rapport de l'USITC, page 65.

[2768] Rapport de l'USITC, page 65; première communication écrite des États-Unis, paragraphe 508.

des coûts dont ils bénéficiaient, il ne ressort pas du dossier que les mini-aciéries ont pu conserver une saine marge de bénéfice tout au long de la période visée par l'enquête face à des prix plus faibles. Les États-Unis considèrent qu'au contraire le revenu d'exploitation unitaire des mini-aciéries a baissé, et qu'alors qu'elles avaient réalisé des bénéfices d'environ 28 dollars EU par tonne en 1997 elles ont accusé des pertes d'environ 4 dollars EU par tonne en 1998, année où il y a eu poussée des importations. Au surplus, même si les mini-aciéries ont été en mesure d'améliorer leur revenu d'exploitation, qui a atteint environ 7 dollars EU et 16 dollars EU par tonne en 1999 et 2000 respectivement, les recettes de ces deux années sont restées nettement en deçà du niveau élevé atteint en 1997, c'est-à-dire avant que la poussée des importations ne se produise. En outre, le revenu d'exploitation des mini-aciéries a encore baissé au point que celles-ci ont enregistré des pertes dans la période intermédiaire de 2001, les prix fléchissant encore davantage sur le marché. En d'autres termes, en dépit des arguments des plaignants à l'effet contraire, les renseignements versés au dossier montrent non pas que les mini-aciéries ont été en mesure de continuer de réaliser de gros bénéfices pendant toute la période visée par l'enquête, même quand les prix fléchissaient, mais qu'elles ont subi les mêmes baisses de revenu d'exploitation que les producteurs intégrés par suite de la poussée des importations à faible prix qui s'est produite en 1998.[2769]

7.1141 La Chine relève[2770] qu'à propos de la concurrence à l'intérieur de la branche de production et de l'accroissement des importations, l'USITC, dans son rapport, a affirmé ce qui suit:

> "[E]n fait, le seul moyen qu'aurait pu avoir l'USITC de calculer plus précisément le montant distinct des effets sur les prix causés par ces facteurs aurait été d'attribuer une valeur quantitative aux effets de chacun d'entre eux. Or, comme nous l'avons déjà relevé, le critère requis par l'Accord sur les sauvegardes n'est pas une évaluation quantitative des effets imputables aux importations ou aux facteurs autres que les importations respectivement, et ni l'Organe d'appel ni aucun groupe spécial n'a interprété de la sorte l'Accord sur les sauvegardes."

7.1142 La Chine fait valoir que l'USITC n'a pas procédé à une évaluation quantitative des effets de la concurrence entre la production efficace et à faible coût des mini-aciéries et les producteurs intégrés en dépit du fait que l'Accord sur les sauvegardes tel qu'il a été interprété par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux*, exige que les autorités chargées de l'enquête détermineront la nature et l'importance des autres facteurs.[2771] La Chine fait valoir que l'USITC a constaté que la concurrence à l'intérieur de la branche de production entre les mini-aciéries et les producteurs intégrés avait entraîné une baisse des ventes des produits nationaux et des réductions ultérieures des prix. La Chine estime que, de toute évidence, la concurrence à l'intérieur de la branche de production a eu sur la branche de production des effets négatifs, qui auraient dû être évalués.[2772]

7.1143 La Chine met en relief[2773] les données ci-après concernant les expéditions des mini-aciéries et les importations de CPLPAC[2774]:

[2769] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 513.
[2770] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 217.
[2771] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux*, paragraphe 215.
[2772] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 219.
[2773] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 220.
[2774] Rapport de l'USITC, volume II, tableau FLAT-1, FLAT-3.

Tableau 7: Importations de produits laminés plats

Milliers de tonnes	1996	1997	1998	1999	2000	Période intermédiaire de 2000	Période intermédiaire de 2001
Expéditions des mini-aciéries	17 951	27 206	31 197	34 516	37 838	17 845	19 322
Importations	18 372	19 274	25 305	20 816	20 893	11 483	6 930

7.1144 La Chine fait valoir que les éléments de preuve dont on dispose montrent que la concurrence à l'intérieur de la branche de production a joué un certain rôle dans l'évolution des prix sur le marché.[2775] La Nouvelle-Zélande fait valoir en particulier que les données dont disposait l'USITC montrent que la concurrence à l'intérieur de la branche de production a été un facteur décisif de la baisse des prix intérieurs et des marges d'exploitation.[2776] Selon la Nouvelle-Zélande, en 2001 la production d'acier brut des mini-aciéries atteignait 47,5 pour cent de la production totale des États-Unis. Or, selon la Nouvelle-Zélande, non seulement l'accroissement de la capacité intérieure (dû pour une part à la production des mini-aciéries) dépassait de loin la demande, mais l'aspect bon marché et efficace de cette capacité accrue a encore renforcé l'effet de dépression des prix. La Nouvelle-Zélande soutient que la production des mini-aciéries recouvrait une offre d'acier en augmentation rapide à un moment où l'USITC elle-même l'a reconnu, les prix intérieurs fléchissaient. La Nouvelle-Zélande estime que l'USTIC a imputé à tort cette baisse des prix aux importations, et ignoré le fait que c'était l'augmentation de l'offre intérieure d'acier qui a exercé une pression à la baisse sur les prix.[2777] Les Communautés européennes déclarent que rien n'a été fait pour tenter de distinguer et de dissocier l'effet de la pression à la baisse due à la concurrence à l'intérieur de la branche de production de la pression à la baisse prétendument causée par l'accroissement des importations. Elles soutiennent qu'il n'y a donc pas eu de démonstration expresse ni d'explication claire, non équivoque et franche, des raisons qui font que les autres facteurs ne sont pas imputés à l'accroissement des importations.[2778]

7.1145 Le Japon et le Brésil font valoir que l'USITC a ignoré les éléments de preuve attestant que plus les prix des mini-aciéries fléchissaient, plus leurs résultats financiers s'affermissaient. Les expéditions de tous les produits de la catégorie des CPLPAC des mini-aciéries ont augmenté et la valeur unitaire moyenne de leurs ventes a diminué.[2779] Le Japon fait valoir que, fait surprenant, alors que le volume des mini-aciéries augmentent et que leurs prix baissaient, leurs bénéfices continuaient d'augmenter. Selon le Japon, le contraste entre les résultats d'exploitation des mini-aciéries et des autres aciéries est spectaculaire. Les mini-aciéries ont eu de bien meilleurs résultats en 1999 et en 2000, au moment précis où les autres aciéries commençaient à rencontrer des difficultés financières.[2780]

7.1146 Le Japon et le Brésil font valoir qu'alors que la décision de l'USITC s'appliquait à tous les produits de la catégorie des CPLPAC, son analyse ne contient qu'un exemple isolé pour un seul produit, l'acier laminé à chaud. Les mini-aciéries fabriquent et vendent aussi des tôles, des produits en acier laminés à froid et même certains produits en acier revêtus. L'USITC extrapole au sujet de ces

[2775] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 221.
[2776] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.158.
[2777] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.159.
[2778] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 468.
[2779] Première communication écrite du Japon, paragraphe 274; première communication écrite du Brésil, paragraphe 197.
[2780] Première communication écrite du Japon, paragraphe 274.

autres produits sans aucune base factuelle.[2781] Le Japon et le Brésil font valoir également que l'USITC a fait fi d'éléments de preuve substantiels à l'effet contraire. À aucun moment l'USITC n'a évalué le rôle de la concurrence des mini-aciéries dans différents segments de la branche de production des CPLPAC ni répondu aux arguments selon lesquels les prix des mini-aciéries conditionnaient en fait les prix des aciéries intégrées.[2782]

7.1147 Le Brésil fait valoir en outre que l'USITC a reconnu que les mini-aciéries qui fabriquaient des CPLPAC étaient à l'origine de la majeure partie de l'accroissement de la capacité de la branche de production de l'acier des États-Unis au cours des années 90. Le Brésil fait valoir de plus que ce n'est pas simplement un volume "accru" de capacité à faible coût qui pénétrait sur le marché, mais un énorme volume. Qui plus est, les éléments de preuve montraient que les mini-aciéries ne s'en étaient pas tenues à l'expansion de la capacité résultant des investissements réalisés avant 1998. Elles avaient en fait continué d'investir dans l'expansion de la capacité en 1998, 1999 et 2000, années au cours desquelles l'USITC a constaté que la situation de la branche de production s'était considérablement dégradée.[2783]

7.1148 À cet égard, la Corée relève qu'entre 1996 et 2000 la capacité de production de CPLPAC de la branche de production nationale s'est accrue de 32 millions de tonnes. La majeure partie de l'accroissement de la capacité de l'industrie sidérurgique au cours des années 90 a été imputable aux mini-aciéries qui utilisaient la technologie de fabrication des brames minces. Selon la Corée, le faible accroissement des importations, de 2,5 millions de tonnes, est éclipsé par l'énorme accroissement de la capacité des mini-aciéries à faible coût. Malgré cela, l'USITC a tiré un trait sur l'impact de la concurrence des mini-aciéries en faisant une déclaration sans appel et non fondée selon laquelle les importations avaient "fait" baisser les prix.[2784] La Corée estime que même s'il était vrai que c'étaient les importations et non les mini-aciéries qui avaient fait baisser les prix, le volume de la capacité à faible coût a eu bel et bien un effet sur les prix, comme le reconnaît l'USITC. L'USITC était donc tenue de déterminer, de distinguer et de dissocier le dommage résultant de la production des mini-aciéries à faible coût.[2785]

7.1149 La Corée ajoute[2786] que pendant la période allant de 1996 à la fin de 2000, la capacité de production de CPLPAC des mini-aciéries a augmenté de 19,9 millions de tonnes, auxquelles est venue s'ajouter une capacité additionnelle de 1,48 million de tonnes pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à la période intermédiaire de 2000.[2787] Qui plus est, une capacité de 8,12 millions de tonnes est venue grossir cette capacité des mini-aciéries entre 1998 et la fin juin 2001[2788], période pendant laquelle la branche de production des États-Unis subissait prétendument un dommage du fait des importations. Pendant cette même période, soit entre 1998 et 2001, en revanche, les importations étaient en baisse. Ainsi, au début de la période, la capacité de production de CPLPAC des

[2781] Première communication écrite du Japon, paragraphe 272; première communication écrite du Brésil, paragraphe 195.
[2782] Première communication écrite du Japon, paragraphe 273; première communication écrite du Brésil, paragraphe 196.
[2783] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 199.
[2784] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 137.
[2785] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 138.
[2786] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 169.
[2787] Première communication écrite des États-Unis, Minimill Trade Data, tableau FLAT-1 (pièce n° 60 des États-Unis).
[2788] Première communication écrite des États-Unis, Minimill Trade Data, tableau FLAT-1 (pièce n° 60 des États-Unis).

mini-aciéries était inférieure aux importations. À la fin de la période, la capacité de production de CPLPAC des mini-aciéries était près de trois fois supérieure aux importations.[2789]

Tableau 8: Comparaison entre la capacité des mini-aciéries et les importations de produits laminés plats (en milliers de tonnes)

	1996	1997	1998	1999	2000	Janv.-juin 2000	Janv.-juin 2001
Mini-aciéries	17 951	27 206	31 197	34 516	37 838	17 845	19 322
Importations	18 372	19 274	25 305	20 816	20 893	11 483	6 930

Sources: Chiffres concernant la capacité des mini-aciéries tirés du tableau FLAT-1 (pièce n° 60 des États-Unis); données relatives aux importations tirées du Mémoire de l'USITC n° INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7 (pièce n° 90 des coplaignants).

7.1150 Les États-Unis soutiennent que cet argument est défectueux à plusieurs égards. Premièrement, il n'est pas pertinent parce qu'il repose sur une comparaison entre des pommes et des oranges, c'est-à-dire des facteurs qui ne sont pas comparables. En particulier, les plaignants comparent à tort les accroissements de la capacité des producteurs des mini-aciéries avec les expéditions à l'importation pendant la période considérée, alors que la comparaison appropriée doit porter sur les accroissements de la capacité des mini-aciéries et les accroissements de la capacité des producteurs étrangers. Si les plaignants avaient procédé à cette comparaison plus appropriée, ils auraient reconnu que les accroissements de la capacité opérés par la branche de production étrangère pendant la période visée par l'enquête avaient été nettement plus importants que les accroissements de la capacité opérés par les mini-aciéries pendant la même période. Étant donné cette nette différence entre l'accroissement de la capacité des deux séries de producteurs, il n'y aurait pas à s'étonner que l'USITC ait conclu que les importations étaient une cause de baisse des prix sur le marché plus importante que les mini-aciéries.[2790]

7.1151 Les États-Unis font valoir que, dans le même ordre d'idées, il ressort du dossier que le volume des importations sur le marché a été nettement plus grand que celui des produits expédiés par les mini-aciéries. En particulier, le volume des expéditions à l'importation pénétrant sur le marché des États-Unis sur une base annuelle a oscillé entre 18,3 et 25,3 millions de tonnes entre 1996 et 2000. À titre de comparaison, le volume total des expéditions de produits laminés plats au carbone (y compris les AMGO et les produits en acier étamé) effectuées par les producteurs des mini-aciéries sur le marché commercial n'ont jamais dépassé 11,9 millions de tonnes sur une base annuelle.[2791] De plus, les États-Unis font valoir que les éléments de preuve consignés dans le dossier montraient que les importations se sont vendues habituellement et régulièrement à des prix inférieurs aux produits nationaux et aux produits des mini-aciéries tout au long de la période visée par l'enquête, y compris en 1998, 1999 et 2000. Les renseignements versés au dossier confirment donc clairement que l'USITC a

[2789] Les États-Unis font valoir (première communication écrite des États-Unis, paragraphe 497) que la capacité de la branche de production nationale devrait être comparée à la capacité étrangère, et non aux importations. Mais il est manifeste que comme 99 pour cent au moins de la capacité de la branche de production des États-Unis est axée sur le marché intérieur (voir Mémoire de l'USITC n° INV-Y-209, tableau FLAT-ALT 7 (pièce n° 90 des coplaignants)), alors que 3 pour cent à peine au maximum de la capacité étrangère est expédiée vers le marché des États-Unis (rapport de l'USITC, volume II, tableaux FLAT-27 à FLAT-30 (pièce n° 6 des coplaignants)), la comparaison appropriée doit porter sur la capacité des États-Unis et les importations.

[2790] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 511.

[2791] Tableau FLAT-1 (pièce n° 60 des États-Unis).

constaté avec juste raison que les importations ont eu une incidence plus substantielle sur les prix du marché que la production des mini-aciéries au cours de la période allant de 1998 à 2000.[2792]

7.1152 La Corée estime[2793] que la comparaison entre les expéditions des aciéries et tant les expéditions des producteurs intégrés que les importations montre à quel point le fait de ne pas avoir analysé la croissance du secteur des mini-aciéries occulte les événements survenus sur le marché des États-Unis qui ont eu des incidences pour les producteurs de ce pays. Les expéditions globales de CPLPAC des États-Unis ont augmenté de 13,3 millions de tonnes entre 1996 et 2000. Or, les données présentées par les États-Unis montrent que la quasi-totalité de cette croissance était imputable aux seules mini-aciéries: les expéditions des producteurs intégrés n'ont augmenté que de 1,1 million de tonnes entre 1996 et 2000, alors que les expéditions des mini-aciéries ont augmenté de 12,2 millions de tonnes. Les expéditions intérieures des producteurs intégrés effectuées pendant la période intermédiaire – au moment où les plus grandes pertes ont été enregistrées – ont été en recul de 13,5 millions de tonnes (tombant de 91,2 à 77,7 millions de tonnes). À l'inverse, les expéditions des mini-aciéries ont augmenté de 588 000 tonnes. En 1996, les expéditions des mini-aciéries représentaient 8,5 pour cent des expéditions des États-Unis. En 2001, cette part avait doublé.

Tableau 9: Expéditions de produits laminés plats en acier effectuées par les mini-aciéries et par les aciéries intégrées des États-Unis, et total de ces expéditions (en milliers de tonnes)

	1996	1997	1998	1999	2000	Janv.-juin 2000	Janv.-juin 2001
Mini-aciéries	15 749	19 549	21 874	26 040	27 306	14 778	15 366
Aciéries intégrées*	169 058	168 898	167 269	170 573	170 163	91 221	77 689
Total	184 807	188 447	189 143	196 613	198 069	105 999	93 055
Part des mini-aciéries dans les expéditions totales des États-Unis	8,5%	10,4%	11,6%	13,2%	14,1%	13,9%	16,5%

*Les chiffres portés sous "aciéries intégrées" correspondent à la différence entre les chiffres portés sous "total" et sous "mini-aciéries".

Sources: Chiffres concernant la capacité des mini-aciéries tirés du tableau FLAT-1 (pièce n° 60 des États-Unis); chiffres concernant les expéditions totales des États-Unis tirés du Mémoire de l'USITC n° INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7 (pièce n° 90 des coplaignants).

7.1153 La Corée soutient que si l'on fait une comparaison avec l'incidence des mini-aciéries, surtout pendant la période clé qui va de 1998 à 2001 (au cours de laquelle il est allégué que les importations ont causé un dommage), les importations ont joué un rôle réduit sur le marché. Si l'on compare l'accroissement des expéditions des mini-aciéries et l'accroissement des importations, on voit clairement que la croissance globale des expéditions des mini-aciéries pendant cette période a été gigantesque par rapport à la croissance des importations (12,2 millions de tonnes contre 2,6 millions de tonnes). On voit aussi qu'alors que les expéditions des mini-aciéries ont augmenté de 6 millions de tonnes pendant la période au cours de laquelle "la branche de production [des États-Unis] subissait prétendument un dommage du fait des importations" (entre 1998 et 2000) les importations ont

[2792] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 512.
[2793] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 170.

diminué de 4,4 millions de tonnes en 2000, et de 4,6 millions de tonnes de plus pendant la période intermédiaire. Au début de la période visée par l'enquête les importations étaient donc plus importantes que les expéditions des mini-aciéries. À la fin de la période, les expéditions des mini-aciéries représentaient plus du double des importations.[2794]

Tableau 10: Comparaison entre les expéditions de produits laminés plats des mini-aciéries et les importations de ces produits (en milliers de tonnes)

	1996	1997	1998	1999	2000	Janv.-juin 2000	Janv.-juin 2001
Mini-aciéries	15 749	19 549	21 874	26 040	27 906	14 778	15 366
Importations	18 372	19 274	25 305	20 816	20 893	11 483	6 930
Expéditions des mini-aciéries et expéditions à l'importation	34 121	38 823	47 179	46 856	48 799	26 261	22 296
Parts des mini-aciéries dans le total des expéditions des mini-aciéries et des expéditions à l'importation	46,2%	50,4%	46,4%	55,6%	57,2%	56,3%	68,9%

Sources: Chiffres concernant les expéditions des mini-aciéries tirés du tableau FLAT-1 (pièce n° 60 des États-Unis); chiffres concernant les importations, tirés du Mémoire de l'USITC n° INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7 (pièce n° 90 des coplaignants).

7.1154 La Corée soutient que la croissance impressionnante des expéditions des mini-aciéries par rapport et aux producteurs intégrés et aux importations tout au long de la période – et plus particulièrement pendant la période allant de 1998 à 2001 – éveille de sérieux doutes quant à l'allégation que les importations "ont fait baisser les prix" pendant la période entre 1998 et 2001.[2795,2796] Selon la Corée[2797], l'examen de la différence entre les coûts unitaires des mini-aciéries et des producteurs intégrés confirme ces doutes. Si l'on compare ces coûts unitaires on constate que ceux des mini-aciéries étaient inférieurs de 26 dollars EU la tonne à ceux des producteurs intégrés en 1996, et que ce chiffre est passé à 70 dollars la tonne en 2000 pour atteindre le niveau stupéfiant de 100 dollars la tonne pendant la période intermédiaire de 2001. Cet avantage compétitif s'est reflété dans les gains de parts de marché présentés ci-après.

[2794] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 171.
[2795] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 509.
[2796] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 172.
[2797] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 173.

Tableau 11: Comparaison entre le coût des produits vendus pour les mini-aciéries et pour les aciéries intégrées concernant les produits laminés à chaud
(dollars par tonne)

	1996	1997	1998	1999	2000	Janv.-juin 2000	Janv.-juin 2001
Mini-aciéries	311,21	301,77	293,67	250,23	257,24	266,91	232,61
Aciéries intégrées	337,26	333,64	324,46	300,07	326,84	315,70	332,18
Différence entre les aciéries intégrées et les mini-aciéries	26,05	31,87	30,79	49,84	69,60	48,79	99,58

Source: Versions publiques de documents supplémentaires citées dans les opinions des commissaires dans l'enquête n° TA-201-73, *Steel*, Mémorandum n° INV-Y-215 (1er mai 2002) ("Mémoire de l'USITC n° INV-Y-215"), tableaux STL20H31.WK4 (Flat: Hot-Rolled Integrated) et STL20H3M.WK4 (Flat: Hot-Rolled Mnimill) (pièce n° 10 de la Corée).

7.1155 La Corée fait valoir par ailleurs que ce n'est pas par hasard que les mini-aciéries ont profité de l'avantage au niveau des coûts pour baisser les prix et obtenir des parts de marché aux dépens et des producteurs intégrés et des importations. De plus, même si les producteurs intégrés ont toujours vendu pour les produits en acier laminés à chaud à des *prix* supérieurs à ceux des mini-aciéries, ces prix étaient inférieurs aux coûts pour des produits vendus en 2000 et 2001. À l'inverse les prix des mini-aciéries étaient toujours supérieurs aux coûts des produits vendus tout au long de la période visée par l'enquête.[2798]

Tableau 12: Prix de vente unitaire des produits laminés à chaud/comparaison entre les mini-aciéries et les aciéries intégrées
(prix unitaire: dollars EU/tonne)

	1996	1997	1998	1999	2000	Janv.-juin 2000	Janv.-juin 2001
Prix des mini-aciéries	321,20	328,62	296,32	271,12	283,66	316,81	233,51
Prix des aciéries intégrées	353,24	365,16	350,00	308,23	320,14	332,97	269,07
Différence entre les aciéries intégrées et les mini-aciéries	32,04	36,54	53,68	37,11	36,48	16,16	35,56

Source: Mémoire de l'USITC n° INV-Y-215, tableaux STL20H3I.WK4 (Flat: Hot-Rolled Integrated) et STL20H3M.WK4 (Flat: Hot-Rolled Mini-Mill) (pièce n° 10 de la Corée).

7.1156 D'après la Corée[2799], si l'on compare la rentabilité des mini-aciéries et celle des producteurs intégrés on constate qu'entre 1999 et 2001, la seule période pendant laquelle les mini-aciéries ont réalisé des bénéfices d'exploitation négatifs a été la période intermédiaire de 2001, au cours de laquelle les importations ont atteint leur point le plus bas, en termes absolus et en termes relatifs. Par ailleurs, c'est pendant cette période (premier semestre de 2001) que les effets négatifs d'un fléchissement important de la demande se sont fait sentir, comme l'USITC et les États-Unis le reconnaissent.[2800] En fait, dans leur analyse numérique les États-Unis utilisent 1996 comme année de

[2798] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 174.
[2799] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 175.
[2800] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1094.

base pour les bénéfices parce que la demande a été analogue en 1996 et au premier semestre de 2001. Les mini-aciéries ont aussi accusé des pertes en 1996.[2801]

Tableau 13: Comparaison entre les bénéfices d'exploitation des mini-aciéries et des aciéries intégrées et part des importations dans la production des États-Unis

	1996	1997	1998	1999	2000	Janv.-juin 2000	Janv.-juin 2001
Bénéfices d'exploitation des mini-aciéries	-1,5%	4,1%	-3,4%	2,8%	4,9%	11,7%	-4,1%
Bénéfices d'exploitation des aciéries intégrées	-0,7%	4,1%	1,6%	-10,4%	-8,1%	-0,1%	-30,1%
Parts des importations dans la production totale de produits laminés plats	10,0%	10,2%	13,2%	10,6%	10,5%	10,8%	7,4%

Source: Mémoire de l'USITC n° INV-Y-215, tableaux STL20H3I.WK4 (Flat: Hot-Rolled Integrated) et STL20H3M.WK4 (Flat: Hot-Rolled Mini-Mill) (pièce n° 10 de la Corée); *Première communication écrite de la Corée*, paragraphe 84, graphique 3.

7.1157 Selon la Corée, une analyse appropriée du rôle des mini-aciéries conduit à mettre sérieusement en question l'analyse du lien de causalité donné par l'USITC selon laquelle la baisse des importations "a fait baisser les prix", alors que les mini-aciéries ont été les seules à acquérir des parts de marché entre 1998 et la fin de la période intermédiaire de 2001. Fait plus important, si on examine la part des mini-aciéries dans la branche de production on constate que l'examen global des aciéries intégrées et des mini-aciéries masque les variations relatives des indicateurs de la branche de production nationale et le rôle des importations sur le marché. L'USITC n'a pas dûment déterminé et dissocié ces effets importants de la concurrence à l'intérieur de la branche de production et les a, au contraire, imputés aux importations.[2802]

7.1158 Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande fait valoir que, si l'USITC a reconnu que la production des mini-aciéries avait un effet sur les prix et qu'elle avait contribué dans une certaine mesure au dommage allégué, elle n'a pas évalué pleinement l'incidence de la concurrence à l'intérieur de la branche de production ni donné une explication motivée et adéquate du lien entre le dommage causé par ce facteur et tout dommage prétendument causé par les importations.[2803] La Chine et la Nouvelle-Zélande font valoir que l'USITC n'a pas déterminé ni expliqué la nature et l'importance des effets dommageables de la concurrence intrasectorielle par opposition aux effets dommageables allégués de l'accroissement des importations, ni établi expressément, dans une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par ce facteur n'a pas été imputé à l'accroissement des importations.[2804]

7.1159 Le Brésil demande en quoi l'explication simpliste de l'USITC selon laquelle "… la disparition des versements au titre de la Loi sur la laine a causé du tort aux éleveurs et aux engraisseurs d'agneaux et a incité certains d'entre eux à se retirer de la branche", jugée erronée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*[2805] diffère de l'"analyse" donnée par l'USITC dans la présente

[2801] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1094.
[2802] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 176.
[2803] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.161.
[2804] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 369; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.156.
[2805] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 185 et 186.

affaire au sujet de la concurrence intra-sectorielle. Reconnaissant la présence du volume accru de capacité des mini-aciéries à faible coût sur le marché, et constatant que cette capacité à faible coût avait bien eu un effet sur les prix, l'USITC formule une autre déclaration non étayée:

> "[N]ous constatons que les mini-aciéries n'ont pas été principalement responsables des baisses des prix intérieurs ni une cause importante de dommage grave pour la branche de production nationale, qui soit égal ou supérieur au dommage causé par l'accroissement des importations."[2806]

7.1160 Le Brésil demande une fois encore, à quel moment l'USITC dissocie et distingue effectivement les causes dans cette déclaration; où se trouve l'explication motivée et adéquate étayant la conclusion, et où se trouve l'analyse effective des effets dommageables de l'accroissement de la capacité excédentaire pour la branche de production faite par l'USITC. Comme les importations sont une cause de dommage plus importante que les accroissements de la capacité, le Brésil se demande en outre si l'USITC a effectivement constaté qu'il existait un lien de causalité réel et substantiel entre l'accroissement des importations et le dommage grave.[2807]

7.1161 Enfin, les États-Unis déconseillent au Groupe spécial de s'appuyer sur les comparaisons entre les volumes des mini-aciéries et les expéditions à l'importation présentées par la Corée. Selon les États-Unis, ces comparaisons sont trompeuses car elles mettent en regard les données relatives aux expéditions des mini-aciéries, qui sont comptées deux fois (capacité et production), et les données relatives aux expéditions à l'importation, qui ne sont pas comptées deux fois.[2808] Dans les chiffres relatifs aux expéditions des mini-aciéries utilisés par la Corée, les expéditions de brames, de produits en acier au carbone laminés à chaud et de produits en acier laminés à froid destinés à la consommation interne des mini-aciéries pour la production de produits CPLPAC d'aval sont comptées deux fois. C'est ainsi que les renseignements versés au dossier montrent que sur les 27,9 millions de tonnes de CPLPAC expédiés par les mini-aciéries en 2000, 16,043 millions de tonnes (soit plus de 57 pour cent), ont fait l'objet d'un transfert interne en vue de la production de produits d'aval composés en grande majorité de brames, de produits plats laminés à chaud en acier au carbone et de produits plats laminés à froid en acier au carbone.[2809] En d'autres termes, si l'on élimine le double comptage des transferts internes, le tonnage réel des CPLPAC expédiés par les mini-aciéries est surestimé dans les graphiques de la Corée à raison d'au moins un coefficient de deux. En revanche, dans les données relatives aux expéditions à l'exportation que contiennent les graphiques de la Corée, les expéditions à l'importation ne sont pas comptées deux fois parce que, lorsque ces expéditions sont importées et servent à fabriquer des produits d'aval, elles sont comptées comme production intérieure et expéditions intérieures. Les États-Unis soutiennent qu'en d'autres termes l'analyse de la Corée est fondée sur des comparaisons entre des volumes des expéditions des mini-aciéries qui sont surestimés et des données relatives aux expéditions à l'importation qui ne le sont pas. Pour comparer de manière appropriée les volumes des expéditions des mini-aciéries et les volumes à l'importation la Corée aurait dû prendre les exportations commerciales des mini-aciéries et les expéditions à l'importation (comme l'ont fait les États-Unis dans leur première communication écrite) car dans ces chiffres les transferts internes de CPLPAC effectués par les mini-aciéries ne sont pas comptés. Si le Groupe spécial fait le calcul, il reconnaîtra que le volume des expéditions de CPLPAC des mini-aciéries a été substantiellement moins important que celui des importations au cours de chacune des années de la période visée par l'enquête, ce qui montre bien qu'il était plus probable que ce soient les importations

[2806] Rapport de l'USITC, volume I, page 65.
[2807] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 77.
[2808] Ces comparaisons sont présentées dans la deuxième communication écrite de la Corée, aux paragraphes 169 à 176.
[2809] Voir Minimill Trade Data, page 1, pièce n° 60 des États-Unis.

et non les mini-aciéries qui aient une incidence grave et négative sur les prix intérieurs pendant la période considérée.[2810]

7.1162 En contre-réponse, la Corée relève qu'à la deuxième réunion de fond les États-Unis ont admis que les données relatives aux mini-aciéries citées par la Corée dans sa première communication étaient exactes. Leurs objections se sont réduites à se demander s'il était approprié de comparer le volume des importations et les expéditions des mini-aciéries qui recouvraient à la fois les expéditions commerciales et les expéditions en tarif intérieur ("double comptage"). Comme la Corée l'a relevé dans sa réponse, les expéditions des mini-aciéries dont elle fait état aux paragraphes 170 et 171 sont établies sur la même base que celle sur laquelle elles ont été incluses dans les expéditions totales des États-Unis dans le Mémoire de l'USITC n° INV-Y-209, tableau FLAT-ALT-7.[2811] Il est évident que les importations sont comparées avec les expéditions totales des États-Unis indiquées sur le tableau FLAT-ALT-7, il est donc tout aussi évident qu'il est approprié de comparer les importations à l'élément de ce chiffre concernant les mini-aciéries.[2812]

7.1163 En contre-réponse, la Nouvelle-Zélande relève que les États-Unis essaient de justifier rétrospectivement les conclusions de l'USITC en invoquant des éléments de preuve qui ont été supprimés de son rapport, en particulier des renseignements concernant les prix qui laissaient prétendument penser que les importations se vendaient à des prix inférieurs à ceux de la production des mini-aciéries[2813], et que les volumes des importations étaient supérieurs à la production des mini-aciéries.[2814] Ces données ne peuvent pas être versées au dossier aux fins de la présente affaire. Les États-Unis auraient dû démontrer la non-imputation "expressément, dans une explication motivée et adéquate" *avant* d'appliquer la mesure de sauvegarde. Comme la Nouvelle-Zélande l'a fait ressortir, ces données ne figurent en aucun point du rapport de l'USITC et il est trop tard pour essayer de justifier la constatation de l'USITC en se référant à des données qui ne sont pas contenues dans le rapport de l'USITC.[2815]

7.1164 Toujours en contre-réponse, le Japon fait valoir que l'USITC a ignoré les éléments de preuve selon lesquels Nucor, mini-aciérie nationale, avait une influence déterminante sur les prix des produits en acier laminés à chaud et en acier laminés à froid qui sont deux des catégories les plus importantes des CPLPAC.[2816] Le Japon trouve cette lacune très étonnante étant donné que l'USITC avait

---

[2810] Réponse écrite des États-Unis à la question du Groupe spécial n° 40 présentée à la deuxième réunion.

[2811] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 170 et 171; tableau FLAT-1 (pièce n° 60 des États-Unis), et versions à l'intention du public de la documentation supplémentaire citée dans les constatations des commissaires dans l'enquête n° TA-201-73, Steel, Memorandum No. INV-Y-209 (1er mai 2002) ("USITC Memorandum No. INV-Y-209") (pièce n° 90 des coplaignants).

[2812] La Corée fait aussi observer que, comme elle l'a relevé à la deuxième réunion de fond, tout problème de "double comptage" est la conséquence directe de la définition excessivement vaste du produit similaire laminé plat. Devant la Commission du commerce international, aucune société interrogée n'a approuvé le produit similaire "laminé plat". Les sociétés interrogées ont manifestement fait valoir que les brames, les produits laminés à chaud, les produits laminés à froid, les produits traités contre la corrosion et les tôles étaient cinq produits similaires distincts.

[2813] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 508, 473 et 474, fondée sur le tableau FLAT-1 du rapport de l'USITC, volume II FLAT-4, dont il a été fait abstraction.

[2814] *Ibid*., paragraphe 512, fondé sur le tableau FLAT-1 du rapport de l'USITC, volume II, FLAT. 4, dont il a été fait abstraction.

[2815] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.137.

[2816] Joint Respondents' Post Hearing Brief on Flat-Rolled Steel (1er octobre 2001) (présenté par le cabinet juridique Willkie Farr & Gallagher) page 94 (pièce n° 53 des coplaignants) (Au cours de l'audition de l'USITC dans le cadre de la récente enquête antidumping concernant l'acier laminé à chaud, le Directeur général

expressément invoqué cet élément de preuve au cours d'autres procédures commerciales récentes portant sur les produits en acier laminés à chaud.[2817] [2818]

7.1165 Le Japon soutient en outre[2819] que l'USITC a fait abstraction de données qui montraient que les mini-aciéries avaient gagné des parts de marché en baissant leurs prix, notamment en 2000 et en 2001:

Tableau 14: Parts de marché des mini-aciéries/des importations/des aciéries intégrées[2820]

Période	Part de marché des importations	Part de marché des mini-aciéries	Part de marché des aciéries intégrées
1er semestre 2000	26,7%	21,8%	51,5%
2ème semestre 2000	22,2%	25,9%	51,9%
1er semestre 2001	13,1%	31,4%	55,5%

7.1166 Selon le Japon, il n'est pas étonnant, sachant qu'en 2001 la plupart des sources d'importations ne pouvaient pas accéder au marché à la suite d'ordonnances en matière antidumping et en matière de droits compensateurs, que les mini-aciéries aient profité de la situation de manière disproportionnée et qu'elles aient gagné deux fois plus de parts de marché que les sociétés intégrées.

7.1167 Le Japon considère que les États-Unis essaient une fois de plus de détourner l'attention vers la capacité étrangère.[2821] Le Japon réaffirme que cette comparaison de la capacité globale brute est incorrecte. Comme la quasi-totalité de la capacité des États-Unis reste sur le marché des États-Unis, la capacité des mini-aciéries reste presque exclusivement sur ce marché. De plus, l'USITC sait que les mini-aciéries ont toujours pratiqué des prix leur permettant d'utiliser toute la capacité des usines et qu'ils s'efforcent de maintenir des taux élevés d'utilisation de la capacité.[2822] Avec un tel modèle de gestion, il y a beaucoup plus de chances que la nouvelle capacité des mini-aciéries influe sur les niveaux des prix intérieurs, plutôt que la capacité étrangère.[2823]

---

de Nucor l'a attesté: "Si notre livre de commandes n'est pas garni au cours de ce trimestre, nous baisserons nos prix pour attirer les commandes. Que s'est-il passé en 2000? La demande d'acier laminé à chaud était très forte. À la fin du premier trimestre et dans la suite de l'année, notre livre de commandes se dégarnissait. Nous avons réagi en baissant nos prix." *Ibid*., citant *Certain Hot-Rolled Steel from Argentina and South Africa*, USITC Pub. 3446, Inv. Nos. 701-TA-404 (Final) et 731-TA-898 et 905 (Final) (août 2001), transcription pages 57 et 58 (déclaration de M. DiMicco). Il a dit aussi: "Selon notre expérience nous pensons en tant que producteur à faible coût au niveau mondial qu'il vaut assurément mieux utiliser une partie importante de la capacité et pratiquer des prix bas qu'utiliser une faible partie de la capacité et pratiquer des prix bas.").

[2817] Voir pièce des coplaignants n° 34, *Certain Cold-Rolled Steel Products from Argentina, Brazil, Japan, Russia, South Africa and Thailand*, Inv. Nos. 701-TA-393 et 731-TA-829-830, 833-8324, 836, et 838 (Final) USITC Pub. 3283 (mars 2000) pages 22 et 23.

[2818] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 145.

[2819] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 146.

[2820] Première communication écrite des États-Unis, pièce n° 60 des États-Unis.

[2821] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 511.

[2822] Joint Respondents' Prehearing Brief on Cold Rolled Steel (11 septembre 2001) (présenté par le cabinet juridique Willkie Farr & Gallagher) (qui examine comment la branche de production nationale des États-Unis a régulièrement créé de nouvelles installations de production et les a utilisées à plein comme en témoigne l'accroissement des expéditions tout au long de la période), pages 20 à 23 (pièce n° 53 des coplaignants).

[2823] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 147.

7.1168 Le Japon considère également que les États-Unis essaient aussi de détourner l'attention vers les niveaux des expéditions globales.[2824] Or, de cette manière, les États-Unis omettent de reconnaître que les mini-aciéries produisent avant tout des tôles en acier, des produits en acier laminés à chaud et des produits en acier laminés à froid et qu'elles ne fabriquent de l'acier galvanisé que dans des quantités limitées et pas du tout de brames.[2825] De plus, les États-Unis ne prennent en compte que le niveau des expéditions, et pas l'évolution dans le temps. Entre 1999 et 2001, période où la branche de production nationale a commencé à connaître des problèmes, les expéditions à l'importation étaient en baisse et les expéditions des mini-aciéries en hausse.[2826]

Charges héritées du passé

7.1169 La Corée fait valoir qu'il ne fait aucun doute que les charges héritées du passé ont été un facteur important à l'origine de la situation difficile de la branche de production. La Corée, la Chine, la Nouvelle-Zélande et le Brésil font valoir que l'USITC a reconnu que les charges héritées du passé causaient un dommage à la branche de production nationale en même temps que les importations.[2827]

7.1170 La Corée et le Brésil affirment qu'il est indubitable que l'USITC s'est rendue compte de la gravité de la situation en ce qui concerne les charges héritées du passé. Même en adoptant des mesures visant à pallier les effets des importations, l'USITC a reconnu que la viabilité et la santé futures de la branche de production ne pourraient être garanties qu'en s'attaquant au problème de ces coûts.[2828] La Nouvelle-Zélande fait observer en outre que l'USITC a constaté que le financement des charges héritées du passé était un "problème préoccupant pour la branche de production nationale"; que ces coûts ont empêché "la consolidation nécessaire d'avoir lieu dans la branche de production"; mis l'accent sur "les difficultés rencontrées pour remplir ces obligations"; dit qu'il s'agissait d'un "problème ancien"; et conclu qu'ils "avaient peut-être amoindri la capacité de certains membres de la branche de production nationale de concurrencer les importations à bas prix".[2829]

7.1171 Malgré cela, selon la Corée et le Brésil, l'USITC a ensuite écarté l'importance des charges héritées du passé, faisant valoir que "les sociétés interrogées n'ont indiqué aucune raison pour laquelle le problème ancien de la branche de production n'aurait causé aucun dommage en 1996 ou en 1997 et aurait commencé à déprimer les prix et à étrangler les revenus en 1998-2000". Le Brésil fait valoir que cette déclaration ne tient pas compte des renseignements versés au dossier et ignore les différences considérables entre divers segments de la branche de production en cette matière.[2830] La Corée fait valoir qu'il est manifeste que les charges héritées du passé ont continué d'avoir une incidence importante sur la santé de la branche de production et que les charges héritées du passé sont la raison qui a fait que le secteur intégré a eu des résultats plus médiocres que le secteur des mini-aciéries. Selon la Corée, l'USITC aurait donc dû déterminer, distinguer et dissocier ces effets

[2824] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 512.
[2825] Rapport de l'USITC, page 65 ("L'acier laminé à chaud est le principal produit commercial vendu par les mini-aciéries.").
[2826] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 148.
[2827] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 177; première communication écrite de la Chine, paragraphes 359 et 362; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.163; première communication écrite du Brésil, paragraphe 204.
[2828] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 129; première communication écrite du Brésil, paragraphe 207.
[2829] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.130.
[2830] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 177; première communication écrite du Brésil, paragraphe 204.

dommageables des charges héritées du passé, qu'elle concevait clairement, avant de conclure qu'il y avait un lien substantiel entre les importations et le dommage grave pour la branche de production.[2831]

7.1172 Le Brésil fait valoir que l'examen et l'explication superficielle de la question du coût des charges héritées du passé ne correspond pas à ce que l'USITC considérait manifestement comme un problème important pour la branche de production. Selon le Brésil, le fait que les charges héritées du passé influaient réellement sur la branche de production en même temps que sur les importations était implicite dans les déclarations de l'USITC. Malgré cela, le Brésil fait valoir que l'USITC n'a pas fait en sorte de ne pas imputer aux importations le dommage causé par cet autre facteur dont elle a reconnu qu'il était important, et que par conséquent son analyse n'était pas suffisante pour répondre aux critères de l'article 4.2 b).[2832]

7.1173 Les États-Unis font observer en réponse que, dans son analyse, l'USITC a reconnu que les charges héritées du passé avaient été et continuaient d'être un obstacle à long terme en ce qui concerne les perspectives de consolidation de la branche de production.[2833] L'USITC a fait observer toutefois que la question des charges héritées du passé de la branche de production se posait préalablement à la période visée par l'enquête et que ces charges n'avaient pas empêché la branche de production de réaliser un taux de bénéfices raisonnable en 1996 et 1997, avant la poussée des importations de 1998.[2834] En outre, bien que l'USITC ait reconnu expressément que le poids des charges héritées du passé variait d'un producteur à l'autre et avait rendu certains producteurs plus vulnérables face au dommage dû aux importations, elle a constaté qu'aucune preuve versée au dossier ne permettait d'établir un lien entre les charges héritées du passé et les baisses des prix qui avaient causé un dommage grave à la branche de production dans la dernière partie de la période visée par l'enquête.[2835] L'USITC a donc avec raison écarté ces coûts en tant qu'autre facteur causant un dommage à la branche de production pendant la période visée par l'enquête.[2836]

7.1174 En contre-réponse, la Nouvelle-Zélande fait valoir[2837] que bien qu'elle se soit manifestement rendu compte de la gravité de la situation due aux charges héritées du passé, l'USITC a trouvé le moyen de conclure, au mépris de son propre raisonnement et des éléments de preuve, que les charges héritées du passé

> "[N]e sont pas responsables des prix peu élevés qui ont causé un dommage à la branche de production. Nous constatons donc que les charges héritées du passé ne sont pas une source de dommage pour la branche de production nationale égal ou supérieur à l'accroissement des importations."[2838]

7.1175 La Nouvelle-Zélande fait valoir qu'il y a là à l'évidence un raisonnement dépourvu de logique: pourquoi l'USITC était-elle uniquement prête à prendre au sérieux les charges héritées du passé si elles faisaient baisser les prix intérieurs, alors qu'elle venait d'énumérer toute une série d'autres incidences négatives?[2839]

[2831] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 131.
[2832] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 207.
[2833] Rapport de l'USITC, page 64. En effet, dans son rapport factuel l'USITC examine longuement l'incidence que ces coûts ont eu sur la situation de la branche de production. Rapport de l'USITC, OVERVIEW, pages 31 à 35.
[2834] Rapport de l'USITC, page 64.
[2835] Rapport de l'USITC, page 64.
[2836] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 503.
[2837] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.130.
[2838] Rapport de l'USITC, volume 1, page 64.
[2839] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.131.

7.1176 Les États-Unis font valoir en outre que la constatation de l'USITC selon laquelle les charges héritées du passé n'avaient pas contribué à la détérioration de la situation de la branche de production pendant la période considérée est entièrement étayée par les éléments de preuve versés au dossier. À cet égard, l'USITC a établi une analyse des incidences financières de ces coûts sur les résultats financiers de la branche de production dans son rapport.[2840] Cette analyse montre non seulement que les charges héritées du passé n'ont pas contribué à la dégradation de la situation financière de la branche de production pendant la période 1996-2000 mais que la variation de ces "coûts" a en fait été bénéfique pour la branche de production si l'on considère les résultats d'exploitation pendant cette période.[2841] À cet égard, ladite analyse montre que le coût net global sur la période pour les producteurs d'acier qui avaient mis en place des régimes à prestations définies ou des régimes à cotisations définies a effectivement baissé pendant la période considérée; plus précisément, le coût net global périodique des prestations postérieures à l'emploi liées à la pension et non liées à la pension pour les employeurs qui avaient mis en place un régime à prestations définies et ceux qui avaient mis en place un régime à cotisations définies a diminué de 447 millions de dollars EU pendant la période 1996-2000.[2842] Comme ces coûts sont ceux qui sont pris en compte dans les résultats d'exploitation de la branche de production[2843], les "charges héritées du passé" de la branche de production n'ont pas alourdi les coûts de celle-ci pendant la période considérée, comme le prétendent les plaignants; bien au contraire, les "charges" héritées du passé de la branche de production ont permis en fait de réduire le CDV global de la branche de production pendant la période considérée, et donc de relever quelque peu le niveau du revenu d'exploitation de la branche de production pendant la période visée par l'enquête.[2844]

7.1177 Les États-Unis font valoir que l'USITC a donc constaté à bon droit que les charges héritées du passé de la branche de production n'avaient pas contribué au dommage grave subi par la branche de production pendant la période visée par l'enquête. Si les plaignants relèvent à juste titre que l'USITC a reconnu que les charges héritées du passé étaient un "problème préoccupant" pour la branche de production, ils ne tiennent pas compte du fait que l'USITC a dit clairement que la question des charges héritées du passé était un problème qui se posait avant la période visée par l'enquête qui allait entraver ses efforts d'ajustement futurs de la branche de production, mais n'avait pas contribué de façon notable aux problèmes des prix ou des coûts qui étaient à l'origine du dommage causé à la branche de production pendant la période visée par l'enquête.[2845]

7.1178 En contre-réponse la Nouvelle-Zélande relève que la conclusion contenue dans le rapport de l'USITC est en fait la conclusion inverse. L'USITC a admis l'existence d'une série d'effets

---

[2840] Rapport de l'USITC, tableau OVERVIEW-9.

[2841] Rapport de l'USITC, tableau OVERVIEW-9.

[2842] Rapport de l'USITC, tableau OVERVIEW-9. À cet égard, le coût net global périodique des charges héritées du passé pour ces entreprises a régulièrement baissé pendant toute la période, tombant de 1,123 milliard de dollars en 1996 à 834 millions de dollars en 1998, puis 676 millions de dollars en 2000. *Ibid*. Le coût net global périodique de ces dépenses correspond à la somme des coûts (ou prestations) nets périodiques des prestations postérieures à l'emploi liées à la pension et non liées à la pension pour les employeurs qui ont mis en place un régime à prestations définies et des dépenses nettes au titre du régime de pension et d'autres prestations postérieures à l'emploi pour les employeurs qui ont mis en place un régime à cotisations définies. *Ibid*. Ces montants sont ceux qui sont pris en compte dans les déclarations concernant le revenu d'exploitation des sociétés.

[2843] À noter que les postes intitulés "montants comptabilisés dans les états financiers" contenus au tableau OVERVIEW-9 reflètent le passif et l'actif qui figurent dans le bilan des sociétés, et non les déclarations concernant les résultats d'exploitation. Rapport de l'USITC, pages 33 et 35.

[2844] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 504.

[2845] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 505.

dommageables imputables aux charges héritées du passé, mais pour les écarter ensuite. Elle n'a donc cherché en aucune manière à en évaluer la nature et l'importance ainsi que l'effet dommageable en les dissociant et en les distinguant de l'accroissement des importations.[2846]

7.1179 Le Brésil fait valoir que, même si l'USITC relève que "la question des charges héritées du passé varie énormément d'un producteur national à l'autre", elle n'a pas cherché à distinguer les producteurs qui ploient sous des charges héritées du passé considérables de ceux qui n'ont pas de telles charges. Dans la branche de production des CPLPAC, elle aurait constaté que la distinction provient du type de technologie utilisé pour la fabrication de l'acier. Les aciéries intégrées endossent une part disproportionnée à l'extrême des charges héritées du passé à l'intérieur de la branche de production. Or, selon le Brésil, l'analyse de l'USITC a ignoré ladite distinction, y compris ce qu'elle représentait pour le secteur des aciéries intégrées du fait que des accroissements massifs de la capacité des mini-aciéries ont été opérés jusqu'à une date avancée de 2000.[2847] À cet égard, la Nouvelle-Zélande fait valoir le fait que "le poids des charges héritées du passé varie énormément d'un producteur national à l'autre" n'est pas une raison pour écarter les charges héritées du passé en tant que cause de dommage. En réalité, selon la Nouvelle-Zélande, cela confirme la conclusion à laquelle on est déjà arrivé que ce fait renforce les effets déjà graves de la concurrence sur les aciéries intégrées.[2848]

7.1180 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, le fait que le problème des charges héritées du passé se posait sans doute préalablement à la période visée par l'enquête et que ce n'était pas une question nouvelle pour la branche de production est dénué de pertinence si les coûts en question - ce qu'ils ont fait - d'entamer la compétitivité et les bénéfices pendant cette période. La Nouvelle-Zélande estime que, au sens de l'article 4.2 b), ils "causent un dommage à la branche de production nationale en même temps [que l'accroissement des importations]". La Nouvelle-Zélande fait aussi valoir que le fait que certains secteurs de la branche de production ont pu réaliser des bénéfices à un moment de la période visée par l'enquête est également, en lui-même, dénué de pertinence: ce qui compte, c'est de savoir si les charges héritées du passé ont néanmoins causé un dommage, à ce moment-là ou à d'autres.[2849] La Nouvelle-Zélande estime que, de toute évidence, le fait que les charges héritées du passé existent depuis un certain temps est dénué de pertinence dans la mesure où celles-ci continuent de "causer un dommage à la branche de production en même temps que [l'accroissement des importations]", au sens de l'article 4.2 b).[2850] [2851]

7.1181 La Nouvelle-Zélande fait observer que les coûts se situaient entre 30 et 65 dollars EU par tonne d'acier produite par les aciéries intégrées, ce qui donne un total de 1,7 à 3,6 milliards de dollars EU pour l'ensemble de la branche de production. Si l'on considère les dépenses courantes, les producteurs intégrés visés par l'enquête de l'USITC ont dû verser pour 742 millions de dollars EU au titre des prestations postérieures à l'emploi en 2000. De plus, au cours de la même année, les engagements au titre des prestations des producteurs d'acier visés par l'enquête de l'USITC ont dépassé les actifs de 6,6 milliards de dollars EU.[2852]

[2846] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.133.
[2847] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 206.
[2848] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.167.
[2849] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.166.
[2850] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.166
[2851] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.134.
[2852] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.164 et 4.165; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.133.

7.1182 La Corée fait observer[2853] que les États-Unis citent maintenant des tableaux contenus dans le rapport des Services de l'USITC et des données qui laissent penser que la portion à court terme des charges héritées du passé qui, selon la Corée, était énorme, a quelque peu baissé pendant la période considérée.[2854] La Corée considère que, que ces charges aient baissé ou non, leurs incidences en termes absolus sur les résultats des producteurs intégrés de la branche de production sont indéniables[2855], et elles ont été réaffirmées par l'USITC dans la recommandation concernant la mesure corrective à appliquer qu'elle a adressée au Président. Comme la commissaire Okun l'a fait observer:

> "[M]ême si la Commission n'a pas constaté que ces autres causes [coûts afférents aux pensions, aux soins de santé, à la remise en état de l'environnement, et certaines questions liées à la main-d'œuvre] étaient une cause de dommage plus important ... que les importations, *cela* ne signifie pas que ces questions ne devraient pas être abordées dans le cadre d'une mesure corrective qui faciliterait un ajustement positif à la concurrence des importations en réduisant les coûts et en permettant à la branche de production de se restructurer."[2856]

7.1183 La Chine et la Nouvelle-Zélande font valoir que dans son analyse des charges héritées du passé, l'USITC ne détermine pas et n'explique pas la nature et l'importance des effets dommageables des charges héritées du passé, par opposition aux effets dommageables allégués de l'accroissement des importations, et n'établit pas non plus expressément, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par ce facteur n'est pas imputé à l'accroissement des importations.[2857] En particulier, la Chine fait valoir que l'USITC n'a pas expliqué en quoi les charges héritées du passé posaient un problème, comment ce problème influait sur la situation de la branche de production, comment les charges héritées du passé avaient empêché la consolidation nécessaire et les conséquences qui en étaient résultées pour la branche de production.[2858]

Regroupement des acheteurs

7.1184 La Chine fait valoir que l'USITC a reconnu que le regroupement des acheteurs était une cause de dommage.[2859] Elle fait valoir par ailleurs que l'USITC n'a pas expliqué la nature et l'importance de ces incidences. Selon la Chine, il ne suffit pas de dire qu'un facteur ne peut pas, à lui seul, expliquer une baisse substantielle des prix. Les prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes exigent que l'on détermine les effets dommageables de tous les facteurs.[2860]

7.1185 Les États-Unis rétorquent que l'USITC a tenu compte de l'argument avancé par les sociétés étrangères interrogées selon lequel le regroupement des acheteurs avait eu des incidences sur le

---

[2853] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 179.

[2854] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 504.

[2855] Le Président de la société Bethlehem Steel a expressément attesté de l'ampleur de ces coûts, comme l'a relevé la commissaire Okun: "Nous avons aujourd'hui 13 000 travailleurs actifs censés soutenir 74 000 familles avec personnes à charge, ce qui représente plus de 100 000 personnes qu'un nombre aussi restreint de travailleurs est censé soutenir." Rapport de l'USITC, volume I, page 442, n° 70 (pièce n° 6 des coplaignants).

[2856] Rapport de l'USITC, volume I, page 442, n° 69 (pas d'italique dans l'orginal) (pièce n° 6 des coplaignants).

[2857] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 368; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.162.

[2858] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 368.

[2859] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 359 et 364.

[2860] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 370.

pouvoir de négociation et les bénéfices de la branche de production nationale.[2861] Après avoir reconnu que l'industrie automobile et d'autres secteurs qui achètent de l'acier avaient procédé à un certain regroupement des opérations, l'USITC a écarté ce facteur, relevant qu'il existait depuis un certain nombre d'années et qu'il était antérieur à 1998, année où s'est produite la poussée des importations.[2862] De plus, elle a déclaré qu'elle n'avait découvert aucun élément de preuve démontrant que ce regroupement avait eu une incidence sur les prix intérieurs ou était une cause de dommage grave pour la branche de production.[2863]

7.1186 Les États-Unis font valoir que la Chine n'ayant pas démontré le bien-fondé de ses arguments, il est clair que les constatations de l'USITC à cet égard sont raisonnables et que l'USITC a rejeté à bon droit l'argument selon lequel le regroupement des acheteurs était une source de dommage pour la branche de production.[2864]

7.1187 La Chine fait valoir que les regroupements d'acheteurs sont un processus qui se poursuit pendant toute la période visée par l'enquête. Comme ils sont de nature à réduire le pouvoir de négociation et les marges bénéficiaires des producteurs nationaux, l'USITC aurait dû distinguer leurs effets de l'incidence des importations et démontrer le "bien-fondé" de ses constatations. La Chine estime que l'USITC ne l'a pas fait.[2865]

Mauvaise gestion

7.1188 La Chine fait observer que les sociétés interrogées ont fait valoir auprès de l'USITC que les mauvaises décisions de sociétés avaient alourdi la dette et expliquaient les résultats financiers médiocres et les faillites. Selon la Chine, l'USITC s'est contentée de répondre que puisque la situation financière de la branche de production "s'était détériorée après la poussée des importations", ce phénomène résultait du dommage causé par l'accroissement des importations et que les décisions financières médiocres ne pouvaient donc pas être une cause de dommage, d'autant plus que l'alourdissement de la dette ne peut pas expliquer les baisses de prix. La Chine fait valoir que ce n'est pas une réponse. En disant qu'un facteur n'est pas une cause parce que c'est un autre facteur qui l'est, l'USITC n'indique pas les raisons pour lesquelles le premier facteur n'est pas une cause. De l'avis de la Chine, aucune explication n'a été fournie.[2866]

7.1189 En réponse, les États-Unis font observer que l'USITC a répondu à l'argument des importateurs et des producteurs étrangers selon lequel de mauvaises décisions en matière de gestion, telles que les décisions d'investissement en équipement prises par la branche de production, avaient causé un dommage à la branche de production.[2867] L'USITC a estimé que cet argument "n'était pas convaincant" et fait observer que l'augmentation de l'endettement et d'autres décisions de la branche de production en matière de gestion n'expliquaient pas la baisse des prix qui s'était produite pendant la période.[2868] De plus, l'USITC a déclaré qu'il ressortait du dossier que les baisses substantielles des résultats de la branche de production avaient commencé de se produire en 1998, année où les importations ont afflué sur le marché et commencé de faire baisser les prix.[2869] Elle a fait observer

[2861] Rapport de l'USITC, page 65.
[2862] Rapport de l'USITC, page 65.
[2863] Rapport de l'USITC, page 65.
[2864] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 517.
[2865] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 222.
[2866] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 375.
[2867] Rapport de l'USITC, page 64.
[2868] *Ibid.*
[2869] *Ibid.*

que ces importations empêchaient la branche de production de conserver ou d'atteindre des niveaux de rentabilité élevés et que le degré d'endettement de la branche de production était le résultat de cette concurrence des importations, et non une cause de dommage.[2870] En bref, l'USITC a dûment déterminé la nature et l'importance du dommage causé par cet autre facteur, constaté qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve attestant que les mauvaises décisions en matière de gestion aient causé un dommage à la branche de production et a raisonnablement écarté ce facteur de "dommage" allégué en tant que sources éventuelles de dommage.[2871]

7.1190 Les États-Unis font valoir que la Chine n'ayant pas démontré le bien-fondé de ses arguments, il est manifeste que les constatations de l'USITC à cet égard sont raisonnables, et l'USITC a écarté à bon droit l'argument selon lequel la mauvaise gestion était une source de dommage pour la branche de production.[2872]

Importations en provenance de pays membres de l'ALENA

7.1191 La Chine fait observer que l'établissement de l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave pour la branche de production nationale de certains produits plats en acier, qui se trouve dans le rapport de l'USITC, était fondé sur des données qui comprenaient les importations en provenance de pays membres de l'ALENA. Or, la Chine estime que, comme les importations en provenance des pays membres de l'ALENA étaient exclues de l'application de la mesure de sauvegarde, l'USITC aurait dû établir si l'accroissement total des importations, exception faite des importations en provenance des pays membres de l'ALENA, causait un dommage grave à la branche de production nationale. La Chine fait valoir qu'en conséquence, puisque l'établissement du lien de causalité supposait que "l'accroissement des importations" soit uniquement constitué par les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, les variations des importations en provenance du Canada et du Mexique auraient dû être considérées comme "un autre facteur". L'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes exigeait aussi que le dommage causé par les variations des importations en provenance du Canada et du Mexique ne soit pas imputé à l'accroissement des importations (en provenance des pays non membres de l'ALENA).[2873]

7.1192 La Chine fait valoir en outre que, dans le rapport complémentaire, l'USITC était tenue d'évaluer le dommage causé par les importations en provenance du Mexique et du Canada et faire en sorte que ce dommage ne soit pas imputé à l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. La Chine estime que l'USITC ne l'a pas fait. Elle fait valoir en outre que l'USITC n'a donné aucune explication du fait que le dommage causé par les importations en provenance du Mexique et du Canada n'était pas imputé à l'accroissement des importations et qu'il n'y a aucune raison de penser que le dommage causé par les importations en provenance du Mexique et du Canada n'a pas été en fait imputé à l'accroissement des importations.[2874]

7.1193 À cet égard, les Communautés européennes font observer que l'USITC a conclu que les importations en provenance du Mexique représentaient une part substantielle des importations totales et "ont contribué de façon importante" au dommage. Les Communautés européennes relèvent que le Président a décidé par la suite d'exclure les importations en provenance du Mexique de la portée de la

[2870] *Ibid.*
[2871] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 515 à 517.
[2872] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 517.
[2873] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 380.
[2874] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 515 et 516.

mesure.[2875] La Chine fait observer que le Canada et le Mexique étaient parmi les cinq principaux fournisseurs de produits CPLPAC pendant la période visée par l'enquête. Le taux de croissance des importations en provenance du Mexique a été plus élevé que celui des importations totales et la valeur unitaire moyenne des importations du produit considéré en provenance du Mexique a toujours été inférieure à la valeur unitaire moyenne des importations d'autres provenances[2876] - susceptibles d'être vendues à des prix inférieurs à ceux des producteurs des États-Unis.[2877]

7.1194 Au vu de ce qui précède, les Communautés européennes, la Chine, la Nouvelle-Zélande et le Brésil considèrent qu'il est manifeste que les importations en provenance des pays membres de l'ALENA qui étaient exclues de la mesure constituaient un "autre" facteur aux fins de la non-imputation. Malgré cela, les États-Unis n'ont pas analysé ce facteur ni établi expressément que ses effets n'étaient pas imputés aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA.[2878] Plus précisément, les Communautés européennes font valoir que bien qu'elle ait constaté que le Canada était l'un des cinq principaux importateurs et que les exportations mexicaines contribuaient de manière importante au dommage grave subi par la branche de production nationale, l'USITC n'a pas procédé à une analyse aux fins de la non-imputation concernant les effets dommageables de ces importations exclues de la mesure.

7.1195 Les États-Unis se contentent de répéter qu'ils ne sont pas tenus de procéder à une telle analyse. La réponse des États-Unis est exposée aux paragraphes 7.1066 et suivants.[2879]

7.1196 Le Brésil fait valoir que l'examen du dommage et du lien de causalité fait par l'USITC était superficiel et inadéquat pour ce qui touche aux importations en provenance des pays membres de l'ALENA. L'USITC s'est contentée de faire observer que "nous serions arrivés au même résultat si nous avions exclu les importations en provenance du Canada de notre analyse du dommage". Or, selon le Brésil, dans l'examen général du lien de causalité et du rôle des autres causes fait par l'USITC, le rôle des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA par opposition à l'ensemble des importations n'a jamais été évoqué. Le Brésil fait valoir que rien n'a jamais été fait pour tenter de procéder à une analyse factuelle en ce qui concerne les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA.[2880] Il affirme que la réponse donnée par l'USITC à l'USTR au sujet des importations en provenance des pays membres de l'ALENA n'était pas meilleure que son analyse initiale. De l'avis du Brésil, il n'y avait pas d'analyse factuelle mais la simple affirmation que "les considérations qui nous ont conduits à conclure que l'accroissement des importations de CPLPAC constituait une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale sont également applicables à l'accroissement des importations de CPLPAC de toutes provenances autres que le Canada et le Mexique".[2881]

7.1197 S'appuyant sur des décisions de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* et l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux*, le Brésil fait valoir qu'une analyse superficielle de l'USITC des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA de la part de l'USITC ne répond

---

[2875] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 469.
[2876] Rapport de l'USITC, volume 1, page 66.
[2877] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 224.
[2878] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 376; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 224; réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 82 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; première communication écrite du Brésil, paragraphe 230.
[2879] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 376.
[2880] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 230.
[2881] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 230.

pas à l'obligation de parallélisme prévue dans l'Accord sur les sauvegardes. Dans la présente affaire, le Brésil fait valoir que l'USITC n'a pas procédé à une évaluation spécifique des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA comme le veut le principe du parallélisme. Il a en fait évalué les importations en provenance des pays membres de l'ALENA, et conclu que le fait d'exclure les importations en provenance de ces pays ne changerait rien à ses constatations relatives à l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité eu égard aux importations totales. Le Brésil considère que, ce faisant, l'USITC a refait les mêmes erreurs que l'Organe d'appel avait déjà mises en relief.[2882] Le Brésil fait valoir que la conclusion non étayée de l'USITC qui est qu'elle "serait parvenue au même résultat" pour justifier l'exclusion des pays membres de l'ALENA du champ des mesures recommandées était conçue précisément dans les termes mêmes dont l'Organe d'appel avait considéré qu'ils ne répondaient pas à l'obligation de parallélisme dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux*. Le Brésil affirme que cette déclaration ne répond pas à l'obligation d'expliquer en quoi les faits étayent la conclusion que seules les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA causaient un dommage grave ou une menace de dommage grave.[2883]

7.1198 Le Brésil fait valoir en outre que l'USITC n'a pas répondu à l'obligation qui lui incombe de donner une "explication motivée et adéquate qui établiss[e] explicitement" que seules les importations causaient un dommage grave à la branche de production nationale, puisqu'elle n'a pas établi que seules les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA causaient un dommage grave; ses conclusions au sujet du lien de causalité entre les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA et le dommage grave étaient vagues et ne faisaient que sous-entendre ou suggérer pour quelle raison seules les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA causaient un dommage grave. L'analyse de l'USITC ne répondait donc pas à l'obligation de parallélisme.[2884]

> Procédures en cours et ordonnances existantes en matière antidumping et en matière de droits compensateurs

7.1199 La Corée et le Brésil font observer que l'USITC a reconnu que les ordonnances en matière antidumping et en matière de droits compensateurs "avaient contenu quelque peu l'afflux des importations après 1998".[2885] Toutefois, la Corée fait valoir que l'USITC n'a pas dûment examiné l'effet des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs qui limitaient de façon substantielle le volume des importations et réparaient le dommage causé par les importations faisant l'objet d'un commerce déloyal. La très grande majorité des importations qui avaient augmenté pendant la période allant de 1997 à 1998 concernaient les produits laminés à chaud soumis à des restrictions importantes sous forme de droits antidumping et de droits compensateurs.[2886]

7.1200 Le Brésil fait valoir qu'en fait, d'une manière générale, les importations ont été sensiblement en baisse par rapport au niveau de 1998 et qu'elles ont été stables en 1999 et en 2000. Les diverses importations faisant l'objet d'ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs et d'enquêtes en la matière étaient fortement en baisse. Pour les produits finis de la catégorie des CPLPAC, la tendance était aussi fortement à la baisse. Selon le Brésil, seules les importations de brames étaient en augmentation, sous l'impulsion de la demande de la branche de production nationale elle-même.[2887]

[2882] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 231.
[2883] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 232.
[2884] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 233.
[2885] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 139; première communication écrite du Brésil, paragraphe 208.
[2886] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 139.
[2887] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 209.

7.1201 La Corée fait valoir que l'ampleur du dommage causé par des importations faisant l'objet d'un commerce déloyal et auquel il avait été remédié au moyen d'ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs aurait dû être déterminée séparément et dissociée. Si une telle analyse avait été effectuée, elle aurait montré que le dommage restant était le dommage causé par les autres facteurs examinés plus haut.[2888]

7.1202 En réponse, les États-Unis font valoir que, d'un point de vue juridique, il n'existe pas dans l'Accord sur les sauvegardes de dispositions imposant à l'autorité compétente qu'elle exclue les importations faisant l'objet d'ordonnances en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs des calculs effectués pour évaluer la contribution des importations au dommage. Les dispositions fondamentales de l'Accord sur les sauvegardes prévoient au contraire que l'autorité compétente est tenue d'évaluer le dommage grave et le lien de causalité en examinant si "les importations" – c'est-à-dire toutes les importations et pas seulement les importations "faisant l'objet d'un commerce loyal" – ont causé un dommage grave à la branche de production nationale qui produit l'article similaire ou directement compétitif. En fait, à moins qu'une exception particulière prévue dans l'Accord ne s'applique, la mesure corrective imposée doit s'appliquer à toutes les importations du produit considéré "quelle que soit leur provenance", indépendamment de la question de savoir si certaines importations sont visées par des ordonnances en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs. L'Accord ne suggère pas que l'autorité compétente doit traiter les importations faisant l'objet d'ordonnances en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs comme s'il s'agissait d'un facteur relatif au dommage "autre que les importations".[2889]

7.1203 Les États-Unis font observer aussi que l'argument du Brésil et de la Corée repose sur l'idée que le fait d'imposer des droits antidumping ou des droits compensateurs pour les importations en provenance d'un pays donné fait disparaître tous les effets dommageables que ces importations ont pu ou pourraient avoir sur une branche de production. Selon l'Accord antidumping et l'Accord SMC, les autorités chargées de l'enquête peuvent imposer des droits sur les importations si les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées causent un dommage "important" à une branche de production nationale produisant le produit similaire. Comme l'a dit l'Organe d'appel, le critère du dommage "important" contenu dans ces accords suppose un degré de dommage moins rigoureux que le critère du "dommage grave" contenu dans l'Accord sur les sauvegardes. Ainsi, dans une enquête en matière antidumping ou en matière de droits compensateurs, les autorités chargées de l'enquête ont à déterminer uniquement si le degré de dommage requis pour satisfaire aux prescriptions de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC est atteint; elles n'ont pas à évaluer si la branche de production subit un degré de dommage plus élevé – c'est-à-dire "grave" – que le degré "important" requis en vertu de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC.[2890] En conséquence, si les droits antidumping et les droits compensateurs sont des droits correctifs qui ont pour objet de neutraliser le niveau de subvention ou le degré de dumping constaté en ce qui concerne les importations en provenance d'un pays et de réparer de la sorte le dommage "important" causé par ces importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées, ils ne neutralisent pas, et en fait ils ne peuvent pas neutraliser tout le dommage qu'une branche de production peut subir du fait de ces importations. En fait, il est fréquent que les ordonnances ne neutralisent pas tout le dommage important causé par des importations faisant l'objet d'un commerce déloyal, même après avoir été imposées. En d'autres termes, même lorsque des droits destinés à neutraliser ces pratiques commerciales "déloyales" sont imposés, les importations qui font l'objet d'ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs peuvent néanmoins

[2888] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 140.
[2889] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 524.
[2890] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 525.

causer un dommage additionnel à la branche de production qui serait considéré comme un dommage grave au sens de l'Accord sur les sauvegardes.[2891]

7.1204 Les États-Unis font valoir qu'en effet les renseignements versés au dossier ne montraient pas que les ordonnances imposées sur les produits CPLPAC pendant la période visée par l'enquête avaient fait disparaître les effets dommageables de ces importations. Les États-Unis estiment que, comme l'USITC l'a souligné à bon droit dans sa décision, bien que l'imposition d'ordonnances concernant les produits en acier au carbone laminés à chaud et les tôles ait contenu le flux de ces importations dans une certaine mesure, les données consignées dans le dossier montraient que des volumes d'importations raisonnablement substantiels en provenance des pays visés par les ordonnances avaient continué de pénétrer aux États-Unis, ainsi que des volumes beaucoup plus substantiels d'importations en provenance de pays qui n'étaient pas visés par ces ordonnances. C'est ainsi qu'en dépit du fait que des ordonnances antidumping aient été imposées pour les importations de tôles en acier au carbone en provenance de Chine, de Russie et d'Ukraine en octobre 1997, la Chine, la Russie et l'Ukraine étaient toujours les troisième, quatrième et neuvième exportateurs d'acier à destination des États-Unis en 2000.[2892] De plus, en dépit de l'imposition d'ordonnances antidumping concernant l'acier laminé à chaud en provenance de Russie, du Japon et du Brésil, les prix de l'acier laminé à chaud sur le marché étaient restés faibles après l'imposition des ordonnances. Bien que des ordonnances antidumping aient été imposées pour ces importations en juin et juillet 1999, comme l'USITC l'a relevé à bon droit, les "effets corrosifs" de ces importations à bas prix ont continué de peser sur le niveau des prix de la branche de production, comme en témoigne le fait que les niveaux des prix des produits laminés à chaud était loin de retrouver les niveaux de 1997, même après l'imposition des ordonnances. Au contraire, les renseignements versés au dossier montraient qu'après l'imposition de ces ordonnances, les prix des produits laminés à chaud ont continué de baisser jusqu'à la fin de juin 2001 après une légère amorce de reprise au cours des deux premiers trimestres de 2000.[2893]

7.1205 En contre-réponse, la Corée fait valoir que les États-Unis déforment son argument concernant l'analyse de non-imputation requise eu égard aux pratiques commerciales déloyales soumises à des mesures correctives sous forme d'ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs.[2894] La Corée ne prétend pas que l'imposition de ces droits sur les importations a fait disparaître automatiquement "tous les effets dommageables". Sa position est au contraire que les États-Unis auraient dû examiner dans quelle mesure les ordonnances et les droits avaient fait disparaître tout ou partie des effets dommageables des importations. Il est clair que les ordonnances auraient pu réparer le dommage causé par les importations faisant l'objet d'un commerce déloyal en totalité ou dans une certaine mesure.[2895] Selon la Corée, l'USITC n'a pas fait d'enquête sur ce point et s'est contentée de conclure que "les ordonnances n'avaient pas fait disparaître entièrement les effets dommageables".[2896] De l'avis de la Corée, cette "analyse" n'établit pas l'importance du dommage causé par les importations faisant l'objet d'un commerce déloyal et, partant, réparé par de telles

[2891] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 526.
[2892] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 528.
[2893] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 529.
[2894] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 525.
[2895] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 182.
[2896] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 528. Il est intéressant de constater que les États-Unis donnent à entendre que les importations de tôles continuaient de pénétrer dans le pays dans des proportions dommageables alors que les importations de tôles étaient tombées si bas sous l'effet des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs que même la branche de production nationale avait admis que les importations de tôles ne causaient pas un dommage aux producteurs de ce produit. Voir première communication écrite de la Corée, paragraphe 88 et note de bas de page 131.

ordonnances, et les États-Unis n'ont donc pas répondu aux obligations que leur impose l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.[2897]

7.1206 La Corée soutient que les États-Unis ont cependant omis d'examiner les ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs et leurs effets correctifs eu égard au dommage causé par les importations faisant l'objet d'un commerce déloyal à la branche de production intéressée dans la présente affaire.[2898]

Analyses économiques soumises à l'USITC

7.1207 On trouvera un examen plus détaillé de cette question aux paragraphes 7.997 et suivants. En outre, le Japon et le Brésil font valoir qu'au lieu d'essayer de dissocier et de distinguer les autres causes comme le veut l'Accord, l'USITC s'en est tenue obstinément à une analyse rudimentaire (et souvent erronée) des tendances comme étant le seul moyen d'évaluer l'effet des autres causes sur les résultats de la branche de production nationale. L'USITC avait à sa disposition des études économétriques contenant des éléments de preuve du rôle relatif des différentes causes, qui démontraient qualitativement et quantitativement que plusieurs de ces causes étaient considérablement plus importantes que les importations et que l'on pouvait dissocier et distinguer les divers facteurs économiques. L'USITC a pourtant écarté ces études qui avaient été établies par les sociétés interrogées au sujet des trois produits CPLPAC les plus importants – les produits en acier laminés à chaud, les produits en acier laminés à froid et les produits en acier traité contre la corrosion.[2899]

7.1208 Le Japon et le Brésil font valoir que l'USITC a ignoré ces études, alors qu'elles occupaient une place importante dans les mémoires des sociétés interrogées et leurs déclarations orales au cours de l'audition. Dans sa décision finale l'USITC n'en a guère fait mention, se contentant de s'en référer dans une note de bas de page; elle a donc reconnu du bout des lèvres ce qui aurait pu être l'élément de preuve le plus pertinent afin de répondre à l'obligation de dissocier et de distinguer le rôle des autres causes.[2900]

7.1209 Le Japon et le Brésil font valoir par ailleurs que l'USITC semble aussi avoir ignoré l'évaluation des études effectuées par ses propres services. Dans un mémorandum demandé par la commissaire Bragg, les services de l'USITC ont indiqué que les études économétriques présentées tant par les sociétés interrogées que par les requérants montraient que les importations de produits en acier laminés à froid et de produits en acier traité contre la corrosion n'avaient pas d'incidence visible sur le niveau des prix intérieurs. Le seul point de divergence concernait les produits en acier laminés à chaud. Le Brésil et le Japon font valoir que l'USITC a tout simplement ignoré cet élément de preuve sur lequel tous les économistes qui faisaient l'unanimité entre tous les économistes, à savoir que les importations de produits laminés à froid et de produits en acier traité contre la corrosion n'avaient pas d'effet sur le niveau des prix intérieurs.[2901]

[2897] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 183.

[2898] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 184.

[2899] Première communication écrite du Japon, paragraphe 276; première communication écrite du Brésil, paragraphe 212.

[2900] Première communication écrite du Japon, paragraphe 278; première communication écrite du Brésil, paragraphe 213.

[2901] Première communication écrite du Japon, paragraphe 280; première communication écrite du Brésil, paragraphe 214.

7.1210 Le Japon et le Brésil font valoir en outre qu'alors que les études contenaient des données concernant des produits spécifiques, l'USITC semble s'être satisfaite d'écarter les éléments de preuve plus spécifiques en raison de son seul produit similaire qui regroupait tous les produits de la catégorie des CPLPAC. Le Brésil et le Japon estiment que l'USITC aurait dû effectivement examiner les éléments de preuve concernant les prix des produits spécifiques car il était impossible d'établir des prix pour la catégorie des "CPLPAC". En revanche, le Brésil fait valoir que, quand il s'est agi de prendre en compte des études économiques spécifiques concernant des produits qui aboutissaient à des conclusions qui n'étaient pas à sa convenance, l'USITC leur a "accordé peu de poids", préférant utiliser des renseignements globaux concernant son produit similaire supergénérique.[2902]

7.1211 En réponse, les États-Unis font valoir que l'USITC a écarté à juste titre les conclusions que contenaient l'étude économétrique et une étude analogue présentée par la branche de production nationale car toutes deux avaient de "sérieuses" limites méthodologiques. Les deux études en question prétendaient être des études économiques complètes définissant dans quelle mesure les importations avaient une incidence sur les prix sur le marché des produits en acier de la catégorie des CPLPAC. Comme on pouvait le prévoir, l'étude présentée par la branche de production nationale prétendait montrer que "les importations étaient l'élément le plus décisif de la baisse concernant les produits en acier laminés à chaud et laminés à froid nationaux" et l'étude présentée par les sociétés étrangères interrogées prétendait montrer que les importations n'étaient pas un facteur particulièrement important eu égard au fléchissement des prix des produits en acier laminés à chaud, laminés à froid et galvanisés (c'est-à-dire traités contre la corrosion).[2903]

7.1212 Les États-Unis font observer que, comme le montre le mémoire consacré aux études effectué par les services de l'USITC, les économistes de l'USITC ont considéré que les "modèles" économiques utilisés dans les deux études contenaient des erreurs d'analyse importantes. Les services de l'USITC ont constaté que l'étude de la branche de production nationale était erronée car elle reposait sur l'hypothèse, non accompagnée de preuves, que les producteurs intégrés modifieraient la structure de production en raison des variations du niveau de rentabilité. Ils ont relevé en outre que l'étude de la branche de production nationale n'établissait pas les distinctions nécessaires entre les facteurs qui reflétaient les variations de la demande et les variations de la concurrence entre les produits nationaux et les produits étrangers sur le marché. Ils ont donc conclu que l'étude de la branche de production nationale ne contenait pas suffisamment d'éléments de preuves statistiques pour étayer ses conclusions, à savoir que "l'effet de la concurrence des importations était nettement plus important que l'effet d'autres facteurs". En d'autres termes, les services de l'USITC ont constaté que l'auteur de l'étude n'avait pas démontré le bien-fondé de sa thèse.[2904]

7.1213 Selon les États-Unis, les services de l'USITC ont estimé que l'étude soumise par les sociétés étrangères interrogées présentait elle aussi de sérieuses erreurs méthodologiques. La plus importante de ces erreurs était, selon eux, que l'étude n'était pas en fait un modèle économique "formel" et présentait simplement un argument "informel" selon lequel "des accroissements "massifs" de la capacité intérieure, opérés principalement par des aciéries à faible coût [avaient] fait baisser les prix". Les services de l'USITC ont relevé que, dans cette étude, "la principale thèse[,] qui est que la concurrence au niveau national était la principale cause du fléchissement des prix intérieurs[,] n'est confirmée que de manière peu convaincante par les résultats empiriques". Dans leurs conclusions à ce sujet, les économistes de l'USITC ont indiqué que l'auteur de l'étude "n'avait pas fourni d'éléments de

[2902] Première communication écrite du Japon, paragraphe 279; première communication écrite du Brésil, paragraphe 215.
[2903] Première communication écrite du Japon, paragraphe 519; première communication écrite du Brésil, paragraphe 132.
[2904] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 520.

preuve attestant que le prix et le volume des importations avaient un effet nettement moins important que les autres facteurs". En d'autres termes, les services de l'USITC ont considéré que l'auteur de l'étude n'avait pas présenté d'éléments à l'appui de sa thèse fondamentale.[2905] En bref, l'USITC a décidé avec raison de ne pas tenir compte de ces études puisqu'elle-même et ses services ont constaté que l'une et l'autre comportaient des erreurs considérables.[2906]

7.1214 En contre-réponse, le Japon fait valoir que le Groupe spécial devrait lire tout le texte du mémoire des services de l'USITC et pas seulement les conclusions résumées sur lesquelles les États-Unis essaient d'attirer l'attention. Deux points essentiels ressortent du corps du texte. Premièrement, la critique concernant la manière dont l'étude présentée par les parties intéressées conçoit la concurrence intrasectorielle ne s'applique qu'à ce facteur, et pas aux autres facteurs qui ont été étudiés. Ainsi, les économistes des services de l'USITC ont adopté implicitement les constatations concernant le rôle relatif de la demande et des importations, les fluctuations des prix des matières premières et des importations, et la capacité intérieure et les importations. Même si l'on devait rejeter les arguments des parties intéressées au sujet de la concurrence des mini-aciéries, les autres facteurs dans leur vaste majorité sont plus importants que les importations pour expliquer le fléchissement des prix. Le corps du mémoire ne contient absolument aucun élément étayant la conclusion beaucoup trop générale que les études des parties intéressées devraient être rejetées.[2907] Le Japon soutient que le mémoire des services de l'USITC indique que l'étude de la branche de production nationale et celle des parties intéressées arrivent en gros à des conclusions identiques concernant les produits en acier laminés à froid et les produits en acier galvanisé. Selon ces deux études, les importations de ces deux produits CPLPAC de première importance n'ont pas eu de véritable effet sur le niveau des prix.[2908] De l'avis du Japon, l'USITC a passé sous silence cette constatation parce qu'elle mettait fortement en cause sa décision de regrouper divers produits CPLPAC en un seul produit similaire. Ayant opté pour ce regroupement en un produit similaire de trop vaste portée, elle a ignoré tous les éléments de preuve gênants relatifs aux divers produits en acier qui composaient ce groupement. En fin de compte, un seul commissaire a demandé qu'une analyse soit effectuée par un économiste des services de l'USITC pour justifier le fait que les études avaient été passées sous silence.[2909] Le mémoire superficiel présenté en conséquence contenait une conclusion qui n'avait pas grand-chose à voir avec l'analyse contenue dans le corps du texte. La Commission a ensuite largement ignoré les études, au lieu de leur accorder toute l'attention qu'elles méritaient.[2910]

7.1215 Les États-Unis font observer en réponse que les modèles présentés par les parties - sociétés interrogées et branche de production nationale - au cours de l'enquête sur les produits en acier ne montraient pas que les importations de produits laminés plats en acier au carbone avaient eu une incidence minime sur les prix intérieurs des produits laminés à froid et des produits traités contre la corrosion pendant la période visée par l'enquête. Comme le Brésil devait le savoir, le modèle économétrique soumis à l'USITC par la branche de production nationale de l'acier était destiné à montrer que les importations de produits laminés plats en acier au carbone "étaient le facteur le plus important pour la détermination du prix des produits plats en acier" sur le marché des États-Unis. Le modèle non seulement cherchait à montrer que les importations de tôles en acier et de produits en acier laminés à chaud avaient des effets importants sur le prix intérieur des tôles et des produits en acier laminés nationaux à chaud, mais il montrait aussi que les importations de produits en acier

[2905] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 521.
[2906] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 522.
[2907] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 153.
[2908] Mémoire des services de l'USITC (EC-Y-042) présenté à la commissaire Bragg, Inv. No. TA-201-73 Steel (22 octobre 2001) (pièce n° 10 des coplaignants).
[2909] *Ibid*.
[2910] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 154.

laminés à froid avaient des effets importants sur les "prix propres" des produits laminés à froid nationaux sur le marché des États-Unis, alors que le prix de toutes les importations de produits laminés plats en acier au carbone avait des effets importants sur les prix des produits galvanisés (traités contre la corrosion). De plus, comme l'économiste consultant de la branche de production nationale l'avait attesté au cours de l'audition, le modèle de la branche de production nationale montrait aussi que la demande et le prix des intrants n'avaient qu'une "incidence secondaire" sur les prix intérieurs, cependant que l'utilisation de la capacité n'était guère importante sur le plan statistique et avait un effet réduit sur les prix intérieurs.[2911]

7.1216 Les États-Unis relèvent aussi que, dans le modèle économique des sociétés étrangères interrogées, le niveau global du dommage causé par les importations n'a pas été quantifié. Comme le Japon et le Brésil l'admettent tous deux[2912], ce modèle était uniquement destiné à estimer les effets des importations sur les prix intérieurs, qui sont l'un des multiples facteurs qui devraient être examinés par l'autorité compétente en vertu de l'Accord sur les sauvegardes. Le modèle ne "quantifiait" pas les effets des importations et d'autres facteurs de dommage sur la production, les expéditions, ou le niveau des recettes des ventes de la branche de production, la productivité et le niveau de l'emploi, le taux d'utilisation de la capacité, le niveau de rentabilité, ni le niveau des dépenses d'investissement.[2913] En d'autres termes, on ne peut pas considérer que ni le Japon ni le Brésil n'ont présenté un modèle tenant compte de tous les facteurs énumérés dans l'Accord sur les sauvegardes.

7.1217 Les États-Unis font observer que si le Japon et le Brésil admettent expressément que l'Accord sur les sauvegardes ne prescrit pas l'utilisation de modèles économétriques, ils soutiennent que l'autorité compétente doit en fait utiliser dans son examen une analyse économétrique si une analyse de ce type est présentée par une partie à l'enquête et que les données sont disponibles.[2914] L'Accord sur les sauvegardes ne contient absolument pas de disposition permettant de considérer que les parties ont le droit d'imposer la méthodologie analytique que l'autorité compétente doit utiliser dans son examen du lien de causalité, et le Japon et le Brésil n'ont pas invoqué de dispositions de l'Accord en ce sens.[2915] Certes les parties sont libres de suggérer des approches analytiques éventuelles au cours de l'enquête, mais l'Accord ne prescrit pas que l'autorité compétente doit répondre à ces suggestions en procédant à une analyse complète du lien de causalité pour tenir compte de toutes les méthodologies que les parties pourraient proposer. En outre, aussi longtemps que les États-Unis se conforment à l'obligation qui leur incombe d'expliquer de manière adéquate et claire pourquoi il existe un lien de causalité "réel et substantiel" entre les importations et le dommage grave subi par la branche de production, rien dans l'Accord ne permet de considérer qu'ils doivent "vérifier" leurs conclusions en se livrant à toute une série d'exercices de modélisation économique.[2916]

Défaut de présentation d'une explication motivée et adéquate

7.1218 Les Communautés européennes, le Japon et le Brésil font valoir que le rapport de l'USITC ne répond pas au critère relatif à la présentation d'"une explication adéquate" qui "tient pleinement

[2911] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 38 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[2912] Réponse écrite du Japon (aux) question(s) n° 85 posée(s) par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Brésil à la question n° 85 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2913] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 133.

[2914] Réponse écrite du Japon aux questions n° 85 posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Brésil à la question n° 85 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2915] Voir Accord sur les sauvegardes, article 3:1.

[2916] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 134.

compte de la nature et des complexités des données".[2917] En particulier, le Brésil relève que l'USITC identifie dans son rapport six "autres sources de dommage" qui ont donné lieu à un débat exhaustif au cours de l'enquête. Le Japon et le Brésil font valoir que l'USITC n'a pas répondu à l'obligation qui lui incombe d'expliquer les effets de ces autres facteurs. Le Japon fait valoir en particulier que pour ce qui est de l'explication donnée par l'USITC concernant la manière dont elle a répondu à l'obligation de non-imputation, son examen est aussi sommaire que décevant. Alors que des arguments et des données abondants ont été présentés pour chacune des autres causes, l'USITC se contente d'un paragraphe ou deux pour les écarter de manière expéditive.[2918] Les Communautés européennes, le Japon, la Nouvelle-Zélande et le Brésil font valoir que les explications, si maigres que ce soit, qui ont été données, ne répondaient pas à l'obligation d'"établir expressément, au moyen d'une explication motivée et adéquate" que le dommage causé par ces facteurs n'était pas imputé à l'accroissement des importations, réaffirmée tout récemment par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux*.[2919]

7.1219 Le Japon fait valoir que chacun des facteurs évoqués ci-dessus était important et que, considérés collectivement, ils réduisaient à néant tout lien crédible entre les importations et la situation de la branche de production nationale. En additionnant l'incidence des autres facteurs et en les comparant aux importations, une autorité raisonnable ne pouvait absolument pas conclure que les importations étaient à l'origine des problèmes.[2920] Le Japon fait valoir en outre que les effets de ces divers facteurs sont interdépendants et se renforcent mutuellement, en particulier à la fin de la période visée par l'enquête, qui est le moment où la seule baisse importante des résultats d'exploitation de la branche de production des États-Unis a été enregistrée.[2921] Or, le Japon fait valoir que l'analyse de l'USITC ne contient pas d'examen de ces interactions. Bien au contraire, l'USITC a évalué de manière superficielle l'importance de chaque autre facteur isolément par rapport à l'accroissement des importations et n'a ni dissocié ni distingué le dommage imputable à ces autres facteurs, manquant ainsi à l'obligation qui lui incombe de tenir pleinement compte des complexités des données.[2922]

7.1220 En réponse, les États-Unis font observer que, comme le Japon, ils reconnaissent que les effets de la plupart des facteurs de dommage, y compris l'accroissement des importations, sont souvent "interdépendants et se renforcent mutuellement" et sont donc difficiles à démêler. De même, les États-Unis reconnaissent que lorsque l'effet dommageable d'un de ces facteurs s'aggrave avec le temps, il est probable qu'il s'ensuivra une aggravation du dommage subi par la branche de production en raison de l'interaction entre ce facteur et d'autres facteurs qui causent un dommage, comme l'accroissement des importations. En fait, c'est précisément pour ces raisons-là que les États-Unis ont toujours adopté dans les différends portés devant l'OMC la position qu'il n'est pas réaliste en matière économique de demander à l'autorité compétente de déterminer avec précision et de dissocier les effets relatifs au dommage de chaque facteur pris individuellement sur des marchés complexes et compliqués, comme le marché de l'acier.[2923] Toutefois, le Japon se trompe manifestement lorsqu'il affirme que l'autorité compétente doit évaluer si les importations sont une cause de dommage grave plus importante que tous les autres facteurs possibles avant d'imposer une mesure corrective en

[2917] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 468; première communication écrite du Japon, paragraphe 251; première communication écrite du Brésil, paragraphe 160.
[2918] Première communication écrite du Japon, paragraphe 251; première communication du Brésil, paragraphe 178.
[2919] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 476; première communication écrite du Japon, paragraphe 251; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.138; première communication écrite du Brésil, paragraphe 178.
[2920] Première communication écrite du Japon, paragraphe 282.
[2921] Première communication écrite du Japon, paragraphe 283.
[2922] Première communication écrite du Japon, paragraphe 285.
[2923] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 532.

matière de sauvegarde. L'Accord sur les sauvegardes ne contient absolument pas de prescription prévoyant que l'autorité compétente doit constater que les effets dommageables des importations sont plus importants que les effets cumulés de tous les autres facteurs de dommage. En fait, l'Accord ne contient pas de dispositions imposant à l'autorité compétente de mesurer l'importance des effets dommageables de l'accroissement des importations par comparaison à quelque autre facteur, que ce soit à titre individuel ou collectif, et le Japon n'a pas, dans son argumentation, invoqué de prescription en ce sens. Au contraire, tant qu'il existe un lien de causalité "réel et substantiel" entre l'accroissement des importations et une aggravation générale notable de la situation de la branche de production, et tant que l'autorité compétente n'impute pas aux importations les effets d'autres facteurs qui causent un dommage, les prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes sont respectées. En fait, l'Organe d'appel lui-même a interprété l'Accord comme prescrivant à l'autorité compétente de "dissocier et distinguer" les uns des autres les effets dommageables des divers facteurs qui causent un dommage lorsqu'elle procède à l'analyse du dommage. Même si cette dissociation et cette distinction des divers facteurs de dommage peuvent être "difficiles", l'Organe d'appel a considéré qu'il fallait les faire.[2924]

7.1221 Les États-Unis font valoir qu'en conséquence, dans sa détermination concernant les produits en acier, l'USITC a veillé soigneusement à déterminer la nature et l'importance du dommage causé tant par les importations que par d'autres facteurs pris individuellement, afin d'évaluer l'importance du dommage éventuel causé par chacun de ces facteurs pris individuellement à la branche de production, et de veiller à ne pas imputer aux importations les effets des facteurs autres que les importations dans son analyse du lien de causalité. En fait, le Japon lui-même semble admettre que les États-Unis ont effectivement "isolé" les effets dommageables de chacun des facteurs en évaluant l'importance de chacun par rapport à l'accroissement des importations. Les efforts de l'USITC à cet égard sont parfaitement conformes aux principes définis par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* et dans d'autres affaires, selon lesquels les autorités compétentes doivent "dissocier" et "distinguer" les effets de l'accroissement des importations et ceux de tous les autres facteurs de dommage pris individuellement dans des enquêtes en matière de sauvegardes.[2925]

7.1222 Les États-Unis font valoir que l'examen du lien de causalité fait par l'USITC eu égard aux CPLPAC est un examen analytique bien argumenté et concluant qui tient compte des complexités d'un marché important et compliqué, qui concerne une matière première capitale pour une économie importante. Dans son analyse, l'USITC a procédé à un examen complet et objectif du dossier. Elle a établi qu'il existait un lien de causalité réel et substantiel entre les tendances concernant le volume et la part de marché des importations de CPLPAC et la détérioration importante de la situation de la branche de production des CPLPAC au cours de la seconde moitié de la période visée par l'enquête. De plus, l'USITC a analysé un certain nombre d'autres facteurs dont il était allégué qu'ils causaient un dommage à la branche de production (comme le fléchissement de la demande, l'accroissement de la capacité intérieure et la concurrence intersectorielle), déterminé la nature et la portée du dommage causé par ces facteurs éventuels et veillé à ne pas imputer aux importations les effets de ces facteurs. L'analyse de l'USITC est en tous points conforme aux prescription de l'Accord sur les sauvegardes.[2926]

Pertinence de l'analyse du produit similaire en ce qui concerne les CPLPAC

7.1223 Le Japon et le Brésil font valoir que l'examen par l'USITC des autres causes témoigne de la difficulté, voire de l'erreur qu'il y avait à établir un seul produit similaire supergénérique combinant tous les produits en acier de la catégorie des CPLPAC. Selon le Brésil et le Japon, il n'y avait absolument aucun moyen d'analyser une telle abstraction. Il n'était possible d'évaluer toutes les

[2924] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 533.
[2925] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 534.
[2926] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 536.

données pertinentes et tous les facteurs sous-jacents que pour des produits spécifiques, étant donné l'extrême diversité des producteurs, des produits et des marchés en jeu. Le Japon et le Brésil se réfèrent en particulier aux différences concernant la demande[2927], la capacité excédentaire[2928], la concurrence intersectorielle.[2929] L'USITC semblait pourtant penser qu'elle pouvait mesurer des indices comme la demande ou la capacité totales combinées d'une manière cohérente de nature à étayer ses constatations concernant le lien de causalité.[2930] Le Japon et le Brésil font valoir que ces distinctions et le peu de cas que l'USITC en a fait montrent que l'USITC n'a pas satisfait aux critères fixés à l'article 4:2 b) et distingué et évalué divers effets dommageables causés par d'autres facteurs.[2931] Le Brésil et le Japon font aussi valoir qu'en adoptant un produit "similaire" unique de beaucoup trop vaste portée, ce qui est en soi une violation des obligations des États-Unis au regard de l'OMC, l'USITC a encore aggravé ses erreurs en se trouvant contrainte d'adopter une approche analytique erronée du lien de causalité.[2932]

7.1224 Le Japon, la Corée et le Brésil font également valoir que l'USITC n'a pas satisfait au critère relatif à la non-imputation contenu dans la deuxième phrase de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes puisque, entre autres choses, son produit similaire incorrect signifiait qu'elle avait enfreint la prescription relative à la non-imputation contenue dans la deuxième phrase de l'article 4:2 b) telle qu'elle a été interprétée par l'Organe d'appel. Plus précisément, le regroupement de produits "non similaires" et de branches de production empêche entièrement de dissocier et de distinguer les facteurs de causalité, puisque la pertinence et la portée des "autres facteurs" ayant une incidence sur chaque produit similaire varient selon le produit similaire analysé.[2933]

7.1225 Selon la Corée, en définissant de manière incorrecte le produit similaire, l'USITC a en substance imputé le lien de causalité concernant tous les produits CPLPAC à l'accroissement des importations des seuls produits en acier laminés à chaud.[2934] Le produit similaire n'ayant pas été défini à bon escient, les effets réels des autres facteurs sur la branche de production ont été occultés.[2935] Les Communautés européennes, la Corée et le Brésil font aussi valoir que quand la branche de production nationale n'est pas définie à bon escient, l'autorité compétente ne peut pas établir de distinction entre les résultats des branches de production qui ont été fusionnées.[2936]

[2927] Première communication écrite du Japon, paragraphe 288; première communication écrite du Brésil, paragraphe 217.

[2928] Première communication écrite du Japon, paragraphe 288; première communication écrite du Brésil, paragraphe 217.

[2929] Première communication écrite du Japon, paragraphe 289; première communication écrite du Brésil, paragraphe 218.

[2930] Première communication écrite du Japon, paragraphe 286; première communication écrite du Brésil, paragraphe 216.

[2931] Première communication écrite du Japon, paragraphe 291; première communication écrite du Brésil, paragraphe 219.

[2932] Première communication écrite du Japon, paragraphe 291; première communication écrite du Brésil, paragraphe 219.

[2933] Réponse écrite du Japon à la question n° 80 a) posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; première communication écrite de la Corée, paragraphe 122; deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 131; réponse écrite du Brésil à la question n° 80 a) posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2934] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 104.

[2935] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 131.

[2936] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 80 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite de la Corée à la question n° 80 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Brésil à la question n° 80 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

7.1226 La Nouvelle-Zélande fait valoir qu'il n'est pas possible de procéder à une analyse de la question de savoir si l'accroissement des importations a causé un dommage grave à une branche de production nationale si cette branche de production est définie de manière incorrecte. L'examen du lien de causalité eu égard à la branche de production prise à tort en considération doit aussi aboutir à une "erreur juridique en ce qui concerne le lien de causalité lui-même" puisque l'article 2:1 prévoit, comme condition préalable à l'application d'une mesure de sauvegarde, que l'accroissement des importations doit causer un dommage grave "à la branche de production nationale de produits similaires".[2937] Les Communautés européennes, la Corée et le Brésil font valoir que, de même, lorsque des produits similaires distincts sont fusionnés à mauvais escient, il est impossible d'établir l'importance causale des divers produits similaires pour la branche de production des produits qui ont été fusionnés.[2938] La Corée soutient que si le produit similaire est défini à mauvais escient, l'analyse du lien de causalité ne permet pas d'évaluer à bon escient le poids et l'importance à attribuer à un "autre facteur" particulier de dommage, puisque chaque facteur peut affecter chaque produit similaire réel de manière différente.[2939] Les Communautés européennes estiment que définir des produits similaires et des branches de production nationale à partir d'une combinaison inappropriée risque d'aboutir à ce que l'on constate que l'accroissement des importations qui ne cause pas un dommage grave à la branche de production nationale du produit similaire a causé un dommage grave à une autre branche de production qui a été englobée artificiellement dans la définition de la branche de production.[2940] [2941]

ii) Produits étamés ou chromés

Élaboration des décisions

7.1227 La Chine et la Norvège font observer que le seul commissaire qui a émis un vote positif en ce qui concerne les produits étamés ou chromés, et qui a défini les produits étamés ou chromés comme un produit similaire distinct, est la commissaire Miller. C'est donc la détermination de la commissaire Miller qu'il est pertinent d'examiner puisqu'elle est le seul commissaire à avoir rendu une détermination distincte pour un produit pour lequel le Président a imposé une mesure de sauvegarde distincte.[2942] La Chine fait valoir que, comme l'analyse des deux autres commissaires, la commissaire Bragg et le commissaire Devaney, repose sur une définition différente du produit similaire, leurs constatations ne constituent pas une base correcte pour l'examen des produits étamés ou chromés. Si les constatations reposent sur une base erronée, il est logique que le résultat de l'analyse ne puisse pas conduire à une détermination correcte.[2943] De même, les Communautés européennes font valoir qu'elles ne voient pas comment on peut prétendre que les constatations des deux commissaires qui ont conclu à l'existence d'un accroissement des importations, d'un dommage grave et d'un lien de causalité

[2937] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 80 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2938] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 80 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite de la Corée à la question n° 80 a) posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite du Brésil à la question n° 80 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2939] Réponse écrite de la Corée à la question n° 80 a) posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2940] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 80 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2941] Réponse écrite du Brésil à la question n° 80 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[2942] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 509; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 272; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 315.

[2943] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 274.

pour des CPLPAC dans leur ensemble donnent une explication motivée et adéquate de l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave pour un produit qu'ils n'ont pas extrait de l'ensemble. Bien que les États-Unis veuillent peut-être se prévaloir de ces déterminations, on ne peut pas considérer, en vertu de l'Accord sur les sauvegardes, qu'elles ont ne serait-ce que la prétention de donner une explication motivée et adéquate suffisante pour démontrer l'existence du lien de causalité requis au titre de l'article 2:1 et de l'article 4:2 de l'Accord. L'analyse de la commissaire Miller est donc la seule qui puisse prétendre donner cette explication motivée et adéquate, et donc seule son analyse mérite d'être examinée.[2944]

7.1228 Les États-Unis font observer que plusieurs plaignants affirment à tort dans leurs mémoires que le Président s'est exclusivement fondé sur les constatations relatives au lien de causalité de la commissaire Miller concernant les produits étamés ou chromés lorsqu'il a décidé de l'imposition d'une mesure corrective de sauvegarde pour les produits en acier étamés ou chromés. Trois commissaires ont constaté que les produits en acier étamés ou chromés causaient un dommage grave à la branche de production nationale des produits étamés ou chromés: la commissaire Miller, la commissaire Bragg et le commissaire Devaney. La commissaire Miller a constaté que les produits en acier étamés ou chromés étaient un produit similaire distinct, et a rendu une constatation positive de dommage pour ce produit, alors que la commissaire Bragg et le commissaire Devaney ont constaté que les produits en acier chromés ou étamés faisaient partie du même produit similaire que les autres CPLPAC et ont rendu une détermination positive concernant ce produit similaire.[2945] Selon la loi des États-Unis, le Président ne peut pas décider de prendre pour base la constatation positive d'un commissaire pour imposer une mesure corrective, contrairement à ce que les plaignants allèguent. Bien au contraire, en vertu de la loi des États-Unis, le Président ne peut imposer une mesure corrective que si la moitié au moins des commissaires en fonction rendent une constatation positive relative au dommage et au lien de causalité. En l'espèce, le Président n'a pu imposer de mesure corrective que pour les produits étamés ou chromés parce que trois des six commissaires qui siégeaient à la Commission avaient constaté que les produits en acier étamés ou chromés, qu'ils soient ou non considérés comme un produit similaire distinct, avaient causé un dommage grave à une branche de production nationale. En fait, lorsqu'il a officiellement annoncé l'imposition de ces mesures correctives, le Président a dit expressément qu'il considérait que les "déterminations des groupes de commissaires qui ont émis un vote positif en ce qui concerne" les produits étamés ou chromés constituaient la détermination de l'USITC. En d'autres termes, le Président a expressément et clairement indiqué que les déterminations positives de la commissaire Miller, de la commissaire Bragg et du commissaire Devaney constituaient la décision de la Commission eu égard aux produits en acier étamés ou chromés. Par conséquent, même si les plaignants font valoir le contraire, la constatation relative à l'imposition d'une mesure corrective prise par le Président ne signifie pas qu'il a fait sienne la décision relative au produit similaire ou la constatation relative au dommage de la commissaire Miller.[2946]

7.1229 Sur la base des considérations qui précèdent, les États-Unis soutiennent que les plaignants soutiennent à tort, en droit et en fait, que le Président a pris les constatations relatives au dommage et au lien de causalité de la commissaire Miller pour unique fondement de ses constatations. Toutefois, comme les arguments des plaignants concernant les produits en acier étamés ou chromés sont presque entièrement axés sur l'analyse du lien de causalité concernant les produits étamés ou chromés faite par la commissaire Miller, le raisonnement des États-Unis sera lui aussi axé sur l'analyse de la commissaire Miller.[2947] Les États-Unis constatent en revanche que les plaignants n'ont pas sérieusement mis en cause les constatations positives de la commissaire Bragg et du commissaire

[2944] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 379.
[2945] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 538.
[2946] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 539.
[2947] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 540.

Devaney concernant les produits étamés ou chromés et d'autres produits CPLPAC. Les plaignants n'ont donc pas démontré *prima facie* que l'analyse de la commissaire Bragg et du commissaire Devaney concernant ces produits contrevenait aux prescriptions relatives au lien de causalité contenues dans l'Accord sur les sauvegardes. Le Groupe spécial devrait donc constater que l'analyse relative au lien de causalité de ces commissaires n'a pas été mise en cause par les plaignants dans cette affaire et que les déterminations de ces commissaires sont pertinentes en vertu de l'Accord.[2948]

7.1230 De plus, les États-Unis font valoir que la thèse des plaignants ne tient pas compte du fait qu'il existait un accord substantiel entre la commissaire Miller et les trois autres commissaires sur les questions juridiques fondamentales dans cette affaire. À cet égard, la commissaire Miller a approuvé et rejoint les constatations des trois autres commissaires selon lesquelles les produits en acier étamés ou chromés étaient le produit similaire approprié, qu'il y avait eu accroissement des importations de produits en acier étamés ou chromés pendant la période visée par l'enquête et que la branche de production avait subi un dommage grave pendant la période visée par l'enquête. De plus, la commissaire Miller avait aussi, dans son analyse, mis en évidence des conditions de concurrence analogues en ce qui concerne la manière dont les importations et les produits nationaux rivalisaient sur le marché et même mis en évidence les mêmes autres facteurs susceptibles de causer un dommage à la branche de production. Si elle n'était pas d'accord sur la question de savoir si les importations étaient une cause substantielle du dommage grave subi par la branche de production, il existait cependant un accord substantiel sur les questions fondamentales qui étaient à l'origine de l'affaire.[2949] Les États-Unis font valoir en outre que le simple fait que les trois commissaires n'étaient pas d'accord avec la commissaire Miller ne rend pas déraisonnable la décision de cette dernière, pas plus que le fait que la commissaire Miller n'était pas d'accord avec les trois commissaires ne rend déraisonnable la décision de ces dernières. En d'autres termes, la commissaire Miller et les trois autres commissaires ont tous analysé un dossier complexe, examiné à fond les éléments de preuve versés au dossier concernant le lien de causalité et rendu une décision pertinente et raisonnable. Il s'agit donc pour le Groupe spécial de dire si la commissaire Miller a effectué une analyse adéquate et complète du dossier et établi qu'il existait un lien de causalité réel et substantiel entre l'accroissement des importations et la détérioration de la situation de la branche de production nationale.[2950]

7.1231 En contre-réponse, la Corée fait observer que, selon les États-Unis, l'USITC s'est fondée sur les déterminations positives de la commissaire Bragg et du commissaire Devaney, ainsi que de la commissaire Miller.[2951] Toutefois, les États-Unis considèrent la seule analyse du lien de causalité de la seule commissaire Miller et n'expliquent pas comment les déterminations positives de la commissaire Bragg et du commissaire Devaney confirment l'existence d'un lien de causalité en ce qui concerne les produits étamés et chromés.[2952] La Corée soutient que le fond du problème tient précisément au fait que les États-Unis n'expliquent pas comment les déterminations positives de la commissaire Bragg et du commissaire Devaney confirment une constatation positive relative à l'existence d'un lien de causalité en ce qui concerne les produits étamés ou chromés. Les États-Unis ne peuvent pas donner d'explication parce que les commissaires en question n'ont pas effectué ladite analyse. À défaut d'une telle analyse de l'accroissement des importations de produits étamés ou chromés ou d'une analyse des causes de dommage pour les producteurs nationaux des seuls produits étamés ou chromés, ces commissaires ne peuvent pas démontrer la coïncidence des tendances ni l'existence d'un lien de causalité.[2953]

[2948] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 541.
[2949] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 569.
[2950] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 570.
[2951] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 538 à 541.
[2952] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 150.
[2953] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 151.

Facteurs considérés par l'USITC

Fléchissement de la demande

7.1232 Les Communautés européennes font observer que la commissaire Miller a relevé que le fléchissement de la demande "peut expliquer en partie le fait que la branche de production était déjà affaiblie en 1996".[2954] Les autres commissaires qui ont examiné les produits étamés ou chromés en tant que produit distinct ont conclu que "la baisse de la consommation de produits étamés ou chromés est une cause importante du dommage subi par la branche de production" qui, alliée au regroupement des acheteurs et au fait qu'une proportion substantielle des produits importés n'était pas disponible sur le marché intérieur, a été telle qu'elle a permis d'arriver à la conclusion que "l'accroissement des importations n'est pas une cause plus importante que n'importe quelle autre".[2955] Les Communautés européennes, la Chine et la Norvège font valoir qu'il est tout à fait clair que la commissaire Miller et les autres commissaires ont estimé que le fléchissement de la demande était une cause du dommage grave tout au long de la période visée par l'enquête. Le fait que les résultats financiers de la branche de production nationale ont empiré quand la demande a augmenté ne signifie pas que le fléchissement de la demande n'est pas une cause du dommage subi par la branche de production.[2956]

7.1233 Les Communautés européennes, le Japon et le Brésil considèrent que la conclusion de la commissaire Miller selon laquelle "le fléchissement de la demande n'est pas une cause de dommage grave pour la branche de production nationale égal ou supérieur à l'accroissement des importations" n'est pas censée, comme l'Organe d'appel l'a considéré dans le passé, dissocier et distinguer les effets dommageables d'autres facteurs de ceux des importations ni veiller à ce que ces effets ne soient pas imputés à l'accroissement des importations.[2957] Les États-Unis ne peuvent pas camoufler cette lacune.[2958] De plus, la Chine et la Norvège font valoir qu'il n'y a aucune indication du rôle joué par ce facteur et de la mesure dans laquelle il a été à l'origine du dommage grave pour la branche de production, alors que trois autres commissaires ont déclaré que "les éléments de preuve montrent que le fléchissement de la consommation de produits étamés ou chromés est une cause importante du dommage subi par la branche de production".[2959]

7.1234 Selon le Japon et le Brésil, les trois autres commissaires qui ont considéré un produit similaire distinct, ont constaté que le fléchissement de la demande était une autre cause importante.[2960] À l'inverse, selon le Japon, la Corée et le Brésil, la commissaire Miller a affirmé qu'il y avait eu reprise de la demande en 1999 mais ignoré le fait que cet accroissement avait été modeste, avec 5 pour cent à peine, et éphémère.[2961] En 2000, la demande est tombée en deçà du niveau de 1998 et en 2001 elle a atteint les niveaux les plus bas de toute la période. Le Japon et le Brésil soutiennent que cette manière

[2954] Rapport de l'USITC, volume I, page 309.
[2955] Rapport de l'USITC, volume I, pages 76 et 77.
[2956] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 381; première communication écrite de la Chine, paragraphe 513; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 321.
[2957] Rapport de l'USITC, volume I, page 309.
[2958] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 381; première communication écrite du Japon, paragraphe 297; première communication écrite du Brésil, paragraphe 261.
[2959] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 516; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 324.
[2960] Première communication écrite du Japon, paragraphe 297; première communication écrite du Brésil, paragraphe 261.
[2961] Première communication écrite du Japon, paragraphe 297; première communication écrite de la Corée, paragraphe 145; première communication écrite du Brésil, paragraphe 261.

de se concentrer sur une seule année ne peut absolument pas répondre aux exigences de l'article 4:2 b) relatives à un examen minutieux de toute la période.[2962]

7.1235 Les États-Unis font valoir que la commissaire Miller a examiné de manière approfondie la nature et l'importance du dommage qui était imputable au fléchissement de la demande pendant la période. La commissaire Miller a noté que la demande avait fléchi de manière générale sur le marché des produits étamés et qu'elle avait fléchi de manière globale pendant la période. Elle a néanmoins noté à juste titre que la branche de production avait perdu une part de marché importante et accusé les pertes les plus lourdes de toute la période en 1999, en dépit du fait que la demande avait augmenté considérablement cette année-là. En d'autres termes, comme elle l'a constaté, le fléchissement de la demande n'avait absolument pas pu contribuer à la grave détérioration de la situation de la branche de production qui s'était produite en 1999, année où en fait la demande était en augmentation.[2963] En procédant à une analyse dans laquelle elle évaluait si les importations causaient un dommage à la branche de production au cours d'une période où la demande était en augmentation, elle a pu distinguer les effets du fléchissement de la demande intervenus dans la suite de la période de ceux qui étaient imputables aux importations en 1999. La commissaire Miller a donc pu veiller à ne pas imputer le dommage causé par ce fléchissement ultérieur de la demande aux importations.[2964]

7.1236 Les États-Unis font valoir aussi que la commissaire Miller a reconnu qu'il n'y avait pas de corrélation entre les variations de la demande et les fluctuations des prix de la branche de production et des marges d'exploitation pendant la période même visée par l'enquête. Bien qu'elle ait reconnu que le fléchissement à long terme de la demande avait pu aboutir à affaiblir la branche de production avant la période, elle a aussi noté à juste titre qu'il ne semblait pas y avoir de corrélation directe entre les variations de la demande et les variations de la situation de la branche de production. C'est ainsi qu'en 1999, année où la demande a augmenté pour atteindre le même niveau qu'en 1996 et 1997 (début de la période), les prix unitaires et les marges d'exploitation de la branche de production ont chuté de manière spectaculaire. Comme la commissaire Miller l'a noté avec raison, si les variations de la demande avaient été une cause de la dégradation de la situation de la branche de production pendant la période visée par l'enquête, celle-ci aurait dû connaître une reprise en 1999, année où la demande a considérablement augmenté. Or, la situation de la branche de production ne s'est pas améliorée. Au contraire, par suite de la poussée massive des importations intervenue cette année-là la branche de production a perdu une part de marché importante et enregistré les pertes les plus lourdes de toute la période visée par l'enquête.[2965]

7.1237 La Chine fait valoir en outre que comme la commissaire Miller a mis en évidence le fléchissement de la demande comme étant une autre source du dommage, le fléchissement de la demande en tant qu'"autre" facteur de dommage aurait dû faire l'objet d'une analyse de non-imputation.[2966] La Chine soutient qu'aux fins de l'analyse de non-imputation, l'autorité compétente est tenue de déterminer et de dissocier l'effet de l'"autre" facteur. Au lieu de cela, la commissaire Miller a examiné uniquement les importations. Selon la Chine, elle a omis en outre de prendre en compte la partie de la période visée par l'enquête au cours de laquelle la demande était en baisse et analysé en lieu et place de cela l'accroissement des importations en l'absence de l'"autre" facteur, c'est-à-dire lorsque la demande était en augmentation.[2967] La Chine fait valoir qu'il y a là une

[2962] Première communication écrite du Japon, paragraphe 297; première communication écrite du Brésil, paragraphe 261.
[2963] Rapport de l'USITC, paragraphe 309.
[2964] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 558.
[2965] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 557.
[2966] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 277.
[2967] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 279.

argumentation très peu convaincante et se demande comment on peut définir la nature et l'importance d'un facteur si l'objet à définir est absent.[2968] La Chine estime qu'il est évident que les États-Unis n'ont pas réfuté son argument. Selon elle, les effets dommageables de cet "autre" facteur n'ont pas été dûment évalués et il n'a pas été établi de manière claire et inéquivoque que les effets du fléchissement de la demande n'étaient pas imputés à l'accroissement des importations.[2969]

Regroupement des acheteurs

7.1238 La Chine déclare qu'elle pense que la commissaire Miller a reconnu que le regroupement des acheteurs causait un dommage.[2970] En particulier, la Chine et la Norvège font valoir que les conclusions de la commissaire Miller au sujet du regroupement des acheteurs montrent qu'elle pensait que le regroupement des acheteurs était une cause de dommage grave, même si ce facteur n'était pas principalement responsable du dommage.[2971] De même, les Communautés européennes notent que la commissaire Miller a constaté que les importations étaient "principalement responsables" de la baisse des résultats de la branche de production en 1999, sans dissocier ni distinguer l'effet dommageable du regroupement des acheteurs, dont il doit être présumé qu'il est en partie responsable d'une part du dommage subi.[2972] La Chine et la Norvège font valoir que la commissaire Miller n'a pas donné d'indications sur le rôle du regroupement des acheteurs.[2973] Les Communautés européennes font valoir que le rapport de l'USITC ne contient aucun élément expliquant pourquoi ce regroupement des acheteurs n'aurait pas eu d'effet en 1999, comme le prétendent les États-Unis.[2974] Le seul fait de dire qu'il a pu avoir lieu avant 1999 ne prouve pas cela et ne prouve pas non plus que le regroupement des acheteurs n'a pas eu d'effets continus en 1999.[2975]

7.1239 Les États-Unis font observer en réponse que la commissaire Miller a aussi examiné si le regroupement des acheteurs était un "autre" facteur qui avait eu un effet négatif sur la branche de production des produits étamés ou chromés pendant la période visée par l'enquête.[2976] Dans son analyse de la question, elle a donné une explication motivée et complète de la nature et de l'importance des effets dommageables du regroupement des acheteurs pendant la période considérée. Après avoir effectué son analyse, elle a conclu avec raison que le regroupement des acheteurs n'était pas un facteur qui avait contribué de manière importante à la détérioration de la situation de la branche de production pendant la période visée par l'enquête. Selon les États-Unis, dans son analyse, la commissaire Miller a examiné en détail la nature et l'importance du regroupement des acheteurs.[2977] Elle a d'abord noté que le nombre d'usines d'étamage gros acheteurs était tombé de 49 à 26 entre 1990 et 2000, et que quatre fabricants sur six représentaient 75 à 80 pour cent de la consommation totale en 2000.[2978] Elle a aussi reconnu que ce regroupement avait renforcé le pouvoir de négociation des acheteurs sur le marché des produits étamés ou chromés pendant cette période.[2979] En revanche, elle a aussi relevé à juste titre que la majeure partie de ce regroupement s'était produite préalablement à la

[2968] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 280.
[2969] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 281.
[2970] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 512.
[2971] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 514; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 322.
[2972] Rapport de l'USITC, volume I, page 309.
[2973] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 516; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 322.
[2974] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 560 à 562.
[2975] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 382.
[2976] Rapport de l'USITC, page 309.
[2977] Rapport de l'USITC,, page 307.
[2978] Rapport de l'USITC, page 307.
[2979] Rapport de l'USITC, page 307.

période visée par l'enquête et elle a donc constaté que le regroupement des acheteurs n'était pas un facteur important de la détérioration de la situation de la branche de production en 1999, 2000 et 2001.[2980] À cet égard, elle a constaté que la concurrence au niveau des prix sur le marché avait été plus féroce en 1999, année où les importations ont augmenté le plus fortement sur le marché, ce qui montrait que c'étaient les importations et non le regroupement des acheteurs qui étaient "principalement responsables" de la détérioration de la situation de la branche de production enregistrée à partir de 1999. Étant donné son analyse de cette question, les États-Unis font valoir qu'il est clair que la commissaire Miller a examiné de manière approfondie et adéquate la nature et l'importance du dommage causé par le regroupement des acheteurs. Elle a constaté avec raison que le regroupement des acheteurs n'avait pas été une cause importante du dommage subi par la branche de production dans la seconde moitié de la période visée par l'enquête. La commissaire Miller a reconnu avec raison que le processus de regroupement des acheteurs existait dans l'ensemble préalablement à la période visée par l'enquête et qu'il n'expliquait pas la détérioration massive de la situation de la branche de production qui s'était produite en 1999, 2000 et 2001. Elle a donc constaté à juste titre que l'importance des éléments de preuve versés au dossier permettait d'établir que les importations étaient principalement responsables de la détérioration de la situation de la branche de production en 1999 et elle a dûment écarté le regroupement des acheteurs en tant que source de dommage pour la branche de production.[2981]

7.1240 En contre-réponse, la Chine relève que les données contenues dans le rapport de l'USITC montrent qu'à la suite du processus de regroupement amorcé en 1990 quatre des six fabricants représentaient 75 à 80 pour cent de la consommation totale de produits étamés ou chromés en 2000. La Chine soutient que ce facteur non seulement existait préalablement à la période visée par l'enquête, mais qu'il a existé tout au long de la période en question.[2982] La Chine conclut que la commissaire a déterminé de manière erronée la nature et l'importance du regroupement des acheteurs et n'a pas démontré que les effets dommageables de ce facteur n'avaient pas été imputés à l'accroissement des importations. L'argument opposé par les États-Unis selon lequel la commissaire a traité la question de manière adéquate n'est pas fondé.[2983]

Surcapacité intérieure

7.1241 La Corée affirme que la commissaire Miller a donné à entendre que la surcapacité n'était pas un problème puisque la branche de production avait réduit sa capacité entre 1998 et 2001 (après l'avoir augmentée entre 1996 et 1998).[2984] Or, en 1996, la branche de production avait atteint son taux d'utilisation de la capacité le plus élevé, avec 78,3 pour cent, et elle avait augmenté sa capacité au cours des deux années suivantes.[2985] La Corée fait valoir qu'en 1996 la branche de production possédait une capacité inutilisée excédentaire de 1 million de tonnes et que ce chiffre était passé à 1,2 million de tonnes en 2000.[2986] La Corée fait valoir qu'un taux d'utilisation de la capacité de 75 pour cent et moins ne confirme absolument pas l'hypothèse que la capacité nationale excédentaire n'était pas un problème plus important que les importations.[2987]

[2980] Rapport de l'USITC, page 309. Elle a ajouté en outre que ce processus de regroupement était le signe de la concurrence intense en matière de prix existant entre les producteurs nationaux et les importations tout au long de la période. Rapport de l'USITC, page 309.

[2981] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 560 et 562.

[2982] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 283.

[2983] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 286.

[2984] Rapport de l'USITC, volume I, page 309 (pièce n° 6 des coplaignants).

[2985] Rapport de l'USITC, volume II, tableau FLAT-18, p. FLAT-22 (pièce n° 6 des coplaignants).

[2986] Rapport de l'USITC, volume II, tableau FLAT-18, p. FLAT-22 (pièce n° 6 des coplaignants).

[2987] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 145.

7.1242 Les États-Unis font valoir en réponse que la commissaire Miller a donné une explication motivée et complète de la nature et de l'importance des effets de la capacité "excédentaire" sur la situation de la branche de production. Après avoir relevé que la branche de production avait "une certaine capacité excédentaire" pendant la première partie de la période, elle a constaté que la branche de production nationale avait réduit sa capacité de la sorte pour "prendre des mesures en vue de rationaliser la production" face au fléchissement de la demande sur le marché des produits étamés ou chromés. Après avoir noté que la branche de production avait réduit sa capacité pendant la période, la commissaire Miller a écarté cette capacité "excédentaire" en tant que source importante de dommage pour la branche de production. Elle a relevé en particulier que ce niveau de capacité "excédentaire" de la branche de production n'était pas à l'origine des baisses des taux d'utilisation de la capacité de la branche de production enregistrées dans la seconde moitié de la période, notant que la branche de production avait réduit sa capacité globale de 3,7 pour cent en 1996 et en 2000, pour la réduire encore en 2001.[2988]

Ordonnances antidumping

7.1243 La Corée fait valoir que la commissaire Miller a noté qu'une ordonnance antidumping avait été imposée sur les importations de produits étamés ou chromés en provenance du Japon au cours du deuxième semestre de 2000, mais qu'elle a déterminé que les importations en provenance du Japon continuaient d'être très présentes sur le marché des États-Unis. Selon la Corée, elle n'a pas noté en revanche que la raison pour laquelle les importations en provenance du Japon se sont poursuivies et venait de ce que la branche de production des États-Unis avait expressément accepté qu'un certain nombre de produits étamés ou chromés soient exclus du champ de l'ordonnance antidumping parce qu'elle ne produisait pas ces produits-là.[2989]

Importations en provenance des pays membres de l'ALENA

7.1244 La Chine fait valoir que la détermination relative à l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave pour la branche de production des produits étamés ou chromés rendue par la commissaire Miller reposait sur des données qui comprenaient les importations en provenance de pays membres de l'ALENA. Cependant, la Chine estime que comme les importations en provenance des pays membres de l'ALENA étaient exclues de l'application de la mesure de sauvegarde, ce qu'il aurait fallu déterminer en fait, c'était si l'accroissement des importations totales, exception faite des importations en provenance des pays membres de l'ALENA, avait causé un dommage grave à la branche de production nationale. Selon la Chine, en conséquence, comme la détermination relative à l'existence d'un lien de causalité en question exigeait que l'"accroissement des importations" soit uniquement constitué par les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, les variations des importations en provenance du Canada et du Mexique devaient être considérées comme "un autre facteur". Par conséquent, eu égard à l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, cette nouvelle détermination exigeait aussi que le dommage causé par les variations des importations en provenance du Canada et du Mexique ne soit pas imputé à l'accroissement des importations (en provenance des pays non membres de l'ALENA).[2990] La Chine fait valoir qu'aucune nouvelle détermination de cet ordre n'a été rendue au sujet de ce produit. La Chine fait valoir que la chose est d'autant plus surprenante qu'il avait été reconnu que "les importations de produits étamés ou chromés en provenance du Canada représentent une part substantielle des importations et contribuent dans des proportions importantes au dommage

[2988] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 564.
[2989] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 145.
[2990] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 527.

grave".[2991] La Corée fait valoir que, comme l'USITC n'a pas rendu de nouvelle détermination relative à l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA et le dommage grave pour la branche de production nationale, elle a donc omis d'évaluer le dommage causé par les importations en provenance du Mexique et du Canada et de veiller à ce que ce dommage ne soit pas imputé à l'accroissement des importations en provenance des pays non-membres de l'ALENA. Les autorités chargées de l'enquête ne se sont donc pas conformées aux dispositions des articles 2 1) et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.[2992]

7.1245 La Norvège relève que la commissaire Miller a bien estimé que les importations en provenance du Canada "contribuaient dans des proportions importantes" au dommage grave subi par la branche de production nationale. En revanche, selon la Norvège, elle n'a pas isolé ces importations et recommandé que la mesure corrective leur soit aussi appliquée, conclusion que le Président n'a pas suivie. Là encore, selon la Norvège, il n'y a donc absolument pas de constatation attestant que ce dommage reconnu n'a pas été imputé par le Président aux importations d'autres provenances.[2993]

7.1246 Les Communautés européennes font valoir qu'en omettant d'analyser les importations en provenance du Canada, d'Israël, de la Jordanie et du Mexique en tant qu'autres causes de dommage, l'USITC a également agi de manière incompatible avec l'article 4:2 b).[2994] Les Communautés européennes ajoutent que la commissaire Miller a constaté que les importations en provenance du Mexique représentaient une part substantielle des importations et contribuaient dans des proportions importantes au dommage grave, mais n'a pas procédé à une analyse de non-imputation des effets dommageables de ces importations.[2995]

7.1247 On trouvera la réponse générale des États-Unis aux paragraphes 7.1066 et suivants.

Facteurs non considérés par l'USITC

7.1248 Les Communautés européennes, le Japon, la Corée, la Norvège et le Brésil font valoir que les trois autres commissaires qui ont émis une constatation au sujet d'un produit similaire distinct ont aussi constaté qu'une part importante des acheteurs ont témoigné qu'ils importaient des produits particuliers que la branche de production ne fabriquait pas, tout simplement.[2996] Cette constatation de fait donne de bonnes raisons de considérer que les importations ne pouvaient pas être la cause du dommage grave. Or la commissaire Miller n'a pas du tout tenu compte de cette constatation.[2997] Les Communautés européennes font aussi valoir que la commissaire Miller n'a pas examiné dans quelle mesure le dommage a été causé par une surcapacité massive de la branche de production des États-Unis.[2998]

[2991] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 528.

[2992] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 529; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 286.

[2993] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 325.

[2994] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 480.

[2995] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 385.

[2996] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 484; première communication écrite du Japon, paragraphe 298; première communication écrite de la Corée, paragraphe 145; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 336 et 337; première communication écrite du Brésil, paragraphe 262.

[2997] Première communication écrite du Japon, paragraphe 298; première communication écrite du Brésil, paragraphe 262, paragraphe 484.

[2998] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 484.

7.1249 Les États-Unis font valoir en réponse que les plaignants affirment à tort que la commissaire Miller "a omis" de tenir compte du fait qu'une "part substantielle" des importations se composait de produits étamés ou chromés qui n'étaient pas disponibles sur le marché intérieur, fait sur lequel se sont fondés trois autres commissaires qui ont rendu une détermination négative en ce qui concerne les produits en acier étamés ou chromés. En fait, la commissaire Miller a bel et bien pris en compte cette question, encore que d'une manière différente de celle des autres commissaires, lorsqu'elle a constaté que les acheteurs estimaient que les produits en acier étamés ou chromés importés et les produits nationaux pouvaient être substitués les uns aux autres. Comme le degré de substituabilité permet de dire dans quelle mesure les produits sont considérés comme des produits semblables aux fins de la fixation des prix, la constatation de la commissaire Miller montre qu'elle a conclu que la différence "substantielle" concernant la gamme de produits entre les importations et le produit national n'avait pas d'incidence importante sur la concurrence que se faisaient les importations et les produits nationaux sur le marché.[2999] Les États-Unis soutiennent qu'en outre, bien que les trois autres commissaires aient constaté que la part en pourcentage des importations que l'on ne pouvait se procurer auprès de la branche de production était "substantielle", les renseignements versés au dossier montraient que cette part (bien que confidentielle) représentait en fait nettement moins de 33 pour cent de l'ensemble des produits en acier étamés ou chromés importés. En conséquence, alors qu'il était manifestement raisonnable que les trois autres commissaires considèrent que cette part représentait une part "substantielle" des importations, il était tout aussi raisonnable que la commissaire Miller considère que ce pourcentage ne réduisait pas sensiblement la substituabilité entre les produits importés et les produits nationaux.[3000]

7.1250 La Chine et la Norvège font valoir que comme la branche de production subissait déjà un dommage avant que les importations augmentent en 1998 et 1999 et que la branche de production ne s'est pas redressée lorsque les importations ont diminué, en 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001, il devait exister d'autres facteurs de dommage en plus des importations. Selon la Chine et la Norvège, puisqu'il était indubitable qu'il existait d'autres facteurs, la commissaire Miller était tenue de les mettre en évidence, afin de faire en sorte que le dommage ne soit pas imputé à tort à l'accroissement des importations. Elle ne l'a pas fait.[3001]

7.1251 Les États-Unis font valoir en réponse que la commissaire Miller a procédé à une analyse complète et objective des renseignements versés au dossier. Elle a établi qu'il existait un lien de causalité réel et substantiel entre les tendances concernant le volume et la part de marché des importations de produits en acier chromés ou étamés et la détérioration importante de la situation de la branche de production des produits étamés ou chromés au cours des deux dernières années et demie de la période visée par l'enquête. De plus, elle a évalué de manière complète la nature et l'importance du dommage causé par les autres facteurs sur le marché et a veillé à ne pas imputer les effets éventuels de ces facteurs aux importations.[3002]

7.1252 De plus, les États-Unis ajoutent que les plaignants ne reconnaissent pas qu'il existait un accord substantiel entre la commissaire Miller et les trois autres commissaires au sujet des questions juridiques fondamentales en l'espèce. À cet égard, la commissaire Miller a approuvé – et rejoint – les constatations des trois autres commissaires, à savoir que les produits en acier étamés ou chromés étaient le produit similaire approprié, qu'il y avait eu accroissement des importations de produits en acier étamés ou chromés pendant la période visée par l'enquête, et que la branche de production avait

[2999] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 550.
[3000] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 551.
[3001] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 522; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 331.
[3002] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 572.

subi un dommage grave pendant la période visée par l'enquête. En outre, la commissaire Miller a aussi mis en évidence des conditions de concurrence analogues entre les importations et les produits nationaux sur le marché et elle a même mis en évidence les mêmes autres facteurs susceptibles de causer un dommage à la branche de production dans son analyse. Si elle était en désaccord sur le point de savoir si les importations étaient une cause substantielle du dommage grave subi par la branche de production, il existait néanmoins un accord substantiel sur la question fondamentale à l'origine de l'affaire. Les États-Unis affirment qu'en réalité le simple fait que les trois commissaires étaient en désaccord avec la commissaire Miller ne rend pas sa décision déraisonnable, pas plus que le fait qu'elle n'est pas d'accord avec les trois commissaires ne rend la leur déraisonnable.[3003]

7.1253 Les Communautés européennes font valoir également que la commissaire Miller n'a pas pris acte de la décision prise par Wierton (l'un des principaux fabricants de produits étamés ou chromés des États-Unis) de cesser la fabrication en 1999, ce qui a contraint les consommateurs de produits étamés ou chromés à acheter des produits importés pour satisfaire leurs besoins.[3004] Les trois commissaires qui ont constaté qu'il n'y avait pas de lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave ont estimé que cette décision expliquait, tout au moins en partie, l'accroissement des importations et, donc, les résultats médiocres de la branche de production en 1999. La commissaire Miller a omis à la fois d'analyser cet état de choses et de s'assurer que le dommage causé par cette décision que la société considérée s'était infligé à elle-même n'était pas imputé à l'accroissement des importations. En conséquence, l'USITC n'a pas procédé à l'analyse relative à la non-imputation qu'exige l'Accord sur les sauvegardes, et les États-Unis ne peuvent pas prétendre qu'elle l'a fait.[3005]

Pertinence de l'analyse du "produit similaire"

7.1254 Les Communautés européennes, le Japon et la Corée et la Norvège relèvent que trois des quatre commissaires qui ont considéré les produits étamés ou chromés comme un produit distinct ont constaté que l'accroissement des importations n'était pas une "cause substantielle" du dommage grave.[3006] Le Japon fait valoir que sur les quatre commissaires qui ont considéré les produits étamés ou chromés comme un produit similaire séparé et distinct, trois ont constaté expressément que d'autres causes étaient plus importantes que les importations pour expliquer les problèmes rencontrés par la branche de production de produits étamés ou chromés.[3007] Les commissaires considérés ont constaté que la baisse de la consommation de produits étamés ou chromés (les consommateurs s'étant tournés vers les matières plastiques), la lenteur de la rationalisation de la capacité intérieure, le regroupement accru des acheteurs et le fait qu'une "portion substantielle" des importations de produits étamés ou chromés n'était pas fabriquée aux États-Unis, faisaient que l'accroissement des importations n'était pas une "cause substantielle" de dommage grave.[3008]

7.1255 La Corée fait valoir que les autres commissaires, la commissaire Bragg et la commissaire Devaney, avaient groupé les produits étamés ou chromés sous le produit similaire "CPLPAC" et constaté l'existence d'un dommage grave sur cette base. Ils n'ont même pas considéré les autres

[3003] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 569 et 570.
[3004] Rapport de l'USITC, volume I, page 76, note de bas de page 418.
[3005] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 383.
[3006] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 478; première communication écrite du Japon, paragraphe 293; première communication écrite de la Corée, paragraphe 142; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 317.
[3007] Première communication écrite du Japon, paragraphe 293.
[3008] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 478; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 317.

facteurs à l'origine de la situation de la branche de production des produits étamés ou chromés parce que leur décision au sujet du produit similaire ne permettait pas de procéder à une telle analyse.[3009] Selon la Corée, la majorité des commissaires qui ont analysé correctement les produits étamés ou chromés ont conclu que d'autres causes étaient à l'origine de la situation de la branche de production des produits étamés ou chromés des États-Unis. Les autres commissaires qui ont constaté l'existence d'un dommage grave, et dont la décision a été à la base de la mesure de sauvegarde imposée, n'ont pas dûment dissocié et déterminé les autres causes de dommage subi par la branche de production des États-Unis.[3010]

7.1256 Les Communautés européennes, la Corée et la Norvège font observer que la commissaire Miller a traité les produits étamés ou chromés comme un produit similaire distinct et n'en a pas moins voté en faveur de l'idée que les importations de produits étamés ou chromés étaient la cause substantielle du dommage grave.[3011] Elle a estimé que la branche de production nationale avait enregistré ses plus mauvais résultats en 1999, qui était aussi la période où les importations avaient augmenté. Elle a admis que la contraction de la demande pouvait "expliquer en partie" l'affaiblissement de la branche de production. Toutefois, ce n'était pas là une cause de dommage grave "égal ou supérieur à l'accroissement des importations". La commissaire Miller a aussi conclu "que c'était l'accroissement des importations, pas le regroupement des acheteurs (qui a existé tout au long de la période considérée) qui était principalement responsable de la grave dégradation de la branche de production qui a eu lieu en 1999" et que le regroupement des acheteurs n'était pas une cause de dommage "égal ou supérieur à l'accroissement des importations". Selon les Communautés européennes, il est difficile de dire si la commissaire a aussi considéré que la capacité excédentaire avait causé un dommage grave. La commissaire dit simplement que la surcapacité intérieure n'était pas une cause de dommage "égal ou supérieur à" l'accroissement des importations. Les Communautés européennes affirment qu'il est néanmoins manifeste que la commissaire a aussi considéré que les importations en provenance du Canada "contribuaient de manière importante" au dommage grave subi par la branche de production nationale.[3012]

Défaut de présentation d'une explication motivée et adéquate

7.1257 La Chine et la Norvège indiquent qu'à leur sens les effets dommageables des autres facteurs qui ont causé le dommage en même temps que l'accroissement des importations n'ont pas été dûment évalués. Il est impossible par exemple de déterminer si les effets dommageables de ces facteurs ont été dûment distingués des effets dommageables de l'accroissement des importations.[3013] La Chine et la Norvège font valoir qu'en conséquence il n'a pas été établi expressément, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par d'autres facteurs n'était pas imputé à l'accroissement des importations. Cette conclusion resterait valable si le Groupe spécial n'était pas d'accord avec le point de vue de la Chine selon lequel la commissaire Miller a reconnu que d'autres facteurs causaient un dommage à la branche de production nationale en même temps que l'accroissement des importations.[3014] La Chine et la Norvège font valoir en outre qu'effectivement si

[3009] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 146.
[3010] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 147.
[3011] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 479; première communication écrite de la Corée, paragraphe 144; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 318.
[3012] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 479.
[3013] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 517; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 326.
[3014] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 518; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 327.

les autorités chargées de l'enquête estiment qu'un facteur allégué ne cause pas de dommage elles doivent également expressément, clairement et sans ambiguïté, déclarer que ce facteur ne cause pas de dommage et expliquer pour quelles raisons. L'explication doit être franche. Il ne serait pas possible sans cela de s'assurer que les facteurs allégués ont été examinés assez attentivement pour que l'on puisse établir qu'ils ne contribuent pas au dommage. Rien ne garantirait alors que le dommage causé par d'autres facteurs n'a pas été imputé à tort à l'accroissement des importations.[3015]

7.1258 La Chine et la Norvège font valoir par ailleurs qu'en mettant l'accent sur la méthodologie fondée sur la cause substantielle, la commissaire Miller n'a pas satisfait aux prescriptions de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. En effet, une conclusion à l'effet que "l'accroissement des importations est une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale en ce sens qu'il est une cause qui est importante et ne l'est pas moins que toute autre cause", n'est pas une conclusion claire, sans ambiguïté et franche, puisqu'il n'est pas établi que d'autres facteurs n'ont pas causé de dommage et que le dommage causé par d'autres facteurs n'a pas été imputé à l'accroissement des importations. Par ailleurs, ces pays font valoir que les explications données par la commissaire pour étayer cette conclusion ne sont pas claires, franches et sans ambiguïté; elles ne sont assurément pas motivées ni adéquates.[3016] Ils estiment en particulier que la commissaire Miller aurait dû accorder une grande importance aux explications des trois commissaires qui ont rendu une constatation négative au sujet de la "cause substantielle du dommage grave". En effet, les trois commissaires ont constaté que le fléchissement persistant à long terme de la demande, le regroupement intervenu sur le marché et le fait qu'une portion substantielle des produits importés n'était prétendument pas disponible dans le pays causaient un dommage grave à la branche de production nationale. La moitié des membres de l'autorité chargée de l'enquête ayant expressément reconnu que ces facteurs causaient un dommage, la commissaire Miller était tenue d'expliquer pourquoi, à son sens, le dommage causé par ces facteurs n'était pas imputé aux importations.[3017]

7.1259 Le Japon quant à lui fait valoir que la commissaire Miller n'a pas dissocié et distingué les autres causes et qu'étant donné que trois de ses collègues avaient interprété le dossier de manière très différente on aurait pu s'attendre à ce qu'elle explique en détail comment elle était arrivée à une conclusion différente. Or, elle s'est contentée de trois paragraphes rapides. Pour chacune des autres causes, elle n'a pas respecté le critère visé à l'article 4:2 b).[3018]

7.1260 Les Communautés européennes font valoir que l'USITC (la commissaire Miller), ayant identifié au moins trois autres sources de dommage grave possible, était dans l'obligation de dissocier et de distinguer les effets des différents facteurs et de s'assurer qu'aucun de ces effets n'était imputé au dommage grave prétendument causé par l'accroissement des importations. Les Communautés européennes, le Japon et la Corée font valoir que cela n'a pas été fait et que les États-Unis ont donc contrevenu aux obligations qui leur incombent en vertu de l'article 4:2 b).[3019]

7.1261 Les États-Unis font valoir en réponse que la commissaire Miller a établi, au moyen d'une évaluation complète et objective des éléments de preuve versés au dossier, l'existence d'un lien de

---

[3015] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 519; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 328.

[3016] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 520; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 329.

[3017] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 521; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 330.

[3018] Première communication écrite du Japon, paragraphe 296.

[3019] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 480; première communication écrite du Japon, paragraphe 296; première communication écrite de la Corée, paragraphe 148.

cause à effet réel et substantiel entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Son analyse montrait qu'il existait une nette corrélation entre l'accroissement du volume des importations de produits en acier étamés et chromés à des prix de plus en plus bas et le fléchissement notable de la situation générale de la branche de production des produits en acier étamés ou chromés survenu dans la dernière moitié de la période visée par l'enquête. Elle a procédé à un examen complet et objectif de la nature et de l'importance des effets d'autres facteurs et comme il est dit dans son analyse, a veillé à ne pas imputer les effets éventuels de ces facteurs aux importations.[3020]

iii) Barres laminées à chaud

Facteurs considérés par l'USITC

Concurrence entre les producteurs nationaux

7.1262 La Chine fait valoir que l'USITC a reconnu que ce facteur causait un dommage en même temps que l'accroissement des importations.[3021] Elle fait valoir en outre qu'en ce qui concerne la concurrence entre les producteurs nationaux, l'USITC n'a pas expliqué la nature et l'importance de la perte de parts de marché. Elle n'a pas expliqué non plus pour quels producteurs nationaux cela avait eu une incidence. En outre, si elle a dit que ce facteur ne pouvait pas expliquer certains indices de dommage, elle n'a pas dit comment il pouvait expliquer les autres indices.[3022]

7.1263 Les États-Unis font observer en réponse que l'USITC a constaté que ce facteur n'expliquait pas le dommage grave causé à la branche de production nationale. La concurrence intrasectorielle ne pouvait pas expliquer comment la branche de production nationale en général avait perdu des parts de marché au profit des importations. En outre, les données concernant les prix dont disposait la Commission ne montraient pas que Nucor était une des principales sources du fléchissement des prix ni que ses pratiques en matière de prix jouaient un rôle dans les difficultés rencontrées par la branche de production.[3023]

7.1264 Les États-Unis font valoir que les déclarations de la Chine selon lesquelles l'USITC a reconnu que la concurrence intrasectorielle était une autre source de dommage sont une déformation manifeste de l'opinion de l'USITC. Comme l'a expliqué l'USITC, la concurrence entre les producteurs nationaux n'explique absolument pas la diminution générale de la part de marché de la branche de production pendant la période visée par l'enquête.[3024]

Producteurs inefficients

7.1265 Les Communautés européennes font valoir qu'en ce qui concerne les producteurs inefficients, l'USITC arrive à une conclusion contradictoire puisqu'elle dit d'abord que les résultats ne peuvent pas expliquer le dommage grave, ensuite que "l'inefficience alléguée de ces deux sociétés ne peut pas être une cause de dommage plus importante que l'accroissement des importations".[3025]

[3020] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 537.
[3021] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 387 et 388.
[3022] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 393.
[3023] Rapport de l'USITC, pages 97 et 98; première communication écrite des États-Unis, paragraphe 578.
[3024] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 579.
[3025] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 387.

7.1266 Les Communautés européennes et la Chine font valoir que l'USITC semble conclure que les producteurs inefficients ont été une cause du dommage subi par la branche de production nationale.[3026] Plus précisément, les Communautés européennes estiment que si l'USITC avait conclu que ce facteur n'avait pas causé de dommage, elle n'aurait pas eu à expliquer qu'il n'était pas une cause qui était moins importante que l'accroissement des importations. Au minimum, l'USITC n'a pas établi expressément, premièrement si ce facteur causait un dommage, deuxièmement, en conséquence, comment elle s'était assurée que les effets dommageables de ce facteur n'étaient pas imputés à l'accroissement des importations.[3027]

7.1267 La Chine fait valoir en outre que l'USITC n'a pas expliqué la nature et l'importance de l'effet dommageable de ce facteur. Tout ce qu'elle a dit c'est que les producteurs inefficients ne pouvaient pas être tenus pour responsables de la situation générale de la branche de production nationale. Selon la Chine, cela est loin d'être suffisant.[3028]

7.1268 Les États-Unis font valoir en réponse que l'USITC a aussi constaté que ce facteur n'expliquait pas le dommage grave subi par la branche de production nationale. Les producteurs des États-Unis considérés comme "inefficients" en raison de structures de coûts plus élevés, n'ont pas perdu de parts de marché au profit d'autres producteurs nationaux plus "efficients" pendant la période visée par l'enquête. De plus, les tendances des résultats des sociétés dites "inefficientes" ne différaient pas de celles des producteurs nationaux "efficients".[3029]

Changements intervenus dans les coûts des intrants

7.1269 Les Communautés européennes font observer que l'USITC a conclu:

> "[D]u fait que nous ne pouvons pas imputer la baisse des résultats d'exploitation de la branche de production nationale en 2000 aux accroissements du CPV, nous concluons que les changements intervenus dans les coûts des intrants ne peuvent pas être une cause du dommage grave qui soit aussi importante que l'accroissement des importations."[3030]

7.1270 Les Communautés européennes et la Chine font valoir en outre que l'USITC semble conclure que les accroissements des coûts des intrants ont été une cause du dommage subi par la branche de production nationale.[3031] Plus précisément, les Communautés européennes considèrent que si l'USITC avait conclu que ce facteur ne causait pas de dommage, elle n'aurait pas eu à expliquer qu'il n'était pas une cause qui était moins importante que l'accroissement des importations. Au minimum, l'USITC n'a pas établi expressément, premièrement si ce facteur causait un dommage, deuxièmement, en conséquence, comment elle s'était assurée que les effets dommageables de ce facteur n'étaient pas imputés à l'accroissement des importations.[3032]

[3026] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 388; première communication écrite de la Chine, paragraphes 387 et 389.

[3027] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 388.

[3028] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 394.

[3029] Rapport de l'USITC, page 98; première communication écrite des États-Unis, paragraphe 578.

[3030] Rapport de l'USITC, volume I, page 99.

[3031] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 388; première communication écrite de la Chine, paragraphes 387 et 390.

[3032] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 388.

7.1271 La Chine fait valoir que l'autorité chargée de l'enquête aurait dû considérer ce facteur avec une plus grande attention car il devait avoir eu une incidence sur les prix. En effet, si la demande a été forte, la capacité elle aussi a été importante tout au long de la période visée par l'enquête et il n'y a donc absolument pas eu de pénurie de l'offre susceptible d'empêcher les prix de baisser. En outre, le marché des barres laminées à chaud est très concurrentiel et les prix auraient dû baisser du moment que les coûts baissaient, contrairement à ce qui se serait passé dans une situation de monopole où les prix seraient restés élevés.[3033] La Chine fait observer également que l'USITC déclare que les changements intervenus dans les coûts des intrants sont en partie responsables de la baisse des prix. En revanche, selon la Chine, il n'y a aucune indication de la nature et de l'importance de cette baisse.[3034]

7.1272 Pour leur défense, les États-Unis font observer que l'USITC a constaté que les coûts unitaires des matières premières avaient baissé tout au long de la période visée par l'enquête et que le CPV unitaire avait diminué entre 1996 et 1999, pour augmenter entre 1999 et 2000. L'USITC a relevé que, d'une manière générale, la diminution des coûts des intrants ne pouvait pas être une "cause" du dommage en elle-même et à elle seule. Elle pouvait tout au plus constituer une autre explication de la baisse des prix. L'USITC a constaté que la diminution des coûts des intrants ne pouvait pas expliquer les baisses des prix beaucoup plus importantes qui se sont produites entre 1996 et 1999. En effet, la demande ayant augmenté pendant cette période, les prix auraient dû baisser moins que les coûts des intrants. Entre 1999 et 2000, le CPV unitaire a été en hausse, mais pas les prix. En fait, les producteurs nationaux n'ont pas pu maintenir leurs efforts visant à relever les prix pendant la première partie de 2000 à cause de la poussée des importations.[3035]

7.1273 Les États-Unis font valoir que l'affirmation de la Chine selon laquelle "les autorités chargées de l'enquête auraient dû accorder une plus grande attention" à la diminution des coûts enregistrés entre 1996 et 1999 semble erronée. L'USITC s'est concentrée sur la corrélation entre les niveaux des coûts en 2000, et non en 1999, et les niveaux des prix en 2000. Au demeurant, l'USITC a expliqué en détail que les baisses des prix enregistrées entre 1996 et 1999 avaient été beaucoup plus importantes que la diminution des coûts unitaires des intrants, en dépit de l'accroissement de la demande. La Chine semble poser comme hypothèse que cette divergence dépendait de l'accroissement de l'offre intérieure. Or, cette explication n'est pas compatible avec les renseignements versés au dossier. L'utilisation de la capacité de la branche de production nationale a été plus grande en 1999 qu'en 1996. Le resserrement de l'offre intérieure, dont témoigne l'accroissement de l'utilisation de la capacité, allié à la progression de la demande intérieure, aurait plutôt dû se traduire par une baisse des prix intérieurs des barres laminées à chaud inférieure à celle des coûts des intrants. Mais il y a eu sur le marché des États-Unis une autre source d'accroissement de la demande que la Chine oublie: les importations. En raison de l'accroissement des importations, la baisse des prix enregistrée entre 1996 et 1999 a été en fait supérieure à la diminution des coûts unitaires des intrants.[3036]

7.1274 Les Communautés européennes estiment[3037] qu'en rejetant l'effet de l'accroissement du CPV intervenu en 2000 l'USITC ne donne pas une explication motivée et adéquate de ses conclusions, étayée par les faits. Alors que les coûts des matières premières ont baissé en 1999 et en 2000, il y a eu un accroissement substantiel des coûts liés aux coûts directs de main-d'œuvre et aux coûts de production, qui ont annulé l'accroissement du revenu auquel la branche de production aurait pu s'attendre par suite de la chute des coûts des matières premières. Les Communautés européennes

[3033] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 400.
[3034] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 395.
[3035] Rapport de l'USITC, page 99; première communication écrite des États-Unis, paragraphe 578.
[3036] Première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 302.
[3037] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 389.

considèrent qu'en fait l'USITC a implicitement pris note de l'évolution divergente des coûts des matières premières et d'autres coûts lorsqu'elle a déclaré:

> "[L]e CPV unitaire a diminué pour passer de 399 dollars en 1996 à 362 dollars en 1999, avant de remonter à 380 dollars en 2000; le coût unitaire des matières premières a diminué pendant toute la période considérée."[3038]

7.1275 Les Communautés européennes font observer[3039] que l'USITC a ainsi reconnu que l'augmentation du CPV en 2000 n'était pas causée par les accroissements des coûts des matières premières mais plutôt par les accroissements d'autres coûts compris dans les CPV, c'est-à-dire les coûts directs de main-d'œuvre et d'autres coûts de production. Or, l'USITC n'a jamais enquêté sur cette situation de fait et s'est laissée aller à une affirmation générale selon laquelle quand la demande s'accroît, les producteurs "n'ont normalement pas besoin de réduire leurs prix pour répercuter pleinement la baisse du coût des produits vendus".[3040] Cela suppose toutefois que les producteurs nationaux peuvent laisser augmenter d'autres coûts et escompter qu'ils seront couverts par leurs prix de vente. En l'espèce, les autres coûts ont augmenté de manière substantielle – s'il n'en avait pas été ainsi, la branche de production nationale aurait continué de réaliser des bénéfices confortables – comme le montre le tableau ci-après.

Tableau 15: Barres laminées à chaud – Valeur unitaire des ventes commerciales et des coûts (1998-2001)[3041]

	1998 (Chiffres réels)	**1999 (Chiffres réels)**	**1999 (Chiffres constants)**	**2000 (Chiffres réels)**	**2000 (Chiffres constants)**	**2001 (Chiffres réels)**	**2001 (Chiffres constants)**
Ventes commerciales nettes	431	399	399	399	399	381	381
Matières premières	169	138	138	135	135	122	122
Coûts directs de main-dœuvre	55	52	52	61	***52***	61	***52***
Autres coûts de production	162	172	***162***	184	***162***	199	***162***
CPV total	387	362	**352**	380	**349**	381	**336**
Bénéfice brut	44	37	**47**	19	**50**	0	**45**
Frais ACG	22	22	**22**	22	**22**	24	**24**
Revenu d'exploitation (pertes)	22	15	**25**	(3)	**28**	(24)	**21**

7.1276 Selon les Communautés européennes, si elle a admis cette évolution des coûts, l'USITC n'en a pas étudié les raisons. Ainsi, en dépit du fait que les prix ont chuté entre 1998 et 1999, puis sont restés stables en 2000, sans l'accroissement des coûts la branche de production aurait continué de

[3038] Rapport de l'USITC, volume I, page 99.
[3039] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 390.
[3040] Rapport de l'USITC, volume I, page 99.
[3041] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 390, sur la base du rapport de l'USITC, volume II, page LONG-33, tableau LONG-27. Dans les colonnes "Chiffres constants", les données des rubriques "autres coûts de production" et "coûts directs de main-d'œuvre" ont été maintenues en valeur constante pour 1999, pour 2000 et pour la période intermédiaire de 2001. Les chiffres maintenus en valeur constante sont en italique; ceux qui changent par suite de la simulation sont en caractères gras.

réaliser des bénéfices confortables. Même pendant la période intermédiaire de 2001, au cours de laquelle les prix ont chuté par rapport à leurs niveaux de 1999 en raison de la chute persistante des coûts des matières premières, sans les accroissements d'autres coûts, le revenu d'exploitation unitaire de la branche de production nationale aurait été comparable aux niveaux de 1998. L'USITC n'a donc pas présenté une explication motivée et adéquate indiquant comment ses conclusions étaient étayées par les constatations de fait qu'elle avait rendues.[3042]

7.1277 Les États-Unis font valoir en réponse que les Communautés européennes et la Chine ont interprété de manière erronée l'opinion de l'USITC concernant l'incidence des changements intervenus dans les coûts des intrants. Comme la conclusion de l'USITC relative à l'existence d'un dommage grave repose principalement sur des données concernant la situation de la branche de production nationale à partir de 2000, la partie la plus pertinente de l'examen de l'USITC concerne les coûts des intrants en 2000. En l'espèce, l'USITC a constaté que si le CPV unitaire était passé de 362 dollars EU en 1999 à 380 en 2000, ni la valeur unitaire des ventes ni les prix n'avaient augmenté pendant cette période. L'USITC a déclaré expressément que "[s]i la branche de production nationale avait pu augmenter en 2000 les valeurs unitaires moyennes de ses ventes pour répercuter l'accroissement du CPV – comme on pouvait raisonnablement s'y attendre pendant une année marquée par une progression de la demande – elle aurait pu maintenir des marges d'exploitation positives se situant au moins aux niveaux de 1999". Or, la branche de production n'a pas pu relever ses prix en raison de l'accroissement des importations qui s'est produit cette année-là. L'USITC a donc analysé expressément la nature et l'effet des changements intervenus dans les coûts des intrants entre 1999 et 2000 et démontré que ce n'était pas l'accroissement des coûts des intrants, mais l'incapacité de la branche de production à relever ses prix pour répercuter l'accroissement des coûts en raison de l'accroissement des importations, qui avait été à l'origine des difficultés de la branche de production en 2000.[3043]

Importations en provenance des pays membres de l'ALENA

7.1278 La Chine fait observer que la détermination relative à l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave pour la branche de production nationale de barres laminées à chaud, qui se trouve dans le rapport de l'USITC, repose sur des données qui comprenaient les importations en provenance de pays membres de l'ALENA. Or, la Chine estime que, comme les importations en provenance des pays membres de l'ALENA étaient exclues de l'application de la mesure de sauvegarde, l'USITC aurait dû déterminer si l'accroissement des importations totales, exception faite des importations en provenance des pays membres de l'ALENA, causait un dommage grave à la branche de production nationale. La Chine fait valoir qu'en conséquence, comme la détermination relative à l'existence d'un lien de causalité exigeait que "l'accroissement des importations" soit uniquement constitué par les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, les variations des importations en provenance du Canada et du Mexique devaient être considérées comme un "autre facteur". L'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes exigeait aussi que le dommage causé par les variations des importations en provenance du Canada et du Mexique ne soit imputé à l'accroissement des importations (en provenance de pays non membres de l'ALENA).[3044]

7.1279 La Chine fait valoir par ailleurs que dans le rapport complémentaire, l'USITC était tenue d'évaluer le dommage causé par les importations en provenance du Mexique et du Canada et de s'assurer que ce dommage ne serait pas imputé à l'accroissement des importations en provenance des

[3042] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 391.
[3043] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 580.
[3044] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 407.

pays non membres de l'ALENA. La Chine estime que l'USITC ne l'a pas fait. Elle fait valoir en outre que l'USITC n'a donné absolument aucune explication indiquant que le dommage causé par les importations en provenance du Mexique et du Canada n'était pas imputé à l'accroissement des importations, et qu'il n'y a aucune raison de penser que le dommage causé par les importations en provenance du Mexique et du Canada n'a pas été imputé en fait à l'accroissement des importations. À cet égard, les Communautés européennes font observer que dans ses constatations distinctes concernant les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a conclu que le volume même de l'accroissement des importations en provenance du Canada étayait sa constatation que les importations en provenance du Canada contribuaient dans des proportions importantes au dommage grave causé par les importations.[3045]

7.1280 Les Communautés européennes font observer que les États-Unis n'ont pas cherché à expliquer comment ils s'étaient assurés que les effets dommageables des importations qui avaient été exclues n'étaient pas imputés aux importations qui n'avaient pas été exclues, malgré le fait qu'en 2000 les importations en provenance du Canada et du Mexique à elles seules avaient représenté 52 pour cent des importations totales.[3046,3047] Les Communautés européennes font valoir que l'USITC n'a même pas considéré les importations canadiennes en tant qu'autre cause de dommage et n'a donc pas dissocié et distingué les effets de ces importations, et qu'elle ne s'est pas non plus assurée que ces effets n'étaient pas imputés à l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA.[3048] Compte tenu des considérations qui précèdent, de l'avis des Communautés européennes et de la Chine, l'USITC ne s'est pas conformée aux dispositions de l'article 2:1 et de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.[3049]

7.1281 On trouvera la réponse des États-Unis aux paragraphes 7.1066 et suivants.

Facteurs non considérés par l'USITC

7.1282 Les Communautés européennes font valoir que les données dont disposait l'USITC font apparaître un certain nombre de facteurs que l'USITC n'a pas examinés et qui tendraient à mettre en question sa conclusion selon laquelle les importations étaient la cause du dommage grave.[3050] Les Communautés européennes font observer en particulier que les "frais financiers" et les "autres frais" de la branche de production nationale ont fait un bond entre 1998 et 1999.[3051] Les Communautés européennes font valoir que cette évolution parfaitement décelable s'est produite précisément au moment où l'USITC fait observer que les marges d'exploitation et les revenus nets ont commencé à baisser. Or, il n'y a pas d'explication de cette évolution.[3052]

7.1283 Les Communautés européennes font aussi valoir qu'une chute substantielle des prix intérieurs s'est produite entre 1998 et 1999, période au cours de laquelle les importations étaient en baisse, et qu'en 1999 la demande est tombée pour retrouver les niveaux de 1996. Selon les Communautés européennes, la baisse des prix intérieurs a coïncidé avec une diminution substantielle des coûts des matières premières en 1999. Pourtant, toujours entre 1998 et 1999, il y a eu une augmentation brutale

[3045] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 488.
[3046] Rapport de l'USITC, volume II, page LONG-9, tableau LONG-5.
[3047] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 393.
[3048] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 489 et 491.
[3049] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 410; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 230.
[3050] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 494.
[3051] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 495.
[3052] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 496.

des "autres coûts de production", qui s'est prolongée en 2000. De plus, entre 1999 et 2000 il y a eu une augmentation brutale des coûts directs de main-d'œuvre (tendances qui se sont prolongées pendant la période intermédiaire de 2001). Selon les Communautés européennes, aucune explication n'a été donnée dans le rapport de l'USITC en ce qui concerne l'effet de ces modifications substantielles sur les résultats financiers de la branche de production.[3053]

7.1284 Les États-Unis font observer en réponse que les Communautés européennes ne reconnaissent pas que l'analyse de la situation financière médiocre de la branche de production nationale des barres laminées à chaud faite par l'USITC reposait sur les données concernant le revenu d'exploitation et la marge d'exploitation. Les frais financiers et les "autres" frais n'étaient pas un élément du revenu d'exploitation tel qu'il a été calculé par l'USITC. En revanche, l'USITC a déduit les frais financiers et les "autres" frais du revenu d'exploitation pour obtenir le revenu net.[3054] Les États-Unis font valoir que les accroissements des frais financiers et des "autres" frais ne pouvaient donc pas expliquer les pertes d'exploitation enregistrées en 2000 citées par l'USITC. L'USITC n'était donc pas tenue en vertu de l'article 4:2 de procéder à une analyse relative à la non-imputation supplémentaire en ce qui concerne ces frais.[3055]

Défaut de présentation d'une explication motivée et adéquate

7.1285 Les Communautés européennes et la Chine font valoir que l'USITC n'a pas évalué de manière adéquate la complexité des facteurs de dommage allégués. Elle n'a pas non plus donné d'explication solide, claire et franche de la manière dont elle s'était assurée que le dommage causé par d'autres facteurs n'était pas imputé à l'accroissement des importations.[3056] La Chine fait valoir que l'USITC n'a pas expliqué en quoi consistait la "large part" de la baisse des résultats d'exploitation enregistrée en 1999 et due au fléchissement de la demande. De plus, l'USITC a déclaré que "les prix des barres parachevées à froid ont toujours évolué en fonction de la situation de la demande", mais elle n'a pas expliqué l'incidence de la demande sur la situation générale de la branche de production.[3057]

7.1286 Les États-Unis font valoir en réponse que l'USITC a procédé à un examen motivé et adéquat du dommage prétendument causé par des facteurs autres que l'accroissement des importations et s'est assurée qu'aucun dommage causé par ces autres facteurs n'était imputé aux importations. Ils font observer que l'USITC a examiné quatre causes prétendues de dommage pour la branche de production nationale des barres laminées à chaud autres que l'accroissement des importations et a conclu que les "autres causes ne peuvent pas expliquer, individuellement ou collectivement, le dommage grave subi par la branche de production nationale, en particulier la diminution de la part de marché au cours de la période considérée et la dégradation des résultats d'exploitation qui a abouti à des marges d'exploitation négatives pour la branche de production nationale en 2000". De plus, l'USITC a bien examiné la situation de la demande sur le marché, et elle a constaté que la consommation apparente de barres laminées à chaud aux États-Unis s'était accrue de 11,7 pour cent entre 1996 et 2000 et qu'elle avait progressé d'une année à l'autre dans toutes les comparaisons disponibles sauf celle qui concernait la période de 1998 à 1999. L'USITC a relevé que la consommation apparente aux États-Unis avait augmenté entre 1999 et 2000, année pendant laquelle les résultats de la branche de production avaient

[3053] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 497.
[3054] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 581.
[3055] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 582.
[3056] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 498; première communication écrite de la Chine, paragraphe 401.
[3057] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 415.

atteint des niveaux dommageables. C'est pourquoi elle a conclu que les changements intervenus dans la demande ne pouvaient pas expliquer la situation de la branche de production en 2000.[3058]

iv) Barres parachevées à froid

Facteurs considérés par l'USITC

Fléchissement de la demande

7.1287 Les Communautés européennes font observer que l'USITC a constaté ce qui suit: "La branche de production nationale reconnaît que les prix des barres parachevées à froid ont toujours évolué en fonction de la situation de la demande. En effet, la baisse des résultats d'exploitation de la branche de production nationale en 1999, année pendant laquelle le volume des importations et la pénétration du marché ont diminué, semble être imputable pour une large part au fléchissement de la demande au cours de année en question."[3059] La Chine et les Communautés européennes font valoir qu'il est donc clair que l'USITC estimait que les changements intervenus dans la demande étaient une cause du dommage grave.[3060] La Chine fait valoir que l'USITC a reconnu que le fléchissement de la demande intérieure avait contribué à causer le dommage subi par la branche de production nationale.[3061]

7.1288 La Chine fait valoir que l'USITC a d'abord concentré son analyse sur l'année 2000 – période où le fléchissement de la demande n'était pas en cause. Elle a ensuite démontré que la branche de production avait subi un dommage grave même pendant cette période, et qu'elle répondait ainsi aux prescriptions de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.[3062] Selon la Chine, il est clair que cette approche fait l'impasse sur l'évaluation de la nature et de l'importance du fléchissement de la demande. La Chine se demande comment l'USITC aurait pu dûment évaluer ce facteur en concentrant son analyse sur 2000, année où "le fléchissement n'était pas en cause". De l'avis de la Chine, l'analyse relative à la non-imputation concernant le fléchissement de la demande sur le marché intérieur n'a donc pas pu être effectuée.[3063]

7.1289 Les États-Unis font valoir en réponse que l'USITC a conclu que les résultats de la branche de production enregistrés en 1999, année où le volume des importations et la pénétration du marché ont été en baisse, semblaient largement imputables au fléchissement de la demande enregistré cette année-là. L'USITC a souligné cependant que la demande de barres parachevées à froid des États-Unis avait été plus forte en 2000 qu'en 1999. Pourtant, les prix ont été plus bas en 2000 qu'en 1999 et l'écart entre les valeurs unitaires moyennes et le CPV unitaire a été plus faible en 2000 qu'au cours de n'importe quelle année complète de la période visée par l'enquête, exception faite de 1999. Bien que 2000 soit une année au cours de laquelle la demande a progressé, la marge d'exploitation de la branche de production enregistrée cette année-là a été inférieure de plus de la moitié aux niveaux de 1997 et de 1998.[3064] À cet égard, les États-Unis font valoir que l'USITC a veillé à ne pas imputer aux importations le moindre dommage dû au fléchissement de la demande. Elle l'a fait en se concentrant sur la situation de la branche de production nationale au cours d'une période où le fléchissement de la

[3058] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 578.
[3059] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 500.
[3060] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 501; première communication écrite de la Chine, paragraphe 414.
[3061] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 414.
[3062] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 233.
[3063] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 234.
[3064] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 594.

demande n'était pas en cause, c'est-à-dire 2000, qui était non seulement l'année complète de la période visée par l'enquête la plus récente, mais une année au cours de laquelle la consommation apparente aux États-Unis avait augmenté par rapport à l'année précédente. L'USITC a constaté qu'en 2000, la branche de production nationale avait subi les conséquences de la faiblesse des prix et de la médiocrité des résultats financiers. En démontrant que la branche de production nationale des barres parachevées à froid se trouvait dans une situation de dommage grave même pendant une période où la demande progressait, les États-Unis estiment qu'il est clair que l'USITC a répondu à l'obligation qui lui incombe au titre de l'article 4:2 b) de ne pas imputer à l'accroissement des importations le dommage dû au fléchissement de la demande.[3065]

Importations en provenance des pays membres de l'ALENA

7.1290 La Chine fait observer que la détermination relative à l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave pour la branche de production nationale de barres parachevées à froid, que l'on trouve dans le rapport de l'USITC, reposait sur des données qui comprennent les importations en provenance des pays membres de l'ALENA. Or, la Chine estime que, comme les importations en provenance des pays membres de l'ALENA étaient exclues de l'application de la mesure de sauvegarde, l'USITC aurait dû déterminer si l'accroissement des importations totales, exception faite des importations en provenance des pays membres de l'ALENA, causait un dommage grave à la branche de production nationale. La Chine fait valoir qu'en conséquence, puisque la détermination relative à l'existence d'un lien de causalité exigeait que l'"accroissement des importations" soit uniquement constitué par les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, les variations des importations en provenance du Canada et du Mexique auraient dû être considérées comme "un autre facteur". L'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes exigeait aussi que le dommage causé par les variations des importations en provenance du Canada et du Mexique ne soit pas imputé à l'accroissement des importations (en provenance de pays non membres de l'ALENA).[3066]

7.1291 La Chine fait valoir en outre que, dans le rapport complémentaire, l'USITC était tenue d'évaluer le dommage causé par les importations en provenance du Mexique et du Canada et faire en sorte que ce dommage ne soit pas imputé à l'accroissement des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. La Chine estime que l'USITC n'a rien fait de tel. Elle fait valoir en outre que l'USITC n'a donné aucune explication du fait que le dommage causé par les importations en provenance du Mexique et du Canada n'était pas imputé à l'accroissement des importations, et qu'il n'y a aucune raison de penser que le dommage causé par les importations en provenance du Mexique et du Canada n'a pas été en fait imputé à l'accroissement des importations.[3067]

7.1292 Les Communautés européennes font valoir que l'USITC a identifié le fléchissement de la demande et des importations en provenance du Canada comme d'autres sources de dommage grave pour la branche de production nationale. Toutefois, selon les Communautés européennes, elle n'a pas tenté de dissocier et de distinguer les effets de ces autres facteurs et ne n'est donc pas assurée que le dommage causé par ces facteurs n'était pas imputé à l'accroissement des importations. Les Communautés européennes et la Chine font valoir qu'en imposant des mesures les États-Unis ont donc agi de manière incompatible avec l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. En outre, ils n'ont pas établi, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que l'accroissement des importations avait

[3065] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 596.
[3066] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 418.
[3067] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 421; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 235.

causé un dommage grave.[3068] Les Communautés européennes ajoutent que les États-Unis n'ont pas fait valoir qu'ils s'étaient assurés de la non-imputation des effets dommageables des importations en provenance de la zone de libre-échange. Ils ont simplement dit qu'ils n'étaient pas tenus de le faire. Pourtant, les Communautés européennes font observer qu'elles ont expliqué pourquoi les États-Unis étaient dans l'obligation de procéder à cette analyse relative à la non-imputation.[3069]

7.1293 On trouvera la réponse des États-Unis aux paragraphes 7.1066 et suivants.

Facteurs non considérés par l'USITC

7.1294 Les Communautés européennes font valoir que l'USITC n'a pas examiné en détail les raisons qui expliquent la chute des bénéfices enregistrée en 1999, et n'a fait que relever que cette chute était "pour une large part imputable au fléchissement de la demande enregistré cette année-là". Or, selon les Communautés européennes, une analyse attentive des données contenue dans le rapport de l'USITC semble montrer qu'il y a eu une forte chute du prix des matières premières en 1999, accompagnée d'un accroissement substantiel d'autres coûts. D'après les Communautés européennes, cette évolution, jointe à l'évolution de la demande, semble expliquer les résultats financiers de la branche de production en 1999 et en 2000. Aucun de ces phénomènes n'a été ne serait-ce qu'évoqué dans le rapport de l'USITC.[3070]

7.1295 Les États-Unis font observer en réponse que l'argument des Communautés européennes selon lequel le fléchissement des prix des barres parachevées à froid était fonction de la baisse des coûts unitaires des matières premières ne tient pas compte du fait que l'USITC a mis tout particulièrement l'accent sur le fléchissement des prix qui s'est produit entre 1999 et 2000. Les États-Unis font valoir que, pendant cette période, les coûts unitaires des matières premières ont augmenté.[3071]

7.1296 Les Communautés européennes font valoir qu'en outre toute une série de frais ont augmenté de façon substantielle en 1999 et en 2000 et ont eu manifestement un effet notable sur les résultats financiers de la branche de production.[3072] D'après les Communautés européennes, le rapport de l'USITC n'examine même pas cette évolution, qui coïncide avec l'apparition du dommage grave prétendument subi par la branche de production nationale. Les Communautés européennes disent qu'il est absolument manifeste que la chute des prix des matières premières a dû avoir un effet sur les prix du marché et que l'accroissement des "autres coûts de production" a dû avoir un effet sur les marges de bénéfices que la branche de production nationale pouvait s'attendre à réaliser.[3073]

7.1297 Les États-Unis précisent en réponse qu'en ce qui concerne l'argument des Communautés européennes selon lequel la baisse des résultats de la branche de production nationale enregistrée en 1999 et en 2000 semblait être fonction de l'augmentation des frais financiers et des "autres" frais et de l'amortissement, et l'USITC n'en a pas tenu compte, les Communautés européennes ne reconnaissent pas que l'analyse de la situation financière médiocre de la branche de production nationale des barres parachevées à froid faite par l'USITC reposait sur des données concernant le revenu d'exploitation et la marge d'exploitation. Les frais financiers et "autres" frais et la dépréciation

[3068] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 504; première communication écrite de la Chine, paragraphe 421; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 235.
[3069] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 399.
[3070] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 509.
[3071] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 592.
[3072] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 510.
[3073] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 511.

n'étaient pas des éléments du revenu d'exploitation tel qu'il avait été calculé par l'USITC. L'USITC avait en fait déduit les frais financiers et les "autres" frais du revenu d'exploitation pour obtenir le revenu net. Elle avait ensuite ajouté l'amortissement et la dépréciation au revenu net pour obtenir la marge brute d'autofinancement.[3074] Les États-Unis font valoir que l'accroissement des frais financiers et des "autres" frais et de la dépréciation ne pouvaient donc pas expliquer les résultats d'exploitation médiocres enregistrés en 2000 cités par l'USITC. L'USITC n'était donc nullement tenue au titre de l'article 4.2 de procéder à une nouvelle analyse relative à la non-imputation en ce qui concerne ces facteurs.[3075]

7.1298 En contre-réponse, les Communautés européennes font valoir[3076] que les États-Unis, comme l'USITC, font abstraction d'une question importante soulevée précédemment par les Communautés européennes, qui prétend être une autre explication des changements intervenus dans les résultats financiers de la branche de production en 1999 et en 2000. Les Communautés européennes affirment que cette explication montre que sans les changements énormes concernant les "autres coûts de production" intervenus en 1999 et en 2000, le revenu d'exploitation de la branche de production nationale de barres parachevées à froid aurait été plus que confortable au cours de ces années-là, en dépit de la baisse alléguée des prix. La raison en est que les économies potentielles considérables dues à la baisse des coûts des matières premières ont été annulées par une augmentation considérable d'autres coûts. Les Communautés européennes estiment que c'est ce que montre le tableau ci-après.

Tableau 16: Barres parachevées à froid - Valeur unitaire des ventes et des coûts (1998-2001)[3077]

	1998 (Chiffres réels)	**1999 (Chiffres réels)**	**1999 (Chiffres constants)**	**2000 (Chiffres réels)**	**2000 (Chiffres constants)**	**2001 (Chiffres réels)**	**2001 (Chiffres constants)**
Ventes commerciales nettes	711	667	667	668	668	671	671
Matières premières	480	347	347	368	368	364	364
Coûts directs de main-d'œuvre	45	51	51	54	54	58	58
Autres coûts de production	98	212	***98***	184	***98***	203	***98***
CPV total	623	609	**496**	605	**520**	625	**520**
Bénéfices bruts	88	57	**171**	63	**148**	47	**151**
Frais ACG	44	49	**49**	44	**44**	48	**48**
Revenu d'exploitation (pertes)	44	8	**122**	19	**104**	(1)	**103**

[3074] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 597.
[3075] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 598.
[3076] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 397.
[3077] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 347; rapport de l'USITC, volume II, page LONG-34, tableau LONG-28. Dans les colonnes "chiffres constants", les données de la rubrique "autres coûts de production" ont été maintenues en valeur constante. Les chiffres maintenus en valeur constante sont en italique, ceux qui changent par suite de la simulation en caractère gras.

7.1299 Selon les Communautés européennes, la baisse des coûts des matières premières a été telle que si la branche de production avait réussi à faire en sorte que les "autres coûts de production" restent stables, elle aurait réalisé des bénéfices substantiels en 1999, en 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001. Les Communautés européennes estiment que devant cette évolution l'autorité compétente devrait commencer par vérifier si ces données sont exactes et examiner ensuite de très près les raisons de cette évolution des coûts afin de s'assurer qu'elle n'a pas fait erreur en imputant le dommage constaté en 1999 et en 2000 à l'accroissement des importations. Sachant qu'entre 1998 et 1999 l'utilisation de la capacité de la branche de production a augmenté, et le volume des ventes n'a diminué que de 10 000 tonnes, les Communautés européennes font valoir que cette évolution des coûts ne peut pas s'expliquer par les effets de l'accroissement des importations sur la branche de production nationale. En l'absence d'analyse de ce facteur, les Communautés européennes font valoir qu'on ne peut pas considérer que l'USITC a donné une explication motivée et adéquate de sa détermination.[3078] [3079]

v) Barres d'armature

Facteurs considérés par l'USITC

Accroissements de la capacité intérieure

7.1300 La Chine fait valoir que l'USITC n'a pas abordé la question de savoir si les accroissements de la capacité avaient pu causer un dommage en même temps que l'accroissement des importations.[3080]

7.1301 Les États-Unis font valoir en réponse que l'USITC a bien examiné les accroissements de la capacité intérieure. Selon eux, l'USITC a conclu que cet élément ne pouvait pas être une autre cause de dommage puisque l'accroissement de la capacité de production intérieure enregistré en 1996 et 2000 qui était de 26,6 pour cent a été bien plus faible que l'accroissement de la consommation apparente aux États-Unis pendant la même période, qui était de 48,1 pour cent. De plus, l'utilisation de la capacité a augmenté d'une manière générale pendant la période visée par l'enquête.[3081]

7.1302 Les États-Unis considèrent que, contrairement à l'argument avancé par la Chine, l'USITC a donc déclaré d'une manière claire et sans ambiguïté que l'accroissement de la capacité n'était pas une cause de dommage. Selon les États-Unis, la Chine n'a présenté aucun argument solide permettant au Groupe spécial de conclure que l'USITC n'a pas examiné de manière objective les éléments de preuve concernant ce facteur ni indiqué sur quoi reposait sa conclusion.[3082]

Changements intervenus dans les coûts des intrants

7.1303 La Chine fait valoir que l'USITC n'a pas indiqué clairement si ce facteur avait contribué à causer un dommage. De plus, d'après la Chine, l'USITC n'a pas dûment examiné dans quelle mesure ce facteur avait pu avoir une incidence sur les prix. L'USITC s'est contentée de dire que la chute des coûts n'était pas aussi importante que la baisse des prix et que la chute des coûts n'était donc pas responsable de la chute des prix. La Chine fait valoir que cette explication est à l'évidence erronée. La chute des coûts doit avoir eu un effet sur la chute des prix. En effet, pour que les prix augmentent

[3078] Les États-Unis font une interprétation erronée de cet argument des Communautés européennes, qu'ils rejettent; voir première communication écrite des États-Unis, paragraphe 592.
[3079] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 398.
[3080] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 428.
[3081] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 608.
[3082] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 609.

quand la demande augmente, tous les autres facteurs doivent rester inchangés. La Chine affirme que tel n'était pas le cas en l'espèce. La production et la productivité étant en augmentation aux États-Unis, l'offre de barres d'armature a augmenté aussi. Ce phénomène a empêché les prix de monter. De plus, si l'on peut présumer que la chute des coûts de production ne se traduit pas nécessairement par une chute des prix en situation de monopole ou d'oligopole, il serait faux de présumer qu'il en va de même sur le marché libre. La concurrence sur le marché libre exerce nécessairement une pression sur les prix si les coûts de production diminuent.[3083]

7.1304 Les Communautés européennes font valoir qu'en raison du manque de clarté du rapport de l'USITC concernant les autres causes de dommage, l'USITC n'a pas établi expressément si l'accroissement des coûts était une autre cause de dommage pour la branche de production des barres d'armature. Les Communautés européennes font valoir que soit l'USITC avait constaté que l'accroissement des coûts était une autre source de dommage, soit, si elle n'avait pas rendu une constatation en ce sens, qu'elle avait ignoré cet autre facteur et donc omis de le dissocier et de le distinguer et de veiller à la non-imputation.[3084]

7.1305 Les États-Unis font valoir que l'USITC a examiné en détail les changements intervenus dans les coûts des intrants pendant la période de 1998-2000. L'USITC a noté que le CPV unitaire avait baissé entre 1998 et 1999. Elle a déclaré qu'étant donné le fort accroissement de la demande enregistré pendant cette période, cette baisse des coûts n'aurait pas dû nécessairement entraîner une baisse des prix. Or, il y a eu une baisse de la valeur unitaire des ventes supérieure à la baisse de la valeur unitaire des intrants. L'USITC a donc conclu avec raison que la baisse des prix n'était pas simplement fonction de la baisse des coûts des intrants. Elle a constaté en fait que l'accroissement des importations avait empêché les producteurs nationaux de barres d'armature de tirer entièrement profit de la baisse des coûts des intrants sur un marché en pleine expansion. L'USITC a aussi procédé à un examen détaillé des changements intervenus dans les coûts des intrants entre 1999 et 2000. Pendant cette période, la demande a augmenté et le CPV unitaire aussi, et les prix ont pourtant baissé. En conséquence, les États-Unis font valoir qu'il n'y avait pas de lien de causalité possible entre les baisses des prix et les changements intervenus dans les coûts des intrants pendant cette période.[3085]

7.1306 Les États-Unis font valoir que l'examen détaillé et complet fait par l'USITC des changements intervenus dans les coûts des intrants est en nette opposition avec les arguments hâtifs et dénués de logique avancés par les Communautés européennes dans leur communication. Dans un paragraphe, les Communautés européennes affirment que l'USITC aurait dû conclure que la baisse des prix enregistrée entre 1999 et 2000 était simplement fonction de la baisse des coûts des matières premières.[3086] Trois paragraphes plus loin, les Communautés européennes disent que l'USITC aurait dû conclure que les problèmes financiers rencontrés par la branche de production nationale des barres d'armature en 2000 étaient dus à l'impossibilité d'opérer des augmentations des prix proportionnellement aux augmentations de coûts comme les autres coûts de production.[3087] Ce que les Communautés européennes semblent oublier, c'est que les coûts des matières premières et les autres coûts de production sont des éléments des CPV. Les changements intervenus dans les coûts des intrants entre 1999 et 2000 auraient dû entraîner soit une augmentation soit une diminution des prix, en fonction des changements intervenus dans d'autres conditions concernant la concurrence, comme la

[3083] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 429.
[3084] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 402.
[3085] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 6l0 et 611.
[3086] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 521.
[3087] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 524.

demande. Ils n'avaient pas pu, contrairement à ce que les Communautés européennes semblent considérer, entraîner simultanément des augmentations et des baisses des prix.[3088]

7.1307 Les États-Unis, en nette opposition avec les Communautés européennes, estiment que l'USITC a adopté une approche cohérente et objective pour évaluer les changements intervenus dans les coûts des intrants. L'USITC a dûment examiné tous les éléments des CPV avant d'établir que les coûts des intrants avaient augmenté entre 1999 et 2000. Le fait que les prix n'ont pas suivi n'est pas contesté.[3089] La question se pose donc de savoir pourquoi la branche de production nationale des barres d'armature n'a pas pu se redresser en augmentant les coûts des intrants, de même qu'en augmentant les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, cités par les Communautés européennes, entre 1999 et 2000. Comme le font observer les Communautés européennes, cette période est celle "où la production et l'utilisation de la capacité ont atteint leur plus haut niveau aux États-Unis"[3090]; de plus, la demande progressait. La situation sur le marché étant ce qu'elle était, on aurait pensé que les prix suivraient les coûts.[3091] La raison pour laquelle les prix des barres d'armature fabriquées aux États-Unis n'ont pas suivi les coûts en 2000 est celle que les Communautés européennes passent sous silence: les importations.[3092]

Importations en provenance des pays membres de l'ALENA

7.1308 La Chine fait observer que la détermination relative à l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave pour la branche de production nationale des barres d'armature, qui se trouve dans le rapport de l'USITC, reposait sur des données qui comprenaient les importations en provenance de pays membres de l'ALENA. Or, la Chine estime que, comme les importations en provenance des pays membres de l'ALENA étaient exclues de l'application de la mesure de sauvegarde, l'USITC aurait dû déterminer si l'accroissement des importations totales, exception faite des importations en provenance des pays membres de l'ALENA, causait un dommage grave à la branche de production nationale. La Chine fait valoir qu'en conséquence, comme la détermination relative à l'existence d'un lien de causalité exigeait que l'"accroissement des importations" soit uniquement constitué par les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, les variations des importations en provenance du Canada et du Mexique auraient dû être considérées comme "un autre facteur". L'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes exigeait également que le dommage causé par les variations des importations en provenance du Canada et du Mexique ne soit pas imputé à l'accroissement des importations (en provenance des pays non membres de l'ALENA).[3093]

7.1309 La Chine fait valoir qu'aucune nouvelle détermination de cet ordre n'a été rendue à propos de ce produit. La chose, selon elle, est d'autant plus surprenante que l'USITC a reconnu que les importations en provenance du Canada et du Mexique causaient un dommage alors qu'elle a dit que "les importations en provenance du Canada ne contribuaient pas de manière importante au dommage grave" et que "les importations en provenance du Mexique ne contribuaient pas de manière importante

[3088] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 612.
[3089] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 617.
[3090] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 524.
[3091] En fait, les Communautés européennes lorsqu'elles cherchent à séparer les "prix relativement bas" de l'"évolution des coûts" au paragraphe 524 de leur première communication écrite, semblent oublier que lorsqu'il n'y a ni empêchement des hausses de prix ni dépression des prix, il y a normalement un lien direct entre les coûts et les prix d'une société.
[3092] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 614.
[3093] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 437; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 245.

au dommage grave". En d'autres termes, les importations en provenance des pays membres de l'ALENA ont contribué à causer le dommage, même si cette contribution n'était pas substantielle.[3094] La Chine fait valoir que l'USITC n'ayant pas procédé à une nouvelle détermination de l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA et le dommage grave pour la production nationale, a omis d'évaluer le dommage causé par les importations en provenance du Mexique et du Canada et de s'assurer que ce dommage ne serait pas imputé à l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. La Chine fait donc valoir que l'USITC ne s'est pas conformée aux dispositions des articles 2 1) et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.[3095]

7.1310 De leur côté, les Communautés européennes font valoir qu'en omettant d'analyser les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie en tant qu'autres causes de dommage l'USITC a aussi agi de manière incompatible avec l'article 4:2 b).[3096]

7.1311 On trouvera la réponse des États-Unis aux paragraphes 7.1066 et suivants.

Facteurs non considérés par l'USITC

7.1312 Les Communautés européennes font observer que la baisse des prix enregistrée en 1999, qui s'est poursuivie en 2000 prétendument sous l'effet des importations, a été responsable des résultats médiocres de la branche de production nationale en 2000.[3097] Selon les Communautés européennes, il est loin d'être manifeste que l'on puisse considérer que les importations jouent un rôle déterminant dans la fixation des prix sur un marché dont l'USITC a reconnu que c'était un marché de produits de base. La part de marché des importations a atteint son plus haut niveau en 1999, avec 22 pour cent. Selon les Communautés européennes, il n'avait pas été démontré que les prix seraient fixés par les importations, qui absorbaient 22 pour cent du marché, plutôt que par la production nationale qui en absorbait 78 pour cent. L'argument qu moyen duquel l'USITC prétend défendre la thèse que les importations ont une influence déterminante sur les prix ne résiste pas à un examen détaillé.[3098]

7.1313 En ce qui concerne l'argument selon lequel "il est loin d'être manifeste que l'on puisse considérer que les importations jouent un rôle déterminant dans la fixation des prix sur un marché dont l'USITC a reconnu que c'était un marché de produits de base" les États-Unis estiment que cet argument fait abstraction de deux constatations incontestées de l'USITC. Premièrement, l'USITC a constaté que les barres d'armature étaient un produit de base dont les ventes étaient fonction du prix - ce qu'aucune partie n'a contesté. Deuxièmement, l'USITC a constaté que le produit importé se vendait depuis 1998 à des prix inférieurs de plus de 20 pour cent à ceux des barres d'armature fabriquées dans le pays.[3099] Les États-Unis ajoutent que sur un marché de produits de base sur lequel les décisions d'achat sont fonction du prix, la présence de volumes importants d'un produit à bas prix fait baisser tous les prix. Les quantités accrues d'importations de barres d'armature se vendaient à un prix très inférieur à celui du produit fabriqué dans le pays. Les États-Unis soutiennent que, comme l'USITC l'a constaté, pour faire face à cette concurrence, la branche de production nationale a été contrainte de réduire ses prix afin d'éviter de perdre encore plus de parts de marché qu'elle ne l'avait fait au profit des importations.[3100]

[3094] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 438.
[3095] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 439.
[3096] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 517.
[3097] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 519.
[3098] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 520.
[3099] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 604.
[3100] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 605.

7.1314 Les Communautés européennes font valoir qu'il semblerait que les baisses des prix enregistrées en 1999 et en 2000 aient été étroitement liées aux baisses du coût des matières premières. Les baisses de ces deux années-là ont suivi de près le fléchissement des prix des matières premières. Toutefois, comme on l'a relevé, en 1999 la branche de production nationale continuait de réaliser des revenus d'exploitation confortables, alors qu'elle a accusé des pertes substantielles en 2000. Une analyse attentive des données versées au dossier, fait apparaître des augmentations substantielles et des "autres coûts de production", et des frais ACG.[3101] Selon les Communautés européennes, ce n'est pas le prix relativement bas obtenu sur le marché intérieur des États-Unis qui a été à l'origine du dommage subi par la branche de production nationale; c'est l'évolution des coûts, en particulier des "autres coûts de production" et des frais ACG, qui était l'origine du dommage grave allégué. Les Communautés européennes font valoir que ces coûts ont augmenté au moment où la production et l'utilisation de la capacité étaient à leur plus haut niveau aux États-Unis. Pourtant, les Communautés européennes affirment que le rapport de l'USITC ne fait même pas mention de ces phénomènes et ne contient pas d'évaluation de leur effet sur la situation de la branche de production nationale.[3102] Les Communautés européennes font valoir que l'USITC ne tente pas d'expliquer le fait étonnant que la branche de production nationale a accusé des pertes d'exploitation de 72 000 dollars en 1996, année où la part de marché de la branche de production nationale était la plus élevée et qui a été caractérisée par des prix relativement élevés et un faible niveau d'importations. En revanche, la demande a été plus faible en 1996 qu'au cours de n'importe quelle autre année de la période visée par l'enquête. Selon les Communautés européennes, il est évident que ces pertes n'ont pas pu être causées par l'accroissement des importations. Ce fait, d'une évidence flagrante, n'a jamais été expliqué, et ce probablement parce que c'est un autre élément que les importations qui est responsable des problèmes rencontrés par la branche de production nationale.[3103]

7.1315 Les États-Unis font valoir en réponse que l'examen détaillé et complet fait par l'USITC des changements intervenus dans les coûts des intrants est en nette opposition avec les arguments hâtifs et dénués de logique avancés par les Communautés européennes dans leur communication. Dans un paragraphe, les Communautés européennes affirment que l'USITC aurait dû conclure que la baisse des prix enregistrée entre 1999 et 2000 était simplement fonction de la baisse des coûts des matières premières. Plus loin, elles disent que l'USITC aurait dû conclure que les problèmes financiers rencontrés en 2000 par la branche de production nationale des barres d'armature étaient dus à l'impossibilité d'opérer des augmentations de prix proportionnelles aux augmentations de coûts comme les autres coûts de production. Ce que les Communautés européennes semblent oublier, c'est que les coûts des matières premières et les autres coûts de production sont des éléments du CPV. Les changements intervenus dans les coûts des intrants entre 1999 et 2000 auraient dû entraîner soit une augmentation soit une baisse des prix, en fonction des changements intervenus concernant d'autres conditions de concurrence, comme la demande. Ils n'avaient pas pu, contrairement à ce que semblaient considérer les Communautés européennes, entraîner à la fois des augmentations et des baisses des prix.[3104] Les États-Unis estiment que l'USITC a, à l'opposé de ce qu'ont fait les Communautés européennes, adopté une approche cohérente et objective pour évaluer les changements intervenus dans les coûts des intrants. L'USITC a dûment examiné les éléments du CPV avant d'établir que les coûts des intrants avaient augmenté entre 1999 et 2000. Le fait que les prix n'ont pas suivi n'est pas contesté.[3105] La question se pose donc de savoir pourquoi la branche de production nationale de barres d'armature n'a pas pu se redresser en augmentant les coûts des intrants ainsi que

[3101] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 521.
[3102] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 524.
[3103] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 514.
[3104] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 612.
[3105] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 613.

les coûts, en hausse, des frais ACG, cités par les Communautés européennes, entre 1999 et 2000. Comme le font observer les Communautés européennes, cette période est celle où "la production et l'utilisation des capacités ont atteint leur plus haut niveau aux États-Unis"; de plus, la demande progressait. La situation sur le marché étant ce qu'elle était, on aurait pensé que les prix suivraient les coûts. La raison pour laquelle les prix de barres d'armature fabriquées aux États-Unis n'ont pas suivi les coûts en 2000 est celle que les Communautés européennes ont ignorée: les importations.[3106]

7.1316 En contre-réponse, les Communautés européennes font valoir que l'examen par l'USITC des coûts des intrants est entièrement axé sur la question de savoir si ces coûts ont été à l'origine de la chute des prix. Selon les Communautés européennes, l'USITC a reconnu que les baisses du CPV enregistrées en 1999 ne pouvaient pas expliquer l'ampleur des baisses des prix observée cette année-là (encore que ces baisses aient certainement eu un effet). Cependant, l'argument des Communautés européennes était que l'accroissement des autres coûts de production et des frais ACG (qui font partie du CPV) qui s'est produit en 2000, année où le revenu d'exploitation a diminué et où l'existence d'un dommage grave a donc été prétendument constatée[3107], est une cause de dommage plus probable que les baisses des prix causées par l'accroissement des importations.[3108] En effet, sans l'accroissement des coûts, la branche de production nationale des barres d'armature aurait réalisé un revenu d'exploitation de 68 368 692 dollars EU, - au lieu des pertes de 24 669 000 dollars EU, ce qui est un chiffre honorable sachant que le revenu d'exploitation avait été de 74 412 000 dollars EU en 1999.[3109] Le rapport de l'USITC ne contient pas d'examen de cet accroissement des coûts, ni de ses raisons. Les Communautés européennes font observer que la capacité d'utilisation et le volume des ventes de la branche de production nationale ont augmenté en 2000. L'accroissement des coûts n'était pas dû à ce phénomène. On peut donc penser que d'autres phénomènes, que l'USITC n'a pas examinés mais qui auraient manifestement dû l'être, ont été une cause plus probable de dommage que l'accroissement des importations. Les Communautés européennes affirment que les États-Unis n'ont pas abordé la question. Elles font valoir que le rapport de l'USITC ne contient donc pas d'explication motivée et adéquate des constatations de cet organe.[3110]

Défaut de présentation d'une explication motivée et adéquate

7.1317 La Chine fait valoir que l'USITC n'a ni évalué le dommage causé par d'autres facteurs ni indiqué clairement que d'autres facteurs ne causaient pas un dommage et précisé pour quelles raisons.[3111] Elle fait valoir que l'USITC n'a pas évalué de manière adéquate la complexité des facteurs relatifs au dommage allégué. L'USITC n'a pas non plus donné une explication solide, claire et franche de la manière dont elle s'était assurée que le dommage causé par d'autres facteurs n'était pas imputé à l'accroissement des importations. La Chine estime donc que l'USITC a agi de manière incompatible avec les articles 2 1) et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.[3112]

[3106] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 614.

[3107] Les revenus d'exploitation ont baissé de manière marginale en 1999, et leur niveau a été supérieur à celui de 1996 et de 1997.

[3108] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 521 à 525.

[3109] Le chiffre de 68 368 692 dollars EU est obtenu en multipliant le revenu d'exploitation unitaire qui aurait été réalisé si les autres coûts de production et les frais d'administration et de commercialisation et les autres frais de caractère général étaient maintenus en valeur constante par rapport à 1999 (soit un chiffre unitaire de 12 dollars EU, voir Figure 43, Rebar; Evolution of costs with 1999 values held constant, première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 523.) par le volume des ventes commerciales en 2000 (soit 5 697 391 tonnes – voir Rapport de l'USITC, volume II, page LONG-35, tableau LONG-29)).

[3110] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 403.

[3111] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 427.

[3112] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 430.

7.1318 Les États-Unis font valoir que l'USITC a procédé à un examen motivé et adéquat du dommage prétendument causé par des facteurs autres que l'accroissement des importations et s'est assurée qu'aucun dommage causé par ces autres facteurs n'était imputé aux importations. L'analyse de l'USITC relative à la non-imputation concernant les barres d'armature répondait donc aux prescriptions des articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. L'USITC a dissocié et distingué tout dommage imputable à d'autres facteurs du dommage grave causé par l'accroissement des importations.[3113]

vi) Produits tubulaires soudés

Facteurs considérés par l'USITC

Fléchissement de la demande

7.1319 La Corée fait valoir que l'USITC n'ayant pas défini correctement les produits similaires de la catégorie des autres produits tubulaires soudés, n'a pas pu considérer correctement le fléchissement de la demande, "autre facteur" important affectant la branche de production. Selon la Corée, le fléchissement de la demande a surtout été prononcé en ce qui concerne les autres produits tubulaires soudés (à l'exclusion des TGCD).[3114]

7.1320 La Corée fait valoir que les constatations rendues par l'USITC dans l'enquête concomitante en matière antidumping concernant les produits tubulaires soudés sont instructives. Il est dit dans ces constatations, que la baisse des résultats de la branche de production à la fin de la période visée par l'enquête "s'inscrivait dans le cadre d'une contraction de l'économie en général et de la consommation intérieure apparente totale de produits tubulaires standard".[3115] La Corée fait valoir que l'USITC a donc conclu dans cette enquête – portant sur la même période que l'enquête menée au titre de l'article 201 – que la branche de production des produits tubulaires soudés des États-Unis ne faisait pas l'objet d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave en raison des importations de produits tubulaires standard en provenance de Chine et que la détérioration de la situation de la branche de production était due à l'affaiblissement de la demande.[3116] De l'avis de la Corée, s'il n'y avait pas de dommage "important" résultant des importations, ces importations ne pouvaient pas être responsables d'un dommage "grave". Face à de tels faits, qui semblaient bien montrer que le dommage grave n'était pas dû aux importations, l'USITC aurait dû déterminer, distinguer et dissocier le dommage grave résultant du fléchissement de la demande.[3117]

7.1321 La Corée fait aussi valoir qu'au contraire, comme l'USITC l'a reconnu, la demande de TCGD progressait vers la fin de la période. Si l'USITC admettait que "l'augmentation de la demande tend à améliorer l'incidence d'un volume donné d'importations", elle a relevé qu'"en dépit d'une augmentation récente de la demande de TCGD, la demande globale de produits tubulaires soudés enduits a été relativement constante en année complète depuis 1998, ainsi qu'entre les périodes intermédiaires. Nous ne considérons donc pas que l'accroissement probable de la demande de TCGD fasse disparaître la menace de dommage grave". Toutefois, selon la Corée, le fait d'examiner ensemble deux produits similaires distincts a masqué les véritables tendances, si bien que la demande a paru "stable".[3118]

[3113] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 607 et 616.
[3114] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 151.
[3115] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 151.
[3116] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 152.
[3117] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 153.
[3118] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 154.

7.1322 La Corée fait valoir en outre qu'indépendamment des erreurs d'analyse dues à la définition incorrecte du produit similaire, l'USITC n'a pas dissocié ni distingué les effets de cet autre facteur ayant des incidences sur les résultats de la branche de production des États-Unis comme le veut l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[3119]

7.1323 Les États-Unis soutiennent en réponse que l'USITC a noté que plusieurs parties avaient allégué que la branche de production des produits tubulaires soudés ne faisait pas l'objet d'une menace de dommage grave à cause de l'accroissement de la demande dans le secteur du marché concernant les TCGD, mais qu'elle a écarté cet argument. L'USITC a déclaré que les éléments de preuve versés au dossier indiquaient en fait qu'il y avait eu accroissement de la demande de TCGD sur le marché et que l'accroissement de la demande de ce produit, dont on pensait qu'il devrait se poursuivre, pourrait améliorer l'incidence des importations sur la branche de production des produits tubulaires soudés. Elle a cependant noté aussi que les TCGD ne représentaient que 20 à 30 pour cent de la demande de l'ensemble de la catégorie des produits tubulaires soudés et que la demande sur le marché global de ces produits avait été constante en 1998 et pendant la période intermédiaire de 2001, en dépit de l'accroissement substantiel de la demande de TCGD. En conséquence, l'USITC a écarté avec raison ce facteur comme témoignant du fait que la situation de la branche de production ne continuerait pas de se détériorer et que la présence des importations sur le marché ne continuerait pas de s'amplifier.[3120]

7.1324 Les États-Unis font valoir en outre qu'il est clair que l'USITC s'est bien penchée sur la question et l'a dûment replacée dans le contexte juridique approprié, c'est-à-dire en tentant de déterminer de quelle manière les tendances de la demande avaient une incidence sur la concurrence sur le marché des produits tubulaires soudés, le produit similaire pertinent en l'espèce. Les États-Unis estiment que l'argument de la Corée est tout simplement aberrant car il signifie que l'USITC aurait dû accorder une plus grande importance aux tendances de la demande concernant une sous-catégorie du produit similaire, les TCGD, qu'aux tendances de la demande concernant le produit similaire, c'est-à-dire tous les produits de la catégorie "certains produits tubulaires soudés". C'est pourquoi cet argument devrait être écarté.[3121]

7.1325 La Corée fait observer, en contre-réponse que les États-Unis ont rétorqué que la demande était restée constante sur l'ensemble du marché des produits tubulaires soudés en dépit de l'augmentation substantielle de la demande de TCGD. La Corée fait observer que c'est là précisément l'argument des plaignants. La seule raison qui a fait que l'accroissement global de la demande des autres produits tubulaires soudés a pu rester constant entre 1998 et la période intermédiaire 2001 c'est l'accroissement substantiel de la demande de TCGD, qui a permis de stabiliser le fléchissement de la demande des autres produits tubulaires soudés. L'USITC n'a donc pas pris en compte et distingué les changements intervenus dans la demande qui ont eu des incidences sur les résultats des producteurs des autres produits tubulaires soudés.[3122]

Surcapacité de la branche de production nationale

7.1326 La Chine et la Suisse relèvent que l'USITC a dit dans son rapport que l'accroissement de la capacité ne contribuait pas d'une façon plus que marginale à la situation de la branche de production,

[3119] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 155.
[3120] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 637.
[3121] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 638.
[3122] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 192.

mais elle n'a pas expliqué la nature et l'importance de cette contribution.[3123] Les Communautés européennes font valoir qu'il ressort des déclarations de l'USITC que celle-ci a estimé que l'accroissement de la capacité avait eu un effet sur la situation de la branche de production nationale.[3124]

7.1327 La Chine, les Communautés européennes et la Suisse font valoir que l'accroissement de la capacité n'a pas été examiné assez attentivement et qu'il ne lui a pas été accordé suffisamment d'importance. L'accroissement de la capacité intérieure au cours de la période visée par l'enquête a été de 1,5 million de tonnes courtes et l'accroissement de la consommation de 1,2 million de tonnes courtes. L'USITC dit que la capacité intérieure ne s'est pas accrue beaucoup plus que la consommation et qu'elle n'a donc pas eu une incidence importante sur les prix. Les plaignants allèguent que cette affirmation est fausse. Selon les Communautés européennes, la Chine et la Suisse, un accroissement aussi notable de la capacité a dû avoir sur les prix une incidence plus grande que ne le reconnaît l'USITC.[3125] Les Communautés européennes font valoir qu'il ne suffit pas de comparer la capacité et la consommation en fin de période. Il existe une tendance manifeste à l'accroissement de la capacité, alors que la consommation apparente aux États-Unis se tasse. Les accroissements de la surcapacité auraient eu un effet plus grave en 1999 et en 2000, en faisant baisser les prix, mais ils n'ont pas fait l'objet d'un examen détaillé.[3126]

7.1328 La Corée fait valoir par ailleurs qu'il ressort des renseignements versés au dossier que la capacité intérieure a été supérieure à la consommation apparente aux États-Unis dès 1996 et que les éléments de preuve montrent que la faible utilisation de la capacité a été directement liée au fait que le développement de la capacité a été supérieur aux projections les plus favorables concernant la demande sur le marché.[3127] La Corée fait valoir que ces accroissements de la capacité et les faibles taux d'utilisation de la capacité ont fait monter les coûts et avivé la concurrence entre les producteurs nationaux, ce qui a fait baisser les prix.[3128] La Corée fait valoir qu'indépendamment de cette baisse manifeste du taux déjà faible d'utilisation de la capacité et de son incidence sur la situation de la branche de production, l'USITC n'a pas considéré séparément l'effet de la capacité excédentaire et de la faible utilisation de la capacité sur les résultats de la branche de production à la fin de la période afin de s'assurer que ces effets n'étaient pas imputés aux importations.[3129]

7.1329 Les États-Unis font observer en réponse qu'il est clair que l'USITC a examiné attentivement les éléments de preuve versés au dossier concernant les accroissements de la capacité et qu'elle a étudié assez en détail la question de savoir si ces accroissements avaient eu une incidence sur les prix intérieurs.[3130] Les États-Unis font observer que l'USITC a noté à bon droit que la capacité intérieure s'était accrue pendant la période considérée, tout en notant que cet accroissement avait suivi la progression de la demande pendant la période visée par l'enquête dans des proportions substantielles, si bien que les accroissements de la capacité avaient eu une incidence minime sur le niveau des prix sur le marché. De plus, l'USITC a aussi constaté à bon droit qu'en dépit de cet accroissement de la capacité le niveau de production de la branche de production nationale avait en fait baissé au cours

[3123] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 444; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 302.
[3124] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 527.
[3125] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 527; première communication écrite de la Chine, paragraphe 448; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 306.
[3126] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 533.
[3127] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 158.
[3128] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 159.
[3129] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 160.
[3130] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 630 à 632.

des dernières années de la période, ce qui montrait que la branche de production nationale n'avait pas été en mesure de tirer parti de l'accroissement de sa capacité en raison de l'accroissement des importations intervenu au cours de la même période.[3131] Les États-Unis concluent que, comme les niveaux de production de la branche de production ont fléchi en 1999 et en 2000, cette capacité additionnelle n'a pu avoir, au mieux, qu'un effet minime et indirect sur les prix du marché au cours de ces deux années. En revanche il est manifeste que l'addition d'un volume de plus de 360 000 tonnes de produits d'importation introduits sur le marché en 1999 et en 2000 – et vendus systématiquement à des prix inférieurs à ceux des produits nationaux – a eu une incidence beaucoup plus substantielle et directe sur les prix au cours de cette période, comme l'USITC l'a constaté avec raison.[3132] Les États-Unis considèrent qu'au vu de ces faits il est clair que l'USITC a examiné en détail les éléments de preuve versés au dossier concernant la capacité et qu'elle a écarté à bon droit l'argument selon lequel cet accroissement de la capacité avait eu une incidence notable sur les prix au cours des deux dernières années de la période visée par l'enquête.[3133]

7.1330 En contre-réponse, la Chine fait observer qu'en ce qui concerne les accroissements de la capacité intérieure, l'USITC a évalué qualitativement les effets de l'accroissement des importations et des accroissements de la capacité sur la branche de production. En raison de cette approche, selon la Chine, l'USITC n'a pu ni donner une analyse permettant de déterminer dûment la nature et l'importance de ces facteurs, ni établir expressément que les effets étaient distingués de l'accroissement des importations.[3134] La Chine estime que l'interprétation des constatations des commissaires, présentée d'une manière détaillée et relevant souvent de la spéculation, qui est exposée dans les communications des États-Unis, ne saurait remplacer l'explication explicite, motivée et adéquate indiquant que les effets des "autres" facteurs n'ont pas été imputés aux importations, et l'évaluation appropriée des effets dommageables des autres facteurs, qui font défaut dans le rapport de l'USITC.[3135]

7.1331 Toujours en contre-réponse, les Communautés européennes font valoir que la simple constatation que l'accroissement de la capacité a contribué "d'une façon marginale" n'indique pas de manière explicite comment l'USITC a dissocié et distingué les effets dommageables de l'accroissement de la capacité et comment elle s'est assurée que ces effets, de même que les effets dommageables d'autres facteurs, n'étaient pas imputés à l'accroissement des importations. De plus, les Communautés européennes réaffirment que la capacité s'est accrue de manière substantielle en 1999 et en 2000 alors que la consommation restait stable, ce qui montre qu'une comparaison de l'accroissement de la consommation en fin de période ne suffisait pas pour examiner correctement l'interdépendance des changements intervenus dans la capacité et dans la consommation.[3136] [3137]

7.1332 La Corée relève qu'en ce qui concerne les accroissements de la capacité de la branche de production des produits tubulaires soudés, l'USITC a ignoré le fait que la branche de production possédait une capacité trop importante en termes absolus, dès le début de la période. Selon la Corée, la capacité dépassait la demande totale des États-Unis au cours de la période visée par l'enquête.[3138]

[3131] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 625.
[3132] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 632.
[3133] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 625.
[3134] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 248.
[3135] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 249.
[3136] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 532 et 533 et figure 44.
[3137] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 407.
[3138] Voir rapport de l'USITC, volume II, TUBULAR-15 et tableaux TUBULAR-43 à TUBULAR-37 (pièce n° 6 des coplaignants).

La branche de production a pourtant continué d'accroître sa capacité.[3139] [3140] La Corée fait observer que c'est quand la demande a commencé de fléchir que tous les effets de la surcapacité se sont véritablement manifestés de la manière la plus sérieuse.[3141] À l'évidence, avec un marché en perte de vitesse, cette surcapacité aurait entraîné de graves baisses des résultats de la branche de production, même en l'absence d'importations. Assurément, les États-Unis auraient dû dissocier soigneusement un tel facteur de dommage aussi important et examiner les effets dommageables de ces facteurs.[3142] Au lieu de cela, les États-Unis se contentent d'affirmer que l'USITC a dûment évalué l'effet et conclu que l'accroissement des niveaux de la capacité de la branche de production n'était pas responsable d'une façon plus que marginale de toute détérioration éventuelle de la situation de la branche de production nationale.[3143] Selon la Corée, cette affirmation ne répond pas à la prescription relative à la non-imputation visée à l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. La nature et l'importance de l'incidence de l'accroissement de la capacité sur le marché auraient dû être dissociées et distinguées de l'effet causé par les importations.[3144]

Résultats aberrants d'un membre de la branche de production

7.1333 Les Communautés européennes font valoir que les constatations de l'USITC concernant la situation du producteur national important donnent à penser que des facteurs autres que les importations ont été responsables d'une partie au moins de la baisse des résultats financiers de la société considérée.[3145] Malgré cela, l'USITC ne dissocie pas et ne distingue pas les effets de ces autres causes et ne s'assure donc pas que les effets de ces facteurs ne sont pas imputés à l'accroissement des importations. Les États-Unis ont donc agi de manière incompatible avec l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.[3146]

7.1334 La Chine et la Suisse font valoir qu'en ce qui concerne "les événements concernant un producteur important", l'USITC s'est contentée d'indiquer rapidement quel était le principal facteur à l'origine de la baisse des résultats financiers mais n'a rien dit du rôle joué par les événements sans lien avec les importations. De plus, elle a conclu que l'exclusion de ce producteur "important" n'avait pas altéré de manière substantielle la tendance à la baisse de la rentabilité de la branche de production, mais sans préciser dans quelle mesure cette tendance à la baisse avait été altérée.[3147]

7.1335 La Corée fait aussi valoir que l'USITC n'a pas dûment séparé et examiné les effets sur les résultats de la branche de production des États-Unis d'un producteur très peu rentable dont la baisse des résultats était due à des problèmes bien documentés sans aucun lien avec les importations des autres produits tubulaires soudés.[3148] Selon la Corée, l'USITC a fait entièrement abstraction des éléments de preuve versés au dossier démontrant que la baisse des résultats de cette société n'était pas causée par les importations. En outre, la conclusion de l'USITC selon laquelle les résultats de la société étaient dus à la baisse des valeurs unitaires (prétendument due quant à elle à l'accroissement des importations) est tout aussi sujette à caution puisque l'USITC elle-même a "évité de donner une

[3139] Rapport de l'USITC, volume II, TUBULAR-15 (pièce n° 6 des coplaignants).
[3140] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 186.
[3141] Rapport de l'USITC, volume I, page 148 (pièce n° 6 des coplaignants).
[3142] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 187.
[3143] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 631.
[3144] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 188.
[3145] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 527.
[3146] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 528.
[3147] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 444; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 302.
[3148] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 161.

importance indue aux renseignements relatifs à la valeur unitaire moyenne, car ils peuvent subir l'incidence de questions concernant la gamme de produits".[3149]

7.1336 Les États-Unis font valoir en réponse que si les détails des problèmes du producteur considéré et ses résultats d'exploitation sont confidentiels, il est clair que l'USITC a examiné les éléments de preuve versés au dossier concernant ces questions et étudié en détail la nature et l'importance des résultats de ce producteur.[3150] Elle a relevé expressément les arguments avancés sur ce point par les producteurs étrangers et écarté leurs affirmations à l'effet que les résultats d'exploitation de la branche de production avaient été faussés par les problèmes du producteur considéré qui n'avaient aucun lien avec les importations.[3151] Elle a conclu que certains coûts de la société semblaient avoir augmenté, mais que la principale raison de la baisse des résultats financiers de la branche de production tenait à la "chute substantielle de la valeur unitaire des ventes de la société à partir de 1999", qui était due à l'accroissement substantiel des importations.[3152] En outre, l'USITC a relevé que le fait d'exclure la société des données concernant la branche de production n'altérait pas de manière substantielle la tendance à la détérioration de la situation de la branche de production enregistrée au cours de ces années-là.[3153] En procédant à cette analyse, l'USITC a dûment distingué les effets imputables aux opérations dudit producteur des effets des importations et elle a constaté que les problèmes de la branche de production étaient dus de manière réelle et substantielle à l'accroissement des importations.[3154] Selon les États-Unis, les affirmations des plaignants selon lesquelles l'USITC n'a pas procédé à cette analyse sont dénuées de fondement.[3155] [3156]

7.1337 La Corée fait observer qu'une fois encore les États-Unis se contentent d'affirmer que l'USITC a bien évalué dans quelle mesure les difficultés rencontrées par un des producteurs nationaux ont été à l'origine des baisses des résultats de la branche de production. Les États-Unis concluent en disant simplement que l'USITC a relevé que le fait d'exclure la société des données concernant la branche de production n'altérait pas de manière substantielle la tendance à la détérioration de la situation de la branche de production au cours de ces années-là.[3157] Cette affirmation confirme que l'USITC a constaté que la société en question avait bien altéré la tendance à la détérioration de la situation de la branche de production. Pourtant, l'USITC n'a pas analysé de quelle manière et dans quelle mesure. En l'absence d'une telle analyse, il n'est pas possible de démontrer que l'USITC a dûment distingué les effets imputables aux opérations de ce producteur des effets des importations.[3158]

[3149] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 162.
[3150] Rapport de l'USITC, page 165.
[3151] Rapport de l'USITC, page 165.
[3152] Rapport de l'USITC, page 165.
[3153] Rapport de l'USITC, page 165.
[3154] À cet égard, les États-Unis font observer que l'argument des plaignants revient à dire en substance que l'USITC aurait dû procéder à l'évaluation de l'existence d'un lien de causalité pour une partie seulement de la branche de production des produits tubulaires soudés. Or, les plaignants ne sont pas sans savoir que l'USITC est tenue, en vertu de l'Accord sur les sauvegardes, d'évaluer si les importations causent un dommage grave à la branche de production dans son ensemble, et non à des sous-catégories de celle-ci. Par conséquent, même si ce producteur était affecté dans une certaine mesure par des facteurs sans lien avec les importations, l'USITC avait quand même dû l'englober dans la branche de production pour évaluer si la branche de production dans son ensemble subissait un dommage du fait des importations.
[3155] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 527; première communication écrite de la Corée, paragraphe 162; première communication écrite de la Chine, paragraphe 444; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 302.
[3156] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 635.
[3157] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 635.
[3158] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 189.

Importations en provenance des pays membres de l'ALENA

7.1338 La Chine fait observer que la détermination relative à l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et la menace de dommage grave pour la branche de production nationale de certains produits tubulaires, que l'on trouve dans le rapport de l'USITC, reposait sur des données qui comprenaient les importations en provenance de pays membres de l'ALENA. Cependant, la Chine estime que, comme les importations en provenance des pays membres de l'ALENA étaient exclues de la mesure de sauvegarde, l'USITC aurait dû déterminer si l'accroissement des importations totales, exception faite des importations en provenance des pays membres de l'ALENA, causait un dommage grave à la branche de production nationale. La Chine fait valoir qu'en conséquence, comme la détermination relative à l'existence d'un lien de causalité exigeait que "l'accroissement des importations" soit uniquement constitué par les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, les variations des importations en provenance du Canada et du Mexique auraient dû être considérées comme "un autre facteur". L'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes exigeait aussi que le dommage causé par les variations des importations en provenance du Canada et du Mexique ne soit pas imputé à l'accroissement des importations (en provenance des pays non membres de l'ALENA).[3159]

7.1339 La Chine fait valoir en outre que, dans le rapport complémentaire, l'USITC était tenue d'évaluer le dommage causé par les importations en provenance du Mexique et du Canada et de s'assurer que ce dommage n'était pas imputé à l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. La Chine estime que l'USITC n'a rien fait de tel. Elle fait valoir en outre que l'USITC n'a donné aucune explication du fait que le dommage causé par les importations en provenance du Mexique et du Canada n'était pas imputé à l'accroissement des importations en provenance du Mexique et du Canada, et qu'il n'y a aucune raison de penser que le dommage causé par les importations en provenance du Mexique et du Canada n'a pas été en fait imputé à l'accroissement des importations.[3160]

7.1340 À cet égard, les Communautés européennes font valoir qu'il était important de procéder à une analyse en bonne et due forme des importations en provenance du Canada et du Mexique puisque, si l'on prend 2000 comme exemple, les importations en provenance de ces pays représentaient 45,9 pour cent des importations totales. Or, les Communautés européennes estiment que l'analyse de l'USITC n'est pas claire étant donné que deux commissaires ont conclu que les importations en provenance du Canada et du Mexique "contribuent de manière importante" à la menace de dommage grave, deux autres ont conclu que les importations en provenance du Canada et du Mexique "ne contribuent pas de manière importante" à la menace, un autre a constaté qu'il y avait dommage grave en ce qui concerne les produits soudés (c'est-à-dire les produits tubulaires soudés OCTG et non-OCTG) et que les importations en provenance du Canada y "contribuent de manière importante", et le sixième a classé les produits de la même manière et constaté qu'il y avait dommage grave mais que les importations en provenance du Canada n'y "contribuent pas de manière importante". Comme il y avait partage égal des voix, le Président a décidé que les importations en provenance du Canada ne contribuaient pas de manière importante au dommage grave ou à la menace de dommage grave.[3161] Les Communautés européennes font valoir que, néanmoins, le simple fait qu'il a été considéré d'une manière générale que les importations en provenance du Canada et du Mexique "ne contribuent pas de manière importante" ne signifie pas qu'elles n'avaient pas d'effets sur la branche de production nationale et qu'il ne fallait pas les prendre en considération dans l'analyse relative à l'existence du lien de causalité

[3159] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 450; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 250.
[3160] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 454.
[3161] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 529.

qui doit aussi faire partie de toute détermination en matière de dommage. Pour pouvoir constater que les importations en provenance des pays membres de l'ALENA ne "contribu[aient] pas de manière importante", l'USITC doit constater que le taux de croissance de ces importations est sensiblement inférieur à celui des autres importations. Par conséquent, une simple constatation à l'effet que, d'après la législation des États-Unis, les importations en provenance des pays de l'ALENA ne contribuaient pas de manière importante ne signifie pas que ces importations n'avaient pas d'effets sur la branche de production nationale. Il est évident que des importations de l'ampleur de celles qui nous intéressent affectent la branche de production nationale.[3162]

7.1341 Les Communautés européennes font valoir que l'autorité compétente est tenue d'évaluer les effets des importations exclues sur la branche de production nationale, de les dissocier et de les distinguer et de s'assurer qu'ils ne sont pas imputés à l'accroissement des importations d'autres provenances. En conséquence, la Chine et les Communautés européennes estiment que les États-Unis ont agi de manière incompatible avec l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. Il n'est guère concevable que 45,9 pour cent des importations (toujours sur la base de 2000), qui se sont toujours vendues – pour ce qui est des importations en provenance du Mexique – à des prix inférieurs aux produits nationaux aient pu n'avoir aucun effet sur la branche de production nationale.[3163] Les Communautés européennes font valoir également qu'une affaire dans laquelle les importations en provenance des pays de l'ALENA représentent 45,9 pour cent des importations totales est un excellent exemple de la nécessité de procéder à l'analyse relative à la non-imputation concernant les importations exclues.[3164]

7.1342 On trouvera la réponse des États-Unis aux paragraphes 7.1066 et suivants.

Facteurs non considérés par l'USITC

7.1343 Selon les Communautés européennes, un certain nombre d'autres facteurs, dont quelques-uns ont été passés sous silence, avaient un effet sur la branche de production nationale. Là encore, comme ces facteurs n'ont pas été dûment analysés, l'USITC n'a pas donné d'explication motivée et adéquate de ses constatations.[3165] Plus précisément, les Communautés européennes font valoir qu'il y a eu des augmentations notables des "autres coûts de production" et des frais ACG en 1999 et en 2000, et des matières premières en 2000, qui ont aussi dû avoir un effet sur la branche de production nationale mais dont il n'est pas donné d'explication.[3166]

7.1344 Les États-Unis font observer en réponse que l'argument des Communautés européennes n'est pas convaincant. Il est vrai, comme le soutiennent les Communautés européennes, que la valeur unitaire des autres coûts de production et la valeur unitaire des frais ACG de la branche de production n'ont augmenté qu'entre les trois premières années et les deux dernières années de la période visée par l'enquête. Cependant, comme le montre le rapport de l'USITC, les accroissements de ces coûts ont été largement compensés par les baisses de la valeur unitaire des coûts des matières premières et des coûts directs de main-d'œuvre de la branche de production intervenues pendant la même période. En conséquence, la valeur unitaire totale du coût des produits vendus a baissé de manière substantielle entre les trois premières et les deux dernières années de la période visée par l'enquête, qui se situait entre 537 et 545 dollars EU la tonne pendant la période de trois ans allant de 1996 à 1998, est tombée

[3162] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 410.
[3163] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 530; première communication écrite de la Chine, paragraphe 454.
[3164] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 410.
[3165] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 531.
[3166] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 534.

pour se situer entre 502 et 515 dollars EU la tonne en 1999 et en 2000. Malgré les accroissements des coûts de production et des frais ACG, le coût total des produits vendus pour la branche de production a donc baissé au cours des deux années pendant lesquelles les importations ont pénétré le plus fortement sur le marché. Les États-Unis estiment que, dans ces conditions, on voit clairement pourquoi l'USITC a accordé peu d'importance aux changements intervenus dans les autres coûts de production et les frais ACG de la branche de production lorsqu'elle a évalué si les importations avaient été à l'origine des baisses des niveaux de rentabilité de la branche de production enregistrés au cours de la dernière partie de la période visée par l'enquête.[3167]

7.1345 En contre-réponse, les Communautés européennes font observer[3168] qu'en fait la somme de la valeur unitaire des divers éléments du CPV ne correspond pas au total du CPV sur lequel l'USITC s'est fondée, comme en témoigne le tableau ci-après:

Tableau 17: Produits tubulaires soudés – Données relatives au CPV en 2000[3169]

	Chiffres contenus dans le rapport de l'USITC	Chiffres conformes à la valeur unitaire indiquée
Matières premières	340	340
Coûts directs de main-d'œuvre	51	51
Autres coûts de production	106	106
CPV total	515	**497**
Bénéfice brut (valeur unitaire)	76	**94**
Frais ACG	51	51
Revenu d'exploitation (valeur unitaire)	25	**43**
Revenu d'exploitation (total)	118 464 000	**202 183 893**

7.1346 Les Communautés européennes font observer que, si l'on fait correctement la somme des divers éléments, le chiffre obtenu pour la valeur unitaire du CPV total est de 497 dollars EU, et non 515. Cela signifie que la valeur unitaire des bénéfices bruts est de 94 dollars EU et non 76, et celle du revenu d'exploitation de 43 dollars EU et non 25, comme indiqué actuellement dans le rapport de l'USITC. Si l'on applique ces chiffres au volume des ventes commerciales, le revenu d'exploitation est pratiquement multiplié par deux et fait apparaître une chute minime par rapport au niveau de 1999 qui était de 246 626 000 dollars EU, et non la chute assez substantielle que semblent faire apparaître les données retenues dans le rapport de l'USITC (la valeur unitaire du revenu d'exploitation a été de 49 dollars EU en 1999 contre 43 en 2000 si l'on corrige les chiffres contenus dans le rapport de l'USITC). Par conséquent, ou le rapport de l'USITC omet de mettre en évidence une évolution des coûts qui aurait pu avoir une incidence importante sur une analyse éventuelle relative à l'existence d'un lien de causalité, ou les données concernant le revenu d'exploitation qui sont présentées sont tout à fait inexactes, ce qui signifie que les constatations fondées sur le revenu d'exploitation ne constituent pas une explication motivée et adéquate étayée par les faits. La détermination relative à l'existence d'une menace de dommage grave rendue par l'USITC est sujette à caution s'il y a seulement eu une

[3167] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 626.
[3168] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 408.
[3169] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 408; rapport de l'USITC, volume II, page TUBULAR-22, tableau TUBULAR-18. Les chiffres en caractères gras diffèrent des données effectivement indiquées dans le rapport de l'USITC.

baisse minime des bénéfices en 2000, par rapport à la chute substantielle qui s'est prétendument produite selon l'USITC.[3170]

Pertinence de l'analyse du produit similaire en ce qui concerne les produits tubulaires soudés

7.1347 La Corée fait valoir que pour ce qui est des produits tubulaires soudés, l'USITC n'a pas dûment considéré l'effet des tendances de la demande puisqu'elle a simplement "additionné" les accroissements concernant les CPLPAC et les baisses concernant tous les autres produits tubulaires soudés et conclu que les accroissements ne compensaient pas les baisses, puisque les CPLPAC constituaient une petite partie de la catégorie générale des autres produits tubulaires soudés. Il en est résulté des conclusions erronées au sujet du lien de causalité. Si l'on avait examiné le produit similaire des CPLPAC, les baisses des importations sur un marché en expansion auraient conduit à une conclusion différente au sujet du lien de causalité.[3171]

7.1348 On trouvera un aperçu de la position des États-Unis sur cette question au paragraphe 7.1324.

Défaut de présentation d'une explication motivée et adéquate

7.1349 La Suisse fait observer que, si les autorités chargées de l'enquête considèrent qu'un facteur allégué ne menace pas de causer de dommage, elles doivent également expressément, clairement et sans ambiguïté, déclarer que ce facteur ne menace pas de causer de dommage et expliquer pour quelles raisons. L'explication doit être franche. Il ne serait pas possible sans cela de s'assurer que les facteurs allégués ont été examinés assez attentivement pour que l'on puisse établir qu'ils ne contribuent pas à la menace de dommage. Rien ne garantirait alors que la menace de dommage due à d'autres facteurs n'a pas été imputée à tort à l'accroissement des importations.[3172]

7.1350 La Suisse fait valoir que comme l'USITC n'a pas dûment évalué les effets dommageables des deux facteurs qui menaçaient de causer un dommage en même temps que l'accroissement des importations, il est impossible d'établir si elle a dûment dissocié les effets dommageables de ces facteurs des effets dommageables de l'accroissement des importations.[3173] La Chine et la Suisse font valoir qu'en conséquence l'USITC n'a pas évalué de manière adéquate la complexité des facteurs relatifs au dommage allégué. Elle n'a pas non plus donné d'explication solide, claire et franche de la manière dont elle s'était assurée que le dommage causé par d'autres facteurs n'était pas imputé à l'accroissement des importations. La Chine et la Suisse pensent donc que l'USITC a agi de manière incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.[3174]

7.1351 Les États-Unis font valoir que l'USITC a procédé à une analyse complète et objective des renseignements versés au dossier. Elle a établi qu'il existait un lien de causalité réel et substantiel entre les tendances concernant le volume et la part de marché des importations de certains produits tubulaires soudés et la détérioration notable de la situation de la branche de production des produits tubulaires soudés au cours des dernières années de la période visée par l'enquête et qu'un dommage grave dû à ces importations était imminent. De plus, elle a évalué de manière complète la nature et la portée des effets d'autres facteurs et a veillé à ne pas imputer les effets de ces facteurs aux

[3170] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 409.

[3171] Réponse écrite à la question n° 80 a) du Groupe spécial présentée par la Corée à la première réunion de fond.

[3172] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 305.

[3173] Première communication écrite de la Suisse, paragraphe 303.

[3174] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 449; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 304 et 307.

importations.[3175] Les États-Unis font valoir en outre qu'une explication "motivée et adéquate" des effets dommageables des importations et des facteurs autres que les importations doit dûment tenir compte de la manière dont l'action conjuguée des divers facteurs (importations et facteurs autres que les importations) a causé un dommage à une branche de production. Les États-Unis estiment que dans son analyse des effets dommageables des importations et des facteurs autres que les importations l'USITC a déterminé la nature et l'importance du dommage imputable à tous les facteurs autres que les importations et s'est donc assurée de manière adéquate que le dommage causé par d'autres facteurs n'était pas imputé aux importations.[3176]

vii) ABJT

Facteurs considérés par l'USITC

Accroissement de la capacité

7.1352 La Chine fait valoir que l'USITC a reconnu que l'accroissement de la capacité avait exercé une pression sur les prix.[3177]

7.1353 Les États-Unis font valoir en réponse qu'il est faux de dire que l'USITC a reconnu que la capacité était une autre source de dommage pour la branche de production nationale. L'USITC a constaté que l'accroissement de la capacité n'avait pas pu être une source de dommage pour la branche de production nationale puisque, pendant la période visée par l'enquête, la capacité s'était accrue dans des proportions inférieures à celles de la consommation apparente aux États-Unis. De plus, entre 1999 et 2000, moment de la période visée par l'enquête où l'accroissement du volume et de la part de marché des importations sur une base annuelle a été le plus élevé et où la branche de production a cessé de réaliser des bénéfices d'exploitation, la capacité des États-Unis a atteint en fait son niveau le plus bas depuis 1996. L'USITC ayant constaté que l'accroissement de la capacité n'était pas une autre cause du dommage grave qu'elle avait observé a donc satisfait à l'obligation relative à la non-imputation qui lui incombe au titre de l'article 4:2 b).[3178]

7.1354 En contre-réponse, la Chine affirme qu'elle croit comprendre que ce que dit l'USITC signifie qu'"on ne peut pas supposer que l'accroissement de la capacité ait créé une pression substantielle sur les prix intérieurs", parce que la capacité s'est accrue à un taux inférieur à celui de la consommation apparente. Toutefois, selon elle, cette pression existe, même si elle n'est pas substantielle. La Chine fait valoir que l'accroissement de la capacité doit être considéré comme une autre source de dommage et faire l'objet d'une analyse relative à l'existence d'un lien de causalité/à la non-imputation.[3179] Au vu des considérations qui précèdent, la Chine fait valoir que les arguments des États-Unis sont dénués de fondement. Les accroissements de la capacité auraient dû être considérés comme une autre source de dommage et la non-imputation de ce facteur aurait dû être expliquée de manière claire et sans ambiguïté.[3180]

[3175] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 639.
[3176] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 32 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[3177] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 459.
[3178] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 656 et 657.
[3179] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 256.
[3180] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 258.

Regroupement des acheteurs

7.1355 La Chine fait valoir que l'on peut déduire des observations de l'USITC que le regroupement des acheteurs a exercé une pression sur les prix intérieurs.[3181]

7.1356 Les États-Unis font valoir en réponse que la Chine interprète de manière erronée l'examen du regroupement des acheteurs effectué par l'USITC. L'USITC a reconnu que le regroupement des acheteurs avait peut-être eu une certaine incidence sur les prix que pouvait demander la branche de production nationale des ABJT parce qu'un nombre plus restreint d'acheteurs a un pouvoir de négociation plus important face aux producteurs. Rien ne permettait de conclure en revanche que le regroupement des acheteurs ferait baisser la demande d'ABJT. En fait, la consommation apparente de ce produit a été généralement stable pendant la dernière partie de la période visée par l'enquête. De plus, nombre d'indicateurs du dommage grave identifiés par l'USITC n'étaient pas fondés sur les prix. Parmi eux figuraient la diminution de la part de marché et la diminution des expéditions et du volume des ventes et la contraction de l'emploi. En expliquant que le dommage grave subi par la branche de production des ABJT qu'elle avait observé était de nature différente et de portée plus vaste par rapport aux effets relativement limités sur les prix que l'on pouvait imputer au regroupement des acheteurs, l'USITC a satisfait à l'obligation de ne pas imputer au regroupement des acheteurs le dommage grave causé par l'accroissement des importations.[3182]

7.1357 La Chine fait observer en contre-réponse que l'USITC a déclaré que les regroupements d'acheteurs exerçaient une pression sur les prix intérieurs.[3183] Compte tenu des considérations qui précèdent, la Chine fait valoir que les arguments des États-Unis sont infondés. Le regroupement des acheteurs aurait dû être considéré comme une autre source de dommage et la non-imputation de ce facteur aurait dû être expliquée de manière claire et sans ambiguïté.[3184]

Importations en provenance des pays membres de l'ALENA

7.1358 La Chine fait observer que la détermination relative à l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave pour la branche de production nationale des ABJT, que l'on trouve dans le rapport de l'USITC, reposait sur des données qui comprennent les importations en provenance de pays membres de l'ALENA. Or, la Chine estime que, comme les importations en provenance des pays membres de l'ALENA étaient exclues de l'application de la mesure de sauvegarde, l'USITC aurait dû déterminer si l'accroissement des importations totales, exception faite des importations en provenance des pays membres de l'ALENA, causait un dommage grave à la branche de production nationale. Elle fait valoir qu'en conséquence, puisque la détermination relative à l'existence d'un lien de causalité exigeait que l'"accroissement des importations" soit uniquement constitué par les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, les variations des importations en provenance du Canada et du Mexique auraient dû être considérées comme "un autre facteur". L'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes exigeait aussi que le dommage causé par les variations des importations en provenance du Canada et du Mexique ne soit pas imputé à l'accroissement des importations (en provenance de pays non membres de l'ALENA).[3185]

[3181] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 460.
[3182] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 658.
[3183] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 257.
[3184] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 258.
[3185] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 466; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 259.

7.1359 Les Communautés européennes font valoir que, si la position de l'USITC eu égard aux autres causes évoquées dans l'enquête nationale n'est pas claire, ses constatations concernant le Canada et le Mexique sont sans ambiguïté; les importations en provenance de ces deux pays ont causé un dommage grave. Les Communautés européennes affirment que l'USITC n'a pas analysé les importations en provenance du Mexique et du Canada en tant qu'autre cause de dommage. Elle ne l'a pas fait davantage dans le deuxième rapport complémentaire. L'USITC n'a donc pas dissocié et distingué les effets des importations en provenance des pays membres de l'ALENA et ne s'est pas assurée que ces effets n'étaient pas imputés à l'accroissement des importations. Les Communautés européennes font valoir que la chose est d'autant plus grave en raison de l'importance des importations en provenance de ces pays sur le marché des États-Unis. Elles font valoir en conséquence que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.[3186]

7.1360 On trouvera la réponse des États-Unis aux paragraphes 7.1066 et suivants.

Facteurs non considérés par l'USITC

7.1361 Les Communautés européennes font valoir que les données recueillies par l'USITC sont loin de prouver de manière décisive qu'un dommage grave quel qu'il soit a été causé par des importations à bas prix. En effet, s'il se peut que les importations se soient accrues d'une manière générale, ces importations accrues ne semblent guère avoir eu d'effets sur les prix. Pourtant, le CPV a augmenté notablement, de même que les frais ACG.[3187] Les Communautés européennes affirment qu'il n'y a eu accroissement notable des importations qu'entre 1999 et 2000. Or, selon elles, la chute de la rentabilité de la branche de production nationale s'est produite entre 1997 et 1998 et ne peut donc pas s'expliquer par un accroissement soudain et récent des importations. Les Communautés européennes font valoir que les changements intervenus dans la rentabilité semblent avoir un lien plus étroit avec les changements intervenus dans les coûts. Cependant, alors qu'il aurait suffi d'un examen des données recueillies pour se rendre compte de l'évolution des coûts, l'USITC n'a pas analysé la question.[3188]

7.1362 Les États-Unis font observer que l'USITC a expliqué que la baisse de la production et des expéditions enregistrée pendant la période visée par l'enquête a contribué à faire monter les coûts unitaires.[3189] En particulier, les accroissements de la valeur unitaire des coûts de production et des frais ACG enregistrés après 1997, sur lesquels les Communautés européennes mettent l'accent, peuvent être imputés au fait que la branche de production a dû répartir ses coûts sur un moindre volume de ventes.[3190]

7.1363 Les Communautés européennes font observer en contre-réponse que l'allégation des États-Unis selon laquelle l'USITC a bien analysé ces coûts, puisqu'elle a dit que les accroissements de la valeur unitaire des coûts se sont produits en même temps que la chute des ventes, n'est pas étayée par le rapport de l'USITC qui montre que l'accroissement des coûts des matières premières et d'autres coûts de production s'est produit entre 1997 et 1998. Selon les Communautés européennes, le volume des ventes commerciales de 1998 a été analogue à celui de 1996, mais leur valeur a été plus élevée; pourtant si l'on compare les coûts entre 1996 et 1998 on constate qu'il y a eu un accroissement substantiel, dont les raisons ne sont expliquées en aucun point du rapport de l'USITC.[3191] Les

[3186] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 539.
[3187] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 548.
[3188] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 550.
[3189] Rapport de l'USITC, page 176.
[3190] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 654.
[3191] Rapport de l'USITC, volume II, page TUBULAR-24, tableau TUBULAR-20.

accroissements du volume ne peuvent donc pas expliquer les accroissements des coûts unitaires. Quoi qu'en disent les États-Unis, l'USITC n'a donc pas donné une explication motivée et adéquate de ses constatations concernant l'accroissement des coûts, et n'a donc pas dûment garanti la non-imputation.[3192]

Défaut de présentation d'une explication motivée et adéquate

7.1364 Les Communautés européennes font observer que l'USITC a utilisé les données qu'elle avait recueillies au sujet des ventes du produit 22, intitulé: "accessoires de tuyauterie à souder bout à bout en acier au carbone, diamètre nominal de six pouces, coude de 90 degrés, grand rayon, point standard, norme ASTM A-234, nuance WPB ou spécification équivalente …". L'USITC a expliqué que, pour les produits spécifiques pour lesquels elle avait demandé des données dans la section concernant les produits tubulaires, parmi lesquels figurait le produit 22, la couverture des données relatives aux prix était très faible (généralement de moins de 5 pour cent) en raison de l'extrême hétérogénéité des produits tubulaires des cinq catégories. Les Communautés européennes font valoir que comme l'USITC avait constaté que le prix des importations était "généralement" plus élevé que celui des produits nationaux, alors qu'il l'était toujours, elle s'est vue contrainte de recourir à d'autres données pour démontrer que le prix des importations était inférieur à celui des produits nationaux ce qui, pour un groupe de produits de base, doit être l'élément décisif.[3193] Les Communautés européennes font valoir que les données relatives à la valeur concernant le produit 22, montrent que ce produit n'est pas représentatif. S'agissant d'un produit dont les ventes commerciales sur le marché intérieur représentent 1,2 pour cent de celles de l'ensemble de la catégorie de produits, les Communautés européennes font valoir que cette conclusion ne peut pas être considérée comme étant motivée et adéquate.[3194]

7.1365 Les États-Unis font valoir en réponse qu'en donnant à entendre que les services de l'USITC ont choisi de recueillir des données au sujet de produits qui représentent un très faible volume, les Communautés européennes ignorent et déforment les renseignements contenus dans le rapport de l'USITC. Les services de l'USITC n'ont pas cherché à recueillir des données sur les prix au sujet d'un produit de la catégorie des ABJT sur lequel ils pensaient obtenir des données peu abondantes, comme le sous-entendent les Communautés européennes. Ils ont déclaré en réalité qu'il n'existait pas de produit unique de la catégorie des ABJT sur lequel ils puissent obtenir des données abondantes. En fait, il n'existait même pas une combinaison de produits permettant d'obtenir des données de l'ampleur dont les Communautés européennes affirment qu'elle est nécessaire. Dans une partie du rapport dont les Communautés européennes semblent avoir fait abstraction, les services de l'USITC ont expliqué qu'"il est difficile de trouver des produits qui représentent un fort volume sur le plan des prix sur un marché aussi hétérogène que le marché des produits tubulaires en acier". Le rapport, lu dans son contexte, a montré que le produit de la catégorie des ABJT au sujet duquel l'USITC avait obtenu des données relatives aux prix était un produit "qui représentait un fort volume" par rapport aux produits de la catégorie des ABJT.[3195] À cet égard, les États-Unis font valoir que l'Organe d'appel a fait observer qu'aucune disposition de l'Accord sur les sauvegardes ne traite expressément de l'importance des données que doivent recueillir les autorités chargées de l'enquête. Plus précisément, aucune disposition de l'Accord ne prescrit à l'autorité de recueillir une quantité déterminée de données, ni même la moindre quantité de données, au sujet des prix. L'USITC s'est attachée à procéder à une évaluation complète, et a agi de manière objective en recueillant des données sur les prix concernant un produit particulier de la catégorie des ABJT qui permette d'obtenir des données sur un fort volume

[3192] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 412.
[3193] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 545.
[3194] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 547.
[3195] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 650.

de ventes par rapport à d'autres produits sur lesquels on aurait pu recueillir des données. Cette manière d'agir ne peut en aucune façon être contraire aux obligations qui incombent aux États-Unis en vertu de l'Accord sur les sauvegardes.[3196]

7.1366 En contre-réponse, les Communautés européennes font valoir qu'étant donné l'importance de l'examen des prix et le fait qu'il n'existait pas d'autres données sur les prix montrant qu'il y avait eu vente à des prix inférieurs, les prix du produit spécifique sont de toute évidence une partie importante de la constatation de l'USITC. Les États-Unis font valoir pour leur défense que les services de l'USITC n'ont pas cherché délibérément un produit qui représente un faible volume aux fins d'une comparaison spécifique.[3197] Les Communautés européennes n'ont aucune raison de penser que les services de l'USITC aient choisi délibérément un produit parce qu'il n'était pas représentatif. Elles considèrent en revanche que si l'USITC avait voulu présenter une explication motivée et adéquate elle aurait pu demander des données au sujet de plusieurs produits spécifiques afin de disposer de plusieurs séries de données sur lesquelles fonder ses constatations. L'USITC n'a pas présenté d'explication motivée et adéquate de ses constatations.[3198]

7.1367 Les États-Unis font observer que l'USITC a aussi donné des précisions sur la valeur probatoire limitée des données relatives à la valeur unitaire moyenne sur lesquelles les Communautés européennes semblent penser qu'elle aurait dû se fonder. Les données relatives à la valeur unitaire moyenne peuvent être une variable de substitution utile des prix pour certaines branches de production. Mais pour une branche de production comme celle des ABJT qui est caractérisée par une grande variété de produits, la variance de la VUM reflète souvent des différences au niveau de la gamme de produits (par exemple les importations sont surtout constituées de produits de plus grande valeur, et la production nationale de produits de moindre valeur) plutôt que des différences de prix. C'est pourquoi l'USITC, tout en faisant référence aux données relatives à la valeur unitaire moyenne pour la branche de production des ABJT a précisé qu'elle avait évité de donner une importance indue à ces données pour des raisons qui tiennent à la gamme de produits. L'USITC disposait donc d'une base objective, dont elle a donné une explication complète, pour se fonder principalement sur les données relatives aux prix concernant un produit individuel plutôt que sur les données relatives à la valeur unitaire moyenne concernant une gamme de produits.[3199]

7.1368 La Chine fait valoir que l'USITC n'a pas évalué les effets dommageables d'autres facteurs comme l'accroissement de la capacité et le regroupement des acheteurs, puisque rien n'est dit de la nature et de l'importance du dommage causé par ces deux facteurs. Selon elle, il est donc impossible d'établir si l'USITC a dûment dissocié les effets dommageables de ces facteurs des effets de l'accroissement des importations. La Chine fait valoir en bref que l'USITC n'a pas évalué de manière adéquate la complexité des facteurs relatifs au dommage allégué. Elle n'a pas non plus donné d'explication solide, claire et franche de la manière dont elle s'était assurée que le dommage causé par d'autres facteurs n'était pas imputé à l'accroissement des importations. La Chine estime donc que l'USITC a agi de manière incompatible avec les articles 2:1) et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.[3200]

7.1369 Les États-Unis font valoir que l'USITC a procédé à un examen motivé et adéquat du dommage prétendument causé par ces facteurs et s'est assurée que tout dommage éventuel causé par ces autres facteurs n'était pas imputé aux importations. Elle a constaté en particulier que

[3196] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 651.
[3197] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 650.
[3198] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 414.
[3199] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 652.
[3200] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 465.

l'accroissement de la capacité n'expliquait pas le dommage grave subi par la branche de production nationale. Elle a précisé que la capacité s'était accrue pendant la période visée par l'enquête à un taux inférieur à celui de la consommation apparente aux États-Unis et n'avait donc pas dû créer une pression substantielle sur les prix intérieurs. L'USITC a reconnu également que l'on pouvait s'attendre à ce que le regroupement des acheteurs exerce une pression sur les prix intérieurs. Elle a constaté en revanche que la demande d'ABJT avait été généralement stable ou en augmentation dans la dernière partie de la période visée par l'enquête. En outre, l'USITC ne s'est pas seulement fondée sur les effets sur les prix pour constater que la branche de production nationale des ABJT subissait un dommage grave, et elle a cité aussi les baisses d'indicateurs autres que les prix comme la part de marché, la production nationale, les expéditions et l'emploi. L'USITC a déclaré que le regroupement des acheteurs ne pouvait pas expliquer les baisses de ces indicateurs autres que les prix.[3201]

viii) Barres en aciers inoxydables

Facteurs considérés par l'USITC

Fléchissement de la demande

7.1370 La Chine fait valoir que l'USITC a reconnu que le fléchissement de la demande à la fin de 2000 et au cours de la période intermédiaire de 2001 causait un dommage au même moment que l'accroissement des importations. La Chine estime que si les importations avaient une plus grande incidence que les baisses de la demande, c'était nécessairement parce que ce facteur avait aussi une incidence sur la détérioration de la situation de la branche de production.[3202] La Chine fait valoir qu'en ce qui concerne le fléchissement de la demande en 2000 et au cours de la période intermédiaire de 2001, l'USITC s'est contentée d'indiquer que la situation de la branche de production avait déjà changé avant 2000. L'USITC n'a rien dit au sujet de 2000 et de 2001. La Chine fait valoir que cela est clairement insuffisant.[3203]

7.1371 Les Communautés européennes donnent à entendre que la conclusion de l'USITC selon laquelle la baisse de la demande était une cause moins importante que les importations est loin d'être claire. En tout état de cause, elles font valoir que l'USITC ne cherche pas à distinguer l'effet du fléchissement de la demande des effets des importations et d'autres facteurs, et qu'elle ne fait donc pas en sorte que l'effet de ces événements ne soit pas imputé à l'accroissement des importations.[3204]

7.1372 Les Communautés européennes font observer[3205] qu'en ce qui concerne le fléchissement de la demande, l'USITC s'est contentée d'affirmer ce qui suit:

> "Même si les éléments de preuve versés au dossier font état d'un fléchissement de la demande pour les barres en aciers inoxydables [*sic*] et d'un accroissement des coûts de l'énergie à la fin de 2000 et au cours de la période intermédiaire de 2001, il y a eu de fortes diminutions des niveaux de la production, des ventes et de la rentabilité de la branche de production au cours des années antérieures à 2000 et à la période intermédiaire de 2001. En particulier, la part de marché, les volumes de production, les niveaux d'emploi et la rentabilité de la branche de production ont tous diminué au cours de la période allant de 1996 à 1999 par suite de l'accroissement des volumes des

[3201] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 656.
[3202] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 475.
[3203] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 481.
[3204] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 556.
[3205] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 426.

> importations, et malgré le fait que la quantité de fil machine en aciers inoxydables consommée sur le marché des États-Unis n'ait que faiblement varié dans l'ensemble et le fait qu'il y ait peu d'éléments de preuve montrant que les coûts de l'énergie ont fortement augmenté au cours de ces périodes. Compte tenu de cela, il est clair que les importations ont eu une plus grande incidence sur la détérioration de la situation de la branche de production en 2000 et au cours de la période intermédiaire de 2001 que le fléchissement de la demande et l'accroissement des coûts de l'énergie, étant donné en particulier le fort accroissement des quantités des importations et de la part de marché absorbée par les importations au cours des 18 derniers mois de la période."[3206]

7.1373 Les Communautés européennes et la Chine font valoir que, mis à part le fait que le seul accroissement des importations qui aurait peut-être pu satisfaire aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes n'a eu lieu qu'en 2000, et que, par conséquent, l'accroissement des importations ne pouvait pas, même potentiellement, être jugé responsable au titre de l'Accord sur les sauvegardes du dommage subi par la branche de production jusqu'en 2000, cette assertion montre clairement que l'USITC reconnaît que le fléchissement de la demande a causé un certain dommage.[3207] Cependant, l'USITC ne pousse pas plus loin son analyse et n'établit donc pas explicitement, d'une manière motivée et adéquate, comment elle a dissocié et distingué un tel dommage, et fait en sorte qu'il ne soit pas imputé à l'accroissement des importations.[3208]

7.1374 Les États-Unis font valoir que l'USITC a dûment fait en sorte de ne pas imputer aux importations un quelconque dommage causé par des baisses de la demande survenues à la fin de la période. Ils affirment que l'ITC a reconnu qu'après avoir progressé entre 1996 et la fin de 2000, la demande pour les barres en aciers inoxydables a effectivement baissé à la fin de 2000 et au cours de la période intermédiaire de 2001. Cependant, l'USITC a correctement relevé que la branche de production avait enregistré de fortes baisses de sa part du marché, de ses volumes de production, du niveau de ses ventes, de l'emploi et de la rentabilité pendant les années antérieures à 2000 et à 2001, lorsque les importations se sont également accrues. En fait, elle a spécifiquement constaté que l'incapacité de la branche de production de maintenir ses bénéfices d'exploitation face aux variations de la demande à la fin de 2000 et en 2001 était le "résultat direct de l'accroissement de la part de marché obtenu par les importations et de leurs ventes continues à des prix inférieurs à ceux de la marchandise nationale au cours de la période", et non le résultat des baisses de la demande.[3209]

7.1375 Les États-Unis affirment que l'USITC a examiné de près les effets qui étaient imputables aux baisses de la demande pendant la période. En particulier, l'USITC a dûment relevé que le fléchissement de la demande n'était devenu évident que pendant les trois derniers trimestres de la période visée par l'enquête. Cependant, elle a aussi correctement relevé que ces baisses de la demande survenues à la fin de la période ne pouvaient pas avoir contribué à cette grave détérioration de la situation de la branche de production pendant les trois années ayant précédé cette période, lorsque la demande était, en fait, en hausse. Par ailleurs, sachant que la demande a effectivement progressé, substantiellement sur la base d'une année complète en 2000 aussi, il est clair que le fléchissement de la demande n'était pas une cause du dommage subi par la branche de production cette année-là non plus. Compte tenu de ce qui précède, l'USITC a raisonnablement conclu que la détérioration de la situation de la branche de production qui s'est produite au cours de la période

---

[3206] Rapport de l'USITC, volume I, page 221.

[3207] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 709 et 712, dans lesquels il est question d'un dommage "causé essentiellement" par les importations.

[3208] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 427; première communication écrite de la Chine, paragraphes 492 et 498.

[3209] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 679.

intermédiaire de 2001 était causée essentiellement par les importations, même en présence du fléchissement de la demande au cours de cette période.[3210]

7.1376 Dans leur contre-réponse, les Communautés européennes font valoir que l'USITC a reconnu que le fléchissement de la demande avait eu un effet sur la branche de production nationale – en parvenant à la conclusion que cette cause était moins importante que l'accroissement des importations, l'USITC n'a pas dissocié et distingué les effets des autres causes de ceux de l'accroissement des importations.[3211]

Accroissements de la capacité

7.1377 Les Communautés européennes font valoir que l'USITC n'a pas examiné l'effet qu'ont eu sur les opérations de la branche de production nationale des accroissements de la capacité supérieurs aux accroissements de la demande. Selon les Communautés européennes, il apparaît immédiatement que de tels accroissements de la capacité ont dû avoir un effet sur les résultats de la branche de production des États-Unis.[3212] En particulier, les Communautés européennes font valoir qu'il y a eu des accroissements substantiels de la capacité au cours d'une période où la demande pour les barres en aciers inoxydables a diminué. Selon les Communautés européennes, les variations des prix reflétaient les variations de la demande et étaient manifestement affectées par les variations de la capacité. Cependant, l'effet des variations de la demande conjugué aux accroissements de la capacité n'a pas été évalué dans le rapport de l'USITC et aucun effort n'a donc été fait pour dissocier et distinguer l'effet de ces facteurs de l'effet des importations.[3213] Les Communautés européennes font en outre valoir que la capacité de la branche de production nationale a continué de s'accroître à un rythme bien supérieur à celui de la demande intérieure pendant la période visée par l'enquête. Bien que l'USITC n'ait pas traité de cette question, les Communautés européennes font valoir que cela semblerait généralement indiquer qu'un dommage grave n'a pas été causé par les importations, mais plutôt par les changements qu'a connus la branche de production nationale.[3214]

7.1378 Les États-Unis répondent qu'il est erroné du point de vue des faits de faire valoir que l'USITC n'a pas examiné le fait que la capacité de la branche de production "a continué de s'accroître" à un rythme bien supérieur à celui de la demande intérieure pendant la période et que cela donne une fausse idée de l'opinion de l'USITC. Cela est erroné du point de vue des faits parce que les accroissements de la capacité de la branche de production n'ont pas, en fait, été supérieurs à la croissance de la demande au cours de la période. Plus spécifiquement, les niveaux de la capacité de la branche de production n'ont augmenté que de 5,5 pour cent entre 1996 et 2000. La consommation apparente des États-Unis a crû de 17,2 pour cent entre ces deux années. En fait, en raison de cet écart, la capacité totale de la branche de production a été légèrement inférieure à la demande totale en 2000. Par conséquent, même si la demande a fluctué au cours de la période, les éléments de preuve versés au dossier n'indiquent pas que les accroissements de la capacité de la branche de production ont été supérieurs à la croissance de la demande du marché.[3215]

7.1379 Les États-Unis font en outre valoir que l'USITC a clairement examiné les accroissements de la capacité de la branche de production au cours de la période, et qu'elle a relevé en particulier que la capacité de la branche de production avait crû au cours de la période et que l'utilisation de cette

[3210] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 680.
[3211] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 420.
[3212] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 558.
[3213] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 559.
[3214] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 568.
[3215] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 671.

capacité avait diminué. Par ailleurs, l'USITC a directement traité du lien entre ces accroissements de la capacité et les variations de la demande sur le marché, ainsi que de leur incidence sur la situation de la branche de production. Elle a constaté en particulier que les accroissements de la capacité de la branche de production n'avaient pas permis à cette dernière de tirer avantage de la croissance du marché pendant la période. Compte tenu de cet examen, on ne sait pas très bien comment les Communautés européennes pourraient croire que l'USITC n'a pas tenu compte du lien entre les accroissements de la capacité de la branche la production et la croissance de la demande. Dans son analyse, l'USITC a clairement examiné la croissance de la capacité de la branche de production et elle a raisonnablement expliqué pour quelle raison elle ne constituait pas un facteur dans la diminution des prix du marché ou dans la situation de la branche de production.[3216]

7.1380 Dans leur contre-réponse, les Communautés européennes se reportent aux tentatives faites par les États-Unis pour réfuter les arguments des Communautés européennes en comparant la capacité et la consommation entre le début et la fin de la période.[3217] Comme l'analyse du lien de causalité consiste essentiellement à dégager les tendances, il est toutefois insuffisant d'analyser cette question de manière aussi superficielle. En fait, la coïncidence des accroissements de la capacité, des baisses de la demande et des diminutions du revenu d'exploitation aurait dû appeler l'attention de l'USITC sur la possibilité que les accroissements de la capacité, conjugués aux variations de la demande, auraient fort bien pu être responsables de la situation de la branche de production. L'USITC n'a pas examiné cette question au niveau de détail qui s'imposait clairement, et elle n'a donc pas pu fournir une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayaient ses constatations.[3218]

Accroissements des coûts de l'énergie

7.1381 La Chine fait valoir que l'USITC a reconnu que l'accroissement des coûts de l'énergie à la fin de 2000 et au cours de la période intermédiaire de 2001 causait un dommage au même moment que l'accroissement des importations. Si les importations avaient une plus grande incidence que les hausses des coûts de l'énergie, c'était nécessairement parce que ce facteur avait aussi une incidence sur la détérioration de la situation de la branche de production.[3219] La Chine fait valoir qu'en ce qui concerne la hausse des coûts de l'énergie en 2000 et au cours de la période intermédiaire de 2001, l'USITC s'est contentée d'indiquer que la situation de la branche de production avait déjà changé avant 2000. L'USITC n'a rien dit au sujet de 2000 et de 2001. La Chine fait valoir que cela est clairement insuffisant.[3220]

7.1382 Les Communautés européennes donnent à entendre que la conclusion de l'USITC selon laquelle l'accroissement des coûts de l'énergie était une cause moins importante que les importations est loin d'être claire. En tout état de cause, elles font valoir que l'USITC ne cherche pas à distinguer l'effet de l'accroissement des prix de l'énergie des effets des importations et d'autres facteurs, et qu'elle ne fait donc pas en sorte que l'effet de ces événements ne soit pas imputé à l'accroissement des importations.[3221]

7.1383 Les Communautés européennes font observer[3222] qu'en ce qui concerne l'accroissement des coûts de l'énergie, l'USITC s'est contentée d'affirmer ce qui suit:

[3216] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 672.
[3217] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 671.
[3218] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 421.
[3219] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 475.
[3220] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 481.
[3221] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 556.
[3222] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 426.

> "Même si les éléments de preuve versés au dossier font état d'un fléchissement de la demande pour les barres en aciers inoxydables [*sic*] et d'un accroissement des coûts de l'énergie à la fin de 2000 et au cours de la période intermédiaire de 2001, il y a eu de fortes diminutions des niveaux de la production, des ventes et de la rentabilité de la branche de production au cours des années antérieures à 2000 et à la période intermédiaire de 2001. En particulier, la part de marché, les volumes de production, les niveaux d'emploi et la rentabilité de la branche de production ont tous diminué au cours de la période allant de 1996 à 1999 par suite de l'accroissement des volumes des importations, et malgré le fait que la quantité de fil machine en aciers inoxydables consommée sur le marché des États-Unis n'ait que faiblement varié dans l'ensemble et le fait qu'il y ait peu d'éléments de preuve montrant que les coûts de l'énergie ont fortement augmenté au cours de ces périodes. Compte tenu de cela, il est clair que les importations ont eu une plus grande incidence sur la détérioration de la situation de la branche de production en 2000 et au cours de la période intermédiaire de 2001 que le fléchissement de la demande et l'accroissement des coûts de l'énergie, étant donné en particulier le fort accroissement des quantités des importations et de la part de marché absorbée par les importations au cours des 18 derniers mois de la période."[3223]

7.1384 Les Communautés européennes font valoir que, mis à part le fait que le seul accroissement des importations qui aurait peut-être pu satisfaire aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes n'a eu lieu qu'en 2000, et que, par conséquent, l'accroissement des importations ne pouvait pas, même potentiellement, être jugé responsable au titre de l'Accord sur les sauvegardes du dommage subi par la branche de production jusqu'en 2000, cette assertion montre clairement que l'USITC reconnaît que les baisses de la demande ont causé un certain dommage.[3224] Cependant, l'USITC ne pousse pas plus loin son analyse et n'établit donc pas explicitement, d'une manière motivée et adéquate, comment elle a dissocié et distingué un tel dommage, et fait en sorte qu'il ne soit pas imputé à l'accroissement des importations. [3225]

7.1385 Dans leur réponse, les États-Unis font valoir que l'USITC a examiné de près les effets de l'accroissement des coûts de l'énergie sur la branche de production pendant la période visée par l'enquête. En particulier, l'USITC a dûment relevé que les questions des coûts de l'énergie n'étaient devenues évidentes que pendant les trois derniers trimestres de la période visée par l'enquête.[3226] Elle a aussi correctement relevé que ces hausses des coûts de l'énergie survenues à la fin de la période n'avaient pas sensiblement contribué à la détérioration de la situation de la branche de production pendant les trois années ayant précédé cette période, alors qu'aucun élément de preuve ne faisait état de variations significatives des coûts de l'énergie.[3227] En effectuant une analyse pour déterminer si au cours d'une période les importations semblaient causer un dommage à la branche de production en l'absence de hausses substantielles des coûts de l'énergie, l'USITC a pu distinguer les effets de ces hausses au cours des trois derniers trimestres de la période visée par l'enquête de ceux imputables aux importations pendant les périodes antérieures. En conséquence, l'USITC a pu faire en sorte de ne pas imputer aux importations un quelconque dommage causé par les coûts de l'énergie. Par ailleurs, même pour la période de 2000 et la période intermédiaire de 2001, l'USITC a déterminé de manière

---

[3223] Rapport de l'USITC, volume I, page 221.

[3224] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 709 et 712, dans lesquels il est question d'un dommage "causé essentiellement" par les importations.

[3225] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 427; première communication écrite de la Chine, paragraphe 492.

[3226] Rapport de l'USITC, page 221.

[3227] Rapport de l'USITC, page 221.

qualitative si les importations ont eu sur la situation de la branche de production une incidence plus substantielle que les hausses des coûts de l'énergie. Ce faisant, et en parvenant à la conclusion que même le dommage subi par la branche de production en 2000 et au cours de la période intermédiaire de 2001 était causé essentiellement par les importations et non par les coûts de l'énergie, l'USITC a évalué de manière appropriée l'étendue du dommage imputable aux importations même pendant ces périodes.[3228] En somme, dans son analyse, l'USITC a dûment dissocié et distingué les effets des accroissements des coûts de l'énergie de ceux des importations, malgré les arguments des plaignants à l'effet contraire.[3229]

7.1386 Dans sa contre-réponse, la Chine fait observer que les États-Unis affirment qu'ils ont déterminé de manière qualitative que les importations avaient une incidence plus substantielle que l'accroissement des coûts de l'énergie. Les États-Unis allèguent que, ce faisant, ils ont dûment déterminé l'étendue du dommage imputable aux importations.[3230] La Chine se demande comment les États-Unis ont pu définir l'étendue du dommage causé par les importations en comparant simplement deux facteurs. Elle fait valoir que les interprétations fallacieuses données par les États-Unis dans leurs communications ne peuvent pas prouver qu'il a été procédé à une évaluation appropriée de l'étendue et de la nature des facteurs de dommage, et de leur non-imputation aux importations.[3231]

7.1387 Les États-Unis répondent en faisant valoir que l'USITC a examiné si l'accroissement des coûts de l'énergie pendant les derniers mois de la période visée par l'enquête était une source du dommage causé à la branche de production nationale. Dans son analyse, l'USITC reconnaît qu'il y a eu une hausse des coûts de l'énergie à la fin de 2000 et au cours de la période intermédiaire de 2001. Cependant, l'USITC a correctement relevé qu'aucun élément de preuve versé au dossier ne faisait état de hausses particulières des coûts de l'énergie pendant la période antérieure à la fin de 2000 et en 2001, et que la branche de production avait enregistré de fortes diminutions de sa part de marché, de ses volumes de production, du niveau de ses ventes, de l'emploi et de la rentabilité par suite de l'accroissement des volumes des importations au cours des années antérieures à 2000 et à 2001 également. En fait, l'USITC a spécifiquement constaté que l'incapacité de la branche de production de maintenir son bénéfice d'exploitation face aux hausses des coûts de l'énergie à la fin de 2000 et en 2001 "résult[ait] directement de l'accroissement de la part du marché acquise par les importations et du fait que les produits importés se sont vendus à des prix systématiquement inférieurs à ceux des marchandises nationales pendant la période".[3232]

7.1388 Les États-Unis font aussi valoir que l'USITC a examiné de près les effets de l'accroissement des coûts de l'énergie sur la situation de la branche de production pendant la période visée par l'enquête. En particulier, l'USITC a dûment relevé que les questions des coûts de l'énergie n'étaient devenues évidentes que pendant les trois derniers trimestres de la période visée par l'enquête. Cependant, elle a aussi correctement relevé que ces hausses des coûts de l'énergie survenues à la fin de la période ne pouvaient pas avoir contribué à la grave détérioration de la situation de la branche de production pendant les trois années antérieures à cette période, alors qu'aucun élément de preuve ne faisait état de variations significatives des coûts de l'énergie. En conséquence, elle a raisonnablement conclu que la détérioration de la situation de la branche de production qui s'était produite en 2000 et au cours de la période intermédiaire de 2001 était causée substantiellement par les importations,

[3228] Il convient de répéter que, puisque la demande n'a pas baissé de façon générale en 2000, il n'y a clairement pas eu cette année-là d'incidence dommageable d'un fléchissement de la demande sur la branche de production de façon générale.
[3229] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 711.
[3230] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 267.
[3231] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 268.
[3232] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 682.

même si les coûts de l'énergie avaient augmenté au cours des derniers mois de 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001.[3233]

7.1389 Dans leur contre-réponse, les Communautés européennes font valoir que l'USITC reconnaît que les coûts de l'énergie avaient eu un effet sur la branche de production nationale – en parvenant à la conclusion que cette cause était moins importante que l'accroissement des importations, l'USITC n'a pas dissocié et distingué les effets des autres causes de ceux de l'accroissement des importations.[3234]

Hausses des prix du nickel

7.1390 Les Communautés européennes estiment que l'USITC a reconnu que les prix des barres en aciers inoxydables "sont alignés sur le prix du nickel" et que les prix du nickel ont augmenté en 1999 et en 2000. Pourtant, selon les Communautés européennes, l'USITC a conclu abruptement que les ventes des importations à des prix inférieurs "[avaient] empêché des hausses de prix et fait baisser les prix dans une grave mesure" sans chercher à dissocier l'effet de l'évolution des prix du nickel sur les prix et à ne pas l'imputer à l'accroissement des importations. Les Communautés européennes estiment qu'en fait, les résultats médiocres de la branche de production coïncident en général avec les diminutions des prix du nickel.[3235] Elles font en outre valoir que, compte tenu de l'étroite corrélation des prix et de l'effondrement du prix du nickel entre 1995 et 1998, il semble probable qu'avec la chute du prix du nickel, qui faisait baisser le prix des barres en aciers inoxydables, la branche de production nationale des États-Unis a éprouvé des difficultés à couvrir ses coûts fixes.[3236]

7.1391 Dans leur réponse, les États-Unis font observer que le prix est un facteur important des décisions d'achat de barres en aciers inoxydables. Leur prix est directement affecté par le prix du nickel. En fait, pour prendre en compte les fluctuations du prix du nickel, les producteurs appliquent une surcharge sur le prix des barres en aciers inoxydables lorsque les prix du nickel atteignent un niveau donné. Les prix du nickel ont chuté tout au long de 1998, mais ils se sont par la suite redressés sensiblement en 1999 et au premier semestre de 2000. Ils ont ensuite fléchi tout au long de la période intermédiaire de 2001.[3237]

7.1392 Les États-Unis remettent en question l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle l'USITC "[a] conclu abruptement" que les importations [avaient] empêché des hausses des prix ou fait baisser les prix sur le marché "sans chercher à dissocier l'effet des fluctuations du prix du nickel" sur les prix intérieurs, compte tenu du fait que l'USITC a longuement traité de cette question dans son opinion.[3238] Dans son analyse, l'USITC a examiné le lien entre les fluctuations du prix du nickel et les fluctuations du prix des barres en aciers inoxydables dans son opinion et elle a conclu que les fluctuations du prix du nickel n'avaient pas empêché des hausses des prix sur le marché. En particulier, l'USITC a spécifiquement constaté que les participants au marché s'attendaient que les prix des aciers inoxydables suivent les prix du nickel en raison de l'importance que revêt le nickel dans la production de barres en aciers inoxydables. En conséquence, elle a spécifiquement analysé la question de savoir si les fluctuations des prix unitaires nets de la branche de production pour les barres en aciers inoxydables et de ses coûts avaient suivi le prix du nickel pendant la période. Bien qu'elle ait constaté que les prix des barres en aciers inoxydables aient quelque peu suivi ceux du nickel pendant les premières années de la période, elle a également indiqué que les recettes nettes des ventes

[3233] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 683.
[3234] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 420.
[3235] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 555.
[3236] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 508.
[3237] Rapport de l'USITC, page 209; première communication écrite des États-Unis, paragraphe 663.
[3238] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 673.

de la branche de production et ses prix de vente unitaires n'avaient pas suivi les fluctuations des prix du nickel pendant la deuxième moitié de la période visée par l'enquête, de sorte que les marges de rentabilité unitaires de la branche de production avaient diminué pendant cette période. Par ailleurs, l'USITC a constaté que le rétrécissement de l'écart entre les coûts unitaires et les prix unitaires - du fait que les baisses des prix avaient été supérieures aux baisses du CPV, y compris des coûts du nickel - avait directement causé des diminutions de la valeur des ventes nettes de la branche de production et de ses marges d'exploitation pendant les deux dernières années et demie de la période visée par l'enquête, même en période de hausse des prix du nickel.[3239] Les États-Unis font valoir qu'il est donc clair que l'USITC a effectivement examiné cette question dans le détail et a correctement conclu que les prix du nickel n'avaient pas causé les baisses de rentabilité de la branche de production pendant la période. L'argument des Communautés européennes concernant l'examen des prix du nickel par l'USITC n'a donc pas le moindre fondement.[3240]

7.1393 Les États-Unis font valoir qu'en s'attachant à la variation de l'écart entre les coûts de la branche de production (qui comprenaient les coûts du nickel) et la valeur de ses ventes dans son examen de l'incidence des coûts du nickel sur la fixation des prix intérieurs, l'USITC a clairement pu évaluer la mesure dans laquelle la branche de production n'avait pas pu relever ses prix pour recouvrer pleinement les coûts du nickel à cause de la concurrence des importations. En conséquence, dans son analyse, l'USITC a clairement dissocié et distingué les effets des importations des effets des variations des coûts du nickel.[3241]

Opérations médiocres de Al Tech/Empire et Republic

7.1394 Les Communautés européennes font valoir que l'USITC n'a pas expliqué ce qu'elle avait déterminé en ce qui concerne les arguments présentés au sujet des opérations médiocres de Al Tech/Empire et Republic. Ces renseignements sont restés confidentiels. L'USITC a donné à entendre que ces activités étaient également une source du dommage causé à la branche de production nationale puisqu'elle a allégué que les tendances qu'elle avait cernées se seraient poursuivies même si les opérations de ces deux sociétés n'avaient pas été prises en compte dans les données analysées.[3242]

7.1395 Les États-Unis répondent en faisant valoir que l'USITC a examiné si les résultats médiocres de deux producteurs nationaux particuliers étaient une source possible du dommage causé à la branche de production pendant la période visée par l'enquête. Même si les renseignements particuliers concernant les problèmes de ces producteurs et leurs résultats d'exploitation sont confidentiels, l'examen de la question par l'USITC montre clairement que cette dernière a examiné les éléments de preuve versés au dossier concernant ces questions et qu'elle s'est penchée de façon détaillée sur la nature et l'importance des difficultés de ces producteurs.[3243] À cet égard, l'USITC a spécifiquement fait observer qu'elle avait pris en compte les arguments présentés par les producteurs étrangers et qu'elle avait réfuté leurs affirmations selon lesquelles les résultats d'exploitation de la branche de production avaient été affectés par les problèmes autres que ceux liés aux importations rencontrés par les producteurs. Par ailleurs, l'USITC a examiné la question de savoir si le fait d'exclure des données sur la branche de production celles concernant les deux sociétés aurait sensiblement modifié la détérioration de la situation de la branche de production au cours des années considérées, et elle a constaté que ce n'était pas le cas. Pour effectuer cette analyse, l'USITC a clairement dissocié et distingué l'incidence des importations sur la branche de production des effets des opérations de ces

[3239] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 674.
[3240] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 675.
[3241] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 688.
[3242] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 557.
[3243] Rapport de l'USITC, page 212.

producteurs, et elle a constaté que les problèmes de la branche de production étaient réellement et substantiellement le résultat de l'accroissement des importations.[3244]

Importations en provenance de pays membres de l'ALENA

7.1396 La Chine relève que la détermination de l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave causé à la branche de production nationale des barres en aciers inoxydables, qui figure dans le rapport de l'USITC, a été faite sur la base de données qui comprenaient les importations en provenance de pays membres de l'ALENA. Cependant, la Chine estime que, puisque les importations en provenance de pays membres de l'ALENA étaient exclues de l'application de la mesure de sauvegarde, l'USITC devait déterminer si l'accroissement total des importations, à l'exception de celles en provenance de pays non membres de l'ALENA, causait un dommage grave à la branche de production nationale. La Chine fait valoir qu'en conséquence, puisque la détermination de l'existence d'un lien de causalité exigeait que "l'accroissement des importations" soit uniquement constitué des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, les variations des importations en provenance du Canada et du Mexique devaient être considérées comme "un autre facteur". L'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes exigeait également que le dommage causé par les variations des importations en provenance du Canada et du Mexique ne soit pas imputé à l'accroissement des importations (en provenance de pays non membres de l'ALENA).[3245]

7.1397 La Chine fait en outre valoir que dans le rapport complémentaire, l'USITC était tenue d'évaluer le dommage causé par les importations en provenance du Mexique et du Canada, et de faire en sorte que ce dommage ne soit pas imputé à l'accroissement des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. La Chine fait valoir que cela n'a pas été fait. Elle fait en outre valoir que l'USITC n'a fourni aucune explication de quelque sorte indiquant que le dommage causé par les importations en provenance du Mexique et du Canada n'était pas imputé à l'accroissement des importations et ajoute qu'il n'y a aucune raison de croire que le dommage causé par les importations en provenance du Mexique et du Canada n'a pas en fait été imputé à l'accroissement des importations.[3246]

7.1398 À cet égard, les Communautés européennes relèvent que l'USITC a conclu que "les importations en provenance du Canada [avaient] contribué de manière importante au dommage grave subi par la branche de production nationale". Cependant, les Communautés européennes estiment que cette constatation a été faite alors que l'USITC avait déjà conclu que "l'accroissement des importations [était] une cause substantielle de dommage grave", et l'USITC n'a même pas cherché à prendre en compte cet élément dans son analyse du lien de causalité allégué entre le dommage grave et l'accroissement des importations. En fait, selon les Communautés européennes, il est assez évident que l'analyse initiale de l'USITC visant à déterminer si l'accroissement des importations avait causé un dommage grave englobait les importations en provenance du Canada. Les Communautés européennes font valoir qu'aucun effort n'a été fait pour distinguer l'effet des importations en provenance du Canada et pour faire en sorte que de tels effets ne soient pas imputés aux importations

[3244] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 685 et 686.
[3245] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 483.
[3246] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 486; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 263.

d'autres provenances.[3247] Compte tenu de ce qui précède, la Chine est d'avis que l'USITC ne s'est pas conformée à l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.[3248]

7.1399 Pour la réponse des États-Unis, voir le paragraphe 7.1066 et les paragraphes suivants.

Défaut de présentation d'une explication motivée et adéquate

7.1400 La Chine fait valoir que pour être certaine de ne pas imputer aux importations le dommage causé par ces autres facteurs, à savoir le fléchissement de la demande et les hausses des coûts de l'énergie, quelle que soit leur ampleur, l'USITC devait évaluer les effets dommageables de ces autres facteurs. Cependant, selon la Chine, l'USITC ne l'a pas fait, car aucun renseignement à cet effet ne figure dans ses rapports.[3249] La Chine affirme qu'en somme, elle est d'avis que les effets dommageables des autres facteurs qui ont causé le dommage au même moment que l'accroissement des importations n'ont pas été dûment évalués par l'USITC. Par conséquent, il est impossible de déterminer si l'USITC a dûment dissocié les effets dommageables de ces facteurs des effets dommageables de l'accroissement des importations.[3250] La Chine fait en outre valoir que l'USITC n'a pas évalué de façon adéquate la complexité des facteurs de dommage allégués. Selon les Communautés européennes et la Chine, l'USITC n'a pas fourni non plus d'explication solide, claire et directe de la manière dont elle a fait en sorte de ne pas imputer à l'accroissement des importations le dommage causé par d'autres facteurs. Par conséquent, la Chine estime que l'USITC a agi de manière incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.[3251]

7.1401 Les États-Unis font valoir que l'USITC a effectué une analyse complète et objective du dossier. Elle a évalué dans le détail la nature et la portée des effets des autres facteurs, et elle a fait en sorte de ne pas imputer les effets de ces facteurs aux importations.[3252]

ix) Fils en aciers inoxydables

Prise de décisions

7.1402 La Chine relève qu'en ce qui concerne les fils en aciers inoxydables, c'est la détermination du Président Koplan qu'il devient pertinent d'examiner, car c'est le seul commissaire à avoir fait sa détermination au sujet du produit à l'égard duquel le Président a imposé une mesure de sauvegarde.[3253]

7.1403 Dans leur réponse, les États-Unis estiment tout d'abord que la Chine affirme à tort dans son mémoire qu'en ce qui concerne les produits tréfilés en aciers inoxydables le Président s'est appuyé uniquement sur les constatations du commissaire Koplan concernant l'existence d'un lien de causalité lorsqu'il a déterminé d'imposer une mesure de sauvegarde à l'égard des fils en aciers inoxydables. Trois commissaires ont constaté que les fils en aciers inoxydables causaient un dommage grave ou menaçaient de causer un dommage grave à la branche de production nationale des produits étamés ou chromés, à savoir les commissaires Koplan, Bragg et Devaney. Le commissaire Koplan a constaté

[3247] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 560.
[3248] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 486; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 263.
[3249] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 476.
[3250] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 477.
[3251] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 569; première communication écrite de la Chine, paragraphe 482.
[3252] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 689.
[3253] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 534.

que les fils en aciers inoxydables constituaient un produit similaire distinct et il a formulé une constatation positive de l'existence d'une menace de dommage pour ce produit; les commissaires Bragg et Devaney ont constaté que les fils en aciers inoxydables faisaient partie du même produit similaire que les câbles de fils en aciers inoxydables et ils ont fait une détermination positive pour ce produit similaire.[3254]

7.1404 Les États-Unis estiment en outre qu'au titre de la législation des États-Unis, le Président ne peut tout simplement pas décider de se fonder sur la constatation positive d'un seul commissaire pour imposer une mesure corrective, ainsi que l'allèguent les plaignants. La législation des États-Unis prévoit plutôt que le Président peut seulement imposer une mesure corrective si au moins la moitié des commissaires alors en poste établissent une constatation positive de l'existence d'un lien de causalité et d'un dommage. Dans le présent cas d'espèce, le Président a pu imposer une mesure corrective à l'égard des fils en aciers inoxydables uniquement parce que trois des six commissaires avaient constaté que les fils en aciers inoxydables, qu'ils soient ou non traités comme un produit similaire distinct, avaient causé ou menaçaient de causer un dommage grave à la branche de production. En fait, dans son annonce officielle de l'imposition de ces mesures correctives, le Président a spécifiquement déclaré que les "déterminations du groupe de commissaires ayant émis un vote positif en ce qui concerne" les fils en aciers inoxydables constituaient la détermination de l'USITC. Autrement dit, le Président a spécifiquement et clairement déclaré qu'il s'appuyait sur les déterminations positives des commissaires Koplan, Bragg et Devaney pour motiver l'imposition de sa mesure corrective à l'égard des fils en aciers inoxydables. En conséquence, la constatation concernant la mesure corrective imposée par le Président n'indique tout simplement pas qu'il a fait sienne la décision relative au produit similaire ou la constatation de l'existence d'un dommage du commissaire Koplan.[3255]

7.1405 Les États-Unis font valoir que la Chine a donc tort d'un point de vue juridique et factuel d'affirmer que le Président s'est fondé exclusivement sur les constatations du commissaire Koplan concernant l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité pour prendre sa décision relative à la mesure corrective. Toujours est-il que puisque la Chine et les Communautés européennes font entièrement porter leurs arguments concernant les fils en aciers inoxydables sur l'analyse du lien de causalité faite par le commissaire Koplan, les États-Unis font aussi porter leur examen sur cette analyse également.[3256] Cependant, les États-Unis relèvent que ni la Chine ni les Communautés européennes ne formulent de quelconques arguments pour contester les constatations positives de l'existence d'un dommage faites par les commissaires Bragg et Devaney dans le cas des fils et câbles en aciers inoxydables. En conséquence, ils n'ont pas établi *prima facie* que l'analyse des commissaires Bragg et Devaney violait les prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes relatives au lien de causalité. Les États-Unis font valoir que le Groupe spécial devrait donc constater que les analyses du lien de causalité de ces commissaires n'ont pas été mises en cause dans la présente procédure et qu'il devrait les confirmer.[3257]

7.1406 Dans sa contre-réponse, la Chine fait valoir qu'à son avis, seul le commissaire Koplan a correctement défini le produit similaire – les fils en aciers inoxydables – en considérant qu'il constituait un produit similaire distinct, alors que les commissaires Bragg et Devaney ont constaté que les fils en aciers inoxydables faisaient partie de la catégorie des "câbles et fils en aciers inoxydables".

[3254] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 723.
[3255] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 724.
[3256] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 725.
[3257] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 726.

Par conséquent, selon la Chine, seules les constatations du commissaire Koplan auraient pu constituer la base correcte de l'imposition d'une mesure corrective.[3258]

Facteurs considérés par l'USITC

Fléchissement de la consommation

7.1407 La Chine fait valoir que même si le Président Koplan mentionne l'ampleur de la diminution de la consommation, il n'existe, à son avis, aucun renseignement sur l'étendue de la contribution de la baisse de la consommation et de l'accroissement des coûts unitaires à la situation générale de la branche de production. De la même manière, le Président Koplan n'a pas précisé quelle était la partie de la détérioration des résultats de la branche de production qui était imputable au fléchissement de la demande pour les fils en aciers inoxydables.[3259]

7.1408 Dans leur réponse, les États-Unis estiment que le commissaire Koplan a examiné de manière exhaustive les éléments de preuve versés au dossier qui se rapportaient à la diminution de la demande au cours de la période intermédiaire de 2001 et qu'il a examiné dans le détail la nature et l'importance de cette baisse. À cet égard, il a reconnu que la consommation apparente de fils en aciers inoxydables avait baissé de 16,1 pour cent entre les périodes intermédiaires de 2000 et de 2001, et il a relevé que la diminution était liée au ralentissement général de l'économie des États-Unis au cours de la période intermédiaire de 2001. Il a spécifiquement reconnu que le fléchissement de la demande au cours de la période intermédiaire de 2001 avait, avec les importations, fait baisser les prix du marché au cours de la période intermédiaire de 2001 et qu'en conséquence "une certaine partie de la détérioration observée des résultats de la branche de production entre les périodes intermédiaires [était] imputable à un fléchissement apparent de la demande". Cela dit, il a également constaté que la diminution de la demande "n'expliqu[ait] pas la détérioration rapide des résultats financiers de la branche de production nationale" au cours de la période intermédiaire de 2001 parce que "la diminution de la production et des expéditions des États-Unis [avait] été supérieure à la baisse totale de la consommation intérieure apparente". Après avoir relevé qu'il y avait eu "un accroissement important des importations" et "un accroissement rapide de la partie du marché intérieur alimentée par les importations" au cours de la période intermédiaire de 2001, il a correctement conclu que les importations avaient eu une plus grande incidence sur les baisses des prix intérieurs et de la rentabilité au cours de la période intermédiaire de 2001 que le fléchissement de la demande.[3260]

7.1409 Les États-Unis estiment que, compte tenu de ce qui précède, il est clair que le commissaire Koplan a examiné de façon exhaustive et adéquate la nature et l'importance des effets du fléchissement de la demande au cours de la période intermédiaire de 2001 et qu'il a distingué les effets de cette diminution de ceux des importations pendant la période visée par l'enquête. En particulier, il a reconnu qu'une certaine partie des baisses des prix et de la rentabilité subies par la branche de production nationale était imputable au fléchissement de la demande au cours de la période intermédiaire de 2001, mais il a aussi constaté que les niveaux de la production et des expéditions de la branche de production avaient diminué à un rythme substantiellement plus rapide que la demande au cours de la période intermédiaire de 2001, ce qui était dû à l'accroissement substantiel de la part de marché absorbée par les importations pendant la période intermédiaire de 2001.[3261] Les États-Unis font valoir qu'étant donné ces tendances, il était raisonnable que le commissaire Koplan conclue que les importations avaient joué un plus grand rôle que la demande dans les baisses de prix enregistrées

[3258] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 289 et 290.
[3259] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 538.
[3260] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 742.
[3261] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 743.

au cours de la période intermédiaire de 2001. Par ailleurs, en s'attachant au fait que les niveaux de la production de la branche de production avaient varié plus rapidement que ceux de la demande au cours de la période intermédiaire de 2001, il a pu dissocier et distinguer les effets des diminutions de la demande de ceux imputables aux importations pendant la période intermédiaire de 2001. Autrement dit, en examinant l'écart entre les taux de diminution des niveaux de la production et des expéditions de la branche de production et ceux de la demande au cours de la période intermédiaire de 2001, il a pu conclure que cet écart avait été causé par les accroissements substantiels des volumes des importations et de la part de marché absorbée par les importations pendant la période intermédiaire de 2001. En conséquence, il a pu imputer et a effectivement imputé aux importations l'essentiel des baisses des prix et de la rentabilité de la branche de production qui avaient été enregistrées au cours de la période intermédiaire de 2001. En procédant à cette évaluation qualitative de l'étendue des effets imputables aux importations, il a pu distinguer les effets des deux facteurs et faire en sorte de ne pas imputer aux importations les effets du fléchissement de la demande.[3262]

CPV

7.1410 Les Communautés européennes font valoir que même s'il a mis en balance l'effet du fléchissement de la demande et de l'accroissement des importations et a constaté que la production intérieure avait davantage diminué que la demande, le Président Koplan n'a pas considéré l'effet de l'accroissement du CPV sur la détérioration de la marge d'exploitation des producteurs nationaux. Les Communautés européennes estiment que s'il avait examiné ce facteur, il aurait peut-être constaté que l'effet de l'augmentation du CPV avait été tel que l'accroissement des importations n'avait pas causé la baisse des marges d'exploitation enregistrée au cours de cette période. Mais comme il ne l'a pas fait, le Président Koplan n'a pas dissocié ni distingué les effets des autres facteurs et il n'a pas non plus fait en sorte que les effets de ces facteurs ne soient pas imputés à l'accroissement des importations, agissant donc de manière incompatible avec l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.[3263]

7.1411 Dans leur réponse, les États-Unis font valoir que le commissaire Koplan a très clairement "considéré les effets de l'accroissement du coût des produits vendus sur la détérioration de la marge d'exploitation de la branche de production". Il a en particulier examiné dans le détail la nature et l'importance de ces effets sur la situation de la branche de production. Bien que les coûts unitaires de la branche de production aient augmenté au cours de la période intermédiaire de 2001, le commissaire Koplan a correctement reconnu que la branche de production n'avait pas pu pendant la période intermédiaire de 2001 maintenir ses marges de rentabilité aux mêmes niveaux qu'au début de la période en alignant ses prix sur les variations de ses coûts unitaires. Après avoir relevé que les deux grands changements enregistrés par le marché pendant la période intermédiaire de 2001 avaient été un accroissement substantiel de la part de marché absorbée par les importations et un fléchissement de la demande, il a également reconnu que les baisses de prix survenues au cours de la période intermédiaire de 2001, qui avaient directement mené à une diminution de la rentabilité de la branche de production, avaient été causées par les variations des importations et de la demande.[3264] Les États-Unis font valoir qu'en s'attachant aux variations des marges unitaires au cours de la période intermédiaire de 2001, il a pu dans son analyse dissocier et distinguer les effets de l'accroissement des coûts de ceux des variations des importations et de la demande. À cet égard, son examen des bénéfices unitaires de la branche de production, et du lien entre les bénéfices, les coûts et les prix de la branche de production lui a permis d'établir que la diminution de la rentabilité de la branche de production au cours de la période intermédiaire de 2001 avait été causée, non pas par la hausse des coûts, mais par une baisse des prix liée à la concurrence des importations au niveau des prix pendant

[3262] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 744.
[3263] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 579.
[3264] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 738.

une période de fléchissement de la demande. En conséquence, il est clair qu'il a correctement évalué l'effet qu'avaient eu ces hausses des coûts sur la diminution des niveaux du revenu d'exploitation des entreprises nationales au cours de la période intermédiaire de 2001 et qu'il a raisonnablement conclu qu'il était plus approprié de considérer que cette diminution résultait de la baisse des prix plutôt que de l'accroissement des coûts. Ce faisant, il a fait en sorte de pouvoir distinguer les effets des hausses des coûts de ceux des importations sur la détérioration de la situation de la branche de production et de ne pas imputer aux importations les effets de ces accroissements des coûts.[3265]

7.1412 Dans leur contre-réponse, les Communautés européennes font valoir que l'opinion du commissaire Koplan reposait sur l'évolution des circonstances au cours de la période intermédiaire de 2001, qui l'avait amené à considérer que l'accroissement des importations constituait une menace de dommage grave. Il a isolé trois facteurs "qui avaient contribué" au fléchissement enregistré par la branche de production nationale.[3266] Les deux premiers facteurs étaient les importations et la baisse de la demande. Le troisième était "les coûts unitaires des produits vendus qui avaient augmenté de *** pour cent" (toutes les données financières concernant les fils en aciers inoxydables sont confidentielles).[3267] Il a relevé que "la baisse des prix et la hausse des coûts [avaient] entraîné une perte de *** points de pourcentage [*sic*] du ratio revenu d'exploitation-ventes entre les périodes intermédiaires de 2000 et de 2001".[3268] C'est le seul examen de la hausse des coûts survenue au cours de la période intermédiaire de 2001 que renferme le rapport de l'USITC. Les Communautés européennes estiment que l'examen reproduit dans les communications des États-Unis ne peut pas compenser cette absence totale d'explication motivée et adéquate. Comme les données financières sont confidentielles, aucune explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent les constatations n'est présentée, en particulier en l'absence d'une version indexée non confidentielle des données. Il n'y a aucun examen de la pertinence ou de la cause de la hausse des coûts, aucune dissociation et distinction, et par conséquent aucune non-imputation.[3269]

Importations en provenance de pays membres de l'ALENA

7.1413 La Chine fait valoir que la détermination de l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et la menace d'un dommage grave causé à la branche de production nationale des fils en aciers inoxydables faite par le Président Koplan ne se fondait pas sur des données qui comprenaient les importations en provenance de pays membres de l'ALENA. La Chine considère toutefois que puisque les importations en provenance de pays membres de l'ALENA étaient exclues de l'application de la mesure de sauvegarde, il fallait en fait déterminer si l'accroissement total des importations, à l'exception des importations en provenance de pays membres de l'ALENA, menaçait de causer un dommage grave à la branche de production nationale. En conséquence, comme la détermination de l'existence d'un lien de causalité dont il est question en l'espèce exigeait que l'"accroissement des importations" soit uniquement constitué des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, les mouvements des importations en provenance du Canada et du Mexique devaient être considérés comme un "autre facteur". En ce qui concerne l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, cette nouvelle détermination exigeait donc aussi que la menace de dommage due aux mouvements des importations en provenance du Canada et du Mexique ne soit pas imputée à l'accroissement des importations (en provenance de pays non membres de l'ALENA).[3270] La Chine fait valoir qu'une telle nouvelle détermination n'a pas été faite dans le cas de ce produit.

[3265] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 739.
[3266] Rapport de l'USITC, volume I, page 259.
[3267] Rapport de l'USITC, volume I, page 259.
[3268] Rapport de l'USITC, volume I, page 259.
[3269] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 433.
[3270] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 541.

Selon la Chine, cela est particulièrement étonnant, sachant que le Président Koplan a reconnu que les importations en provenance du Canada et du Mexique menaçaient de causer un dommage lorsqu'il a déclaré que "les importations de fils en aciers inoxydables en provenance du Canada […] n'[avaient] pas contribu[é] de manière importante au dommage grave" et que "les importations de fils en aciers inoxydables en provenance du Mexique […] n'[avaient] pas contribu[é] de manière importante au dommage grave". Autrement dit, les importations en provenance de pays membres de l'ALENA avaient contribué à menacer de causer un dommage grave, bien que cette contribution n'ait pas été substantielle.[3271] La Chine affirme que puisqu'il n'a pas été fait une nouvelle détermination de l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA et la menace de dommage grave causé à la branche de production nationale, les effets dommageables des importations en provenance du Mexique et du Canada n'ont donc pas été évalués tout comme il n'a pas été fait en sorte de ne pas les imputer à l'accroissement des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. L'autorité chargée de l'enquête ne s'est donc pas conformée aux dispositions des articles 2:1) et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.[3272]

7.1414 Les Communautés européennes font aussi valoir qu'en omettant d'analyser les importations en provenance du Canada et du Mexique en tant qu'autres causes de dommage, l'USITC a également agi de manière incompatible avec les dispositions de l'article 4:2 b).[3273] Elles font valoir que dans son rapport, l'USITC ne présente pas une explication motivée et adéquate de la question de savoir si les importations en provenance de pays membres de l'ALENA ont causé un dommage et de la manière dont un tel dommage n'a pas été imputé aux importations non exclues. Le Président Koplan conclut simplement que les importations en provenance du Mexique et du Canada ne figuraient pas parmi celles des cinq principaux fournisseurs au cours de la période visée par l'enquête. Il ne cherche même pas à analyser si de telles importations ont causé un quelconque dommage et il ne fait donc pas en sorte de ne pas imputer un tel dommage aux importations non exclues.[3274]

7.1415 Pour la réponse des États-Unis, voir le paragraphe 7.1066 et les paragraphes suivants.

Défaut de présentation d'une explication motivée et adéquate

7.1416 Les Communautés européennes et la Chine relèvent que dans son opinion séparée sur le dommage, le Président Koplan a expressément dit que trois autres facteurs avaient contribué à la menace de dommage, à savoir une baisse rapide de la consommation, un accroissement des coûts unitaires des produits vendus et le fléchissement de la demande.[3275] Les Communautés européennes font valoir que les conclusions du Président Koplan, sur la base desquelles il affirme que la mesure de sauvegarde visant les fils en aciers inoxydables est fondée, contredisent directement l'opinion de la majorité.[3276] Les Communautés européennes font valoir que pour pouvoir fournir une explication motivée et adéquate des constatations du Président Koplan, il faudrait qu'il y ait une réfutation claire de cette constatation. Il n'y en a pas et cela remet par conséquent en question le fondement de la constatation de l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et une menace de dommage grave. Pour cette raison, les Communautés européennes font valoir que les mesures de

[3271] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 542.
[3272] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 543; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 293.
[3273] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 579.
[3274] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 435.
[3275] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 578.
[3276] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 580; première communication écrite de la Chine, paragraphe 535.

sauvegarde imposées sur cette base sont injustifiées et par conséquent incompatibles avec les articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes ainsi qu'avec les articles 3:1 et 4:2 c).[3277]

7.7417 En réponse, les États-Unis estiment tout d'abord que l'Accord sur les sauvegardes ne prescrit pas que les six décideurs parviennent à la même conclusion ou que chacun des commissaires réfute les constatations de ses confrères dont les conclusions sont différentes, mais prescrit que la détermination, comme l'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, satisfasse aux obligations énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes. La détermination du commissaire Koplan satisfait à ces prescriptions. En réalité, le fait que les commissaires Miller, Hillman et Okun étaient en désaccord avec le commissaire Koplan ne rend pas pour autant son analyse déraisonnable, pas plus que le fait qu'il était en désaccord avec eux ne rend leur analyse déraisonnable.[3278]

7.1418 Les États-Unis estiment en outre que l'analyse du commissaire Koplan concernant la fixation des prix n'est en fait pas incompatible avec les constatations des commissaires Miller, Hillman et Okun concernant la fixation des prix. À l'instar de ces trois commissaires, le commissaire Koplan a spécifiquement constaté que les importations s'étaient constamment vendues à un prix inférieur par rapport aux fils en acier inoxydable de fabrication nationale pendant la période allant de 1996 à 2000, mais que cette vente constante à des prix inférieurs n'avait pas eu d'incidence négative sur la fixation des prix intérieurs parce que la "branche de production nationale avait aligné les prix du produit [tréfilé] de fabrication nationale sur ses coûts" pendant cette période de cinq ans. Cependant, contrairement aux trois autres commissaires, le commissaire Koplan a aussi centré son analyse sur les données relatives à la fixation des prix des importations et du produit national pendant la période intermédiaire de 2001 et a remarqué que la fixation des prix des importations à un niveau inférieur avait commencé à empêcher la branche de production nationale d'aligner ses prix sur ses coûts. En particulier, il a constaté que, conjugué à la baisse de la demande, l'accroissement du volume des importations et de leur part de marché avait causé une chute du prix des produits tréfilés de fabrication nationale pendant une période où les coûts étaient en augmentation et avaient directement entraîné une baisse du niveau du revenu d'exploitation de la branche de production pendant la période intermédiaire de 2001. En conséquence, comme il l'a raisonnablement constaté, l'accroissement des importations et leur vente concomitante à des prix inférieurs avaient causé la détérioration substantielle de la situation de la branche de production dans les derniers mois de la période visée par l'enquête, montrant ainsi que les importations menaçaient la branche de production d'un dommage grave imminent. En d'autres termes, les constatations du commissaire Koplan en ce qui concerne la concurrence par les prix sur le marché pendant les cinq premières années de la période considérée étaient, en fait, compatibles avec les constatations des trois autres commissaires. Cependant, le commissaire Koplan a simplement plus insisté que les autres commissaires sur les effets des importations sur les prix pendant les six derniers mois de la période, ce qui constitue un choix raisonnable compte tenu de sa constatation selon laquelle les importations menaçaient de causer un dommage grave à la branche de production de fils en acier inoxydable.[3279]

7.1419 La Chine fait valoir que pour être certaine de ne pas imputer aux importations le dommage causé par ces trois autres facteurs, à savoir une baisse rapide de la consommation, l'accroissement des coûts unitaires des produits vendus et le fléchissement de la demande, quelle que soit leur ampleur, l'USITC devait évaluer les effets dommageables de ces autres facteurs. La Chine considère qu'elle ne l'a pas fait.[3280] Elle affirme qu'en somme, elle est d'avis que les effets dommageables des trois autres

[3277] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 581.
[3278] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 732
[3279] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 733.
[3280] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 537.

facteurs qui menaçaient de causer un dommage au même moment que l'accroissement des importations n'ont pas été dûment évalués par le Président Koplan. Par conséquent, il est impossible de déterminer si celui-ci a dûment dissocié les effets dommageables de ces facteurs des effets dommageables de l'accroissement des importations.[3281] La Chine fait valoir qu'en conséquence, l'autorité chargée de l'enquête n'a pas non plus explicitement établi, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que la menace de dommage attribuable aux autres facteurs n'a pas été imputée à l'accroissement des importations. Par conséquent, la Chine estime que la détermination de l'existence d'une "cause substantielle" était incompatible avec les articles 2:1) et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.[3282]

x) Fil machine en aciers inoxydables

Facteurs considérés par l'USITC

Fléchissement de la demande

7.1420 Les États-Unis font valoir que l'USITC a expliqué, d'une manière motivée et complète, la nature et l'importance de l'effet dommageable imputable à ce fléchissement de la demande et qu'elle a distingué cet effet de ceux des importations. Plus spécifiquement, l'USITC a reconnu qu'après être demeurée stable tout au long de la majeure partie de la période visée par l'enquête, la demande pour le fil machine en aciers inoxydables a effectivement diminué à la fin de 2000 et au cours de la période intermédiaire de 2001. L'USITC a toutefois correctement relevé que la branche de production avait connu des baisses de sa part de marché, de ses volumes de production, des niveaux de ses ventes, de ses niveaux d'emploi et de sa rentabilité pendant la période allant de 1996 à 1999, au moment où les volumes des importations s'accroissaient. Par ailleurs, elle a aussi spécifiquement constaté qu'"il [était] clair que les importations [avaient] eu une plus grande incidence sur la détérioration de la situation de la branche de production en 2000 et au cours de la période intermédiaire de 2001 que le fléchissement de la demande" parce qu'il y avait eu un "accroissement substantiel des quantités des importations et de la part de marché absorbée par les importations au cours des 18 derniers mois de la période " visée par l'enquête.[3283]

7.1421 Les États-Unis font valoir qu'il est clair que l'USITC a examiné de près la nature du dommage qui était imputable au fléchissement de la demande pendant la période. En particulier, l'USITC a dûment relevé que le fléchissement de la demande n'était devenu évident que pendant les trois derniers mois de la période visée par l'enquête. Cependant, elle a aussi correctement relevé que ces baisses de la demande survenues à la fin de la période ne pouvaient pas avoir contribué à la grave détérioration de la situation de la branche de production pendant les trois années ayant précédé cette période, où la demande était demeurée stable. En réalité, sachant que la demande non seulement était demeurée stable mais qu'elle avait en fait légèrement augmenté en 2000 comparativement à 1999 et à 1998, il est clair que le fléchissement de la demande n'avait eu aucune incidence du tout sur la situation de la branche de production en 2000 non plus. En examinant si les importations causaient un dommage à la branche de production pendant une période d'accroissement de la demande, l'USITC a pu distinguer les effets du fléchissement de la demande au cours des derniers trimestres de la période visée par l'enquête de ceux imputables aux importations pendant les périodes antérieures. En conséquence, l'USITC a dûment dissocié et distingué dans son analyse les effets du fléchissement de la demande de ceux des importations.[3284]

[3281] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 539.
[3282] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 540.
[3283] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 706 et 707.
[3284] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 708 et 709.

Accroissements de la capacité

7.1422 Les Communautés européennes font valoir que, dans son rapport, l'USITC indique que des accroissements substantiels de la capacité ont été effectués en 1998 et jusqu'en 2000 et 2001. Toutefois, selon les Communautés européennes, il n'y a aucune analyse de la mesure dans laquelle un tel accroissement de la capacité pouvait avoir causé un dommage à la branche de production nationale.[3285]

7.1423 En réponse, les États-Unis estiment qu'aucune des parties n'a fait valoir devant l'USITC que l'accroissement des niveaux de la capacité de la branche de production était une source du dommage causé à la branche de production au cours de la période visée par l'enquête. Bien qu'il ne soit pas interdit aux Membres de soulever devant des groupes spéciaux des questions qui n'ont pas été soulevées devant l'USITC pendant son enquête, il n'en demeure pas moins que s'ils étaient valides, les arguments des Communautés européennes sur ce plan auraient dû être suffisamment solides pour que les producteurs européens de fil machine les évoquent devant l'USITC. Le fait qu'ils ne l'aient pas fait donne fortement à entendre qu'en fait les participants européens au marché du fil machine en aciers inoxydables ne considéraient pas que la capacité de la branche de production était un facteur particulièrement important dans la détérioration de la situation de la branche de production pendant la période visée par l'enquête.[3286]

7.1424 Les États-Unis font valoir, en second lieu, que l'USITC a clairement reconnu le fait que la branche de production avait accru les niveaux de sa capacité globale au cours de la période et que les taux d'utilisation de sa capacité avaient également diminué au cours de la période. Cependant, les éléments de preuve versés au dossier montraient aussi, ainsi que l'avait constaté l'USITC, que malgré cet accroissement de la capacité, les niveaux réels de la production et des expéditions de la branche de production avaient effectivement baissé au cours de la période allant de 1996 à 2000, essentiellement parce que les volumes et la part de marché des importations s'étaient accrus par suite de leur vente à des prix inférieurs pendant la période visée par l'enquête. En conséquence, l'USITC a dûment reconnu que les accroissements de la capacité de la branche de production avaient eu peu d'effet sur le marché parce que les niveaux de la production, des expéditions et de la part de marché de la branche de production auraient diminué des mêmes montants même si celle-ci n'avait pas accru sa capacité. Par ailleurs, comme les niveaux de la production et des expéditions de la branche de production avaient substantiellement diminué entre 1996 et 2000 par suite de la concurrence des importations, il est également clair que l'accroissement des importations avait eu un effet sur les taux d'utilisation de la capacité de la branche de production également, ainsi que l'a constaté l'USITC.[3287]

7.1425 Les États-Unis font valoir qu'en somme, l'USITC était consciente des accroissements de la capacité de la branche de production, qu'elle les a examinés de façon assez détaillée et qu'elle a correctement constaté qu'ils n'avaient pas eu d'incidence sur la détérioration de la situation générale de la branche de production. L'USITC a dûment considéré leurs effets et elle n'a pas jugé qu'ils constituaient une source de dommage grave.[3288]

7.1426 Dans leur contre-réponse, les Communautés européennes relèvent qu'il y a eu des accroissements de la capacité entre 1998 et 2000, et qu'il a été établi que si les importations ne s'étaient que légèrement accrues entre 1998 et 1999, le revenu d'exploitation de la branche de

[3285] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 573.
[3286] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 717.
[3287] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 718.
[3288] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 719.

production "avait chuté de façon spectaculaire pour se transformer en des pertes de *** million(s) de dollars EU en 1999 et de *** million(s) de dollars EU en 2000".[3289] Les États-Unis ont cherché à l'expliquer en alléguant que les niveaux de production et les expéditions de la branche de production avaient diminué entre 1996 et 2000.[3290] Mais une baisse des niveaux de production et des expéditions ne veut pas nécessairement dire qu'une branche de production enregistre des pertes – de telles baisses pourraient aussi se produire lorsqu'une branche de production est rentable. Une branche de production enregistre plutôt des pertes lorsque la valeur de ses ventes ne lui permet pas de couvrir ses coûts. L'accroissement de la capacité, en particulier lorsque la demande est stable[3291], aura seulement pour effet de faire augmenter les coûts, et il doit s'agir d'un élément qui explique les pertes "spectaculaires" enregistrées en 1999. Cependant, l'USITC ne fournit pas une explication motivée et adéquate des effets qu'ont eus de tels accroissements de la capacité sur les résultats de la branche de production, et il est impossible de saisir pleinement les tendances fondamentales en l'absence de données ou d'un résumé indexé de telles données.[3292]

Importations en provenance de pays membres de l'ALENA

7.1427 La Chine relève que la détermination de l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave causé à la branche de production nationale du fil machine en aciers inoxydables, qui figure dans le rapport de l'USITC, a été faite sur la base de données qui comprenaient les importations en provenance de pays membres de l'ALENA. Elle considère toutefois que puisque les importations en provenance de pays membres de l'ALENA ont été exclues de l'application de la mesure de sauvegarde, l'USITC devait déterminer si l'accroissement total des importations, à l'exception de celles en provenance de pays membres de l'ALENA, causait un dommage grave à la branche de production nationale. La Chine fait valoir qu'en conséquence, puisque la détermination de l'existence d'un lien de causalité exigeait que l'"accroissement des importations" soit uniquement constitué des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, les mouvements des importations en provenance du Canada et du Mexique devaient être considérés comme un "autre facteur". L'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes exigeait aussi que le dommage causé par les mouvements des importations en provenance du Canada et du Mexique ne soit pas imputé à l'accroissement des importations (en provenance de pays non membres de l'ALENA).[3293] Les Communautés européennes font aussi valoir qu'en omettant d'analyser les importations en provenance du Canada et du Mexique en tant qu'autres causes de dommage, l'USITC a également agi de manière incompatible avec les dispositions de l'article 4:2 b).[3294] Les Communautés européennes relèvent à cet égard que l'USITC a conclu, tant dans le cas du Canada que dans celui du Mexique, que les importations en provenance de pays membres de l'ALENA n'[avaient] pas "contribu[é] de manière importante" au dommage grave. Selon les Communautés européennes, cela ne signifie pas que ces importations n'ont eu aucun effet – l'USITC n'a pas dissocié et distingué cet effet, et elle n'a pas fait en sorte de ne pas l'imputer aux importations non exclues.[3295]

7.1428 Pour la réponse des États-Unis, voir le paragraphe 7.1066 et les paragraphes suivants.

[3289] Rapport de l'USITC, volume I, pages 215 et 216.
[3290] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 718.
[3291] Rapport de l'USITC, volume I, page 217.
[3292] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 428.
[3293] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 500.
[3294] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 572.
[3295] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 431.

Défaut de présentation d'une explication motivée et adéquate

7.1429 La Chine fait valoir que pour être certain de ne pas imputer aux importations le dommage causé par ces autres facteurs, à savoir le fléchissement de la demande et l'accroissement des coûts de l'énergie, quelle que soit leur ampleur, l'USITC devait évaluer les effets dommageables de ces autres facteurs. Or l'USITC ne l'a pas fait car aucun renseignement à cet effet ne figure dans ses rapports.[3296] La Chine affirme qu'en somme, elle est d'avis que les effets dommageables de ces autres facteurs qui avaient causé le dommage au même moment que l'accroissement des importations n'ont pas été dûment évalués par l'USITC. Par conséquent, il est impossible de déterminer si l'USITC a dûment dissocié les effets dommageables de ces facteurs des effets dommageables de l'accroissement des importations.[3297] La Chine fait valoir qu'en somme, l'USITC n'a pas évalué de manière adéquate la complexité de tous les facteurs du dommage allégué. Elle n'a pas non plus présenté une explication solide, claire et directe de la manière dont elle a fait en sorte de ne pas imputer ce dommage causé par d'autres facteurs à l'accroissement des importations. Par conséquent, la Chine estime que l'USITC a agi de manière incompatible avec les articles 2:1) et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.[3298]

7.1430 Les Communautés européennes font en outre valoir qu'il est pratiquement impossible de vérifier si la détermination de l'USITC concernant le fil machine en aciers inoxydables est justifiée puisque toutes les données autres que les importations en termes absolus ont été maintenues confidentielles.[3299]

7.1431 En réponse, les États-Unis relèvent que l'USITC a traité comme confidentielles la majeure partie des données concernant le commerce, l'emploi et les finances de la branche de production du fil machine en aciers inoxydables, et elle ne les a donc pas divulguées. L'USITC a supprimé ces données de son opinion parce que la branche de production du fil machine en aciers inoxydables est dominée par le seul grand producteur national de ce produit, Carpenter/Talley, et que les données d'exploitation et les données commerciales de Carpenter/Talley sont les mêmes que les données globales de la branche de production. La divulgation des données confidentielles globales concernant la compétitivité de la branche de production aurait en fait révélé les particularités des opérations de Carpenter/Talley. La loi des États-Unis – tout comme l'article 3:2 de l'Accord sur les sauvegardes – interdit à l'USITC de divulguer de tels renseignements confidentiels sur la compétitivité d'une entreprise sans le consentement de la partie qui les a fournis. Cependant, lorsqu'il lui est interdit de divulguer des données confidentielles sur la compétitivité d'une entreprise, l'USITC traite uniquement les données numériques particulières à la société comme confidentielles; elle peut examiner les tendances qui ressortent des données de la branche de production (ou d'autres données confidentielles) en termes généraux mais descriptifs, et elle le fait effectivement.[3300]

7.1432 Les États-Unis font valoir que, compte tenu de cela, la prétention des Communautés européennes selon laquelle l'USITC n'a pas présenté un exposé adéquat de ses justifications concernant le fil machine en aciers inoxydables est hors de propos. Premièrement, ainsi que les États-Unis l'ont auparavant indiqué, l'Accord sur les sauvegardes non seulement permet, mais il impose en fait à une autorité compétente de ne pas divulguer tout renseignement qui lui est présenté à titre confidentiel, à moins que la partie qui l'a fourni ne consente à sa divulgation. En fait, deux groupes spéciaux ont indiqué que l'Accord sur les sauvegardes autorisait les États-Unis à ne pas divulguer des données confidentielles dans leur détermination, même s'il s'agit de données agrégées.

[3296] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 493.
[3297] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 494.
[3298] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 499.
[3299] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 570.
[3300] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 693.

Par ailleurs, ces groupes spéciaux ont repoussé l'argument selon lequel l'analyse de l'USITC ne constituait pas une "explication motivée et adéquate" de ses constatations simplement parce que des données confidentielles n'y avaient pas été divulguées.[3301] Deuxièmement, même si une quantité substantielle de données confidentielles concernant la branche de production sont supprimées de l'opinion de l'USITC, l'analyse de cette dernière est encore suffisamment détaillée et claire pour que le Groupe spécial puisse la lire et déterminer si elle satisfait aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes relatives à l'existence du lien de causalité. Même si elle élimine des données numériques particulières rendant compte des opérations de la société Carpenter/Talley, la décision de l'USITC décrit néanmoins en détail les tendances que révèlent les données sur les importations et la branche de production, les corrélations manifestes existant entre ces tendances et la mesure dans laquelle d'autres facteurs ont eu une incidence sur la branche de production. Il est clair que la suppression des données ne devrait pas empêcher le Groupe spécial d'examiner l'analyse de l'USITC, compte tenu en particulier du fait que la suppression de ces données est pleinement compatible avec les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes.[3302]

4. Effet des violations d'autres dispositions de l'Accord sur les sauvegardes

7.1433 Les Communautés européennes et la Suisse font valoir que l'analyse du lien de causalité effectuée par l'USITC sera automatiquement erronée si le Groupe spécial constate que la détermination des États-Unis concernant l'accroissement des importations est entachée de vices.[3303] Plus particulièrement, les Communautés européennes font valoir que l'analyse de l'USITC concernant l'accroissement des importations, qui est fondée sur une comparaison entre le début et la fin de la période visée par l'enquête, est incompatible avec l'obligation incombant aux États-Unis de constater uniquement l'existence d'un accroissement des importations lorsqu'ils déterminent que celui-ci est suffisamment récent, suffisamment soudain, suffisamment brutal et suffisamment important pour être qualifié d'accroissement des importations au sens de l'Accord sur les sauvegardes. Les Communautés européennes font valoir que cette erreur d'analyse entache de vices l'analyse du lien de causalité effectuée par l'USITC de façon plus générale, parce que l'USITC cherche uniquement à déterminer si les importations qui se sont accrues au cours de la période visée par l'enquête ont causé un dommage grave. L'USITC ne détermine pas si les importations qui se sont accrues de manière suffisamment récente, suffisamment soudaine, suffisamment brutale et suffisamment importante causent un dommage grave. Cette lacune comporte deux conséquences opérationnelles. Premièrement, le dommage qui s'est manifesté avant un tel accroissement des importations ne peut pas être attribué à cet accroissement des importations. Deuxièmement, si le niveau des importations s'accroît, puis diminue, le dommage qui se manifeste au moment où les importations diminuent ne peut pas être attribué à ces importations dont le niveau a baissé même si elles sont d'un prix inférieur, parce que leur accroissement n'est pas suffisamment récent, suffisamment soudain, suffisamment brutal ni suffisamment important. Il faut prouver que le dommage qui se manifeste une fois que le niveau des importations a diminué est causé par des importations dont l'accroissement a en fait été suffisamment récent, suffisamment soudain, suffisamment brutal et suffisamment important pour répondre aux critères de l'Accord sur les sauvegardes. Plus l'écart est grand entre le moment où se produit un tel accroissement des importations et celui où se manifeste le dommage grave causé à la branche de production nationale, plus l'analyse du lien de causalité doit être convaincante.[3304] [3305]

[3301] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 694.
[3302] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 695.
[3303] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 432; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 277.
[3304] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 144.
[3305] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 369.

7.1434 La Corée fait valoir que l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes impose aux autorités compétentes l'obligation de publier "les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles seront arrivées" au sujet de "tous les points de fait et de droit pertinents". L'article 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes exige des autorités compétentes qu'elles "publie[nt] dans les moindres délais" une analyse détaillée des résultats de l'enquête, dont "le caractère pertinent des facteurs examinés". La constatation de l'existence d'un lien de causalité entre un accroissement des importations et le dommage grave est un "point de fait et de droit pertinent". Les États-Unis n'ont présenté aucune explication de la manière dont l'accroissement des importations de produits étamés ou chromés avait causé le dommage grave à la branche de production des États-Unis du produit similaire.[3306]

7.1435 La Corée fait aussi valoir que le rapport de l'USITC ne renferme qu'une seule explication motivée concernant le lien de causalité pour les produits étamés ou chromés.[3307] Cette explication motivée montre pourquoi, de l'avis de l'USITC, l'accroissement des importations de produits étamés ou chromés n'est *pas* une cause substantielle du dommage grave causé à la branche de production nationale de ces produits. Le rapport publié par les États-Unis ne renferme *aucune* constatation ni explication pour contester ou contredire l'explication motivée en question figurant dans le rapport de l'USITC. Comme ils sont arrivés à une conclusion juridique selon laquelle les importations étaient une cause substantielle du dommage grave causé à la branche de production nationale sans fournir une *quelconque* explication pour étayer leur conclusion, les États-Unis ont agi en violation des articles 2, 3 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes.[3308]

I. ARTICLE 5

1. Prescriptions de l'article 5:1

a) Généralités

7.1436 Les recommandations de l'USITC concernant les mesures correctives à appliquer figurent au paragraphe 1.17. Les mesures de sauvegarde qui ont finalement été imposées par le Président des États-Unis figurent au paragraphe 1.34.

7.1437 Les plaignants allèguent que l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes impose aux Membres l'obligation de faire en sorte que la mesure appliquée soit proportionnée, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas aller au-delà de ce qui est nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage grave. Ils se reportent à la déclaration de l'Organe d'appel dans son rapport sur l'affaire *Corée – Produits laitiers*, à savoir que les Membres devaient faire en sorte que la mesure appliquée soit proportionnée aux objectifs consistant à prévenir ou à réparer le dommage grave et à faciliter l'ajustement, et que cette obligation s'appliquait quelle que soit la forme particulière qu'une mesure de sauvegarde pouvait prendre.[3309] Au nom des plaignants, la Norvège fait valoir que les États-Unis ne se sont pas acquittés des obligations leur incombant au titre de l'Accord sur les sauvegardes pour déterminer si des mesures de sauvegarde pouvaient tout d'abord être imposées. Par conséquent, le fait de contrevenir à ces prescriptions soulève automatiquement *ipso facto* ou, à tout le moins *prima facie*, une présomption de violation de l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Si le Groupe spécial devait toutefois parvenir à une conclusion différente au sujet des allégations précédentes formulées par les plaignants,

[3306] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 167.
[3307] Rapport de l'USITC, volume I, pages 74 à 77 (pièce n° 6 des coplaignants).
[3308] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 168.
[3309] Première déclaration orale faite par la Norvège au nom de tous les plaignants, paragraphe 6, dans lequel est cité le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 96; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 347 et 348; première communication écrite du Japon, paragraphes 317 et 318.

ces derniers sont d'avis que les États-Unis ont, en tout état de cause, violé aussi la prescription énoncée à l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes selon laquelle les mesures de sauvegarde ne doivent être appliquées que dans la mesure nécessaire.[3310] Enfin, les plaignants allèguent qu'il fallait expliquer et justifier la mesure corrective et le choix de la mesure avant qu'elle ne soit appliquée, ou au moment de son application, ce qui n'a pas été fait en l'espèce.[3311]

7.1438 Les États-Unis répondent que leurs mesures de sauvegarde ont été imposées à un niveau et pour une durée qui sont conformes aux prescriptions de l'article 5 de l'Accord sur les sauvegardes. Ainsi que le montre une évaluation tant qualitative que quantitative des effets des importations sur les branches de production nationales pertinentes et des effets de la mesure prise, il est évident que la protection accordée ne l'a été que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement. Ils soulignent qu'il est "impossible de déterminer à l'avance et avec précision le niveau des droits à l'importation nécessaires pour permettre à une industrie américaine de soutenir la concurrence des fournisseurs étrangers dans les conditions actuelles de concurrence ...".[3312] Les États-Unis ajoutent que toute analyse numérique est, au mieux, une approximation qui peut aider un Membre ou un groupe spécial à évaluer si une mesure est proportionnée au dommage causé par l'accroissement des importations et à la nécessité de l'ajustement. Bien que des estimations numériques soient d'une utilité nécessairement limitée pour quantifier et isoler avec précision le plein effet des importations et le caractère approprié des mesures correctives, elles peuvent s'avérer utiles pour déterminer si l'ordre de grandeur d'une mesure est compatible avec l'article 5:1.[3313] Les États-Unis allèguent aussi qu'ils ont réfuté toutes les allégations d'incompatibilité de leurs mesures de sauvegarde avec les articles 2 et 4, et que la charge de prouver que les mesures de sauvegarde appliquées par les États-Unis sont incompatibles avec l'article 5:1 incombe aux plaignants. Par ailleurs, les États-Unis affirment qu'ils n'avaient aucunement l'obligation d'expliquer, de justifier ou de publier quoi que ce soit au sujet du choix de leur mesure corrective tant que celle-ci n'avait pas été contestée dans une procédure de règlement des différends de l'OMC.[3314]

7.1439 Les États-Unis soutiennent également que les Membres peuvent appliquer une mesure de sauvegarde sous n'importe quelle forme et de n'importe quel niveau pour autant qu'elle satisfait aux paramètres énoncés à l'article 5:1, qui dispose qu'une mesure de sauvegarde peut être appliquée "pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement". Ils affirment aussi qu'un Membre ne peut appliquer une mesure de sauvegarde "que dans la mesure nécessaire" pour ces fins. L'article 5:1 ne restreint pas la faculté d'un Membre d'agir à l'intérieur de ces limites. Un Membre peut choisir d'appliquer la mesure sous n'importe quelle forme – par exemple, un droit de douane, un contingent tarifaire ou une restriction quantitative. À l'intérieur de cette limite, il peut aussi choisir le niveau de la mesure – un taux de droit *ad valorem*, des droits d'un montant donné, le volume soumis à un contingent, etc.[3315]

[3310] Deuxième déclaration orale faite par la Norvège au nom des plaignants, paragraphes 1 à 7 et chapitre III.

[3311] Deuxième déclaration orale faite par la Norvège au nom des plaignants, paragraphes 8 et 22 à 27.

[3312] *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil*, paragraphe 35.

[3313] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1060 à 1062.

[3314] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 114 à 121.

[3315] Résumé analytique de la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 111.

b) Mesure dans laquelle sont appliquées les mesures de sauvegarde et leur niveau

i) *" ... dans la mesure nécessaire ..."*

7.1440 La Nouvelle-Zélande fait valoir[3316] que l'obligation de n'appliquer une mesure de sauvegarde que dans la mesure nécessaire pour réparer un dommage grave causé par les importations et faciliter l'ajustement de la branche de production nationale a également pour conséquence que c'est la mesure la moins restrictive pour le commerce qui doit être choisie. En outre, ainsi que l'ont indiqué les groupes spéciaux chargés d'examiner les affaires *États-Unis – Essence* et *Canada – Périodiques*, une mesure doit pouvoir atteindre ses objectifs avant que l'on puisse déterminer qu'elle est "nécessaire".[3317]

7.1441 Les États-Unis s'inscrivent en faux contre l'argument de la Nouvelle-Zélande selon lequel la mesure ne devrait pas être plus restrictive que nécessaire. Ils font valoir que l'Organe d'appel n'a pas dit que l'article 5:1 exigeait que les mesures de sauvegarde "ne soient pas plus restrictives que nécessaire". En fait, il a indiqué que les mesures de sauvegarde "ne pouvaient être appliquées que dans la mesure nécessaire", ce qui est une citation directe de l'article 5:1.[3318] [3319] De l'avis des États-Unis, l'interprétation avancée par la Nouvelle-Zélande est contraire au sens ordinaire de l'article 5:1, et à l'objet et au but de l'Accord sur les sauvegardes. Elle donne à entendre que le terme "nécessaire" figurant à l'article 5:1 est lié aux mots "pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement". Or, le terme "nécessaire" se rapporte à l'effet de prévention, de réparation et de facilitation de la mesure, et non à ses effets de restriction du commerce. En somme, c'est la nécessité d'une protection et d'un ajustement qui définit ce qui est "nécessaire". La dernière phrase de l'article 5:1 indique que "[l]es Membres devraient choisir les mesures qui conviennent le mieux pour réaliser ces objectifs". Cet avertissement montre que de nombreuses mesures potentielles peuvent satisfaire aux prescriptions de la première phrase de l'article 5:1, et que les Membres ont la faculté de choisir, parmi ces mesures, celle qui répond le mieux aux objectifs de la prévention ou de la réparation du dommage grave, et de la facilitation de l'ajustement. Les passages cités des rapports sur les affaires *États-Unis - Essence* et *Canada – Périodiques* n'assimilaient pas la nécessité à la capacité de réaliser les objectifs. Même s'il avait été donné au terme "nécessaire" le sens que lui attribue la Nouvelle-Zélande, les mesures de sauvegarde appliquées par les États-Unis peuvent prévenir ou réparer le dommage grave et faciliter l'ajustement des branches de production nationale pertinentes.[3320]

7.1442 La Nouvelle-Zélande répond que pour essayer de diluer le critère de la mesure corrective au point où il est impossible de déterminer objectivement s'il y a été satisfait, les États-Unis soutiennent que le critère veut vraiment dire qu'une mesure peut être appliquée "*aussi longtemps que nécessaire* pour réparer (ou prévenir) le dommage grave et faciliter l'ajustement"[3321], amoindrissant de ce fait l'importance accordée à la limitation inhérente à l'expression "dans la mesure". Selon la Nouvelle-Zélande, les États-Unis cherchent ainsi à élargir de façon injustifiée le champ de l'article 5:1 de manière telle qu'il serait permis à un Membre de prendre toute mesure qui, selon lui, a pour but de réparer ou de prévenir le dommage grave et de faciliter l'ajustement. C'est pour cette raison que les

[3316] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.196.
[3317] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Essence*, paragraphe 6.31; rapport du Groupe spécial *Canada – Périodiques*, paragraphe 5.7.
[3318] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 260.
[3319] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1031.
[3320] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1029 à 1031.
[3321] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1021 (pas d'italique dans l'original).

États-Unis contestent[3322] l'assertion de la Nouvelle-Zélande selon laquelle, conformément à ce qu'ont indiqué les groupes spéciaux dans leurs rapports sur les affaires *États-Unis – Essence* et *Canada - Périodiques*, une mesure doit pouvoir réaliser ses objectifs avant qu'il puisse être déterminé qu'elle est "nécessaire".[3323] La Nouvelle-Zélande demande si en agissant ainsi les États-Unis veulent sérieusement que le Groupe spécial conclut qu'une mesure peut être nécessaire pour réaliser un objectif sans en fait pouvoir le réaliser. Si c'était le cas, le concept de "dans la mesure nécessaire", tel qu'il figure à l'article 5:1, serait vidé de son sens. La Nouvelle-Zélande estime que les États-Unis cherchent à faire valoir que le critère de la mesure corrective énoncé à l'article 5:1 suppose l'exercice d'un vaste pouvoir discrétionnaire, lorsqu'ils indiquent qu'un Membre a la faculté d'appliquer une mesure en deçà de la mesure nécessaire".[3324] Cela étant, la Nouvelle-Zélande se demande pourquoi un Membre qui se dit réellement préoccupé par l'effet d'un accroissement des importations sur sa branche de production nationale choisirait délibérément une mesure corrective dont on ne pourrait pas dire qu'elle est efficace pour réparer le dommage grave causé par ces importations. Selon la Nouvelle-Zélande, la question que soulèvent les États-Unis ne conduit nulle part. Il s'agit simplement d'un moyen employé par les États-Unis pour étayer leur thèse selon laquelle l'article 5:1 prévoit l'exercice d'un vaste pouvoir discrétionnaire et passer outre au critère même énoncé à l'article 5:1. Ainsi que l'a clairement indiqué l'Organe d'appel, l'article 5:1 enjoint aux Membres de l'OMC de se focaliser sur ce qui est "nécessaire" pour atteindre cet objectif limité.[3325] Par conséquent, les mesures de sauvegarde ont clairement pour but de prévenir ou de réparer un dommage grave et de faciliter l'ajustement. C'est ce qu'a reconnu l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers* lorsqu'il a dit qu'un Membre devait faire en sorte que la mesure appliquée "soit proportionnée *aux objectifs* consistant à prévenir ou à réparer le dommage grave et à faciliter l'ajustement".[3326]

7.1443 La Nouvelle-Zélande estime que les États-Unis cherchent encore à aller à l'encontre du libellé de l'article 5:1 lorsqu'ils contestent aussi son assertion selon laquelle l'obligation de n'appliquer une mesure de sauvegarde que dans la mesure nécessaire pour réparer un dommage grave causé par les importations et faciliter l'ajustement de la branche de production nationale a également pour conséquence que c'est la mesure la moins restrictive pour le commerce qui doit être choisie. Il semble en découler que les États-Unis interprètent l'article 5:1 comme permettant à un Membre de prendre une mesure plus restrictive pour le commerce afin de réaliser l'objectif consistant à réparer le dommage grave causé par les importations et à faciliter l'ajustement alors qu'une mesure moins restrictive pour le commerce permettrait d'atteindre le même objectif. Une telle interprétation ne fait absolument aucun cas de l'obligation de n'appliquer une mesure "que dans la mesure nécessaire" pour réaliser les objectifs énoncés. Elle ne fait aucun cas non plus de l'obligation qu'ont les Membres de choisir les mesures "qui conviennent le mieux" pour réaliser ces objectifs.

7.1444 Le Japon ajoute que lorsqu'il est énoncé à l'article 5:1 "que dans la mesure nécessaire", ce libellé impose un critère rigoureux. L'emploi de l'expression "[ne] … que" signifie que la mesure peut être moins restrictive que nécessaire, mais qu'elle ne peut pas être plus restrictive que nécessaire. Par conséquent, lorsqu'elles ont des doutes au sujet de l'effet d'une mesure corrective, les autorités doivent pencher du côté d'une mesure moins restrictive.[3327] Le Japon présente le simple exemple suivant.

[3322] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1031.

[3323] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.196, dans lequel sont cités les rapports des groupes spéciaux *États-Unis - Essence*, *Canada – Périodiques*.

[3324] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 100 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3325] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 246.

[3326] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 96 (pas d'italique dans l'original).

[3327] Réponse écrite du Japon à la question n° 115 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

Supposons que les autorités parviennent à la conclusion qu'il leur faut relever les prix intérieurs de 10 pour cent pour réparer le dommage. Les études économiques montrent qu'un droit de douane de 12 pour cent fera augmenter les prix de l'ordre de 8 à 10 pour cent. Elles montrent également qu'un droit de douane de 14 pour cent les fera augmenter de quelque 10 à 12 pour cent. Il est courant que de telles études donnent des indications fiables des ordres de grandeur, mais non des chiffres précis. Dans une telle situation, les autorités pourraient imposer un droit de douane de 12 pour cent mais non le droit de 14 pour cent. Dans chaque cas, fait observer le Japon, le droit de douane pourrait éliminer complètement le dommage. Mais le fait que le droit de douane de 14 pour cent risquerait d'offrir une compensation excessive rend un droit de ce niveau incompatible avec les règles de l'OMC.[3328]

7.1445 Les États-Unis relèvent que le Japon fait valoir que lorsqu'un modèle économique donne une fourchette des effets estimés des importations, l'article 5:1 permet que la mesure de sauvegarde prenne seulement en compte les effets estimés les plus faibles parce que "le fait que le droit de douane de 14 pour cent risquerait d'offrir une compensation excessive rend un droit de ce niveau incompatible avec les règles de l'OMC".[3329] Les États-Unis font valoir que cet argument repose sur trois contre-vérités. Premièrement, il considère que le critère du "que dans la mesure nécessaire" énoncé à l'article 5:1 exige d'un Membre qu'il fasse dès le début en sorte qu'une mesure n'ira jamais au-delà de la mesure nécessaire. Les parties contractantes du GATT ont reconnu dans l'affaire *États-Unis - Chapeaux en feutre de poil* qu'une telle certitude est impossible. Par ailleurs, la probabilité qu'une mesure de sauvegarde compatible avec l'article 5:1 puisse devoir être modifiée dans le cours des événements est incorporée à la prescription de l'article 7:4 qui prévoit qu'un Membre "réexaminera la situation" au milieu de la période d'application de la mesure de sauvegarde et "si cela est approprié, retirera cette mesure ou accélérera le rythme de la libéralisation". Cette disposition ne serait pas nécessaire si l'article 5:1 exigeait d'un Membre qu'il applique une mesure de sauvegarde dont les effets sont moindres que les effets possibles les plus faibles de l'accroissement des importations. Deuxièmement, le Japon ne tient pas compte de la libéralisation progressive des mesures de sauvegarde au titre de l'article 7:4. Des réductions automatiques de la mesure dans laquelle est appliquée la mesure font diminuer les incertitudes quant au point de savoir si l'effet général de la mesure pendant sa durée d'application est compatible avec l'article 5:1. À cet égard, il n'est pas dénué d'intérêt de mentionner que les mesures de sauvegarde visant l'acier sont assorties d'un solide taux de libéralisation – 6 pour cent par année pour les droits de douane de 30 pour cent. Troisièmement, le Japon considère à tort que la fourchette des résultats d'un modèle économique correspond aux effets réels d'une mesure et aux effets réels d'un accroissement des importations qu'il est possible de comparer avec une précision extrême. Ce n'est pas le cas. Ces résultats donnent tout au plus une idée de l'ampleur générale des effets dommageables et correctifs. L'Organe d'appel a reconnu l'incertitude inhérente à une telle comparaison lorsqu'il a dit que l'article 5:1 exigeait qu'une mesure de sauvegarde soit "proportionnée" – mais non équivalente ou égale – "aux objectifs consistant à prévenir ou à réparer le dommage grave et à faciliter l'ajustement".[3330] Les États-Unis font valoir que c'est ce qu'ils ont fait et que c'est la raison pour laquelle le Groupe spécial devrait constater que les mesures sont compatibles avec l'article 5:1.[3331]

[3328] Réponse écrite du Japon à la question n° 112 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3329] Réponse écrite du Japon à la question n° 155 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3330] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 96.

[3331] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 224 à 226.

ii) "… prévenir le dommage grave imputé à "un accroissement des importations""

7.1446 Les plaignants estiment que se sont uniquement les effets de l'accroissement des importations et non de la totalité des importations qui doivent être corrigés par une mesure de sauvegarde. Le fait de soutenir la concurrence des importations est une caractéristique normale d'un système commercial libre et ouvert, et les mesures de sauvegarde ne peuvent pas avoir pour objectif l'élimination de toutes les importations. Les mesures de sauvegarde ne peuvent pas cibler l'ajustement à la concurrence des importations dans leur ensemble et demeurer en deçà du niveau maximal autorisé au titre de l'article 5:1. L'Organe d'appel a interprété tout le membre de phrase "que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement" comme signifiant que les mesures de sauvegarde ne doivent s'appliquer que dans la mesure où elles remédient au dommage grave imputé à l'accroissement des importations. Cette conclusion proscrit clairement toute interprétation qui permettrait que des mesures de sauvegarde prennent en compte, plus que le dommage causé par l'accroissement des importations au motif qu'elles seraient nécessaires pour "faciliter l'ajustement". Autrement dit, l'objectif de la "facilitation de l'ajustement" ne signifie pas que les mesures de sauvegarde peuvent prendre en compte la concurrence de la totalité des importations.[3332]

7.1447 La Suisse fait observer que plus particulièrement dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*[3333], l'Organe d'appel a dit que la première phrase de l'article 5:1 ne permettait pas à un Membre d'appliquer une mesure de sauvegarde pour prévenir ou réparer "l'*intégralité* du dommage grave subi par la branche de production nationale". L'Organe d'appel a poursuivi en disant que l'expression "que dans la mesure nécessaire" enjoignait aux Membres de l'OMC de se focaliser sur ce qui était "nécessaire pour atteindre cet objectif limité, qui consiste à prévenir ou à réparer un dommage grave et à faciliter l'ajustement".[3334] [3335] Les Communautés européennes et le Japon estiment que cette interprétation est étayée par la deuxième phrase de l'article 5:1, qui impose une limite à l'application des mesures de sauvegarde sous la forme de restrictions quantitatives. En fait, les restrictions quantitatives ne peuvent pas ramener les quantités importées au-dessous du niveau d'une période récente, qui correspondra à la moyenne des importations effectuées pendant les trois dernières années représentatives pour lesquelles des statistiques sont disponibles, sauf s'il est clairement démontré qu'un niveau différent est nécessaire pour empêcher ou réparer un dommage grave. Ainsi, la deuxième phrase de l'article 5:1 interdit, en principe, les mesures correctives qui auraient une incidence sur la totalité des importations et elle donne fortement à entendre que les mesures de sauvegarde ne peuvent prendre en compte que l'accroissement des importations. Si la mesure corrective pouvait seulement prendre en compte l'accroissement des importations, le niveau maximal autorisé des mesures de sauvegarde devrait, en pratique, être inférieur à celui qui s'appliquerait s'il était admissible de s'en prendre à la totalité des importations. En particulier, les mesures de sauvegarde ne peuvent pas viser à ramener les importations au-dessous du niveau non dommageable où elles se situaient avant leur accroissement.[3336]

7.1448 Le Japon fait valoir que l'Accord sur les sauvegardes a pour objectif de répondre aux changements de la dynamique de la concurrence entre les importations et la branche de production nationale, que ces changements se manifestent sous forme d'un accroissement en termes absolus des

---

[3332] Deuxième déclaration orale faite par la Norvège au nom de tous les plaignants, paragraphes 9, 13 et 14.

[3333] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 243.

[3334] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 246.

[3335] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphes 109 et 110.

[3336] Réponses écrites des plaignants à la question n° 153 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

importations ou d'un accroissement par rapport à la production nationale. La question en cause ne concerne pas les effets des importations en soi, mais les effets de l'accroissement des importations. Il est également essentiel que la mesure ne cherche pas à remédier aux effets d'autres facteurs, et qu'elle prenne en compte les effets correctifs qui jouent déjà sur le marché, tels que les droits antidumping et compensateurs imposés depuis l'accroissement des importations.[3337] La Norvège ajoute que le fait de soutenir la concurrence des importations est une caractéristique normale d'un système commercial libre, fondé sur des règles, et ouvert et que les mesures de sauvegarde ne peuvent pas avoir pour objectif l'élimination de toutes les importations. Ce n'est qu'à l'accroissement soudain, récent et brutal qui cause le dommage grave auquel peut remédier la mesure.[3338]

7.1449 La Corée estime que la différence peut être importante entre le fait de s'intéresser à toutes les importations et celui de ne s'intéresser qu'aux importations qui se sont accrues. Premièrement, les autorités pourraient quantifier le dommage causé par le seul accroissement des importations (par exemple, les importations ont causé une baisse de 20 pour cent de la rentabilité). La mesure corrective consisterait alors à ramener la branche de production à ce niveau de rentabilité (20 pour cent). Dans cet exemple, c'est l'accroissement des importations uniquement qui serait visé. Deuxièmement, si les autorités ne pouvaient pas évaluer spécifiquement le montant exact du dommage causé par l'accroissement des importations, la mesure devrait prendre en compte le volume de l'accroissement des importations pour le réduire dans la même proportion et éliminer ses effets dommageables. Il s'agit d'une autre approche. Quelle que soit l'approche retenue, si c'est le volume total des importations et non leur accroissement qui est utilisé, le résultat sera très différent. En fait, ce n'est que lorsque les importations ont atteint un certain niveau qu'elles sont devenues dommageables.[3339]

7.1450 Le Brésil ajoute que le mécanisme de sauvegarde tout entier dépend du point de savoir s'il y a eu un accroissement des importations. C'est ce qui déclenche l'ouverture d'une enquête et qui constitue la condition liminaire au titre de l'article 2:1 à l'application des mesures de sauvegarde. Il est clair que le but essentiel des mesures de sauvegarde est de remédier au dommage grave ou à la menace de dommage grave causé par l'accroissement des importations. L'article 5:1 ne peut pas être interprété d'une manière qui aille à l'encontre de ce but. De l'avis du Brésil, l'article 5:1 lui-même étaye l'idée que le but de l'Accord sur les sauvegardes est de rétablir le *statu quo ante*, plus particulièrement l'état de la branche de production nationale avant que ne se fasse sentir l'effet de l'accroissement des importations. La limitation des restrictions quantitatives à la moyenne des trois dernières années représentatives dénote le rétablissement du *statu quo ante*. En effet, elle donne à entendre qu'il faut ramener les importations au niveau précédent leur accroissement et elle impose aux autorités compétentes la charge de justifier l'application de restrictions quantitatives qui ramènent les importations au-dessous du niveau d'une période représentative précédente.[3340] Les Communautés européennes, la Corée et le Brésil ajoutent qu'ils établiraient une distinction entre l'application des mesures de sauvegarde à l'égard des importations dans leur ensemble et l'application des mesures de sauvegarde pour réparer le dommage grave causé par un accroissement des importations. Comme d'après l'Accord sur les sauvegardes tel qu'il est libellé, les mesures de sauvegarde consistent à réparer

[3337] Réponse écrite du Japon à la question n° 153 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3338] Réponses écrites du Japon aux questions n° 112 et 115 posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite de la Norvège à la question n° 153 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3339] Réponse écrite de la Corée à la question n° 154 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3340] Réponse écrite du Brésil à la question n° 46 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

le dommage grave causé par un accroissement des importations, cette limitation est implicitement contenue dans l'article 5:1. Cependant, à leur avis, l'article 5:1 ne limite pas l'application des mesures de sauvegarde au seul accroissement des importations, mais il permet plutôt aux autorités compétentes d'appliquer des mesures de sauvegarde à l'égard de toutes les importations pour autant que leur effet correctif se limite à réparer le dommage grave causé par l'accroissement des importations.[3341]

7.1451 Les États-Unis répondent que, sur la base du raisonnement ayant conduit au libellé du paragraphe 260 du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, qui s'appuyait considérablement sur l'article 4:2[3342], l'expression "increased imports" (importations accrues) figurant dans la version anglaise de ce paragraphe doit être lue comme signifiant "increased imports" au sens de la version anglaise de l'article 4:2. Le terme "increased" est un participe passé qui régit le mot "imports", de sorte que le sens ordinaire de l'expression désigne des "importations" qui "[have] become greater in size, amount, duration, or degree; enlarge[d], extende[d], intensifie[d]" (dont la taille, le montant, la durée ou l'ampleur ont augmenté; qui ont grossi, qui ont pris de l'expansion, qui se sont intensifiées).[3343] Comme les importations qui se sont accrues ("increased") sont toutes les importations, l'expression doit être interprétée comme désignant la totalité des importations. Les États-Unis estiment que cette expression doit avoir une signification différente de l'expression "increase in imports" (accroissement des importations). Dans ce cas, le terme "increased" (accroissement) est un substantif et il signifie "[t]he result of increasing; the amount by which something is increased an addition" (le résultat de l'augmentation; le montant dont s'accroît quelque chose, un ajout).[3344] Par conséquent, l'expression "increased in imports" (accroissement des importations) équivaut à l'expression "only the increased" (accroissement seulement). Le contexte dans lequel figurent les expressions "increased imports" (importations accrues) et "increased in imports" (accroissement des importations) dans la version anglaise de l'article 4 confirme cette interprétation. Au titre de l'article 4:2 a), "le rythme d'accroissement des importations … et leur accroissement en volume" et "la part du marché intérieur absorbée par les importations accrues" sont les deux facteurs que doivent examiner les autorités compétentes dans leur analyse du point de savoir si un accroissement des importations a causé un dommage grave. Comme un rythme n'est pertinent que pour évaluer une variation, l'expression "increase in imports" désignerait la variation des importations par rapport aux niveaux précédents – c'est-à-dire qu'elle désignerait "only the imports" (les importations seulement). En revanche, l'expression "increased imports" (importations accrues) est le seul facteur mentionné dans la version anglaise de l'article 4:2 a) qui n'est pas qualifié de "rythme d'accroissement" ou de "variation du niveau". Elle doit donc désigner "la totalité des importations, y compris l'accroissement".[3345]

7.1452 Les États-Unis font observer que l'article 4:2 b) confirme en outre cette interprétation. La version anglaise dudit article requiert que soit constatée l'existence d'un lien de causalité entre les "increased imports" et le dommage grave, et il prévoit la non-imputation lorsque "factors other than increased imports are causing injury to the domestic industry at the same time" (des facteurs autres que des "increased imports" causent un dommage à la branche de production nationale en même temps). Si l'expression "increased imports" désignait seulement l'accroissement des importations, alors l'analyse du lien de causalité ne s'appliquerait qu'à l'accroissement et ne devrait pas tenir compte des niveaux préexistants des importations. Les États-Unis font valoir que, si aux termes de l'Accord

[3341] Réponse écrite des Communautés européennes, du Brésil et de la Corée à la question n° 47 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[3342] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 249 à 252.
[3343] The New Shorter Oxford English Dictionary, page 1342.
[3344] The New Shorter Oxford English Dictionary, page 1342.
[3345] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 153 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

sur les sauvegardes une telle analyse artificielle était prescrite, on s'attendrait que l'Accord l'exprime en termes plus clairs. Des considérations d'ordre pratique étayent par ailleurs cette conclusion. Contrairement aux importations d'un certain type de produits aux importations d'une provenance particulière, ou aux produits d'une société particulière, il est impossible d'établir la présence distincte de l'"increased in imports" (accroissement des importations) sur le marché et de déterminer son effet sur la branche de production nationale. Par exemple, si les importations de toutes provenances s'étaient accrues et étaient passées de 100 à 150 unités entre 1999 et 2000, il est évident qu'il y aurait eu un accroissement de 50 unités. Les autorités compétentes ne peuvent toutefois pas déterminer quelles sont parmi les 150 unités importées en 2000 les 50 unités particulières qui représentent "l'accroissement". Il leur serait donc impossible d'effectuer une analyse de "l'accroissement" en soi qui satisferait aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes.[3346]

7.1453 Les États-Unis rappellent aussi qu'aucune disposition de l'article 5:1 n'indique que les mesures de sauvegarde ne doivent s'appliquer qu'à l'accroissement des importations, plutôt qu'à toutes les importations qui se sont accrues, ajoutant que l'article premier confirme cette conclusion. L'article premier définit une mesure de sauvegarde comme étant une "mesure [ ] prévue [ ] à l'article XIX du GATT de 1994". L'article XIX du GATT de 1994 dispose pour sa part que si:

> "[U]n *produit* est importé sur le territoire d'[un Membre] en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrents, ce [Membre] aura la faculté, en ce qui concerne ce *produit*, de suspendre l'engagement en totalité ou en partie, de retirer ou de modifier la concession."

7.1454 Les États-Unis font valoir que, par conséquent, une mesure de sauvegarde peut, par définition, s'appliquer à l'égard d'un produit en tant que tel et non simplement de l'accroissement des importations de ce produit. L'article 2:1 fait pendant à l'article XIX en précisant qu'un Membre ne "pourra appliquer une mesure de sauvegarde à l'égard d'un *produit*" que s'il détermine que "ce *produit* est importé en quantités tellement accrues … et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave". La détermination de l'existence d'un dommage grave s'applique donc aussi à l'intégralité du produit importé. L'article 4 définit les conditions auxquelles doit être faite une telle détermination, que l'article 4:2 a) définit comme étant la détermination de "whether increased imports have caused or are threatening to cause serious injury ..." (si des "increased imports" a causé ou menace de causer un dommage grave ...) Par conséquent, la détermination dont il est question à l'article 4:2 est la même que la détermination mentionnée à l'article 2:1.[3347] En conséquence, l'expression "increased imports" figurant dans la version anglaise de l'article 4:2 a) – et ailleurs dans ledit article – désigne le "produit [qui] est importé en quantités tellement accrues … et à des conditions telles" mentionné à l'article 2:1.[3348] Le champ de la détermination mentionné à l'article 4:2 est donc le même que celui de la détermination figurant à l'article 2:1, – à savoir les "increased imports" dans leur ensemble. L'article 4:2 a) emploie l'expression "increase in imports" pour désigner

[3346] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 153 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3347] L'Organe d'appel a constaté que l'article 2:1 "telle qu'[il] est précisé[e] à l'article 4 de l'*Accord sur les sauvegardes*, énonce les *conditions* requises pour imposer une mesure de sauvegarde". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 95.

[3348] Ainsi que l'a fait observer l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Gluten de Froment*, "[e]n temps normal, par conséquent, les importations incluses dans les déterminations établies au titre des articles 2:1 et 4:2 devraient correspondre aux importations incluses dans le champ d'application de la mesure, au titre de l'article 2:2". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 96.

la variation des importations et l'expression "increased imports" pour désigner toutes les importations.[3349]

7.1455 Pour les États-Unis, les dispositions susmentionnées ci-dessus de l'Accord sur les sauvegardes et de l'article XIX montrent que l'examen du dommage grave, la détermination des autorités compétentes et l'application découlant d'une mesure de sauvegarde concernent tous les "increased imports" dans leur ensemble et pas simplement l'"increase in imports". Les États-Unis estiment qu'il est évident que l'examen mentionné à l'article 5:1 est fondé sur les importations dans leur ensemble.[3350]

c) "Faciliter l'ajustement"

7.1456 Les États-Unis estiment que le sens ordinaire du libellé de l'article 5:1 montre quels effets peut avoir une mesure de sauvegarde. Le terme "prevent" (prévenir) signifie "to forestall or thwart by previous or precautionary measures" (éviter ou contrecarrer par des mesures préalables ou des mesures de précaution); "provide beforehand against the occurrence of (something); make impracticable or impossible by anticipatory action; stop from happening" (devancer l'accomplissement de [quelque chose]; rendre irréalisable ou impossible en agissant par anticipation; mettre un terme à l'accomplissement de quelque chose).[3351] Le terme "remedy" (réparer) signifie "put right, reform (a state of things); rectify, make good" (remettre en état, réformer [un état de choses]; rectifier, remédier à quelque chose).[3352] Par conséquent, une mesure de sauvegarde est admissible si elle corrige un dommage existant imputé à un accroissement des importations ou si elle évite un tel dommage à l'avenir. L'expression "facilitate adjustment" (faciliter l'ajustement) signifie "to promote the adaptation to changed circumstances" (favoriser l'adaptation au changement de circonstances).[3353] La pratique suivie dans le cadre du GATT de 1947 indique que la comparaison des effets correctifs d'une mesure et du dommage causé par un accroissement des importations n'a pas une précision scientifique et cela a déjà été reconnu par le Groupe de travail chargé d'examiner l'affaire *États-Unis - Chapeaux en feutre de poil*, qui a dit qu'il était impossible de déterminer à l'avance et avec précision le niveau des droits à l'importation nécessaires pour permettre à une industrie américaine de soutenir la concurrence des fournisseurs étrangers dans les conditions actuelles de concurrence du marché américain et qu'il serait souhaitable que le gouvernement américain réexamine la situation périodiquement, compte tenu des conséquences que les taux des droits plus élevés actuellement en vigueur pourront exercer sur la situation économique.[3354] [3355]

7.1457 Les États-Unis font valoir que l'expression "faciliter l'ajustement" signifie favoriser l'adaptation au changement de circonstances.[3356] Ils considèrent, à la lumière des autres dispositions

---

[3349] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 47 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3350] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 262.

[3351] New Shorter Oxford English Dictionary, page 2348.

[3352] New Shorter Oxford English Dictionary, page 2540.

[3353] New Shorter English Dictionary, pages 27 et 903.

[3354] *États-Unis – Chapeaux de feutre en poil*, paragraphe 35. L'Organe d'appel a cité ce rapport dans le cadre de l'acquis du GATT de 1947. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 174.

[3355] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1025.

[3356] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1025, dans lequel est cité The New Shorter Oxford English Dictionary, pages 27 et 903 (où le terme "facilitate" (faciliter) est défini comme signifiant "make easy or easier; promote, help forward (an action, result, etc.)" (rendre facile ou plus facile; favoriser, faire avancer (une action, un résultat, etc.) et le terme "adjustment" (ajustement) comme signifiant

de l'Accord sur les sauvegardes, que le changement de circonstances en question est la poursuite des importations en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'elles causent ou menacent de causer un dommage grave auquel devra faire face la branche de production nationale une fois la mesure de sauvegarde retirée. Le dommage grave est défini en fonction des facteurs énumérés à l'article 4:2 a). Une mesure corrective destinée à "faciliter l'ajustement" pourrait prendre en compte tous ces facteurs. Les États-Unis estiment que la mention de l'expression "faciliter l'ajustement" à l'article 5:1 signifie l'ajustement à un "produit … importé en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave … " au titre de l'article 2:1. Une mesure de sauvegarde peut faciliter l'ajustement à la fois aux effets dommageables de l'accroissement des importations et aux "conditions associées" à ces importations qui causent un dommage grave, telles que les prix de ces importations. Les États-Unis estiment en outre que l'article 5:1 renferme une autorisation additive – la mesure peut à la fois prévenir ou réparer le dommage grave et faciliter l'ajustement. Par conséquent, si une mesure qui remédie pleinement au dommage grave ne facilite pas pleinement l'ajustement à la concurrence de l'accroissement des importations, un Membre peut appliquer une mesure dans une plus grande mesure. Les États-Unis précisent que l'expression "faciliter l'ajustement" signifie favoriser l'adaptation de la branche de production nationale à l'accroissement des importations, et non aux autres causes possibles du dommage. Par exemple, si les autorités compétentes déterminent que des facteurs autres que l'accroissement des importations, tels que de mauvaises décisions de gestion ou un fléchissement de la demande, ont également eu des effets dommageables sur la branche de production nationale, l'article 5:1 n'autoriserait pas l'application d'une mesure pour faciliter l'ajustement à ces effets dommageables. De l'avis des États-Unis, il ne s'agit pas d'une question sur laquelle doit se pencher le Groupe spécial dans le présent différend, puisque les États-Unis n'ont appliqué la mesure de sauvegarde à l'égard des produits pertinents que dans la mesure nécessaire pour réparer les effets dommageables des importations. Le niveau d'application des mesures n'a pas été relevé pour faciliter l'ajustement.[3357]

7.1458 Les États-Unis estiment qu'une démarche numérique visant simplement à remédier à la perte de bénéfices subie par une branche de production nationale au cours d'une période visée par une enquête et à revenir à un niveau de rentabilité normal ne peut pas vraiment rendre compte de toute l'ampleur de la nécessité de "faciliter l'ajustement" à la concurrence des importations conformément à l'article 5:1. Pour faciliter l'ajustement, la protection en question doit, entre autres choses, permettre aux entreprises d'effectuer de nouveaux investissements en équipement nécessaires, d'envisager la mise en place de mesures de restructuration et de consolidation, d'améliorer leur capacité de lever des capitaux et, souvent, de prendre des mesures exceptionnelles pour regagner le terrain perdu pendant la période où a été subi le dommage causé par les importations. En ce sens, de telles estimations numériques sont, par la force des choses, insuffisantes pour rendre pleinement compte du dommage subi par une branche de production nationale et des mesures correctives nécessaires pour faciliter l'ajustement.[3358]

7.1459 Pour les plaignants, le niveau maximal autorisé de la mesure corrective, tel que prévu à l'article 5:1, en ce qui concerne la rentabilité de la branche de production nationale, devrait tout au plus permettre de relever le niveau de cette rentabilité à hauteur seulement de la perte causée par l'accroissement des importations. Par exemple, s'il a été constaté que l'accroissement des importations a causé une baisse de x pour cent de la rentabilité de la branche de production nationale, la mesure

---

"the process of adjusting" (le fait de s'ajuster), lequel est défini à son tour comme signifiant "adapt oneself (to); get used to changed circumstances, etc." (s'adapter; s'habituer à un changement de circonstances, etc.)).

[3357] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3358] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1063.

corrective ne peut pas alors viser à relever la rentabilité de plus de x pour cent. Cela suppose que soit faite au préalable une détermination de l'ampleur du dommage subi par la branche de production nationale pour ce qui est de la baisse de la rentabilité résultant de l'accroissement des importations.[3359]

7.1460 De l'avis des États-Unis, les plaignants font abstraction du sens ordinaire des termes. Ils font valoir que "le niveau maximal autorisé de la mesure corrective devrait tout au plus permettre de relever le niveau de cette rentabilité à hauteur seulement de la perte causée par l'accroissement des importations".[3360] Ce faisant, ils ne tiennent toutefois pas compte de l'accumulation des effets dommageables causés par l'accroissement des importations, qui risque de poser un problème aussi sérieux que le dommage en cours. Leur interprétation de l'expression "mesures correctives" ne tient pas compte non plus du contexte immédiat de l'expression "faciliter l'ajustement" mentionnée à l'article 5:1. Une mesure qui ne ferait que ramener les prix ou la rentabilité à leurs niveaux antérieurs pourrait donner un répit de trois ans à la branche de production, mais celle-ci ne serait pas en meilleure position qu'avant l'application de la mesure pour faire face à l'accroissement des importations. Les États-Unis estiment en outre qu'en considérant que la mesure peut seulement réparer le dommage imputé à l'accroissement des importations[3361], les plaignants font peu de cas du silence de l'Organe d'appel sur l'importance de l'expression "et faciliter l'ajustement".[3362] En tout état de cause, l'interprétation des Communautés européennes va clairement à l'encontre de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord car elle supprimerait en fait les mots "et faciliter l'ajustement" de l'article 5:1. Par conséquent, pour les États-Unis, l'Accord sur les sauvegardes établit que "prévenir ou réparer le dommage grave" et "faciliter l'ajustement" sont des objectifs additifs. L'Organe d'appel a reconnu que l'un des objectifs de l'article 5:1 est de faciliter l'ajustement.[3363] En réalité, le fait de "faciliter l'ajustement" et celui de prévenir et de réparer le dommage grave sont des objectifs d'une égale importance. En l'absence d'ajustement, une mesure de sauvegarde n'aurait d'autre but que d'accorder un répit temporaire, à l'expiration duquel la branche de production ne serait pas dans une meilleure position que lorsque la mesure a été mise en place. Par ailleurs, si la mesure réussissait à promouvoir l'ajustement, la branche de production pourrait, à l'expiration de la mesure de sauvegarde, être mieux en mesure de faire face à la concurrence des importations sans avoir besoin de mesures correctives commerciales. De plus, le préambule de l'Accord sur les sauvegardes "[r]econnaî[t] l'importance de l'ajustement structurel et la nécessité d'accroître plutôt que de limiter la concurrence sur les marchés internationaux". En permettant à une branche de production nationale de s'ajuster à la concurrence des importations, une mesure de sauvegarde peut accroître la compétitivité ou l'efficience de cette branche de production, et renforcer ainsi le degré de concurrence à long terme sur les marchés internationaux.

7.1461 Les plaignants contestent l'idée avancée par les États-Unis selon laquelle ces derniers ont le droit d'accorder une réparation ou, plutôt, une "compensation" à leur branche de production pour les effets accumulés de l'accroissement passé des importations.[3364] Ils font aussi valoir que l'article 5:1 ne

---

[3359] *Voir*, par exemple, la réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 113 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3360] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 112 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; la Corée et le Brésil soulèvent des questions similaires dans leurs réponses écrites à la question n° 112 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3361] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 153 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; la Corée adopte une position similaire dans sa réponse écrite à la question n° 115 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3362] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 243.

[3363] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 96 (obligation "*de faire en sorte que cette mesure soit proportionnée aux objectifs consistant à prévenir ou à réparer le dommage grave et à faciliter l'ajustement*").

[3364] Deuxième déclaration orale faite par la Norvège au nom des plaignants, paragraphes 16 à 19.

confère pas le pouvoir de réparer un dommage autre qu'un dommage grave, donnant ainsi à entendre que même s'il était permis d'accorder une compensation pour un dommage grave passé, les autorités compétentes devraient déterminer avec précision quand s'est produit le dommage grave causé par l'accroissement des importations afin de déterminer le niveau de compensation autorisé. Les Communautés européennes ajoutent qu'il est étrange que les États-Unis appliquent une théorie de l'accumulation à l'accroissement des importations, mais refusent d'"accumuler" les effets des diverses causes de dommage autres qu'un accroissement des importations dans leur analyse de la non-imputation et du lien de causalité. Cela devrait être en particulier le cas pour les autres causes de dommage qui sont plus sensibles aux effets cumulés, tels que les charges héritées du passé ou la surcapacité, pour lesquelles il est évident qu'une analyse des tendances n'est pas suffisante. De fait, les charges héritées du passé et la surcapacité ont des effets dommageables non seulement si elles augmentent au cours de la période visée par l'enquête, mais également et surtout parce qu'elles s'accumulent.[3365]

7.1462 Les Communautés européennes rappellent le texte de la Proclamation présidentielle dans laquelle il est dit que les mesures ont été conçues pour aider la branche de production nationale à opérer un ajustement positif à la concurrence des importations et que leurs avantages économiques et sociaux supérieurs seront supérieurs aux coûts.[3366] Les Communautés européennes estiment que, selon les États-Unis, une branche de production nationale a droit à une autre "prime" (en plus de celle qui consiste à la protéger contre toutes les importations plutôt que contre l'accroissement des importations seulement) lorsqu'elle obtient l'application d'une mesure de sauvegarde puisque les États-Unis considèrent que le fait de "faciliter l'ajustement à la concurrence des importations" vise notamment à permettre aux entreprises d'effectuer de nouveaux investissements en équipement nécessaires et d'améliorer leur capacité de lever des capitaux. Pour les États-Unis, le retour à un "niveau de rentabilité normal" ne serait pas suffisant et il faudrait autoriser des investissements, une restructuration et la levée de capitaux. Les Communautés européennes ne sont pas d'accord et estiment que le fait que les États-Unis aient conçu leurs mesures de sauvegarde pour "aider la branche de production nationale à opérer un ajustement positif à la concurrence des importations [et déterminé] que leurs avantages économiques et sociaux supérieurs seront supérieurs aux coûts" montre en soi que les mesures de sauvegarde vont au-delà de la mesure permise par l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[3367]

7.1463 Les États-Unis répètent qu'au titre de l'article 5:1, les deux objectifs de la prévention ou de la réparation du dommage grave et de la facilitation de l'ajustement sont des objectifs additifs. Autrement dit, si l'application d'une mesure nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage imputé à l'accroissement des importations ne facilitait pas pleinement l'ajustement à l'accroissement des importations, un Membre pourrait appliquer la mesure dans une plus grande mesure.[3368] Les États-Unis estiment toutefois que même si elles étaient appréciées uniquement sur la base de leur

[3365] Réponses écrites des plaignants à la question n° 46 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3366] Proclamation présidentielle n° 7529 du 5 mars 2002, paragraphe 14 (pièce n° 13 des coplaignants).

[3367] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 508 à 512.

[3368] Les États-Unis indiquent que cette formulation ne donne pas à entendre qu'un Membre pourrait appliquer une mesure pour faciliter l'ajustement aux dommages imputables à des facteurs autres que l'accroissement des importations. Cette formulation reconnaît plutôt que la réparation du dommage imputable à l'accroissement des importations et la facilitation de l'ajustement à *l'accroissement des importations* sont tous deux des objectifs aussi valables d'une mesure de sauvegarde au titre de l'article 5:1. Par exemple, si un Membre considérait qu'une mesure qui réparait le dommage imputable à l'accroissement des importations ne facilitait pas l'ajustement à ces importations, il pourrait appliquer la mesure dans une plus grande mesure. Cependant, s'il estimait que la même mesure ne facilitait pas l'ajustement à d'autres facteurs – tels qu'un fléchissement de la demande -, il ne lui serait pas permis d'appliquer la mesure dans une plus grande mesure.

nécessité pour prévenir ou réparer un dommage grave, les mesures de sauvegarde visant l'acier satisferaient aux prescriptions de l'article 5:1. Ils font valoir que les analyses numériques (voir ci-dessous) montrent que ce sont précisément ce qu'ont permis de faire les mesures de sauvegarde.[3369]

7.1464 Le Japon et la Corée contestent[3370] l'interprétation que donnent les États-Unis de l'article 5:1, qu'ils considèrent être "additif". Selon les États-Unis, si une mesure est suffisante pour réparer un dommage grave mais qu'elle ne facilite pas l'ajustement, une mesure plus restrictive est autorisée au titre de l'article 5:1. D'après le Japon et la Corée, les États-Unis soutiennent que l'ajustement ne se limite pas à l'ajustement qui est requis pour faire face à l'accroissement des importations. En somme, les États-Unis semblent alléguer qu'ils peuvent imposer des mesures suffisantes pour réparer le dommage grave de toutes sources et, au besoin, les accroître pour faciliter l'ajustement à toutes les sources de ce dommage. Pour le Japon[3371], cette position est incompatible avec le raisonnement suivi dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, qui rattache l'analyse de la non-imputation au titre de l'article 4:2 b) à la mesure dans laquelle sont appliquées les mesures prises au titre de l'article 5:1. Elle est également contraire aux limites imposées à l'utilisation des mesures quantitatives au titre de l'article 5:1, dont il découle que les mesures en général se limitent au rétablissement du *statu quo ante*.[3372] La Corée[3373] fait observer que les États-Unis justifient dans le fond le niveau de protection additionnel qu'ils accordent à leur branche de production en faisant valoir que les importations ont des effets dommageables directs (que leur période de base corrige), mais qu'il y a aussi des effets dommageables additionnels qui se sont "accumulés" et qui justifient le doublement de la perte de marge bénéficiaire.[3374]

7.1465 Les plaignants font valoir que les États-Unis cherchent à justifier leur point de vue en disant qu'une branche de production ayant souffert de la concurrence des importations devrait non seulement se retrouver dans la même position qu'avant l'accroissement des importations, mais aussi dans une position encore meilleure grâce à l'octroi de ressources additionnelles destinées à opérer un ajustement structurel.[3375] À leur avis, les États-Unis allèguent que l'objectif visant à "faciliter l'ajustement" est un objectif "additif", qui s'ajoute à celui de la réparation du dommage grave.[3376] L'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes impose deux limites cumulatives à la mesure dans laquelle est appliquée une mesure de sauvegarde. La première limite est "la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave" et la deuxième limite est "la mesure nécessaire pour ... faciliter l'ajustement". Si la branche de production nationale a déjà une certaine capacité d'ajustement à l'accroissement des importations, la protection accordée ne peut pas alors éliminer la totalité du dommage causé par l'accroissement des importations, mais uniquement celui que la branche de production nationale ne peut pas éliminer elle-même.[3377] À cet égard, le Brésil[3378] fait valoir que le terme "facilitate"

[3369] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1079.
[3370] Réponses écrites du Japon et du Brésil à la question n° 112 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[3371] Réponse écrite du Japon à la question n° 112 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[3372] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 166; deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 111.
[3373] Réponse écrite de la Corée à la question n° 46 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[3374] Deuxième étape des "Safeguard Measure Worksheets" des États-Unis, pièce n° 56 des États-Unis.
[3375] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 184 et 187. Réponse écrite des États-Unis à la question n° 112 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond. Deuxième déclaration orale présentée par la Norvège au nom de tous les plaignants, paragraphes 15 à 17.
[3376] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 189.
[3377] Deuxième déclaration orale faite par la Norvège au nom des plaignants, paragraphes 15 à 17.

(faciliter) est défini dans le *New Shorter Oxford English Dictionary* comme signifiant: "make easy ou easier; promote, help forward (an action, result, etc.)" (rendre facile ou plus facile; favoriser, faire avancer (une action, un résultat, etc.)). Il est significatif que l'article 5:1 n'ait pas été rédigé dans les termes suivants: "assurer l'ajustement", "s'assurer de l'ajustement" ou "réaliser l'ajustement", toutes phrases qui laissent supposer quelque chose de plus que le simple fait de faciliter l'ajustement ou de l'aider. Le Brésil estime que l'emploi de l'expression "faciliter l'ajustement" à l'article 5:1 vise à imposer une limite à l'application des mesures de sauvegarde au-delà de "que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave". L'autre limite est que les mesures nécessaires pour prévenir ou réparer un dommage grave doivent aussi faciliter l'ajustement. Ce qui veut dire que les mesures qui permettent de prévenir ou de réparer un dommage grave peuvent être excessives dans la mesure où elles ne facilitent pas l'ajustement. Autrement dit, on ne peut pas imposer de mesures sauf si: i) elles sont limitées à la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave; et ii) à l'intérieur de cette limite, elles facilitent l'ajustement. Cette lecture de l'article 5:1 est compatible avec le préambule de l'Accord sur les sauvegardes qui témoigne du désir de pondérer "l'importance de l'ajustement structurel" par "la nécessité d'accroître plutôt que de limiter la concurrence sur les marchés internationaux". Conformément à ces objectifs, une mesure qui prévient ou répare un dommage grave mais ne facilite pas l'ajustement est excessive. Pour ce qui est du dommage qui est réparé et de l'ajustement qui est facilité, ils se limitent aux effets de l'accroissement des importations. C'est ce qu'établit clairement l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*.[3379] L'objectif de l'Accord sur les sauvegardes est d'accorder une période temporaire pendant laquelle une branche de production nationale peut s'ajuster à la concurrence des importations qui se sont manifestées sous la forme d'un accroissement des importations. L'objectif de l'Accord sur les sauvegardes n'est pas de prévenir ou de réparer le dommage causé par des sources autres que les importations ni de faciliter la capacité d'une branche de production nationale à faire face à des facteurs de concurrence autres qu'un accroissement des importations. Par conséquent, le fait que la branche de production affectée puisse être financièrement plus solide après une période de protection n'est pas pertinent à moins qu'elle n'ait opéré des ajustements qui lui permettront de mieux concurrencer les importations, compte tenu des circonstances ayant débouché sur l'accroissement des importations, une fois que la protection sera arrivée à expiration.[3380]

7.1466 La Corée relève que dans le modèle utilisé pour leur analyse au titre de l'article 5:1, les États-Unis ont doublé les marges d'exploitation par rapport à celles de la période de base afin visiblement de prendre en compte la nécessité de faciliter l'ajustement.[3381] Si les États-Unis n'avaient pas l'intention de se fonder sur cette approche "du dommage couplé à l'ajustement"[3382] – et ils ne

---

[3378] Réponse écrite du Brésil à la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3379] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 260.

[3380] Réponse écrite du Brésil à la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3381] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1074, dans lequel il est dit: "Toute hausse des prix devrait ramener les prix intérieurs au moins à un niveau tel que le revenu d'exploitation ne se ressentirait pas de l'effet de l'accroissement des importations sur les prix, et ensuite les majorer d'un autre montant pour neutraliser les effets négatifs des importations effectuées entre 1998 et 2000 *et pour faciliter l'ajustement*" (pas d'italique dans l'original). Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1097, et pièce n° 56 des États-Unis, "Safeguard Measures Worksheets", calcul effectué à la deuxième étape pour chaque produit. Pièce n° 14 de la Corée dans laquelle est critiquée la nécessité de cet ajustement additionnel du revenu d'exploitation visé.

[3382] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 189.

peuvent pas le faire, ainsi que l'a déjà dit l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* – alors toute leur justification est irrémédiablement erronée.[3383]

7.1467 Les États-Unis répondent que l'accroissement des importations peut avoir des effets dommageables immédiats sur la branche de production nationale. Par exemple, un simple accroissement peut faire perdre des ventes à la branche de production nationale et réduire sa part de marché, ce qui se traduirait par une diminution de son revenu. La branche de production nationale pourrait alors être obligée d'abaisser ses prix pour redresser le volume de ses ventes ou regagner sa part de marché. Les circonstances dans lesquelles se produit l'accroissement des importations - c'est-à-dire les conditions dans lesquelles les produits sont importés - peuvent aussi avoir des effets dommageables immédiats. Dans l'un ou l'autre cas, la branche de production subira immédiatement une baisse de ses revenus et de ses bénéfices, et probablement de sa marge bénéficiaire. La baisse des revenus est également susceptible de réduire les liquidités de la branche de production. Ces effets immédiats peuvent aussi se traduire par des effets à long terme. Une branche de production enregistrant une diminution de ses revenus, du volume de ses ventes, de ses prix et/ou de ses bénéfices qui est liée aux importations aura moins de fonds à consacrer à l'achat des nouveaux équipements ou installations nécessaires, à l'entretien des équipements et installations existants, à l'amélioration de la formation des employés ou à la mise en œuvre de programmes de réduction des coûts. La branche de production peut devoir se séparer d'employés compétents ou réduire ses dépenses en recherche et développement nécessaires pour que ses produits demeurent compétitifs. Les pertes qu'elle subit peuvent l'obliger à faire des ponctions sur ses réserves de liquidités. Face à cette détérioration de la situation financière de la branche de production, les créanciers peuvent exiger des taux d'intérêt plus élevés (pour tenir compte du risque accru de défaut de paiement) ou refuser carrément d'accorder des prêts. Pour les producteurs dont les actions sont cotées en bourse, il est probable que le cours de leurs actions baissera, ce qui réduira leur capacité de financer de nouveaux projets par des émissions d'actions. Selon les États-Unis, outre leurs effets sur les prix, le volume des ventes et les revenus de la branche de production nationale, les importations auront des effets sur les conditions fondamentales dans lesquelles opère la branche de production – ses actifs, ses réserves de liquidités, les employés qu'elle a formés et sa capacité de lever des capitaux. Si rien n'est fait pour remédier aux effets immédiats des importations, ces conditions fondamentales s'aggraveront progressivement. Les États-Unis qualifient ce phénomène d'accumulation des effets dommageables, et ils font valoir que les données recueillies par l'USITC montrent à quel point les effets dommageables des importations peuvent s'accumuler.[3384]

7.1468 À titre d'illustration, les États-Unis font observer que la situation des CPLPAC nationaux s'est détériorée tout au long de la période visée par l'enquête, ce qui contraste fortement avec la hausse constante et importante de la demande qui a aussi marqué cette période.[3385] En 1996 et 1997, la branche de production nationale a enregistré des bénéfices d'exploitation satisfaisants et elle a effectué d'importants investissements en équipement alors que le marché intérieur était en expansion. Au cours de la dernière partie de la période visée par l'enquête, la situation de la branche de production s'est toutefois fortement détériorée, au point où des pertes importantes ont été subies à la fin même de la période.[3386] Ces pertes ont eu d'importants effets négatifs sur les liquidités de la branche de

[3383] Réponse écrite de la Corée à la question n° 46 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3384] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 46 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3385] Rapport de l'USITC, pages 56 et 60.

[3386] Les États-Unis estiment qu'en 1996 et 1997, la branche de production nationale avait enregistré un bénéfice d'exploitation positif représentant 4,3 et 6,1 pour cent des ventes, respectivement. Ce pourcentage est tombé à 4,0 pour cent en 1998, et il s'est transformé en des pertes de 0,7 pour cent en 1999 et de 1,4 pour cent

production nationale. En 1996, la branche de production des CPLPAC disposait de liquidités de 2,1 milliards de dollars EU, qui sont passées à 2,7 milliards de dollars EU en 1997 avant de descendre à 2,1 milliards de dollars EU en 1998. En 1999, les liquidités étaient tombées à 0,9 milliard de dollars EU (soit à peine un tiers du niveau de 1997) et elles ont encore baissé en 2000 pour s'établir à 0,7 milliard de dollars EU. Au premier semestre de 2001, les liquidités de la branche de production nationale étaient devenues négatives et s'établissaient à 0,8 milliard de dollars EU, comparativement à des liquidités positives de 1,2 milliard de dollars EU au cours des six premiers mois de 2000.[3387] Le revenu d'exploitation s'est transformé en une perte d'exploitation et le solde positif des liquidités en un solde négatif au moment où baissait la VUM des expéditions commerciales de CPLPAC. En 1996, la VUM des CPLPAC s'établissait à 470 dollars EU. En 2000, elle avait baissé de 11 pour cent pour tomber à 418 dollars EU. Au premier semestre de 2001, la VUM des CPLPAC était tombée à 373 dollars EU, ce qui représentait une baisse de prix de 20 pour cent depuis 1996.[3388] Le nombre de travailleurs de la production est demeuré stable entre 1996 et 1998, mais par la suite, entre 1998 et 1999, le nombre de travailleurs affectés à la production et à des tâches connexes avait chuté de plus de 4 000, soit de plus de 4,2 pour cent.[3389] Le nombre d'heures travaillées a connu la même évolution. Le nombre d'heures travaillées et le nombre de travailleurs affectés à la production et à des tâches connexes ont tous deux été plus faibles au premier semestre de 2001 qu'au premier semestre de 2000. Alors que se détérioraient les résultats financiers de la branche de production, les dépenses d'équipement ont elles aussi diminué. Entre 1996 et 1998, la branche de production nationale a consacré 2,3 milliards, 2,5 milliards et 2,3 milliards de dollars EU aux dépenses d'équipement, respectivement. En 1999, ces investissements étaient tombés à 1,8 milliard de dollars EU, puis à 1,5 milliard de dollars EU en 2000. Si l'on compare les données de la période intermédiaire pour 2000 et 2001, on constate une autre diminution, les dépenses ayant totalisé 478 millions de dollars EU au premier semestre de 2000, comparativement à 361 millions de dollars EU au cours de la même période en 2001.[3390] [3391]

7.1469 De la même manière, pour les barres d'armature, les États-Unis indiquent que les importations ont culminé en 1999 et qu'elles sont demeurées à des niveaux élevés par la suite. Cependant, même lorsqu'elles ont quelque peu ralenti au cours de la période intermédiaire de 2001, les importations ont continué d'avoir des effets dommageables qui se sont conjugués aux effets dommageables accumulés et continus des importations des années précédentes. Plus précisément, les importations de barres d'armature (y compris et non compris les importations en provenance de pays membres de l'ALENA) ont atteint un sommet en 1999, l'avant-dernière année de la période visée par l'enquête. Les importations totales de barres d'armature se sont élevées à 1,83 million de tonnes cette année-là, soit une hausse de plus de 300 pour cent par rapport aux niveaux de 1996. Les importations totales ont ensuite légèrement baissé pour descendre à 1,67 million de tonnes en 2000, avant de remonter à

---

en 2000. Au premier semestre de 2001, la perte d'exploitation a brusquement atteint 11,5 pour cent. Rapport de l'USITC, page 53. En dollars, la branche de production nationale a affiché un revenu d'exploitation de 1,2 milliard de dollars EU en 1996 qui s'est élevé à 1,8 milliard de dollars EU en 1997, puis qui est tombé à 1,1 milliard de dollars EU en 1998. Par la suite, le revenu d'exploitation s'est transformé en des pertes sans cesse croissantes – 181 millions de dollars EU en 1999 et 370 millions de dollars EU en 2000. Au cours des six premiers mois de 2001, la perte d'exploitation a atteint 1,3 milliard de dollars EU, comparativement à un revenu d'exploitation de 538 millions de dollars EU au cours des six premiers mois de 2000. Rapport de l'USITC, FLAT, pages 24 à 28, tableaux FLAT-20 à FLAT-25.

[3387] *Ibid.*

[3388] Rapport de l'USITC, page 53.

[3389] Rapport de l'USITC, page 54.

[3390] Rapport de l'USITC, FLAT, pages 24 à 28, tableaux FLAT-20 à FLAT-25. Les États-Unis obtiennent ces chiffres en additionnant les dépenses d'équipement qui ont été déclarées.

[3391] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 46 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

852 000 tonnes au cours de la période intermédiaire de 2001.[3392] Même si elles ont atteint un sommet en 1999, les importations de barres d'armature sont restées à des niveaux sensiblement plus élevés en 2000 et au cours de la période intermédiaire de 2001 qu'entre 1996 et 1998. Selon les États-Unis, cela a eu pour effet de faire chuter les prix en 2000 et au cours de la période intermédiaire de 2001 à des niveaux encore plus bas qu'en 1999. Les valeurs unitaires des expéditions nationales sont tombées de 274 dollars EU/tonne en 1999 à 269 dollars EU/tonne en 2000 et à 265 dollars EU/tonne au cours de la période intermédiaire de 2001, les producteurs nationaux ayant dû réduire leurs prix face aux niveaux sans cesse plus élevés des importations. (La valeur des ventes commerciales nettes est également descendue à un niveau plancher de 266 dollars EU/tonne en 2000 et au cours de la période intermédiaire de 2001. Produits en acier, volume 2, LONG, page 35.) La valeur unitaire des barres d'armature a encore baissé de 9 dollars EU par tonne entre 1999 et juin 2001, alors que les importations étaient légèrement redescendues du sommet atteint en 1999.[3393] Les producteurs de barres d'armature des États-Unis ont déclaré un faible revenu d'exploitation de 43,9 millions de dollars EU en 1999, l'année où les importations ont atteint leur sommet. Cependant, le niveau continuellement élevé des importations conjugué aux réductions des prix de vente s'est traduit par une perte d'exploitation de 59,9 millions de dollars EU en 2000.[3394] En pourcentage des ventes commerciales nettes, le bénéfice d'exploitation de la branche de production, qui s'établissait à 5,0 pour cent en 1999, s'est transformé en une perte d'exploitation de 1,6 pour cent. Par suite de la chute de la rentabilité, les liquidités et les dépenses d'équipement et de R&D sont descendues à leurs plus bas niveaux en 2000. Les dépenses d'équipement sont tombées de 108 millions de dollars EU en 1996 à 62,1 millions de dollars EU en 1999, puis à 49,4 millions de dollars EU en 2000.[3395] Comme les grandes dépenses d'équipement doivent être planifiées dans la sidérurgie, les États-Unis allèguent qu'il faut s'attendre que la poussée des importations au début de la période visée par l'enquête oblige les producteurs nationaux à réduire leurs dépenses d'équipement vers la fin de la période. (En fait, étant donné les délais d'exécution des dépenses d'équipement, le fait qu'une poussée des importations se produise en même temps exactement qu'une baisse des dépenses ne saurait être qu'une pure coïncidence.)[3396]

7.1470 Pour le Japon et la Corée[3397], la mesure corrective doit se limiter à l'accroissement des importations parce que c'est ce que signifie la "proportionnalité". L'ajustement doit se faire en fonction des accroissements des importations et non des autres conditions du marché, etc. Somme toute, la branche de production doit être en position de soutenir la concurrence des importations après le retrait de la mesure de protection. Ce "répit temporaire" que fournissent les sauvegardes doit permettre de s'ajuster à la concurrence d'un accroissement des importations. La Corée ajoute[3398] que le fait de donner à entendre que l'Accord sur les sauvegardes ne prescrit pas que la mesure de protection doit être adaptée à la capacité de la branche de production de s'ajuster à l'accroissement des importations va à l'encontre du but et de l'objet de l'Accord sur les sauvegardes. Premièrement, l'article 5:1 est assez clair – l'imposition d'une mesure de protection est subordonnée à deux conditions mutuelles – la mesure de protection doit se limiter à la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement à l'accroissement des importations. En outre, il serait

[3392] Rapport de l'USITC, LONG, page 11.
[3393] Rapport de l'USITC, LONG, page 23.
[3394] Rapport de l'USITC, LONG, page 35.
[3395] Rapport de l'USITC, LONG, page 35.
[3396] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 46 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[3397] Réponses écrites du Japon et de la Corée à la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[3398] Observations additionnelles de la Corée sur la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

contraire à l'objet et au but tout entier de l'Accord sur les sauvegardes qu'elle ne se limite pas à la protection nécessaire pour permettre un ajustement à l'accroissement des importations. Si l'on prend la situation extrême, à savoir qu'une branche de production soit incapable de s'ajuster à l'accroissement des importations, il n'y aurait aucune raison d'accorder une protection; la nécessité de prendre une "mesure d'urgence" serait inexistante. Dans son préambule, l'Accord sur les sauvegardes reconfirme "l'importance de l'ajustement structurel et la nécessité d'accroître plutôt que de limiter la concurrence sur les marchés internationaux". (Si une branche de production ne peut pas s'ajuster à la concurrence des importations, il devrait y avoir un ajustement structurel.) L'article 7:2 de l'Accord sur les sauvegardes reprend les deux conditions auxquelles est subordonné l'octroi d'une protection (à savoir il existe des "éléments de preuve" selon lesquels la branche de production procède à des ajustements) et l'article 7:4 indique clairement qu'il faudrait faire tous les efforts possibles pour faciliter l'ajustement en libéralisant progressivement la mesure. Autrement dit, pris dans leur ensemble, les termes de l'Accord sur les sauvegardes indiquent clairement que la facilitation de l'ajustement à l'accroissement des importations doit être un facteur primordial pour établir le niveau de la protection, libéraliser le niveau de la protection ou accorder la protection. Logiquement, l'ajustement de la branche de production à la concurrence des importations doit être l'objectif de la mesure, et toute mesure corrective qui va au-delà de la protection nécessaire pour réaliser cet objectif ne serait pas limitée à la mesure dans laquelle il est admissible de l'appliquer. On trouve d'autres éléments de preuve que c'est à la concurrence des importations que doit s'effectuer un tel ajustement à l'article 7:4, qui dispose que la mesure devrait être libéralisée (c'est-à-dire que les restrictions des importations devraient être assouplies) afin de "faciliter l'ajustement". Il est évident que la protection est progressivement retirée pour que l'ajustement se fasse à la concurrence des importations. Pour s'y conformer, il faudrait constater que la branche de production peut s'ajuster à la concurrence des importations et qu'elle dispose d'un plan pour le faire, afin qu'une telle constatation soit dûment étayée par les faits. Dans certaines circonstances, des importations peuvent causer un dommage à une branche de production, mais comme celle-ci ne peut pas s'ajuster, il ne serait pas justifié de lui accorder une protection. Autrement dit, les deux prescriptions de l'article 5:1 limitent la mesure dans laquelle il est admissible d'accorder une protection, de sorte que l'une ou l'autre prescription pourrait avoir pour effet de limiter ou de réduire la mesure dans laquelle il est admissible d'imposer la mesure. La Corée fait observer que, de toute façon, aucun élément de preuve n'a été versé au dossier et aucun élément de preuve n'a même été présenté par les États-Unis au Groupe spécial pour indiquer de quelle manière la protection était nécessaire pour permettre un quelconque ajustement, et encore moins pour permettre un ajustement à l'accroissement des importations uniquement. Les États-Unis ont même nié que l'ajustement avait été une considération pour établir le niveau de la protection.[3399] [3400]

7.1471 La Chine estime que, s'il est question de "faciliter les ajustements" à l'article 5:1, cela peut signifier le fait de relâcher la pression exercée par l'accroissement des importations sur la branche de production nationale. Comme les mesures ne peuvent s'appliquer que dans la mesure nécessaire pour réparer le dommage causé par la poussée des importations, l'ajustement ne devrait pas concerner les importations qui se situent en deçà du niveau à partir duquel peuvent être appliquées les mesures de sauvegarde.[3401]

7.1472 Les États-Unis contestent les assertions de la Corée selon lesquelles "[p]our s'y conformer, il faudrait constater que la branche de production peut s'ajuster à la concurrence des importations et qu'elle dispose d'un plan pour le faire". Pour les États-Unis, aucune disposition de l'Accord sur les

[3399] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 119.

[3400] Réponse écrite du Japon et de la Corée à la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3401] Réponse écrite de la Chine à la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

sauvegardes ne prescrit qu'une branche de production présente un plan d'ajustement, ni que les autorités compétentes (ou le Membre lui-même) déterminent que la branche de production "peut s'ajuster". L'article 4:2 a) indique clairement ce que doivent considérer les autorités compétentes - "tous les facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de [la] branche [de production]". Ledit article établit que cette obligation fait partie de "l'enquête visant à déterminer si un accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave". Il ne mentionne pas la facilitation de l'ajustement. Par conséquent, les facteurs "pertinents" sont ceux qui se rapportent au dommage ou au lien de causalité. La capacité de la branche de production de s'ajuster à la concurrence des importations (ou tous plans d'ajustement de la branche de production) ne fait pas progresser cette enquête et n'est donc pas "pertinente" au sens de l'article 4:2 a). Les États-Unis font observer que l'article 5:1 traite de l'imposition des mesures de sauvegarde et qu'il n'exige pas l'examen de facteurs particuliers. Il n'oblige donc pas un Membre à examiner la capacité de la branche de production de s'ajuster, ni n'exige de la branche de production nationale qu'elle présente un plan d'ajustement. Le fait de lire dans l'Accord sur les sauvegardes qu'il exige que la branche de production dans son ensemble s'entende sur les efforts d'ajustement à entreprendre donnerait en fait à entendre qu'il existe dans l'Accord une obligation de créer des cartels ou une acceptation des ententes collusoires entre les producteurs nationaux. Aucune disposition de l'Accord sur les sauvegardes n'étaye une telle conclusion.[3402]

7.1473 Au sujet également de l'assertion de la Corée, on ne sait pas très bien dans quelle disposition exactement la Corée considère qu'une telle conformité est prescrite. La Corée relève aussi que l'article 7:2 exige des éléments de preuve que la branche de production "procède à des ajustements", et que l'article 7:4 prescrit la libéralisation progressive de la mesure "afin de faciliter l'ajustement"[3403], et les États-Unis estiment que la Corée n'explique pas de quelle manière l'une ou l'autre de ces obligations est pertinente à la décision initiale consistant à déterminer si et dans quelle mesure doit s'appliquer une mesure de sauvegarde. En fait, l'article 7:2 envisage une analyse de l'efficacité de la mesure après sa mise en place, et il est certain qu'un Membre ne peut pas effectuer une telle analyse avant d'appliquer la mesure. L'article 7:4, qui ne fait pas l'objet d'une allégation formulée par l'une quelconque des parties, traite de la réduction du niveau d'application d'une mesure après son entrée en vigueur initiale. Il est difficile de concevoir comment cette disposition s'appliquerait à la décision concernant le niveau initial d'application d'une mesure, plutôt qu'à toute réduction subséquente de son application. De toute façon, un plan d'ajustement ou des constatations avant application concernant l'ajustement ne sont pas nécessaires pour qu'un Membre détermine ultérieurement s'il a été procédé à un ajustement. Par conséquent, un Membre n'est pas tenu de demander un plan d'ajustement de la branche de production ni de faire une constatation selon laquelle la branche de production "peut s'ajuster" afin de "se conformer" aux dispositions de l'article 7:2 et 7:4.[3404]

7.1474 Les États-Unis ajoutent que la Corée affirme que l'expression "faciliter l'ajustement" figurant à l'article 5:1 signifie que "la branche de production doit être en position de soutenir la concurrence des importations après le retrait de la mesure de protection" et que "le répit temporaire que fournissent les sauvegardes doit servir à s'ajuster à la concurrence d'un accroissement des importations".[3405] Ces affirmations prennent l'objectif d'une mesure de sauvegarde, qui est de faciliter l'ajustement de la

[3402] Observations additionnelles des États-Unis sur la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3403] Réponse écrite de la Corée à la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3404] Observations additionnelles des États-Unis sur la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3405] Réponse écrite de la Corée à la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

branche de production nationale à la concurrence des importations, pour une obligation. Un Membre ne peut pas garantir à l'avance qu'une mesure de sauvegarde permettra de réaliser un plein ajustement à la concurrence des importations. D'autres facteurs pourraient nuire à l'efficacité d'une mesure. Les États-Unis estiment que l'interprétation de la Corée ne tiendrait pas non plus compte du terme "faciliter". Ainsi que l'indiquent les Communautés européennes et le Brésil, le terme "facilitate" (faciliter) signifie "make easy or easier; promote, help forward (an action, result, etc.)" (rendre facile ou plus facile; favoriser, faire avancer (une action, un résultat, etc.)).[3406] De plus, selon les Communautés européennes, "il suppose donc une contribution à un résultat – et non la garantie d'un résultat".[3407] Par conséquent, l'article 5:1 ne peut pas être interprété comme obligeant un Membre à s'assurer, avant de prendre une mesure de sauvegarde, que la branche de production pourra soutenir la concurrence des importations après le retrait d'une mesure de sauvegarde.[3408]

7.1475 Les États-Unis font valoir que, par conséquent, l'article 5:1 n'étaye pas le point de vue de la Corée selon lequel un Membre devrait exiger de la branche de production nationale qu'elle présente un plan d'ajustement et établir une constatation à l'effet que la branche de production peut s'ajuster. Les articles 5:1, 7:2 et 7:4 sont les seules dispositions des accords visés de l'OMC qui figurent dans la réponse de la Corée. Comme ils n'étayent pas l'argument de la Corée, le Groupe spécial devrait rejeter cet argument. Enfin, même si l'article 5:1 n'exige pas de plans d'ajustement ni d'analyse de la capacité de la branche de production de s'ajuster, la législation des États-Unis en matière de sauvegardes envisage la présentation de plans d'ajustement par les producteurs nationaux.[3409] Bon nombre des producteurs nationaux des dix produits faisant l'objet des mesures de sauvegarde visant l'acier ont présenté des plans. En outre, l'USITC a demandé aux producteurs d'indiquer les mesures qu'ils prendraient pour s'ajuster à la concurrence des importations. Les producteurs ont fourni ces renseignements sous la forme principalement d'objectifs particuliers à leur entreprise (et généralement confidentiels).[3410] [3411]

[3406] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, dans laquelle est cité le New Shorter Oxford English Dictionary (version électronique) (janvier 1997). Le Brésil soulève une question similaire dans sa réponse écrite à la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3407] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond; le Brésil soulève une question similaire dans sa réponse écrite à la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond. "Les États-Unis souscrivent à cette interprétation du terme "faciliter". (En fait, la définition est citée au paragraphe 1025 de la première communication écrite des États-Unis.) Cependant, les États-Unis marquent leur désaccord avec la conclusion des Communautés européennes et du Brésil selon laquelle cela signifie que la capacité d'un Membre de faciliter l'ajustement à la concurrence des importations est délimitée par la nécessité de prévenir ou de réparer un dommage grave. Si l'expression "rendre plus facile" ou "favoriser" l'ajustement aux effets dommageables des importations (par opposition aux effets des autres facteurs ayant des effets dommageables) exigeait l'application d'une mesure au-delà de la mesure nécessaire pour réparer les effets dommageables des importations, l'article 5:1 permettrait l'application d'une telle mesure."

[3408] Observations additionnelles des États-Unis sur la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3409] Article 202 a) 4) de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur, 19 U.S.C., § 2252 a) 4) ("Un requérant au sens du paragraphe 1) peut présenter à la Commission et au Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales ... soit la requête, soit à tout moment dans un délai de 120 jours après la date du dépôt de la requête, un plan visant à faciliter l'ajustement positif à la concurrence des importations".) Bien entendu, le fait que la législation des États-Unis – qui est indépendante de l'Accord sur les sauvegardes ou de l'article XIX de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 – envisage des plans d'ajustement ne fait pas de ceux-ci une obligation internationale.

[3410] On trouvera un résumé de ces plans aux pages 361 et 362, 374, 382, 389, 396, 403 et 412 du rapport de l'USITC. Les efforts d'ajustement proposés sont présentés sous forme de tableaux dans FLAT, page 78; LONG, pages 102 et 103; TUBULAR, page 66; et STAINLESS, page 91 du rapport de l'USITC.

7.1476 Les États-Unis contestent également l'affirmation de la Corée selon laquelle "aucun élément de preuve n'a été versé au dossier et aucun élément de preuve n'a même été présenté par les États-Unis au Groupe spécial pour indiquer de quelle manière la protection était nécessaire pour permettre un quelconque ajustement, et encore moins pour permettre un ajustement à l'accroissement des importations uniquement". Les États-Unis relèvent plutôt que le dossier renferme en fait de tels éléments de preuve. En ce qui concerne les CPLPAC, les barres laminées à chaud, les barres parachevées à froid, les barres d'armature, les tubes et tuyaux soudés, les ABJT, les barres en aciers inoxydables et les fils machine en aciers inoxydables, la majorité des membres de l'USITC a constaté que les importations étaient vendues à des prix inférieurs à ceux des produits nationaux, et que cette situation avait un effet négatif sur les prix des producteurs nationaux.[3412] L'USITC a en outre constaté que la réduction des prix contribuait à faire baisser la rentabilité. Enfin, l'USITC a constaté que les initiatives des branches de production nationales en matière d'équipement, et de recherche et développement s'en ressentaient. Pour chacun des produits, les données concernant les volumes et les valeurs des importations montrent que les producteurs étrangers étaient disposés à augmenter considérablement leurs ventes de ces produits à bas prix et qu'ils pouvaient le faire. Pour les États-Unis, le mécanisme visant à empêcher des hausses des prix et à déprimer les prix est évident. Lorsque les importations accrues se vendent à des prix inférieurs à ceux des produits nationaux comparables, les acheteurs peuvent opter pour les importations à moindre prix. Menacés de perdre des ventes, les producteurs nationaux peuvent être obligés d'abaisser leurs prix. Tant que les importations sont écoulées sur le marché à des prix inférieurs à ceux des produits nationaux comparables, il est difficile, voire impossible, pour les producteurs nationaux d'améliorer leur situation en relevant leurs prix. En montrant que les importations peuvent s'accroître de façon spectaculaire, leur poussée récente rendrait vraisemblables les menaces des consommateurs de remplacer les ventes de produits nationaux par des importations et elle leur permettrait d'être mieux en mesure d'obtenir des réductions de prix. L'effet sur la capacité de la branche de production de s'ajuster est tout aussi évident. Une branche de production dont la rentabilité est faible ou négative ne peut pas mobiliser les fonds nécessaires au financement de l'ajustement. Les banques ne lui consentiront pas de prêts et les investisseurs ne lui fourniront pas les capitaux nécessaires à la restructuration, à l'achat d'équipement plus efficient, au recyclage des travailleurs, ou à l'adoption de toute autre mesure susceptible de faciliter l'ajustement.[3413]

7.1477 Les États-Unis font valoir qu'il ne fait aucun doute que l'application des mesures de sauvegarde faciliterait l'ajustement de la branche de production. Une hausse du prix des importations atténuerait les effets négatifs sur les prix des producteurs nationaux, ce qui permettrait vraisemblablement de redresser la rentabilité. Les données versées au dossier de l'USITC montrent que, du moins au premier semestre de 2001, les conditions en vigueur sur le marché n'étaient pas telles que les prix des importations auraient d'eux-mêmes suffisamment augmenté. Une mesure de sauvegarde permettrait de soutenir les prix des importations et de relâcher les pressions exercées sur les prix des producteurs nationaux. Aucune partie n'a proposé d'autres moyens pour relever les prix intérieurs et les prix des importations. Par conséquent, les mesures de sauvegarde étaient nécessaires pour faire augmenter les prix intérieurs et pour fournir ainsi les fonds qui faciliteraient l'ajustement. Il ne faudrait pas craindre que les mesures tarifaires appliquées par les États-Unis prennent également en compte les effets d'autres causes dont il est supposé qu'elles avaient un effet négatif sur les diverses branches de production. Par exemple, les mesures tarifaires n'élimineraient pas la capacité

[3411] Observations additionnelles des États-Unis sur la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3412] Rapport de l'USITC, pages 61 et 62, 97, 106, 113, 163, 176, 211, et 220 et 221.

[3413] Observations additionnelles des États-Unis sur la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

excédentaire, ne relanceraient pas une demande léthargique ni ne régleraient les problèmes auxquels étaient prétendument confrontés des producteurs particuliers. Il est donc clair que les mesures de sauvegarde visant l'acier faciliteront l'ajustement de la branche de production à la concurrence des importations.[3414]

7.1478 Enfin, les États-Unis[3415]contestent l'affirmation de la Corée selon laquelle "[l]es États-Unis ont même nié que l'ajustement avait été une considération pour établir le niveau de la protection". Pour les États-Unis, cette affirmation représente en quelque sorte un revirement de position, du fait que les plaignants avaient auparavant fait valoir que les États-Unis s'attachaient à la nécessité de faciliter l'ajustement et ne tenaient pas compte de la prévention ou de la réparation du dommage grave.[3416] Le seul argument que cite la Corée à l'appui de sa qualification entièrement opposée de la position des États-Unis figure au paragraphe 119 de la deuxième déclaration orale des États-Unis.[3417] Ce paragraphe est libellé comme suit:

> "Ainsi que nous l'avons indiqué dans notre première communication écrite, nos opérations numériques sont fondées uniquement sur la réparation des effets dommageables de l'accroissement des importations tels qu'ils sont définis par l'USITC, et elles n'établissent pas que l'ajustement à la concurrence des importations exigeait l'application de la mesure de sauvegarde *au-delà de cette mesure*." (pas d'italique dans l'original)

Cependant, la Corée passe sous silence le paragraphe précédent, où il est dit ce qui suit:

> "Il est également clair que les notions de réparation du dommage grave et de facilitation de l'ajustement se chevauchent dans une certaine mesure. Le fait de "rectifier" les effets dommageables de l'accroissement des importations ou d'y "remédier" fournira à la branche de production les ressources qui lui permettront de mieux faire face à la concurrence des importations au moment du retrait de la mesure de sauvegarde. En fait, c'est l'objet même d'une mesure de sauvegarde – accorder un répit temporaire pour que la branche de production *puisse* s'ajuster."[3418]

7.1479 Ces deux paragraphes indiquent que les États-Unis ont effectivement envisagé la nécessité de faciliter l'ajustement à la concurrence des importations lorsqu'ils ont décidé d'appliquer les mesures de sauvegarde visant l'acier. Cela a été clair dès le début. Dans la Proclamation n° 7529, en vertu de laquelle ont été établies les mesures, le Président "a déterminé que les mesures de sauvegarde sont susceptibles d'aider la branche de production nationale à opérer un ajustement positif à la concurrence

---

[3414] Observations additionnelles des États-Unis sur la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3415] Observations additionnelles des États-Unis sur la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3416] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 509 ("La seule indication que nous ayons dans la Proclamation présidentielle du but visé par les mesures de sauvegarde des États-Unis est que ces mesures étaient destinées à aider la branche de production nationale à opérer un ajustement positif à la concurrence des importations et que leurs avantages économiques et sociaux étaient supérieurs aux coûts.") Les Communautés européennes développent cette allégation aux paragraphes 510 à 512 de cette communication.

[3417] Réponse écrite de la Corée à la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, note de bas de page 86.

[3418] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 118.

des importations".[3419] Ces deux paragraphes indiquent également que les États-Unis n'ont pas considéré que dans la procédure en question la nécessité de faciliter l'ajustement était un facteur montrant que l'une quelconque des mesures de sauvegarde visant l'acier devrait s'appliquer au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer les effets dommageables imputables à l'accroissement des importations. Les États-Unis insistent sur le fait qu'ils ont montré qu'au titre de l'article 5:1, la prévention ou la réparation du dommage grave et la facilitation de l'ajustement sont des justifications additives pour l'application d'une mesure de sauvegarde. Par conséquent, l'examen de l'article 5:1 a consisté essentiellement à confirmer que les mesures de sauvegarde visant l'acier n'étaient appliquées que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage grave. C'est également sur ce point qu'avait porté l'analyse de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*.[3420] Les États-Unis sont d'avis que les mesures correctives appliquées à l'intérieur de cette limite, tout comme chacune des mesures de sauvegarde visant l'acier, seront tout aussi nécessaires pour faciliter l'ajustement. Par conséquent, il n'était pas nécessaire dans le présent différend d'examiner si la facilitation de l'ajustement justifierait l'application de l'une des mesures à un niveau supérieur. Cela ne donne nullement à entendre que les mesures de sauvegarde visant l'acier, qui ont été appliquées à un niveau égal ou inférieur à celui nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage grave, ne faciliteraient pas l'ajustement.[3421]

7.1480 Les États-Unis concluent que, bien souvent, une mesure de sauvegarde qui prévient ou répare un dommage grave fournirait aussi la totalité ou la plupart des ressources dont a besoin la branche de production pour faciliter l'ajustement à un accroissement des importations qui s'effectue à des conditions telles qu'il cause un dommage grave. Dans certaines situations, la branche de production peut avoir besoin d'effectuer des investissements particuliers ou d'atteindre un niveau d'investissement particulier pour s'ajuster aux effets dommageables de l'accroissement des importations. Si une mesure qui prévient ou répare pleinement les effets dommageables d'un accroissement des importations ne répond pas à ces besoins, il devrait être possible de relever le niveau de la mesure de sauvegarde pour le faire. Les États-Unis sont d'avis qu'ils n'ont pas relevé de cette manière les niveaux des mesures de sauvegarde visant l'acier.[3422]

7.1481 Les plaignants[3423] font valoir que puisque le fait de "faciliter l'ajustement" est une prescription additionnelle qui s'ajoute à la limitation de la mesure corrective à la mesure nécessaire pour remédier au dommage causé par l'accroissement des importations, les mesures de sauvegarde ne peuvent pas dépasser le moindre de ce qui est nécessaire pour prévenir le dommage causé par l'accroissement des importations ou de ce qui est nécessaire pour faciliter l'ajustement. Une branche de production nationale sera souvent en position de s'ajuster elle-même à l'accroissement des importations sans avoir besoin de mesures de sauvegarde. Dans ces situations, l'article 5:1 indique clairement qu'aucune mesure de sauvegarde n'est autorisée. En fait, le mot "faciliter" signifie: rendre facile ou plus facile;

[3419] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, 67 Federal Register 10553, 10555, 14ème considérant (7 mars 2002).

[3420] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 237 à 262. En fait, la Norvège reconnaît que l'Organe d'appel n'avait pas besoin de traiter du rôle de la facilitation de l'ajustement dans son analyse de l'article 5:1; réponse écrite de la Norvège à la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond; deuxième déclaration orale faite par la Norvège au nom des plaignants, paragraphes 15 à 17.

[3421] Observations additionnelles des États-Unis sur la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3422] Observations additionnelles des États-Unis sur la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3423] Réponses écrites des plaignants à la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond; deuxième déclaration orale faite par la Norvège au nom des plaignants, paragraphes 16 et 17.

favoriser, faire avancer (une action, un résultat, etc.).[3424] Il suppose donc une contribution à un résultat – et non la garantie d'un résultat. De même, le préambule de l'Accord sur les sauvegardes rappelle la nécessité d'équilibrer "l'importance de l'ajustement structurel" et "la nécessité d'accroître plutôt que de limiter la concurrence sur les marchés internationaux". Conformément à ces objectifs, une mesure qui prévient ou répare un dommage grave, mais qui n'est pas nécessaire pour faciliter l'ajustement est une mesure excessive. Par conséquent, pour justifier le niveau d'une mesure de sauvegarde, il faut à la fois montrer qu'elle est nécessaire pour réparer le dommage et qu'elle est nécessaire pour faciliter l'ajustement – et qu'elle le facilitera. La dernière prescription présuppose une analyse de l'ajustement qui est nécessaire et possible.

7.1482 Les Communautés européennes font valoir qu'en supposant que toute mesure requise pour réparer un dommage grave sera également tout aussi nécessaire pour faciliter l'ajustement, les États-Unis montrent qu'ils ne prennent pas en compte la propre capacité de la branche de production de s'ajuster, mais qu'ils imputent aux importations toute la mesure qu'ils jugent nécessaire pour éliminer l'effet d'un accroissement des importations (c'est-à-dire, selon eux, l'effet des importations qui se trouvent avoir crû dans une certaine mesure). Par ailleurs, en présumant qu'"une branche de production [bénéficiant d']une mesure de sauvegarde mettrait à profit toute amélioration de sa position financière pour faire avancer les préparatifs en prévision du retrait imminent de la mesure de protection temporaire contre les importations" et, par conséquent, que la protection accordée servira en fait à faciliter l'ajustement, les États-Unis ne tiennent aucun compte de la question de savoir si la mesure dans laquelle est accordée la protection peut aller au-delà de ce qui est nécessaire pour faciliter l'ajustement.[3425]

7.1483 Les Communautés européennes et la Corée relèvent en outre que les États-Unis allèguent à maintes reprises que: "[l]e niveau d'application des mesures n'a pas été relevé pour faciliter l'ajustement.[3426] Cependant, pour justifier le niveau des mesures de sauvegarde, le Président indique qu'elles ont été conçues pour "aider la branche de production nationale à opérer un ajustement positif à la concurrence des importations et que leurs avantages économiques et sociaux seront supérieurs aux coûts".[3427] [3428]

7.1484 Pour la Nouvelle-Zélande, l'article 5:1 dispose que la mesure ne peut être prise que dans la mesure nécessaire pour réparer ou prévenir un dommage grave et faciliter l'ajustement. En conséquence, il n'est pas autorisé de prendre une mesure qui peut être nécessaire pour réparer ou prévenir un dommage grave, mais qui ne faciliterait pas l'ajustement à l'accroissement des importations découlant de la concession tarifaire pertinente. Une telle interprétation ressort clairement de la constatation de l'Organe d'appel selon laquelle l'article 5:1 impose à un Membre l'obligation de faire en sorte que la mesure appliquée est "proportionnée aux objectifs consistant à prévenir ou à réparer le dommage grave et à faciliter l'ajustement".[3429] Tel que mentionné ci-dessus, c'est ce qu'a reconnu l'USITC dans le cadre de sa recommandation visant l'application d'un droit de douane de 20 pour cent pour certains produits plats en acier lorsqu'elle a conclu que certaines des

[3424] New Shorter Oxford English Dictionary (version électronique), janvier 1997.
[3425] Observations additionnelles des Communautés européennes sur la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[3426] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[3427] Paragraphe 14 de la Proclamation présidentielle n° 7529 du 5 mars 2002 (pièce n° 13 des coplaignants).
[3428] Observations additionnelles des Communautés européennes et de la Corée sur la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[3429] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 96.

propositions prévoyant l'imposition de droits de douane plus élevés "n'anticipent pas clairement la réduction de la capacité et les fermetures qui, tel qu'envisagé précédemment, sont nécessaires au redressement de la branche de production".[3430] Il en découle donc que l'imposition par le Président d'un droit de douane plus élevé de 30 pour cent n'est pas en fait nécessaire pour faciliter l'ajustement, et qu'elle aurait en fait l'effet contraire prédit par l'USITC.

7.1485 Les États-Unis font valoir que le point de vue selon lequel "il n'est pas autorisé de prendre une mesure qui peut être nécessaire pour réparer ou prévenir un dommage grave, mais qui ne faciliterait pas l'ajustement à l'accroissement des importations découlant de la concession tarifaire pertinente"[3431] signifierait qu'une mesure ne pourrait être appliquée que dans la mesure nécessaire pour réaliser le moindre de la prévention ou réparation du dommage grave ou de la facilitation de l'ajustement. D'un point de vue pratique, il est difficile de concevoir comment une mesure qui serait nécessaire pour réparer un dommage grave ne serait pas tout aussi nécessaire pour contribuer à la facilitation de l'ajustement. Si une branche de production continue de subir un dommage grave causé par les importations, on pourrait supposer qu'elle ne s'est pas ajustée à la concurrence des importations. En outre, les États-Unis s'attendraient qu'une branche de production visée par une mesure de sauvegarde mettrait à profit toute amélioration de sa position financière pour faire avancer les préparatifs en prévision du retrait imminent de la mesure de protection temporaire contre les importations. Cependant, selon les États-Unis, la Nouvelle-Zélande estime que les objectifs de la réparation du dommage grave et de la facilitation de l'ajustement étaient incompatibles dans le cas des produits laminés plats en acier. La Nouvelle-Zélande allègue que l'USITC "a reconnu" que les "propositions prévoyant l'imposition de droits de douane plus élevés [que ceux recommandés par l'USITC] "n'anticipent pas clairement la réduction de capacité et les fermetures qui, tel qu'envisagé précédemment, sont nécessaires au redressement de la branche de production"".[3432] Pour les États-Unis, la Nouvelle-Zélande interprète de façon erronée l'assertion de l'USITC. Premièrement, la recommandation et l'explication de l'USITC n'ont aucune signification juridique. Deuxièmement, la Commission a soulevé cette question à propos uniquement de "certaines des propositions des branches de production nationales" et elle l'a mentionnée dans une note de bas de page d'une section qui concernait tous les produits, plutôt que les CPLPAC.[3433] En tout état de cause, pour chacun des dix produits en acier, le Président a adopté une mesure dont le niveau était inférieur à celui de la mesure proposée par la branche de production nationale. Par conséquent, l'observation faite par l'USITC au sujet de certaines des propositions des branches de production nationales ne s'applique pas aux mesures de sauvegarde établies par le Président, y compris la mesure concernant les CPLPAC. Les États-Unis font aussi valoir qu'en matière d'interprétation, la Nouvelle-Zélande fait une lecture erronée du libellé de l'article 5:1. L'article 5:1 emploie le mot "et" pour relier le fait de "faciliter l'ajustement" à celui de "prévenir ou réparer un dommage grave", ce qui montre que les deux éléments sont additifs. Il ne donne pas à entendre qu'ils se limitent mutuellement. Si ledit article établissait deux critères indépendants, et qu'il exigeait d'un Membre qu'il choisisse le critère qui entraînait l'application de la mesure à son plus bas niveau, il serait libellé de manière à dire quelque chose du genre "un Membre n'appliquera des mesures de sauvegarde que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave mais sans aller au-delà de ce qui est nécessaire pour faciliter l'ajustement". Comme ce n'est pas le cas, les États-Unis soutiennent que l'interprétation que fait la Nouvelle-Zélande de l'article 5:1 est manifestement contraire au principe établi de l'interprétation selon lequel "il ne faut pas lire dans l'Accord des mots qui n'y sont pas".[3434] [3435]

[3430] Rapport de l'USITC, volume I, page 358 et note de bas de page 22.
[3431] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.180.
[3432] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.180.
[3433] Rapport de l'USITC, page 358.
[3434] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 250.

d) Point de référence temporel de l'analyse

7.1486 Les États-Unis font valoir que l'article 5:1 exige seulement qu'une mesure ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement, ce que l'Organe d'appel a interprété comme ne désignant que le dommage causé par un accroissement des importations. Par conséquent, le dommage est causé par l'accroissement des importations, et non par les importations elles-mêmes, et la nécessité de s'ajuster aux importations est le point de référence approprié de l'analyse d'une mesure de sauvegarde. Il se pourrait que les effets négatifs des importations aient commencé à se faire sentir en même temps que l'accroissement des importations. Dans ces cas, un Membre peut juger approprié de se reporter à la période au cours de laquelle les importations se sont accrues pour définir le dommage causé par les importations et concevoir une mesure destinée à prévenir ou réparer ce dommage et à faciliter l'ajustement.[3436] Les États-Unis ajoutent que deux autres scénarios sont toutefois possibles. Il se pourrait qu'au moment où les importations ont commencé à s'accroître, les conditions de la concurrence étaient telles que les importations n'ont pas eu à l'origine d'effets négatifs sur la branche de production nationale ou que les effets négatifs étaient tellement lents à se faire sentir qu'ils ne constituaient pas encore un dommage grave. Dans ce cas, la période de référence à l'égard de laquelle sera conçue une mesure appropriée pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement peut débuter après le moment où les importations ont commencé à s'accroître.[3437] Il est également possible que les importations aient eu des effets négatifs sur la branche de production nationale avant qu'elles ne commencent à s'accroître, et que les effets négatifs des importations et d'autres facteurs se soient transformés en un dommage grave seulement après l'accroissement. Dans ce cas, la période de référence à l'égard de laquelle sera conçue une mesure appropriée pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement peut débuter avant que les importations ne commencent à s'accroître. Bien que cela n'ait été le cas pour aucune des dix mesures de sauvegarde visant l'acier, le Groupe spécial devrait reconnaître dans son analyse de l'article 5:1 que cette éventualité est théoriquement possible. En bref, du fait qu'il exige que le dommage causé à la branche de production nationale et la nécessité d'un ajustement de cette branche soient le point de repère de l'application de la mesure de sauvegarde, l'article 5:1 requiert un examen des faits de chaque cause. Il ne permet pas de recourir automatiquement à la période au cours de laquelle les importations se sont accrues.[3438]

7.1487 Les Communautés européennes estiment que l'article 5:1 impose l'obligation d'adapter la mesure corrective de telle manière qu'elle remédie exclusivement à la portion de l'intégralité du dommage subi par la branche de production nationale qui peut être imputée à l'accroissement des importations. Ce dommage doit être mesuré pour la période au cours de laquelle les importations se sont accrues. En conséquence, la période au cours de laquelle les importations se sont accrues est pertinente aux fins de la détermination du niveau de la mesure corrective au titre de l'article 5:1. Le Brésil ajoute que la première phrase de l'article 5:1, qui traite des mesures correctives non excessives, devrait être lue dans le contexte de la deuxième phrase dudit article, laquelle, du fait qu'elle limite les restrictions quantitatives à des niveaux historiquement représentatifs, signifie que les mesures correctives visent à rétablir le *statu quo ante*, et non à fournir une compensation pour le dommage passé. Pour le Brésil, de façon générale, comme l'objectif des mesures de sauvegarde est de rétablir le

---

[3435] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 56 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3436] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 152 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3437] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1121.

[3438] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 152 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

statu quo ante en éliminant les effets dommageables de l'accroissement des importations, on s'attendrait qu'un parallèle puisse et doive être tracé entre la période au cours de laquelle est établie l'existence d'un accroissement des importations et la période à laquelle il est fait référence pour les fins de l'article 5:1. Dans le cas présent, le problème est que l'accroissement des importations est éloigné dans le temps et qu'il n'est pas lié à la situation sur le marché au cours d'une quelconque période récente. Lorsque la période au cours de laquelle les importations se sont accrues est éloignée dans le temps, il est difficile de concevoir qu'elle puisse être pertinente pour traiter d'un problème d'importation actuel.[3439]

7.1488 Le Japon fait valoir que l'établissement d'un parallèle entre la période au cours de laquelle est établie l'existence d'un accroissement des importations et la période à laquelle il est fait référence pour évaluer le niveau de la mesure de sauvegarde pourrait constituer un point de repère approprié selon que l'accroissement des importations est ou non récent par rapport à la date de l'enquête. La question concerne la raison pratique pour laquelle, au titre de l'article 2:1, ainsi que l'a clarifié l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, l'accroissement des importations doit être récent.[3440] Lorsque les importations ont diminué sur une période de plusieurs années, la question de la nécessité ne présente plus d'intérêt; il serait inapproprié d'établir un parallèle entre le niveau d'une mesure et l'effet maintenant éloigné de l'accroissement des importations. Cela est compatible avec la règle de la corrélation énoncée à la première phrase de l'article 4:2 b), y compris avec l'interprétation selon laquelle un accroissement des importations doit normalement coïncider avec une baisse des résultats de la branche de production.[3441] Le Brésil fait valoir que plus la coupure est grande entre les deux, plus il est difficile d'établir l'existence d'un lien de causalité. À un certain moment, lorsque l'accroissement des importations n'est plus une manifestation du passé récent, l'examen ne doit plus présenter d'intérêt. Pour la Corée, il est important de rappeler que l'accroissement des importations doit être récent. Sinon, la condition liminaire de l'imposition d'une mesure n'a pas été satisfaite. Si les autorités déterminent que toutes les conditions de l'application d'une mesure ont été satisfaites et qu'une mesure devrait être imposée, alors le "point de repère" de l'application de la mesure doit être trouvé dans l'analyse effectuée par les autorités de l'accroissement des importations, du dommage grave et du lien de causalité de façon à établir un lien entre eux. De plus, la mesure pourrait être conçue pour ramener la branche de production à l'état où elle se trouvait avant l'accroissement des importations pour autant que soit dûment isolé et évalué tout autre facteur ayant également contribué au dommage, de façon que la mesure soit soigneusement conçue pour ne prendre en compte que les effets causés par l'accroissement des importations.[3442]

e) Justification de la mesure

i) Moment de la justification

7.1489 Les plaignants font valoir que l'Organe d'appel a précisé l'obligation d'expliquer et de justifier la mesure dans laquelle est appliquée la mesure. Ils se reportent, entre autres, aux assertions de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*[3443], où il est dit que les parties ont l'obligation "d'expliquer et de justifier clairement la portée de l'application de la mesure".

[3439] Réponses écrites des plaignants aux questions n° 153 et 156 posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3440] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 130.

[3441] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphes 144 et 145.

[3442] Réponses écrites des Communautés européennes, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, de la Corée, du Japon et du Brésil aux questions n° 152 et 153 posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3443] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 236.

Par conséquent, un Membre doit faire en sorte que: i) la mesure choisie soit proportionnée au "dommage grave" causé par l'accroissement des importations seulement, et ne remédie pas au fait qu'il y ait de quelconques importations; il y ait aussi une non-imputation appropriée du dommage causé par d'autres facteurs; ii) aucune protection additionnelle en sus de ce qui est nécessaire pour réparer le "dommage grave" imputé à l'accroissement des importations ne soit accordée pour aider la branche de production nationale à procéder à d'autres ajustements; et iii) la mesure soit clairement expliquée et justifiée avant son imposition ou au moment de son imposition.[3444]

7.1490 Pour les Communautés européennes, le Japon, la Chine et la Suisse, dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, l'Organe d'appel a clairement indiqué que la question de savoir si les conditions requises pour imposer une mesure de sauvegarde sont réunies et celle de savoir si une mesure de sauvegarde n'a été appliquée que dans la mesure nécessaire sont deux questions distinctes.[3445] Par conséquent, si les conditions relatives à l'accroissement des importations, au dommage et au lien de causalité qui sont requises pour établir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde ne sont pas réunies, il n'est pas nécessaire d'examiner si la mesure dans laquelle est appliqué une telle mesure de sauvegarde est compatible avec l'article 5:1. De même, comme les conditions requises pour imposer une mesure de sauvegarde ne sont pas réunies, aucune mesure de sauvegarde, quelle que puisse être la mesure dans laquelle elle est appliquée, ne satisferait à l'obligation énoncée à l'article 5:1.[3446]

7.1491 De la même manière, pour la Norvège[3447], la violation de l'obligation de déterminer l'existence d'un dommage et la violation de l'obligation de déterminer l'existence d'un lien de causalité sont particulièrement pertinentes afin de conclure *ipso facto* que les mesures prises par les États-Unis sont appliquées au-delà de la mesure nécessaire. Selon la Norvège, la violation des dispositions de l'Accord sur les sauvegardes ou du GATT de 1994 est suffisante pour conclure que les mesures prises par les États-Unis, à l'égard de la totalité ou de certains des produits (compte tenu des constatations faites par le Groupe spécial au sujet des violations précédentes), sont aussi des violations de l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes, quelle que soit la justification fournie par les États-Unis dans le rapport de l'USITC.[3448]

7.1492 La Norvège et la Suisse ajoutent que la justification à fournir au titre de l'article 5:1 ne vise pas seulement à aider le Groupe spécial à déterminer si les conditions pertinentes sont réunies, mais qu'elle devrait aussi aider le Membre à prendre la bonne décision. Il ne sera pas suffisant à cet égard de chercher à fournir une justification *a posteriori*. Comme le Membre doit déterminer la justification avant d'imposer la sauvegarde en question, il semble n'y avoir aucune raison légitime de la tenir secrète et de ne pas la communiquer aux Membres concernés.[3449] La Corée fait observer que les États-Unis fournissent une explication *a posteriori* de leurs mesures et qu'ils créent même un dossier *a posteriori* à partir duquel ils conçoivent cette explication.[3450]

7.1493 Les États-Unis rappellent tout d'abord que l'appréciation de la compatibilité avec les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes comporte deux examens "séparés et distincts":

[3444] Deuxième déclaration orale faite par la Norvège au nom des plaignants, paragraphes 8 et 9.

[3445] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 242.

[3446] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 105 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; première communication écrite du Japon, paragraphes 319 à 321.

[3447] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 352.

[3448] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 351.

[3449] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 114; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 173.

[3450] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 241.

"premièrement, y a-t-il un droit d'appliquer une mesure de sauvegarde? Et, deuxièmement, si c'est le cas, ce droit a-t-il été exercé par l'application d'une telle mesure, dans les délais fixés par le traité?" Selon les États-Unis, seule la teneur du premier examen doit être déclarée avant que la mesure ne soit effectivement imposée. L'article 5:1 dispose explicitement que l'application d'une mesure de sauvegarde a pour rôle de "prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement". Il dispose également qu'un Membre ne peut appliquer une mesure de sauvegarde "que dans la mesure nécessaire" pour ses fins. Par conséquent, le dommage grave subi par la branche de production nationale et la nécessité de faciliter l'ajustement définissent la limite imposée à l'application d'une mesure de sauvegarde. Un Membre peut appliquer une mesure de sauvegarde sous n'importe quelle forme et à n'importe quel niveau pour autant qu'elle satisfasse aux paramètres énoncés à l'article 5:1, et l'article 5:1 ne restreint pas la faculté d'un Membre d'agir à l'intérieur de cette limite. Un Membre peut choisir d'appliquer la mesure sous n'importe quelle forme – par exemple, un droit de douane, un contingent tarifaire ou une restriction quantitative. À l'intérieur de cette limite, le Membre peut aussi choisir le niveau de la mesure – un taux de droit *ad valorem*, des droits d'un montant donné, le volume soumis à contingentement, etc.[3451]

7.1494 Certains plaignants interprètent le passage du rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, où il est question des effets accessoires d'un examen approprié du niveau choisi de la mesure corrective, comme si, en termes de procédure, il conférait aux Membres la responsabilité active d'expliquer dans un rapport publié les "motifs suffisants" ou la "justification" des mesures choisies.[3452] Pour les États-Unis, cette interprétation n'est pas fondée. Le raisonnement exposé dans le rapport *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* indique clairement que le "respect des dispositions des articles 3:1, 4:2 b) et 4:2 c)" par l'autorité compétente dans son examen (c'est-à-dire "[e]n dissociant et en distinguant les effets dommageables des facteurs autres qu'un accroissement des importations de ceux causés par un accroissement des importations" dans un rapport détaillé) "*devrait* avoir pour effet *accessoire* de fournir une "justification"" pour la mesure de sauvegarde appliquée.[3453] Ce passage montre que, selon l'Organe d'appel, les autorités compétentes n'expliqueront *pas* de quelle manière une mesure de sauvegarde sera conforme aux dispositions de l'article 5:1, car si elles le faisaient, la justification serait intentionnelle et elle n'aurait pas un "effet accessoire". Autrement dit, bien que les Membres n'aient pas à énoncer *explicitement* les raisons de leur choix de mesures de sauvegarde, la nécessité des mesures devrait être *implicitement* contenue dans les constatations des autorités compétentes.[3454] L'Organe d'appel se servira du rapport des autorités compétentes comme "point de repère" pour déterminer, sur une base fondamentale, si les mesures choisies étaient, en fait, conformes aux dispositions de l'article 5:1. Il n'est toutefois pas nécessaire que cette question soit abordée dans le rapport lui-même. Par conséquent, un Membre reste libre d'expliquer son respect des dispositions de l'article 5:1 pendant la procédure de règlement d'un différend.[3455]

7.1495 Les États-Unis relèvent que l'Organe d'appel a constaté dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, et réaffirmé dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, que l'article 5:1 n'oblige pas un Membre à montrer au moment où il prend une mesure de sauvegarde de quelle manière la mesure est conforme aux dispositions dudit article. Aucune disposition de l'article 3:1 n'affecte cette conclusion. Dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, l'Organe

[3451] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1018 à 1023.
[3452] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 203 à 207; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 348 à 350.
[3453] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 236 (pas d'italique dans l'original).
[3454] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1051.
[3455] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1031.

d'appel a répété qu'"[i]l est donc clair que, mis à part une exception, l'article 5:1, y compris la première phrase, n'oblige pas un Membre à justifier, au moment de l'application, que la mesure de sauvegarde en cause n'est appliquée "que dans la mesure nécessaire"".[3456] Le libellé indique aussi clairement que les articles 3:1 et 4:2 c) sont des obligations des "autorités compétentes". Les seules fonctions attribuées aux autorités compétentes au titre de l'Accord sur les sauvegardes sont de mener des enquêtes et de faire des déterminations de l'existence d'un dommage grave. Les autorités compétentes sont seulement mentionnées aux articles 3, 4 et 7:2, et elles le sont toujours dans ces contextes. Par contre, aux articles 5 et 7:1, qui traitent de la mesure dans laquelle est appliquée une mesure de sauvegarde et de la durée d'une telle mesure, il n'est aucunement fait mention des autorités compétentes ni de leur enquête. Ces obligations s'adressent au Membre lui-même, lequel n'est pas tenu de présenter un rapport au titre de l'article 3:1.[3457] Les États-Unis rappellent qu'en ce qui concerne l'enquête, l'article 3:1 dispose que "[l]es autorités compétentes publieront un rapport exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles seront parvenues". Pour ce qui est de la détermination de l'existence d'un dommage grave, l'article 4:2 c) dispose que "[l]es autorités compétentes publieront dans les moindres délais, conformément aux dispositions de l'article 3, une analyse détaillée de l'affaire faisant l'objet de l'enquête ainsi qu'une justification du caractère pertinent des facteurs examinés". À titre d'autorité compétente, l'USITC doit se conformer à ces prescriptions. Cependant, il n'existe aucune disposition analogue qui s'applique à la deuxième étape, à savoir l'application de la mesure de sauvegarde, si ce n'est en ce qui concerne certains types de restrictions quantitatives qui n'ont pas été utilisées dans l'affaire sur les produits en acier. Selon les États-Unis, ni l'article 5 ni aucune autre disposition de l'Accord sur les sauvegardes ne renferme l'obligation d'expliquer au moment où est prise une mesure de sauvegarde comment la mesure répare ou prévient un dommage grave et facilite l'ajustement. Le Président, qui administre cette deuxième étape, n'avait donc aucunement l'obligation de fournir une telle explication. L'absence d'explication de la manière dont une mesure n'est appliquée que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement signifie uniquement que l'explication n'a pas été publiée. Elle ne révèle rien quant à la question de savoir si l'explication établirait la conformité aux dispositions de l'article 5:1.[3458]

7.1496 Les États-Unis estiment que maintenant les plaignants soutiennent essentiellement que les articles 3:1 et 4:2 c) créent simplement l'obligation de fournir une explication, alors que l'Organe d'appel a constaté à deux reprises qu'elle ne découlait pas de l'article 5:1.[3459] Selon les États-Unis, les plaignants font valoir que la conformité d'une mesure de sauvegarde aux dispositions de l'article 5:1 est clairement un "point de fait et de droit pertinent" et, par conséquent, que le rapport des autorités compétentes au titre de l'article 3:1 doit renfermer des constatations ou des conclusions motivées sur ce point.[3460] Pour les États-Unis, le libellé de l'article 3:1 va totalement à l'encontre de cette interprétation. Il est plutôt clair que la troisième phrase de l'article 3:1 et l'article 4:2 c) sont liés à l'enquête menée par les autorités compétentes. L'article 4:2 c) fait explicitement référence à l'enquête, alors que l'article 3 à pour titre "Enquête". L'article 4:2 a) précise le but de l'enquête, à savoir "déterminer si un accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave à

[3456] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 233.
[3457] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1018 à 1023.
[3458] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 128 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[3459] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 632; première communication écrite du Japon, paragraphes 325 à 328; première communication écrite de la Corée, paragraphes 203 à 213; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 357; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.203 et 4.204; première communication écrite du Brésil, paragraphe 246.
[3460] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 167.

une branche de production nationale". Autrement dit, une enquête est menée pour déterminer si les conditions (telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1) sont telles que des mesures de sauvegarde peuvent légitimement être appliquées. Selon les termes de l'article 3:1, les Membres ne peuvent pas appliquer de mesures de sauvegarde tant que l'"enquête" n'est pas terminée.[3461] Une fois que les autorités compétentes ont déterminé que des mesures de sauvegarde peuvent être appliquées, l'Accord indique clairement que c'est le "Membre", et non les "autorités compétentes" de ce Membre, qui décide, le cas échéant, des mesures de sauvegarde qui s'appliqueront.[3462] Bien que l'article 3:1 dispose que les "autorités compétentes publieront un rapport exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles seront parvenues", il n'existe pas de prescription similaire voulant que les Membres publient leurs constatations concernant la manière dont devraient être appliquées les mesures. En particulier, mis à part la prescription relative à la justification de certaines restrictions quantitatives, qui ne s'applique pas au présent différend, aucune disposition n'exige des Membres qu'ils publient des constatations concernant les raisons pour lesquelles les mesures de sauvegarde particulières choisies sont conformes aux dispositions de l'article 5:1. Les "points de fait et de droit pertinents" qui doivent figurer dans le rapport sont donc les points qui se rapportent à l'"enquête" menée par les "autorités compétentes" concernant la question de savoir si les conditions sont réunies pour appliquer les mesures de sauvegarde.[3463] Ils ne concernent pas les points relatifs au choix et à l'application d'une mesure par les Membres conformément aux dispositions de l'article 5:1.[3464] Pour les États-Unis, il n'est pas dénué d'intérêt que l'Organe d'appel ait seulement indiqué que l'article 3 s'appliquait à l'enquête relative à la détermination de l'existence d'un dommage grave au titre des articles 2 et 4, et non qu'il concernait l'examen du point de savoir si la mesure était compatible avec la première phrase de l'article 5:1.[3465]

7.1497 Les plaignants contestent le point de vue des États-Unis selon lequel ils n'avaient aucunement l'obligation de justifier les mesures de sauvegarde au moment de leur application et qu'un Membre reste libre d'expliquer son respect des dispositions de l'article 5:1 avant tout pendant la procédure de règlement d'un différend.[3466] De l'avis des plaignants, les arguments présentés par les États-Unis ne sont pas fondés. Les plaignants sont fermement convaincus que l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes comporte l'obligation de fournir une justification suffisante pour l'application d'une mesure de sauvegarde.[3467]

7.1498 La Chine fait valoir que les États-Unis cherchent à établir une distinction artificielle entre l'enquête et l'application de la mesure. En particulier, les États-Unis affirment à tort que les articles 3:1 et 4:2 c) sont des obligations des "autorités compétentes" et que les seules fonctions attribuées aux autorités compétentes sont de mener des enquêtes et de faire des déterminations de l'existence d'un dommage grave. La distinction faite par les États-Unis n'est pas pertinente, puisque

---

[3461] L'article 3:1 dispose qu'"[u]n Membre ne pourra appliquer une mesure de sauvegarde *qu'à la suite d'une enquête* menée par les autorités compétentes de ce Membre". (pas d'italique dans l'original)

[3462] L'article 3:1 dispose qu'"[u]n *Membre* ne pourra appliquer une mesure de sauvegarde qu'à la suite d'une enquête menée par les autorités compétentes de ce Membre" (pas d'italique dans l'original); et l'article 5:1 dispose qu'"[u]n *Membre* n'appliquera des mesures de sauvegarde que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement".

[3463] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 52 ("La portée de l'obligation d'évaluer "tous les facteurs pertinents" est donc liée à la portée de l'obligation faite aux autorités compétentes de mener une enquête").

[3464] Première communication des États-Unis, paragraphes 1042 à 1046.

[3465] Première communication des États-Unis, paragraphes 1047 et 1048.

[3466] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1051 et 1052.

[3467] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 112; première communication écrite du Japon, paragraphes 325 à 328; deuxième déclaration orale faite par la Norvège au nom des plaignants, paragraphe 23.

les obligations contractées dans le cadre de l'OMC sont toujours imposées aux Membres de l'OMC. Dès lors, toute autorité d'un Membre de l'OMC est nécessairement soumise aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC par ce Membre. Par ailleurs, c'est toujours le Membre de l'OMC qui est tenu responsable d'une violation par l'une quelconque de ses autorités de ses obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Toutes les obligations contractées dans le cadre de l'OMC sont, de par leur nature, appuyées uniquement et finalement par les Membres de l'OMC. Il n'est donc pas pertinent de chercher à établir une distinction entre des obligations qui s'adressent au Membre lui-même et des obligations qui s'adressent à l'une de ses autorités. Le fait que les États-Unis aient décidé de dédoubler leur processus décisionnel dans le contexte des enquêtes en matière de sauvegardes n'est pas sans avoir une incidence sur la procédure en cours. Selon le raisonnement des États-Unis, la dissociation et la distinction des effets dommageables des facteurs autres qu'un accroissement des importations de ceux causés par un accroissement des importations devraient être liées à l'enquête et revenir par conséquent aux "autorités compétentes". Cependant, la Chine relève que dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*[3468], l'Organe d'appel indique que cette tâche est effectuée par "un Membre qui se propose d'appliquer une mesure de sauvegarde". Cela devrait fournir suffisamment d'éléments de preuve qu'il n'existe pas au titre de l'Accord sur les sauvegardes une telle division des obligations ainsi que le donnent à entendre les États-Unis et que la distinction y afférente entre un "Membre" et des "autorités compétentes" n'est pas pertinente.[3469]

7.1499 La Corée fait valoir[3470] que les États-Unis doivent montrer que le raisonnement de leurs autorités concernant l'accroissement des importations, le dommage grave et le lien de causalité justifie la mesure imposée. En fait, l'analyse détaillée et les conclusions motivées de l'USITC montrent toutefois que la mesure effectivement imposée va au-delà de ce qui était "nécessaire". La Corée fait donc valoir que les États-Unis proposent plutôt de justifier leurs mesures par un raisonnement *a posteriori* en créant un nouveau dossier comportant une nouvelle analyse et de nouvelles conclusions, qui viennent en fait contredire à de nombreux égards le raisonnement de l'USITC concernant le dommage grave.[3471] Toutefois, dans le cas des tubes et tuyaux soudés, l'USITC a spécifiquement constaté que c'était seulement un autre dommage futur qu'il fallait prévenir.[3472] Par ailleurs, la Corée fait valoir que les États-Unis ont tort de dire que la recommandation de l'USITC concernant la mesure corrective n'est pas pertinente. En fait, elle fournit d'autres éclaircissements ou justifications sur la manière dont les auteurs de ces conclusions factuelles et juridiques fondamentales devraient adapter la mesure corrective au point de repère du dommage grave de la menace de dommage grave.[3473] Bien qu'au titre du droit des États-Unis, de telles constatations ne soient pas contraignantes ni déterminantes pour le Président des États-Unis, ces constatations et recommandations se fondent sur la constatation de l'existence d'un dommage grave/menace de dommage grave que l'Organe d'appel a déclaré être pertinente, et par conséquent, ces recommandations complètent les constatations de l'existence d'un dommage grave et fournissent d'autres éléments de preuve convaincants du point de repère au regard duquel doit être évaluée la mesure dans laquelle il est admissible d'appliquer la mesure. Les États-Unis ne peuvent tout simplement pas "faire disparaître" des parties de leur propre rapport publié.[3474]

[3468] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 236.
[3469] Résumé analytique de la deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 9 et 10.
[3470] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 244.
[3471] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 244 et 245.
[3472] Rapport de l'USITC, volume I, pages 164 et 383 (pièce n° 6 des coplaignants).
[3473] On est en droit de supposer, fait valoir la Corée, que c'était la justification des États-Unis pour exiger de l'USITC qu'elle fasse une telle recommandation en premier lieu.
[3474] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 244 et 245.

7.1500 Les Communautés européennes et la Chine affirment qu'en principe, l'Organe d'appel avait indiqué qu'il n'y avait aucune obligation de justifier, avant l'application d'une mesure de sauvegarde, qu'elle n'allait pas au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage et faciliter l'ajustement.[3475] Par conséquent, le fait de ne pas examiner de quelle manière la mesure de sauvegarde est limitée à la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage et faciliter l'ajustement ne signifie pas en soi que la mesure en cause va au-delà de cette mesure.[3476] Cependant, par suite de l'opération de non-imputation prescrite au titre des articles 3:1, 4:2 b) et 4:2 c), le rapport des autorités compétentes doit renfermer des constatations et des conclusions motivées qui doivent fournir des éléments de preuve montrant que la mesure de sauvegarde appliquée sur la base de ces constatations et conclusions motivées ne va clairement pas au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage causé par un accroissement des importations.[3477] Par conséquent, de l'avis des Communautés européennes, la question n'est pas tant de savoir si "l'article 3:1 s'applique à l'article 5:1" que de déterminer si l'on peut considérer que les mesures de sauvegarde effectivement imposées en application de l'article 5:1 sont fondées sur une détermination faite au titre de l'article 3:1. Les Communautés européennes estiment que cela n'est pas le cas pour bon nombre des mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis dans le présent cas d'espèce, en particulier pour celles appliquées à l'égard de produits inclus dans l'amalgame de produits CPLPAC et des produits étamés ou chromés.[3478]

7.1501 Les États-Unis font observer que les plaignants font presque entièrement reposer leurs arguments sur leur allégation selon laquelle les déterminations de l'existence d'un dommage grave faites par l'USITC étaient incompatibles avec l'Accord sur les sauvegardes, et que cette prétendue lacune remet en cause l'application des mesures de sauvegarde. Les déterminations de l'USITC étaient pleinement compatibles avec l'Accord sur les sauvegardes et le GATT de 1994. Par conséquent, le principal argument formulé à l'encontre même des mesures de sauvegarde visant l'acier est sans fondement. Cependant, si le Groupe spécial devait constater que les déterminations de l'USITC comportaient un quelconque vice, les États-Unis estiment qu'il existe deux simples critères numériques pour montrer qu'ils se sont conformés aux dispositions de l'article 5:1. Les États-Unis définissent ces critères plus en détail ci-après. On ne saurait considérer que ces critères constituent une quantification du dommage ou de l'effet d'une mesure de sauvegarde qui, ainsi que le montrent les États-Unis, n'est ni compatible avec le cadre établi au titre de l'Accord sur les sauvegardes ni possible. Ils peuvent au mieux fournir une approximation pouvant indiquer que l'ordre de grandeur d'une mesure est fixé à un niveau approprié. La communication écrite des États-Unis renferme deux critères numériques de ce genre, qui montrent que l'ordre de grandeur des mesures de sauvegarde visant l'acier correspond au dommage imputable à l'accroissement des importations non visées par des ALE.[3479]

7.1502 Les plaignants répondent qu'ils ont toutefois montré que, sur la base des faits portés à la connaissance de l'USITC et du Président, les mesures n'étaient pas justifiées. Comme les plaignants montrent que les États-Unis ne se sont pas conformés, à de nombreux égards, aux prescriptions de

---

[3475] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphes 99 et 100; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 233.

[3476] Réponses écrites des Communautés européennes et de la Chine à la question n° 111 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3477] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 113 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3478] Réponses écrites des Communautés européennes et de la Chine à la question n° 110 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3479] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1056; résumé analytique de la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 115 et 116.

l'article 4:2 b) et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes, ils ont établi *prima facie* que les mesures prises par les États-Unis sont appliquées au-delà de la "mesure nécessaire" et que, par conséquent, elles violent l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[3480]

ii) La mesure présidentielle diffère de la mesure recommandée par l'autorité compétente

7.1503 Les plaignants relèvent, à cet égard, que la Proclamation présidentielle imposait un droit de douane relevé de: année 1: 30 pour cent; année 2: 24 pour cent; année 3: 18 pour cent[3481], mais qu'elle ne donnait aucune explication particulière de ce choix. Comme la mesure présidentielle différait de la recommandation de l'USITC, le Président était tenu de se conformer aux prescriptions de l'article 3:1 relatif à l'"enquête", dont celle de fournir un rapport exposant "les constatations et les conclusions motivées auxquelles [il sera] arrivé [ ] sur tous les points de fait et de droit pertinents".[3482] En particulier, le Président n'a pas cherché à montrer que ses mesures de sauvegarde n'étaient pas plus restrictives que nécessaire au titre de l'article 5:1. Le Président n'a donc pas "expliqué [ ] et [ ] "justifié [ ]" clairement la portée de l'application de la mesure".[3483] La Norvège ajoute que l'absence de tout rapport renfermant de telles constatations et conclusions motivées est particulièrement étonnant sachant que l'USTR a mené sa propre enquête indépendante au nom du Président.[3484]

7.1504 La Nouvelle-Zélande[3485] rappelle que nonobstant la recommandation de l'USITC prévoyant l'imposition d'un droit de douane de 20 pour cent à l'égard des CPLPAC, à l'exception des brames, le Président a imposé un droit de douane de 30 pour cent sur ces produits.[3486] Aucune analyse n'accompagnait ces décisions contraires, et rien n'a été fait pour expliquer pourquoi le droit de douane de 30 pour cent, visant un groupe de pays plus restreint que celui recommandé par l'USITC, n'était pas plus restrictif que nécessaire. Par ailleurs, il est clair que le droit de douane de 30 pour cent appliqué par le Président est directement contraire aux assertions expressément formulées dans le rapport de l'USITC concernant les mesures que devrait prendre la branche de production nationale des États-Unis pour s'ajuster à la concurrence des importations. Par exemple, dans le contexte de la formulation de sa recommandation visant l'imposition d'un droit de douane de 20 pour cent, l'USITC a fait observer que "certaines des propositions des branches de production nationale n'anticipent pas clairement la réduction de la capacité et les fermetures, qui, tel qu'envisagé précédemment, sont

[3480] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 110 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 303 et 304; deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 162 à 165; deuxième déclaration orale faite par la Norvège au nom des plaignants, paragraphe 20.

[3481] Annexe de la Proclamation présidentielle, positions 9903.73.37 à 99.03.73.39 (pièce n° 13 des coplaignants); notification des États-Unis au titre de l'article 12:1 c) et de l'article 9, note de bas de page 2, de l'Accord sur les sauvegardes de la décision d'appliquer une mesure de sauvegarde, documents G/SG/N/10/USA/6 et G/SG/N/11/USA/5, point 4 i) (pièce n° 14 des coplaignants).

[3482] Les plaignants font valoir que le fait que, selon le droit des États-Unis, ce soit le Président plutôt que l'autorité compétente, c'est-à-dire l'USITC, qui prend la décision finale dans les affaires de sauvegarde ne décharge pas le gouvernement des États-Unis de l'obligation de se conformer aux dispositions de l'article 3:1. Si le Président s'écarte des recommandations de l'USITC (qui devraient être étayées par son rapport, même si cela n'a pas été le cas en l'espèce), il est tenu de fournir une explication de sa décision (L'opportunisme politique – la raison apparente de la décision – n'est pas suffisant).

[3483] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 236.

[3484] Voir, par exemple, la deuxième déclaration orale faite par la Norvège au nom de tous les plaignants, paragraphe 26.

[3485] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.200 à 4.204.

[3486] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002; visant à faciliter l'ajustement positif à la concurrence des importations de certains produits en acier, 67 Fed. Reg. 10553, 10587 (7 mars 2002) (ramenant la mesure à 24 pour cent la deuxième année et à 18 pour cent la troisième année) (pièce n° 13 des coplaignants).

nécessaires au redressement de la branche de production".[3487] De l'avis de la Nouvelle-Zélande, l'USITC disait que le fait de protéger la branche de production contre les importations par un taux de droit supérieur à celui de 20 pour cent qu'elle recommandait aurait un effet défavorable sur la capacité de la branche de production de réduire sa capacité et d'opérer une consolidation, et de s'ajuster ainsi à la concurrence des importations. L'USITC a expressément indiqué qu'"elle ne partageait pas l'avis de la branche de production nationale" qui estimait qu'"un droit de douane *ad valorem* additionnel de 35, 40 ou 50 pour cent [était] nécessaire pour obtenir le résultat souhaité, ou [était] par ailleurs approprié".[3488] Étant donné ces assertions de l'USITC, la décision du Président d'appliquer un taux de droit plus élevé que celui recommandé appelait une explication et une justification. La Nouvelle-Zélande fait valoir que puisque la mesure présidentielle différait de la recommandation de l'USITC, il y avait obligation, au titre de l'article 3:1, d'exposer les constatations et les conclusions justifiant l'application d'une autre mesure par le Président. Cependant, le Président n'a pas cherché à expliquer pourquoi ses mesures de sauvegarde n'étaient pas plus restrictives que nécessaire au titre de l'article 5:1. Le Président n'a donc pas "expliqué [ ] et [ ] "justifié [ ]" clairement la portée de l'application de la mesure".[3489] Selon la Nouvelle-Zélande, les États-Unis avaient, au titre de l'article 5:1, l'obligation de faire en sorte que la mesure de sauvegarde qu'ils avaient adoptée était limitée à la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement. L'Accord ne suppose pas qu'une autorité a conçu la mesure de la manière la plus étroite possible. L'équité procédurale de base, telle qu'énoncée à l'article 5:1, appelle une explication exposant les "constatations et les conclusions motivées" de l'autorité.[3490]

7.1505 De l'avis des Communautés européennes et de la Chine, si une autorité compétente présente une recommandation, qu'elle constate en outre que sa recommandation permettrait de remédier adéquatement au dommage dont il a été constaté qu'il était causé par un accroissement des importations et qu'en plus elle indique explicitement que toute mesure corrective plus restrictive serait inappropriée, il serait alors difficile de considérer qu'il pourrait être justifié de déroger à une telle recommandation sur la base de la détermination faite par l'autorité compétente selon laquelle l'accroissement des importations a causé un dommage à la branche de production nationale des produits similaires. Dans ces circonstances, il est nécessaire d'expliquer pour quelle raison il a été dérogé à la recommandation. Par ailleurs, si une telle autorité compétente présente une recommandation et arrive à des constatations et des conclusions motivées selon lesquelles sa recommandation permettrait de remédier adéquatement au dommage causé par l'accroissement des importations et qu'en outre elle indique explicitement que toute mesure corrective plus restrictive serait inappropriée, alors le fait qu'il ait été dérogé à la recommandation pour appliquer une mesure corrective plus restrictive pour le commerce que celle recommandée semblerait indiquer que la mesure corrective effectivement mise en œuvre va au-delà de la mesure nécessaire, et viole ainsi l'article 5:1.[3491]

7.1506 Les Communautés européennes et la Chine font valoir qu'une autorité politique (le Président des États-Unis) n'a pas besoin d'exposer les raisons de la mesure corrective qu'il impose parce que la justification devrait ressortir de la détermination de l'autorité compétente. Dans la mesure où l'autorité politique ne s'appuie pas sur une détermination de l'autorité compétente, mais la modifie implicitement, ou choisit parmi les divers éléments des constatations de l'autorité compétente ceux qui lui permettront de faire sa propre détermination, elle agit à titre d'autorité compétente et elle est liée

[3487] Rapport de l'USITC, volume I, page 358 et note de bas de page 22.
[3488] *Ibid*., page 363.
[3489] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 236.
[3490] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.202.
[3491] Réponses écrites des Communautés européennes et de la Chine à la question n° 110 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

par les prescriptions de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Les Communautés européennes expliquent[3492] que les déterminations de l'USITC sont fondées sur les importations d'un éventail de produits différent de celui visé par les mesures.[3493] En outre, la Proclamation exclut de l'application des mesures des produits dont les désignations détaillées s'étendent sur 35 pages, et les déterminations sont fondées sur des importations de toute provenance, mais les mesures ne s'appliquent pas du tout au Canada, au Mexique, à Israël et à la Jordanie. Par conséquent, ou bien les mesures de sauvegarde imposées ne sont pas justifiées par la détermination ou bien le Président des États-Unis a fait certaines déterminations pour lesquelles il n'a fourni aucune explication.[3494]

7.1507 La Nouvelle-Zélande fait valoir que[3495] puisque le Président est, en l'espèce, allé substantiellement au-delà du "point de repère" établi par les déterminations de l'USITC et ses propres recommandations concernant la mesure corrective, il y a infraction *prima facie* de l'article 5:1. Cela est en particulier le cas lorsque, comme en l'espèce également, dans son raisonnement visant à justifier l'application de mesures moins restrictives, l'USITC indique pour quelles raisons un droit de douane plus restrictif n'est pas nécessaire au sens de l'article 5:1, et lorsque (comme en l'espèce) aucune explication n'est fournie pour justifier la mesure corrective plus restrictive qui a en fait été imposée.[3496] De l'avis du Japon, la prescription voulant que le Président se conforme à l'article 3:1 afin d'assurer la conformité avec l'article 5:1 ne s'applique pas dans tous les cas, mais elle s'applique certainement lorsque la mesure prise par le Président n'est pas étayée par l'analyse de l'USITC. Le Japon fait une autre distinction, à savoir que si la mesure prise par le Président va au-delà de la mesure recommandée par l'USITC, on ne saurait alors dire que la mesure ne va pas au-delà de la mesure nécessaire.[3497] La Norvège fait valoir que l'article 3:1 s'applique dans tous les cas, car il faudra évaluer et apprécier l'efficacité des mesures correctives proposées par l'USITC au regard des critères de l'article 5:1. Cette évaluation de la proportionnalité des mesures proposées est un "point de fait et de droit pertinent" au titre de l'article 3:1. Si le Président décide d'appliquer des mesures qui n'ont pas été évaluées et appréciées par l'USITC, il lui faudra faire en sorte que les prescriptions de l'article 3:1 soient satisfaites.[3498]

7.1508 De l'avis de la Nouvelle-Zélande, l'imposition d'une mesure de sauvegarde qui est plus restrictive que ne le recommandait une autorité compétente – comme cela a été le cas en l'espèce – est susceptible de constituer un élément de preuve très solide et convaincant d'une violation de l'article 5:1. La détermination relative à l'accroissement des importations, au dommage grave et au lien de causalité fournit un "point de repère au regard duquel la portée admissible de la mesure devrait être déterminée".[3499] Puisqu'en l'espèce, le Président est allé substantiellement au-delà du "point de repère" établi par les déterminations de l'USITC et ses propres recommandations concernant la mesure corrective, la Nouvelle-Zélande estime qu'il y a infraction *prima facie* de l'article 5:1.[3500]

[3492] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 8 à 26.

[3493] Tel qu'indiqué à la pièce n° 107 des coplaignants.

[3494] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 45 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3495] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 45 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3496] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 108 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3497] Réponse écrite du Japon à la question n° 45 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3498] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 45 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3499] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 236.

[3500] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 45 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

7.1509 Le Japon, la Corée, la Chine, la Norvège et le Brésil se reportent au rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, où il est dit que "le respect des dispositions des articles 3:1, 4:2 b) et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes devrait avoir pour effet accessoire de fournir une "justification" suffisante pour une mesure et ... devrait aussi fournir un point de repère au regard duquel la portée admissible de la mesure devrait être déterminée".[3501] [3502] Dans le cas présent, les États-Unis ne se sont ni conformés à ces articles, à savoir que l'USITC n'a pas justifié ses recommandations, ni n'ont fourni d'explication des raisons pour lesquelles le Président a dérogé à ces recommandations. Ce seul fait invalide les mesures. Le Brésil et la Corée ajoutent que le Groupe spécial est saisi de deux questions découlant du lien de l'article 3:1 avec l'article 5:1. Premièrement, une explication motivée de la recommandation de l'USITC a-t-elle été fournie? Deuxièmement, dans la mesure où le Président n'a pas suivi la recommandation de l'USITC, une explication motivée des mesures correctives qui ont finalement été imposées a-t-elle été fournie? Si le Président avait suivi la recommandation de l'USITC, alors la deuxième question ne se poserait pas. Dans aucun des deux cas, il n'a été démontré que la mesure corrective (dans la recommandation de l'USITC ou la mesure corrective effectivement imposée par le Président) était conforme aux déterminations correspondantes faites par l'USITC de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité.[3503] Le Brésil ajoute qu'il ne fait pas valoir que l'USITC devait effectuer et publier une analyse indépendante de la mesure dans laquelle était appliquée la mesure. Si l'USITC a manqué à ses obligations au titre de l'article 5:1, ce n'est pas parce qu'elle n'a pas procédé à une évaluation de la mesure qui était distincte de l'analyse de la non-imputation prescrite à l'article 4:2 b). C'est plutôt parce que l'USITC n'a pas procédé à une analyse de quelque sorte. Plus précisément, du fait qu'elle n'a pas "dissocié" et "distingué" le dommage grave causé par l'accroissement des importations, qui constitue une violation de l'article 4:2 b), et qu'elle n'a effectué aucune autre analyse indépendante, elle n'a pas satisfait aux prescriptions des articles 5:1 et 3:1.[3504]

7.1510 Les États-Unis font valoir que puisqu'il n'y a aucune prescription juridique obligeant une quelconque autorité à présenter une recommandation concernant la mesure corrective, il ne devrait pas non plus y avoir de prescription imposant d'expliquer pourquoi il est dérogé à une recommandation faite par une autorité compétente ainsi qu'à une détermination faite au titre des articles 2 et 4. Dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, l'Organe d'appel a précisé que "[e]n dissociant et en distinguant les effets dommageables des facteurs autres qu'un accroissement des importations de ceux causés par un accroissement des importations, comme l'exige[ait] l'article 4:2 b), et en incluant cette analyse détaillée dans le rapport dans lequel sont exposées les constatations et conclusions motivées, comme l'exige[aie]nt les articles 3:1 et 4:2 c), un Membre qui se propos[ait] d'appliquer une mesure de sauvegarde devrait fournir des motifs suffisants pour cette mesure".[3505] Le fait que les mesures de sauvegarde adoptées par le Président diffèrent des recommandations de l'USITC n'établit pas *prima facie* le bien-fondé d'une incompatibilité avec l'article 5:1. Dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, le Groupe spécial a constaté

[3501] Rapport de l'Organe d'appel *Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 236.

[3502] Réponses écrites du Japon, de la Corée et du Brésil à la question n° 45 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond; deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 303; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 348.

[3503] Réponses écrites de la Corée et du Brésil à la question n° 45 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3504] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphe 111.

[3505] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 236.

que la mesure de sauvegarde imposée par le Président pouvait différer de la recommandation de l'USITC sans aller à l'encontre de l'article 5:1.[3506]

7.1511 Les États-Unis relèvent que les Communautés européennes semblent convenir que si un Membre adoptait une recommandation des autorités compétentes concernant une mesure corrective, le Membre pourrait s'appuyer sur toute explication fournie par les autorités compétentes pour établir la compatibilité de la mesure corrective avec l'article 5:1. Les États-Unis conviennent que dans le cas d'une mesure recommandée adoptée par un Membre, toute explication fournie par les autorités compétentes serait pertinente lors d'un différend porté par la suite devant l'OMC et serait dûment soumise à l'examen d'un groupe spécial, à condition que le Membre se fonde sur cette explication. En outre, si le Membre appliquait une mesure dans une mesure moindre que celle recommandée par les autorités compétentes, l'explication fournie par ces dernières établirait la compatibilité avec l'article 5:1. Cela était incontestablement le cas en ce qui concernait les produits en acier étamés ou chromés, les ABJT, les câbles en aciers inoxydables et les fils en aciers inoxydables. Pour chacun de ces produits, le Président a établi une mesure dont le niveau était égal ou inférieur à celui recommandé par l'USITC, mais dont la durée était plus courte. Si le Membre appliquait une mesure dans une plus grande mesure que celle recommandée par les autorités compétentes, il incomberait toujours aux plaignants d'établir qu'une telle mesure était incompatible avec l'article 5:1. Conformément au raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, le Membre aurait l'occasion de réfuter de tels arguments lors de tout différend porté devant l'OMC. Les États-Unis indiquent que l'Organe d'appel a constaté que l'Accord sur les sauvegardes n'exigeait une explication concomitante de la conformité avec l'article 5:1 que dans certaines circonstances limitées qui ne s'appliquent pas aux mesures de sauvegarde visant l'acier.[3507] Par conséquent, toute analyse adoptée par un Membre pour réfuter une prétendue incompatibilité avec l'article 5:1 serait pertinente dans un différend. Il importerait peu que ce soit les autorités compétentes ou un autre intermédiaire du Membre qui aient préparé l'analyse, ou que l'analyse ait été établie avant ou après l'application de la mesure, ou pendant la procédure de règlement du différend.[3508]

7.1512 La Norvège rappelle aussi que le 26 octobre 2001, l'USTR a publié un avis dans lequel il sollicitait les vues des parties intéressées sur la mesure devant être imposée.[3509] Plus précisément, l'USTR a demandé que soient formulées des observations sur: a) la forme que devrait prendre la mesure (à savoir, un droit de douane, un contingent, un contingent tarifaire, etc.); b) la durée d'application d'une quelconque mesure; et c) toute autre mesure susceptible de faciliter l'ajustement de la branche de production nationale à la concurrence des importations.[3510] De nombreuses parties intéressées ont présenté des observations, mais le Président n'a jamais publié de rapport. Il n'a pas non plus expliqué comment le droit de douane de 30 pour cent – qui s'appliquait à un groupe de pays

[3506] Réponses écrites des États-Unis aux questions n° 110 et 128 posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond, dans lesquelles est cité le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.94 (notes de bas de page omises). Selon les États-Unis, lorsque le Groupe spécial se réfère au terme "nécessaire" dans cette citation, il se reporte à la mesure maximale "nécessaire pour réparer le dommage grave".

[3507] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 233.

[3508] Réponses écrites des États-Unis aux questions n° 110 et 128 posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3509] Comité de la politique commerciale, Public Comments on Potential Action Under Section 203 of the Trade Act of 1974 With Regard to Imports of Certain Steel, 66 Fed. Reg. 54321 (26 octobre 2001) (pièce n° 59 des coplaignants).

[3510] Comité de la politique commerciale, Public Comments on Potential Action Under Section 203 of the Trade Act of 1974 With Regard to Imports of Certain Steel, 66 Fed. Reg. 54321, 52323 (26 octobre 2001) (pièce n° 59 des coplaignants).

différent – avait été spécifiquement conçu pour atténuer le tort causé par suite des importations en provenance de ces pays.[3511]

7.1513 Selon les États-Unis, la Corée, le Japon et la Norvège font erreur lorsqu'ils qualifient ce processus d'enquête. L'USTR a simplement reconnu qu'en cas de détermination positive de l'USITC, l'exécutif des États-Unis devrait décider si et dans quelle mesure il faudrait appliquer une mesure de sauvegarde, et que les personnes intéressées voudraient présenter aux ministères des renseignements au sujet de cette décision. Il a officiellement sollicité des observations du public de manière à établir un cadre qui permettrait aux personnes intéressées de fournir de tels renseignements, tant par écrit qu'en personne.[3512]

7.1514 Les États-Unis répondent[3513] qu'à l'instar de n'importe quel Membre de l'OMC, il leur est clairement permis au titre de l'Accord sur les sauvegardes de dédoubler l'application de leur législation en matière de sauvegardes et d'en partager la responsabilité entre l'USITC et le Président. Ainsi que le montre l'extrait de la décision rendue par l'Organe d'appel dans le différend *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, un Membre de l'OMC a le pouvoir discrétionnaire de confier à autant ou à aussi peu de décideurs qu'il le juge approprié la responsabilité de faire des déterminations au titre de sa législation en matière de sauvegardes, à condition que l'"acte singulier", c'est-à-dire la détermination de l'existence d'un dommage par les autorités compétentes, satisfasse aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes. Par conséquent, les États-Unis étaient libres d'établir un processus où c'est l'exécutif qui décide de la nature de la mesure de sauvegarde et de la mesure dans laquelle elle est appliquée, mais sans participer à la détermination de l'existence d'un dommage. En outre, de l'avis des États-Unis, toutes les parties conviennent que l'Accord sur les sauvegardes oblige les autorités compétentes, en l'espèce l'USITC, à présenter certaines constatations et explications au sujet de l'enquête et de la détermination de l'existence d'un dommage. Les parties ne s'entendent toutefois pas sur la question de savoir si l'Accord sur les sauvegardes exige du Président qu'il explique de quelle manière une mesure de sauvegarde prévient ou répare le dommage et facilite l'ajustement. Les États-Unis sont d'avis qu'ils n'ont jamais affirmé que le "dédoublement" du processus permettait au Président de se soustraire à la responsabilité qui lui incombait au titre de l'Accord sur les sauvegardes. Le point essentiel est que l'Accord sur les sauvegardes lui-même divise le processus en deux étapes: 1) l'enquête (article 3) et la détermination de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave (article 4); et 2) l'application de la mesure de sauvegarde (article 5). L'Organe d'appel l'a d'ailleurs reconnu en déclarant que "[c]es deux questions sont séparées et distinctes. Elles ne doivent pas être confondues par celui qui interprète le traité".[3514] Par conséquent, les États-Unis soutiennent qu'il est pleinement compatible avec l'Accord sur les sauvegardes de séparer la détermination faite par les autorités compétentes du choix d'une mesure de sauvegarde conforme à l'article 5:1, et de recourir à une procédure différente à chaque étape.

7.1515 Pour les États-Unis, la question du dédoublement de la procédure et du partage des responsabilités entre l'USITC et le Président n'est pas pertinente. Même si l'USITC était responsable des deux étapes du processus, l'Accord sur les sauvegardes n'exigerait toujours pas, au moment de l'imposition de la mesure de sauvegarde, d'explication de la manière dont la mesure ne s'appliquait que dans la mesure nécessaire pour réparer ou prévenir le dommage et faciliter l'ajustement. Ainsi que l'a déclaré l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, "[i]l est donc clair que, mis à part une exception [certains types de restrictions quantitatives n'ont pas été

[3511] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 356.
[3512] Première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 1368.
[3513] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 128 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[3514] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 84.

utilisées dans cette affaire], l'article 5:1, y compris la première phrase, n'oblige pas un Membre à justifier, au moment de l'application, que la mesure de sauvegarde en cause n'est appliquée "que dans la mesure nécessaire".[3515] [3516]

iii) Lien avec l'obligation de non-imputation et les déterminations faites au titre de l'article 4:2 b)

7.1516 Les plaignants font valoir que le niveau du dommage qui peut être réparé ou prévenu au titre de l'article 5:1 ne devrait pas correspondre à l'intégralité du dommage subi par la branche de production nationale telle qu'elle est évaluée au titre de l'article 4:2 a). Il faudrait plutôt ne pas tenir compte de l'effet dommageable de facteurs autres qu'un accroissement des importations tel que déterminé dans le contexte de l'obligation de non-imputation au titre de l'article 4:2 b). Par conséquent, si elle est adaptée à une constatation de l'existence d'un dommage grave qui n'a pas fait l'objet d'une opération de "non-imputation" appropriée, la mesure corrective sera excessive. C'est pourquoi, d'un point de vue pratique, l'obligation de non-imputation au titre de l'article 4:2 b) sert à déterminer quelle est la partie de la totalité du dommage subi par la branche de production nationale qui peut être réparée conformément à l'article 5:1. Selon les plaignants, l'article 4:2 b) sert les buts de l'article 5:1 pour deux raisons: premièrement, il empêche les autorités d'établir un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave lorsque plusieurs facteurs causent en même temps un dommage. Deuxièmement, et surtout, c'est un "point de repère qui garantit que seule une part appropriée de l'ensemble du dommage est imputée à un accroissement des importations" et, par conséquent, il "renseigne ... sur la mesure dans laquelle une mesure de sauvegarde peut être appliquée conformément à l'article 5:1".[3517] Le fait de ne pas satisfaire aux prescriptions de l'article 4:2 b) crée nécessairement une présomption que la mesure est plus restrictive que requis et qu'elle viole l'article 5:1. Sans un "point de repère" approprié, l'USITC n'aurait aucun moyen de déterminer comment une quelconque mesure pourrait être adaptée au tort causé par les importations seulement. Dans un tel cas, en l'absence d'explications convaincantes de la raison pour laquelle la mesure n'était toujours pas plus restrictive que nécessaire, il faut considérer que la mesure viole l'article 5:1.[3518] En outre, ajoutent les plaignants, la conformité à l'obligation de déterminer l'existence d'un lien de causalité ou à l'obligation de non-imputation figurant à l'article 4:2 b) ne permet pas d'établir de manière définitive que la mesure corrective n'est pas excessive.[3519]

7.1517 Le Brésil, le Japon et la Suisse font valoir qu'une violation de l'article 4:2 b) se traduit nécessairement par une violation de l'article 5:1. Les Communautés européennes, la Corée, la Chine, la Nouvelle-Zélande et la Norvège font valoir que, dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, l'Organe d'appel a conclu qu'il est fourni des éléments qui justifient *prima facie* une violation de l'article 5:1 dès lors qu'a été établie une violation de l'obligation de non-imputation au titre de l'article 4:2 b)[3520], comme cela est le cas dans le présent différend où il a été constaté que l'analyse du dommage grave et du lien de causalité comportait des erreurs. Ainsi que l'a indiqué l'Organe d'appel, il incombe alors au Membre appliquant la mesure de sauvegarde de réfuter cette allégation *prima facie*.[3521] Plus précisément, c'est au Membre appliquant la mesure de sauvegarde qu'il incombe alors de prouver que sa mesure remédie effectivement à une portion du dommage subi

[3515] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 233.
[3516] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 128 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[3517] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 252.
[3518] Première et deuxième déclarations orales de la Norvège.
[3519] Réponses écrites du Brésil et du Japon à la question n° 99 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[3520] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 261.
[3521] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 262.

par sa branche de production nationale qui est égale ou inférieure à celui causé par l'accroissement des importations. Dans ce contexte, il incombe au Membre appliquant la mesure de sauvegarde d'évaluer le dommage imputé à l'accroissement des importations.[3522]

7.1518 La Corée convient et affirme que l'article 4:2 b) vise à garantir que le dommage causé par d'autres facteurs ne soit pas indûment imputé aux importations (article 4:2 b)), alors que la première phrase de l'article 5:1 vise à garantir que la mesure se limite à réparer l'incidence des importations seulement sur la branche de production nationale. L'article 5:1 ne permet pas l'application d'une mesure de sauvegarde au-delà de ce qui est nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage grave causé par les importations seulement.[3523] L'article 5:1 ne permet pas l'application de mesures de sauvegarde pour réparer le dommage causé par d'autres facteurs.[3524] Pour la Nouvelle-Zélande, l'article 4:2 b) fait absolument partie intégrante du respect de l'article 5:1 et, en particulier, du respect de l'obligation de s'assurer "que la part du préjudice grave total imputée à un Membre exportateur doit être proportionnelle au préjudice causé par les importations en provenance de ce Membre".[3525] L'Organe d'appel a souligné que "les mesures de sauvegarde ne devraient être appliquées que de manière à remédier aux conséquences des *importations*".[3526] [3527]

7.1519 Les plaignants appellent l'attention sur le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, qui soulignait qu'"[e]n dissociant et en distinguant les effets dommageables des facteurs autres qu'un accroissement des importations de ceux causés par un accroissement des importations, comme l'exige[ait] l'article 4:2 b), et en incluant cette analyse détaillée dans le rapport dans lequel [étaient] exposées les constatations et conclusions motivées, comme l'exige[aie]nt les articles 3:1 et 4:2 c), un Membre qui se propos[ait] d'appliquer une mesure de sauvegarde devrait fournir des motifs suffisants pour cette mesure. Le respect des dispositions des articles 3:1, 4:2 b) et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes devrait avoir pour effet accessoire de fournir une "justification" suffisante pour une mesure et ... devrait aussi fournir un point de repère au regard duquel la portée admissible de la mesure devrait être déterminée".[3528] Pour les plaignants, l'Organe d'appel a donc précisé qu'une autorité non seulement devait éviter d'imputer la causalité à des facteurs autres qu'un accroissement des importations (article 4:2 b)), mais également faire en sorte que la mesure qui est appliquée soit limitée à la mesure nécessaire pour remédier au dommage particulier causé par des importations qui sont ainsi dissociées et distinguées (article 5:1), et qu'elle devait clairement justifier la mesure (article 3:1).[3529]

7.1520 De l'avis des États-Unis, l'Organe d'appel a constaté que le dommage imputé à l'accroissement des importations constituait le point de repère pour l'application d'une mesure de sauvegarde. Ce dommage est défini grâce aux analyses du lien de causalité et de la non-imputation au titre de

---

[3522] Réponses écrites des Communautés européennes, de la Suisse, du Japon, de la Norvège et de la Nouvelle-Zélande à la question n° 114 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3523] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 258.

[3524] Réponse écrite de la Corée à la question n° 99 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3525] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 253, dans lequel est cité après approbation le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fil de coton*.

[3526] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 258 (italique dans l'original); réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 99 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3527] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 114 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3528] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 348.

[3529] Réponses écrites des plaignants aux questions n° 113 et 114 posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 350.

l'article 4:2 b), et détermine le choix d'une mesure de sauvegarde. Bien qu'une analyse débouche sur l'autre, l'Organe d'appel a souligné que l'évaluation du dommage au titre des articles 3 et 4 est "séparée [ ] et distincte [ ]" de l'évaluation de la mesure admissible dans laquelle est appliquée une mesure de sauvegarde, et que ces deux questions "ne doivent pas être confondues par celui qui interprète le traité".[3530] Il n'y a donc aucune obligation de considérer une deuxième fois les facteurs énoncés à l'article 4:2 a) lors de l'application de l'article 5:1.[3531] Les États-Unis font valoir que la non-imputation se rapporte à la détermination de l'existence du lien de causalité entre les importations et le dommage grave causé à la branche de production nationale en distinguant les effets dommageables des importations des effets dommageables d'autres facteurs. Il ne s'agit pas d'une prescription de l'article 5:1 et, par conséquent, il ne s'agit pas d'une prescription pour décider de la mesure de sauvegarde appropriée à appliquer. Les États-Unis font observer que l'analyse de l'article 5:1 à laquelle a procédé l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, obligeait à conclure que l'article 4:2 b) devait fournir "un point de repère" permettant de garantir que seule une part appropriée de l'ensemble du dommage était imputée à un accroissement des importations. Par conséquent, les autorités compétentes doivent achever l'analyse de la non-imputation au titre de l'article 4:2 b) avant que le Membre ne se prononce sur la mesure admissible dans laquelle est appliquée une mesure de sauvegarde. La non-imputation fait partie du processus de détermination du dommage imputable à l'accroissement des importations, lequel établit à son tour le "point de repère" pour l'application de la mesure. Par conséquent, selon le raisonnement de l'Organe d'appel, il existe un lien entre l'analyse de la non-imputation au titre de l'article 4:2 b) et le choix du niveau d'une mesure de sauvegarde au titre de l'article 5:1. La première analyse détermine la deuxième analyse. Comme le dommage imputé aux importations, dont fait partie l'analyse de la non-imputation, est le point de repère pour la mesure dans laquelle est appliquée une mesure de sauvegarde, il est superflu d'effectuer une deuxième analyse de la non-imputation. Si la mesure se situe en deçà de ce point de repère, il n'y a pas lieu de craindre qu'elle s'applique pour réparer le dommage causé par des facteurs autres qu'un accroissement des importations. Pour les États-Unis, c'est ce que confirme le fait que deux analyses devraient être effectuées au titre de l'Accord sur les sauvegardes. Une première analyse sert à déterminer si l'accroissement des importations causait un dommage grave aux producteurs nationaux et une deuxième, à déterminer la mesure corrective appropriée. La non-imputation fait partie du premier examen de base, que l'Organe d'appel a défini comme étant la détermination par les autorités compétentes, conformément aux articles 3 et 4, de la question de savoir si l'accroissement des importations causait ou menaçait de causer un dommage grave.[3532]

7.1521 Les États-Unis concluent que les plaignants dénaturent le critère d'évaluation des contre-arguments des États-Unis. L'Organe d'appel a reconnu qu'un Membre pouvait "réfuter" la présomption créée par une incompatibilité avec l'article 4:2 b). Ce faisant, il ne donnait pas à entendre que la charge de la preuve assumée par le Membre était plus grande que celle incombant normalement à une partie défenderesse au titre du Mémorandum d'accord, à savoir repousser ou réfuter le bien-fondé d'une allégation établie *prima facie* par la partie plaignante.[3533] Lorsqu'une partie plaignante se fonde sur une incompatibilité avec l'article 4:2 b) pour établir *prima facie* le bien-fondé d'une incompatibilité avec l'article 5:1, elle n'aura rien fait d'autre que montrer que le niveau approprié de la mesure de sauvegarde est incertain. Par conséquent, la réfutation devrait uniquement montrer que la mesure était proportionnée aux effets dommageables imputables à un accroissement des

[3530] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 84.

[3531] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 102 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3532] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 99 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3533] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 98.

importations. Les États-Unis estiment qu'ils ont pleinement réfuté toute allégation d'incompatibilité avec l'article 4:2 b).[3534]

f) Quantification

7.1522 Les Communautés européennes, la Suisse et la Norvège font valoir qu'il ne fait aucun doute que l'article 5:1 exige que les mesures de sauvegarde ne dépassent pas la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement. L'évaluation de la "mesure nécessaire" exige inévitablement une certaine forme de quantification.[3535] Ces plaignants relèvent que personne ne demande aux États-Unis d'être d'une précision absolue, mais simplement de faire une estimation honnête.[3536] La Norvège est d'avis que même si le libellé de l'Accord n'emploie pas explicitement le terme "quantifier", dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, l'Organe d'appel a explicitement déclaré que l'Accord imposait l'obligation de faire en sorte que la mesure de sauvegarde appliquée soit "proportionnée" aux objectifs consistant à prévenir ou à réparer le dommage grave et à faciliter l'ajustement. Il est difficile, sinon impossible, de comprendre comment il serait possible de concevoir une mesure qui soit uniquement adaptée au dommage causé par les importations sans même chercher à quantifier le dommage pertinent.[3537] En outre, la quantification permet aux autres Membres de vérifier que le niveau choisi est conforme aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes. Lorsqu'il n'y a aucune indication sur le dommage que la mesure vise à corriger, il est impossible de déterminer si la mesure va ou non au-delà de l'obligation de proportionnalité. Cela ressort aussi très clairement de l'obligation de non-imputation telle qu'énoncée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*.[3538] S'il est impossible de quantifier les effets des différents facteurs qui ont été imputés au dommage allégué, il est impossible de garantir qu'il est effectivement procédé à la non-imputation. Les allégations des États-Unis selon lesquelles il n'existe aucune obligation de quantifier quoi que ce soit sont non seulement erronées, mais elles servent simplement de prétexte pour inclure des facteurs externes dans leur mesure corrective et, par conséquent, pour compenser de façon excessive tout dommage qui aurait pu être causé par les importations.[3539]

7.1523 Les États-Unis contestent l'allégation des plaignants selon laquelle les déterminations de l'existence d'un dommage et de la non-imputation et les autres déterminations faites au titre de l'Accord sur les sauvegardes, y compris celles du niveau approprié de la mesure et de la mesure appropriée dans laquelle est appliquée la mesure corrective, devraient être "quantifiées". Les États-Unis estiment que l'Accord sur les sauvegardes n'exige ni du Membre appliquant une mesure de sauvegarde ni de ses autorités compétentes qu'ils "quantifient" le dommage imputable à un accroissement des importations. En fait l'article 4:2 a) définit l'analyse d'une manière qui rend la quantification impossible. Cette disposition exige des autorités compétentes qu'elles évaluent un certain nombre de facteurs particuliers qui sont exprimés dans des unités de mesure différentes. Aucune autre disposition de l'Accord sur les sauvegardes ne donne à entendre que la quantification du "dommage" est nécessaire, voire même possible. En fait, au titre du GATT de 1947, il était reconnu

[3534] Résumé analytique de la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 71.
[3535] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 506.
[3536] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 508.
[3537] La Norvège n'exclut pas qu'il puisse être possible de combiner la quantification avec des évaluations qualitatives, mais cela exige que les évaluations qualitatives soient suffisamment précises pour permettre une comparaison significative et établir explicitement qu'il est satisfait à l'obligation de proportionnalité; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 159.
[3538] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 252 à 260.
[3539] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphes 159 à 163, deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphes 109 à 118.

qu'"il était impossible de déterminer à l'avance et avec précision le niveau des droits à l'importation nécessaire" pour qu'une mesure de sauvegarde réalise les buts de l'article XIX.[3540] Pour les États-Unis, les articles 5 et 7, qui traitent de la mesure dans laquelle est appliquée une mesure de sauvegarde et de la durée d'une telle mesure, n'exigent pas l'évaluation du dommage grave ou de la mesure dans laquelle est appliquée une mesure de sauvegarde. Ils n'écartent pas non plus l'impossibilité matérielle d'une telle opération.[3541]

7.1524 Les États-Unis ajoutent que le libellé n'étaye aucunement la thèse selon laquelle le "dommage", en tant que tel, doit être quantifié. L'article 4:1 définit le dommage grave comme étant "une dégradation générale notable de la situation d'une branche de production nationale". L'article 4:2 a) précise que, pour déterminer l'existence d'un dommage, les autorités compétentes doivent évaluer "tous les facteurs pertinents, de nature objective et quantifiable, qui influent sur la situation de cette branche". Par conséquent, le libellé lui-même traite les deux concepts de façon différente. Les facteurs examinés par les autorités compétentes sont qualifiés de "quantifiables", mais le "dommage grave" lui-même ne l'est pas. Cette omission est significative parce que, lorsque les accords visés exigent une quantification ou une évaluation de quelque sorte, ils l'indiquent généralement de façon claire, et ils fournissent souvent des indications détaillées.[3542] Les États-Unis font valoir que le cadre d'analyse figurant à l'article 4:2 a) offre d'autres éléments qui étayent cette conclusion: il n'est pas possible de "quantifier" le dommage pour de nombreuses raisons. La plus évidente est que les différents facteurs énoncés à l'article 4:2 a) sont exprimés en unités de mesure différentes – la part du marché et l'utilisation de la capacité sont exprimées en pourcentage; le niveau des ventes et de la production, en unités; les bénéfices et les pertes, en monnaie (ou pourcentage); et l'emploi, en nombre de travailleurs ou d'heures travaillées.[3543] L'Organe d'appel a souligné que "c'est uniquement lorsque la *situation générale* de la branche de production nationale est évaluée, à la lumière de tous les facteurs pertinents qui influent sur cette situation, que l'on peut déterminer s'il y a "une dégradation générale notable" de ladite situation".[3544] [3545]

7.1525 Les États-Unis estiment que l'autre problème posé par la quantification du "dommage grave" est le fait que les facteurs qui illustrent le mieux la situation d'une branche de production peuvent différer selon la branche de production considérée. Par exemple, dans une branche de production qui fait appel à une élite professionnelle pour fabriquer un produit, les réductions de l'emploi peuvent être particulièrement symptomatiques du dommage. Dès lors qu'elle s'est séparée de ces travailleurs, la branche de production pourrait avoir des difficultés à former d'autres travailleurs pour lui permettre de ramener la production à ses niveaux antérieurs. Par contre, dans une branche de production qui fabrique un produit intégrant une technologie qui évolue fréquemment, les réductions des dépenses de recherche et développement peuvent être particulièrement symptomatiques du dommage. En l'absence de telles dépenses, la branche de production ne sera pas en mesure d'apporter d'autres améliorations à son produit pour pouvoir demeurer concurrentielle sur le marché. Une quelconque "quantification" mathématique fondée sur une formule ne permettrait pas de se prononcer en connaissance de cause sur l'importance relative des facteurs qu'il faudrait examiner.[3546]

[3540] *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil*, paragraphe 35; l'Organe d'appel a cité ce rapport dans le cadre de l'acquis du GATT de 1947. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 174.

[3541] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1032.

[3542] Par exemple, l'article 2 de l'Accord antidumping; l'article 14 de l'Accord SMC. Ces prescriptions détaillées du calcul de la marge de dumping et du montant de la subvention, respectivement, contrastent avec le traitement du dommage dans les deux accords, qui n'exigent pas le calcul du montant du dommage.

[3543] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1036.

[3544] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 139.

[3545] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1035.

[3546] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1038.

7.1526 La Norvège fait observer[3547] que même s'ils cherchent à faire valoir que la quantification proposée par les plaignants est impossible[3548], les États-Unis fournissent en fait une certaine quantification *a posteriori* dans la modélisation économique à laquelle ils font référence dans la "Feuille de calcul de la modélisation I"[3549] et la "Feuille de calcul de la mesure corrective I"[3550], ce qui montre qu'une quantification est en fait possible, même pour les États-Unis. Cette modélisation n'était toutefois pas incluse dans le rapport de l'USITC. Les États-Unis ne peuvent donc pas s'appuyer sur cette modélisation pour justifier les mesures. En outre, les États-Unis ne contestent pas que la réfutation d'une allégation qui établit *prima facie* une violation de l'article 5:1 découlant d'une analyse lacunaire de la non-imputation engloberait une "quantification" de quelque sorte de l'effet de la mesure corrective en rapport avec le dommage causé par l'accroissement des importations.[3551]

7.1527 Selon le Brésil, les autorités nationales ont l'obligation de montrer que les éléments nécessaires à l'imposition des mesures de sauvegarde, qu'ils soient qualitatifs ou quantitatifs, sont présents. Par exemple, l'article 4:2 b) dispose que: "La détermination dont il est question à l'alinéa a) n'interviendra pas à moins que l'enquête ne démontre, sur la base d'éléments de preuve objectifs, l'existence du lien de causalité entre l'accroissement des importations … et le dommage grave". De la même manière, il est question à l'article 4:2 c) d'une "justification du caractère pertinent des facteurs examinés". L'article 3:1 exige, bien entendu, que les autorités compétentes exposent "les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles seront arrivées". Il ne fait donc aucun doute que la charge de la preuve incombe aux autorités nationales. Ce sont les circonstances et la disponibilité des données requises pour procéder à une telle analyse qui détermineront si une analyse quantitative est ou non fournie ou nécessaire. Il y a dans le présent cas d'espèce deux facteurs qui sembleraient nécessiter la tenue d'une analyse quantitative pour justifier les constatations et les conclusions de l'USITC. Premièrement, en ce qui concerne les CPLPAC, il y avait de nombreux facteurs autres que les importations visées qui, intuitivement, sembleraient avoir eu individuellement et cumulativement un effet plus substantiel que les importations visées. Par exemple, on serait porté à croire qu'un accroissement de la capacité nationale, qui dépassait de 16 millions de tonnes la demande entre 1996 et 2000[3552], aurait un effet sensiblement plus élevé en termes de dommage causé à la branche de production nationale qu'un accroissement des importations de 2,5 millions de tonnes. On pourrait aussi supposer qu'un accroissement de 3 millions de tonnes des expéditions à bas coûts des mini-aciéries entre 1998 et 2000[3553] aurait également un effet sensiblement plus grand sur la santé de la branche de production nationale qu'un plus faible accroissement des importations. Par conséquent, le Brésil fait valoir qu'il semble que l'on doive dans une certaine mesure montrer l'existence d'un lien réel et substantiel entre l'accroissement des importations, indépendamment et séparément de ces autres facteurs, et le dommage grave. Lorsque les faits semblent, intuitivement indiquer une conclusion et que les autorités parviennent à une autre conclusion, il faut montrer dans une certaine mesure que la conclusion à laquelle sont parvenues les autorités était exacte. Dans le cas présent, le Brésil est d'avis qu'il semblerait qu'une quantification des effets des importations et des autres causes aurait été nécessaire; sinon, rien n'étaye la conclusion de l'USITC. Deuxièmement, il ne manque pas de données sur lesquelles fonder une quantification des causes du dommage subi par la branche de production nationale. En particulier, selon la branche de production et l'USITC également, le principal problème était le bas niveau des prix pendant la dernière partie de la période visée par

[3547] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 163.
[3548] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1036.
[3549] Pièce n° 57 des États-Unis.
[3550] Pas de pièce.
[3551] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1062.
[3552] Première communication écrite du Brésil, figure 3.
[3553] Première communication écrite du Brésil, figure 24.

l'enquête. Il y avait abondamment de renseignements pour simuler à l'aide d'un modèle l'effet des divers facteurs sur les prix. En fait, un tel modèle avait déjà été accepté et approuvé par les services économiques de l'USITC lors de l'enquête antidumping concernant les produits en acier laminés à froid. L'USITC aurait pu construire un tel modèle. Sinon, les diverses parties intéressées avaient fourni des modèles qui auraient pu être adaptés aux besoins de l'USITC. Malgré un résultat contraire à l'intuition, l'USITC n'a fait aucun effort pour montrer que ses constatations et conclusions étaient fondées.[3554]

7.1528 Le Brésil affirme que le fait de ne pas effectuer une analyse appropriée de la non-imputation, telle que prescrite à l'article 4:2 b) en lui-même et à lui seul établit *prima facie* le bien-fondé de cette thèse. En outre, le Brésil estime qu'en l'absence d'une justification concrète de la façon dont il a été obtenu, un résultat contraire à l'intuition établit aussi *prima facie* le bien-fondé de cette allégation. Enfin, en ce qui concerne la question de savoir si la mesure dans laquelle est appliquée la mesure corrective dépasse ce qui est nécessaire pour réparer le dommage causé par un accroissement des importations, il semblerait aussi que l'imposition d'une mesure corrective d'un niveau supérieur à celle recommandée (et prétendument étayée par des constatations et des conclusions raisonnées), sans aucune explication des raisons ou de la nécessité du changement apporté à la mesure corrective, établit *prima facie* le bien-fondé d'une telle allégation. Ce sont les faits et les circonstances propres à chaque cas qui détermineront s'il a été établi *prima facie* le bien-fondé d'une allégation.[3555]

7.1529 De la même manière, de l'avis du Japon, de la Corée et de la Nouvelle-Zélande, comme ce sont les autorités qui décident de l'imposition des mesures de sauvegarde, il leur incombe de recueillir et d'évaluer suffisamment de renseignements factuels pour satisfaire à toutes les prescriptions relatives à l'imposition des mesures de sauvegarde. Dans les situations où de nombreuses données sont disponibles, et en particulier dans les cas où les données sont à la fois disponibles et présentées aux autorités, ces dernières ont l'obligation de les examiner. Dans le présent cas d'espèce, les plaignants estiment que de nombreuses données avaient été rendues publiques et que les parties avaient présenté diverses études économiques qui utilisaient ces données. L'USITC avait donc à sa disposition des renseignements et des études pour quantifier les effets dommageables, mais elle a décidé de ne pas le faire.[3556]

7.1530 Les États-Unis font observer que le Japon et le Brésil supposent qu'il n'y a qu'une seule façon de "quantifier" le dommage, à savoir à l'aide d'une modélisation économique.[3557] Ces plaignants remplaceraient en quelque sorte l'analyse complexe et nuancée envisagée à l'article 5:1 par un critère mathématique rigide et fondé sur une formule. La modélisation est largement répandue dans la théorie économique et elle peut jouer un rôle dans l'évaluation d'une mesure de sauvegarde. Elle a toutefois d'importantes limites qui l'empêchent de quantifier le "dommage" au sens de l'Accord sur les sauvegardes, ou de mesurer avec une quelconque précision l'effet d'un accroissement des importations ou d'une mesure de sauvegarde sur les facteurs individuels démontrant le dommage.[3558]

[3554] Réponse écrite du Brésil à la question n° 114 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3555] Réponse écrite du Brésil à la question n° 114 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3556] Réponses écrites du Japon, de la Corée et de la Nouvelle-Zélande à la question n° 114 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3557] Première communication écrite du Japon, paragraphe 324; première communication écrite du Brésil, paragraphes 212 à 214.

[3558] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1039.

7.1531 Les États-Unis donnent à entendre que la différence la plus importante entre l'approche du Japon/Brésil et celle des États-Unis se situe au niveau de l'utilisation des modèles. Le Japon et le Brésil ont fait valoir à l'USITC, et ils font maintenant valoir devant le Groupe spécial, que des modèles particuliers permettent de calculer l'effet des importations et des autres facteurs sur la branche de production nationale et que les résultats obtenus devraient contribuer à l'analyse du lien de causalité et de la non-imputation par les autorités compétentes. De façon générale, ce point de vue ne tient pas compte des limitations des modèles informatiques. Un modèle conçu pour calculer des estimations de l'incidence des ventes d'un participant au marché sur les prix et les quantités des autres participants au marché rendra probablement compte de l'effet des autres facteurs avec moins d'exactitude. Bien que l'on puisse théoriquement construire des modèles pour toutes les causes possibles de dommage, ces modèles exigeraient des hypothèses de base et des données qualitatives et quantitatives différentes, ce qui rendrait extrêmement incertaine toute comparaison des résultats. En bref, les meilleurs modèles informatiques disponibles fournissent une sorte de "quantification" qui ne satisferait pas à l'obligation de montrer l'existence d'un lien de causalité ou de garantir la non-imputation au titre de l'Accord sur les sauvegardes. En ce qui concerne plus précisément les modèles mentionnés par le Japon et le Brésil – qui ont été construits pour les fins de l'enquête sur les *Produits en acier* – les services de l'USITC ont conclu qu'ils ne fournissaient pas d'"éléments de preuve statistiques que la concurrence des importations avait sur les prix intérieurs un effet sensiblement plus grand que les autres facteurs inclus dans leur analyse".[3559] Par ailleurs, les modèles n'évaluaient pas "d'une manière statistique" l'ordre de grandeur des effets des importations par rapport à ceux des autres facteurs. Ils mesuraient l'effet de la concurrence intérieure soit "faiblement" soit "pas du tout".[3560] Les modèles n'étaient pas non plus censés considérer et pondérer tous les facteurs qu'il fallait examiner pour évaluer le dommage et le lien de causalité. En conséquence, l'USITC a accordé peu d'importance aux modèles en raison de leurs "sérieuses limitations".[3561] [3562]

7.1532 En revanche, les États-Unis font valoir qu'ils n'ont pas utilisé un nouveau modèle informatique pour comparer les différents facteurs dans le cadre de l'analyse du lien de causalité. Ils se sont plutôt servis d'un modèle informatique déjà existant pour examiner distinctement un seul facteur, à savoir les importations, afin d'analyser la mesure dans laquelle il était admissible d'appliquer la mesure de sauvegarde en termes de volume, de prix et de revenu du produit vendu par la branche de production nationale. Plus précisément, les États-Unis ont considéré deux scénarios – 1) maintien des importations en 2000 aux mêmes niveaux qu'avant leur poussée et 2) application en 2000 des mesures de sauvegarde établies par le Président – et ils ont déterminé à l'aide du modèle si les prix et les volumes des produits vendus aux États-Unis auraient pu être différents. Si l'on considère dans chacun des scénarios les effets des importations sur le volume et les prix, et que l'on maintient constantes toutes les autres causes présumées du dommage, les États-Unis allèguent qu'ils ont évité le risque que le modèle ne puisse pas comparer avec exactitude les effets de deux causes différentes de dommage sur le volume et les prix. En outre, comme il est "impossible de déterminer à l'avance et avec précision le niveau des droits à l'importation nécessaires pour permettre à une industrie américaine de soutenir la concurrence des fournisseurs étrangers dans les conditions actuelles de concurrence"[3563], les États-Unis font valoir que l'incertitude inhérente à la modélisation informatique n'est pas différente

[3559] Mémoire de l'USITC, EC-Y-042, page 42.
[3560] Mémoire de l'USITC, EC-Y-042, page 1.
[3561] Rapport de l'USITC, page 59, note de bas de page 260.
[3562] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 116 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[3563] *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil*, paragraphe 35.

de toute autre analyse disponible. Par contre, lorsqu'il est question d'analyser le lien de causalité, il y a une autre solution, à savoir le type d'analyse qualitative utilisé par l'USITC.[3564]

7.1533 Les États-Unis font valoir qu'ils n'arrivent pas à déterminer exactement ce que les partisans de la quantification auraient voulu que l'USITC fasse différemment. Seuls quelques-uns des plaignants ont soulevé cette question et, à ce jour, ils n'ont pas indiqué de quelle manière exactement l'USITC aurait dû quantifier le dommage. Selon les États-Unis, la Norvège affirme à maintes reprises qu'une quantification est exigée, mais elle n'indique pas comment cette quantification est possible. Le Brésil a aussi reproché à l'USITC le modèle économique qu'elle avait utilisé dans sa recommandation concernant la mesure corrective, mais il donne à entendre que l'USITC aurait en fait dû s'appuyer sur une modélisation économique, en particulier sur un modèle informatique qui a été présenté au nom des producteurs étrangers et que l'USITC a rejeté.[3565] Le Japon reproche aussi à l'USITC de ne pas s'être appuyé sur le modèle informatique des producteurs étrangers.[3566] Selon les États-Unis, les partisans de la quantification n'ont pas expliqué ce qu'ils entendaient par ce terme ni comment une autorité compétente quantifierait le dommage ou les effets des importations sur tous les indicateurs du dommage dont l'Accord sur les sauvegardes prescrit l'examen. Par conséquent, les États-Unis allèguent qu'ils ne peuvent pas dire de quelle manière leur opération numérique différait des éventuelles propositions des plaignants.[3567]

7.1534 Les États-Unis relèvent que les plaignants ont des positions différentes sur le point de savoir si une quantification est nécessaire. La plupart éludent la question en disant que les autorités compétentes doivent quantifier le dommage "si nécessaire" et qu'il leur incombe de le faire.[3568] Les États-Unis soutiennent qu'au contraire c'est un principe bien établi dans les différends soumis au titre du Mémorandum d'accord qu'il incombe à la partie avançant par voie d'affirmation une proposition de la prouver.[3569] Les États-Unis allèguent avoir présenté de nombreux éléments de preuve montrant qu'il n'est pas possible de quantifier avec précision le dommage causé par un accroissement des importations ni les effets dommageables d'un accroissement des importations en vue de son utilisation dans une analyse visant à séparer les effets dommageables des importations des autres facteurs. Par conséquent, ils font valoir qu'il incombe aux partisans de la quantification d'établir que i) l'Accord sur les sauvegardes exige une quantification et ii) une quantification précise du dommage ou des effets dommageables causés par un accroissement des importations est possible. Selon les États-Unis, les plaignants ne se sont acquittés d'aucun des aspects de la charge de la preuve leur incombant. Le seul élément de preuve que présentent les plaignants pour montrer que la quantification est possible consiste en des modèles informatiques qui ont été présentés à l'USITC et que celle-ci a rejetés. Bien que le Japon et le Brésil aient critiqué l'USITC pour "avoir rejeté" les résultats des modèles

[3564] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 116 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3565] Première déclaration orale du Brésil, paragraphe 35.

[3566] Première communication écrite du Japon, paragraphes 276 à 281.

[3567] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 116 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3568] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 114 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; le Japon, la Norvège et le Brésil adoptent une position similaire dans leurs réponses écrites à la question n° 114 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond. La Corée et la Nouvelle-Zélande font valoir que la quantification est toujours nécessaire, alors que la Chine et la Suisse n'ont pas de position arrêtée; réponses écrites de la Corée, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse à la question n° 114 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3569] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 17.

économiques "dans une seule note de bas de page"[3570], ils ne traitent jamais des raisons pour lesquelles l'USITC a accordé peu d'importance aux modèles. Le seul fondement juridique qu'invoquent les plaignants à l'appui de la proposition selon laquelle la quantification est obligatoire est le critère du "que dans la mesure nécessaire" énoncé à l'article 5:1. Certains plaignants estiment qu'un Membre ne peut satisfaire à ce critère que s'il quantifie les effets tant de l'accroissement des importations que de la mesure de sauvegarde.[3571] Cependant, de l'avis des États-Unis, une analyse quantitative pourrait aussi suffire pour établir qu'une mesure de sauvegarde était proportionnée au dommage imputable à l'accroissement des importations.[3572]

7.1535 Pour les États-Unis, dans la mesure où les plaignants ont proposé qu'une certaine autre analyse était requise pour préciser et quantifier scientifiquement la mesure exacte du dommage et l'effet des mesures prises, il est clair qu'un tel critère serait inapplicable et incompatible avec l'Accord. Il établirait une norme à laquelle aucune partie ne pourrait satisfaire en prenant une mesure de sauvegarde et rendrait donc effectivement nul et non avenu l'Accord.[3573]

7.1536 De l'avis des États-Unis, aucune analyse de la quantification ne peut satisfaire aux prescriptions des articles 5:2 ou 4:2 b). Les opérations numériques limitées figurant dans la première communication écrite des États-Unis ont pour but limité de fournir au Groupe spécial des éléments de preuve additionnels que les mesures de sauvegarde visant l'acier étaient compatibles avec l'article 5:1. Elles n'étayent certainement pas la thèse selon laquelle ni le type de quantification envisagé par certains plaignants, ni une opération numérique telle que celle(s) utilisée(s) par les États-Unis dans le présent différend ne sont requis.[3574]

g) Exclusion de produits

7.1537 Les Communautés européennes et la Norvège font valoir que pour déterminer si des produits visés par une enquête peuvent être exclus de l'application d'une mesure de sauvegarde, l'article 5 doit être interprété à la lumière du principe du parallélisme inhérent à cette disposition et des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes. Considérée dans ce contexte, la disposition relative à "la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave" de l'article 5:1 signifie "la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave causé par les importations qui ont été à la base des déterminations de l'existence d'un "accroissement des importations", et d'un "dommage grave" et d'un lien de causalité", et qui doivent correspondre aux importations visées par la mesure. Si le dommage grave et le lien de causalité ont été évalués par rapport à un certain éventail de produits, c'est cet éventail de produits dont il a été reconnu qu'il causait un dommage grave. Le niveau et le type de mesure corrective appropriée pour faire face à ce dommage grave ne peuvent pas être redistribués parmi un éventail plus restreint de produits. Sinon, donnent à entendre ces plaignants, il serait imputé à certaines importations les conséquences d'un dommage dont il n'a pas été déterminé qu'elles en étaient la cause. Par ailleurs, si une mesure s'appliquait à toutes les importations examinées dont il a

[3570] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 213; première communication écrite du Japon, paragraphes 276 à 278; les Communautés européennes soulèvent une question similaire, première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 278.

[3571] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 114 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3572] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 192 à 196.

[3573] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1064.

[3574] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 116 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

été constaté qu'elles avaient causé un dommage grave, alors l'application d'une telle mesure pourrait être uniformément ramenée en deçà de ce qui est nécessaire si le pays importateur le décidait.[3575]

7.1538 De l'avis du Brésil, les exclusions de produits dénaturent la mesure corrective du fait qu'elles la rendent moins restrictive. Elles affectent en soi le niveau de protection fourni par la mesure corrective et elles devraient être considérées en tant que telles.[3576] Le Japon considère que les exclusions de produits visent spécifiquement à faire en sorte que l'application des mesures ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire pour fournir une protection. Si un produit n'est pas fabriqué aux États-Unis, il serait alors excessif d'imposer une mesure de protection contre ce produit.[3577] Selon la Corée, en excluant ces produits de l'application de la mesure corrective, les États-Unis choisissent de ne pas imposer une mesure de protection. Les termes de la première phrase de l'article 5:1 non seulement permettent d'agir ainsi, mais ils envisagent également une telle action.[3578]

7.1539 Selon les Communautés européennes, l'exclusion d'un produit (ou d'un sous-produit) visé par une mesure de sauvegarde, parce que la branche de production des États-Unis le demande ou pour quelque autre raison, élimine la restriction imposée à ce sous-produit, mais ne fait rien pour rendre plus proportionnée l'application des mesures de sauvegarde aux sous-produits qui restent assujettis à la mesure. En réalité, le fait que des exclusions de produits aient même été demandées et obtenues par l'industrie sidérurgique nationale des États-Unis elle-même (par exemple, pour les brames) semblerait indiquer que le niveau initial des mesures était disproportionné.[3579]

7.1540 Les États-Unis répondent que le fait d'exclure de l'application des mesures des types particuliers de chaque produit n'établit pas *prima facie* le bien-fondé d'une incompatibilité avec l'article 5:1. Ledit article permet clairement à un Membre d'appliquer une mesure de sauvegarde en deçà de la mesure nécessaire pour réparer ou prévenir un dommage grave et faciliter l'ajustement, pour autant que la mesure soit conforme à l'obligation NPF au titre de l'article 2:2. Ce pouvoir discrétionnaire englobe l'application atténuée – voire même la non-application – d'une mesure à des types particuliers d'un produit. L'emploi de l'expression "que dans la mesure nécessaire" montre que l'article 5:1 fixe un plafond à l'application d'une mesure de sauvegarde. L'expression "que dans" signifie que la mesure peut être appliquée à hauteur, mais non au-delà, de ce niveau. Comme l'article 5:1 n'impose aucune contrainte à la capacité d'un Membre d'appliquer une mesure en deçà de la mesure nécessaire, un Membre a la latitude de le faire. En conséquence, un Membre demeure libre d'exclure un type du produit ou d'appliquer la mesure à des niveaux inférieurs à ce type du produit pour autant qu'il se conforme aux autres prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes, y compris à l'obligation énoncée à l'article 2:2 d'appliquer la mesure indépendamment de la provenance.[3580]

7.1541 Les États-Unis font observer que le Japon, la Corée et le Brésil conviennent que l'exclusion de produits n'est pas nécessairement incompatible avec l'article 5:1. Seule la Nouvelle-Zélande fait valoir que les exclusions sont interdites, au motif que le parallélisme exige l'application d'une quelconque mesure de sauvegarde à chacun des articles sans exception compris dans le produit visé

[3575] Réponses écrites des Communautés européennes et de la Norvège à la question n° 100 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3576] Réponse écrite du Brésil à la question n° 100 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3577] Réponse écrite du Japon à la question n° 100 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3578] Réponse écrite de la Corée à la question n° 100 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3579] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 520.

[3580] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 100 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

par une constatation de l'existence d'un dommage grave.[3581] (Les États-Unis qualifient ce concept de "parallélisme des portées".) La Nouvelle-Zélande reconnaît que le parallélisme, tel qu'il est décrit dans les affaires *États-Unis – Gluten de froment* et *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, "était, au vu des faits, limité aux importations selon leur provenance".[3582] (Les États-Unis qualifient ce concept de "parallélisme des provenances".) Cependant, selon les États-Unis, la Nouvelle-Zélande fait valoir que ces rapports appuient également le "vaste principe" du parallélisme des portées. Pour les États-Unis, un tel principe n'existe pas.[3583] Les États-Unis font valoir que la Nouvelle-Zélande n'a pas réfuté leur analyse et qu'elle n'a donc pas établi *prima facie* que l'Accord sur les sauvegardes exigeait le parallélisme des portées.[3584]

7.1542 Pour les États-Unis, les exclusions (ou réductions dans l'application) sont un facteur que le Groupe spécial devrait examiner pour évaluer si les mesures de sauvegarde visant l'acier sont compatibles avec l'article 5:1. Les ajustements qui sont ainsi apportés aux mesures de sauvegarde visant l'acier atténuent l'effet des mesures sur les branches de production nationale et atténuent donc la mesure dans laquelle elles préviennent ou réparent le dommage grave.[3585]

h) Mesures correctives différentes pour les brames et les CPLPAC

7.1543 Les Communautés européennes et la Chine font observer que les deux mesures de sauvegarde distinctes applicables aux brames et aux CPLPAC respectivement, ainsi que l'a indiqué l'USITC elle-même, ont des buts différents et sont appliquées dans des mesures différentes.[3586] En particulier, le contingent tarifaire applicable aux brames vise à prendre en compte l'utilisation finale et le circuit de commercialisation particuliers des brames, à savoir le fait que "les producteurs nationaux utilisent habituellement pour la consommation interne la quasi-totalité des brames qu'ils produisent" et que "les ventes commerciales de brames ont été extrêmement limitées". En conséquence, le contingent tarifaire applicable aux brames "vise à éviter de causer un tort aux producteurs nationaux de produits en acier qui ont des besoins légitimes de continuer à importer des brames". Compte tenu de leurs buts différents et de la mesure différente dans laquelle elles sont appliquées, il semble difficile de faire valoir que les mesures de sauvegarde applicables aux brames et au reste de certains produits plats en acier au carbone et en aciers alliés peuvent être justifiées sur la base de la même détermination selon laquelle l'accroissement des importations de la totalité de certains produits plats en acier au carbone et en aciers alliés a causé un dommage à la branche de production nationale de tous les produits plats en acier au carbone et en aciers alliés.[3587]

[3581] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 92 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3582] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 92 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3583] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 763 à 766.

[3584] Les États-Unis font aussi observer que, pour une raison systémique, l'interprétation que fait la Nouvelle-Zélande des rapports sur les affaires *États-Unis – Gluten de froment* et *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* est préoccupante. De l'avis de la Nouvelle-Zélande, les observations générales formulées par l'Organe d'appel dans ces rapports sont déterminantes en ce qui concerne une question – le parallélisme des portées – que les parties n'ont pas soulevée et dont n'a pas traité l'Organe d'appel. L'Organe d'appel n'a donc pas eu l'occasion d'examiner pleinement les conséquences du parallélisme des portées et la compatibilité de ce concept avec l'Accord sur les sauvegardes. En conséquence, il faudrait considérer que ces assertions concernant le parallélisme des provenances ne peuvent pas s'appliquer au parallélisme des portées.

[3585] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 210.

[3586] Rapport de l'USITC, volume I, pages 362 à 366.

[3587] Réponses écrites des plaignants à la question n° 104 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

7.1544 Pour les Communautés européennes, si une autorité compétente présente effectivement une recommandation, qu'elle constate en outre que sa recommandation permettrait de remédier adéquatement au dommage dont il a été constaté qu'il était causé par un accroissement des importations, et qu'en plus elle indique explicitement que toute autre mesure corrective plus restrictive serait inappropriée, il serait alors difficile de considérer qu'il pourrait être justifié de déroger à une telle recommandation sur la base de la détermination faite par l'autorité compétente, selon laquelle un accroissement des importations a causé un dommage à la branche de production nationale des produits similaires. Dans ces circonstances, il est nécessaire d'expliquer pour quelle raison il a été dérogé à la recommandation.[3588] Par ailleurs, si une telle autorité compétente présente effectivement une recommandation et arrive à des constatations et à des conclusions motivées selon lesquelles sa recommandation permettrait de remédier adéquatement au dommage causé par l'accroissement des importations, et qu'en outre elle indique explicitement que toute autre mesure corrective plus restrictive serait inappropriée, alors le fait qu'il ait été dérogé à la recommandation, pour appliquer une mesure corrective plus restrictive pour le commerce que ne le prévoyait la recommandation, semblerait indiquer que la mesure corrective effectivement mise en œuvre va au-delà de la mesure nécessaire et viole ainsi l'article 5:1.[3589] Pour la Corée, la question essentielle consiste à déterminer si la mesure adoptée peut être conciliée et est compatible avec les déterminations correspondantes de l'existence d'un dommage grave et d'un lien de causalité. Dans le cas des tubes et tuyaux soudés, par exemple, la question essentielle est que la recommandation de l'USITC a effectivement fourni une explication détaillée de la manière dont la constatation de l'existence d'une menace de dommage constituait un "point de repère" pour l'application de la mesure corrective recommandée.[3590]

7.1545 Le Japon ajoute que si ces produits sont les mêmes et qu'ils se font concurrence, pourquoi devraient-ils faire l'objet de mesures correctives différentes ayant des effets différents? Il incombe aux États-Unis d'expliquer pourquoi la mesure corrective appliquée aux brames, qui est moins restrictive que les droits de douane appliqués aux plats produits finis, ne devrait pas être étendue et s'appliquer aux produits plats finis de manière à satisfaire aux obligations énoncées à l'article 5:1. Autrement dit, en l'absence d'une certaine explication, le Japon estime qu'il existe une présomption que l'application de mesures correctives différentes à l'intérieur d'un "produit similaire" viole l'article 5:1. Le Japon estime que l'application de mesures correctives différentes à des produits appartenant à une seule catégorie de produits similaires, telle que définie par l'autorité compétente, montre que les produits ont été de manière inappropriée regroupés à l'intérieur de cette catégorie.[3591]

7.1546 De la même manière, la Corée et la Nouvelle-Zélande font valoir qu'en appliquant aux brames une mesure corrective qui était moins restrictive que celle appliquée aux autres produits CPLPAC, les États-Unis reconnaissaient qu'il pouvait être remédié au dommage causé par les produits CPLPAC (brames) par des moyens moins restrictifs que la mesure corrective appliquée à la plupart des produits CPLPAC.[3592]

[3588] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 110 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3589] Réponse des Communautés européennes à la question n° 109 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3590] Réponse écrite de la Corée à la question n° 109 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3591] Réponse écrite du Japon à la question n° 103 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3592] Réponses écrites de la Corée et de la Nouvelle-Zélande à la question n° 103 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

7.1547 Le Brésil fait valoir que le fait que les États-Unis aient accordé un contingent additionnel distinct pour les brames à très faible teneur en carbone est une reconnaissance du fait qu'il s'agit de sous-produits à l'intérieur du regroupement des brames.[3593] Les exclusions et le contingent additionnel pour les brames montrent tous deux que certains produits à l'intérieur d'une catégorie plus vaste de produits similaires ne sont peut-être pas produits sur le marché du pays importateur ou pourraient ne pas y être produits en quantités suffisantes. Cette reconnaissance indique que les États-Unis ont toujours exclu des produits de leurs définitions du produit similaire dans les enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs.[3594] Le fait qu'il existe des mesures correctives différentes à l'intérieur du même regroupement de produits effectué par l'USITC soulève toutefois une question très différente. Plus précisément, si tous les produits à l'intérieur de la catégorie du produit similaire se concurrencent les uns les autres, pourquoi est-il nécessaire d'appliquer une mesure corrective différente à une sous-catégorie de ces produits? On pourrait supposer que si les brames concurrencent directement les tôles, et les produits plats laminés à chaud, laminés à froid et traités contre la corrosion, la mesure corrective nécessaire pour éliminer le dommage causé par les importations de brames ne diffère pas de celle nécessaire pour éliminer le dommage causé par les importations de ces produits d'aval. Si les brames sont le même produit similaire assujetti à la même dynamique de la concurrence que les autres produits laminés plats en acier au carbone, pourquoi est-il nécessaire d'imposer une mesure corrective différente pour les brames? Selon le Brésil, la nécessité d'une mesure corrective différente pour les brames montre que les produits à l'intérieur du regroupement ne sont pas similaires les uns aux autres, ne se font pas directement concurrence les uns aux autres et ne devraient pas être regroupés. Si les produits sont similaires les uns aux autres, alors la dynamique de la concurrence entre ces produits devrait, par définition, être la même. Il s'ensuit qu'il n'y a pas de raison pour que la mesure corrective ne soit pas la même. Le fait que le Président s'est cru obligé d'imposer un contingent tarifaire pour les brames et un droit de douane plus élevé pour les autres produits à l'intérieur du regroupement des produits laminés plats montre que la dynamique de la concurrence qui joue entre les brames et les produits plats finis est différente, ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas faire partie du même produit similaire.[3595]

7.1548 Les États-Unis font valoir que l'Accord sur les sauvegardes permet aussi à un Membre de réduire la mesure dans laquelle une mesure s'applique à certains articles faisant partie du produit importé. Dans le cas d'une mesure de sauvegarde fondée sur des droits de douane, une telle réduction pourrait prendre la forme de l'application d'un taux de droit plus faible à un article particulier, ou d'un taux de droit nul pour une quantité limitée des importations de cet article. Tout comme dans le cas d'une exclusion complète, l'une ou l'autre de ces mesures amoindrirait l'application générale de la mesure. Les exclusions approuvées par le Japon, la Corée et le Brésil renferment plusieurs exemples d'exclusions quantitatives d'articles particuliers.[3596]

7.1549 Les plaignants se méprennent sur le fondement de l'application d'un contingent tarifaire aux brames. L'USITC a constaté que les brames faisaient partie du produit similaire constitué par certains produits laminés plats en acier au carbone et qu'elles affectaient la vente de ce produit aux États-Unis.

[3593] Exclusion de certains produits des mesures prises au titre de l'article 203 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur, s'agissant de certains produits en acier; modifications et corrections techniques apportées au Tarif douanier harmonisé des États-Unis aux fins de la mise en conformité, 67 FR 56182 (30 août 2002).

[3594] Par exemple, *Carbon and Certain Alloy Steel Wire Rod From Brazil et. al.*, enquêtes n° 701-TA-417-421 et 731-TA-953-954, 956-959, 961-962, USITC Pub. 3546 (octobre 2002), note de bas de page 2 (où sont exclus, entre autres produits, les câbles pour pneu de calibre 1080 et les fils machine pour jante de pneu).

[3595] Réponses écrites du Brésil aux questions n° 22 et 103 posées par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3596] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 211.

Plus précisément, l'USITC a relevé que "les prix des brames sont uniquement fonction des prix en aval des produits en acier laminés à chaud et des produits en acier laminés à froid, ce qui donnerait à entendre qu'il existe un effet croisé important des prix entre ces types de produits en acier".[3597] Le Président n'a pas révisé ni modifié ces conclusions, ni la constatation générale selon laquelle les importations de brames étaient dommageables. Il a plutôt constaté que l'application d'un contingent tarifaire aux brames était appropriée sur la base des divers facteurs prévus dans la loi qu'il était tenu de prendre en considération, même si cette mesure corrective était inférieure à la mesure corrective maximale autorisée au titre de l'Accord sur les sauvegardes.[3598]

7.1550 Le traitement des brames ne remet pas en question la définition de produit similaire de l'USITC dans le cas de certains produits laminés plats en acier au carbone. Le Président n'a pas constaté que les brames n'étaient pas "similaires" aux autres produits en acier. Il a plutôt assujetti les brames à l'application de la mesure de sauvegarde justement parce que les importations de brames sont similaires à certains produits laminés plats en acier au carbone fabriqués dans le pays, et qu'elles ont un effet sur la branche de production nationale de ce produit. Il a ensuite appliqué la mesure aux brames sous la forme d'un contingent tarifaire parce que l'effet correctif à long terme de l'application du droit de douane de sauvegarde à toutes les brames était annulée par le bouleversement à court terme que causerait une telle mesure à l'ensemble de l'économie des États-Unis.[3599]

2. Démonstration/justification par les États-Unis des mesures imposées dans la cause en l'espèce

a) Généralités

7.1551 Les États-Unis font valoir qu'une analyse des dix mesures de sauvegarde appliquées par les États-Unis démontre que ces mesures sont compatibles avec le critère énoncé à l'article 5:1, tel qu'il a été interprété par l'Organe d'appel. Dans son rapport, l'USITC établissait que les États-Unis avaient le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde à l'égard de chacun des dix produits en acier en cause. Les États-Unis allèguent qu'ils ont démontré que, par suite de l'évolution imprévue des circonstances, les importations de chaque produit s'étaient accrues en quantités telles et à des conditions telles qu'elles avaient causé ou menacé de causer un dommage grave. Il était en outre démontré dans ce rapport que, pour établir cette détermination, l'USITC avait dissocié et distingué le dommage causé par un accroissement des importations et le dommage causé par d'autres facteurs. Selon les États-Unis, aucun plaignant n'a établi *prima facie* une incompatibilité avec ces obligations. Dans la mesure où l'on peut considérer que l'un des plaignants a fourni des éléments qui justifient *prima facie* l'une ou l'autre de ces questions, l'analyse faite dans les sections précédentes réfute complètement ces éléments.[3600] Les États-Unis font observer qu'il ressort de l'analyse tant qualitative que quantitative des effets produits par les importations sur les branches de production nationales concernées et des mesures prises que la protection accordée se limitait strictement à la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement. Le dommage subi par les branches de production nationales en cause en l'espèce était exceptionnel à tous égards. Des faits à l'appui de la nature et de l'étendue de ce dommage ont été présentés dans toutes les constatations de l'USITC. Ce dommage s'est traduit par de lourdes pertes financières, de nombreuses faillites, des dizaines de milliers de pertes d'emplois, ainsi que des ventes perdues, une diminution de la production, une baisse de l'utilisation de la capacité, des possibilités d'investissement perdues et de nombreux autres indicateurs d'un dommage grave. Les constatations de l'USITC présentent également des faits à

[3597] Rapport de l'USITC, page 43.
[3598] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 213.
[3599] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 214.
[3600] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1055.

l'appui des mesures exceptionnelles requises pour les producteurs nationaux dans le but de faciliter l'ajustement à la concurrence des importations. De l'avis des États-Unis, l'énormité du dommage qui y était démontré nécessitait clairement le type de mesures prises par les États-Unis, ainsi que leur portée, de manière à donner aux branches de production en cause la possibilité de se remettre de ce dommage grave et de procéder à un ajustement pour aller de l'avant.[3601]

7.1552 Selon les États-Unis, une démarche numérique possible commence par les sens ordinaires des termes employés à l'article 5:1. Une mesure de sauvegarde visant à "réparer" un dommage causé par un accroissement des importations devrait, selon le sens ordinaire de ce terme, "remettre en état, réformer (un état de choses); rectifier, remédier à quelque chose". "Prévenir" un dommage grave consisterait à "éviter ou contrecarrer par des mesures préalables ou des mesures de précaution". "Faciliter" l'ajustement consisterait à favoriser l'adaptation au changement de circonstances, à savoir la concurrence des importations accrues. Chaque aspect de l'article 5:1 – le "dommage" qui est prévenu ou réparé et l'"ajustement" qui est facilité – est subordonné aux faits de la cause, plus particulièrement à la situation de la branche de production et aux effets dommageables des importations. Il était noté dans la plupart des déterminations concernant l'acier que les bas prix des importations accrues obligeaient les producteurs nationaux à abaisser leurs propres prix, ce qui diminuait leur rentabilité. En pareil cas, les États-Unis considèrent qu'une mesure corrective au sens de l'article 5:1 pourrait à la fois mettre un terme aux effets négatifs persistants des importations et permettre à la branche de production nationale de récupérer les pertes attribuables à un accroissement des importations pendant la période visée par l'enquête. Une telle mesure corrective favoriserait également l'objectif consistant à faciliter l'ajustement, étant donné que les producteurs pourraient consacrer des bénéfices accrus à des projets qui les rendraient plus compétitifs par rapport aux importations lorsque les mesures de sauvegarde seront levées.[3602]

7.1553 Les États-Unis expliquent qu'en ce qui concerne quelques-unes des déterminations concernant l'acier, il était mentionné dans l'analyse de l'USITC que la part de marché perdue par la branche de production nationale avait joué un rôle prépondérant. En pareil cas, les États-Unis considèrent qu'une mesure corrective au sens de l'article 5:1 permettrait aux producteurs nationaux de regagner une part de marché. Les améliorations connexes au chapitre des recettes et des bénéfices leur permettraient également, dans une certaine mesure, d'entreprendre des projets qui les rendraient plus compétitifs par rapport aux importations après le retrait des mesures de sauvegarde. Dans ces deux catégories de circonstances, le simple fait de neutraliser les effets négatifs actuels des importations ou de favoriser un retour temporaire à la situation antérieure de la branche de production, avant que les importations commencent à s'accroître, ne serait pas suffisant. Premièrement, la situation des branches de production avant l'accroissement des importations ne leur a manifestement pas permis de s'ajuster à un accroissement des importations. C'est la raison pour laquelle elles se sont retrouvées dans une situation de dommage grave. Deuxièmement, l'idée même de "réparer" suggère une atténuation du dommage identifié pendant la période visée par l'enquête, de même que la cessation du dommage dans l'avenir. Une branche de production ne peut pas s'ajuster de façon satisfaisante si les pertes passées l'ont laissée dans une situation financièrement périlleuse qu'une mesure ne permettrait de réparer que dans l'avenir. Par conséquent, les États-Unis estiment que la portée de l'application d'une mesure de sauvegarde comprend à la fois la neutralisation des effets négatifs actuels et l'atténuation des effets négatifs passés de manière à favoriser l'ajustement de la branche de production.[3603]

[3601] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1066 et 1067.
[3602] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1066.
[3603] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1068.

b) Analyse numérique

7.1554 Les États-Unis expliquent que l'analyse numérique simple qui est décrite ci-dessous met l'accent sur des situations relevées au cours d'une année de la période visée par l'enquête afin d'estimer les variations des recettes et du volume des importations qui sont nécessaires pour faire disparaître les effets négatifs actuels des importations et pour compenser les effets négatifs du passé. En tant que substitut de la situation d'"absence de dommage" de la branche de production, les États-Unis utilisent une année antérieure soit à l'accroissement des importations soit au moment où la situation de la situation de la branche de production a commencé à se détériorer. Il s'agit d'une démarche prudente parce que l'USITC n'a relevé, pendant la période visée par l'enquête, aucun moment caractérisé par une absence de dommage. De fait, dans plusieurs cas, l'USITC a spécifiquement constaté que les importations avaient eu des effets négatifs sur l'ensemble de la période. Par conséquent, toute partie de la période pourrait bien correspondre à un revenu d'exploitation ou à des recettes se situant à un niveau déjà réduit en raison des effets d'un accroissement des importations.[3604]

7.1555 Les États-Unis rappellent que le choix d'une année de comparaison, d'une marge d'exploitation estimative ou d'un volume estimatif des importations n'est pas censé indiquer que les importations n'avaient pas d'effets négatifs sur la branche de production nationale ni sur les niveaux du revenu d'exploitation à ce moment-là. Ce choix ne donne pas à entendre non plus qu'un dommage grave avait été subi cette année-là, ni qu'aucun dommage grave n'avait été causé, du fait de l'absence de détermination de l'USITC à cet égard. L'année de comparaison constitue simplement un point de départ pour l'évaluation des effets négatifs que les importations peuvent avoir eus au cours des années subséquentes sur les résultats de la branche de production. Cette analyse numérique estime ensuite la mesure dans laquelle les prix des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA devraient être majorés, ou la mesure dans laquelle les volumes devraient diminuer, pour parvenir à la situation voulue. Par conséquent, pour faire cette analyse numérique dans le cas des branches de production à l'égard desquelles les effets sur les prix des importations ont joué un rôle prépondérant, les États-Unis franchissent quatre étapes pour estimer la mesure dans laquelle les prix et les recettes des producteurs nationaux devraient augmenter pour faire disparaître les effets négatifs d'un accroissement des importations sur le revenu d'exploitation de la branche de production. Les États-Unis estiment ensuite la mesure dans laquelle les prix des importations devraient être majorés pour que la branche de production nationale atteigne ce niveau de rentabilité, et le droit de douane additionnel qui permettrait d'arriver à cette hausse des prix.[3605] [3606]

7.1556 Les États-Unis expliquent que la première étape de cette démarche consiste à estimer le montant des recettes dont les producteurs nationaux auraient besoin chaque année pour élever le revenu d'exploitation à son niveau à un moment (l'"année de base") de la période visée par l'enquête antérieur au moment où les résultats de la branche de production commencent à fléchir. Cette démarche estime la mesure dans laquelle le revenu d'exploitation de la branche de production a diminué chaque année après la période de base. Dans les cas où l'USITC a constaté que des facteurs autres que les importations causaient également un dommage à la branche de production, cette

[3604] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1069.

[3605] Pour l'essentiel, les États-Unis font reposer ces calculs sur les valeurs unitaires, car elles couvraient tous les produits faisant l'objet de l'enquête. Pour certains produits, les constatations de l'USITC ou les données contenues dans le rapport de l'USITC indiquaient que la différence dans les valeurs unitaires entre les importations et les produits nationaux était représentative de gammes de produits différentes, ainsi que des effets dommageables des ventes à des prix inférieurs d'importations non visées par des ALE. Dans ces circonstances, les États-Unis ont fait reposer leurs calculs sur les comparaisons en matière de fixation des prix de produits spécifiques effectuées par l'USITC.

[3606] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1070.

démarche utilise une année de comparaison au cours de laquelle l'USITC a observé qu'un ou plusieurs facteurs autres que les importations affectaient la branche de production. Par exemple, si l'USITC avait constaté qu'une augmentation de la capacité avait des effets dommageables, les États-Unis essayeraient de choisir une année au cours de laquelle la capacité avait déjà été élevée à son niveau pendant la période de dommage grave. Il s'agit ensuite d'estimer le montant dont les recettes auraient dû être majorées pour obtenir cette marge d'exploitation estimative relativement à chaque année où l'USITC a reconnu que les résultats de la branche de production se détérioraient en raison d'un accroissement des importations. Dans les cas où il n'y a pas d'année de comparaison rendant compte de l'effet dommageable de facteurs autres que les importations, soit cette analyse omet les années pendant lesquelles d'autres facteurs ont eu un effet, soit elle retranche le montant des bénéfices manquants qui, selon l'estimation des États-Unis, serait imputable à ce facteur.[3607]

7.1557 Dans le cadre de la deuxième étape de leur analyse, les États-Unis estiment la mesure dans laquelle les prix des producteurs nationaux devraient être majorés pendant la période d'application d'une mesure de sauvegarde. Toute hausse des prix devrait ramener les prix intérieurs au moins à un niveau tel que le revenu d'exploitation ne se ressentirait pas de l'effet de l'accroissement des importations sur les prix, et ensuite les majorer d'un autre montant pour neutraliser les effets négatifs des importations effectuées entre 1998 et 2000 et pour faciliter l'ajustement. Cette estimation calcule le montant additionnel de la majoration en divisant l'estimation des recettes manquantes obtenue dans le cadre de la première étape par le total des recettes pendant la période du manque à gagner, et en ajoutant ce pourcentage à la marge d'exploitation pour l'année de comparaison.[3608]

7.1558 Dans le cadre de la troisième étape de cette démarche, il est fait une estimation de la mesure dans laquelle les prix à la production des produits importés devraient être majorés pour que les producteurs nationaux atteignent la marge d'exploitation décrite ci-dessus. Les valeurs unitaires moyennes ou les comparaisons des prix de l'USITC, selon le cas, faisaient intervenir les prix intérieurs pendant les années où la branche de production n'avait pas atteint ce niveau de rentabilité. Pour estimer un prix qui permettrait d'atteindre le niveau du revenu d'exploitation cible calculé dans le cadre de la deuxième étape, cette démarche retranche de la valeur unitaire annuelle ou du prix des producteurs nationaux[3609] le revenu d'exploitation unitaire[3610] et majore ensuite le résultat jusqu'au point d'obtenir une marge d'exploitation égale à la marge d'exploitation cible. Cette démarche compare ce prix chaque année avec la valeur unitaire annuelle ou le prix des importations pour calculer quelle devrait être la hausse des prix des importations pour que la branche de production nationale obtienne le revenu d'exploitation cible.[3611]

7.1559 Dans le cadre de la quatrième étape de cette démarche, il est fait une estimation du droit de douane additionnel qui permettrait d'obtenir la hausse des prix calculée dans le cadre de la troisième étape. Dans le cadre de son enquête, l'USITC a fait une modélisation économique des branches de production des États-Unis. Ces modèles indiquaient qu'il n'y aurait pas de "transmission" complète des majorations des taux de droits. En d'autres termes, une majoration des droits de X pour cent entraînerait une majoration inférieure à X des prix que les importateurs pratiquent sur le marché américain. D'après ces modèles, les États-Unis estiment une fourchette de majorations des droits qui

[3607] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1073.
[3608] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1074.
[3609] Comme l'USITC a comparé les prix sur une base trimestrielle, les États-Unis calculent une moyenne pondérée pour les données relatives aux prix afin d'obtenir un chiffre annuel pouvant ensuite être comparé à celui de la rentabilité, qui était exprimé sur une base annuelle.
[3610] Les États-Unis le font en multipliant le prix annualisé de la valeur unitaire par 1 moins la marge bénéficiaire déclarée.
[3611] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1075.

donnerait la majoration cible des prix des importations pour le produit en question. Ces estimations d'une transmission étaient compatibles avec celles qu'avaient prévues les membres du secteur.[3612]

7.1560 Les États-Unis expliquent que cette démarche fait appel à un processus quelque peu différent pour la constatation d'une menace de dommage grave en ce qui concerne les tubes soudés. Pour cette branche de production, les notions de "prévention" et de "réparation" d'un dommage grave se confondent dans une large mesure. Pour "prévenir" un dommage imputable aux importations, dont il aurait été constaté par l'USITC qu'il serait la conséquence imminente des effets négatifs d'un accroissement des importations pendant la période visée par l'enquête, il faudrait qu'une mesure de sauvegarde neutralise ces effets négatifs actuels. Comme la détermination mettait en évidence des résultats négatifs qui étaient apparus vers la fin de la période, le calcul des recettes manquantes effectué dans le cadre de la première étape se rapportait à une période plus courte que celle des branches de production visées par des déterminations de l'existence d'un dommage grave. Enfin, s'agissant des branches de production pour lesquelles les effets des importations sur la part de marché étaient bien visibles, cette démarche analyse la conformité avec l'article 5:1 du point de vue du volume des importations. Cette démarche a été appliquée aux produits étamés ou chromés et aux fils en aciers inoxydables.[3613]

7.1561 Les États-Unis rappellent que même si cette analyse numérique peut être instructive, ainsi que l'a reconnu le Groupe spécial *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil*, elle n'a rien de scientifique. Ces estimations sont censées montrer que les mesures de sauvegarde concernant l'acier n'ont pas été appliquées au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave. Selon les États-Unis, il s'agit d'estimations prudentes dans la mesure où l'USITC a relevé un certain nombre d'effets négatifs produits par les importations sur la branche de production nationale – diminution du volume, des prix, des recettes, de la production, de l'utilisation de la capacité, de l'emploi, de la formation de capital et de l'investissement –, mais ces estimations n'essayaient pas de s'attaquer aux effets négatifs des importations sur d'autres indicateurs de dommage, comme l'emploi, la production et l'utilisation de la capacité. De plus, ces estimations ne tentent pas d'augmenter les niveaux estimatifs des droits de douane pour obtenir des niveaux du revenu d'exploitation qui faciliteraient complètement l'ajustement de la branche de production à un accroissement des importations.[3614]

7.1562 Les États-Unis indiquent que les feuilles de calcul des mesures de sauvegarde pour chaque produit montrent les résultats de ces calculs, mais ils rappellent que la décision portant sur la nature et le niveau d'une mesure de sauvegarde, ou les arguments formulés à l'encontre d'une incompatibilité alléguée avec l'article 5:1, n'est pas une opération purement numérique. De même qu'un "dommage grave" au sens de l'Accord sur les sauvegardes n'est pas quantifiable, de même l'effet général d'une mesure de sauvegarde pour ce qui est de prévenir ou réparer un dommage grave ou faciliter l'ajustement n'est pas quantifiable non plus. Les États-Unis rappellent l'existence de limitations importantes dans les outils d'analyse disponibles pour estimer l'effet d'une mesure corrective. Par conséquent, une analyse numérique est, au mieux, une approximation qui pourrait aider un groupe spécial à évaluer si une mesure est en rapport avec le dommage causé par l'accroissement des importations et la nécessité d'un ajustement. L'analyse numérique ne définira pas avec précision l'étendue du dommage, ni la portée de l'application de la mesure qui réparerait uniquement ce dommage. Bref, ces estimations ne quantifient d'aucune façon le dommage, puisqu'elles excluent comme il se doit la prise en compte de la plupart des facteurs prescrits pour déterminer l'existence d'un dommage grave au titre de l'article 4:2 a).[3615]

[3612] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1076.
[3613] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1077.
[3614] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1079.
[3615] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1080.

c) Modèle économique

7.1563 Les États-Unis expliquent que la modélisation économique des effets produits sur les prix, le volume et les recettes par un accroissement des importations et des mesures de sauvegarde établies par le Président des États-Unis le 5 mars 2002 indique également que ces mesures étaient conformes à l'article 5:1. Au stade des mesures correctives, l'USITC a préparé un modèle économique, semblable aux modèles qu'elle utilise depuis longtemps dans une foule de procédures, pour modéliser l'effet théorique de différentes mesures sur les branches de production américaines concernées. Il s'agit d'un modèle statique comparatif, qui estime comment les prix, le volume et les recettes totales se rapportant aux ventes réalisées par les producteurs nationaux et aux importations de différentes provenances pendant une période particulière auraient été différents si un changement était intervenu dans la situation du marché. Il est important de reconnaître que ce modèle ne prévoit pas des résultats dans l'avenir et ne mesure pas le dommage en tant que tel. Il estime comment certains indicateurs de résultats passés auraient pu varier si les paramètres du marché avaient changé.[3616]

7.1564 Les États-Unis ont indiqué qu'ils avaient utilisé ce modèle en y introduisant des variables pour modéliser les variations du volume, des prix et des recettes se rapportant aux ventes réalisées par la branche de production nationale et aux importations de différentes provenances en 2000 si la mesure de sauvegarde établie par le Président des États-Unis le 5 mars 2002 avait été en vigueur pendant cette période. Les résultats figurent dans la deuxième colonne de la feuille de calcul des résultats de la modélisation pour chaque produit.[3617]

7.1565 Les États-Unis expliquent qu'ils ont ensuite modélisé les variations du volume, des prix et des recettes se rapportant aux ventes réalisées par la branche de production nationale si les quantités importées en 2000 avaient été les mêmes qu'au cours d'une année antérieure à l'accroissement des importations. Les résultats figurent dans la première colonne de chaque feuille de calcul des résultats de la modélisation. Cette opération modélise uniquement l'effet de la variation des importations sur les prix, le volume et les recettes provenant des ventes du produit national similaire. Elle ne cerne pas le dommage que les importations peuvent avoir causé à des niveaux inférieurs, avant tout accroissement. Sous réserve de toutes les limitations propres à l'établissement d'un modèle, ce modèle donne une estimation approximative de certains effets de l'accroissement des importations, c'est-à-dire sur le volume, les prix et les recettes provenant des ventes réalisées par la branche de production nationale. Une comparaison des chiffres présentés dans la première et la deuxième colonne de chaque feuille de calcul explique en quoi la mesure corrective appliquée n'exprimait rien de plus que l'effet de l'accroissement des importations sur les indicateurs de dommage visés par le modèle – les prix, le volume et les recettes provenant des ventes réalisées par la branche de production nationale.[3618]

d) Recommandations de l'USITC par rapport aux justifications des États-Unis dans la cause en l'espèce

7.1566 Les États-Unis font observer qu'il est important de reconnaître les différences entre le modèle utilisé par l'USITC dans son analyse des mesures correctives et l'opération de modélisation exposée dans la première communication écrite des États-Unis.[3619] Même si le volume, les prix, les recettes et

[3616] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1081.
[3617] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1082.
[3618] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1083 et 1084.
[3619] Les États-Unis font observer que l'USITC a utilisé les résultats de la modélisation en tant qu'élément de son évaluation des mesures correctives envisageables et non de son analyse du dommage et du lien de causalité.

les intrants d'élasticité visant à tenir compte de la situation du marché en 2000 étaient les mêmes, l'USITC a modélisé une série de mesures correctives envisageables qui différaient des mesures correctives qui ont par la suite été retenues par le Président. En revanche, l'opération de modélisation exposée dans la première communication écrite des États-Unis repose sur les effets estimatifs sur les prix, le volume et les recettes des mesures correctives effectivement appliquées par le Président. Ces effets sont comparés aux effets estimatifs sur les prix, le volume et les recettes de l'accroissement des importations. L'USITC n'a pas modélisé l'effet de l'accroissement des importations sur les prix, le volume et les recettes. Il est également important de reconnaître que l'USITC a établi ses recommandations au sujet des mesures correctives en examinant un certain nombre de facteurs, notamment les résultats du modèle. L'USITC a également tenu compte des renseignements et des arguments présentés par les parties, des témoignages présentés aux auditions sur les mesures correctives, des données versées au dossier administratif et d'une analyse économique non modélisée. À partir de ces renseignements, l'USITC a évalué les mesures correctives du point de vue de tous les effets dommageables de l'accroissement des importations – variations de la production, de la productivité, de l'utilisation de la capacité, des profits et pertes, et de l'emploi, de même que les prix, le volume et les recettes de chaque branche de production nationale, et tout autre facteur pertinent. Dans le Mémorandum accompagnant la Proclamation n° 7529, il est précisé que le Président a déterminé que les mesures de sauvegarde concernant l'acier étaient appropriées, "après avoir pris en considération tous les aspects pertinents de l'enquête, y compris les facteurs énoncés à l'article 203 a) 2) de la Loi sur le commerce extérieur et dans le rapport complémentaire".[3620] Ceux-ci comprennent la recommandation et le rapport de l'USITC, la mesure dans laquelle les travailleurs et les entreprises formant la branche de production nationale bénéficient d'une aide à l'ajustement et consentent des efforts en matière de recyclage de la main-d'œuvre, les efforts de la branche de production nationale pour apporter un ajustement positif à la concurrence des importations, les coûts et les avantages économiques et sociaux à court et à long terme de toute mesure de sauvegarde, et les intérêts économiques nationaux, entre autres considérations. L'opération de modélisation utilise une comparaison des effets sur les prix, le volume et les recettes des mesures effectives et des effets sur les prix, le volume et les recettes de l'accroissement des importations pour confirmer que les mesures de sauvegarde n'étaient pas appliquées au-delà de la mesure nécessaire. Les États-Unis présentent cette analyse en guise de réfutation des arguments des plaignants selon lesquels les constatations de l'USITC étaient incompatibles avec l'article 4:2 b), et selon lesquels une constatation en leur faveur sur ce point créerait en soi une présomption d'incompatibilité des mesures avec l'article 5:1.[3621] [3622]

e) Justifications concernant chacune des mesures de sauvegarde

7.1567 Les États-Unis expliquent comment et pourquoi ils considèrent que le niveau de la mesure corrective retenue par le Président pour chaque mesure de sauvegarde n'est pas plus restrictif que ce qui était nécessaire pour réparer le dommage grave et permettre des ajustements.

[3620] Mémorandum du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, pages 10593 et 10594 (pièce n° 13 des coplaignants).

[3621] L'Organe d'appel a constaté que toute présomption créée par une incompatibilité avec l'article 4:2 b) serait réfragable. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 262.

[3622] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 72 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

i) Droits de douane applicables aux CPLPAC et contingent tarifaire à l'importation de brames

7.1568 Les États-Unis[3623] font observer que l'USITC a démontré que les importations accrues en provenance de pays non membres de l'ALENA avaient causé un dommage grave à la branche de production nationale de CPLPAC et qu'il s'agissait de l'hypothèse de départ de leur justification.

7.1569 L'USITC a identifié six facteurs autres que l'accroissement des importations qui pourraient bien avoir causé le dommage: la baisse de la demande, l'augmentation de la capacité, les charges héritées du passé, la concurrence intrasectorielle, les décisions de gestion et le regroupement des acheteurs. Elle a constaté que les charges héritées du passé, les décisions de gestion et le regroupement des acheteurs n'avaient pas causé un dommage à la branche de production nationale pendant la période visée par l'enquête. L'USITC n'a pas identifié la baisse de la demande avant le premier semestre de 2001 en tant que cause du dommage. La demande a augmenté entre 1996 et le troisième trimestre de 2000, et la demande pour tous les CPLPAC pendant toute l'année 2000 était plus élevée qu'en 1996 ou en 1999. Toutefois, l'USITC a constaté que la baisse de la demande avait contribué au dommage grave à la fin de la période visée par l'enquête.[3624] L'USITC a noté que les augmentations de la capacité avaient dépassé la croissance de la consommation intérieure apparente, et que la production avait augmenté à un rythme plus lent, ce qui avait entraîné une baisse des taux d'utilisation de la capacité, qui allait influer sur le comportement en matière de fixation des prix des producteurs. Toutefois, elle n'a pas imputé cet effet aux importations. Elle a fait observer que les importations avaient constamment été vendues à des prix inférieurs à ceux de la branche de production nationale – y compris les producteurs qui avaient ajouté une capacité – et avaient continué de faire baisser les prix en 1999 et en 2000. Cela étant, l'USITC a conclu que les importations, et non l'augmentation de la capacité, étaient la cause première de la baisse des prix.[3625] L'USITC a constaté que la concurrence des mini-aciéries avait produit un effet sur la fixation des prix intérieurs. Les commissaires ont conclu que même si les mini-aciéries avaient des coûts moins élevés que ceux des aciéries intégrées, ce sont les importations qui avaient exercé une influence déterminante sur les prix et qui avaient fait baisser ceux-ci, puisqu'elles avaient été vendues à des prix inférieurs à ceux des mini-aciéries pendant toute la période visée par l'enquête. Par conséquent, l'USITC a constaté que les mini-aciéries n'étaient pas responsables au premier chef des baisses des prix intérieurs.[3626] À cet égard, les États-Unis font observer que le volume des importations dépassait de loin le volume des ventes des mini-aciéries sur le marché commercial dans une proportion de deux contre un.[3627] L'USITC a constaté que les seuls facteurs autres qu'un accroissement des importations qui avaient causé un dommage à la branche de production nationale étaient l'augmentation de la capacité, la concurrence des mini-aciéries et une baisse de la demande après 2000. Cela ne veut pas dire que les importations effectuées en 1996 et en 1997 n'ont pas eu d'effets négatifs. Toutefois, comme l'analyse de l'USITC mettait l'accent sur les changements intervenus dans les résultats de la branche de production après 1997, et en tant qu'estimation prudente du dommage imputable aux importations, l'analyse numérique portant sur les CPLPAC était fondée sur les changements intervenus entre 1998 et le premier semestre de 2001 seulement, comparativement à 1997. Le dommage imputable aux importations effectuées entre 1998 et 2000 s'est poursuivi jusqu'au premier semestre de 2001. Les valeurs unitaires des importations non visées par des ALE ont chuté pendant le premier semestre de 2001, comparativement à la même période en 2000. Dès le quatrième trimestre de 2000, les prix

[3623] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1085 à 1101.
[3624] Rapport de l'USITC, page 63.
[3625] Rapport de l'USITC, pages 63 et 64.
[3626] Rapport de l'USITC, page 65.
[3627] Entre 1996 et 2000, les importations ont varié entre 18,3 et 25,3 millions de tonnes par année, tandis que les expéditions des mini-aciéries n'ont jamais dépassé 8,49 millions de tonnes par année.

intérieurs ont dégringolé. Les prix des importations ont fléchi dans une moindre mesure, ce qui a entraîné une réduction ou une élimination des marges de vente à des prix inférieurs.

7.1570 Les États-Unis font observer que l'analyse numérique suit la démarche générale exposée plus haut pour évaluer la mesure de sauvegarde appliquée à l'égard des CPLPAC, sous réserve des modifications appropriées visant à tenir compte de la variation plus forte entre les catégories de produits en acier visées par le produit similaire. L'estimation faite dans l'analyse repose sur les valeurs unitaires, qui semblent pour l'essentiel être représentatives des produits offerts par les producteurs nationaux et des importations. Il s'agit d'une démarche prudente étant donné que, pendant presque toute la période, les différences entre les valeurs unitaires des produits nationaux et les valeurs unitaires des importations non visées par des ALE étaient plus prononcées que la marge de vente à des prix inférieurs. L'analyse tient également compte de l'effet des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs sur la branche de production nationale. La plupart de ces ordonnances sont antérieures à la période visée par l'enquête menée par l'USITC. Font exception les ordonnances de 1997 et de 2000 concernant les tôles, et les ordonnances en matière de droits antidumping de 1999 et de 2001 concernant les produits en acier laminés à chaud. L'USITC a constaté que les poussées des importations de bon nombre des produits sont survenues après l'entrée en vigueur des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs, observation qui s'applique également aux ordonnances antérieures à la période visée par l'enquête et aux ordonnances de 1997 concernant les tôles. En outre, les données de l'USITC concernant les périodes de poussée et les périodes postérieures aux poussées reflètent tout effet que ces ordonnances ont pu avoir sur la branche de production. Comme les États-Unis font reposer leur estimation de la mesure sur ces données, ils considèrent qu'ils n'ont pas besoin de faire une autre analyse pour tenir compte de ces ordonnances. Les ordonnances en matière de droits antidumping de 1999 et de 2001 et les accords de suspension visant les produits en acier laminés à chaud s'appliquaient à plusieurs pays. Toutefois, compte tenu du fait que les ordonnances de 1999 n'ont pas empêché la poursuite des importations à des niveaux élevés et dommageables, et n'auraient pas prévenu un dommage causé par des importations faisant l'objet d'un commerce loyal, l'analyse n'a pas ajusté l'estimation pour tenir compte de ces ordonnances. En ce qui concerne les ordonnances de 2000 en matière de droits antidumping concernant les tôles, il est significatif que la neutralisation du dumping dans le cadre des ordonnances en matière de droits antidumping de 1997 et des accords de suspension ait influé sur le volume des importations, mais n'ait pas prévenu une baisse des valeurs unitaires ni la poursuite des ventes à des prix inférieurs.[3628] Par conséquent, l'analyse n'ajuste pas l'estimation pour tenir compte de la neutralisation du dumping et du subventionnement dans le cadre des ordonnances rendues en 2000.

7.1571 Les États-Unis semblent indiquer que l'analyse numérique tente également d'éviter d'imputer à l'accroissement des importations les effets négatifs sur les prix de l'augmentation de la capacité et de la concurrence des mini-aciéries, deux autres facteurs à l'égard desquels il a été constaté par l'USITC qu'ils avaient causé un dommage pendant la période allant de 1998 à 2000. Ces deux facteurs sont liés parce que, pendant la période visée par l'enquête, presque toute la nouvelle capacité pour les CPLPAC était celle des mini-aciéries. La plus forte augmentation de la capacité des mini-aciéries s'est produite en 1997, soit l'année de comparaison.[3629] Par conséquent, l'année de comparaison reflète déjà une bonne partie de l'expansion de la capacité qui, selon la constatation de l'USITC, avait un effet sur les prix pratiqués aux États-Unis. En 1998, année où le niveau d'augmentation de la capacité des mini-aciéries a été le deuxième en importance pendant la période visée par l'enquête, les

[3628] Rapport de l'USITC, pages FLAT-64 et FLAT-C-3.

[3629] Mémorandum INV-Y-215 de l'USITC, tableaux G04-1, G02-1, G03-1 et G06-1. La capacité de production de tôles et de produits en acier laminés à chaud des mini-aciéries a augmenté autant en 1997 que pendant toutes les autres années de la période visée par l'enquête, réunies.

augmentations de la capacité correspondaient aux augmentations de la demande, de sorte que l'analyse n'apporte pas d'ajustement pour tenir compte de la capacité et de la concurrence des mini-aciéries pendant ces années.[3630] Les augmentations de la capacité en 1999 et en 2000 ont été beaucoup plus faibles qu'au cours des années précédentes, et la demande est restée à peu près au même niveau. Les importations sont demeurées sur le marché à des niveaux élevés, et à des prix inférieurs à ceux des années précédentes. Les expéditions des mini-aciéries sur le marché commercial se situaient à des niveaux plus élevés qu'au début de la période visée par l'enquête, mais reflétaient toujours des valeurs unitaires supérieures à celles des importations. Pour concurrencer les importations, les producteurs nationaux ont limé les prix. Par conséquent, les États-Unis n'apportent pas d'ajustement pour tenir compte de ces facteurs. Les États-Unis ajustent également l'estimation pour tenir compte de la constatation de l'USITC selon laquelle la baisse de la demande pendant le premier semestre de 2001 "a contribué à la détérioration continue de la situation de la branche de production à la fin de la période". Aux fins de l'analyse effectuée au titre de l'article 5:1, et en tant qu'hypothèse prudente, les États-Unis font observer que la consommation intérieure apparente des produits en acier laminés à chaud, des produits en acier laminés à froid et des produits en acier revêtus se situait à des niveaux comparables à ceux de 1996 pendant le premier semestre de 2001. Par conséquent, pour cette période, les États-Unis tiennent compte de la diminution de la demande en utilisant 1996 comme période de base pour les bénéfices. Les constatations de l'USITC en ce qui concerne les importations en provenance du Canada et du Mexique n'exigent pas un ajustement de l'estimation.

7.1572 Les États-Unis expliquent ensuite que dans le cadre de la première étape de l'évaluation faite au titre de l'article 5:1, ils utilisent 1997 comme année de base pour toutes les catégories. En tant qu'estimation prudente, l'estimation diminue la marge d'exploitation de l'année de base de moitié pour le premier semestre de 2001, pour tenir compte du fait que l'USITC a constaté que la baisse de la demande était un facteur de dommage pendant cette période, mais n'était pas plus importante que l'accroissement des importations. Dans le cadre de la deuxième étape, l'analyse estime le niveau auquel les prix des producteurs nationaux devraient être majorés pendant la période d'application d'une mesure de sauvegarde pour éliminer les effets sur les prix de l'accroissement des importations et pour neutraliser les effets négatifs des importations effectuées entre 1998 et 2000. À cette fin, il faut estimer la valeur unitaire requise pour augmenter les marges d'exploitation des montants indiqués, et ensuite ajouter une autre augmentation qui compenserait le revenu d'exploitation manquant. Dans le cadre de la troisième étape, le processus décrit plus haut donne, pour chaque catégorie, une estimation de la mesure dans laquelle les prix à la production des produits importés devraient être majorés pour que les producteurs nationaux obtiennent la marge d'exploitation indiquée ci-dessus. Ensuite les États-Unis calculent une moyenne pondérée de ces montants par rapport aux recettes provenant des ventes commerciales nettes. Dans le cadre de la quatrième étape, ils estiment le droit de douane additionnel qui serait nécessaire pour obtenir la majoration cible. Au stade des mesures correctives de l'enquête, les services de l'USITC ont préparé des modèles économiques concernant le marché des CPLPAC aux États-Unis. Les services de l'USITC ont ajusté le modèle standard pour tenir compte des liens entre les différentes catégories de produits plats en acier, et ont effectué plusieurs permutations. Ce modèle basé sur des liens indiquait qu'une majoration de 30 pour cent des droits de

[3630] Pour les tôles, les produits en acier laminés à froid et les produits en acier revêtus, l'augmentation de la demande en 1998 était plus importante que l'augmentation de la capacité en 1998 ou sensiblement égale à celle-ci. L'USITC a indiqué que des augmentations de la capacité correspondant à la demande n'étaient pas en elles-mêmes dommageables. Pour les produits en acier laminés à chaud, la capacité a augmenté davantage que la demande en 1998. Toutefois, les importations de produits en acier laminés à chaud ont augmenté de 68 pour cent en 1998, tandis que la production a fléchi, ce qui indique que les producteurs nationaux ne pratiquaient pas des baisses de prix concurrentielles pour s'accaparer une part de marché et utiliser plus pleinement leur capacité, ce que l'USITC avait identifié comme la façon dont la capacité excédentaire des mini-aciéries allait affecter les prix. Rapport de l'USITC, pages 63 à 65.

douane applicables à certains produits laminés plats en acier (y compris les brames et le Mexique) entraînerait une hausse variant entre 20,8 et 28,0 pour cent du prix de vente des CPLPAC importés (excluant le Canada) aux États-Unis.[3631] Cela tend à indiquer que le droit de douane de 30 pour cent applicable aux CPLPAC est fixé à un niveau qui satisfait aux prescriptions de l'article 5:1

7.1573 Sur la base de l'analyse de l'USITC, les États-Unis considèrent que leur estimation de la portée de l'application de la mesure visant les CPLPAC faisait en sorte que des modifications devaient être apportées à la démarche exposée ci-dessus. L'USITC a constaté que "[l]'incidence de la poussée des importations en 1998 sur la branche de production nationale est indéniable". Le revenu d'exploitation fléchissait en dépit d'une augmentation de la demande.[3632] L'USITC a en outre constaté que "[l]a poussée des importations en 1998 a modifié la stratégie de concurrence des producteurs nationaux" au cours des années subséquentes, ce qui a donné lieu à des "baisses de prix répétées" qui, "bien qu'elles aient endigué le flot des importations et augmenté les expéditions intérieures, n'ont rien fait pour améliorer la situation de la branche de production".[3633] Par conséquent, en 2001, "[l]a branche de production nationale est entrée dans une période de baisse de la demande, qui était déjà faible, et sa situation s'est détériorée encore davantage".[3634]

7.1574 Par conséquent, les États-Unis procèdent à l'opération de modélisation exposée plus haut, mais sur la base des données de 1998, 1999 et 2000 [*sic*], plutôt que de celles de 2000 seulement. Plus précisément, les États-Unis examinent les ensembles de scénarios suivants: i) les variations des prix, du volume et des recettes pour les produits nationaux et les importations si la mesure corrective établie par le Président le 5 mars 2002 avait été en vigueur en 2000; et ii) les variations des prix, du volume et des recettes se rapportant aux produits nationaux et aux importations de différentes provenances si les importations étaient demeurées aux niveaux de 1996 en 1998, 1999 et 2000 [*sic*]. Les résultats concernant les prix, le volume et les recettes dans le scénario i) se situent dans la même fourchette que les résultats concernant les prix, le volume et les recettes dans le scénario ii) en 1998.

7.1575 Les Communautés européennes font observer qu'en ce qui concerne l'analyse numérique utilisée par les États-Unis, une analyse agrégée a été utilisée pour tout le groupe de CPLPAC[3635], mais des détails sont donnés dans des tableaux par produit qui figurent dans la pièce n° 56 des États-Unis. Cela confirme que les États-Unis auraient dû mener une enquête distincte pour chacun des cinq produits constituant la catégorie des CPLPAC au lieu de se fonder sur une agrégation. De plus, dans le cadre de la première étape, les États-Unis ont choisi 1997 comme année de "base" et reconnaissent qu'un seul ajustement a été apporté pour tenir compte de la baisse de la demande en 2001. En revanche, les États-Unis ont adopté le point de vue selon lequel aucun ajustement n'était nécessaire pour tenir compte des charges héritées du passé, des décisions de gestion et du regroupement des acheteurs étant donné que l'USITC a constaté que ces facteurs n'avaient pas causé un dommage à la branche de production nationale. Par ailleurs, les États-Unis reconnaissent qu'aucun ajustement n'a été apporté pour tenir compte de l'effet dommageable de l'augmentation de la capacité et de la concurrence des mini-aciéries. Plus précisément, les États-Unis s'appuient sur le fait que leur année de "base" (1997) correspond déjà à la plus forte augmentation de la capacité et que les augmentations de la capacité l'année suivante coïncidaient avec l'augmentation de la demande. Cet argument est

[3631] Mémorandum EC-Y-050 (pièce n° 65 des États-Unis). Les documents publics ne contiennent pas les résultats du modèle se rapportant à la mesure de sauvegarde établie par le Président. Les États-Unis font observer que l'exclusion des brames et du Mexique dans le modèle relatif à la mesure corrective du Président (pièce n° 57 des États-Unis) révèle un effet nettement moins prononcé sur les prix des importations.

[3632] Rapport de l'USITC, page 60.

[3633] Rapport de l'USITC, page 61.

[3634] Rapport de l'USITC, page 63.

[3635] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1091 à 1099.

vicié parce que le simple fait que des augmentations de la capacité continuaient prétendument de coïncider avec l'augmentation de la demande ne garantit pas qu'il n'existait aucune capacité excédentaire dommageable, surtout si la capacité excédentaire initiale au début exigeait une réduction de la capacité pour s'adapter à la demande. Les Communautés européennes font observer que les États-Unis se fondent également sur l'affirmation selon laquelle les expéditions des mini-aciéries, même si elles étaient en hausse, étaient vendues à des prix plus élevés que les importations. Ce raisonnement ne tient pas compte du fait que même si les prix des mini-aciéries étaient supérieurs à ceux des importations, la concurrence des mini-aciéries avait un effet dommageable. La négation de l'effet dommageable des prix des mini-aciéries est particulièrement étonnante compte tenu de l'argument des États-Unis selon lequel les prix des importations, quoique supérieurs aux prix intérieurs, pourraient avoir causé le dommage.[3636] Si tel est le cas, cette observation doit également être valable pour les prix des mini-aciéries qui étaient supérieurs à ceux des importations.

7.1576 Les Communautés européennes ajoutent que par suite de leur démarche numérique, les États-Unis semblent estimer qu'une hausse de 18,9 pour cent des prix des importations serait conforme à l'article 5:1[3637], alors que le modèle établi par les États-Unis indiquait qu'un droit de douane additionnel de 30 pour cent applicable aux importations incluant les brames et le Mexique mais excluant le Canada entraînerait une hausse variant entre 20,8 et 28,0 pour cent des prix des importations.[3638] Il n'est pas nécessaire de faire ensuite valoir que la comparaison pertinente (s'il en est) aurait dû être faite avec un modèle de l'USITC établi pour les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. Il convient de noter qu'en fait la modélisation de l'USITC pour un droit de douane additionnel de 20 pour cent entraîne une hausse qui varie entre 14 et 18,6 pour cent des prix des importations, ce qui tendrait fortement à indiquer qu'une majoration du droit de douane qui serait peut-être supérieure à 20 pour cent mais sûrement inférieure à 30 pour cent aurait permis d'atteindre l'objectif d'une hausse de 18,9 pour cent des prix des importations.[3639]

7.1577 Les Communautés européennes font observer[3640] qu'en plus de ces incompatibilités[3641], l'opération de modélisation de l'USITC visait les importations de tous les CPLPAC et tenait compte des importations en provenance du Mexique, alors que la seule comparaison pertinente (s'il en est) aurait dû être faite avec un modèle de l'USITC établi pour les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. Selon les Communautés européennes, les États-Unis eux-mêmes reconnaissent que l'exclusion du Mexique de la modélisation qu'ils ont faite de la mesure corrective établie par le Président révèle un "effet nettement moins prononcé sur les prix des importations".[3642] Cela pourrait expliquer les incompatibilités importantes entre les résultats de l'opération de modélisation effectuée par l'USITC et l'analyse numérique *a posteriori* faite par les États-Unis, mais rend incohérente toute comparaison entre celles-ci. Par conséquent, les États-Unis n'ont aucun élément de preuve appuyant l'affirmation selon laquelle la modélisation effectuée par les États-Unis tendait à indiquer qu'un droit de douane de 30 pour cent applicable aux CPLPAC était "fixé à un niveau qui satisfait aux prescriptions de l'article 5:1".[3643]

[3636] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 548 et 549 (produits étamés ou chromés).

[3637] Pièce n° 56 des États-Unis.

[3638] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1099.

[3639] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 422 à 528.

[3640] Observations des Communautés européennes sur les réponses à la question n° 54 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3641] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 527.

[3642] Première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 1385. Les Communautés européennes font également observer que les États-Unis ont inclus à tort les brames dans la modélisation d'une mesure corrective qui excluait les brames.

[3643] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1099.

7.1578 Les États-Unis répondent que les importations en provenance des pays de l'ALENA ont été dûment prises en considération. Ils ajoutent que certains plaignants affirment que l'USITC "a explicitement indiqué qu'une mesure corrective plus restrictive ne serait pas nécessaire pour remédier au dommage qui, ainsi qu'elle l'a constaté, avait été causé par un accroissement des importations".[3644] Les États-Unis font valoir qu'il s'agit d'une affirmation incorrecte. L'USITC a dit en réalité que "[n]ous ne convenons pas avec la branche de production nationale, toutefois, qu'un droit additionnel de 35, 40 ou 50 pour cent *ad valorem* est nécessaire pour atteindre le résultat voulu, ou est par ailleurs approprié".[3645] Le fait d'exclure de cette énumération un droit de douane de 30 pour cent donne à entendre que l'USITC n'a pas constaté qu'une mesure se situant à ce niveau serait excessive.[3646] Qui plus est, de toute façon, l'USITC évaluait des mesures d'une durée de quatre ans, tandis que le Président appliquait des mesures correctives sur une période de trois ans seulement.[3647] Par conséquent, l'analyse que font les plaignants des recommandations de l'USITC ne révèle aucune incompatibilité avec l'article 5:1.[3648]

ii) Droits de douane applicables aux produits étamés ou chromés

7.1579 Les États-Unis[3649] font observer que l'USITC a démontré qu'un accroissement des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA avait causé un dommage grave à la branche de production nationale de produits étamés ou chromés, et qu'il s'agit de l'hypothèse de départ de leur justification.

7.1580 Les États-Unis rappellent que dans le cas des produits étamés ou chromés, trois commissaires ont constaté un dommage grave. Ils ont remis des opinions séparées, mais se sont mis d'accord sur certains aspects importants de la situation de dommage à laquelle la branche de production nationale faisait face. La commissaire Miller a constaté un dommage grave sur la base d'une baisse de l'utilisation de la capacité, des expéditions et des ventes aux États-Unis, des marges d'exploitation, des valeurs unitaires moyennes, des dépenses d'équipement et de l'emploi pendant la période visée par l'enquête.[3650] La commissaire Bragg a traité les produits étamés ou chromés comme un élément d'un seul produit similaire laminé plat, et a constaté un dommage grave sur la base d'une diminution des recettes, des marges d'exploitation, de l'utilisation de la capacité, des salaires et de l'emploi, et de l'incapacité à financer la modernisation au cours des deux dernières années et demie de la période visée par l'enquête.[3651] Le commissaire Devaney a également traité les produits étamés ou chromés

[3644] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 108 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3645] Rapport de l'USITC, page 363.

[3646] La Corée affirme que l'explication que donne l'USITC de sa recommandation concernant les autres tubes soudés est incompatible avec la mesure établie par le Président. Réponse écrite de la Corée à la question n° 108 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond. Les États-Unis font observer qu'ils ont montré dans leur première communication écrite que les constatations de l'USITC ne se rapportaient pas à une considération de compatibilité avec l'article 5:1. Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1205 à 1210. Ces mêmes points réfutent entièrement les arguments formulés par la Corée en réponse à la question n° 108 du Groupe spécial.

[3647] Le Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* a constaté que la durée d'une mesure était un facteur valable pour examiner si cette mesure était appliquée dans une moindre mesure qu'une mesure proposée d'une durée plus longue. Rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 7.96 et 7.97.

[3648] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 205.

[3649] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1170 à 1186.

[3650] Rapport de l'USITC, pages 72 à 74 et pages 307 et 308.

[3651] Rapport de l'USITC, pages 282 et 283.

comme un élément d'un seul produit similaire laminé plat, et constaté un dommage grave sur la base d'une baisse de l'utilisation de la capacité, des marges d'exploitation, des valeurs unitaires moyennes, et des tendances baissières de l'emploi et des dépenses d'équipement au cours de la dernière partie de la période visée par l'enquête.[3652]

7.1581 Selon les États-Unis, chacune de ces déterminations exprime une analyse acceptable de l'effet des importations sur la branche de production nationale. Selon la législation des États-Unis, les multiples déterminations positives faites par des commissaires pris individuellement en ce qui a trait à des produits similaires définis différemment constituent une détermination positive de l'USITC en ce qui a trait au groupe de produits plus vaste qui fait l'objet d'un nombre suffisant de déterminations positives pour former une majorité suffisante pour étayer une détermination de l'USITC. C'est le dommage subi par les producteurs de produits étamés ou chromés – le produit à l'intersection des déterminations des commissaires Miller, Bragg et Devaney – qui sert de fondement à la décision concernant la portée de l'application de la mesure de sauvegarde. Les résultats de ces producteurs sont évalués à la lumière des constatations faites par les commissaires Bragg et Devaney quant à la branche de production plus vaste comprenant les producteurs de produits étamés ou chromés et de produits laminés plats.

7.1582 Les États-Unis rappellent que les commissaires qui ont fait des déterminations positives ont mis l'accent sur les indicateurs de dommage suivants. Pour les produits étamés ou chromés, ces indicateurs étaient les suivants:

	1998	**1999**	**2000**	**1er semestre 2000**	**1er semestre 2001**
Recettes	2 120	2 033	1 974	1 008	880
Expéditions	3 287	3 239	3 163	1 597	1 436
Part de marché	87,2%	82,3%	84,5%	84,4%	84,5%
Emploi	6 322	6 075	5 733	5 884	5 584
Revenu d'exploitation	(78)	(141)	(119)	(25)	(65)
Marge	(3,9)%	(6,9)%	(6,1)%	(2,5)%	(7,4)%
Dépenses d'équipement	120	146	97	29	15

Source: Rapport de l'USITC, page FLAT-C-8. Les expéditions sont exprimées en milliers de tonnes courtes; l'emploi est exprimé en nombre de travailleurs; les recettes, le revenu d'exploitation et les dépenses d'équipement sont exprimées en millions de dollars EU.

7.1583 Les États-Unis rappellent que la commissaire Miller a constaté que même si la branche de production n'était pas rentable avant et pendant la période visée par l'enquête, elle a subi un ralentissement prononcé de son activité en 1999 du fait de la poussée des importations. Malgré l'augmentation de la demande en 1999, la branche de production nationale "n'a fait aucun gain, et a en fait subi une lourde perte, sur le plan de la rentabilité".[3653] La commissaire Bragg a indiqué dans son opinion que même si le volume des importations de produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés avait diminué vers la fin de la période visée par l'enquête, "ces importations étaient quand même demeurées à des niveaux relativement élevés et avaient continué d'avoir une incidence négative sur les prix du produit national pendant toute la période. En forçant les prix intérieurs à la baisse, les importations ont privé les producteurs nationaux de recettes. Il convient de reconnaître qu'étant donné

[3652] Rapport de l'USITC, page 345.
[3653] Rapport de l'USITC, page 308.

la détérioration de la situation de la branche de production nationale pendant la période visée par l'enquête, le volume (niveau) des importations suffisant pour causer un [dommage] grave a diminué proportionnellement".[3654] La commissaire Miller a analysé trois autres causes possibles de dommage grave: la baisse de la demande, le regroupement des acheteurs et la surcapacité. La commissaire Bragg a identifié plusieurs causes possibles de dommage grave autres que les importations, mais a déterminé que s'agissant de tous les produits plats, "tout dommage subi par la branche de production nationale découle uniquement d'un accroissement des importations".[3655] Le commissaire Devaney a constaté que la baisse de la demande, l'augmentation de la capacité et la concurrence des mini-aciéries avaient contribué à la détérioration de la situation de la branche de production englobant tous les produits plats en acier. Il a constaté que la baisse de la demande avait eu un effet à la fin de la période visée par l'enquête seulement.[3656] La commissaire Miller a constaté que la baisse de la demande générale n'était pas une cause de dommage. Elle a relevé que cette situation avait commencé bien avant le début de la période visée par l'enquête, et pourrait intervenir pour la faiblesse de la branche de production en 1996, mais que la demande avait effectivement augmenté en 1999 sans aucune amélioration de la situation de la branche de production nationale.[3657] La commissaire Miller a constaté que le regroupement des acheteurs avait existé pendant toute la période visée par l'enquête, et a signalé l'"intense concurrence fondée sur les prix qui existe pour les produits étamés ou chromés, aussi bien nationaux qu'importés".[3658] Comme ce facteur avait existé pendant toute la période visée par l'enquête, il peut avoir eu des effets négatifs pendant toute la période, mais il ne serait pas responsable des *changements* intervenus dans la situation de la branche de production. La commissaire Miller a constaté l'existence d'une surcapacité pendant la période visée par l'enquête, mais a fait observer que la diminution de l'utilisation de la capacité avait coïncidé avec la poussée des importations. Elle a également fait observer que la capacité générale de la branche de production avait diminué pendant la période visée par l'enquête, et que la branche de production de produits étamés ou chromés avait pris des mesures pour rationaliser la capacité.[3659] Bien que ce facteur ait peut-être eu des effets négatifs sur la branche de production pendant la période visée par l'enquête, la diminution de la capacité indique qu'il n'était pas responsable de la détérioration de la situation des producteurs de produits étamés ou chromés pendant la période visée par l'enquête.[3660]

7.1584 Les États-Unis font observer que le rapport de l'USITC donne des précisions sur la relation entre l'accroissement des importations en provenance de pays non visés par des ALE et le dommage causé à la branche de production nationale. Les commissaires Bragg, Devaney et Miller ont constaté que les importations avaient causé un dommage grave parce qu'au moment où s'est produite une hausse de la demande en 1999, la branche de production nationale avait été incapable de faire un gain du fait de la poussée des importations. Les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ont bondi de 51,5 pour cent entre 1998 et 1999, ce qui a donné lieu à la marge bénéficiaire la plus faible (-6,9 pour cent) pendant n'importe quelle année complète de la période visée par l'enquête. Les prix intérieurs et les valeurs unitaires moyennes ont également atteint leur plus bas niveau en 1999. Bien que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA aient diminué en 2000, elles se situaient encore à des niveaux plus élevés que pendant la période allant de

[3654] Rapport de l'USITC, page 294.
[3655] Rapport de l'USITC, page 295.
[3656] Rapport de l'USITC, page 63. Dans la note de bas de page 224 du rapport de l'USITC, à la page 55, le commissaire Devaney s'est associé à l'analyse de la majorité au sujet du dommage causé aux produits plats, et a indiqué que le résultat est le même lorsque l'analyse est effectuée à l'égard de toute la branche de production telle qu'il l'a définie, à savoir que les importations sont une cause substantielle du dommage grave.
[3657] Rapport de l'USITC, pages 308 et 309.
[3658] Rapport de l'USITC, page 309.
[3659] Rapport de l'USITC, page 309.
[3660] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1177.

1996 à 1998. La commissaire Bragg a constaté dans son analyse que "les occasions perdues pendant une phase ascendante du cycle en question auraient une incidence immédiate sur la branche de production nationale en raison d'un empêchement des hausses de prix et d'une baisse des prix, des ventes perdues et des pertes qui en découleraient au chapitre des recettes, mais devraient aussi avoir des effets de report persistants sur la branche de production nationale à mesure que le cycle suivrait une courbe descendante".[3661] La commissaire Miller a constaté que son analyse des produits étamés ou chromés n'aurait pas changé si elle avait exclu le Canada et le Mexique.[3662] La commissaire Bragg a constaté que son analyse selon laquelle la branche de production nationale de produits laminés plats avait subi un dommage grave du fait des importations n'aurait pas changé avec l'exclusion des importations en provenance des pays de l'ALENA.[3663]

7.1585 Les États-Unis font valoir que si l'un des commissaires identifiait un facteur comme une cause de dommage, ce facteur causait un dommage quelles qu'aient été les opinions des autres commissaires. Par conséquent, aux fins d'évaluer si la mesure de sauvegarde applicable aux produits étamés ou chromés était conforme à l'article 5:1, les États-Unis concluent que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA étaient responsables d'une partie de la baisse des ventes et de la part de marché des producteurs nationaux, de la production, des bénéfices, des salaires et de l'emploi dès 1999. Les États-Unis font observer que cela ne veut pas dire que les importations n'avaient pas un effet négatif sur la branche de production nationale au cours des années précédentes. Par conséquent, aux fins d'évaluer la compatibilité avec l'article 5:1, les États-Unis expliquent qu'ils ont traité l'augmentation de la capacité, la concurrence des mini-aciéries et la baisse de la demande pendant la dernière partie de la période visée par l'enquête comme des facteurs ayant causé un dommage à la branche de production nationale de produits étamés ou chromés.

7.1586 Pour évaluer la mesure de sauvegarde, les États-Unis tiennent également compte de l'observation de la commissaire Miller selon laquelle les États-Unis imposaient des droits antidumping à l'égard des produits étamés ou chromés en provenance du Japon pendant le premier semestre de 2000. La commissaire Miller a fait observer que, même alors, la présence des importations était demeurée importante aux États-Unis.[3664] Par conséquent, les États-Unis n'ont pas ajusté leur estimation pour tenir compte de ces ordonnances en matière de droits antidumping.

7.1587 Les États-Unis expliquent qu'aux fins de l'estimation de la compatibilité avec l'article 5:1, ils ont suivi une démarche fondée sur le volume dans le cadre de l'opération numérique. La commissaire Miller avait noté le volume important des importations et l'augmentation de la part de marché, aussi bien en 1999 que pendant toute la période visée par l'enquête.[3665] Par conséquent, les États-Unis ont analysé cette mesure de sauvegarde en fonction du volume des importations. Les États-Unis font observer que les importations se sont accrues de façon substantielle entre 1998 et 2000. Dans le cadre de la première étape de l'analyse, les États-Unis estiment quel aurait été le volume des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA si la part qu'elles détenaient dans le marché pendant la période allant de 1999 à 2001 était restée la même qu'en 1998. Les États-Unis comparent ensuite les volumes estimatifs des importations avec les volumes effectifs des importations pendant ces périodes, et constatent que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA auraient été, en moyenne, moins importantes dans une proportion d'environ 23 pour cent. Cette baisse représente une diminution du volume des importations qui correspond à peu près au modèle établi par l'USITC relativement à un droit de douane de 30 pour cent, ce qui tend à indiquer que le droit de douane de

[3661] Rapport de l'USITC, page 293.
[3662] Rapport de l'USITC, page 310, notes de bas de page 28 et 29.
[3663] Deuxième rapport complémentaire, page 14.
[3664] Rapport de l'USITC, page 308.
[3665] Rapport de l'USITC, page 308.

30 pour cent imposé à l'égard des produits étamés ou chromés est fixé à un niveau qui satisfait aux prescriptions de l'article 5:1.[3666] Comme cette démarche est fondée sur le volume des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA seulement, les États-Unis expliquent qu'ils ont conclu qu'aucun ajustement de l'estimation n'était nécessaire. Afin de calculer les niveaux cibles des importations, les États-Unis ont utilisé la part de marché des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA en 1998, année qui précède immédiatement la poussée des importations intervenue en 1999, et l'ont ensuite appliquée à la consommation apparente effective pendant les années 1999 à 2001. Les États-Unis comparent ensuite les niveaux cibles des importations qu'ils ont calculés avec les niveaux effectifs des importations pour chaque année.

7.1588 Les États-Unis modélisent ensuite deux scénarios: i) les variations des prix, du volume et des recettes pour les produits nationaux et les importations si la mesure corrective établie par le Président le 5 mars 2002 avait été en vigueur en 2000; et ii) les variations des prix, du volume et des recettes se rapportant aux produits nationaux et aux importations de différentes provenances si les importations étaient demeurées aux niveaux de 1997 en 2000. Les États-Unis font observer que les résultats de cette opération figurent dans la feuille de calcul des résultats de la modélisation I. Selon les États-Unis, ces résultats tendent à indiquer que l'application de la mesure de sauvegarde n'allait pas au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement.

7.1589 La Norvège[3667], le Japon[3668] et la Corée[3669] contestent la justification et la mesure de sauvegarde imposée à l'égard des produits étamés ou chromés. La Norvège ajoute que le droit de douane de 30 pour cent dépasse de beaucoup l'objectif. Comme la commissaire Miller l'a indiqué[3670], il existe une intense concurrence fondée sur les prix pour les produits étamés ou chromés. Une majoration de 30 pour cent du droit de douane dans de telles circonstances aurait clairement pour effet d'entraîner une baisse radicale des importations. Tel est aussi, en gros, le résultat, sauf pour les produits ayant fait l'objet d'exclusions. Soit que c'était voulu, ce qui contrevient donc clairement à l'article 5:1, soit que les États-Unis n'avaient aucune raison d'établir qu'une baisse de 23 pour cent équivalait au dommage grave allégué causé par un accroissement des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, ce qui contrevient également clairement à l'article 5:1.[3671] Les Communautés européennes, la Norvège, le Japon, la Corée et le Brésil font également valoir que même si l'on faisait valoir que le Président peut se prévaloir des justifications présentées par les trois commissaires qui étaient favorables à l'imposition de droits de douane à l'égard des produits étamés ou chromés, il est clair que les mesures qu'ils ont suggérées ne satisfont pas aux prescriptions de l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[3672] Ces plaignants rappellent[3673] que le seul commissaire qui a spécifiquement examiné la question d'une mesure corrective en ce qui concerne les produits étamés ou chromés, à savoir la commissaire Miller, avait suggéré un droit de douane additionnel de 20 pour cent, dégressif sur une période de quatre ans.[3674] Elle a expliqué le choix de cette mesure corrective notamment en ces termes: "[l]'analyse économique faite par la Commission montre qu'un droit additionnel de 20 pour cent *ad valorem* entraînera une augmentation substantielle des recettes et du volume des ventes de la branche de production nationale pendant la première année de protection"

[3666] Mémorandum EC-Y-046 de l'USITC, page FLAT-26.
[3667] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 166; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 358 à 369.
[3668] Première communication écrite du Japon, paragraphes 208 à 213.
[3669] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 206 et 207.
[3670] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1176.
[3671] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 166.
[3672] Deuxième déclaration orale de la Norvège au nom de tous les plaignants, paragraphe 31.
[3673] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 367.
[3674] Rapport de l'USITC, volume I, pages 20 et 527 (pièce n° 6 des coplaignants).

et "[l]es diminutions importantes du volume des importations que devrait engendrer la majoration du droit de douane aideront la branche de production nationale à augmenter ses recettes de façon substantielle et lui permettront d'apporter des ajustements importants à la concurrence des importations pendant cette période.[3675] Les États-Unis font valoir que si l'on tient compte parallèlement des commissaires qui ont inclus les produits étamés ou chromés dans la catégorie plus vaste des produits plats, on voit que les commissaires Bragg et Devaney ont proposé un droit d'une durée de quatre ans commençant à 40 pour cent et se terminant à 31 pour cent.[3676] Ces plaignants rappellent que le commissaire Devaney a expliqué ce choix en affirmant notamment ce qui suit: "[c]omme je l'ai indiqué précédemment, la forme de mesure corrective que j'ai choisie vise à corriger le dommage en cours qui est subi depuis un certain nombre d'années, et pas seulement au cours de la période la plus récente" et "[p]ar conséquent, j'estime que les baisses importantes du volume des importations qu'engendrera le droit de douane aideront la branche de production à augmenter le volume de ses ventes de façon substantielle et lui permettront d'apporter des ajustements importants à la concurrence des importations pendant la période de protection".[3677] Ces plaignants rappellent également que la commissaire Bragg explique longuement la mesure corrective qu'elle a choisie: "[j]e reconnais qu'il existe des différences entre mes constatations d'un dommage et mes recommandations au sujet d'une mesure corrective, ce qui soulève la question de savoir s'il existe un niveau approprié de symétrie entre mes constatations d'un dommage et les recommandations au sujet d'une mesure corrective. Surtout, je constate que même la mesure corrective maximale que la législation des États-Unis m'autorise à recommander au Président serait insuffisante pour faire face au niveau de dommage grave dont j'ai constaté l'existence relativement à quelques-unes des branches de production nationales que j'ai définies, de même qu'aux regroupements de produits visés à ce stade de la procédure"[3678], et "[l]es droits de douane procurent un avantage sous forme de recettes dont bénéficie directement le gouvernement des États-Unis, par opposition aux contingents qui procurent d'une certaine façon un avantage aux producteurs étrangers qui reçoivent les rentes de contingentement".[3679]

7.1590 Les plaignants susmentionnés font observer que ni le commissaire Devaney ni la commissaire Bragg n'expliquent précisément comment ils ont obtenu les pourcentages qu'ils suggèrent, et quels seront effectivement les effets sur les importations. En admettant que la Commission n'a fait qu'une analyse économique, ces plaignants estiment qu'il est difficile de comprendre comment les mêmes chiffres peuvent justifier des suggestions différentes de la part des autres commissaires quant aux mesures correctives. En outre, même la commissaire Miller n'a pas examiné de façon satisfaisante les aspects relatifs à la non-imputation, ce qui aurait clairement dû être fait étant donné que les trois autres commissaires n'ont pas imputé le dommage subi par la branche de production nationale aux importations. Dans sa détermination séparée de l'existence d'un dommage grave[3680], elle a reconnu qu'un certain nombre de causes autres que les importations étaient une cause de dommage, mais elle a fait une détermination positive sur la base de la méthode employée par l'USITC pour examiner si les autres causes étaient aussi importantes ou plus importantes que les importations. Toutefois, dans sa détermination de l'existence d'un dommage en ce qui concerne les produits étamés ou chromés[3681], il n'y a pas la moindre analyse de la non-imputation du dommage à ces autres causes, ce qui contrevient clairement à l'article 5:1. Il convient également de rappeler qu'elle a inclus les importations en provenance du Canada (mais pas les importations en provenance du Mexique, d'Israël et de la

[3675] Rapport de l'USITC, volume I, page 528 (pièce n° 6 des coplaignants).
[3676] Rapport de l'USITC, volume I, page 20 (pièce n° 6 des coplaignants).
[3677] Rapport de l'USITC, volume I, pages 533 et 534 (pièce n° 6 des coplaignants).
[3678] Rapport de l'USITC, volume I, page 520 (pièce n° 6 des coplaignants).
[3679] Rapport de l'USITC, volume I, page 522 (pièce n° 6 des coplaignants).
[3680] Rapport de l'USITC, volume I, pages 308 et 309 (pièce n° 6 des coplaignants).
[3681] Rapport de l'USITC, volume I, pages 527 à 529 (pièce n° 6 des coplaignants).

Jordanie) dans sa détermination – et propose que les importations en provenance du Canada soient assujetties au droit de douane de 20 pour cent proposé.[3682]

7.1591 La Norvège fait ensuite valoir que, de toute évidence, la mesure corrective suggérée par le commissaire Devaney, telle qu'il l'a expliquée, va au-delà de ce que permet l'Accord sur les sauvegardes. Le fait d'examiner non seulement le dommage actuel, ou le dommage subi pendant la période visée par l'enquête, mais aussi les "dommages passés" allégués - de manière à octroyer en quelque sorte des "dommages-intérêts punitifs supplémentaires" -, ne peut pas satisfaire aux prescriptions de l'article 5:1. Par ailleurs, il n'analyse nulle part dans son opinion séparée concernant la mesure corrective la façon dont la mesure corrective qu'il suggère se bornera uniquement à faire face au dommage grave imputé aux importations accrues visées par la mesure. Selon les plaignants, il est tout aussi évident que la mesure corrective suggérée par la commissaire Bragg ne se limite pas à la mesure nécessaire pour faire face au dommage grave imputé aux importations accrues visées par la mesure. Comme elle l'a elle-même expliqué, il y a des asymétries dans sa façon de considérer le dommage et la mesure corrective. En outre, le critère qu'elle utilise pour établir le niveau du droit de douane ne repose pas sur le dommage grave qu'elle impute aux importations, mais sur le niveau requis pour "améliorer nettement la rentabilité" des producteurs nationaux.[3683] La commissaire Bragg explique que l'exclusion de certains pays de son analyse du dommage ne modifierait pas ses constatations d'un dommage, mais elle n'analyse pas et ne tient toujours pas compte des aspects relatifs à la non-imputation d'autres facteurs ayant causé un dommage en ce qui concerne l'établissement de la mesure corrective.[3684]

7.1592 Les Communautés européennes font valoir que s'agissant des produits étamés ou chromés, la proclamation du Président des États-Unis reposait sur trois déterminations positives séparées fondées sur des définitions différentes des produits, puisque trois commissaires de l'USITC ont fait trois constatations distinctes. Les États-Unis ont décidé de tenir compte de tous les facteurs subsidiaires dont il a été constaté qu'ils avaient causé un dommage à la branche de production nationale, indépendamment des points de vue des autres commissaires[3685], mais ont finalement déterminé qu'aucun ajustement n'était nécessaire à cet égard.[3686] Une autre différence dans l'application de l'analogie numérique proposée par les États-Unis tient au fait que l'effet dommageable des importations de produits étamés ou chromés ne repose pas sur l'effet sur les prix, mais sur les parts de marché perdues. Pour cette raison, les États-Unis ont proposé une démarche axée sur le volume, visant à maintenir la part de marché des importations pendant la période allant de 1999 à 2001 au niveau atteint en 1998, avant la poussée des importations survenue en 1999. Les États-Unis ont fait observer que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA auraient alors été moins nombreuses dans une proportion de 23 pour cent en moyenne, ce qui correspondrait prétendument à l'effet d'une majoration de 30 pour cent du droit de douane, selon le modèle établi par l'USITC.[3687] Même à supposer, pour les besoins du débat, que la proposition des États-Unis concernant une démarche numérique fondée sur les effets sur le volume puisse avoir une certaine pertinence, la conclusion des États-Unis selon laquelle une diminution de 23 pour cent des importations serait "*à peu près équivalente*" au modèle établi par l'USITC relativement à une majoration de 30 pour cent du droit de douane ne serait pas étayée par l'estimation de l'USITC concernant la diminution des importations résultant d'un tel droit de douane (de -50,5 à -29,1 pour

[3682] Première communication écrite du Japon, paragraphes 208 à 213; première communication écrite de la Corée, paragraphes 206 et 207; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphes 166 et 167.
[3683] Rapport de l'USITC, volume I, page 521 (pièce n° 6 des coplaignants).
[3684] Première communication écrite de la Norvège, paragraphes 358 à 369.
[3685] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1180.
[3686] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1185.
[3687] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1183 à 1185.

cent). De fait, une hausse de 20 pour cent du droit de douane, qui entraînerait une baisse du volume des importations variant entre -30,7 et -16,6 pour cent, aurait semblé plus adéquate.[3688]

iii) Droits de douane applicables aux barres laminées à chaud

7.1593 Les États-Unis[3689] font observer que l'USITC a démontré que les importations accrues en provenance de pays non membres de l'ALENA avaient causé un dommage grave à la branche de production nationale de barres laminées à chaud, et qu'il s'agissait de l'hypothèse de départ de leur justification.

7.1594 Selon les États-Unis, l'USITC a identifié quatre facteurs autres qu'un accroissement des importations qui pourraient bien avoir causé le dommage: la concurrence entre les producteurs nationaux, des producteurs nationaux inefficaces, les variations de la demande avant 2001 et les changements intervenus dans les coûts des intrants. L'USITC a constaté qu'aucun de ces facteurs n'avait causé un dommage à la branche de production nationale. L'USITC n'a pas imputé le dommage à la concurrence entre les producteurs nationaux. Elle a constaté que ce facteur pourrait expliquer les variations des parts de marché relatives des producteurs nationaux, mais pas la perte par ceux-ci d'une part de marché correspondant à 2,4 points de pourcentage au profit des importations. L'USITC a également constaté que Nucor – qui était à l'origine de la concurrence entre les producteurs nationaux - n'était pas la source principale des baisses de prix. Par conséquent, l'accroissement des importations n'était pas le seul facteur ayant causé un dommage à la branche de production en 2000. L'USITC n'a pas fait de constatations sur la baisse de la demande en 1998 et en 1999. Aux fins de cette estimation, les États-Unis font observer que la demande avait augmenté en 1998. Sur la base de la constatation d'un dommage grave faite par l'USITC, aux fins de leur estimation, les États-Unis considèrent le dommage imputable aux importations effectuées entre 1997 et 2000 comme un dommage qui s'est prolongé jusqu'au premier semestre de 2001. Les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ont été vendues à des prix inférieurs à ceux des produits nationaux à des niveaux comparables à ceux des années précédentes[3690], et elles ont conservé une part de marché bien supérieure aux niveaux de 1996 et 1997. L'USITC a constaté que la baisse de la consommation de barres laminées à chaud pendant cette période avait provoqué une "autre détérioration".

7.1595 Les États-Unis fondent ensuite leur analyse de la mesure corrective admissible sur les données relatives aux ventes à des prix inférieurs plutôt que sur les données agrégées concernant la valeur unitaire parce que, comme l'USITC l'a fait observer: pour un produit comme les barres laminées à chaud qui englobe un large éventail de types de produits et de valeurs, les données sur la fixation des prix dans le cas d'un produit plus spécifique peuvent fournir des renseignements plus probants que les valeurs unitaires moyennes des ventes.[3691] Dans le cadre de la première étape, les États-Unis choisissent 1997, année antérieure à l'année où la situation de la branche de production nationale a commencé à se détériorer, en tant qu'année de comparaison, compte tenu du fait que les importations pouvaient encore avoir un effet négatif sur la branche de production nationale. Ils ont estimé que les recettes manquantes en 1998 et en 2000, années au cours desquelles la demande n'avait pas diminué, étaient imputables aux importations accrues. Les États-Unis expliquent qu'ils ont considéré que la moitié de la baisse des recettes en 1999 était imputable à un accroissement des importations et, pour le premier semestre de 2001, que la diminution des recettes imputable aux

[3688] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 529 à 532.
[3689] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1102 à 1109.
[3690] La valeur unitaire des importations a augmenté en 2001 comparativement à 2000. Comme les comparaisons faites entre des produits comparables continuaient de mettre en évidence des ventes à des prix inférieurs, cette évolution des circonstances indique que la gamme de produits importés avait changé.
[3691] Rapport de l'USITC, page 93, note de bas de page 554.

importations était égale au niveau relevé en 2000. Dans le cadre de la deuxième étape, les États-Unis calculent le montant dont il faudrait majorer la marge d'exploitation en 1997 pour compenser le revenu d'exploitation manquant indiqué dans le paragraphe précédent.[3692] Dans le cadre de la troisième étape, les États-Unis font reposer l'analyse en matière de fixation des prix sur les comparaisons en matière de fixation des prix établies par l'USITC à la page LONG-87. Les États-Unis notent les constatations de l'USITC en ce qui concerne les importations en provenance du Canada et du Mexique et concluent qu'aucun ajustement de l'estimation n'était nécessaire. Dans le cadre de la quatrième étape, les États-Unis estiment le droit additionnel qui serait nécessaire pour obtenir la majoration cible. Dans le cadre de son enquête, l'USITC a préparé des modèles économiques sur le marché des barres laminées à chaud des États-Unis. Ces modèles indiquaient qu'une hausse de 30 pour cent des droits de douane entraînerait une majoration variant entre 19,6 et 24,2 pour cent du prix de vente des barres laminées à chaud importées aux États-Unis.[3693] Selon les États-Unis, cela tend à indiquer que le droit de douane de 30 pour cent applicable aux barres laminées à chaud est fixé à un niveau qui satisfait aux prescriptions de l'article 5:1.

7.1596 Les États-Unis modélisent ensuite deux scénarios: i) les variations des prix, du volume et des recettes pour les produits nationaux et les importations si la mesure corrective établie par le Président le 5 mars 2002 avait été en vigueur en 2000; et ii) les variations des prix, du volume et des recettes se rapportant aux produits nationaux et aux importations de différentes provenances si les importations étaient demeurées aux niveaux de 1997 en 2000. Les États-Unis font observer que les résultats de cette opération tendent à indiquer qu'ils n'ont pas appliqué la mesure de sauvegarde au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement.

7.1597 Les Communautés européennes font valoir que les États-Unis commencent par rappeler que l'USITC a constaté qu'aucun des quatre autres facteurs invoqués (concurrence entre les producteurs nationaux, producteurs nationaux inefficaces, variations de la demande et changements intervenus dans les coûts des intrants) n'avait produit des effets dommageables, mais ils reconnaissent que l'USITC n'a pas fait de constatation au sujet de la baisse de la demande en 1998 et en 1999.[3694] Les États-Unis choisissent ensuite 1997 comme année de "base" parce que la situation de la branche de production a commencé à se détériorer cette année-là (même si l'on aurait pu penser qu'ils choisiraient l'année précédant l'accroissement des importations – choisir comme année de "base" l'année antérieure à celle où les résultats de la branche de production ont diminué ne satisfait pas à la prescription imposant d'examiner seulement le dommage causé par l'accroissement des importations). Les États-Unis reconnaissent également qu'un seul ajustement a été apporté en 1999. Même si les États-Unis ne le reconnaissent pas explicitement, cet ajustement semble refléter la baisse de la demande en 1999, bien que le dommage causé par cet autre facteur n'ait pas (à tort) été évalué dans l'analyse du lien de causalité. Par suite de leur démarche numérique, les États-Unis ont constaté qu'une hausse de 22,8 pour cent des prix des importations serait compatible avec l'article 5:1[3695], alors que le modèle établi par l'USITC indiquait qu'un droit de douane additionnel de 30 pour cent applicable aux importations excluant le Mexique, mais incluant le Canada entraînerait une majoration variant entre 19,6 et 24,2 pour cent des prix des importations.[3696] [3697]

[3692] Les États-Unis le font en calculant les recettes manquantes pour chaque année au cours de laquelle l'USITC a indiqué que les importations avaient un effet dommageable, et en divisant le résultat obtenu par les recettes effectives pendant la même période.

[3693] Mémorandum EC-046, page LONG-29 (pièce n° 64 des États-Unis).

[3694] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1102 à 1104.

[3695] Voir la pièce n° 56 des États-Unis.

[3696] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1108.

[3697] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 533 à 536.

iv) Droits de douane applicables aux barres parachevées à froid

7.1598 Les États-Unis[3698] font observer que l'USITC a démontré que les importations accrues en provenance de pays non membres de l'ALENA avaient causé un dommage grave à la branche de production nationale de barres parachevées à froid, et qu'il s'agissait de l'hypothèse de départ de leur justification.

7.1599 Les États-Unis expliquent que l'USITC a identifié deux facteurs autres qu'un accroissement des importations qui pourraient bien avoir causé le dommage: la baisse de la demande intérieure de barres parachevées à froid et l'effet d'un producteur national prétendument inefficace. L'USITC a constaté que l'inefficacité de RTI n'avait pas été dommageable à la branche de production nationale. L'USITC a pris en considération l'effet de la baisse de la demande sur la branche de production nationale. Elle a noté l'observation des producteurs nationaux selon laquelle les prix des barres parachevées à froid avaient suivi l'évolution de la demande dans le passé, et a observé que cela semblait avoir été le cas en 1999. Par conséquent, elle a constaté que la baisse des résultats financiers de la branche de production nationale en 1999 était "dans une large mesure imputable à des diminutions de la demande cette année-là".[3699] L'USITC a fait observer que la demande avait augmenté en 2000, mais que les prix des producteurs nationaux avaient diminué. Par conséquent, l'USITC a constaté que les variations de la demande n'expliquaient pas le dommage grave subi par la branche de production nationale de barres parachevées à froid. Ces constatations montrent que les variations de la demande ont eu un effet positif en 2000; par conséquent, aucun dommage ne devrait être imputé à cette cause possible en 2000. L'USITC a noté que la demande avait diminué pendant le premier semestre de 2001, et que les résultats de la branche de production nationale s'étaient détériorés davantage.[3700] Cette constatation indique qu'une partie du dommage subi pendant le premier semestre de 2001 est imputable à la baisse de la demande. Ces constatations montrent que la totalité de la diminution de la production, des expéditions, de la part de marché, de l'emploi, des recettes et du revenu d'exploitation des producteurs nationaux en 2000 est imputable à bon droit à un accroissement des importations. Les constatations de l'USITC indiquent en outre que l'accroissement des importations et les diminutions de la demande ont produit un effet dommageable en 1999 et au cours du premier semestre de 2001. Cela ne veut pas dire que les importations effectuées entre 1996 et 1998 n'ont pas eu d'effets négatifs. Comme l'analyse de l'USITC mettait l'accent sur les variations des résultats de la branche de production, et en tant qu'estimation prudente du dommage imputable aux importations, les États-Unis ont décidé de fonder leur analyse des barres parachevées à froid sur les changements intervenus entre 1999 et le premier semestre de 2001 seulement.

7.1600 Les États-Unis font valoir qu'ils ont considéré que des facteurs autres que les importations étaient responsables de la moitié de la baisse du revenu d'exploitation de la branche de production nationale en 1999. Ils ont présumé que la baisse de la demande était responsable de tout changement intervenu dans les résultats au cours du premier semestre de 2001 comparativement à toute l'année 2000. Par conséquent, ils ont estimé que l'accroissement des importations avait eu le même effet négatif pendant le premier semestre de 2001 que celui que les États-Unis avaient estimé pour 2000.

7.1601 Les États-Unis fondent leur analyse de la mesure corrective admissible sur les données relatives aux ventes à des prix inférieurs plutôt que sur les données agrégées concernant la valeur unitaire parce que, comme l'USITC l'a fait observer: pour un produit comme les barres laminées à chaud qui englobe un large éventail de types de produits et de valeurs, les données sur la fixation des prix dans le cas d'un produit plus spécifique peuvent fournir des renseignements plus probants que les

[3698] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1110 à 1119.
[3699] Rapport de l'USITC, page 107.
[3700] Rapport de l'USITC, page 107.

valeurs unitaires moyennes des ventes.[3701] Dans le cadre de la première étape, les États-Unis allèguent qu'en tant qu'estimation prudente, ils ont choisi 1998, année au cours de laquelle la demande était équivalente à son niveau en 2000, comme année de base appropriée, compte tenu du fait que les importations s'étaient accrues cette année-là et, partant, avaient peut-être eu un effet négatif sur la branche de production. Pour tenir compte de l'incidence de facteurs autres que les importations en 1999, les États-Unis divisent en deux la marge d'exploitation de base. Ils estiment les recettes manquantes pendant la période allant de 1999 jusqu'au premier semestre de 2001, périodes au cours desquelles l'USITC a indiqué que les importations étaient en partie responsables de la baisse des résultats de la branche de production. Dans le cadre de la deuxième étape, ils estiment le montant dont il faudrait majorer la marge d'exploitation en 1998 pour compenser le revenu d'exploitation manquant.[3702] Dans le cadre de la troisième étape, ils font reposer l'analyse en matière de fixation des prix sur les comparaisons en matière de fixation des prix faites par l'USITC à la page LONG-92.[3703] Enfin, ils notent les constatations de l'USITC en ce qui concerne les importations en provenance du Canada et du Mexique et concluent qu'aucun ajustement de l'estimation n'était nécessaire. Dans le cadre de la quatrième étape, ils estiment le droit additionnel qui serait nécessaire pour obtenir la majoration cible. Au stade des mesures correctives de l'enquête, les services de l'USITC ont préparé des modèles économiques sur le marché des barres parachevées à froid des États-Unis. Ces modèles indiquaient qu'une hausse de 30 pour cent des droits de douane entraînerait une majoration variant entre 19,6 et 24,2 pour cent du prix de vente des barres parachevées à froid (excluant les barres en provenance du Canada) importées aux États-Unis.[3704] Selon les États-Unis, cela tend à indiquer que le droit de douane de 30 pour cent applicable aux barres parachevées à froid est fixé à un niveau qui satisfait aux prescriptions de l'article 5:1.

7.1602 Les États-Unis font observer que ces chiffres sont moins élevés que le niveau tarifaire des mesures de sauvegarde établies par le Président et rappellent qu'"il [est] impossible de déterminer à l'avance et avec précision le niveau des droits à l'importation nécessaires pour permettre à une industrie américaine de soutenir la concurrence des fournisseurs étrangers dans les conditions actuelles de concurrence du marché américain".[3705]

7.1603 Les États-Unis modélisent ensuite deux scénarios: i) les variations des prix, du volume et des recettes pour les produits nationaux et les importations si la mesure corrective établie par le Président le 5 mars 2002 avait été en vigueur en 2000; et ii) les variations des prix, du volume et des recettes se rapportant aux produits nationaux et aux importations de différentes provenances si les importations étaient demeurées aux niveaux de 1997 en 2000. Les États-Unis font observer que les résultats de cette opération tendent à indiquer qu'ils n'ont pas appliqué la mesure de sauvegarde au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement.

[3701] Rapport de l'USITC, page 103, note de bas de page 614.

[3702] Les États-Unis le font en calculant les recettes manquantes pour chaque année au cours de laquelle l'USITC a indiqué que les importations avaient un effet dommageable, et en divisant le résultat obtenu par les recettes effectives pendant la même période.

[3703] Ce tableau contient des renseignements confidentiels. Les États-Unis ont reproduit les résultats de cette étape, mais pas les intrants.

[3704] Mémorandum EC-046, page LONG-29 (pièce n° 64 des États-Unis).

[3705] *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil*, paragraphe 35. Les États-Unis font valoir que dans le cas des barres parachevées à froid, ils ont noté qu'il était assez simple et peu onéreux de transformer une barre laminée à chaud en une barre parachevée à froid. Si le niveau tarifaire de ces deux produits avait été différent, cela aurait incité les producteurs étrangers à contourner la mesure de sauvegarde en orientant leurs acheteurs de barres laminées à chaud vers les barres parachevées à froid. Cela aurait affaibli l'effet correctif des mesures applicables aux barres laminées à chaud comme aux barres parachevées à froid. Par conséquent, les États-Unis ne sont pas allés au-delà de la mesure nécessaire en appliquant un droit de douane de 30 pour cent aux importations de barres parachevées à froid.

7.1604 Les Communautés européennes rappellent que les États-Unis ont déterminé que 1998 devrait être l'année de "base" et ont apporté des ajustements pour tenir compte de l'effet dommageable de la baisse de la demande en 1999 et en 2001, conformément aux constatations de l'USITC selon lesquelles cet autre facteur avait causé un dommage ces années-là. Également en conformité avec les constatations de l'USITC, aucun ajustement n'a été apporté en ce qui a trait à l'inefficacité d'un producteur national.[3706] Par suite de leur démarche numérique, les États-Unis ont constaté qu'une hausse de 14,4 pour cent des prix des importations serait conforme à l'article 5:1[3707] et se sont référés au modèle de l'USITC qui indiquait qu'un droit de douane additionnel de 30 pour cent applicable aux importations excluant le Mexique mais incluant le Canada entraînerait une majoration variant entre 19,6 et 24,2 pour cent des prix des importations. À supposer, pour les besoins du débat, que la démarche des États-Unis soit pertinente, un droit de douane additionnel de 20 pour cent, qui aurait entraîné une majoration variant entre 13,3 et 16,2 pour cent des prix des importations, semblerait plus adéquat qu'un droit de douane additionnel de 30 pour cent qui va de toute évidence au-delà de ce qui est nécessaire. S'agissant de ce point spécifique, les États-Unis admettent que le droit de douane additionnel de 30 pour cent applicable aux barres parachevées à froid était censé s'harmoniser avec la majoration du droit applicable aux barres laminées à chaud et prévenir le remplacement des barres laminées à chaud par des barres parachevées à froid.[3708] Cela étant dit, la soi-disant nécessité de prévenir un changement de produit ne permet pas aux États-Unis d'appliquer aux barres parachevées à froid une mesure de sauvegarde qui va au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage grave causé par un accroissement des importations.[3709]

v) Droits de douane applicables aux barres d'armature

7.1605 Les États-Unis[3710] font observer que l'USITC a démontré que les importations accrues en provenance de pays non membres de l'ALENA avaient causé un dommage grave à la branche de production nationale de barres d'armature, et qu'il s'agit de l'hypothèse de départ de leur justification. L'USITC a identifié quatre facteurs autres qu'un accroissement des importations qui pourraient bien avoir causé le dommage: les variations de la demande, les changements intervenus dans les coûts des intrants, les augmentations de la capacité et la concurrence entre les producteurs nationaux. L'USITC a constaté qu'aucun de ces facteurs n'avait été dommageable à la branche de production nationale. Ces constatations montrent que la totalité de la baisse des résultats des producteurs nationaux entre 1999 et 2001 était imputable à un accroissement des importations. Les États-Unis font observer que cela ne veut pas dire que les importations effectuées entre 1996 et 1998 n'ont pas eu d'effets négatifs. Les États-Unis expliquent que puisque l'analyse de l'USITC mettait l'accent sur les changements dans les résultats de la branche de production nationale, et que ces résultats avaient commencé à fléchir en 1999, ils ont fondé leur estimation concernant les barres d'armature sur les variations intervenues pendant la période allant de 1999 jusqu'au premier semestre de 2001 seulement. Les États-Unis ont également tenu compte de l'observation de l'USITC selon laquelle les États-Unis avaient imposé des droits antidumping à la Turquie en 1996, et au Belarus, à la Chine, à l'Indonésie, à la Corée, à la Lettonie, à la Moldova, à la Pologne et à l'Ukraine en 2001. L'USITC a noté dans sa recommandation concernant la mesure corrective que, même si les droits antidumping avaient entraîné une diminution des importations de ces provenances, les importations d'autres provenances avaient pris leur place dans une mesure importante.[3711] En fait, même si les ordonnances en matière de droits antidumping

[3706] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1110 à 1115.
[3707] Pièce n° 56 des États-Unis.
[3708] Première communication écrite des États-Unis, note de bas de page 1399.
[3709] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 537 à 540.
[3710] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1120 à 1127.
[3711] Rapport de l'USITC, page 375, note de bas de page 112.

étaient entrées en vigueur en janvier 2001, les importations non visées par des ALE pendant le premier semestre de 2001 étaient à peine moins nombreuses que pendant le premier semestre de 2000. Et même si les valeurs unitaires de ces importations étaient légèrement supérieures par rapport au premier semestre de 2000, elles étaient restées très en deçà des valeurs unitaires des produits nationaux.[3712]

7.1606 Les États-Unis font valoir qu'ils fondent leur analyse de la mesure corrective admissible sur les données agrégées concernant les valeurs plutôt que sur les données concernant les ventes à des prix inférieurs, parce que l'USITC n'a pas constaté, comme elle l'avait fait pour les barres laminées à chaud et les barres parachevées à froid, que les barres d'armature englobaient un large éventail de produits. Dans le cadre de la première étape, ils ont choisi 1998, année antérieure au début de la baisse de la rentabilité de la branche de production, comme année de base appropriée, compte tenu du fait que les importations s'étaient accrues cette année-là et, partant, avaient peut-être eu un effet négatif sur les prix et la rentabilité de la branche de production nationale. Dans le cadre des deuxième et troisième étapes, ils ont utilisé des données se rapportant à la période allant de 1999 jusqu'au premier semestre 2001 pour estimer la mesure dans laquelle les prix devraient s'accroître pour compenser les recettes manquantes du fait de l'accroissement des importations. Les États-Unis allèguent qu'en tant qu'estimation prudente de l'effet des ordonnances en matière de droits antidumping de 2001, ils présument que ces ordonnances interviennent pour la totalité de l'accroissement de 6,8 pour cent des valeurs unitaires moyennes au cours du premier semestre de 2001, comparativement au premier semestre de 2000. Ils retranchent ensuite ce montant de la hausse estimative des prix des importations qui a été calculée dans le cadre des première, deuxième et troisième étapes. Dans le cadre de la quatrième étape, ils estiment le droit additionnel qui serait nécessaire pour obtenir la majoration cible. Au stade des mesures correctives de l'enquête, les services de l'USITC ont préparé des modèles économiques sur le marché des barres d'armature des États-Unis. Ces modèles indiquaient qu'une majoration de 15 pour cent des droits entraînerait une hausse variant entre 8,2 et 10,9 pour cent du prix de vente des barres d'armature (excluant les barres d'armature en provenance du Mexique et du Canada) importées aux États-Unis.[3713] Selon les États-Unis, cela tend à indiquer que le droit de douane de 15 pour cent applicable aux barres d'armature est fixé à un niveau qui satisfait aux prescriptions de l'article 5:1.

7.1607 Les États-Unis modélisent ensuite deux scénarios: i) les variations des prix, du volume et des recettes pour les produits nationaux et les importations si la mesure corrective établie par le Président le 5 mars 2002 avait été en vigueur en 2000; et ii) les variations des prix, du volume et des recettes se rapportant aux produits nationaux et aux importations de différentes provenances si les importations étaient demeurées aux niveaux de 1997 en 2000. Les États-Unis font observer que les résultats de cette opération tendent à indiquer qu'ils n'ont pas appliqué la mesure de sauvegarde au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement.

7.1608 Les Communautés européennes rappellent que les États-Unis ont choisi 1998, "année antérieure au moment où la rentabilité de la branche de production a commencé à diminuer" comme année de "base".[3714] Un ajustement avait été apporté pour tenir compte de l'effet des ordonnances en matière de droits antidumping sur les prix des importations en 2001. En revanche, en ce qui concerne les constatations de l'USITC, aucun ajustement n'a été apporté concernant les changements dans la demande, les coûts des intrants, l'augmentation de la capacité et la concurrence entre les producteurs nationaux. Par suite de leur démarche numérique, les États-Unis ont constaté qu'une hausse de

[3712] Rapport de l'USITC, page LONG-C-5.
[3713] Mémorandum EC-046, page LONG-27 (pièce n° 64 des États-Unis).
[3714] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1124.

29,1 pour cent des prix des importations serait conforme à l'article 5:1[3715] et se sont référés au modèle de l'USITC qui indiquait qu'un droit de douane additionnel de 15 pour cent applicable aux importations excluant celles du Mexique et du Canada entraînerait une majoration variant entre 8,2 et 10,9 pour cent des prix des importations.[3716] [3717]

vi) Droits de douane applicables aux tubes soudés

7.1609 Les États-Unis[3718] font observer que l'USITC a démontré que les importations accrues en provenance de pays non membres de l'ALENA avaient menacé de causer un dommage grave à la branche de production nationale de tubes soudés, et qu'il s'agissait de l'hypothèse de départ de leur justification. L'USITC a identifié deux facteurs autres qu'un accroissement des importations qui pourraient bien avoir causé la détérioration la situation de la branche de production: une augmentation de la capacité de manière générale et des augmentations des coûts d'un producteur important (le "producteur X") qui n'avaient rien à voir avec un accroissement des importations. L'USITC a constaté que l'augmentation de la capacité avait influé tout au plus de façon minime sur la situation de la branche de production en 2000 ou pendant le premier semestre de 2001. Elle a constaté que l'accroissement de 1,5 million de tonnes n'était que "légèrement supérieur" à l'augmentation de la consommation nationale apparente et, partant, n'était pas excessif.[3719] L'USITC a constaté que la principale raison de la baisse des résultats du producteur X était une baisse de la valeur unitaire des ventes qui avait commencé en 1999, et le fait que cette baisse était en grande partie le résultat d'un accroissement des importations.[3720] En d'autres termes, cette évolution des circonstances n'était pas une "cause" subsidiaire du dommage, mais un symptôme du dommage causé par les importations accrues. Par conséquent, tout dommage causé à la branche de production nationale du fait des résultats du producteur X était imputé à bon droit à l'accroissement des importations.

7.1610 Selon les États-Unis, ces constatations de l'USITC montrent que la majeure partie de la diminution de la production des producteurs nationaux, de l'utilisation de la capacité, des expéditions, du nombre de travailleurs et de la rentabilité en 2000 a été imputée à bon droit à l'accroissement des importations. Cela ne veut pas dire que les importations n'avaient aucun effet négatif sur la branche de production nationale au cours des années précédentes. L'USITC a spécifiquement constaté que "les importations ont eu un effet négatif sur la branche de production nationale au cours de la période que nous avons examinée".[3721] Les États-Unis notent que l'USTIC a bel et bien constaté que l'augmentation de la capacité avait eu un effet négatif sur la branche de production en 2000, quoique dans une proportion "minime". Les données tendent à indiquer que cette proportion est vraiment minime. La capacité totale de la branche de production a augmenté d'environ 350 000 tonnes de 1999 à 2000, soit une augmentation d'à peine 4,4 pour cent. La branche de production a enregistré une augmentation encore plus forte de sa capacité, représentant environ 488 000 tonnes, de 1998 à 1999 (soit une hausse de 6,5 pour cent). Pendant cette période, les bénéfices ont diminué d'à peine 0,2 point de pourcentage.[3722] À titre d'estimation extrêmement prudente, bien qu'ils reconnaissent que les importations ont causé un dommage à la branche de production nationale en 1998, 1999, 2000 et 2001, les États-Unis considèrent que la *baisse* des résultats de la branche de production de 1999 à 2000 était imputable à des augmentations de la capacité.

[3715] Pièce n° 56 des États-Unis.
[3716] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1126.
[3717] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 541 et 542.
[3718] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1128 à 1138.
[3719] Rapport de l'USITC, page 165.
[3720] Rapport de l'USITC, page 165.
[3721] Rapport de l'USITC, page 163.
[3722] Rapport de l'USITC, page TUBULAR-C-4.

7.1611 Les États-Unis allèguent qu'ils font reposer leur estimation de la portée admissible de l'application de la mesure aux données agrégées concernant les valeurs unitaires. L'USITC n'a pas déterminé, comme elle l'avait fait pour les barres laminées à chaud et les barres parachevées à froid, qu'une différence dans la gamme de produits entre les producteurs nationaux et les importateurs pourrait affecter les données relatives aux valeurs unitaires. De plus, les données relatives aux valeurs unitaires ont un caractère public, tandis que les données concernant la fixation des prix sont confidentielles. Dans son estimation ayant trait à la compatibilité avec l'article 5:1, les États-Unis ont également tenu compte de deux questions examinées par l'USITC: les ordonnances existantes en matière de droits antidumping et une augmentation probable de la demande de tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre. L'USITC a constaté que les ordonnances existantes en matière de droits antidumping visaient un nombre limité de produits et de pays. Même si les ordonnances étaient en vigueur depuis au moins 1989, elles n'avaient pas prévenu l'accroissement général des importations, ni prévenu les accroissements des importations en provenance des pays visés.[3723] De plus, les données recueillies par l'USITC reflètent tout effet sur la branche de production que les ordonnances peuvent avoir eu. Comme les États-Unis fondent leur estimation concernant la mesure sur ces données, ils n'ont pas eu besoin d'ajuster l'estimation pour tenir compte de l'effet des ordonnances en matière de droits antidumping. Quant à l'augmentation probable de la demande de tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre, l'USITC a constaté de manière générale que "l'augmentation de la demande tend à améliorer l'effet d'un volume donné des importations". Toutefois, comme les États-Unis le font valoir, les commissaires ont également constaté que la demande croissante de tubes standard neutralisait l'augmentation de la demande de tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre.[3724] Ces constatations de l'USITC indiquent qu'il n'y a pas eu d'augmentation générale de la demande de tubes soudés et, partant, rien ne permet de conclure qu'une demande accrue atténuerait l'effet d'importations accrues dans le futur. Par conséquent, les États-Unis expliquent qu'ils n'ont pas tenté d'incorporer ce facteur dans leur analyse.

7.1612 Les États-Unis font valoir que, dans le cadre de la première étape, compte tenu de leur estimation prudente selon laquelle la diminution des résultats financiers de la branche de production nationale en 2000 était imputable à une capacité accrue, ils ne tentent pas de déterminer un prix intérieur qui ferait passer les marges d'exploitation au-dessus des niveaux atteints en 2000. Dans le cadre des deuxième et troisième étapes, les États-Unis fondent leur estimation sur les données portant sur la période allant de 1998 jusqu'au premier semestre de 2001, période au cours de laquelle les importations se sont accrues. Dans le cadre de la quatrième étape, ils estiment le droit additionnel qui serait nécessaire pour obtenir la majoration cible. Au stade des mesures correctives de l'enquête, les services de l'USITC ont préparé des modèles économiques sur le marché des tubes soudés aux États-Unis. Ces modèles indiquaient qu'une majoration de 15 pour cent des droits entraînerait une hausse variant entre 9,3 et 11,5 pour cent du prix de vente des tubes soudés (excluant les tubes en provenance du Canada) importés aux États-Unis.[3725] Selon les États-Unis, cela tend à indiquer que le droit de douane de 15 pour cent applicable aux tubes soudés est fixé à un niveau qui satisfait aux prescriptions de l'article 5:1.

7.1613 Les États-Unis modélisent deux scénarios: i) les variations des prix, du volume et des recettes pour les produits nationaux et les importations si la mesure corrective établie par le Président le 5 mars 2002 avait été en vigueur en 2000; et ii) les variations des prix, du volume et des recettes se rapportant aux produits nationaux et aux importations de différentes provenances si les importations étaient demeurées aux niveaux de 1997 en 2000. Les États-Unis font observer que les résultats de

[3723] Rapport de l'USITC, page 166.
[3724] Rapport de l'USITC, page 166.
[3725] Mémorandum EC-046, page TUBULAR-21 (pièce n° 64 des États-Unis).

cette opération tendent à indiquer qu'ils n'ont pas appliqué la mesure de sauvegarde au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement.

7.1614 En ce qui concerne les produits tubulaires soudés, la Suisse soutient que l'application de la mesure prise va au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer une menace de dommage grave. La proclamation du Président imposait un droit de douane simple sans aucune autre explication, alors que l'USITC avait recommandé un contingent tarifaire. Un droit de douane simple est plus restrictif sur le plan commercial qu'un contingent tarifaire parce que le droit de douane simple qui est imposé frappe toutes les importations, tandis que dans le cas d'un contingent tarifaire, les importations dans les limites du contingent peuvent être effectuées au taux de droit normal et seules les importations hors contingent seront frappées du droit de douane additionnel. Dans le cas des produits tubulaires soudés, l'USITC a explicitement déterminé que le niveau actuel des importations n'avait pas causé un dommage grave à la branche de production nationale concernée, mais que la branche de production s'approchait simplement d'une situation de dommage grave et qu"'un contingent tarifaire serait la meilleure façon de faire face à la menace de dommage grave".[3726] L'USITC a également affirmé qu'un droit de douane simple affecterait les importations même aux niveaux qui, selon sa constatation, n'avaient pas causé un dommage. Par conséquent, l'USITC a recommandé un contingent tarifaire pour conserver l'accès des produits considérés au marché américain et pour éviter de créer des déficits pendant la période de protection. En outre, l'USITC a reconnu que les années 1996 à 1998 avaient été des années de bonne santé pour la branche de production des États-Unis. Par conséquent, les États-Unis ont reconnu que la mesure, qui reposait sur un recul des niveaux des importations aux niveaux atteints en 1997, dépassait le niveau de protection nécessaire pour prévenir une menace de dommage grave. Dans le cas des produits tubulaires soudés, l'USITC a considéré que le contingent tarifaire qu'elle recommandait était suffisant pour prévenir ou réparer la menace de dommage grave. Toutefois, le Président des États-Unis, sans justifier la nécessité de la mesure, a imposé un droit de douane simple. Comme la mesure corrective est la mesure choisie et doit être conçue de manière à répondre au dommage grave pertinent, c'est-à-dire le dommage grave imputé à un accroissement des importations, la Suisse considère que les États-Unis doivent expliquer de manière adéquate et justifier la portée de l'application de la mesure avant d'imposer une mesure de sauvegarde. Les États-Unis n'ont pas donné cette explication adéquate ni cette justification avant d'imposer la mesure de sauvegarde et n'ont donc pas satisfait aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes.[3727]

7.1615 De même, la Corée[3728] fait valoir que l'USITC avait jugé que la mesure finalement imposée par les États-Unis – un droit de douane simple de 15 pour cent – était trop excessive et ne se limitait pas à la mesure nécessaire parce qu'elle était appliquée aux importations de produits dommageables et non dommageables sans distinction. L'USITC a fait une analyse motivée du contingent tarifaire recommandé dans le contexte de sa constatation d'une menace de dommage:

> "Compte tenu du fait que nous avons constaté une menace de dommage grave, le but de la mesure corrective que nous recommandons est d'empêcher les importations d'atteindre un niveau qui causerait un dommage grave. *Un droit de douane simple affecterait toutes les importations de tubes soudés, même celles qui se situent à des niveaux qui, selon notre constatation, ne causaient pas un dommage grave*. Compte tenu de la diversité des importations de tubes soudés,

[3726] Rapport de l'USITC, volume I, page 383.
[3727] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphes 115 à 118.
[3728] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 208 à 213.

> nous cherchons à éviter de créer des insuffisances de l'offre pendant la période de protection."[3729]

7.1616 La Corée fait observer que la constatation faite par l'USITC d'une simple "menace" (et non d'un dommage grave) établit le niveau ou l'étendue de la protection nécessaire, étant donné que seule la menace d'un dommage causé par les importations doit être "prévenue".[3730] En fait, l'USITC a rejeté la suggestion des sociétés interrogées ayant répondu conjointement d'utiliser comme période de base les années 1998 à 2000 ou l'année 2001 (pour les importations autres que les tubes et tuyaux de canalisation à l'égard desquels aucune mesure corrective ne devrait être imposée) aux fins d'établir le volume des importations dans les limites du contingent et a plutôt recommandé d'utiliser comme base le niveau accru des importations effectuées en 2000.[3731] L'USITC a soutenu ce qui suit:

> "Nous estimons que le contingent tarifaire recommandé pour les tubes soudés ne modifiera pas initialement la part de marché, les recettes et la rentabilité de la branche de production nationale. Si les volumes des importations dépassent les niveaux enregistrés en 2000, alors le contingent tarifaire commencera à prendre effet en stabilisant les prix sans empêcher l'entrée de produits aux niveaux actuels. Le contingent tarifaire devrait limiter la croissance des importations, ce qui évitera ou restreindra l'incidence négative d'une telle croissance sur la rentabilité de la branche de production.
>
> Parallèlement, notre proposition maintiendrait une concurrence substantielle sur le marché américain des tubes soudés et rendrait peu vraisemblables des problèmes d'approvisionnement pour les consommateurs nationaux. Premièrement, la mesure corrective que nous proposons pour les tubes soudés permettrait toujours d'importer la même quantité de produits qu'en 2000 au bas taux de droit actuel. Ce volume est supérieur au volume des importations qui sont entrées au cours de toute année antérieure de la période visée par l'enquête."[3732]

7.1617 La Corée rappelle que l'USITC a pris soin de recommander une forme de mesure corrective qui ne restreignait pas les importations à des niveaux dont il avait été constaté qu'ils n'étaient pas dommageables et qui répondaient en même temps à quelques-unes des préoccupations inhérentes à sa détermination du produit similaire et à son analyse du lien de causalité.[3733] Par conséquent, l'USITC a pris soin de recommander une mesure qui "ne dépass[ait] pas le volume nécessaire pour *prévenir* un dommage grave"[3734] et a reconnu que la demande de tubes et tuyaux de canalisation dans le cadre de projets d'envergure concernant des pipelines exigeait une mesure corrective flexible.[3735] Le Président

---

[3729] Rapport de l'USITC, volume I, page 383 (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 6 des coplaignants); rapport de l'USITC, volume I: *Views of Vice Commissioner Deanna Tanner Okun on Remedy*, page 483 (dans le même sens, à savoir que seule une menace de dommage était constatée) (pièce n° 66 des coplaignants); rapport de l'USITC, volume I: *Views of Vice Chairman Deanna Tanner Okun on Remedy*, page 482 (pièce n° 6 des coplaignants) ("Étant donné ma constatation de dommage … je ne considère pas une majoration des droits de douane comme une forme appropriée de mesure corrective …").

[3730] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 209 et 210.

[3731] Rapport de l'USITC, volume I: *View of Vice Chairman Deanna Tanner Okun on Remedy*, page 482, note de bas de page 266 (pièce n° 6 des coplaignants).

[3732] Rapport de l'USITC, volume I, page 386 (pièce n° 6 des coplaignants).

[3733] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 211 et 212.

[3734] Rapport de l'USITC, volume I, pages 385 et 386 (non souligné dans l'original) (pièce n° 6 des coplaignants).

[3735] Rapport de l'USITC, volume I, *Views of Chairman Deanna Tanner Okun on Remedy*, page 482 (pièce n° 6 des coplaignants).

a ignoré la mesure corrective recommandée par l'USITC et, sans la moindre explication, a imposé un droit de douane de 15 pour cent à l'égard de toutes les importations de tubes soudés. La seule référence à la mesure choisie par opposition au contingent tarifaire proposé par l'USITC figure dans un communiqué de presse du Président et dans un rapport présenté au Congrès américain, dans lequel il est simplement fait mention du fait qu'il s'agit d'un niveau accru de protection.[3736]

7.1618 La Corée fait valoir que la faiblesse la plus fondamentale de la mesure corrective établie par le Président tient au fait que cette mesure fait exactement ce que l'USITC avait évité dans sa recommandation relative à une mesure corrective – elle impose des droits à l'égard d'importations qui ne causaient pas un dommage grave.[3737] L'USITC a clairement indiqué qu'"[u]n *droit de douane simple affecterait toutes les importations de tubes soudés, même celles qui se situent à des niveaux dont il a été constaté qu'elles ne causaient pas un dommage grave*".[3738] Comme la mesure corrective définitive des États-Unis affecte toutes les importations de tubes soudés, elle dépasse, à première vue, le niveau nécessaire pour prévenir un dommage grave et contrevient donc aux engagements contractés par les États-Unis dans le cadre de l'Accord sur les sauvegardes.[3739] Compte tenu de ces faits, la Corée fait valoir que les États-Unis n'ont pas donné une justification de la façon dont l'application de cette mesure se limitait à la mesure nécessaire. Les constatations d'une menace/d'un dommage grave sont le "point de repère" approprié en fonction duquel la mesure corrective doit être évaluée, ainsi que l'a affirmé l'Organe d'appel.[3740] Par ailleurs, l'article 5:1 (dernière phrase) indique que "[l]es Membres devraient choisir les mesures les mieux adaptées à la réalisation de ces objectifs". Les "objectifs" identifiés se rapportent, entre autres choses, à la question de savoir si un dommage grave doit être *réparé* ou si une menace de dommage grave doit être *prévenue* (article 5:1, première phrase). Ainsi, par exemple, si un dommage grave était constaté, les niveaux actuels des importations seraient dommageables. Cela irait dans le sens d'une mesure corrective qui devrait s'appliquer à ces niveaux, et un droit de douane simple serait approprié. La mesure corrective indiquée est donc subordonnée aux constatations particulières faites par les autorités concernant la portée, la nature, etc., de l'accroissement des importations, du dommage grave ou de la menace de dommage grave, et du lien de causalité, comme l'a prescrit l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*.[3741]

7.1619 Les Communautés européennes font observer qu'en dépit des constatations de l'USITC selon lesquelles l'augmentation de la capacité n'avait pas contribué au dommage, si ce n'est de façon minime, les États-Unis ont décidé de considérer que la baisse des résultats de la branche de production en 2000 était imputable à l'augmentation de la capacité.[3742] Selon les Communautés européennes, les États-Unis n'ont donc pas tenté de déterminer un prix intérieur qui aurait fait passer la marge de revenu au-delà des niveaux enregistrés en 2000. Par suite de leur démarche numérique, les États-Unis ont constaté qu'un accroissement de 16,2 pour cent des prix des importations serait compatible avec

---

[3736] *Components of the Presidential Decision at Certain Tubular Products* et *Report Submitted to the United States Congress at Certain Tubular Products* (pièce n° 88 des coplaignants). ("Un droit de douane de 15 pour cent ... procurera un niveau de protection plus élevé que le contingent tarifaire recommandé par la majorité des commissaires de l'USITC.")

[3737] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 213.

[3738] Rapport de l'USITC, volume I, page 383 (pas d'italique dans l'original) (pièce n° 6 des coplaignants). Rapport de l'USITC, volume I: *Views of Vice Chairman Deanna Tanner Okun on Remedy*, page 438 (pièce n° 6 des coplaignants) (la mesure corrective recommandée va "fort probablement permettre de faire face à la menace de dommage grave").

[3739] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 236.

[3740] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 305 à 308.

[3741] Réponse écrite de la Corée à la question n° 106 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3742] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1132.

l'article 5:1[3743] et se sont référés au modèle de l'USITC qui indique qu'un droit de douane additionnel de 15 pour cent applicable aux importations excluant celles du Canada mais incluant celles du Mexique entraînerait une hausse variant entre 9,3 et 11,5 pour cent des prix des importations.[3744] [3745] La Chine conclut que le ciblage des importations qui sont demeurées sous ce niveau, et qui n'ont pas causé ni menacé de causer un dommage grave, impliquerait un manquement aux prescriptions de l'article 5:1, telles qu'elles ont été précisées par l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, voulant que "*les mesures de sauvegarde ne puissent être appliquées que dans la mesure où elles remédient à un dommage grave imputé à un accroissement des importations*". Par conséquent, l'USITC a fait une constatation claire au sujet de la mesure dans laquelle il était permis d'appliquer la mesure de sauvegarde aux tubes soudés, et a déterminé de manière appropriée que la meilleure façon de faire face à une menace de dommage grave consisterait à appliquer un contingent tarifaire. Par conséquent, en décidant d'imposer un droit de douane simple qui affecterait toutes les importations, y compris celles qui ne menacent pas de causer un dommage grave, les États-Unis ont adopté une mesure qui va au-delà de la mesure nécessaire pour faire face à la menace de dommage grave qui, selon la constatation de l'USITC, était causée par un accroissement des importations.[3746]

7.1620 Les États-Unis répondent à l'argument de la Corée que si les importations des autres tubes soudés étaient maintenues aux niveaux de 1997, le prix estimatif des produits nationaux serait plus élevé dans une proportion de 4,3 à 6,7 pour cent, tandis que la mesure corrective entraînerait des majorations du prix estimatif variant entre 8,7 à 11,1 pour cent. Selon les États-Unis, en présentant cet argument, la Corée ne tient pas compte, dans les critiques qu'elle formule, du fait que la mesure corrective concernant les autres tubes soudés visait une menace de dommage grave, et que l'analyse fondée sur les données de 2000 n'indiquait pas ce qui était requis pour arrêter l'évolution des effets dommageables existants des importations accrues afin que cette menace ne se matérialise pas totalement en un dommage grave.[3747]

vii) Droits de douane applicables aux ABJT

7.1621 Les États-Unis[3748] font observer que l'USITC a démontré que les importations accrues en provenance de pays non membres de l'ALENA avaient causé un dommage grave à la branche de production nationale d'ABJT et qu'il s'agissait de l'hypothèse de départ de leur justification. L'USITC a identifié cinq facteurs autres qu'un accroissement des importations qui pourraient bien avoir causé le dommage: le cycle commercial du secteur du pétrole et du gaz, les augmentations de la capacité et la concurrence intrasectorielle, l'inefficacité des installations désuètes des producteurs nationaux, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et le regroupement des acheteurs. L'USITC a constaté que le cycle commercial du secteur du pétrole et du gaz en 2000 et pendant le premier semestre de 2001, la capacité et la concurrence intrasectorielle, et les installations inefficaces des producteurs nationaux ou les pénuries de main-d'œuvre n'étaient pas des facteurs causant un dommage grave. L'USITC a constaté que le regroupement des acheteurs avait exercé une "certaine" pression sur les prix des producteurs nationaux, mais n'a pas expliqué la diminution de la production intérieure, des expéditions, de l'emploi et de facteurs autres que les prix qui s'était produite.[3749] Par conséquent,

[3743] Pièce n° 56 des États-Unis.
[3744] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1126.
[3745] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 543 à 545.
[3746] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 307 et 308.
[3747] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 50 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[3748] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1139 à 1147.
[3749] Rapport de l'USITC, page 178.

l'USITC n'a imputé au regroupement des acheteurs aucune partie de la diminution des facteurs autres que les prix, et lui a seulement imputé une "certaine" partie de la diminution des prix intérieurs.

7.1622 Les États-Unis signalent que les constatations de l'USITC indiquent que la majeure partie de la baisse de la production, de l'utilisation de la capacité, des expéditions, de la part de marché, du nombre de travailleurs, des salaires et de la rentabilité des producteurs nationaux pendant la période allant de 1999 jusqu'au premier semestre de 2001 a été imputée à bon droit à un accroissement des importations non visées par des ALE. Selon les États-Unis, cela ne veut pas dire que les importations n'avaient pas un effet négatif sur la branche de production nationale au cours des années précédentes. Comme l'analyse de l'USITC était axée sur les variations des résultats de la branche de production, et en tant qu'estimation prudente du dommage imputable aux importations, les États-Unis fondent leur analyse concernant les ABJT sur les variations intervenues pendant la période allant de 1999 jusqu'au premier semestre de 2001 seulement. L'USITC n'a pas imputé le dommage à quatre des cinq autres causes possibles du dommage. Elle a imputé au regroupement des acheteurs une partie de la baisse des prix des ABJT, mais aucune des autres diminutions des résultats de la branche de production. L'USITC a imputé la perte d'une part de marché, la baisse des prix et la diminution de la rentabilité des producteurs nationaux à l'accroissement des importations, à l'exclusion de toute autre cause.

7.1623 Les États-Unis fondent leur analyse de la mesure corrective admissible sur les données concernant les ventes à des prix inférieurs plutôt que sur les données agrégées concernant les valeurs unitaires, étant donné que l'USITC a fait observer que "[n]ous voulons éviter de donner une importance indue aux renseignements relatifs à la VUM car ils peuvent subir l'incidence de questions concernant la gamme de produits".[3750] Dans le cadre de la première étape, les États-Unis expliquent qu'en tant qu'estimation prudente, ils ont choisi 1998, année postérieure au premier accroissement important des importations, comme année de base appropriée, compte tenu du fait que les importations se sont accrues quelque peu cette année-là, et peuvent donc avoir eu un effet négatif sur la branche de production. L'USITC a constaté que le regroupement des acheteurs avait eu des effets négatifs sur la branche de production. Les États-Unis expliquent qu'en tant qu'estimation prudente, ils ont considéré que la moitié de la baisse du revenu d'exploitation pendant chacune des années était imputable au regroupement des acheteurs. Ils estiment les recettes manquantes pendant la période allant de 1999 jusqu'au premier semestre de 2001, période au cours de laquelle l'USITC a indiqué que les importations avaient été la cause d'une partie de la baisse des résultats de la branche de production. Dans le cadre de la deuxième étape, les États-Unis estiment le montant dont la marge d'exploitation en 1998 devrait être majorée pour compenser le revenu d'exploitation manquant qui a été estimé dans le cadre de la première étape.[3751] Dans le cadre de la troisième étape, ils fondent l'analyse en matière de fixation des prix sur les comparaisons en matière de fixation des prix établies par l'USITC à la page TUBULAR-59 du rapport de l'USITC. Les États-Unis prennent note des constatations de l'USITC au sujet des importations en provenance du Canada et du Mexique et concluent qu'aucun ajustement de l'estimation n'était nécessaire. Dans le cadre de la quatrième étape, ils estiment le droit de douane additionnel qui serait nécessaire pour obtenir la majoration cible. Au stade des mesures correctives de l'enquête, les services de l'USITC ont préparé des modèles économiques sur le marché des ABJT des États-Unis. Ces modèles indiquaient qu'une majoration de 15 pour cent des droits de douane entraînerait un accroissement variant entre 10,5 et 12,5 pour cent du prix de vente des ABJT importés aux États-Unis.[3752] Selon les États-Unis, cela tend à indiquer que le droit de douane de 13 pour cent applicable aux ABJT est fixé à un niveau qui satisfait aux prescriptions de l'article 5:1.

[3750] Rapport de l'USITC, page 176, note de bas de page 1087.

[3751] Les États-Unis affirment qu'ils le font en estimant les recettes manquantes pour chaque année au cours de laquelle l'USITC a indiqué que des importations avaient eu un effet dommageable, et ont divisé ce chiffre par les recettes effectives pendant la même période.

[3752] Mémorandum EC-046, page TUBULAR-23 (pièce n° 64 des États-Unis).

7.1624 Les États-Unis modélisent ensuite deux scénarios: i) les variations des prix, du volume et des recettes pour les produits nationaux et les importations si la mesure corrective établie par le Président le 5 mars 2002 avait été en vigueur en 2000; et ii) les variations des prix, du volume et des recettes se rapportant aux produits nationaux et aux importations de différentes provenances si les importations étaient demeurées aux niveaux de 1997 en 2000. Les États-Unis font observer que les résultats de cette opération tendent à indiquer qu'ils n'ont pas appliqué la mesure de sauvegarde au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement.

7.1625 Les Communautés européennes font observer que le point de départ est une fois de plus constitué des constatations de l'USITC selon lesquelles parmi les cinq autres facteurs (cycle commercial du secteur du pétrole et du gaz, augmentation de la capacité, concurrence intrasectorielle, inefficacité des producteurs nationaux, pénurie de main-d'œuvre qualifiée et regroupement des acheteurs), seul le dernier avait joué un rôle dans la baisse des prix nationaux.[3753] Dans le cadre de la première étape de leur analyse numérique, les États-Unis ont choisi 1998, année postérieure au premier accroissement important des importations, comme année de "base" et ont apporté un ajustement pour tenir compte du regroupement des acheteurs.[3754] Par suite de leur démarche numérique, les États-Unis ont constaté qu'une hausse de 30,2 pour cent des prix des importations serait compatible avec l'article 5:1[3755] et se sont référés au modèle de l'USITC qui indiquait qu'un droit de douane additionnel de 15 pour cent applicable aux importations excluant celles du Canada mais incluant celles du Mexique entraînerait une majoration variant entre 10,5 et 12,5 pour cent des prix des importations.[3756] [3757]

viii) Droits de douane applicables aux barres en acier inoxydables

7.1626 Selon les États-Unis[3758], l'USITC a démontré que les importations accrues en provenance de pays non membres de l'ALENA avaient causé un dommage grave à la branche de production nationale de barres en aciers inoxydables, et qu'il s'agit de l'hypothèse de départ de leur justification.

7.1627 Les États-Unis notent d'abord que les données financières concernant la branche de production de barres en aciers inoxydables étaient confidentielles dans le rapport de l'USITC, mais font observer qu'il s'agissait de données accessibles au public dans le rapport avant audition.[3759] Les États-Unis expliquent qu'ils ont utilisé ces données publiques pour faire leur estimation concernant la conformité avec l'article 5:1 parce qu'il n'y avait pas d'autres données publiques disponibles. Les États-Unis font observer que ces données sont généralement représentatives des tendances des indicateurs de la branche de production nationale. Ces données sont présentées dans le tableau suivant:

[3753] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1141 et 1142.
[3754] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1144.
[3755] Pièce n° 56 des États-Unis.
[3756] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1146.
[3757] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 546 et 547.
[3758] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1148 à 1159.
[3759] Les États-Unis font observer que l'USITC avait rendu publiques les données concernant les résultats financiers de la branche de production de barres en aciers inoxydables dans son rapport avant audition. Après la remise de ce rapport, un autre petit producteur a présenté des données. Par conséquent, la communication au public des données agrégées qui étaient disponibles à l'étape du rapport de l'USITC aurait permis à quiconque de calculer les données exclusives de ce producteur en retranchant les données figurant dans le rapport préliminaire. L'USITC a donc caviardé toutes les données financières portant sur cette branche de production dans la version publique définitive de son rapport.

	1998	1999	2000	1er semestre 2000	1er semestre 2001
Production	175 171	164 376	179 090	94 890	81 750
Utilisation de la capacité	57,8%	52,1%	55,8%	59,5%	49,6%
Expéditions	169 515	158 861	173 582	92 878	84 186
Part de marché	60,5%	59,8%	53,5%	52,7%	54,9%
Emploi	2 125	1 854	1 941	1 901	1 793
Revenu d'exploitation	20 885*	4 580*	2 266*	8 746*	(1 389)*
Marge	3,7%*	0,9%*	0,4%*	2,8%*	(0,5%)*
Dépenses d'équipement	81 120*	55 581*	25 250*	23 169*	12 794*
Stocks	21 130	21 302	19 392	19 435	14 894

* Indique des données rendues publiques dans le rapport avant audition de l'USITC.

Source: Rapport de l'USITC, page STAINLESS-C-4 et rapport avant audition de l'USITC, page STAINLESS-C-4 (pièce n° 61 des États-Unis). La production, les expéditions et les stocks sont exprimés en tonnes courtes; l'emploi est exprimé en nombre de travailleurs; le revenu d'exploitation et les dépenses d'équipement sont exprimés en millions de dollars EU.

7.1628 Les États-Unis font valoir que l'USITC a identifié deux facteurs autres qu'un accroissement des importations qui pourraient bien avoir causé le dommage: le fléchissement de la demande de barres en aciers inoxydables et l'augmentation des coûts de l'énergie vers la fin de 2000 et pendant le premier semestre de 2001, ainsi que de mauvaises opérations effectuées par les producteurs nationaux AL Tech/Empire et Republic. L'USITC a constaté que les mauvaises opérations effectuées par les producteurs nationaux AL Tech/Empire et Republic, ainsi que le fléchissement de la demande de barres en aciers inoxydables et la hausse des coûts de l'énergie avant la fin de 2000, n'étaient pas des facteurs qui avaient causé un dommage à la branche de production nationale. Selon les États-Unis, ces constatations indiquent que le dommage causé à la branche de production nationale en 1999, tel qu'il se reflétait dans la baisse de la production, des expéditions, de la part de marché, de l'emploi, des recettes et du revenu d'exploitation des producteurs nationaux en 1999, est imputé à bon droit à un accroissement des importations. Selon les États-Unis, cela ne veut pas dire que les importations effectuées avant 1999 n'ont pas eu d'effets négatifs. Comme l'analyse de l'USITC mettait l'accent sur les changements dans les résultats de la branche de production, et en tant qu'estimation prudente du dommage imputable aux importations, les États-Unis fondent leur analyse concernant les barres en aciers inoxydables uniquement sur les changements intervenus en 1999 et par la suite. L'USITC a constaté que la baisse de la demande et l'augmentation des coûts de l'énergie avaient produit un effet sur la branche de production nationale en 2000 et pendant le premier semestre de 2001, encore que cet effet ait été moins important que le dommage causé par l'accroissement des importations. L'USITC a en outre indiqué que la branche de production nationale aurait pu majorer les prix pour couvrir les augmentations des coûts en l'absence d'importation accrues. En tant qu'estimation prudente, elle a considéré que la moitié de la baisse des résultats de la branche de production en 2000 et pendant le premier semestre de 2001 était imputable à l'accroissement des importations. Selon les États-Unis, les importations non visées par des ALE se sont poursuivies pendant le premier semestre de 2001 à des valeurs unitaires très en deçà de celles des producteurs nationaux. Bien que le volume et la part de marché des importations non visées par des ALE aient diminué, celles-ci ont conservé une part de

marché qui correspondait à 2 points de pourcentage de plus que la part détenue à tout moment avant 2000 et qui était cinq fois supérieure à celle des importations visées par des ALE.

7.1629 Les États-Unis expliquent que, dans leur estimation concernant la compatibilité avec l'article 5:1, ils tiennent également compte des ordonnances en matière de droits antidumping existantes. L'USITC a examiné deux groupes d'ordonnances en matière de droits antidumping – des ordonnances imposées à l'égard des importations de barres en aciers inoxydables en provenance du Brésil, de l'Inde, du Japon et de l'Espagne en 1995, et des ordonnances imposées à l'égard des importations de cornières en aciers inoxydables en provenance du Japon, de la Corée et de l'Espagne en mai 2001. L'USITC a constaté que les ordonnances de 1995 n'avaient pas empêché les pays visés d'exporter des quantités substantielles, voire accrues, de produits vers les États-Unis. Par ailleurs, les données recueillies par l'USITC reflètent tout effet que ces ordonnances peuvent avoir eu sur la branche de production. Comme les États-Unis fondent leur estimation sur ces données, ils étaient d'avis qu'il n'était pas nécessaire d'ajuster l'estimation pour tenir compte de l'effet des ordonnances de 1995. Les États-Unis rappellent que l'USITC a constaté qu'il était trop tôt pour évaluer l'effet des ordonnances de 2001. Les États-Unis font toutefois observer que ces ordonnances visaient les cornières seulement, qui représentaient au plus entre 8 et 18 pour cent des importations non visées par des ALE assujetties à la mesure de sauvegarde applicable aux barres en aciers inoxydables, et un nombre restreint de pays.[3760] Les États-Unis expliquent qu'en tant qu'estimation prudente aux fins de ce calcul, ils ont modéré le montant de la majoration nécessaire pour réparer le dommage grave afin de faire ressortir le fait qu'une mesure corrective commerciale dont les effets pouvaient ne pas être ressentis à l'heure actuelle s'appliquait déjà à ces produits.

7.1630 Les États-Unis expliquent que, dans leur estimation concernant la compatibilité avec l'article 5:1, ils ont suivi les étapes fondamentales de la méthode précédemment exposée, en apportant les adaptations appropriées aux faits de cette branche de production nationale. Ils font reposer leur estimation sur les valeurs unitaires, étant donné que rien ne donne à penser, dans le rapport de l'USITC, que les différences dans les valeurs unitaires étaient représentatives de gammes de produits différentes. S'appuyant sur l'analyse de l'USITC, les États-Unis utilisent 1998 comme année de comparaison. Ils considèrent que la totalité de la différence au chapitre des bénéfices d'exploitation réalisés en 1999, par opposition à 1998, et la moitié de la différence au chapitre des bénéfices d'exploitation réalisés en 2000 et pendant le premier semestre de 2001, par opposition à 1998, sont imputables à un accroissement des importations. Dans le cadre des deuxième et troisième étapes, ils utilisent les données se rapportant à la période allant de 1999 jusqu'au premier semestre de 2001.

[3760] Les données publiques de l'USITC sur les importations totales de cornières en aciers inoxydables (de toutes provenances, tant celles faisant l'objet d'un commerce loyal que celles faisant l'objet d'un commerce déloyal) se rapportant aux années 1998 à 200 de la période visée par l'enquête révèlent les chiffres suivants, qui sont comparés dans le tableau ci-après aux importations totales de barres en aciers inoxydables non visées par des ALE dont il est question dans le rapport de l'USITC:

	1998		1999		2000	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
Importations de cornières	9 802	20 931	16 399	27 163	17 148	32 152
Importations de barres	97 552	248 724	92 341	204 223	131 184	302 546
Part des cornières	10,0%	8,4%	17,8%	13,3%	13,1%	10,6%

Source: Rapport de l'USITC; Stainless Steel Angles From Japan, Korea and Spain, Inv. No. 731-TA-888-890 (final), publ. de l'USITC n° 3421, page IV-2 (mai 2001) (pièce n° 62 des États-Unis).

7.1631 Les États-Unis notent les constatations de l'USITC[3761] concernant les importations en provenance du Canada et du Mexique et concluent qu'aucun ajustement de l'estimation n'était nécessaire. Dans le cadre de la quatrième étape, les États-Unis estiment le droit de douane additionnel qui serait nécessaire pour obtenir la majoration cible. Au stade des mesures correctives de l'enquête, les services de l'USITC ont préparé des modèles économiques sur le marché des barres en aciers inoxydables des États-Unis. Ces modèles indiquaient qu'une majoration de 20 pour cent des droits de douane entraînerait une hausse variant entre 10,2 et 14,7 pour cent du prix de vente des barres en aciers inoxydables (à l'exclusion des produits mexicains) importées aux États-Unis.[3762] Selon les États-Unis, cela tend à indiquer que le droit de douane de 20 pour cent applicable aux barres en aciers inoxydables est fixé à un niveau qui satisfait aux prescriptions de l'article 5:1.

7.1632 Les États-Unis modélisent ensuite deux scénarios: i) les variations des prix, du volume et des recettes pour les produits nationaux et les importations si la mesure corrective établie par le Président le 5 mars 2002 avait été en vigueur en 2000; et ii) les variations des prix, du volume et des recettes se rapportant aux produits nationaux et aux importations de différentes provenances si les importations étaient demeurées aux niveaux de 1997 en 2000. Les États-Unis font observer que les résultats de cette opération tendent à indiquer qu'ils n'ont pas appliqué la mesure de sauvegarde au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement.

7.1633 Les Communautés européennes font observer que les États-Unis ont choisi 1998 comme année de "base" pour leur analyse numérique et apporté des ajustements pour tenir compte du dommage causé par le fléchissement de la demande et l'augmentation des coûts de l'énergie en 2000 et 2001, mais ont refusé d'apporter un autre ajustement en ce qui concerne les mauvaises opérations effectuées par deux producteurs nationaux, conformément aux constatations de l'USITC. Les États-Unis ont également tenu compte d'ordonnances en matière de droits antidumping ayant fait l'objet de décisions en 2001.[3763] Par suite de leur démarche numérique, les États-Unis ont constaté qu'un accroissement de 35,1 pour cent des prix des importations serait compatible avec l'article 5:1[3764] et se sont référés au modèle de l'USITC qui indiquait qu'un droit de douane additionnel de 20 pour cent applicable aux importations excluant celles en provenance du Mexique mais incluant celles en provenance du Canada entraînerait un accroissement variant entre 10,2 et 14,7 pour cent des prix des importations.[3765]

ix) Droits de douane applicables au fil machine en aciers inoxydables

7.1634 Les États-Unis[3766] font observer que l'USITC a démontré que les importations accrues en provenance de pays non membres de l'ALENA avaient causé un dommage grave à la branche de production nationale de fil machine en aciers inoxydables, et qu'il s'agissait de l'hypothèse de départ de leur justification.

7.1635 Les États-Unis notent d'abord que la plupart des données sont confidentielles, étant donné que la branche de production comptait un nombre restreint de producteurs. Aux fins d'expliquer leur estimation concernant la conformité avec l'article 5:1, les États-Unis ont obtenu des données se situant dans une fourchette pour les producteurs représentant une part importante de la branche de production

[3761] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1157.
[3762] Mémorandum EC-046, page STAINLESS-42 (pièce n° 64 des États-Unis).
[3763] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1148 à 1156.
[3764] Pièce n° 56 des États-Unis.
[3765] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1158.
[3766] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1160 à 1169.

nationale. Ces données se situent dans une fourchette de 10 pour cent au-dessus et en dessous des données effectives. Elles sont présentées dans le tableau suivant:

	1996	**1997**	**1998**	**1999**	**2000**	**1er semestre 2000**	**1er semestre 2001**
Production	120 000	120 000	113 000	107 000	96 000	55 000	39 000
Expéditions	118 000	119 000	111 000	107 000	96 000	54 000	40 000
Emploi	1 000	1 000	900	900	800	800	700
Salaires	50 000	52 000	46 000	44 000	43 000	23 000	18 000
Revenu d'exploitation	5 100	4 400	5 100	(1 300)	(4 800)	1 800	(5 200)
Marge	5,0%	4,0%	6,0%	-0,2%	-7,0%	4,0%	-18,0%
Stocks	1 600	1 000	2 300	400	900	1 900	-

Source: Fil machine en aciers inoxydables (pièce n° 63 des États-Unis). La production, les expéditions et les stocks sont exprimés en tonnes courtes; l'emploi est exprimé en nombre de travailleurs; les salaires et le revenu d'exploitation sont exprimés en millions de dollars EU; la productivité est exprimée en tonnes/millier d'heures.

7.1636 Les États-Unis font observer que l'USITC a identifié deux facteurs autres qu'un accroissement des importations qui pourraient bien avoir causé le dommage: le fléchissement de la demande et une hausse des coûts de l'énergie vers la fin de 2000 et au cours du premier semestre de 2001 et de mauvaises opérations effectuées par le producteur national AL Tech/Empire. L'USITC a constaté que les mauvaises opérations effectuées par AL Tech/Empire n'étaient pas un facteur qui avait causé un dommage à la branche de production nationale. L'USITC a constaté que la baisse de la demande et la hausse des coûts de l'énergie avaient eu un effet sur la branche de production nationale en 2000 et au cours du premier semestre de 2001, encore que cet effet ait été moins important que le dommage causé par l'accroissement des importations. L'USITC a également constaté que la branche de production nationale aurait pu majorer ses prix pour couvrir les augmentations des coûts en l'absence d'importations accrues. Les constatations de l'USITC indiquaient que la plupart des résultats médiocres de la branche de production étaient imputables à l'accroissement des importations. Elles indiquaient également que la baisse de la demande et la hausse des coûts de l'énergie avaient eu un effet sur la branche de production nationale en 2000 et pendant le premier semestre de 2001. Les États-Unis expliquent qu'ils ont fondé leur analyse de la mesure corrective admissible sur les données agrégées relatives aux valeurs unitaires parce que les données en série sur les prix pratiqués par la branche de production nationale sont confidentielles.

7.1637 Les États-Unis font valoir que, dans leur estimation concernant la compatibilité avec l'article 5:1, ils ont tenu compte des ordonnances en matière de droits antidumping existantes. L'USITC a noté que des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs avaient été imposées en 1993, 1994 et 1998 à l'égard des importations de fil machine en aciers inoxydables en provenance du Brésil, de la France, de l'Inde, de l'Italie, du Japon, de la Corée, de l'Espagne, de la Suède et de Taiwan.[3767] L'USITC a constaté que ces ordonnances ne semblaient pas avoir limité la capacité des producteurs étrangers de ces pays d'accroître leurs exportations vers les États-Unis en 1999 et en 2000. Les données recueillies par l'USITC reflètent tout effet que ces ordonnances peuvent avoir eu sur la branche de production. Comme les États-Unis font reposer leur

[3767] Rapport de l'USITC, page 219.

estimation sur ces données, ils n'ont pas besoin d'ajuster cette estimation pour tenir compte de l'effet des ordonnances de 1995.

7.1638 Les États-Unis expliquent qu'ils ont suivi les étapes fondamentales de la méthode précédemment exposée, en apportant les adaptations appropriées aux faits de cette branche de production nationale. Pour estimer la portée de la mesure corrective admissible, ils ont d'abord tenu compte du fait qu'en 1996, la situation de la branche de production n'avait pas encore commencé à se détériorer. Par conséquent, 1996 était une année de comparaison appropriée, compte tenu du fait que les importations pouvaient encore avoir un effet négatif sur la branche de production. Comme il est indiqué plus haut, le rapport de l'USITC indique que le dommage, tel qu'il se reflète dans la baisse des résultats de la branche de production nationale pendant la période allant de 1997 à 1999, était dû à un accroissement des importations. Par conséquent, il était raisonnable de considérer que toute différence en moins entre le revenu d'exploitation pendant chacune de ces années et les bénéfices d'exploitation réalisés en 1996 était le fait d'un accroissement des importations. En tant qu'estimation prudente, ils considèrent que la moitié de la baisse des résultats de la branche de production en 2000 et pendant le premier semestre de 2001 est imputable à ce facteur. Dans le cadre des deuxième et troisième étapes, les États-Unis utilisent des données publiques pour la période allant de 1997 jusqu'au premier semestre de 2001, c'est-à-dire les valeurs unitaires accessibles au public qui figuraient à la page STAINLESS-12 du rapport de l'USITC. Les États-Unis notent les constatations de l'USITC concernant les importations en provenance du Canada et du Mexique et concluent qu'aucun ajustement de l'estimation n'était nécessaire. Dans le cadre de la quatrième étape, les États-Unis estiment le droit de douane additionnel qui serait nécessaire pour obtenir la majoration cible. Au stade des mesures correctives de l'enquête, les services de l'USITC ont préparé des modèles économiques sur le marché du fil machine en aciers inoxydables des États-Unis. Selon les États-Unis, ces modèles tendent à indiquer que le droit de douane de 15 pour cent applicable au fil machine en aciers inoxydables (à l'exclusion du fil machine en provenance du Canada et du Mexique) est fixé à un niveau qui satisfait aux prescriptions de l'article 5:1.[3768]

7.1639 Les États-Unis modélisent ensuite deux scénarios: i) les variations des prix, du volume et des recettes pour les produits nationaux et les importations si la mesure corrective établie par le Président le 5 mars 2002 avait été en vigueur en 2000; et ii) les variations des prix, du volume et des recettes se rapportant aux produits nationaux et aux importations de différentes provenances si les importations étaient demeurées aux niveaux de 1997 en 2000. Les États-Unis font observer que les résultats de cette modélisation tendent à indiquer qu'ils n'ont pas appliqué la mesure de sauvegarde au–delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement.

7.1640 Les Communautés européennes notent que les États-Unis ont choisi 1996, année au cours de laquelle la situation de la branche de production n'avait pas encore commencé à se détériorer, comme année de "base" adéquate aux fins de leur analyse numérique et apporté des ajustements pour tenir compte du dommage causé par un fléchissement de la demande et une hausse des coûts de l'énergie en 2000 et 2001, mais ont refusé d'apporter d'autres ajustements en ce qui concerne les mauvaises opérations effectuées par deux producteurs nationaux, conformément aux constatations de l'USITC.[3769] Par suite de leur démarche numérique, les États-Unis ont constaté qu'une hausse de 39,0 pour cent des prix des importations serait compatible avec l'article 5:1[3770] et se sont référés au modèle établi par l'USITC pour conclure qu'un droit de douane additionnel de 15 pour cent applicable aux importations excluant celles en provenance du Mexique et du Canada tendrait à indiquer qu'une

[3768] Mémorandum EC-046, page STAINLESS-41 (pièce n° 64 des États-Unis) (les résultats de cette modélisation sont confidentiels).

[3769] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1160 à 1163.

[3770] Pièce n° 56 des États-Unis.

majoration de 15 pour cent du droit serait fixée à un niveau qui satisfait aux prescriptions de l'article 5:1.[3771] Toutefois, il n'est pas possible de vérifier cette dernière hypothèse étant donné que les résultats de cette modélisation ont été tenus confidentiels et qu'aucun résumé non confidentiel n'a été produit. Enfin, les Communautés européennes font valoir que la soi-disant analyse numérique proposée par les États-Unis ne démontre rien.[3772]

x) Droits de douane applicables aux fils en aciers inoxydables

7.1641 Les États-Unis[3773] rappellent que, s'agissant des fils en aciers inoxydables, deux commissaires ont constaté une menace de dommage grave et un commissaire a constaté un dommage grave, et qu'il s'agit de l'hypothèse de départ de leur justification. Ces commissaires ont formulé des opinions séparées mais se sont entendus sur certains aspects importants de la situation dommageable à laquelle la branche de production faisait face. Le Président Koplan a constaté une menace de dommage grave sur la base d'une diminution des ventes et de la part de marché, de l'augmentation des stocks, et d'une tendance baissière de la production, des bénéfices, des salaires, de la productivité et de l'emploi, ce qui indiquait que les producteurs nationaux ne pouvaient pas générer des capitaux suffisants pour procéder à une modernisation. La commissaire Bragg a traité les fils en aciers inoxydables comme une partie d'un produit similaire unique avec les câbles de fils en aciers inoxydables (combinaison qu'elle a appelée "produits tréfilés en aciers inoxydables"), et a constaté une menace de dommage grave sur la base d'une diminution des ventes sur le marché intérieur et de la part de marché pendant le premier semestre de 2001, d'une augmentation des stocks pendant toute la période visée par l'enquête, et de tendances baissières de la production, des bénéfices, des salaires, de la productivité et de l'emploi pendant le premier semestre de 2001.[3774] Les données publiques indiquaient que le volume des câbles de fils en aciers inoxydables importés aux États-Unis était beaucoup plus faible que celui des fils en aciers inoxydables, ce qui tendait à indiquer [*sic*].[3775] Le commissaire Devaney a aussi considéré les fils en aciers inoxydables comme une partie d'un produit similaire unique avec les câbles de fils en aciers inoxydables, mais a constaté un dommage grave sur la base d'une diminution des niveaux du revenu d'exploitation et d'une baisse de la plupart des indicateurs pendant le premier semestre de 2001.[3776]

7.1642 Les États-Unis font observer que chacune de ces déterminations constitue une analyse admissible de l'effet des importations sur la branche de production nationale. Selon la législation des États-Unis, des déterminations positives multiples faites par des commissaires individuels au sujet de produits similaires définis différemment constituent une détermination positive de l'USITC en ce qui concerne le principal groupement de produits qui fait l'objet d'un nombre suffisant de déterminations positives pour former une majorité au sein de l'USITC. C'est le dommage subi par les producteurs de fils en aciers inoxydables – produit qui est à l'intersection des déterminations des commissaires Koplan, Bragg et Devaney – qui sert de fondement pour décider la portée de l'application de la mesure de sauvegarde. Les résultats de ces producteurs sont évalués en fonction des constatations faites par les commissaires Bragg et Devaney en ce qui a trait à la branche de production plus large comprenant les producteurs de fils en aciers inoxydables et de câbles en aciers inoxydables. Pour des raisons similaires, la détermination générale de l'USITC est traitée comme une menace de dommage important et fait référence à une déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*. Selon les termes employés par l'Organe d'appel, traiter la détermination

[3771] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1168.
[3772] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 554 à 556.
[3773] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1187 à 1203.
[3774] Rapport de l'USITC, pages 288 et 289.
[3775] Rapport de l'USITC, pages STAINLESS-14 et STAINLESS-16.
[3776] Rapport de l'USITC, page 345.

positive de l'USITC comme une menace de dommage grave revient à reconnaître que les trois commissaires ont constaté que la branche de production avait au moins franchi le seuil plus bas d'une menace. C'est l'ampleur du dommage qui est commune aux trois déterminations. Les commissaires qui ont rendu des déterminations positives ont mis l'accent sur les mêmes indicateurs de dommage. Pour les fils en aciers inoxydables, ces indicateurs étaient les suivants:

	1999	**2000**	**1er semestre 2000**	**1er semestre 2001**
Production	103 484	106 547	56 698	43 347
Expéditions	102 211	104 752	55 966	43 933
Part de marché	80,5%	77,0%	77,7%	72,7%
Emploi	1 022	1 017	1 021	935
Salaires	31	31	16	14
Productivité	48	50	51	46
Revenu d'exploitation*	7 401	5 854	7 808	(4 428)
Marge*	2,0%	2,3%	5,5%	(4,0%)
Stocks	66 688	71 313	50 589	46 271

* Indique des données rendues publiques dans le rapport avant audition de l'USITC.

Source: Rapport de l'USITC, page STAINLESS-C-7 et rapport avant audition de l'USITC, page STAINLESS-C-7. La production, les expéditions et les stocks sont exprimés en tonnes courtes; l'emploi est exprimé en nombre de travailleurs; les salaires et le revenu d'exploitation sont exprimés en millions de dollars EU; la productivité est exprimée en tonnes/millier d'heures.

7.1643 L'USITC a constaté que "les importations accrues vendues à des prix inférieurs avaient joué un rôle majeur dans l'apparition de cette tendance négative", qui a pris fin "à un niveau proche du dommage grave".[3777] Un ou plusieurs commissaires ont identifié trois autres causes possibles de la menace de dommage grave: la baisse de la demande, les coûts des matières premières et l'appréciation du dollar. Les États-Unis rappellent que le Président Koplan et la commissaire Bragg ont constaté qu'une partie de la baisse des résultats de la branche de production pendant le premier semestre de 2001 était imputable à la baisse de la demande de fils en aciers inoxydables. Le Président Koplan a constaté que la baisse de la demande à elle seule n'expliquait pas le dommage subi par les producteurs nationaux, dont la production et les expéditions avaient diminué davantage que la consommation intérieure apparente pendant le premier semestre de 2001. La commissaire Bragg a constaté que l'imminence de l'impact des importations l'emportait sur ces autres facteurs.[3778] Les commissaires Koplan et Bragg ont constaté que les coûts des matières premières de la branche de production avaient eu et continueraient d'avoir un impact sur la branche de production nationale, mais que cet impact était moins important que celui de l'accroissement des importations.[3779] La commissaire Bragg a constaté que l'appréciation du dollar avait eu et continuerait d'avoir un impact sur la branche de production, mais que cet impact était moins important que celui de l'accroissement des importations.[3780]

[3777] Rapport de l'USITC, page 164.
[3778] Rapport de l'USITC, pages 259 et 302. La commissaire Bragg a traité ce facteur sous la rubrique de la "baisse générale de l'activité économique".
[3779] Rapport de l'USITC, pages 259 et 302.
[3780] Rapport de l'USITC, page 302.

7.1644 Les États-Unis font valoir qu'à leur avis, le rapport de l'USITC explique en détail la relation entre l'accroissement des importations non visées par des ALE et le dommage causé à la branche de production. Les commissaires Koplan et Bragg ont constaté que les importations avaient causé la menace de dommage grave parce que lorsque la consommation intérieure a diminué pendant le premier semestre de 2001, après quatre années de croissance soutenue, les importations se sont accrues, ce qui a entraîné une diminution brutale des ventes et de la part de marché.[3781] En conséquence, les producteurs nationaux n'ont pas pu majorer les prix pour couvrir les hausses des coûts, et leur revenu d'exploitation a dégringolé.[3782] Les commissaires Koplan, Bragg et Devaney ont tous constaté que la vente à des prix inférieurs des produits importés avait joué un rôle en tant que cause du dommage grave.[3783]

7.1645 Les États-Unis expliquent que, en tant que démarche prudente, si l'un des commissaires a identifié un autre facteur en tant que cause de dommage, ils ont considéré ce facteur comme une cause de dommage indépendamment des vues des autres commissaires. Par conséquent, s'agissant de démontrer que les mesures de sauvegarde étaient conformes à l'article 5:1, les États-Unis interprètent les constatations des commissaires comme une démonstration du fait que les importations non visées par des ALE étaient responsables d'une partie de la diminution des ventes et de la part de marché des producteurs nationaux, de l'augmentation des stocks, de la production, des bénéfices, des salaires, de la productivité et de l'emploi pendant le premier semestre de 2001. Cela ne veut pas dire que les importations n'avaient pas un effet négatif sur la branche de production nationale au cours des années précédentes. Comme le Président Koplan l'a constaté, "entre 1996 et 2000, même si la consommation intérieure avait augmenté, la branche de production nationale a conservé des prix, s'agissant du produit national, qui correspondaient aux coûts et a réalisé seulement de faibles bénéfices en raison de la présence d'importations de fils en aciers inoxydables de substitution".[3784] La commissaire Bragg a constaté que l'accroissement des importations avait empêché les producteurs nationaux de profiter d'une amélioration du cycle commercial pendant la période allant de 1996 à 2000.[3785] Les États-Unis présument que le dommage était, dans une certaine mesure, imputable à la baisse de la demande, à la hausse des coûts des matières premières et à l'appréciation de la devise, mais qu'il n'était nullement imputable aux importations en provenance des pays de l'ALENA. Les États-Unis considèrent que la totalité de la baisse des résultats financiers de la branche de production était imputable à ces facteurs.

7.1646 Les États-Unis expliquent ensuite qu'ils ont fait une analyse différente pour les fils en aciers inoxydables parce que les analyses du lien de causalité des commissaires mettaient l'accent sur le volume des importations et leurs parts de marché. De plus, les données relatives aux ventes à des prix inférieurs citées par le commissaire Koplan étaient confidentielles, et les données portant sur les valeurs unitaires moyennes ne faisaient pas ressortir des tendances similaires, ce qui les rendait inutilisables comme substitut. Par conséquent, les États-Unis analysent cette mesure de sauvegarde en fonction du volume des importations. Ils ont relevé que les importations s'étaient accrues de façon substantielle entre 1999 et 2000. Dans le cadre de la première étape de l'analyse, les États-Unis calculent ce que le volume des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA aurait été si les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA avaient conservé en 2000 et 2001 la part de marché qu'elles détenaient en 1999. Ils comparent ensuite les volumes des importations qui avaient été calculés avec les volumes des importations effectives pendant ces périodes, et constatent que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA auraient été, en moyenne, environ 20 pour cent plus basses. Cette baisse représente une diminution du

[3781] Rapport de l'USITC, pages 259 et 302.
[3782] Rapport de l'USITC, page 259.
[3783] Rapport de l'USITC, pages 259, 294 et 346.
[3784] Rapport de l'USITC, page 259.
[3785] Rapport de l'USITC, page 302.

volume des importations qui est moins importante que la modélisation de l'USITC associée à un droit de douane de 10 pour cent, ce qui indique que la mesure de sauvegarde était appliquée en deçà de la mesure nécessaire.[3786] Selon les États-Unis, comme cette démarche était fondée sur le volume des seules importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, ils concluent qu'aucun ajustement de l'estimation n'était nécessaire. Dans la même veine, aucun ajustement n'était nécessaire pour tenir compte de l'estimation prudente des États-Unis selon laquelle la baisse des résultats financiers de la branche de production nationale en 2000 était imputable à la baisse de la demande ou à l'augmentation des coûts des matières premières. En outre, les États-Unis font valoir que puisque leurs calculs ne faisaient pas entrer en ligne de compte les prix des importations, aucun ajustement n'était nécessaire pour refléter leur estimation selon laquelle l'appréciation de la devise était une cause de dommage pour la branche de production nationale.

7.1647 Les États-Unis modélisent ensuite deux scénarios: i) les variations des prix, du volume et des recettes des produits nationaux et des importations si la mesure corrective établie par le Président le 5 mars 2002 avait été en vigueur en 2000; et ii) les variations des prix, du volume et des recettes se rapportant aux produits nationaux et aux importations de différentes provenances si les importations étaient demeurées aux niveaux de 1997 en 2000. Les États-Unis font observer que les résultats de cette opération tendent à indiquer qu'ils n'ont pas appliqué la mesure de sauvegarde au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement.

7.1648 Les Communautés européennes font valoir[3787] que les arguments présentés par les États-Unis sur les fils en aciers inoxydables, comme les arguments qu'ils présentent sur d'autres produits, équivalent à une reconstruction du rapport de l'USITC qui n'est pas étayée par les faits versés au dossier. Pour en venir d'abord à la question de la non-imputation, les Communautés européennes expliquent que le commissaire Koplan n'a pas examiné la question des hausses des coûts, et n'a pas fait en sorte que l'effet dommageable de ces hausses n'était pas imputé à un accroissement des importations.[3788] Les États-Unis tentent pendant cinq paragraphes d'expliquer comment le commissaire Koplan a analysé les coûts, a distingué et dissocié leurs effets, et a fait en sorte qu'ils n'étaient pas imputés à un accroissement des importations.[3789] Ils ont rédigé cinq paragraphes de plus que l'USITC. L'opinion du commissaire Koplan reposait sur l'évolution des circonstances pendant la période intermédiaire de 2001, qui l'avait amené à considérer que l'accroissement des importations constituait une menace de dommage grave. Il a isolé trois facteurs "qui avaient contribué" au fléchissement enregistré par la branche de production nationale.[3790] Les deux premiers facteurs étaient les importations et la baisse de la demande. Le troisième était "les coûts unitaires des produits vendus qui avaient augmenté de *** pour cent" (toutes les données financières concernant les fils en aciers inoxydables sont confidentielles).[3791] Il a relevé que "la baisse des prix et la hausse des coûts avaient entraîné une perte de *** points de pourcentage du ratio revenu d'exploitation-ventes entre les périodes intermédiaires de 2000 et de 2001".[3792] Les Communautés européennes signalent que c'est le seul examen de la hausse des coûts survenue au cours de la période intermédiaire de 2001 que renferme le rapport de l'USITC. Cinq paragraphes contenus dans la première communication écrite des États-Unis ne peuvent pas compenser cette absence totale d'explication motivée et adéquate. Comme les données financières sont confidentielles, aucune explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent les constatations n'est présentée, en particulier en l'absence d'une

[3786] Mémorandum EC-Y-046 de l'USITC, page STAINLESS-40.
[3787] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 432 à 435.
[3788] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 579.
[3789] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 736 à 740.
[3790] Rapport de l'USITC, volume I, page 259.
[3791] Rapport de l'USITC, volume I, page 259.
[3792] Rapport de l'USITC, volume I, page 259.

version indexée non confidentielle des données. Il n'y a aucun examen de la pertinence ou de la cause de la hausse des coûts, aucune dissociation et distinction, et par conséquent aucune non-imputation. En ce qui concerne la corrélation des tendances, les Communautés européennes notent dans leur première communication écrite que trois autres commissaires avaient constaté que, malgré des ventes à des prix inférieurs persistantes, il n'y avait pas de corrélation entre la fixation des prix des importations et celle des produits nationaux.[3793] Le commissaire Koplan n'a pas examiné cette question. De plus, le commissaire Koplan n'a pas du tout abordé la question des ventes à des prix inférieurs dans son analyse de l'évolution des circonstances pendant la période intermédiaire de 2001 et, partant, n'a pas expliqué d'une manière motivée et adéquate en quoi il y avait, entre la fixation des prix des importations et la fixation des prix des produits nationaux, une corrélation suffisante pour établir un lien de causalité. Le rapport de l'USITC ne donne pas une explication motivée et adéquate de la question de savoir si les importations en provenance des pays de l'ALENA avaient causé un dommage ni de la raison pour laquelle un tel dommage n'avait pas été imputé à des importations non exclues. Le Président Koplan a simplement conclu que ni les importations en provenance du Mexique ni les importations en provenance du Canada ne figuraient parmi les cinq premiers fournisseurs pendant la période visée par l'enquête. Il n'a même pas tenté d'analyser la question de savoir si ces importations avaient causé un dommage et n'a donc pas fait en sorte qu'un tel dommage n'était pas imputé à des importations non exclues.

3. Critiques générales de l'analyse numérique et du modèle économique[3794]

7.1649 La Corée critique la justification *a posteriori* que font les États-Unis de leur mesure qui, selon elle, confirme largement le caractère d'ingénierie inverse des méthodes *a posteriori*.[3795] La Corée fait valoir que seules les erreurs les plus importantes sont identifiées (par exemple, les erreurs mathématiques ne sont pas relevées), mais ces erreurs sapent complètement la légitimité des méthodes employées par les États-Unis (l'"analyse numérique simplifiée"[3796] et la "modélisation économique simplifiée" fondées sur le modèle COMPAS[3797]) pour se conformer à l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[3798]

[3793] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 580 et 581.

[3794] La section suivante comprend des analyses de la pièce n° 14 de la Corée, des première et deuxième communications écrites de la Corée, des États-Unis et des Communautés européennes, des réponses de la Corée aux questions n° 48, 54 et 56 posées par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond ainsi que des observations additionnelles sur ces questions, qui portent toutes sur la méthode employée par les États-Unis aux fins de la justification prescrite par l'article 5:1.

[3795] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 247 et "Critique of US Justification of Its Safeguard Measures on Certain Steel Products" (pièce n° 14 de la Corée).

[3796] Figurant dans les "Safeguard Measures Worksheets" de la première communication écrite des États-Unis, pièce n° 56 des États-Unis.

[3797] Figurant dans les "Modelling Results Worksheets" de la première communication écrite des États-Unis, pièce n° 57 des États-Unis.

[3798] La Corée affirme que la défense par les États-Unis de la précision de leur modèle est faible au mieux. Étant donné que l'affaire *Chapeaux en feutre* (*Rapport du Groupe de travail d'intersession chargé d'examiner la réclamation de la Tchécoslovaquie concernant un retrait de concession effectué par les États-Unis d'Amérique en application de l'article XIX*, GATT/CP/106, rapport adopté le 22 octobre 1951), sur laquelle les États-Unis cherchent à s'appuyer, a été décidée il y a une cinquantaine d'années, la Corée met en doute la question de savoir si elle se rapporte vraiment à la question de l'exactitude ou de l'utilité requise des modèles économiques. Quoi qu'il en soit, les États-Unis semblent faire valoir que l'imprécision inhérente à l'"opération numérique" et à l'"estimation approximative" n'est pas inopportune pour ce qui est de défendre leur mesure même si une telle analyse pourrait être problématique aux fins d'une évaluation appropriée de la non-imputation. (*Réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial*, paragraphes 154 à 156). La Corée n'est pas de cet avis.

7.1650 À l'appui de son allégation, la Corée présente la pièce n° 14[3799], qui donne plus de précisions sur la critique qu'elle fait de la méthode employée par les États-Unis[3800], laquelle aurait pour effet de surestimer le droit de douane requis pour ramener la branche de production nationale à la rentabilité. La Corée fait observer que ces erreurs méthodologiques sont les suivantes: i) l'ajout arbitraire et non étayé d'augmentations en pourcentage à l'augmentation en pourcentage des recettes que les États-Unis jugent nécessaire pour ramener les producteurs nationaux à la rentabilité; ii) le retranchement arbitraire et non étayé de marges d'exploitation effectives des valeurs unitaires moyennes (VUM) des produits nationaux avant d'ajuster à la hausse les VUM des produits nationaux pour atteindre les ventes commerciales ciblées; et iii) l'hypothèse voulant que les produits en aciers nationaux et importés soient des produits de substitution parfaits l'un pour l'autre et, partant, que les VUM des produits importés doivent être augmentées pour correspondre exactement aux VUM des produits nationaux.[3801]

7.1651 À titre d'illustration, la Corée fait valoir que d'après le résultat final obtenu pour les produits plats, les États-Unis auraient dû conclure que les VUM des produits importés devaient être majorées de 10,1 pour cent pour qu'il y ait réparation du dommage, et non de 18,9 pour cent comme cela a été suggéré. Cela voudrait dire qu'un droit de douane de 30 pour cent qui entraîne une augmentation variant entre 20,8 et 28,0 pour cent de la VUM des importations est, en réalité, excessif. En fait, les estimations que fait l'USITC des nombreux effets de taux de droits différents tendent à indiquer qu'un droit de douane d'environ 11 à 12 pour cent produirait des majorations des prix des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA se rapprochant de 10,1 pour cent.[3802] La méthode que les États-Unis appliquent aux autres tubes soudés est tout à fait incompréhensible. Il n'y a pas de justification de la marge d'exploitation ciblée qui a été choisie, et il est impossible d'en découvrir une dans l'analyse que font les États-Unis dans leur texte.[3803]

7.1652 En guise d'observation générale, la Corée fait observer que la démarche numérique utilisée par les États-Unis n'est rien d'autre qu'un instantané de ce qui se produirait au moment de l'imposition des droits de douane.[3804] Ils considèrent comme constant tout ce qui varierait deux jours après l'imposition des droits de douane (volume des ventes des produits nationaux, frais d'administration et de commercialisation et frais de caractère général, CPV). Par exemple, lorsqu'un droit de douane est imposé, le prix des importations augmente et les quantités diminuent. Le prix des produits nationaux augmente et les quantités vendues augmentent (et, partant, les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général ainsi que le CPV augmenteraient également). Donc techniquement, pour obtenir les recettes totales cibles requises pour obtenir une marge "bénéficiaire" particulière, peut-être que la valeur unitaire moyenne du produit national vendu n'aurait pas à augmenter autant que la démarche de l'instantané le dicterait. Les producteurs nationaux peuvent obtenir les recettes cibles voulues en vendant plus de produits à une VUM légèrement plus basse que celle que l'instantané dicterait.

[3799] Appuyée par tous les plaignants, deuxième déclaration orale de la Norvège au nom de tous les plaignants, paragraphe 34.

[3800] Pièce n° 56 des États-Unis, "Safeguard Measures Worksheets", et pièce n° 57 des États-Unis, "Modelling Results Worksheets".

[3801] Pièce n° 14 de la Corée, page 1.

[3802] Pièce n° 14 de la Corée, page 1.

[3803] Pièce n° 14 de la Corée, page 2.

[3804] Pièce n° 14 de la Corée, page 2.

7.1653 La Corée fait également observer que l'analyse numérique et le modèle font également abstraction du fait que les droits de douane produisent deux effets sur les importations – prix et quantités – pas seulement sur les prix.[3805] L'analyse numérique et le modèle font abstraction de cet effet et, partant, surestiment les majorations de prix qui doivent être faites au moyen des niveaux tarifaires. Lorsque les importations deviennent plus onéreuses, la branche de production des États-Unis peut non seulement relever les prix pour générer des recettes, mais aussi augmenter le volume des ventes à cette fin. C'est particulièrement avantageux pour un secteur à forte intensité de capital ayant une capacité excédentaire étant donné que l'augmentation des volumes diminue également les coûts unitaires. Le modèle des États-Unis ignore ces deux effets.

7.1654 Pour ce qui est de la prise en compte des baisses de coût se rapportant au volume, les États-Unis notent que la Corée fait valoir que la démarche numérique ne tient pas compte des économies de coûts qui se produiraient si une mesure de sauvegarde entraînait une augmentation du volume des ventes, de manière à permettre aux producteurs nationaux de répartir les frais fixes sur un volume plus important.[3806] Cette critique est déplacée. Comme les États-Unis le font observer dans leur première communication écrite, la démarche fondée sur les prix ne tentait pas de prendre en compte les effets dommageables d'un accroissement des importations sur le volume des ventes des producteurs nationaux ou tout facteur autre que les prix.[3807] Par conséquent, l'ajustement visant à tenir compte des effets dommageables cumulatifs des importations n'incluait pas les effets dommageables associés exclusivement aux effets sur le volume, ou à tout autre effet sur d'autres variables, des importations. Comme la démarche fondée sur les prix faisait abstraction des effets dommageables du volume des importations, les États-Unis ont jugé approprié de faire abstraction des effets bénéfiques possibles d'une baisse du volume des importations qui pourrait accompagner une mesure de sauvegarde.

7.1655 En ce qui concerne la deuxième étape de l'analyse numérique, la Corée fait observer que les États-Unis calculent la différence en pourcentage entre les recettes ciblées dans le cadre de la première étape et les recettes effectives.[3808] C'est tout ce qui devrait être requis pour estimer les VUM nécessaires pour obtenir la marge d'exploitation cible censée représenter une branche de production non lésée par des importations. Cependant, les États-Unis augmentent davantage le pourcentage de majoration de la marge d'exploitation "pour neutraliser les effets négatifs des importations effectuées entre 1998 et 2000 et faciliter l'ajustement".[3809] Les États-Unis choisissent arbitrairement le taux de la marge d'exploitation cible en tant que mesure de ce qu'il faudrait pour y parvenir (aucune explication n'est donnée de la raison pour laquelle la marge d'exploitation cible est le taux approprié qui "neutralise" et "facilite"). Ramener les recettes au niveau qui donnerait une marge d'exploitation "égale à un niveau qui ne reflète pas l'effet sur les prix des importations accrues"[3810] (à un niveau qui "répare" le dommage) devrait être suffisant. Toutefois, les États-Unis ajoutent la marge d'exploitation cible une fois de plus, sans expliquer pourquoi ce taux accomplira cette tâche. La Corée fait observer que c'est arbitraire. Il s'ensuit une surestimation de la VUM cible et, partant, du droit de douane "requis". La Corée fait observer qu'en fait, cette étape est complètement inutile. Il serait suffisant de calculer les recettes ciblées qui sont nécessaires pour obtenir la marge d'exploitation ciblée dans le

[3805] Réponse écrite de la Corée à la question n° 50 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3806] Pièce n° 14 de la Corée, page 3.

[3807] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1079. De tels facteurs comprendraient la productivité, la production, l'utilisation de la capacité, l'emploi, etc.

[3808] Pièce n° 14 de la Corée, page 3.

[3809] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1074.

[3810] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1074.

cadre de la première étape et de passer ensuite à la troisième étape (mais en apportant des corrections).

7.1656 Les États-Unis répondent qu'en ce qui concerne les ajouts aux bénéfices cibles afin de tenir compte de la situation de dommage existante de la branche de production, les États-Unis rappellent que le sens ordinaire de "réparer" est "rectifier" ou "remédier à quelque chose"[3811], notion qui englobe clairement l'examen des effets accumulés des importations accrues. Les plaignants ne sont pas réellement en désaccord avec les États-Unis sur l'analyse du sens ordinaire du terme "réparer" et de ses répercussions, y compris l'observation selon laquelle les importations ont eu des effets dommageables cumulatifs.[3812] Les ajouts faits aux bénéfices cibles dans le cadre de la deuxième étape de leur démarche numérique reflètent les effets dommageables cumulatifs des importations accrues. Ne pas faire un tel ajout reviendrait à ignorer ces effets, ce que l'Accord sur les sauvegardes ne prescrit pas.

7.1657 Pour ce qui est de la troisième étape de l'analyse numérique, la Corée fait observer que la méthode utilisée est compliquée et arbitraire aussi, et contredit sur le plan des faits la constatation de l'USITC selon laquelle les importations et les produits nationaux sont des produits de substitution imparfaits l'un pour l'autre.[3813] Premièrement, on ne sait pas très bien pourquoi il était nécessaire de retrancher des VUM des produits nationaux les marges d'exploitation effectives pour chaque année, et de les majorer ensuite du pourcentage (surestimé) calculé dans le cadre de la deuxième étape. Une fois de plus, les VUM des produits nationaux ainsi obtenues sont surestimées. Deuxièmement, les États-Unis présument que les VUM des importations doivent être majorées pour correspondre exactement aux VUM des produits nationaux afin de permettre aux producteurs nationaux d'imposer des prix qui donnent ces VUM. Cela suppose que les produits importés et les produits fabriqués dans le pays sont des produits de substitution parfaits l'un pour l'autre, par exemple que le prix des tôles importées doit être fixé au même niveau que celui des tôles fabriquées dans le pays en tout temps et dans tous les cas. L'USITC a en fait supposé que les produits en acier importés et fabriqués dans le pays n'étaient pas des produits de substitution parfaits.[3814] Des produits de substitution imparfaits (même des produits de substitution modérés) signifient que les prix des importations peuvent être fixés à des niveaux inférieurs à ceux de produits nationaux comparables, et que des producteurs nationaux peuvent malgré tout "réaliser des ventes". L'incidence de cette hypothèse est que la variation en pourcentage des prix des importations requise pour donner les VUM des produits nationaux cibles est surestimée.

[3811] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 180 à 184.

[3812] Les États-Unis font valoir que les Communautés européennes n'ont pas examiné la substance de l'hypothèse formulée au paragraphe 128 de la déclaration orale des États-Unis concernant les effets polluants accumulés d'une usine, sinon pour donner à entendre que les États-Unis assimilaient les importations à la pollution, alors que les États-Unis faisaient valoir le point selon lequel la pollution était analogue à des effets dommageables. Les États-Unis concluent donc que les Communautés européennes ne sont pas en désaccord avec l'observation selon laquelle les importations peuvent avoir un effet négatif cumulatif, et qu'elles ne disconviennent pas que ces effets cumulatifs peuvent être corrigés par une mesure de sauvegarde.

[3813] Pièce n° 14 de la Corée, page 3.

[3814] L'USITC a conclu ceci: "D'après les données analysées dans le rapport définitif des services concernant le dommage, les services estiment que, malgré certaines différences entre les produits plats fabriqués dans le pays et les produits plats importés, il existe en général un degré de substitution modéré à élevé entre certains produits plats en acier fabriqués dans le pays et certains produits plats en acier importés." (Mémorandum EC-Y-046 de l'USITC, 21 novembre 2001, page FLAT-9 (pièce n° 10 des coplaignants). Les élasticités de substitution utilisées pour les produits plats variaient entre 2 et 7. L'extrémité inférieure de la gamme représente une substituabilité modérée; l'extrémité supérieure de la gamme représente une substituabilité élevée, mais une substituabilité "parfaite" serait un nombre à deux chiffres.

7.1658 La Corée fait valoir que le problème que pose une démarche fondée sur une période de base d'"un an" est inhérent à ce modèle.[3815] Ce modèle considère la totalité du dommage subi au cours des années subséquentes comme un dommage causé par les importations, indépendamment des effets que les autres facteurs peuvent avoir eus au cours des années subséquentes. Ce modèle suppose que, toutes choses étant égales par ailleurs, tout dommage subi après l'année de base est imputable aux importations parce qu'il est présumé que tous les autres facteurs sur le marché demeurent constants. Toutefois, la Corée est d'avis que l'affirmation toutes choses étant égales par ailleurs ne s'applique pas. La Corée recommande de se pencher simplement sur l'évolution des circonstances au sein des mini-aciéries par opposition à l'évolution des circonstances au sein des aciérées intégrées.[3816] Elle recommande également d'examiner l'augmentation de la capacité de la branche de production de tubes et tuyaux, où l'USITC a reconnu que le dommage était inexistant même à une période aussi tardive que le milieu de 2001. Selon la Corée, le fait est qu'une fois qu'il est démontré que l'hypothèse toutes choses étant égales par ailleurs ne s'applique pas – c'est-à-dire que d'autres facteurs ne demeurent pas constants –, le caractère vicié de l'argument des États-Unis ressort également. Dans le modèle établi par les États-Unis, il est présumé que tous les changements intervenus dans la situation économique et financière de la branche de production des États-Unis doivent être imputés aux importations. La Corée fait valoir que c'est précisément le problème.[3817] Plus les points de données sont isolés et moins ils sont nombreux, moins l'analyse devient pertinente pour prévoir la suite des événements. Plus ce point de repère se situe loin dans le passé, moins il peut éventuellement devenir pertinent étant donné que des événements qui se sont produits entre-temps peuvent très bien amoindrir sa validité comme facteur prédictif d'un comportement futur sur le marché. Par exemple, des événements qui ont favorisé la rentabilité de la branche de production des produits laminés plats en 1997 (événements qui n'avaient rien à voir avec les importations) peuvent ou non se reproduire ultérieurement (par exemple une demande élevée et des taux de change favorables ont été propices à la rentabilité en 1997). Pour affirmer que 1997 est une règle appropriée pour l'avenir, il faudrait que toutes les étoiles se réalignent de la même façon pour qu'il s'agisse d'un point de repère approprié dans le futur. La Corée conclut qu'il est impossible de faire en sorte que tout demeure constant, et que ce n'est pas ce que le modèle établi par les États-Unis tente de faire.[3818] Également à titre d'exemple, les VUM des produits laminés plats et des tubes soudés étaient douteuses à cause de questions soulevées par la gamme de produits, ainsi que l'USITC l'avait spécifiquement noté [3819] et ainsi que la Corée en avait longuement parlé dans sa réfutation écrite.[3820] Pourtant, dans leur analyse numérique, non seulement les États-Unis utilisent les VUM, mais ils font également des moyennes des VUM de tous les produits plats. Les questions que soulève la gamme de produits se multiplient de façon exponentielle. Il existait des tendances des importations très distinctes et des prix très différents pour chaque produit laminé plat pendant la période. Aucune "gamme de produits" se rapportant à une période d'un an dans le cas des "produits laminés plats" n'est logique. L'écart est trop grand pour qu'une moyenne soit significative.

7.1659 En ce qui concerne la quatrième étape de l'analyse numérique, la Corée fait observer que les États-Unis comparent l'accroissement des VUM des produits importés qui est requis pour mettre la branche de production dans une situation d'absence de dommage avec les majorations des prix des

---

[3815] Réponse écrite de la Corée à la question n° 50 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3816] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 169 à 176.

[3817] Réponse écrite de la Corée à la question n° 72 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3818] Réponse écrite de la Corée à la question n° 55 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3819] Rapport de l'USITC, volume I, page 61, note de bas de page 279 (produits laminés plats); page 163, note de bas de page 1006 (tubes soudés) (pièce n° 6 des coplaignants).

[3820] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 251 et 264; pièce n° 14 de la Corée.

importations qu'entraînerait le taux de droit imposé selon l'estimation faite par l'USITC.[3821] S'agissant des produits plats, l'USITC a utilisé les modèles COMPAS établissant des liens entre les catégories[3822] (la Corée fait observer que c'est approprié), dans lesquels il était indiqué qu'un droit de douane de 30 pour cent applicable aux importations de tous les produits plats sauf les produits étamés ou chromés majorerait les prix des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA de 20,8 à 28,0 pour cent.[3823] Apparemment, c'est "assez proche" du prix moyen à l'importation de 18,9 pour cent obtenu dans le cadre de l'analyse numérique des États-Unis.[3824]

7.1660 En ce qui concerne l'utilisation de valeurs unitaires moyennes, les États-Unis rappellent que, pour l'essentiel, ils ont fondé leurs calculs sur les valeurs unitaires, étant donné qu'elles faisaient entrer en ligne de compte tous les produits visés par l'enquête. Pour certains produits, les constatations de l'USITC ou les données contenues dans le rapport de l'USITC indiquaient que la différence au chapitre des valeurs unitaires entre les importations et les produits nationaux reflétait des gammes de produits différentes, de même que les effets dommageables des ventes à des prix inférieurs des importations non visées par des ALE. Dans ces cas, les États-Unis font valoir qu'ils ont fondé leurs calculs sur les comparaisons en matière de fixation des prix de produits spécifiques effectuées par l'USITC.[3825] Les États-Unis font valoir qu'ils ne voient rien dans l'argumentation de la Corée qui dénote une déficience dans le choix de VUM et de données sur la fixation des prix de produits spécifiques se rapportant à des produits particuliers.

7.1661 En ce qui concerne la critique formulée par la Corée au sujet d'une diminution des VUM correspondant aux marges d'exploitation effectives pour chacune des années, et de leur majoration subséquente en fonction du pourcentage calculé dans le cadre de la deuxième étape,[3826] les États-Unis font valoir que cette étape était nécessaire pour obtenir un calcul exact. Si les États-Unis n'avaient pas "supprimé" la marge d'exploitation effective avant d'ajouter la marge bénéficiaire cible, l'estimation de la majoration de prix nécessaire pour obtenir la marge bénéficiaire cible aurait été plus élevée. Cela aurait ensuite gonflé de manière inexacte l'estimation de la majoration des prix des importations nécessaire pour réparer les effets dommageables sur les prix de l'accroissement des importations.

7.1662 La Corée fait observer[3827] que le fait d'utiliser la démarche numérique des États-Unis, tout en conservant l'hypothèse manifestement incorrecte qu'ils ont formulée au sujet des produits de substitution parfaits, mais en corrigeant les autres lacunes relevées plus haut, donne le résultat suivant: les prix des importations de produits plats devraient être majorés d'au plus 10,1 pour cent et le droit de douane de 30 pour cent imposé par le Président, qui donne une majoration de prix de 20,8 à 28,0 pour cent, est excessif. En fait, les estimations faites par l'USITC des différents effets de taux de droits différents tendent à indiquer qu'un droit de douane variant entre 11 et 12 pour cent produirait des majorations des prix des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA plus proches de 10,1 pour cent.[3828] La Corée fait valoir qu'il n'est pas possible de corriger la majoration estimée des VUM des importations des autres tubes soudés (comme cela a été fait ci-dessus pour les produits laminés plats) de 16,2 pour cent[3829] parce que la marge d'exploitation cible appropriée n'est pas claire.

[3821] Pièce n° 14 de la Corée, page 4.
[3822] Mémorandum de l'USITC, "Available Information on Economic Models" (non numéroté, non daté) (pièce n° 10 des coplaignants).
[3823] Mémorandum EC-Y-050 de l'USITC, 5 décembre 2001, tableau 3 (pièce n° 10 des coplaignants).
[3824] "Safeguard Measures Worksheets" (pièce n° 56 des États-Unis).
[3825] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1072, note de bas de page 1375.
[3826] Pièce n° 14 de la Corée, page 3.
[3827] Pièce n° 14 de la Corée, page 4.
[3828] Mémorandum EC-Y-050 de l'USITC, 5 décembre 2001, tableau 1 (pièce n° 10 des coplaignants).
[3829] "Safeguard Measures Worksheets" (pièce n° 56 des États-Unis).

7.1663 La Corée relève[3830] que l'USITC a constaté que chaque produit laminé plat n'était pas un produit de substitution parfait. Elle a constaté une substituabilité modérée à élevée.[3831] Pourtant, le modèle présume que les importations et les produits nationaux sont des "produits de substitution parfaits". Cette erreur a pour effet de surestimer le montant dont les VUM des importations devraient être majorées parce qu'on suppose que les prix des importations doivent être égaux aux prix pratiqués aux États-Unis pour que les producteurs des États-Unis "réalisent des ventes". Comme les importations ne sont pas des produits de substitution parfaits, les prix des importations n'ont pas besoin d'être haussés au même niveau que ceux des produits nationaux, de sorte qu'un droit de douane plus bas est requis. Par conséquent, le droit de douane imposé par les États-Unis ne se limite pas à la "mesure admissible". Le moyen de défense des États-Unis selon lequel une substituabilité parfaite est fondamentalement semblable à une substituabilité "modérée à élevée" est insoutenable d'un point de vue économique – ce que les États-Unis savent très bien. Les États-Unis ont ensuite donné à entendre devant le Groupe spécial que le produit importé était peut-être de qualité supérieure. Toutefois, le rapport de l'USITC n'appuie pas cette conclusion.[3832] De surcroît, la mesure de l'élasticité de substitution de l'USITC se rapporte au produit fabriqué aux États-Unis. En d'autres termes, elle mesure la préférence des consommateurs pour le produit national à partir d'une foule de facteurs, dont la qualité, le délai de livraison, etc.[3833] La qualité est simplement l'un des facteurs dont l'USITC a tenu compte pour mesurer l'élasticité de substitution – et la substituabilité générale était "modérée à élevée" comparativement au produit fabriqué aux États-Unis.[3834]

7.1664 En ce qui concerne le traitement des produits nationaux et des importations en tant que produits de substitution parfaits, les États-Unis font valoir que, dans le cadre de l'opération fondée sur les prix, les États-Unis ont estimé que les importations devraient se vendre à une valeur unitaire moyenne semblable à celle des produits nationaux pour que les produits nationaux atteignent les niveaux cibles du revenu d'exploitation. Les plaignants considèrent que cet élément du calcul présuppose une substituabilité parfaite entre les importations et les produits nationaux, alors que l'USITC a constaté un degré de substitution modéré à élevé.[3835] La supposition selon laquelle les produits nationaux se vendraient à un niveau donné si les importations se vendaient également à ce niveau est compatible avec une constatation de substituabilité modérée à élevée. Dans la mesure où les produits nationaux et les importations pouvaient se vendre à des niveaux de prix différents, les États-Unis font observer que de nombreux acheteurs estimaient que la qualité des produits importés était supérieure à celle des produits nationaux.[3836] Cela tendrait à indiquer l'existence d'un prix plus

[3830] Réponse écrite de la Corée à la question n° 50 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3831] Rapport de l'USITC, volume I, page 58; rapport de l'USITC, volume II, page FLAT-54 (pièce n° 6 des coplaignants).

[3832] Rapport de l'USITC, volume II, tableau FLAT-60 (pièce n° 6 des coplaignants).

[3833] Rapport de l'USITC, volume II, pages FLAT-58 à 60, note de bas de page 42 (pièce n° 6 des coplaignants).

[3834] Réponse écrite de la Corée à la question n° 50 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3835] Pièce n° 14 de la Corée, pages 3 et 4.

[3836] En règle générale, ainsi que les États-Unis l'indiquent, la majorité des acheteurs considéraient les produits fabriqués aux États-Unis et les produits en provenance de pays non membres de l'ALENA comme des produits comparables. Toutefois, un nombre important d'acheteurs ont exprimé une préférence, constatant de manière générale que les produits en provenance de pays non membres de l'ALENA étaient de qualité supérieure dans une proportion de deux pour un. Rapport de l'USITC, pages FLAT-58, LONG-81, TUBULAR-49, STAINLESS-69. Les chiffres exacts sont les suivants: produits laminés plats en acier, 129 comparables, 64 hors ALENA supérieurs, 33 États-Unis supérieurs; produits longs en acier, 136 comparables, 44 hors ALENA supérieurs, 22 États-Unis supérieurs; produits tubulaires en acier, 85 comparables, 28 hors

élevé, de sorte que les produits nationaux pourraient atteindre un niveau de prix moyen donné seulement si les produits importés étaient vendus à un niveau de prix plus élevé. Par conséquent, si la Corée avait raison, l'hypothèse selon laquelle les produits nationaux et les produits importés devaient être vendus au même niveau serait prudente.

7.1665 Les Communautés européennes font valoir que le modèle de l'USITC et l'analyse numérique *a posteriori* ne traitent pas correctement les importations en provenance des pays de l'ALENA et, partant, ni l'un ni l'autre ne permettent aux États-Unis de satisfaire à leur obligation au titre de l'article 5:1 de faire en sorte que les mesures viennent réparer le dommage qui aurait été causé par des importations non exclues. L'USITC a inclus les importations en provenance des pays de l'ALENA lorsqu'il a été constaté qu'elles contribuaient de manière importante au dommage, tandis que l'analyse numérique *a posteriori* excluait entièrement les importations en provenance des pays de l'ALENA. Toutefois, les États-Unis avaient l'obligation de s'assurer que le dommage causé par les importations en provenance des pays de l'ALENA n'était pas imputé à des importations non exclues. Lorsqu'il s'agit d'évaluer la mesure corrective applicable, les États-Unis étaient tenus de déterminer l'étendue du dommage causé par les importations en provenance des pays de l'ALENA et de faire en sorte que la mesure ne transférait pas la charge de réparer ce dommage aux importations non exclues. En d'autres termes, dans l'analyse de la mesure corrective, il aurait fallu faire en sorte que la branche de production nationale ne soit *pas exonérée* du dommage causé par les importations visées par des ALE. Selon les Communautés européennes, il n'est pas suffisant que l'USITC ait conclu que les importations en provenance des pays de l'ALENA ne contribuaient pas de manière importante à un dommage grave. L'idée de contribuer de manière importante ne permet pas d'évaluer la question de savoir si les importations en provenance des pays de l'ALENA causaient un dommage. Il y a donc une divergence entre ces deux analyses et l'analyse requise.[3837]

7.1666 Les Communautés européennes font en outre valoir que les États-Unis font également ressortir les nombreuses considérations qui sont entrées en ligne de compte dans la décision du Président (efforts consentis par les travailleurs et les entreprises, coûts et avantages économiques et sociaux de toute mesure de sauvegarde, intérêts économiques nationaux).[3838] Toutefois, les États-Unis n'ont donné nulle part des précisions sur ces autres considérations.[3839]

7.1667 Selon la Corée, une analyse économique, comme toute autre forme d'élément de preuve, n'est suffisante que dans la mesure où elle est spécifique en ce qui a trait aux faits, aborde les questions fondamentales en jeu et tient compte des variables appropriées.[3840] Pour les mêmes raisons, de simples affirmations ne sont pas des éléments de preuve. De simples affirmations ne peuvent pas se substituer à une analyse complète des faits ni servir de fondement aux conclusions, et de simples affirmations ne peuvent pas renverser la présomption réfragable voulant que le fait de ne pas satisfaire aux prescriptions de l'article 4:2 b) fait en sorte qu'il ne peut pas être satisfait non plus aux prescriptions de l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Néanmoins, les États-Unis donnent à entendre qu'en raison de l'imprécision inhérente aux modèles économiques, leur analyse *a posteriori*

ALENA supérieurs, 22 États-Unis supérieurs; produits en aciers inoxydables ou en aciers à outils, 87 comparables, 26 hors ALENA supérieurs, 10 États-Unis supérieurs. Ces évaluations de la qualité des produits tendent à indiquer qu'en moyenne, les produits en provenance de pays non membres de l'ALENA se vendaient à un prix plus élevé par rapport aux produits nationaux.

[3837] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 7.

[3838] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 88 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3839] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 12.

[3840] Observations additionnelles de la Corée sur la question n° 54 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

de la mesure devrait faire l'objet d'un examen moins approfondi, comme la question de savoir si c'est dans cet ordre de grandeur. C'est tout simplement incorrect. Pour les mêmes raisons, les théories générales sur ce qui s'est peut-être produit et sur ce qui aurait pu être visé par la mesure ne constituent pas une justification suffisante de la mesure effective. Il doit être démontré que la mesure *est* limitée à la portée admissible – pas qu'elle pourrait l'être.

7.1668 Selon la Corée, il faut déplorer l'absence dans le modèle économique des États-Unis d'un effort pour rattacher l'importance et la nature de la protection au dommage spécifique dont l'existence a été constatée.[3841] Pourquoi, par exemple, les États-Unis devraient-ils présumer que les "effets cumulatifs" auxquels il faut remédier, à supposer qu'il le faille, s'agissant des produits laminés plats, et les "effets cumulatifs" auxquels il faut remédier, à supposer qu'il le faille, s'agissant des tubes et tuyaux, sont les mêmes? Les États-Unis n'identifient même pas les effets cumulatifs précis qu'ils ciblent pour chaque produit (par opposition au fait de donner quelques exemples), mais ils doublent la marge d'exploitation tant pour les tubes soudés que pour les produits laminés plats. Il est évident que les effets varient selon la branche de production et, en particulier, qu'ils varient (du moins en intensité) entre une branche de production qui subissait simplement une menace de dommage et une branche de production qui subissait un dommage grave, mais les États-Unis doublent simplement la marge bénéficiaire dans les deux cas. De simples affirmations selon lesquelles les États-Unis ont adopté une démarche "prudente" en doublant simplement la marge bénéficiaire au lieu de la tripler ou de la quadrupler ne permettent pas de répondre à la question de savoir si même *cette* protection était nécessaire.

7.1669 Selon la Corée, cette analyse des "effets cumulatifs" souffre également du même problème que l'"effet direct" qui a été identifié – les importations n'étaient pas la seule cause de dommage même d'après l'USITC elle-même.[3842] Par conséquent, ces "effets cumulatifs" pourraient être attribuables à une foule de causes autres que les importations, mais l'analyse des États-Unis, selon leur propre explication, ne limite pas la protection aux effets produits par les importations. Enfin, l'analyse des États-Unis ignore également le fait que les droits de douane ont également des effets cumulatifs pendant la période d'application de la mesure. Plus les années pendant lesquelles la mesure doit être en vigueur sont nombreuses, plus l'effet ressenti par la branche de production est prononcé.

7.1670 En dernier lieu, la Corée conteste l'argument que les États-Unis ont fait valoir au paragraphe 130 de leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond, à savoir que l'analyse numérique portait uniquement sur l'"accroissement" des importations et non sur les importations accrues dans leur ensemble. Leur modèle mesure seulement les changements intervenus dans les bénéfices (bénéfices manquants), si bien qu'il n'est pas exact de dire que le modèle porte uniquement sur l'*accroissement* des importations.[3843]

7.1671 En guise de réponse générale, les États-Unis font observer une fois de plus que toute analyse numérique – qu'il s'agisse d'une opération fondée sur les prix ou le volume, ou de l'établissement d'un modèle économique – peut uniquement indiquer l'ordre de grandeur d'une mesure de sauvegarde, et ne peut pas fixer un niveau précis.[3844] La plupart des observations faites par la Corée se rapportent à l'exactitude des opérations numériques faites par les États-Unis, et ne portent pas atteinte à

[3841] Observations additionnelles de la Corée sur la question n° 54 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[3842] Observations additionnelles de la Corée sur la question n° 54 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[3843] Réponse écrite de la Corée à la question n° 47 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[3844] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1062.

l'observation des États-Unis selon laquelle ces opérations démontrent la compatibilité des mesures de sauvegarde concernant l'acier avec l'article 5:1.

7.1672 Enfin, la Corée fait observer que les résultats du modèle COMPAS établi par l'USITC ne confirment pas les résultats obtenus dans le cadre de l'analyse *a posteriori* et du modèle des États-Unis. Les résultats sont tout à fait distincts. Dans le cas des produits laminés plats, le modèle COMPAS montre qu'un droit de douane de 30 pour cent entraînerait une augmentation variant entre 20,8 et 28 pour cent des valeurs unitaires (prix) des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA[3845], tandis que le modèle *a posteriori* montre que les valeurs unitaires (prix) des importations augmenteraient de 18,9 pour cent.[3846]

7.1673 Dans leur réponse, les États-Unis font observer que l'opération fondée sur les prix et l'opération de modélisation présentées par les États-Unis "produisent les mêmes résultats" uniquement en ce sens que ces deux opérations confirment que l'application des mesures de sauvegarde concernant l'acier était en deçà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement. Toutefois, cela ne veut pas dire que ces opérations (ou la modélisation effectuée par les services de l'USITC) produisent les mêmes résultats numériques.[3847]

7.1674 Les États-Unis font observer, par exemple, que les chiffres cités par la Corée ne sont pas fondés sur le même modèle économique. La majoration de 18,9 pour cent des prix des importations a été calculée à partir de l'opération fondée sur les prix exposée dans la première communication écrite des États-Unis.[3848] Ce chiffre représente la mesure estimative dans laquelle il faudrait que les prix des importations augmentent pour que les producteurs nationaux atteignent la marge d'exploitation cible identifiée dans la communication des États-Unis. Il s'agit donc d'un objectif plutôt que d'un effet estimatif. Les autres chiffres cités par la Corée – la fourchette de 20,8 à 28,0 pour cent des majorations projetées des prix des importations – étaient le résultat du modèle COMPAS visant plusieurs marchés ou établissant des liens relativement à un droit de douane de 30 pour cent applicable aux CPLPAC.[3849] Il s'agit donc d'un effet estimatif plutôt que d'un objectif. Ces deux méthodes d'analyse sont visiblement différentes. Les États-Unis ont comparé les deux résultats uniquement dans le but de montrer qu'un droit de douane de 30 pour cent donnerait des hausses des prix des importations se situant dans la fourchette requise pour obtenir la marge d'exploitation ciblée. Une comparaison pour toute autre raison, comme celle suggérée par la Corée, est à la fois inappropriée et dénuée de sens. L'argument de la Corée au sujet des résultats du modèle COMPAS obtenus par les services de l'USITC et de l'opération fondée sur les prix dont il est question dans la première communication écrite des États-Unis est vague. Il peut faire l'objet de différentes interprétations, qui sont toutes incorrectes. Si la Corée fait valoir que les résultats du modèle COMPAS obtenus par les services de l'USITC sont différents des résultats de la modélisation auxquels il est fait référence dans l'opération fondée sur les prix, elle se trompe complètement. L'opération fondée sur les prix comparait un prix à l'importation estimatif qui donnerait les marges d'exploitation cibles avec l'effet estimatif sur le prix d'un droit de douane de 30 pour cent, comme il

[3845] Mémorandum EC-Y-050 de l'USITC, 5 décembre 2001, tableau 3 (pièce n° 10 des coplaignants).

[3846] Pièce n° 14 de la Corée; réponse écrite de la Corée à la question n° 48 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond et observations additionnelles de la Corée sur sa réponse à cette question.

[3847] Observations additionnelles des États-Unis sur les réponses aux questions n° 48, 54 et 56 posées par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, paragraphes 1 à 9.

[3848] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1065 à 1080; pièces n° 56 et 57 des États-Unis.

[3849] Mémorandum EC-Y-050 (pièce n° 65 des États-Unis). Selon la Corée, comme les services de l'USITC avaient exécuté le modèle avant que l'USITC ne remette son rapport, ils n'ont considéré que le Canada en tant que pays exclu du champ de la mesure.

était indiqué dans le modèle COMPAS établi par les services de l'USITC.[3850] Pour chaque produit, y compris les CPLPAC, il n'y a pas de différence étant donné que l'opération reflétait correctement les résultats du modèle COMPAS établi par les services de l'USITC.[3851]

7.1675 Les États-Unis font observer que si la Corée fait valoir que le montant estimatif correspondant à la majoration dont les prix des importations devraient faire l'objet pour faire disparaître la pression à la baisse exercée sur les prix des producteurs américains (18,9 pour cent pour les CPLPAC)[3852] était une projection du montant effectif de cette majoration, elle fait fausse route. Le chiffre de 18,9 pour cent est clairement identifié comme la "majoration requise de la valeur unitaire des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA".[3853] Ce chiffre représente la majoration espérée des prix des importations, et non une estimation de ce qui se produira effectivement. Bref, la description écrite de l'opération fondée sur les prix et les chiffriers appliquant cette opération qui figurent dans la pièce n° 56 des États-Unis ne laissent pas entrevoir la constatation selon laquelle "un droit de douane de 30 pour cent donne une majoration de 18 pour cent des prix des importations".[3854] Si l'argument de la Corée est que la majoration requise de 18,9 pour cent de la valeur unitaire est légèrement inférieure à la partie inférieure de la fourchette des effets estimatifs d'un droit de douane de 30 pour cent, les États-Unis ont expliqué que "les estimations numériques sont nécessairement limitées dans leur capacité à quantifier précisément et à isoler l'effet intégral des importations et le caractère approprié des mesures correctives … Les estimations numériques peuvent être utiles pour vérifier si une mesure se situe dans un ordre de grandeur qui est compatible avec l'article 5:1".[3855] L'opération fondée sur les prix démontre que c'est le cas pour la mesure de sauvegarde applicable aux CPLPAC, de même que pour les autres mesures de sauvegarde concernant l'acier.

4. Critiques formulées relativement à des produits spécifiques

7.1676 En ce qui concerne les CPLPAC, la Corée fait valoir que, pour ce qui est de la première étape, on ne détecte aucune raison apparente de choisir le chiffre de 7,5 pour cent comme marge d'exploitation cible pour 2001.[3856] En fait, il semble qu'il devrait s'agir du chiffre de -3,9 pour cent, soit la marge d'exploitation de 1996. En corrigeant la méthode de manière à supprimer la deuxième étape, en majorant les prix intérieurs obtenus dans le cadre de la troisième étape en fonction du pourcentage requis pour atteindre les recettes cibles (le chiffre cible moins le chiffre effectif divisé par le chiffre cible) et en calculant la différence en pourcentage entre les VUM des produits nationaux qui

[3850] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1072.

[3851] À cet égard, les États-Unis notent que l'opération fondée sur les prix était différente de l'opération de modélisation. L'opération fondée sur les prix faisait référence aux résultats du modèle COMPAS obtenus par les services de l'USITC, qui reflètent les niveaux tarifaires adoptés par le Président, mais pas l'exclusion du Canada et du Mexique de tous les produits. En revanche, dans l'opération de modélisation, on utilisait les mêmes intrants que ceux utilisés par l'USITC pour les élasticités et pour les données relatives à toute l'année 2000, mais on modélisait les niveaux tarifaires et les exclusions de pays adoptées par le Président. L'opération de modélisation comportait également la modélisation des changements intervenus dans les importations pendant la période visée par l'enquête, ce que l'USITC ne faisait pas. Réponse écrite des États-Unis à la question n° 48 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond. La Corée fait valoir que ces différences dans l'utilisation du modèle modifieraient de toute évidence les résultats numériques.

[3852] Pièce n° 56 des États-Unis, tableau intitulé "Weighted based on Net Commercial Sales for FLAT Products".

[3853] Pièce n° 56 des États-Unis, tableau intitulé "Weighted based on Net Commercial Sales for FLAT Products".

[3854] Réponse écrite de la Corée à la question n° 48 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3855] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1062.

[3856] Pièce n° 14 de la Corée, pages 4 et 5.

en résultent et les VUM effectives des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA (ce qui suppose une concurrence parfaite), on obtient les prescriptions suivantes concernant la majoration des VUM des importations:

Brames	33,6%
Tôles	7,8%
Produits laminés à chaud	17,4%
Produits laminés à froid	10,1%
Produits revêtus	5,4%
Moyenne pondérée par NCS	10,1%

7.1677 En ce qui concerne cette observation, les États-Unis font observer que le chiffre de 7,5 pour cent était une erreur de frappe. Les États-Unis font observer qu'ils ont révisé le calcul en utilisant -3,9 pour cent comme marge cible pour la période intermédiaire de 2001.[3857] Cette correction ne modifie pas les résultats pour certains produits laminés plats en acier au carbone pris dans leur ensemble.[3858]

7.1678 La Corée répond à l'argument des États-Unis que les résultats du modèle établi par l'USITC et l'analyse *a posteriori* des États-Unis diffèrent parce que l'analyse *a posteriori* est fondée sur la mesure corrective effective prise par le Président. Plus précisément, la Corée fait observer qu'il existe une différence fondamentale entre l'analyse économique *a posteriori* effectuée par les États-Unis et la mesure corrective prise par le Président, à savoir que l'analyse *a posteriori* comprenait les brames, que le Président a exclues de la mesure applicable aux produits laminés plats. Par conséquent, les États-Unis n'ont pas établi l'intérêt fondamental que présente le modèle pour la mesure corrective effective prise par le Président. La Corée ajoute qu'une autre différence entre le modèle établi par l'USITC et l'analyse *a posteriori* faite par les États-Unis tient au fait que les États-Unis ont doublé les marges bénéficiaires, apparemment pour tenir compte de "l'effet dommageable cumulatif des importations accrues". En termes simples, le modèle établi par l'USITC ne suppose pas un doublement arbitraire des marges bénéficiaires.[3859]

7.1679 En ce qui concerne certains tubes soudés, la Corée note que les droits de douane ont été imposés à l'égard des autres tubes soudés par suite d'une constatation de menace de dommage.[3860] Toutefois, les États-Unis donnent à entendre que la branche de production nationale qui fabrique les autres tubes soudés avait subi un dommage causé par les importations en 2000 et au cours des années précédentes.[3861] Ils concentrent ensuite leur analyse numérique sur l'an 2000 pour la première étape, mais pour les deuxième et troisième étapes, ils utilisent des données se rapportant à la période allant de 1998 jusqu'au premier semestre de 2001, "période au cours de laquelle les importations s'accroissaient".[3862] Étant donné qu'il s'agissait d'une constatation de menace, ces importations accrues ne causaient pas un dommage.[3863]

[3857] La pièce n° 96 des États-Unis contient une version corrigée des pages concernées de la pièce n° 56 des États-Unis.

[3858] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 48 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3859] Observations additionnelles de la Corée sur la question n° 48 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3860] Pièce n° 14 de la Corée, page 5.

[3861] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1131; réponse écrite des États-Unis à la question n° 27 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[3862] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1136.

[3863] Rapport de l'USITC, volume I, page 159: "Selon nous, la situation générale de la branche de production est précaire. Bien qu'elle n'ait pas encore atteint le stade du dommage grave, pareil dommage paraît

7.1680 La Corée fait valoir que la méthode employée dans le cas des autres tubes soudés n'est pas du tout claire.[3864] L'analyse numérique est axée uniquement sur l'année 2001, mais il est impossible de corriger les lacunes mentionnées plus haut parce que la marge d'exploitation cible semble être dénuée de fondement. Cette marge, qui est de 5,7 pour cent[3865], ne découle pas des données contenues dans le rapport des services de l'USITC, et ne peut pas être dérivée des différentes méthodes d'établissement d'une moyenne. Le résultat final était une hausse de 16,2 pour cent des VUM des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA.[3866] Les résultats obtenus par les États-Unis[3867] montrent des hausses de prix souhaitées variant entre 4,3 et 6,7 pour cent si les importations des autres tubes soudés sont maintenues aux niveaux de 1997 (bien qu'il ne semble pas y avoir de motif lié au dommage de le faire), et entre 8,7 et 11,1 pour cent par suite de la mesure corrective établie par le Président. Les États-Unis font également observer que les modèles établis par l'USITC au stade des mesures correctives de l'enquête tendaient à indiquer que le droit de douane de 15 pour cent imposé entraînerait une majoration des VUM des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA variant entre 9,3 et 11,5 pour cent.[3868] Ce même modèle indiquait qu'un droit de douane de 15 pour cent entraînerait une diminution des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA de 22 à 34 pour cent sous les niveaux de 2000.

7.1681 Enfin, en ce qui concerne les résultats de la modélisation pour les autres tubes soudés, la Corée fait observer que si les importations des autres tubes soudés étaient maintenues aux niveaux de 1997, le prix estimatif des produits nationaux serait plus élevé dans une proportion de 4,3 à 6,7 pour cent, tandis que la mesure corrective entraînerait des majorations du prix estimatif variant entre 8,7 et 11,1 pour cent. En ce qui concerne cette observation, selon les États-Unis, la critique formulée par la Corée ne tient pas compte du fait que la mesure corrective concernant les autres tubes soudés visait une menace de dommage grave, et que l'analyse fondée sur les données de 2000 n'indiquait pas ce qui était requis pour arrêter l'évolution des effets dommageables existants des importations accrues afin que cette menace ne se matérialise pas totalement en un dommage grave.[3869]

7.1682 La Corée ajoute[3870] que la justification par les États-Unis de la marge bénéficiaire de 5,7 pour cent pour les tubes soudés devrait, au moins, être compatible avec les représentations faites par les États-Unis au sujet de la démarche méthodologique qu'ils prétendent avoir adoptée (par exemple, l'utilisation de la période de base d'un an[3871], alors que les États-Unis ont en réalité utilisé une moyenne de deux périodes pour les tubes soudés – sans expliquer pourquoi deux années étaient nécessaires plutôt qu'une[3872]). Toutefois, ce qui est plus préoccupant, c'est le fait que les États-Unis désavouent maintenant les explications qu'ils ont données de la provenance des chiffres relatifs aux

---

imminent … Les années 1996 à 1998 ont été une période de bonne santé d'une manière générale." (pièce n° 6 des coplaignants).

[3864] Pièce n° 14 de la Corée, page 6.

[3865] "Safeguard Measure Worksheets" (pièce n° 56 des États-Unis).

[3866] "Safeguard Measure Worksheets" (pièce n° 56 des États-Unis).

[3867] "Modelling Results Worksheets" (pièce n° 57 des États-Unis).

[3868] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1137.

[3869] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 54 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3870] Observations additionnelles de la Corée sur les réponses à la question n° 54 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3871] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 54 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3872] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 50 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

bénéfices pour les tubes soudés (1998-2001) en disant qu'il s'agit d'une "erreur typographique".[3873] Malheureusement, ces nouvelles explications accentuent davantage ces erreurs. Les États-Unis affirment que les tableaux figurant dans la pièce n° 56 des États-Unis "montrent [qu'ils ont] fait reposer la marge bénéficiaire cible sur les données relatives à 1999 et 2000, et [qu'ils n'ont] pas utilisé les données concernant 1998".[3874] Premièrement, la Corée allègue qu'elle ne voit rien dans cette pièce qui identifie la provenance des chiffres relatifs aux bénéfices. La valeur qui apparaît dans cette pièce semble en réalité être la simple moyenne de 1999 et 2001 (non 2000). On ne voit pas très bien d'après cette dernière description ce que les États-Unis entendaient utiliser. Deuxièmement, les États-Unis affirment ensuite ceci: "Nous n'avons pas tenu compte des données concernant l'an 2000 dans les calculs parce que l'USITC a constaté que la capacité excédentaire avait eu un effet "négligeable" sur les résultats de la branche de production en 2000".[3875] Toutefois, cette explication très récente de la façon dont les États-Unis ont choisi les années appropriées pour les bénéfices cibles entre également en contradiction avec les explications qu'ils avaient déjà données au sujet des éléments essentiels de leur raisonnement. Les États-Unis affirment qu'ils n'ont pas "déterminé un prix intérieur qui ferait passer les marges d'exploitation au-delà des niveaux atteints en 2000".[3876] Les États-Unis affirment que cette limitation appliquée au niveau des bénéfices était nécessaire parce que les bénéfices ont diminué en 2000 du fait des augmentations de la capacité (par opposition aux importations).[3877] Toutefois, le chiffre de 5,7 pour cent, qui a effectivement été utilisé comme marge bénéficiaire cible, est supérieur au niveau des bénéfices de 4,3 pour cent en 2000.[3878] Ainsi, contrairement à ce que les États-Unis ont expliqué, la mesure ne cherchait pas à faire passer les bénéfices à un niveau supérieur aux niveaux atteints en 2000. Les États-Unis reconnaissent, d'une part, que même en l'absence des importations, la branche de production n'aurait pas atteint le niveau de rentabilité de 2000 étant donné les augmentations de la capacité, mais utilisent ensuite des bénéfices cibles qui dépassent les niveaux atteints en 2000. Il n'y a pas de compatibilité entre la logique et les chiffres effectifs utilisés. Les efforts que font les États-Unis pour justifier l'utilisation des niveaux des importations atteints en 1997 comme point de repère pour définir la mesure corrective appropriée pour les tubes soudés ne sont pas plus convaincants.[3879] Comme l'USITC l'a fait observer, la branche de production n'a pas subi un dommage grave du fait des importations même en 2001 et a continué d'être rentable même en 2001. ("Notre mesure corrective vise à interrompre l'évolution défavorable des recettes, de la part de marché et de la rentabilité."[3880]) En fait, l'USITC a constaté qu'aucune amélioration de la rentabilité n'était nécessaire au départ.[3881] Étant donné la constatation d'une menace de dommage, il est absurde d'utiliser 1997 comme niveau approprié des importations. Chose incroyable, l'analyse *a posteriori* faite par les États-Unis montre explicitement que la mesure corrective imposée par le Président était

[3873] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 50 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, note de bas de page 141.

[3874] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 50 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond, note de bas de page 141. (non souligné dans l'original)

[3875] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 50 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond. Mais voir la note de bas de page 141.

[3876] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1136.

[3877] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1136; réponse écrite des États-Unis à la question n° 50 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3878] Rapport de l'USITC, volume II, tableau TUBULAR-18, page TUBULAR-22 (pièce n° 6 des coplaignants).

[3879] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 50 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3880] Rapport de l'USITC, volume I: Determinations and Views of The Commissioners, page 386 (non souligné dans l'original) (pièce n° 6 des coplaignants).

[3881] "Nous estimons que le contingent tarifaire recommandé pour les tubes soudés laissera initialement inchangées la part de marché, les recettes et la rentabilité de la branche de production." Rapport de l'USITC, volume I, page 386 (pièce n° 6 des coplaignants).

en réalité plus restrictive et avait un effet plus prononcé sur les importations (prix et quantités) que le maintien des importations aux niveaux atteints en 1997.[3882]

7.1683 En ce qui concerne cette observation, les États-Unis indiquent que la marge cible de 5,7 pour cent n'apparaît pas dans le rapport de l'USITC. Ce chiffre est la moyenne des marges bénéficiaires de 1999 et de la période intermédiaire de 2001. Les États-Unis n'ont pas incorporé les données pour 2000 dans le calcul parce que l'USITC a constaté que la capacité excédentaire avait eu un effet "négligeable" sur les résultats de la branche de production en 2000.[3883] Les États-Unis ajoutent qu'ils n'ont pas utilisé la marge d'exploitation de 2000 comme point de repère. À la place, ils ont utilisé la moyenne des marges d'exploitation en 1999 (8,1 pour cent) et pendant le premier semestre de 2001 (3,2 pour cent) pour calculer une marge cible de 5,65 pour cent.[3884] Les États-Unis soutiennent qu'une simple moyenne est une estimation prudente. La marge de 1999 se rapporte à des données couvrant une période de 12 mois, et la marge de 2001 une période de six mois. Une moyenne pondérée aurait donné une marge cible de 6,5 pour cent.[3885]

7.1684 La Corée fait valoir que les méthodes utilisées par les États-Unis reposent sur des faits et des méthodes d'analyse qui ne sont pas étayés par l'analyse du dommage effectuée par l'USITC et qui vont directement à l'encontre des prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes.[3886] La Corée se réfère aux erreurs en ce qui a trait aux hypothèses de base des "analyses numériques". La Corée fait observer que les analyses numériques relatives aux tubes soudés et aux produits laminés plats reposent entièrement sur une estimation de la mesure dans laquelle les prix des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA devraient être majorés pour arriver à la "situation voulue".[3887] La Corée fait observer qu'une analyse des prix n'est pas l'analyse appropriée pour les tubes soudés étant donné que l'USITC a mis l'accent sur l'effet des accroissements futurs des quantités importées. La Corée fait en outre observer que les "prix" des importations et des produits nationaux qui ont été utilisés dans les analyses numériques ne sont pas fiables. Les analyses numériques des États-Unis concernant les produits laminés plats et les tubes soudés reposent sur les données relatives aux VUM des importations, mais l'USITC a spécifiquement constaté que les données relatives aux VUM n'étaient fiables ni pour les produits laminés plats ni pour les tubes soudés en raison des changements intervenus dans la gamme de produits d'une année à l'autre.[3888] Les États-Unis ne justifient pas leur utilisation des VUM ni la raison pour laquelle les VUM étaient considérées comme fiables. En outre, l'analyse numérique des États-Unis se bornait à établir une "moyenne pondérée" (à l'aide des ventes commerciales nettes de chaque produit) des VUM ciblées pour les produits laminés plats aux fins des calculs relatifs à la mesure corrective même si l'USITC dans son analyse du dommage n'avait jamais

[3882] Pièce n° 57 des États-Unis, Modelling Worksheet E, analysée dans la réponse écrite des États-Unis à la question n° 50 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3883] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1132 et 1136. Le paragraphe 1136 contient une erreur typographique indiquant que nous avons utilisé les données relatives à la période allant de 1998 jusqu'au premier semestre de 2001. Selon les États-Unis, les tableaux figurant dans la pièce n° 56 des États-Unis montrent que ceux-ci ont fait reposer leur marge bénéficiaire cible sur les données de 1999 et de 2000, et n'ont pas utilisé les données de 1998.

[3884] Les États-Unis expliquent que puisque les feuilles de calcul qui figurent dans la pièce n° 56 des États-Unis présentaient les chiffres relatifs au revenu d'exploitation avec une décimale, ce chiffre est arrondi à 5,7 pour cent sur la version imprimée. La version électronique des feuilles de calcul exprime le chiffre précis de 5,65 pour cent.

[3885] Observations additionnelles des États-Unis sur leur réponse écrite à la question n° 54 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3886] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 248 à 251.

[3887] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1071.

[3888] Rapport de l'USITC, volume I, page 61, note 279 et page 163, note 1006 (pièce n° 6 des coplaignants).

tenu compte d'une VUM pour les "produits laminés plats" mais avait toujours pris en considération les prix par produit et les VUM par produit (pour les produits laminés à froid, les produits laminés à chaud, etc.).

7.1685 La Corée fait observer que les analyses numériques retiennent une année de base pour la rentabilité, soit avant l'accroissement des importations soit avant que la situation de la branche de production ne commence à se détériorer.[3889] Cela est considéré comme un substitut de la situation de la branche de production avant le dommage grave. À première vue, une telle analyse est inappropriée dans le cas des tubes soudés, étant donné que la branche de production n'a jamais subi un dommage grave, de sorte que la notion de "substitut" avant le dommage grave ou avant les accroissements des importations est vide de sens. Il ressort clairement de l'article 5:1 que "prévenir un dommage grave" est le fondement de la portée admissible de la mesure lorsqu'une menace de dommage est constatée. Pour ce qui est de 2001, la branche de production n'avait pas encore subi un dommage grave.[3890]

7.1686 La Corée ajoute[3891] que dans les analyses numériques, on considère à tort que tous les effets négatifs recensés pendant la totalité de la période visée par l'enquête sont imputables aux importations, et on ne tient aucun compte des prévisions économiques positives dans certains cas: i) dans le cas des produits laminés plats, les États-Unis reconnaissent qu'ils n'ont pas apporté d'ajustement pour tenir compte du dommage causé par l'augmentation de la capacité ou la concurrence des mini-aciéries[3892], des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs[3893], ou des charges héritées du passé supportées par les aciéries intégrées; ii) dans le cas des tubes soudés, l'analyse numérique n'a pas été ajustée pour tenir compte des effets des ordonnances en matière de droits antidumping existantes[3894], des circonstances particulières d'un important producteur américain[3895], ou des effets d'une capacité excédentaire sur toute la période[3896]; et iii) dans le cas des tubes soudés, l'analyse ne tient aucun compte de la conclusion de l'USITC selon laquelle la demande de TCGD allait probablement augmenter.[3897]

7.1687 La Corée fait valoir que dans le cas des produits laminés plats, ainsi qu'on le précise dans la section précédente, les États-Unis ont incorporé dans leurs analyses numériques un certain nombre de notions qui ne sont pas correctement étayées, ou pire encore, qui sont directement contredites par le dossier de l'USITC.[3898] Ces déficiences à elles seules rendent les analyses numériques concernant les produits laminés plats inutiles aux fins de justifier la portée admissible (article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes). Par conséquent, les États-Unis n'ont pas démontré au Groupe spécial qu'ils se sont conformés aux prescriptions selon lesquelles la mesure doit être appliquée dans la mesure admissible. Comme l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers* l'a affirmé, une telle prescription s'applique

[3889] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 252.
[3890] Rapport de l'USITC, volume I, page 159 (pièce n° 6 des coplaignants).
[3891] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 253.
[3892] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1093.
[3893] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1092. En ce qui concerne les ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs, les États-Unis justifient le fait de ne pas avoir ajusté l'estimation dans leur analyse numérique pour tenir compte des ordonnances de 1997 et de 2000 visant les tôles et de l'ordonnance de 1999 visant les produits laminés à chaud, mais ne justifient pas le fait de n'avoir tenu aucun compte des ordonnances de 2001 visant les produits laminés à chaud.
[3894] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1134.
[3895] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1130.
[3896] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1128 et 1129.
[3897] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1135; rapport de l'USITC, volume I, page 166 (pièce n° 6 des coplaignants).
[3898] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 254 à 257.

indépendamment de la forme de la mesure imposée.[3899] En outre, comme il est indiqué dans la pièce n° 14 de la Corée, une fois que les analyses numériques des États-Unis sont corrigées, les calculs exacts démontrent qu'une hausse de 10,1 pour cent seulement des prix des importations aurait été nécessaire pour obtenir ce que les États-Unis appellent la marge d'exploitation cible de la branche de production américaine dans leur analyse numérique. Toutefois, selon le modèle économique établi par l'USITC (dont les résultats sont repris par les États-Unis dans leur première communication écrite)[3900], le droit de douane de 30 pour cent que le Président a imposé était censé majorer les prix des importations de 20,8 à 28 pour cent.[3901] Par conséquent, le droit de douane imposé a fait monter les prix des importations beaucoup plus qu'il ne le fallait pour obtenir la marge d'exploitation ciblée.

7.1688 Pour ce qui est des produits étamés ou chromés, la Corée fait observer qu'il n'y a pas de "constatation" en tant que telle d'un dommage grave causé aux produits étamés ou chromés, de sorte que rien ne permet d'imposer une mesure à l'égard des produits étamés ou chromés. Un seul commissaire a constaté que les produits étamés ou chromés avaient subi un dommage grave.[3902] Tous les autres commissaires étaient en désaccord soit sur la question du produit similaire soit sur l'existence d'un dommage grave. Il est certain qu'aucun "point de repère" n'est fourni quant à la portée appropriée de la mesure, de sorte que l'analyse numérique fondée sur les produits étamés ou chromés est vide de sens. L'analyse numérique qui est utilisée dans le cas des produits étamés ou chromés mesure les diminutions du volume (par opposition aux hausses des prix) des importations qui sont nécessaires pour atteindre la rentabilité servant de point de repère. Cette analyse repose sur les importations de produits étamés ou chromés considérées isolément, mais un seul commissaire a constaté un dommage grave à partir de son analyse des seules importations de produits étamés ou chromés.

7.1689 S'agissant des autres tubes soudés, la Corée affirme que les États-Unis ont imposé comme mesure corrective un droit de douane de 15 pour cent applicable à toutes les importations.[3903] Toutefois, l'USITC avait recommandé un contingent tarifaire assorti d'un droit de douane de 20 pour cent seulement applicable aux importations supérieures à 2,6 millions de tonnes courtes (les commissaires Koplan et Miller, qui ont inclus le Canada et le Mexique) et à 1,4 million de tonnes courtes (les commissaires Okun et Hillman, qui ont exclu le Canada et le Mexique).[3904] Ce contingent correspondait aux niveaux des importations effectuées en 2000 parce que l'USITC avait constaté que les nivaux actuels des importations n'étaient pas dommageables.[3905] La Corée fait observer que les États-Unis cherchent à substituer à la constatation spécifique de l'USITC concernant la menace de dommage et la mesure corrective appropriée pour faire face à la menace de dommage un dossier *a posteriori* et une analyse de substitution du moment et de l'étendue du dommage actuel.[3906] [3907] Comme il a été indiqué, cette démarche s'écarte clairement de la décision de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* parce qu'une telle démarche *a posteriori* est

[3899] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 96.
[3900] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1099, note 1385, faisant référence au modèle contenu dans le Mémorandum EC-Y-050 de l'USITC (pièce n° 65 des États-Unis).
[3901] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1099.
[3902] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 258.
[3903] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 259 et 260.
[3904] Rapport de l'USITC, volume I, page 384 (pièce n° 6 des coplaignants).
[3905] Rapport de l'USITC, volume I, page 386 ("La mesure corrective que nous proposons pour les tubes soudés permettrait quand même d'importer les mêmes quantités qu'en 2000 au bas taux de droit actuel.") (pièce n° 6 des coplaignants).
[3906] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1077.
[3907] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 261 à 273.

fondamentalement incompatible et irréconciliable avec la constatation de l'USITC selon laquelle les importations n'ont *pas* causé un dommage grave à quelque moment que ce soit pendant la période.[3908]

7.1690 La Corée affirme que les États-Unis ont formulé un certain nombre d'hypothèses erronées: i) la théorie que les États-Unis ont présentée au Groupe spécial repose sur le nouvel objectif consistant à corriger les "baisses" intervenues dans les facteurs de la branche de production au cours d'une période où les importations ne causaient pas un dommage grave à la branche de production. Toutefois, l'USITC a spécifiquement constaté qu'il fallait prévenir les baisses additionnelles seulement.[3909] Selon la nouvelle analyse faite par les États-Unis, une mesure de sauvegarde peut être imposée pour réparer les "effets négatifs".[3910] Toutefois, l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes dispose que les mesures choisies seront celles qui "conviennent le mieux" pour "prévenir un dommage grave"[3911] – et non pour réparer des "effets négatifs". C'était uniquement lorsque la situation générale de la branche de production nationale se transformait en une menace imminente de dommage grave qu'un tel accroissement des importations pouvait donner lieu à une action, et la mesure de l'USITC répondait correctement à la nécessité de prévenir d'autres accroissements et de prévenir un dommage grave. Deuxièmement, les États-Unis se trompent en affirmant que l'USITC n'a pas constaté l'existence de problèmes concernant la gamme de produits qui mettaient en cause l'utilisation des données relatives aux VUM.[3912] En fait, les grandes disparités entre les produits ont créé un grave problème en ce qui concerne ces données. L'USITC elle-même a observé: "Nous voulons éviter de donner une importance indue aux renseignements relatifs à la VUM car ils subissent l'incidence de questions concernant la gamme de produits."[3913] La Corée conteste les affirmations des États-Unis selon lesquelles ils peuvent utiliser une nouvelle analyse des VUM comme fondement de leur mesure corrective au lieu d'utiliser les données sur les prix que l'USITC a effectivement utilisées dans son analyse du dommage. Troisièmement, et de façon plus fondamentale, les États-Unis ne peuvent pas simplement réunir des données fragmentaires et tirer des conclusions qui vont directement à l'encontre de la détermination fondamentale de l'existence d'une menace de dommage. La Corée donne trois exemples à cet égard: i) les États-Unis soutiennent que la mesure de sauvegarde imposée par le Président à l'égard des tubes soudés était destinée à faire monter les prix, et non à influer sur les quantités importées.[3914] Toutefois, l'USITC n'a pas constaté que les niveaux des prix des tubes soudés causaient un dommage (contrairement aux produits laminés plats).[3915] L'analyse numérique *a posteriori* faite par les États-Unis confirme que la mesure corrective était exclusivement destinée à réaliser des hausses des prix. Les États-Unis ont apparemment adopté comme moyen de défense de leurs mesures une méthode *a posteriori* uniforme, qui ne tient pas compte de la constatation d'une menace/d'un dommage grave. Toutefois, l'USITC s'est spécifiquement appuyée sur l'augmentation des volumes en tant que menace de dommage[3916] et il fallait prévenir cette augmentation des volumes.[3917] Par conséquent, la mesure prise par les États-Unis ne trouve pas son point de repère dans la détermination de l'existence d'une menace de dommage. Par ailleurs, il ne s'agit pas d'une mesure

[3908] Rapport de l'USITC, volume I, page 159 (pièce n° 6 des coplaignants).
[3909] Rapport de l'USITC, volume I, page 386 (pièce n° 6 des coplaignants).
[3910] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1132.
[3911] "Un Membre n'appliquera des mesures de sauvegarde que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave ... Les Membres devraient choisir les mesures qui conviennent le mieux pour réaliser ces objectifs." Article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes.
[3912] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1133.
[3913] Rapport de l'USITC, volume I, page 163, note 1006 (pièce n° 6 des coplaignants).
[3914] Réponses écrites des États-Unis aux questions posées par d'autres parties, paragraphes 59 et 60.
[3915] Rapport de l'USITC, volume I, page 164 (pièce n° 6 des coplaignants).
[3916] Rapport de l'USITC, volume I, page 164 (pièce n° 6 des coplaignants).
[3917] Rapport de l'USITC, volume I, page 386; les prix devaient être "stabilisés" par rapport au droit de douane seulement si les niveaux actuels des importations étaient dépassés, page 386 (pièce n° 6 des coplaignants).

"proportionnée aux objectifs consistant à prévenir … le dommage grave"[3918]; ii) malgré les allégations des États-Unis selon lesquelles leur objectif n'était pas une réduction du volume des importations, l'analyse économique de l'USITC que les États-Unis considèrent comme compatible avec leur analyse *a posteriori*[3919] démontre que si le droit de douane de 15 pour cent avait été imposé en 2000, il aurait entraîné une baisse des importations variant entre 34 et 21,8 pour cent. En outre, les États-Unis confirment que l'analyse économique de l'USITC concernant un droit de douane de 15 pour cent démontre que, sur la base des importations effectuées en 2000, si le droit de douane avait été imposé en 2000, les importations auraient diminué dans une proportion de 34 à 21,8 pour cent.[3920] Néanmoins, les États-Unis ne cherchent pas à concilier ce résultat avec la déclaration faite dans la question précédente, à savoir que leur objectif n'est pas une diminution des volumes.[3921] De plus, aucune conciliation n'est apparente.[3922] Dans leur analyse des tubes soudés, les États-Unis affirment qu'ils fondent les recettes cibles de la branche de production sur les niveaux des marges d'exploitation en 2000. Toutefois, les niveaux des bénéfices d'exploitation pour les tubes soudés en 2000 s'élevaient à 4,3 pour cent et les États-Unis utilisent une marge d'exploitation de base ciblée de 5,7 pour cent dans leur feuille de travail. Les États-Unis n'ont jamais expliqué cette divergence (les États-Unis incorporent ensuite une autre hausse totalement inexpliquée de la marge bénéficiaire, qui donne une marge d'exploitation cible de 7,6 pour cent, qui est supérieure au chiffre de 4,3 pour cent pour 2000, dont il n'avait pas été constaté par l'USITC qu'il était dommageable); et iii) les États-Unis cherchent à justifier leur propre raisonnement *a posteriori* dans l'analyse COMPAS en s'appuyant sur le fait qu'ils obtiennent des niveaux de recettes en ramenant les importations aux niveaux de 1997.[3923] Toutefois, de telles réductions des importations ne peuvent pas être justifiées. En fait, l'USITC a reconnu que les années 1996 à 1998 étaient des années de "bonne santé".[3924] Même 1999 a été une année marquée par des "résultats mitigés" – la rentabilité est demeurée stable.[3925] En fait, l'USITC a spécifiquement noté que c'est en 2000 et en 2001 seulement que la branche de production "… s'est approchée d'une situation de dommage grave".[3926] Il n'y a absolument rien dans cette détermination qui permette de tenter d'établir une mesure corrective ayant comme objectif les niveaux des importations de 1997. D'après l'USITC elle-même, une mesure ayant comme objectif les niveaux des importations de 1997 va au-delà de ce qui est nécessaire pour prévenir une menace de dommage grave.

7.1691 Les États-Unis notent que les arguments résumés aux paragraphes 7.1695 et 7.1696 s'appliquent également aux arguments de la Corée qui sont exposés au paragraphe 7.1690.

[3918] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 96.

[3919] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1137, note 1409 (citant le Mémorandum EC-046 de l'USITC, page TUBULAR-21).

[3920] La Corée accueille avec satisfaction la note dans laquelle les États-Unis indiquent que les chiffres cités par la Corée se rapportaient à un droit de douane de 10 pour cent. Avec un droit de douane de 15 pour cent, la baisse est encore plus prononcée.

[3921] Les États-Unis font plutôt valoir le point évident selon lequel l'analyse économique est toujours fondée sur les résultats antérieurs.

[3922] L'USITC n'avait pas prévu des hausses de la demande ou des hausses des prix, qui pourraient dénoter un changement dans les conditions du marché modérant l'effet du droit de douane de 15 pour cent.

[3923] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1138, "Simplified Economic Model" "COMPAS Results for Certain Welded Pipe" (pièce n° 57 des États-Unis).

[3924] Rapport de l'USITC, volume I, page 159 (pièce n° 6 des coplaignants).

[3925] Rapport de l'USITC, volume I, page 160 (pièce n° 6 des coplaignants).

[3926] Rapport de l'USITC, volume I, page 162 (pièce n° 6 des coplaignants).

5. Choix d'une période de base d'un an

7.1692 La Corée, le Japon et la Norvège font valoir que l'année choisie doit être évaluée du point de vue de son caractère représentatif à tous égards, y compris l'offre, la demande et d'autres facteurs de dommage.[3927] Par conséquent, les États-Unis doivent d'abord établir cette représentativité par rapport à toutes ces questions pour démontrer qu'il s'agit d'une période représentative. Les plaignants font observer que les États-Unis ont démontré qu'aucune année, prise isolément, de la période de réexamen n'a été exempte de l'effet produit par d'autres facteurs de dommage dans le cas des produits laminés plats et des autres tubes soudés.[3928] Les Communautés européennes, la Corée et la Norvège ajoutent qu'en règle générale, il n'est pas suffisant de faire reposer la marge de revenu servant de point de repère sur des chiffres se rapportant à une année prise isolément.[3929] [3930]

7.1693 La Corée ajoute que pour les produits laminés plats, 1997 a été utilisée en tant qu'année repère antérieure au dommage causé par les importations pour la période allant de 1998 à 2000, et 1996 l'a été pour 2001. Toutefois, les États-Unis n'ont pas fait en sorte que les "autres facteurs" n'établissaient pas non plus une distinction entre les deux périodes, comme le fait que les mini-aciéries ont ajouté entre 1996 et 2000[3931] une capacité importante qui a augmenté la pression au niveau des prix qui s'exerçait sur le marché.[3932] La Corée fait valoir que les États-Unis avancent de façon simpliste qu'ils peuvent utiliser 1996 comme point de repère pour 2001 s'agissant des produits laminés plats parce que 1996 était aussi une période de faible demande, si bien que cet autre facteur de dommage avait été isolé.[3933] De surcroît, le fait que les États-Unis ont choisi aux fins d'analyse 1996 et 1997 comme années antérieures au dommage ne tient pas compte de l'effet des charges héritées du passé qui, ainsi que l'USITC l'a constaté, ont représenté un problème pour la branche de production pendant toute la période visée par l'enquête.[3934] Dans le cas des tubes soudés, on ne sait même pas très bien où les États-Unis ont pris leur point de repère ciblé[3935], de sorte qu'il est impossible de faire des observations

---

[3927] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 138 et 139.

[3928] Réponses écrites des plaignants à la question n° 54 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3929] Réponses écrites des Communautés européennes, de la Corée et de la Norvège à la question n° 54 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3930] Réponses écrites des plaignants à la question n° 54 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3931] Réponse écrite de la Corée à la question n° 54 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3932] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 173 à 175. La Corée signale que l'utilisation du point de repère qu'est 1996 comme substitut de la situation d'absence de dommage de la branche de production en 2001 ne se rapporte pas aux seules *importations*. L'année 1996 est en fait une année au cours de laquelle la concurrence des mini-aciéries a également été sensiblement moins forte que celle qui s'est exercée à tout autre moment de la période.

[3933] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1094.

[3934] Rapport de l'USITC, volume I, page 64 (pièce n° 6 des coplaignants).

[3935] Selon la Corée, les États-Unis n'indiquent pas dans leur première communication écrite l'année qu'ils ont choisie comme année repère pour les autres tubes soudés. Toutefois, dans la pièce n° 56 des États-Unis, il est indiqué dans les feuilles de calcul concernant la mesure de sauvegarde, à la deuxième étape, qu'ils choisissent une marge d'exploitation cible de *base* de 5,7 pour cent pour la branche de production des autres tubes soudés en 2001 (leurs calculs additionnels manipulent ce chiffre, toutefois, pour obtenir une marge d'exploitation cible de 7,6 pour cent). La marge d'exploitation cible de base de 5,7 pour cent ne correspond à *aucune* marge d'exploitation obtenue par la branche de production des autres tubes soudés pour quelque année que ce soit pendant la période visée par l'enquête. La branche de production de tubes soudés avait une marge d'exploitation vigoureuse de 4,3 pour cent en 2000, année au cours de laquelle l'USITC n'a pas considéré que la branche de production avait subi un dommage (rapport de l'USITC, volume I, page 386 (pièce n° 6 des

sur la validité de ce point de repère, hormis qu'il n'y a rien au dossier qui appuie le chiffre utilisé. La Corée fait observer que la branche de production des autres tubes soudés avait une capacité excédentaire dès le début de la période, de sorte qu'aucune année n'a été exempte de l'effet produit par cet autre facteur de dommage. Qui plus est, les résultats de la branche de production américaine ont été affectés dès 1999 par certaines hausses des coûts d'un producteur américain.[3936] La Corée relève également que l'USITC n'a constaté qu'une menace de dommage grave parce qu'elle a conclu qu'au milieu de 2001, les importations accrues n'étaient pas la cause du dommage grave subi par la branche de production des États-Unis. Si la branche de production subissait un dommage grave, ce dommage était peut-être bien la conséquence d'autres facteurs également, pas des importations. (L'USITC a uniquement conclu que les importations avaient joué un "rôle clé" dans les tendances négatives.[3937]) L'unique constatation de l'USITC était que la branche de production n'avait pas subi un dommage grave du fait des importations au premier semestre de 2001. Pourtant, il est clair que l'action des États-Unis a restreint les importations à des niveaux inférieurs à ceux de 2000 et de 2001 afin d'améliorer les résultats d'exploitation par rapport à un point de repère "antérieur". Par conséquent, la mesure corrective aurait dû se limiter à la menace de dommage grave causée par les importations accrues, et l'utilisation d'un point de repère avant 2001 ne peut pas être justifiée.[3938]

7.1694 Le Brésil estime que le choix d'une période de base d'un an soulève deux questions. Premièrement, la période choisie est-elle représentative du point de vue des opérations effectuées par la branche de production nationale avant le dommage grave causé par les importations? Deuxièmement, les marges de revenu ont-elles été ajustées pour tenir compte des effets sur la marge de facteurs autres que les importations pendant la période représentative? La période représentative peut être une ou plusieurs années. Le Brésil avance toutefois que l'année au cours de laquelle les résultats de la branche de production atteignent un sommet n'est pas une année représentative et, partant, 1997 n'est pas représentative.[3939]

7.1695 Les États-Unis répondent que l'opération fondée sur les prix s'appuyait sur l'année qui reflétait le mieux les effets dommageables de facteurs autres que les importations, tout en réduisant au minimum les effets dommageables des importations accrues. Les données concernant d'autres années étaient forcément un choix à faire faute de mieux, et pouvaient amoindrir la fiabilité de l'opération. Les États-Unis ont exposé la raison pour laquelle ils ont choisi l'année de comparaison pour chaque produit.[3940] De plus, pour de nombreux produits, l'USITC a constaté que les importations avaient eu des effets dommageables pendant presque toute la période visée par l'enquête. Par exemple, dans le cas des CPLPAC, l'USITC a constaté que les importations avaient eu des effets dommageables en 1998, 1999 et 2000, et n'a pas identifié des effets dommageables en 1996 et 1997. Par conséquent, aux fins de confirmer la compatibilité avec l'article 5:1 des mesures de sauvegarde imposées par le Président, c'est seulement pour 1996 et 1997 qu'il a été possible de conclure que les données concernant 1996 et 1997 reflétaient des effets dommageables minimes ou inexistants, qui faisaient en sorte que leur utilisation était appropriée pour obtenir une marge bénéficiaire cible. Vu le nombre restreint d'années qui pouvaient servir de point de repère raisonnable, une seule année était acceptable.

---

coplaignants)), de sorte qu'on ne sait pas très bien pourquoi les États-Unis n'ont pas choisi une marge d'exploitation de base de 4,3 pour cent, et l'année 2000 comme année repère.

[3936] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 161; deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 189.

[3937] Rapport de l'USITC, volume I, page 164 (pièce n° 6 des coplaignants).

[3938] Réponse écrite de la Corée à la question n° 54 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3939] Réponse écrite du Brésil à la question n° 54 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3940] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1089, 1096, 1106, 1115, 1124, 1136, 1144, 1156 et 1166.

Dans de nombreux cas, les périodes disponibles ne reflétaient pas pleinement les niveaux de rentabilité que la branche de production concernée atteindrait en l'absence des effets dommageables causés par des importations accrues. Par exemple, l'opération fondée sur les prix utilisait 1997 comme année cible pour les CPLPAC, même si les niveaux des bénéfices cette année-là ne reflétaient pas une demande en forte progression entre 1998 et 2000, ce qui aurait dû entraîner des bénéfices élevés, au lieu des bénéfices et des pertes moins élevés qui ont effectivement été obtenus. Par conséquent, pour les CPLPAC, les marges bénéficiaires obtenues en 1997 fournissent une estimation prudente des bénéfices que la branche de production aurait dû réaliser pendant la période allant de 1998 à 2000.[3941]

7.1696 D'autre part, les États-Unis rappellent que la Corée critique les États-Unis au motif que le "choix des années 1996 et 1997 … comme années antérieures au dommage ne tient pas compte de l'effet des charges héritées du passé".[3942] Toutefois, les charges héritées du passé ont été supportées par la branche de production nationale pendant toute la période visée par l'enquête. La Corée conteste également le fait qu'aucun contrôle n'est exercé à l'égard de la capacité des mini-aciéries pendant la période[3943], mais comme les États-Unis l'ont déjà fait observer, l'augmentation la plus forte de la capacité des mini-aciéries s'est produite en 1997, année choisie comme point de repère pour l'analyse concernant les produits laminés plats. Deuxièmement, le Brésil conteste le fait que 1997 était une année record en ce qui a trait aux résultats de la branche de production pendant la période et ne peut donc pas être représentative.[3944] Cela ne tient pas compte du fait que les années 1998 à 2000 ont été des années caractérisées par une demande encore plus forte pour les produits laminés plats que 1997.[3945] Par conséquent, 1997 était un choix prudent comme point de repère. Il s'agissait d'une année record du point de vue des résultats de la branche de production pendant la période visée par l'enquête uniquement parce que les importations accrues ont eu des effets négatifs sur les prix intérieurs au cours des années suivantes.

6. Utilisation d'une VUM

7.1697 S'agissant de l'utilisation d'une VUM, le Brésil, la Corée, le Japon et la Norvège font valoir que l'USITC elle-même a reconnu que les questions ayant trait aux changements intervenus dans la gamme de produits peuvent affecter la fiabilité des VUM aux fins d'analyse.[3946] Les VUM sont également foncièrement sujettes à caution parce qu'elles masquent la dynamique de provenances individuelles en les amalgamant en une seule moyenne. Par exemple, les VUM sont totalement dénuées de pertinence pour déterminer quelle entreprise exerce une pression à la baisse sur les prix et quelle entreprise exerce une influence déterminante sur les prix sur le marché. Une analyse plus pertinente consisterait à comparer le comportement en matière de fixation des prix des aciéries nationales qui obtiennent une part de marché avec celui des aciéries nationales qui perdent une part de marché. Cette comparaison permettrait à l'USITC de déterminer la société exerçant une influence déterminante sur les prix parmi les aciéries nationales. On pourrait ensuite regarder comment les prix

[3941] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 54 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3942] Réponse écrite de la Corée à la question n° 54 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3943] Réponse écrite du Brésil à la question n° 54 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3944] Réponse écrite du Brésil à la question n° 54 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3945] "À tous égard, la demande de certains produits laminés plats en acier au carbone aux États-Unis a connu un essor considérable pendant la période visée par l'enquête." Rapport de l'USITC, *Steel*, Inv. No. TA-201-73, publ. de l'USITC n° 3479, page 56, décembre 2001.

[3946] Opinions de la Commission – Rapport de l'USITC, volume I, page 61, note 279.

de l'entreprise nationale exerçant une influence déterminante sur les prix se comparent dans le temps avec ceux d'entreprises étrangères et si l'entreprise exerçant une influence déterminante sur les prix obtient ou perd une part de marché par rapport à ces entreprises étrangères. Dans ce cas, ce sont les prix de produits vendus à des prix spécifiques qui seraient pertinents, pas les VUM, car les VUM ne tiennent pas compte de la façon dont les prix de produits dont les spécifications sont identiques voire semblables varient selon leur provenance nationale ou étrangère. Une fois de plus, toutefois, les moyennes des prix de produits vendus à des prix spécifiques ont une utilité limitée pour déterminer une influence déterminante sur les prix étant donné qu'une moyenne ne fait pas de distinction entre les aciéries qui fixent les prix de manière audacieuse et celles qui ne le font pas. Le fait est qu'une simple comparaison des VUM n'apprend rien à l'autorité au sujet de l'entreprise qui exerce une influence baissière déterminante sur les prix sur le marché. L'utilisation des VUM pour prouver un comportement en matière de fixation des prix sur le marché est encore atténuée par le groupage de nombreux produits en une seule catégorie de CPLPAC. Une comparaison des VUM des CPLPAC est dénuée de sens étant donné que les proportions de brames, de produits laminés à chaud, de produits laminés à froid, de tôles et de produits en acier revêtus qui entrent dans le calcul des VUM des importations n'ont absolument rien à voir avec les proportions utilisées pour calculer les VUM des produits nationaux. S'agissant des importations, les produits laminés à chaud et les brames à moins forte valeur ajoutée interviennent pour la majorité des ventes, tandis que sur le marché national, seulement 0,9 pour cent des brames et seulement le tiers environ des produits laminés à chaud qui y sont fabriqués sont vendus (c'est-à-dire que les produits laminés à froid et les produits traités contre la corrosion à plus forte valeur ajoutée interviennent pour la majorité des ventes de produits nationaux).[3947]

7.1698 La Corée ajoute que les États-Unis affirment maintenant pour la première fois que les données relatives aux ventes à des prix inférieurs sont confidentielles et qu'elles ne pouvaient pas être utilisées pour cette raison. Aucun produit spécifique n'est mentionné. Toutefois, les données sur la fixation des prix des importations de produits laminés plats en provenance de pays non membres de l'ALENA sont aisément disponibles et ne sont pas confidentielles. Les États-Unis ont utilisé les VUM des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA dans le cadre de leur analyse numérique[3948], et ils auraient pu utiliser les données effectives sur les prix de ces produits. Enfin, la Corée fait valoir que les États-Unis ne peuvent absolument pas utiliser les données "disponibles" quelles qu'elles soient si elles ne sont pas fiables. En outre, l'analyse numérique a calculé une moyenne pour *toutes* les VUM des produits laminés plats, ce qui a créé d'autres distorsions.[3949]

7.1699 Selon la Norvège, la question importante n'est pas celle de savoir s'il faut utiliser les ventes effectives réalisées au cours d'une année de base donnée ou les "valeur unitaires moyennes", mais celle des facteurs qui sont pris en compte dans le calcul des VUM, du choix de l'année de base et – en particulier – de ce qui ne fait pas l'objet d'un ajustement dans les comparaisons (non-imputation). Pour ce qui est des CPLPAC, les comparaisons des VUM ne sont pas ajustées pour tenir compte des charges héritées du passé, des décisions de gestion et des augmentations de la capacité.[3950] De plus, ni les comparaisons ni les éléments neutralisant le dommage ne tiennent compte du regroupement des acheteurs[3951], de la baisse de la demande[3952], des ordonnances en matière de droits antidumping et de

[3947] Réponse écrite des plaignants à la question n° 53 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[3948] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 130.
[3949] Réponse écrite de la Corée à la question n° 50 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[3950] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1085 et 1093.
[3951] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1085.
[3952] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1086.

droits compensateurs[3953] et de la concurrence des mini-aciéries.[3954] En outre, l'utilisation de 1996 comme année de base pour les bénéfices[3955] au lieu d'une moyenne pour les années précédant l'accroissement en 1998 – ou de l'année précédente (1997) – n'est pas bien expliquée.[3956]

7.1700 Les États-Unis font valoir que l'utilisation de valeurs unitaires est appropriée lorsque les importations et les produits nationaux ont des gammes de produits comparables, comme c'était le cas pour la plupart des produits considérés par l'USITC.[3957] Si les produits n'ont pas des gammes de produits comparables, une prépondérance de produits bon marché dans un groupe peut donner l'impression que le groupe est vendu à un prix moins élevé qu'un autre groupe comportant une prépondérance de produits vendus à un prix élevé, même si des produits individuels comparables affichent un prix identique. En l'absence de questions concernant la gamme de produits, les valeurs unitaires sont utiles parce qu'elles reflètent l'ensemble des produits importés et des produits nationaux. Toutefois, dans certaines situations, une différence dans la gamme de produits entre les produits importés et les produits nationaux pourrait limiter l'utilité des valeurs unitaires. Dans ces circonstances, les États-Unis s'appuient dans la mesure du possible sur d'autres sources de données, comme les données concernant la fixation des prix de produits spécifiques.[3958]

7. Ajustements pour tenir compte des importations en provenance des pays de l'ALENA

7.1701 Les États-Unis expliquent qu'aucun ajustement visant à tenir compte des importations en provenance des pays de l'ALENA n'était nécessaire dans l'opération de modélisation, qui excluait les Membres de l'OMC parties à l'ALENA et les pays en développement Membres de l'OMC représentant moins de 3 pour cent du total des importations. Par conséquent, dans les deux scénarios utilisés dans l'opération de modélisation - le premier maintenait les importations visées en 2000 aux niveaux antérieurs à l'accroissement et le second assujettissait les importations visées en 2000 aux mesures de sauvegarde -, les résultats du modèle tiennent compte des changements intervenus dans les importations visées.[3959] La modélisation des effets des mesures de sauvegarde tient compte des importations en provenance des pays de l'ALENA et exclut les pays en développement qui ne sont pas assujettis aux mesures de sauvegarde. La modélisation de l'accroissement des importations concerne seulement l'accroissement des importations de provenances visées. Comme les provenances exclues ont été traitées de la même façon dans chaque scénario, elles ne devraient pas affecter la comparaison des effets sur les prix, le volume et les recettes de l'accroissement des importations, d'une part, et des mesures de sauvegarde, d'autre part.[3960] En outre, pour la plupart des produits, les prix, le volume et

[3953] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1092.
[3954] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1093.
[3955] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1094.
[3956] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 53 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[3957] L'analyse de l'opération numérique qui est faite dans la première communication écrite des États-Unis expose les raisons pour lesquelles les États-Unis ont considéré que les VUM étaient préférables en ce qui a trait à des produits particuliers.
[3958] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 53 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[3959] Selon les États-Unis, les résultats de cette modélisation apparaissent dans les tableaux des résultats COMPAS dans la pièce n° 57 des États-Unis. La ligne "other included" indique les changements intervenus dans ces importations visées.
[3960] Les États-Unis signalent que bien que les importations en provenance des pays de l'ALENA soient restées constantes en tant qu'intrant, le modèle estime que si les importations n'avaient pas atteint des niveaux accrus en 2000 (ou si les mesures de sauvegarde avaient été en vigueur cette année-là), les prix et le volume des importations en provenance des pays de l'ALENA auraient été plus élevés. Les changements se situent approximativement au même niveau que les changements intervenus dans les produits nationaux, compte tenu

les recettes en ce qui a trait aux produits nationaux et aux importations en provenance des pays de l'ALENA varient selon des chiffres similaires. Les États-Unis concluent également qu'aucun ajustement n'était nécessaire pour les opérations fondées sur les prix ou le volume. En ce qui concerne huit produits, l'opération était fondée sur des données tenant compte des prix, qu'il s'agisse des valeurs unitaires ou des données concernant la fixation des prix de produits spécifiques. Pour les raisons mentionnées plus haut, les opérations concernant les produits étamés ou chromés et les fils en aciers inoxydables étaient fondées sur les effets des importations sur la part de marché.[3961] En ce qui concerne les deux produits visés par l'opération fondée sur le volume, les États-Unis fondent leur analyse sur la question de savoir si la mesure redonnerait aux importations en provenance de pays non membres de l'ALENA la part de marché qu'elles détenaient avant l'accroissement des importations. Les intrants utilisés dans cette opération sont la part détenue dans le marché par les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, le volume des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA et la consommation intérieure apparente aux États-Unis avant et pendant l'accroissement des importations.[3962] Cette opération est axée sur le volume des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, et ne cherche pas à garantir aux producteurs nationaux un volume ou une part de marché particulier comparativement aux produits exclus en provenance des pays de l'ALENA. Par conséquent, selon les États-Unis, il n'y a pas de risque que les effets dommageables sur le volume (ou tout autre effet dommageable) des importations en provenance des pays de l'ALENA soient imputés à des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. Par conséquent, aucun ajustement n'était nécessaire.[3963]

7.1702 En ce qui concerne les huit produits visés par l'opération fondée sur les prix, les États-Unis concluent également qu'aucun ajustement n'était nécessaire. Ces conclusions reposent sur les constatations de l'USITC concernant chaque produit. En ce qui concerne certains produits laminés plats en acier au carbone, l'USITC a constaté que les importations en provenance du Canada avaient diminué pendant la durée de la période visée par l'enquête en termes absolus et relatifs, et n'avaient pas contribué de manière importante au dommage grave. Il ressort des comparaisons portant sur des

---

du fait que l'exclusion des importations en provenance des pays de l'ALENA ne compromet pas l'effet correctif des mesures de sauvegarde.

[3961] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1173, 1183, 1197, 1200 et 1201. Les États-Unis font en outre observer que le Président Koplan a constaté, s'agissant des fils en aciers inoxydables, que "[l]'accroissement des importations et la diminution de la proportion du marché national approvisionné par les producteurs nationaux, à un moment où la consommation nationale était *en baisse*, indiquent que les importations sont une cause importante de la menace de dommage grave". Rapport de l'USITC, page 259. La commissaire Bragg a constaté, s'agissant des fils en aciers inoxydables et du fil machine en aciers inoxydables, que "les ventes nationales et la part de marché ont brutalement baissé pendant la période intermédiaire de 2001", de même qu'une évolution défavorable des circonstances en ce qui a trait aux stocks, à la production, aux bénéfices, aux salaires, à la productivité et à l'emploi, ce qui démontrait une menace de dommage grave. Elle n'a pas analysé la question des prix. Rapport de l'USITC, pages 288 et 289.

[3962] Les États-Unis font observer à cet égard que le rétablissement de la part de marché antérieure à l'accroissement des importations est à l'origine de la réduction de 23 pour cent des importations que les États-Unis ont calculée pour les produits étamés ou chromés, et que la Norvège a critiquée à la réunion du Groupe spécial. Deuxième déclaration orale de la Norvège (article 5:1), paragraphe 34. Pour 1999, 2000 et le premier semestre de 2001, les États-Unis ont calculé ce qu'aurait été le volume des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA si ces importations avaient conservé leur part de marché de 10,5 pour cent en 1998. Les États-Unis ont ensuite calculé la différence entre ce chiffre et les importations effectives, et ont calculé la réduction moyenne sur une période de trois ans. Selon les États-Unis, cette opération, qui figure dans la pièce n° 56 des États-Unis, indique que le volume des importations aurait été moins élevé dans une proportion de 23,13 pour cent si les importations n'avaient pas élargi leur part de marché.

[3963] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 53 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

produits spécifiques que les produits mexicains étaient partiellement vendus moins cher.[3964] De plus, l'USITC a constaté dans le deuxième rapport complémentaire que l'exclusion des produits canadiens et mexicains "ne modifi[ait] pas sensiblement les tendances des prix", et que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA "étaient généralement vendues à des prix inférieurs à ceux de certains produits laminés plats en acier au carbone fabriqués dans le pays" et "avaient fait baisser les prix intérieurs".[3965] Par conséquent, aux fins d'évaluer la compatibilité avec l'article 5:1 de la mesure de sauvegarde imposée par le Président, les États-Unis font observer qu'ils ont considéré que les importations en provenance des pays de l'ALENA étaient vendues essentiellement aux mêmes conditions que les produits nationaux et, partant, ne produisaient pas sur la fixation des prix intérieurs des effets qui exigeaient un ajustement de leur opération fondée sur les prix. En ce qui concerne les barres laminées à chaud, l'USITC a constaté que les importations en provenance du Canada avaient contribué de manière importante au dommage grave en s'appuyant sur "le volume même de l'accroissement canadien", sans faire mention d'aucun effet sur les prix. L'USITC a constaté que le Mexique n'avait pas contribué de manière importante au dommage grave, étant donné que ses importations avaient en réalité baissé pendant la période visée par l'enquête.[3966] De plus, elle a constaté que les valeurs unitaires des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA avaient diminué dans une plus grande proportion que les importations en provenance des pays de l'ALENA et que les prix par produit des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA étaient moins élevés que ceux des importations comparables en provenance des pays de l'ALENA.[3967] Par conséquent, aux fins d'évaluer la conformité avec l'article 5:1 de la mesure de sauvegarde imposée par le Président, les États-Unis ont conclu que quel que puisse avoir été l'effet sur le volume des importations en provenance des pays de l'ALENA, celles-ci n'avaient pas produit, sur les prix de la branche de production nationale, un effet nécessitant un ajustement à l'opération fondée sur les prix.

7.1703 En ce qui concerne les barres laminées à froid, l'USITC a constaté que les importations en provenance du Canada avaient contribué de manière importante au dommage grave sur la base de "la part de marché élevée (du Canada) en 2000" et "du pourcentage élevé des importations totales de barres parachevées à froid". Toutefois, elle n'a pas indiqué que ces importations affectaient les prix intérieurs. L'USITC a constaté que la part du Mexique dans les importations était "très petite et en baisse", et n'avait pas contribué au dommage grave.[3968] Par conséquent, aux fins d'évaluer la compatibilité avec l'article 5:1 de la mesure de sauvegarde imposée par le Président, les États-Unis ont conclu qu'il n'était pas nécessaire d'apporter un ajustement à son opération fondée sur les prix. En ce qui concerne les barres d'armature, toutes les parties à la procédure sont convenues que l'USITC devrait faire une constatation négative d'un dommage en ce qui concerne les importations en provenance du Canada et du Mexique.[3969] L'USITC a constaté que les volumes des barres d'armature canadiennes étaient "toujours très faibles" et que le volume des barres d'armature mexicaines avait chuté de 81 pour cent pendant la période visée par l'enquête. L'USITC a également noté qu'il n'y avait pas eu de comparaisons entre les importations en provenance du Canada et des produits comparables fabriqués au pays ou d'autres provenances, et que les barres d'armature en provenance du Mexique

[3964] Rapport de l'USITC, pages 66 et 67.

[3965] Deuxième rapport complémentaire, page 5. Selon les États-Unis, les importations en provenance des pays de l'ALENA étaient vendues à des prix inférieurs à ceux de produits nationaux comparables dans seulement 19 pour cent des comparaisons établies par l'USITC, tandis que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA étaient vendues à des prix inférieurs à ceux de produits nationaux comparables dans 58 pour cent des comparaisons. Rapport de l'USITC, page FLAT-74, tableau FLAT-77. Les États-Unis font valoir qu'il s'agit d'une différence marquée dans le niveau des ventes à des prix inférieurs.

[3966] Rapport de l'USITC, pages 100 à 102.

[3967] Deuxième rapport complémentaire, page 6.

[3968] Rapport de l'USITC, page 108.

[3969] Rapport de l'USITC, pages 115 et 116, notes de bas de page 698 et 701.

étaient vendues à des prix plus élevés que des importations comparables d'autres provenances.[3970] Par conséquent, aux fins d'évaluer la compatibilité avec l'article 5:1 de la mesure de sauvegarde imposée par le Président, les États-Unis ont conclu qu'il n'était pas nécessaire d'apporter un ajustement à l'opération fondée sur les prix. En ce qui concerne les autres tubes soudés, l'USITC a constaté que les importations en provenance du Canada et du Mexique, quoique substantielles, n'avaient pas contribué de manière importante à la menace de dommage grave. La pluralité de l'USITC sur cette question a constaté que les importations en provenance des pays de l'ALENA étaient en baisse vers la fin de la période visée par l'enquête, tandis que les importations d'autres provenances étaient en hausse. La pluralité a également noté que les tuyaux standard en provenance du Canada, produit à volume élevé, s'étaient vendus à des prix plus élevés que ceux de tuyaux comparables en provenance de pays non membres de l'ALENA. La pluralité a constaté que, même si les tubes et tuyaux en provenance du Mexique étaient vendus à des prix inférieurs comparativement aux produits nationaux au début de la période visée par l'enquête, il n'y avait pas de comparaisons pour 2000 et la période intermédiaire de 2001. Comme ils avaient fait une constatation de menace de dommage grave, les commissaires de la pluralité ont mis l'accent principalement sur les tendances des importations les plus récentes.[3971] Pour des raisons similaires, l'opération fondée sur les prix reposait sur des données se rapportant à la dernière partie de la période visée par l'enquête.[3972] Compte tenu des constatations relatives à la baisse du volume des importations, à la vente de produits canadiens à des prix supérieurs et à une diminution des ventes de produits nationaux et mexicains comparables à la fin de la période visée par l'enquête, aux fins d'évaluer la compatibilité avec l'article 5:1 de la mesure de sauvegarde prise par le Président, les États-Unis ont conclu qu'il n'était pas nécessaire d'apporter un ajustement à l'opération fondée sur les prix.

7.1704 En ce qui concerne les ABJT, l'USITC a constaté que les importations en provenance du Canada et du Mexique étaient substantielles et avaient contribué de manière importante au dommage grave. L'USITC a constaté que les importations en provenance du Canada représentaient un volume important et en hausse. Les valeurs unitaires des ABJT en provenance du Canada étaient deux fois plus élevées que celles des autres importations ou du produit national, mais l'USITC a exprimé la crainte que la divergence pouvait être attribuable à une gamme de produits différente. Il n'y avait pas de renseignements concernant la fixation des prix de produits spécifiques pour confirmer que les ABJT en provenance du Canada se vendaient à des prix plus élevés que les ABJT comparables d'autres provenances.[3973] Compte tenu de ces constatations, aux fins d'évaluer la compatibilité avec l'article 5:1 de la mesure de sauvegarde imposée par le Président, les États-Unis ont conclu qu'il n'était pas nécessaire d'apporter un ajustement à leur opération fondée sur les prix pour tenir compte des importations en provenance du Canada. L'USITC a également constaté que les ABJT en provenance du Mexique étaient vendus à des prix inférieurs à ceux de produits nationaux comparables "par des marges substantielles et croissantes".[3974] L'opération fondée sur les prix indiquait qu'une mesure ne dépassant pas 30 pour cent serait proportionnée au dommage causé par les importations accrues, tandis que la mesure de sauvegarde applicable était un droit de douane de 13 pour cent la première année. Les importations d'ABJT en provenance du Mexique n'ont jamais représenté plus de 9 pour

[3970] USITC, pages 115 et 116, et note de bas de page 704.
[3971] Rapport de l'USITC, pages 168 à 170. L'USITC a fait une constatation avec partage des voix en ce qui concerne la question de savoir si les importations en provenance du Canada étaient substantielles et avaient contribué de manière importante au dommage grave. (La constatation concernant le Mexique a obtenu quatre voix contre deux.) Les opinions de la Vice-Présidente Okun et de la commissaire Hillmann, qui sont analysées dans les présentes, représentent deux des trois voix exprimées en faveur de l'exclusion des importations en provenance du Canada.
[3972] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1133 à 1137.
[3973] Rapport de l'USITC, page 179.
[3974] Rapport de l'USITC, page 180.

cent de la consommation intérieure apparente, et étaient tombées à 5,8 pour cent de la consommation intérieure en 2000.[3975] Par conséquent, aux fins d'évaluer la compatibilité avec l'article 5:1 de la mesure de sauvegarde imposée par le Président, les États-Unis considèrent qu'un ajustement visant à tenir compte des effets préjudiciables des importations en provenance du Mexique ne modifierait pas la conclusion selon laquelle la mesure de sauvegarde n'était pas appliquée au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement.

7.1705 En ce qui concerne les barres en aciers inoxydables, l'USITC a constaté que les importations en provenance du Canada avaient contribué de manière importante au dommage grave, ce qui n'était pas le cas des importations en provenance du Mexique. Bien que les importations en provenance du Canada se soient accrues à un rythme moins élevé que les autres importations d'autres provenances pendant la majeure partie de la période, elles se sont accrues à un rythme plus élevé pendant le premier semestre de 2001.[3976] Même si les importations en provenance du Canada se vendaient à des prix moins élevés que les barres en aciers inoxydables comparables fabriquées dans le pays dans sept à dix comparaisons, elles se vendaient à des prix plus élevés que ceux d'importations comparables en provenance de pays non membres de l'ALENA.[3977] En fait, les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA se vendaient moins cher que des produits nationaux comparables dans 40 des 43 comparaisons.[3978] Les importations en provenance du Mexique ont diminué pendant la période visée par l'enquête, et représentaient "un pourcentage extrêmement faible du total des importations". Il n'y a pas eu de comparaisons en matière de fixation des prix dans le cas des importations en provenance du Mexique.[3979] L'USITC a également constaté que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA intervenaient pour la totalité de la perte de la part de marché de la branche de production nationale pendant la période allant de 1996 à 2000.[3980] Compte tenu du nombre plus important de ventes d'importations en provenance de pays non membres de l'ALENA à des prix inférieurs et du fait que les prix des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA étaient plus bas que les prix d'importations comparables en provenance des pays de l'ALENA, les États-Unis ont conclu qu'il n'était pas nécessaire d'apporter un ajustement à leur opération fondée sur les prix. Enfin, en ce qui concerne le fil machine en aciers inoxydables, l'USITC a constaté que les importations de fil machine en aciers inoxydables en provenance du Canada et du Mexique n'avaient pas contribué de manière importante au dommage grave. Les importations en provenance du Canada et du Mexique avaient diminué pendant la période visée par l'enquête, alors que "le Mexique avait exporté un volume extrêmement faible de fil machine en aciers inoxydables vers les États-Unis en 1999 et n'avait pas exporté de fil machine en aciers inoxydables vers les États-Unis en 1998 et en 2000 ni pendant la période intermédiaire de 2001".[3981] Compte tenu de ces constatations, les États-Unis ont conclu qu'il n'était pas nécessaire d'apporter un ajustement à leur opération fondée sur les prix.[3982]

7.1706 La Corée fait valoir que le dommage causé par les importations en provenance des pays de l'ALENA n'avait pas été isolé, ainsi que le prescrivent l'article 4:2 b) de même que l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes, et que le choix d'une année repère n'avait corrigé d'aucune façon cette déficience. Les États-Unis ont simplement mis l'accent sur les importations en provenance de pays

[3975] Rapport de l'USITC, page TUBULAR-C-6.
[3976] Rapport de l'USITC, page 213.
[3977] Rapport de l'USITC, page 214; deuxième rapport complémentaire, page 9.
[3978] Rapport de l'USITC, page STAINLESS-86, tableau STAINLESS-99.
[3979] Rapport de l'USITC, page 214 et note de bas de page 1361.
[3980] Deuxième rapport complémentaire, page 9.
[3981] Rapport de l'USITC, pages 222 et 223.
[3982] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 52 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

non membres de l'ALENA sans tenir compte des effets dommageables des importations en provenance des pays de l'ALENA.[3983] De plus, les États-Unis n'ont pas tenu compte de la mesure dans laquelle de telles importations en provenance des pays de l'ALENA allaient probablement s'accroître si toutes les autres provenances faisaient l'objet d'un contrôle, et de la question de savoir si de telles importations compromettraient ou atténueraient les effets correctifs de la mesure.[3984]

8. Réduction du niveau des mesures sur une période de trois ans

7.1707 Les États-Unis font observer qu'ils ont décidé de réduire les mesures de sauvegarde applicables aux produits en acier dans le temps parce que l'article 7:4 de l'Accord sur les sauvegardes (et la législation des États-Unis) prescrit une libéralisation progressive de toutes les mesures de sauvegarde dont la durée dépasse un an. Les États-Unis n'ont pas tenu compte des résultats de la modélisation pour choisir l'échéancier d'une libéralisation progressive. Comme le modèle repose sur des données limitées recueillies au cours d'une période antérieure, les résultats obtenus allaient, avec le temps, être moins représentatifs des effets sur les prix, le volume et les recettes de l'accroissement des importations et de la mesure en tant que telle. En outre, l'application des mesures de sauvegarde allait elle-même modifier l'effet des importations dans le futur, amplifiant la difficulté d'estimer l'effet d'une libéralisation échelonnée des mesures.[3985]

7.1708 Conformément aux constatations du Groupe spécial *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil*, les États-Unis rappellent qu'ils n'ont pas essayé de prévoir l'évolution future des circonstances. Ils ont plutôt choisi un niveau et un échéancier de libéralisation progressive des mesures de sauvegarde concernant l'acier qui fourniraient aux branches de production concernées des ressources suffisantes pour s'ajuster, tout en abaissant le niveau de chaque mesure suffisamment pour que la transition vers une suppression de la mesure après la troisième année ne soit pas trop brusque. Les États-Unis ont appliqué les mesures de sauvegarde pour une période qui nécessiterait un réexamen au milieu de la période d'application, moment auquel ils pourraient évaluer la situation de la branche de production nationale et le rôle des importations pour décider de l'opportunité de prendre une action quelconque.[3986]

7.1709 La Corée note qu'il n'y a aucune analyse de ce point dans l'analyse économique ni dans l'analyse numérique. De plus, il n'y a pas d'analyse ni de prise en compte du fondement pertinent de la libéralisation prescrite par l'article 7:4 afin de "faciliter l'ajustement" (qui renvoie à l'article 5:1 "faciliter l'ajustement") dans aucun document versé au dossier de la présente procédure. S'agissant de l'échéancier de libéralisation du Président pour les produits laminés plats, par exemple, le droit de douane passe de 30 pour cent à 24 pour cent puis à 18 pour cent, tandis que l'USITC le fait passer de 20 pour cent à 17 pour cent puis à 14 pour cent. Pour les "autres tubes soudés", la mesure imposée par le Président fait passer le droit de douane de 15 pour cent à 12 pour cent puis à 9 pour cent, alors que, de toute évidence, l'USITC avait recommandé un contingent tarifaire. Dans les mémos sur les mesures correctives de l'USITC, aucun modèle n'est établi pour la libéralisation. Les différents scénarios tiennent compte d'un abaissement des niveaux des mesures (par exemple, un droit de douane de 5 pour cent et un droit de douane de 10 pour cent), mais aucun n'utilise exactement les niveaux proposés par la majorité de l'USITC. De plus, on ne voit pas comment le Président a

[3983] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 213 à 216 et 235.

[3984] Réponse écrite de la Corée à la question n° 52 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3985] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 55 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3986] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 55 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

déterminé l'échéancier de libéralisation et, partant, a limité l'application de la mesure à la portée admissible, comme le prescrit l'article 5:1.[3987]

9. Différence entre les modèles économiques à utiliser pour la non-imputation (article 4:2 b)) et pour l'évaluation de la mesure à appliquer (article 5:1)

7.1710 La Corée[3988] et le Brésil[3989] font valoir qu'il existe au moins une différence importante entre l'opération de modélisation qui est faite dans le cadre de l'article 4:2 b) et celle qui est prescrite par l'article 5:1. Au titre de l'article 4:2 b), il s'agit d'établir un modèle des événements passés et des facteurs influant sur ces événements. Par conséquent, le résultat est une situation connue, et ce qui est modélisé c'est l'importance relative des différents facteurs qui ont permis d'aboutir à ce résultat. Au titre de l'article 5:1, il s'agit de tenter de prévoir ou d'obtenir un résultat futur à partir d'événements passés et de l'influence de différents facteurs sur ces événements. Cela veut dire qu'il faut formuler certaines hypothèses au sujet, par exemple, de l'offre des aciéries nationales et de la demande. Si ces hypothèses se révèlent correctes, le modèle permettra vraisemblablement d'obtenir le résultat voulu. Toutefois, si ces hypothèses se révèlent incorrectes (par exemple, la demande est plus forte que prévu), le modèle ne permettra vraisemblablement pas d'obtenir le résultat voulu. Il est donc important que les hypothèses sur lesquelles le modèle repose soient raisonnables. Par exemple, un modèle qui ne tient aucun compte de l'existence d'ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs, ni de leurs effets sur les prix et le volume, compte tenu de l'expérience acquise, ne prévoira pas avec précision les effets des droits de douane à différents niveaux sur le volume et les prix des importations.

7.1711 Les Communautés européennes[3990] font observer que même si les objectifs d'une analyse de non-imputation au titre de l'article 4:2 b) et le calcul de la portée d'une mesure de sauvegarde aux fins de l'article 5:1 sont différents, les paramètres et les caractéristiques de base des modèles utilisés peuvent être les mêmes. Aux fins de l'article 4:2 b), les données relatives aux importations et à la situation de la branche de production nationale seront une réalité connue et le modèle serait utilisé pour évaluer la corrélation entre les accroissements des importations et la situation de la branche de production nationale, comparativement à celle d'autres facteurs influant sur la branche de production nationale et, partant, pour mesurer la mesure dans laquelle un dommage grave subi par la branche de production nationale est imputable à un accroissement des importations. Aux fins de l'article 5:1, le même modèle pourrait être utilisé pour mesurer l'effet qu'une mesure de sauvegarde proposée (une variable donnée) aurait sur les facteurs économiques considérés comme constituant un dommage grave (variables dépendantes) et évaluer si cet effet correspondrait à celui qui a été imputé à bon droit à un accroissement des importations. Ce modèle ne fournirait pas une réponse complète dans le cadre de l'enquête prescrite par l'article 5:1. Selon les Communautés européennes, un Membre de l'OMC désireux d'appliquer une mesure de sauvegarde devrait aussi évaluer, en outre, la question de savoir si une mesure de sauvegarde qui se borne à prévenir et réparer un dommage grave imputé à bon droit à un accroissement des importations facilitera effectivement l'ajustement et est effectivement nécessaire pour faciliter l'ajustement. En d'autres termes, il s'agit de savoir si la branche de production nationale

[3987] Réponse écrite de la Corée à la question n° 51 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3988] Réponse écrite de la Corée à la question n° 44 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3989] Réponse écrite du Brésil à la question n° 36 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[3990] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 44 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

utiliserait la mesure de protection mise en place pour s'ajuster et n'est pas en mesure de s'ajuster à un accroissement des importations sans l'aide de mesures de sauvegarde.

10. Conclusions

7.1712 Au nom des plaignants, la Norvège conclut qu'en raison des erreurs juridiques commises par les États-Unis pour ce qui est de définir la portée admissible de la mesure, il semble très improbable qu'il y ait la moindre parcelle de vérité dans la déclaration de l'USITC. C'est également inconcevable, en raison des lacunes relevées dans l'analyse du lien de causalité, de même que du fait que l'USITC n'a pas procédé de manière adéquate à une analyse en matière de non-imputation. En outre, la déclaration de l'USITC n'est pas étayée par des faits – de sorte qu'il s'agit d'une simple allégation de compatibilité qui ne réfute d'aucune façon les arguments présentés par les plaignants. Toutefois, même à supposer, pour les besoins de l'argumentation, qu'aucune des autres violations des articles précédents n'existe, les mesures ne satisferaient toujours pas aux prescriptions de fond de l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Les États-Unis allèguent à cet égard qu'ils peuvent réfuter l'allégation *prima facie* d'incompatibilité avec l'article 5:1 formulée par les plaignants en montrant que les mesures étaient proportionnées aux effets dommageables imputables à un accroissement des importations.[3991] Les États-Unis se réfèrent au rapport de l'USITC et à la présentation par l'USITC des "indicateurs de dommage", et à la description des "interactions entre ces facteurs"[3992], mais rien de cela ne constitue une analyse détaillée des effets dommageables imputables aux importations. C'est manifestement insuffisant pour réfuter la présomption selon laquelle les plaignants ont clairement établi *prima facie* la violation de l'article 5:1. À cet égard, il convient de noter que le Président a choisi des mesures que l'USITC n'avait ni proposées ni évaluées. Enfin, même si le Groupe spécial acceptait que les États-Unis présentent uniquement des justifications *a posteriori*, ceux-ci ne l'ont pas fait non plus, comme la Corée l'explique en détail dans la pièce n° 14 et dans d'autres documents connexes. Le fait que les États-Unis n'ont ni expliqué ni justifié leurs mesures contrevient clairement aux articles 3:1, 4:2 b) et 4:2 c) – de même qu'à l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[3993]

7.1713 En conclusion, les États-Unis affirment que, conformément à l'article 5:1, les mesures de sauvegarde concernant l'acier n'ont pas été appliquées au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave causé par un accroissement des importations. Les États-Unis font observer que les plaignants présentent des arguments fondés sur des interprétations erronées de l'article 5:1, tentent d'ajouter à l'Accord sur les sauvegardes des prescriptions qui n'ont aucun fondement dans le texte et formulent des allégations qui, si elles étaient acceptées, affaibliraient le but fondamental de l'Accord sur les sauvegardes. En outre, les plaignants n'ont pas établi *prima facie* que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'article 5:1.[3994]

J. ARTICLE 7

7.1714 La Norvège fait valoir que puisqu'il a été établi que les mesures prises par les États-Unis allaient au-delà de la mesure nécessaire pour réparer un dommage causé par des importations, il

[3991] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 220; la Norvège fait valoir que lorsque ce paragraphe est lu conjointement avec la réponse écrite des États-Unis à la question n° 114 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond, les États-Unis semblent convenir qu'ils ont la charge de prouver que l'application de leurs mesures ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire.
[3992] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 221.
[3993] Deuxième déclaration orale de la Norvège au nom des plaignants, paragraphes 29 à 37.
[3994] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 179.

s'ensuit automatiquement la violation de la prescription de l'article 7:1 selon laquelle la mesure corrective ne devrait être appliquée que pendant la période nécessaire.[3995]

7.1715 Les États-Unis répondent qu'une incompatibilité avec l'article 5:1 n'entraîne pas automatiquement une incompatibilité avec l'article 7:1 parce que ces deux dispositions couvrent des aspects différents d'une mesure de sauvegarde. En particulier, l'article 5:1 prescrit que la mesure de sauvegarde ne sera pas appliquée au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement. Comme le Groupe spécial *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation* l'a expliqué, pour examiner laquelle de deux mesures est appliquée dans une plus large mesure, l'analyse devrait "comparer l'application des mesures dans leur ensemble" et non "comparer isolément l'application des éléments séparés des mesures".[3996] Pour faire cette analyse, le groupe spécial a tenu compte du type de mesure (un contingent tarifaire par opposition à une restriction quantitative), du niveau de la restriction (une quantité frappée d'un taux de droit moins élevé par opposition à un contingent) et de la durée.[3997] Les États-Unis font valoir que, par contre, l'article 7:1 porte seulement sur un élément de la mesure – la durée – qui ne s'appliquera "que pendant la période nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement". Une mesure peut être jugée incompatible avec l'article 5:1 parce qu'elle se situe à un niveau trop élevé même si la durée choisie était admissible. Selon les États-Unis, donc, une incompatibilité avec l'article 5:1 n'entraîne pas automatiquement une incompatibilité avec l'article 7:1. Les arguments de la Norvège au sujet de l'article 5:1, même s'ils étaient acceptés par le Groupe spécial, ne lui permettent pas de s'acquitter de la charge de la preuve qui lui incombe d'établir une incompatibilité avec l'article 7:1.[3998]

7.1716 La Norvège rappelle que l'article 7:1 est le corollaire temporel de la prescription de l'article 5:1 relative au niveau de la mesure corrective, et que ces deux dispositions forment un tout, comme les États-Unis semblent le reconnaître.[3999] La Norvège fait observer que le Groupe spécial devrait donc constater que la violation de l'article 5:1 entraîne également la violation de l'article 7:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[4000]

K. PARALLÉLISME

1. Fondement et caractéristiques de l'obligation de parallélisme

7.1717 Le Japon et le Brésil font observer que l'article 2:1 et 2:2 établit les prescriptions fondamentales concernant l'imposition de mesures de sauvegarde. L'article 2:1 exige la détermination des éléments suivants: 1) quantités accrues du "*produit … importé*"; 2) dommage grave ou menace de dommage grave pour une branche de production nationale; et 3) lien de causalité entre les "quantités tellement accrues" et le dommage grave ou la menace de dommage grave pour la branche de production nationale. L'article 2:2 dispose que "[des] mesures de sauvegarde seront appliquées à un produit importé quelle qu'en soit la provenance". L'Organe d'appel a estimé que les paragraphes 1 et 2 de l'article 2, lus conjointement, créaient une obligation de "parallélisme" pour les mesures de sauvegarde.[4001]

[3995] Première communication écrite de la Norvège, paragraphes 370 et 371.
[3996] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.97.
[3997] *Ibid.*, paragraphe 7.96.
[3998] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1212 à 1214.
[3999] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1212.
[4000] Deuxième déclaration orale de la Norvège au nom de tous les plaignants, paragraphes 36 et 37.
[4001] Première communication écrite du Japon, paragraphes 301 et 302; première communication écrite du Brésil, paragraphe 222 (pas d'italique dans l'original).

7.1718 Les Communautés européennes, le Japon, la Corée, la Suisse, la Norvège et la Nouvelle-Zélande relèvent qu'à plusieurs reprises, l'Organe d'appel a mis l'accent sur la prescription selon laquelle il doit exister un parallélisme entre le champ d'une enquête en matière de sauvegardes et la portée des mesures imposées consécutivement: "les importations incluses dans les déterminations établies au titre des articles 2:1 et 4:2 devraient correspondre aux importations incluses dans le champ d'application de la mesure, au titre de l'article 2:2".[4002] Un écart entre les importations visées par l'enquête et celles tombant sous le coup de la mesure ne pouvait être justifié que "si les autorités compétentes avaient "établi explicitement" que les importations en provenance des sources visées par la mesure" répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde, telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes".[4003] [4004]

7.1719 Les plaignants rappellent que dans l'affaire *États-Unis - Gluten de froment*, l'Organe d'appel avait constaté que l'approche des États-Unis consistant à inclure les importations en provenance des pays membres de l'ALENA dans le champ de l'enquête mais à les exclure - dans certaines conditions - de la portée des mesures de sauvegarde était contraire à ce principe, sauf si une explication motivée et adéquate établissait que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA répondaient, à elles seules, aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde. Dans une affaire ultérieure concernant également une mesure de sauvegarde appliquée par les États-Unis et examinée par l'Organe d'appel (*États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*), une note de bas de page prétendant conclure que les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA répondaient, à elles seules, aux conditions énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes avait été insérée dans le rapport pertinent de l'USITC. Cela étant, l'Organe d'appel a estimé que le raisonnement exposé dans cette note de bas de page ne constituait pas une "explication motivée et adéquate".[4005]

7.1720 Les Communautés européennes rappellent que l'obligation de parallélisme n'est rien d'autre que l'obligation de procéder à l'analyse complète requise par les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. Si l'obligation de parallélisme n'est pas respectée, une mesure de sauvegarde est imposée pour les produits dont il n'a pas été constaté qu'ils étaient importés en quantités accrues ou qu'ils causaient un dommage grave. Les produits inclus à tort peuvent être d'un type différent de celui des produits dont il a été constaté qu'ils avaient été importés en quantités accrues, qu'ils causaient un dommage grave ou que leur provenance était différente de celle des produits visés par les déterminations.[4006]

[4002] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 96. Ce principe a déjà été établi dans le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphes 111 à 113, et a été très récemment confirmé dans le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 188 et 198.

[4003] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 98.

[4004] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 598 et 599; première communication écrite du Japon, paragraphes 302 à 305; première communication écrite de la Corée, paragraphe 182; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 324 et 325; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 364 à 366; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.169 et 4.172.

[4005] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 600 et 602; première communication écrite du Japon, paragraphe 304; première communication écrite de la Corée, paragraphe 181; première communication écrite de la Chine, paragraphes 559 à 562; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 326 et 327; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 379 et 380; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.170 et 4.171; première communication écrite du Brésil, paragraphe 223.

[4006] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 601.

7.1721 Les États-Unis notent que plusieurs plaignants concluent, en se fondant sur le raisonnement de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, que les autorités compétentes doivent procéder à une évaluation du parallélisme distincte pour chacun des facteurs indiqués à l'article 4:2 a), à l'établissement d'un lien de causalité fondé sur les tendances des importations et d'autres indicateurs, et à une opération de non-imputation.[4007] Les États-Unis font valoir que les seules obligations découlant des articles 3:1 et 4:2 c) sont, pour les autorités compétentes, de publier "un rapport exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles seront arrivées sur tous les points de fait et de droit pertinents" et de fournir "une analyse détaillée de l'affaire faisant l'objet de l'enquête ainsi qu'une justification du caractère pertinent des facteurs examinés". L'Accord n'impose pas l'obligation d'utiliser une structure ou un mode de présentation particulier pour le rapport, ni de procéder à une analyse particulière. L'Organe d'appel a conclu ce qui suit dans l'affaire *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*: "[n]ous ne nous intéressons pas à la façon dont les autorités compétentes des Membres de l'OMC établissent leurs déterminations pour l'application de mesures de sauvegarde".[4008] [4009]

2. Portée de l'obligation de parallélisme

a) Exclusion des importations provenant des zones de libre-échange

7.1722 Les Communautés européennes font valoir que le fait que les États-Unis ont exclu quatre pays (Canada, Mexique, Israël et Jordanie) des mesures de sauvegarde est contraire au principe du parallélisme.[4010] De même, le Japon et le Brésil font valoir qu'en l'espèce, les mesures de sauvegarde enfreignent le principe du "parallélisme" énoncé à l'article 2:1 et 2:2 car le Président a exclu les pays membres de l'ALENA de la mesure sans qu'il y ait eu une enquête adéquate et motivée concernant les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. En l'espèce, l'analyse des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA effectuée par l'USITC dans son rapport était bien trop succincte et incomplète pour être conforme à l'Accord sur les sauvegardes. Les suites données par l'USITC à la demande de renseignements de l'USTR ont apporté peu d'améliorations.[4011] De la même manière, la Nouvelle-Zélande estime que les États-Unis ont manqué à l'obligation de parallélisme. Les États-Unis ont exclu de l'application de la mesure de sauvegarde certaines importations qui ont été incluses, dans le cadre de leur enquête, parmi les importations accrues causant un "dommage grave", mais ils n'ont pas établi "explicitement" ou fourni une "explication motivée et adéquate" établissant que les importations non exclues de la mesure répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde. Cette absence de parallélisme se rapporte entre autres à l'exclusion des importations provenant de pays qui sont des partenaires des États-Unis dans le cadre d'accords de libre-échange.[4012] [4013] La Norvège fait valoir qu'en soi, l'exclusion des importations provenant de ces pays n'est pas interdite, mais elle exige que toutes les déterminations nécessaires soient établies – avec une explication motivée et adéquate – sur la base des importations qui font l'objet de la mesure. Il s'ensuit qu'une analyse correcte de l'accroissement des importations et du lien de causalité doit être effectuée *après* l'exclusion des

[4007] Première communication écrite du Japon, paragraphe 305.
[4008] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 158.
[4009] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 748 et 749.
[4010] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 594 et 595.
[4011] Première communication écrite du Japon, paragraphe 308; première communication écrite du Brésil, paragraphe 228.
[4012] Le contexte factuel relatif à ces exclusions est décrit ci-dessus dans la partie II A, paragraphes 2.11 et 2.12.
[4013] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.174.

produits du champ de l'enquête.[4014] La Norvège estime qu'ayant failli sur ces points, les États-Unis enfreignent le principe du parallélisme.[4015]

i) Exclusion des importations en provenance des pays membres de l'ALENA

7.1723 La Nouvelle-Zélande fait valoir qu'en l'espèce, les États-Unis ont agi exactement comme ils l'ont fait dans les affaires *États-Unis – Gluten de froment* et *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*. Ils ont mené leur enquête en matière de sauvegardes sur la base de la quantité totale des importations visées, mais ils ont ensuite appliqué la mesure uniquement aux produits des pays non membres de l'ALENA.[4016] Tant dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* que dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, l'Organe d'appel était d'avis que le fait de ne pas établir de corrélation entre les importations faisant l'objet de la mesure et celles sur lesquelles la détermination de l'existence d'un dommage était fondée constituait un manquement à l'obligation de parallélisme.[4017]

7.1724 La Nouvelle-Zélande soutient que les États-Unis ont manqué à la fondamentale obligation de parallélisme dans l'enquête qu'ils ont menée au sujet des importations d'acier. Dans son rapport, l'USITC a formulé des constatations positives selon lesquelles les importations de CPLPAC en provenance du Mexique et du Canada constituaient une part substantielle des importations totales et que les importations provenant du Mexique contribuaient de façon importante au dommage grave qui serait causé par les importations. Le rôle important joué par les importations en provenance des pays membres de l'ALENA dans le cadre de l'enquête menée par l'USITC au sujet des importations de toutes provenances était très explicitement établi.[4018] La Nouvelle-Zélande estime que la constatation établie dans le deuxième rapport complémentaire est tout aussi erronée que la constatation similaire formulée par l'USITC dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*. Dans cette affaire, les États-Unis avaient fait valoir que la détermination relative aux importations en provenance de pays non membres de l'ALENA avait été justifiée par l'USITC dans la note de bas de page 168 de son rapport. Dans cette note, l'USITC avait indiqué qu'elle serait parvenue au même résultat "si [elle] av[ait] exclu de [son] analyse les importations en provenance du Canada et du Mexique".[4019] L'USITC a noté que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA s'étaient notablement accrues pendant la période visée par l'enquête et que le niveau des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA était plus élevé pendant la dernière partie de la période visée par l'enquête qu'au cours des premières années.[4020] Elle a également déclaré que les prix unitaires moyens des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA plaçaient ces importations parmi celles dont les prix étaient les plus bas.[4021] Le rapport complémentaire affirme que "les importations accrues de CPLPAC en provenance de pays non membres de l'ALENA constituaient une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale". Toutefois, cette affirmation n'est étayée par aucune analyse motivée ou adéquate. Selon la Nouvelle-Zélande,

[4014] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 182.
[4015] Première communication écrite de la Norvège, paragraphes 396 et 397; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 187.
[4016] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 186; Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 98.
[4017] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 197; Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 98.
[4018] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.177 à 179; voir aussi la première communication écrite du Japon, paragraphes 309 à 311.
[4019] Déclaration de l'USITC citée dans le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 189.
[4020] *Ibid.*
[4021] *Ibid.*

l'USITC n'a pas évalué la part du marché intérieur absorbée par les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA et n'a pas évalué d'autres facteurs pertinents en ce qui concerne la situation de la branche de production concernée. Elle n'a pas examiné l'incidence des importations en provenance des pays membres de l'ALENA sur la branche de production nationale si ces exportations devaient être exclues de la mesure. L'USITC n'a pas non plus établi de constatation concernant le lien entre l'évolution des importations (volume et part de marché) et l'évolution des facteurs relatifs au dommage, et elle n'a pas démontré si le "lien de causalité" existait entre l'accroissement des importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA et le dommage grave, et si ce lien de causalité impliquait un rapport réel et substantiel de cause à effet entre ces deux éléments. Par ailleurs, rien ne confirme dans le deuxième rapport complémentaire que l'USITC avait précédemment déterminé que les importations en provenance du Mexique et du Canada, considérés individuellement, représentaient une "part substantielle" des importations totales et que les importations en provenance du Mexique "contribuaient de façon importante" au dommage grave. Le fait que l'USITC n'a pas expliqué dans son rapport complémentaire les constatations précédemment établies confirme la conclusion selon laquelle les États-Unis n'ont pas fourni une explication adéquate et motivée pour justifier l'exclusion des importations en provenance des pays qui sont leurs partenaires dans le cadre de l'ALENA de l'application de la mesure de sauvegarde.[4022]

7.1725 De même, la Chine et la Suisse font observer que ni le rapport de l'USITC (et le rapport complémentaire) ni la Proclamation présidentielle n'indiquaient si les importations en provenance du Canada et du Mexique étaient exclues de la portée de l'enquête. La Chine et la Suisse estiment qu'il est établi *prima facie* que les États-Unis ont inclus ces importations dans le champ de leur enquête pour chacun des produits concernés.[4023] Les États-Unis n'ont pas démontré que les importations effectivement incluses dans la portée de la mesure de sauvegarde répondaient, à elles seules, aux prescriptions énoncées aux articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. Le deuxième rapport complémentaire de l'USITC ne donne pas une analyse suffisante qui établit, en fournissant une explication adéquate et motivée, que toutes les autres importations, à l'exclusion de celles en provenance du Canada et du Mexique (ainsi que de la Jordanie et d'Israël), répondaient à elles seules aux conditions énoncées, à savoir que les produits étaient importés en quantités tellement accrues qu'ils causaient ou menaçaient de causer un dommage grave à la branche de production nationale.[4024]

ii) Exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie

7.1726 La Chine, la Suisse, la Norvège et les Communautés européennes sont d'avis que l'exclusion d'Israël et de la Jordanie de l'application des mesures est incompatible avec les obligations des États-Unis au titre des articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[4025] Les plaignants font valoir que le rapport de l'USITC aurait dû indiquer que les importations provenant d'Israël et de la Jordanie étaient "exclues" du champ de l'enquête. Deuxièmement, en l'absence d'une telle indication, il devrait être conclu *a priori* que ces importations ont été incluses dans le champ de l'enquête pour chacun des produits concernés. La Chine est d'avis qu'en l'espèce, ni le rapport de l'USITC (et le deuxième rapport complémentaire) ni la Proclamation présidentielle n'indiquaient si les importations en provenance d'Israël et de la Jordanie étaient exclues du champ de l'enquête. Sans preuve du

[4022] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.181 à 4.185.

[4023] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 580; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 346.

[4024] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 588.

[4025] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 612; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 33 et suivants; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 390.

contraire, la Chine considère qu'il est établi *prima facie* que les États-Unis ont inclus ces importations dans le champ de son enquête.[4026]

7.1727 À cet égard, la Chine note que le deuxième rapport complémentaire de l'USITC mentionne seulement que "la Commission indique, en accord avec les constatations qu'elle a formulées dans les opinions concernant la mesure corrective, que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions de la Commission ou des différents commissaires".[4027] La commissaire Bragg déclare uniquement que "[l]es importations en provenance d'Israël et de la Jordanie, respectivement, étant insignifiantes ou inexistantes pour chacune de mes déterminations positives, ainsi qu'il est exposé dans mon opinion séparée concernant la mesure corrective, je note que l'exclusion recommandée des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie, respectivement, de mon analyse du dommage ne modifie pas mon analyse ni mes constatations positives relatives à l'existence d'un dommage".[4028] Compte tenu des déterminations précises établies par l'Organe d'appel, en particulier dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, la Chine et la Norvège considèrent que les États-Unis n'ont pas établi "explicitement" que les importations accrues de provenances autres qu'Israël et la Jordanie répondaient aux conditions énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[4029] La Norvège ajoute que le manquement à l'obligation de parallélisme ne concerne pas le point de savoir si la Jordanie et Israël auraient pu être exclus de la mesure au titre de l'article 9 de l'Accord sur les sauvegardes.[4030]

7.1728 Par ailleurs, la Nouvelle-Zélande fait valoir que l'exclusion des importations provenant d'Israël et de la Jordanie est incompatible avec l'obligation de parallélisme. Les importations de toutes provenances, y compris Israël et la Jordanie, ont été incluses dans la détermination de l'accroissement des importations faite par l'USITC. Cela étant, l'article 403 de la Loi de 1984 sur le commerce extérieur et le tarif douanier, 19 U.S.C. & 2112 et l'article 221 de la Loi portant établissement d'une zone de libre-échange entre les États-Unis et la Jordanie autorisent le Président à exclure les importations en provenance d'Israël et de la Jordanie, respectivement, de l'application d'une mesure de sauvegarde au titre de l'article 201. Conformément aux recommandations formulées par l'USITC au sujet de la mesure corrective[4031], la Proclamation n° 7529 indique clairement que les mesures de sauvegarde appliquées aux CPLPAC ne visent pas les importations originaires entre autres d'Israël et de la Jordanie. La Nouvelle-Zélande est d'avis que les États-Unis auraient dû fournir une explication motivée et adéquate établissant explicitement que les importations de provenances autres qu'Israël et la Jordanie "répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde, telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes". Cette explication motivée ou adéquate n'est cependant pas fournie dans le rapport de l'USITC. Les déclarations de l'USITC[4032] et de la commissaire Bragg[4033] indiquées dans le deuxième rapport complémentaire ne satisfont pas à l'obligation de justifier l'absence de parallélisme. En conséquence,

[4026] Première déclaration orale du plaignant concernant le parallélisme, paragraphe 729; première communication écrite de la Chine, paragraphes 571 et 572.
[4027] Rapport complémentaire de l'USITC, 4 février 2002, page 4.
[4028] Rapport complémentaire de l'USITC, 4 février 2002, page 19.
[4029] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 576 à 578; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 379; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 337 à 345.
[4030] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 380.
[4031] Rapport de l'USITC, volume I, page 366 et note de bas de page 69.
[4032] Deuxième rapport complémentaire, 4 février 2002, page 4 (pièce n° 11 des coplaignants).
[4033] *Ibid*., page 19 (pièce n° 11 des coplaignants).

l'exclusion d'Israël et de la Jordanie de l'application des mesures est aussi incompatible avec les obligations découlant pour les États-Unis des articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[4034] [4035]

7.1729 Les États-Unis soutiennent que les constatations de l'USITC concernant le volume minuscule des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie satisfont à l'obligation de formuler des constatations et des conclusions motivées selon lesquelles les importations d'autres provenances causaient, à elles seules, un dommage grave. L'USITC a constaté que les importations provenant d'Israël étaient "modestes et sporadiques" et qu'il n'y avait "virtuellement pas d'importations" en provenance de la Jordanie. La constatation de l'USITC selon laquelle l'exclusion des importations provenant d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas ses conclusions répondait aux prescriptions des articles 3:1 et 4:2 c).[4036] En fait, comme le rapport de l'USITC indiquait les pourcentages avec une seule décimale, les importations en provenance de la Jordanie représentaient un chiffre inférieur à l'erreur d'arrondi dans un certain nombre de statistiques de l'USITC. Pendant toute la période visée par l'enquête, il n'y a pas d'importations en provenance d'Israël pour quatre des dix produits visés (barres parachevées à froid, barres d'armature, fil machine en aciers inoxydables et produits étamés ou chromés). Pour les CPLPAC et les barres laminées à chaud, les importations en provenance d'Israël n'ont jamais représenté plus de 0,01 pour cent des importations totales. Pour les fils en aciers inoxydables, les importations en provenance d'Israël n'ont jamais dépassé 0,1 pour cent des importations totales. Pour les tubes soudés, il n'y a pas eu pour l'essentiel d'importations après 1998 et les importations effectuées avant cette période n'ont jamais représenté plus de 0,4 pour cent des importations totales. Pour les ABJT et les barres en aciers inoxydables, les importations postérieures à 1997 ne se sont jamais élevées à plus de 0,3 pour cent des importations totales. Dans cette situation, l'observation selon laquelle il n'y avait "virtuellement pas d'importations en provenance de la Jordanie" et selon laquelle les importations en provenance d'Israël étaient "modestes et sporadiques" constitue une explication succincte – et entièrement raisonnable et adéquate – établissant pourquoi l'exclusion des importations en question ne modifierait pas les déterminations de l'USITC ou des différents commissaires. Toute analyse complémentaire ne ferait que reprendre textuellement les conclusions établies ailleurs dans le rapport de l'USITC. Elle répond à la prescription de l'article 3:1 relative aux constatations et aux conclusions motivées. Si un facteur particulier est tellement insignifiant qu'il ne modifie pas les résultats de l'analyse – et il ressort du dossier que c'est le cas des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie, une explication motivée de cette conclusion n'indique que cela, et rien de plus. Il n'y avait rien d'autre à dire au sujet des importations de provenances autres qu'Israël et la Jordanie, à l'exception de ce que l'USITC avait dit – à savoir que l'exclusion ne modifierait pas les conclusions de l'USITC ou des différents commissaires.[4037] L'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes exige qu'une autorité compétente établisse des constatations et des conclusions motivées sur tous les points de fait et de droit. L'USITC a formulé ces constatations et ces conclusions motivées – tant pour les importations totales que pour les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. Comme l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie n'avait pas pu affecter les données sur lesquelles l'USITC s'était fondée pour établir ses constatations et ses conclusions, elle n'avait pas pu affecter les constatations et conclusions mêmes concernant les importations totales ou les importations en

[4034] Il a été noté que par rapport au niveau substantiel des importations en provenance du Canada et du Mexique, les importations en provenance d'Israël et de la Jordanie étaient insignifiantes. Il semblerait également que les États-Unis pouvaient exclure les importations provenant de la Jordanie au titre de l'article 9 de l'Accord sur les sauvegardes. Cependant, l'approche des États-Unis qui consiste à exclure les importations en provenance de la Jordanie et d'Israël de l'application de la mesure de sauvegarde demeure incompatible avec leurs obligations en matière de parallélisme.

[4035] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.187 à 4.189.

[4036] Rapport de l'USITC, page 366; deuxième rapport complémentaire, page 4.

[4037] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 754 à 759.

provenance de pays non membres de l'ALENA. Autrement dit, les constatations et les conclusions auxquelles l'USITC était arrivée étaient également applicables si les importations en provenance d'Israël et de la Jordanie étaient exclues. En outre, l'article 3:1 impose à l'autorité concernée l'obligation de traiter tous les points "pertinents" dans son rapport. En conséquence, il n'est pas nécessaire que le rapport traite les points qui ne sont pas "pertinents", ce qui serait le cas si cette question n'affectait pas les données sur lesquelles les autorités se sont fondées pour établir leurs constatations et leurs conclusions.[4038]

iii) Existence d'une règle de minimis?

7.1730 Les Communautés européennes et la Nouvelle-Zélande font valoir que pour ce qui est d'Israël et de la Jordanie, l'USITC semble avoir appliqué une exception *de minimis* au lieu de fournir l'analyse détaillée et les évaluations exigées par l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. Elle considère que ces importations étaient en fait modestes et sporadiques, mais nulle part elle n'étaye ce point de vue ni n'établit que le reste des importations aurait répondu aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes. Les Communautés européennes estiment qu'il n'y a pas de règle *de minimis* dans l'Accord sur les sauvegardes. Chaque tonne compte lorsque le commerce équitable est affecté.[4039]

7.1731 En réponse, les États-Unis indiquent que le raisonnement exposé ci-dessus en ce qui concerne Israël et la Jordanie ne donne pas, comme les Communautés européennes le prétendent, une lecture qui inclut une règle *de minimis* dans l'Accord sur les sauvegardes. Au contraire, il répond aux prescriptions de l'article 3:1 concernant les constatations et les conclusions motivées.[4040]

7.1732 Les Communautés européennes et la Suisse répondent que les États-Unis n'ont pas donné à l'application d'une clause *de minimis* à leurs partenaires dans le cadre d'accords de libre-échange un fondement juridique qui existe dans l'Accord sur les sauvegardes. Les États-Unis tentent d'excuser leur non-respect des prescriptions de fond de l'Accord sur les sauvegardes en se référant à l'article 3:1. Cependant, l'allégation des Communautés européennes n'est pas simplement une allégation concernant un énoncé incorrect des raisons. Le fait de ne pas fournir une explication adéquate pour démontrer qu'une prescription de fond a été remplie constitue une violation de cette prescription.[4041] Les Communautés européennes et la Suisse font observer que le rapport de l'USITC daté d'octobre 2001 n'établit pas une détermination distincte quelconque pour Israël et la Jordanie, dont les données relatives aux importations ne sont même pas désagrégées par rapport aux données relatives aux "importations totales, déduction faite de celles en provenance des pays membres de l'ALENA".[4042] Comme il n'existe rien dans l'Accord sur les sauvegardes qui ressemble à une règle *de minimis* applicable aux pays qui sont des partenaires dans le cadre d'accords de libre-échange[4043] et comme le principe du parallélisme a été énoncé par l'Organe d'appel en termes larges et non restrictifs, même si les pays exclus étaient les plus petits exportateurs d'un produit déterminé, les États-Unis ne sont pas en droit de réfuter l'allégation *prima facie* formulée par les Communautés européennes en se fondant sur l'ampleur de l'exclusion illicite. En outre, à supposer même que

[4038] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 97 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4039] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 616 et 621; deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.147.

[4040] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 754 à 759.

[4041] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 438; deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe108.

[4042] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 450; deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe108.

[4043] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 616 et 621.

l'affirmation hypothétique des États-Unis soit pertinente, elle n'a pas été démontrée par une explication motivée et adéquate avant l'établissement des déterminations pertinentes ou avant l'adoption des mesures. *A fortiori*, elle ne peut pas être justifiée *ex post* dans le cadre du règlement des différends.[4044] [4045] Les Communautés européennes soulignent qu'une exclusion *de minimis* en faveur des pays qui sont les partenaires des États-Unis dans le cadre d'accords de libre-échange – Israël et la Jordanie, ainsi que les pays membres de l'ALENA – n'est pas prévue dans le texte de l'Accord sur les sauvegardes. Selon les Communautés européennes, la mesure susmentionnée doit être considérée comme différente de la clause *de minimis* qui figure dans l'Accord sur les sauvegardes – c'est-à-dire celle qui est énoncée à l'article 9:1 en faveur des pays en développement. Les Communautés européennes notent en outre qu'il existe plusieurs autres textes de l'OMC dans lesquels la clause *de minimis* est clairement énoncée, par exemple l'article 5.8 de l'Accord antidumping, l'article 27.10, 27.11 et 27.12 de l'Accord SMC et l'article 6:4 de l'Accord sur l'agriculture. Les Communautés européennes font valoir que si les rédacteurs de l'Accord sur les sauvegardes avaient voulu introduire dans l'Accord une clause *de minimis* pour les ALE, ils auraient parfaitement su comment la libeller.[4046]

7.1733 Les Communautés européennes soutiennent également qu'il n'est pas possible d'alléguer qu'il existe une détermination quelconque concernant les importations de toutes provenances, déduction faite de celles en provenance des pays membres de l'ALENA, d'Israël et de la Jordanie, parmi celles qui sont identifiées par les États-Unis comme étant les déterminations examinées. En ce qui concerne la Jordanie, la note de bas de page 69 relative aux recommandations de l'USITC concernant la mesure corrective[4047] indique clairement que la législation américaine sur laquelle les États-Unis se sont fondés pour exclure par la suite la Jordanie des mesures de sauvegarde[4048] est entrée en vigueur environ deux mois après les déterminations établies en octobre. Cela confirme en outre que les déterminations d'octobre n'excluent pas les importations provenant de la Jordanie. Cela montre également que les constatations et décisions ultérieures fondées sur la législation susmentionnée ne peuvent pas être liées aux déterminations initiales établies en octobre 2001.[4049] Par ailleurs, même dans le deuxième rapport complémentaire, les seules références à la Jordanie et à Israël sont les renvois aux pages du rapport d'octobre 2001 de l'USITC qui reproduisent les recommandations relatives à la mesure corrective, complétées par une déclaration générale et non motivée selon laquelle l'exclusion des importations provenant d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions de la Commission ou des différents commissaires.[4050] Toutefois, sans une explication motivée et adéquate à l'appui, une telle conclusion devrait connaître le même sort que celle qui a été examinée par l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*.[4051] Deux constatations non pertinentes du deuxième rapport complémentaire ne constituent pas une constatation pertinente. Autrement dit, la somme des constatations relatives aux importations en provenance de pays non membres de l'ALENA et des déclarations ayant trait à l'incidence individuelle des importations provenant d'Israël et de la Jordanie n'équivalent pas à une constatation selon laquelle, à elles seules,

[4044] Pour dissiper tout doute, les Communautés européennes donnent dans la pièce n° 108 des coplaignants annexée à la présente communication quelques exemples du volume des importations exclues en provenance des pays de l'ALENA par rapport aux importations des pays inclus dans la présente affaire.

[4045] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 459.

[4046] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 60 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[4047] Rapport de l'USITC, volume I, page 366.

[4048] *Loi portant établissement d'une zone de libre-échange entre les États-Unis et la Jordanie*, Public Law 107–43—28 septembre 2001, 19 U.S.C. 2112, accessible à l'adresse Internet: "http://thomas.loc.gov/".

[4049] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 4.66 à 4.68.

[4050] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4; voir aussi la première communication écrite des États-Unis, paragraphes 755 à 769.

[4051] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 196.

les importations visées par les mesures de sauvegarde ont enregistré un accroissement récent, soudain, brutal et substantiel conformément à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes et ont, en outre, causé un dommage grave à la branche de production nationale. Les recommandations relatives à la mesure corrective ne constituent pas, même dans le cadre de la législation américaine, des déterminations de l'accroissement des importations et de l'existence d'un dommage. Par ailleurs, pour certains groupements de produits, les importations en provenance d'Israël ne sont pas du tout examinées.[4052] De surcroît, le deuxième rapport complémentaire ne donne pas non plus une ventilation des importations provenant d'Israël et de la Jordanie.

7.1734 En ce qui concerne ce que les États-Unis considèrent comme des importations "modestes et sporadiques" qui "n'avaient pu affecter aucune des données utilisées par l'USITC", les Communautés européennes attirent l'attention sur les importations de barres laminées à chaud provenant d'Israël effectuées pendant les cinq années de la période visée par l'enquête. Les Communautés européennes font valoir que si ces importations étaient légitimement exclues parce que, pour reprendre la formule des États-Unis, elles étaient modestes et sporadiques, les provenances telles que le Danemark, la Nouvelle-Zélande, l'Irlande, Singapour, Hong Kong, Chypre et Monaco auraient également dû être considérées de la même façon.[4053] Les Communautés européennes font remarquer qu'elles ont dû recourir à des sources autres que le rapport de l'USITC pour rassembler les données susmentionnées car le rapport de l'USITC ne donne aucune ventilation des données relatives aux importations provenant d'Israël et de la Jordanie. Ainsi, même si l'exclusion *de minimis* appliquée aux pays partenaires dans le cadre d'accords de libre-échange était autorisée, mais ce n'est pas le cas, et même s'il y avait une détermination implicite, mais ce n'est pas le cas, il n'y a assurément pas d'explication motivée et adéquate à cet égard dans le rapport. Bien que le volume des exportations exclues en provenance d'Israël et de la Jordanie puisse sembler modeste en l'espèce, le fait de confirmer ce type d'exclusion ouvre la voie à un assouplissement incontrôlé et illimité des règles de l'Accord sur les sauvegardes. Les Communautés européennes se posent la question de savoir quelle est la limite de la clause *de minimis*.[4054]

7.1735 La Nouvelle-Zélande indique qu'en aucune façon, elle ne conteste le fait que les importations en provenance de la Jordanie et d'Israël peuvent effectivement être considérées comme étant insignifiantes. Mais si les États-Unis souhaitaient exclure les importations en provenance d'Israël et de la Jordanie de l'application de la mesure de sauvegarde, ils auraient pu les exclure dès le début de l'enquête visant à déterminer les importations causant un dommage. Ils ne l'ont cependant pas fait. Cela signifie donc que les États-Unis ne peuvent pas maintenant chercher à échapper à leur obligation de fournir une "explication motivée et adéquate qui établit explicitement" que les importations visées par la mesure "répondent aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde".[4055] Une déclaration indiquant simplement le caractère insignifiant de certaines importations ne remplit assurément pas ces conditions.[4056] L'explication motivée et adéquate dont l'Organe d'appel fait mention est une explication qui "établi[ra]it explicitement" que les importations visée par la mesure " répondent aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde".[4057] Les États-Unis essaient de fausser ce raisonnement en se référant à la place à une "explication raisonnable et adéquate des constatations de l'USITC … que l'exclusion des importations en provenance de ces pays partenaires dans le cadre d'accords de libre-échange ne modifierait pas leurs conclusions".[4058] [4059]

[4052] Rapport de l'USITC, volume I, pages 399 et 405.
[4053] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 473.
[4054] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 475 et 476.
[4055] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 188.
[4056] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.145 et 3.146.
[4057] *Ibid*.
[4058] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 754

7.1736 Les États-Unis réaffirment qu'ils ne font pas valoir qu'il faudrait donner une lecture qui inclut une règle *de minimis* dans l'analyse du parallélisme effectuée par l'Organe d'appel. Au contraire, ils ont fait valoir que lorsque les importations provenant de certains pays étaient d'un volume si minuscule que leur exclusion ne modifierait – virtuellement – pas les données numériques examinées par une autorité compétente dans son analyse du lien de causalité, l'autorité en question s'était pleinement acquittée de son obligation, au titre de l'Accord, de fournir une analyse motivée et adéquate de la question en expliquant que l'exclusion de ces volumes n'aurait pas d'incidence du tout sur les constatations établies dans un cas particulier. Étant une question de fond, le parallélisme exige que les importations de provenances non exclues (les "provenances visées") répondent, à elles seules, aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes. L'article 3:1 exige l'établissement de constatations et de conclusions motivées pour une telle constatation. Lorsque le volume des importations de certaines provenances est nul ou pratiquement nul par rapport à celui des importations des provenances visées, une explication entière et complète indiquerait que les constatations et les conclusions motivées demeurent inchangées car l'exclusion des importations de ces provenances ne modifie en aucune façon les données de base. C'est exactement l'explication fournie par l'USITC. Ainsi, les États-Unis ne soutiennent pas que l'Accord sur les sauvegardes énonce une prescription *de minimis* puisque ce n'est pas le cas. Au contraire, d'un point de vue juridique, le rapport de l'USITC était conforme aux articles 3:1 et 4:2 c) lorsqu'il indiquait que les importations en provenance d'Israël et de la Jordanie étaient isolées et sporadiques et n'avaient en aucune façon modifié l'analyse. Les articles 3:1 et 4:2 c) n'exigent donc aucune autre explication.[4060]

b) Exclusion des pays en développement

7.1737 Les États-Unis soutiennent qu'ils n'avaient pas l'obligation d'effectuer une analyse du parallélisme en ce qui concerne les pays en développement exclus. L'exclusion des Membres de l'OMC de l'application d'une mesure de sauvegarde en vertu de l'article 9:1 est une exception à l'article 2:2 et, en tant que telle, n'est pas assujettie au principe du parallélisme. Cette notion découle de l'utilisation des termes "produit … importé" aux paragraphes 1 et 2 de l'article 2. L'article 9:1 dispose que "[d]es mesures de sauvegarde ne seront pas appliquées à l'égard d'un produit originaire d'un pays en développement Membre" dans certaines conditions. Ainsi, il constitue une exception à l'obligation énoncée à l'article 2:2 selon laquelle "[d]es mesures de sauvegarde seront appliquées à un produit importé quelle qu'en soit la provenance". Cette exception se rapporte exclusivement à l'application d'une mesure de sauvegarde et non à l'enquête correspondante ou à la détermination de l'existence d'un dommage grave. Un Membre peut donc inclure des pays en développement Membres dans l'enquête et dans la détermination de l'existence d'un dommage grave, mais il peut les exclure de la mesure de sauvegarde si les critères de l'article 9:1 l'exigent. Dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, l'Organe d'appel a confirmé que l'article 9:1 était une exception au principe du parallélisme. Comme l'article 9:1 est une exception uniquement à l'application de la mesure de sauvegarde, les États-Unis font valoir qu'ils n'avaient aucune obligation d'exclure les exportations des pays en développement de l'analyse du point de savoir s'il y avait eu un accroissement des importations. En fait, l'article 4:2 a) exige que les autorités compétentes évaluent "le rythme d'accroissement des importations du produit considéré et leur accroissement en volume". En l'absence d'une exception à cette prescription, ce que l'article 9:1 ne prévoit pas, l'USITC était tenue d'inclure les importations des pays en développement dans son analyse du dommage.[4061]

[4059] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.147.

[4060] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 60 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[4061] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 775 à 777.

c) Exclusions de produits

7.1738 Les Communautés européennes font valoir qu'un autre manquement au principe du parallélisme découle du fait que de nombreux produits ont été exclus des mesures de sauvegarde sur la base de demandes individuelles. Les Communautés européennes et la Chine font valoir que ces exclusions ont été appliquées sans qu'ait été établie une détermination correcte de l'accroissement des importations et de l'existence d'un dommage, plus précisément sans qu'il ait été déterminé si le dommage grave pouvait ou non encore être causé par les importations de produits autres que ceux qui étaient visés par les exclusions.[4062]

7.1739 En particulier, la Nouvelle-Zélande relève que la Proclamation n° 7529 prévoyait l'exclusion de certains produits de l'application de la mesure de sauvegarde et prévoyait que les demandes d'exclusion d'autres produits seraient examinées à l'avenir. Depuis le 5 mars 2002, 727 produits au total ont été exclus de l'application de la mesure de sauvegarde. Tous ces produits ont été inclus dans l'enquête de l'USITC et dans la détermination établissant que l'accroissement des importations causait un dommage grave à la branche de production nationale des États-Unis. La Nouvelle-Zélande fait valoir qu'à cet égard, comme pour l'exclusion des partenaires avec lesquels ils ont signé des accords de libre-échange, les États-Unis manquent à l'obligation de parallélisme. A aucun moment, les États-Unis n'ont établi "explicitement" ou fourni une "explication motivée et adéquate" établissant que les importations des produits non exclus répondaient, à elles seules, aux conditions requises pour imposer une mesure de sauvegarde. L'exclusion de certaines importations de l'application de la mesure de sauvegarde, appliquée produit par produit et selon le processus d'"exclusion de produits" des États-Unis, alors que ces importations avaient été incluses dans la détermination de la question de savoir si toutes les prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes avaient été remplies en vue de l'adoption d'une mesure de sauvegarde, a une incidence sur tous les aspects de la détermination de l'USITC et affaiblit les conclusions établies par l'USITC concernant chaque aspect de cette détermination. La Nouvelle-Zélande est d'avis qu'en l'espèce, cette exclusion prive les mesures de sauvegarde de tout fondement juridique. En conséquence, les États-Unis n'ont pas agi conformément aux obligations qui sont les leurs au titre de l'Accord sur les sauvegardes.[4063]

7.1740 Les États-Unis soutiennent que l'Accord sur les sauvegardes n'étaye pas l'affirmation des plaignants selon laquelle il existe un nouveau type de parallélisme qui empêcherait d'exclure d'une mesure de sauvegarde un produit importé visé par la détermination de l'existence d'un dommage grave. Le "parallélisme", tel qu'il est énoncé par l'Organe d'appel, découle de l'obligation, au titre de l'article 2:2, d'appliquer des mesures de sauvegarde à un produit importé "quelle qu'en soit la provenance". Étant donné que les exclusions fondées sur des caractéristiques physiques sont neutres en ce qui concerne la provenance, elles ne posent pas de problèmes de parallélisme.[4064] Les États-Unis font valoir que d'autres dispositions de l'Accord sur les sauvegardes confirment que le parallélisme des portées n'est pas exigé. La première phrase de l'article 5:1 n'autorise un Membre à appliquer une mesure de sauvegarde "que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement". Cette obligation impose une limite à l'application d'une mesure de sauvegarde, mais ne restreint pas le pouvoir discrétionnaire d'un Membre d'appliquer une mesure en deçà de la mesure nécessaire. L'avertissement donné, à savoir "choisir les mesures qui conviennent le mieux pour réaliser ces objectifs", indique en outre qu'il existe bon nombre d'options admissibles en ce qui concerne la mesure dans laquelle il faut appliquer une mesure de sauvegarde, et qu'un Membre est libre de choisir l'une d'entre elles. Le texte de l'article 5 indique également qu'une

[4062] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 609 à 611; première communication écrite de la Chine, paragraphe 618.
[4063] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.190 à 4.192.
[4064] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 760 à 763.

mesure de sauvegarde ne doit pas nécessairement s'appliquer de la même façon à tous les produits visés par une détermination de l'existence d'un dommage grave. La deuxième phrase de l'article 5:1 envisage l'application de restrictions quantitatives, aucune limitation n'étant appliquée aux importations dont le niveau est au-dessous de celui du contingent alors que les importations dépassant ce niveau sont interdites. L'Organe d'appel a aussi reconnu qu'une mesure de sauvegarde pouvait prendre la forme d'un contingent tarifaire.[4065] Dans cette situation, un droit de douane s'applique aux importations effectuées au-dessous d'un niveau spécifié et un autre droit s'applique aux importations effectuées au-dessus de ce niveau. L'exclusion de produits de la portée d'une mesure de sauvegarde n'est pas différente de l'application d'un contingent tarifaire ou d'un contingent, en ce sens que certaines importations visées par la détermination de l'existence d'un dommage grave ne sont pas affectées par la mesure alors que d'autres le sont.[4066]

7.1741 Les États-Unis font également observer qu'ils ont exclu certains produits de la portée des mesures de sauvegarde à la demande des exportateurs et des Membres exportateurs, y compris les Communautés européennes.[4067] Le désir des Membres exportateurs de bénéficier d'exclusions a fait l'objet de consultations au titre de l'article 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes. Les autorités des Communautés européennes ont fait des déclarations publiques selon lesquelles il était nécessaire de donner une suite satisfaisante aux demandes d'exclusions pour désamorcer le différend relatif à l'application de mesures de sauvegarde à l'acier.[4068] Les États-Unis étaient partis du principe que des Membres tels que les Communautés européennes ne demanderaient pas d'exclusions s'ils estimaient une telle action incompatible avec les engagements pris par les États-Unis dans le cadre de l'OMC. Le fait que les Communautés européennes, après avoir bénéficié du traitement qu'elles ont demandé, considèrent maintenant ce traitement comme incompatible avec les règles de l'OMC apparaît comme un changement de position. En tout état de cause, si les Communautés européennes ont maintenant un point de vue différent, il semblerait plus logique de chercher à annuler les exclusions que d'effectuer une analyse additionnelle du parallélisme.[4069]

7.1742 La Nouvelle-Zélande répond que ni l'Accord sur les sauvegardes ni le droit international général n'offre un fondement juridique pour l'application de restrictions ou d'une interdiction à un Membre de l'OMC lésé par une violation des Accords de l'OMC pour ce qui est de chercher à atténuer ce préjudice et d'engager ensuite une procédure de contestation juridique. En droit interne, on pourrait par analogie mentionner la position d'une partie à un contrat qui cherche à minimiser les pertes découlant pour elle des infractions d'une autre partie, mais qui ne perd pas pour autant le droit d'agir en justice sur la base de ces infractions. En fait, selon certaines traditions juridiques, la partie lésée a le devoir de minimiser les pertes.[4070]

7.1743 Les Communautés européennes sont d'avis que le principe du parallélisme a été énoncé en termes plus généraux que les États-Unis l'indiquent. Dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, l'Organe d'appel a précisé que les importations incluses dans les déterminations établies au titre des articles 2:1 et 4:2 devraient correspondre aux importations incluses dans le champ d'application de la

[4065] Rapport de l'Organe d'appel *Corée - Produits laitiers*, paragraphe 96.
[4066] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 764 à 766.
[4067] "Lamy Waffles on Steel Compensation", Highlights Exclusions, *Inside US Trade* (28 juin 2002) (pièce n° 59 des États-Unis).
[4068] *Ibid*.
[4069] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 767 et 768.
[4070] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 93 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

mesure, au titre de l'article 2:2.[4071] Toutefois, l'Organe d'appel s'est fondé sur l'expression "produit importé" – qui n'est en aucune façon liée à la notion d'origine figurant à l'article 2:2. La conclusion de l'Organe d'appel selon laquelle "un produit" doit avoir le même sens aux fins de l'enquête et pour l'imposition d'une mesure ne dépend pas de l'origine du produit. De l'avis des Communautés européennes, il convient de noter que l'article 2:2 n'emploie pas le terme "origine" mais le terme plus large "provenance", qui est suffisamment large pour englober des situations telles que les exclusions de produits en cause dans le présent différend. En outre, de par les termes utilisés, l'obligation énoncée à l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes n'est pas limitée au cas où toutes les importations d'une certaine origine sont d'abord incluses dans l'enquête et ultérieurement exclues d'une mesure. Une discrimination partielle fondée sur la "provenance" est interdite au même titre qu'une discrimination totale.[4072]

7.1744 Les Communautés européennes notent que les États-Unis essaient de défendre les exclusions de produits qu'ils ont appliquées en se fondant sur l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Pour commencer, même si les exclusions de produits peuvent ne pas être contraires à l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes, cela ne les rendrait pas *ipso facto* compatibles avec les articles 2 et 4. En outre, les Communautés européennes ne partagent pas l'avis selon lequel ces exclusions sont conformes à l'article 5:1 puisque tous les produits exclus par la suite ont été comptés lors de l'établissement des constatations au titre des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes; lorsque les autorités américaines ont arrêté le niveau de la mesure corrective à appliquer pour réparer le dommage grave, elles examinaient le dommage prétendument causé par toutes les importations accrues. Une décision d'appliquer une mesure "en deçà de la mesure nécessaire" doit être étendue à tous les produits visés par l'enquête.[4073]

7.1745 Les Communautés européennes considèrent qu'il n'y a aucune raison logique ou juridique d'établir une distinction entre les cas où les deux champs des importations divergent car toutes les importations provenant d'un pays donné sont exclues des mesures et les cas où les deux champs des importations divergent car certaines importations sont exclues en fonction de l'intérêt de certaines entreprises américaines en matière d'importation ou d'utilisation, ou encore en fonction d'autres critères. Dans les deux cas, les importations incluses dans les déterminations établies au titre des articles 2:1 et 4:2 ne correspondent pas aux importations incluses dans le champ d'application des mesures, contrairement aux enseignements de l'Organe d'appel.[4074] Le libellé de l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes est suffisamment large pour permettre l'application du raisonnement adopté à ce jour par l'Organe d'appel pour ce que les États-Unis appellent des "exclusions de produits". En fait, le principe du parallélisme est inhérent à l'Accord sur les sauvegardes dans son ensemble, pas seulement à l'article 2:2 ou à la totalité de l'article 2 , mais aussi aux articles 4 et 5. Les Communautés européennes rappellent que, dans l'affaire *Argentine - Chaussures (CE)*, dans laquelle le principe avait été énoncé pour la première fois par l'Organe d'appel, elles n'avaient pas formulé une allégation au titre de l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes. Au contraire, elles s'étaient fondées sur le continuum logique énoncé à l'article 2:1 et sur lequel repose l'ensemble de l'Accord. Si l'Organe d'appel avait exclusivement lié le principe du parallélisme à l'article 2:2, en constatant la violation de ce principe dans l'affaire *Argentine - Chaussures (CE)*, il aurait formulé ses constatations *extra petitum*, c'est-à-dire au-delà des allégations formulées par le plaignant, contrairement à ses

[4071] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 761, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 96.
[4072] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 488 à 495.
[4073] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 488 à 495.
[4074] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 181.

propres enseignements.[4075] Il ressort clairement du libellé de l'article 9:1 que lorsque les rédacteurs de l'Accord sur les sauvegardes voulaient limiter une disposition à des pays d'origine donnés, ils savaient comment le faire et l'ont effectivement fait. Lorsqu'il a énoncé le principe du parallélisme, l'Organe d'appel pouvait se fonder sur les termes clairs de l'Accord sur les sauvegardes qui se rapportaient aux limitations des portées fondées sur les pays. Il n'a pourtant pas limité le principe du parallélisme de cette manière. Mais il a fait mention d'un parallélisme entre les provenances faisant l'objet de l'enquête et les provenances visées par les mesures.[4076] [4077]

7.1746 Les Communautés européennes relèvent en outre qu'il existe d'autres textes de l'OMC dans lesquels le terme "source" est utilisé dans un sens plus large que le terme "origine" ou "pays d'origine". Ainsi, par exemple, la Liste exemplative des MIC annexée à l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce mentionne les MIC qui prescrivent "qu'une entreprise achète ou utilise des produits d'*origine* nationale ou provenant de toute *source* nationale ".[4078] Par ailleurs, dans l'Accord antidumping, la référence aux sources dans le membre de phrase "de quelque *source* qu'elles proviennent, dont il aura été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping", à l'article 9.2, est une référence aux sources d'approvisionnement, non aux pays d'origine. Si le Groupe spécial devait accepter des appellations inventées par les États-Unis telles que "parallélisme des portées" et "exclusions de produits", il permettrait aux États-Unis, la prochaine fois que ceux-ci appliqueraient une mesure de sauvegarde, de définir avec soin leurs "exclusions de produits" pour qu'elles visent même tous les produits provenant du Canada, du Mexique, d'Israël ou de la Jordanie, ou encore la totalité de ces produits, et d'alléguer ensuite qu'ayant obtenu ce résultat au moyen de ce qu'ils appellent des "exclusions de produits", ils ne sont pas assujettis au principe du parallélisme. Ainsi, il serait vraiment trop facile de contourner le principe du parallélisme.

7.1747 De même, pour la Chine, l'obligation de parallélisme énoncée aux articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes est également pertinente en ce qui concerne la pratique consistant à exclure de l'application de la mesure des produits qui ont été inclus dans la détermination de l'existence d'un dommage. Rien dans la jurisprudence de l'OMC ne laisse entendre que l'obligation de parallélisme devrait être limitée aux provenances des importations. Le raisonnement de base est le même. Une mesure de sauvegarde ne devrait être appliquée aux produits que si les données concernant l'accroissement des importations de ces produits correspondent au seuil pertinent relatif à "l'accroissement des importations", et si les données se rapportant à ces produits démontrent que l'accroissement des importations cause un dommage grave, une mesure de sauvegarde peut être imposée pour ces produits.[4079] La Chine ne partage pas l'avis des États-Unis selon lequel, si la gamme des produits visés par la détermination de l'existence d'un dommage est plus large que celle des produits visés par la mesure même, celle-ci devrait être considérée comme moins restrictive et, de ce fait, compatible avec l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes, ainsi que, d'une manière générale, avec l'esprit de l'OMC. En effet, la Chine est d'avis que l'obligation de proportionnalité énoncée à l'article 5:1 n'autorise pas une autorité à réduire la portée d'une mesure par rapport au champ de l'enquête et que l'obligation de parallélisme s'applique pleinement au champ des produits. La Chine ajoute que pour exclure de la portée des mesures les produits inclus dans le champ de l'enquête, la

---

[4075] Rapport de l'Organe d'appel *Inde - Brevets (États-Unis)*, paragraphe 92, dans lequel l'Organe d'appel a conclu ce qui suit: "Le domaine de compétence d'un groupe spécial est établi par le mandat de celui-ci, qui est régi par l'article 7 du Mémorandum d'accord. Un groupe spécial ne peut examiner que les allégations qu'il est habilité à examiner en vertu de son mandat."

[4076] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine - Chaussures (CE)*, paragraphes 113 et 114.

[4077] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 62 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[4078] Liste exemplative, paragraphe 1 a) (pas d'italique dans l'original).

[4079] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 313 et 314.

seule solution juridiquement possible consisterait éventuellement à recourir à la notion d'"intérêt public" figurant à l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Toutefois, cela nécessiterait une explication motivée et adéquate conformément à l'article 3:1 mais, selon la Chine, cela n'a jamais été facile à obtenir de la part des États-Unis.[4080]

7.1748 Par contre, le Japon soutient que l'obligation de parallélisme s'applique uniquement aux provenances faisant l'objet de l'enquête et non à des produits déterminés. L'actuelle jurisprudence relative au parallélisme est limitée aux provenances, c'est-à-dire les pays, et non aux produits. À ce jour, l'article 2:2 est le texte fondamental sur lequel l'Organe d'appel s'appuie pour interpréter l'obligation de parallélisme dans tous les différends concernant cette question. Dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, l'Organe d'appel était d'avis que l'obligation découlait des paragraphes 1 et 2 de l'article 2, lus conjointement, déclarant ce qui suit: "Inclure les importations de toutes provenances dans la détermination établissant que l'accroissement des importations cause un dommage grave, pour ensuite exclure les importations en provenance d'une source du champ d'application de la mesure, reviendrait à attribuer à l'expression "produit importé" un sens *différent* à l'article 2:1 et à l'article 2:2 de l'*Accord sur les sauvegardes.* À l'article 2:1, l'expression engloberait les importations de *toutes* provenances, tandis qu'à l'article 2:2, elle exclurait les importations en provenance de certaines sources. Cela serait incongru et injustifié."[4081] Lorsqu'il énonce la règle NPF générale appliquée aux mesures de sauvegarde, l'article 2:2 vise d'abord et surtout à traiter la provenance des importations et, conjointement avec les articles 2:1 et 4:2, il exige que le dommage et la mesure corrective soient fondés sur le même ensemble de provenances. En fait, selon le Japon, si la gamme des produits visés par la détermination de l'existence d'un dommage est plus large que celle des produits visés par la mesure même, celle-ci est moins restrictive qu'elle ne le serait autrement, ce qui est compatible avec l'objet de l'article 5:1. Il convient de noter que l'article 5:1 définit la limite de protection maximale. Un Membre de l'OMC est libre de diminuer le degré de protection en réduisant le champ des produits visés par une mesure de sauvegarde. Par ailleurs, l'article 3:1 est ainsi libellé: "les exportateurs et les autres parties intéressées pourraient présenter des éléments de preuve et leurs vues … sur le point de savoir si l'application d'une mesure de sauvegarde serait ou non dans l'intérêt public". Cela signifie que l'Accord sur les sauvegardes confère aux Membres le pouvoir discrétionnaire de prendre en considération un large éventail d'intérêts économiques autres que ceux de la branche de production nationale lésée. En effet, au cours d'une enquête, l'autorité compétente devrait rassembler des renseignements concernant les autres intérêts en question pour pouvoir étayer la décision finale. Dans certains cas, une partie des produits faisant l'objet d'une mesure de sauvegarde pourrait être essentielle pour maintenir la compétitivité ou la qualité élevée des produits fabriqués par les branches de production d'aval d'un pays importateur. Si le dommage causé à ces branches de production d'aval l'emporte sur les avantages dont bénéficient la branche de production nationale qui fabrique des produits généralement similaires ou directement concurrents par rapport aux importations, une petite partie des produits importés pourrait être exclue de la mesure dans l'intérêt public. C'est particulièrement le cas dans la présente affaire car les restrictions aux importations d'acier peuvent avoir des effets négatifs étendus sur les entreprises utilisatrices américaines. Il importe de comprendre que les exclusions de produits décidées par les États-Unis dans ce cas particulier s'appliquent sur une base NPF. De ce fait, il n'y a pas de discrimination entre les pays, que ce soit *de jure* ou *de facto*. Si les producteurs d'autres pays peuvent produire et expédier des produits selon les spécifications énoncées dans la définition des produits exclus, ils sont en droit de récolter les bénéfices de cette exclusion. En effet, c'est la raison pour laquelle certains demandeurs se sont âprement opposés à ce que des restrictions quantitatives quelconques soient appliquées aux

[4080] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 342 à 344.

[4081] *Voir* le Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 96 (italique dans l'original); *voir aussi* le Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 180.

exclusions les concernant.[4082] Le Japon trouve également étrange qu'un pays dont les exportateurs ont bénéficié d'exclusions critiquent maintenant la façon limitée dont les États-Unis ont essayé de libéraliser la mesure. Pourtant, les exclusions en elles-mêmes ne dispensent pas les États-Unis des obligations qui découlent pour eux de l'Accord. Le fait qu'un ensemble limité de produits ne fait pas l'objet de la mesure ne modifie pas cet aspect fondamental.[4083]

7.1749 De même, le Brésil estime que les exclusions de produits sont traitées par l'article 5:1, qui limite une mesure corrective à la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement. Les autorités sont libres d'ajuster la portée de la mesure corrective pour faire en sorte qu'elle soit limitée dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave. L'article 2:2 est pertinent uniquement en ce sens que les exclusions doivent être appliquées sur une base NPF.[4084] La Corée est également en désaccord avec la Nouvelle-Zélande en ce qui concerne le "parallélisme des portées". Pour elle, le parallélisme énoncé à l'article 2:1 et 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes vise les provenances des importations. Les autorités nationales conservent toujours la possibilité de ne pas imposer des mesures de sauvegarde même lorsque les conditions d'application d'une mesure de sauvegarde sont remplies. Tant que l'exclusion de certains produits est appliquée sur une base NPF, le fait que certains produits sont exclus d'une mesure n'est pas en soi une violation du principe du parallélisme. En fait, soutenir le contraire revient à exiger que les États-Unis imposent une mesure *d'une ampleur plus grande* qu'il n'est nécessaire à leur connaissance.[4085] La Corée fait aussi valoir que les exclusions de produits ne sont pas visées par l'article 2:2 puisque celui-ci traite des prescriptions NPF concernant les provenances des produits.[4086]

7.1750 La Nouvelle-Zélande estime que l'article 2:1 dispose qu'un Membre ne peut appliquer une mesure de sauvegarde à "un produit" que si "ce produit" répond aux conditions relatives aux importations accrues, au lien de causalité et au dommage grave. L'objet du parallélisme est de faire en sorte que les produits faisant l'objet de la mesure de sauvegarde ont eux-mêmes rempli les conditions nécessaires pour justifier l'application de cette mesure. Lorsque, par la suite d'exclusions, les produits auxquels les mesures de sauvegarde s'appliquent ne répondent plus aux conditions de l'article 2, l'application d'une mesure de sauvegarde n'est pas justifiée au titre de l'Accord.[4087] La Nouvelle-Zélande rappelle que le processus d'exclusion "a entraîné l'exclusion d'un quart environ des importations d'acier visées du champ de l'enquête en matière de sauvegardes".[4088] En conséquence, les produits exclus représentent une partie très substantielle des importations totales examinées par l'USITC, base sur laquelle les États-Unis se sont fondés pour imposer une mesure de sauvegarde. En recourant à l'article 5:1 comme moyen de défense, les États-Unis semblent reconnaître que certains produits – environ le quart du total – qu'ils avaient comptés dans leur détermination des importations accrues qui ont causé un dommage n'étaient en réalité en aucune façon responsables du dommage. D'ailleurs, les critères publiés appliqués pour exclure les produits de la mesure de sauvegarde – qui visent principalement la question de savoir si des produits nationaux concurrents existent ou non –

[4082] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 191 à 194; réponse écrite du Japon à la question n° 92 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4083] Réponse écrite du Japon à la question n° 93 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4084] Réponse écrite du Brésil à la question n° 59 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[4085] Réponse écrite de la Corée à la question n° 92 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4086] Réponse écrite de la Corée à la question n° 62 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[4087] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 62 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[4088] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 40.

indiquent en premier lieu que ces produits n'avaient pas pu causer un dommage grave. La partie pertinente de l'avis de l'USTR publié au Federal Register relatif aux exclusions est libellé comme suit[4089]:

> "Chaque demande sera évaluée au cas par cas. L'USTR accordera uniquement les exclusions qui ne compromettent pas les objectifs des mesures de sauvegarde. Dans son analyse des demandes, l'USTR examinera si le produit est actuellement fabriqué aux États-Unis, si une substitution est possible et si les prescriptions en matière de qualification affectent la capacité du demandeur d'utiliser les produits nationaux; elle examinera les stocks, examinera si le produit demandé est en cours d'élaboration par un producteur américain qui pourra d'une manière imminente le produire en quantités commercialisables et considérera tous les autres facteurs pertinents."

7.1751 La Nouvelle-Zélande apprécie la candeur avec laquelle les États-Unis, après s'être fondés sur les importations de ces produits pour établir les seuils nécessaires pour l'imposition d'une mesure de sauvegarde, reconnaissent maintenant que depuis le début ces produits n'ont apparemment pas causé de dommage. Bien entendu, cela semblerait également impliquer que ces produits auraient dû être exclus des regroupements de "produits similaires" utilisés par les États-Unis, souligne en outre le caractère vicié de l'analyse du lien de causalité effectuée par les États-Unis sur la base du fait que ces produits, comme tous les autres produits inclus dans la catégorie des produits similaires, ont causé un dommage grave et démontre le caractère intrinsèquement vicié de l'approche adoptée par les États-Unis en matière de mesure corrective. Les États-Unis auraient pu exclure ces produits de leur détermination dès le début de leur enquête au motif qu'il ne s'agissait pas de produits similaires. Toutefois, comme pour les importations visées par des ALE, ils ne l'ont pas fait et ont inclus ces produits dans l'enquête et dans la détermination ultérieure. En conséquence, dans la mesure où, après avoir établi une telle détermination, les États-Unis souhaiteraient exclure les produits en question, tout comme dans le cas des exclusions visées par des ALE, les États-Unis sont tenus de fournir une "explication motivée et adéquate" qui établit "explicitement" que les importations de produits non exclus répondaient à elles seules aux conditions requises pour imposer une mesure de sauvegarde. À aucun moment, les États-Unis n'ont tenté de donner une telle explication.[4090]

7.1752 La Nouvelle-Zélande insiste sur le fait qu'aucun fondement logique ni aucun principe ne justifie une distinction entre le parallélisme des "portées" et le parallélisme des "provenances". Dans les affaires *États-Unis – Gluten de froment* et *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, les décisions de l'Organe d'appel visaient essentiellement les exclusions de produits selon leur *provenance*, mais le raisonnement et les termes utilisés dans ces décisions doivent logiquement s'appliquer également à l'exclusion des *types* de produits. Le fondement de la décision rendue dans l'affaire *Gluten de froment*, confirmé par l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, est que l'expression "produit importé" a le "*même* sens … tant à l'article 2:1 qu'à l'article 2:2".[4091] Pour étayer son point de vue, la Nouvelle-Zélande a recours au vaste principe énoncé par l'Organe d'appel qui contredit toute idée selon laquelle le centrage restrictif sur les provenances était délibéré: "… les importations incluses dans les déterminations établies au titre des articles 2:1 et 4:2 devraient correspondre aux importations incluses dans le champ d'application de la mesure, au titre de l'article 2:2".[4092] Dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, l'Organe d'appel a également considéré que le concept était un concept qui se rapportait largement à la question du parallélisme entre le

[4089] Federal Register, volume 67 n° 75, 18 avril 2002 (pièce n° 19 des coplaignants).
[4090] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.157 à 3.160.
[4091] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 96 (italique dans l'original).
[4092] *Ibid*.

"champ" de l'enquête et la portée de la mesure lorsqu'il a rejeté l'argument des États-Unis en le considérant comme dénué de pertinence, sur la base de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes. L'argument des États-Unis selon lequel l'exclusion de produits "n'est pas différente de l'application d'un contingent tarifaire ou d'un contingent, en ce sens que certaines importations visées par la détermination de l'existence d'un dommage grave ne sont pas affectées par la mesure alors que d'autres le sont"[4093] est absurde. Dans le cas d'un contingent tarifaire ou d'un contingent, la mesure est encore imposée sur la base de la détermination d'un accroissement des importations qui cause un dommage aux produits auxquels le contingent tarifaire ou le contingent est ultérieurement appliqué. La situation découlant des exclusions de produits est très différente – il s'agit d'une situation dans laquelle les mesures de sauvegarde sont appliquées à un groupement déterminé de produits sur la base d'une détermination fondée sur l'analyse des importations d'un groupement de produits beaucoup plus important. C'est une situation dans laquelle le fondement juridique de l'imposition même de la mesure de sauvegarde est vicié car les données analysées pour étayer les mesures se rapportent à des produits pour lesquels il n'y a pas de corrélation avec les produits qui font réellement l'objet de la mesure de sauvegarde.[4094]

7.1753 Les États-Unis insistent sur le fait que l'article 5:1 autorise clairement un Membre à appliquer une mesure de sauvegarde en deçà de la mesure nécessaire pour réparer ou prévenir un dommage grave, tant qu'elle est conforme à l'obligation NPF découlant de l'article 2:2. Ainsi, un Membre a le pouvoir discrétionnaire d'exclure entièrement de la mesure des produits déterminés ou d'accorder une exclusion pour une quantité limitée de ces produits. Par contre, la Nouvelle-Zélande fait valoir que les rapports de l'Organe d'appel défendent le "vaste principe" du parallélisme des portées. Les États-Unis estiment qu'un tel principe n'existe pas. En conséquence, une exclusion complète de produits déterminés (ou l'application réduite d'une mesure de sauvegarde à ces produits) dans le cadre des produits similaires est compatible avec l'Accord sur les sauvegardes. Cela n'implique pas qu'une exclusion ou une application réduite soit nécessaire. En principe, les plaignants acceptent que les exclusions ne sont pas obligatoires.[4095] L'article 2:2 dispose que "[d]es mesures de sauvegarde seront appliquées à un produit importé quelle qu'en soit la provenance". Ce texte impose une limitation à l'application d'une mesure de sauvegarde, c'est-à-dire qu'elle doit être appliquée sans qu'il soit tenu compte de la provenance du produit. À cet égard, la provenance ne peut avoir qu'un sens – l'origine du produit en question.[4096] Cette limitation est indépendante du type du produit en question. Ainsi, elle n'affecte pas le pouvoir discrétionnaire d'un Membre d'appliquer une mesure à différents niveaux à différents types de produits, tant que cette mesure n'établit pas une distinction entre les types de produits en raison de leur provenance.[4097]

7.1754 La Norvège fait valoir que si la décision d'exclure un produit déterminé est fondée sur une définition incorrecte du produit importé, c'est-à-dire en l'espèce des regroupements artificiels de différents produits, l'analyse entière est viciée, ainsi que, par conséquent, l'exclusion des produits. C'est particulièrement le cas puisque la définition de catégories trop larges aura conduit à des constatations de l'existence d'un dommage concernant une catégorie plus large de produits. Lorsque certains produits relevant de la catégorie considérée sont ensuite exclus, leur contribution à

[4093] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 766.

[4094] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.161 à 3.163.

[4095] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 206 à 209.

[4096] Selon le New Shorter Oxford English Dictionary, le terme "provenance" désigne "[l]'origine d'une chose matérielle; un lieu ou une chose d'où quelque chose de matériel provient ou est originaire." The New Shorter Oxford English Dictionary, page 2957. Pour illustrer cette définition, le dictionnaire indique ce qui suit: "La Transylvanie était le lieu de provenance le plus ancien de l'or dans l'ancien monde." *Ibid*.

[4097] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 62 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

l'"accroissement des importations" et au "dommage grave" sera néanmoins prise en compte dans la décision relative à la mesure corrective à appliquer au reste des produits - ce qui fait que la mesure corrective dépasse le niveau autorisé par l'article 5:1. Si une définition correcte du produit importé a été établie, toute exclusion de produits se rapportera à l'"ensemble" du produit puisqu'il n'y a pas de "sous-produits", ce qui signifie que le niveau de la mesure corrective est égal à zéro. Cette approche est autorisée.[4098]

7.1755 Les États-Unis notent par ailleurs que la position des Communautés européennes sur cette question demeure contradictoire. Les aciéristes des Communautés européennes continuent à demander à être exclus des mesures de sauvegarde appliquées à l'acier. Les Communautés européennes elles-mêmes n'ont jamais indiqué aux autorités administratives chargées d'examiner ces demandes qu'elles étaient incompatibles avec les règles de l'OMC. Elles n'ont pas non plus demandé aux États-Unis d'annuler les exclusions précédemment accordées à la demande des aciéristes des Communautés européennes, ce qui serait la façon la plus rapide d'obtenir la suppression des exclusions dont les Communautés européennes prétendent qu'elles sont incompatibles avec les règles de l'OMC.[4099]

7.1756 Les Communautés européennes ne partagent pas la vue selon laquelle le fait qu'un Membre peut avoir exprimé une position concernant des exclusions de produits compromet son droit d'alléguer que ces exclusions sont illicites.[4100] Ce droit n'est nulle part restreint au titre de l'Accord sur les sauvegardes et, en l'absence d'une telle restriction, un Membre de l'OMC a un large pouvoir discrétionnaire pour décider s'il doit engager une action contre un autre Membre de l'OMC au titre du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.[4101] En outre, les exclusions de produits ne sont pas accordées à des Membres de l'OMC. Même à supposer que ces exclusions représentent un avantage accordé à des Membres, *mais ce n'est pas le cas*, reconnaître que le fait de les solliciter priverait un Membre du droit de les contester au motif qu'elles sont incompatibles avec les règles de l'OMC équivaudrait à affirmer que la victime d'un usurier ne peut pas le dénoncer car elle a demandé un délai ou une réduction pour le remboursement des intérêts usuraires.[4102]

[4098] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 58 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[4099] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 62 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[4100] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 760. Pour étayer leur affirmation, les États-Unis se réfèrent à l'article de presse reproduit dans la pièce n° 59 des États-Unis. Les Communautés européennes font observer que les déclarations du commissaire Lamy rapportées dans cet article de presse avaient pour objet de préciser que les exclusions "ne résoudraient pas le problème fondamental de l'illicité de la mesure de sauvegarde appliquée par les États-Unis, qui est contestée à l'Organisation mondiale du commerce" (*Ibid*., page 2, *in fine*). Les exclusions ont été examinées dans le cadre de l'évaluation par les Communautés européennes de la question de savoir si elles devaient ou non exercer leur droit, au titre de l'article 8:3 de l'Accord sur les sauvegardes, de suspendre des concessions équivalentes correspondant à la valeur des produits auxquels une mesure de sauvegarde a été appliquée, en l'absence d'un accroissement absolu des importations, après que les États-Unis ont rejeté les demandes des Communautés européennes visant l'application de réductions tarifaires en tant que forme appropriée d'une compensation au titre de l'article 8.

[4101] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 135.

[4102] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 488 à 495.

3. Constatations requises

a) Analyse générale

7.1757 Les Communautés européennes, la Chine, la Norvège et la Suisse font observer que pour se conformer à l'obligation de parallélisme, les autorités compétentes doivent établir, en procédant à une analyse des importations visées par les mesures de sauvegarde, que les produits concernés sont importés en quantités accrues et qu'ils causent un dommage grave.[4103] Le Japon, la Chine, la Suisse et la Norvège ajoutent que si un Membre de l'OMC décide d'exclure un pays de l'application d'une mesure de sauvegarde, il doit établir "explicitement" que l'accroissement des importations de provenances visées par la mesure répondent aux conditions énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. En outre, le Membre de l'OMC doit fournir une "explication motivée et adéquate" établissant comment les faits étayent une telle détermination.[4104]

7.1758 La Chine ajoute que les constatations des autorités compétentes doivent être fondées sur une "explication motivée et adéquate" suffisante établissant comment les faits étayent la détermination, compte tenu des conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. Autrement dit, il ne suffit pas d'indiquer "explicitement" que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ont causé, "à elles seules", un dommage pour s'acquitter de l'obligation de "parallélisme". Les éléments ci-après devraient au moins figurer dans les constatations établies par les autorités compétentes: i) évaluation de chacun des facteurs énumérés à l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes (c'est-à-dire le rythme d'accroissement des importations du produit considéré et leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs, la part du marché intérieur absorbée par les importations accrues, les variations du niveau des ventes, la production, la productivité, l'utilisation de la capacité, les profits et pertes et l'emploi)[4105]; ii) évaluation d'autres facteurs pertinents en ce qui concerne la situation de la branche de production visée [4106]; lien entre l'évolution des importations (volume et part de marché) et l'évolution des facteurs relatifs au dommage [4107]; et iii) détermination du point de savoir si le "lien de causalité" existe entre l'accroissement des importations et le dommage grave, et si ce lien de causalité implique un rapport réel et substantiel de cause à effet entre ces deux éléments.[4108] [4109]

7.1759 La Corée rappelle que l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* a en outre précisé ce qu'un plaignant est tenu de démontrer pour établir *prima facie* qu'une mesure de sauvegarde a été imposée en violation d'une telle obligation. L'Organe d'appel a dit que cela était suffisant pour établir *prima facie* l'absence de parallélisme afin de démontrer que l'USITC avait tenu compte des importations de toutes provenances dans son enquête et que les exportations en provenance du Canada et du Mexique avaient été soustraites à la mesure de sauvegarde en cause.[4110] Il incombe donc à la partie qui impose la mesure de démontrer que les autorités compétentes ont établi explicitement, en fournissant une explication motivée et adéquate, qu'il a été correctement constaté

[4103] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 603.
[4104] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 184; première communication écrite de la Chine, paragraphe 563; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 328; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 367 et 371.
[4105] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Argentine - Chaussures (CE)*, paragraphe 136.
[4106] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Argentine - Chaussures (CE)*, paragraphe 136.
[4107] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Argentine - Chaussures (CE)*, paragraphe 144.
[4108] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 69.
[4109] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 587 et 589.
[4110] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 187.

que les données relatives aux importations de provenances non exclues étayaient les déterminations positives au titre des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes.[4111,4112]

7.1760 Les États-Unis soutiennent que le texte de l'Accord sur les sauvegardes, tel qu'il est interprété par les groupes spéciaux et l'Organe d'appel, n'impose pas l'établissement de constatations distinctes spécifiques aux importations en provenance de pays non membres de l'ALENA pour tous les facteurs énumérés à l'article 4:2. Les seules obligations découlant des articles 3:1 et 4:2 c) sont, pour les autorités compétentes, de publier "un rapport exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles seront arrivées sur tous les points de fait et de droit pertinents" et de fournir "une analyse détaillée de l'affaire faisant l'objet de l'enquête ainsi qu'une justification du caractère pertinent des facteurs examinés". L'Accord n'impose pas l'obligation d'utiliser une structure ou un mode de présentation particulier pour le rapport, ni de procéder à une analyse particulière. L'Organe d'appel a conclu ce qui suit dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*: "[n]ous ne nous intéressons pas à la façon dont les autorités compétentes des Membres de l'OMC établissent leurs déterminations pour l'application de mesures de sauvegarde. L'Accord sur les sauvegardes ne prescrit pas le processus interne de prise de décisions pour faire une telle détermination. Cela est entièrement du ressort des Membres de l'OMC dans l'exercice de leur souveraineté. Nous nous intéressons uniquement à la détermination elle-même … ".[4113 4114]

7.1761 En réponse, le Japon demande de quelle autre façon – sans l'établissement de constatations distinctes spécifiques aux importations en provenance de pays non membres de l'ALENA pour tous les facteurs énumérés à l'article 4:2 – un Membre pourrait savoir que les importations faisant l'objet de la mesure de sauvegarde sont, en fait, celles qui causent un dommage grave, si l'autorité compétente ne procède à aucune évaluation du lien de causalité pour ces importations. Le Japon estime que les États-Unis s'attendent à ce que les plaignants acceptent simplement que l'examen des divers facteurs ayant une incidence sur la branche de production nationale aurait produit les mêmes résultats si l'USITC avait examiné ces facteurs par rapport aux importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. Le Japon juge encore plus consternant le raisonnement élaboré par les États-Unis pour justifier leurs manquements répétés à l'obligation de parallélisme. Les États-Unis estiment impudemment qu'ils n'ont qu'à formuler explicitement la conclusion selon laquelle, à elles seules, les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ont causé ou menacé de causer un dommage grave, et qu'ils n'ont pas besoin de fournir une explication pour ces constatations, y compris les résultats de chaque étape du processus d'analyse menant à cette conclusion.[4115 4116]

7.1762 La Chine fait valoir que, loin d'être redondantes, des constatations distinctes spécifiques aux importations en provenance de pays non membres de l'ALENA pour tous les facteurs énumérés à l'article 4:2 – en tant qu'autre facteur relatif au dommage – représentaient la seule façon pour les États-Unis de satisfaire aux prescriptions de l'OMC, c'est-à-dire à la nécessité de démontrer que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA pouvaient, à elles seules, causer un dommage grave à la branche de production américaine.[4117]

[4111] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 187, 188 et 198.

[4112] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 207 et 208.

[4113] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 158.

[4114] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 749 et 750.

[4115] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 752 et 753; réponses écrites des États-Unis aux questions posées par les parties, paragraphe 18 (réponse à une question posée par les Communautés européennes).

[4116] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 185 à 190.

[4117] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 318.

7.1763 Le Japon ajoute que "[p]our être explicite, une déclaration doit énoncer distinctement tout ce qui est signifié; rien ne doit être simplement insinué ou sous-entendu; la déclaration doit être claire et non équivoque".[4118] Comme l'Organe d'appel l'a constaté dans les affaires *États-Unis – Gluten de froment* et *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, un simple exposé des faits sans une analyse détaillée du point de savoir si les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA causent, à elles seules, un dommage grave est insuffisante pour limiter l'application de la mesure à un sous-ensemble quelconque des importations totales.[4119]

7.1764 Les États-Unis relèvent que les plaignants reviennent sans cesse sur l'argument selon lequel l'analyse par l'USITC des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ne satisfait pas à l'obligation énoncée par l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* de fournir "une explication motivée et adéquate qui établit explicitement" que les importations non visées par des ALE ont causé un dommage grave.[4120] L'attention accordée à ce point confère, à tort, à la description d'une obligation donnée par l'Organe d'appel plus d'importance que ce qui se dégage des termes du texte. Les articles 3 et 4 n'exigent pas l'établissement d'une constatation "explicite" et l'Organe d'appel n'a jamais lié une telle obligation au texte de l'Accord sur les sauvegardes. Le "caractère explicite" n'est pas non plus nécessaire lorsqu'il s'agit d'établir les constatations et les conclusions motivées requises au titre de l'article 3:1 ou lorsqu'il s'agit de fournir l'"analyse détaillée" demandée au titre de l'article 4:2 c). Les rapports de l'Organe d'appel ne font pas d'une explication "explicite" une obligation distincte. Le terme est apparu pour la première fois dans le contexte du parallélisme dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*; il figurait dans la constatation selon laquelle l'analyse par l'USITC des importations en provenance du Canada n'établissait pas une "détermination explicite concernant l'accroissement des importations, *à l'exclusion des importations en provenance du Canada*".[4121] L'Organe d'appel a ensuite utilisé le même terme dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* pour décrire la constatation selon laquelle l'analyse plus détaillée effectuée par l'USITC n'établissait toujours pas en l'occurrence que l'accroissement des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA avait causé à lui seul un dommage grave.[4122] Dans les deux affaires, l'Organe d'appel a utilisé le terme en rapport avec l'absence d'une déclaration "claire et non équivoque" établissant que l'accroissement des importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA avait causé à lui seul un dommage grave. Il a ensuite examiné si l'explication des déclarations effectivement donnée par l'USITC constituait une "explication motivée et adéquate", mais n'a pas exigé qu'elle soit "explicite". Ainsi, il est préférable d'interpréter l'emploi par l'Organe d'appel du terme "explicite" comme se référant à la conclusion formelle des autorités compétentes concernant le point de savoir si les importations non visées par des ALE ont causé un dommage grave, et cet emploi n'exige par un exposé "explicite" des résultats de chaque étape du processus d'analyse menant à cette conclusion.[4123] [4124]

[4118] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 194.

[4119] Première communication écrite du Japon, paragraphe 304.

[4120] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 588 et 589; première communication écrite du Japon, paragraphe 316; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.178 et 4.179; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 355 à 357.

[4121] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 98 (italique dans l'original).

[4122] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 194.

[4123] L'Organe d'appel a constaté relativement à la constatation de l'existence d'un lien de causalité que "[c]es étapes ne sont pas des "critères" juridiques prescrits par le texte de l'*Accord sur les sauvegardes*; il n'est pas non plus impératif que chaque étape fasse l'objet d'une constatation distincte ou d'une conclusion motivée de la part des autorités compétentes". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 178.

[4124] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 752 et 753.

7.1765 La Nouvelle-Zélande ne souscrit pas à la vue selon laquelle "il serait préférable d'interpréter" les instructions de l'Organe d'appel de cette manière. En effet, cela ramènerait l'obligation de fournir une "explication motivée et adéquate" à la simple obligation d'établir une conclusion en affirmant simplement que même si les importations visées par des ALE n'avaient pas été incluses, le résultat aurait été le même. Bien entendu, c'est précisément la base sur laquelle les États-Unis cherchent à se justifier au regard des importations en provenance des pays membres de l'ALENA. De même, c'est précisément sur cette base que l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* a rejeté la note de bas de page 168 du rapport de l'USITC en déclarant qu'elle ne fournissait pas une "explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étay[ai]ent [la] détermination".[4125] Il convient de rappeler que dans cette affaire l'Organe d'appel a noté ce qui suit: "rien ne doit être simplement insinué ou sous-entendu; [l'explication] doit être claire et non équivoque".[4126] En outre, ainsi que l'Organe d'appel l'a constaté dans cette affaire comme dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, un simple exposé des faits sans une analyse détaillée du point de savoir si les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA causent, à elles seules, un dommage grave est insuffisant pour appliquer la mesure à des quantités moindres que les importations totales.[4127]

7.1766 De même, les Communautés européennes font valoir que les États-Unis présentent une série de propositions assez extraordinaires dont beaucoup battent en brèche les rapports de l'Organe d'appel traitant du principe du parallélisme.[4128] Il est vrai que l'Accord sur les sauvegardes ne contient pas les termes "constatations explicites", ni le terme "parallélisme" non plus. Pourtant, l'obligation de "parallélisme" ressort clairement du texte et l'Organe d'appel a précisé que ce principe juridique existe effectivement et qu'il implique qu'une constatation explicite doit exister, ainsi qu'une explication motivée établissant que les importations visées par une mesure répondent, à elles seules, aux prescriptions énoncées aux articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes. L'absence de constatations formulées et/ou d'explications motivées était justement le vice constaté par l'Organe d'appel dans les mesures en cause dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*.[4129] Les États-Unis insistent également sur le fait que l'Organe d'appel n'a pas exigé que la justification à la base des conclusions relatives aux importations non exclues soit explicite. Les Communautés européennes estiment toutefois que les États-Unis n'ont pas démontré comment une explication qui n'est même pas énoncée peut réellement être adéquate compte tenu des indications bien claires de l'Organe d'appel et de sa conclusion selon laquelle la somme des constatations relatives aux importations totales et des constatations se rapportant au Canada et au Mexique ne donne pas une constatation concernant "les importations totales, déduction faite de celles en provenance des pays membres de l'ALENA".[4130] En fait, il n'y a même pas de constatation implicite.[4131]

7.1767 La Suisse fait également valoir que les États-Unis jouent avec les mots et qu'en tout cas ils n'ont même pas fourni une explication adéquate et motivée établissant que les importations non visées par des ALE ont causé un dommage grave. L'Organe d'appel[4132] a dit que les États-Unis devaient démontrer que l'USITC avait fourni une explication motivée et adéquate établissant que les importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde.[4133]

[4125] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 195.
[4126] *Ibid.*, paragraphe 194.
[4127] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.151.
[4128] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 452.
[4129] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 196.
[4130] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 196.
[4131] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 454 à 457.
[4132] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 188
[4133] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 105.

b) Constatations établies en l'espèce par l'USITC

i) Importations provenant de zones de libre-échange

7.1768 Les Communautés européennes font valoir que le principal rapport de l'USITC ne donne pas un examen de la nécessité d'assurer le parallélisme entre les constatations relatives à l'accroissement des importations, au dommage grave et aux mesures à imposer. On observe toutefois une tentative tardive mais inadéquate visant à prendre en compte le principe du parallélisme dans le deuxième rapport complémentaire.[4134]

7.1769 Selon les Communautés européennes, l'explication donnée dans le deuxième rapport complémentaire a trait à l'exclusion du Canada et du Mexique de la portée de la mesure de sauvegarde pour six des dix produits (c'est-à-dire tous les produits sauf les produits étamés ou chromés, les barres d'armature, le fil machine en aciers inoxydables et les fils en aciers inoxydables). Pour ce qui est des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie, l'USITC "indique [seulement], en accord avec les constatations qu'elle a formulées dans les opinions concernant la mesure corrective, que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions de la Commission ou des différents commissaires".[4135] [4136]

7.1770 Les Communautés européennes estiment que les explications données dans le deuxième rapport complémentaire sont insuffisantes pour remédier à la violation du principe du parallélisme observée dans le rapport principal.[4137] Une constatation selon laquelle les importations en provenance du Canada ou du Mexique, considérées individuellement, ne représentent pas une part substantielle ou ne contribuent pas de façon importante au dommage est sans rapport avec la question de savoir si les importations non exclues répondent, à elles seules, aux critères requis pour imposer des mesures de sauvegarde. En outre, les références au rapport d'octobre 2001 de l'USITC sur lesquelles les États-Unis se fondent ne tiennent pas compte des tendances les plus récentes des importations (pour toute l'années 2001).[4138]

7.1771 En ce qui concerne les produits étamés ou chromés, les barres d'armature, le fil machine en aciers inoxydables et les fils en aciers inoxydables, les Communautés européennes estiment que le Groupe spécial peut déjà conclure que les États-Unis ont violé les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes au motif que les États-Unis n'ont même pas fait de constatation établissant que les importations visées par les mesures de sauvegarde répondaient, à elles seules, aux conditions énoncées dans l'Accord.[4139]

7.1772 Selon les Communautés européennes, l'analyse donnée dans le deuxième rapport complémentaire pour les six produits restants est viciée car elle présente les mêmes défauts que le rapport principal. Par exemple, elle ne prend pas en compte la période la plus récente ou ne contient pas de données relatives aux importations effectuées en 2001 bien que ces données soient disponibles lorsque le deuxième rapport complémentaire a été établi. En tout état de cause, il n'y a pas de démonstration ni une explication adéquate se rapportant à un accroissement soudain, récent, brutal et important des importations de CPLPAC, de barres laminées à chaud, de barres parachevées à froid,

[4134] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 604 et 605.
[4135] Deuxième rapport complémentaire, page 4.
[4136] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 606 à 608.
[4137] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 613.
[4138] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 482.
[4139] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 614.

d'accessoires en acier au carbone ou en aciers alliés, de barres en aciers inoxydables et de certains produits tubulaires en provenance de pays non membres de l'ALENA.[4140]

7.1773 La Suisse soutient que, dans son rapport initial, l'USITC a incontestablement analysé les différents facteurs relatifs à l'application d'une mesure de sauvegarde en se fondant sur les importations totales, y compris les importations visées par des ALE. En outre, au lieu d'établir toutes les déterminations nécessaires sur la base des importations qui font l'objet de la mesure, l'USITC se contente d'ajouter l'affirmation répétitive selon laquelle l'exclusion ne modifierait pas la détermination fondée sur toutes les importations. Ces généralisations non fondées ne correspondent pas au critère de l'Organe d'appel et sont à l'évidence erronées. Les États-Unis indiquent uniquement ce qu'ils estiment ne pas avoir à faire, mais ils ne démontrent pas et ne peuvent pas démontrer qu'ils ont effectivement satisfait aux prescriptions de l'OMC. Selon la Suisse et la Norvège, le principe du parallélisme ne signifie pas qu'un Membre de l'OMC peut exclure les importations, quelles qu'elles soient, qu'il souhaite en disant que ces exclusions n'affecteraient pas le résultat final. Comme l'Organe d'appel l'a précisé, ce que les autorités compétentes doivent établir, c'est que les importations en provenance de sources extérieures aux zones de libre-échange répondent, à elles seules, aux prescriptions énoncées aux articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[4141] Autrement dit, à supposer qu'il soit permis d'exclure certaines importations de la mesure, toutes les déterminations nécessaires doivent être établies – et étayées par une explication motivée et adéquate – sur la base des importations qui font l'objet de la mesure.[4142] La Norvège ajoute qu'il découle de ce qui précède qu'une analyse correcte de l'accroissement des importations et du lien de causalité doit être effectuée après l'exclusion d'importations du champ de l'enquête.[4143]

7.1774 En l'espèce, l'explication fournie par les autorités compétentes américaines concernant la question du parallélisme figurait dans différentes sections du rapport de l'USITC. Une partie de l'examen était reproduite dans les sections contenant l'analyse relative à toutes les importations. Dans le deuxième rapport complémentaire, une partie de l'examen figurait également dans l'analyse portant spécifiquement sur les importations non visées par des ALE. Ces deux documents devaient être lus conjointement comme le montre l'utilisation du terme "complémentaire" pour désigner la partie élaborée ultérieurement. Les constatations de l'USITC se rapportant à la plupart des prescriptions de l'article 4:2 figuraient dans l'analyse de toutes les importations faite par l'USITC. Dans la mesure où l'exclusion des importations visées par des ALE ne modifiait pas ces constatations, l'USITC n'était pas tenue de les formuler à nouveau. Par exemple, l'exclusion des importations visées par des ALE n'a pas modifié les expéditions effectuées par les producteurs nationaux, leurs niveaux d'emploi, leurs profits et pertes ou l'évolution de ces indicateurs. L'Accord sur les sauvegardes n'exigeait pas que l'USITC procède à ces analyses pour s'acquitter de l'obligation de parallélisme.[4144]

7.1775 Les États-Unis répondent en faisant valoir que pour étayer les conclusions concernant les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, le rapport de l'USITC contient pour chaque branche de production: i) une constatation spécifique établissant que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA se sont accrues; ii) une constatation, dans l'analyse de toutes les importations, selon laquelle la branche de production a subi un dommage grave; iii) des constatations, dans l'analyse de toutes les importations, concernant les conditions pertinentes de la concurrence dans la branche de production; iv) une constatation spécifique décrivant le lien de

[4140] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 620, 622 et 623.
[4141] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 198
[4142] Deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphes 103 et 104; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 182.
[4143] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 182.
[4144] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 749 et 750.

causalité entre les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA et le dommage grave causé à la branche de production nationale; et v) des constatations, dans l'analyse de toutes les importations, concernant les facteurs autres que les importations dont il était allégué qu'elles causaient un dommage grave.[4145]

7.1776 Les États-Unis insistent sur le fait que l'établissement par l'USITC de constatations et d'une analyse concernant les importations non visées par des ALE, ainsi que son constant recours aux parties de l'analyse de toutes les importations qui demeuraient applicables, constituaient un moyen admissible de se conformer aux articles 3:1 et 4:2 c). La publication du rapport complémentaire de l'USITC après que celle-ci a achevé l'examen de toutes les importations ne fait pas du rapport complémentaire une "analyse *a posteriori*". l'USITC a fourni la réponse avant la décision d'appliquer les mesures de sauvegarde, en conformité avec la prescription de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes voulant qu'une mesure ne soit appliquée "que si ce Membre a déterminé" que les importations en quantités accrues d'un produit causent un dommage grave.[4146]

7.1777 Les Communautés européennes conteste la proposition voulant que le champ des importations n'ait pas d'incidence sur l'évaluation de la situation de la branche de production nationale.[4147] D'une part, le premier facteur qui doit être évalué par les autorités nationales au titre de l'article 4:2 a) concerne précisément les tendances des importations. Étant donné la symétrie qui doit exister entre les données relatives aux importations utilisées pour les déterminations et les importations faisant l'objet d'une mesure, cela veut manifestement dire que les tendances des importations pertinentes au titre de l'article 4:2 a) doivent être évaluées exclusivement sur la base des importations qui doivent être visées par la mesure.[4148] Les Communautés européennes rappellent que l'USITC avait établi des "déterminations positives" (c'est-à-dire qu'elle avait constaté que les importations en question ne satisfaisaient pas aux critères d'exclusion réglementaires) pour les barres laminées à chaud, les barres parachevées à froid, les accessoires en acier au carbone ou en aciers alliés et les barres en aciers inoxydables provenant du Canada ainsi que pour les CPLPAC et les accessoires en acier au carbone ou en aciers alliés en provenance du Mexique.[4149] Dans la mesure où la Proclamation n° 7529 exclut ces importations de la portée des mesures [4150], elle n'a pas pu être fondée sur les déterminations d'octobre 2001, qui n'établissaient pas que ces importations pouvaient être exclues.[4151]

7.1778 Les Communautés européennes estiment que l'adjonction d'un certain nombre d'observations *ex post* concernant toutes les importations, déduction faite de celles qui proviennent des pays membres de l'ALENA, ne revient pas satisfaire aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes en ce qui concerne "toutes les importations déduction faite de celles qui sont visées par des ALE". Autrement dit, même les conclusions *ex post* du deuxième rapport complémentaire englobent encore les importations de provenances – Israël et Jordanie – ultérieurement exclues des mesures de sauvegarde. Enfin, le rapport de l'USITC ne contient aucune explication motivée ou adéquate établissant pourquoi la constatation de l'existence d'un dommage pour les importations non visées par des ALE était "redondante".[4152] Étoffant davantage leur argument, les Communautés européennes ajoutent que les déterminations faites par l'USITC aux pages 17 et 18 de son rapport sont: i) des

[4145] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 778 à 788.
[4146] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 751.
[4147] *Voir* par exemple la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 750; réponse écrite des États-Unis à la question n° 95 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4148] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 460 à 463.
[4149] Proclamation n° 7529, paragraphe 5.
[4150] Proclamation n° 7529, paragraphe 8.
[4151] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 449.
[4152] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 460 à 463.

déterminations concernant les importations de toutes provenances ou ii) des déterminations ayant trait aux importations en provenance du Canada et iii) du Mexique, considérées individuellement. Les déterminations relatives aux importations de toutes provenances ne sont ni modifiées ni, plus particulièrement, transformées en déterminations conformes au principe du parallélisme par les déterminations distinctes concernant les importations en provenance du Canada et du Mexique. Ainsi, même dans l'hypothèse où seules les importations en provenance du Canada et du Mexique, et non les importations provenant d'Israël et de la Jordanie, avaient été exemptées de l'application des mesures appliquées par les États-Unis faisant l'objet de l'examen, ces mesures et les constatations et déterminations correspondantes ne sont pas conformes au principe du parallélisme. Ces déterminations restent des déterminations qui n'établissent pas explicitement, en fournissant une explication motivée et adéquate, que les importations visées par les mesures ont été, à elles seules, importées en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'elles ont causé un dommage grave. En particulier, on ne peut en aucune façon "soustraire" d'une détermination fondée sur des importations de toutes provenances les déterminations additionnelles ayant trait au Mexique et/ou au Canada et alléguer que, par implication, le résultat de cette "soustraction" est une détermination et une explication qui satisfait au principe du parallélisme.[4153]

7.1779 La Nouvelle-Zélande fait valoir que dans son rapport de décembre 2001, l'USITC avait formulé des constatations positives selon lesquelles les importations de CPLPAC en provenance du Mexique et du Canada constituaient une part substantielle des importations totales et que les importations provenant du Mexique contribuaient de façon importante au dommage grave qui serait causé par les importations. Le rôle important joué par les importations en provenance des pays membres de l'ALENA dans le cadre de l'enquête menée par l'USITC au sujet des importations de toutes provenances était très explicitement établi. Ces premières constatations sont ensuite délibérément évitées dans le deuxième rapport complémentaire. Le fait que l'USITC n'a pas expliqué ses premières constatations confirme la conclusion selon laquelle les États-Unis n'ont pas fourni une explication adéquate et motivée pour étayer l'exclusion des importations en provenance des pays qui sont leurs partenaires dans le cadre de l'ALENA de l'application de la mesure de sauvegarde. Même si les États-Unis allèguent que l'analyse nécessaire des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA figure quelque part dans l'analyse plus générale applicable à toutes les importations, ces allégations sont dénuées de fondement. Le rapport de l'USITC et le deuxième rapport complémentaire n'ont pas donné une évaluation de la part du marché intérieur absorbée par les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ni des autres facteurs pertinents en ce qui concerne la situation de la branche de production visée. L'USITC n'a pas examiné l'incidence que les importations en provenance des pays membres de l'ALENA auraient sur la branche de production nationale si elles devaient être exclues de la mesure. L'USITC n'a pas non plus formulé de constatation concernant le lien entre l'évolution des importations (volume et part de marché) et l'évolution des facteurs relatifs au dommage et elle n'a pas démontré l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA et le dommage grave et l'existence d'un dommage grave impliquant un rapport réel et substantiel de cause à effet.[4154]

[4153] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 466 à 467; deuxième déclaration orale des Communautés européennes concernant le parallélisme, paragraphe 4.

[4154] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.152 et 3.153.

7.1780 Les Communautés européennes rappellent que pour plusieurs groupements de produits, l'USITC a établi des déterminations positives à l'égard des importations en provenance du Canada et/ou du Mexique[4155] – c'est-à-dire qu'elle a déterminé que les importations en provenance du Mexique et/ou du Canada ne "représentaient pas une part substantielle des importations totales" et ne "contribuaient pas de façon importante au dommage grave" en vertu de l'article 311 a) de la Loi portant modalités d'application de l'ALENA.[4156] En tout cas, les déterminations individuelles concernant les importations en provenance du Mexique et du Canada sont dénuées de pertinence pour ce qui est de démontrer la conformité au principe du parallélisme car elles sont fondées sur un critère – celui de l'article 311 a) de la Loi portant modalités d'application de l'ALENA – qui est très différent des critères de l'OMC. Selon les règles de l'OMC, toutes les importations doivent être comptées (ou exclues dès le début), pas seulement celles en provenance des cinq premiers pays exportateurs, et toutes les causes du dommage doivent être évaluées. Une autre raison tient au fait que les déterminations du 22 octobre 2001 ne désagrègent pas les données relatives aux importations provenant d'Israël et de la Jordanie (en fait, le deuxième rapport complémentaire ne le fait pas non plus).[4157] En conclusion, tout ce qui reste (pour ce qui est des déterminations pertinentes) après un examen du rapport initial de l'USITC, ce sont des déterminations fondées sur les importations de toutes provenances.[4158]

7.1781 Les États-Unis répondent que si l'argument des Communautés européennes devait être confirmé, l'une des conséquences serait que les autorités compétentes ne pourraient jamais réviser leur rapport, une fois qu'il est publié, ou fournir des renseignements additionnels si le Membre qui évalue l'application d'une mesure de sauvegarde estimait que des renseignements additionnels relatifs à la détermination seraient utiles. De fait, si les Communautés européennes avaient raison, les autorités compétentes ne pourraient même pas corriger des erreurs matérielles dans le rapport. Rien n'indique que l'Accord sur les sauvegardes impose de telles contraintes aux autorités compétentes.[4159]

7.1782 Les Communautés européennes sont d'avis que la position des États-Unis est contradictoire. D'une part, les États-Unis font valoir que toutes les déterminations pertinentes figurent dans le rapport de l'USITC en date du 22 octobre 2001. A l'évidence, ces déterminations ne se rapportent pas aux importations non visées par des ALE, *seules*. Elles n'étayent donc pas les mesures adoptées par la Proclamation n° 7529. D'autre part, les États-Unis semblent se contredire car, pour montrer qu'ils ont respecté l'obligation de parallélisme, ils font référence aux renseignements "rapportés" par l'USITC le 4 février 2002 et semblent les traiter comme de nouvelles constatations susceptibles de justifier les mesures de sauvegarde.[4160] Si les États-Unis font valoir que ces "rapports" additionnels sont en fait de nouvelles déterminations établissant que les conditions requises pour appliquer des mesures de sauvegarde sont remplies et si le Groupe spécial accepte ces rapports comme étant des déterminations

[4155] Il s'agit des groupements de produits énumérés au paragraphe 449 de la deuxième communication écrite des Communautés européennes (pour le Canada: barres laminées à chaud, barres parachevées à froid, accessoires en acier au carbone ou en aciers alliés, barres en aciers inoxydables; pour le Mexique, certains produits en acier et accessoires en acier au carbone ou en aciers alliés).

[4156] Cité dans la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 444, note de bas de page 349.

[4157] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 466 et 467; deuxième déclaration orale des Communautés européennes concernant le parallélisme présentée à la deuxième réunion de fond du Groupe spécial, paragraphe 4.

[4158] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 59 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[4159] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 59 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[4160] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 129, paragraphe 239, posée par le Groupe spécial; première communication écrite des États-Unis, paragraphe 751.

ou une explication additionnelle pertinentes pour les déterminations établies en octobre 2001, les Communautés européennes estiment qu'ils sont également inadéquats car ils ne tiennent pas compte des données relatives à 2001 et ne prennent pas en considération les importations dans l'analyse du lien de causalité.[4161] Les déterminations figurant aux pages 1, 17 et 18 du rapport de l'USITC en date du 22 octobre 2001 ne contiennent aucune détermination de "l'accroissement des importations" se rapportant exclusivement aux importations de provenances exclues. Au contraire, les déterminations visent les importations de toutes provenances. Les conclusions juridiques des autorités compétentes établissent que l'accroissement des importations *de toutes provenances* a causé un dommage à la branche de production américaine. Compte tenu de ces déterminations, les mesures prises par le Président, qui excluent les importations de certaines provenances, sont dénuées de fondement juridique et ne peuvent pas rester en vigueur.[4162]

ii) Démonstration requise concernant les importations non exclues

7.1783 La Norvège fait valoir que les États-Unis ont recouru aux importations en provenance des pays membres de l'ALENA pour justifier la constatation d'un "accroissement des importations" et de l'existence d'un dommage grave".[4163] Le Japon estime que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA doivent être analysées séparément. Autrement dit, il n'est pas possible de formuler des conclusions concernant les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA à partir de l'analyse des importations totales d'une part et de l'analyse des importations en provenance des pays membres de l'ALENA d'autre part.[4164] De même, la Chine fait valoir qu'il doit y avoir une explication motivée et adéquate qui établit explicitement que les importations en provenance de pays non partenaires dans le cadre d'accords de libre-échange répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde et, en particulier, que le dommage n'était pas causé par les pays partenaires dans le cadre d'accords de libre-échange, considérés comme "d'autres facteurs".[4165] De la même manière, la Corée estime que l'Organe d'appel a bien précisé que pour s'acquitter de l'obligation de parallélisme, les États-Unis devaient remplir *toutes* les conditions énoncées à l'article 2:1 sur la base des mêmes importations que celles faisant l'objet de la mesure au titre de l'article 2:2.[4166] En conséquence, toutes les conditions indiquées aux articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes doivent être remplies avant que l'analyse du parallélisme soit achevée. Il doit être démontré clairement et d'une manière non équivoque que les importations en provenance de pays non pays membres de l'ALENA répondent aux conditions énoncées aux articles 2:1 et 4:2. En outre, il s'ensuit directement de cette analyse que les importations en provenance des pays membres de l'ALENA deviennent ainsi un "autre facteur" éventuel relatif au dommage. Enfin, la Corée souligne que de "simples affirmations" ne peuvent pas se substituer à l'analyse complète et détaillée[4167] exigée par les articles 3 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes.[4168]

[4161] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 439 et 440.

[4162] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 441 et 442.

[4163] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 59 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[4164] Réponse écrite du Japon à la question n° 59 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[4165] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 310.

[4166] La Corée conteste le fait que ce parallélisme peut être assuré juridiquement sauf sur la base d'une constatation établissant que toutes les importations répondent aux conditions de l'article 2:1 et que toutes les importations font l'objet de la mesure visée à l'article 2:2 ainsi qu'il est longuement discuté dans la section suivante relative au traitement NPF.

[4167] Voir la première communication écrite des États-Unis, paragraphe 770 et le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 194.

[4168] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 216 à 219.

7.1784 La Norvège fait valoir que l'analyse générale faite par l'USITC en ce qui concerne le lien de causalité et la contribution des différentes causes n'a pas une seule fois porté sur le rôle des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, distinguées de toutes les importations. Aucune analyse factuelle des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA n'a jamais été tentée. La réponse à la demande de l'USTR n'était pas meilleure. La Norvège fait valoir qu'il n'y a pas eu d'analyse factuelle, mais uniquement une simple déclaration selon laquelle "les considérations qui nous ont conduits à conclure que les importations accrues de CPLPAC constituaient une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale sont également applicables à l'accroissement des importations de CPLPAC de toutes provenances autres que le Canada et le Mexique".[4169] [4170] Selon la Norvège, il ne devrait pas faire de doute qu'une telle déclaration ne satisfait pas aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes.[4171]

7.1785 Les États-Unis reconnaissent que l'examen effectué par l'USITC dans son analyse de toutes les importations concernant les questions de l'accroissement des importations et du lien de causalité ne serait pas automatiquement applicable aux importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. Toutefois, pour chaque branche de production nationale pertinente, l'USITC a donné une analyse détaillée de l'accroissement des importations et du lien de causalité pour les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. Dans son analyse de l'accroissement des importations, l'USITC a souvent constaté que les tendances générales des importations étaient identiques pour les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA et pour toutes les importations. Dans de telles circonstances, l'analyse du lien de causalité effectuée par l'USITC pour les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA a essentiellement visé les mêmes périodes que celles qui sont visées par l'analyse applicable à toutes les importations. Cela découle du fait que la nature du dommage grave subi par la branche de production nationale et la période pendant laquelle il a été subi étaient les mêmes quel que soit l'ensemble des importations examiné. En outre, dans son examen du lien de causalité pour toutes les importations, l'USITC a formulé des constatations concernant des facteurs autres que les importations dont il était allégué qu'elles causaient un dommage grave. Comme on le verra plus en détail ci-après, ces constatations portaient souvent sur les données relatives à la branche de production américaine ou au marché américain dans son ensemble. De telles constatations étaient aussi bien applicables à l'analyse des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA qu'à l'analyse de toutes les importations. Il s'agissait donc d'une autre série de constatations que l'USITC n'était pas tenue de formuler à nouveau dans les sections de son rapport qui traitaient spécifiquement des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA.[4172]

7.1786 Les Communautés européennes font également remarquer qu'un examen du texte même du deuxième rapport complémentaire révèle des vices additionnels: en ce qui concerne l'évaluation de l'accroissement des importations, l'USITC fournit simplement les données relatives aux importations pour l'"accroissement en termes absolus" et observe que "les importations se sont accrues" sans donner d'autres précisions.[4173] Elle continue effectivement à appliquer le critère relatif à "n'importe

[4169] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, daté du 4 février 2002, page 5 (pièce n° 11 des coplaignants).
[4170] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 183.
[4171] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphes 184 à 187.
[4172] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 784 à 786.
[4173] Voir par exemple le deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 5 (barres laminées à chaud en acier au carbone ou en aciers alliés); page 6 (barres parachevées à froid).

quel accroissement" que l'Organe d'appel a clairement rejeté.[4174] Lorsque l'USITC se réfère aux prévisions des importations pour 2001-2002[4175], elle souligne que les mêmes prévisions n'ont pas été faites pour d'autres groupes de produits. En ce qui concerne le lien de causalité, l'USITC n'a pas dissocié et distingué les effets des importations exclues et ne les a pas imputés aux importations visées par les mesures. L'analyse des ventes à des prix inférieurs n'a pas été effectuée pour tous les groupes de produits ou a été limitée à un seul produit.[4176] Il n'y a pas d'analyse de la coïncidence en ce qui concerne les tendances.[4177]

7.1787 Les États-Unis réaffirment que les plaignants continuent à ne pas tenir compte du fait que des constatations pertinentes en ce qui concerne l'analyse du parallélisme figurent dans l'ensemble du rapport de l'USITC. Bien que nombre des constatations pertinentes se trouvent dans la section du rapport publiée sous le titre de "Deuxième rapport complémentaire", qui traite spécifiquement des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, il existe également des constatations pertinentes dans l'analyse de toutes les importations. Les constatations ne sont pas limitées à une section particulière du rapport. Premièrement, l'USITC a expressément constaté, pour chaque produit similaire pertinent, que l'accroissement des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA causait un dommage grave ou une menace de dommage grave. Deuxièmement, l'analyse des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA contient non seulement une description de la manière dont les importations se sont accrues, mais également une analyse détaillée du lien de causalité. Troisièmement, l'analyse de toutes les importations faite par l'USITC contient des constatations concernant le dommage grave, les conditions de concurrence et les causes du dommage grave qui étaient également pertinentes en ce qui concerne l'analyse des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA et faisaient partie de cette analyse. L'analyse détaillée du lien de causalité faite par l'USITC a permis de dissocier et de distinguer les effets des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA des effets des importations en provenance des pays membres de l'ALENA. Étant donné que dans l'analyse détaillée du lien de causalité, l'USITC a examiné uniquement les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, elle a dissocié les effets des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA sur le volume et la fixation des prix des effets des importations en provenance des pays membres de l'ALENA. L'analyse de l'USITC a également repris de l'analyse de toutes les importations les facteurs qui restaient inchangés quelles que soient les importations analysées.[4178]

7.1788 Les Communautés européennes font valoir que le deuxième rapport complémentaire présente une omission majeure, voire un vice rédhibitoire, à savoir qu'il ne contient nulle part un examen des importations provenant du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie en tant qu'"autre facteur" causant un dommage, ni une évaluation de leur nature et de leur ampleur, de manière que le dommage causé par les importations en provenance de ces quatre pays ne soit pas imputé aux importations auxquelles les mesures mêmes ont été appliquées. L'USITC est directement passée à un certain nombre de généralisations concernant les effets dommageables causés par les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA et a conclu ce qui suit: "les considérations qui nous

[4174] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine - Chaussures (CE)*, paragraphe 129, confirmant les constatations établies dans le rapport du Groupe spécial *Argentine - Chaussures (CE)*, paragraphe 8.161; voir aussi la section C ci-dessus.

[4175] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 867, concernant certains produits tubulaires autres que les OCTG.

[4176] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 7 (barres parachevées à froid), dans lequel l'analyse des ventes à des prix inférieurs n'a été effectuée que pour les C12 L 14 d'un pouce de diamètre et était fondée sur des données confidentielles; page 8 (accessoires en acier au carbone ou en aciers alliés).

[4177] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 478 à 481 et 486.

[4178] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 158 à 161.

ont conduits à conclure que l'accroissement des importations [de chacun des sept produits] constituait une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale sont également applicables à l'accroissement des importations [de ces produits] de toutes provenances autres que le Canada et le Mexique".[4179] Toutefois, ces conclusions sont fondamentalement viciées pour chacun des sept produits car l'USITC n'a pas effectué à nouveau une analyse du lien de causalité en examinant les importations exclues en tant qu'autre facteur.[4180] Le fait que l'USITC n'a pas examiné les importations exclues en tant qu'"autre facteur" relatif au dommage est d'autant plus frappant que l'USITC même reconnaît dans son rapport que ces importations contribuaient de façon importante au dommage grave causé par les importations totales. En particulier, l'USITC a constaté que les importations ci-après en provenance des pays membres de l'ALENA représentaient une "part substantielle des importations totales et contribuait de façon importante au dommage grave subi par la branche de production nationale": CPLPAC (Mexique); barres laminées à chaud (Canada); barres parachevées à froid (Canada); certains produits tubulaires (Canada et Mexique); accessoires en acier au carbone ou en aciers alliés (Canada et Mexique); barres en aciers inoxydables (Canada).[4181] Les Communautés européennes ajoutent que l'expression "autres facteurs" (par rapport aux importations) figurant dans le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Viande d'agneau* et l'expression "facteurs autres qu'un accroissement des importations" indiquée à l'article 4:2 b) doivent être interprétées comme désignant des facteurs autres que les importations visées par la mesure. Il serait absurde qu'un Membre qui impose des mesures de sauvegarde puisse en même temps évaluer le lien de causalité sans procéder à une "non-imputation" des effets des importations en provenance des pays membres de l'ALENA. En fait, cela reviendrait à évaluer le lien de causalité en se fondant sur toutes les importations, y compris celles qui proviennent des pays membres de l'ALENA, puisque dans ce cas les autorités compétentes ne se seraient pas "assurée[s] que les effets dommageables des autres facteurs causals n'étaient pas inclus dans l'évaluation du dommage attribué à l'accroissement des importations".[4182] Sur la base de ce critère réglementaire, l'USITC n'a pas examiné si les importations en provenance des pays membres de l'ALENA causaient un dommage grave. Elle a uniquement examiné si ces importations contribuaient de façon importante au dommage grave. Pour certaines de ces importations, la conclusion même selon laquelle les importations de certaines provenances "ne contribuaient pas *de façon importante*" au dommage ne signifiait pas que ces importations ne causaient pas de dommage et ne devaient donc pas faire l'objet d'une non-imputation.[4183]

7.1789 Le Japon estime que la méthode abrégée utilisée par les États-Unis pour déterminer si les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA constituent une cause substantielle de dommage grave équivaut à une constatation établissant que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA satisfont à elles seules aux critères relatifs à l'accroissement des importations et au lien de causalité. Cette approche a été jugée insuffisante par l'Organe d'appel tant dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* que dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*. Toutes les analyses nécessaires pour établir la constatation selon laquelle un dommage grave est causé par l'accroissement des importations ne doivent être effectuées en ce qui concerne les importations non visées par des ALE que pour justifier l'application d'une mesure de sauvegarde uniquement aux importations non visées par des ALE.[4184]

[4179] Deuxième rapport complémentaire, pages 6, 7, 8, 10 et 11 (pas de précisions dans l'original).

[4180] Voir les sections IV.F.6 b), d), e), g), h), i) ci-dessus.

[4181] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 624 à 626.

[4182] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 185.

[4183] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 91 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4184] Réponse écrite du Japon à la question n° 96 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

7.1790 Les États-Unis répondent qu'en concluant que les importations non visées par des ALE constituaient une cause substantielle de dommage grave, l'USITC a formulé des constatations selon lesquelles ces importations, à elles seules, satisfaisaient aux critères relatifs à l'accroissement des importations et au lien de causalité.[4185] Par ailleurs, les États-Unis font valoir que le parallélisme n'exigeait pas que l'USITC traite les importations exclues en provenance de pays partenaires dans le cadre d'accords de libre-échange comme un "facteur autre qu'un accroissement des importations" au titre de l'article 4:2 b). Le rapport de l'USITC contient son analyse des importations totales, son analyse des importations non visées par des ALE et son analyse des importations visées par des ALE. Dans ces analyses, les constatations et les conclusions motivées dissocient et distinguent le dommage imputable aux importations non visées par des ALE du dommage imputable aux importations visées par des ALE et font en sorte que le dommage causé par les unes ne soit pas imputé aux autres.[4186] Le rapport de l'USITC contient les conclusions explicites de l'USITC concernant les importations totales, ses conclusions explicites selon lesquelles l'exclusion des importations visées par des ALE ne modifierait pas les conclusions susmentionnées et ses conclusions explicites selon lesquelles les importations non visées par des ALE constituaient une cause substantielle de dommage grave. Cette combinaison de conclusions a pour effet de dissocier et de distinguer le dommage imputable aux importations non visées par des ALE du dommage imputable aux importations visées par des ALE. L'USITC a commencé son analyse en établissant une série de conclusions concernant les importations totales et le dommage qu'elles ont causé à la branche de production nationale. Ces conclusions identifiaient le dommage imputable aux importations totales, dissociaient et distinguaient le dommage imputable à l'accroissement des importations du dommage imputable à d'autres facteurs et faisaient en sorte que le dommage imputable à d'autres facteurs ne soit pas imputé aux importations totales. En soi, ce processus dissocierait le dommage imputable à la combinaison des importations visées par des ALE et les importations non visées par des ALE du dommage imputable à d'autres facteurs. L'USITC a en outre analysé le dommage causé par les importations non visées par des ALE. Elle a généralement exprimé les résultats de son analyse en fonction du point de savoir si l'exclusion des importations visées par des ALE modifierait ses conclusions au sujet des importations totales. Comme il n'existait que deux facteurs – les importations non visées par des ALE et les importations visées par des ALE – qui pouvaient être responsables du dommage imputable aux importations de toutes provenances, la comparaison des conclusions relatives aux importations non visées par des ALE à celles qui concernaient les importations totales indique par élimination tout dommage imputable aux importations visées par des ALE.[4187]

7.1791 Par exemple, les États-Unis relèvent que pour ce qui est des barres laminées à chaud, l'USITC a noté que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA se sont accrues à un rythme plus rapide que les importations d'autres provenances (c'est-à-dire les importations visées par des ALE). Elle a noté en outre que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA se sont accrues de façon importante, à la fois en termes absolus et relatifs, en particulier à la fin de la période considérée, ce qui a entraîné pour les producteurs nationaux une perte de parts du marché, une diminution des profits et, dans certains cas, la faillite. Elle a noté que la perte de parts du marché enregistrée par l'ensemble de la branche de production nationale était due aux importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, et que les valeurs unitaires de ces importations diminuaient à un rythme plus rapide que celles des importations totales. Enfin, l'USITC a noté que les marges de vente à des prix inférieurs des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, par rapport aux produits nationaux, étaient supérieures à celles qui se rapportaient aux

[4185] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 96 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4186] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 769.
[4187] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 770 à 772.

importations totales.[4188] Les importations visées par des ALE ont donc été responsables d'une partie négligeable des pertes de parts de marché occasionnées aux producteurs nationaux, ont subi une diminution moins importante des valeurs unitaires et n'ont pas entraîné la fixation des bas prix observés sur le marché.[4189]

7.1792 La Chine répond que le principe du parallélisme signifie que les importations en provenance des pays membres de l'ALENA doivent être exclues à la fois de la portée de la mesure et du champ de l'enquête. En conséquence, elles doivent être considérées comme "un autre facteur" et doivent faire l'objet d'une analyse correcte concernant la non-application. L'obligation de procéder à une telle analyse fait partie de l'obligation de parallélisme.[4190] Les États-Unis ont tort lorsqu'ils affirment que "dans ces analyses, les constatations et les conclusions motivées dissocient et distinguent le dommage imputable aux importations non visées par des ALE du dommage imputable aux importations visées par des ALE et font en sorte que le dommage causé par les unes ne soit pas imputé aux autres". L'analyse effectuée par les États-Unis était superficielle et incompatible avec les prescriptions de l'OMC.[4191] L'analyse du "lien de causalité" exige également une coïncidence dans le temps entre l'accroissement des importations et le dommage subi par la branche de production nationale. Dans ce cas particulier, il se pourrait bien que les importations en provenance de pays partenaires dans le cadre de l'ALENA soient, par exemple, les seules qui avaient principalement coïncidé dans le temps avec le dommage subi par la branche de production nationale. Toutefois, sans avoir procédé à une analyse du "lien de causalité" spécifique aux importations en provenance des pays membres de l'ALENA (ou aux importations en provenance de pays non membres de l'ALENA), les États-Unis ne pouvaient pas établir "explicitement" que le dommage subi par la branche de production était causé par l'accroissement des importations des provenances visées par la mesure, et non par l'accroissement des importations en provenance des pays partenaires dans le cadre de l'ALENA.[4192] La Chine fait aussi valoir que les États-Unis estiment à tort que pour chaque produit analysé dans le rapport, l'USITC a correctement établi que l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA avait causé un dommage grave à la branche de production nationale.[4193]

7.1793 La Corée fait valoir que, pour assurer le parallélisme, l'Organe d'appel a clairement indiqué que *toutes* les conditions énoncées à l'article 2:1 devaient être examinées sur la base des importations qui faisaient l'objet de la mesure au titre de l'article 2:2. De même, il ressort directement de cette analyse que les importations en provenance des pays membres de l'ALENA deviennent un "autre facteur" relatif au dommage. Comme l'Organe d'appel l'a déclaré dans d'autres contextes, le seul moyen de déterminer si les importations ont causé un dommage est d'établir que les "autres facteurs" causant le dommage ont été dissociés et distingués.[4194] Vu que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA doivent causer *à elles seules* un *dommage grave*[4195], les effets dommageables des importations en provenance des pays membres de l'ALENA doivent être dissociés et distingués. Au lieu de procéder à une telle analyse, les États-Unis proposent que le Groupe spécial "suppose" simplement que "les importations visées par des ALE n'ont pas modifié ces constatations, (de sorte que) l'USITC n'était pas tenue de les formuler à nouveau".[4196] Selon l'approche adoptée par

[4188] Deuxième rapport complémentaire, pages 5 et 6.
[4189] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 773.
[4190] Réponse écrite de la Chine à la question n° 30 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[4191] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 319 et 320.
[4192] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 323.
[4193] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 326.
[4194] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 211 (confirmant le Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 179).
[4195] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 194.
[4196] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 750.

les États-Unis, l'avertissement de l'Organe d'appel concernant la nécessité d'établir les faits "explicitement" ou "clairement et d'une manière non équivoque"[4197] serait remplacé par une supposition.[4198] La Corée ajoute qu'un élément essentiel d'une analyse du parallélisme est de faire en sorte que le dommage causé par les importations en provenance des pays membres de l'ALENA ne soit pas imputé aux importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, ce qui justifie une mesure de sauvegarde fondée sur toutes les importations, mais la mesure de sauvegarde étant imposée uniquement pour certaines importations. Le principe à la base du parallélisme veut que le terme "importations" ait le même sens à l'article 2:1 et à l'article 2:2. Par conséquent, vu que les importations en provenance des pays membres de l'ALENA ne devraient pas être considérées comme des "importations" aux fins de l'article 2:2, les importations en provenance des pays fournisseurs membres de l'ALENA devraient être évaluées séparément en tant que "facteur autre qu'un accroissement des importations" pour faire en sorte que les effets dommageables éventuels des importations en provenance des pays membres de l'ALENA ne soient pas imputés à tort aux importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. La position des États-Unis signifierait que le dommage pourrait bien être causé par les importations en provenance des pays membres de l'ALENA, mais ces importations pourraient pourtant être exclues de la mesure. Une mesure pourrait donc être appliquée pour réparer un dommage causé par les importations en provenance des pays membres de l'ALENA uniquement aux importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. Cela serait contraire au principe fondamental sur lequel repose le parallélisme.[4199]

7.1794 La Corée fait également valoir que les États-Unis soutiennent par ailleurs que les importations en provenance des pays membres de l'ALENA ne constituaient manifestement pas un "autre facteur" relatif au dommage. Ils déclarent aussi que les importations en provenance des pays membres de l'ALENA peuvent être si insignifiantes qu'une analyse distincte n'est pas nécessaire.[4200] Pourtant, le Canada et le Mexique étaient des fournisseurs très importants de produits laminés plats et soudés autres que les OCTG. Pour les produits laminés plats, l'USITC a noté que le Canada et le Mexique figuraient parmi les cinq premiers fournisseurs[4201], que l'accroissement des importations en provenance du Mexique était plus important que celui des importations provenant de tous les autres pays[4202] et que les VUM des importations en provenance du Mexique étaient les plus faibles parmi toutes les importations.[4203] Dans le cas des produits soudés autres que les OCTG, le Canada a contribué pour 35 pour cent aux importations totales de tubes et tuyaux soudés autres que les OCTG. "Le Canada était le premier fournisseur de produits soudés autres que les OCTG ... pour chacune des trois dernières années ... (,) 141 pour cent de plus que (ceux) ... en provenance du deuxième fournisseur ...".[4204] Le Mexique figurait également parmi les cinq premiers fournisseurs et a vendu ses produits à des prix notablement inférieurs à ceux des producteurs américains, ses importations s'étant accrues de 94 pour cent pendant la période considérée.[4205] À l'évidence, ces importations en provenance des pays membres de l'ALENA auraient pu causer un dommage. Cela étant, les États-Unis n'ont pas effectué une analyse des facteurs indiqués à l'article 4:2, y compris les effets dommageables de ces importations, car ils soutiennent qu'aucune analyse n'est nécessaire ou

[4197] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 194.
[4198] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 210 à 212.
[4199] Réponse écrite de la Corée à la question n° 30 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[4200] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 750.
[4201] Rapport de l'USITC, volume I, page 66 (pièce n° 6 des coplaignants).
[4202] Rapport de l'USITC, volume I, page 66 (pièce n° 6 des coplaignants).
[4203] Rapport de l'USITC, volume I, page 66 (pièce n° 6 des coplaignants).
[4204] Rapport de l'USITC, volume I, page 167 (pièce n° 6 des coplaignants).
[4205] Rapport de l'USITC, volume I, page 168 (pièce n° 6 des coplaignants).

requise.[4206] Ni les faits ni l'Accord sur les sauvegardes n'étayent cette position. Les autres arguments des États-Unis sont tout aussi peu convaincants. Les États-Unis voudraient substituer leur analyse selon laquelle les importations en provenance des pays membres de l'ALENA n'ont pas constitué une part substantielle des importations et n'ont pas "contribué de façon importante" au dommage à l'analyse aux fins de la non-imputation requise au titre de l'Accord sur les sauvegardes. L'analyse des États-Unis peut être conforme à leur législation, mais elle ne satisfait pas aux prescriptions énoncées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[4207]

7.1795 Le Brésil estime que les importations en provenance des pays membres de l'ALENA produisent deux effets qui doivent être pris en compte dans l'analyse. Premièrement, elles accroissent le niveau des importations et affectent la situation de la concurrence entre les importations et le produit national similaire. Ainsi, l'analyse du rôle des importations dans le dommage grave causé à la branche de production nationale est modifié par l'exclusion des importations en provenance des pays membres de l'ALENA, ce qui doit apparaître dans l'analyse du lien de causalité entre les importations et le dommage grave. Deuxièmement, les importations en provenance des pays membres de l'ALENA peuvent elles-mêmes constituer une cause de dommage grave pour la branche de production nationale. En tant que telles, les importations en provenance des pays membres de l'ALENA constituent un facteur autre que les importations faisant l'objet de l'enquête/des mesures correctives qui sont soumises à l'obligation de non-imputation prescrite à l'article 4:2 b). Si l'analyse n'est pas ajustée pour tenir compte de ces deux effets de l'exclusion des importations en provenance des pays membres de l'ALENA , l'obligation de parallélisme ne peut pas être respectée.[4208] Le Brésil fait en outre valoir qu'en l'absence d'une analyse appropriée aux fins de la non-imputation en ce qui concerne les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, analyse exigée par l'article 4:2 b) pour tous les autres facteurs, il est impossible de déterminer s'il existe un lien réel et substantiel entre les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA et le dommage grave causé à la branche de production nationale. Les effets d'un facteur qui pourrait, soit individuellement soit combiné à d'autres facteurs, constituer la cause prédominante du dommage grave n'auraient tout simplement pas été distingués des effets des importations visées.[4209] L'affirmation des États-Unis selon laquelle ils n'avaient pas besoin d'effectuer une analyse aux fins de la non-imputation dans laquelle les importations exclues en provenance des pays membres de l'ALENA étaient traitées comme un "facteur autre qu'un accroissement des importations" au titre de l'article 4:2 b) est contraire à la logique sur laquelle reposent les avis exprimés par l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment* et *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*. Vérifier l'effet des importations en provenance des pays membres de l'ALENA exclus fait partie intégrante de cette obligation. Ainsi, l'accroissement des importations de provenances qui sont par la suite exclues du champ de la mesure de sauvegarde doit être traité comme un "autre" facteur dans l'analyse du lien de causalité/aux fins de la non-imputation. Les importations constituent un facteur de causalité au regard de la question du dommage grave, parce qu'elles font concurrence au produit national similaire. L'analyse du lien de causalité prescrite par l'Accord sur les sauvegardes serait affaiblie si une autorité compétente pouvait priver de signification une part de ces importations simplement en excluant certaines provenances du champ d'une mesure. Il est nécessaire de vérifier l'importance causale des importations de provenances exclues, pour ne pas imputer aux importations visées le dommage causé par les importations de provenances exclues. Cela est essentiel pour l'obligation de non-imputation. Une autorité compétente ne peut établir un lien de causalité réel et substantiel que s'il dissocie et distingue

[4206] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 749 et 769.
[4207] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 213 à 215.
[4208] Réponse écrite du Brésil à la question n° 91 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4209] Réponse écrite du Brésil à la question n° 30 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

les autres facteurs de causalité. Certes, il est peut-être vrai dans toute enquête qu'il existe un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave, mais la question pertinente est différente lorsque des sources d'importation sont exclues. Dans ces circonstances, il ne suffit pas que l'autorité compétente dissocie et distingue tous les facteurs de causalité autres que les importations visées et les importations exclues. Si l'autorité compétente ne dissocie et ne distingue pas l'effet des importations de provenances exclues, elle pourrait, à titre de sanction, appliquer une mesure à des importations visées pour lesquelles il peut ne pas exister un lien de causalité réel et substantiel avec le dommage grave.[4210] [4211]

7.1796 Le Brésil estime que l'USITC n'a pas procédé à une évaluation spécifique des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. En fait, elle a évalué les importations en provenance de pays membres de l'ALENA, pour conclure que l'exclusion de ces importations ne modifierait pas ses constatations de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité au regard des importations totales.[4212] En tout état de cause, cette constatation ne répond pas à l'obligation d'expliquer en quoi les faits étayent une constatation selon laquelle les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, à elles seules, ont causé un dommage grave ou une menace de dommage grave. En tant que telle, elle ne correspond pas à une bonne analyse aux fins de la non-imputation des importations en provenance de pays membres de l'ALENA. L'analyse des importations en provenance de pays n'appartenant pas à l'ALENA effectuée par l'USITC ne remplissait donc pas le critère énoncé par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, lequel exige une "explication motivée et adéquate qui établit explicitement" que ces importations, à elles seules, ont causé un dommage grave à la branche de production nationale.[4213]

7.1797 De même, la Norvège soutient que la déclaration faite par l'Organe d'appel *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation* signifie clairement que les États-Unis devaient effectuer une analyse séparée aux fins de la non-imputation pour "démontrer, conformément à la décision que [l'Organe d'appel] av[ait] rendue dans l'affaire *États-Unis - Gluten de froment*, que l'USITC avait fourni une explication motivée et adéquate qui établissait explicitement que les importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde …"'.[4214] Les États-Unis ont donc l'obligation d'analyser les importations exclues en tant qu'autre cause du dommage et, en conséquence, d'effectuer une analyse aux fins de la non-imputation pour les importations exclues en question, ainsi que pour tout autre facteur dont il a été constaté qu'il causait un dommage. Comme l'Organe d'appel l'a déclaré, les États-Unis doivent fournir une

[4210] On peut indiquer d'une manière affirmative que le critère du lien de causalité n'est pas juste un critère relatif à la cause contributive. Comme l'Organe d'appel l'a affirmé, il doit y avoir un "rapport *réel et substantiel* de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 179 (pas d'italique dans l'original), citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*.

[4211] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 102 à 105.

[4212] Comme il est indiqué dans la première communication écrite du Brésil, l'USITC a effectivement constaté dans plusieurs affaires que les importations en provenance de pays membres de l'ALENA contribuaient de manière importante au dommage grave causé à la branche de production nationale. Par exemple, dans l'analyse effectuée par l'USITC au sujet des produit laminés plats en acier, l'USITC a estimé que les importations en provenance de pays membres de l'ALENA représentaient une part substantielle des importations totales et que les importations en provenance du Mexique contribuaient de manière importante au dommage grave causé par les importations. Rapport de l'USITC, volume I, page 66. De même, dans son analyse concernant les barres laminées à chaud et les barres parachevées à froid, l'USITC a estimé que les importations provenant du Canada représentaient une part substantielle des importations totales et contribuaient de manière importante au dommage grave causé par les importations. *Ibid*., pages 100 et 107.

[4213] Deuxième communication écrite du Brésil, paragraphes 102 à 105.

[4214] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 188.

explication motivée et adéquate qui établit explicitement, d'une manière telle que rien ne doit être simplement insinué ou sous-entendu et qui est claire et non équivoque, que le dommage causé par les importations exclues n'est pas imputé aux importations non exclues. Les États-Unis n'ont pas effectué cette analyse – ne satisfaisant donc pas au critère susmentionné.[4215]

7.1798 Les États-Unis insistent sur le fait qu'ils n'étaient pas tenus de traiter les importations en provenance des pays membres de l'ALENA comme une "autre" cause possible du dommage dans son analyse du "parallélisme". Une telle analyse n'est pas exigée par l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. La deuxième phrase de l'article 4:2 b) de l'Accord - qui constitue la disposition de l'Accord qui exige que l'autorité compétente n'impute pas aux importations les effets d'autres facteurs - dispose expressément que "[l]orsque des facteurs autres qu'un accroissement des importations causent un dommage à la branche de production nationale en même temps, ce dommage ne sera pas imputé à un accroissement des importations".[4216] L'Accord sur les sauvegardes indique donc qu'une analyse aux fins de la non-imputation est exigée uniquement pour les facteurs "autres que les importations" qui pourraient causer un dommage à la branche de production nationale, même lorsque certaines importations sont exclues de la mesure corrective. Ainsi, l'article 4:2 b) n'exige pas qu'une autorité effectue le même type d'analyse en ce qui concerne les importations de provenances non incluses dans la mesure corrective comme il le fait pour les facteurs autres que les importations. Les États-Unis estiment qu'il n'y a par conséquent pas de fondement juridique dans le texte de l'Accord qui étaye les arguments des plaignants. Malgré l'absence d'une prescription explicite de l'Accord sur les sauvegardes, l'USITC a cependant, en fait, correctement dissocié les effets des importations en provenance des pays membres de l'ALENA de ceux des pays non membres dans son analyse du parallélisme. En particulier, les États-Unis ont expressément dissocié et distingué les effets sur les prix et les volumes des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA de ceux des importations en provenance des pays membres de l'ALENA dans le cadre de son analyse du parallélisme.[4217] [4218]

7.1799 En outre, dans la mesure où les plaignants affirment que l'USITC a imputé aux importations en provenance de pays non membres de l'ALENA les effets produits par les importations en provenance des pays membres de l'ALENA, les États-Unis soutiennent que les plaignants ont mal interprété le rapport de l'USITC. Les plaignants ont fait abstraction du fait que l'USITC, dans son analyse des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, a constaté l'existence d'un lien de causalité entre les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, seules, et le dommage grave subi par la branche de production nationale concernée. Les importations en provenance des pays membres de l'ALENA n'ayant pas été examinées dans l'analyse détaillée du lien de causalité faite par l'USITC, leurs effets étaient déjà exclus lorsque l'USITC a constaté qu'il existait un lien de causalité entre les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA et le dommage grave. Procéder à une analyse complémentaire des importations en provenance des pays membres de l'ALENA en tant qu'autre cause du dommage grave, ainsi que le préconisent les Communautés européennes et la Corée, aurait été redondant et, de ce fait, inutile.[4219]

7.1800 Le Japon estime que le fait de traiter les importations en provenance des pays membres de l'ALENA comme un "autre facteur" aux fins de la non-imputation montrerait très clairement que si une mesure est imposée uniquement pour les importations en provenance de pays non membres de

[4215] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphes 198 et 199.
[4216] Accord sur les sauvegardes, article 4:2 b).
[4217] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 451 à 455 et 769 à 774; réponse écrite des États-Unis à la question n° 95 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4218] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 149 à 151 et 162.
[4219] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 162 à 165.

l'ALENA, l'analyse du dommage doit également être effectuée sur cette base.[4220] La Nouvelle-Zélande fait valoir que l'"obligation de parallélisme" est une obligation de large portée et va bien au-delà d'un aspect (à savoir la non-imputation) d'une étape (à savoir une détermination relative au lien de causalité) de l'établissement des conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde. L'Organe d'appel a clairement indiqué que l'autorité compétente doit fournir "une *explication motivée et adéquate* qui *établit explicitement*" que les importations non exclues "répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde, telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes".[4221] Les "conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde" comprennent l'établissement du lien de causalité, mais vont bien au-delà de cette seule formalité. Par exemple, l'autorité compétente devrait également établir que le critère de l'accroissement des importations a été rempli.[4222]

7.1801 Enfin, les États-Unis réaffirment que l'analyse de l'USITC satisfait pleinement aux prescriptions des articles 2 et 4 de l'Accord, ainsi que l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, selon lesquelles une autorité doit établir explicitement "en fournissant une explication motivée et adéquate, que les importations en provenance de sources extérieures à la zone de libre-échange répondent, à elles seules, aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde …"[4223] L'USITC a constaté que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, à elles seules, répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde lorsqu'elle a dissocié et distingué les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA dans son analyse de l'accroissement des importations et du lien de causalité, les domaines dans lesquels il était approprié et nécessaire de distinguer les importations de différentes provenances, et a adopté d'autres parties pertinentes de son analyse de toutes les importations qui ne variaient pas selon l'ensemble d'importations examiné.[4224]

4. Allégations par produit

a) CPLPAC

7.1802 Le Japon, le Brésil et les Communautés européennes estiment que l'USITC n'a pas procédé à une évaluation spécifique des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA comme le veut le principe du parallélisme. Il a en fait évalué les importations en provenance des pays membres de l'ALENA, et conclu que le fait d'exclure les importations en provenance des pays membres de l'ALENA ne changerait rien à ses constatations relatives à l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité eu égard aux importations totales.[4225] Ce faisant, l'USITC a refait des erreurs

[4220] Réponse écrite du Japon à la question n° 30 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond; réponse écrite du Japon à la question n° 91 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4221] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 188 (italique dans l'original).

[4222] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 30 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[4223] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 198.

[4224] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 166.

[4225] Première communication écrite du Japon, paragraphe 312; première communication écrite du Brésil, paragraphe 231; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 621. Ce qui est singulier, c'est que l'USITC a effectivement constaté dans plusieurs affaires que les importations en provenance des pays membres de l'ALENA contribuaient de manière importante au dommage grave causé à la branche de production nationale! Par exemple, dans l'analyse effectuée par l'USITC au sujet des produits laminés plats en acier, l'USITC a estimé que les importations en provenance des pays membres de l'ALENA représentaient une part substantielle des importations totales et que les importations en provenance du Mexique contribuaient de manière importante au dommage grave causé par les importations. Rapport de l'USITC,

que l'Organe d'appel avait déjà mises en relief. Il est singulier que l'USITC se soit même fondée sur sa conclusion non étayée selon laquelle elle "serait parvenue au même résultat" pour justifier l'exclusion des pays membres de l'ALENA du champ de la mesure recommandée. C'étaient précisément les termes mêmes au sujet desquels l'Organe d'appel avait considéré qu'ils ne répondaient pas à l'obligation de parallélisme dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*.[4226] Cette déclaration ne répond pas à l'obligation d'expliquer en quoi les faits étayent la conclusion selon laquelle seules les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA causaient un dommage grave ou une menace de dommage grave.[4227] Le résultat n'est guère meilleur lorsque l'on donne quelques chiffres sans les accompagner des analyses pertinentes. L'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par l'USITC ne répondait donc pas au critère du parallélisme énoncé par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, qui exige une "explication motivée et adéquate qui établit explicitement" que ces importations ont causé, à elles seules, un dommage grave à la branche de production nationale. Pour être explicite, l'USITC "doit énoncer distinctement tout ce qui est signifié; rien ne doit être simplement insinué ou sous-entendu; la déclaration doit être claire et non équivoque".[4228] L'USITC n'a fait rien de cela. Elle n'a pas établi que les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA causaient, à elles seules, un dommage grave; ses conclusions au sujet du lien de causalité entre les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA et le dommage grave étaient vagues et ne faisaient que sous-entendre ou suggérer pour quelle raison seules les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA causaient un dommage grave. L'analyse de l'USITC ne répondait donc pas à l'obligation de parallélisme.[4229]

7.1803 La Chine est d'avis que le rapport complémentaire de l'USITC n'évalue pas la part du marché intérieur absorbée par les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, n'évalue pas d'autres facteurs pertinents en ce qui concerne la situation de la branche de production concernée, n'établit pas de constatation concernant le lien entre l'évolution des importations (volume et part de marché) et l'évolution des facteurs relatifs au dommage, et n'indique pas explicitement si "le lien de causalité" existe entre l'accroissement des importations et le dommage grave et si ce lien de causalité implique un rapport réel et substantiel de cause à effet entre ces deux éléments. La Chine estime que, pour les produits susmentionnés, le rapport complémentaire de l'USITC "n'établit pas explicitement que les importations de provenances visées par la mesure "répond[ent] aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde, telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes" [et] ne représente pas une "explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayent [la] détermination"", conformément à l'interprétation de l'Organe d'appel.[4230]

---

volume I, page 66 (pièce n° 6 des coplaignants). De même, dans son analyse concernant les barres laminées à chaud et les barres parachevées à froid, l'USITC a estimé que les importations provenant du Canada représentaient une part substantielle des importations totales et contribuaient de manière importante au dommage grave causé par les importations. *Ibid*., pages 100, 107.

[4226] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 194.

[4227] *Ibid*., paragraphe 195.

[4228] *Ibid*., paragraphe 194.

[4229] Première communication écrite du Japon, paragraphes 3l2 à 315; première communication écrite du Brésil, paragraphes 231 à 233.

[4230] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 592 à 594.

7.1804 En ce qui concerne l'accroissement des importations, l'USITC fait valoir qu'il y a eu, dans l'absolu et en chiffres relatifs, un accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA entre 1996 et 2000. Elle ne démontre pas en quoi un tel accroissement répond au critère voulant qu'il soit "assez récent, assez soudain, assez brutal et assez important, à la fois en quantité et en qualité, pour causer ou menacer de causer un "dommage grave"".[4231] Pour ce qui est du dommage grave et du lien de causalité, l'examen complémentaire effectué par l'USITC est étroitement axé sur l'écart des prix entre les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA et les produits nationaux et il est simplement affirmé, sans justification, que l'accroissement des importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA constitue la cause substantielle du dommage grave.[4232] L'enquête superficielle menée par l'USITC pour les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA est éloignée des critères rigoureux établis par l'Organe d'appel dans de nombreuses affaires concernant cette question. Chose plus importante, l'USITC n'explique pas comment elle a pu dissocier l'incidence des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA de celle des importations en provenance des pays membres de l'ALENA puisqu'elle a également déterminé ce qui suit: le Mexique était l'un des cinq premiers pays de provenance des produits laminés plats en acier; le volume des importations provenant du Mexique s'est accru de 26,9 pour cent pendant la période 1996-2000; le rythme d'accroissement des importations en provenance du Mexique était plus rapide que celui des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA; et la VUM des produits laminés plats mexicains était systématiquement inférieure aux VUM des autres importations. La Corée fait valoir que malgré ces constatations spécifiques concernant le dommage grave causé par les importations en provenance du Mexique, l'USITC n'a pas dissocié le dommage découlant des importations en provenance des pays membres de l'ALENA du dommage qu'elle a imputé aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA.[4233]

7.1805 De même, les Communautés européennes, le Japon et le Brésil sont d'avis, pour ce qui est de l'analyse, par l'USITC, des importations totales de produits laminés plats en acier et des importations des mêmes produits en provenance des pays non membres de l'ALENA[4234], que l'analyse initiale de l'USITC concernant les tendances des importations a établi que les importations totales et les importations en provenance du Canada s'étaient accrues dans l'absolu en tant que part de la consommation intérieure et que les importations en provenance du Canada avaient diminué mais demeuraient une part substantielle des importations totales.[4235] L'analyse des importations de produits laminés plats en acier en provenance de pays autres que le Canada était limitée au point de savoir si l'accroissement en volume et la diminution des VUM étaient importants.[4236] L'USITC n'a pas spécifiquement établi un lien de causalité entre les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA et le dommage grave causé à la branche de production nationale. L'analyse générale du lien de causalité et de la contribution des différentes causes n'a pas une seule fois porté sur le rôle des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, distinguées de toutes les importations.[4237] Il y a eu ensuite la réponse à l'USTR, dans laquelle l'USITC a simplement indiqué que les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA s'étaient accrues dans l'absolu et en tant que part de la production nationale. Quant aux prix, l'USITC a simplement informé l'USTR

[4231] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 131.
[4232] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 185, 187, 188, 189, 190 et 191.
[4233] Rapport de l'USITC, volume I, pages 66 et 67 (pièce n° 6 des coplaignants).
[4234] Cette catégorie de produits comprend les brames, les tôles, les produits en acier laminés à chaud, les produits en acier laminés à froid et les produits en acier revêtus.
[4235] Rapport de l'USITC, volume I, pages 66 et 67, note de bas de page 319 (pièce n° 6 des coplaignants).
[4236] *Ibid*., pages 66 et 67, note de bas de page 319.
[4237] *Ibid*., pages 55 à 65.

que "[le fait d']exclure les importations en provenance du Canada et du Mexique de la base de données ne modifi[ait] pas sensiblement les tendances des prix des produits importés".[4238] La façon dont l'USITC a traité le dommage et le lien de causalité était même plus superficielle et inadéquate. L'USITC a seulement noté ce qui suit: "nous serions arrivés au même résultat si nous avions exclu les importations en provenance du Canada de notre analyse du dommage".[4239] Pourtant, l'analyse générale du lien de causalité et de la contribution des différentes causes n'a pas une seule fois porté sur le rôle des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, distinguées de toutes les importations.[4240] Aucune analyse factuelle des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA n'a jamais été tentée. La réponse à l'USTR n'était pas meilleure. Là encore, il n'y a pas eu d'analyse factuelle, mais uniquement la simple déclaration suivante: "les considérations qui nous ont conduits à conclure que les importations accrues de CPLPAC constituaient une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale sont également applicables à l'accroissement des importations de CPLPAC de toutes provenances autres que le Canada et le Mexique".[4241] L'USITC a centré son attention sur les volumes des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA et sur leurs valeurs unitaires moyennes en excluant le lien de causalité.[4242] [4243]

7.1806 Le Japon ajoute que même si l'on devait admettre que les déclarations de l'USITC étaient exactes, la comparaison démontrerait que l'analyse de l'USITC est inadéquate, en particulier pour ce qui est du Canada, que l'USITC elle-même a identifié comme étant "l'un des cinq premiers fournisseurs de CPLPAC pendant la [période visée par l'enquête]".[4244] [4245] Les Communautés européennes estiment qu'il n'y a pas de constatation correcte d'un accroissement des importations non visées par des ALE et que l'USITC n'a pas reconnu que les importations cumulées en provenance de zones de libre-échange constituaient "un autre facteur" causant un dommage et n'a pas procédé à une non-imputation.[4246]

7.1807 Les États-Unis soutiennent que l'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par l'USITC, considérée à la lumière de son examen des autres questions pertinentes figurant dans l'analyse de toutes les importations, démontre que l'USITC a spécifiquement examiné toutes les questions relatives aux importations de CPLPAC en provenance de sources extérieures à l'ALENA. Dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a constaté que les importations en question s'étaient accrues à un rythme similaire à celui de toutes les importations. Les importations de CPLPAC en provenance des pays non membres de l'ALENA se sont accrues de 46,8 pour cent entre 1996 et 1998 et, en 2000, les niveaux des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA étaient encore bien

[4238] Lettre du 4 février de l'USITC, page 5 (pièce n° 11 des coplaignants).

[4239] Rapport de l'USITC, volume I, page 67, note de bas de page 319 (pièce n° 6 des coplaignants). L'USITC a constaté que "les importations en provenance du Canada ne contribuaient pas de façon importante au dommage grave subi par la branche de production nationale" (*ibid.*, page 66), et a donc implicitement reconnu que les importations en provenance du Canada contribuaient dans une certaine mesure au dommage. L'USITC n'a jamais minutieusement analysé l'importance de la contribution des importations provenant du Canada.

[4240] *Ibid.*, pages 55 à 65.

[4241] Lettre du 4 février de l'USITC, page 5 (pièce n° 11 des coplaignants).

[4242] *Ibid.*, pages 5 à 11.

[4243] Première communication écrite du Japon, paragraphes 310 et 311; première communication écrite du Brésil, paragraphes 229 et 230.

[4244] Rapport de l'USITC, page 66 (pièce n° 6 des coplaignants).

[4245] Première communication écrite du Japon, paragraphe 309.

[4246] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 622 à 626; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 478 à 483. Les arguments détaillés sont indiqués dans la partie spécifique aux produits concernant la non-imputation (H.3 b)).

supérieurs à ceux de 1996.[4247] L'USITC a également examiné le changement intervenu dans le volume des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA par rapport à la production nationale. En 2000, les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA représentaient une part plus élevée de la production nationale qu'en 1996.[4248] [4249] En conséquence, l'argument des Communautés européennes selon lequel le rapport de l'USITC donnait des renseignements insuffisants concernant la nature et l'importance de l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA est erroné. Les Communautés européennes ont également tort de critiquer l'USITC pour ne pas avoir constaté que l'accroissement était "récent, soudain, brutal et important" et pour ne pas avoir utilisé les données relatives à l'ensemble de l'année 2001[4250], parce qu'il ne s'agissait pas des critères pertinents.[4251]

7.1808 En outre, les États-Unis font valoir que, dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a constaté que chacun des éléments du lien de causalité était applicable aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. L'USITC a constaté que la substituabilité entre les CPLPAC produits dans le pays et les CPLPAC importés variait entre un degré moyen et un degré élevé et qu'il y avait peu de différence entre les évaluations des acheteurs concernant les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA et concernant toutes les importations.[4252] Le volume des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA a évolué de la même façon que le volume de toutes les importations. Les prix des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA ont évolué de la même façon que les prix des importations de toutes provenances, avec en général un niveau record en 1997 et une baisse notable en 1998 et 1999.[4253] Les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA étaient en fait vendues à des prix inférieurs à ceux des produits nationaux dans une plus grande partie des comparaisons trimestrielles directes et avec des marges plus élevées que les importations en provenance de chaque pays de l'ALENA.[4254] En conséquence, il ressort de l'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par l'USITC, considérée à la lumière de l'analyse de toutes les importations, que les considérations qui établissaient l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel entre l'accroissement des importations et le dommage grave étaient identiques, que toutes les importations soient examinées ou que seules les importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA le soient. En outre, l'analyse par l'USITC des effets éventuels imputables à des facteurs autres qu'un accroissement des importations était également applicable aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. Ainsi, l'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par l'USITC, considérée à la lumière de son analyse de toutes les importations, établit également que l'USITC n'a imputé aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA aucun effet dû à des facteurs autres que les importations. Ainsi qu'il est exposé ci-dessus, dans son examen des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC n'avait pas besoin de procéder à une analyse séparée aux fins de la non-imputation pour les importations en provenance des pays membres de l'ALENA.[4255]

[4247] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 5.
[4248] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 5.
[4249] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 789 à 791.
[4250] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 622 et 623.
[4251] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 792.
[4252] Rapport de l'USITC, page 58; mémoire de l'USITC INV-Y-212, pages 15 à 19 (pièce n° 39 des États-Unis).
[4253] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 5.
[4254] Rapport de l'USITC, tableau FLAT-77.
[4255] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 793 à 804.

7.1809 La Chine fait valoir que les États-Unis estiment à tort que pour chaque produit analysé dans le rapport, l'USITC a correctement établi que l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA causait un dommage grave à la branche de production nationale.[4256] Les importations en provenance du Mexique se sont accrues de façon importante entre 1996 et 2000 à un rythme qui était supérieur à celui de l'accroissement des importations totales (13,7 pour cent) ainsi qu'il est indiqué dans le rapport de l'USITC à la page 66. En fait, lorsque les importations totales sont passées de 18,4 millions de tonnes courtes en 1996 à 20,9 millions de tonnes courtes en 2000 (soit un accroissement de 2,5 millions de tonnes ou 13,7 pour cent), les importations en provenance du Mexique, quant à elles, se sont accrues de près de 27 pour cent au cours de la même période. Dans la même section du rapport de l'USITC, on peut également lire que les valeurs unitaires moyennes des importations de CPLPAC en provenance du Mexique étaient systématiquement inférieures à celles des autres importations.[4257] Toutefois, à aucun moment l'USITC n'a analysé la mesure dans laquelle ces caractéristiques spécifiques des importations en provenance du Mexique pourraient avoir une incidence spécifique sur le dommage causé à la branche de production américaine, incidence différente de celle qui était imputable aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. En conséquence, la Chine estime que la méthode utilisée par les États-Unis les a empêchés d'établir que l'USITC n'a imputé aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA aucun effet dû aux importations des pays membres de l'ALENA (en l'occurrence, les importations provenant du Mexique), en tant qu'autres facteurs.[4258]

7.1810 La Nouvelle-Zélande est d'avis que l'affirmation des États-Unis selon laquelle "l'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par l'USITC, *considérée à la lumière de son examen des autres questions pertinentes figurant dans l'analyse de toutes les importations*" constitue une "explication motivée et adéquate"[4259] n'est rien de plus qu'une reconnaissance par les États-Unis du fait que le deuxième rapport complémentaire de l'USITC ne fournit pas l'explication adéquate et motivée nécessaire. La tentative visant à "sauver" cette situation d'une façon ou d'une autre en ce qui concerne l'analyse de toutes les importations contenue dans le rapport de l'USITC se solde par un échec pour la raison même que l'on ne peut pas tout simplement supposer qu'une analyse applicable à "toutes les importations" fournit les renseignements nécessaires pour une analyse se rapportant spécifiquement aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. Les États-Unis cherchent à transformer l'obligation de parallélisme en une demande moins contraignante, à savoir que l'autorité compétente est simplement tenue d'affirmer que ses conclusions n'auraient pas été modifiées si les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA avaient été exclues de la détermination. Cela étant, cette justification *a posteriori* d'un jugement antérieur élude la question même que l'Organe d'appel a voulu mettre en évidence.[4260] La tentative tardive faite par l'USITC dans son deuxième rapport complémentaire et qui vise à satisfaire à l'obligation de parallélisme est très loin d'avoir réussi à satisfaire à l'obligation d'"établir explicitement" que les importations visées par la mesure répondent aux conditions requises pour imposer une mesure de sauvegarde. En effet, en ce qui concerne les CPLPAC, la détermination initiale de l'USITC concernant les importations en provenance des pays de l'ALENA, qui concluait que les importations en provenance du Canada et du Mexique représentaient une part substantielle et

[4256] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 326.

[4257] D'ailleurs, il est difficile de faire concorder cette déclaration avec celle qui figure dans le rapport complémentaire de l'USITC (page 5) selon laquelle "*exclure les importations en provenance du Canada et du Mexique de la base de données ne modifie pas sensiblement les tendances des prix des produits importés pendant la période considérée*".

[4258] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 326 à 328.

[4259] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 789, 796 et 804 (pas d'italique dans l'original).

[4260] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 3.148 et 3.149.

que les importations du Mexique "contribuaient de façon importante" au dommage remet même davantage en cause toute allégation selon laquelle les importations, déduction faite des accroissements imputables aux pays membres de l'ALENA, pourraient satisfaire aux prescriptions énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes.[4261]

b) Produits étamés ou chromés

7.1811 Les Communautés européennes et la Chine estiment que ni le rapport de l'USITC ni son rapport complémentaire ne contiennent des constatations particulières établissant "explicitement" que l'accroissement des importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA répondent aux conditions énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. Les Communautés européennes ajoutent que la constatation selon laquelle les produits susmentionnés ne "contribuent pas de façon importante au dommage grave ou à la menace de dommage grave" qui figure dans le rapport d'octobre 2001 de l'USITC n'est pas suffisante. Pour ces raisons, les Communautés européennes et la Chine estiment que, pour les produits susmentionnés, les États-Unis n'ont pas respecté leur obligation au titre des articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[4262]

7.1812 La Corée fait valoir que l'USITC n'a pas mené une enquête uniquement sur les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, que ce soit dans l'enquête initiale ou en réponse à une demande de l'USTR. La commissaire Miller a constaté que les importations de produits étamés ou chromés en provenance du Canada étaient importantes et avaient doublé pendant la période considérée, à un rythme d'accroissement plus élevé que celui des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. Elle a également constaté que les VUM des importations en provenance du Canada avaient diminué pour atteindre leur point le plus bas en 1999, lorsqu'il y a eu une poussée des importations.[4263] La commissaire Miller était la seule commissaire à voter d'une manière positive en ce qui concerne le dommage causé à la branche de production nationale par les produits étamés ou chromés. En premier lieu, l'imposition de mesures de sauvegarde pour les importations de produits étamés ou chromés ne reposait sur aucune base, quelle qu'elle soit. Toutefois, après avoir déterminé que de telles mesures étaient appropriées, les États-Unis étaient tenus de fournir une explication motivée de la façon dont le dommage grave causé par les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA était dissocié et identifié. Les États-Unis étaient également tenus d'établir explicitement que le dommage grave subi par la branche de production nationale était dû aux seules importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. Ils ne l'ont pas fait non plus. Ils enfreignent donc le principe du parallélisme entre le champ de l'enquête et la portée de la mesure en ce qui concerne les produits étamés ou chromés.[4264]

7.1813 De même, la Norvège note que, pour ce qui est des produits étamés ou chromés, ni la section du (premier) rapport lui-même concernant l'accroissement des importations ni la section concernant le dommage grave ne mentionne spécifiquement les produits provenant de ces pays. Il n'est fait non plus aucune mention des produits étamés ou chromés dans le deuxième rapport complémentaire. La commissaire dissidente Miller, qui a analysé les produits étamés ou chromés séparément, a toutefois effectivement établi des constatations explicites concernant les importations en provenance du Canada. Elle a constaté que les importations en question représentaient une part substantielle des

[4261] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 59 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[4262] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 614 et 615; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 614 et 615.

[4263] Rapport de l'USITC, volume I, pages 309 et 310 (pièce n° 6 des coplaignants).

[4264] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 193 et 194.

importations totales et contribuaient de façon importante au dommage grave[4265] (et elle a par conséquent également recommandé l'application d'un droit de douane à ces importations[4266]). Sa déclaration est assez ambiguë, étant donné qu'elle est liée à la note de bas de page 29, dans laquelle - au passage - elle déclare ce qui suit: "Je note par ailleurs que j'aurais constaté que les importations de produits étamés ou chromés étaient une cause substantielle de dommage grave si j'avais exclu les importations en provenance du Canada."[4267] Elle a également déclaré dans la note de bas de page 28 de la même page ce qui suit: "Je note que dans mon analyse de la question de savoir si l'accroissement des importations dans leur ensemble est une cause substantielle de dommage grave, je serai arrivée au même résultat si j'avais exclu les importations en provenance du Mexique." La Norvège n'est pas d'avis que les déclarations en question de la commissaire Miller, même si on la considère individuellement, répondent aux critères énoncés par l'Organe d'appel, puisqu'il n'y a pas de constatation établissant qu'à eux seuls, les produits d'autres provenances, sauf les produits importés en provenance de tous les pays exclus, répondent aux conditions énoncées aux articles 2:1 et 4. Quant aux déterminations finales des États-Unis relatives aux produits étamés ou chromés, dans lesquelles le Président n'a pas suivi les recommandations de la commissaire Miller, il n'existe nulle part une constatation particulière établissant "explicitement" que l'accroissement des importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA répondent aux conditions telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes et, par conséquent, il n'y a pas de constatations sur lesquelles le Président peut s'appuyer pour étayer sa détermination. Pour cette raison, les États-Unis, pour les produits susmentionnés, n'ont pas respecté leur obligation au titre des articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[4268]

7.1814 Les États-Unis affirment que tant la commissaire Miller que la commissaire Bragg ont fourni des analyses séparées des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. Ces analyses, considérées à la lumière de l'examen par chaque commissaire des autres questions pertinentes figurant dans son analyse de toutes les importations, démontrent que toutes les questions relatives aux importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA y ont été examinées. L'analyse de la commissaire Miller figure aux notes de bas de page 28 et 29 de son opinion séparée, qui contient une analyse de toutes les importations de produits étamés ou chromés. Dans la note de bas de page 28, elle observe que les exportations de produits étamés ou chromés du Mexique étaient minimes, et qu'elles n'ont jamais dépassé 286 tonnes dans aucune année civile.[4269] Dans la note de bas de page 29, elle observe qu'elle aurait constaté que l'accroissement des importations de produits étamés ou chromés constituait une cause substantielle de dommage grave si elle avait exclu les importations en provenance du Canada.[4270] Étant donné les volumes minimes des importations en provenance du Mexique cités dans la note de bas de page 28, l'analyse que la commissaire Miller fournit dans la note de bas de page 29 est à l'évidence applicable lorsque les importations en provenance du Canada et du Mexique sont exclues. La note de bas de page de la commissaire Miller ne constituait pas une déclaration ambiguë faite "au passage", comme l'affirme la Norvège.[4271] Au contraire, elle démontre que la commissaire Miller a spécifiquement examiné toutes les questions relatives aux importations de produits étamés ou chromés, y compris l'accroissement des importations et le lien de causalité. Dans son analyse, la commissaire Miller a observé que les importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA s'étaient accrues de 22,4 pour cent entre 1996 et

[4265] Rapport de l'USITC, volume I, page 310 (pièce n° 6 des coplaignants).
[4266] Rapport de l'USITC, volume I, page 527 (pièce n° 6 des coplaignants).
[4267] Rapport de l'USITC, volume I, page 310 (pièce n° 6 des coplaignants).
[4268] Première communication écrite de la Norvège, paragraphes 381 à 386.
[4269] Rapport de l'USITC, page 310, note de bas de page 28.
[4270] Rapport de l'USITC, page 310, note de bas de page 29.
[4271] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 392.

2000.[4272] L'accroissement annuel en pourcentage le plus élevé concernant les exportations en provenance des pays non membres de l'ALENA a été observé entre 1998 et 1999, c'est-à-dire l'année où l'accroissement des importations de toutes provenances a atteint le pourcentage le plus élevé.[4273] L'analyse de la commissaire Miller a également montré qu'il y avait des importations "en quantités tellement accrues ... et à des conditions telles qu'[elles] caus[aient] ou mena[çaient] de causer un dommage grave" en démontrant le lien de causalité réel et substantiel entre les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA et le dommage grave subi par la branche de production nationale de produits étamés ou chromés. La nature de ce dommage grave était examinée en grand détail dans l'analyse de toutes les importations faite par la commissaire Miller. Chacun de ces éléments était également applicable aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. Dans son analyse de toutes les importations, la commissaire Miller avait observé que les acheteurs estimaient généralement que les produits étamés ou chromés importés et fabriqués dans le pays étaient substituables.[4274] Comme les données du questionnaire indiquaient que les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA n'étaient pas à cet égard différentes de toutes les importations, il n'était pas nécessaire pour la commissaire Miller d'examiner ce facteur plus avant dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA.[4275] Il ressort de l'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par la commissaire Miller, considérée à la lumière de son analyse de toutes les importations, que les considérations qui établissaient l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel entre l'accroissement des importations et le dommage grave étaient identiques, que toutes les importations soient examinées ou que seules les importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA le soient. L'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par la commissaire Miller, considérée à la lumière de son analyse de toutes les importations, établit également qu'elle n'a imputé aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA aucun effet dû à des facteurs autres que les importations. Dans son examen des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, la commissaire Miller n'avait pas besoin de procéder à une analyse séparée aux fins de la non-imputation pour les importations en provenance des pays membres de l'ALENA.[4276]

7.1815 En outre, les États-Unis font valoir que la commissaire Bragg a effectué son analyse des importations de produits étamés ou chromés en provenance des pays non membres de l'ALENA dans le cadre de son analyse des produits similaires englobant les CPLPAC. La commissaire Bragg a d'abord examiné l'accroissement du volume des importations. Elle a constaté que les importations de produits plats en acier au carbone ou en aciers alliés en provenance des pays non membres de l'ALENA, y compris les produits étamés ou chromés, s'étaient accrues de 16,2 pour cent entre 1996 et 2000. L'accroissement le plus important pour une seule année a été observé entre 1997 et 1998, mais un accroissement additionnel s'est produit entre 1999 et 2000.[4277] La commissaire Bragg a également noté que les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA avaient représenté la majeure partie de toutes les importations.[4278] Elle a démontré l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel entre les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA et le dommage grave subi par la branche de production nationale. La nature de ce dommage grave était examinée dans son analyse de toutes les importations.[4279] Dans son analyse de toutes les importations, la

[4272] Rapport de l'USITC, page 310, note de bas de page 29.
[4273] Rapport de l'USITC, tableau FLAT-C-8.
[4274] Rapport de l'USITC, page 307.
[4275] Mémoire de l'USITC INV-Y-209, page 20 (pièce n° 33 des États-Unis).
[4276] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 807 à 818.
[4277] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 15.
[4278] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 17, note de bas de page 87.
[4279] *Voir* le rapport de l'USITC, pages 282 et 283.

commissaire Bragg a spécifiquement examiné plusieurs autres facteurs dont il était allégué qu'ils étaient les causes du dommage grave. Elle a rejeté chacun de ces facteurs en tant que cause du dommage. Étant donné que l'analyse de toutes les importations faite par la commissaire Bragg contenait l'examen de ces autres facteurs, examen nécessaire pour satisfaire aux prescriptions de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, et qu'elle a rejeté les autres facteurs en tant que causes du dommage, elle n'était pas tenue d'examiner ces facteurs plus avant dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, puisqu'elle n'avait imputé aucun des dommages graves subis par la branche de production nationale à l'un quelconque de ces autres facteurs.[4280] [4281]

7.1816 La Chine relève que pour les produits étamés ou chromés, la commissaire Miller a clairement indiqué à la page 309 que la quantité des importations en provenance du Canada avait doublé pendant la période considérée (+50 pour cent), alors que les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA s'étaient accrues de 22,4 pour cent seulement pendant cette période. Dans le même rapport, la commissaire Miller a indiqué que les valeurs unitaires moyennes des importations en provenance du Canada avaient, d'une manière générale, diminué de 1996 à 2000 et étaient à leur niveau le plus bas en 1999, lorsqu'il y a eu une poussée générale des importations et que la situation de la branche de production américaine s'est détériorée.[4282] Toutefois, à aucun moment l'USITC n'a analysé la mesure dans laquelle ces caractéristiques spécifiques des importations en provenance du Canada pourraient avoir une incidence spécifique sur le dommage causé à la branche de production américaine, incidence différente de celle qui était imputable aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. En conséquence, la Chine estime que la méthode utilisée par les États-Unis les a empêchés d'établir que l'USITC n'avait imputé aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA aucun effet dû aux importations en provenance des pays membres de l'ALENA (en l'occurrence les importations provenant du Canada), en tant qu'autres facteurs.[4283]

c) Barres laminées à chaud

7.1817 La Chine est d'avis que le rapport complémentaire de l'USITC n'évalue pas la part du marché intérieur absorbée par les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, n'évalue pas d'autres facteurs pertinents en ce qui concerne la situation de la branche de production concernée, n'établit pas de constatation concernant le lien entre l'évolution des importations (volume et part de marché) et l'évolution des facteurs relatifs au dommage, et n'indique pas explicitement si "le lien de causalité" existe entre l'accroissement des importations et le dommage grave et si ce lien de causalité implique un rapport réel et substantiel de cause à effet entre ces deux éléments. La Chine estime que, pour ce produit, le rapport complémentaire de l'USITC "n'établit pas explicitement que les importations de provenances visées par la mesure "répond[ent] aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde, telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes" [et] ne représente pas une "explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayent [la] détermination"", conformément à l'interprétation de l'Organe d'appel.[4284]

7.1818 Les États-Unis affirment que l'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par l'USITC, considérée à la lumière de son examen des autres questions pertinentes figurant dans l'analyse de toutes les importations, démontre que l'USITC a spécifiquement examiné toutes les questions relatives aux importations de barres laminées à chaud en provenance de

[4280] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 17, note de bas de page 87.
[4281] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 819 à 823.
[4282] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 324 et 229.
[4283] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 330.
[4284] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 595 à 597.

sources extérieures à l'ALENA, y compris l'accroissement des importations et le lien de causalité. Dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a constaté que les importations de barres laminées à chaud s'étaient accrues à un rythme plus rapide que les importations de toutes provenances. Les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA se sont accrues de 107,9 pour cent entre 1996 et 2000, les plus forts accroissements s'étant produits de 1997 à 1998 (70,4 pour cent) et de 1999 à 2000 (31,2 pour cent). Dans son analyse, l'USITC a également fourni des renseignements concernant l'évolution annuelle des volumes des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA.[4285] En conséquence, l'argument des Communautés européennes selon lequel le rapport de l'USITC donnait des renseignements insuffisants concernant la nature et l'importance de l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA est erroné. Les Communautés européennes ont également tort de critiquer l'USITC pour ne pas avoir constaté que l'accroissement était "récent, soudain, brutal et important" et pour ne pas avoir utilisé les données relatives à l'ensemble de l'année 2001[4286], parce que, ainsi qu'il a déjà été fait valoir, il ne s'agissait pas des critères pertinents.[4287]

7.1819 En outre, les États-Unis font valoir que l'analyse de toutes les importations effectuée par l'USITC décrivait également en grand détail le lien de causalité entre toutes les importations et le dommage grave. L'USITC a déterminé que par le biais de la concurrence fondée sur les prix, l'accroissement des importations avait causé une perte de parts de marché pour les producteurs nationaux de barres laminées à chaud au moment même où les prix baissaient. Ainsi, il existait trois éléments de base dans la constatation de l'existence d'un lien de causalité relatif à toutes les importations: 1) concurrence fondée sur les prix entre les importations et le produit fabriqué dans le pays; 2) absorption de parts de marché par les importations au détriment du produit fabriqué dans le pays; et 3) baisse des prix. Considérés collectivement, ces éléments ont entraîné pour la branche de production de barres laminées à chaud des baisses de la production, des volumes de vente, des recettes et de l'emploi, ainsi que des résultats financiers médiocres pendant la dernière partie de la période visée par l'enquête. Dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a constaté que chacun de ces trois éléments du lien de causalité était applicable aux importations en question. Premièrement, les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA étaient même plus compétitives en matière de prix par rapport aux produits fabriqués dans le pays que ne l'étaient toutes les importations, dès lors que leurs prix étaient inférieurs à ceux de toutes les importations. L'USITC a constaté que les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA étaient vendues à des prix inférieurs à ceux des produits fabriqués dans le pays avec des marges substantielles pendant la principale période qu'elle a examinée dans son analyse du lien de causalité – 1998 à 2000.[4288] Deuxièmement, les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA ont absorbé des parts de marché au détriment de la branche de production nationale. Dans son analyse du lien de causalité concernant toutes les importations, l'USITC a mis l'accent sur la perte de parts de marché subie par la branche de production nationale au profit des importations en 1998 et 2000 et elle a expliqué pourquoi cette période était pertinente pour son analyse. Dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a constaté que ces importations étaient responsables de la majeure partie de la perte susmentionnée, étant donné qu'elles avaient absorbé 3,7 des 4,1 points de pourcentage de parts de marché perdues par la branche de production nationale de 1999 à 2000.[4289] Troisièmement, l'USITC a constaté que pendant la période visée par l'enquête la valeur des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA avait diminué d'une proportion même plus importante que celle des

[4285] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 5.
[4286] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 622 et 623.
[4287] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 825 à 827.
[4288] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 6.
[4289] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 6; rapport de l'USITC, tableau LONG-C-3.

importations de toutes provenances.[4290] En conséquence, il ressort de l'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par l'USITC, considérée à la lumière de l'analyse de toutes les importations, que les considérations qui établissaient l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel entre l'accroissement des importations et le dommage grave étaient identiques, que toutes les importations soient examinées ou que seules les importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA le soient. L'USITC n'est pas parvenue à cette conclusion en "saut[ant] à un certain nombre de généralisations", comme l'allèguent les Communautés européennes.[4291] Au contraire, l'USITC est arrivée à ses conclusions sur la base d'une analyse objective, fondée sur les faits, des données concernant les volumes et les prix se rapportant spécifiquement aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA.[4292]

7.1820 Enfin, les États-Unis font valoir que dans son analyse de toutes les importations, l'USITC a examiné quatre facteurs autres que l'accroissement des importations dont il était allégué qu'ils étaient les causes du dommage grave subi par la branche de production nationale de barres laminées à chaud. L'USITC a constaté que trois des quatre autres facteurs (concurrence intrasectorielle, producteurs nationaux "non efficients" et changements intervenus dans la demande) ne causaient pas le dommage observé. Le quatrième facteur, qui se rapportait au coût des intrants de la branche de production nationale, concernait exclusivement les données relatives à la branche de production nationale qui ne changeaient pas non plus selon les importations qui étaient examinées. Par conséquent, il n'était pas nécessaire pour l'USITC d'examiner ce facteur plus avant dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA.[4293]

7.1821 En réponse à la question du Groupe spécial concernant la façon dont l'USITC effectuait une analyse du lien de causalité qui dissociait les effets des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA de ceux des importations en provenance des pays membres de l'ALENA, les États-Unis répondent, en prenant les barres laminées à chaud comme exemple, que la méthode appliquée par l'USITC pour dissocier les effets des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA comprenait plusieurs étapes. Premièrement, dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a distingué le volume des importations provenant de sources extérieures à l'ALENA de celui des importations en provenance du Canada et du Mexique. Ainsi, pour les barres laminées à chaud, l'USITC a spécifiquement examiné le volume des importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA, le rythme d'accroissement de ce volume et le ratio de ce volume à la production des États-Unis.[4294] Deuxièmement, dans son analyse de toutes les importations, l'USITC a établi des constatations concernant les conditions de concurrence dans la branche de production nationale pertinente. Ces constatations n'étaient liées ni aux caractéristiques ni aux données relatives aux importations provenant de pays déterminés, de sorte qu'il n'était pas nécessaire de dissocier davantage les importations de provenances particulières. Troisièmement, dans son analyse de toutes les importations, l'USITC a formulé des constatations concernant la situation de la branche de production nationale pertinente. Cette analyse ne visait pas la question de savoir *pourquoi* la branche de production subissait un dommage grave, mais celle de savoir *si* elle subissait un dommage grave. En conséquence, il n'était pas nécessaire de dissocier ou d'examiner davantage les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. Quatrièmement, l'USITC a procédé à une analyse détaillée du lien de causalité pour les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. L'analyse du lien de causalité effectuée par

[4290] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 6.
[4291] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 625; la Chine soulève une objection similaire. Première communication écrite de la Chine, paragraphe 595.
[4292] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 828 à 833.
[4293] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 834.
[4294] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, pages 5 et 6.

l'USITC pour toutes les importations et pour chacun des produits pertinents s'est traduite par des constatations concernant cinq facteurs. Il s'agit des facteurs suivants: 1) évolution des volumes des importations; 2) conditions de concurrence; 3) situation de la branche de production nationale; 4) évolution des volumes et des prix des importations; et 5) autres causes alléguées du dommage grave. Pour chaque produit, l'USITC a analysé les données détaillées relatives aux volumes et aux prix des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. Ainsi, pour les barres laminées à chaud, l'USITC a constaté que les valeurs unitaires moyennes des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA avaient baissé entre 1996 et 2000 et que cette baisse était plus importante que pour les importations de toutes provenances. Elle a procédé à un examen détaillé des données relatives aux prix pour 1998 et pour le premier semestre de 2000. Ces périodes étaient d'une importance particulière pour son analyse du lien de causalité car il s'agissait de périodes où il y avait eu une poussée des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA et de toutes les importations et où la branche de production nationale avait perdu des parts de marché. L'USITC a constaté qu'au cours de ces périodes, les produits importés en provenance des pays non membres de l'ALENA avaient été vendus à des prix inférieurs à ceux des barres laminées à chaud produites dans le pays, avec des marges substantielles. En conséquence, en se fondant sur son analyse des données détaillées relatives aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a conclu que les considérations qui étayaient la constatation de l'existence d'un lien de causalité pour toutes les importations – à savoir que, par le biais de la concurrence fondée sur les prix, l'accroissement des importations causait une perte des parts de marché pour la branche de production nationale alors que les prix baissaient – étayaient la constatation de l'existence d'un lien de causalité pour les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA.[4295] Là encore, en examinant uniquement les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a dissocié les effets de ces importations sur les volumes et les prix des effets produits par les importations en provenance des pays membres de l'ALENA. Une analyse aux fins de la dissociation n'était pas nécessaire en ce qui concerne les conditions de concurrence ou la situation de la branche de production nationale. Une telle analyse n'était pas non plus nécessaire pour les autres causes alléguées du dommage grave. Par exemple, pour ce qui est des barres laminées à chaud, trois des quatre autres causes alléguées n'étaient pas en fait des causes du dommage grave et la quatrième (relative aux changements intervenus dans le coût des intrants de la branche de production nationale) se rapportait exclusivement aux données relatives à la branche de production nationale.[4296] En conséquence, l'USITC a procédé à une analyse du lien de causalité qui a dissocié pour les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA les facteurs qu'elle devait dissocier et elle a incorporé, de l'analyse de toutes les importations, les facteurs qui demeuraient inchangés, quelles que soient les importations analysées. En se fondant sur ces facteurs, elle a expliqué pourquoi ses conclusions concernant le lien de causalité pour toutes les importations étaient également applicables aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA considérées séparément.[4297]

7.1822 Les Communautés européennes notent que les États-Unis justifient leur constatation d'un "accroissement des importations" en se référant au deuxième rapport complémentaire de l'USITC. Cela étant, la constatation d'un "accroissement des importations" en date du 22 octobre 2001 est manifestement fondée sur les données relatives aux importations en provenance de tous les pays.[4298]

[4295] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 6.

[4296] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 834.

[4297] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 95 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4298] Rapport de l'USITC, volume I, page 92, faisant référence au volume II, page LONG-9, tableau LONG-5. Les données relatives aux importations auxquelles il est fait référence à la page 92 sont extraites des lignes "toutes les importations". En l'occurrence, l'USITC a constaté que les importations en provenance du

Il en est de même de la détermination pertinente de la Commission.[4299] L'approche adoptée par l'USITC pour établir les déterminations du 22 octobre 2001 s'inspire de celle qui a été suivie pour les mesures appliquées par les États-Unis en cause dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* et analysées par l'Organe d'appel qui a estimé que l'USITC n'avait pas "fait mention de l'origine du produit. L'USITC a[vait] tenu compte "des importations de *toutes provenances* pour déterminer s'il y avait eu accroissement des importations" et s'[était] fondée sur les données correspondant aux importations totales".[4300] En l'espèce et en ce qui concerne les barres laminées à chaud, l'USITC a expressément conclu ce qui suit: "notre détermination positive [c'est-à-dire celle d'un "accroissement des importations" et de l'existence d'un "dommage grave" et d'un "lien de causalité"] pour les barres laminées à chaud englobe les importations en provenance du Canada".[4301] Les Communautés européennes estiment que trois déterminations non pertinentes établies dans le rapport de l'USITC ne constituent cependant pas une détermination pertinente. Autrement dit, le fait que, outre les constatations d'un accroissement des importations et de l'existence d'un dommage grave fondées sur les importations de toutes provenances, l'USITC a établi des déterminations séparées concernant les importations en provenance du Canada[4302] et du Mexique[4303] respectivement, ne modifie pas la teneur de la première détermination et ne la transforme pas en une détermination concernant "toutes les importations, déduction faite de celles en provenance du Canada et/ou du Mexique". De même, le fait que la *détermination* de la Commission concernant les barres laminées à chaud (rapport de l'USITC, volume I, page 18) est suivie de deux déterminations relatives au Canada et au Mexique respectivement[4304] ne signifie pas que la première est transformée en une détermination concernant "toutes les importations, déduction faite de celles en provenance du Canada et/ou du Mexique". L'Organe d'appel a déjà rejeté ce type de "raccourci" dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*.[4305]

7.1823 Les Communautés européennes sont d'avis que l'USITC a omis de dissocier et de distinguer l'incidence des importations exclues et de ne pas l'imputer aux importations visées par les mesures. En ce qui concerne les barres laminées à chaud, le Canada et le Mexique étaient respectivement le premier et le troisième ou quatrième pays fournisseur au cours des trois années les plus récentes considérées.[4306] Ils ont également contribué pour un tiers à l'accroissement des importations pendant la période 1996-2000. Ainsi, il n'est simplement pas possible que leur exclusion n'ait rien changé à la constatation de l'existence d'un lien de causalité. À supposer que les importations aient causé un dommage, il est loin d'être clairement établi qu'une constatation de l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel pourrait être établie lorsque les effets dommageables des importations en provenance du Canada et du Mexique ont fait l'objet d'une analyse aux fins de la non-imputation. Les autorités américaines auraient dû au moins expliquer pourquoi l'exclusion de certaines importations de la base de données concernant l'accroissement des importations n'a rien changé au résultat.[4307]

Canada "représentaient une part substantielle des importations totales" (rapport de l'USITC, volume I, page 100). En effet, selon les données de l'USITC, le Canada a fourni 46,0 pour cent de la quantité de toutes les importations en 1998, 50,6 pour cent en 1999 et 45,0 pour cent en 2000 (rapport de l'USITC, volume I, page 100, faisant référence au rapport de l'USITC, volume II, tableau LONG 5).

[4299] Rapport de l'USITC, volume I, page 18.

[4300] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 186.

[4301] Rapport de l'USITC, volume I, page 100.

[4302] Rapport de l'USITC, volume I, page 100.

[4303] Rapport de l'USITC, volume I, pages 100 et 101.

[4304] Rapport de l'USITC, volume I, page 18, deuxième colonne à gauche de la colonne "Carbon & Alloy Long Products", lignes 8 à 10 respectivement.

[4305] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 445 à 448.

[4306] Rapport de l'USITC, volume I, page 100.

[4307] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 483 et 484.

7.1824 La Chine fait valoir que les États-Unis estiment à tort que pour chaque produit analysé dans le rapport, l'USITC a correctement établi que l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA causait un dommage grave à la branche de production nationale.[4308] Comme il ressort du rapport de l'USITC, pages 92 et suivantes, la situation de la branche de production américaine s'est détériorée en 1999 en termes de production nationale et d'accroissement de la capacité. À la page 97 du même rapport, il est indiqué qu'en 1999, les producteurs nationaux ont limité leur perte de parts de marché à trois dixièmes d'un point de pourcentage. À la page 92, le rapport de l'USITC indique que les importations de toutes provenances se sont légèrement accrues, de 1 pour cent, entre 1998 et 1999, alors que, pendant la même période, les importations en provenance du Canada se sont accrues à elles seules de près de 5 pour cent. Toutefois, à aucun moment l'USITC n'a analysé la mesure dans laquelle ces caractéristiques spécifiques des importations en provenance du Canada pourraient avoir une incidence spécifique sur le dommage causé à la branche de production américaine, incidence différente de celle qui était imputable aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. En conséquence, la Chine estime que la méthode utilisée par les États-Unis les a empêchés d'établir que l'USITC n'avait imputé aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA aucun effet dû aux importations en provenance des pays membres de l'ALENA (en l'occurrence les importations provenant du Canada), en tant qu'autres facteurs.[4309]

d) Barres laminées à froid

7.1825 La Chine est d'avis que le rapport complémentaire de l'USITC indique simplement une perte de recettes pour la branche de production nationale. Il n'évalue pas la part du marché intérieur absorbée par les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, ne contient pas d'éléments spécifiques concernant le dommage causé à la branche de production américaine par les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, n'évalue pas d'autres facteurs pertinents en ce qui concerne la situation de la branche de production concernée, n'établit pas de constatation concernant le lien entre l'évolution des importations (volume et part de marché) et l'évolution des facteurs relatifs au dommage, et n'indique pas explicitement si "le lien de causalité" existe entre l'accroissement des importations et le dommage grave et si ce lien de causalité implique un rapport réel et substantiel de cause à effet entre ces deux éléments. Les Communautés européennes estiment qu'il n'y a pas de constatation correcte d'un accroissement des importations non visées par des ALE et que l'USITC n'a pas reconnu que les importations cumulées en provenance de zones de libre-échange constituaient "un autre facteur" causant un dommage et n'a pas procédé à une non-imputation.[4310] Sur la base de ce qui précède, les Communautés européennes et la Chine estiment que, pour les produits susmentionnés, le rapport complémentaire de l'USITC "n'établit pas explicitement que les importations de provenances visées par la mesure "répond[ent] aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde, telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes" [et] ne représente pas une "explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayent [la] détermination"", conformément à l'interprétation de l'Organe d'appel.[4311]

7.1826 Les États-Unis affirment que le rapport de l'USITC contient une explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient sa conclusion selon laquelle l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA causait un dommage à la branche de

[4308] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 326.
[4309] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 331 et 332.
[4310] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 622 à 626; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 478 à 483. Les arguments détaillés sont indiqués dans la partie spécifique aux produits concernant la non-imputation (H.3 b)).
[4311] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 598 à 600.

production nationale de barres parachevées à froid. Selon les États-Unis, cette analyse satisfait à toutes les prescriptions énoncées aux articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[4312] Dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a constaté que les importations de barres parachevées à froid en provenance de ces pays s'étaient accrues à un rythme plus rapide que les importations de toutes provenances aussi bien entre 1999 et 2000 que pendant toute la période considérée. Les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA se sont accrues de 51,0 pour cent de 1999 à 2000, année où les importations de toutes provenances ont enregistré un très brutal accroissement. Dans son analyse, l'USITC a également fourni des renseignements concernant l'évolution annuelle des volumes des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA.[4313] En conséquence, l'argument des Communautés européennes selon lequel le rapport de l'USITC donnait des renseignements insuffisants concernant la nature et l'importance de l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA est erroné. Les Communautés européennes ont également tort de critiquer l'USITC pour ne pas avoir constaté que l'accroissement était "récent, soudain, brutal et important" et pour ne pas avoir utilisé les données relatives à l'ensemble de l'année 2001[4314], parce qu'il ne s'agissait pas des critères pertinents. L'analyse de toutes les importations effectuée par l'USITC décrivait également en grand détail le lien de causalité entre toutes les importations et le dommage grave. L'USITC a déterminé que la politique de prix agressive pratiquée pour les importations pendant la dernière partie de la période considérée a provoqué des pertes de parts de marché et de revenus pour la branche de production nationale. Cela a entraîné un dommage grave, et plus particulièrement des résultats médiocres pour la branche de production en 2000. L'USITC a constaté que chacun des deux éléments du lien de causalité qui étaient applicables à toutes les importations – politique de prix agressive et accroissement de la part de marché – était également applicable aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. En conséquence, il ressort de l'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par l'USITC, considérée à la lumière de l'analyse de toutes les importations, que les considérations qui établissaient l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel entre l'accroissement des importations et le dommage grave étaient identiques, que toutes les importations soient examinées ou que seules les importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA le soient. L'USITC n'est pas parvenue à cette conclusion en "saut[ant] un certain nombre de généralisations", comme l'allèguent les Communautés européennes.[4315] Au contraire, l'USITC est arrivée à ses conclusions sur la base d'une analyse objective, fondée sur les faits, des données concernant les volumes et les prix se rapportant spécifiquement aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. Dans son analyse de toutes les importations, l'USITC a examiné deux facteurs autres que l'accroissement des importations dont il était allégué qu'ils étaient les causes du dommage grave subi par la branche de production nationale de barres parachevées à froid. Elle a constaté qu'un de ces facteurs (les résultats du producteur national RTI) ne causait pas le dommage observé. L'USITC s'est acquittée de son obligation de procéder à une analyse aux fins de la non-imputation de l'autre facteur, à savoir l'évolution de la demande, en centrant son attention sur les données relatives à la branche de production nationale pour 2000, année où la demande de barres parachevées à froid s'était accrue. Ainsi, l'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par l'USITC, considérée à la lumière de son analyse de toutes les importations, établit également que l'USITC n'a imputé aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA aucun effet dû à des facteurs autres que les importations. Dans son examen des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC n'avait pas besoin de

[4312] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 847.
[4313] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, pages 6 et 7.
[4314] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 622 et 623.
[4315] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 625. La Chine soulève une objection similaire, *voir* la première communication écrite de la Chine, paragraphe 598.

procéder à une analyse séparée aux fins de la non-imputation pour les importations en provenance des pays membres de l'ALENA.[4316]

7.1827 La Chine fait valoir que les États-Unis estiment à tort que pour chaque produit analysé dans le rapport, l'USITC a correctement établi que l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA causait un dommage grave à la branche de production nationale.[4317] À la page 107 du rapport de l'USITC, il est indiqué qu'entre 1998 et 2000, la quantité des importations en provenance du Canada était de 63,7 pour cent supérieure à celle de toutes les importations en provenance du deuxième pays fournisseur et que le Canada représentait au moins 25,5 pour cent de la quantité de toutes les importations pendant chaque année de cette période. À la page 107, le rapport de l'USITC indique également que le Canada était le premier fournisseur de barres parachevées à froid des États-Unis pendant chacune des trois dernières années de la période considérée. En même temps, le rapport de l'USITC indique à la page 105 qu'il ressort du dossier que le prix est un facteur important des décisions d'achat pour les barres parachevées à froid. Le prix est, après la qualité, le deuxième facteur le plus souvent indiqué par les acheteurs comme étant le principal facteur des décisions d'achat, et il est le plus souvent indiqué comme étant le deuxième facteur en importance. La plupart des acheteurs ont estimé que les barres parachevées à froid importées et produites dans le pays étaient comparables sur le plan de la conformité et de la qualité des produits. Toutefois, à aucun moment l'USITC n'a analysé la mesure dans laquelle ces caractéristiques spécifiques des importations en provenance du Canada pourraient avoir une incidence spécifique sur le dommage causé à la branche de production américaine, incidence différente de celle qui était imputable aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. En conséquence, la Chine estime que la méthode utilisée par les États-Unis les a empêchés d'établir que l'USITC n'avait imputé aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA aucun effet dû aux importations en provenance des pays membres de l'ALENA (en l'occurrence les importations provenant du Canada), en tant qu'autres facteurs.[4318]

e) Barres d'armature

7.1828 Les Communautés européennes et la Chine estiment que ni le rapport de l'USITC ni son rapport complémentaire ne contient des constatations particulières établissant "explicitement" que l'accroissement des importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA répond aux conditions énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. Les Communautés européennes ajoutent que la constatation selon laquelle les produits susmentionnés ne "contribuent pas de façon importante au dommage grave ou à la menace de dommage grave" qui figure dans le rapport d'octobre 2001 de l'USITC n'est pas suffisante. Pour ces raisons, les Communautés européennes et la Chine estiment que, pour les produits susmentionnés, les États-Unis n'ont pas respecté leur obligation au titre des articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[4319]

7.1829 Les États-Unis affirment que le rapport de l'USITC contient une explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient sa conclusion selon laquelle l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA causait un dommage grave à la branche de production nationale de barres d'armature. Cette analyse satisfait à toutes les prescriptions énoncées aux articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[4320] Les Communautés européennes

[4316] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 838 à 846.
[4317] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 326.
[4318] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 333 et 334.
[4319] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 601 et 602; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 614 et 615.
[4320] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 859.

et la Chine n'ont pas tenu compte de la note de bas de page 704 figurant dans l'analyse de toutes les importations effectuée par l'USITC, qui donne un examen détaillé des importations de barres d'armature en provenance des pays non membres de l'ALENA. Dans cette note de bas de page, l'USITC a expressément constaté ce qui suit: "les conclusions que nous avons établies au sujet des effets de l'accroissement des importations s'appliquent de la même manière, que les importations en provenance du Canada et du Mexique soient ou non incluses parmi les importations évaluées".[4321] Le sens de cette phrase est sans équivoque: il s'agit d'une constatation de l'USITC selon laquelle l'accroissement des importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA a causé un dommage grave à la branche de production de barres d'armature des États-Unis. Par ailleurs, l'USITC a expressément incorporé dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA les parties pertinentes de son analyse relative à toutes les importations. Comme l'USITC a expressément formulé cette constatation dans son analyse des importations de toutes provenances, il n'était pas nécessaire pour le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales de demander à l'USITC d'établir des constatations complémentaires concernant cette question. Dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a mis l'accent sur le fait que les importations de barres d'armature en provenance de ces pays s'étaient accrues de 434,8 pour cent de 1996 à 2000, de 183,5 pour cent de 1997 à 1998 et de 50,2 pour cent de 1998 à 1999. Chacun de ces accroissements était plus important que celui de toutes les importations pendant la période de temps applicable. Dans son analyse, l'USITC a également fourni des renseignements concernant l'évolution annuelle des volumes des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA.[4322] L'analyse de l'USITC a également montré qu'il y avait des importations "en quantités tellement accrues … et à des conditions telles qu'elles causaient ou menaçaient de causer un dommage grave" en démontrant le lien de causalité réel et substantiel entre les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA et le dommage grave subi par la branche de production nationale de barres d'armature. La nature de ce dommage grave était examinée en grand détail dans l'analyse de toutes les importations faite par l'USITC. L'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par l'USITC, considérée à la lumière de l'analyse de toutes les importations établit donc que les considérations qui établissaient l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel entre l'accroissement des importations et le dommage grave étaient identiques, que toutes les importations soient examinées ou que seules les importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA le soient. L'USITC est arrivée à ses conclusions sur la base d'une analyse objective, fondée sur les faits, des données concernant les volumes et les prix se rapportant spécifiquement aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. Le rapport de l'USITC établit également qu'elle n'a imputé aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA aucun effet dû à des facteurs autres que les importations. Ainsi qu'il est exposé ci-dessus, dans son examen des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC n'avait pas besoin de procéder à une analyse séparée aux fins de la non-imputation pour les importations en provenance des pays membres de l'ALENA.[4323]

f) Tubes et tuyaux soudés

7.1830 La Suisse estime que les États-Unis ont manqué à leur obligation de parallélisme, qui est prévue aux articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. En particulier, la Chine est d'avis que le rapport complémentaire de l'USITC n'évalue pas la part du marché intérieur absorbée par les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, n'évalue pas d'autres facteurs pertinents en ce qui concerne la situation de la branche de production concernée, n'établit pas de constatation concernant le lien entre l'évolution des importations (volume et part de marché) et

[4321] Rapport de l'USITC, page 116, note de bas de page 704.
[4322] Rapport de l'USITC, page 116, note de bas de page 704.
[4323] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 848 à 858.

l'évolution des facteurs relatifs au dommage, et n'indique pas explicitement si "le lien de causalité" existe entre l'accroissement des importations et le dommage grave et si ce lien de causalité implique un rapport réel et substantiel de cause à effet entre ces deux éléments. La Chine et la Suisse estiment que, pour les produits susmentionnés, le rapport complémentaire de l'USITC "n'établit pas explicitement que les importations de provenances visées par la mesure "répond[ent] aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde, telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes" [et] ne représente pas à une "explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayent [la] détermination"", conformément à l'interprétation de l'Organe d'appel.[4324]

7.1831 Les Communautés européennes sont d'avis que l'USITC n'a pas procédé à une analyse correcte de l'accroissement des importations et du lien de causalité pour les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. En particulier, elle n'a pas dissocié et distingué l'incidence des importations exclues et ne s'est pas assurée que cette incidence n'était pas imputée aux importations visées par la mesure de sauvegarde. Les données relatives aux importations contenues dans le rapport de l'USITC révèlent que les parts représentées par les importations en provenance des pays membres de l'ALENA dans les importations totales étaient importantes, atteignant 50 pour cent dans le cas de certains produits tubulaires.[4325] [4326]

7.1832 La Corée est d'avis que l'examen complémentaire, par l'USITC, de la menace de dommage grave découlant des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA en ce qui concerne les autres tubes et tuyaux soudés était superficiel et loin d'être conforme au critère défini par l'Organe d'appel dans les précédentes affaires concernant des mesures de sauvegarde. Les renseignements additionnels de l'USITC étaient étroitement axés sur l'écart des prix entre les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA et les produits nationaux. L'USITC déclare donc de manière définitive qu'"exclure les importations en provenance du Canada et du Mexique de la base de données ne modifie pas sensiblement les projections concernant la production étrangère, la capacité et les exportations vers les États-Unis. De fait, la capacité, la production et les exportations vers les États-Unis en provenance de pays non membres de l'ALENA atteindront tous, selon les projections, de nouveaux niveaux records pendant la période 2001-2002".[4327] Cette déclaration définitive a été faite sans autre justification qu'une note de bas de page relative à quelques tableaux figurant dans le rapport de l'USITC. En outre, les tableaux n'étayent pas les conclusions pour lesquelles ils sont cités par l'USITC. Par exemple, l'USITC a affirmé que la capacité des pays non membres de l'ALENA atteindrait, selon les projections, un nouveau niveau record pendant la période 2001-2002. L'analyse des tableaux cités par l'USITC montre que la capacité des pays non membres de l'ALENA s'établissait à 17 383 373 tonnes en 1998 et à 17 064 937 tonnes en 1999, tandis que, selon le tableau de l'USITC, elle devait, selon les projections, tomber à 16 988 276 tonnes en 2001 et à 17 074 446 tonnes en 2002, respectivement.[4328] L'examen superficiel des répercussions des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA est éloigné des prescriptions énoncées par l'Organe d'appel concernant une "explication motivée et adéquate" de la façon dont les faits étayent la détermination de l'existence d'un dommage, avec une évaluation sur le fond de

[4324] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 603 à 605; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 356 et 357.

[4325] Rapport de l'USITC, volume II, tableau TUBULAR-6.

[4326] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 622 à 627. Les arguments détaillés sont indiqués dans la section spécifique aux produits concernant la non-imputation (H.3 b)).

[4327] Réponse de l'USITC à la demande de renseignements additionnels de l'USTR (questions n° 1 et 3) (4 février 2002), page 10 (pièce n° 11 des coplaignants).

[4328] Réponse de l'USITC à la demande de renseignements additionnels de l'USTR (questions n° 1 et 3) (4 février 2002), page 10 (pièce n° 11 des coplaignants).

"l'influence", ou de "l'incidence" de "l'effet" ou des "répercussions" que les facteurs pertinents ont sur la situation de la branche de production nationale.[4329] Chose plus importante, l'USITC n'a même pas reconnu, et encore moins expliqué, comment elle avait dissocié la menace de dommage dont elle avait déterminé qu'elle était causée par le premier fournisseur du marché des États-Unis – c'est-à-dire le Canada – de celle qui était causée par toutes les autres importations. Selon l'USITC, le Canada était le premier fournisseur au cours des trois années les plus récentes; entre 1999 et 2000, la quantité des importations en provenance du Canada était de 141 pour cent supérieure à celle des importations provenant du deuxième fournisseur; entre 1998 et 2000, le Canada a contribué pour au moins 35 pour cent aux importations et la part de marché absorbée par les importations en provenance de ce pays est passée de 10,8 pour cent en 1999 à 14,2 pour cent en 2000.[4330] La Corée conclut que l'USITC n'a manifestement pas dissocié la menace causée par les importations en provenance du Canada de celle qui est causée par les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. En conséquence, l'USITC n'a pas fourni une "explication motivée et adéquate" qui établit explicitement que les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA répondent, à elles seules, aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde, telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[4331] [4332]

7.1833 Les États-Unis affirment que le rapport de l'USITC contient une explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient sa conclusion selon laquelle l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA causait un dommage grave à la branche de production nationale de tubes et tuyaux soudés. Cette analyse satisfait à toutes les prescriptions énoncées aux articles 2:1 et 4:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[4333] Dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a constaté que les importations en question s'étaient accrues de 80,7 pour cent de 1996 à 2000, les plus forts accroissements (20 à 30 pour cent) s'étant produits pendant chaque année de la période examinée sauf en 1999.[4334] Les importations de tubes et tuyaux soudés en provenance des pays non membres de l'ALENA se sont accrues à un rythme plus élevé que les importations de toutes provenances.[4335] En conséquence, l'argument des Communautés européennes selon lequel le rapport de l'USITC donnait des renseignements insuffisants concernant la nature et l'importance de l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA est erroné. Les Communautés européennes ont également tort de critiquer l'USITC pour ne pas avoir constaté que l'accroissement était "récent, soudain, brutal et important" et pour ne pas avoir utilisé les données relatives à l'ensemble de l'année 2001[4336], parce que, ainsi qu'il a déjà été fait valoir, il ne s'agissait pas des critères pertinents. L'analyse de toutes les importations effectuée par l'USITC décrivait également en grand détail le lien de causalité entre toutes les importations et la menace de dommage grave. L'USITC a déterminé que par le biais de la concurrence fondée sur les prix, l'accroissement des importations avait causé une perte de parts de marché pour les producteurs nationaux de tubes et tuyaux soudés au moment même où les prix baissaient. L'USITC a également déterminé que l'accroissement des exportations à destination du marché des États-Unis découlant de l'accroissement de la capacité étrangère persisterait dans un futur imminent. Considérés collectivement, ces éléments

---

[4329] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 103 et 104 (italique dans l'original).

[4330] Rapport de l'USITC, volume I, pages 166 et 167 (pièce n° 6 des coplaignants).

[4331] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 103; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 98.

[4332] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 195 à 199.

[4333] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 871.

[4334] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 10.

[4335] Rapport de l'USITC, tableau TUBULAR-C-4.

[4336] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 622 et 623.

ont entraîné pour la branche de production nationale des baisses persistantes de la production, des volumes de vente, des recettes et de l'emploi, ainsi qu'une dégradation des résultats pendant la période visée par l'enquête et continueraient vraisemblablement à causer un dommage grave à la branche de production nationale dans un futur imminent, si ces tendances persistaient. Dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a constaté que chacun de ces trois éléments du lien de causalité était applicable aux importations en question. Premièrement, les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA étaient vendues à des prix inférieurs à ceux des produits fabriqués dans le pays au cours de tous les trimestres sauf un (32 trimestres sur 33) pour lesquels des données étaient disponibles, et les prix de ces importations ont baissé pendant la période considérée, y compris au cours des trimestres les plus récents.[4337] Pendant la période visée par l'enquête, la valeur des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA a diminué d'une quantité même plus importante que la valeur des importations de toutes provenances.[4338] Deuxièmement, les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA ont absorbé des parts de marché au détriment de la branche de production nationale. Dans son analyse du lien de causalité concernant toutes les importations, l'USITC a mis l'accent sur la perte de parts de marché subie par la branche de production nationale au profit des importations, en particulier entre 1999 et 2000. Dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a constaté que la part de marché absorbée par ces importations était passée de 13,1 pour cent en 1996 à 19,8 pour cent en 2000.[4339] Les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA ont absorbé 6,7 des 10,5 points de pourcentage de part de marché perdus par la branche de production nationale de 1996 à 2000.[4340] Troisièmement, l'USITC a constaté que la capacité étrangère, la production et les exportations vers les États-Unis en provenance des pays non membres de l'ALENA atteindraient tous, selon les projections, de nouveaux niveaux records pendant la période 2001-2002, et qu'ainsi les projections concernant ces facteurs pour toutes les importations n'étaient pas sensiblement modifiées si l'on considérait uniquement les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA.[4341] Dans son analyse de toutes les importations, l'USITC a examiné trois facteurs autres que l'accroissement des importations dont il était allégué qu'ils étaient les causes de la menace de dommage grave pour la branche de production nationale de tubes et tuyaux soudés. Elle a constaté que ces autres facteurs (changements intervenus dans la demande, accroissement de la capacité nationale et difficultés sans rapport avec les importations rencontrées par un producteur déterminé) ne causaient pas le dommage observé. Étant donné que l'analyse de toutes les importations faite par l'USITC contenait l'examen de ces autres facteurs, examen nécessaire pour satisfaire aux prescriptions de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, et que ses conclusions n'étaient pas fondées sur l'ensemble particulier d'importations examiné, l'USITC n'était pas tenue d'examiner ces facteurs plus avant dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA.[4342]

7.1834 La Chine fait valoir que les États-Unis estiment à tort que pour chaque produit analysé dans le rapport, l'USTIC a correctement établi que l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA causait un dommage grave à la branche de production nationale.[4343] Il est indiqué à la page 167 du rapport de l'USITC que le Canada était le premier fournisseur des États-Unis

[4337] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 10.
[4338] Rapport de l'USITC, tableau TUBULAR-C-4.
[4339] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 10; rapport de l'USITC, tableau TUBULAR-C-4.
[4340] Rapport de l'USITC, tableau TUBULAR-C-4.
[4341] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 10; rapport de l'USITC, tableaux TUBULAR-30 à 32.
[4342] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 861 à 870.
[4343] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 326.

pour ce qui est des produits soudés autres que les OCTG pendant chacune des trois années les plus récentes de la période considérée. Le rapport indique ensuite que de 1998 à 2000, la quantité des importations en provenance du Canada était de 141 pour cent supérieure à la quantité des importations en provenance du deuxième pays fournisseur pendant cette période de trois ans. De 1998 à 2000, le Canada a également contribué pour au moins 35 pour cent à la quantité de toutes les importations pendant chaque année de la période considérée. En outre, la part de marché absorbée par les importations en provenance du Canada s'est accrue en valeur, passant de 10,8 pour cent en 1999 à 14,2 pour cent en 2000. Il convient également de noter que certains producteurs américains sont intégrés avec les producteurs canadiens et qu'aucun producteur national de tubes et tuyaux soudés n'a pris position en ce qui concerne les exclusions des pays membres de l'ALENA pendant la phase de l'enquête relative au dommage. Par ailleurs, à la page 167, il apparaît clairement que le Mexique figurait parmi les cinq premiers fournisseurs des États-Unis pour ce qui est des produits soudés autres que les OCTG pendant chacune des trois années les plus récentes de la période considérée. Le Mexique était également le quatrième fournisseur pendant chaque année de la période 1998-2000 et la quantité des importations en provenance du Mexique s'est accrue de 94,7 pour cent de 1996 à 2000. Toutefois, à aucun moment l'USITC n'a analysé la mesure dans laquelle ces caractéristiques spécifiques des importations en provenance du Canada et du Mexique pourraient avoir une incidence spécifique sur le dommage causé à la branche de production américaine, incidence différente de celle qui était imputable aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. En conséquence, la Chine estime que la méthode utilisée par les États-Unis les a empêchés d'établir que l'USITC n'avait imputé aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA aucun effet dû aux importations en provenance des pays membres de l'ALENA, en tant qu'autres facteurs.[4344]

g) ABJT

7.1835 La Chine établit que la constatation complémentaire de l'USITC concernant les prix des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA n'évalue pas la part du marché intérieur absorbée par les importations en provenance de ces pays ne contient pas d'éléments spécifiques concernant le dommage causé à la branche de production américaine par les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, n'évalue pas d'autres facteurs pertinents en ce qui concerne la situation de la branche de production concernée, n'établit pas de constatation concernant le lien entre l'évolution des importations (volume et part de marché) et l'évolution des facteurs relatifs au dommage, et n'indique pas explicitement si "le lien de causalité" existe entre l'accroissement des importations et le dommage grave et si ce lien de causalité implique un rapport réel et substantiel de cause à effet entre ces deux éléments. Les Communautés européennes estiment que l'USITC n'a pas procédé à une analyse correcte de l'accroissement des importations et du lien de causalité pour les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. En particulier, elle n'a pas dissocié et distingué l'incidence des importations exclues et ne s'est pas assurée que cette incidence n'était pas imputée aux importations visées par la mesure de sauvegarde. Les Communautés européennes et la Chine estiment que, pour ces produits, le rapport complémentaire de l'USITC "n'établit pas explicitement que les importations de provenances visées par la mesure "répond[ent] aux conditions requises pour appliquer des mesures de sauvegarde, telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes" [et] ne représente pas une "explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayent [la] détermination"", conformément à l'interprétation de l'Organe d'appel.[4345]

[4344] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 335 et 336.

[4345] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 606 à 608; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 622 à 626; deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 478 à 483. Les arguments détaillés sont indiqués dans la section spécifique aux produits concernant la non-imputation (H.3 b)).

7.1836 Les États-Unis affirment que le rapport de l'USITC contient une explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient sa conclusion selon laquelle l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA causait un dommage à la branche de production nationale d'ABJT. Cette analyse satisfait à toutes les prescriptions énoncées aux articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[4346] Dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a constaté que les importations d'ABJT en provenance de ces pays s'étaient accrues pendant la période visée par l'enquête. Les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA se sont accrues, passant de 76 079 tonnes courtes en 1996 à 100 592 tonnes courtes en 2000; des accroissements annuels ont été enregistrés pendant chaque année de la période visée par l'examen sauf en 1997. Le ratio des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA à la production américaine a également augmenté pendant chaque année de la période visée par l'enquête sauf en 1997, passant de 37,1 pour cent en 1996 à 51,8 pour cent en 2000.[4347] En conséquence, l'argument des Communautés européennes selon lequel le rapport de l'USITC donnait des renseignements insuffisants concernant la nature et l'importance de l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA est erroné. Les Communautés européennes ont également tort de critiquer l'USITC pour ne pas avoir constaté que l'accroissement était "récent, soudain, brutal et important" et pour ne pas avoir utilisé les données relatives à l'ensemble de l'année 2001[4348], parce qu'il ne s'agissait pas des critères pertinents. L'analyse de toutes les importations effectuée par l'USITC décrivait en grand détail le lien de causalité entre toutes les importations et le dommage grave. L'USITC a souligné que la présence croissante d'importations sur le marché des États-Unis de 1997 à 2000 coïncidait avec des baisses des ventes, de la production, de l'utilisation des capacités, de l'emploi et de la rentabilité dans la branche de production nationale. L'USTIC a également souligné que, pour les accessoires de tuyauterie à souder bout à bout pour lesquels elle avait recueilli des données sur les prix, les importations étaient systématiquement vendues à des prix inférieurs à ceux des produits fabriqués dans le pays, les marges les plus élevées de vente à des prix inférieurs étant observées à la fin de la période visée par l'enquête. Dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a constaté que le premier des trois éléments du lien de causalité sur lequel elle s'était fondée dans son analyse de toutes les importations – présence croissante d'importations sur le marché des États-Unis – était applicable aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. L'USITC a spécifiquement noté l'accroissement de la part de marché absorbée par les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA pendant la période visée par l'enquête. En fait, ces importations étaient responsables de la perte de 7,7 des 8,8 points de pourcentage de part de marché subie par la branche de production nationale de 1997 à 2000.[4349] Le deuxième élément de l'analyse du lien de causalité effectuée par l'USITC pour toutes les importations était axé sur les données relatives aux résultats de la branche de production nationale. Comme ces données ne changeaient pas selon les importations qui étaient examinées, il n'était pas nécessaire pour l'USITC d'examiner ce facteur plus avant dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. Le troisième élément de l'analyse du lien de causalité – la vente à des prix inférieurs – était également applicable aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, comme l'USITC l'a constaté. Les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA étaient été vendues à

[4346] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 883.

[4347] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 8. L'USITC a également constaté que le volume des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, tant dans l'absolu que par rapport à la production américaine, était plus élevé pendant la période intermédiaire de 2001 que pendant la période intermédiaire de 2000. *Ibid.*

[4348] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 622 et 623.

[4349] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 8; rapport de l'USITC, tableau TUBULAR-C-6.

des prix inférieurs à ceux des produits fabriqués dans le pays avec des marges supérieures à 20 pour cent pendant chaque trimestre de la période visée par l'enquête après le troisième trimestre de 1999.[4350] En conséquence, il ressort de l'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par l'USITC, considérée à la lumière de l'analyse de toutes les importations, que les considérations qui établissaient l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel entre l'accroissement des importations et le dommage grave étaient identiques, que toutes les importations soient examinées ou que seules les importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA le soient. L'USITC n'est pas parvenue à cette conclusion en "saut[ant] à un certain nombre de généralisations", comme l'allèguent les Communautés européennes.[4351] Au contraire, l'USITC est arrivée à ces conclusions sur la base d'une analyse objective, fondée sur les faits, des données concernant les volumes et les prix se rapportant spécifiquement aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. Dans son analyse de toutes les importations, l'USITC a examiné cinq facteurs autres que l'accroissement des importations dont il était allégué qu'ils étaient les causes du dommage grave subi par la branche de production nationale d'ABJT. Elle a constaté que quatre des cinq autres facteurs (demande de produits liés au pétrole et au gaz, accroissement de la capacité, inefficience de la branche de production et pénuries de main-d'œuvre) ne causaient pas le dommage observé. Son analyse du facteur restant, relatif au regroupement des acheteurs, portait exclusivement sur les données relatives à la branche de production nationale qui ne changeaient pas non plus selon les importations qui étaient examinées. En conséquence, il n'était pas nécessaire pour l'USTIC d'examiner ce facteur plus avant dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA.[4352]

7.1837 La Chine fait valoir que les États-Unis estiment à tort que pour chaque produit analysé dans le rapport, l'USITC a correctement établi que l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA causait un dommage grave à la branche de production nationale.[4353] Ainsi qu'il est indiqué à la page 179 du rapport de l'USITC, le Canada était le troisième fournisseur d'ABJT pendant chacune des trois années les plus récentes et figurait donc parmi les cinq premiers fournisseurs. Le rapport de l'USITC indique également que les importations en provenance du Canada ont représenté une part croissante des importations totales. Depuis 1998, les importations en provenance du Canada se sont accrues à un rythme (39,4 pour cent) supérieur au double du rythme d'accroissement des importations de toutes provenances (15,6 pour cent) et le Canada a contribué pour 24,8 pour cent à l'accroissement total des importations de toutes provenances depuis 1998. En même temps, le Mexique était l'un des cinq premiers fournisseurs des produits concernés et il y avait eu une poussée des importations qui avait atteint un niveau exceptionnellement élevé en 1998 (niveau supérieur de 46 pour cent au niveau le plus élevé suivant pendant la période 1996-2000). Il est également indiqué (page 172 du rapport de l'USITC) qu'en 1998, on avait observé plusieurs fermetures d'usines dans la branche de production nationale, ainsi qu'une capacité inutilisée en ce qui concerne les accessoires et les brides. Toutefois, à aucun moment l'USITC n'a analysé la mesure dans laquelle ces caractéristiques spécifiques des importations en provenance du Canada et du Mexique pourraient avoir une incidence spécifique sur le dommage causé à la branche de production américaine, incidence différente de celle qui était imputable aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. En conséquence, la Chine estime que la méthode utilisée par les États-Unis les a empêchés d'établir que l'USITC n'avait imputé aux importations en provenance des

[4350] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 8; rapport de l'USITC, tableau TUBULAR-61. L'USITC a également formulé cette constatation dans son analyse de toutes les importations. Rapport de l'USITC, page 176.

[4351] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 625; la Chine soulève une objection similaire. Première communication écrite de la Chine, paragraphe 606.

[4352] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 873 à 882.

[4353] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 326.

pays non membres de l'ALENA aucun effet dû aux importations en provenance des pays membres de l'ALENA, en tant qu'autres facteurs.[4354]

h) Barres en aciers inoxydables

7.1838 La Chine est d'avis que le rapport complémentaire de l'USITC n'évalue pas les autres facteurs pertinents en ce qui concerne la situation de la branche de production concernée, n'établit pas de constatation concernant le lien entre l'évolution des importations (volume et part de marché) et l'évolution des facteurs relatifs au dommage, et n'indique pas explicitement si "le lien de causalité" existe entre l'accroissement des importations et le dommage grave et si ce lien de causalité implique un rapport réel et substantiel de cause à effet entre ces deux éléments. Les Communautés européennes sont d'avis que l'USITC n'a pas procédé à une analyse correcte de l'accroissement des importations et du lien de causalité pour les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. En particulier, elle n'a pas dissocié et distingué l'incidence des importations exclues et ne s'est pas assurée que cette incidence n'était pas imputée aux importations visées par la mesure de sauvegarde. Les Communautés européennes et la Chine estiment que, pour les produits susmentionnés, le rapport complémentaire de l'USITC "n'établit pas explicitement que les importations de provenances visées par la mesure "répond[ent] aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde, telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes" [et] ne représente pas une "explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayent [la] détermination"", conformément à l'interprétation de l'Organe d'appel.[4355]

7.1839 Les États-Unis affirment que le rapport de l'USITC contient une explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient sa conclusion selon laquelle l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA causait un dommage à la branche de production nationale de barres en aciers inoxydables. Cette analyse satisfait à toutes les prescriptions énoncées aux articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[4356] Dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a constaté que les importations en question s'étaient accrues de 61,1 pour cent de 1996 à 2000 et que, bien que la quantité de ces importations ait quelque peu fluctué pendant la période visée par l'enquête, l'accroissement le plus important s'était produit de 1999 à 2000 (lorsque les importations s'étaient accrues de 42,1 pour cent).[4357] Les importations de barres en aciers inoxydables en provenance des pays non membres de l'ALENA se sont accrues à un rythme plus rapide que les importations de toutes provenances de 1996 à 2000 et de 1999 à 2000.[4358] En conséquence, l'argument des Communautés européennes selon lequel le rapport de l'USITC donnait des renseignements insuffisants concernant la nature et l'importance de l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA est erroné. Les Communautés européennes ont également tort de critiquer l'USITC pour ne pas avoir constaté que l'accroissement était "récent, soudain, brutal et important" et pour ne pas avoir utilisé les données relatives à l'ensemble de l'année 2001[4359], parce qu'il ne s'agissait pas des critères pertinents. L'analyse de toutes les importations décrivait également en grand détail le lien de causalité entre toutes les importations et le dommage grave. L'USITC a déterminé que par le biais de la

[4354] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 337 et 338.

[4355] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 609 à 611; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 622 à 626 et deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 478 à 483. Les arguments détaillés sont indiqués dans la section spécifique aux produits concernant la non-imputation (H.3 b)).

[4356] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 894.

[4357] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, pages 8 et 9.

[4358] Rapport de l'USITC, tableau STAINLESS-C-4.

[4359] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 622 et 623.

concurrence fondée sur les prix, l'accroissement des importations avait causé une perte de parts de marché pour les producteurs nationaux de barres en aciers inoxydables, en particulier dans la dernière moitié de la période visée par l'enquête. Ainsi, les éléments de base de la constatation de l'existence d'un lien de causalité relative à toutes les importations étaient les suivants: 1) concurrence fondée sur les prix entre les importations et le produit similaire; et 2) absorption de parts de marché par les importations au détriment du produit fabriqué dans le pays. Considérés collectivement, ces éléments ont entraîné pour la branche de production de barres en aciers inoxydables des baisses de la production, des volumes de vente, des recettes et de l'emploi, ainsi que des résultats financiers médiocres. Dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a constaté que chacun des éléments du lien de causalité était applicable aux importations en question. Premièrement, les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA étaient même plus compétitives en matière de prix par rapport aux produits fabriqués dans le pays que ne l'étaient toutes les importations, dès lors que le pourcentage de comparaisons de prix montrant l'existence de ventes à des prix inférieurs pendant la période visée était plus élevé pour les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA que pour toutes les importations. L'USITC a constaté que les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA étaient vendues à des prix inférieurs à ceux des produits fabriqués dans le pays avec des marges allant jusqu'à 51 pour cent.[4360] Pendant la période visée par l'enquête, les valeurs unitaires moyennes des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA ont diminué d'une quantité même plus importante que celles des importations de toutes provenances.[4361] Deuxièmement, les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA ont absorbé des parts de marché au détriment de la branche de production nationale. Dans son analyse du lien de causalité concernant toutes les importations, l'USITC a mis l'accent sur la perte de parts de marché subie par la branche de production nationale au profit des importations. Dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a constaté que ces importations étaient responsables de l'ensemble de la perte en question, étant donné qu'elles avaient absorbé la totalité des 11 points de pourcentage de part de marché que la branche de production nationale avait perdus de 1996 à 2000.[4362] En conséquence, il ressort de l'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par l'USITC, considérée à la lumière de l'analyse de toutes les importations, que les considérations qui établissaient l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel entre l'accroissement des importations et le dommage grave étaient identiques, que toutes les importations soient examinées ou que seules les importations en provenance de sources extérieurs à l'ALENA le soient. L'USITC n'est pas parvenue à cette conclusion en "saut[ant] à un certain nombre de généralisations", comme l'allèguent les Communautés européennes.[4363] Au contraire, l'USITC est arrivé à ces conclusions sur la base d'une analyse objective, fondée sur les faits, des données concernant les volumes et les prix se rapportant spécifiquement aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA.

7.1840 En outre, les États-Unis font valoir que l'USITC a examiné trois facteurs autres que l'accroissement des importations dont il était allégué qu'ils étaient les causes du dommage grave subi par la branche de production nationale de barres en aciers inoxydables. Elle a constaté que ces autres facteurs (changements intervenus dans la demande vers la fin de 2000 et en 2001, accroissement du coût de l'énergie et résultats d'exploitation médiocres de deux producteurs pendant la période considérée) ne causaient pas le dommage observé. Étant donné que l'analyse de toutes les

[4360] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 9.
[4361] Rapport de l'USITC, tableau STAINLESS-C-4.
[4362] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 9; rapport de l'USITC, tableau STAINLESS-C-4.
[4363] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 625. La Chine soulève une objection similaire. Première communication écrite de la Chine, paragraphe 609.

importations faite par l'USITC contenait l'examen de ces autres facteurs, examen nécessaire pour satisfaire à l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, et que ses conclusions n'étaient pas fondées sur l'ensemble particulier d'importations examiné, l'USITC n'était pas tenue d'examiner ces facteurs plus avant dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. Par ailleurs, le troisième facteur, qui se rapportait aux résultats de deux producteurs, concernait exclusivement les données relatives à la branche de production nationale qui ne changeaient pas non plus selon les importations qui étaient examinées. Par conséquent, il n'était pas nécessaire pour l'USITC d'examiner ce facteur plus avant dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. Ainsi, l'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par l'USITC, considérée à la lumière de son analyse de toutes les importations, établit également que l'USITC n'a imputé aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA aucun effet dû à des facteurs autres que les importations. Ainsi qu'il est exposé ci-dessus, dans son examen des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC n'avait pas besoin de procéder à une analyse séparée aux fins de la non-imputation pour les importations en provenance des pays membres de l'ALENA.[4364]

7.1841 La Chine fait valoir que les États-Unis estiment à tort que pour chaque produit analysé dans le rapport, l'USITC a correctement établi que l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA causait un dommage grave à la branche de production nationale.[4365] Ainsi qu'il est indiqué dans le rapport de l'USITC, le Canada était l'un des cinq premiers fournisseurs de barres en aciers inoxydables au cours des trois dernières années de la période visée par l'enquête. Le rapport indique également que pendant la période intermédiaire de 2001, le rythme d'accroissement des importations en provenance du Canada était de 20,4 pour cent alors qu'il était de moins 17,1 pour cent pour toutes les importations. Le rapport de l'USITC note également que les importations de barres en aciers inoxydables en provenance du Canada étaient vendues à des prix inférieurs à ceux de la marchandise nationale dans sept sur dix comparaisons de prix possibles. Toutefois, à aucun moment l'USITC n'a analysé la mesure dans laquelle ces caractéristiques spécifiques des importations en provenance du Canada pourraient avoir une incidence spécifique sur le dommage causé à la branche de production américaine, incidence différente de celle qui était imputable aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. En conséquence, la Chine estime que la méthode utilisée par les États-Unis les a empêchés d'établir que l'USITC n'avait imputé aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA (en l'occurrence les importations provenant du Canada) aucun effet dû aux importations en provenance des pays membres de l'ALENA, en tant qu'autres facteurs.[4366]

i) Fils en aciers inoxydables

7.1842 Les Communautés européennes et la Chine estiment que ni le rapport de l'USITC ni son rapport complémentaire ne contient des constatations particulières établissant "explicitement" que l'accroissement des importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA répond aux conditions énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. Les Communautés européennes ajoutent que la constatation selon laquelle les produits susmentionnés ne "contribuent pas de façon importante à la menace de dommage grave" qui figure dans le rapport d'octobre 2001 de l'USITC n'est pas suffisante. Pour ces raisons, les Communautés européennes et la

[4364] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 885 à 893.
[4365] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 326.
[4366] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 339 et 340.

Chine estiment que, pour les produits susmentionnés, les États-Unis n'ont pas respecté leur obligation au titre des articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[4367]

7.1843 Les États-Unis affirment que les Communautés européennes se plaignent à tort que l'USITC n'a pas établi une constatation selon laquelle les importations de fils en aciers inoxydables en provenance des pays non membres de l'ALENA remplissaient les conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde.[4368] Tant le Président Koplan que la commissaire Bragg ont fourni des analyses séparées des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA concernant les fils en aciers inoxydables. Ces analyses, considérées à la lumière de l'examen par chaque commissaire des autres questions pertinentes figurant dans son analyse de toutes les importations, démontrent que toutes les questions relatives aux importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA y ont été spécifiquement examinées. Dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, le Président Koplan a constaté qu'ensemble, le Canada et le Mexique représentaient, pendant la période visée par l'enquête, une part faible et décroissante de la consommation intérieure apparente, alors que les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA représentaient une part croissante, avec un accroissement particulièrement notable entre les périodes intermédiaires.[4369] Ces tendances des volumes des importations étaient les mêmes qu'il avait identifiées dans son analyse de toutes les importations.[4370] Le Président Koplan a donc constaté que les conclusions qu'il avait formulées au sujet des effets de l'accroissement des importations étaient également applicables aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA.[4371] En conséquence, l'argument de la Chine selon lequel le rapport de l'USITC ne contenait aucune constatation particulière établissant l'existence d'un dommage grave causé par les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA est erroné.[4372] Le Président Koplan a fourni l'analyse nécessaire en démontrant un accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA dans la dernière partie de la période considérée et en démontrant en outre l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel entre les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA et le dommage grave qui menaçait la branche de production nationale de fils en aciers inoxydables. La nature de cette menace de dommage grave était examinée en grand détail dans l'analyse de toutes les importations faite par le Président Koplan. Cette analyse décrivait assez en détail le lien de causalité entre toutes les importations et la menace de dommage grave. Le Président Koplan a établi une corrélation directe entre l'accroissement notable de la part de marché absorbée par toutes les importations pendant la période intermédiaire de 2001 et la dégradation substantielle de la situation de la branche de production nationale pendant cette période.[4373] Dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, le Président Koplan a constaté que le lien de causalité susmentionné était applicable à ces importations. Il a spécifiquement constaté que les importations en provenance du Canada et du Mexique ne représentaient pas des parts substantielles de toutes les importations pendant la période visée par l'enquête. Il a en outre spécifiquement constaté que les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA s'étaient accrues vers la fin de la période considérée, avec un accroissement particulièrement notable pendant les périodes intermédiaires, au moment même où les résultats de la branche de production

[4367] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 616 et 617; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 614 et 615.
[4368] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 614; la Chine soulève une objection similaire. Première communication écrite de la Chine, paragraphe 616.
[4369] Rapport de l'USITC, page 260, note de bas de page 36.
[4370] Rapport de l'USITC, page 259.
[4371] Rapport de l'USITC, page 260, note de bas de page 36.
[4372] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 616 et 617.
[4373] Rapport de l'USITC, pages 258 et 259.

nationale se détérioraient.[4374] Le Président Koplan a spécifiquement constaté que les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA avaient absorbé des parts de marché au détriment de la branche de production nationale. Dans son analyse de toutes les importations, il a mis l'accent sur la perte de parts de marché subie vers la fin de la période visée par l'enquête. Dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, le Président Koplan a constaté que ces importations étaient responsables de la perte susmentionnée.[4375] En conséquence, il ressort de l'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par le Président Koplan, considérée à la lumière de son analyse de toutes les importations, que les considérations qui établissaient l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel entre l'accroissement des importations et la menace de dommage grave étaient identiques, que toutes les importations soient examinées ou que seules les importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA le soient. Le Président Koplan a examiné le fléchissement de la demande en tant que facteur autre que l'accroissement des importations dont il était allégué qu'il était une cause de la menace de dommage grave à laquelle la branche de production nationale de fils en aciers inoxydables était confrontée. Le Président Koplan a cependant constaté que les baisses de la production et des expéditions de la branche de production nationale étaient plus importantes que le fléchissement totale de la consommation intérieure apparente et que le volume des importations s'était accru malgré le fléchissement de la demande.[4376] Les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA contribuaient à la totalité de cet accroissement. Par conséquent, le Président Koplan n'était pas tenu d'examiner ce facteur plus avant dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. Ainsi, l'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par le Président Koplan, considérée à la lumière de son analyse de toutes les importations, établit également qu'il n'a imputé aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA aucun effet dû à des facteurs autres que les importations. Dans son examen des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, le Président Koplan n'avait pas besoin de procéder à une analyse séparée aux fins de la non-imputation pour toutes les importations en provenance des pays membres de l'ALENA.[4377]

7.1844 En outre, les États-Unis font valoir que la commissaire Bragg a effectué son analyse des importations de fils en aciers inoxydables en provenance des pays non membres de l'ALENA dans le cadre de son analyse des produits similaires englobant les fils en aciers inoxydables et les câbles de fils en aciers inoxydables. La commissaire Bragg a constaté que les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA s'étaient accrues de façon importante, tant pour ce qui est des niveaux des importations que pour ce qui est de leurs tendances. La commissaire Bragg a constaté que les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA s'étaient accrues de 35,2 pour cent entre 1996 et 2000. Elle a en outre constaté que les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA représentaient une plus grande part du marché intérieur en 2000 qu'en 1996 et que leur part de marché était plus importante pendant la période intermédiaire de 2001 que pendant la période intermédiaire de 2000. Pendant la période intermédiaire de 2001, les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA représentaient 31,1 pour cent du marché des États-Unis.[4378] L'analyse de la commissaire Bragg a également montré qu'il y avait des importations "en quantités tellement accrues … et à des conditions telles qu'[elles] caus[aient] ou mena[çaient] de causer un dommage grave" en démontrant le lien de causalité réel et substantiel entre les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA et la menace de dommage grave à laquelle la branche de production nationale de produits tréfilés en aciers inoxydables était confrontée. La nature

[4374] Rapport de l'USITC, pages 259 et 260, note de bas de page 36.
[4375] Rapport de l'USITC, page 260, note de bas de page 36.
[4376] Rapport de l'USITC, page 259.
[4377] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 907 à 916.
[4378] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, pages 22 et 23.

de cette menace était examinée en détail dans l'analyse de toutes les importations faites par la commissaire Bragg. Cette analyse décrivait également en grand détail le lien de causalité entre toutes les importations et la menace de dommage grave. La commissaire Bragg a constaté que l'accroissement des importations à des prix en baisse empêchait les producteurs nationaux de tirer parti de l'accroissement de la consommation et menaçait la branche de production nationale d'un dommage grave.[4379] La commissaire Bragg a constaté que cette analyse était également applicable aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. Elle a constaté que les prix des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA avaient baissé entre 1996 et 2000 et que ces importations étaient vendues à des prix inférieurs à ceux des produits nationaux, ainsi que le montrait la majorité des comparaisons trimestrielles. Elle a également souligné que les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA avaient pris des parts de marché à la branche de production nationale.[4380] En conséquence, il ressort de l'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par la commissaire Bragg, considérée à la lumière de son analyse de toutes les importations, que les considérations qui établissaient l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel entre l'accroissement des importations et le dommage grave étaient identiques, que toutes les importations soient examinées ou que seules les importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA le soient. Dans son analyse de toutes les importations, la commissaire Bragg a examiné trois facteurs autres que l'accroissement des importations dont il était allégué qu'ils étaient les causes de la menace de dommage grave pour la branche de production nationale de produits tréfilés en aciers inoxydables. La commissaire Bragg a examiné le ralentissement économique général, les coûts des matières premières et l'appréciation du dollar des États-Unis.[4381] Les constatations de la commissaire Bragg concernant ces facteurs étaient fondées sur une combinaison de données générales concernant le marché américain et la branche de production nationale, aucune de ces données ne changeant selon les importations qui étaient examinées. Ainsi, il ne lui était pas nécessaire d'examiner ces facteurs plus avant dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. En conséquence, il ressort de l'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par la commissaire Bragg, considérée à la lumière de son analyse de toutes les importations, que les considérations qui établissaient l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel entre l'accroissement des importations et le dommage grave étaient identiques, que toutes les importations soient examinées ou que seules les importations de sources extérieures à l'ALENA le soient. Son analyse établissait également qu'elle n'avait imputé aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA aucun effet dû à des facteurs autres que les importations. Dans son examen des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, la commissaire Bragg n'avait pas besoin de procéder à une analyse séparée aux fins de la non-imputation pour toutes les importations en provenance des pays membres de l'ALENA. Il ressort des analyses des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuées tant par le Président Koplan que par la commissaire Bragg, considérées à la lumière de l'analyse de toutes les importations, que les considérations qui établissaient l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel entre l'accroissement des importations et la menace de dommage grave étaient identiques, que toutes les importations soient examinées ou que seules les importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA le soient. Le Président Koplan et la commissaire Bragg sont parvenus à leurs conclusions sur la base d'une analyse objective, fondée sur les faits, des données concernant les volumes et les prix se rapportant spécifiquement aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA.[4382]

[4379] Rapport de l'USITC, pages 301 et 302.
[4380] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 23.
[4381] Rapport de l'USITC, page 302.
[4382] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 917 à 924.

j) Fil machine en aciers inoxydables

7.1845 Les Communautés européennes et la Chine estiment que ni le rapport de l'USITC ni son rapport complémentaire ne contient des constatations particulières établissant "explicitement" que l'accroissement des importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA répond aux conditions énoncées à l'article 2:1 et précisées par l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. Les Communautés européennes ajoutent que la constatation selon laquelle le produit susmentionné ne "contribue pas de façon importante au dommage ou à la menace de dommage grave" qui figure dans le rapport d'octobre 2001 de l'USITC n'est pas suffisante. Pour ces raisons, les Communautés européennes et la Chine estiment que, pour le produit susmentionné, les États-Unis n'ont pas respecté leur obligation au titre des articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[4383]

7.1846 Les États-Unis affirment que le rapport de l'USITC contient une analyse complète et détaillée établissant que l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA a causé un dommage grave à la branche de production nationale de fil machine en aciers inoxydables. Cette analyse satisfait à toutes les prescriptions énoncées aux articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[4384] Les Communautés européennes et la Chine n'ont pas tenu compte de la note de bas de page 1437 de l'analyse de toutes les importations faite par l'USITC. Dans cette note de bas de page, l'USITC a constaté que les importations en provenance du Canada et du Mexique représentaient un pourcentage extrêmement faible des importations totales pendant la période visée par l'enquête.[4385] Dans aucune année de cette période, les importations combinées en provenance des pays membres de l'ALENA n'ont dépassé 0,08 pour cent des importations totales.[4386] L'exclusion de ce volume d'importations n'avait aucun effet sur la détermination par l'USITC d'un accroissement des importations puisque le moment et le rythme des changements intervenus dans le volume des importations étaient pour l'essentiel inchangés. En conséquence, l'argument des Communautés européennes selon lequel le rapport de l'USITC donnait des renseignements insuffisants concernant la nature et l'importance de l'accroissement des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA est erroné.[4387] En outre, la considération appropriée au titre de l'Accord sur les sauvegardes n'est pas de savoir si l'accroissement des importations a été "récent, soudain, brutal et important" dans l'abstrait, mais de savoir s'il y a eu des importations "en quantités tellement accrues … et à des conditions telles qu'[elles] caus[aient] ou mena[çaient] de causer un dommage grave". L'USITC a fourni cette analyse en démontrant le lien de causalité entre les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA et le dommage grave subi par la branche de production nationale de fil machine en aciers inoxydables. La nature de ce dommage était examinée en grand détail dans l'analyse de toutes les importations faite par l'USITC. Cette analyse décrivait en grand détail le lien de causalité entre toutes les importations et le dommage grave. L'USITC a déterminé que les importations en quantités accrues avaient d'abord fait perdre des parts de marché aux producteurs nationaux, puis leur avaient fait perdre des recettes lorsqu'ils ont tenté d'aligner les prix intérieurs sur ceux des importations à bas prix. La constatation de l'existence d'un lien de causalité comprenait plusieurs éléments de base: 1) degré élevé de substituabilité entre les importations et la marchandise nationale sur un marché où le prix était un facteur important; 2) accroissement des importations pendant une période où la demande était stable; 3) ventes persistantes des produits importés à des prix inférieurs; et 4) pertes en découlant pour la branche de production nationale en ce qui concerne la part de marché, la production, les expéditions, les ventes commerciales nettes et les recettes

[4383] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 612 et 613; première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 614 à 619.
[4384] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 906.
[4385] Rapport de l'USITC, page 223, note de bas de page 1437.
[4386] Mémoire de l'USITC INV-Y-180, tableau G26 (pièce n° 40 des États-Unis).
[4387] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 614.

commerciales nettes. L'USTIC a constaté l'existence d'une "corrélation claire et directe" entre les changements intervenus dans le volume des importations et la situation générale de la branche de production.[4388] Dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC a constaté que chacun de ces liens de causalité était applicable aux importations en question. L'USITC a spécifiquement constaté que l'exclusion des importations en provenance du Canada et du Mexique ne modifiait pas notablement son analyse des volumes et des prix.[4389] Les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA ont enregistré les mêmes tendances en matière de volumes d'importations et de ventes à des prix inférieurs que les importations de toutes provenances. En conséquence, il ressort de l'analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA effectuée par l'USITC, considérée à la lumière de l'analyse de toutes les importations, que les considérations qui établissaient l'existence d'un lien de causalité réel et substantiel entre l'accroissement des importations et le dommage grave étaient identiques, que toutes les importations soient examinées ou que seules les importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA le soient. Dans son analyse de toutes les importations, l'USITC a examiné plusieurs facteurs autres que l'accroissement des importations dont il était allégué qu'ils étaient les causes du dommage grave subi par la branche de production nationale de fil machine en aciers inoxydables. L'USITC a spécifiquement examiné: 1) le fléchissement de la demande vers la fin de la période considérée; 2) les changements intervenus dans le coût de l'énergie vers la fin de cette période; et 3) les résultats "aberrants" d'un producteur national. L'USITC a identifié et examiné en détail la nature et l'importance de tout effet défavorable imputable à chacun de ces facteurs pendant la période visée par l'enquête et s'est donc assurée qu'elle n'a imputé aux importations aucun dommage causé par un autre facteur. L'analyse par l'USITC des effets éventuels qui étaient imputables à ces autres facteurs est également applicable aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. Dans son examen de toutes les importations, l'USITC a distingué du dommage grave imputable aux importations tout effet imputable au fléchissement de la demande. Elle a noté que ce fléchissement ne s'était produit que vers la fin de la période visée par l'enquête.[4390] Par contre, la branche de production nationale a enregistré des baisses de la part de marché, des volumes de production, des ventes, de l'emploi et de la rentabilité avant que la demande commence à fléchir mais après l'accroissement des volumes d'importations.[4391] Comme l'USITC l'a noté dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, le volume et les prix de ces importations ont évolué pendant la période visée par l'enquête de la même façon que ceux des importations de toutes provenances; en fait, les importations en provenance des pays non membres de l'ALENA ont représenté la quasi-totalité des importations et des observations relatives aux ventes à des prix inférieurs.[4392] Ainsi, la conclusion de l'USITC concernant la nature et l'importance du dommage imputable à l'accroissement des importations était inchangée et l'USITC n'était pas tenue d'examiner le fléchissement de la demande plus avant dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. L'examen des deux facteurs restants – accroissement du coût de l'énergie et résultats médiocres d'un producteur national pendant la période visée par l'enquête – se rapportait exclusivement aux données relatives à la branche de production nationale qui ne changeaient pas selon les importations qui étaient examinées. En conséquence, il n'était pas nécessaire pour l'USITC d'examiner ces facteurs plus avant dans son analyse des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA. Ainsi, l'analyse des importations en provenance de l'ALENA effectuée par l'USITC, considérée à la lumière de son analyse de toutes les importations, établit également que l'USITC n'a imputé aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA aucun effet dû à des facteurs autres que les importations. Ainsi qu'il est exposé

[4388] Rapport de l'USITC, pages 220 et 221.
[4389] Rapport de l'USITC, page 223, note de bas de page 1437.
[4390] Rapport de l'USITC, page 221.
[4391] Rapport de l'USITC, page 221.
[4392] Deuxième rapport supplémentaire de l'USITC, page 5.

ci-dessus, dans son examen des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA, l'USITC n'avait pas besoin de procéder à une analyse séparée aux fins de la non-imputation pour les importations en provenance des pays de l'ALENA.[4393]

L. ARTICLE 5:2 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES ET ARTICLE XIII DU GATT DE 1994

1. Base pour déterminer le niveau global du contingent

7.1847 La Chine fait valoir que la base sur laquelle les États-Unis ont réparti les parts du contingent applicable aux brames lorsqu'ils ont fixé le contingent tarifaire pour ce produit n'est pas claire.[4394] En particulier, elle fait valoir que, compte tenu des statistiques officielles des États-Unis, le contingent global pour la première année (5,4 millions de tonnes courtes) était fixé à un niveau très bas au regard des échanges antérieurs.[4395] Elle fait valoir que, hormis au premier semestre de 2001 et en 1997 (5,3 millions de tonnes), les importations aux États-Unis ont toujours été supérieures à 5,3 millions de tonnes. Pour les autres années (1996, 1999 et 2000), le volume des importations était très important (6,2 millions de tonnes, 7,3 millions de tonnes et 7,2 millions de tonnes respectivement).[4396] Elle fait valoir que, par conséquent, il n'était pas possible de fixer le contingent global à 5,4 millions de tonnes. Selon la Chine, une telle fixation devrait être considérée comme une violation de l'article 5:2 de l'Accord sur les sauvegardes et de l'article XIII du GATT de 1994.[4397]

7.1848 En réponse, les États-Unis font valoir qu'ils ont calculé le montant total du contingent, soit 5,4 millions de tonnes, sur la base des importations de brames durant l'année 2000, à l'exclusion des importations effectuées dans le cadre d'ALE qui n'étaient pas visées par les mesures de sauvegarde.[4398] Ils font observer que l'année 2000 se trouve être celle où les niveaux des importations de brames ont été les plus élevés pendant la période visée par l'enquête de l'USITC.[4399]

2. Répartition des parts de contingents tarifaires et "intérêt substantiel"

7.1849 La Chine note également qu'il ne lui a été accordé aucun contingent spécifique en ce qui concerne la mesure de sauvegarde pour les brames et qu'elle est incluse dans le volume alloué à "tous les autres" pays.[4400] Elle appelle l'attention sur l'article 5:2 de l'Accord sur les sauvegardes et fait valoir qu'en vertu dudit article, un Membre doit attribuer des parts du contingent tarifaire aux Membres "ayant un intérêt substantiel". Cette même terminologie figure aussi à l'article XIII du GATT de 1994, qui dispose ce qui suit: "la partie contractante en question attribuera, aux parties contractantes ayant un intérêt substantiel à la fourniture de ce produit, des parts proportionnelles à la contribution".[4401]

7.1850 La Chine fait valoir que, suivant l'approche adoptée par le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *CE – Bananes III*, un Membre ayant un "intérêt substantiel" peut être défini comme un Membre dont la part représente 10 pour cent au moins des importations totales du pays concerné. Pour les pays dont la part est comprise entre 5 pour cent et 10 pour cent, il faudrait procéder à une

[4393] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 895 à 905.
[4394] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 628.
[4395] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 629.
[4396] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 630.
[4397] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 631.
[4398] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1216.
[4399] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1215 et 1226.
[4400] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 632.
[4401] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 634.

analyse au cas par cas. Pour ceux dont la part est comprise entre zéro pour cent et 5 pour cent, il faudrait conclure *a priori* qu'ils n'ont pas un intérêt substantiel.[4402]

7.1851 La Chine fait observer qu'elle ne semble pas atteindre un pourcentage suffisant en ce qui concerne les importations de brames pour avoir un "intérêt substantiel", puisque sa part représente moins de 1 pour cent durant la période.[4403] Cependant, elle fait valoir que, même si elle n'a pas un "intérêt substantiel" en ce qui concerne les importations de brames, les États-Unis ne devraient malgré tout pas être autorisés à établir une discrimination entre les Membres de l'OMC.[4404] Elle note en particulier que dans l'affaire *CE – Bananes III*, l'Organe d'appel a confirmé que le principe de non-discrimination s'appliquait à la répartition des parts d'un contingent tarifaire et impliquait, en particulier, qu'un Membre ne pouvait pas *"attribuer des parts du contingent tarifaire à certains Membres n'ayant pas un intérêt substantiel sans en attribuer aux autres Membres qui eux non plus n'ont pas un intérêt substantiel"*.[4405] À cet égard, elle fait observer qu'en l'espèce, les États-Unis ont attribué des parts du contingent tarifaire à certains Membres n'ayant pas un "intérêt substantiel" en ce qui concerne les brames. Elle relève, par exemple, que les parts de marché de certains pays étaient largement inférieures à 5 pour cent (Ukraine et Japon). En outre, elle estime que, pour la Russie (7,45 pour cent) et l'Australie (6,38 pour cent), l'évaluation de l'"intérêt substantiel" était très contestable.[4406]

7.1852 La Chine fait valoir que, par conséquent, il apparaît que les États-Unis ont attribué des parts du contingent tarifaire à des Membres de l'OMC (au moins le Japon et l'Ukraine) n'ayant pas un "intérêt substantiel" en ce qui concerne les brames, et qu'ils n'ont pas fait la même chose pour d'autres Membres (comme la Chine).[4407] Elle estime donc que la mesure de sauvegarde appliquée aux brames doit être considérée comme incompatible avec l'article 5:2 de l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIII du GATT de 1994.[4408] À cet égard, elle fait valoir aussi que le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* a établi qu'il était possible de s'appuyer simultanément sur l'article 5 de l'Accord sur les sauvegardes et sur l'article XIII du GATT de 1994 pour analyser une mesure de sauvegarde.[4409] Elle relève par ailleurs que, conformément au paragraphe 5 de l'article XIII, les prescriptions dudit article s'appliquent aussi aux contingents tarifaires. En particulier, elle fait valoir que l'article XIII:2 d), dont le libellé est identique à celui de l'article 5:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, s'applique à la répartition des parts d'un contingent tarifaire dans le contexte d'une mesure de sauvegarde.[4410]

7.1853 S'agissant de l'argument selon lequel le système de répartition du contingent tarifaire est incompatible avec l'article 5:2 et l'article XIII, parce qu'il a assuré l'attribution de parts à certains Membres qui n'étaient pas des fournisseurs ayant un intérêt substantiel mais ne l'a pas fait pour d'autres Membres, y compris la Chine, qui n'étaient pas des fournisseurs ayant un intérêt substantiel, les États-Unis s'appuient sur la décision rendue par le Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* pour faire valoir que l'article 5:2, qui s'applique aux restrictions quantitatives, ne s'applique pas aux mesures de sauvegarde prises sous la forme d'un

[4402] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 635.
[4403] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 636.
[4404] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 637.
[4405] Première déclaration orale de la Chine, paragraphe 8.
[4406] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 638.
[4407] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 639.
[4408] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 640.
[4409] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 621.
[4410] Première déclaration orale de la Chine, paragraphe 5.

contingent tarifaire.[4411] Ils font observer, en réponse à l'affirmation de la Chine selon laquelle le Groupe spécial a statué, dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, que l'article 5 et l'article XIII pouvaient s'appliquer simultanément, pour analyser une mesure de sauvegarde, que le Groupe spécial a de fait abouti à la conclusion opposée en ce qui concerne les mesures de sauvegarde prises sous la forme d'un contingent tarifaire.[4412] Ils notent que le Groupe spécial a constaté ce qui suit: "[n]ous n'estimons pas que les contingents tarifaires soient des "restriction[s] quantitative[s]" au sens de l'article 5" et "[p]uisque nous avons déjà constaté qu'un contingent tarifaire n'était pas une "restriction quantitative" (catégorie plus large incluant les contingents) au sens de l'article 5:1, il ne peut constituer un "contingent" (catégorie plus étroite de restrictions quantitatives) au sens de l'article 5:2 a)".[4413] Toutefois, les États-Unis conviennent bien que l'article XIII:2 s'applique à l'attribution de parts d'un contingent tarifaire conformément à l'article 5 de l'Accord sur les sauvegardes.[4414]

7.1854 La Chine répond en se référant au passage ci-après repris de l'affaire *CE – Bananes III*: "Comme il est prévu au paragraphe 5, l'article XIII s'applique également aux contingents tarifaires. L'article XIII:1 énonce un principe fondamental de non-discrimination dans l'application aussi bien des restrictions quantitatives que des contingents tarifaires." La Chine fait observer que, par conséquent, l'article XIII:2 a), dont le libellé est identique à celui de l'article 5:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, doit s'appliquer à la répartition des parts d'un contingent tarifaire dans le contexte d'une mesure de sauvegarde. Elle affirme que, par conséquent, quand bien même l'article 5:2 de l'Accord sur les sauvegardes ne s'appliquerait pas, comme l'allèguent les États-Unis, aux mesures de sauvegarde prises sous la forme d'un contingent tarifaire, la répartition des parts de ce contingent tarifaire devrait rester assujettie à l'article XIII:2 a) du GATT de 1994, lequel impose les mêmes prescriptions que celles qui sont formulées à l'article 5:2 a) à un Membre appliquant une mesure de sauvegarde. Elle fait valoir que, quoi qu'il en soit, l'article 5:2 a) dont le libellé est identique à celui de l'article XIII:2 a) devrait s'appliquer à la répartition des parts d'un contingent tarifaire.[4415]

7.1855 Les États-Unis relèvent que la Chine attribue au Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *CE – Bananes III* la formulation d'une "approche" selon laquelle un Membre qui contribue pour au moins 10 pour cent aux importations totales est automatiquement un fournisseur ayant un intérêt substantiel, un Membre qui contribue pour moins de 5 pour cent aux importations totales est automatiquement un fournisseur n'ayant pas un intérêt substantiel et les Membres dont la contribution représente entre 5 et 10 pour cent des importations totales font l'objet d'une analyse au cas par cas.[4416] Les États-Unis font observer qu'en tirant un critère numérique du rapport du Groupe spécial *CE – Bananes III*, la Chine fait exactement ce que le Groupe spécial a dit qu'il ne ferait pas. Selon eux, le Groupe spécial a non seulement rejeté, d'une manière générale, les seuils numériques précis, mais il a aussi rejeté spécifiquement le seuil de 10 pour cent proposé par les plaignants.[4417] Les États-Unis estiment que la constatation formulée par le Groupe spécial en l'espèce, selon laquelle il n'était pas déraisonnable pour les Communautés européennes de conclure que la Colombie et le Costa Rica étaient les seules parties contractantes qui avaient un intérêt substantiel à approvisionner le marché communautaire de la banane au sens de l'article XIII:2 d), était étroitement circonscrite et

[4411] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1220.
[4412] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1221.
[4413] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1220, citant le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 7.69, 7.73 et 7.74.
[4414] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 64 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[4415] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 348 à 351.
[4416] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1222.
[4417] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1223.

subordonnée aux "circonstances particulières" de l'affaire. À leur avis, cette constatation ne peut s'interpréter comme créant un ensemble de présomptions quant à la part des importations qui donne à un fournisseur "un intérêt substantiel à la fourniture du produit" au sens de l'article XIII:2 d). Par conséquent, l'approche des États-Unis consistant à fixer à 2 pour cent le seuil permettant d'être traité en tant que fournisseur ayant un intérêt substantiel en fonction des conditions du marché des brames, plutôt qu'à utiliser des seuils numériques fondés sur le marché d'un produit différents était compatible avec l'article XIII:2 d).[4418]

7.1856 La Chine fait valoir que même s'il est vrai que le Groupe spécial, dans l'affaire *CE – Bananes III*, a également indiqué que "la détermination de l'intérêt substantiel [pouvait] bien varier quelque peu en fonction de la structure du marché", il conviendrait de souligner qu'un "intérêt substantiel" ne peut être déterminé de manière arbitraire et ne peut pas correspondre à des montants négligeables. De l'avis de la Chine, cette analyse peut nécessiter une comparaison fondée sur la structure du marché, ce qui suppose d'évaluer la position des différents fournisseurs du produit visé sur le marché en question. Selon elle, cela est corroboré par le raisonnement suivi par le Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Bananes III*, lequel a fondé ses conclusions concernant l'identification des Membres ayant un intérêt substantiel sur le niveau de leurs parts de marché.[4419]

7.1857 La Chine estime qu'il est clair, en l'espèce, qu'un seuil de 2 pour cent ne peut être considéré comme correspondant à un intérêt "substantiel" à la fourniture de brames. Selon elle, cela est particulièrement vrai lorsque l'on examine les parts des importations des principaux fournisseurs qui ont été déterminées par les États-Unis. Par rapport au total des importations pour 2001, la part du Brésil est de 39,20 pour cent, celle du Mexique de 23,52 pour cent et celle de la Russie de 18,83 pour cent. Par rapport au total des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA pour 2001, la part du Brésil est de 51,84 pour cent et celle de la Russie de 24,90 pour cent. Par comparaison avec ces données, la Chine estime qu'il semble déraisonnable de considérer que des Membres dont la part ne représente que 2 pour cent des importations ont le même intérêt "substantiel" que ces principaux fournisseurs.[4420] Par conséquent, il semble raisonnable de considérer que les seuils qui ont été indiqués par le Groupe spécial dans l'affaire *CE – Bananes III* et qui, selon ce que la Chine croit savoir, reflètent la pratique commune des Membres de l'OMC, devraient aussi s'appliquer dans la présente affaire.[4421]

7.1858 La Chine affirme par ailleurs que même si, selon les données fournies par les États-Unis au sujet des dix plus gros fournisseurs, il y avait trois pays (le Canada, le Venezuela et la Chine) au-dessous du seuil des 2 pour cent, les importations en provenance de ces pays n'ont pas été traitées de la même manière et qu'en fait, alors que celles qui provenaient du Canada et du Venezuela ont fini par être exclues du champ d'application des mesures de sauvegarde, celles qui provenaient de la Chine ont été pleinement assujetties aux restrictions à l'importation de brames sans qu'une quote-part spécifique du contingent tarifaire soit attribuée à ce pays.[4422]

7.1859 En guise de contre-argument, les États-Unis font valoir que la Chine ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait en objectant que le seuil de 2 pour cent choisi par les États-Unis était trop bas. Selon eux, l'argument que la Chine semble présenter est qu'un Membre ne

---

[4418] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 1224 et 1225.

[4419] Réponse écrite de la Chine à la question n° 63 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[4420] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 356 et 357.

[4421] Première déclaration orale de la Chine, paragraphes 10 à 12.

[4422] Réponse écrite de la Chine à la question n° 66 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

peut pas avoir un intérêt substantiel si une autre source fournit une part bien plus importante des importations, ce qui n'est pas le critère appliqué par l'article XIII. Les États-Unis font valoir que l'article XIII indique simplement qu'un Membre a droit à une part d'un contingent tarifaire s'il a un "intérêt substantiel à la fourniture du produit", mais n'impose pas d'obligations concernant la façon dont un Membre qui applique des contingents tarifaires détermine si un autre Membre a un intérêt substantiel et que, en conséquence, les États-Unis étaient habilités, pour respecter l'article XIII, à se fonder uniquement sur le volume des expéditions d'un autre Membre, sur sa part dans les importations ou sur tout autre renseignement qui établirait que cet autre Membre avait un intérêt substantiel dans la fourniture du produit. Ils font valoir que, ailleurs, même la Chine semble plaider en faveur d'une règle absolue prévoyant que les pays contribuant pour au moins 10 pour cent aux importations doivent être traités comme ayant un intérêt substantiel. Cela voudrait dire qu'un Membre pourrait ainsi atteindre ce seuil, indépendamment de la question de savoir si une autre source fournit une part des importations bien plus importante.[4423]

7.1860 Les États-Unis font valoir, en ce qui concerne l'assertion selon laquelle ils auraient traité différemment les Membres détenant une part de marché inférieure à 2 pour cent, qu'à l'exception des pays en développement et des partenaires dans le cadre d'accords de libre-échange qui étaient entièrement exclus de l'application de la mesure de sauvegarde, ils ont bel et bien traité ces Membres de la même manière.[4424]

3. Période pour déterminer l'"intérêt substantiel"

7.1861 Les États-Unis font observer qu'ils ont considéré que la période d'une année correspondant à 2001 était une période représentative récente en ce qui concerne les parts absorbées par les importations. En conséquence, l'USITC a procédé à l'identification des fournisseurs ayant un intérêt substantiel et à la répartition de la quantité admise en franchise de droits entre les fournisseurs ayant un intérêt substantiel en se fondant sur les parts des importations totales en 2001. Les États-Unis font valoir que, ce faisant, ils ont pleinement respecté l'obligation énoncée à l'article XIII:2 d) d'attribuer aux Membres fournisseurs ayant un intérêt substantiel des parts "proportionnelles à la contribution apportée par lesdits Membres […] au cours d'une période représentative antérieure".[4425] Ils font observer qu'ils ont décidé que, compte tenu de la taille du marché des brames aux États-Unis et du vaste volume des importations, 2 pour cent des importations totales était un seuil approprié en l'espèce. Conformément à ces considérations, ils ont traité comme des fournisseurs ayant un intérêt substantiel tous les pays dont la part dépassait 2 pour cent des importations totales en 2001[4426] et n'ont attribué de quotes-parts spécifiques qu'aux pays dont ils considéraient qu'ils avaient un intérêt substantiel.[4427] Ils notent à cet égard qu'à l'exception du Brésil et du Mexique, la part des importations provenant de chacune des sources dans les importations totales a largement fluctué d'une année à l'autre. L'utilisation des données relatives aux parts d'importations en 2001 présentait l'avantage supplémentaire de traiter comme fournisseurs ayant un intérêt substantiel uniquement les pays qui avaient régulièrement fourni plus de 2 pour cent des importations. Ainsi, selon les États-Unis, l'identification des fournisseurs ayant un intérêt substantiel ne reposait pas sur les fluctuations

[4423] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 63 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[4424] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 66 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[4425] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1215.
[4426] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1216.
[4427] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 67 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

temporaires enregistrées par les parts d'importations.[4428] La Chine fait valoir que, sur la base des données correspondant aux importations pour toute l'année 2001, il y aurait un groupe de pays avec une part de marché supérieure à 18 pour cent, et un autre avec une part de marché inférieure à 6 pour cent, étant entendu qu'aucun autre pays ne se trouverait entre ces deux seuils. Suivant la même logique, mais en se basant sur les volumes fournis, on distinguerait un groupe de pays ayant fourni plus de 1 000 000 tonnes et un groupe de pays ayant fourni moins de 400 000 tonnes. Selon la Chine, il s'agit là aussi de lignes de démarcation claires.[4429] La Chine a noté que les États-Unis fondaient leurs déterminations relatives aux fournisseurs ayant un intérêt substantiel sur des données portant sur toute l'année 2001, autrement dit des données qui étaient censées ne pas être disponibles au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde. Or, cela implique que les justifications données par les États-Unis dans leur première communication écrite et dans leurs réponses aux questions de la Chine sont fondées sur des données qui ne figuraient ni dans le rapport de l'USITC ni dans la proclamation et n'ont donc pas été communiquées aux parties intéressées.[4430]

7.1862 Les États-Unis font valoir également que leur utilisation des données correspondant à l'année 2001 pour la détermination relative à l'"intérêt substantiel" n'était pas incompatible avec l'analyse effectuée par l'USITC sur le point de savoir s'il y avait un accroissement des importations. Selon les États-Unis, le critère de l'"intérêt substantiel" découle de l'article XIII:2 d), qui dispose qu'un Membre répartissant un contingent tarifaire entre d'autres Membres doit attribuer des parts aux Membres "ayant un intérêt substantiel à la fourniture de ce produit, … proportionnelles à la contribution apportée par lesdit[s] [Membres] au volume total ou à la valeur totale des importations du produit en question au cours d'une période représentative antérieure". Les États-Unis font valoir que l'article XIII ne donne toutefois pas d'indication pour déterminer ce qui constitue une "période représentative antérieure" et que l'Accord sur les sauvegardes n'exige pas que la période utilisée coïncide avec la période visée par l'enquête ou s'y trouve comprise. Ils estiment que l'on ne peut contester le fait que l'année 2001 était "récente" au moment des mesures de sauvegarde. Les données portant sur cette année-là étaient également représentatives de la structure des importations. Les États-Unis affirment qu'il était donc tout à fait compatible avec l'article XIII:2 que le Président retienne l'année 2001 comme étant la période représentative récente.[4431]

M. ARTICLE 9:1 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES (TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ)

1. Désignation des pays en développement aux fins de l'article 9:1

7.1863 La Chine fait valoir que les États-Unis établissent unilatéralement et arbitrairement un lien entre le statut de pays en développement dont il est question à l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes et le système généralisé de préférences (SGP) des États-Unis. À cet égard, la Chine signale que, dans le contexte du SGP – qui est un instrument unilatéral –, le pays donateur a un pouvoir discrétionnaire manifeste pour ce qui est d'établir la liste des bénéficiaires.[4432] La Chine signale en outre qu'il peut y avoir des régimes SGP (dont celui des États-Unis) qui comportent des critères d'admissibilité n'ayant rien à voir avec le niveau de développement des pays. Par conséquent, si un pays est exclu du régime SGP des États-Unis, il ne s'ensuit pas forcément que ce pays n'est pas un pays en développement.[4433] L'application de tels critères permettrait à un Membre de l'OMC

[4428] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1217.
[4429] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 366 à 368.
[4430] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 359.
[4431] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 65 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[4432] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 655.
[4433] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 656.

d'exclure du bénéfice des régimes SGP pour des raisons autres que des considérations fondées sur le niveau de développement des pays qui, du fait de leur niveau de développement, seraient visés par l'expression généralement acceptée de "pays en développement", et permettrait à un pays de choisir les bénéficiaires de son SGP et d'établir une distinction entre des pays dont le niveau de développement ferait en sorte qu'ils pourraient être considérés objectivement comme des "pays en développement".[4434] Également de l'avis de la Chine, il n'est pas possible qu'un Membre pris isolément soit considéré comme un pays en développement par les États-Unis, mais ne le soit pas par les Communautés européennes et d'autres pays relativement au même différend ou à la même disposition. Agir autrement priverait les pays en développement Membres de l'OMC de toute certitude juridique en ce qui concerne les droits et les obligations que leur confèrent les Accords de l'OMC. Agir autrement serait également en contradiction avec la nécessité d'une approche multilatérale des dispositions relatives au "traitement spécial et différencié" dans le cadre de l'OMC.[4435]

7.1864 Dans leur réponse, les États-Unis font valoir qu'il est possible qu'un Membre pris isolément soit considéré comme un pays en développement par les États-Unis, mais ne le soit pas par les Communautés européennes et d'autres pays relativement au même différend ou à la même disposition. À titre d'exemple, les États-Unis font observer qu'ils ont considéré l'Albanie, la Bulgarie, la Croatie, la République tchèque, l'Estonie, la Géorgie, le Kirghizistan, la Lettonie, la Lituanie, la Moldova, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie, la Hongrie, la Pologne et la Turquie comme des pays en développement Membres pour l'application de leurs mesures de sauvegarde concernant l'acier, tandis que les Communautés européennes n'ont considéré aucun de ces Membres comme des pays en développement lorsqu'elles ont appliqué leurs propres mesures de sauvegarde concernant l'acier.[4436] Les États-Unis font valoir que la Chine elle-même a souscrit à ce principe en consentant, dans son Protocole d'accession, à se voir accorder le statut de pays en développement dans certains domaines et pas dans d'autres.[4437] Les États-Unis font en outre valoir que ces différences découlent du texte de l'article 9:1, qui ne précise pas comment un Membre doit respecter les obligations que lui confère cet article. Comme il s'agit d'une obligation se rapportant à l'application d'une mesure de sauvegarde, il incombe au Membre appliquant la mesure de désigner tout d'abord les Membres pouvant prétendre au statut de pays en développement aux fins de l'article 9:1. Comme différents Membres peuvent appliquer différentes procédures, les résultats obtenus peuvent être différents.[4438]

7.1865 Les États-Unis reconnaissent que, pour chacune des dix mesures de sauvegarde, ils ont désigné les pays en développement Membres conformément à leur liste de pays admissibles au SGP, qui est un programme d'avantages en faveur des pays en développement.[4439] Les États-Unis font observer à cet égard que l'Accord sur l'OMC ne définit pas l'expression "pays en développement" et n'établit pas non plus une procédure ou une méthode permettant de déterminer quand un Membre peut prétendre à ce statut.[4440] Les États-Unis font donc valoir que pour évaluer cette allégation, le Groupe spécial n'est pas tenu d'examiner la procédure utilisée par les États-Unis pour désigner les pays en

[4434] Première déclaration orale de la Chine, paragraphes 24 et 25.
[4435] Réponse écrite de la Chine à la question n° 127 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4436] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 127 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4437] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 126 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4438] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 127 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4439] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1258.
[4440] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1261.

développement Membres de façon générale.[4441] Selon les États-unis, au titre de l'article 9:1, c'est au Membre qui applique une mesure de sauvegarde qu'il incombe de désigner les pays en développement Membres non visés par l'application de la mesure. Les États-Unis font valoir que cette conclusion repose sur le sens ordinaire de l'article 9:1 et sur le contexte dans lequel cette disposition s'inscrit dans l'Accord sur les sauvegardes et dans l'Accord sur l'OMC.[4442] Les États-Unis font en outre valoir que cette conclusion est confirmée par la prescription énoncée dans la note de bas de page 2 relative à l'article 9:1 selon laquelle "[u]n Membre notifiera immédiatement au Comité des sauvegardes une mesure prise au titre du paragraphe 1 de l'article 9". Ni cette note de bas de page ni les règles prévues à l'article 12 au sujet des notifications à adresser n'accordent aux Membres exportateurs un rôle dans le cadre de ce processus, ce qui montre que seul le Membre importateur a l'obligation de désigner les Membres qui sont des pays en développement Membres et ceux d'entre eux qu'il faut exclure. Les États-Unis font observer que la structure de l'article 12 appuie cette conclusion. Suivant cet article, le Membre qui prend une décision ou une mesure relativement à une mesure de sauvegarde est la partie qui notifie une telle décision ou mesure.[4443] Les États-Unis affirment que l'Organe d'appel a confirmé cette interprétation dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, dans laquelle il a dit que "[n]ous partageons l'avis des États-Unis selon lequel l'article 9:1 n'indique pas la façon dont un Membre doit respecter cette obligation".[4444] Par conséquent, selon les États-Unis, la prescription de l'article 9:1 selon laquelle le Membre qui prend une mesure de sauvegarde est celui qui notifie toute exclusion de pays en développement Membres démontre que c'est au Membre prenant cette mesure qu'il incombe de décider quels pays peuvent prétendre à une exclusion.[4445]

7.1866 Les États-Unis affirment par ailleurs que puisque cette obligation entre en jeu au moment de l'application de la mesure, c'est le Membre appliquant la mesure qui doit déterminer comment cette obligation doit être respectée. L'article 9:1 n'impose aucune obligation et n'attribue aucun rôle concernant ce processus de désignation aux Membres exportateurs, qu'il s'agisse de pays en développement ou d'autres pays.[4446] Selon les États-Unis, il est rare que cette approche suscite des difficultés parce que, dans la plupart des cas, les Membres ne sont pas en désaccord sur le traitement qu'ils se réserveront mutuellement.[4447] Les États-Unis font valoir que puisque le Membre appliquant la mesure est responsable du respect de l'article 9:1, c'est lui qui doit désigner les Membres qui sont des pays en développement aux fins de l'Accord sur les sauvegardes, et déterminer si les importations en provenance de ces pays sont inférieures au seuil de 3 pour cent.[4448]

7.1867 Les États-Unis notent également que le statut de pays en développement est incorporé dans les premier, deuxième et troisième critères d'admissibilité au SGP prévus à l'article 502 c) de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur. Les États-Unis font valoir que ces critères concernant le statut de pays en développement sont introduits par le membre de phrase "doit tenir compte", qui montre qu'il s'agit de critères prescrits.[4449] De plus, au titre de l'article 502 b) 1) de la Loi sur le commerce extérieur, des pays développés spécifiques – l'Australie, le Canada, les États membres de l'UE, l'Islande, le Japon, Monaco, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et la Suisse – ne peuvent pas être désignés comme des bénéficiaires du SGP.[4450]

[4441] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 81.
[4442] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1259.
[4443] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1264.
[4444] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1263.
[4445] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1264.
[4446] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1260.
[4447] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1262.
[4448] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1261.
[4449] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 151.
[4450] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 126 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

7.1868 La Chine réplique toutefois que les trois critères prévus à l'article 502 c) sont discrétionnaires. En outre, il y a plusieurs autres critères discrétionnaires n'ayant rien à voir avec le statut de pays en développement, comme celui qui figure à l'article 502 c) 4) et qui porte sur l'accès aux marchés et les pratiques d'exportation. La Chine fait observer qu'il y a aussi sept[4451] autres critères obligatoires n'ayant rien à voir avec le statut de pays en développement, qui figurent à l'article 502 b), lesquels excluent, par exemple, un pays de la liste des bénéficiaires du SGP s'il est dominé ou contrôlé par le communisme international.[4452] La Chine fait valoir que si les États-Unis étaient autorisés à fonder leur décision sur la liste des bénéficiaires du SGP, ils auraient la possibilité d'exclure la Chine de l'application de l'article 9:1 dans la présente affaire en matière de sauvegardes, ou dans n'importe quelle affaire future, pour des raisons qui sont étrangères au développement. La Chine fait valoir que c'est pour tenir compte de ce problème que le Président Bush a pris la proclamation en date du 3 juillet qui autorise l'USTR à ajouter des pays en développement à la liste des bénéficiaires du SGP des États-Unis.[4453]

7.1869 La Chine note que, dans la présente affaire, le Président des États-Unis a affirmé que "[p]our l'application des mesures de sauvegarde établies en vertu de la Proclamation, je décide que les pays bénéficiaires dans le cadre du système généralisé de préférences sont les pays en développement".[4454] La Chine fait valoir que cette déclaration établit un lien manifeste entre le SGP des États-Unis et le statut de pays en développement dont il est question à l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Selon la Chine, les États-Unis ont confirmé l'existence de ce lien en affirmant que "… le Président a décidé que la liste des bénéficiaires du SGP comprend tous les pays qui peuvent prétendre au statut de pays en développement Membre au titre de l'article 9:1, … et que la liste figurant dans la subdivision d) i) inclut tous les pays en développement qui sont également Membres de l'OMC". La Chine fait valoir qu'il semble y avoir une contradiction entre cette déclaration et le texte de la Proclamation du Président en date du 3 juillet 2002. En effet, il est précisé dans le premier paragraphe de cette proclamation que "[l]'USTR est autorisé, après publication au Federal Register d'un avis de sa détermination selon laquelle il est approprié d'ajouter des pays en développement Membres de l'OMC à la liste de pays figurant dans la subdivision d) i) de la note 11, à ajouter ces pays à cette liste". Selon la Chine, il ressort clairement de cette déclaration que la liste figurant dans la subdivision d) i) n'incluait pas nécessairement tous les pays en développement qui sont Membres de l'OMC.[4455] La Chine fait valoir qu'une telle détermination n'est pas acceptable en ce qui la concerne. À vrai dire, le fait qu'un Membre de l'OMC est exclu du SGP des États-Unis ne peut pas être une raison, en soi, de considérer qu'il ne s'agit pas d'un pays en développement au sens de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[4456]

7.1870 La Chine fait observer dans ce contexte que, dans le passé, on s'est déjà opposé à l'OMC à la manière dont les États-Unis avaient exclu un pays en développement Membre de l'OMC du champ d'application de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes au motif que ce pays en développement Membre n'était pas visé par le texte législatif accordant des préférences. La Chine s'appuie sur des déclarations faites par deux Membres lors de réunions du Comité des sauvegardes, selon lesquelles,

[4451] Deuxième déclaration orale de la Chine, paragraphe 25.
[4452] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 398; deuxième déclaration orale de la Chine, paragraphe 24.
[4453] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 399 et 400.
[4454] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 653.
[4455] Première déclaration orale de la Chine, paragraphes 18 à 20.
[4456] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 654.

entre autres choses, "[i]l était de tradition au GATT que les pays en développement se désignent eux-mêmes comme tels, et cette pratique n'avait pas changé depuis l'entrée en activité de l'OMC".[4457]

7.1871 En ce qui concerne l'argument selon lequel la pratique de longue date au GATT et à l'OMC veut que la détermination du niveau de développement d'un Membre se fasse par autodésignation, les États-Unis font observer que la Chine n'apporte aucun élément de preuve de l'existence d'une telle pratique pour ce qui est de définir ou d'interpréter les droits et les obligations des Membres. La Chine offre plutôt, à l'appui, une déclaration exposant les vues de deux Membres. La Chine n'établit pas la pertinence juridique d'une telle pratique même si elle existait, car cette "pratique" ne contribuait pas à la définition d'un pays en développement Membre, mais indiquait simplement quels Membres pris individuellement estimaient qu'ils répondaient à la définition. Les États-Unis font observer que les déclarations auxquelles la Chine fait référence ne constituent pas une déclaration faisant autorité, ni même une déclaration indicative, quant à la pratique des Membres. Selon les États-Unis, en fait, l'OMC n'a même pas une procédure établie permettant à des Membres de consigner leur prétention au statut de pays en développement Membre. Suivant le raisonnement de la Chine, tous les Membres de l'OMC pourraient revendiquer des avantages destinés aux pays en développement, ce qui aurait pour effet de donner de l'article 9:1 une lecture qui exclut l'expression "en développement".[4458]

7.1872 Les États-Unis font en outre valoir que la Chine n'a pas établi que la désignation des pays en développement Membres conformément à la liste des bénéficiaires du SGP est incompatible avec l'Accord sur les sauvegardes. À cet égard, les États-Unis font valoir qu'ils ont appliqué l'article 9:1 conformément à la liste des pays en développement qui peuvent prétendre à un traitement spécial et différencié dans le cadre du SGP des États-Unis. Les États-Unis affirment qu'il n'y a rien dans la liste des bénéficiaires du SGP des États-Unis qui établit l'existence d'une incompatibilité avec l'article 9:1.[4459]

7.1873 La Chine fait valoir que le Président des États-Unis a affirmé que "[p]our l'application des mesures de sauvegarde établies en vertu de la Proclamation, je décide que les pays bénéficiaires dans le cadre du système généralisé de préférences sont les pays en développement".[4460] La Chine fait observer que le Président des États-Unis n'a pas dit que "pour l'application des mesures de sauvegarde établies en vertu de la Proclamation, les "pays en développement" au sens de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes sont les pays bénéficiaires dans le cadre du SGP".[4461] La Chine fait valoir qu'il ressort de ce libellé particulièrement alambiqué employé par les autorités des États-Unis qu'un Membre de l'OMC qui n'est pas un pays bénéficiaire dans le cadre du SGP des États-Unis peut quand même être considéré comme un pays en développement dans le contexte de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[4462]

7.1874 La Chine fait également observer que la "liste positive" des pays en développement exclus de l'application des mesures prises par les États-Unis est accompagnée, dans la subdivision d) i) de la note 11 de l'Annexe jointe à la Proclamation du Président, de la déclaration suivante: "… les pays en développement suivants qui sont Membres de l'Organisation mondiale du commerce ne sont pas assujettis aux taux de droit ni aux contingents tarifaires prévus dans les présentes".[4463] La Chine

[4457] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 658.
[4458] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1261.
[4459] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1270.
[4460] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 661.
[4461] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 662.
[4462] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 663.
[4463] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 664.

affirme que cette déclaration indique également que ce ne sont pas tous les pays en développement Membres de l'OMC qui sont exclus de l'application des mesures prises par les États-Unis.[4464]

7.1875 Les États-Unis font valoir que les documents pertinents n'appuient pas l'allégation de la Chine selon laquelle les États-Unis n'ont pas exclu des Membres que les États-Unis considéraient comme des pays en développement Membres. La Chine fait observer qu'il est précisé dans le texte introductif de la subdivision d) i) que "les pays en développement suivants qui sont Membres de l'Organisation mondiale du commerce ne sont pas assujettis aux taux de droits ni aux contingents tarifaires prévus dans les présentes". La Chine estime qu'il ressort de l'emploi du terme "suivants" dans cette déclaration que la liste ne contient pas tous les pays en développement Membres de l'OMC. Les États-Unis estiment que c'est inexact. Cette déclaration reflète simplement le fait que la liste qui va suivre représente un sous-ensemble du groupe constitué de tous les pays en développement, à savoir les pays en développement qui sont également Membres de l'OMC. En fait, ce ne sont pas tous les pays bénéficiaires du SGP des États-Unis qui sont Membres de l'OMC.[4465] Les États-Unis font valoir que le Président a décidé que la liste des bénéficiaires du SGP comprend tous les pays qui peuvent prétendre au statut de pays en développement au titre de l'article 9:1, et que la liste qui figure dans la subdivision d) i) inclut tous les pays en développement qui sont également Membres de l'OMC.[4466]

7.1876 Les États-Unis font valoir qu'aucun plaignant n'a établi *prima facie* une incompatibilité avec l'Accord sur les sauvegardes. Pour ce faire, il aurait fallu montrer que les mesures de sauvegarde étaient appliquées à un pays en développement Membre contribuant pour moins de 3 pour cent aux importations totales, et que les importations totales en provenance de ces pays ne dépassaient pas 9 pour cent des importations totales. Ni la Chine ni la Norvège n'ont rempli cette condition minimale. La Norvège n'identifie aucun pays en développement Membre qui, à son avis, a été assujetti à mauvais escient à une mesure de sauvegarde. Pour sa part, la Chine fait simplement valoir qu'elle s'est elle-même désignée comme un pays en développement Membre aux fins de l'article 9:1.[4467]

7.1877 En réponse à une question posée par le Groupe spécial, les États-Unis ont reconnu que le SGP des États-Unis ne sert pas toujours de point de départ à la désignation des pays en développement Membres pour l'application des dispositions relatives au traitement spécial et différencié prévues dans d'autres Accords de l'OMC. Les États-Unis ont également reconnu que la liste des bénéficiaires du SGP ne représentait pas des pays en développement pour les fins de l'OMC. À titre d'explication, les États-Unis font observer que quelques-uns des pays figurant dans la liste des bénéficiaires du SGP - comme les Comores, la Guinée équatoriale et l'Éthiopie - ne sont pas Membres de l'OMC. Toutefois, les États-Unis font observer qu'il n'y a pas de liste des pays en développement à l'OMC avec laquelle la liste des bénéficiaires du SGP pourrait être comparée.[4468]

2. Qualification de la Chine en tant que pays en développement

7.1878 Selon la Chine, l'autodésignation devrait s'appliquer et donner à ce Membre le droit d'être visé par les dispositions relatives au traitement spécial et différencié de l'OMC qui se rapportent aux pays en développement, dans la mesure où ce droit n'est pas spécifiquement contesté par un autre Membre

[4464] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 665.
[4465] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1275.
[4466] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1276.
[4467] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphes 82 et 83.
[4468] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 124 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

au moyen d'une explication motivée et adéquate.[4469] La Chine fait observer que l'allégation selon laquelle elle peut prétendre au statut de pays en développement aux fins de l'article 9:1 est fondée sur l'autodésignation de la Chine en tant que pays en développement aux fins des Accords de l'OMC.[4470] La Chine fait valoir que cette situation se reflète dans le rapport du Groupe de travail sur l'accession de la Chine, de même que dans le Protocole d'accession.[4471]

7.1879 La Chine fait valoir qu'il ressort clairement du renvoi fait à des documents ayant trait à son Protocole d'accession qu'elle a fourni des éléments de preuve suffisants indiquant qu'elle s'était acquittée de la charge qui lui incombait de prouver que les États-Unis ne s'étaient pas conformés à l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[4472] La Chine fait également observer que les rapports du Groupe de travail ont été acceptés et adoptés par les Membres de l'OMC, incluant les États-Unis. La Chine fait valoir que, par conséquent, tous ces documents font partie intégrante de l'Accord sur l'OMC.[4473]

7.1880 En ce qui concerne l'autodésignation de la Chine en tant que pays en développement, la Chine fait observer que bien qu'ayant accompli d'importants progrès dans son développement économique, la Chine reste un pays en développement et, de ce fait, devrait avoir le droit de bénéficier pleinement du traitement différencié et plus favorable accordé aux pays en développement Membres en vertu de l'Accord sur l'OMC. En conséquence, certains Membres de l'OMC ont senti le besoin d'examiner la situation spécifique de la Chine au moyen d'une approche pragmatique et "adaptée". Selon la Chine, cette approche est visible dans le Protocole d'accession de la Chine. La Chine fait observer qu'il s'agit de l'expression de l'entente intervenue entre la Chine et d'autres Membres de l'OMC selon laquelle la Chine, s'agissant de certains Accords spécifiques de l'OMC, ne serait pas visée par certaines dispositions de l'OMC applicables uniquement aux pays en développement. La Chine fait observer que cette situation met en évidence le fait que les Membres de l'OMC ont reconnu que la Chine était un pays en développement et était en droit de bénéficier des dispositions relatives au traitement spécial et différencié prévues dans les Accords de l'OMC et applicables uniquement aux pays en développement, mais aussi le fait que les avantages rattachés à ce statut devraient tout simplement être exclus s'agissant de certains Accords de l'OMC. Ces accords spécifiques comprenaient les accords relatifs à l'agriculture, aux MIC et aux subventions. La Chine fait toutefois observer qu'il n'y avait aucune disposition spécifique dans le Protocole d'accession se rapportant à l'Accord sur les sauvegardes et à l'application de l'article 9:1 et que, contrairement aux trois autres secteurs spécifiques, nul n'a mis en doute le fait que la Chine pouvait bénéficier d'un traitement spécial et différencié dans d'autres secteurs, pendant le processus d'accession de la Chine.[4474]

7.1881 La Chine fait observer que c'est particulièrement vrai dans le contexte de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Plus particulièrement, la Chine fait observer qu'une telle conclusion est d'autant plus compréhensible que l'article 9:1 devrait être considéré comme une disposition suffisamment pragmatique. En effet, si un pays en développement se situe au-delà du seuil de 3 pour cent, ce pays ne sera pas visé par l'article 9:1. Par conséquent, le fait de reconnaître à la Chine le statut de pays en développement dans le contexte de l'article 9:1 a des conséquences limitées, puisque

[4469] Réponse écrite de la Chine à la question n° 121 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4470] Réponse écrite de la Chine à la question n° 121 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4471] Réponse écrite de la Chine à la question n° 121 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4472] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 378.
[4473] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 389.
[4474] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 386.

le critère *de minimis* fait fonction de "filet de sécurité" pour le Membre qui applique la mesure.[4475] La Chine fait observer que l'autodésignation de la Chine aurait donc dû rester valable dans le contexte de cet accord. De toute façon, les États-Unis auraient dû donner une explication motivée et adéquate de la raison pour laquelle il était possible d'exclure la Chine de l'application de l'article 9:1.[4476]

7.1882 Les États-Unis font observer que le seul argument présenté par la Chine à l'appui de la prétention voulant qu'elle soit un pays en développement Membre est l'affirmation selon laquelle elle est, et a toujours prétendu être, un pays en développement Membre, surtout lorsqu'elle a accédé à l'OMC. Les États-Unis font valoir que même si la Chine peut se considérer comme un pays en développement, son Protocole d'accession à l'OMC indique clairement que les Membres ont envisagé la situation de la Chine différemment. Les Membres ont signalé qu'en raison de la taille considérable de l'économie chinoise, de sa croissance rapide et de son caractère d'économie en transition, il fallait adopter une approche pragmatique pour déterminer les besoins de la Chine s'agissant du recours aux périodes de transition et aux autres dispositions spéciales de l'Accord sur l'OMC en faveur des pays en développement Membres. "Il convenait d'examiner avec attention et d'aborder spécifiquement chaque Accord par rapport à la situation de la Chine." C'est précisément l'approche qui a été suivie dans tous les documents portant sur l'accession de la Chine.[4477] Les États-Unis affirment que dans des cas particuliers, en vertu de certains Accords de l'OMC, la Chine a explicitement abandonné toute prétention au statut de pays en développement.[4478] Les États-Unis soutiennent que la Chine a reconnu que le Protocole n'aborde pas spécifiquement cette question dans le contexte de l'Accord sur les sauvegardes. Par conséquent, de l'avis des États-Unis, la seule conclusion possible est que le Protocole et le rapport du Groupe de travail n'établissent pas le droit de la Chine au statut de pays en développement aux fins de l'article 9:1.[4479]

7.1883 Les États-Unis font observer que ces engagements montrent que la Chine n'est pas invariablement considérée comme un pays en développement Membre aux fins des accords visés. Par conséquent, la Chine ne peut pas s'appuyer sur une constante à cet égard pour étayer une prétention au statut de pays en développement. Comme la Chine n'a invoqué aucun autre motif à l'appui de l'affirmation voulait qu'elle ait le statut de pays en développement, les États-Unis font observer que la Chine ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait d'établir que les États-Unis étaient tenus en vertu de l'Accord sur les sauvegardes d'exclure les exportations de la Chine de l'application des mesures de sauvegarde qui avaient été prises.[4480]

7.1884 À cet égard, les États-Unis font observer qu'il n'ont pas pris de position dans le présent différend quant à la façon dont tout autre Membre établirait qu'il serait fondé à être reconnu comme un pays en développement au titre de l'article 9:1. Il n'est pas nécessaire non plus de trancher cette question puisque aucun Membre n'a prétendu être un pays en développement Membre qui était visé par les mesures de sauvegarde concernant l'acier d'une manière incompatible avec l'article 9:1.[4481]

[4475] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 387.

[4476] Réponse écrite de la Chine à la question n° 122 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4477] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1267.

[4478] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1268.

[4479] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 150.

[4480] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1269.

[4481] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 154 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

3. Qualification de la Chine en vertu du critère *de minimis*

7.1885 La Chine fait valoir, en réponse à une question posée par le Groupe spécial, que même s'il n'incombait pas principalement à la Chine d'appliquer le critère *de minimis*, il semble, sur la base de calculs préliminaires et des statistiques que l'USITC avait mises à la disposition du Président des États-Unis, que la part détenue par la Chine dans les importations aux États-Unis représentait moins de 3 pour cent, et que les pays en développement Membres exportateurs *de minimis* ne contribuaient pas collectivement pour plus de 9 pour cent aux importations totales, du moins en ce qui concerne les produits suivants: brames, feuilles en acier laminées à chaud, produits en acier revêtus, barres laminées à chaud, barres laminées à froid, barres d'armature, produits étamés ou chromés, barres en aciers inoxydables et fil machine en aciers inoxydables.[4482] La Chine fait valoir que, par conséquent, pour un grand nombre de produits, la Chine aurait dû être exclue du champ d'application de la mesure de sauvegarde. La Chine allègue que les données statistiques nécessaires avaient été mises à la disposition de l'USITC au moment de l'adoption des mesures, et que les États-Unis n'en avaient pas tiré les conclusions appropriées.[4483] Le fait que le critère *de minimis* n'a pas été allégué est dû au fait que, dans le cadre de la première étape, les États-Unis ont dénié à la Chine le droit d'être un "pays en développement" au sens de l'article 9:1 et que, par conséquent, il n'y avait pas lieu de passer à la deuxième étape (c'est-à-dire le critère *de minimis*) vu la dénégation par les États-Unis du droit à un avantage dans le cadre de la première étape.[4484]

4. Relation entre les articles 9:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes

7.1886 La Chine fait valoir que l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes doit être lu conjointement avec l'article 3:1 de l'Accord, qui dispose ce qui suit: "Les autorités compétentes publieront un rapport exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles seront arrivées sur tous les points de fait et de droit pertinents."[4485] La Chine est d'avis que l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes englobe les éléments prévus à l'article 9:1 parce que l'article 3:1 contient à la fois une prescription en matière de "garanties d'une procédure régulière" (droits des parties intéressées, accès aux dossiers non confidentiels …), qui pourrait se limiter à l'enquête, mais aussi une prescription imposant de donner une "explication motivée et adéquate", qui ne peut pas se limiter à la simple "enquête".[4486] La Chine fait également valoir que le champ d'application de l'article 9:1 est confirmé par le fait qu'il est fait référence dans la première phrase de l'article 3:1 à l'article X du GATT de 1994, ce qui indique que l'article 3:1, à cet égard, n'est rien de plus qu'une *lex speciales* de l'article X dans le contexte spécifique des sauvegardes.[4487]

7.1887 La Chine fait valoir que cette approche est confirmée dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, dans laquelle l'Organe d'appel a constaté que "l'article 3:1 oblige les autorités compétentes à exposer des constatations et des conclusions motivées sur "tous les points de fait et de droit pertinents" dans le rapport qu'elles publient".[4488] La Chine s'appuie en outre sur les décisions rendues par l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Viande d'agneau* et *États-Unis – Fils de coton* pour faire valoir que le critère d'examen prévu à l'article 11 du Mémorandum d'accord relativement aux

[4482] Deuxième déclaration orale de la Chine, paragraphe 7.
[4483] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 376 et 377.
[4484] Réponse écrite de la Chine à la question n° 123 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4485] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 642.
[4486] Réponse écrite de la Chine à la question n° 120 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4487] Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 410.
[4488] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 643.

allégations formulées au titre de l'Accord sur les sauvegardes est tel que "[les groupes spéciaux] doivent déterminer si l'autorité compétente a examiné tous les faits pertinents et déterminer si une explication adéquate a été fournie de la façon dont ces faits étayent la détermination; et ils doivent aussi examiner si l'explication fournie par l'autorité compétente tient pleinement compte de la nature et des complexités des données et si elle tient compte d'autres interprétations plausibles des données".[4489] De l'avis de la Chine, la question de savoir si un Membre est un pays en développement contribuant pour moins de 3 pour cent aux importations totales est un point pertinent s'agissant de l'application de l'article 9:1 et, partant, doit faire l'objet de "constatations et […] conclusions motivées" publiées en conformité avec l'article 3:1.[4490]

7.1888 La Chine fait valoir que l'obligation incombant aux autorités des États-Unis dans la présente affaire est double: expliquer d'une manière motivée et adéquate les raisons pour lesquelles la Chine n'est pas un pays en développement; ou expliquer d'une manière motivée et adéquate les raisons pour lesquelles les produits de la Chine ne satisfaisaient pas au critère *de minimis* prévu à l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[4491] La Chine fait observer que l'existence d'un "pays en développement", d'une part, et le fait qu'il est satisfait au critère *de minimis*, d'autre part, sont, à son avis, des "points de fait pertinents" au titre de l'article 3:1 pour l'application d'une mesure de sauvegarde.[4492] La Chine fait valoir qu'il s'ensuit que le rapport publié par les autorités compétentes en vertu de cette disposition doit contenir une explication motivée et adéquate de la façon dont les faits appuient leur détermination.[4493]

7.1889 La Chine fait toutefois valoir que, dans la présente affaire, les autorités des États-Unis n'ont pas donné une explication motivée et adéquate de la façon dont les faits appuient la détermination selon laquelle l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes n'est pas applicable à la Chine.[4494] En particulier, la Chine fait valoir que les autorités des États-Unis n'ont pas donné une explication motivée de la façon dont les faits appuient la détermination relative à l'article 9:1 en ce qui a trait à la Chine et de la raison pour laquelle les produit de la Chine ne satisfaisaient pas au critère *de minimis* prévu à l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes. À cet égard, la Chine fait valoir que puisque la Chine est un pays en développement et a toujours affirmé qu'elle l'était, en particulier lorsqu'elle a accédé à l'OMC, les autorités des États-Unis ne pouvaient pas raisonnablement exclure la Chine de l'application de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes, à moins d'être en mesure d'expliquer d'une manière motivée et adéquate dans le rapport qu'elles ont publié les raisons pour lesquelles la Chine devait être visée par les mesures prises par les États-Unis.[4495]

7.1890 Les États-Unis estiment que la Chine se trompe. Les "points de fait et de droit pertinents" dont il est question à l'article 3:1 sont ceux qui se rapportent à l'enquête et à la détermination de l'existence d'un dommage grave par les autorités compétentes. Les questions ayant trait à l'application de la mesure de sauvegarde au titre de l'article 5:1 – une enquête dont il a été constaté par l'Organe d'appel qu'elle était "séparée et distincte" de la constatation d'un dommage grave – ne relèvent pas de l'article 3:1.[4496] Les États-Unis font en outre valoir que le respect de l'article 9:1 ne fait pas partie de l'enquête ni de la détermination de l'existence d'un dommage grave. L'obligation est exprimée du point de vue de l'application de la mesure de sauvegarde aux pays en développement Membres. Par

[4489] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 644 et 645.
[4490] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1283.
[4491] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 668.
[4492] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 670.
[4493] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 671.
[4494] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 672.
[4495] Première communication écrite de la Chine, paragraphes 652 et 667.
[4496] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1284.

conséquent, la Chine se trompe si elle pense que "l'existence d'un "pays en développement" … et le fait que le critère *de minimis* est respecté" sont des "points de fait pertinents" à examiner au titre de l'article 3:1. Ces questions peuvent être en rapport avec une détermination de non-application au titre de l'article 9:1, mais il ne s'agit pas de questions en rapport avec le déroulement d'une enquête au titre de l'article 3:1.[4497] Les États-Unis font en outre valoir qu'il n'y a rien dans le raisonnement exposé dans les rapports de l'Organe d'appel cités par la Chine qui étaye la conclusion de la Chine selon laquelle les rapports indiquent l'existence de l'obligation d'expliquer une détermination au titre de l'article 9:1 dans le cadre d'un rapport prévu à l'article 3:1. En fait, dans chacune des citations relevées par la Chine, l'Organe d'appel examine la prescription de l'article 3:1 selon laquelle les autorités compétentes doivent publier un rapport contenant les constatations et les conclusions auxquelles les autorités sont arrivées dans le cadre d'une enquête. Les constatations de l'Organe d'appel n'indiquent pas que les autorités compétentes doivent examiner la question de savoir si l'application d'une mesure est compatible avec l'article 5:1, ou si la non-application de la mesure est prescrite par l'article 9:1. Par conséquent, ces constatations de l'Organe d'appel n'étayent pas les vues de la Chine.[4498]

7.1891 La Chine fait valoir que les États-Unis tentent de créer un raisonnement illogique entre l'enquête et l'application de la mesure. En particulier, la Chine fait valoir que les États-Unis affirment à tort que la question de la non-application de la mesure aux pays en développement au titre de l'articler 9:1 se pose après l'enquête. De l'avis de la Chine, cette affirmation est trompeuse parce que toutes les importations font l'objet de l'enquête. Les importations en provenance des pays en développement, en particulier, sont scrutées de près par les autorités compétentes, dont le rôle consiste à déterminer quelles importations d'un pays pris isolément se situent sous le seuil de 3 pour cent, et si la somme des importations en provenance des pays en développement dépasse ou non 9 pour cent. La Chine affirme que, de toute évidence, non seulement les constatations ayant trait à l'article 9:1 sont pertinentes lorsque la mesure est appliquée, mais elles font également partie du processus d'enquête et, partant, doivent être visées par l'obligation exprimée à l'article 3:1 consistant à donner une explication motivée et adéquate.[4499]

5. Période utilisée pour la désignation des pays en développement

7.1892 La Norvège fait valoir que les mesures de sauvegarde en question sont incompatibles avec l'article I:1 du GATT de 1994 et l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes. À cet égard, la Norvège fait observer que l'article I:1 du GATT de 1994 énonce le principe général NPF, qui est également applicable dans le contexte de l'Accord sur les sauvegardes. Selon la Norvège, toute dérogation à ce principe doit avoir un fondement juridique, l'un d'eux étant la possibilité d'exclure certains pays en développement visés par l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[4500]

7.1893 La Norvège estime que la question centrale que soulève l'article 9:1 est de savoir quelle est la bonne période de référence représentative récente pour l'établissement des exclusions.[4501] La Norvège fait valoir que, dans la présente affaire, les États-Unis ont utilisé des chiffres des importations se rapportant à plusieurs années qui ne correspondaient pas à celles de la période visée par l'enquête (1996-2000) pour déterminer les pays en développement dont les importations se situaient sous le seuil prévu à l'article 9:1. Pendant les consultations, les États-Unis ont expliqué qu'ils s'étaient

[4497] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1285.
[4498] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1286.
[4499] Deuxième déclaration orale de la Chine, paragraphes 28 à 30.
[4500] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 398.
[4501] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 399.

principalement fondés sur des statistiques relatives aux importations effectuées en 1996 et 1997 pour déterminer les niveaux des importations des pays en développement.[4502]

7.1894 La Norvège signale la déclaration de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, dans laquelle il était fait mention du fait que les États-Unis auraient dû examiner "les données les plus récentes disponibles au moment où la mesure concernant les tubes et tuyaux de canalisation a pris effet". La Norvège estime que la déclaration faite par l'Organe d'appel *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation* tend à indiquer que les États-Unis dans la présente affaire auraient dû calculer leurs pourcentages à partir des chiffres de 2000 ou 2001, et non de 1996 et 1997.[4503] La Norvège estime qu'en ne l'ayant pas fait, les États-Unis ont contrevenu à l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes et, partant, à l'article I:1 du GATT de 1994.[4504]

7.1895 Les États-Unis font valoir que l'Organe d'appel a constaté que l'Accord sur les sauvegardes n'indique pas comment un Membre doit se conformer à l'article 9:1 et qu'il incombe au Membre importateur de décider comment la mesure de sauvegarde est appliquée.[4505]

7.1896 Dans sa contre-réponse, la Norvège fait valoir qu'il faut rejeter catégoriquement l'argument selon lequel il incombe au Membre importateur de décider comment l'article 9:1 est mis en oeuvre. Toutes les obligations prévues dans les accords visés font l'objet d'un contrôle multilatéral. Selon la Norvège, c'est le but même de l'Accord sur les sauvegardes, comme il est indiqué explicitement dans le préambule.[4506]

7.1897 Les États-Unis font observer que la période allant de 2000 à la période intermédiaire de 2001 était une période au cours de laquelle l'USITC a constaté que des importations accrues avaient causé ou menaçaient de causer un dommage grave. Les États-Unis ont considéré que, d'une manière générale, cette période n'était pas représentative des courants d'importation normaux et donnerait donc lieu à un calcul anormal pour ce qui est de savoir si les pays en développement pouvaient prétendre à la non-application des mesures de sauvegardes prises au titre de l'article 9:1. À titre d'exemple, les États-Unis affirment que pour certains produits laminés plats en acier au carbone, les importations en provenance des pays en développement avaient atteint, en 2000, un niveau qui faisait en sorte que les pays intervenant pour moins de 3 pour cent des importations totales contribuaient collectivement pour plus de 9 pour cent aux importations totales. Si cette période avait été utilisée, aucun pays en développement n'aurait pu être exclu de l'application de la mesure de sauvegarde applicable à certains produits laminés plats en acier au carbone. Les années 1996 et 1997 sont antérieures au moment où les importations ont commencé à s'accroître en ce qui a trait à la plupart des produits visés par les mesures de sauvegarde concernant l'acier. Par conséquent, les États-Unis ont estimé que cette période était particulièrement appropriée pour appliquer les critères prévus à l'article 9:1.[4507]

7.1898 Les États-Unis font valoir que la Norvège n'a pas établi que l'utilisation par les États-Unis des années 1996 et 1997 comme période de calcul du seuil de 3 pour cent en vue d'une non-application était incompatible avec l'article 9:1. Les États-Unis font valoir que la Norvège a mal interprété l'article 9:1 et le rapport de l'Organe d'appel. Le texte de l'article 3:1 ne fixe aucune période particulière pour calculer si les importations des pays en développement Membres atteignent les seuils

[4502] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 400.
[4503] Première déclaration orale de la Norvège au nom de tous les plaignants, paragraphe 5.
[4504] Première communication écrite de la Norvège, paragraphe 401.
[4505] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1260.
[4506] Première déclaration orale de la Norvège au nom de tous les plaignants, paragraphe 4.
[4507] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 125 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

de 3 pour cent et de 9 pour cent.[4508] Les années 1996 et 1997 étaient compatibles avec ces prescriptions. Comme cette période est antérieure à l'accroissement des importations, elle permet une évaluation des niveaux des importations qui n'est pas faussée par les importations accrues ou le dommage grave que celles-ci ont causé aux branches de production nationales. En utilisant cette période, les États-Unis pouvaient évaluer précisément si des pays en développement Membres particuliers pouvaient prétendre à une non-application.[4509] Les États-Unis font en outre observer que la Norvège interprète mal le rapport *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* lorsqu'elle affirme que l'Organe d'appel "avait fait mention du fait que les États-Unis auraient dû examiner "les données les plus récentes disponibles"". L'Organe d'appel ne faisait pas une déclaration normative au sujet des données qu'un Membre devrait prendre en considération, mais répondait au renvoi par le Groupe spécial à des données particulières. De plus, il a tenu compte de ces données principalement pour évaluer la question de savoir si le mécanisme utilisé par les États-Unis pour exclure des pays en développement fonctionnerait "automatiquement", question qui n'a pas été soulevée dans le présent différend.[4510]

7.1899 La Norvège fait en outre valoir que le temps présent est utilisé à l'article 9:1 (version anglaise): "as long as its share of imports … does not exceed 3 per cent". La Norvège fait valoir qu'il s'ensuit que les chiffres des importations se rapportant au "passé très récent" sont pertinents.[4511] Les États-Unis répliquent que l'utilisation du temps présent à l'article 9:1 n'exclut pas la possibilité d'utiliser une autre période pendant la période visée par l'enquête, et que dans la présente affaire les États-Unis ont choisi une période antérieure à l'accroissement des importations. Les États-Unis mettent également en doute l'importance de l'utilisation du temps présent dans la version anglaise de cette disposition. Le texte français de l'article 9:1 est rédigé, en partie, au futur ("tant que la part de ce Membre dans les importations du produit considéré du Membre importateur ne *dépassera* pas 3 pour cent") ("as long as the share of the imports of the product concerned in the importing Member *will not exceed* 3 per cent") (pas d'italique dans l'original). Par conséquent, selon les États-Unis, il semble que les négociateurs n'ont pas accordé beaucoup d'importance au temps de l'obligation prévue à l'article 9:1.[4512]

6. Conclusion

7.1900 La Chine fait valoir que, compte tenu de tout ce qui précède, il ne serait pas approprié de considérer que les autorités des États-Unis se sont acquittées de leurs obligations au titre des articles 9:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes parce qu'elles n'ont pas donné un explication motivée et adéquate de la façon dont les faits appuient l'exclusion de la Chine de l'application de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[4513] La Chine fait valoir qu'accepter la conclusion des autorités des États-Unis permettrait à un Membre de l'OMC de définir unilatéralement et arbitrairement le statut d'un autre Membre dans le cadre de l'OMC. La Chine fait observer qu'il s'agirait d'une situation extrêmement préoccupante pour tous les Membres, particulièrement les pays en développement. La Chine fait en outre valoir qu'en permettant une telle pratique, on risque de créer un moyen irrégulier d'annuler ou de compromettre des avantages résultant pour des Membres pris individuellement des Accords de l'OMC.[4514] Pour toutes les raisons qui précèdent, la Chine fait

[4508] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1279.
[4509] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1280.
[4510] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1281.
[4511] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 204.
[4512] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 68 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.
[4513] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 676.
[4514] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 666.

valoir que le Groupe spécial devrait arriver à la conclusion que la détermination faite par les autorités des États-Unis est incompatible avec les prescriptions spécifiques figurant aux articles 9:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[4515]

7.1901 Les États-Unis font valoir qu'il est bien établi qu'en vertu de l'Accord sur l'OMC, la charge de la preuve incombe à la partie qui établit, par voie d'affirmation, une allégation ou un moyen de défense particulier. Dans la présente affaire, la Chine et la Norvège affirment que les États-Unis ne se sont pas conformés à l'article 9:1. Par conséquent, selon les États-Unis, c'est à ces pays qu'incombe la charge de la preuve, ce qui nécessiterait de prouver que les États-Unis ont appliqué la mesure à un pays en développement Membre qui contribue pour moins de 3 pour cent aux importations totales. Les États-Unis font valoir que ni la Chine ni la Norvège ne se sont acquittées de cette charge.[4516] Selon les États-Unis, la Norvège ne désigne aucun pays en développement Membre qui, à son avis, a été assujetti à mauvais escient à une mesure de sauvegarde, et la Chine fait uniquement valoir qu'elle s'est elle-même désignée comme un pays en développement aux fins de l'article 9:1, ce qui n'est pas la façon dont cette disposition fonctionne.[4517]

N. ARTICLE I:1 DU GATT DE 1994 ET ARTICLE 2:2 DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES (NON-DISCRIMINATION)

1. Exclusion des importations en provenance de zones de libre-échange

a) Principe NPF

7.1902 Le Japon et la Corée font valoir que, selon le sens courant de l'expression "quelle qu'en soit la provenance" qui figure à l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes, les mesures de sauvegarde doivent être appliquées sur une base NPF, sous réserve uniquement du traitement spécial prévu pour les membres d'une union douanière[4518] et de l'exception en faveur des pays en développement énoncée à l'article 9[4519] et même alors, seulement dans certaines circonstances.[4520] Plus spécifiquement, le principe NPF consacré par l'article 2:2 exige que, dès l'instant où un Membre mène une enquête sur la totalité des produits importés et sur les effets des importations sur sa branche de production nationale et établit une détermination positive[4521], toutes les mesures de sauvegarde imposées sur la base de cette enquête soient appliquées aux importations de toutes provenances, même à celles qui proviennent de pays avec lesquels les Membres ont conclu un accord spécifique interdisant l'application de mesures de sauvegarde.[4522] Le Japon et la Corée font valoir que l'article 2:2 interdit à un Membre d'exempter d'autres pays, comme ceux avec lesquels il a signé un accord de libre-échange.[4523]

7.1903 Le Japon fait observer que, comme l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes, l'article I:1 du GATT de 1994 prescrit aux Membres de traiter les importations en provenance d'autres Membres d'une manière identique. Si des "avantages, faveurs, privilèges ou immunités" sont accordés à un Membre, le même traitement doit être "immédiatement et sans condition" étendu à tous les autres

[4515] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 674.
[4516] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1266.
[4517] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 83.
[4518] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 170.
[4519] Première communication écrite du Japon, paragraphe 329; première communication écrite de la Corée, paragraphe 172.
[4520] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 170.
[4521] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 170.
[4522] Première communication écrite du Japon, paragraphe 329.
[4523] Première communication écrite du Japon, paragraphes 330 et 331.

Membres. Dans le cas d'une mesure de sauvegarde, ce principe NPF impose aux États-Unis de traiter les importations d'une manière égale. Si le Président décide d'exclure des pays qui sont membres d'un accord de libre-échange – ce qui équivaut clairement à accorder des "avantages, faveurs, privilèges ou immunités" puisque les pays parties à l'accord de libre-échange ne seraient pas visés par la mesure –, il doit aussi étendre l'exclusion aux autres Membres de l'OMC (en l'absence d'une situation relevant des exceptions comme celles qui sont prévues pour les membres d'une union douanière et les pays en développement, dans certaines circonstances).[4524]

7.1904 Le Japon et la Corée affirment que, dans la présente affaire, les États-Unis ont violé le principe NPF en exemptant des mesures le Canada et le Mexique, qui sont signataires de l'Accord de libre-échange nord-américain, et Israël, qui est signataire de l'accord portant établissement d'une zone de libre-échange entre les États-Unis et Israël.[4525] Le Japon fait valoir que les mesures de sauvegarde sont censées avoir un caractère global. Toute exclusion visant un pays en particulier (à l'exception des pays en développement au titre de l'article 9) viole ce principe. Les dispositions des accords de libre-échange ne font pas exception et ne peuvent justifier qu'il soit dérogé au principe de non-discrimination. Les États-Unis ont manifestement manqué à leur obligation d'appliquer la mesure de sauvegarde à un produit "quelle qu'en soit la provenance".[4526]

b) Application de l'article XXIV du GATT de 1994

7.1905 S'agissant des arguments avancés par le Japon et la Corée selon lesquels l'article I[er] et l'article 2:2 consacrent le principe NPF de l'OMC et que ce principe empêche d'exclure un Membre (autre qu'un pays en développement Membre visé par l'article 9:1) quel qu'il soit de l'application d'une mesure de sauvegarde, les États-Unis font valoir que l'article XXIV crée une exception à l'obligation NPF en faveur des parties à un accord de libre-échange qui les autorise à supprimer les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives – y compris les mesures de sauvegarde – existant entre elles. La note de bas de page 1 de l'Accord sur les sauvegardes établit ce qui suit: "[a]ucune disposition du présent accord ne préjuge l'interprétation du rapport entre l'article XIX et le paragraphe 8 de l'article XXIV du GATT de 1994". Par conséquent, l'exclusion par les États-Unis des produits en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de Jordanie des mesures de sauvegarde visant l'acier n'est pas incompatible avec le GATT de 1994 ou avec l'Accord sur les sauvegardes.[4527]

7.1906 Les États-Unis estiment que le texte du GATT de 1994 est clair sur ce point. L'article XXIV:4 reconnaît "qu'il est souhaitable d'augmenter la liberté du commerce en développant, par le moyen d'accords librement conclus, une intégration plus étroite" des Membres, conformément à l'objectif visant à "faciliter le commerce entre les territoires constitutifs" de la zone de libre-échange[4528], sans opposer d'obstacles au commerce avec d'autres Membres. À cette fin, l'article XXIV:5 dispose que "les dispositions [de l']Accord ne feront pas obstacle" à l'établissement d'une zone de libre-échange, sous réserve que certaines conditions soient remplies.[4529] Les États-Unis font valoir par ailleurs que dans la mesure où les articles I[er] et XIX peuvent être interprétés comme envisageant l'application de mesures de sauvegarde à des produits de toutes provenances, l'article XXIV crée une exception limitée. La raison en est que, comme il est dit expressément à l'article XXIV:5, aucune autre disposition du GATT de 1994, y compris l'article XIX, ne peut être

[4524] Première communication écrite du Japon, paragraphe 330.
[4525] Première communication écrite du Japon, paragraphe 331; première communication écrite de la Corée, paragraphe 173.
[4526] Première communication écrite du Japon, paragraphe 334.
[4527] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1228.
[4528] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 141.
[4529] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1229.

interprétée comme empêchant les participants à une ZLE de s'acquitter de leurs engagements mutuels d'exempter le commerce de chacun des autres participants de mesures commerciales restrictives, y compris de mesures de sauvegarde.[4530]

7.1907 Les États-Unis font valoir que les accords de libre-échange qu'ils ont conclus avec le Canada, le Mexique, Israël et la Jordanie satisfont à l'évidence aux prescriptions de l'article XXIV.[4531] À cet égard, ils affirment qu'aucun plaignant n'a contesté le fait que l'exclusion de la sauvegarde faisait partie intégrante de l'élimination des mesures commerciales restrictives inscrite dans l'ALENA, dans l'ALE avec Israël et dans l'ALE avec la Jordanie, ni que les États-Unis ont agi conformément à ces accords en excluant les produits de leurs partenaires dans ces ZLE de l'application des mesures de sauvegarde visant l'acier. Ils estiment que, par conséquent, l'exclusion des produits de chacun de ces pays des mesures de sauvegarde visant l'acier fait partie de l'élimination générale des droits de douane et des réglementations commerciales restrictives prévue dans ces accords et entre dans le cadre de l'article XXIV. En vertu de l'article XXIV:5, l'application par les États-Unis de l'exclusion des mesures de sauvegarde n'est empêchée ni par les prescriptions de l'article I[er] ni par celles de l'article XIX.[4532]

7.1908 Les États-Unis font valoir que si l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes crée également une obligation de non-discrimination, cette obligation ne supplante pas l'autorisation qui est accordée aux Membres à l'article XXIV d'exclure leurs partenaires au sein d'accords de libre-échange de l'application des mesures de sauvegarde. La dernière phrase de la note de bas de page 1 de l'Accord sur les sauvegardes traite du rapport entre l'article XXIV et l'Accord sur les sauvegardes. Elle précise ce qui suit: "[a]ucune disposition du présent accord ne préjuge l'interprétation du rapport entre l'article XIX et le paragraphe 8 de l'article XXIV du GATT de 1994." Ainsi, les questions liées aux importations en provenance des ZLE doivent être traitées exclusivement dans le cadre des articles pertinents du GATT de 1994.[4533] Les États-Unis estiment que l'application des règles coutumières d'interprétation des traités étaye cette conclusion. Selon ces règles, les termes de la note de bas de page 1 de l'Accord sur les sauvegardes doivent être interprétés de bonne foi suivant le sens ordinaire à leur attribuer dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord sur les sauvegardes. Le sens ordinaire des quatre premiers mots de cette note, "aucune disposition du présent accord", est d'assigner une limite à l'accord tout entier en indiquant une chose qu'il ne fait pas. La fin de la phrase indique ce qui fait l'objet de la limite – "l'interprétation du rapport entre l'article XIX et le paragraphe 8 de l'article XXIV du GATT de 1994".[4534] Les États-Unis estiment que, autrement dit, la note de bas de page signifie que les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes ne visent pas à modifier le rapport entre les règles du GATT de 1994 traitant des mesures de sauvegarde d'une part, et les droits et obligations des participants à un accord de libre-échange, de l'autre.[4535]

7.1909 Les États-Unis notent que le Groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* a examiné cette question et a conclu que les renseignements présentés par les États-Unis établissaient *prima facie* que l'ALENA était conforme à l'article XXIV:5 b) et c) et à l'article XXIV:8 b). Selon les États-Unis, il a par ailleurs constaté ce qui suit: "les États-Unis sont habilités à invoquer un moyen de défense au titre de l'article XXIV contre les allégations de la Corée au titre des articles I[er], XIII et XIX relatives à l'exclusion des importations en provenance du Canada et du Mexique du champ d'application de la mesure [de sauvegarde] concernant les tubes et tuyaux de

[4530] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1231.
[4531] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1232.
[4532] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1240.
[4533] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1241.
[4534] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1242.
[4535] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1245.

canalisation". Les États-Unis font observer que le Groupe spécial a également constaté, en se fondant sur la note de bas de page 1 de l'Accord sur les sauvegardes, que "l'article XXIV [pouvait] offrir un moyen de défense contre des allégations de discrimination formulées au titre de l'article 2:2".[4536] Ils affirment que l'Organe d'appel a déclaré ces constatations "sans intérêt dans la pratique". En conséquence, l'ORD n'a pas adopté ces constatations lorsqu'il a adopté le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel. Cependant, l'Organe d'appel n'a critiqué à aucun moment le raisonnement du Groupe spécial, que les États-Unis disent trouver convaincant sur ces questions.[4537]

7.1910 Le Japon estime que l'invocation par les États-Unis de la décision rendue par le Groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* est malvenue. Premièrement, l'Organe d'appel a déclaré que la constatation du Groupe spécial était sans intérêt dans la pratique et n'avait aucun effet juridique. Deuxièmement, selon le Japon, le raisonnement du Groupe spécial ayant examiné l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* est vicié; il est superficiel et non étayé plutôt que convaincant.[4538]

7.1911 En réponse, les États-Unis font valoir que déclarer qu'une constatation est sans intérêt dans la pratique veut simplement dire qu'il n'était pas nécessaire de la faire. Cela ne signifie pas qu'il y a un quelconque défaut dans le raisonnement sous-tendant la constatation de fond. Les États-Unis font valoir que, par conséquent, les constatations concernant l'article XXIV formulées par le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* peuvent, comme un rapport de groupe spécial non adopté, fournir des indications à un groupe spécial ultérieur.[4539]

7.1912 Le Japon fait valoir par ailleurs que l'affirmation des États-Unis selon laquelle la note de bas de page 1 relative à l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes ne modifie pas les exceptions autorisées au titre de l'article XXIV du GATT de 1994 est mal inspirée et que les États-Unis font à la fois une mauvaise lecture de ladite note et une mauvaise interprétation des décisions antérieures sur ce point. Premièrement, il relève que la note 1 n'est pas applicable aux zones de libre-échange (ou à leurs membres). Elle ne définit pas un "Membre" comme étant une zone de libre-échange ou un pays appartenant à une telle zone; elle ne fait pas non plus mention des zones de libre-échange d'une quelconque autre manière. Selon le Japon, les États-Unis allèguent, en substance, que la dernière phrase de la note de bas de page 1 n'a rien à voir avec le reste de la note et qu'elle vise les zones de libre-échange ainsi que les unions douanières. Or pour le Japon, cette phrase dit simplement ce qui suit: "[a]ucune disposition du présent accord ne préjuge l'interprétation du rapport entre l'article XIX et le paragraphe 8 de l'article XXIV du GATT de 1994". Elle ne parle pas des zones de libre-échange. Si les Membres avaient voulu que les mêmes règles s'appliquent aussi bien aux unions douanières qu'aux zones de libre-échange, ils l'auraient indiqué très clairement. Le Japon fait valoir que le recours à l'exception prévue à l'article XXIV est strictement subordonné à certaines conditions en ce qui concerne les unions douanières. Dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, l'Organe d'appel, citant l'affaire *Turquie – Textiles*, a déclaré ce qui suit: dans certaines conditions, "l'article XXIV peut justifier une mesure qui est incompatible avec certaines autres dispositions du GATT". ... [C]e moyen de défense ne peut être utilisé que lorsqu'il est démontré par le Membre imposant la mesure que "la mesure en cause est adoptée au moment de l'établissement d'une union douanière qui satisfait pleinement aux prescriptions des paragraphes 8 a) et 5 a) de l'article XXIV" et "qu'il serait fait obstacle à l'établissement de ladite union douanière si elle n'était pas autorisée à adopter la mesure en cause". Le Japon estime qu'il serait donc vraiment anormal que les zones de libre-échange et leurs membres (qui ne sont même pas mentionnés dans la note de bas de page 1) ne soient soumis à aucune

[4536] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1247.
[4537] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1248.
[4538] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 171.
[4539] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 143.

restriction subordonnant leur capacité de recourir au moyen de défense prévu à l'article XXIV à certaines conditions et que les unions douanières (qui sont désignées dans le texte) ne puissent bénéficier de ce moyen de défense que dans des circonstances limitées.[4540]

7.1913 La Corée partage l'avis selon lequel, de par ses termes explicites, la note de bas de page 1 s'applique aux unions douanières. Par ailleurs, il n'y a aucune raison de conclure que cette note équivaut en réalité à deux notes de bas de page qui doivent être lues séparément, comme les États-Unis le laissent entendre sans jamais le démontrer. Selon la Corée, la dernière phrase de la note 1 ne peut s'interpréter de façon séparée et distincte de la note tout entière – qui, de par ses termes mêmes, s'applique aux seules unions douanières. Par conséquent, la Corée fait valoir que la note de bas de page 1 traite des circonstances particulières relatives aux enquêtes en matière de sauvegarde menées par une union douanière pour ce qui est de tous les éléments d'une enquête effectuée sur la base d'un marché unique.[4541]

7.1914 La Norvège fait valoir que les mesures de sauvegarde fondées sur l'article XIX du GATT de 1994 et l'Accord sur les sauvegardes peuvent être exclues entre les partenaires au sein d'un accord de libre-échange, bien qu'une telle exclusion ne soit pas exigée.[4542] L'Accord sur les sauvegardes requiert, lorsqu'il est procédé à une telle exclusion, que les importations en provenance des pays concernés soient aussi exclues des constatations et des déterminations en matière de sauvegardes. À cet égard, la Norvège fait valoir que l'article XXIV du GATT de 1994 s'applique à l'Accord sur les sauvegardes comme il s'applique à l'article XIX du GATT de 1994.[4543] Selon elle, l'interprétation et l'application correctes de l'article XXIV:8 b) du GATT de 1994 font l'objet d'une certaine controverse depuis longtemps, et plus particulièrement depuis les années 70. La Norvège note qu'elle-même et ses partenaires européens dans le cadre d'accords de libre-échange ont régulièrement exempté leurs partenaires de mesures de sauvegarde en se fondant sur l'article XXIV:8 b) du GATT de 1994 et les dispositions des ALE respectifs prescrivant l'application d'un tel traitement préférentiel. Elle estime que l'Accord sur les sauvegardes n'a pas modifié le rapport entre les articles XXIV et XIX. La dernière phrase de la note de bas de page 1 relative à l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes indique que rien n'a été modifié et que rien n'a été finalement convenu durant le Cycle d'Uruguay. La phrase elle-même et l'historique de sa rédaction supposent, comme l'article XXIV lui-même, que la possibilité d'une exemption s'applique aussi bien aux unions douanières qu'aux zones de libre-échange.[4544] La Norvège fait valoir que cela découle du caractère général du libellé, qui fait référence à l'ensemble du paragraphe 8, et pas seulement à son alinéa a) qui concerne les unions douanières ou seulement à son alinéa b) qui concerne les zones de libre-échange. Cela découle aussi du fait que la note de bas de page se rapporte au terme "Membre" figurant au paragraphe 1. Si elle devait s'appliquer seulement aux unions douanières, et donc prévaloir sur l'article XXIV et limiter les droits des États Membres, il aurait fallu qu'elle l'indique explicitement. Par conséquent, la Norvège estime que l'obligation de non-discrimination énoncée à l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes ne supplante pas l'autorisation accordée aux Membres à l'article XXIV d'exclure leurs partenaires dans une zone de libre-échange de l'application de mesures de sauvegarde.[4545]

7.1915 La Norvège note que la question a été évoquée dans les affaires *Turquie – Textiles* et *Argentine – Chaussures (CE)*, qui toutes deux concernaient toutefois des "unions douanières" et non

[4540] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 172 à 175.
[4541] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 223.
[4542] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 117 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4543] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 188.
[4544] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphes 189 et 190.
[4545] Deuxième déclaration orale de la Norvège au nom de tous les plaignants, paragraphe 4.

des accords de libre-échange. Elle relève que la question a été soulevée à nouveau dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, mais l'Organe d'appel a alors explicitement refusé de se prononcer sur ce point. Elle fait néanmoins observer que dans l'affaire *Turquie – Textiles*, l'Organe d'appel et le Groupe spécial ont admis qu'un moyen de défense fondé sur l'article XXIV existait en principe – mais ont constaté que les conditions de son application n'étaient pas remplies dans ce cas précis.[4546]

7.1916 Le Japon et la Corée font valoir que, même si l'on admet que la dernière phrase de la note de bas de page 1 s'applique aux zones de libre-échange, le moyen de défense fondé sur l'article XXIV ne peut pas être utilisé par les États-Unis.[4547] La Corée fait valoir que l'article XXIV vise à préserver les droits qu'ont les membres d'établir des zones de libre-échange. L'article XXIV:5 vise à protéger les droits qu'ont les membres de constituer des zones de libre-échange, en assurant que les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes n'y font pas obstacle, pour autant que l'établissement d'une zone de libre-échange ne rende pas les droits de douane applicables aux Membres de l'OMC plus élevés, ni les autres réglementations commerciales plus rigoureuses qu'ils ne l'étaient avant l'établissement de la zone de libre-échange. La Corée estime qu'en l'espèce, l'inclusion des membres de l'ALENA dans le champ d'application des mesures de sauvegarde ne ferait pas "obstacle" à l'établissement de l'ALENA – l'ALENA autorisant spécifiquement ses membres à décider unilatéralement s'ils s'incluront ou non mutuellement dans le champ d'application des mesures de sauvegarde, au cas par cas. Par conséquent, elle fait valoir que, quel que soit le sens plein et entier de l'article XXIV, les États-Unis n'ont pas besoin d'invoquer cet article pour s'assurer que "[l']Accord ne fera pas obstacle à l'établissement d'une zone de libre-échange". Elle estime que ce moyen de défense ne peut donc pas être utilisé par les États-Unis et que ce pays viole par conséquent les dispositions de l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[4548]

7.1917 L'article XXIV:8 b) définit une ZLE comme étant un groupe de deux ou plusieurs territoires douaniers entre lesquels les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives (à l'exception, dans la mesure où cela serait nécessaire, des restrictions autorisées aux termes des articles XI, XII, XIII, XIV, XV et XX) sont éliminés pour l'essentiel des échanges commerciaux portant sur les produits originaires des territoires constitutifs de la zone de libre-échange. En réponse à une question du Groupe spécial sur ce que signifie le fait que l'article XIX n'est pas mentionné dans la parenthèse figurant à l'article XXIV:8 b), le Japon affirme qu'à supposer, pour les besoins de l'argumentation, qu'un membre d'une ZLE doive éliminer l'application de mesures de sauvegarde à l'égard de ses partenaires dans la ZLE en raison de cette parenthèse, les Membres devraient aussi éliminer d'autres mesures qui ne sont pas énumérées dans la parenthèse, en particulier les mesures antidumping et les mesures en matière de droits compensateurs. À l'évidence, les États-Unis n'ont pas éliminé – et n'ont pas l'intention d'éliminer – les mesures antidumping et les mesures en matière de droits compensateurs visant le Canada, le Mexique et Israël.[4549] Le Japon fait valoir que, voyant cela, les États-Unis changent leur position et pensent revenir sur leur affirmation selon laquelle ils *doivent* éliminer les mesures de sauvegarde en tant que "réglementations commerciales restrictives" parce qu'elles ne font pas partie des mesures qu'un Membre est autorisé à maintenir.[4550]

[4546] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphes 189 à 191.

[4547] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 176; deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 224.

[4548] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphes 225 et 226.

[4549] Réponse écrite du Japon à la question n° 117 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4550] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 179.

7.1918 En réponse à la même question, la Corée fait valoir que les mesures mentionnées dans la clause qui figure entre parenthèses à l'article XXIV:8 b) du GATT de 1994 sont des exemples des mesures applicables même entre les membres d'une ZLE. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive. Les mesures spécifiquement mentionnées dans la clause qui figure entre parenthèses sont celles qui, par leur nature même, n'empêchent pas l'établissement de zones de libre-échange et qui sont donc autorisées, si nécessaire. Pour toutes les autres mesures non énumérées, la question fondamentale est de savoir si le maintien de ces mesures empêche l'établissement d'une zone de libre-échange. Chaque mesure et les circonstances dans lesquelles elle est imposée doivent être examinées dans tous les cas où il s'agit de mesures qui ne sont pas expressément autorisées. Dans le cas de l'ALENA et des autres ZLE en cause, l'imposition de mesures de sauvegarde entre les membres n'aurait pas empêché l'établissement de l'ALENA, etc. Au contraire, les membres de l'ALENA et des ZLE se sont expressément réservé le droit de s'imposer des mesures de sauvegarde les uns aux autres.[4551]

7.1919 Les États-Unis font valoir que l'établissement d'une zone de libre-échange ne repose pas sur l'élimination d'une seule mesure quelle qu'elle soit. Ils se fondent sur l'article XXIV:8 b) pour affirmer que l'établissement d'une zone de libre-échange exige l'élimination d'un ensemble de droits de douane et d'autres réglementations commerciales restrictives qui collectivement couvrent l'essentiel des échanges commerciaux. Ce critère n'exige pas l'analyse de chaque mesure distincte mais, plutôt, celle de l'ensemble des mesures. Les États-Unis relèvent que l'article XXIV n'exige pas l'élimination de tous les droits de douane et autres réglementations commerciales restrictives. Certaines réglementations restrictives, si elles rentrent dans les exceptions énumérées, peuvent être appliquées "dans la mesure où cela serait nécessaire". Les autres réglementations restrictives doivent être éliminées pour l'essentiel des échanges commerciaux. Les États-Unis font valoir que si les membres d'une ZLE peuvent remplir la condition minimale fixée à l'article XXIV:8 (à savoir couvrir "l'essentiel des échanges commerciaux"), sans inclure tous les droits de douane et autres réglementations commerciales restrictives, ils peuvent maintenir ces droits et réglementations. Ainsi, comme pour tout droit de douane ou toute autre réglementation commerciale restrictive, le maintien de mesures de sauvegarde, en totalité ou en partie, est compatible avec l'article XXIV:8 b), pour autant que les mesures qui sont éliminées couvrent l'essentiel des échanges commerciaux entre les parties. D'après les États-Unis, la seule signification à attribuer au fait que l'article XIX ne figure pas dans le texte mis entre parenthèses à l'article XXIV:8 b) est que, contrairement aux mesures énoncées dans la parenthèse, les mesures relevant de l'article XIX ne sont pas automatiquement exemptées de l'obligation voulant que les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives soient éliminés pour l'essentiel des échanges commerciaux. Elles peuvent être maintenues si les parties à un accord de libre-échange satisfont autrement aux prescriptions de l'article XXIV:8. Les États-Unis affirment que tel a été le cas pour l'ALENA.[4552]

7.1920 Le Japon fait en outre valoir que, à supposer que l'article XXIV s'applique à l'exclusion des partenaires dans le cadre d'un accord de libre-échange des mesures de sauvegarde, l'expression "sont éliminés", telle qu'elle est utilisée à l'article XXIV:8 b), semble indiquer que les mesures de sauvegarde devraient être exclues sans condition au moment où un accord de libre-échange est négocié[4553], et que ce libellé indique clairement qu'une exception générale aux mesures de sauvegarde doit figurer par écrit dans un ALE pour que l'exception relevant de l'article XXIV soit applicable.[4554]

[4551] Réponse écrite de la Corée à la question n° 117 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4552] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 117 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4553] Réponse écrite du Japon à la question n° 118 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4554] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 176.

Le Japon se demande en outre comment, si la mesure n'était pas soumise à l'exemption générale, on pourrait se prononcer sur la question de savoir si la prescription concernant "l'essentiel", énoncée à l'article XXIV:8 b), est satisfaite ou non, au regard de cette élimination conditionnelle. Les mesures de sauvegarde n'ont été éliminées dans aucun des ALE conclus par les États-Unis. D'après le Japon, l'article 802.1 de l'ALENA lie l'exemption du Canada et du Mexique des mesures de sauvegarde aux situations dans lesquelles les importations en provenance de ces pays ne représentent pas une "part substantielle des importations totales" et ne "contribuent pas de manière importante" au dommage grave. De même, l'article 5.3 de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et Israël limite l'exemption d'une mesure de sauvegarde aux situations dans lesquelles les importations en provenance d'Israël ne sont pas "une cause substantielle du dommage grave". Le Japon fait valoir que l'exemption conditionnelle dans des cas où certaines conditions subjectives sont remplies ne satisfait pas aux prescriptions nécessaires pour utiliser l'article XXIV:8 b) comme un moyen de défense à opposer à l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article I:1 du GATT de 1994.[4555] La Corée ajoute que même si un membre de l'ALENA décide unilatéralement d'exempter un autre membre de l'ALENA de l'application d'une mesure de sauvegarde, au cas par cas, il n'est pas tenu de le faire de par les obligations qui lui incombent au titre de l'accord de libre-échange. En d'autres termes, la Corée fait valoir que les mesures de sauvegarde pourraient être maintenues à l'encontre d'autres membres de l'ALENA si les autorités des différents pays le jugeaient opportun et qu'on ne peut donc pas dire qu'elles font partie intégrante du processus d'élimination des mesures commerciales restrictives.[4556] En conséquence aucune "exception" à la prescription clairement énoncée à l'article 2:2 n'est établie par l'article XXIV en ce qui concerne les mesures de sauvegarde dans le cadre de l'ALENA. La Corée ajoute par ailleurs que les États-Unis ne peuvent "invoquer" l'article XXIV au cas par cas, selon qu'ils décident d'exempter le Canada et/ou le Mexique sur la base de leur propre réglementation intérieure.[4557] Le fait que les États-Unis ne peuvent "invoquer" un moyen de défense au titre de l'article XXIV au cas par cas est en outre confirmé par les procédures d'examen établies par l'ALENA lui-même. En outre, la Corée relève que les déterminations visant à inclure les membres de l'ALENA dans le champ d'application d'une mesure de sauvegarde sont même exemptées des procédures d'examen menées par les groupes spéciaux chargés du règlement des différends dans le cadre de l'ALENA.[4558]

7.1921 Les États-Unis font valoir que l'article XXIV ne permettrait que l'exclusion de l'application d'une sauvegarde autorisée conformément aux dispositions de l'ALE.[4559] Par ailleurs, selon eux, tous les arguments avancés par le Japon et la Corée ont été examinés et tranchés dans le rapport concernant l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*.[4560] De plus, les États-Unis notent que le Japon et la Corée allèguent tous deux que l'ALENA n'a pas vraiment "éliminé" les mesures de sauvegarde parce qu'il permettrait l'inclusion du Canada et du Mexique dans certaines circonstances limitées. Cependant, allèguent les États-Unis, ce que le Japon et la Corée ne reconnaissent pas, c'est que l'ALENA exige l'élimination des mesures de sauvegarde dans des circonstances particulières. Si ces circonstances existent, une partie doit exclure une autre partie de l'application de toute mesure de sauvegarde. Elle n'a pas le choix. Les États-Unis font en outre observer que, contrairement à ce que pense la Corée, cette obligation est assujettie à la procédure de règlement des différends dans le cadre de l'ALENA. D'après eux, rien, en fait, dans l'article XXIV, n'exige l'élimination complète d'un droit

[4555] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 176 à 178.
[4556] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 229.
[4557] Réponse écrite de la Corée à la question n° 118 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4558] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 231.
[4559] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 118 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4560] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphe 144.

de douane ou d'une autre réglementation commerciale restrictive. En fait, l'article XXIV:8 envisage le maintien de certaines de ces mesures puisqu'il exige que l'élimination concerne "l'essentiel" des échanges commerciaux - et non pas tous les échanges commerciaux - entre les membres d'une ZLE. En effet, il n'est pas rare que des Membres devenant parties à une ZLE maintiennent certaines mesures commerciales restrictives, en totalité ou en partie.[4561]

7.1922 La Norvège estime que la question pertinente n'est pas de savoir si les partenaires dans le cadre d'une zone de libre-échange peuvent être exclus des mesures de sauvegarde, mais quels sont les critères retenus pour permettre une telle exclusion. La Norvège fait observer qu'il y a trois critères principaux.[4562] Premièrement, l'ALENA lui-même doit remplir les conditions requises pour être une ZLE au titre de l'article XXIV:8 b) du GATT de 1994, ce qui n'est pas contesté.[4563] Deuxièmement, d'après la Norvège, l'article XXIV:8 b) implique que l'exclusion générale des sauvegardes relevant de l'article XIX du GATT de 1994 doit découler de l'ALE lui-même, soit directement, soit implicitement (par exemple prohibition de toutes les restrictions commerciales). La Norvège fait observer qu'une exception au titre de l'article XXIV du GATT de 1994 ne peut, évidemment, viser que ce qui est visé par l'ALE lui-même.[4564] Elle fait valoir que l'interdiction d'appliquer des sauvegardes au titre de l'article XIX du GATT de 1994 doit, par conséquent, figurer dans l'accord de libre-échange pour que l'article XXIV s'applique. Selon elle, cela ne signifie pas que la mesure de sauvegarde spécifique (par exemple visant l'acier), devrait être traitée dans le cadre de l'accord de libre-échange, mais plutôt que l'accord en question devrait seulement contenir une (des) disposition(s) concernant l'exclusion de l'application des sauvegardes. La Norvège pense, comme la Corée, que les exclusions ou les autorisations d'exclure conditionnelles, comme celles qui existent dans le cadre de l'ALENA, ne cadrent pas bien avec l'article XXIV du GATT de 1994, étant donné que les États-Unis ne sont pas tenus, en vertu de l'ALE, d'exclure leurs partenaires participant à la zone de libre-échange.[4565] D'après la Norvège, l'article 802.1 de l'ALENA lie l'exclusion du Canada et du Mexique des mesures de sauvegarde aux situations dans lesquelles les importations en provenance de ces pays ne représentent pas "une part substantielle des importations totales" et ne "contribuent pas de manière importante" au dommage grave.[4566] De même, l'article 5.3 de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et Israël limite l'exemption d'une mesure de sauvegarde aux situations dans lesquelles les importations en provenance d'Israël ne sont pas "une cause substantielle du dommage grave". La Norvège estime que ces accords, en particulier l'ALENA, avec les exceptions conditionnelles qu'ils contiennent, ne cadrent pas bien avec le deuxième critère – car il est difficile de s'assurer à partir de leurs dispositions que l'exclusion de l'application des sauvegardes (fondées sur l'article XIX du GATT de 1994 et sur l'Accord sur les sauvegardes) est requise par l'ALE dans un cas particulier – et, donc, que cette exclusion est conforme à l'article XXIV. La Norvège fait valoir que, par conséquent, la deuxième condition ne semble pas être remplie par les accords des États-Unis.[4567] En ce qui concerne le troisième critère, la Norvège le lie à l'application du principe du parallélisme et de la non-imputation.[4568]

7.1923 En tant qu'argument distinct, le Japon et la Corée réitèrent que la présente allégation est une allégation différente et distincte de l'allégation concernant le "parallélisme" formulée au titre de

[4561] Deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 144 à 146.
[4562] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 192.
[4563] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 193.
[4564] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 194.
[4565] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 118 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4566] Voir la pièce n° 50 des États-Unis.
[4567] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphes 194 et 195.
[4568] Deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphes 197 à 199.

l'article 2:2 et 2:1.[4569] Le Japon fait également remarquer, au sujet de l'exclusion des importations en provenance d'Israël, qu'il s'agit là de la seule allégation qu'il présente. Par conséquent, il estime que l'application du principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne cette allégation ne serait pas appropriée parce que, comme cela a été indiqué par l'Organe d'appel dans l'affaire *Australie – Saumons*: "Le principe d'économie jurisprudentielle doit être appliqué en gardant à l'esprit le but du système de règlement des différends. Ce but est de régler la question en cause et "d'arriver à une solution positive des différends" [Mémorandum d'accord sur le règlement des différends, article 3:7]. Ne régler que partiellement la question en cause ne représenterait pas une véritable économie jurisprudentielle."[4570]

2. Exclusion des avantages découlant de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes

7.1924 La Chine fait valoir que, étant donné que les produits chinois ont été inclus de manière injuste et illicite dans le champ d'application des mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis alors que, au même moment, les importations en provenance d'autres pays en développement étaient exclues, les États-Unis ont violé le principe du traitement de la nation la plus favorisée prévu par l'article I:1 du GATT de 1994.[4571] À son avis, il y a une discrimination et, par conséquent, une violation de l'article I:1 du GATT de 1994, ainsi que de l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes, lorsqu'un pays est exclu des avantages conférés par l'article 9:1 alors que tous les critères énoncés dans cette disposition sont remplis. C'est le cas si tous les pays en développement Membres exportateurs *de minimis* ne sont pas exclus.[4572]

7.1925 Les États-Unis font valoir que la Chine ne reconnaît pas que les articles I:1 et 2:2 prescrivent le traitement de la nation la plus favorisée – c'est-à-dire le même traitement pour tous les Membres. Lorsqu'un Membre accorde aux pays en développement Membres le même traitement qu'aux pays développés Membres, il agit *en conformité avec* les articles I:1 et 2:2. L'article 9:1 a pour effet d'exiger/de prescrire un traitement différentiel incompatible avec ces articles et prévoit un moyen de défense contre une allégation émanant de pays développés selon laquelle l'article I:1 et l'article 2:2 leur donnent droit au même traitement différentiel. Par conséquent, les États-Unis font valoir que, si un Membre n'accorde pas un traitement compatible avec l'article 9:1 à un pays en développement Membre, il agit de manière incompatible avec l'article 9:1, mais pas avec l'article I:1 ou l'article 2:2.[4573]

O. PRISE DE DÉCISIONS

1. Articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes

7.1926 Le Brésil et le Japon font observer que les articles 2:1 et 4:2 b) exigent que soit établie une correspondance exacte entre la détermination de l'existence d'un dommage, la définition du produit similaire et la mesure imposée.[4574] En particulier, le Japon fait valoir que selon le sens courant des

[4569] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 181; deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 220.

[4570] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 181.

[4571] Première communication écrite de la Chine, paragraphe 677.

[4572] Réponse écrite de la Chine à la question n° 119 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4573] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 244.

[4574] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 250; première communication écrite du Japon, paragraphes 153 et 154. Le Japon a allégué une violation de l'article X:3 a) ainsi qu'une violation des articles 2:1 et 4:2 b) pour les déterminations du produit similaire concernant les produits étamés ou chromés et les produits tréfilés en aciers inoxydables, *Ibid.*, paragraphe 152. Voir aussi les paragraphes 7.1954 à 7.1974.

articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, une mesure de sauvegarde ne peut pas s'appliquer aux importations d'un produit sans une détermination positive de l'existence d'un dommage ou d'une menace de dommage qui soit fondée sur un examen de la branche de production nationale du produit similaire ou directement concurrent. Le Japon affirme qu'autrement dit, il doit y avoir un rapport de un à un entre la détermination de l'existence d'un dommage et la définition du produit similaire.[4575]

7.1927 Les États-Unis font valoir que, s'agissant de déterminer si un accroissement des importations cause un dommage grave à une branche de production nationale, la "détermination des autorités compétentes" est une question relevant du droit interne du Membre. Il y a dans le droit des États-Unis une pratique bien établie selon laquelle, lorsque les commissaires de l'USITC ne sont pas d'accord sur la définition du produit similaire, la détermination de l'USITC repose sur la combinaison des déterminations des différents commissaires. En l'espèce, les six commissaires ont rendu trois déterminations individuelles positives et trois déterminations individuelles négatives au sujet des fils en aciers inoxydables. Selon le droit américain, le Président des États-Unis peut considérer comme une détermination positive la détermination de l'USITC ayant fait l'objet d'un partage égal des voix. Une combinaison des décisions est acceptable pour autant que chaque décideur ait examiné les marchandises en question et constaté que l'accroissement des importations causait un dommage grave ou une menace de dommage grave.[4576]

7.1928 Les États-Unis font en outre valoir que dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, l'Organe d'appel a constaté que si un Membre prenait une mesure de sauvegarde qui satisfaisait aux prescriptions de l'Accord, la manière particulière dont les autorités compétentes parvenaient à la décision était sans conséquence. Dans ce différend, l'Organe d'appel a constaté qu'une combinaison de déterminations individuelles fondées sur l'existence d'un dommage grave et d'une menace de dommage grave était suffisante pour justifier une détermination positive générale.[4577]

a) Produits étamés ou chromés

7.1929 Selon le Brésil et le Japon, il n'existait pas une correspondance exacte entre la détermination de l'existence du dommage, la définition du produit similaire et la mesure imposée dans le cas des produits étamés ou chromés étant donné les constatations très différentes concernant le dommage, le produit similaire et la mesure recommandée auxquelles étaient parvenus les commissaires pour ces produits.[4578]

7.1930 Le Brésil et le Japon font valoir que dans le cas de ces produits, les commissaires ne se sont entendus ni sur la constatation concernant la définition du produit similaire ni sur celle relative au dommage pour les produits étamés ou chromés. En particulier, deux commissaires, les commissaires Bragg et Devaney, ont traité les produits étamés ou chromés comme faisant partie de la catégorie des produits CPLPAC.[4579] Ils ont à leur tour fait une détermination positive de l'existence d'un dommage

[4575] Première communication écrite du Japon, paragraphe 154.

[4576] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 78 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[4577] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1005, dans lequel est cité le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 171.

[4578] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 250; première communication écrite du Japon, paragraphe 156.

[4579] Rapport de l'USITC, pages 273 (commissaire Bragg pour les produits étamés ou chromés), 277 (commissaire Bragg pour les fils en aciers inoxydables), 36, note de bas de page 65 (commissaire Devaney pour les produits étamés ou chromés), et 335 (commissaire Devaney pour les fils en aciers inoxydables) (pièce n° 6 des coplaignants).

pour cette plus vaste catégorie.[4580] Les quatre autres commissaires ont considéré les produits étamés ou chromés comme un produit similaire distinct de la catégorie des produits CPLPAC. Trois de ces quatre commissaires ont fait des déterminations négatives de l'existence d'un dommage pour les produits étamés ou chromés. Les commissaires Hillman, Okun et Koplan ont constaté que les importations de produits étamés ou chromés ne causaient pas un dommage à la branche de production nationale des produits étamés ou chromés; seule la commissaire Miller a constaté qu'il en était autrement.[4581] Le Brésil et le Japon font valoir qu'autrement dit, seul un commissaire a constaté que les importations de produits étamés ou chromés, dégroupés des autres produits, causaient un dommage à la branche de production nationale de ces produits.[4582] Le Brésil et le Japon affirment que dans l'ensemble le résultat du vote sur l'existence d'un dommage dans le cas des produits étamés ou chromés était de trois voix contre trois. Cependant, en ce qui concerne la décision relative aux définitions appropriées du produit similaire pour ces produits, le vote était de quatre voix contre deux en faveur de leur traitement comme une catégorie de produit similaire distincte et à part: les produits étamés ou chromés étaient distincts des autres produits plats. Le Brésil et le Japon font en outre valoir que le vote des commissaires quant à l'existence d'un dommage concernant la définition de produit similaire privilégiée était de trois voix contre une en faveur d'une détermination négative.[4583] [4584]

7.1931 Le Japon fait valoir que les déterminations faites par l'USITC de l'existence d'un dommage concernant ces produits ont été indûment traitées par le Président comme un partage égal des voix de trois contre trois.[4585] Le Japon relève que le vote concernant les produits étamés ou chromés aurait dû être considéré comme un vote à partage égal des voix uniquement s'il était fondé sur la même définition du produit similaire, sachant qu'une telle définition était particulièrement décisive pour le résultat final de l'analyse.[4586] Le Japon fait valoir que le Président a usé de ce qu'il estimait être de son pouvoir discrétionnaire au titre de l'article 330 d) 1) de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée, pour traiter les voix exprimées au sujet des produits étamés ou chromés comme des décisions soit positives soit négatives. Le Japon affirme qu'en l'occurrence, le Président a choisi la première option. Le Président a toutefois annoncé l'application d'une mesure corrective pour les produits étamés ou chromés qui était distincte de celle qu'il a imposée pour les produits CPLPAC, indiquant ainsi qu'il partageait l'avis des quatre commissaires qui avaient traité les produits étamés ou chromés comme un produit similaire distinct.[4587] Le Japon estime qu'un commissaire seulement a pourtant constaté que les importations de ces produits causaient un dommage à la branche de production nationale pertinente.[4588] Il affirme que le fait que le Président se soit fondé sur un partage égal des voix qui ne correspondait pas aux définitions du produit similaire distinct auxquelles il souscrivait implicitement viole les articles 2:1 et 4:2 b). Selon le Japon, la mesure n'est pas appuyée par une détermination positive de l'existence d'un dommage dans le cas de la catégorie même des produits étamés ou chromés.[4589]

[4580] Première communication écrite du Japon, paragraphe 155.

[4581] Rapport de l'USITC, volume I, pages 25 (commissaires Hillman, Okun et Koplan) et 307 (opinion séparée de la commissaire Miller).

[4582] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 248; première communication écrite du Japon, paragraphe 156.

[4583] Rapport de l'USITC, volume I, page 49.

[4584] Première communication écrite du Japon, paragraphe 157.

[4585] Première communication écrite du Japon, paragraphes 158 et 159.

[4586] Déclaration orale du Japon à la deuxième réunion de fond, paragraphe 24; voir aussi la deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 50 et 51.

[4587] Première communication écrite du Japon, paragraphe 159.

[4588] Première communication écrite du Japon, paragraphe 160.

[4589] Première communication écrite du Japon, paragraphe 161.

7.1932 Les États-Unis font valoir que la conclusion de l'Organe d'appel est également instructive en ce qui concerne les voix positives des commissaires dont l'évaluation du dommage grave se fondait, à l'origine, sur une définition différente des produits similaires pertinents. À titre d'exemple, les commissaires Bragg et Devaney ont tous deux défini un produit similaire qui était constitué d'un vaste regroupement de produits en acier laminés plats, dont les aciers pour produits étamés ou chromés. Ils ont tous deux analysé l'accroissement des importations correspondant au produit similaire, ainsi qu'ils l'avaient défini, considéré les conditions de la concurrence, évalué si la branche de production nationale subissait ou était menacée de subir un dommage grave et, enfin, examiné le lien de causalité existant, le cas échéant, entre tout tel dommage et l'accroissement des importations. Les États-Unis font valoir que, tel qu'indiqué plus en détail dans les sections sur le dommage et le lien de causalité, leurs constatations juridiques ont satisfait aux prescriptions des articles 2:1 et 4:2 de l'Accord. Par conséquent, ils ont satisfait aux prescriptions applicables énoncées dans l'Accord dont doivent s'acquitter les autorités compétentes à cet égard. Dans le même temps, quatre autres commissaires ont défini un produit similaire constitué exclusivement d'aciers pour produits étamés ou chromés et ils ont effectué la même analyse méthodique prescrite par les articles 2 et 4 de l'Accord. L'un des quatre commissaires a conclu que l'accroissement des importations d'aciers pour produits étamés ou chromés causait un dommage grave à la branche de production nationale des aciers pour produits étamés ou chromés, tel qu'indiqué dans les sections sur le dommage et le lien de causalité.[4590]

b) Produits en aciers inoxydables

7.1933 Le Japon fait valoir que dans le cas de ces produits, les commissaires ne se sont entendus ni sur la constatation concernant la définition du produit similaire ni sur celle relative au dommage pour les produits en aciers inoxydables. En particulier, deux commissaires, les commissaires Bragg et Devaney, ont traité les produits tréfilés en aciers inoxydables comme faisant partie d'une catégorie combinant les fils et les câbles de fils en aciers inoxydables.[4591] Ils ont à leur tour fait une détermination positive de l'existence d'un dommage pour cette plus vaste catégorie.[4592] Les quatre autres commissaires ont considéré les fils en aciers inoxydables comme étant distincts des câbles de fils en aciers inoxydables. Trois de ces quatre commissaires ont fait des déterminations négatives de l'existence d'un dommage pour les produits tréfilés en aciers inoxydables. Les commissaires Hillman, Okun et Miller ont constaté que les importations de fils en aciers inoxydables ne causaient pas un dommage à la branche de production nationale de ces produits; seul le commissaire Koplan a constaté qu'il en était autrement.[4593] Le Japon fait valoir qu'autrement dit, seul un commissaire a constaté que les importations de produits étamés ou chromés et de produits tréfilés en aciers inoxydables, dégroupés des autres produits, causaient un dommage à la branche de production nationale fabricant ces produits.[4594] Le Japon affirme que le résultat global du vote sur l'existence d'un dommage émis dans le cas des produits en aciers inoxydables a été de trois voix contre trois. Cependant, en ce qui concerne la décision relative aux définitions appropriées du produit similaire pour ces produits, le vote a été de quatre voix contre deux en faveur de leur traitement comme une catégorie de produit similaire distincte et à part: les fils en aciers inoxydables étaient distincts des câbles de fils en aciers inoxydables . Le Japon fait en outre valoir que le vote des commissaires quant

[4590] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1006.

[4591] Rapport de l'USITC, pages 273 (commissaire Bragg pour les produits étamés ou chromés), 277 (commissaire Bragg pour les fils en aciers inoxydables), 36, note de bas de page 65 (commissaire Devaney pour les produits étamés ou chromé), et 335 (commissaire Devaney pour les fils en aciers inoxydables) (pièce n° 6 des coplaignants).

[4592] Première communication écrite du Japon, paragraphe 155.

[4593] Rapport de l'USITC, volume I, pages 27 (commissaires Hillman, Okun et Miller) et 256 (opinion séparée du commissaire Koplan).

[4594] Première communication écrite du Japon, paragraphe 156.

à l'existence d'un dommage concernant la définition de produit similaire privilégiée a été de trois contre un en faveur d'une détermination négative.[4595] [4596]

7.1934 Le Japon fait valoir que les déterminations faites par l'USITC de l'existence d'un dommage concernant ces produits ont été indûment traitées par le Président comme un partage égal des voix de trois contre trois.[4597] Le Japon relève que le vote concernant les produits tréfilés en aciers inoxydables aurait dû être considéré comme un vote à partage égal des voix uniquement s'il était fondé sur la même définition du produit similaire, sachant qu'une telle définition était particulièrement décisive pour le résultat final de l'analyse.[4598] Le Japon fait valoir que le Président a usé de ce qu'il estimait être de son pouvoir discrétionnaire au titre de l'article 330 d) 1) de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée, pour traiter les voix exprimées au sujet des produits en aciers inoxydables comme des décisions soit positives soit négatives. Le Japon affirme qu'en l'occurrence, le Président a choisi la première option. Cependant, le Président devait traiter les fils en aciers inoxydables comme un produit similaire distinct puisque les commissaires avaient décidé à quatre voix contre deux que les importations de câbles de fils en aciers inoxydables ne causaient pas un dommage à la branche de production nationale de ces produits.[4599] [4600] Le Japon fait valoir que la décision du Président d'imposer une mesure distincte à l'égard des produits tréfilés en aciers inoxydables montre qu'il souscrivait à l'avis de la majorité des commissaires selon lequel les fils en aciers inoxydables constituaient un produit similaire distinct. Le Japon estime qu'un commissaire seulement a pourtant constaté que les importations de ces produits causaient un dommage à la branche de production nationale pertinente.[4601] [4602] Le Japon estime donc qu'en fait, le Président a fondé sa décision sur la voix d'un seul commissaire.[4603] Il affirme que le fait que le Président se soit fondé sur un partage égal des voix qui ne correspondait pas aux définitions du produit similaire distinct auxquelles il souscrivait implicitement viole les articles 2:1 et 4:2 b). Selon le Japon, la mesure n'est pas appuyée par une détermination positive de l'existence d'un dommage dans le cas de la catégorie même des fils en aciers inoxydables.[4604]

[4595] Rapport de l'USITC, volume I, page 49.

[4596] Première communication écrite du Japon, paragraphe 157.

[4597] Première communication écrite du Japon, paragraphes 158 et 159.

[4598] Déclaration orale du Japon à la deuxième réunion de fond, paragraphe 24; voir aussi la deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 50 et 51.

[4599] Rapport de l'USITC, page 27 (déterminations positives des commissaires Koplan, Bragg et Devaney concernant les fils en aciers inoxydables et déterminations négatives des commissaires Okun, Miller et Hillman concernant les fils en aciers inoxydables); voir aussi pages 27, note de bas de page 13 (les commissaires Bragg et Devaney indiquent que les fils et les câbles de fils en aciers inoxydables constituent un seul produit similaire), et 277 (opinion séparée de la commissaire Bragg concernant les produits tréfilés en aciers inoxydables) ainsi que 335 (opinion séparée du commissaire Devaney concernant les fils et les câbles de fils en aciers inoxydables). Voir aussi *ibid.*, page 26 (les commissaires Koplan, Okun, Miller et Hillman déterminent que les câbles en aciers inoxydables ne causent pas un dommage grave à la branche de production nationale) (pièce n° 6 des coplaignants).

[4600] Première communication écrite du Japon, paragraphe 159.

[4601] La commissaire Miller, qui a traité les produits étamés ou chromés comme un produit similaire distinct, a constaté que les importations de ces produits causaient un dommage grave à la branche de production nationale de ces même produits. *Ibid.*, page 307. De la même manière, le président Koplan a considéré que les fils en aciers inoxydables étaient un produit similaire distinct et il a constaté que la branche de production nationale de ces produits subissait un dommage grave. *Ibid.*, page 256.

[4602] Première communication écrite du Japon, paragraphe 160.

[4603] Déclaration orale du Japon à la deuxième réunion de fond, paragraphe 24; voir aussi la deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 56.

[4604] Première communication écrite du Japon, paragraphe 161.

2. Article X:3 a) du GATT de 1994

a) Déterminations du produit similaire

i) Comparaison avec les déterminations faites dans d'autres enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs

7.1935 Le Japon fait valoir que puisqu'elle a adopté une analyse du produit similaire qui était contraire au précédent qu'elle avait créé 15 ans plus tôt dans le contexte de ses enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs, l'USITC a agi de manière incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994.[4605] En particulier, le Japon fait valoir que les tôles, les produits en acier laminés à chaud, les produits en acier laminés à froid et les produits en acier traité contre la corrosion ont toujours été traités comme des produits similaires distincts par l'USITC dans d'autres récentes affaires visant l'application de mesures commerciales correctives.[4606] Les constatations de fait établies dans ces affaires confirment les constatations de fait formulées dans le présent cas d'espèce au sujet des propriétés physiques, des procédés de production et des utilisations finales.[4607] Le Japon fait valoir que l'USITC a systématiquement constaté qu'aucun CPLPAC individuel n'est interchangeable avec de quelconques autres produits CPLPAC sur le plan commercial. En fait, l'USITC a même envisagé et rejeté le fait de faire des tôles coupées à longueur et des tôles en rouleaux (qui sont un produit en acier laminé à chaud) un produit similaire distinct, en invoquant des "différences dans les propriétés physiques et les utilisations finales", "certaines limitations concernant … l'interchangeabilité" et des "différences dans les installations de production".[4608] [4609] Le Japon affirme que l'USITC a toutefois choisi de ne faire aucun cas de ce précédent. Plus particulièrement, le Japon fait valoir que nulle part dans sa détermination au titre de l'article 201 l'USITC ne cherche à faire cadrer ses constatations de l'existence d'un seul produit CPLPAC avec les innombrables constatations de fait qu'elle a formulées dans le contexte d'enquêtes antérieures en matière de droits antidumping et compensateurs qui montrent le contraire. Selon le Japon, nulle part l'USITC ne réfute, ni même ne considère, les arguments selon lesquels les constatations de fait concernant le produit similaire qu'elle a établies dans des enquêtes passées en matière de droits antidumping et compensateurs sont pertinentes pour son examen des mêmes produits et facteurs dans le contexte de l'article 201.[4610]

7.1936 Le Japon affirme aussi que contrairement à ses décisions antérieures, l'USITC n'a pas effectué son analyse du produit similaire concernant les produits CPLPAC d'une manière "uniforme", "impartiale" ou "raisonnable", ce qui est incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994. L'analyse n'était pas "uniforme" parce qu'elle ne traitait pas de la même manière les importations effectuées dans des circonstances similaires. Elle n'était pas non plus "raisonnable" car elle rompait sans aucune explication avec les constatations de fait formulées antérieurement par l'USITC au sujet des mêmes CPLPAC et facteurs relatifs aux produits similaires.[4611] Le Japon fait valoir que sur la

[4605] Première communication écrite du Japon, paragraphe 125.

[4606] Voir, par exemple, USITC *Hot-Rolled (Final)*, publication de l'USITC n° 3446 (août 2001) (pièce n° 30 des coplaignants), USITC *Hot-Rolled (Final)*, publication de l'USITC n° 3468 (novembre 2001) (pièce n° 31 des coplaignants), USITC *Flat-Rolled (Preliminary)*, publication de l'USITC n° 2549 (août 1992) (pièce n° 32 des coplaignants), USITC-*Cold-Rolled (Final)*, publication de l'USITC n° 3283 (mars 2000) (pièce n° 34 des coplaignants).

[4607] Première communication écrite du Japon, paragraphe 132.

[4608] *Certain Carbon Steel Plate from China, Russia, South Africa, and Ukraine*, enquêtes n° 731-TA-753-756 (finales), publication de l'USITC n° 3076 (décembre 1997), pages 5 à 7 (pièce n° 41 des coplaignants).

[4609] Première communication écrite du Japon, paragraphe 134.

[4610] Première communication écrite du Japon, paragraphes 135 et 136.

[4611] Première communication écrite du Japon, paragraphe 137.

base des précédents et de ses propres constatations de fait, l'USITC aurait seulement pu déterminer que chaque produit CPLPAC constituait un produit similaire distinct. Le fait qu'elle ne l'ait pas fait est incompatible avec l'obligation incombant aux États-Unis au titre de l'article X:3 a) d'appliquer ses lois d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable.[4612]

7.1937 Selon le Japon, l'analyse n'était pas "impartiale" parce que l'omission de ces constatations de fait par l'USITC n'était pas un oubli accidentel, mais une manœuvre délibérée pour faciliter l'établissement d'une détermination positive de l'existence d'un dommage dans le cas des produits CPLPAC afin de conférer aux branches de production nationales un avantage par rapport à leurs concurrents étrangers. Le Japon estime qu'au titre de la législation en matière de sauvegardes, l'USITC ne peut pas rendre une détermination positive à moins qu'elle ne constate ce qui suit: 1) un accroissement des importations, soit réel soit en pourcentage de la production nationale; 2) la branche de production nationale du produit similaire subit un dommage grave; et 3) les importations constituent une cause substantielle du dommage grave.[4613] De l'avis du Japon, en analysant la question de l'accroissement des importations, l'USITC compare habituellement le volume des importations et le ratio des importations à la production nationale au cours de la première et de la dernière années complètes de la période visée par son enquête[4614]; dans le présent cas d'espèce, elle a comparé les années 1996 et 2000.[4615] [4616] Le Japon fait valoir que si l'USITC avait fait de chaque produit CPLPAC un produit similaire national distinct, conformément à la pratique passée, elle n'aurait pas pu alors constater l'existence de l'accroissement requis du volume des importations de tôles – le volume des importations de tôles a baissé de 50,9 pour cent entre 1996 et 2000[4617] – et elle aurait dû en quelque sorte donner une explication satisfaisante de la diminution du ratio importations-production nationale dans le cas des produits en acier laminés à froid et des produits en acier traité contre la corrosion.[4618] En définissant un seul produit similaire pour les CPLPAC, l'USITC a simplement pu relever que les importations s'étaient accrues entre le début et la fin de la période, tant en termes absolus qu'en proportion de la production nationale[4619] (quoique, tel qu'indiqué ci-après, cette analyse de l'accroissement des importations ne satisfait pas au critère établi par l'Accord sur les sauvegardes, tel que l'a interprété l'Organe d'appel).[4620]

7.1938 Le Japon fait aussi valoir que si l'USITC avait fait de chaque produit CPLPAC un produit similaire distinct, elle n'aurait pas pu établir l'existence d'un lien de causalité pour bon nombre des produits. Par exemple, de tous les produits CPLPAC, c'est le volume des importations de brames qui a crû le plus entre 1996 et 2000, mais presque toutes ces importations ont été achetées par les producteurs nationaux eux-mêmes, parce qu'ils ne pouvaient pas produire des volumes suffisants de brames pour répondre à l'emballement de la demande d'acier[4621]; ainsi, les importations de brames ont

[4612] Première communication écrite du Japon, paragraphe 142.
[4613] 19 U.S.C. §§ 2252 c) 1) A-C) (pièce n° 47 des coplaignants).
[4614] Rapport de l'USITC, pages 32 et 33 (pièce n° 6 des coplaignants).
[4615] *Ibid.*, page 49.
[4616] Première communication écrite du Japon, paragraphe 138.
[4617] Rapport de l'USITC, volume I, FLAT, page 9.
[4618] *Ibid.*, FLAT, page 11 (en proportion de la production nationale, les importations de produits laminés à froid sont tombées de 7,5 pour cent à 7,3 pour cent), et FLAT, page 13 (en proportion de la production nationale, les importations de produits en acier traité contre la corrosion sont tombées de 13,3 pour cent à 11,8 pour cent).
[4619] *Ibid.*, pages 49 et 50.
[4620] Première communication écrite du Japon, paragraphe 139.
[4621] Rapport de l'USITC, volume I, page 56 ("les sidérurgistes eux-mêmes sont les uniques acheteurs de brames").

en fait bénéficié aux producteurs nationaux.[4622] [4623] Le Japon fait valoir que l'USITC n'aurait pas non plus pu constater que les importations de produits en acier laminés à froid étaient une "cause substantielle" du dommage grave causé à la branche de production nationale de ces produits, alors qu'elle venait tout juste d'établir, au titre d'un critère de causalité moins rigoureux, dans sa détermination de dumping de mars 2000 concernant les produits en acier laminés à froid, que les importations de produits en acier laminés à froid n'avaient pas causé un dommage important à la branche de production nationale.[4624] [4625] En combinant les grands produits CPLPAC en un seul produit similaire national, l'USITC a pu ne pas tenir compte des conditions de la concurrence propres à chaque produit CPLPAC, facilitant ainsi l'établissement de sa détermination positive.[4626]

7.1939 En réponse à l'argument selon lequel les définitions du produit similaire de l'USITC n'étaient pas raisonnables parce que la Commission avait dérogé à une détermination du produit similaire faite dans le contexte d'enquêtes antérieures qui portaient sur des produits en acier faisant l'objet d'un dumping et subventionnés, les États-Unis disent se fonder sur la décision du Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable* pour faire valoir qu'il n'y a pas violation de la prescription relative à l'application des lois et règlements d'une manière raisonnable simplement parce que, pour appliquer ces lois et règlements, des conclusions différentes ont été formulées sur la base de faits pertinents différents.[4627] Plus particulièrement, les États-Unis font valoir qu'en ce qui concerne les déterminations différentes du produit similaire publiées par l'USITC dans des enquêtes antérieures en matière de droits antidumping et compensateurs, l'article X:3 a) n'exige pas l'application "uniforme" de lois différentes. Il exige l'application d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable de chaque loi. Sinon, en vertu de l'approche des plaignants, l'application de toutes les lois, aussi différentes soient-elles du point de vue de leurs libellés, de leurs buts et de leurs portées, devraient se faire de la même manière et produire le même résultat fondamental.[4628]

7.1940 Dans sa contre-réponse, le Japon fait valoir que, tout comme les législations en matière de droits antidumping et compensateurs, la législation en matière de sauvegardes est une législation concernant l'imposition de mesures commerciales correctives. Bien que les critères ne soient pas identiques, les buts fondamentaux de ces lois sont similaires. Il est particulièrement important que les trois lois s'attachent toutes à l'effet économique des importations sur la branche de production nationale concurrente des produits similaires ou substituables/directement concurrents/semblables. Compte tenu des similitudes, les décisions relatives aux produits similaires prises dans le contexte d'une de ces législations concernant l'imposition de mesures commerciales correctives sont donc

[4622] *Ibid.*, page 62 ("la branche de production nationale comprend un certain nombre de producteurs qui utilisent certains produits laminés plats en acier au carbone importés – en particulier des brames – comme matières premières dans la production de certains produits laminés plats en acier au carbone plus élaborés. Quelques-uns de ces producteurs peuvent avoir bénéficié de la baisse des prix à l'importation pendant la période visée par l'enquête.").

[4623] Première communication écrite du Japon, paragraphe 140.

[4624] USITC *Cold-Rolled (Final)* publication de l'USITC n° 3283 (mars 2000), page 24 (pièce n° 34 des coplaignants).

[4625] Dans une enquête antidumping, l'USITC doit seulement constater qu'une branche de production nationale subit un dommage important "du fait" des importations visées. 19 U.S.C. § 1677 7) A) (où le "dommage important" est défini comme étant "un dommage qui n'est ni dénué de conséquence, ni négligeable, ni insignifiant"). Dans les enquêtes ouvertes au titre de l'article 201, l'USITC doit constater que les importations sont une "cause substantielle" de "dommage grave",ce qui signifie "une cause qui est importante et qui ne l'est pas moins que toute autre cause". 19 U.S.C. § 2252 b) 1) B) (pièce n° 47 des coplaignants.)

[4626] Première communication écrite du Japon, paragraphe 141.

[4627] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1303.

[4628] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1304.

grandement pertinentes pour analyser la prescription de l'article X:3 a) relative à l'application uniforme.[4629]

7.1941 Les États-Unis font valoir que le fait que l'USITC soit parvenue à des déterminations différentes du produit similaire dans le contexte d'enquêtes différentes n'établit pas qu'il y a violation de l'article X:3 a). Premièrement, l'USITC ne violerait pas l'article X:3 a) même si elle était arrivée à des constatations différentes concernant le produit similaire dans des enquêtes différentes en matière de sauvegardes. En appliquant la législation des États-Unis en matière de sauvegardes, l'USITC a utilisé les cinq mêmes facteurs qu'elle avait utilisés pendant des décennies pour définir le "produit similaire" national. La manière dont elle applique la législation en matière de sauvegardes est donc uniforme, en conformité avec l'article X. Les États-Unis estiment que si les faits de deux enquêtes différentes sont différents, ou si la portée de la demande est différente dans deux enquêtes, il peut en résulter deux constatations différentes concernant le produit similaire. Un tel résultat est entièrement conforme à l'application uniforme de la loi à des faits différents. Deuxièmement, il n'y a pas violation de l'article X simplement parce que l'interprétation de l'expression "produit similaire" peut différer d'une loi à une autre. L'article X se rapporte à l'application des lois, et non à la teneur des lois correspondantes elle-mêmes. Il n'y a donc au titre de l'article X aucune obligation de définir le même terme de la même manière au titre de lois différentes. Si les lois correspondantes définissent différemment l'expression "produit similaire", il n'y a alors aucune obligation d'appliquer les lois d'une manière qui ne tient pas compte de ces différences. Les États-Unis estiment que, dans le présent cas d'espèce, leurs lois sur le commerce déloyal envisagent l'expression "produit similaire" d'une manière différente de leur législation en matière de sauvegardes. L'USITC a explicitement traité de certaines de ces différences dans sa détermination. Troisièmement, même si les lois correspondantes ne traitaient pas directement de la manière dont devrait être interprétée l'expression "produit similaire", l'article X n'exigerait pas de l'USITC qu'elle interprète cette expression d'une manière uniforme dans des lois différentes. Le fait d'exiger une interprétation uniforme au titre de lois différentes ferait abstraction des différences essentielles entre les lois et les situations auxquelles elles s'appliquent. Enfin, même si l'article X exigeait de l'USITC qu'elle interprète l'expression "produit similaire" de la même manière pour les fins des législations en matière de droits antidumping et compensateurs, et de sauvegardes, cela ne voudrait pas nécessairement dire que l'USITC arriverait dans tous les cas aux mêmes constatations concernant le "produit similaire". Les États-Unis estiment qu'il faut juger chaque affaire sur la base des faits qui lui sont propres. Les faits d'une enquête en matière de droits antidumping ou compensateurs peuvent différer sensiblement des faits d'une enquête en matière de sauvegardes.[4630]

7.1942 Dans sa contre-réponse, le Japon estime que la question en jeu est celle de savoir si l'USITC a appliqué ses lois concernant les délimitations du produit similaire d'une manière appropriée. Les États-Unis semblent dire que l'expression "produit similaire" désigne quelque chose de différent dans le contexte des droits antidumping et compensateurs, mais ils n'indiquent jamais pourquoi cela est nécessairement le cas. Le Japon relève à cet égard que les États-Unis ont indiqué dans le cadre de l'examen du produit similaire que le but, au titre des deux lois, est de distinguer la ligne de démarcation nette existant entre les produits. Le Japon se demande pourquoi, dans le contexte d'une enquête en matière de droits antidumping et compensateurs, la ligne de démarcation nette serait différente de celle établie dans le contexte d'une enquête en matière de sauvegardes, si ce n'est parce que l'USITC tenait à justifier des différences qui seraient par ailleurs injustifiables.[4631]

[4629] Réponse écrite du Japon à la question n° 136 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4630] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 136 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4631] Déclaration orale du Japon à la deuxième réunion de fond, paragraphe 34.

7.1943 Les États-Unis répondent que l'article X:3 vise uniquement l'application d'une loi particulière. Il n'exige pas d'un Membre qu'il applique sa loi en matière de sauvegardes de la même manière que ses lois antidumping, ses lois sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires ou toute autre loi. Les États-Unis estiment qu'en fait, il y a de bonnes raisons pour lesquelles le même terme peut être interprété et appliqué différemment au titre de lois différentes, en particulier si ces lois ont des objectifs différents. De l'avis des États-Unis, le fait de souscrire à l'interprétation que donne le Japon de l'article X:3 reviendrait à méconnaître ces différences, et obligerait les groupes spéciaux à effectuer des examens sans fin de l'ensemble des systèmes juridiques des Membres pour déterminer si les termes étaient traités de manière identique dans chaque loi. Les États-Unis font observer que selon eux, aucune disposition de l'article X:3 n'impose une telle prescription.[4632]

ii) Comparaison avec d'autres déterminations faites dans la même affaire

7.1944 Le Japon fait valoir que puisqu'elle a adopté une analyse du produit similaire contraire aux distinctions établies en matière de similarité pour d'autres produits dans le présent cas d'espèce, l'USITC a agi d'une manière incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994.[4633] Plus particulièrement, le Japon fait valoir que l'USITC a formulé des constatations de fait semblables pour les produits plats semi-finis, les produits longs et les produits en aciers inoxydables au titre de ses facteurs relatifs aux produits similaires, mais qu'elle n'a pas rendu de déterminations semblables des produits similaires.[4634]

7.1945 Pour développer son argument, le Japon estime que s'il est vrai que l'USITC a regroupé des produits plats en acier semi finis – ou brames – pour en faire le même produit similaire que les produits plats en acier finis, elle a décidé de traiter les produits longs semi-finis et les produits en aciers inoxydables semi-finis comme des produits similaires distincts, séparés des produits finis. Il a été constaté que les billettes en acier au carbone, qui ont avec les produits longs en acier au carbone le même lien que les brames en acier au carbone avec les feuilles en acier au carbone, du fait qu'ils servent tous deux d'intrants au laminage plus poussé du produit fabriqué au stade suivant, constituaient un produit similaire distinct des produits longs finis. Il a été constaté que les brames en aciers inoxydables, qui ont avec les tôles en aciers inoxydables et d'autres CPLPAC un lien identique à celui qu'ont les brames en acier au carbone avec les produits plats en acier au carbone finis, constituaient un produit similaire différent des tôles en aciers inoxydables et d'autres produits laminés plats en aciers inoxydables. De la même manière, même si les produits étamés ou chromés et les produits en acier traité contre la corrosion utilisent tous deux un substrat laminé à froid, ils ont, à l'intérieur de la catégorie des CPLPAC, été traités comme des produits similaires distincts. Selon le Japon, un traitement n'était pas uniforme, raisonnable ou impartial.[4635]

7.1946 Le Japon fait valoir que l'USITC a combiné les brames semi-finies avec les grands produits CPLPAC finis qui sont fabriqués à partir des brames – les produits en acier laminés à chaud, les tôles, les produits en acier laminés à froid et les produits en acier traité contre la corrosion – pour en faire un seul produit similaire aux CPLPAC sans tenir compte des constatations de sa propre analyse des facteurs relatifs aux produits similaires.[4636] Selon le Japon, ces constatations montraient que les brames ne sont pas "similaires" à l'un quelconque des produits CPLPAC finis pour ce qui est de leurs caractéristiques physiques, de leurs utilisations finales, de leurs procédés de production, de leurs

[4632] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 243.
[4633] Première communication écrite du Japon, paragraphe 125.
[4634] Première communication écrite du Japon, paragraphe 143.
[4635] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 75.
[4636] Rapport de l'USITC, page 36 (pièce n° 6 des coplaignants).

circuits de distribution et de leurs classifications tarifaires. Sur le plan des caractéristiques physiques, les brames sont plus épaisses que n'importe quel produit CPLPAC fini, qui ont tous une moindre épaisseur par suite de leur laminage.[4637] En ce qui concerne les procédés de production, les brames sont soumises au procédé de la coulée continue, alors que tous les produits CPLPAC finis sont laminés[4638], et que certains sont revêtus.[4639] Pour ce qui est des circuits de distribution et des utilisations finales, la quasi-totalité des brames sont utilisées pour la consommation interne par les producteurs nationaux eux-mêmes en vue de la fabrication de produits d'aval.[4640] Par contre, la plupart des produits en acier traité contre la corrosion et des tôles sont vendus à des utilisateurs finals et des distributeurs, tout comme une proportion substantielle des produits en acier laminés à chaud et laminés à froid, qui sont destinés à diverses applications pour utilisations finales.[4641] Le Japon fait observer que l'USITC a incorporé tous les produits CPLPAC en un seul produit similaire, en partie parce que la plupart des produits CPLPAC finis sont vendus sur les marchés de l'automobile et de la construction, mais ce raisonnement ne s'applique pas aux brames. Enfin, comme c'est le cas pour tous les produits CPLPAC, les brames ont leur propres numéros de classification tarifaire.[4642]

7.1947 Le Japon fait valoir que les constatations concernant les produits similaires établies par l'USITC pour les produits en acier au carbone semi-finis, les produits longs semi-finis (billettes) et les produits en aciers inoxydables semi-finis auraient dû donner lieu à des déterminations selon lesquelles aucun de ces trois types de produits n'était "similaire" aux produits en acier finis correspondants. Pourtant, l'USITC n'a pas rendu de déterminations du produit similaire compatibles avec ces constatations: les produits longs et les produits en aciers inoxydables semi-finis ont été considérés comme des produits similaires distincts, mais non les brames en acier au carbone.[4643] [4644] Le Japon fait valoir que, de la même manière, à l'intérieur de la catégorie des CPLPAC, les produits étamés ou chromés et les produits en acier traité contre la corrosion utilisent tous deux un substrat laminé à froid.[4645] Les produits étamés ou chromés sont revêtus d'étain ou de chrome; les produits en acier traité contre la corrosion sont revêtus de zinc ou d'alliages de zinc et d'aluminium. Ils ont pourtant été traités comme des produits similaires distincts, tous les commissaires ayant considéré que les produits en acier traité contre la corrosion faisaient partie de la catégorie plus vaste des produits plats, et quatre commissaires ayant considéré que les produits étamés ou chromés constituaient un produit similaire distinct et à part.[4646] Le Japon fait observer que, de toute façon, il serait plus logique de considérer les produits étamés ou chromés et les produits en acier traité contre la corrosion comme un seul produit similaire étant donné leurs caractéristiques physiques, leur emplacement le long de la chaîne de production et leur traitement parfois commun dans le TDH. Le Japon estime toutefois que l'USITC a sauté à l'étrange conclusion que les brames et les tôles étaient effectivement plus comparables aux produits en acier traité contre la corrosion que les produits étamés ou chromés.[4647]

[4637] *Ibid.*, OVERVIEW, page 8.
[4638] *Ibid.*, OVERVIEW, page 10.
[4639] *Ibid.*
[4640] *Ibid.*, FLAT, page 1.
[4641] *Ibid.*, OVERVIEW, page 13, tableau OVERVIEW – 2.
[4642] Première communication écrite du Japon, paragraphe 144.
[4643] Rapport de l'USITC, volume I, pages 36 (produits plats), 83 (produits longs) et 193 (en aciers inoxydables).
[4644] Première communication écrite du Japon, paragraphe 145.
[4645] Rapport de l'USITC, volume I, comparer la page 42 (examen des produits laminés à froid) avec la page 48 (examen des produits étamés ou chromés).
[4646] *Ibid.*, page 48 (le commissaire Devaney ne s'est pas rallié à l'opinion de la Commission sur les produits étamés ou chromés).
[4647] Première communication écrite du Japon, paragraphe 146.

7.1948 En réponse, les États-Unis font valoir que pour évaluer les arguments des plaignants selon lesquels les déterminations faites par l'USITC n'étaient pas "uniformes, impartiales et raisonnables", le Groupe spécial devrait tenir compte du sens ordinaire de ces termes, tels qu'ils sont employés à l'article X:3: "uniforme" s'entend d'une forme, d'une nature ou d'un type invariable ("of one unchanging form, character or kind"); "impartiale" s'entend de non partial, qui ne favorise pas plus une partie ou un côté que l'autre, sans préjugé, non biaisé, équitable ("not partial; not favouring one party or side more than another; unprejudiced; unbiased; fair"); et "raisonnable" s'entend des actions qui doivent être rationnelles et non illogiques.[4648]

7.1949 Les États-Unis font valoir qu'en alléguant que l'USITC n'a pas assuré l'uniformité lorsqu'elle a inclus les brames avec les CPLPAC finis pour en faire un seul produit similaire, alors que dans le cas des autres produits en acier, elle a considéré que les produits semi-finis et les produits finis étaient des produits similaires distincts, le Japon montre seulement que les résultats étaient différents, mais il n'établit pas qu'il existe des différences quant à la manière dont l'USITC a appliqué aux faits le critère juridique pertinent. Selon les États-Unis, les renseignements versés au dossier qui ont été portés à la connaissance de l'USITC étayent pleinement les conclusions formulées pour chaque produit et l'existence de différences entre ces conclusions. Par conséquent, les résultats différents témoignent tous de l'application d'un critère uniforme à des faits distincts.[4649]

7.1950 Le Japon fait aussi valoir que l'analyse du produit similaire faite par l'USITC dans le cas des produits CPLPAC a accru la probabilité d'une détermination positive de l'existence d'un dommage parce qu'elle a fait des brames une partie d'un seul produit similaire national englobant les produits CPLPAC finis, tout en faisant des produits longs et produits en aciers inoxydables semi-finis des produits similaires distincts; et elle a fait des produits en acier traité contre la corrosion une partie du produit similaire regroupant les CPLPAC tout en faisant des produits étamés ou chromés un produit similaire distinct. Le Japon estime que dans tous ces cas, l'USITC n'a pas appliqué la législation en matière de sauvegardes d'une manière "uniforme, impartiale et raisonnable", ainsi que le prescrit l'article X:3 a) du GATT de 1994.[4650]

7.1951 Le Japon dit que les décisions de l'USITC n'étaient pas "uniformes" ni "raisonnables" parce que la Commission n'avait aucune raison fondée sur des principes de s'appuyer sur son analyse des facteurs relatifs aux produits similaires pour les produits longs semi-finis, les produits en aciers inoxydables semi-finis et les produits étamés ou chromés alors qu'elle n'a pas tenu compte de la même analyse pour les brames et les produits en acier traité contre la corrosion en invoquant le degré prétendument plus grand d'intégration verticale pour ces produits. Elles n'étaient pas "impartiales" parce que la décision prise par l'USITC de combiner tous les produits CPLPAC, dont les brames, dans un seul produit similaire avait pour objet de faciliter une détermination positive de l'existence d'un dommage – en vertu d'une application de la législation des États-Unis qui était incompatible avec les règles de l'OMC – sur la base d'une définition erronée du produit similaire qui avait résulté en l'application d'une mesure de sauvegarde à l'égard d'un plus large éventail d'importations que celui qui aurait dû être légitimement permis au titre de l'Accord sur les sauvegardes.[4651]

7.1952 Les États-Unis font valoir que l'USITC a présenté une analyse uniforme, impartiale et raisonnable du produit similaire en appliquant les mêmes critères juridiques aux faits distincts de chaque cas et en arrivant à des conclusions juridiques étayées par les faits de chaque cas.[4652] Selon les

[4648] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1298.
[4649] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1300.
[4650] Première communication écrite du Japon, paragraphe 125.
[4651] Première communication écrite du Japon, paragraphe 147.
[4652] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1298.

États-Unis, qui se fondent sur les décisions des groupes spéciaux chargés des affaires *Argentine – Peaux et cuirs* et *États-Unis – Acier inoxydable*, l'article X:3 a) exige que l'application d'une mesure soit uniforme et non que les résultats de la mesure soient les mêmes chaque fois que ladite mesure est appliquée. Les États-Unis estiment que l'USITC a appliqué à chaque groupe d'importations visées par l'enquête sur les produits en acier les mêmes facteurs relatifs aux produits similaires qu'elle utilise dans chaque enquête en matière de sauvegardes. Se fondant sur les faits, l'USITC a déterminé que ces facteurs justifiaient les définitions de produits qu'elle a utilisées.[4653]

7.1953 Les États-Unis estiment aussi que les plaignants n'ont pas établi que les définitions des produits établies par l'USITC ne sont rien d'autre qu'impartiales. Selon les États-Unis, l'USITC n'a fait preuve d'aucun favoritisme ni pour un côté ni pour l'autre. À plusieurs reprises, les commissaires se sont prononcés en faveur des producteurs étrangers en rejetant les demandes présentées par les producteurs nationaux pour que soient réunies ou subdivisées des catégories de produits. Les allégations à l'effet contraire ne peuvent pas être étayées par les faits.[4654] Les États-Unis font également valoir que les plaignants n'ont pas non plus établi que les définitions des produits adoptées par l'USITC sont "déraisonnables". Au contraire, la Commission a expliqué ses constatations dans le détail, et elle les a étayées à l'aide des éléments de preuve versés au dossier.[4655]

b) Traitement des voix positives

i) Généralités

7.1954 Le Japon fait valoir que le traitement des voix de l'USITC par le Président est l'un des grands domaines auxquels s'applique l'article X:3 a). Selon le Japon il ne fait aucun doute que les règles intérieures des États-Unis sur le traitement par le Président du partage égal des voix de l'USITC entre dans le champ d'application du paragraphe 1 de l'article X:3 a) – "règlements, lois, décisions judiciaires et administratives" visés par les "restrictions ou prohibitions relatives à l'importation".[4656] À cet égard, le Japon fait valoir que la partie pertinente de l'article 330 d) 1) de la Loi douanière de 1930 dispose que lorsque l'USITC détermine "si l'accroissement des importations *d'un article* constitue une cause substantielle de dommage grave … et que les voix des commissaires votants sont partagées à égalité en ce qui concerne une telle détermination", le Président peut alors choisir l'une des deux décisions.[4657] Selon la majorité des commissaires, "un article" était clairement défini comme étant: i) les produits étamés ou chromés, distincts de tous les autres produits CPLPAC; et ii) les fils en aciers inoxydables, distincts des câbles de fils en aciers inoxydables. Le Japon fait observer que seulement un des quatre commissaires a constaté que les importations de ces articles distincts causaient un dommage aux branches de production nationales pertinentes. Cependant, le Président a traité la décision de la Commission comme s'il s'agissait d'un partage égal des voix et par conséquent d'une détermination positive de l'existence d'un dommage, et il a imposé une mesure de sauvegarde à l'égard des importations de produits étamés ou chromés et de fils en aciers inoxydables.[4658]

7.1955 Le Japon fait valoir qu'un tel traitement représente une application déraisonnable de la législation en matière de sauvegardes, parce que le Président a considéré qu'il y avait eu un partage

[4653] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1299.
[4654] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1302.
[4655] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1303.
[4656] Première communication écrite du Japon, paragraphes 151 et 162.
[4657] Première communication écrite du Japon, paragraphe 163.
[4658] Première communication écrite du Japon, paragraphe 164. Pour les arguments du Japon à l'appui d'une violation des articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes par les États-Unis, voir les paragraphes 7.1926 à 7.1934, et, *supra*, la note de bas de page 4574.

égal des voix dans ce cas particulier alors que deux des voix positives étaient fondées sur une définition du produit similaire à laquelle il ne souscrivait pas. Selon le Japon, une telle décision défie la logique. Le Japon fait aussi valoir que le traitement du Président constitue également une application non uniforme de la législation en matière de sauvegardes parce que le fait que le Président ait traité les votes partagés comme s'ils étaient "partagés à égalité" au sens de l'article 330 d) 1) de la Loi douanière déroge clairement à la pratique ordinaire et établie de longue date d'application de la législation des États-Unis en matière de sauvegardes. Le fait que le Président traite la détermination de la Commission en l'espèce comme s'il s'agissait d'un partage égal des voix et d'une détermination positive de l'existence d'un dommage et qu'il impose une mesure de sauvegarde à l'égard des importations de produits étamés ou chromés et de produits tréfilés en aciers inoxydables est considéré être au moins déraisonnable et non uniforme, et est par conséquent incompatible avec l'article X:3 a).[4659] Le Japon ajoute qu'ainsi que le prescrit l'article X:3, le Président a l'obligation de traiter les votes partagés de l'USITC d'une manière homogène et transparente, sachant que le résultat de l'enquête, y compris le point de savoir si en fin de compte les États-Unis imposent ou non une mesure de sauvegarde, dépend de la manière dont sont traités de tels votes.[4660] Le Japon affirme que le fait que le Président s'appuie sur une combinaison inappropriée des voix fondée sur des définitions différentes du produit similaire ne représente pas en l'espèce une application uniforme ou raisonnable de la législation des États-Unis, ainsi que le prescrit l'article X:3 a) du GATT de 1994. Le Japon estime que si rien n'est fait pour y remédier, une telle façon d'agir porterait atteinte de manière inadmissible à la prévisibilité et à la stabilité de l'application de la législation en matière de sauvegardes.[4661]

7.1956 Concernant les arguments selon lesquels le "traitement" par le Président des votes de l'USITC sur les produits étamés ou chromés et les fils en aciers inoxydables comme s'il s'agissait d'"un partage égal" des voix était incompatible avec l'article X:3 a) parce que l'article 330 d) 1) de la Loi douanière ne permet pas un tel traitement, les États-Unis se fondent sur la décision du Groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis – Acier inoxydable* pour faire valoir qu'en vertu de l'article X:3 a), il ne relève pas du mandat d'un groupe spécial de traiter de l'allégation selon laquelle un Membre a agi d'une manière incompatible avec sa propre législation nationale.[4662] Les États-Unis font valoir qu'il n'est pas non plus dénué d'intérêt qu'un tribunal des États-Unis ait récemment confirmé que le décompte par l'USITC des déterminations positives et négatives faites par les commissaires individuels dans l'enquête en matière de sauvegardes visant les produits étamés ou chromés était compatible avec la législation des États-Unis. Par ailleurs, le tribunal a spécifiquement confirmé que les commissaires Devaney et Bragg avaient considéré les produits étamés ou chromés dans leurs analyses, et qu'ils avaient donc établi des constatations positives de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité dans le cas des produits étamés ou chromés. Les États-Unis estiment que le même raisonnement s'applique au vote partagé concernant les produits tréfilés en aciers inoxydables.[4663]

7.1957 En ce qui concerne les arguments selon lesquels, dans le cas des produits étamés ou chromés, l'USITC a fait une détermination négative à l'issue d'un vote de trois voix contre une et que le Président a assujetti ces produits à la mesure corrective en se fondant sur ce qui est allégué être une seule voix positive[4664] et que, dans le cas des fils en aciers inoxydables, le Président n'a pas considéré les déterminations faites par deux des commissaires puisque leurs déterminations étaient fondées sur une branche de production nationale plus vaste, constituée des producteurs de fils et de câbles de fils

[4659] Première communication écrite du Japon, paragraphe 164.
[4660] Première communication écrite du Japon, paragraphes 151 et 162.
[4661] Première communication écrite du Japon, paragraphe 165.
[4662] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1309.
[4663] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1310.
[4664] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 999.

en aciers inoxydables, et que la décision du Président reposait sur la décision d'un seul commissaire, les États-Unis estiment qu'aucun des plaignants n'invoque à l'appui de ses allégations ni le libellé de l'Accord sur les sauvegardes ni des rapports de groupes spéciaux ou de l'Organe d'appel pour faire valoir que la méthode de décompte des voix – à savoir le cumul des voix des commissaires individuels – est du ressort d'un groupe spécial, ni n'indique de quelle manière cette méthode est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord. Les États-Unis estiment que les plaignants n'étayent pas non plus leur allégation de fond selon laquelle les constatations des différents décideurs doivent être exactement les mêmes sur toutes les questions afin de pouvoir être agrégées.[4665]

7.1958 Dans sa contre-réponse, le Japon estime qu'outre le vice juridique voulant que la compatibilité avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC ne dépende pas d'une déclaration d'un tribunal national selon laquelle une telle décision est conforme à une législation nationale, l'argument des États-Unis est, en substance, que l'absence de normes et de critères dans une législation ne permet pas de constater que ladite loi est appliquée d'une manière non uniforme, partiale et déraisonnable. Le Japon fait observer qu'au contraire, la capacité absolue d'appliquer des normes différentes constitue une violation aussi énorme que l'on puisse l'imaginer des prescriptions de l'article X:3 a) du GATT. Le fait de traiter certains partages égaux des voix comme il est convenu de les appeler comme étant positifs et d'autres comme étant négatifs est non seulement manifestement non uniforme, mais également partial et déraisonnable, en particulier lorsque le Président, en sa qualité d'autorité compétente, ne donne aucune explication sur les raisons qui l'ont amené à prendre des décisions contradictoires. Le Japon estime, en outre, que la décision de s'appuyer sur trois voix positives alors qu'une seule de ces voix était d'accord avec les délimitations du produit similaire retenues par le Président est clairement déraisonnable.[4666]

7.1959 En réponse à une question du Groupe spécial, les États-Unis font valoir que lors d'un vote, le Président n'a pas une "voix prépondérante". Il n'est pas l'"autorité compétente" au titre des articles 3 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes et il ne vote pas sur le point de savoir si l'accroissement des importations constitue une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave. Le Président identifie plutôt simplement laquelle de deux déterminations aussi bien étayées l'une que l'autre est la détermination de la Commission. Les États-Unis estiment ensuite que le Président a clairement agi d'une manière conforme à la législation des États-Unis. La législation des États-Unis en matière de sauvegardes dit que lorsque "les voix des commissaires votants sont partagées à égalité en ce qui concerne une telle détermination, la détermination approuvée par l'un ou l'autre groupe de commissaires peut être considérée par le Président comme la détermination de la Commission". Les voix des commissaires étaient partagées à égalité en ce qui concernait les déterminations relatives aux produits étamés ou chromés et les produits tréfilés en aciers inoxydables. En fait, le Tribunal du commerce international des États-Unis a récemment constaté que le vote de l'USITC sur les produits étamés ou chromés était effectivement partagé à égalité même si les commissaires ayant voté positivement étaient arrivés à des constatations différentes concernant le produit similaire. Par conséquent, au titre de la législation, le Président avait le pouvoir de décider quelle détermination était la détermination de l'USITC. Les États-Unis estiment qu'en définitive, il ne revient pas au Groupe spécial dans le présent différend d'interpréter la législation des États-Unis. En l'espèce, les Accords de l'OMC ne traitent pas de la question de savoir de quelle manière un Membre peut choisir parmi de multiples constatations celle qui constitue la détermination des autorités compétentes au titre de l'Accord sur les sauvegardes. Le point de savoir si le Président a agi d'une manière compatible avec la législation des États-Unis n'est pas pertinent à la question de savoir si les États-Unis se sont conformés aux obligations leur incombant dans le cadre de l'OMC. Les États-Unis estiment que, par

[4665] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1001.
[4666] Première communication écrite du Japon, paragraphe 78.

conséquent, il n'est pas fondé que le Groupe spécial procède à un examen de la question de savoir si le Président a agi de manière compatible avec la législation des États-Unis.[4667]

7.1960 En réponse à la même question posée par le Groupe spécial, le Japon estime que la question n'est pas de savoir si la législation des États-Unis permet au Président de traiter le partage égal des voix des commissaires comme étant un vote positif. La question est que, dans la présente procédure, le Président n'aurait pas dû, en ce qui concerne les produits étamés ou chromés et les fils en aciers inoxydables, traiter la décision de la Commission comme étant un partage égal des voix parce que les commissaires avaient des opinions différentes sur le champ approprié du produit similaire. Le Japon fait valoir qu'en agissant ainsi qu'il l'a fait, le Président a pris une décision qui contrevenait aux articles 2:1, 3:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article X:3 a) du GATT de 1994.[4668]

7.1961 En ce qui concerne l'argument selon lequel l'article X:3 a) ne permet pas l'"intégration inappropriée" par l'USITC ou par le Président des voix positives des commissaires qui ont défini le produit similaire différemment les uns des autres (voir le paragraphe 7.1970), les États-Unis estiment ne pas très bien savoir pour quelle raison exactement les plaignants considèrent que cela est "inapproprié".[4669]

7.1962 Les États-Unis font observer que si les plaignants font valoir qu'il est inadmissible de considérer qu'une détermination de l'existence d'un dommage concernant un produit (tel que les produits tréfilés en aciers inoxydables) puisse s'appliquer à un sous-ensemble de ce même produit (tel que les fils en aciers inoxydables), la question semblerait être une question d'interprétation de l'Accord sur les sauvegardes et non de l'article X.[4670] Les États-Unis estiment que même si cette décision de fond relevait en quelque sorte du champ d'application de l'article X:3 a), elle constituerait certainement une application uniforme, impartiale et raisonnable de la législation. Cette analyse des déterminations des commissaires individuels fondées sur des produits similaires différents s'applique dans chaque cas, ce qui la rend uniforme. Elle est également impartiale, en ce sens qu'elle ne favorise pas plus un côté que l'autre. Enfin, la pratique des États-Unis suit le principe logique voulant qu'une détermination positive (ou négative) concernant un produit s'applique aussi à des sous-ensembles de ce même produit. Bien que les plaignants puissent marquer leur désaccord avec cette logique, celle-ci est clairement raisonnable.[4671]

7.1963 Les États-Unis estiment en outre que si la question soulevée par les plaignants au sujet de l'intégration inadmissible a trait à leur argument selon lequel le Président s'est rangé à l'avis d'une partie des commissaires pour définir le produit similaire dans le cas des produits étamés ou chromés et des fils en aciers inoxydables tout en se ralliant à une partie des commissaires pour ce qui était de décider de la manière de traiter les voix sur la question du dommage, ils se méprennent sur la décision du Président. Le Président n'a pas évalué des parties de la détermination de l'USITC et il n'y a pas souscrit séparément. Concernant les produits similaires visés par les mesures de sauvegarde, il a accepté les constatations de la majorité des membres de l'USITC telles qu'elles ont été présentées, sans les approuver ou les désapprouver. Concernant les votes partagés, il a considéré les déterminations des deux côtés, y compris l'utilisation de définitions différentes du produit similaire dans les déterminations positives concernant les produits étamés ou chromés et les fils en aciers

[4667] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 132 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4668] Réponse écrite du Japon à la question n° 132 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4669] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1311.
[4670] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1311.
[4671] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1312.

inoxydables. La pratique des États-Unis reconnaît que des déterminations fondées sur des produits similaires différents peuvent constituer des moyens tout aussi valables, quoique différents, d'analyser des importations, et cette pratique est uniforme, impartiale et raisonnable. Le fait que le Président ait considéré qu'une détermination fondée sur ce principe était la détermination de l'USITC est donc également uniforme, impartiale et raisonnable.[4672]

7.1964 Les États-Unis font valoir qu'il n'y a aucun fondement à l'allégation du Japon selon laquelle les décisions du Président dérogeaient à une "pratique ordinaire et établie de longue date d'application de la législation des États-Unis en matière de sauvegardes ". Selon les États-Unis, le Japon ne cite pas ni n'identifie par ailleurs cette prétendue pratique, et il n'y a pas non plus de texte à citer à l'appui. Les États-Unis répètent qu'un tribunal de leur pays a confirmé la décision du Président d'accepter que ces voix partagées à égalité constituaient des déterminations positives. En tout état de cause, il est impossible que le Groupe spécial détermine si le Président a agi d'une manière incompatible avec une pratique qui n'a pas été définie de manière spécifique.[4673]

7.1965 Les États-Unis font aussi valoir que le fait que le Président ait qualifié de positives certaines déterminations pour lesquelles les voix étaient partagées (produits étamés ou chromés et fils en aciers inoxydables) et d'autres de négatives (aciers à outils, et accessoires et brides en aciers inoxydables) n'établit pas l'existence d'une incompatibilité avec l'article X:3 a). Des groupes spéciaux ont constaté que l'article X:3 a) exigeait un traitement identique, mais non des résultats identiques. En fait, lorsque les faits de deux causes diffèrent, un traitement uniforme peut exiger des résultats différents. Le simple fait que l'application d'une loi ou d'un règlement dans des causes différentes donne lieu à des résultats différents ne peut donc pas en soi établir l'existence d'une incompatibilité avec l'article X:3 a).[4674] Les États-Unis estiment que dans le cas des quatre déterminations pour lesquelles les voix étaient partagées, il ne fait aucun doute que les faits différaient considérablement. Les quatre branches de production nationale fabriquaient des produits différents, dans des conditions de marché différentes, et les niveaux de leurs revenus, de leurs ventes, de leurs parts de marché, de leurs bénéfices et d'autres indicateurs de résultats différaient grandement. Deux des commissaires ont reconnu que les quatre branches de production nationale pouvaient justifier l'établissement de constatations différentes. La commissaire Miller a rendu une détermination positive concernant les produits étamés ou chromés, mais non pour les trois autres produits pour lesquelles les voix étaient partagées. Le président Koplan a rendu une détermination positive concernant les fils en aciers inoxydables, les aciers à outils, et les accessoires et brides en aciers inoxydables, mais non pour les produits étamés ou chromés. Par conséquent, en se contentant de constater que dans des situations factuelles différentes les votes partagés donnaient des résultats différents, les États-Unis font valoir que les plaignants ne se sont pas acquittés de la charge de la preuve leur incombant d'établir l'incompatibilité avec l'article X:3 a).[4675]

7.1966 Les États-Unis font aussi valoir que, selon les plaignants, un partage égal des voix doit toujours être traité comme une détermination négative ou comme une détermination positive. Les États-Unis estiment que s'il fallait procéder comme le voudraient les plaignants, le Président ne devrait pas avoir la flexibilité de prendre ses décisions sur la base des faits et des circonstances propres à chaque cas d'espèce. Selon les États-Unis, la position des plaignants est indéfendable. Les États-Unis estiment qu'il faut se prononcer sur chaque partage égal des voix en fonction des circonstances qui lui sont propres. L'article X:3 a) ne peut pas exiger que toutes les situations de partage égal des voix produisent le même résultat, tout comme il ne peut pas exiger les mêmes

[4672] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1313.
[4673] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1314.
[4674] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1315.
[4675] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1316.

constatations concernant le dommage dans toutes les enquêtes en matière de sauvegardes ou la même marge de dumping dans toutes les enquêtes antidumping. Les États-Unis estiment qu'en fait, l'article X:3 a) exige l'application uniforme de la législation, et non des résultats uniformes, et que lorsque les faits de deux causes diffèrent, un traitement uniforme peut effectivement exiger des résultats différents.[4676]

7.1967 En réponse aux allégations formulées par les États-Unis, le Japon fait valoir que les États-Unis ne comprennent pas que dans le cas des deux produits pour lesquels le Président a choisi les voix positives (produits étamés ou chromés et fils en aciers inoxydables), les commissaires ne se sont pas entendus sur la définition du produit. La Commission n'était donc pas en fait également divisée sur la question. En outre, même si le Groupe spécial devait décider que l'USITC était en fait également divisée, le Président n'aurait toujours pas donné une explication de sa décision. Par conséquent, la violation de l'article X:3 a) est imputable à la manière dont le Président a traité les voix positives des commissaires individuels qui se fondaient sur des opinions différentes quant au champ approprié des définitions du produit similaire. Comme il n'existe pas de base commune aux voix positives, les États-Unis ne peuvent pas soutenir que le Président a appliqué la législation d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable.[4677]

ii) Produits étamés ou chromés

7.1968 Le Brésil et le Japon indiquent que le Président a décidé d'imposer des mesures de sauvegardes à l'égard des produits étamés ou chromés en se fondant sur le fait qu'il avait traité le partage égal des voix au sein de l'USITC quant à l'existence du dommage comme une détermination positive. Le Brésil, le Japon et la Corée font valoir que la décision de la Commission sur les produits étamés ou chromés n'aurait toutefois pas dû être traitée comme un partage égal des voix et qu'elle n'étaye pas l'imposition des mesures.[4678] Le Brésil et le Japon font valoir que le Président a en fait souscrit aux trois voix positives sur les produits étamés ou chromés. Cependant, il s'est aussi du même coup associé aux vues des quatre commissaires qui avaient constaté que les produits étamés ou chromés étaient des produits similaires distincts. Il s'ensuit qu'il a effectivement imposé une mesure à l'égard de produits pour lesquels un seul des quatre commissaires dont il partageait la définition du produit similaire (qui traitait les produits étamés ou chromés et les produits tréfilés en aciers inoxydables comme des produits distincts) avait rendu une détermination positive.[4679] De la même manière, la Corée fait valoir que le Président des États-Unis a considéré que dans le cas des produits étamés ou chromés il y avait un partage "égal" des voix – trois voix positives et trois voix négatives – même si la majorité des commissaires ayant examiné le produit similaire adopté par le Président – les produits étamés ou chromés – étaient parvenus à une détermination négative de l'existence d'un dommage.[4680]

7.1969 Par ailleurs, la Corée fait valoir que puisque l'USITC et le Président ont tous deux déterminé que le produit similaire pertinent était les produits étamés ou chromés, le Président devait se fonder sur les décisions relatives à l'existence d'un lien de causalité et d'un dommage grave dans le cas de la

[4676] Réponse écrite de la Corée à la question n° 134 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4677] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 48 et 76.

[4678] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 248; première communication écrite du Japon, paragraphe 149; première communication écrite de la Corée, paragraphe 170.

[4679] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 249; première communication écrite du Japon, paragraphes 149 et 152.

[4680] Rapport présenté au Congrès des États-Unis sur les produits étamés ou chromés (mars 2002) (pièce n° 89 des coplaignants).

branche de production des produits étamés ou chromés. Le Président n'a pas imposé de mesures de sauvegardes sur cette base (et il ne pouvait pas le faire). Il a plutôt fondé sa décision sur la combinaison d'une seule voix positive sur l'existence d'un dommage, celui de la commissaire Miller, et des voix de deux autres commissaires ayant rendu une décision positive sur la base d'un produit similaire différent qui n'a pas été adopté. La Corée fait valoir que cela constituait en fait un double décompte des voix des commissaires Bragg et Devaney car leurs voix positives ont été comptées une première fois pour la détermination de l'existence d'un dommage dans le cas des produits CPLPAC et une deuxième fois pour la détermination de l'existence d'un dommage dans le cas des produits étamés ou chromés.[4681]

7.1970 Le Brésil et le Japon font valoir que les dispositions des Accords de l'OMC, en particulier l'article X:3 a) du GATT de 1994, exigent que le Président applique la législation en matière de sauvegardes d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable. Selon le Brésil et le Japon, il a été porté atteinte aux droits des autres Membres de l'OMC à l'équité fondamentale et à la régularité de la procédure envisagés à l'article X:3 a) lorsque le Président a traité le vote de l'USITC sur les produits étamés ou chromés comme étant "partagé à égalité" en se fondant sur une intégration inappropriée des voix positives qui reposaient sur des définitions différentes du produit similaire.[4682] De la même manière, la Corée fait valoir que la législation des États-Unis n'a pas été appliquée d'une manière "uniforme, impartiale et raisonnable" et que les États-Unis ont violé leur obligation au titre de l'article X:3 a).[4683]

7.1971 En réponse, les États-Unis font valoir que l'USITC et le Président ont exercé de manière admissible le pouvoir qui leur est conféré au titre de la législation des États-Unis dans leur traitement du partage des voix. Bien que deux commissaires aient fondé leurs analyses sur des définitions du produit similaire qui différaient de celles adoptées par les quatre autres commissaires, les six commissaires ont tous rendu une détermination qui englobait les importations de produits étamés ou chromés et de fils en aciers inoxydables. Selon les États-Unis, la législation de leur pays permettait à l'USITC de compter chacune de ces déterminations individuelles pour décider si la détermination de l'USITC était positive ou négative ou si elle était partagée. La législation permettait aussi au Président d'accepter la détermination de l'USITC telle qu'elle lui avait été présentée. En ce qui concerne les votes partagés, le Président avait aussi le pouvoir de considérer que la détermination de la Commission était positive ou négative. Le fait qu'il ait décidé de traiter différemment les quatre déterminations pour lesquelles les votes étaient partagés ne remet pas en question le caractère uniforme, impartial et raisonnable de sa décision puisque les déterminations des commissaires individuels étaient fondées sur des faits distincts concernant chaque branche de production nationale.[4684]

iii) Fils en aciers inoxydables

7.1972 Le Japon fait valoir que le Président a décidé d'imposer des mesures de sauvegardes distinctes à l'égard des produits tréfilés en aciers inoxydables en se fondant sur le fait qu'il avait traité ces produits comme faisant l'objet des déterminations avec partage égal des voix de l'existence d'un dommage. Le Japon estime que les décisions prises par la Commission sur ces produits n'auraient toutefois pas dû être traitées comme un partage égal des voix et qu'elles n'appuient pas l'imposition

[4681] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 170; voir aussi la première communication écrite du Japon, paragraphes 155 à 157.
[4682] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 251; première communication écrite du Japon, paragraphe 150.
[4683] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 170.
[4684] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1306.

des mesures. Le Japon fait valoir qu'en ce qui concerne les produits tréfilés en aciers inoxydables, deux commissaires ont considéré que ces produits faisaient partie d'un produit similaire combinant les fils et les câbles de fils en aciers inoxydables et ils ont rendu une détermination positive à l'égard de ces produits. Les quatre autres commissaires les ont considéré comme des produits similaires distincts. Ils ont tous les quatre émis un vote négatif à l'égard des câbles de fils en aciers inoxydables, ce qui a eu pour effet de rendre une détermination négative majoritaire dans le cas de ce produit. L'un des quatre commissaires a toutefois fait une détermination positive pour les fils en aciers inoxydables; les trois autres ont émis un vote négatif à l'égard des fils en aciers inoxydables. Dans l'ensemble, il y a donc eu un partage égal des voix de trois contre trois pour les fils en aciers inoxydables, mais pour les fils en aciers inoxydables considérés être un produit similaire distinct, le vote a été de trois voix contre une en faveur d'une détermination négative.[4685]

7.1973 Le Japon fait valoir que les dispositions des Accords de l'OMC, en particulier l'article X:3 a) du GATT de 1994, exigent que le Président applique la législation en matière de sauvegardes d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable. Selon le Japon, il a été porté atteinte aux droits des autres Membres de l'OMC à l'équité fondamentale et à la régularité de la procédure envisagés à l'article X:3 a) lorsque le Président a traité le vote de l'USITC sur les produits en aciers inoxydables comme étant "partagé à égalité" en se fondant sur une intégration inappropriée des voix positives qui reposaient sur des définitions différentes du produit similaire.[4686]

7.1974 En réponse, les États-Unis font valoir que l'USITC et le Président ont exercé de manière admissible le pouvoir qui leur est conféré au titre de la législation des États-Unis dans leur traitement du partage des voix. Bien que deux commissaires aient fondé leurs analyses sur des définitions du produit similaire qui différaient de celles adoptées par les quatre autres commissaires, les six commissaires ont tous rendu une détermination qui englobait les importations de produits étamés ou chromés et de fils en aciers inoxydables. Selon les États-Unis, la législation de leur pays permettait à l'USITC de compter chacune de ces déterminations individuelles pour décider si la détermination de l'USITC était positive ou négative ou si elle était partagée. La législation permettait aussi au Président d'accepter la détermination de l'USITC telle qu'elle lui avait été présentée. En ce qui concerne les votes partagés, le Président avait aussi le pouvoir de considérer que la détermination de la Commission était positive ou négative. Le fait qu'il ait décidé de traiter différemment les quatre déterminations pour lesquelles les votes étaient partagés ne remet pas en question le caractère uniforme, impartial et raisonnable de sa décision puisque les déterminations des commissaires individuels étaient fondées sur des faits distincts concernant chaque branche de production nationale.[4687]

c) Exclusion des importations en provenance de pays membres de l'ALENA

7.1975 La Corée relève que l'USITC a constaté que les importations d'autres tubes et tuyaux soudés (entre autres produits), effectuées au titre de l'article 311 a) de la législation des États-Unis pour la mise en œuvre de l'ALENA, qui provenaient du Canada avaient représenté "une part substantielle des importations totales et contribu[é] de façon importante à la menace de dommage grave causée par les importations".[4688] Selon la Corée, l'USITC a également constaté que les importations de CPLPAC (entre autres produits), effectuées au titre de l'article 311 a) de la législation des États-Unis pour la

[4685] Première communication écrite du Japon, paragraphe 149.
[4686] Première communication écrite du Japon, paragraphe 150.
[4687] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1306.
[4688] Rapport de l'USITC, volume I, page 166 (pièce n° 6 des coplaignants). Au sein de la Commission, les voix étaient partagées à égalité sur la question de savoir si ces importations avaient contribué de manière importante à la menace de dommage grave.

mise en œuvre de l'ALENA, qui provenaient du Mexique avaient représenté une part substantielle des importations totales et contribué de manière importante au dommage grave.[4689] [4690] [4691]

7.1976 La Corée indique qu'indépendamment de la constatation de l'USITC, le Président des États-Unis a déterminé que les importations en provenance du Canada et du Mexique n'avaient pas représenté une part substantielle des importations totales ni n'avaient contribué de manière importante au dommage grave pour aucun des produits qui étaient assujettis à une mesure de sauvegarde.[4692] La Corée fait valoir qu'en infirmant la détermination de l'USITC, le Président des États-Unis n'a donné aucune explication de la divergence manifeste existant entre la détermination de l'USITC et la sienne. À vrai dire, le Président a créé une exemption générale pour tous les produits assujettis à des mesures de sauvegarde, indépendamment de la détermination de l'USITC. C'était sur la base de cette détermination du Président que les États-Unis ont exclu les importations en provenance du Canada et du Mexique.[4693]

7.1977 La Corée fait valoir que même si l'USITC et le Président devaient appliquer le même critère juridique au titre des articles 311 a) et 312 b) de la législation des États-Unis pour la mise en œuvre de l'ALENA[4694] pour évaluer la même situation factuelle, les deux autorités sont arrivées à des décisions diamétralement opposées en ce qui concerne les produits plats en acier et les autres tubes et tuyaux soudés. Si l'application par les deux autorités du même critère juridique au même ensemble de faits avait été uniforme, impartiale et raisonnable, elles seraient toutes deux parvenues à la même conclusion. De l'avis de la Corée, comme les décisions des deux autorités étaient contradictoires, les États-Unis ont agi en violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[4695]

7.1978 En réponse, les États-Unis font observer que les constatations de l'USITC ne sont pas assujetties aux dispositions de l'article X:3 puisque, au titre de l'article 311, elles n'ont aucun effet juridique et elles n'affectent les droits juridiques d'aucune partie, ne font pas peser ni ne suppriment de charge sur les importations, ni n'obligent aucune autre instance ou agent de l'État à agir. Par conséquent, selon les États-Unis, elles n'ont pas force de loi, de règlement ou de décision judiciaire ou administrative d'application générale. Les États-Unis estiment que, de la même manière, leur manque d'efficacité signifie que les constatations de l'USITC concernant le Canada et le Mexique ne font pas partie de l'"application" de telles mesures. Comme les constatations de l'USITC concernant "la part substantielle" et le fait de "contribuer de manière importante" n'ont aucun effet juridique, toute différence entre lesdites constatations et la détermination du Président ne constituerait pas un manque d'uniformité, d'impartialité ou de caractère raisonnable dans l'"application" d'une mesure qui soit juridiquement recevable.[4696]

7.1979 Les États-Unis font valoir qu'en tout état de cause, le Président n'a pas, ainsi que l'allègue la Corée, appliqué le "même critère juridique au même ensemble de faits". Les États-Unis estiment que, contrairement à l'USITC, le Président a fondé sa détermination sur le rapport initial et les réponses complémentaires, qui n'étaient pas disponibles au moment où l'USITC a formulé ses constatations.

[4689] Rapport de l'USITC, volume I, pages 66 et 67 (pièce n° 6 des coplaignants).
[4690] Rapport de l'USITC, volume I, page 66 (pièce n° 6 des coplaignants).
[4691] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 175.
[4692] Proclamation n° 7529, 67 Fed. Reg. 10553, 10555-56 (2002), paragraphe 8 et clause 2) (pièce n° 13 des coplaignants).
[4693] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 176.
[4694] Codifiée dans 19 U.S.C. §§ 3371-3372, Mise en œuvre du chapitre 8, article 801 de l'Accord de libre-échange nord-américain entre le gouvernement des États-Unis d'Amérique, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Mexique (pièce n° 47 des coplaignants).
[4695] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 177.
[4696] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1319.

En outre, bien que l'USITC soit soumise à un critère légal presque identique à celui qui s'applique au Président, rien n'obligeait l'USITC et le Président à arriver à des résultats identiques lors de l'application de ce critère légal. Des personnes raisonnables qui appliquent la législation au même ensemble de faits peuvent parvenir à des conclusions différentes. Par conséquent, même si l'on supposait que différents paliers de gouvernement parvenaient à des résultats différents, cette différence ne mettrait pas en cause l'article X.[4697]

7.1980 Dans sa contre-réponse, la Corée relève les faits ci-après qu'elle considère être marquants.[4698] En ce qui concerne les produits CPLPAC, la Corée fait observer que le Mexique était l'une des cinq grandes sources de CPLPAC; le volume des importations en provenance du Mexique s'est accru de 26,9 pour cent au cours de la période 1996-2000; le rythme d'accroissement des importations en provenance du Mexique était supérieur à celui des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA; et la VUM des importations de CPLPAC en provenance du Mexique était systématiquement inférieure à celles des autres importations.[4699] Pour ce qui est des tubes et tuyaux, la Corée fait observer que le Canada en a été le principal fournisseur au cours des trois plus récentes années de la période examinée; la quantité des importations en provenance du Canada entre 1998 et 2000 a été de 141 pour cent supérieure à celle originaire du deuxième fournisseur en importance; entre 1998 et 2000, le Canada a compté pour au moins 35 pour cent des importations; et les importations en provenance du Canada ont accru leur part de marché qui est passée de 10,8 pour cent en 1999 à 14,2 pour cent en 2000.[4700] La Corée indique que les éléments de preuve de l'importance des importations de CPLPAC et de tubes et tuyaux en provenance de pays membres de l'ALENA jette le doute sur la question de savoir si, en fait, la décision prise par le Président d'exclure les importations en provenance de ces sources était raisonnable et non arbitraire, alors que les États-Unis eux-mêmes admettent que la décision était fondée sur le rapport de l'USITC.[4701] [4702]

d) Explication/publication

7.1981 Le Brésil et le Japon font observer que le Président n'a donné aucune explication des raisons pour lesquelles il a traité ces prétendus "partages égaux des voix" concernant les produits étamés ou chromés et les produits en aciers inoxydables comme des déterminations positives, alors qu'il a traité le partage égal des voix pour deux autres produits – aciers à outils et accessoires/brides en aciers inoxydables – comme des déterminations négatives.[4703] Le Brésil et le Japon font valoir qu'en l'absence de toute explication de sa décision de traiter certains partages égaux des voix comme des déterminations positives et d'autres comme des déterminations négatives, les décisions du Président en la matière sont incompatibles les unes avec les autres. Elles violent donc la prescription de l'article X:3 a) du GATT selon laquelle chaque membre doit appliquer ses lois d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable.[4704] [4705]

[4697] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1320.
[4698] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 235.
[4699] Rapport de l'USITC, volume I, pages 66 et 67 (pièce n° 6 des coplaignants).
[4700] Rapport de l'USITC, volume I, pages 166 et 167 (pièce n° 6 des coplaignants).
[4701] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1320.
[4702] Deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 236.
[4703] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 249; première communication écrite du Japon, paragraphes 152 et 166.
[4704] *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphes 11.78 à 11.101.
[4705] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 253; première communication écrite du Japon, paragraphe 173. Le Japon a allégué des violations de l'article X:3 a) du GATT de 1994 ainsi que des articles 3:1 et 4:2 c) pour cette absence d'explication - *Ibid.*, paragraphe 166. Voir aussi les paragraphes 7.1996 à 7.2018

7.1982 Selon le Japon, les décisions en l'espèce ne sont pas uniformes pour la raison évidente qu'elles ne sont pas compatibles: deux partages égaux des voix sont traités comme des déterminations positives; deux autres sont considérés être des déterminations négatives. Il ne s'agit pas d'une application uniforme de la législation des États-Unis. En l'absence de l'explication requise de la décision du Président, on ne peut que supposer que les décisions sont aussi non impartiales. Enfin, les décisions sont de par leur nature déraisonnables parce que, tel qu'indiqué ci-dessus, elles n'étaient pas étayées par les rapports et analyses requis. On ne saurait considérer que le fait de prendre une décision sans en expliquer le fondement constitue une application raisonnable de la législation des États-Unis. Les décisions sont donc incompatibles avec les prescriptions de l'article X:3 a).[4706]

7.1983 Les États-Unis font valoir que rien dans le libellé (ni même dans l'"esprit") de l'article X n'étaye la conclusion du Japon selon laquelle l'application "impartiale" et "raisonnable" des mesures énumérées à l'article X:1 exige la publication des "raisons fondées sur des principes" pour lesquelles une décision est prise. L'article X exige explicitement la publication au paragraphe 1 seulement, et cette publication se limite aux règlements, lois et décisions judiciaires et administratives d'application générale. Même cette obligation explicite exige uniquement la publication "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d[e] prendre connaissance" des mesures. Autrement dit, tant que la mesure est claire, un Membre n'a pas besoin d'expliquer pour quelle raison il l'a adoptée. En revanche, l'article X:3 ne fait aucunement mention de la publication, ce qui donne à entendre que les termes qui y sont effectivement mentionnés – "appliquera d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable" – n'exigent pas la publication. Par ailleurs, un Membre peut s'acquitter de l'obligation de publication figurant à l'article X:1 en précisant ce que fait la mesure et sans indiquer pour quelle raison il l'a prise. Par conséquent, si l'on peut donner une lecture de l'article X:3 qui inclut une quelconque prescription de publication, il semblerait que celle-ci ne consiste qu'en une description de la mesure prise par un Membre et non en une explication de la manière dont la mesure est conforme aux règles d'une municipalité ou de l'OMC.[4707]

7.1984 La Corée affirme que le Président n'a pas tenu compte des constatations de l'USITC concernant le Mexique et le Canada et qu'il a rendu une conclusion selon laquelle les importations en provenance du Canada et du Mexique n'avaient pas représenté une part substantielle des importations totales ni n'avaient contribué de manière importante au dommage grave.[4708] Cependant, les États-Unis n'ont donné aucune explication de la manière dont ils étaient arrivés à cette conclusion directement contraire sur ce point de fait et de droit important et pertinent. Par conséquent, la détermination viole les articles 3 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes ainsi que l'article X:3 a) du GATT de 1994.[4709]

7.1985 Les États-Unis font valoir que l'article X:3 n'oblige pas un Membre à "expliquer" les raisons pour lesquelles il applique une loi, un règlement ou une décision judiciaire ou administrative d'une manière particulière. L'absence d'une telle explication de la décision du Président concernant l'application des critères de la part substantielle et du fait de contribuer de manière importante ne peut donc pas établir l'existence d'une incompatibilité avec l'article X:3.[4710]

[4706] Première communication écrite du Japon, paragraphe 174.
[4707] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1294.
[4708] Proclamation n° 7529, 67 Fed. Reg. 10553, 10555 (2002), paragraphe 8 (pièce n° 13 des coplaignants).
[4709] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 180.
[4710] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1321.

e) Portée des obligations imposées par l'article X:3 a) du GATT de 1994

7.1986 Le Japon fait valoir que, contrairement à la plupart des dispositions du GATT de 1994, qui traitent de la teneur des lois, règlements et décisions judiciaires et administratives d'un gouvernement, l'article X du GATT de 1994 s'attache à l'application de ces lois, règlements et décisions.[4711] Selon le Japon, l'article X énonce les principes fondamentaux de ce que l'on appelle communément la régularité de la procédure ou l'équité fondamentale procédurale.[4712] [4713] Le Japon fait en outre valoir que les termes "uniforme", "impartial" et "raisonnable" constituent la substance des obligations au titre de l'article X:3 a).[4714] Ils doivent être interprétés "de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but".[4715] Le Japon estime qu'en ce qui concerne l'application des lois que régit l'article X:3 a), l'emploi du terme "impartial" permet de s'assurer que les autorités ne favorisent pas des parties particulières par rapport à d'autres[4716]; le terme "raisonnable" vise le caractère de l'application elle-même et permet de s'assurer que les autorités n'appliquent pas une loi d'une manière inappropriée, par exemple en imposant une pénalité d'une manière disproportionnée[4717]; et le terme "uniforme" permet de s'assurer

[4711] L'Organe d'appel a mentionné cette distinction dans l'affaire *CE – Bananes III*, paragraphe 200 ("L'article X vise l'*application* des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives." (italique dans l'original)).

[4712] L'expression "régularité de la procédure" a été abondamment utilisée dans la procédure de règlement des différends de l'OMC. Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 94; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – FSC*, paragraphe 6.3.

[4713] Première communication écrite du Japon, paragraphe 126.

[4714] Le *New Shorter Oxford Dictionary* définit ces termes importants comme suit:
"impartial" — Not partial; not favouring one party or side more than another; unprejudiced, unbiased; fair (non partial; ne favorisant pas plus une partie ou un côté que l'autre; sans préjugé, non biaisé, équitable), page 1318;
"raisonnable" — 1. Endowed with the faculty of reason, rational. 2. In accordance with reason; not irrational or absurd. 3. Proportionate. 4. Having sound judgment; ready to listen to reason, sensible. Also, not asking for too much. 5. Within the limits of reason; not greatly less or more than might be thought likely or appropriate; moderate (1. Doté de raison, rationnel. 2. Conforme à la raison; non irrationnel ou absurde. 3. Proportionné. 4. Qui a un jugement solide; prêt à entendre raison, sensible. Également, qui n'a pas de demandes exagérées. 5. Dans les limites de la raison; qui ne se situe pas grandement au-delà ou en-deçà de ce qui est jugé probable ou approprié; modéré), page 2496;
"uniforme" — "1. Of one unchanging form, character, or kind; that is or stays the same in different places or circumstances, or at different times, … 4. Of the same form, character, or kind as another or others; conforming to one standard, rule, or pattern; alike, similar" (1. D'une forme, d'une nature ou d'un type invariable; qui est ou reste le même dans des endroits ou des circonstances différents, ou à des moments différents. … 4. De la même forme, nature ou type qu'un autre ou que d'autres; conforme à une norme, une règle ou un modèle; semblable, similaire), page 3488.

[4715] Convention de Vienne, article 31.1. L'article 26 établit aussi le concept de *pacta sunt servanda* et dispose ce qui suit: "Tout traité en vigueur lie les parties et doit être exécuté par elles de bonne foi"; cet article appartient à la Partie III de la Convention de Vienne intitulée "Respect, application et interprétation des traités." *Ibid.* La Convention de Vienne régit l'interprétation des dispositions des Accords de l'OMC, dont le GATT de 1994. Voir l'article 3:2 du Mémorandum d'accord; voir aussi l'Accord antidumping, article 17.6 i) (qui exige des autorités des Membres qu'elles évaluent les faits d'"une manière impartiale et objective"); l'article 17.6 ii) (qui demande aux groupes spéciaux interprétant l'Accord d'utiliser les "règles coutumières d'interprétation du droit international public", à savoir la Convention de Vienne). Plus récemment, le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Corée – Marchés publics* a reconnu l'évolution implicite du principe de *pacta sunt servanda* énoncé à l'article 26 de la Convention de Vienne dans le contexte du GATT de 1947 et des Accords de l'OMC, paragraphe 7.93.

[4716] *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphes 11.95 et 11.100 (où il est indiqué que l'"impartialité" interdit à une autorité d'accorder un avantage déloyal à une partie).

[4717] *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.86 (où il est confirmé que le sens de l'expression "caractère raisonnable" est lié à la manière dont une loi ou un règlement est effectivement appliqué). Rapport

que les autorités n'appliquent pas les lois de façons différentes dans des circonstances similaires.[4718] Ensemble, ces obligations garantissent la régularité de la procédure.[4719] Se fondant sur l'interprétation de l'article X:3 donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*[4720], le Japon fait valoir que l'Organe d'appel considère que les critères figurant à l'article Article X:3 représentent dans un sens le concept de bonne foi et dans l'autre les "prescriptions fondamentales de la régularité de la procédure".[4721]

7.1987 Le Japon fait en outre valoir que les droits à la régularité de la procédure énoncés à l'article X:3 a) peuvent être considérés représenter une incorporation spécifique du principe juridique international fondamental de l'*abus de droit.* Le Japon estime que l'*abus de droit*, ou "abuse of law" en anglais, interdit à un État de se livrer à un exercice abusif de ses droits.[4722] Selon le Japon, ce principe a été reconnu par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*. "Il a fait observer que le principe de bonne foi" est "un principe juridique général et un principe général du droit international [qui] régit l'exercice des droits que possèdent les États"[4723] et que l'*abus de droit* est l"une de ses applications.[4724] [4725] Le Japon affirme que l'Organe d'appel a ainsi adopté le concept de bonne foi comme outil d'interprétation des dispositions de l'OMC de manière à garantir les droits des Membres de l'OMC à la régularité de la procédure. Plus précisément, la bonne foi empêche une interprétation déraisonnable, abusive ou discriminatoire des droits et obligations des Membres dans le cadre de l'OMC. Ces principes s'avèrent encore plus indispensables lorsqu'une loi particulière confère un pouvoir discrétionnaire à une autorité nationale.[4726] L'exercice de bonne foi d'un pouvoir discrétionnaire doit prendre en considération les intérêts des parties. De cette manière, le concept de bonne foi impose aux Membres le devoir de mettre en œuvre les dispositions d'une manière raisonnable et équitable.[4727]

7.1988 En réponse, les États-Unis font valoir que dans son analyse, le Japon passe sous silence un aspect essentiel du raisonnement développé dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*. Selon les

---

du Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable*, paragraphe 6.51 ("l'administration uniforme des lois et règlements prescrite doit s'entendre comme signifiant le traitement uniforme des personnes en situation similaire").

[4718] *Ibid.*

[4719] Première communication écrite du Japon, paragraphes 127 à 131.

[4720] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes* (guillemets dans l'original), paragraphe 182.

[4721] Première communication écrite du Japon, paragraphe 128.

[4722] Sir Robert Jennings, *Oppenheim's International Law*, Volume I, page 407 (9ème éd., 1992) (il y a abus de droit lorsqu'un État se prévaut d'un droit de manière arbitraire).

[4723] *États-unis – Crevettes*, paragraphe 158; voir aussi *États-Unis – FSC*, paragraphe 166; *États-Unis – Essence*, page 19. Ce principe est énoncé à l'article 26 ("pacta sunt servanda") de la Convention de Vienne, qui exige des États liés par des traités de les exécuter de bonne foi.

[4724] Ainsi qu'a conclu l'Organe d'appel, "[l]'exercice abusif par un Membre de son propre droit conventionnel se traduit donc par une violation des droits conventionnels des autres Membres ainsi que par un manquement du Membre en question à son obligation conventionnelle". *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 158.

[4725] Première communication écrite du Japon, paragraphe 129.

[4726] Le même traité majeur sur lequel s'est appuyé l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes* précise ce qui suit: "chaque fois que la loi laisse une question au jugement de la personne qui exerce le droit, ce pouvoir discrétionnaire doit être exercé de bonne foi, et il sera fait appel à la loi dans tous les cas où il est abusé de ce pouvoir discrétionnaire … Par conséquent, chaque fois que le détenteur d'un droit jouit d'un certain pouvoir discrétionnaire, ce pouvoir doit être exercé de bonne foi, ce qui signifie qu'il doit l'être d'une manière raisonnable, honnête et conforme à l'esprit de la loi, et en tenant dûment compte des intérêts d'autrui". *B. Cheng, General Principles of Law as applied by International Courts and Tribunals* (Stevens and Sons, Ltd., 1953), chapitre 4, page 133, (pièce n° 48 des coplaignants).

[4727] Première communication écrite du Japon, paragraphe 130.

États-Unis, l'Organe d'appel a cité l'article X:3, non pas en réponse à une prétendue incompatibilité avec ledit article, mais dans le contexte de l'interprétation de l'article XX g). Les États-Unis estiment que l'Organe d'appel semble avoir établi une distinction entre "certains critères minimaux" que l'article X:3 "établit" effectivement et d'autres idéaux de la régularité de la procédure qui font partie de l'"esprit, sinon [de] la lettre" de cet article. Selon les États-Unis, l'Organe d'appel n'a pas eu besoin de préciser cette distinction, car la compatibilité avec l'article X n'était pas visée par l'appel.[4728] Les États-Unis estiment en outre que conformément aux mises en garde répétées de l'Organe d'appel de ne pas lire dans l'Accord des mots qui n'y sont pas, un groupe spécial ne peut pas ajouter de nouveaux termes ni changer le sens des termes existants. En conséquence, les États-Unis voient dans l'indication donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes* une reconnaissance du fait que l'article X fournit uniquement "certains critères minimaux concernant la transparence et l'équité au plan de la procédure" – à savoir, ceux que fournissent expressément ses termes. Les États-Unis estiment que, selon eux, la mention par l'Organe d'appel de l'"esprit" de l'article X – un "esprit" qui ne figure pas dans la "lettre" (c'est-à-dire le libellé) – justifie l'incorporation dans l'article X de concepts allégués de la régularité de la procédure qui n'y figurent pas expressément.'[4729]

7.1989 Les États-Unis estiment en outre que rien dans l'article X ne donne à entendre qu'il incorpore les principes du droit international concernant l'*abus de droit* ou la "bonne foi". Selon les États-Unis, de façon générale, le Mémorandum d'accord est spécifique lorsqu'il incorpore les règles coutumières du droit international, comme cela est le cas à l'article 3:2, et uniquement en ce qui concerne les règles d'interprétation. L'*abus de droit* ne relève pas de cette catégorie. Par ailleurs, l'Organe d'appel a relevé dans l'affaire *États-Unis – Crevettes* que ce concept "prescrit que, dès lors que la revendication d'un droit "empiète sur le domaine couvert par une obligation conventionnelle, le droit soit exercé de bonne foi, c'est-à-dire de façon raisonnable"". Cependant, l'article X s'applique à toute mesure mentionnée à son premier paragraphe – y compris à une mesure qui assure la libéralisation des échanges. Par conséquent, selon les États-Unis, on ne peut pas l'interpréter comme étant l'incorporation d'un principe légal visant exclusivement des mesures qui nuisent à d'autres signataires d'un accord.[4730]

7.1990 Le Japon fait valoir que l'Accord sur les sauvegardes exige de l'autorité compétente qu'elle détermine si l'accroissement des importations cause ou non un dommage grave à la branche de production nationale avant qu'elle ne prenne une mesure de sauvegarde. Au titre de la loi des États-Unis, l'USITC est responsable de la détermination de l'existence du dommage. Par conséquent, la détermination de l'USITC entre dans le champ d'application de l'article X:3, puisque l'application des lois, règlements et décisions judiciaires et administratives relatifs au système de sauvegardes des États-Unis représente essentiellement la détermination faite par l'USITC sur la base de son enquête ainsi que la décision subséquente du Président sur l'application de la mesure.[4731]

7.1991 Les États-Unis font valoir que l'article X:3 ne s'applique pas à la teneur fondamentale des lois, règlements, et décisions judiciaires et administratives d'application générale. Plus particulièrement, les États-Unis font valoir qu'aucune des allégations formulées en rapport avec l'article X:3 a) n'est visée indirectement par l'article X:3 a), car elles mettent en cause des constatations ou déterminations de fond, et non l'application de lois, règlements, et décisions judiciaires et administratives d'application générale.[4732] Les États-Unis estiment que le Groupe spécial ne devrait même pas statuer sur les allégations factuelles des plaignants selon lesquelles les décisions spécifiques prises par le

[4728] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1292.
[4729] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1293.
[4730] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1295.
[4731] Première communication écrite du Japon, paragraphe 131.
[4732] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1296.

Président et l'USITC n'étaient pas uniformes, impartiales et raisonnables. Ils estiment en outre que si le Groupe spécial décidait de statuer sur cette question, les faits montrent qu'en ce qui concerne chacune de ces allégations, les plaignants ne se sont pas acquittés de la charge de la preuve leur incombant d'établir l'existence d'une incompatibilité avec l'article X:3a).[4733]

7.1992 D'après les États-Unis, l'argument selon lequel certaines des décisions prises par l'USITC ou le Président au titre de l'article 201 ou de l'article 312 ne sont pas "uniformes", "impartiales", ou "raisonnables" et sont, par conséquent, incompatibles avec l'article X:3 a) est fondé sur le point de vue erroné voulant que l'article X:3 a) exige que les "décisions" soient uniformes et ne tient pas compte du libellé de cet article qui s'applique à l'"application" des lois relatives au commerce international. Selon les États-Unis, des groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont clairement indiqué que l'article X:3 s'appliquait exclusivement à l'application – au sens de la procédure appliquée – des lois, règlements et décisions judiciaires et administratives d'application générale mentionnés à l'article X:1.[4734] Les États-Unis s'appuient sur les observations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Volailles* et le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* pour faire valoir que les obligations au titre de l'article X sont d'un caractère limité. Sur la base de ces décisions, ils font valoir que l'article X:1 couvre uniquement certaines "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale", généralement ceux qui ont trait au commerce international. En ce qui concerne ces mesures, les seules obligations sont que le Membre les publie dans les moindres délais et, pour certaines d'entre elles, qu'il ne les mette pas en vigueur avant qu'elles n'aient été publiées officiellement. L'article X:3 a) s'applique non pas aux mesures mêmes mentionnées à l'article X:1, mais à leur application, qui doit être "uniforme, impartiale et raisonnable".

7.1993 S'appuyant sur la décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, les États-Unis allègent en outre que l'article X:3 n'exige pas que les décisions fondamentales soient uniformes. À vrai dire, l'application uniforme, impartiale et raisonnable des lois exigera souvent des résultats différents parce que les faits ou les autres circonstances sont différents.[4735] Selon les États-Unis, d'autres dispositions des accords visés précisent les prescriptions de fond, et toute allégation selon laquelle les aspects fondamentaux des mesures prises par un Membre sont incompatibles avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC doit être fondée sur ces prescriptions. Dans la mesure où ils se plaignent qu'un résultat particulier est incompatible avec une disposition d'un accord visé, il appartient aux plaignants de s'acquitter de la charge de preuve d'établir l'existence d'une telle violation, mais il ne s'agirait pas d'une allégation au titre de l'article X:3 a).[4736]

7.1994 Dans sa contre-réponse, le Japon fait valoir que dans la mesure où le Groupe spécial chargé de l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* a donné à entendre qu'une mesure était soit administrative (procédurale) soit de fond, le Japon est d'avis que cela est erroné et n'est étayé par aucun précédent établi par l'Organe d'appel. Il va de soi qu'une mesure de fond peut être appliquée d'une manière qui n'est pas uniforme, impartiale et raisonnable. Selon le Japon, l'article X:3 a) du GATT a justement pour objet d'examiner et de prévenir ce type de protectionnisme d'ordre procédural.[4737] [4738] Le Japon

[4733] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1297.
[4734] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1287.
[4735] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1290.
[4736] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1287.
[4737] Le caractère erroné de l'argument des États-Unis est illustré par les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Vêtements de dessous*. Le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont en l'espèce dit que les obligations administratives (procédurales) au titre des articles X:1 et X:2 du GATT s'appliquaient dans le contexte d'une mesure de limitation des textiles prise à des fins de sauvegarde (une mesure de fond). Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Vêtements de dessous*, pages 20 et 21 et rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Vêtements de dessous*, paragraphes 7.64 à 7.66. Bien qu'il consacre une obligation

estime également que la prétention des États-Unis selon laquelle les principes du droit coutumier international de la bonne foi et de l'*abus de droit* ne s'appliquent pas à l'article X:3 a) du GATT[4739] est expressément contredite par l'affirmation du Groupe spécial chargé de l'affaire *Corée – Marchés publics* qui a dit que les principes du droit coutumier international s'appliquaient aux dispositions de l'OMC à moins que le libellé d'un accord de l'OMC ne les exclue explicitement.[4740] Le Japon fait valoir qu'en outre, dans ses décisions antérieures, l'Organe d'appel a déclaré à la fois que les exigences en matière de régularité de la procédure ressortaient de manière implicite du Mémorandum d'accord[4741] et que le principe de la bonne foi éclairait l'Accord sur l'OMC en général.[4742] [4743] Le Japon conclut qu'à la lumière de ce qui précède, il est incontestable que les principes du droit international de la régularité de la procédure et de la bonne foi sont enchâssés à l'article X:3 a) du GATT. Par conséquent, pour analyser la manière dont les États-Unis ont appliqué leur législation en matière de sauvegardes dans le présent différend, le Groupe spécial devrait examiner de près le comportement des États-Unis, en cherchant à déterminer si les États-Unis ont appliqué leur loi d'une façon conforme à leurs obligations en matière de régularité de la procédure et de bonne foi.[4744]

7.1995 Le Japon fait valoir que les États-Unis doivent appliquer leur législation en matière de sauvegardes d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable. Les mêmes critères doivent être appliqués dans chaque cas. S'ils s'appliquent à des faits différents, le résultat peut être différent. Cependant, le fait que les résultats diffèrent alors que les faits sont les mêmes ou qu'ils sont très ressemblants ne satisfait pas aux prescriptions de l'article X:3 a).[4745] De la même manière, la Corée fait valoir que l'article X:3 a) n'exige pas l'uniformité des résultats dans chaque cas, mais qu'il doit toutefois y avoir cohérence de l'application pour que les résultats soient aussi cohérents.[4746]

3. Articles 3:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes

a) Traitement des voix positives

7.1996 Le Brésil, la Norvège et le Japon font valoir que même si l'on suppose qu'il était légitime que le Président s'appuie sur trois voix positives qui se fondaient sur des définitions différentes du produit similaire pour les produits étamés ou chromés et les fils en aciers inoxydables, la décision était incompatible avec les articles 3:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes parce que le Président n'a pas indiqué quelles étaient les déterminations qui "exposa[ient] les constatations et les conclusions motivées auxquelles [étaient] arrivées [les autorités compétentes] sur tous les points de fait et de droit pertinents". Il n'a donc pas non plus fourni, ainsi que le prescrit l'article 4:2 c), "une analyse détaillée de l'affaire faisant l'objet de l'enquête ainsi qu'une justification du caractère pertinent des facteurs

---

administrative (procédurale) différente de celle des articles X:1 et X:2, l'article X:3 a) applique tout comme ces articles cette obligation aux mesures de fond d'application générale.

[4738] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 65 à 67.

[4739] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1295.

[4740] Rapport du Groupe spécial *Corée – Marchés publics*, paragraphe 7.97 (il n'en a pas été appelé de la décision).

[4741] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 94.

[4742] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 101; Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 166.

[4743] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 68.

[4744] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphe 69.

[4745] Réponse écrite du Japon à la question n° 134 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4746] Réponse écrite de la Corée à la question n° 134 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

examinés".[4747] Le Japon fait valoir que chaque fois que le Président prend une décision qui s'écarte de l'opinion majoritaire de l'IUSITC ou qui ne rallie pas une telle opinion – ce qui est le cas pour les produits étamés ou chromés et les produits tréfilés en aciers inoxydables –, il doit alors donner une explication de sa décision. Le Japon estime qu'en l'espèce, le Président n'a donné aucune explication des raisons pour lesquelles il partageait l'avis des commissaires qui ont émis un vote positif dans le cas des produits étamés ou chromés et des fils en aciers inoxydables, tout en tout en se ralliant à l'opinion des commissaires ayant émis un vote négatif dans le cas des aciers à outils et des accessoires et brides en aciers inoxydables.[4748]

7.1997 Se reportant aux parties pertinentes du rapport de l'USITC, les États-Unis font valoir que les déterminations des trois commissaires qui ont fait des déterminations positives à l'égard des produits étamés ou chromés[4749] et des fils en aciers inoxydables[4750] sont étayées par des constatations et des conclusions, et par une analyse détaillée qui satisfont pleinement aux prescriptions des articles 3:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes. Plus particulièrement, les États-Unis font valoir que les autorités compétentes (c'est-à-dire l'USITC) ont fait au titre de la législation des États-Unis une détermination positive concernant les produits étamés ou chromés et les fils en aciers inoxydables et qu'elles se sont pleinement conformées aux dispositions de l'article 3:1 en publiant "un rapport exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles [étaient] arrivées sur tous les points de fait et de droit pertinents". Le rapport traitait de tous les facteurs nécessaires pour faire une détermination positive conforme aux articles 2:1 et 4. Comme les opinions des commissaires et les données figurant dans le rapport de l'USITC fournissaient des constatations et des conclusions motivées à l'appui des déterminations positives, l'article 3:1 n'exigeait pas d'autres explications de la part du Président. Cela, disent les États-Unis, est conforme au rôle que joue le Président dans le processus législatif des États-Unis – à savoir, ne pas faire une détermination distincte, mais choisir parmi les déterminations déjà faites par les commissaires celle qui doit être la détermination de l'USITC dans son ensemble.[4751]

7.1998 En outre, les États-Unis estiment que le Président n'a pas pris une décision qui "s'écart[ait] de" la décision de l'USITC. Il a plutôt simplement identifié les voix qui constituaient la détermination de l'USITC. En outre, pour décider qu'une détermination positive constitue la détermination de l'USITC, le Président détermine laquelle des deux déterminations – la détermination négative et la détermination positive, qui peuvent l'une et l'autre être compatibles avec la législation des États-Unis – doit être la détermination collective de l'USITC. Il ne fait pas de choix entre les commissaires qui ont appuyé cette détermination, ni ne fait sienne une série d'opinions ou de conclusions. Les États-Unis estiment que cela est entièrement compatible avec les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes, à condition que les opinions écrites des commissaires renferment des explications (même s'il s'agit d'autres explications) montrant le caractère suffisant du point de vue juridique de la détermination retenue par le Président.[4752]

7.1999 Le Japon et la Norvège affirment qu'en l'espèce une question se pose quant à savoir qui est l'"autorité compétente" dans les enquêtes en matière de sauvegardes aux États-Unis. Bien que ce soit

[4747] Première communication écrite du Brésil, paragraphe 252; première communication écrite du Japon, paragraphes 166 et 167. Pour l'argument connexe du Japon concernant la violation par les États-Unis de l'article X:3 a), voir les paragraphes 7.1981 à 7.1983 et, *supra*, note de bas de page 4705.

[4748] Déclaration orale du Japon à la première réunion de fond, paragraphe 12.

[4749] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 982 à 989.

[4750] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 990 à 997.

[4751] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1017.

[4752] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 93 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

l'USITC qui mène l'enquête en matière de sauvegardes, c'est le Président qui prend la décision finale sur le point de savoir si la mesure doit être imposée et de quelle manière elle doit être imposée. Parfois, cette question n'importera pas si le Président se rallie à l'avis de l'USITC et impose la mesure corrective qu'elle lui recommande d'imposer. Cependant, chaque fois que le Président prend une décision qui s'écarte de l'opinion majoritaire de l'IUSITC ou qui ne rallie pas une telle opinion – ce qui est le cas pour les produits étamés ou chromés et les produits tréfilés en aciers inoxydables –, il doit alors donner une explication de sa décision. Le Japon estime que l'interprétation de la législation des États-Unis selon laquelle c'est le Président plutôt que l'autorité compétente, c'est-à-dire l'USITC, qui prend la décision dans les enquêtes en matière de sauvegardes ne décharge pas le gouvernement des États-Unis de l'obligation de se conformer aux dispositions des articles 3:1 et 4:2 c). Si le Président choisit une option qui ne recueille pas l'appui de la majorité au sein de l'USITC, il doit publier son propre rapport ou, au moins, fournir une analyse motivée ou indiquer quels rapports et analyses il adopte. Sinon, comme en l'espèce, la mesure n'est pas étayée et viole les articles 3:1 et 4:2 c).[4753] Plus particulièrement, le Japon fait valoir qu'au titre de l'Accord sur l'OMC, si le Président ne souscrit pas à l'analyse de l'USITC, il assume alors effectivement le rôle de l'autorité compétente au sens de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que sa décision devient la détermination de l'existence d'un dommage des États-Unis. Par conséquent, dans de telles circonstances, le Président doit se conformer aux dispositions des articles 3:1 et 4:2 c) et à toute autre obligation qui s'applique aux autorités compétentes.[4754]

7.2000 Le Japon estime que le nœud de son argumentation sur cette question est que chaque Membre doit respecter les prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes indépendamment de son processus national de prise de décisions. Selon le Japon, si le Président ne souscrit pas à l'analyse de l'USITC, il assume effectivement le rôle de l'autorité compétente au sens de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que sa décision devient la détermination de l'existence d'un dommage des États-Unis.[4755] Par ailleurs, le fait que l'article 2:1 dispose qu'"un Membre ne pourra appliquer une mesure de sauvegarde que si ce Membre a déterminé" indique clairement qu'une mesure ne peut être prise qu'une fois qu'une enquête a été menée conformément à l'article 3:1, et en conformité avec le résultat de cette enquête. Le Japon estime qu'il ne suffit pas que le Président désigne l'USITC en disant "c'est l'autorité compétente et non moi". Cette approche, estime le Japon, s'appliquerait à tous les cas où la mesure prise par le Président n'est par étayée par l'explication de l'USITC.[4756]

7.2001 De la même manière, la Corée fait valoir que la façon dont est structuré le processus de prise de décisions d'un Membre n'est pas pertinente. Il doit toutefois y avoir une détermination qui satisfait à toutes les prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes et sa conformité doit être appréciée à la lumière du rapport publié par les autorités. Si la décision renferme des incohérences internes que le rapport ne permet pas de résoudre, ou des constatations incompatibles du point de vue juridique, elle n'a pas alors le fondement juridique requis. La Corée estime que, pour cette raison, lorsqu'il existe des recommandations juridiques contradictoires, ou des constatations factuelles incompatibles, le Président ne peut tout simplement pas choisir l'une quelconque des constatations qui étayent l'existence d'un dommage grave, d'un lien de causalité, etc. Si la majorité des membres de la Commission ne s'entendent même pas sur l'existence du dommage grave, du lien de causalité ou de l'accroissement des importations, des questions se posent alors quant à l'existence des conditions préalables nécessaires à l'imposition d'une mesure de sauvegarde. Le fait que le Président n'ait ni

[4753] Première communication écrite du Japon, paragraphe 168; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 342.
[4754] Déclaration orale du Japon à la deuxième réunion de fond, paragraphe 27.
[4755] Deuxième communication écrite du Japon, paragraphes 59 à 61.
[4756] Réponse écrite du Japon à la question n° 69 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

cherché à obtenir des éclaircissements auprès de ses autorités ni n'ait par ailleurs expliqué la décision et qu'il ait néanmoins constaté l'existence d'un dommage grave, d'un lien de causalité, etc., rend le processus de prise de décisions non conforme à l'Accord sur les sauvegardes. Les conditions préalables nécessaires à l'application d'une mesure de sauvegarde n'ont pas été satisfaites.[4757]

7.2002 La Chine fait valoir que, conformément à l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, les autorités compétentes sont tenues de fournir un rapport exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles sont arrivées sur tous les points de fait et de droit pertinents. Ces constatations constituent le fondement légitime de l'imposition d'une mesure de sauvegarde. Par conséquent, l'Accord sur les sauvegardes exige que les raisons pour lesquelles une mesure est appliquée soient expliquées de manière adéquate et qu'elles soient transparentes. Selon la Chine, si l'autorité appliquant la mesure (en l'occurrence, le Président) décide de s'écarter des constatations de l'autorité chargée de l'enquête en imposant une mesure corrective d'un plus haut niveau, elle doit fournir une explication adéquate. Une telle explication est nécessaire afin de donner un fondement légitime à sa décision et afin de garantir la transparence. La Chine estime que l'absence d'explication permettrait à l'autorité de modifier arbitrairement le résultat de l'enquête et d'imposer des mesures correctives dans une mesure plus grande que nécessaire. [4758]

7.2003 La Norvège fait observer que ce sont les États-Unis qui sont Membres de l'OMC et non l'USITC ou le Président. Les États-Unis ont l'obligation de veiller au respect des articles 3:1 et 4:2 c). Toute décision doit être étayée, ainsi que le prescrit l'Accord sur les sauvegardes, et cet appui doit être publié, ainsi que le prescrivent les articles 3:1 et 4:2 c). La législation nationale des États-Unis sur le "dédoublement" du pouvoir de prise de décisions ou sur le caractère confidentiel des recommandations des commissaires n'est pas pertinente et ne peut pas prévaloir sur les obligations des États-Unis en tant que Membre de l'OMC.[4759]

7.2004 En réponse, les États-Unis estiment que dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, l'Organe d'appel a clairement indiqué que le processus intérieur de prise de décisions d'un Membre est laissé entièrement à la discrétion de ce Membre et représente un exercice de sa souveraineté. Ils font valoir que, sur la base de cette décision, l'Accord laisse aux Membres le soin de décider de leur processus de prise de décisions, y compris en ce qui concerne le choix de ce qui constitue une décision au terme de leur droit municipal, à condition que la détermination, "quelle que soit la façon dont la décision s'y rapportant est prise au niveau national", satisfasse aux prescriptions de l'Accord.[4760] Les États-Unis font valoir que leur législation de mise en œuvre dispose que c'est l'USITC qui mène les enquêtes et qui fait les déterminations de l'existence d'un dommage, et que c'est le Président qui prend la décision concernant le dommage et certaines autres questions. Leur législation dispose que lorsque les voix au sein de l'USITC sont partagées à égalité en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage, le Président peut considérer que c'est la détermination des commissaires ayant émis un vote positif ou celle des commissaires ayant émis un vote négatif qui constitue la détermination de l'USITC.[4761]

[4757] Réponse écrite de la Corée à la question n° 69 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[4758] Réponse écrite de la Chine à la question n° 69 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[4759] Réponse écrite de la Norvège à la question n° 69 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[4760] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 980.

[4761] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 981.

7.2005 Les États-Unis font aussi valoir que le Président n'est pas une "autorité compétente" pour les fins des articles 3 et 4. Il ne participe pas au processus d'enquête et ne vote pas non plus. Il décide simplement quelle est l'explication fournie par ceux qui ont participé à l'enquête qui a le plus de poids.[4762] Les États-Unis font en outre valoir que même si le Président était une "autorité compétente", l'Accord sur les sauvegardes n'exige pas que chacun des membres d'une autorité compétente présente un rapport, voire même des opinions écrites. Par conséquent, même si, confronté à un partage égal des voix au sein de l'USITC, le Président pouvait être traité comme une autorité compétente au titre des articles 3 et 4, il n'aurait pas l'obligation d'expliquer ses opinions séparément.[4763]

7.2006 Les Communautés européennes et la Corée conviennent qu'il n'importe pas que la détermination résulte d'une décision prise par un ou par cent décideurs individuels en vertu du droit municipal de ce Membre de l'OMC. Elles estiment cependant que, conformément à la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, ce qui importe c'est le point de savoir si la détermination, quelle que soit la façon dont la décision s'y rapportant est prise au niveau national, satisfait aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes.[4764] Les Communautés européennes estiment que l'une des prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes est la présentation d'une explication motivée et adéquate dans un rapport. Si le fait d'avoir un système dédoublé ou autre rend encore plus difficile le respect de cette obligation, c'est l'affaire du Membre imposant les mesures de sauvegarde, et cela ne peut pas servir de prétexte pour assouplir les critères contenus dans l'Accord sur les sauvegardes.[4765]

7.2007 Les États-Unis font valoir qu'ils n'ont jamais affirmé que le "dédoublement" du processus permettait au Président de se soustraire à sa responsabilité au titre de l'Accord sur les sauvegardes. L'Accord lui-même divise le processus en deux étapes: a) l'enquête (article 3) et la détermination de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave (article 4); et b) l'application de la mesure de sauvegarde (article 5). Les États-Unis estiment qu'en ce qui concerne l'enquête, l'article 3:1 dispose que "[l]es autorités compétentes publieront un rapport exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles seront arrivées". En ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage grave, l'article 4:2 c) dispose que "[l]es autorités compétentes publieront dans les moindres délais, conformément aux dispositions de l'article 3, une analyse détaillée de l'affaire faisant l'objet de l'enquête ainsi qu'une justification du caractère pertinent des facteurs examinés". À titre d'autorité compétente, l'USITC doit se conformer à ces prescriptions. Les États-Unis estiment toutefois qu'il n'existe pas de disposition analogue qui s'applique à la deuxième étape, à savoir l'application de la mesure de sauvegarde, sauf en ce qui concerne certains types de restrictions quantitatives qui n'ont pas été utilisées dans l'affaire sur les aciers. Par conséquent, le Président, qui administre la deuxième étape, n'avait aucunement l'obligation de fournir une telle explication. Les États-Unis font en outre valoir que le dédoublement des procédures entre l'USITC et le Président n'est pas pertinent. En fait, même si c'était l'USITC qui administrait les deux étapes, l'Accord sur les sauvegardes n'exigerait toujours pas, au moment de l'application de la mesure de

[4762]Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 136.

[4763] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 137.

[4764] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 128 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; réponse écrite de la Corée à la question n° 128 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4765] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 128 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

sauvegarde, une explication de la façon dont cette mesure n'était appliquée que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement.[4766]

7.2008 Les États-Unis estiment que les plaignants n'ont pas examiné ni même reconnu la récente constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, dans laquelle l'Organe d'appel a à la fois confirmé que le processus de prise de décisions est laissé à la discrétion des Membres et constaté l'absence d'incompatibilité entre les prescriptions de l'Accord et la manière dont l'USITC fait le décompte des voix, du moins dans le contexte de ses présentes déterminations de l'existence d'un dommage et d'une menace de dommage.[4767] Selon les États-Unis, l'Organe d'appel a dit, en l'espèce, que si un Membre a pris une mesure de sauvegarde qui satisfait aux prescriptions de l'Accord, la manière particulière dont les autorités compétentes arrivent à leur décision n'a aucune conséquence.[4768]

7.2009 Les États-Unis font valoir que cette décision est instructive en ce qui concerne les fils en aciers inoxydables dans la mesure où elle indique que le fait que la commissaire Bragg ait constaté que l'accroissement des importations constituait une menace de dommage grave alors que le commissaire Devaney a déterminé que de telles importations causaient un dommage grave n'amoindrit d'aucune façon le caractère suffisant de leurs constatations pour les fins de l'article 2:1.[4769] Selon les États-Unis, la conclusion de l'Organe d'appel est également instructive en ce qui concerne les voix positives des commissaires dont l'appréciation du dommage grave se fondait, à l'origine, sur une définition différente des produits similaires pertinents, comme dans le cas des produits étamés ou chromés.[4770] Les États-Unis estiment que puisque la détermination de chaque commissaire satisfaisait aux prescriptions des articles 2 et 4, elles constituent chacune, au titre tant de la législation des États-Unis que de l'Accord, une base valide pour déterminer si l'accroissement des importations est une cause du dommage grave causé à la branche de production nationale. En conséquence, l'USITC était justifiée de combiner toutes les voix positives et toutes les voix négatives pour déterminer la décision collective de la Commission. Dans le cas tant des produits étamés ou chromés que des fils en aciers inoxydables, ce processus a résulté en un partage égal des voix au sein de la Commission, chaque groupe de commissaires totalisant trois voix.[4771]

7.2010 Les États-Unis estiment que, comme dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, plusieurs commissaires de l'USITC sont arrivés à la même conclusion selon laquelle l'accroissement des importations causait un dommage grave ou menaçait de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de produits étamés ou chromés et aux producteurs nationaux de fils en aciers inoxydables, soit en eux-mêmes soit en tant que membres d'un plus grand groupe de producteurs. Comme dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, ils étaient arrivés au même résultat, bien qu'ils se soient fondés sur des constatations différentes concernant certaines questions distinctes. Chaque groupe de trois commissaires a déterminé, sur la base des faits de la cause, que le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde à l'égard des importations de produits étamés ou chromés et de fils en aciers inoxydables avait été établi.[4772] Les États-Unis affirment que la substance de l'argumentation des plaignants est que l'USITC devrait confirmer deux voix – l'une sur la définition de la branche de production et l'autre sur le point de savoir si l'accroissement des

[4766] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 128 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.
[4767] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1002.
[4768] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1005.
[4769] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1005.
[4770] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1006.
[4771] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1008.
[4772] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1009.

importations cause un dommage grave ou menace de causer un dommage grave à la branche de production, telle qu'elle a été définie par la majorité des commissaires. Les États-Unis estiment que ce n'est pas ainsi que l'USITC vote ou fait le décompte des voix et qu'il ne s'agit pas d'une question dont traite l'Accord. De plus, la méthode de décompte des voix que semblent préconiser les plaignants pourrait avoir pour conséquence fortuite, dans d'autres affaires, de faire de la décision négative de l'USITC une décision positive.[4773]

7.2011 Le Japon convient aussi, comme l'Organe d'appel, que l'Accord sur les sauvegardes ne dit rien sur la façon dont un Membre doit mettre en œuvre son processus de prise de décisions. Il estime toutefois que le présent cas d'espèce comporte des faits nouveaux et différents. Premièrement, il n'y avait qu'une seule décision qui semble avoir étayée chacune des décisions du Président concernant les produits étamés ou chromés et les produits tréfilés en aciers inoxydables (celle de la commissaire Miller pour les premiers et celle du commissaire Koplan pour les deuxièmes) puisque ce sont les seuls commissaires à s'être ralliés au Président tant pour ce qui était de la définition du produit similaire qu'en ce qui concernait le dommage grave. Le Japon se demande s'il pouvait exister une analyse motivée et adéquate alors que le Président s'était fondé sur la décision d'un seul des six commissaires pour imposer une mesure. Le Japon indique qu'en second lieu, même si cela était réputé être suffisant, il serait toujours nécessaire, lorsque la Commission est divisée, que le Président indique quelle explication il a fait sienne. Sinon, sa décision n'est pas étayée par le rapport requis à l'article 3:1. À cet égard, il est instructif que les États-Unis ne semblent pas savoir eux-mêmes sur quelle décision s'est appuyé le Président, car ils défendent dans leur première communication les opinions de tous les commissaires ayant émis un vote positif pour ces produits.[4774]

7.2012 Par ailleurs, le Japon fait valoir que le fait que les États-Unis cherchent à établir une analogie entre ces faits et l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* n'est pas justifié. Dans cette affaire, la question consistait à déterminer si une constatation de l'existence d'un dommage présent établie par certains commissaires et une constatation de l'existence d'une menace de dommage grave faite par d'autres commissaires pouvaient être considérées comme compatibles l'une avec l'autre. L'Organe d'appel a décidé qu'elles pouvaient l'être. Le "dommage grave" et la "menace" actuels peuvent être des "concepts distincts" au titre de l'Accord, mais si l'autorité compétente détermine de manière appropriée qu'un accroissement des importations du même produit particulier cause l'un ou l'autre de ces effets distincts à la branche de production nationale des produits similaires ou directement concurrents, les deux déterminations étayeraient l'application d'une mesure à l'égard de ce produit. Le Japon fait valoir que la question en l'espèce est radicalement différente et consiste à déterminer si une décision positive fondée sur une définition du produit similaire peut être considérée comme compatible avec une décision positive fondée sur fondée sur une autre définition du produit similaire lorsque ces décisions distinctes ne sont appuyées que par trois voix positives sur six au total. Le Japon estime qu'elles ne peuvent pas être compatibles, parce que les définitions du produit similaire influent sur toutes les analyses subséquentes – l'analyse de l'accroissement des importations, l'analyse du dommage grave et l'analyse du lien de causalité. Par conséquent, l'agrégation des résultats de ces analyses fondées sur des définitions différentes du produit similaire affecterait le résultat final concernant la question de savoir si une mesure de sauvegarde devrait être appliquée à l'égard d'un produit particulier.[4775]

[4773] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1010.

[4774] Réponse écrite du Japon à la question n° 128 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4775] Déclaration orale du Japon à la deuxième réunion de fond, paragraphe 23.

7.2013 Dans leur contre-réponse, les États-Unis estiment que dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, l'Organe d'appel a conclu que les constatations de l'existence d'un "dommage grave" et d'une "menace de dommage grave" étaient "deux concepts distincts auxquels il faut donner des sens distinctifs lorsque l'on interprète l'Accord sur les sauvegardes".[4776] En particulier, ces concepts "se référaient à des moments différents"[4777] – "[u]n dommage grave existant est souvent précédé dans le temps par un dommage qui menace d'une manière évidente et imminente de devenir un dommage grave".[4778] En conséquence, l'Organe d'appel n'a exprimé aucun désaccord avec la constatation faite par le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* selon laquelle les concepts "s'exclu[aient] mutuellement".[4779] Toujours est-il que l'Organe d'appel a indiqué qu'il n'importait pas de savoir si la décision était fondée sur l'existence d'un "dommage grave" ou d'une "menace" parce que l'une ou l'autre constatation appuyait le droit d'appliquer des mesures de sauvegarde.[4780] [4781] Les États-Unis estiment que l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* établit clairement que les décideurs individuels au sein de l'autorité compétente n'ont pas besoin de s'entendre sur la question de savoir s'il existe un "dommage grave" ou une "menace" – même s'il s'agit de concepts distincts ayant des sens distincts – parce que l'une ou l'autre constatation appuie l'application d'une mesure de sauvegarde. Ensemble, les décideurs doivent s'entendre sur la question de l'existence *de l'un ou l'autre* d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave. Par analogie, lorsque les décideurs conviennent qu'un accroissement des importations a causé un dommage grave, mais ne s'entendent par sur la justification de cette conclusion, la question que doit examiner le Groupe spécial n'est pas celle de déterminer si les conclusions individuelles sont les mêmes, mais de déterminer si chaque conclusion appuie l'application d'une mesure de sauvegarde. Pour autant que les conclusions de chaque décideur appuyant l'établissement d'une détermination positive soient compatibles avec l'Accord sur les sauvegardes, comme cela était le cas pour les produits étamés ou chromés et les fils en aciers inoxydables, la détermination générale des autorités compétentes est valide.[4782]

7.2014 Le Japon relève qu'en l'espèce, les voix au sein de la Commission étaient partagées à égalité pour ce qui était de la détermination de l'existence d'un dommage dans le cas de quatre produits: produits étamés ou chromés, fils en aciers inoxydables, aciers à outils et accessoires/brides en aciers inoxydables. Concernant les deux premiers produits – produits étamés ou chromés et fils en aciers inoxydables – le Président s'est rangé du côté des voix positives. Concernant les troisième et quatrième produits – aciers à outils et accessoires/brides en aciers inoxydable – le Président s'est rangé du côté des voix négatives.[4783] Le Japon et la Norvège font valoir que le Président n'a donné aucune explication du tout, ni dans sa proclamation ni ailleurs, sur les raisons pour lesquelles il s'était rangé de l'un ou de l'autre côté de ce partage égal des voix.[4784] Le Japon pose comme principe que l'on pourrait peut-être en inférer dans certains cas que le Président s'était rallié à l'un ou l'autre côté à cause de l'existence de deux rapports seulement – l'un signé par trois commissaires et l'autre par les trois autres commissaires. Dans de telles situations, on pourrait dire qu'il a implicitement adopté le rapport du côté avec lequel il était d'accord. Le Japon estime, toutefois, qu'en l'espèce, il existait plus

[4776] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 167.
[4777] *Ibid.*, paragraphe 166.
[4778] *Ibid.*, paragraphe 168.
[4779] *Ibid.*, paragraphes 162 et 164 ("Cela ne veut pas dire que nous pensons qu'un "dommage grave" et une "menace de dommage grave" sont la même chose ou que les autorités compétentes peuvent faire une constatation établissant que les deux existent en même temps").
[4780] *Ibid.*, paragraphe 171.
[4781] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 234.
[4782] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 235.
[4783] Première communication écrite du Japon, paragraphe 169.
[4784] Première communication écrite du Japon, paragraphe 170; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 344.

de deux rapports. Le Japon et la Norvège relèvent cependant que dans le cas des produits étamés ou chromés et des fils en aciers inoxydables il y avait quatre rapports différents, dont trois qui appuyaient des décisions positives[4785] et les rapports traitaient de combinaisons différentes des catégories de produits similaires.[4786] [4787] Le Japon fait valoir qu'il est donc impossible de savoir avec quels commissaires ou analyses de commissaires le Président était d'accord. Le Président a omis d'indiquer lequel des divers rapports publiés par la Commission il a adopté. Par conséquent, il est impossible de savoir sur quelle base il a pris sa décision. Dans le jargon de l'article 3:1, le Président n'a pas indiqué quel rapport "expos[ait[les constatations et les conclusions motivées auxquelles [étaient] arrivées [les autorités compétentes] sur tous les points de fait et de droits pertinents". Il n'a donc pas non plus fourni, ainsi que le prescrit l'article 4:2 c) "une analyse détaillée de l'affaire faisant l'objet de l'enquête ainsi qu'une justification du caractère pertinent des facteurs examinés".[4788]

7.2015 En réponse à une question du Groupe spécial sur le point de savoir s'il est possible de satisfaire aux prescriptions des articles 3:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes relatives à la présentation d'explications motivées et adéquates en fournissant un rapport constitué des déterminations individuelles divergentes de plusieurs décideurs, les Communautés européennes indiquent qu'elles n'écarteraient pas cette éventualité à condition de pouvoir déterminer avec certitude quelles sont la détermination qui l'emporte et l'explication motivée et adéquate qui en est donnée.[4789] Le Japon fait toutefois valoir que lorsque les déterminations individuelles sont fondées sur des produits similaires différents, comme en l'espèce dans le cas des produits étamés ou chromés et des fils en aciers inoxydables, la réponse est négative. La question fondamentale, ainsi que l'a constaté l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, consiste à déterminer si les décisions sont compatibles les une avec les autres. Lorsqu'elles se rapportent à un dommage grave par opposition à une menace, comme dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, elles ne sont pas incompatibles. Lorsqu'elles se rapportent à une détermination positive par opposition à une détermination négative ou à des divergences d'opinions quant à une question clé déterminante comme celle du produit similaire, de telles incompatibilités importent alors et exigent donc un examen plus poussé et une explication motivée et adéquate.[4790] De la même manière, la Corée fait valoir que la réponse à cette question dépend du point de savoir si les opinions divergentes sont juridiquement compatibles. Si elles le sont, ainsi que l'a confirmé l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* en ce qui concernait le dommage grave et la menace de dommage grave, les décisions sont alors suffisantes d'un point de vue juridique. Cependant, dans la mesure où les opinions exprimées ne sont pas juridiquement compatibles, telles qu'une constatation de l'existence d'un dommage grave et une constatation de l'absence de dommage ou des déterminations de

[4785] Rapport de l'USITC, pages 269 (opinion séparée de la commissaire Bragg), 307 (opinion séparée de la commissaire Miller), 311 (opinion séparée du commissaire Devaney), 256 (opinion séparée du commissaire Koplan) (pièce n° 6 des coplaignants). Ensemble, ces quatre rapports distincts comprenaient le raisonnement sous-tendant les déterminations positives faisant l'objet d'un vote marginal de trois voix contre trois dans le cas des produits étamés ou chromés et des produits tréfilés en aciers inoxydables.

[4786] *Ibid.*, pages 36 (où les produits étamés ou chromés sont identifiés comme un produit distinct de la catégorie des produits plats) et 190 (où sont identifiées dix branches de production nationale d'articles en aciers inoxydables où celle des fils en aciers inoxydables a été définie comme une branche de production distincte).

[4787] Première communication écrite du Japon, paragraphe 171; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 344.

[4788] Première communication écrite du Japon, paragraphe 172; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 344 et 345.

[4789] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 130 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4790] Réponse écrite du Japon à la question n° 130 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

l'existence de produits similaires distincts, elles ne peuvent pas être conciliées et elles ne satisfont pas non plus aux prescriptions des articles 3:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes.[4791]

7.2016 En réponse à la même question, les États-Unis font valoir qu'il est possible de satisfaire aux prescriptions des articles 3:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes relatives à la présentation d'explications motivées et adéquates en fournissant un rapport constitué des déterminations individuelles divergentes de plusieurs décideurs. Premièrement, ainsi que l'a indiqué l'Organe d'appel dans sa décision dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, l'Accord sur les sauvegardes permet à plusieurs décideurs de participer à une enquête et à la détermination de l'existence d'un dommage. Deuxièmement, le fait que certains décideurs puissent avoir rendu des opinions dissidentes n'est pas pertinent. Aux fins de déterminer la conformité avec l'Accord sur les sauvegardes, le Groupe spécial doit seulement examiner les opinions des commissaires qui appuient la détermination des autorités compétentes. Les États-Unis estiment que les opinions dissidentes qui ne font pas partie de ces déterminations ne sont pas pertinentes aux fins de déterminer la conformité des mesures des États-Unis avec l'Accord sur les sauvegardes. Troisièmement, le fait qu'une seule détermination puisse inclure les opinions émises dans plusieurs décisions concurrentes ne signifie pas en soi que la détermination est dans son intégralité non motivée ou qu'elle ne fournit pas une explication adéquate. Étant donné la complexité de l'affaire, les opinions peuvent raisonnablement différer quant à la manière dont devraient être interprétés et appliqués les faits et les prescriptions juridiques pertinentes. Dans la mesure où chacune des opinions autonomes formant la détermination est compatible avec l'Accord sur les sauvegardes, y compris les articles 3:1 et 4:2 c), la détermination dans son ensemble est alors conforme à l'Accord. Enfin, la simple existence d'opinions dissidentes ou concurrentes ne devrait aucunement influer sur la question de savoir si la détermination globale d'une autorité compétente était dûment motivée et expliquée. Les États-Unis estiment qu'il est courant dans les systèmes judiciaires nationaux et internationaux que les juges rendent des opinions dissidentes ou concurrentes, mais cela en soi ne remet pas en question le raisonnement exposé dans la décision officielle du tribunal. Des opinions dissidentes ont même été rendues par des groupes spéciaux de l'OMC, mais cela en soi ne signifie pas que dans les rapports qu'ils adoptaient et qui reproduisaient les conclusions de la majorité des membres du groupe spécial, ces groupes spéciaux n'exposaient pas dûment "leurs constatations de fait, l'applicabilité des dispositions en la matière et les justifications fondamentales de leurs constatations et recommandations" tel que prescrit par l'article 12:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.[4792]

7.2017 Les États-Unis font aussi valoir que les articles 3:1 et 4:2 c) n'exigent pas du Président qu'il publie un rapport expliquant le fondement de la décision qu'il a prise de traiter certains partages égaux des voix comme des déterminations positives. Les États-Unis font observer que l'article 330 de la *Loi douanière* permet au Président, lorsqu'il est confronté à un partage égal des voix, de considérer que le vote constitue une détermination soit positive soit négative de l'USITC dans son ensemble. Il ne mène pas sa propre enquête ni ne rend sa propre détermination. Il décide plutôt laquelle de la détermination négative ou de la détermination positive et des opinions les étayant – chacune étant complète et potentiellement valide au titre de la législation des États-Unis – sera la détermination de l'USITC. Dans le présent cas d'espèce, la Proclamation n° 7529 indique qu'il examiné "les déterminations des commissaires en ce qui concerne les produits étamés ou chromés et les fils en aciers inoxydables", et elle ne mentionne aucun autre facteur.[4793] Les États-Unis estiment que le fait de permettre au Président de désigner la détermination de l'USITC en cas de partage égal des voix fait

[4791] Réponse écrite de la Corée à la question n° 130 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4792] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 130 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4793] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1012.

partie du processus intérieur des États-Unis visant à déterminer quelle est la détermination des autorités compétentes. L'Accord sur les sauvegardes ne renferme pas d'obligation concernant ce processus.[4794]

7.2018 Concernant les arguments selon lesquels le Président a agi d'une manière inadmissible lorsqu'il a "considéré" ou "traité" ces votes comme un partage égal des voix, les États-Unis estiment que c'était l'USITC qui avait décidé qu'il s'agissait d'un partage égal des voix. La Proclamation n° 7529 indique le Président a repris cette qualification de l'USITC et qu'il n'a pas pris de décision indépendante quant à savoir si le vote était partagé.[4795]

b) Traitement des importations en provenance de pays membres de l'ALENA

7.2019 La Corée fait en outre valoir qu'en faisant sa détermination, le Président a déclaré qu'en ce qui concernait les importations de chaque produit soumis aux mesures de sauvegardes, les importations en provenance du Canada et du Mexique " ne représent[ai]ent pas une part substantielle des importations totales ou ne contribu[ai]ent pas de façon importante au dommage grave ou à la menace de dommage grave dont l'existence a été établie par l'ITC".[4796] En fait, toutefois, il n'y a rien ni dans la détermination de l'USITC ni dans le rapport complémentaire qui étaye cette conclusion. Il s'agissait simplement d'une conclusion générale qui s'appliquait à chaque produit soumis à une mesure de sauvegarde.[4797]

7.2020 La Corée affirme que le Président n'a pas tenu compte des constatations de l'USITC concernant le Mexique et le Canada, et qu'il a rendu une conclusion selon laquelle les importations en provenance du Canada et du Mexique ne représentaient pas une part substantielle des importations totales ou ne contribuaient pas de façon importante au dommage grave.[4798] Cependant, les États-Unis n'ont pas donné une quelconque explication de la manière dont ils étaient arrivés à cette conclusion directement contraire sur ce point de fait et de droit important et pertinent. Par conséquent, la détermination viole les articles 3 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes.[4799]

7.2021 En réponse, les États-Unis font valoir que la Corée ne reconnaît pas que, contrairement aux constatations faites au titre de l'Accord sur les sauvegardes, les constatations liées à l'ALENA ne sont pas des points "pertinents" au sens de l'article 3:1 ni ne font partie de"l'affaire faisant l'objet de l'analyse" au sens de l'article 4:2 c).[4800]

[4794] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1013.
[4795] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 1014.
[4796] Proclamation n° 7529, 67 Fed. Reg. 10553, 10555-56 (2002), paragraphe 8 et clause 2 (pièce n° 13 des coplaignants).
[4797] Première communication écrite de la Corée, paragraphes 178 et 179.
[4798] Proclamation n° 7529, 67 Fed. Reg. 10553, 10555 (2002), paragraphe 8 (pièce n° 13 des coplaignants).
[4799] Première communication écrite de la Corée, paragraphe 180.
[4800] Déclaration orale des États-Unis à la deuxième réunion de fond, paragraphe 138.

VIII. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

A. CANADA

8.1 La seule question à laquelle le Canada s'intéresse est la question de savoir si l'exclusion des importations en provenance du Canada du champ d'application des mesures de sauvegarde contestées est compatible avec le droit de l'OMC. Le Canada souscrit pleinement à la communication des États-Unis concernant le parallélisme et l'article XXIV du GATT de 1994.[4801]

8.2 En ce qui concerne le parallélisme, le Canada affirme: i) qu'il n'y a pas de prescription imposant d'utiliser une structure, un mode de présentation ou une analyse particulières pour le rapport de l'autorité compétente; ii) que le rapport de l'USITC, lorsqu'il est considéré dans son intégralité, contient une analyse des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA; et iii) qu'il n'y a pas de prescription imposant de procéder à une analyse distincte du dommage causé par les importations en provenance des pays de l'ALENA comme étant une "autre" cause de dommage.[4802]

8.3 En ce qui concerne l'article XXIV du GATT de 1994, le Canada affirme que cette disposition crée une exception à l'obligation de traitement de la nation la plus favorisée, permettant aux parties à un accord de libre-échange d'éliminer les droits et autres réglementations commerciales restrictives, y compris les mesures de sauvegarde. L'ALENA remplit les conditions énoncées à l'article XXIV, et l'article XXIV:5 autorise en principe l'exclusion des importations venant de l'intérieur de zones de libre-échange de l'application des mesures de sauvegarde. Étant donné que l'article XIX n'est pas mentionné à l'article XXIV:8 b), les mesures de sauvegarde doivent généralement être éliminées dans une zone de libre-échange.[4803]

8.4 Le Canada fait observer que la dernière phrase de la note de bas de page 1 relative à l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes confirme la possibilité de recourir à l'article XXIV du GATT de 1994 pour contrer des allégations au titre de l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes. La décision du Président d'exclure les importations en provenance du Canada (et du Mexique) en vertu des prescriptions énoncées à l'article 802 de l'ALENA n'entre pas dans le domaine de compétence d'un groupe spécial de l'OMC. Cette exclusion n'est pas un "point de fait ou de droit pertinent" au sens des articles 3:1 et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes.[4804]

8.5 Le Canada ajoute que le Président, en faisant sa détermination au titre de la Loi sur la mise en œuvre de l'ALENA, n'était pas tenu de suivre l'USITC ou d'expliquer ses raisons pour ne pas le faire.[4805]

B. CUBA

8.6 Cuba affirme que les mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis sont totalement incompatibles avec l'Accord sur les sauvegardes et ont causé des distorsions sur le marché de l'acier. De ce fait, Cuba doit payer plus cher ses produits en acier importés parce que plusieurs pays producteurs d'acier ont réduit leur production. Compte tenu du relèvement des droits de douane dans les pays qui achetaient habituellement les barres en acier cubaines, ces exportations ont cessé.[4806]

[4801] Communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphe 6.
[4802] Communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphes 13 et 14.
[4803] Communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphes 15 à 21 et 24.
[4804] Communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphes 23 à 25 et 7.
[4805] Communication du Canada en tant que tierce partie, paragraphe 10.
[4806] Communication de Cuba en tant que tierce partie, pages 4 et 5.

8.7 Cuba considère que les États-Unis ont agi de manière incompatible avec l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 parce que le rapport de l'USITC ne contenait aucune démonstration concernant l'existence d'une évolution imprévue des circonstances. Les États-Unis ont également agi de manière incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes de publier les constatations et conclusions concernant l'évolution imprévue des circonstances.[4807]

8.8 En ce qui concerne le dommage grave ou la menace de dommage grave pour l'industrie sidérurgique des États-Unis, Cuba allègue que l'explication donnée par l'USITC n'est ni motivée, ni adéquate. Le rapport de l'USITC ne contient pas de données suffisantes pour faire une évaluation correcte de la situation de la branche de production nationale.[4808] D'après Cuba, le rapport de l'USITC ne démontre pas que l'USITC a veillé à la non-imputation du dommage ou de la menace de dommage causés par des facteurs autres que l'accroissement des importations. Bien que les États-Unis aient reconnu que d'autres facteurs avaient contribué au dommage subi par la branche de production nationale, l'USITC n'évoque pas ces facteurs dans son rapport.[4809]

8.9 D'après Cuba, l'USITC n'a pas déterminé correctement quelle était la branche de production nationale fabriquant les produits similaires ou directement concurrents par rapport aux produits importés en quantités accrues. Une définition incorrecte de la branche de production mène à une détermination incorrecte de l'existence d'un dommage grave et à l'application d'une mesure de sauvegarde injustifiée. Premièrement, il faut identifier clairement les produits qui sont importés en quantités accrues, au lieu de prendre comme point de départ les quatre catégories de produits identifiées dans la demande présidentielle. La constitution ultérieure, par l'USITC, de groupements de divers produits différents peut masquer l'absence d'accroissement des importations pour un produit spécifique. Au lieu de se fonder sur les caractéristiques du produit lui-même, l'USITC est partie du principe que tous les produits fabriqués selon le même procédé de production pouvaient être considérés comme similaires.[4810]

8.10 Cuba soutient également que les mesures de sauvegarde des États-Unis montrent une absence de parallélisme. L'USITC a évalué les importations en provenance des pays de l'ALENA dans son enquête. Bien qu'elle ait constaté que, dans plusieurs cas, ces importations avaient contribué de façon importante au dommage grave causé à la branche de production nationale, l'USITC a conclu que l'exclusion des importations en provenance des pays de l'ALENA n'avait pas d'incidence sur la détermination concernant l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité.[4811]

8.11 Enfin, Cuba soutient que les États-Unis ont manqué à leur obligation au titre de l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes en ne démontrant pas que la mesure de sauvegarde n'était imposée que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement.[4812]

C. TAIPEI CHINOIS

8.12 En ce qui concerne l'évolution imprévue des circonstances, le Taipei chinois fait valoir que l'existence des circonstances décrites dans la première clause de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 doit être démontrée dans le même rapport qui établit que les trois conditions énoncées à l'article 2:1 de

[4807] Communication de Cuba en tant que tierce partie, pages 5 à 7.
[4808] Communication de Cuba en tant que tierce partie, page 8.
[4809] Communication de Cuba en tant que tierce partie, pages 8 et 9.
[4810] Communication de Cuba en tant que tierce partie, pages 9 et 10.
[4811] Communication de Cuba en tant que tierce partie, page 11.
[4812] Communication de Cuba en tant que tierce partie, page 12.

l'Accord sur les sauvegardes sont remplies. Dans le cas contraire, la première clause de l'article XIX:1 a) deviendrait une condition additionnelle et le lien logique requis avec les conditions énoncées à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes ne pourrait être établi. Pour les mêmes raisons, la démonstration d'une évolution imprévue des circonstances doit aussi être faite produit par produit. Puisque l'USITC ne l'a pas fait, elle a rompu le lien logique requis entre la première clause de l'article XIX:1 a) et les conditions énoncées à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes. D'après le Taipei chinois, le lien logique empêche également les Membres de se fonder simplement sur tout facteur macro-économique ayant une incidence sur tous les produits qui font partie de la macro-économie. En tout état de cause, le deuxième rapport complémentaire ne peut rien changer au fait que l'USITC était censée se pencher sur l'existence d'une évolution imprévue des circonstances lorsqu'elle cherchait à remplir les trois conditions. La crise russe ne pouvait être considérée comme une évolution imprévue des circonstances, étant donné que l'accroissement des importations en provenance de Russie avait été beaucoup plus marqué dans les années qui avaient précédé la conclusion du Cycle d'Uruguay que par la suite. Contrairement à ce qu'allèguent les États-Unis, un simple ordre chronologique ne constitue pas un lien logique. D'après le Taipei chinois, il faudrait au moins démontrer qu'une "évolution imprévue des circonstances" a causé un accroissement des importations qui fait que chaque produit ou groupe de produits est entré "à des conditions telles" et dans des proportions telles qu'il a causé ou menacé de causer un dommage grave. Enfin, il doit être démontré, en fait, que le Membre importateur a contracté des obligations au titre du GATT de 1994, y compris des concessions tarifaires. L'USITC n'a pas démontré, produit par produit, comment de telles concessions étaient logiquement liées aux trois conditions mentionnées à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[4813]

8.13 Le Taipei chinois fait également valoir que l'USITC n'a pas identifié les producteurs des produits similaires pour définir la branche de production nationale ni publié ses constatations à cet égard et a, par conséquent, agi de manière incompatible avec les articles 3:1 et 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes. L'article 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes dispose que la "branche de production nationale" est constituée de l'ensemble des producteurs nationaux des produits similaires ou directement concurrents, ou de ceux dont les productions additionnées desdits produits constituent une proportion majeure de la production nationale totale. Le Membre appliquant une mesure de sauvegarde doit faire figurer dans le rapport de ses autorités compétentes la constatation et la conclusion motivée selon lesquelles la production cumulée des producteurs subissant le dommage grave dépasse le pourcentage représentant la proportion majeure de la production nationale totale. Étant donné que la notion de "proportion majeure" de la branche de production relève du champ de l'expression "tous les points de fait et de droit pertinents" mentionnée à l'article 3:1, il n'y a pas de raison apparente d'exclure des constatations et conclusions publiées les renseignements relatifs à la proportion de la production constituant "une proportion majeure". Vu le nombre d'entreprises auxquelles les questionnaires ont été envoyés et le nombre beaucoup plus réduit d'entreprises ayant répondu à ces questionnaires, les autres Membres n'ont pas de base raisonnable leur permettant d'évaluer correctement la question de savoir si les producteurs ayant répondu constituent une "majorité" ou une proportion majeure de la production nationale. Le Taipei chinois fait valoir que les assertions figurant dans le rapport de l'USITC sont incompatibles avec l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes parce qu'elles indiquent uniquement des fourchettes de pourcentages, au lieu de pourcentages précis, ce qui, d'après le Taipei chinois, rend le rapport de l'USITC peu fiable. Pour plusieurs produits, les pourcentages dépassent également 100 pour cent. Enfin, le rapport de l'USITC est fondé sur les "expéditions intérieures" et non sur la "production totale", qui est la notion mentionnée à l'article 4:1 c) et qui diffère des "expéditions totales".[4814]

[4813] Communication du Taipei chinois en tant que tierce partie, paragraphes 4 à 18.
[4814] Communication du Taipei chinois en tant que tierce partie, paragraphes 19 à 24.

8.14 Le Taipei chinois soutient en outre que le critère de "cause substantielle" qu'appliquent les États-Unis et, par conséquent, leurs constatations, ne sont pas conformes à l'Accord. L'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes indique clairement qu'il y a deux prescriptions fondamentales: premièrement, établir l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave et, deuxièmement, lorsqu'il y a d'autres facteurs qui causent un dommage, ne pas imputer ce dommage à un accroissement des importations. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué plus en détail, c'est en distinguant les effets dommageables causés respectivement par l'accroissement des importations et par d'autres facteurs que "les autorités compétentes déterminent, et c'est la dernière étape, si le "lien de causalité" existe entre l'accroissement des importations et le dommage grave". L'application du critère de cause substantielle lui-même par l'USITC n'est pas conforme à l'approche requise spécifiée à l'article 4:2 b). Dans une affaire où il y aurait dix causes de dommage grave d'égale importance, dont l'une serait un accroissement des importations, les États-Unis constateraient l'existence d'un lien de causalité. Cependant, conformément à l'article 4:2 b), l'autorité compétente ne devrait constater l'existence d'aucun lien entre l'accroissement et le dommage parce qu'une proportion de 10 pour cent ne devrait en aucune manière être considérée comme suffisamment importante pour qu'une mesure de sauvegarde soit appliquée. En l'espèce, il n'apparaît pas que l'USITC ait dissocié et distingué les facteurs autres que l'accroissement des importations. Il n'est pas possible non plus de trouver la méthode qui a permis de garantir la non-imputation des effets de ces autres facteurs à l'accroissement des importations. L'USITC a seulement procédé à une comparaison relative de ces autres facteurs et de l'accroissement des importations et n'a pas tenu compte du fait que ces autres facteurs contribuaient néanmoins de façon cumulative audit dommage grave.[4815]

8.15 D'après le Taipei chinois, les mesures de sauvegarde des États-Unis vont au-delà de la mesure nécessaire pour réparer un dommage grave et constituent par conséquent une violation de l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Étant donné que l'expression "dommage grave" figurant à l'article 5:1 doit avoir le même sens que celle qui figure dans d'autres dispositions du même accord, les facteurs énumérés à l'article 4:2 a) doivent aussi être ceux qui sont appliqués aux fins de l'évaluation prévue à l'article 5:1. En outre, lorsqu'elles déterminent si la mesure de sauvegarde se situe dans les limites de la mesure nécessaire pour réparer un dommage grave, les autorités compétentes doivent examiner les mêmes facteurs que ceux qui ont contribué au dommage grave. Or, dans son modèle économique, l'USITC se limite généralement à trois facteurs lorsqu'elle évalue la mesure corrective, à savoir, la quantité, le prix et les recettes. Elle n'a pas pris en considération les facteurs identifiés pendant l'enquête. En outre, les mesures tarifaires définies dans le cadre dudit modèle concernent la totalité du dommage causé par un accroissement des importations et par d'autres facteurs, étant donné que ces autres facteurs ne sont pas dissociés ni distingués dans ce modèle. De ce fait, il est impossible de vérifier si la mesure corrective se situe dans les limites de la mesure nécessaire.[4816]

8.16 Enfin, le Taipei chinois rappelle que, dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*[4817], l'Organe d'appel a interprété l'article 3:1 en statuant que le Membre qui imposait une mesure de sauvegarde devait fournir des motifs suffisants pour cette mesure. Il y a violation de cette disposition en l'espèce, dans la mesure où le Président a imposé un droit de douane plus restrictif que celui qui était recommandé par l'USITC sans aucun raisonnement ni explication quant à la mesure nécessaire s'agissant de l'application de la mesure.[4818]

[4815] Communication du Taipei chinois en tant que tierce partie, paragraphes 25 à 30.
[4816] Communication du Taipei chinois en tant que tierce partie, paragraphes 31 à 36.
[4817] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 260.
[4818] Communication du Taipei chinois en tant que tierce partie, paragraphes 37 et 38.

D. MEXIQUE

8.17 Le Mexique souhaite une interprétation correcte des règles régissant l'imposition des mesures de sauvegarde, en particulier celles qui concernent la situation particulière des Membres parties à un accord de libre-échange. L'article XXIV du GATT de 1994 permet clairement au Mexique d'être exclu de l'application d'une mesure de sauvegarde imposée par les États-Unis, son partenaire dans le cadre de l'ALENA. Cet article constitue une exception claire au principe du traitement de la nation la plus favorisée et a clairement été reconnu comme tel dans l'Accord sur les sauvegardes.[4819]

8.18 Le Mexique relève que les plaignants (à deux exceptions près) ne font pas valoir que l'ALENA puisse être remis en cause à la lumière de l'article XXIV, ni qu'il confère le droit d'être exclu de l'application d'une mesure de sauvegarde. Le Mexique note également avec satisfaction que la Norvège reconnaît que ni l'Accord sur les sauvegardes ni l'article XIX du GATT de 1994 n'empêchent l'exclusion des importations en provenance de partenaires dans le cadre d'un accord de libre-échange. Il ressortait clairement des rapports de l'Organe d'appel concernant les affaires *États-Unis – Gluten de froment* et *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* que ce droit n'était pas remis en cause. Le Mexique est convaincu que le Groupe spécial suivra le même raisonnement.

8.19 En ce qui concerne les allégations selon lesquelles le principe de la nation la plus favorisée a été enfreint, le Mexique se réfère aux arguments présentés par les États-Unis et le Canada, ainsi qu'à sa propre déclaration devant le Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*. D'après le Mexique, il est bien établi que la non-application de sauvegardes aux produits provenant des territoires constitutifs d'une zone de libre-échange est non seulement compatible avec l'article XXIV:8 b), mais aussi conforme à la finalité de cet article, qui est de "faciliter le commerce". C'est le point de vue soutenu par l'Organe d'appel dans l'affaire *Turquie – Textiles*. Le Mexique relève que l'article XXIV:8 b) du GATT de 1994 envisage l'exclusion des mesures de sauvegarde car celles-ci font partie des "autres réglementations commerciales restrictives" qui doivent être éliminées lors de la constitution d'une zone de libre-échange.[4820]

8.20 Le Mexique fait en outre valoir que les plaignants qui allèguent une violation du principe du traitement de la nation la plus favorisée ne tiennent aucun compte de la dernière phrase de la note de bas de page 1 relative à l'Accord sur les sauvegardes. Cette note de bas de page établit clairement qu'"[a]ucune disposition du présent accord ne préjuge l'interprétation du rapport entre l'article XIX et le paragraphe 8 de l'article XXIV du GATT de 1994". Une simple interprétation des termes de cette disposition dissipe tout doute quant à la nature de l'article XXIV en tant qu'exception. Le Mexique partage l'avis des États-Unis selon lequel cette note de bas de page est censée maintenir l'équilibre entre l'article XXIV et les autres dispositions du GATT de 1994, en particulier l'article XIX, étant donné que cet équilibre existait avant la mise en œuvre de l'Accord sur les sauvegardes.[4821]

8.21 En ce qui concerne le parallélisme, le Mexique rappelle que les constatations du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* selon lesquelles le principe du parallélisme signifie que les États-Unis devaient établir expressément que les importations en provenance de sources autres que le Canada et le Mexique répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde qui étaient énoncées à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes. En d'autres termes, s'il doit y avoir un parallélisme entre la portée de l'enquête et celle de toute mesure qui en résulte, *le principe du parallélisme ne détermine pas la portée de l'enquête* (pas d'italique dans l'original). À cet égard, les plaignants limitent leurs allégations au fait que les États-Unis n'ont pas

[4819] Déclaration orale du Mexique à la première réunion de fond, page 1.
[4820] Déclaration orale du Mexique à la première réunion de fond, pages 1 et 2.
[4821] Déclaration orale du Mexique à la première réunion de fond, page 2.

donné d'explication motivée et adéquate établissant expressément que les importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde en vertu des articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. Le Mexique appuie la réponse donnée par les États-Unis selon laquelle l'Accord sur les sauvegardes ne prescrit pas le processus interne de prise de décisions pour faire une détermination. Dans leur réponse, les États-Unis identifient l'analyse détaillée effectuée par l'USITC au sujet des importations provenant de sources extérieures à l'ALENA, ce qui enlève tout fondement aux allégations d'infraction. Le Mexique partage aussi l'avis des États-Unis selon lequel l'article 4:2 b) ne prévoit pas l'obligation d'examiner les importations en provenance des pays membres de l'ALENA en tant que "facteur autre" que les importations.[4822]

8.22 Enfin, le Mexique souscrit aux arguments des États-Unis selon lesquels la détermination du Président relative à l'article 802 de l'ALENA n'est pas visée par les articles 3:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, mais relève exclusivement de l'ALENA.[4823]

8.23 Compte tenu de ce qui précède, le Mexique demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation selon laquelle l'exclusion du Mexique de l'application de la mesure de sauvegarde est incompatible avec le GATT de 1994 et avec l'Accord sur les sauvegardes. En particulier, le Mexique demande au Groupe spécial d'examiner attentivement la nature de cette exclusion à la lumière de l'objet et du but de l'article XXIV et de confirmer, en conséquence, l'interprétation des Membres selon laquelle l'article XXIV permet d'exclure les partenaires dans le cadre d'un accord de libre-échange du champ d'application des mesures de sauvegarde, ce qui est aussi vrai en ce qui concerne l'Accord sur les sauvegardes.[4824]

E. THAÏLANDE

8.24 La Thaïlande soutient que les mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis sur certains produits en acier ont eu une incidence majeure sur les branches de production et les marchés des Membres. D'après la Thaïlande, la situation a empiré lorsque les Communautés européennes ont suivi cet exemple en vue de protéger leur branche de production nationale. Cela suscite de vastes préoccupations quant au fait que de nombreux Membres de l'OMC, sinon tous, risquent d'avoir recours à un groupe spécial afin d'obtenir une réparation appropriée des effets négatifs de telles mesures, telles qu'elles sont appliquées. La Thaïlande relève qu'au titre de la Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, intitulée "Proclamation visant à faciliter l'ajustement positif à la concurrence des importations de certains produits en acier", un total de sept produits en acier importés de Thaïlande ont fait l'objet d'une enquête de la part de l'USITC.[4825] La Thaïlande est sensible au fait que cinq de ces sept produits sont à présent exclus de l'application des mesures de sauvegarde, conformément à l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que leur part dans les importations ne dépasse pas 3 pour cent, comme le prescrit cet article. Néanmoins, deux produits importés en provenance de Thaïlande, à savoir, les tubes et tuyaux soudés en acier au carbone (position n° 7306 du SH), et les accessoires de tuyauterie en acier au carbone à souder bout-à-bout (position n° 7307 du SH), font toujours l'objet de mesures de sauvegarde définitives imposées par les États-Unis. D'après la Thaïlande, l'industrie sidérurgique thaïlandaise en subit les effets défavorables.[4826]

[4822] Déclaration orale du Mexique à la première réunion de fond, pages 2 et 3.
[4823] Déclaration orale du Mexique à la première réunion de fond, page 3.
[4824] Déclaration orale du Mexique à la première réunion de fond, page 3.
[4825] Rapport de l'USITC.
[4826] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, page 1.

8.25 La Thaïlande souscrit aux arguments juridiques présentés par les plaignants et certaines tierces parties, selon lesquels les États-Unis n'ont pas montré de manière adéquate qu'il a été satisfait aux conditions énoncées à l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX:1 a) du GATT de 1994, qui sont requises pour l'application de mesures de sauvegarde définitives, et cela est particulièrement vrai pour les arguments concernant la question de l'absence de lien de causalité. La Thaïlande fait observer que l'Organe d'appel a statué dans les affaires *États-Unis – Viande d'agneau* et *Argentine – Chaussures (CE)*, que le critère minimal du "dommage grave" était plus strict dans l'Accord sur les sauvegardes que dans l'Accord antidumping et dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.[4827] On pourrait conclure, d'après le raisonnement tenu dans les affaires *États-Unis – Gluten de froment* et *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, qu'il est toujours nécessaire de se conformer aux conditions requises pour l'application de mesures de sauvegarde conformément à l'article 2 ainsi qu'à la définition des termes "dommage grave" au sens de l'article 4:1 a), ce qui déclenche l'application de l'article 3 relatif aux enquêtes, puis de l'article 5 relatif aux mesures de sauvegarde.

8.26 La principale préoccupation de la Thaïlande tient au fait que la Proclamation, puisqu'elle prévoit la non-application des mesures précitées aux produits en acier en provenance des partenaires des États-Unis dans le cadre d'une zone de libre-échange, bien que l'USITC ait constaté leur importante contribution au dommage grave ou à la menace de dommage grave, subi par la branche de production nationale, est incompatible avec les règles de l'OMC, et en particulier avec le GATT de 1994 et avec l'Accord sur les sauvegardes. La Thaïlande pense que les Membres de l'OMC peuvent imposer des mesures de sauvegarde uniquement s'ils ont démontré que les importations en cause en provenance de partenaires commerciaux n'appartenant pas à la zone de libre-échange satisfont aux conditions nécessaires pour appliquer une mesure de sauvegarde. En outre, la Thaïlande dit qu'après lecture de l'Accord de Marrakech établissant l'OMC, dont le GATT de 1994 fait partie intégrante, elle ne comprend toujours pas comment et pourquoi l'élimination des droits de douane, et des autres réglementations commerciales restrictives, impliquerait ou signifierait la non-application de mesures de sauvegarde, dont la nature de l'application et les caractéristiques diffèrent. La Thaïlande soutient qu'il n'y a pas à ce jour de jurisprudence établie indiquant que l'interprétation qui consiste à exclure les membres d'une zone de libre-échange est compatible avec le GATT de 1994 et avec l'Accord sur les sauvegardes, compte tenu des affaires *Argentine – Chaussures (CE)* et *États-Unis – Gluten de froment*. Ainsi, d'après la Thaïlande, cette argumentation signifie que la question de savoir si l'article XXIV du GATT permet à un Membre imposant une mesure d'exclure du champ d'application d'une mesure de sauvegarde les importations originaires de ses partenaires dans le cadre d'une zone de libre-échange, en dérogation à l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes, n'a pas encore été tirée au clair.[4828] L'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, a estimé que les autorités chargées de l'enquête, telles que l'USITC en l'espèce, devaient, à tout le moins, "fournir dans leur détermination une explication motivée et adéquate qui "établiss[e] explicitement" "que les importations en provenance de partenaires extérieurs à la zone de libre-échange répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde, telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[4829] [4830]

8.27 D'après la Thaïlande, les États-Unis n'ont pas clairement démontré comment les importations en provenance de leurs partenaires extérieurs à la zone de libre-échange, y compris la Thaïlande, satisfaisaient indépendamment aux conditions permettant d'appliquer des mesures de sauvegarde

[4827] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 124; rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 94.
[4828] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 198.
[4829] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 198.
[4830] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, pages 2 et 3.

définitives. Par conséquent, la Thaïlande souscrit à l'argument formulé par les plaignants en général, selon lequel l'analyse de l'USITC concernant certains produits tubulaires n'est pas claire, parce que les autorités chargées de l'enquête sont parvenues à des conclusions différentes quant aux effets dommageables des importations en provenance de partenaires dans le cadre de la zone de libre-échange et que la Proclamation prévoit l'exclusion de ces importations sans explication.[4831] La Thaïlande soutient que l'on peut par conséquent s'interroger sur la question de savoir s'il existe bien un lien de causalité entre les importations desdits produits en provenance de Thaïlande et d'autres partenaires extérieurs à la zone de libre-échange, d'une part, et sur le dommage grave ou la menace de dommage grave, d'autre part. L'absence de lien de causalité est une question systémique et revêt une importance particulière pour la Thaïlande parce qu'il est fort probable que, si les autorités de l'USITC avaient exclu de leur enquête lesdites importations en provenance des partenaires des États-Unis dans le cadre de la zone de libre-échange, elles ne seraient pas parvenues à la conclusion que les importations en provenance de Thaïlande causaient ou menaçaient de causer un dommage grave. La Thaïlande soutient que parce que l'USITC, dans son rapport, et par la suite le Président des États-Unis, dans la Proclamation, n'ont pas établi expressément que les importations en provenance de partenaires extérieurs à la zone de libre-échange remplissaient les conditions prévues aux articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes, il se pourrait que les effets dommageables des importations de ces produits sur le territoire des États-Unis aient été imputés à tort aux importations provenant de partenaires extérieurs à la zone de libre échange, tels que la Thaïlande.[4832]

8.28 La Thaïlande déclare aussi qu'elle n'est pas convaincue que les États-Unis aient satisfait à la condition de l'"évolution imprévue des circonstances". Sur ce point, elle fait observer que l'USITC s'est référée aux dévaluations qui ont eu lieu dans cinq pays d'Asie sous le nom de "crise financière asiatique" et à la dissolution de l'ex-Union soviétique comme constituant une évolution imprévue des circonstances, et relève que l'USITC a conclu qu'"[a]lors que les dépréciations monétaires et les contractions de l'économie désorganisaient d'autres marchés, la part des importations d'acier sur le marché des États-Unis [avait] augmenté brutalement et les prix aux États-Unis [avaient] baissé".[4833] En outre, c'est l'USITC qui a admis que la demande aux États-Unis était restée forte. La Thaïlande fait observer que si tel était le cas, les États-Unis devaient prouver qu'une telle évolution imprévue des circonstances avait conduit les importations à augmenter en quantités telles et à des conditions telles qu'elles avaient causé ou menacé de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou directement concurrents.[4834]

8.29 En conclusion, la Thaïlande fait observer que la situation actuelle en ce qui concerne le commerce de l'acier a conduit plusieurs Membres à appliquer des mesures de sauvegarde pour protéger leur branche de production nationale. La Thaïlande ne fait pas exception. Elle affirme que si cette situation devait se prolonger, elle aurait inévitablement un effet dissuasif qui entraînerait une application abusive de mesures de sauvegarde. Elle estime que les mesures de sauvegarde ne peuvent être considérées comme bénéfiques pour aucun Membre et que les pays en développement Membres devront supporter les coûts de leur imposition à moins que leur situation ne soit dûment prise en compte. Par conséquent, la Thaïlande croit fermement que de telles mesures devraient être utilisées avec prudence et, surtout, en conformité avec l'Accord sur l'OMC et la jurisprudence du GATT/de l'OMC.[4835]

[4831] *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de certains produits en acier*, première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 529.

[4832] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, page 3.

[4833] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.12.

[4834] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, pages 3 et 4.

[4835] Déclaration orale de la Thaïlande à la première réunion de fond, page 4.

F. TURQUIE

8.30 La Turquie allègue que l'USITC n'a pas examiné si les tendances des importations des produits visés par l'enquête étaient le résultat d'une "évolution imprévue des circonstances" comme le prévoit l'article XIX:1 a) du GATT de 1994. La Turquie estime que, dans un monde qui change rapidement, les phénomènes de ce type devraient être considérés comme une évolution prévisible des circonstances, qui se produit parce que l'état de l'économie diffère d'un pays à l'autre. Il était évident que l'intégration des anciennes républiques soviétiques dans les marchés mondiaux aurait certains effets sur l'économie mondiale. La dépréciation de la monnaie de ces républiques était le résultat naturel de cette intégration. Les États-Unis auraient pu protéger leur branche de production contre les produits en acier concurrents en provenance de ces pays non Membres de l'OMC en relevant le niveau de leurs droits de douane. Les effets de l'évolution imprévue des circonstances alléguée par les États-Unis ne se sont pas limités au marché des États-Unis et ils n'étaient pas non plus spécifiques à un pays et spécifiques à un produit.[4836]

8.31 La Turquie fait en outre valoir que les États-Unis ont également manqué à leurs obligations au titre de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes en prenant des mesures de sauvegarde concernant les barres d'armature sans avoir démontré l'existence d'un accroissement brutal, soudain et important des importations de barres d'armature. Conformément à la jurisprudence de l'Organe d'appel, l'enquête de l'USITC en matière de sauvegardes devait établir que l'accroissement des importations était suffisamment récent, suffisamment soudain, suffisamment brutal et suffisamment important, à la fois sur le plan quantitatif et sur le plan qualitatif, pour causer ou menacer de causer un dommage grave à la branche de production nationale. La comparaison par l'USITC des points extrêmes concernant les chiffres relatifs aux importations de 1996 et 1998 avec les chiffres de 2000 ne permet pas d'évaluer la tendance ou le sens général de l'évolution des importations récentes et d'établir que les accroissements des importations étaient suffisamment récents, soudains, brutaux et importants. D'après les données figurant dans le rapport de l'USITC, la Turquie allègue que la quantité des importations de barres d'armature a baissé en 2000 par rapport à 1999 et de nouveau pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à la période intermédiaire de 2000. Par conséquent, d'après la Turquie, les constatations de l'USITC ne justifient pas une détermination selon laquelle les barres d'armature sont importées en quantités accrues de manière récente, brutale et importante. De ce fait, la Turquie affirme que les États-Unis ont agi en violation de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 et des articles 2:1 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes.[4837]

8.32 D'après la Turquie, les États-Unis n'ont pas non plus fourni d'explication adéquate et motivée de l'existence d'un dommage grave et ont par conséquent agi en violation de l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes. L'USITC a fondé un certain nombre de ses déterminations relatives à l'existence d'un dommage (utilisation de la capacité, valeurs unitaires moyennes, productivité) sur une comparaison des points extrêmes (1996 par rapport à 2000), qui ne donne aucun renseignement sur les tendances des indicateurs relatifs au dommage pendant la période visée par l'enquête. La conclusion de l'USITC est également contraire à son évaluation statistique qui montre un accroissement de la production nationale de barres d'armature, de la capacité, de l'utilisation de la capacité, de l'emploi, de la demande intérieure et des expéditions intérieures. La Turquie fait observer que le problème que rencontrent les fabricants de barres d'armature est de nature financière (par exemple augmentation massive des frais d'administration et de commercialisation et des frais de caractère général) et ne peut être imputé aux importations. Le rapport de l'USITC ne fournit pas de renseignements sur la taille et la capacité de production globales des sociétés prenant différentes positions dans leurs réponses au questionnaire de l'USITC. La Turquie conclut par conséquent que la branche de production nationale

[4836] Communication de la Turquie en tant que tierce partie, paragraphes 13 à 17.
[4837] Communication de la Turquie en tant que tierce partie, paragraphes 23 à 27.

de barres d'armature n'a pas subi de dommage grave ou de menace de dommage grave comme cela est indiqué dans le rapport de l'USITC.[4838]

8.33 La Turquie soutient en outre qu'en ne démontrant pas l'existence d'un lien de causalité entre le dommage grave et l'accroissement des importations, les États-Unis ont agi en violation de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. Elle fait valoir que pour faire cette détermination, il faut analyser l'existence d'une coïncidence entre les tendances de l'accroissement des importations et des indicateurs relatifs au dommage. En outre, les États-Unis n'ont pas dissocié les effets du dommage causé par d'autres facteurs au moyen d'une explication motivée et adéquate indiquant que le dommage causé par des facteurs autres que l'accroissement des importations n'était pas imputé à un accroissement allégué des importations. La Turquie fait observer que les chiffres effectifs montrent les carences de l'approche des États-Unis en ce qui concerne l'évaluation du lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Il n'y a pas de coïncidence entre l'évolution des importations et celle des facteurs relatifs au dommage. La branche de production nationale de barres d'armature a réalisé des bénéfices substantiels malgré des accroissements des importations entre 1996 et 1999. Les importations ont augmenté en 1997 (de 21 pour cent), en 1998 (de 75 pour cent) et en 1999 (de 49 pour cent), mais la branche de production nationale a enregistré des revenus d'exploitation positifs chaque année. La branche de production a accusé une perte d'exploitation en 1996, année de la période visée par l'enquête où les importations de barres d'armature ont été les plus faibles. Lorsque les importations de barres d'armature ont diminué en 2000, le bénéfice total des producteurs nationaux a chuté de façon spectaculaire. La Turquie affirme que les baisses de prix étaient en fait liées à une diminution des coûts des matières premières. Elle soutient que ce dernier renseignement indique que l'USITC n'a pas fourni d'analyse détaillée qui démontre l'existence d'un lien de causalité.[4839]

8.34 De l'avis de la Turquie, les États-Unis n'ont pas non plus veillé à ce que leurs mesures de sauvegarde concernant les barres d'armature ne soient appliquées que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave causé par l'accroissement des importations et ont par conséquent agi en violation des articles 3:1 et 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes. L'USITC n'a pas adapté la mesure en distinguant et en dissociant les effets dommageables d'autres facteurs. Les États-Unis n'ont pas non plus tenu compte du degré substantiel de protection contre les importations que conféraient déjà les actions en matière de droits antidumping et de droits compensateurs visant depuis 1997 la Turquie, le Bélarus, la Chine, l'Indonésie, la Corée, la Lettonie, la Moldova, la Pologne et l'Ukraine. La part et la tendance de la part de ces neuf pays dans les importations totales de barres d'armature montrent que ces actions protègent de manière très efficace la branche de production nationale de barres d'armature contre la concurrence des importations. Les mesures de sauvegarde concernant certains produits en acier constituent également une violation des articles 3:1 et 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes parce que, en l'absence d'explication, il y a des dissimilitudes entre le rapport de l'USITC et la proclamation présidentielle en ce qui concerne le niveau de protection conféré.[4840]

G. VENEZUELA

8.35 Le Venezuela allègue que les mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis sont incompatibles avec le GATT de 1994 et avec l'Accord sur les sauvegardes parce que:

[4838] Communication de la Turquie en tant que tierce partie, paragraphes 28 à 35.
[4839] Communication de la Turquie en tant que tierce partie, paragraphes 36 à 50.
[4840] Communication de la Turquie en tant que tierce partie, paragraphes 55 à 61.

a) la condition d'évolution imprévue des circonstances énoncée à l'article XIX du GATT de 1994 n'a pas été remplie;

b) pour beaucoup des produits faisant l'objet de l'enquête, il n'y a pas eu d'accroissement des importations, comme le prescrit l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes;

c) une définition incorrecte des branches de production nationales pertinentes a été utilisée, au vu de ce qui est indiqué dans les articles 2:1, 4:2 a) et 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes;

d) les branches de production nationales pertinentes n'ont pas subi de dommage grave ou de menace de dommage grave, comme l'exigent les articles 2 et 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes;

e) l'accroissement possible des importations n'a pas causé ni menacé de causer un dommage grave à la branche de production nationale au sens des articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, en particulier parce que la branche de production nationale n'a pas subi de dommage grave et parce que le dommage ou la menace de dommage causé par d'autres facteurs ont été imputés aux importations;

f) les mesures de sauvegarde ne sont pas appliquées que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave, comme le prescrit l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes;

g) il n'y a pas de parallélisme entre les produits qui auraient été importés en quantités accrues et les produits visés par les mesures de sauvegarde;

h) l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes n'a pas été observé;

i) le rapport de l'enquête et les autres documents n'établissent pas correctement les constatations et conclusions relatives à tous les points de droit et de fait pertinents, y compris la justification requise des mesures de sauvegarde finalement appliquées, comme le prévoit l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[4841]

8.36 Le Venezuela fait en outre valoir qu'il n'a été indiqué aucune base permettant l'exclusion des importations en provenance du Mexique, du Canada, d'Israël et de la Jordanie de l'application des mesures.[4842]

8.37 Bien que le Venezuela soit un pays en développement et ne représente aucune menace commerciale pour l'industrie sidérurgique des États-Unis, cela n'a pas été pris en considération en vue des exclusions, mais ses exportations de barres d'armature sont assujetties aux mesures de sauvegarde. D'après le Venezuela, le fait qu'il a été inclus dans les sources visées par les mesures constitue une violation des articles ci-après de l'Accord sur les sauvegardes: l'article 2:1 concernant l'accroissement des importations; l'article 2:2 concernant l'application de la mesure à des produits quelle qu'en soit l'origine; et des articles 3:1, 4, 5:1, 8:1, 9:1, 12:2 et 12:3 concernant les possibilités adéquates qui doivent être ménagées aux parties intéressées.[4843]

[4841] Communication du Venezuela en tant que tierce partie, paragraphes 2 et 3.
[4842] Communication du Venezuela en tant que tierce partie, paragraphe 10.
[4843] Communication du Venezuela en tant que tierce partie, paragraphes 11 et 15.

8.38 Le Venezuela appelle en particulier l'attention sur l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes au titre duquel il aurait dû être exempté de l'application des mesures de sauvegarde concernant les barres d'armature. En juin 2001, une enquête antidumping visant les importations vénézuéliennes a été close précisément parce que la part du Venezuela dans les importations des États-Unis s'est révélée "insignifiante" conformément aux Accords antidumping et SMC. Le Venezuela soutient qu'en effet pour toutes les catégories de produits visées par les mesures de sauvegarde en cause, les importations du Venezuela sont insignifiantes et ne sont par conséquent pas en mesure de causer un dommage à la branche de production nationale des États-Unis. Il fait observer également que des sources représentant un volume d'importation de barres d'armature nettement plus élevé que le Venezuela ont été exclues des mesures en cause.[4844]

8.39 Le Venezuela fait également valoir que les États-Unis n'ont pas fourni d'explications motivées et adéquates à propos de la manière dont ils ont fait leur détermination au titre de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes et à propos de la raison pour laquelle les exportations vénézuéliennes de barres d'armature ne remplissaient pas les conditions énoncées à cet article. En 2001, les importations en provenance de pays en développement Membres visées par la mesure représentaient seulement 15 pour cent et les exportations vénézuéliennes 3,08 pour cent. En outre, la majorité des exportations vénézuéliennes était destinée à Porto Rico, marché qui n'est pas approvisionné d'ordinaire par des producteurs des États-Unis. Le Venezuela affirme qu'ainsi la mesure ne protège pas réellement les sidérurgistes des États-Unis, mais qu'au lieu de cela, elle pénalise indûment les exportations du Venezuela, dont la part de marché ira à des pays tiers alors même que leur part dans les importations de barres d'armature a été plus importante pendant la période visée par l'enquête. Si le Venezuela est un fournisseur fiable du marché des États-Unis, ses exportateurs de barres d'armature ont toujours pris soin de ne pas causer de dommage à la branche de production nationale. Étant donné que les ventes aux États-Unis ont représenté plus de 50 pour cent des exportations vénézuéliennes de barres d'armature, les mesures de sauvegarde actuelles risquent de réduire les exportations de barres d'armature de façon très importante, de réduire les recettes de la branche de production vénézuélienne et de faire augmenter la capacité non utilisée. Le Venezuela espère que le Groupe spécial recommandera que l'ORD demande aux États-Unis d'abolir leurs mesures de sauvegarde, comme l'exige l'Accord sur l'OMC.[4845]

IX. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

9.1 Le 6 février 2003, conformément à l'article 15:1 du Mémorandum d'accord, à l'article 16 des procédures de travail du Groupe spécial et au calendrier des travaux révisé, paragraphe 3 h), le Groupe spécial a remis un projet de partie descriptive unique pour ses rapports. Conformément au calendrier des travaux révisé, le 19 février 2003, les parties ont présenté leurs observations sur le projet de partie descriptive. Le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire le 27 mars 2003. Le 9 avril 2003, conformément à l'article 15:2 du Mémorandum d'accord, à l'article 16 des procédures de travail du Groupe spécial et au calendrier des travaux révisé, paragraphe 3 j) et k), les parties ont présenté leurs observations sur le rapport intérimaire. Aucune des parties n'a demandé que le Groupe spécial tienne une nouvelle réunion avec les parties pour réexaminer une ou des parties des rapports du Groupe spécial. Conformément au calendrier des travaux révisé, paragraphe 3 l), le 16 avril 2003, les parties ont présenté d'autres observations par écrit sur les observations qui avaient déjà été présentées sur les rapports intérimaires du Groupe spécial le 9 avril 2003.

9.2 Conformément à l'article 15:3 du Mémorandum d'accord, la présente section des rapports du Groupe spécial contient la réponse du Groupe spécial aux observations faites par les parties au sujet à

[4844] Communication du Venezuela en tant que tierce partie, paragraphes 15 et 16.
[4845] Communication du Venezuela en tant que tierce partie, paragraphes 17 et 18.

la fois du projet de partie descriptive et des rapports intérimaires, et elle fait partie des constatations des rapports du Groupe spécial.

A. PARTIE DESCRIPTIVE

9.3 En ce qui concerne le projet de partie descriptive, le Groupe spécial a examiné toutes les observations faites par les parties le 19 février 2003. Les plaignants ont présenté des observations additionnelles sur le projet de partie descriptive dans leurs observations du 9 avril 2003 et du 16 avril 2003 sur les constatations intérimaires. Dans un certain nombre des observations faites par les parties, il a été suggéré d'insérer le texte des communications des parties. Le Groupe spécial a accepté toutes ces suggestions sauf lorsque les sources du texte en question n'ont pas été indiquées par les parties dans leurs observations et n'ont pas pu être retrouvées par le Groupe spécial. Dans un certain nombre des observations faites par les parties, il a été suggéré d'insérer des références en note de bas de page ou de modifier les références en note de bas de page existantes. Ces suggestions ont été pour la plupart acceptées, hormis celles que le Groupe spécial a jugées erronées ou bien lorsque le Groupe spécial a considéré que la note de bas de page proposée n'étayait pas le texte auquel ladite note de bas de page se rapportait. Dans certaines des observations il a été suggéré de modifier, ou d'ajouter, des titres dans le projet de partie descriptive. Le Groupe spécial a également accepté ces suggestions, sauf lorsqu'il a considéré que les ajouts ou modifications n'étaient pas appropriés. Les parties ont suggéré de restructurer le texte d'un certain nombre de sections du projet de partie descriptive. Le Groupe spécial a accepté ces modifications lorsqu'il a jugé cela approprié. Enfin, les parties ont aussi suggéré des corrections de fautes de typographie et de rédaction, qui ont été acceptées par le Groupe spécial. Le Groupe spécial a également apporté d'autres modifications typographiques et rédactionnelles dans la partie descriptive. Enfin, le Groupe spécial rappelle que dans leur lettre de couverture du 19 février 2003 communiquant des observations sur le projet de partie descriptive, les plaignants ont noté qu'ils "n'ont pas insisté pour que chaque argument soit systématiquement attribué à chaque plaignant qui l'a avancé (souvent dans des contextes assez différents). L'important est que les arguments figurent quelque part dans la partie descriptive commune". Nous notons, à ce propos, que dans la partie descriptive de nos rapports, nous avons fait référence aux plaignants de manière spécifique en indiquant les arguments qui avaient été avancés. Il a été procédé ainsi non pas pour attribuer l'argumentation exclusivement aux plaignants identifiés, mais plutôt pour faciliter le réexamen de la partie descriptive par les parties.

B. CONSTATATIONS ET CONCLUSIONS DU GROUPE SPÉCIAL

9.4 En plus des observations sur le projet de partie descriptive, les parties ont communiqué des observations sur les constatations et conclusions du Groupe spécial dans leurs observations du 9 avril 2003 et du 16 avril 2003. En résumé, les observations des parties peuvent être réparties en plusieurs catégories, qui sont énumérées et considérées ci-dessous.

1. Modifications typographiques et rédactionnelles

9.5 Les parties ont suggéré un certain nombre de modifications rédactionnelles aux rapports intérimaires du Groupe spécial et de corrections d'erreurs typographiques. Le Groupe spécial a accepté toutes ces suggestions (parfois avec certains autres amendements mineurs), sauf lorsque les modifications suggérées semblaient être erronées (par exemple dans les cas où il était suggéré une modification d'une référence en note de bas de page, mais où la source à laquelle renvoie cette référence n'étaye pas le texte pertinent). Le Groupe spécial note à ce propos qu'il a modifié des renvois à la partie descriptive de ses rapports ainsi que des renvois dans la section des rapports du Groupe spécial contenant ses constatations. Le Groupe spécial a aussi corrigé d'autres erreurs typographiques et apporté certaines autres modifications rédactionnelles. Les modifications

rédactionnelles suggérées par les parties qui ont été acceptées par le Groupe spécial incluent celles concernant les paragraphes 10.1, 10.18, 10.20, 10.131, 10.370, 10.398, 10.444, 10.702 et 10.711 des rapports intérimaires du Groupe spécial.

2. Graphiques établis par le Groupe spécial et données servant de base aux graphiques

9.6 En ce qui concerne les graphiques qui ont été établis par le Groupe spécial sur la base des données de l'USITC qui sont contenues dans ses rapports, le Groupe spécial note que, conformément à la suggestion des plaignants, il a inclus des références en note de bas de page indiquant la ou les sources des données utilisées pour tous ces graphiques. Il a également précisé les unités utilisées pour les graphiques de la productivité qui figurent dans les constatations du Groupe spécial concernant le lien de causalité. Les États-Unis ont noté que dans le graphique de la productivité qui suivait le paragraphe 10.367 des rapports intérimaires du Groupe spécial il était présenté des données incorrectes. Le Groupe spécial a refait ce graphique en utilisant les données correctes concernant la productivité.

3. Mode de présentation des faits et des arguments des parties

9.7 Dans un certain nombre des observations faites par les parties, il a été suggéré de modifier le mode de présentation des faits, des arguments des parties et des constatations de l'USITC dans les rapports.

9.8 En particulier, les parties ont suggéré des modifications au paragraphe 10.1 des rapports intérimaires du Groupe spécial pour préciser que l'ORD n'a pas établi cinq groupes spéciaux différents qui ont fait l'objet d'une procédure de groupe spécial unique, mais qu'il a accepté plutôt huit demandes d'établissement d'un groupe spécial et les a toutes renvoyées à un groupe spécial unique conformément à l'article 9:1 du Mémorandum d'accord. Les plaignants ont fait aussi valoir que le paragraphe 10.213 des rapports intérimaires du Groupe spécial devrait être modifié afin de refléter pleinement les arguments des Communautés européennes suivant lesquels il n'y avait pas eu d'explication adéquate par l'USITC d'un accroissement suffisant des importations de barres parachevées à froid. La Chine a également demandé des clarifications concernant le paragraphe 10.157 des rapports intérimaires du Groupe spécial afin d'indiquer clairement que la Chine n'avait pas contesté le choix par l'USITC d'une période visée par l'enquête de cinq ans en soi. Le Groupe spécial a accepté, au moins partiellement, ces amendements suggérés et il a révisé ses constatations en conséquence.

9.9 Les États-Unis ont demandé un amendement au paragraphe 10.357 des rapports intérimaires du Groupe spécial pour préciser que les constatations de l'USITC auxquelles il était fait référence dans ce paragraphe n'étaient pas complètes (même si elles avaient été citées ailleurs dans les constatations du Groupe spécial concernant le lien de causalité). Le Groupe spécial a accepté cette suggestion et il a apporté toutes les modifications correspondantes nécessaires pour satisfaire à cette demande. Les États-Unis ont aussi demandé des modifications aux paragraphes 10.639 et 10.676 des rapports intérimaires du Groupe spécial pour faire en sorte qu'ils reflètent correctement les constatations de l'USITC. Ces modifications suggérées ont été acceptées par le Groupe spécial et nous avons révisé nos constatations en conséquence.

4. Clarifications de certains aspects des constatations intérimaires

9.10 Les parties ont également fait des suggestions visant à clarifier certains aspects des rapports intérimaires.

9.11 En particulier, le Groupe spécial est convenu avec les plaignants que la constatation du Groupe spécial concernant l'accroissement des importations de "tubes et tuyaux soudés" était sans préjudice de la question de la définition du produit. Toutefois, le Groupe spécial a rejeté les demandes d'amendement du paragraphe 10.595 des rapports intérimaires du Groupe spécial présentées par les plaignants et il a estimé comme les États-Unis que l'ordre préexistant des constatations du Groupe spécial était logique.

9.12 Le Groupe spécial a également accepté la demande des États-Unis en relation avec les paragraphes 10.291 et 10.292 des rapports intérimaires du Groupe spécial afin d'indiquer clairement que c'était le Groupe spécial, et non pas l'USITC, qui avait qualifié l'analyse de l'USITC concernant le lien de causalité d'analyse de la "coïncidence" ou des "conditions de concurrence". En demandant cet amendement, les États-Unis ont noté que l'USITC n'avait pas fait de distinction dans son analyse du lien de causalité entre deux formes d'analyse – à savoir une analyse de la "coïncidence" ou une analyse des "conditions de concurrence". En acceptant la suggestion faite par les États-Unis, le Groupe spécial note qu'il a jugé nécessaire d'élaborer un cadre analytique pour évaluer les constatations de l'USITC concernant le lien de causalité pour chacune des mesures de sauvegarde pour les raisons suivantes. Premièrement, l'Accord sur les sauvegardes ne prescrit pas de quelle manière l'existence du lien de causalité devrait être démontrée. En même temps, il ressort de la jurisprudence de l'OMC que la coïncidence est un élément essentiel d'une analyse du lien de causalité. À cet égard, plusieurs plaignants ont fait valoir que le fait que l'USITC n'avait pas effectué d'analyse de la coïncidence en relation avec certaines des mesures de sauvegarde était une erreur fatale. Enfin, le Groupe spécial est d'avis que des outils autres qu'une analyse de la coïncidence, par exemple une analyse des conditions de concurrence, pourraient aussi être utilisés pour établir ou étayer des constatations de l'existence d'un lien de causalité au regard de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. Le cadre analytique développé dans les paragraphes 10.306 à 10.308 prend en compte la considération précitée.

9.13 Le Groupe spécial note que les États-Unis ont demandé un certain nombre de modifications additionnelles dans l'analyse mesure par mesure effectuée par le Groupe spécial pour refléter le fait que c'est plutôt le Groupe spécial, et non l'USITC, qui a qualifié l'analyse de l'USITC d'analyse de la coïncidence ou des conditions de concurrence. À la lumière des modifications apportées par le Groupe spécial aux paragraphes 10.291 et 10.292 des rapports intérimaires du Groupe spécial, le Groupe spécial ne considère pas que la majorité de ces changements additionnels soient nécessaires. Toutefois, dans son analyse mesure par mesure, le Groupe spécial, nonobstant les modifications faites aux paragraphes 10.291 et 10.292 des rapports intérimaires du Groupe spécial, a apporté les modifications additionnelles là où il pouvait y avoir confusion.

9.14 En outre, les États-Unis notent qu'au paragraphe 10.375 des rapports intérimaires du Groupe spécial, le Groupe spécial dit que les sources dont proviennent les valeurs moyennes pour les CPLPAC nationaux et importés n'apparaissent pas clairement. Dans leurs commentaires dans le cadre du réexamen, les États-Unis ont fourni des éclaircissements sur la source de ces valeurs. Sur la base de ces éclaircissements, le Groupe spécial a supprimé sa déclaration disant que la source des données en question n'apparaissait pas clairement, en dépit des arguments présentés par les plaignants dans leurs observations du 16 avril 2003 suivant lesquels la source des données en question n'apparaissait toujours pas clairement. Toutefois, à la lumière de l'explication des États-Unis concernant la base de calcul des valeurs unitaires moyennes pour les CPLPAC nationaux ainsi que des observations faites par les États-Unis en relation avec le paragraphe 10.421 des rapports intérimaires du Groupe spécial concernant la pertinence de la définition du produit pour les CPLPAC dans le contexte de l'analyse de l'USITC au sujet du lien de causalité, le Groupe spécial a complété le texte du paragraphe 10.375 qui figurait dans ses rapports intérimaires pour faire état des difficultés associées à l'agrégation des données par l'USITC, qui ont été reconnues par l'USITC elle-même dans son rapport.

9.15 En relation avec les observations faites par les États-Unis concernant les données disponibles dans le rapport de l'USITC sur les CPLPAC comme un produit unique, les États-Unis font valoir qu'il est dit à tort au paragraphe 10.421 des rapports intérimaires du Groupe spécial que, "à plusieurs reprises, [l'USITC] n'a pas fourni des données nécessaires pour les CPLPAC dans leur ensemble et/ou a utilisé des données concernant les éléments qui composaient les CPLPAC et non les données concernant les CPLPAC sans expliquer en quoi et comment ces données spécifiques relatives à ces éléments se rapportaient à la détermination portant sur les CPLPAC dans leur ensemble". À la lumière des données auxquelles les États-Unis se sont référés plus haut en relation avec le paragraphe 10.375 des rapports intérimaires du Groupe spécial, le Groupe spécial a apporté les modifications nécessaires au paragraphe 10.421 des rapports intérimaires.

9.16 Les États-Unis ont également demandé, en relation avec le paragraphe 10.421 des rapports intérimaires du Groupe spécial, que le Groupe spécial confirme que selon lui le fait que l'USITC s'en soit remise exclusivement à des données pour la sous-catégorie et qu'elle n'ait pas fourni ni examiné de données agrégées était la *seule* considération ayant conduit le Groupe spécial à conclure que l'USITC avait admis que les CPLPAC ne pouvaient pas être assujettis à l'application des prescriptions concernant le lien de causalité et que cela, à son tour, était également la seule considération ayant conduit le Groupe spécial à conclure que le regroupement des CPLPAC était incompatible avec les prescriptions de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. Le Groupe spécial a clarifié le paragraphe 10.421 des rapports intérimaires du Groupe spécial. Comme indiqué, il existait *plusieurs* considérations ayant conduit le Groupe spécial à estimer que la définition du produit pour les CPLPAC était telle que ceux-ci ne pouvaient pas être dûment assujettis aux prescriptions de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. À cet égard, le Groupe spécial note que les amendements à titre de clarification qui ont été apportés par le Groupe spécial au paragraphe tiennent compte des préoccupations exprimées par les plaignants dans leurs observations du 16 avril 2003. Le Groupe spécial a également tenu compte de l'observation des États-Unis suivant laquelle la conclusion de l'existence d'une violation de l'article 4:2 b) sur la base de la définition du produit pour les CPLPAC n'était pas nécessaire pour les conclusions générales du Groupe spécial concernant le lien de causalité s'agissant des CPLPAC.

9.17 Les États-Unis ont fait un certain nombre d'observations dans lesquelles ils demandaient essentiellement une clarification de la distinction entre les "valeurs unitaires moyennes" et les "prix". En particulier, les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de modifier le texte du paragraphe 10.432 des rapports intérimaires du Groupe spécial et le graphique qui l'accompagne pour qu'il soit bien clair que le Groupe spécial fait référence aux "valeurs unitaires moyennes" plutôt qu'aux "prix". Des demandes similaires ont été présentées par les États-Unis en relation avec les paragraphes 10.456, 10.477 et 10.521 des rapports intérimaires du Groupe spécial et leurs graphiques correspondants. Le Groupe spécial a apporté les modifications demandées. En outre, le Groupe spécial a modifié les rapports pour préciser que lorsqu'il a examiné les analyses des prix effectuées par l'USITC dans le cadre de son analyse du lien de causalité, le Groupe spécial a considéré les valeurs unitaires comme une approximation des prix. Comme noté plus loin dans nos constatations, nous considérons que cela est acceptable puisque c'est apparemment ce que l'USITC elle-même a fait. De plus, selon ce que nous comprenons, les tendances des prix reflètent les tendances des valeurs unitaires. Sur un point connexe qui semble être soulevé par les demandes d'amendements formulées par les États-Unis, dans nos rapports, nous ne considérons pas qu'il existe une quelconque distinction entre les "valeurs unitaires" d'une part et les "valeurs unitaires moyennes" d'autre part. Plus particulièrement, dans le cas d'espèce, nous considérons que les valeurs unitaires pour une année particulière sont implicitement des moyennes.

9.18 Les plaignants ont demandé au Groupe spécial de préciser qu'il ne constatait pas qu'il y avait une autre détermination de l'USITC que celle faite le 22 octobre 2001 et que les rapports complémentaires faisaient seulement partie de l'explication de cette détermination. Le Groupe spécial considère en effet que, pour chaque produit importé, l'USITC a fait, le 22 octobre 2001, une détermination aux fins des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes. Toutefois, le Groupe spécial considère que l'obligation de démontrer l'existence d'une évolution imprévue des circonstances conformément à l'article XIX du GATT de 1994 s'ajoute à l'obligation d'établir une détermination selon laquelle les conditions des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes sont remplies. De fait, le Groupe spécial note qu'aucun des plaignants n'a allégué que l'obligation de démontrer l'existence d'une évolution imprévue des circonstances était l'une des conditions pour l'imposition d'une mesure de sauvegarde conformément aux articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes.[4846] La jurisprudence de l'OMC indique explicitement que les conditions préalables prévues dans le cadre de l'OMC pour l'imposition d'une mesure de sauvegarde compatible avec les règles de l'OMC incluent à la fois la démonstration factuelle de l'existence d'une évolution imprévue des circonstances conformément à l'article XIX du GATT de 1994 et la détermination suivant laquelle les conditions des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes ont été remplies.[4847] Une explication cohérente, motivée et adéquate indiquant que toutes ces prescriptions ont été respectées devait être incluse dans le rapport de l'autorité compétente, comme l'exigeait l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes et avant qu'une mesure de sauvegarde ne soit appliquée.

9.19 Le Groupe spécial a aussi clarifié d'autres aspects de ses constatations intérimaires, y compris les paragraphes 10.13, 10.17, 10.29, 10.48, 10.74 (note de bas de page 4924), 10.122, 10.132, 10.143, 10.148, 10.149, 10.406 à 10.411, 10.419, 10.445, 10.448, 10.471, 10.489, 10.505, 10.538, 10.567, 10.617, 10.623, 10.630, 10.641 et 10.668.

5. Évaluation par le Groupe spécial des arguments des parties et des faits

9.20 Les États-Unis ont contesté l'évaluation par le Groupe spécial des arguments et des faits en relation avec un certain nombre des mesures en cause. En particulier, les États-Unis contestent le fondement des conclusions du Groupe spécial au paragraphe 10.401 des rapports intérimaires du Groupe spécial, faisant valoir que l'USITC n'a pas indiqué que les charges héritées du passé avaient contribué en quoi que ce soit à la détérioration de la situation de la branche de production des CPLPAC durant la période visée par l'enquête parce que les charges héritées du passé avaient effectivement diminué durant la période visée par l'enquête. Les États-Unis ajoutent que le fait que les charges héritées du passé aient été un fardeau pour la branche de production avant la période visée par l'enquête ou qu'elles puissent poser des problèmes à la branche de production dans l'avenir ne dit rien quant au point de savoir si les charges héritées du passé ont contribué à la détérioration de la situation de la branche de production durant la période visée par l'enquête. Sur la base de ce qui précède, les États-Unis demandent au Groupe spécial de supprimer sa constatation suivant laquelle l'analyse par l'USITC des charges héritées du passé n'a pas établi que le dommage causé par ce facteur, conjointement avec d'autres facteurs, n'avait pas été imputé à l'accroissement des importations. Les plaignants s'opposent à cette demande.

9.21 Le Groupe spécial a décidé de rejeter l'amendement demandé par les États-Unis. Le Groupe spécial a examiné les constatations de l'USITC et les arguments présentés en relation avec les charges

[4846] Aucun des plaignants n'a suggéré que leurs allégations concernant l'évolution imprévue des circonstances reposaient sur les articles 2 ou 4 de l'Accord sur les sauvegardes. Voir à ce propos le contenu des demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les plaignants aux paragraphes 3.1 à 3.8 de la partie descriptive.

[4847] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 72.

héritées du passé et il reste d'avis que l'USITC n'a pas établi que le dommage causé par les charges héritées du passé, conjointement avec d'autres facteurs, n'avait pas été imputé à l'accroissement des importations quand elle a évalué si l'accroissement des importations de CPLPAC avait causé un dommage aux producteurs nationaux concernés. Toutefois, à la lumière des observations faites par les États-Unis à ce sujet, le Groupe spécial a développé ses constatations afin de mettre en lumière l'absence d'explication adéquate par l'USITC et de souligner que le simple fait que le problème des charges héritées du passé était antérieur à la période visée par l'enquête et que ces charges pouvaient avoir diminué durant la période visée par l'enquête ne signifiait pas nécessairement qu'elles n'avaient pas joué un rôle pour ce qui était de causer le dommage subi par la branche de production nationale.

9.22 Les États-Unis ont également contesté la conclusion du Groupe spécial au paragraphe 10.440 des rapports intérimaires du Groupe spécial suivant laquelle l'USTIC a reconnu que les producteurs inefficaces étaient une cause possible du dommage subi par la branche de production de barres laminées à chaud. À la lumière des observations des États-Unis, le Groupe spécial a réexaminé les constatations de l'USITC ainsi que les allégations et les arguments présentés par les parties sur ce point et il a révisé ses constatations pour refléter le fait qu'il était d'accord avec les États-Unis. Les modifications correspondantes nécessaires ont également été faites dans nos rapports.

9.23 En ce qui concerne le paragraphe 10.455 des rapports intérimaires du Groupe spécial, les États-Unis font valoir que le Groupe spécial n'a pas de raison de ne pas voir clairement pourquoi l'USITC a utilisé des données trimestrielles pour certaines barres parachevées à froid alors que des données moyennes étaient disponibles. Les États-Unis appellent l'attention à ce propos sur la note 627 à la page 105 du rapport de l'USITC. Le Groupe spécial a examiné la note en question et il estime qu'elle fait référence aux mérites relatifs des données en matière de prix pour des produits spécifiques de la catégorie des barres parachevées à froid. Le Groupe spécial ne considère pas que cette note contient une discussion des mérites relatifs des valeurs unitaires trimestrielles par rapport aux valeurs unitaires moyennes (annuelles) et que, par conséquent, elle ne fournit aucune justification de l'utilisation par l'USITC de données trimestrielles en l'absence d'une explication motivée et adéquate indiquant pourquoi les données annuelles disponibles n'avaient pas été utilisées en cette occasion alors que ces données avaient été utilisées pour un certain nombre des autres mesures en cause. Nous notons que les données trimestrielles auxquelles s'en est remise l'USITC faisaient apparaître des ventes à des prix inférieurs alors que les données moyennes annuelles ne le faisaient pas.

9.24 Les États-Unis ont également contesté l'examen par le Groupe spécial de l'évaluation faite par l'USITC des augmentations de la capacité nationale pour les ABJT figurant au paragraphe 10.527 des rapports intérimaires du Groupe spécial. En premier lieu, les États-Unis font valoir que le Groupe spécial a estimé à tort que la référence au terme "substantiel" signifiait "énorme" quand il a interprété l'observation de l'USITC suivant laquelle "il ne serait pas attendu de l'augmentation de la capacité qu'elle fasse peser une pression substantielle sur les prix intérieurs". Le Groupe spécial ne faisait pas de telle méprise. Le rapport de l'USITC indique qu'une pression à la baisse sur les prix *a été* exercée par la capacité, quelle que soit la façon dont est interprété le terme "substantiel". Le Groupe spécial considère que tous les "autres facteurs" pertinents – même ceux avec des effets dommageables limités sur la branche de production nationale – doivent être, conjointement avec d'autres facteurs pertinents, définis, distingués et évalués en vue de parvenir à une conclusion générale quant au point de savoir s'il y avait ou non une relation authentique et substantielle de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage subi par la branche de production nationale concernée.

9.25 Les États-Unis ont également demandé au Groupe spécial d'expliquer pourquoi il avait conclu que l'USITC avait reconnu que les augmentations de la capacité nationale avaient joué un rôle pour ce qui était de causer le dommage subi par la branche de production nationale. Le Groupe spécial note

que dans les paragraphes 10.527 à 10.531 des rapports intérimaires du Groupe spécial, il a expliqué pourquoi il considérait que l'USITC avait admis que les augmentations de la capacité avaient entraîné, du moins en partie, une pression à la baisse sur les prix intérieurs ce qui, à son tour, avait eu une incidence sur la situation de la branche de production nationale.

9.26 Les États-Unis ont aussi demandé au Groupe spécial de réviser ses constatations, dans les paragraphes 10.559 et 10.563 des rapports intérimaires, suivant lesquelles l'USITC aurait pu présenter une analyse de non-imputation motivée et adéquate des diminutions de la demande en expliquant que la marge d'exploitation diminuait indépendamment des tendances de la demande. En formulant cette demande, les États-Unis font valoir que l'analyse même souhaitée par le Groupe spécial figurait à la page 212 du rapport de l'USITC. Le Groupe spécial a examiné la page citée du rapport de l'USITC et il considère qu'elle confirme la conclusion du Groupe spécial, qui est contestée par les États-Unis. Il est dit clairement à la page en question que la demande avait diminué *à la fin de 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001* alors que les détériorations substantielles de la situation de la branche de production nationale étaient survenues *avant 2000 et 2001*. Le fait que le dommage soit survenu avant le moment où un facteur entre en jeu ne remet pas en cause la conclusion selon laquelle ledit facteur peut encore jouer un rôle dans le dommage causé après ce moment-là. Nous avons développé nos constatations pour clarifier cela.

6. Omissions

9.27 Les parties ont également mentionné ce qu'elles considéraient comme des omissions dans les rapports intérimaires du Groupe spécial. Le Groupe spécial était d'accord avec les suggestions ci-après faites par les parties. Les plaignants ont demandé que le paragraphe 10.370 des rapports intérimaires du Groupe spécial soit développé pour résumer correctement toutes les raisons pour lesquelles le Groupe spécial a considéré que la constatation de l'USITC était inadéquate. Les plaignants ont aussi suggéré qu'il soit indiqué dans les rapports intérimaires du Groupe spécial que le Groupe spécial n'avait pas jugé nécessaire d'examiner spécifiquement l'argument d'un certain nombre de plaignants selon lequel la divergence entre l'éventail des produits pour lesquels il avait été constaté selon ce qui était allégué l'existence d'un accroissement des importations et d'un dommage grave et les produits sur lesquels des mesures de sauvegarde ont été finalement imposées constituait aussi une violation du principe du parallélisme.

9.28 Toutefois, dans un certain nombre de cas le Groupe spécial n'a pas admis, du tout ou en partie, qu'il y avait omission et, dans ces circonstances, il a refusé d'apporter un amendement ou, du moins, refusé d'apporter l'amendement demandé. En particulier, dans leurs observations, les plaignants notent que le Japon avait inclus une allégation en vertu de l'article XIX:1 du GATT de 1994 concernant le non-respect par les États-Unis des critères relatifs à l'accroissement des importations, au lien de causalité et au parallélisme. Les plaignants ont noté encore que même si le Groupe spécial avait traité cette allégation dans ses constatations concernant l'accroissement des importations, il n'avait pas inclus de référence à l'article XIX dans ses constatations résumées concernant l'accroissement des importations. Suivant les plaignants, le Groupe spécial n'a pas non plus traité cette allégation dans ses constatations concernant le lien de causalité et le parallélisme. Les États-Unis n'étaient pas d'accord avec les observations des plaignants à ce propos.

9.29 Le Groupe spécial est bien conscient des allégations formulées par le Japon et d'autres plaignants en vertu de l'article XIX du GATT de 1994. Toutefois, le Groupe spécial ne considère pas qu'une constatation spécifique par rapport à l'article XIX au sujet de l'accroissement des importations, du lien de causalité et du parallélisme renforcerait les droits des plaignants. Le Groupe spécial note que l'article XIX n'a pas été beaucoup invoqué par la plupart des parties hormis dans le contexte de l'évolution imprévue des circonstances. Le Groupe spécial a décidé, par conséquent, de rejeter la

demande des plaignants tendant à insérer une référence à l'article XIX dans ses constatations au sujet du lien de causalité et du parallélisme. En outre, le Groupe spécial ne considère pas qu'une référence à l'article XIX est nécessaire en relation avec ses constatations concernant l'accroissement des importations. Par conséquent, conformément à l'approche suivie pour les autres sections de ses rapports, le Groupe spécial a révisé ses constatations concernant l'accroissement des importations pour supprimer les références à l'article XIX. Selon nous, la suppression de ces références n'amoindrira aucunement les droits des plaignants en rapport avec leurs allégations au sujet de l'accroissement des importations dans le présent différend.

9.30 De même, les plaignants notent que le Japon et la Norvège ont inclus une allégation en vertu de l'article 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes concernant le processus de décision des États-Unis pour les produits étamés ou chromés et les produits tréfilés en aciers inoxydables. Les plaignants notent que bien que cette allégation fasse partie des constatations du Groupe spécial concernant le lien de causalité, l'article 4:2 c) n'est pas mentionné dans les constatations résumées concernant le lien de causalité. Ils font aussi valoir que l'allégation en vertu de l'article 4:2 c) aurait dû être traitée par le Groupe spécial dans ses constatations concernant l'accroissement des importations. Ils font valoir que puisque le Groupe spécial a constaté une violation de l'article 3:1 en ce qui concerne l'accroissement des importations pour les produits étamés ou chromés et les fils en aciers inoxydables, une violation de l'article 4:2 c) aurait dû être constatée. Les États-Unis n'étaient pas d'accord avec les observations des plaignants à ce sujet.

9.31 Sur le premier point, qui consiste à savoir si une constatation de violation de l'article 4:2 c) est nécessaire en relation avec la question du lien de causalité, le Groupe spécial considère qu'une telle référence ne renforcerait pas les droits des plaignants. En outre, le Groupe spécial fait observer que l'article 4:2 c) n'a pas été beaucoup invoqué par les parties comme justification distincte d'une violation des prescriptions concernant le lien de causalité. Par conséquent, conformément à l'approche suivie pour les autres sections de ses rapports, le Groupe spécial a révisé ses constatations concernant le lien de causalité pour supprimer les références à l'article 4:2 c) dans sa discussion sur les allégations de violation des prescriptions concernant le lien de causalité pour les produits étamés ou chromés et les fils en aciers inoxydables. Selon nous, la suppression de ces références n'amoindrira pas les droits des parties en rapport avec les questions du lien de causalité dans le présent différend.

9.32 Sur le second point, le Groupe spécial convient que certains parallèles peuvent être faits entre l'article 4:2 c) et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Cependant, le Groupe spécial ne considère pas qu'une référence additionnelle à l'article 4:2 c) en relation avec les constatations du Groupe spécial concernant l'accroissement des importations ou le lien de causalité renforcerait les droits des plaignants. En conséquence, le Groupe spécial a décidé de rejeter la suggestion des plaignants d'insérer une référence à l'article 4:2 c) dans ses constatations résumées concernant le lien de causalité et dans ses constatations concernant l'accroissement des importations pour les produits étamés ou chromés et les fils en aciers inoxydables.

7. Traitement confidentiel des données

9.33 Les États-Unis ont exprimé un certain nombre de préoccupations concernant les observations faites par le Groupe spécial dans ses rapports intérimaires au sujet du traitement confidentiel des données. Le Groupe spécial convient que, dans certaines circonstances, les Membres ont l'obligation de traiter comme confidentiels certains renseignements et cette obligation ne devrait pas amoindrir le droit des Membres de prendre des mesures de sauvegarde. Le Groupe spécial admet aussi que les États-Unis ne devraient pas être tenus pour responsables d'avoir traité comme confidentielles certaines données. Dans la mesure où d'autres moyens motivés et adéquats d'étayer ses conclusions ont été fournis par l'USITC, le Groupe spécial a apporté les modifications nécessaires au paragraphe 10.455

(concernant les barres parachevées à froid), au paragraphe 10.552 (concernant les barres en aciers inoxydables) et aux paragraphes 10.577 et 10.583 (concernant le fil machine en aciers inoxydables) des rapports intérimaires du Groupe spécial.

9.34 En ce qui concerne le paragraphe 10.455 des rapports intérimaires du Groupe spécial, les États-Unis contestent la déclaration du Groupe spécial suivant laquelle des "difficultés avec les données amènent à se demander s'il y a effectivement eu "vente à des prix inférieurs"" étant donné, entre autres, que le Groupe spécial avait contesté le traitement confidentiel de certaines données pertinentes. Nous avons réexaminé les constatations à la lumière de nos observations précitées en ce qui concerne les données ou les renseignements utilisables à la place des données supprimées. Toutefois, le Groupe spécial maintient ses constatations à cet égard en ce qui concerne les barres parachevées à froid en l'absence d'explication concernant les données auxquelles s'en est remise l'USITC, ce qui amène à se demander s'il y a effectivement eu "vente à des prix inférieurs".[4848]

9.35 En ce qui concerne le paragraphe 10.552 des rapports intérimaires du Groupe spécial (relatif aux barres en aciers inoxydables) où il est dit que le Groupe spécial n'a pas été en mesure d'évaluer s'il y avait eu des ventes à des prix inférieurs importantes de produits importés pendant la période visée par l'enquête en raison du traitement confidentiel des renseignements pertinents, les États-Unis notent que si les prix intérieurs ont été supprimés des comparaisons de prix présentées dans un certain nombre de tableaux auxquels le Groupe spécial s'était référé, le rapport de l'USITC contenait un autre tableau, le tableau STAINLESS-99, dans lequel étaient résumés les cas de vente à des prix inférieurs d'importations canadiennes, mexicaines et hors ALENA.

9.36 Le Groupe spécial a examiné ce tableau et il considère qu'il suffit d'indiquer qu'il y a eu des ventes à des prix inférieurs de produits importés. En particulier, comme indiqué dans nos constatations révisées, le tableau STAINLESS-99 fait référence à 40 cas de vente à des prix inférieurs d'importations hors ALENA et il fournit une fourchette des marges de vente à des prix inférieurs de 0,1 à 51,8 pour cent s'appliquant pour tous ces cas. Comme indiqué dans nos constatations, ce fait - qu'il y avait 40 cas de vente à des prix inférieurs d'importations hors ALENA - n'a pas été contesté par les plaignants et nous considérons qu'il est contraire à notre critère d'examen de réexaminer la qualité de cet élément de preuve en l'absence de toute contestation *prima facie*. À notre avis, même si les données pertinentes ont été supprimées du rapport de l'USITC, l'USITC a néanmoins fourni d'autres renseignements pour tenter de remplacer les données supprimées. Nous avons révisé nos constatations en conséquence pour refléter nos conclusions à ce sujet.

9.37 Les États-Unis ont contesté le fondement des observations du Groupe spécial dans les paragraphes 10.578 et 10.579 des rapports intérimaires du Groupe spécial suivant lesquelles l'analyse de l'USITC en ce qui concerne le fil machine en aciers inoxydables ne contient aucune comparaison entre les prix à l'importation et les prix intérieurs. Les États-Unis se réfèrent à la note 1419 à la page 220 du rapport de l'USITC conjointement avec le tableau STAINLESS-100 et le tableau STAINLESS-C-5 pour dire que cette comparaison de prix a été effectuée. Bien que le tableau STAINLESS-C-5 ne contienne pas de données accessibles au public, le Groupe spécial admet que le tableau STAINLESS-100 contient bien les renseignements pertinents et il a révisé ses constatations en conséquence.

9.38 Les plaignants ont également suggéré que le paragraphe 10.559 des rapports intérimaires soit modifié pour indiquer que, lorsque des renseignements ont été traités comme confidentiels, pour que l'explication soit motivée et adéquate il faudrait une indication des tendances applicables suffisante pour justifier les constatations de l'autorité chargée de l'enquête. Comme discuté dans les

[4848] Voir le paragraphe 9.23 ci-dessus.

paragraphes 10.272 à 10.275 de nos constatations, nous considérons que, dans certaines circonstances, les Membres ont l'obligation en vertu de l'article 3:2 de l'Accord sur les sauvegardes de traiter comme confidentiels certains renseignements même s'ils peuvent fonder leur détermination sur ces renseignements traités comme confidentiels. Une telle obligation ne devrait pas amoindrir les droits des Membres de prendre des mesures de sauvegarde. Dans les cas où les renseignements ont été traités comme confidentiels, le Groupe spécial a examiné si l'autorité compétente avait donné une explication motivée et adéquate par d'autres moyens qu'en divulguant intégralement ces données. À notre avis, les tendances dérivées des données qui ont été supprimées peuvent fournir des éléments de preuve suffisants indiquant que l'explication pertinente est motivée et adéquate. Toutefois, le Groupe spécial considère que les tendances ne sont pas le seul moyen d'étayer des allégations fondées sur des données traitées comme confidentielles.

8. Demande de rapports distincts par un groupe spécial

9.39 En ce qui concerne la demande de rapports distincts par un groupe spécial présentée par les États-Unis, les États-Unis ont demandé au Groupe spécial de clarifier au paragraphe 10.728 des rapports intérimaires sa déclaration selon laquelle la présentation d'une partie descriptive de synthèse unique reflétait le fait que "chacun des plaignants s'en remettait aux arguments avancés et aux éléments de preuve présentés par d'autres plaignants en relation avec leurs allégations respectives ...". Suivant les États-Unis, cette déclaration pouvait prêter à une interprétation erronée, à savoir qu'elle autoriserait un plaignant à s'en remettre aux arguments et aux éléments de preuve d'un autre Membre pour s'acquitter de la charge de la preuve incombant à cette partie plaignante.

9.40 Le Groupe spécial convient avec les États-Unis qu'il incombe à une partie plaignante de fournir des éléments qui justifient *prima facie* chacune des allégations qu'elle fait et qu'elle ne peut pas s'en remettre aux autres parties plaignantes pour établir des éléments *prima facie* à l'appui de son argumentation, si elles avaient défendu leurs différends respectifs indépendamment. Le Groupe spécial rappelle que les plaignants ont formulé des allégations communes pour toutes les mesures et que toutes ces allégations communes sont soumises à bon droit au Groupe spécial. Le Groupe spécial note que dans le présent différend, avec l'accord apparent des États-Unis, les coplaignants se sont référés et s'en sont remis aux arguments et aux démonstrations les uns et autres et qu'ils l'ont explicitement dit.[4849] Depuis le début de la procédure de groupe spécial, les parties ont reconnu[4850] que les plaignants agiraient ensemble en ce qui concerne certaines allégations communes et que les États-Unis répondraient à ces allégations communes tout en répondant également aux allégations spécifiques de certains des plaignants. Souvent les plaignants ont fait des renvois aux communications écrites les uns des autres, ont coordonné leurs exposés au Groupe spécial et se sont réparti l'argumentation relative aux allégations communes, déclarant souvent explicitement qu'ils s'exprimaient au nom de tous les plaignants. Ils ont présenté des observations communes sur la partie descriptive, des observations communes sur les constatations intérimaires ainsi qu'une réponse commune aux observations des États-Unis sur les constatations intérimaires. À tous ces stades, les

[4849] Voir, par exemple, la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 16 et 17; la première communication écrite de la Suisse, paragraphe 10; la première communication écrite de la Norvège, paragraphe 8; la première communication écrite du Brésil, paragraphe 3; la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 1.5; la première communication écrite de la Chine, paragraphe 8; la première communication écrite du Japon, paragraphe 5; et la première communication écrite de la Corée, paragraphe 7. Tout au long de leurs communications écrites et orales, les plaignants se sont référés aux allégations et arguments les uns des autres. Voir aussi les déclarations orales des plaignants (devant le Groupe spécial) indiquant que chacun des plaignants s'exprimait sur une question spécifique au nom des autres plaignants.

[4850] Voir le paragraphe 5 des procédures de travail du Groupe spécial citées au paragraphe 6.1 de la partie descriptive.

États-Unis ont donné une réponse unique traitant collectivement des arguments présentés par les plaignants. Nous sommes conscients du fait que les groupes spéciaux ne sont pas autorisés à faire valoir les droits des plaignants.[4851] La jurisprudence de l'OMC reconnaît que les groupes spéciaux peuvent, après avoir évalué les éléments de preuve et l'argumentation présentés par les plaignants, arriver à une conclusion quant au point de savoir si, en général, les plaignants ont établi *prima facie* le bien-fondé de leur plainte.[4852] Nous pensons qu'en l'espèce, chacun des plaignants a établi *prima facie*, au moyen de sa propre démonstration et conjointement avec celle des autres, que les mesures de sauvegarde en cause étaient incompatibles avec les dispositions de l'OMC énumérées dans nos recommandations. Nous avons révisé nos constatations pour clarifier ce point.

9. Publication des rapports intérimaires confidentiels

9.41 Enfin, nous aimerions aborder la question de la confidentialité des rapports intérimaires. Quand, le 26 mars 2002, nous avons communiqué nos rapports intérimaires aux parties, nous avons clairement indiqué que ces rapports étaient confidentiels. De fait, conformément au Mémorandum d'accord, toutes les procédures de groupe spécial restent confidentielles jusqu'à ce que le rapport du groupe spécial soit distribué aux Membres de l'OMC. Nous avons aussi souligné explicitement à toutes nos réunions avec les parties que les procédures de groupe spécial étaient confidentielles. Cela a été accepté par les parties et reflété dans les procédures de travail du Groupe spécial et dans toute notre correspondance pertinente avec les parties. En conséquence, nous sommes préoccupés de découvrir que les parties n'ont pas respecté cette obligation de confidentialité et ont divulgué des aspects des rapports intérimaires du Groupe spécial. Nous considérons que ce non-respect d'une prescription spécifique imposée par le Mémorandum d'accord et par les procédures de travail du Groupe spécial est regrettable et qu'il ne devait pas être passé sous silence.

X. CONSTATATIONS

A. INTRODUCTION

1. Mandat du Groupe spécial – établissement d'un seul groupe spécial

10.1 Conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, huit demandes d'établissement d'un groupe spécial ont été présentées à l'ORD dans le cadre du présent différend. L'ORD a accepté ces demandes et, conformément à l'article 9, nous avons finalement été chargés d'examiner les huit demandes d'établissement d'un groupe spécial dans le cadre d'une procédure de groupe spécial unique.[4853]

10.2 Le 29 juillet 2002, le Groupe spécial a rencontré les parties pour sa réunion d'organisation. Le 31 juillet 2002, il a écrit aux parties pour leur communiquer certaines décisions préliminaires et

[4851] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphes 126 à 130.

[4852] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 145. L'Organe d'appel a confirmé cet avis dans le rapport *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 134. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.50.

[4853] La première demande d'établissement d'un groupe spécial (Communautés européennes - WT/DS248/6) a été acceptée le 3 juin 2002; les deuxième et troisième (Japon – WT/DS249/6; Corée - WT/DS251/7) le 14 juin 2002; les quatrième, cinquième et sixième (Chine – WT/DS252/5; Suisse - WT/DS253/5; Norvège – WT/DS254/5) le 24 juin; la septième (Nouvelle-Zélande – WT/DS258/9) le 8 juillet et enfin la huitième (Brésil – WT/DS259/10) le 29 juillet 2002. La teneur de ces demandes est exposée aux paragraphes 3.1 à 3.8 de la partie descriptive. Voir aussi les comptes rendus suivants de l'ORD: WT/DSB/M/125, WT/DSB/M/127, WT/DSB/M/128, WT/DSB/M/129 et WT/DSB/M/130.

organisationnelles, y compris son calendrier et ses procédures de travail.[4854] Le Groupe spécial fait observer, à ce stade initial, que ses procédures de travail ne font pas référence à un rapport "unique" ni à des rapports "multiples". Il est question dans les procédures de travail de "rapport intérimaire" (paragraphe 16). Dans le calendrier, il est seulement fait mention de divers aspects du "rapport" (là aussi au singulier) aux paragraphes 3 h), i), m) et n). Le calendrier, ainsi que la longueur et la teneur des résumés analytiques des États-Unis, ont été fixés compte tenu du fait que ceux-ci auraient à répondre à des allégations communes et à des allégations spécifiques à certains des plaignants.

10.3 Le Groupe spécial a rencontré les parties à la première réunion de fond les 29, 30 et 31 octobre 2002. Pour assurer l'efficacité de la procédure du groupe spécial unique, les plaignants ont coordonné leurs exposés oraux. Le Groupe spécial a rencontré les parties à la deuxième réunion de fond les 10, 11 et 12 décembre 2002; cette fois encore, les plaignants ont coordonné leurs exposés au Groupe spécial. De nombreuses questions ont été posées aux parties par le Groupe spécial et par les parties. Les plaignants ont souvent répondu individuellement aux questions du Groupe spécial et des États-Unis. Le 28 janvier 2003, les États-Unis ont demandé que le Groupe spécial établisse des rapports distincts au lieu d'un rapport unique. Nous examinons la demande des États-Unis aux paragraphes 10.716 et suivants.

2. Allégations

10.4 Les plaignants allèguent que les mesures de sauvegarde des États-Unis ne satisfont pas aux conditions préalables établies dans le cadre de l'OMC pour l'adoption de telles mesures, y compris celles qui sont mentionnées aux articles 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et aux articles X et XIX du GATT de 1994. Tous les plaignants contestent toutes les mesures de sauvegarde mais leurs allégations ne sont pas toutes les mêmes. Tous les plaignants ont formulé certaines allégations communes à propos de toutes les mesures. Certains plaignants ont formulé des allégations spécifiques concernant la totalité ou certaines des mesures. Les allégations détaillées des plaignants sont énumérées à la section III *supra*.

3. Les mesures en cause

10.5 En vertu de la Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, intitulée "Proclamation visant à faciliter un ajustement positif à la concurrence des importations de certains produits en acier", accompagnée d'un Mémorandum à l'intention du Secrétaire au Trésor, du Secrétaire au Commerce et de l'USTR, le Président des États-Unis a imposé le 20 mars 2002 des mesures de sauvegarde définitives aux importations des produits en acier suivants[4855]:

- un droit de 30 pour cent imposé aux importations de "certains produits plats en acier autres que les brames", à savoir: i) les tôles[4856]; ii) les produits en acier laminés à chaud[4857]; iii) les produits en acier laminés à froid[4858]; iv) les produits en acier revêtus[4859];

[4854] Les procédures de travail du Groupe spécial figurent au paragraphe 6.1 de la partie descriptive des présents rapports.

[4855] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, intitulée "To Facilitate Positive Adjustment to Competition from Imports of Certain Steel Products", Federal Register, volume 67, n° 45, 7 mars 2002, page 10553; Mémorandum du 5 mars 2002 à l'intention du Secrétaire au Trésor, du Secrétaire au Commerce et de l'USTR intitulé "Action Under Section 203 of the Trade Act of 1974 Concerning Certain Steel Products by the President of the United States of America", Federal Register, volume 67, n° 45 du 7 mars 2002, page 10593, pièce n° 13.

[4856] Telles qu'elles sont définies dans le texte introductif des sous-positions 9903.72.50 à 9903.72.60 dans l'annexe de la Proclamation.

[4857] Tels qu'ils sont définis dans le texte introductif des sous-positions 9903.72.62 à 9903.72.77 dans l'annexe de la Proclamation.

un contingent tarifaire applicable au cinquième produit du groupe de produits "Certains produits plats en acier", à savoir les brames.[4860] Le droit hors contingent (applicable au-delà de 5,4 millions de tonnes courtes) est de 30 pour cent;

- un droit de 30 pour cent imposé aux importations de produits étamés ou chromés[4861];
- un droit de 30 pour cent imposé aux importations de barres laminées à chaud[4862];
- un droit de 30 pour cent imposé aux importations de barres parachevées à froid[4863];
- un droit de 15 pour cent imposé aux importations de barres d'armature[4864];
- un droit de 15 pour cent imposé aux importations de certains produits tubulaires[4865];
- un droit de 13 pour cent imposé aux importations d'accessoires et de brides en acier au carbone ou en aciers alliés[4866];
- un droit de 15 pour cent imposé aux importations de barres en aciers inoxydables[4867];
- un droit de 8 pour cent imposé aux importations de fils en aciers inoxydables[4868];
- un droit de 15 pour cent imposé aux importations de fil machine en aciers inoxydables.[4869]

10.6 Après un examen des demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les plaignants, le Groupe spécial note tout d'abord que *tous* les plaignants ont contesté *toutes* les mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis en vertu de la Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002. Il relève aussi que les plaignants contestent l'*application* des mesures de sauvegarde des États-Unis mais

---

[4858] Tels qu'ils sont définis dans le texte introductif des sous-positions 9903.72.80 à 9903.72.98 dans l'annexe de la Proclamation.
[4859] Tels qu'ils sont définis dans le texte introductif des sous-positions 9903.72.99 à 9903.73.14 dans l'annexe de la Proclamation.
[4860] Telles qu'elles sont définies dans le texte introductif des sous-positions 9903.72.30 à 9903.72.48 dans l'annexe de la Proclamation.
[4861] Tels qu'ils sont définis dans le texte introductif des sous-positions 9903.73.15 à 9903.73.27 dans l'annexe de la Proclamation.
[4862] Telles qu'elles sont définies dans le texte introductif des sous-positions 9903.73.28 à 9903.73.38 dans l'annexe de la Proclamation.
[4863] Telles qu'elles sont définies dans le texte introductif des sous-positions 9903.73.39 à 9903.73.44 dans l'annexe de la Proclamation.
[4864] Telles qu'elles sont définies dans le texte introductif des sous-positions 9903.73.45 à 9903.73.50 dans l'annexe de la Proclamation.
[4865] Tels qu'ils sont définis dans le texte introductif des sous-positions 9903.73.51 à 9903.73.62 dans l'annexe de la Proclamation.
[4866] Tels qu'ils sont définis dans le texte introductif des sous-positions 9903.73.66 à 9903.73.72 dans l'annexe de la Proclamation.
[4867] Telles qu'elles sont définies dans le texte introductif des sous-positions 9903.73.74 à 9903.73.81 dans l'annexe de la Proclamation.
[4868] Tels qu'ils sont définis dans le texte introductif des sous-positions 9903.73.91 à 9903.73.96 dans l'annexe de la Proclamation.
[4869] Tel qu'il est défini dans le texte introductif des sous-positions 9903.73.83 à 9903.73.89 dans l'annexe de la Proclamation.

aucun d'entre eux ne conteste la loi des États-Unis sur les sauvegardes en soi, et les plaignants ne contestent pas non plus les pratiques de l'USITC en soi.

10.7 Toutefois, les plaignants, dans leur argumentation, ont analysé et contesté ce qu'ils appellent les "méthodes" utilisées par l'USITC pour formuler ses déterminations relatives aux mesures de sauvegarde en question. Néanmoins, comme le font observer les Communautés européennes dans leur déclaration orale à la deuxième réunion de fond, les "plaignants n'ont pas choisi en l'espèce de demander des constatations relatives à la législation ou à la pratique générale des États-Unis en matière de sauvegardes ... Quand nous disons que les plaignants n'attaquent pas les méthodes de l'USITC en soi, nous voulons dire que nous attaquons simplement les méthodes d'analyse effectivement *utilisées en l'espèce* – pas nécessairement les méthodes que l'USITC utilise habituellement, comme les États-Unis semblent le croire ... Je le répète encore une fois – notre plainte concerne les démarches que l'USITC a effectivement faites - ou a omis de faire - dans la présente affaire."[4870]

10.8 Le Groupe spécial pense donc que la ou les mentions des méthodes ou pratiques de l'USITC faites par les plaignants dans leur argumentation peuvent l'aider à comprendre la façon dont les États-Unis ont effectivement formulé leur détermination relative à chacune des mesures de sauvegarde en cause.

B. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU PRÉSENT DIFFÉREND

1. Interprétation de l'Accord sur les mesures de sauvegarde et de l'article XIX du GATT de 1994

10.9 L'article XIX du GATT de 1994 et l'Accord sur les sauvegardes donnent aux Membres de l'OMC le droit conditionnel de limiter l'accès aux marchés (et de prendre des mesures qui seraient sinon incompatibles avec les obligations assumées et d'obtenir une protection temporaire quand l'évolution imprévue des circonstances a entraîné un accroissement des importations (en chiffres absolus ou relatifs) qui cause ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents.

10.10 Des mesures de sauvegarde peuvent être nécessaires pour la raison même qu'un Membre a assumé des obligations (à savoir des engagements en matière d'accès aux marchés) qui l'empêchent de prendre toute mesure incompatible avec ses consolidations ou avec la prohibition de restrictions quantitatives prévue par le GATT, par exemple. En ce sens, l'article XIX du GATT de 1994 et l'Accord sur les sauvegardes fonctionnent comme des exceptions, en particulier aux articles II et XI du GATT de 1994.

10.11 L'article XIX du GATT et l'Accord sur les sauvegardes prévoient des exceptions aux règles générales du GATT relatives à l'accès aux marchés dans des situations d'urgence. Dans l'affaire *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, l'Organe d'appel a rappelé la déclaration suivante qu'il avait formulée dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*:

> "En ce qui concerne le contexte du paragraphe 1 a) de l'article XIX, nous notons que le titre de l'article XIX est: "*Mesures d'urgence concernant l'importation de produits particuliers*". Les termes "mesures d'urgence" figurent également à l'article 11:1 a) de l'*Accord sur les sauvegardes*. Nous notons une fois encore que l'article XIX:1 a)

[4870] Déclaration orale des Communautés européennes présentée au nom de tous les plaignants à la deuxième réunion de fond, paragraphes 5 et 6.

> veut qu'un produit soit importé "*en quantités tellement accrues* et *à des conditions telles* qu'*il cause ou menace de causer un dommage grave* aux producteurs nationaux ..." (pas d'italique dans l'original). Il est clair que ces termes ne s'appliquent pas au déroulement normal d'opérations commerciales courantes. À notre avis, le texte de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994, lu dans son sens ordinaire et dans son contexte, montre que l'intention des rédacteurs du GATT était que les mesures de sauvegarde soient quelque chose sortant de l'ordinaire, concernant des situations d'urgence, bref, des "mesures d'urgence". Et il ne doit être recouru à ces "mesures d'urgence" que dans les situations où, par suite d'engagements assumés en vertu du GATT de 1994, un Membre se trouve confronté à une évolution qu'il n'avait pas "prévue" ni "attendue" au moment où il a assumé cet engagement. La mesure corrective que l'article XIX:1 a) autorise dans cette situation est, temporairement, de "suspendre l'engagement en totalité ou en partie, de retirer ou de modifier la concession". Ainsi, l'article XIX est à l'évidence et à tous égards une mesure corrective exceptionnelle.
>
> Cette interprétation de ces membres de phrase est aussi confirmée par l'objet et le but de l'article XIX du GATT de 1994. *L'objet et le but de l'article XIX sont, très simplement, d'autoriser un Membre à réaménager temporairement l'équilibre dans le niveau de concessions entre lui et d'autres Membres exportateurs quand il est confronté à des circonstances "inattendues" et donc "imprévues" qui ont conduit à ce que le produit soit "importé" en "quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrents". …*
>
> … Pour préciser cet énoncé de l'objet et du but de l'*Accord sur les sauvegardes*, il faut bien savoir que les mesures de sauvegarde entraînent la suspension temporaire de concessions ou le retrait d'obligations, comme celles qui sont énoncées à l'article II et à l'article XI du GATT de 1994, qui sont fondamentales pour l'*Accord sur l'OMC*. …"[4871] (pas d'italique dans l'original)

10.12 Dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, l'Organe d'appel a aussi insisté sur ce qui suit:

> "[U]ne partie de la raison d'être de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'*Accord sur les sauvegardes* est, sans conteste, *de donner à un Membre de l'OMC la possibilité*, alors que les échanges sont libéralisés, de recourir à une mesure corrective effective dans une situation d'urgence exceptionnelle *qui, de l'avis de ce Membre, rend nécessaire la protection temporaire d'une branche de production nationale*.[4872] (pas d'italique dans l'original)
>
> Il y a, par conséquent, une opposition naturelle entre, d'une part, le fait de définir l'étendue appropriée et légitime du droit d'appliquer des mesures de sauvegarde et, d'autre part, celui de faire en sorte que les mesures de sauvegarde ne soient pas appliquées à l'égard d'"échanges loyaux" au-delà de ce qui est nécessaire pour offrir une protection exceptionnelle et temporaire. Un Membre de l'OMC qui cherche à appliquer une mesure de sauvegarde fera valoir, à juste titre, qu'il faut respecter le

[4871] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphes 93 à 95. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphes 86 à 88.

[4872] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 82.

> *droit* d'appliquer de telles mesures afin de maintenir sur le plan *interne* l'élan et la motivation en faveur de la libéralisation des échanges en cours. Pour sa part, un Membre de l'OMC dont les échanges sont affectés par une mesure de sauvegarde fera valoir, à juste titre, que l'*application* de telles mesures doit être limitée afin de maintenir l'intégrité sur le plan *multilatéral* des concessions commerciales existantes. *L'équilibre établi par les Membres de l'OMC pour s'accommoder de cette opposition naturelle en ce qui concerne les mesures de sauvegarde se retrouve dans les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes*." (pas d'italique dans l'original) [4873]

10.13 En outre, le Groupe spécial, en interprétant l'article XIX du GATT de 1994 et l'Accord sur les sauvegardes, ne doit pas oublier que les exceptions prévues dans le droit de l'OMC ne doivent pas être interprétées de façon étroite[4874] mais plutôt à la lumière du sens ordinaire des termes des dispositions établissant de telles exceptions, compte tenu de l'objet et du but de l'Accord sur les sauvegardes, y compris la nécessité de maintenir un équilibre entre l'accès aux marchés et les droits et obligations en matière de sauvegardes. Puisque l'Accord sur les sauvegardes lui-même a été rédigé de façon à ce que soient reconnus sa nature exceptionnelle et le caractère d'urgence des mesures de sauvegarde, il n'appelle aucune interprétation spécialement restrictive.

2. Les deux questions fondamentales dans le cadre de l'Accord sur les sauvegardes: le *droit* (conditionnel) de prendre une mesure de sauvegarde et l'*application* d'une mesure choisie

10.14 La distinction entre le droit (conditionnel) de prendre une mesure de sauvegarde et l'application d'une mesure spécifique a été clairement reconnue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*:

> "Cette opposition naturelle est également inhérente aux deux questions fondamentales qu'il faut examiner pour interpréter l'*Accord sur les sauvegardes*. *Ces deux questions fondamentales sont les suivantes: premièrement, y a-t-il un droit d'appliquer une mesure de sauvegarde? Et, deuxièmement, si c'est le cas, ce droit a-t-il été exercé, par l'application d'une telle mesure, dans les limites fixées par le traité? Ces deux questions sont séparées et distinctes*. Elles ne doivent pas être confondues par celui qui interprète le traité. L'une précède nécessairement l'autre et y conduit. *Premièrement*, l'interprète doit chercher à savoir s'il y a un droit, dans les circonstances propres à une affaire particulière, d'appliquer une mesure de sauvegarde. Pour que ce droit existe, le Membre de l'OMC en question doit avoir déterminé, comme l'exige l'article 2:1 de l'*Accord sur les sauvegardes* et conformément aux dispositions des articles 3 et 4 de l'*Accord sur les sauvegardes*, qu'un produit est importé sur son territoire en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale. *Deuxièmement*, si cette première question aboutit à la

---

[4873] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 83.

[4874] Ce principe d'interprétation a été établi initialement dans le droit de l'OMC par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Hormones* (paragraphe 104) pour l'Accord SPS. Il a été répété récemment par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Sardines* (paragraphe 271 de son rapport) quand il a examiné l'article 2.4 de l'Accord OTC; par le Groupe spécial *États-Unis – Acier au carbone* (paragraphe 8.45 de son rapport, confirmé par l'Organe d'appel) quand il a examiné l'article 21.3 de l'Accord SMC; par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – FSC*, article 21.5 (paragraphe 127 de son rapport) quand il a examiné la portée et le sens de la note de bas de page 59 de l'Accord SMC; et par l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Aéronefs* (paragraphe 137 de son rapport) quand il a examiné la portée des dispositions concernant les pays en développement.

> conclusion qu'il y *a* un droit d'appliquer une mesure de sauvegarde dans ce cas particulier, l'interprète doit alors examiner si le Membre n'a appliqué cette mesure de sauvegarde "que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement", comme l'exige la première phrase de l'article 5:1 de l'*Accord sur les sauvegardes*. Ainsi, le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde - même s'il a été établi qu'il existe dans un cas particulier et peut donc être exercé - n'est pas illimité. Même lorsqu'un Membre a satisfait aux prescriptions du traité qui établissent le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde dans un cas particulier, il ne doit le faire "que dans la mesure nécessaire"." (non souligné dans l'original)[4875]

10.15 Tout au long de son examen, le présent groupe spécial a maintenu une distinction entre les deux questions. Il estime que, premièrement, il doit examiner si les États-Unis avaient le *droit* de prendre les mesures de sauvegarde. Deuxièmement, s'il considère que les États-Unis avaient le droit de prendre de telles mesures de sauvegarde, il lui faudra ensuite évaluer si les mesures n'ont été appliquées (sur le plan du type de mesure, de leur niveau et de leur durée) que dans la mesure nécessaire pour réparer ou prévenir un dommage grave et permettre un réajustement.

10.16 Pour examiner si les États-Unis avaient le droit d'imposer les mesures de sauvegarde spécifiques en cause, le Groupe spécial s'intéressera à l'application des articles 2, 3 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes et de l'article XIX du GATT de 1994 (ce dernier étant pertinent en particulier pour l'évaluation du point de savoir si les États-Unis faisaient face à une évolution imprévue des circonstances) en étudiant le rapport de l'autorité compétente. En ce qui concerne la deuxième question, pour ce qui est de l'évaluation du caractère approprié de ces mesures de sauvegarde, le Membre importateur est obligé, quand il est mis en cause par un Membre de l'OMC qui a établi *prima facie* qu'il y avait incompatibilité avec l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes, de montrer devant le Groupe spécial que les mesures de sauvegarde n'ont été imposées que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage et permettre un réajustement. Des renversements de cette charge de la preuve sont possibles.

3. L'Accord sur les sauvegardes porte sur la "détermination"

10.17 Le Groupe spécial rappelle que l'Accord sur les sauvegardes porte sur la détermination établie finalement et indiquée dans le rapport d'enquête du Membre. Il n'y a aucune disposition concernant la façon dont l'enquête doit être ouverte ou le moment où elle doit l'être, ni la question de savoir si, chez un Membre spécifique, l'enquête doit être ouverte par le Roi, le Président ou la branche de production. L'Accord sur les sauvegardes n'impose pas non plus la façon dont il convient d'aboutir aux déterminations. Ce qui importe c'est qu'en fin de compte, il y ait une détermination, dont il est fait état, du droit de prendre une mesure de sauvegarde (conformément aux articles 2, 3 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XIX du GATT de 1994) et que, s'il est contesté *prima facie* devant un groupe spécial de l'OMC, et à ce moment-là, le choix de la mesure de sauvegarde (articles 5, 7 et 9) puisse être justifié. L'Organe d'appel l'a indiqué clairement dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*:

> "Nous notons également que nous ne nous intéressons pas à la façon dont les autorités compétentes des Membres de l'OMC établissent leurs déterminations pour l'application de mesures de sauvegarde. L'*Accord sur les sauvegardes* ne prescrit pas le processus interne de prise de décisions pour faire une telle détermination. Cela est entièrement du ressort des Membres de l'OMC dans l'exercice de leur souveraineté. *Nous nous intéressons uniquement à la détermination elle-même*, qui est un acte

[4875] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 84.

> singulier dont un Membre de l'OMC peut être redevable lors du règlement d'un différend dans le cadre de l'OMC. Peu nous importe de savoir si cet acte singulier résulte d'une décision prise par un, 100 ou - comme en l'espèce - six décideurs individuels en vertu du droit interne de ce Membre de l'OMC. *Ce qui nous importe c'est de savoir si la détermination, quelle que soit la façon dont la décision s'y rapportant est prise au niveau national, satisfait aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes*."[4876]
>
> "L'article 5:1 n'établit pas une obligation de forme de nature générale prescrivant que soit démontrée la conformité avec l'article 5:1, première phrase, au moment où la mesure est appliquée."[4877] (pas d'italique dans l'original)

10.18 Le Groupe spécial rappelle que, dans le présent différend, les États-Unis ont expliqué que l'USITC avait établi sa détermination le 22 octobre 2001 au titre des articles 2 et 4 et que celle-ci figurait dans un rapport publié en décembre 2001 (le "rapport initial de l'USITC"). L'USITC a présenté des rapports complémentaires en février 2002. Les plaignants dans le présent différend ont contesté les constatations étayant la détermination d'octobre sur la base des données et des éléments de preuve contenus dans le rapport publié en décembre 2001. Le Groupe spécial a donc examiné le rapport de décembre 2001 quand il a étudié les allégations et les arguments des plaignants relatifs à un accroissement des importations, dans la section X.D de ses rapports, ainsi que les allégations des plaignants sur le lien de causalité, dans la section X.E de ses rapports.

10.19 Les États-Unis, à la suite de la détermination qu'ils avaient formulée en octobre, ont décidé d'exclure toutes les importations en provenance du Canada, du Mexique, de la Jordanie et d'Israël de l'application de leurs mesures de sauvegarde. Apparemment pour tenter de respecter les obligations des États-Unis en matière de parallélisme, l'USTR a demandé, entre autres choses, des renseignements complémentaires à l'USITC sur l'incidence des exclusions des importations en provenance d'Israël et de Jordanie ainsi que de certains produits en acier en provenance du Canada et du Mexique du champ d'application de la mesure. Cela a fait (en partie) l'objet du deuxième rapport complémentaires de février. Les plaignants ont émis des doutes quant au point de savoir si les rapports d'octobre et de février satisfaisaient aux prescriptions en matière de parallélisme, sur la base des données contenues dans ces rapports. Le Groupe spécial a examiné les allégations et les arguments des plaignants relatifs au parallélisme dans la section X.F de ses rapports et a étudié les deux rapports.

10.20 Le deuxième rapport complémentaire de février contient aussi des renseignements relatifs à "l'évolution imprévue des circonstances". Pour les raisons mentionnées aux paragraphes 10.55 à 10.58 ci-dessous, nous avons décidé de supposer, pour les besoins de l'argumentation, aux fins de l'examen dans le présent différend de la démonstration de l'évolution imprévue des circonstances au titre de l'article XIX du GATT de 1994, que le deuxième rapport complémentaire de février faisait partie du "rapport de l'autorité compétente". Nous avons donc décidé qu'en évaluant les allégations des plaignants relatives à l'évolution imprévue des circonstances, dans la section X.C, nous examinerions le rapport initial de l'USITC ainsi que ses explications relatives à l'évolution imprévue des circonstances qui figurent dans le deuxième rapport complémentaire de février.

4. Critère d'examen

10.21 Le Groupe spécial traite des applications spécifiques de son critère d'examen tout au long de ses rapports. Il voudrait rappeler à ce stade initial que le critère d'examen général contenu à

[4876] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 158.
[4877] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 233 et 234.

l'article 11 du Mémorandum d'accord[4878] est applicable aux différends dans lesquels sont formulées des allégations de violation de l'Accord sur les sauvegardes et de l'article XIX du GATT de 1994.

10.22 Dans la jurisprudence, l'application de ce critère d'examen général a été examinée dans le contexte spécifique de l'Accord sur les sauvegardes. Dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, l'Organe d'appel a dit que, conformément à l'article 4, un groupe spécial ne pouvait procéder à un examen *de novo* des éléments de preuve ni substituer son analyse et son jugement à ceux du Membre importateur mais que "[p]our déterminer si l'enquête en matière de sauvegarde et les mesures de sauvegarde appliquées à l'issue de cette enquête par [un Membre] étaient compatibles avec l'article 4 de l'*Accord sur les sauvegardes*, le Groupe spécial était obligé, par les termes mêmes de l'article 4, d'examiner si les autorités [du Membre] avaient étudié tous les facteurs pertinents et avaient fourni une explication motivée de la façon dont les faits étayaient leur détermination".[4879]

10.23 Les groupes spéciaux *États-Unis – Gluten de froment* et *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* ont conclu qu'un groupe spécial devait examiner si une explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient la détermination avait été fournie.[4880] Dans l'affaire *États-Unis - Viande d'agneau*, l'Organe d'appel a ajouté ce qui suit: "[U]n groupe spécial n'est en mesure de se prononcer sur la question de savoir si l'explication donnée par les autorités compétentes pour leur détermination est motivée et adéquate que s'il examine cette explication en profondeur, de manière critique, à la lumière des faits dont il dispose. Les groupes spéciaux doivent donc examiner la question de savoir si l'explication fournie par les autorités compétentes tient pleinement compte de la nature et, notamment, de la complexité des données et si elle tient compte d'autres interprétations plausibles de ces données. En particulier, un groupe spécial doit constater qu'une explication n'est pas motivée ou qu'elle n'est pas adéquate si une autre explication des faits est plausible et que l'explication donnée par les autorités compétentes ne lui semble pas adéquate au vu de cette autre explication."[4881]

10.24 Dans l'affaire *États-Unis – Fils de coton*, l'Organe d'appel s'est référé à la jurisprudence qu'il avait établie au sujet de l'Accord sur les sauvegardes et s'est appuyé sur elle dans un différend relatif à l'Accord sur les textiles et les vêtements:

> "Nos rapports sur ces différends relevant de l'*Accord sur les sauvegardes* exposent les éléments fondamentaux du critère d'examen à appliquer par un groupe spécial au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord pour évaluer si les autorités compétentes ont respecté leurs obligations lorsqu'elles ont établi leurs déterminations. Ce critère peut être résumé comme suit: les groupes spéciaux doivent examiner si l'autorité compétente a évalué tous les facteurs pertinents; ils doivent déterminer si l'autorité compétente a examiné tous les faits pertinents et déterminer si une explication adéquate a été fournie de la façon dont ces faits étayent la détermination; et ils doivent aussi examiner si l'explication fournie par l'autorité compétente tient

[4878] L'article 11 du Mémorandum d'accord est ainsi libellé: "Fonction des groupes spéciaux: La fonction des groupes spéciaux est d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent Mémorandum d'accord et des accords visés. En conséquence, un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés. Le groupe spécial devrait avoir régulièrement des consultations avec les parties au différend et leur donner des possibilités adéquates d'élaborer une solution mutuellement satisfaisante."

[4879] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphes 118 et 121.

[4880] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 8.5; rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.194.

[4881] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 106.

> pleinement compte de la nature et des complexités des données et si elle tient compte d'autres interprétations plausibles des données. Toutefois, les groupes spéciaux ne doivent pas procéder à un examen *de novo* des éléments de preuve ni substituer leur jugement à celui de l'autorité compétente."[4882]

10.25 Le Groupe spécial estime que le critère d'examen applicable dans le présent différend doit être considéré compte tenu de la distinction entre la première et la deuxième questions auxquelles le Groupe spécial doit répondre en examinant si un Membre s'est conformé aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes et de l'article XIX du GATT de 1994. Quand il examine si un Membre s'est conformé à ses obligations au titre des articles 2, 3 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes et de l'article XIX du GATT, le Groupe spécial n'est *pas* l'enquêteur initial. Son rôle est plutôt d'"examiner" les déterminations et les démonstrations qu'une autorité chargée de l'enquête a établies et dont elle a fait état.

10.26 La situation est différente en ce qui concerne la deuxième question, quand il s'agit d'examiner si les mesures n'ont été appliquées que dans la mesure nécessaire pour prévenir le dommage grave causé par l'accroissement des importations. Dans cette situation, c'est devant le Groupe spécial, pendant le processus de règlement des différends de l'OMC, que le Membre importateur doit pour la première fois répondre à des allégations relatives au niveau et à l'ampleur de ses mesures de sauvegarde. Selon nous, cela ressort clairement de la déclaration suivante de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*:

> "il est donc clair que, […] l'article 5:1, y compris la première phrase, n'oblige pas un Membre à justifier, au moment de l'application, que la mesure de sauvegarde en cause n'est appliquée "que dans la mesure nécessaire".
>
> L'article 5:1 n'établit pas une obligation de forme de nature générale prescrivant que soit démontrée la conformité avec l'article 5:1, première phrase, au moment où la mesure est appliquée."[4883]

10.27 Pour cette deuxième question, le Groupe spécial examine donc si les mesures "telles qu'elles sont appliquées" sont conformes aux prescriptions des articles 5, 7, 8 et 9 de l'Accord sur les sauvegardes sur la base des éléments de preuve et des arguments présentés par les parties pendant le processus de règlement des différends de l'OMC.

5. Charge de la preuve

10.28 En général, selon le droit de l'OMC, la charge de la preuve incombe à la partie, plaignante ou défenderesse, qui établit par voie d'affirmation une allégation ou un moyen de défense particulier. Si cette partie produit des éléments de preuve suffisants pour établir une présomption (ou établir *prima facie*) que ce qui est allégué est vrai, la charge passe alors à l'autre partie, qui échouera à moins qu'elle ne produise des éléments de preuve et des arguments suffisants pour réfuter la présomption. Par conséquent, c'est aux plaignants qu'il appartient de convaincre le Groupe spécial que les États-Unis ne se sont pas conformés aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes quand ils ont imposé leurs mesures de sauvegarde.

10.29 Comme nous l'avons vu plus haut, dans le contexte de la première question qui se pose au Groupe spécial, c'est aux plaignants qu'il appartient de convaincre le Groupe spécial que, dans leur

---

[4882] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphe 74.
[4883] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 233 et 234.

rapport, les États-Unis n'ont pas donné d'explication motivée et adéquate montrant que les conditions préalables établies dans le cadre de l'OMC pour l'imposition de mesures de sauvegarde étaient remplies. En pratique, devant le Groupe spécial de l'OMC, les États-Unis défendront les démonstrations et les déterminations de l'USITC et les plaignants contesteront leur compatibilité avec les règles de l'OMC. Dans le contexte de la deuxième question à laquelle le Groupe spécial doit répondre – s'agissant de savoir si les mesures de sauvegarde n'ont été imposées que dans la mesure nécessaire – l'Organe d'appel a établi que quand le Groupe spécial conclut, après avoir examiné la première question, que les mesures de sauvegarde ont été imposées en violation de l'article 4:2 b), la charge de la preuve est renversée, de sorte qu'il existe une présomption que les mesures de sauvegarde ont été appliquées d'une façon incompatible avec l'article 5:1.[4884]

6. Données de l'USITC

10.30 Comme nous l'avons indiqué tout au long de nos rapports, toutes les données sur lesquelles le Groupe spécial s'est appuyé sont tirées directement du rapport de l'USITC ou des différents tableaux et annexes auxquels ce rapport fait référence. Dans un certain nombre de sections de nos rapports, nous avons représenté les données de l'USITC sous forme graphique. Dans les cas où des données étaient disponibles pour la période intermédiaire de 2001, les graphiques pertinents font apparaître les données relatives à la période intermédiaire de 2000 ainsi que les données relatives à la période intermédiaire de 2001. Nous avons indiqué les références figurant dans le rapport de l'USITC pour les sources des graphiques contenus dans les rapports du Groupe spécial.

C. ALLÉGATIONS RELATIVES À L'ÉVOLUTION IMPRÉVUE DES CIRCONSTANCES

1. Allégations et arguments des parties

10.31 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.C.1 *supra*.

10.32 Les Communautés européennes, la Chine, la Suisse, la Norvège et la Nouvelle-Zélande allèguent que le rapport de l'USITC a été publié sans que soit examinée la question de l'évolution imprévue des circonstances et/ou qu'il ne donnait pas d'explication adéquate et motivée de cette évolution ni de la façon dont elle avait entraîné un accroissement des importations.[4885] La Nouvelle-Zélande ajoute que l'autorité compétente n'a pas démontré l'existence d'une évolution imprévue des circonstances en fait.[4886] En outre, les Communautés européennes, la Chine, la Norvège et la Nouvelle-Zélande allèguent que l'USITC n'a ménagé aucune possibilité aux parties intéressées de présenter des éléments de preuve et leurs vues sur la question de l'évolution imprévue des circonstances.[4887] Pour toutes ces raisons, elles allèguent que les États-Unis ne se sont pas conformés aux dispositions de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes ni de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994.

[4884] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 261 et 262.

[4885] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 122 et 123; première communication écrite de la Chine, paragraphe 86; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 109 et 110; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 110 et 111; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.11.

[4886] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.29.

[4887] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 178; première communication écrite de la Chine, paragraphe 125; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 166; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.30; voir aussi leurs réponses écrites respectives à la question n° 1 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

10.33 Les États-Unis répondent que l'USITC a défini l'évolution imprévue des circonstances qui a entraîné un accroissement des importations de certains produits en acier d'une façon qui était compatible avec les obligations contractées par les États-Unis au titre de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.[4888]

2. Dispositions pertinentes de l'OMC

10.34 L'article XIX:1 a) du GATT de 1994 est ainsi libellé:

> "Si, par suite de l'évolution imprévue des circonstances et par l'effet des engagements, y compris les concessions tarifaires, qu'une partie contractante a assumés en vertu du présent Accord, un produit est importé sur le territoire de cette partie contractante en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrents, cette partie contractante aura la faculté, en ce qui concerne ce produit, dans la mesure et pendant le temps qui pourront être nécessaires pour prévenir ou réparer ce dommage, de suspendre l'engagement en totalité ou en partie, de retirer ou de modifier la concession."

10.35 L'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes est ainsi libellé:

> "Un Membre ne pourra appliquer une mesure de sauvegarde qu'à la suite d'une enquête menée par les autorités compétentes de ce Membre selon des procédures préalablement établies et rendues publiques conformément à l'article X du GATT de 1994. Cette enquête comprendra la publication d'un avis destiné à informer raisonnablement toutes les parties intéressées, ainsi que des auditions publiques ou autres moyens appropriés par lesquels les importateurs, les exportateurs et les autres parties intéressées pourraient présenter des éléments de preuve et leurs vues et, notamment, avoir la possibilité de répondre aux exposés d'autres parties et de faire connaître leurs vues, entre autres choses, sur le point de savoir si l'application d'une mesure de sauvegarde serait ou non dans l'intérêt public. Les autorités compétentes publieront un rapport exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles seront arrivées sur tous les points de fait et de droit pertinents."

3. Analyse par le Groupe spécial

a) Application cumulative de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes

10.36 L'article XIX du GATT de 1994 dispose qu'un Membre est habilité à imposer une mesure de sauvegarde "[s]i, par suite de l'évolution imprévue des circonstances et par l'effet des engagements, y compris les concessions tarifaires, qu'une partie contractante a assumés en vertu du présent Accord, un produit est importé sur le territoire de cette partie contractante en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrents." Il n'est pas fait référence à l'évolution imprévue des circonstances dans l'Accord sur les sauvegardes. Toutefois, comme l'Organe d'appel l'a affirmé à de nombreuses reprises, les articles 1er et 11:1 a) de l'Accord sur les sauvegardes attestent l'applicabilité continue de l'article XIX du GATT, qui a été clarifié et renforcé par l'Accord sur les

[4888] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 925.

sauvegardes.[4889] Cette interprétation garantit que les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes et celles de l'article XIX ont tout leur sens et un effet juridique intégral dans le contexte de l'Accord sur l'OMC.[4890]

10.37 Il est maintenant clair que l'existence de circonstances permettant de parler d'évolution imprévue des circonstances, au sens de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994, doit être démontrée en fait, de même que celle des conditions mentionnées à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes, dans le rapport de l'autorité compétente et avant qu'une mesure de sauvegarde ne puisse être appliquée.[4891]

b) Critères d'examen

10.38 Comme nous l'avons indiqué dans les paragraphes 10.21 à 10.24 ci-dessus, le rôle du présent groupe spécial dans le présent différend n'est pas de procéder à un examen *de novo* de la détermination de l'USITC.[4892] Le Groupe spécial doit plutôt examiner si les États-Unis ont respecté les dispositions de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes, y compris l'article 3:1. Comme on le verra plus en détail ci-dessous, le Groupe spécial doit examiner si, dans le rapport qu'ils ont publié, les États-Unis ont démontré, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que l'évolution imprévue des circonstances et les effets des concessions tarifaires ont entraîné un accroissement des importations causant ou menaçant de causer un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents.[4893]

10.39 En examinant si les États-Unis ont démontré en fait que l'évolution imprévue des circonstances a entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave, le Groupe spécial verra aussi, en application de son critère d'examen, si les autorités compétentes "avaient considéré tous les faits pertinents et avaient expliqué de manière adéquate en quoi les faits étayaient les déterminations ayant été formulées".[4894]

c) Qu'est-ce qui peut consister une évolution imprévue des circonstances?

10.40 Une évolution imprévue des circonstances, au sens de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994, est une circonstance inattendue qui a fait qu'un produit est importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave aux producteurs nationaux

---

[4889] Voir par exemple le rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 74: "Nous sommes d'accord avec le Groupe spécial lorsqu'il dit: Il est maintenant bien établi que l'Accord sur l'OMC constitue un "engagement unique" et, par conséquent, toutes les obligations contractées dans le cadre de l'OMC sont en général cumulatives et les Membres doivent se conformer simultanément à la totalité d'entre elles ..." et paragraphe 78: "Ayant constaté qu'*à la fois* les dispositions de l'article XIX:1 du GATT de 1994 et celles de l'article 2:1 de l'*Accord sur les sauvegardes* s'appliquent à une mesure de sauvegarde prise au titre de l'*Accord sur l'OMC*".

[4890] Rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 95; *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 85; *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 71.

[4891] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 72; rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 85.

[4892] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphes 116 et 117; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 97.

[4893] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 103 à 106.

[4894] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 121; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 102.

pertinents.[4895] Dans le présent différend, les États-Unis font valoir que l'USITC a identifié les crises financières qui ont ébranlé l'Asie du Sud-Est (crise asiatique) et l'ex-URSS (crise russe), la vigueur soutenue du marché des États-Unis et l'appréciation constante du dollar EU, ainsi que la confluence de tous ces éléments, comme constituant une évolution imprévue des circonstances.[4896] Les Communautés européennes, la Chine, la Suisse et la Norvège soutiennent qu'aucun de ces éléments ni aucune combinaison de ces éléments ne constituait une évolution imprévue des circonstances.[4897] Les quatre mêmes plaignants, ainsi que la Nouvelle-Zélande, font valoir que l'évolution des circonstances mentionnée par les États-Unis n'était pas imprévue parce qu'elle n'était pas inattendue.[4898]

10.41 Le critère juridique utilisé pour déterminer ce qui constitue une évolution imprévue des circonstances est, comme le reconnaissent les parties, tout au moins en partie subjectif. C'est l'opinion qu'a soutenue l'Organe d'appel, qui a déclaré ce qui suit dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*: "[I]l ne doit être recouru [à des mesures de sauvegarde] que dans les situations où … un Membre importateur se trouve confronté à une évolution qu'*il n'avait pas "prévue" ni "attendue"* au moment où *il* a assumé [un] engagement [au titre du GATT de 1994]." (pas d'italique et non souligné dans l'original)[4899]

10.42 Ce qui était "imprévu" quand les parties contractantes ont négocié leurs premières concessions tarifaires diffère selon toute probabilité de ce qui peut être considéré comme imprévu aujourd'hui. Le Groupe spécial relève qu'après 50 ans d'existence du GATT, les droits de douane ont, pour de nombreux produits, disparu ou atteint des niveaux très bas. De plus, ce qui constitue une "évolution imprévue des circonstances" pour un Membre importateur variera selon le contexte et les circonstances. Néanmoins, la subjectivité du critère n'enlève rien au fait que le caractère inattendu d'une évolution[4900] pour un Membre importateur est une chose qui doit être démontrée au moyen d'une explication motivée et adéquate.

10.43 En outre, on peut aussi considérer que le critère relatif à l'évolution imprévue des circonstances contient un élément objectif. Il faut tenir compte essentiellement de ce qui aurait dû ou aurait pu être prévu compte tenu des circonstances. Le critère a trait non pas à ce que les négociateurs effectifs avaient à l'esprit mais plutôt à ce qu'ils pouvaient (raisonnablement) avoir à l'esprit. Cela a été reconnu très tôt au GATT dans la décision *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil*, où l'évolution imprévue des circonstances a été définie comme signifiant "une évolution … dont il ne serait pas raisonnable de prétendre que les négociateurs du pays qui [avaient] octroyé la concession auraient pu et auraient dû la prévoir à l'époque".[4901]

10.44 En outre, puisque toutes les conditions préalables établies dans le cadre de l'OMC, y compris la démonstration d'une évolution imprévue des circonstances, doivent être remplies pour chaque

---

[4895] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 91; rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 84.

[4896] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 72.

[4897] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 151; première communication écrite de la Chine, paragraphe 97; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 137; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 139.

[4898] Première déclaration orale de la Suisse présentée au nom des plaignants, paragraphe 15.

[4899] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 86 et rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 93 (pas d'italique et non souligné dans l'original).

[4900] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 91, rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 84.

[4901] *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil*, paragraphe 9, que l'Organe d'appel a cité en l'approuvant dans son rapport *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 96; rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 89.

mesure de sauvegarde, le Groupe spécial estime que la démonstration factuelle d'une évolution imprévue des circonstances[4902] doit aussi concerner le ou les produits spécifiques visés par la ou les mesures spécifiques en cause. Donc, l'explication motivée et adéquate relative à l'évolution imprévue des circonstances doit contenir des démonstrations factuelles *spécifiques* de l'évolution imprévue des circonstances qui aura été identifiée comme ayant entraîné un accroissement des importations causant ou menaçant de causer un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents pour chaque mesure de sauvegarde en cause.

10.45 Pour évaluer si l'USITC a fourni une explication motivée et adéquate de l'évolution imprévue des circonstances qui a entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave, il est logique d'examiner si elle s'est intéressée si peu que ce soit à l'évolution imprévue des circonstances dans les rapports qu'elle a publiés, comme l'exigent l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIX du GATT de 1994, ce qu'ont contesté les plaignants.

d) Démonstration d'une "évolution imprévue des circonstances" en fait: quand, où et comment démontrer une évolution imprévue des circonstances

i) Allégations et arguments des parties

10.46 Les arguments des parties sont exposés dans les sections VII.C.1 et C.2 f) *supra*.

ii) Analyse par le Groupe spécial

10.47 Le Groupe spécial rappelle que les plaignants ont tout d'abord soulevé des questions relatives à la forme et à la date de la démonstration de l'évolution imprévue des circonstances. Les plaignants font valoir que le rapport de l'USITC a été publié sans que soit examinée la question de l'évolution imprévue des circonstances. Ils soutiennent que le rapport initial de l'USITC, à l'exception d'un examen des crises asiatique et russe, n'a jamais abordé la question de la prescription relative à l'évolution imprévue des circonstances. Ils ajoutent que le deuxième rapport complémentaire ne fait pas partie du rapport de l'USITC et constitue une tentative *ex post* visant à démontrer l'existence d'une évolution imprévue des circonstances, qui ne figurait pas dans le même rapport que la détermination de l'USITC. Ils font valoir, par conséquent, qu'il ne faudrait pas tenir compte du deuxième rapport complémentaire. Les États-Unis répondent qu'il est parfaitement acceptable de publier des rapports distincts, puisqu'il n'existe aucune indication explicite précisant "quand, où et comment" une démonstration de l'évolution imprévue des circonstances doit être faite. Selon eux, le choix de publier les éléments du rapport en même temps ou sur une certaine période est laissé à l'appréciation de chaque Membre.[4903] Le Groupe spécial examinera tour à tour les questions de la forme et de la date du rapport des autorités compétentes.

"Forme" de la démonstration d'une évolution imprévue des circonstances en rapport avec la décision d'appliquer des mesures de sauvegarde

10.48 Dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel a indiqué clairement que la démonstration de l'évolution imprévue des circonstances doit se trouver dans le rapport de l'autorité

[4902] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 72; rapport de l'Organe d'appel, *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 92; rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 85.

[4903] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 952.

compétente.[4904] Comme les parties l'ont indiqué, la prescription imposant de publier un rapport est une étape nécessaire dans le déroulement d'une enquête compatible avec l'article 3:1. Cependant, la Suisse fait valoir que la démonstration de l'évolution imprévue des circonstances doit se trouver dans le même rapport que celui qui contient la détermination faite au titre des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes et semble donner à entendre que ces éléments devraient figurer dans un seul document.

10.49 Le Groupe spécial reconnaît avec les États-Unis que rien dans la prescription imposant de publier un rapport ne prescrit la forme que ce rapport doit prendre, à condition qu'il soit conforme à toutes les autres obligations énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIX du GATT de 1994. En fin de compte, c'est aux Membres qu'il appartient de déterminer la forme du rapport, y compris de décider s'il est publié en plusieurs parties, pour autant qu'il contienne tous les éléments nécessaires, y compris les constatations et les conclusions motivées sur tous les points de fait et de droit pertinents. Ensemble, ces parties peuvent constituer le rapport de l'autorité compétente.

10.50 Le Groupe spécial estime que le rapport d'une autorité compétente peut être publié en différentes parties mais qu'un tel rapport en plusieurs parties ou en plusieurs tranches doit toujours fournir une explication cohérente et globale prouvant qu'il a été satisfait aux prescriptions de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes, y compris la démonstration du fait qu'une évolution imprévue des circonstances a entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents. Il convient de déterminer cas par cas si un rapport rédigé en plusieurs parties ou un rapport en plusieurs tranches constitue "le rapport de l'autorité compétente" et cela dépendra de la structure globale, de la logique et de la cohérence entre les différentes tranches ou les différentes parties du rapport. Si des parties distinctes du rapport sont publiées à des moments différents, l'examen relatif à l'évolution imprévue des circonstances doit dans tous les cas être intégré logiquement dans l'explication globale de la façon dont les mesures de sauvegarde prises par le Membre importateur satisfont aux prescriptions de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes. La publication d'un rapport en plusieurs tranches peut rendre plus difficile pour les autorités compétentes d'exposer des constatations cohérentes d'une façon motivée et adéquate.

10.51 Les plaignants ont aussi fait valoir que la date de la démonstration de l'USITC n'était pas conforme aux prescriptions énoncées à l'article XIX du GATT de 1994 et à l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, telles qu'elles ont été exposées par l'Organe d'appel. Nous examinons cette question ci-dessous.

Date de la démonstration d'évolution imprévue des circonstances: avant l'application de la mesure

10.52 Étant donné que la démonstration de l'évolution imprévue des circonstances est une condition préalable à l'application d'une mesure de sauvegarde[4905], elle ne peut avoir lieu après la date à laquelle la mesure de sauvegarde est appliquée. Cela a été confirmé par l'Organe d'appel, qui a noté, dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, que bien que l'article XIX ne donne aucune indication explicite concernant l'endroit et le moment où la démonstration de l'évolution imprévue des circonstances devait être faite, il s'agissait néanmoins d'une condition préalable et qu'"il s'ensui[vait] que cette démonstration [devait] être faite *avant* que la mesure de sauvegarde ne soit appliquée.

[4904] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 72; rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 85.

[4905] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 85; voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 92.

Sinon, le fondement juridique de la mesure serait vicié."[4906] Toute démonstration faite après le début de l'application d'une mesure de sauvegarde doit être automatiquement ignorée car elle ne peut donner une justification juridique de cette mesure.

10.53 L'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes exige entre autres choses que les Membres n'appliquent une mesure de sauvegarde qu'après que les autorités compétentes auront exposé "les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles seront arrivées sur tous les points de fait et de droit pertinents". En conséquence, l'Organe d'appel, dans son rapport sur l'affaire *États-Unis - Viande d'agneau* a déclaré que, puisque la démonstration de l'évolution imprévue des circonstances était un point de fait et de droit pertinent pour l'application d'une mesure de sauvegarde, "il s'ensui[vait] que le rapport publié par les autorités compétentes ... [devait] renfermer une "constatation" ou une "conclusion motivée" concernant l'"évolution imprévue des circonstances"".[4907] Une telle explication motivée et adéquate de la façon dont l'évolution imprévue des circonstances a entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave doit faire partie de l'explication globale donnée par l'autorité compétente dans son rapport, montrant qu'elle a satisfait à toutes les conditions préalables établies dans le cadre de l'OMC pour l'imposition d'une mesure de sauvegarde. Puisque la démonstration de l'évolution imprévue des circonstances doit être incluse dans le rapport publié par les autorités compétentes, il est nécessaire de chercher cette démonstration dans le "rapport de l'autorité compétente", achevé et publié avant l'application des mesures de sauvegarde.

10.54 Le Groupe spécial relève que, d'après les États-Unis, la détermination au titre des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes a été faite le 22 octobre 2001.[4908] Cette détermination était incluse dans le rapport de l'USITC publié en décembre 2001. Le 22 octobre 2001, l'USITC n'avait pas achevé sa démonstration relative à l'évolution imprévue des circonstances. Dans le deuxième rapport complémentaire du 4 février 2002, des constatations ont été formulées, principalement en ce qui concerne les questions de "l'évolution imprévue des circonstances" et de l'exclusion potentielle de certains pays de l'application des mesures de sauvegarde. Les mesures de sauvegarde sont entrées en vigueur le 20 mars 2002, conformément à une proclamation du Président du 5 mars 2002.[4909] Nous rappelons que la démonstration de l'évolution imprévue des circonstances doit être faite dans le rapport de l'autorité compétente et avant que la mesure ne soit appliquée. Pour autant que le deuxième rapport complémentaire de février fasse partie du rapport de l'autorité compétente - question que nous n'aurons en fin de compte pas besoin de trancher pour les raisons expliquées ci-dessous - la démonstration de l'évolution imprévue des circonstances n'a pas nécessairement été faite de façon tardive, puisque ce dernier rapport a été publié avant que la mesure ne soit appliquée.

Conclusion

10.55 Avant qu'une décision d'appliquer une mesure de sauvegarde ne puisse être prise en conformité avec l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIX du GATT, un certain nombre de conditions doivent être remplies et l'existence de certaines circonstances doit être démontrée. Ce n'est qu'une fois qu'il a été satisfait à toutes ces conditions préalables ou prescriptions, y compris l'achèvement de l'enquête et la publication d'un rapport contenant les constatations et les conclusions motivées, qu'un Membre est habilité à imposer une mesure de sauvegarde compatible avec les règles de l'OMC.

[4906] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 72 (italique dans l'original); voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.296.

[4907] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 76.

[4908] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 15 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4909] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, 7 mars 2002.

10.56 Les États-Unis indiquent que la date de la détermination au titre des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes est le 22 octobre 2001. Selon le Groupe spécial, cette date ne peut constituer la date à laquelle la pleine conformité avec les prescriptions de l'article XIX du GATT et de l'Accord sur les sauvegardes a été réalisée, puisque l'USITC n'a pu avoir achevé sa démonstration de l'évolution imprévue des circonstances que le 4 février 2002.

10.57 Le Groupe spécial estime que la détermination du respect des conditions mentionnées aux articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes ainsi que la démonstration factuelle de l'évolution imprévue des circonstances exigée par l'article XIX du GATT de 1994 sont des éléments distincts pour lesquels des constatations spécifiques peuvent être formulées par les autorités compétentes à des moments différents, pour autant que toutes ces constatations soient intégrées de façon logique et cohérente dans un rapport publié avant que la mesure de sauvegarde ne soit appliquée.

10.58 Aux fins du présent examen, le Groupe spécial supposera, pour les besoins de l'argumentation, que le deuxième rapport complémentaire de février 2002 de l'USITC fait partie du "rapport de l'USITC" aux fins de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes (et de l'article XIX du GATT de 1994 relatif à l'évolution imprévue des circonstances). Par conséquent, toute démonstration de l'évolution imprévue des circonstances qui doit avoir lieu avant que la mesure ne soit appliquée doit aussi se trouver dans le rapport en plusieurs tranches de l'USITC. Le deuxième rapport complémentaire a été le dernier document publié par l'autorité compétente avant l'application de la mesure de sauvegarde qui puisse être considéré comme faisant partie du "rapport de l'autorité compétente". Puisque le deuxième rapport complémentaire est la dernière prise de position formulée au sujet de "l'évolution imprévue des circonstances" avant l'application des mesures, les constatations qui y sont contenues sont les dernières dont le Groupe spécial tiendra compte.

e) Déroulement de l'enquête – Obligation de consulter les parties intéressées

i) Allégations et arguments des parties

10.59 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.C.2 f) iii) *supra*.

ii) Analyse par le Groupe spécial

10.60 Le Groupe spécial rappelle que les Communautés européennes, la Chine, la Norvège et la Nouvelle-Zélande font valoir que, puisque la question de l'évolution imprévue des circonstances n'a été examinée que dans le deuxième rapport complémentaire, qui est sorti après la conclusion de l'enquête, les parties intéressées ne se sont pas vu ménager la possibilité de présenter des observations sur cet examen. Elles font valoir que cela est contraire à l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, qui contient l'obligation générale d'autoriser les parties intéressées à exprimer leurs vues et leurs observations concernant les vues et les éléments de preuve présentés par les autres parties au sujet de tous les points de droit et de fait pertinents, y compris la question de l'évolution imprévue des circonstances.[4910] Les États-Unis répondent que le rapport de l'USITC montre que les circonstances imprévues, dont l'existence est démontrée dans le deuxième rapport complémentaire de l'USITC, ont

[4910] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 177; première communication écrite de la Chine, paragraphe 124; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 165; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.29; réponses écrites des Communautés européennes, de la Chine et de la Norvège à la question n° 1 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

été à la base de leur détermination de l'existence d'un dommage.[4911] En outre, l'USITC a spécifiquement cherché des renseignements sur l'évolution imprévue des circonstances au cours de son enquête. En conséquence, les États-Unis font valoir que l'allégation selon laquelle les parties intéressées n'ont pas eu la possibilité de présenter des éléments de preuve et leurs vues sur cette question est manifestement fausse.[4912]

10.61 Le Groupe spécial reconnaît que l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes donne certaines garanties procédurales aux parties intéressées, par exemple la "publication d'un avis destiné à [les] informer raisonnablement" et des "auditions publiques ou autres moyens appropriés [de] présenter des éléments de preuve et leurs vues". L'Organe d'appel a reconnu le rôle important des parties intéressées dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, où il a indiqué ce qui suit:

> "Les étapes de l'enquête mentionnées à l'article 3:1 visent essentiellement les "parties intéressées" qui doivent être informées de l'enquête et se voir ménager la possibilité de présenter des "éléments de preuve" ainsi que leurs "vues" aux autorités compétentes. Les parties intéressées doivent également se voir ménager la possibilité de "répondre aux exposés d'autres parties". L'*Accord sur les sauvegardes* envisage donc que les parties intéressées jouent un rôle central dans l'enquête et qu'elles constituent une source essentielle de renseignements pour les autorités compétentes."[4913]

10.62 Puisque la possibilité pour les parties intéressées de présenter des éléments de preuve et leurs vues est un élément nécessaire de l'enquête, il doit en être tenu compte dans le rapport publié. Les États-Unis ne le contestent pas mais, au lieu de cela, font valoir que les parties intéressées se sont vu ménager de multiples possibilités de présenter des éléments de preuve et que l'USITC s'est efforcée d'obtenir des renseignements de leur part.[4914] Selon les États-Unis, il en est tenu compte dans le rapport de l'USITC.[4915]

[4911] Rapport de l'USITC, OVERVIEW-17, OVERVIEW-18 et OVERVIEW-57.

[4912] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 954; réponse écrite des États-Unis à la question n° 1 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4913] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 54.

[4914] Les États-Unis ont répondu ce qui suit à la question n° 1 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond: "Dans cette enquête, l'USITC a publié un avis indiquant l'ouverture de son enquête sur l'acier (66 Fed. Reg. 35267 (3 juillet 2001)). Elle a demandé au public des observations et des suggestions concernant la teneur de ses questionnaires, qui comprenaient une question relative à l'évolution imprévue des circonstances (66 Fed. Reg. 34717 (29 juin 2001)). Elle a reçu des réponses détaillées à cette demande, dont une communication de 110 pages de sociétés de différents pays, y compris le Japon, la Corée, le Brésil et la Nouvelle-Zélande. (Joint Comments of Respondents on Draft Questionnaires, 2 juillet 2001, pièce n° 67 des États-Unis.) Elle a accepté des communications écrites avant audition sans limitation du nombre de pages et plusieurs de ces communications écrites initiales portaient sur l'évolution imprévue des circonstances. (Par exemple, Respondents' Joint Prehearing Framework Brief, 12 septembre 2001 (présenté conjointement par 40 sociétés de 25 pays, y compris le Japon, le Brésil, la Thaïlande, la Corée, les Communautés européennes, le Venezuela, la Norvège, l'Inde, la Nouvelle-Zélande et la Chine), pages 106 à 109 (pièce n° 68 des États-Unis); Prehearing Submission of the European Commission, 10 septembre 2001, pages 4 et 5 (pièce n° 69 des États-Unis); AK Steel Prehearing Brief, 11 septembre 2001, pages 60 à 63 (pièce n° 70 des États-Unis); Prehearing Brief of United Steelworkers of America, 11 septembre 2001, pages 129 à 131 (pièce n° 71 des États-Unis); Prehearing Brief of Domestic Carbon Flat Steel Producers, 11 septembre 2001, pages 31 à 36 (pièce n° 72 des États-Unis); Respondents' Joint Prehearing Brief for Product #18, Seamless Tubular Products other than OCTG, 10 septembre 2001, pages 11 à 13 (pièce n° 73 des États-Unis); Minimill Coalition (Long Products) Prehearing Brief, 11 septembre 2001, pages 18 à 22 (pièce n° 74 des États-Unis). Le rapport avant audition des services de l'USITC contenait des renseignements sur la crise économique asiatique, la poursuite des difficultés d'après la dissolution dans les républiques de l'ex-URSS et l'appréciation du dollar EU.

10.63 En particulier, l'USITC a demandé ce qui suit, par voie de questionnaires à renvoyer pour le 30 juillet 2001, aux importateurs, producteurs et acheteurs:

> "Veuillez indiquer tout cas d'évolution des circonstances survenu au cours des dix dernières années ayant fait que certains produits en acier visés par l'enquête ont été importés aux États-Unis en quantités tellement accrues qu'ils ont eu une incidence négative sur la ou les branches de production nationales, entre janvier 1996 et juin 2001. Pour chaque cas, veuillez décrire l'évolution, indiquer quand elle s'est produite et si elle était inattendue."[4916]

10.64 Il ressort clairement des questions citées ci-dessus que la question de l'évolution imprévue des circonstances a fait partie de l'enquête. Le Groupe spécial estime qu'en demandant des observations en réponse aux questionnaires, et en abordant la question pendant les auditions publiques[4917] les États-Unis se sont conformés à leur obligation, énoncée à l'article 3:1, de fournir des "moyens appropriés par lesquels les importateurs, les exportateurs et les autres parties intéressées [peuvent] présenter des éléments de preuve et leurs vues".

10.65 Les Communautés européennes se plaignent du fait qu'"il n'y a eu ni raisonnement ni explication provisoire concernant l'évolution imprévue des circonstances au sujet duquel les parties intéressées auraient pu présenter des observations".[4918] Le Groupe spécial ne pense pas que l'article 3 de l'Accord sur les sauvegardes exige de l'autorité compétente qu'elle envoie aux parties intéressées un "projet de constatations" dans le cadre de sa démonstration relative à l'évolution imprévue des circonstances afin de leur permettre de présenter des observations avant la publication de son rapport.

10.66 Nous rejetons donc les allégations des Communautés européennes, de la Chine, de la Norvège et de la Nouvelle-Zélande selon lesquelles les États-Unis ont violé l'article 3:1 en refusant de ménager aux parties intéressées une possibilité de présenter des éléments de preuve et de faire part de leurs vues sur l'évolution imprévue des circonstances.

f) Explication motivée et adéquate du fait que l'évolution imprévue des circonstances a entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave

10.67 Suivant l'approche suggérée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*[4919], le Groupe spécial examinera maintenant si l'USITC a donné une explication motivée et adéquate du point de savoir pourquoi et comment l'évolution imprévue des circonstances qui a été mentionnée pouvait être considérée comme telle. Cela exige au minimum, de la part de l'autorité

(Prehearing Staff Report, OVERVIEW-22-24 et OVERVIEW-70-71 (pièce n° 75 des États-Unis).) L'USITC a tenu une série d'auditions publiques au cours desquelles différents commissaires ont directement demandé aux parties des observations sur l'évolution imprévue des circonstances. (Procès-verbal, pages 326 et 327 (président Koplan) (pièce n° 44 des États-Unis); 343 (commissaire Hillman) (pièce n°45 des États-Unis); 1445 (vice-présidente Okun) (pièce n° 46 des États-Unis); et 2626 (vice-présidente Okun) (pièce n° 47 des États-Unis).) Elle a accepté des communications écrites après audition sans limitation du nombre de pages, dont plusieurs portaient aussi sur la question de l'évolution imprévue des circonstances."

[4915] Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 168.

[4916] Questionnaire pour les producteurs nationaux, question n° I-7 (pièce n° 41 des États-Unis); questionnaire pour les importateurs, question n° I-6 (pièce n° 42 des États-Unis); questionnaire pour les acheteurs, question n° I-6 (pièce n° 43 des États-Unis).

[4917] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 954.

[4918] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 85.

[4919] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 73.

compétente, un certain examen de la façon dont l'évolution des circonstances était imprévue au moment approprié et des raisons pour lesquelles les conditions mentionnées dans la deuxième clause de l'article XIX:1 a) sont apparues par suite des circonstances mentionnées dans la première clause.

i) Évolution imprévue des circonstances

Allégations et arguments des parties

10.68 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.C.1 *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.69 Nous commencerons notre évaluation de l'explication fournie par l'USITC au sujet de l'évolution imprévue des circonstances en étudiant l'explication donnée par l'autorité compétente des raisons pour lesquelles elle était imprévue. Le Groupe spécial examinera ensuite l'explication de la façon dont, "par suite" de l'évolution imprévue des circonstances, les importations se sont accrues. Pour répondre à ces questions, nous devons nous demander quelle était l'évolution imprévue alléguée des circonstances et à quel moment elle devait avoir été imprévue.

10.70 L'Organe d'appel, dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)* comme dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, a cité la déclaration suivante du rapport du Groupe de travail du GATT *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil* datant de 1951:

> ... [L]'expression "évolution imprévue des circonstances" doit s'interpréter comme signifiant *une évolution postérieure à la négociation* et dont il ne serait pas raisonnable de prétendre que les négociateurs du pays qui a octroyé la concession auraient pu et auraient dû la prévoir à l'époque.[4920]

10.71 Dans son rapport sur l'affaire *Corée – Produits laitiers*, l'Organe d'appel a formulé la constatation suivante:

> "Et il ne doit être recouru à ces "mesures d'urgence" que dans les situations où, par suite d'engagements assumés en vertu du GATT de 1994, un Membre importateur se trouve confronté à une évolution qu'il n'avait pas "prévue" ni "attendue" au moment où il a assumé cet engagement."[4921]

10.72 Les États-Unis font valoir que les quatre facteurs cités par l'USITC, à savoir la crise russe, la crise asiatique et la vigueur soutenue du marché des États-Unis associée à l'appréciation constante du dollar EU, constituaient chacun un cas d'évolution imprévue des circonstances. Ils font aussi valoir que la confluence, ou l'apparition simultanée, de ces trois éléments équivalait à une évolution imprévue des circonstances.[4922]

[4920] Voir les rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 96, et *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 89, citant le rapport *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil*, adopté le 22 octobre 1951.

[4921] Voir les rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 93, et *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 86.

[4922] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 72.

10.73 Les plaignants font valoir qu'aucun des éléments mentionnés ci-dessus, ni aucune combinaison de ces éléments, ne constituait une évolution imprévue des circonstances.[4923] En outre, ils font valoir que l'explication de la façon dont les éléments mentionnés ci-dessus ont entraîné un accroissement des importations n'a pas été donnée d'une manière qui soit motivée et adéquate.

10.74 Les parties conviennent que, dans le présent différend, le moment auquel l'évolution des circonstances aurait dû être imprévue est celui de l'achèvement du Cycle d'Uruguay. Le Groupe spécial appliquera l'interprétation indiquée ci-dessus pour déterminer si l'USITC a examiné si l'évolution des circonstances qu'elle a identifiée était imprévue au moment où les négociations du Cycle d'Uruguay ont été conclues.

Les crises asiatique et russe

10.75 Les plaignants font valoir que les crises asiatique et russe n'ont pas pu avoir été imprévues parce qu'elles n'étaient pas inattendues.[4924] En ce qui concerne la crise russe, la dissolution de l'URSS s'est produite en 1991. La Nouvelle-Zélande fait valoir que les négociateurs des États-Unis en étaient pleinement conscients quand ils ont consenti les concessions tarifaires pendant le Cycle d'Uruguay.[4925] Les plaignants soutiennent que si une évolution des circonstances avait commencé avant l'octroi des concessions, on ne pouvait pas considérer qu'elle était imprévue. Pour eux, il y a normalement un lien temporel étroit entre l'évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des importations.[4926] S'appuyant sur les chiffres du rapport de l'USITC qui montrent des baisses de la consommation et des accroissements des exportations, ils font valoir que les changements intervenus sur les marchés de l'acier ont été beaucoup plus prononcés après la dissolution de l'ex-Union soviétique en 1991 que par la suite et ne pouvaient donc pas être imprévus après 1994.[4927]

10.76 Les États-Unis répondent que les crises de l'Asie du Sud-Est et de l'ex-URSS étaient peut-être prévisibles dans un sens général hypothétique, mais que leur date, leur ampleur et leur effet continu sur le commerce mondial de l'acier n'avaient pas été prévus par les États-Unis avant une date bien ultérieure à la conclusion du Cycle d'Uruguay.[4928] Ils allèguent que l'évolution imprévue des circonstances sur laquelle ils s'appuient s'est produite après le Cycle d'Uruguay. La crise financière dans l'est de l'Asie a commencé mi-1997 et, bien que l'Union soviétique se soit effondrée en 1991, entraînant des bouleversements dans les États qui lui ont succédé, il ne s'agissait pas là de l'évolution des circonstances que l'USITC a jugée imprévue. En fait, l'évolution en question était telle que les conditions existant dans ces pays ont changé après 1996 par rapport à celles qui existaient au moment des négociations du Cycle d'Uruguay.[4929]

10.77 Le Groupe spécial examinera tout d'abord l'explication de l'USITC concernant la crise asiatique en tant qu'évolution imprévue des circonstances avant d'examiner la crise russe, l'invocation

---

[4923] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 151; première communication écrite de la Chine, paragraphe 97; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 137; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 139.

[4924] Première déclaration orale de la Suisse, présentée au nom des plaignants, paragraphe 15.

[4925] Première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphes 4.25 à 4.27.

[4926] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 133; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 121; première communication écrite de la Chine, paragraphe 90.

[4927] Première déclaration orale de la Suisse, présentée au nom des plaignants, paragraphes 16 et 17.

[4928] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 930.

[4929] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 11 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

de la force de l'économie des États-Unis et de l'appréciation du dollar EU, ainsi que la confluence de ces facteurs.

Crise asiatique

10.78 L'USITC a donné l'explication suivante dans son rapport initial:

> "[Des] accroissements notables de la capacité de production ont eu lieu pendant une période marquée par une désorganisation des marchés mondiaux de l'acier. La dépréciation de plusieurs monnaies asiatiques à la fin de 1997 et au début de 1998 a sensiblement réduit la consommation d'acier dans ces pays et a créé une masse de produits en acier pour lesquels des marchés de remplacement étaient recherchés."[4930]

10.79 Pour le Groupe spécial, cette déclaration revient à identifier la dépréciation des monnaies asiatiques, qui s'est produite en 1997 et en 1998, et ses effets sur le marché mondial de l'acier, comme étant une évolution imprévue des circonstances. Bien qu'elle ne donne pas d'explication des raisons pour lesquelles l'évolution était imprévue, nous pouvons supposer que, puisque la crise a commencé en 1997, elle ne pouvait pas avoir été prévue par les négociateurs des États-Unis en 1994, date de la fin du Cycle d'Uruguay. En outre, elle concorde avec la déclaration suivante de l'USITC, figurant dans le deuxième rapport complémentaire:

> "Les taux de croissance dans [les] pays [de l'Asie du Sud-Est] ont dépassé 8 pour cent par an pendant la première moitié des années 90. Ces taux de croissance élevés ont été soutenus par une croissance des exportations encore plus forte. À l'automne 1997 encore, les économistes projetaient pour ces marchés émergents une poursuite de la croissance à des taux à peu près aussi impressionnants. Malgré cette période de très forte croissance et les prévisions généralement optimistes, la "crise financière asiatique" a commencé avec la dépréciation du baht thaïlandais mi-1997. La dépréciation du baht et la perte de confiance des investisseurs ont déclenché une crise plus large qui a touché de nombreux marchés en développement. La crise a freiné la croissance économique et a réduit la demande d'acier sur le marché de nombreux pays émergents. Entre 1997 et 1998, la consommation d'acier en Corée, en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande a diminué de 29,6 millions de tonnes, soit une chute de 41,4 pour cent. En Corée seulement, la consommation de produits finis en acier a baissé de 14,5 millions de tonnes, soit de 34,4 pour cent. La crise a aussi entraîné une dépréciation des monnaies philippine, indonésienne, malaisienne et coréenne par rapport au dollar EU. En janvier 1998, ces monnaies avaient enregistré une baisse comprise entre 38 et 76 pour cent en valeur nominale." [4931]

10.80 De même, cette déclaration identifie la crise financière asiatique comme étant une évolution imprévue des circonstances, qui a commencé en 1997. Elle explique aussi que cette évolution n'était pas prévue. Sur la base des déclarations mentionnées ci-dessus de l'USITC, le Groupe spécial conclut que les États-Unis ont démontré que la crise asiatique et ses effets sur le marché mondial de l'acier pouvaient constituer une évolution imprévue des circonstances au sens de l'article XIX du GATT de 1994, puisque la crise asiatique a eu lieu après que les États-Unis avaient achevé de négocier leurs concessions tarifaires concernant les produits en acier visés par l'enquête en cause. Nous examinons dans les paragraphes 10.96 à 10.101 ci-dessous l'explication de l'USITC selon laquelle la confluence de la crise financière asiatique, ainsi que d'autres facteurs (la crise financière russe, la vigueur de

[4930] Rapport de l'USITC, page 58 (notes de bas de page omises).
[4931] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4 (notes de bas de page omises).

l'économie des États-Unis et la force du dollar EU) constituaient une évolution imprévue des circonstances qui a entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents.

Crise russe

10.81 En ce qui concerne la crise russe, l'USITC a déclaré ce qui suit dans son rapport initial:

> "La dissolution de l'URSS a entraîné un accroissement important des exportations d'acier des pays de l'ex-URSS vers les États-Unis."[4932]

10.82 En outre, dans le deuxième rapport complémentaire, l'USITC a expliqué ce qui suit:

> "Bien que la dissolution de l'ex-Union soviétique et les bouleversements économiques qui en ont résulté dans les anciennes républiques soviétiques datent d'avant la conclusion du Cycle d'Uruguay, des difficultés financières non prévues ont conduit à un accroissement brutal des exportations d'acier de l'ex-Union soviétique entre 1996 et 1999.[4933] En particulier, étant donné que la Russie et les autres anciennes républiques ont connu une désorganisation financière et des fluctuations monétaires extrêmes pendant cette période, les exportations d'acier ont augmenté de près de 22 pour cent.[4934] D'autres pays d'Europe orientale sont aussi devenus des exportateurs nets d'acier".[4935]

10.83 L'évolution imprévue des circonstances, telle qu'elle a été identifiée par l'USITC, était les "difficultés financières non prévues" qui étaient en particulier la "désorganisation financière et [les] fluctuations monétaires extrêmes" qui se sont produites entre 1996 et 1999 par suite de la dissolution de l'Union soviétique.

10.84 Le Groupe spécial estime que cette déclaration établit une distinction entre les difficultés financières prévues qui ont résulté de la dissolution de l'URSS et les difficultés financières qui étaient imprévues. Il estime aussi qu'il peut y avoir des cas dans lesquels un événement qui est déjà connu débouchera sur une situation initialement imprévue. Par conséquent, une évolution imprévue des circonstances peut se produire à partir de faits antérieurs bien connus. L'autorité compétente doit néanmoins donner une explication motivée et adéquate montrant en quoi l'évolution ultérieure était imprévue compte tenu des faits antérieurs connus.

10.85 Par conséquent, le Groupe spécial admettra, pour les besoins de l'argumentation, qu'il a pu se produire, entre 1996 et 1999, une désorganisation financière et des fluctuations monétaires imprévues liées à la dissolution de l'URSS qui étaient donc imprévues au moment de la conclusion du Cycle d'Uruguay.

[4932] Rapport de l'USITC, page 58 (notes de bas de page omises).

[4933] (Note de bas de page de l'original) Les exportations se sont accrues parce que la réduction de la production d'acier dans l'ex-Union soviétique n'a pas été aussi rapide que la baisse de la consommation. La consommation d'acier a diminué de plus de 70 pour cent entre 1991 et 1998. Publication n° 3479 de l'USITC, volume II, tableau OVERVIEW-4.

[4934] (Note de bas de page de l'original) Publication n° 3479 de l'USITC, volume II, OVERVIEW-19 et tableau OVERVIEW-5.

[4935] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4.

La vigueur de l'économie des États-Unis et l'appréciation du dollar EU

10.86 Les Communautés européennes, la Norvège, la Suisse et la Chine font valoir que la "robustesse" du marché des États-Unis ne peut être considérée comme une "évolution imprévue des circonstances" par les États-Unis, parce que la politique économique des États-Unis a probablement été menée avec cet objectif.[4936] Ces plaignants font valoir que la croissance économique des États-Unis a commencé en 1990, bien avant le Cycle d'Uruguay, et qu'elle devait donc avoir été prévue.[4937] Les Communautés européennes, la Norvège et la Suisse contestent aussi la notion selon laquelle une telle évolution favorable peut être considérée comme étant une évolution imprévue des circonstances, puisque ces termes, au sens de l'article XIX, sont censés viser une évolution défavorable ou des chocs subis par le système qui sont susceptibles d'entraîner des conséquences négatives. Ce n'est pas le cas de la "robustesse" de l'économie des États-Unis et de la force du dollar EU.[4938]

10.87 Les États-Unis répondent que rien dans l'article XIX n'empêche que la vigueur soutenue d'un marché ou l'appréciation d'une monnaie constitue une évolution imprévue des circonstances.[4939] Ils font valoir que dans l'affaire *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil*, l'évolution imprévue des circonstances était le fait que la mode avait changé en faveur d'un chapeau de type différent. On peut supposer que ce changement de mode était défavorable pour les branches de production des chapeaux moins à la mode, mais il ne pouvait probablement pas être décrit comme étant "défavorable" dans un sens plus large. Selon les États-Unis, l'affaire *États-Unis – Chapeaux en feutre de poil* étaye la conclusion selon laquelle une évolution imprévue des circonstances peut être une évolution qui pourrait être décrite comme étant neutre ou même positive d'une façon générale mais qui entraîne un changement dans la structure des échanges qui se révèle dommageable pour une branche de production particulière.[4940]

10.88 Le Groupe spécial se tourne tout de suite vers l'explication donnée par l'USITC, qui indique ce qui suit:

> "Alors que d'autres marchés ont connu des turbulences et une contraction importantes après 1997, la demande aux États-Unis est restée robuste. En fait, l'économie des États-Unis a enregistré dans les années 90 une expansion globale d'une durée sans précédent. Par conséquent, la demande d'acier aux États-Unis est restée forte."

10.89 Il semble, d'après la déclaration qui précède, que l'autorité compétente n'a pas interprété la robustesse de l'économie des États-Unis comme étant une "évolution imprévue des circonstances" en elle-même et à elle seule[4941], mais qu'elle a plutôt considéré la vigueur de l'économie dans le contexte

---

[4936] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 150; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 136; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 138; première communication écrite de la Chine, paragraphe 100.

[4937] Première déclaration orale de la Suisse, présentée au nom des plaignants, paragraphe 19.

[4938] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 56; deuxième communication écrite de la Norvège, paragraphe 40; deuxième communication écrite de la Suisse, paragraphe 31.

[4939] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 972 et 973, citant le deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 1; rapport de l'USITC, tableau OVERVIEW-16.

[4940] Deuxième communication orale des États-Unis, paragraphe 106.

[4941] Toutefois, au paragraphe 976 de leur première communication écrite, les États-Unis font valoir ce qui suit:

des turbulences qui se sont produites sur d'autres marchés. Par conséquent, le Groupe spécial estime que la vigueur du marché des États-Unis a été examinée par l'USITC en même temps que les autres cas allégués d'évolution imprévue des circonstances et en tant qu'élément d'une série d'événements mondiaux qui *ensemble* ont constitué une évolution imprévue des circonstances.

10.90 En ce qui concerne l'appréciation du dollar des EU, les Communautés européennes, la Norvège, la Chine et la Suisse font valoir qu'une variation de la valeur d'une monnaie telle que le dollar EU ne peut être acceptée comme étant une évolution imprévue des circonstances.[4942] Selon les Communautés européennes, la Chine et la Norvège, une évolution des taux de change est prévisible à deux principaux égards.[4943] Premièrement, il est prévisible que le taux de change entre deux monnaies qui ne sont pas fixes variera au fil du temps. Deuxièmement, il est prévisible que le taux de change d'une monnaie d'un pays où l'économie est robuste et l'inflation faible (tel que les États-Unis dans les années 90) augmentera au fil du temps par rapport à la monnaie d'un pays où l'économie est faible et le taux d'inflation élevé (comme la Russie).[4944] Pour elles, la valeur du dollar par rapport aux autres monnaies a régulièrement varié dans des proportions importantes depuis l'effondrement du système de taux de change fixes de Bretton Woods en 1971. De telles variations ne peuvent plus être considérées comme étant "imprévues", mais on doit au contraire considérer qu'il faut tout à fait s'attendre à ce que le dollar ne reste pas stable par rapport aux autres monnaies.[4945]

10.91 Les États-Unis répondent que rien dans l'article XIX n'empêche que l'appréciation d'une monnaie constitue une évolution imprévue des circonstances. Pendant la période visée par l'enquête, il s'est produit une appréciation constante et généralisée du dollar EU par rapport à la quasi-totalité des autres grandes monnaies.[4946] Les États-Unis font valoir que le fait que les taux de change

---

> "L'USITC a cité dans son rapport un certain nombre de cas d'évolution imprévue des circonstances qui ont fait que les dix produits en acier ont été importés aux États-Unis en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'ils ont causé un dommage grave aux branches de production nationales. Dans chacun de ces cas, l'évolution était imprévue en elle-même et à elle seule. Toutefois, la confluence de cette série particulière d'événements peut être décrite comme étant une évolution imprévue des circonstances."

Voir aussi la réponse écrite des États-Unis à la question n° 18 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond:

> "Considérez-vous/l'USITC a-t-elle considéré que la robustesse du dollar EU était une évolution imprévue des circonstances?
>
> La robustesse du dollar EU était une évolution des circonstances qui, associée aux autres cas d'évolution des circonstances, à savoir les crises monétaires en Asie du Sud-Est et dans les pays de l'ex-URSS ainsi que la croissance continue de la demande d'acier enregistrée sur le marché des États-Unis alors que sur d'autres marchés, la demande étant en recul, a produit l'accroissement du volume des importations."

[4942] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 152; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 138; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 140; première communication écrite de la Chine, paragraphe 101.

[4943] Réponses écrites des Communautés européennes, de la Chine et de la Norvège à la question n° 10 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4944] Réponses écrites des Communautés européennes, de la Chine et de la Norvège à la question n° 10 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4945] Première déclaration orale de la Suisse, présentée au nom des plaignants, paragraphe 20.

[4946] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 972 et 973, citant le deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 1; rapport de l'USITC, tableau OVERVIEW-16.

évoluent au fil du temps pourrait être décrit comme étant prévisible, mais pas nécessairement prévu. Une évolution particulière des taux de change, par exemple une variation des taux inhabituellement rapide ou importante, n'avait probablement pas été prévue au moment de l'octroi d'une concession particulière. Ils font valoir que les plaignants n'ont pas présenté d'élément de preuve indiquant que les perturbations des changes qui se sont produites avant la poussée des importations étaient en fait prévues par qui que ce soit, et encore moins que ces événements étaient prévus par un négociateur des États-Unis pendant le Cycle d'Uruguay.[4947]

10.92 Une fois encore, le Groupe spécial se tourne immédiatement vers l'explication de l'USITC, qui indique ce qui suit:

> "La poursuite de la croissance sur le marché des États-Unis, associée à l'incertitude et la contraction observées sur d'autres marchés, a entraîné une importante pression à la hausse sur le dollar EU. Le dollar s'est fortement apprécié par rapport à beaucoup de monnaies pendant la période visée par l'enquête et cette appréciation est devenue plus sensible après les bouleversements des parités de 1997 et 1998. Entre 1996 et le premier trimestre de 2001, de nombreuses monnaies ont enregistré des baisses à deux chiffres, en valeur réelle, par rapport au dollar.[4948] La valeur élevée du dollar EU a rendu le marché de ce pays particulièrement attirant pour les produits en acier détournés d'autres marchés."

10.93 Comme la déclaration mentionnée plus haut au sujet de la vigueur de l'économie des États-Unis, cette déclaration de l'autorité compétente montre que l'appréciation du dollar EU n'était pas considérée comme une "évolution imprévue des circonstances" isolée. L'USITC a plutôt examiné la pertinence de l'appréciation du dollar EU "après les bouleversements des parités de 1997 et 1998". On peut présumer que c'est le fait que le dollar EU est resté fort alors que le baht thaïlandais, le rouble russe et d'autres monnaies de l'Asie du Sud-Est et d'Europe orientale se sont affaiblis qui aurait prétendument entraîné un accroissement des importations. En outre, l'autorité compétente a reconnu le lien entre la pression à la hausse exercée sur le dollar et la combinaison de la croissance du marché des États-Unis et de la contraction d'autres marchés.

10.94 Puisque nous estimons que l'USITC n'a pas considéré la vigueur soutenue du marché des États-Unis et l'appréciation du dollar EU comme étant une évolution des circonstances distincte, séparée des autres cas allégués d'évolution imprévue des circonstances, le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner les arguments des plaignants selon lesquels de tels facteurs ne pouvaient pas constituer une évolution imprévue des circonstances.

10.95 Le Groupe spécial examinera donc l'explication fournie par l'USITC qui, selon nous, a traité la vigueur du marché des États-Unis et l'appréciation du EU comme étant des facteurs faisant partie d'une confluence de cas d'évolution des circonstances qui, ensemble, ont causé des turbulences sur ces marchés.

[4947] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 10 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4948] (Note de bas de page de l'original) Publication n° 3479 de l'USITC, volume II, tableau OVERVIEW-16.

Confluence de cas d'évolution des circonstances

10.96 Les Communautés européennes, la Chine, la Suisse et la Norvège font valoir qu'aucune combinaison des événements cités par l'USITC ne pouvait constituer une évolution imprévue des circonstances.[4949]

10.97 Les États-Unis font valoir que la robustesse du dollar EU était une évolution des circonstances qui, associée aux autres cas d'évolution des circonstances, à savoir les crises monétaires en Asie et dans l'ex-URSS ainsi que la croissance continue de la demande d'acier enregistrée sur le marché des États-Unis alors que sur d'autres marchés, la demande était en recul, a produit l'accroissement des importations.[4950]

10.98 Le Groupe spécial a déjà admis que les crises financières en Russie et dans l'Asie du Sud-Est, tout au moins théoriquement, pouvaient être considérées comme étant une évolution imprévue des circonstances qui n'existait pas à la fin du Cycle d'Uruguay. Nous avons aussi constaté que l'USITC n'avait pas considéré que la vigueur de l'économie des États-Unis et l'appréciation du dollar EU étaient une évolution imprévue des circonstances en soi; elle avait mentionné ces facteurs en rapport avec d'autres cas d'évolution imprévue des circonstances qui, *ensemble*, avaient entraîné un accroissement des importations causant ou menaçant de causer un dommage.

10.99 L'article XIX n'empêche pas de considérer la confluence d'un certain nombre de cas d'évolution des circonstances comme étant une "évolution imprévue des circonstances". En conséquence, le Groupe spécial estime que la confluence de cas d'évolution des circonstances peut former la base d'une "évolution imprévue des circonstances" aux fins de l'article XIX du GATT de 1994. Il considère donc qu'il appartient à chaque Membre de démontrer qu'une confluence de cas d'évolution des circonstances qui, selon lui, étaient imprévus au moment où il a conclu ses négociations tarifaires, a entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave.

10.100 En ce qui concerne l'argument des plaignants selon lequel les changements intervenus sur les marchés de l'acier ont été beaucoup plus prononcés après la dissolution de l'ex-Union soviétique en 1991 que par la suite et ne pouvaient donc pas être imprévus après 1994, le Groupe spécial relève que le fait que la dissolution de l'URSS et ses effets globaux ont pu constituer une évolution imprévue des circonstances en 1991 ne signifie pas qu'une crise financière ultérieure, résultant aussi d'une certaine façon de la dissolution de l'URSS, ne puisse, avec d'autres cas d'évolution des circonstances, être considérée comme un élément d'une "confluence de cas d'évolution des circonstances" en 1997 aux fins de l'article XIX du GATT de 1994.[4951]

10.101 Le Groupe spécial examinera maintenant si l'USITC a donné une explication motivée et adéquate montrant que, *par suite* des crises asiatique et russe, considérées ensemble, parallèlement aux facteurs additionnels que constituent la vigueur de l'économie des États-Unis et l'appréciation du dollar EU, ainsi que leurs effets sur les marchés mondiaux de l'acier, les importations se sont accrues aux États-Unis causant ou menaçant de causer un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents.

[4949] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 151; première communication écrite de la Chine, paragraphe 97; première communication écrite de la Suisse, paragraphe 137; première communication écrite de la Norvège, paragraphe 139.

[4950] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 17 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4951] Première déclaration orale de la Suisse, présentée au nom des plaignants, paragraphes 16 et 17.

ii) "par suite de l'évolution imprévue des circonstances et des concessions tarifaires"

Allégations et arguments des parties

10.102 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.C.2 d).

Analyse par le Groupe spécial

10.103 Nous rappelons que l'article XIX du GATT de 1994 est ainsi libellé:

> "Si, *par suite de l'évolution imprévue des circonstances et* par l'effet des engagements, y compris *les concessions tarifaires*, qu'une partie contractante a assumés en vertu du présent Accord, un produit est importé sur le territoire de cette partie contractante en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de porter un préjudice grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrents, (...)."

10.104 L'Organe d'appel a interprété l'expression "par suite de" figurant à l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 comme indiquant un lien logique qui existe entre les deux premières clauses de cet article. En d'autres termes, il faut démontrer qu'un lien logique a existé entre les éléments de la première clause de l'article XIX:1 a) – "par suite de l'évolution imprévue des circonstances et par l'effet des engagements, y compris les concessions tarifaires, qu'un Membre a assumés en vertu du présent accord" – et les conditions énoncées dans la deuxième clause de cet article – "accroissement des importations causant un dommage grave" – pour imposer une mesure de sauvegarde.[4952]

> Lien logique entre l'évolution imprévue des circonstances et l'"accroissement des importations de nature à causer un dommage grave"

10.105 Dans les paragraphes qui suivent, nous relevons certaines références faites à la crise russe, à la crise asiatique et aux taux de change dans le rapport initial de l'USITC et dans le deuxième rapport complémentaire, y compris dans les opinions séparées des commissaires Okun et Bragg.

10.106 L'USITC a indiqué ce qui suit, dans son rapport initial, à propos des produits suivants:

> "CPLPAC:
>
> Ces accroissements notables de la capacité de production ont eu lieu pendant une période marquée par une désorganisation des marchés mondiaux de l'acier. La dépréciation de plusieurs monnaies asiatiques à la fin de 1997 et au début de 1998 a sensiblement réduit la consommation d'acier dans ces pays et a créé une masse de produits en acier pour lesquels des marchés de remplacement étaient recherchés.[4953] La dissolution de l'URSS a entraîné un accroissement important des exportations d'acier des pays de l'ex-URSS vers les États-Unis.[4954] [4955]

[4952] Rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 92; *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 85.

[4953] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, OVERVIEW, page 17.

[4954] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, OVERVIEW, page 18.

[4955] Rapport de l'USITC, page 58.

> Barres laminées à chaud:
>
> Le moment où les prix intérieurs à la production ont baissé ne correspond pas précisément au moment où la poussée des importations a eu lieu. Il ressort cependant du dossier que les importations ont eu un effet négatif sur les prix et que la branche de production nationale a mis en œuvre différentes stratégies tout au long de la période considérée pour faire face à la concurrence des importations. Le plus fort accroissement des importations de barres laminées à chaud s'est produit en 1998, peu après la crise financière qui avait conduit à une diminution brutale de la consommation d'acier dans plusieurs pays asiatiques. Le volume des importations a augmenté de 29,5 pour cent entre 1997 et 1998.[4956] [4957]
>
> Barres parachevées à froid:
>
> Un accroissement substantiel des importations de barres parachevées à froid s'est produit en 1998, peu après la crise financière qui a conduit à une diminution brutale de la consommation d'acier dans plusieurs pays asiatiques.[4958]
>
> Barres d'armature:
>
> Les importations de barres d'armature ont enregistré un accroissement substantiel en 1998, peu après la crise financière qui a conduit à une diminution brutale de la consommation d'acier dans plusieurs pays asiatiques.[4959]
>
> Fil machine en aciers inoxydables:
>
> Nous avons pris en compte un certain nombre de facteurs qui influencent la compétitivité du fil machine en aciers inoxydables national et importé sur le marché des États-Unis, y compris des facteurs liés au produit lui-même, le degré de substituabilité entre les articles nationaux et importés, les changements dans la capacité et la production mondiales, les conditions du marché et les taux de change."[4960]

10.107 Dans une décision séparée, la commissaire Okun a fait la remarque suivante à propos du "choix des contingents d'importation" dans le cadre de la "justification de la forme de protection":

> "[I]l ressort du dossier que les monnaies de certains pays, dont beaucoup exportent des quantités importantes d'acier vers les États-Unis, ont enregistré de fortes dépréciations par rapport au dollar EU.[4961] Les fluctuations des taux de change entre le dollar EU et les devises étrangères peuvent avoir un effet notable sur la compétitivité relative des sidérurgistes du monde entier qui vendent leurs produits sur

[4956] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-5.
[4957] Rapport de l'USITC, page 96.
[4958] Rapport de l'USITC, page 106, note de bas de page 630.
[4959] Rapport de l'USITC, page 113.
[4960] Rapport de l'USITC, page 217.
[4961] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau OVERVIEW-16. Des dépréciations avaient été enregistrées pour tous les pays sauf deux.

le marché des États-Unis. Les contingents empêchent une poussée d'importations à bas prix en provenance de pays dont la monnaie s'est dépréciée."[4962]

10.108 L'USITC a aussi joint en appendice le texte suivant à son rapport de décembre 2001:

"LA CRISE FINANCIÈRE ASIATIQUE

La "crise financière asiatique" a commencé avec la dépréciation du baht thaïlandais mi-1997, suivie de la dépréciation des monnaies des Philippines, de l'Indonésie, de la Malaisie et de la Corée. Pendant la période janvier 1996-janvier 1998, les monnaies de ces cinq pays ont enregistré une dépréciation comprise entre 38 et 76 pour cent en valeur nominale. Le ralentissement de ces économies s'est accompagné d'une diminution importante de leur consommation de produits finis en acier (figure OVERVIEW-7). La consommation de produits finis en acier en Corée, en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande, considérées ensemble, a diminué de 29,6 millions de tonnes en 1997-1998, la plus forte baisse ayant été enregistrée pour la consommation coréenne de produits finis en acier, qui a chuté de 14,5 millions de tonnes.[4963]

[...]

SITUATION APRÈS LA DISSOLUTION DE L'URSS

Les changements intervenus en Russie et les autres États qui faisaient antérieurement partie de l'URSS en 1991-2000 ont eu une incidence sur le marché mondial de l'acier. Le passage à un système reposant sur les forces du marché qui s'est engagé dans ces États en 1992 a conduit à une diminution de l'activité économique globale, en particulier de la production et de l'investissement industriels, par exemple dans le secteur de la construction de machines, qui était l'un des principaux utilisateurs de la production sidérurgique en URSS. Les problèmes rencontrés par l'économie en général après la dissolution de l'URSS ont entraîné des baisses brutales à la fois de la production d'acier (tableau OVERVIEW-3) et de la consommation d'acier (tableau OVERVIEW-4).

[4962] Views of Vice Chairman Deanna Tanner Okun on Remedy, rapport de l'USITC, page 437.

[4963] Rapport de l'USITC, volume II, OVERVIEW-17; à la suite de cet extrait, se trouve la figure OVERVIEW-7, graphique intitulé "Finished steel consumption in selected Asian countries, 1991-99", montrant les tendances de la consommation en Corée, en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande. Malheureusement, nous ne pouvons pas reproduire le graphique dans les présents rapports car nous n'avons pas les données sur la base desquelles le graphique a été établi, page OVERVIEW-18.

Tableau OVERVIEW-3
Production d'acier brut en Russie, en Ukraine et dans l'ex-URSS, 1991-2000

Pays	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Quantité (milliers de tonnes)										
Russie	[1]	73 902	64 329	53 817	56 879	54 303	53 475	48 315	56 792	65 160
Ukraine	[1]	46 041	35 953	26 550	24 596	24 622	28 257	26 951	30 268	34 620
Ex-URSS[2]	146 460	130 077	108 171	86 281	87 194	85 088	89 334	82 051	94 975	[1]

[1] Non connu.

[2] Comprend tous les États de l'ex-URSS. La quasi-totalité de l'acier est produit en Russie, en Ukraine et au Kazakhstan (classés en fonction du volume produit).

Source: IISI.

Tableau OVERVIEW-4
Consommation apparente de produits finis en acier en Russie, en Ukraine et dans l'ex-URSS, 1991-2000

Pays	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Quantité (milliers de tonnes)										
Russie	[1]	50 539	34 026	21 904	20 728	18 082	17 200	16 979	18 633	25 358
Ukraine	[1]	27 901	16 510	7 718	6 505	6 946	9 041	5 954	9 592	10 695
Ex-URSS[2]	111 029	84 495	56 997	37 785	35 502	33 407	34 840	31 753	37 045	44 873

[1] Non connu.

[2] Comprend tous les États de l'ex-URSS.

Source: IISI.

L'évolution vers une économie de marché a aussi entraîné une désorganisation des courants commerciaux traditionnels de l'acier à l'intérieur de l'ancienne structure du COMECON. Le COMECON avait été créé en 1949 pour faciliter la coopération commerciale et économique entre l'URSS et certains pays communistes. L'Organisation visait à intégrer les économies de l'Europe orientale avec celle de l'URSS. De 1949 à 1991, les exportations d'acier de l'URSS allaient principalement aux membres du COMECON. Avec la disparition de l'URSS et l'évolution de l'ex-URSS vers une économie de marché, le COMECON est devenu anachronique. La fin du COMECON en 1991 a marqué, pour l'ex-URSS, la perte des anciens acheteurs étrangers de son acier. L'ex-URSS, acteur mineur sur le marché mondial de l'acier en 1991, était devenue en 1999 le plus gros exportateur mondial d'acier. Cette évolution des circonstances a entraîné des frictions commerciales sur de nombreux marchés. Les importations d'acier russe ont fait l'objet d'enquêtes ou d'ordonnances antidumping de la part de 21 de ses partenaires commerciaux, y compris l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Chine, la Colombie, la Corée, les États-Unis, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Mexique, le Pérou, les Philippines, Taiwan, la Thaïlande, la Turquie, l'UE, le Venezuela et le Viet Nam. En outre, l'UE comme les États-Unis ont négocié des accords instituant des contingents à l'importation de la plupart des produits russes en acier. Les États-Unis ont aussi mis

en place deux accords de suspension visant les importations de produits en acier laminés à chaud et de tôles en acier russes.

Avec la restructuration de l'économie intervenue après la dissolution de l'URSS, les coûts de l'énergie et du transport sont en augmentation, entraînant un accroissement notable des coûts de production. Une restructuration complète et l'évolution vers des relations fondées sur le marché sont contrecarrées en partie parce que ces usines continuent à verser la totalité de la masse salariale dans certains domaines. Plusieurs représentaient aussi une part importante de la production agricole régionale de l'URSS. Par conséquent, les producteurs d'acier doivent faire face à une baisse de la demande intérieure et à un accroissement des coûts de l'énergie, des transports et des intrants sans avoir la possibilité de faire baisser les coûts en réduisant sensiblement le nombre d'employés. L'une des façons par lesquelles les producteurs ont tenté de résoudre ces problèmes a été d'accroître fortement les exportations (tableau OVERVIEW-5).

Tableau OVERVIEW-5
Exportations d'acier en provenance de la Russie, de l'Ukraine et de l'ex-URSS, 1991-2000

Pays	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Quantité (milliers de tonnes)										
Russie	[1]	7 912	18 388	28 275	30 178	29 762	28 798	27 377	30 313	[1]
Ukraine	[1]	8 580	12 083	12 831	12 848	13 387	17 803	17 583	20 896	[1]
Ex-URSS[2]	6 101	21 375	33 160	44 278	456 481	46 763	51 696	49 916	57 018	[1]

[1] Non connu.

[2] Comprend tous les États de l'ex-URSS.

Source: ISI.

[…]

TAUX DE CHANGE

Les fluctuations des taux de change entre le dollar EU et les devises étrangères peuvent avoir un effet notable sur la compétitivité relative des sidérurgistes du monde entier qui vendent leurs produits sur le marché des États-Unis. Comme le montre le tableau OVERVIEW-16, le dollar s'est considérablement affermi par rapport aux monnaies d'un grand nombre des principales sources d'importation des produits en acier visés pendant la période considérée. Quand la monnaie d'un pays se déprécie par rapport au dollar, le producteur étranger peut abaisser le prix du produit exprimé en dollars sur le marché des États-Unis tout en continuant à recevoir le même prix exprimé dans la monnaie de son pays. Ces variations sont quelque peu atténuées dans de nombreux pays étant donné que les principales matières premières utilisées pour produire de l'acier, par exemple le minerai de fer, la ferraille, le charbon à coke et le coke, sont vendus à des prix exprimés en dollars dans le monde entier. Toutefois, pour les pays qui achètent les matières premières sur le marché mondial, on estime

que les deux tiers des coûts de la production d'acier sont toujours exprimés dans les monnaies locales.[4964]

[...]

Tableau OVERVIEW-16
Appréciation et dépréciation globales des monnaies de certains pays par rapport au dollar EU entre janvier-mars 1996 et janvier-mars 2001

Pays	Taux de change nominal		Taux de change réel	
	Appréciation	Dépréciation	Appréciation	Dépréciation
Afrique du Sud	–	51,9	–	37,1
Allemagne	–	30,4	–	36,0
Argentine	–	–	–	11,5
Australie	43,4	–	48,1	–
Brésil	–	52,0	–	24,9
Canada	–	10,5	–	9,1
Corée	–	38,4	–	31,7
Espagne	–	31,2	–	31,2
Inde	–	33,5	–	8,2
Indonésie	–	76,3	–	31,1
Italie	–	24,8	–	25,0
Japon	–	10,4	–	20,1
Lettonie	–	11,3	–	13,8
Mexique	–	22,4	36,7	–
Pays-Bas	–	31,1	–	33,6
Pologne	–	37,9	55,8	–
Roumanie	–	89,7	10,9	–
Royaume-Uni	4,8	–	2,2	–
Russie	–	83,3	–	45,6
Thaïlande	–	41,5	–	37,0
Turquie	–	91,9	–	19,2
Source: Fonds monétaire international, *Statistiques financières internationales*, décembre 1999 et juillet 2001.				

[4964] (Note de bas de page de l'original) Peter Marcus et Karlis Kirsis, *Steel in 2001: Constraints Unparalleled, Opportunities Unmatched*, présenté à Steel Success Strategies XVI, World Steel Dynamics, 19 juin 2001.

10.109 Le 3 janvier 2002, l'USTR a demandé à l'USITC de fournir, entre autres choses, des renseignements complémentaires sur l'évolution imprévue des circonstances. Le 9 février 2002, l'USITC a répondu à cette demande en présentant son deuxième rapport complémentaire, où il est indiqué ce qui suit en guise d'introduction:

> "Nous donnons la réponse suivante à l'USTR qui nous avait demandé d'identifier toute évolution imprévue des circonstances ayant fait que les produits en acier pertinents ont été importés aux États-Unis en quantités tellement accrues qu'ils constituaient ou menaçaient de constituer une cause substantielle de dommage grave. (…)
>
> Dans la mesure où les décisions des groupes spéciaux de l'OMC ont donné à entendre que la notion d'évolution "imprévue" des circonstances renvoyait aux attentes des négociateurs des concessions tarifaires pertinentes, nous relevons qu'une telle évaluation sort à bien des égards du domaine de compétence de la commission puisque les négociations commerciales multilatérales ne relèvent pas de son mandat mais de la compétence de l'USTR et des organismes pertinents de l'exécutif."[4965]

10.110 Le deuxième rapport complémentaire donne ensuite une explication de l'"évolution imprévue des circonstances". L'explication de l'USITC est assez brève:

> "Au moment des négociations du Cycle d'Uruguay, et pendant un certain temps après leur conclusion, il y a eu une croissance économique globale substantielle dans un certain nombre de marchés émergents, surtout ceux de l'Asie du Sud-Est. Les taux de croissance dans ces pays ont dépassé 8 pour cent par an pendant la première moitié des années 90.[4966] Ces taux de croissance élevés ont été soutenus par une croissance des exportations encore plus forte.[4967] À l'automne 1997 encore, les économistes projetaient pour ces marchés émergents une poursuite de la croissance à des taux à peu près aussi impressionnants.[4968] Malgré cette période de très forte croissance et les prévisions généralement optimistes, la "crise financière asiatique" a commencé avec la dépréciation du baht thaïlandais mi-1997.[4969] La dépréciation du baht et la perte de confiance des investisseurs ont déclenché une crise plus large qui a touché de nombreux marchés en développement. La crise a freiné la croissance économique et a réduit la demande d'acier sur le marché de nombreux pays émergents. Entre 1997 et 1998, la consommation d'acier en Corée, en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines et en Thaïlande a diminué de 29,6 millions de tonnes, soit une chute de 41,4 pour cent.[4970] En Corée seulement, la consommation de produits finis en acier a baissé de 14,5 millions de tonnes, soit de 34,4 pour cent.[4971] La crise a aussi entraîné une

---

[4965] (Note de bas de page de l'original) Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, Appendice I, pages 1 à 4 (pièce n° 11 des coplaignants).

[4966] (Note de bas de page de l'original) World Economic Outlooks, octobre 1995-octobre 1997, Surveys by the Staff of the International Monetary Fund, pièce n° 19 de Minimill 201 Coalition (Long Products) Prehearing Injury Brief.

[4967] (Note de bas de page de l'original) World Economic Outlooks et APEC Economic Forecasts, pièces n° 19 et 20 de Minimill 201 Coalition (Long Products) Prehearing Injury Brief.

[4968] (Note de bas de page de l'original) World Economic Outlooks, pièce n° 19 de Minimill 201 Coalition (Long Products) Prehearing Injury Brief et pages 20 et 21.

[4969] (Note de bas de page de l'original) *Steel*, Inv. No. TA-201-73, Publication n° 3479 de l'USITC (décembre 2001), volume II, OVERVIEW-17.

[4970] (Note de bas de page de l'original) Publication n° 3479 de l'USITC, volume II, OVERVIEW-17.

[4971] (Note de bas de page de l'original) Publication n° 3479 de l'USITC, volume II, OVERVIEW-17.

dépréciation des monnaies philippine, indonésienne, malaisienne et coréenne par rapport au dollar EU.[4972] En janvier 1998, ces monnaies avaient enregistré une baisse comprise entre 38 et 76 pour cent en valeur nominale.[4973]

Bien que la dissolution de l'ex-Union soviétique et les bouleversements économiques qui en ont résulté dans les anciennes républiques soviétiques datent d'avant la conclusion du Cycle d'Uruguay, des difficultés financières non prévues ont conduit à un accroissement brutal des exportations d'acier de l'ex-Union soviétique entre 1996 et 1999.[4974] En particulier, étant donné que la Russie et les autres anciennes républiques ont connu une désorganisation financière et des fluctuations monétaires extrêmes pendant cette période, les exportations d'acier ont augmenté de près de 22 pour cent.[4975] D'autres pays d'Europe orientale sont aussi devenus des exportateurs nets d'acier.[4976]

Alors que d'autres marchés ont connu des turbulences et une contraction importantes après 1997, la demande aux États-Unis est restée robuste. En fait, l'économie des États-Unis a enregistré dans les années 90 une expansion globale d'une durée sans précédent. Par conséquent, la demande d'acier aux États-Unis est restée forte. La consommation apparente de certains produits laminés plats en acier au carbone aux États-Unis a augmenté de 7,8 pour cent entre 1996 et 2000 et la consommation apparente aux États-Unis a atteint un niveau maximal en 2000.[4977] La consommation apparente aux États-Unis de produits longs a augmenté de 20,5 pour cent entre 1996 et 2000 et la consommation apparente aux États-Unis pour la période a atteint un niveau maximal en 2000.[4978] La consommation apparente aux États-Unis de produits tubulaires a augmenté de 18,2 pour cent entre 1996 et 2000 et la consommation apparente aux États-Unis a atteint un niveau maximal en 2000.[4979] La consommation apparente aux États-Unis de produits en aciers inoxydables a augmenté de 29,5 pour cent entre 1996 et 2000 et la consommation apparente aux États-Unis a atteint un niveau maximal en 2000.[4980]

La poursuite de la croissance sur le marché des États-Unis, associée à l'incertitude et à la contraction observées sur d'autres marchés, a entraîné une importante pression à la hausse sur le dollar EU. Le dollar s'est fortement apprécié par rapport à beaucoup de monnaies pendant la période visée par l'enquête et cette appréciation est devenue plus sensible après les bouleversements des parités de 1997 et 1998. Entre 1996 et le

---

[4972] (Note de bas de page de l'original) Publication n° 3479 de l'USITC, volume II, OVERVIEW-17.

[4973] (Note de bas de page de l'original) Publication n° 3479 de l'USITC, volume II, OVERVIEW-17.

[4974] (Note de bas de page de l'original) Les exportations se sont accrues parce que la réduction de la production d'acier dans l'ex-Union soviétique n'a pas été aussi rapide que la baisse de la consommation. La consommation d'acier a diminué de plus de 70 pour cent entre 1991 et 1998. Publication n° 3479 de l'USITC, volume II, tableau OVERVIEW-4.

[4975] (Note de bas de page de l'original) Publication n° 3479 de l'USITC, volume II, OVERVIEW-19 et tableau OVERVIEW-5.

[4976] (Note de bas de page de l'original) Réponse aux questionnaires des producteurs, importateurs et acheteurs des États-Unis et des producteurs étrangers.

[4977] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.

[4978] (Note de bas de page de l'original) Publication n° 3479 de l'USITC, volume III, tableau LONG-C-1.

[4979] (Note de bas de page de l'original) Publication n° 3479 de l'USITC, volume III, tableau TUBULAR-C-1.

[4980] (Note de bas de page de l'original) Publication n° 3479 de l'USITC, volume III, tableau STAINLESS-C-1.

> premier trimestre de 2001, de nombreuses monnaies ont enregistré des baisses à deux chiffres, en valeur réelle, par rapport au dollar.[4981] La valeur élevée du dollar EU a rendu le marché de ce pays particulièrement attirant pour les produits en acier détournés d'autres marchés.
>
> Les importations d'acier ont toujours joué un rôle sur le marché des États-Unis.[4982] Toutefois, après le début des crises économiques asiatique et russe, un volume inhabituellement important de la production étrangère d'acier a été détourné de la consommation étrangère. Le marché des États-Unis, où la demande restait forte, a absorbé une partie importante de cette production étrangère détournée. De nombreuses dévaluations monétaires ont rendu les exportations détournées particulièrement intéressantes pour les acheteurs américains sur le plan des prix. Alors que les dépréciations monétaires et les contractions de l'économie désorganisaient d'autres marchés, la part des importations d'acier sur le marché des États-Unis a augmenté brutalement et les prix aux États-Unis ont baissé".[4983] [4984] [4985]

10.111 Nous avons aussi examiné l'opinion séparée de la commissaire Bragg, figurant dans le deuxième rapport complémentaire, au sujet de l'"évolution imprévue des circonstances". Sa déclaration, dans sa totalité, est la suivante:

> "Pour chaque détermination positive que j'ai formulée au titre de l'article 202 b) 1) de la Loi sur le commerce extérieur, comme je l'ai indiqué dans mon opinion séparée sur le dommage, j'ai pris en considération la situation de la branche de production nationale pendant toute la durée du cycle économique pertinent afin de bien comprendre le rôle des importations sur le marché des États-Unis pendant la période visée par l'enquête. J'ai aussi examiné des facteurs autres que les importations qui ont pu constituer ou menacer de constituer une cause de dommage grave pour la branche de production nationale.[4986] Il importe de noter que ces autres facteurs ont aussi été considérés dans le contexte du cycle économique pertinent.

[4981] (Note de bas de page de l'original) Publication n° 3479 de l'USITC, volume II, tableau OVERVIEW-16.

[4982] (Note de bas de page de l'original) Publication n° 3479 de l'USITC, volume II, figure OVERVIEW-10.

[4983] (Note de bas de page de l'original) Publication n° 3479 de l'USITC, volume II, figures OVERVIEW-10 et OVERVIEW-16.

[4984] (Note de bas de page de l'original) La plus grande partie de l'accroissement des importations de produits en aciers inoxydables ou en aciers à outils a eu lieu vers la fin de la période visée par l'enquête. Il ressort du dossier que les fluctuations considérables des taux de change du dollar EU pendant la période visée par l'enquête ont conduit à un accroissement des importations de produits en aciers inoxydables ou en aciers à outils pendant la deuxième moitié de la période. En outre, si la crise financière asiatique et la dissolution de l'Union soviétique (et les modifications qui en ont résulté sur les marchés de l'acier en Russie et en Europe orientale) ont pu jouer un rôle plus faible qu'elles ne l'ont fait sur les importations d'autres produits en acier visés par la présente enquête, leur effet persistant a rendu le marché des États-Unis plus intéressant pour les importations de produits en aciers inoxydables ou en aciers à outils. Cette évolution imprévue des circonstances a eu une incidence sur les conditions de concurrence dans lesquelles les importations de produits en aciers inoxydables ou en aciers à outils ont causé ou menacé de causer un dommage grave aux branches de production nationales de barres en aciers inoxydables, de fil machine en aciers inoxydables, de fils en aciers inoxydables, d'accessoires en aciers inoxydables et de produits en aciers à outils. Voir INV-Z-013.

[4985] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC.

[4986] (Note de bas de page de l'original) Dans les questionnaires établis pour l'enquête, les producteurs et les importateurs des États-Unis, les producteurs étrangers et les acheteurs des États-Unis ont cité certains cas

Mes analyses relatives au dommage se sont inscrites dans le cadre de la directive légale selon laquelle la Commission doit examiner la situation de chaque branche de production nationale au cours du cycle économique pertinent[4987] ainsi que les facteurs autres que les importations qui peuvent constituer ou menacer de constituer une cause de dommage grave pour la branche de production nationale.[4988] Il importe de noter que les dates comme la tendance du cycle économique de chaque branche de production nationale sont difficiles, voire impossibles, à prévoir, de même que les conditions de concurrence pouvant accroître ou réduire l'ampleur de ce cycle. Bien que la nature et l'importance du cycle économique de chaque branche de production nationale soient reconnues empiriquement à des degrés divers, ce n'est que dans le contexte du déroulement du cycle économique pertinent, y compris ses phases ascendantes et descendantes inattendues et impossibles à maîtriser, ainsi que du niveau sans précédent de dommage démontré par les branches de production nationales et du volume et du moment imprévus de l'accroissement des importations, que l'on peut déterminer de façon adéquate l'incidence totale à prendre en considération de l'accroissement des importations sur les branches de production nationales pendant l'ensemble de la période visée par l'enquête.

En particulier, comme l'indiquent les données figurant dans le dossier, les importations se sont accrues pendant la période visée par l'enquête, le volume des importations ayant atteint son niveau maximal en 1998 pour beaucoup de catégories de produits en cause. Il est manifeste que cet accroissement des importations résultait des crises financières globales et imprévues survenues en Asie et en Russie, ainsi que des niveaux inattendus de surcapacité de production d'acier au niveau mondial, de l'effondrement de marchés étrangers de l'acier, de la production d'acier massive qui avait commencé dans les pays émergents et du fait que les producteurs étrangers concentraient leurs ventes sur le marché lucratif des États-Unis, comme cela a été indiqué dans la réponse de mes collègues.[4989] Chacun de ces facteurs a été cité dans plusieurs réponses au questionnaire. Ces importations ont eu lieu à un moment tel que le volume des importations s'est accru à l'instant même où les producteurs nationaux s'attendaient à profiter de gains de rentabilité, étant donné que le cycle pertinent passait simultanément en phase ascendante. Comme je l'ai indiqué dans mon opinion, les gains en période de phase ascendante ont toujours joué un rôle

---

d'évolution des circonstances observés au cours des dix dernières années (et indiqué s'ils étaient imprévus) qui avaient fait que certains produits en acier visés par l'enquête avaient été importés aux États-Unis en quantités tellement accrues qu'ils avaient eu une incidence négative sur les branches de production nationales pendant la période allant de janvier 1996 à juin 2001. En général, pour chaque catégorie de produits similaires dont j'ai constaté l'existence dans mes déterminations, les réponses citaient plusieurs cas communs d'évolution imprévue des circonstances, y compris la crise économique asiatique, la crise économique russe, l'effondrement de l'URSS, l'apparition de l'Europe orientale et de la Chine en tant que producteurs d'acier au niveau mondial, l'accroissement de la demande aux États-Unis, la force du dollar EU par rapport aux devises étrangères et la baisse des prix des importations. Voir les réponses aux questionnaires de la Commission données par les producteurs et les importateurs des États-Unis, les producteurs étrangers et les acheteurs des États-Unis indiquant toute évolution des circonstances et précisant si cette évolution était inattendue.

[4987] (Note de bas de page de l'original) 19 U.S.C. § 2252 c) 2) A).

[4988] (Note de bas de page de l'original) 19 U.S.C. § 2252 c) 2) B).

[4989] (Note de bas de page de l'original) J'approuve l'exposé de mes collègues au sujet de la réponse à la question n° 1 – Évolution imprévue des circonstances, à l'exception des trois premiers paragraphes. Bien que je ne conteste pas nécessairement la perspective donnée dans les trois premiers paragraphes, je relève que les parties et les autres n'ont pas eu la possibilité de présenter des observations sur cette interprétation de l'"évolution imprévue des circonstances".

essentiel pour les producteurs nationaux, leur permettant de constituer des ressources financières pour faire face à la phase descendante inévitable du cycle. Ici, par conséquent, les possibilités perdues pendant une phase ascendante du cycle n'ont pas seulement eu une incidence immédiate sur la branche de production nationale du fait que les prix ne pouvaient pas augmenter et restaient déprimés et que des ventes, et donc des recettes, ont été perdues, mais ont aussi eu des effets différés sur la branche de production nationale, qui ont perduré alors que la baisse conjoncturelle continuait à s'accentuer.

Du fait des possibilités perdues en raison du caractère imprévu de l'accroissement des importations et du moment où il s'est produit au cours de la phase ascendante du cycle économique pertinent de chaque branche de production nationale, beaucoup de ces branches ont eu des difficultés à faire face à une phase descendante et n'étaient pas préparées à lutter contre l'incidence persistante des importations à plus bas prix qui se poursuivaient. Alors que les baisses conjoncturelles s'accentuaient vers la fin de la période visée par l'enquête, les importations ont continué d'entrer aux États-Unis en quantités relativement élevées, aggravant ainsi la pression sur le marché intérieur. Les séquelles du dommage résultant de la poussée inattendue des importations de 1998, ainsi que le dommage plus récent résultant des importations qui continuaient d'entrer aux États-Unis en quantités importantes, ont eu un effet de martèlement combiné sur les différentes branches de production nationales et ont porté atteinte à la capacité de chacune d'entre elles de s'adapter au cycle économique. En conséquence, les bénéfices de la plupart des branches de production nationales ont brutalement diminué et plusieurs producteurs nationaux ont dû déposer leur bilan.

En conséquence, les cas d'évolution imprévue des circonstances définis dans l'enquête comprennent la crise économique asiatique, la crise économique russe, l'effondrement de l'URSS, l'apparition de l'Europe orientale et de la Chine en tant que producteurs d'acier au niveau mondial, l'accroissement de la demande aux États-Unis, la force du dollar EU par rapport aux devises étrangères et la baisse des prix des importations. Dans le contexte du cycle économique pertinent de chaque branche de production nationale, ces cas d'évolution imprévue des circonstances, cités dans plusieurs réponses au questionnaire, ont fait que les produits en acier pertinents ont été importés aux États-Unis à un moment et en quantités accrues tellement imprévues qu'ils ont constitué une cause substantielle du niveau sans précédent de dommage grave démontré par la branche de production nationale."

Allégations et arguments des parties

10.112 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.C.2 d) i) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.113 Bien que toutes les parties au présent différend reconnaissent la nécessité de montrer qu'il existe un lien logique entre l'"évolution imprévue des circonstances" et l'accroissement des importations auquel un Membre cherche à remédier en recourant à une mesure de sauvegarde[4990], leurs opinions diffèrent quant à la façon d'y parvenir.

[4990] Rapports de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 92; *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 85.

10.114 Pour les plaignants, il doit y avoir un "lien de causalité" entre l'"évolution imprévue des circonstances" et l'accroissement des importations qui cause ou menace de causer un dommage grave.[4991] L'autorité chargée de l'enquête doit expliquer comment cette évolution des circonstances est liée à l'accroissement des importations qui sert de base à l'imposition d'une mesure de sauvegarde.[4992] Pour les plaignants, l'analyse de l'USITC reposait sur des faits isolés et incomplets et a débouché sur de vagues suggestions et spéculations selon lesquelles de graves bouleversements des parités dans l'ex-URSS et en Asie ont conduit à des accroissements massifs des exportations ou à des réductions des importations d'acier dans ces pays, qui ont entraîné une augmentation des quantités d'acier sur le marché mondial et prétendument causé un accroissement des importations aux États-Unis. Les suppositions de l'USITC se fondent sur des données montrant une baisse de la consommation d'acier sur les marchés touchés. L'USITC n'a cependant pas examiné si la production avait aussi baissé sur ces marchés. Selon les États-Unis, l'expression "par suite de" indique qu'une chose est "l'effet, la conséquence, l'issue ou l'aboutissement" d'une autre. Par conséquent, le fait de montrer qu'un produit est importé en quantités et à des conditions telles qu'il cause un dommage grave par suite de l'évolution imprévue des circonstances établit en lui-même un lien logique entre la première et la deuxième clauses de l'article XIX:1 a). Aucune démonstration ou explication supplémentaire n'est nécessaire.[4993]

10.115 Le Groupe spécial reconnaît avec la Nouvelle-Zélande qu'il serait inacceptable de rendre nulle l'obligation d'expliquer comment l'"évolution imprévue des circonstances" a entraîné un accroissement des importations causant ou menaçant de causer un dommage grave. Dans certains cas, l'explication peut consister tout simplement à rapprocher deux ensembles de faits. Toutefois, dans d'autres situations, une analyse beaucoup plus détaillée peut être nécessaire pour faire apparaître clairement le rapport qui existe entre l'évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des importations qui cause ou menace de causer un dommage grave. La nature des faits, y compris leur complexité, déterminera la mesure dans laquelle le rapport entre l'évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des exportations causant un dommage doit être expliqué. Le moment où cette explication est faite, son ampleur et sa qualité sont autant de facteurs pouvant avoir une incidence sur le point de savoir si une explication est motivée et adéquate.

10.116 Premièrement, le Groupe spécial relève que nulle part dans le rapport initial de l'USITC, la question de l'"évolution imprévue des circonstances" n'est mentionnée en soi, sauf, comme les plaignants l'ont souligné, dans une note de bas de page de l'opinion séparée d'un commissaire expliquant que, bien qu'une telle démonstration soit exigée dans le droit de l'OMC, elle ne l'est pas dans le droit des États-Unis.[4994] Il n'y a à part cela aucun examen des effets de l'évolution imprévue des circonstances concernant les mesures de sauvegarde spécifiques en cause. Il est vrai que la dissolution de l'URSS et la dépréciation des monnaies asiatiques sont mentionnées à propos des CPLPAC.[4995] Le paragraphe pertinent, qui a trait à un examen du lien de causalité, renvoie, dans la section OVERVIEW de l'appendice du rapport, à un examen de deux ou trois pages portant sur la crise russe, la crise asiatique et les taux de change. Il y a aussi des références supplémentaires dans les déterminations concernant les barres laminées à chaud, les barres parachevées à froid, les barres

[4991] Voir les réponses écrites des Communautés européennes, de la Chine et de la Norvège à la question n° 2 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4992] Réponse écrite de la Nouvelle-Zélande à la question n° 2 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4993] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 2 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

[4994] Première déclaration orale de la Suisse, paragraphes 8 à 10, citant le rapport de l'USITC, volume I, opinion séparée de la commissaire Bragg, page 270, note de bas de page 4. (pièce n° 6 des coplaignants).

[4995] Voir le paragraphe 10.106.

d'armatures et le fil machine en aciers inoxydables, figurant aux paragraphes 10.106 à 10.108 ci-dessus. Dans la section OVERVIEW, les crises russe et asiatique ainsi que les fluctuations des taux de change sont citées, et les changements intervenus après la dissolution de l'URSS sont même mentionnés comme étant une "évolution des circonstances"[4996], mais ces crises et ces fluctuations ne sont pas citées dans le contexte d'une explication du point de savoir si elles ont constitué une évolution imprévue des circonstances et si elles ont entraîné un accroissement des importations causant un dommage.

10.117 En outre, dans son rapport initial, l'USITC a indiqué que "[l]a dissolution de l'URSS [avait] entraîné un accroissement important des exportations d'acier des pays de l'ex-URSS vers les États-Unis", là encore sans aucune donnée à l'appui.[4997] En outre, les États-Unis mentionnent dans leurs communications l'accroissement des importations en provenance de Russie, du Kazakhstan et de Lituanie.[4998] Ces chiffres étaient tirés d'un graphique concernant les importations en provenance de nombreux pays (INV-Y-180) mais ce graphique n'était mentionné dans le rapport de l'USITC que pour appuyer des déclarations relatives aux importations en provenance de l'ALENA[4999] ou aux importations en général, sans aucun examen du point de savoir si ces importations résultaient d'une évolution imprévue des circonstances.[5000] Fait encore plus important, ils n'étaient pas cités à l'appui ou dans le cadre d'un quelconque examen relatif à l'évolution imprévue des circonstances. Donc, de la même façon, ils ne peuvent être utilisés devant le Groupe spécial pour combler des lacunes du raisonnement de l'USITC.

10.118 En résumé, il n'y a que des références ponctuelles aux crises asiatique et russe dans le rapport initial de l'USITC, qui n'abordait pas la question de l'"évolution imprévue des circonstances" en soi. En outre, il n'y a aucun examen adéquat du lien entre l'évolution imprévue des circonstances et l'accroissement des importations causant un dommage grave à propos de chacune des mesures de sauvegarde spécifiques en cause dans le présent différend.

10.119 Nous examinons maintenant le deuxième rapport complémentaire de février, qui commence par la déclaration suivante:

> "Nous donnons la réponse suivante à l'USTR qui nous avait demandé d'identifier toute évolution imprévue des circonstances ayant fait que les produits en acier pertinents ont été importés aux États-Unis en quantités tellement accrues qu'ils constituaient ou menaçaient de constituer une cause substantielle de dommage grave. (...)"

[4996] Voir le paragraphe 10.108.

[4997] Rapport de l'USITC, page 58.

[4998] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 970 et 971, citant les tableaux de l'USITC Dataweb (pièce n° 49 des États-Unis), non inclus dans le rapport de l'autorité compétente, et INV-Y-180 (pièce n° 40 des États-Unis), cité dans le rapport de l'autorité compétente mais pour des raisons n'ayant rien à voir avec une explication de l'évolution imprévue des circonstances.

[4999] Rapport de l'USITC, pages 167 à 169, notes de bas de page 1026, 1032, 1044; page 179, note de bas de page 1109; pages 213 et 214, notes de bas de page 1354, 1355 et 1357 à 1361; pages 222 et 223, notes de bas de page 1433 à 1437; on trouve des références semblables dans les opinions séparées des commissaires.

[5000] Rapport de l'USITC, page 210, note de bas de page 1328; page 218, note de bas de page 1402; page 222, note de bas de page 1432; page 371, note de bas de page 88; pages 372 et 373, note de bas de page 98; page 374, note de bas de page 108; pages 387 et 388, note de bas de page 165; page 396, note de bas de page 203; page 402, note de bas de page 245; on trouve des références semblables dans les opinions séparées des commissaires.

10.120 L'USITC reconnaissait peut-être ainsi qu'elle identifiait formellement pour la première fois l'"évolution imprévue des circonstances" qui avait fait que les produits en acier pertinents avaient été importés aux États-Unis en quantités tellement accrues qu'ils avaient causé ou menacé de causer un dommage grave au sens de l'article XIX du GATT de 1994. Nous relevons à cet égard la déclaration de l'USITC selon laquelle "[d]ans la mesure où les décisions des groupes spéciaux de l'OMC ont donné à entendre que la notion d'évolution "imprévue" des circonstances renvoyait aux attentes des négociateurs des concessions tarifaires pertinentes, nous relevons qu'une telle évaluation sort à bien des égards du domaine de compétences de la Commission, puisque les négociations commerciales multilatérales ne relèvent pas de son mandat mais de la compétence de l'USTR et des organismes pertinents de l'exécutif".[5001]

10.121 Dans le deuxième rapport complémentaire, l'USITC insiste sur les *effets globaux* de la crise financière asiatique et russe ainsi que de la vigueur du dollar et de l'économie des États-Unis, qui ont été de détourner l'acier vers d'autres marchés (et dont témoigne ce qu'elle appelle les "frictions commerciales sur de nombreux marchés"). Après la crise russe, par exemple, les importations d'acier russe ont fait l'objet d'enquêtes ou d'ordonnances antidumping de la part de 21 de ses partenaires commerciaux, y compris l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Chine, la Colombie, la Corée, les États-Unis, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Mexique, le Pérou, les Philippines, Taïwan, la Thaïlande, la Turquie, l'UE, le Venezuela et le Vietnam.

10.122 Selon nous, la faiblesse du rapport de l'USITC tient à ce que, bien qu'il décrive un ensemble plausible de cas d'évolution imprévue des circonstances qui peuvent avoir entraîné un accroissement des importations de diverses provenances aux États-Unis, il ne parvient pas à démontrer que ces cas ont effectivement entraîné un accroissement des importations aux États-Unis causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents.

10.123 Le Groupe spécial estime que même si "un volume ... important de la production étrangère d'acier a été détourné de la consommation étrangère"[5002], cela ne signifie pas en soi que les importations aux États-Unis se sont accrues à la suite de l'évolution imprévue des circonstances. Or l'article XIX du GATT exige qu'il soit démontré que l'évolution imprévue des circonstances a entraîné *un accroissement des importations aux* États-Unis. Selon nous, l'explication de l'USITC n'a pas établi de lien entre ces déplacements de marchés de l'acier et l'accroissement spécifique des importations *aux États-Unis* en cause.

10.124 L'USITC se réfère bien à l'accroissement des importations: "en particulier, comme l'indiquent les données figurant dans le dossier, les importations se sont accrues pendant la période visée par l'enquête, le volume des importations ayant atteint son niveau maximal en 1998 pour beaucoup de catégories de produits en cause". Toutefois, là encore, cette référence est faite sans aucune donnée à l'appui. L'USITC ajoute: "[a]lors que les dépréciations monétaires et les contractions de l'économie désorganisaient d'autres marchés, la part des importations d'acier sur le marché des États-Unis a augmenté brutalement et les prix aux États-Unis ont baissé" et "[d]e nombreuses dévaluations monétaires ont rendu les exportations détournées particulièrement intéressantes pour les acheteurs américains sur le plan des prix". Cela était peut-être vrai, et nous relevons à cet égard les données relatives à l'accroissement des importations figurant dans les constatations de l'USITC concernant l'accroissement des importations, mais il n'est fait aucune référence à une quelconque analyse ou pièce justificative spécifique.

[5001] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, Appendice I, pages 1 à 4 (pièce n° 11 des coplaignants).

[5002] Voir le paragraphe 10.110.

10.125 Il se peut très bien que les contractions de la consommation mentionnées par l'USITC qui ont eu lieu dans certaines parties du monde aient entraîné un accroissement des importations aux États-Unis, en particulier si une surproduction de produits en acier en général sur le marché mondial de l'acier a eu pour effet d'empêcher des hausses des prix. Bien que cela puisse être une explication plausible, l'USITC n'a fourni aucune donnée à l'appui de son affirmation générale selon laquelle la confluence de cas d'évolution imprévue des circonstances a entraîné l'accroissement *spécifique* des importations en cause dans le présent différend. Le Groupe spécial estime que, vu la complexité de la question, une analyse économique plus élaborée et plus détaillée était nécessaire.

10.126 Comme les plaignants l'ont signalé à juste titre, l'explication de l'USITC concerne la production d'acier en général et ne décrit pas la façon dont l'évolution imprévue des circonstances a entraîné un accroissement des importations pour ce qui est des produits en acier *spécifiques* en cause.[5003]

10.127 Le Groupe spécial constate que s'il n'est pas nécessaire qu'une évolution imprévue des circonstances ne touche qu'un seul secteur économique, ou touche différemment divers segments d'un secteur économique ou d'une branche de production, il était nécessaire que l'USITC explique la façon dont l'accroissement des importations des produits en acier spécifiques visés par l'enquête était lié à la confluence de cas d'évolution imprévue des circonstances et en résultait. On peut présumer que les crises asiatique et russe ont touché plus gravement certains pays que d'autres et certains produits en acier que d'autres, selon la production nationale respective de ces produits. C'était certainement l'avis des producteurs qui ont déclaré par exemple dans les questionnaires de l'USITC que la crise financière asiatique avait une incidence défavorable sur le fonctionnement de la branche de production nationale en ce qui concerne les fils en aciers inoxydables, mais non en ce qui concerne le fil machine en aciers inoxydables et les barres ou barres d'armature en aciers inoxydables.[5004]

10.128 Malgré ce qu'elle a demandé aux producteurs de faire dans les questionnaires, l'USITC n'a pas tenté de distinguer l'incidence de l'évolution imprévue alléguée des circonstances sur les différents secteurs de production auxquels se rapportaient les diverses mesures de sauvegarde.

10.129 Dans une note de bas de page, l'USITC a déclaré ce qui suit:

> "La plus grande partie de l'accroissement des *importations de produits en aciers inoxydables ou en aciers à outils* a eu lieu vers la fin de la période visée par l'enquête. Il ressort du dossier que les fluctuations considérables des taux de change du dollar EU pendant la période visée par l'enquête ont conduit à un accroissement des importations de produits en aciers inoxydables ou en aciers à outils pendant la deuxième moitié de la période. En outre, si la crise financière asiatique et la dissolution de l'Union soviétique (et les modifications qui en ont résulté sur les marchés de l'acier en Russie et en Europe orientale) *ont pu jouer un rôle plus faible qu'elles ne l'ont fait sur les importations d'autres produits en acier visés par la présente enquête*, leur effet persistant a rendu le marché des États-Unis plus intéressant pour les importations de produits en aciers inoxydables ou en aciers à outils. Cette évolution imprévue des circonstances a eu une incidence sur les

[5003] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 136 à 139; première communication écrite de la Suisse, paragraphes 122 à 125; première communication écrite de la Norvège, paragraphes 124 à 127; première communication écrite de la Chine, paragraphes 94 à 96; première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 4.20.

[5004] Tableau STAINLESS-108, rapport de l'USITC, volume III, STAINLESS-89, et tableau LONG-102, rapport de l'USITC, volume II, LONG-100.

> conditions de concurrence dans lesquelles les importations de produits en aciers inoxydables ou en aciers à outils ont causé ou menacé de causer un dommage grave aux branches de production nationales de barres en aciers inoxydables, de fil machine en aciers inoxydables, de fils en aciers inoxydables, d'accessoires en aciers inoxydables et de produits en aciers à outils. *Voir* INV-Z-013."[5005]

10.130 L'USITC n'a pas développé ce point davantage mais a simplement affirmé que, par suite de "l'évolution imprévue des circonstances", "comme l'indiqu[aient] les données figurant dans le dossier, les importations [s'étaient] accrues pendant la période visée par l'enquête, le volume des importations ayant atteint son niveau maximal en 1998 pour beaucoup de catégories de produits en cause".[5006] L'USITC n'a pas étayé cette allégation en indiquant les données pertinentes pour chaque mesure de sauvegarde spécifique en cause concernant l'acier.

10.131 Il en va de même pour la commissaire Bragg, qui a formulé une opinion séparée additionnelle sur l'évolution imprévue des circonstances dans le deuxième rapport complémentaire de février. Abstraction faite de la question de la valeur de l'opinion d'un commissaire par rapport à celle de la majorité, la commissaire Bragg affirme clairement "que cet accroissement des importations résultait des crises financières globales et imprévues survenues en Asie et en Russie …". Toutefois, la commissaire n'étaye pas sa conclusion, déclarant simplement que la conclusion figurant dans la phrase citée était "manifeste". Dans une note de bas de page, elle ajoute ce qui suit: "(…) *avaient fait que certains produits en acier visés par l'enquête avaient été importés aux États-Unis en quantités tellement accrues* qu'ils avaient eu une incidence négative sur les branches de production nationales pendant la période allant de janvier 1996 à juin 2001". (pas d'italique dans l'original) Là encore, la commissaire Bragg semble être en mesure de conclure à un accroissement pour "certains" produits en acier. Toutefois, elle n'a pas spécifié lesquels, ni la façon dont, en ce qui concerne chaque mesure de sauvegarde, l'accroissement des importations était lié à la confluence identifiée de cas d'évolution imprévue des circonstances.

10.132 Bien que les États-Unis fassent valoir qu'il y avait des données appuyant l'analyse de l'USITC, qui allaient au-delà des données sur la consommation pour les pays les plus gravement touchés de l'Asie du Sud-Est et des données sur la production et la consommation pour les républiques de l'ex-URSS[5007], le Groupe spécial est préoccupé ces éléments de preuve, qui ont été présentés en tant qu'éléments de preuve pertinents pour la première fois devant lui et n'ont pas été cités dans le rapport de l'USITC dans le cadre d'une explication motivée et adéquate de l'évolution imprévue des circonstances.

10.133 Par exemple, les États-Unis signalent dans leur communication[5008] des parties du rapport de l'USITC qui contiennent des références, dans des notes de bas de page, à des tableaux indiquant les importations par pays et par produit pour l'ensemble de la période visée par l'enquête.[5009] Il est sans

---

[5005] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, note de bas de page 24, page 4.

[5006] Voir le paragraphe 10.111.

[5007] Réponse écrite des États-Unis à la question n° 7 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[5008] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 966 à 970.

[5009] Les sections du rapport de l'USITC sur lesquelles les États-Unis ont appelé notre attention sont les suivantes: pages 65 et 66 (CPLPAC), 99 et 100 (barres laminées à chaud), 107 et 108 (barres parachevées à froid), 115 et 116 (barres d'armature), 168 à 170 (certains tubes et tuyaux soudés), 178 à 180 (ABJT), 213 et 214 (barres en aciers inoxydables), 222 et 223 (fil machine en aciers inoxydables), 259 et 260 (fils en aciers inoxydables, commissaire Koplan), 303 à 305 (produits plats en acier au carbone et fils et câbles en aciers inoxydables, commissaire Bragg), 309 et 310 (produits étamés ou chromés, commissaire Miller), 347 (fils et câbles en aciers inoxydables, commissaire Delaney).

aucun doute vrai que ces tableaux contenaient des données que l'on aurait pu utiliser pour expliquer la façon dont l'évolution imprévue des circonstances avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage. Toutefois, l'autorité compétente ne l'a pas fait. En fait, le texte auquel les notes de bas de page correspondent soit n'a aucun rapport avec une explication de l'évolution imprévue des circonstances, soit porte d'une façon générale sur les importations sans spécifier d'où venaient ces importations.

10.134 Dans leurs communications, les États-Unis signalent aussi l'accroissement des importations en provenance de Corée, d'Indonésie, de Malaisie, des Philippines et de Thaïlande.[5010] Nous constatons que ces éléments de preuve à l'appui *ex post*, fondés sur des renseignements qui ne se trouvaient pas ou n'avaient pas été mentionnés dans le rapport de l'autorité compétente (mais pouvaient être consultés sur le site Web de l'USITC) peuvent être utiles pour rejeter des arguments subsidiaires avancés par les plaignants et peuvent même constituer l'explication correcte de la façon dont l'évolution imprévue des circonstances a entraîné un accroissement des importations. Toutefois, elle soulève la question de savoir si les États-Unis tentent, à ce stade ultérieur du processus de règlement des différends de l'OMC, de combler les lacunes laissées par l'USITC dans l'explication figurant dans le rapport qu'elle a publié.

10.135 Le Groupe spécial estime que, compte tenu de la complexité résultant de la confluence des cas d'évolution imprévue des circonstances mentionnées par l'USITC, associée à la complexité de la présente affaire, l'explication fournie par l'USITC de la façon dont l'évolution imprévue des circonstances a entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave n'est pas motivée ni adéquate. En outre, elle n'est pas appuyée par des données pertinentes et elle ne démontre pas, en fait, qu'une telle évolution imprévue des circonstances a entraîné un accroissement aux États-Unis des importations des produits en acier spécifiques visés par les mesures de sauvegarde en cause.

10.136 Les plaignants font aussi valoir, en particulier, qu'il n'a pas été démontré que cette évolution imprévue des circonstances avait entraîné un accroissement des importations en provenance de Russie et que les États-Unis n'étaient pas habilités à tenir compte de l'accroissement de ces importations. Nous examinons cette question ci-dessous.

Lien logique entre les concessions tarifaires d'un Membre et l'accroissement des importations causant un dommage grave

Allégations et arguments des parties

10.137 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.C.2 d) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.138 Les arguments des plaignants découlent du texte de l'article XIX:1 a), qui dispose entre autres choses que l'accroissement des importations causant un dommage doit se produire "*par suite* de l'évolution imprévue des circonstances *et par l'effet* des engagements, y compris les *concessions tarifaires*, qu'une partie contractante a assumés en vertu du présent Accord".

[5010] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 962 à 965, citant la première communication écrite de la Chine, paragraphe 103, et les tableaux de l'USITC Dataweb (pièce n° 49 des États-Unis).

10.139 L'Organe d'appel, dans les affaires *Corée – Produits laitiers* et *Argentine – Chaussures (CE)*, a déclaré ce qui suit:

> "S'agissant de l'expression "par l'effet des engagements, y compris les concessions tarifaires, qu'un Membre a assumés en vertu du présent Accord", *nous pensons qu'elle signifie simplement qu'il doit être démontré, en fait, que le Membre importateur a assumé des engagements en vertu du GATT de 1994, y compris des concessions tarifaires*. À ce sujet, nous notons que les Listes annexées au GATT de 1994 font partie intégrante de la Partie I de cet accord, conformément au paragraphe 7 de l'article II du GATT de 1994. Par conséquent, une concession ou un engagement inscrit dans la Liste d'un Membre est soumis aux obligations énoncées à l'article II du GATT du 1994."[5011] (pas d'italique dans l'original)

10.140 Il nous semble que, quand l'Organe d'appel a écrit "elle signifie simplement", il interprétait l'expression "par suite … [des] concessions tarifaires" comme signifiant que le lien logique entre les concessions tarifaires et l'accroissement des importations causant un dommage grave est prouvé dès qu'il existe des éléments de preuve montrant que le Membre importateur a accordé des concessions tarifaires pour le produit pertinent.

10.141 Toutefois, les plaignants ont fait valoir que le présent différend soulevait une question différente. Pour eux, la question est de savoir si un Membre peut recourir à une mesure de sauvegarde pour protéger sa branche de production contre un accroissement des importations en provenance d'un pays non-Membre de l'OMC – en d'autres termes, d'un pays envers lequel il n'a contracté aucune obligation pertinente ou auquel il n'a accordé aucune concession tarifaire dans le cadre de l'OMC.

10.142 Le Groupe spécial convient avec les parties que les mesures de sauvegarde sont censées être utilisées contre les importations de produits pour lesquels des concessions tarifaires dans le cadre de l'OMC ont été accordées. Cependant, la question qui se pose ici tient à ce qu'on ne sait pas clairement si l'USITC a voulu faire valoir que la confluence de cas d'évolution imprévue des circonstances avait conduit à un accroissement des importations en provenance de Russie ou des républiques de l'ex-Union soviétique en soi. Dans son rapport initial, l'USITC affirme bien que "la dissolution de l'URSS a entraîné un accroissement important des exportations d'acier des pays de l'ex-URSS vers les États-Unis".[5012] Dans son deuxième rapport complémentaire, l'USITC indique aussi que "des difficultés financières non prévues ont conduit à un accroissement brutal des exportations d'acier de l'ex-Union soviétique entre 1996 et 1999".[5013] Or, vers la fin de sa démonstration, l'USITC semble plutôt faire valoir que les cas d'évolution imprévue des circonstances, ensemble, ont conduit d'une façon générale à un déplacement mondial des marchés de l'acier qui a entraîné aux États-Unis un accroissement des importations de produits en acier en provenance de sources étrangères nombreuses et diverses:

> "Les importations d'acier ont toujours joué un rôle sur le marché des États-Unis.[5014] Toutefois, après le début des crises économiques asiatique et russe, un volume

---

[5011] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 91; rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 84.

[5012] Rapport de l'USITC, page 58 (notes de bas de page omises).

[5013] Les exportations se sont accrues parce que la réduction de la production d'acier dans l'ex-Union soviétique n'a pas été aussi rapide que la baisse de la consommation. La consommation d'acier a diminué de plus de 70 pour cent entre 1991 et 1998. Publication n° 3479 de l'USITC, volume II, tableau OVERVIEW-4.

[5014] (Note de bas de page de l'original) Publication n° 3479 de l'USITC, volume II, figure OVERVIEW-10.

> inhabituellement important de la production étrangère d'acier a été détourné de la consommation étrangère. Le marché des États-Unis, où la demande restait forte, a absorbé une partie importante de cette production étrangère détournée. De nombreuses dévaluations monétaires ont rendu les exportations détournées particulièrement intéressantes pour les acheteurs américains sur le plan des prix. Alors que les dépréciations monétaires et les contractions de l'économie désorganisaient d'autres marchés, la part des importations d'acier sur le marché des États-Unis a augmenté brutalement et les prix aux États-Unis ont baissé."[5015] [5016] [5017]

10.143 Selon l'interprétation du Groupe spécial, les arguments des États-Unis consistent à dire que les détournements de l'acier sur les marchés mondiaux ont conduit aux États-Unis à un accroissement des importations de toutes provenances et pas seulement à un accroissement des importations en provenance d'Asie et de Russie. Nous pensons que l'USITC pouvait faire valoir que l'emplacement géographique de la source ou de l'origine de l'évolution imprévue des circonstances pouvait être différent de celui de l'origine de l'accroissement des importations, mais cette hypothèse nécessite une explication motivée et adéquate d'une telle corrélation entre événements et effets.

10.144 Nous estimons que cette dernière explication donnée par l'USITC des effets d'une telle confluence de cas d'évolution imprévue des circonstances entraînant un accroissement des importations de nombreuses provenances semble plausible mais elle n'est pas suffisamment étayée ni expliquée. Toutefois, compte tenu de notre conclusion finale figurant aux paragraphes 10.145 à 10.150 ci-dessous, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'examiner l'argument des plaignants selon lequel un accroissement des importations (directement) en provenance de Russie n'est pas pertinent au motif que les États-Unis n'avaient pas accordé de concessions tarifaires à la Russie.

4. Conclusion

10.145 En résumé, le Groupe spécial estime que la complexité de l'évolution imprévue des circonstances indiquée par l'USITC nécessitait une démonstration et des données à l'appui plus élaborées que celles qu'elle a données. Par exemple, bien que l'USITC déclare que "le marché des États-Unis, où la demande restait forte, a absorbé une partie importante de cette production étrangère détournée"[5018], elle ne précise pas la quantité d'acier qui a été détournée en premier lieu et le lieu d'où elle l'a été. Si l'autorité compétente a estimé que la part importée aux États-Unis était "une partie importante", cela donne à penser que l'USITC savait quelle quantité avait été détournée au total et

---

[5015] (Note de bas de page de l'original) Publication n° 3479 de l'USITC, volume II, figures OVERVIEW-10 et OVERVIEW-16.

[5016] (Note de bas de page de l'original) La plus grande partie de l'accroissement des importations de produits en aciers inoxydables ou en aciers à outils a eu lieu vers la fin de la période visée par l'enquête. Il ressort du dossier que les fluctuations considérables des taux de change du dollar EU pendant la période visée par l'enquête ont conduit à un accroissement des importations de produits en aciers inoxydables ou en aciers à outils pendant la deuxième moitié de la période. En outre, si la crise financière asiatique et la dissolution de l'Union soviétique (et les modifications qui en ont résulté sur les marchés de l'acier en Russie et en Europe orientale) ont pu jouer un rôle plus faible qu'elles ne l'ont fait sur les importations d'autres produits en acier visés par la présente enquête, leur effet persistant a rendu le marché des États-Unis plus intéressant pour les importations de produits en aciers inoxydables ou en aciers à outils. Cette évolution imprévue des circonstances a eu une incidence sur les conditions de concurrence dans lesquelles les importations de produits en aciers inoxydables ou en aciers à outils ont causé ou menacé de causer un dommage grave aux branches de production nationales de barres en aciers inoxydables, de fil machine en aciers inoxydables, de fils en aciers inoxydables, d'accessoires en aciers inoxydables et de produits en aciers à outils. *Voir* INV-Z-013.

[5017] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC.

[5018] Voir le paragraphe 10.110.

quelle quantité avait été détournée vers les États-Unis plutôt que vers d'autres pays, ou au moins quelle était la proportion.

10.146 Nous estimons que l'USITC aurait dû donner une explication plus complète et plus cohérente concernant la façon dont l'évolution imprévue des circonstances *avait entraîné* des importations accrues aux États-Unis ainsi que l'origine et l'ampleur de ces importations. Nous estimons que l'USITC pouvait faire valoir que l'emplacement géographique de la source ou de l'origine de l'évolution imprévue des circonstances pouvait être différent de celui de l'origine de l'accroissement des importations, mais qu'elle n'a pas donné d'explication motivée et adéquate à cet effet.

10.147 Le Groupe spécial rappelle que, puisque la démonstration d'une évolution imprévue des circonstances est une condition préalable nécessaire à l'imposition d'une mesure de sauvegarde, une telle démonstration doit être faite pour chaque mesure de sauvegarde. Même si l'évolution imprévue des circonstances fournit la même justification pour plusieurs mesures de sauvegarde, le Groupe spécial estime que l'USITC était obligée d'expliquer pourquoi il en était ainsi et pourquoi les produits spécifiques examinés étaient touchés individuellement par la confluence de cas d'évolution imprévue des circonstances.

10.148 Sur la base de ce qui précède, le Groupe spécial constate que, compte tenu de la complexité des allégations formulées par l'USITC, y compris le fait qu'elle s'est appuyée sur une confluence de facteurs économiques, l'USITC n'a pas donné d'explication motivée et adéquate de la façon dont la confluence de cas d'évolution imprévue des circonstances qu'elle a indiquée avait entraîné aux États-Unis un accroissement des importations des produits en acier spécifiques en cause – causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents. Par conséquent, il n'est pas nécessaire d'examiner le reste des arguments présentés par les plaignants, y compris la question de savoir si les faits corroboraient les constatations de l'USITC relatives à l'évolution imprévue des circonstances.

10.149 Pour toutes les raisons indiquées ci-dessus, le Groupe spécial constate que les constatations de l'USITC relatives à l'évolution imprévue des circonstances ne donnent pas une explication motivée et adéquate de la façon dont la confluence des crises asiatique et russe, ainsi que la vigueur de l'économie et du dollar EU, ont effectivement entraîné un accroissement spécifique des importations aux États-Unis, causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents.

10.150 Par conséquent, le Groupe spécial constate que toutes les mesures de sauvegarde en cause dans le présent différend sont incompatibles avec les prescriptions énoncées à l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 et à l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes en ce qui concerne la démonstration de l'évolution imprévue des circonstances.

D. ALLÉGATIONS RELATIVES À L'ACCROISSEMENT DES IMPORTATIONS

1. Allégations et arguments des parties

10.151 Les allégations et arguments des parties concernant l'"accroissement des importations" sont exposés dans les sections VII.F.2 à 4 *supra*.[5019]

[5019] Le Groupe spécial est conscient du fait que certains plaignants n'ont pas invoqué l'article XIX du GATT de 1994 à l'appui de leurs allégations concernant l'accroissement des importations. En conséquence, il n'a pas examiné les allégations formulées à ce titre, mais s'est concentré sur les allégations faites au titre des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes, qui ont été présentées par tous les plaignants. Il estime que cette approche n'affecte en aucune manière les droits des parties s'agissant des allégations et moyens de défense qu'elles ont respectivement présentés au sujet de l'accroissement des importations dans le présent différend.

2. Dispositions pertinentes de l'OMC

10.152 L'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes, qui énonce les conditions d'application d'une mesure de sauvegarde, est ainsi libellé:

> "Un Membre ne pourra appliquer une mesure de sauvegarde à l'égard d'un produit que si ce Membre a déterminé, conformément aux dispositions énoncées ci-après, que ce produit est importé sur son territoire en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents." (note de bas de page omise)

10.153 L'article 4:2 énonce les prescriptions opérationnelles à suivre pour déterminer si les conditions définies à l'article 2:1 existent. En ce qui concerne l'accroissement des importations, la partie pertinente de l'article 4:2 a) prescrit ce qui suit:

> "Au cours de l'enquête visant à déterminer si un accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave à une branche de production nationale au regard des dispositions du présent accord, les autorités compétentes évalueront ... le rythme d'accroissement des importations du produit considéré et leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs ..."

3. Analyse par le Groupe spécial

a) Prescriptions de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes

10.154 L'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes prescrit qu'avant d'appliquer une mesure de sauvegarde, un Membre doit déterminer "qu'[un] produit est importé sur son territoire en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents".

10.155 Toutes les parties conviennent que l'article 2:1 énonce trois conditions qui doivent être remplies avant qu'une mesure de sauvegarde ne puisse être imposée et qu'une de ces conditions concerne l'"accroissement des importations". Les parties ne sont pas d'accord sur le point de savoir si l'article 2:1 impose un seuil en ce qui concerne la condition relative à l'"accroissement des importations", qu'il soit quantitatif et/ou qualitatif.

10.156 Les plaignants se réfèrent à l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)* au cours de laquelle l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit:

> "[L]es quantités accrues d'importations auraient dû être imprévues ou inattendues. À notre avis, déterminer si la condition relative aux importations "en quantités tellement accrues" est remplie n'est pas une simple question mathématique ou technique. En d'autres termes, il ne suffit pas qu'une enquête montre simplement qu'il y a eu davantage d'importations du produit concerné cette année que l'année passée - ou il y a cinq ans. Là encore, et cela mérite d'être répété, *n'importe quel* accroissement des quantités d'importations ne suffit pas. Pour que cette condition requise pour appliquer une mesure de sauvegarde soit remplie, il faut des importations "en quantités *tellement* accrues" qu'elles causent ou menacent de causer un dommage grave à la

> branche de production nationale. Et ce langage utilisé à la fois à l'article 2:1 de l'*Accord sur les sauvegardes* et à l'article XIX:1 a) du GATT de 1994, exige, selon nous, que l'accroissement des importations ait été assez récent, assez soudain, assez brutal et assez important, à la fois en quantité et en qualité, pour causer ou menacer de causer un "dommage grave"."[5020]

10.157 Les États-Unis contestent cette interprétation par l'Organe d'appel du libellé de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Pour ce pays, l'Organe d'appel ne pouvait pas avoir donné une lecture de l'article 2:1 qui incluait des prescriptions que les rédacteurs de l'Accord n'avaient pas prévues. Les États-Unis attirent en particulier l'attention sur le libellé de l'article 2:1 qui ne fait aucunement mention des termes "récent", "soudain", "important" et "brutal". En outre, ils sont d'avis que lorsqu'une autorité compétente a déterminé qu'il y a eu un accroissement des importations, elle est habilitée à examiner, et examinera, si cet accroissement des importations cause un dommage grave, de sorte que seul un accroissement des importations causant un dommage grave permettra l'application de mesures de sauvegarde compatibles avec les règles de l'OMC. Ce n'est qu'après être parvenue à de telles constatations au sujet du dommage grave et du lien de causalité que l'autorité compétente peut faire une détermination générale établissant que l'accroissement des importations cause un dommage grave aux producteurs de produits similaires nationaux. En d'autres termes, les États-Unis font valoir que les questions consistant à savoir si l'accroissement des importations est *assez* récent, *assez* soudain, *assez* brutal et *assez* important *pour causer* ou menacer de causer un dommage grave trouvent des réponses lorsque les autorités compétentes passent à la suite de leur analyse (c'est-à-dire à l'examen du dommage grave ou de la menace de dommage grave et du lien de causalité). Selon les États-Unis, ces analyses ne font pas nécessairement partie de l'évaluation de la question liminaire qui est de savoir si les importations se sont accrues dans l'absolu ou par rapport à la branche de production nationale.[5021]

10.158 Le Groupe spécial relève tout d'abord que toutes les parties conviennent que l'article 2:1 exige qu'il y ait un accroissement des importations. Pour conclure à un accroissement des importations, il faudrait normalement comparer les niveaux des importations à des périodes différentes ou à des moments différents. L'article XIX du GATT de 1994 et l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes ne disent rien sur les moments précis qui doivent servir de base à la comparaison.

10.159 L'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes contient toutefois la prescription suivante: "ce produit est importé ... en quantités ... accrues". Le Groupe spécial estime que l'utilisation du présent dans le syntagme verbal "est importé" à la fois dans l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes et dans l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 indique qu'il est nécessaire que les autorités compétentes examinent les importations récentes et que l'accroissement des importations ait été "récent". Il relève que ni l'Accord sur les sauvegardes ni l'article XIX du GATT de 1994 ne précisent expressément la durée de la période visée par l'enquête aux fins de l'accroissement des importations.

10.160 Les plaignants ne contestent pas en soi le choix d'une période visée par l'enquête de cinq ans. Ils ne sont en revanche pas d'accord avec le fait que, en général, l'USITC ne s'est pas suffisamment intéressée à la situation des importations dans la dernière partie de la période visée par l'enquête.

10.161 Le Groupe spécial pense que la question de savoir si les importations se sont récemment accrues passe donc par une identification de la période récente pertinente ainsi que par une évaluation de la situation des importations pendant cette période récente, au cas par cas. En outre, l'accroissement des importations (en termes absolus ou relatifs) en volume suit souvent dans la

---

[5020] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 131.
[5021] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 177.

pratique non pas un mouvement ascendant, clairement marqué, mais plutôt des mouvements ascendants et descendants de différentes amplitudes qui alternent dans le temps.[5022] Comme les périodes pendant lesquelles les importations doivent être comparées ne sont pas définies ni prescrites, l'autorité compétente doit procéder à une analyse quantitative et qualitative des caractéristiques de l'évolution du volume des importations pendant toute la période visée par l'enquête et évaluer si, d'une manière générale, il y a eu récemment un accroissement des importations.[5023]

10.162 Quant à la question de savoir *à quel point* l'accroissement des importations doit être récent, le Groupe spécial note, comme l'a fait le Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*[5024], que l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes parle d'un produit qui "est importé ... en quantités tellement accrues". Ainsi, il n'est pas nécessaire que les importations soient *croissantes* au moment de l'établissement de la détermination; ce qu'il faut, c'est que les importations *se soient accrues*, si les produits continuent d'être "importés" en quantités (tellement) *accrues*. Le Groupe spécial souscrit donc au point de vue exprimé par le Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* selon lequel le fait que l'accroissement des importations doit être "récent" ne signifie pas que cet accroissement doive se poursuivre jusqu'à la période précédant immédiatement la détermination de l'autorité chargée de l'enquête, ni jusque tout à la fin de la période visée par l'enquête.[5025] Comme le Groupe spécial *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation* l'a fait remarquer[5026], les données les plus récentes doivent être au centre de l'analyse, mais ne devraient pas être examinées *séparément* des données relatives à une partie moins récente de la période visée par l'enquête. Néanmoins, comme l'indique l'utilisation du verbe être dans un présent exprimant une idée de continuité ("are being"), il faut que les importations atteignent encore, au moment présent, des niveaux élevés (c'est-à-dire accrus).

10.163 Le point de savoir si une baisse des importations à la fin de la période visée par l'enquête, dans l'affaire en question, empêche de constater l'existence d'un accroissement des importations au sens de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes dépendra donc de la question de savoir si, malgré cette baisse, en raison d'un accroissement antérieur le produit est quand même (encore) "importé en quantités (tellement) accrues". Les facteurs à prendre en considération dans cette évaluation sont la durée et l'ampleur de la baisse à la fin de la période pertinente visée par l'enquête, ainsi que la nature de l'accroissement survenu précédemment, par exemple son caractère brutal et son étendue.

10.164 Pour prendre un exemple extrême, une légère baisse de courte durée et très récente n'empêcherait pas un accroissement général si les importations avaient été multipliées par dix au cours des années précédentes. À l'inverse, pour prendre un contre-exemple extrême, on ne pourrait plus dire d'un produit qu'il "est importé en quantités (tellement) accrues", ou de fait en quantités accrues *quelles qu'elles soient*, si, au moment de la détermination, les importations ont chuté pour atteindre un niveau presque nul ou un niveau inférieur à tout autre chiffre enregistré précédemment pendant la période visée par l'enquête.[5027]

[5022] À cet égard, *voir* à titre d'exemples illustratifs, les graphiques concernant les importations en termes absolus et relatifs figurant ci-après dans la présente section sur l'accroissement des importations.

[5023] *Voir* aussi le rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.161.

[5024] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.207.

[5025] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.207.

[5026] Rapport du Groupe spécial *États-Unis - Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.207.

[5027] Nous ne voulons toutefois pas exclure l'idée qu'une exception pourrait être faite si, bien qu'il y ait une forte baisse, des éléments montraient que cette baisse n'est que temporaire ou dans une certaine mesure artificielle. *Voir* aussi le rapport du Groupe spécial *Argentine - Chaussures (CE)*, paragraphe 8.159.

10.165 Le Groupe spécial pense que, au cours de leur enquête visant à déterminer si les importations se sont accrues récemment et si l'accroissement des importations cause un dommage grave aux producteurs nationaux de produits nationaux similaires ou directement concurrents, les autorités compétentes sont tenues d'examiner les *tendances* des importations pendant la période visée par l'enquête, comme le laisse entendre l'article 4:2 a).[5028] Certes l'article 4:2 a) prescrit l'évaluation du "rythme d'accroissement des importations ... et de leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs", mais le Groupe spécial ne voit rien qui étaye l'argument selon lequel ce rythme doit toujours être plus rapide ou qu'il doit toujours être positif à chaque instant de la période visée par l'enquête.

10.166 Par ailleurs, le Groupe spécial rappelle que le but même d'une mesure de sauvegarde est de remédier au résultat d'événements inattendus (évolution imprévue des circonstances aux termes de l'article XIX du GATT), à savoir un accroissement des importations causant un dommage grave. Le caractère imprévu et inattendu de l'évolution des circonstances aboutissant à l'accroissement des importations, ainsi que la nature urgente des mesures de sauvegarde requiert d'examiner si les importations se sont accrues soudainement de sorte que la situation est devenue une situation d'urgence rendant nécessaire l'application de mesures de sauvegarde. Le Groupe spécial pense donc que l'accroissement des importations doit être "soudain".

10.167 Nous considérons que lorsque l'Organe d'appel a déclaré "que l'accroissement des importations [doit avoir] été assez récent, assez soudain, assez brutal et assez important, à la fois en quantité et en qualité, pour causer ou menacer de causer un "dommage grave""[5029], il agissait en vertu du mandat énoncé à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord qui est de clarifier les dispositions existantes, en l'espèce l'expression "en quantités tellement accrues".[5030] De l'avis du Groupe spécial, il peut être constaté que les importations se sont accrues au titre de l'article 2:1 lorsqu'un accroissement présente, dans une certaine mesure, un caractère récent, soudain, brutal et important.

10.168 Le Groupe spécial pense comme les États-Unis qu'il n'existe pas de critères absolus s'agissant de savoir *à quel point* l'accroissement doit être soudain, récent et important pour pouvoir être considéré comme un "accroissement" au sens de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Cette absence de critère *absolu* ne permet toutefois pas de conclure qu'il n'existe aucun critère et que tout accroissement entre deux instants donnés quels qu'ils soient satisfait aux prescriptions de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Le Groupe spécial pense aussi comme les États-Unis que l'enquête ne consiste pas à déterminer si les importations se sont accrues "récemment et soudainement" *dans l'abstrait*. C'est une évaluation *concrète* qui est requise. L'autorité compétente doit faire une analyse prenant en compte toutes les caractéristiques de l'évolution des quantités importées et vérifiant que l'accroissement des importations est dans une certaine mesure récent et soudain.

10.169 Le Groupe spécial pense que bien que l'autorité compétente doive faire une détermination unique[5031] établissant que l'accroissement des importations était tel qu'il causait un dommage grave, il

---

[5028] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine - Chaussures (CE)*, paragraphe 129; et rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.276.

[5029] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 131.

[5030] Le Groupe spécial est aussi tenu de par son mandat de clarifier les dispositions existantes, ce qui suppose aussi naturellement, comme il est précisé à l'article19:2 du Mémorandum d'accord, que dans leurs constatations et leurs recommandations, le Groupe spécial et l'Organe d'appel "ne [peuvent] pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les accords visés".

[5031] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 73 et 74: "Nous pensons qu'il faut donner une interprétation mutuellement compatible de l'article 4:2 a) et de l'article 4:2 b) de l'*Accord sur les sauvegardes*, compte tenu en particulier de la connexion textuelle explicite entre ces deux dispositions. Selon la partie introductive de l'article 4:2 b) – "La détermination dont il est question à l'alinéa a)

est nécessaire de formuler des constatations distinctes pour chacune des prescriptions de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Avant de pouvoir imposer une mesure de sauvegarde, un Membre doit avoir démontré qu'il y a une évolution imprévue pertinente des circonstances (article XIX du GATT de 1994) et il doit avoir rendu une détermination établissant que l'accroissement des importations causait un dommage grave (article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes) aux producteurs nationaux pertinents. Le Groupe spécial estime que l'enquête au sujet des trois conditions nécessaires pour déterminer qu'un accroissement des importations cause un dommage grave et la démonstration indiquant si cette situation a découlé d'une évolution imprévue des circonstances, ne doivent pas être faites ni achevées dans un ordre particulier. Ensemble, ces constatations distinctes doivent donner une explication motivée et adéquate (articles 2, 3:1 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes) sur la manière dont sont remplies les conditions préalables pertinentes pour imposer une mesure de sauvegarde compatible avec les règles de l'OMC.

10.170 Cela étant dit, le Groupe spécial pense comme les États-Unis qu'en évaluant si les faits justifient la conclusion que les produits avaient été importés en "quantités telles" et "à des conditions telles", les autorités compétentes doivent démontrer en premier lieu qu'il y a eu un accroissement des importations, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale. Cela ne veut pas dire qu'en définitive "n'importe quel accroissement fera l'affaire", puisque les autorités compétentes doivent aussi déterminer si cet accroissement a été soudain et récent pendant une période pertinente fixée au cas par cas.

10.171 Le Groupe spécial pense toutefois que les constatations formulées par une autorité compétente sur l'accroissement des importations, qui sont distinctes de ses constatations concernant le lien de causalité et l'existence d'un dommage, peuvent reposer sur les résultats de l'ensemble de l'enquête. Les constatations de l'autorité compétente concernant la première condition - l'accroissement des importations - peuvent influer sur les constatations de l'existence d'un dommage ou sur les constatations de l'existence d'un lien de causalité, ainsi qu'il est prévu à l'article 4:2 a). Lorsque l'autorité compétente procède à l'examen des autres conditions nécessaires pour l'imposition d'une sauvegarde, elle détermine, ainsi qu'il a été prescrit par l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, si l'accroissement des importations a été assez récent, assez soudain et assez important pour causer ou menacer de causer un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents.

b) Données pour l'ensemble de l'année 2001

10.172 Les plaignants font valoir que l'USITC a ignoré les tendances des importations dans le passé le plus récent, c'est-à-dire les données pour l'ensemble de l'année 2001 (y compris les six derniers mois qui ont suivi la fin de la période visée par l'enquête) en insistant sur le fait que les données relatives aux importations pour l'ensemble de l'année 2001 étaient disponibles lorsque l'USITC a actualisé son rapport et mis un point final à sa détermination en février 2002. Selon les États-Unis, des éléments juridiques et pratiques fondamentaux devraient amener le Groupe spécial à rejeter les tentatives des plaignants visant à élargir la période visée par l'enquête pour englober les données de toute l'année 2001 qui ne figurent pas dans le dossier de l'enquête entreprise par l'USITC au début de juillet 2001.

10.173 Le Groupe spécial pense comme les États-Unis qu'il ne peut pas être demandé à une autorité compétente de prendre en compte des données et des éléments de preuve qui n'étaient pas disponibles

---

n'interviendra pas à moins que …" – *les deux* dispositions énoncent des règles régissant une détermination *unique*, faite au titre de l'article 4:2 a)."

au moment où elle a établi sa détermination.[5032] En l'espèce, la détermination au sens de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes, c'est-à-dire la détermination concernant l'accroissement des importations, l'existence d'un lien de causalité et l'existence d'un dommage grave, a été faite par l'USITC en octobre 2001. À cette époque, les données relatives à l'ensemble de l'année 2001 n'auraient pas pu être disponibles. En outre, ces données portaient sur des événements (du moins en partie) qui ont eu lieu *après* la détermination. Le fait que de nouvelles données sont rendues publiques après l'établissement d'une détermination n'oblige pas à faire une nouvelle détermination pour remplacer celle qui existe déjà. Ce que le Président a fait en 2002 n'était pas une "détermination" au sens de l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que le Président n'a pas déterminé que l'accroissement des importations causait un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents. En conséquence, les données relatives au volume des importations au deuxième semestre de 2001 n'étaient pas pertinentes pour la question de savoir s'il y avait un "accroissement des importations" pertinent pour ce qui concerne les déterminations établies par l'USITC en octobre 2001.

10.174 Le Groupe spécial examinera donc les constatations formulées par l'USITC sur l'accroissement des importations pour chacun des produits en cause sur la base des données dont l'USITC disposait à la fin de toute la période visée par l'enquête, c'est-à-dire pour la fin de juin 2001. Il ne tiendra donc pas compte des données portant sur le deuxième semestre de 2001.[5033]

c) La période récente dans l'enquête en question

10.175 Le Groupe spécial relève de nouveau que l'Accord sur les sauvegardes ne précise pas la durée que la période visée par une enquête en matière de sauvegardes devrait avoir, ni si ou comment cette période devrait être divisée aux fins de l'analyse. À la lumière de la conclusion qu'il a établie ci-dessus selon laquelle l'autorité compétente doit avoir déterminé que les importations se sont accrues soudainement et récemment, le Groupe spécial axera d'une manière générale son analyse sur la situation des importations pendant la période la plus récente qui a précédé la fin de la période visée par l'enquête, tout en gardant à l'esprit que la situation des importations enregistrée plus tôt pendant la période visée par l'enquête peut également permettre de mieux comprendre l'évolution des importations.

[5032] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphe 77: "L'exercice d'une diligence raisonnable par un Membre ne peut pas faire intervenir, cependant, l'examen d'éléments de preuve qui n'existaient pas et qui, par conséquent, n'auraient absolument pas pu être pris en compte lorsque le Membre a établi sa détermination. La démonstration par un Membre du fait qu'un produit particulier est importé sur son territoire en quantités tellement accrues qu'il porte un préjudice grave (ou menace réellement de porter un préjudice grave) à la branche de production nationale ne peut être fondée que sur les faits et les éléments de preuve qui existaient au moment où la détermination a été établie. La nature urgente d'une telle enquête peut ne pas permettre au Membre de différer sa détermination pour tenir compte d'éléments de preuve qui ne pourraient être disponibles qu'à une date ultérieure. Même une détermination de l'existence d'une menace de préjudice grave doit être fondée sur des projections extrapolant à partir de données *existantes*." *Voir* aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 150 et 172.

[5033] Le Groupe spécial rappelle qu'un Membre ne peut imposer de mesure de sauvegarde que dans la mesure et pendant la durée nécessaires pour réparer le dommage grave causé par l'accroissement des importations. Les délais entre la détermination établissant que l'accroissement des importations a causé un dommage grave et l'imposition de la mesure de sauvegarde affecteront généralement la décision prise au titre des articles 5 et 7 de l'Accord sur les sauvegardes. Si le délai entre la détermination rendue par l'autorité compétente et l'imposition effective de la mesure de sauvegarde est trop long, le Membre importateur peut se trouver dans une situation dans laquelle l'application d'une mesure de sauvegarde n'est plus nécessaire pour réparer le dommage grave.

d) Critère d'examen

10.176 Enfin, en ce qui concerne l'évaluation des aspects factuels de la détermination de l'existence d'un accroissement des importations faite par l'USITC, le Groupe spécial rappelle que le critère d'examen à appliquer consiste à savoir si le rapport d'enquête publié contient une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits portés à la connaissance de l'USITC étayent la détermination rendue au sujet de l'accroissement des importations.[5034]

10.177 Le Groupe spécial passe maintenant à l'examen des constatations de l'USITC concernant l'accroissement des importations pour chacun des produits en cause.

4. Analyse mesure par mesure

a) CPLPAC

i) Constatations de l'USITC

10.178 S'agissant de l'accroissement des importations de CPLPAC, l'USITC a déterminé ce qui suit:

> "Nous constatons qu'il est satisfait au critère légal de l'accroissement des importations.[5035] Nous constatons que les importations totales de certains produits laminés plats en acier au carbone, y compris les brames, les tôles, les produits en acier laminés à chaud, les produits en acier laminés à froid et les produits en acier revêtus, se sont accrues à la fois en termes effectifs et par rapport à la production nationale. En termes effectifs, les importations totales sont passées de 18,4 millions de tonnes courtes en 1996 à 20,9 millions de tonnes courtes en 2000, ce qui représente un accroissement de 13,7 pour cent.[5036] Elles sont tombées de 11,5 millions de tonnes courtes pendant la période intermédiaire de 2000 à 6,9 millions de tonnes courtes pendant la période intermédiaire de 2001.[5037] Le ratio des importations à la production nationale (y compris la production pour la consommation captive) a également augmenté pendant la période visée par l'enquête, passant de 10,0 pour cent en 1996 à 10,5 pour cent en 2000.[5038] Les importations se sont également accrues par rapport aux expéditions commerciales du pays. Les importations totales représentaient 32,6 pour cent des expéditions commerciales du pays en 2000, contre 31,5 pour cent en 1996.[5039] Pendant la période intermédiaire de 2001, elles ont représenté 22,7 pour cent des expéditions commerciales du pays.[5040]

[5034] *Voir* le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 8.5; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.194.

[5035] (Note de bas de page de l'original) Le commissaire Devaney s'associe à l'analyse faite par la majorité, au sujet de l'accroissement des importations, telle qu'elle est présentée ici. Il constate par ailleurs que si cette analyse est effectuée pour l'ensemble de la branche de production telle qu'il l'a définie, le résultat est le même, à savoir qu'il est satisfait au critère légal de l'accroissement des importations.

[5036] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.

[5037] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.

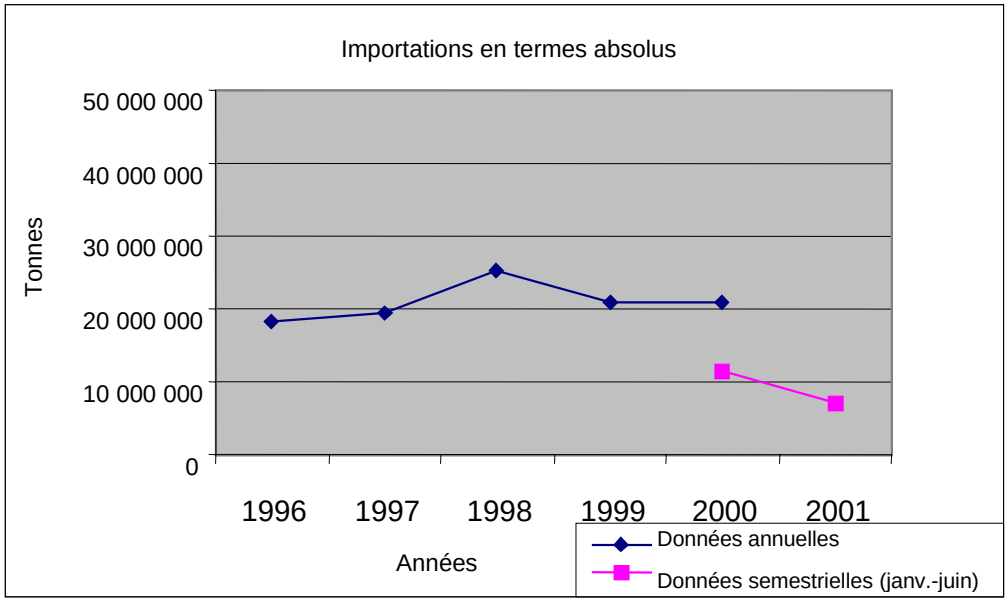
[5038] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.

[5039] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux FLAT-12 à FLAT-15, FLAT-17, FLAT-C-2 à FLAT-C-5 et FLAT-C-7.

[5040] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux FLAT-12 à FLAT-15, FLAT-17, FLAT-C-2 à FLAT-C-5 et FLAT-C-7.

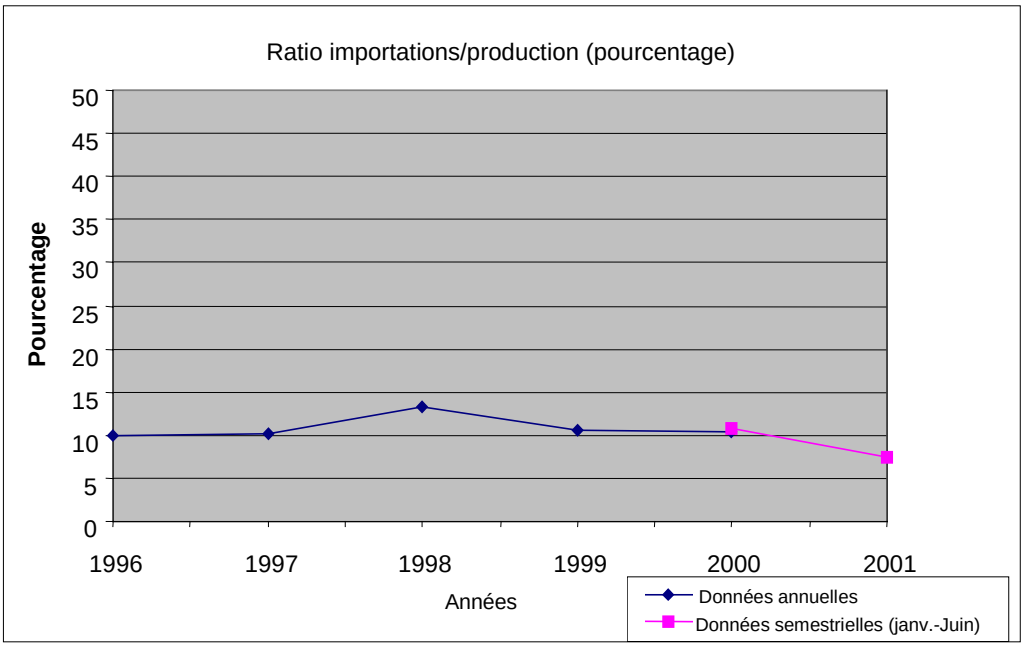
> Nous notons qu'en 1998, soit au milieu de la période complète de cinq ans considérée, il y a eu un accroissement rapide et spectaculaire des importations, leur volume que ce soit en termes absolus et en pourcentage de la production des États-Unis atteignant un niveau record. Les importations de certains produits laminés plats en acier au carbone s'élevaient à 25,3 millions de tonnes courtes, en hausse de 37,5 pour cent par rapport aux niveaux de 1996. Le volume des importations a été inférieur à ce niveau record en 1999 et en 2000, mais le volume en termes absolus et le ratio des importations à la production des États-Unis étaient encore nettement plus élevés en 1999 et en 2000 qu'au début de la période. L'importance de cette tendance des importations pour les résultats enregistrés par la branche de production nationale est analysée ci-après dans la partie intitulée cause substantielle de dommage grave."[5041]

10.179 Les tendances des importations, à la fois en termes absolus et en termes relatifs, sont représentées dans les graphiques ci-après qui reprennent les données sur lesquelles l'USITC s'est appuyée[5042]:



[5041] Rapport de l'USITC, volume I, pages 49 et 50.

[5042] Les données représentées dans les deux graphiques ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7. Comme le montrent ces graphiques, les données pour 2001 n'ont pas été "annualisées", mais sont restées sous une forme brute. Le Groupe spécial constate que ce mode de présentation est suffisant pour parvenir à une conclusion sur les tendances suivies par les importations dans le passé le plus récent et ne prend donc pas position sur la question de savoir si ces données portant sur une période de six mois peuvent être "annualisées" et de quelle manière, question sur laquelle les parties sont en désaccord.



ii) Allégations et arguments des parties

10.180 Les arguments des parties concernant les constatations de l'USITC sont exposés dans les sections VII.F.4 et 5 a) *supra*.

iii) Analyse par le Groupe spécial

Importations en termes absolus

10.181 Le Groupe spécial pense que la détermination de l'USITC concernant l'accroissement des importations de CPLPAC, telle qu'elle est publiée dans le rapport[5043], ne contient pas une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la détermination. L'USITC a reconnu que l'accroissement le plus brutal avait eu lieu dans la période allant jusqu'en 1998 et que, depuis lors, les importations avaient diminué en 1999 et en 2000, pour tomber à des niveaux presque aussi bas qu'en 1996. Elle a aussi noté la baisse importante survenue entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001 (de 11,5 à 6,9 millions de tonnes courtes)[5044], mais n'a pas semblé axer son attention sur cette tendance la plus récente, ou au moins en tenir compte, pour conclure que les importations étaient "encore nettement plus élevé[e]s … qu'au début de la période".[5045] Vu le caractère brutal et important de cette baisse la plus récente, le Groupe spécial ne considère pas que l'explication donnée par l'USITC telle qu'elle est publiée dans le rapport[5046] contient une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la détermination selon laquelle les CPLPAC "sont importés en quantités … accrues".

[5043] Rapport de l'USITC, pages 49 et 50.
[5044] Rapport de l'USITC, page 49.
[5045] Rapport de l'USITC, page 50.
[5046] Rapport de l'USITC, pages 49 et 50.

10.182 Il est fort possible que l'accroissement enregistré jusqu'en 1998 aurait pu être considéré à l'époque comme un accroissement satisfaisant aux critères énoncés à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes, mais le Groupe spécial n'a pas à s'exprimer sur ce point parce que cet accroissement, en soi, n'était plus assez récent au moment de la détermination. En d'autres termes, l'accroissement enregistré jusqu'en 1998, pris en soi et conjointement avec la baisse ultérieure, ne constitue pas une base factuelle suffisante pour étayer une détermination établie en octobre 2001 selon laquelle les CPLPAC "[étaient] importés en quantités … accrues".

Importations en termes relatifs

10.183 Le Groupe spécial estime aussi que la détermination de l'USITC concernant l'accroissement des importations de CPLPAC par rapport à la production nationale[5047] ne contient pas une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la détermination. L'USITC a reconnu que l'accroissement le plus brutal avait eu lieu dans la période allant jusqu'en 1998 et que, depuis lors, les importations avaient diminué, en 1999 et en 2000, pour tomber à des niveaux presque aussi bas qu'en 1996. Elle a noté la baisse importante survenue pendant l'année intermédiaire de 2001 seulement en ce qui concerne les importations considérées par rapport aux expéditions commerciales du pays[5048] et non par rapport à la production nationale, critère stipulé à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

10.184 Comme dans le cas des importations en termes absolus, l'USITC n'a pas semblé axer son attention sur cette baisse la plus récente qui a atteint des niveaux jamais enregistrés pendant la période visée par l'enquête, ou au moins en tenir compte, lorsqu'elle a conclu que le ratio des importations à la production nationale était "encore nettement plus élevé … qu'au début de la période".[5049] Vu le caractère brutal et important de cette baisse la plus récente, le Groupe spécial ne considère pas que l'explication de l'USITC, telle qu'elle est publiée dans le rapport[5050] est assez motivée et adéquate pour étayer une conclusion indiquant que les CPLPAC, en proportion de la production nationale, "sont importés en quantités … accrues".

10.185 Le Groupe spécial n'a pas non plus à s'exprimer sur la question de savoir si l'accroissement des importations par rapport à la production nationale enregistré jusqu'en 1998 aurait pu être considéré comme un accroissement satisfaisant aux critères énoncés à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes parce que, en tout état de cause, cet accroissement, en soi, n'était plus assez récent au moment de la détermination. En d'autres termes, l'accroissement enregistré jusqu'en 1998, pris en soi et conjointement avec la baisse ultérieure, ne constitue pas une base factuelle suffisante pour étayer une détermination établie en octobre 2001 selon laquelle les CPLPAC "[étaient] importés en quantités … accrues".

Conclusion

10.186 En conséquence, le Groupe spécial constate que le rapport de l'USITC n'a pas donné une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayaient la détermination selon laquelle les CPLPAC étaient importés en "quantités accrues", contrairement à la prescription de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes voulant que le produit "[soit] importé en quantités (tellement) accrues".

[5047] Rapport de l'USITC, pages 49 et 50.
[5048] Rapport de l'USITC, page 50.
[5049] Rapport de l'USITC, page 50.
[5050] Rapport de l'USITC, pages 49 et 50.

10.187 Le Groupe spécial relève que les parties ont aussi présenté des communications sur la question de savoir si les importations de divers produits entrant dans la catégorie des CPLPAC, prises isolément, se sont accrues. L'USITC n'a toutefois pas fait de détermination au sujet des différents produits appartenant au groupe des CPLPAC. Elle a établi sa détermination concernant l'accroissement des importations seulement pour une catégorie définie comme étant les produits CPLPAC.[5051] Cette détermination, en vertu de laquelle une mesure de sauvegarde a été prise à l'égard des importations de CPLPAC, fait l'objet d'un examen dans le présent différend. En conséquence, à la lumière du critère d'examen qui est le sien, le Groupe spécial n'analysera pas les différents produits faisant partie des CPLPAC.[5052]

b) Produits étamés ou chromés

i) Constatations de l'USITC

10.188 S'agissant de l'accroissement des importations de produits étamés ou chromés, l'USITC a déterminé ce qui suit:

> "Nous constatons qu'il est satisfait au critère légal de l'accroissement des importations. Nous constatons que les importations totales[5053] de produits étamés ou chromés se sont accrues à la fois en termes effectifs et par rapport à la production nationale pendant la période visée par l'enquête.[5054] En termes effectifs, les importations sont passées de 444 684 tonnes courtes en 1996 à un niveau record de 698 543 tonnes courtes en 1999 et, bien qu'elles aient fléchi pour descendre à 580 196 tonnes courtes en 2000, l'accroissement général de 1996 à 2000 a été de 30,5 pour cent.[5055] Les importations de produits étamés ou chromés ont été de 263 091 tonnes courtes pendant la période intermédiaire de 2001, en baisse de 11,1 pour cent par rapport à la période intermédiaire de 2000.[5056] Le ratio des importations à la production nationale a augmenté pendant la période visée par l'enquête, passant de 12,0 pour cent à 17,4 pour cent en 2000.[5057] Il était de 20,1 pour cent lorsque le volume des importations a atteint un niveau record en 1999."[5058, 5059]

[5051] Rapport de l'USITC, volume I, page 49. *Voir* aussi le rapport de l'USITC, volume I, page 25.

[5052] Nous notons les allégations présentées par les plaignants selon lesquelles les contingents tarifaires imposés aux brames constituent une mesure distincte de celle qui est imposée au reste des CPLPAC. Le Groupe spécial n'examine pas ici ces allégations et arguments parce que l'USITC a établi sa détermination en considérant les CPLPAC comme un seul produit qui incluait les brames.

[5053] (Note de bas de page de l'original) Y compris les importations en provenance des pays membres de l'ALENA.

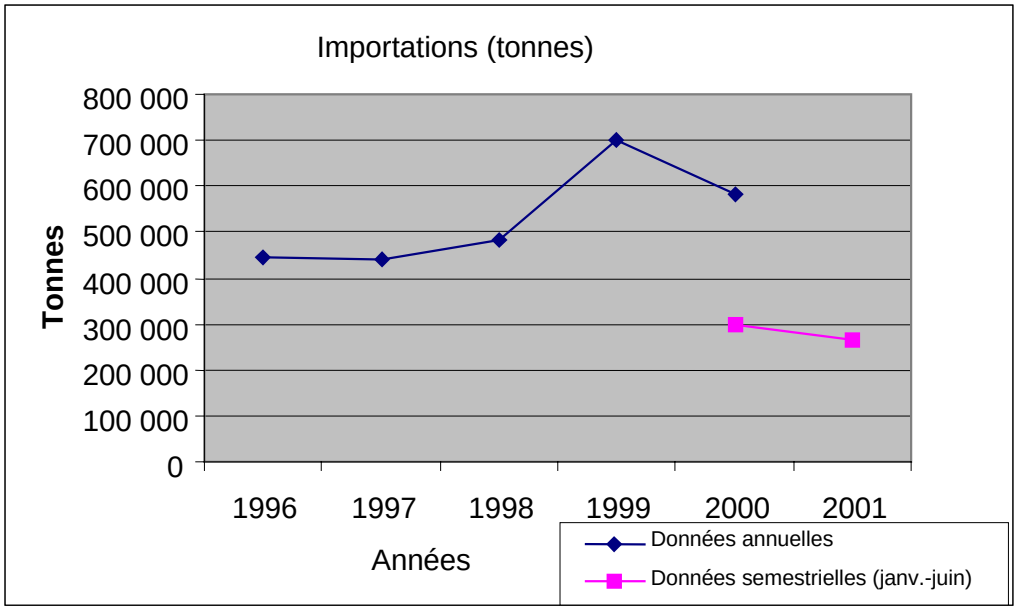
[5054] (Note de bas de page de l'original) Nous reconnaissons que les données officielles relatives aux importations de produits étamés ou chromés, qui sont utilisées dans notre examen, surévaluent dans une certaine mesure les importations visées par l'enquête en question parce qu'elles incluent les produits étamés ou chromés qui sont spécifiquement exclus de la demande. Par exemple, si l'on utilise les données fournies par les sociétés ayant répondu conjointement, les importations de produits étamés ou chromés sont passées de 414 013 tonnes courtes en 1996 à un niveau record de 642 353 tonnes courtes en 1999, puis sont redescendues à 491 836 tonnes courtes en 2000. L'accroissement général de 1996 à 2000 a été de 18,8 pour cent. *Voir* Request and Join Respondents' Tin Mill Prehearing Brief, Appendix 2, pages 5 à 7.

[5055] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux FLAT-10 et FLAT-C-8.

[5056] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux FLAT-10 et FLAT-C-8.

[5057] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-10. Les importations de produits étamés ou chromés représentaient 17,7 pour cent de la production nationale pendant la période intermédiaire de 2001, contre 17,1 pour cent pendant la période intermédiaire de 2000. *Id.* Les sociétés ayant répondu conjointement ont allégué que si les produits étamés ou chromés exclus de la demande n'étaient pas pris en compte dans les données officielles relatives aux importations, le ratio des importations visées à la production

10.189 Les tendances des importations, à la fois en termes absolus et en termes relatifs, sont représentées dans les graphiques ci-après, qui reprennent les données sur lesquelles l'USITC s'est appuyée[5060]:

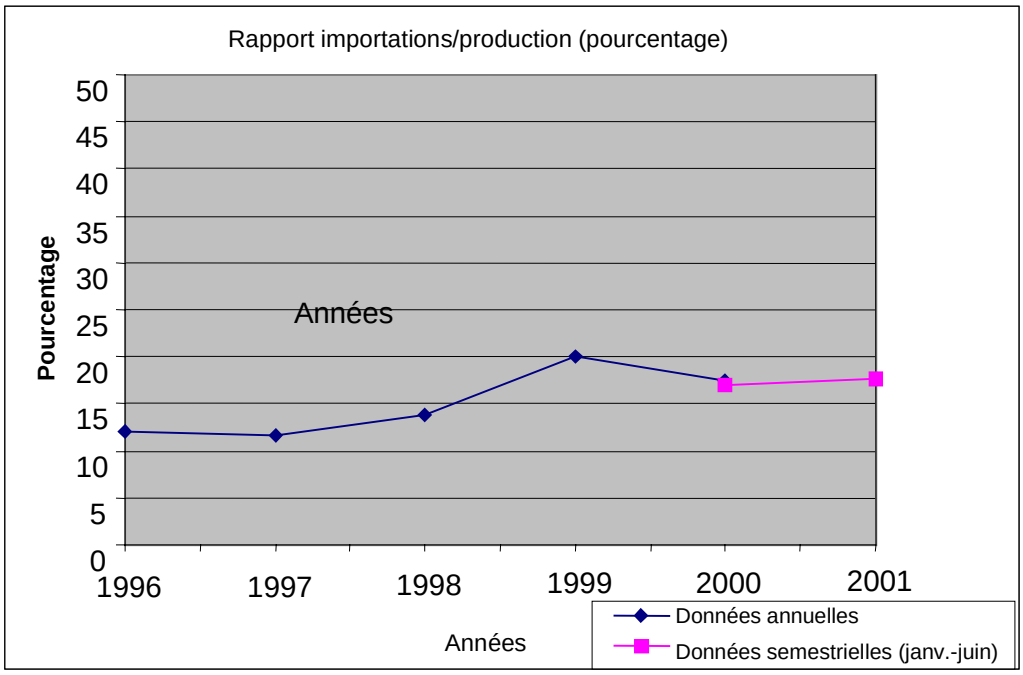


nationale passerait de 11,2 pour cent en 1996 à un niveau record de 18,5 pour cent en 1999, puis tomberait à 14,8 pour cent en 2000. Join Respondents' Tin Mill Prehearing Brief, page 7.

[5058] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-10.

[5059] Rapport de l'USITC, page I-71.

[5060] Les données représentées dans les deux graphiques ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau FLAT-10, FLAT-14, et le tableau FLAT C-8. Comme le montrent ces graphiques, les données pour 2001 n'ont pas été "annualisées", mais sont restées sous une forme brute. Le Groupe spécial constate que ce mode de présentation est suffisant pour parvenir à une conclusion sur les tendances suivies par les importations dans le passé le plus récent et ne prend donc pas position sur la question de savoir si ces données portant sur une période de six mois peuvent être "annualisées" et de quelle manière, question sur laquelle les parties sont en désaccord.



ii) Allégations et arguments des parties

10.190 Les arguments des parties concernant les constatations de l'USITC sont exposés dans les sections VII.F.4 et 5.b) ainsi que O.1 et 3 *supra*.

iii) Analyse par le Groupe spécial

10.191 Avant de pouvoir examiner la détermination de l'USITC concernant l'accroissement des importations de produits étamés ou chromés, le Groupe spécial doit étudier la question des constatations divergentes formulées par les différents commissaires de l'USITC: quatre des six commissaires ont fait des constatations au sujet des produits étamés ou chromés considérés comme un produit distinct[5061], mais les deux autres commissaires (Bragg et Devaney) ont considéré les produits étamés ou chromés comme faisant partie de la catégorie plus large des CPLPAC.[5062] Les quatre commissaires qui ont examiné les produits étamés ou chromés en tant que produit distinct ont formulé une constatation commune positive de l'existence d'un accroissement des importations et d'un dommage grave, mais ont par la suite divergé sur la question du lien de causalité, au sujet de laquelle seule la commissaire Miller a fait une détermination positive.[5063] En fin de compte, seule la commissaire Miller est donc parvenue à des constatations positives en ce qui concerne les produits étamés ou chromés considérés comme un produit distinct. Les deux commissaires qui ont considéré les produits étamés ou chromés comme faisant partie des CPLPAC sont parvenus à une conclusion positive sur cette catégorie plus large. Malgré l'utilisation de définitions de produits différentes, l'USITC a conclu dans son rapport que trois commissaires avaient fait "une détermination positive au sujet des importations de produits en acier au carbone ou en aciers alliés étamés ou chromés".[5064]

[5061] Rapport de l'USITC, pages I-71 et suivantes.
[5062] Rapport de l'USITC, page I-71, note de bas de page 368 et page 279.
[5063] Rapport de l'USITC, pages I-307 à 309.
[5064] Rapport de l'USITC, page I-25.

10.192 Dans la Proclamation de mars, le Président n'a choisi aucune des diverses déterminations positives concernant les produits étamés ou chromés pour fonder sa décision d'imposer la mesure de sauvegarde sur ces produits. En fait, conformément à la législation intérieure, il a "décidé de considérer les déterminations des groupes de commissaires ayant voté de façon positive en ce qui concerne [les produits étamés ou chromés et les fils en aciers inoxydables] comme la détermination de l'[US]ITC".[5065] Il apparaît donc clairement que le Président a fondé sa détermination sur les constatations formulées par l'ensemble des trois commissaires (Bragg, Devaney et Miller), bien que ces trois commissaires n'aient pas effectué leur analyse en utilisant la même définition des produits similaires.

10.193 Le Groupe spécial rappelle qu'un Membre ne peut imposer une mesure de sauvegarde qu'après avoir publié un rapport démontrant que les conditions préalables établies par l'OMC pour l'imposition d'une sauvegarde sont remplies. Il pense comme les États-Unis qu'il doit toujours y avoir un "lien" entre l'enquête menée par les autorités compétentes d'un Membre et la décision de ce Membre de prendre une mesure de sauvegarde.[5066] De fait, la mesure qui finit par être imposée doit être fondée sur une détermination et sur l'enquête correspondante, telles qu'elles sont publiées dans le rapport. Ledit rapport doit donc donner une explication motivée et adéquate de la manière dont il est satisfait aux prescriptions de l'OMC concernant l'imposition des mesures de sauvegarde. Conformément à son critère d'examen, un groupe spécial doit examiner s'il est satisfait à ces prescriptions.

10.194 À première vue, l'USITC (les trois commissaires ayant voté de façon positive) a formulé des constatations divergentes au sujet des produits étamés ou chromés et il est impossible de concilier ces différentes constatations car elles sont fondées sur des produits définis de manière différente. Quelle que soit la flexibilité ménagée par l'Accord sur les sauvegardes aux Membres de l'OMC en ce qui concerne la structure de leurs processus internes de prise de décision[5067], il ressort clairement des articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, de l'article 11 du Mémorandum d'accord et de notre critère d'examen que les autorités compétentes doivent toujours donner une explication motivée et adéquate de leurs déterminations et justifications. Si elles ne le font pas, un groupe spécial ne peut pas confirmer la mesure. Le présent Groupe spécial ne voit pas comment le rapport de l'USITC, en l'état actuel, peut donner une explication logique de la mesure imposée sur les produits étamés ou chromés et des raisons pour lesquelles les conditions nécessaires à l'imposition, en l'espèce l'accroissement des importations, sont remplies. Il n'y est nulle part indiqué comment les parties intéressées (et en l'occurrence aussi le Groupe spécial) peuvent distinguer parmi les diverses constatations incompatibles formulées par les différents commissaires celle qui constitue le fondement de l'imposition de la mesure de sauvegarde sur les produits étamés ou chromés.

10.195 Le Groupe spécial note que la question dont il s'agit ici n'a rien à voir avec le cas où un Membre publie des opinions dissidentes et où ces dissidences s'écartent des constatations qui servent de fondement à une mesure. Dans la présente affaire, les trois différentes constatations individuelles ont toutes servi de fondement à la "détermination de l'[US]ITC".[5068] Le Groupe spécial pense qu'un Membre n'est pas autorisé au titre des articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes à fonder une mesure de sauvegarde sur une détermination étayée par plusieurs explications qui sont toutes différentes et impossibles à concilier les unes avec les autres. De telles constatations ne peuvent pas simultanément constituer le fondement d'une détermination. Aux fins de l'Accord sur les sauvegardes, s'agissant par exemple de la question de déterminer si les importations se sont accrues,

[5065] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10553.
[5066] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 207.
[5067] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 158.
[5068] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10553.

ce n'est pas la même chose si le produit en cause correspond aux produits étamés ou chromés ou à une catégorie bien plus large appelée CPLPAC qui englobe les produits étamés ou chromés. En effet, le volume des importations correspondant aux différentes définitions des produits ne sera pas le même.

10.196 Le Groupe spécial pense que la situation n'était pas la même dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* lorsque l'Organe d'appel a été d'avis qu'il n'y avait pas eu de violation de l'Accord sur les sauvegardes. Dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, il s'agissait de dire si une *détermination* pouvait laisser sans réponse la question de savoir s'il y avait un dommage grave ou une menace de dommage grave. En ce qui concerne l'Accord sur les sauvegardes, les conditions énoncées à l'article 2:1 sont remplies de la même façon s'il existe un dommage grave ou une menace de dommage grave.[5069] Le problème n'était pas que le *rapport de base* était contrasté et contenait différents raisonnements qui ne pouvaient pas être conciliés les uns avec les autres et qu'il y avait, en conséquence, une violation des articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

10.197 Le Groupe spécial souscrit aux déclarations faites par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* sur le pouvoir discrétionnaire des Membres en ce qui concerne leur processus interne de prise de décision. Plus précisément, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit:

> "[N]ous ne nous intéressons pas à la façon dont les autorités compétentes des Membres de l'OMC établissent leurs déterminations pour l'application de mesures de sauvegarde. L'*Accord sur les sauvegardes* ne prescrit pas le processus interne de prise de décisions pour faire une telle détermination. Cela est entièrement du ressort des Membres de l'OMC dans l'exercice de leur souveraineté. Nous nous intéressons uniquement à la détermination elle-même, qui est un acte singulier dont un Membre de l'OMC peut être redevable lors du règlement d'un différend dans le cadre de l'OMC. Peu nous importe de savoir si cet acte singulier résulte d'une décision prise par un, 100 ou - comme en l'espèce - six décideurs individuels en vertu du droit interne de ce Membre de l'OMC. Ce qui nous importe c'est de savoir si la détermination, quelle que soit la façon dont la décision s'y rapportant est prise au niveau national, satisfait aux prescriptions de l'*Accord sur les sauvegardes*."[5070]

10.198 Dans ce contexte, le Groupe spécial ne s'intéresse pas au fait que, dans la présente affaire, seules les constatations d'un commissaire ayant rendu une détermination positive concernent les produits étamés ou chromés considérés en tant que produit distinct, alors que selon le droit interne des États-Unis, il faut au moins trois déterminations positives. C'est à chaque Membre de déterminer, dans le cadre de leur législation intérieure, le nombre de décisions positives qui sont nécessaires dans un organisme de prise de décision collégial, que ce soit un, trois, quatre (la majorité) ou six (l'unanimité). La question de la compatibilité ou de l'incompatibilité avec le droit interne n'est de toute évidence pas pertinente pour trancher la question de la compatibilité avec les règles de l'OMC. En conséquence, le Groupe spécial ne voit aucune incompatibilité avec le droit de l'OMC dans le fait en soi que seul un commissaire a formulé des constatations positives au sujet des produits étamés ou chromés considérés comme un produit distinct.

10.199 Néanmoins, si un Membre *s'appuie* sur les constatations formulées par *trois* commissaires et que les constatations de ces *trois* commissaires constituent la *détermination* des autorités compétentes au sens de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes, il faut que ces constatations donnent une

[5069] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 170.
[5070] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 158.

explication motivée et adéquate. On ne trouve pas d'explication motivée et adéquate dans un ensemble de constatations qui ne peuvent pas être conciliées les unes avec les autres.

10.200 En conclusion, le Groupe spécial constate donc qu'il y a une violation de l'obligation prévue aux articles 2:1 et 3:1 de donner une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la détermination d'un accroissement des importations, puisque cette explication consiste en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles ont pour base des produits différents, ne peuvent pas être conciliées sur le fond. Le rapport de l'USITC ne contient donc pas de détermination étayée par une explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayent la détermination selon laquelle les produits étamés ou chromés ont été importés en quantités tellement accrues, ainsi qu'il est prescrit aux articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

c) Barres laminées à chaud

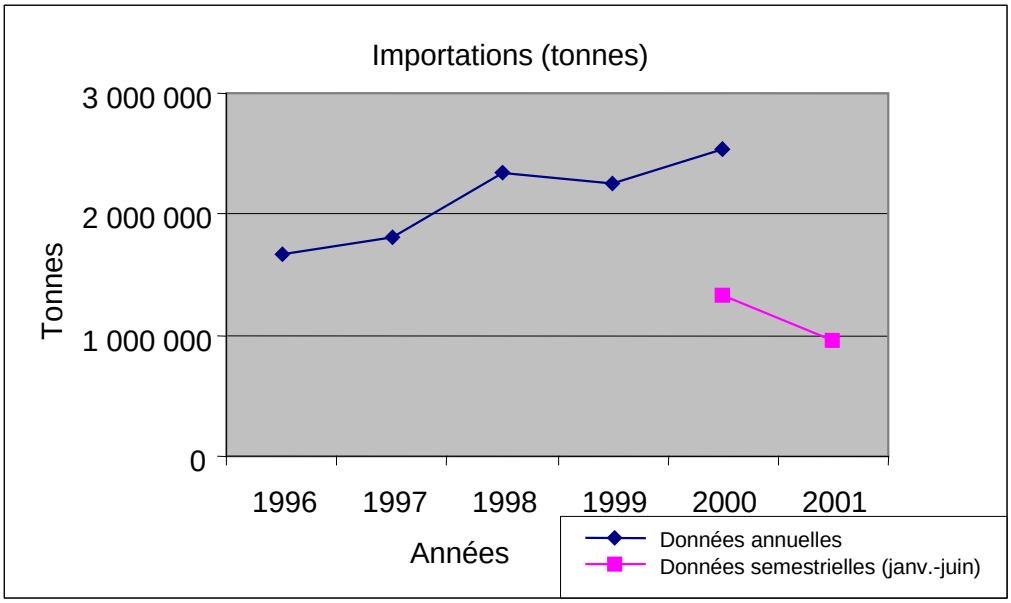
i) Constatations de l'USITC

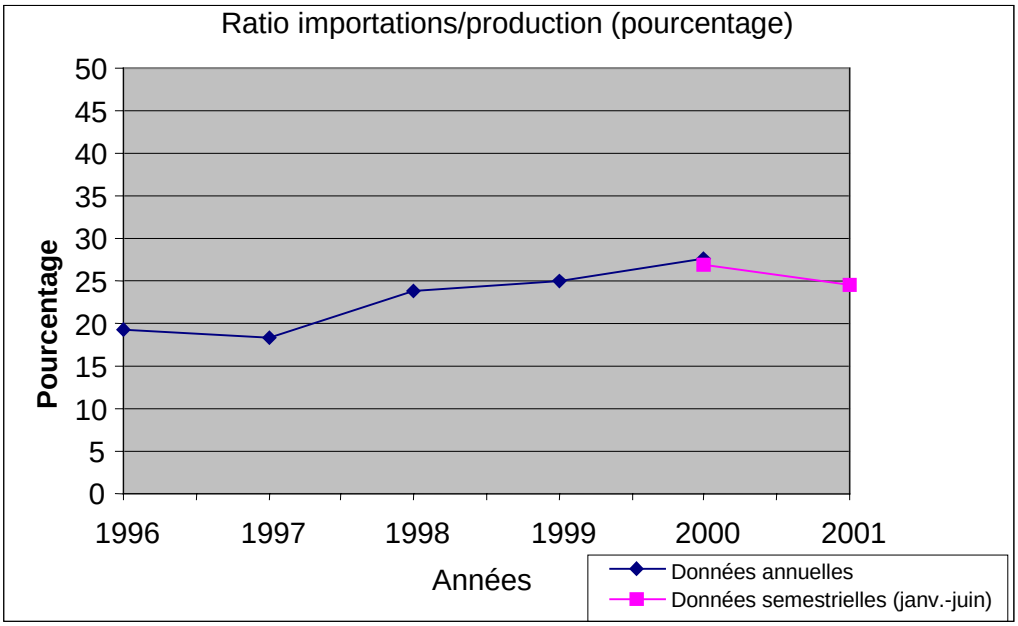
10.201 S'agissant de l'accroissement des importations de barres laminées à chaud, l'USITC a déterminé ce qui suit:

> "Nous constatons qu'il est satisfait au critère légal de l'accroissement des importations.
>
> Les importations de barres laminées à chaud sont passées de 1,66 million de tonnes en 1996 à 1,81 million de tonnes en 1997, puis à 2,34 millions de tonnes en 1998. Elles sont ensuite tombées à 2,26 millions de tonnes en 1999, mais sont remontées en 2000 à 2,53 millions de tonnes. Elles ont été moins importantes pendant la période intermédiaire (janvier-juin) de 2001, avec 952 392 tonnes, que pendant la période intermédiaire de 2000 où elles atteignaient 1,34 million de tonnes. Elles ont augmenté de 52,5 pour cent de 1996 à 2000 et de 11,9 pour cent de 1999 à 2000.[5071]
>
> Par rapport à la production des États-Unis, les importations sont tombées de 19,2 pour cent en 1996 à 18,4 pour cent en 1997, mais sont ensuite remontées, atteignant 23,8 pour cent en 1998, 24,9 pour cent en 1999 et 27,5 pour cent en 2000. Ce ratio a été moins élevé pendant la période intermédiaire de 2001, avec un chiffre de 24,6 pour cent, que pendant celle de 2000, où il atteignait 27,0 pour cent.[5072]
>
> Les importations ont été plus importantes, à la fois en termes absolus et par rapport à la production des États-Unis, en 2000 que pendant toute autre année antérieure de la période considérée et ont enregistré un accroissement rapide et spectaculaire par rapport à l'année précédente. Alors que les importations ont fléchi si l'on compare les périodes intermédiaires, le ratio des importations à la production des États-Unis a été plus élevé pendant la période intermédiaire de 2001 que pendant les trois premières années de la période considérée, et a été inférieur de seulement trois dixièmes de point de pourcentage au niveau de 1999.
>
> Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que les produits sont importés en quantités accrues et qu'il est satisfait au premier critère légal."[5073]

[5071] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-5.
[5072] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-5.
[5073] Rapport de l'USITC, volume I, page 92.

10.202 Les tendances des importations, à la fois en termes absolus et en termes relatifs, sont représentées dans les graphiques ci-après, qui reprennent les données sur lesquelles l'USITC s'est appuyée[5074]:





[5074] Les données représentées dans les deux graphiques ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau LONG-5, LONG-9. Comme le montrent ces graphiques, les données pour 2001 n'ont pas été "annualisées", mais sont restées sous une forme brute. Le Groupe spécial constate que ce mode de présentation est suffisant pour parvenir à une conclusion sur les tendances suivies par les importations dans le passé le plus récent et ne prend donc pas position sur la question de savoir si ces données portant sur une période de six mois peuvent être "annualisées" et de quelle manière, question sur laquelle les parties sont en désaccord.

ii) Allégations et arguments des parties

10.203 Les arguments des parties concernant les constatations de l'USITC sont exposés dans les sections VII.F.4 et 5 c) *supra*.

iii) Analyse par le Groupe spécial

Importations en termes absolus

10.204 Le Groupe spécial pense que la détermination de l'USITC concernant l'accroissement des importations de barres laminées à chaud, telle qu'elle est publiée dans le rapport[5075], ne contient pas une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la détermination. L'USITC s'est appuyée sur le volume des importations plus élevé en 2000 que pendant toute autre année antérieure de la période considérée et sur l'"accroissement rapide et spectaculaire" qui s'est produit de 1999 à 2000. Le fléchissement survenu entre la période intermédiaire de 2000 et 2001 a été reconnu, mais l'USITC n'a pas expliqué pourquoi elle constatait quand même qu'il y avait un accroissement des importations en chiffres absolus. Elle a fait cette constatation uniquement pour les importations prises par rapport à la production nationale[5076], constatation que le Groupe spécial examinera séparément.

10.205 Cette absence de prise en compte des données les plus récentes de la période intermédiaire de 2001, en ce qui concerne l'examen des importations en termes absolus, est préoccupante de l'avis du Groupe spécial. La baisse enregistrée de la période intermédiaire de 2000 (1,34 million de tonnes) à celle de 2001 (952 392 tonnes) a été de 28,9 pour cent, alors que l'accroissement survenu pendant la période annuelle précédente (1999 à 2000) qui a été qualifié de "rapide et spectaculaire" n'a été que de 11,9 pour cent. Compte tenu de cette baisse enregistrée pendant la période la plus récente, le Groupe spécial ne pense pas que la tendance des importations de 1996 à 2000 (un accroissement de 52,5 pour cent) est une base suffisante pour constater qu'au moment de la détermination, les barres laminées à chaud "[étaient] importées en quantités tellement accrues".

10.206 De l'avis du Groupe spécial, la meilleure façon de décrire la tendance suivie par les importations en termes absolus entre 1997 et la période intermédiaire de 2001 est de parler d'une succession de hausses et de baisses d'une année à l'autre. Compte tenu de ce mouvement ascendant et descendant qui s'est achevé par une baisse de 28,9 pour cent (pendant la période intermédiaire de 2001), le Groupe spécial ne pense pas que les faits étayent une conclusion indiquant qu'il y a un accroissement des importations, ni que l'USITC a donné une explication dans ce sens. Il reconnaît que, jusqu'en 2000, la tendance à l'accroissement était nette, en d'autres termes, les deux accroissements en 1998 et en 2000 étaient plus importants que la baisse de 1999. Néanmoins, la situation est encore bien différente lorsque l'on inclut la baisse (de 28,9 pour cent) survenue dans la période intermédiaire de 2001, fait que l'USITC a reconnu mais n'a pas évalué. Tenant compte de toutes les caractéristiques qualitatives et quantitatives des tendances suivies par les importations pendant la période considérée, le Groupe spécial constate donc que la détermination de l'USITC concernant l'accroissement des importations de barres laminées à chaud, telle qu'elle a été publiée dans le rapport[5077], ne contient pas d'explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent une conclusion indiquant que les barres laminées à chaud "sont importées en quantités tellement accrues".

[5075] Rapport de l'USITC, volume I, page 92.
[5076] Rapport de l'USITC, volume I, page 92.
[5077] Rapport de l'USITC, volume I, page 92.

10.207 Il est fort possible que l'accroissement enregistré de 1997 à 1998, ou de 1996 à 1998, pris en soi, pourrait être considéré comme un accroissement satisfaisant aux critères énoncés à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Toutefois, au moment de la détermination, cette évolution n'était pas récente. Étant donné l'évolution des tendances suivies par les importations après 1998, l'accroissement enregistré jusqu'en 1998 ne constitue pas une base factuelle suffisante pour étayer une détermination établie en octobre 2001 selon laquelle les barres laminées à chaud étaient "importées en quantités (tellement) accrues".

Importations en termes relatifs

10.208 Le Groupe spécial estime aussi que la détermination de l'USITC concernant l'accroissement des importations de barres laminées à chaud par rapport à la production nationale[5078] ne contient pas une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la détermination. La conclusion de l'USITC s'appuie sur l'assertion selon laquelle en 2000, les importations considérées par rapport à la production nationale ont été "plus importantes que pendant toute autre année antérieure de la période considérée et ont enregistré un accroissement rapide et spectaculaire par rapport à l'année précédente". Nous notons avec étonnement que les adjectifs "rapide et dramatique" qualifient un accroissement allant de 24,9 pour cent (1999) à 27,5 pour cent (2000). Le fléchissement des importations pendant la période intermédiaire de 2001 a été reconnu, mais d'après l'USITC, "le ratio des importations à la production des États-Unis a été plus élevé pendant la période intermédiaire de 2001 que pendant les trois premières années de la période considérée et a été inférieur de seulement trois dixièmes de point de pourcentage au niveau de 1999".

10.209 Le Groupe spécial ne trouve pas cette assertion convaincante et n'estime pas qu'elle constitue une explication motivée et adéquate étayant la détermination de l'existence d'un accroissement des importations, étant donné que le ratio des importations à la production nationale pendant la période la plus récente, la période intermédiaire de 2001 (24,6 pour cent), a non seulement fléchi par rapport à l'année complète 2000 ou à la période intermédiaire de 2000 (27,5 pour cent et 27,0 pour cent respectivement), mais a également été inférieur au niveau de 1999 (24,9 pour cent) et presque aussi bas qu'en 1998 (23,8 pour cent). En conséquence, les faits n'étayent pas une conclusion indiquant que les barres laminées à chaud "sont importées en quantités tellement accrues, … par rapport à la production nationale".

Conclusion

10.210 En conséquence, le Groupe spécial constate que le rapport de l'USITC[5079] n'a pas donné une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayaient la détermination selon laquelle les barres laminées à chaud étaient importées en "quantités accrues" contrairement aux prescriptions de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes voulant que le produit "[soit] importé en quantités (tellement) accrues".

d) Barres parachevées à froid

i) Constatations de l'USITC

10.211 S'agissant de l'accroissement des importations de barres parachevées à froid, l'USITC a déterminé ce qui suit:

[5078] Rapport de l'USITC, volume I, page 92.
[5079] Rapport de l'USITC, volume I, page 92.

> "Nous constatons qu'il est satisfait au critère légal de l'accroissement des importations.
>
> Les importations de barres parachevées à froid sont passées de 206 272 tonnes en 1996 à 238 221 tonnes en 1997, puis à 272 972 tonnes en 1998. Elles sont ensuite tombées à 235 693 tonnes en 1999, mais sont remontées en 2000 à 314 958 tonnes. Elles ont été moins importantes pendant la période intermédiaire de 2001, avec 134 971 tonnes, que pendant la période intermédiaire de 2000 où elles atteignaient 169 889 tonnes. Elles se sont accrues de 52,7 pour cent de 1996 à 2000 et de 33,6 pour cent de 1999 à 2000.[5080]
>
> Par rapport à la production des États-Unis, les importations sont tombées de 17,6 pour cent en 1996 à 17,3 pour cent en 1997, ont atteint 19,5 pour cent en 1998, sont descendues à 17,0 pour cent en 1999, puis sont remontées à 23,7 pour cent en 2000. Ce ratio a été plus élevé pendant la période intermédiaire de 2001, avec un chiffre de 23,9 pour cent, que pendant celle de 2000, où il était de 23,6 pour cent.[5081]
>
> Les importations ont été plus importantes, à la fois en termes absolus et par rapport à la production des États-Unis, en 2000 que pendant toute autre année antérieure de la période considérée et ont enregistré un accroissement rapide et spectaculaire. Bien que le volume des importations ait diminué si l'on compare les périodes intermédiaires, le ratio des importations à la production des États-Unis a été plus élevé pendant la période intermédiaire de 2001 que pendant n'importe quelle année complète de la période considérée.
>
> Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que les produits sont importés en quantités accrues et qu'il est satisfait au premier critère légal."[5082]

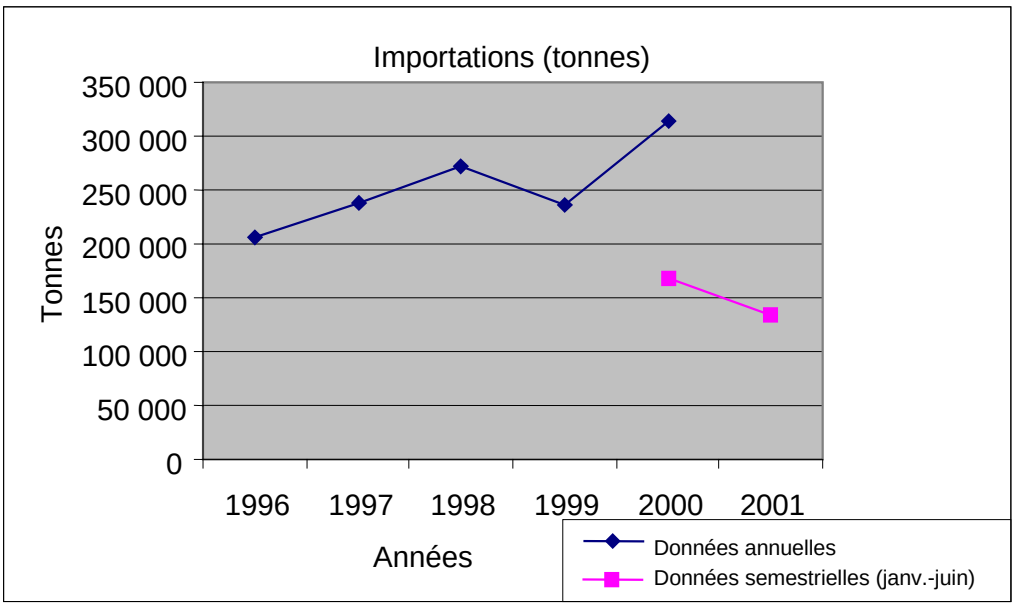
10.212 Les tendances des importations, à la fois en termes absolus et en termes relatifs, sont représentées dans les graphiques ci-après, qui reprennent les données sur lesquelles l'USITC s'est appuyée[5083]:

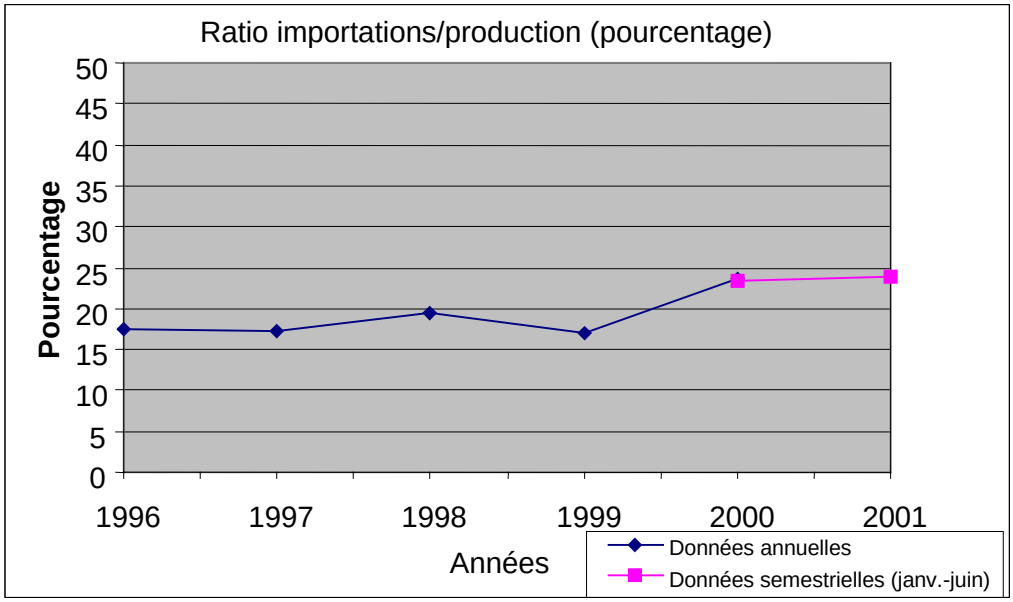
[5080] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-6.

[5081] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-6.

[5082] Rapport de l'USITC, volume I, pages 101 et 102.

[5083] Les données représentées dans les deux graphiques ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau LONG-6, LONG-10. Comme le montrent ces graphiques, les données pour 2001 n'ont pas été "annualisées", mais sont restées sous une forme brute. Le Groupe spécial constate que ce mode de présentation est suffisant pour parvenir à une conclusion sur les tendances suivies par les importations dans le passé le plus récent et ne prend donc pas position sur la question de savoir si ces données portant sur une période de six mois peuvent être "annualisées" et de quelle manière, question sur laquelle les parties sont en désaccord.





ii) Allégations et arguments des parties

10.213 Les allégations et arguments des parties concernant les constatations de l'USITC sont exposés dans les sections VII.F.4 et 5 d) *supra*.

iii) Analyse par le Groupe spécial

Importations en termes relatifs

10.214 Le Groupe spécial pense que la détermination de l'USITC concernant l'accroissement des importations de barres parachevées à froid, par rapport à la production nationale[5084], contient une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la détermination. Après avoir suivi un mouvement ascendant et descendant entre 1996 et 1999 (débutant par une hausse de 17,6 pour cent et finissant par une baisse de 17,0 pour cent) sans qu'aucune tendance générale prédominante ne se dégage nettement, les importations se sont accrues pour passer à 23,7 pour cent en 2000 et à 23,9 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001. Le résultat découlant de la comparaison des deux ratios est un accroissement de 40,6 pour cent et représente une évolution des circonstances dans le passé récent. Étant donné la neutralité générale des tendances enregistrées jusqu'en 1999, le Groupe spécial ne voit aucune évolution des circonstances dans la période précédant le passé très récent susceptible de mettre en question son évaluation des tendances les plus récentes.[5085]

10.215 En conséquence, le Groupe spécial estime que la détermination de l'USITC concernant l'accroissement des importations de barres parachevées à froid, par rapport à la production nationale[5086], contient une explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayent la détermination.

10.216 Le Groupe spécial note les doutes exprimés par les Communautés européennes quant à savoir si l'accroissement de 6 pour cent seulement du ratio importations-production nationale pourrait être considéré comme une poussée soudaine, brutale et importante des importations capable de causer un dommage à une branche de production nationale.[5087] Le Groupe spécial note aussi que le chiffre de 6 pour cent correspond à la différence en termes absolus entre les deux ratios, variable qui n'est pas particulièrement significative. Quant à savoir si l'accroissement proportionnel de 40,6 pour cent est assez soudain et assez important pour causer un dommage grave, le Groupe spécial pense que l'accroissement de 40,6 pour cent enregistré pendant les 18 mois les plus récents présente dans une certaine mesure un caractère brutal, important, récent et soudain.

10.217 La question de savoir si l'accroissement de 40,6 pour cent est assez soudain, brutal, récent et important *pour causer un dommage grave* doit être abordée dans le contexte du *fait de causer un dommage grave* et non dans le contexte de la condition relative à l'accroissement, pour lequel aucun jugement fondé à cet égard ne peut être émis. À cet égard, la constatation du Groupe spécial concernant l'accroissement des importations doit être lue conjointement avec les constatations qu'il a formulées ultérieurement sur les autres conditions énoncées à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

10.218 Par ailleurs, le Groupe spécial n'est pas d'accord avec l'argument des Communautés européennes selon lequel la baisse en termes *absolus* des importations entre 2000 et 2001 (période intermédiaire) infirme la conclusion selon laquelle il y a un accroissement en termes *relatifs*.[5088] L'Accord sur les sauvegardes indique clairement que la condition requise est celle d'un accroissement, que ce soit dans l'absolu ou en termes relatifs. S'il y a un accroissement *à la fois* dans l'absolu *et* en

[5084] Rapport de l'USITC, volume I, pages 101 et 102.
[5085] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 321.
[5086] Rapport de l'USITC, volume I, pages 101 et 102.
[5087] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 321.
[5088] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 321.

termes relatifs, la condition relative à l'accroissement des importations est bien évidemment aussi remplie. Néanmoins, d'un point de vue juridique, une baisse en termes absolus n'invalide pas le caractère suffisant d'un accroissement en termes relatifs. Le Groupe spécial pense aussi que ce cadre juridique correspond à l'objet et au but de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes qui sont de permettre l'application d'une mesure d'urgence dans des circonstances particulières: si les importations baissent dans l'absolu, mais qu'elles vont croissantes par rapport à la production nationale, cela signifie que la baisse de la production nationale est plus forte que celle des importations (en termes absolus). Un tel cas de figure pourrait bien justifier l'imposition d'une mesure de sauvegarde.

Importations en termes absolus

10.219 Étant donné la constatation formulée par le Groupe spécial au sujet des importations en termes relatifs, il n'est pas nécessaire de faire des constatations sur les importations en termes absolus, puisqu'elles ne pourraient pas modifier le résultat global, à savoir que les allégations de violation de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes présentées par les plaignants eu égard à l'absence d'un accroissement des importations doivent être rejetées. En conséquence, le Groupe spécial s'étant déjà prononcé sur ces allégations sur la base des importations en termes relatifs, il ne voit pas la nécessité d'examiner les allégations concernant les importations en termes absolus.

Conclusion

10.220 En conséquence, le Groupe spécial constate que le rapport de l'USITC contenait une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayaient la détermination faite au sujet de l'"accroissement des importations" de barres parachevées à froid pour ce qui est des importations en termes relatifs. La détermination de l'USITC selon laquelle les barres parachevées à froid étaient importées en "quantités accrues" n'est pas incompatible avec la prescription de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes voulant que le produit "[soit] importé en quantités (tellement) accrues". Par conséquent, le Groupe spécial rejette les allégations de violation présentées à cet égard.

e) Barres d'armature

i) Constatations de l'USITC

10.221 S'agissant de l'accroissement des importations de barres d'armature, l'USITC a déterminé ce qui suit:

> "Nous constatons qu'il est satisfait au critère légal de l'accroissement des importations.
>
> Les importations de barres d'armature sont passées de 581 731 tonnes en 1996 à 701 303 tonnes en 1997, puis à 1,2 million de tonnes en 1998. Elles ont encore progressé pour atteindre 1,8 million de tonnes en 1999 puis sont tombées à 1,7 million de tonnes en 2000. Elles ont été moins importantes pendant la période intermédiaire de 2001, avec 852 488 tonnes, que pendant la période intermédiaire de 2000, où elles atteignaient 985 991 tonnes.[5089]
>
> Par rapport à la production des États-Unis, les importations ont augmenté, passant de 11,7 pour cent en 1996 à 12,8 pour cent en 1997, à 19,9 pour cent en 1998 et à

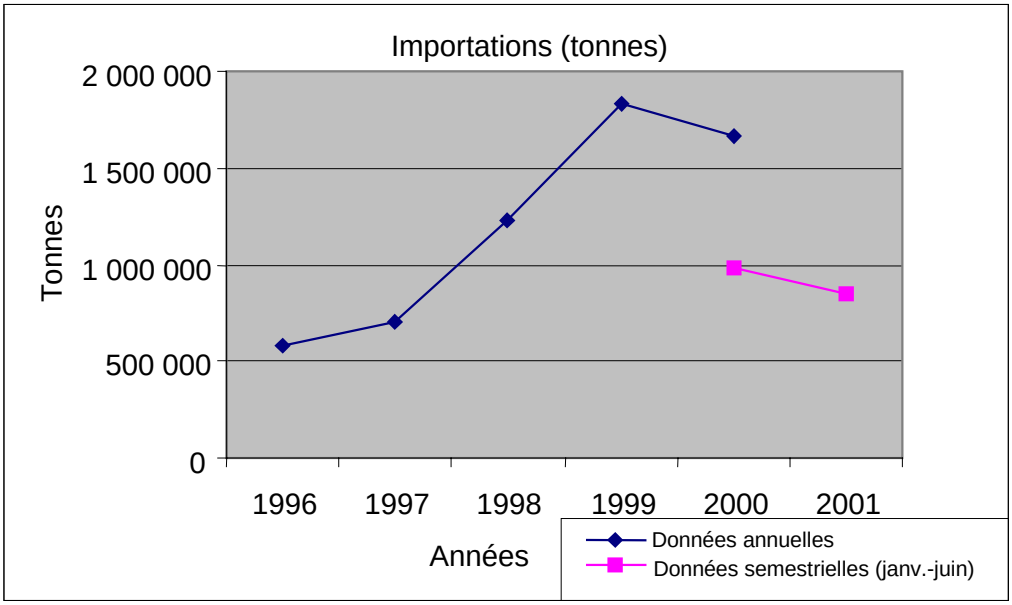
[5089] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-7.

29,1 pour cent en 1999. Ce ratio est ensuite tombé à 25,2 pour cent en 2000. Il était moins élevé pendant la période intermédiaire de 2001, avec un chiffre de 24,3 pour cent, que pendant celle de 2000, où il était de 30,9 pour cent.[5090]

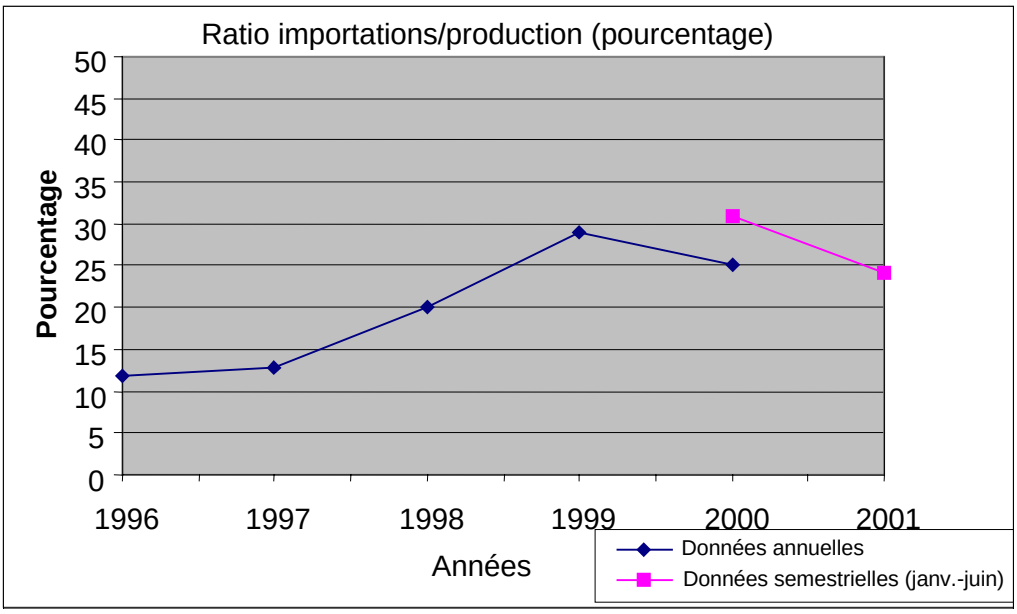
Malgré la baisse enregistrée par rapport aux niveaux de 1999, les importations ont été bien plus importantes en 2000 que pendant des parties antérieures de la période considérée, ce qui témoigne de l'accroissement rapide et spectaculaire qui a eu lieu au cours des deux années précédentes. En 2000, la quantité des importations était supérieure de 187,0 pour cent à celle de 1996 et de 35,8 pour cent à celle de 1998, et le ratio des importations à la production des États-Unis avait plus que doublé en 2000 par rapport à 1996. De même, les quantités importées ont été plus importantes pendant les six premiers mois de 2001 que pendant des années complètes qu'il s'agisse de 1996 ou de 1997, et le ratio des importations à la production des États-Unis a été plus élevé pendant la période intermédiaire de 2001 que pendant n'importe quelle année de 1996 à 1998.

Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que les produits sont importés en quantités accrues et qu'il est satisfait au premier critère légal."[5091]

10.222 Les tendances des importations, à la fois en termes absolus et en termes relatifs, sont représentées dans les graphiques ci-après, qui reprennent les données sur lesquelles l'USITC s'est appuyée[5092]:



[5090] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-7.
[5091] Rapport de l'USITC, volume I, page 109.
[5092] Les données représentées dans les deux graphiques ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau LONG-7, LONG-11. Comme le montrent ces graphiques, les données pour 2001 n'ont pas été "annualisées", mais sont restées sous une forme brute. Le Groupe spécial constate que ce mode de présentation est suffisant pour parvenir à une conclusion sur les tendances suivies par les importations dans le passé le plus récent et ne prend donc pas position sur la question de savoir si ces données portant sur une période de six mois peuvent être "annualisées" et de quelle manière, question sur laquelle les parties sont en désaccord.



ii) Allégations et arguments des parties

10.223 Les arguments des parties concernant les constatations de l'USITC sont exposés dans les sections VII.F.4 et 5 e) *supra*.

iii) Analyse par le Groupe spécial

Importations en termes absolus

10.224 Le Groupe spécial pense que la détermination de l'USITC concernant l'accroissement des importations de barres d'armature en termes absolus[5093] contient une explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayent la détermination. Il estime en particulier qu'elle équivaut à une telle explication motivée et adéquate, étant donné que les importations ont plus que triplé entre 1996 et 1999 (passant de 581 731 tonnes à 1,8 million de tonnes) et ont ensuite fléchi de façon assez insignifiante en 2000 (pour descendre à 1,7 million de tonnes, soit une baisse de 5,6 pour cent), et pendant la période intermédiaire de 2001 (baisse de 13,5 pour cent).

10.225 Ces baisses en soi ne sont peut-être pas insignifiantes, mais comme le Groupe spécial l'a dit, l'analyse des importations doit prendre en compte toutes les caractéristiques de l'évolution des importations pendant la période considérée, ce que l'USITC a fait en ce qui concerne les importations de barres d'armature. Étant donné que les importations ont triplé, la baisse enregistrée pendant les 18 derniers mois n'est pas assez significative pour contrecarrer la conclusion selon que les barres d'armature "sont importées en quantités tellement accrues". Comme le Groupe spécial l'a dit, il n'est pas nécessaire que les importations "soient *croissantes*". En revanche, le produit doit (au moment présent) être importé "en quantités *accrues*". Il ne fait aucun doute pour le Groupe spécial que l'accroissement enregistré jusqu'en 1999 est assez récent et que la baisse ultérieure – par comparaison – assez faible pour étayer une telle conclusion. Compte tenu de ces faits, le Groupe spécial n'est donc pas d'accord avec l'affirmation des plaignants. Au contraire, les barres d'armature sont, en fait, importées dans des quantités qui se sont récemment et soudainement accrues.

[5093] Rapport de l'USITC, volume I, page 109.

10.226 Quant à la question de savoir si l'accroissement a été assez soudain, assez brutal, assez récent et assez important *pour causer un dommage grave* qui a été soulevée par les plaignants, il est préférable de l'aborder dans le contexte du *fait de causer un dommage grave*, et non dans le contexte de la condition relative à un accroissement, pour lequel aucun jugement fondé à cet égard ne peut être émis. La constatation du Groupe spécial concernant l'accroissement des importations doit être lue conjointement avec les constatations qu'il a formulées ultérieurement sur les autres conditions énoncées à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes. En conséquence, le Groupe spécial estime que la détermination de l'USITC concernant l'accroissement des importations de barres d'armature[5094] contient une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la détermination.

Importations en termes relatifs

10.227 Étant donné la constatation formulée par le Groupe spécial au sujet des importations en termes absolus, il n'est pas nécessaire de faire des constatations sur les importations en termes relatifs, puisqu'elles ne pourraient pas modifier le résultat global, à savoir que les allégations de violation de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes présentées par les plaignants eu égard à l'absence d'un accroissement des importations doivent être rejetées. Le Groupe spécial s'étant déjà prononcé sur ces allégations sur la base des importations en termes absolus, il ne voit pas la nécessité d'examiner les allégations concernant les importations en termes relatifs.

Conclusion

10.228 En conséquence, le Groupe spécial constate que le rapport de l'USITC contenait une explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient la détermination faite au sujet de l'"accroissement des importations" de barres d'armature pour ce qui est des importations en termes absolus. La détermination de l'USITC selon laquelle les barres d'armature étaient importées en "quantités accrues" n'est pas incompatible avec la prescription de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes voulant que le produit "[soit] importé en quantités (tellement) accrues". Le Groupe spécial rejette les allégations de violation présentées à cet égard.

f) Tubes soudés

i) Constatations de l'USITC

10.229 S'agissant de l'accroissement des importations de tubes soudés, l'USITC a déterminé ce qui suit:

> "Nous constatons qu'il est satisfait au critère légal de l'accroissement des importations. Les importations de tubes soudés autres que les OCTG se sont accrues d'une manière régulière au cours de la majeure partie de la période considérée, à la fois en termes absolus et par rapport à la production nationale, le plus fort accroissement se produisant en 2000. Elles sont passées de 1,57 million de tonnes courtes en 1996 à 1,86 million de tonnes courtes en 1997 et à 2,26 millions de tonnes courtes en 1998, ont légèrement fléchi pour descendre à 2,12 millions de tonnes courtes en 1999, puis ont enregistré une poussée pour atteindre 2,63 millions de tonnes courtes en 2000. Elles se sont accrues de 24,2 pour cent en quantité entre 1999 et 2000, ce qui correspond à l'accroissement annuel en pourcentage le plus important pour la période considérée, et elles ont atteint en 2000 leur niveau le plus élevé de la période considérée. Elles se sont maintenues à un niveau très élevé

[5094] Rapport de l'USITC, volume I, page 109.

> pendant la période intermédiaire de 2001, juste au-dessous (1,7 pour cent) du niveau atteint à la période correspondante de 2000. Elles étaient de 1,41 million de tonnes courtes pendant la période intermédiaire de 2001, contre 1,44 million de tonnes courtes pendant la période correspondante de 2000.[5095] Ainsi, les importations de tubes soudés (autres que les OCTG) se sont accrues en termes absolus.[5096]
>
> Les importations de tubes soudés (autres que les OCTG) se sont également accrues par rapport à la production nationale, la plus forte hausse du ratio se produisant à la fin de la période considérée, entre 1999 et 2000, et en jusqu'en 2001.[5097] Les importations se sont donc accrues par rapport à la production nationale et également en termes absolus."[5098]

10.230 Les tendances des importations, à la fois en termes absolus et en termes relatifs, sont représentées dans les graphiques ci-après, qui reprennent les données sur lesquelles l'USITC s'est appuyée[5099]:

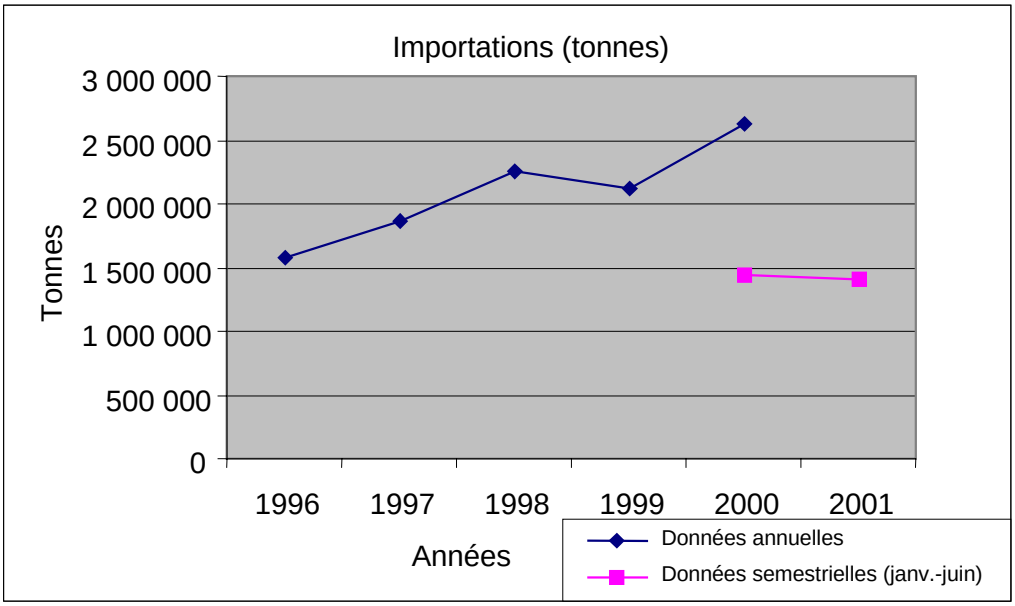
[5095] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, TUBULAR-C-4.

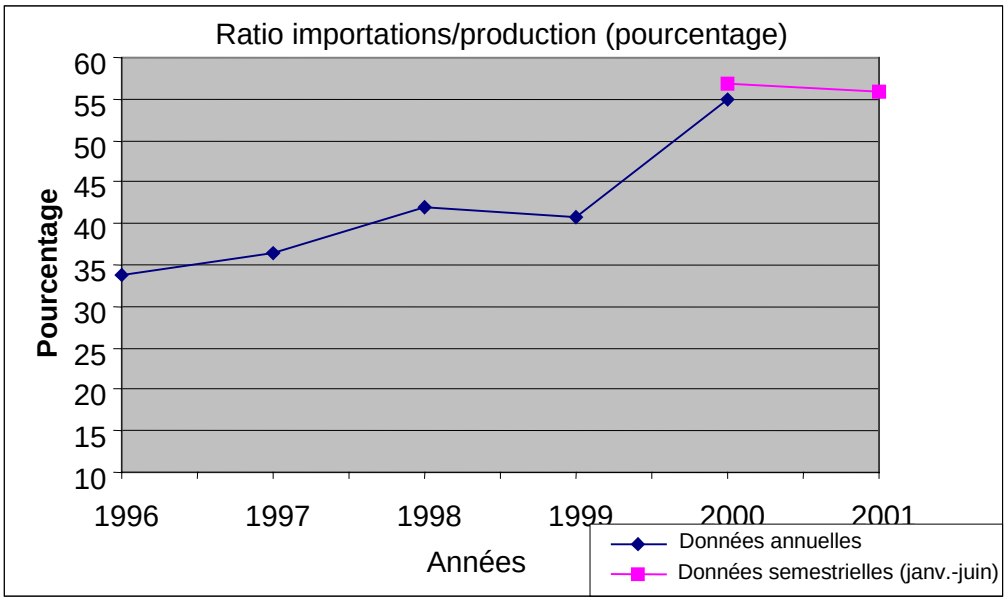
[5096] (Note de bas de page de l'original) L'ESTA fait valoir que les importations de tubes et de tuyaux soudés ont diminué pendant la période la plus récente, d'après les données qu'elle a recueillies pour 2001. ESTA Posthearing Injury Brief, pages 8 et 9. L'ESTA a fourni une importante documentation sur le produit qui a été introduit en tant que tôles par la société Berg Steel Pipe Corporation dans sa zone de commerce extérieur – mais qui est entré à des fins douanières en tant qu'importations de tubes et tuyaux soudés destinées à la consommation – pour cette période limitée dans une communication distincte. *Voir* la communication de l'ESTA du 9 octobre 2001. Nous notons que la société Berg n'a fourni des données que pour la période intermédiaire de 2001, alors qu'elle a exercé des activités similaires pendant les années antérieures, y compris pendant la période que nous avons considérée. *Voir*, par exemple, *Certain Cut-to-Length Steel Plate from France, India, Indonesia, Italy, Japan, and Korea*, Invs. n° 701-TA-387-391 (Final) et 731-TA-816-821 (Final), USITC Pub. 3273 (janv. 2000), IV-5. Procéder à un ajustement des données concernant une partie seulement de la période considérée pourrait induire en erreur. En tout état de cause, même si ces quantités sont exclues, la tendance générale des importations sur une base annuelle n'est pas modifiée, pas plus que le fait que les importations ont été plus élevées pendant la période allant de janvier à juin 2001 que pendant le semestre précédent (juillet à décembre 2000). En conséquence, ces données ne modifient pas notre conclusion selon laquelle les importations se sont accrues ou (comme il est expliqué plus bas) selon laquelle l'accroissement des importations est une cause substantielle de la menace de dommage grave.

[5097] (Note de bas de page de l'original) En 1996, le ratio des importations à la production était de 33,8 pour cent. Il est passé à 36,4 pour cent en 1997 et à 41,9 pour cent en 1998, a légèrement diminué pour descendre à 40,8 pour cent en 1999, puis a enregistré un accroissement brutal, atteignant 55,0 pour cent en 2000. Le ratio des importations à la production était de 55,9 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001, ce qui est comparable au niveau de 56,8 pour cent enregistré pendant la période correspondante de 2000. RC, TUBULAR-11; RP, TUBULAR-8.

[5098] Rapport de l'USITC, volume I, pages 157 et 158.

[5099] Les données représentées dans les deux graphiques ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau TUBULAR-6, TUBULAR-8, et le tableau TUBULAR-C-4. Comme le montrent ces graphiques, les données pour 2001 n'ont pas été "annualisées", mais sont restées sous une forme brute. Le Groupe spécial constate que ce mode de présentation est suffisant pour parvenir à une conclusion sur les tendances suivies par les importations dans le passé le plus récent et ne prend donc pas position sur la question de savoir si ces données portant sur une période de six mois peuvent être "annualisées" et de quelle manière, question sur laquelle les parties sont en désaccord.





ii) Allégations et arguments des parties

10.231 Les arguments des parties concernant les constatations de l'USITC sont exposés dans les sections VII.F.4 et 5 f) *supra*.

iii) Analyse par le Groupe spécial

Importations en termes absolus

10.232 Dans le présent contexte, le Groupe spécial n'examine pas l'affirmation des Communautés européennes, de la Corée et de la Suisse, selon laquelle l'USITC était censée formuler des constatations sur chacun des produits spécifiques qu'elle avait regroupés dans la catégorie "certains

produits tubulaires".[5100] Cette affirmation s'apparente aux arguments présentés par les Communautés européennes, la Corée et la Suisse selon lesquels les définitions du "produit importé" et de la "branche de production nationale de produits similaires" étaient erronées. Dans son examen de la constatation d'un "accroissement des importations" formulée par l'USITC, le Groupe spécial évaluera la détermination de l'USITC en prenant pour base le produit identifié par l'USITC en l'espèce sans préjudice de la question de la définition du produit/de la branche de production nationale en soi.[5101]

10.233 Le Groupe spécial pense que la détermination de l'USITC concernant l'accroissement des importations de tubes soudés en termes absolus[5102] contient une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la détermination. L'USITC a pris en compte les données relatives aux importations pour chacune des années de la période visée par l'enquête et a effectué une analyse satisfaisante de l'évolution des importations. Comme l'USITC l'a relevé, les importations n'ont diminué que de 1998 à 1999 (tombant de 2,26 à 2,12 millions de tonnes courtes, ce qui représente une baisse de 6,2 pour cent) et de la période intermédiaire de 2000 à 2001 (de 1,7 pour cent)[5103], alors qu'elles ont enregistré des accroissements pendant toutes les autres années. Chacun de ces accroissements a été plus important que les deux baisses susmentionnées, de sorte que d'une manière générale, l'évaluation conclut à un accroissement clairement perceptible. Étant donné l'accroissement total qui a eu lieu de 1996 à 2000 (de 1,57 million de tonnes courtes à 2,63 millions de tonnes courtes, soit un accroissement de 67,5 pour cent), malgré la baisse ultérieure enregistrée pendant la période intermédiaire de 2001 (de 1,7 pour cent), les importations sont restées à des niveaux accrus même dans le passé le plus récent. Ces faits qui étaient répertoriés et évalués dans le rapport de l'USITC étayent bien, de l'avis du Groupe spécial, une conclusion indiquant que les tubes soudés "sont importés en quantités (tellement) accrues".

10.234 L'accroissement présente aussi dans une certaine mesure un caractère soudain, brutal et important. Le Groupe spécial n'est pas d'accord avec l'affirmation de la Suisse selon laquelle l'accroissement des importations de tubes soudés a été un accroissement "régulier" et "graduel", auquel il était "possible de s'ajuster", et qui ne satisfaisait par conséquent pas aux prescriptions de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Le Groupe spécial reconnaît qu'il est possible que, en raison du rythme graduel et régulier d'un accroissement, la branche de production nationale parvienne à s'ajuster et ne subisse donc pas de dommage. Ce point doit toutefois être abordé dans le contexte de la question consistant à savoir s'il y a un dommage grave et s'il a été causé par un accroissement des importations. Un accroissement en termes absolus peut même aller de pair avec un accroissement aussi important, voire plus important, de la production nationale et une branche de production nationale prospère. Dans un tel cas de figure, il n'y aurait pas d'accroissement en termes relatifs et peut-être *aucun fait de causer un dommage grave*. Néanmoins, pour que la première condition énoncée à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes soit remplie, un accroissement en termes absolus (sans accroissement en termes relatifs) est suffisant.

[5100] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 236. Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 140 et 283 à 285.

[5101] Le Groupe spécial rappelle que, par souci de logique, il a dû partir de cette hypothèse pour être en mesure d'examiner la détermination de l'USITC en vue d'évaluer l'allégation d'incompatibilité avec la prescription relative à l'"accroissement des importations". Il note que des groupes spéciaux précédents ainsi que l'Organe d'appel sont partis d'hypothèses semblables, *voir*, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 121 et 172; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 8.1.

[5102] Rapport de l'USITC, volume I, page 157.

[5103] *Ibid.*

10.235 Le Groupe spécial considère également que le point soulevé par la Suisse pour indiquer que l'accroissement entre 1996 et 1998 était plus important et n'avait pas abouti à l'imposition d'une mesure de sauvegarde est dénué de pertinence. Les Membres de l'OMC ne renoncent pas à leur droit d'imposer une mesure de sauvegarde parce qu'ils se sont abstenus de prendre une mesure de ce type dans une situation antérieure. Rien ne justifie non plus l'argument additionnel selon lequel, en raison de l'existence d'un accroissement à un moment antérieur, l'accroissement le plus récent ne peut être assez soudain et brutal pour pouvoir être considéré comme un accroissement au sens de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Selon cet argument, un Membre renoncerait au droit de prendre une mesure de sauvegarde, si dans le passé le plus éloigné, il y avait eu un accroissement très brutal et soudain suivi d'un accroissement moins important causant un dommage grave additionnel à la branche de production nationale pertinente. Le Groupe spécial ne voit rien dans l'article XIX:1 du GATT de 1994 ni dans l'Accord sur les sauvegardes à l'appui de la thèse selon laquelle un Membre de l'OMC ne serait pas autorisé à appliquer une mesure de sauvegarde dans un tel cas de figure.

10.236 La question de savoir si l'accroissement dans la présente affaire a été assez soudain, assez brutal, assez récent et assez important *pour causer un dommage grave* doit être abordée dans le contexte du *fait de causer un dommage grave*, et non dans le contexte de la condition relative à un accroissement, pour lequel aucun jugement fondé à cet égard ne peut être émis. À cet égard, la constatation du Groupe spécial concernant l'accroissement des importations doit être lue conjointement avec les constatations qu'il a formulées ultérieurement sur les autres conditions énoncées à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

10.237 Le Groupe spécial rejette aussi l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle l'USITC n'a pas communiqué les accroissements annuels en pourcentage ni évalué *toutes* les tendances en comparant les accroissements et les baisses pendant la période visée par l'enquête.[5104] L'Accord sur les sauvegardes ne prescrit pas de présenter les données sous toutes les formes possibles. Il prescrit en revanche de donner une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la conclusion relative à l'accroissement des importations. Le Groupe spécial pense que l'USITC s'est conformée à cette prescription en l'espèce.

Importations en termes relatifs

10.238 Étant donné la constatation formulée par le Groupe spécial au sujet des importations en termes absolus, il n'est pas nécessaire de faire des constatations sur les importations en termes relatifs, puisqu'elles ne pourraient pas modifier le résultat global à savoir que les allégations de violation de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes présentées par les plaignants eu égard à l'absence d'un accroissement des importations doivent être rejetées. Le Groupe spécial s'étant déjà prononcé sur ces allégations sur la base des importations en termes absolus, il ne voit pas la nécessité d'examiner les allégations concernant l'accroissement en termes relatifs.

Conclusion

10.239 En conséquence, le Groupe spécial constate que le rapport de l'USITC contenait une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayaient la détermination faite au sujet de l'"accroissement des importations" de tubes soudés pour ce qui est des importations en termes absolus. La détermination de l'USITC selon laquelle les tubes soudés étaient importés en "quantités accrues" n'est pas incompatible avec la prescription de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes voulant que le produit "[soit] importé en quantités (tellement) accrues". Par conséquent, le Groupe spécial rejette les allégations de violation qui ont été présentées à cet égard.

[5104] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 334.

g) ABJT

i) Constatations de l'USITC

10.240 S'agissant de l'accroissement des importations d'ABJT, l'USITC a déterminé ce qui suit:

> "Nous constatons qu'il est satisfait au critère légal de l'accroissement des importations. Les importations d'accessoires et de brides se sont accrues d'une manière régulière à la fois en termes absolus et par rapport à la production nationale pendant la période considérée, le plus fort accroissement se produisant à la fin de la période. Elles ont progressé de 30,8 pour cent de 1996 à 2000, y compris de 15,3 pour cent entre 1999 et 2000. Elles étaient en hausse de 32,1 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à la période correspondante de 2000.[5105]
>
> Le ratio des importations à la production des États-Unis s'est aussi considérablement accru pendant la période considérée, passant de 50,5 pour cent en 1996 à 69,7 pour cent en 2000 et a atteint son plus fort niveau pour une année complète en 2000. Il a été considérablement plus élevé pendant la période intermédiaire de 2001 (88,8 pour cent) que pendant la période correspondante de 2000 (59,4 pour cent).[5106]
>
> Ainsi, les importations d'accessoires, de brides et de joints de tige entrent aux États-Unis en quantités accrues."[5107]

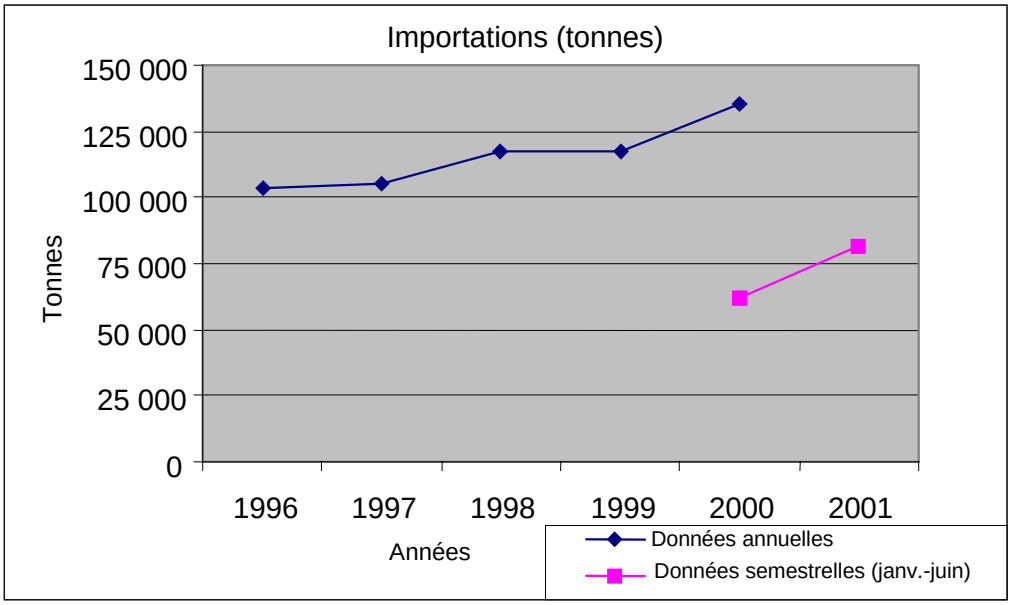
10.241 Les tendances des importations, à la fois en termes absolus et en termes relatifs, sont représentées dans les graphiques ci-après, qui reprennent les données sur lesquelles l'USITC s'est appuyée.[5108]

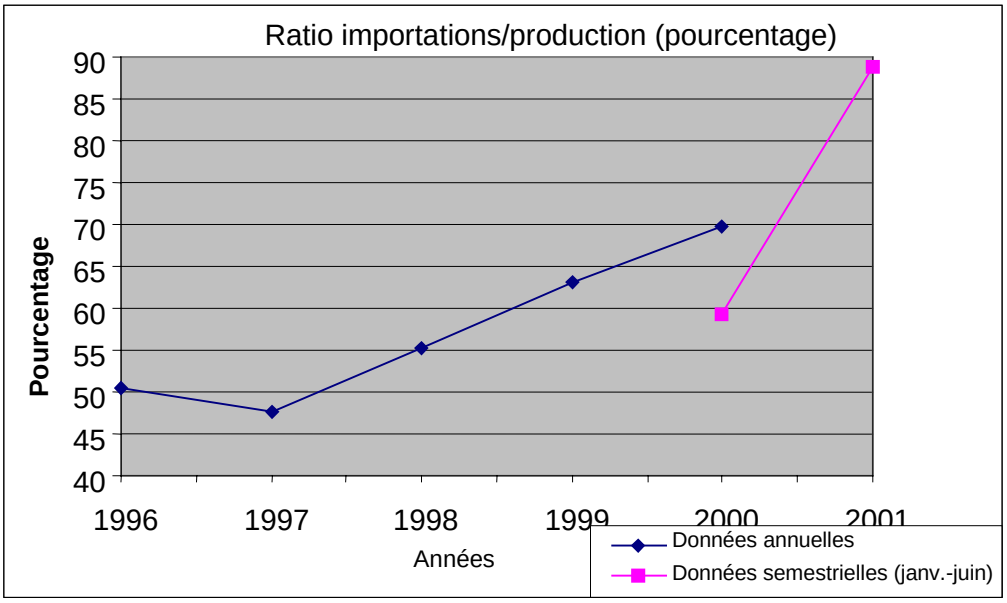
[5105] (Note de bas de page de l'original) Les importations ont atteint le niveau le plus élevé de la période considérée en 2000 (135 399 tonnes courtes) et ont nettement progressé par rapport au deuxième plus fort niveau annuel enregistré, celui de 1999 (117 461 tonnes courtes). Elles étaient de 81 380 tonnes courtes pendant la période intermédiaire de 2001, ce qui est bien supérieur au niveau de la période correspondante de 2000 (61 588 tonnes courtes). La valeur des importations totales a aussi considérablement augmenté pendant la période considérée (45,9 pour cent), et entre 1999 et 2000 (19,3 pour cent), et elle a atteint le niveau le plus élevé pour une année complète en 2000 (307,9 millions de dollars). La valeur des importations a été bien plus élevée pendant la période intermédiaire de 2001 (182,3 millions de dollars) que pendant la période correspondante de 2000 (144,7 millions de dollars). RC et RP, tableau TUBULAR-C-6.

[5106] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau TUBULAR-8.

[5107] Rapport de l'USITC, volume I, page 171.

[5108] Les données représentées dans les deux graphiques ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau TUBULAR-8, TUBULAR-10, et le tableau TUBULAR-C-6. Comme le montrent ces graphiques, les données pour 2001 n'ont pas été "annualisées", mais sont restées sous une forme brute. Le Groupe spécial constate que ce mode de présentation est suffisant pour parvenir à une conclusion sur les tendances suivies par les importations dans le passé le plus récent et ne prend donc pas position sur la question de savoir si ces données portant sur une période de six mois peuvent être "annualisées" et de quelle manière, question sur laquelle les parties sont en désaccord.





ii) Allégations et arguments des parties

10.242 Les arguments des parties concernant les constatations de l'USITC sont exposés dans les sections VII.F.4 et 5 g) *supra*.

iii) Analyse par le Groupe spécial

Importations en termes relatifs

10.243 Dans le présent contexte, le Groupe spécial n'examine pas l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle l'USITC était censée formuler des constatations sur chacun des produits

spécifiques qu'elle avait regroupés dans une gamme de produits hétérogènes.[5109] Ce même argument a été présenté par les Communautés européennes lorsqu'elles ont allégué que les définitions du "produit importé" et de la "branche de production nationale de produits similaires" étaient erronées. Dans son examen de la constatation d'un "accroissement des importations", le Groupe spécial évaluera la détermination de l'USITC en prenant pour base la catégorie de produits pour laquelle la détermination a été rendue. Dans cet examen, il est supposé que la définition du produit est correcte, sans préjudice de la question concernant la définition du produit/de la branche de production nationale en soi.[5110]

10.244 Le Groupe spécial pense que la détermination de l'USITC concernant l'accroissement des importations d'ABJT en termes relatifs[5111] contient une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la détermination. L'USITC a noté à quel point les importations s'étaient accrues, par rapport à la production nationale, pendant l'ensemble de la période visée par l'enquête et a évalué l'importance de cet accroissement. Elle a aussi noté que les accroissements les plus importants avaient eu lieu à la fin de la période considérée (de 50,5 à 69,7 pour cent en 2000 et de 59,4 à 88,8 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001). De plus, étant donné qu'une baisse (de 50,5 pour cent à 47,7 pour cent) ne s'est produite que pendant la période allant de 1996 à 1997 et qu'elle a été moins importante que chacun des accroissements enregistrés sur une base annuelle par la suite, le Groupe spécial considère que l'accroissement constaté par l'USITC a un caractère récent. Ces faits répertoriés et évalués dans le rapport de l'USITC étayent, de l'avis du Groupe spécial, une conclusion indiquant que les ABJT "sont importés en quantités (tellement) accrues".

10.245 L'accroissement présente aussi dans une certaine mesure un caractère brutal, soudain et important, en particulier dans le passé très récent. Le Groupe spécial ne partage pas l'opinion des Communautés européennes lorsqu'elles affirment que l'USITC n'a pas expliqué pourquoi l'"accroissement régulier" des importations d'ABJT était "assez brutal et important pour causer un dommage grave ou une menace de dommage grave".[5112]

10.246 La question de savoir si l'accroissement dans la présente affaire a été assez brutal et important *pour causer un dommage grave ou menace de dommage grave* doit être abordée dans le contexte du *fait de causer un dommage grave ou une menace de dommage grave*, et non dans le contexte de la condition relative à un accroissement, pour lequel aucun jugement fondé à cet égard ne peut être émis. À cet égard, la constatation du Groupe spécial concernant l'accroissement des importations doit être lue conjointement avec les constatations qu'il a formulées ultérieurement sur les autres conditions énoncées à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

10.247 La détermination de l'USITC selon laquelle les ABJT étaient importés en "quantités accrues" n'est pas incompatible avec la prescription de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes voulant que le produit "[soit] importé en quantités (tellement) accrues". Le Groupe spécial rejette les allégations de violation présentées à cet égard.

[5109] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 344.

[5110] Le Groupe spécial rappelle que, par souci de logique, il a dû partir de cette hypothèse pour être en mesure d'examiner la détermination de l'USITC en vue d'évaluer l'allégation d'incompatibilité avec la prescription relative à l'"accroissement". Il note que des groupes spéciaux précédents ainsi que l'Organe d'appel sont partis d'hypothèses semblables, *voir*, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 121 et 172; et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 8.1.

[5111] Rapport de l'USITC, volume I, page 171.

[5112] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 344.

Importations en termes absolus

10.248 Étant donné la constatation formulée par le Groupe spécial au sujet des importations en termes relatifs, il n'est pas nécessaire de faire des constatations sur les importations en termes absolus, puisqu'elles ne pourraient pas modifier le résultat global à savoir que les allégations de violation de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes présentées par les plaignants eu égard à l'absence d'un accroissement des importations doivent être rejetées. Le Groupe spécial s'étant déjà prononcé sur ces allégations sur la base des importations en termes relatifs, il ne voit pas la nécessité d'examiner les allégations concernant l'accroissement en termes absolus.

Conclusion

10.249 En conséquence, le Groupe spécial constate que le rapport de l'USITC contenait une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayaient la détermination faite au sujet de l'"accroissement des importations" d'ABJT pour ce qui est des importations en termes relatifs. La détermination de l'USITC selon laquelle les ABJT étaient importés en "quantités accrues" n'est pas incompatible avec la prescription de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes voulant que le produit "[soit] importé en quantités (tellement) accrues". Par conséquent, le Groupe spécial rejette les allégations de violation présentées à cet égard.

h) Barres en aciers inoxydables

i) Constatations de l'USITC

10.250 S'agissant de l'accroissement des importations de barres en aciers inoxydables, l'USITC a déterminé ce qui suit:

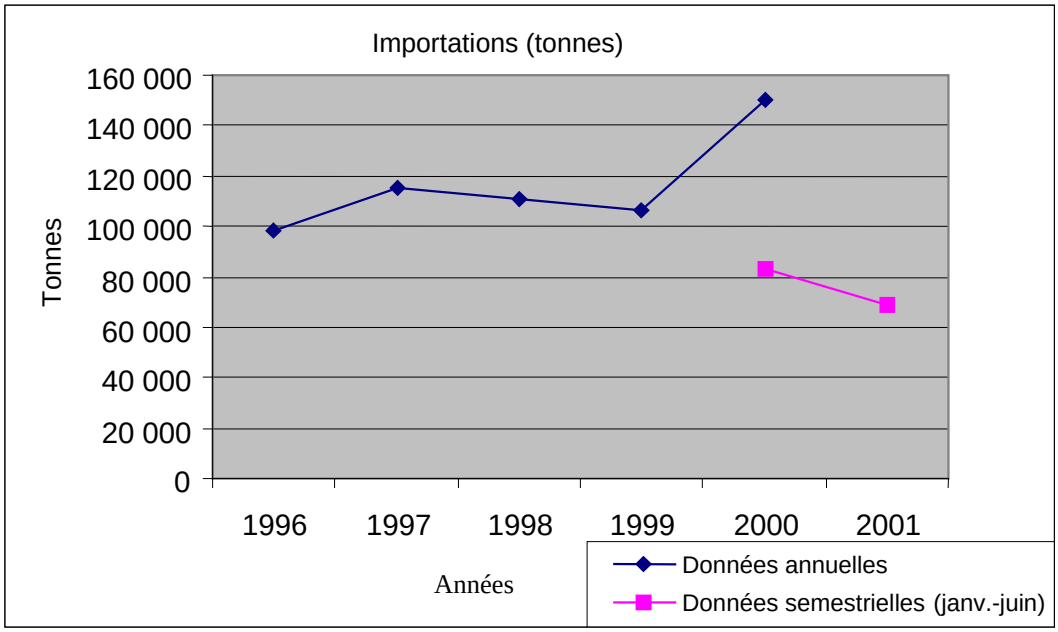
> "Nous constatons qu'il est satisfait au critère légal de l'accroissement des importations.
>
> En quantité, les importations de barres et de profilés légers en aciers inoxydables se sont accrues de 53,8 pour cent pendant les cinq années complètes de la période visée par l'enquête, passant de 97 900 tonnes courtes en 1996 à 150 600 tonnes courtes en 2000.[5113] Bien que le volume des importations ait quelque peu fluctué (en légère baisse en 1998 et en 1999 par rapport au niveau de 1997), il a enregistré un accroissement rapide et spectaculaire au cours de la dernière année complète de la période visée par l'enquête, les importations de barres en aciers inoxydables augmentant de 44 000 tonnes courtes.[5114] Le volume des importations a diminué entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001, tombant de 83 400 tonnes courtes à 69 200 tonnes courtes.[5115]
>
> Le ratio des importations de barres en aciers inoxydables à la production nationale a aussi considérablement augmenté pendant la période, puisqu'il est passé de 51,8 pour cent en 1996 à 84,1 pour cent en 2000, la plus forte hausse en pourcentage du ratio prise isolément (19,3 points de pourcentage) se produisant en 2000.[5116] Le ratio des

[5113] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-6 et STAINLESS-C-4.
[5114] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-6 et STAINLESS-C-4.
[5115] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-6 et STAINLESS-C-4.
[5116] (Note de bas de page de l'original) CR et RP, tableau STAINLESS-6.

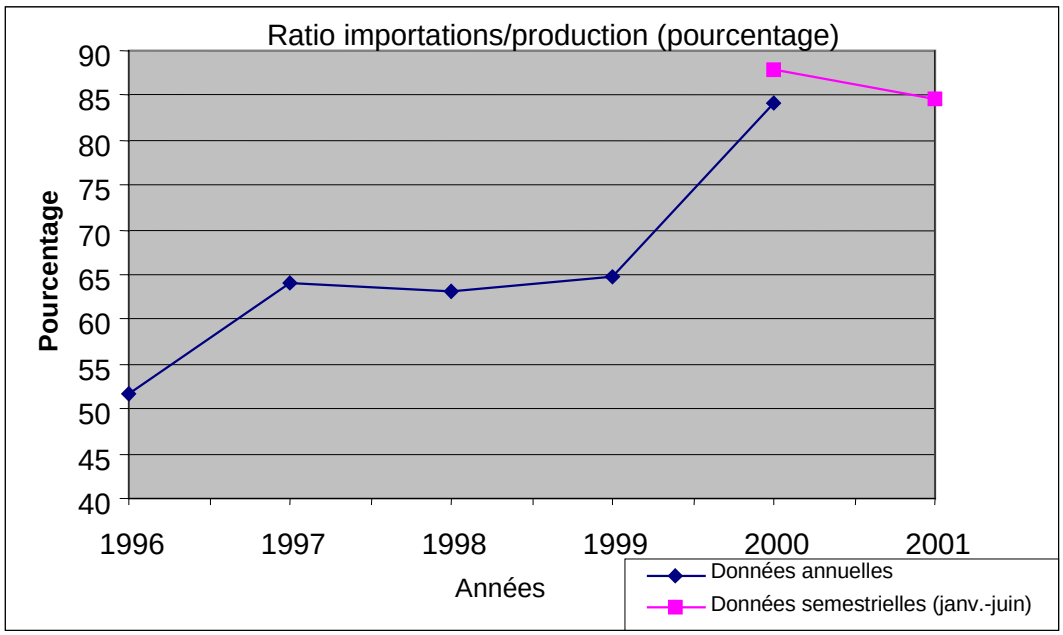
importations à la production nationale est tombé de 87,9 pour cent pendant la période intermédiaire de 2000 à 84,6 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001.[5117]

En résumé, les importations de barres et de profilés légers se sont considérablement accrues, à la fois en quantité et par rapport à la production nationale, entre 1996 et 2000, le plus fort accroissement des importations se produisant pendant la dernière année complète de la période. Bien qu'il y ait eu une baisse des importations en quantité et par rapport à la production nationale entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001, nous constatons qu'il est satisfait au premier critère légal."[5118]

10.251 Les tendances des importations, à la fois en termes absolus et en termes relatifs, sont représentées dans les graphiques ci-après, qui reprennent les données sur lesquelles l'USITC s'est appuyée[5119]:



[5117] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau STAINLESS-6.
[5118] Rapport de l'USITC, volume I, pages 205 et 206.
[5119] Les données représentées dans les deux graphiques ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau STAINLESS-6, STAINLESS-11, et le tableau STAINLESS-C-4. Comme le montrent ces graphiques, les données pour 2001 n'ont pas été "annualisées", mais sont restées sous une forme brute. Le Groupe spécial constate que ce mode de présentation est suffisant pour parvenir à une conclusion sur les tendances suivies par les importations dans le passé le plus récent et ne prend donc pas position sur la question de savoir si ces données portant sur une période de six mois peuvent être "annualisées" et de quelle manière, question sur laquelle les parties sont en désaccord.



ii) Allégations et arguments des parties

10.252 Les arguments des parties concernant les constatations de l'USITC sont exposés dans les sections VII.F.4 et 5 h) *supra*.

iii) Analyse par le Groupe spécial

Importations en termes relatifs

10.253 Le Groupe spécial pense que la détermination de l'USITC concernant l'accroissement des importations de barres en aciers inoxydables, par rapport à la production nationale[5120], contient une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la détermination. L'USITC a constaté que le "ratio des importations de barres en aciers inoxydables à la production nationale a[vait] considérablement augmenté pendant la période, puisqu'il [était] passé de 51,8 pour cent en 1996 à 84,1 pour cent en 2000". Elle a aussi noté que "la plus forte hausse en pourcentage du ratio prise isolément (19,3 points de pourcentage)" s'était produite en 2000. Selon elle, le léger repli enregistré dans le passé le plus récent (baisse de 87,9 pour cent pendant la période intermédiaire de 2000 à 84,6 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001) n'empêchait pas de constater qu'il était satisfait à la prescription relative à l'accroissement des importations.[5121]

10.254 Le Groupe spécial considère qu'il s'agit d'une explication satisfaisante de la manière dont les faits étayent la détermination. En particulier, compte tenu de l'accroissement important enregistré de 1999 à 2000 (19,3 points de pourcentage), le fléchissement de 3,3 points de pourcentage entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001 est, contrairement à ce que les Communautés européennes ont déclaré[5122], insignifiant. Il n'empêche pas de constater simultanément que les importations, par rapport à la production nationale, restent à des niveaux élevés de sorte que les barres en aciers inoxydables "sont importées en quantités (tellement) accrues".

[5120] Rapport de l'USITC, volume I, pages 101 et 102.
[5121] Rapport de l'USITC, volume I, page 206.
[5122] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 350.

10.255 Le Groupe spécial considère que, compte tenu de l'accroissement brutal survenu de 1999 à 2000, l'accroissement des importations de barres en aciers inoxydables en termes relatifs présente dans une certaine mesure un caractère récent, brutal, soudain et important. La question de savoir si l'accroissement de 40,6 pour cent est *assez* soudain, brutal et important *pour causer un dommage grave* doit être abordée dans le contexte du *fait de causer un dommage grave*, et non dans le contexte de la condition relative à l'accroissement, pour lequel aucun jugement fondé à cet égard ne peut être émis. À cet égard, la constatation du Groupe spécial concernant l'accroissement des importations doit être lue conjointement avec les constatations qu'il a formulées ultérieurement sur les autres conditions énoncées à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

Importations en termes absolus

10.256 Étant donné la constatation formulée par le Groupe spécial au sujet des importations en termes relatifs, il n'est pas nécessaire de faire des constatations sur les importations en termes absolus, puisqu'elles ne pourraient pas modifier le résultat global, à savoir que les allégations de violation de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes présentées par les plaignants eu égard à l'absence d'un accroissement des importations doivent être rejetées. En conséquence, le Groupe spécial s'étant déjà prononcé sur ces allégations sur la base des importations en termes relatifs, il ne voit pas la nécessité d'examiner les allégations concernant l'accroissement en termes absolus.

Conclusion

10.257 En conséquence, le Groupe spécial constate que le rapport de l'USITC contenait une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayaient la détermination faite au sujet de l'"accroissement des importations" de barres en aciers inoxydables pour ce qui est des importations en termes relatifs. La détermination de l'USITC selon laquelle les barres en aciers inoxydables étaient importées en "quantités accrues" n'est pas incompatible avec la prescription de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes voulant que le produit "[soit] importé en quantités (tellement) accrues". Par conséquent, le Groupe spécial rejette les allégations de violation présentées à cet égard.

i) Fils en aciers inoxydables

i) Constatations de l'USITC

10.258 S'agissant de l'accroissement des importations de fils en aciers inoxydables, l'USITC a déterminé ce qui suit:

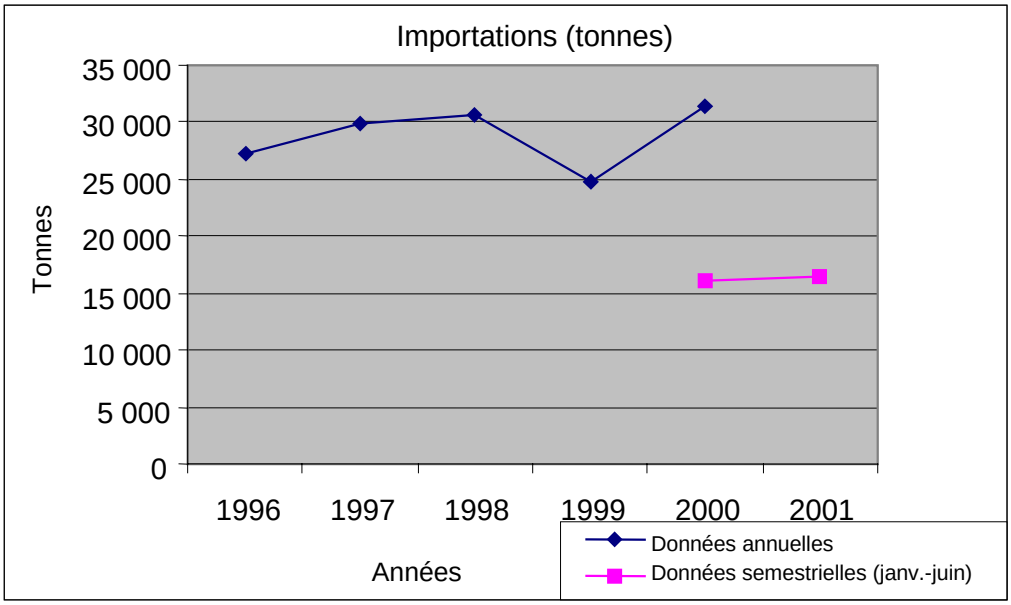
> "Nous constatons qu'il est satisfait au critère légal de l'accroissement des importations.
>
> En quantité, les importations de fils en aciers inoxydables se sont accrues, passant de 27 300 tonnes courtes en 1996 à 31 300 tonnes courtes en 2000.[5123] La quantité des importations de fils en aciers inoxydables a quelque peu fluctué pendant la période visée, passant de 27 300 tonnes courtes en 1996 à 29 900 tonnes courtes en 1997 puis à 30 700 tonnes courtes en 1998.[5124] Elle a ensuite fléchi de 19,4 pour cent, tombant à 24 700 tonnes courtes en 1999. En quantité, le plus fort accroissement des importations, pris isolément, s'est toutefois produit entre 1999 et 2000, lorsque les

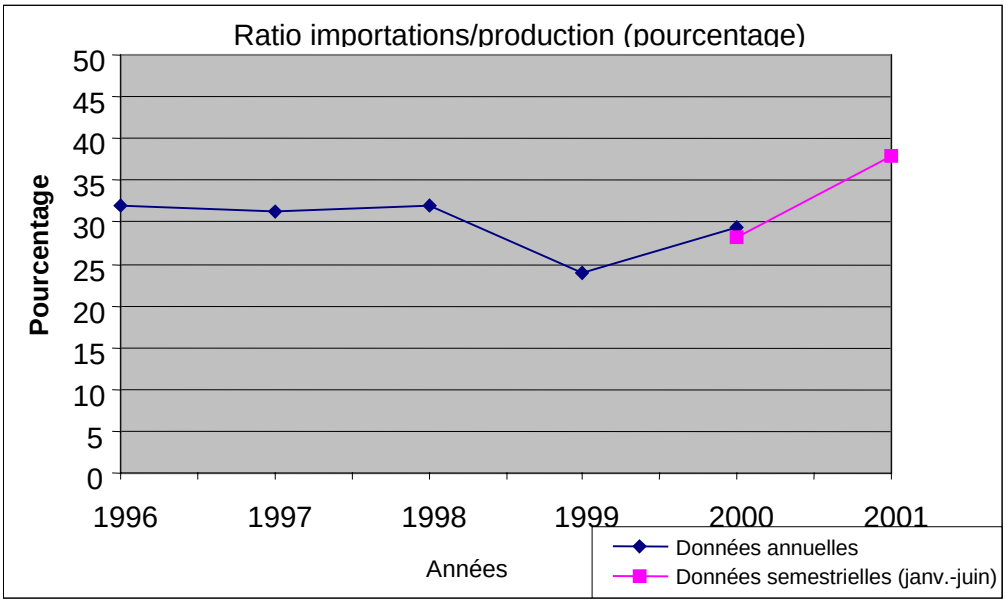
[5123] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-9 et STAINLESS-C-7.
[5124] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-9 et STAINLESS-C-7.

> importations ont augmenté de 26,5 pour cent, passant de 24 800 tonnes courtes à 31 300 tonnes courtes.[5125] La quantité des importations de fils en aciers inoxydables a augmenté entre la période intermédiaire de 2000 et 2001, le volume des importations passant de 16 000 tonnes courtes à 16 500 tonnes courtes.[5126]
>
> Le ratio des importations de fils en aciers inoxydables à la production nationale a suivi une tendance similaire pendant la période visée par l'enquête. Il est resté relativement stable (entre 31 et 32 pour cent) pendant les trois premières années de la période, mais il est ensuite tombé à 23,9 pour cent en 1999.[5127] Le ratio des importations de fils en aciers inoxydables à la production nationale a ensuite progressé de 5,5 points de pourcentage, pour monter à 29,4 pour cent en 2000.[5128] Il a atteint son niveau le plus élevé de la période, 38 pour cent, pendant la période intermédiaire de 2001.[5129]
>
> En résumé, il ressort du dossier que les importations de fils en aciers inoxydables se sont accrues en quantité et par rapport à la production nationale pendant la période visée par l'enquête. En conséquence, nous constatons qu'il est satisfait au premier critère légal."[5130, 5131]

10.259 Les tendances des importations, à la fois en termes absolus et en termes relatifs, sont représentées dans les graphiques ci-après, qui reprennent les données sur lesquelles l'USITC s'est appuyée[5132]:

[5125] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-9 et STAINLESS-C-7.
[5126] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-9 et STAINLESS-C-7.
[5127] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-9 et STAINLESS-C-7.
[5128] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-9 et STAINLESS-C-7.
[5129] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-9 et STAINLESS-C-7.
[5130] (Note de bas de page de l'original) Le Président Koplan ne s'associe pas à l'avis exprimé dans le reste de cette section.
[5131] Rapport de l'USITC, volume I, pages 234 et 235.
[5132] Les données représentées dans les deux graphiques ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau STAINLESS-9, STAINLESS-14, et le tableau STAINLESS-C-7. Comme le montrent ces graphiques, les données pour 2001 n'ont pas été "annualisées", mais sont restées sous une forme brute. Le Groupe spécial constate que ce mode de présentation est suffisant pour parvenir à une conclusion sur les tendances suivies par les importations dans le passé le plus récent et ne prend donc pas position sur la question de savoir si ces données portant sur une période de six mois peuvent être "annualisées" et de quelle manière, question sur laquelle les parties sont en désaccord.





ii) Allégations et arguments des parties

10.260 Les arguments des parties concernant les constatations de l'USITC sont exposés dans les sections VII.F.4 et 5 i) ainsi que VII.O.1 et 3 *supra*.

iii) Analyse par le Groupe spécial

10.261 Pour commencer, le Groupe spécial relève que, dans leur défense, les États-Unis s'appuient non seulement sur les constatations d'un accroissement des importations établies par le commissaire Koplan, mais aussi sur les constatations formulées par les commissaires Bragg et Devaney. Le premier a établi des constatations sur les fils en aciers inoxydables en tant que produit distinct alors que les deux derniers ont formulé des constatations positives au sujet d'une catégorie de produits plus

large que les fils en aciers inoxydables (les fils et câbles en aciers inoxydables). À cet égard, la situation est équivalente à celle qui s'est présentée pour les produits étamés ou chromés, puisque les autres commissaires qui ont défini les fils en aciers inoxydables comme étant un produit distinct n'ont pas abouti à un résultat positif. Dans la Proclamation de mars, le Président n'a choisi aucune des diverses déterminations positives pour fonder sa décision d'imposer la mesure de sauvegarde sur les fils en aciers inoxydables. En fait, conformément à la législation intérieure, il a "décidé de considérer les déterminations des groupes de commissaires ayant voté de façon positive en ce qui concerne [les produits étamés ou chromés et les fils en aciers inoxydables] comme la détermination de l'USITC".[5133] En conséquence, il apparaît que le Président a fondé sa détermination sur les constatations formulées par l'ensemble des trois commissaires (Bragg, Devaney et Koplan), bien que ces trois commissaires n'aient pas effectué leur analyse en utilisant la même définition des produits similaires.

10.262 Pour les raisons exposées plus haut au sujet de la (des) détermination(s) l'USITC concernant les produits étamés ou chromés[5134], le Groupe spécial pense que l'Accord sur les sauvegardes n'autorise pas la combinaison de constatations en tant qu'élément étayant une détermination, lorsque ces constatations ont été établies sur la base de produits définis de façon différente. Si ces constatations ne peuvent pas être conciliées les unes avec les autres (sur le fond), elles ne peuvent pas simultanément servir de base à une détermination. Le Groupe spécial estime donc qu'il y a une violation de l'obligation prévue aux articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes de donner une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la détermination, si cette explication consiste en des explications différentes s'opposant les unes aux autres et qui, parce qu'elles ont pour base des produits différents, ne peuvent pas être conciliées sur le fond.

10.263 Ainsi, le rapport de l'USITC ne contenait pas une détermination étayée par une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayaient la détermination de l'existence d'un accroissement des importations de fils en aciers inoxydables, contrairement aux dispositions des articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

j) Fil machine en aciers inoxydables

i) Constatations de l'USITC

10.264 S'agissant de l'accroissement des importations de fil machine en aciers inoxydables, l'USITC a déterminé ce qui suit:

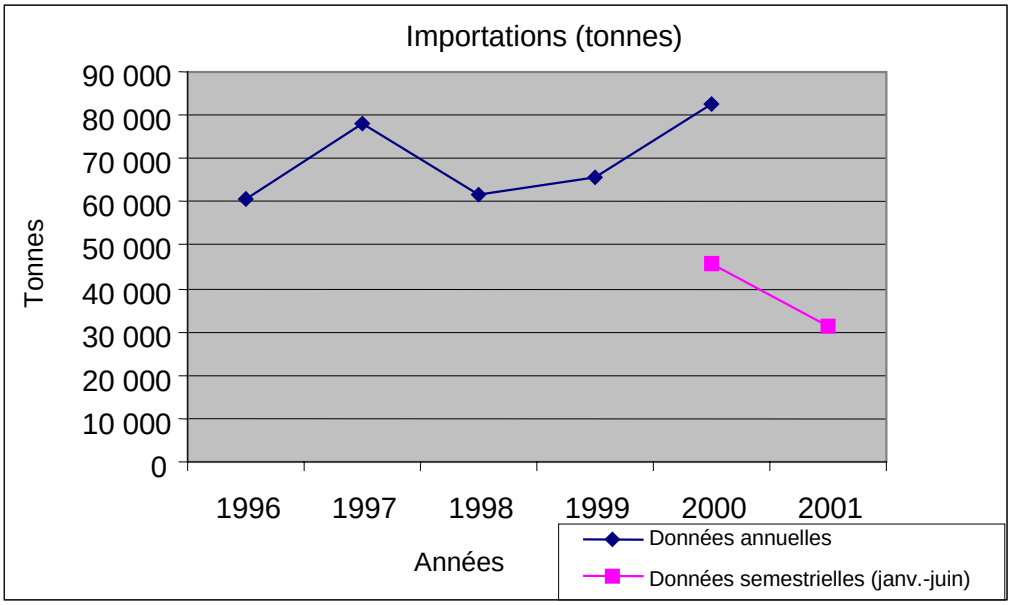
> "Nous constatons qu'il est satisfait au critère légal de l'accroissement des importations.
>
> En quantité, les importations de fil machine en aciers inoxydables se sont accrues de 36,1 pour cent pendant la période visée par l'enquête, passant de 60 500 tonnes courtes en 1996 à 82 300 tonnes courtes en 2000.[5135] Bien que la quantité des importations ait quelque peu fluctué pendant la période visée par l'enquête, le plus fort accroissement en quantité s'est produit en 2000, dernière année complète de la période visée par l'enquête, lorsque les quantités importées ont augmenté de plus de 25 pour cent, passant de 65 900 tonnes courtes à 82 300 tonnes courtes.[5136] Le volume des importations de fil machine en aciers inoxydables a diminué de 31,3 pour

[5133] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10553.
[5134] *Voir supra*, paragraphes 10.191 à 10.200.
[5135] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-7 et STAINLESS-C-5.
[5136] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-7 et STAINLESS-C-5.

> cent entre la période intermédiaire de 2000 et 2001, tombant de 45 600 tonnes courtes à 31 400 tonnes courtes.[5137] Nous notons toutefois que la part de marché absorbée par les importations est pour l'essentiel restée stable pendant la période intermédiaire de 2001, enregistrant une faible baisse de *** pour cent pendant la période intermédiaire de 2000 à *** pour cent pendant la période intermédiaire de 2001.[5138]
>
> Le ratio des importations de fil machine en aciers inoxydables à la production nationale a aussi considérablement augmenté pendant la période, passant de *** pour cent en 1996 à *** pour cent en 2000. Il a quelque peu fluctué pendant la période visée par l'enquête, mais la plus forte hausse prise isolément (*** points de pourcentage) s'est produite en 2000, dernière année complète de la période visée par l'enquête.[5139] Le ratio des importations à la production nationale est tombé de *** pour cent de la production nationale pendant la période intermédiaire de 2000 à *** pour cent pendant la période intermédiaire de 2001.[5140]
>
> En résumé, les importations de fil machine en aciers inoxydables se sont considérablement accrues, à la fois en quantité et par rapport à la production nationale, entre 1996 et 2000, un accroissement rapide et spectaculaire des importations se produisant pendant la dernière année complète de la période visée par l'enquête. En conséquence, nous constatons qu'il est satisfait au premier critère légal."[5141]

10.265 Les tendances des importations, en termes absolus, sont représentées dans le graphique ci-après qui reprend les données sur lesquelles l'USITC s'est appuyée[5142]:

[5137] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-7 et STAINLESS-C-5.
[5138] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-7 et STAINLESS-C-5.
[5139] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau STAINLESS-7.
[5140] (Note de bas de page de l'original) RC, tableau STAINLESS-7.
[5141] Rapport de l'USITC, volume I, pages 214 et 215.
[5142] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, dans le tableau STAINLESS-7, STAINLESS-12, et le tableau STAINLESS-C-5. Comme le montre ce graphique, les données pour 2001 n'ont pas été "annualisées", mais sont restées sous une forme brute. Le Groupe spécial constate que ce mode de présentation est suffisant pour parvenir à une conclusion sur les tendances suivies par les importations dans le passé le plus récent et ne prend donc pas position sur la question de savoir si ces données portant sur une période de six mois peuvent être "annualisées" et de quelle manière, question sur laquelle les parties sont en désaccord.



ii) Allégations et arguments des parties

10.266 Les arguments des parties concernant les constatations de l'USITC sont exposés dans les sections VII.F.4 et 5 j) *supra*.

iii) Analyse par le Groupe spécial

Importations en termes absolus

10.267 Le Groupe spécial pense que la détermination de l'USITC concernant l'accroissement des importations de fil machine en aciers inoxydables, telle qu'elle est publiée dans le rapport[5143], ne contient pas une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la détermination. L'USITC s'est appuyée sur l'accroissement qui s'est produit entre 1996 et 2000, la plus forte hausse ayant été enregistrée de 1999 à 2000 (25 pour cent). Le fléchissement survenu entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001 a été reconnu, mais l'USITC n'a pas expliqué pourquoi elle constatait quand même qu'il y avait un accroissement des importations en chiffres absolus. Cette absence d'explication est très préoccupante car la baisse (de 31,3 pour cent) a été plus brutale que l'accroissement antérieur et, proportionnellement, compense l'accroissement des deux années précédentes.

10.268 Le seul autre aspect invoqué par l'USITC au sujet de la baisse enregistrée pendant la période intermédiaire de 2001 a été la part de marché absorbée par les importations qui est restée à peu près stable. La part de marché correspond toutefois à la mesure relative des importations par rapport aux ventes intérieures et n'est pas liée au volume des importations en termes absolus. Étant donné la baisse enregistrée pendant la période la plus récente et l'évolution générale entre 1996 et la période intermédiaire de 2001 que l'on peut qualifier de double mouvement ascendant et descendant (retombant au faible niveau à la fin), le Groupe spécial ne pense pas que les faits étayent une constatation selon laquelle, au moment de la détermination, le fil machine en aciers inoxydables "[était] importé en quantités (tellement) accrues".

[5143] Rapport de l'USITC, volume I, pages 214 et 215.

10.269 Il est fort possible que les accroissements enregistrés de 1996 à 1997, ou de 1998 à 2000, pris en soi, pourraient être considérés comme un accroissement satisfaisant aux critères énoncés à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Toutefois, au moment de la détermination, les tendances affichées par les importations correspondaient à une baisse récente et importante, de sorte que ces accroissements passés ne pouvaient plus servir de base à l'affirmation selon laquelle le fil machine en aciers inoxydables "était importé en quantités (tellement) accrues".

10.270 Le Groupe spécial note l'argument des États-Unis selon lequel même si les importations enregistraient une série de poussées et de replis successifs, cela pourrait causer un dommage grave à la branche de production nationale, pouvant justifier une mesure de sauvegarde.[5144] Pour le Groupe spécial, il est vrai que, bien que les importations retombent à un faible niveau et donc qu'il n'y ait pas de produit "importé en quantités ... accrues", l'on peut quand même concevoir que les accroissements intermédiaires, ou le traitement de choc infligé par les hausses et les baisses, ont causé un dommage grave à la branche de production nationale. De l'avis du Groupe spécial, le droit d'imposer une sauvegarde n'existe que lorsqu'il y a, outre un dommage grave et un lien de causalité, un accroissement des importations et cet accroissement doit être récent. Le cadre juridique établi dans l'Accord sur les sauvegardes exige, outre le fait de causer un dommage grave, que le produit "[soit] importé en quantités ... accrues".

Importations en termes relatifs

10.271 Le Groupe spécial considère aussi que la détermination de l'USITC concernant l'accroissement des importations de fil machine en aciers inoxydables par rapport à la production nationale[5145] ne contient pas une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la détermination. L'USITC a fait une analyse semblable à celle que le Groupe spécial a rejetée en ce qui concerne les importations en termes absolus. Qui plus est, l'USITC n'a fourni aucune des données sur lesquelles elle s'est appuyée. Tous les chiffres ont été remplacés par des astérisques. En conséquence, il n'y a pas d'explication de la manière dont les faits étayent une conclusion dans le sens d'un accroissement des importations parce qu'il n'y a aucun fait pour étayer une conclusion quelle qu'elle soit.

10.272 Le Groupe spécial convient qu'il n'est pas interdit à une autorité compétente de s'appuyer sur des données fournies par différentes parties à titre confidentiel pendant l'enquête. L'article 3:2 de l'Accord sur les sauvegardes prévoit l'obligation de traiter ces données comme confidentielles, c'est-à-dire de ne pas les divulguer (sans autorisation). En ce sens, le Groupe spécial prend donc une position similaire à celle que l'Organe d'appel a adoptée dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*.[5146] Les autorités compétentes peuvent s'appuyer sur des données confidentielles, même si elles ne divulguent pas ces données au public dans leurs rapports.

10.273 L'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes prévoit toutefois l'obligation pour les autorités compétentes de "publi[er] un rapport exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles elles seront arrivées sur tous les points de fait et de droit pertinents". L'article 4:2 c) ajoute pour les autorités compétentes l'obligation de "publi[er] dans les moindres délais, conformément aux dispositions de l'article 3, une analyse détaillée de l'affaire faisant l'objet de l'enquête ainsi qu'une justification du caractère pertinent des facteurs examinés". En vertu de ces obligations et de l'obligation faite à l'article 2:1 de déterminer, entre autres choses, que les importations du produit en

[5144] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 295 et 296, et 300.
[5145] Rapport de l'USITC, volume I, page 215.
[5146] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphes 111, 112 et 119.

question se sont accrues, les autorités compétentes doivent donner une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la conclusion. De l'avis du Groupe spécial, cette prescription peut, dans une affaire particulière, être limitée par l'obligation de protéger des données confidentielles qui est énoncée à l'article 3:2.

10.274 Nous pensons toutefois que les dispositions de l'article 3:1 et 3:2 peuvent être interprétées harmonieusement.[5147] L'obligation énoncée à l'article 3:1 ne peut pas être interprétée de manière à aboutir à une violation de l'article 3:2. En d'autres termes, une autorité compétente est obligée de fournir ces explications dans la plus large mesure possible sans divulguer de renseignements confidentiels. Il s'ensuit que s'il y a des façons de présenter les données sous une forme modifiée (par exemple agrégée ou indexée), qui protège le caractère confidentiel, une autorité compétente est obligée de recourir à ces méthodes. Réciproquement, ne fournir aucune donnée n'est autorisé que lorsque toutes ces méthodes sont défaillantes dans une affaire particulière.

10.275 Le Groupe spécial pense que même si les autorités compétentes sont autorisées à ne pas divulguer les données, tout en s'appuyant sur ces renseignements, elles restent tenues de fournir une explication motivée et adéquate en utilisant des moyens autres que la divulgation totale de ces données. Cette obligation pourrait être respectée s'il était fourni une explication du type de celle que l'USITC a donné à la page 215 de son rapport[5148], c'est-à-dire une explication avec des mots mais sans chiffres. Cette obligation suppose aussi toutefois que l'autorité compétente explique pourquoi il n'était possible de présenter *aucun* fait d'une manière compatible avec l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. Une telle explication n'a pas été donnée en l'espèce.

10.276 Le Groupe spécial pense aussi que, indépendamment du fait que les chiffres sont traités comme confidentiels, la détermination de l'USITC concernant l'accroissement des importations de fil machine en aciers inoxydables par rapport à la production nationale, telle qu'elle est publiée dans le rapport[5149], ne contient pas une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la détermination. L'USITC s'est appuyée sur un accroissement "important" enregistré entre 1996 et 2000, le plus fort accroissement se produisant de 1999 à 2000, dernière année complète considérée. Le fléchissement survenu entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001 a été reconnu, tout comme le fait que le ratio a fluctué au cours de la période visée par l'enquête. Compte tenu de ces fluctuations et du fléchissement le plus récent, le Groupe spécial ne pense pas que l'USITC a donné une explication motivée et adéquate étayant l'affirmation selon laquelle le fil machine en aciers

---

[5147] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 81: "Compte tenu du principe d'interprétation de l'effet utile, celui qui interprète un traité a le *devoir* de "lire toutes les dispositions applicables du traité de façon à donner un sens à *toutes*, harmonieusement"." *Voir* aussi le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 81; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page *26; le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page *13; et le rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 45.

[5148] Par exemple, on trouve à la page 215 du rapport de l'USITC, volume I, l'analyse ci-après qui protège les renseignements confidentiels:

> "Le ratio des importations de fil machine en aciers inoxydables à la production nationale a aussi considérablement augmenté pendant la période, passant de *** pour cent en 1996 à *** pour cent en 2000. Il a quelque peu fluctué pendant la période visée par l'enquête, mais la plus forte hausse prise isolément (*** points de pourcentage) s'est produite en 2000, dernière année complète de la période visée par l'enquête. Le ratio des importations à la production nationale est tombé de *** pour cent de la production nationale pendant la période intermédiaire de 2000 à *** pour cent pendant la période intermédiaire de 2001." (notes de bas de page omises)

[5149] Rapport de l'USITC, volume I, pages 214 et 215.

inoxydables, considéré par rapport à la production nationale, "est importé en quantités accrues". Il aurait au minimum fallu donner certaines indications montrant que les importations en termes relatifs restaient, à la fin de la période visée par l'enquête, à des niveaux accrus, par exemple parce que le fléchissement survenu pendant la période intermédiaire était faible comparé à l'accroissement enregistré jusqu'en 2000. Il n'existe aucune indication de ce type dans ce cas où, comme dans le cas des importations en termes absolus, l'USITC n'a pas replacé les accroissements intermédiaires dans le contexte des baisses antérieures et postérieures. La seule indication restante est l'accroissement de 1996 à 2000 qui est déclaré, mais 2000 n'étant pas la fin de la période visée par l'enquête, la déclaration susmentionnée ne peut pas servir de base à la conclusion que le fil machine en aciers inoxydables "est importé" en quantités accrues par rapport à la production nationale.

Conclusion

10.277 En conséquence, le Groupe spécial constate que le rapport de l'USITC ne donnait pas une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayaient la détermination faite au sujet de l'"accroissement des importations" et que la détermination de l'USITC selon laquelle le fil machine en aciers inoxydables était importé en "quantités accrues" est incompatible avec la prescription de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes voulant que le produit "[soit] importé en quantités (tellement) accrues".

E. ALLÉGATIONS RELATIVES AU LIEN DE CAUSALITÉ

10.278 À titre préliminaire, le Groupe spécial note qu'il a supposé aux fins de son examen de la question du lien de causalité, qu'il existait un dommage grave ou une menace de dommage grave pour tous les producteurs nationaux pertinents des produits similaires ou directement concurrents au sens de l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes en ce qui concernait chacune des mesures de sauvegarde en cause. Le Groupe spécial a aussi supposé que les producteurs nationaux pertinents avaient été correctement définis, au sens de l'article 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes. Bien entendu, s'il n'y avait aucun dommage grave (ou aucune menace de dommage grave), aucun dommage grave ne pourrait avoir été causé par l'accroissement des importations.

1. Allégations et arguments des parties

10.279 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.1 à 3 *supra*. En résumé, les plaignants allèguent que: i) la ou les déterminations de l'USITC n'ont établi, pour aucune des mesures des États-Unis l'existence du lien de causalité nécessaire entre l'accroissement des importations et le dommage grave; et ii) l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation de ne pas imputer aux importations un dommage découlant d'autres facteurs, contrairement aux prescriptions de l'article XIX du GATT de 1994 et des articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.

2. Dispositions pertinentes de l'OMC[5150]

10.280 L'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes dispose ce qui suit:

> "Un Membre ne pourra appliquer une mesure de sauvegarde à l'égard d'un produit que si ce Membre a déterminé, conformément aux dispositions énoncées ci-après, que ce produit est importé sur son territoire en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents." (note de bas de page omise)

10.281 L'article 4:2 a) dispose ce qui suit:

> "Au cours de l'enquête visant à déterminer si un accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave à une branche de production nationale au regard des dispositions du présent accord, les autorités compétentes évalueront tous les facteurs pertinents de nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de cette branche, en particulier, le rythme d'accroissement des importations du produit considéré et leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs, la part du marché intérieur absorbée par les importations accrues, les variations du niveau des ventes, la production, la productivité, l'utilisation de la capacité, les profits et pertes et l'emploi."

10.282 En outre, l'article 4:2 b) prévoit que:

> "La détermination dont il est question à l'alinéa a) n'interviendra pas à moins que l'enquête ne démontre, sur la base d'éléments de preuve objectifs, l'existence du lien de causalité entre l'accroissement des importations du produit considéré et le dommage grave ou la menace de dommage grave. Lorsque des facteurs autres qu'un accroissement des importations causent un dommage à la branche de production nationale en même temps, ce dommage ne sera pas imputé à un accroissement des importations."

3. Critère d'examen

10.283 Nous rappelons que, comme l'Organe d'appel l'a déclaré, la nature précise de l'examen auquel doit procéder un groupe spécial, lorsqu'il examine une allégation formulée au titre de l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, découle en partie de l'obligation qui lui est faite de procéder à une "évaluation objective de la question", conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, et, en partie, des obligations qui lui sont imposées par l'article 4:2.[5151] Aux termes de l'article 11, nous sommes tenus de procéder à une évaluation objective des faits, de l'applicabilité des dispositions ainsi

[5150] Le Groupe spécial sait que l'article XIX est pertinent pour la question du lien de causalité mais que l'article 2:1 et, en particulier, l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes traitent cette question de manière plus spécifique. Il sait aussi que quelques plaignants ont formulé des allégations concernant le lien de causalité au titre de l'article XIX du GATT ainsi que de l'Accord sur les sauvegardes. Cependant, il estime qu'il n'y a pas besoin d'examiner le rapport entre l'article XIX et l'Accord sur les sauvegardes en ce qui concerne le lien de causalité afin de se prononcer sur les allégations des plaignants relatives au lien de causalité. Le Groupe spécial a donc traité la question du lien de causalité en se référant exclusivement aux dispositions pertinentes qui figurent dans l'Accord sur les sauvegardes. Nous estimons que cette approche n'amoindrit pas les droits des parties au présent différend.

[5151] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 105.

que de la conformité des mesures en question dans le présent différend avec l'Accord sur les sauvegardes.[5152]

10.284 En outre, l'Organe d'appel nous a donné des indications spécifiques en ce qui concerne l'application du critère d'examen dans des affaires portant sur des allégations formulées au titre de l'article 4 de l'Accord sur les sauvegardes. En particulier, dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, il a déclaré que le Groupe spécial dans ladite affaire était obligé, par les termes de l'article 4, d'examiner si les autorités compétentes avaient étudié tous les facteurs pertinents et avaient fourni une explication motivée.[5153] Dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel a ajouté qu'un groupe spécial n'était en mesure de se prononcer sur la question de savoir si l'explication donnée par les autorités compétentes pour leur détermination était motivée et adéquate que s'il examinait cette explication en profondeur, de manière critique, à la lumière des faits dont il disposait. L'Organe d'appel a déclaré que les groupes spéciaux devaient donc examiner la question de savoir si l'explication fournie par les autorités compétentes tenait pleinement compte de la nature et, notamment, de la complexité des données et si elle tenait compte d'autres interprétations plausibles de ces données. En particulier, un groupe spécial devait constater que l'explication n'était pas motivée ou qu'elle n'était pas adéquate si une autre explication des faits était plausible et que l'explication donnée par les autorités compétentes ne lui semblait pas adéquate au vu de cette autre explication.[5154] Par ailleurs, l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* a déclaré qu'une simple affirmation selon laquelle le dommage causé par d'autres facteurs n'avait pas été imputé à un accroissement des importations n'établissait pas explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par des facteurs autres que l'accroissement des importations n'avait pas été imputé à un accroissement des importations.[5155]

10.285 Nous disposons d'autres indications sur la manière d'appliquer le critère d'examen en relation avec l'analyse du lien de causalité faite par les autorités compétentes. En particulier, dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, le Groupe spécial[5156] a déclaré ce qui suit:

> "En appliquant notre critère d'examen, nous examinerons si l'analyse du lien de causalité faite par l'Argentine remplit ces conditions en déterminant i) si une tendance à la hausse des importations coïncide avec des tendances à la baisse des facteurs relatifs au dommage, et si ce n'est pas le cas, s'il est donné une explication motivée de la raison pour laquelle les données montrent toutefois un lien de causalité; ii) si les conditions de concurrence sur le marché argentin de la chaussure entre les chaussures importées et les chaussures d'origine nationale telles qu'elles sont analysées démontrent, sur la base d'éléments de preuve objectifs, qu'il existe un lien de causalité entre les importations et tout dommage; et iii) si d'autres facteurs pertinents ont été analysés et s'il est établi que le dommage causé par des facteurs autres que les importations n'a pas été imputé aux importations."[5157]

[5152] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 120.
[5153] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 121.
[5154] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Viande d'agneau*, paragraphe 106.
[5155] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 220.
[5156] Alors que l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)* n'a pas formulé d'observation spécifique sur ces constatations concernant le lien de causalité, il a bien déclaré qu'il ne voyait "aucune erreur dans la façon dont le Groupe spécial a[vait] interprété les conditions relatives au lien de causalité, ni dans son interprétation de l'article 4:2 b) de l'*Accord sur les sauvegardes*": rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 145.
[5157] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.229.

4. Analyse par le Groupe spécial

10.286 D'après la première phrase de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, pour déterminer si un accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave à une branche de production nationale au regard de l'article 4:2 a), l'autorité compétente doit démontrer, "sur la base d'éléments de preuve objectifs, l'existence du lien de causalité entre l'accroissement des importations du produit considéré et le dommage grave ou la menace de dommage grave".

10.287 Dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, l'Organe d'appel a interprété la référence au "lien de causalité" figurant à l'article 4:2 b) et a conclu que cette disposition exigeait effectivement la constatation de l'existence d'un "rapport réel et substantiel de cause à effet" entre l'accroissement des importations et le dommage grave.[5158] Néanmoins, des questions se posent quant à ce qu'implique une telle prescription. Plus particulièrement, comment faudrait-il donner effet aux première et deuxième phrases de l'article 4:2 b) pour satisfaire à cette prescription? Le Groupe spécial estime que les questions importantes qu'il faut examiner à cet égard sont les suivantes. La première est le critère ou le seuil qu'il faudrait appliquer pour déterminer s'il existe ou non un "rapport réel et substantiel de cause à effet". La deuxième est la question de savoir comment (c'est-à-dire en utilisant quels outils analytiques) un lien de causalité peut être établi aux fins de l'article 4:2 b). La troisième concerne l'obligation de non-imputation prévue dans la deuxième phrase de l'article 4:2 b) – comment elle doit être remplie et sa relation avec la démonstration générale de l'existence du lien de causalité.

a) Critère pour l'évaluation du "lien de causalité"

10.288 Nous commençons par la première question mentionnée plus haut, à savoir le critère ou le seuil qu'il faudrait appliquer pour déterminer s'il existe ou non un "rapport réel et substantiel de cause à effet". Le Groupe spécial note tout d'abord que l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* a constaté ce qui suit:

> "[L]a première phrase de l'article 4:2 b) ... prévoit qu'une détermination "n'interviendra pas à moins que l'enquête ne démontre … l'existence du *lien de causalité* entre l'accroissement des importations … et le dommage grave ou la menace de dommage grave". (pas d'italique dans l'original) En conséquence, la prescription concernant une détermination, énoncée à l'article 4:2 a), est que le "lien de causalité" existe. Le terme "causalité" signifie "rapport de cause à effet", alors que le verbe "causer" dénote, quant à lui, un rapport entre, au moins, deux éléments, selon lequel le premier élément a, d'une certaine manière, "entraîné", "produit" ou "induit" l'existence du second élément.[5159] Le terme "lien" indique simplement que l'accroissement des importations a concouru, ou contribué, à entraîner un dommage grave de sorte qu'il y a une "connexion"[5160] ou "liaison" causale entre ces deux éléments. Si l'on prend ces termes conjointement, l'expression "lien de causalité" dénote, à notre avis, un rapport de cause à effet tel que l'accroissement des importations contribue à "entraîner", "produire" ou "induire" le dommage grave. Bien que cette contribution doive être suffisamment claire pour établir l'existence du "lien de causalité" requis, le libellé de la première phrase de l'article 4:2 b) ne donne *pas* à penser que l'accroissement des importations doit être la *seule et unique* cause du dommage grave ou que d'"*autres* facteurs" causant le dommage doivent être exclus de

[5158] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 69.
[5159] (Note de bas de page de l'original) *The New Shorter Oxford English Dictionary*, *supra*, note de bas de page 43, volume I, pages 355 et 356.
[5160] (Note de bas de page de l'original) *Ibid*., page 1598.

> la détermination de l'existence d'un dommage grave. Au contraire, le libellé de l'article 4:2 b), dans son ensemble, donne à penser que le "lien de causalité" entre l'accroissement des importations et le dommage grave peut exister, *même si d'autres facteurs contribuent également, "en même temps", à la situation de la branche de production nationale*."[5161]

10.289 Dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel a réaffirmé que l'Accord sur les sauvegardes n'exigeait pas que l'accroissement des importations à lui seul doive pouvoir causer, ou menacer de causer, un dommage grave.[5162] En outre, dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, il a constaté que la prescription de l'article 4:2 b) relative au lien de causalité pouvait être remplie lorsqu'un dommage grave était causé par l'interaction de l'accroissement des importations et d'autres facteurs.[5163]

10.290 Il est clair pour le Groupe spécial qu'afin de satisfaire à la prescription de l'article 4:2 b) relative au lien de causalité, il n'est pas nécessaire que l'autorité compétente montre que l'accroissement des importations *à lui seul* doive pouvoir causer un dommage grave.[5164] En fait, si un certain nombre de facteurs ont causé un dommage grave, l'existence d'un lien de causalité peut être démontrée si l'accroissement des importations a, d'une certaine manière, contribué à "entraîner", "produire" ou "induire" le dommage grave. À cet égard, l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis - Gluten de froment*, a conclu que cette contribution devait être suffisamment claire pour permettre d'établir l'existence du "lien de causalité" requis[5165] mais il a rejeté la conclusion du Groupe spécial selon laquelle le dommage grave devait être causé par l'accroissement des importations à lui seul et ce dernier devait être suffisant pour causer le dommage "grave".[5166]

10.291 Le Groupe spécial note que les États-Unis ont fait valoir que, d'après les définitions courantes données dans les dictionnaires pour les termes "substantiel" et "important", ces termes avaient essentiellement le même sens lorsqu'ils étaient utilisés pour définir le poids qui devait être attribué à un facteur particulier dans une décision ou une analyse.[5167] Les États-Unis font aussi valoir que, par conséquent, en faisant obligation à l'USITC de constater que l'accroissement des importations est une cause "importante" du dommage et une cause aussi importante que toute autre cause, la loi des États-Unis sur les sauvegardes fait en sorte que l'USITC constate l'existence d'un lien de causalité "réel et substantiel" entre les importations et le dommage grave avant de rendre une constatation positive en matière de sauvegardes.[5168]

10.292 Le Groupe spécial considère que le simple fait que les définitions littérales des termes "important" et "substantiel" peuvent être considérées par certains comme étant "équivalentes" n'est pas nécessairement pertinent. À notre avis, ce qui importe pour le présent Groupe spécial c'est de savoir si le critère *appliqué* par l'USITC pour chacune des mesures de sauvegarde en cause est conforme au critère ou au seuil prescrit par la disposition selon laquelle il doit y avoir un rapport "réel et substantiel" de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Nous examinerons ce point plus avant dans l'analyse mesure par mesure, que nous effectuons ci-après.

[5161] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 67.
[5162] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 165 à 170.
[5163] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 67 et 68.
[5164] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 70.
[5165] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 66 et 69.
[5166] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 61 et suivants, et 79.
[5167] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 442 et 443.
[5168] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 442 et 443.

10.293 Enfin, le Groupe spécial rappelle que l'existence d'un dommage grave au sens de l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes doit être déterminée par référence à la "dégradation générale de la situation de la branche de production nationale". De même, comme il est analysé de manière plus détaillée ci-après, nous estimons que conformément aux articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes, l'autorité compétente doit déterminer si, d'une manière "générale", il existe un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents.

b) Démonstration de l'existence d'un lien de causalité

10.294 Nous passons à la deuxième question mentionnée plus haut, c'est-à-dire le point de savoir comment l'existence d'un lien de causalité peut être démontrée aux fins de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. Le Groupe spécial note tout d'abord que l'article 4:2 b) ne prescrit l'utilisation d'aucune méthode particulière et d'aucun outil analytique particulier pour démontrer l'existence d'un lien de causalité.[5169] Il est d'avis qu'il appartient à l'autorité compétente de décider de la méthode qu'elle juge la plus appropriée pour établir une détermination de l'existence d'un lien de causalité. Les méthodes à appliquer pour déterminer l'existence d'un lien de causalité ne sont pas prescrites à l'article 4:2 b), mais les autorités compétentes devraient être encouragées à faire cette analyse aussi méticuleusement que l'exigent les circonstances. Quels que soient l'outil ou la méthode utilisés, ceux-ci doivent pouvoir permettre de déterminer s'il existe ou non un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents.

10.295 Le présent différend pose la question du rôle que les analyses de la coïncidence et des conditions de concurrence doivent ou peuvent jouer dans la démonstration de l'existence d'un lien de causalité au regard de l'article 4:2 b). Plus particulièrement, le Groupe spécial estime que le présent différend pose la question de savoir si l'autorité compétente *doit* effectuer une analyse de la coïncidence pour déterminer s'il existe un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Nous devons aborder cette question car pour certaines des mesures qui sont visées par notre examen dans la présente affaire, l'USITC n'a pas effectué d'analyse de la coïncidence. En effet, l'USITC s'est contentée d'une analyse des conditions de concurrence. Nous notons à cet égard que l'USITC n'a pas, dans son rapport, explicitement fait la distinction entre analyse de la coïncidence et analyse des conditions de concurrence. L'USITC a effectué des analyses des deux types soit séparément soit conjointement dans la section de son rapport qui expose son analyse du lien de causalité.

10.296 En fait, qualifier les analyses effectuées par l'USITC d'analyses de la coïncidence et/ou d'analyses des conditions de concurrence est quelque chose que le Groupe spécial a fait pour plusieurs raisons, qui sont exposées de manière plus détaillée ci-après. Premièrement, nous notons que l'Accord sur les sauvegardes ne prescrit pas la manière dont l'existence du lien de causalité devrait être démontrée. En même temps, il ressort de la jurisprudence de l'OMC que la coïncidence est un élément essentiel dans une analyse du lien de causalité. À cet égard, plusieurs plaignants ont fait valoir que le fait que l'USITC n'a pas effectué d'analyse de la coïncidence en relation avec certaines des mesures de sauvegarde était une erreur fatale. Enfin, le Groupe spécial est d'avis que des outils autres qu'une analyse de la coïncidence, par exemple une analyse des conditions de concurrence, pourraient aussi être utilisés pour établir l'existence d'un lien de causalité au regard de l'article 4:2 b). En conséquence, nous avons élaboré un cadre analytique pour évaluer si, au vu des circonstances relatives aux déterminations de l'existence d'un lien de causalité établies pour chacune des mesures, l'USITC a démontré, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les faits étayaient ses

[5169] Rapport du Groupe spécial *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 7.96.

constatations selon lesquelles il existait un lien de causalité. Le Groupe spécial explique ci-après son interprétation de ce qu'impliquent les analyses de la coïncidence et des conditions de concurrence. À titre préliminaire, il note qu'en faisant cette distinction entre les types des analyses faites par l'USITC, il a considéré le contenu des analyses effectuées et non les intitulés utilisés par l'USITC dans son rapport.

i) Coïncidence

10.297 Nous examinons tout d'abord le rôle que joue une analyse de la coïncidence dans le contexte de l'analyse du lien de causalité exigée par l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. À cet égard, le Groupe spécial rappelle que le Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)* a dit que l'article 4:2 a) "exigeait" que les autorités nationales analysent les tendances à la fois des facteurs relatifs au dommage et des importations. Le Groupe spécial estimait qu'une telle analyse était pertinente en relation avec une évaluation du lien de causalité:

> "Au moment de procéder à notre évaluation de l'analyse et de la constatation concernant le lien de causalité, nous notons tout d'abord que l'article 4:2 a) exige que les autorités évaluent le "rythme" (c'est-à-dire l'orientation et la vitesse) et le "volume" de l'accroissement des importations et la part du marché absorbée par les importations, ainsi que les "variations" des facteurs relatifs au dommage (ventes, production, productivité, utilisation de la capacité, profits et pertes et emploi) pour dégager une conclusion quant au dommage et au lien de causalité. Comme il est indiqué plus haut, nous considérons que ce langage signifie que les *tendances* – à la fois des facteurs relatifs au dommage et des importations – importent tout autant que leurs niveaux absolus. Dans le *contexte particulier d'une analyse du lien de causalité, nous pensons aussi que cette disposition signifie que c'est le lien entre l'évolution des importations (volume et part de marché) et l'évolution des facteurs relatifs au dommage qui doit être essentiel dans une analyse et une détermination du lien de causalité*."[5170] (pas d'italique dans l'original)

10.298 L'Organe d'appel a partagé l'avis du Groupe spécial et a fait observer ce qui suit:

> "Nous ne voyons aucune raison de rejeter l'interprétation du Groupe spécial selon laquelle les termes "rythme et volume" et "variations" utilisés à l'article 4:2 a) signifient que "les *tendances* - à la fois des facteurs relatifs au dommage et des importations - importent autant que leurs niveaux absolus". Nous sommes par ailleurs d'accord avec le Groupe spécial lorsqu'il dit que, dans une analyse du lien de causalité, "c'est le *lien* entre l'*évolution* des importations (volume et part de marché) et l'*évolution* des facteurs relatifs au dommage qui doit être essentiel dans une analyse et une détermination du lien de causalité."[5171] (non souligné dans l'original)

10.299 Nous comprenons d'après les passages qui précèdent, premièrement, que le terme "coïncidence" renvoie au lien entre l'évolution des importations et l'évolution des facteurs relatifs au dommage. Le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont fait clairement savoir que, dans l'examen de l'évolution des importations, il était nécessaire de considérer l'évolution des volumes d'importation et

[5170] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.237.
[5171] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 144.

des parts de marché absorbées par les importations.[5172] À notre avis, le terme "coïncidence" dans le contexte actuel renvoie au lien *temporel* entre l'évolution des importations et l'évolution des facteurs relatifs au dommage. En d'autres termes, une évolution à la hausse des importations devrait normalement se produire en même temps qu'une évolution à la baisse des facteurs relatifs au dommage pour qu'il y ait coïncidence. Nous relevons que nous nuançons plus loin ces observations pour prendre en compte les cas dans lesquels il existe un décalage entre l'afflux des importations et la manifestation des effets du dommage subi par la branche de production nationale.

10.300 Deuxièmement, il ressort de ce qui précède que l'Organe d'appel estime que la "coïncidence" entre l'évolution ou les tendances des importations et l'évolution ou les tendances des facteurs pertinents relatifs au dommage jouent un rôle "essentiel" dans la détermination du point de savoir s'il existe ou non un lien de causalité. En effet, tant le Groupe spécial que l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)* ont dit que le lien entre l'évolution des importations et celle des facteurs relatifs au dommage [*devait*] être essentiel dans une analyse du lien de causalité. Nous notons aussi que le même Groupe spécial, appuyé par l'Organe d'appel[5173], a ajouté ce qui suit: "dans la pratique, nous pensons donc que [l'article 4:2 a)] signifie que s'il y a un lien de causalité, un accroissement des importations devrait *normalement* coïncider avec une baisse des facteurs pertinents relatifs au dommage".[5174]

10.301 Le Groupe spécial est d'avis que puisque la coïncidence est "essentielle" dans une analyse du lien de causalité, l'autorité compétente devrait "normalement" effectuer une analyse de la coïncidence lorsqu'elle détermine l'existence d'un lien de causalité. Nous estimons que dans des situations dans lesquelles les effets de facteurs dommageables autres que l'accroissement des importations n'ont pas été imputés à l'accroissement des importations[5175], une coïncidence claire et générale entre l'évolution des importations et celle des facteurs relatifs au dommage donnera à l'autorité compétente une base adéquate pour conclure qu'il existe un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave.

10.302 Comme il a été dit, le Groupe spécial est aussi d'avis que ce qui importe c'est une coïncidence *générale* et non le point de savoir si la coïncidence ou l'absence de coïncidence peut être démontrée en relation avec un petit nombre de facteurs précis que l'autorité compétente a examinés. Nous nous référons à cet égard à la décision du Groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, où il est dit ce qui suit:

> "[a]u vu de la coïncidence *générale* de la tendance à la hausse des importations accrues et de la tendance négative des facteurs relatifs au dommage au cours de la période visée par l'enquête, de petites absences de coïncidence dans l'évolution de facteurs relatifs au dommage *particuliers* en fonction des importations n'empêchaient pas la Commission de constater l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave."[5176]

[5172] Il importe de relever que le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine - Chaussures (CE)* n'ont pas mentionné l'évolution des prix à l'importation. Nous examinerons la pertinence de ce point dans la section suivante de nos constatations concernant les "conditions de concurrence".

[5173] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 144.

[5174] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.238.

[5175] C'est-à-dire conformément aux prescriptions en matière de non-imputation analysées aux paragraphes 10.325 à 10.334 *infra*.

[5176] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 8.101.

10.303 Dans le présent différend, il se pose la question de savoir comment un lien de causalité doit être établi aux fins de l'article 4:2 b) dans les cas dans lesquels il y a *absence de coïncidence*. Par "absence de coïncidence" nous entendons des situations dans lesquelles il n'existe pas de coïncidence ou une analyse de la coïncidence n'a pas été effectuée. À cet égard, nous approuvons les déclarations faites par le Groupe spécial et l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)* et par le Groupe spécial *États-Unis – Gluten de froment*, selon lesquelles une coïncidence entre l'évolution des importations et l'évolution des facteurs relatifs au dommage devrait normalement corroborer une constatation de l'existence d'un lien de causalité, alors que *l'absence de coïncidence devrait normalement aller à l'encontre d'une telle constatation et exigerait une explication convaincante quant aux raisons pour lesquelles un lien de causalité existe quand même*.[5177]

10.304 Nous rappelons aussi que le Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, appuyé par l'Organe d'appel[5178], ainsi que le Groupe spécial *États-Unis – Gluten de froment*[5179], ont noté que, dans les situations dans lesquelles il existe un lien de causalité, "un accroissement des importations devrait *normalement* coïncider avec une baisse des facteurs pertinents relatifs au dommage" et qu'"une coïncidence … devrait *normalement* corroborer une constatation de l'existence d'un lien de causalité". À notre avis, même lorsqu'il n'existe pas de coïncidence ou qu'une analyse de la coïncidence n'a pas été effectuée, l'autorité compétente peut toujours avoir la faculté de démontrer l'existence d'un lien de causalité si elle peut présenter une explication convaincante selon laquelle un tel lien de causalité existe.

10.305 Le Groupe spécial souligne que l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)* a approuvé la déclaration du Groupe spécial selon laquelle une "coïncidence *ne* [*pouvait*] *pas* en elle-même *prouver* l'existence d'un lien de causalité" (pas d'italique dans l'original).[5180] Le Groupe spécial estime qu'il existe des situations dans lesquelles une analyse de la coïncidence peut ne pas suffire à prouver l'existence d'un lien de causalité ou dans lesquelles les faits peuvent ne pas corroborer une constatation claire de l'existence d'une coïncidence et qu'en conséquence, ces situations peuvent exiger une démonstration plus poussée de l'existence d'un lien de causalité. En effet, il peut y avoir des situations dans lesquelles l'autorité compétente, dans le cadre de sa démonstration générale de l'existence d'un lien de causalité, effectue différentes analyses afin de prouver qu'il existe un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave.

10.306 À notre avis, il peut y avoir des cas dans lesquels: i) une analyse de la coïncidence a été effectuée et fait apparaître une coïncidence claire entre l'évolution des importations et l'évolution des facteurs relatifs au dommage; ii) dans le cadre de sa démonstration générale de l'existence d'un lien de causalité, l'autorité compétente a effectué, entre autres choses, une analyse de la coïncidence qui, en elle-même et à elle seule, ne démontre pas entièrement l'existence d'un lien de causalité et une analyse complémentaire est effectuée; iii) une analyse de la coïncidence a été effectuée (avec ou sans autres analyses) mais ne démontre l'existence d'aucune coïncidence; et enfin, iv) une analyse de la

[5177] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 8.95; rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphes 8.237 et 8.238; rapport de l'Organe d'appel *Argentine - Chaussures (CE)*, paragraphe 144.

[5178] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.238; rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 144.

[5179] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 8.95.

[5180] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphes 8.237 et 8.238; rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 144.

coïncidence n'a pas été effectuée mais d'autres outils analytiques ont été utilisés en vue de prouver l'existence d'un lien de causalité.[5181]

10.307 Nous sommes d'avis que dans tous les cas, l'autorité compétente doit donner une explication motivée et adéquate de ses constatations concernant le lien de causalité. Dans le cas i), à supposer que l'obligation de non-imputation soit remplie, lorsqu'il existe une coïncidence claire, l'autorité compétente n'est pas tenue d'effectuer une analyse complémentaire et le Groupe spécial limitera son examen à l'analyse de la coïncidence. Dans le cas ii), le Groupe spécial examinera à la fois l'analyse de la coïncidence et l'autre analyse effectuée par l'autorité compétente en vue d'évaluer si celle-ci a donné une explication motivée et adéquate selon laquelle, d'une manière générale, il existe un rapport réel et substantiel de cause à effet l'accroissement des importations et le dommage grave.

10.308 Dans les cas iii) et iv), l'autorité compétente devrait expliquer l'absence de coïncidence ou la raison pour laquelle une analyse de la coïncidence n'a pas été effectuée et donner, en particulier, une explication convaincante de la raison pour laquelle il existe un lien de causalité nonobstant l'absence de coïncidence. En définitive, il appartient à l'autorité compétente de décider quel est l'outil analytique qu'elle juge le plus approprié pour réaliser cette analyse convaincante afin de démontrer l'existence d'un lien de causalité.

10.309 Une autre question qui s'est posée dans le présent différend est le point de savoir s'il peut être considéré ou non qu'il existe une coïncidence dans les cas où il y a un *décalage temporel* entre l'afflux des importations et la manifestation des effets de cet afflux sur la branche de production nationale. Plus particulièrement, les États-Unis ont fait valoir qu'un décalage ou retard dans la manifestation de certains facteurs relatifs au dommage peut être attribué à l'effet retardé de l'accroissement des importations sur certains facteurs, tels que l'emploi et la faillite.[5182] Plusieurs plaignants font valoir, par contre, que la nature des marchés impliqués dans la présente affaire est telle qu'un tel effet décalé ne pourrait pas exister. Ils estiment que l'effet de l'accroissement des importations devrait être ressenti immédiatement et qu'un décalage de deux ans, qui existait selon eux dans la présente affaire, est trop long.[5183]

10.310 Le Groupe spécial estime que l'argument des États-Unis concernant un décalage entre l'accroissement des importations et la manifestation des effets de cet accroissement des importations sur la branche de production nationale peut être fondé dans certains cas. Plus particulièrement, à notre avis, il peut y avoir des cas dans lesquels le dommage peut être subi par une branche de production au même moment que l'afflux d'importations accrues. Cependant, le dommage qui est causé à ce moment peut ne devenir apparent qu'à un certain moment ultérieur. En d'autres termes, il peut y avoir un décalage entre l'afflux des importations et la manifestation des effets dommageables de cet afflux sur la branche de production nationale.

10.311 Cette opinion est étayée par la décision du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*. Dans ladite affaire, le Groupe spécial a rejeté l'affirmation de la Turquie selon laquelle il devait

[5181] Ce sont les situations que le Groupe spécial a rencontrées en l'espèce. Cela ne veut pas dire qu'il ne peut pas y avoir d'autres situations.

[5182] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 446, 448 et 449; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 119 à 122.

[5183] Réponse écrite du Japon à la question n° 86 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond; deuxième communication écrite de la Corée, paragraphe 141; réponse écrite du Brésil à la question n° 86 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

y avoir un rapport temporel rigoureux entre les importations faisant l'objet d'un dumping et tout dommage subi par la branche de production[5184], en notant que cet argument:

> "repos[ait] sur l'hypothèse plutôt artificielle selon laquelle le marché réagi[ssait] instantanément et absorb[ait] les importations au moment même ou celles-ci entr[ai]ent sur le territoire du pays importateur. Pareille hypothèse suppos[ait] implicitement qu'il exist[ait] une "information parfaite" sur le marché (c'est-à-dire que tous les intervenants sur le marché soient instantanément au courant de tous les signaux du marché)".[5185]

Néanmoins, nous faisons observer que, dans ladite affaire, le décalage entre les effets des importations sur un marché qui serait acceptable selon le Groupe spécial était, tout au plus, d'un an.

10.312 Le Groupe spécial estime qu'il y a des limites en termes temporels à la durée du décalage entre l'accroissement des importations et la manifestation des effets qui est acceptable aux fins d'une analyse de la coïncidence au titre de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. Les limites applicables varieraient, sans aucun doute, d'une branche de production à l'autre et d'un facteur à l'autre. D'une manière générale, plus la structure du marché associée à une branche de production donnée est rigide, plus il est probable qu'il existerait un décalage dans les effets, du moins en relation avec certains facteurs. Inversement, plus la structure du marché est concurrentielle, moins il y a lieu de dire que l'on pourrait s'attendre à des effets décalés. En outre, le Groupe spécial estime qu'alors que l'on pourrait s'attendre à des décalages en relation avec certains facteurs (par exemple l'emploi), il est moins probable que des décalages dans la manifestation des effets existent en relation avec d'autres facteurs relatifs au dommage tels que la production, les stocks et l'utilisation des capacités, qui, normalement, réagiraient assez rapidement à des changements intervenant sur le marché, tels qu'un afflux des importations si un accroissement des importations cause un dommage grave. Si l'autorité compétente prend effectivement en compte un décalage entre l'accroissement des importations et les facteurs relatifs au dommage, nous estimons qu'elle doit donner une explication complète de ce décalage sur la base de données objectives.

ii) Conditions de concurrence

10.313 Le Groupe spécial rappelle que si la coïncidence joue un rôle essentiel pour ce qui est de déterminer s'il existe ou non un lien de causalité, d'autres outils analytiques peuvent aussi entrer en jeu.

10.314 Comme il a été dit plus haut, il peut y avoir des cas dans lesquels, par exemple, l'autorité compétente n'effectue pas d'analyse de la coïncidence ou en réalise une, sans que les faits ne permettent de constater l'existence d'un lien de causalité sur la base d'une telle analyse. En pareil cas, il pourrait être fait référence aux conditions de concurrence entre les importations et les produits nationaux en vue de donner une explication convaincante, en l'absence de coïncidence, de la raison pour laquelle il existe néanmoins un lien de causalité. En effet, selon nous, un examen des conditions de concurrence sur le marché sur lequel les produits importés et produits nationaux pertinents sont vendus peut généralement éclairer la question du lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave.

10.315 Il peut aussi y avoir des cas dans lesquels l'autorité compétente estime qu'il est nécessaire d'*étayer* son analyse de la coïncidence par une autre analyse car, par exemple, la coïncidence ne peut

[5184] Rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphes 7.127 à 7.132.
[5185] Rapport du Groupe spécial *Égypte – Barres d'armature en acier*, paragraphe 7.129.

pas être établie avec un degré suffisant de certitude. En pareil cas, l'autorité compétente peut recourir à une analyse des conditions de concurrence pour renforcer sa démonstration de l'existence d'un lien de causalité. En pareil cas, un groupe spécial examinera l'analyse des conditions de concurrence effectuée par l'autorité compétente en vue d'évaluer si celle-ci a donné une explication motivée et adéquate selon laquelle, d'une manière générale, il existe un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave.

10.316 Nous pensons que les articles 2:1 et 4:2 a) et b) confirment la pertinence des conditions de concurrence pour la détermination de l'existence du lien de causalité. L'article 2:1 prévoit qu'il doit être déterminé que l'accroissement des importations a lieu "*à des conditions telles* qu'il cause ou menace de causer un dommage grave". L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* a interprété comme suit le sens de l'expression "à des conditions telles" qui figure à l'article 2:1:

> "[L]'expression "à des conditions telles" désigne d'une manière générale les "conditions" existant sur le marché du produit considéré lorsque l'accroissement des importations se produit. Interprétée de cette manière, l'expression "à des conditions telles" est une référence abrégée aux facteurs restants énumérés à l'article 4:2 a), qui concernent l'état général de la branche de production nationale et du marché intérieur, ainsi que d'autres facteurs "qui influent sur la situation de [la] branche". L'expression "à des conditions telles" étaye donc le point de vue selon lequel, en vertu de l'article 4:2 a) et 4:2 b) de l'*Accord sur les sauvegardes*, les autorités compétentes devraient déterminer si l'accroissement des importations, non pas à lui seul, mais conjointement avec les autres facteurs pertinents, cause un dommage grave."[5186]

10.317 Nous notons aussi que les groupes spéciaux *Argentine – Chaussures (CE)* et *États-Unis - Gluten de froment* ont examiné les conditions de concurrence sur le marché entre les chaussures importées et les chaussures de fabrication nationale pour examiner s'il existait un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage.[5187] L'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine - Chaussures (CE)* a explicitement approuvé l'analyse faite par le Groupe spécial, en déclarant ce qui suit: "[N]ous approuvons les conclusions du Groupe spécial indiquant que "les conditions de concurrence entre les importations et le produit national n'ont pas été analysées ni expliquées de manière adéquate (en particulier au niveau des prix)"".[5188]

10.318 Le Groupe spécial est d'avis que les facteurs qu'il faudrait examiner dans une analyse des conditions de concurrence aux fins de l'article 4:2 b) ne sont pas déterminés au préalable mais comprennent ceux qui sont mentionnés à l'article 4:2 a). La raison en est le fait qu'il faut donner une interprétation mutuellement compatible de l'article 4:2 a) et de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.[5189] Nous nous référons à cet égard aux observations ci-après de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*:

> "[*L*]*es deux* dispositions [4:2 a) et 4:2 b)] énoncent des règles régissant une détermination *unique*, faite au titre de l'article 4:2 a). À notre avis, cela irait à l'encontre de la prescription de l'article 4:2 a) selon laquelle il faut évaluer – et, partant, inclure dans la détermination – l'"influence" ou l'effet que *tous* les facteurs

[5186] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 78.
[5187] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.250; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 8.108.
[5188] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 145.
[5189] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 73.

> pertinents ont sur la branche de production nationale, si ces *mêmes* effets dus à ces *mêmes* facteurs, devaient, à l'exception de l'accroissement des importations, être exclus au titre de l'article 4:2 b), comme le Groupe spécial l'a laissé entendre." (italique dans l'original)[5190]

10.319 Étant donné que les facteurs mentionnés à l'article 4:2 a) sont pertinents pour la définition des conditions de concurrence aux fins de l'analyse du lien de causalité au titre de l'article 4:2 b), le Groupe spécial est d'avis que le volume des importations, la part du marché absorbée par les importations, les variations du niveau des ventes ainsi que les profits et les pertes présentent un intérêt particulier. En outre, nous notons que le Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)* a mentionné les caractéristiques physiques, la qualité, le service, la livraison, l'évolution technologique, les goûts des consommateurs et d'autres facteurs relatifs à l'offre et à la demande sur le marché comme étant des facteurs qui pourraient être pris en considération pour l'évaluation des conditions de concurrence sur un marché aux fins d'une analyse du lien de causalité.[5191]

10.320 Un examen des divers facteurs mentionnés constitue le contexte pour l'examen du *prix*, qui est, de l'avis du Groupe spécial, un facteur important, sinon le plus important, pour l'analyse des conditions de concurrence sur un marché donné même s'il n'est pas nécessairement obligatoire d'examiner les prix.[5192] Le Groupe spécial admet l'argument avancé par les Communautés européennes dans la mesure où celles-ci estiment que le prix est souvent pertinent pour l'explication de la manière dont le volume accru des importations a causé un dommage grave.[5193] En effet, nous pensons que les tendances des prix relatifs des produits importés et des produits nationaux sont souvent un bon indicateur pour la question de savoir si le dommage est transmis à la branche de production nationale (pour autant qu'il soit tenu compte du contexte du marché pour ces tendances) étant donné que les variations de prix ont un effet immédiat sur la rentabilité, toutes choses étant égales par ailleurs. La rentabilité, à son tour, est un moyen utile de mesurer la situation de la branche de production nationale.

10.321 La pertinence du prix dans l'analyse des conditions de concurrence semble être corroborée par les observations faites par le Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*.[5194] De plus, le Groupe spécial *États-Unis – Gluten de froment* était d'avis qu'une analyse des prix pouvait être pertinente, même si elle n'était pas nécessairement obligatoire:

> "Le "prix" n'est pas expressément mentionné à l'article 4:2 a) de l'AS [l'Accord sur les sauvegardes] en tant que "facteur pertinent" qui influe sur la situation de la branche de production nationale, ce qui ne veut cependant pas dire que le "prix" ne puisse pas être un facteur pertinent dans tel ou tel cas. Un produit importé peut faire concurrence à un produit d'origine nationale de plusieurs façons sur le marché du pays importateur. À l'évidence, le prix relatif du produit importé en est une, mais il

---

[5190] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 73.

[5191] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.251.

[5192] Le Groupe spécial approuve les observations ci-après faites à cet égard par le Groupe spécial *Corée – Produits laitiers* au paragraphe 7.51: "Bien que les prix des produits importés soient le plus souvent un facteur pertinent qui donne une indication de la manière dont les importations causent, en fait, un dommage grave à la branche de production nationale, nous notons qu'il n'y a à l'article 2 aucune prescription explicite exigeant que le Membre importateur procède à une analyse des prix des produits importés et de ceux des produits similaires ou directement concurrents sur son marché intérieur."

[5193] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 29 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[5194] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.251.

> n'est certainement pas la seule et peut ne pas être ou n'être que peu pertinent dans tel ou tel cas.
>
> En conséquence, s'agissant de mesures de sauvegarde, le caractère pertinent du "prix" varie d'un cas à l'autre, en fonction des circonstances particulières ainsi que de la nature du produit particulier et de la branche de production nationale particulière considérés. Étant donné que telle est la nature du facteur "prix" dans l'Accord sur les sauvegardes, nous estimons que l'expression "à des conditions telles" n'exige pas nécessairement, dans chaque cas, une analyse des prix."[5195]

10.322 En ce qui concerne l'argument présenté par les Communautés européennes selon lequel si les produits importés sont vendus à un prix plus élevé que celui des produits nationaux, il est peu probable qu'ils soient responsables d'un dommage grave quelconque[5196], le Groupe spécial estime que l'existence ou l'absence de vente à des prix inférieurs de produits importés ne peut pas, en elle-même, conduire à une conclusion définitive concernant la présence ou non d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave. À notre avis, les tendances des prix doivent toujours être examinées dans leur contexte. Ce n'est qu'après cet examen contextuel que des conclusions peuvent être dégagées au sujet de l'existence ou non du lien de causalité.

10.323 Quant au *degré de détail* qu'une analyse des conditions de concurrence doit avoir, le Groupe spécial est d'avis que plus la situation factuelle est compliquée, plus il importe de prendre en considération un certain nombre de facteurs.[5197] À cet égard, il souscrit à la déclaration ci-après du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, particulièrement en ce qui concerne les CPLPAC, qui seront analysés plus loin:

> "Nous notons à cet égard qu'il semble y avoir un lien entre le niveau de détail et le degré de spécificité requis dans une analyse du lien de causalité et l'étendue et l'hétérogénéité de la définition du produit similaire ou directement concurrent. Lorsque, comme c'est le cas ici, on utilise une définition du produit très large présentant une hétérogénéité considérable, l'analyse des conditions de concurrence doit aller nettement au-delà de simples comparaisons de statistiques concernant les importations et la branche de production, en général, car en raison de leur étendue, les statistiques concernant la branche de production et les importations en général n'indiqueront que des moyennes, et ne pourront donc pas fournir des renseignements suffisamment précis sur le lieu de la concurrence sur le marché. En ce qui concerne la présente affaire, nous ne disconvenons pas qu'une enquête très détaillée sur la branche de production ait été menée, au cours de laquelle une grande quantité de renseignements statistiques et autres ont été recueillis. Ce qui, à notre avis, manquait c'était une étude détaillée, sur la base d'éléments de preuve objectifs, des importations et de la manière concrète dont ces importations ont causé le dommage dont l'existence a été constatée pour 1995. À cet égard, nous notons que la Décision n° 338 contient une section intitulée "Conditions de concurrence entre les produits nationaux et les produits importés". Cette section ne contient cependant pas une telle analyse détaillée, mais résume plutôt les réponses aux questionnaires données par les producteurs nationaux au sujet des stratégies qu'ils ont adoptées pour "faire face à la

---

[5195] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 8.109 et 8.110.

[5196] Réponse écrite des Communautés européennes à la question n° 29 posée par le Groupe spécial à la deuxième réunion de fond.

[5197] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.261, note de bas de page 557.

> concurrence étrangère", et par les importateurs et les producteurs nationaux au sujet de la "répartition des ventes" entre les produits nationaux et les produits importés, y compris leurs vues globales au sujet de la qualité et d'autres questions concernant les chaussures d'origine nationale et importées, les importateurs soulignant les avantages des importations. Ce résumé des déclarations subjectives faites par les entreprises ayant répondu au questionnaire ne constitue pas une analyse des "conditions de concurrence" par l'autorité chargée de l'enquête sur la base d'éléments de preuve objectifs."[5198]

10.324 Le Groupe spécial examinera en détail ci-après, dans son analyse mesure par mesure, la pertinence des conditions de concurrence afin de déterminer si l'USITC a donné une explication motivée et adéquate indiquant que les faits étayaient une détermination selon laquelle un lien de causalité existait dans le contexte de plusieurs mesures de sauvegarde mises en cause dans le présent différend.

iii) Non-imputation

10.325 Une troisième question importante qui se pose dans une analyse du lien de causalité est l'obligation de non-imputation. La deuxième phrase de l'article 4:2 b) dispose ce qui suit:

> "Lorsque des facteurs autres qu'un accroissement des importations causent un dommage à la branche de production nationale en même temps, ce dommage ne sera pas imputé à un accroissement des importations."

10.326 Il ressort clairement de ce qui précède que dans les cas dans lesquels des facteurs autres qu'un accroissement des importations ont causé un dommage à la branche de production nationale, une opération de "non-imputation" doit être effectuée conformément à la deuxième phrase de l'article 4:2 b). Comme l'Organe d'appel l'a relevé[5199], c'est précisément parce qu'il peut y avoir plusieurs facteurs, outre l'accroissement des importations, contribuant simultanément à la situation de la branche de production nationale que la dernière phrase de l'article 4:2 b) dispose que le dommage causé par d'autres facteurs "ne sera pas imputé" par les autorités compétentes à un accroissement des importations.

10.327 La portée de l'obligation de non-imputation a été précisée par l'Organe d'appel en plusieurs occasions. Dans son analyse de l'obligation de non-imputation, l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* a déclaré ce qui suit:

> "L'article 4:2 b) présuppose donc que la première étape de l'examen du lien de causalité par les autorités compétentes consiste à établir une *distinction* entre les effets dommageables pour la branche de production nationale dus à l'accroissement des importations et les effets dommageables dus à d'autres facteurs. Les autorités compétentes peuvent ensuite, ce qui constitue la deuxième étape de leur examen, imputer à l'accroissement des importations, d'une part, et, par déduction, à d'autres facteurs pertinents, d'autre part, le "dommage" causé par tous ces facteurs différents, y compris l'accroissement des importations. Au cours de ce processus en deux temps, les autorités compétentes se conforment à l'article 4:2 b) en s'assurant que tout dommage qui a été *effectivement* causé à la branche de production nationale par des

[5198] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.261, note de bas de page 557.

[5199] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 68.

> facteurs autres que l'accroissement des importations n'est pas "imputé" à l'accroissement des importations et n'est donc pas traité comme s'il s'agissait d'un dommage causé par l'accroissement des importations, lorsque ce n'est pas le cas. De cette manière, les autorités compétentes déterminent, et c'est la dernière étape, si le "lien de causalité" existe entre l'accroissement des importations et le dommage grave, et si ce lien de causalité implique un rapport réel et substantiel de cause à effet entre ces deux éléments, comme l'exige l'*Accord sur les sauvegardes*."[5200]

10.328 L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau* a souligné que les trois étapes mentionnées dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* décrivaient simplement un processus logique devant permettre de respecter les obligations relatives au lien de causalité qui étaient énoncées à l'article 4:2 b). Il a aussi déclaré que ces étapes n'étaient pas des "critères" juridiques prescrits par le texte de l'Accord sur les sauvegardes et qu'il n'était pas non plus impératif que chaque étape fasse l'objet d'une constatation distincte ou d'une conclusion motivée de la part des autorités compétentes.[5201] Néanmoins, il a conclu que le principal objectif du processus décrit dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment* consistait à déterminer s'il existait "un rapport réel et substantiel de cause à effet" entre l'accroissement des importations et le dommage grave ou la menace de dommage grave.[5202]

10.329 Sur la base de ses constatations rendues dans les affaires *États-Unis – Gluten de froment*[5203], *États-Unis – Viande d'agneau*[5204] et *États-Unis – Acier laminé à chaud*[5205], l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* a déclaré ce qui suit:

> "L'article 4:2 b), dernière phrase, exige que lorsque des facteurs autres qu'un accroissement des importations causent un dommage au même moment que l'accroissement des importations, les autorités compétentes doivent faire en sorte que le dommage causé à la branche de production nationale par d'autres facteurs ne soit pas imputé à l'accroissement des importations. Nous avons déjà établi, et nous réaffirmons maintenant, que, pour remplir cette prescription, les autorités compétentes doivent dissocier et distinguer les effets dommageables de l'accroissement des importations des effets dommageables des autres facteurs.[5206] Comme nous l'avons établi dans l'affaire *États-Unis - Acier laminé à chaud* en ce qui concerne la prescription similaire figurant à l'article 3.5 de l'*Accord antidumping*, nous sommes également d'avis que, en ce qui concerne l'article 4:2 b), dernière phrase, les autorités compétentes sont tenues de déterminer la nature et l'importance des effets dommageables des facteurs connus autres que l'accroissement des importations, ainsi que d'expliquer de façon satisfaisante la nature et l'importance des effets dommageables de ces autres facteurs par opposition aux effets dommageables de l'accroissement des importations."[5207]

[5200] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 69.
[5201] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 178.
[5202] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 179.
[5203] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 70.
[5204] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 179.
[5205] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 222, 223, 230 et 214.
[5206] (Note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 70; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 179. Dans le contexte de l'*Accord antidumping*, voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 222.
[5207] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 215.

10.330 L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* a aussi ajouté que pour remplir la prescription énoncée dans la deuxième phrase de l'article 4:2 b), l'autorité compétente devait établir explicitement, en fournissant une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par des facteurs autres qu'un accroissement des importations n'était pas imputé à un accroissement des importations. Cette explication doit être claire et non équivoque. Elle ne doit pas être simplement insinuée ou sous-entendue. Il doit s'agir d'une explication directe formulée en termes exprès.[5208]

10.331 De toute évidence, lorsque des facteurs autres qu'un accroissement des importations causent ou sont réputés causer un dommage à la branche de production, l'autorité compétente *doit* procéder à une opération de non-imputation pour évaluer les effets de ces autres facteurs afin que le dommage causé par ces autres facteurs ne soit pas imputé à l'accroissement des importations, en vue de déterminer s'il existe un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave causé aux producteurs nationaux pertinents.

10.332 Le Groupe spécial note que le but de l'opération de non-imputation est de permettre à l'autorité compétente de dissocier et de distinguer les effets de l'accroissement des importations de ceux qui sont causés par des facteurs autres que l'accroissement des importations et, en fin de compte, d'évaluer la nature et l'importance des effets dommageables de ces autres facteurs tels qu'ils se distinguent des effets dommageables de l'accroissement des importations. En conséquence, l'obligation d'identifier la nature et l'importance des effets dommageables de facteurs autres que l'accroissement des importations exige une évaluation générale de ces "autres facteurs". Selon nous, l'article 4:2 b) ne porte pas sur l'importance relative des différents facteurs, les uns par rapport aux autres ou comparés à l'accroissement des importations. Pour l'essentiel, les articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes concernent les effets dommageables de l'accroissement des importations sur la situation de la branche de production nationale par opposition aux effets dommageables de tous les "autres facteurs".

10.333 En ce qui concerne les arguments présentés par les plaignants au sujet de la compatibilité du critère de la "cause substantielle" *appliqué* par l'USITC[5209] avec l'Accord sur les sauvegardes, le Groupe spécial note que l'Organe d'appel a déclaré dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*:

> "En examinant l'importance causale *relative* des différents facteurs causals, l'ITC a manifestement entamé un processus destiné à dissocier, et à identifier, les effets des différents facteurs, y compris l'accroissement des importations. Bien qu'un examen de l'importance causale *relative* des différents facteurs causals puisse satisfaire aux prescriptions de la loi des États-Unis, un tel examen ne satisfait pas, pour cette raison, aux prescriptions de l'*Accord sur les sauvegardes*. Au vu des éléments dont nous disposons en l'espèce, un examen du point de savoir si les États-Unis ont respecté le libellé relatif à la non-imputation figurant dans la seconde phrase de l'article 4:2 b) ne peut être effectué qu'à la lumière de l'explication donnée par l'ITC quant à ses conclusions concernant l'importance causale relative de l'accroissement des importations, distinguée des effets dommageables des autres facteurs causals."[5210]

10.334 De l'avis du Groupe spécial, il n'y a rien dans le critère de la cause substantielle appliqué par l'USITC, en lui-même, qui signifierait nécessairement que l'obligation de "dissocier et [de] distinguer"

[5208] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 217.

[5209] Le Groupe spécial rappelle que les plaignants n'ont pas contesté la loi des États-Unis sur les sauvegardes en elle-même, voir les paragraphes 10.6 à 10.8 ci-dessus.

[5210] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 184.

les effets des autres causes sur la situation de la branche de production nationale ne peut pas être remplie et n'a pas été remplie dans le cas des mesures de sauvegarde qui sont visées par notre examen en l'espèce. Nous ne pensons pas non plus que cela empêcherait nécessairement l'examen et l'évaluation de la nature et de l'étendue des effets de ces facteurs comme cela est requis par l'Accord sur les sauvegardes. Le Groupe spécial estime cependant que le point de savoir si l'approche que l'USITC a adoptée pour chacune des mesures de sauvegarde est conforme ou non avec les prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes dépend, dans chaque cas, du point de savoir si l'analyse de l'USITC a "établi explicitement" sur la base d'une "explication motivée et adéquate" que l'effet des autres facteurs sur la situation de la branche de production nationale n'avait pas été imputé à l'accroissement des importations. Nous examinerons cette question ci-après dans notre analyse mesure par mesure.

iv) Quantification

10.335 Dans leur argumentation sur le critère juridique concernant le lien de causalité (ainsi que la mesure corrective appropriée), les parties ont avancé des arguments détaillés sur la question de savoir si une quantification était nécessaire et sur l'utilisation de modèles économétriques.

10.336 Nous notons, tout d'abord, que le texte de l'Accord sur les sauvegardes n'exige pas de quantification. Cependant, de l'avis du Groupe spécial, tant l'Accord que la jurisprudence pertinente prévoient que la quantification *peut* avoir lieu. En outre, le Groupe spécial estime qu'une quantification peut être particulièrement opportune dans les affaires qui portent sur des situations factuelles compliquées dans lesquelles des analyses qualitatives peuvent ne pas suffire pour permettre de faire mieux comprendre la dynamique du marché pertinent.

10.337 Nous notons, à l'appui, que l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes mentionne des "facteurs … de nature … quantifiable". Comme nous l'avons expliqué au paragraphe 10.318 ci-dessus, nous estimons que l'article 4:2 a) et l'article 4:2 b) doivent être lus conjointement et d'une manière mutuellement compatible. En conséquence, les facteurs mentionnés à l'article 4:2 a) doivent être pris en considération lorsque l'on procède à l'opération de non-imputation (outre tout autre facteur qui pourrait être pertinent). En outre, la prescription de l'article 4:2 a) selon laquelle les facteurs évalués doivent être de "nature quantifiable" implique que certains au moins des facteurs évalués dans l'opération de non-imputation seront quantifiables et, dans ces circonstances, devraient être quantifiés.

10.338 Par ailleurs, le Groupe spécial rappelle les observations faites par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* dans laquelle il déclarait que le respect des dispositions des articles 3:1, 4:2 b) et 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes devrait avoir pour effet accessoire de fournir une justification suffisante pour une mesure et devrait aussi fournir un point de repère au regard duquel la portée admissible de la mesure devrait être déterminée. En particulier, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit:

> "Nous observons ici que le libellé concernant la non-imputation qui figure dans la deuxième phrase de l'article 4:2 b) est une partie importante de l'architecture de l'*Accord sur les sauvegardes* et qu'il sert donc nécessairement de contexte dans lequel l'article 5:1, première phrase, doit être interprété. À notre avis, le libellé concernant la non-imputation qui figure dans la deuxième phrase de l'article 4:2 b) a deux objectifs. Premièrement, dans les situations où plusieurs facteurs causent le dommage en même temps, il vise à empêcher les autorités chargées de l'enquête d'inférer que le "lien de causalité" requis entre l'accroissement des importations et le dommage grave ou la menace de dommage grave existe à partir des effets dommageables causés par des facteurs autres qu'un accroissement des importations.

> Deuxièmement, c'est un point de repère qui garantit que seule une part appropriée de l'ensemble du dommage est imputée à un accroissement des importations. Selon la lecture que nous faisons de l'Accord, ce deuxième objectif nous renseigne à son tour sur la mesure dans laquelle une mesure de sauvegarde peut être appliquée conformément à l'article 5:1, première phrase. D'ailleurs, selon nous, c'est la seule interprétation possible de l'obligation énoncée à l'article 4:2 b), dernière phrase, qui garantisse la compatibilité de cet article avec l'article 5:1, première phrase. Il serait illogique de demander aux autorités chargées de l'enquête de veiller à ce que l'existence d'un "lien de causalité" entre l'accroissement des importations et le dommage grave ne soit pas établie en fonction de la part du dommage imputée à des facteurs autres qu'un accroissement des importations, tout en permettant en même temps à un Membre d'appliquer une mesure de sauvegarde qui remédie au dommage causé par tous les facteurs."[5211]

10.339 Le Groupe spécial estime qu'une quantification pourrait aider à identifier la part du dommage global causée par l'accroissement des importations, par opposition au dommage causé par d'autres facteurs, qui constituerait à son tour un "point de repère" permettant de faire en sorte que la mesure de sauvegarde ne soit imposée que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et rendre possibles les ajustements.

10.340 En outre, le Groupe spécial estime que la quantification peut, dans certains cas, découler de l'obligation faite aux autorités compétentes d'établir "explicitement" la non-imputation sur la base d'une explication motivée et adéquate.[5212] À cet égard, il rappelle que, comme l'Organe d'appel l'a déclaré en plusieurs occasions, les Membres de l'OMC sont censés interpréter et remplir de bonne foi leurs obligations dans le cadre de l'OMC.[5213] Par ailleurs, eu égard à l'obligation imposée aux autorités compétentes d'examiner toutes les autres explications plausibles présentées par les parties intéressées, nous estimons qu'une autorité compétente peut se trouver dans des situations dans lesquelles il est nécessaire de procéder à la quantification et à une certaine forme d'analyse économique pour réfuter les autres explications avancées dont il est allégué qu'elles sont plausibles. Alors que le libellé des dispositions de l'Accord sur les sauvegardes n'exige pas en soi une quantification dans l'analyse du lien de causalité, les circonstances d'un différend donné peuvent rendre nécessaire la quantification.

10.341 Ayant dit que la quantification peut être souhaitable, utile et parfois nécessaire selon les circonstances d'une affaire, le Groupe spécial reconnaît qu'elle peut être difficile et n'est pas parfaite. Il est donc d'avis que les résultats d'une telle quantification peuvent ne pas forcément être déterminants. Nous estimons qu'il faut toujours effectuer une évaluation qualitative générale qui prenne en compte tous les renseignements pertinents. Néanmoins, de l'avis du Groupe spécial, même la plus simple des analyses quantitatives peut donner des indications utiles sur la dynamique générale d'une branche de production donnée et, en particulier, sur la nature et l'importance du dommage causé à une branche de production nationale par des facteurs autres que l'accroissement des importations.

[5211] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 252.

[5212] L'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation* a déclaré qu'une simple affirmation selon laquelle le dommage causé par d'autres facteurs n'avait pas été imputé à un accroissement des importations n'établissait pas explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par des facteurs autres que l'accroissement des importations n'avait pas été imputé à un accroissement des importations. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 220.

[5213] Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, paragraphes 297 et suivants.

10.342 Quant à l'argumentation des parties concernant la forme que la quantification devrait avoir, le Groupe spécial estime que cela dépendra, à nouveau, de la complexité de la situation à l'examen. L'approche adoptée devrait permettre à l'autorité compétente de calculer, même de manière approximative, la part du dommage imputable à des facteurs autres que l'accroissement des importations qui peuvent entrer en jeu dans le contexte d'une branche de production donnée. Plus la situation est complexe, plus il est nécessaire de faire une analyse élaborée.[5214] Quels que soient l'approche ou le modèle adoptés, ceux-ci devraient être appliqués de bonne foi et avec une diligence raisonnable.[5215] Il nous semble que cela est exigé par l'interprétation et l'application de bonne foi des articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

v) Déroulement de l'évaluation

10.343 Quant au déroulement de l'évaluation des divers éléments qui peuvent être en jeu lorsqu'il s'agit d'établir l'existence d'un lien de causalité, le Groupe spécial est d'avis que l'Accord sur les sauvegardes ne prescrit aucun ordre particulier. Il rappelle les observations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, dans laquelle, lorsqu'il définissait les étapes que pourrait comporter l'analyse aux fins de la non-imputation, l'Organe d'appel a déclaré que "ces étapes n'[étaient] pas des "critères" juridiques prescrits par le texte de l'*Accord sur les sauvegardes*; [et qu']il n'[était] pas non plus impératif que chaque étape fasse l'objet d'une constatation distincte ou d'une conclusion motivée de la part des autorités compétentes".[5216]

10.344 En conséquence, le Groupe spécial n'estime pas que l'opération de non-imputation doive nécessairement précéder un examen de la coïncidence entre l'accroissement des importations, les facteurs relatifs au dommage et les conditions de concurrence, ou *inversement*. Il est d'avis que le libellé des articles 2:1 et 4:2 n'exige pas que la non-imputation ait lieu avant ou après toute autre analyse qui peut être effectuée en vue d'établir l'existence d'un lien de causalité. Pour autant que les différents éléments que comporte une analyse du lien de causalité soient pris en considération et analysés en vue d'arriver à une conclusion sur l'existence ou non d'un "lien de causalité", cela devrait suffire. C'est ce qui ressort clairement des observations de l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Gluten de froment* et *États-Unis – Viande d'agneau*:

> "[L]ogiquement, l'identification finale des effets dommageables dus à l'accroissement des importations doit intervenir après dissociation préalable des effets dommageables des différents facteurs causals. Si les effets des différents facteurs ne sont pas dissociés et distingués des effets de l'accroissement des importations, il ne peut y avoir une évaluation appropriée du dommage causé par ce seul facteur décisif. Comme nous l'avons aussi indiqué, la détermination finale concernant l'existence "du lien de causalité" entre l'accroissement des importations et le dommage grave ne peut

[5214] Nous notons à cet égard que les États-Unis avaient utilisé des modèles économétriques dans leur démonstration de la conformité avec l'article 5:1 qu'ils ont présentée au Groupe spécial.

[5215] À l'appui de notre argument selon lequel l'approche ou le modèle utilisés pour la quantification devraient être fondés sur la bonne foi et la diligence raisonnable, nous nous référons à la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Fils de coton*, selon laquelle l'exercice d'une diligence raisonnable est requis en relation avec les obligations découlant de l'Accord sur les textiles et les vêtements, qui sont équivalentes à l'article 3 de l'Accord sur les sauvegardes (rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 76). En outre, l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Loi sur la compensation* a reconnu la pertinence du principe de la bonne foi comme règle de conduite générale dans les relations internationales qui régissait l'exercice des droits par les États. L'Organe d'appel a déclaré qu'il existait une base permettant à un groupe spécial établi dans le cadre du système de règlement des différends de déterminer, dans une affaire appropriée, si un Membre n'avait pas agi de bonne foi. (Rapport de l'Organe d'appel, paragraphes 297 et suivants)

[5216] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 178.

> être établie qu'*après* que les effets de l'accroissement des importations ont été dûment évalués, et cette évaluation fait pour sa part suite à la dissociation des effets dus à tous les différents facteurs causals."[5217]

10.345 Quant à la signification du fait que l'USITC, dans un certain nombre de cas, peut avoir commencé son texte par une constatation de l'existence d'un "lien de causalité" avant de démontrer l'opération de non-imputation, de l'avis du Groupe spécial, cela n'implique pas nécessairement une violation de l'article 4:2 b). À cet égard, nous appelons l'attention sur l'observation de l'Organe d'appel selon laquelle "la détermination finale concernant l'existence "du lien de causalité" entre l'accroissement des importations et le dommage grave ne peut être établie qu'*après* que les effets de l'accroissement des importations ont été dûment évalués, et cette évaluation fait pour sa part suite à la dissociation des effets dus à tous les différents facteurs causals". Selon nous, ce qui importe c'est le point de savoir, en fin de compte, si le rapport de l'USITC contient une explication motivée et adéquate des divers éléments qui doivent être établis au regard de l'article 4:2 b).

10.346 Comme il a été dit plus haut, c'est toujours à l'autorité compétente qu'il appartient de déterminer, y compris en respectant la prescription relative à la non-imputation, si, d'une manière générale, il existe un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Dans ce contexte, le Groupe spécial rejette l'idée avancée par le Japon et le Brésil selon laquelle, dans certains cas, une fois que l'effet des autres facteurs a été dissocié et distingué, le "rapport entre les importations et le dommage grave est établi".[5218] Le Groupe spécial est d'avis qu'il n'est pas possible de faire automatiquement cette supposition car pour déterminer s'il existe un lien de causalité, il faut toujours procéder à une évaluation générale.

vi) Importations en provenance de zones de libre-échange – "autres facteurs"?

10.347 Les allégations des plaignants soulèvent la question de savoir si les importations en provenance de zones de libre-échange qui ont été en définitive exclues de l'application des mesures de sauvegarde devaient être traitées comme un "autre facteur" dans le contexte de l'opération de non-imputation qui est requise à l'article 4:2 b).

10.348 Le Groupe spécial examinera, dans l'analyse mesure par mesure ci-après, les constatations de l'USITC concernant le lien de causalité pour chacune des mesures de sauvegarde spécifiques en cause, qui figurent dans sa détermination du 22 octobre 2001 publiée en décembre 2001. Cette détermination considérait globalement les importations en provenance de *toutes* les sources. Étant donné que les importations exclues (en provenance du Canada, du Mexique, de la Jordanie et d'Israël) faisaient partie des importations totales aux fins de l'analyse du lien de causalité effectuée en octobre, elles ne peuvent pas être traitées simultanément comme un "autre facteur" et comme une partie des "importations totales".

10.349 En l'espèce, il y avait en effet un "écart" entre les importations visées par la détermination (octobre 2001) et celles qui sont visées par les mesures de sauvegarde (mars 2002). En pareil cas, conformément au principe du parallélisme, le Membre importateur doit établir explicitement que les importations en provenance des sources visées par la mesure satisfont aux prescriptions des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes. L'examen par le Groupe spécial de la démonstration de la conformité avec ce principe figure dans la section ci-après de ses rapports qui concerne le

---

[5217] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 180; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 69.

[5218] Réponse écrite du Brésil à la question n° 87 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond, réponse écrite du Japon à la question n° 87 posée par le Groupe spécial à la première réunion de fond.

parallélisme. Dans ladite section, nous examinerons comment l'USITC a traité l'exclusion des importations en provenance du Canada, du Mexique, de la Jordanie et d'Israël dans le contexte des réajustements exigés par l'existence d'un "écart" entre les importations visées par la détermination et celles qui sont visées par les mesures de sauvegarde.

5. Analyse mesure par mesure

10.350 Nous rappelons tout d'abord nos constatations exposées aux paragraphes 10.306 à 10.308 ci-dessus. Il peut y avoir des cas dans lesquels: i) une analyse de la coïncidence a été effectuée et fait apparaître une coïncidence claire entre l'évolution des importations et l'évolution des facteurs relatifs au dommage; ii) dans le cadre de sa démonstration générale de l'existence d'un lien de causalité, l'autorité compétente a effectué, entre autres choses, une analyse de la coïncidence qui, en elle-même et à elle seule, ne démontre pas entièrement l'existence d'un lien de causalité et une analyse complémentaire est effectuée; iii) une analyse de la coïncidence a été effectuée (avec ou sans autres analyses) mais ne démontre l'existence d'aucune coïncidence; et enfin, iv) une analyse de la coïncidence n'a pas été effectuée mais d'autres outils analytiques ont été utilisés en vue de prouver l'existence d'un lien de causalité.

10.351 Nous avons aussi dit plus haut que, dans tous les cas, lorsqu'elle effectue son analyse du lien de causalité, l'autorité compétente doit donner une explication motivée et adéquate de cette analyse. Dans les cas où il n'y a pas coïncidence (qu'une analyse de la coïncidence ait été effectuée ou non), une explication convaincante de la raison pour laquelle le lien de causalité existe est nécessaire, puisque la coïncidence devrait normalement être essentielle dans les déterminations de l'existence d'un lien de causalité. À la lumière de son analyse juridique qui précède, le Groupe spécial examinera les différents éléments des constatations de l'USITC concernant le lien de causalité dans l'ordre dans lequel ils ont été traités par l'USITC dans son rapport.

10.352 Dans les cas où l'*USITC a effectué une analyse de la coïncidence* et la détermination de l'existence d'un lien de causalité a été contestée par les plaignants, nous examinerons si l'USITC a donné une explication motivée et adéquate indiquant l'existence d'un lien de causalité là où elle avait constaté une coïncidence entre l'évolution des importations et l'évolution des facteurs relatifs au dommage.

10.353 Comme on le verra plus loin, il y a un cas dans lequel le Groupe spécial a approuvé la conclusion de l'USITC selon laquelle il existait une coïncidence claire.[5219] En pareil cas, selon notre cadre analytique exposé aux paragraphes 10.306 à 10.308, il n'est généralement pas nécessaire que l'autorité compétente effectue une analyse complémentaire pour étayer son analyse de la coïncidence. Il ne serait pas non plus nécessaire dans ces cas que le Groupe spécial examine toute analyse complémentaire qui aurait été effectuée par l'autorité compétente. Cependant, dans ce cas particulier, l'USITC n'a pas donné une explication motivée et adéquate de l'existence d'une coïncidence, de sorte que le Groupe spécial a procédé à l'examen de l'analyse des conditions de concurrence effectuée par l'USITC.

10.354 Il y a aussi un certain nombre de cas dans lesquels le Groupe spécial a estimé que les faits pertinents n'étayaient en rien une constatation de l'existence d'une coïncidence par l'USITC. Dans ces cas, le Groupe spécial a entrepris d'examiner si l'USITC, néanmoins, avait donné une explication convaincante selon laquelle un lien de causalité existait. Il a procédé de cette manière même dans les cas dans lesquels les plaignants n'avaient pas spécifiquement contesté l'explication convaincante

[5219] Nous nous référons, en particulier au cas des ABJT.

donnée par l'USITC. Nous estimons que nous sommes en droit d'adopter cette approche, pour autant que les plaignants aient contesté la détermination de l'existence d'un lien de causalité.

10.355 Enfin, il y a un certain nombre de cas dans lesquels le Groupe spécial n'était pas certain que les faits étayent une constatation de l'existence d'une coïncidence ou dans lesquels la coïncidence générale n'apparaissait pas clairement. En pareil cas, le Groupe spécial a examiné si l'USITC avait effectué une analyse *complémentaire* pour démontrer qu'il existait un lien de causalité. Là où elle l'avait fait, le Groupe spécial a examiné l'analyse complémentaire effectuée par l'USITC pour évaluer si, d'une manière générale, il existait un lien de causalité. Nous estimons que nous sommes en droit d'adopter cette approche, pour autant que les plaignants aient contesté la détermination de l'existence d'un lien de causalité.

10.356 Dans les cas dans lesquels l'*USITC n'avait pas effectué une analyse de la coïncidence*, nous avons évalué si elle avait donné une explication motivée et adéquate de la raison pour laquelle elle ne l'avait pas fait et si elle avait donné une explication convaincante de la raison pour laquelle un lien de causalité existait néanmoins. Ce faisant, nous avons examiné si, sur la base de l'analyse utilisée par l'USITC dans ces cas, les faits étayaient les conclusions dégagées par l'USITC. Là encore, le Groupe spécial a procédé de cette manière même dans les cas dans lesquels les plaignants n'avaient pas spécifiquement contesté l'explication convaincante. Nous estimons que nous sommes en droit d'adopter cette approche, pour autant que les plaignants aient contesté la détermination de l'existence d'un lien de causalité.

10.357 En ce qui concerne la non-imputation, le Groupe spécial examinera si des facteurs pertinents autres que les importations ont été pris en considération par l'USITC. Nous examinerons aussi si l'USITC a établi explicitement, sur la base d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par ces autres facteurs n'avait pas été imputé aux importations.

10.358 Enfin, dans le cas des CPLPAC, le Groupe spécial examinera les difficultés rencontrées dans l'examen de l'analyse du lien de causalité effectuée par l'USITC pour ce produit. Nous notons que ces difficultés sont associées au fait que les CPLPAC se composent de cinq éléments constitutifs, à savoir les brames, les tôles, les produits en acier laminés à chaud, les produits en acier laminés à froid et les produits en acier revêtus.

10.359 À titre préliminaire, nous faisons observer que toutes les données que nous avons utilisées dans cette section ont été tirées directement du rapport de l'USITC ou des différents tableaux et annexes auxquels se réfère ce rapport. En outre, nous notons que, pour chaque partie de notre examen de l'analyse du lien de causalité effectuée par l'USITC pour les différentes mesures de sauvegarde en cause, nous avons indiqué ce que nous considérons être les parties pertinentes du rapport de l'USITC. Enfin, plus spécifiquement, le Groupe spécial note qu'en plusieurs occasions, il a examiné les analyses des prix effectuées par l'USITC dans le cadre de son analyse du lien de causalité. Nous notons que dans cet examen, nous avons pris les valeurs unitaires comme variable de substitution pour les prix. Nous estimons que cela est acceptable étant donné que c'est apparemment ce que l'USITC elle-même a fait.[5220] De plus, nous croyons savoir que les tendances des prix reflètent celles des valeurs unitaires. Dans le même ordre d'idées, nous n'estimons pas qu'il existe une distinction quelconque entre les "valeurs unitaires", d'une part, et les "valeurs unitaires moyennes", d'autre part. Plus particulièrement, dans le contexte de l'espèce, nous estimons que les valeurs unitaires pour une année donnée sont implicitement des moyennes.

[5220] Voir, par exemple l'analyse de l'USITC concernant les CPLPAC aux pages 55 à 63 de son rapport, volume I.

a) CPLPAC

10.360 Le Groupe spécial note tout d'abord qu'il a mis l'accent dans la présente section sur les arguments présentés par les plaignants qui, selon lui, portaient sur les aspects les plus problématiques des déterminations de l'USITC concernant le lien de causalité – c'est-à-dire les aspects qui impliquaient le plus manifestement des violations de l'Accord sur les sauvegardes. Comme il se prononcera sur les allégations des plaignants dans son examen ci-après, le Groupe spécial ne voit pas la nécessité de traiter les autres arguments.

i) Coïncidence et conditions de concurrence

Constatations de l'USITC

10.361 Les constatations de l'USITC se lisent comme suit:

> "Nous constatons que l'accroissement des importations de certains produits laminés plats en acier au carbone est une cause importante, et une cause qui ne l'est pas moins que toute autre cause, du dommage grave subi par la branche de production nationale.[5221] Pour établir cette constatation, nous avons examiné attentivement les éléments de preuve versés au dossier concernant les facteurs énumérés dans la loi, ainsi que les éléments de preuve concernant la production intérieure, la capacité, l'utilisation de la capacité, les expéditions, la part de marché, les données relatives aux profits et aux pertes, les fermetures d'usines, les salaires et autres données relatives à l'emploi, la productivité, les dépenses d'équipement, et les dépenses de recherche-développement. En conséquence, nous constatons que l'accroissement des importations est une cause substantielle du dommage grave subi par la branche de production nationale de certains produits laminés plats en acier au carbone.
>
> a. Conditions de concurrence
>
> Nous prenons en compte un certain nombre de facteurs qui influencent la compétitivité de certains produits laminés plats en acier au carbone nationaux et importés sur le marché des États-Unis, y compris des facteurs liés au produit lui-même, le degré de substituabilité entre les articles nationaux et importés, les changements dans la capacité et la production mondiales et les conditions du marché. Ces facteurs influencent les prix et d'autres considérations prises en compte par les acheteurs pour décider s'il faut acheter les articles nationaux ou les articles importés.
>
> Les producteurs conviennent d'une manière générale que les produits de substitution à certains produits laminés plats en acier au carbone sont peu nombreux ou inexistants.[5222] Certains produits laminés plats en acier au carbone peuvent représenter une part relativement élevée du coût de certains produits laminés plats en

[5221] (Note de bas de page de l'original) Le commissaire Devaney s'est associé à l'analyse faite par la majorité, au sujet du lien de causalité, telle qu'elle est présentée ici. Il note aussi que lorsque l'analyse est effectuée pour l'ensemble de la branche de production telle qu'il l'a définie, le résultat est le même, à savoir que les importations sont une cause substantielle de dommage grave.

[5222] (Note de bas de page de l'original) RC, FLAT-67 et RP, FLAT-53. Les produits de substitution pour chacune des catégories de produit incluses dans notre ensemble "certains produits laminés plats en acier au carbone" sont peu nombreux ou inexistants. RC, FLAT-67-68 et RP, FLAT-53-FLAT-54.

acier au carbone d'aval, mais ils représentent le plus souvent une part relativement modeste de la valeur des produits finis.[5223]

La demande de certains produits laminés plats en acier au carbone dépend de celle qui est liée à diverses applications pour utilisations finales.[5224] Un pourcentage notable de ces produits est consommé dans la production d'autres produits d'aval de la catégorie "certains produits laminés plats en acier au carbone".[5225] Toutes les brames sont consommées dans la production de produits en acier d'aval et les sidérurgistes eux-mêmes sont les uniques acheteurs de brames. Les brames ne sont pas des produits laminés et ont besoin d'une transformation additionnelle avant de pouvoir être incorporées dans un produit fini. Comme cela est prévisible pour les produits de charge, la plupart des produits en acier laminés à chaud et laminés à froid fabriqués dans le pays sont consommés dans la production de produits en acier plus élaborés, bien qu'il existe un marché de gros aussi bien pour les produits en acier laminés à chaud que pour les produits en acier laminés à froid.[5226] Par contre, la plupart des tôles et produits en acier revêtus fabriqués dans le pays, qui sont des produits en acier plus élaborés, sont vendus sur le marché de gros, des parts relativement modestes de ces produits servant à la production de produits d'aval.[5227] La construction et les applications automobiles sont des utilisations finales importantes pour les tôles, les produits laminés à chaud, les produits laminés à froid et les produits en acier revêtus.[5228]

Quel que soit le moyen de mesure utilisé, la période visée par l'enquête a été marquée par une croissance importante de la demande de certains produits laminés plats en acier au carbone aux États-Unis.[5229] La consommation intérieure apparente de ces produits, y compris la production absorbée par la consommation interne, a régulièrement augmenté pendant cette période, en passant de 203,2 millions de tonnes courtes en 1996 à 219,0 millions de tonnes courtes en 2000, soit un accroissement de 7,8 pour cent.[5230] La consommation intérieure apparente de certains produits laminés plats en acier au carbone, y compris la production absorbée par la consommation interne, a fléchi de 14,9 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et celle de

[5223] (Note de bas de page de l'original) RC, FLAT-68 et RP, FLAT-54.
[5224] (Note de bas de page de l'original) RC, FLAT-66 et RP, FLAT-51.
[5225] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, OVERVIEW-10 et tableau OVERVIEW-2.
[5226] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux FLAT-14 et FLAT-15.
[5227] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux FLAT-13 et FLAT-16.
[5228] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau OVERVIEW-2.
[5229] (Note de bas de page de l'original) Nous sommes conscients de la difficulté de mesurer la consommation, la production, la capacité et la pénétration des importations s'agissant d'un produit pour lequel une partie importante de la production est consommée dans la production d'autres matériaux d'aval qui sont aussi inclus dans le produit similaire. L'addition des chiffres pour chacune des catégories de produit tendrait à surestimer la capacité et la production intérieures et à sous-estimer l'incidence véritable des importations, alors que la prise en compte des expéditions commerciales uniquement serait incompatible avec les données disponibles concernant la capacité. *Voir* RC, FLAT-18 n.11, FLAT-34 n.13 et FLAT-60 n.14, RP, FLAT-15 n.11, FLAT-30 n.13 et FLAT-44 n.14. Nous avons examiné aussi bien les arguments des producteurs nationaux que ceux des sociétés interrogées concernant la méthode appropriée pour la détermination de ces indicateurs, et nous avons examiné un éventail de différents moyens de mesure pour arriver à notre détermination. D'une manière générale, cependant, nous avons constaté que les mêmes conclusions s'imposaient quel que soit le moyen de mesure utilisé.
[5230] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.

2001.[5231] Les ventes nettes de certains produits laminés plats en acier au carbone ont progressé pour passer de 58,8 millions de tonnes courtes en 1996 à 65,2 millions de tonnes courtes en 2000, soit un accroissement de 10,9 pour cent.[5232] Les ventes nettes de certains produits laminés plats en acier au carbone ont diminué de 11,7 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001.[5233] Un fléchissement de la demande, cependant, peut être observé à la fin de la période considérée, la consommation intérieure apparente de certains produits laminés plats en acier au carbone ayant reculé de 14,9 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à celle de 2000.

De même, sans être identiques, des accroissements ont été enregistrés pour la consommation de chaque type de produits en acier laminés plats. La consommation intérieure apparente de brames a augmenté en passant de 71,4 millions de tonnes courtes en 1996 à 74,4 millions de tonnes courtes en 2000; elle a atteint en 2000 le niveau le plus élevé enregistré pendant la période visée par l'enquête.[5234] La consommation intérieure apparente de brames a fléchi de 15,6 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001.[5235] La consommation intérieure apparente de produits en acier laminés à chaud a augmenté en passant de 68,5 millions de tonnes courtes en 1996 à 75,1 millions de tonnes courtes en 2000; elle a atteint en 2000 le niveau le plus élevé enregistré pendant la période visée par l'enquête.[5236] La consommation intérieure apparente de produits en acier laminés à chaud a fléchi de 17,1 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001.[5237] La consommation intérieure apparente de produits en acier laminés à froid a en fait atteint un niveau record en 1999 avec 40,6 millions de tonnes courtes. Néanmoins, le niveau auquel elle s'est établie en 2000, soit 40,0 millions de tonnes courtes, était de 9,8 pour cent supérieur au niveau de 36,4 millions de tonnes courtes enregistré en 1996.[5238] La consommation intérieure apparente de produits en acier laminés à froid a diminué de 12,3 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001.[5239] De même, la consommation intérieure apparente de produits en acier revêtus a culminé en 1999 avec 22,8 millions de tonnes, mais le chiffre enregistré en 2000, de 22,3 millions de tonnes courtes, était de 16,9 pour cent plus élevé que celui de 1996, soit 19,1 millions de tonnes courtes.[5240] La consommation intérieure apparente de produits en acier revêtus a diminué de 13,0 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à celle de 2000.[5241] Seule la consommation de tôles a fait apparaître une tendance notablement différente, avec une consommation apparente de 7,1 millions de tonnes courtes en 2000, inférieure au niveau de 7,8 millions de tonnes courtes enregistré en 1996.[5242] La consommation

[5231] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.
[5232] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.
[5233] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.
[5234] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-2.
[5235] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-2.
[5236] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-4.
[5237] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-4.
[5238] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-5.
[5239] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-5.
[5240] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-7.
[5241] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-7.
[5242] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-3.

intérieure apparente de tôles a fléchi de 3,6 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à celle de 2000.[5243]

En ce qui concerne l'offre de certains produits laminés plats en acier au carbone, analysée ci-dessus, la capacité intérieure a régulièrement augmenté entre 1996 et 2000. La capacité de production étrangère a aussi augmenté entre 1996 et 2000.[5244] Telle qu'elle est mesurée par la capacité de production de tôles et de produits en acier laminés à chaud uniquement, la capacité de production étrangère est passée de 290,9 millions de tonnes courtes en 1996 à 335,2 millions de tonnes courtes en 2000, soit un accroissement de 15,2 pour cent.[5245] La capacité de production étrangère a augmenté pendant la période visée par l'enquête pour chacune des catégories de produit. Pour les brames, elle a progressé de 8,0 pour cent entre 1996 et 2000, tandis que la capacité de production de tôles a augmenté de 9,5 pour cent.[5246] La capacité de production étrangère de produits en acier laminés à chaud plus élaborés a augmenté de manière beaucoup plus importante entre 1996 et 2000, la capacité de production s'accroissant de 16,3 pour cent pour les produits en acier laminés à chaud, de 13,9 pour cent pour les produits en acier laminés à froid, et de 29,4 pour cent pour les produits en acier revêtus.[5247]

Ces accroissements notables de la capacité de production ont eu lieu pendant une période marquée par une désorganisation des marchés mondiaux de l'acier. La dépréciation de plusieurs monnaies asiatiques à la fin de 1997 et au début de 1998 a sensiblement réduit la consommation d'acier dans ces pays et a créé une masse de produits en acier pour lesquels des marchés de remplacement étaient recherchés.[5248] La dissolution de l'URSS a entraîné un accroissement important des exportations d'acier des pays de l'ex-URSS vers les États-Unis.[5249]

La substituabilité entre les produits fabriqués dans le pays et les produits importés dans la catégorie "certains produits laminés plats en acier au carbone" varie entre un degré moyen et un degré élevé.[5250] Les acheteurs citent généralement la "qualité" comme étant le facteur le plus important dans leur décision d'achat.[5251] Une forte majorité des acheteurs ont trouvé que les produits fabriqués dans le pays et les produits importés de la catégorie "certains produits laminés plats en acier au carbone" étaient comparables quant à la qualité, à la gamme des produits et à la

---

[5243] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-3.

[5244] (Note de bas de page de l'original) Nous notons que les producteurs nationaux ont critiqué la qualité des données provenant de nos questionnaires en ce qui concerne la capacité étrangère. Prehearing Brief of Bethlehem Steel Corporation, LTV Steel Company, Inc., National Steel Corporation and United States Steel LLC, page 70 n.217 et Appendice A. Conformément à la pratique que nous suivons depuis longtemps, nous nous sommes fondés sur les données provenant des questionnaires pour établir notre détermination, même si nous avons pris en considération les autres données communiquées par les producteurs nationaux et d'autres parties.

[5245] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-215, tableau VII-ALT1.

[5246] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux FLAT-30 et FLAT-33.

[5247] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux FLAT-36, FLAT-39 et FLAT-43.

[5248] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, OVERVIEW-17.

[5249] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, OVERVIEW-18.

[5250] (Note de bas de page de l'original) RC, FLAT-68, RP, FLAT-54.

[5251] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-64. Les acheteurs ont donné des réponses analogues pour chacun des types de produits de la catégorie "certains produits laminés plats en acier au carbone". INV-Y-212, Flat Products, pages 20 à 22.

compatibilité.[5252] Ce n'est que pour les délais de livraison que les acheteurs ont relevé une différence claire entre les produits fabriqués dans le pays et les produits importés de cette catégorie.[5253] De plus, si davantage d'acheteurs ont mentionné la qualité comme étant le facteur le plus important dans les décisions d'achat, ils sont nombreux à avoir indiqué en premier le prix, et la plupart des acheteurs ont inclus le prix parmi les trois premiers facteurs.[5254] Un nombre important d'acheteurs ont signalé qu'ils achetaient "toujours" ou "habituellement" les produits en acier laminés plats offerts aux prix les plus bas.[5255]

Les importations de divers produits de la catégorie "certains produits laminés plats en acier au carbone" sont visées par un certain nombre d'instruments existants: ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs, accords de suspension et autres accords de restriction des échanges.[5256] Certaines de ces mesures étaient antérieures à la période visée par l'enquête et n'ont pas empêché la poussée des importations observée dans la présente enquête. Cependant, d'autres mesures ont été imposées pendant la période visée par l'enquête.

b. Analyse

...

L'accroissement spectaculaire du volume des importations en 1998 – au milieu de la période considérée – a coïncidé avec une nette dégradation des résultats et de la situation de la branche de production nationale, malgré la croissance de la demande aux États-Unis. Les importations totales se sont chiffrées à 18,4 millions de tonnes courtes en 1996 et à 19,3 millions de tonnes courtes en 1997, accroissement qui n'était que légèrement supérieur à celui de la consommation intérieure apparente totale.[5257] En 1998, les importations ont progressé de plus de 30 pour cent par rapport au niveau de l'année précédente, pour atteindre un total de 25,3 millions de tonnes courtes.[5258] Cet accroissement a eu lieu au cours d'une année pendant laquelle la consommation intérieure apparente totale, y compris l'ensemble de la consommation captive, a augmenté de 3,2 pour cent et les ventes intérieures nettes de 0,5 pour cent

[5252] (Note de bas de page de l'original) RC, tableau FLAT-65, RP, tableau FLAT-65. Les acheteurs ont donné des réponses analogues pour chacun des types de produits de la catégorie "certains produits laminés plats en acier au carbone". INV-Y-212, Flat Products, pages 15 à 19.

[5253] (Note de bas de page de l'original) RC, tableau FLAT-65, RP, tableau FLAT-65. Les acheteurs ont donné des réponses analogues pour chacun des types de produits de la catégorie "certains produits laminés plats en acier au carbone". INV-Y-212, Flat Products, pages 15 à 19.

[5254] (Note de bas de page de l'original) RC, tableau FLAT-64, RP, tableau FLAT-64. Les acheteurs ont donné des réponses analogues pour chacun des types de produits de la catégorie "certains produits laminés plats en acier au carbone". INV-Y-212, Flat Products, pages 20 à 22.

[5255] (Note de bas de page de l'original) RC, FLAT-71, RP, FLAT-57.

[5256] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau OVERVIEW-1; *voir aussi Certain Cold-Rolled Steel Products from Argentina, Brazil, Japan, Russia, South Africa, and Thailand*, Inv. No. 701-TA-393-(Final) et 731-TA-829-830, 833-834, 836, et 838 (Final), publication n° 3283 de l'USITC (mars 2000), page 20 (accord global avec la Russie); *Certain Hot-Rolled Steel from Brazil and Japan*, 701-TA-384 (Final) et 731-TA-806 et 808 (Final), publication n° 3223 de l'USITC (août 1999), page 3 note 7 (accords de suspension avec le Brésil et la Russie).

[5257] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.

[5258] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.

seulement.[5259] Après cette forte augmentation, le volume des importations a diminué en 1999 et 2000 mais est resté au-dessus des niveaux de 1996 et 1997.[5260]

Cette poussée des importations s'est produite pour la plupart des types de produit de la catégorie "certains produits laminés plats en acier au carbone". Les importations de tôles ont augmenté de 53,4 pour cent entre 1997 et 1998, celles de produits en acier laminés à chaud de 76,4 pour cent, et celles de produits en acier laminés à froid de 13,0 pour cent, après avoir déjà augmenté de 38,2 pour cent entre 1996 et 1997.[5261] Pour les produits en acier revêtus, la poussée est intervenue un an plus tard, les importations s'accroissant de 15,8 pour cent entre 1998 et 1999.[5262] Après ces poussées initiales, les importations de produits en acier laminés à chaud ont progressé de nouveau de 14,4 pour cent entre 1999 et 2000, et celles de produits en acier laminés à froid de 11,2 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001, malgré une nette diminution de la demande.[5263]

L'incidence de la poussée des importations enregistrée en 1998 sur la branche de production nationale est indéniable. En 1996 et 1997, avant la progression rapide du volume des importations, la branche de production nationale avait obtenu d'assez bons résultats. En 1997, avec des ventes commerciales nettes de 61,1 millions de tonnes courtes, la branche de production nationale dégageait un revenu d'exploitation équivalent à 6,1 pour cent des ventes et un revenu net de 4,5 pour cent.[5264] En 1998, malgré un accroissement des ventes nettes qui ont atteint 61,3 millions de tonnes courtes et une légère baisse des coûts unitaires, la marge d'exploitation de la branche de production est tombée à 4,0 pour cent. En 1999, les ventes nettes ont augmenté pour s'établir à 63,5 millions de tonnes courtes et le coût des marchandises vendues est tombé à son niveau le plus bas pendant la période visée par l'enquête, mais la branche de production a enregistré des pertes d'exploitation équivalent à 0,7 pour cent des ventes. En 2000, les ventes nettes ont de nouveau augmenté pour se chiffrer à 65,2 millions de tonnes courtes et le coût total des marchandises vendues s'est légèrement accru, soit de 1 pour cent, mais la baisse s'est poursuivie avec des pertes d'exploitation représentant 1,4 pour cent des ventes. La branche de production a enregistré des pertes d'exploitation nettes aussi bien en 1999 qu'en 2000.[5265] Sa marge d'exploitation a continué à se réduire pendant le premier semestre de 2001, pour se solder par une perte équivalent à 11,5 pour cent des ventes.

Après les poussées initiales des importations en 1998, comme il a été dit, le volume des importations a quelque peu fléchi mais est resté supérieur aux niveaux constatés en 1996-1997. Un des moyens par lesquels l'incidence du volume massif des importations a continué à se répercuter au-delà de 1998 était l'accroissement des

[5259] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.
[5260] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.
[5261] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux FLAT-C-3 à FLAT-C-5.
[5262] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-7.
[5263] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux FLAT-C-4 et FLAT-C-5.
[5264] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, STL201FT.WK4.
[5265] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, STL201FT.WK4.

stocks. Les stocks de fin de période détenus par les importateurs ont fortement augmenté en 1998, de même que les stocks détenus par les centres de services.[5266]

Les produits importés admis sur le marché des États-Unis entre 1998 et 2000 étaient généralement offerts à des prix sensiblement plus bas par rapport aux premières années de la période visée par l'enquête. Ces baisses de prix étaient prononcées et généralement sans lien avec la demande globale sur le marché des États-Unis, qui a régulièrement progressé alors même que les prix baissaient.

Valeurs unitaires moyennes des importations[5267]

	1996	1997	1998	1999	2000	Période inter-médiaire de 2000	Période inter-médiaire de 2001
Certains produits laminés plats en acier au carbone	370	376	344	298	331	323	310
Brames	253	251	231	177	221	222	180
Tôles	400	424	466	400	398	418	409
Produits laminés à chaud	331	325	288	269	303	299	276
Produits laminés à froid	505	485	447	402	466	463	399
Produits revêtus	608	609	596	537	558	556	519

La poussée des importations en 1998 a modifié la stratégie concurrentielle des producteurs nationaux. Après la première vague des importations en 1998, qui a capté une part de marché substantielle au détriment des producteurs nationaux, ces derniers ont cherché à protéger leur part de marché contre une nouvelle pénétration des importations en opposant aux produits importés une concurrence agressive sur le plan des prix.[5268] Les baisses de prix répétées consenties par la branche de production, si elles ont permis de contenir quelque peu l'afflux des importations et d'accroître les expéditions intérieures, n'ont rien fait pour améliorer la situation de la branche de production. De plus, les baisses de prix ont eu lieu bien que la demande de certains produits laminés plats en acier au carbone ait augmenté aussi bien en 1999 qu'en 2000.

[5266] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-49, Dewey/Skadden Prehearing Brief at Exhs. 55 et 56 (nous notons que les données figurant dans les dernières pièces ne font pas la distinction entre les produits nationaux et les produits importés).

[5267] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux FLAT-C-1 à FLAT-C-5 et FLAT-C-7. Nous veillons à ne pas donner trop de poids aux valeurs unitaires moyennes car celles-ci peuvent être affectées par des questions relatives à la gamme de produits.

[5268] (Note de bas de page de l'original) Dewey/Skadden Posthearing Brief on Flat-Rolled, page 27.

Valeurs unitaires moyennes des expéditions commerciales de produits en acier fabriqués dans le pays[5269]

	1996	1997	1998	1999	2000	Période inter-médiaire de 2000	Période inter-médiaire de 2001
Certains produits laminés plats en acier au carbone	470	474	459	415	418	428	373
Brames[5270]	248	251	250	215	214	224	205
Tôles	482	473	470	402	401	400	379
Produits laminés à chaud	348	356	335	294	312	329	257
Produits laminés à froid	492	496	472	440	445	452	409
Produits revêtus	616	621	597	557	544	553	508

L'examen de données relatives à des produits spécifiques étaye les allégations des producteurs nationaux selon lesquelles les produits importés étaient assortis de prix inférieurs à ceux des produits en acier fabriqués dans le pays, et les importations ont fait baisser les prix. Par exemple, pour les produits laminés à chaud 3A, *** a entraîné***, des réductions des expéditions du produit national et de fortes réductions ultérieures des prix intérieurs.[5271] Une évolution analogue des prix et des volumes, avec des baisses notables des prix des produits importés qui ont fait monter le volume des ventes à des niveaux exceptionnellement élevés, suivies de fortes réductions des prix intérieurs, a été enregistrée pour les produits laminés à froid 4A et 4B.[5272]

Comme il a été dit plus haut, les acheteurs considèrent généralement le prix comme un facteur important dans la décision d'achat, et le produit le meilleur marché est souvent celui qui l'emporte. En outre, même si les acheteurs mentionnent la qualité comme étant le facteur le plus important pour l'achat, ils considèrent généralement que les produits importés de la catégorie "certains produits laminés plats en acier au carbone" sont comparables en qualité aux mêmes articles produits dans le pays. Sur un tel marché, l'accroissement du volume des importations, à des prix qui constituaient une sous-cotation par rapport aux prix intérieurs et ont eu pour effet de déprimer ceux-ci et de les empêcher d'augmenter, a eu une incidence dommageable sur la branche de production nationale, en particulier au moment où celle-ci recourait à des réductions agressives des prix pour faire face à l'afflux persistant des importations.

[5269] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux FLAT-12 à FLAT-15, et FLAT-17.

[5270] (Note de bas de page de l'original) Entre 1996 et 2000, les expéditions commerciales de brames ne représentaient que 0,9 pour cent des expéditions totales de brames produites dans le pays. RC et RP, tableau FLAT-12.

[5271] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, tableau FLAT-ALT69. *Voir aussi* Product 3B (accroissement sans précédent du volume des importations en 1998, et baisse des prix intérieurs du deuxième trimestre de 1998 au deuxième trimestre de 1999).

[5272] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, tableaux FLAT-ALT70 et FLAT-ALT71.

La branche de production nationale comprend un certain nombre de producteurs qui utilisent certains produits laminés plats en acier au carbone importés – en particulier des brames – comme matières premières dans la production de certains produits laminés plats en acier au carbone plus élaborés. Quelques-uns de ces producteurs peuvent avoir bénéficié de la baisse des prix à l'importation pendant la période visée par l'enquête.[5273] Malgré ces avantages individuels et isolés éventuels[5274], il ressort du dossier que la branche de production nationale dans son ensemble a subi un dommage grave en raison de l'accroissement des importations.

Les sociétés interrogées ont fait valoir que, comme les importations ont généralement atteint leurs niveaux culminants en 1998, tout dommage découlant de l'accroissement des importations a été depuis longtemps résorbé, ou a été réparé par l'imposition ultérieure de droits en vertu du Titre VII. Entre la poussée des importations en 1998 et la dernière année complète de la période visée par l'enquête (2000), les producteurs nationaux ont déposé des plaintes en vertu du Titre VII au sujet des tôles en acier au carbone, des produits en acier laminés à chaud et des produits en acier laminés à froid.[5275] En outre, des ordonnances en vigueur concernant des produits en acier revêtus ont été réexaminées et maintenues pendant la même période.[5276] Des ordonnances existantes concernant des produits en acier laminés à froid n'ont été révoquées que vers la fin de 2000.[5277] Nous estimons raisonnable de conclure que l'ouverture de ces procédures en vertu du Titre VII a contenu jusqu'à un certain point l'afflux des importations après 1998; en effet, les sociétés interrogées admettent que l'ouverture d'une procédure en vertu du Titre VII a provisoirement entravé les importations de produits laminés à froid.[5278] Nous notons, cependant, que les niveaux des importations sont restés élevés de 1999 à 2000, et que les effets corrosifs des importations à bas prix ont continué à causer un dommage à la branche de production nationale même lorsque, en chiffres absolus, le volume des importations a légèrement diminué. Bien que le volume des importations ait fléchi en 1999 et 2000, les prix de ces produits importés ont continué à baisser.

En résumé, le lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage causé à la branche de production nationale est manifeste. En 1997, avec une marge d'exploitation de 6,1 pour cent, la branche de production obtenait d'assez bons résultats et était donc bien partie pour accroître sa rentabilité en 1998 grâce au

---

[5273] (Note de bas de page de l'original) Les *** sociétés des États-Unis qui utilisent exclusivement des brames importées –***– ont obtenu des résultats financiers généralement plus favorables que ceux de la branche de production dans son ensemble. Cependant, les coûts unitaires des matières premières de ces*** sociétés étaient***. INV-Y-212, STL201P2.WK4 (résultats concernant les tôles pour ***), STL201H3.WK4 (résultats concernant les produits laminés à chaud pour ***), STL201C4.WK4 (résultats concernant les produits laminés à froid pour ***), et ST201R6.WK4 (résultats concernant les produits en acier revêtus pour ***).

[5274] (Note de bas de page de l'original) Par exemple, les importations de brames représentent environ 8 pour cent des brames consommées aux États-Unis. RC et RP, tableau FLAT-C-2.

[5275] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau OVERVIEW-1.

[5276] (Note de bas de page de l'original) *Certain Carbon Steel Products from Australia, Belgium, Brazil, Canada, Finland, France, Germany, Japan, Korea, Mexico, the Netherlands, Poland, Romania, Spain, Sweden, Taiwan, and the United Kingdom*, Inv. No. AA1921-197, 701-TA-231, 319-320, 322, 325-328, 340, 342, et 348-350 (réexamen), et 731-TA-573-576, 578, 582-587, 604, 607-608, 612, et 614-618 (réexamen), publication n° 3364 de l'USITC (novembre 2000), page 3.

[5277] (Note de bas de page de l'original) Publication n° 3364 de l'USITC, page 3.

[5278] (Note de bas de page de l'original) Joint Respondents' Prehearing Brief on Cold-Rolled Steel, pages 11 et 12.

> renforcement de la demande. Or la poussée des importations en 1998, à des prix inférieurs aux prix intérieurs, a fait régresser les résultats financiers et autres indicateurs de la branche de production. Celle-ci a alors réduit les prix pour conserver sa part de marché mais les réductions de prix l'ont empêchée de rétablir sa rentabilité. Ses marges d'exploitation ont régulièrement diminué pour passer de 6,1 pour cent en 1997 à 4,0 pour cent en 1998, puis à moins 0,7 pour cent en 1999 et moins 1,4 pour cent en 2000. Enfin, pendant la période intermédiaire de 2001, même si les niveaux des importations ont légèrement diminué, les prix sont restés faibles. La branche de production nationale est entrée dans une période de contraction de la demande alors qu'elle était déjà affaiblie et sa situation s'est encore dégradée pour arriver à une marge d'exploitation de moins 11,5 pour cent".[5279]

Allégations et arguments des parties

10.362 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.2 a) i) et ii) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.363 Tout d'abord, le Groupe spécial note que l'USITC a effectué une analyse de la coïncidence pour les CPLPAC et a conclu qu'il existait une coïncidence. En conséquence, nous examinerons si ces constatations constituent une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent cette conclusion.

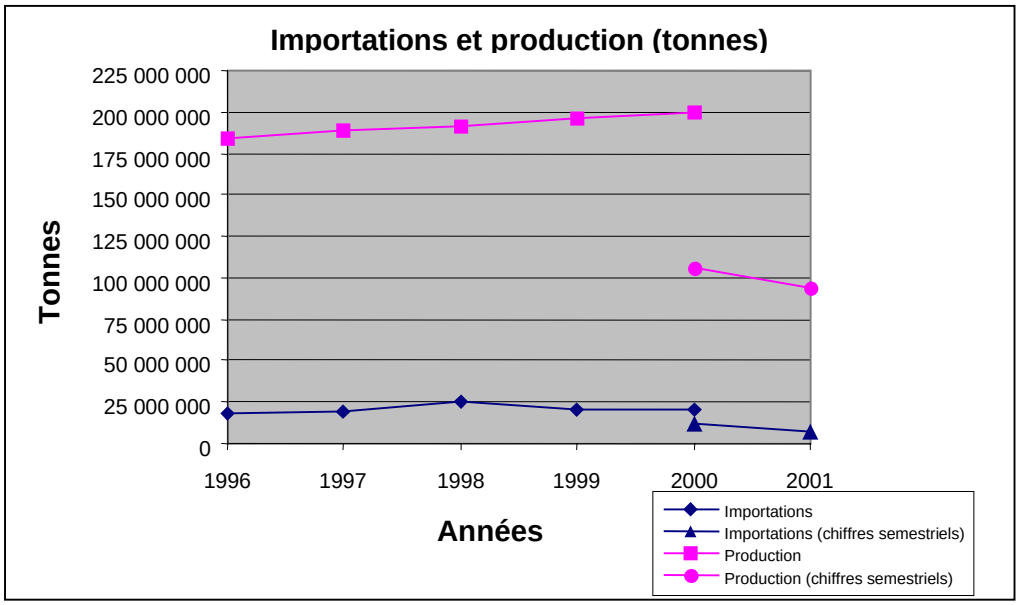
10.364 Le Groupe spécial rappelle que, dans un examen effectué par une autorité compétente, il doit être démontré qu'il y a coïncidence entre l'évolution des importations et celle des facteurs relatifs au dommage. Les facteurs relatifs au dommage sont énumérés à l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes, à savoir, plus précisément: le rythme d'accroissement des importations du produit considéré et leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs, la part du marché intérieur absorbée par les importations accrues, les variations du niveau des ventes, la production, la productivité, l'utilisation de la capacité, les profits et pertes et l'emploi.

10.365 Le Groupe spécial a examiné la coïncidence entre un certain nombre des facteurs relatifs au dommage mentionnés à l'article 4:2 a), y compris ceux qui sont mentionnés par l'USITC, et les importations. Plus spécifiquement, nous faisons référence aux graphiques ci-après comparant les importations et les facteurs relatifs au dommage, qui ont été établis d'après les données de l'USITC, en vue de déterminer si l'USITC a donné une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayaient sa détermination selon laquelle il existait pour les CPLPAC une coïncidence entre l'accroissement des importations et les facteurs relatifs au dommage grave. Étant donné que les CPLPAC étaient traités par l'USITC comme étant un seul produit, le Groupe spécial a utilisé des données agrégées pour chacun des éléments constitutifs des CPLPAC.

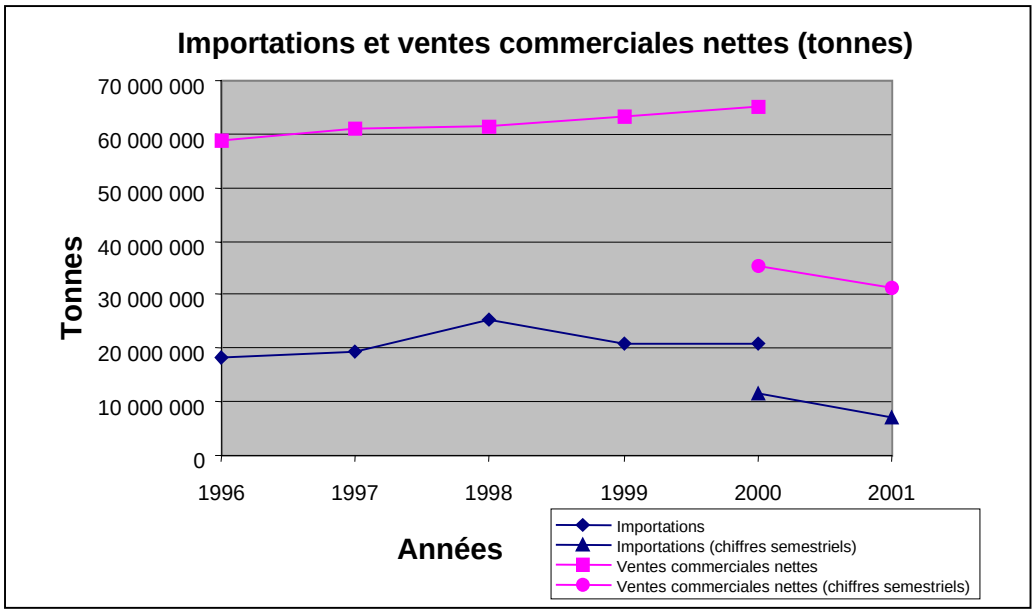
10.366 Le Groupe spécial a d'abord examiné la relation entre les importations et la production. À son avis, il ne semble y avoir aucune coïncidence entre les tendances des importations et celles de la production. En fait, la production semble avoir augmenté (bien que graduellement) pendant la majeure partie de la période visée par l'enquête, malgré un accroissement des importations en 1998. De plus, tout à la fin de la période visée par l'enquête, la production a diminué alors que les importations ont aussi diminué au même moment.[5280]

[5279] Rapport de l'USITC, volume I, pages 55 à 63.

[5280] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.



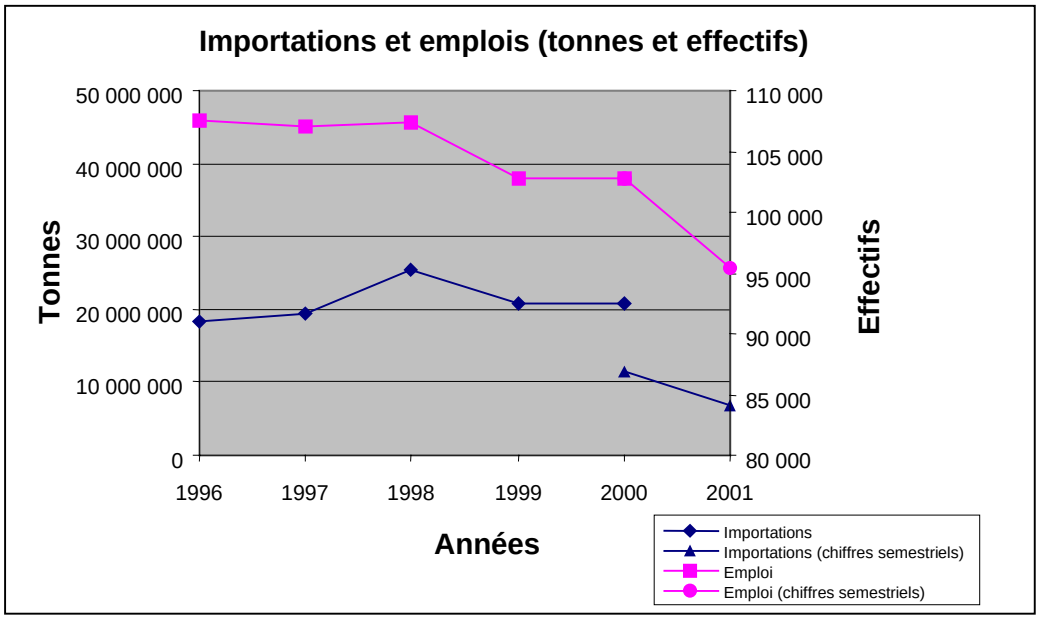
10.367 De même, malgré un accroissement des importations en 1998, les ventes commerciales nettes ont progressé (de nouveau, bien que graduellement) pendant la majeure partie de la période visée par l'enquête et ne semblent pas avoir été influencées par le niveau des importations. De plus, tout à la fin de la période visée par l'enquête, les ventes commerciales nettes ont fléchi alors que les importations ont aussi fléchi au même moment.[5281]



[5281] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.

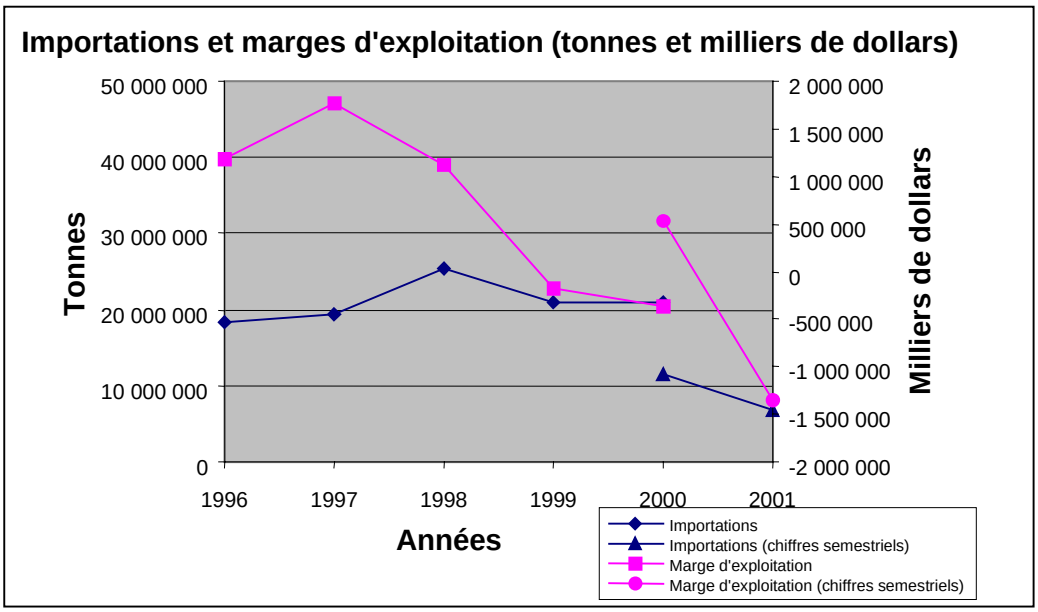
10.368 À supposer que l'on puisse s'attendre à un décalage dans la manifestation des effets en ce qui concerne l'emploi, il semblerait qu'il y ait, en effet, une certaine coïncidence entre les niveaux des importations en 1998 et les niveaux de l'emploi en 1999. En particulier, la poussée des importations en 1998 semble avoir été suivie d'une baisse des niveaux de l'emploi au cours de l'année suivante. De même, une baisse des niveaux des importations entre 1998 et 1999 semble correspondre à une légère hausse des niveaux de l'emploi pendant l'année suivante, à savoir entre 1999 et 2000. À notre avis, le fait que l'emploi a fléchi tout à la fin de la période visée par l'enquête alors que les importations ont aussi diminué au même moment ne nous empêche pas de conclure que, d'une manière générale, il semble y avoir coïncidence entre les tendances des importations et celles de l'emploi, à supposer qu'il y ait un décalage dans la manifestation des effets.

10.369 À notre avis, il n'est pas inconcevable que l'on puisse s'attendre à un décalage en ce qui concerne l'emploi. Nous sommes enclins à approuver l'argument des États-Unis selon lequel les sociétés peuvent, face à des conditions du marché défavorables, différer les décisions concernant l'emploi dans l'espoir que la situation du marché s'améliorerait. Un décalage d'un an entre l'afflux des importations et le recul de l'emploi serait, de l'avis du Groupe spécial, raisonnable. Cependant, bien qu'un décalage soit concevable en ce qui concerne l'emploi, nous notons que l'USITC n'a fait aucune référence dans son rapport à cet effet décalé et les États-Unis ne peuvent pas se prévaloir de cet argument devant le Groupe spécial.[5282]



[5282] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.

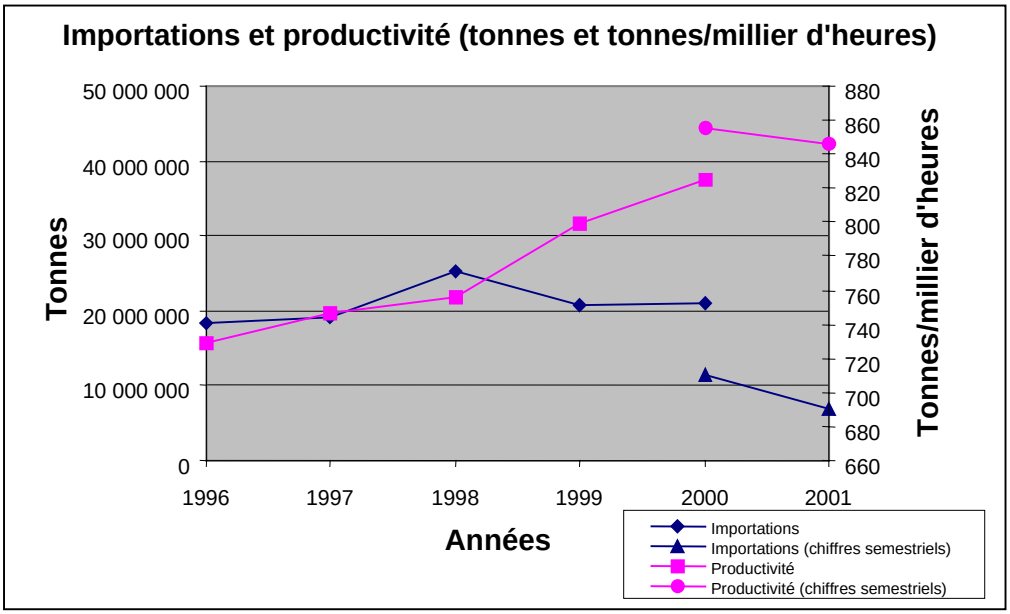
10.370 En ce qui concerne les marges d'exploitation, que l'USITC a apparemment utilisées comme variable de substitution pour les profits et pertes et qui, en conséquence, sont utilisées ici par le Groupe spécial aux mêmes fins, il semble y avoir une certaine coïncidence entre une hausse des importations de 1997 à 1998 et une nette diminution du niveau des marges d'exploitation pendant la même période. Cependant, entre 1998 et 1999, au moment où le niveau des importations a fléchi avant de se stabiliser entre 1999 et 2000, les marges d'exploitation ont continué à baisser de manière spectaculaire. Le rétrécissement constant des marges d'exploitation pendant la dernière partie de la période visée par l'enquête malgré la baisse du niveau des importations donne à penser que quelque chose d'autre que l'accroissement des importations causait aussi un dommage.[5283]



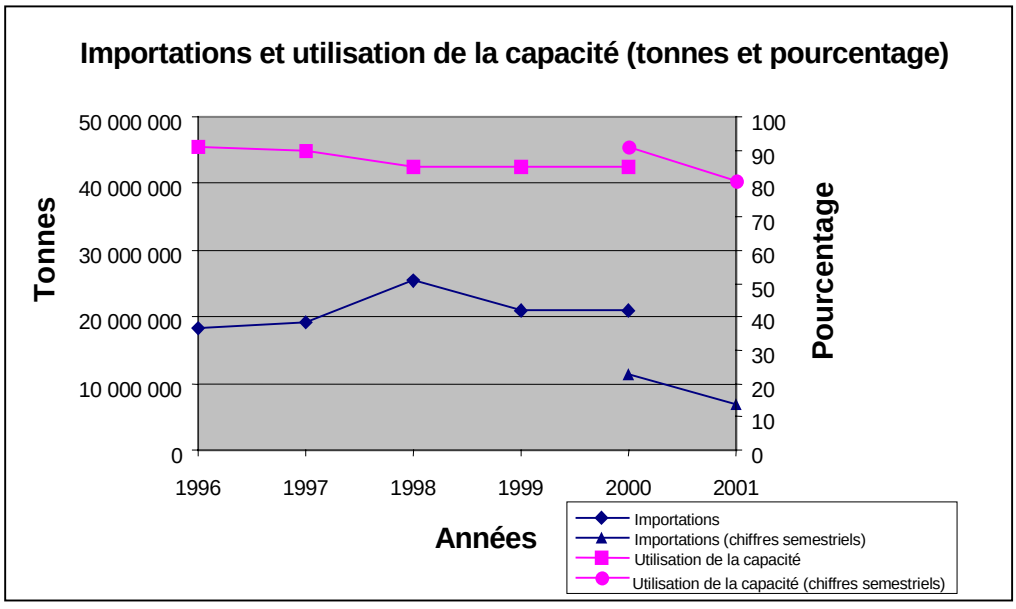
10.371 Il ne semble pas y avoir de coïncidence entre les tendances des importations et celles de la productivité. En effet, même après la poussée alléguée des importations en 1998, les niveaux de productivité ont augmenté à partir de 1998. De plus, tout à la fin de la période visée par l'enquête, la productivité a fléchi alors que les importations ont aussi diminué au même moment.[5284]

[5283] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.

[5284] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.



10.372 De l'avis du Groupe spécial, il semble qu'il n'y a pas de coïncidence entre les tendances des importations et celles de l'utilisation de la capacité. En particulier, l'utilisation de la capacité semble être restée assez stable pendant toute la période visée par l'enquête, même après l'accroissement des importations en 1998. De plus, tout à la fin de la période visée par l'enquête, l'utilisation de la capacité a diminué alors que les importations ont aussi diminué au même moment.[5285]



[5285] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.

10.373 En ce qui concerne les stocks des importateurs, le Groupe spécial note que l'USITC a déclaré dans son rapport ce qui suit: "Un des moyens par lesquels l'incidence du volume massif des importations a continué à se répercuter au-delà de 1998 était l'accroissement des stocks". L'USITC fait référence dans son rapport au tableau FLAT 49, qui indique bien, comme elle le constate, que les stocks des importateurs ont très fortement augmenté pendant la période visée par l'enquête. Nous convenons qu'une accumulation des stocks des importateurs peut donner à ces derniers la capacité d'inonder le marché intérieur. Cependant, à moins qu'il y ait des éléments de preuve indiquant un accroissement ultérieur du volume des ventes des produits importés, nous n'estimons pas qu'une accumulation des stocks des importateurs soit nécessairement pertinente. Alors que les importations ont atteint un niveau record en 1998, elles sont redescendues ensuite au niveau qui existait au début de la période visée par l'enquête. En conséquence, nous n'estimons pas que l'accumulation des stocks des importateurs soit nécessairement l'indication de quelque chose en l'espèce, d'autant plus que l'USITC n'a donné aucune explication de la relation entre l'accumulation des stocks des importateurs et le dommage grave subi par les producteurs de CPLPAC nationaux.

10.374 Comme le Groupe spécial l'a dit plus haut, ce qu'il faut examiner c'est la coïncidence *générale* entre la tendance à la hausse de l'accroissement des importations et la tendance négative des facteurs relatifs au dommage pendant la période visée par l'enquête. Le Groupe spécial a évalué si l'USITC a donné une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayaient la détermination selon laquelle il existait une coïncidence pour les CPLPAC. Ce faisant, nous avons constaté qu'il n'y avait pas de coïncidence entre, d'une part, les tendances des importations et, d'autre part, la situation de la branche de production nationale de CPLPAC, telle qu'elle ressortait des données concernant la production, les ventes commerciales nettes, la productivité et l'utilisation de la capacité pour les CPLPAC nationaux. Nous avons aussi constaté qu'il n'y avait pas de coïncidence entre les tendances des importations et la diminution des marges d'exploitation dans le pays, en particulier vers la fin de la période visée par l'enquête. Nous avons bien discerné une coïncidence, quoique décalée, entre l'accroissement des importations, d'une part, et l'emploi, d'autre part. Cependant, nous notons que l'USITC n'a fait aucune référence dans son rapport à un effet décalé entre l'accroissement des importations et l'emploi, et les États-Unis ne peuvent pas maintenant se prévaloir de cet argument devant le Groupe spécial. Enfin, nous n'avons pas estimé que l'accumulation des stocks des importateurs pendant la période visée par l'enquête soit pertinente étant donné qu'il n'y avait aucun élément de preuve indiquant que les stocks ainsi accumulés aient été par la suite mis sur le marché par le biais de ventes (sauf en 1998).

10.375 Ayant pris en considération tout ce qui précède, le Groupe spécial est d'avis qu'il n'existait pas, d'une manière générale, de coïncidence entre les tendances des importations pour les CPLPAC et le dommage grave subi par la branche de production nationale. Il est particulièrement frappé par le fait que les indicateurs qui, normalement, seraient censés réagir rapidement après un accroissement des importations n'ont pas fait apparaître de coïncidence avec l'accroissement des importations – à savoir la production, les ventes commerciales nettes, la productivité, l'utilisation de la capacité et, surtout, la marge d'exploitation. Le Groupe spécial note à cet égard que l'USITC s'est principalement fondée, pour déterminer qu'il existait une coïncidence, sur les tendances des ventes commerciales nettes et de la marge d'exploitation, deux facteurs pour lesquels nous pensons que les faits n'étayent pas une conclusion selon laquelle il existait une coïncidence.

10.376 Étant donné l'absence de coïncidence entre les tendances des importations et les facteurs relatifs au dommage, il appartenait à l'USITC de donner une explication convaincante de la raison pour laquelle il avait néanmoins été considéré qu'il existait un lien de causalité. Nous examinons maintenant l'analyse faite par l'USITC des conditions de concurrence pour les CPLPAC.

10.377 Le Groupe spécial souhaiterait tout d'abord formuler quelques observations au sujet des données relatives aux prix sur lesquelles l'USITC s'est fondée pour analyser les conditions de concurrence sur le marché des CPLPAC afin de déterminer s'il existait ou non un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Premièrement, comme il est mentionné plus haut, l'enquête de l'USITC concernant les CPLPAC part de l'idée que les CPLPAC sont un produit unique. Dans son analyse des prix, l'USITC fait référence à des valeurs unitaires moyennes (en dollars/tonne) pour les CPLPAC importés et produits dans le pays. Le Groupe spécial note que l'USITC elle-même admet qu'il peut y avoir des difficultés liées aux données agrégées qu'elle a utilisées, y compris vraisemblablement les valeurs unitaires moyennes pour les CPLPAC en tant que produit unique. En particulier, l'USITC a déclaré ce qui suit dans son rapport:

> "Dans toute notre analyse, nous avons généralement utilisé des données combinées pour les cinq types de produits de la catégorie "certains produits laminés plats en acier au carbone". Cependant, nous reconnaissons aussi que certaines données combinées – concernant la production et la capacité, par exemple – peuvent comporter un double comptage, et nous mentionnons donc, lorsqu'il y a lieu, des données se rapportant à des types distincts de produits de la catégorie "certains produits laminés plats en acier au carbone". Les données distinctes font aussi apparaître, dans la plupart des cas, des tendances analogues à celles de la branche de production dans son ensemble".[5286]

À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial estime qu'il appartenait à l'USITC d'expliquer, lorsqu'il y avait lieu, pourquoi des données agrégées n'avaient pas pu être utilisées et de justifier le recours à des données se rapportant aux éléments constitutifs des CPLPAC.

10.378 En outre, dans le même ordre d'idées et eu égard aux observations du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, le Groupe spécial note que l'utilisation d'une définition très large des produits dans la présente affaire qui concerne un certain nombre d'éléments identifiables séparément signifie que "les statistiques concernant la branche de production et les importations en général n'indiqueront que des moyennes, et ne pourront donc pas fournir des renseignements suffisamment précis sur le lieu de la concurrence sur le marché".[5287] Étant donné les similitudes, en ce qui concerne le champ des produits, entre les produits en cause dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)* et les CPLPAC, nous estimons qu'eu égard à ce qui précède, la validité de l'analyse des prix concernant les CPLPAC serait sérieusement mise en doute. Plus précisément, dans les cas où l'existence d'un lien de causalité est déterminée au moyen d'une analyse des conditions de concurrence, le produit sur lequel la mesure de sauvegarde a été imposée, en l'occurrence les CPLPAC, devrait se prêter à une analyse correcte des conditions en vigueur sur le marché. Nous n'estimons pas que le regroupement des différents produits qui ont constitué les CPLPAC fait en sorte que ceux-ci se prêtent à une telle analyse car il devient difficile, sinon impossible, pour l'autorité compétente d'identifier correctement le lieu de la concurrence lorsqu'elle analyse les conditions de concurrence afin d'établir l'existence d'un lien de causalité pour les CPLPAC.

10.379 En tout état de cause, et cela nous amène à notre deuxième remarque, nous notons que, en concluant qu'il y a eu vente à des prix inférieurs pour les CPLPAC en tant que produit unique, l'USITC semble avoir utilisé essentiellement des données concernant les éléments constitutifs des CPLPAC et non les CPLPAC dans leur ensemble. Cela ressort clairement de la déclaration ci-après de l'USITC: "L'examen des données relatives à des produits spécifiques étaye les allégations des

---

[5286] Rapport de l'USITC, volume I, page 51, note 193.

[5287] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.261, note de bas de page 557.

producteurs nationaux selon lesquelles les produits importés étaient assortis de prix inférieurs à ceux des produits en acier fabriqués dans le pays, et les importations ont fait baisser les prix". Sans parler des objections que nous avons déjà formulées au sujet du fait que l'USITC avait utilisé ces données, une comparaison des prix des produits importés et des produits nationaux pour les éléments constitutifs des CPLPAC montre que s'il y a eu, pour certains des éléments constitutifs produits dans le pays, vente à des prix inférieurs des produits équivalents importés à tel ou tel moment pendant la période visée par l'enquête, cela n'a pas été nécessairement le cas pour l'ensemble de la période visée par l'enquête. Cela n'a pas été non plus le cas pour tous les éléments constitutifs des CPLPAC. En fait, l'USITC s'est montrée, à notre avis, opportunément sélective pour les données auxquelles elle a fait référence dans son analyse des prix. En particulier, elle a fait uniquement référence aux prix des produits laminés à chaud et des produits laminés à froid:

> "Par exemple, pour les produits laminés à chaud 3A, *** a entraîné ***, des réductions des expéditions du produit national et de fortes réductions ultérieures des prix intérieurs.[5288] Une évolution analogue des prix et des volumes, avec des baisses notables des prix des produits importés qui ont fait monter le volume des ventes à des niveaux exceptionnellement élevés, suivies de fortes réductions des prix intérieurs, a été enregistrée pour les produits laminés à froid 4A et 4B."[5289]

En outre, elle n'a pas expliqué pourquoi les données relatives aux prix des trois autres éléments constituant les CPLPAC n'avaient pas été spécifiquement examinées et en quoi les données relatives aux prix qu'elle avait effectivement mentionnées étaient représentatives des CPLPAC.

10.380 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous estimons qu'indépendamment du fait que l'USITC ait utilisé des valeurs unitaires moyennes pour les CPLPAC en tant que produit unique ou des valeurs pour les éléments constitutifs des CPLPAC, son analyse ne pouvait certainement pas justifier la conclusion selon laquelle:

> "Sur un tel marché, l'accroissement du volume des importations, à des prix qui constituaient une sous-cotation par rapport aux prix intérieurs et ont eu pour effet de déprimer ceux-ci et de les empêcher d'augmenter, a eu une incidence dommageable sur la branche de production nationale, en particulier au moment où celle-ci recourait à des réductions agressives des prix pour faire face à l'afflux persistant des importations.
>
> ...
>
> Or la poussée des importations en 1998, à des prix inférieurs aux prix intérieurs, a fait régresser les résultats financiers et autres indicateurs de la branche de production."

10.381 Pour conclure, nous sommes d'avis que, lorsqu'elle a effectué une analyse des conditions de concurrence pour les CPLPAC, l'USITC n'a pas donné une explication convaincante qui démontre l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux de CPLPAC. En particulier, nous sommes d'avis que les insuffisances des données mentionnées par l'USITC, associées à une utilisation sélective des données, portent atteinte à la validité de l'analyse de l'USITC.

[5288] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, tableau FLAT-ALT69. *Voir aussi* Product 3B (accroissement sans précédent du volume des importations en 1998, et baisse des prix intérieurs du deuxième trimestre de 1998 au deuxième trimestre de 1999).

[5289] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, tableaux FLAT-ALT70 et FLAT-ALT71.

ii) Non-imputation

Constatations de l'USITC

10.382 Les constatations de l'USITC se lisent comme suit:

> "Les sociétés interrogées ont dit qu'il y avait plusieurs autres sources du dommage causé à la branche de production nationale, y compris le fléchissement de la demande intérieure, la concurrence intra-sectorielle, les accroissements de la capacité intérieure, le regroupement des acheteurs, l'endettement excessif des producteurs nationaux, et les charges héritées du passé. Nous examinerons tour à tour chacun de ces facteurs.
>
> Les sociétés interrogées font valoir que la branche de production nationale a pâti du fléchissement de la demande aux États-Unis. Cependant, tous les éléments de preuve donnent à penser que le fléchissement s'est produit tout à la fin de la période visée par l'enquête, c'est-à-dire pas avant le dernier trimestre de 2000. La demande de certains produits laminés plats en acier au carbone a reculé pendant le premier semestre de 2001 par rapport au premier semestre de 2000.[5290] La demande intérieure apparente a été plus élevée en 2000 qu'en 1996 pour les brames, les produits laminés à chaud, les produits laminés à froid et les produits en acier revêtus, et celle de toute la catégorie "certains produits laminés plats en acier au carbone" a augmenté en 2000 par rapport à 1999.[5291] La branche de production nationale avait montré les signes de dommage décrits ci-dessus bien avant la dernière partie de 2000, lorsque la demande a commencé à faiblir. Elle avait enregistré une première diminution de son revenu d'exploitation en 1998, au moment où la demande progressait et continuerait à le faire pendant deux autres années.[5292] La période marquée par l'accroissement de la demande était aussi celle pendant laquelle il y a eu poussée des importations. Nous constatons donc que la branche de production nationale avait déjà subi un dommage du fait de l'accroissement des importations au moment où la demande a commencé à fléchir, et que le fléchissement de la demande, sans être la cause du dommage constaté ici, a contribué à la dégradation persistante de la situation de la branche de production à la fin de la période. En effet, les pertes subies par la branche de production en 1999 et 2000 en raison des importations l'ont laissée trop affaiblie pour faire face au ralentissement de la demande.
>
> Les sociétés interrogées font valoir que la branche de production nationale a subi un dommage du fait que l'accroissement de la capacité intérieure a nettement dépassé celui de la demande intérieure. Comme il est dit plus haut, la capacité intérieure pour certains produits laminés plats en acier au carbone dans l'ensemble et pour chacun des produits de cette catégorie s'est accrue entre 1996 et 2000. Ces accroissements de la capacité ont eu lieu à un moment où la demande intérieure progressait régulièrement. Ainsi, les accroissements de la capacité intérieure d'une manière générale étaient justifiés au vu des conditions du marché.

[5290] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.

[5291] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7, et RC et RP, tableaux FLAT-C-2, FLAT-C4-FLAT-C-5, et FLAT-C-7.

[5292] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.

Il est vrai, comme les sociétés interrogées l'allèguent, que l'accroissement de la capacité a dépassé celui de la consommation intérieure. Entre 1996 et 2000, la consommation apparente de certains produits laminés plats en acier au carbone a augmenté de 7,8 pour cent en ce qui concerne aussi bien les transferts internes que les expéditions commerciales, et de 10,9 pour cent pour les expéditions commerciales à elles seules.[5293] Par contre, la capacité intérieure a enregistré les taux d'accroissement ci-après de 1996 à 2000: 15,9 pour cent pour certains produits laminés plats en acier au carbone; 12,2 pour cent pour les produits servant au stade initial de la production sidérurgique (brames); 16,9 pour cent pour les produits en acier laminés à chaud et les tôles considérés ensemble. Du fait que la production intérieure n'a pas augmenté autant que la capacité mais a bien progressé en rapport avec l'accroissement de la consommation, l'accroissement de la capacité semble expliquer, pour une part notable, le recul du taux d'utilisation de la capacité intérieure qui a eu lieu pendant la période considérée.

Les sociétés interrogées ont fait valoir que la présence de cette capacité nouvelle, conjuguée au fait que la branche de production n'avait pas retiré du service la capacité de production plus ancienne et moins efficace, avait fait peser une énorme pression sur la branche de production nationale, contrainte de réduire les coûts afin d'obtenir les ventes qui absorberaient la nouvelle capacité. Il est vrai qu'il y a une très forte incitation à maximiser l'utilisation des actifs de production sidérurgique, qui peut influencer le comportement des producteurs en matière de prix. Comme nous l'avons dit plus haut, cependant, des données concernant des produits spécifiques ainsi que des données relatives à la VUM montrent que ce sont les importations, et non les produits en acier fabriqués dans le pays, qui ont fait baisser les prix pendant la période visée par l'enquête. En effet, la capacité des producteurs étrangers, qui étaient déjà des exportateurs substantiels, a régulièrement augmenté pendant la période visée par l'enquête.[5294] En outre, la part de la consommation intérieure apparente qui est desservie par les importations a été plus élevée en 2000 qu'en 1996. Si l'accroissement de la capacité intérieure était en fait la source du dommage causé à la branche de production nationale, nous nous serions attendus à ce que celle-ci fasse baisser les prix et prenne aux importations leur part du marché. En conséquence, nous constatons que l'accroissement de la capacité de production, tout en jouant probablement un rôle dans les baisses des prix qui ont contribué à causer le dommage, n'était pas une cause importante du dommage grave subi par la branche de production nationale qui soit égal ou supérieur au dommage causé par l'accroissement des importations.

Les sociétés interrogées ont aussi allégué que de mauvaises décisions en matière de gestion, telles que des décisions d'investissement en équipement qui avaient aggravé l'endettement des sociétés, étaient responsables des faillites et des résultats financiers médiocres de la branche de production nationale.[5295] Nous ne jugeons pas ces arguments convaincants. Nous avons noté plus haut que la situation financière de la branche de production s'était affaiblie après la première poussée des importations en 1998. Le dommage le plus grave causé à la branche de production nationale s'était produit pendant les années au cours desquelles la demande globale avait atteint des

[5293] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7, RC et RP, tableaux FLAT-12 à FLAT-15, FLAT-17, FLAT-C-2 à FLAT-C-5 et FLAT-C-7.
[5294] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-215, tableau VII-ALT1.
[5295] (Note de bas de page de l'original) Joint Respondents' Prehearing Framework Brief, pages 63 à 83.

niveaux records. Les niveaux élevés des importations à bas prix ont empêché la branche de production nationale d'assurer sa rentabilité malgré l'accroissement de la demande et l'accroissement de ses propres expéditions. Nous constatons que la situation financière médiocre de la branche de production nationale, y compris son fort endettement, est un résultat du dommage que celle-ci a subi du fait de l'accroissement des importations, y compris le rendement médiocre des capitaux propres, et non une cause de ce dommage.[5296] Par ailleurs, l'augmentation de l'endettement et d'autres prétendument mauvaises décisions en matière de gestion ne peuvent pas expliquer les baisses de prix enregistrées par cette branche de production.[5297]

Les sociétés interrogées font valoir que les charges héritées du passé, sous forme de prestations liées ou non à la pension, ont alourdi substantiellement les coûts, et que cet accroissement des coûts est davantage responsable de la vague de dépôts de bilan que l'accroissement des importations.[5298] Le financement des charges héritées du passé constitue un problème préoccupant pour la branche de production nationale, et les éléments de preuve versés au dossier montrent que ces charges ont empêché la consolidation nécessaire d'avoir lieu à l'intérieur de la branche de production nationale. Cependant, le poids que représentent les charges héritées du passé varie énormément d'un producteur national à l'autre.[5299] La question des charges héritées du passé n'est pas nouvelle pour cette branche de production. Les difficultés rencontrées pour remplir ces obligations ont été reconnues avant la période visée par l'enquête, et la branche de production nationale était en mesure d'obtenir un taux de rendement raisonnable en 1996 et 1997 malgré ces charges. Les sociétés interrogées n'ont indiqué aucune raison pour laquelle le problème ancien de la branche de production n'aurait causé aucun dommage en 1996 ou 1997 mais aurait commencé à déprimer les prix et à étrangler les revenus en 1998-2000. Les charges héritées du passé ont peut-être amoindri la capacité de certains membres de la branche de production nationale de concurrencer les importations à bas prix, mais elles ne sont pas responsables des prix peu élevés qui ont causé un dommage à la branche de production. Nous constatons en conséquence que les charges héritées du passé ne sont pas une source du dommage causé à la branche de production nationale qui soit égale ou supérieure à l'accroissement des importations.

Les sociétés interrogées font valoir que la concurrence intrasectorielle, stimulée par la présence accrue de mini-aciéries efficientes, a causé un dommage à la branche de production nationale. Les mini-aciéries bénéficient en effet très souvent d'avantages sur le plan des coûts par rapport aux producteurs intégrés, en partie grâce à des

---

[5296] (Note de bas de page de l'original) Injury Tr., pages 988-89 (M. Kothari).

[5297] (Note de bas de page de l'original) Nous avons examiné les allégations des sociétés interrogées concernant les stratégies erronées suivies par telles ou telles sociétés nationales. Dans une branche de production aussi large et diverse que celle qui produit certains produits laminés plats en acier au carbone, il est toujours possible de contester les stratégies commerciales de telle ou telle entreprise. Cependant, ces exemples, même s'il étaient exacts, ne pourraient pas expliquer le recul substantiel des résultats de la branche de production nationale dans son ensemble. Nous ne constatons pas l'existence d'une succession de décisions erronées en ce sens.

[5298] (Note de bas de page de l'original) Joint Respondents' Posthearing Brief on Flat-Rolled Steel, volume 2, Exh. B, Answers to Vice Chairman Okun's Questions, page 17.

[5299] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, OVERVIEW-31-35. Birmingham, CSI, Commercial Metals, Nucor et SDI ont des régimes à cotisations définies, tandis que d'autres producteurs d'acier ont mis en place des régimes à prestations définies. RC et RP, OVERVIEW-32 nn.37 et 38.

différences quant à la gamme des produits et aux coûts des matières premières. Cependant, ces avantages sur le plan des coûts ont existé pendant toute la période visée par l'enquête, et les producteurs intégrés aussi bien que les mini-aciéries ont profité pendant toute cette période de la baisse des coûts.[5300] On s'attendrait à ce que l'adjonction d'un volume accru de capacité à faible coût ait un effet sur les prix, et nous constatons que tel a été le cas. Cependant, comme il est dit plus haut, ce sont les importations, et non les mini-aciéries, qui ont le plus souvent fait baisser les prix. Les produits en acier laminés à chaud sont le principal produit commercial des mini-aciéries. Les prix de ces produits fabriqués par les mini-aciéries le plus souvent *** les prix des mêmes produits fabriqués par les producteurs intégrés ***.[5301] En 1998 et de nouveau en 2000, les produits importés *** les produits en acier laminés à chaud fabriqués tant par les producteurs intégrés que par les mini-aciéries de ***, entraînant une baisse des ventes de produits en acier laminés à chaud fabriqués dans le pays et des réductions ultérieures des prix effectuées à la fois par les producteurs intégrés et les mini-aciéries.[5302] Ainsi, bien que d'une manière générale les mini-aciéries aient peut-être été quelque peu mieux placées que les autres producteurs nationaux pour résister à la concurrence des importations à bas prix, nous constatons qu'elles n'ont pas été principalement responsables des baisses des prix intérieurs ni une cause importante du dommage grave subi par la branche de production nationale, qui soit égal ou supérieur au dommage causé par l'accroissement des importations.

Les sociétés interrogées ont aussi fait valoir que le regroupement des acheteurs, surtout parmi les constructeurs automobiles, a réduit le pouvoir de négociation et les marges bénéficiaires des producteurs nationaux. Le dossier contient effectivement des éléments de preuve montrant que les constructeurs automobiles en particulier ont soit regroupé leurs opérations d'achat soit cherché à le faire. Les constructeurs automobiles sont des acheteurs importants de certains produits laminés plats en acier au carbone.[5303] Un certain regroupement a aussi lieu dans d'autres secteurs qui achètent de l'acier.[5304] En nombre plus restreint, les acheteurs tendraient à avoir un plus grand pouvoir de négociation qui aurait vraisemblablement une influence sur les prix. Cependant, le regroupement des acheteurs a été un processus permanent qui n'est pas apparu soudainement en 1998. Nous ne constatons pas que le regroupement des acheteurs puisse expliquer la baisse substantielle des prix intérieurs ni que le regroupement soit une cause importante du dommage grave subi par la branche de production nationale, qui soit égal ou supérieur au dommage causé par l'accroissement des importations.

Au vu de ce qui précède, nous constatons que l'accroissement des importations est une cause substantielle, et une cause non moins importante que toute autre cause, du dommage grave subi par la branche de production nationale de certains produits laminés plats en acier au carbone. Notre constatation est fondée sur l'accroissement des importations et l'accroissement ultérieur de la part du marché intérieur absorbée par les importations, les prix inférieurs des produits importés et les diminutions

[5300] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-215, STL20P2I.WK4, STL20P2M.WK4, STL20H3I.WK4, STL20H3M.WK4, STL20C4I.WK4, STL40C4M.WK4, STL20R6I.WK4, et STL20R6M.WK4.
[5301] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-215, Pricing Tables for products 3A and 3B.
[5302] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-215, Pricing Tables for products 3A and 3B.
[5303] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau OVERVIEW-2.
[5304] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, OVERVIEW-53-54.

> correspondantes des parts de marché, des prix et de l'utilisation de la capacité dans le pays, la rentabilité négative, les éléments de preuve concernant le chômage et la diminution des dépenses d'équipement. En conséquence, nous formulons une détermination positive."[5305]

Facteurs considérés par l'USITC

Fléchissement de la demande intérieure

Allégations et arguments des parties

10.383 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.3 b) i) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.384 Le Groupe spécial prend note de la déclaration suivante de l'USITC: "Nous constatons donc que la branche de production nationale a déjà subi un dommage du fait de l'accroissement des importations au moment où la demande a commencé à fléchir, et que le fléchissement de la demande, sans être la cause du dommage constaté ici, a contribué à la dégradation persistante de la situation de la branche de production à la fin de la période." Nous estimons que l'affirmation selon laquelle le fléchissement de la demande "a contribué à la dégradation persistante de la situation de la branche de production à la fin de la période" équivaut à la reconnaissance par l'USITC que le fléchissement de la demande a, en fait, bel et bien joué un rôle pour ce qui est de causer le dommage subi par la branche de production, même si c'était à la fin de la période visée par l'enquête.

10.385 Nous notons que l'USITC a analysé les tendances de la demande pendant la période visée par l'enquête. Cette analyse confirme la déclaration de l'USITC selon laquelle la demande a fléchi vers la fin de la période visée par l'enquête. En particulier, dans la section du rapport concernant les conditions de concurrence pour les CPLPAC, l'USITC a déclaré ce qui suit:

> "Quel que soit le moyen de mesure utilisé, la période visée par l'enquête a été marquée par une croissance importante de la demande de certains produits laminés plats en acier au carbone aux États-Unis.[5306] La consommation intérieure apparente de ces produits, y compris la production absorbée par la consommation interne, a régulièrement augmenté pendant cette période, en passant de 203,2 millions de tonnes courtes en 1996 à 219,0 millions de tonnes courtes en 2000, soit un accroissement de 7,8 pour cent.[5307] La consommation intérieure apparente de certains produits laminés plats en acier au carbone, y compris la production absorbée par la consommation

[5305] Rapport de l'USITC, volume I, pages 63 à 65.

[5306] Nous sommes conscients de la difficulté de mesurer la consommation, la production, la capacité et la pénétration des importations s'agissant d'un produit pour lequel une partie importante de la production est consommée dans la production d'autres matériaux d'aval qui sont aussi inclus dans le produit similaire. L'addition des chiffres pour chacune des catégories de produit tendrait à surestimer la capacité et la production intérieures et à sous-estimer l'incidence véritable des importations, alors que la prise en compte des expéditions commerciales uniquement serait incompatible avec les données disponibles concernant la capacité. *Voir* RC, FLAT-18 n.11, FLAT-34 n.13 et FLAT-60 n.14, RP, FLAT-15 n.11, FLAT-30 n.13 et FLAT-44 n.14. Nous avons examiné aussi bien les arguments des producteurs nationaux que ceux des sociétés interrogées concernant la méthode appropriée pour la détermination de ces indicateurs, et nous avons examiné un éventail de différents moyens de mesure pour arriver à notre détermination. D'une manière générale, cependant, nous avons constaté que les mêmes conclusions s'imposaient quel que soit le moyen de mesure utilisé.

[5307] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.

interne, a fléchi de 14,9 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001.[5308] Les ventes nettes de certains produits laminés plats en acier au carbone ont progressé pour passer de 58,8 millions de tonnes courtes en 1996 à 65,2 millions de tonnes courtes en 2000, soit un accroissement de 10,9 pour cent.[5309] Les ventes nettes de certains produits laminés plats en acier au carbone ont diminué de 11,7 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001.[5310] Un fléchissement de la demande, cependant, peut être observé à la fin de la période considérée, la consommation intérieure apparente de certains produits laminés plats en acier au carbone ayant reculé de 14,9 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à celle de 2000.

De même, sans être identiques, des accroissements ont été enregistrés pour la consommation de chaque type de produits en acier laminés plats. La consommation intérieure apparente de brames a augmenté en passant de 71,4 millions de tonnes courtes en 1996 à 74,4 millions de tonnes courtes en 2000; elle a atteint en 2000 le niveau le plus élevé enregistré pendant la période visée par l'enquête.[5311] La consommation intérieure apparente de brames a fléchi de 15,6 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001.[5312] La consommation intérieure apparente de produits en acier laminés à chaud a augmenté en passant de 68,5 millions de tonnes courtes en 1996 à 75,1 millions de tonnes courtes en 2000; elle a atteint en 2000 le niveau le plus élevé enregistré pendant la période visée par l'enquête.[5313] La consommation intérieure apparente de produits en acier laminés à chaud a fléchi de 17,1 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001.[5314] La consommation intérieure apparente de produits en acier laminés à froid a en fait atteint un niveau record en 1999 avec 40,6 millions de tonnes courtes. Néanmoins, le niveau auquel elle s'est établie en 2000, soit 40,0 millions de tonnes courtes, était de 9,8 pour cent supérieur au niveau de 36,4 millions de tonnes courtes enregistré en 1996.[5315] La consommation intérieure apparente de produits en acier laminés à froid a diminué de 12,3 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001.[5316] De même, la consommation intérieure apparente de produits en acier revêtus a culminé en 1999 avec 22,8 millions de tonnes, mais le chiffre enregistré en 2000, soit 22,3 millions de tonnes courtes, était de 16,9 pour cent plus élevé que celui de 1996, soit 19,1 millions de tonnes courtes.[5317] La consommation intérieure apparente de produits en acier revêtus a diminué de 13,0 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à celle de 2000.[5318] Seule la consommation de tôles a fait apparaître une tendance notablement différente, avec une consommation apparente de 7,1 millions de tonnes courtes en 2000, inférieure au niveau de 7,8 millions de tonnes courtes enregistré en 1996.[5319] La consommation

[5308] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.
[5309] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.
[5310] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.
[5311] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-2.
[5312] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-2.
[5313] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-4.
[5314] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-4.
[5315] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-5.
[5316] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-5.
[5317] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-7.
[5318] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-7.
[5319] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-3.

> intérieure apparente de tôles a fléchi de 3,6 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à celle de 2000.[5320],[5321]

10.386 En outre, dans son analyse aux fins de la non-imputation, l'USITC a déclaré ce qui suit:

> "Cependant, tous les éléments de preuve donnent à penser que le fléchissement s'est produit tout à la fin de la période visée par l'enquête, c'est-à-dire pas avant le dernier trimestre de 2000. La demande de certains produits laminés plats en acier au carbone a reculé pendant le premier semestre de 2001 par rapport au premier semestre de 2000.[5322] La demande intérieure apparente a été plus élevée en 2000 qu'en 1996 pour les brames, les produits laminés à chaud, les produits laminés à froid et les produits en acier revêtus, et celle de toute la catégorie "certains produits laminés plats en acier au carbone" a augmenté en 2000 par rapport à 1999.[5323] La branche de production nationale avait montré les signes de dommage décrits ci-dessus bien avant la dernière partie de 2000, lorsque la demande a commencé à faiblir. Elle avait enregistré une première diminution de son revenu d'exploitation en 1998, au moment où la demande progressait et continuerait à le faire pendant deux autres années.[5324],[5325]

10.387 Nous notons que l'USITC a écarté ce facteur dans son analyse aux fins de la non-imputation car: "La branche de production nationale avait montré les signes de dommage … bien avant la dernière partie de 2000, lorsque la demande a commencé à faiblir." Le Groupe spécial note à cet égard que le fait qu'un facteur peut avoir contribué au dommage subi uniquement de manière tardive pendant la période visée par l'enquête ou uniquement pour une durée assez courte pendant ladite période ne dispense pas l'autorité compétente de son obligation de faire en sorte que le dommage causé par ledit facteur ne soit pas imputé à l'accroissement des importations. Il peut arriver qu'un tel facteur puisse provoquer un tort considérable pour la branche de production, même si ses effets sont apparus tardivement pendant la période et/ou pour une durée relativement courte. Or l'USITC n'a pas pris en compte cette possibilité dans son analyse.

10.388 En conséquence, à notre avis, l'USITC a écarté de manière injustifiée ce facteur dans son analyse aux fins de la non-imputation bien qu'elle ait explicitement reconnu que le fléchissement de la demande avait joué un rôle dans le dommage subi par la branche de production, même si c'était à la fin de la période visée par l'enquête. L'USITC a écarté ce facteur au motif que la branche de production avait déjà subi un dommage au moment où la demande avait commencé à fléchir. Malgré le rôle apparent joué par ce facteur pour ce qui est de causer un dommage à la branche de production, nous ne voyons rien dans le rapport de l'USITC qui indique si et comment on a veillé à ne pas imputer à l'accroissement des importations le dommage causé par ce facteur.

10.389 Le Groupe spécial constate que, en omettant d'analyser de manière adéquate ce facteur, l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation d'établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par ce facteur, conjointement avec d'autres facteurs, n'avait pas été imputé à un accroissement des importations.

[5320] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau FLAT-C-3.
[5321] Rapport de l'USITC, volume I, pages 56 et 57.
[5322] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.
[5323] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7 et RC et RP, tableaux FLAT-C-2, FLAT-C4-FLAT-C-5, et FLAT-C-7.
[5324] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.
[5325] Rapport de l'USITC, volume I, page 63.

Accroissements de la capacité intérieure

Allégations et arguments des parties

10.390 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.3 b) i) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.391 Le Groupe spécial estime que l'USITC a explicitement reconnu que les accroissements de la capacité intérieure causaient un dommage à la branche de production. En particulier, l'USITC a déclaré ce qui suit:

> "Du fait que la production intérieure n'a pas augmenté autant que la capacité mais a bien progressé en rapport avec l'accroissement de la consommation, l'accroissement de la capacité semble expliquer, pour une part notable, le recul du taux d'utilisation de la capacité intérieure qui a eu lieu pendant la période considérée.
>
> …
>
> En conséquence, nous constatons que l'accroissement de la capacité de production, tout en jouant probablement un rôle dans les baisses des prix qui ont contribué à causer le dommage, n'était pas une cause importante du dommage grave subi par la branche de production nationale qui soit égal ou supérieur au dommage causé par l'accroissement des importations."[5326]

10.392 Nous notons que, dans le premier paragraphe cité, l'USITC établit un lien entre les accroissements de la capacité et le recul de l'utilisation de la capacité intérieure, ce dernier étant un facteur relatif au dommage mentionné à l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes. En outre, le deuxième paragraphe cité indique explicitement que les accroissements de la capacité intérieure ont probablement joué un rôle pour ce qui est de causer un dommage à la branche de production.

10.393 Nous notons que l'USITC a identifié les accroissements du niveau de la capacité intérieure pendant la période visée par l'enquête. En particulier, dans la section de son rapport concernant le dommage, l'USITC a déclaré ce qui suit:

> "Nous reconnaissons que la production et la capacité de la branche de production ont l'une et l'autre augmenté entre 1996 et 2000 … L'ensemble de toutes les capacités de production de brames, de tôles, de produits laminés à chaud, de produits laminés à froid et de produits en acier revêtus s'est accru de 15,9 pour cent entre 1996 et 2000.[5327] L'ensemble de toutes les capacités de production de brames, de tôles, de produits laminés à chaud, de produits laminés à froid et de produits en acier revêtus a fléchi de 0,8 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001.[5328],[5329]

[5326] Rapport de l'USITC, volume I, pages 63 à 67.

[5327] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7.

[5328] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-209, tableau FLAT-ALT7. La capacité de production de brames s'est accrue de 12,2 pour cent entre 1996 et 2000, en passant de 66,9 millions de tonnes courtes en 1996 à 75,1 millions de tonnes courtes en 2000. RC et RP, tableau FLAT-C-2. La capacité de production de brames a diminué de 2,4 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001. RC et RP, tableau

10.394 Néanmoins, l'USITC a écarté les accroissements de la capacité intérieure dans son analyse aux fins de la non-imputation sur la base de l'affirmation suivante: "Si l'accroissement de la capacité intérieure était en fait la source du dommage causé à la branche de production nationale, nous nous serions attendus à ce que celle-ci fasse baisser les prix et prenne aux importations leur part du marché."[5330] De l'avis du Groupe spécial, cette analyse est simpliste et ne prend pas en compte les aspects complexes associés à ce facteur, que l'USITC a elle-même reconnu. En particulier, l'USITC a déclaré ce qui suit: "Du fait que la production intérieure n'a pas augmenté autant que la capacité mais a bien progressé en rapport avec l'accroissement de la consommation, l'accroissement de la capacité semble expliquer, pour une part notable, le recul du taux d'utilisation de la capacité intérieure qui a eu lieu pendant la période considérée."[5331]

10.395 Cette affirmation nous montre que, dans son examen des accroissements de la capacité intérieure, l'USITC a reconnu la relation d'interdépendance entre la capacité, d'une part, et la production intérieure ainsi que l'utilisation de la capacité, d'autre part, ces deux derniers éléments étant les facteurs relatifs au dommage mentionnés à l'article 4:2 a). En outre, l'USITC a mentionné à plusieurs reprises dans son analyse du dommage en ce qui concerne les CPLPAC "une sous-utilisation notable des installations de production dans la branche de production nationale". Il ne serait pas invraisemblable de conclure que cette sous-utilisation peut avoir été causée par l'accroissement de la capacité, qui, comme l'USITC l'a aussi reconnu, a dépassé les accroissements de la consommation intérieure. Malgré ces liens manifestes entre les accroissements de la capacité intérieure et d'autres facteurs ou effets qui ont été observés sur le marché, l'USITC n'en a pas tenu compte dans son analyse aux fins de la non-imputation.

10.396 Le Groupe spécial estime qu'en omettant d'analyser de manière adéquate ce facteur, l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation d'établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par ce facteur, conjointement avec d'autres facteurs, n'avait pas été imputé à l'accroissement des importations.

Concurrence intrasectorielle

Allégations et arguments des parties

10.397 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.3 b) i) *supra*.

FLAT-C-2. La capacité de production intérieure combinée de produits laminés à chaud et de tôles s'est accrue de 16,9 pour cent, en passant de 76,6 millions de tonnes courtes en 1996 à 89,5 millions de tonnes courtes en 2000. RC et RP, tableaux FLAT-C-3 et FLAT-C-4. Quelques producteurs nationaux ont dit qu'un moyen approprié de mesurer la capacité intérieure était d'agréger les capacités de production de produits laminés à chaud et de tôles. Dewey/Skadden Posthearing Brief, page 18. La capacité de production intérieure combinée de produits laminés à chaud et de tôles s'est accrue de 1,6 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001, en passant de 44,5 millions de tonnes courtes à 45,2 millions de tonnes courtes. RC et RP, tableaux FLAT-C-3 et FLAT-C-4. La capacité de production de produits en acier laminés à froid a augmenté de 14,4 pour cent entre 1996 et 2000, mais a diminué de 4,3 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001. RC et RP, tableau FLAT-C-5. La capacité de production intérieure de produits en acier revêtus a progressé de 28,1 pour cent entre 1996 et 2000 et de 1,8 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001. RC et RP, tableau FLAT-C-7.

[5329] Rapport de l'USITC, volume I, page 52.

[5330] Voir le paragraphe 10.382.

[5331] Voir le paragraphe 10.382.

Analyse par le Groupe spécial

10.398 Le Groupe spécial estime que l'USITC a explicitement reconnu que la concurrence intrasectorielle avait joué un rôle pour ce qui était de causer le dommage subi par la branche de production nationale. Cette reconnaissance est formulée dans l'affirmation ci-après: "[N]ous constatons [que les mini-aciéries] n'ont pas été principalement responsables des baisses des prix intérieurs ni une cause importante du dommage grave subi par la branche de production nationale, qui soit égal ou supérieur au dommage causé par l'accroissement des importations."[5332] Nous interprétons cette affirmation comme signifiant que si l'USITC n'a pas estimé que la concurrence intrasectorielle soit "principalement" responsable du dommage grave subi par la branche de production, elle estimait, néanmoins, que ce facteur avait joué un rôle pour ce qui était de causer ce dommage. L'USITC a aussi explicitement reconnu que la capacité à faible coût créée par les mini-aciéries nationales avait eu un effet (implicitement négatif) sur les prix. En particulier, elle a déclaré: "On s'attendrait à ce que l'adjonction d'un volume accru de capacité à faible coût ait un effet sur les prix, et nous constatons que tel a été le cas."[5333]

10.399 À notre avis, l'USITC n'a pas évalué de manière adéquate le rôle joué par ce facteur. Il est vrai qu'elle a mentionné les avantages sur le plan des coûts dont bénéficiaient les mini-aciéries par rapport aux producteurs intégrés. Il est vrai aussi qu'elle a effectué une comparaison des prix pour les produits fabriqués tant par les mini-aciéries que par des producteurs intégrés. Cependant, à notre avis, cette analyse ne donne pas d'indications suffisantes sur les effets que la concurrence intra-sectorielle a eus sur le marché.

10.400 En outre, l'USITC semble avoir écarté ce facteur dans son analyse aux fins de la non-imputation uniquement au motif que "les avantages sur le plan des coûts dont bénéficiaient les mini-aciéries ont existé pendant toute la période visée par l'enquête". De l'avis du Groupe spécial, le fait qu'un facteur a existé pendant toute la période visée par l'enquête ne signifie pas nécessairement qu'il ne peut pas jouer un rôle pour ce qui est de causer un dommage grave. De plus, l'évolution des circonstances sur un marché peut faire en sorte qu'un certain nombre de facteurs qui semblaient inoffensifs auparavant jouent un rôle notable pour ce qui est de causer un dommage grave.

10.401 Le Groupe spécial estime qu'en omettant d'analyser de manière adéquate ce facteur, l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation d'établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par ce facteur, conjointement avec d'autres facteurs, n'avait pas été imputé à l'accroissement des importations.

Charges héritées du passé

Allégations et arguments des parties

10.402 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.3 b) i) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.403 Selon le Groupe spécial, le rapport de l'USITC semble indiquer que l'USITC estimait que les charges héritées du passé avaient joué un rôle pour ce qui était de causer le dommage subi par la branche de production nationale. Pour nous, cela ressortait clairement de l'observation ci-après de l'USITC: "Le financement des charges héritées du passé *constitue* un problème préoccupant pour la

[5332] Voir le paragraphe 10.382.
[5333] Voir le paragraphe 10.382.

branche de production nationale, et les éléments de preuve versés au dossier montrent que ces charges ont empêché la consolidation nécessaire d'avoir lieu à l'intérieur de la branche de production nationale."[5334] Nous notons à cet égard que le temps employé dans cette déclaration est le présent, ce qui indique que les charges héritées du passé sont actuellement un problème préoccupant et non seulement un problème du passé.

10.404 Le Groupe spécial note que l'USITC a effectivement examiné l'effet des charges héritées du passé sur le marché. Plus exactement, dans les pages OVERVIEW 31 à OVERVIEW 35, l'USITC décrit les pensions et autres prestations postérieures à l'emploi prévues pour les retraités des sociétés sidérurgiques. Dans le tableau OVERVIEW-9, elle reproduit les données concernant les prestations postérieures à l'emploi correspondant à certains sidérurgistes pour les exercices 1996-2000.

10.405 Cependant, même si elle a effectivement reconnu le rôle joué par les charges héritées du passé pour ce qui est de causer un dommage, l'USITC semble avoir écarté ce facteur dans son analyse aux fins de la non-imputation simplement au motif que ce facteur existait avant la période visée par l'enquête. En particulier, elle a déclaré que "la question des "charges héritées du passé" n'[était] pas nouvelle pour cette branche de production".[5335] De l'avis du Groupe spécial, le fait qu'un facteur était antérieur à la période visée par l'enquête ne signifie pas nécessairement qu'il ne peut pas jouer un rôle pour ce qui est de causer un dommage grave pendant le période visée par l'enquête elle-même. Il n'est pas non plus d'avis qu'une réduction du niveau des charges héritées du passé pendant la période visée par l'enquête signifiera nécessairement que ces charges ne pouvaient pas causer et n'ont pas causé de dommage aux producteurs nationaux pertinents.

10.406 Le Groupe spécial note aussi que l'USITC a déclaré dans son rapport ce qui suit: "Les difficultés rencontrées pour remplir ces obligations [concernant les charges héritées du passé] ont été reconnues avant la période visée par l'enquête, et la branche de production nationale était en mesure d'obtenir un taux de rendement raisonnable en 1996 et 1997 malgré ces charges. Les sociétés interrogées n'ont indiqué aucune raison pour laquelle le problème ancien de la branche de production n'aurait causé aucun dommage en 1996 ou 1997 mais aurait commencé à déprimer les prix et à étrangler les revenus en 1998-2000. Les charges héritées du passé ont peut-être amoindri la capacité de certains membres de la branche de production nationale de concurrencer les importations à bas prix, mais elles ne sont pas responsables des prix peu élevés qui ont causé un dommage à la branche de production."[5336] À notre avis, ce qui précède équivaut à reconnaître que les charges héritées du passé ont compromis la position concurrentielle de certains producteurs nationaux. Or cet effet a été écarté sur la base d'une affirmation plutôt hâtive et non étayée selon laquelle "les charges héritées du passé ... ne sont pas responsables des prix peu élevés qui ont causé un dommage à la branche de production". Le Groupe spécial estime qu'étant donné l'importance manifeste que représentent les charges héritées du passé pour la situation de la branche de production nationale, il incombait à l'USITC d'examiner plus avant cette question.

10.407 Le Groupe spécial estime qu'en omettant d'analyser de manière adéquate ce facteur, l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation d'établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par ce facteur, conjointement avec d'autres facteurs, n'avait pas été imputé à l'accroissement des importations.

[5334] Voir le paragraphe 10.382.
[5335] Voir le paragraphe 10.382.
[5336] Rapport de l'USITC, volume I, page 64.

Conclusions

10.408 Le Groupe spécial estime qu'en ce qui concerne les CPLPAC, l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation de non-imputation énoncée dans la deuxième phrase de l'article 4:2 b). En particulier, nous estimons que l'USITC n'a pas dûment dissocié, ni distingué ni évalué la nature et l'importance des effets dommageables des facteurs autres que l'accroissement des importations qui causaient un dommage à la branche de production nationale pertinente. Selon nous, cela ressort clairement du fait que l'USITC a écarté un certain nombre de facteurs (à savoir le fléchissement de la demande intérieure, les accroissements de la capacité intérieure, la concurrence intra-sectorielle et les charges héritées du passé) dans son analyse aux fins de la non-imputation alors qu'elle a reconnu que ces facteurs causaient un dommage à la branche de production.

10.409 Le Groupe spécial rappelle aussi que l'USITC a omis de prendre en compte l'effet des accroissements de la capacité intérieure, de la concurrence intra-sectorielle et des charges héritées du passé car ces facteurs "n'étaient pas la cause d'un dommage grave qui soit égal ou supérieur au dommage causé par l'accroissement des importations".[5337] Il estime qu'une telle approche pose problème si les effets cumulés des facteurs individuels ne sont pas analysés ni évalués dans les cas où il est reconnu que chacun d'entre eux, individuellement, a causé un certain dommage à la branche de production nationale pertinente. Dans le cas des CPLPAC, nous estimons que l'USITC, en écartant des facteurs qui causaient individuellement un dommage à la branche de production, n'a pas distingué ni évalué la nature et l'importance des effets de ces autres facteurs considérés ensemble, par opposition aux effets dommageables qui étaient causés par l'accroissement des importations.

10.410 En conséquence, l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation d'établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par d'autres facteurs, tels que le fléchissement de la demande, les accroissements de la capacité intérieure, la concurrence intra-sectorielle et les charges héritées du passé, conjointement avec d'autres facteurs, n'avait pas été imputé à l'accroissement des importations de CPLPAC.

iii) Pertinence de la définition des produits pour les CPLPAC

10.411 Le Groupe spécial voudrait aborder certains des arguments formulés par les parties au sujet de la définition des produits pour les CPLPAC, particulièrement en ce qui concerne l'analyse du lien de causalité effectuée par l'USITC.

Allégations et arguments des parties

10.412 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.3 b) i) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.413 Le Groupe spécial fait observer qu'il n'évalue pas dans la présente section les arguments présentés par les plaignants selon lesquels le regroupement par l'USITC des éléments composant les CPLPAC est incompatible avec l'article 2:1 car il constitue un manquement à l'obligation d'identifier un produit importé spécifique. Le Groupe spécial ne traite pas non plus ici l'argument selon lequel l'USITC a agi d'une manière incompatible avec les articles 2:1 et 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes dans sa définition de la branche de production nationale qui fabrique les produits similaires aux CPLPAC. Il se limitera dans la présente section aux arguments présentés selon

[5337] Voir le paragraphe 10.382.

lesquels le produit défini comme étant des CPLPAC était tel qu'il *ne pouvait pas être assujetti à l'application des prescriptions en matière de lien de causalité énoncées à l'article 4:2 b).*

10.414 Le Groupe spécial rappelle le texte de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, qui est le point de départ de son analyse à cet égard:

> "La détermination dont il est question à l'alinéa a) n'interviendra pas à moins que l'enquête ne démontre, sur la base d'éléments de preuve objectifs, l'existence du lien de causalité entre l'accroissement des importations du produit considéré et le dommage grave ou la menace de dommage grave. Lorsque des facteurs autres qu'un accroissement des importations causent un dommage à la branche de production nationale en même temps, ce dommage ne sera pas imputé à un accroissement des importations."

10.415 Nous notons que, d'après l'article 4:2 b), le lien de causalité doit exister "entre l'accroissement des importations du produit considéré et le dommage grave ou la menace de dommage grave". L'expression "dommage grave" est définie à l'article 4:1 a) comme s'entendant d'"une dégradation générale notable de la situation d'une branche de production nationale". L'expression "branche de production nationale", quant à elle, est définie à l'article 4:1 c) comme s'entendant de "l'ensemble des producteurs des produits similaires ou directement concurrents en activité sur le territoire d'un Membre, ou de ceux dont les productions additionnées de produits similaires ou directement concurrents constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits".

10.416 Si ces dispositions sont lues conjointement, il apparaît clairement qu'aux termes de l'article 4:2 b), il doit être établi qu'il y a un lien de causalité entre, d'une part, l'accroissement des importations du produit considéré et, d'autre part, le dommage grave ou la menace de dommage subi par les producteurs des produits similaires ou directement concurrents. À notre avis, le produit importé et les produits similaires ou directement concurrents doivent être définis de telle manière que l'analyse du lien de causalité requise par l'article 4:2 b) puisse être effectuée. Plus particulièrement, ils doivent être définis de telle manière que, par exemple, une analyse de la coïncidence ou des conditions de concurrence puisse être effectuée. Ils doivent aussi être définis de telle manière qu'il puisse être établi que le dommage subi par les producteurs des produits similaires ou directement concurrents, causé par des facteurs autres que l'accroissement des importations, n'est pas imputé à l'accroissement des importations. À notre avis, si les produits importés ou les produits similaires ou directement concurrents sont définis de telle manière que cela empêche l'application comme il convient des prescriptions relatives au lien de causalité qui sont énoncées à l'article 4:2 b), la détermination de l'existence d'un lien de causalité sera nécessairement incompatible avec les prescriptions de l'article 4:2 b).

10.417 À notre avis, les CPLPAC ont été définis de telle manière que cela a empêché l'application comme il convient des prescriptions relatives au lien de causalité qui sont énoncées à l'article 4:2 b). Nous estimons que l'USITC elle-même a en effet admis que les CPLPAC ne pouvaient pas être assujettis à l'application des prescriptions relatives au lien de causalité étant donné qu'à plusieurs reprises, elle avait utilisé des données concernant les éléments qui composaient les CPLPAC et non les données concernant les CPLPAC dans leur ensemble sans expliquer en quoi et comment ces données spécifiques relatives à ces éléments avaient un rapport avec la détermination qui portait sur les CPLPAC dans leur ensemble. En outre, l'USITC elle-même a admis que les données combinées utilisées pour "les cinq types de produits de la catégorie "certains produits laminés plats en acier au carbone" ... [pouvaient] comporter un double comptage".[5338] Enfin, comme il est dit plus haut, nous

[5338] Rapport de l'USITC, volume I, page 51, note 193.

n'estimons pas que le regroupement des différents produits qui ont constitué les CPLPAC fait en sorte que ceux-ci se prêtent à une analyse des conditions de concurrence car il devient difficile, sinon impossible, pour l'autorité compétente d'identifier correctement le lieu de la concurrence lorsqu'elle analyse les conditions de concurrence afin d'établir l'existence d'un lien de causalité pour les CPLPAC.

iv) Conclusion générale concernant la détermination par l'USITC de l'existence d'un lien de causalité

10.418 Comme il est dit plus haut, le Groupe spécial a constaté que l'USITC n'avait pas donné une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayaient sa constatation selon laquelle il existait une coïncidence en l'espèce. L'USITC n'a pas non plus donné une explication convaincante qui démontre l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux de CPLPAC en l'absence de coïncidence. De plus, dans son analyse aux fins de la non-imputation, l'USITC n'a pas dissocié, ni distingué ni évalué la nature et l'importance des effets dommageables du fléchissement de la demande, des accroissements de la capacité intérieure, de la concurrence intra-sectorielle et des charges héritées du passé de façon à ce que le dommage causé par ces facteurs, conjointement avec d'autres facteurs, ne soit pas imputé à l'accroissement des importations. Ainsi, l'USITC n'a pas donné une explication motivée et adéquate étayant une détermination selon laquelle il existait un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave causé aux producteurs nationaux pertinents.

10.419 En conséquence, le Groupe spécial conclut que la constatation de l'USITC selon laquelle il existait un lien de causalité entre les importations de CPLPAC et le dommage causé aux producteurs nationaux pertinents est incompatible avec les articles 4:2 b), 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

b) Produits étamés ou chromés

10.420 Comme nous l'avons fait en relation avec nos constatations concernant l'accroissement des importations de produits étamés ou chromés (paragraphes 10.191 à 10.200 ci-dessus), nous devons étudier la question des constatations divergentes formulées par les différents commissaires de l'USITC: quatre des six commissaires ont fait des constatations au sujet des produits étamés ou chromés considérés comme un produit distinct[5339], mais les deux autres commissaires (Bragg et Devaney) ont considéré les produits étamés ou chromés comme faisant partie de la catégorie plus large des CPLPAC.[5340] Les quatre commissaires qui ont examiné les produits étamés ou chromés en tant que produit distinct ont formulé une constatation commune positive de l'existence d'un accroissement des importations et d'un dommage grave, mais ont par la suite divergé sur la question du lien de causalité, au sujet de laquelle seule la commissaire Miller a fait une détermination positive.[5341] En fin de compte, seule la commissaire Miller est donc parvenue à des constatations positives en ce qui concerne les produits étamés ou chromés considérés comme un produit distinct. Les deux commissaires qui ont considéré les produits étamés ou chromés comme faisant partie des CPLPAC sont parvenus à une conclusion positive sur cette catégorie plus large. Malgré l'utilisation de définitions de produits différentes, l'USITC a conclu dans son rapport que trois commissaires avaient fait "une détermination positive au sujet des importations de produits en acier au carbone ou en aciers alliés étamés ou chromés".[5342]

[5339] Rapport de l'USITC, volume I, pages 71 et suivantes.
[5340] Rapport de l'USITC, volume I, page 71, note de bas de page 368 et page 279.
[5341] Rapport de l'USITC, volume I, pages 307 à 309.
[5342] Rapport de l'USITC, volume I, page 25.

10.421 Dans la Proclamation de mars, le Président n'a choisi aucune des diverses déterminations positives concernant les produits étamés ou chromés pour fonder sa décision d'imposer la mesure de sauvegarde sur ces produits. En fait, conformément à la législation nationale, il a "décidé de considérer les déterminations des groupes de commissaires ayant voté de façon positive en ce qui concerne [les produits étamés ou chromés et les fils en aciers inoxydables] comme la détermination de l'[US]ITC".[5343] En conséquence, il apparaît clairement que le Président a fondé sa détermination sur les constatations formulées par l'ensemble des trois commissaires (Bragg, Devaney et Miller), bien que ces trois commissaires n'aient pas effectué leur analyse en utilisant la même définition des produits similaires.

10.422 À cet égard, le Groupe spécial se réfère à son analyse présentée dans le contexte de son examen, aux paragraphes 10.191 à 10.200 ci-dessus, de la détermination par l'USITC de l'existence d'un accroissement des importations. En résumé, le Groupe spécial constate qu'un Membre n'est pas autorisé à fonder ses mesures de sauvegarde sur une explication qui consiste en des explications différentes qui, étant donné les produits différents sur lesquels elles sont fondées, ne peuvent pas être conciliées sur le fond. En conséquence, nous sommes d'avis que le rapport de l'USITC ne contient pas une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la détermination selon laquelle l'accroissement des importations de produits étamés ou chromés *a causé* un dommage grave à la branche de production nationale pertinente, comme cela est requis aux articles 2:1, 4:2 b), et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

c) Barres laminées à chaud

10.423 Le Groupe spécial note tout d'abord qu'il a mis l'accent dans la présente section sur les arguments présentés par les plaignants qui, selon lui, portaient sur les aspects les plus problématiques des déterminations de l'USITC concernant le lien de causalité, c'est-à-dire les aspects qui impliquaient le plus manifestement des violations de l'Accord sur les sauvegardes. Comme il se prononcera sur les allégations des plaignants dans son examen ci-après, le Groupe spécial ne voit pas la nécessité de traiter les autres arguments.

i) Coïncidence et conditions de concurrence

Constatations de l'USITC

10.424 Les constatations de l'USITC se lisent comme suit:

> "Nous constatons que l'accroissement des importations de barres laminées à chaud est une cause importante, et une cause qui ne l'est pas moins que toute autre cause, du dommage grave subi par la branche de production nationale. En conséquence, nous constatons que l'accroissement des importations de barres laminées à chaud est une cause substantielle du dommage grave subi par la branche de production nationale de barres laminées à chaud.
>
> a. Conditions de concurrence
>
> Nous avons pris en compte un certain nombre de facteurs qui influencent la compétitivité des barres laminées à chaud nationales et importées sur le marché des États-Unis, y compris des facteurs liés au produit lui-même, le degré de

[5343] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10553.

substituabilité entre les articles nationaux et importés, les changements dans la capacité et la production mondiales, et les conditions du marché. Ces facteurs influencent les prix et d'autres considérations prises en compte par les acheteurs pour décider s'il faut acheter les articles produits dans le pays ou les articles importés.

Les participants au marché conviennent d'une manière générale que les produits de substitution aux produits longs tels que les barres laminées à chaud sont peu nombreux ou inexistants.[5344] Comme il est dit dans la section V.A.1 ci-dessus, les barres laminées à chaud sont utilisées pour la construction, l'équipement d'automobiles et des applications industrielles. Elles comprennent un large éventail de produits y compris les barres marchandes, les barres en acier de qualité spéciale et les profilés légers.[5345]

Il ressort du dossier que la demande a été forte pendant la période considérée, la consommation apparente de barres laminées à chaud aux États-Unis ayant progressé pendant chaque année complète, sauf une seule, de la période. La consommation apparente a augmenté pendant les trois premières années de la période, en passant de 10,0 millions de tonnes en 1996 à 11,7 millions de tonnes en 1998. Elle est ensuite tombée à 11,0 millions de tonnes en 1999 mais est remontée à 11,2 millions de tonnes en 2000. La consommation apparente a fléchi pendant la période intermédiaire de 2001, en se chiffrant à 4,9 millions de tonnes, par rapport à la période intermédiaire de 2000, pendant laquelle elle était de 6,0 millions de tonnes.[5346]

En ce qui concerne l'offre de barres laminées à chaud, la capacité aux États-Unis indiquée dans les questionnaires a légèrement augmenté entre 1996 et 2000, mais celle de la branche de production dans son ensemble a diminué pendant la période considérée. L'utilisation de la capacité de la branche de production nationale a fluctué pendant cette période. L'utilisation de la capacité au cours d'années complètes a varié entre 67,2 pour cent en 1996 et 74,3 pour cent en 1998. La capacité étrangère indiquée dans les questionnaires s'est accrue en passant de 26,7 millions de tonnes en 1996 à 29,8 millions de tonnes en 2000, et a augmenté pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à celle de 2000. L'utilisation de la capacité étrangère au cours d'années complètes a varié entre 74,3 pour cent en 1999 et 79,4 pour cent en 2000.[5347]

Le prix est un facteur assez important dans les décisions d'achat en ce qui concerne les barres laminées à chaud. Il a été indiqué comme étant le principal facteur des décisions d'achat par 27,8 pour cent des acheteurs de barres laminées à chaud dans leurs réponses aux questionnaires. Alors que les acheteurs étaient plus nombreux à indiquer la qualité et non le prix comme principal facteur des décisions d'achat, ils ont généralement estimé que les barres laminées à chaud produites dans le

[5344] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, LONG-78.
[5345] (Note de bas de page de l'original) *Voir* RC et RP, LONG-1.
[5346] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-70.
[5347] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-42. Nous nous sommes fondés sur les questionnaires pour les données concernant la capacité étrangère et l'utilisation de la capacité, bien que ces données ne soient pas complètes. Nous reconnaissons que les producteurs nationaux ont soutenu que les données provenant des questionnaires sous-estimaient la capacité étrangère et surestimaient l'utilisation de la capacité étrangère.

pays et importées étaient comparables au regard des considérations particulières en matière de qualité qui jouaient le rôle le plus important dans leurs décisions d'achat.[5348]

b. Analyse[5349]

Par le biais de la concurrence fondée sur les prix, l'accroissement des importations a causé une perte des parts de marché pour les producteurs nationaux de barres laminées à chaud au moment où les prix baissaient. Les pertes de revenus qui en ont découlé ont provoqué les résultats d'exploitation médiocres et les fermetures d'usines mentionnés plus haut.

Le moment où les prix intérieurs à la production ont baissé ne correspond pas précisément au moment où la poussée des importations a eu lieu. Il ressort cependant du dossier que les importations ont eu un effet négatif sur les prix et que la branche de production nationale a mis en œuvre différentes stratégies tout au long de la période considérée pour faire face à la concurrence des importations. Le plus fort accroissement des importations de barres laminées à chaud s'est produit en 1998, peu après la crise financière qui avait conduit à une diminution brutale de la consommation d'acier dans plusieurs pays asiatiques. Le volume des importations a augmenté de 29,5 pour cent entre 1997 et 1998.[5350] En 1998, les produits importés ont été systématiquement vendus à des prix inférieurs à ceux des produits fabriqués dans le pays. Les marges de vente à des prix inférieurs pour les barres laminées à chaud au sujet desquelles la Commission a rassemblé des données concernant les prix, qui variaient autour de 5,0 pour cent pendant les trois premiers trimestres de 1998, sont montées à 7,0 pour cent pendant le quatrième trimestre.[5351]

Les producteurs nationaux ont d'une manière générale maintenu leurs prix en 1998, mais au détriment des parts de marché. Les valeurs unitaires moyennes des expéditions aux États-Unis ont très légèrement progressé, soit de 0,3 pour cent entre 1997 et 1998.[5352] Les prix des barres laminées à chaud produites dans le pays au sujet desquelles la Commission a rassemblé des données sont restés généralement stables pendant les trois premiers trimestres de 1998. En fait, les prix des produits fabriqués dans le pays ont dépassé pendant ces trois trimestres les niveaux enregistrés au cours de n'importe quelle autre partie de la période considérée. Ils ont en fait légèrement diminué – de 3 pour cent – entre les troisième et quatrième trimestres de 1998.[5353]

Grâce au maintien des prix, la branche de production nationale a maintenu ses marges d'exploitation, qui n'ont diminué que de trois dixièmes de point de pourcentage entre 1997 et 1998. Cependant, les revenus d'exploitation totaux ont

---

[5348] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, page 45.

[5349] (Note de bas de page de l'original) La Minimill 201 Coalition a présenté un modèle économique qui visait à mesurer le rapport entre les importations et les prix et bénéfices de la branche de production nationale. Nous avons examiné ce modèle au moment d'établir notre détermination mais en avons relevé les limitations. En particulier, le modèle comportait des failles dans la manière de mesurer la concurrence à l'importation, et il ne prenait pas en compte de manière adéquate les changements intervenus dans la concurrence dans le pays.

[5350] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-5.

[5351] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, tableau LONG-ALT-90.

[5352] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-16.

[5353] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, tableau LONG-ALT-90.

fléchi de 9,3 pour cent pendant cette période.[5354] La branche de production a aussi vu sa part de marché régresser de 4,1 points de pourcentage au profit des importations. C'est la plus forte diminution de la part de marché des producteurs nationaux pendant la période considérée.[5355]

En 1999, la branche de production nationale a réagi à la concurrence des importations en réduisant les prix afin de maintenir la part de marché. Les volumes des importations sont restés élevés, la part de marché absorbée par les importations s'accroissant légèrement pour passer de 20,1 pour cent en 1998 à 20,4 pour cent en 1999.[5356] Par ailleurs, les stocks des importateurs aux États-Unis ont fortement augmenté en 1998.[5357] Ainsi, les importations sont restées un facteur de concurrence notable en 1999 même si leur quantité a été inférieure pendant cette année au niveau de 1998. Les prix des barres laminées à chaud produites dans le pays au sujet desquelles la Commission a rassemblé des données ont baissé de 7,8 pour cent entre le quatrième trimestre de 1998 et le premier trimestre de 1999, et ont fluctué dans une fourchette étroite pendant les trois autres trimestres de 1999. Pendant cette période, les prix pratiqués par les producteurs nationaux étaient inférieurs à ceux des produits importés.[5358] Les valeurs unitaires moyennes des producteurs nationaux ont enregistré des baisses comparables.[5359] De ce fait, les producteurs nationaux ont maintenu en 1999 leur perte de part de marché à trois dixièmes de point de pourcentage.[5360] Néanmoins, parce que les valeurs unitaires moyennes des ventes de la branche de production nationale ont fléchi plus fortement que le coût unitaire moyen des produits vendus, la marge d'exploitation de la branche de production a reculé.[5361]

En 2000, la branche de production nationale a d'abord augmenté les prix. Les prix des barres laminées à chaud produites dans le pays au sujet desquelles la Commission a rassemblé des données ont augmenté pendant le premier trimestre de 2000, tout en restant cependant inférieurs aux niveaux de 1998. Pendant le premier semestre, toutefois, les produits importés ont de nouveau été vendus à des prix inférieurs.[5362] Les importations ont ainsi accru leur part de marché de 1,7 point de pourcentage entre la fin de 1999 et juin 2000. En réponse, les producteurs nationaux ont de nouveau réduit les prix pendant le deuxième semestre de 2000. Les prix ont baissé de 6,1 pour cent entre les deuxième et troisième trimestres de 2000, puis de 2,3 pour cent entre les troisième et quatrième trimestres.[5363]

[5354] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-27.
[5355] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-70.
[5356] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-70.
[5357] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-C-3.
[5358] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, tableau LONG-ALT-90.
[5359] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-27.
[5360] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-70.
[5361] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-27.
[5362] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, tableau LONG-ALT-90.
[5363] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, tableau LONG-ALT-90. La baisse des prix s'est poursuivie pendant les deux premiers trimestres de 2001. *Ibid*.

> Ces baisses de prix ont atténué mais n'ont pas empêché une nouvelle érosion de la part de marché détenue par la branche de production nationale.[5364] En effet, celle-ci a vendu un volume moindre en 2000 par rapport à 1999, alors que la consommation totale aux États-Unis s'est accrue en 2000.[5365] De même, les baisses de prix pendant le deuxième semestre de l'année ont annulé les hausses de prix intervenues pendant le premier semestre – les valeurs unitaires moyennes des ventes sont restées inchangées en 2000 par rapport à 1999.[5366] La conjugaison de la perte de parts de marché, de la diminution du volume des ventes, et de la baisse des prix en 2000 – tous ces facteurs étant liés à l'accroissement des importations – a entraîné les résultats d'exploitation médiocres de la branche de production et la fermeture d'installations de production. Nous concluons en conséquence que l'accroissement des importations a été une cause importante du dommage grave subi par la branche de production nationale de barres laminées à chaud."[5367]

Allégations et arguments des parties

10.425 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.2 c) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

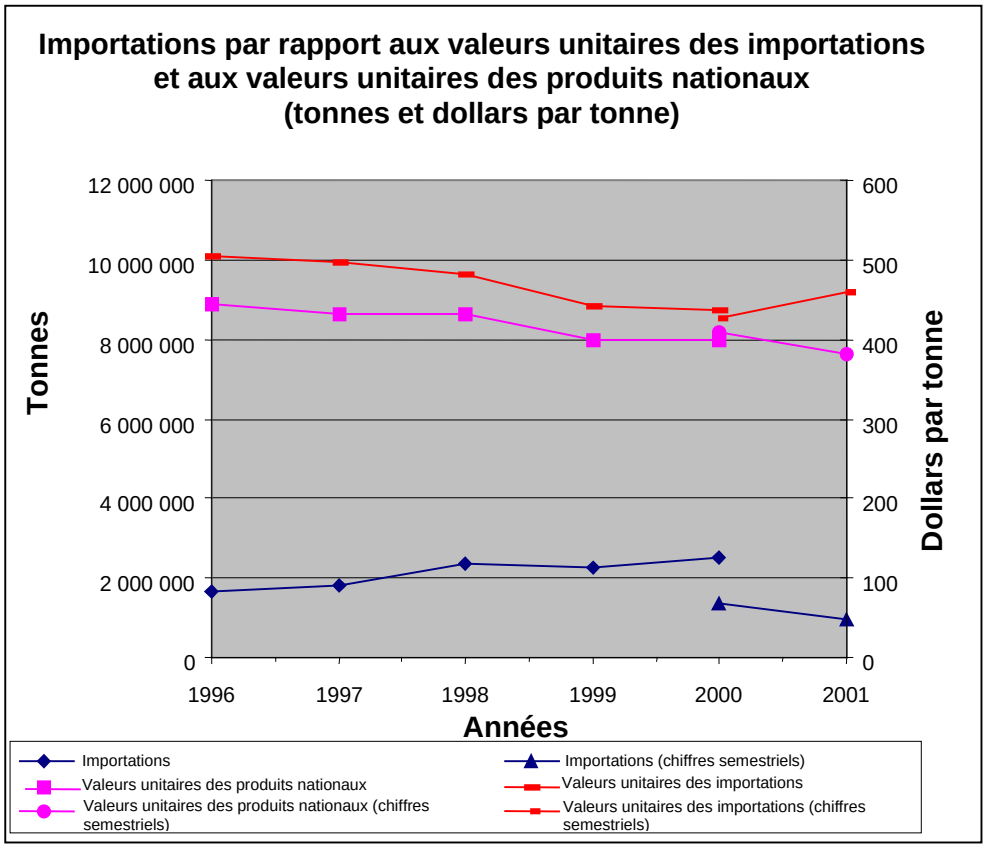
10.426 Le Groupe spécial a examiné la section pertinente du rapport de l'USITC concernant les barres laminées à chaud et note que, pour sa détermination de l'existence d'un lien de causalité, l'USITC n'a pas effectué d'analyse de la coïncidence. Comme il a été dit plus haut, le Groupe spécial estime que si une autorité compétente n'a pas examiné la coïncidence des tendances, elle doit, pour prouver l'existence d'un lien de causalité, donner une explication motivée et adéquate de la raison pour laquelle une telle analyse n'a pas été effectuée ainsi qu'une explication convaincante établissant l'existence d'un lien de causalité. Nous notons que pour les barres laminées à chaud, l'USITC a analysé les conditions de concurrence sur le marché de ces produits. En conséquence, nous allons maintenant examiner l'analyse des conditions de concurrence effectuée par l'USITC pour cette mesure, en vue de déterminer si l'USITC a donné une explication convaincante en ce sens.

10.427 Tout d'abord, nous notons que la principale hypothèse sur la base de laquelle l'USITC a établi sa détermination de l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave était l'existence d'une concurrence fondée sur les prix entre les produits importés et les produits nationaux. L'USITC a admis que "[l]e moment où les prix intérieurs à la production [avaient] baissé ne correspond[ait] pas précisément au moment où la poussée des importations a[vait] eu lieu". Cependant, elle a aussi déclaré: "[i]l ressort cependant du dossier que les importations ont eu un effet négatif sur les prix et que la branche de production nationale a mis en œuvre différentes stratégies tout au long de la période examinée pour faire face à la concurrence des importations". Plus loin, l'USITC a conclu comme suit: "[l]a conjugaison de la perte de parts de marché, de la diminution du volume des ventes, et de la baisse des prix en 2000 – tous ces facteurs étant liés à l'accroissement des importations – a entraîné les résultats d'exploitation médiocres de la branche de production et la fermeture d'installations de production. Nous concluons en conséquence que l'accroissement des

[5364] (Note de bas de page de l'original) La part de marché de la branche de production nationale était de 77,0 pour cent pendant le deuxième semestre de 2000, contre 77,9 pour cent pendant le premier semestre de l'année. RC et RP, tableau LONG-70.
[5365] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-C-3.
[5366] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-27.
[5367] Rapport de l'USITC, volume I, pages 95 à 97.

importations a été une cause importante du dommage grave subi par la branche de production nationale de barres laminées à chaud".[5368]

10.428 On trouvera ci-après une représentation graphique des tendances des prix à l'importation et des prix intérieurs pendant la période visée par l'enquête. Ce graphique a été établi d'après des données de l'USITC. Nous notons qu'à tous moments de la période visée par l'enquête, les prix à l'importation ont été supérieurs aux prix intérieurs. Cela n'est pas incompatible avec les observations générales faites par l'USITC au sujet des prix relatifs des produits importés et des produits nationaux.[5369]

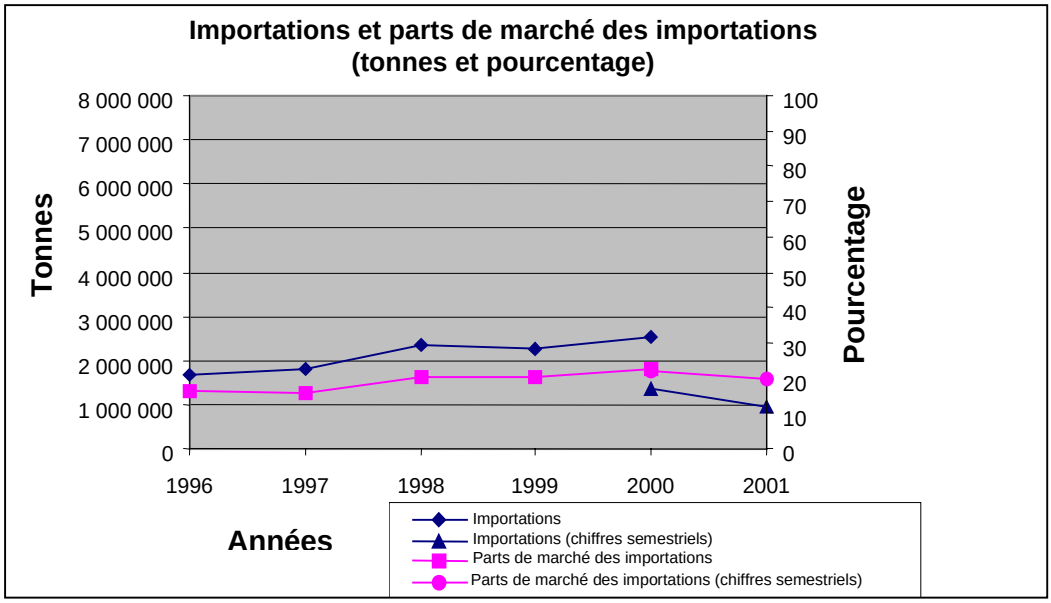


10.429 L'USITC a expliqué que les prix intérieurs ont été abaissés dans un effort visant à atténuer l'érosion de la part de marché. On trouvera ci-après un autre graphique, établi également d'après des données de l'USITC et indiquant la part de marché des importations pendant la période visée par l'enquête, qui tend à étayer la conclusion de l'USITC selon laquelle la branche de production nationale a perdu des parts de marché au profit des importations.[5370]

[5368] Voir le paragraphe 10.424.

[5369] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau LONG-5, page LONG-9 et le tableau LONG-16, page LONG-21.

[5370] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau LONG-5, page LONG-9, le tableau LONG-70, page LONG-67 et le tableau LONG-C-3.



10.430 Sur la base de ce qui précède, nous constatons, d'une manière générale, que l'analyse des conditions de concurrence effectuée par l'USITC était convaincante pour ce qui est de donner des indications sur l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations de barres laminées à chaud et le dommage grave sous réserve, bien entendu, du respect de la prescription relative à la non-imputation.

ii) Non-imputation

Constatations de l'USITC

10.431 Les constatations de l'USITC se lisent comme suit:

> "Nous examinons ensuite s'il existe une autre cause quelconque du dommage subi par la branche de production nationale de barres laminées à chaud qui soit aussi substantielle que l'accroissement des importations. Les sociétés interrogées soutiennent tout d'abord que la concurrence entre les producteurs nationaux est une cause du dommage causé à la branche de production nationale qui est au moins aussi grande que l'accroissement des importations. En particulier, elles affirment que le producteur national Nucor est une société qui domine le marché et qui fait baisser les prix. Elles soutiennent que, grâce à son influence déterminante sur les prix, Nucor a accru sa part de marché et amoindri la rentabilité de ses concurrents dans le pays.[5371]
>
> Nous faisons observer tout d'abord que la concurrence entre les producteurs nationaux ne peut pas constituer une explication s'agissant de certains indices de dommage grave. Alors que la concurrence entre les producteurs nationaux pourrait expliquer pourquoi certains producteurs ont individuellement accru leur part de marché pendant la période considérée tandis que d'autres en ont perdu, elle ne peut pas expliquer pourquoi la branche de production nationale dans son ensemble a perdu des parts de marché pendant la période considérée au profit des importations. La part des

[5371] (Note de bas de page de l'original) *Voir* Hot-Rolled Bar Respondents Prehearing Brief, pages 58 à 60.

importations dans le volume de la consommation apparente aux États-Unis est passée de 16,5 pour cent en 1996 à 22,5 pour cent en 2000, et a été plus élevée en 2000 qu'à tout autre moment de la période considérée.[5372] Comme il a été dit plus haut, cette perte de part de marché est un élément essentiel dans notre analyse du lien de causalité; les baisses de prix qui ont eu lieu pendant la période considérée étaient fonction des efforts déployés par la branche de production pour empêcher ou atténuer les pertes de part de marché face à l'accroissement du volume des importations.

Nous avons également examiné des données concernant Nucor pour évaluer dans quelle mesure elle était une "société ayant une influence déterminante sur les prix" et si ses politiques en matière de prix servaient à accroître sa part de marché par rapport aux autres producteurs nationaux, comme le soutiennent les sociétés interrogées. Les données ne corroborent pas l'idée que Nucor était une source principale des baisses des prix. Alors que les valeurs unitaires moyennes de Nucor étaient ***.[5373] ***.[5374]

De plus, les données n'établissent pas que Nucor ***.[5375] Nous concluons en conséquence que les pratiques de Nucor en matière de prix ne peuvent pas constituer une explication du dommage grave subi par la branche de production nationale. Par ailleurs, ni les pratiques de Nucor ni la concurrence interne dans la branche de production d'une manière générale ne peuvent expliquer pourquoi la branche de production nationale dans son ensemble a perdu des parts de marché au profit des importations.

Les sociétés interrogées soutiennent ensuite que les producteurs inefficients sont une plus grande cause de tout dommage grave subi par la branche de production nationale que l'accroissement des importations. Elles soutiennent que les producteurs nationaux *** ont des coûts beaucoup plus élevés que les moyennes du secteur et ont perdu de l'argent pendant toute la période considérée indépendamment des conditions du marché.[5376]

La théorie des sociétés interrogées est dénuée de fondement pour deux raisons. Premièrement, si les difficultés de *** étaient dues à leur inefficience par rapport aux autres producteurs nationaux, on pourrait s'attendre à ce qu'elles perdent des parts de marché au profit d'autres producteurs nationaux qui sont plus efficients et pourraient donc offrir des prix plus bas pour leurs produits. Or cela n'a pas été le cas. Ensemble, *** représentaient une proportion plus élevée du volume des ventes commerciales des producteurs des États-Unis en 2000 – avec *** pour cent – qu'en 1996, lorsqu'elles représentaient ensemble *** pour cent de ces ventes.[5377] En conséquence, la soi-disant "inefficience" de *** ne leur faisait pas perdre des parts de marché au profit de leurs concurrents dans le pays. Deuxièmement, si *** obtenaient des résultats aberrants, comme le soutiennent les sociétés interrogées, on s'attendrait à

[5372] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-70.

[5373] (Note de bas de page de l'original) Les valeurs unitaires moyennes de Nucor étaient ***. Questionnaire Data, INV-Y-212.

[5374] (Note de bas de page de l'original) *Voir* les questionnaires pour les producteurs.

[5375] (Note de bas de page de l'original) La part de Nucor dans le volume des ventes commerciales des producteurs nationaux de barres laminées à chaud était *** en 1996, *** en 1997, *** en 1998, *** en 1999 et *** en 2000. Questionnaire Data, INV-Y-212.

[5376] (Note de bas de page de l'original) *Voir* Hot-Rolled Bar Respondents Prehearing Brief, pages 80 et 81.

[5377] (Note de bas de page de l'original) Questionnaire Data, INV-Y-212.

ce que l'évolution de leurs résultats diffère de celle des résultats des autres producteurs nationaux. Cela non plus n'a pas été le cas. Le recul des résultats d'exploitation était généralisé parmi les producteurs de barres laminées à chaud. Alors que *** étaient les seuls producteurs nationaux à enregistrer des pertes d'exploitation en 1997, quatre autres sociétés ont subi de telles pertes en 1998, et quatre autres encore en ont eu en 2000.[5378] Ainsi, les pertes d'exploitation constantes de *** ont tout au plus eu pour effet de rendre les résultats d'exploitation de l'ensemble de la branche de production nationale constamment plus mauvais qu'ils ne l'auraient été si ces deux sociétés n'avaient pas appartenu à la branche de production nationale. Les résultats de ces sociétés, cependant, ne peuvent pas expliquer le fléchissement général des résultats d'exploitation parmi les producteurs nationaux de barres laminées à chaud, ni l'incidence croissante des pertes d'exploitation, ni encore la perte générale de part de marché de la branche de production au profit des importations. Du fait que ni les problèmes structurels ni les résultats médiocres de *** ne peuvent expliquer le dommage grave causé à la branche de production nationale, nous concluons que l'inefficience alléguée de ces deux sociétés ne peut pas être une cause de dommage plus importante que l'accroissement des importations.

Nous avons aussi examiné le rôle des changements intervenus dans la demande comme explication du dommage grave subi par la branche de production nationale. Nous faisons observer que la consommation apparente aux États-Unis, mesurée en volume, s'est accrue de 11,7 pour cent entre 1996 et 2000. L'accroissement n'a pas été réparti de manière égale pendant toute la période considérée, et la consommation apparente a atteint un niveau record en 1998. Nous faisons remarquer, toutefois, que pendant cette période la consommation apparente n'a diminué qu'entre 1998 et 1999, au moment où la branche de production nationale maintenait les résultats d'exploitation à un niveau rentable. Entre 1999 et 2000, cependant, la consommation apparente a augmenté – or la branche de production nationale est devenue non rentable. Le fait que les résultats intérieurs ont atteint des niveaux dommageables en 2000, au moment où la consommation apparente s'accroissait, nous montre que les changements intervenus dans la demande ne peuvent pas être une cause du dommage grave qui était manifeste à ce moment-là.[5379]

Enfin, nous avons examiné les changements intervenus dans les coûts des intrants comme source possible du dommage grave causé à la branche de production nationale. Nous notons que les coûts ont diminué pendant la période et faisons observer que la diminution des coûts des intrants, en elle-même et à elle seule, ne peut pas être une autre "cause" du dommage. Tout au plus, une diminution des coûts des intrants peut indiquer qu'un facteur autre que les importations peut être responsable de la baisse des prix.

[5378] (Note de bas de page de l'original) Questionnaire Data, INV-Y-212. De plus, comme il a été dit, trois producteurs qui n'ont pas répondu aux questionnaires se sont déclarés en faillite et ont mis fin à toutes les opérations de production pendant la période intermédiaire de 2001.

[5379] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-C-3. Nous faisons observer que, pendant la période intermédiaire de 2001, au moment où la consommation apparente a diminué de manière notable, la branche de production nationale a enregistré d'autres baisses des résultats d'exploitation. Les données de la période intermédiaire de 2001 indiquent simplement que le fléchissement de la consommation apparente peut entraîner une nouvelle détérioration de la situation pour une branche de production qui a déjà subi un dommage grave.

Pour les barres laminées à chaud, le coût unitaire des produits vendus (CPV) a diminué pour passer de 399 dollars en 1996 à 362 dollars en 1999, avant de remonter à 380 dollars en 2000; le coût unitaire des matières premières a diminué pendant toute la période considérée.[5380] Comme il a déjà été dit, la demande de barres laminées à chaud s'est accrue en 1999 par rapport à 1996 et en 2000 par rapport à 1999. Lorsque la demande s'accroît, les producteurs n'ont normalement pas besoin de réduire leurs prix pour répercuter pleinement la baisse du coût des produits vendus. Or, entre 1996 et 1999, les valeurs unitaires moyennes des ventes de la branche de production nationale ont diminué plus rapidement que le CPV unitaire. Entre 1999 et 2000, au moment où le CPV unitaire s'accroissait, les valeurs unitaires moyennes des ventes sont restées inchangées. Si la branche de production nationale avait pu augmenter en 2000 les valeurs unitaires moyennes de ses ventes pour répercuter l'accroissement du CPV – comme on pouvait raisonnablement s'y attendre pendant une année marquée par une progression de la demande –, elle aurait pu maintenir des marges d'exploitation positives se situant au moins aux niveaux de 1999. Comme il a été expliqué plus haut, cependant, la branche de production n'a pas pu maintenir les quelconques hausses de prix qu'elle avait amorcées en 2000 en raison de la poussée des importations au cours de ladite année. Du fait que nous ne pouvons pas imputer la baisse des résultats d'exploitation de la branche de production nationale en 2000 aux accroissements du CPV, nous concluons que les changements intervenus dans les coûts des intrants ne peuvent pas être une cause du dommage grave qui soit aussi importante que l'accroissement des importations.

Nous concluons en conséquence que les autres causes ne peuvent pas expliquer, individuellement ou collectivement, le dommage grave causé à la branche de production nationale, en particulier la diminution de la part de marché au cours de la période considérée, et la dégradation des résultats d'exploitation qui a abouti à des marges d'exploitation négatives pour la branche de production nationale en 2000. En conséquence, nous constatons que l'accroissement des importations est une cause substantielle, qui ne l'est pas moins que toute autre cause, du dommage grave subi par la branche de production nationale de barres laminées à chaud."[5381]

Facteurs considérés par l'USITC

Concurrence entre les producteurs nationaux

Allégations et arguments des parties

10.432 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.3 b) iii) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.433 Le Groupe spécial est d'accord avec les États-Unis quand ils affirment que l'USITC a écarté ce facteur comme cause possible du dommage subi par la branche de production. En particulier, l'USITC a déclaré ce qui suit: "Nous faisons observer tout d'abord que la concurrence entre les producteurs nationaux ne peut pas constituer une explication s'agissant de certains indices de dommage grave." Elle a aussi ajouté: "Nous concluons en conséquence que les pratiques de Nucor en matière de prix ne peuvent pas constituer une explication du dommage grave subi par la branche de

[5380] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-27.
[5381] Rapport de l'USITC, volume I, pages 97 à 99.

production nationale. Par ailleurs, ni les pratiques de Nucor ni la concurrence interne dans la branche de production d'une manière générale ne peuvent expliquer pourquoi la branche de production nationale dans son ensemble a perdu des parts de marché au profit des importations."[5382]

10.434 Nous notons que les arguments des plaignants concernant ce facteur sont fondés sur l'hypothèse que l'USITC a reconnu que la concurrence entre les producteurs nationaux était une cause de dommage. Or, comme il a été dit plus haut, cette hypothèse n'est pas valable. De plus, selon nous, les plaignants n'ont pas avancé d'autre explication plausible selon laquelle, en fait, la concurrence entre les producteurs nationaux avait été une cause de dommage grave.

Producteurs inefficients

Allégations et arguments des parties

10.435 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.3 b) iii) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.436 Le Groupe spécial note tout d'abord que l'USITC a déclaré que "l'inefficience alléguée de ces deux sociétés ne [pouvait] pas être une cause de dommage plus importante que l'accroissement des importations". Il pourrait être conclu d'après cette déclaration, considérée isolément, que l'USITC estimait que les producteurs inefficients étaient une cause de dommage, même s'ils n'étaient pas une cause qui soit plus importante que l'accroissement des importations. Cependant, de l'avis du Groupe spécial, il semblerait, eu égard au reste de l'analyse de l'USITC, que celle-ci ait fait cette déclaration uniquement pour se conformer aux prescriptions du droit interne. Au contraire, la substance de l'analyse de l'USITC montre que celle-ci a écarté ce facteur comme cause possible du dommage subi par la branche de production. En particulier, l'USITC a déclaré ce qui suit: "Les sociétés interrogées soutiennent ensuite que les producteurs inefficients sont une plus grande cause de tout dommage grave subi par la branche de production nationale que l'accroissement des importations ... La théorie des sociétés interrogées est dénuée de fondement pour deux raisons ..." Elle a aussi déclaré: "[l]es résultats de ces sociétés, cependant, ne peuvent pas expliquer le fléchissement général des résultats d'exploitation parmi les producteurs nationaux de barres laminées à chaud, ni l'incidence croissante des pertes d'exploitation, ni encore la perte générale de part de marché de la branche de production au profit des importations. Du fait que ni les problèmes structurels ni les résultats médiocres de *** ne peuvent expliquer le dommage grave causé à la branche de production nationale, nous concluons que l'inefficience alléguée de ces deux sociétés ne peut pas être une cause de dommage plus importante que l'accroissement des importations".

10.437 Nous notons que les arguments des plaignants concernant ce facteur sont fondés sur l'hypothèse que l'USITC a reconnu que les producteurs inefficients étaient une cause de dommage. Or, comme il a été dit plus haut, cette hypothèse n'est pas valable. De plus, selon nous, les plaignants n'ont pas avancé d'autre explication plausible selon laquelle, en fait, les producteurs inefficients avaient été une cause de dommage grave.

[5382] Voir le paragraphe 10.431.

Changements intervenus dans les coûts des intrants

Allégations et arguments des parties

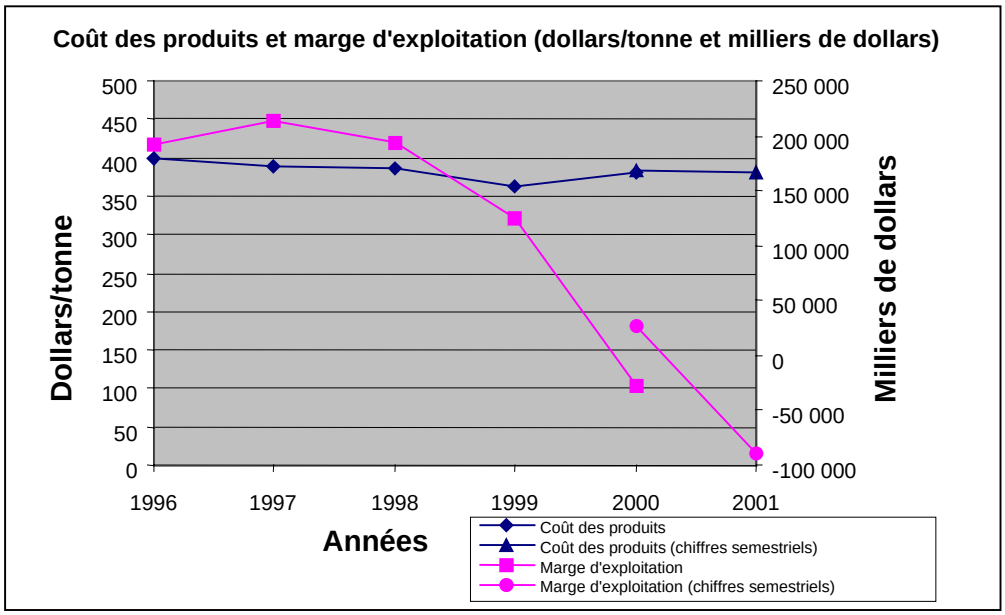
10.438 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.3 b) iii) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.439 Le Groupe spécial note que même si l'USITC n'a pas expressément déclaré que les accroissements du CPV avaient joué un rôle dans la diminution des marges d'exploitation intérieures, elle a bien déclaré explicitement que le CPV avait augmenté pour les barres laminées à chaud entre 1999 et 2000. En particulier, elle a déclaré: "Pour les barres laminées à chaud, le coût unitaire des produits vendus (CPV) a diminué pour passer de 399 dollars en 1996 à 362 dollars en 1999, avant de remonter à 380 dollars en 2000". En outre, elle a déclaré: "Si la branche de production nationale avait pu augmenter en 2000 les valeurs unitaires moyennes de ses ventes pour répercuter l'accroissement du CPV – comme on pouvait raisonnablement s'y attendre pendant une année marquée par une progression de la demande –, elle aurait pu maintenir des marges d'exploitation positives se situant au moins aux niveaux de 1999. Comme il a été expliqué plus haut, cependant, la branche de production n'a pas pu maintenir les quelconques hausses de prix qu'elle avait amorcées en 2000 en raison de la poussée des importations au cours de ladite année. Du fait que nous ne pouvons pas imputer la baisse des résultats d'exploitation de la branche de production nationale en 2000 aux accroissements du CPV, nous concluons que les changements intervenus dans les coûts des intrants ne peuvent pas être une cause de dommage grave qui soit aussi importante que l'accroissement des importations."

10.440 De l'avis du Groupe spécial, la décision de l'USITC d'écarter l'effet des accroissements du CPV dans son analyse aux fins de la non-imputation n'a pas été motivée de façon adéquate. En particulier, l'USITC a simplement déclaré que la seule raison pour laquelle la branche de production nationale n'avait pas augmenté les prix pour compenser l'accroissement du CPV était la poussée des importations qui avait eu lieu en 2000. De l'avis du Groupe spécial, cela n'équivalait pas à une explication motivée et adéquate. Le Groupe spécial estime cependant que l'USITC a probablement eu raison de conclure que les changements dans les coûts des intrants n'étaient pas une cause de dommage grave. En effet, si le CPV avait joué un rôle notable dans la situation de la branche de production nationale, on se serait attendu à ce que les marges d'exploitation s'accroissent au moment où le CPV diminuait, en particulier de 1996 à 1999 inclusivement. Or, comme on peut le voir d'après le graphique ci-après, qui a été établi d'après des données de l'USITC, l'évolution des marges d'exploitation semble être indépendante de celle du CPV. S'il est vrai qu'il semble y avoir coïncidence entre, d'une part, l'accroissement du CPV de 1999 à 2000 et, d'autre part, la diminution des marges d'exploitation pendant cette période, le Groupe spécial estime qu'une coïncidence ayant eu lieu pendant un court moment de la période visée par l'enquête ne peut pas empêcher de conclure à l'absence de coïncidence pendant le reste de la période visée par l'enquête.[5383]

[5383] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau LONG-27, page LONG-33.



Fléchissement de la demande

Allégations et arguments des parties

10.441 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.3 b) iii) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.442 Le Groupe spécial note que l'USITC n'a nullement indiqué dans son rapport qu'elle estimait que la demande avait joué un rôle quelconque pour ce qui était de causer un dommage grave à la branche de production. En fait, l'USITC a expliqué de manière adéquate que la consommation apparente aux États-Unis de barres laminées à chaud s'était accrue de 11,7 pour cent entre 1996 et 2000 et qu'elle avait progressé d'une année à l'autre dans toutes les comparaisons disponibles sauf celle qui concernait la période de 1998 à 1999. L'USITC a ajouté que la consommation apparente aux États-Unis avait augmenté entre 1999 et 2000, année pendant laquelle les résultats de la branche de production nationale avaient atteint des niveaux dommageables. En conséquence, elle a conclu que les changements intervenus dans la demande ne pouvaient pas expliquer la situation de la branche de production en 2000.[5384] De l'avis du Groupe spécial, l'USITC a examiné la nature et les effets du fléchissement de la demande lorsqu'elle a évalué si l'accroissement des importations de produits laminés à chaud causait un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents. En conséquence, le Groupe spécial rejette les allégations des plaignants concernant ce facteur.

Conclusions

10.443 De l'avis du Groupe spécial, l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation d'établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par les accroissements du CPV, conjointement avec d'autres facteurs, n'avait pas été imputé à l'accroissement des importations, contrairement aux prescriptions de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes.

[5384] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 578.

Cela dit, le Groupe spécial note que les faits semblent bien étayer la conclusion de l'USITC concernant les accroissements du CPV.

iii) Conclusion générale concernant la détermination par l'USITC de l'existence d'un lien de causalité

10.444 Nous concluons qu'en ce qui concerne les barres laminées à chaud, bien que l'USITC n'ait effectué aucune analyse de la coïncidence, son analyse des conditions de concurrence a constitué une explication convaincante qui indiquait l'existence d'un lien de causalité, sous réserve du respect de la prescription relative à la non-imputation. À cet égard, nous constatons que dans son analyse aux fins de la non-imputation l'USITC n'a pas dissocié, ni distingué ni évalué la nature et l'importance des effets dommageables des accroissements du CPV de façon que le dommage causé par ces facteurs, conjointement avec d'autres facteurs, ne soit pas imputé à l'accroissement des importations. Ainsi, l'USITC n'a pas donné une explication motivée et adéquate étayant une détermination selon laquelle il existait un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave causé aux producteurs nationaux pertinents.

10.445 En conséquence, le Groupe spécial conclut que la constatation de l'USITC selon laquelle il existait un lien de causalité entre les importations de barres laminées à chaud et le dommage causé aux producteurs nationaux pertinents est incompatible avec les articles 4:2 b), 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

d) Barres parachevées à froid

10.446 Le Groupe spécial note tout d'abord qu'il a mis l'accent dans la présente section sur les arguments présentés par les plaignants qui, selon lui, portaient sur les aspects les plus problématiques des déterminations de l'USITC concernant le lien de causalité, c'est-à-dire les aspects qui impliquaient le plus manifestement des violations de l'Accord sur les sauvegardes. Comme il se prononcera sur les allégations des plaignants dans son examen ci-après, le Groupe spécial ne voit pas la nécessité de traiter les autres arguments.

i) Coïncidence et conditions de concurrence

Constatations de l'USITC

10.447 Les constatations de l'USITC se lisent comme suit:

> "Nous constatons que l'accroissement des importations de barres parachevées à froid est une cause importante, et une cause qui ne l'est pas moins que toute autre cause, du dommage grave subi par la branche de production nationale. En conséquence, nous constatons que l'accroissement des importations de barres parachevées à froid est une cause substantielle du dommage grave subi par la branche de production nationale de barres parachevées à froid.
>
> a. Conditions de concurrence
>
> Nous avons pris en compte un certain nombre de facteurs qui influencent la compétitivité des barres laminées à froid nationales et importées sur le marché des États-Unis, y compris des facteurs liés au produit lui-même, le degré de substituabilité entre les articles nationaux et importés, les changements dans la capacité et la production mondiales, et les conditions du marché. Ces facteurs

influencent les prix et d'autres considérations prises en compte par les acheteurs pour décider s'il faut acheter les articles produits dans le pays ou les articles importés.

Les participants au marché conviennent d'une manière générale que les produits de substitution aux produits longs tels que les barres parachevées à froid sont peu nombreux ou inexistants.[5385] Comme il est dit dans la section V.A.2 ci-dessus, les barres parachevées à froid sont principalement utilisées pour des applications automobiles.

Il ressort du dossier que la demande a été forte pendant la majeure partie de la période considérée, la consommation apparente de barres parachevées à froid aux États-Unis progressant pendant chaque année complète, sauf une seule. La consommation apparente est passée de 1,41 million de tonnes en 1996 à 1,60 million de tonnes en 1997 puis à 1,67 million de tonnes en 1998. Elle est ensuite retombée à 1,61 million de tonnes en 1999 mais est remontée à 1,64 million de tonnes en 2000. Elle a fléchi pendant la période intermédiaire de 2001, en se chiffrant à 700 202 tonnes, par rapport à la période intermédiaire de 2000, pendant laquelle elle était de 905 184 tonnes.[5386]

En ce qui concerne l'offre de barres parachevées à froid, la capacité aux États-Unis s'est accrue entre 1996 et 2000, bien qu'elle ait diminué depuis 1998. L'utilisation de la capacité de la branche de production nationale a fluctué pendant la période considérée. Nonobstant le fait que les données concernant l'utilisation de la capacité indiquées dans les questionnaires semblent être sous-estimées, il apparaît clairement qu'il y a eu une capacité de production additionnelle à la disposition de la branche de production nationale pendant toute la période considérée. La capacité étrangère indiquée dans les questionnaires est passée de 1,6 million de tonnes en 1996 à 2,0 millions de tonnes en 2000, et s'est accrue pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à celle de 2000. L'utilisation de la capacité étrangère au cours d'années complètes a varié entre 75,2 pour cent en 1999 et 84,3 pour cent en 2000.[5387]

Il ressort du dossier que le prix est un facteur important des décisions d'achat pour les barres parachevées à froid. Le prix est, après la qualité, le deuxième facteur le plus souvent indiqué par les acheteurs comme étant le principal facteur des décisions d'achat, et il est le plus souvent indiqué comme étant le deuxième facteur en importance. La plupart des acheteurs ont estimé que les barres parachevées à froid importées et produites dans le pays étaient comparables sur le plan de la conformité et de la qualité des produits.[5388]

[5385] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, LONG-78.

[5386] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-71.

[5387] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-45. Nous nous sommes fondés sur les questionnaires pour les données concernant la capacité étrangère et l'utilisation de la capacité, bien que ces données ne soient pas complètes. Nous reconnaissons que les producteurs nationaux ont soutenu que les données provenant des questionnaires sous-estimaient la capacité étrangère et surestimaient l'utilisation de la capacité étrangère.

[5388] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, page 46.

b. Analyse[5389]

La politique de prix agressive pratiquée pour les importations pendant la dernière partie de la période considérée a provoqué des pertes de parts de marché et de revenus pour la branche de production nationale. C'est ce qui a provoqué les résultats d'exploitation médiocres et le dommage grave analysés plus haut.

Les valeurs unitaires moyennes des importations ont évolué à la baisse entre 1996 et 1998, et le recul s'est accéléré en 1999. Les valeurs unitaires moyennes des importations ont diminué de 1,3 pour cent entre 1996 et 1997, et de 0,1 pour cent entre 1997 et 1998. Elles ont ensuite fléchi de 7,7 pour cent entre 1998 et 1999.[5390] Une autre preuve de la très forte baisse des prix à l'importation en 1999 est constituée par les données concernant le C12L14 de 1 pouce de diamètre, qui est la barre parachevée à froid pour laquelle la Commission a obtenu des données importantes relatives aux prix des produits importés.[5391] Entre le quatrième trimestre de 1998 et le premier trimestre de 1999, les prix à l'importation de ce produit ont baissé de *** pour cent. Ils ont de nouveau fléchi de *** pour cent entre les premier et deuxième trimestres de 1999, soit la plus forte baisse trimestrielle à ce moment de la période considérée. Bien que les prix aient progressé au cours des deux trimestres suivants, ils sont restés, pendant le quatrième trimestre de 1999, inférieurs de 8,2 pour cent au niveau atteint au quatrième trimestre de 1998.[5392]

Les prix des C12L14 produits dans le pays ont diminué de 3,9 pour cent entre le quatrième trimestre de 1998 et le premier trimestre de 1999 mais ont fluctué à l'intérieur d'une fourchette étroite pendant le reste de 1999. En conséquence, les marges de vente à des prix inférieurs ont augmenté pendant les trois derniers trimestres de 1999 par rapport aux périodes antérieures. Entre le premier trimestre de 1996 et le premier trimestre de 1999, la marge de vente à des prix inférieurs ou de vente à des prix supérieurs pour les produits importés n'a dépassé 1,8 pour cent pendant aucun trimestre. Cependant, la marge de vente à des prix inférieurs s'est

[5389] (Note de bas de page de l'original) La Minimill 201 Coalition a présenté un modèle économique qui visait à mesurer le rapport entre les importations et les prix et bénéfices de la branche de production nationale. En particulier, le modèle comportait des failles dans la manière de mesurer la concurrence à l'importation, et il ne prenait pas en compte de manière adéquate les changements intervenus dans la concurrence dans le pays.

[5390] (Note de bas de page de l'original), RC et RP, tableau LONG-6.

[5391] (Note de bas de page de l'original) La Commission a rassemblé des données concernant les prix de deux produits de la catégorie des barres parachevées à froid. Pour l'un des produits, cependant, les données indiquées correspondaient à des volumes d'importation très modestes: moins de 500 tonnes pendant chaque trimestre, et moins de 100 tonnes pendant chacun des six derniers trimestres pour lesquels les données étaient rassemblées. INV-Y-212, tableau LONG-91. Par contre, le volume des importations indiqué pour le C12L14 de 1 pouce de diamètre était d'au moins 1 166 tonnes pour chaque trimestre pendant toute la période considérée, et d'au moins 2 636 tonnes pour chaque trimestre en 1999 et pendant la période intermédiaire de 2000. INV-Y-212, tableau LONG-ALT92. En conséquence, dans notre analyse des prix, nous avons mis l'accent sur la seconde série de données, qui est plus complète. Nous faisons aussi observer que, lorsqu'il s'agit de savoir s'il y a vente à des prix supérieurs ou vente à des prix inférieurs, les données relatives au prix d'un produit spécifique peuvent fournir des renseignements plus probants que des données concernant les valeurs unitaires moyennes, les comparaisons entre les valeurs des importations et celles des produits fabriqués dans le pays pouvant être affectées par des différences quant à la gamme de produits. Cela est particulièrement vrai pour un produit tel que les barres parachevées à froid qui comporte un vaste éventail de types de produits et de valeurs.

[5392] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, tableau LONG-ALT92.

accrue pour passer à 8,1 pour cent pendant le deuxième trimestre de 1999 et est restée supérieure à 5,8 pour cent pendant les autres trimestres de la même année.[5393]

Le marché n'a pas réagi immédiatement aux réductions des prix des produits importés. En effet, ni le volume, en chiffre absolu des importations ni leur part de marché ne se sont accrus en 1999.[5394] L'absence de réaction immédiate de la part du marché peut s'expliquer par l'importance des ventes contractuelles: plus de 40 pour cent des acheteurs de barres parachevées à froid ont effectué plus de 90 pour cent de leurs achats dans le cadre de contrats, dont la durée variait généralement entre six mois et plus d'un an.[5395] Cependant, la politique de prix agressive pratiquée pour les importations s'est poursuivie en 2000. Par rapport à 1999, les valeurs unitaires moyennes de toutes les importations ont diminué de 5,1 pour cent.[5396] Les prix des C12L14 importés ont baissé pendant tous les trimestres de 2000 sauf un, et le prix enregistré pendant le quatrième trimestre de 2000 était de 14,0 pour cent inférieur à celui du quatrième trimestre de 1999.[5397]

Les prix intérieurs ont aussi baissé en 2000. Les valeurs unitaires moyennes des expéditions aux États-Unis de tous les produits de la catégorie des barres parachevées à froid ont fléchi en 2000 par rapport à 1999.[5398] Les prix des C12L14 produits dans le pays ont diminué de 4,2 pour cent pendant le quatrième trimestre de 2000 par rapport au quatrième trimestre de 1999. Néanmoins, la vente à des prix inférieurs des produits importés s'est poursuivie, les marges trimestrielles de vente à des prix inférieurs variant en 2000 entre 3,9 pour cent et 15,5 pour cent.[5399]

En 2000, la persistance des ventes à des prix inférieurs des produits importés a entraîné un accroissement notable à la fois du volume des importations et de leur part de marché. Comme il est dit plus haut, le volume des importations a augmenté de 33,6 pour cent en 2000 par rapport à 1999.[5400] La part des importations dans la consommation apparente aux États-Unis, mesurée en volume, s'est accrue pour passer de 14,7 pour cent en 1999 à 19,2 pour cent en 2000.[5401]

Du fait que les importations ont réussi à accroître leur part du marché des États-Unis en 2000, la production et les expéditions de la branche de production nationale ont diminué par rapport aux niveaux de 1999, malgré l'augmentation de la consommation apparente aux États-Unis.[5402] La diminution de la production, associée à la baisse des prix, a entraîné une contraction des revenus ainsi que des

[5393] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, tableau LONG-ALT92.
[5394] (Note de bas de page de l'original) *Voir* RC et RP, tableaux LONG-6, LONG-71. Un accroissement substantiel des importations de barres parachevées à froid a eu lieu en 1998, peu après la crise financière qui a conduit à une diminution brutale de la consommation d'acier dans plusieurs pays d'Asie.
[5395] (Note de bas de page de l'original) Réponses des acheteurs au questionnaire.
[5396] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-6.
[5397] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, tableau LONG-ALT92.
[5398] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-17.
[5399] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, tableau LONG-ALT92.
[5400] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-6.
[5401] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-71.
[5402] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux LONG-17, LONG-71.

résultats d'exploitation médiocres, avec une marge d'exploitation de 2,8 pour cent seulement en 2000.[5403],[5404]

Allégations et arguments des parties

10.448 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.2 d) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.449 Le Groupe spécial a examiné la section pertinente du rapport de l'USITC concernant les barres parachevées à froid et note que, pour sa détermination de l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave, l'USITC n'a pas effectué d'analyse de la coïncidence. Comme il a été dit plus haut, le Groupe spécial estime que si une autorité compétente n'a pas examiné la coïncidence des tendances, elle doit, pour prouver l'existence d'un lien de causalité, donner une explication motivée et adéquate de la raison pour laquelle une telle analyse n'a pas été effectuée ainsi qu'une explication convaincante établissant l'existence d'un lien de causalité. Nous notons que l'USITC a analysé les conditions de concurrence. En conséquence, nous allons maintenant examiner l'analyse des conditions de concurrence effectuée par l'USITC pour cette mesure, en vue de déterminer si l'USITC a donné une explication convaincante en ce sens.

10.450 Nous notons, à titre préliminaire, que l'USITC a estimé que "la politique de prix agressive pratiquée pour les importations pendant la dernière partie de la période considérée a provoqué des pertes de parts de marché et de revenus pour la branche de production nationale. C'est ce qui a[vait] provoqué les résultats d'exploitation médiocres et le dommage grave analysés plus haut". L'USITC a enfin conclu que "la diminution de la production, associée à la baisse des prix, a[vait] entraîné une contraction des revenus ainsi que des résultats d'exploitation médiocres, avec une marge d'exploitation de 2,8 pour cent seulement en 2000".

10.451 Il ressort clairement de l'analyse de l'USITC que l'hypothèse essentielle sur laquelle celle-ci s'est fondée pour conclure que "l'accroissement des importations de barres parachevées à froid [était] une cause substantielle du dommage grave subi par la branche de production nationale de barres parachevées à froid" était que la politique de prix "agressive" pratiquée pour les importations avait provoqué des pertes de parts de marché et de revenus pour la branche de production nationale. Pour évaluer si l'USITC a donné une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayaient une telle constatation, le Groupe spécial examinera d'abord si la politique des prix à l'importation peut être qualifiée d'"agressive".

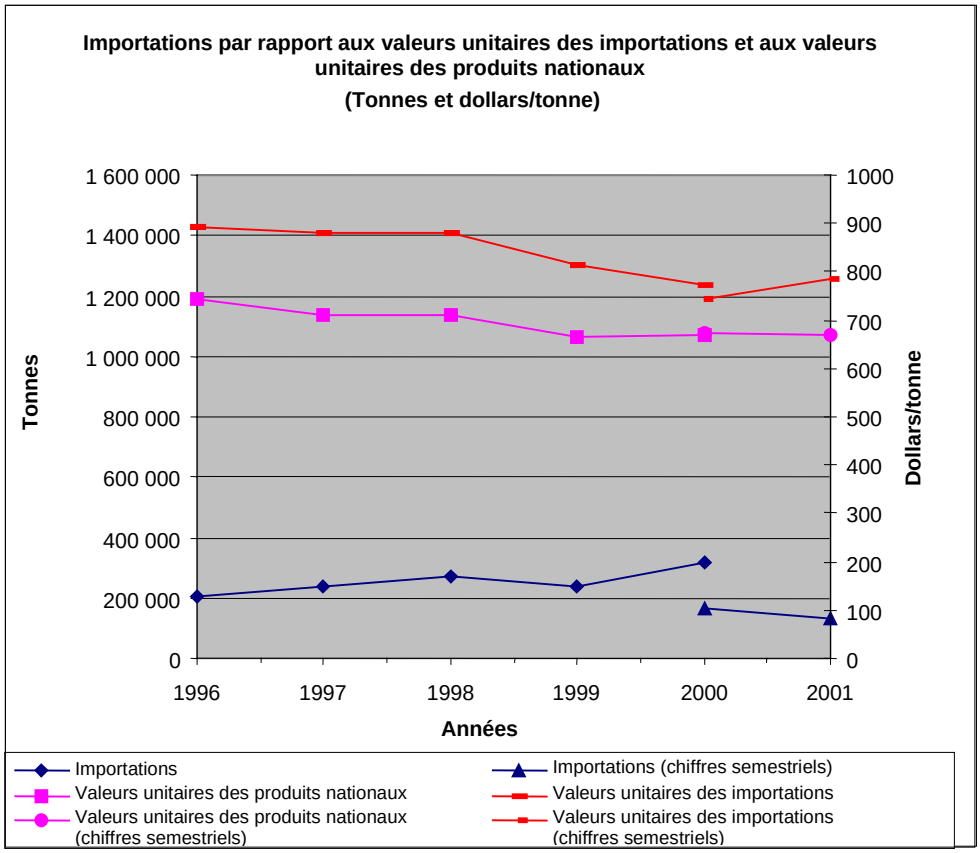
10.452 Le Groupe spécial note tout d'abord que l'USITC a fait état de ventes à des prix inférieurs pendant cette période, vraisemblablement pour justifier son affirmation selon laquelle la politique des prix à l'importation avait été agressive. Plus exactement, elle a déclaré: "[L]a vente à des prix inférieurs des produits importés s'est poursuivie, les marges trimestrielles de vente à des prix inférieurs variant en 2000 entre 3,9 pour cent et 15,5 pour cent.[5405] En 2000, la persistance des ventes à des prix inférieurs des produits importés a entraîné un accroissement notable à la fois du volume des importations et de leur part de marché. Comme il est dit plus haut, le volume des importations a augmenté de 33,6 pour cent en 2000 par rapport à 1999."[5406] Le Groupe spécial note en premier lieu que l'USITC, sans en donner la moindre explication, a utilisé des données *trimestrielles* pour les

[5403] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-28.
[5404] Rapport de l'USITC, volume I, pages 104 à 106.
[5405] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, tableau LONG-ALT92.
[5406] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-6.

différents produits laminés à froid[5407] alors que des moyennes *annuelles* étaient disponibles et qu'elle avait utilisé ces données annuelles en relation avec d'autres produits lorsque celles-ci étaient disponibles.[5408] À la différence des données trimestrielles, les données annuelles indiquaient que les produits importés n'étaient vendus à des prix inférieurs à ceux des produits nationaux à aucun moment de la période visée par l'enquête. Selon nous, l'absence d'explication concernant les données utilisées par l'USITC incite à se demander s'il y a eu effectivement "vente à des prix inférieurs" et donc si la politique des prix à l'importation a été, en fait, tant soit peu "agressive".

10.453 En outre, nous notons qu'à aucun moment de la période visée par l'enquête les valeurs unitaires moyennes des produits importés n'ont été inférieures à celles des produits nationaux. En d'autres termes, les prix à l'importation ont dépassé les prix intérieurs pendant toute la période visée par l'enquête. Cela ressort clairement du graphique ci-après, qui présente sous forme graphique des données de l'USITC. De l'avis du Groupe spécial, le fait que les prix à l'importation ont dépassé les prix intérieurs pendant toute la période visée par l'enquête tend à infirmer la conclusion selon laquelle la politique des prix à l'importation était "agressive". Cela ne veut pas dire, cependant, que l'absence de vente à des prix inférieurs des produits importés signifie que la politique de prix ne peut pas être qualifiée d'"agressive". Au contraire, nous admettons que des ventes à des prix supérieurs des produits importés peuvent, dans certaines circonstances, entraîner à la baisse les prix intérieurs. Cependant, en l'espèce, l'USITC a fondé sur l'existence d'une vente à des prix inférieurs des produits importés son affirmation selon laquelle la politique des prix à l'importation était "agressive". En fait, comme il a été dit, les valeurs unitaires moyennes ont toujours été plus élevées que les prix intérieurs.[5409]

[5407] Tableau LONG-91 et tableau LONG-ALT92.
[5408] Tableau LONG-C-4.
[5409] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau LONG-6, page LONG–10; et le tableau LONG–17, page LONG–22.

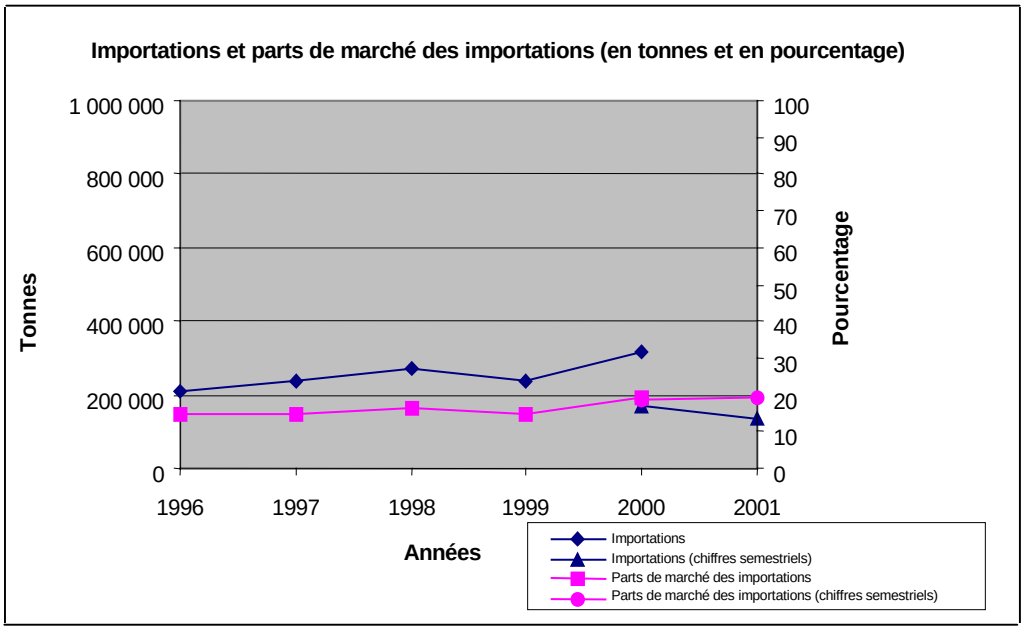


10.454 Nonobstant les difficultés liées aux données utilisées par l'USITC, le Groupe spécial note les conclusions que l'USITC a formulées dans son analyse des conditions de concurrence:

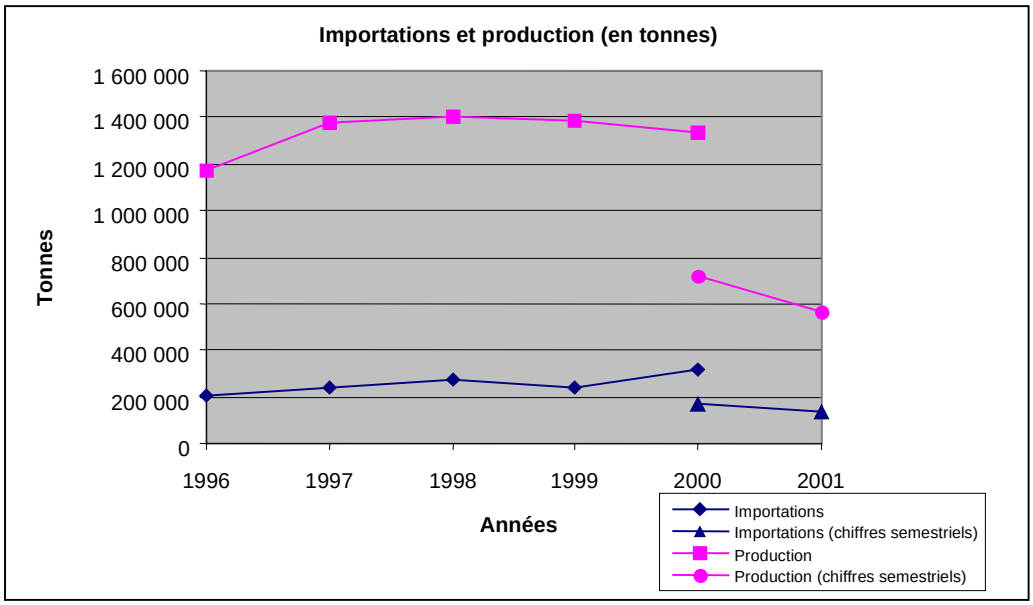
> "Du fait que les importations ont réussi à accroître leur part du marché des États-Unis en 2000, la production et les expéditions de la branche de production nationale ont diminué par rapport aux niveaux de 1999, malgré l'augmentation de la consommation apparente aux États-Unis.[5410] La diminution de la production, associée à la baisse des prix, a entraîné une contraction des revenus ainsi que des résultats d'exploitation médiocres, avec une marge d'exploitation de 2,8 pour cent seulement en 2000.[5411,,5412]

10.455 Les faits semblent bien étayer la conclusion selon laquelle "les importations ont réussi à accroître leur part du marché des États-Unis en 2000", comme il ressort du graphique ci-après établi d'après des données de l'USITC.[5413]

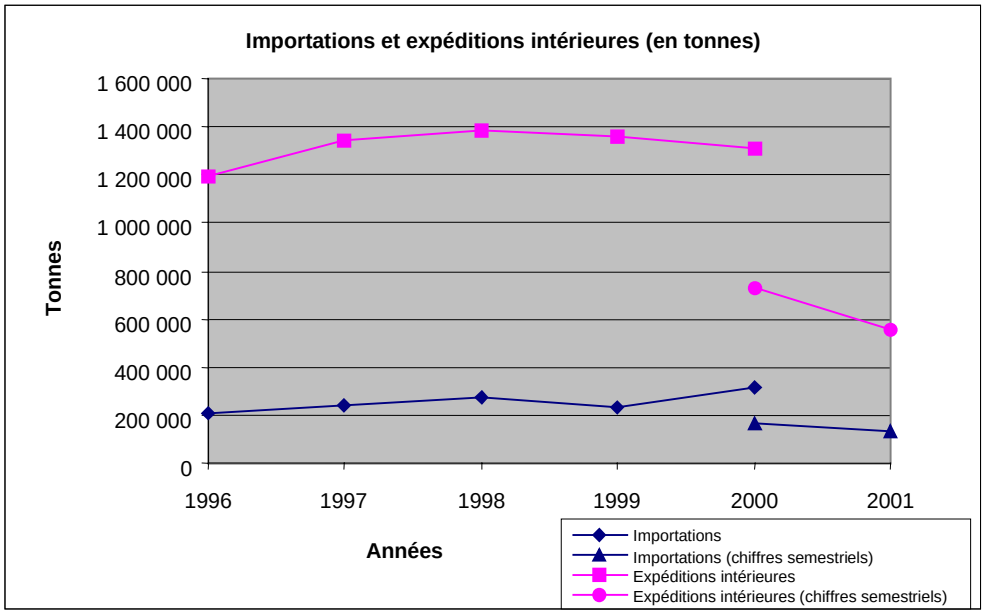
[5410] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux LONG-17, LONG-71.
[5411] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-28.
[5412] Voir le paragraphe 10.447.
[5413] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau LONG-6, page LONG-10; le tableau LONG-71, page LONG-68; et le tableau LONG-C-4.



10.456 Les faits semblent aussi étayer la conclusion selon laquelle la production et les expéditions ont diminué par rapport aux niveaux de 1999, comme il ressort du graphique ci-après, également établi d'après des données de l'USITC.[5414]

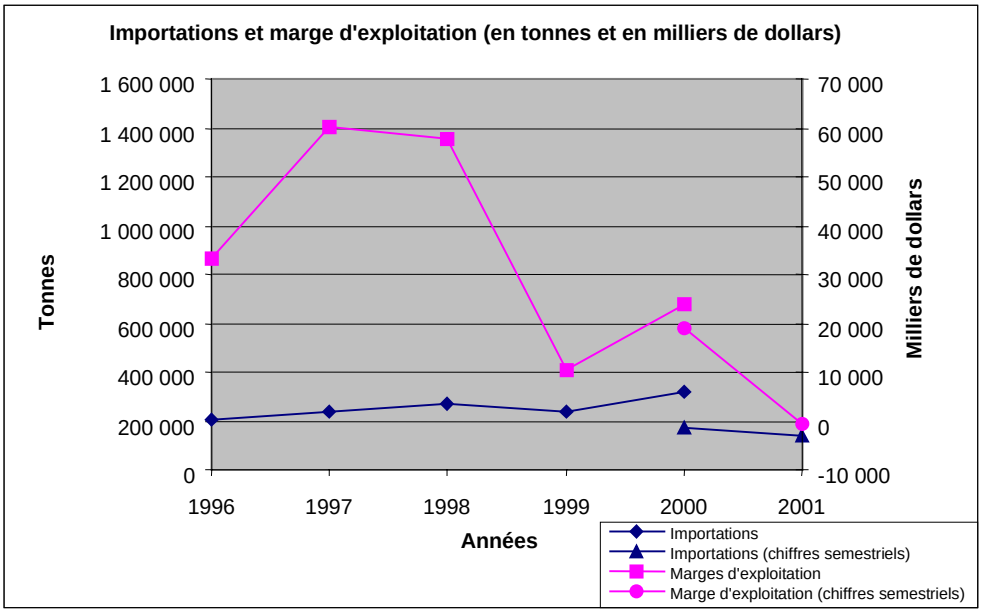


[5414] Les données représentées dans les deux graphiques ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau LONG-6, page LONG-10; le tableau LONG-17, page LONG-22; et le tableau LONG-C-4.



10.457 En dépit de ce qui précède, nous ne constatons guère d'indication étayant la conclusion selon laquelle "[l]a diminution de la production, associée à la baisse des prix, a entraîné une contraction des revenus ainsi que des résultats d'exploitation médiocres, avec une marge d'exploitation de 2,8 pour cent seulement en 2000". En fait, nous notons qu'une contraction importante des revenus et de la marge d'exploitation a commencé bien avant 2000, année pendant laquelle, d'après l'USITC "la persistance des ventes à des prix inférieurs des produits importés a entraîné un accroissement notable à la fois du volume des importations et de leur part de marché". Cela ressort clairement du graphique ci-dessous, établi d'après des données de l'USITC, qui montre l'évolution de la marge d'exploitation ainsi que celle des importations.[5415]

[5415] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau LONG-6, page LONG-10; le tableau LONG-28, page LONG-34; et le tableau LONG-C-4.



10.458 Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial constate que l'USITC n'a pas donné d'explication convaincante indiquant qu'un lien de causalité existait entre l'accroissement des importations de barres parachevées à froid et le dommage subi par la branche de production nationale pertinente. En particulier, outre les difficultés que nous avons relevées au sujet des données utilisées par l'USITC pour effectuer son analyse des conditions de concurrence, nous estimons que l'USITC n'a pas donné d'explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayaient sa conclusion selon laquelle "[l]a diminution de la production, associée à la baisse des prix a[vait] entraîné une contraction des revenus ainsi que des résultats d'exploitation médiocres, avec une marge d'exploitation de 2,8 pour cent seulement en 2000".

ii) Non-imputation

Constatations de l'USITC

10.459 Les constatations de l'USITC se lisent comme suit:

> "Les résultats obtenus par la branche de production nationale en 2000 permettent de réfuter l'un des principaux arguments des sociétés interrogées – à savoir que le fléchissement de la demande a été une plus grande cause du dommage substantiel subi par la branche de production nationale que l'accroissement des importations. La branche de production nationale reconnaît que les prix des barres parachevées à froid ont toujours évolué en fonction de la situation de la demande.[5416] En effet, la baisse des résultats d'exploitation de la branche de production nationale en 1999, année pendant laquelle le volume des importations et la pénétration du marché ont diminué, semble être imputable pour une large part au fléchissement de la demande au cours de l'année en question.
>
> Cependant, la demande a progressé en 2000 par rapport à 1999. Néanmoins, comme il a été dit plus haut, les prix des produits fabriqués aux États-Unis ne se sont pas redressés grâce à la demande mais ont continué à fléchir face à la poussée des

[5416] (Note de bas de page de l'original) *Voir* CFTC Prehearing Brief, page 7.

importations. La différence par unité entre les valeurs unitaires moyennes et le CPV, même si elle s'est légèrement accrue en 2000 par rapport à 1999, était nettement inférieure aux niveaux enregistrés au cours de l'une quelconque des années antérieures de la période considérée. De même, la marge d'exploitation de la branche de production, si elle est légèrement supérieure au niveau de 1999, n'était que de 2,8 pour cent, soit moins de la moitié des niveaux enregistrés en 1997 et 1998. Le nombre des producteurs subissant des pertes d'exploitation s'est accru. Lorsque la demande a de nouveau fléchi pendant la période intermédiaire de 2001, les importations ont maintenu leur présence notable sur le marché et les résultats de la branche de production nationale se sont encore détériorés. Les résultats médiocres de la branche de production nationale malgré l'accroissement de la demande en 2000 montrent que ce sont les importations, et non les changements dans la demande, qui expliquent le dommage grave subi par la branche de production nationale.

Nous avons aussi examiné les arguments des sociétés interrogées selon lesquels les résultats médiocres de la branche de production nationale étaient davantage dus à la présence d'un producteur soi-disant inefficient et se heurtant à des problèmes structurels, RTI, qu'à l'accroissement des importations.[5417] Les difficultés structurelles de RTI, cependant, ***.[5418] ***. En conséquence, nous rejetons l'idée que les résultats de RTI étaient en quelque sorte anormaux ou avaient pour effet de fausser les données globales pour la branche de production nationale.

En conséquence, nous concluons que les autres causes avancées par les sociétés interrogées ne peuvent pas, ni individuellement ni collectivement, expliquer le dommage grave subi par la branche de production nationale, en particulier la diminution de la part de marché au cours de la période considérée, et les résultats d'exploitation médiocres obtenus en 2000. Par conséquent, nous constatons que l'accroissement des importations est une cause substantielle du dommage grave subi par la branche de production nationale de barres parachevées à froid, qui ne l'est pas moins que toute autre cause."[5419]

Facteurs considérés par l'USITC

Fléchissement de la demande

Allégations et arguments des parties

10.460 Les arguments des parties sont énoncés dans la section VII.H.3 b) iv) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.461 De l'avis du Groupe spécial, l'USITC a clairement reconnu que le fléchissement de la demande avait contribué au dommage subi par la branche de production nationale. En particulier, elle a déclaré ce qui suit: "La branche de production nationale reconnaît que les prix des barres parachevées à froid ont toujours évolué en fonction de la situation de la demande.[5420] En effet, la

[5417] (Note de bas de page de l'original) *Voir* Cold-Finished Bar Respondents Prehearing Brief, pages 18 à 23.
[5418] (Note de bas de page de l'original) Réponse de *** au questionnaire pour les producteurs.
[5419] Rapport de l'USITC, volume I, page 107.
[5420] (Note de bas de page de l'original) *Voir* CFTC Prehearing Brief, page 7.

baisse des résultats d'exploitation de la branche de production nationale en 1999, année pendant laquelle le volume des importations et la pénétration du marché ont diminué, semble être imputable pour une large part au fléchissement de la demande au cours de l'année en question." Comme le montre cette dernière affirmation, l'USITC a établi un lien manifeste entre le fléchissement de la demande et les résultats d'exploitation, ces derniers étant un facteur important relatif au dommage tel qu'il en est question à l'article 4:2 a) de l'Accord sur les sauvegardes.

10.462 Nous notons que l'USITC a pris en considération les changements dans la demande qui étaient intervenus pendant la période visée par l'enquête. En particulier, elle a noté les fléchissements et accroissements de la demande enregistrés pendant la période visée par l'enquête. En outre, dans la section dans laquelle elle analysait les conditions de concurrence, l'USITC a déclaré:

> "Il ressort du dossier que la demande a été forte pendant la majeure partie de la période considérée, la consommation apparente de barres parachevées à froid aux États-Unis progressant pendant chaque année complète, sauf une seule. La consommation apparente est passée de 1,41 million de tonnes en 1996 à 1,60 million de tonnes en 1997 puis à 1,67 million de tonnes en 1998. Elle est ensuite retombée à 1,61 million de tonnes en 1999 mais est remontée à 1,64 million de tonnes en 2000. Elle a fléchi pendant la période intermédiaire de 2001, en se chiffrant à 700 202 tonnes, par rapport à la période intermédiaire de 2000, pendant laquelle elle était de 905 184 tonnes.[5421]"[5422]

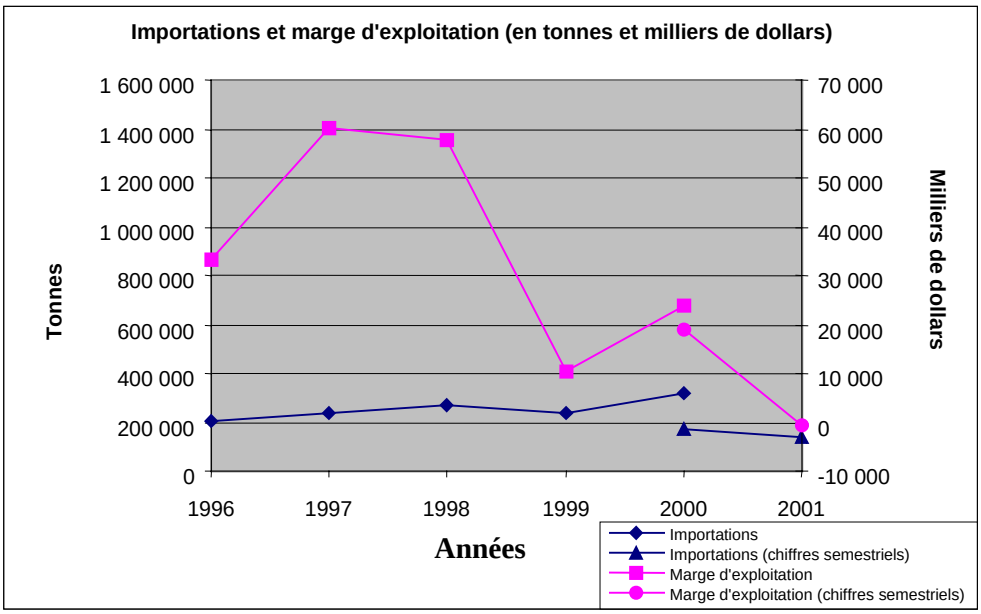
10.463 Après avoir reconnu que les fléchissements de la demande avaient contribué à la situation de la branche de production nationale, l'USITC a écarté ce facteur dans son analyse aux fins de la non-imputation en se fondant sur l'affirmation ci-après: "Les résultats médiocres de la branche de production nationale malgré l'accroissement de la demande en 2000 montrent que ce sont les importations, et non les changements dans la demande, qui expliquent le dommage grave subi par la branche de production nationale." De l'avis du Groupe spécial, le simple fait que la demande s'est accrue pendant une portion de la période visée par l'enquête au cours de laquelle le dommage a continué à exister ne va pas à l'encontre de la conclusion formulée par l'USITC elle-même selon laquelle le fléchissement de la demande a contribué au dommage subi par la branche de production nationale.

10.464 Nous ne trouvons rien dans le rapport qui indique si et comment on a veillé à ne pas imputer à l'accroissement des importations le dommage causé par ce facteur. À notre avis, la nécessité de dissocier et de distinguer les effets du fléchissement de la demande était particulièrement importante dans la présente affaire étant donné que l'USITC elle-même a reconnu que "la baisse des résultats d'exploitation de la branche de production nationale en 1999, année pendant laquelle le volume des importations et la pénétration du marché [avaient] diminué, sembl[ait] être imputable pour une large part au fléchissement de la demande au cours de l'année en question".

10.465 L'importance de cette baisse des résultats d'exploitation en 1999, qui était "imputable pour une large part au fléchissement de la demande", devrait être considérée dans son contexte. On trouvera ci-après un graphique établi d'après des données de l'USITC. Ce graphique montre que la marge d'exploitation de la branche de production a chuté de manière spectaculaire en 1999. Avant

[5421] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-71.
[5422] Voir le paragraphe 10.446.

1999, la marge d'exploitation était sensiblement plus élevée. À partir de 1999, elle a commencé à progresser de nouveau.[5423]



10.466 De toute évidence, 1999 a été une année importante en ce qui concerne les résultats d'exploitation de la branche de production. Étant donné que "la baisse des résultats d'exploitation de la branche de production nationale en 1999, année pendant laquelle le volume des importations et la pénétration du marché ont diminué, semble être imputable pour une large part au fléchissement de la demande au cours de l'année en question", nous estimons que cela montre que le fléchissement de la demande a potentiellement joué un rôle important pour ce qui est de causer un dommage à la branche de production nationale.

Conclusions

10.467 Le Groupe spécial estime que, s'agissant des barres parachevées à froid, l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation de non-imputation énoncée dans la deuxième phrase de l'article 4:2 b). En particulier, nous estimons que l'USITC n'a pas dûment dissocié, ni distingué ni évalué la nature et l'importance des effets dommageables des facteurs autres que l'accroissement des importations qui causaient un dommage à la branche de production nationale. Selon nous, cela ressort clairement du fait que l'USITC a écarté l'un des deux facteurs (en l'occurrence le fléchissement de la demande intérieure) qu'elle avait examinés dans son analyse aux fins de la non-imputation alors qu'elle avait reconnu l'importance de ce facteur pour ce qui est de causer un dommage à la branche de production.

iii) Conclusion générale concernant la détermination par l'USITC de l'existence d'un lien de causalité

10.468 Le Groupe spécial constate que l'USITC n'a pas expliqué pourquoi elle n'avait pas effectué d'analyse de la coïncidence ni n'a donné d'explication convaincante indiquant l'existence d'un lien de

[5423] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau LONG-6, page LONG-10; le tableau LONG-28, page LONG-34; et le tableau LONG-C-4.

causalité entre l'accroissement des importations de barres parachevées à froid et le dommage grave causé aux producteurs nationaux pertinents. De plus, le Groupe spécial a constaté que l'analyse aux fins de la non-imputation effectuée par l'USITC pour les barres parachevées à froid était viciée car l'USITC n'avait pas dissocié, ni distingué ni évalué la nature et l'importance des effets dommageables du fléchissement de la demande de façon à ce que le dommage causé par ces facteurs, conjointement avec d'autres facteurs, ne soit pas imputé à l'accroissement des importations. Nous avons constaté que cette faille était importante étant donné que l'USITC elle-même avait reconnu que "la baisse des résultats d'exploitation de la branche de production nationale en 1999, année pendant laquelle le volume des importations et la pénétration du marché [avaient] diminué, sembl[ait] être imputable pour une large part au fléchissement de la demande au cours de l'année en question". Ainsi, l'USITC n'a pas donné d'explication motivée et adéquate étayant une détermination selon laquelle il existait un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave causé aux producteurs nationaux pertinents.

10.469 En conséquence, le Groupe spécial conclut que la constatation de l'USITC selon laquelle il existait un lien de causalité entre les importations de barres parachevées à froid et le dommage causé aux producteurs nationaux pertinents est incompatible avec les articles 4:2 b), 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

e) Barres d'armature

10.470 Le Groupe spécial note tout d'abord qu'il a mis l'accent dans la présente section sur les arguments présentés par les plaignants qui, selon lui, portaient sur les aspects les plus problématiques des déterminations de l'USITC concernant le lien de causalité, c'est-à-dire les aspects qui impliquaient le plus manifestement des violations de l'Accord sur les sauvegardes. Comme il se prononcera sur les allégations des plaignants dans son examen ci-après, le Groupe spécial ne voit pas la nécessité de traiter les autres arguments.

i) Coïncidence et conditions de concurrence

Constatations de l'USITC

10.471 Les constatations de l'USITC se lisent comme suit:

> "Nous constatons que l'accroissement des importations de barres d'armature est une cause importante, et une cause qui ne l'est pas moins que toute autre cause, du dommage grave subi par la branche de production nationale. En conséquence, nous constatons que l'accroissement des importations de barres d'armature est une cause substantielle du dommage grave subi par la branche de production nationale de barres d'armature.
>
> a. Conditions de concurrence
>
> Nous avons pris en compte un certain nombre de facteurs qui influencent la compétitivité des barres d'armature nationales et importées sur le marché des États-Unis, y compris des facteurs liés au produit lui-même, le degré de substituabilité entre les articles nationaux et importés, les changements dans la capacité et la production mondiales, et les conditions du marché. Ces facteurs influencent les prix et d'autres considérations prises en compte par les acheteurs pour décider s'il faut acheter les articles produits dans le pays ou les articles importés.

Les participants au marché conviennent d'une manière générale que les produits de substitution aux produits longs tels que les barres d'armature sont peu nombreux ou inexistants.[5424] Les barres d'armature sont utilisées uniquement comme éléments de renforcement dans les structures en béton coulé.[5425]

La consommation apparente de barres d'armature aux États-Unis s'est accrue pendant toute la période considérée. Elle a progressé chaque année de 1996, lorsqu'elle était de 5,5 millions de tonnes, à 2000, lorsqu'elle a atteint 8,1 millions de tonnes, soit un accroissement net de 48,1 pour cent. La consommation apparente a aussi progressé pendant la période intermédiaire de 2001, en se chiffrant à 4,2 millions de tonnes, par rapport à celle de 2000, pendant laquelle elle était de 4,1 millions de tonnes.[5426]

En ce qui concerne l'offre de barres d'armature, la capacité aux États-Unis a augmenté pendant toute la période considérée. L'utilisation de la capacité a fluctué, en variant, s'agissant d'années complètes, entre 64,9 pour cent en 1996 et 68,5 pour cent en 2000. La capacité étrangère indiquée dans les questionnaires s'est accrue pour passer de 24,0 millions de tonnes en 1996 à 29,6 millions de tonnes en 2000, et également pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à celle de 2000. L'utilisation de la capacité étrangère au cours d'années complètes a varié entre 81,7 pour cent en 1996 et 86,5 pour cent en 2000.[5427]

Le prix est un facteur très important dans les décisions d'achat en ce qui concerne les barres d'armature. La majorité de tous les acheteurs ont indiqué le prix comme étant le premier facteur des décisions d'achat de ce produit, et le prix a été cité plus de trois fois plus souvent que n'importe quel autre facteur considéré individuellement.[5428] Un acheteur a témoigné à l'audition tenue par la Commission que les barres d'armature étaient un produit de base dont les ventes étaient fonction du prix, ce qu'aucune société interrogée n'avait contesté.[5429]

Enfin, les importations de barres d'armature en provenance de plusieurs pays ont été assujetties à des droits antidumping pendant des portions de la période considérée. En particulier, le Département du commerce a imposé le 10 octobre 1996 des droits antidumping provisoires sur les barres d'armature en provenance de la Turquie et a promulgué le 17 avril 1997 une ordonnance antidumping concernant ces importations.[5430] Il a imposé le 30 janvier 2001 des droits antidumping provisoires sur les barres d'armature en provenance du Bélarus, de la Chine, de la Corée, de l'Indonésie, de la Lettonie, de la Moldova, de la Pologne et de l'Ukraine, et a

[5424] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, LONG-78.
[5425] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, LONG-2.
[5426] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, LONG-72.
[5427] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-48. Nous nous sommes fondés sur les questionnaires pour les données concernant la capacité étrangère et l'utilisation de la capacité, bien que ces données ne soient pas complètes. Nous reconnaissons que les producteurs nationaux ont soutenu que les données provenant des questionnaires sous-estimaient la capacité étrangère et surestimaient l'utilisation de la capacité étrangère.
[5428] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, page 47.
[5429] (Note de bas de page de l'original) Procès-verbal, page 1316 (Koch).
[5430] (Note de bas de page de l'original) *Voir* 61 Fed. Reg. 53203 (10 octobre 1996), 62 Fed. Reg. 18748 (17 avril 1997).

promulgué le 7 septembre 2001 une ordonnance antidumping concernant les importations en provenance de ces huit pays.[5431]

b. Analyse[5432]

L'accroissement des importations a soumis les producteurs nationaux à une pression sur les prix. Cette pression sur les prix a empêché les producteurs nationaux de tirer pleinement parti des réductions des coûts pendant certaines portions de la période considérée et de répercuter pleinement l'accroissement des coûts au cours d'autres portions de la période. Elle a aussi empêché les producteurs nationaux de tirer pleinement parti de la forte augmentation de la consommation intérieure pendant la période considérée. En conséquence, les marges d'exploitation ont diminué et les revenus d'exploitation de la branche de production sont devenus négatifs en 2000.

Les importations de barres d'armature ont notablement augmenté en 1998, peu après la crise financière qui avait entraîné une forte diminution de la consommation d'acier dans plusieurs pays d'Asie. Comme cela a été observé pour d'autres produits longs, les producteurs nationaux n'ont pas immédiatement modifié leur stratégie de prix pour répondre à la poussée initiale des importations. La valeur unitaire moyenne des expéditions de la branche de production nationale aux États-Unis n'a diminué que de 1 dollar par tonne entre 1997 et 1998.[5433] Pour les barres d'armature au sujet desquelles la Commission a rassemblé des données concernant les prix, les prix des produits fabriqués dans le pays étaient plus élevés au cours des trois premiers trimestres de 1998 que pendant les trimestres correspondants de 1997. Ils ont effectivement commencé à fléchir pour les produits fabriqués dans le pays pendant le quatrième trimestre de 1998. Durant toute l'année 1998, cependant, les produits importés ont été vendus à des prix inférieurs à ceux des produits fabriqués dans le pays, avec des marges dépassant 20 pour cent.[5434] En 1998, les importations ont fait perdre à la branche de production nationale près de six points de pourcentage de part de marché.[5435]

En 1999, les importations ont de nouveau progressé, avec des marges substantielles. Le volume des importations s'est accru de 49,1 pour cent en 1999 par rapport à 1998.[5436] Cette poussée s'est accompagnée de baisses des prix aussi bien pour les produits importés que pour les produits fabriqués dans le pays. Les valeurs unitaires moyennes des importations ont fléchi de 23,6 pour cent entre 1998 et 1999, et celles des expéditions aux États-Unis de barres d'armature fabriquées dans le pays ont diminué de 8,9 pour cent.[5437] Pour les barres d'armature au sujet desquelles la Commission a rassemblé des données concernant les prix, les prix à l'importation ont

[5431] (Note de bas de page de l'original) *Voir* 66 Fed. Reg. 8324, 8329, 8333, 8339, 8343 (30 janvier 2001); 66 Fed. Reg. 46777 (7 septembre 2001).

[5432] (Note de bas de page de l'original) La Minimill 201 Coalition a présenté un modèle économique qui visait à mesurer le rapport entre les importations et les prix et bénéfices de la branche de production nationale. Nous avons examiné ce modèle au moment d'établir notre détermination mais en avons relevé les limitations. En particulier, le modèle comportait des failles dans la manière de mesurer la concurrence à l'importation, et il ne prenait pas en compte de manière adéquate les changements intervenus dans la concurrence dans le pays.

[5433] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-18.

[5434] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, tableau LONG-ALT93.

[5435] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-72.

[5436] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-7.

[5437] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux LONG-7 et LONG-18.

fléchi de 8,8 pour cent entre le quatrième trimestre de 1998 et le premier trimestre de 1999 puis de 11,5 pour cent pendant le premier trimestre de 1999 par rapport au premier trimestre de 1998. De même, pour les produits fabriqués dans le pays, les prix ont diminué de 5,0 pour cent entre le quatrième trimestre de 1998 et le premier trimestre de 1999, puis de 10,6 pour cent pendant le premier trimestre de 1999 par rapport au premier trimestre de 1998. Les prix ont de nouveau baissé pendant le deuxième trimestre de 1999 avant de se stabiliser au cours des deux derniers trimestres de l'année; les prix pratiqués pendant le deuxième trimestre de 1999 ont diminué par rapport au deuxième trimestre de 1998 de 12,7 pour cent pour les produits fabriqués dans le pays et de 15,6 pour cent pour les produits importés.[5438]

Nous ne voyons aucune raison autre que les importations qui puisse expliquer l'ampleur des baisses des prix et des valeurs unitaires moyennes en 1999. Le recul n'était pas fonction des changements dans la demande car la consommation apparente de barres d'armature aux États-Unis s'est accrue de 14,1 pour cent entre 1998 et 1999.[5439] En effet, eu égard à cette situation de la demande, nous nous serions normalement attendus à ce que les prix soient restés stables ou qu'ils aient augmenté, et non à ce qu'ils aient diminué de manière aussi nette. Les changements intervenus dans les coûts des intrants ne peuvent pas non plus expliquer l'ampleur de la baisse des prix. Si le CPV unitaire a baissé entre 1998 et 1999, cette réduction a été inférieure à la baisse unitaire des valeurs moyennes des ventes.[5440] En tout état de cause, lorsque la demande s'accroît fortement, les producteurs n'ont normalement pas besoin de réduire leurs prix pour répercuter pleinement la baisse du coût des produits vendus.[5441] Ainsi, la pression sur les prix imposée par la poussée des importations a empêché les producteurs nationaux de barres d'armature de tirer pleinement parti de la baisse des coûts des intrants sur un marché en expansion.

Les produits importés ont été vendus à des prix inférieurs à ceux des barres d'armature fabriquées dans le pays avec des marges trimestrielles variant entre *** et *** pour cent en 1999.[5442] Au cours de ladite année, les importations ont encore accru de cinq points de pourcentage leur part de marché.[5443] Néanmoins, en raison de la forte croissance de la demande, la branche de production nationale a continué à assurer sa rentabilité, bien qu'avec des marges d'exploitation inférieures aux niveaux de 1998.[5444]

[5438] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, tableau LONG-ALT93.
[5439] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-72.
[5440] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-29.
[5441] (Note de bas de page de l'original) En outre, la concurrence entre les producteurs nationaux ne peut pas être une cause de baisses de prix d'une telle ampleur. Si des différences de coût existent bien entre les producteurs nationaux, même le producteur national ayant la structure de coût la moins élevée avait un CPV unitaire qui était considérablement supérieur aux valeurs unitaires moyennes des ventes des produits importés. *Voir* les questionnaires pour les producteurs. Étant donné l'importance des prix dans les décisions d'achat de barres d'armature, le fait qu'il s'agit d'un produit de base et l'ampleur de la vente à des prix inférieurs des produits importés, il est évident que ce sont les importations, et non un producteur national quelconque, qui ont exercé une influence déterminante sur les prix.
[5442] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, tableau LONG-ALT93.
[5443] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-72.
[5444] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-29.

Il n'y a pas eu de nouvelle poussée des importations en 2000, lorsque le volume des importations et leur part de marché ont légèrement diminué par rapport à 1999. Les importations ont néanmoins maintenu une présence notable sur le marché en 2000. Le volume des importations et la pénétration du marché sont restés l'un et l'autre notablement supérieurs en 2000 aux niveaux de 1998, pour ne pas parler de ceux des années antérieures; le volume des importations en 2000 dépassait nettement le double du montant atteint en 1996 et le taux de pénétration du marché était presque le double de celui de 1996.[5445]

Les importations ont aussi maintenu en 2000 leur pression sur les prix. Les valeurs unitaires moyennes des importations n'ont que légèrement progressé en 2000 par rapport aux niveaux peu élevés de 1999, tandis celles des produits fabriqués dans le pays ont de nouveau reculé entre 1999 et 2000.[5446] Les prix tant des produits fabriqués dans le pays que des barres d'armature importées au sujet desquels la Commission a rassemblé des données ont varié à l'intérieur d'une fourchette assez étroite, les prix des produits nationaux étant le plus souvent légèrement inférieurs aux niveaux de 1999. Les produits importés ont continué à être vendus à des prix inférieurs à ceux des produits fabriqués dans le pays avec des marges de plus de 20 pour cent.[5447]

Comme cela a été le cas en 1999, les facteurs sur le marché autres que les importations ne peuvent pas expliquer pourquoi les prix des barres d'armature sont restés peu élevés en 2000. La demande de barres d'armature a continué à progresser en 2000, bien que plus lentement que pendant les années antérieures.[5448] En outre, le CPV unitaire a augmenté en 2000 par rapport aux niveaux de 1999.[5449] La combinaison de l'accroissement de la demande et de l'accroissement des coûts aurait dû entraîner une augmentation des prix des barres d'armature fabriquées dans le pays en 2000. Au lieu de cela, les prix ont généralement baissé – résultat qui nous semble imputable à la très vive concurrence, fondée sur les prix, des barres d'armature importées.[5450] Cette baisse des prix a entraîné les résultats financiers médiocres, en particulier les marges d'exploitation négatives, dont il a été question plus haut.

Les données correspondant à la période intermédiaire de 2001 montrent que les tendances observées en 2000 se sont poursuivies. Les importations ont continué à maintenir leur présence sur le marché. Bien que les valeurs unitaires moyennes des importations pendant la période intermédiaire de 2001 aient été supérieures à celles de la période intermédiaire de 2000, elles sont restées néanmoins bien inférieures à celles qui avaient été enregistrées entre 1996 et 1998. Les valeurs unitaires moyennes des expéditions aux États-Unis de barres d'armature produites dans le pays sont aussi restées peu élevées, malgré l'augmentation de la demande. Les produits importés ont

[5445] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux LONG-7 et LONG-72.
[5446] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux LONG-7 et LONG-18.
[5447] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, tableau LONG-ALT93.
[5448] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-72.
[5449] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-29.
[5450] (Note de bas de page de l'original) En outre, bien que l'élément le plus important du CPV – le coût des matières premières – ait baissé en valeur unitaire entre 1999 et 2000, cette baisse n'était toutefois pas aussi forte que la diminution unitaire des valeurs moyennes des ventes commerciales. RC et RP, tableau LONG-29.

> continué à être vendus à des prix inférieurs. Les résultats d'exploitation étaient médiocres et inférieurs aux niveaux de la période intermédiaire de 2000."[5451]

Allégations et arguments des parties

10.472 Les arguments des parties sont énoncés dans la section VII.H.2 e) *supra*.

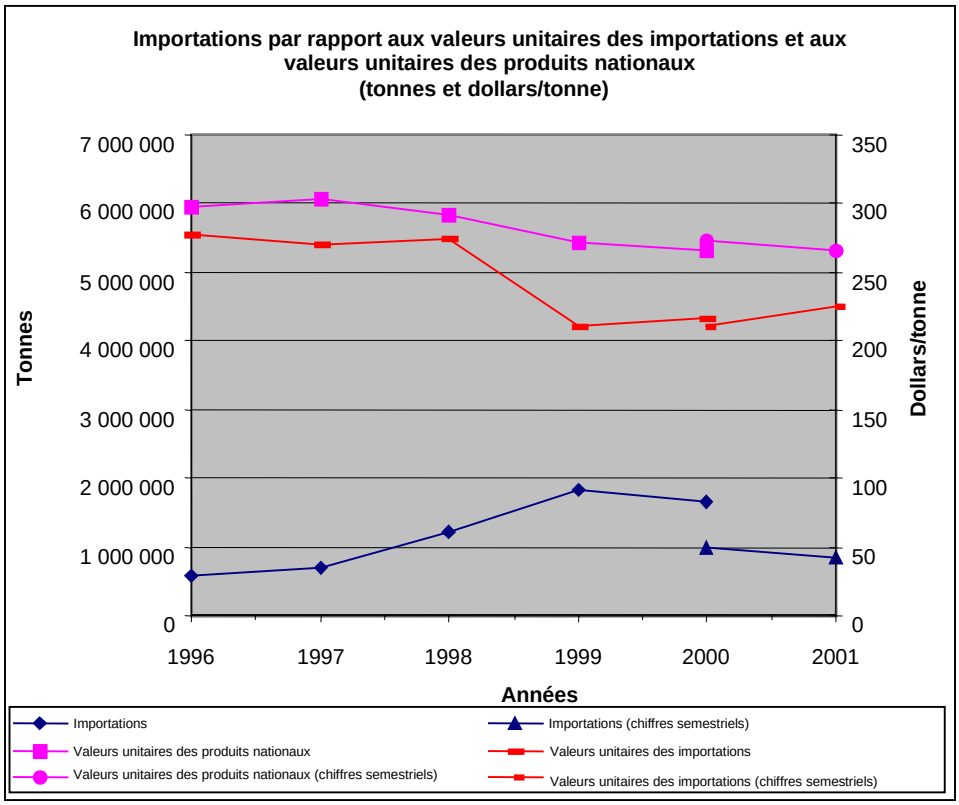
Analyse par le Groupe spécial

10.473 Le Groupe spécial a examiné la section pertinente du rapport de l'USITC concernant les barres d'armature et note que, pour sa détermination de l'existence d'un lien de causalité, l'USITC n'a pas effectué d'analyse de la coïncidence. Comme il a été dit plus haut, le Groupe spécial estime que si une autorité compétente n'a pas examiné la coïncidence des tendances, elle doit, pour prouver l'existence d'un lien de causalité, donner une explication motivée et adéquate de la raison pour laquelle une telle analyse n'a pas été effectuée ainsi qu'une explication convaincante établissant l'existence d'un lien de causalité. Nous notons que l'USITC a analysé les conditions de concurrence. En conséquence, nous allons maintenant examiner l'analyse des conditions de concurrence effectuée par l'USITC pour cette mesure, en vue de déterminer si l'USITC a donné une explication convaincante en ce sens.

10.474 Le Groupe spécial estime que les faits portés à la connaissance de l'USITC n'excluaient pas une constatation selon laquelle "l'accroissement des importations a soumis les producteurs nationaux à une pression sur les prix. Cette pression sur les prix a empêché les producteurs nationaux de tirer pleinement parti des réductions des coûts pendant certaines portions de la période considérée et de répercuter pleinement l'accroissement des coûts au cours d'autres portions de la période". Pour arriver à cette conclusion, nous avons d'abord examiné les données concernant les valeurs unitaires moyennes pour des importations et des produits nationaux. Le graphique ci-après, qui a été établi d'après des données de l'USITC, montre que les produits importés ont été vendus à des prix inférieurs à ceux des produits nationaux pendant toute la période visée par l'enquête et qu'ils l'ont été de manière notable à partir de 1999. Cela concorde avec les constatations de l'USITC concernant les tendances des prix.[5452]

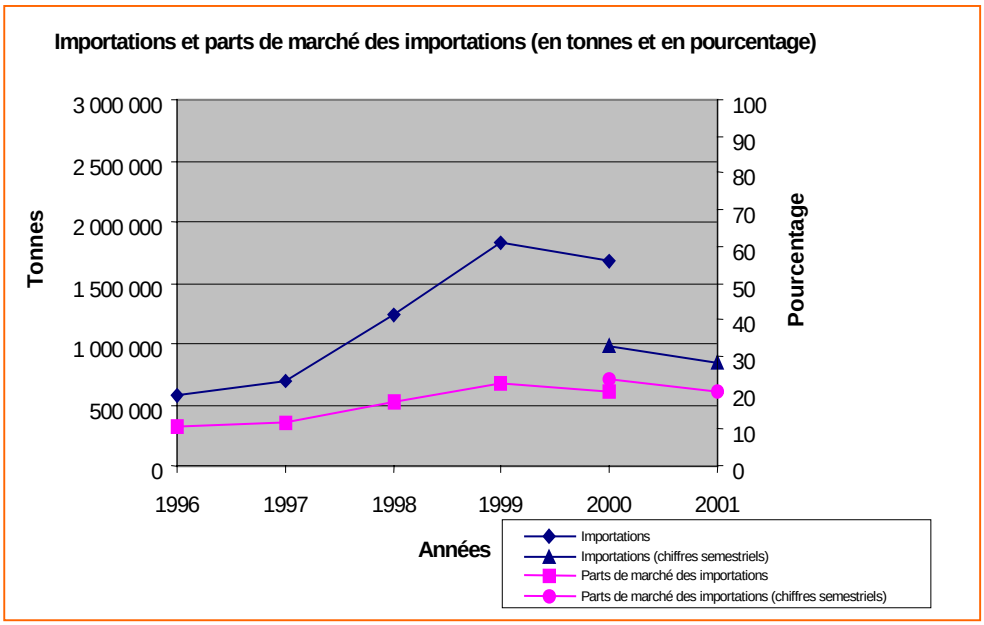
[5451] Rapport de l'USITC, volume I, pages 111 à 114.

[5452] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau LONG-7, page LONG-11; et le tableau LONG-18, page LONG-23.

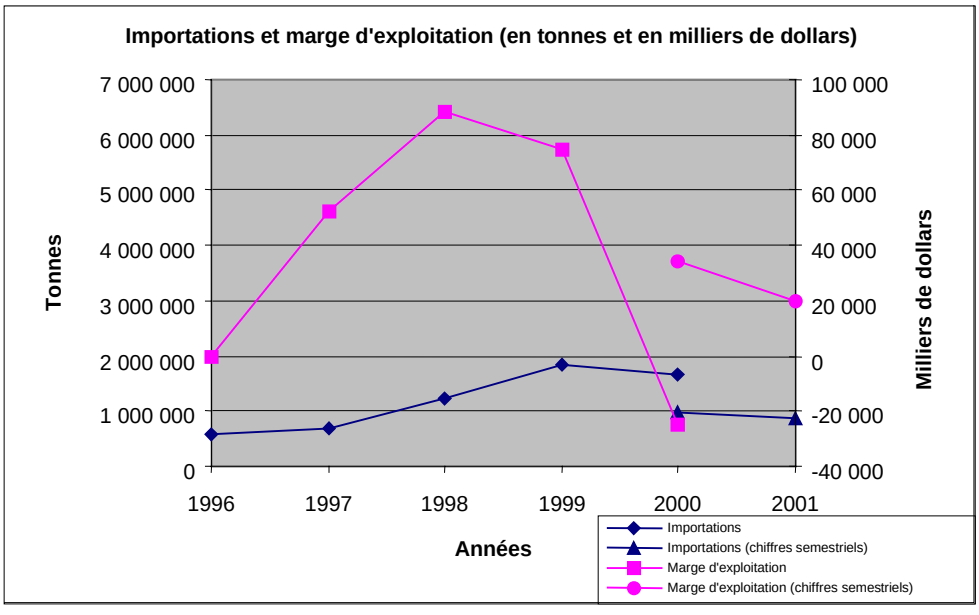


10.475 Nous avons aussi examiné la part de marché absorbée par les importations pendant la période visée par l'enquête. Comme il ressort du graphique ci-après, à mesure que les importations se sont accrues à partir de 1997, la part de marché des importations a aussi progressivement augmenté.[5453]

[5453] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau LONG-7, page LONG-11; le tableau LONG-72, page LONG-68; et le tableau LONG-C-5.



10.476 En outre, le graphique ci-après, qui représente les tendances des importations et celles de la marge d'exploitation, semble indiquer qu'une certaine coïncidence a existé à partir de 1998 entre l'accroissement des importations à partir de 1997 et le fléchissement de la marge d'exploitation.[5454]



[5454] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau LONG-7, page LONG-11; le tableau LONG-29, page LONG-35; et le tableau LONG-C-5.

10.477 Nous sommes d'avis que les données ci-dessus, considérées ensemble, étayent la constatation de l'USITC selon laquelle l'accroissement des importations a exercé une pression à la baisse sur les prix intérieurs, et que celle-ci, à son tour, a influé sur les résultats financiers des producteurs nationaux. Selon nous, l'USITC a donné une explication convaincante indiquant l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave, sous réserve, bien entendu, du respect de la prescription relative à la non-imputation. En conséquence, nous rejetons les allégations et arguments des plaignants à cet égard.

ii) Non-imputation

Constatations de l'USITC

10.478 La constatation de l'USITC est ainsi libellée:

> "Dans l'examen que nous avons fait ci-dessus, nous avons déjà pris en considération et rejeté plusieurs autres causes possibles avancées par les sociétés interrogées pour expliquer la situation de la branche de production nationale de barres d'armature. Comme cela est indiqué dans la section sur le dommage grave, les accroissements de capacité de la branche de production nationale ne peuvent être tenus pour une autre cause possible de dommage car la capacité s'est accrue bien moins que la consommation apparente de barres d'armature aux États-Unis pendant la période considérée; en fait, d'une façon générale, l'utilisation de la capacité a augmenté pendant cette période. Nous avons aussi examiné les changements intervenus dans les coûts des intrants et la demande et avons constaté qu'ils ne pouvaient expliquer les variations des prix qui se sont produites pendant la période considérée; ces facteurs indiquent plutôt que les prix auraient dû être stables ou en augmentation pendant la dernière partie de la période considérée. En fait, en raison de la concurrence des importations accrues, les prix ont baissé."[5455]

Facteurs considérés par l'USITC

Accroissements de la capacité intérieure

Allégations et arguments des parties

10.479 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.3 b) v) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.480 Le Groupe spécial convient avec les États-Unis que l'USITC a écarté ce facteur dans son analyse aux fins de la non-imputation. En particulier, pendant son analyse du lien de causalité, l'USITC a déclaré ce qui suit: "[L]es accroissements de capacité de la branche de production nationale ne peuvent être tenus pour une autre cause possible de dommage car la capacité s'est accrue bien moins que la consommation apparente de barres d'armature aux États-Unis pendant la période considérée; en fait, d'une façon générale, l'utilisation de la capacité a augmenté pendant cette période." En outre, dans son analyse du dommage, l'USITC a indiqué ce qui suit: "[L]a capacité déclarée a aussi augmenté pendant chaque année de la période considérée, passant de 7,6 millions de tonnes en 1996 à 9,7 millions de tonnes en 2000. La capacité a été plus élevée pendant la période intermédiaire de 2001, durant laquelle elle était de 4,8 millions de tonnes, que pendant la période

[5455] Rapport de l'USITC, volume I, pages 114 et 115.

intermédiaire de 2000, s'élevant à 4,7 millions de tonnes en 2000.[5456] Toutefois, les accroissements de la capacité doivent être considérés dans le contexte des accroissements de la demande de barres d'armature pendant la période considérée. L'accroissement de 26,6 pour cent de la capacité de production enregistrée entre 1996 et 2000 a été nettement inférieur à l'accroissement de 48,1 pour cent de la consommation apparente aux États-Unis observé pendant cette période. En outre, malgré les accroissements globaux de la capacité, plusieurs entreprises produisant des barres d'armature ont fermé des installations de production pendant la période considérée.[5457,5458]

10.481 Nous estimons que l'USITC a donné une explication motivée et adéquate des raisons pour lesquelles les accroissements de la capacité intérieure n'étaient pas une cause de dommage grave. Selon l'avis du Groupe spécial, les plaignants n'ont pas fourni d'autre explication plausible des raisons pour lesquelles ce facteur était une cause de dommage grave.

Changements intervenus dans les coûts des intrants

Allégations et arguments des parties

10.482 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.3 b) v) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.483 L'USITC a écarté ce facteur en tant que cause possible de dommage pour la branche de production. En particulier, pendant son analyse des conditions de concurrence, l'USITC a déclaré ce qui suit: "Les changements intervenus dans les coûts des intrants ne peuvent pas non plus expliquer l'ampleur de la baisse des prix. Si le CPV unitaire a baissé entre 1998 et 1999, cette diminution a été inférieure à la baisse unitaire des valeurs moyennes des ventes."[5459] Elle a ajouté: "en outre, le CPV unitaire a augmenté en 2000 par rapport aux niveaux de 1999.[5460] La combinaison de l'accroissement de la demande et de l'accroissement des coûts aurait dû entraîner une augmentation des prix des barres d'armature fabriquées dans le pays en 2000. Au lieu de cela, les prix ont généralement baissé – résultat qui nous semble imputable à la très vive concurrence, fondée sur les prix, des barres d'armature importées.[5461,5462] Enfin, dans son analyse du lien de causalité, l'USITC a déclaré ce qui suit: "Nous avons aussi examiné les changements intervenus dans les coûts des intrants ... et avons constaté qu'ils ne pouvaient expliquer les variations des prix qui se sont produites pendant la période considérée; ces facteurs indiquent plutôt que les prix auraient dû être stables ou en augmentation pendant la dernière partie de la période considérée. En fait, en raison de la concurrence des importations accrues, les prix ont baissé."

10.484 Il reste la question de savoir si l'USITC a eu raison d'écarter les changements dans les coûts des intrants en tant que cause possible de dommage sans analyse plus poussée. Il ressort à l'évidence du tableau LONG-29 que le CPV a augmenté d'une façon très importante entre 1999 et 2000. En

[5456] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-18.
[5457] (Note de bas de page de l'original) Voir Minimill 201 Coalition Posthearing Brief, volume 3, pages 5 et 6.
[5458] Rapport de l'USITC, volume I, page 109.
[5459] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-29.
[5460] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau LONG-29.
[5461] (Note de bas de page de l'original) En outre, bien que l'élément le plus important du CPV – le coût des matières premières – ait baissé en valeur unitaire entre 1999 et 2000, cette baisse n'était toutefois pas aussi forte que la diminution unitaire des valeurs moyennes des ventes commerciales. RC et RP, tableau LONG-29.
[5462] Voir le paragraphe 10.471.

outre, les frais ACG ont beaucoup augmenté entre 1998 et 2000.[5463] Il est à noter que la marge d'exploitation de la branche de production nationale a augmenté jusqu'en 1998 et a ensuite baissé très brusquement. Selon nous, l'USITC aurait dû au moins expliquer pourquoi ces accroissements des coûts et des frais n'étaient pas une cause de dommage. Il ne suffisait pas, selon nous, d'écarter les effets de ces accroissements simplement en disant qu'ils ne pouvaient pas être responsables de la baisse des prix intérieurs.

Conclusions

10.485 Le Groupe spécial estime que l'USITC n'a pas dûment dissocié, ni distingué ni évalué la nature et l'importance des effets dommageables des accroissements du CPV et des frais ACG, en violation des prescriptions énoncées à l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. Il constate que, en omettant d'analyser de manière adéquate les accroissements du CPV et des frais ACG, l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation d'établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par ces facteurs, conjointement avec d'autres facteurs, n'avait pas été imputé à un accroissement des importations.

iii) Conclusion générale concernant la détermination par l'USITC de l'existence d'un lien de causalité

10.486 Comme il est dit plus haut, le Groupe spécial a constaté que, bien que l'USITC n'ait pas expliqué pourquoi elle n'avait pas effectué d'analyse de la coïncidence, elle avait néanmoins donné une explication convaincante indiquant, abstraction faite de la question du respect de la prescription en matière de non-imputation, l'existence d'un lien de causalité. Toutefois, nous constatons que l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation d'établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par les accroissements du CPV et des frais ACG, conjointement avec d'autres facteurs, n'avait pas été imputé à un accroissement des importations. Ainsi, l'USITC n'a pas donné d'explication motivée et adéquate étayant une détermination selon laquelle il existait un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents.

10.487 Par conséquent, le Groupe spécial conclut que la constatation de l'USITC selon laquelle il existait un lien de causalité entre les importations de barres d'armature et le dommage causé aux producteurs nationaux pertinents est incompatible avec les articles 4:2 b), 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

f) Tubes soudés

10.488 Le Groupe spécial note tout d'abord qu'il a mis l'accent dans la présente section sur les arguments présentés par les plaignants qui, selon lui, portaient sur les aspects les plus problématiques des déterminations de l'USITC concernant le lien de causalité – c'est-à-dire les aspects qui impliquaient le plus manifestement des violations de l'Accord sur les sauvegardes. Comme il se prononcera sur les allégations des plaignants dans son examen ci-après, le Groupe spécial ne voit pas la nécessité de traiter les autres arguments.

10.489 Nous relevons que les plaignants n'ont pas contesté les analyses de l'USITC concernant la coïncidence et les conditions de concurrence. En conséquence, nous passons directement à un examen de l'analyse aux fins de la non-imputation faite par l'USITC.

[5463] Même si les frais ACG ne peuvent pas être considérés comme étant des "coûts des intrants", nous estimons qu'ils auraient dû être pris en compte par l'USITC.

i) Non-imputation

Constatations de l'USITC

10.490 Les constatations de l'USITC sont ainsi rédigées:

> "Nous constatons que l'accroissement des importations de tubes soudés est une cause substantielle de la menace de dommage grave: en d'autres termes, nous constatons qu'un dommage grave – une "dégradation générale notable de la situation" de la branche de production nationale – du aux importations est d'une "imminence évidente" et que l'accroissement des importations de tubes soudés est une cause importante, et une cause qui ne l'est pas moins que toute autre cause, de la menace de dommage grave subie par la branche de production nationale.
>
> ...
>
> Nous avons aussi examiné d'autres causes possibles de la situation actuelle de la branche de production nationale, ainsi que les arguments des sociétés interrogées selon lesquels il n'existe aucune menace future de dommage grave. Plusieurs sociétés interrogées ont fait valoir que l'accroissement de la capacité intérieure avait eu une incidence négative sur les prix et donc sur la situation de la branche de production nationale.[5464] L'accroissement de la capacité (1,5 million de tonnes) n'a été que faiblement supérieur à l'accroissement de la consommation intérieure de tubes soudés (1,2 million de tonnes) pendant la période considérée. Ainsi, l'accroissement n'était pas incompatible avec l'accroissement global de la consommation pendant la période considérée – l'augmentation de la consommation apparente aux États-Unis a représenté 73 pour cent de l'accroissement de la capacité. Il ne nous semble pas que cette différence soit excessive ou ait contribué d'une façon plus que marginale à la situation de la branche de production en 2000 ou pendant la période intermédiaire de 2001.
>
> Les sociétés ayant répondu conjointement font valoir que la baisse de la rentabilité s'explique par des événements concernant un producteur national important qui ont fait monter les coûts supportés par la société mais sont sans rapport avec les importations.[5465] Si certains coûts supportés par la société semblent avoir augmenté, la principale raison de la dégradation de ses résultats financiers a été une chute substantielle de la valeur unitaire de ses ventes qui a commencé en 1999.[5466] Comme cela a été indiqué plus haut, cette baisse était en grande partie due à l'accroissement substantiel des importations. En outre, exclure cette société ne modifie pas substantiellement la tendance à la baisse, décrite ci-dessus, de la rentabilité de la branche de production.

[5464] (Note de bas de page de l'original) Voir, par exemple, Joint Respondents Prehearing Injury Brief on Welded Tubular Products Other Than OCTG, page 45.

[5465] (Note de bas de page de l'original) Joint Respondents Prehearing Injury Brief on Welded Tubular Products Other Than OCTG, pages 14 et 15. Notre examen de la question est rédigé en termes généraux afin d'éviter de citer des renseignements commerciaux exclusifs.

[5466] (Note de bas de page de l'original) OINV-Y-212.

Nous avons examiné si les ordonnances antidumping en vigueur concernant certains produits soudés autres que les OCTG en provenance de plusieurs pays réduisaient l'incidence actuelle ou probablement imminente des importations. Les ordonnances visent seulement un nombre limité de produits tubulaires soudés et, parmi ceux-ci, seulement les importations en provenance d'un nombre limité de pays. En outre, elles ont été rendues entre 1984 et 1989 et étaient donc en vigueur avant le début de la période considérée.[5467] Elles n'ont manifestement pas empêché la poussée des importations survenue en 2000 ni le maintien du niveau élevé des importations en 2001, et n'ont même pas empêché une poussée des importations en provenance des pays auxquelles elles s'appliquaient.[5468] Vu ces accroissements qui ont eu lieu malgré l'existence des ordonnances, ces ordonnances préexistantes ne constituent pas une base permettant de conclure que les importations ne continueraient pas de s'accroître dans un avenir imminent.[5469]

Plusieurs sociétés interrogées font valoir que la branche de production n'est pas menacée de dommage grave parce que le marché des tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre a commencé à prendre de l'ampleur et son expansion se poursuivra dans un avenir immédiat.[5470] Nous reconnaissons avec les sociétés interrogées que les renseignements disponibles indiquent qu'il y a eu un accroissement récent de la demande de tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre et que, d'après des projections, la croissance devrait se poursuivre en raison de l'augmentation de la demande d'installation d'oléoducs et de gazoducs. Nous reconnaissons aussi que l'accroissement de la demande a tendance à atténuer l'incidence d'un volume donné d'importations. Toutefois, les tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre ne représentent qu'une partie de cette branche de production – de 20 à 30 pour cent, selon des estimations, de la catégorie globale des produits soudés.[5471] En fait, même avec un accroissement récent de la demande de tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre, la demande globale en ce qui concerne les produits tubulaires soudés

---

[5467] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau OVERVIEW-1.

[5468] (Note de bas de page de l'original) Par exemple, les importations en provenance de Thaïlande, qui sont visées par les ordonnances, se sont accrues de 69 621 tonnes, soit de 248,2 pour cent, entre 1998 et 2000, et se sont vendues à des prix inférieurs de plus de 10 pour cent à ceux des produits nationaux en 2000 et pendant le premier semestre de 2001. Committee on Pipe and Tube Imports Posthearing Injury Brief, page 19, pièces n° 3 et 5. Les importations ont aussi fortement augmenté en volume depuis 1998 en provenance de Corée (68 418 tonnes, soit 19,5 pour cent), de Taïwan (18 762 tonnes, soit 40,1 pour cent) et de Turquie (30 440 tonnes, soit 317,9 pour cent). Dans le cas de la Corée, ces produits importés se sont vendus à des prix inférieurs d'un pourcentage allant jusqu'à 8,8 pour cent à ceux des produits nationaux en 2000 et pendant le premier semestre de 2001, et dans le cas de Taïwan et de la Turquie, ils se sont généralement vendus à des prix inférieurs de plus de 10 pour cent à ceux des produits nationaux en 2000 et pendant le premier semestre de 2001, pendant les trimestres pour lesquels des données ont été communiquées. Committee on Pipe and Tube Imports Posthearing Injury Brief, pages 15 à 17, 21 et 22.

[5469] (Note de bas de page de l'original) L'enquête antidumping en cours sur les tubes soudés en aciers non alliés en provenance de Chine ne constitue pas une base permettant de conclure que les importations n'augmenteront pas. Ce serait pure spéculation que de tenter de déterminer l'issue de cette enquête ou ses effets sur toutes importations dans un avenir immédiat. La Commission a fait une détermination positive pendant la phase préliminaire de cette enquête en juillet 2001, et des déterminations négatives dans les autres enquêtes qui se déroulaient à cette date. Voir *Circular Welded Non-Alloy Steel Pipe From China, Indonesia, Malaysia, Romania, and South Africa,* Invs. Nos. 731-TA-943-947 (Preliminary), publication n° 3439 de l'USITC (juillet 2001).

[5470] (Note de bas de page de l'original) Voir, *par exemple,* European Steel Tube Association Prehearing Injury Brief, pages 11 à 13.

[5471] (Note de bas de page de l'original) RC, TUBULAR-55; RP, TUBULAR-43.

> visés est relativement constante depuis 1998, d'une année complète à l'autre ainsi que d'une période intermédiaire à l'autre. Ainsi, nous ne pensons pas que la demande probablement accrue de tubes et tuyaux de canalisation de grand diamètre élimine la menace de dommage grave.
>
> Pour toutes les raisons que nous avons examinées, nous concluons que l'accroissement des importations crée une menace réelle et imminente de dommage grave pour la branche de production des tubes soudés."[5472]

Facteurs considérés par l'USITC

Surcapacité de la branche de production nationale

Allégations et arguments des parties

10.491 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.3 b) vi) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.492 Selon le Groupe spécial, l'USITC a clairement considéré que la surcapacité de la branche de production nationale avait joué un certain rôle pour ce qui est de causer le dommage subi par la branche de production nationale. En particulier, l'USITC a indiqué ce qui suit: "L'accroissement de la capacité (1,5 million de tonnes) n'a été que faiblement supérieur à l'accroissement de la consommation intérieure de tubes soudés (1,2 million de tonnes) pendant la période considérée. Ainsi, l'accroissement n'était pas incompatible avec l'accroissement global de la consommation pendant la période considérée – l'augmentation de la consommation apparente aux États-Unis a représenté 73 pour cent de l'accroissement de la capacité. Il ne nous semble pas que cette différence soit excessive ou ait contribué d'une façon plus que marginale à la situation de la branche de production en 2000 ou pendant la période intermédiaire de 2001."

10.493 Nous relevons que l'USITC a identifié et examiné des changements intervenus dans la capacité intérieure pendant la période visée par l'enquête. En particulier, elle a déclaré ce qui suit:

> "La capacité intérieure a augmenté de 22 pour cent pendant la période considérée, passant de 6,86 millions de tonnes courtes en 1996 à 8,37 millions de tonnes courtes en 2000, l'accroissement annuel le plus élevé s'étant produit au milieu de la période, entre 1997 et 1998 (7,1 pour cent). La capacité intérieure a augmenté plus faiblement récemment (de 4,4 pour cent entre 1999 et 2000 et de 0,5 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et la période intermédiaire de 2001).[5473]
>
> …
>
> La capacité de production intérieure de tubes soudés a augmenté pendant la période considérée et avait atteint son niveau le plus élevé en 2000.[5474] La croissance de la

[5472] Rapport de l'USITC, volume I, pages 165 et 166.
[5473] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, TUBULAR-C-4.
[5474] (Note de bas de page de l'original) La capacité de production moyenne aux États-Unis était de 6,86 millions de tonnes courtes en 1996 et a augmenté pour passer à 7,04 millions de tonnes courtes en 1997, à 7,54 millions de tonnes courtes en 1998, à 8,02 millions de tonnes courtes en 1999 et à 8,38 millions de tonnes courtes en 2000. La capacité de production moyenne aux États-Unis était de 4,69 millions de tonnes courtes

> capacité aux États-Unis a, d'une façon générale, suivi l'accroissement de la consommation apparente de tubes soudés aux États-Unis.[5475] Toutefois, la baisse récente de la production intérieure associée à l'accroissement de la capacité intérieure a entraîné une diminution importante de l'utilisation de la capacité, qui a commencé en 1999 et s'est poursuivie tout au long de 2000 ainsi que pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à la période intermédiaire de 2000. Le taux d'utilisation de la capacité pour la branche de production a varié pendant les trois premières années de la période considérée (66,7 pour cent en 1996, 71,9 pour cent en 1997 et 70,7 pour cent en 1998), puis a diminué brusquement pour passer à 63,8 pour cent en 1999 et à 56,2 pour cent en 2000. Ce taux était de 53,2 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001 contre 53,4 pour cent pendant la période correspondante de 2000.[5476]

10.494 Le Groupe spécial relève en outre que l'USITC a écarté ce facteur dans son analyse aux fins de la non-imputation au motif qu'il n'était pas considéré comme contribuant au dommage subi par la branche de production nationale "d'une façon plus que marginale". Selon nous, dire qu'un facteur contribue au dommage d'une façon qui n'est pas "plus que marginale" n'enlève rien au fait qu'il est implicitement reconnu qu'il contribue néanmoins au dommage. Selon nous, la nécessité de dissocier et de distinguer les effets de la surcapacité de la branche de production nationale était particulièrement pertinente en l'espèce vu ses liens réciproques apparents avec un certain nombre de facteurs relatifs au dommage mentionnés à l'article 4:2 a), à savoir la production intérieure et l'utilisation de la capacité. Ces liens ont été mentionnés par l'USITC elle-même quand elle a déclaré ce qui suit: "Toutefois, la baisse récente de la production intérieure associée à l'accroissement de la capacité intérieure a entraîné une diminution importante de l'utilisation de la capacité, qui a commencé en 1999 et s'est poursuivie tout au long de 2000 ainsi que pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à la période intermédiaire de 2000."

10.495 En outre, le Groupe spécial relève que la prémisse apparente sur laquelle l'USITC s'est fondée pour écarter la surcapacité de la branche de production nationale dans son analyse aux fins de la non-imputation était la suivante: "L'accroissement de la capacité (1,5 million de tonnes) n'a été que faiblement supérieur à l'accroissement de la consommation intérieure de tubes soudés (1,2 million de tonnes) pendant la période considérée." Même si l'USITC a écarté ce facteur au motif qu'il avait contribué au dommage d'une façon qui n'était pas "plus que marginale", le Groupe spécial considère que l'USITC a reconnu implicitement l'importance de ce facteur. En particulier, elle a noté que la capacité s'était accrue dans la proportion non négligeable de 22 pour cent pendant la période visée par l'enquête.

10.496 Le Groupe spécial considère qu'en écartant ce facteur dans son analyse aux fins de la non-imputation, l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation d'établir, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par ce facteur, conjointement avec d'autres facteurs, avait été dûment distingué et n'avait pas été imputé à un accroissement des importations. Tout au moins,

---

pendant la période intermédiaire de 2001 (base semestrielle), c'est-à-dire à peu près la même que pendant la période correspondante de 2000 (4,67 millions de tonnes courtes). RC et RP, tableau TUBULAR-C-4.

[5475] (Note de bas de page de l'original) L'accroissement de la capacité annuelle moyenne, égal à 1,5 million de tonnes courtes environ pendant la période considérée, a été légèrement supérieur à l'accroissement de la consommation intérieure, soit 1,2 million de tonnes courtes, enregistré pendant cette période. Nous relevons que les producteurs des États-Unis conservent la capacité d'exporter et que les exportations ont représenté un volume de production allant jusqu'à 475 000 tonnes pendant la période considérée. RC et RP, tableau TUBULAR-C-4.

[5476] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau TUBULAR-C-4.

l'USITC aurait dû identifier spécifiquement ce qu'elle considérait être la contribution "marginale" que la surcapacité de la branche de production nationale avait apportée pour ce qui est de causer un dommage grave à la branche de production.

Résultats aberrants d'un membre de la branche de production

Allégations et arguments des parties

10.497 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.3 b) vi) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.498 Le Groupe spécial relève que l'USITC a examiné les résultats aberrants d'un membre de la branche de production nationale dans son rapport. En particulier, elle a déclaré ce qui suit:

> "Les sociétés ayant répondu conjointement font valoir que la baisse de la rentabilité s'explique par des événements concernant un producteur national important qui ont fait monter les coûts supportés par la société mais sont sans rapport avec les importations.[5477] Si certains coûts supportés par la société semblent avoir augmenté, la principale raison de la dégradation de ses résultats financiers a été une chute substantielle de la valeur unitaire de ses ventes qui a commencé en 1999.[5478] Comme cela a été indiqué plus haut, cette baisse était en grande partie due à l'accroissement substantiel des importations. En outre, exclure cette société ne modifie pas substantiellement la tendance à la baisse, décrite ci-dessus, de la rentabilité de la branche de production."

10.499 Le Groupe spécial estime que la décision de l'USITC d'écarter les résultats aberrants d'un membre de la branche de production nationale dans son analyse aux fins de la non-imputation n'était pas motivée de façon adéquate. L'USITC déclare que la "principale" raison de la dégradation des résultats financiers de la société était la baisse des ventes unitaires causée "en grande partie" par les importations. Selon nous, des termes tels que "principale" et "en grande partie" indiquent un jugement subjectif de la part de l'USITC, qui aurait dû faire l'objet d'une explication plus poussée. Nous pensons que l'USITC aurait dû identifier et examiner des raisons possibles autres que celle qu'elle affirme être la raison "principale" de la dégradation des résultats de la société, qui avaient apparemment été indiquées dans le mémoire avant audition sur le dommage présenté par les sociétés ayant répondu conjointement au sujet des tubes soudés.[5479] En outre, nous relevons que l'USITC a déclaré qu'exclure de l'analyse la société ayant obtenu de mauvais résultats n'aurait pas modifié "substantiellement" la tendance à la baisse de la rentabilité. Par implication, l'exclusion a eu un certain effet, même s'il n'était pas substantiel. Selon le Groupe spécial, cet effet aurait dû être identifié, évalué et expliqué.

Conclusions

10.500 Le Groupe spécial estime qu'en ce qui concerne les tubes soudés, l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation de non-imputation énoncée dans la deuxième phrase de l'article 4:2 b). En

---

[5477] (Note de bas de page de l'original) Joint Respondents Prehearing Injury Brief on Welded Tubular Products Other Than OCTG, pages 14 et 15. Notre examen de la question est rédigé en termes généraux afin d'éviter de citer des renseignements commerciaux exclusifs.

[5478] (Note de bas de page de l'original) OINV-Y-212.

[5479] Voir la pièce n° 78 des coplaignants.

particulier, nous estimons que l'USITC n'a pas dûment dissocié, ni distingué ni évalué la nature et l'importance des effets dommageables des facteurs autres que l'accroissement des importations qui causaient un dommage à la branche de production nationale. Pour nous, cela ressort clairement du fait que l'USITC a écarté un certain nombre de facteurs (à savoir la surcapacité de la branche de production nationale et les résultats aberrants d'un membre de la branche de production) dans son analyse aux fins de la non-imputation alors qu'elle a reconnu que ces facteurs causaient un dommage à la branche de production.

10.501 Nous constatons donc que l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation d'établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par d'autres facteurs tels que la surcapacité de la branche de production nationale et les résultats aberrant d'un membre de la branche de production, conjointement avec d'autres facteurs, n'avait pas été imputé à un accroissement des importations.

ii) Conclusion générale concernant la détermination par l'USITC de l'existence d'un lien de causalité

10.502 Selon le Groupe spécial, l'USITC n'a pas dûment dissocié, ni distingué ni évalué la nature et l'importance des effets dommageables de la surcapacité de la branche de production nationale et des résultats aberrants d'un membre de la branche de production, contrairement aux prescriptions énoncées à l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. Elle ne s'est donc pas acquittée de son obligation d'établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par ces facteurs, conjointement avec d'autres facteurs, n'avait pas été imputé à un accroissement des importations. Ainsi, l'USITC n'a pas donné d'explication motivée et adéquate étayant une détermination selon laquelle il existait un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave causé aux producteurs nationaux pertinents.

10.503 Par conséquent, le Groupe spécial conclut que la constatation de l'USITC selon laquelle il existait un lien de causalité entre les importations de tubes soudés et le dommage causé aux producteurs nationaux pertinents est incompatible avec les articles 4:2 b), 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

g) ABJT

10.504 Le Groupe spécial note tout d'abord qu'il a mis l'accent dans la présente section sur les arguments présentés par les plaignants qui, selon lui, portaient sur les aspects les plus problématiques des déterminations de l'USITC concernant le lien de causalité – c'est-à-dire les aspects qui impliquaient le plus manifestement des violations de l'Accord sur les sauvegardes. Comme il se prononcera sur les allégations des plaignants dans son examen ci-après, le Groupe spécial ne voit pas la nécessité de traiter les autres arguments.

i) Coïncidence et conditions de concurrence

Constatations de l'USITC

10.505 Les constatations de l'USITC se lisent comme suit:

> "Nous constatons que l'accroissement des importations d'accessoires, de brides et de joints de tige est une cause importante, et une cause qui ne l'est pas moins que toute autre cause, du dommage grave subi par la branche de production nationale. En conséquence, nous constatons que l'accroissement des importations d'accessoires, de

brides et de joints de tige est une cause substantielle du dommage grave subi par la branche de production nationale.

a. Conditions de concurrence

Les produits de raccordement de tuyauterie sont divers (brides, accessoires de tuyauterie à souder bout à bout, autres accessoires, y compris les raccords et mamelons et les joints de tige) mais sont en général utilisés pour joindre ou fermer des tubes. Beaucoup de ces produits sont du niveau primaire, produits selon les normes et spécifications établies par des organismes de normalisation et d'essai tels que l'ASTM, l'API et l'AWWA. Les accessoires et brides sont souvent distribués avec d'autres produits tubulaires et les acheteurs ont indiqué que la demande de ces produits était déterminée par les services collectifs, les produits de l'industrie automobile et la concurrence des importations sur les marchés d'aval.[5480] La demande de joints de tige est liée à la demande d'OCTG puisque les joints de tige sont utilisés pour fabriquer des tiges de forage finies.[5481] Les acheteurs d'accessoires et de brides ont indiqué que les accessoires et les brides importés et fabriqués dans les pays, de la même qualité et répondant aux mêmes spécifications, étaient utilisés dans les mêmes applications.[5482] Dès lors que les normes sont respectées, la compétitivité des prix et des coûts devient souvent le facteur le plus important.[5483]

La consommation apparente aux États-Unis d'accessoires et de brides a augmenté de 9,7 pour cent entre 1996 et 2000, la plus grande partie de cet accroissement ayant eu lieu entre 1996 et 1997. La demande a ensuite été moins fluctuante jusqu'à la période intermédiaire de 2001, pendant laquelle elle a augmenté de 10,4 pour cent par rapport à la période intermédiaire de 2000.[5484]

La capacité de production intérieure a augmenté de 7,4 pour cent au cours de la période considérée, soit sensiblement moins que le taux de croissance de la consommation. La capacité intérieure a atteint son niveau maximal pour la période considérée en 1999 puis a baissé de 5,2 pour cent en 2000 et à nouveau de 4,6 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à la période intermédiaire de 2000.[5485] Comme cela a été indiqué plus haut, Trinity Fitting Group, producteur des États-Unis, a fermé des installations au Kentucky, en Arkansas, au Mississippi, puis, début 2001, au Texas, se retirant en fait de l'industrie des brides. La production intérieure a varié pendant la période considérée et était en 2000 inférieure de 5,3 pour cent à ce qu'elle était en 1996; elle a baissé de 11,6 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001.[5486]

La capacité de production étrangère déclarée a augmenté tout au long de la période considérée et était plus élevée de 19,5 pour cent en 2000 qu'en 1996. Elle s'est accrue pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à la période intermédiaire de 2000. D'un autre côté, la production étrangère a varié et était plus élevée en 2000

[5480] (Note de bas de page de l'original) RC, TUBULAR-55; RP, TUBULAR-43.
[5481] (Note de bas de page de l'original) RC, TUBULAR-55; RP, TUBULAR-43.
[5482] (Note de bas de page de l'original) RC, TUBULAR-62; RP, TUBULAR-50.
[5483] (Note de bas de page de l'original) RC, TUBULAR-59; RP, TUBULAR-47; procès-verbal, page 2514 (Berger); procès-verbal, page 2516 (Zidell); procès-verbal, page 2524 (Keilers).
[5484] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau TUBULAR-C-6.
[5485] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau TUBULAR-C-6.
[5486] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau TUBULAR-C-6.

qu'en 1996 et plus élevée pendant la période intermédiaire de 2001 que pendant la période intermédiaire de 2000. Les producteurs étrangers se sont davantage orientés vers les exportations pendant la période considérée. Leur part des quantités exportées totales a aussi varié, mais était plus élevée en 2000, où elle a atteint 60,5 pour cent (60,6 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001), qu'au début de la période considérée (58,9 pour cent en 1996). La part des expéditions vers le marché des États-Unis a aussi fluctué mais a atteint son niveau maximal à la fin de la période considérée, soit 19,0 pour cent en 2000 et 19,2 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001. Le taux d'utilisation de la capacité des producteurs étrangers a aussi fluctué pendant la période considérée et était de 58,4 pour cent en 2000 et de 70,4 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001[5487], montrant qu'il existait une capacité disponible pour une production supplémentaire.

b. Analyse des facteurs

Comme cela a été indiqué plus haut, les importations d'accessoires et de brides ont augmenté à la fois en termes réels et par rapport à la production intérieure. Les importations ont augmenté en termes réels de 30,8 pour cent (en quantité) pendant la durée de l'enquête et de 15,3 pour cent entre 1999 et 2000. Les importations étaient plus élevées de 32,1 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001 que pendant la période correspondante de 2000. Elles se sont accrues pendant chaque année de la période considérée et avaient atteint leur niveau maximal pour la période en 2000.[5488]

Les importations accroissent leur part du marché intérieur chaque année depuis 1997, l'augmentation la plus forte ayant eu lieu en 2000. La part du marché acquise par les importations a aussi brusquement augmenté pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à la période correspondante de 2000. La part du marché intérieur détenue par les importations était de 35,0 pour cent en 1996 et est tombée à 32,9 pour cent en 1997, puis est remontée à 35,5 pour cent en 1998, à 37,7 pour cent en 1999 et à 41,7 pour cent en 2000. Elle était de 46,7 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001, soit nettement supérieure à son niveau de 39,0 pour cent enregistré pendant la période correspondante de 2000.[5489] L'accroissement régulier du volume des importations et l'accroissement de la part du marché détenue par les importations, en particulier depuis 1997, ont coïncidé avec la dégradation de la situation de la branche de production nationale décrite plus haut.

Les renseignements sur les prix étaient contrastés. Les VUM des expéditions intérieures ont fluctué entre 1996 et 1998, puis ont quelque peu diminué entre 1998 et 2000; elles étaient plus faibles pendant la période intermédiaire de 2001 que pendant la période intermédiaire de 2000. Les VUM des importations ont fluctué mais ont globalement augmenté pendant la période. Les VUM des importations étaient

[5487] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau TUBULAR-36.

[5488] (Note de base de page de l'original) Le rapport entre les importations et la production intérieure a aussi augmenté sensiblement pendant la période considérée, passant de 50,5 pour cent en 1996 à 69,7 pour cent en 2000 et a atteint son niveau maximal pour une année complète en 2000. Ce chiffre était sensiblement supérieur aux niveaux de 55,3 pour cent enregistré en 1998 et de 63,0 pour cent enregistré en 1999. Le rapport pendant la période intermédiaire de 2001 (88,8 pour cent) était sensiblement supérieur au niveau enregistré pendant la période correspondante de 2000 (59,4 pour cent). RC et RP, tableau TUBULAR-15.

[5489] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau TUBULAR-C-6.

généralement supérieures aux VUM des produits nationaux.[5490] En revanche, les renseignements sur les prix recueillis par la Commission au sujet d'un accessoire de tuyauterie à souder bout à bout[5491] montraient que les produits importés en provenance de sources extérieures à l'ALENA et du Mexique (il n'y avait pas d'importations déclarées en provenance du Canada) s'étaient vendus à des prix inférieurs à ceux du produit national pendant chaque période trimestrielle pour laquelle des données avaient été communiquées. Les données montraient aussi que la marge de vente à des prix inférieurs se trouvait à son niveau maximal en 2000 et en janvier-juin 2001. Les prix des produits importés en provenance de pays non membres de l'ALENA étaient à un niveau inférieur de plus de 20 pour cent à celui des produits nationaux depuis le quatrième trimestre de 1999.[5492] Les prix intérieurs de cet accessoire de tuyauterie ont diminué légèrement pendant la période, avant d'augmenter pendant le dernier trimestre.[5493] Le prix à l'importation de ce produit a sensiblement baissé pendant la période, surtout depuis 1998.

Les acheteurs de produits tubulaires ont indiqué que le prix était un facteur essentiel de leurs décisions d'achat, devancé seulement par la quantité.[5494] En outre, la quasi-totalité des acheteurs a indiqué que les accessoires et les brides importés et nationaux de la même qualité et répondant aux mêmes spécifications pouvaient être utilisés dans les mêmes applications. Nous constatons qu'une aussi grande interchangeabilité indique que le prix joue un rôle important sur le marché. Compte tenu de ces faits, nous constatons que les éléments de preuve spécifiques au produit indiquant une vente à des prix inférieurs sont significatifs.

En résumé, l'accroissement régulier et important des importations, qui ont acquis une part de plus en plus importante du marché des États-Unis, a entraîné une dégradation des indicateurs de cette branche de production tels que la production, l'utilisation de la capacité, les expéditions et l'emploi. Une baisse de la production et des expéditions a signifié une diminution du nombre des ventes sur lesquelles répartir les coûts fixes, ce qui a contribué à un relèvement des coûts unitaires. La présence croissante d'importations, associées au moins dans certains cas à des marges substantielles de vente à des prix inférieurs, a empêché la branche de production de compenser l'accroissement des coûts par un relèvement des prix; ceux-ci ont au contraire baissé

[5490] (Note de bas de page de l'original) Nous voulons évite de donner une importance indue aux renseignements relatifs à la VUM car ils peuvent subir l'incidence des questions concernant la gamme de produits.

[5491] (Note de bas de page de l'original) Accessoires de tuyauterie à souder bout à bout en acier au carbone, diamètre nominal de 6 pouces, coude de 90 degrés, grand rayon, point standard, norme ASTM A-234, nuance WPB ou spécification équivalente.

[5492] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau TUBULAR-61.

[5493] (Note de bas de page de l'original) Nous observons que la tentative faite par les producteurs nationaux pour relever les prix pendant ce dernier trimestre, même en période d'accroissement de la demande, a entraîné une importante perte de volume.

[5494] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau TUBULAR-53. Les producteurs nationaux d'accessoires et de brides ainsi qu'un distributeur d'accessoires ont déclaré que le prix était une considération importante dans les décisions d'achat des clients. Procès-verbal, page 2516 (Zidell); procès-verbal, page 2518 (Graham); procès-verbal, page 2520 (Ketchum); procès-verbal, page 2523 (Bernobich).

quelque peu pendant la période. En conséquence, nous constatons que les importations sont une cause substantielle de dommage grave.[5495]

Des sociétés interrogées ont fait valoir qu'il n'était possible d'établir de corrélation entre aucune des données relatives au dommage figurant dans le rapport avant audition des services de la Commission et le volume des importations. Elles font valoir que quand le volume des importations a augmenté dans la proportion la plus élevée, le revenu d'exploitation de la branche de production nationale a augmenté dans la proportion la plus élevée.[5496] Les éléments de preuve figurant dans le dossier n'étayent pas les affirmations de ces sociétés. Les importations ont augmenté dans la proportion la plus élevée pour la période considérée en 2000 (15,3 pour cent) et la branche de production nationale a travaillé à perte cette année-là, qui a été pour elle la pire de la période considérée. Cela s'est produit bien que la consommation apparente aux États-Unis d'accessoires et de produits connexes ait augmenté de 4,3 pour cent cette année-là.[5497] S'il est vrai que les marges bénéficiaires de la branche de production ont aussi diminué brutalement en 1999 alors que la quantité des importations n'a progressé que légèrement (0,3 pour cent), la valeur unitaire des importations a baissé cette année-là de 7,1 pour cent, la consommation intérieure a diminué de 5,5 pour cent et la part de marché détenue par les importations est passée à 37,7 pour cent contre 35,5 pour cent en 1998.[5498]

Des sociétés interrogées affirment aussi que des segments du marché sont totalement ou partiellement interdits aux importations du fait des Listes de fabricants agréés.[5499] Toutefois, on peut s'interroger sur l'ampleur de l'incidence qu'ont pu avoir ces listes, pour autant qu'elles en aient eu une, pour ce qui est de limiter la concurrence des importations pour les accessoires et les brides. Les producteurs nationaux d'accessoires et de brides qui ont comparu à l'audition sur le dommage tenue par la Commission ont témoigné que les listes de fabricants agréés avaient été élargies et incluaient de nombreux producteurs étrangers d'accessoires et de brides et les listes de fournisseurs agréés d'accessoires de tuyauterie à souder bout à bout comprenaient des entreprises situées en Italie, en Thaïlande, au Japon, au Royaume-Uni, en Autriche, en France, en Allemagne, au Canada et au Mexique.[5500] D'une façon plus générale, les listes de fabricants agréés ne semblent pas avoir été un obstacle insurmontable pour les importations arrivant sur le marché des États-Unis, puisque celles-ci se sont

---

[5495] (Note de bas de page de l'original) Les producteurs nationaux ont cité l'accroissement des importations comme étant la cause du dommage subi par la branche de production nationale. Dans le questionnaire envoyé aux producteurs d'accessoires, la Commission a demandé aux destinataires de désigner les facteurs, parmi une liste de 13, y compris les importations, qui avaient une incidence négative sur la branche de production nationale. Les destinataires avaient la possibilité de choisir plus d'un seul facteur. Parmi ceux qui ont répondu, 16 producteurs ont désigné les importations et un a désigné le fléchissement général de la conjoncture. Aucun autre facteur n'a été cité. Des personnes qui ont témoigné à l'audition publique ont aussi cité les importations. Un cadre d'une société a affirmé que la baisse du volume des ventes et des bénéfices causée par les importations avait obligé son entreprise à reporter ses projets d'investissement en équipement, compromettant gravement la compétitivité et l'efficience de l'entreprise. Procès-verbal, page 2517 (Zidell).

[5496] (Note de bas de page de l'original) Bebitz *et al.*, Posthearing Brief, pages 11 à 17.

[5497] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau TUBULAR-C-6.

[5498] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau TUBULAR-C-6.

[5499] (Note de bas de page de l'original) Bebitz *et al.*, Posthearing Injury Brief, pages 11 à 17.

[5500] (Note de bas de page de l'original) Procès-verbal, pages 2516 et 2517 (Zidell); pages 2522 et 2523 (Bernovich).

> accrues de plus de 30 pour cent entre 1996 et 2000, puis de 32 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et 2001."[5501]

Allégations et arguments des parties

10.506 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.2 f) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.507 Tout d'abord, le Groupe spécial note que l'USITC a effectué une analyse de la coïncidence pour les ABJT et a conclu qu'il existait une coïncidence. En conséquence, nous examinerons si ces constatations constituent une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent cette conclusion.

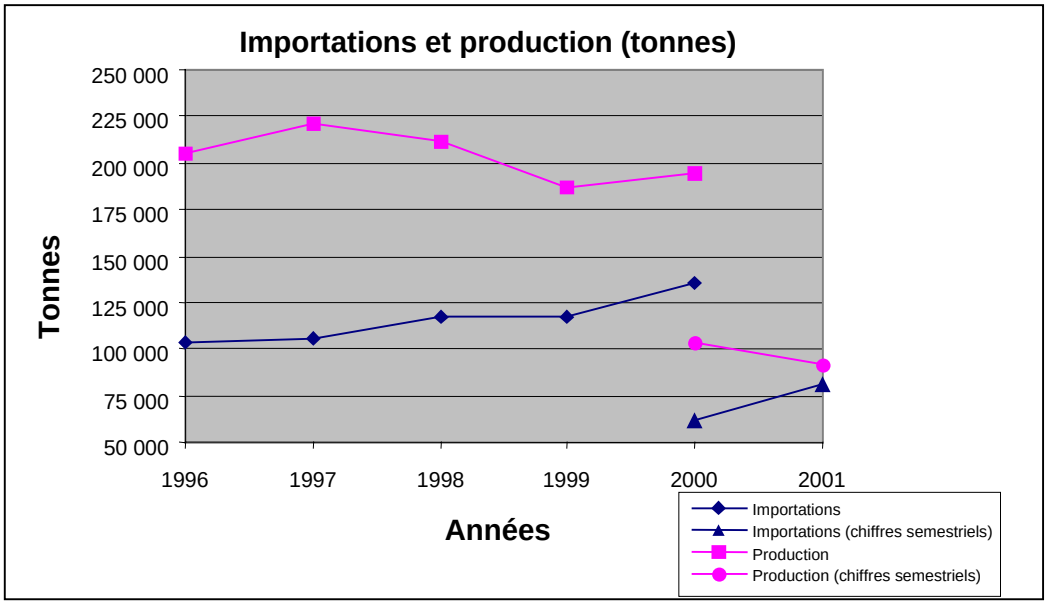
10.508 En particulier, nous notons que l'USITC a constaté ce qui suit:

> "Les importations accroissent leur part du marché intérieur chaque année depuis 1997, l'augmentation la plus forte ayant eu lieu en 2000. La part du marché acquise par les importations a aussi brusquement augmenté pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à la période correspondante de 2000. La part du marché intérieur détenue par les importations était de 35,0 pour cent en 1996 et est tombée à 32,9 pour cent en 1997, puis est remontée à 35,5 pour cent en 1998, à 37,7 pour cent en 1999 et à 41,7 pour cent en 2000. Elle était de 46,7 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001, soit nettement supérieure à son niveau de 39,0 pour cent enregistré pendant la période correspondante de 2000.[5502] L'accroissement régulier du volume des importations et l'accroissement de la part du marché détenue par les importations, en particulier depuis 1997, ont coïncidé avec la dégradation de la situation de la branche de production nationale décrite plus haut."[5503]

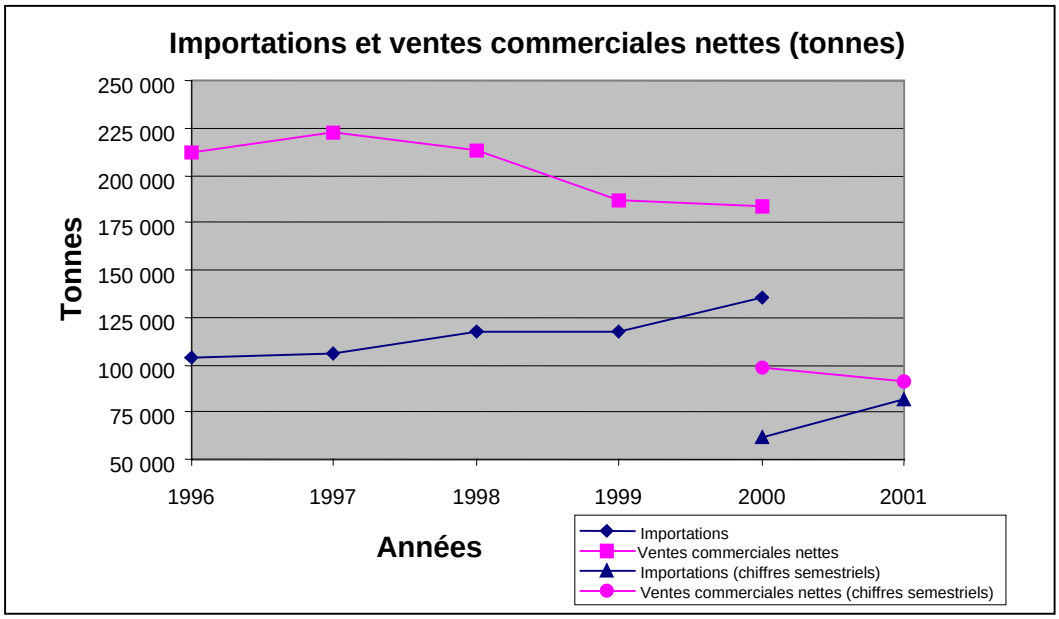
10.509 Le Groupe spécial rappelle que la coïncidence, quand elle est examinée, doit être établie entre l'évolution ou les tendances des importations et l'évolution ou les tendances des facteurs relatifs au dommage. Le Groupe spécial a examiné la coïncidence entre un certain nombre de facteurs relatifs au dommage mentionnés à l'article 4:2 a), y compris ceux que l'USITC avait cités, et les importations, sur la base des faits dont l'USITC avait connaissance quand elle a fait sa détermination.

10.510 Premièrement, le Groupe spécial estime qu'il semble bien exister une coïncidence entre les tendances à la hausse des importations et les tendances à la baisse de la production pendant la période visée par l'enquête.[5504]

[5501] Rapport de l'USITC, volume I, pages 174 à 177.
[5502] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau TUBULAR-C-6.
[5503] Voir le paragraphe 10.505.
[5504] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau TUBULAR-8, page TUBULAR-10; le tableau TUBULAR-14, page TUBULAR-17 et le tableau TUBULAR-C-6.

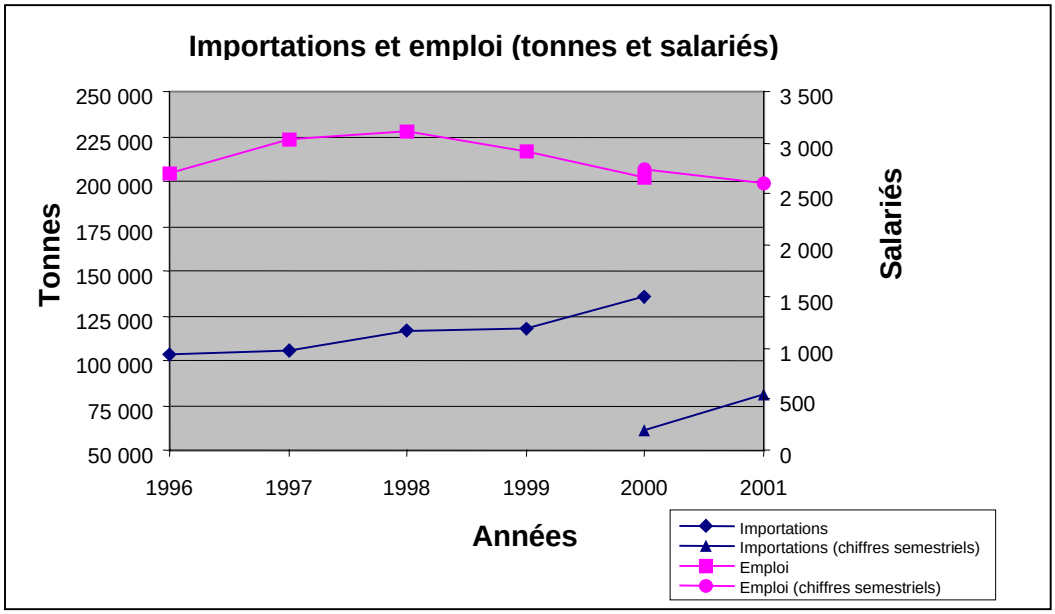


10.511 En ce qui concerne le rapport entre l'accroissement des importations et les ventes commerciales nettes, le Groupe spécial estime là aussi qu'il semble y avoir une coïncidence entre les tendances à la hausse des importations et les tendances à la baisse des ventes commerciales nettes pendant la période visée par l'enquête.[5505]



[5505] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau TUBULAR-8, page TUBULAR-10; le tableau TUBULAR-20, page TUBULAR-24 et le tableau TUBULAR-C-6.

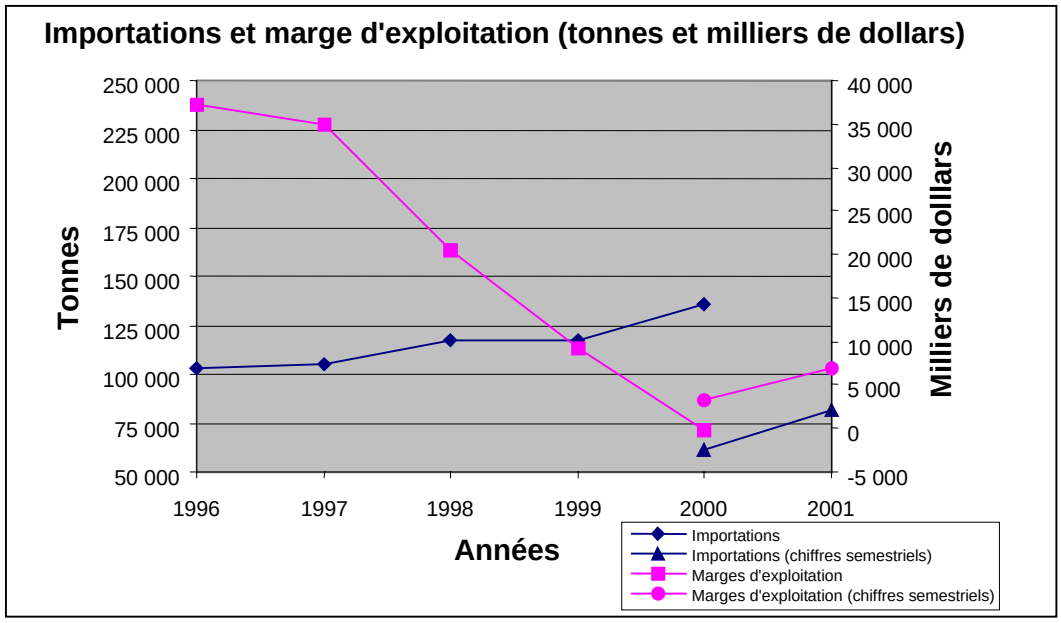
10.512 De même, le Groupe spécial considère qu'il semble exister une coïncidence entre les tendances à la hausse des importations et les tendances générales à la baisse de l'emploi pendant la période visée par l'enquête.[5506]



10.513 Le Groupe spécial estime aussi qu'il semble exister une coïncidence entre les tendances à la hausse des importations et les tendances à la baisse de la marge d'exploitation pendant la période visée par l'enquête. Plus particulièrement, le niveau de la marge d'exploitation a chuté d'une façon très brutale à partir de 1997 alors que le niveau des importations commençait à monter. À cet égard, le Groupe spécial ne pense pas que l'augmentation de la marge d'exploitation observée pendant la période intermédiaire de 2001, qui s'est accompagnée d'un accroissement des importations, porte atteinte à sa conclusion.[5507]

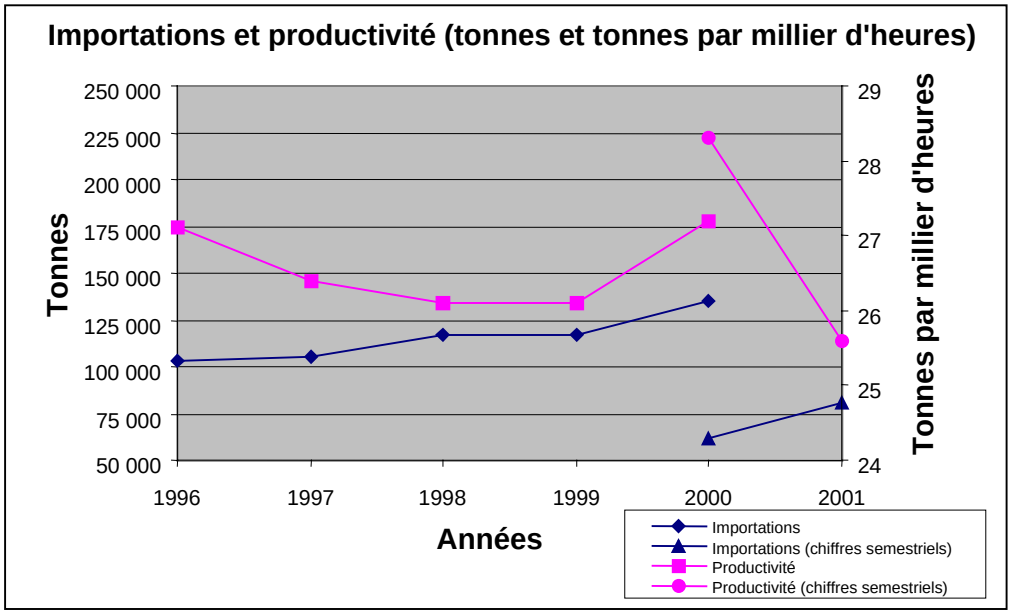
[5506] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau TUBULAR-8, page TUBULAR-10; le tableau TUBULAR-14, page TUBULAR-8 et le tableau TUBULAR-C-6.

[5507] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau TUBULAR-8, page TUBULAR-10; le tableau TUBULAR-20, page TUBULAR-24 et le tableau TUBULAR-C-6.

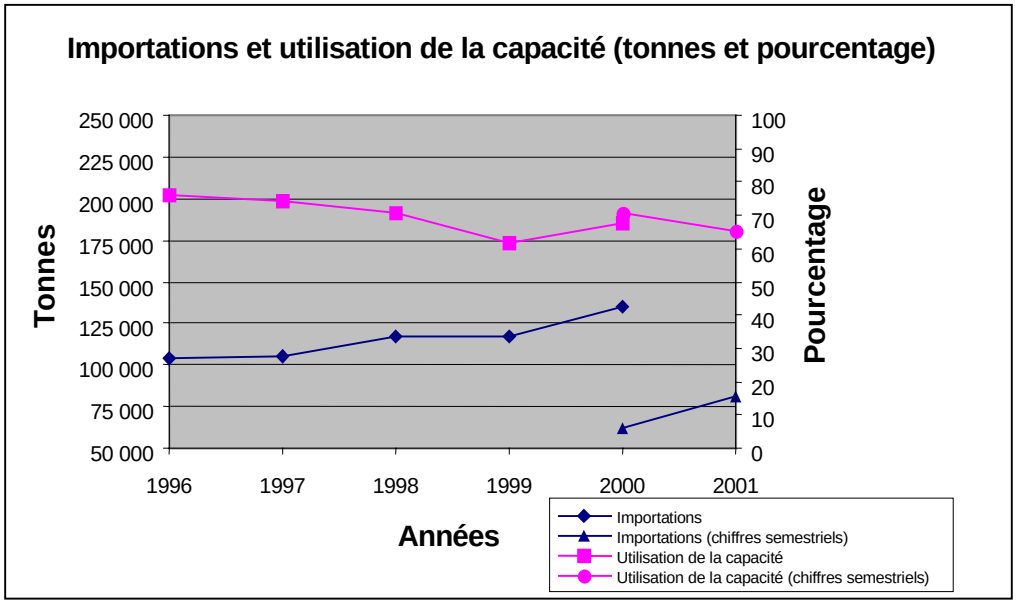


10.514 Le Groupe spécial ne voit pas de coïncidence entre les tendances de la productivité et les tendances des importations. S'il est vrai que l'on peut voir une coïncidence tout à la fin de la période visée par l'enquête, où la productivité a baissé de façon assez importante et les importations ont augmenté, le Groupe spécial estime que les tendances observées pendant le reste de la période visée par l'enquête ne font apparaître aucune coïncidence. En particulier, entre 1997 et 1999, quand les importations ont commencé à augmenter, les niveaux de la productivité sont restés à peu près inchangés. Entre 1999 et 2000, alors que le niveau des importations a encore monté, la productivité a aussi augmenté.[5508]

[5508] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau TUBULAR-8, page TUBULAR-10; le tableau TUBULAR-14, page TUBULAR-17 et le tableau TUBULAR-C-6.



10.515 Le Groupe spécial estime qu'il semble bien exister une coïncidence entre les tendances à la hausse des importations et les tendances à la baisse de l'utilisation de la capacité pendant la période visée par l'enquête. Plus particulièrement, alors que le niveau des importations a commencé à monter à partir de 1997, l'utilisation de la capacité a diminué.[5509]

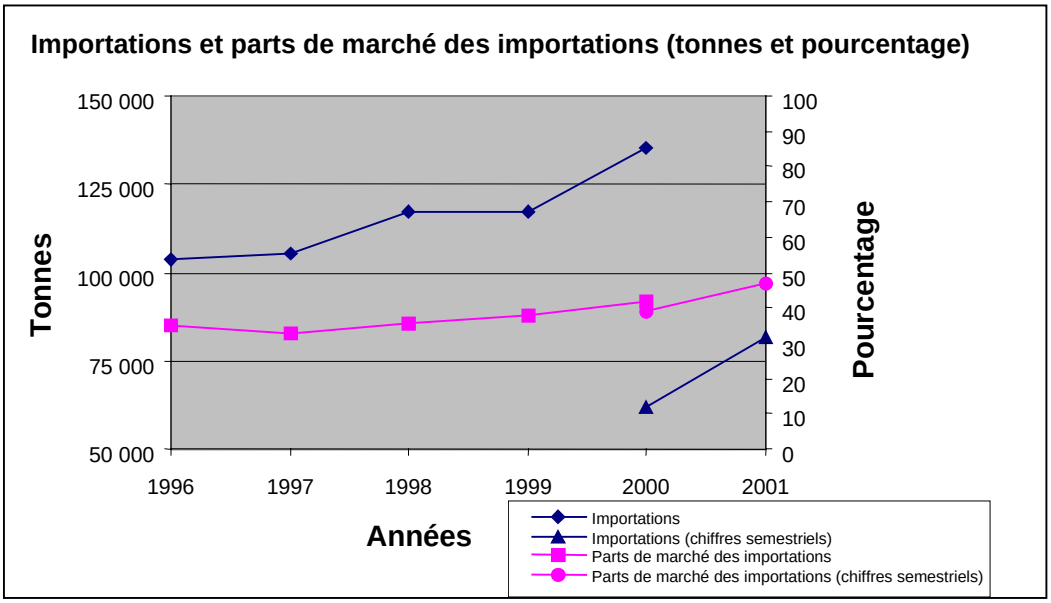


[5509] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau TUBULAR-8, page TUBULAR-10; le tableau TUBULAR-14, page TUBULAR-17 et le tableau TUBULAR-C-6.

Conclusions

10.516 Sur la base de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que, d'une façon générale, une coïncidence claire existe entre la tendance à la hausse des importations et la tendance à la baisse des facteurs relatifs au dommage, sauf en ce qui concerne la productivité. En conséquence, nous considérons qu'il était justifié pour l'USITC de conclure que "[l]'accroissement régulier du volume des importations et l'accroissement de la part du marché détenue par les importations, en particulier depuis 1997, [avaient] coïncidé avec la dégradation de la situation de la branche de production nationale". Nous relevons cependant que l'USITC n'a pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient la constatation selon laquelle il existait une coïncidence. En fait, à part la phrase du rapport de l'USITC que nous avons citée (au paragraphe 10.508), nous ne voyons rien dans le rapport de l'USITC qui démontre que l'évolution des importations a coïncidé avec l'évolution des facteurs relatifs au dommage. Puisque l'USITC n'a pas donné d'explication motivée et adéquate démontrant l'existence d'une coïncidence entre l'évolution des importations et l'évolution des facteurs relatifs au dommage, elle avait à donner une explication convaincante des raisons pour lesquelles il était néanmoins considéré qu'un lien de causalité existait. Nous passons maintenant à l'analyse faite par l'USITC des conditions de concurrence concernant les ABJT.

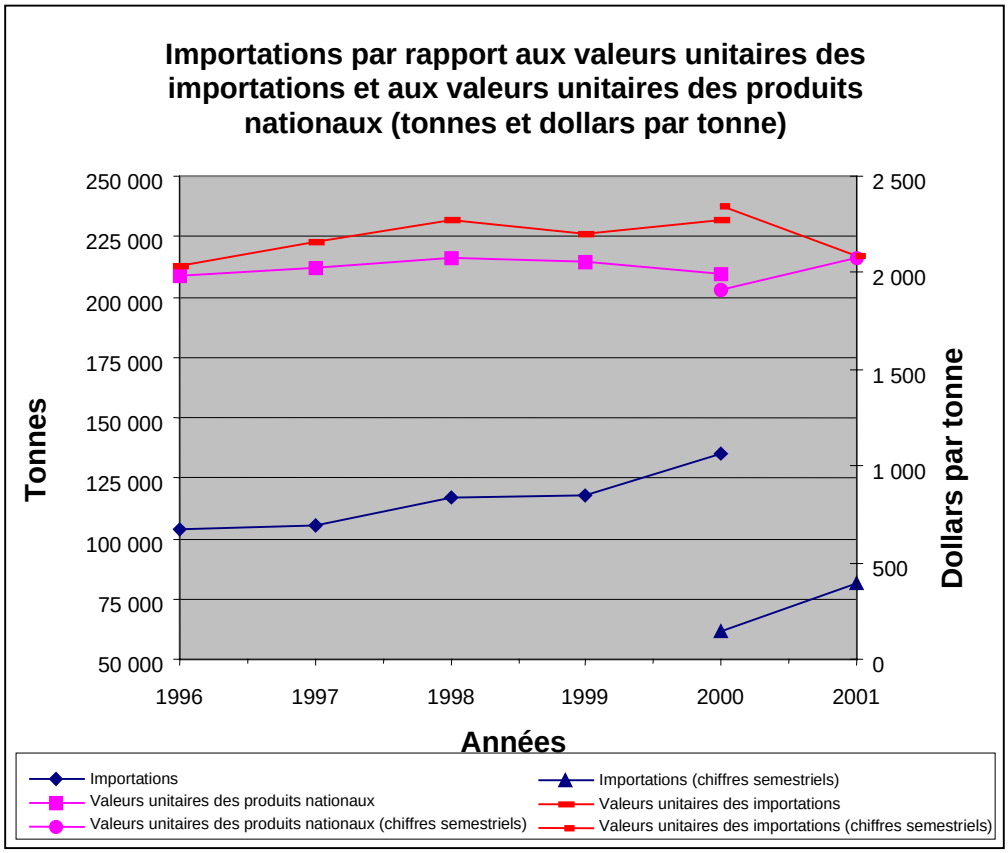
10.517 Le Groupe spécial estime que les observations suivantes faites par l'USITC sont déterminantes pour son analyse des conditions de concurrence. Premièrement, l'USITC a déclaré que "[l]es importations accroiss[aient] leur part du marché intérieur chaque année depuis 1997". Nous souscrivons à cette observation sur la base du graphique ci-dessous, qui a été établi à partir des données de l'USITC.[5510]



10.518 Deuxièmement, l'USITC a observé que "les VUM des importations étaient généralement supérieures aux VUM des produits nationaux. En revanche, les renseignements sur les prix recueillis par la Commission au sujet d'un accessoire de tuyauterie à souder bout à bout montraient que les produits importés en provenance de sources extérieures à l'ALENA et du Mexique (il n'y avait pas

[5510] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau TUBULAR-8, page TUBULAR-10; le tableau TUBULAR-45, page TUBULAR-38 et le tableau TUBULAR-C-6.

d'importations déclarées en provenance du Canada) s'étaient vendus à des prix inférieurs à ceux du produit national pendant chaque période trimestrielle pour laquelle des données avaient été communiquées". Nous souscrivons aussi à l'observation de l'USITC selon laquelle les valeurs unitaires moyennes des importations étaient généralement supérieures aux valeurs unitaires moyennes des produits nationaux sur la base du graphique ci-dessous, qui, lui aussi, a été établi à partir de données de l'USITC.[5511]

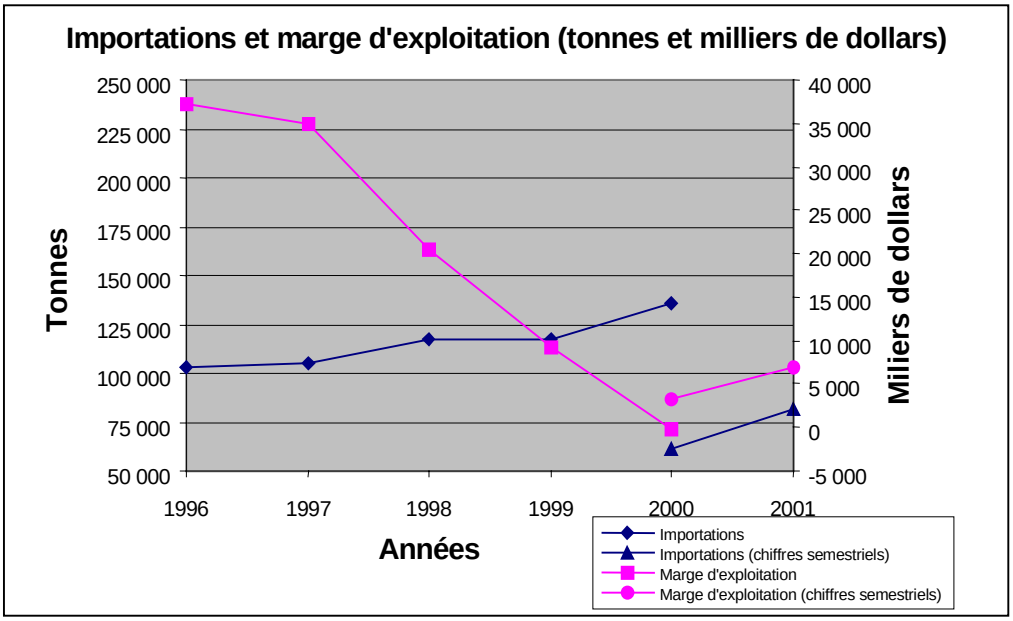


10.519 Nous relevons que l'USITC a mis en doute la pertinence des valeurs unitaires moyennes dans le contexte de son analyse des conditions de concurrence, déclarant ce qui suit: "Nous voulons éviter de donner une importance indue aux renseignements relatifs à la VUM, car ils peuvent subir l'incidence de questions concernant la gamme de produits." Si nous estimons que l'USITC aurait dû donner une explication plus détaillée des raisons pour lesquelles elle a écarté aussi facilement ces données, nous ne considérons pas nécessairement qu'elle a eu tort de se fonder sur des données concernant l'"accessoire de tuyauterie à souder bout à bout", à l'exclusion des données sur la valeur unitaire moyenne. En fait, à la page TUBULAR-54 du volume II du rapport de l'USITC, il est indiqué que ce produit, appelé aussi "Produit 22", est un accessoire qui représente un "fort volume". Selon nous, cela donne à entendre que le Produit 22 constituait, pour l'analyse des conditions de concurrence faite par l'USITC, une base raisonnablement représentative. Nous souscrivons aussi à l'observation de l'USITC selon laquelle "les renseignements sur les prix recueillis par la Commission au sujet d'un accessoire de tuyauterie à souder bout à bout montraient que les produits importés ...

[5511] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau TUBULAR-8, page TUBULAR-10; le tableau TUBULAR-14, page TUBULAR-17 et le tableau TUBULAR-C-6.

s'étaient vendus à des prix inférieurs à ceux du produit national pendant chaque période trimestrielle pour laquelle des données avaient été communiquées". Cela ressort du tableau TUBULAR-61.[5512]

10.520 Enfin, nous relevons que l'USITC a constaté que "les éléments de preuve spécifiques au produit indiquant une vente à des prix inférieurs [étaient] significatifs" et a conclu ce qui suit: "[l]a présence croissante d'importations, associées au moins dans certains cas à des marges substantielles de vente à des prix inférieurs, a empêché la branche de production de compenser l'accroissement des coûts par un relèvement des prix; ceux-ci ont au contraire baissé quelque peu pendant la période. En conséquence, nous constatons que les importations sont une cause substantielle de dommage grave". Comme cela a été noté plus haut, il existait des éléments de preuve indiquant que les produits importés étaient vendus à des prix inférieurs s'agissant du Produit 22, que nous considérons être suffisamment représentatif pour avoir constitué la base de l'analyse des conditions de concurrence faite par l'USITC. Nous constatons que l'existence de ventes à des prix inférieurs, associée au relèvement du niveau (et de la part de marché) des importations, mis en évidence ci-dessus dans le cadre de notre examen de l'analyse de la coïncidence faite par l'USITC, a coïncidé avec la détérioration de la situation de la branche de production nationale et tend à étayer la constatation de l'USITC mentionnée ci-dessus.[5513]



10.521 Par conséquent, sur la base de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que l'USITC a donné une explication convaincante qui indiquait, sous réserve du respect de la prescription relative à la non-imputation, qu'il existait un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave.

[5512] Rapport de l'USITC, volume II, TUBULAR-61.

[5513] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau TUBULAR-8, page TUBULAR-10, le tableau TUBULAR-20, page TUBULAR-24 et le tableau TUBULAR-C-6.

ii) Non-imputation

Constatations de l'USITC

10.522 Les constatations de l'USITC sont ainsi libellées:

> "Des sociétés interrogées ont aussi allégué que des causes autres que les importations étaient responsables de tout dommage subi par la branche de production nationale. Premièrement, des sociétés interrogées affirment que les résultats de la branche de production sont liés à des facteurs tels que le cycle économique de l'industrie du pétrole et du gaz.[5514] Une certaine partie de la production nationale a une utilisation liée au pétrole et au gaz et subit donc l'incidence de la dynamique du marché dans ce secteur. Toutefois, dans la mesure où les résultats de la branche de production sont liés au cycle économique de l'industrie du pétrole et du gaz, cela devrait signifier que les résultats financiers de la branche de production auraient dû être bons en 2000 et jusqu'en 2001 étant donné que la demande d'OCTG et d'autres produits liés au pétrole et au gaz était très forte pendant cette période. De fait, la consommation d'accessoires et de brides a été plus élevée de 4,3 pour cent en 2000 qu'en 1999 et a été plus élevée de 10,4 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001 que pendant la période intermédiaire de 2000. Or, les résultats financiers de la branche de production des accessoires se trouvaient à leur niveau le plus bas en 2000 et les bénéfices de la période intermédiaire de 2001, bien que positifs, restaient, après annualisation, nettement inférieurs à ceux des années précédentes de la période considérée.[5515]
>
> Des sociétés interrogées allèguent aussi que l'expansion de la capacité de la branche de production nationale et la concurrence par les prix qui s'est exercée à l'intérieur de cette branche ont entraîné un dommage.[5516] La branche de production s'est effectivement dotée d'une capacité supplémentaire pendant la période considérée, mais à un rythme plus lent que celui de l'accroissement de la consommation apparente.[5517] Ainsi, on ne peut pas supposer que l'accroissement de la capacité ait créé une pression substantielle sur les prix intérieurs. Les sociétés interrogées n'ont pas non plus déterminé ce qui avait changé pendant la période considérée et qui avait fait que la concurrence entre les producteurs nationaux seule avait pu transformer une branche de production fortement rentable en une branche de production qui enregistrait des pertes d'exploitation.
>
> Des sociétés interrogées allèguent que la baisse de rentabilité de la branche de production nationale était due à des installations inefficientes ou obsolètes et que les producteurs nationaux étaient dans l'impossibilité d'obtenir suffisamment de pièces forgées utilisées dans la production nationale.[5518] Ces allégations ne sont pas étayées par les renseignements figurant dans le dossier.

[5514] (Note de bas de page de l'original) Joint Respondents Prehearing Injury Brief on Product 22, Carbon Steel Flanges, Fittings, and Tool Joints, page 49.

[5515] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau TUBULAR-C-6.

[5516] (Note de bas de page de l'original) Joint Respondents Prehearing Injury Brief on Product 22, Carbon Steel Flanges, Fittings, and Tool Joints, pages 53 et 59.

[5517] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau TUBULAR-C-6.

[5518] (Note de bas de page de l'original) Joint Respondents Prehearing Injury Brief on Product 22, Carbon Steel Flanges, Fittings, and Tool Joints, pages 51 et 53.

Des sociétés interrogées allèguent aussi que la branche de production a pâti d'une pénurie de main-d'œuvre qualifiée.[5519] Si quelques producteurs ont noté une pénurie de main-d'œuvre à certains moments, l'allégation relative à une pénurie de main-d'œuvre est incompatible avec le fait que la branche de production nationale a réduit le personnel employé à la production de 6 pour cent entre 1998 et 1999, de 8,7 pour cent entre 1999 et 2000 et de 4,5 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et la période intermédiaire de 2001. Ces réductions ont coïncidé avec des diminutions de la production, des expéditions et de la part de marché de la branche de production, alors que les importations étaient en accroissement.

Enfin, des sociétés interrogées allèguent que le regroupement des acheteurs explique tout effet négatif sur les prix subi par la branche de production.[5520] Elles citent à l'appui un producteur national qui a indiqué que le regroupement avait eu une incidence négative sur le niveau des prix, mais qui avait eu aussi l'avantage de faire baisser les coûts d'expédition. En général, on peut supposer que le regroupement des acheteurs crée une certaine pression sur les prix intérieurs. Toutefois, aucun regroupement n'expliquerait la baisse de la production intérieure, des expéditions et de l'emploi ainsi que d'autres indicateurs, hors les prix, qui s'est produite pendant la période considérée.

En résumé, nous constatons que l'accroissement des importations d'accessoires est une cause importante, et une cause non moins importante que toute autre cause, du dommage grave subi par la branche de production nationale des accessoires, et nous avons donc fait une détermination positive."[5521]

Facteurs considérés par l'USITC

Accroissement de la capacité

Allégations et arguments des parties

10.523 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.3 b) vii) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.524 Selon le Groupe spécial, l'USITC a reconnu que les accroissements de la capacité intérieure avaient joué un certain rôle pour ce qui est de causer le dommage subi par la branche de production nationale. En particulier, l'USITC a déclaré ce qui suit: "Ainsi, on ne peut pas supposer que l'accroissement de la capacité ait créé une pression substantielle sur les prix intérieurs." Selon nous, cette affirmation donne à entendre que l'on peut supposer que les accroissements de la capacité créent une certaine pression sur les prix intérieurs, même si elle n'est pas "substantielle".

10.525 Le fait que l'USITC a considéré que la fixation des prix était importante ressort à l'évidence de l'affirmation suivante, figurant dans son analyse des conditions de concurrence pour les ABJT:

[5519] (Note de bas de page de l'original) Joint Respondents Prehearing Injury Brief on Product 22, Carbon Steel Flanges, Fittings, and Tool Joints, page 58.

[5520] (Note de bas de page de l'original) Joint Respondents Prehearing Injury Brief on Product 22, Carbon Steel Flanges, Fittings, and Tool Joints, page 52.

[5521] Rapport de l'USITC, volume I, pages 177 et 178.

> "Les acheteurs de produits tubulaires ont indiqué que le prix était un facteur essentiel de leurs décisions d'achat, devancé seulement par la quantité.[5522] En outre, la quasi-totalité des acheteurs a indiqué que les accessoires et les brides importés et nationaux de la même qualité et répondant aux mêmes spécifications pouvaient être utilisés dans les mêmes applications. Nous constatons qu'une aussi grande interchangeabilité indique que le prix joue un rôle important sur le marché."[5523]

10.526 En outre, dans la même section de son rapport, l'USITC a indiqué ce qui suit:

> "La présence croissante d'importations, associées au moins dans certains cas à des marges substantielles de vente à des prix inférieurs, a empêché la branche de production de compenser l'accroissement des coûts par un relèvement des prix; ceux-ci ont au contraire baissé quelque peu pendant la période. En conséquence, nous constatons que les importations sont une cause substantielle de dommage grave.[5524],[5525]

10.527 Pour le Groupe spécial, il ressort clairement de ce qui précède que l'USITC a estimé que la pression à la baisse sur les prix jouait un rôle important pour ce qui est de causer le dommage que subissait la branche de production nationale. En conséquence, on peut déduire de ce qui précède que l'USITC a reconnu que des accroissements de la capacité avaient entraîné, tout au moins en partie, une pression à la baisse sur les prix intérieurs qui, à son tour, avait eu une incidence sur l'état de la branche de production nationale. En fait, le Groupe spécial estime que les accroissements de la capacité *ont* exercé une pression à la baisse sur les prix, quelle que soit la façon dont on interprète le terme "substantiel" (adjectif utilisé par l'USITC). Le Groupe spécial estime qu'il faut identifier, distinguer et évaluer tous les "autres facteurs" pertinents – même ceux qui avaient des effets dommageables limités sur la branche de production nationale –, conjointement avec d'autres facteurs pertinents en vue de parvenir à une conclusion générale selon laquelle l'accroissement des importations présente un rapport réel et substantiel de cause à effet avec le dommage subi par les producteurs nationaux pertinents.

10.528 Le Groupe spécial note que l'USITC a examiné les tendances de la capacité de la branche de production nationale pendant la période visée par l'enquête, relevant que la capacité de production intérieure avait augmenté de 7,4 pour cent pendant cette période. En particulier, elle a déclaré ce qui suit:

[5522] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau TUBULAR-53. Les producteurs nationaux d'accessoires et de brides ainsi qu'un distributeur d'accessoires ont déclaré que le prix était une considération importante dans les décisions d'achat des clients. Procès-verbal, page 2516 (Zidell); procès-verbal, page 2518 (Graham); procès-verbal, page 2520 (Ketchum); procès-verbal, page 2523 (Bernobich).

[5523] Voir le paragraphe 10.505.

[5524] (Note de bas de page de l'original) Les producteurs nationaux ont cité l'accroissement des importations comme étant la cause du dommage subi par la branche de production nationale. Dans le questionnaire envoyé aux producteurs d'accessoires, la Commission a demandé aux destinataires de désigner les facteurs, parmi une liste de 13, y compris les importations, qui avaient une incidence négative sur la branche de production nationale. Les destinataires avaient la possibilité de choisir plus d'un seul facteur. Parmi ceux qui ont répondu, 16 producteurs ont désigné les importations et un a désigné le fléchissement général de la conjoncture. Aucun autre facteur n'a été cité. Des personnes qui ont témoigné à l'audition publique ont aussi cité les importations. Un cadre d'une société a affirmé que la baisse du volume des ventes et des bénéfices causée par les importations avait obligé son entreprise à reporter ses projets d'investissement en équipement, compromettant gravement la compétitivité et l'efficience de l'entreprise. Procès-verbal, page 2517 (Zidell).

[5525] Voir le paragraphe 10.505.

> "La capacité de production intérieure a augmenté de 7,4 pour cent au cours de la période considérée, soit sensiblement moins que le taux de croissance de la consommation. La capacité intérieure a atteint son niveau maximal pour la période considérée en 1999 puis a baissé de 5,2 pour cent en 2000 et à nouveau de 4,6 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001 par rapport à la période intermédiaire de 2000."[5526]

10.529 Bien que l'USITC ait reconnu le rôle joué par ce facteur pour ce qui est de causer un dommage à la branche de production, elle semble l'avoir écarté dans son analyse aux fins de la non-imputation. Selon nous, en écartant l'accroissement de la capacité dans son analyse aux fins de la non-imputation, l'USITC n'a pas, au moyen d'une explication motivée et adéquate, dissocié ni distingué ni évalué la nature et l'importance des effets dommageables causés par l'accroissement de la capacité de façon à ce que le dommage causé par ce facteur, conjointement avec d'autres facteurs, ne soit pas imputé à l'accroissement des importations.

Regroupement des acheteurs

Allégations et arguments des parties

10.530 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.3 b) vii) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.531 Le Groupe spécial estime aussi que l'USITC a reconnu que le regroupement des acheteurs avait joué un rôle dans le dommage que subissait la branche de production nationale. En particulier, l'USITC a déclaré ce qui suit: "En général, on peut supposer que le regroupement des acheteurs crée une certaine pression sur les prix intérieurs. Toutefois, aucun regroupement n'expliquerait la baisse de la production intérieure, des expéditions et de l'emploi ainsi que d'autres indicateurs, hors les prix, qui s'est produite pendant la période considérée." Selon nous, bien que cette affirmation indique que l'USITC n'a pas estimé que le regroupement des acheteurs expliquerait les réductions concernant tous les facteurs relatifs au dommage, elle a néanmoins reconnu implicitement que le regroupement des acheteurs produirait une "certaine" pression sur les prix intérieurs. Pour les raisons expliquées ci-dessous, nous estimons que cela revient en fait à reconnaître que le regroupement des acheteurs a joué un rôle pour ce qui est de causer un dommage à la branche de production.

10.532 Comme cela a été dit plus haut, il est clair pour le Groupe spécial que l'USITC a considéré que la pression à la baisse sur les prix a joué un rôle important pour ce qui est de causer le dommage que subissait la branche de production nationale. Comme cela a aussi été indiqué plus haut, l'USITC a déclaré que le regroupement des acheteurs exerçait une pression à la baisse sur les prix. Par conséquent, suivant la logique de l'USITC, nous considérons qu'il y a un lien entre le regroupement des acheteurs et le dommage subi par la branche de production nationale.

10.533 Toutefois, malgré ce lien, l'USITC a écarté ce facteur dans son analyse aux fins de la non-imputation sur la base de l'affirmation selon laquelle "aucun regroupement n'expliquerait la baisse de la production intérieure, des expéditions et de l'emploi ainsi que d'autres indicateurs, hors les prix, qui s'est produite pendant la période considérée". À part cette affirmation, l'USITC n'a donné aucune explication de la raison pour laquelle le "regroupement n'expliquerait [pas] la baisse de la production intérieure, des expéditions et de l'emploi ainsi que d'autres indicateurs, hors les prix, qui s'est produite pendant la période considérée". En conséquence, de l'avis du Groupe spécial,

[5526] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau TUBULAR-C-6.

l'explication donnée par l'USITC de son analyse du regroupement des acheteurs n'était pas motivée de façon adéquate. En outre, nous estimons qu'en omettant d'expliquer ce facteur de manière adéquate l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation d'établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par le regroupement des acheteurs, conjointement avec d'autres facteurs, avait été dûment dissocié et distingué et n'avait pas été imputé à un accroissement des importations.

Conclusions

10.534 Le Groupe spécial estime qu'en ce qui concerne les ABJT, l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation de non-imputation énoncée dans la deuxième phrase de l'article 4:2 b). En particulier, nous estimons que l'USITC n'a pas dûment dissocié, ni distingué ni évalué la nature et l'importance des effets dommageables des facteurs autres que l'accroissement des importations qui causaient un dommage à la branche de production nationale sur la base d'une explication motivée et adéquate. Pour nous, cela ressort clairement du fait que l'USITC a écarté un certain nombre de facteurs (à savoir l'accroissement de la capacité et le regroupement des acheteurs) dans son analyse aux fins de la non-imputation alors qu'elle a reconnu en fait que ces facteurs causaient un dommage à la branche de production.

iii) Conclusion générale concernant la détermination par l'USITC de l'existence d'un lien de causalité

10.535 Malgré le fait que l'USITC n'a pas donné d'explication adéquate et motivée de la façon dont les faits étayaient sa constatation de l'existence d'une coïncidence, le Groupe spécial a estimé qu'il existait une coïncidence claire entre la tendance à la hausse des importations et la tendance à la baisse des facteurs relatifs au dommage. Le Groupe spécial a étudié l'examen des conditions de concurrence fait par l'USITC et a conclu que celle-ci avait donné une explication convaincante qui indiquait, sous réserve du respect de la prescription relative à la non-imputation, l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations d'ABJT et le dommage grave causé aux producteurs nationaux pertinents. Nous avons aussi constaté que, dans son analyse aux fins de la non-imputation, l'USITC n'avait pas dissocié, ni distingué ni évalué la nature et l'importance des effets dommageables du regroupement des acheteurs et de l'accroissement de la capacité de façon à ce que le dommage causé par ces facteurs, conjointement avec d'autres facteurs, ne soit pas imputé à l'accroissement des importations. Ainsi, l'USITC n'a pas donné d'explication motivée et adéquate étayant une détermination selon laquelle il existait un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave causé aux producteurs nationaux pertinents.

10.536 En conséquence, le Groupe spécial conclut que la constatation de l'USITC selon laquelle il existait un lien de causalité entre les importations d'ABJT et le dommage causé aux producteurs nationaux pertinents est incompatible avec les articles 4:2 b), 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

h) Barres en aciers inoxydables

10.537 Le Groupe spécial note tout d'abord qu'il a mis l'accent dans la présente section sur les arguments présentés par les plaignants qui, selon lui, portaient sur les aspects les plus problématiques des déterminations de l'USITC concernant le lien de causalité, c'est-à-dire les aspects qui impliquaient le plus manifestement des violations de l'Accord sur les sauvegardes. Comme il se prononcera sur les allégations des plaignants dans son examen ci-après, le Groupe spécial ne voit pas la nécessité de traiter les autres arguments.

i) Coïncidence et conditions de concurrence

Constatations de l'USITC

10.538 Les constatations de l'USITC se lisent comme suit:

"Nous constatons que l'accroissement des importations de barres en aciers inoxydables est une cause importante, et une cause qui ne l'est pas moins que toute autre cause, du dommage grave subi par la branche de production nationale. En conséquence, nous constatons que l'accroissement des importations de barres en aciers inoxydables est une cause substantielle du dommage grave subi par la branche de production nationale de barres en aciers inoxydables.

a. Conditions de concurrence

Nous avons pris en compte un certain nombre de facteurs qui influencent la compétitivité des barres en aciers inoxydables nationales et importées sur le marché des États-Unis, y compris des facteurs liés au produit lui-même, le degré de substituabilité entre les articles nationaux et importés, les changements dans la capacité et la production mondiales, et les conditions du marché. Ces facteurs influencent les prix et d'autres considérations prises en compte par les acheteurs pour décider s'il faut acheter les articles produits dans le pays ou les articles importés.

Premièrement, la demande de barres en aciers inoxydables a quelque peu fluctué mais a augmenté d'une façon générale pendant les cinq années complètes de la période visée par l'enquête. La consommation apparente aux États-Unis de barres en aciers inoxydables est passée de 276 600 tonnes courtes en 1996 à 294 400 tonnes courtes en 1997 mais est ensuite retombée à 280 300 tonnes courtes en 1998 et à 265 500 tonnes courtes en 1999. En 2000, toutefois, la consommation apparente de barres a augmenté de 22,2 pour cent, atteignant 324 200 tonnes courtes.[5527] Ce niveau était plus élevé de 17,2 pour cent qu'en 1996.[5528] L'économie ayant ralenti d'une façon générale en 2001, la consommation apparente de barres a diminué de 13 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et la période intermédiaire de 2001.[5529]

Deuxièmement, les barres en aciers inoxydables sont utilisées dans les industries aérospatiale, automobile, chimique, laitière et agro-alimentaire, l'équipement pharmaceutique, les applications maritimes et d'autres secteurs de manutention des fluides.[5530] La grande majorité des participants au marché indique qu'il n'y a pas de produits de substitution connus aux barres en aciers inoxydables.[5531]

Troisièmement, bien que 14 entreprises nationales aient indiqué qu'elles produisaient des barres en aciers inoxydables en 2000[5532], quatre entreprises étaient à l'origine de la grande majorité de la production intérieure de barres en aciers inoxydables en 2000: Carpenter/Talley, Crucible Specialty Metals, AvestaPolarit et

[5527] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-67 et STAINLESS-C-4.
[5528] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-67 et STAINLESS-C-4.
[5529] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-67 et STAINLESS-C-4.
[5530] (Note de bas de page de l'original) RC, STAINLESS-2, RP, STAINLESS-1.
[5531] (Note de bas de page de l'original) EC-Y-046, tableau STAINLESS-6.
[5532] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau STAINLESS-1.

Slater Steels Corp.[5533] La concentration s'est accrue dans la branche de production nationale des barres pendant la période visée par l'enquête. En 1997, Carpenter Technology, *** producteur national de barres en aciers inoxydables en 2000[5534], a acheté Talley, *** producteur par ordre d'importance en 2000.[5535] En outre, Empire Specialty Steel, *** producteur de barres par ordre d'importance en 2000, a cessé de fabriquer des produits en aciers inoxydables en juin 2001.[5536]

La capacité globale de la branche de production a progressé pendant la période visée par l'enquête, augmentant de 5,5 pour cent entre 1996 et 2000.[5537] La capacité était plus élevée de 2,2 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001 que pendant la période intermédiaire de 2000.[5538] L'utilisation de la capacité a baissé, passant de 63,0 pour cent en 1996 à 52,1 pour cent en 1999, mais elle est remontée à 55,8 pour cent en 2000.[5539] L'utilisation de la capacité dans la branche de production a ensuite diminué pour passer de 59,5 pour cent à 49,6 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et 2001.[5540]

Quatrièmement, le prix est un facteur important dans les décisions d'achat concernant les barres en aciers inoxydables. Bien que la qualité ait été généralement citée par la majorité des acheteurs interrogés comme étant le facteur le plus important dans la décision d'achat concernant les barres en aciers inoxydables, la grande majorité des acheteurs a indiqué que le prix était l'un des trois facteurs les plus importants dans la décision d'achat.[5541]

Cinquièmement, comme pour beaucoup de produits en aciers inoxydables, le prix des barres en aciers inoxydables subit directement l'incidence du prix du nickel.[5542] Pour tenir compte des fluctuations du coût du nickel, les producteurs de produits en aciers inoxydables imposent une majoration du prix de leurs barres chaque fois que le prix du nickel atteint un certain niveau.[5543] En général, après avoir baissé pendant les trois premières années de la période visée par l'enquête, les prix du nickel sont remontés sensiblement tout au long de 1999 et pendant le premier semestre de 2000. Ils ont ensuite chuté, la baisse s'étant poursuivie jusqu'à la fin de la période intermédiaire de 2001.[5544] Le prix des barres en aciers inoxydables national a suivi à peu près cette tendance pendant la période visée par l'enquête, les valeurs unitaires moyennes des expéditions et des ventes intérieures de barres ayant baissé

[5533] (Note de bas de page de l'original) En 2000, ces quatre entreprises étaient à l'origine de *** pour cent de la production intérieure déclarée de barres en aciers inoxydables. RC et RP, tableau STAINLESS-1.
[5534] (Note de bas de page de l'original) Carpenter était à l'origine de *** pour cent de la production intérieure déclarée de barres en aciers inoxydables en 2000. RC et RP, tableau STAINLESS-1.
[5535] (Note de bas de page de l'original) Talley était à l'origine de *** pour cent de la production intérieure déclarée de barres en aciers inoxydables en 2000. RC et RP, tableau STAINLESS-1.
[5536] (Note de bas de page de l'original) Empire Specialty Steel, Inc., réponse au questionnaire, annexe du 6 août 2001.
[5537] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-18 et STAINLESS-C-4.
[5538] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-18 et STAINLESS-C-4.
[5539] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-18 et STAINLESS-C-4.
[5540] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-18 et STAINLESS-C-4.
[5541] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, page 95.
[5542] (Note de bas de page de l'original) RC, STAINLESS-95-96; RP, STAINLESS-70-71.
[5543] (Note de bas de page de l'original) RC, STAINLESS-95-96; RP, STAINLESS-70-71.
[5544] (Note de bas de page de l'original) RC, STAINLESS-95-96; RP, STAINLESS-70-71.

jusqu'à la fin de 1999 avant de se redresser en 2000 puis de fléchir pendant la période intermédiaire de 2001.[5545]

Sixièmement, pendant la période visée par l'enquête, il y a eu des importations de barres en aciers inoxydables en provenance de plus de 40 pays, bien que chaque pays n'ait pas exporté chaque année de barres en aciers inoxydables vers les États-Unis.[5546] Le volume des importations de barres en aciers inoxydables en provenance de sources autres que le Mexique s'est accru de 54 pour cent entre 1996 et 2000 mais a diminué de 17 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et la période intermédiaire de 2001.[5547] Le dossier indique que les barres en aciers inoxydables nationales et importées sont comparables sur la plupart des plans.[5548]

La capacité globale des producteurs étrangers de barres en aciers inoxydables de pays autres que le Mexique a augmenté de 10,5 pour cent pendant la période considérée. L'utilisation de la capacité de ces producteurs est passée de 74,2 pour cent en 1996 à 82,3 pour cent en 1998, est retombée à 77,2 pour cent en 1999, puis est remontée à 87,1 pour cent en 2000. L'utilisation de la capacité étrangère globale est passée de 89,2 pour cent à 90 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001.[5549]

Septièmement, des ordonnances en matière de droits antidumping ont été imposées à l'encontre des importations de barres en aciers inoxydables en provenance du Brésil, d'Espagne, d'Inde et du Japon en 1995.[5550] Des ordonnances en matière de droits antidumping ont été imposées à l'encontre des importations de cornières en aciers inoxydables en provenance de Corée, d'Espagne et du Japon en mai 2001.[5551]

b. Analyse

Nous constatons tout d'abord que les accroissements des importations entre 1996 et 2000 ont eu une incidence négative grave sur les niveaux de production, les expéditions, les ventes commerciales et la part de marché de la branche de production nationale. Comme nous l'avons indiqué plus haut, la quantité et la part de marché des importations ont toutes deux augmenté considérablement pendant la période visée par l'enquête, la quantité des importations ayant progressé de 53,8 pour cent pendant la période allant de 1996 à 2000 et la part du marché détenue par les importations s'étant aussi accrue de 11 points de pourcentage pendant cette période.[5552] Bien que ces accroissements des importations aient eu lieu pendant une période de croissance de la demande, les volumes de production, les niveaux d'expédition et les recettes des

[5545] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-18, STAINLESS-30 et STAINLESS-C-4.
[5546] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-180, tableau G25 – Stainless Bar and Light Shapes.
[5547] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-6 et STAINLESS-C-4.
[5548] (Note de bas de page de l'original) EC-Y-046, tableau STAINLESS-24; *voir de façon générale* EC-Y-046, pages 14 à 28.
[5549] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau STAINLESS-45.
[5550] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau OVERVIEW-1.
[5551] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau OVERVIEW-1.
[5552] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-67 et STAINLESS-C-4.

ventes de la branche de production ont tous sensiblement diminué du fait de l'accroissement du volume des importations pendant la période.[5553]

En particulier, les niveaux de production de la branche de production ont diminué de 10 000 tonnes courtes (soit 5,5 pour cent) pendant la période comprise entre 1996 et 2000[5554], ses ventes commerciales nettes ont diminué de *** tonnes courtes (soit *** pour cent) pendant cette période[5555] et la valeur de ses ventes commerciales nettes a reculé de *** pour cent pendant la période.[5556] Du fait de la baisse de la production et des ventes, les taux d'utilisation de la capacité de la branche de production sont aussi tombés considérablement, passant de 63,0 pour cent en 1996 à 55,8 pour cent en 2000.[5557] En outre, la part du marché détenue par la branche de production a aussi baissé considérablement, tombant de 64,6 pour cent en 1996 à 59,8 pour cent en 1999 puis à 53,5 pour cent en 2000.[5558]

En fait, les baisses enregistrées dans la production, les expéditions et la part de marché de la branche de production ont eu lieu bien que celle-ci se soit dotée d'une capacité supplémentaire importante pendant une période de croissance raisonnablement forte de la demande de barres en aciers inoxydables. Même avec cette capacité accrue, la branche de production n'a pu tirer parti de la croissance de la demande de barres en aciers inoxydables car les importations ont acquis une part de plus en plus grande du marché intérieur des barres pendant la période visée par l'enquête. En particulier, alors que la consommation apparente de barres en aciers inoxydables a augmenté de 48 000 tonnes courtes entre 1996 et 2000, le volume des importations a progressé plus rapidement, s'accroissant de près de 53 000 tonnes courtes pendant la même période. Cette croissance des importations a en fait empêché la branche de production nationale de tirer parti de l'accroissement de la demande pendant la période visée par l'enquête. En résumé, les accroissements des importations qui ont eu lieu pendant la période ont manifestement eu une incidence négative grave sur les volumes de production, les niveaux des ventes, les recettes des ventes et la part de marché de la branche de production pendant la période.

Il ressort aussi du dossier que les importations ont eu une incidence négative sur les prix intérieurs des barres en aciers inoxydables pendant la période visée par l'enquête. Le dossier de l'enquête indique que la plupart des acheteurs considèrent

---

[5553] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-18, STAINLESS-30 et STAINLESS-C-4.

[5554] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-18 et STAINLESS-C-4.

[5555] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-30 et STAINLESS-C-4.

[5556] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-30 et STAINLESS-C-4.

[5557] (Note de bas de page de l'original) À cet égard, les acheteurs présents sur le marché ont signalé qu'il existait un niveau de substituabilité modérément élevé entre les marchandises importées et les marchandises nationales, donnant à entendre que l'accroissement du volume s'agissant des importations provenait directement de la part de marché des produits nationaux.

[5558] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-67 et STAINLESS-C-4. En fait, l'incidence négative la plus importante des importations sur le plan des volumes a eu lieu pendant la dernière année complète de la période visée par l'enquête, pendant laquelle la consommation apparente de barres en aciers inoxydables a augmenté de 22,1 pour cent et le volume des importations de 41,3 pour cent. Cette année-là, la branche de production a enregistré une réduction de sa part de marché de 6,3 points de pourcentage et les baisses de ses taux d'utilisation de la capacité les plus importantes de l'ensemble de la période visée par l'enquête. RC et RP, tableaux STAINLESS-18, STAINLESS-30, STAINLESS-67 et STAINLESS-C-4.

que les barres en aciers inoxydables nationales et importées sont comparables sur la plupart des plans[5559], indiquant qu'il existe un fort degré de substituabilité entre les produits. En outre, le dossier de l'enquête indique aussi que le prix est un élément important de la décision d'achat.[5560] Enfin, nous relevons que les produits importés se sont vendus à des prix inférieurs à ceux des marchandises nationales tout au long de la période visée par l'enquête dans le cas de 47 comparaisons trimestrielles sur les 53 qui sont possibles, les marges de vente à des prix inférieurs pouvant atteindre 51 pour cent.[5561]

Nous constatons que ces ventes à des prix inférieurs ont déprimé les prix intérieurs et les ont empêchés d'augmenter pendant la période visée par l'enquête. Bien que les participants au marché s'attendent à ce que le prix des barres en aciers inoxydables suive le prix du nickel, les recettes nettes des ventes de la branche de production nationale des barres en aciers inoxydables ne sont pas parvenues à suivre l'évolution du coût du nickel pendant la deuxième moitié de la période visée par l'enquête, en particulier pendant le deuxième semestre de 1999 et en 2000, où le prix du nickel a fortement augmenté.[5562] Si la valeur unitaire moyenne des ventes commerciales nettes de la branche de production a progressé en 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001, le coût des produits vendus supporté par la branche de production a augmenté, passant de *** pour cent de ses recettes nettes des ventes en 1998 à *** pour cent de la valeur de ses ventes commerciales nettes en 1999, à *** pour cent de ses ventes commerciales nettes en 2000, et à *** pour cent pendant la période intermédiaire de 2001. Du fait de la baisse des marges entre le coût des produits vendus supporté par la branche de production et la valeur de ses ventes nettes, le revenu d'exploitation de la branche de production a décliné passant d'un bénéfice de *** pour cent en 1998 à une perte de *** pour cent en 1999, ne s'est redressé que légèrement avec un bénéfice minime de *** pour cent en 2000 et est retombé ensuite, accusant une perte de *** pour cent pendant la période intermédiaire de 2001.[5563] En outre, les baisses globales des niveaux d'activité de la branche de production enregistrées pendant les deux dernières années et demie de la période se sont produites à un moment où les importations détenaient leur plus grande part de marché de la période[5564] et se vendaient à des prix systématiquement inférieurs à ceux des marchandises nationales.[5565] Par conséquent, nous constatons que les ventes des produits importés à des prix systématiquement et sensiblement inférieurs pendant la deuxième moitié de la période visée par l'enquête ont empêché les prix intérieurs d'augmenter et les ont déprimés d'une façon considérable, bien que les prix du nickel et les valeurs unitaires moyennes dans la branche de production aient aussi sensiblement progressé pendant cette période.

[5559] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, page 95.

[5560] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, page 95.

[5561] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-87, STAINLESS-99 et Figure STAINLESS-9. Ces chiffres indiquant des ventes à des prix systématiquement inférieurs sont étayés par un examen de la valeur unitaire moyenne des marchandises nationales et importées, qui montre aussi que le prix des importations s'est établi à des niveaux systématiquement inférieurs à ceux des marchandises nationales pendant la période. RC et RP, tableau STAINLESS-C-4.

[5562] (Note de bas de page de l'original). RC et RP, pages 95 et 96; RP, STAINLESS-70-71 et tableaux STAINLESS-6, STAINLESS-18, STAINLESS-30 et STAINLESS-C-4.

[5563] (Note de bas de page de l'original). RC et RP, tableaux STAINLESS-30 et STAINLESS-C-4.

[5564] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-67 et STAINLESS-C-4.

[5565] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau STAINLESS-86-87 et STAINLESS-Figures-9-10.

> En résumé, nous constatons que l'accroissement du volume des importations de barres en aciers inoxydables pendant la période a été une cause substantielle de la détérioration de la situation commerciale et financière de la branche de production pendant la période ...".[5566]

Allégations et arguments des parties

10.539 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.2 g) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

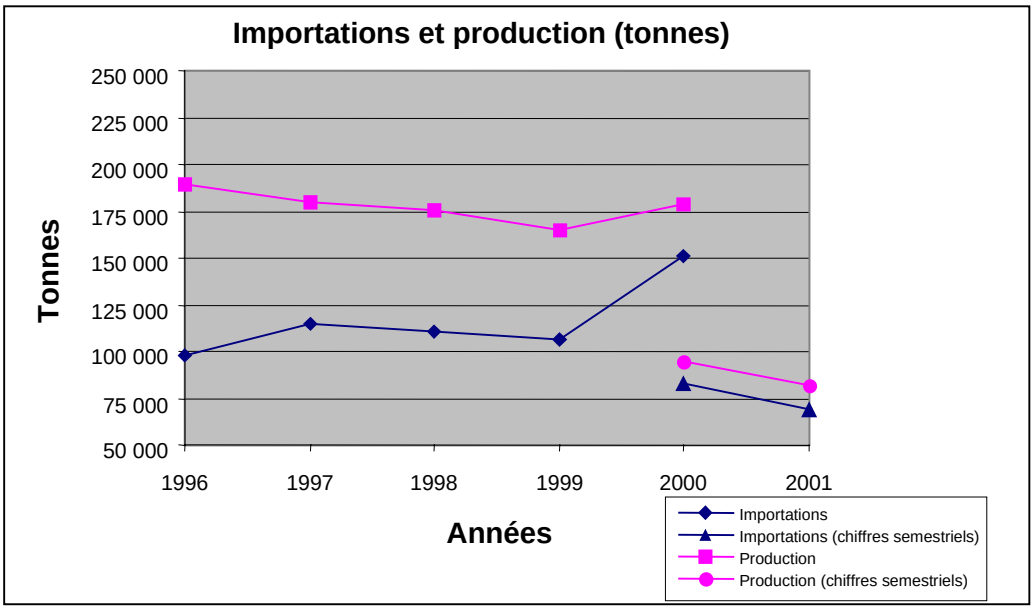
10.540 Tout d'abord, le Groupe spécial note que l'USITC a effectué une analyse de la coïncidence pour les barres en aciers inoxydables et a conclu qu'il existait une coïncidence. En conséquence, nous examinerons si ces constatations constituent une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent cette conclusion.

10.541 Le Groupe spécial rappelle une nouvelle fois que la coïncidence, quand elle est examinée, doit être établie entre l'évolution ou les tendances des importations et l'évolution ou les tendances des facteurs relatifs au dommage. Appliquant son critère d'examen, le Groupe spécial a étudié la coïncidence entre un certain nombre des facteurs relatifs au dommage mentionnés à l'article 4:2 a), y compris ceux que l'USITC avait cités, et les importations, sur la base des faits dont l'USITC avait connaissance quand elle a fait sa détermination.

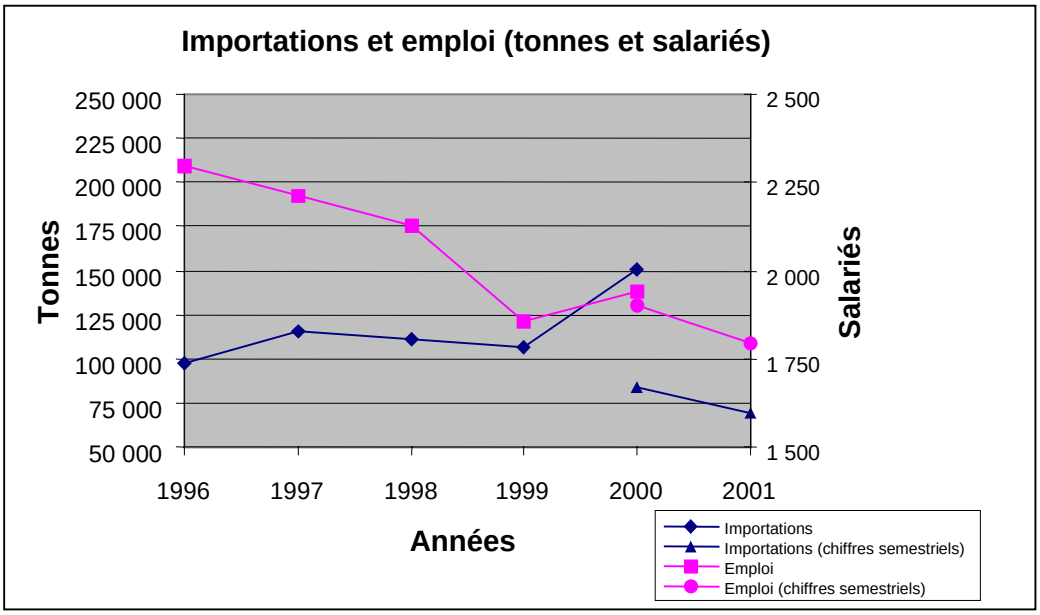
10.542 Tout d'abord, en ce qui concerne les tendances des importations et les tendances de la production, le Groupe spécial relève qu'il ne semble y avoir aucune coïncidence. En particulier, la production a diminué entre 1997 et 1999, alors que les importations ont baissé pendant la même période. De même, alors que les importations ont augmenté entre 1999 et 2000, la production a elle aussi progressé. Enfin, alors que les importations ont baissé tout à la fin de la période visée par l'enquête, la production a elle aussi diminué.[5567]

[5566] Rapport de l'USITC, volume I, pages 208 à 212.

[5567] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau STAINLESS-6, page STAINLESS-11, le tableau STAINLESS-18, page STAINLESS-24 et le tableau STAINLESS-C-4.

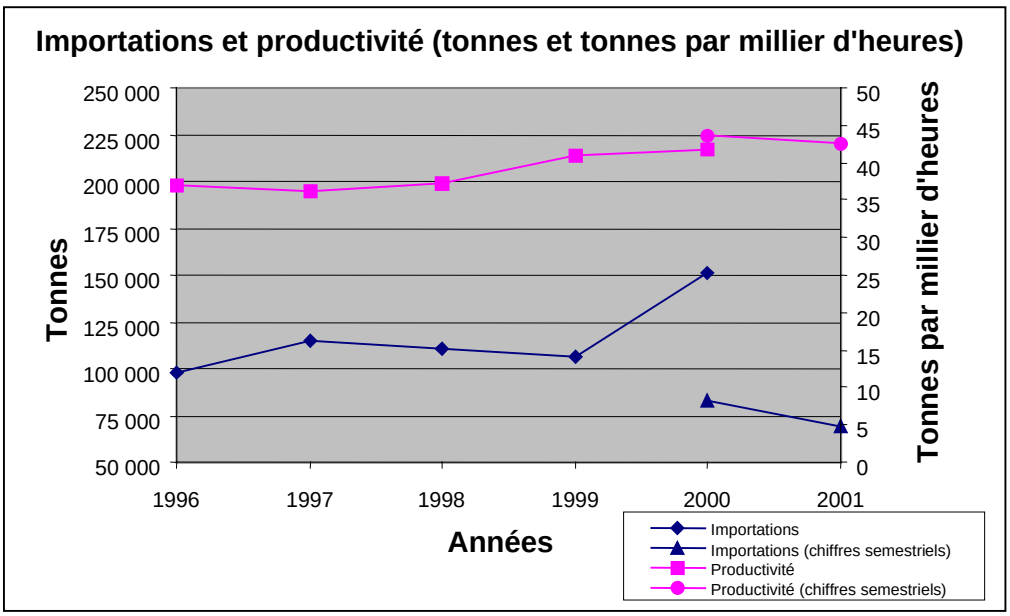


10.543 Il semble qu'il existe, entre les tendances des importations et les tendances de l'emploi, une divergence semblable à celle qui a été observée à propos de la production. En particulier, l'emploi a baissé entre 1997 et 1999. Pendant la même période, les importations ont diminué. De même, alors que les importations ont augmenté entre 1999 et 2000, l'emploi a aussi progressé. Enfin, alors que les importations ont baissé tout à la fin de la période visée par l'enquête, l'emploi a aussi reculé.[5568]



[5568] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau STAINLESS-6, page STAINLESS-11, le tableau STAINLESS-18, page STAINLESS-24 et le tableau STAINLESS-C-4.

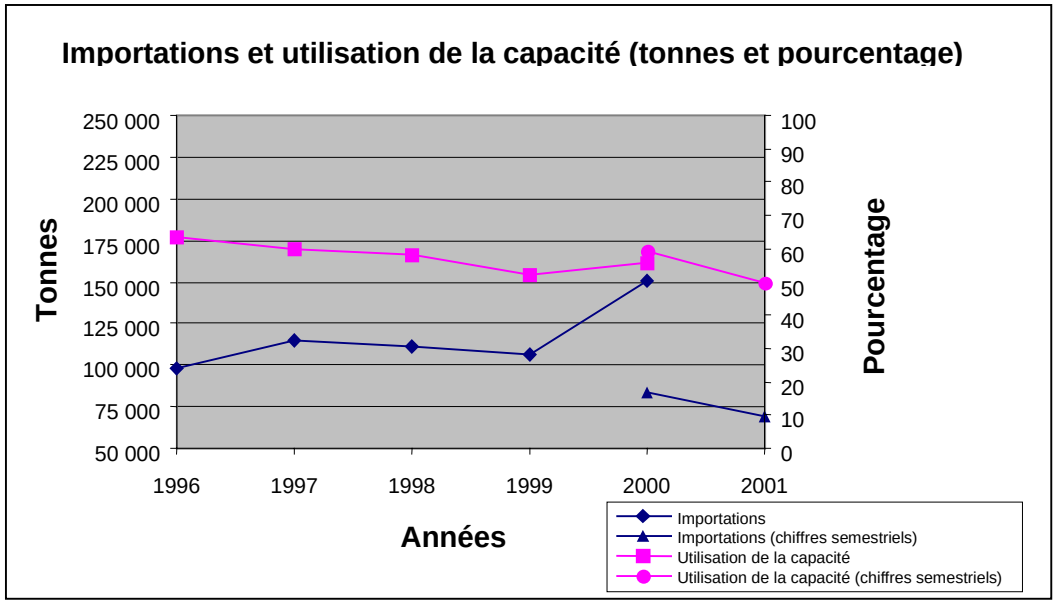
10.544 Nous ne constatons pas non plus de coïncidence entre les tendances des importations et les tendances de la productivité. En particulier, la productivité a augmenté progressivement à partir de 1997. Apparemment, cette tendance a été indépendante de celle des importations, qui ont diminué entre 1997 et 1999 puis ont augmenté entre 1999 et 2000. Enfin, alors que les importations ont diminué tout à la fin de la période visée par l'enquête, la productivité a elle aussi baissé, bien que légèrement.[5569]



10.545 De même, il ne semble pas y avoir de coïncidence entre l'accroissement des importations et l'utilisation de la capacité. En particulier, l'utilisation de la capacité a baissé entre 1997 et 1999, bien que les importations aient aussi diminué pendant cette période. Elle a augmenté (bien que légèrement) entre 1999 et 2000, période pendant laquelle les importations ont aussi progressé. Enfin, alors que les importations ont baissé tout à la fin de la période visée par l'enquête, l'utilisation de la capacité a aussi diminué.[5570]

[5569] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau STAINLESS-6, page STAINLESS-11, le tableau STAINLESS-18, page STAINLESS-24 et le tableau STAINLESS-C-4.

[5570] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau STAINLESS-6, page STAINLESS-15, le tableau STAINLESS-18, page STAINLESS-24 et le tableau STAINLESS-C-4.



10.546 Si, d'après notre évaluation, il n'existe pas de coïncidence entre, d'une part, les tendances des importations et, d'autre part, les tendances de la production, de l'emploi, de la productivité et de l'utilisation de la capacité, cela ne signifie pas nécessairement que, globalement, il n'existe pas de coïncidence. À cet égard, nous faisons observer que nous n'avons pas pu examiner si les faits indiquaient qu'il existait une coïncidence entre les tendances des importations et les tendances de la marge d'exploitation et des ventes commerciales nettes, puisque les données relatives à ces deux derniers facteurs ont été caviardées dans le rapport de l'USITC pour des raisons de confidentialité. De tels faits pourraient avoir une incidence sur la conclusion générale concernant la question de savoir s'il existe ou non une coïncidence entre les tendances des importations et les facteurs relatifs au dommage. En conséquence, le Groupe spécial ne peut pas parvenir à une conclusion définitive sur le point de savoir si, globalement, une coïncidence existait.

10.547 Comme cela a été dit précédemment, dans les cas où, dans le cadre d'une démonstration générale de l'existence d'un lien de causalité, une analyse de la coïncidence a été effectuée mais n'a pas démontré l'existence d'un tel lien, le Groupe spécial poursuivra son examen en s'intéressant à l'analyse des conditions de concurrence pour voir si l'USITC est cependant parvenue à donner une analyse convaincante montrant l'existence d'un rapport réel et substantiel de cause à effet. Nous notons que l'USITC a effectué une analyse des conditions de concurrence en plus de son analyse de la coïncidence.

10.548 Le Groupe spécial relève que l'USITC a estimé que "les importations [avaient] eu une incidence négative sur les prix intérieurs des barres en aciers inoxydables pendant la période visée par l'enquête". Elle a ajouté que "les produits importés [s'étaient] vendus à des prix inférieurs à ceux des marchandises nationales tout au long de la période visée par l'enquête dans le cas de 47 comparaisons trimestrielles sur les 53 qui [étaient] possibles, les marges de vente à des prix inférieurs pouvant atteindre 51 pour cent". Enfin, elle a constaté ce qui suit: "[C]es ventes à des prix inférieurs ont déprimé les prix intérieurs et les ont empêchés d'augmenter pendant la période visée par l'enquête …. Par conséquent, nous constatons que les ventes des produits importés à des prix systématiquement et sensiblement inférieurs pendant la deuxième moitié de la période visée par l'enquête ont empêché les prix intérieurs d'augmenter et les ont déprimés d'une façon considérable, bien que les prix du nickel et

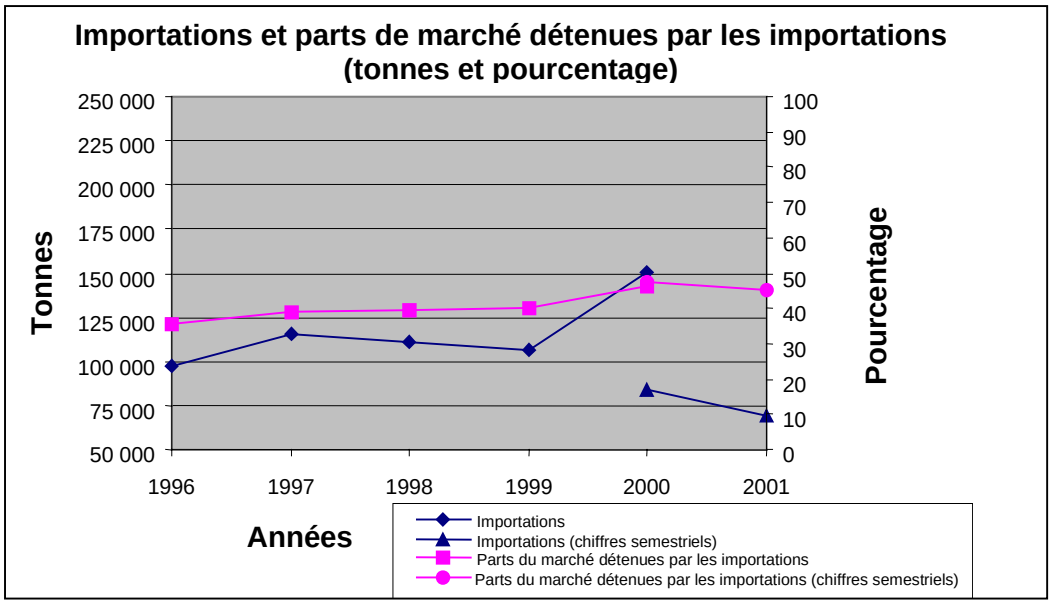
les valeurs unitaires moyennes dans la branche de production aient aussi sensiblement progressé pendant cette période."

10.549 Nous faisons observer à titre préliminaire que les prix intérieurs pertinents ont été caviardés dans le rapport de l'USITC pour des raisons de confidentialité. Le Groupe spécial reconnaît que, dans certaines circonstances, les Membres ont l'obligation, conformément à l'article 3:2 de l'Accord sur les sauvegardes, de rendre confidentiels certains renseignements même si les autorités compétentes peuvent fonder leur détermination sur de tels renseignements rendus confidentiels.[5571] Une telle obligation ne devrait pas réduire les droits des Membres de prendre des mesures de sauvegarde. Dans les cas où des renseignements ont été rendus confidentiels, le Groupe spécial examinera si l'autorité compétente a donné une explication motivée et adéquate par des moyens autres que la divulgation complète de ces données.[5572]

10.550 Nous notons à cet égard, à propos des barres en aciers inoxydables, que le tableau STAINLESS-99 récapitule le nombre de cas de ventes à des prix inférieurs et donne la gamme des marges de vente à des prix inférieurs qui ont été observées dans chacun de ces cas. En particulier, ce tableau indique qu'il y avait 40 cas de ventes à des prix inférieurs s'agissant de produits importés en provenance de pays non membres de l'ALENA et que la marge de vente à des prix inférieurs a été comprise entre 0,1 pour cent et 51,8 pour cent. Nous relevons aussi que cette allégation factuelle - selon laquelle il y a eu 40 cas de ventes à des prix inférieurs s'agissant de produits importés en provenance de pays non membres de l'ALENA - n'est pas contestée par les plaignants et qu'il est contraire à notre critère d'examen de réévaluer la qualité de cet élément de preuve en l'absence de toute contestation *prima facie*. Selon nous, bien que les données pertinentes aient été caviardées dans le rapport de l'USITC, celle-ci a néanmoins fourni d'autres renseignements dans le tableau STAINLESS-99 qui visaient à remplacer les données caviardées. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial conclut que les faits dont il a connaissance tendent à étayer la conclusion de l'USITC selon laquelle il y a eu vente des produits importés à des prix inférieurs pendant la période visée par l'enquête.

10.551 Nous notons que les tendances de la part du marché détenue par les importations sont illustrées dans le graphique ci-dessous, qui a été établi à partir de données de l'USITC.[5573]

[5571] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphes 111, 112 et 119.
[5572] Voir notre examen aux paragraphes 10.272 à 10.275.
[5573] Les données représentées dans le graphique ci-après figurent dans le rapport de l'USITC, en particulier dans le tableau STAINLESS-6, STAINLESS-11, le tableau STAINLESS-67, STAINLESS-55 et le tableau STAINLESS-C-4.



10.552 Le Groupe spécial relève que les faits indiquent que la part du marché détenue par les importations a augmenté très sensiblement pendant la période visée par l'enquête, ce qui serait compatible avec une constatation de vente des produits importés à des prix inférieurs. En particulier, l'USITC a constaté que "les ventes des produits importés à des prix systématiquement et sensiblement inférieurs pendant la deuxième moitié de la période visée par l'enquête ont empêché les prix intérieurs d'augmenter et les ont déprimés d'une façon considérable". Selon nous, compte tenu des faits mentionnés ci-dessus, l'USITC a donné une explication convaincante qui indiquait, sous réserve du respect de la prescription relative à la non-imputation, qu'il existait un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave.

10.553 En conclusion, le Groupe spécial estime que l'analyse des conditions de concurrence faite par l'USITC donnait une explication convaincante montrant qu'il existait un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave causé à la branche de production nationale pertinente.

ii) Non-imputation

Constatations de l'USITC

10.554 Les constatations de l'USITC sont libellées de la façon suivante:

> "En fait, les baisses enregistrées dans la production, les expéditions et la part de marché de la branche de production ont eu lieu bien que celle-ci se soit dotée d'une capacité supplémentaire importante pendant une période de croissance raisonnablement forte de la demande de barres en aciers inoxydables. Même avec cette capacité accrue, la branche de production n'a pu tirer parti de la croissance de la demande de barres en aciers inoxydables car les importations ont acquis une part de plus en plus grande du marché intérieur des barres pendant la période visée par l'enquête. En particulier, alors que la consommation apparente de barres en aciers inoxydables a augmenté de 48 000 tonnes courtes entre 1996 et 2000, le volume des importations a progressé plus rapidement, s'accroissant de près de 53 000 tonnes

courtes pendant la même période. Cette croissance des importations a en fait empêché la branche de production nationale de tirer parti de l'accroissement de la demande pendant la période visée par l'enquête. En résumé, les accroissements des importations qui ont eu lieu pendant la période ont manifestement eu une incidence négative grave sur les volumes de production, les niveaux des ventes, les recettes des ventes et la part de marché de la branche de production pendant la période.

…

En résumé, nous constatons que l'accroissement du volume des importations de barres en aciers inoxydables pendant la période a été une cause substantielle de la détérioration de la situation commerciale et financière de la branche de production pendant la période. Pour faire cette constatation, nous avons examiné l'argument de sociétés interrogées selon lequel les changements défavorables intervenus dans la situation de la branche de production pendant la deuxième moitié de la période avaient été causés essentiellement par un fléchissement de la demande de barres en aciers inoxydables enregistré fin 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001, ainsi que par une augmentation des coûts de l'énergie qui s'est produite pendant la même période.[5574] Bien que nous reconnaissions avec Eurofer que la demande de barres en aciers inoxydables a fléchi et que les coûts de l'énergie ont augmenté fin 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001, le dossier indique qu'il y avait eu des baisses substantielles de la production, des ventes et des niveaux de rentabilité de la branche de production pendant les années qui ont précédé 2000 et 2001. En particulier, nous notons que la part de marché, les volumes de production, les niveaux de l'emploi et les niveaux de rentabilité de la branche de production ont tous diminué considérablement pendant la période allant de 1996 à 1999 face à un accroissement du volume des importations. En conséquence, nous constatons que les importations ont été une cause plus importante de la détérioration de la situation qu'a connue la branche de production en 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001 que les baisses de la demande et les accroissements des coûts de l'énergie, en particulier étant donné que le volume et la part de marché des importations ont tous deux augmenté sensiblement en 2000. En fait, nous constatons que l'incapacité de la branche de production de maintenir ses bénéfices d'exploitation face à ces changements intervenus dans la demande et les coûts de l'énergie résulte directement de l'accroissement de la part de marché acquise par les importations et du fait que les produits importés se sont vendus à des prix systématiquement inférieurs à ceux des marchandises nationales pendant la période.

En outre, nous avons examiné l'argument de sociétés interrogées selon lequel la situation de la branche de production pendant la période avait gravement pâti des résultats médiocres des producteurs nationaux AL Tech/Empire et Republic, dont les activités dans le domaine des barres en aciers inoxydables avaient souffert pendant la période visée par l'enquête - selon eux - pour des raisons sans grand rapport avec les importations.[5575] Nous notons cependant que ***.[5576] Nous notons en outre que, même en excluant ces deux producteurs de notre analyse, le dossier indique que les producteurs nationaux restants de barres en aciers inoxydables ont aussi enregistré des baisses substantielles de leurs revenus d'exploitation, de la valeur de leurs ventes

[5574] (Note de bas de page de l'original) Eurofer Prehearing Brief on Injury, page 3.
[5575] (Note de bas de page de l'original) Eurofer Prehearing Brief on Injury, pages 10 à 17.
[5576] (Note de bas de page de l'original) ***.

commerciales nettes, de leurs valeurs unitaires des ventes et des niveaux de l'emploi pendant la période.[5577]

Enfin, nous notons que des ordonnances en matière de droits antidumping ont été mises en place à l'encontre des importations de barres en aciers inoxydables en provenance du Brésil, d'Espagne, d'Inde et du Japon en 1995.[5578] Si ces ordonnances sont censées compenser les marges de dumping sur les ventes de ces produits importés, nous relevons que le dossier de la présente enquête indique qu'elles n'ont pas limité la capacité des producteurs de ces pays de continuer d'expédier des volumes substantiels, et même croissants, de barres en aciers inoxydables vers les États-Unis pendant la période visée par l'enquête.[5579]

Compte tenu de ce qui précède, nous concluons que l'accroissement des importations de barres en aciers inoxydables est une cause importante, et une cause qui ne l'est pas moins que toute autre cause, du dommage grave subi par la branche de production nationale de barres en aciers inoxydables. En conséquence, nous constatons que l'accroissement des importations est une cause substantielle du dommage grave subi par la branche de production nationale."[5580]

Facteurs considérés par l'USITC

Fléchissement de la demande

Allégations et arguments des parties

10.555 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.3 b) viii) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.556 Le Groupe spécial considère que l'USITC a reconnu que les baisses de la demande avaient joué un rôle pour ce qui est de causer le dommage que subissait la branche de production nationale. En particulier, elle a déclaré ce qui suit: "Bien que nous reconnaissions avec Eurofer que la demande de barres en aciers inoxydables a fléchi ... fin 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001, le dossier indique qu'il y avait eu des baisses substantielles de la production, des ventes et des niveaux de rentabilité de la branche de production pendant les années qui ont précédé 2000 et 2001." Selon nous, si la baisse de la demande n'avait pas du tout été une cause de dommage, l'USITC l'aurait dit. Au lieu de cela, elle a déclaré ce qui suit: "[N]ous constatons que les importations ont été une cause plus importante de la détérioration de la situation qu'a connue la branche de production en 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001 que les baisses de la demande."

[5577] (Note de bas de page de l'original) Enfin, nous notons que, bien que la loi exige que nous évaluions si un nombre important de producteurs a pu exercer ses activités en obtenant des niveaux de bénéfice raisonnables, elle nous impose en dernière analyse d'évaluer si l'accroissement des importations a été une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production "dans son ensemble". 19 U.S.C. § 2252 c) 6).

[5578] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau OVERVIEW-1. Nous notons aussi qu'une ordonnance antidumping a été mise en place à l'encontre des importations de cornières en aciers inoxydables en provenance de Corée, d'Espagne et du Japon en mai 2001. Nous relevons qu'il est trop tôt pour évaluer si ces ordonnances feront baisser sensiblement le niveau des importations en provenance de ces pays.

[5579] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-180, page G25 – Stainless Bar and Light Shapes.

[5580] Rapport de l'USITC, volume I, pages 211 à 213.

10.557 Le Groupe spécial relève que l'USITC a examiné les tendances de la demande pendant la période visée par l'enquête. Elle a noté que si la demande avait augmenté entre 1996 et 1997, elle avait à nouveau baissé en 1998 et 1999. La demande s'est redressée en 2000 mais a diminué à nouveau pendant la période intermédiaire de 2001. Plus particulièrement, dans la section contenant son analyse des conditions de concurrence, l'USITC a constaté ce qui suit:

> "Premièrement, la demande de barres en aciers inoxydables a quelque peu fluctué mais a augmenté d'une façon générale pendant les cinq années complètes de la période visée par l'enquête. La consommation apparente aux États-Unis de barres en aciers inoxydables est passée de 276 600 tonnes courtes en 1996 à 294 400 tonnes courtes en 1997 mais est ensuite retombée à 280 300 tonnes courtes en 1998 et à 265 500 tonnes courtes en 1999. En 2000, toutefois, la consommation apparente de barres a augmenté de 22,2 pour cent, atteignant 324 200 tonnes courtes.[5581] Ce niveau était plus élevé de 17,2 pour cent qu'en 1996.[5582] L'économie ayant ralenti d'une façon générale en 2001, la consommation apparente de barres a diminué de 13 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et la période intermédiaire de 2001.[5583],[5584]

10.558 Bien que l'USITC ait reconnu que les baisses de la demande avaient joué un rôle dans le dommage que subissait la branche de production nationale, elle a semblé écarter ce facteur dans son analyse aux fins de la non-imputation, déclarant ce qui suit: "[N]ous constatons que l'incapacité de la branche de production de maintenir ses bénéfices d'exploitation face à ces changements intervenus dans la demande et les coûts de l'énergie résulte directement de l'accroissement de la part de marché acquise par les importations est du fait que les produits importés se sont vendus à des prix systématiquement inférieurs à ceux des marchandises nationales pendant la période." Selon nous, cela ne constitue pas une explication motivée et adéquate. Si le Groupe spécial hésite à prescrire ce qui pourrait constituer une explication motivée et adéquate, il considère que l'USITC aurait pu, par exemple, démontrer qu'il n'y avait pas de lien entre les baisses de la demande pendant la période visée par l'enquête et le dommage subi dans cette affaire particulière. Plus particulièrement, l'USITC aurait pu expliquer que la marge d'exploitation, peut-être le facteur relatif au dommage le plus pertinent à cet égard, avait baissé indépendamment des tendances de la demande. Cette analyse aurait pu être soutenue par une explication indiquant que les baisses de la marge d'exploitation avaient coïncidé avec les accroissements des importations plutôt qu'avec les baisses de la demande.

10.559 Nous notons que l'USITC a déclaré ce qui suit: "Bien que nous reconnaissions avec Eurofer que la demande de barres en aciers inoxydables a fléchi ... fin 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001, le dossier indique qu'il y avait eu des baisses substantielles de la production, des ventes et des niveaux de rentabilité de la branche de production pendant les années *qui ont précédé* 2000 et 2001. En particulier, nous notons que la part de marché, les volumes de production, les niveaux de l'emploi et les niveaux de rentabilité de la branche de production ont tous diminué considérablement pendant la période allant de 1996 à 1999 face à un accroissement du volume des importations." Selon nous, le fait qu'un dommage s'est produit avant le moment auquel un facteur apparaît n'enlève rien à la conclusion selon laquelle ce facteur peut malgré tout jouer un rôle pour ce qui est de causer un dommage après ce moment.

[5581] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-67 et STAINLESS-C-4.
[5582] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-67 et STAINLESS-C-4.
[5583] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-67 et STAINLESS-C-4.
[5584] Voir le paragraphe 10.538.

10.560 Le Groupe spécial constate qu'en écartant le fléchissement de la demande dans son analyse aux fins de la non-imputation, l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation d'établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par ce facteur, conjointement avec d'autres facteurs, avait été dûment dissocié et distingué et n'avait pas été imputé à un accroissement des importations.

Accroissements des coûts de l'énergie

Allégations et arguments des parties

10.561 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.3 b) viii) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.562 Le Groupe spécial considère que l'USITC a reconnu que les accroissements des coûts de l'énergie avaient joué un rôle pour ce qui est de causer le dommage que subissait la branche de production nationale. En particulier, elle a déclaré ce qui suit: "Bien que nous reconnaissions avec Eurofer ... que les coûts de l'énergie ont augmenté fin 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001, le dossier indique qu'il y avait eu des baisses substantielles de la production, des ventes et des niveaux de rentabilité de la branche de production pendant les années qui ont précédé 2000 et 2001." Selon nous, si les coûts de l'énergie n'avaient pas du tout été une cause de dommage, l'USITC l'aurait dit. Au lieu de cela, elle a déclaré ce qui suit: "[N]ous constatons que les importations ont été une cause plus importante de la détérioration de la situation qu'a connue la branche de production en 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001 que les accroissements des coûts de l'énergie."

10.563 Nous relevons que l'USITC a examiné les changements intervenus dans les coûts de l'énergie pendant la période visée par l'enquête. En particulier, elle a déclaré que "les coûts de l'énergie [avaient] augmenté fin 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001". Toutefois, ayant reconnu que ce facteur avait joué un rôle pour ce qui est de causer le dommage que subissait la branche de production nationale, elle a semblé écarter ce facteur dans son analyse aux fins de la non-imputation sur la base de l'affirmation suivante: "[N]ous constatons que l'incapacité de la branche de production de maintenir ses bénéfices d'exploitation face à ces changements intervenus dans la demande et les coûts de l'énergie résulte directement de l'accroissement de la part de marché acquise par les importations et du fait que les produits importés se sont vendus à des prix systématiquement inférieurs à ceux des marchandises nationales pendant la période." Comme nous l'avons indiqué à propos des baisses de la demande, le Groupe spécial estime que l'USITC aurait pu démontrer qu'il n'y avait pas de lien entre les accroissements des coûts de l'énergie pendant la période visée par l'enquête et le dommage subi dans cette affaire particulière. Plus particulièrement, l'USITC aurait pu expliquer que la marge d'exploitation avait baissé indépendamment des tendances des coûts de l'énergie. Cette analyse aurait pu être soutenue par une explication indiquant que les baisses de la marge d'exploitation avaient coïncidé avec les accroissements des importations plutôt qu'avec les accroissements des coûts de l'énergie.

10.564 Nous relevons que l'USITC a déclaré ce qui suit: "[B]ien que nous reconnaissions avec Eurofer ... que les coûts de l'énergie ont augmenté fin 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001, le dossier indique qu'il y avait eu des baisses substantielles de la production, des ventes et des niveaux de rentabilité de la branche de production pendant les années *qui ont précédé* 2000 et 2001. En particulier, nous notons que la part de marché, les volumes de production, les niveaux de l'emploi et les niveaux de rentabilité de la branche de production ont tous diminué considérablement pendant la période allant de 1996 à 1999 face à un accroissement du volume des importations." Selon nous, le fait qu'un dommage s'est produit avant le moment auquel un facteur apparaît n'enlève rien à la

conclusion selon laquelle ce facteur peut malgré tout jouer un rôle pour ce qui est de causer un dommage après ce moment.

10.565 Selon nous, en écartant les accroissements des coûts de l'énergie dans son analyse aux fins de la non-imputation, l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation d'établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que le dommage causé par ce facteur, conjointement avec d'autres facteurs, avait été dûment distingué et n'avait pas été imputé à un accroissement des importations.

Conclusions

10.566 Le Groupe spécial estime qu'en ce qui concerne les barres en aciers inoxydables, l'USITC ne s'est pas acquittée de son obligation de non-imputation énoncée dans la deuxième phrase de l'article 4:2 b). En particulier, nous estimons que l'USITC n'a pas dûment dissocié, ni distingué ni évalué la nature et l'étendue des effets dommageables des facteurs autres que l'accroissement des importations qui causaient un dommage à la branche de production nationale. Pour nous, cela ressort clairement du fait que l'USITC a écarté un certain nombre de facteurs (à savoir le fléchissement de la demande et les accroissements des coûts de l'énergie) dans son analyse aux fins de la non-imputation alors qu'elle a reconnu que ces facteurs causaient un dommage à la branche de production.

10.567 Le Groupe spécial rappelle aussi que l'USITC a omis de prendre en compte l'effet du fléchissement de la demande et des accroissements des coûts de l'énergie car "les importations ont été une cause plus importante de la détérioration". Il estime qu'une telle approche pose problème parce que les effets cumulés des autres facteurs individuels n'ont pas été analysés ni évalués bien que l'USITC ait reconnu que chacun de ces facteurs, individuellement, a causé un certain dommage à la branche de production nationale pertinente. Par conséquent, en écartant des facteurs qui causaient individuellement un dommage à la branche de production, l'USITC n'a pas distingué ni évalué la nature et l'étendue des effets dommageables de ces autres facteurs considérés ensemble, par opposition aux effets qui étaient causés par l'accroissement des importations.

iii) Conclusion générale concernant la détermination par l'USITC de l'existence d'un lien de causalité

10.568 En conclusion, le Groupe spécial estime que, bien qu'il n'ait pu parvenir à une conclusion définitive sur la question de savoir si, en général, il existait une coïncidence, il a néanmoins constaté que l'analyse des conditions de concurrence faite par l'USITC donnait une explication convaincante indiquant qu'il existait un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave sous réserve du respect de la prescription relative à la non-imputation. À cet égard, le Groupe spécial a constaté que, dans son analyse aux fins de la non-imputation concernant les barres en aciers inoxydables, l'USITC n'avait pas dissocié, ni distingué ni évalué la nature et l'étendue des effets dommageables des baisses de la demande et des accroissements des coûts de l'énergie de façon que le dommage causé par ces facteurs, conjointement avec d'autres facteurs, ne soit pas imputé à l'accroissement des importations. Ainsi, l'USITC n'a pas donné d'explication motivée et adéquate étayant une détermination selon laquelle il existait un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave causé aux producteurs nationaux pertinents.

10.569 En conséquence, le Groupe spécial conclut que la constatation de l'USITC selon laquelle il existait un lien de causalité entre les importations de barres en aciers inoxydables et le dommage causé aux producteurs nationaux pertinents est incompatible avec les articles 4:2 b), 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

i) Fils en aciers inoxydables

10.570 Comme nous l'avons fait en relation avec nos constatations concernant le lien de causalité pour les produits étamés ou chromés (voir les paragraphes 10.420 à 10.422 ci-dessus), nous devons étudier la question des constatations divergentes formulées par les différents commissaires au sujet des fils en aciers inoxydables. Le Groupe spécial note que, dans leur défense, les États-Unis se sont fondés non seulement sur les constatations relatives au lien de causalité faites par le commissaire Koplan, mais aussi sur celles qui avaient été faites par les commissaires Bragg et Devaney. Le premier a fait des constatations positives s'agissant des fils en aciers inoxydables considérés comme un produit distinct alors que les deux derniers ont fait des constatations positives au sujet d'une catégorie de produits plus large que les fils en aciers inoxydables, à savoir les fils et câbles en aciers inoxydables. À cet égard, la situation est équivalente à celle qui s'est présentée pour les produits étamés ou chromés, puisque les commissaires qui ont défini les fils en aciers inoxydables comme étant un produit distinct n'ont pas abouti à un résultat positif.

10.571 Dans sa proclamation de mars, le Président n'a choisi aucune des diverses déterminations positives pour fonder sa décision d'imposer la mesure de sauvegarde sur les fils en aciers inoxydables. En fait, conformément à la législation nationale, il a "décidé de considérer les déterminations des groupes de commissaires ayant voté de façon positive en ce qui concerne [les produits étamés ou chromés et les fils en aciers inoxydables] comme la détermination de l'USITC".[5585] En conséquence, il apparaît clairement que le Président a fondé sa détermination sur les constatations formulées par l'ensemble des trois commissaires (Bragg, Devaney et Koplan), bien que ces trois commissaires n'aient pas effectué leurs analyses respectives en utilisant la même définition des produits similaires.

10.572 Pour les raisons exposées plus haut au sujet de la (des) détermination(s) de l'USITC concernant les produits étamés ou chromés[5586], le Groupe spécial estime que l'Accord sur les sauvegardes n'autorise pas la combinaison de constatations formulées sur la base de produits définis différemment. De telles constatations ne peuvent être conciliées les unes avec les autres et ne peuvent simultanément servir de base à une détermination. En conclusion, le Groupe spécial constate qu'une explication qui consiste en des explications différentes qui, étant donné les produits différents sur lesquels elles sont fondées, ne peuvent être conciliées sur le fond, équivaut à un manquement aux obligations, énoncées aux articles 2:1, 4:2 b) et 3:1, de fournir une explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la détermination de l'existence d'un lien de causalité.

10.573 Par conséquent, nous estimons que le rapport de l'USITC ne contenait pas d'explication motivée et adéquate de la manière dont les faits étayent la détermination selon laquelle l'accroissement des importations de fils en aciers inoxydables *a causé* un dommage grave à la branche de production nationale pertinente, comme cela est requis aux articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

j) Fil machine en aciers inoxydables

i) Coïncidence et conditions de concurrence

Constatations de l'USITC

10.574 Les constatations de l'USITC se lisent comme suit:

[5585] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10553.
[5586] Voir paragraphes 10.420 à 10.422.

"Nous constatons que l'accroissement des importations de fil machine en aciers inoxydables est une cause importante, et une cause qui ne l'est pas moins que toute autre cause, du dommage grave subi par la branche de production nationale. En conséquence, nous constatons que l'accroissement des importations de fil machine en aciers inoxydables est une cause substantielle du dommage grave subi par la branche de production nationale de fil machine en aciers inoxydables.

a. Conditions de concurrence

Nous avons pris en compte un certain nombre de facteurs qui influent sur la compétitivité du fil machine en aciers inoxydables national et importé sur le marché des États-Unis, y compris des facteurs liés au produit lui-même, le degré de substituabilité entre les articles nationaux et importés, les changements dans la capacité et la production mondiales, les conditions du marché et des taux de change. Ces facteurs influent sur les prix et d'autres considérations prises en compte par les acheteurs pour décider s'il faut acheter les articles produits dans le pays ou les articles importés.

Premièrement, la demande de fil machine en aciers inoxydables est restée pour l'essentiel stable pendant la période visée par l'enquête. La consommation apparente aux États-Unis de fil machine en aciers inoxydables a été de *** tonnes courtes en 1996, *** tonnes courtes en 1997, *** tonnes courtes en 1998 et en 1999 et *** tonnes courtes en 2000.[5587] Parallèlement au ralentissement général de l'économie enregistré pendant la période intermédiaire de 2001, la consommation apparente de fil machine en aciers inoxydables a diminué, baissant de *** pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et la période intermédiaire de 2001.[5588]

Deuxièmement, le fil machine en aciers inoxydables est utilisé principalement pour la production de fils en aciers inoxydables mais peut aussi être transformé en différents produits d'aval, par exemple articles de fixation pour l'industrie, ressorts, instruments médicaux et dentaires, parties de véhicules automobiles et électrodes de soudage.[5589] La grande majorité des participants au marché indique qu'il n'y a pas de produits de substitution connus au fil machine en aciers inoxydables.[5590]

Troisièmement, la concentration a augmenté dans la branche de production nationale du fil machine en aciers inoxydables pendant la période visée par l'enquête. Quatre entreprises nationales seulement ont indiqué qu'elles produisaient du fil machine en aciers inoxydables en 2000.[5591] En 1997, Capenter Technology, principal producteur national de fil machine en aciers inoxydables en 2000[5592], a acheté Talley, *** producteur de fil machine en aciers inoxydables par ordre d'importance.[5593] En

[5587] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-68 et STAINLESS-C-5.
[5588] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-68 et STAINLESS-C-5.
[5589] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, STAINLESS-3.
[5590] (Note de bas de page de l'original) EC-Y-046, tableau STAINLESS-6.
[5591] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau STAINLESS-1.
[5592] (Note de bas de page de l'original) Carpenter était à l'origine de *** pour cent de la production intérieure déclarée de fil machine en aciers inoxydables en 2000. RC et RP, tableau STAINLESS-1.
[5593] (Note de bas de page de l'original) Eurofer Prehearing Brief on Injury, page 2. Talley était à l'origine de *** pour cent de la production intérieure déclarée de fil machine en aciers inoxydables en 2000. RC et RP, tableau STAINLESS-1.

outre, Empire Specialty Steel, *** producteur de fil machine par ordre d'importance en 2000, a cessé de fabriquer du fil machine en aciers inoxydables en juin 2001.[5594] Avec l'acquisition de Talley par Carpenter en 1997 et le retrait d'Empire du marché, Carpenter/Talley reste le seul gros producteur national de fil machine en aciers inoxydables sur le marché.

La capacité globale de la branche de production a progressé pendant la période visée par l'enquête, augmentant de *** pour cent entre 1996 et 2000.[5595] La capacité intérieure a été plus élevée de *** pour cent pendant la période intermédiaire de 2001 que pendant la période intermédiaire de 2000.[5596] Le taux d'utilisation de la capacité de la branche de production a diminué, passant de *** pour cent en 1996 à *** pour cent en 1999, puis à *** pour cent en 2000. L'utilisation de la capacité a aussi baissé entre les périodes intermédiaires, tombant de *** pour cent à *** pour cent.[5597] En outre, la branche de production du fil machine en aciers inoxydables absorbe, dans le cadre d'une consommation captive, plus de *** de sa production de fil machine en aciers inoxydables pour la fabrication en aval de fils et d'autres produits en acier inoxydable.[5598]

Quatrièmement, le prix est un facteur important dans les décisions d'achat concernant le fil machine en aciers inoxydables. Bien que la qualité ait été généralement citée par la majorité des acheteurs interrogés comme étant le facteur le plus important dans la décision d'achat concernant le fil machine en aciers inoxydables, la grande majorité des acheteurs a indiqué que le prix était l'un des trois facteurs les plus importants dans la décision d'achat.[5599]

Cinquièmement, comme pour beaucoup de produits en aciers inoxydables, le prix du fil machine en aciers inoxydables est lié au prix du nickel.[5600] Pour tenir compte des fluctuations du coût du nickel, les producteurs de fil machine en aciers inoxydables imposent une majoration du prix de leurs produits chaque fois que le prix du nickel atteint un certain niveau.[5601] En général, après avoir baissé pendant les trois premières années de la période visée par l'enquête, les prix du nickel sont remontés sensiblement tout au long de 1999 et pendant le premier semestre de 2000. Ils ont ensuite chuté, la baisse s'étant poursuivie jusqu'à la fin de la période intermédiaire de 2001.[5602] Le prix du fil machine en aciers inoxydables national a généralement suivi cette tendance pendant la période visée par l'enquête, les valeurs unitaires moyennes des expéditions et des ventes intérieures de fil machine ayant baissé jusqu'à la fin de 1999 avant de se redresser en 2000 puis de fléchir à nouveau pendant la période intermédiaire de 2001.[5603]

[5594] (Note de bas de page de l'original) Empire Specialty Steel, Inc., réponse au questionnaire, annexe du 6 août 2001.

[5595] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-C-5 et STAINLESS-19.

[5596] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-C-5 et STAINLESS-19.

[5597] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-C-5 et STAINLESS-19.

[5598] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau STAINLESS-19.

[5599] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, page 95.

[5600] (Note de bas de page de l'original) RC, STAINLESS-95-96; RP, STAINLESS-70-71.

[5601] (Note de bas de page de l'original) RC, STAINLESS-95-96; RP, STAINLESS-70-71.

[5602] (Note de bas de page de l'original) RC, STAINLESS-95-96; RP, STAINLESS-70-71.

[5603] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-19, STAINLESS-88 et STAINLESS-C-5.

Sixièmement, pendant la période visée par l'enquête, il y a eu des importations de fil machine en aciers inoxydables en provenance de plus de 30 pays, bien que chaque pays n'ait pas exporté chaque année de fil machine en aciers inoxydables.[5604] Le volume des importations de fil machine en aciers inoxydables en provenance de sources autres que le Canada et le Mexique s'est accru de 36 pour cent entre 1996 et 2000 mais a diminué de 31 pour cent entre la période intermédiaire de 2000 et la période intermédiaire de 2001.[5605] Le dossier indique que les acheteurs considèrent généralement que le fil machine en aciers inoxydables produit dans le pays et celui qui est importé sont comparables sur la plupart des plans, ce qui indique qu'ils sont au moins raisonnablement substituables.[5606] Le niveau de substituabilité est quelque peu réduit du fait du niveau élevé de consommation captive de fil machine en aciers inoxydables par la branche de production nationale.[5607]

La capacité globale des producteurs étrangers de fil machine en aciers inoxydables de provenances autres que le Mexique et le Canada a augmenté de 16,5 pour cent pendant la période visée par l'enquête. Les taux d'utilisation de la capacité de ces producteurs sont passés de 70,8 pour cent en 1996 à 83,7 pour cent en 1997 et sont restés stables pour l'essentiel par la suite, l'utilisation de la capacité ayant été de 84,3 pour cent en 2000 et de 82,2 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001.[5608]

Septièmement, des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs ont été imposées à l'encontre des importations de fil machine en aciers inoxydables en provenance du Brésil, de Corée, d'Espagne, de France, d'Inde, d'Italie, du Japon, de Suède et de Taiwan en 1993, 1994 et 1998.[5609]

b. Analyse

Nous constatons que l'accroissement des quantités de fil machine en aciers inoxydables importées pendant la période visée par l'enquête a eu un effet négatif direct et grave sur les niveaux de production, les expéditions, les ventes commerciales et la part de marché de la branche de production nationale. La demande étant restée pour l'essentiel stable pendant la période visée par l'enquête[5610], les accroissements du volume des importations pendant la période (en particulier la poussée qui s'est produite pendant la dernière année de la période) ont entraîné une augmentation spectaculaire de la part du marché détenue par les importations de fil machine en aciers inoxydables.[5611] Avec la croissance du volume et de la part de marché des

---

[5604] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-180, tableau G26-Stainless Steel Rod.

[5605] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-6 et STAINLESS-C-4.

[5606] (Note de bas de page de l'original) EC-Y-046, tableau STAINLESS-25; *voir d'une façon générale* EC-Y-046, STAINLESS-14-28.

[5607] (Note de bas de page de l'original) EC-Y-046, STAINLESS-31.

[5608] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau STAINLESS-47.

[5609] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau OVERVIEW-1.

[5610] (Note de bas de page de l'original) Nous relevons que la consommation apparente a baissé de *** pour cent entre les périodes intermédiaires.

[5611] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-68 et STAINLESS-C-5. La part du marché détenue par les importations a augmenté pour passer de *** pour cent en 1996 à *** pour cent en 1997, est retombée en 1998 à *** pour cent, puis est montée à *** pour cent en 1999 et à *** pour cent en 2000. *Id.* Elle a ensuite légèrement baissé, passant à *** pour cent pendant la période intermédiaire de 2001. *Id.*

importations pendant la période visée par l'enquête, en particulier pendant la dernière année de la période, les niveaux de production, les volumes d'expédition, les ventes commerciales nettes et les recettes des ventes commerciales nettes de la branche de production ont tous considérablement diminué, surtout pendant la dernière année complète de la période. En particulier, les niveaux de production de la branche de production ont baissé de *** pour cent pendant la période allant de 1996 à 2000, le volume de ses expéditions aux États-Unis est tombé de *** pour cent pendant la période, ses ventes commerciales nettes ont baissé de *** pour cent pendant la période et les recettes de ses ventes commerciales nettes ont reculé de *** pour cent.[5612] En outre, les taux d'utilisation de la capacité de la branche de production ont aussi été touchés, tombant de *** pour cent en 1996 à *** pour cent en 2000, et à *** pour cent pendant la période intermédiaire de 2001.[5613] De plus, alors que la quantité et la part de marché des importations ont augmenté pendant la période visée par l'enquête, la part du marché détenue par la branche de production nationale a elle aussi baissé de façon spectaculaire, tombant de *** pour cent en 1996 à *** pour cent en 1999 et à *** pour cent en 2000.[5614]

En fait, l'incidence négative la plus grave des importations sur le plan du volume s'est produite pendant la dernière année complète de la période visée par l'enquête, pendant laquelle les quantités importées ont atteint leur niveau le plus élevé de la période, progressant de 25,0 pour cent par rapport à l'année précédente.[5615] Avec la croissance des importations de cette année-là, la part du marché détenue par la branche de production est tombée de *** points de pourcentage, ses volumes de production ont diminué de *** pour cent, ses expéditions aux États-Unis ont baissé de *** pour cent et le volume de ses ventes commerciales nettes est tombé de *** pour cent par rapport aux niveaux de l'année précédente.[5616] En outre, en partie par suite directe de ces réductions de volume[5617], les niveaux de rentabilité de la branche de production ont baissé de *** points de pourcentage pendant cette année-là par rapport au niveau de l'année précédente.[5618] Selon nous, les accroissements des quantités importées pendant la période visée par l'enquête, en particulier pendant sa dernière année complète, ont eu une incidence grave et négative sur les recettes des ventes et les volumes de production de la branche de production.

[5612] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-19, STAINLESS-31 et STAINLESS-C-5. Les baisses de ces indicateurs se sont aussi poursuivies pendant la période intermédiaire de 2001, pendant laquelle la demande de fil machine en aciers inoxydables est tombée considérablement par rapport à ses niveaux précédents. *Id.*

[5613] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-19 et STAINLESS-C-5. Comme cela a été noté précédemment, nous n'ignorons pas que la branche de production a accru sa capacité pendant la période. Néanmoins, malgré cet accroissement, les volumes de production de la branche de production sont tombés de *** pour cent pendant la période allant de 1998 à 2000 puis à nouveau de *** pour cent pendant la période intermédiaire de 2001. *Id.* Ainsi, les taux d'utilisation de la capacité de la branche de production auraient baissé substantiellement même en l'absence de ces accroissements de capacité.

[5614] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-68 et STAINLESS-C-5.

[5615] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-7, STAINLESS-68 et STAINLESS-C-5.

[5616] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-19, STAINLESS-68 et STAINLESS-C-5.

[5617] (Note de bas de page de l'original) Comme nous l'indiquons ci-dessous, la baisse de la rentabilité de la branche de production a aussi résulté du fait que les importations ont empêché les hausses de prix et ont déprimé les prix pendant la période visée par l'enquête.

[5618] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-31 et STAINLESS-C-5.

Le dossier indique aussi que les importations ont eu un effet négatif sur les prix intérieurs du fil machine en aciers inoxydables pendant la période visée par l'enquête. Les acheteurs estiment généralement que le fil machine en aciers inoxydables national et celui qui est importé sont comparables sur la plupart des plans[5619], ce qui indique qu'il y a un fort degré de substituabilité entre les produits. En outre, le dossier montre que le prix est un élément important de la décision d'achat[5620] et que les produits importés se sont vendus à des prix systématiquement et sensiblement inférieurs à ceux des marchandises nationales tout au long de la période visée par l'enquête.[5621] Outre qu'elles ont conduit les acheteurs à préférer les produits importés aux produits nationaux pour un volume important de leurs achats, nous constatons que ces ventes à des prix inférieurs ont aussi déprimé les prix intérieurs et les ont empêchés d'augmenter pendant la période visée par l'enquête.

À cet égard, bien que les tendances du prix du fil machine en aciers inoxydables soient censées suivre celles du prix du nickel, les prix du fil machine en aciers inoxydables national ne sont pas parvenus à suivre l'évolution du coût du nickel pendant la deuxième moitié de la période visée par l'enquête, en particulier pendant le deuxième semestre de 1999 et en 2000, où le prix du nickel (et la majoration de prix due au nickel) a fortement augmenté.[5622] Par exemple, en 1999, les valeurs unitaires moyennes des ventes commerciales nettes de la branche de production sont tombées de *** pour cent bien que le coût unitaire des produits vendus n'ait diminué que de *** pour cent.[5623] De même, en 2000, les valeurs unitaires moyennes des ventes commerciales nettes de la branche de production ont augmenté de *** pour cent bien que le coût unitaire des produits vendus ait progressé de *** pour cent.[5624] Enfin, pendant la période intermédiaire de 2001, la valeur unitaire des ventes commerciales nettes de la branche de production ont reculé de *** pour cent, bien que le coût unitaire des produits vendus ait augmenté de *** pour cent.[5625] En résumé, pendant la deuxième moitié de la période, le dossier indique que les ventes des produits importés à des prix systématiquement et sensiblement inférieurs sont parvenues à empêcher les prix intérieurs d'augmenter et à les déprimer. De ce fait, la branche de production a été incapable d'apporter au prix de ses ventes de fil machine en aciers inoxydables les changements qui auraient compensé les accroissements (ou suivi les baisses) du prix de ses matières premières. En conséquence, l'empêchement des

---

[5619] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, page 96.

[5620] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-212, page 96.

[5621] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-88 et STAINLESS-100 et Figure STAINLESS-11. Les données sur les comparaisons de prix indiquent que les produits importés se sont vendus à des prix inférieurs à ceux des marchandises nationales dans le cas de chaque comparaison de prix possible, les marges allant de 6,5 pour cent à 23 pour cent. *Id.* Ces chiffres indiquant des ventes à des prix systématiquement inférieurs sont étayés par un examen de la valeur unitaire moyenne des marchandises nationales et des marchandises importées, qui montre aussi que les prix des produits importés se sont établis à des niveaux systématiquement inférieurs à ceux des marchandises nationales pendant la période. RC et RP, tableau STAINLESS-C-5.

[5622] (Note de bas de page de l'original) RC, STAINLESS-95-96, RP, STAINLESS-70-71 et tableaux STAINLESS-7, STAINLESS-19, STAINLESS-31 et STAINLESS-C-5.

[5623] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-C-5, STAINLESS-19 et STAINLESS-31.

[5624] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-C-5, STAINLESS-19 et STAINLESS-31.

[5625] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau STAINLESS-C-5, STAINLESS-19 et STAINLESS-31.

hausses de prix et la dépression des prix causés par les importations ont, d'une façon continue, déprimé les niveaux du revenu d'exploitation de la branche de production et les ont empêchés d'augmenter.[5626]

Enfin, le dossier montre qu'il existe une corrélation claire et directe entre les changements intervenus dans le volume des importations et la situation générale de la branche de production. En particulier, les marges d'exploitation de la branche de production ont baissé en 1997, 1999 et 2000, alors que pendant chacune de ces années, les quantités importées avaient augmenté par rapport à leur niveau de l'année précédente.[5627] La seule année complète pendant laquelle la marge d'exploitation de la branche de production a effectivement augmenté par rapport au niveau de l'année précédente a été 1998, pendant laquelle les quantités importées ont diminué de 21,5 pour cent.[5628]

…

Compte tenu de ce qui précède, nous concluons que l'accroissement des importations de fil machine en aciers inoxydables est une cause importante, et une cause qui ne l'est pas moins que toute autre cause, du dommage grave subi par la branche de production nationale de fil machine en aciers inoxydables. En conséquence, nous constatons que les importations de fil machine en aciers inoxydables sont une cause substantielle du dommage grave subi par la branche de production nationale du fil machine en aciers inoxydables."[5629]

Allégations et arguments des parties

10.575 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.2 i) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.576 Le Groupe spécial note tout d'abord que l'USITC a effectué une analyse de la coïncidence pour le fil machine en aciers inoxydables et a conclu qu'il existait une coïncidence. Toutefois, il fait observer qu'il n'a pas été en mesure d'évaluer les allégations des plaignants sur le point de savoir s'il existait ou non une coïncidence du fait du caviardage des renseignements confidentiels pertinents.

10.577 Le Groupe spécial relève aussi que les États-Unis, réfutant l'allégation des Communautés européennes à cet égard, ont déclaré ce qui suit: "En outre, comme l'USITC l'a clairement expliqué dans son analyse (même après le caviardage des données confidentielles), les produits importés se sont vendus à des prix inférieurs à ceux des marchandises nationales pendant chaque partie de la période visée par l'enquête, y compris en 1999, ce qui a eu pour effet d'empêcher les hausses des prix intérieurs et de déprimer ces prix pendant les deux dernières années et demie de la période visée par l'enquête, empêchant ainsi la branche de production de maintenir ses prix à un niveau qui lui aurait permis de comparer les coûts du nickel pendant cette période, y compris en 1999."

[5626] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau STAINLESS-31.

[5627] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-7, STAINLESS-31, STAINLESS-68 et STAINLESS-C-5.

[5628] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-7, STAINLESS-31, STAINLESS-68 et STAINLESS-C-5.

[5629] Rapport de l'USITC, volume I, pages 217 à 222.

10.578 Nous avons examiné l'analyse des conditions de concurrence faite par l'USITC. Nous croyons comprendre que la prémisse essentielle de la constatation de l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave faite par l'USITC est que les produits importés se sont vendus à des prix inférieurs à ceux des produits nationaux. En particulier, l'USITC a déclaré que "les produits importés [s'étaient] vendus à des prix systématiquement et sensiblement inférieurs à ceux des marchandises nationales tout au long de la période visée par l'enquête.[5630] Outre qu'elles ont conduit les acheteurs à préférer les produits importés aux produits nationaux pour un volume important de leurs achats, nous constatons que ces ventes à des prix inférieurs ont aussi déprimé les prix intérieurs et les ont empêchés d'augmenter pendant la période visée par l'enquête".

10.579 Le Groupe spécial relève que l'affirmation selon laquelle les ventes à des prix inférieurs ont déprimé les prix intérieurs et les ont empêchés d'augmenter s'accompagne de l'analyse suivante:

> "À cet égard, bien que les tendances du prix du fil machine en aciers inoxydables soient censées suivre celles du prix du nickel, les prix du fil machine en aciers inoxydables national ne sont pas parvenus à suivre l'évolution du coût du nickel pendant la deuxième moitié de la période visée par l'enquête, en particulier pendant le deuxième semestre de 1999 et en 2000, où le prix du nickel (et la majoration de prix due au nickel) a fortement augmenté.[5631] Par exemple, en 1999, les valeurs unitaires moyennes des ventes commerciales nettes de la branche de production sont tombées de *** pour cent bien que le coût unitaire des produits vendus n'ait diminué que de *** pour cent.[5632] De même, en 2000, les valeurs unitaires moyennes des ventes commerciales nettes de la branche de production ont augmenté de *** pour cent bien que le coût unitaire des produits vendus ait progressé de *** pour cent.[5633] Enfin, pendant la période intermédiaire de 2001, la valeur unitaire des ventes commerciales nettes de la branche de production ont reculé de *** pour cent, bien que le coût unitaire des produits vendus ait augmenté de *** pour cent.[5634] En résumé, pendant la deuxième moitié de la période, le dossier indique que les ventes des produits importés à des prix systématiquement et sensiblement inférieurs sont parvenues à empêcher les prix intérieurs d'augmenter et à les déprimer. De ce fait, la branche de production a été incapable d'apporter au prix de ses ventes de fil machine en aciers inoxydables les changements qui auraient compensé les accroissements (ou suivi les baisses) du prix de ses matières premières. En conséquence, l'empêchement des hausses de prix et la dépression des prix causés par les importations ont, d'une façon

---

[5630] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-88, STAINLESS-100 et Figure STAINLESS-11. Les données sur les comparaisons de prix indiquent que les produits importés se sont vendus à des prix inférieurs à ceux des marchandises nationales dans le cas de chaque comparaison de prix possible, les marges allant de 6,5 pour cent à 23 pour cent. *Id.* Ces chiffres indiquant des ventes à des prix systématiquement inférieurs sont étayés par un examen de la valeur unitaire moyenne des marchandises nationales et des marchandises importées, qui montre aussi que les prix des produits importés se sont établis à des niveaux systématiquement inférieurs à ceux des marchandises nationales pendant la période. RC et RP, tableau STAINLESS-C-5.

[5631] (Note de bas de page de l'original) RC, STAINLESS-95-96; RP, STAINLESS-70-71 et tableaux STAINLESS-7, STAINLESS-19, STAINLESS-31 et STAINLESS-C-5.

[5632] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-C-5, STAINLESS-19 et STAINLESS-31.

[5633] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-C-5, STAINLESS-19 et STAINLESS-31.

[5634] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau STAINLESS-C-5, STAINLESS-19 et STAINLESS-31.

> continue, déprimé les niveaux du revenu d'exploitation de la branche de production et les ont empêchés d'augmenter."[5635]

10.580 Nous relevons que dans une note de bas de page relative à l'extrait de son rapport reproduit ci-dessus, l'USITC a dit ce qui suit: "Les données sur les comparaisons de prix indiquent que les produits importés se sont vendus à des prix inférieurs à ceux des marchandises nationales dans le cas de chaque comparaison de prix possible, les marges allant de 6,5 pour cent à 23 pour cent." Cette déclaration semble étayée par le tableau STAINLESS-100.

10.581 De l'avis du Groupe spécial, bien que les données pertinentes aient été caviardées dans le rapport de l'USITC, celle-ci a néanmoins fourni d'autres renseignements dans le tableau STAINLESS-100 qui visaient à remplacer les données caviardées. Compte tenu de ce qui précède, le Groupe spécial a conclu que les faits dont il a connaissance tendent à étayer la conclusion de l'USITC selon laquelle il y a eu vente des produits importés à des prix inférieurs pendant la période visée par l'enquête. Nous relevons qu'aucun des plaignants n'a contesté les données de l'USITC qui indiquaient cela "dans le cas de chaque comparaison de prix possible, les marges allant de 6,5 pour cent à 23 pour cent". Nous rappelons qu'il est contraire à notre critère d'examen de réévaluer la qualité des données contenues dans le rapport de l'USITC. Selon nous, compte tenu des faits mentionnés ci-dessus, l'USITC a donné une explication convaincante qui indiquait, sous réserve du respect de la prescription relative à la non-imputation, qu'il existait un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave.

Conclusions

10.582 En conclusion, le Groupe spécial n'est pas en mesure d'évaluer l'analyse de la coïncidence faite par l'USITC étant donné que les renseignements essentiels ont été caviardés. Comme cela a été indiqué plus haut, il reconnaît que, dans certaines circonstances, les Membres ont l'obligation de rendre confidentiels certains renseignements, conformément à l'article 3:2 de l'Accord sur les sauvegardes, même s'ils peuvent fonder leur détermination sur de tels renseignements rendus confidentiels, mais cette obligation ne devrait pas réduire les droits des Membres de prendre des mesures de sauvegarde. Comme cela a aussi été mentionné plus haut, dans les cas où des renseignements ont été rendus confidentiels, le Groupe spécial examinera si l'autorité compétente a donné une explication motivée et adéquate par des moyens autres que la divulgation complète de ces données.[5636] Compte tenu de notre approche, nous avons examiné l'analyse des conditions de concurrence faite par l'USITC et considérons qu'elle donnait une explication convaincante, sous réserve du respect de la prescription relative à la non-imputation, indiquant l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations de fil machine en aciers inoxydables et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents.

ii) Non-imputation

Constatations de l'USITC

10.583 Les constatations de l'USITC sont ainsi libellées:

[5635] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau STAINLESS-31.
[5636] Voir notre examen au paragraphe 10.275.

"La capacité globale de la branche de production a progressé pendant la période visée par l'enquête, augmentant de *** pour cent entre 1996 et 2000.[5637] La capacité intérieure a été plus élevée de *** pour cent pendant la période intermédiaire de 2001 que pendant la période intermédiaire de 2000.[5638] Le taux d'utilisation de la capacité de la branche de production a diminué, passant de *** pour cent en 1996 à *** pour cent en 1999, puis à *** pour cent en 2000. L'utilisation de la capacité a aussi baissé entre les périodes intermédiaires, tombant de *** pour cent à *** pour cent.[5639] En outre, la branche de production du fil machine en aciers inoxydables absorbe, dans le cadre d'une consommation captive, plus de *** de sa production de fil machine en aciers inoxydables pour la fabrication en aval de fils et d'autres produits en aciers inoxydables.[5640]

...

En résumé, nous constatons que l'accroissement du volume des importations de fil machine en aciers inoxydables pendant la période visée par l'enquête a été une cause importante de la détérioration de la situation commerciale et financière de la branche de production pendant la période. Pour faire cette constatation, nous faisons observer que nous avons examiné l'argument de sociétés interrogées selon lequel les changements défavorables intervenus dans la situation de la branche de production pendant la deuxième moitié de la période avaient été causés essentiellement par un fléchissement de la demande de fil machine en aciers inoxydables enregistré fin 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001, ainsi que par une augmentation des coûts de l'énergie qui s'est produite pendant la même période.[5641] Bien que le dossier indique effectivement que la demande de barres [*sic*] en aciers inoxydables a fléchi et que les coûts de l'énergie ont augmenté fin 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001, il y avait eu des baisses substantielles de la production, des ventes et des niveaux de rentabilité de la branche de production pendant les années qui ont précédé 2000 et 2001. En particulier, la part de marché, les volumes de production, les niveaux de l'emploi et les niveaux de rentabilité de la branche de production ont tous diminué considérablement pendant la période allant de 1996 à 1999 face à un accroissement du volume des importations, bien qu'il n'y ait eu en général qu'une faible variation du volume de fil machine en aciers inoxydables consommé sur le marché des États-Unis et bien qu'il y ait peu d'éléments de preuve indiquant que les coûts de l'énergie ont substantiellement augmenté pendant ces périodes. Compte tenu de ce qui précède, il est clair que les importations ont eu une incidence plus forte sur la détérioration de la situation qu'a connue la branche de production en 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001 que les baisses de la demande et les accroissements des coûts de l'énergie, étant donné en particulier l'accroissement substantiel du volume et de la part de marché des importations enregistré pendant la dernière année et demie de la période.

[5637] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-C-5 et STAINLESS-19.
[5638] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-C-5 et STAINLESS-19.
[5639] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableaux STAINLESS-C-5 et STAINLESS-19.
[5640] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau STAINLESS-19.
[5641] (Note de bas de page de l'original) Eurofer Prehearing Brief on Injury, page 2.

En outre, nous avons aussi examiné l'argument de sociétés interrogées selon lequel la situation de la branche de production pendant la période avait gravement pâti des résultats médiocres du producteur national AL Tech/Empire.[5642] Cependant, ***.[5643] En outre, même en excluant ce producteur de notre analyse, les producteurs nationaux restants de fil machine en aciers inoxydables ont aussi enregistré des baisses substantielles de leurs marges d'exploitation, de leurs niveaux de production, de leurs expéditions, de l'utilisation de la capacité et des niveaux de l'emploi pendant la période visée par l'enquête.[5644]

Enfin, bien que des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs aient été imposées à l'encontre des importations de fil machine en aciers inoxydables en provenance du Brésil, de Corée, d'Espagne, de France, d'Inde, d'Italie, du Japon, de Suède et de Taiwan en 1993, 1994, et 1998[5645], l'imposition de ces ordonnances ne semble pas avoir limité la capacité des producteurs étrangers de la plupart de ces pays d'accroître leurs exportations de fil machine en aciers inoxydables vers les États-Unis en 1999 et en 2000.[5646]

Compte tenu de ce qui précède, nous concluons que l'accroissement des importations de fil machine en aciers inoxydables est une cause importante, et une cause qui ne l'est pas moins que toute autre cause, du dommage grave subi par la branche de production nationale de fil machine en aciers inoxydables. En conséquence, nous constatons que les importations de fil machine en aciers inoxydables sont une cause substantielle du dommage grave subi par la branche de production nationale du fil machine en aciers inoxydables."[5647]

Facteurs considérés par l'USITC

Accroissements de la capacité

Allégations et arguments des parties

10.584 Les arguments des parties sont exposés dans la section VII.H.3 b) x) *supra*.

Analyse par le Groupe spécial

10.585 Le Groupe spécial relève que si l'USITC a examiné les accroissements de la capacité et les baisses de l'utilisation de la capacité dans son rapport, elle n'est pas allée jusqu'à reconnaître que les accroissements de la capacité avaient joué un rôle pour ce qui est de causer le dommage que subissait la branche de production nationale. Les États-Unis soutiennent que même avec les accroissements de capacité qui ont été notés, "les niveaux de production et les expéditions effectifs de la branche de production ont en fait diminué pendant la période allant de 1996 à 2000, essentiellement parce que les

[5642] (Note de bas de page de l'original) Eurofer Prehearing Brief on Injury, page 2.

[5643] (Note de bas de page de l'original) Empire Specialty Steel, Inc., réponse au questionnaire, annexe du 6 août 2001; Republic Technologies International, réponse au questionnaire, page 54.

[5644] (Note de bas de page de l'original) Nous notons aussi que, bien que la loi exige que nous évaluions si un nombre important de producteurs a pu exercer ses activités en obtenant des niveaux de bénéfice raisonnables, elle nous impose en dernière analyse d'évaluer si l'accroissement des importations a été une cause substantielle de dommage grave pour "l'ensemble" de la branche de production. 19 U.S.C. § 2252 c) 6).

[5645] (Note de bas de page de l'original) RC et RP, tableau OVERVIEW-1.

[5646] (Note de bas de page de l'original) INV-Y-180, page G26 – Stainless Steel Rod.

[5647] Rapport de l'USITC, volume I, pages 221 et 222.

volumes et la part de marché des importations ont augmenté du fait que les produits importés se sont vendus à des prix inférieurs pendant la période visée par l'enquête". Compte tenu des conclusions formulées ci-dessus par le Groupe spécial à propos de l'analyse des conditions de concurrence faite par l'USITC, le Groupe spécial estime que les faits dont il a connaissance tendent à étayer la conclusion de l'USITC selon laquelle ce sont les ventes des produits importés à des prix inférieurs, plutôt que les accroissements de la capacité, qui ont causé un dommage à la branche de production. Par conséquent, selon le Groupe spécial, l'accroissement de la capacité n'était pas l'un des "autres facteurs" que l'USITC aurait dû dissocier, distinguer et évaluer afin de parvenir à une constatation selon laquelle l'accroissement des importations causait un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents.

iii) Conclusion générale concernant la détermination par l'USITC de l'existence d'un lien de causalité

10.586 Les faits dont le Groupe spécial a connaissance tendent à étayer les conclusions auxquelles l'USITC est parvenue. En conséquence, le Groupe spécial constate que l'analyse du lien de causalité faite par l'USITC pour le fil machine en aciers inoxydables n'était pas incompatible avec les prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes.

F. ALLÉGATIONS RELATIVES AU PARALLÉLISME

1. Allégations et arguments des parties

10.587 Les plaignants allèguent que les États-Unis n'ont pas satisfait à l'obligation de parallélisme en ce qui concerne toutes les sauvegardes en cause. Les États-Unis répondent que l'analyse de l'USITC figurant dans le deuxième rapport complémentaire, lue conjointement avec le rapport initial de l'USITC, satisfait à l'obligation de parallélisme.

10.588 Les arguments des parties concernant le critère juridique à appliquer sont exposés dans la section VII.K.1 à 3 *supra*.

2. Dispositions pertinentes de l'OMC

10.589 La notion de parallélisme vient des libellés parallèles qui ont été employés dans le premier et le deuxième paragraphe de l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes. L'article 2 dispose ce qui suit:

> 1. Un Membre[1] ne pourra appliquer une mesure de sauvegarde à l'égard d'un produit que si ce Membre a déterminé, conformément aux dispositions énoncées ci-après, que ce produit est importé sur son territoire en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents.
>
> 2. Des mesures de sauvegarde seront appliquées à un produit importé quelle qu'en soit la provenance.
>
> [1]Une union douanière pourra appliquer une mesure de sauvegarde en tant qu'entité ou pour le compte d'un État membre. Lorsqu'une union douanière appliquera une mesure de sauvegarde en tant qu'entité, toutes les prescriptions pour la détermination de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave au titre du présent accord seront fondées sur les conditions existant dans

> l'ensemble de l'union douanière. Lorsqu'une mesure de sauvegarde sera appliquée pour le compte d'un État membre, toutes les prescriptions pour la détermination de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave seront fondées sur les conditions existant dans cet État membre et la mesure sera limitée à cet État membre. Aucune disposition du présent accord ne préjuge de l'interprétation du rapport entre l'article XIX et le paragraphe 8 de l'article XXIV du GATT de 1994.

3. Analyse par le Groupe spécial

10.590 L'obligation de parallélisme a été pour la première fois invoquée par le Groupe spécial, puis entérinée par l'Organe d'appel, dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*.[5648] La même expression - "produit … importé" – figurant dans les deux paragraphes de l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes, l'Organe d'appel a constaté, dans l'affaire *États-Unis – Gluten de from*ent, que cette expression avait le même sens à l'article 2:1 et à l'article 2:2. Il a été d'avis que cette expression aurait deux sens différents dans ces deux paragraphes si les importations provenant de toutes les sources étaient incluses dans la détermination établissant que l'accroissement des importations cause un dommage grave et si les importations ne provenant pas de toutes ces sources étaient visées par la mesure.[5649]

10.591 Il faut en conclure que les importations incluses dans la détermination devraient correspondre aux importations visées par la mesure.[5650] Si les unes ne correspondent pas aux autres, c'est-à-dire s'il y a un "écart" entre les importations visées par la détermination et les importations tombant sous le coup de la mesure, les autorités compétentes doivent établir explicitement que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent aux conditions requises pour une mesure de sauvegarde qui sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.[5651]

10.592 Lorsque la détermination ne correspond pas à la mesure finale, le Groupe spécial pense que les Membres peuvent établir explicitement que les importations en provenance des sources visées répondent aux conditions requises pour une mesure de sauvegarde, et ce également lorsque la décision d'exclure certaines sources de la mesure de sauvegarde est prise *après* l'établissement d'une détermination, au sens de l'article 2:1. En de pareils cas, le Membre importateur est autorisé à formuler et à publier ces constatations après la publication du rapport exposant la détermination au sens de l'article 2:1.[5652]

10.593 Compte tenu de ce qui précède, dans la présente affaire, tant les constatations formulées dans le rapport initial de l'USITC que celles qui figurent dans le deuxième rapport complémentaire publié en février 2002 peuvent satisfaire à l'obligation d'établir explicitement que les importations visées par la mesure répondent aux conditions énoncées aux articles 2:1 et 4:2. Cela suppose naturellement que

---

[5648] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.87; rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphes 111 à 113.

[5649] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 96. *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 180.

[5650] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 96. *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 181.

[5651] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 98. *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 181.

[5652] Le Groupe spécial note que certains des plaignants ont fait valoir que les États-Unis avaient aussi violé le principe du parallélisme en accordant des "exclusions de produits" (voir les paragraphes 7.1680 à 7.1698). Étant donné que, pour les raisons exposées plus bas, le Groupe spécial a constaté une violation du principe du parallélisme, il ne lui est pas nécessaire d'examiner spécifiquement cet argument complémentaire.

ces constatations sont nécessaires parce qu'il y a un écart entre les sources visées par la mesure finale et les sources visées par la détermination d'octobre 2001. En revanche, cette obligation doit toutefois être remplie avant l'application de la mesure de sauvegarde. Une explication fournie après le début de l'application de la mesure de sauvegarde le 20 mars 2002[5653] ne peut pas satisfaire à l'obligation d'établir explicitement que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent aux conditions requises pour son application.

10.594 Le Groupe spécial note que la question de savoir ce qui équivaut à une constatation qui de fait établit explicitement que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent aux conditions requises pour une mesure de sauvegarde fait l'objet d'une controverse entre les parties. Les États-Unis soutiennent que les articles 3 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes n'exigent pas une constatation "explicite" et que l'Organe d'appel n'a jamais lié une telle obligation au texte de l'Accord sur les sauvegardes. Selon ce pays, il est préférable d'interpréter l'emploi du terme "explicite" par l'Organe d'appel comme faisant référence à la conclusion formelle des autorités compétentes sur le point de savoir si les importations en provenance de pays non membres de l'ALE ont causé un dommage grave, et cet emploi n'exige pas un exposé "explicite" des résultats de chaque étape du processus d'analyse menant à cette conclusion.[5654] À l'inverse, la Nouvelle-Zélande rejette l'idée de réduire l'obligation de donner une "explication motivée et adéquate" à la seule obligation de conclure en affirmant simplement que même si les importations visées par des ALE n'avaient pas été incluses, le résultat aurait été le même.[5655] Les Communautés européennes insistent sur le fait que l'obligation de "parallélisme" ressort clairement du texte et que l'Organe d'appel a précisé que cela impliquait qu'il devait y avoir une constatation explicite et une explication motivée établissant que les importations visées par une mesure répondaient seules aux prescriptions des articles 2 et 4.[5656]

10.595 Le Groupe spécial rappelle que l'obligation de parallélisme, telle qu'elle a été exposée par des groupes spéciaux et par l'Organe d'appel, est que les autorités compétentes doivent établir explicitement que les importations visées par la mesure de sauvegarde répondent aux conditions requises pour son application. Cela signifie que les autorités compétentes doivent fournir une explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayent leur détermination.[5657] Comme l'Organe d'appel l'a aussi précisé, "[p]our être explicite, une déclaration doit énoncer distinctement ce qui est signifié; rien ne doit être simplement insinué ou sous-entendu; la déclaration doit être claire et non équivoque".[5658]

10.596 Le Groupe spécial pense que l'obligation de parallélisme existe aussi dans l'intérêt des autres Membres. Les autres Membres confrontés à la mesure de sauvegarde devraient être en mesure d'évaluer sa licéité à partir de la détermination et des explications fournies par les autorités compétentes. Cette fonction ne serait pas remplie si les autres Membres ne disposaient que de déclarations comme celle qui indique que l'exclusion de sous-ensembles des importations totales ne modifierait pas les conclusions et, comme il est dit ailleurs dans le rapport, que certaines importations sont très modestes.

[5653] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10556.

[5654] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 752 et 753.

[5655] Deuxième communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 3.151.

[5656] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 454 à 457. Le Japon fait même valoir dans les observations qu'il a présentées pour le réexamen intérimaire que l'obligation de parallélisme existait dans le libellé de l'article XIX. Le Groupe spécial a toutefois décidé qu'il n'avait pas à examiner cette allégation au titre de l'article XIX du GATT de 1994.

[5657] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 181.

[5658] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 194.

10.597 Enfin, le Groupe spécial note que les parties divergent sur le point de savoir si les autorités compétentes doivent considérer les importations en provenance de sources exclues de la mesure comme un "autre facteur" au sens de l'article 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, lorsqu'elles s'emploient à établir explicitement que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent aux conditions énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2.

10.598 Comme l'Organe d'appel l'a précisé, si la portée de la mesure ne correspond pas au champ de la détermination, les autorités compétentes doivent "établir *explicitement* que l'accroissement des importations en provenance de pays non membres de l'[ALE] a causé à lui seul"[5659] un dommage grave ou une menace de dommage grave.[5660] L'accroissement des importations en provenance de sources qui ont finalement été exclues de l'application de la mesure doit donc être *exclu* de l'analyse. L'accroissement de ces importations et leur effet sur la branche de production nationale ne peuvent pas être utilisés pour étayer une conclusion indiquant que le produit en question "est importé en quantités tellement accrues qu'il cause un dommage grave". Il est donc nécessaire – que les importations exclues de la mesure soient ou non un "autre facteur" – de tenir compte du fait que les importations exclues peuvent avoir une certaine incidence dommageable sur la branche de production nationale. Comme il a été dit, cette incidence ne doit pas servir de base pour établir que les critères énoncés à l'article 2:1 sont remplis.

4. Analyse mesure par mesure

a) CPLPAC

i) Constatations de l'USITC

10.599 Dans le deuxième rapport complémentaire, l'USITC a déclaré "que ses résultats auraient été les mêmes si les importations en provenance du Canada et du Mexique avaient été exclues de l'analyse". Elle a aussi indiqué, "en accord avec les constatations qu'elle a formulées dans les Opinions concernant la mesure corrective, que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions de la Commission ou des différents commissaires".[5661] Plus précisément, s'agissant des CPLPAC, l'USITC a formulé les constatations suivantes:

> "Nous déclarons que l'accroissement des importations de certains produits laminés plats en acier au carbone en provenance de pays non membres de l'ALENA est une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale de certains produits laminés plats en acier au carbone.

[5659] De l'avis du Groupe spécial, dans ce contexte, l'expression "à lui seul" signifie: "à l'exclusion d'un accroissement des importations en provenance d'autres sources (c'est-à-dire de sources exclues de la mesure)"; elle ne signifie pas: "à l'exclusion d'autres facteurs, c'est-à-dire de facteurs autres qu'un accroissement des importations au sens de la deuxième phrase de l'article 4:2 b)". L'Organe d'appel a indiqué qu'il n'était précisément pas nécessaire que l'accroissement des importations, par lui-même, cause un dommage grave (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 70 et 79; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 170). Il n'y a aucune raison pour que cela soit différent dans le contexte du parallélisme, où le même critère découlant des articles 2 et 4 est appliqué, seulement à une base d'importations plus étroite. *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 98: "établ[ir] explicitement que les importations en provenance de ces *mêmes* sources, à l'exclusion du Canada, répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde".

[5660] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 194.

[5661] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4 (note de bas de page omise).

> Les importations de certains produits laminés plats en acier au carbone en provenance de pays non membres de l'ALENA se sont accrues. Elles sont passées de 14,5 millions de tonnes courtes en 1996 à 21,2 millions de tonnes courtes en 1998, ce qui représente un accroissement de 46,8 pour cent. Elles ont été moins élevées en 1999 et en 2000 tout en restant bien au-dessus des niveaux de 1996.[5662]
>
> En outre, l'accroissement des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA par rapport à la production nationale a été substantiel. Ces importations qui représentaient 7,8 pour cent de la production nationale en 1996 ont atteint le niveau record de 11,1 pour cent de la production nationale en 1998. Elles représentaient 8,4 pour cent de la production nationale en 2000, ce qui reste supérieur au niveau de 1996.[5663]
>
> Les valeurs unitaires moyennes des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ont évolué de la même façon que les valeurs unitaires moyennes des importations de toutes provenances. La valeur unitaire moyenne des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA a atteint un niveau record de 372 dollars la tonne courte en 1997, puis a nettement diminué à la fois en 1998 et en 1999. Elle a quelque peu remonté en 2000, mais a été plus faible pendant la période intermédiaire de 2001 que pendant celle de 2000.[5664]
>
> Enfin, exclure les importations en provenance du Canada et du Mexique de la base de données ne modifie pas sensiblement les tendances des prix des produits importés pendant la période considérée. Notre constatation, selon laquelle les produits étaient importés à des prix généralement inférieurs à ceux de certains produits laminés plats en acier au carbone fabriqués dans le pays et selon laquelle les importations avaient entraîné la baisse des prix intérieurs, s'applique également aux importations en provenance des pays non membres de l'ALENA.[5665]
>
> En conséquence, les éléments d'appréciation qui nous ont amenés à conclure que l'accroissement des importations de certains produits laminés plats en acier au carbone était une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale[5666] sont aussi applicables à l'accroissement des importations de certains produits laminés plats en acier au carbone de toutes provenances autres que le Canada et le Mexique."[5667]

ii) Allégations et arguments des parties

10.600 Les arguments des parties concernant les constatations de l'USITC sont exposés dans les sections VII.K.2, 3 b) et 4 a) *supra*.

[5662] (Note de bas de page de l'original) Les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ont été moins élevées pendant la période intermédiaire de 2001 que pendant celle de 2000. *Voir* INV-Y-209, tableau ALT7.

[5663] (Note de bas de page de l'original) Les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ont représenté une part de la production nationale moins importante pendant la période intermédiaire de 2001 que pendant celle de 2000. *Voir* INV-Y-209, tableau ALT7.

[5664] (Note de bas de page de l'original) *Voir* INV-Y-209, tableau ALT7.

[5665] (Note de bas de page de l'original) *Voir* USITC Pub. 3479, volume II, tableau FLAT-77.

[5666] (Note de bas de page de l'original) *Voir* USITC Pub. 3479, volume I, pages 59 à 65.

[5667] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, pages 4 et 5.

iii) Analyse par le Groupe spécial

10.601 Le Groupe spécial note que la mesure de sauvegarde appliquée aux CPLPAC exclut les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie et que la détermination faite par l'USITC en octobre 2001 visait les importations de toutes provenances. La question est donc de savoir si les autorités compétentes des États-Unis ont établi explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations en provenance de sources autres que le Canada, le Mexique, Israël et la Jordanie répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.

10.602 Le Groupe spécial note que, dans son deuxième rapport complémentaire, l'USITC a formulé certaines constatations sur l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie et en ce qui concerne la question de savoir si l'accroissement des importations de CPLPAC en provenance de pays non membres de l'ALENA était une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale.[5668] Dans ces constatations, l'USITC a établi et expliqué que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA s'étaient accrues. Elle a aussi examiné les valeurs unitaires moyennes et les tendances des prix des produits importés en provenance de sources extérieures à l'ALENA et a conclu que les assertions selon lesquelles il y avait des ventes à des prix inférieurs et selon lesquelles les importations avaient entraîné la baisse des prix intérieurs, qui avaient été faites au sujet des importations totales (visées par l'enquête dans le rapport de l'USITC) étaient également applicables aux importations en provenance de pays non membres de l'ALENA.

10.603 Le Groupe spécial relève deux failles juridiques dans ces constatations et pense donc qu'elles n'établissent pas explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent aux conditions requises pour imposer une mesure de sauvegarde. Premièrement, s'agissant de la question de savoir si les importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA causaient un dommage grave, l'USITC a constaté que les assertions faites sur les importations totales en ce qui concerne les valeurs unitaires moyennes – le fait qu'il y avait des ventes à des prix inférieurs et qu'une baisse des prix intérieurs en résultait – pouvaient aussi être formulées au sujet des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. Ce n'est pas une explication motivée et adéquate car le fait que les importations totales et les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ont la même caractéristique ne permet pas de conclure qu'elles ont des effets identiques. Il n'est alors pas tenu compte d'un aspect important à savoir que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA sont *moins importantes*, du moins en quantité, que les importations totales. Ce volume d'importations plus modeste correspondant aux importations à l'exclusion des importations en provenance du Canada et du Mexique, peut fort bien avoir une incidence différente sur la branche de production nationale que les importations incluant celles qui proviennent du Canada et du Mexique. Dans la présente affaire, il était d'autant plus nécessaire d'évaluer cette différence que l'USITC avait précédemment établi que les importations en provenance du Canada et également celles qui provenaient du Mexique représentaient une part substantielle des importations totales et que les importations en provenance du Mexique avaient largement contribué au dommage grave causé par les importations.[5669] En conséquence, l'explication des États-Unis n'envisage pas la possibilité que, contrairement aux importations totales, les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ne soient *pas* une cause de dommage grave au sens d'avoir un rapport réel et substantiel de cause à effet.

[5668] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, pages 4 et 5.
[5669] Rapport de l'USITC, volume I, pages 65 et 66.

10.604 Plus précisément, il n'a pas été satisfait à la prescription relative au lien de causalité énoncée aux articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, y compris l'obligation de non-imputation. Dans le deuxième rapport complémentaire, l'USITC n'a pas examiné de facteurs autres que l'accroissement des importations qui ont contribué au fait de causer un dommage grave à la branche de production nationale de CPLPAC. Les États-Unis soutiennent que cela n'était pas nécessaire, puisque les "autres facteurs", c'est-à-dire les facteurs autres que les importations, étaient les mêmes, de telle sorte que l'opération de non-imputation effectuée dans le rapport principal de l'USITC restait valable.[5670]

10.605 De l'avis du Groupe spécial, le fait que ces autres facteurs étaient les mêmes ne veut pas dire que de nouvelles constatations sur le lien de causalité ne devaient pas être établies. L'obligation de non-imputation comprend l'obligation de dissocier et de distinguer les effets respectifs de l'accroissement des importations et des autres facteurs pour voir s'il existe un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Il n'est peut-être pas nécessaire de répéter l'opération consistant à dissocier et à distinguer les effets des autres facteurs. Néanmoins, les effets de l'accroissement des importations *provenant de toutes les sources* et les effets de l'accroissement des importations *ne provenant que d'un sous-ensemble de sources* ne seront pas nécessairement les mêmes. En conséquence, il peut y avoir une différence selon que l'on compare les effets de l'accroissement de toutes les importations ou les effets de l'accroissement de certaines importations seulement avec les effets des autres facteurs.

10.606 Ainsi, un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement de toutes les importations et le dommage grave, s'il est établi, ne constitue pas une base suffisante pour supposer qu'il existe un tel lien réel et substantiel entre l'accroissement des importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA et le dommage grave. Le point de vue des États-Unis ne pourrait être maintenu que si ces deux groupes d'importations avaient les mêmes effets. Ne serait-ce que pour des raisons quantitatives et parce que l'accroissement des importations en provenance des pays membres de l'ALENA avait incontestablement un *certain* effet, ce point de vue ne peut être retenu en l'espèce. L'autorité compétente est dans l'obligation de tenir compte du fait que les importations (relevant de l'ALE) exclues ont contribué au dommage grave subi par la branche de production nationale pour établir si les importations en provenance des sources visées par la mesure satisfont à la prescription relative au fait de causer un dommage grave.

10.607 Deuxièmement, le Groupe spécial note que les sources exclues de l'application de la mesure ne sont pas seulement le Canada et le Mexique, mais aussi Israël et la Jordanie.[5671] En conséquence, les importations en provenance des sources visées par la mesure ne sont pas les "importations en provenance de pays non membres de l'ALENA", mais les importations autres que celles qui proviennent du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie. En ce qui concerne ces importations, l'USITC n'a pas établi explicitement qu'elles répondaient aux conditions énoncées à l'article 2:1 (telles qu'elles sont précisées à l'article 4) de l'Accord sur les sauvegardes, ni dans le rapport de l'USITC ni dans le deuxième rapport complémentaire.

10.608 Il est fort possible que les importations en provenance d'Israël et de la Jordanie aient été tellement modestes qu'elles n'auraient pas pu modifier les constatations établies, que ce soit au sujet des importations totales ou au sujet des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. Toutefois, de l'avis du Groupe spécial, les autorités compétentes seraient alors encore tenues de formuler effectivement les constatations requises au titre du parallélisme en ce qui concerne l'accroissement des importations autres que celles qui proviennent du Canada, du Mexique, d'Israël et

[5670] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 797 à 804.
[5671] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10556.

de la Jordanie. Le critère est que le Membre doit établir explicitement que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent à toutes les conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde. Pour faire une telle constatation, il ne suffit pas de constater simplement que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions concernant les conditions préalables requises pour une mesure de sauvegarde.[5672] Le Groupe spécial reconnaît que si, comme il est établi ailleurs dans le rapport des autorités compétentes, les importations en provenance d'une source exclue ont été "modestes et sporadiques" et les importations en provenance d'une autre source exclue "virtuellement inexistantes"[5673], il est tout à fait possible que les faits *permettent* de constater que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent bien aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde. Cela doit toutefois encore être établi explicitement et étayé au moyen d'une explication motivée et adéquate.

iv) Conclusion

10.609 Le Groupe spécial conclut que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'obligation de parallélisme au titre des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes en excluant les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie de l'application de la mesure de sauvegarde aux CPLPAC, après avoir inclus les importations de toutes provenances dans leur détermination, et sans établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations non exclues répondaient aux conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde.

b) Produits étamés ou chromés

i) Allégations et arguments des parties

10.610 Les plaignants affirment que la détermination faite par l'USITC en octobre inclut toutes les importations. Ni le rapport initial de l'USITC ni le deuxième rapport complémentaire n'établissent explicitement que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent aux conditions énoncées aux articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. Le deuxième rapport complémentaire ne mentionne même pas spécifiquement les produits étamés ou chromés. Les allégations et arguments présentés par les plaignants au sujet des constatations de l'USITC concernant les produits étamés ou chromés sont exposés de manière plus détaillée dans les sections VII.K.2, 3 b) et 4 b) *supra*.

10.611 Les États-Unis soutiennent qu'en procédant à l'analyse des importations totales, la commissaire Miller a établi les constatations nécessaires pour ce qui est des importations de produits étamés ou chromés en provenance de pays non membres de l'ALENA et la commissaire Bragg a fait de même pour ce qui est des importations de CPLPAC en provenance de pays non membres de l'ALENA, englobant les produits étamés ou chromés. Les allégations et arguments présentés par les États-Unis au sujet des constatations de l'USITC concernant les produits étamés ou chromés sont exposés de manière plus détaillée dans les sections VII.K.2, 3 b) et 4 b) *supra*.

[5672] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4.
[5673] Rapport de l'USITC, volume I, page 366 et note de bas de page 69.

ii) Analyse par le Groupe spécial

Constatations différentes

10.612 Le Groupe spécial note en premier lieu que les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie ont été exclues de la mesure de sauvegarde appliquée aux produits étamés ou chromés.[5674] En second lieu, la détermination de l'USITC d'octobre 2001 visait les importations de toutes provenances. La question est donc de savoir si les autorités compétentes des États-Unis ont établi explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations en provenance de sources autres que le Canada, le Mexique, Israël et la Jordanie répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. À cet égard, les États-Unis invoquent, devant le Groupe spécial, les constatations des commissaires Miller[5675] et Bragg[5676] figurant dans le rapport de l'USITC.

10.613 Le Groupe spécial rappelle que la commissaire Bragg a formulé ses constatations sur une catégorie de produits bien plus large que les produits étamés ou chromés - qu'elle englobe -, comme le Commissaire Devaney l'a fait.[5677] Il rappelle aussi que les États-Unis ont imposé une mesure de sauvegarde sur les produits étamés ou chromés et que cette mesure a été contestée par les plaignants. Trois commissaires ont fait une détermination positive *à l'égard des produits étamés ou chromés*, comme il ressort du tout premier paragraphe de la détermination même de l'USITC.[5678] Ils ont *étayé* cette détermination au moyen de constatations qui sont fondées sur des catégories de produits différentes. Il n'en reste pas moins qu'aux fins de l'application du droit de l'OMC, l'USITC a effectivement établi une détermination sur les produits étamés ou chromés considérés comme un produit distinct. Le Groupe spécial note que cela est confirmé par la Proclamation présidentielle du 5 mars 2001, dans laquelle le Président a "décidé de considérer les déterminations des groupes de commissaires ayant voté de façon positive en ce qui concerne [les produits étamés ou chromés et les fils en acier inoxydables] comme la détermination de l'[US]ITC".[5679]

10.614 Selon le Groupe spécial, cela signifie que s'il y a un écart entre les sources visées par une mesure *concernant les produits étamés ou chromés* et une détermination *concernant les produits étamés ou chromés*, l'autorité compétente doit, conformément à l'obligation de parallélisme, établir explicitement que les *produits étamés ou chromés* en provenance des sources visées par la mesure répondent aux conditions énoncées aux articles 2:1 et 4.

10.615 Le Groupe spécial ne pense pas que des constatations concernant une catégorie de produits autres que les produits étamés ou chromés peuvent étayer une mesure concernant les produits étamés ou chromés considérés comme une catégorie de produits distincte, à moins qu'il existe une explication motivée et adéquate reliant les deux catégories de produits. S'il était nécessaire d'établir explicitement certaines conditions à l'égard des produits étamés ou chromés, ces conditions ne pouvaient pas être

[5674] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10556.
[5675] Rapport de l'USITC, volume I, pages 307 et 308 et notes de bas de page 28 et 29, page 310.
[5676] Rapport de l'USITC, volume I, pages 15 à 17.
[5677] Rapport de l'USITC, volume I, page 71, note de bas de page 368. Le Groupe spécial note que les États-Unis n'invoquent pas les constatations du commissaire Devaney pour se défendre contre l'allégation de violation de l'obligation de parallélisme, peut-être parce que ce commissaire semble ne pas avoir rendu de conclusions sur d'autres importations que celles qui sont exclues. Voir le rapport de l'USITC, volume I, page 317.
[5678] Rapport de l'USITC, volume I, page 25.
[5679] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10553.

établies au moyen de constatations concernant une catégorie de produits différente (plus large). De telles constatations ne seraient pas spécifiques au produit sur lequel portait la détermination de l'USITC et la mesure de sauvegarde des États-Unis. Aussi, les opinions des commissaires Bragg et Devaney, qui ne sont pas parvenus à des constatations au sujet des produits étamés ou chromés, mais ont établi des constatations sur la catégorie plus large des CPLPAC, ne satisfont pas à l'obligation de parallélisme. En conséquence, le Groupe spécial examinera les constatations établies par la commissaire Miller qui a défini les produits étamés ou chromés comme un produit distinct.

Constatations de la commissaire Miller et de l'USITC

10.616 Dans le rapport initial de l'USITC, dans deux notes de bas de page, la commissaire Miller, seul commissaire à rendre une détermination positive au sujet des produits étamés ou chromés en tant que produit défini séparément, a fait les déclarations suivantes:

> "Je note que dans mon analyse de la question de savoir si l'accroissement des importations dans leur ensemble est une cause substantielle de dommage grave, je serais arrivée au même résultat si j'avais exclu les importations en provenance du Mexique. La quantité des importations en provenance du Mexique était tellement minime – 57 tonnes en 1996, 21 tonnes en 1997, 286 tonnes en 1998, 156 tonnes en 1999, 39 tonnes en 2000 et pas d'importation en 2001 – que la part du marché des États-Unis absorbée par ces importations a été nulle chaque année pendant la période considérée. Les importations en provenance du Mexique ont représenté 0,1 pour cent des importations à leur plus fort niveau, en 1998, et zéro pour cent toutes les autres années. En conséquence, les résultats en ce qui concerne les accroissements des importations, la part de celles-ci dans la consommation apparente des États-Unis et leur ratio à la production des États-Unis sont virtuellement les mêmes que les importations en provenance du Mexique soient ou non incluses dans les importations totales. RC/RP, tableau FLAT-10, tableau FLAT-C-8.[5680]
>
> Je note par ailleurs que j'aurais constaté que les importations de produits étamés ou chromés étaient une cause substantielle de dommage grave si j'avais exclu les importations en provenance du Canada. Les importations en provenance de toutes les autres sources ont enregistré un accroissement important – 22,4 pour cent – pendant la période, malgré un fléchissement général de la consommation. En outre, la part du marché des États-Unis détenue par ces importations a augmenté de 2,9 points de pourcentage pendant la période, alors que la part du marché des États-Unis absorbée par les importations en provenance du Canada n'a progressé que de 1,3 point de pourcentage. RC/RP, tableau FLAT-C-8. Les données relatives aux prix recueillies par la Commission ne font état d'aucune vente à des prix inférieurs de produits importés du Canada. RC/RP, tableau FLAT-75. De plus, même si les VUM des importations en provenance du Canada ont diminué d'une manière générale pendant la période, le taux de la baisse – 3,5 points de pourcentage – a été largement inférieur à celui qui a été enregistré pour toutes les autres importations – 13,1 points de pourcentage – et, vers la fin de la période, en 1999, en 2000 et pendant la période intermédiaire de 2001, les VUM des importations en provenance du Canada ont été supérieures à celles des autres importations. RC/RP tableau FLAT-C-8".[5681]

[5680] Rapport de l'USITC, volume I, page 310, note de bas de page 28.
[5681] Rapport de l'USITC, volume I, page 310, note de bas de page 29.

10.617 Dans la recommandation qu'elle a formulée au sujet de la mesure corrective, la commissaire Miller a déclaré ce qui suit:

> "Je recommande aussi que le Président n'inclut pas les importations en provenance d'Israël et des pays bénéficiaires de la Loi relative au redressement économique du bassin des Caraïbes et de la Loi relative aux préférences commerciales en faveur des pays andins dans le champ d'application d'une mesure corrective quelle qu'elle soit.[5] Les seules importations de produits étamés ou chromés en provenance de ces pays effectuées pendant la période visée par l'enquête ont été modestes et sporadiques."[5682]

---

[5]La loi portant établissement d'une zone de libre-échange entre les États-Unis et la Jordanie est entrée en vigueur le 17 décembre 2001, deux jours avant que le présent rapport contenant nos constatations et recommandations dans l'enquête n° TA-201-73, Steel, ne soit communiqué au Président. Étant donné l'absence d'importations de produits étamés ou chromés en provenance de la Jordanie pendant la période visée par l'enquête, ces importations ne sont pas une cause substantielle de dommage grave ou de menace de dommage grave. En conséquence, dans la mesure où l'article 221 a) de l'ALE avec la Jordanie s'applique à la présente enquête, je recommande que ces importations ne soient pas assujetties au droit additionnel susmentionné.

10.618 Sur cette base, l'USITC a déclaré dans le deuxième rapport complémentaire, "en accord avec les constatations qu'elle a formulées dans les Opinions concernant la mesure corrective, que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions de la Commission ou des différents commissaires".[5683]

Évaluation par le Groupe spécial

10.619 Le Groupe spécial n'est pas en mesure de déceler dans ces déclarations une constatation qui établisse explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations en provenance d'autres sources que le Canada, le Mexique, Israël et la Jordanie répondent aux conditions énoncées à l'article 2:1 telles qu'elles sont précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. En particulier, aucune des notes de bas de page invoquées par les États-Unis ne traite des conséquences de l'exclusion des importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie. Elles ne traitent que de l'exclusion des importations en provenance d'un Membre, respectivement.

10.620 En outre, ces constatations ne tiennent pas compte du fait que les importations autres que celles qui proviennent d'une source exclue sont moins importantes que celles qui proviennent de toutes les sources et que les effets sur les producteurs nationaux ne sont donc pas les mêmes. La commissaire Miller n'a pas examiné de facteurs autres que l'accroissement des importations qui ont contribué au dommage grave causé à la branche de production nationale de produits étamés ou chromés.

10.621 De l'avis du Groupe spécial, le fait que ces autres facteurs étaient les mêmes ne veut pas dire que de nouvelles constatations sur le lien de causalité ne devaient pas être établies. L'obligation de non-imputation comprend l'obligation de dissocier et de distinguer les effets respectifs de l'accroissement des importations et des autres facteurs pour voir s'il existe un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Il n'est peut-être pas nécessaire de répéter l'opération consistant à dissocier et à distinguer les effets des autres

[5682] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 529.
[5683] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4 (note de bas de page omise).

facteurs. Néanmoins, les effets de l'accroissement des importations *provenant de toutes les sources* et les effets de l'accroissement des importations *ne provenant que d'un sous-ensemble de sources* ne seront pas nécessairement les mêmes. En conséquence, il peut y avoir une différence selon que l'on compare les effets de l'accroissement de toutes les importations ou les effets de l'accroissement de certaines importations seulement avec les effets des autres facteurs. Pour cette raison, un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement de toutes les importations et le dommage grave, s'il est établi, ne constitue pas une base suffisante pour supposer qu'il existe un tel lien réel et substantiel entre l'accroissement des importations en provenance de sources non canadiennes et le dommage grave.

10.622 Deuxièmement, il est fort possible que les importations en provenance du Mexique, d'Israël et de la Jordanie aient été tellement modestes qu'elles n'auraient pas pu modifier les constatations établies, que ce soit au sujet des importations totales ou au sujet des importations ne provenant pas du Canada. Toutefois, de l'avis du Groupe spécial, les autorités compétentes seraient alors encore tenues de formuler effectivement les constatations requises au titre du parallélisme en ce qui concerne l'accroissement des importations autres que celles qui proviennent du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie. Le critère est que le Membre doit établir explicitement que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent à toutes les conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde. Pour faire une telle constatation, il ne suffit pas de constater simplement que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions concernant les conditions préalables requises pour une mesure de sauvegarde.[5684] Le Groupe spécial reconnaît que si les importations en provenance d'une source exclue ont été "modestes et sporadiques", "(virtuellement) inexistantes"[5685] ou "minimes"[5686], il est tout à fait possible que les faits *permettent* de constater que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent bien aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde. Cela doit toutefois encore être établi explicitement et étayé au moyen d'une explication motivée et adéquate.

10.623 Le Groupe spécial conclut que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'obligation de parallélisme au titre des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes en excluant les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie de l'application de la mesure de sauvegarde aux produits étamés ou chromés, après avoir inclus les importations de toutes provenances dans leur détermination, et sans établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations non exclues répondaient aux conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde.

c) Barres laminées à chaud

i) Constatations de l'USITC

10.624 Dans le deuxième rapport complémentaire, l'USITC a déclaré "que ses résultats auraient été les mêmes si les importations en provenance du Canada et du Mexique avaient été exclues de l'analyse". Elle a aussi indiqué, "en accord avec les constatations qu'elle a formulées dans les Opinions concernant la mesure corrective, que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions de la Commission ou des différents

[5684] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4.
[5685] Rapport de l'USITC, volume I, page 529 et note de bas de page 5; première communication écrite des États-Unis, paragraphe 754.
[5686] Rapport de l'USITC, volume I, note de bas de page 28, page 310.

commissaires".[5687] Plus précisément, s'agissant des barres laminées à chaud, l'USITC a formulé les constatations suivantes:

> "Nous déclarons que l'accroissement des importations de barres et de profilés légers laminés à chaud en acier au carbone ou en aciers alliés ("barres laminées à chaud") en provenance de pays non membres de l'ALENA est une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale de barres laminées à chaud.
>
> Les importations de barres laminées à chaud en provenance de pays non membres de l'ALENA se sont accrues. En quantité, elles sont passées de 584 126 tonnes courtes en 1996 à 644 577 tonnes courtes en 1997 et à 1,1 million de tonnes courtes en 1998. Elles sont ensuite tombées à 925 711 tonnes courtes en 1999 et sont remontées à 1,2 million de tonnes courtes en 2000. Elles ont augmenté de 107,9 pour cent de 1996 à 2000 et ont enregistré de forts accroissements de 1997 à 1998 (hausse de 70,4 pour cent) et de 1999 à 2000 (hausse de 31,2 pour cent). C'est aussi pendant ces années que les importations de toutes provenances ont le plus rapidement progressé. Les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA se sont toutefois accrues à un rythme plus élevé que les importations de toutes provenances.[5688]
>
> Le ratio des importations de barres laminées à chaud en provenance de pays non membres de l'ALENA à la production nationale s'est aussi considérablement accru pendant la période considérée, passant de 6,8 pour cent en 1996 à 13,2 pour cent en 2000. Les hausses les plus marquées ont eu lieu de 1997 à 1998 et de 1999 à 2000.[5689]
>
> Dans notre analyse du lien de causalité concernant les importations de toutes provenances, nous avons observé que l'accroissement des importations a causé une perte des parts de marché pour les producteurs nationaux de barres laminées à chaud au moment où les prix baissaient, ce qui a abouti à des résultats d'exploitation médiocres et à des fermetures d'usines.[5690] Cette observation est aussi applicable aux importations en provenance de pays non membres de l'ALENA.
>
> En ce qui concerne la part de marché mesurée en quantité, les importations de barres laminées à chaud en provenance de sources autres que le Canada et le Mexique sont tombées de 5,8 pour cent en 1996 à 5,7 pour cent en 1997, sont montées à 9,4 pour cent en 1998, sont descendues à 8,4 pour cent en 1999 et ont ensuite atteint 10,8 pour cent en 2000. Comme les importations de toutes provenances, les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ont enregistré leurs plus forts accroissements en parts de marché entre 1997 et 1998 et entre 1999 et 2000. De plus, la majeure partie de l'accroissement de la part de marché captée par les importations totales au détriment de la branche de production nationale pendant la période

[5687] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4 (note de bas de page omise).

[5688] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableau LONG-C-3. En quantité, les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ont été moins élevées pendant la période intermédiaire de 2001 - 403 165 tonnes courtes - que pendant celle de 2000 où elles ont été de 630 673 tonnes courtes.

[5689] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume II, tableau LONG-5. Le ratio a été plus faible pendant la période intermédiaire de 2001 - 10,4 pour cent - que pendant celle de 2000 où il a été de 12,7 pour cent.

[5690] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume I, page 96.

considérée était due aux importations en provenance de pays non membres de l'ALENA.[5691]

Les valeurs unitaires moyennes des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ont diminué pendant chaque année complète de la période considérée, comme l'ont fait les valeurs unitaires moyennes des importations de toutes provenances. Les valeurs unitaires moyennes des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ont toutefois enregistré une baisse plus importante que celles des importations de toutes provenances entre 1996 et 2000. Elles sont passées de 679 dollars en 1996 à 478 dollars en 2000, ce qui représente un recul de 29,6 pour cent. En revanche, la valeur unitaire moyenne des importations de toutes provenances a diminué de 13,5 pour cent pendant la même période.[5692]

Dans notre analyse de la concurrence des importations, nous avons accordé une attention particulière aux ventes à des prix inférieurs des produits importés de toutes provenances en 1998 et pendant le premier semestre de 2000.[5693] Pendant ces périodes, les produits importés des pays non membres de l'ALENA ont été vendus à des prix inférieurs à ceux des barres laminées à chaud fabriquées dans le pays, avec des marges substantielles.[5694] De fait, les produits importés de pays non membres de l'ALENA ont été vendus à des prix inférieurs à ceux des produits importés de toutes provenances pendant ces périodes.[5695]

En conséquence, les éléments d'appréciation qui nous ont amenés à conclure que l'accroissement des importations de barres laminées à chaud était une cause substantielle de dommage grave sont aussi applicables à l'accroissement des importations de barres laminées à chaud de toutes provenances autres que le Canada et le Mexique."[5696]

ii) Allégations et arguments des parties

10.625 Les arguments des parties concernant les constatations de l'USITC sont exposés dans les sections VII.K.2, 3 b) et 4 c) *supra*.

iii) Analyse par le Groupe spécial

10.626 Le Groupe spécial note que la mesure de sauvegarde appliquée aux barres laminées à chaud exclut les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie[5697] et que la détermination faite par l'USITC en octobre 2001 visait les importations de toutes provenances. La

[5691] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableau LONG-C-3. La part de marché absorbée par les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA a été plus faible pendant la période intermédiaire de 2001 - 8,2 pour cent - que pendant celle de 2000, où elle a été de 10,4 pour cent.

[5692] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableau LONG-C-3. Les valeurs unitaires moyennes des importations en provenance de sources autres que le Canada et le Mexique ont été plus élevées pendant la période intermédiaire de 2001 que pendant celle de 2000.

[5693] (Note de bas de page de l'original) *Voir* USITC Pub. 3479, volume I, pages 96 et 97.

[5694] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume II, tableau LONG-90.

[5695] (Note de bas de page de l'original) *Comparer* USITC Pub. 3479, volume II, tableau LONG-90, avec le Rapport confidentiel (RC), tableau LONG-ALT-90.

[5696] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, pages 5 et 6.

[5697] Proclamation n ° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10556.

question est donc de savoir si les autorités compétentes des États-Unis ont établi explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations en provenance de sources autres que le Canada, le Mexique, Israël et la Jordanie répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.

10.627 Le Groupe spécial note que, dans son deuxième rapport complémentaire, l'USITC a formulé certaines constatations sur l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie et en ce qui concerne la question de savoir si l'accroissement des importations de barres laminées à chaud en provenance de pays non membres de l'ALENA était une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale.[5698] Dans ces constatations, l'USITC a établi et expliqué que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA s'étaient accrues. Elle a aussi examiné les parts de marché, les valeurs unitaires moyennes et la vente à des prix inférieurs des produits importés en provenance de sources extérieures à l'ALENA et a constaté que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA avaient absorbé la majeure partie de la part de marché perdue par les producteurs nationaux, que leurs valeurs unitaires moyennes avaient enregistré une baisse plus brutale que celles des importations totales et que leurs prix étaient inférieurs à ceux des importations totales.[5699]

10.628 Le Groupe spécial relève deux failles juridiques dans ces constatations et pense donc qu'elles n'établissent pas explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent aux conditions requises pour imposer une mesure de sauvegarde. Premièrement, il n'a pas été satisfait à la prescription relative au lien de causalité énoncée aux articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, y compris l'obligation de non-imputation. Dans le deuxième rapport complémentaire, l'USITC n'a pas examiné de facteurs autres que l'accroissement des importations qui ont contribué au fait de causer un dommage grave à la branche de production nationale de barres laminées à chaud. Les États-Unis soutiennent que cela n'était pas nécessaire, puisque les "autres facteurs", c'est-à-dire les facteurs autres que les importations, ne causaient pas le dommage grave ou n'étaient pas liés à la source d'importations spécifique, de telle sorte que l'opération de non-imputation effectuée dans le rapport principal de l'USITC restait valable.[5700]

10.629 De l'avis du Groupe spécial, le fait que ces autres facteurs étaient les mêmes ne veut pas dire que de nouvelles constatations sur le lien de causalité ne devaient pas être établies. L'obligation de non-imputation comprend l'obligation de dissocier et de distinguer les effets respectifs de l'accroissement des importations et des autres facteurs pour voir s'il existe un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Il n'est peut-être pas nécessaire de répéter l'opération consistant à dissocier et à distinguer les effets des autres facteurs. Néanmoins, les effets de l'accroissement des importations *provenant de toutes les sources* et les effets de l'accroissement des importations *ne provenant que d'un sous-ensemble de sources* ne seront pas nécessairement les mêmes. En conséquence, il peut y avoir une différence selon que l'on compare les effets de l'accroissement de toutes les importations ou les effets de l'accroissement de certaines importations seulement avec les effets des autres facteurs.

[5698] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, pages 4 à 6.
[5699] Deuxième rapport complémentaire, page 6.
[5700] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 834.

10.630 Pour cette raison, un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement de toutes les importations et le dommage grave, s'il est établi, ne constitue pas une base suffisante pour supposer qu'il existe un tel lien réel et substantiel entre l'accroissement des importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA et le dommage grave. Le point de vue des États-Unis ne pourrait être maintenu que si ces deux groupes d'importations avaient les mêmes effets. Ne serait-ce que pour des raisons quantitatives et parce que l'accroissement des importations en provenance des pays membres de l'ALENA avait incontestablement un *certain* effet, ce point de vue ne peut être retenu en l'espèce. L'autorité compétente est dans l'obligation de tenir compte du fait que les importations (relevant de l'ALE) exclues ont contribué au dommage grave subi par la branche de production nationale pour établir si les importations en provenance des sources visées par la mesure satisfont à la prescription relative au fait de causer un dommage grave.

10.631 Deuxièmement, le Groupe spécial note que les sources exclues de l'application de la mesure ne sont pas seulement le Canada et le Mexique, mais aussi Israël et la Jordanie.[5701] En conséquence, les importations en provenance des sources visées par la mesure ne sont pas les "importations en provenance de pays non membres de l'ALENA", mais les importations autres que celles qui proviennent du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie. En ce qui concerne ces importations, l'USITC n'a pas établi explicitement qu'elles répondaient aux conditions énoncées à l'article 2:1 (telles qu'elles sont précisées à l'article 4) de l'Accord sur les sauvegardes, ni dans le rapport de l'USITC ni dans le deuxième rapport complémentaire.

10.632 Il est fort possible que les importations en provenance d'Israël et de la Jordanie aient été tellement modestes qu'elles n'auraient pas pu modifier les constatations établies, que ce soit au sujet des importations totales ou au sujet des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. Toutefois, de l'avis du Groupe spécial, les autorités compétentes seraient alors encore tenues de formuler effectivement les constatations requises au titre du parallélisme en ce qui concerne l'accroissement des importations autres que celles qui proviennent du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie. Le critère est que le Membre doit établir explicitement que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent à toutes les conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde. Pour faire une telle constatation, il ne suffit pas de constater simplement que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions concernant les conditions préalables requises pour une mesure de sauvegarde.[5702] Le Groupe spécial reconnaît que si les importations en provenance d'une source exclue ont été "modestes et sporadiques" et "virtuellement inexistantes"[5703], ou, comme l'USITC l'a constaté, "à de très faibles niveaux" et inexistantes[5704], il est tout à fait possible que les faits *permettent* de constater que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent bien aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde. Cela doit toutefois encore être établi explicitement et étayé au moyen d'une explication motivée et adéquate.

10.633 Le Groupe spécial conclut que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'obligation de parallélisme au titre des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes en excluant les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie de l'application de la mesure de sauvegarde aux barres laminées à chaud, après avoir inclus les importations de toutes provenances dans leur détermination, et sans établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations non exclues répondaient aux conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde.

[5701] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10556.
[5702] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4.
[5703] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 754.
[5704] Rapport de l'USITC, volume I, page 376 et note de bas de page 117.

d) Barres parachevées à froid

i) Constatations de l'USITC

10.634 Dans le deuxième rapport complémentaire, l'USITC a déclaré "que ses résultats auraient été les mêmes si les importations en provenance du Canada et du Mexique avaient été exclues de l'analyse". Elle a aussi indiqué, "en accord avec les constatations qu'elle a formulées dans les Opinions concernant la mesure corrective, que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions de la Commission ou des différents commissaires".[5705] Plus précisément, s'agissant des barres parachevées à froid, l'USITC a formulé les constatations suivantes:

> "Nous déclarons que l'accroissement des importations de barres parachevées à froid en acier au carbone ou en aciers alliés ("barres parachevées à froid") en provenance de pays non membres de l'ALENA est une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale de barres parachevées à froid.
>
> Les importations de barres parachevées à froid en provenance de pays non membres de l'ALENA se sont accrues. En quantité, elles sont passées de 137 834 tonnes courtes en 1996 à 167 256 tonnes courtes en 1997 puis à 201 473 tonnes courtes en 1998. Elles sont ensuite tombées à 154 971 tonnes courtes en 1999 et sont remontées à 233 940 tonnes courtes en 2000. Elles ont enregistré un fort accroissement de 1999 à 2000, augmentant de 51,0 pour cent. C'est aussi pendant cette année que les importations de toutes provenances ont le plus fortement progressé. Les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA se sont toutefois accrues à un rythme plus élevé que les importations de toutes provenances, tant de 1999 à 2000 que pendant l'ensemble de la période considérée.[5706]
>
> Le ratio des importations de barres parachevées à froid en provenance de pays non membres de l'ALENA à la production nationale s'est aussi considérablement accru pendant la période considérée, passant de 11,8 pour cent en 1996 à 17,6 pour cent en 2000. La hausse la plus marquée a eu lieu de 1999 à 2000, le ratio augmentant alors de 6,4 points de pourcentage.[5707]
>
> Dans notre analyse du lien de causalité concernant les importations de toutes provenances, nous avons dit que la politique de prix agressive pratiquée pour les importations pendant la dernière partie de la période considérée avait provoqué des pertes de parts de marché et de revenus pour la branche de production.[5708] Cette observation est aussi applicable aux importations en provenance de pays non membres de l'ALENA.

[5705] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4 (note de bas de page omise).

[5706] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableau LONG-C-4. En quantité, les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ont été moins élevées pendant la période intermédiaire de 2001 - 99 082 tonnes courtes - que pendant celle de 2000 où elles ont été de 122 028 tonnes courtes.

[5707] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume II, tableau LONG-6. Le ratio a été plus élevé pendant la période intermédiaire de 2001 - 17,5 pour cent - que pendant celle de 2000, où il a été de 17,0 pour cent.

[5708] (Note de bas de page de l'original) *Voir* USITC Pub. 3479, volume I, page 105.

En ce qui concerne la part de marché mesurée en quantité, les importations de barres parachevées à froid en provenance de sources extérieures à l'ALENA sont passées de 9,8 pour cent en 1996 à 10,5 pour cent en 1997, puis à 12,1 pour cent en 1998. La part de marché absorbée par ces importations est ensuite tombée à 9,6 pour cent en 1999, puis est montée à 14,3 pour cent en 2000. Comme les importations de toutes provenances, les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ont enregistré un important accroissement en parts de marché entre 1999 et 2000. De fait, elles sont à l'origine de tout l'accroissement de la part de marché absorbée par les importations pendant cette période et entre 1996 et 2000.[5709]

Les valeurs unitaires moyennes des importations de barres parachevées à froid en provenance de sources autres que le Canada et le Mexique ont diminué pendant chaque année complète de la période considérée, passant de 919 dollars en 1996 à 758 dollars en 2000. La baisse de 17,6 pour cent des valeurs unitaires moyennes des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA entre 1996 et 2000 a été supérieure au fléchissement des valeurs unitaires moyennes des importations de toutes provenances observé pendant la même période.[5710]

Dans notre analyse de la concurrence des importations, nous avons examiné les tendances des prix et les ventes à des prix inférieurs de C12L14 d'un pouce de diamètre en 1999 et en 2000.[5711] Les C12L14 importés de sources extérieures à l'ALENA ont enregistré des baisses de prix importantes en 1999. Les prix ont encore diminué en 2000, en particulier pendant le dernier trimestre de l'année. Entre le deuxième trimestre de 1999 et le quatrième trimestre de 2000, le C12L14 importé de pays non membres de l'ALENA a été vendu à des prix inférieurs au produit fabriqué dans le pays, avec des marges de vente à des prix inférieurs à partir de ***.[5712] Les tendances des prix comme les données relatives aux ventes à des prix inférieurs se rapportant aux importations en provenance de pays non membres de l'ALENA sont semblables à celles qui concernent les importations de toutes provenances sur lesquelles nous nous sommes appuyés dans notre détermination de l'existence d'un dommage.[5713]

En conséquence, les éléments d'appréciation qui nous ont amenés à conclure que l'accroissement des importations de barres parachevées à froid était une cause substantielle de dommage grave sont aussi applicables à l'accroissement des importations de barres parachevées à froid de toutes provenances autres que le Canada et le Mexique."[5714]

[5709] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableau LONG-C-4. La part de marché absorbée par les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA a été plus élevée pendant la période intermédiaire de 2001 - 14,2 pour cent - que pendant celle de 2000, où elle a été de 13,5 pour cent.

[5710] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableau LONG-C-4. Les valeurs unitaires moyennes des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ont été plus élevées pendant la période intermédiaire de 2001 que pendant celle de 2000.

[5711] (Note de bas de page de l'original) *Voir* USITC Pub. 3479, volume I, page 106–07.

[5712] (Note de bas de page de l'original) RC, tableau LONG-92.

[5713] (Note de bas de page de l'original) *Comparer* USITC Pub. 3479, page 105-07.

[5714] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, pages 6 et 7.

ii) Allégations et arguments des parties

10.635 Les arguments des parties concernant les constatations de l'USITC sont exposés dans les sections VII.K.2, 3 b) et 4 d) *supra*.

iii) Analyse par le Groupe spécial

10.636 Le Groupe spécial note que la mesure de sauvegarde appliquée aux barres parachevées à froid exclut les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie[5715] et que la détermination faite par l'USITC en octobre 2001 visait les importations de toutes provenances. La question est donc de savoir si les autorités compétentes des États-Unis ont établi explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations en provenance de sources autres que le Canada, le Mexique, Israël et la Jordanie répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.

10.637 Le Groupe spécial note que, dans son deuxième rapport complémentaire, l'USITC a formulé certaines constatations sur l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie et en ce qui concerne la question de savoir si l'accroissement des importations de barres parachevées à froid en provenance de pays non membres de l'ALENA était une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale.[5716] Dans ces constatations, l'USITC a établi et expliqué que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA s'étaient accrues. Elle a aussi examiné les données relatives à la part de marché, aux valeurs unitaires moyennes et aux prix des produits importés de sources extérieures à l'ALENA. Elle a conclu que les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA étaient à l'origine de tout l'accroissement de la part de marché absorbée par les importations de 1999 à 2000 et de 1996 à 2000, que leurs valeurs unitaires moyennes avaient diminué pendant chaque année complète de la période considérée et que le C12L14 importé de pays non membres de l'ALENA avait été vendu à un prix inférieur au produit fabriqué dans le pays entre le deuxième trimestre de 1999 et le quatrième trimestre de 2000.[5717]

10.638 Le Groupe spécial relève deux failles juridiques dans ces constatations et pense donc qu'elles n'établissent pas explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent aux conditions requises pour imposer une mesure de sauvegarde. Premièrement, il n'a pas été satisfait à la prescription relative au lien de causalité énoncée aux articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, y compris l'obligation de non-imputation. Dans le deuxième rapport complémentaire, l'USITC n'a pas examiné d'autres facteurs que l'accroissement des importations qui ont contribué au fait de causer un dommage grave à la branche de production nationale de barres parachevées à froid. Les États-Unis soutiennent que cela n'était pas nécessaire, puisque sur les deux "autres facteurs", c'est-à-dire les facteurs autres que les importations identifiés, l'un ne causait pas le dommage grave observé et l'autre était examiné dans l'analyse se rapportant aux importations totales. Par conséquent, selon les États-Unis, l'opération de non-imputation effectuée dans le rapport principal de l'USITC restait valable.[5718]

10.639 De l'avis du Groupe spécial, le fait que ces autres facteurs étaient les mêmes ne veut pas dire que de nouvelles constatations sur le lien de causalité ne devaient pas être établies. L'obligation de non-imputation comprend l'obligation de dissocier et de distinguer les effets respectifs de

[5715] Proclamation n ° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10556.
[5716] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, pages 4, 6 et 7.
[5717] Voir le paragraphe 10.634.
[5718] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 838 à 846.

l'accroissement des importations et des autres facteurs pour voir s'il existe un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Il n'est peut-être pas nécessaire de répéter l'opération consistant à dissocier et à distinguer les effets des autres facteurs. Néanmoins, les effets de l'accroissement des importations *provenant de toutes les sources* et les effets de l'accroissement des importations *ne provenant que d'un sous-ensemble de sources* ne seront pas nécessairement les mêmes. En conséquence, il peut y avoir une différence selon que l'on compare les effets de l'accroissement de toutes les importations ou les effets de l'accroissement de certaines importations seulement avec les effets des autres facteurs.

10.640 Pour cette raison, un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement de toutes les importations et le dommage grave, s'il est établi, ne constitue pas une base suffisante pour supposer qu'il existe un tel lien réel et substantiel entre l'accroissement des importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA et le dommage grave. Le point de vue des États-Unis ne pourrait être maintenu que si ces deux groupes d'importations avaient les mêmes effets. Ne serait-ce que pour des raisons quantitatives et parce que l'accroissement des importations en provenance des pays membres de l'ALENA avait incontestablement un *certain* effet, ce point de vue ne peut être retenu en l'espèce. L'autorité compétente est dans l'obligation de tenir compte du fait que les importations (relevant de l'ALE) exclues ont contribué au dommage grave subi par la branche de production nationale pour établir si les importations en provenance des sources visées par la mesure satisfont à la prescription relative au fait de causer un dommage grave.

10.641 Deuxièmement, le Groupe spécial note que les sources exclues de l'application de la mesure ne sont pas seulement le Canada et le Mexique, mais aussi Israël et la Jordanie.[5719] En conséquence, les importations en provenance des sources visées par la mesure ne sont pas les "importations en provenance de pays non membres de l'ALENA", mais les importations autres que celles qui proviennent du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie. En ce qui concerne ces importations, l'USITC n'a pas établi explicitement qu'elles répondaient aux conditions énoncées à l'article 2:1 (telles qu'elles sont précisées à l'article 4) de l'Accord sur les sauvegardes, ni dans le rapport de l'USITC ni dans le deuxième rapport complémentaire.

10.642 Il est fort possible que les importations en provenance d'Israël et de la Jordanie aient été tellement modestes qu'elles n'auraient pas pu modifier les constatations établies, que ce soit au sujet des importations totales ou au sujet des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. Toutefois, de l'avis du Groupe spécial, les autorités compétentes seraient alors encore tenues de formuler effectivement les constatations requises au titre du parallélisme en ce qui concerne l'accroissement des importations autres que celles qui proviennent du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie. Le critère est que le Membre doit établir explicitement que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent à toutes les conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde. Pour faire une telle constatation (établissant explicitement), il ne suffit pas de constater simplement que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions concernant les conditions préalables requises pour une mesure de sauvegarde.[5720] Le Groupe spécial reconnaît que si les importations en provenance d'une source exclue ont été "modestes et sporadiques" et "virtuellement inexistantes"[5721], ou inexistantes[5722], il est très probable que les faits *permettent* de constater que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent bien aux conditions requises

[5719] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10556.
[5720] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4.
[5721] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 754.
[5722] Rapport de l'USITC, volume I, page 376 et note de bas de page 117.

pour appliquer une mesure de sauvegarde. Cela doit toutefois encore être établi explicitement et étayé au moyen d'une explication motivée et adéquate.

10.643 Le Groupe spécial conclut que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'obligation de parallélisme au titre des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes en excluant les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie de l'application de la mesure de sauvegarde aux barres parachevées à froid, après avoir inclus les importations de toutes provenances dans leur détermination, et sans établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations non exclues répondaient aux conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde.

e) Barres d'armature

i) Constatations de l'USITC

10.644 Devant le Groupe spécial, les États-Unis invoquent la note de bas de page 704 du rapport de l'USITC. Cette note est ainsi libellée:

> "Nous constatons que notre analyse de l'existence d'un dommage ne serait affectée en aucune façon par l'exclusion des importations de barres d'armature en provenance du Canada et du Mexique.
>
> L'exclusion des importations en provenance du Canada et du Mexique ne fait que rendre l'accroissement des importations pendant la période considérée plus spectaculaire. Les importations de barres d'armature de toutes provenances autres que le Canada et le Mexique sont passées de 302 217 tonnes en 1996 à 403 881 tonnes en 1997, à 1,1 million de tonnes en 1998, puis à 1,7 million de tonnes en 1999. Elles sont ensuite tombées à 1,6 million de tonnes en 2000. Les importations en provenance de sources autres que le Mexique et le Canada ont été moins importantes pendant la période intermédiaire de 2001 – 778 779 tonnes – que pendant celle de 2000 où elles ont été de 960 625 tonnes. Elles ont augmenté de 434,8 pour cent entre 1996 et 2000, les plus forts accroissements se produisant de 1997 à 1998 (183,5 pour cent) ainsi que de 1998 à 1999 (50,2 pour cent). *Voir* RC et RP, tableau LONG-7.
>
> Exclure le Canada et le Mexique a aussi pour effet d'accentuer l'accroissement de la part de marché absorbée par les importations en provenance d'autres sources. La part de marché absorbée par les importations de barres d'armature en provenance de sources autres que le Canada et le Mexique est passée de 5,5 pour cent en 1996 à 21,4 pour cent en 1999, niveau le plus élevé de la période considérée, puis est descendue à 19,9 pour cent en 2000. Elle a été moins élevée pendant la période intermédiaire de 2001 que pendant celle de 2000. *Voir* RC et RP, tableau LONG-72.
>
> Les valeurs unitaires moyennes des importations en provenance de sources autres que le Canada et le Mexique ont évolué de la même façon que les valeurs unitaires moyennes des importations de toutes provenances. La valeur unitaire moyenne des importations en provenance de sources autres que le Canada et le Mexique est passée de 300 dollars en 1996 à 275 dollars en 1998, a ensuite chuté à 207 dollars en 1999, et est légèrement remontée à 215 dollars en 2000. Ces valeurs unitaires moyennes ont été de 210 dollars pendant la période intermédiaire de 2000 et de 224 dollars pendant la période intermédiaire de 2001. *Voir* RC et RP, tableau LONG-7.

> Enfin, exclure les importations en provenance du Canada et du Mexique de la base de données ne modifie pas sensiblement les tendances des prix des produits importés pendant la période considérée. Il n'y a pas eu de relevés des prix des produits importés du Canada et les produits importés du Mexique ont été vendus à des prix supérieurs à ceux des produits importés de toutes les autres sources pendant chacun des trimestres pour lesquels des données sur les prix ont été recueillies à l'exception du quatrième trimestre de 1996 et du premier trimestre de 1997. En conséquence, pour les périodes venant après 1998, l'exclusion des importations en provenance du Mexique accroît quelque peu l'ampleur des marges de vente à des prix inférieurs. *Voir* RC et RP, tableau LONG-93.
>
> En conséquence, les conclusions que nous avons établies au sujet des effets de l'accroissement des importations s'appliquent de la même manière, que les importations en provenance du Canada et du Mexique soient ou non incluses parmi les importations évaluées."[5723]

10.645 L'USITC a aussi indiqué dans le deuxième rapport complémentaire, "en accord avec les constatations qu'elle a formulées dans les Opinions concernant la mesure corrective, que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions de la Commission ou des différents commissaires".[5724]

ii) Allégations et arguments des parties

10.646 Les plaignants affirment que ni le rapport de l'USITC ni le rapport complémentaire de l'USITC ne contiennent de constatations particulières établissant "explicitement" que l'accroissement des importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA répond aux conditions énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. Les allégations et arguments présentés par les plaignants au sujet des constatations de l'USITC concernant les barres d'armature sont exposés de manière plus détaillée dans les sections VII.K.2, 3 b) et 4 e) *supra*.

10.647 Les États-Unis invoquent la note de bas de page 704 figurant dans l'analyse de toutes les importations faite par l'USITC, qui comprend un examen détaillé des importations de barres d'armature en provenance de pays non membres de l'ALENA. Dans cette note de bas de page, l'USITC a constaté expressément ce qui suit: "les conclusions que nous avons établies au sujet des effets de l'accroissement des importations s'appliquent de la même manière, que les importations en provenance du Canada et du Mexique soient ou non incluses parmi les importations évaluées".[5725] Les allégations et arguments présentés par les États-Unis au sujet des constatations de l'USITC sur les barres d'armature sont exposés de manière plus détaillée dans les sections VII.K.2, 3 b) et 4 e) *supra*.

iii) Analyse par le Groupe spécial

10.648 Le Groupe spécial note tout d'abord que les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie ont été exclues de la mesure de sauvegarde appliquée aux barres d'armature.[5726] La question est donc de savoir si les autorités compétentes des États-Unis ont établi explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations en provenance de

---

[5723] Rapport de l'USITC, volume I, page 116, note de bas de page 704.
[5724] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4 (note de bas de page omise).
[5725] Rapport de l'USITC, page 116, note de bas de page 704.
[5726] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10556.

sources autres que le Canada, le Mexique, Israël et la Jordanie répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.

10.649 Le Groupe spécial relève deux failles juridiques dans les constatations de l'USITC et pense donc qu'elles n'établissent pas explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent aux conditions requises pour imposer une mesure de sauvegarde.

10.650 Premièrement, il n'a pas été satisfait à la prescription relative au lien de causalité énoncée aux articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. De l'avis du Groupe spécial, l'USITC n'a pas pris en considération de manière adéquate le fait qu'elle examinait un volume restreint d'accroissement des importations. Pour établir l'existence d'un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations (visées par la mesure) et le dommage grave, il faut tenir compte du dommage causé par les importations exclues. L'USITC ne l'a pas suffisamment fait lorsqu'elle a noté qu'il y avait une similitude dans l'évolution des valeurs unitaires moyennes des importations totales et des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA et que les prix auxquels étaient vendus les produits importés de pays non membres de l'ALENA étaient encore plus inférieurs aux prix des produits nationaux que ne l'étaient ceux auxquels étaient vendues les importations totales (en moyenne).[5727] Cette approche ne prend pas en compte la possibilité que le dommage grave causé par les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ne soit qu'une partie du dommage grave causé par les importations totales et n'établit pas l'existence d'un rapport réel et substantiel de cause à effet. En d'autres termes, un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement de toutes les importations et le dommage grave, s'il est établi, ne constitue pas une base suffisante pour supposer qu'il existe un tel lien réel et substantiel entre l'accroissement des importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA et le dommage grave.

10.651 Deuxièmement, le Groupe spécial note que les sources exclues de l'application de la mesure ne sont pas seulement le Canada et le Mexique, mais aussi Israël et la Jordanie.[5728] En conséquence, les importations en provenance des sources visées par la mesure ne sont pas les "importations en provenance de pays non membres de l'ALENA", mais les importations autres que celles qui proviennent du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie. En ce qui concerne ces importations, l'USITC n'a pas établi explicitement qu'elles répondaient aux conditions énoncées à l'article 2:1 (telles qu'elles sont précisées à l'article 4) de l'Accord sur les sauvegardes, ni dans le rapport de l'USITC ni dans le deuxième rapport complémentaire.

10.652 Il est fort possible que les importations en provenance d'Israël et de la Jordanie aient été tellement modestes qu'elles n'auraient pas pu modifier les constatations établies, que ce soit au sujet des importations totales ou au sujet des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. Toutefois, de l'avis du Groupe spécial, les autorités compétentes seraient alors encore tenues de formuler effectivement les constatations requises au titre du parallélisme en ce qui concerne l'accroissement des importations autres que celles qui proviennent du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie. Le critère est que le Membre doit établir explicitement que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent à toutes les conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde. Pour faire une telle constatation, il ne suffit pas de constater simplement que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions concernant les conditions préalables requises pour une mesure de

[5727] Rapport de l'USITC, volume I, page 116, note de bas de page 704.
[5728] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10556.

sauvegarde.[5729] Le Groupe spécial reconnaît que si les importations en provenance d'une source exclue ont été "modestes et sporadiques" et "virtuellement inexistantes"[5730] ou inexistantes[5731], il est très probable que les faits *permettent* de constater que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent bien aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde. Cela doit toutefois encore être établi explicitement et étayé au moyen d'une explication motivée et adéquate.

10.653 Le Groupe spécial conclut que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'obligation de parallélisme au titre des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes en excluant les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie de l'application de la mesure de sauvegarde aux barres d'armature, après avoir inclus les importations de toutes provenances dans leur détermination, et sans établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations non exclues répondaient aux conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde.

f) Tubes soudés

i) Constatations de l'USITC

10.654 Dans le deuxième rapport complémentaire, l'USITC a déclaré "que ses résultats auraient été les mêmes si les importations en provenance du Canada et du Mexique avaient été exclues de l'analyse". Elle a aussi indiqué, "en accord avec les constatations qu'elle a formulées dans les Opinions concernant la mesure corrective, que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions de la Commission ou des différents commissaires".[5732] Plus précisément, s'agissant des tubes soudés, l'USITC a formulé les constatations suivantes:

> "Nous déclarons que l'accroissement des importations de produits tubulaires soudés autres que les OCTG en provenance de pays non membres de l'ALENA est une cause substantielle de la menace de dommage grave subie par la branche de production nationale de produits tubulaires soudés autres que les OCTG.
>
> Les importations de produits tubulaires soudés autres que les OCTG, en provenance de pays non membres de l'ALENA, se sont accrues. Elles sont passées de 786 151 tonnes courtes en 1996 à 1 420 685 tonnes courtes en 2000 et de 724 859 tonnes courtes pendant la période intermédiaire de 2000 à 870 944 tonnes courtes pendant la période intermédiaire de 2001. Elles ont enregistré de forts accroissements de l'ordre de 20 à 30 pour cent chaque année pendant la période considérée à l'exception de 1999.[5733] De même, le ratio des importations de ces produits tubulaires soudés en provenance de pays non membres de l'ALENA à la production des États-Unis s'est accru chaque année à l'exception de 1999 pendant la période considérée; il est passé de 16,9 pour cent en 1996 à 29,7 pour cent en 2000 et il a atteint 34,5 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001 contre 28,6 pour cent pour la période intermédiaire de 2000.[5734]

[5729] Deuxième rapport complémentaire, page 4.
[5730] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 754.
[5731] Rapport de l'USITC, volume I, page 376 et note de bas de page 117.
[5732] Deuxième rapport complémentaire, page 4 (note de bas de page omise).
[5733] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableau TUBULAR C-4.
[5734] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume II, tableau TUBULAR-6.

> De même, en ce qui concerne la part de marché, mesurée en quantité, les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA sont passées de 13,1 pour cent en 1996 à 19,8 pour cent en 2000 et elles ont absorbé 22,7 pour cent du marché au premier semestre de 2001, contre 18,9 pour cent au premier semestre de 2001 (*sic*).[5735]
>
> En outre, les prix auxquels étaient vendus les tubes standard et les tubes pour usages mécaniques en provenance de sources extérieures à l'ALENA ont été inférieurs aux prix des produits comparables nationaux pendant tous les trimestres sauf un (32 trimestres sur 33) pour lesquels des données étaient disponibles. Pour ces deux types de produits, les prix des tubes en provenance de pays non membres de l'ALENA ont diminué au cours de la période considérée, y compris pendant le (ou les) trimestre(s) le(s) plus récent(s) pour lequel (lesquels) des données sont disponibles.[5736]
>
> Enfin, exclure les importations en provenance du Canada et du Mexique de la base de données ne modifie pas sensiblement les projections concernant la production étrangère, la capacité et les exportations vers les États-Unis. De fait, la capacité, la production et les exportations vers les États-Unis en provenance de pays non membres de l'ALENA atteindront tous, selon les projections, de nouveaux niveaux records pendant la période 2001-2002.[5737]
>
> En conséquence, les éléments d'appréciation qui nous ont amenés à conclure que l'accroissement des importations de produits tubulaires soudés (autres que les OCTG) était une cause substantielle de la menace de dommage grave sont aussi applicables à l'accroissement des importations de produits tubulaires soudés (autres que les OCTG) de toutes provenances autres que le Canada et le Mexique."[5738]

ii) Allégations et arguments des parties

10.655 Les allégations et arguments des parties concernant les constatations de l'USITC sont exposés dans les sections VII.K.2, 3 b) et 4 f) *supra*.

iii) Analyse par le Groupe spécial

10.656 Le Groupe spécial note que la mesure de sauvegarde appliquée aux tubes soudés exclut les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie[5739] et que la détermination faite par l'USITC en octobre 2001 visait les importations de toutes provenances. La question est donc de savoir si les autorités compétentes des États-Unis ont établi explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations en provenance de sources autres que le Canada, le Mexique, Israël et la Jordanie répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. À cet égard, le Groupe spécial note que, dans son deuxième rapport complémentaire, l'USITC a formulé certaines constatations sur l'exclusion des importations en

[5735] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableau TUBULAR C-4.
[5736] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume II, tableau TUBULAR-58-59.
[5737] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume II, tableaux TUBULAR-30-32.
[5738] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, pages 10 et 11.
[5739] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10556.

provenance d'Israël et de la Jordanie et en ce qui concerne la question de savoir si l'accroissement des importations de tubes soudés en provenance de pays non membres de l'ALENA était une cause substantielle de la menace de dommage grave subie par la branche de production nationale.[5740]

10.657 Le Groupe spécial relève deux failles juridiques dans ces constatations et pense donc qu'elles n'établissent pas explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent aux conditions requises pour imposer une mesure de sauvegarde. Premièrement, il n'a pas été satisfait à la prescription relative au lien de causalité énoncée aux articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. De l'avis du Groupe spécial, l'USITC n'a pas pris en considération de manière adéquate le fait qu'elle examinait un volume restreint d'(accroissement des) importations. Pour établir l'existence d'un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations (visées par la mesure) et la menace de dommage grave causée à la branche de production nationale, il faut tenir compte de la menace de dommage grave causée par les importations exclues. L'USITC ne l'a pas fait de façon adéquate lorsqu'elle a déclaré que les prix auxquels étaient vendus les tubes standard et les tubes pour usages mécaniques importés de pays non membres de l'ALENA étaient inférieurs aux prix des produits nationaux.[5741] Cela ne tient pas compte du fait que la menace de dommage grave causée par les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA n'est qu'une partie de la menace de dommage grave causé par les importations totales et n'établit pas l'existence d'un rapport réel et substantiel de cause à effet. En d'autres termes, un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement de toutes les importations et la menace de dommage grave, s'il est établi, ne constitue pas une base suffisante pour supposer qu'il existe un tel lien réel et substantiel entre l'accroissement des importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA et la menace de dommage grave.

10.658 Deuxièmement, les sources exclues de l'application de la mesure ne sont pas seulement le Canada et le Mexique, mais aussi Israël et la Jordanie.[5742] En conséquence, les importations en provenance des sources visées par la mesure ne sont pas les "importations en provenance de pays non membres de l'ALENA", mais les importations autres que celles qui proviennent du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie. En ce qui concerne ces importations, l'USITC n'a pas établi explicitement qu'elles répondaient aux conditions énoncées à l'article 2:1 (telles qu'elles sont précisées à l'article 4) de l'Accord sur les sauvegardes, ni dans le rapport de l'USITC ni dans le deuxième rapport complémentaire.

10.659 Il est fort possible que les importations en provenance d'Israël et de la Jordanie aient été tellement modestes qu'elles n'auraient pas pu modifier les constatations établies, que ce soit au sujet des importations totales ou au sujet des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. Toutefois, de l'avis du Groupe spécial, les autorités compétentes seraient alors encore tenues de formuler effectivement les constatations requises au titre du parallélisme en ce qui concerne l'accroissement des importations autres que celles qui proviennent du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie. Le critère est que le Membre doit établir explicitement que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent à toutes les conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde. Pour faire une telle constatation, il ne suffit pas de constater simplement que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions concernant les conditions préalables requises pour une mesure de sauvegarde.[5743] Le Groupe spécial reconnaît que si les importations en provenance d'une source

[5740] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, pages 4, 10 et 11.
[5741] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 10.
[5742] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10556.
[5743] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4.

exclue ont été "modestes et sporadiques" et "virtuellement inexistantes"[5744] ou inférieures à 1 pour cent et inexistantes[5745], il est très probable que les faits *permettent* de constater que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent bien aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde. Cela doit toutefois encore être établi explicitement et étayé au moyen d'une explication motivée et adéquate.

10.660 Le Groupe spécial conclut que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'obligation de parallélisme au titre des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes en excluant les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie de l'application de la mesure de sauvegarde aux tubes soudés, après avoir inclus les importations de toutes provenances dans leur détermination, et sans établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations non exclues répondaient aux conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde.

g) ABJT

i) Constatations de l'USITC

10.661 Dans le deuxième rapport complémentaire, l'USITC a déclaré "que ses résultats auraient été les mêmes si les importations en provenance du Canada et du Mexique avaient été exclues de l'analyse". Elle a aussi indiqué, "en accord avec les constatations qu'elle a formulées dans les Opinions concernant la mesure corrective, que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions de la Commission ou des différents commissaires".[5746] Plus précisément, s'agissant des ABJT, l'USITC a formulé les constatations suivantes:

> "Nous déclarons que l'accroissement des importations d'accessoires en acier au carbone ou en aciers alliés en provenance de pays non membres de l'ALENA est une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale d'accessoires en acier au carbone ou en aciers alliés.
>
> Les importations d'accessoires en acier au carbone ou en aciers alliés en provenance de pays non membres de l'ALENA se sont accrues. Les importations en provenance de sources autres que les pays membres de l'ALENA sont passées de 76 079 tonnes courtes en 1996 à 100 592 tonnes courtes en 2000; elles ont progressé chaque année pendant la période considérée à l'exception de 1997.[5747] De même, le ratio de ces importations à la production des États-Unis a augmenté chaque année pendant la période considérée à l'exception de 1997; il est passé de 37,1 pour cent en 1996 à 51,8 pour cent en 2000 et s'élevait à 69,0 pour cent pendant la période intermédiaire de 2001 contre 43,9 pour cent pendant la période intermédiaire de 2000.[5748]
>
> En ce qui concerne la part de marché, mesurée en quantité, les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA sont passées de 25,7 pour cent en

[5744] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 754.
[5745] Rapport de l'USITC, volume I, page 385 et note de bas de page 155.
[5746] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4 (note de bas de page omise).
[5747] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableau TUBULAR C-6.
[5748] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume II, tableau TUBULAR-8.

> 1996 à 31,0 pour cent en 2000 et elles détenaient 36,3 pour cent du marché au premier semestre de 2001 contre 28,8 pour cent au premier semestre de 2001 (*sic*).[5749]
>
> Les valeurs unitaires moyennes des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ont été équivalentes à celles des importations de toutes provenances et d'une manière générale supérieures aux valeurs unitaires moyennes des produits nationaux.[5750] ***. [5751] ***.
>
> En conséquence, les éléments d'appréciation qui nous ont amenés à conclure que l'accroissement des importations d'accessoires en acier au carbone ou en aciers alliés était une cause substantielle de dommage grave sont aussi applicables à l'accroissement des importations d'accessoires en acier au carbone ou en aciers alliés de toutes provenances autres que le Canada et le Mexique.
>
> La conclusion ne serait pas différente si seul le Mexique était exclu ou si seul le Canada était exclu."[5752]

ii) Allégations et arguments des parties

10.662 Les allégations et arguments des parties concernant les constatations de l'USITC sont exposés dans les sections VII.K.2, 3 b) et 4 g) *supra*.

iii) Analyse par le Groupe spécial

10.663 Le Groupe spécial note que la mesure de sauvegarde appliquée aux ABJT exclut les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie[5753] et que la détermination faite par l'USITC en octobre 2001 visait les importations de toutes provenances. La question est donc de savoir si les autorités compétentes des États-Unis ont établi explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations en provenance de sources autres que le Canada, le Mexique, Israël et la Jordanie répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. À cet égard, le Groupe spécial note que, dans son deuxième rapport complémentaire, l'USITC a formulé certaines constatations sur l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie et en ce qui concerne la question de savoir si l'accroissement des importations d'ABJT en provenance de pays non membres de l'ALENA était une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale.[5754]

10.664 Le Groupe spécial relève deux failles juridiques dans ces constatations et pense donc qu'elles n'établissent pas explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent aux conditions requises pour imposer une mesure de sauvegarde. Premièrement, il n'a pas été satisfait à la prescription relative au lien de causalité énoncée aux articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. De l'avis du Groupe

---

[5749] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableau TUBULAR C-6. Les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA sont passées de 45 537 tonnes courtes pendant la période intermédiaire de 2000 à 63 226 tonnes courtes pendant celle de 2000. (*sic*) Id.

[5750] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume I, page 176.

[5751] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume II, tableau TUBULAR-61.

[5752] Deuxième rapport complémentaire, page 8.

[5753] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10556.

[5754] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, pages 4 et 8.

spécial, l'USITC n'a pas pris en considération de manière adéquate le fait qu'elle examinait un volume restreint d'(accroissement des) importations. Pour établir l'existence d'un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations (visées par la mesure) et le dommage grave, il faut tenir compte du dommage causé par les importations exclues. L'USITC ne l'a pas fait de façon adéquate lorsqu'elle a déclaré que les valeurs unitaires moyennes des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA étaient équivalentes à celles des importations de toutes provenances.[5755] Cela ne tient pas compte du fait que le dommage grave causé par les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA n'est qu'une partie du dommage grave causé par les importations totales et n'établit pas l'existence d'un rapport réel et substantiel de cause à effet.

10.665 De plus, dans son analyse des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA figurant dans le deuxième rapport complémentaire, l'USITC n'a pas examiné d'autres facteurs que l'accroissement des importations qui ont contribué au fait de causer un dommage grave à la branche de production nationale d'ABJT. Les États-Unis soutiennent que cela n'était pas nécessaire puisque sur les cinq "autres facteurs" identifiés dans l'analyse de toutes les importations, il a été constaté que quatre ne causaient pas le dommage grave et qu'un, le regroupement des acheteurs, avait exclusivement trait à des données relatives à la branche de production nationale.[5756]

10.666 De l'avis du Groupe spécial, le fait que ces autres facteurs étaient les mêmes ne veut pas dire qu'aucune nouvelle constatation ne devait être établie sur le lien de causalité. L'obligation de non-imputation comprend l'obligation de dissocier et de distinguer les effets respectifs de l'accroissement des importations et des autres facteurs pour voir s'il existe un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Il n'est peut-être pas nécessaire de répéter l'opération consistant à dissocier et à distinguer les effets des autres facteurs. Néanmoins, les effets de l'accroissement des importations *provenant de toutes les sources* et les effets de l'accroissement des importations *ne provenant que d'un sous-ensemble de sources* ne seront pas nécessairement les mêmes. En conséquence, il peut y avoir une différence selon que l'on compare les effets de l'accroissement de toutes les importations ou les effets de l'accroissement de certaines importations seulement avec les effets des autres facteurs.

10.667 Pour cette raison, un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement de toutes les importations et le dommage grave, s'il est établi, ne constitue pas une base suffisante pour supposer qu'il existe un tel lien réel et substantiel entre l'accroissement des importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA et le dommage grave. Le point de vue des États-Unis ne pourrait être maintenu que si ces deux groupes d'importations avaient les mêmes effets. Ne serait-ce que pour des raisons quantitatives et parce que l'accroissement des importations en provenance des pays membres de l'ALENA avait incontestablement un *certain* effet, ce point de vue ne peut être retenu en l'espèce. Comme il a déjà été dit, l'autorité compétente est dans l'obligation de tenir compte du fait que les importations (relevant de l'ALE) exclues ont contribué au dommage grave subi par la branche de production nationale pour établir si les importations en provenance des sources visées par la mesure satisfont à la prescription relative au fait de causer un dommage grave.

10.668 Deuxièmement, les sources exclues de l'application de la mesure ne sont pas seulement le Canada et le Mexique, mais aussi Israël et la Jordanie.[5757] En conséquence, les importations en provenance des sources visées par la mesure ne sont pas les "importations en provenance de pays non membres de l'ALENA", mais les importations autres que celles qui proviennent du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie. En ce qui concerne ces importations, l'USITC n'a pas établi

[5755] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 8.
[5756] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 882.
[5757] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10556.

explicitement qu'elles répondaient aux conditions énoncées à l'article 2:1 (telles qu'elles sont précisées à l'article 4) de l'Accord sur les sauvegardes, ni dans le rapport de l'USITC ni dans le deuxième rapport complémentaire.

10.669 Il est fort possible que les importations en provenance d'Israël et de la Jordanie aient été tellement modestes qu'elles n'auraient pas pu modifier les constatations établies, que ce soit au sujet des importations totales ou au sujet des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. Toutefois, de l'avis du Groupe spécial, les autorités compétentes seraient encore tenues de formuler effectivement les constatations requises au titre du parallélisme en ce qui concerne l'accroissement des importations autres que celles qui proviennent du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie. Le critère est que le Membre doit établir explicitement que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent à toutes les conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde. Pour faire une telle constatation, il ne suffit pas de constater simplement que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions concernant les conditions préalables requises pour une mesure de sauvegarde.[5758] Le Groupe spécial reconnaît que si les importations en provenance d'une source exclue ont été "modestes et sporadiques"[5759], ou inférieures à 1 pour cent et "virtuellement inexistantes"[5760], il est tout à fait possible que les faits *permettent* de constater que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent bien aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde. Cela doit toutefois encore être établi explicitement et étayé au moyen d'une explication motivée et adéquate.

10.670 Le Groupe spécial conclut que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'obligation de parallélisme au titre des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes en excluant les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie de l'application de la mesure de sauvegarde aux ABJT, après avoir inclus les importations de toutes provenances dans leur détermination, et sans établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations non exclues répondaient aux conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde.

h) Barres en aciers inoxydables

i) Constatations de l'USITC

10.671 Dans le deuxième rapport complémentaire, l'USITC a déclaré "que ses résultats auraient été les mêmes si les importations en provenance du Canada et du Mexique avaient été exclues de l'analyse". Elle a aussi indiqué, "en accord avec les constatations qu'elle a formulées dans les Opinions concernant la mesure corrective, que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions de la Commission ou des différents commissaires".[5761] Plus précisément, s'agissant des barres en aciers inoxydables, l'USITC a formulé les constatations suivantes:

[5758] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4.
[5759] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 754.
[5760] Rapport de l'USITC, volume I, page 390 et note de bas de page 180.
[5761] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4 (note de bas de page omise).

"Nous déclarons que l'accroissement des importations de barres et de profilés légers en aciers inoxydables ("barres en aciers inoxydables") en provenance de pays non membres de l'ALENA est une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale de barres en aciers inoxydables.

Les importations de barres en aciers inoxydables en provenance de pays non membres de l'ALENA se sont accrues. En quantité, les importations de barres et de profilés légers en aciers inoxydables en provenance de pays non membres de l'ALENA ont augmenté de 61,1 pour cent pendant les cinq années complètes de la période visée par l'enquête, passant de 81 426 tonnes courtes en 1996 à 131 184 tonnes courtes en 2000.[5762] Bien que le volume des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA ait quelque peu fluctué pendant la période visée (restant pour l'essentiel stable en 1998 et accusant un certain fléchissement en 1999 par rapport aux niveaux de 1997 et de 1998), il a enregistré un accroissement rapide et spectaculaire pendant la dernière année complète de la période visée par l'enquête, puisque ces importations ont alors augmenté de 38 843 tonnes courtes.[5763]

Le ratio des importations de barres en aciers inoxydables en provenance de pays non membres de l'ALENA à la production nationale a aussi considérablement augmenté pendant la période visée, puisqu'il est passé de 43,1 pour cent en 1996 à 73,3 pour cent en 2000, la plus forte hausse en pourcentage du ratio prise isolément (17,1 points de pourcentage) se produisant en 2000.[5764]

En résumé, les importations de barres en aciers inoxydables en provenance de pays non membres de l'ALENA se sont considérablement accrues, à la fois en quantité et par rapport à la production nationale, entre 1996 et 2000, le plus fort accroissement des importations pris isolément se produisant pendant la dernière année complète de la période. Bien qu'elles aient enregistré une baisse en quantité et par rapport à la production nationale entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001, nous déclarons que les importations de barres en aciers inoxydables en provenance de pays non membres de l'ALENA se sont accrues.

Comme nous l'avons conclu s'agissant des importations de barres en aciers inoxydables de toutes provenances, nous déclarons que les accroissements en volume des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA entre 1996 et 2000 ont eu une incidence négative grave sur les niveaux de production, les expéditions, les ventes commerciales et la part de marché de la branche de production nationale. Pendant la période allant de 1996 à 2000, la quantité des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA s'est accrue de 61,1 pour cent et la

---

[5762] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableaux STAINLESS-6 et STAINLESS-C-4.

[5763] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableaux STAINLESS-6 et STAINLESS-C-4. Le volume de ces importations a diminué entre la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001, passant de 73 738 tonnes courtes à 57 584 tonnes courtes. USITC Pub. 3479, volume III, tableaux STAINLESS-6 et STAINLESS-C-4.

[5764] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableaux STAINLESS-6. Le ratio des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA à la production nationale est tombé de 77,7 pour cent pendant la période intermédiaire de 2000 à 70,4 pour cent pendant celle de 2001. USITC Pub. 3479, volume III, tableau STAINLESS-6.

part de marché absorbée par ces importations a aussi progressé, de 11 points de pourcentage.[5765] Bien que ces accroissements des importations aient eu lieu pendant une période de croissance de la demande, les volumes de production, les niveaux d'expédition et les recettes des ventes de la branche de production ont tous sensiblement diminué en raison des accroissements du volume des importations en provenance des pays non membres de l'ALENA pendant la période allant de 1996 à 2000[5766]; les niveaux de production de la branche de production ont baissé de 5,3 pour cent[5767], ses ventes commerciales nettes ont diminué de *** pour cent[5768] et la valeur de ses ventes commerciales nettes a reculé de *** pour cent pendant la période.[5769] En outre, la part de marché détenue par la branche de production a aussi considérablement diminué, passant de 64,6 pour cent en 1996 à 59,8 pour cent en 1999 puis à 53,5 pour cent en 2000, les importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA étant responsables de la totalité de la perte de part de marché accusée par la branche de production pendant cette période.[5770] En conséquence, nous déclarons que l'accroissement des importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA a eu une incidence négative grave sur les niveaux de la production, des expéditions, des ventes et de la part de marché de la branche de production pendant la période visée par l'enquête.

Exclure les importations en provenance du Canada et du Mexique de notre analyse ne modifierait pas non plus notre conclusion selon laquelle les importations ont eu une incidence négative sur les prix intérieurs des barres en aciers inoxydables pendant la période visée par l'enquête. Il n'y avait pas de prix déclarés pour procéder à une comparaison des prix des produits en ce qui concerne les importations en provenance du Mexique et l'exclusion des comparaisons faites à partir des prix déclarés en ce qui concerne les importations en provenance du Canada fait augmenter le pourcentage des comparaisons de prix montrant l'existence de ventes à des prix inférieurs des produits importés pendant la période.[5771] En particulier, après l'exclusion des données relatives au Canada, il ressort du dossier que les produits importés d'autres sources ont été vendus à des prix inférieurs aux produits nationaux pendant la période visée par l'enquête dans 40 des 43 comparaisons trimestrielles possibles, les marges de vente à des prix inférieurs allant jusqu'à 51 pour cent.[5772] Étant donné ces tendances à la vente à des prix inférieurs et compte tenu de l'analyse exposée dans notre étude des prix concernant les importations de barres en aciers inoxydables de toutes provenances, nous déclarons que ces ventes à des prix inférieurs de produits importés

[5765] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableaux STAINLESS-67 et STAINLESS-C-4.
[5766] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableaux STAINLESS-18, STAINLESS-30 et STAINLESS-C-4.
[5767] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableaux STAINLESS-18 et STAINLESS-C-4.
[5768] (note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableaux STAINLESS-30 et STAINLESS-C-4.
[5769] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableaux STAINLESS-30 et STAINLESS-C-4.
[5770] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableaux STAINLESS-67 et STAINLESS-C-4.
[5771] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableaux STAINLESS-86, STAINLESS-87, STAINLESS-98, STAINLESS-99 et figures STAINLESS-7 et STAINLESS-8.
[5772] (Note de bas de page de l'original) USITC Pub. 3479, volume III, tableaux STAINLESS-87, STAINLESS-99 et figure STAINLESS-9.

> de pays non membres de l'ALENA ont déprimé les prix intérieurs et les ont empêchés d'augmenter pendant la période visée par l'enquête, provoquant la baisse des recettes des ventes et des bénéfices d'exploitation de la branche de production.
>
> En conséquence, les éléments d'appréciation qui nous ont amenés à conclure que l'accroissement des importations de barres en aciers inoxydables de toutes provenances était une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale sont aussi applicables à l'accroissement des importations de barres en aciers inoxydables de toutes provenances autres que le Canada et le Mexique."[5773] [5774]

ii) Allégations et arguments des parties

10.672 Les allégations et arguments des parties concernant les constatations de l'USITC sont exposés dans les sections VII.K.2, 3 b) et 4 h) *supra*.

iii) Analyse par le Groupe spécial

10.673 Le Groupe spécial note que la mesure de sauvegarde appliquée aux barres en aciers inoxydables exclut les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie[5775] et que la détermination faite par l'USITC en octobre 2001 visait les importations de toutes provenances. La question est donc de savoir si les autorités compétentes des États-Unis ont établi explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations en provenance de sources autres que le Canada, le Mexique, Israël et la Jordanie répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. À cet égard, le Groupe spécial note que, dans son deuxième rapport complémentaire, l'USITC a formulé certaines constatations sur l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie et en ce qui concerne la question de savoir si l'accroissement des importations de barres en aciers inoxydables en provenance de pays non membres de l'ALENA était une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale.[5776]

10.674 Le Groupe spécial relève deux failles juridiques dans ces constatations et pense donc qu'elles n'établissent pas explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent aux conditions requises pour imposer une mesure de sauvegarde. Premièrement, il n'a pas été satisfait à la prescription relative au lien de causalité énoncée aux articles 2:1 et 4:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes. De l'avis du Groupe spécial, l'USITC n'a pas pris en considération de manière adéquate le fait qu'elle examinait un volume restreint d'(accroissement des) importations. Pour établir l'existence d'un rapport réel et substantiel de

[5773] (Note de bas de page de l'original) À cet égard, nous notons que nous formulerions cette constatation que les importations de barres et de profilés légers en aciers inoxydables en provenance du Mexique soient ou non incluses dans l'analyse exposée ci-dessus. Les importations de barres et de profilés légers en aciers inoxydables en provenance du Mexique ont représenté une part minime et décroissante du marché et des importations pendant la période visée par l'enquête et il n'y a pas eu de données résultant de comparaisons de prix déclarés pour les importations en provenance du Mexique. En conséquence, l'analyse exposée ci-dessus s'appliquerait que le Président choisisse ou non d'inclure les importations en provenance du Mexique dans le champ d'application d'une mesure corrective imposée à l'égard des importations de barres et de profilés légers en aciers inoxydables.

[5774] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, pages 8 à 10.

[5775] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10556.

[5776] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, pages 4 et 8 à 10.

cause à effet entre l'accroissement des importations (visées par la mesure) et le dommage grave, il faut tenir compte du dommage causé par les importations exclues. Lorsqu'elle a évalué l'incidence dommageable des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA sur la branche de production nationale, l'USITC a constaté que les fréquentes ventes à des prix inférieurs des produits importés de pays non membres de l'ALENA, avec des marges importantes, avaient déprimé les prix intérieurs et les avaient empêchés d'augmenter pendant la période visée par l'enquête, provoquant la baisse des recettes des ventes et des bénéfices d'exploitation de la branche de production.[5777] Cette approche n'est pas satisfaisante parce qu'elle ne tient pas compte du fait que le dommage grave causé par les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA n'est qu'une partie du dommage grave causé par les importations totales et n'établit pas l'existence d'un rapport réel et substantiel de cause à effet.

10.675 De plus, dans son analyse des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA figurant dans le deuxième rapport complémentaire, l'USITC n'a pas examiné d'autres facteurs que l'accroissement des importations qui ont contribué au fait de causer un dommage grave à la branche de production nationale de barres en aciers inoxydables. Les États-Unis soutiennent que cela n'était pas nécessaire puisqu'il a été constaté que les trois "autres facteurs" identifiés et évalués dans l'analyse de toutes les importations (variations de la demande à la fin de 2000 et en 2001, hausses des coûts de l'énergie et résultats d'exploitation médiocres de deux producteurs pendant la période) ne causaient pas le dommage grave observé.[5778]

10.676 Le Groupe spécial comprend qu'en ce qui concerne les deux premiers des trois "autres facteurs" l'USITC a en fait conclu qu'ils n'étaient pas une cause de dommage grave plus importante que les importations.[5779] Autrement dit, il y avait d'autres facteurs et ils causaient aussi un dommage. De l'avis du Groupe spécial, il était dès lors nécessaire d'établir de nouvelles constatations, ajustées, sur le point de savoir s'il existait un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement des importations (en provenance des sources visées) et le dommage grave. Il n'est peut-être pas nécessaire de répéter l'opération consistant à dissocier et à distinguer les effets des autres facteurs. Néanmoins, les effets de l'accroissement des importations *provenant de toutes les sources* et les effets de l'accroissement des importations *ne provenant que d'un sous-ensemble de sources* ne seront pas nécessairement les mêmes. En conséquence, il peut y avoir une différence selon que l'on compare les effets de l'accroissement de toutes les importations ou les effets de l'accroissement de certaines importations seulement avec les effets des autres facteurs.

10.677 Pour cette raison, un rapport réel et substantiel de cause à effet entre l'accroissement de toutes les importations et le dommage grave, s'il est établi, ne constitue pas une base suffisante pour supposer qu'il existe un tel lien réel et substantiel entre l'accroissement des importations en provenance de sources extérieures à l'ALENA et le dommage grave. Le point de vue des États-Unis ne pourrait être maintenu que si ces deux groupes d'importations avaient les mêmes effets. Ne serait-ce que pour des raisons quantitatives et parce que l'accroissement des importations en provenance des pays membres de l'ALENA avait incontestablement un *certain* effet, ce point de vue ne peut être retenu en l'espèce. Comme il a déjà été dit, l'autorité compétente est dans l'obligation de tenir compte du fait que les importations (relevant de l'ALE) exclues ont contribué au dommage grave subi par la branche de production nationale pour établir si les importations en provenance des sources visées par la mesure satisfont à la prescription relative au fait de causer un dommage grave.

[5777] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 9. Voir le paragraphe 10.671.
[5778] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 893.
[5779] Rapport de l'USITC, volume I, page 212.

10.678 Deuxièmement, les sources exclues de l'application de la mesure ne sont pas seulement le Canada et le Mexique, mais aussi Israël et la Jordanie.[5780] En conséquence, les importations en provenance des sources visées par la mesure ne sont pas les "importations en provenance de pays non membres de l'ALENA", mais les importations autres que celles qui proviennent du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie. En ce qui concerne ces importations, l'USITC n'a pas établi explicitement qu'elles répondaient aux conditions énoncées à l'article 2:1 (telles qu'elles sont précisées à l'article 4) de l'Accord sur les sauvegardes, ni dans le rapport de l'USITC ni dans le deuxième rapport complémentaire.

10.679 Il est fort possible que les importations en provenance d'Israël et de la Jordanie aient été tellement modestes qu'elles n'auraient pas pu modifier les constatations établies, que ce soit au sujet des importations totales ou au sujet des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. Toutefois, de l'avis du Groupe spécial, les autorités compétentes seraient encore tenues de formuler effectivement les constatations requises au titre du parallélisme en ce qui concerne l'accroissement des importations autres que celles qui proviennent du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie. Le critère est que le Membre doit établir explicitement que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent à toutes les conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde. Pour faire une telle constatation, il ne suffit pas de constater simplement que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions concernant les conditions préalables requises pour une mesure de sauvegarde.[5781] Le Groupe spécial reconnaît que si les importations en provenance d'une source exclue ont été "modestes et sporadiques" et "virtuellement inexistantes"[5782], ou "modestes ou inexistantes" et "inexistantes"[5783], il est tout à fait possible que les faits *permettent* de constater que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent bien aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde. Cela doit toutefois encore être établi explicitement et étayé au moyen d'une explication motivée et adéquate.

10.680 Le Groupe spécial conclut que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'obligation de parallélisme au titre des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes en excluant les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie de l'application de la mesure de sauvegarde aux barres en aciers inoxydables, après avoir inclus les importations de toutes provenances dans leur détermination, et sans établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations non exclues répondaient aux conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde.

i) Fils en aciers inoxydables

i) Allégations et arguments des parties

10.681 Les plaignants affirment que la détermination faite par l'USITC en octobre inclut toutes les importations. Ni le rapport initial de l'USITC ni le deuxième rapport complémentaire n'établissent explicitement que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent aux conditions énoncées aux articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. Le deuxième rapport complémentaire ne mentionne même pas spécifiquement les fils en aciers inoxydables. Les allégations et arguments présentés par les plaignants au sujet des constatations de l'USITC concernant

[5780] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10556.
[5781] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4.
[5782] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 754.
[5783] Rapport de l'USITC, volume I, page 399 et note de bas de page 225.

les fils en aciers inoxydables sont exposés de manière plus détaillée dans les sections VII.K.2, 3 b) et 4 i) *supra*.

10.682 Les États-Unis soutiennent qu'en procédant à l'analyse des importations totales, les commissaires Bragg et Koplan ont établi les constatations nécessaires au sujet des importations de fils en aciers inoxydables en provenance de pays non membres de l'ALENA. Les allégations et arguments présentés par les États-Unis au sujet des constatations de l'USITC concernant les fils en aciers inoxydables sont exposés de manière plus détaillée dans les sections VII.K.2, 3 b) et 4 i) *supra*.

ii) Analyse par le Groupe spécial

Constatations différentes

10.683 Le Groupe spécial note en premier lieu que les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie ont été exclues de la mesure de sauvegarde appliquée aux fils en aciers inoxydables.[5784] En second lieu, la détermination de l'USITC d'octobre 2001 visait les importations de toutes provenances. En conséquence, l'obligation de parallélisme exige que les autorités compétentes des États-Unis aient établi explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations de fils en aciers inoxydables en provenance de sources autres que le Canada, le Mexique, Israël et la Jordanie répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde, telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. À cet égard, les États-Unis invoquent, devant le Groupe spécial, les constatations des commissaires Koplan et Bragg figurant dans le rapport de l'USITC.

10.684 Le Groupe spécial rappelle que la commissaire Bragg a formulé ses constatations sur une catégorie de produits plus large que les fils en aciers inoxydables (fils en aciers inoxydables et câbles de fils en aciers inoxydables) - qu'elle englobe - comme le commissaire Devaney l'a fait.[5785] Le Groupe spécial rappelle aussi que les fils en aciers inoxydables correspondent non seulement à la catégorie de produits visée par une mesure corrective distincte imposée par les États-Unis, mais aussi aux produits au sujet desquels il a été indiqué que les trois commissaires avaient fait une détermination positive[5786] qui a ultérieurement servi de base à l'application de la mesure de sauvegarde.[5787] Les trois commissaires ont *étayé* cette détermination au moyen de constatations qui sont fondées sur des catégories de produits différentes. Néanmoins, aux fins de l'application du droit de l'OMC, l'USITC a effectivement établi une détermination sur les fils en aciers inoxydables considérés comme un produit distinct. Le Groupe spécial note que cela est confirmé par la Proclamation présidentielle du 5 mars 2001, dans laquelle le Président a "décidé de considérer les déterminations des groupes de commissaires ayant voté de façon positive en ce qui concerne [les produits étamés ou chromés et les fils en acier inoxydables] comme la détermination de l'[US]ITC".[5788]

10.685 En conséquence, et pour les raisons développées au sujet des produits étamés ou chromés[5789], le Groupe spécial ne pense pas que des constatations concernant une catégorie de produits autre que les fils en aciers inoxydables peuvent étayer une mesure concernant les fils en aciers inoxydables, à moins qu'il existe une explication motivée et adéquate reliant les deux catégories de produits. S'il

[5784] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10556.
[5785] Rapport de l'USITC, volume I, page 277 (commissaire Bragg) et page 335 (commissaire Devaney).
[5786] Rapport de l'USITC, volume I, page 27.
[5787] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10553.
[5788] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10553.
[5789] *Supra*, paragraphes 10.613 et 10.614.

était nécessaire d'établir explicitement certaines conditions à l'égard des fils en aciers inoxydables, ces conditions ne pourraient pas être établies au moyen de constatations concernant une catégorie de produits différente (plus large). De telles constatations ne seraient pas spécifiques au produit sur lequel portait la détermination de l'USITC et la mesure de sauvegarde des États-Unis. Aussi, les opinions des commissaires Bragg[5790] et Devaney[5791], qui ne sont pas parvenus à des constatations au sujet des fils en aciers inoxydables, mais ont établi des constatations sur une catégorie plus large englobant les fils en aciers inoxydables, ne satisfont pas à l'obligation de parallélisme. En conséquence, dans la suite de la présente section, le Groupe spécial examinera les constatations établies par le commissaire Koplan qui portent sur les fils en aciers inoxydables considérés comme un produit distinct.

Constatations du commissaire Koplan et de l'USITC

10.686 Le commissaire Koplan a formulé les constatations suivantes:

> "En outre, je conclus que l'accroissement des importations de toutes provenances autres que le Canada et le Mexique est une cause substantielle de la menace de dommage grave subie par la branche de production nationale. Les importations de fils en aciers inoxydables en provenance du Canada et du Mexique ont représenté une part modeste et décroissante de la consommation apparente intérieure pendant la période visée par l'enquête. Elles ont absorbé 3,8 pour cent de la consommation apparente en 1996, 3,6 pour cent en 1997, 1,5 pour cent en 1998, 0,4 pour cent en 1999 et 0,3 pour cent en 2000. Elles ont représenté 0,3 pour cent de la consommation apparente pendant la période intermédiaire de 2000 et celle de 2001. Les importations de toutes provenances autres que le Canada et le Mexique ont absorbé une part croissante de la consommation apparente pendant la période visée par l'enquête, qui est passée de 20,1 pour cent en 1996 à 22,8 pour cent en 2000. Entre les périodes intermédiaires, ces importations ont progressé, allant de 20,7 pour cent pendant la période intermédiaire de 2000 à 27,8 pour cent pendant celle de 2001. RC et RP, tableau STAINLESS-C-7. En conséquence, les conclusions que j'ai établies au sujet des effets de l'accroissement des importations s'appliquent de la même manière, que les importations en provenance du Canada et du Mexique soient ou non incluses parmi les importations évaluées."[5792]

10.687 L'USITC a aussi indiqué dans le deuxième rapport complémentaire, "en accord avec les constatations qu'elle a formulées dans les Opinions concernant la mesure corrective, que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions de la Commission ou des différents commissaires".[5793]

[5790] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, pages 22 et 23.

[5791] Le Groupe spécial note que les États-Unis n'invoquent pas les constatations du commissaire Devaney comme moyen de défense, peut-être parce que ce commissaire semble ne pas avoir rendu de conclusions sur d'autres importations que celles qui sont exclues. Voir le rapport de l'USITC, volume I, page 347.

[5792] Rapport de l'USITC, page 260, note de bas de page 36.

[5793] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4 (note de bas de page omise).

Évaluation par le Groupe spécial

10.688 Le Groupe spécial ne pense pas que ces déclarations établissent explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que l'accroissement des importations de toutes provenances autres que le Canada, le Mexique, Israël et la Jordanie, à lui seul, répond aux conditions énoncées à l'article 2:1 telles qu'elles sont précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. Les constatations sur lesquelles les États-Unis se sont appuyés ne tiennent pas compte de la part de la menace de dommage grave causée par les importations en provenance des pays membres de l'ALENA. Elles n'établissent pas de rapport réel et substantiel de cause à effet entre les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA et la menace de dommage grave compte tenu de la menace attribuable aux autres facteurs. Elles contiennent simplement un examen rudimentaire de l'accroissement des importations, étant sinon axées sur l'évolution de la part de marché, et finissent par indiquer que les conclusions établies au sujet des effets de l'accroissement des importations s'appliquent également même lorsque les importations en provenance de pays membres de l'ALENA sont exclues.

10.689 Deuxièmement, le Groupe spécial rappelle que les sources exclues de l'application de la mesure ne sont pas seulement le Canada et le Mexique, mais aussi Israël et la Jordanie.[5794] En conséquence, les importations en provenance des sources visées par la mesure ne sont pas les "importations en provenance de pays non membres de l'ALENA", mais les importations autres que celles qui proviennent du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie. En ce qui concerne ces importations, l'USITC n'a pas établi explicitement qu'elles répondaient aux conditions énoncées à l'article 2:1 (telles qu'elles sont précisées à l'article 4) de l'Accord sur les sauvegardes, ni dans le rapport de l'USITC ni dans le deuxième rapport complémentaire.

10.690 Il est fort possible que les importations en provenance d'Israël et de la Jordanie aient été tellement modestes qu'elles n'auraient pas pu modifier les constatations établies, que ce soit au sujet des importations totales ou au sujet des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. Toutefois, de l'avis du Groupe spécial, les autorités compétentes seraient encore tenues de formuler effectivement les constatations requises au titre du parallélisme en ce qui concerne l'accroissement des importations autres que celles qui proviennent du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie. Le critère est que le Membre doit établir explicitement que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent à toutes les conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde. Pour faire une telle constatation, il ne suffit pas de constater simplement que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions concernant les conditions préalables requises pour une mesure de sauvegarde.[5795] Le Groupe spécial reconnaît que si les importations en provenance d'une source exclue ont été "modestes et sporadiques"[5796], ou "modestes ou inexistantes" et "virtuellement inexistantes"[5797], il est tout à fait possible que les faits *permettent* de constater que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent bien aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde. Cela doit toutefois encore être établi explicitement et étayé au moyen d'une explication motivée et adéquate.

[5794] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10556.
[5795] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4.
[5796] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 754.
[5797] Rapport de l'USITC, volume I, page 405 et note de bas de page 268.

10.691 Enfin, ces constatations portent uniquement sur les importations en provenance de pays non membres de l'ALENA, et non sur les importations en provenance de sources autres que le Canada, le Mexique, Israël et la Jordanie. Elles n'établissent pas explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations en provenance de sources autres que le Canada, le Mexique, Israël et la Jordanie répondaient aux conditions énoncées à l'article 2:1 (telles qu'elles sont précisées à l'article 4) de l'Accord sur les sauvegardes.

10.692 Le Groupe spécial conclut que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'obligation de parallélisme au titre des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes en excluant les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie de l'application de la mesure de sauvegarde aux fils en aciers inoxydables, après avoir inclus les importations de toutes provenances dans leur détermination, et sans établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations non exclues répondaient aux conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde.

j) Fil machine en aciers inoxydables

i) Constatations de l'USITC

10.693 Devant le Groupe spécial, les États-Unis invoquent la note de bas de page 1437 figurant dans l'analyse de toutes les importations faites par l'USITC. Cette note de bas de page est ainsi libellée:

> "Nous avons aussi examiné la question de savoir si l'exclusion des importations de fil machine en aciers inoxydables en provenance du Mexique ou du Canada de notre analyse de l'existence d'un dommage aurait modifié notre constatation selon laquelle les importations étaient une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production de fil machine en aciers inoxydables. Les importations de fil machine en aciers inoxydables en provenance du Mexique et du Canada ayant les unes comme les autres représenté un pourcentage extrêmement modeste des importations totales pendant la période visée par l'enquête, INV-Y-180, tableau G-25, nous constatons que l'exclusion de ces volumes ne modifie pas sensiblement notre analyse des volumes ou des prix. En conséquence, notre analyse de l'existence d'un dommage ne serait modifiée en aucune façon par leur exclusion."[5798]

10.694 L'USITC a aussi indiqué dans le deuxième rapport complémentaire, "en accord avec les constatations qu'elle a formulées dans les Opinions concernant la mesure corrective, que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions de la Commission ou des différents commissaires".[5799]

ii) Allégations et arguments des parties

10.695 Les allégations et arguments des parties concernant les constatations de l'USITC sont exposés dans les sections VII.K.2, 3 b) et 4 j) *supra*.

[5798] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 223, note de bas de page 1437.
[5799] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4 (note de bas de page omise).

iii) Analyse par le Groupe spécial

10.696 Le Groupe spécial note en premier lieu que les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie ont été exclues de la mesure de sauvegarde appliquée au fil machine en aciers inoxydables.[5800] En second lieu, la détermination d'octobre 2001 de l'USITC visait les importations de toutes provenances. En conséquence, l'obligation de parallélisme exige que les autorités compétentes des États-Unis aient établi explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations de fil machine en aciers inoxydables en provenance de sources autres que le Canada, le Mexique, Israël et la Jordanie répondaient aux conditions requises pour appliquer une mesure de sauvegarde, telles qu'elles sont énoncées à l'article 2:1 et précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.

10.697 Le Groupe spécial convient avec les États-Unis que dans une affaire où les importations exclues représentent moins de 0,08 pour cent des importations totales, il serait en principe possible de conclure que les importations en provenance d'autres sources répondent aux mêmes conditions que les importations totales.[5801] Le Groupe spécial n'est toutefois pas en mesure de déceler dans les assertions figurant dans la note de bas de page 1437 les constatations requises qui établissent explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations en provenance d'autres sources que le Canada, le Mexique, Israël et la Jordanie répondent aux conditions énoncées à l'article 2:1 telles qu'elles sont précisées à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes. En particulier, l'assertion plutôt implicite qui est faite selon laquelle les importations autres que celles qui proviennent du Canada et du Mexique se sont accrues et qu'elles ont causé un dommage grave à la branche de production nationale ne concerne pas les importations visées par la mesure qui sont les importations de provenances autres que le Canada, le Mexique, Israël et la Jordanie.

10.698 De plus, il est fort possible que les importations en provenance d'Israël et de la Jordanie aient été tellement modestes qu'elles n'auraient pas pu modifier les constatations établies, que ce soit au sujet des importations totales ou au sujet des importations en provenance de pays non membres de l'ALENA. Toutefois, de l'avis du Groupe spécial, les autorités compétentes seraient encore tenues de formuler effectivement les constatations requises au titre du parallélisme en ce qui concerne l'accroissement des importations autres que celles qui proviennent du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie. Le critère est que le Membre doit établir explicitement que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent à toutes les conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde. Pour faire une telle constatation, il ne suffit pas de constater simplement que l'exclusion des importations en provenance d'Israël et de la Jordanie ne modifierait pas les conclusions concernant les conditions préalables requises pour une mesure de sauvegarde.[5802] Le Groupe spécial reconnaît que si les importations en provenance d'une source exclue ont été "modestes et sporadiques" et "virtuellement inexistantes"[5803] ou "modestes et inexistantes" et "inexistantes"[5804], il est très probable que les faits *permettent* de constater que les importations en provenance des sources visées par la mesure répondent bien aux conditions requises

[5800] Proclamation n° 7529 du 5 mars 2002, Federal Register, volume 67, n° 45, page 10556.

[5801] Le Groupe spécial rappelle à cet égard qu'il a constaté que la constatation formulée par l'USITC au sujet de l'accroissement des importations de fil machine en aciers inoxydables était juridiquement incompatible avec le droit de l'OMC, puisque les faits ne montraient pas que le fil machine en aciers inoxydables était importé en quantités accrues et que l'USITC ne donnait donc pas une explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient la conclusion.

[5802] Deuxième rapport complémentaire de l'USITC, page 4.

[5803] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 754.

[5804] Rapport de l'USITC, volume I, page 405 et note de bas de page 268.

pour appliquer une mesure de sauvegarde. Cela doit toutefois encore être établi explicitement et étayé au moyen d'une explication motivée et adéquate.

10.699 Le Groupe spécial conclut que les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec l'obligation de parallélisme au titre des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes en excluant les importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de la Jordanie de l'application de la mesure de sauvegarde au fil machine en aciers inoxydables, après avoir inclus les importations de toutes provenances dans leur détermination, et sans établir explicitement, au moyen d'une explication motivée et adéquate, que les importations non exclues répondaient aux conditions requises pour avoir le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde.

G. CONSTATATIONS ADDITIONNELLES

1. Économie jurisprudentielle

10.700 Le Groupe spécial n'a pas examiné chacune des allégations formulées par les plaignants. S'appuyant sur le principe d'économie jurisprudentielle, le Groupe spécial s'est abstenu de se prononcer sur plusieurs allégations et allégations secondaires, y compris celles qui se rapportaient à la définition appropriée du produit importé, du produit similaire et de la branche de production nationale; les allégations relatives au dommage grave; les allégations relatives à la compatibilité de l'exclusion de certains produits avec le principe du parallélisme; les allégations relatives aux articles 5, 7, 8 et 9 de l'Accord sur les sauvegardes ainsi que les allégations relatives aux articles I[er], X, XIII, XIX (sauf dans la mesure où ce dernier traite de la prescription en matière d'évolution imprévue des circonstances) et XXIV du GATT de 1994.

10.701 Le principe d'économie jurisprudentielle est reconnu dans le droit de l'OMC. Dans l'affaire *États-Unis - Chemises et blouses de laine*, l'Organe d'appel a indiqué clairement que les groupes spéciaux n'étaient pas tenus d'examiner toutes les allégations formulées par une partie plaignante. Il s'est appuyé sur le but explicite du mécanisme de règlement des différends, qui est d'arriver à une solution positive des différends (article 3:7) ou à régler la question de manière satisfaisante (article 3:4). Ainsi, le but fondamental du règlement des différends à l'OMC est de régler les différends et non d'élaborer une jurisprudence. L'Organe d'appel a déclaré ce qui suit:

> "[É]tant donné le but explicite du règlement des différends qui transparaît dans tout le *Mémorandum d'accord*, nous ne considérons pas que l'article 3:2 du *Mémorandum d'accord* est censé encourager ni les groupes spéciaux ni l'Organe d'appel à "légiférer" en clarifiant les dispositions existantes de l'*Accord sur l'OMC* hors du contexte du règlement d'un différend particulier. Un groupe spécial ne doit traiter que les allégations qui doivent l'être pour résoudre la question en cause dans le différend.[5805]"[5806]

10.702 Dans son raisonnement étayant cette affirmation, l'Organe d'appel a aussi étudié l'article 11 du Mémorandum d'accord, la disposition qui établit le mandat des groupes spéciaux, et n'a rien trouvé dans cette disposition qui exigerait que les groupes spéciaux examinent toutes les allégations juridiques formulées par une partie plaignante. L'Organe d'appel s'est appuyé sur la pratique antérieure en matière de règlement des différends, suivie entre autres dans le cadre du GATT de 1947. Il a déclaré en particulier ce qui suit: "[D]ans les cas où un groupe spécial a constaté qu'une mesure

[5805] (Note de bas de page de l'original) La "question en cause" est la "question portée devant l'ORD" conformément à l'article 7 du *Mémorandum d'accord*.

[5806] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, DSR 1997:I, 323, page 340.

était incompatible avec une disposition particulière du GATT de 1947, d'une manière générale, il ne s'est pas demandé si la mesure était aussi incompatible avec d'autres dispositions du GATT qui auraient pu faire l'objet d'une allégation de violation formulée par une partie plaignante."[5807]

10.703 Pourtant, le Groupe spécial est conscient des limites de son droit discrétionnaire d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle. Comme l'Organe d'appel l'a déclaré dans l'affaire *Australie – Saumons*, le droit d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle ne peut être exercé quand il n'en résulterait qu'un règlement partiel du différend:

> "Le principe d'économie jurisprudentielle doit être appliqué en gardant à l'esprit le but du système de règlement des différends. Ce but est de régler la question en cause et "d'arriver à une solution positive des différends". Ne régler que partiellement la question en cause ne représenterait pas une véritable économie jurisprudentielle. Un groupe spécial doit examiner les allégations au sujet desquelles il est nécessaire d'établir une constatation pour que l'ORD puisse faire des recommandations et prendre des décisions suffisamment précises, auxquelles le Membre pourra donner suite rapidement, "pour que les différends soient résolus efficacement dans l'intérêt de tous les Membres"."[5808]

10.704 Le Groupe spécial estime que ces principes sont applicables dans le présent différend. Les plaignants ont formulé un grand nombre d'allégations juridiques, faisant valoir que chacune des mesures de sauvegarde en cause dans le présent différend constituait un manquement à diverses obligations énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes et le GATT de 1994. Le Groupe spécial a conclu que chaque mesure de sauvegarde était incompatible avec diverses dispositions de l'Accord sur les sauvegardes ou du GATT de 1994. Il n'a pas besoin d'examiner si chacune des mêmes mesures de sauvegarde viole aussi d'autres dispositions de l'Accord sur les sauvegardes ou du GATT de 1994 qui ont été citées par les plaignants.

10.705 En examinant plusieurs allégations formulées dans le présent différend (celles qui avaient trait à l'évolution imprévue des circonstances, à l'accroissement des importations, au lien de causalité et au parallélisme), le Groupe spécial estime qu'il a effectivement réglé le différend en constatant des incompatibilités faisant que les États-Unis n'avaient pas le droit de prendre les mesures de sauvegarde en cause dans le présent différend. Puisque les mesures de sauvegarde en cause étaient dépourvues de fondement juridique, les États-Unis ne pouvaient imposer de telles mesures à l'encontre de Membres de l'OMC. Ainsi, le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner les allégations restantes, dont un certain nombre n'ont été formulées que par certains des plaignants et parfois au sujet de certaines seulement des mesures en cause.

10.706 Puisque les conclusions du Groupe spécial signifient que les États-Unis ne se sont pas conformés aux prescriptions à respecter pour pouvoir exercer le droit d'appliquer des mesures de sauvegarde, il n'est pas nécessaire d'examiner les allégations relatives aux manquements aux obligations concernant l'*application* de telles mesures de sauvegarde. Pour les mêmes raisons, le Groupe spécial estime qu'il n'a pas besoin d'examiner si le contingent tarifaire applicable aux brames constitue une mesure distincte de celle qui est appliquée au reste des CPLPAC. Puisque le fondement de cette mesure de sauvegarde concernant les brames était une détermination faite au sujet des CPLPAC qui, d'après ce que nous avons conclu, n'avait pas de fondement juridique, une telle détermination ne pouvait fournir aucun fondement juridique pour un contingent tarifaire applicable à

[5807] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, DSR 1997:I, 323, page 340 (note de bas de page omise).

[5808] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 223.

un sous-groupe de CPLPAC, à savoir les brames. En outre, le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner les questions juridiques de savoir si les États-Unis, en appliquant leurs mesures de sauvegarde, ont agi d'une manière incompatible avec les articles 5:1 et 7 (relatifs à la mesure nécessaire et à la durée), l'article 5:2 de l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIII du GATT (répartition des contingents), l'article 8 de l'Accord sur les sauvegardes (maintien d'un niveau de concessions équivalent) ou l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes (exemption des pays en développement dont les exportations sont *de minimis*).

10.707 Le Groupe spécial trouve des éléments étayant l'application du principe d'économie jurisprudentielle dans la pratique suivie par les groupes spéciaux et l'Organe d'appel dans de précédentes procédures de règlement des différends relatives aux mesures de sauvegarde. Dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, l'Organe d'appel a reconnu le bien-fondé de la décision du Groupe spécial d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ne se prononçant pas sur les allégations relatives à l'article XIX (évolution imprévue des circonstances) et à l'article premier du GATT de 1994 ainsi qu'à l'article 5 de l'Accord sur les sauvegardes.[5809] Dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel a reconnu le bien-fondé de la décision du Groupe spécial d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ne se prononçant pas sur une allégation relative à l'article 5 de l'Accord sur les sauvegardes.[5810] En fait, le Groupe spécial avait appliqué le principe d'économie jurisprudentielle à propos des allégations formulées au titre des articles 2:2, 3:1, 5:1, 8, 11 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et des articles II et XI du GATT de 1994.[5811]

10.708 Dans les deux affaires susmentionnées, l'Organe d'appel a accepté, comme base de l'application du principe d'économie jurisprudentielle par les groupes spéciaux, le fait que ceux-ci avaient conclu que des incompatibilités avec les articles 2:1 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIX du GATT de 1994 ôtaient tout fondement juridique aux mesures de sauvegarde en cause.[5812] Selon l'Organe d'appel, les groupes spéciaux étaient donc en droit d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle et de ne pas examiner d'autres allégations relatives à des incompatibilités des mêmes mesures de sauvegarde avec d'autres dispositions. L'Organe d'appel a aussi fait observer que des constatations supplémentaires (au titre de l'article premier du GATT de 1994 ou de l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes) n'auraient pas rendu l'ORD plus apte à faire des recommandations et prendre des décisions suffisamment précises dans le différend.[5813] Le Groupe spécial estime que, dans le présent différend, les circonstances sont semblables.

[5809] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 183 et 184.

[5810] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 193 à 195. Dans le rapport *États-Unis – Viande d'agneau* (paragraphe 192), l'Organe d'appel s'est aussi référé à l'affaire *Argentine – Chaussures* (*CE*) et a déclaré que, dans cette affaire, le Groupe spécial, comme le Groupe spécial chargé d'examiner l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, "avait agi dans les limites de son pouvoir discrétionnaire en refusant d'examiner la question de l'"évolution imprévue des circonstances" au sens de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994". En fait, le Groupe spécial avait estimé qu'il n'y avait pas lieu de considérer l'article XIX:1 a) indépendamment (voir le rapport du Groupe spécial *Argentine – Sauvegardes sur les chaussures (CE)*, paragraphe 8.69). Toutefois, l'Organe d'appel lui-même, après avoir infirmé la conclusion du Groupe spécial, n'a pas jugé nécessaire de compléter l'analyse relative à l'allégation formulée au titre de l'article XIX du GATT de 1994 (évolution imprévue des circonstances) parce que les violations des articles 2 et 4 ôtaient déjà tout fondement juridique à la mesure. Voir le rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures*, paragraphe 98 et le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 181 et 182.

[5811] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 7.280.

[5812] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 183; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 193.

[5813] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 184; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 194.

10.709 Deux autres allégations à propos desquelles le Groupe spécial applique le principe d'économie jurisprudentielle ont été formulées, pour l'une d'elles, au titre des articles 2:1 et 4:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes au sujet de la définition prétendument incorrecte du produit importé, du produit similaire et de la branche de production nationale et, pour l'autre, au titre des articles 2:1 et 4:2 a) au sujet du dommage grave. Ces allégations sont aussi en rapport avec la question de savoir si les États-Unis se sont conformés aux prescriptions de l'OMC qui doivent être respectées pour qu'existe le droit d'appliquer une mesure de sauvegarde. Selon les conclusions du Groupe spécial, aucune des mesures de sauvegarde n'avait de fondement juridique au regard du droit de l'OMC. Il n'est donc pas nécessaire d'examiner les autres allégations ayant aussi trait à la question de savoir si les États-Unis ont satisfait aux conditions requises pour avoir le droit d'appliquer ces mesures.

10.710 Il a été constaté que toutes les déterminations sur lesquelles sont fondées les mesures de sauvegarde contestées dans le présent différend sont incompatibles avec plusieurs prescriptions établies aux articles 2:1 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes. Il n'est donc pas nécessaire non plus d'examiner l'allégation formulée au titre de l'article X du GATT de 1994 au sujet du processus de prise de décisions ayant conduit aux déterminations pertinentes.

10.711 Enfin, puisque le Groupe spécial a constaté que l'exemption des importations en provenance du Canada, du Mexique, d'Israël et de Jordanie en l'espèce était incompatible avec la prescription en matière de parallélisme, il n'est pas nécessaire d'examiner la question de savoir si cette exemption, contraire à l'article premier du GATT de 1994 et à l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes, était justifiée par l'article XXIV du GATT de 1994. Comme l'Organe d'appel l'a dit, la question de savoir si l'article XXIV du GATT de 1994 peut servir d'exception à l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes ne peut se poser que quand la prescription en matière de parallélisme a été respectée.[5814]

10.712 En ce qui concerne les allégations formulées par la Chine et la Norvège au titre de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes, le Groupe spécial rappelle les dispositions de l'article 12:11 du Mémorandum d'accord selon lesquelles, dans les cas où une ou plusieurs des parties seront des pays en développement Membres, le rapport du groupe spécial indiquera expressément la façon dont il aura été tenu compte des dispositions pertinentes sur le traitement différencié et plus favorable pour ce pays en développement.

10.713 Le Groupe spécial est conscient de l'importance cruciale des dispositions relatives au traitement spécial et différencié figurant dans l'Accord sur l'OMC en général, et de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes en tant que disposition de ce type.[5815] L'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes exige des Membres importateurs, dans certaines circonstances, qu'ils exemptent les pays en développement Membres de l'application des mesures de sauvegarde. Ces pays en développement Membres sont donc censés continuer à bénéficier de l'accès au marché du Membre importateur sans se heurter aux restrictions imposées par la mesure de sauvegarde. Un Membre qui impose une mesure de sauvegarde a l'obligation d'accorder ces avantages à chaque Membre qui est un pays en développement. Nous relevons que, dans le Protocole d'accession de la Chine à l'OMC, il est fait référence au statut de la Chine dans le contexte de l'OMC.

[5814] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphes 198 et 199.

[5815] Ce n'est pas sans raison que la Déclaration ministérielle de Doha prescrit de réexaminer toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié en vue de les renforcer et de les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles. Voir la Déclaration ministérielle de Doha, WT/MIN(01)/DEC/1, adoptée le 14 novembre 2001, paragraphe 44.

10.714 Néanmoins, le Groupe spécial estime que le principe d'économie jurisprudentielle s'applique aussi à une allégation telle que celle qui a été formulée au titre de l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes. Il pense donc qu'il n'est pas nécessaire d'examiner l'allégation spécifique additionnelle formulée au titre de l'article 9:1 et que le fait qu'il applique le principe d'économie jurisprudentielle ne porte pas atteinte aux droits que la Chine fait valoir au titre de l'article 9:1. Puisqu'il n'existait pas de fondement juridique permettant l'imposition de l'*une quelconque* des mesures de sauvegarde en cause dans le présent différend à l'encontre de l'*un quelconque* des autres Membres de l'OMC, il n'y avait manifestement pas non plus de fondement juridique permettant l'application de l'une quelconque de ces mesures à la Chine. Pour le Groupe spécial, les recommandations et décisions de l'ORD sur les allégations relatives à l'article 9:1 n'auraient eu aucun effet pratique différent sur la compatibilité de ces mesures de sauvegarde avec les règles de l'OMC.

10.715 Enfin, quand il a appliqué le principe d'économie jurisprudentielle, le Groupe spécial était conscient de la nécessité d'un "règlement rapide" des différends, y compris la remise rapide de son rapport, comme il est demandé à l'article 3:3 du Mémorandum d'accord.

2. Demande d'établissement de rapports distincts du Groupe spécial présentée par les États-Unis

10.716 Le Groupe spécial rappelle que conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord, l'ORD a tout d'abord établi plusieurs groupes spéciaux pour examiner les questions semblables soulevées par les divers plaignants. Conformément à deux accords de procédure (l'un conclu le 27 juin 2002 entre les Communautés européennes, le Japon, la Corée, la Chine, la Suisse, la Norvège et la Nouvelle-Zélande d'une part et les États-Unis d'autre part [5816] et l'autre conclu le 18 juillet 2002 entre le Brésil et les États-Unis[5817]), les États-Unis ont accepté, entre autres choses, l'établissement d'un groupe spécial unique conformément à l'article 9:1 du Mémorandum d'accord. En application des deux accords et conformément à l'article 9:1 du Mémorandum d'accord, l'ORD est convenu que les divers différends seraient examinés par un groupe spécial unique.[5818]

10.717 Le 28 janvier 2003, le Groupe spécial a reçu une demande des États-Unis formulée au titre de l'article 9:1 du Mémorandum d'accord tendant à ce que le Groupe spécial établisse huit rapports distincts plutôt qu'un rapport unique. Les États-Unis avaient présenté cette demande en vue de protéger leurs droits dans le cadre du Mémorandum d'accord, y compris le droit de chercher une solution avec l'un ou plusieurs des différents plaignants sans adoption d'un rapport ou sans appel, au cas où ce droit dépendrait de l'existence de rapports distincts.

10.718 Le 30 janvier 2003, les plaignants se sont opposés à cette demande pour un certain nombre de raisons, notamment parce que la demande n'avait pas été présentée à temps, qu'accepter cette demande entraînerait des retards supplémentaires et que si les plaignants avaient su que plusieurs rapports seraient établis, ils auraient présenté leurs arguments différemment.

10.719 Il s'est ensuivi une série de communications entre les parties.[5819] Le 3 février 2003, le Groupe spécial a écrit aux parties pour leur faire savoir qu'il communiquerait sa décision sur la demande des États-Unis avec son rapport intérimaire mais que, en tout état de cause, s'il acceptait la demande des États-Unis, tous ces rapports distincts auraient la même partie descriptive. La teneur de cette lettre est

[5816] WT/DS248/13, WT/DS249/7, WT/DS251/8, WT/DS252/6, WT/DS253/6, WT/DS254/6, WT/DS258/10.
[5817] WT/DS259/9.
[5818] Voir le paragraphe 10.1.
[5819] Voir les paragraphes 2.6 à 2.19.

reproduite au paragraphe 2.18 de la partie descriptive. Le jeudi 6 février 2003, le Groupe spécial a remis un projet de partie descriptive unique. Le 19 février 2003, il a reçu les observations collectives des plaignants ainsi que les observations des États-Unis.[5820]

10.720 Le Groupe spécial va maintenant examiner la demande d'établissement de rapports distincts présentée par les États-Unis. Nous rappelons que nos procédures de travail n'abordent pas cette question en tant que telle.[5821] Pour commencer, nous nous référons à l'article 9:2 du Mémorandum d'accord, qui porte sur la question des demandes de rapports distincts en cas de pluralité des plaignants. La partie pertinente de l'article 9:2 dispose ce qui suit:

> "Le groupe spécial ... examinera la question et présentera ses constatations à l'ORD de manière à ne compromettre en rien les droits dont les parties au différend auraient joui si des groupes spéciaux distincts avaient examiné leurs plaintes respectives. Si l'une des parties au différend le demande, le groupe spécial présentera des rapports distincts concernant le différend en question."

10.721 L'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, a reconnu que les termes de l'article 9:2 accordaient à la partie qui en faisait la demande un large droit, qui n'était subordonné à aucune condition, de demander un rapport distinct.[5822] Il a aussi relevé que le texte de l'article 9:2 du Mémorandum d'accord ne contenait aucune prescription voulant que la demande de présentation d'un rapport distinct par un groupe spécial soit faite *avant un certain moment*, mais a aussi observé que le texte ne prévoyait pas explicitement que de telles demandes pouvaient être faites *à tout moment*.[5823] Il a ensuite relevé que l'article 9:2 ne devait pas être lu isolément des autres dispositions du Mémorandum d'accord et sans tenir compte de l'objet et du but global de cet accord, à savoir celui qui est exprimé à l'article 3:3 de cet accord, le règlement rapide des différends.[5824] Sur la base de ce qui précède, l'Organe d'appel a conclu que le droit établi à l'article 9:2 n'était pas absolu. En particulier, il ne pouvait justifier une demande de rapport distinct *à tout moment au cours de la procédure de groupe spécial*.[5825]

10.722 Nous relevons aussi que les États-Unis ont donné une raison expliquant leur demande de rapports distincts du Groupe spécial – à savoir, protéger leur droit de chercher une solution avec l'un ou plusieurs des différents plaignants sans adoption d'un rapport (ou sans appel) et, par conséquent, ont allégué qu'ils pourraient sinon subir un préjudice.

10.723 Quant au moment où la demande des États-Unis a été présentée, de l'avis du Groupe spécial, cette demande de rapports distincts n'a *pas nécessairement* été présentée de façon *tardive*. Le Groupe spécial constate que la demande des États-Unis n'est pas venue trop tard pour que nous puissions adopter l'approche que nous avons choisie s'agissant de la remise du présent rapport. Nous utilisons le mot "nécessairement" parce que nous estimons que, bien que la demande ait été faite à un moment où

[5820] Le Groupe spécial relève aussi que les plaignants ont coordonné leurs observations concernant les constatations intérimaires du Groupe spécial (du 9 avril) ainsi que leurs observations relatives aux observations des États-Unis (du 16 avril).

[5821] Voir le paragraphe 6.1.

[5822] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, paragraphe 310.

[5823] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, paragraphe 310.

[5824] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, paragraphe 311.

[5825] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, paragraphe 311.

les travaux du Groupe spécial étaient déjà bien avancés – c'est-à-dire, trois jours avant la date à laquelle le projet de partie descriptive devait être remis[5826] – cela n'empêchait pas nécessairement le Groupe spécial de régler rapidement le différend. En fait, pour les raisons mentionnées dans sa lettre datée du 3 février 2003[5827] et afin d'accélérer la procédure, tout en respectant les droits de toutes les parties, le Groupe spécial a décidé d'établir un projet de partie descriptive unique. Il reste toutefois la question de savoir s'il faudrait établir des rapports distincts, dont la partie descriptive commune constituerait une partie, pour répondre aux préoccupations exprimées par les États-Unis quand ils ont demandé l'établissement de rapports distincts.

10.724 À cet égard, le Groupe spécial relève que l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Loi sur la compensation*, a interprété le sens de la première phrase de l'article 9:2, qui dispose qu'il appartient au groupe spécial d'"examiner[ ] la question et [de] présenter[ ] ses constatations de manière à ne compromettre en rien les droits dont les parties au différend auraient joui si des groupes spéciaux distincts avaient examiné leurs plaintes respectives".[5828] Ce faisant, l'Organe d'appel s'est référé aux observations qu'il avait formulées dans l'affaire *CE – Hormones* au sujet du pouvoir discrétionnaire des groupes spéciaux s'agissant du traitement des questions de procédure, qui, selon lui, étaient pertinentes dans le contexte de l'article 9:2 du Mémorandum d'accord:

> "[L]e Mémorandum d'accord, notamment les dispositions de l'Appendice 3, laisse aux groupes spéciaux une *marge discrétionnaire* pour s'occuper, toujours dans le respect des droits de la défense, des situations particulières qui peuvent se poser dans un cas précis et qui n'ont pas été expressément prévues. Cela étant, un appelant qui demande à l'Organe d'appel d'annuler la décision d'un groupe spécial sur une question de procédure doit faire la preuve que cette décision lui a causé un préjudice."[5829] (pas d'italique dans l'original)

10.725 Utilisant sa "marge discrétionnaire" dans le cadre de l'article 9:2 du Mémorandum d'accord, et compte tenu des caractéristiques propres au présent différend, le Groupe spécial décide de remettre ses rapports sous la forme d'un document constituant huit rapports du Groupe spécial. Aux fins de l'OMC, ce document est réputé constituer huit rapports distincts, chacun des rapports concernant chacun des huit plaignants dans le présent différend. Il comprend une page de couverture commune et une partie descriptive commune. Cela témoigne du fait que les huit différends concernant les sauvegardes sur l'acier ont été examinés dans le cadre d'une procédure de groupe spécial unique. Ce document unique contient aussi un ensemble commun de constatations se rapportant à chacune des allégations que le Groupe spécial a décidé d'examiner. Appliquant le principe d'économie jurisprudentielle, nous avons surtout examiné les allégations communes des plaignants et, sur cette base, nous avons pu formuler un ensemble commun de constatations qui, nous le pensons, a réglé le différend. Enfin, ce document contient aussi des conclusions et des recommandations qui ont été individualisées pour chacun des plaignants, avec une cote différente pour chacun d'entre eux.

10.726 Le Groupe spécial est arrivé à cette solution, qui est spécifique au présent différend, en étant conscient du fait qu'en exerçant son pouvoir discrétionnaire dans le cadre de l'article 9:2 du Mémorandum d'accord, il ne doit pas oublier qu'il ne lui faut "compromettre en rien les droits dont [*toutes*] les parties au différend auraient joui si des groupes spéciaux distincts avaient examiné leurs

---

[5826] Le projet de partie descriptive n'a cependant pas été remis le 31 janvier 2003 mais le 6 février 2003; la demande de rapports distincts des États-Unis a été présentée le 28 janvier 2003.

[5827] Voir le paragraphe 2.18.

[5828] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, paragraphe 315.

[5829] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, note de bas de page 138 relative au paragraphe 152.

plaintes respectives". En fait, l'approche vise à protéger les droits des deux camps dans le présent différend. En particulier, nous estimons que l'approche protège les droits des plaignants qui, dans le présent différend, avec l'accord apparent des États-Unis, se sont référés et s'en sont remis aux arguments et aux démonstrations les uns des autres, ont fait des renvois aux communications écrites[5830] et aux réponses écrites les uns des autres, et l'ont explicitement dit. Depuis le début de la procédure de groupe spécial, les parties ont reconnu[5831] que les plaignants agiraient ensemble en ce qui concerne certaines allégations communes et que les États-Unis répondraient une seule fois à ces allégations communes tout en répondant également aux allégations spécifiques à certains des plaignants. Les plaignants ont coordonné leurs exposés au Groupe spécial, se sont réparti l'argumentation relative aux allégations communes, déclarant souvent explicitement qu'ils s'exprimaient au nom de tous les plaignants. Ils ont présenté des observations communes sur la partie descriptive, des observations communes sur les constatations intérimaires ainsi qu'une réponse commune aux observations des États-Unis sur les constatations intérimaires. À tous ces stades, les États-Unis ont souvent donné une réponse unique traitant collectivement des arguments présentés par les plaignants. Nous sommes conscients du fait que certains plaignants ont pu ne pas avoir élaboré une argumentation très poussée à propos de l'une ou de plusieurs des mesures en cause.[5832] Pourtant, tous les plaignants ont contesté la compatibilité de toutes les mesures avec les règles de l'OMC et ont décidé de faire valoir leurs arguments ensemble; cela a été encouragé par le Groupe spécial et semble avoir été accepté par les États-Unis.

10.727 Par conséquent, en examinant les différentes allégations en cause, le Groupe spécial a cru comprendre dès le début que puisque tous les plaignants formulaient (des) (certaines) allégations de violation semblables visant le Rapport de l'USITC pour toutes les mesures en cause et puisque ces allégations devaient être examinées dans le cadre d'une procédure de groupe spécial unique, les plaignants s'appuieraient sur les arguments et les démonstrations les uns des autres quand ils défendraient leur position. Sur la base de nos constatations relatives aux allégations communes, nous avons pu conclure que les mesures de sauvegarde des États-Unis n'avaient pas de fondement juridique.

10.728 Nous sommes conscients du fait que les groupes spéciaux ne sont pas autorisés à faire valoir les droits des plaignants.[5833] La jurisprudence de l'OMC reconnaît que les groupes spéciaux peuvent, après avoir évalué les éléments de preuve et l'argumentation présentés par les plaignants, arriver à une conclusion quant au point de savoir si, en général, les plaignants ont établi *prima facie* le bien-fondé

[5830] Voir, par exemple, la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 16 et 17; la première communication écrite de la Suisse, paragraphe 10; la première communication écrite de la Norvège, paragraphe 8; la première communication écrite du Brésil, paragraphe 3; la première communication écrite de la Nouvelle-Zélande, paragraphe 1.5; la première communication écrite de la Chine, paragraphe 8; la première communication écrite du Japon, paragraphe 5; et la première communication écrite de la Corée, paragraphe 7. Tout au long de leurs communications écrites et orales, les plaignants se sont référés aux allégations et arguments les uns des autres. Voir aussi les déclarations orales des plaignants (devant le Groupe spécial) indiquant que chacun des plaignants s'exprimait sur une question spécifique au nom des autres plaignants.

[5831] Voir le paragraphe 5 des procédures de travail du Groupe spécial citées au paragraphe 6.1 de la partie descriptive.

[5832] Nous notons à cet égard qu'en fait, certains des plaignants peuvent ne pas avoir un intérêt commercial important dans certaines des mesures en cause, ce qui aurait une incidence directe sur les droits des plaignants conformément à l'article 22:4 du Mémorandum d'accord.

[5833] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphes 126 à 130.

de leur plainte.[5834] Nous pensons qu'en l'espèce, chacun des plaignants a établi *prima facie*, au moyen de sa propre démonstration et conjointement avec celle des autres, que les mesures de sauvegarde en cause étaient incompatibles avec les dispositions de l'OMC énumérées dans nos recommandations. En outre, nous estimons que cette approche protège aussi le droit des États-Unis en leur permettant de répondre à tous les arguments et toutes les allégations présentés au sujet de chaque mesure d'une façon plus cohérente et plus complète et de chercher une solution avec l'un ou plusieurs des différents plaignants sans adoption du rapport concernant ce plaignant ou sans appel, si tant est que ce droit dépende de l'existence de rapports distincts. En conséquence, nous estimons que l'approche que nous avons adoptée respecte le principe d'économie jurisprudentielle et les droits de toutes les parties.

10.729 Enfin, en examinant la demande de rapports distincts présentée par les États-Unis, et tout au long de ses travaux, le Groupe spécial a été conscient du fait qu'il devait n'épargner aucun effort pour obtenir, dans toute la mesure du possible, un règlement *rapide et efficace* du différend, tout en respectant les droits de toutes les parties. Nous estimons que cela est essentiel au fonctionnement de l'OMC.[5835]

[5834] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 145. L'Organe d'appel a confirmé cet avis dans le rapport *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 134. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.50.

[5835] Le Groupe spécial note que les Membres négocient actuellement des modifications à apporter au Mémorandum d'accord, Déclaration ministérielle, document WT/MIN(01)/DEC/1 adopté le 14 novembre 2001, paragraphe 30. Les Membres voudront peut-être étudier la question des conséquences juridiques de l'établissement d'un groupe spécial unique au cours de ces négociations.

XI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (WT/DS248)

11.1 Compte tenu des constatations formulées dans la section X ci-dessus, le Groupe spécial conclut que les mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis à l'importation de certains produits en acier à compter du 20 mars 2002 sont incompatibles avec l'Accord sur les sauvegardes et le GATT de 1994.

11.2 En particulier, le Groupe spécial reconnaît le bien-fondé des allégations suivantes des Communautés européennes, selon lesquelles l'application d'une mesure de sauvegarde par les États-Unis à l'importation:

Des CPLPAC[5836]:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des produits étamés ou chromés:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations", puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination de l'existence d'un "lien de causalité" entre tout

[5836] La détermination de l'USITC au sujet des CPLPAC a servi de base à une (des) mesure(s) de sauvegarde imposée(s) aux CPLPAC, y compris les brames. Par conséquent, nos conclusions portent sur toute mesure de sauvegarde imposée aux CPLPAC, ce qui comprend le contingent tarifaire applicable aux brames.

accroissement des importations et le dommage grave, puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres laminées à chaud:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres parachevées à froid:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres d'armature:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant que l'évolution imprévue des circonstances avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des tubes soudés:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant que l'évolution imprévue des circonstances avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des ABJT:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres en aciers inoxydables:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il

existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Du fil machine en aciers inoxydables:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des fils en aciers inoxydables:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations", puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination de l'existence d'un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave, puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

11.3 Conformément à l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre les avantages résultant de cet accord. En conséquence, le Groupe spécial conclut que, dans la mesure où les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord

sur les sauvegardes et le GATT de 1994, comme cela a été indiqué ci-dessus, ils ont annulé ou compromis les avantages résultant pour les Communautés européennes de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994.

11.4 Le Groupe spécial recommande donc que l'Organe de règlement des différends demande aux États-Unis de rendre toutes les mesures de sauvegarde mentionnées ci-dessus conformes à leurs obligations au titre de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994.

XI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS DU JAPON (WT/DS249)

11.1 Compte tenu des constatations formulées dans la section X ci-dessus, le Groupe spécial conclut que les mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis à l'importation de certains produits en acier à compter du 20 mars 2002 sont incompatibles avec l'Accord sur les sauvegardes et le GATT de 1994.

11.2 En particulier, le Groupe spécial reconnaît le bien-fondé des allégations suivantes du Japon, selon lesquelles l'application d'une mesure de sauvegarde par les États-Unis à l'importation:

Des CPLPAC[5837]:

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des produits étamés ou chromés:

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations", puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination de l'existence d'un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave, puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

[5837] La détermination de l'USITC au sujet des CPLPAC a servi de base à une (des) mesure(s) de sauvegarde imposée(s) aux CPLPAC, y compris les brames. Par conséquent, nos conclusions portent sur toute mesure de sauvegarde imposée aux CPLPAC, ce qui comprend le contingent tarifaire applicable aux brames.

Des barres laminées à chaud:

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres parachevées à froid:

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres d'armature:

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des tubes soudés:

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des ABJT:

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres en aciers inoxydables:

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Du fil machine en aciers inoxydables:

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des fils en aciers inoxydables:

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations", puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination de l'existence d'un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave, puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits

pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

11.3 Conformément à l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre les avantages résultant de cet accord. En conséquence, le Groupe spécial conclut que, dans la mesure où les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes et le GATT de 1994, comme cela a été indiqué ci-dessus, ils ont annulé ou compromis les avantages résultant pour le Japon de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994.

11.4 Le Groupe spécial recommande donc que l'Organe de règlement des différends demande aux États-Unis de rendre toutes les mesures de sauvegarde mentionnées ci-dessus conformes à leurs obligations au titre de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994.

XI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS DE LA CORÉE[5838] (WT/DS251)

11.1 Compte tenu des constatations formulées dans la section X ci-dessus, le Groupe spécial conclut que les mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis à l'importation de certains produits en acier à compter du 20 mars 2002 sont incompatibles avec l'Accord sur les sauvegardes et le GATT de 1994.

11.2 En particulier, le Groupe spécial reconnaît le bien-fondé des allégations suivantes de la Corée, selon lesquelles l'application d'une mesure de sauvegarde par les États-Unis à l'importation:

Des CPLPAC[5839]:

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des produits étamés ou chromés:

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations", puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination de l'existence d'un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave, puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

[5838] Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Corée avait formulé une allégation relative à l'évolution imprévue des circonstances. Toutefois, dans ses première et deuxième communications écrites, elle n'a pas développé cette allégation ni demandé de constatations sur cette question.

[5839] La détermination de l'USITC au sujet des CPLPAC a servi de base à une (des) mesure(s) de sauvegarde imposée(s) aux CPLPAC, y compris les brames. Par conséquent, nos conclusions portent sur toute mesure de sauvegarde imposée aux CPLPAC, ce qui comprend le contingent tarifaire applicable aux brames.

Des barres laminées à chaud:

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres parachevées à froid:

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres d'armature:

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des tubes soudés:

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des ABJT:

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres en aciers inoxydables:

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Du fil machine en aciers inoxydables:

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des fils en aciers inoxydables:

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations", puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination de l'existence d'un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave, puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits

pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

11.3 Conformément à l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre les avantages résultant de cet accord. En conséquence, le Groupe spécial conclut que, dans la mesure où les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes et le GATT de 1994, comme cela a été indiqué ci-dessus, ils ont annulé ou compromis les avantages résultant pour la Corée de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994.

11.4 Le Groupe spécial recommande donc que l'Organe de règlement des différends demande aux États-Unis de rendre toutes les mesures de sauvegarde mentionnées ci-dessus conformes à leurs obligations au titre de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994.

XI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS DE LA CHINE (WT/DS252)

11.1 Compte tenu des constatations formulées dans la section X ci-dessus, le Groupe spécial conclut que les mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis à l'importation de certains produits en acier à compter du 20 mars 2002 sont incompatibles avec l'Accord sur les sauvegardes et le GATT de 1994.

11.2 En particulier, le Groupe spécial reconnaît le bien-fondé des allégations suivantes de la Chine, selon lesquelles l'application d'une mesure de sauvegarde par les États-Unis à l'importation:

Des CPLPAC[5840]:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des produits étamés ou chromés:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations", puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination de l'existence d'un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave, puisque l'explication donnée consistait

[5840] La détermination de l'USITC au sujet des CPLPAC a servi de base à une (des) mesure(s) de sauvegarde imposée(s) aux CPLPAC, y compris les brames. Par conséquent, nos conclusions portent sur toute mesure de sauvegarde imposée aux CPLPAC, ce qui comprend le contingent tarifaire applicable aux brames.

en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres laminées à chaud:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres parachevées à froid:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres d'armature:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des tubes soudés:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des ABJT:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres en aciers inoxydables:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il

existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Du fil machine en aciers inoxydables:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des fils en aciers inoxydables:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations", puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination de l'existence d'un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave, puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

11.3 Conformément à l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre les avantages résultant de cet accord. En conséquence, le Groupe spécial conclut que, dans la mesure où les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord

sur les sauvegardes et le GATT de 1994, comme cela a été indiqué ci-dessus, ils ont annulé ou compromis les avantages résultant pour la Chine de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994.

11.4 Le Groupe spécial recommande donc que l'Organe de règlement des différends demande aux États-Unis de rendre toutes les mesures de sauvegarde mentionnées ci-dessus conformes à leurs obligations au titre de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994.

XI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS DE LA SUISSE (WT/DS253)

11.1 Compte tenu des constatations formulées dans la section X ci-dessus, le Groupe spécial conclut que les mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis à l'importation de certains produits en acier à compter du 20 mars 2002 sont incompatibles avec l'Accord sur les sauvegardes et le GATT de 1994.

11.2 En particulier, le Groupe spécial reconnaît le bien-fondé des allégations suivantes de la Suisse, selon lesquelles l'application d'une mesure de sauvegarde par les États-Unis à l'importation:

Des CPLPAC[5841]:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des produits étamés ou chromés:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations", puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination de l'existence d'un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave, puisque l'explication donnée consistait

[5841] La détermination de l'USITC au sujet des CPLPAC a servi de base à une (des) mesure(s) de sauvegarde imposée(s) aux CPLPAC, y compris les brames. Par conséquent, nos conclusions portent sur toute mesure de sauvegarde imposée aux CPLPAC, ce qui comprend le contingent tarifaire applicable aux brames.

en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres laminées à chaud:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres parachevées à froid:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres d'armature:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant que l'évolution imprévue des circonstances avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des tubes soudés:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des ABJT:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres en aciers inoxydables:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant que l'évolution imprévue des circonstances avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il

existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Du fil machine en aciers inoxydables:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des fils en aciers inoxydables:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations", puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination de l'existence d'un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave, puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

11.3 Conformément à l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre les avantages résultant de cet accord. En conséquence, le Groupe spécial conclut que, dans la mesure où les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord

sur les sauvegardes et le GATT de 1994, comme cela a été indiqué ci-dessus, ils ont annulé ou compromis les avantages résultant pour la Suisse de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994.

11.4 Le Groupe spécial recommande donc que l'Organe de règlement des différends demande aux États-Unis de rendre toutes les mesures de sauvegarde mentionnées ci-dessus conformes à leurs obligations au titre de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994.

XI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS DE LA NORVÈGE (WT/DS254)

11.1 Compte tenu des constatations formulées dans la section X ci-dessus, le Groupe spécial conclut que les mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis à l'importation de certains produits en acier à compter du 20 mars 2002 sont incompatibles avec l'Accord sur les sauvegardes et le GATT de 1994.

11.2 En particulier, le Groupe spécial reconnaît le bien-fondé des allégations suivantes de la Norvège, selon lesquelles l'application d'une mesure de sauvegarde par les États-Unis à l'importation:

Des CPLPAC[5842]:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des produits étamés ou chromés:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations", puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination de l'existence d'un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave, puisque l'explication donnée consistait

[5842] La détermination de l'USITC au sujet des CPLPAC a servi de base à une (des) mesure(s) de sauvegarde imposée(s) aux CPLPAC, y compris les brames. Par conséquent, nos conclusions portent sur toute mesure de sauvegarde imposée aux CPLPAC, ce qui comprend le contingent tarifaire applicable aux brames.

en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres laminées à chaud:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres parachevées à froid:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres d'armature:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des tubes soudés:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des ABJT:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres en aciers inoxydables:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il

existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Du fil machine en aciers inoxydables:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des fils en aciers inoxydables:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations", puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination de l'existence d'un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave, puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

11.3 Conformément à l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre les avantages résultant de cet accord. En conséquence, le Groupe spécial conclut que, dans la mesure où les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord

sur les sauvegardes et le GATT de 1994, comme cela a été indiqué ci-dessus, ils ont annulé ou compromis les avantages résultant pour la Norvège de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994.

11.4 Le Groupe spécial recommande donc que l'Organe de règlement des différends demande aux États-Unis de rendre toutes les mesures de sauvegarde mentionnées ci-dessus conformes à leurs obligations au titre de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994.

XI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE (WT/DS258)

11.1 Compte tenu des constatations formulées dans la section X ci-dessus, le Groupe spécial conclut que les mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis à l'importation de certains produits en acier à compter du 20 mars 2002 sont incompatibles avec l'Accord sur les sauvegardes et le GATT de 1994.

11.2 En particulier, le Groupe spécial reconnaît le bien-fondé des allégations suivantes de la Nouvelle-Zélande, selon lesquelles l'application d'une mesure de sauvegarde par les États-Unis à l'importation:

Des CPLPAC[5843]:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des produits étamés ou chromés:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations", puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination de l'existence d'un "lien de causalité" entre tout

[5843] La détermination de l'USITC au sujet des CPLPAC a servi de base à une (des) mesure(s) de sauvegarde imposée(s) aux CPLPAC, y compris les brames. Par conséquent, nos conclusions portent sur toute mesure de sauvegarde imposée aux CPLPAC, ce qui comprend le contingent tarifaire applicable aux brames.

accroissement des importations et le dommage grave, puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres laminées à chaud:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres parachevées à froid:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres d'armature:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des tubes soudés:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de parallélisme entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des ABJT:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres en aciers inoxydables:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il

existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Du fil machine en aciers inoxydables:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des fils en aciers inoxydables:

- est incompatible avec l'article XIX:1 du GATT de 1994 et l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate démontrant que l'"évolution imprévue des circonstances" avait entraîné un accroissement des importations causant un dommage grave aux producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations", puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination de l'existence d'un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave, puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

11.3 Conformément à l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre les avantages résultant de cet accord. En conséquence, le Groupe spécial conclut que, dans la mesure où les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord

sur les sauvegardes et le GATT de 1994, comme cela a été indiqué ci-dessus, ils ont annulé ou compromis les avantages résultant pour la Nouvelle-Zélande de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994.

11.4 Le Groupe spécial recommande donc que l'Organe de règlement des différends demande aux États-Unis de rendre toutes les mesures de sauvegarde mentionnées ci-dessus conformes à leurs obligations au titre de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994.

XI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES ALLÉGATIONS DU BRÉSIL[5844] (WT/DS259)

11.1 Compte tenu des constatations formulées dans la section X ci-dessus, le Groupe spécial conclut que les mesures de sauvegarde imposées par les États-Unis à l'importation de certains produits en acier à compter du 20 mars 2002 sont incompatibles avec l'Accord sur les sauvegardes et le GATT de 1994.

11.2 En particulier, le Groupe spécial reconnaît le bien-fondé des allégations suivantes du Brésil, selon lesquelles l'application d'une mesure de sauvegarde par les États-Unis à l'importation:

Des CPLPAC[5845]:

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des produits étamés ou chromés:

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations", puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination de l'existence d'un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave, puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

[5844] Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Brésil avait formulé une allégation relative à l'évolution imprévue des circonstances. Toutefois, dans ses première et deuxième communications écrites, il n'a pas développé cette allégation ni demandé de constatations sur cette question.

[5845] La détermination de l'USITC au sujet des CPLPAC a servi de base à une (des) mesure(s) de sauvegarde imposée(s) aux CPLPAC, y compris les brames. Par conséquent, nos conclusions portent sur toute mesure de sauvegarde imposée aux CPLPAC, ce qui comprend le contingent tarifaire applicable aux brames.

Des barres laminées à chaud:

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres parachevées à froid:

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres d'armature:

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des tubes soudés:

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des ABJT:

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des barres en aciers inoxydables:

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate indiquant qu'il existait un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave subi par les producteurs nationaux pertinents;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Du fil machine en aciers inoxydables:

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations";

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

Des fils en aciers inoxydables:

- est incompatible avec les articles 2:1 et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination relative à l'"accroissement des importations", puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1, 4:2 b) et 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas fourni d'explication motivée et adéquate de la façon dont les faits étayaient leur détermination de l'existence d'un "lien de causalité" entre tout accroissement des importations et le dommage grave, puisque l'explication donnée consistait en des explications différentes s'écartant en partie les unes des autres qui, parce qu'elles avaient pour base des produits différents, ne pouvaient pas être conciliées sur le fond;

- est incompatible avec les articles 2:1 et 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, étant donné que les États-Unis n'ont pas respecté la prescription en matière de "parallélisme" entre les produits

pour lesquels l'existence des conditions nécessaires à l'application de mesures de sauvegarde avait été établie et les produits qui ont été assujettis à la mesure de sauvegarde.

11.3 Conformément à l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre les avantages résultant de cet accord. En conséquence, le Groupe spécial conclut que, dans la mesure où les États-Unis ont agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes et le GATT de 1994, comme cela a été indiqué ci-dessus, ils ont annulé ou compromis les avantages résultant pour le Brésil de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994.

11.4 Le Groupe spécial recommande donc que l'Organe de règlement des différends demande aux États-Unis de rendre toutes les mesures de sauvegarde mentionnées ci-dessus conformes à leurs obligations au titre de l'Accord sur les sauvegardes et du GATT de 1994.